Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 26 septembre 2016

à 13 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 22 septembre 2016

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil municipal est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le lundi 26 septembre 2016, à 13 h**, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

_____

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(English version available at the Service du greffe, City Hall, Suite R-134)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 26 septembre 2016

à 13 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 26 septembre 2016 ainsi que de l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 15 septembre 2016.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 4.04 à 4.07, 7.13, 8.01, 15.01 et 15.02, 20.19 à 20.26, 30.04 à 30.07, 43.01, 44.01, 51.02 et 51.03 ainsi que des articles 80.01 (20.15) à 80.01 (20.26), 80.01 (30.01), 80.01 (43.01) et 80.01 (51.01).

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI, à l'exception de l'article 80.01 (51.01) pour lequel aucun document ne sera livré.

Prenez note qu'une nouvelle version du règlement inscrit à l'article 42.13 vous est livrée puisque des modifications visant à corriger des coquilles à l'annexe 1 dudit règlement identifiant des infractions au code criminel ont été apportées.

Prenez note que le dossier inhérent à l'article 80.01 (20.01) de l'ordre du jour a été modifié par addenda. Nous vous invitons à prendre connaissance de cet addenda ayant trait, entre autres, à l'annulation de certains articles de l'appel d'offres initial.

Veuillez également noter que le document afférent à l'article 3.02 est maintenant accessible via la base de données sécurisée ADI.

Montréal

Assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 26 septembre 2016

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Conformément au projet-pilote de modifications à l'horaire et au déroulement des assemblées ordinaires du conseil municipal, pour la période du 1er avril au 31 décembre 2011 (CM11 0167), et à la résolution du conseil municipal du 19 décembre 2011 (CM11 1064), la séquence d'étude et d'adoption des points inscrits au présent ordre du jour est, sous réserve de toute autre modification de séquence que le conseil pourrait convenir, le suivant :

- période de questions des membres du conseil (02);*
- les rubriques préliminaires (03 à 15 inclusivement);
- les points en orientation au conseil d'agglomération (80);
- tous les autres points, selon l'ordre de leur inscription à l'ordre du jour.

**Veuillez noter que la première période de questions des citoyens continuera d'avoir lieu à 19 h*

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 22 août 2016

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal*

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

04.04 *Service du greffe* - 1163430017

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur la présidence du conseil intitulé « Les mesures de sécurité et l'accès à l'hôtel de ville lors des séances des instances décisionnelles - Mandat CM15 0590 »

04.05 *Service du greffe* - 1163430016

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa cinquième année d'activités

04.06 *Service du greffe* - 1163430018

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur le rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal - Exercice 2014

04.07 *Service du greffe* - 1163430019

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur le rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal - Exercice 2015

05 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

05.01 *Service du greffe*

Motion CA16 26 0239 du conseil d'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie demandant la réouverture gratuite du Jardin botanique en dehors des heures d'ouverture de la billetterie

06 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 25 août 2016

07.02 *Montréal-Nord , Direction des travaux publics* - 1163602013

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Montréal-Nord faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.03 *Service du greffe*

Dépôt du Rapport annuel 2015-2016 de Moisson Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157

07.04 *Service du greffe*

Dépôt du Rapport annuel 2015-2016 de la Fédération de soccer du Québec, en vertu de la résolution CM13 1157

07.05 *Service du greffe*

Dépôt du Rapport annuel 2015-2016 de la Maison d'Haïti, en vertu de la résolution CM13 1157

07.06 *Service du greffe*

Dépôt du Rapport à la communauté 2015 de l'organisme Les YMCA du Québec, en vertu de la résolution CM13 1157

07.07 *Service du greffe*

Dépôt du Rapport annuel 2015 et du Rapport d'activités du 1er novembre 2015 au 30 mai 2016 de la Société de développement social, en vertu de la résolution CM13 1157

07.08 *Service du greffe*

Dépôt du Rapport annuel 2015-2016 d'Intégration Jeunesse du Québec inc., en vertu de la résolution CM13 1157

07.09 *Service du greffe*

Dépôt du Bilan d'activités 2015 de Revitalisation Saint-Pierre, en vertu de la résolution CM13 1157

07.10 *Service du greffe*

Dépôt du Bilan annuel 2015-2016 de RAP Jeunesse, en vertu de la résolution CM13 1157

07.11 *Service de l'environnement , Direction* - 1162937003

Dépôt du Bilan 2015 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal

07.12 *Verdun , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1166960003

Bilans annuels 2014 et 2015 de l'arrondissement de Verdun faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.13 *Service du greffe*

Dépôt du Rapport d'activités pour la période du 1er septembre 2015 au 31 mars 2016, du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, en vertu de la résolution CM13 1157

08 – Dépôt de rapports des commissions du conseil

08.01 *Service du greffe*

Dépôt du deuxième rapport d'étape de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation intitulé « Motion concernant l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville de Mont-Royal »

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 *Service du greffe*

Déclaration marquant l'engagement de la Ville de Montréal à la « Vision Zéro »

15.02 *Service du greffe*

Déclaration désignant la semaine du 26 septembre 2016, Semaine internationale de l'aviation civile

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Direction générale , Cabinet du maire et du comité exécutif* - 1161353003

Accorder un don de 60 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire suivant le séisme survenu dans le centre de l'Italie / Autoriser un virement budgétaire de 60 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de la Direction générale

20.02 *Service de la culture , Direction des bibliothèques* - 1167342001

Accorder un contrat de gré à gré à ProQuest pour le renouvellement de l'abonnement à la ressource numérique Library Press Display pour les bibliothèques de Montréal participantes, du 1er août 2016 au 31 juillet 2019, pour une somme maximale de 105 036,56 $, U.S., taxes incluses

20.03 *Service de la culture , Direction des bibliothèques* - 1167389001

Conclure avec le Groupe Archambault inc., une entente-cadre d'une durée de 36 mois, pour l'achat de CD-Rom, de CD-Audio, de DVD films documentaires et de fiction - Appel d'offres public 16-15154 (1 soum.)

20.04 *Service de la concertation des arrondissements* - 1160587004

Accorder un contrat à Martin Lefebvre Transport inc. pour des services de transport de neige pour une durée de deux ans pour une somme maximale de 674 071,34 $ taxes incluses - Appel d'offres public 16-15062 (9 soum.)

20.05 *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1160025004

Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron s.e.n.c. pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion du Programme d'interventions en quartiers anciens (P.I.Q.A.) Saint-Gabriel, pour une somme maximale de 593 334,03 $, taxes incluses

20.06 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1161630004

Accorder un contrat à Norgéreq ltée pour les travaux de réfection d'enveloppe et divers travaux intérieurs au Centre interculturel Strathearn, situé au 3670-3680, rue Jeanne-Mance - Dépense totale de 1 521 286,73 $ - Appel d'offres public 5770 (3 soum.)

20.07 *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1160025005

Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron s.e.n.c. pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion du Programme d'interventions en quartiers anciens (P.I.Q.A.) Centre, pour une somme maximale de 899 864,27 $, taxes incluses

20.08 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1167409001

Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour la réalisation des travaux de pavage et de revêtement des chemins de détour du projet Turcot, dans la rue Notre-Dame et le chemin Côte Saint-Paul - Dépense totale de 660 079,32$, taxes incluses - Appel d'offres public 221302 (8 soum.)

20.09 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal* - 1166316016

Accorder un contrat à Les Constructions Hydrospec inc. pour la remise en état des sentiers et l'installation de mobiliers au parc de la Promenade-Bellerive - Dépense totale de 1 540 214,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6927 - (6 soum.)

20.10 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1166627004

Accorder un contrat à Aranda Construction inc. pour le projet de réfection du chalet du Parc Maisonneuve, sis au 4601 rue Sherbrooke Est - Dépense totale de 1 856 733,75 $ - Appel d'offres public 5852 (8 soum.)

20.11 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1166368006

Accorder un contrat de services professionnels à Concertation régionale de Montréal pour la réalisation du projet #JEUNESSE375MTL, dans le cadre du 375^{e} anniversaire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 300 000 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

20.12 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité* - 1160783001

Approuver un projet d'acte par lequel Développement Terramax inc. cède à la Ville, pour fins de parc, deux immeubles situés sur la rue Jean-Gascon, totalisant une superficie de 1 558,6 mètres carrés et par lequel la Ville cède au promoteur trois immeubles situés sur les rues Pierre-Daviault et Claude-Henri-Grignon, totalisant une superficie de 1 508,2 mètres carrés, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, et ce, sans contrepartie financière / Retirer du domaine public les immeubles que la Ville cède au promoteur et verser les immeubles que la Ville reçoit dans l'échange dans le domaine public de la Ville pour fins de parc

20.13 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1156037007

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Les immobiliers Tripo inc., un terrain considéré comme vacant, d'une superficie de 1 649 mètres carrés, constitué du lot 5 659 143 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour la somme de 57 700 $ / Fermer et retirer du domaine public le terrain concerné

20.14 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1160515001

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Location Bench & Table inc. et monsieur Allan Vosko, rétroactivement du 1er juillet 2015 au 30 juin 2020, à des fins de stationnement non tarifé réservé pour sa clientèle, une partie d'un terrain d'une superficie approximative de 459,1 mètres carrés, constitué du lot 2 651 605 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, située au nord-est des avenues De Courtrai et Victoria, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un montant de 39 440,81 $, plus les taxes applicables

20.15 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité* - 1165941006

Approuver un projet de prolongation de bail par lequel la Ville loue à Cie de Couvre-Plancher de Montréal inc., à des fins de stationnement, un terrain vacant d'une superficie de 1 280 mètres carrés, situé sur la rue Bernard Est, à l'angle de la rue Saint-Dominique, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour une période de 5 ans, du 1er novembre 2016 au 31 octobre 2021, avec clause de résiliation prématurée, pour un loyer total de 95 518,32 $, excluant les taxes

20.16 *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1160679016

Accorder un soutien financier de 100 000 $ pour l'année 2016 au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

20.17 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1161535001

Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 585 000 $ à l'organisme Les YMCA du Québec pour la réalisation de trois études d'opportunité et le maintien, pour la période de janvier à juin 2017 inclusivement, des activités des trois centres locaux visés par ces études / Autoriser un ajustement de la base budgétaire 2017 du Service de la diversité sociale et des sports, à hauteur de 460 000 $ / Approuver un projet de convention à cet effet

20.18 *Service de la culture* - 1161103005

Accorder un soutien financier maximal de 353 000 $ à l'organisme Les 7 doigts de la main pour la réalisation du projet de construction de son centre de création et de production situé au 2111 boulevard St-Laurent - Autoriser un virement budgétaire de 300 000 $ en 2016 en provenance des dépenses contingentes de compétence locale vers le budget de fonctionnement du Service de la culture et autoriser un ajustement de la base budgétaire au montant de 53 000 $ pour l'année 2017 / Approuver un projet de convention à cet effet

20.19 *Service de la concertation des arrondissements* - 1164631010

Accorder un contrat à A&O Gendron inc. et deux contrats à Déneigement Moderne inc. pour le déneigement des chaussées et des trottoirs, pour des durées de trois ou cinq ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense totale de 14 718 174,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15477 (13 soum.) - Confirmer que l'entreprise J.L. Michon est écartée de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville en vertu de la Politique de gestion contractuelle, pour une période de 5 ans, à compter du 9 juin 2016

20.20 *Service de la concertation des arrondissements* - 1160587005

Accorder un contrat à Transvrac Montréal-Laval inc. pour les services de transport de neige 2016-2017 dans 9 arrondissements de Montréal, pour une somme maximale de 8 905 864 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

20.21 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1166676001

Accorder un contrat à Norgereq ltée pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan - Dépense totale de 8 710 812,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public no5825 - (7 soum.)

20.22 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1164815004

Approuver un projet de convention d'échange de services entre la Ville de Montréal et le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin

20.23 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1161368003

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) les droits détenus dans une emphytéose, pour la somme de 15 400 000 $, ainsi que les droits de la nue-propriété appartenant au Cégep Marie-Victorin (CMV) pour la somme de 3 100 000 $, relativement à un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles / Obtenir un droit d'usufruit en faveur de la Ville pour une durée de 30 années relativement à un immeuble adjacent appartenant au Cégep Marie-Victorin, situé au 7000, rue Marie-Victorin, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

20.24 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1164815005

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder à Conception et gestion intégrées inc. un contrat pour la gestion du Complexe sportif Marie-Victorin, pour une période de 27 mois, pour une somme maximale de 3 692 003,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15187 (2 soum.) / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au montant de 219 026,07 $, taxes incluses, pour 2016

20.25 *Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil* - 1164320002

Accorder, conformément à la loi, deux contrats de services professionnels à l'organisme à but non lucratif La Coopérative de solidarité WebTV.COOP visant le sous-titrage des séances publiques du conseil municipal de la Ville de Montréal, pour les années 2016 et 2017 - Contrat de gré à gré / Approuver les projets de convention à cet effet

20.26 *Service de l'environnement* - 1166874001

Approuver un projet de protocole d'entente concernant la tenue de l'assemblée générale annuelle de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent sur le territoire de la Ville de Montréal

30 – Administration et finances

30.01 *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics* - 1153515001

Approuver le retour des charges inter-unités excédentaires aux arrondissements concernés à la suite de la modification des services offerts par la patrouille aqueduc de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve depuis le 1er janvier 2016

30.02 *Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire* - 1160449005

Autoriser la démolition partielle du bâtiment situé au 2901, boulevard Gouin Est, érigé sur le terrain constitué du lot 1 742 392 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal - Institut Pacifique - Parcours Gouin - Secteur significatif DD et Site patrimonial cité de l'ancien village du Sault-au-Récollet - Zone 0465

30.03 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1160335004

Accepter l'offre de service de l'arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville d'acquérir auprès du fournisseur AddÉnergie et d'installer à ses frais deux bornes de recharge doubles sur rue pour véhicules électriques, dans le cadre de la construction du pavillon d'accueil du parcours Gouin, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*

30.04 *Service de la concertation des arrondissements* - 1165086005

Offrir aux conseils d'arrondissement de prendre en charge la délivrance des permis spéciaux de garde de chiens de type Pit bull, entre le 1er octobre 2016 et le 1er mars 2017, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*

30.05 *Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine* - 1166860001

Autoriser de verser dans le domaine public le lot 4 140 958 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé en bordure de la ruelle reliant les rues du Couvent et du Collège au nord de la rue Saint-Antoine, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, afin de concrétiser l'aménagement de la ruelle verte et de finaliser les aires de plantation proposées sur ce terrain

30.06 *Service de la concertation des arrondissements* - 1164631005

Autoriser un virement budgétaire de 20 043 490 $ en provenance des budgets des arrondissements vers le budget du Service de la concertation des arrondissements, afin de financer le coût des contrats de déneigement pour les mois de novembre et décembre 2016

30.07 *Direction générale , Bureau des relations internationales* - 1164834001

Approuver la participation de la Ville de Montréal à un projet conjoint d'informatisation du registre foncier en Haïti avec la Fédération canadienne des municipalités (FCM) / Approuver la signature d'un accord de contribution avec le ministère des Affaires mondiales Canada

41 – Avis de motion

41.01 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation* - 1160196003

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037)

42 – Adoption de règlements - Dispense de lecture

42.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1164386003

Adoption - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 43e Avenue, entre la rue Forsyth et la rue De Montigny, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

42.02 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1160390006

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 $ pour le financement de l'acquisition de matériel informatique

42.03 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal* - 1166316015

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ pour le financement de travaux de réaménagement de parcs

42.04 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité* - 1161233001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement no 2501 adopté par l'ancienne Ville de Lachine décrétant la fermeture partielle de la ruelle sise entre les 17ème et 18ème Avenues au sud de la rue St-Antoine, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

42.05 *L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des services administratifs_des communications et des relations avec les citoyens* - 1150364004

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 8 300 000 $ pour la réalisation de travaux de construction et de mise aux normes des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie dans le secteur des Avenues de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève (11-015)

42.06 *Service de l'eau* - 1164136001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales de la Ville de Montréal (R.R.V.M. c. C-1.1)

42.07 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1163643001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136)

42.08 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1163643002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

42.09 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1164815003

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

42.10 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1161179009

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme de soutien financier aux artères en chantier (15-089)

42.11 *Service du greffe* - 1163430014

Adoption - Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (14-004)

42.12 *Service de la concertation des arrondissements* - 1166379001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

42.13 *Service de la concertation des arrondissements* - 1165086003

Adoption - Règlement sur le contrôle des animaux

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

43 – Avis de motion et adoption d'un projet de règlement et procédure nécessaire à cette fin

43.01 *Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe* - 1164570013

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) » / Tenue de consultation publique / Délégation de pouvoirs au greffier

44 – Rapport de consultation publique / Adoption du règlement d'urbanisme

44.01 *Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1161010015

Adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) »

Mention spéciale: Avis de motion et adoption du projet de règlement donnés le 5 juillet 2016 par le conseil d'arrondissement

46 – Toponymie et voies publiques

46.01 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1164521012

Nommer deux rues, un square, un passage et le prolongement d'une rue dans le secteur Bois-Franc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent

50 – Ressources humaines

50.01 *Service des ressources humaines , Direction partenaires d'affaires RH* - 1161633001

Approuver un projet de renouvellement du protocole d'entente visant le prêt de services avec remboursement partiel à Technoparc Montréal de M. Arnold Beaudin, à compter du 23 avril 2016, pour une période de 3 ans

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Office de consultation publique de Montréal* - 1161079006

Nominations et renouvellements de commissaires à l'Office de consultation publique de Montréal

51.02 *Office de consultation publique de Montréal* - 1161079007

Renouveler le mandat d'un commissaire de l'Office de consultation publique de Montréal

51.03 *Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel* - 1166992005

Nomination de la présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal (CFP)

65 – Motion des conseillers

65.01 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle contre le projet de loi sur les hydrocarbures

65.02 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour entamer une démarche consultative préalable à la révision du Plan d'urbanisme de Montréal

65.03 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour étudier la possibilité de communiquer avec le 911 par messagerie texte

65.04 *Service du greffe*

Motion de la troisième opposition pour l'adoption de l'objectif « Vision zéro »

65.05 *Service du greffe*

Motion de la troisième opposition pour le financement en ligne des partis politiques municipaux

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1165271002*

Conclure des ententes-cadres d'une durée de 36 mois pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval - Appel d'offres public 16-15090 (1 à 3 soumissionnaires par contrat)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.02 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1160206004*

Accorder un contrat de gré à gré à Technomedia Formation inc. pour le renouvellement du service d'entretien du logiciel SIGAL utilisé par le Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 172 462,50 $, taxes incluses (fournisseur unique) / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.03 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1165897003*

Conclure des ententes-cadres pour une période de 24 mois, avec les firmes Électroméga ltée (3 671 692,59 $, taxes incluses), Orange Traffic inc. (3 694 838,28 $, taxes incluses), Tacel ltée (808 791,64 $, taxes incluses), Industries Precision Plus inc. (857 770,99 $, taxes incluses) et Les Ventes Techniques Trelec enr. (676 053 $, taxes incluses), pour la fourniture des équipements de feux de circulation dans le cadre du projet de signalisation lumineuse de la Ville - Appel d'offres public 15-14382 (8 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.04 *Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification - 1163838002*

Accorder un contrat à Thibault & Associés pour la fourniture d'un véhicule d'intervention en matières dangereuses, composé d'une boîte de type Walk-In/Walk-Around de 24' montée sur un châssis à cabine avancée et surbaissée avec partie arrière aménagée en poste de travail, de marque-modèle Pierce Impel (châssis) et Pierce HDR Walk-In (boîte en aluminium), pour une somme maximale de 1 116 293,88 $, taxes incluses- Appel d'offres public 16-15106 (2 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.05 *Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification - 1160077001*

Conclure une entente-cadre de gré à gré de services d'entretien préventif et de réparations avec Nederman Canada Limited, pour une durée de 36 mois, pour l'entretien, la réparation et l'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 721 856,13 $, taxes incluses (fournisseur unique) / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.06 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1161009003*

Accorder un contrat à Électricité Grimard inc. pour l'implantation de la première phase du système de transport intelligent dans le cadre du projet Bonaventure, pour une somme maximale de 1 818 634,09 $, taxes incluses - Appel d'offres public 214716 (2 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.07 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163334019*

Accorder un contrat à Les Entreprises de Construction Refrabec inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 2 et no 4 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 586 986,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 1935-AE-16 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.08 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1160660009*

Autoriser une dépense additionnelle de 325 000 $, taxes incluses, soit 250 000 $ pour compléter les travaux de réfection de la toiture et autres travaux au 1800, Chemin Remembrance et 75 000 $ d'incidences, dans le cadre du contrat accordé à 9006-9311 Québec inc. DEVCOR (1994) (CG16 0337), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 212 682,96 $ à 2 462 682,96 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Parc du Mont-Royal*

20.09 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1167231042*

Accorder un contrat à Clean Water Works inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 721 000 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329408 (5 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.10 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1160298002*

Accorder un contrat de services professionnels à Pure Technologies ltd pour l'évaluation de l'épaisseur résiduelle des parois des conduites principales d'aqueduc en béton-acier, pour une somme maximale de 546 386,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16 15156 (2 soum.- 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.11 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1161630003*

Autoriser une dépense additionnelle de 50 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels pour la réalisation des projets du programme de protection de bâtiments corporatifs, dans le cadre du contrat accordé à Riopel + Associés Architectes, société d'architectes et Beaudoin Hurens inc. ingénieurs en mécanique, électricité, électronique, ingénieur en structure et génie civil (CG07 0295), majorant ainsi le montant total du contrat de 500 000 $ à 550 000 $, taxes incluses / Approuver le projet d'addenda no 1 à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Acte mixte*

20.12 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1163493002*

Conclure des ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente mois avec Axor Experts-Conseils inc. (1 953 612,08 $, taxes incluses) et Les Services exp. inc., (1 106 979,30 $, taxes incluses) pour des services en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 16-15232 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.13 *Service de la culture - 1160230005*

Accorder un contrat d'exécution d'œuvre d'art à Philippe Allard et Justin Duchesneau, artistes en arts visuels, pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art public intitulée « Le Joyau royal et le Mile doré », au site McTavish de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » - Dépense totale de 137 970 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.14 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1167029002*

Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue à Service Distri-Bouffe D.D. inc. un espace d'une superficie approximative de 11 mètres carrés au chalet d'accueil du parc du Mont-Royal pour l'exploitation de machines distributrices, à des fins de services alimentaires, pour une période de 2 ans, débutant le 1er février 2016, pour un montant total de 60 696 $, excluant les taxes

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Parc du Mont-Royal*

20.15 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163438004*

Accorder un contrat d'une durée de vingt-quatre mois à Beauregard Environnement ltée pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 993 897,48 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15321 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.16 *Service des communications , Direction partenaires d'affaires en communication - 1163433004*

Conclure une entente-cadre collective d'une durée de 24 mois, avec une option de prolongation de 12 mois supplémentaires, avec Distributions LG inc., pour l'impression et la distribution porte-à-porte d'avis ou bulletins d'information aux résidents de l'île de Montréal - Appel d'offres public 16-15299 (2 soum., 1 seul conforme)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.17 *Service de l'environnement - 1162621003*

Autoriser une dépense additionnelle de 827 820 $, taxes incluses, pour exercer l'option de traitement de 10 000 tonnes supplémentaires par année pour le compostage des résidus mélangés, dans le cadre du contrat accordé à 142975 Canada ltée (Mironor) (CG15 0158), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 311 280 $ à 4 139 100 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération :	*Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.18 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1166086001*

Accorder un contrat de services professionnels en design à Kanva architecture inc., lauréat du concours « Vivre le chantier Sainte-Cath! », pour concevoir, élaborer des plans et devis et effectuer le suivi de la fabrication et de l'implantation du projet d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour une somme maximale de 800 000 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.19 *Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics - 1167353001*

Accorder un contrat à Les services intégrés Lemay et associés inc. pour des services professionnels en architecture de paysage et ingénierie pour l'élaboration de plans et devis et la surveillance, requis pour l'aménagement du parc du Bassin-à-Bois (nord et sud) et de la place publique - Dépense totale de 618 237,19 $, taxes incluses - Appel d'offres public 211613 (3 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Acte mixte*

20.20 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1164435011*

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé dans le prolongement ouest de la 47e Rue, à l'ouest du boulevard Pie-IX, constitué du lot 2 213 508 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, aux fins de construction d'un bassin de rétention des eaux et d'utilisation d'une cour de services temporaire

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.21 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1166751001*

Accorder un soutien financer maximal non récurrent de 98 000 $ à PME MTL Grand Sud-Ouest pour les années 2016 et 2017 afin d'assurer la promotion de l'image de marque et accroître la notoriété du réseau PME MTL, dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Programmation ainsi que toute modification à celle-ci selon l'entente avec le MAMOT*

20.22 *Service de l'approvisionnement - 1163447002*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre, pour une période de quatre ans, avec J. René Lafond inc. pour l'acquisition sur demande de tracteurs compacts articulés d'une puissance minimale de 47 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière - Appel d'offres public 16-15257 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.23 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163334015*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à EBC inc. pour la construction du bassin de rétention Rockfield d'une capacité de 45 000 mètres cubes, dans l'arrondissement de Lachine - Dépense totale de 23 951 419,52 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5005-EC-143-02-06C (13 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.24 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163334021*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Allia Infrastructures ltée pour la préparation de sites (ozonation et poste électrique) dans le cadre du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 546 696,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 7309-AE (8 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.25 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité - 1164069005*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 ans à compter du 1er juin 2017, des espaces aux 1er, 2e, 3e, 4e, et 6e étages de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie d'environ 94 795 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail - Dépense totale pour ce projet de 38 838 895,14 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.26 *Service du développement économique - 1161084002*

Approuver le projet d'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et l'Organisation du Sommet Mondial du Design (OSMD) à l'égard des dates de remise des documents et de la date de fin de la convention

Compétence d'agglomération :	*Élément du développement économique qu'est la promotion du territoire de toute municipalité liée, y compris à des fins touristiques, lorsqu'elle est effectuée hors de ce territoire*

30 – Administration et finances

30.01 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1163113003*

Offrir à l'arrondissement de Ville-Marie, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, que la Division sécurité et aménagement du réseau artériel - Direction des transports - Service des infrastructures, de la voirie, et des transports prenne en charge l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

42 – Adoption de règlements - Dispense de lecture

42.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1160390007*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 $ pour le financement de l'acquisition de matériel informatique

Compétence d'agglomération :	*Acte mixte*

42.02 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal - 1166316018*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 17 000 000 $ afin de financer des travaux de réaménagement de parcs-nature relevant de la compétence du conseil d'agglomération

Compétence d'agglomération : *Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

42.03 *Service de la culture , Direction des bibliothèques - 1161213004*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 17 000 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Bibliothèque et Archives Nationales du Québec pour le financement de la restauration, de la transformation et de la mise aux normes de la bibliothèque Saint-Sulpice dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Mise en œuvre de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal, le ministère de la Culture et des Communications et la Bibliothèque nationale du Québec*

42.04 *Direction générale , Contrôleur général - 1165019001*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG 12-026)

Compétence d'agglomération : *Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération*

43 – Avis de motion et adoption d'un projet de règlement et procédure nécessaire à cette fin

43.01 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme - 1162622007*

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » et de son document d'accompagnement intitulé « Modification à la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement de Verdun aux fins de conformité au schéma d'aménagement et de développement modifié de l'agglomération de Montréal » / Approbation de la procédure nécessaire à cette fin

Compétence d'agglomération : *Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Service du greffe*

Nominations aux commissions permanentes

Montréal

Article 3.02

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 22 août 2016
13 h

Séance tenue le lundi 22 août 2016
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black. Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Marie Cinq-Mars, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, Mme Patricia Lattanzio, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Jeremy Searle, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Jean-François Parenteau.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Marcoux, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement. Il informe l'assemblée que depuis le 27 juin, près de 20 000 visiteurs ont déambulé dans le hall d'honneur de l'hôtel de ville pour, entre autres, admirer l'exposition sur le thème « Façonnez aujourd'hui le Montréal de demain » une réalisation du Service de développement économique qui prendra fin le 27 août prochain.

Il annonce que quelque 2 500 visiteurs ont pris part aux 200 visites guidées offertes tout au long de la saison estivale qui ont permis de découvrir l'histoire et le patrimoine des Montréalaises et Montréalais. Il souligne le dépôt sur les pupitres des membres du conseil d'un exemplaire du document intitulé « Aperçu 2015 des activités du Bureau de la présidence du conseil ». Il profite de cette occasion pour remercier l'ensemble des élus du conseil qui travaille avec le Bureau de la présidence au cours de la dernière année, les membres du cabinet du maire pour leur étroite collaboration ainsi que les membres du comité exécutif avec qui le Bureau de la présidence a pu développer plusieurs initiatives et mettre sur pied des projets tout au long de l'année 2015.

Il signale les événements suivants : le 9 août dernier « Journée internationale des populations autochtones », le 12 août 2016 « Journée internationale de la jeunesse » et le 23 août 2016 « Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition ». Pour terminer, le président du conseil souligne les anniversaires de naissance du mois d'août des conseillères et conseillers et Luc Ferrandez, Manon Barbe, Karine Boivin Roy et Alan DeSousa.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillers et conseillères ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Luc Ferrandez	M. Denis Coderre	Leadership du maire souhaité pour réduire le nombre de décès parmi les cyclistes et les piétons - Mesures de mitigation de la circulation afin d'assurer leur sécurité / Exiger que le gouvernement provincial revoit à la hausse l'installation de radars – réduction de la limite de vitesse sur les artères et rues de la métropole, dont l'avenue du Parc
Mme Émilie Thuillier	M. Denis Coderre (M. Lionel Perez)	Mesures concrètes pour pallier aux problèmes de nuisances en matière de sécurité des piétons aux abords des grands chantiers de la métropole – Respect du protocole de communications et des avis distribués aux citoyens, en ce qui a trait aux dates des travaux
M. Benoit Dorais	M. Denis Coderre (M. Lionel Perez)	Urgence de trouver des solutions concrètes pour pallier aux problèmes de nuisances en matière de sécurité des piétons aux abords des divers chantiers de l'arrondissement du Sud-Ouest – Souhait que des inspecteurs seront mandatés pour faire respecter les avis et dates des travaux émis par les entrepreneurs
Mme Justine McIntyre	M. Denis Coderre (M. Richard Bergeron)	Impacts de l'emplacement des gares dans le cadre du Projet d'implantation d'un Réseau électrique métropolitain (REM) sur le schéma d'aménagement adopté en 2015 – Respect du Transit Oriented development (TOD) pour les nouveaux développements résidentiels
Mme Manon Barbe	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Remise en question de l'équité du Programme quinquennal de réduction de la main d'œuvre (PQMO) entre les arrondissements qui doivent le mettre en application versus la création de plusieurs directions au central / Investissements de la ville-centre dans les réseaux d'aqueduc au détriment des baisses de services imposées aux arrondissements

---

À 13 h 35,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. François Limoges

de prolonger la période de questions des membres du conseil de 15 minutes, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

M. François Limoges	M. Denis Coderre (M. Aref Salem)	Quotas de véhicules électriques pour les véhicules en libre-service (VLS) – obstacles et règles de dernière minute défavorisant les acteurs de premier plan de l'économie montréalaise, dont Communauto / Trop de contraintes imposées – modèle voué à l'échec

Question de	À	Objet
Mme Anne-Marie Sigouin	M. Denis Coderre (Mme Manon Gauthier)	Mesures qui seront prises pour permettre à l'organisme à but non lucratif « Les forges de Montréal » de continuer à occuper le bâtiment de l'ancienne station de pompage Riverside
M. Marvin Rotrand	M. Richard Deschamps	Souhaite savoir si la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation a débuté l'étude du projet 15/40 de la Ville de Mont-Royal – demande que le conseil soit informé de l'état de réalisation du projet et l'ajout d'une séance publique afin d'informer et d'entendre les citoyens

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des conseillers close à 13 h 49.

CM16 0817

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Conformément au projet-pilote de modifications à l'horaire et au déroulement des assemblées ordinaires du conseil municipal, pour la période du 1er avril au 31 décembre 2011 (CM11 0167), et à la résolution du conseil municipal du 19 décembre 2011 (CM11 1064), la séquence d'étude et d'adoption des points inscrits au présent ordre du jour est, sous réserve de toute autre modification de séquence que le conseil pourrait convenir, le suivant :

- période de questions des membres du conseil (02)*;
- les rubriques préliminaires (03 à 15 inclusivement);
- les points en orientation au conseil d'agglomération (80);
- tous les autres points, selon l'ordre de leur inscription à l'ordre du jour.

****Veuillez noter que la première période de questions des citoyens continuera d'avoir lieu à 19 h***

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 22 août 2016, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance, en y retirant l'article 80.01 (20.19).

Adopté à l'unanimité.

03.01

CM16 0818

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 20 juin 2016

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 20 juin 2016, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 11 août 2016 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

Le président du conseil appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* pour la période du 1er juin au 31 juillet 2016.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif pour la période du 1er juin au 31 juillet 2016.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* pour la période du 1er juin au 31 juillet 2016.

CM16 0819

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission de la présidence du conseil portant sur la transparence et le suivi des motions des conseillers adoptées par le conseil municipal

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission de la présidence du conseil portant sur la transparence et le suivi des motions des conseillers adoptées par le conseil municipal, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

04.04 1163430010

CM16 0820

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Soutien aux communications des commissions permanentes - Mandat CM14 0954 »

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Soutien aux communications des commissions permanentes - Mandat CM14 0954 », et le conseil en prend acte.

04.05 1163430011

CM16 0821

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement - Mandat CM14 0181 »

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement - Mandat CM14 0181 », et le conseil en prend acte.

04.06 1163430012

CM16 0822

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise portant sur « l'Analyse de l'opportunité de se doter, à l'échelle de l'agglomération montréalaise, d'un conseil des politiques alimentaires »

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise portant sur « l'Analyse de l'opportunité de se doter, à l'échelle de l'agglomération montréalaise, d'un conseil des politiques alimentaires », et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

04.07 1163430015

---

5 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements

Le président du conseil appelle le point « Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements »

Aucun document n'est déposé.

---

6 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

Par Mme Chantal Rouleau

--- Réponse à la question de monsieur Sylvain Ouellet lors du conseil municipal du 21 juin 2016 - art. 80.01 (20.13) concernant la technologie utilisée dans les usines de production d'eau potable afin de contrôler le pH de l'eau.

---

7 - Dépôt

Le président du conseil appelle le point « Dépôt »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

7.01 Dépôt du rapport sur l'assemblée du conseil d'agglomération du 22 juin 2016.

CM16 0823

Dépôt des bilans des années 2014 et 2015 de la mise en œuvre du schéma de couverture de risques en sécurité incendie pour l'agglomération de Montréal

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose les Bilans des années 2014 et 2015 de la mise en œuvre du schéma de couverture de risques en sécurité incendie pour l'agglomération de Montréal, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.02 1161887001

CM16 0824

Dépôt du Bilan de l'usage de l'eau potable 2015

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Bilan de l'usage de l'eau potable 2015, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.03 1164217002

CM16 0825

Dépôt du document intitulé « Portrait des logements accessibles et adaptés dans le parc de logements sociaux et communautaires de l'Agglomération de Montréal »

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport intitulé « Portrait des logements accessibles et adaptés dans le parc de logements sociaux et communautaires de l'agglomération de Montréal », à titre de réponse du comité exécutif à la recommandation no 12 de la Commission à l'issue de son étude de 2013 des bilans et plan d'action en accessibilité universelle, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.04 1160640002

CM16 0826

Dépôt du Rapport annuel 2015 et des états financiers au 31 décembre 2015 de la Société de verdissement du Montréal Métropolitain, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose les états financiers de la Société de verdissement du Montréal métropolitain (SOVERDI) pour l'exercice terminée le 31 décembre 2015, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.05

CM16 0827

Dépôt du Rapport annuel d'activités 2015 de Festival Mode & Design Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport annuel d'activités 2015 de Festival Mode & Design Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.06

CM16 0828

Dépôt du Rapport d'activités de la 44e édition du Festival du nouveau cinéma et de ses états financiers au 31 décembre 2015, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport d'activités de la 44e édition du Festival du nouveau cinéma et de ses états financiers au 31 décembre 2015, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.07

CM16 0829

Dépôt du Rapport d'activités 2015 du Festival Juste pour rire, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport d'activités 2015 du Festival Juste pour rire, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.08

CM16 0830

Dépôt du Bilan 2015 du Festival Go Vélo Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le bilan 2015 du Festival Go Vélo Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.09

CM16 0831

Dépôt du Rapport à la communauté 2015-2016 de Centraide du Grand Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport à la communauté 2015-2016 de Centraide du Grand Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.10

CM16 0832

Dépôt du Document de rétroaction - édition 2015 de Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal (GPCMQ), en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Document de rétroaction - édition 2015 de Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal (GPCMQ), en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.11

CM16 0833

Dépôt du Rapport d'activités - édition 6 - du 2 au 12 juillet 2015 de Montréal Complètement Cirque (La Tohu), en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport d'activités - édition 6 - du 2 au 12 juillet 2015 de Montréal Complètement Cirque (La Tohu), en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

Un débat s’engage.

07.12

CM16 0834

Dépôt du Rapport d'activités 2015-2016 de la Mission Old Brewery - Campus Saint-Laurent, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport d'activités 2015-2016 de la Mission Old Brewery - Campus Saint-Laurent, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.13

CM16 0835

Dépôt du Rapport annuel 2015-2016 de L'Œuvre du Père Sablon, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport annuel 2015-2016 de L'Œuvre du Père Sablon, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.14

CM16 0836

Dépôt du Plan d'action 2012-2014 et du Rapport d'activités 2015 de la Société du Château Dufresne, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport d'activités 2015 de la Société du Château Dufresne, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.15

CM16 0837

Dépôt des Bilan des activités 2015 et 2016 de Montréal en lumière, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Bilan des activités 2015 et 2016 de Montréal en lumière, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.16

CM16 0838

Dépôt des Bilan des activités 2015 du Festival international de Jazz de Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Bilan des activités 2015 du Festival international de Jazz de Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.17

CM16 0839

Dépôt des Bilan des activités 2015 des Francofolies de Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Bilan des activités 2015 des Francofolies de Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.18

CM16 0840

Dépôt des États financiers et Bilan 2015 du Comité de la fête nationale de la Saint-Jean inc., en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose les États financiers et Bilan 2015 du Comité de la fête nationale de la Saint-Jean inc., en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

_____

Un débat s'engage.

_____

07.19

_____

CM16 0841

Dépôt du Rapport d'activités 2015-2016 du Bureau du cinéma et de la télévision du Québec, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport d'activités 2015-2016 du Bureau du cinéma et de la télévision du Québec, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.20

_____

À 14 h 30,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de reporter l'étude de l'article 7.21 à une phase ultérieure.

La proposition est agréée.

_____

CM16 0842

Dépôt du rapport de la consultation publique tenue par l'Office de consultation publique de Montréal sur le projet immobilier du domaine des Franciscains - Projets de règlements P-16-037 et P-04-047-173

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport de consultation publique de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur le projet immobilier du domaine des Franciscains – Projets de règlements P-16-037 et P-04-047-173, et le conseil en prend acte.

_____

Un débat s'engage.

_____

07.22 1161079005

_____

CM16 0843

Dépôt du Bilan 2010-2015 du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le bilan 2010-2015 du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.23 1162937002

07.24 Dépôt du procès-verbal de correction pour la résolution CM16 0612.

CM16 0844

Dépôt du rapport de consultation publique de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) intitulé « Au-delà des chantiers, pensons les quartiers - L'Avenir des quartiers avoisinant l'échangeur Turcot - Saint-Henri, Émard, Côte-Saint-Paul »

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport de consultation publique de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) intitulé « Au-delà des chantiers, pensons les quartiers – L'Avenir des quartiers avoisinant l'échangeur Turcot – Saint-Henri Ouest, Émard, Côte-Saint-Paul », et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.25 1161079004

CM16 0845

Dépôt de la projection des résultats de l'exercice 2016 en date du 30 juin 2016 - Volet municipal et l'état des revenus et des charges réels global Ville, au 30 juin 2016 comparé avec le 30 juin 2015

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose la projection des résultats de l'exercice 2016 en date du 30 juin 2016 - Volet municipal et l'état des revenus et des charges réels de la Ville au 30 juin 2016 comparé avec le 30 juin 2015.

Un débat s'engage.

07.26 1165205005

CM16 0846

Dépôt du Rapport d'activités 2015 de La Maison du père, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport d'activités 2015 de La Maison du père, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.27

CM16 0847

Dépôt du Rapport annuel 2015 du Collectif des entreprises d'insertion du Québec, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport annuel 2015 du Collectif des entreprises d'insertion du Québec, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.28

CM16 0848

Dépôt du Rapport annuel 2014-2015 de la Salle Pauline-Julien, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Rapport annuel 2014-2015 de la Salle Pauline-Julien, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.29

CM16 0849

Dépôt du Rapport d'activités PSOC 2014-2015 de la Mission Bon Accueil, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport d'activités PSOC 2014-2015 de la Mission Bon Accueil, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.30

CM16 0850

Dépôt du Rapport d'activités des Rendez-vous du cinéma québécois - 34^{e} édition, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport d'activités des Rendez-vous du cinéma québécois - 34^{e} édition, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.31

CM16 0851

Dépôt des commentaires et des recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général faisant suite à la résiliation par l'inspecteur général du contrat visant l'acquisition de 14 groupes motopompes pour l'usine Atwater (appel d'offres 14-12725)

La conseillère Lorraine Pagé dépose les commentaires et les recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général faisant suite à la résiliation par l'inspecteur général du contrat visant l'acquisition de 14 groupes motopompes pour l'usine Atwater (appel d'offres 14-12725), et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

08.01

CM16 0852

Dépôt des commentaires et des recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général faisant suite au Rapport de l'inspecteur général sur l'annulation du processus d'octroi de deux contrats de déneigement dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (MHM-102-1621 et MHM-104-1621)

La conseillère Lorraine Pagé dépose les commentaires et les recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général faisant suite au Rapport de l'inspecteur général sur l'annulation du processus d'octroi de deux contrats de déneigement dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (MHM-102-1621 et MHM-104-1621), et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

08.02

---

11 - Dépôt de pétitions

Le-président du conseil appelle le point « Dépôt de pétitions »

Aucun document n'est déposé.

CM16 0853

Deuxième déclaration d'opposition à la demande de transfert d'eau de la Ville de Waukesha

Attendu la décision CM16 0175 du conseil municipal du 22 février 2016 concernant la demande de transfert d'eau de la Ville de Waukesha;

Attendu que le 21 juin 2016, le Conseil du Pacte a rendu une décision en faveur de la demande de Waukesha et que le précédent causé est une source de préoccupation pour les maires de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent;

Attendu que l'aire de service approuvée contient toujours des parcelles de territoire de plusieurs collectivités ne faisant pas partie de la Ville de Waukesha et qui n'ont pas démontré de besoin d'alimentation en eau potable, ce qui constitue une violation du Pacte;

Attendu que cette aire de service plus large ne constitue pas une « collectivité située dans un comté chevauchant la ligne de partage des eaux » tel que défini et requis par l'exception de l'Entente et du Pacte;

Attendu que des alternatives raisonnables d'approvisionnement en eau existent pour répondre aux besoins en eau potable de la Ville de Waukesha tant en quantité qu'en qualité;

Attendu que le retour des eaux vers le lac Michigan par la rivière Root générera des impacts potentiellement négatifs sur l'écosystème de la rivière et aux berges urbaines situées à son embouchure;

Attendu que les conditions posées par le Conseil Régional n'ont pas été soumises aux commentaires du public lorsque débattues par le Conseil Régional et le Conseil du Pacte, malgré l'exigence de soumettre toute information pertinente aux commentaires du public;

Attendu que la démarche d'examen du Conseil régional n'a pas offert au public les conditions adéquates pour s'exprimer étant donné la tenue d'une seule séance d'audience publique, ayant eu lieu à Waukesha même et compte tenu que les centaines de commentaires du public s'opposant à la demande de Waukesha semblent avoir été largement ignorés durant le processus du Conseil Régional et du Conseil du Pacte;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par Mme Chantal Rouleau
M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

1- que la Ville de Montréal, membre de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent, réitère son engagement à la protection des ressources en eau et demande aux gouverneurs et aux premiers ministres membres du Conseil Régional et du Conseil du Pacte de révoquer leur approbation de la demande de transfert d'eau de la Ville de Waukesha et de veiller à ce que les dispositions du Pacte soient strictement appliquées à cette demande et à toute demande ultérieure;

2- que la Ville de Montréal appuie les mesures de contestation entreprises par l'Alliance des villes des Grands Lacs et du St-Laurent, selon les procédures établies en vertu du Pacte, qui incluent la possibilité de déposer une pétition pour l'obtention d'une audience auprès du Conseil du Pacte et d'intenter une requête de révision judiciaire de la décision;

3- qu'une copie de cette résolution soit transmise à l'Alliance des villes des Grands-Lacs et du Saint-Laurent.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.01

Le leader de la majorité indique aux membres que l'étude de l'article 15.02 est reportée à une phase ultérieure, soit jusqu'à l'arrivée d'invités dans les tribunes de la salle du conseil

---

À 15 h 43, le conseil procède à l'étude des points en orientation au conseil d'agglomération de l'ordre du jour.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.01) à 80.01 (20.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0854

Autoriser une dépense additionnelle de 314 433,70 $, taxes incluses, pour exercer l'option de prolongation des contrats pour le déneigement de divers terrains d'immeubles municipaux, dans le cadre des contrats accordés à Les entreprises Canbec inc. et 9280-3949 Québec inc. (J.B.A. Le Restaurateur)(CE13 1835), majorant ainsi le montant total des contrats de 1 142 082,99 $ à 1 456 516,69 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'exercer l'option de prolongation des contrats pour le service de déneigement de divers terrains d'immeubles municipaux pour la période couvrant l'automne 2016 et l'hiver 2017, pour la somme maximale de 314 433,70 $, taxes incluses, dans le cadre des contrats accordés à Les entreprises Canbec inc. et 9280-3949 Québec inc. (J.B.A. Le Restaurateur) (CE13 1835), majorant ainsi le montant total des contrats de 1 142 082,99 $ à 1 456 516,69 $;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1164512001
80.01 (20.01)

CM16 0855

Autoriser une dépense additionnelle de 125 330,11 $, taxes incluses, pour exercer l'option de prolongation de l'entente-cadre pour la fourniture de bas coussinés et non coussinés à l'usage de la Ville de Montréal, pour une période de douze mois, dans le cadre du contrat accordé à 2963-9556 Québec inc. (CG15 0017), majorant ainsi le montant total du contrat de 259 014,65 $ à 384 344,76 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'exercer l'option de prolongation prévue à l'entente-cadre pour la fourniture de bas coussinés et non coussinés pour la Ville de Montréal, pour la somme maximale de 125 330,11 $, taxes incluses, pour une période de douze mois, dans le cadre du contrat accordé à 2963-9556 Québec inc. (CG15 0017), majorant ainsi le montant total du contrat de 259 014,65 $ à 384 344,76 $, taxes incluses;

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget des unités d'affaires et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1166135008
80.01 (20.02)

CM16 0856

Autoriser une dépense additionnelle de 478 583,47 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de prolongation de la convention de services professionnels d'actuaires intervenue avec Morneau Shepell (CE10 1968), pour une période d'un an, soit du 9 décembre 2016 au 8 décembre 2017, majorant ainsi le montant total du contrat de 2 810 764,99 $ à 3 289 348,46 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'exercer l'option de prolongation de la convention de services professionnels pour des travaux en actuariat, en support au Bureau des régimes de retraite, pour la somme maximale de 478 583,47 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Morneau Shepell (anciennement Morneau Sobeco) (CE10 1968), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 810 764,99 $ à 3 289 348,46 $, taxes incluses;

2 - d'autoriser un ajustement de 51 900 $ à la base budgétaire du Service des Finances pour l'année 2017;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1163720002
80.01 (20.03)

CM16 0857

Accorder un soutien financier non récurrent de 78 643 $ au Centre de référence du Grand Montréal pour soutenir la mise en ligne et la gestion d'une banque de données sur les services communautaires montréalais et la production de rapports statistiques / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 78 643 $, pour l'année 2016, au Centre de référence du Grand Montréal pour soutenir la mise en ligne et la gestion d'une banque de données sur les services communautaires montréalais et la production de rapports statistiques;

2 - d'autoriser le virement d'une somme de 78 643 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le budget 2016 du Service de la diversité sociale et des sports;

3 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

4 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1165917002
80.01 (20.04)

CM16 0858

Autoriser une dépense additionnelle de 1 946 180,68 $, taxes incluses, pour exercer la deuxième option de prolongation du contrat pour la fourniture de services d'entretien et d'opération (temps et matériel) pour les secteurs administratifs Est, Centre et Ouest des parcs-nature et pour la pépinière municipale, pour une période de douze mois, soit du 1er avril 2017 au 31 mars 2018, dans le cadre du contrat accordé à Opsis Gestion d'infrastructures inc. (CG12 0480), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 784 722,69 $ à 9 730 903,37 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 1 946 180,68 $, taxes incluses, pour exercer la deuxième prolongation du contrat pour la fourniture de services d'entretien et d'opération (temps et matériel) pour les secteurs administratifs Est, Centre et Ouest des parcs-nature et pour la pépinière municipale, pour une période de douze mois, soit du 1er avril 2017 au 31 mars 2018, dans le cadre du contrat accordé à Opsis Gestion d'infrastructures inc. (CG12 0480), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 784 722,69 $ à 9 730 903,37 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1166710001
80.01 (20.05)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.06) à 80.01 (20.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0859

Accorder un contrat à Coforce inc. pour l'entretien ménager et la conciergerie à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une durée de trois ans, pour une somme maximale de 700 221,42 $ taxes incluses - Appel d'offres public 16-15330 (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder à Coforce inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat de trois ans pour l'entretien ménager et la conciergerie à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 700 221,42 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15330 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1163438005
80.01 (20.06)

CM16 0860

Accorder un contrat à Bau-Québec ltée pour les travaux d'aménagement de la voie polyvalente - Secteur Papineau Sud pour le parc du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) - Dépense totale de 1 694 457,52 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6862 (6 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 1 694 457,52 $, taxes incluses, pour les travaux d'aménagement de la voie polyvalente - Secteur Papineau Sud du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Bau-Québec ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 658 240,39 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-6862;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1164956012
80.01 (20.07)

CM16 0861

Accorder un contrat à Filtrum inc. pour la fourniture et l'installation des systèmes mécaniques, civils, électriques et l'instrumentation de l'unité de suivi de l'ozonation en continu à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 819 110,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public 7307-AE (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder à Filtrum inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et l'installation des systèmes mécaniques, civils, électriques et l'instrumentation de l'unité de suivi de l'ozonation en continu à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 819 110,64 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 7307-AE;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1163334011
80.01 (20.08)

CM16 0862

Accorder un contrat à Lambert Somec inc. pour les travaux de mécanique industrielle, d'électricité et d'instrumentation pour la mise à niveau du système d'extraction et de traitement des odeurs (UTO) sur la 75e Avenue dans l'arrondissement de LaSalle, pour une somme maximale de 2 476 561,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 3290-AE-15 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder à Lambert Somec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de mécanique industrielle, d'électricité et d'instrumentation pour la mise à niveau du système d'extraction et de traitement des odeurs (UTO) sur la 75e Avenue dans l'arrondissement de LaSalle, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 476 561,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 3290-AE-15;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1163334013
80.01 (20.09)

CM16 0863

Accorder un contrat à Procova inc. pour les travaux de réfection des vestiaires et douches du Centre opérationnel Nord du Service de police de la Ville de Montréal, situé au 827-855, rue Crémazie Est - Dépense totale de 674 301,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5828 (8 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 674 301,70 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection des vestiaires et douches du Centre opérationnel nord du Service de police de la Ville de Montréal, situé au 827-855, rue Crémazie Est, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Procova inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 583 042,82 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5828;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1165015004
80.01 (20.10)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.11) à 80.01 (20.15) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0864

Accorder un contrat à Le Groupe Saint-Lambert pour les travaux de réaménagement partiel de la caserne de pompiers n° 17 située au 4240, rue Charleroi, dans l'arrondissement de Montréal-Nord - Dépense totale de 1 260 312,72 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5841 (12 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 1 260 312,72 $, taxes incluses, pour les travaux de réaménagement partiel de la caserne de pompiers n° 17 située au 4240, rue Charleroi, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Le Groupe Saint-Lambert, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 177 530,72 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5841;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1165350006
80.01 (20.11)

CM16 0865

Conclure une entente de service entre la Ville de Montréal et la Corporation d'urgences-santé pour une période de trois ans, pour la formation initiale et continue des pompiers premiers répondants du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une somme maximale annuelle estimée à 467 840,70 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver un projet d'entente de services par lequel la Corporation d'urgences-santé s'engage à fournir à la Ville de Montréal les services requis pour la formation initiale et continue des pompiers premiers répondants du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une somme maximale annuelle de 427 200 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet d'entente;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1163687001
80.01 (20.12)

CM16 0866

Approuver la convention de partage des actifs entre la Ville de Montréal et le Centre local de développement Lachine

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le projet de convention de partage des actifs CLD / FLI / FLS entre la Ville de Montréal et le Centre local de développement de Lachine.

Adopté à l'unanimité.

1167386001
80.01 (20.13)

CM16 0867

Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 9234-0330 Québec inc., pour un terme de 9 ans, un espace d'une superficie de 406,17 mètres carrés, à compter du 1er décembre 2016 et d'une superficie totale de 991,46 mètres carrés, à compter du 1er octobre 2021, dans l'immeuble sis au 3171, rue Saint-Jacques Ouest, à des fins de bureau, pour un loyer total de 1 862 587,75 $, taxes incluses - Dépense totale de 2 666 263 $, taxes incluses, pour le loyer et les travaux

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 9234-0330 Québec inc., pour un terme de 9 ans, un espace d'une superficie de 406,17 mètres carrés, à compter du 1er décembre 2016 et d'une superficie totale de 991,46 mètres carrés, à compter du 1er octobre 2021, dans l'immeuble sis au 3171, rue Saint-Jacques Ouest, à des fins d'espace à bureaux, pour un loyer total de 1 862 587,75 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

3 - d'ajuster la base budgétaire de location du Service des ressources humaines conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel ;

4 - d'autoriser des dépenses de 619 715,25 $, taxes incluses, incluant les contingences, pour les travaux d'aménagement et de 183 960 $, taxes incluses, pour les incidences;

5 - d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1164069003
80.01 (20.14)

CM16 0868

Approuver le projet de huitième convention de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue de Place Versailles inc., des espaces à bureaux au 7275, Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de trois mois, soit du 1er octobre au 31 décembre 2017 - Dépense totale de 307 501,85 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet de huitième convention de modification du bail par lequel la Ville de Montréal loue de Place Versailles inc., des espaces situés au 7275, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de trois mois, soit du 1er octobre au 31 décembre 2017, pour une dépense totale de 307 501,85 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au bail;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1165840008
80.01 (20.15)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.16) à 80.01 (20.18) ainsi que 80.01 (20.20) et 80.01 (20.21) de l'ordre du jour, l'article 80.01 (20.19) ayant été retiré de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0869

Accorder un soutien financier de 508 000 $ à divers organismes, pour l'année 2016, conformément à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal (2013 - 2017) / Approuver les projets de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 508 000 $, aux cinq organismes ci-après désignés, pour l'année 2016, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (2013 - 2017);

Organisme	Projet	Montant
Jeunesse au soleil	Nourrir l'espoir	**90 000 $**
Regroupement des magasins-partage de l'île de Montréal	Solidarité	**75 000 $**
Regroupement des magasins-partage de l'île de Montréal	Soulager la faim et nourrir l'espoir	**100 000 $**
Moisson Montréal Inc.	Optimisation de la distribution	**178 000 $**
Répit Providence, Maison Hochelaga-Maisonneuve	Action pour la nutrition des jeunes et leurs parents	**65 000 $**

2 - d'approuver les projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1165066006
80.01 (20.16)

CM16 0870

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 157 278 $ à La Rue des Femmes de Montréal et l'Association d'entraide Le Chaînon inc., pour l'année 2016, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports conformément aux indications budgétaires / Approuver les projets de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 157 278 $ à deux organismes, soit 102 960 $ à La Rue des Femmes de Montréal pour la réalisation du projet « Femmes itinérantes : Hébergement, hébergement d'urgence, studios, accompagnement, activités » et 54 318 $ à l'Association d'entraide Le Chaînon inc. pour la réalisation du projet « Accueil de nuit », dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports;

2 - d'approuver les deux projets de convention entre la Ville et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1166794006
80.01 (20.17)

CM16 0871

Autoriser une dépense additionnelle de 659 520,32 $, taxes incluses, pour exercer l'option de prolongation des ententes-cadres collectives, pour une période de douze mois, pour la fourniture du service de la valorisation du traitement ou l'élimination de sols contaminés non caractérisés provenant des arrondissements et des unités d'affaires, dans le cadre des contrats accordés à Solution Eau, Air, Sol une division d'Englobe Corp. et Sanexen Services Environnementaux inc. (CG13 0331), majorant ainsi le montant total du contrat de 11 184 060,90 $ à 11 843 581,22 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 659 520,32 $, taxes incluses, pour exercer l'option de prolongation des ententes-cadres collectives pour une période de douze mois, pour la fourniture du service de la valorisation du traitement ou l'élimination de sols contaminés non caractérisés provenant des arrondissements et des unités d'affaires, dans le cadre des contrats accordés à Solution Eau, Air, Sol une division d'Englobe Corp. et Sanexen Services Environnementaux inc. (CG13 0331), majorant ainsi le montant total du contrat de 11 184 060,90 $ à 11 843 581,22 $, taxes incluses;

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1167315002
80.01 (20.18)

Article 80.01 (20.19) – Retiré (voir l'article 3.01).

CM16 0872

Accorder un contrat de gré à gré à Gray Matter Systems, fournisseur unique, pour la fourniture de services d'entretien annuel et de mise à jour des suites logicielles de GE/IP - Dépense totale de 623 834,26 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver, conformément à la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel Gray Matter Systems s'engage à fournir à la Ville les services d'entretien annuel et de mise à jour des suites logicielles de GE/IP utilisées pour faire le contrôle et le suivi des opérations en temps réel aux usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets et Pierrefonds, pour une somme maximale de 623 834,26 $, taxes incluses (385 356,91 $ USD sans taxes), selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1167246001
80.01 (20.20)

CM16 0873

Prendre acte des modifications à l'imputation de la dépense découlant de l'octroi des contrats visés à la résolution CG16 0177

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de prendre acte des modifications à l'imputation de la dépense découlant de l'octroi des contrats visés à la résolution CG16 0177 du 24 mars 2016, conformément aux informations financières inscrites au dossier addenda.

Adopté à l'unanimité.

1166682002
80.01 (20.21)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.22) à 80.01 (20.26) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0874

Accorder un contrat à Socomec Industriel inc. pour des travaux mécaniques et civils à la station de pompage de la cellule 2 au lieu d'enfouissement technique de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 565 626,54 $, taxes incluses - Appel d'offres public 794-AE-16 (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder à Socomec Industriel inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux mécaniques et civils de la station de pompage de la cellule 2 au lieu d'enfouissement technique de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 565 626,54 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 794-AE-16;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1163334016
80.01 (20.22)

CM16 0875

Autoriser une dépense additionnelle de 329 635,06 $, taxes incluses, pour des travaux situés sur la propriété de l'Université de Montréal, entre les façades des pavillons universitaires et la limite du cimetière Notre-Dame-des-Neiges, dans le cadre du contrat accordé aux Entreprises de construction Ventec inc. (CG14 0258), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 637 908,57 $ à 3 967 543,63 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 329 635,06 $, taxes incluses, pour les travaux situés sur la propriété de l'Université de Montréal, entre les façades des pavillons universitaires et la limite du cimetière Notre-Dame-des-Neiges, dans le cadre du contrat accordé aux Entreprises de construction Ventec inc. (CG14 0258), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 637 908,57 $ à 3 967 543,63 $, taxes incluses ;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1165249001
80.01 (20.23)

CM16 0876

Accorder un contrat aux Entreprises de construction Ventec inc. pour la reconstruction de chaussée, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la Ville de Montréal (PMIR - réseau artériel et centre-ville) - Dépense totale de 674 270,74 $, taxes incluses - Appel d'offres public 287402 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 674 270,74 $, taxes incluses, pour des travaux de reconstruction de chaussée, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder aux Entreprises de construction Ventec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 617 770,74 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 287402 ;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1167231032
80.01 (20.24)

CM16 0877

Accorder un contrat à Aménagement Côté Jardin inc. pour le réaménagement du secteur du chalet au parc du Mont-Royal - Dépense totale de 1 315 457,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6868 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 1 315 457,40 $, taxes incluses, pour le réaménagement du secteur du chalet au parc du Mont-Royal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Aménagement Côté Jardin inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 167 823,84 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-6868;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1160504006
80.01 (20.25)

CM16 0878

Autoriser une dépense additionnelle de 114 975 $, taxes incluses, en provenance du poste des dépenses incidentes, pour réaliser des travaux imprévus de la phase II du projet d'aménagements fauniques du Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans le cadre du contrat accordé à Les Entreprises Daniel Robert inc. (CG10 0185), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 788 116,09 $ à 1 903 091,09 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 114 975 $, taxes incluses, en provenance du poste des dépenses incidentes, pour réaliser des travaux imprévus de la phase II du projet d'aménagements fauniques du Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans le cadre du contrat accordé à Les Entreprises Daniel Robert inc. (CG10 0185), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 788 116,09 $ à 1 903 091,09 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1166316017
80.01 (20.26)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.27) à 80.01 (20.31) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0879

Accorder un contrat à Axe Construction inc. pour les travaux d'ajout d'un escalier d'issue extérieur au 2e étage du secteur B au Centre Opérationnel Nord, situé au 827, rue Crémazie Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville - Dépense totale de 536 816,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5845 (8 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 536 816,95 $, taxes incluses, pour le projet de construction d'un escalier d'issue extérieur au 2e étage du secteur B du Centre Opérationnel Nord, situé au 827, rue Crémazie Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Axe Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 477 170,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5845;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1165895001
80.01 (20.27)

CM16 0880

Accorder un contrat à Les Paysagistes Damiano inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction de l'aqueduc, des trottoirs, de la chaussée et d'éclairage de la rue Sainte-Elisabeth, entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque, dans l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre des travaux municipaux requis en vue de l'arrivée du nouveau CHUM - Dépense totale de 1 487 962,16 $, taxes incluses - Appel d'offres public 331401 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 1 487 962,16 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de reconstruction de l'aqueduc, des trottoirs et de la chaussée de la rue Sainte-Elisabeth, entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque, dans le cadre des travaux municipaux requis en vue de l'arrivée du nouveau CHUM, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Les Paysagistes Damiano inc. (9045-6823 Québec inc.), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale 1 338 653,24 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 331401;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1164139005
80.01 (20.28)

CM16 0881

Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc. pour des travaux de réfection des infrastructures et aménagement de surface des rues Olier, du Séminaire et Young - Griffintown Lot-1, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 5 510 677,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 331701 (9 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 5 510 677,25 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de réfection des infrastructures et aménagement de surface des rues Olier, du Séminaire et Young - Griffintown Lot – 1, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, dans le cadre des travaux municipaux requis en vue du redéveloppement du secteur Griffintown, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Groupe T.N.T. inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 125 677,24 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 331701;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1163493001
80.01 (20.29)

CM16 0882

Accorder un contrat à Ali Excavation inc. pour des travaux de construction d'une piste cyclable, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation sur l'avenue Cardinal, entre le boulevard des Sources et le boulevard Albert-de-Niverville, dans la Cité de Dorval - Dépense totale de 3 503 533 $, taxes incluses - Appel d'offres public 258301 (6 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 3 503 533 $, taxes incluses, pour des travaux de construction d'une piste cyclable, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation sur l'avenue Cardinal, entre le boulevard des Sources et le boulevard Albert-de-Niverville dans la Cité de Dorval, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Ali Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 269 150 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 258301 ;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1167231037
80.01 (20.30)

CM16 0883

Accorder deux contrats de services professionnels à STI-Maintenance inc. pour la paramétrisation et l'implantation de modules Maximo au Service de l'eau, pour la production d'eau potable et l'épuration des eaux usées, pour une durée de 36 mois, pour les sommes maximales de 275 940 $ et de 569 126,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15138 (1 soum.) / Approuver les projets de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver deux projets de convention par lesquels la seule firme soumissionnaire, STI Maintenance inc., cette dernière ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la paramétrisation et l'implantation de modules Maximo au Service de l'eau pour la production d'eau potable et l'épuration des eaux usées, pour une durée de 36 mois, pour les sommes maximales de 275 940 $ et de 569 126,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15138 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de convention ;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1163613002
80.01 (20.31)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.32) à 80.01 (20.36) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0884

Approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal et la Société du parc Jean-Drapeau visant la reconstruction et le partage des coûts de la station de vidange de l'île Notre-Dame

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal et la Société du parc Jean-Drapeau visant la reconstruction et le partage des coûts de la station de vidange de l'île Notre-Dame.

Adopté à l'unanimité.

1163334014
80.01 (20.32)

CM16 0885

Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal donne à la Ville de Westmount différents objets signalétiques qui seront installés dans les limites territoriales de cette dernière, dans le cadre du Projet Escales découvertes

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal donne à la Ville de Westmount différents objets signalétiques qui seront installés dans les limites territoriales de cette dernière, dans le cadre du Projet Escales découvertes, le tout aux entiers frais de la Ville de Montréal et aux termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2 - d'autoriser la directrice du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal à signer le projet d'acte, pour et au nom de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

1164956013
80.01 (20.33)

CM16 0886

Approuver le projet d'entente d'occupation par lequel la Ville de Montréal loue de Ville de Dollard-des-Ormeaux, un espace situé au 4139, boulevard des Sources, utilisé pour le poste de quartier 4 pour le Service de police de la Ville de Montréal - Dépense totale de 1 271 970 $, non taxable

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet d'entente d'occupation par lequel la Ville de Montréal loue de la Ville de Dollard-des-Ormeaux, pour une période de 10 ans, à compter du 1er janvier 2016, un local d'une superficie de 437,67 mètres carrés dans l'immeuble situé au 4139, boulevard des Sources, pour les besoins du poste de quartier 4 du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un remboursement des frais d'exploitation réels annuels d'environ 127 197 $. La dépense totale des frais d'exploitation pour le terme représente approximativement 1 271 970 $.

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1164565005
80.01 (20.34)

CM16 0887

Accorder un soutien financier de 250 000 $ à l'organisme Cyclo-Club Lachine pour la tenue des Mardis cyclistes de Lachine pour les années 2016, 2017 et 2018 et approuver le projet de convention à cet effet / Autoriser un virement budgétaire de 95 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la diversité sociale et des sports pour l'année 2016 / Ajuster la base budgétaire de 95 000 $ en 2017 et de 60 000 $ en 2018

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 250 000 $, incluant les taxes applicables, à l'organisme à but non lucratif Cyclo-Club Lachine pour la réalisation des Mardis cyclistes de Lachine de 2016 à 2018;

2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'autoriser pour l'année 2016, un virement budgétaire de 95 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la diversité sociale et des sports;

4 - d'autoriser un ajustement à la base budgétaire du Service de la diversité sociale et des sports à hauteur de 95 000 $ pour 2017 et 60 000 $ pour 2018;

5 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1166340004
80.01 (20.35)

CM16 0888

Approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et le Festival International de Jazz de Montréal visant à accorder un soutien financier spécial, non récurrent, de 2 800 000 $ pour la réalisation de travaux urgents de consolidation des façades de la Maison du Festival Rio Tinto Alcan (305-307, rue Sainte-Catherine Ouest), dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier maximal de 2 800 000 $ au Festival International de Jazz de Montréal pour la réalisation de travaux urgents de consolidation des façades de la Maison du Festival Rio Tinto Alcan, située au 305-307, rue Sainte-Catherine Ouest, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal;

2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et les conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1151103003
80.01 (20.36)

À 16 h 03,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de procéder à l'étude de l'article 7.21.

La proposition est agréée.

CM16 0889

Dépôt du rapport d'activité du Conseil interculturel de Montréal pour l'année 2015

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport d'activité du Conseil interculturel de Montréal pour l'année 2015, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

Le conseiller Dimitrios (Jim) Beis souligne la présence au balcon de M. Belgacem Rahmani, président ainsi que de Mme Alida Piccolo, première vice-présidente du Conseil interculturel de Montréal et les remercie pour leur collaboration au nom du conseil municipal.

Le débat se poursuit.

Le leader adjoint de l'opposition officielle, M. François Limoges, soulève une question de règlement sur le fait que le président du conseil, M. Frantz Benjamin, se fasse le libre traducteur d'une réponse du conseiller Beis au questionnement d'un conseiller au lieu de laisser répondre l'administration. Il soutient que le rôle du président n'est pas d'interpréter la pensée du comité exécutif. Le président du conseil informe le leader adjoint de la majorité qu'il ne fait pas d'interprétation mais joue son rôle de facilitateur des débats lorsqu'une question a déjà fait l'objet de réponse.

Le leader adjoint de l'opposition officielle soulève une question de privilège à la suite de la réponse du président du conseil puisqu'il n'appartient pas à ce denier de décider si une question a été répondue ou non avec satisfaction. Il précise que tant et aussi longtemps que la réplique n'a pas été donnée sur un article, un conseiller peut reposer sa question s'il juge qu'il n'a pas eu de réponse satisfaisante. Le président du conseil informe le leader adjoint de la majorité que la réponse qui lui a été donnée précédemment était au conditionnel et juge que le débat est clos. Il invite le leader de la majorité, M. Francesco Miele, à poursuivre les travaux.

07.21 1162714001

À 16 h 20,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

de procéder l'étude de l'article 15.02.

La proposition est agréée.

CM16 0890

Déclaration - Journée internationale du souvenir de la traite transatlantique des Noirs et de son abolition

Attendu que l'UNESCO a proclamé en 1998, le 23 août *Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition*;

Attendu que cette journée vise à commémorer la nuit historique de 1791, où les esclaves de Saint-Domingue (aujourd'hui Haïti et République dominicaine), se sont insurgés pour obtenir leur liberté;

Attendu que la *Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition* vise à inscrire cette tragédie dans la mémoire de tous les peuples;

Attendu que l'Assemblée nationale du gouvernement du Québec a adopté le 15 juin 2006, une motion afin de reconnaître le 23 août, *Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition*;

Attendu que l'Administration municipale a adopté la résolution CM06 0456 lors de la séance du 28 août 2006 pour la Proclamation annuelle de la journée du 23 août *Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition*;

Attendu que l'Administration municipale a adopté la Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale le 21 mars 1989, la Déclaration de Montréal pour la Diversité culturelle et l'inclusion le 22 mars 2004, la Charte de Montréal des droits et des responsabilités le 20 juin 2005;

Attendu que la Ville de Montréal a adhéré à la Coalition des villes canadiennes contre le racisme ainsi qu'à la Coalition internationale des villes contre le racisme lors de la séance du conseil municipal tenue le 31 octobre 2006;

Attendu que la Ville de Montréal a été reconnue Cité interculturelle par le Conseil de l'Europe en octobre 2011;

Attendu que la Ville a tenu le premier Sommet Vivre Ensemble lors duquel les maires de 23 villes du monde ont entamé une réflexion sur le vivre ensemble en milieu urbain;

Attendu que l'une des responsabilités de la Ville de Montréal est de favoriser l'inclusion de tous ses citoyens et citoyennes sur l'ensemble de son territoire et une cohabitation harmonieuse;

Attendu que la définition du « vivre ensemble » est un idéal que s'efforce d'atteindre l'ensemble des villes cosmopolites qui doivent composer avec des populations aux origines et croyances diverses;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis
M. Marvin Rotrand
M. Éric Alan Caldwell
Mme Mary Deros

Et résolu :

que la Ville de Montréal souligne la *Journée internationale du souvenir de la traite transatlantique des Noirs et de son abolition* afin de rappeler l'importance de la promotion des valeurs de paix, de justice, d'inclusion, de solidarité, de respect et d'ouverture.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.02

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.37) à 80.01 (20.41) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0891

Accorder un contrat à Corps canadien des commissionnaires - Division du Québec pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes, pour une durée maximale de 24 mois plus une année d'option, dans le cadre de l'impartition des activités de gardiennage dans des installations du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 2 716 980,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15220 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder à Corps canadien des commissionnaires - Division du Québec, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes, pour une durée maximale de 24 mois plus une année d'option, dans le cadre de l'impartition des activités de gardiennage dans des installations du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 2 716 980,85 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15220 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

À 16 h 40, M. Frantz Benjamin quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place à la conseillère Valérie Plante.

Adopté à l'unanimité.

1163542001
80.01 (20.37)

CM16 0892

Accorder un contrat à Aménagement Côté Jardin inc. pour l'exécution des travaux du lot 2A du projet des Escales découvertes du mont Royal - Dépense totale de 993 754,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6874 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 993 754,06 $, taxes incluses, pour l'exécution des travaux du lot 2A du projet des Escales découvertes du mont Royal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Aménagement Côté Jardin inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 968 754,06 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-6874 ;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1164956014
80.01 (20.38)

CM16 0893

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour des travaux de désaffectation d'un ancien tunnel, la reconstruction d'une conduite d'eau principale, de bases, de conduits et de puits d'accès de la Commission des services électriques de Montréal et de Bell dans la rue Sherbrooke, à l'est de l'accès à la place Versailles, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve - Dépense totale de 1 544 682,72 $, taxes incluses - Appel d'offres public 288703 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 1 544 682,72 $, taxes incluses, pour des travaux de désaffectation d'un ancien tunnel, la reconstruction d'une conduite d'eau principale, de bases, de conduits et de puits d'accès de la Commission des services électriques de Montréal et de Bell dans la rue Sherbrooke, à l'est de l'accès à la place Versailles, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga–Maisonneuve, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Roxboro Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 358 873,13 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 288703 ;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1167231040
80.01 (20.39)

CM16 0894

Accorder un contrat à Groupe Axino inc. pour les travaux de sécurisation de l'enveloppe et de décontamination du 200-300, rue Bellechasse - Dépense totale de 3 861 748,03 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5847 (7 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 3 861 748,03 $, taxes incluses, pour les travaux de sécurisation de l'enveloppe et les travaux de décontamination du 200-300, rue Bellechasse, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Groupe Axino inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 510 680,02 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5847;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1167248001
80.01 (20.40)

CM16 0895

Accorder un contrat à SPB Psychologie organisationnelle inc. pour fournir des services professionnels d'évaluation du potentiel et des compétences de gestion, pour une somme maximale de 601 031,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15149 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver un projet de convention par lequel SPB Psychologie organisationnelle inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour l'évaluation du potentiel et des compétences de gestion, pour une somme maximale de 601 031,82 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15149 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1166750002
80.01 (20.41)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.42) à 80.01 (20.46) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

Article 80.01 (20.42)

Approuver le projet d'entente-cadre entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et le ministre de la Culture et des Communications, pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 2016 / Accorder la somme de 11 408 314 $ pour 2016 et de 11 408 314 $, majorée de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les années 2017 à 2020, à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) / Autoriser un virement budgétaire de 3 008 014 $ en 2016 en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet d'entente-cadre entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et le ministre de la Culture et des Communications, pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 2016 ;

2 - d'accorder la somme de 11 408 314 $ pour 2016 et 11 408 314 $, majoré de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les années 2017 à 2020, à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) ;

3 - d'autoriser un virement budgétaire de 3 008 014 $ en 2016 en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration, de compétence d'agglomération, vers le Service de la culture ;

4 - d'autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de la culture, à hauteur de 3 000 000 $, plus un ajustement récurrent pour l'indice des prix à la consommation (IPC), sur le montant total de la contribution pour les exercices 2017 à 2020 ;

5 - d'autoriser le maire de Montréal, M. Denis Coderre, à signer le projet d'entente-cadre pour et au nom de la Ville de Montréal;

6 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Article 80.01 (20.43)

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen des lots 1 852 822, 2 924 965 à 2 924 970 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec toute construction qui y est érigée, dont celle portant les numéros 301 à 315, rue St-Thomas, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, aux fins d'aménagement d'un nouveau parc et d'un bassin de rétention des eaux

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de décréter l'acquisition par voie d'expropriation, ou par tout autre moyen, d'un terrain situé au nord-ouest de la rue Ottawa, entre les rues Saint-Thomas et du Séminaire, constitué des lots 1 852 822, 2 924 965 à 2 924 970 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec toute construction qui y est érigée, dont celle portant les numéros 301 à 315, rue Saint-Thomas, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, aux fins d'aménagement d'un nouveau parc et d'un bassin de rétention des eaux;

2 - de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

3 - d'autoriser une dépense de 20 373 570 $, taxes incluses, pour cette acquisition;

4 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Article 80.01 (20.44)

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen du lot 1 852 821 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec toute construction qui y est érigée, dont celle portant le numéro 330, rue de la Montagne, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, aux fins d'aménagement d'un nouveau parc et d'un bassin de rétention des eaux

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de décréter l'acquisition par voie d'expropriation, ou par tout autre moyen, d'un terrain situé au nord-ouest de la rue Ottawa, entre les rues Saint-Thomas et du Séminaire, constitué du lot 1 852 821 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec toutes constructions qui y sont érigées, dont celle portant le numéro 330, rue de la Montagne, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, aux fins d'aménagement d'un nouveau parc et d'un bassin de rétention des eaux;

2 - de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toute procédure requise à cette fin;

3 - d'autoriser une dépense de 2 310 997,50 $, taxes incluses, pour cette acquisition;

4 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Article 80.01 (20.45)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres, pour une période approximative de 8 mois, avec Compass Minerals (10 087 584,57 $) et Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 931 149,89 $) pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées - Appel d'offres public 16-15141 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure des ententes-cadres collectives, d'une durée approximative de 8 mois, pour la fourniture sur demande de sel de déglaçage des chaussées;

3 - d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour les groupes indiqués et les participants concernés, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15141 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

	PARTICIPANTS	
FIRMES	SEL RÉGULIER (groupe A)	SEL TRAITÉ (groupe B)
Compass Minerals	Anjou - Lachine - Lasalle -Le Plateau Mont-Royal - Le Sud Ouest - L'ile Bizard-Sainte-Genevieve – Mercier–Hochelaga-Maisonneuve – Montréal-Nord – Pierrefonds-Roxboro – Rivière-des-Prairies –Pointe-aux-Trembles – Rosemont-La Petite-Patrie -Saint Laurent -Saint Léonard – Villeray-St-Michel-Parc- Extension - Village De Senneville - Ville de Côte-St-Luc - Ville de Dollard-Des-Ormeaux - Ville de Dorval et Ville de L'ile de Dorval - Ville de Hampstead - Ville de Montréal-Est - Ville de Kirkland - Ville de Montréal Ouest - Ville de Ste-Anne-De-Bellevue - Ville de Westmount	Ville de Westmount Ville de Pointe-Claire Ville de Beaconsfield
Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée	Ahuntsic -Cartierville – Côte-des–Neiges-Notre-Dame-de-Grace - Outremont - Verdun – Ville-Marie - Ville de Baie D'Urfé - Ville de Mont-Royal - Société de Transport de Montréal	

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des villes liées participantes et de la Société de transport de Montréal, et ce, au rythme des besoins à combler.

_____

Un débat s'engage.

_____

À 17 h, le président du conseil, M. Frantz Benjamin, reprend le fauteuil présidentiel.

_____

Article 80.01 (20.46)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Saint-Denis Thompson inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration, phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater situé au 3161 rue Joseph, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 5 323 663,86 $ taxes incluses - Appel d'offres public 5853 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 5 323 663,86 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration, phase 3, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

3 - d'accorder à Saint-Denis Thompson inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 070 156,05 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5853;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

À 17 h 05, le président du conseil suspend les travaux jusqu'à 19 h.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 22 août 2016 13 h

Séance tenue le lundi 22 août 2016 – 19 h Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black. Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Marie Cinq-Mars, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, Mme Patricia Lattanzio, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCES EN COURS :

M. Sterling Downey, M. Peter McQueen et M. Jeremy Searle.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Marcoux, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte. Il souligne la présence au balcon d'une délégation d'Haïti incluant les maires des villes de Anse-à-Pitre, une municipalité du département du Sud-Est avec une population de 33 000 âmes, ainsi que de Jean-Rabel, une municipalité du département du Nord-Ouest avec une population de 200 000 habitants. Tous les élus du conseil municipal se lèvent pour leur souhaiter la bienvenue.

---

1 - Période de questions du public

Le président du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Question de	À	Objet
Mme Mireille Goulet	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	Justification de l'adoption d'un Règlement sur le contrôle des animaux visant l'interdiction de la race de chiens pitbull – Informer les citoyens des caractéristiques morphologiques qui permettront d'identifier cette race qui a fait l'objet de croisement avec plusieurs autres races

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, rappelle aux citoyens, conformément aux règles régissant l'assemblée du conseil, que seulement trois questions sur un même sujet sont autorisées.

Question de	À	Objet
M. Robert Norman Lemieux	M. Denis Coderre	Qualifications requises pour occuper le poste d'inspecteur responsable de faire respecter le Règlement sur le contrôle des animaux ainsi que la date d'entrée en fonction
Mme Louise Makovsky	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	Proposition de la Ville afin d'éduquer la population pour que cette dernière puisse reconnaître les chiens dangereux de ceux qui ne le sont pas / Améliorer le comportement à avoir envers les animaux
M. Joseph Roger Marcel Collins	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	Questionnement en regard de la possession de poissons d'aquarium dans le Règlement sur le contrôle des animaux
M. Vincent Archambault Bouffard	M. Denis Coderre (M. Luc Ferrandez)	Position de l'administration relative à la construction d'un stationnement étagé dans le secteur des rues Beaubien et Boyer, dans la Petite-Patrie, au lieu d'un parc commémorant le 375e anniversaire de la Ville de Montréal – Appel au vote libre des conseillers du parti du maire Coderre dans ce dossier
Mme Paule Dufour	M. Denis Coderre (M. Réal Ménard)	Position de l'administration pour le pôle logistique l'Assomption et vision de l'administration sur l'avenir de cette ancienne zone industrielle située tout près des habitations / Impacts sur la qualité de vie des citoyens
M. Yves Brisebois	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Article 80.01 (20.37) de l'ordre du jour – Ouvrir un dialogue avec le syndicat des employés cols bleus afin d'éviter de recourir à la sous-traitance du service de gardiennage et/ou sécurité des bâtiments du Service de police – Mesures pour relocaliser les employés qui perdront leurs postes dans ce contexte
M. Louis Langevin	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Autoriser le paiement des taxes foncières en plusieurs versements
Mme Angèle Tremblay	M. Denis Coderre (M. Marvin Rotrand)	Dispositions pour relocaliser le centre Mont-Royal de la Société de transport de Montréal afin de solutionner les problèmes de nuisances sonores **Dépôt de document**
M. Marie-Paule Grimaldi	M. Denis Coderre (Mme Manon Gauthier)	Annuler l'avis d'éviction afin d'autoriser l'organisme à but non lucratif « Les forges de Montréal » à continuer à occuper le bâtiment de l'ancienne station de pompage Riverside - Transparence demandée concernant les discussions de l'administration avec l'organisme **Dépôt de pétition**
M. Matthieu James Chapman	M. Denis Coderre (M. Réal Ménard)	Développement durable - Félicitations aux membres du conseil d'avoir contribué à la plus grande consultation publique de l'histoire de l'OCPM / Poursuivre la voie de la participation citoyenne en autorisant des consultations sur tous les dossiers
Mademoiselle Rose Renélique Fée Walkenburg	M. Denis Coderre (M. Aref Salem) (M. Luc Ferrandez)	Mesures pour apaiser la circulation aux abords de l'école Élan, située sur la rue De Lorimier au coin de la rue Sherbrooke / Demande à l'arrondissement du Plateau Mont-Royal de travailler avec la ville centre pour mieux appliquer la règlementation relative à la sécurité des piétons dans les rues de la métropole

Question de	À	Objet
M. Michel Martin	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Modification des articles 47 et 47.2 de la *Charte de la Ville de Montréal* souhaitée afin de permettre la relocalisation d'employés cols bleus qui perdent leurs emplois à cause de la sous-traitance – Mettre un frein à la sous-traitance et à la perte d'expertise interne
M. Steven Rosenstein	M. Luc Ferrandez (M. Alan DeSousa)	Imposition d'un moratoire sur l'extension du boulevard Alfred-Nobel et toutes autres routes se situant sur les terres humides propriétés du Technoparc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent – Mesures concrètes pour préserver 10 % des espaces verts et des habitats d'espèces en voie d'extinction

---

À 20 h 01

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de prolonger la période de questions des citoyens de 30 minutes, conformément à l'article 53 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Question de	À	Objet
Mme Norma O'Donnell	M. Denis Coderre	Justifications du choix d'un parc de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour honorer les 100 ans de la bataille de Vimy – considérer le choix d'un parc du centre-ville pour cette commémoration
M. Francesco Moreno	M. Richard Deschamps	Demande à l'administration de l'arrondissement de LaSalle d'établir un équilibre entre le développement résidentiel et commercial pour éviter que l'arrondissement ne devienne un arrondissement dortoir – Vision de l'administration en matière de projets de développement commercial pour les années 2016-2017
M. Jacques Messier	M. Denis Coderre	Éviction illégale des résidants de la « Coop sur Généreux » pour causes d'insalubrité – injonction de la Ville de Montréal souhaitée pour l'arrêt des procédures d'évictions
Mme Sonja Susnjar	M. Richard Bergeron (M. Russell Copeman)	Explications du caractère de Transit oriented developpement (TOD) des projets de développements résidentiels sur les rives du canal Lachine, dans l'arrondissement de Lachine, et de la gare LaSalle, dans l'arrondissement de LaSalle / Amendement nécessaire au schéma d'aménagement afin de respecter les recommandations de l'Office de consultation publique (OCPM) dans le cas de ces projets
M. André Cliche	M. Denis Coderre (M. Réal Ménard)	Position de l'administration sur le projet de développement proposé pour revitaliser le secteur du Pôle l'Assomption dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve / Examiner d'autres projets de développement que celui proposé par l'entreprise Raymond

Question de	À	Objet
M. Steven Laperrière	M. Denis Coderre (M. Aref Salem)	Revendication du Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (RAPLIQ) pour que le projet d'une gare permanente à l'arrondissement de Lachine soit accessible universellement – Suggère à l'administration d'entreprendre des discussions avec l'Agence métropolitaine des transports (AMT) pour ce faire

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des citoyens close à 20 h 33.

À 20 h 33, le conseil reprend ses travaux à la réunion des articles 80.01 (20.42) à 80.01 (20.46).

CM16 0896 (suite)

Approuver le projet d'entente-cadre entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et le ministre de la Culture et des Communications, pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 2016 / Accorder la somme de 11 408 314 $ pour 2016 et de 11 408 314 $, majorée de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les années 2017 à 2020, à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) / Autoriser un virement budgétaire de 3 008 014 $ en 2016 en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture

Adopté à l'unanimité.

1161213001
80.01 (20.42)

CM16 0897 (suite)

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen des lots 1 852 822, 2 924 965 à 2 924 970 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec toute construction qui y est érigée, dont celle portant les numéros 301 à 315, rue St-Thomas, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, aux fins d'aménagement d'un nouveau parc et d'un bassin de rétention des eaux

---

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1164435006
80.01 (20.43)

CM16 0898 (suite)

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen du lot 1 852 821 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec toute construction qui y est érigée, dont celle portant le numéro 330, rue de la Montagne, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, aux fins d'aménagement d'un nouveau parc et d'un bassin de rétention des eaux

---

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1164435005
80.01 (20.44)

CM16 0899 (suite)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres, pour une période approximative de 8 mois, avec Compass Minerals (10 087 584,57 $) et Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 931 149,89 $) pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées - Appel d'offres public 16-15141 (3 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1167315003
80.01 (20.45)

CM16 0900 (suite)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Saint-Denis Thompson inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration, phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater situé au 3161 rue Joseph, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 5 323 663,86 $ taxes incluses - Appel d'offres public 5853 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

1165891002
80.01 (20.46)

À 20 h 42,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de devancer l'étude des articles 51.02 et 51.03 tout de suite après l'article 81.01 (20.46).

La proposition est agréée.

CM16 0901

Nomination de membres au Conseil des Montréalaises

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1242;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Manon Gauthier

Et résolu :

1- de nommer les personnes suivantes comme membres du Conseil des Montréalaises, pour un premier mandat de trois ans se terminant en août 2019 :

- Mme Dorothy Alexandre, en remplacement de Mme Melissa Cerros;
- Mme Lindsay Daudier, en remplacement de Mme Amélie Coulombe-Boulet;
- Mme Christine Hoang, en remplacement de Mme Mariane Labrecque;
- Mme Youla Pompilus-Touré, en remplacement de Mme Anne Richard-Webb;
- Mme Marie-Eve Rancourt, en remplacement de Mme Yasmina Soussi;

2- de remercier les membres sortants pour leur contribution au Conseil des Montréalaises.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

51.02 1164233002

CM16 0902

Nomination de membres au Conseil jeunesse de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1243;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

d'approuver le renouvellement du mandat de mesdames Rym El-Ouazzani et Amina Janssen à titre de membres du Conseil jeunesse de Montréal pour un second terme de 3 ans, se terminant respectivement en mars et en août 2019.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

51.03 1167181004

CM16 0903

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Construction Généphi inc. pour la reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers au parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard - Dépense totale de 11 284 767,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6853 (2 soum.) / Autoriser un ajustement budgétaire annuel et récurrent de 115 000 $ au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 11 284 767,25 $, taxes incluses, pour la reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers au parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard, comprenant tous les frais incidents;

3 - d'accorder à Construction Généphi inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 11 000 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-6853;

4 - d'autoriser un ajustement budgétaire annuel et récurrent de 115 000 $ au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, à compter de l'exercice 2018, pour les frais d'entretien des 11 nouvelles structures;

5 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

À 21 h 04, M. Frantz Benjamin quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place à la conseillère Valérie Plante.

Adopté à l'unanimité.

1166316014
80.01 (20.47)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (30.01) à 80.01 (30.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0904

Effectuer le paiement d'une contribution municipale additionnelle maximale de 1,3 M$ à la Société de transport de Montréal pour l'exercice financier 2016 afin de réaliser des travaux requis à l'édicule Cabot de la station de métro Atwater

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal :

1 - de procéder au paiement d'une contribution municipale additionnelle maximale de 1 300 000 $ à la Société de transport de Montréal (STM) pour l'exercice financier 2016, conditionnellement à la signature d'une entente relative à la réalisation et au financement des travaux de réaménagement de l'édicule Cabot de la station de métro Atwater à l'automne 2016;

2 - d'autoriser un virement budgétaire de 1 300 000 $ pour l'année 2016, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le chapitre corporatif des contributions à la STM;

3 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Craig Sauvé

appuyé par Mme Emilie Thuillier

de retourner ce dossier au comité exécutif pour plus ample étude.

Cette motion de retour au comité exécutif a pour effet de suspendre le débat, le tout conformément à l'article 90 du Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Marvin Rotrand

de procéder à un vote à main levée sur la proposition de retour au comité exécutif des conseillers Sauvé et Thuillier.

La vice-présidente du conseil met aux voix la proposition de retour au comité exécutif des conseillers Sauvé et Thuillier, et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 20
Contre : 38

La vice-présidente du conseil déclare la proposition de retour au comité exécutif des conseillers Sauvé et Thuillier rejetée à la majorité des voix.

Le conseil reprend l'étude de l'article 80.01 (30.01).

Le débat se poursuit.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : M. Normand Marinacci
Mme Justine McIntyre
M. Steve Shanahan
Tous les membres présents de l'opposition officielle

1160093002
80.01 (30.01)

CM16 0905

Accorder un ajustement au budget des opérations 2016 du Service de développement économique au montant de 2 712 270,28 $ en provenance du surplus de l'agglomération, pour couvrir les quatre derniers versements de soutien financier aux six organismes de développement local prévus à l'entente 2015-2016

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un ajustement au budget des opérations 2016 du Service de développement économique au montant de 2 712 270,31 $ en provenance du surplus de l'agglomération, pour couvrir les quatre derniers versements de soutien financier aux six organismes de développement local prévus à l'entente 2015-2016 relative au Fonds de développement des territoires (FDT) intervenue entre la Ville de Montréal et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

2 - d'imputer ce virement budgétaire conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1165175016
80.01 (30.02)

CM16 0906

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation d'une somme de 76 724 020, 63 $ de la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation d'une somme de 76 724 020,63 $ de la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1163894006
80.01 (30.03)

CM16 0907

Adopter une résolution modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 420 000 $ pour le financement de travaux d'infrastructure du domaine public (RCG 15-091)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Vu les articles 544 et 564 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de modifier le titre et l'article 1 du Règlement autorisant un emprunt de 420 000 $ pour le financement de travaux d'infrastructures du domaine public (RCG 15-091) par le remplacement des mots : « d'infrastructures du domaine public » par les mots : « reliés à la construction des ouvrages de contrôle des eaux usées sur le collecteur Marc-Aurèle-Fortin ».

Un débat s'engage.

À 21 h 23, la vice-présidente du conseil, Mme Valérie Plante, demande au conseiller Sylvain Ouellet de retirer les mots « induire en erreur », le conseiller Ouellet s'exécute.

Adopté à l'unanimité.

1154360002
80.01 (30.04)

CM16 0908

Accepter l'offre de services de l'arrondissement de Ville-Marie relativement à la conception, la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement et de la reconstruction de la chaussée et des trottoirs dans différentes rues dans le secteur du centre ville, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'accepter l'offre de services de l'arrondissement de Ville-Marie, relativement à la conception, la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement et de la reconstruction de la chaussée et des trottoirs dans différentes rues dans le secteur du centre-ville, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

Adopté à l'unanimité.

1160615002
80.01 (30.05)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (30.06) à 80.01 (30.08) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0909

Donner un accord de principe sur le développement du sentier cyclable et pédestre Oka - Mont-Saint-Hilaire sur le territoire de l'Île de Montréal relatif au Plan directeur du réseau vélo métropolitain volet 1 et à la réglementation d'urbanisme ainsi qu'aux lois et règlements en vigueur

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'attester de la conformité du tracé du Sentier Oka - Mont-Saint-Hilaire sur le territoire de l'Île de Montréal au Plan directeur du réseau vélo métropolitain volet 1 et à la réglementation d'urbanisme ainsi qu'aux lois et règlements en vigueur;

2 - de s'engager à assurer la signalisation du sentier cyclable et pédestre conformément au Plan directeur de signalisation;

3 - de s'engager à réaliser les activités de communication énoncées dans le projet de convention;

4 - de s'engager à maintenir la propriété publique du sentier, à y maintenir un accès permanent, public et gratuit et à en assurer l'entretien;

5 - de s'engager à contribuer et à participer aux coûts du projet jusqu'à concurrence de sa part pour la réalisation de ce projet;

6 - d'autoriser le Directeur de la direction des transports à agir pour et au nom de la Ville dans le cadre du projet d'aménagement de ce sentier piloté par la CMM et à signer toute entente relative à une demande d'aide financière.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1154368008
80.01 (30.06)

CM16 0910

Autoriser une appropriation de 3 113 000 $ de la réserve de voirie locale et de 1 806 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer des études et autres pour des travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une appropriation de 1 750 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) pour la réalisation du programme de maintien des infrastructures routières (PMIR) strictement pour bonifier l'activité des nids de poules ;

2 - d'autoriser une appropriation de 550 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour le programme d'implantation des rues piétonnes et partagées en arrondissements (élaboration de concept d'aménagement, consultations publiques, conception de plans de marquage et de signalisation, réalisation de marquage dans la rue et achat de mobilier urbains divers);

3 - d'autoriser une appropriation de 350 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour une évaluation de capacité portante, relevé de potentiel de corrosion et inspection générale pour connaître le mieux possible l'état de certaines structures;

4 - d'autoriser une appropriation de 300 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la préparation des avant-projets du projet de raccordement Cavendish;

5 - d'autoriser une appropriation de 225 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour auscultation des surfaces de roulement localisées dans les arrêts d'autobus et détermination des besoins et priorités d'interventions;

6 - d'autoriser une appropriation de 225 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation d'une étude d'avant-projet (volet aménagement), d'études environnementales et géotechnique et la réalisation des plans et devis des réaménagements requis d'un projet-pilote de navette fluviale entre Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles et le centre-ville dès juin 2017;

7 - d'autoriser une appropriation de 200 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour des services professionnels et de marquage relatifs à des travaux du projet de recouvrement Ville-Marie;

8 - d'autoriser une appropriation de 200 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la production d'avant projet préliminaire, revue de la documentation existante et production de deux options d'aménagement pour la rue Sherbrooke Est dans le secteur de Pointe-aux-Trembles;

9 - d'autoriser une appropriation de 200 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation d'études et d'analyses d'avant-projet préliminaire du projet de prolongement de Souligny et l'Assomption et nouvel accès au port;

10 - d'autoriser une appropriation de 150 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la production d'un avant-projet préliminaire pour le réaménagement de l'intersection Côte-des-Neiges/Remembrance;

11 - d'autoriser une appropriation de 125 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT dans le cadre du projet IMAP pour du monitoring du projet, de l'expérience et de l'orientation éditoriale et un sondage de satisfaction clientèle;

12 - d'autoriser une appropriation de 125 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour l'accompagnement du CERIU pour des études techniques dans le cadre du projet pilote de la Galerie multi-réseaux;

13 - d'autoriser une appropriation de 100 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour une étude de faisabilité d'ingénierie, des options d'aménagement et concept d'aménagement final ainsi qu'une planification participative pour une acceptabilité sociale dans le cadre du projet de la Plaza St-Hubert;

14 - d'autoriser une appropriation de 100 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour la réalisation de marquage et de signalisation de voies cyclables externe ou interne ;

15 - d'autoriser une appropriation de 50 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour des activités de communication pour mobilité dans le cadre du projet Turcot;

16 - d'autoriser une appropriation de 50 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour une évaluation de capacité portante des travées 22 à 26 de l'autoroute Bonaventure;

17 - d'autoriser une appropriation de 48 000$ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour des activités de communication dans le cadre du projet SRB Pie IX;

18 - d'autoriser une appropriation de 31 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour l'évaluation des panneaux proposés pour le jalonnement dynamique;

19 - d'autoriser une appropriation de 25 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour des plans de marquage et de signalisation de voies cyclables 2017;

20 - d'autoriser une appropriation de 25 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIVT pour l'auscultation des surfaces de roulement localisées dans les arrêts d'autobus et la détermination des besoins et priorités d'interventions;

21 - d'autoriser une appropriation de 25 000 $ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour un rapport d'étude (mise à jour de l'étude 2001 : concept, tracé, géométrie, estimation) du raccordement du boulevard Langelier;

22 - d'autoriser une appropriation de 15 000$ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement du SIVT pour une séance publique d'information et frais connexes de communications pour le remplacement du pont Jacques-Bizard;

le tout conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1165056001
80.01 (30.07)

CM16 0911

Autoriser le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports à soumettre, pour et au nom de la Ville, tous les documents requis par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) visant l'obtention des approbations, autorisations, permissions, attestations et certificats de permis requis en vertu de *la Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ., c. Q-2) dans le cadre du projet du Campus Outremont et du projet Bonaventure

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'autoriser le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports à soumettre, pour et au nom de la Ville, tous les documents requis par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) visant l'obtention des approbations, autorisations, permissions, attestations et certificats de permis requis en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ., c. Q-2) dans le cadre du projet du Campus Outremont et du projet Bonaventure.

Adopté à l'unanimité.

1166708005
80.01 (30.08)

CM16 0912

Adoption - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière d'environnement

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière d'environnement ».

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de procéder à un vote à main levée sur l'article 80.01 (42.01).

Le président du conseil met aux voix l'article 80.01 (42.01) et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 37
Contre : 27

Le président du conseil déclare l'article 80.01 (42.01) adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

1161322004
80.01 (42.01)

CM16 0913

Approbation du Règlement R-166 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 53 962 913 $ pour financer le programme d'entretien majeur des infrastructures - Phase 1

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le Règlement R-166 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de cinquante-trois millions neuf cent soixante-deux mille neuf cent treize dollars (53 962 913 $) pour financer le programme d'entretien majeur des infrastructures (PEMI) phase 1, le tout conformément à l'article 123 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01).

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1166213004
80.01 (45.01)

CM16 0914

Nomination de Mme Christine Black, mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord, à titre de représentante de l'arrondissement au sein du conseil d'administration du PME MTL Est-de-l'île

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 25 août 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de nommer Mme Christine Black, mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord, à titre de représentante de l'arrondissement au sein du conseil d'administration du PME MTL - Est-de-L'île.

Adopté à l'unanimité.

1162577023
80.01 (51.01)

À 22 h 01, le président du conseil, M. Frantz Benjamin, ajourne la séance jusqu'au mardi 23 août 2016, à 9 h 30.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 22 août 2016
13 h

Séance tenue le mardi 23 août 2016 – 9 h 30
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black. Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, Mme Patricia Lattanzio, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCES EN COURS :

M. Benoit Dorais, Mme Marie Cinq-Mars, M. Peter McQueen et M. Jeremy Searle.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Marcoux, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement.

---

1 - Période de questions du public

Le président du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Question de	À	Objet
Mme Sonja Susjnar	M. Russell Copeman	Projet de développement résidentiel dans l'arrondissement de Lachine – contribution à une augmentation du parc automobile et à une détérioration de la qualité de l'air à Montréal / Conditions non rencontrées pour qualifier de Transit oriented developpement (TOD) le projet de gare dans l'arrondissement de LaSalle ainsi que le projet de développement de 5 000 unités le long du canal, dans l'arrondissement de Lachine

Question de	À	Objet
M. Yves Daoust	Mme Monique Vallée (Mme Manon Barbe)	Questionne la sécurité des cyclistes qui se retrouvent dans un cul de sac et sur des circuits fermés dans diverses pistes de l'arrondissement de LaSalle – Suggestions de rues pour de nouvelles pistes / Gaspillage de fonds publics en ayant recours à la location de salles privées pour des consultations publiques au lieu de les tenir dans des salles appartenant à l'arrondissement
M. Donald Hobus	M. Denis Coderre (M. Dimitrios (Jim) Beis) (M. Richard Bergeron)	Ne pas aller de l'avant avec le projet d'un Réseau électrique métropolitain (REM) tant que le coût total ne sera dévoilé ainsi que les impacts sur l'étalement urbain **Dépôt de document**

_____

Un débat s'engage.

_____

M. Donald Hobus	(M. Russell Copeman)	Information supplémentaire demandée sur le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du projet de développement résidentiel de l'Anse-à-l'Orme
M. Robert Michael Edgar	M. Denis Coderre (M. Réal Ménard) (Mme Manon Gauthier)	Planification d'activités afin de souligner et commémorer les éclipses totales du soleil qui auront lieu en 2017 et 2024
M. Handy Sofwan	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	Assurance que le Règlement sur le contrôle des animaux visant l'interdiction de la race de chiens pitbull sera appliqué dans le respect des citoyens – Sensibiliser les propriétaires de chiens de leurs responsabilités envers leurs animaux et les citoyens

_____

À 10 h

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de prolonger la période de questions des citoyens de cinq minutes, conformément à l'article 53 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est adoptée à l'unanimité.

_____

Mme Erika Doyon Minuto	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	Règlement sur le contrôle des animaux visant l'interdiction de la race de chiens pitbull et règlement adopté par la Ville de Calgary – Position des membres du parti Projet Montréal sur ce sujet

_____

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des citoyens close à 10 h 04.

_____

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillers et conseillères ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Luc Ferrandez	M. Denis Coderre	Mesures concrètes pour assurer la sécurité des cyclistes et intervention immédiate de l'administration auprès du corps de police afin qu'il applique vigoureusement le Code de la sécurité routière en matière de limite de vitesse pour les camions et auprès du gouvernement du Québec pour des mesure de sécurité sur les angles morts pour les gros camions circulant à Montréal
Mme Émilie Thuillier	M. Denis Coderre (M. Marvin Rotrand)	Nombre de réunions que la Ville a eu avec Mobilité Montréal en regard des besoins des personnes à mobilité réduite et des personnes âgées en matière de transport en commun – Urgence d'instaurer un moyen de transport efficace en accessibilité universelle pour desservir l'aéroport de Montréal

_____

À 10 h 20,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. François Limoges

de prolonger la période de questions des membres du conseil de 5 minutes afin de permettre aux leaders d'intervenir, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

_____

La leader de l'opposition officielle, Mme Émilie Thuillier, demande au président du conseil d'exiger le respect du temps de réponse qui est d'une minute aux questions des élus

Mme Justine McIntyre	M. Denis Coderre (M. Aref Salem)	Mesures concrètes pour implanter des mesures de mitigation de la circulation aux abords des écoles primaires, dont l'école Élan, afin d'assurer la sécurité des élèves lors des déplacements

_____

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des conseillers close à 10 h 26.

_____

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

_____

CM16 0915

Accorder un contrat à Sintra (Région Montérégie/Rive-Sud) pour les travaux de reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie dans le boulevard LaSalle, entre la 6e Avenue et la 8e Avenue, dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 800 920,41 $, taxes incluses - Appel d'offres public 427296 (8 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 juillet 2016 par sa résolution CE16 1155;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 800 920,41 $, taxes incluses, pour les travaux de reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie dans le boulevard LaSalle, entre la 6e Avenue et la 8e Avenue, dans l'arrondissement de LaSalle, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Sintra (Région Montérégie/Rive-Sud), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 719 288,16 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 427296.

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1166152029

CM16 0916

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Infrastructel inc. pour les services de surveillance de travaux, avec deux options de prolongations facultatives de douze mois supplémentaires chacune, pour une somme maximale de 225 983,36 $, taxes incluses / Appel d'offres public 1618 (2 soum., 1 non-conforme) / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 juillet 2016 par sa résolution CE16 1156;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de conclure une entente-cadre pour la surveillance de travaux dans le cadre de la construction de nouveaux réseaux et à l'enfouissement des fils aériens dans différents arrondissements;

2 - d'approuver un projet de convention par lequel Infrastructel inc, firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 225 983,36 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1618 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3 - d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer le projet de convention pour et au nom de la Ville;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1166850005

CM16 0917

Accorder un contrat de gré à gré à CEDROM-SNi pour l'abonnement à la ressource électronique Eureka.cc, pour les 45 bibliothèques de Montréal participantes, pour une période de trois ans, soit du 22 mars 2016 au 21 mars 2019 - Montant approximatif de 355 268,24 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1201;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un contrat de gré à gré à CEDROM-SNi, fournisseur unique, pour l'abonnement à la ressource électronique Eureka.cc, soit pour une somme approximative de 355 268,24 $, taxes incluses, pour les 45 bibliothèques de Montréal participantes, pour une période de 3 ans, soit du 22 mars 2016 au 21 mars 2019;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1166958001

CM16 0918

Accorder un contrat d'une durée de 18 mois à Pierre Brossard (1981) ltée pour la réalisation de travaux électriques et civils de mise aux normes de signalisation lumineuse de 40 intersections et mise en opérations de 50 contrôleurs sur le réseau artériel et local de la Ville de Montréal - Dépense totale de 10 755 188,52 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-44001 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1202;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 10 755 188.52 $, taxes incluses, pour la réalisation de travaux électriques et civils de mise aux normes de signalisation lumineuse de 40 intersections et mise en opérations de 50 contrôleurs sur le réseau artériel de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Pierre Brossard (1981) ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, pour une période de 18 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 7 170 125,68 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-44001;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1167237003

CM16 0919

Accorder un contrat d'une durée de 18 mois à Néolect inc. pour la réalisation de travaux électriques de mise aux normes de signalisation lumineuse de 50 intersections sur le réseau artériel et local de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 307 049,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-44003 (6 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1203;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 2 307 049,85 $, taxes incluses, pour la réalisation de travaux électriques de mise aux normes de signalisation lumineuse de 50 intersections sur le réseau artériel et local de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Néolect inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, pour une période de 18 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 845 639,88 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-44003;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1165897005

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0920

Accorder un contrat d'une durée de 18 mois à Néolect inc. pour la réalisation de travaux électriques de mise aux normes de signalisation lumineuse de 50 intersections sur le réseau artériel et local de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 407 354,09 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-44004 (6 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1204;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 2 407 354,09 $, taxes incluses, pour la réalisation de travaux électriques de mise aux normes de signalisation lumineuse de 50 intersections sur le réseau artériel et local de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Néolect inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, pour une période de 18 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 925 883,28 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-44004;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1165897006

CM16 0921

Exercer la 2e et dernière option de prolongation, soit du 1er novembre 2016 au 30 avril 2017 et autoriser une dépense de 449 832,22 $, taxes incluses, pour les contrats de location de six tracteurs-chargeurs et de trois rétrocaveuses avec opérateur, pour l'exploitation du lieu d'élimination de la neige Carrière St-Michel (CA12 14 00324 et CA12 14 0327), soit à Jean-Louis Blais, Excavation P. Huot inc. ainsi que 9297-6646 Québec inc. (anciennement DC Excavation enr.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1206;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense totale de 449 832,22 $, taxes incluses, afin de prolonger, du 1er novembre 2016 au 30 avril 2017, les trois contrats pour la fourniture de machineries avec opérateur, six tracteurs-chargeurs et trois rétrocaveuses intervenus avec les firmes ci-après désignées pour les montants et les articles indiqués en regard de chacune d'elles, pour l'exploitation du lieu d'élimination de la neige de la Carrière Saint-Michel, conformément aux documents de l'appel d'offres public 12-12303:

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Jean-Louis Blais	1 tracteur-chargeur	46 192,36 $
Excavation P. Huot inc	5 tracteurs-chargeurs	305 620,80 $
9297-6646 Québec inc. (anciennement DC Excavation enr.)	3 rétrocaveuses	98 019,06 $

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1160587001

CM16 0922

Exercer la 2e et dernière option de prolongation, soit du 1er novembre 2016 au 30 avril 2017, et autoriser une dépense de 303 218 $, taxes incluses, pour l'exploitation du lieu d'élimination de la neige 46e Avenue, dans le cadre du contrat à Gaston Contant inc. (CA12 19 0402), majorant ainsi le montant total de 519 382,19 $ à 822 600,19 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1207;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 303 218 $, taxes incluses, afin de prolonger, du 1er novembre 2016 au 30 avril 2017, le contrat avec la compagnie Gaston Contant inc. (CM15 1099) pour l'exploitation du lieu d'élimination de la neige situé sur la 46e avenue, dans l'arrondissement de Lachine;

2- d'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

20.08 1160587003

CM16 0923

Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron s.e.n.c. pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Notre-Dame Est (projet de l'entente 83-89 - Fiche 43), pour une somme maximale de 164 204,55 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1210;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron s.e.n.c., pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion de la rue Notre-Dame Est (projet de l'entente 83-89 - Fiche 43), pour une somme maximale de 164 204,55 $, taxes incluses;

2- d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer tous les documents requis pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1160025008

CM16 0924

Autoriser une dépense additionnelle de 2 048 000,49 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation accessoires au projet de construction de la nouvelle cour de services de l'arrondissement de Ville-Marie sise au 1455 rue Bercy, dans le cadre du contrat accordé à Entreprise de construction T.E.Q. inc. (CM15 1240), majorant ainsi le montant total du contrat de 26 785 357,83 $ à 28 833 358,32 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1216;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 2 048 000,49 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation accessoires au projet de construction de la nouvelle cour de services de l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre du contrat accordé à Entreprise de construction T.E.Q. inc. (CM15 1240), majorant ainsi le montant total du contrat de 26 785 357,83 $ à 28 833 358,32 $, taxes incluses ;

2- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1165884002

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0925

Accorder un contrat à Pavage D'Amour inc. pour des travaux de réfection des infrastructures de la rue Saint-Antoine, entre la 13e Avenue et la 16e Avenue, dans l'arrondissement de Lachine - Dépense totale de 665 245,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public LAC-PUB-1621 (8 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1218;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 435 735,70 $, taxes incluses, représentant 65,50 % du coût total du contrat, pour des travaux de réfection des infrastructures d'égout, d'aqueduc et de voirie dans la rue Saint-Antoine, entre la 13e Avenue et la 16e Avenue, dans l'arrondissement de Lachine;

2- d'accorder à Les Pavages D'Amour inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 665 245,35 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public LAC-PUB-1621;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

20.11 1167292004

CM16 0926

Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain constitué d'une partie du lot 1 868 713 du cadastre du Québec circonscription foncière de Montréal, situé du côté est de la rue Hutchison et au nord de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, aux fins d'aménagement d'une rue

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1223;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen d'un terrain situé du côté est de la rue Hutchison et au nord de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, constitué d'une partie du lot 1 868 713 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de 1 683,1 m² et appartenant à Vanpark Plaza Investments inc., aux fins d'aménagement d'une rue, dans le cadre du prolongement de l'axe est-ouest entre la rue Hutchison et l'avenue du Parc;

2- de mandater la Division de la géomatique de procéder à l'identification cadastrale distincte de la partie du lot 1 868 713 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de 1 683,1 m², dont la Ville entend devenir propriétaire;

3- d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et le chef de division de la géomatique à signer les documents cadastraux au nom de la Ville de Montréal, et ce, à titre d'expropriant;

4- de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

5- d'autoriser une dépense de 2 644 425 $, taxes incluses, pour cette acquisition;

6- d'imputer cette dépense, après avoir opérer le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1161195010

CM16 0927

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à l'organisme Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er novembre 2016, un local situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, à des fins administratives, moyennant un loyer total de 38 973,72 $, avant les taxes et une subvention de 51 447 $ pour toute la durée du bail

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1225;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal, pour une période de 3 ans, à compter du 1er novembre 2016, le local 331, situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 1 506,95 pieds carrés, à des fins administratives, moyennant un loyer total de 38 973,72 $, taxes en sus, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de bail;

2- d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1164069006

CM16 0928

Approuver un projet de prolongation de la convention de sous-location par lequel la Ville de Montréal sous-loue, à titre gratuit, à l'organisme International ArtsGames Committee, pour un terme de 2 ans et 2 mois à compter du 1er août 2016, un local situé au 6e étage de l'immeuble sis au 800, boulevard De Maisonneuve Est, d'une superficie de 354,77 mètres carrés, à des fins de bureaux, moyennant un loyer équivalent à 311 626,76 $, net de taxes qui sera soustrait de la subvention de 6,5 M $ approuvée le 21 septembre 2015 (CM15 1102)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1227;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de convention de sous-location par lequel la Ville de Montréal sous-loue, à titre gratuit, à l'organisme International ArtsGames Committee, pour un terme de 2 ans et 2 mois, à compter du 1er août 2016, un local au 6e étage de l'immeuble sis au 800, boulevard De Maisonneuve Est, d'une superficie de 354,77 mètres carrés, à des fins de bureaux, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'autoriser la dépense additionnelle de loyer de 35 214,54 $, taxes incluses, pour les années 2016 à 2018, pour l'utilisation des locaux à l'extérieur des heures normales d'ouverture ;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1164069008

CM16 0929

Autoriser Hydro-Québec à procéder aux études préalables en vue de l'enfouissement du réseau aérien longeant la rue Honoré-Beaugrand, afin de permettre le développement du terrain de l'ex-cour de voirie Honoré-Beaugrand à des fins résidentielles et commerciales / Autoriser une dépense de 172 462,50 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1238;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser Hydro-Québec à réaliser une étude d'avant-projet, en ingénierie électrique et expression des besoins civils, pour l'enfouissement du réseau aérien longeant la rue Honoré-Beaugrand afin de permettre le développement du terrain de l'ex-cour de voirie Honoré-Beaugrand pour des fins résidentielles et commerciales;

2 - d'autoriser à cette fin une dépense de 172 462,50 $, taxes incluses, pour leurs frais d'expertise en ingénierie;

3 - de mandater la Commission des services électriques de Montréal pour agir en tant qu'intégrateur technique et gestionnaire des travaux civils relatifs à l'enfouissement des réseaux de distribution câblés;

4 - d'autoriser la directrice du Service de la gestion et de la planification immobilière à signer et soumettre tous documents relatifs à l'enfouissement, pour et au nom de la Ville.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1163370001

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0930

Accorder un contrat de gré à gré au Centre de services partagés du Québec (CSPQ), pour des services de numérisation des microformes des rôles d'évaluation conservés à la section des archives du Service du greffe, pour une période de 2 ans, pour une somme maximale de 249 000 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1266;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet d'entente de gré à gré entre la Ville et le Centre de services partagés du Québec, pour des services de numérisation des microformes des rôles d'évaluation conservés à la Section des archives du Service du greffe, pour une somme maximale de 249 000 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1167341001

CM16 0931

Autoriser une dépense additionnelle de 583 100,54 $, taxes incluses, afin de se prévaloir de l'option de prolongation de 12 mois pour l'année 2016-2017, prévue au contrat de collecte sélective des matières recyclables de l'arrondissement de Lachine, dans le cadre du contrat accordé à Entreprise sanitaire F.A. ltée (CA13 19 0279 et CM15 1095), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 843 747,48 $ à 2 426 848,02 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1269;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 583 100,54 $, taxes incluses, afin de se prévaloir de l'option de prolongation de 12 mois pour l'année 2016-2017, prévue au contrat de collecte sélective des matières recyclables de l'arrondissement de Lachine, dans le cadre du contrat accordé à Entreprise sanitaire F.A. ltée (CA13 19 0279 et CM15 1095), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 843 747,48 $ à 2 426 848,02 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1166224001

CM16 0932

Autoriser une dépense additionnelle de 4 795 906,47 $, taxes incluses, pour la prolongation des contrats de déneigement de l'arrondissement de Saint-Léonard accordés à Déneigement Fontaine Gadbois inc. (2013-03), Groupe TMD inc. (2013-04 et 2013-06), R. Racicot ltée (2013-05) et Les Excavations Payette ltée (2013-07 et 2013-08) majorant ainsi le montant total des contrats de 13 443 010,57 $ à 18 238 917,04 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1271;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 4 795 906,47 $, taxes incluses, pour la prolongation des contrats de déneigement de l'arrondissement Saint-Léonard accordés à Déneigement Fontaine Gadbois inc. (2013-03), Groupe TMD inc. (2013-04 et 2013-06), R. Racicot ltée (2013-05) et Les Excavations Payette ltée (2013-07 et 2013-08) majorant ainsi le montant total des contrats de 13 443 010,57 $ à 18 238 917,04 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1164631007

CM16 0933

Autoriser une dépense additionnelle de 2 458 086,39 $, taxes incluses, pour la prolongation du contrat de déneigement de l'arrondissement d'Outremont, accordé à Environnement Routier NRJ inc. (CA12 16 0218) majorant ainsi le montant total du contrat de 8 565 619 $ à 11 023 705,39 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1273;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 2 458 086,39 $, taxes incluses, pour la prolongation d'un contrat de déneigement de l'arrondissement d'Outremont accordé à Environnement Routier NRJ inc. (CA12 16 0216) majorant ainsi le montant total du contrat de 8 565 619 $ à 11 023 705,39 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1164631009

CM16 0934

Accorder un contrat à Pavages d'Amour inc. pour les travaux de reconstruction d'égout combiné et de conduites d'eau secondaires, de chaussée, de trottoirs, de bordure et saillie, là où requis, dans le boulevard Gouin, entre les rues Verville et Meunier, dans la rue Tolhurst, entre sa limite nord et le boulevard Gouin, et dans la rue Verville, entre la rue McDuff et le boulevard Gouin, ainsi que de réfection de piste cyclable du côté nord du boulevard Gouin, entre les rues Verville et Meunier, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 3 394 331,54 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10200 (11 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1275;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 3 394 331,54 $, taxes incluses, pour les travaux de reconstruction d'égout combiné et de conduites d'eau secondaires, de chaussée, de trottoirs, de bordure et saillie, là où requis, dans le boulevard Gouin, entre les rues Verville et Meunier, dans la rue Tolhurst, entre sa limite nord et le boulevard Gouin, et dans la rue Verville, entre la rue McDuff et le boulevard Gouin, ainsi que de réfection de piste cyclable du côté nord du boulevard Gouin, entre les rues Verville et Meunier, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Pavages d'Amour inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 176 331,54 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10200;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1166356002

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0935

Autoriser une dépense additionnelle de 126 258,75 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réhabilitation de conduite d'eau dans la rue de Rouen ainsi que les travaux de voirie dans la rue Préfontaine, dans le cadre du contrat accordé à 9045-6823 Québec inc. (Groupe Damiano) (CM16 0242), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 824 302,58 $ à 1 950 561,33 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du10 août 2016 par sa résolution CE16 1276;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 126 258,75 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réhabilitation de conduite d'eau dans la rue De Rouen ainsi que les travaux de voirie dans la rue Préfontaine, dans le cadre du contrat accordé à 9045-6823 Québec inc. (Groupe Damiano) (CM16 0242), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 824 302,58 $ à 1 950 561,33 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1167231039

CM16 0936

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la construction d'une chaussée flexible, l'installation de barrières coulissantes motorisées et la réparation de clôture dans le site du dépôt à neige de la rue Sartelon, dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 1 415 045,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public 322801 (11 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1280;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 1 415 045,33 $, taxes incluses, pour la construction d'une chaussée flexible, l'installation de barrières coulissantes motorisées et la réparation de clôture dans le site du dépôt à neige de la rue Sartelon, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Roxboro Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 382 045,33 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 322801;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1167231036

CM16 0937

Accorder un contrat à LV Construction pour la réalisation des travaux de réfection des terrains de balle situés dans les parcs Kent, Cavelier-de-LaSalle, Leroux et Riverside - Dépense totale de 619 049,19 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6896 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1288;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 619 049,19 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de réfection des terrains de balle situés dans les parcs Kent, Cavelier-de-LaSalle, Leroux et Riverside, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à LV Construction, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 562 771,99 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-6896;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

La leader de l'opposition officielle, Mme Émilie Thuillier, soulève une question de privilège pour demander au conseiller Réal Ménard de répondre à ses questionnements au lieu de dénigrer son intervention. Le conseiller Ménard soulève à son tour une question de privilège et indique que sa réplique ne visait pas à dénigrer l'intervention de l'élue mais à faire une mise au point sur la rigueur dont font preuve les fonctionnaires concernés.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1167334004

CM16 0938

Accorder un contrat à Cusson-Morin Construction inc. pour la construction d'un écran antibruit dans l'emprise de l'autoroute des Laurentides, secteur de la Place L'Acadie - Dépense totale de 3 544 207,05 $, taxes incluses - Appel d'offres public 299001 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1289;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 3 544 207,05 $, taxes incluses, pour la construction d'un écran antibruit dans l'emprise de l'autoroute des Laurentides, secteur de la Place L'Acadie, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Cusson-Morin Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 419 518,53 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 299001;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1167000006

CM16 0939

Accorder un contrat à Procova inc., pour le projet d'étanchéisation des fondations et autres travaux au Centre culturel Calixa-Lavallée, situé au 3819 rue Calixa-Lavallée - Dépense totale de 657 829,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5851 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1290;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 657 829,46 $, taxes incluses, pour le projet d'étanchéisation des fondations et autres travaux au Centre Calixa-Lavallée du parc Lafontaine, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Procova inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 583 095,71 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5851;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1166627003

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.26 à 20.30 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0940

Autoriser une dépense additionnelle de 1 063 492,13 $, taxes incluses, pour les travaux d'ingénierie relatifs à la mise en place d'un écran d'étanchéité, d'un réseau de captage et d'un procédé de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures flottants au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles, dans le cadre du contrat accordé à SNC-Lavalin inc. (CM15 0324), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 932 892,96 $ à 3 996 385,09 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1293;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 1 063 492,13 $, taxes incluses, pour les travaux d'ingénierie relatifs à la mise en place d'un écran d'étanchéité, d'un réseau de captage et d'un procédé de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures flottants au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles;

2- d'approuver un projet d'avenant no.1 à la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et SNC-Lavalin inc.(CM15 0324), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 932 892,96 $ à 3 996 385,09 $, taxes incluses;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1165886002

CM16 0941

Accorder deux contrats de services professionnels en gestion de projets à Macogep inc. pour le Programme de construction des cours de services et pour le Programme de construction des bibliothèques - Dépense totale de 13 061 162,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14338 (3 soum.) / Approuver les projets de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1295;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense totale de 13 061 162,88 $, taxes incluses, pour les services professionnels en gestion de projets relativement aux programmes de construction des cours de services et des bibliothèques, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant:

- Cours de services : 8 453 137,34 $;
- Bibliothèques : 4 608 025,54 $;

2- d'approuver les deux projets de convention par lesquels Macogep inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis pour chacun des contrats, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale totale de 12 439 202,74 $, taxes incluses (Contrat #1 : 8 050 606,99 $; Contrat #2 : 4 388 595,75 $), conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-14338 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1165884001

CM16 0942

Accorder un contrat de services professionnels à Tremblay et Tremblay S.E.N.C / Trame-Verte pour la surveillance d'arrosage, d'entretien et de suivi de la garantie des arbres - Dépense totale de 579 219,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15254 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1298;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 579 219,37 $, taxes incluses, pour la surveillance d'arrosage, d'entretien et de suivi de la garantie d'arbres, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, Tremblay et Tremblay, S.E.N.C/Trame-Verte, firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 526 563,06 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15254 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.28 1166688015

CM16 0943

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec Le Groupe Geninov inc. et Transit arpenteur-géomètre inc. pour des services de surveillance de travaux avec deux options de prolongations facultatives de 12 mois supplémentaires chacune - Appel d'offres public 1621 (5 soum.) / Approuver les projets de conventions à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1299;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de conclure des ententes-cadres de services professionnels avec deux options de prolongations facultatives de 12 mois chacune, pour la surveillance de travaux;

2- d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis pour chacun des contrats, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites en regard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux document de l'appel d'offres public 1621 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions;

Le Groupe Geninov inc. (équipe # 1)	197 527,05 $;
Le Groupe Geninov inc. (équipe # 2)	197 527,05 $;
Transit arpenteur-géomètre inc.	219 544,76 $;

3- d'autoriser le président de la Commission des services électriques à signer les projets de convention pour et au nom de la Ville;

4- d'imputer ces dépenses à même les budgets des unités d'affaires, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.29 1166850006

CM16 0944

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'une servitude de passage sur une partie d'un terrain situé au nord de l'intersection de la rue Thimens et du boulevard Pitfield, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, constitué d'une partie des lots 3 908 525 et 3 908 526 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 123 487,75 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1303;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen d'une servitude de passage sur un terrain situé du côté nord de la rue Thimens, à l'est de la rue Pitfield, constitué d'une partie des lots 3 908 525 et 3 908 526 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, tel qu'illustré au plan préparé par Christian Viel, arpenteur-géomètre, le 11 mai 2016, sous sa minute 216;

2- de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

3- d'autoriser une dépense de 123 487,75 $, taxes incluses, pour cette acquisition;

4- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.30 1164435009

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.31 à 20.35 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0945

Approuver le projet de prolongation du contrat de prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Culture Montréal, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er décembre 2016, les locaux 314, 315 et 317 situés au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, pour des fins socioculturelles. La subvention est de 106 651 $ pour toute la durée du bail (Bâtiment 2453-104).

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1304;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver un projet de prolongation du contrat de prêt de local par lequel la Ville prête, à titre gratuit, à Culture Montréal, à des fins socioculturelles, les locaux 314, 315 et 317 au 3e étage de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 165,35 mètres carrés, pour une période additionnelle de 3 ans, à compter du 1er décembre 2016, le tout selon les termes et conditions prévus au contrat.

Adopté à l'unanimité.

20.31 1164069009

CM16 0946

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 136 500 $ à AlterGo sur trois ans, soit 45 500 $, par année, et ce, pour les années 2016, 2017 et 2018 pour la réalisation du « Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM) » / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1314;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder à AlterGo un soutien financier de 136 500 $, sur trois ans, soit 45 500 $, pour les années 2016, 2017 et 2018, afin de distribuer divers montants aux organisations locales, demandeurs de services d'accompagnateurs pour les activités de loisir des personnes ayant des limitations fonctionnelles dans le cadre du « Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM) »;

2- d'approuver le projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.32 1161643004

CM16 0947

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 645 000 $ à AlterGo sur quatre ans, soit 90 000 $ en 2016, 135 000 $ en 2017, 185 000 $ en 2018 et 235 000 $ en 2019 pour la réalisation du projet de Politique de reconnaissance et du Programme de soutien aux organismes PANAM / Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à AlterGo pour la gestion de ce projet, pour une somme maximale de 55 000 $, taxes incluses, soit un montant maximal de 10 000 $, taxes incluses, pour 2016 et 15 000 $, taxes incluses, par année, pour 2017, 2018 et 2019, le tout dans le cadre du budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports / Approuver les projets de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1316;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 645 000 $ à AlterGo, soit 90 000 $ en 2016, 135 000 $ en 2017, 185 000 $ en 2018 et 235 000 $ en 2019, pour la réalisation du projet de Politique de reconnaissance et du Programme de soutien aux organismes PANAM;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'autoriser à cet effet l'ajustement requis de la base budgétaire du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS), à hauteur de 50 000 $ pour les exercices 2017 à 2019;

4- d'approuver, conformément à la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel AlterGo s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la gestion du projet de Politique de reconnaissance et du Programme de soutien aux organismes PANAM, pour une somme maximale de 55 000 $, taxes incluses, soit une somme maximale de 10 000 $, taxes incluses, en 2016 et de 15 000 $, taxes incluses, par année, pour les années 2017, 2018 et 2019, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.33 1161643003

CM16 0948

Accorder un soutien financier de 16 500 $ à l'Orchestre Métropolitain pour la présentation de deux concerts dans le cadre des concerts Campbell 2016 et un soutien financier de 40 000 $ à l'Orchestre Symphonique de Montréal pour la présentation d'un concert au Parc Olympique / Approuver les projets de protocoles d'entente à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1307;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 16 500 $ à l'Orchestre Métropolitain pour la présentation de deux concerts d'été, les 5 et 6 août, dans le cadre des Concerts Campbell 2016;

2- d'accorder un soutien financier de 40 000 $ à l'Orchestre symphonique de Montréal pour la présentation d'un concert au parc Olympique, le 10 août 2016;

3- d'approuver les projets de protocoles d'entente entre la Ville et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

4- d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.34 1164639001

CM16 0949

Accorder un contrat à Les Pavages D'Amour inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction des infrastructures souterraines (aqueduc et égouts) et de surface (chaussées, trottoirs et bordures) dans les rues Gohier et Édouard-Laurin (volet 1) et dans les rues Ouimet et Saint-Germain (volet 2) pour une somme maximale de 6 704 721,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-015 (7 soum.) / Autoriser une dépense de 296 882,70 $, taxes incluses, pour, les services professionnels de surveillance des travaux avec les consultants S.M. inc.

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1278;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un contrat à Les Pavages D'Amour inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction des infrastructures souterraines (aqueduc et égouts) et de surface (chaussées, trottoirs et bordures) dans les rues Gohier et Édouard-Laurin (volet 1) et Ouimet et Saint-Germain (volet 2), pour une somme maximale de 6 704 721,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-015;

2- d'autoriser une dépense de 296 882,70 $, taxes incluses, pour les services professionnels de surveillance des travaux avec les consultants S.M. inc., conformément aux documents de l'entente-cadre 1054934;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.35 1163152008

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.36 à 20.40 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0950

Accorder un contrat à Techniparc inc. pour la réalisation des travaux de réfection des terrains de balle situés dans les parcs Clémentine-de-la-Rousselière, Liébert et Loyola - Dépense totale de 1 519 630,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6895 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1286;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 1 519 630,20 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de réfection des terrains de balle situés dans les parcs Clémentine-de-la-Rousselière, Liébert et Loyola, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Techniparc inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 381 482 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-6895;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.36 1167334003

CM16 0951

Accorder 7 contrats pour des services de transport de la neige, pour une durée de 2 ans aux compagnies suivantes : Martin Lefèbvre Transport inc., Gestion Gérard Boutin inc., Les Entreprises K.L. Mainville inc., 9124-4277 Québec inc. et Transporteurs en vrac Ste-Hyacinthe inc. - Dépense maximale totale de 5 097 130,07 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15062 (9 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 août 2016 par sa résolution CE16 1341;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder aux firmes ci-après mentionnées, plus bas soumissionnaires conformes, pour les numéros de contrat et les sommes maximales indiqués en regard de chacune d'elles, les contrats pour des services de transport de la neige, pour une durée de deux ans, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15062 et aux tableaux des prix reçus joints au dossier décisionnel :

Adjudicataire	Contrat	Montant (TTC)
9124-4277 Québec inc.	VMA-202-1618	923 438,62 $
Gestion Gérard Boutin inc.	MHM-205-1618	868 183,18 $
	VSP-205-1618	547 431,39 $
Les Entreprises K.L. Mainville inc.	MHM-206-1618	738 840,96 $
	MHM-207-1618	527 305,24 $
Transporteur en vrac Ste-Hyacinthe inc.	VSP-206-1618	531 702,03 $
Martin Lefèbvre Transport inc.	PMR-203-1618	960 228,66 $
TOTAL		**5 097 130,07 $**

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.37 1164631006

CM16 0952

Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égouts, de conduites d'eau, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation, d'aménagement paysager et de structures souterraines pour la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) et Bell, dans la rue Notre-Dame Ouest, de l'avenue Atwater à la rue Saint-Augustin, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 10 413 869,83 $, taxes incluses - Appel d'offres public 211618 (8 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 août 2016 par sa résolution CE16 1345;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 10 571 560,24 $, taxes incluses, pour des travaux d'égouts, de conduites d'eau, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation, d'aménagement paysager et de structures souterraines pour la Commission des services électriques de Montréal, dans la rue Notre-Dame Ouest, de l'avenue Atwater à la rue Saint-Augustin, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Groupe TNT inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 9 846 560,24 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 211618;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.38 1166446001

CM16 0953

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat d'une durée de 18 mois à Pierre Brossard (1981) ltée pour la réalisation de travaux électriques et civils de mise aux normes de signalisation lumineuse de 40 intersections sur le réseau artériel et local de la Ville de Montréal - Dépense totale de 11 707 453,87 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-44002 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 août 2016 par sa résolution CE16 1343;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense de 11 707 453,87 $, taxes incluses, pour une période de 18 mois, pour la réalisation de travaux électriques et civils de mise aux normes de signalisation lumineuse de 40 intersections sur le réseau artériel de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

3- d'accorder à Pierre Brossard (1981) ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 7 804 969,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-44002;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.39 1165897004

CM16 0954

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc. pour les travaux de réhabilitation des sols des lots 5 207 393, 5 207 394 et 5 207 395, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans le cadre du projet du campus Outremont, dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 2 518 059,19 $, taxes incluses - Appel d'offres public 221710 (7 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 août 2016 par sa résolution CE16 1352;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense de 2 518 059,19 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation des sols des lots 5 207 393, 5 207 394 et 5 207 395, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans le cadre du projet du Campus Outremont, dans l'arrondissement d'Outremont, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

3- d'accorder à Excavation Loiselle inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 461 365,19 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 221710;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.40 1164021003

Le maire de Montréal, M. Denis Coderre, prend la parole pour souligner la présence d'une délégation de la ville de Shanghai au balcon.

CM16 0955

Accorder un soutien financier maximal de 2 334 080 $ au Club des petits déjeuners du Canada pour la réalisation du projet « Nourrir les enfants de Montréal » / Autoriser un virement budgétaire de 1 633 856 $ en provenance du budget des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget 2016 du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 août 2016 par sa résolution CE16 1367;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier maximal de 2 334 080 $, pour l'année 2016-2017, à Club des petits déjeuners du Canada pour la réalisation du projet « Nourrir les enfants de Montréal - septembre 2016 au 30 juin 2017 », dans le cadre de la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'autoriser un virement budgétaire de 1 633 856 $, en provenance du budget des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de fonctionnement 2016 du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS);

4- d'autoriser un ajustement de la base budgétaire du SDSS, de 700 224 $, pour l'exercice 2017, ce montant sera pris à même l'enveloppe de 5 M$ en demande additionnelle pour la Politique de l'enfant;

5- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.41 1167392001

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0956

Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal au Conseil du patronat du Québec (CPQ) pour l'année 2016-2017 - Dépense de 22 995 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 juillet 2016 par sa résolution CE16 1168;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

1 - d'autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal au Conseil du patronat du Québec pour l'année 2016-2017 et le paiement de la cotisation annuelle au montant de 22 995 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Il est proposé par Mme Justine McIntyre

appuyé par M. Luis Miranda

de procéder à un vote à main levée sur l'article 30.01.

Le président du conseil met aux voix l'article 30.01 et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 36
Contre : 25

Le président du conseil déclare l'article 30.01 adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

30.01 1164784009

CM16 0957

Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection requise par la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2) pour la réalisation d'infrastructures d'utilités publiques sur le site de l'ancienne usine Jenkins, en vue de permettre la construction d'un projet résidentiel par l'entreprise Développement Lachine Est inc.

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1239;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection en vertu de l'article 32 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ., c. Q-2) pour les travaux de construction d'infrastructures souterraines et de surface pour le projet résidentiel Jenkins.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

30.02 1152614006

CM16 0958

Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection requise par la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2) en vue des travaux d'agrandissement du bâtiment de Pharmascience inc. sis au 6111, avenue Royalmount

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1240;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection en vertu de l'article 32 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ., c. Q-2), en vue des travaux d'agrandissement du bâtiment de Pharmascience inc. sis au 6111, avenue Royalmount, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1165153014

CM16 0959

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes restantes à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences municipales (97 572 423,03 $)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1250;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation d'une somme de 97 572 423,03 $ à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences municipales, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Adopté à l'unanimité.

30.04 1163894005

CM16 0960

Autoriser la signature de la convention, entre la Ville de Montréal, l'arrondissement de Saint-Laurent, et la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) pour l'installation d'un nouveau système d'avertissement au passage à niveau piétonnier situé au prolongement de la rue Devonshire, point milliaire 143.55 de la subdivision Saint-Laurent

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1322;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'autoriser la signature de la convention, entre la Ville de Montréal - arrondissement de Saint-Laurent, et la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) pour l'installation d'un nouveau système d'avertissement au passage à niveau piétonnier situé au prolongement de la rue Devonshire, point milliaire 143.55 de la subdivision Saint-Laurent.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1164378030

À 12 h 31, le président du conseil suspend les travaux jusqu'à 14 h.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 22 août 2016
13 h

Séance tenue le mardi 23 août 2016 – 14 h
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black. Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Marie Cinq-Mars, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Jeremy Searle M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCES EN COURS :

Mme Patricia Lattanzio et M. Giovanni Rapanà.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Alan DeSousa.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR L'ARTICLE 30.08 :

Mme Patricia Lattanzio.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Marcoux, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte.

À 14 h 01, le conseil reprend ses travaux à la réunion des articles 30.06 à 30.09.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.06 à 30.09 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0961

Accepter l'offre de services de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, relativement à la conception, la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement de l'intersection du chemin de la Côte-des-Neiges et de l'avenue Decelles, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1320;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'accepter l'offre de service de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, relativement à la conception, la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement de l'intersection du chemin de la Côte-des-Neiges et de l'avenue Decelles, dans le cadre du programme de réfection des rues artérielles, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

Adopté à l'unanimité.

30.06 1160615003

CM16 0962

Offrir à l'arrondissement du Sud-Ouest que le Service des infrastructures, de la voirie et des transports prenne en charge la préparation des plans et devis, la surveillance et la réalisation du projet d'aménagement du pôle Gadbois, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 août 2016 par sa résolution CE16 1321;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'offrir à l'arrondissement du Sud-Ouest, que le Service des infrastructures, de la voirie et des transports prenne en charge la préparation des plans et devis, la surveillance et la réalisation du projet d'aménagement du pôle Gadbois, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

Adopté à l'unanimité.

30.07 1163827001

CM16 0963

Déclarer, le conseil de la Ville compétent pour une période de 2 ans, à l'égard de tous les arrondissements, afin d'adopter une Politique de gestion contractuelle unique applicable à l'ensemble de ceux-ci, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal* / Approuver la Politique de gestion contractuelle

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 août 2016 par sa résolution CE16 1369;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

1 - de déclarer le conseil de la Ville compétent, pour une période de deux ans, à l'égard de tous les arrondissements afin d'adopter une Politique de gestion contractuelle unique applicable à l'ensemble de ceux-ci, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal*;

2 - d'approuver la Politique de gestion contractuelle, jointe au dossier décisionnel;

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Guillaume Lavoie

appuyé par M. Alex Norris

d'ajouter après l'article 5 de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal, l'article suivant :

« 5a) Au moment du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire fait état, par écrit, de la liste des individus, parmi les membres de son conseil d'administration et de sa direction, ayant été solliciteur, pour des candidats indépendants ou des partis politiques montréalais, tel que défini à l'article 432 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, au cours des quatre dernières années en date de la soumission. »

À 14 h 10, le leader de la majorité, M. Francesco Miele, propose la suspension des travaux pour une durée de deux minutes afin de permettre aux membres du conseil de prendre connaissance de l'amendement des conseillers Lavoie et Norris avant d'en débattre.

La proposition est agréée.

À 14 h 12, le conseil reprend ses travaux.

Après avoir pris en délibéré l'amendement des conseillers Lavoie et Norris, le président du conseil, M. Frantz Benjamin, le juge recevable.

Un débat s'engage sur la proposition d'amendement des conseillers Lavoie et Norris.

Le leader de la majorité soulève une question de privilège à l'endroit de la conseillère Justine McIntyre, qui blâme l'administration de porter atteinte à la démocratie en refusant de débattre sur les propositions soumises. Il indique que le dossier est public depuis plus d'un mois et que la conseillère avait amplement le temps de communiquer avec le porteur du dossier pour en discuter. Le président du conseil ne reconnait pas la question de privilège du leader de la majorité.

Le débat se poursuit.

Le conseiller Lavoie utilise son droit de réplique sur l'amendement proposé.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Lionel Perez

de procéder à un vote à main levée sur la proposition d'amendement des conseillers Lavoie et Norris.

Il est proposé par Mme Émilie Thuillier

appuyé par M. François Limoges

de procéder à un vote enregistré sur la proposition d'amendement des conseillers Lavoie et Norris.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Dorais, Rotrand, Ferrandez, Thuillier, Limoges, Plante, Sauvé, Sigouin, Popeanu, Lavoie, Mainville, Ryan, McQueen, Norris, Lavigne Lalonde, Croteau, Caldwell, Downey, Ouellet, McIntyre, Shanahan, Hénault, Miranda, Deschamps, Barbe, Cinq-Mars, Pagé et Searle (28)
Votent contre:	Mesdames et messieurs Coderre, Desrochers, Samson, Chitilian, Perez, Rouleau, Gauthier, Copeman, Ménard, Vallée, Beis, Salem, Bergeron, Miele, Gibeau, Deros, Parenteau, Guay, Rossi, Boivin Roy, Décarie, Lefebvre, Duchesne, Gadoury, Rapanà, Perri, Gagnier, Black, Clément-Talbot, Celzi, Bissonnet, Marinacci, Dauphin et Cloutier (34)
Résultat:	En faveur : 28 Contre : 34

Le président du conseil déclare la proposition d'amendement des conseillers Lavoie et Norris rejetée à la majorité des voix.

Le conseil reprend l'étude de l'article 30.08.

_____

Le débat se poursuit.

_____

Le président du conseil met aux voix l'article 30.08 et le déclare adopté à l'unanimité des membres présents, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

30.08 1164990001

_____

CM16 0964

Déclarer, le conseil de la Ville compétent pour une période de 2 ans, à l'égard de tous les arrondissements, afin d'adopter un règlement relatif au contrôle des animaux applicable à l'ensemble de ceux-ci, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 août 2016 par sa résolution CE16 1386;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

de déclarer, le conseil de la Ville compétent pour une période de 2 ans, à l'égard de tous les arrondissements afin d'adopter un règlement relatif aux chiens et autres animaux domestiques et ce, jusqu'au 22 août 2018, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

_____

Un débat s'engage.

_____

Le conseiller Marvin Rotrand dépose les documents suivants :

- un article de la Human Society of the United States expliquant que l'interdiction des chiens de race Pit bulls a été instaurée sans aucune étude;
- un article de la Human Society de la Ville de Toronto sur les effets du règlement interdisant les chiens de race Pit bulls;
- un article tiré d'un reportage de la télévision Global portant sur l'augmentation de morsures de chiens malgré l'interdiction de Pit bulls sur le territoire de la Ville de Toronto;
- ainsi qu'une analyse de la Ville de Washington sur l'inefficacité d'un règlement interdisant une race spécifique de chiens.

Le débat se poursuit.

Il est proposé par Mme Émilie Thuillier

appuyé par M. François Limoges

de procéder à un vote à main levée sur l'article 30.09.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Anie Samson

de procéder à un vote enregistré sur l'article 30.09.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Coderre, Desrochers, Samson, Chitilian, Perez, Rouleau, Gauthier, Copeman, Ménard, Vallée, Beis, Salem, Bergeron, Miele, Gibeau, Deros, Parenteau, Guay, Rossi, Boivin Roy, Décarie, Lefebvre, Duchesne, Gadoury, Rapanà, Perri, Gagnier, Black, Clément-Talbot, Celzi, Bissonnet, Lattanzio, Dorais, Rotrand, Dauphin, Cloutier, Pagé et Searle (38)
Votent contre:	Mesdames et messieurs Ferrandez, Thuillier, Limoges, Plante, Sauvé, Sigouin, Popeanu, Lavoie, Mainville, Ryan, McQueen, Norris, Lavigne Lalonde, Croteau, Caldwell, Downey, Ouellet, McIntyre, Marinacci, Shanahan, Hénault, Miranda, Deschamps, Barbe et Cinq-Mars (25)
Résultat:	En faveur : 38 Contre : 25

Le président du conseil met aux voix l'article 30.09 et le déclare adopté à la majorité des membres présents, laquelle représente la majorité des membres du conseil municipal et il est

RÉSOLU

en conséquence.

30.09 1166379001

30.09 1166379001

CM16 0965

Avis de motion - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 43e Avenue, entre la rue Forsyth et la rue De Montigny, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies--Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 43e Avenue, entre la rue Forsyth et la rue De Montigny, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.01 1164386003

CM16 0966

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 $ afin de financer l'acquisition de matériel informatique

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 $ pour le financement de l'acquisition de matériel informatique », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.02 1160390006

CM16 0967

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ pour le financement de travaux de réaménagement de parcs

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ pour le financement de travaux de réaménagement de parcs », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.03 1166316015

CM16 0968

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement no 2501 adopté par l'ancienne Ville de Lachine décrétant la fermeture partielle de la ruelle sise entre les 17ème et 18ème Avenues au sud de la rue St-Antoine, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement no 2501 adopté par l'ancienne Ville de Lachine décrétant la fermeture partielle de la ruelle sise entre les 17ème et 18ème Avenues au sud de la rue St-Antoine, aux fins de transfert aux propriétaires riverains », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.04 1161233001

CM16 0969

Avis de motion - Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 8 300 000 $ pour la réalisation de travaux de construction et de mise aux normes des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie dans le secteur des Avenues de l'arrondissement de l'Île-Bizard–Sainte-Geneviève (11-015)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 8 300 000 $ pour la réalisation de travaux de construction et de mise aux normes des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie dans le secteur des avenues de l'arrondissement de L'île-Bizard–Sainte-Geneviève (11-015) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.05 1150364004

CM16 0970

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales de la Ville de Montréal (R.R.V.M. c. C-1.1)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales de la Ville de Montréal (R.R.V.M. c. C-1.1) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.06 1164136001

CM16 0971

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.07 1163643001

CM16 0972

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.08 1163643002

CM16 0973

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.09 1164815003

CM16 0974

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme de soutien financier aux artères en chantier (15-089)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme de soutien financier aux artères en chantier (15-089) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.10 1161179009

CM16 0975

Avis de motion et présentation - Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (14-004)

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné et présentation faite par M. Francesco Miele de l'adoption à la séance du conseil municipal du 26 septembre 2016 du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (14-004) ». Le projet de règlement vise à ajouter une disposition interdisant aux élus ainsi qu'à leur personnel de cabinet, le cas échéant, de faire des annonces à propos de projets, de contrats et de subventions lors d'activités de financement politique, laquelle interdiction demeure effective tant que la décision finale sur la réalisation du projet, la conclusion du contrat et l'octroi de la subvention n'est pas prise par l'autorité compétente.

41.11 1163430014

CM16 0976

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.12 1166379001

CM16 0977

Avis de motion - Règlement sur le contrôle des animaux

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement sur le contrôle des animaux », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.13 1165086003

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0978

Adoption - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de la 18e Avenue, entre la rue De La Gauchetière et la rue Parent, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies--Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

Attendu qu'une copie du Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de la 18e Avenue, entre la rue De La Gauchetière et la rue Parent, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies--Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 1er juin 2016, par sa résolution CE16 0909 ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de la 18e Avenue entre la rue De La Gauchetière et la rue Parent, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ».

Adopté à l'unanimité.

42.01 1154386003

Règlement 16-044

CM16 0979

Adoption - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de l'avenue Lebrun, entre la rue De Forbin-Janson et la rue De Grosbois, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

Attendu qu'une copie du Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de l'avenue Lebrun, entre la rue De Forbin-Janson et la rue De Grosbois, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, aux fins de transfert aux propriétaires riverains a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 1er juin 2016, par sa résolution CE16 0910;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de l'avenue Lebrun, entre la rue De Forbin-Janson et la rue De Grosbois, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ».

Adopté à l'unanimité.

42.02 1164396004

Règlement 16-045

CM16 0980

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 000 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrains ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens et de mise à niveau des chambres de transformation (C.T. 1500 et C.T. 1000) dans les limites de la Ville de Montréal sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 33 000 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrains ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens et de mise à niveau des chambres de transformation (C.T. 1500 et C.T. 1000) dans les limites de la Ville de Montréal sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 1er juin 2016, par sa résolution CE16 0913;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 33 000 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrains ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens et de mise à niveau des chambres de transformation (C.T. 1500 et C.T. 1000) dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.03 1165380001

Règlement 16-046

CM16 0981

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022)

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136)

Attendu qu'une copie du Règlement modifiant le Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu qu'une copie du Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu les règlements et renoncer à leur lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ces règlements sont détaillés aux règlements et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 1er juin 2016, par sa résolution CE16 0911;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022) »;

2- d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) ».

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.04 1160132003

Règlement 12-022-2

Règlement 12-0136-7

CM16 0982

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ pour la réalisation et la gestion du Plan de gestion de la forêt urbaine

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ pour la réalisation et la gestion du Plan de gestion de la forêt urbaine a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 juin 2016, par sa résolution CE16 1020;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ pour la réalisation et la gestion du Plan de gestion de la forêt urbaine », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.05 1166688010

Règlement 16-047

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.06 à 42.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0983

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 650 000 $ pour financer l'acquisition d'un immeuble par l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 4 650 000 $ pour financer l'acquisition d'un immeuble par l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 juin 2016, par sa résolution CE16 1019;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 4 650 000 $ pour financer l'acquisition d'un immeuble par l'arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.06 1161368006

Règlement 16-048

CM16 0984

Adoption - Règlement modifiant le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003)

Attendu qu'une copie du Règlement modifiant le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 juin 2016, par sa résolution CE16 1017;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003) ».

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.07 1165329002

Règlement 02-003-2

CM16 0985

Adoption - Règlement sur les services de collecte

Attendu qu'une copie du Règlement sur les services de collecte a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 juin 2016, par sa résolution CE16 1016;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les services de collecte ».

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

42.08 1166717001

Règlement 16-049

_____

CM16 0986

Adoption - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située à l'est de la rue René-Lévesque, entre la 3e Avenue et la 4e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

Attendu qu'une copie du Règlement sur la fermeture d'une ruelle située à l'est de la rue René-Lévesque, entre la 3e Avenue et la 4e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 juin 2016, par sa résolution CE16 1015;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située à l'est de la rue René-Lévesque, entre la 3e Avenue et la 4e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ».

Adopté à l'unanimité.

42.09 1164386004

Règlement 16-050

_____

CM16 0987

Adoption - Règlement interdisant la distribution de certains sacs d'emplettes dans les commerces de détail

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

Attendu qu'une copie du Règlement interdisant la distribution de certains sacs d'emplettes dans les commerces de détail a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu qu'une copie du Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu les règlements et renoncer à leur lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ces règlements sont détaillés aux règlements et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 juin 2016, par sa résolution CE16 1014;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement interdisant la distribution de certains sacs d'emplettes dans les commerces de détail »;

2- d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002) ».

Un débat s'engage.

La conseillère Elsie Lefebvre retire le mot « malhonnête » utilisé lors de son intervention.

Le débat se poursuit.

Adopté à l'unanimité.

42.10 1162937001

Règlement 16-051

Règlement 02-002-25

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.11 à 42.14 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0988

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ pour le versement d'une contribution financière à L'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal aux fins de ses travaux de réaménagement

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ pour le versement d'une contribution financière à L'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal aux fins de ses travaux de réaménagement a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 juin 2016, par sa résolution CE16 1024;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ pour le versement d'une contribution financière à L'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal aux fins de ses travaux de réaménagement », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.11 1161180002

Règlement 16-052

CM16 0989

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 300 000 $ afin de financer l'acquisition de mobilier

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 300 000 $ afin de financer l'acquisition de mobilier a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 juin 2016, par sa résolution CE16 1102;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 300 000 $ afin de financer l'acquisition de mobilier », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.12 1160390003

Règlement 16-053

CM16 0990

Adoption - Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

Attendu qu'une copie du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu qu'une copie du Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que ces règlements ont été modifiés et que des nouvelles copies de ces règlements ont également été distribuées;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu les règlements et renoncer à leur lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ces règlements sont détaillés aux règlements et au sommaire décisionnel;

Vu les recommandations du comité exécutif en date du 15 juin et du 17 août 2016, par ses résolutions CE16 1099 et CE16 1388;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service »;

2- d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091) ».

Un débat s'engage.

Il est proposé par Mme Justine McIntyre

appuyé par M. Normand Marinacci

de procéder à un vote à main levée sur l'article 42.13.

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, met aux voix l'article 42.13 et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 38
Contre : 21

Le président du conseil déclare l'article 42.13 adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

42.13 1160335001

Règlement 16-054
Règlement 15-091-2

CM16 0991

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009)

Attendu qu'une copie du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lectures

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 juin 2016, par sa résolution CE16 1011;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) ».

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par Mme Justine McIntyre

appuyé par M. Normand Marinacci

de procéder à un vote à main levée sur l'article 42.14.

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, met aux voix l'article 42.14 et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 38
Contre : 21

Le président du conseil déclare l'article 42.14 adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

42.14 1161322003

Règlement 03-009-5

_____

CM16 0992

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (14-026) / Tenue d'une consultation publique / Délégation de pouvoirs au greffier

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance ultérieure du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (14-026) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel;

ADOPTION DE PROJET

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (14-026) »;

2 - de tenir une consultation publique par l'intermédiaire du maire ou d'un autre membre du conseil désigné par le maire;

3 - de déléguer au greffier le pouvoir de fixer la date, l'heure et le lieu de l'assemblée publique, un rapport de consultation devant être déposé au conseil municipal afin que la version finale du règlement puisse être adoptée par ce dernier.

Adopté à l'unanimité.

43.01 1163520006

Règlement P-14-026-1

CM16 0993

Adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) »

Vu la résolution CM16 0485 de l'assemblée du conseil municipal du 18 avril 2016, adoptant comme projet de règlement P-14-049-1 le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) »;

Attendu qu'une assemblée publique de consultation a été tenue le 26 mai 2016, à 18 h 30, à la salle du conseil d'arrondissement située au 5160, boulevard Décarie, sur ce projet de règlement;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 juillet 2016, par sa résolution CE16 1180;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) », afin de soustraire de son application les bâtiments de trois logements et moins ainsi que certains projets de redéveloppement à vocation collective et institutionnelle.

Adopté à l'unanimité.

44.01 1166826003

Règlement 14-049-1

CM16 0994

Entériner l'entente de prêt de service de monsieur Jean-Marc Lavigne pour agir à titre de conseiller principal ressources matérielles, financières et informationnelles à la Société du Parc Jean-Drapeau, à compter du 4 janvier 2016, et ce, jusqu'au 31 décembre 2018

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 août 2016 par sa résolution CE16 1255;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'entériner le protocole d'entente de prêt de service de M. Jean-Marc Lavigne pour agir à titre de conseiller principal ressources matérielles, financières et informationnelles à la Société du Parc Jean-Drapeau à compter du 4 janvier 2016, et ce, jusqu'au 31 décembre 2018.

Adopté à l'unanimité.

50.01 1166089001

CM16 0995

Désignation du maire suppléant et fixation de son mandat

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Denis Coderre

Et résolu :

de désigner madame Mary Deros, à titre de mairesse suppléante, pour les mois de septembre, octobre, novembre et décembre 2016.

Adopté à l'unanimité.

51.01

CM16 0996

Motion de l'opposition officielle pour un objectif de réduction du solde migratoire intraprovincial

Attendu que le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 avait pour objectif de réduire de 25 % le solde migratoire entre Montréal et la banlieue d'ici 2012, en ciblant principalement les Montréalais âgés de 25 à 44 ans qui quittaient la ville chaque année;

Attendu que le nouveau Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020 ne contient aucun objectif concernant le solde migratoire intraprovincial;

Attendu que le solde migratoire intraprovincial de l'agglomération de Montréal est toujours fortement déficitaire avec une perte de 14 981 personnes en 2013-2014 et de 14 583 personnes en 2014-2015, principalement des familles;

Attendu que la présence des familles est cruciale pour dynamiser les milieux de vie, renforcer le sentiment d'appartenance à la ville et assurer l'équilibre entre les groupes d'âge;

Attendu que le recensement de 2006 indiquait que plus de 40 % des nouveaux parents qui avaient quitté Montréal pour la banlieue au cours des cinq années précédentes, étaient âgés de 25 à 44 ans et gagnaient entre 50 000 $ et 100 000 $ après impôts;

Attendu que le solde migratoire intraprovincial est l'une des principales causes de l'appauvrissement de la collectivité montréalaise étant donné qu'il ralentit la croissance de l'assiette fiscale, prive les commerces d'une importante clientèle et entraîne un exode de l'emploi;

Il est proposé par M. Éric Alan Caldwell

appuyé par M. Sylvain Ouellet

que le conseil municipal demande au Bureau du développement durable d'intégrer un objectif de réduction du solde migratoire intraprovincial dans son Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020.

Un débat s'engage.

Le conseiller Caldwell utilise son droit de réplique.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

de procéder à un vote à main levée sur l'article 65.01.

La proposition est agréée.

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, met aux voix l'article 65.01 et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 17
Contre : 41

Le président du conseil déclare l'article 65.01 rejeté à la majorité des voix, et il

RÉSOLU

en conséquence.

65.01

À 16 h 58,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de poursuivre les travaux au-delà de 17 h afin de terminer l'étude des points inscrits à l'ordre du jour.

La proposition est agréée.

CM16 0997

Motion de l'opposition officielle pour la réalisation de « Water Square »

Attendu que la Ville de Montréal doit faire face aux modifications de la fréquence, de la durée, et de l'intensité des pluies en raison des changements climatiques;

Attendu que la Ville de Montréal doit conjuguer avec ses 4225 km de réseaux de drainage souterrains, dimensionnés selon les pluies historiques qui ne correspondent plus à la réalité d'aujourd'hui;

Attendu que le taux de renouvellement des réseaux de drainage souterrains est de 1 % par année, ce qui le rend peu adaptable et peu flexible;

Attendu que les pluies exceptionnelles génèrent des inondations sur rue, dans les entrées de garage en contre-pente et des refoulements dans les bâtiments;

Attendu que des méthodes alternatives de drainage en surface permettent de ralentir et de stocker l'eau pendant de courtes périodes à un moindre coût, et d'ainsi éviter les surcoûts liés au surdimensionnement des infrastructures souterraines;

Attendu que plusieurs projets pilotes ont été réalisés à Montréal au cours des dernières années pour réduire les eaux de ruissèlement, par exemple, des bassins de biorétention, des jardins de pluie, des surfaces de pavés alvéolés, des tranchés d'infiltration et des toits végétalisés;

Attendu que plusieurs villes des Pays-Bas, comme Rotterdam, ont développé un nouveau concept pour répondre à la problématique des pluies exceptionnelles avec les « Water Square », qui consistent à aménager une place publique qui peut accumuler, pour un maximum de 48 heures, l'eau des pluies exceptionnelles;

Il est proposé par M. Sylvain Ouellet

appuyé par Mme Émilie Thuillier
Mme Chantal Rouleau

que le comité exécutif mandate la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs d'évaluer la possibilité de réaliser un projet-pilote de « Water Square ».

Un débat s'engage.

Le conseiller Sylvain Ouellet dépose des photos de différents modèles de « Water Square ».

Il est proposé par M. Sylvain Ouellet

appuyé par Mme Émilie Thuillier

d'amender le texte du résolu afin qu'il se lise comme suit :

« de mandater la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs d'évaluer la possibilité de réaliser un projet-pilote de « Water Square ».

La proposition est agréée.

Un débat s'engage sur l'article 65.02, tel qu'amendé.

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, met aux voix l'article 65.02, tel qu'amendé, et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.02

CM16 0998

Motion de l'opposition officielle pour la commémoration du 100e anniversaire de la bataille de Vimy

Attendu que quatre régiments de Montréal - The Black Watch of Canada, The Canadian Grenadier Guards, The Royan canadian Hussars, The Royal Montréal Regiment - ont soutenu l'effort canadien lors de la bataille de Vimy;

Attendu que la bataille de Vimy, survenue entre les 9 et 12 avril 1917, a fait 3600 morts ainsi que 7000 blessés canadiens;

Attendu l'importance de commémorer la mémoire des victimes de la bataille de Vimy dans l'espace public et d'honorer les vétérans;

Attendu que la France a cédé un terrain au Canada pour reconnaître l'effort canadien dans la bataille de Vimy;

Attendu que la bataille de Vimy est indissociable de l'histoire de Montréal;

Attendu que le 375e anniversaire de Montréal marquera également le 100e anniversaire de la bataille de Vimy;

Attendu que, dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal, de nombreux projets verront le jour, incluant de nouveaux parcs ou espaces publics;

Il est proposé par M. Sterling Downey

appuyé par Mme Anne-Marie Sigouin
M. Peter McQueen

1- que le conseil municipal mandate la Commission de toponymie de désigner un nouveau lieu public en hommage aux victimes de la bataille de Vimy;

2- que le nouveau lieu soit prêt à temps pour accueillir les cérémonies entourant le 100e anniversaire de la bataille de Vimy, le 9 avril 2017.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Sterling Downey

appuyé par Mme Émilie Thuillier

d'amender le texte du « Résolu » afin qu'il se lise comme suit :

« 1 - que le maire de Montréal consulte les parties intéressées afin de désigner un lieu public en hommage aux victimes de la bataille de Vimy;

2 - que le lieu soit prêt à temps pour accueillir les cérémonies entourant le 100e anniversaire de la bataille de Vimy, le 9 avril 2017. »

Un débat restreint s'engage sur la recevabilité de l'amendement des conseillers Downey et Thuillier.

Après avoir pris en délibéré l'amendement des conseillers Downey et Thuillier, le président du conseil, M. Frantz Benjamin, le juge recevable.

Un débat s'engage sur la proposition d'amendement.

Le conseiller Downey utilise son droit de réplique.

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

de procéder à un vote à main levée sur la proposition d'amendement des conseillers Downey et Thuillier.

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, met aux voix la proposition d'amendement des conseillers Downey et Thuillier et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 19
Contre : 41

Le président du conseil déclare la proposition des conseillers Downey et Thuillier rejetée à la majorité des voix.

_____

Le débat se poursuit sur la motion principale.

_____

La leader de l'opposition officielle, Mme Émilie Thuillier, exprime le souhait que le résultat du vote précédent s'applique également pour l'adoption de la motion principale.

La proposition est agréée.

Le président du conseil déclare l'article 65.03 rejeté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.03

_____

À 17 h 30, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président du conseil déclare l'assemblée levée.

_____

_____ _____

Frantz Benjamin
PRÉSIDENT DU CONSEIL

Yves Saindon
GREFFIER

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____

Denis Coderre
MAIRE

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
26 SEPTEMBRE 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 31 AOÛT 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
EXCAVATION VIDOLO LTÉE	100% VILLE	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	DIRECTION	1160587002	AUTORISER UNE DÉPENSE APPROXIMATIVE DE 68113,03 $ TAXES INCLUSES, POUR PROLONGER, DU 1ER NOVEMBRE 2016 AU 15 AVRIL 2017, LE CONTRAT DE LOCATION HORAIRE D'UN TRACTEUR-CHARGEUR AVEC OPÉRATEUR OCTROYÉ À EXCAVATION VIDOLO LTÉE, POUR L'EXPLOITATION DE LA CHUTE À NEIGE ANBAR. APPEL D'OFFRES 15-14613.	CE16 1340	2016-08-18	68 113,00 $
GROUPE VIG INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION	1160660006	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME GROUPE VIG INC. POUR EFFECTUER LES TRAVAUX DE MISE À NIVEAU DU RESTAURANT AU MUSÉE POINTE-À-CALLIÈRE (2452) - DÉPENSE TOTALE DE 150 363,30 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 5837 - 4 SOUMISSIONNAIRES.	CE16 1215	2016-08-03	140 363,30 $
LÉGER MARKETING	100% VILLE	DIRECTION GÉNÉRALE	DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE - QUALITÉ DE VIE	1162988001	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À LÉGER MARKETING POUR EFFECTUER DES SONDAGES SUR LA SATISFACTION DES CITOYENS ET DES GENS D'AFFAIRES POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 215 923,05 $, TAXES INCLUSES – APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15281 – (7 SOUMISSIONNAIRES) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE16 1296	2016-08-15	215 923,00 $
RACICOT CHANDONNET LTÉE	100% VILLE	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES	1163219005	RETENIR LES SERVICES PROFESSIONNELS DU CABINET D'AVOCATS RACICOT CHANDONNET LTÉE AFIN DE REPRÉSENTER LES INTÉRÊTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, PRÉPARER LES PROCÉDURES JUDICIAIRES ET PRENDRE LES MESURES ET RECOURS APPROPRIÉS, EN RELATION AVEC L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU COMPLEXE SPORTIF DE SAINT-LAURENT ET AUTORISER À CETTE FIN LA RÉSERVE DE LA SOMME DE 125 000 $ PLUS TAXES.	CE16 1356	2016-08-19	125 000,00 $
IRVING MITCHELL KALICHMAN	100% VILLE	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES	1163219010	AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 50 000 $, PLUS TAXES POUR LES SERVICES DU CABINET IRVING MITCHELL KALICHMAN À TITRE D'AVOCATS-CONSEILS DANS LE CADRE DU DOSSIER DE RÉCLAMATION AUPRÈS DU GROUPE HEXAGONE.	CE16 1398	2016-08-25	50 000,00 $
SOCIÉTÉ DES CÉLÉBRATIONS DU 375E	100% VILLE	SERVICE DES COMMUNICATIONS	DIRECTION	1163292003	ACCORDER À LA SOCIÉTÉ DES CÉLÉBRATIONS DU 375E LE DROIT D'AUTORISER DES TIERS À REPRODUIRE, ADAPTER, REPRÉSENTER EN PUBLIC, DIFFUSER PAR TOUS MOYENS DE COMMUNICATION ET DISTRIBUER LE LOGO, POUR LES CÉLÉBRATIONS AUX FINS DE LA CRÉATION, DE LA PRODUCTION, DE LA DISTRIBUTION ET DE LA VENTE DE PRODUITS DÉRIVÉS LORS DES CÉLÉBRATIONS.	CE16 1301	2016-08-12	- $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
ANDRÉ DESMARAIS ET FRANCE CHRÉTIEN-DESMARAIS	100% AUTRE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1166492001	APPROUVER UNE CONVENTION DE PRÊT ENTRE M. ANDRÉ DESMARAIS ET MME FRANCE CHRÉTIEN-DESMARAIS ET LA VILLE DE MONTRÉAL, POUR LE PRÊT DE L'OEUVRE D'ART PUBLIC "SOURCE" DE L'ARTISTE JAUME PLENSA, QUI SERA INSTALLÉE AU SEUIL SUD DE L'ENTRÉE BONAVENTURE DU CENTRE-VILLE, DANS LE CADRE DU 375E ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE MONTRÉAL / APPROUVER UNE CONVENTION DE LICENCE AVEC L'ARTISTE JAUME PLENSA ET LA VILLE DE MONTRÉAL	CE16 1399	2016-08-25	- $
ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION CONCORDIA INC.	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES_VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION DES TRANSPORTS	1167091003	ACCORDER UN CONTRAT À ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION CONCORDIA INC. POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉPARATION À DIVERSES STRUCTURES 2016 - LOT 2 (PROJET 16-05), POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 404 424,56 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC NO 330702 - 5 SOUMISSIONNAIRES.	CE16 1348	2016-08-18	404 425,00 $
4042077 CANADA INC. (AMÉNAGEMENT DE SOUSA)	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES_VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	1167231038	ACCORDER UN CONTRAT À 4042077 CANADA INC. (AMÉNAGEMENT DE SOUSA), POUR DES TRAVAUX DE SCELLEMENT DE FISSURES D'UN REVÊTEMENT DE CHAUSSÉES EN ENROBÉ SUR DIFFÉRENTES RUES DE LA VILLE DE MONTRÉAL (PMIR). DÉPENSE TOTALE DE 362 432,79 $ (CONTRAT: 339 932,79 $ + INCIDENCES: 22 500 $), TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 287901 - 5 SOUMISSIONNAIRES.	CE16 1347	2016-08-18	339 933,00 $
SYSTÈMES URBAINS INC.	100% VILLE	SERVICE DES GRANDS PARCS_VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL	DIRECTION	1167334002	ACCORDER UN CONTRAT À SYSTÈMES URBAINS INC., POUR LA RÉFECTION DE TROIS PUITS D'ACCÈS ÉLECTRIQUES AU PARC LA FONTAINE - DÉPENSE TOTALE DE 161 217,49 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC (15-6776) - (3 SOUMISSIONNAIRES).	CE16 1346	2016-08-18	161 217,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 10

TOTAL : 1 504 974,30 $

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
29 SEPTEMBRE 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1er au 31 AOÛT 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
ARIMA CONSEILS INC.	100% AGGLO	SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIRECTION DES OPÉRATIONS	1150741001	OCTROYER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À LA FIRME ARIMA CONSEILS INC. AFIN D'ÉLABORER ET DIFFUSER UN PROGRAMME DE PRÉVENTION CENTRÉ SUR LES RESPONSABILITÉS, LES OBLIGATIONS ET LES ENGAGEMENTS DE L'APPLICATION DE LA POLITIQUE DE RESPECT DE LA PERSONNE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, POUR LA SOMME MAXIMALE DE 186 661,92 $ TAXES INCLUSES, À LA SUITE DE L'APPEL D'OFFRES PUBLIC 15-14365 - 9 SOUMISSIONNAIRES.	CE16 1397	2016-08-25	186 662,00 $
BEAUDOIN-HURENS INC.	100% AGGLO	SERVICE DES INFRASTRUCTURES_VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION	1160490001	ACCORDER UN CONTRAT À BEAUDOIN-HURENS INC. POUR LA FOURNITURE DE SERVICES PROFESSIONNELS RELATIFS À LA PRODUCTION D'UN AVANT-PROJET PRÉLIMINAIRE POUR DEUX SECTEURS SPÉCIFIQUES DE LA RUE SHERBROOKE EST ET LA MISE À JOUR DU CONCEPT D'AMÉNAGEMENT GLOBAL, ENTRE LA 40E RUE ET LA RUE NOTRE-DAME POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 176 778,66 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC # 16-15351 - 4 SOUMISSIONNAIRES DONT 3 CONFORMES.	CE16 1297	2016-08-12	176 779,00 $
LALEMA INC.	ENTENTE CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1161541003	EXERCER L'OPTION DE PROLONGATION DE DEUX (2) ANS AVEC LA FIRME LALEMA INC., POUR LA FOURNITURE D'ABSORBANTS GRANULAIRES À BASE D'ARGILE EN SACS – APPEL D'OFFRES PUBLIC 12-12553 (6 SOUMISSIONS) – SOMMAIRE DÉCISIONNEL ORIGINAL 1135344001 – (MONTANT ESTIMÉ DE L'ENTENTE 44 144.89 $).	CE16 1274	2016-08-12	44 145,00 $
GROUPE M.E.A.S. INC	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1163334017	ACCORDER UN CONTRAT À GROUPE M.E.A.S. INC POUR LA FABRICATION ET L'INSTALLATION DE CONDUITES DE 12 PO. EN ACIER INOXYDABLE SUR LE SYSTÈME D'EAU DE REFROIDISSEMENT À LA STATION DE POMPAGE DE LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 316 008.79 $ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES 1374-AE - 8 SOUMISSIONNAIRES.	CE16 1396	2016-08-25	316 008.79 $
GASTIER M.P.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1163334018	ACCORDER UN CONTRAT À GASTIER M.P. INC. POUR LES TRAVAUX ÉLECTROMÉCANIQUES ET DE TÉLÉMÉTRIE AU BASSIN ET À L'ÉDICULE MARC-AURÈLE-FORTIN POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 263 772,14 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 3285-AE-16 - 2 SOUMISSIONNAIRES	CE16 1350	2016-08-18	263 772,00 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1163438006	ACCORDER TROIS CONTRATS DE DÉNEIGEMENT D'UNE DURÉE DE TROIS ANS À: 9200-2427 QUÉBEC INC. (PAYSAGISTE MONTRÉAL) AU MONTANT DE 248 231,03 $ TAXES INCLUSES POUR LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE (LOT 1) ET À LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC. AU MONTANT DE 341 475,61 $ TAXES INCLUSES POUR LE LIEU D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE (LOT 2) ET DE 106 581,89 $ TAXES INCLUSES POUR LE RÉSEAU DES INTERCEPTEURS (LOT 3) - APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15398 (13 SOUMISSIONNAIRES)	CE16 1394	2016-08-25	106 581,89 $
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1163438006	ACCORDER TROIS CONTRATS DE DÉNEIGEMENT D'UNE DURÉE DE TROIS ANS À: 9200-2427 QUÉBEC INC. (PAYSAGISTE MONTRÉAL) AU MONTANT DE 248 231,03 $ TAXES INCLUSES POUR LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE (LOT 1) ET À LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC. AU MONTANT DE 341 475,61 $ TAXES INCLUSES POUR LE LIEU D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE (LOT 2) ET DE 106 581,89 $ TAXES INCLUSES POUR LE RÉSEAU DES INTERCEPTEURS (LOT 3) - APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15398 (13 SOUMISSIONNAIRES)	CE16 1394	2016-08-25	341 475,61 $
9200-2427 QUÉBEC INC. (PAYSAGISTE MONTRÉAL)	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1163438006	ACCORDER TROIS CONTRATS DE DÉNEIGEMENT D'UNE DURÉE DE TROIS ANS À: 9200-2427 QUÉBEC INC. (PAYSAGISTE MONTRÉAL) AU MONTANT DE 248 231,03 $ TAXES INCLUSES POUR LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE (LOT 1) ET À LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC. AU MONTANT DE 341 475,61 $ TAXES INCLUSES POUR LE LIEU D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE (LOT 2) ET DE 106 581,89 $ TAXES INCLUSES POUR LE RÉSEAU DES INTERCEPTEURS (LOT 3) - APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15398 (13 SOUMISSIONNAIRES)	CE16 1394	2016-08-25	248 231,00 $
"LES INDUSTRIES HALRAI INC."	100% AGGLO	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	DIRECTION DES SERVICES CORPORATIFS	1164472015	ACCORDER UN CONTRAT À "LES INDUSTRIES HALRAI INC.", PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE CONFORME, POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION D'UNE CAISSE FOURGON AMÉNAGÉE, ET D'ÉQUIPEMENTS CONNEXES, POUR LES BESOINS DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 183 672,56 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15392 - 6 SOUMISSIONNAIRES	CE16 1395	2016-08-25	183 673,00 $
NORTRAX QUÉBEC INC.	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL	DIRECTION	1164956011	ACCORDER UN CONTRAT À NORTRAX QUÉBEC INC., POUR LA FOURNITURE D'UNE CHARGEUSE ARTICULÉE SUR PNEUS D'UNE CAPACITÉ NOMINALE MINIMALE DE 5,2 VG3 POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 454 173,54 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC (16-15319) - 2 SOUMISSIONNAIRES	CE16 1211	2016-08-03	454 174,00 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
ROCKEFELLER PHILANTHROPY ADVISORS, INC	100% AGGLO	DIRECTION GÉNÉRALE	CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	1166083002	APPROUVER L'ENTENTE DE SUBVENTION DE "ROCKEFELLER PHILANTHROPY ADVISORS, INC" POUR LA MISE EN PLACE D'UNE STRATÉGIE DE RÉSILIENCE URBAINE À MONTRÉAL, APPROUVER LA CRÉATION DU BUREAU DE LA RÉSILIENCE À LA DIRECTION GÉNÉRALE, AUTORISER UN VIREMENT DE 50 000 $ EN PROVENANCE DES DÉPENSES CONTINGENTES IMPRÉVUES D'ADMINISTRATION VERS LE BUREAU DE LA RÉSILIENCE AINSI QU'AUTORISER UN AJUSTEMENT RÉCURRENT DU MÊME MONTANT À LA BASE BUDGÉTAIRE DU BUREAU DE LA RÉSILIENCE POUR 2017 ET LES ANNÉES SUBSÉQUENTES, ET ÉDICTER EN VERTU DE L'ARTICLE 3 DU RÈGLEMENT 14-012 « RÈGLEMENT SUR LES SERVICES » UNE ORDONNANCE AFIN DE MODIFIER LE 1ER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 1 DU RÈGLEMENT POUR CRÉER LE BUREAU DE LA RÉSILIENCE.	CE16 1358	2016-08-18	1,00 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION ÉQUIPEMENT DE SÉCURITÉ UNIVERSEL INC	ENTENTE CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1166133002	CONCLURE AVEC ENTREPRISES FORLINI-DIVISION ÉQUIPEMENT DE SÉCURITÉ UNIVERSEL INC. 436 214,29 $ (TAXES INCLUSES), HAZMASTERS INC. 45 185,18 $ (TAXES INCLUSES), LINDE CANADA LTÉE 70 307,82 $ (TAXES INCLUSES) ET MCCORDICK GLOVE & SAFETY 73 523.04 $ (TAXES INCLUSES), DES ENTENTES-CADRES COLLECTIVES POUR UNE PÉRIODE DE TRENTE-SIX (36) MOIS, AVEC UNE OPTION DE PROLONGATION JUSQU'À VINGT-QUATRE (24) MOIS SUPPLÉMENTAIRES, POUR LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELS. APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-14653 (12 SOUM.)	CE16 1270	2016-08-15	436 214,29 $
HAZMASTERS INC.	ENTENTE CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1166133002	CONCLURE AVEC ENTREPRISES FORLINI-DIVISION ÉQUIPEMENT DE SÉCURITÉ UNIVERSEL INC. 436 214,29 $ (TAXES INCLUSES), HAZMASTERS INC. 45 185,18 $ (TAXES INCLUSES), LINDE CANADA LTÉE 70 307,82 $ (TAXES INCLUSES) ET MCCORDICK GLOVE & SAFETY 73 523.04 $ (TAXES INCLUSES), DES ENTENTES-CADRES COLLECTIVES POUR UNE PÉRIODE DE TRENTE-SIX (36) MOIS, AVEC UNE OPTION DE PROLONGATION JUSQU'À VINGT-QUATRE (24) MOIS SUPPLÉMENTAIRES, POUR LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELS. APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-14653 (12 SOUM.)	CE16 1270	2016-08-15	45 185,18 $
LINDE CANADA LTÉE	ENTENTE CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1166133002	CONCLURE AVEC ENTREPRISES FORLINI-DIVISION ÉQUIPEMENT DE SÉCURITÉ UNIVERSEL INC. 436 214,29 $ (TAXES INCLUSES), HAZMASTERS INC. 45 185,18 $ (TAXES INCLUSES), LINDE CANADA LTÉE 70 307,82 $ (TAXES INCLUSES) ET MCCORDICK GLOVE & SAFETY 73 523.04 $ (TAXES INCLUSES), DES ENTENTES-CADRES COLLECTIVES POUR UNE PÉRIODE DE TRENTE-SIX (36) MOIS, AVEC UNE OPTION DE PROLONGATION JUSQU'À VINGT-QUATRE (24) MOIS SUPPLÉMENTAIRES, POUR LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELS. APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-14653 (12 SOUM.)	CE16 1270	2016-08-15	70 307,82 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
MCCORDICK GLOVE & SAFETY	ENTENTE CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1166133002	CONCLURE AVEC ENTREPRISES FORLINI-DIVISION ÉQUIPEMENT DE SÉCURITÉ UNIVERSEL INC. 436 214,29 $ (TAXES INCLUSES), HAZMASTERS INC. 45 185,18 $ (TAXES INCLUSES), LINDE CANADA LTÉE 70 307,82 $ (TAXES INCLUSES) ET MCCORDICK GLOVE & SAFETY 73 523.04 $ (TAXES INCLUSES), DES ENTENTES-CADRES COLLECTIVES POUR UNE PÉRIODE DE TRENTE-SIX (36) MOIS, AVEC UNE OPTION DE PROLONGATION JUSQU'À VINGT-QUATRE (24) MOIS SUPPLÉMENTAIRES, POUR LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELS. APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-14653 (12 SOUM.)	CE16 1270	2016-08-15	73 523.04 $
PETITES-MAINS	ENTENTE CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1166135007	OCTROYER UN CONTRAT DE GRÉ À GRÉ POUR UNE PÉRIODE DE DIX-SEPT (17) MOIS À L'ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE PETITES-MAINS, POUR LA FOURNITURE DE T-SHIRTS À L'USAGE DU PERSONNEL DU SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL. MONTANT TOTAL ESTIMÉ : 175 416,44 $ (TAXES INCLUSES).	CE16 1205	2016-08-03	175 416,00 $
ALI EXCAVATION INC.	100% AGGLO	SERVICE DES INFRASTRUCTURES_VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	1167231034	ACCORDER UN CONTRAT À ALI EXCAVATION INC., POUR LA CONSTRUCTION D'UNE PISTE CYCLABLE EN SITE PROPRE DANS L'EMPRISE D'HYDRO-QUÉBEC, ENTRE LE CHEMIN DE L'ANSE-À-L'ORME ET LA RUE TIMBERLEA-TRAIL DANS LES VILLES DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE ET DE KIRKLAND. - DÉPENSE TOTALE DE 229 443,57 $ (CONTRAT: 204 443,57 $ + INCIDENCES: 25 000,00 $), TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 286301 - 7 SOUMISSIONNAIRES.	CE16 1220	2016-08-03	204 444,00 $
DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.	100% AGGLO	SERVICE DES INFRASTRUCTURES_VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	1167231035	ACCORDER UN CONTRAT À DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC., POUR DES TRAVAUX DE VOIRIE DANS LA RUE NOTRE-DAME (PCPR 2016). ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE. DÉPENSE TOTALE DE 225 943,27 $ (CONTRAT: 199 943,27 $ + INCIDENCES: 26 000,00 $), TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 324012 - 6 SOUMISSIONNAIRES	CE16 1281	2016-08-12	199 943,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 18

TOTAL : 3 137 004,79 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
26 SEPTEMBRE 2016

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 31 AOÛT 2016

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
ARCMTL-ARCHIVE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1160015001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 207 000 $ À QUATORZE (14) PROJETS POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX,DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DIFFUSION DU PATRIMOINE MONTRÉALAIS 2016 DE L'ENTENTE MCC-VILLE 2016	CE16 1228	2016-08-04	15 000,00 $
COLLECTIF D'ANIMATION URBAINE L'AUTRE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1160015001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 207 000 $ À QUATORZE (14) PROJETS POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX,DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DIFFUSION DU PATRIMOINE MONTRÉALAIS 2016 DE L'ENTENTE MCC-VILLE 2016	CE16 1228	2016-08-04	15 000,00 $
CORPORATION DE LA CHAPELLE NOTRE DAME DU BON SECOURS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1160015001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 207 000 $ À QUATORZE (14) PROJETS POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX,DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DIFFUSION DU PATRIMOINE MONTRÉALAIS 2016 DE L'ENTENTE MCC-VILLE 2016	CE16 1228	2016-08-04	15 000,00 $
CORPORATION DE LA CHAPELLE NOTRE-DAME DU BON SECOURS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1160015001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 207 000 $ À QUATORZE (14) PROJETS POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX,DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DIFFUSION DU PATRIMOINE MONTRÉALAIS 2016 DE L'ENTENTE MCC-VILLE 2016	CE16 1228	2016-08-04	30 000,00 $
FONDATION HÉRITAGE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1160015001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 207 000 $ À QUATORZE (14) PROJETS POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX,DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DIFFUSION DU PATRIMOINE MONTRÉALAIS 2016 DE L'ENTENTE MCC-VILLE 2016	CE16 1228	2016-08-04	13 000,00 $
L'ÉCOMUSÉE DE LA MAIUSONB DU FIER-MONDE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1160015001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 207 000 $ À QUATORZE (14) PROJETS POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX,DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DIFFUSION DU PATRIMOINE MONTRÉALAIS 2016 DE L'ENTENTE MCC-VILLE 2016	CE16 1228	2016-08-04	15 000,00 $
MAISON SAINT-GABRIEL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1160015001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 207 000 $ À QUATORZE (14) PROJETS POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX,DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DIFFUSION DU PATRIMOINE MONTRÉALAIS 2016 DE L'ENTENTE MCC-VILLE 2016	CE16 1228	2016-08-04	15 000,00 $
MUSÉE DE L'IMPRIMERIE DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1160015001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 207 000 $ À QUATORZE (14) PROJETS POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX,DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DIFFUSION DU PATRIMOINE MONTRÉALAIS 2016 DE L'ENTENTE MCC-VILLE 2016	CE16 1228	2016-08-04	9 000,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
MUSÉE DU MONTRÉAL JUIF	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1160015001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 207 000 $ À QUATORZE (14) PROJETS POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX,DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DIFFUSION DU PATRIMOINE MONTRÉALAIS 2016 DE L'ENTENTE MCC-VILLE 2016	CE16 1228	2016-08-04	15 000,00 $
SOCIÉTÉ DU CHÂTEAU DUFRESNE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1160015001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 207 000 $ À QUATORZE (14) PROJETS POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX,DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DIFFUSION DU PATRIMOINE MONTRÉALAIS 2016 DE L'ENTENTE MCC-VILLE 2016	CE16 1228	2016-08-04	15 000,00 $
SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1160015001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 207 000 $ À QUATORZE (14) PROJETS POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX,DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DIFFUSION DU PATRIMOINE MONTRÉALAIS 2016 DE L'ENTENTE MCC-VILLE 2016	CE16 1228	2016-08-04	10 000,00 $
SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE SAINT-HENRI	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1160015001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 207 000 $ À QUATORZE (14) PROJETS POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX,DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DIFFUSION DU PATRIMOINE MONTRÉALAIS 2016 DE L'ENTENTE MCC-VILLE 2016	CE16 1228	2016-08-04	15 000,00 $
SOCIÉTÉ POUR LA PROMOTION DE LA DANSE TRADITIONNELLE QUÉBÉCOISE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1160015001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 207 000 $ À QUATORZE (14) PROJETS POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX,DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DIFFUSION DU PATRIMOINE MONTRÉALAIS 2016 DE L'ENTENTE MCC-VILLE 2016	CE16 1228	2016-08-04	10 000,00 $
UNIVERS CULTUREL DE SAINT-SULPICE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1160015001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 207 000 $ À QUATORZE (14) PROJETS POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX,DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA DIFFUSION DU PATRIMOINE MONTRÉALAIS 2016 DE L'ENTENTE MCC-VILLE 2016	CE16 1228	2016-08-04	15 000,00 $
JEUNE CONSEIL DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DU GREFFE	DIRECTION	1161155004	ACCORDER UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE NON RÉCURRENTE DE 5 000 $ À L'ORGANISME À BUT NON LUCRATIF JEUNE CONSEIL DE MONTRÉAL DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE DE FINANCEMENT ET DE COMMANDITES POUR SA 30E ÉDITION / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE16 1312	2016-08-12	5 000,00 $
LABORATOIRE SUR L'AGRICULTURE URBAINE	100% VILLE	DIRECTION GÉNÉRALE	DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE - QUALITÉ DE VIE	1161654002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 5 000 $ À L'ORGANISME LABORATOIRE SUR L'AGRICULTURE URBAINE DANS LE CADRE DU PROJET BIQUETTE À MONTRÉAL, QUI SE TIENDRA DU 9 JUILLET AU 7 AOÛT 2016 À MONTRÉAL.	CE16 1402	2016-08-25	5 000,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
CERIU	100% VILLE	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION	1162839003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 10 000 $, À L'ORGANISME CENTRE D'EXPERTISE ET DE RECHERCHE EN INFRASTRUCTURES URBAINES (CERIU) DANS LE CADRE DU CONGRÈS INFRA 2016, QUI SE TIENDRA DU 21 AU 23 NOVEMBRE 2016 À MONTRÉAL. APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE16 1311	2016-08-12	10 000,00 $
COALITION MONTRÉALAISE DES TABLES DE QUARTIER	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1163220004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 10 000 $ À COALITION MONTRÉALAISE DES TABLES DE QUARTIER AFIN DE SOUTENIR LA MISE EN OEUVRE DE SON PLAN D'ACTION 2016-2017, POUR LA PÉRIODE DU 1ER SEPTEMBRE 2016 AU 31 AOÛT 2017 / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE16 1236	2016-08-03	10 000,00 $
FESTIVAL MODE ET DESIGN MONTRÉAL (FMDM)	100% VILLE	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	DIRECTION INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT	1163931002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 15 000 $ À FESTIVAL MODE ET DESIGN MONTRÉAL (FMDM) POUR LA PROMOTION DE CONFÉRENCES MODE DE CALIBRE INTERNATIONAL LORS DE LA 16E ÉDITION DU FESTIVAL MODE ET DESIGN, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE DE 175 M$ AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE16 1317	2016-08-12	15 000,00 $
ASSOCIATION DES LIBRAIRES DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	10 000,00 $
ASSOCIATION POUR LA CRÉATION ET LA RECHERCHE ÉLECTRO-ACOUSTIQUE DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	15 000,00 $
BOUGE DE LÀ INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	12 500,00 $
CASTELIERS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	10 000,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
CENTRE D'ART ET DE DIFFUSION CLARK	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	10 000,00 $
CENTRE TURBINE (LE)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	13 000,00 $
CIRCUIT-EST	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	13 000,00 $
CONSCIENCE URBAINE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	12 000,00 $
DANSE DANSE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	12 000,00 $
DANSE IMÉDIA O.S.B.L.	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	10 000,00 $
DES MOTS D'LA DYNAMITE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	15 000,00 $
DIASOL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	10 000,00 $
ESPACE LIBRE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	12 000,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUE POP MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	7 320,00 $
FONDATION METROPOLIS BLEU	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	3 000,00 $
GALERIE & ATELIER LA CENTRALE ÉLECTRIQUE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	5 000,00 $
GROUPE D'INTERVENTION VIDÉO DE MONTRÉAL INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	12 000,00 $
JAMAIS LU	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	6 400,00 $
LA OTRA ORILLA	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	13 000,00 $
LE MOULIN À MUSIQUE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	10 000,00 $
LES FILLES ÉLECTRIQUES	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	10 000,00 $
LES IMPATIENTS (FONDATION POUR L'ART THÉRAPEUTIQUE ET L'ART BRUT DU QUÉBEC)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	13 000,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
LES PRODUCTIONS FUNAMBULE MÉDIAS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	15 000,00 $
LILITH & CIE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	8 000,00 $
MAISON DE L'ARCHITECTURE DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	11 000,00 $
OBJETS DANSANTS NON-IDENTIFIÉS (O.D.N.I.)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	12 000,00 $
PRODUCTIONS RÉALISATIONS INDÉPENDANTES DE MONTRÉAL (PRIM)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	13 000,00 $
RENCONTRES INTERNATIONALES DU DOCUMENTAIRE DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	12 000,00 $
STUDIO XX	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	12 000,00 $
THÉÂTRE AUX ÉCURIES	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1164407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 328 220 $ À 30 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MONTRÉALAIS D'ACTION CULTURELLE 2016 DE L'ENTENTE MCC/VILLE 2016-2017.	CE16 1361	2016-08-18	11 000,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL	100% VILLE	DIRECTION GÉNÉRALE	DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE - QUALITÉ DE VIE	1165970003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 43 500 $, À TROIS DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX POUR LA RÉALISATION DE PROJETS LIÉS À L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS SYRIENS À MONTRÉAL DANS LE CADRE DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU D'INTÉGRATION DES NOUVEAUX ARRIVANTS À MONTRÉAL (BINAM) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE16 1318	2016-08-12	18 000,00 $
ASSOCIATION MUSULMANE DU CANADA	100% VILLE	DIRECTION GÉNÉRALE	DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE - QUALITÉ DE VIE	1165970003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 43 500 $, À TROIS DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX POUR LA RÉALISATION DE PROJETS LIÉS À L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS SYRIENS À MONTRÉAL DANS LE CADRE DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU D'INTÉGRATION DES NOUVEAUX ARRIVANTS À MONTRÉAL (BINAM) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE16 1318	2016-08-12	15 500,00 $
PRODUCTIONS ANTHROPOGRAPHIA	100% VILLE	DIRECTION GÉNÉRALE	DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE - QUALITÉ DE VIE	1165970003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 43 500 $, À TROIS DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX POUR LA RÉALISATION DE PROJETS LIÉS À L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS SYRIENS À MONTRÉAL DANS LE CADRE DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU D'INTÉGRATION DES NOUVEAUX ARRIVANTS À MONTRÉAL (BINAM) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE16 1318	2016-08-12	10 000,00 $
CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES ARTS DE LA SCÈNE (CINARS)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1166307002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 150 000 $ À 6 ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2016 POUR LA RÉALISATION DE MARCHÉS ET VITRINES CULTURELS ET CRÉATIFS DANS LE CADRE DE L'ENVELOPPE DÉDIÉE AUX MARCHÉS ET VITRINES CRÉATIFS ET CULTURELS FINANCÉ PAR L'ENTENTE MONTRÉAL 2025 AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET APPROUVER LES 6 PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN	CE16 1401	2016-08-25	35 000,00 $
ALLIANCE NUMÉRIQUE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1166307002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 150 000 $ À 6 ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2016 POUR LA RÉALISATION DE MARCHÉS ET VITRINES CULTURELS ET CRÉATIFS DANS LE CADRE DE L'ENVELOPPE DÉDIÉE AUX MARCHÉS ET VITRINES CRÉATIFS ET CULTURELS FINANCÉ PAR L'ENTENTE MONTRÉAL 2025 AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET APPROUVER LES 6 PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN	CE16 1401	2016-08-25	25 000,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
MUTEK	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1166307002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 150 000 $ À 6 ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2016 POUR LA RÉALISATION DE MARCHÉS ET VITRINES CULTURELS ET CRÉATIFS DANS LE CADRE DE L'ENVELOPPE DÉDIÉE AUX MARCHÉS ET VITRINES CRÉATIFS ET CULTURELS FINANCÉ PAR L'ENTENTE MONTRÉAL 2025 AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET APPROUVER LES 6 PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN	CE16 1401	2016-08-25	15 000,00 $
M POUR MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1166307002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 150 000 $ À 6 ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2016 POUR LA RÉALISATION DE MARCHÉS ET VITRINES CULTURELS ET CRÉATIFS DANS LE CADRE DE L'ENVELOPPE DÉDIÉE AUX MARCHÉS ET VITRINES CRÉATIFS ET CULTURELS FINANCÉ PAR L'ENTENTE MONTRÉAL 2025 AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET APPROUVER LES 6 PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN	CE16 1401	2016-08-25	30 000,00 $
FESTIVAL MONTRÉAL MUNDIAL (MUNDIAL)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1166307002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 150 000 $ À 6 ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2016 POUR LA RÉALISATION DE MARCHÉS ET VITRINES CULTURELS ET CRÉATIFS DANS LE CADRE DE L'ENVELOPPE DÉDIÉE AUX MARCHÉS ET VITRINES CRÉATIFS ET CULTURELS FINANCÉ PAR L'ENTENTE MONTRÉAL 2025 AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET APPROUVER LES 6 PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN	CE16 1401	2016-08-25	25 000,00 $
ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES (ANEL)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1166307002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 150 000 $ À 6 ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2016 POUR LA RÉALISATION DE MARCHÉS ET VITRINES CULTURELS ET CRÉATIFS DANS LE CADRE DE L'ENVELOPPE DÉDIÉE AUX MARCHÉS ET VITRINES CRÉATIFS ET CULTURELS FINANCÉ PAR L'ENTENTE MONTRÉAL 2025 AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET APPROUVER LES 6 PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN	CE16 1401	2016-08-25	20 000,00 $
PRODUCTIONS WEART	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1166344006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 15 000$ À PRODUCTIONS WEART DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN DE L'AXE 4 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL / APPROUVER À CETTE FIN LE PROJET DE CONVENTION.	CE16 1235	2016-08-03	15 000,00 $
REGROUPEMENT ARTS ET CULTURE DE ROSEMONT	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1166344008	ACCORDER UNE AIDE FINANCIÈRE DE 5 000$ AU REGROUPEMENT ARTS ET CULTURE DE ROSEMONT-PETITE-PATRIE POUR LA RÉALISATION DU PARCOURS M, ÉDITION 2016. APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE16 1364	2016-08-18	5 000,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
TABLE DE CONCERTATION DES AÎNÉS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (TCAIM)	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1166367004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 10 000 $, POUR L'ANNÉE 2016, À LA TABLE DE CONCERTATION DES AÎNÉ-E-S DE L'ÎLE DE MONTRÉAL POUR LA RÉALISATION DU PROJET « CONSULTATION SUR LES BESOINS DES MEMBRES DE LA TCAIM » DANS LE CADRE DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE16 1237	2016-08-03	10 000,00 $
MAISON DES JEUNES DE POINTE-SAINT-CHARLES	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 58 320$ À 10 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS NOVATEURS EN PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR, DANS LE CADRE DU PROGRAMME INCLUSION ET INNOVATION 2016 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1229	2016-08-04	4 600,00 $
CENTRE DES JEUNES SAINT-SULPICE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 58 320$ À 10 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS NOVATEURS EN PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR, DANS LE CADRE DU PROGRAMME INCLUSION ET INNOVATION 2016 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1229	2016-08-04	7 450,00 $
CASERNE 18-30 DU CCSE MAISONNEUVE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 58 320$ À 10 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS NOVATEURS EN PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR, DANS LE CADRE DU PROGRAMME INCLUSION ET INNOVATION 2016 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1229	2016-08-04	2 950,00 $
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 58 320$ À 10 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS NOVATEURS EN PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR, DANS LE CADRE DU PROGRAMME INCLUSION ET INNOVATION 2016 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1229	2016-08-04	8 500,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
SERVICES DE LOISIRS SAINT-JACQUES DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 58 320$ À 10 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS NOVATEURS EN PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR, DANS LE CADRE DU PROGRAMME INCLUSION ET INNOVATION 2016 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1229	2016-08-04	5 120,00 $
ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 58 320$ À 10 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS NOVATEURS EN PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR, DANS LE CADRE DU PROGRAMME INCLUSION ET INNOVATION 2016 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1229	2016-08-04	3 425,00 $
DIRECTION CHRÉTIENNE - CENTRE INNOVATION JEUNES	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 58 320$ À 10 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS NOVATEURS EN PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR, DANS LE CADRE DU PROGRAMME INCLUSION ET INNOVATION 2016 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1229	2016-08-04	2 100,00 $
MAISON DES JEUNES DE PIERREFONDS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 58 320$ À 10 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS NOVATEURS EN PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR, DANS LE CADRE DU PROGRAMME INCLUSION ET INNOVATION 2016 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1229	2016-08-04	6 125,00 $
LA MAISON D'HAÏTI	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 58 320$ À 10 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS NOVATEURS EN PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR, DANS LE CADRE DU PROGRAMME INCLUSION ET INNOVATION 2016 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1229	2016-08-04	12 500,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ MOSAÏQUE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 58 320$ À 10 ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN D'EUX, POUR LA RÉALISATION DE PROJETS NOVATEURS EN PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR, DANS LE CADRE DU PROGRAMME INCLUSION ET INNOVATION 2016 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1229	2016-08-04	5 550,00 $
L'HÔTE MAISON	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 56 227$ À 3 ORGANISMES DE LOISIR ET À 3 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN, POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE LOISIR CULTUREL DANS LE CADRE DU PROGRAMME ARTISTES-ANIMATEURS EN MILIEU DE LOISIR 2016-2017 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1230	2016-08-04	7 415,00 $
CARREFOUR D'ÉDUCATION POPULAIRE DE POINTE-SAINT-CHARLES	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 56 227$ À 3 ORGANISMES DE LOISIR ET À 3 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN, POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE LOISIR CULTUREL DANS LE CADRE DU PROGRAMME ARTISTES-ANIMATEURS EN MILIEU DE LOISIR 2016-2017 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1230	2016-08-04	6 495,00 $
CENTRE CULTUREL GEORGES-VANIER	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 56 227$ À 3 ORGANISMES DE LOISIR ET À 3 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN, POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE LOISIR CULTUREL DANS LE CADRE DU PROGRAMME ARTISTES-ANIMATEURS EN MILIEU DE LOISIR 2016-2017 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1230	2016-08-04	7 000,00 $
ÉCOLE DE CIRQUE DE VERDUN	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 56 227$ À 3 ORGANISMES DE LOISIR ET À 3 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN, POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE LOISIR CULTUREL DANS LE CADRE DU PROGRAMME ARTISTES-ANIMATEURS EN MILIEU DE LOISIR 2016-2017 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1230	2016-08-04	11 726,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 1er AU 31 AOÛT 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
GALERIE B-312	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 56 227$ À 3 ORGANISMES DE LOISIR ET À 3 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN, POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE LOISIR CULTUREL DANS LE CADRE DU PROGRAMME ARTISTES-ANIMATEURS EN MILIEU DE LOISIR 2016-2017 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1230	2016-08-04	12 060,00 $
THÉÂTRE L'AVANT-PAYS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 56 227$ À 3 ORGANISMES DE LOISIR ET À 3 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ EN REGARD DE CHACUN, POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE LOISIR CULTUREL DANS LE CADRE DU PROGRAMME ARTISTES-ANIMATEURS EN MILIEU DE LOISIR 2016-2017 DE L'ENTENTE 2016-2017 SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.	CE16 1230	2016-08-04	11 531,00 $

NOMBRE DE SUBVENTIONS: 77

TOTAL : 918 267,00 $

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
26 Septembre 2016

DÉPÔT DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
3M CANADA .	1146463	30 AOÛT 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Communication et marketing	12 447,13 $
8D TECHNOLOGIES INC.	1142398	04 AOÛT 2016	CARRIER, JEAN	Service - Vente de terminaux usagés- 8D Technologies- facture 8DT20162194.	Infrastructures, voirie et transports	Autres - Transport	20 075,00 $
9014-3058 QUEBEC INC.	DIC820706	22 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR P/O AU FOURNISSEUR À LA DEMANDE DE N CHRÉTIEN AUTORISÉ PAR MIKE MIELE.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 533,98 $
9082-8179 QUEBEC INC.	1144694	19 AOÛT 2016	COUTU, MARTIN	Remplacement et branchement d'égout privé au 1062, 36e avenue à PAT.	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseaux d'égout	5 984,29 $
9265-0662 QUEBEC INC.	1141509	01 AOÛT 2016	JEFFREY, SUZANNE	Travaux d'excavation pour tentative de déblocage du drain au parc St-Viateur et déglaçage de drain de parc Pratte.	Outremont	Réseaux d'égout	4 052,67 $
9265-0662 QUEBEC INC.	ou1143170a20	31 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0725055-hydro excavation,26/08/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 086,63 $
9265-0662 QUEBEC INC.	ou1143171a20	31 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0725055-hydro excavation,26/08/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 364,84 $
9265-0662 QUEBEC INC.	ou1146569a20	10 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0725036-hydro excavation,05/08/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 622,06 $
9265-0662 QUEBEC INC.	ou1146570a20	10 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0725037-hydro excavation,05/08/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 364,84 $
9265-0662 QUEBEC INC.	ou1146571a20	10 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0725036-hydro excavation,05/08/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 834,66 $
9265-0662 QUEBEC INC.	ou1146589a20	10 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0725036-hydro excavation,05/08/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 519,70 $
9293-8836 QUEBEC INC.	1098776	17 AOÛT 2016	FABIEN, FRANCOIS	Établir l'architecture du réseau VDM cilble, à haut niveau, basée sur la technologie MPLS. Autoriser une dépense de gré à gré. Cadre PTI 68111.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 479,47 $
9310-8686 QUEBEC INC.	1144834	19 AOÛT 2016	PERRAS, SYLVAIN	BCO - Services professionnels - Stratégies de communication (vidéos) - Campagne de recrutement 2016/2017 - services de technologie de l'informatique.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	20 959,70 $
ABC ACIER ORNEMENTAL INC.	1142288	04 AOÛT 2016	LORD, MICHEL	Installation d'une porte de clôture double avec roues et barrure au 4000, rue St-Patrick	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 632,57 $
ABC ENVIRONNEMENT INC.	1143454	11 AOÛT 2016	DESILETS, MICHEL	Nettoyage de drain agricole et de 5 puisards	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	2 496,60 $
ABC ENVIRONNEMENT INC.	ou1160047a20	10 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0901070-camera,05/08/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 039,38 $
ACCENT IMPRESSION INC.	1143645	12 AOÛT 2016	PIROG, MACIEJ	Impression de trousses d'informations portant sur la documentation pour des travaux préparatoires pour l'installation de compteurs selon la soumission datée du 9 août 201	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 835,19 $
ACCS LE GROUPE INC.	1137131	17 AOÛT 2016	LORD, MICHEL	TÉLÉGESTION (ACHAT DE 2 GESTIONNAIRES RÉSEAU À INSTALLER AU 3444 ST-JOSEPH POUR INTÉGRATION RÉSEAU BACNET, #4397, ACCS LE GROUPE INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	15 328,17 $
ACCS LE GROUPE INC.	1146118	29 AOÛT 2016	LEVESQUE, PIERRE	TELEGESTION (ACHAT DE CONTROLEURS TELEGESTION POUR ATELIER #4397, ACCS LE GROUPE INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 518,16 $
ACIER ALTITUBE INC.	CAR822149	10 AOÛT 2016	SAINT-VIL, PHILIPPE	BARRE DE TUYAU POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 603,22 $
ACIER JEAN HEBERT INC.	1144199	17 AOÛT 2016	LÊ, SON-THU	Fourniture, installation et entretien annuel d'une station d'entretien de vélo libre-service dans le cadre de la réalisation du projet Place Shamrock. Lieur de l'installation: Intersection de la rue Saint-Dominique et de l'avenue Shamrock	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 020,57 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ACME SERVICES SCENIQUES	1142356	04 AOÛT 2016	HALLE, ANDREE	Projet Flèches Halloween	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 136,62 $
ACTION R-VAC INC.	ou1123837a24	17 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0296115-cureur combine,12/08/2016	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	2 204,74 $
AD HOC RECHERCHE INC.	1143698	12 AOÛT 2016	CECILE, DANIELLE	BCO - Contrat de services professionnels pour la réalisation d'une étude visant à définir une segmentation/typologie dans acheteurs d'habitation à Montréal	Service de la mise en valeur du territoire	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	42 409,70 $
AEROCHEM INC.	1144717	19 AOÛT 2016	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - HUILE)	Approvisionnement	Matériel roulant	2 763,13 $
AEROCHEM INC.	1144717	19 AOÛT 2016	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - HUILE)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	83,99 $
AFI EXPERTISE INC.	1101227	17 AOÛT 2016	FABIEN, FRANCOIS	71350 - Spécialiste en migration Lotus Notes - AFI Gré à gré.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	11 096,23 $
AGENCE SHOP INC.	16746	19 AOÛT 2016	BOLDUC, JOSEE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 150,00 $
AIGUISA-TECH INC.	CAR800092	05 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	AIGUISAGE ET DIVERS TRAVAUX POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 299,25 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1141673	01 AOÛT 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	7 925,55 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1142673	08 AOÛT 2016	GOYETTE, SYLVAIN	ROBINET-VANNE	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	5 639,72 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1142675	08 AOÛT 2016	GOYETTE, SYLVAIN	ROBINET-VANNE	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	5 149,97 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1142676	08 AOÛT 2016	GOYETTE, SYLVAIN	ROBINET-VANNE	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	5 149,97 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1142789	08 AOÛT 2016	ROUSSIN, VERONIQUE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	25 778,20 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1143008	09 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 729,47 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1143275	11 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	15 828,97 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1144264	17 AOÛT 2016	ROUSSIN, VERONIQUE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	20 576,81 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1144516	18 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 377,17 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1144516	18 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Construction	139,59 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1144633	18 AOÛT 2016	SIROIS, CELINE	Cutting sleeve, compact mj fittings/ Soumission courriel du 10 août 2016/ TP-Aqueduc- Jonathan Labonté	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 367,99 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1145167	23 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnent ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 426,16 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1145401	25 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	346,46 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1145401	24 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 414,71 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1145723	25 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	38 431,61 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1146188	29 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	8 872,88 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1146251	30 AOÛT 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	13 123,44 $
ALFAGOMMA CANADA INC.	1142282	04 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	Achat de boyaux, raccords et attaches - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 743,58 $
ALFAGOMMA CANADA INC.	1142282	04 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	Achat de boyaux, raccords et attaches - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	144,88 $
ALTEL INC	1143964	16 AOÛT 2016	LAVOIE, MARCEL	Service - Réinstallation du lecteur du 3e au 10e étage sur le contrôleur existant - 801 Brennan	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 520,36 $
ALTEL INC	1143972	23 AOÛT 2016	EMOND, LISE	Cette entente SSA comprend tous les CD de mise à jour de American Dynamics ainsi que le support technique du manufacturier par l'entremise des techniciens d'Altel. "Incluant Mise à jour à la dernière version et remplacement de carte vidéo".	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	3 067,83 $
AMERICAN MUSEUM OF NATURAL HISTORY	1145315	23 AOÛT 2016	LACOMBE, PIERRE	Dark Universe License Fee	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 726,80 $
ANCHOR DANLY INC.	ROS821382	02 AOÛT 2016	BEAULIEU, DAMIEN	DIVERS DIES ,PUNCH ET PIECES POUR USINAGE POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 347,58 $
ANDRE FILION & ASSOCIES INC	1143707	12 AOÛT 2016	LAPOINTE, JOSEE	Facture - l'évaluation des compétences de gestion pour le poste de directeur Partenaires d'affaires en communication.	Ressources humaines	Gestion du personnel	14 771,74 $
ANDRE FILION & ASSOCIES INC	1144767	29 AOÛT 2016	LAPOINTE, JOSEE	Facture - Évaluation du potentiel et sélection pour un poste d'inspecteur	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 566,94 $
ANNE-MARIE HUBERT	1109855	03 AOÛT 2016	VAILLANCOURT, SERGE	Services professionnels BVG SP 2016-02	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	4 482,97 $
ANTHONY BATTAH	1116607	10 AOÛT 2016	LUU, VINH	Enquête en matière de harcèlement psychologique #1052-1	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 527,38 $
ANTHONY BATTAH	1116607	01 AOÛT 2016	LUU, VINH	Enquête en matière de harcèlement psychologique #1052-1	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 415,53 $
ANTHONY BATTAH	1145587	24 AOÛT 2016	DEVEAU, DOMINIQUE	Contrat services professionnels - étude de recevabilité et enquête s'il y a lieu en lien avec des allégations de harcèlement psychologique - grief syndical	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	9 448,87 $
ANTOINE BUSTROS	bp201611556	25 AOÛT 2016	LAVIGNE, VALERIE	Concert à la Chapelle historique du Bon-Pasteur	Culture	Autres - activités culturelles	2 099,75 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1145776	25 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	SEMELLE FLEXIBLE,ANTI-DERAPANTE,FLEXIBLE JUSQU'A -40*C	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 885,38 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1146234	30 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	9 023,68 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1126117	05 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (ACHAT DE PIÈCES POUR DIVERSES PISCINES EXTÉRIEURES, PEP 3100, AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 803,69 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1126120	03 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (ACHAT D'UNE POMPE ET PIÈCES POUR DIVERSES PISCINES EXTÉRIEURES, PEP 3100, AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 220,61 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1132308	05 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (ACHAT DE POMPES ET PIÈCES POUR LA PATAUGEOIRE DU PARC TURIN #2316, PEP 3400, AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 793,92 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1141700	02 AOÛT 2016	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - PROD. PISCINES)	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	860,90 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1141700	02 AOÛT 2016	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - PROD. PISCINES)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	1 352,24 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1142186	04 AOÛT 2016	LORD, MICHEL	Plomberie - Sonde de PH et ORP pour le Chalet Parc Vinet (Plateau) -Azize Kamil	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 069,33 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1142493	05 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (CTE STAT. 67521, ACHAT DE PIÈCES POUR L'ENTRETIEN SYSTÈME UV À LA PISCINE ANNIE-PELLETIER #1078, AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 057,24 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1144029	16 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	PLOMBERIE (TNC 92084, ACHAT DE SABLE DE FILTRATION POUR LE CENTRE SPORTIF CLAUDE-ROBILLARD #0095, AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 044,64 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1145194	23 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	PLOMBERIE (ACHAT D'UN PANNEAU D'AFFICHAGE POUR LA PISCINE PERE-MARQUETTE #0110, REQ. 77-294332, AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 677,18 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1145199	23 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	PLOMBERIE (ACHAT DE DIVERSES PIÈCES POUR DIVERSES PISCINES ET PATAUGEOIRES EXTÉRIEURES #9996, AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 654,98 $
AREO-FEU LTEE	ROS820003	08 AOÛT 2016	GAUVREAU, ALAIN	PIÈCES POUR PATTE STABILISATRICE CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 417,26 $
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	ROS821433	02 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	CHANGER CORE DE RADIATEUR (INDUSTRIEL), RECONDITIONER RADIATEUR TAG 75159, BLG781682	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 918,65 $
ASSOCIATION QUEBECOISE DU TRANSPORT	1144801	19 AOÛT 2016	CHAMPAGNE, BENOIT	Facture - Inscription pour colloque "Le transport urbain du futur" - partenariat spécial - pour plusieurs employés de la direction de transport.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 099,75 $
ATELIER DEUX HUIT HUIT INC.	1143694	12 AOÛT 2016	CECILE, DANIELLE	Contrat de services professionnels afin de réaliser le design graphique, la programmation et la gestion de la mise à jour du site web de l'événement Découverte de quartiers 2016 (Atelier Deux Huit Huit).	Service de la mise en valeur du territoire	Autres biens - Rénovation urbaine	4 708,69 $
AU SOMMET PLACE VILLE MARIE S E C	1145736	25 AOÛT 2016	GUERIN, SERGE	Location de salle Au Sommet Place Ville Marie pour un événement le 11 octobre 2016 du bureau du design.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	5 249,37 $
AUTOBUS GALLAND LTEE	1138210	05 AOÛT 2016	BOULVA, FREDERIC	Service de navette entre les institutions d'Espace pour la vie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	19 815,00 $
AVIVA_42	rmi000117873000858960001	09 AOÛT 2016	Système RECLAM	AVIVA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-003371, sur la liste de paiement 1608IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 352,21 $
AVIVA_43	rmi000114642000 1150290006	23 AOÛT 2016	Système RECLAM	AVIVA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-001425, sur la liste de paiement 1608IC003 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	13 200,00 $
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1144123	17 AOÛT 2016	CARRIER, JEAN	Préparation d'un plan concept pour le réaménagement de la rue de la Savane, N/Réf.121619-001	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	20 472,56 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
B W TECHNOLOGIES LTD	1145213	25 AOÛT 2016	BOUVRETTE, JEAN	Alarme Cour à Penjing	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 519,60 $
BAU-VAL CMM	1142418	04 AOÛT 2016	JEFFREY, SUZANNE	Service - Traitement/valorisation pierre, roc, béton, asphalte, selon entente d'achat 910214	Outremont	Réseaux d'égout	4 199,50 $
BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	1145626	25 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Disposition liquide se référant à la demande de paiement de matériel roulant # 1095979 en date du 26 juillet 2016.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 434,09 $
BÉLAIR DIRECT_30	rmi000118122000 0860610003	09 AOÛT 2016	Système RECLAM	BELAIR DIRECT\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-003505, sur la liste de paiement 1608IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	5 539,16 $
BELANGER SAUVE	1144436	18 AOÛT 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 16-001816	Dépenses communes	Autres - Administration générale	8 605,56 $
BELANGER SAUVE AVOCATS	1141906	02 AOÛT 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 16-001816	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 561,72 $
BELANGER SAUVE AVOCATS	1142321	04 AOÛT 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 16-001577	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 021,02 $
BELL CANADA	1145879	29 AOÛT 2016	ROBIDOUX, CHRISTIAN	Achat - l'acquisition de deux serveurs UCS Cisco auprès de la firme BELL pour SPVM	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 484,60 $
BENCO PIECES ET SERVICES	CAR816840	09 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	REMPLACEMENT DE LA BATTEIRE D'UN VÉHICULE ÉLECTRIQUE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 332,58 $
BLAKE,CASSELS & GRAYDON	1141915	02 AOÛT 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 16-001188	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 443,06 $
BMR MATCO RAVARY	1144537	18 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	MENUISERIE (ACHAT DIVERS POUR INVENTAIRE, ATELIER #4397, BMR MATCO RAVARY)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 091,71 $
BRAULT DRAIN	1145937	26 AOÛT 2016	ROBERGE, MARTIN	Facture - Service de disposition contamines des égouts de Verdun	Verdun	Réseaux d'égout	2 722,22 $
BRAULT DRAIN	ou1117684a20	10 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0296039-combine,05/08/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 559,60 $
BRAULT DRAIN	ou1120064a22	31 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0296082-764 combiné,26/08/2016	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	2 003,16 $
BRAULT DRAIN	ou1146588a20	10 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0296039-combine,05/08/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 788,99 $
BRAULT DRAIN	ou1160109a20	10 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0296039-combine,05/08/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 390,57 $
BRAULT DRAIN	ou1160111a20	10 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0296092-combine,05/08/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 330,72 $
BRAULT DRAIN	ou1160112a20	10 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0296092-combine,05/08/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 272,45 $
BRAULT DRAIN	ou1160113a20	10 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0295092-combine,05/08/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 114,45 $
BRAULT DRAIN	ou1160114a20	10 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0296039-combine,05/08/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 003,16 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1141928	03 AOÛT 2016	DESORMEAUX, LISE	ROSEMONT / REAPPROV. (INVENTAIRE - PNEU)	Approvisionnement	Matériel roulant	3 513,93 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1143963	16 AOÛT 2016	ROY, LYNE	pneu rechape réapprovisionnement inventaire Dickson	Approvisionnement	Matériel roulant	2 684,36 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1145259	23 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	4 139,24 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BUDGET CONSTRUCTION SOLUTIONS INC.	1141765	02 AOÛT 2016	LALONDE, SOPHIE	Estimation des coûts d'amélioration locative classe «D» dans le cadre du projet de relocalisation du Centre d'histoire de Montréal	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	5 774,31 $
BUREAU PRINCIPAL DE DESIGN INC.	1141505	01 AOÛT 2016	LALONDE, SOPHIE	Conception de l'habillage de chantier et de la signalisation directionnelle dans le cadre des travaux de restauration de l'enveloppe de l'hôtel de ville - Incidence 14843	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	2 830,71 $
CADTEK MODELISATION	1144641	18 AOÛT 2016	DEVEAU, DOMINIQUE	Octroyer un contrat à M. Philippe Dauphin de CadTek Modélisation pour une banque de 215 heures en modélisation 3D au montant de 21500 $ avant taxes	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	22 572,31 $
CANADIEN NATIONAL	1094509	10 AOÛT 2016	LUU, VINH	Frais d'ingénierie du CN dans le cadre du contrat #1352	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	9 489,79 $
CANADIEN NATIONAL	1142688	08 AOÛT 2016	PARENT, MARIE	Factures - Système d'avertissement passage piétons - diverses rues à Montréal	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- A répartir	7 972,50 $
CANADIEN NATIONAL	1143292	11 AOÛT 2016	LUU, VINH	Travaux d'ingénierie : contrat 1200	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 682,55 $
CANADIEN NATIONAL	1146091	29 AOÛT 2016	LUU, VINH	Frais d'ingénierie, permis d'accès et contrat de loyer de conduites - contrat 1240	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	4 406,09 $
CARRIERE ST-JACQUES INC.	1142031	03 AOÛT 2016	FRENETTE, MICHEL	Agrégats achat de pierre 0 3/4 pour le dépôt à neige - entente 1109176	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	14 999,56 $
CARRIERE ST-JACQUES INC.	1144381	18 AOÛT 2016	SARRAZIN, MARC	Achat de pierre concassé pour l'arrondissement Outremont	L'Île Bizard - Ste-Geneviève	Réseau de distribution de l'eau potable	3 904,00 $
CELINE HUYGHEBAERT	1144117	17 AOÛT 2016	TREMBLAY, GINA	Site internet médiation - juin, juillet et août 2016	Culture	Autres - activités culturelles	4 800,00 $
CENTRE DE CONSERVATION DU QUEBEC	1142208	04 AOÛT 2016	DRAPEAU, MATHIEU	1462-i-010 - Diverses expertises pour authentifier et réaliser des stratigraphie pour connaitre les couleurs d'origine des peintures Maison Mary-Dorothy-Molson	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 660,80 $
CENTRE DE LA PETITE ENFANCE (C.P.E.) ÉVANGÉLINE	1145754	25 AOÛT 2016	GIRARD, NORMAND	Frais d'acquisition d'un réchaud et services de buandrie dans le cadre du projet de réfection majeure du Pavillon La Fontaine - Incidence 14546	Gestion et planification immobilière	Autres biens - Rénovation urbaine	6 038,90 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1141924	03 AOÛT 2016	DESORMEAUX, LISE	ROSEMONT / REAPPROV. (INVENTAIRE - MECANIQUE)	Approvisionnement	Construction	233,70 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1141924	03 AOÛT 2016	DESORMEAUX, LISE	ROSEMONT / REAPPROV. (INVENTAIRE - MECANIQUE)	Approvisionnement	Matériel roulant	1 759,27 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1141924	03 AOÛT 2016	DESORMEAUX, LISE	ROSEMONT / REAPPROV. (INVENTAIRE - MECANIQUE)	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	366,12 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1144347	18 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	952,45 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1144347	17 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	574,46 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1144347	17 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Outillage et machinerie	479,01 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1144347	17 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	140,45 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1144347	18 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	25,57 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1144994	22 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	168,38 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1144994	22 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	989,77 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1144994	22 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	610,21 $

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CENTRE DE PIECES GAGNON	1144994	22 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	573,53 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1145025	23 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	47,09 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1145025	22 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	34,65 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1145025	23 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	952,45 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1145025	22 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 105,64 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1145728	25 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	22,7 LITRES/20 LB,ABSORBANT GRANULAIRE,ININFLAMMABLE,A BASE DE TERRE DE DIATOMEE	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	4 444,75 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1146372	30 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin dickson	Approvisionnement	Matériel roulant	2 365,95 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1146447	30 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	86,82 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1146447	30 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	1 752,19 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1146447	30 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	123,44 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1146447	30 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	262,05 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	DIC820556	05 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	VV3240 HUILE EN VRAC TRANSMISSION AUTOMATIQUE VALVOLINE SYNTHETIQUE POUR CLOS PAT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 864,52 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1143869	15 AOÛT 2016	MCSWEEN, BRIGITTE	Facture - Frais d'utilisation de cellulaires par les membres de Cabinet du Maire et du comité exécutif - Période : Juin 2016	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 245,07 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1144055	16 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	ADMINISTRATION - FRAIS DE CELLULAIRE POUR LE MOIS DE JUIN 2016 (14 IPAD ET 105 CELLULAIRES POUR COLS BLEUS, CONTREMAÎTRES, PRÉP. AU SOUTIEN ADMINISTRATIF, GEST. IMMO. ET CHEF DE DIVISION) - THIFFAULT, YVAN	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 026,88 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1144832	19 AOÛT 2016	BEAUCHAMP, CARLE	Facture - Plateforme téléphonie ICE - Frais de service pour modification de l'arborescence des menus vocaux. - Service de la technologie de l'informatique.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 204,74 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	am001592	09 AOÛT 2016	LOISEAU, DEBORAH	SERVICE DE MOBILITÉ CELLULAIRE FRAIS RÉCURENTS, D'AJUSTEMENTS, DE SERVICE, PARTIELS ET DE CONSOMMATION	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 907,00 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	am001748	31 AOÛT 2016	BOURQUE, RACHEL	Facture pour téléphonie cellulaire	Technologies de l'information	Gestion de l'information	11 861,04 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1141680	01 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	GILET,PLUIE,DOUBLE POLAR,3 DANS 1,CAPUCHON INTEGRE,ORANGE FLUO,BANDE REFLECHISSANTE SELON NORME CSA Z96-09	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 324,42 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1144276	17 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 229,68 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1145774	25 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	POLAR,ORANGE,INTERIEUR DETACHABLE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 116,56 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	1138208	23 AOÛT 2016	GAGNE-TRINQUE, MALINE	Formation en santé et sécurité au travail.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 309,72 $
CENTRES DE PNEUS GCR	CAR821317	02 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	PNEUS DE REMPLACEMENT POUR TRACTEUR CHARGEUR DES PARCS DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 254,37 $
CENTRES DE PNEUS GCR	CAR821317	30 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	PNEUS DE REMPLACEMENT POUR TRACTEUR CHARGEUR DES PARCS DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	314,96 $
CHAINES ET ELINGUES ST-PIERRE CANADA LTEE	CAR823203	25 AOÛT 2016	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	COMMANDE DE CHAINE SELON SOUMISSION # SM-0057872	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 191,68 $
CHAISE DEPOT	1146283	30 AOÛT 2016	LEMAY, JULIE	Ameublement - facture # 4110 du 19-08-2016	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 149,37 $
COMMERCE DU MONTREAL METROPOLITAIN.	1144844	19 AOÛT 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Partenariat promotionnel - Ordre de Mtl- Chambre de commerce	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	11 023,69 $
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	ROS822814	19 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	PIECES POUR RÉPARATION CAROSSERIE 134-14710	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 216,03 $
CHOINIERE CONSEIL	1145368	24 AOÛT 2016	HANDFIELD, DANIELE	BCO - Service de coaching Pierre Sainte-Marie - pour une période de 8 à 9 mois.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	7 559,10 $
REFRIGERATION TOROMONT INDUSTRIE	1142093	03 AOÛT 2016	LORD, MICHEL	Projet: Centre Étienne - Desmarteau - Remplacement du refroidisseur de la glace. Référence: 36041-00	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	22 782,29 $
CINTUBE LTEE	ROS821750	05 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	FABRICATION DE PATTE EN ACIER POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 795,32 $
CLAIRE MCKENNA	1144890	19 AOÛT 2016	GOYETTE, STEPHANE	Remplacement de Michelle Sullivan pour l'animation de communauté des comptes du BVIN et couverture d'événements	Direction générale	Gestion de l'information	5 000,00 $
CLEAN WATER WORKS INC	1143486	11 AOÛT 2016	SIROIS, CELINE	Alésage d'une conduite pénétrante dans un égout rue Sherbrooke à l'Ouest D'Iberville	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 414,71 $
CLEAN WATER WORKS INC	1146062	29 AOÛT 2016	MARTHET, DOMINIQUE	D:1155384003/ Chemisage d'une conduite de 225 mm de diamètre par 9 m de longueur./ Soumission courriel du 25 août 2016/TP-Aqueduc- Jonathan Labonté	Ville-Marie	Réseaux d'égout	6 824,19 $
COALITION MONTREAL	coalitionrec17082016	19 AOÛT 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	6 299,18 $
MONTREAL-GUILLAUME BENOIT-GAGNE	coalitionallo17082016	19 AOÛT 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 932,72 $
COFOMO INC.	1104735	17 AOÛT 2016	FABIEN, FRANCOIS	68255 - Architecte en infrastructure technologique - COFOMO.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	23 362,66 $
COFORCE INC.	1141797	02 AOÛT 2016	LORD, MICHEL	Tavaux d'entretien pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 651,71 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COFORCE INC.	1145032	22 AOÛT 2016	GARNEAU, DOMINIC	Contrat d'entretien ménager pour le mois de juillet 2016 au 2269, rue Viau	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 381,93 $
COFORCE INC.	1145926	26 AOÛT 2016	BOUVRETTE, JEAN	Nettoyage du Jardin de Chine	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 653,40 $
COGECO DIFFUSION ACQUISITIONS INC.	1141975	03 AOÛT 2016	PAQUETTE, CAROLE	Accorder un contrat à Cogeco Média inc. pour la diffusion de message relatif à l'agrile du frêne sur différente chaine de radio à différentes dates	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	46 866,42 $
COGECO SERVICES RESEAUX INC.	1142547	05 AOÛT 2016	BEDARD, JOSEE	frais d'ingénierie , main d'¿uvre matériel pour travaux d'enfouissement pour le projet 2695(rue Molson entre Masson et Boul St-Joseph)référence facture # 101780 (MS)	Rosemont- La Petite-Patrie	Construction d'infrastructures de voirie	28 629,70 $
COMAQ, CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX AGREES DU QUEBEC	1145921	26 AOÛT 2016	TRUDEL, PIERRE	Formation - Mise à jour en matière d'adjudication de contrats.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	4 829,42 $
COMMISSION CANADIENNE DE SURETE NUCLEAIRE-SECTION DU TRAITEMENT DES PERMIS	1142554	05 AOÛT 2016	ROY, SYLVAIN	Paiement annuel pour les perrmis pour jauges portatives nucléodensimèttres - Période d'application des droits: 2016-07-01 à 2017-06-30 - Compte: 01239-001 - Permis: 01239-8-21.0 - Selon votre facture 50671-097462	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 562,00 $
COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS	1142724	08 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	Diffusion du bloc 1 de la formation sur les systèmes à injection électronique de moteur à essence à 2 mécaniciens --- 20 au 23 juin 2016 --- François Audy et Martin Bélanger	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 880,34 $
COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS	1146453	30 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	Formation de base en entretien mécanique des camions Sprinter/Mercedez-Benz	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 199,50 $
COMMUNICATION DEMO INC.	1145049	22 AOÛT 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Revue de presse écrite et électronique du mois de juillet - Frais de lecture, coupures, monitorage etc.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 367,25 $
COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	1142636	05 AOÛT 2016	PARENT, MARIE	Pour payer facture # 11085860 - Entretien des feux clignotants No. de compte 1001636.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 173,50 $
COMPTEURS D'EAU DU QUEBEC	1143206	10 AOÛT 2016	ROUSSIN, VERONIQUE	COMPTEUR D'EAU ULTRASONIQUE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	30 401,55 $
COMPUGEN INC.	1141720	02 AOÛT 2016	GALLANT, DENIS	Renouvellement de licences Office 365 E3 (1 an) pour le Bureau de l'inspecteur général	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	8 635,22 $
COMPUGEN INC.	1142021	03 AOÛT 2016	MARCHAND, NATHALIE	Achat de trois ordinateurs DEll Optiplex 9020 pour des agents au centre de services; Achat de six écrans Dell P2214H.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 488,11 $
COMPUGEN INC.	1142710	08 AOÛT 2016	MARCHAND, NATHALIE	Achat d'une tablette Microsoft Surface Pro 4 avec clavier inclus; Microsoft Surface Commercial Dock pour tablette Microsoft Surface Pro 4; Microsoft Tablette surface USB Connecteur 3.0 to Gigabit; Garantie(Commercial Complete F/Business 3YR	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 203,58 $
COMPUGEN INC.	1143220	10 AOÛT 2016	RIOPEL, JOSEE	Suite Office pro 2010 pour Jean Pellerin; Visio Pro pour Alvaro Pena et Dominique Paré; Suite Office standard pour Alvaro Pena et Dominique Paré; MSProject standard pour Dominique Paré; Mini-clavier de TG3 Electronics - modèle TG103 Small F	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 112,03 $

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COMPUGEN INC.	1143220	11 AOÛT 2016	RIOPEL, JOSEE	Suite Office pro 2010 pour Jean Pellerin; Visio Pro pour Alvaro Pena et Dominique Paré; Suite Office standard pour Alvaro Pena et Dominique Paré; MSProject standard pour Dominique Paré; Mini-clavier de TG3 Electronics - modèle TG103 Small F	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10,50 $
COMPUGEN INC.	1145664	25 AOÛT 2016	PARENT, MARIE	Achat - 15 écrans 24" pour remplacer des écrans 19" desuets. Pour l'équipe de la voirie.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	2 627,10 $
CONCEPTION ET REALISATION BOSCUS INC.	1143493	12 AOÛT 2016	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Projet aventure tropicale.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	46 325,30 $
CONCERTATION SAINT-LEONARD	cm150175115591 70011	03 AOÛT 2016	GAGNE, DIANE	CM15 0175 - 115 5917 001 - ARTICLE 3.2.2. DE LA CONVENTION. MONTANT NUMÉRO 1.	Dépenses communes	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	20 000,00 $
CONCERTATION SAINT-LEONARD	cm150175115591 70012	03 AOÛT 2016	GAGNE, DIANE	CM15 0175 - 115 5917 001 - ARTICLE 3.2.2. DE LA CONVENTION. MONTANT NUMÉRO 2.	Dépenses communes	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	150 000,00 $
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	1101452	17 AOÛT 2016	FABIEN, FRANCOIS	70350 - Analyste d'affaire EBS.	Technologies de l'information	Administration, finances et approvisionnement	2 582,69 $
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	1142707	08 AOÛT 2016	RICARD, MARC	BCO - Réalisation de preuve de concept concernant la solution et l'approche " Rétro de chantier". Application de la solution dans le contexte de travail de la VDM	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	22 827,43 $
CONSTRUCTION DJL INC	1144267	17 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	BARIL/205 L,EMULSION DE BITUME,LIANT D'ACCROCHAGE,TYPE SS-1 ou CSS-1,SELON LES NORMES ASTM D977 et ASTM D2397	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	4 535,46 $
CONSTRUCTION N.R.C INC.	918450	26 AOÛT 2016	LUU, VINH	Contrat 1248 - Modifications et additions au réseau de conduits souterrains dans l¿emprise du boulevard Maurice-Duplessis entre le boulevard de la Rivière-des-Prairies et la rue Olivier-Lejeune.	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	11 952,04 $
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	1144049	16 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	PLOMBERIE (ACHAT DE VALVES POUR LA PISCINE EXTERIEURE DU PARC ST-GEORGES #0776, REQ. 71-297111, CONTROLES LAURENTIDE LTEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 414,19 $
COOP DE SOLIDARITE HORIZON MULTIMEDIA	116635200128071 6	04 AOÛT 2016	DICAIRE, CHRISTIAN	GDD 1166352001 - Soutien financier suite a l'appel de projet Hiver 2016, Abords du site Outremont versement de 2016	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	29 000,00 $
CORNERS LIMITED INC	1144634	18 AOÛT 2016	VAILLANCOURT, ROBERT	Cages acier, laridés, chauve-souris pour serres	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 720,26 $
CORPORATION PEPCO ENERGIE	1142101	03 AOÛT 2016	PAGE, MARTIN	Diesel colore bas souffre - génératrice salle informatique; Accise - génératrice salle informatique; Diesel Colore bas souffre; Accise-- génératrice salle informatique; 2580 Saint Joseph.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 751,00 $
CPU DESIGN INC.	1141880	02 AOÛT 2016	CAMPEAU, MARC	ORDINATEUR PORTABLE (HP ELITEBOOK 840 G3 -ULTRABOOK 14 POUCES).	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 080,40 $
CPU DESIGN INC.	1142396	04 AOÛT 2016	MARLEAU, JACQUES	Achat de 7 ordinateurs portables HP EliteBook 840 G3 - Ultrabook 14 pouces en échange de 9 ordinateurs portables Dell Latitude E5550 et 9 réplicateurs de ports régulier - selon entente avec M. Guy Charland du Service des TI	Finances	Administration, finances et approvisionnement	7 187,59 $
CPU DESIGN INC.	1142720	08 AOÛT 2016	RIOPEL, JOSEE	Station d'accueil pour HP EliteBook - Produit D9Y32AA; Micro-ordinateur Ultrabook HP Elite Book W0V66U#ABL.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 406,36 $
CPU DESIGN INC.	1142822	08 AOÛT 2016	MARLEAU, JACQUES	Achat - Portable et accessoires Chef de division pole Hotel de Ville et conseiller niveau 3 (Direction du conseil et soutien financier) - # dérogation R200871 et R200873	Finances	Administration, finances et approvisionnement	2 530,25 $
CPU DESIGN INC.	1146448	30 AOÛT 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Achat de 2 tablettes Ultrabook 14" «HP EliteBook 840 G3, clavier & souris Logitech Wireless et station d'accueil HP UltraSlim Proprietary. Pour Véronique Lussier et Serge Leclerc. Soumission 508555-37895-01	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 530,25 $
CREUSAGE RL	ou1146568a20	03 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0296068-combine,29/07/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 052,51 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CUBEX LIMITED	1142811	25 AOÛT 2016	PICARD, CATHERINE	ANJOU / REAPPROV. (INVENTAIRE - RAVO)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	83,99 $
CUBEX LIMITED	1142811	08 AOÛT 2016	PICARD, CATHERINE	ANJOU / REAPPROV. (INVENTAIRE - RAVO)	Approvisionnement	Matériel roulant	2 356,30 $
CUBEX LIMITED	1142811	09 AOÛT 2016	PICARD, CATHERINE	ANJOU / REAPPROV. (INVENTAIRE - RAVO)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	78,74 $
CUDDIHY INC.	1143777	15 AOÛT 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 15-001984	Dépenses communes	Autres - Administration générale	9 423,15 $
CUDDIHY INC.	1143779	15 AOÛT 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 15-001246	Dépenses communes	Autres - Administration générale	9 160,15 $
CUDDIHY INC.	1143781	15 AOÛT 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 16-000092	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 074,03 $
CUDDIHY O'BOMSAWIN AVOCATS	1141914	02 AOÛT 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 15-001984	Affaires juridiques	Affaires civiles	10 717,12 $
DASSYLOI 9031-1796 QUEBEC INC.	1142379	04 AOÛT 2016	ANDRIEU, CORINNE	Travaux de réparation d'égout sans tranchée rue Montgomery et rue Olivier-Robert	Ville-Marie	Réseaux d'égout	25 522,46 $
DASSYLOI 9031-1796 QUEBEC INC.	1145036	22 AOÛT 2016	ANDRIEU, CORINNE	84 x Poches de béton fibre/ Soumission courriel du 22 août 2016/ Entrepot Mills/ - Jonathan Labonté	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	7 496,11 $
DAUPHINS SUR-LE-PARC	1098114	04 AOÛT 2016	FORTIN, FRANCINE	Bail 2987-001 : Copropriété ¿ 3535 Papineau ¿ Frais de condo variable ¿ V/Réf. : Unité R-02	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	15 754,17 $
DAVID PICHOT	1102605	17 AOÛT 2016	FABIEN, FRANCOIS	74820 - Spécialiste Développement d'application web David Pichot. Contrat de gré à gré.	Technologies de l'information	Déblaiement et chargement de la neige	18 929,25 $
DEMENAGEMENT PERFORMANCE (PMI)	1144220	17 AOÛT 2016	DESJARDINS, MICHELLE	Déménagement et entreposage du mobilier de l'aréna Bill-Durnan - Incidence 14218	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Gestion install. - Arénas et patinoires	10 268,15 $
DEMIX	1112266	17 AOÛT 2016	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	Béton 35 mPA / Entente 1109344	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	52,49 $
DEMIX	1112266	05 AOÛT 2016	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	Béton 35 mPA / Entente 1109344	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	8 399,00 $
DEMIX	1112267	17 AOÛT 2016	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	Béton 32 mPA / Entente 1109344	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	3 025,74 $
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	110377	15 AOÛT 2016	DURAND, CATHERINE	Réf # 548 / Impression brochures «Curieux de Nature»	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 530,00 $
DICOM EXPRESS	1093958	03 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	Achat sur montant pour la messagerie DICOM	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 467,22 $
DIGITAL DAYS INC / L'ERE NUMERIQUE INC.	1143491	11 AOÛT 2016	VAILLANCOURT, SERGE	Services professionnels BVG SP-2016-15	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	22 782,29 $
DIGITALSTATE SOLUTIONS INC.	1142145	03 AOÛT 2016	ROBIDOUX, CHRISTIAN	71050 - Analysis and Software Development.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	22 047,37 $
DISTRIBUTION CRANE CO	14549840	19 AOÛT 2016	DURAND, CATHERINE	BC 208242 / Divers matériel de plomberie : tuyau + adapteur + chapeau + coude, etc.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 943,37 $
DISTRIBUTION CRANE CO	14553342	03 AOÛT 2016	DURAND, CATHERINE	BC 207500 / Matériel de plomberie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 242,53 $
DISTRIBUTION D TITTLIT INC.	1146386	30 AOÛT 2016	COUTURE, CHARLES	Kit d'extracteur et torques wrench, Projet Maxim'eau	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	1 092,62 $
DISTRIBUTION D TITTLIT INC.	1146386	30 AOÛT 2016	COUTURE, CHARLES	Kit d'extracteur et torques wrench, Projet Maxim'eau	Service de l'eau	Réseaux d'égout	1 335,43 $
DIX AU CARRE INC.	1143733	15 AOÛT 2016	LÊ, SON-THU	Estrade pour le projet de piétonnisation du secteur Ontario.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	22 793,06 $
DMS DIVISION DE C.I.T.I.	1145452	24 AOÛT 2016	LEMAY, JULIE	Fenêtre extérieurs local physio 2e étage - soumission du 16-08-2016	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 068,25 $

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DONALD P. SHIPLEY	1124599	02 AOÛT 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames - Factures de Don Shipley Productions 1, 2, 3	Culture	Autres - activités culturelles	25 172,07 $
DOUGLAS CUDDLE TOYS CANADA	420361	23 AOÛT 2016	BOLDUC, JOSEE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 735,45 $
DR NATHALIE HAMEL INC	1142944	09 AOÛT 2016	LOISELLE, ERIC	Facture - Expertise médicale - police	Ressources humaines	Gestion du personnel	11 548,62 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1138624	18 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	CHAUFFAGE (TNC 92685, ACHAT DE MARRETTES, COUDES, ET AUTRES POUR LA PISCINE RENÉ-GOUPIL #0312, DUBO ELECTRIQUE LTEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 435,46 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1143795	15 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Outillage et machinerie	226,77 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1143795	15 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Construction	2 028,99 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1143795	16 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Transport et entreposage	245,67 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1143795	16 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Construction	703,94 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1144369	17 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - câbles, ballast, bague, boulon et collet pour l'atelier d'électricité (4397) - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 309,72 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1145047	22 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Construction	7 344,09 $
EAST PENN / POWER BATTERY	1142981	09 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	ACCUMULATEUR HUMIDE,12V.GR.BCI	Approvisionnement	Matériel roulant	3 428,55 $
EAST PENN / POWER BATTERY	1142984	09 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin rosemont	Approvisionnement	Matériel roulant	2 568,42 $
EAST PENN / POWER BATTERY	1145221	23 AOÛT 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel de la section ress. matériel-magasin 1 Pierrefonds-Roxboro.	Approvisionnement	Matériel roulant	2 634,14 $
ECHAFAUDAGES FAST (MONTREAL) INC.	1144696	19 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Echaffaudage pour caserne #33 demandé par Sébastien Paradis c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 412,09 $
ECHO SONDAGE INC.	1144880	19 AOÛT 2016	BASTIEN, NADIA	Contrat de service - Fournir à la Ville de Montréal les données quantitatives et qualitatives sur le programme de Parrainage professionnel cohorte 2016	Diversité sociale et des sports	Autres - activités culturelles	8 425,25 $
ECLIPSO DESIGN - CONSTRUCTION INC	1095267	03 AOÛT 2016	DOUCET, VERONIQUE	SEPAP AQUEDUC - Assistance technique et entretien du système de supervision de télécommunication et de contrôle des stations de surpressions et du réservoir Poirier	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	2 677,18 $
ELECTRA EXCAVATION INC.	1143932	16 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	TNC # 15006 - Travaux d'excavation pour réparation d'entrée à l'Arena Maurice-Richard (0450) - Torres, Thays	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 559,11 $
ELECTROMEGA LTEE	1142725	08 AOÛT 2016	SELLAM, AMIEROUCH	60006.01 Coffrets de télécommunication à double compartiment (respectant le devis de VDM DT-4213 r0) - Electromega.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	32 443,87 $
ELEMENTS CHAUFFANTS BUCAN INC.	1144373	17 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Thermoplongeur pour le PEP 6600-1-1 pour le Centre sportif Claude-Robillard (0095) - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 857,51 $
ELITHA PETERSON PRODUCTIONS INC.	1141851	02 AOÛT 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames - Facture de Lari Teras 201604EP	Culture	Autres - activités culturelles	13 170,58 $
ELITHA PETERSON PRODUCTIONS INC.	1141854	02 AOÛT 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames - Facture d'Éric A. Mercury - 201602EP	Culture	Autres - activités culturelles	6 299,25 $
ELITHA PETERSON PRODUCTIONS INC.	1142344	04 AOÛT 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames - Facture de William Chan 201605P	Culture	Autres - activités culturelles	7 403,19 $

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ELITHA PETERSON PRODUCTIONS INC.	1142349	04 AOÛT 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames - Facture de François Bédard 201604EP	Culture	Autres - activités culturelles	9 656,75 $
ELITHA PETERSON PRODUCTIONS INC.	1142478	04 AOÛT 2016	BISSONNETTE, DANIEL	ArtsGames - Paiement de la carte de crédit de la Banque Scotia	Culture	Autres - activités culturelles	25 030,64 $
ELREG DISTRIBUTORS LTD	ROS822950	22 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	#C527, ALTERNATEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 946,27 $
ENERTRAK INC	1143704	12 AOÛT 2016	ROUILLARD, JOHANNE	VCR - Evaporateur... pour la Petite Bourgogne - Sylvain Constant ing. pour Patrick Plourde c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	15 123,09 $
ENGLOBE CORP.	1144016	16 AOÛT 2016	GIRARD, NORMAND	Services d'experts-conseils en amiante et moisissures dans le cadre du projet de remplacement des fenêtres et travaux connexes de la Cour Chauveau - Incidence 14458	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	2 975,60 $
ENGLOBE CORP.	1144586	18 AOÛT 2016	DRAPEAU, MATHIEU	CONTRAT 1402-1-012 Services pro pour évaluer l'état des fondations et des dalles de béton de la maison du chauffeur de l'ancien domaine Ogilvie et du mortier de ses murs de maçonnerie.	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 727,58 $
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION T.E.Q. INC	1145756	25 AOÛT 2016	MARTHET, DOMINIQUE	Bon de commande ouvert pour fournir et installer une nouvelle borne fontaine sur la rue Bercy, incluant le raccordement au réseau de la Ville/ Soumission du 30 mars 2016/ TP-Aqueduc-Jonathan Labonté.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	7 291,91 $
ENTREPRISE NONA VET INC.	1143404	11 AOÛT 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de céramique et de barricadage pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 314,98 $
ENTREPRISE NONA VET INC.	1143415	11 AOÛT 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de céramique dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 471,51 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1130924	02 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	Achat de bois, chasse-moustique, glacières et piquets de bois - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Transport et entreposage	251,66 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1130924	02 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	Achat de bois, chasse-moustique, glacières et piquets de bois - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Environnement et nature	137,95 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1130924	02 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	Achat de bois, chasse-moustique, glacières et piquets de bois - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	47,24 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1130924	02 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	Achat de bois, chasse-moustique, glacières et piquets de bois - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	4 381,03 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1130924	02 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	Achat de bois, chasse-moustique, glacières et piquets de bois - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 847,78 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1144526	18 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	6 961,54 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1144526	22 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	47,24 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1145406	25 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	47,24 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1145406	24 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 973,76 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	CAR800086	05 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	DIVERS MATÉRIEL (BOIS DIVERS ET AUTRES) POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 548,62 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1141681	01 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 400,01 $
DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1144281	17 AOÛT 2016	ROUSSIN, VERONIQUE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	20 996,43 $
DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1145175	23 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 152,23 $
DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1145730	25 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 230,69 $
DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1145775	25 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 741,43 $
DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1146196	29 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	8 275,11 $
ENVELOPPE LAURENTIDE INC	1116459	31 AOÛT 2016	LEARY, GENEVIEVE	Impression d'enveloppes - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 479,89 $
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.	1143018	09 AOÛT 2016	FRENETTE, MICHEL	L'utilisation d'un signaleur additionnel lors de la saison hivernale 2015-2016 - LASALLE Angrignon (ANG)	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	10 913,45 $
ENVIROSERVICES INC	1141695	02 AOÛT 2016	POITRAS, DOMINIC	Échantillonnage environnemental de sols en piles le 18 juillet 2016	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 139,39 $
ENVIROSERVICES INC	1142750	22 AOÛT 2016	BOISVERT, CHANTAL	Echantillonage de sols au 10 700 Ray-Lawson	Anjou	Réseau de distribution de l'eau potable	2 126,88 $
ENVIROSERVICES INC	1142871	09 AOÛT 2016	DRAPEAU, MATHIEU	6882-i- Analyse de caractérisation des sols existants	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 282,84 $
EQUIPE ANJOU	rechercheanjou240816	26 AOÛT 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	8 717,97 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL	coderrerec18082016	19 AOÛT 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 421,68 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL	coderrerecherche11082016	12 AOÛT 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	22 989,88 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CODERRE POUR MONTREAL ROBERT RICHARD	coderreallocation 11082016	12 AOÛT 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 830,02 $
EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE	i0025051	19 AOÛT 2016	CARDINAL, LINDA	BC-208225, Filtre, huile et pièces	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 431,83 $
EQUIPEMENT MCCANN LTEE	MAD823707	30 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	OUTIL POUR SERRAGE DE ROUE (WHEELL MASTER) A LA DEMANDE DE JOEL PITRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 294,00 $
EQUIPEMENT NCN LTEE	1144160	17 AOÛT 2016	OUELLET, GUY	Speed Strut Mod. 68 (neuf)	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	5 332,81 $
EQUIPEMENT ROBERT NADEAU INC	1144342	17 AOÛT 2016	LUU, VINH	peinture rouge D'HIVER	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 265,05 $
EQUIPEMENT SMS INC.	CAR814863	03 AOÛT 2016	SAINT-VIL, PHILIPPE	S17665,S17666 PIECES POUR TRACTEUR CHENILLE KOMATSU D61PX SITE CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 822,84 $
EQUIPEMENT WAJAX	CAR822137	10 AOÛT 2016	DAVID, STEPHANE	S18204 ROULEMENT DE MAT DE TOURELLE NACELLE TEREX TE-403	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 069,36 $
EQUIPEMENT WAJAX	CAR822543	17 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	S18242 ACHAT PANIER DE NACELLE TELELECT FLOTTE 285	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 132,66 $
EQUIPEMENT WAJAX	CAR823201	29 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	PIECES DE RECHANGE NACELLE TEREX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 069,36 $
EQUIPEMENTS DE SECURITE HOTTE INC	1135423	05 AOÛT 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'articles de sécurité divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 110,77 $
EQUIPEMENTS DE SECURITE HOTTE INC	1139177	11 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 332,95 $
EQUIPEMENTS DE SECURITE HOTTE INC	1139177	11 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	58,16 $
EQUIPEMENTS DE SECURITE HOTTE INC	1144513	18 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	11 278,28 $
EQUIPEMENTS G. GAGNON INC.	CAR819719	10 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	RÉPARATION DE L'ARBRE DE SORTIE DE LA TRANS(CASSÉE) D'UN TRACTEUR DES PARCS DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 054,03 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	CAR816876	16 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	INSPECTION ANNUELLE + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UNE CHENILLETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 397,82 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	CAR816877	23 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	INSPECTION ANNUELLE + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 689,46 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	CAR816878	16 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	INSPECTION ANNUELLE + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UNE CHENILLETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 612,58 $
EQUIPEMENTS TWIN INC.	MAD821988	09 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	PIECE DE REPARATION CAMION DOMPEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 338,82 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.	1142136	03 AOÛT 2016	ROBIDOUX, CHRISTIAN	70900 - Power Cable North America, R6 (X800E-R6) - ESI Technologies; 70900 - Supportedge premium 4HR Onsite (CS-O2-4HR) - ESI Technologies; 70900 - SFP + Opt	Technologies de l'information	Gestion de l'information	19 127,05 $
ESRI CANADA LIMITED	1126764	17 AOÛT 2016	FABIEN, FRANCOIS	Octroyer un contrat à la firme ESRI Canada pour le recours à des services professionnels en technologies de l¿information (Application GEOLOC : migration d¿ArcGIS), pour une somme maximale de 24 719,63 $, taxes incluses.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	11 015,28 $
ETIQUETTE & RUBAN ADHESIF COMMERCE INC.	1145991	26 AOÛT 2016	PARE, ROBERT	Autocollant code-barres carte Accès Montréal. Livraison: 5800 St-Denis, 4ème étage.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 927,05 $
EXACT AUDIO VIDEO INC.	1143757	15 AOÛT 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Remplacement d'un projecteur à la salle 3A-01 et installation d¿un téléviseur de projection dans la salle 3A-28	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 171,80 $
EXCAVATIONS Y.F.	1145242	23 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	TNC # 15007 - Refaire la bordure, le gazon et l'asphalte pour l'aréna Maurice-Richard (0450) - Torres, Thays	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 774,31 $
EXFO INC.	1142702	08 AOÛT 2016	SELLAM, AMIEROUCH	Autoriser une dépense gré à gré; firme EXPO INC; acquisition d¿un OTDR* incluant ses accessoires complémentaires reliés à cette acquisition dans le cadre du projet PTI 68111 ¿ Modernisation télécommunications.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10 012,12 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1142933	09 AOÛT 2016	LOISELLE, ERIC	Factures - Expertise Neurosciences - maladie police.	Ressources humaines	Gestion du personnel	14 703,50 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1144858	19 AOÛT 2016	LOISELLE, ERIC	Facture - Expertise Neurosciences Dre Marie-Claude Côté - Police	Ressources humaines	Gestion du personnel	9 776,97 $
EXPROLINK INC.	1144528	18 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	6 047,28 $
EXPROLINK INC.	1144528	24 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	62,99 $
EXPROLINK INC.	MAD821613	03 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	REPARER FRAME ACCIDENTE ET CREMAILLERE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 155,92 $
EYE-IN INC.	1143806	15 AOÛT 2016	DRAPEAU, MATHIEU	Installation d'un réseau Wi-Fi public aux terrains de balle du CSCR	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	5 762,76 $
FEEDBOOKS	201608159061	22 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 539,19 $
FERTILEC LTEE	1144545	18 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Outillage et machinerie	2 645,68 $
FIRE THE IMAGINATION	19235	23 AOÛT 2016	BOLDUC, JOSEE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 571,17 $
FLEXERA SOFTWARE INC.	1141537	01 AOÛT 2016	SEBERA, VIVIANE	Renouvellement - Licences logicielles - AdminStudio Professional with Virtualization Pack - Période du 30 octobre 2016 au 29 octobre 2017 (Quote QSF-0000167121)	Technologies de l'information	Gestion de l'information	11 470,87 $
FONDERIE LAPERLE	1141792	02 AOÛT 2016	COUTURE, MICHEL	ENS/3 PIECES,CADRE,CADRE GUIDEUR,COUVERCLE,AUTO-AJUSTABLE,SANS CARRE DE MANOEUVRE,AVEC PATTES	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	9 247,80 $
FONDERIE LAPERLE	1142643	08 AOÛT 2016	DESORMEAUX, LISE	LACHINE / REAPPROV. (INVENTAIRE - AQUEDUC)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 391,12 $
FONDERIE LAPERLE	1143875	15 AOÛT 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du magasin St-Laurent	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 147,43 $
FONDERIE LAPERLE	1144254	17 AOÛT 2016	MORISSETTE, PIERRE	Achat de cadre et couvercle ajustable pour le réseau d'égouts.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	10 404,31 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
FOURNITURES DE BUREAU DENIS INC.	1138572	17 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Administration - Ameublement pour le bureau de Dominic Plourde (réaménagement) - Torres, Thays	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 687,59 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1141891	02 AOÛT 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de produits divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	5 066,59 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1145044	22 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Construction	2 753,05 $
FRANÇOIS KASSAB M.D. INC.	1144863	19 AOÛT 2016	BOUCHARD, DIANE	BC ouvert Dr Kassab dans le cadre de son contrat de services professionnels (Année 2016) - Division de la gestion de la présence au travail - Bureau de santé	Ressources humaines	Gestion du personnel	30 603,86 $
FRANKLIN EMPIRE INC.	i4152163	01 AOÛT 2016	DURAND, CATHERINE	BC 208041 / Attache câble TY-Rap noir + ruban vinyle noir	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 826,20 $
G. DOYON CUISINE INC.	pf1123417	10 AOÛT 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 802,97 $
G. MAYORAZ CHAUFFAGE ET CLIMATISATION CIE LTEE	1145318	23 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Chauffage - Chaudière à condensation au gaz naturel... pour Plessis - R. Lamoureux c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 744,42 $
G.G. INOX INC.	1141796	02 AOÛT 2016	FELTON, SYLVAIN	Projet Jarry - Fabrication de support à vélo en Stainless Steel - Modèle BO	Infrastructures, voirie et transports	Éclairage des rues	8 189,02 $
GAO FANG LAO	1110682	31 AOÛT 2016	PRONOVOST, RENE	BCO pour les services professionnels pour traduction et interprete - Mandarin/ Français et Français/Mandarin	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 109,26 $
GARAGE BOX (2013) INC.	1141636	01 AOÛT 2016	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Installation de système de rangement pour entreposage	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 126,65 $
GAZ MÉTRO_18	rmi000115358000 1056710005	09 AOÛT 2016	Système RECLAM	GAZ METRO\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-001879, sur la liste de paiement 1608IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	5 643,61 $
GENEQ INC.	1144262	25 AOÛT 2016	MARTHET, DOMINIQUE	Telemetre au laser Disto E7500i / Soumission 379023 du 08 aout 2016/Alain Chamberland	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	11,73 $
GENEQ INC.	1144262	17 AOÛT 2016	MARTHET, DOMINIQUE	Telemetre au laser Disto E7500i / Soumission 379023 du 08 aout 2016/Alain Chamberland	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	6 224,71 $
GEROQUIP INC	115926	19 AOÛT 2016	CARDINAL, LINDA	BC-208362, Mapecem + Planitop (PTI)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 046,92 $
GEROQUIP INC	257940	12 AOÛT 2016	CARDINAL, LINDA	BC-208333, Matériaux de construction	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 106,12 $
GEROQUIP INC	258129	19 AOÛT 2016	CARDINAL, LINDA	BC-208348, Mapecem (PTI)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 801,04 $
GEROQUIP INC	258499	19 AOÛT 2016	CARDINAL, LINDA	BC-208362, Mapecem (PTI)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 854,80 $
GESTION ART SELECT INC	1146452	30 AOÛT 2016	BOUCHARD, GILLES	Entreposage temporaire d'¿uvres dans le cadre du projet de pérennisation de l'entreposage des collections du Service de la culture	Culture	Autres - Activités récréatives	82 182,98 $
GESTION USD INC	1145829	26 AOÛT 2016	LACHANCE, ROGER	2016 - Installation de puces RFID sur les bacs d'ordures ménagères déjà utilisés par les citoyens à l'arrondissement St-Laurent(Gestion USD)	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - collecte et transport	67 955,52 $
GHD CONSULTANTS LTEE	1145353	24 AOÛT 2016	GIRARD, NORMAND	Controle qualite et supervision de la gestion des sols contamines pour les travaux de reconstruction du mur de soutènement de la cour des Carrières - Incidence 14677	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	6 183,74 $
GHD CONSULTANTS LTEE	1146200	29 AOÛT 2016	DAVID, KATHY	Expertises laboratoire - Analyses chimiques et métallographies des conduites d'aqueduc Saint-François-Xavier (Ville-Marie) et Elgar (Verdun) pour en analyser l'état structural et les causes de bris - Selon la so. 11108001-B00145. Gré à gré	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,74 $
GILBERT SIMARD TREMBLAY, EN FIDÉICOMMIS	rmi000114823000 0894370003	09 AOÛT 2016	Système RECLAM	GILBERT SIMARD TREMBLAY, EN FIDÉICOMMIS\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-001527, sur la liste de paiement 1608IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 333,69 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GIVESCO INC.	1094570	03 AOÛT 2016	LUU, VINH	divers matériaux pour 2016	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 042,39 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC821422	08 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	PIECES POUR SYSTEME REFROIDISSEMENT ET MOTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 450,62 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC822848	19 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	REPARATIONS MECANIQUES SUR CAMION FREIGHTLINER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 644,39 $
GLOBOCAM (MONTREAL) INC. - GLOBOCAM	ROS822347	13 AOÛT 2016	GAUVREAU, ALAIN	FAIRE INSPECTION ET REPARATION SELON PEP ET LOI 430 REF 211896	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 102,83 $
GOODYEAR CANADA INC.	1142183	04 AOÛT 2016	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPROV. (INVENTAIRE -PNEUS)	Approvisionnement	Matériel roulant	2 078,33 $
GOODYEAR CANADA INC.	1143066	10 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 202,94 $
GOODYEAR CANADA INC.	1144996	22 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 207,11 $
GORL'EAU INC.	1114482	03 AOÛT 2016	MALEK, ROBERT	BCO-LAC-2016 pour service de détection de fuite d'eau sur demande pour l'année 2016	Lachine	Réseau de distribution de l'eau potable	5 249,37 $
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L.	1145234	23 AOÛT 2016	BIRON, PAULE	avocats dossier 16-001554	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 548,06 $
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1144529	18 AOÛT 2016	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Construction	20 793,27 $
GROUPE ABS INC.	1141886	02 AOÛT 2016	ROY, SYLVAIN	16C157 ¿ 3325101 ¿ Caractérisation enviro et géo ¿ Reconstruction des conduites d¿eau/d¿égout dans l¿av. Appleton, entre l¿av. Decelles et le ch. Hudson, arr. CDN-NDG ¿ R	Infrastructures, voirie et transports	Réseau de distribution de l'eau potable	6 728,50 $
GROUPE ABS INC.	1141886	02 AOÛT 2016	ROY, SYLVAIN	16C157 ¿ 3325101 ¿ Caractérisation enviro et géo ¿ Reconstruction des conduites d¿eau/d¿égout dans l¿av. Appleton, entre l¿av. Decelles et le ch. Hudson, arr. CDN-NDG ¿ R	Infrastructures, voirie et transports	Réseaux d'égout	15 699,85 $
GROUPE ABS INC.	1142374	04 AOÛT 2016	CARRIER, JEAN	PCPR LOCAL - Travaux de carottage de chaussée d'enrobés bitumineux. Avenues Baldwin, Des Ormeaux et de l'Alsace	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	3 543,33 $
GROUPE ADE	ou1125414a20	03 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0725058-creusage hydraulique,29/07/2016	Ville-Marie	Réseaux d'égout	2 364,84 $
GROUPE ADE	ou1125417a20	17 AOÛT 2016	Système OUTILLAGE	0725057-creusage hydraulique,12/08/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 225,73 $
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	ROS822034	18 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	170074 LABRIE PACKER HEAVY DUTY ASS'Y	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 171,56 $
GROUPE GESFOR POIRIER, PINCHIN INC.	1141956	03 AOÛT 2016	LALONDE, SOPHIE	Supervision des travaux en condition d'amiante du projet de remplacement des fenêtres, de mise aux normes de la plomberie et de la distribution électrique au garage des Carrières - Incidence 14677	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	3 336,36 $
GROUPE GESFOR POIRIER, PINCHIN INC.	1141963	03 AOÛT 2016	LALONDE, SOPHIE	Supervision des travaux en condition d'amiante du projet de remplacement des fenêtres au garage Dickson - Incidence 14707	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	3 758,75 $
GROUPE LINCORA INC	1142382	04 AOÛT 2016	LALONDE, SOPHIE	Achat de classeurs connexe aux travaux d'aménagement du Service de l'approvisionnement au 255 Crémazie est	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	34 009,06 $
GROUPE SURPRENANT	1145356	24 AOÛT 2016	LAPOINTE, LOUIS	Contrat gré à gré - Service d'extermination d'insectes nuisibles et de rongeurs - 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	10 498,75 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GROUPE TECHNA INC	1144985	22 AOÛT 2016	REEVES, CHANTAL	Contrat d'entretien annuel (2e année) pour 33 PDA, période de couverture du 09/04/2016 au 09/03/2017, facture INV17001 datée du 20 août 2016.	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	3 464,59 $
GROUPE TECHNA INC	1144986	22 AOÛT 2016	REEVES, CHANTAL	Contrat d'entretien annuel (4e année) pour les 26 PDA / Soumission #130021-SPVM-13-11843 / Période de couverture: 15/09/2016 au 14/09/2017. Facture INV17000 du 1er août	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	2 099,75 $
GUARD-X INC	r0103669	01 AOÛT 2016	DURAND, CATHERINE	BC 207942 / Réparation suite à l'inspection du 536 (alarme incendie) pour le Planétarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 377,73 $
GUIDES DE VOYAGES ULYSSE INC	10032557	05 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 562,25 $
GUY VANDEMEULEBROUCK_1	rmi000111812000 0276710006	09 AOÛT 2016	Système RECLAM	GUY VANDEMEULEBROUCK\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-006067, sur la liste de paiement 1608IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 500,00 $
H.C. VIDAL LTEE.	1141538	01 AOÛT 2016	LORD, MICHEL	Chauffage - Réparation des troues de main pour le QG du SIM - R. Lamoureux c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 064,78 $
H.C. VIDAL LTEE.	1143274	11 AOÛT 2016	LORD, MICHEL	Chauffage - Rebâtir échangeur pour Lucien-Saulnier - R. Lamoureux c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 112,89 $
H.C. VIDAL LTEE.	1143285	11 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Chauffage - Refaire l'isolant de la porte arrière pour le Centre du Plateau - R. Lamoureux c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 629,42 $
HEBDRAULIQUE INC.	DIC821517	16 AOÛT 2016	BLOUIN, BERTRAND	Raccords hydrauliques pour garnir casiers de l'atelier as per Normand Chrétien, vente non enregistrée de pièces codées Ville.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 665,58 $
HEBDRAULIQUE INC.	DIC823484	26 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	RACCORDS HYDRAULIQUES POUR ATELIER DICKSON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 069,62 $
HEBDRAULIQUE INC.	MAD823534	29 AOÛT 2016	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO HEBDRAULIQUE POUR ACHAT DE FITTING HYDRAULIQUE STOCK POUR ARRONDISSEMENT CDN/NDG SELON SOUMISSION# S44-305949	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 606,29 $
HEWITT EQUIPEMENT LTEE	1144657	18 AOÛT 2016	DUFRESNE, ALAIN	2016 - Bon de commande ouvert pour les réparations non couvertes par le contrat de location de la rétrocaveuse - TP Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	7 874,06 $
HOLBEC INC.	1143232	10 AOÛT 2016	DESILETS, MICHEL	Pièces d'équipement pour matériel roulant	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	2 500,82 $
HOMEWOOD SANTE INC.	1144101	16 AOÛT 2016	PARENT, MARIE	Services-conseils en résolution de conflits. Tel que proposition soumise à Mme Rosana Ferreira et M Luc Levesque le 14 juin 2016	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	6 456,73 $
HOMEWOOD SANTE INC.	1144127	17 AOÛT 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Conseiller, programme d'aide aux employés - Intervention organisationnelle au sein de deux équipes de travail	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 102,43 $
HOTTE-POISSANT ENTREPRENEURS INC.	1143657	12 AOÛT 2016	LEVESQUE, PIERRE	Château Dufresne (0407) - 4040, rue Sherbrooke est - Décontamination de la cuisine - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 126,00 $
HOULE ARPENTEURS-GEOMETRES	1143519	12 AOÛT 2016	CARETTE, CLAUDE	Paiement factures F-14109 & F-14110 ¿ Honoraires professionnels pour levé topographique N ° de dossier : 160001 & 130081/82 et 130080	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	2 261,70 $
HYDRAUMAX - ATELIER D'USINAGE INC.	CAR822091	11 AOÛT 2016	PORTELANCE, RAYMOND	RÉPARATION D'UNE POMPE HYDRAUSTATIQUE D'UN ASPIRATEUR DE LA VOIRIE DE L,ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 205,50 $
HYDRAUMAX - ATELIER D'USINAGE INC.	CAR822897	29 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	PIÈCES POUR RÉPARER ASPIRATEUR DE LA VOIRIE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 997,42 $
HYDRO-QUEBEC	1142032	03 AOÛT 2016	LUU, VINH	Frais de concessions Hydro-Québec avril à juin 2016)	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	75 393,87 $
HYDRO-QUEBEC	299000112589675 701406815160801	02 AOÛT 2016	GAGNE, ANNIE	Électricité des serres Louis-Dupire - Période du 1er au 31 juillet 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 286,05 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
HYDRO-QUEBEC	299000112621675 701406816160801	02 AOÛT 2016	GAGNE, ANNIE	Électricité de l'Insectarium - Période de 1er au 31 juillet 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 285,73 $
HYDRO-QUEBEC	299000112647619 001733061160802	03 AOÛT 2016	GAGNE, ANNIE	Électricité du Jardin botanique - Période du 2 juillet au 1er août 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	48 671,50 $
IDEES ET SOLUTIONS URBAINES INC.	1141800	02 AOÛT 2016	FELTON, SYLVAIN	Projet Jarry - Panier à déchet - Beige et Vert	Infrastructures, voirie et transports	Éclairage des rues	5 543,34 $
IMMEUBLES CENTURIAN PEEL/METCALFE INC.	1117994	25 AOÛT 2016	VAILLANCOURT, SERGE	Factures diverses d'entretien et stationnement	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	2 409,47 $
IMPRESSION MULTI-SOURCES INC.	1143817	15 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 615,76 $
IMPRESSIONS LOGOBEC INTERNATIONAL	1136518	12 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	Hold - le seul fournisseur qui les a toujours fait a un gros minimum de commande. Chercher qui d'autre peut les faire.	Approvisionnement	Environnement et nature	6 561,72 $
IMPRIME-EMPLOI	1146316	30 AOÛT 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Impr/dist d¿avis pour des travaux de réhabilitation des conduites d¿égout, arrond. Ville-Marie/Plateau Mont-Royal, Dem: N. Pedro	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	5 669,32 $
INFO COMPLEXE RIVE-SUD	1141908	02 AOÛT 2016	PARENT, MARIE	Achat de cartouche d'encre pour les traceurs de la Géomatique. Soumission 1298	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	2 265,99 $
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	1106260	17 AOÛT 2016	FABIEN, FRANCOIS	68111 Modernisation télécom - Installation de bornes Wi-Fi arrondissement Pierrefonds-Roxboro. Gré à gré.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 118,27 $
INFRASTRUCTEL INC.	1143200	10 AOÛT 2016	LUU, VINH	Surveillance des travaux de la CSEM : mandat 1626	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	21 122,59 $
INFRASTRUCTEL INC.	1145111	23 AOÛT 2016	LUU, VINH	Surveillance des travaux de la CSEM : mandat 1624	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	84 762,64 $
INGETEC EXPERTS-CONSEILS EN BATIMENTS INC	1145889	26 AOÛT 2016	GIRARD, NORMAND	Surveillance en continue des travaux sur la toiture du garage des Carrières - Incidence 14677	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	3 804,12 $
INNOVISION + INC	1142865	09 AOÛT 2016	TANI-MOORE, EMMANUEL	INNOVISION+ - Services de géographie électorale / analyse de la situation actuelle des districts électoraux. Durée: de la signature au 31 décembre 2016. Conforme à l'entente de service - juillet 2016.	Greffe	Greffe	19 317,70 $
INSTALLATION JEUX-TEC INC.	2819	08 AOÛT 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 230,00 $
INSTITUT DU NOUVEAU MONDE	1144088	16 AOÛT 2016	BERNIER, LISE	Contrat pour l'accompagnement et l'animation des entretiens préliminaires sur la requalification du site des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	15 000,00 $
INSTITUT NATIONAL DE L'IMAGE ET DU SON	1141990	03 AOÛT 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Célébration du 400e anniversaire du décès de Shakespeare - Contribution coordination et production d'un court film	Culture	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	3 674,56 $
INSTITUTE FOR PERSONALITY & ABILITY TESTING, INC.	1132572	25 AOÛT 2016	FRADETTE, MARIE-CLAUDE	IPI-2 - outils de dépistage pour l'évauation psychométrique des aspirants policiers pour l'embauche de 2016. Facture no B54520	Ressources humaines	Gestion du personnel	16 298,97 $
INTACT ASSURANCE_211	rmi000117492000 0962460003	23 AOÛT 2016	Système RECLAM	INTACT ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-003088, sur la liste de paiement 1608IC003 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 407,15 $
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	1145236	23 AOÛT 2016	BIRON, PAULE	avocats dossier 14-002910	Dépenses communes	Autres - Administration générale	13 633,68 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	1145237	23 AOÛT 2016	BIRON, PAULE	avocats dossier 15-002681	Dépenses communes	Autres - Administration générale	14 193,79 $
J RENE HEBERT LTEE	290608113101	02 AOÛT 2016	GELINAS, ISABELLE	Dédouanement Jardin Botanique	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 561,42 $
J.R.G. DENEIGEMENT & EXCAVATION ENR.	1145895	26 AOÛT 2016	LUU, VINH	Services pour la location de machinerie incluant l'opérateur pour des travaux d'excavation, de disposition des matériaux de déneigement	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	20 169,57 $
JACQUES BOUDRIAS ET AUX VERRES STÉRILISÉS	rmi000114484000 1160130003	09 AOÛT 2016	Système RECLAM	JACQUES BOUDRIAS ET AUX VERRES STÉRILISÉS\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-001331, sur la liste de paiement 1608IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 500,00 $
JOSEE BLAQUIERE	1142087	03 AOÛT 2016	FILION, IVAN	Coaching L. Lapointe	Culture	Bibliothèques	2 624,69 $
JOU CHENG CHEUNG	0001	18 AOÛT 2016	BOLDUC, JOSEE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 404,00 $
JR SERVICES SANITAIRES	1142536	05 AOÛT 2016	RABY, MICHEL	2016 - Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension - Collecte et transport des ordures ménagères et des matières recyclables	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - collecte et transport	9 070,92 $
JR SERVICES SANITAIRES	1142536	05 AOÛT 2016	RABY, MICHEL	2016 - Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension - Collecte et transport des ordures ménagères et des matières recyclables	Environnement	Matières recyclables - collecte sélective - collecte et transport	4 535,46 $
JULIE-ANNE TREMBLAY	1145909	26 AOÛT 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Recherche et préparation styliste et accessoires - frais vêtements & accessoires- Recherche à partir des besoins du photographe. Essayage et choix final le jour de la prise de photo. Mise en place des accessoires. voir pièce jointe	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	9 291,39 $
JUSTINE LEGGETT-DUBE	1142971	09 AOÛT 2016	GUERIN, SERGE	Justine Leggett-Dubé - Östersund -Service - Agence, gestion de voyage.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	3 383,75 $
K & M TOYS CANADA INC.	si447819	24 AOÛT 2016	BOLDUC, JOSEE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 451,36 $
KATHLEEN DOODY	1133101	03 AOÛT 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Organisation et planification dans le cadre des ArtsGames - Graphisme	Culture	Autres - activités culturelles	3 125,00 $
KELLY SANI-VAC INC	1143530	12 AOÛT 2016	SARRAZIN, MARC	Service de nettoyage d'égouts pour l'arrondissement Île-Bizard-Sainte-Geneviève.	L'Île Bizard - Ste-Geneviève	Réseaux d'égout	3 656,37 $
KIKKERLAND DESIGN INC.	j056331	23 AOÛT 2016	BOLDUC, JOSEE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 345,50 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1142144	03 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 1106 EDIFICE SHELL, STAT 67518, TRAITEMENT TOUR EAU, PLOURDE DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 972,75 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1142156	04 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 3249 SPVM, STAT 67518, TRAITEMENT TOUR EAU, PLOURDE DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 972,75 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1145643	25 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	VCR - Produits pour les Tours d'eau pour le bât. 0601 - P. Plourde c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 087,58 $
KOPEL INC.	1143005	09 AOÛT 2016	RABY, MICHEL	2016 - Production d'outils visuels pour la campagne de communication RA tel que soumission E48346-3 - Automne 2016	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	3 499,23 $
KOPEL INC.	1143006	09 AOÛT 2016	RABY, MICHEL	2016 - Préparation postale d'outils visuels pour la campagne de communication RA tel que soumission E48344-4 - Automne 2016	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	2 183,74 $
KOREM LOGICIELS ET DONNEES GEOSPATIAUX INC.	1142680	08 AOÛT 2016	DUCAS, SYLVAIN	Licence MapInfo Professionnal - version française - 1 utilisateur nommé - valide 12 mois; Maintenance - synchronisation de juillet 2017 au 31 octobre 2017.	Service de la mise en valeur du territoire	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	8 481,94 $
L & M UNIFORME INC	1145041	24 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	Modification de manteau de motard (Été / Printemps/ Automne) pour le SPVM	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	608,93 $
L & M UNIFORME INC	1145041	22 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	Modification de manteau de motard (Été / Printemps/ Automne) pour le SPVM	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	1 502,37 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
L.L. FONDERIE	1143731	17 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	104,99 $
L.L. FONDERIE	1143731	17 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	7 086,66 $
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	1145806	25 AOÛT 2016	BRISEBOIS, LUC	Commande parc	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	62,40 $
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	1145806	25 AOÛT 2016	BRISEBOIS, LUC	Commande parc	Approvisionnement	Construction	2 900,01 $
LA MODELERIE DE MONTREAL INC.	ROS820511	09 AOÛT 2016	SAINT-VIL, PHILIPPE	. FOURNIR UN PO POUR FABRICATION DE MOULE POUR BORNE ALTIMETRIQUE DEVIS # 134662 REV. A ET DEVIS # 13465 REV. C (MODELERIE DE MONTREAL)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	16 986,98 $
LA SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.	1144094	16 AOÛT 2016	LORD, MICHEL	[illegible] AUTOMATES DÉSUETS ET NON COMPATIBLES AU RÉSEAU TÉLÉGESTION VILLE / RÉSEAU EXISTANT EST JOHNSON CONTROLS À LA CASERNE 29 #0191, LA SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 325,51 $
CHEFS, CUISINIERS ET PATISSIERS DE LA PROVINCE DE QUEBEC	1142972	09 AOÛT 2016	PARE, ROBERT	Placement publicitaire : Fête champêtre 2016 - S¿ur Angèle et le maire Denis Coderre. Visibilité : logo de la ville sur dépliant, bannière, toutes les communications et page Facebook. L'événement se tiendra le 21 août 2016.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	8 399,00 $
LABARRE GAUTHIER INC.	1143398	11 AOÛT 2016	MARCOUX, ALAIN	Achat - macarons promotionnels pour le 375e anniversaire de la Ville de Montréal	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	30 871,57 $
LABRADOR LAURENTIENNE	1112691	04 AOÛT 2016	GOYETTE, SYLVAIN	FOURNITURE EN BOUTEILLE D'EAU FORMAT DE 4 LITRES - AQUEDUC	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	4 179,42 $
LABRADOR LAURENTIENNE	1117557	09 AOÛT 2016	THIBAULT, BRUNO	Achat d'eau potable pour les mesures d'urgence. Commande pour toute l'année 2016.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $
LAFLEUR ET FILS INC	1141755	02 AOÛT 2016	LORD, MICHEL	Travaux de réparations de portes de garage dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 956,57 $
LAFLEUR ET FILS INC	1144190	17 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	[illegible] #3217, REQ. 76-278084, À LA CASERNE 44 #0418, REQ. 71-285810, AU 1610 DES CARRIÈRES #0107, REQ. 71-286644 ET À LA COUR ST-MICHEL #2458, REQ. 71-285707, LAFLEUR ET FILS INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 460,78 $
LALEMA INC.	1141678	01 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	18 KG,ABSORBANT GRANULE,HUILE & LIQUIDE INFLAMMABLE (ABSORBANT OIL DRY)	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	2 381,12 $
LALEMA INC.	1144273	17 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	18 KG,ABSORBANT GRANULE,HUILE & LIQUIDE INFLAMMABLE (ABSORBANT OIL DRY)	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	2 381,12 $
LALEMA INC.	1145610	25 AOÛT 2016	BOISVERT, SUZANNE	Produits d'entretien pour le Biodôme de Montréal	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 169,66 $
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1143597	12 AOÛT 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Fourniture, installation-désinstallation & entretien des panneaux d'information & de chantiers d'infrastructure de la Ville de Montréal - portion DGSRE - Types I & II - AO 15-14293.	Communications	Réseau de distribution de l'eau potable	10 098,50 $
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1143597	12 AOÛT 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Fourniture, installation-désinstallation & entretien des panneaux d'information & de chantiers d'infrastructure de la Ville de Montréal - portion DGSRE - Types I & II - AO 15-14293.	Communications	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	48 361,60 $
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1144018	16 AOÛT 2016	HALLE, ANDREE	Projet Lanternes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 393,30 $
LANCO AMENAGEMENT INC.	1143402	11 AOÛT 2016	DAFNIOTIS, DINO	Toiles brise-vent au terrains de soccer-football au Complexe Sportif Claude-Robillard	Diversité sociale et des sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	18 595,91 $
LANGLOIS AVOCATS S.E.N.C.R.L.	1145241	23 AOÛT 2016	BIRON, PAULE	avocats dossier 15-000263	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 112,88 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LASALLE | NHC INC.	1146034	29 AOÛT 2016	DEROME, JOHANNE	Analyse de paramètres hydrologiques d'un bain portuaire dans le Vieux-Port de Montréal	Diversité sociale et des sports	Autres - Activités récréatives	71 976,08 $
LAVE AUTO LIDO	1100911	30 AOÛT 2016	LAVOIE, JACQUES	Unités de 1$ ou moins pour lavage de la flotte de véhicules des opérations pour l'année 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 149,62 $
LE DEVOIR	1142629	05 AOÛT 2016	BACHMAN, PEGGY	Annonce: Cahier 1 couleur des Assises de l'UMQ.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	3 609,47 $
LE DEVOIR	1145201	23 AOÛT 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Appel d'offres, Le Devoir, Plusieurs factures juillet et août 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	6 795,30 $
LE DEVOIR	1145263	23 AOÛT 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Avis Public, Le Devoir, Plusieurs factures juillet et août 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 362,22 $
LE GROUPE AGRITEX INC.	CAR823327	25 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	RÉPARATION MOTEUR + AIR CLIMATISÉ , AINSI QUE L'ENTRETIEN ANNUEL D'UN TRACTEUR DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 392,84 $
LE GROUPE GUY INC.	CAR822312	12 AOÛT 2016	GAUVREAU, ALAIN	INSPECTION STATUTAIRE + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UN CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 237,88 $
LE GROUPE GUY INC.	CAR822895	22 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	REPARATION HORS GARANTIE VOIR FACTURE #BL48374	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 883,24 $
LE GROUPE GUY INC.	CAR822896	22 AOÛT 2016	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	REPARATION HORS GARANTIE VOIR FACTURE# BL48537	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 681,27 $
LE GROUPE GUY INC.	CAR823382	25 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	RÉPARATION HORS GARANTIE CAMION FREIGHTLINER VOIR FACTURE #BL48679	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 812,67 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1142793	08 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	445,99 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1142793	08 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Construction	340,66 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1142793	08 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 813,94 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1143804	15 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Construction	2 346,21 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1143804	16 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Outillage et machinerie	179,52 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1143804	15 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Environnement et nature	528,30 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1143804	15 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Outillage et machinerie	21,80 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1144269	17 AOÛT 2016	ROUSSIN, VERONIQUE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	14 318,91 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1144269	17 AOÛT 2016	ROUSSIN, VERONIQUE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Environnement et nature	843,41 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1144269	17 AOÛT 2016	ROUSSIN, VERONIQUE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Construction	1 144,95 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1144534	18 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Construction	201,36 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1144534	18 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 017,59 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1144534	18 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Transport et entreposage	781,11 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1146172	29 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Environnement et nature	286,41 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LE GROUPE J.S.V. INC	1146172	29 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Construction	376,11 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1146172	30 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Outillage et machinerie	141,00 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1146172	29 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Outillage et machinerie	891,98 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1146172	30 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Construction	929,66 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1146172	30 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	528,13 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1146172	29 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Transport et entreposage	2 033,44 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1146192	29 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	3 140,52 $
LE GROUPE MASTER S.E.C.	1138368	30 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	VCR - Réfrigérant R22 pour divers bâtiments - P. Plourde c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 940,64 $
LE GROUPE QUADRISCAN	1145257	23 AOÛT 2016	GUERIN, SERGE	Achat de catalogue Code Souvenir 2016	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	11 748,10 $
LEDUC ELECTRIQUE LTEE.	1144809	19 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	VCR - REPARATION DE MOTEUR POUR LE COMPLEXE SPORTIF CLAUDE-ROBILLARD (0095) - REQUÊTE 71-295804 - PLOURDE, DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 095,03 $
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1145029	22 AOÛT 2016	SINCLAIR, NANCY	Achat - Impression Charte montréalaise FR et ANG - pour Service du greffe	Greffe	Greffe	3 616,82 $
LES CAMIONS INDUSTRIELS YALE MONTREAL LTEE	1145954	26 AOÛT 2016	SAINT-VIL, PHILIPPE	Fourniture de voiturette électrique à plate-forme de marque et modèle Taylor-Dunn, Bigfoot48V tel que décrit à l¿article 1 de l¿appel d¿offres 16-15472 (incluant le droit spécifique sur les pneus). CLIENT INTERNE : Claude	Materiel roulant et ateliers	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	17 173,60 $
LES AMIS D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE	1143449	11 AOÛT 2016	TREMBLAY, GINA	Volet II Ma Planète mon école / Volet III Fonofone II / Ahuntsic-Cartierville dossier 2015-0122 - Programme triennal de médiation culturelle zone d'affluences	Culture	Autres - activités culturelles	11 329,00 $
LES BETONS DU COTEAU LTEE	1145442	24 AOÛT 2016	ZILEMBO, BIAGIO	Achat de 350 blocs de bétons pour le projet de relocalisation temporaire de la cour de services du Sud-Ouest	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	8 084,04 $
LES BETONS LONGUEUIL (1982) INC	1134941	08 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	Fabrication de base de béton pour banc de parc - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	13 978,67 $
LES BRASSEURS DU NORD INC	4400566	16 AOÛT 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 068,20 $
LES CLOTURES ARBOIT INC.	1142342	04 AOÛT 2016	DRAPEAU, MATHIEU	6882-i Installation de filets protecteurs en périphérie du terrain de balle	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	4 250,73 $
LES CONSULTANTS S.M. INC.	1141634	01 AOÛT 2016	RAIL, CHRISTIANNE	Offre de services professionnels pour un mandat de prestation de travail dans le domaine des STI et télécommunication dans le cadre du projet SRB Pie-IX. Avant projet. Gré à gré.	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	10 582,74 $
LES CONTROLES ROGER HOGUES MTL INC	1142201	04 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	Chauffage - Valve de zone pour Pavillon La Fontaine - Robert Lamoureux c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 402,22 $
LES DISTRIBUTEURS GF TEC INC	1143793	15 AOÛT 2016	COTE, GILLES	Vérification du système existant du chauffage des gradins à l'aréna Marcelin-Wilson - Incidence 13958	Ahuntsic - Cartierville	Gestion install. - Arénas et patinoires	2 572,23 $
LES EDITIONS YVON BLAIS INC	8020703	24 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 602,96 $
LES EMBALLAGES CARROUSEL INC	1142794	08 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	50 SAC,ORDURE	Approvisionnement	Environnement et nature	2 942,88 $
LES EMBALLAGES CARROUSEL INC	1144270	17 AOÛT 2016	ROUSSIN, VERONIQUE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Environnement et nature	37 112,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES ENT. DM LEO INC.	1145145	23 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	Entretien et réparation d'un camion Dodge Ram #plaque FGV5882 pour facture 56354 et le devis 46381	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	3 147,58 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES GILLES GAUVIN INC.	1142873	09 AOÛT 2016	DAFNIOTIS, DINO	6693-i- Installation de deux nouvelle prises électrique sur le terrain de football	Diversité sociale et des sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	7 625,36 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES GILLES GAUVIN INC.	1145689	25 AOÛT 2016	GIRARD, NORMAND	Installation de luminaires au DEL dans l'atelier de ferblanterie des ateliers Viau	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 892,14 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1145347	25 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	VCR - Compresseur pour le Centre du Plateau - P. Plourde c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 678,46 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1145852	26 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	VCR - Compresseur pour le centre du Plateau - P. Plourde c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 632,51 $
LES ENTREPRISES FLEXI INC.	1144606	18 AOÛT 2016	DUQUETTE, ANDREE	PROJET PTI MADA - achat d'un balancoire au parc Goncourt	Anjou	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	15 433,16 $
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1143068	10 AOÛT 2016	LEVESQUE, PIERRE	Soumission #UC633 - Centre Opérationnel Nord (3685) - 855, boul. Crémazie est - Travaux de pavé uni - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 240,98 $
LES ENTREPRISES, SIGNE JEAN-CLAUDE ST-DENIS INC.	1138930	17 AOÛT 2016	WILSON, GHYSLAIN	Contrat pour la fourniture de montage et le démontage de filets de protection au terrain de balle Clémentine-de-la Rousselière - selon soumission gré à gré 16-6912	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	11 259,90 $
LES ENTREPRISES, SIGNE JEAN-CLAUDE ST-DENIS INC.	1138930	17 AOÛT 2016	WILSON, GHYSLAIN	Contrat pour la fourniture de montage et le démontage de filets de protection au terrain de balle Clémentine-de-la Rousselière - selon soumission gré à gré 16-6912	Diversité sociale et des sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	10 498,74 $
LES INDUSTRIES PAMILIO INC.	1145704	25 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 135,44 $
LES INDUSTRIES SHOW CANADA INC	1145198	23 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Entretien de la plateforme d'entretien de la piscine du Centre aquatique RDP (0889) - PEP 4400 - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 525,49 $
LES LOGICIELS LIBRES LINAGORA INC.	1126391	17 AOÛT 2016	FABIEN, FRANCOIS	Appel d'offres sur invitation # 16-15058 : recours à des services professionnels en TI (Mandat # 2 : Spécialistes en infrastructure infonuagique) - Projet # 70900.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	33 814,37 $
LES LOGICIELS LIBRES LINAGORA INC.	1126517	17 AOÛT 2016	FABIEN, FRANCOIS	Appel d'offres sur invitation # 16-15058 : recours à des services professionnels en TI (Mandat # 1 : Spécialiste en plateformes de développement) - Projet # 70900.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	31 508,85 $
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	1146050	29 AOÛT 2016	LEVESQUE, PIERRE	Cavalerie du SPVM (3684) - 1515, Voie Camilien-Houde - Réparations diverses de pavage autour du bâtiment et/ou béton pour une section de trottoir - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 868,82 $
LES PLASTIQUES LAIRD (CANADA) INC	1146468	30 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	MENUISERIE (ACHAT DE FEUILLES DE PLASTIQUE POUR INVENTAIRE, ATELIER #4397, LES PLASTIQUES LAIRD (CANADA) INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 531,20 $
LES PRODUCTIONS COMTE	1145993	26 AOÛT 2016	PERRAS, SYLVAIN	Services professionnels Campagne de recrutement 2016/2017 - Vidéos (tournage et montage, etc) - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	7 033,11 $
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	1134898	15 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	MENUISERIE (ACHAT DE MODULES POUR L'ATELIER SERRURIE #4397, LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 996,08 $
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	1145407	24 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Chauffage - Établi pour le local de chauffage - R. Lamoureux c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 383,38 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	1146117	29 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	MENUISERIE (FOURNIR ET INSTALLER POUR LE NOUVEL ATELIER DE SERRURERIE AU BÂTIMENT 3, MOBILIER D'ATELIER, TABLE, COMPTOIR, ARMOIRE, CAISSON ET CABINET, LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	19 409,36 $
LES PRODUITS LAITIERS D.C.M.	44386	16 AOÛT 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 189,00 $
LES PRODUITS LAITIERS D.C.M.	44747	24 AOÛT 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 169,00 $
LES PRODUITS NORTH HATLEY INC.	34477	17 AOÛT 2016	BOLDUC, JOSEE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 019,60 $
LES PRODUITS NORTH HATLEY INC.	34610	26 AOÛT 2016	BOLDUC, JOSEE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 300,05 $
LES PRODUITS PRAXAIR	ROS804671	03 AOÛT 2016	BEAULIEU, DAMIEN	KIT DE TORCHE AU GAZ , DEMANDE PAR LA CSST POUR SERVICE INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 196,70 $
LES RESSORTS LASALLE INC	MAD821191	30 AOÛT 2016	BRISEBOIS, JOEL	BUSHING DE SUSPENSION LOUSSE ENVOYER AU RESSORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 669,00 $
LES RESSORTS LASALLE INC	MAD823246	25 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	REMPLACER TORQUE ROD 1ER DIFF. REMPLACER LES 4 SHOCKS ET BRAS DE SUSPENSION 1ER ET 2 EME DIFF. DROIT ET REMPLACERER LES BALANCIERS ET ALIGNER LE CAMION.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 623,07 $
LES REVETEMENTS SCELL-TECH INC.	1134781	17 AOÛT 2016	LÊ, SON-THU	Marquage de chaussée selon soumission SMA0005712.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- A répartir	6 724,45 $
LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX DELSAN-A.I.M. INC	1145783	25 AOÛT 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Procéder à l'élimination des équipements avec des BPC à l'École des Premières Lettres au 5155, avenue de Gaspé.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	57 359,92 $
LES SURFACES SECURITAIRES CARPELL INC.	1143827	15 AOÛT 2016	DRAPEAU, MATHIEU	6719-i-016 Accorder un contrat d'exécution pour la réfection des deux cercles de lancer au terrain de balle du CSCR	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	7 559,10 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7150790	05 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 144,75 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7150791	05 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 320,25 $
LIBRAIRIE BERTRAND	124530	04 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 181,05 $
LIBRAIRIE BERTRAND	124534	04 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 191,63 $
LIBRAIRIE BERTRAND	124858	10 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 279,65 $
LIBRAIRIE BERTRAND	125453	30 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 257,77 $
LIBRAIRIE BERTRAND	125512	29 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 052,78 $
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	16446	30 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 042,45 $
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	16471	30 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 151,25 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	16475	23 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 033,85 $
LIBRAIRIE OLIVIERI	31877	02 AOÛT 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 028,30 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cw20701591	04 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 220,50 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cw20702479	04 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 345,00 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cw20702481	04 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 453,94 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cw20702485	05 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 322,50 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cw20702489	05 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 234,15 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cw20702507	04 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 182,20 $
LIFTOW LTEE.	DIC822100	10 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT D`EQUIPEMENT DE LEVAGE POUR CHARIOT ELEVATEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 065,63 $
LIMOUSINE BRUNELLE	1142438	04 AOÛT 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Limousine Brunelle: Frais de transport des maires participant au lancement de l'Observatoire de l'aéroport aux hôtels _ facture 16-0567.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 470,25 $
LINDE CANADA LIMITEE	1141682	01 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 556,12 $
LINDE CANADA LIMITEE	1142799	08 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 346,28 $
LINDE CANADA LIMITEE	1143281	11 AOÛT 2016	ROUSSIN, VERONIQUE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	5 234,68 $
LINDE CANADA LIMITEE	1144263	17 AOÛT 2016	ROUSSIN, VERONIQUE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	40 574,61 $
LINDE CANADA LIMITEE	1144711	19 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 905,53 $
LINDE CANADA LIMITEE	1145709	25 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	GANT,CUIR DE VACHE ET COTON,DOUBLE DE MOUSSE ET FLANELLE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 076,23 $
LINDE CANADA LIMITEE	1145731	25 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 137,02 $
LINDE CANADA LIMITEE	1145777	25 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colebrt	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	17 813,43 $
LITTLE BIG JOB NETWORKS INC.	1145990	26 AOÛT 2016	CLOUTIER, SYLVIE	Facture - Firme de chasse de sourceur par les réseaux sociaux (30 sites) utilisé pour les postes de directeurs et d'architectes au début de l'année 2016. La responsable du contrat est Magalie Jacob	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 824,60 $
LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS DISCOUNT	1141067	24 AOÛT 2016	HOOPER, CHANTAL	Location autos - Travaux Publics CDN-NDG	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	1 490,82 $
LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS DISCOUNT	1141067	10 AOÛT 2016	HOOPER, CHANTAL	Location autos - Travaux Publics CDN-NDG	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	4 724,44 $
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1124884	19 AOÛT 2016	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Excavatrice sur chenille	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	1 752,03 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1124884	10 AOÛT 2016	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Excavatrice sur chenille	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	1 822,11 $
LOCATION JEAN LEGARE LTEE	1124975	05 AOÛT 2016	LAVOIE, JACQUES	Location d'une nacelle pour travaux	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 351,48 $
LOCATION LORDBEC INC.	1110615	14 AOÛT 2016	BEAUDOIN, STEVE	SLD-BCO-TP-VOIRIE 2016 RÉPARATION D'URGENCE DES CONDUITES D'AQUADUC	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	11 873,02 $
LOCATION LORDBEC INC.	1141879	16 AOÛT 2016	MORISSETTE, PIERRE	Travaux de réparations d'égout au 1470 et 1530 Emile Legrand, au 5187 Av. Repentigny et au 3015 Désormeaux.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	1 863,53 $
LOCATION LORDBEC INC.	1141879	05 AOÛT 2016	MORISSETTE, PIERRE	Travaux de réparations d'égout au 1470 et 1530 Emile Legrand, au 5187 Av. Repentigny et au 3015 Désormeaux.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	31 470,00 $
LOCATION LORDBEC INC.	1144377	19 AOÛT 2016	DUSSAULT, MARC	Réparation d'égout au 2651 avenue Haig.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	8 136,53 $
LOCATION LORDBEC INC.	1145992	26 AOÛT 2016	LAFOND, DANIEL	réparation d'une section de la conduite d'égout au 6285 Chabot (JV)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	8 477,74 $
LOCATION LORDBEC INC.	1145998	26 AOÛT 2016	LAFOND, DANIEL	réparation d'une section de la conduite d'égout au 6838 Garnier (JV)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	9 501,37 $
L'ORGANISME KINA8AT	160922	18 AOÛT 2016	LALANDE, LUCIE	Artistes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 440,00 $
LOUE FROID INC.	4218	02 AOÛT 2016	DURAND, CATHERINE	BC 207207 / Location d'une roulotte réfrigérée	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 420,00 $
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	1144279	17 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 012,61 $
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	1145706	25 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	6 972,44 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1145683	25 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	MENUISERIE (ACHAT DE'ENCRE, TONER POUR ATELIER #4397, LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 067,95 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1146031	29 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	Électricité - Lampes, prises, fiches et autres éléments électriques pour l'inventaire de l'atelier électrique du 3444 Boul.St-Joseph (4397) - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 729,49 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1146068	29 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	Électricité - lampes allogènes, détecteur pour l'inventaire de l'atelier électrique du 3444 Boul.St-Joseph (4397) - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 823,05 $
M.A. BAULNE INC.	w15674	19 AOÛT 2016	DURAND, CATHERINE	BC 208176 / Nettoyage de la tour d'eau # 2	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 700,00 $
MACOGEP INC.	13178	19 AOÛT 2016	DAOUST, LINDA	bc208346	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 310,00 $
MACONNERIE LOGIX INC.	1146042	29 AOÛT 2016	LEVESQUE, PIERRE	Soumission #SC-1378 - Centre Saint-Zotique (0747) - 75, rue du Square Sir-George-Étienne-Cartier - Travaux de ragréage de ciment - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 619,45 $
MAITRE & CHEF TRAITEURS INC	1143880	15 AOÛT 2016	MCSWEEN, BRIGITTE	Facture - Cérémonie d'ouverture des Jeux du Québec : traiteur, service, livraison	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	7 311,33 $
MANDARIN IMPORTS LTD.	78809	31 AOÛT 2016	BOLDUC, JOSEE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 166,48 $
MARC-ANDRE CHAPUT	1113434	12 AOÛT 2016	GOYETTE, STEPHANE	Service de réalisation d'un guide de marque pour le Bureau de la ville intelligente et numérique en collaboration avec le Service des communications de la Ville de Montréal.	Direction générale	Gestion de l'information	3 769,05 $
MARIA ROCIO GOLDFARB	1144922	29 AOÛT 2016	LAPOINTE, JOSEE	BCO - Soutien psychologique dans le cadre du programme d'aide aux policiers et policières (PAPP)	Ressources humaines	Gestion du personnel	27 000,00 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1141503	15 AOÛT 2016	DESORMEAUX, LISE	RÉAP ANJOU BALISES	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 031,51 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MARTECH SIGNALISATION INC.	1143227	10 AOÛT 2016	DESORMEAUX, LISE	MTLN-DISTR / REAPPROV. (INVENTAIRE - PANNEAU)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 204,74 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1144097	16 AOÛT 2016	ANDRIEU, CORINNE	Pancarte 12" x 18" Coroplast-6mm orange imp. noir travaux d'aqueduc/ Soumission de Marc-Antoine Marion / Christian Bissonnette	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	11 007,94 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1145484	24 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-SAINT-LAURENT POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 113,67 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1146002	29 AOÛT 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. SLD INVENTAIRE POTEAU TELESPAR	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	4 461,97 $
MCROBERTS SALES CO., INC.	49863	23 AOÛT 2016	DURAND, CATHERINE	Bc 208342 / Silversides, frozen 5lbs, case of 10 bags 30 cases total	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 432,00 $
ME ISABEL SERRA	1145768	25 AOÛT 2016	ZILEMBO, BIAGIO	avocat dossier règlement concours et conv. multidisciplinaires	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 179,03 $
ME ISABEL SERRA	1145782	25 AOÛT 2016	ADAM, RICHARD	avocat dossier règlement concours et conv. multidisciplinaires	Culture	Bibliothèques	4 179,03 $
ME ISABEL SERRA	1145784	25 AOÛT 2016	GUERIN, SERGE	avocat dossier règlement concours et conv. multidisciplinaires	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	4 179,03 $
ME LOUIS COURTEMANCHE, ARBITRE	1146275	30 AOÛT 2016	GAGNON, JEAN-YAN	Facture - GRIEF: SIM-2014-06 - TEMPS DE RÉPONSE	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 475,08 $
MEDIAQMI INC.	1145637	25 AOÛT 2016	LAVERDIÈRE, SUZANNE	Annonces publicitaire dans le journal de Montréal - À Nous Montréal	Culture	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	8 399,00 $
MEDIAQMI INC.	1145692	25 AOÛT 2016	SINCLAIR, NANCY	Facture - 18 licences Revue de Presse électronique (journal de Montréal et Journal 24h) - Service du greffe.	Greffe	Greffe	9 731,05 $
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1105307	18 AOÛT 2016	AYLWIN, CHANTAL	Frais de publication d'addenda via SEAO pour la Direction des infrastructures 2016	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	26 078,89 $
MERCEDES BENZ RIVE SUD	ROS822315	15 AOÛT 2016	BLOUIN, BERTRAND	PORTE ARR C/D $1070.15	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 247,04 $
METAL M-PACT INC.	ROS822120	12 AOÛT 2016	SAINT-VIL, PHILIPPE	ACIER DIVERS POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 682,32 $
METAL POLE-LITE INC.	1144553	18 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	9 081,42 $
METAUX PROFUSION INC.	ROS822027	09 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	TUBE D'ACIER POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M..	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 107,73 $
METAUX PROFUSION INC.	ROS822321	29 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	DIVERS METAUX (TUBE,CORNIERE ET BARRE) POUR FABRICATION EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 807,29 $
METAUX PROFUSION INC.	ROS823188	24 AOÛT 2016	BEAULIEU, DAMIEN	FEUILLES ALUMINIUM ET ACIER POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 013,66 $
METAUX PROFUSION INC.	ROS823189	24 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	FEUILLE D'ALUMINIUM ET STAINLESS STEEL POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 764,33 $
MGB ASSOCIES INC.	16070	25 AOÛT 2016	DAOUST, LINDA	bc 208413 travaux jardin de Chine phase 1	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 807,28 $
MICHEL BERGEVIN	rmi000118420000 1196410003	23 AOÛT 2016	Système RECLAM	MICHEL BERGEVIN\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-003663, sur la liste de paiement 1608IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 615,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1141929	03 AOÛT 2016	DESORMEAUX, LISE	ROSEMONT / REAPPROV. (INVENTAIRE - PNEUS)	Approvisionnement	Matériel roulant	8 438,73 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1142187	04 AOÛT 2016	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPROV. (INVENTAIRE - PNEUS)	Approvisionnement	Matériel roulant	7 092,70 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1143732	15 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 372,93 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1145000	22 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 025,40 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1146137	29 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 255,45 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	ROS821595	04 AOÛT 2016	ROCHETTE, JOCELYN	64321 MICHELIN PNEU,TRACTION,11R22.5 XDN2,COTE 1,CHARGE:H,MODELE MICHELIN,INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 381,91 $
DEVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS	1143768	18 AOÛT 2016	LAROCQUE, GUY	Analyse de dossier pour la demande de permission de construire sur un ancien site d'élimination désaffecté dans le cadre du projet de mise aux normes de l'Auditorium de Verdun et de l'aréna Denis-Savard - Incidence 14348	Verdun	Gestion install. - Arénas et patinoires	3 274,00 $
MINISTERE DU REVENU DU QUEBEC	de160823	23 AOÛT 2016	RODOFILI, MYRIAM	Remise des taxes sur acquisition (2) d'imme	Gestion et planification immobilière	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	136 258,50 $
MISSIONS EXEKO	1145881	26 AOÛT 2016	DEROME, JOHANNE	Retenir les services professionnels de Mission Exeko pour une exercice de consultation auprès des personnes sans-abri.	Diversité sociale et des sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	6 695,00 $
MMS LASER	ROS822999	29 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	DECOUPE 1000 BRIDES POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 779,55 $
MMS LASER	ROS823621	29 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	DECOUPE AU LSAER DE 8 COLONNETTES POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 858,92 $
MON NETTOYEUR S.E.N.C.	1098197	16 AOÛT 2016	LAVOIE, JACQUES	Nettoyage et réparation des uniformes des employés de la section des opérations pour l'année 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 039,40 $
MONSIEUR PIGEONS (2010) INC.	1146035	29 AOÛT 2016	LEVESQUE, PIERRE	Soumission 2277 - Centre de soccer intérieur CESM (0651) - 9235, avenue Papineau - Fournir et installer un filet en polypropylène pour éviter que les pigeons puissent y nicher - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 713,96 $
MONTREAL EN HISTOIRE	1144873	19 AOÛT 2016	GOYETTE, STEPHANE	Vidéo - Show culturel - ICF Columbus	Direction générale	Gestion de l'information	5 249,37 $
MONTREAL EN HISTOIRE	1144878	19 AOÛT 2016	GOYETTE, STEPHANE	Vidéo réalité virtuelle et vidéo nouvelle marque MTL intelligente et numérique	Direction générale	Gestion de l'information	21 259,97 $
MORIN RELATIONS PUBLIQUES	1143172	10 AOÛT 2016	LAPOINTE, NORMAND	Facture - Organisation logistique de deux évènements - 9 et 15 juin 2016 - Direction générale	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	6 299,25 $
MORIN RELATIONS PUBLIQUES	1144845	19 AOÛT 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Liste d'organismes - Ordre de Mtl - Morin relations pub. Devis du 8 août 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	5 249,37 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	MAD820023	01 AOÛT 2016	ITIM, SAÏD	HYPRO / MODEL # 9910-DBA160 / POMPE NEUVE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 517,27 $
NATURE-ACTION QUEBEC INC	1109825	12 AOÛT 2016	BLAIN, ERIC	2016 - Service de sensibilisation par du porte-à-porte pour l'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement Verdun - 2016 (Sensibilisation implantation RA - 2016)	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	25 410,12 $
NEARLY FAMOUS ENTERPRISES INC.	0077848in	30 AOÛT 2016	BOLDUC, JOSEE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 474,00 $
NEDCO	1141859	02 AOÛT 2016	LORD, MICHEL	Électricité - Système d'éclairage Bibliothèque Mont-Royal - Éric Desrochers c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 653,61 $
NEDCO	1143241	10 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	ÉLECTRICITÉ (TNC 92680, ACHAT D'ADAPTATEURS, CÂBLES ET AUTRES POUR LE REMPLACEMENT CÂBLE 25KV AU SOUS-SOL NOTRE-DAME #1485, NEDCO)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 574,31 $
NEDCO	1144306	17 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - TNC# 92680 - Mètres de fils électriques pour remplacement de câbles à la sous-station de l'île Notre-Dame (1485) - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 030,47 $
NEDCO	1144390	18 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Disjoncteur pour l'inventaire de l'atelier électrique (4397) - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 034,19 $
NEDCO	1144719	19 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Néons pour inventaire - demandé par Sébastien Paradis - Éric Desrochers c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 941,76 $
NEDCO	1146027	29 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	Électricité - Lampes pour PEP 4400-1-1 pour le complexe sportif Claude-Robillard (0095) - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 737,79 $
NEDCO	1146084	29 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	Électricité - Ballast pour l'inventaire de l'atelier électrique du 3444 Boul.St-Joseph (4397) - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 318,63 $
NEO-PORT INC.	9537	03 AOÛT 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 414,10 $
NEOPOST CANADA LIMITEE	1142045	03 AOÛT 2016	EMOND, LISE	Contrat location 2015111575 / Période du 14-12-2015 à 13-12-2016 / Meter for IS5000/6000 - Service Fee for MyNeopost et Rate change protection plan. Réf. À la facture 2203737 et 2203738.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 678,02 $
NEOPOST CANADA LIMITEE	1142054	03 AOÛT 2016	EMOND, LISE	Mail Station - 104" Réf. À la facture 2206353	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 335,98 $
NEXIA FRIEDMAN S.E.N.C.R.L.	1141909	02 AOÛT 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	expert comptable dossier 14-003003	Dépenses communes	Autres - Administration générale	12 867,53 $
NITEK LASER INC.	ROS823611	29 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	DECOUPER PIECES DE CHAISES LONGUES POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 005,28 $
NITEK LASER INC.	ROS823641	29 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	DECOUPE AU LASER PIECES DE PELLE MRA 2016 POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 484,56 $
NITEK LASER INC.	ROS823642	29 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	DECOUPE AU LASER DE CARCAN 2016 POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 117,43 $
NORCLAIR INC.	1141706	02 AOÛT 2016	ROBITAILLE, GEORGES	LAS-BCO-TP 2016 TRAVAUX DE NETTOYAGE, D'INSPECTION ET RAPPORT TECHNIQUE DES DÉFICIENCES DU POSTE DE POMPAGE DU BASSIN SÉNÉCAL	LaSalle	Réseaux d'égout	10 114,23 $
NORMAND NADEAU COMMUNICATIONS	1142678	08 AOÛT 2016	GALLANT, DENIS	BC pour l'achat de cellulaire suite au retrait du BIG de l'entente du CSPQ	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	16 798,00 $
NORMAND, LATULIPPE	1144870	19 AOÛT 2016	GOYETTE, STEPHANE	Traduction : Visite de Robert Bell, Rapport final	Direction générale	Gestion de l'information	2 168,14 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
NORMANDIN BEAUDRY ACTUAIRES CONSEIL INC.	1141423	17 AOÛT 2016	TARDIVEL, YVES	BCO - Mandat de rémunération pour une analyse comparative de la rémunération directe, pour l'obtention de données de marché pour les professionnels généraux	Ressources humaines	Gestion du personnel	7 349,12 $
OLIVIER LABONTE LEMOYNE	1145964	26 AOÛT 2016	DUCAS, SYLVAIN	Soumission - video site des hospitalieres - Olivier Labonté Lemoyne - Conception, réalisation, production, montage	Service de la mise en valeur du territoire	Amén., urb. et devel. - Dir.adm. et soutien - À répartir	13 858,35 $
OLYMPIQUE SOLUTIONS INFORMATIQUES	1145938	26 AOÛT 2016	LUU, VINH	cartouches d'encre	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	4 845,38 $
OLYMPIQUE SOLUTIONS INFORMATIQUES	1146564	31 AOÛT 2016	LUU, VINH	cartouches d'encre	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 258,49 $
OMAR NOUFEL	rmi000117793000 1190660003	23 AOÛT 2016	Système RECLAM	OMAR NOUFEL\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-003302, sur la liste de paiement 1608IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 242,02 $
OMNITRANS INC.	290608113301	11 AOÛT 2016	GELINAS, ISABELLE	Transport outre-mer	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 630,00 $
ORANGE TRAFFIC INC	1142386	04 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	Achat de feu piéton à del - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 255,13 $
PALAIS DU FIN GOURMET	c425871	25 AOÛT 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 008,25 $
PALAIS DU FIN GOURMET	c425901	24 AOÛT 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 009,00 $
PASARD INC.	1142792	08 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement 481GR,PEINTURE,AEROSOL pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	241,14 $
PASARD INC.	1142792	08 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement 481GR,PEINTURE,AEROSOL pour le magasin colbert	Approvisionnement	Construction	2 496,02 $
PAUL PAIEMENT	1144866	19 AOÛT 2016	GOYETTE, STEPHANE	Traduction vers le Français du questionnaire de l'Intelligent Community Forum	Direction générale	Gestion de l'information	8 710,03 $
PHIL EXCAVATION INC.	1128763	26 AOÛT 2016	LAFOND, DANIEL	Travaux de réparation de la conduite d'égout située au 6665 Papineau incluant coupe fenêtre, coupe complète jusqu'à la conduite de la ville et signalisation	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	18 766,52 $
PHOTO-METRIQUE INC.	1143931	16 AOÛT 2016	PARENT, MARIE	Support technique et mises à jour du logiciel de photogrammétrie numérique Summit Evolution Professional - du 1er septembre 2016 au 31 août 2017	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	8 881,94 $
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1145410	25 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Construction	2 069,30 $
PINHEIRO LAW	1141920	02 AOÛT 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Conseil pour l'organisation des affaires juridiques. Planification de la protection des droits de propriété intellectuelle.	Culture	Autres - activités culturelles	8 399,00 $
PLANCHER DE BOIS FRANC EXCALIBUR INC.	1146026	29 AOÛT 2016	LEVESQUE, PIERRE	Centre sportif de la Petite-Bourgogne (2463) - 1825, rue Notre-Dame ouest - Resurfaçage des planchers du gymnase et de la palestre - 3 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 632,60 $
PLASTIPRO CANADA	1144271	17 AOÛT 2016	ROUSSIN, VERONIQUE	BALISE CONIQUE,ROUGE FLUORESCENT,BANDE HAUTE REFLEC. GRIS ARGENT GR.I HAUT:700MM (28")	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	10 765,42 $
PLOMBERIE LAFLEUR INC.	1142259	04 AOÛT 2016	ROBITAILLE, GEORGES	LAS- BCO-TP 2016//INSPECTION PAR CAMERA DE L'EGOUT ET LOCALISATION DES ANOMALIES PAR LOCALISATEUR.	LaSalle	Réseaux d'égout	2 362,22 $
PLOMBERIE MIRAGE INC	1142783	08 AOÛT 2016	LAFOND, DANIEL	réparation d'une section de la conduite d'égout au 5692 15e avenue(CT)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	17 952,86 $
PLOMBERIE MIRAGE INC	1144925	22 AOÛT 2016	LAFOND, DANIEL	réparation d'une section de la conduite d'égout au 6711 St-Urbain(CT)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	3 779,55 $
PNEUS METROPOLITAINS INC.	CAR822467	18 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	S18247 REMPLACEMENT DE 6 PNEUS SUR CAMION BENNE 35 TONNES VOLVO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 380,60 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PNEUS METROPOLITAINS INC.	DIC819722	03 AOÛT 2016	BLOUIN, BERTRAND	FAIRE REPARATION ET RECHAPPER PNEU 20.5R25 (FACT: F-0011131)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 297,23 $
PNEUS METROPOLITAINS INC.	DIC821131	30 AOÛT 2016	TREMBLAY, MICHEL	FAIRE RECHAPPER DEUX PNEU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 037,91 $
PNEUS METROPOLITAINS INC.	DIC821659	04 AOÛT 2016	COUTURE, MICHEL	PNEU LOADER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 857,21 $
PNEUS TOYO CANADA INC.	ROS821450	02 AOÛT 2016	AUBIN, FREDERIC	PNEU, TOYO, 4 SAISONS, "VERSADO" P225/55R19, COTE VITESSE 99V	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 267,10 $
POISSANT EXCAVATION INC.	1144378	19 AOÛT 2016	DUSSAULT, MARC	Réparation coupe fenêtre au 2760 Honoré-Beaugrand.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	4 199,50 $
PORTAL ENTERTAINMENT SERVICES INC.	1142163	03 AOÛT 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Achat pour les ArtsGames de billets d'avion, trains, et chambres d'hôtel pour le mois de mai 2016	Culture	Autres - activités culturelles	30 929,25 $
POSTMAN INCORPORATED	1142123	03 AOÛT 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Conseiller en création pour les ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	13 018,45 $
PRESTIGE SECURKEY INC	1094040	05 AOÛT 2016	FORTIN, FRANCINE	Bon de commande ouvert / service de serrurerie pour l'année 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 674,56 $
PREVOST NOTAIRES INC.	1145158	23 AOÛT 2016	BIRON, PAULE	notaires dossier 16-002133	Dépenses communes	Autres - Administration générale	13 123,44 $
PRIMAX TECHNOLOGIES INC.	1144413	18 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Haute-tension - Batterie pour remplacer celle existante hors norme de la Sous-station de l'Île-Notre-Dame, poste SH-3 (0533) - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 470,48 $
PRIMO INSTRUMENT INC.	1144408	23 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	Haute-tension - Certificats de calibrations pour plusieurs appareils électriques pour la Haute-tension (4397) - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	112,34 $
PRIMO INSTRUMENT INC.	1144408	18 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	Haute-tension - Certificats de calibrations pour plusieurs appareils électriques pour la Haute-tension (4397) - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	1 600,03 $
PRIMO INSTRUMENT INC.	1144408	29 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	Haute-tension - Certificats de calibrations pour plusieurs appareils électriques pour la Haute-tension (4397) - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	1 780,55 $
PROCHUTE SECURITE INC.	1143738	15 AOÛT 2016	CAZELAIS, ANDRE	Analyse des besoins et planification de mécanismes de protection contre les chutes au niveau du toit de l'hôtel de ville - Incidence 13672	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	6 475,80 $
PRODUITS DE LABORATOIRES CERTIFIES	CAR823101	23 AOÛT 2016	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	EQUIPEMENT DE GARAGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 175,34 $
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR812740	04 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	PIECES DE BANCS POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	15 695,62 $
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR818381	03 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	DIVERS PLANCHE POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 251,67 $
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR821715	04 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	MADRIER POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 188,47 $
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR821715	23 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	MADRIER POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	419,95 $
PRODUITS SANY	1142936	09 AOÛT 2016	GINCE, MARTIN	PRODUITS D'ENTRETIEN	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	4 270,28 $
PRODUITS SANY	1144293	17 AOÛT 2016	LEMAY, JULIE	Produits d'entretien - soumission # 1095915 du 05-08-2016	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 840,83 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PRODUITS SANY	1144566	18 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	2 479,33 $
QUALINET ENVIRONNEMENT INC.	1140857	05 AOÛT 2016	BEAUDOIN, STEVE	SLD-BCO-TP-VOIRIE-2016 HYDRO-EXCAVATION	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	13 696,99 $
QUINCAILLERIE A.C.L. INC.	1146422	30 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Menuiserie - achat pour batiment # 0668 Côte-des-Neiges TNC #90629 Porte extérieure demandé par Pierre Desjarlais c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 361,42 $
R.G. TECHNILAB	1145862	26 AOÛT 2016	CLOUTIER, MARIEKE	Soumission 12146, date 25.08.2016. 2016 - Location d¿un détecteur Inspectra avec kit de traçabilité	Environnement	Protection de l'environnement	2 409,46 $
RACHIDA AZDOUZ	1143094	10 AOÛT 2016	BASTIEN, NADIA	Réalisation de 6 sessions de formation en accommodement raisonnable à l'intention des gestionnaires, des employés des ressources humaines et des services à la clientèle de la Ville de Montréal	Diversité sociale et des sports	Développement social	9 450,00 $
RACICOT CHANDONNET LTEE	1142267	04 AOÛT 2016	BIRON, PAULE	avocats dossier 16-001029	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 616,75 $
RADAR HEADHUNTERS INC.	1145449	24 AOÛT 2016	BOUCHARD, DIANE	BCO - Services professionnels de RADAR pour la recherche de talents pour le poste de conseiller principal en relations de travail.	Ressources humaines	Gestion du personnel	22 782,29 $
RADHYPS INC.	1142888	09 AOÛT 2016	GUAY, PATRICE	expert dossier pluie 08-002165	Dépenses communes	Autres - Administration générale	22 603,78 $
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1142174	04 AOÛT 2016	FORTIN, FRANCINE	Abonnement à la publication Analyse et prévision du marché des bureaux de Montréal. Édition 2016-2021	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 937,05 $
RAYMOND MONTPETIT	1144157	17 AOÛT 2016	LAVERDIERE, SUZANNE	Honoraire professionnels - Réaliser un portrait diagnostic du secteur muséal montréalais	Culture	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	22 708,71 $
REAL HUOT INC.	1142922	09 AOÛT 2016	FERREIRA, RUY PAULO	Écrou de man¿uvre ouvrant à gauche pour D-67M Premi	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	2 992,56 $
REAL HUOT INC.	1143207	10 AOÛT 2016	ROUSSIN, VERONIQUE	COMPTEUR D'EAU AVEC REGISTRE 1'' (IP68)	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	11 535,19 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1142332	04 AOÛT 2016	LAPERRIERE, RACHEL	DA 451566 - Transport des sols contaminés catégorie AB.	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	15 118,20 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1144555	18 AOÛT 2016	LAPERRIERE, RACHEL	DA451566 Transport des sols contaminés catégorie AB	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	15 118,20 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1145141	23 AOÛT 2016	DAVID, KATHY	Disposition des sols contaminés à Lasalle	Service de l'eau	Réseaux d'égout	8 888,24 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1145141	23 AOÛT 2016	DAVID, KATHY	Disposition des sols contaminés à Lasalle	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	8 888,24 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1145493	24 AOÛT 2016	ROBITAILLE, GEORGES	LAS-BCO-TP2016 / POUR LA DISPOSITION TERRE D'EXCAVATION.	LaSalle	Réseau de distribution de l'eau potable	22 677,30 $
REFRIGERATION FRIGO ZONE INC	1144582	18 AOÛT 2016	BEAUDREAULT, BRIGITTE	TRAVAUX PATRO LE PRÉVOST	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	5 698,72 $
REGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES	3627	24 AOÛT 2016	DURAND, CATHERINE	Réf # 599 / Production conjointe du dépliant Quartier olympique été 2016 + espace publicitaire dans la carte touristique du Parc olympique Automne 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 190,00 $
REGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES	3633	30 AOÛT 2016	GAGNE, ANNIE	Électricité du Biodôme - Période du 5 juillet au 2 août 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	97 046,05 $
REGIE DU BATIMENT DU QUEBEC, DIRECTION DES LICENCES	1145622	25 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Inspection périodique sur chaudière ou appareil soumis à l'action de la flamme à divers endroits. Factures : AP-655529, AP-655530, AP-655532, AP-655533, AP-655534, AP-65	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 254,25 $

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
REGULVAR INC	1145525	24 AOÛT 2016	LORD, MICHEL	TÉLÉGESTION (ACHAT DE CONVERTISSEURS ET AUTOMATE POUR LA CONNECTION RÉSEAU ET INVENTAIRE, ATELIER #4397, REGULVAR INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 538,60 $
REMORQUAGE METEOR INC.	1145833	26 AOÛT 2016	GUINDON, PATRICE	Service de remorquage de véhicules	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 684,54 $
RESEAU ACTION TI INC.	1142121	03 AOÛT 2016	CLOUTIER, SYLVIE	Frais annuel - Inscription pour Réseau action TI pour Jean-Martin Thibault; Frais annuel - Inscription pour Réseau action TI pour Sylvain Perras; Frais annuel - Inscription pour Réseau action TI pour Benoit Jean.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 986,90 $
RESEAU ACTION TI INC.	1145245	23 AOÛT 2016	CLOUTIER, SYLVIE	Forfait " Bâtisseur de la relève " selon la facture RelèveTI2016-04.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 249,37 $
RÉSEAUTIQUE S.L. ENRG.	1142654	08 AOÛT 2016	LUU, VINH	Licence Fortinet Bundle - Proposition 16116	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 607,33 $
RESOLOGIS INC.	1146492	30 AOÛT 2016	LÊ, SON-THU	Implantation d'un lien de passerelles CEI 61131 pour l'échange de données opérationnelles MTQ	Infrastructures, voirie et transports	Autres - Transport	22 703,55 $
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	CAR821341	05 AOÛT 2016	PORTELANCE, RAYMOND	RÉPARATION DE LA SUSPENSION ARR D'UN CAMION MULTIMODE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 240,10 $
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	CAR823211	30 AOÛT 2016	PORTELANCE, RAYMOND	INSPECTION ANNUELLE + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UN CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 595,76 $
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC821971	30 AOÛT 2016	TREMBLAY, MICHEL	FOURNIR PO A RESSORT MTL-NORD POUR INSPECTION STATUTAIRE ET REPARATION.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 007,54 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS823337	25 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	reparation de suspension de camion de pompier	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 836,65 $
RICHTER GROUPE CONSEIL INC.	1142295	04 AOÛT 2016	BIRON, PAULE	expert dossier 16-000328	Dépenses communes	Autres - Administration générale	19 384,85 $
ROBERT BOILEAU INC	1142659	08 AOÛT 2016	COUTU, MARTIN	Travaux de peinture des lignes de jeux et d'épaississement des deux dalles réfrigérées dans le cadre du projet de mise à niveau de l'aréna Rodrigue-Gilbert - Incidence 14229	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Gestion install. - Arénas et patinoires	6 397,89 $
ROBERT BOILEAU INC	CAR823375	25 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	1B-51722 PNEU CLOUTÉ 215-85 R 16 (FIRESTONE DESTINATION) + TAXE ENVIRONNEMENTALE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 010,28 $
ROBERT BOILEAU INC	CAR823375	30 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	9TRANSPORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	73,49 $
ROGER GIRARD INC	1146178	29 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Construction	4 855,67 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1142034	03 AOÛT 2016	PIROG, MACIEJ	BC ouvert 2016 pour la période de mai à décembre 2016 - CR 112526 - MCE.	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	6 341,24 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1142826	08 AOÛT 2016	MARLEAU, JACQUES	BCO - Service - Téléphonie cellulaire (voix et transmission de données)	Finances	Administration, finances et approvisionnement	7 349,12 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1143658	12 AOÛT 2016	BOND, ALAIN	BCO - Téléphonie cellulaire pour 16 employés du BCG pour la période de mai à décembre 2017	Direction générale	Administration, finances et approvisionnement	4 746,49 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1144052	16 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Administration - Paiement pour les antennes de 2014 jamais facturés - Thiffault, Yvan	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 463,31 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1144074	16 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Frais de cellulaire pour le mois de juillet 2016 + 14 IPAD et 105 cellulaires (cols bleus, contremaîtres, prép.soutien administratif, gest.immobilier et chef de division) Thiffault, Yvan	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 743,41 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1145286	23 AOÛT 2016	HACHEY, NORMAND	Bc ouvert 2016 - frais mensuels pour cellulaire de Normand Hachey et équipe ARSO	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	419,95 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1145286	23 AOÛT 2016	HACHEY, NORMAND	Bc ouvert 2016 - frais mensuels pour cellulaire de Normand Hachey et équipe ARSO	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 199,50 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1662391539	31 AOÛT 2016	BOURQUE, RACHEL	Téléphonie cellulaire	Technologies de l'information	Gestion de l'information	16 841,63 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1663308920	16 AOÛT 2016	DE ROME, SUZANNE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	2 809,27 $
ROLF C. HAGEN	3042000	24 AOÛT 2016	DURAND, CATHERINE	BC 208353 / Boîtes de transport (diverse grandeurs) Tube fluorescent Life Spectrum Fluval (différentes grandeurs) + Système d'éclairage fluorescent	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 306,25 $
ROY BELANGER DUPRAS	1145673	25 AOÛT 2016	BIRON, PAULE	avocats dossier Sun média #1655	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 043,06 $
ROYAL PHOTO INC	1141553	01 AOÛT 2016	RENAUD, LYSE	Achat d'appareil photo pour la réalisation d'inspections et d'autres visites sur le terrain. Réf. Lyse Renaud	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 463,00 $
RYDER EQUIPEMENTS DE MANUTENTION	psi2791057	05 AOÛT 2016	DURAND, CATHERINE	BC 207968 / joint d'étanchéité du cylindre + frein + labour + travel + frais de transport + consommable	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 055,26 $
S. DESORMIERS EXCAVATION INC.	1142745	11 AOÛT 2016	MORISSETTE, PIERRE	Travaux de réparations d'égout au 5849 rue Mignault.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	13 858,35 $
S.M. CONSTRUCTION INC.	1145869	26 AOÛT 2016	GUINDON, PATRICE	Poste de carburant St-Michel - Inspections pour renouvellement du permis	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 097,30 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	CAR823691	30 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	HUILES EN VRAC POUR RÉPARER MATÉRIEL ROULANT DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 271,61 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	DIC820998	12 AOÛT 2016	TREMBLAY, MICHEL	HUILE,MOTEUR,MULTIGRADE,VRAC,GRADE SAE 15W40,CLASSIFICATION CJ-4/XHD-7	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 578,66 $
SBSC ENVIRONNEMENT INC.	1142928	09 AOÛT 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	expert dossier 14-003706	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 755,92 $
SCHLEICH NORTH AMERICA INC.	inv501137	23 AOÛT 2016	BOLDUC, JOSEE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 180,49 $
SENTINEL CANADA	1145087	22 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	HUILE,TRANSMISSION AUTOMATIQUE,SYNTHETIQUE (TRANSYND)	Approvisionnement	Matériel roulant	6 210,56 $
SERRUBEC INC	1145668	25 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	MENUISERIE (ACHAT DE SERRURES POUR ATELIER #4397, SERRUBEC INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 199,07 $
SERRURIERS AMHERST INC.	1146270	30 AOÛT 2016	BISSONNETTE, JEAN-MARC	Remplacement des serrures des guérites de site de dépôt à neige - Selon estimation 13-08-16	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	10 162,79 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1141926	03 AOÛT 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ROSEMONT / REAPPROV. (INVENTAIRE - MECANIQUE)	Approvisionnement	Matériel roulant	9 413,68 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1143456	11 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 457,86 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1143456	15 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	122,38 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	ROS821014	03 AOÛT 2016	ROCHETTE, JOCELYN	KIT2252H2DA PLAQUETTE FREIN SERVICE INTENSE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 698,72 $
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES PERE ET FILS INC.	1141759	02 AOÛT 2016	LORD, MICHEL	Contrat d'aménagement paysager pour la saison 2016 pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 611,57 $
SERVICE D'ENTRETIEN MENAGER VIMONT INC	1141787	02 AOÛT 2016	LORD, MICHEL	Grand ménage effectué les 5 et 6 juillet pour le 2620, St-Joseph	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 587,42 $
SERVICES INFRASPEC INC.	1144305	17 AOÛT 2016	DUFRESNE, ALAIN	Réseau d'aqueduc temporaire de 2.5" sur le boul. De Maisonneuve E. entre Iberville et Frontenac.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	8 399,00 $
SERVICES TRIAD INC.	1145985	26 AOÛT 2016	GAGNON, ANDRE	Formation des superviseurs du centre de contacts 311. Contrat signé le 28 avril 2016.	Concertation des arrondissements	Rel. avec les citoyens et communications	10 501,73 $
SIMON BOULERICE	1142089	03 AOÛT 2016	FILION, IVAN	Entente - Porte-parole	Culture	Bibliothèques	3 149,62 $
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	1094551	15 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	Impression des de différentes documents - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	4 160,13 $
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	1129429	15 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	Impression divers de document pour le centre Colbert	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	3 671,97 $
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	1145986	26 AOÛT 2016	PARE, ROBERT	Dépliant 2016-2017 Carte Accès Montréal	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 913,41 $
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1145354	24 AOÛT 2016	CAZELAIS, ANDRE	Fourniture du module interface additionnel et d'une unité de programmation des contrôle d'accès de l'hôtel de ville dans le cadre des travaux d'optimisation de la sécurité de l'hôtel de ville- Incidence 14542	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	2 570,34 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1107220	09 AOÛT 2016	LAMARRE, JEAN	Bon de commande ouvert pour l'envoi de lettre de communication avec le citoyen (projet MCE) avec le service "express poste certifié - post-payés"	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	6 843,09 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1136905	02 AOÛT 2016	JUTRAS, PIERRE	Accorder un contrat à Poste Canada pour l'Envoie de lettres aux propriétaires de frênes dans les zones à risque	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	3 745,95 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1141889	02 AOÛT 2016	JUTRAS, PIERRE	Accorder un contrat à Poste Canada pour l'Envoie de lettres aux propriétaires de frênes dans les zones à risque	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	9 658,85 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1143007	09 AOÛT 2016	RABY, MICHEL	2016 - Livraison cartes postales - Outils visuels pour la campagne de communication RA - Automne -réf client 2002946	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	13 258,81 $
DEVELOPPEMENT ENVIRONNEMENTAL DE ROSEMONT (SODER) INC.	1143642	12 AOÛT 2016	RABY, MICHEL	2016 - Compensation pour retard fournisseur de la Ville - Service de distribution de bacs pour la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement Ahuntsic/Cartierville(Soder)	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	12 598,50 $
SOCIETE DES AMIS DU BIODOME	1144562	18 AOÛT 2016	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Facture SABM-01-2016 : 8 places au camp de jour du Biodome à l'été 2016 (places offertes à des jeunes défavorisés du quartier HOMA - Places payées par la Bourse Jérôme-Brisson-Curadeau	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 000,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SOCIETE EN COMMANDITE STRONGCO	CAR822831	19 AOÛT 2016	DAVID, STEPHANE	S18260 PIECE HYDRAULIQUE POUR CAMION BENNE A35D VOLVO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 434,75 $
SOCIETE ENVIRONNEMENTALE COTE-DES-NEIGES	1143644	12 AOÛT 2016	RABY, MICHEL	2016 - Service de sensibilisation et porte-à-porte pour l'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement CDN-NDG - 8782 portes	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	26 346,00 $
SOCIETE LOGIQUE INC	1144104	16 AOÛT 2016	CHAMPAGNE, BENOIT	Rapport de recommandation pour les neuf projets du programme de rues piétonnes	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	22 989,00 $
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	1143015	09 AOÛT 2016	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Période de consultation du 01/06/2016 au 30/06/2016. Voir l'annexe pour la facture.	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 200,80 $
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	1143017	09 AOÛT 2016	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Période de consultation du 01/07/2016 au 30/07/2016. Voir l'annexe pour la facture.	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 142,06 $
SOCIETE TELUS COMMUNICATIONS	1142674	08 AOÛT 2016	GALLANT, DENIS	BCO - Service de téléphonie cellulaire pour le Bureau de l'inspecteur pour l'année 2016 (août à décembre)	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	8 399,00 $
SOFTCHOICE LP	1142999	09 AOÛT 2016	MARCHAND, NATHALIE	Achat de 4 licences Adobe captivate en mode cloud pour le SIM (CAPTIVATE - LICENSE - 1 USER - GOV - TLP - LEVEL 1 (1+) - 1100POINTS - WIN, MAC, IOS - CANADIAN FRENCH FRENCH (CDN) v9 ECERTIFICATETLP-GOV 5 LVL1).	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 999,36 $
SOLENIS CANADA ULC	1144533	18 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	V.C.R. et Soudure - Chimiques tour d'eau demandé par Benoit Benoit - Patrick Plourde c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 152,53 $
SOLMATECH INC.	1122541	11 AOÛT 2016	COTE, GILLES	Réaménagement du terrain de baseball no 3 au parc Henri-Julien - Surveillance environnementale	Ahuntsic - Cartierville	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 952,78 $
SOLMATECH INC.	1145001	22 AOÛT 2016	BEKKOUCHE, ABDELWAHID	Contrôle qualitatif - Travaux de remplacement d'entrées de service d'eau en plomb, de réfection de surface et autres travaux connexes à la Ville de Montréal - BTL15-14689	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	18 262,67 $
SOLUTIONS AQUAVIDYA INC.	1142819	08 AOÛT 2016	GUAY, PATRICE	expert dossier 08-002165	Dépenses communes	Autres - Administration générale	17 585,92 $
SOLUTIONS CONSORTECH INC	1143450	30 AOÛT 2016	CHAPUT, CHRISTIAN	Licence PDF Reader pour le client (Évaluation) de Marc Gélinas. Il peut être installé sur plusieurs postes; Licence PDF Reader pour le client, le Service de l'évaluation, de Marc Gélinas, pour l'installation, configuration et formation, ban	Technologies de l'information	Gestion de l'information	7 559,10 $
SOMABEC LTEE.	522017	05 AOÛT 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	7 613,50 $
SOUDURE ABSOLUE INC.	ROS821877	08 AOÛT 2016		SOUDER 359 MANCHONS MODIFIER POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 261,43 $
SOUDURE BOISVERT	1145548	24 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-SAINT-LAURENT POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 624,69 $
SOUDURE BOISVERT	1145548	29 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-SAINT-LAURENT POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	73,49 $
SOUDURE RENE THIBAULT INC.	1145358	24 AOÛT 2016	DEROME, JOHANNE	Fourniture et installation des échelles et des garde-corps des platerformes des salles mécaniques au Centre de soccer de Montréal - Incidence 14113	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	22 792,79 $
SOUDURE RENE THIBAULT INC.	DIC823480	26 AOÛT 2016	MASSE, PAUL	A LA DEMANDE DE PATRICK VEILLETTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 923,90 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	1143708	12 AOÛT 2016	LAPOINTE, JOSEE	Services professionnels de SPB Psychologie organisationnelle inc. pour l'évaluation des compétences de gestion pour le poste de président de la CFPM.	Ressources humaines	Gestion du personnel	9 448,87 $
SPECIALITE S.V.R.	1142883	09 AOÛT 2016	PIROG, MACIEJ	Achat de 20 compteurs d'eau de marque Badger E-SERIES - 3/4" x 3/4" x 9" long corps en polymer encodeur ADE pour lecture encoder 6 unités au 0.1/M3 et fil de raccordemen	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 779,55 $
SPI SANTE SECURITE INC.	1145641	25 AOÛT 2016	COUTURE, CHARLES	Garde corps, perche telecopique, adapteur universel, harnais et barricade pour trou d,homme pour le projet Maxim'eau	Service de l'eau	Réseaux d'égout	5 883,89 $
SPI SANTE SECURITE INC.	1145641	25 AOÛT 2016	COUTURE, CHARLES	Garde corps, perche telecopique, adapteur universel, harnais et barricade pour trou d,homme pour le projet Maxim'eau	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 814,11 $
SPI SANTE SECURITE INC.	1145778	25 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	CRAMPON,GLACE,AMOVIBLE,MOYEN,SEMELLE,SECURITE,ANTIDERAP	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 644,81 $
SPI SANTE SECURITE INC.	1145809	25 AOÛT 2016	MARTHET, DOMINIQUE	Masques complets différentes grandeurs, filtres et chapeau de soudeur/ Soumission 9763889-00 du 17 août 2016/ TP-Aqueducs-Hugo Laroche.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 119,71 $
SSQ ASSURANCES GÉNÉRALES_21	rmi000117974000 0944000003	09 AOÛT 2016	Système RECLAM	SSQ ASSURANCES GENERALES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-003425, sur la liste de paiement 1608IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 222,01 $
STELEM	1143706	12 AOÛT 2016	DAVID, KATHY	Boîtier de quatre multi capteurs de marque Hydreka, modèle Soundsens	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 351,72 $
STELEM	1145415	24 AOÛT 2016	ROBITAILLE, GEORGES	LAS-BCR-TP2016 / REPARATION MANIPULATEUR DE VANNES. REP-WACHS P2 #03-2322 et REP-WACHS P2 #07-203.	LaSalle	Réseaux d'égout	4 052,52 $
STELEM	1146180	29 AOÛT 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	9 763,84 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1141674	01 AOÛT 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	7 069,53 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1142742	08 AOÛT 2016	SIROIS, CELINE	Dalles et chambres de vannes - TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	1 083,48 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1142742	09 AOÛT 2016	SIROIS, CELINE	Dalles et chambres de vannes - TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 385,32 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1143792	15 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 952,34 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1143792	15 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Construction	142,15 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1144196	17 AOÛT 2016	ST-LAURENT, CAROLINE	Achats de pièces d'aqueducs: têtes de puisards, anneaux de regards et rouleaux de butyle (J.G.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseau de distribution de l'eau potable	4 185,84 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1144265	17 AOÛT 2016	ROUSSIN, VERONIQUE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	20 579,11 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1144326	17 AOÛT 2016	DUSSAULT, MARC	Achat de pièces pour le réseau d'égout.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	4 537,55 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1144705	19 AOÛT 2016	ROUSSIN, VERONIQUE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	26 731,63 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1145023	22 AOÛT 2016	POITRAS, DOMINIC	Bas et anneau pour puisard	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	7 051,38 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1145127	23 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	1 568,25 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1145127	24 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	1 303,94 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1145168	23 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	9 751,78 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1145725	25 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	9 866,85 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1146189	29 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	15 663,61 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1146246	30 AOÛT 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	6 863,41 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1146333	30 AOÛT 2016	DUFRESNE, ALAIN	Manchons de transition en fonte recouvert d'émail-TP-Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	4 144,49 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1146446	30 AOÛT 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du magasin des travaux publics de Mtl-Nord.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 015,44 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	ROS822767	18 AOÛT 2016	GARNEAU, DOMINIC	Pièces pour aqueduc.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 397,82 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	ROS822768	18 AOÛT 2016	GARNEAU, DOMINIC	Pièces pour aqueduc.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 811,68 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	ROS822769	18 AOÛT 2016	GARNEAU, DOMINIC	Pièces pour aqueduc.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 078,51 $
STINSON EQUIPMENT (QUEBEC) INC.	1142294	04 AOÛT 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de peinture de marquage pour terrain de jeu - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	9 957,85 $
ST-LAURENT/SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC	ROS822346	13 AOÛT 2016	LESSARD, SIMON	REPARATION SUSPENSION ARRIERE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 019,33 $
ST-LAURENT/SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC	ROS822353	13 AOÛT 2016	GAUVREAU, ALAIN	REMPLACER LES DEUX RESORTS DE LA SUSPENSION AVANT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 084,27 $
STUDIO TRAFIQUANT S.E.N.C.	1144835	19 AOÛT 2016	PERRAS, SYLVAIN	BCO - Services professionnels - Stratégies de communication (vidéos) - Campagne de recrutement 2016/2017 - Services de technologie de l'informatique	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 464,59 $
SUMMUM REFRIGERATION INC.	10104	05 AOÛT 2016	DURAND, CATHERINE	BC 208206 / Fournir et installer 2 climatisation portative / salle de serveur et atelier de peinture temporaire pendant le temps des travaux de la chaufferie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 232,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SYNDICAT DES PROFESSIONNELLES ET PROFESSIONNELS MUNICIPAUX DE MONTREAL	1145443	24 AOÛT 2016	GREGOIRE, SOPHIE	Facture - Honoraires professionnels en actuariat-conseil avec la firme SAI de mai à septembre 2015. Remboursement au syndicat pour ce paiement.	Ressources humaines	Gestion du personnel	17 027,17 $
SYSCO CANADA INC.	2970893	09 AOÛT 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 964,04 $
SYSCO CANADA INC.	2982542	01 AOÛT 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 445,57 $
SYSCO CANADA INC.	2984113	03 AOÛT 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 376,83 $
SYSCO CANADA INC.	2985049	08 AOÛT 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 900,46 $
SYSCO CANADA INC.	2986982	15 AOÛT 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 905,41 $
SYSCO CANADA INC.	2988983	16 AOÛT 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 332,20 $
SYSCO CANADA INC.	2993451	24 AOÛT 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 453,22 $
SYSCO CANADA INC.	2996012	26 AOÛT 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 672,92 $
SYSTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATIONS INC	1101973	17 AOÛT 2016	FABIEN, FRANCOIS	74561 - Service pro. - Analyste d'affaires - Systematix - AOI.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	7 890,08 $
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	ROS820422	08 AOÛT 2016	GAUVREAU, ALAIN	FIRE COMMANDER , CAPITAINE GOUVERNEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 585,46 $
TAB PRODUCTS OF CANADA, CO.	1144860	19 AOÛT 2016	LOISELLE, ERIC	Achat - Chemises et pochettes pour dossiers médicales - bureau de santé.	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 521,50 $
TACEL LIMITEE	1130167	08 AOÛT 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	COFFRET BRANCHEMENT,FEUX CIRCULATION,ALUMINIUM,EXIGENCE DT-4205	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	49 101,90 $
TACEL LIMITEE	1146485	30 AOÛT 2016	LÊ, SON-THU	Achat 3 systèmes de relève d'alimentation ALPHA - Intersection 6380 N-Dame (981) ; P-Dupuis/ch des Moulins (1738) & un réserve.	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	22 204,86 $
CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1140544	15 AOÛT 2016	BASTIEN, NADIA	Dépenses de Taxi pour la Division Rel. Interculturelles et la Division Lutte à la pauvreté et à l'itinérance pour l'année 2016	Diversité sociale et des sports	Autres - activités culturelles	2 729,67 $
CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1145996	26 AOÛT 2016	MARCHAND, NATHALIE	Facture - Frais de taxi pour le compte 011782 pour le mois de juillet.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 324,84 $
TEAMSTUDIO INC.	1107553	17 AOÛT 2016	FABIEN, FRANCOIS	71350 - Analysis (Catalog Scan, Usage auditing et Analyser, 2 ans de maintenance) - Teamstudio.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 367,44 $
TECHNO CVC INC	1145062	22 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 160,64 $
TECHNO FEU INC	1141930	03 AOÛT 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ROSEMONT / REAPPROV. (INVENTAIRE - MEC. CAMION POMPIER)	Approvisionnement	Construction	853,02 $
TECHNO FEU INC	1141930	03 AOÛT 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ROSEMONT / REAPPROV. (INVENTAIRE - MEC. CAMION POMPIER)	Approvisionnement	Matériel roulant	8 664,76 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TECHNO FEU INC	1141930	03 AOÛT 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	ROSEMONT / REAPPROV. (INVENTAIRE - MEC. CAMION POMPIER)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	52,49 $
TECHNO FEU INC	1142758	09 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	47,24 $
TECHNO FEU INC	1142758	08 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	7 175,17 $
TECHNO FEU INC	1142758	09 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	732,60 $
TECHNO FEU INC	1144367	19 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	1 252,54 $
TECHNO FEU INC	1144367	19 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	89,24 $
TECHNO FEU INC	1144367	17 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	20 123,86 $
TECHNO FEU INC	1145293	24 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	146,65 $
TECHNO FEU INC	1145293	23 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	5 644,28 $
TECHNO FEU INC	1145293	24 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	31,50 $
TECHNO FEU INC	1146073	29 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	5 983,23 $
TECHNO FEU INC	1146073	29 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	64,11 $
TECHNO FEU INC	ROS822337	13 AOÛT 2016	GAUVREAU, ALAIN	FAIRE INSPECTION ET REPARATION SELON PEP ET LOI 430 + TEST D'ECHELLE REF 101261	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 896,42 $
TECHNO FEU INC	ROS822338	13 AOÛT 2016	LESSARD, SIMON	FAIRE REPARATION CHEZ FOURNISSEUR AUTORISE E-ONE REF 101248	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 634,78 $
TECHNO-GESTASS LTEE	ROS821583	03 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	FEUILLE DE GRAVOPLY POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR LA SÉRIGRAPHIEF	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 399,98 $
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1142640	05 AOÛT 2016	BELLEMARE, NATHALIE	Achat mobilier selon soumission AP-0175 du 27 juillet 2016.	Culture	Bibliothèques	3 217,68 $
TELECON INC	1085700	16 AOÛT 2016	SELLAM, AMIEROUCH	Services techniques pour des travaux de tirages et de raccordements de fibres optiques pour des projecteurs situés dans le Vieux Montréal dans le cadre du projet PTI 68111 ¿ Modernisation télécommunications.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	40 874,17 $
TELE-QUEBEC	1141511	01 AOÛT 2016	LE NAY, ALBANE	Placement publicitaire - Campagne Planétarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	34 200,00 $
TENAQUIP LIMITED	1144303	17 AOÛT 2016	LEMAY, JULIE	ULTRASPILLPALLET 4 BARIL A / DRAIN, 53" X 53" X 11,75"	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 809,97 $
TENAQUIP LIMITED	1144315	17 AOÛT 2016	LEMAY, JULIE	ULTRASPILLPALLET 4 BARIL S / DRAIN, 53" X 53" X 11,75"	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 664,39 $
TENAQUIP LIMITED	1028271500	05 AOÛT 2016	DURAND, CATHERINE	BC 207506 / 14 gauge shelf + armoire entteposage PR balais	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 038,40 $
TENCO INC.	DIC814055	10 AOÛT 2016	EMOND, LISE	**FILLAGE DICKY JOHN COMPLET OK M MIELE***	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 541,76 $
TETRA TECH QI INC.	1141959	03 AOÛT 2016	CARRIER, JEAN	PCPR LOCAL- Offre de services professionnels - Programme complémentaire de planage revêtement - Avenues Baldwin, Alsace et des Ormeaux	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	16 693,01 $
THE GAZETTE	1142713	08 AOÛT 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Paiement de factures pour les avis publics publiés dans le quotidien The Gazette au mois de juillet 2016.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	17 402,46 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
THE GAZETTE	1145212	23 AOÛT 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Avis Public, The Gazette, deux factures	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	8 230,60 $
THEATRES UNIS ENFANCE JEUNESSE	160823	23 AOÛT 2016	LAVIGNE, VALERIE	Artistes	Culture	Autres - activités culturelles	2 240,59 $
THIBAULT & ASSOCIES	ROS822354	13 AOÛT 2016	LESSARD, SIMON	FAIRE REPARATION SELON SOUMISSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 371,99 $
TINK PROFITABILITE NUMERIQUE INC.	1143181	10 AOÛT 2016	SINCLAIR, NANCY	TINK - Incident sur election-montreal.qc.ca et mise à jour Tomcat en version Java 7 ajout de la protection d'authentification devant console de gestion du site. Conforme à la facture No. 504081.	Greffe	Greffe	3 622,07 $
TRACTION	1142847	09 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 544,29 $
TRACTION	ROS807242	18 AOÛT 2016	LESSARD, SIMON	JANTES D'ALUMINIUM POUR CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 140,36 $
TRADEWINDS INTERNATIONAL SALES CO	1145831	30 AOÛT 2016	HALLE, ANDREE	Bulbes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	150,00 $
TRADEWINDS INTERNATIONAL SALES CO	1145831	26 AOÛT 2016	HALLE, ANDREE	Bulbes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 017,40 $
TRAFFICWARE	1144569	18 AOÛT 2016	LÊ, SON-THU	Achat de 2 licences Synchro plus Sim Traffic 9 (2 ans de support) pour Frank Chang & Julien-Claude Cormier	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 126,16 $
TRANE CANADA UCL	1145675	25 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	VCR - Convention d'entretien planifié TRANE # JL1727812 pour les périodes du 1er mai 2015 à avril 2017 pour le 2580 St-Joseph (3665)(factures non payés) - Plourde, Dominic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 677,37 $
TRANSELEC/COMMMON INC.	1105198	05 AOÛT 2016	ARCAND, PATRICIA	Plan de signalisation pour entraves diverses	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	20 997,50 $
TRANSIT ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	1143087	10 AOÛT 2016	LUU, VINH	Surveillance des travaux de la CSEM : mandat 1625	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	18 107,24 $
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1140445	16 AOÛT 2016	LAFOND, DANIEL	réparation d'une section de la conduite d'égout au 5624 15e avenue incluant la coupe complète, la signalisation et la fondation de béton dans la rue au besoin(JV)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	9 553,86 $
TRI-ED LTD	1144167	17 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Alarme incendie -Communicateur pour panneau incendie pour inventaire (9) - Simon Trudel c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 230,38 $
TRI-ED LTD	1145802	25 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Alarme incendie - Communicateur incendie et serrure... pour inventaire - Simon Trudel c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 849,46 $
TRINMAX INC.	1104462	17 AOÛT 2016	FABIEN, FRANCOIS	71550 - Spécialiste développeur Maximo.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 026,27 $
UNIVERSITE MCGILL	1143038	09 AOÛT 2016	PAQUETTE, CAROLE	Services professionnels à l'Institut Royal pour l'avancement des sciences / Université McGill pour une étude des mouvements d'eau dans les fosses de plantation - 16-1692	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	67 829,55 $
UNIVERSITE DU QUEBEC	014498	01 AOÛT 2016	DURAND, CATHERINE	Facturation pour l'analyse de 50 loci au tarif de 139.84/Locus / Responsable UQAR : France Dufresne	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 992,00 $
USINAGE USI-MAX INC.	ROS815913	23 AOÛT 2016	BRANCONNIER, SERGE	Fabrication d'une bute à neige tel que soumission # 004296	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 965,90 $
USINAGE USI-MAX INC.	ROS822325	12 AOÛT 2016	BEAULIEU, DAMIEN	FABRICATION GARDE POUR CAMION POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 268,78 $
VALERIE PAQUETTE	1142631	05 AOÛT 2016	LAVERDIERE, SUZANNE	Valérie Paquette - Service - Photographie - MCC-RAC - Programme des bibliothèques.	Culture	Autres - activités culturelles	6 246,76 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.	1142920	09 AOÛT 2016	FERREIRA, RUY PAULO	disposition en tonne métrique	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	2 258,36 $
VERTISOFT INC.	1142746	08 AOÛT 2016	LUU, VINH	Unité de stockage SAN DELL Equalogic PS4210X 28.8TB	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	22 630,26 $
VRAC ENVIRONNEMENT	1156352006270716	04 AOÛT 2016	DICAIRE, CHRISTIAN	GDD 1156352006 - Soutien financier suite a l'appel de projets printemps 2015, Abords du site Outremont - Soutien des projets structurants	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	37 000,00 $
VRAI CHANGEMENT POUR MONTREAL	recherchechangement17082016	26 AOÛT 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	6 619,93 $
VRAI CHANGEMENT POUR MONTREAL-LUC BELHOMME	allochangement250816	26 AOÛT 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	4 586,17 $
W. COTE ET FILS LTEE	MAD820649	30 AOÛT 2016	BRISEBOIS, JOEL	5004240 PENTURE POUR COUTEAU DE PELLE CELLE DU CENTRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 652,18 $
WEBSTEIN	1127259	17 AOÛT 2016	FABIEN, FRANCOIS	68111 Modernisation telecom - Conseiller en réseau pour la transition des services cellulaires. Gré à gré.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10 989,67 $
WESTBURNE INC	1144790	19 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Electricité - contact auxiliaire pour le complexe sportif Claude-Robillard (0095) - requête 76-296979 - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 209,35 $
WILDLIFE ARTISTS INC.	95607	19 AOÛT 2016	BOLDUC, JOSEE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 842,30 $
WOLSELEY CANADA INC	1141802	02 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (TNC 92624, ACHAT DE PIÈCES POUR LA RÉFECTION D'URINOIRS À LA PISCINE PIERRE-LORANGE #0712, WOLSELEY CANADA INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 371,55 $
WOLSELEY CANADA INC	1142004	03 AOÛT 2016	LORD, MICHEL	Chauffage - Accessoire et pièce de remplacement pour appareil e système de CCV - Pavillon La Fontaine - Robert Lamoureux c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 924,96 $
WOLSELEY CANADA INC	1142637	05 AOÛT 2016	ANDRIEU, CORINNE	Machine à percer, couteaux et emporte-pièces - TP Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	17 310,34 $
WOLSELEY CANADA INC	1142790	08 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 266,73 $
WOLSELEY CANADA INC	1142790	29 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	89,03 $
WOLSELEY CANADA INC	1143276	11 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 333,78 $
WOLSELEY CANADA INC	1144244	17 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Chauffage - Valve et purger pour Pavillon La Fontaine demandé par Robert Amyot - Robert Lamoureux c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 627,94 $
WOLSELEY CANADA INC	1144266	17 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	5 136,15 $
WOLSELEY CANADA INC	1144266	19 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	400,63 $
WOLSELEY CANADA INC	1144370	17 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	36,54 $
WOLSELEY CANADA INC	1144370	18 AOÛT 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 538,18 $
WOLSELEY CANADA INC	1144704	19 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	8" X 16" (9.00 - 9.40),MANCHON DE RÉPARATION,ACIER INOXIDABLE,PLAQUE CONDUCTIVE,SIMPLE ATTACHE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 479,38 $
WOLSELEY CANADA INC	1145323	23 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Chauffage - Robinets, purgeurs... pour le Pavillon Lafontaine - R. Lamoureux c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 298,76 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AOÛT AU 31 AOÛT 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
WOLSELEY CANADA INC	1145448	24 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Plomberie - Raccords... pour divers bâtiments - A. Kamil c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 633,62 $
WOLSELEY CANADA INC	1146190	29 AOÛT 2016	HUARD, FRANCOIS	Réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	6 983,89 $
WOLSELEY CANADA INC	1146449	30 AOÛT 2016	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (INC 92596, ACHAT DE PIECES POUR REMPLACEMENT DE COMPOSANTES CHAUFFAGE, #9996, WOLSELEY CANADA INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 290,21 $
WOLSELEY CANADA INC	1146456	30 AOÛT 2016	LABOS, COSTAS	Plomberie - Robinets de lavabo et valves pour divers bâtiments, demandé par Kamil Azize C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 222,61 $
WSP CANADA INC.	1144001	16 AOÛT 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Étude de caractérisation environnementale de Phases I et II sur le lots 1 058 444, localisé au bout de la rue Maurice-Blondeau dans RDP-PAT	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 882,60 $
XPRESSION NUM.ERIC	1145597	25 AOÛT 2016	PRONOVOST, RENE	Bannière Mesh Jardin de lumières.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 805,40 $
YOW CANADA INC	1145301	23 AOÛT 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	Service - Formation en santé et sécurité - SIMDUT 2015 en ligne. Facture numéro: 216591	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 011,56 $
YVES BERGERON.	1144192	17 AOÛT 2016	TREMBLAY, GINA	Honoraires professionnels - Réaliser un portrait diagnostic du secteur muséal montréalais. En ce qui a trait à la portion ''Mandat complémentaire''	Culture	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	10 500,00 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 04.04

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1163430017

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur la présidence du conseil intitulé « Les mesures de sécurité et l'accès à l'hôtel de ville lors des séances des instances décisionnelles - Mandat CM15 0590 »

Il est recommandé au conseil municipal de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur la présidence du conseil intitulé « Les mesures de sécurité et l'accès à l'hôtel de ville lors des séances des instances décisionnelles - Mandat CM15 0590 »;
Il est recommandé au comité exécutif de mandater le Bureau de la présidence du conseil:

- afin d'assurer la coordination sur la mise en œuvre du plan d'optimisation de la sécurité de concert avec la Division sécurité et le SPVM (R-1);

- afin de rehausser rapidement le nombre de citoyens pour les séances du conseil dès l'automne 2016, tout en tenant compte des enjeux liés à la sécurité des personnes et des biens et des évaluations des experts (R-2);

Il est recommandé au comité exécutif de mandater le Service des communications afin de présenter, au Bureau de la présidence du conseil d'ici novembre 2016, un plan de communications et de promotion afin de faire connaître aux citoyens montréalais la démocratie participative et les activités offertes à l'hôtel de ville, la maison des citoyens (la période de questions du public au conseil de ville, les services de la halte-garderie, la webdiffusion, les expositions, les accueils protocolaires, les visites guidées, les événements d'envergure, les conseils aviseurs ainsi que les commissions permanentes du conseil) de manière à rehausser la participation citoyennes aux instances (R-1).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-09-12 10:23

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1163430017

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur la présidence du conseil intitulé « Les mesures de sécurité et l'accès à l'hôtel de ville lors des séances des instances décisionnelles - Mandat CM15 0590 »

CONTENU

CONTEXTE

À son assemblée ordinaire du lundi 27 avril 2015, le conseil municipal a confié à la Commission sur la présidence du conseil le mandat d'étudier, dans un délai de six mois (auquel s'est ajouté une prolongation de six mois), la pertinence de lever la limite du nombre de citoyens admis à l'intérieur de l'hôtel de Ville lors des conseils municipaux afin de garantir l'ouverture de la maison du citoyen et favoriser la participation citoyenne.
La commission a déposé son rapport au conseil du 18 avril 2016. Le comité exécutif en fut saisi à sa séance du 11 mai 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0831 - 11 mai 2016 - Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Les mesures de sécurité et l'accès à l'hôtel de ville lors des séances des instances décisionnelles - Mandat CM15 0590 »

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Eve BONNEAU, Service du greffe
Louis BEAUCHAMP, Service des communications

Lecture :

Louis BEAUCHAMP, 6 septembre 2016
Marie-Eve BONNEAU, 2 septembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-02

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation
Tél : 514 872-6957
Approuvé le : 2016-09-08

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1163430017

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur la présidence du conseil intitulé « Les mesures de sécurité et l'accès à l'hôtel de ville lors des séances des instances décisionnelles - Mandat CM15 0590 »



Réponse CE_sécurite_acces_HDV_1163430017_v2.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_
soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL SUR *LES MESURES DE SÉCURITÉ ET L'ACCÈS À L'HÔTEL DE VILLE LORS DES SÉANCES DES INSTANCES DÉCISIONNELLES*

Mise en contexte

La Commission de la présidence du conseil a tenu quatre séances de travail sur les questions d'accès et de sécurité à l'hôtel de ville à la suite de la Motion de l'Opposition officielle qui visait à favoriser la participation citoyenne au conseil de ville de Montréal (Résolution CM15 0590). La Commission a déposé son rapport à la séance du conseil municipal du 18 avril 2016. Le comité exécutif en fut saisi à sa séance du 11 mai 2016 (CE16 0831).

La Commission a formulé trois recommandations. Dans ce qui suit, le comité exécutif apporte une réponse à chacune des recommandations émises par la Commission.

R-1
De veiller à ce que le plan d'optimisation de la sécurité à l'hôtel de ville respecte la notion d'ouverture de la maison des citoyens, l'accessibilité universelle des lieux en tout temps et favorise la participation citoyenne.

Réponse à R-1

Le comité exécutif est favorable à la recommandation voulant que la maison des citoyens demeure accessible malgré le rehaussement des mesures de sécurité et que le nouveau plan d'optimisation de la sécurité en tienne compte.

Le comité exécutif mandate :

- le Bureau de la présidence du conseil afin d'assurer la coordination sur la mise en œuvre du plan d'optimisation de la sécurité de concert avec la Division sécurité et le SPVM;

- le Service des communications afin de présenter, au Bureau de la présidence du conseil d'ici novembre 2016, un plan de communications et de promotion afin de faire connaître aux citoyens montréalais la démocratie participative et les activités offertes à l'hôtel de ville, la maison des citoyens (la période de questions du public au conseil de ville, les services de la halte-garderie, la webdiffusion, les expositions, les accueils protocolaires, les visites guidées, les événements d'envergure, les conseils aviseurs ainsi que les commissions permanentes du conseil) de manière à rehausser la participation citoyennes aux instances.

R-2
À la fin des travaux d'optimisation, d'augmenter graduellement le nombre de citoyens pouvant assister à la période de questions du public des séances du conseil de 40 à 100 personnes. De plus, une évaluation constante et un arrimage seront effectués par la Division de la Sécurité et le SPVM afin de déployer des policiers en support à l'équipe de la sécurité de l'hôtel de ville qui assume cette responsabilité interne et ce, en fonction de la menace analysée et appréhendée.

Réponse à R-2

Le comité exécutif est favorable à la recommandation voulant que la Ville de Montréal puisse augmenter le nombre de citoyens autorisés à assister aux séances du conseil municipal.

Le comité exécutif mandate le Bureau de la présidence du conseil afin de rehausser rapidement le nombre de citoyens pour les séances du conseil dès l'automne 2016, tout en tenant compte des enjeux liés à la sécurité des personnes et des biens et des évaluations des experts. Dans un contexte de rehaussement mondial de la sécurité, les équipes d'experts en sécurité en place devront identifier des moyens et faire preuve de proactivité pour garantir le droit de participer aux instances par rapport les moyens de contrôle déployés.

R-3
De demander au président du conseil d'informer annuellement, les membres de la Commission de la présidence du conseil, sur la sécurité à l'hôtel de ville (bilan, incidents, mesures, etc.) avec la collaboration des équipes du SPVM et de la Division de la sécurité.

Réponse à R-3

Le comité exécutif est favorable à la précédente recommandation et invite le président du conseil à prévoir annuellement une séance de travail de la Commission de la présidence du conseil qui portera sur les mesures de sécurité. Cette rencontre permettra aux équipes du SPVM et de la Division de la sécurité de préparer et de présenter leur bilan annuel respectif (nombre d'événements, accueils, manifestations, incidents, méthodes) et les perspectives pour la gestion des activités de l'hôtel de ville dans un Plan d'action triennal.

En conclusion

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission de la présidence du conseil pour la qualité du rapport produit au sujet des questions d'accès et de sécurité à l'hôtel de ville et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 04.05

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1163430016

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa cinquième année d'activité

Il est recommandé au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa cinquième année d'activité

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-09-02 16:14

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163430016**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa cinquième année d'activité

CONTENU

CONTEXTE

Conformément au Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007) et au Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le bilan de la cinquième année d'activité de cette commission a été produit et déposé à la séance du conseil municipal du 21 mars 2016 et à la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016.
Le comité exécutif en fut saisi à sa séance du 6 avril 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0560 - 6 avril 2016 - Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa cinquième année d'activité

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal* , leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-02

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_
soutien aux commissions et réglementation
Tél : 514 872-6957
Approuvé le : 2016-09-02

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1163430016

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa cinquième année d'activité



Réponse CE- 5e bilan CEC_1163430016_v2.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_
soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR L'EXAMEN DES CONTRATS PORTANT SUR LE BILAN DE SA CINQUIÈME ANNÉE D'ACTIVITÉS

Mise en contexte

La Commission sur l'examen des contrats a déposé le bilan de sa cinquième année d'activités, l'année 2015, assorti de recommandations au conseil municipal du 21 mars 2016 et au conseil d'agglomération du 24 mars 2016. Le comité exécutif en a été saisi le 6 avril 2016.

Commentaires d'ordre général

Dans son rapport, la Commission rend compte du travail accompli et formule neuf recommandations traitant des thèmes suivants : processus d'appel d'offres et d'octroi de contrats (R-1 à R-5); renseignements contenus dans les sommaires décisionnels (R-6 à R-8) et estimation des coûts (R-9). Le comité exécutif souhaite répondre à ces recommandations.

Recommandations à l'égard des processus d'appel d'offres et octroi de contrats

R-1
Que l'administration s'assure d'une meilleure coordination dans le temps du lancement des appels d'offres de façon à favoriser une saine concurrence entre les soumissionnaires et l'obtention de prix plus compétitifs.

Réponse à R-1
Notre Administration a posé plusieurs gestes pour favoriser une saine concurrence entre les fournisseurs et entrepreneurs lors des appels d'offres lancés par la Ville de Montréal. À cet égard, des efforts constants sont réalisés par les services pour améliorer la planification des travaux et la sollicitation des marchés. Par exemple, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) amorce la programmation de l'exécution des travaux deux ans à l'avance et a comme objectif de lancer ou d'octroyer 70 % des contrats d'une année avant la fin de l'année précédente; objectif atteint pour les travaux planifiés en 2016.

Au cours des deux dernières années, le nombre de soumissionnaires a augmenté de façon notable, notamment dans les appels d'offres des travaux d'infrastructures, avec comme résultat une tendance marquée de baisse des prix.

Mentionnons également la directive introduite en vue d'éviter de lancer des appels d'offres pendant les vacances de l'industrie de la construction, afin de permettre à un maximum d'entreprises de soumissionner.

Enfin, l'expertise développée à l'interne par les économistes de la construction et les spécialistes en approvisionnement permet une analyse fine des marchés et de leurs tendances. Toutes ces mesures permettent d'obtenir les meilleurs prix possibles.

Notons également notre préoccupation d'obtenir un meilleur rapport qualité-prix avec l'introduction du Programme d'évaluation des fournisseurs à l'automne 2015 ainsi que l'utilisation de clauses de qualification et d'expérience dans des projets majeurs d'infrastructures.

R-2
Que les unités d'affaires, à l'instar du Service de l'approvisionnement, développent des stratégies novatrices et inspirées des meilleures pratiques en matière de sollicitation des marchés dans le but de favoriser en tout temps une saine concurrence et l'obtention des meilleurs prix.

Réponse à R-2
Tel que mentionné à la réponse de R-1, la recherche de stratégies novatrices de sollicitation des marchés est continuelle et le comité exécutif souhaite informer les membres du conseil que notre Administration a innové depuis deux ans en introduisant notamment de nouvelles dispositions contractuelles, tels une clause de bonis et des critères de qualification renforcés dans certains contrats de construction. Cette nouvelle disposition tient compte de la complexité de certains chantiers dans des secteurs urbains particulièrement denses, où l'impact des travaux est important sur les résidents, la circulation et l'activité économique, lorsqu'il s'agit d'une rue commerciale.

Aussi, la stratégie d'approvisionnement des contrats de réhabilitation des conduites d'eau et d'égout par chemisage a été modifiée afin de les morceler pour faciliter l'arrivée de nouvelles entreprises dans ce secteur d'activité.

Un autre exemple est le contrat de colmatage de nids-de-poule où l'appel d'offres a innové en établissant l'utilisation de différentes méthodes dépendamment de la période de l'année, en changeant les parcours interarrondissements selon les besoins et en exigeant la géolocalisation par GPS du colmatage des nids-de-poule.

Dans d'autres cas, un découpage des projets par zone géographique est pratiqué pour favoriser la proximité des matières premières ou des services connexes, ce qui réduit les coûts, ou encore plusieurs projets sont regroupés sous un même appel d'offres, pour augmenter l'intérêt des soumissionnaires potentiels.

R-3
Que l'administration établisse des critères de détermination du coût des contingences dans un contrat selon la nature des travaux requis et les caractéristiques propres à chaque type de contrat.

R-4
Qu'une reddition de comptes de l'utilisation des contingences soit réalisée annuellement et soit soumise aux conseils municipal et d'agglomération.

Réponse à R-3 et à R-4
Le comité exécutif mentionne qu'en matière d'analyse de l'utilisation des contingences, une directive établissant des balises existe déjà et que les services ont à leur disposition des grilles d'analyse pour évaluer les montants requis.

À titre informatif, en 2015 au SIVT, pour des travaux totalisant 67,6 M$, 4,8 M$ ont été dépensés en contingences, soit 6,7 % et donc bien en dessous du 10 à 15 % de contingences habituellement projetées. En 2014, ce pourcentage était de 7,3 % et en 2013 de 8,2 %.

Enfin, les bilans de l'utilisation des contingences du SIVT et du Service de l'eau se retrouvent en données ouvertes sur le portail de la Ville et sont donc disponibles en tout temps.

R-5
Que l'octroi de tout contrat ou la conclusion de toute entente-cadre se fasse au montant soumis par l'adjudicataire.

Réponse à R-5
Le comité exécutif rappelle aux membres de la Commission que l'octroi de contrats et la conclusion d'ententes-cadres se font au montant soumis par l'adjudicataire et non sur un estimé de la consommation future. Cette pratique est en vigueur à la Ville depuis que la Commission d'examen des contrats en a fait la recommandation dans le dossier SMCE125309007-2. Exceptionnellement, un dossier soumis à la Commission en 2015 ne suivait pas cette règle mais la décision prise par les instances la respectait (CG15 0626 - 1153190002).

<u>Recommandations à l'égard des renseignements contenus dans les sommaires décisionnels et de l'information soumise à la Commission</u>

R-6
Que les unités d'affaires s'assurent de consigner dans leurs sommaires décisionnels les renseignements pertinents relatifs à d'autres contrats passés ou présents relevant du même projet ou se déroulant dans un même environnement, de façon à donner une vue d'ensemble du contexte du contrat.

Réponse à R-6
L'information relative à l'état d'avancement d'un projet ou d'un programme nécessitant plusieurs octrois de contrats est déjà indiquée au dossier, conformément au guide d'élaboration des GDD en matière d'octroi de contrats. Par ailleurs, il souligne que les dossiers décisionnels ne sont pas un outil de reddition de comptes et que cette information ne vise donc pas à fournir une évaluation qualitative du déroulement des travaux, mais bien à indiquer où se situe un contrat précis au sein de l'ensemble des contrats requis pour un projet spécifique.

R-7
Qu'une reddition de comptes relative au versement de bonis et à l'application de pénalités soit réalisée annuellement et soit soumise aux conseils municipal et d'agglomération.

Réponse à R-7
Les clauses contractuelles relatives aux bonis et aux pénalités n'étant qu'un élément parmi plusieurs autres pour évaluer la qualité du travail réalisé par les cocontractants et la gestion d'un projet, les services procèdent à un post mortem de tout projet ou contrat, incluant les clauses contractuelles de bonis et pénalités, afin d'améliorer continuellement notre expertise en matière de gestion.

Le comité exécutif rappelle aux membres de la Commission qu'il existe également le Programme d'évaluation des fournisseurs qui permet d'écarter pour deux ans tout fournisseur qui n'a pas donné un rendement satisfaisant.

R-8
Que la Commission soit informée à huis clos et de façon nominative des motifs de désistement des preneurs du cahier des charges dans les dossiers de contrats pour lesquels elle reçoit un mandat.

Réponse à R-8
Le comité exécutif n'a pas d'objection à ce que soit rétablie la pratique voulant que les membres de la Commission aient accès aux informations relatives aux motifs de désistement de façon nominative en autant que cette information soit traitée de façon confidentielle et ce, afin de préserver des informations qui peuvent avoir une incidence sur la concurrence.

Recommandations à l'égard de l'estimation des coûts

R-9
Que les unités d'affaires, dans des situations qui s'y prêtent, s'assurent de présenter dans les sommaires décisionnels les coûts de construction et de réalisation au mètre linéaire.

Réponse à R-9
Le comité exécutif considère généralement que le coût au mètre linéaire ne constitue pas un outil représentatif de comparaison entre différents contrats. Outre le fait qu'il puisse être techniquement difficile de ramener toutes les composantes d'une soumission au seul aspect unidimensionnel d'un « coût linéaire », il est tout à fait normal de rencontrer des différences de prix linéaire même dans le cas de travaux qui peuvent sembler similaires à première vue, en raison de la grande variabilité des facteurs influençant les coûts (nature des travaux dans un même contrat, volumes, exigences spécifiques, emplacement, nature des sols, profondeur, période d'exécution, mesures de mitigation renforcées, compétition du marché, etc.). Pour cette raison, le comité exécutif ne retient pas cette recommandation.

Par ailleurs, il importe au comité exécutif de rappeler qu'il existe différentes catégories d'estimation. Le coût budgétaire projeté dans le PTI, celui inscrit à la programmation annuelle, celui figurant dans le sommaire décisionnel lors de l'octroi du contrat et le coût réel diffèrent en fonction du temps entre chacune de ces étapes, de l'évolution du marché et des problèmes ou situations particulières rencontrés en cours de contrat, le cas échéant.

En conclusion

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur l'examen des contrats pour la quantité et la qualité du travail accompli pendant sa cinquième année d'existence, en 2015, et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 04.06

2016/09/26
13:00

Dossier # : 1163430018

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur le rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal - Exercice 2014

Il est recommandé au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur le rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal - Exercice 2014

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-09-20 10:46

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163430018**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur le rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal - Exercice 2014

CONTENU

CONTEXTE

La Commission sur les finances et l'administration a tenu une étude publique, les 17 et 19 juin 2015, sur le Rapport annuel 2014 du vérificateur général de la Ville de Montréal. Le rapport de la commission, produit à la suite de cette étude publique, a été déposé à la séance du conseil municipal du 17 août 2015 et à celle du conseil d'agglomération du 20 août 2015. Le 2 septembre 2015, le comité exécutif fut saisi de ce rapport.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 1635 - 2 septembre 2015 - Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission sur les finances et l'administration ayant pour objet l'étude publique du rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal* , leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-14

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-09-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1163430018

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur le rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal - Exercice 2014



Réponse CE-VG 2014_1163430018.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_
soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION AYANT ÉTUDIÉ LE RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – EXERCICE 2014

Mise en contexte

La Commission permanente sur les finances et l'administration a tenu une étude publique, les 17 et 19 juin 2015, sur le Rapport annuel 2014 du vérificateur général de la Ville de Montréal. À cette occasion, M. Jacques Bergeron, vérificateur général, a présenté les grandes lignes de son rapport et répondu aux questions des citoyens et des membres de la Commission.

La Commission a consacré deux séances de travail afin de préparer l'assemblée publique, analyser le rapport et formuler ses recommandations qui ont été adoptées en assemblée publique le 29 juin 2015. Ces recommandations ont été déposées au conseil municipal le 17 août 2015 et au conseil d'agglomération le 20 août 2015. Le comité exécutif en a été saisi le 2 septembre 2015.

Commentaire général

Le comité exécutif constate que la Commission a choisi pour la première fois de reformuler l'ensemble des recommandations émises par le vérificateur général, en plus de lui adresser également quelques autres recommandations. Le comité exécutif rappelle que :

- Il a déjà indiqué en juin 2015 qu'il accueillait les recommandations du vérificateur général et qu'il considérait ce rapport comme partie intégrante des outils d'amélioration continue de la Ville;
- Les unités concernées ont toutes déposé des plans d'action en regard des recommandations du VG et une reddition de comptes annuelle sera faite au conseil municipal selon les mécanismes en vigueur;

Dans ce contexte, le comité exécutif ne juge pas utile de répondre à chacune des 149 recommandations du rapport et se concentrera sur la douzaine de recommandations que la commission formule en propre et qui portent sur les sujets suivants : la mise en œuvre des recommandations du VG (R-4 et 5), la protection des systèmes informatiques et les télécommunications (R-6, 17 et 18), la réglementation en matière de branchement d'égout et d'occupation du territoire (R-51 et 52); la continuité des affaires (R-82, 83 et 84); l'analyse des travaux de voirie (R-87) et finalement, la participation des élus au conseil d'administration d'organismes à but non lucratif (R-89).

<u>Mise en œuvre des recommandations du VG</u>

R-4
Que l'Administration fasse preuve de rigueur pour que les nouvelles cibles de performance établies par la Direction générale au cours de l'année 2013 soient mises en œuvre en 2014 en communiquant quelles actions sont prioritaires en terme de cibles à atteindre : 70 % pour la première année et 90 % pour la deuxième année (CFA);

R-5
Que, dans les recommandations du vérificateur général et de cette commission, tout élément qui concerne la sécurité des citoyens soit fixé en priorité de traitement au moment des suivis et de l'élaboration des plans d'action des services corporatifs, des arrondissements et des organismes concernés (CFA);

Réponse à R-4 et R-5
Le comité exécutif a déjà eu l'occasion de mentionner, en réponse à une recommandation similaire à R-4 formulée par la commission en 2014, qu'il ne considère pas utile d'établir des objectifs quantitatifs de mise en œuvre des recommandations de VG. Les cibles auxquelles la commission se réfère n'existent donc plus. La direction générale est mandatée pour mettre en œuvre les recommandations pertinentes du vérificateur général dans un ordre de priorité et à un rythme garantissant la meilleure optimisation de la gestion de la Ville, étant entendu que les problématiques touchant les services à la population, dont celui de la sécurité, doivent normalement recevoir une attention particulière.

Protection des systèmes informatiques et télécommunications

R-6
Que les plans d'action soient réalisés par les unités d'affaires pour s'assurer de protéger adéquatement les systèmes d'information jugés critiques ou essentiels (CFA);

Réponse à R-6
Le comité exécutif assure aux membres de la commission que les unités d'affaires font tout le nécessaire pour mettre en œuvre les plans d'action visant à protéger leurs systèmes informatiques avec le soutien du Service des technologies de l'information, pour qui l'amélioration de la sécurité de l'information est une préoccupation constante.

R-17
Que l'Administration, accompagnée du Bureau de la Ville intelligente, du Bureau de la performance organisationnelle et du Service des technologies de l'information, intègre les différents paramètres stratégiques, incluant des objectifs quantifiables et mesurables en adéquation avec ceux-ci, et adopte des orientations en matière de télécommunications avant de débuter le processus d'appel d'offres (CFA);

R-18
Que l'Administration mette en œuvre une stratégie rigoureuse pour mitiger les risques liés aux nouvelles orientations adoptées (CFA);

Réponse à R-17 et R-18
Le comité exécutif informe les membres de la commission qu'un nouveau modèle de gestion des télécommunications a été établi, visant notamment à doter la Ville d'un réseau de fibres dont elle sera largement propriétaire et qu'elle gérera de façon à optimiser la connectivité et l'interopérabilité des systèmes. Les appels d'offres en la matière ont été préparés conformément aux orientations stratégiques de ce nouveau modèle et découpés en plusieurs lots pour favoriser la concurrence. À la suite de ces appels d'offres, deux premiers contrats ont été octroyés visant respectivement la bonification du réseau fibre et la location des circuits. Le nouveau modèle de télécommunication a été lancé, dont le volet migration de la location des circuits de

Telus vers Bell (nouveau contractant) qui est réalisé à plus de 50% et sera complété fin 2016. Un second volet à savoir la 1ère phase de pose de la fibre doit débuter cet automne dans l'arrondissement de Ville-Marie.

La mitigation des risques associés au changement d'orientation comporte plusieurs mesures, notamment un meilleur contrôle de l'utilisation du contrat actuel afin de prolonger sa durée, à travers un moratoire sur les acquisitions. L'établissement d'une liste des services critiques à prioriser dans le nouveau contrat, une planification rigoureuse de la transition de la location des circuits et la mise en place d'un centre d'opérations du réseau (COR) sont en cours.

L'harmonisation et le suivi de règlements

R-51
Harmoniser la réglementation actuelle de manière à ce qu'un seul règlement s'applique sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal à l'égard de la gestion des branchements d'égouts. Dans le cadre de ce règlement, le propriétaire doit maintenir le branchement d'égout de son bâtiment en bon état d'entretien sur toute sa longueur jusqu'au point de raccordement à l'égout public (Règlement C1-1, Art. 89.13). Cette pratique est actuellement en vigueur dans 16 des 19 arrondissements de la Ville de Montréal. À cette fin, accorder une période de sursis de cinq ans aux propriétaires des arrondissements d'Anjou, de Pierrefonds-Roxboro et de l'Île-Bizard-Ste-Geneviève qui ne sont pas soumis à la réglementation qui prévaut pour 89% des bâtiments raccordés au réseau d'égout (CFA);

R-52
Que l'Administration mette en place des mécanismes de reddition de comptes pour obtenir un portrait exact de l'application de ces deux réglementations (CFA);

Réponse à R-51 et R-52
En ce qui concerne la gestion des branchements d'égout, le comité exécutif rappelle qu'il s'est plutôt prononcé pour une réglementation uniformisée en vertu de laquelle le citoyen n'est responsable que de la portion du branchement située sur sa propriété, la Ville se chargeant quant à elle de ce que l'on retrouve dans le domaine public, comme c'est le cas dans la majorité des municipalités du Québec (voir à ce sujet la réponse du CE au rapport de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs déposée au conseil du 21 septembre 2015). En ce qui concerne la mise en place de mécanismes de reddition de comptes pour les 2 règlements visés par la recommandation, le comité exécutif mentionne que les fonctionnaires municipaux mettent tous les jours en application un nombre considérable de règlements portant sur des sujets variés. Il s'attend à ce que cela soit fait avec rigueur et que les unités administratives puissent répondre de leurs actions sur demande et en tout temps.

La continuité des affaires

R-82
Que le Service des incendies de Montréal développe un processus de continuité des affaires sur d'autres fonctions critiques, jugées orphelines par le vérificateur général (CFA);

R-83
Que la démarche sur la continuité des affaires et la confection des plans de contingence soit partagée avec tous les élus en plus des personnes impliquées (CFA);

R-84
Que, compte tenu de la notion de ville résiliente, les services administratifs de première ligne [ceux reliés aux demandes de citoyens] fassent partie intégrante du plan (CFA);

Réponse à R-82, 83 et 84
Le comité exécutif informe les membres de la commission qu'en réponse aux recommandations du VG en la matière, un plan d'action a été établi et sera coordonné par la direction de la sécurité civile pour doter les 4 services visés par le VG (Service de l'eau, SIM, SPVM et STI) d'un plan de continuité des affaires et pour proposer une politique de continuité des affaires. Ce plan s'étale sur 3 ans (2016-2018) et a débuté avec l'embauche au printemps 2016 d'une ressource spécialisée. Sa mise en œuvre permettra l'élaboration d'outils de gestion qui seront par la suite mis à la disposition de l'ensemble des arrondissements et unités administratives souhaitant élaborer leur propre plan de gestion de la continuité des affaires.

<u>Analyse des travaux de voirie</u>

R-87
Que, d'une façon similaire, le vérificateur général soit invité à procéder à une analyse économique et qualitative des réfections et de l'entretien des rues du réseau artériel réalisés par la Ville de Montréal par rapport à celles exécutées en arrondissements (CFA);

Réponse à R-87
Le comité exécutif rappelle que depuis 2013, l'administration a posé plusieurs actions pour améliorer l'efficacité de ses opérations. C'est ainsi que le Service de la performance organisationnelle a été créé en 2014 avec le mandat de soutenir les unités administratives dans l'optimisation de leur gestion par la mise en œuvre de chantiers d'amélioration de la performance et de démarches d'étalonnage.

Un des chantiers mis sur pied vise l'implantation de la gestion par activités, méthode comptable reconnue qui permet de calculer le coût complet d'un service en calculant l'ensemble des ressources consommées par chacune des activités requises pour le livrer, ce qui fournit une information essentielle au moment de prendre une décision relative à l'impartition ou l'exercice en régie de certaines opérations. Un autre chantier porte sur l'optimisation des activités réalisées par les équipes des travaux publics, dont le colmatage des nids-de-poules. Les travaux, débutés en septembre 2015, réunissent le Service des infrastructures, de la voirie et des transports, le Service des technologies de l'information ainsi que les directions des travaux publics en arrondissement. Mentionnons également le chantier d'harmonisation des devis, qui permettra une meilleure analyse et une gestion plus efficiente des contrats, grâce à un processus harmonisé des appels d'offres publics d'exécution des travaux et une nouvelle documentation de référence simplifiée. Par ailleurs, la participation depuis deux ans au Réseau d'étalonnage municipal du Canada (REM Canada, auparavant appelé Ontario municipal benchmarking initiative - OMBI) permet également à la Ville de comparer ses

résultats à ceux d'autres villes canadiennes. Les résultats analysés de 111 indicateurs de performance de la Ville de Montréal, fruit des démarches d'étalonnage avec REM Canada et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ont été rendus publics en novembre 2015.

Le comité exécutif considère qu'il est préférable pour Montréal de poursuivre les efforts visant à améliorer sa performance organisationnelle globale plutôt que de s'attarder à des études comparatives internes. Cela dit, si le vérificateur général souhaite procéder à l'analyse décrite par la commission, le comité exécutif l'assure de la collaboration des services concernés.

Participation des élus au conseil d'administration d'organismes sans but lucratif

R-89
Qu'à la lumière de ce jugement, l'Administration reconnaisse la place des élus sur les conseils d'administration des sociétés paramunicipales et les organismes à but non lucratif (CFA);

Réponse à R-89
Le comité exécutif rappelle que depuis quelques années, les préoccupations des citoyens à l'égard des élus, des institutions et de la gouvernance des organisations ont beaucoup évolué. Les valeurs d'éthique et de loyauté sont, à juste titre, au cœur de ces préoccupations. Pour répondre aux attentes des citoyens, un élu doit éviter de se placer dans une situation qui pourrait engendrer des conflits de loyauté, potentiels ou apparents. Bien que dans certains cas, la présence d'un élu à titre de membre à part entière d'un conseil d'administration puisse se justifier, le comité exécutif considère que ces cas sont l'exception et que, de façon générale, la participation d'élus au conseil d'administration d'organismes liés à la Ville doit se faire à titre d'observateur et sans droit de vote.

En conclusion

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur les finances et l'administration pour la qualité du rapport produit sur le rapport du vérificateur général – exercice 2014 et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 04.07

2016/09/26
13:00

Dossier # : 1163430019

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur le rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal - Exercice 2015

Il est recommandé au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur le rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal - Exercice 2015

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-09-20 10:46

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163430019**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur le rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal - Exercice 2015

CONTENU

CONTEXTE

La Commission sur les finances et l'administration a tenu une étude publique, le 31 mai 2016, sur le Rapport annuel 2015 du vérificateur général de la Ville de Montréal. Le rapport de la commission, produit à la suite de cette étude publique, a été déposé à la séance du conseil municipal du 20 juin 2016 et à celle du conseil d'agglomération du 22 juin 2016. Le 6 juillet 2016, le comité exécutif fut saisi de ce rapport.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 1191 - 6 juillet 2016 - Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission sur les finances et l'administration ayant pour objet l'étude publique du rapport du Vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal* , leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-14

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-09-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1163430019

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur le rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal - Exercice 2015



Réponse CE-VG 2015_1163430019.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_
soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF
AU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION AYANT ÉTUDIÉ LE RAPPORT ANNUEL DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL – EXERCICE 2015

Mise en contexte

La Commission permanente sur les finances et l'administration a tenu une étude publique le 31 mai 2016 sur le Rapport annuel 2015 du vérificateur général de la Ville de Montréal. À cette occasion, M. Jacques Bergeron, vérificateur général, a présenté les grandes lignes de son rapport et répondu aux questions des citoyens et des membres de la Commission.

La Commission a consacré deux séances de travail afin de préparer l'assemblée publique, analyser le rapport et formuler ses recommandations qui ont été adoptées en assemblée publique le 8 juin 2016. Ces recommandations ont été respectivement déposées aux conseils municipal et d'agglomération les 20 et 22 juin 2016. Le Comité exécutif en a été saisi le 6 juillet 2016.

Commentaire général

Dans son rapport, la Commission émet 7 recommandations, dont 3 portent sur le suivi des recommandations du VG (R-1, R-2 et R-4), une sur le contenu de ses rapports (R-3), une sur le contenu des dossiers décisionnels (R-5) et deux sur la Commission sur l'examen des contrats (R-6 et R-7). Dans le présent document, le comité exécutif répond à chacune de ces recommandations.

Suivi des recommandations du VG

R-1
Les membres de la Commission ont statué, aux fins d'analyse du rapport, d'appuyer l'ensemble des recommandations afférentes au chapitre d'audit d'optimisation des ressources et des technologies de l'information. En conséquence, toutes les recommandations présentes dans le rapport du VG doivent être répondues au même titre que celles élaborées par les membres et qui sont présentées dans le présent rapport.

R-2
Que l'Administration s'assure du suivi des recommandations du vérificateur général auprès des services corporatifs et des arrondissements afin que ces dernières soient mises en application dans les plus brefs délais et selon les cibles de performance que la Direction générale de la Ville s'est elle-même fixées, soit:

- 70 % des recommandations formulées devront être réglées au terme de la première année suivant leur publication ;

- 90 % des recommandations formulées devront être réglées au terme de la deuxième année suivant leur publication.

R-4
Que la Direction générale de la Ville s'engage à rencontrer en séance de travail la Commission d'ici la fin de l'année afin de formuler des explications sur les retards dans la mise en œuvre des recommandations du VG et que cet exercice soit reconduit chaque année, le cas échéant.

Réponse à R-1, R-2 et R-4
Le comité exécutif a déjà mentionné qu'il considère les rapports annuels du vérificateur général comme un des outils d'amélioration continue dont dispose l'administration municipale et il est donc favorable à ce que les recommandations qu'ils contiennent soient éventuellement mises en application. Il réitère cependant le point de vue émis lors de ses deux précédentes réponses à la Commission, soit qu'il ne lui semble pas pertinent de fixer des cibles quantitatives de réalisation sur des horizons à court terme. Certaines recommandations du VG sont d'une haute importance stratégique et il est nécessaire d'y apporter une attention immédiate. D'autres peuvent être mises en application lors de révisions de procédures ou à l'occasion de réorganisations administratives, ou encore, nécessitent un renouvellement d'équipements, informatiques ou autres, toutes choses qui ne se font pas toujours dans les 12 ou 24 mois suivant le dépôt des rapports du VG.

À titre d'exemple, il rappelle qu'en 2014, lorsque le VG a fait état de possibles problèmes de collusion dans les contrats de déneigement et de collecte des matières résiduelles, l'administration a réagi rapidement en centralisant les processus d'appels d'offres. Ces actions allaient dans le sens des recommandations du VG, qui souhaitait que la direction générale dresse le portrait des contrats octroyés en ces matières par les arrondissements et le dépose aux instances politiques, afin de sensibiliser les élus à la répartition des contrats sur le territoire. Il s'agissait là de répondre à des enjeux majeurs, ce qui n'est pas le cas lorsqu'on recommande de joindre systématiquement aux dossiers une preuve de paiement de la contribution aux fins de parcs, procédure certes souhaitable mais d'une importance stratégique nettement moindre.

Le comité exécutif souligne également que comme toutes les organisations performantes, la Ville de Montréal évolue, s'adapte et ajuste constamment ses modes de gestion : plusieurs gestes posés depuis l'automne 2013 ont d'ailleurs modifié de facto la façon dont l'administration poursuit la réalisation des objectifs et orientations de la Ville. En ce qui concerne le suivi des recommandations du VG, bien que l'objectif soit de toutes les mettre en œuvre, l'accent est surtout mis sur la mise en œuvre de ses recommandations les plus significatives.

Finalement, le comité exécutif informe les membres de la Commission que le directeur général est disponible pour les rencontrer.

Contenu du rapport du vérificateur général

R-3
Que des tableaux détaillant les retards dans la mise en œuvre des recommandations du VG par unité d'affaires et par année, tels que ceux déposés en séance de travail par le

bureau du VG et présents en ANNEXE 2, soient systématiquement fournis dans les futurs rapports du VG afin de faciliter le suivi des plans d'action des unités administratives de la Ville par la Commission et par les élus du conseil municipal.

Réponse à R-3
Le comité exécutif considère que c'est au vérificateur général de déterminer ce qu'il souhaite inclure ou non dans son rapport annuel.

Contenu des sommaires décisionnels

R-5
Que les sommaires décisionnels de la Ville soient bonifiés et détaillés de manière à inclure les éléments mentionnés par l'IG dans son rapport 2015 et listés dans l'ANNEXE 3 et d'inclure systématiquement les informations relatives aux autorisations de l'AMF fournissant aux instances l'assurance que l'adjudicataire recommandé est conforme aux lois, tel que suggéré par le VG dans sa recommandation 4.2.B.

Réponse à R-5
Le comité exécutif rappelle aux membres de la Commission que le processus décisionnel a évolué depuis quelques années. La publication en 2011 de guides d'élaboration des dossiers décisionnels et leur mise à jour régulière a beaucoup contribué à en uniformiser et à en améliorer le contenu. Cependant, une certaine latitude est toujours laissée aux responsables de ces dossiers quant aux informations à y inclure, ce qui peut amener des disparités à ce niveau, disparités que l'on peut constater quant on compare les dossiers décisionnels soumis à certains conseils d'arrondissement et ceux traités par les instances centrales.

L'administration est présentement engagée dans une révision en profondeur du processus décisionnel et des outils de support à la décision. Une des orientations retenues est l'implantation d'un mode d'élaboration des dossiers décisionnels plus dirigé, garantissant donc une plus grande standardisation des informations fournies aux élus quelle que soit l'instance décisionnelle concernée. La nature des informations à fournir sera déterminée dans le cadre des travaux de ce chantier.

Commission d'examen des contrats

R-6
Que soit ajoutée aux sommaires décisionnels soumis à la Commission sur l'examen des contrats l'information relative aux résultats des contrats antérieurs en lien avec le contrat étudié, notamment en ce qui a trait aux dépassements du coût, à l'utilisation des contingences et aux retards dans leur réalisation.

R-7
Que soient soumis à la Commission sur l'examen des contrats les rapports de clôture de projet et redditions de comptes des contrats qui ont été étudiés par cette dernière.

Réponse à R-6-et R-7

Le comité exécutif réfère les membres de la Commission à l'article 2 des règlements 11-007 et RCG 11-008, article qui décrit le mandat de la commission d'examen des contrats et qui se lit comme suit :

« 2. *La commission exerce les fonctions suivantes par rapport aux contrats qui lui sont soumis conformément aux critères établis par le conseil et à l'article 3 :*

1° s'assurer de la conformité du processus d'appel d'offres;

2° proposer des améliorations à ce processus, le cas échéant

Après examen, la commission fait les recommandations qu'elle juge appropriées. Ces recommandations doivent être jointes au dossier décisionnel relatif au contrat et sont, le cas échéant, soumises au conseil au même moment que ce dernier.

… »

Le comité exécutif ne voit pas en quoi les recommandations 6 et 7 peuvent s'inscrire dans le cadre de ce mandat et ne les retient donc pas.

En conclusion

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur les finances et l'administration pour la qualité du rapport produit sur le Rapport du vérificateur général – Exercice 2015 et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 septembre 2016	Résolution: CA16 26 0239

Motion demandant la réouverture gratuite du Jardin botanique en dehors des heures d'ouverture de la billetterie

Attendu que le fondateur du Jardin botanique, le frère Marie-Victorin, a toujours promu l'accessibilité à la nature dans un souci d'éducation populaire ;

Attendu que le Jardin botanique est fréquenté en dehors des heures d'ouverture par de nombreux citoyens pour la détente et le sport, et qu'il constitue un îlot de fraîcheur particulièrement convivial au centre de Montréal ;

Attendu que parmi les citoyens qui fréquentent régulièrement le Jardin botanique, on y compte une proportion élevée de personnes aînées qui s'y sentent plus à l'aise que dans le parc Maisonneuve et que Montréal est une municipalité amie des aînés qui a comme premier principe dans son plan d'action d'avoir le « réflexe aîné » pour s'ouvrir aux réalités des citoyens âgés ;

Attendu que le Jardin botanique est fréquenté par de nombreux citoyens, adeptes de la course ou de la marche, et que la Ville de Montréal a adopté le principe de pratique libre et spontanée d'activités physiques en toutes saisons dans le cadre de la démarche « Montréal physiquement active »;

Attendu que le Jardin botanique est fréquenté par de nombreux adeptes de l'ornithologie, puisqu'il s'agit de l'un des lieux où la biodiversité sur l'île de Montréal est la plus grande et que la promotion de la biodiversité est l'une des priorités de l'Espace pour la vie ;

Attendu qu'en 2013, à la suite de la fermeture du Jardin botanique pour la tenue des Mosaïcultures internationales 2013, il avait été convenu avec la population que l'accès leur serait interdit seulement pour une période d'un an ;

Attendu qu'après que de nombreux citoyens ont exprimé leur désir de conserver l'accès au Jardin botanique, des accommodements avaient été acceptés par ces derniers afin de mitiger l'impact des Mosaïcultures Internationales 2013, événement reconnu comme capital pour le rayonnement de Montréal ;

Il est proposé par Guillaume Lavoie

appuyé par François William Croteau

Et résolu :

Que le comité exécutif de la Ville de Montréal demande à Espace pour la vie de revenir au mode de fonctionnement qui prévalait avant la tenue des Mosaïcultures Internationales 2013 et de renoncer à fermer les accès au site extérieur matin et soir ainsi qu'à tarifer l'accès entre 6 heures et 9 heures.

_____

Un débat s'engage

_____

Le maire François William Croteau demande le vote sur la proposition.

VOTE

Votent en faveur: François William Croteau, Guillaume Lavoie, François Limoges

Votent contre : Marc-André Gadoury, Érika Duchesne

LA PROPOSITION EST ADOPTÉE À LA MAJORITÉ.

Adopté à la majorité.

12.01

François William CROTEAU	Karl Sacha LANGLOIS
_____	_____
Maire de l'arrondissement	Secrétaire d'arrondissement

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU jeudi 25 août 2016, à 17 h

Au CM du lundi 26 septembre 2016, à 13 h

20.01	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1164512001

Autoriser une dépense additionnelle de 314 433,70 $, taxes incluses, pour exercer l'option de prolongation des contrats pour le déneigement de divers terrains d'immeubles municipaux, dans le cadre des contrats accordés à Les entreprises Canbec inc. et 9280-3949 Québec inc. (J.B.A. Le Restaurateur)(CE13 1835), majorant ainsi le montant total des contrats de 1 142 082,99 $ à 1 456 516,69 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.02	Service de l'approvisionnement , Direction - 1166135008

Autoriser une dépense additionnelle de 125 330,11 $, taxes incluses, pour exercer l'option de prolongation de l'entente-cadre pour la fourniture de bas coussinés et non coussinés à l'usage de la Ville de Montréal, pour une période de douze mois, dans le cadre du contrat accordé à 2963-9556 Québec inc. (CG15 0017), majorant ainsi le montant total du contrat de 259 014,65 $ à 384 344,76 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.03	Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite - 1163720002

Autoriser une dépense additionnelle de 478 583,47 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de prolongation de la convention de services professionnels d'actuaires intervenue avec Morneau Shepell (CE10 1968), pour une période d'un an, soit du 9 décembre 2016 au 8 décembre 2017, majorant ainsi le montant total du contrat de 2 810 764,99 $ à 3 289 348,46 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.04	Service de la diversité sociale et des sports , Direction - 1165917002

Accorder un soutien financier non récurrent de 78 643 $ au Centre de référence du Grand Montréal pour soutenir la mise en ligne et la gestion d'une banque de données sur les services communautaires montréalais et la production de rapports statistiques / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.05	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1166710001

Autoriser une dépense additionnelle de 1 946 180,68 $, taxes incluses, pour exercer la deuxième option de prolongation du contrat pour la fourniture de services d'entretien et d'opération (temps et matériel) pour les secteurs administratifs Est, Centre et Ouest des parcs-nature et pour la pépinière municipale, pour une période de douze mois, soit du 1er avril 2017 au 31 mars 2018, dans le cadre du contrat accordé à Opsis Gestion d'infrastructures inc. (CG12 0480), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 784 722,69 $ à 9 730 903,37 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.06	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163438005

Accorder un contrat à Coforce inc. pour l'entretien ménager et la conciergerie à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une durée de trois ans, pour une somme maximale de 700 221,42 $ taxes incluses - Appel d'offres public 16-15330 (5 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.07	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1164956012

Accorder un contrat à Bau-Québec ltée pour les travaux d'aménagement de la voie polyvalente - Secteur Papineau Sud pour le parc du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) - Dépense totale de 1 694 457,52 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6862 (6 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.08	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163334011

Accorder un contrat à Filtrum inc. pour la fourniture et l'installation des systèmes mécaniques, civils, électriques et l'instrumentation de l'unité de suivi de l'ozonation en continu à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 819 110,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public 7307-AE (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.09	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163334013

Accorder un contrat à Lambert Somec inc. pour les travaux de mécanique industrielle, d'électricité et d'instrumentation pour la mise à niveau du système d'extraction et de traitement des odeurs (UTO) sur la 75e Avenue dans l'arrondissement de LaSalle, pour une somme maximale de 2 476 561,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 3290-AE-15 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.10	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1165015004

Accorder un contrat à Procova inc. pour les travaux de réfection des vestiaires et douches du Centre opérationnel Nord du Service de police de la Ville de Montréal, situé au 827-855, rue Crémazie Est - Dépense totale de 674 301,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5828 (8 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.11	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1165350006

Accorder un contrat à Le Groupe Saint-Lambert pour les travaux de réaménagement partiel de la caserne de pompiers n° 17 située au 4240, rue Charleroi, dans l'arrondissement de Montréal-Nord - Dépense totale de 1 260 312,72 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5841 (12 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.12	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction des opérations - 1163687001

Conclure une entente de service entre la Ville de Montréal et la Corporation d'urgences-santé pour une période de trois ans, pour la formation initiale et continue des pompiers premiers répondants du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une somme maximale annuelle estimée à 467 840,70 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.13	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1167386001

Approuver la convention de partage des actifs entre la Ville de Montréal et le Centre local de développement Lachine

Adopté à l'unanimité.

20.14	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1164069003

Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 9234-0330 Québec inc., pour un terme de 9 ans, un espace d'une superficie de 406,17 mètres carrés, à compter du 1er décembre 2016 et d'une superficie totale de 991,46 mètres carrés, à compter du 1er octobre 2021, dans l'immeuble sis au 3171, rue Saint-Jacques Ouest, à des fins de bureau, pour un loyer total de 1 862 587,75 $, taxes incluses - Dépense totale de 2 666 263 $, taxes incluses, pour le loyer et les travaux

Adopté à l'unanimité.

20.15	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1165840008

Approuver le projet de huitième convention de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue de Place Versailles inc., des espaces à bureaux au 7275, Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de trois mois, soit du 1er octobre au 31 décembre 2017 - Dépense totale de 307 501,85 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.16	Service de la diversité sociale et des sports , Direction - 1165066006

Accorder un soutien financier de 508 000 $ à divers organismes, pour l'année 2016, conformément à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal (2013 - 2017) / Approuver les projets de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.17	Service de la diversité sociale et des sports , Direction - 1166794006

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 157 278 $ à La Rue des Femmes de Montréal et l'Association d'entraide Le Chaînon inc., pour l'année 2016, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports conformément aux indications budgétaires / Approuver les projets de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.18	Service de l'approvisionnement , Direction - 1167315002

Autoriser une dépense additionnelle de 659 520,32 $, taxes incluses, pour exercer l'option de prolongation des ententes-cadres collectives, pour une période de douze mois, pour la fourniture du service de la valorisation du traitement ou l'élimination de sols contaminés non caractérisés provenant des arrondissements et des unités d'affaires, dans le cadre des contrats accordés à Solution Eau, Air, Sol une division d'Englobe Corp. et Sanexen Services Environnementaux inc. (CG13 0331), majorant ainsi le montant total du contrat de 11 184 060,90 $ à 11 843 581,22 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.19	Service du greffe , Direction

Retiré.

20.20	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1167246001

Accorder un contrat de gré à gré à Gray Matter Systems, fournisseur unique, pour la fourniture de services d'entretien annuel et de mise à jour des suites logicielles de GE/IP - Dépense totale de 623 834,26 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.21	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1166682002

Prendre acte des modifications à l'imputation de la dépense découlant de l'octroi des contrats visés à la résolution CG16 0177

Adopté à l'unanimité.

20.22	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163334016

Accorder un contrat à Socomec Industriel inc. pour des travaux mécaniques et civils à la station de pompage de la cellule 2 au lieu d'enfouissement technique de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 565 626,54 $, taxes incluses - Appel d'offres public 794-AE-16 (5 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.23	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1165249001

Autoriser une dépense additionnelle de 329 635,06 $, taxes incluses, pour des travaux situés sur la propriété de l'Université de Montréal, entre les façades des pavillons universitaires et la limite du cimetière Notre-Dame-des-Neiges, dans le cadre du contrat accordé aux Entreprises de construction Ventec inc. (CG14 0258), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 637 908,57 $ à 3 967 543,63 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.24	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1167231032

Accorder un contrat aux Entreprises de construction Ventec inc. pour la reconstruction de chaussée, là où requis, aux arrêts d'autobus dans différentes rues de la Ville de Montréal (PMIR - réseau artériel et centre-ville) - Dépense totale de 674 270,74 $, taxes incluses - Appel d'offres public 287402 (3 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.25	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1160504006

Accorder un contrat à Aménagement Côté Jardin inc. pour le réaménagement du secteur du chalet au parc du Mont-Royal - Dépense totale de 1 315 457,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6868 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.26	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1166316017

Autoriser une dépense additionnelle de 114 975 $, taxes incluses, en provenance du poste des dépenses incidentes, pour réaliser des travaux imprévus de la phase II du projet d'aménagements fauniques du Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans le cadre du contrat accordé à Les Entreprises Daniel Robert inc. (CG10 0185), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 788 116,09 $ à 1 903 091,09 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.27	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers - 1165895001

Accorder un contrat à Axe Construction inc. pour les travaux d'ajout d'un escalier d'issue extérieur au 2e étage du secteur B au Centre Opérationnel Nord, situé au 827, rue Crémazie Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 536 816,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5845 (8 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.28	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction - 1164139005

Accorder un contrat à Les Paysagistes Damiano inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction de l'aqueduc, des trottoirs, de la chaussée et d'éclairage de la rue Sainte-Elisabeth, entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque, dans l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre des travaux municipaux requis en vue de l'arrivée du nouveau CHUM - Dépense totale de 1 487 962,16 $, taxes incluses - Appel d'offres public 331401 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.29	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction - 1163493001

Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc. pour des travaux de réfection des infrastructures et aménagement de surface des rues Olier, du Séminaire et Young - Griffintown Lot-1, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 5 510 677,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 331701 (9 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.30	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1167231037

Accorder un contrat à Ali Excavation inc. pour des travaux de construction d'une piste cyclable, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation sur l'avenue Cardinal, entre le boulevard des Sources et le boulevard Albert-de-Niverville, dans la Cité de Dorval - Dépense totale de 3 503 533 $, taxes incluses - Appel d'offres public 258301 (6 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.31	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Gestion du territoire - 1163613002

Accorder deux contrats de services professionnels à STI-Maintenance inc. pour la paramétrisation et l'implantation de modules Maximo au Service de l'eau, pour la production d'eau potable et l'épuration des eaux usées, pour une durée de 36 mois, pour les sommes maximales de 275 940 $ et de 569 126,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15138 (1 soum.) / Approuver les projets de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.32	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163334014

Approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal et la Société du parc Jean-Drapeau visant la reconstruction et le partage des coûts de la station de vidange de l'île Notre-Dame

Adopté à l'unanimité.

20.33	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1164956013

Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal donne à la Ville de Westmount différents objets signalétiques qui seront installés dans les limites territoriales de cette dernière, dans le cadre du Projet Escales découvertes

Adopté à l'unanimité.

20.34	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1164565005

Approuver le projet d'entente d'occupation par lequel la Ville de Montréal loue de Ville de Dollard-des-Ormeaux, un espace situé au 4139, boulevard des Sources, utilisé pour le poste de quartier 4 pour le Service de police de la Ville de Montréal - Dépense totale de 1 271 970 $, non taxable

Adopté à l'unanimité.

20.35	Service de la diversité sociale et des sports , Direction - 1166340004

Accorder un soutien financier de 250 000 $ à l'organisme Cyclo-Club Lachine pour la tenue des Mardis cyclistes de Lachine pour les années 2016, 2017 et 2018 et approuver le projet de convention à cet effet / Autoriser un virement budgétaire de 95 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la diversité sociale et des sports pour l'année 2016 / Ajuster la base budgétaire de 95 000 $ en 2017 et de 60 000 $ en 2018

Adopté à la majorité des voix.

20.36	Service de la culture , Direction - 1151103003

Approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et le Festival International de Jazz de Montréal visant à accorder un soutien financier spécial, non récurrent, de 2 800 000 $ pour la réalisation de travaux urgents de consolidation des façades de la Maison du Festival Rio Tinto Alcan (305-307, rue Sainte-Catherine Ouest), dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017

Adopté à l'unanimité.

20.37	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité - 1163542001

Accorder un contrat à Corps canadien des commissionnaires - Division du Québec pour la fourniture d'un service d'agence de sécurité et tous les services connexes, pour une durée maximale de 24 mois plus une année d'option, dans le cadre de l'impartition des activités de gardiennage dans des installations du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 2 716 980,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15220 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.38	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1164956014

Accorder un contrat à Aménagement Côté Jardin inc. pour l'exécution des travaux du lot 2A du projet des Escales découvertes du mont Royal - Dépense totale de 993 754,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6874 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.39	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1167231040

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour des travaux de désaffectation d'un ancien tunnel, la reconstruction d'une conduite d'eau principale, de bases, de conduits et de puits d'accès de la Commission des services électriques de Montréal et de Bell dans la rue Sherbrooke, à l'est de l'accès à la place Versailles, dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve - Dépense totale de 1 544 682,72 $, taxes incluses - Appel d'offres public 288703 (3 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.40	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers - 1167248001

Accorder un contrat à Groupe Axino inc. pour les travaux de sécurisation de l'enveloppe et de décontamination du 200-300, rue Bellechasse - Dépense totale de 3 861 748,03 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5847 (7 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.41	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel - 1166750002

Accorder un contrat à SPB Psychologie organisationnelle inc. pour fournir des services professionnels d'évaluation du potentiel et des compétences de gestion, pour une somme maximale de 601 031,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15149 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.42	Service de la culture , Direction - 1161213001

Approuver le projet d'entente-cadre entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et le ministre de la Culture et des Communications, pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 2016 / Accorder la somme de 11 408 314 $ pour 2016 et de 11 408 314 $, majorée de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les années 2017 à 2020, à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) / Autoriser un virement budgétaire de 3 008 014 $ en 2016 en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture

Adopté à l'unanimité.

20.43	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1164435006

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen des lots 1 852 822, 2 924 965 à 2 924 970 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec toute construction qui y est érigée, dont celle portant les numéros 301 à 315, rue St-Thomas, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, aux fins d'aménagement d'un nouveau parc et d'un bassin de rétention des eaux

Adopté à la majorité des voix.

20.44	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1164435005

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen du lot 1 852 821 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec toute construction qui y est érigée, dont celle portant le numéro 330, rue de la Montagne, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, aux fins d'aménagement d'un nouveau parc et d'un bassin de rétention des eaux

Adopté à la majorité des voix.

20.45	Service de l'approvisionnement , Direction - 1167315003

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres, pour une période approximative de 8 mois, avec Compass Minerals (10 087 584,57 $) et Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor ltée (3 931 149,89 $) pour la fourniture et la livraison de sel de déglaçage des chaussées - Appel d'offres public 16-15141 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.46	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers - 1165891002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Saint-Denis Thompson inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration, phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater situé au 3161 rue Joseph, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 5 323 663,86 $ taxes incluses - Appel d'offres public 5853 (4 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.47	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1166316014

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Construction Généphi inc. pour la reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers au parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard - Dépense totale de 11 284 767,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6853 (2 soum.) / Autoriser un ajustement budgétaire annuel et récurrent de 115 000 $ au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Adopté à l'unanimité.

30.01	Ville-Marie , Direction des travaux publics - 1160093002

Effectuer le paiement d'une contribution municipale additionnelle maximale de 1,3 M$ à la Société de transport de Montréal pour l'exercice financier 2016 afin de réaliser des travaux requis à l'édicule Cabot de la station de métro Atwater

Adopté à l'unanimité.

30.02	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1165175016

Accorder un ajustement au budget des opérations 2016 du Service de développement économique au montant de 2 712 270,28 $ en provenance du surplus de l'agglomération, pour couvrir les quatre derniers versements de soutien financier aux six organismes de développement local prévus à l'entente 2015-2016

Adopté à l'unanimité.

30.03	Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite - 1163894006

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation d'une somme de 76 724 020, 63 $ de la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération

Adopté à l'unanimité.

30.04	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation - 1154360002

Adopter une résolution modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 420 000 $ pour le financement de travaux d'infrastructure du domaine public (RCG 15-091)

Adopté à l'unanimité.

30.05	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1160615002

Accepter l'offre de services de l'arrondissement de Ville-Marie relativement à la conception, la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement et de la reconstruction de la chaussée et des trottoirs dans différentes rues dans le secteur du centre ville, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal

Adopté à l'unanimité.

30.06	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1154368008

Donner un accord de principe sur le développement du sentier cyclable et pédestre Oka - Mont-Saint-Hilaire sur le territoire de l'Île de Montréal relatif au Plan directeur du réseau vélo métropolitain volet 1 et à la réglementation d'urbanisme ainsi qu'aux lois et règlements en vigueur

Adopté à l'unanimité.

30.07	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction - 1165056001

Autoriser une appropriation de 3 113 000 $ de la réserve de voirie locale et de 1 806 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer des études et autres pour des travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Adopté à l'unanimité.

30.08	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction - 1166708005

Autoriser le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports à soumettre, pour et au nom de la Ville, tous les documents requis par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) visant l'obtention des approbations, autorisations, permissions, attestations et certificats de permis requis en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ., c. Q-2) dans le cadre du projet du Campus Outremont et du projet Bonaventure

Adopté à l'unanimité.

41.01	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1160390007

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 $ pour le financement de l'acquisition de matériel informatique

Traité.

41.02	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1166316018

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 17 000 000 $ afin de financer des travaux de réaménagement de parcs-nature relevant de la compétence du conseil d'agglomération

Traité.

41.03	Service de la culture , Direction des bibliothèques - 1161213004

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 17 000 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Bibliothèque et Archives Nationales du Québec pour le financement de la restauration, de la transformation et de la mise aux normes de la bibliothèque Saint-Sulpice dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015

Traité.

41.04	Direction générale , Contrôleur général - 1165019001

Avis de motion et présentation - Règlement modifiant le Règlement sur le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG 12-026)

Traité.

42.01	Direction générale , Cabinet du directeur général - 1161322004

Adoption - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière d'environnement

Adopté à l'unanimité.

45.01	Société de transport de Montréal , Direction - 1166213004

Approbation du Règlement R-166 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 53 962 913 $ pour financer le programme d'entretien majeur des infrastructures - Phase 1

Adopté à l'unanimité.

51.01	Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs - 1162577023

Nomination de Mme Christine Black, mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord, à titre de représentante de l'arrondissement au sein du conseil d'administration du PME MTL Est-de-l'île

Adopté à l'unanimité.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.02

2016/09/26 13:00

(1)

Dossier # : 1163602013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Horticulture et Arboriculture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Montréal-Nord.

Il est recommandé :

QUE soit déposé au conseil municipal le bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) .

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-08-12 10:46

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.02

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1163602013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Horticulture et Arboriculture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Montréal-Nord.

Il est recommandé :

QUE SOIT déposé au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Montréal-Nord.

Signé par Claire VASSART **Le** 2016-07-19 15:35

Signataire : Claire VASSART

_____

Directrice
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs

Montréal-Nord
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 8 août 2016	Résolution: CA16 10 338

Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Montréal-Nord.

Il est proposé par M. Jean-Marc Gibeau

appuyé par Mme Chantal Rossi

Et résolu :

QUE soit déposé au conseil municipal le bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Montréal-Nord relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Adopté à l'unanimité.

60.01 1163602013

Christine BLACK
_____
Mairesse d'arrondissement

Marie Marthe PAPINEAU
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 août 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1163602013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Horticulture et Arboriculture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Montréal-Nord.

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie Marthe PAPINEAU
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 328-4027
Télécop. : 514 328-4299

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1163602013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Horticulture et Arboriculture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Montréal-Nord.

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal, ainsi que l'adoption de l'ordonnance par le conseil d'arrondissement à cet effet, imposent l'obligation de présenter un bilan annuel faisant état de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le bilan de l'Arrondissement 2015 est préparé à l'intention du conseil d'arrondissement de Montréal-Nord et comprend les demandes d'autorisation pour le traitement des nids de guêpe, les demandes de renseignements des citoyens, les demandes de permis temporaire d'application de pesticides et le suivi des inspections réalisées sur le territoire.

JUSTIFICATION

Il est prévu à la section XI intitulée « Application du règlement » et, plus particulièrement à l'article 32 du règlement sur l'utilisation des pesticides, qu'une fois le règlement devenu applicable, le conseil d'arrondissement dépose, avant le 28 février de chaque année, un rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Orientation	Objectif	Action du Plan de développement durable 2010-2015
Améliorer la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts.	Améliorer les infrastructures vertes à Montréal en faisant passer la canopée de 20 à 25	Renforcer la gestion écologique des espaces verts sur le territoire montréalais.

	% d'ici 2025 par rapport à 2007.	
Pratiquer une gestion responsable des ressources.	Améliorer la qualité des eaux de ruissellement qui se déversent dans les cours d'eau.	

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du bilan annuel 2015 au Comité exécutif de septembre et à la séance de septembre du conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gaétan GINGRAS
C/d parcs <<arr.>60000>>

Tél : 514 328-4000 (4121)
Télécop. : 514 328-4287

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-19

Gilbert BÉDARD
Directeur

Tél : 514 328-4000 (4105)
Télécop. : 514 328-4287

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1163602013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Horticulture et Arboriculture
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Montréal-Nord.

Bilan 2015

Bilan-application_reg_pesticides_2015.pdf

Registre des utilisations de pesticides.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gaétan GINGRAS
C/d parcs <<arr.>60000>>

Tél : 514 328-4000 (4121)
Télécop. : 514 328-4287

MONTRÉAL SANS PESTICIDES

BILAN ANNUEL DE L'ARRONDISSEMENT

Montréal-Nord

RELATIF À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES (R.V.M. 04-041)

2015

Préparé par :

PIERRE HÉBERT
AGENT TECHNIQUE EN HORTCULTURE ET ARBORICULTURE

Direction : TRAVAUX PUBLICS
Division : HORTICULTURE ET ARBORICULTURE

19 juillet 2016

Montréal-Nord Montréal

Historique

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du règlement 04-041

No résolution	*Date*	*Objet de la décision*	*Note complémentaire*
40.001	12.05.2004	Date d'application du Règlement	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides dans l'arrondissement.

Commentaires :

Même que celle de la ville centre.

Recommandations :

Ressources budgétaires et humaines

Postes budgétaires	***Montant($)***
Communication et sensibilisation	0.00
Formation	1,500.00
Lutte intégrée	0.00
Salaires	4,500.00
Budget global :	**6,000.00**

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	***Nombre de semaines de travail***
Contremaître horticulture et parcs	1
Jardinier	1
Élagueur	2
Total des semaines :	**4**

Commentaires :

Recommandations :

Campagnes de communication et de sensibilisation (Néant)

Commentaires :

Pas de campagne de communication à ce sujet en 2015.

Recommandations :

Gestion des appels téléphoniques

A) Appels internes

Nature des appels :

Bureau	*Nature*	*Nbre appel*
Bureau accès Mtl.	Agrile du frêne	5
	Animaux	22
	Araignées	0
	Arbres et arbustes	90
	Entretien écologique	12
	Fourmis	15
	Guêpes	5
	Mauvaises herbes	0
	Pesticides	2
	Vers blancs	0
Nombre d'appels :		151

B) Appels externes

Nombre d'appels : 0

Nature des appels : (Néant)

Commentaires :

Pas d'appel de l'externe.

Recommandations :

Formation des employés

Titre de la formation	*Formateur*	*Date*	*Nombre de participants*
Agrile du frêne, dépistage et suivi	Luc Perreault	01.05.2015	8
Rappel herbes nuisibles	Benoit Lapalme	01.05.2015	12
Nombre de séances de formation : 2		**Nombre total de participants :**	**20**

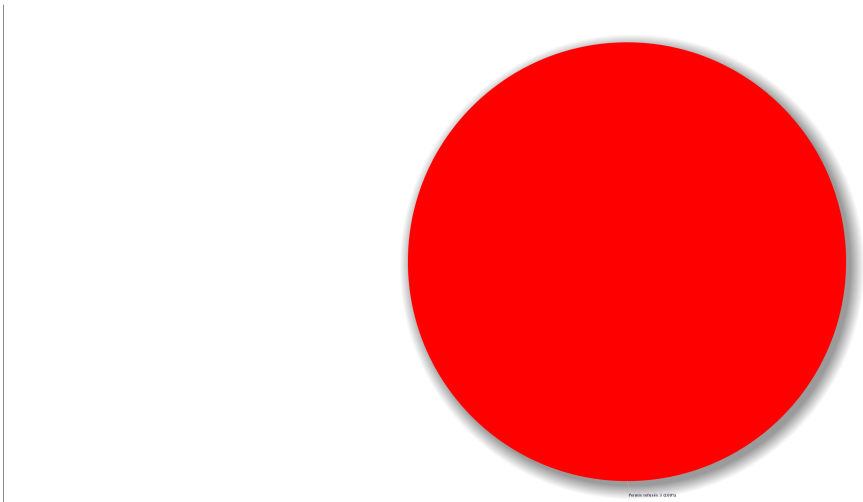
Commentaires :

Recommandations :

Permis temporaire d'utilisation de pesticides

Nombre de demandes reçues : 3

Permis temporaires octroyés et refusés



Nature des permis octroyés : (Néant)

Type de pesticides qui ont été appliqués (selon permis octroyés) : (Néant)

Nature des permis refusés :

	Solution écologique	Total
Citoyens	3	**3**
Entreprises	0	**0**
Total	**3**	**3**

Autorisations express : (Néant)

Commentaires :

Recommandations :

Infractions et poursuites judiciaires (Néant)

Commentaires :

Aucun dossier à ce sujet en 2015.

Recommandations :

Gestion intégrée des espaces verts (Néant)

Nom du projet	*Description*	*Partenaire*

Commentaires :

Pas de projet de lutte intégré dans l'arrondissement.

Recommandations :

Montréal

801, rue Brennan, 8e étage, Montréal (Québec), H3C 0G4
no. de permis: P550960

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 3
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Arrondissement: Arr. de Montréal-Nord **Année:** **2015**

Date de l'application	Site des zones traitées	Objet du traitement (pelouses, arbres, surfaces pavées, etc.)	Superficie traitée	Raison de l'application (problème)	Nom commercial du produit	Numéro d'homologation	Classe (1 à 5)	Quantité appliquée	Applicateur	no. de certificat	Signature
08/01/2015	Serre 1	Coleus		Cochenille	Alcool			500 ml	Pulvér. À main	C552216	Lise Beauregard
09/01/2015	Serre 1 et 2	Coleus		Oidium	Nova 40 W	22399	3	1 litre	Pulvér. À main	C552216	Lise Beauregard
13/01/2015	Serre 1 et 2	Coleus, melianthus		Cochenille, aleurode	End All II, Alcool	22299	5	3 litres	Pulvér. À main	C552216	Lise Beauregard
14/01/2015	Serre 2	Melianthus		Aleurode	Huile de Neem		5	1 litre	Pulvér. À main	C552216	Lise Beauregard
27/02/2015	Serre 1 et 2	Coleus, melianthus,acalypha		Aleurode	End All II, Alcool	22299	5	6 litres	Pulvér. À main	C552216	Lise Beauregard
10/03/2015	Serre 1 et 2	Coleus, melianthus		Aleurode, kermes	Intercept 60 WP	27357	4	84 litres	Tasse à mesurer	C552216	Lise Beauregard
11/03/2015	Serre 2 suite	Acalypha, plumbago		Cochenille	Intercept 60 WP	27357	4	42 litres	Tasse à mesurer	C552216	Lise Beauregard
21/04/2015	Serre 2	Coleus, melianthus		Cochenille, aleurode	Intercept 60 WP	27357	4	8 litres	Tasse à mesurer	C552216	Lise Beauregard
21/04/2015	Serre 2	Melianthus		Aleurode	End All II, Alcool	22299	5	1,5 litre	Pulvér. À main	C552216	Lise Beauregard
Juillet-août 2015	Arr. Mtl-Nord	Frênes	3925 cm	Agrile du frêne	TreeAzin	30559	3	21 litres	Capsules au tronc		Grands parcs

MOISSON MONTRÉAL



RAPPORT ANNUEL 2015/2016

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Comme en témoigne ce rapport, l'année qui se termine aura été marquée par une grande croissance de nos opérations de collectes et de distribution de denrées. Au grand bonheur des organismes membres de Moisson Montréal et des personnes qu'ils desservent, les protéines occupent dorénavant une place importante dans la variété de produits que nous distribuons.

Il est intéressant de noter que la valeur financière des denrées distribuées par Moisson Montréal a doublé au cours des cinq dernières années, passant de 40 M$ à plus de 80 M$ cette année. Cette forte croissance ainsi que l'introduction de la distribution régulière de protéines ont considérablement sollicités notre équipe d'employés, de bénévoles et tout le réseau luttant contre l'insécurité alimentaire.

Nous ne saurions être plus reconnaissants envers nos employés, bénévoles, donateurs de denrées et donateurs monétaires. À eux seuls, les bénévoles ont soutenu la cause en donnant plus de 85 000 heures cette année. Les donateurs de denrées, supermarchés et les acteurs de l'agroalimentaire ont aussi un impact instrumental sur nos résultats.

Nous aimerions transmettre des remerciements chaleureux et nos félicitations aux 254 organismes membres et bénéficiaires de notre banque alimentaire qui offrent le service de support alimentaire de première ligne. La distribution de denrées auprès de ceux-ci est au cœur de notre raison d'être et c'est pour eux que nous déployons tous ces efforts. Avec et grâce à tous ces gens, 14,2 millions de kg de nourriture ont été récupérés et redirigés vers des individus vivant de l'insécurité alimentaire cette année.

L'année qui débute en sera une de consolidation de nos opérations afin d'assurer les plus hauts standards de qualité et un service accru auprès de nos membres partenaires. Une attention particulière sera apportée à la diversité des produits que nous recueillons et que nous distribuons. Pour l'ensemble des organismes membres, nous tenterons d'encore mieux répondre à leurs besoins criants tout en continuant à prioriser une approche d'économie durable. Ceci se traduira par de nouvelles initiatives pour réduire les déchets à la source et maximiser toute la nourriture qui peut être redirigée en temps opportun vers des gens dans le besoin.

Nous aimerions également remercier tous les membres du conseil d'administration dont la disponibilité et le dévouement ont été exemplaires au cours de la dernière année.

Chers lecteurs, nous comptons sur votre support renouvelé pour nous guider et nous appuyer dans notre mission visant à combattre l'insécurité alimentaire tout en réduisant le gaspillage.

Merci

Richard Blain
Président du conseil d'administration

Richard D. Daneau
Directeur général





NOS VALEURS

- **RESPECT** *des personnes que nous aidons, des confrères et des consœurs au travail, des bénévoles et partenaires;*
- **INTÉGRITÉ** *dans toutes les actions entreprises par les bénévoles et membres du personnel;*
- **ÉQUITÉ** *dans les décisions prises pour l'ensemble des partenaires et dans le partage des denrées;*
- **ENTRAIDE** *des forces humaines maximisant le rôle de Moisson Montréal au sein de la communauté;*
- **ENGAGEMENT** *au quotidien et à long terme envers la lutte contre la faim.*

NOTRE MISSION

Assurer un approvisionnement alimentaire optimal aux organismes communautaires desservant les personnes en difficulté de l'île de Montréal.

Participer au développement de solutions durables pour favoriser la sécurité alimentaire.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Richard Blain, MBA, CRHA
Président
Maître d'enseignement,
Gestion des ressources humaines
HEC Montréal



Pierre Dandoy
Vice-président
Vice-président principal exploitation
Provigo Québec



Pierre G. Brodeur, CPA, CA
Vice-président finances
Associé
Deloitte



Jean-Guillaume Shooner, M. Fisc
Secrétaire
Associé
Stikeman Elliott



Richard D. Daneau
Ex-officio
Directeur général
Moisson Montréal

CA 2015 - 2016

ADMINISTRATEURS



Christine Beaulieu,MBA,PMP
Partenaire exécutive
Gartner



Patrick Dumais, CRHA
Vice-président Ressources humaines
Uni-Sélect Canada



Jean-Pierre Haché, ing.
Vice président qualité, santé et sécurité
Bonduelle Amérique du Nord



Eddy Jr Savoie
Président
Groupe Savoie



Donald Boisvert
Directeur général
La Corbeille Bordeaux-Cartierville



Johanne Brodeur, Avocate, Ad. E.
Directrice des affaires juridiques
Union des producteurs agricoles

FAITS SAILLANTS

CHAQUE MOIS,

146 230 PERSONNES

DONT **33 860** ENFANTS

NE SAVENT PAS D'OÙ PROVIENDRA LEUR PROCHAIN REPAS À MONTRÉAL, ALORS ILS SE TOURNENT VERS NOTRE RÉSEAU DE

254 ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

L'an dernier, **14,2 millions de kilos de denrées** ont été distribuées gratuitement à nos organismes partenaires, représentant pour eux une économie substantielle de **81,5 M $** (une hausse de 34 % en un an);

Près de 8 900 bénévoles ont donné plus de **85 700 heures** de leur temps pour nous aider à la poursuite de notre mission, un apport essentiel équivalent à 47employés à temps plein!

Grâce à la réduction de nos dépenses au maximum et à nos programmes de récupération de denrées auprès de **304 fournisseurs** agroalimentaires et **113 supermarchés**, Moisson Montréal parvient à redistribuer **15 $ de valeur de denrées avec un don de seulement 1 $.**

PRIX ET DISTINCTIONS

Prix Novæ de l'Entreprise citoyenne

Lauréat dans la catégorie Approvisionnement pour notre Programme de récupération en supermarchés

Gala Élixir du PMI-Montréal

Lauréat dans la catégorie Coup de cœur pour notre Programme récupération en supermarchés

Mercuriades

Lauréat dans la catégorie PME Développement durable pour nos initiatives durables de réduction du gaspillage alimentaire

« C'est pas vraiment de ma faute si y'en a qui ont faim, mais ça le deviendrait si on n'y changeait rien. »

- Michel Colluci, dit Coluche

Top 15 des événements marquants de 2015-2016

1. **1-11 avril**
   4e édition de la Grande récolte pour les enfants
2. **Mai-Septembre**
   Campagne des Repas en attente tout l'été avec les camions de cuisine de rue
3. **16 juin**
   13e Classique de golf au Club Hillsdale
4. **4 juin**
   Le Grand Soir : soirée-bénéfice du Grand Prix Formule 1
5. **15-16 juillet**
   Collecte de denrées Noël à La Ronde
6. **Octobre**
   Le Programme de récupération en supermarchés fête ses 2 ans
7. **8 octobre**
   Journée sur la lutte contre la faim
8. **18 novembre**
   Soirée reconnaissance de Moisson Montréal
9. **Décembre**
   Migration des serveurs sur le cloud dans le centre de données OVH
10. **3 décembre**
    Grande guignolée des médias
11. **15 oct.-20 déc.**
    Nourrissez l'esprit des Fêtes
12. **18 décembre**
    Visite du Premier ministre Justin Trudeau et Sophie Grégoire-Trudeau
13. **19 décembre**
    Moisson de Noël
14. **8 février**
    Arrivée du nouveau directeur général de Moisson Montréal
15. **9 février**
    Mardi Gras : 1re soirée-bénéfice au profit de l'Opéra de Montréal et de Moisson Montréal

LE COEUR DE MOISSON MONTRÉAL

« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. » – Article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme

Chaque jour, 50 employés travaillent avec dévouement pour lutter contre l'insécurité alimentaire et développer des solutions durables. En 2015-2016, près de 8 900 bénévoles se sont joints à l'équipe pour soutenir nos opérations : une augmentation de 12% depuis l'an dernier!

50 employés

8 888 bénévoles

85 700 heures de bénévolat = 47 employés temps plein, représentant une économie de 921 275$

300 groupes provenant d'entreprises ou de nos organismes membres

Plus de 50 bénévoles sont requis par jour pour effectuer nos opérations quotidiennes

MERCI!



PRÈS DE 8900 BÉNÉVOLES !

Moisson Montréal tient à souligner l'engagement des entreprises suivantes qui ont donné plus de 500 heures de leur temps pour nous aider dans nos opérations quotidiennes.

Merci!

- Banque Nationale du Canada
- Casino de Montréal et Société des casinos du Québec
- Deloitte
- Desjardins
- Intact Assurance
- Morgan Stanley
- TELUS (plus de 1 000 heures!)

UN ENVIRONNEMENT STIMULANT POUR NOS BÉNÉVOLES

Moisson Montréal croit en l'équité de tous et donne une place particulière à l'insertion sociale et professionnelle. Tous nos bénévoles réguliers ont accès à plusieurs services qui leur permettent de se perfectionner, s'épanouir et se réaliser. Notre objectif : développer l'autonomie, briser l'isolement et permettre l'acquisition d'habiletés diverses.

- 6 bénévoles : Centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement (CRDITED)
- 19 bénévoles : Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS-ACTION) et Centre de ressources éducatives et pédagogiques (CREP). Moisson Montréal a remis 15 attestations de compétences officielles afin d'aider ces bénévoles dans leur recherche d'emploi.
- 12 bénévoles : Valorisation Jeunesse – Place à la relève. Grâce au soutien financier de la Ville de Montréal et du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, Moisson Montréal a pu offrir une première expérience de travail rémunérée à des jeunes diplômés de l'école secondaire.

« Le travail à Moisson Montréal me permet d'acquérir de l'assurance dans mon travail. »

- Bénévole qui a accès à des services offerts par le CREP

CREP CENTRE DE RESSOURCES ÉDUCATIVES ET PÉDAGOGIQUES

Ville de Montréal

CRDITED DE MONTRÉAL

Emploi Québec

L'EFFICACITÉ AU SERVICE D'UNE SOCIÉTÉ EN SANTÉ

« Il n'y a pas de manque de nourriture au Canada, il existe seulement un problème de distribution. Nous sommes heureux de contribuer à résoudre cette situation en redistribuant des denrées de haute qualité, sans gluten, soya ou produits laitiers, aux personnes dans le besoin. »

- Terry Tierney, Président directeur général, Daiya Foods

14 227 591 kg de denrées distribuées en 2015-2016 représentants une valeur de **81,5 millions**, soit une hausse de 34 % depuis l'an dernier

304 fournisseurs agroalimentaires

113 supermarchés donateurs

Bienvenue aux nouveaux fournisseurs agroalimentaires majeurs :

CATELLI, DAIYA FOODS ET CANADA BREAD !

REVALORISATION ET REJET

Moisson Montréal améliore sans cesse ces opérations pour maximiser les denrées reçues.

Sur 15,2 millions de kilos de denrées réceptionnées :

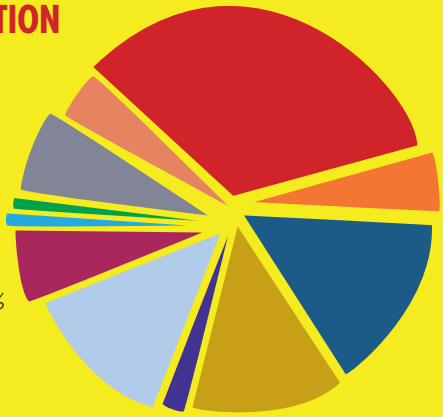
500 000 kg de compost

230 000 kg de déchets

75 000 kg de carton recyclé

7 000 kg de plastique recyclé

STATISTIQUES DE RÉCEPTION



- *Fruits et légumes 36%*
- *Produits céréaliers 15%*
- *Produits alimentaires variés 12%*
- *Produits salles de tri 11%*
- *Produits laitiers 10%*
- *Boissons 5%*
- *Produits salés et matières grasses 4%*
- *Viandes et substituts 3%*
- *Produits sucrés 2%*
- *Produits non-comestibles 1%*
- *Aliments pour bébés - de 0,4%*

16 000 PANIERS DE NOËL DISTRIBUÉS !

Dans le cadre de notre campagne annuelle Nourrissez l'esprit des Fêtes, près de 29 500 kg et 44 000 $ dédiés à la confection d'environ 16 000 paniers de Noël ont été amassés grâce à 242 collectes corporatives.

Comme la tradition le veut, cette campagne s'est ensuite soldée avec la Moisson de Noël où 250 bénévoles ont mis la main à la pâte pour faire 12 350 sacs de provisions d'urgence avec les denrées reçues de la Grande guignolée des médias.

Un grand merci à nos bénévoles et nos donateurs des Fêtes tels que la Fondation Marcelle et Jean Coutu, le Casino de Montréal et la Fondation Sibylla Hesse!

LES BANQUES ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

Moisson Montréal est membre du regroupement des Banques alimentaires du Québec (BAQ) et, possédant les infrastructures adéquates, elle a le mandat d'effectuer, au nom de BAQ, le partage des denrées reçues pour le regroupement avec les 18 autres Moisson au Québec. Cette année, 2 821 283 kg de denrées ont ainsi été partagées avec les autres Moissons en plus des 1 969 224 kg de denrées données par Moisson Montréal.

LES BANQUES ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

14 227 591 KG DE DENRÉES = 2 371 ÉLÉPHANTS !

LA ROUTE DES DENRÉES

DONATEURS

BANQUES ALIMENTAIRES DU CANADA

BANQUES ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

SUPERMARCHÉS

CAMPAGNES ET ÉVÈNEMENTS

ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET AUTRES MOISSONS

PRODUCTEURS AGRICOLES

TRANSFORMATEURS, DISTRIBUTEURS ET GROSSISTES

15,2 MILLIONS DE KG

MOISSON MONTRÉAL

PLUS DE 15,2 MILLIONS DE KILOS DE DENRÉES ONT ÉTÉ RÉCUPÉRÉES ET SAUVÉES DES SITES D'ENFOUISSEMENT EN 2015-2016 GRÂCE À MOISSON MONTRÉAL ET SON RÉSEAU DE PARTENAIRES.

14,2 MILLIONS DE KG DE DENRÉES ONT ÉTÉ REDISTRIBUÉES CETTE ANNÉE !

DISTRIBUTION

254 ORGANISMES ACCRÉDITÉS ET AUTRES BANQUES ALIMENTAIRES AU CANADA

9 434 000 KG

AUTRES MOISSONS

4 790 000 KG

INVENTAIRE

558 000 KG

DÉCHETS — 230 000KG

RECYCLAGE — 82 000 KG

REVALORISATION — 500 000 KG

PROPAGER L'ENTRAIDE DANS SA COMMUNAUTÉ

Les événements caritatifs et les campagnes de financement répondent à deux objectifs essentiels de Moisson Montréal : la sensibilisation aux problématiques de l'insécurité alimentaire et du gaspillage alimentaire ainsi que le financement de ses activités et son développement.

GRÂCE AU SOUTIEN DU GRAND PUBLIC ET DU SECTEUR DES AFFAIRES, 25 % DE NOS DONS ONT ÉTÉ AMASSÉS LORS DE CAMPAGNES ET D'ÉVÉNEMENTS!

ÉVÉNEMENTS ET CAMPAGNES DE FINANCEMENT DE MOISSON MONTRÉAL

- *Publipostages saisonniers 325 000 $*
- *La Grande récolte pour les enfants incluant la Journée des enfants en partenariat avec Uniprix 247 000 $ pour les trois Moissons du Grand Montréal*
- *Repas en attente en partenariat avec l'Association des restaurateurs de rue du Québec 11 500 $*
- *Classique de golf 223 000 $*
- *Nourrissez l'esprit des Fêtes incluant la Moisson de Noël 54 000 $*

RAYONNEMENT MÉDIATIQUE

L'an dernier, Moisson Montréal a mis des efforts particuliers pour accroître son rayonnement dans les médias traditionnels et sociaux.

5 585 amis,	hausse de 92 %
2081 abonnés,	hausse de 53 %
727 abonnés,	hausse de 86 %
377 abonnés,	hausse de 94 %

Nombre de mentions dans les médias traditionnels : 661, une hausse de 51 % par rapport à l'an dernier

QUELQUES ÉVÉNEMENTS ET CAMPAGNES DE FINANCEMENT ORGANISÉS PAR DE GÉNÉREUX PARTENAIRES

Vins généreux de BAQ en partenariat avec la SAQ 133 254 $

- *Le Grand soir du Grand Prix 424 000 $*
- *Noël à La Ronde 10 000 $*
- *Plusieurs activités de la SCQ 29 000 $*
- *Blitz contre la faim de Purolator 3 500 $*
- *Train des Fêtes du Canadien Pacifique 17 000 $*
- *La Grande guignolée des médias 220 000 $*
- *Mardi Gras en collaboration avec l'Opéra de Montréal et le Casino de Montréal 10 000 $*



AU NOM DES 146 000 PERSONNES QUE NOUS AIDONS CHAQUE MOIS ET DES 254 ORGANISMES QUE NOUS DESSERVONS,

MERCI !

LA PHILANTHROPIE, C'EST SIMPLEMENT DE CROIRE EN L'ÊTRE HUMAIN

Grâce à la réduction de nos dépenses au maximum et à nos programmes de récupération de denrées, Moisson Montréal parvient à distribuer 15 $ de valeur de denrées avec un don de seulement 1 $.

Nos frais administratifs de 1,3 % se situent parmi les plus bas au pays. Près de 98 % des dons reçus sont destinés spécifiquement à la distribution de denrées aux organismes!

DES PERSONNALITÉS PUBLIQUES ENGAGÉES!

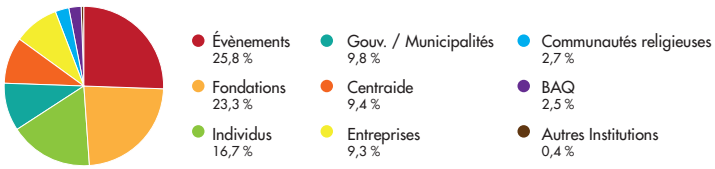
Plusieurs personnalités connues se sont impliquées à leur façon dans le combat contre l'insécurité alimentaire aux côtés de Moisson Montréal en 2015-2016.

Leur engagement est un atout essentiel afin de sensibiliser d'avantage les Montréalais à notre cause.

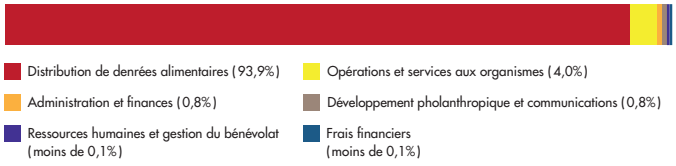
MERCI DE FAIRE PARTIE DE NOTRE GRANDE FAMILLE!

• Alexandre Champagne • Claude-Michel Bleau
• Claudia Marques • Ève-Marie Lortie
• Gregory Charles • Isabelle Huot • Josée Boudreault
• La Bottine Souriante • MC Gilles • Nathalie Lambert
• Robert Piché • Stéphane Demers

D'OÙ PROVIENT LE FINANCEMENT ?



À QUOI SERVENT LES DONS MONÉTAIRES ?



UN CLUB D'AMBASSADEURS QUI COMBAT LA FAIM

UNE BOUCHÉE À LA FOIS !

Bienvenue à nos 13 nouveaux ambassadeurs 2015-2016!
Merci pour votre implication exemplaire et votre engagement à long terme dans la cause de l'insécurité alimentaire.

Ève-Marie Lortie, TVA
ancienne porte-parole de la Grande récolte pour les enfants

Jules Hébert, La Ronde
Champion en entreprise, biens et services

Charles Valois, Provigo
Président d'honneur de la Classique de golf

Christian Lamarre, Financière Banque Nationale ancien administrateur du CA
Ambasseur d'exception

Claude Poisson, Société des casinos du Québec
Ambassadeur d'exception

Dany Michaud, RECYC-QUÉBEC, ancien directeur général
Prix spécial hommage

Glenn Acton, Maxi et Maxi&Cie
Président d'honneur de la Classique de golf

Jennifer Kirby, Telus
Championne en entreprise, bénévolat

Lisa Lemay, Metro
Championne en entreprise, denrées

Luc Briand, Provigo
Champion en entreprise, denrées

Phil Liggett, La Ronde
Champion en entreprise, biens et services

Pierre Dandoy, Provigo, membre du CA
Président d'honneur de la Classique de golf

Pierre Gagnon, Entrepreneur, ancien administrateur du CA



LA FORCE D'UN RÉSEAU D'ENTRAIDE

Plus de 250 organismes communautaires accrédités et 50 organismes ponctuels répartis sur l'île de Montréal sont desservis par Moisson Montréal. Ces organismes, qui proposent divers services de première ligne, se voient offrir des denrées qui répondent aux besoins spécifiques de leur clientèle.

NOS ORGANISMES OFFRENT PLUSIEURS TYPES D'AIDE ALIMENTAIRE :

Paniers de provisions : 78 %

Service de repas : 73 %

Cuisines collectives : 39 %

Épiceries communautaires : 10 %

À L'ÉCOUTE DE NOS ORGANISMES

Des suivis, des activités et des sondages sont régulièrement effectués auprès de nos organismes partenaires afin de s'assurer de leur satisfaction, de comprendre leurs besoins et de prendre le pouls de la situation de la précarité alimentaire à Montréal.

Moisson Montréal a organisé la 4e Journée sur la lutte contre la faim afin de faire état de l'insécurité alimentaire à Montréal. 80 organismes ont eu l'occasion de réseauter et d'échanger sur les enjeux de la sécurité alimentaire.

Le manque de pain était problématique au sein de notre réseau, alors Moisson Montréal a conclu un partenariat durable avec Canada Bread pour assurer un approvisionnement constant en pain pour ses organismes. Aujourd'hui, 83 % d'entre eux sont satisfaits de la fraîcheur du pain.*

69 % sont satisfaits de la fraîcheur des fruits et légumes*

94 % sont satisfaits de la fraîcheur des autres aliments.*

** Selon un sondage effectué en mai 2015 auprès de 116 organismes*



BBQ ALIMENTER LE FUTUR

Fondé en 2000 par la Fondation Sodexo, le programme Alimenter le futur est un programme qui vise à offrir des repas gratuits pendant la période estivale aux enfants qui bénéficient de repas subventionnés au cours de l'année scolaire. En plus de fournir gratuitement une partie des denrées destinées à la fabrication des lunchs, Moisson Montréal a le mandat depuis 14 années de sélectionner les camps de jour qui bénéficient du programme et d'assurer le lien entre les camps et Sodexo. Chaque été, Moisson Montréal organise une journée festive remplie d'activités en partenariat avec Sodexo pour célébrer l'été. L'an dernier, près de 750 enfants se sont amusés lors de ce barbecue!



LA FAIM NE FAIT PAS LA FINE BOUCHE. ELLE AFFECTE 1 PERSONNE SUR 13 À MONTRÉAL

S'IMPLIQUER POUR AVANCER ENSEMBLE

Moisson Montréal prend à cœur le développement de solutions durables à la faim et au gaspillage alimentaire et s'implique à plusieurs niveaux :

- Task Force avec Banques alimentaires Canada
- Forums sur le système alimentaire montréalais (SAM)
- Table de concertation sur la faim Montréal Métropolitain
- Conseil d'administration de Commerce solidaire
- Conseil d'administration du Regroupement des organismes humanitaires et communautaires pour les mesures d'urgence à Montréal (ROHCMUM)
- Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent (COSSL)

PROGRAMME DE RÉCUPÉRATION EN SUPERMARCHÉS

DÉVELOPPER DES SOLUTIONS DURABLES POUR ÉLIMINER LA FAIM

Le Programme de récupération en supermarchés (PRS) est le premier du genre au Canada par sa particularité de redistribuer de la viande et propose une solution unique et durable aux problèmes de gaspillage alimentaire et de précarité alimentaire. Moisson Montréal, qui a développé le modèle en octobre 2013, a été mandaté par le réseau des Banques alimentaires du Québec pour signer les ententes provinciales de récupération des denrées invendues avec les détaillants en alimentation, dont les épiceries Provigo, Maxi, Metro et Super C.

« Les dons de viande ont fait diminuer notre prix de revient d'environ 5 %. Merci à Moisson Montréal de nous aider à poursuivre notre mission pour notre clientèle démunie. » - Lévis Lavoie, directeur de production, Resto Plateau.

RÉSULTATS DU PRS À MONTRÉAL

113 SUPERMARCHÉS PARTICIPANTS

87 ORGANISMES ACCRÉDITÉS BÉNÉFICIAIRES

1 569 000 KG DE NOURRITURE SAUVÉE DES SITES D'ENFOUISSEMENT

DONT 738 000 KG DE VIANDE OU 671 BOEUFS CANADIENS

UNE ÉCONOMIE SUBSTANTIELLE DE 14 746 780 $ POUR NOS ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES!

TOTAL PAR CATÉGORIE DE PRODUITS DEPUIS OCT. 2013 :

Viande :	738 000 KG
Boulangerie :	386 000 KG
Fruits et légumes :	115 000 KG
Produits variés :	267 000 KG
Produits variés congelés :	63 000 KG

Merci à la Fondation Marcelle et Jean Coutu pour son soutien financier durable!

FONDATION MARCELLE ET JEAN COUTU

87 ORGANISMES ACCRÉDITÉS REÇOIVENT DE LA VIANDE DU PROGRAMME DE RÉCUPÉRATION EN SUPERMARCHÉS

** Certains organismes ne figurent pas sur cette liste par désir de garder leur anonymat.*

Accueil Bonneau
Action Centre-Ville
Amour en Action
Armée du Salut
Association d'entraide Le Chaînon
Auberge communautaire du Sud-Ouest
Auberge du cœur le Tournant
C.A.D.R.E. - Échange de services de Lasalle
Cafétéria communautaire MultiCaf
Carrefour d'Entraide Lachine
Carrefour d'Alimentation et de Partage Saint-Barnabé
Carrefour populaire de Saint-Michel
Carrefour St-Eusèbe
Centre Action
Centre d'aide à la famille
Centre d'Entraide et de Ralliement Familial
Centre d'Entraide le Rameau d'Olivier
Centre du Plateau
Centre du Vieux Moulin de LaSalle (Le)
Centre NAHA
Chic Resto-Pop
Club Garçons et Filles de Lasalle
Comité social Centre-Sud
Compagnons de Montréal
Corbeille Bordeaux-Cartierville (La)
Cuisine collective à toute vapeur
Cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve
Cuisines et vie collectives Saint-Roch
Dîners St-Louis
École Félix-Antoine
Entraide Léo Théorêt
Escale Notre-Dame
Fondation d'Aide Directe SIDA Montréal
Fondations du quartier (Les)
Fourchettes de l'espoir (Les)
Good News Chapel
Groupe d'action pour la prévention de la transmission et l'éradication du sida
Maison Benoît Labre
Maison d'Entraide St-Paul & Émard
Maison de L'exode
Maison de Quartier Villeray (La)
Maison des Amis du Plateau Mont-Royal (La)
Maison du Parc
Maison du Père (La)
Maison du Pharillon (La)
Maison Nazareth
Maison Tangente
Méta d'Âme
Mile-End Community Mission
Mission Bon Accueil
Mission Old Brewery
Mon Resto St-Michel
Native Friendship Centre of Montreal
Œuvre soupe maison (L')
Organisation des jeunes de Parc-Extension
Parrainage civique de la banlieue Ouest
PAS de la rue (Le)
Passages
Patro le Prévost
Phare de Montréal-Nord (Le)
Refuge des jeunes de Montréal
Répit-Providence
Ressources communautaires Omega
Resto Plateau
Sac à Dos (Le) - Action-Réinsertion
Service de nutrition et d'action communautaire
St-Columba Outreach
St-James Drop In
St-Michael's Mission
Toxico-Stop
Union United Church Outreach Ministry

maxi Provigo metro Super C Beau. Bon. Pas cher.

DES PROJETS PORTEURS

PROJET PILOTE – PROGRAMME DE RÉCUPÉRATION DANS LES MARCHÉS PUBLICS DE MONTRÉAL

Dans un contexte où le prix des aliments augmente sans cesse et que la demande d'aide alimentaire se fait plus forte, il n'est plus possible de fermer les yeux sur le gaspillage alimentaire. Moisson Montréal et le Centre de ressources et d'action communautaire de la Petite Patrie (CRAC-PP) travaillent donc en partenariat avec les Marchés publics de Montréal (MPM) afin de récupérer les surplus alimentaires provenant de leurs marchands et commerçants.

Les aliments recueillis sont ensuite triés et redistribués par le CRAC-PP auprès de sa clientèle dans le besoin dans la Petite-Patrie. Ce faisant, les denrées sont plus rapidement prises en charge, soit pour la distribution ou la transformation, évitant ainsi des coûts supplémentaires associés à une boucle de transport inutile, tout en s'inscrivant dans une vision de développement durable. Enfin, les surplus du CRAC-PP sont redistribués aux organismes accrédités de Moisson Montréal dans d'autres quartiers. Cette initiative locale est une fierté montréalaise, puisqu'elle est le premier programme structuré de récupération de denrées invendables, mais toujours comestibles dans les MPM.

Le projet pilote, qui est entièrement financé par les MPM pour le moment, a débuté le 21 juin et se déroulera jusqu'en septembre 2016 où il fera ensuite l'objet d'une évaluation avant d'être déployé dans tous les MPM, ce qui demandera un financement supplémentaire. Notre vision à moyen terme pour ce programme serait de mettre en marché une partie des denrées transformées dans l'épicerie communautaire du CRAC-PP afin d'autofinancer ses opérations.

UN FICHIER CENTRAL POUR NOS ORGANISMES

Moisson Montréal a été approchée par ses organismes partenaires à la suite de la fermeture du Fichier central des paniers de Noël à l'automne 2013 qui permettait d'identifier les besoins réels des usagers qui visitaient nos organismes. La réimplantation du Fichier central servira pour la campagne Nourrissez l'esprit des Fêtes 2016 et assurera que tous nos paniers de Noël seront distribués de façon équitable aux personnes dans le besoin durant la période la plus achalandée de l'année.

CONSTRUCTION D'UN LABORATOIRE INTERNE

Grâce au Programme de récupération en supermarchés, Moisson Montréal distribue maintenant de la viande surgelée à ses organismes membres. Toutefois, les coûts d'analyses devenaient de plus en plus importants en raison des tests préventifs fréquents, puisque nous faisions appel à un laboratoire externe. La construction d'un laboratoire interne a donc été évaluée afin de réduire nos coûts à long terme et d'assurer un meilleur contrôle qualité sur les denrées distribuées. Le service pourrait même être ultimement offert à nos organismes membres à un coût moindre. Grâce à la collaboration de précieux donateurs, le laboratoire interne sera en opération à l'automne 2016.



Vous souhaitez nous appuyer dans nos projets porteurs? Contactez notre département du financement au 514 344-4494, poste 237.

Résultats

Exercice clos le 31 mars	2016	2015
APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE		
Dons en denrées reçues	82 552 506 $	60 506 113 $
Dons en denrées redistribuées	81 531 725	60 994 188
Résultat net - Approvisionnement alimentaire	1 020 781	(488 075)
ACTIVITÉS DE LEVÉE DE FONDS ET ADMINISTRATIVES		
Produits		
Dons	2 831 665	2 654 386
Activités de financement	1 342 185	1 930 184
Contributions	608 829	703 045
Bonne Boîte Bonne Bouffe	--------	782 073
Location et intérêts	176 337	197 155
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles et incorporelles	260 850	265 014
	5 219 866	**6 531 857**
CHARGES		
Opérations		
Entrepôt	1 325 746	1 096 242
Approvisionnement	351 567	391 682
Transport	826 749	422 274
Entretien du bâtiment	787 773	777 969
Liaison communautaire	236 924	153 766
	3 528 759	**2 841 933**
Activités de financement	584 033	1 082 614
Développement des activités et des communications	451 261	354 518
Développement philanthropique	165 457	84 785
Bonne Boîte Bonne Bouffe	--------	934 511
Administration		
Direction générale et finances	764 850	722 378
Ressources humaines	374 365	328 913
Frais financiers	32 691	40 592
	1 171 906	**1 091 883**
	5 901 416	**6 390 244**
RÉSULTAT NET - ACTIVITÉS DE LEVÉE DE FONDS ET ADMINISTRATIVES	**(681 550)**	**141 613**
EXCÉDENT DES PRODUITS (CHARGES)	**339 231 $**	**(346 462)$**
TOTAL DES PRODUITS	**87 868 372 $**	**67 037 970 $**
TOTAL DES CHARGES	**87 529 141**	**67 384 432**
EXCÉDENT DES PRODUITS (CHARGES)	**339 231 $**	**(346 462) $**

Situation financière

31 mars	2016	2015
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	2 123 549 $	3 038 436 $
Débiteurs	181 617	190 644
Subvention à recevoir du MAMOT	89 036	85 093
Subvention à recevoir de la Ville de Montréal	71 200	35 600
Stocks de denrées	2 905 541	1 884 760
Frais payés d'avance	85 292	73 420
Avance à recevoir de Bonne Boîte Bonne Bouffe, sans intérêt	--------	25 000
Placement de portefeuille, à la juste valeur	10 631	--------
	5 466 866	**5 332 953**
SUBVENTION À RECEVOIR DU MAMOT	**559 810**	**648 846**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**6 305 290**	**6 389 272**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**163 278**	**134 232**
	7 028 378	**7 172 350**
TOTAL DE L'ACTIF	**12 495 244 $**	**12 505 303 $**
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	325 074 $	628 172 $
Apports reportés afférents à des projets spécifiques	420 714	121 739
Produits reçus d'avance	2 030	3 380
Portion exigible du contrat de location-acquisition	--------	47 110
Portion exigible de la dette à long terme subventionnée	89 036	85 093
Portion exigible de la dette à long terme non subventionnée	3 043	--------
	839 897	**885 494**
Dette à long terme	575 595	648 846
Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles et incorporelles	3 776 993	4 007 435
	4 352 588	**4 656 281**
TOTAL DU PASSIF	**5 192 485**	**5 541 775**
ACTIF NET		
Affectations internes		
Investi en immobilisations	2 672 747	2 468 959
Conservation alimentaire, remballage et étiquetage	850 000	850 000
Non affecté	3 780 012	3 644 569
	7 302 759	6 963 528
TOTAL DU PASSIF ET DE L'ACTIF NET	**12 495 244 $**	**12 505 303 $**

NOS ORGANISMES ACCRÉDITÉS RÉGULIERS
OUR REGULAR PARTNER ORGANIZATIONS

Excluant les organismes confidentiels / excluding confidential organizations

AHUNTSIC / CARTIERVILLE

Centre d'action bénévole Bordeaux-Cartierville
Centre d'appui aux communautés immigrantes (CACI)
Corbeille Bordeaux-Cartierville (La)
École Félix-Antoine
Foyer du Liban (Le)
Maison des jeunes Bordeaux-Cartierville
Oeuvre des Samaritains (L')
Première Église Évangélique Arménienne de Montréal – First Armenian Evangelical Church of Montreal
Prise II
Rap Jeunesse (volet L'Accès-Soir)
Service de nutrition et d'action communautaire (SNAC)

ANJOU

Centre humanitaire d'organisation de ressources et de référence d'Anjou (C.H.O.R.R.A.)
Service d'aide communautaire Anjou (SAC Anjou)

CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

A deux mains – Head & Hands
Association des étudiantes et étudiants en service social de l'Université de Montréal
Association jamaïcaine de Montréal – Jamaïca Association of Montreal
Bethleem Healing Fountain
Cafétéria communautaire MultiCaf
Centre communautaire de loisirs de la Côte-des-Neiges
Centre communautaire MADA – MADA Community Center
Centre communautaire Mountain Sights
Dépôt alimentaire NDG – NDG Food Depot
Envol des femmes (L') – Women on the Rise
Fondations du Quartier (Les)
Garde-Manger de St-Monica (Le)
Relais Côte-des-Neiges
Résidence Projet Chance
River's Edge Community Church
Service d'interprètes, d'aide et de références aux immigrants (SIARI)
The Chai Center

DORVAL / L'ÎLE-DORVAL

Ressources communautaires Omega – Omega Community Resources
Royal Canadian Legion Branch 57
Service éducatif spécialisé et adapté de Montréal (SÉSAM)

LACHINE

Amour en Action
Carrefour d'entraide de Lachine
Centre de formation populaire de Lachine
Carrefour jeunesse-emploi de Marquette
Comité de vie de quartier Duff-Court (COVIQ)
Mains tendues – Extended Hands
Œuvre soupe maison (L')
Société de Saint-Vincent-de-Paul, Conférence Saint-Pierre-aux-Liens
Société de Saint-Vincent-de-Paul, Resurrection of Our Lord

LASALLE

Centre Action – Action Center
Centre du Vieux Moulin de LaSalle (Le)
Club garçons et filles de LaSalle – Boys & Girls Club of LaSalle
Echange de services de Lasalle - C.A.D.R.E
Maison des jeunes de LaSalle
Société Saint-Vincent-de-Paul, Conférence de Lasalle
Triade HCT (Handicap-Compétences-Travail) (La)

LE PLATEAU-MONT-ROYAL

Association d'entraide Le Chaînon
Autisme et troubles envahissants du développement Montréal (ATEDM)
Centre communautaire Vertical
Centre d'aide à la famille
Centre d'amitié autochtone de Montréal (CAAM) – Native Friendship Centre of Montréal (NFCM)
Centre des femmes de Montréal
Centre du Plateau
Dîners Saint-Louis
Hirondelle Services d'accueil et d'intégration des immigrants (L')
Maison des Amis du Plateau Mont-Royal (La)
Maison d'Hérelle
Maison du Parc
Mission communautaire du Mile End – Mile End Community Mission
Œuvre de St-Jacques (L')
Racine Croisée Solidarité Sawa
Resto Plateau
Sac à Dos – Action et Réinsertion sociale (Le)
Santropol roulant
Société Saint-Vincent-de-Paul, Conférence du Plateau Mont-Royal

LE SUD-OUEST

Arche-Montréal (L')
Armée du Salut – The Salvation Army
Atelier 850
Auberge communautaire du Sud-Ouest
Bible-Way Pentecostal Church
Centre communautaire Tyndale St Georges – Tyndale St-Georges Community Centre
Centre d'éducation des adultes James Lyng – James Lyng Adult Education Centre
Comité d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et de St-Henri (CÉDA)
Continuité - Famille auprès des détenues (C.F.A.D.)
Dépannage alimentaire de l'église catholique Saint-Charles
Fondation Partageons l'Espoir – Share the Warmth Foundation
Garde-Manger pour Tous (Le)
Maison d'entraide St-Paul & Émard
Maison des jeunes l'Escampette
Maison du partage d'Youville (La)
Maison L'Exode
Maison Saint-Columba – St-Columba House
Milieu éducatif La Source
Mission Au Nom de l'Amour
Mission Bon Accueil – Welcome Hall Mission
Mission du Grand Berger – Mission of the Great Shepherd
Réseau d'entraide la main qui partage
Scientifines (Les)
St-Anthony's Catholic Parish
Station Familles
St-Gabriel's Parish
Union United Church-Outreach Ministry

MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE

Association pour la défense des droits sociaux de Montréal Métropolitain (ADDS-MM)
Auberge du cœur Foyer des Jeunes Travailleurs et Travailleuses de Montréal
Carrefour d'Alimentation et de Partage Saint-Barnabé (CAP St-Barnabé)
Centre d'entraide Le Rameau d'Olivier Inc.
Centre NAHA
Chic Resto-Pop
Cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve
Dopamine
Église Reflet de Christ
Escale Notre-Dame (L')
Groupe d'Entraide de Mercier-Ouest (GEMO)
Impact Famille
Jojo Dépannage
Maison à petits pas

MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE (SUITE)

Maison de réhabilitation L'Exode
Maison du Pharillon (La)
Maison Kangourou (La)
Maison Tangente
Regroupement Entre-Mamans inc.
Répit-Providence
Service d'éducation et de sécurité alimentaire de Mercier-Est (SÉSAME)

MONTRÉAL-NORD

Amour en action (L')
Centre communautaire éducatif Philos
Centre communautaire multi-ethnique de Montréal-Nord
Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord
Église Nazaréen
Fourchettes de l'Espoir (Les)
Phare de Montréal-Nord (Le)
Société St-Vincent-de-Paul, Montréal-Nord
Toxico-Stop

PIERREFONDS-ROXBORO

Fonds d'Aide de l'Ouest de l'Île
Maison Entre Famille
Nouvelle Vision des Jeunes
Services communautaires On Rock – On Rock Community Service

POINTE-CLAIRE

Mission de l'Ouest de l'île – West Island Mission
Parrainage civique de la banlieue Ouest – West Island Citizen Advocacy

RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES

Action Secours, Vie d'Espoir
Centre Bienfaisance Mont-Sinaï
Centre d'entraide aux familles (CEAF)
Centre local d'initiatives communautaires du Nord-Est de Montréal (CLIC)
Coopérative d'habitation Giron d'aile
Cuisine collective À toute vapeur
Maison des jeunes de Rivière-des-Prairies

ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE

Centre communautaire CEFEDI
Centre de Ressources et d'action communautaire de la Petite-Patrie (CRAC)
Compagnons de Montréal
Église Baptiste Évangélique de Rosemont
Église méthodiste libre de Rosemont
Hôte Maison (L')
Maison L'Exode Pavillon Alpha
Maisonnée (La)
Maisonnette des parents (La)
Mission Catholique Sainte-Thérèse d'Avila
Oasis des enfants de Rosemont (L')

SAINT-LAURENT

Centre communautaire Bon Courage de Place Benoît
Centre d'action bénévole et communautaire Saint-Laurent
Centre d'Encadrement pour Jeunes Femmes Immigrantes (CEJFI)
Centre de pédiatrie sociale de Saint-Laurent au cœur de l'enfance
Centre Soutien-Jeunesse de Saint-Laurent
Comité Logement de Saint-Laurent
Corporation culturelle latino-américaine pour l'amitié (COCLA)
Garde-Manger des Moissonneurs (Le)
Oasis de Saint-Laurent (L')
Relais Laurentien
Ressources Jeunesse de Saint-Laurent
Simonet, Réseau de soutien et de service pour mères monoparentales

SAINT-LÉONARD

Association Alerte Providence
Association Haïtiano-Canado-Québécoise de promotion culturelle et artistique d'aide aux démunis
Chapelle Bonne Nouvelle – Good News Chapel
Mouvement Fraternité Multi-Ethnique
Société de Saint-Vincent-de-Paul, Conférence de Saint-Léonard

VERDUN

Ancre des jeunes (L')
Bureau de consultation jeunesse
Carrefour jeunesse-emploi de Verdun
Centre d'aide aux familles immigrantes (Casa CAFI)
Charité Soleil Levant
Collège d'informatique et d'administration Verdun – Lasalle
Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun
Manna Food Bank
Réseau d'entraide de Verdun
Réseau-Bénévoles de Verdun
Société Saint-Vincent-de-Paul, Conférence de Verdun
Southwest United Church and Mission

VILLE-MARIE

Accueil Bonneau
Action Centre-Ville
Association Bénévole Amitié
Auberge du cœur Le Tournant
Carrefour alimentaire Centre-Sud
Carrefour Saint-Eusèbe
Centre d'Action Sida Montréal (Femmes) (CASM)
Centre de jour St-James – St-James Drop-In Centre
Centre d'Entraide et de Ralliement Familial (CERF)
Centre récréatif Poupart Inc.
Chez Doris
Comité Social Centre-Sud
Dispensaire diététique de Montréal
Entraide Léo Théorêt
Fondation d'aide directe-SIDA Montréal
Information alimentaire populaire Centre-Sud
Itinéraire (L')
Loisirs St-Jacques
Maison Benoît Labre (La) – The Benedict Labre House
Maison Nazareth – Nazareth House
Maison Plein Cœur
Maisons Adrianna
Méta d'Âme
Midnight Kitchen
Mission Latino-Américaine Notre-Dame-de-la-Guadalupe
Mission Old Brewery – Old Brewery Mission
Œuvres de la Maison du Père (Les)
Œuvres de Saint-Jacques (L')
PAS de la rue
Passages
Patate du Peuple (La) – The People's Potato
Projet d'intervention auprès des Mineurs-es Prostitués-es (PIAMP)
Projet LOVE
Projets autochtones du Québec
Refuge des jeunes de Montréal
RÉZO santé et mieux-être des hommes gais et bisexuels
Ruelle de l'avenir
Sida Bénévoles Montréal – AIDS Community Care Montreal (ACCM)
St-Michael's Mission
Y des Femmes
YMCA du Québec (Les)

VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

Afrique au féminin
Association du troisième âge « FILIA » – Seniors Association « FILIA »
Carrefour populaire de Saint-Michel
Centre communautaire La Patience
Centre d'orientation et de prévention d'alcoolisme et de toxicomanie latino-américain (C.O.P.A.T.L.A.)
Centre Sainte-Croix
Church of Pentecost Agape Food Drive
Comité Canada soins relève vie
Comptoir alimentaire Villeray (CDC solidarité Villeray)
Cuisines et vie collectives Saint-Roch
Groupe d'action pour la prévention de la transmission et l'éradication du Sida (GAP-VIES)
Maison de Quartier Villeray (La)
Mon Resto Saint-Michel
Organisation des jeunes de Parc-Extension – Park-Extension Youth Organization (PEYO)
Parrainage civique les Marroniers
Patro le Prevost
Renaissance Montréal
Service Myriam de la Miséricorde
Services sociaux Hellénique de Québec de la communauté Hellénique du Grand Montréal

WESTMOUNT

Porte ouverte (La) – The Open Door

NOS DONATEURS 2015-2016 DONORS

** Certains donateurs préfèrent garder l'anonymat. / Certain donors prefer to remain anonymous.*

Moisson Montréal souhaite remercier les entreprises, fondations et organisations qui, au fil des années, ont démontré un engagement exceptionnel envers la lutte contre la précarité alimentaire par un engagement soutenu sous forme de bénévolat ou de don monétaire ou alimentaire.

Moisson Montréal would like to thank the companies, foundations and organizations that, over the years, have demonstrated exceptional dedication to the fight against food insecurity through their sustained commitment, either via volunteering or foodstuffs and financial donations.

DONATEURS MONÉTAIRES À VIE . LIFELONG FINANCIAL DONORS

PRESTIGE
• 500 000 $ +

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (PSOC)
Banques alimentaires du Québec (Les)
Centraide du Grand Montréal
Fondation J. Armand Bombardier
Fondation J.A. DeSève
Fondation Marcelle et Jean Coutu
Grande guignolée des médias (La)
Groupe Savoie – Les Résidences Soleil
Ville de Montréal

ÉMÉRITE - EMERITUS
• 100 000 - 499 999 $

Banque Nationale
Groupe Jean Coutu (Le)
Hay Foundation (The)
RECYC-QUÉBEC
Roxboro Excavation
Unifor
West End Building and Maintenance Reg'd
Zeller Family Foundation

DONATEURS DE DENRÉES A1 À VIE . LIFELONG A1 FOODSTUFF DONORS

PRESTIGE
• 500 000 KG ET PLUS

Fruits & Passion

ÉMÉRITE - EMERITUS
• 200 000 - 499 999 KG

Viandes Lacroix

DONATEURS DE DENRÉES A1 2015 - 2016 A1 FOODSTUFF DONORS

PRESTIGE
• 500 000 KG +

Fruits & Passion

ÉMÉRITE - EMERITUS
• 200 000 - 499 999 KG

Viandes Lacroix

OR - GOLD
• 100 000 - 199 999 KG

Boulangerie Mie Âme
Conglom

ARGENT - SILVER
• 50 000 - 99 000 KG

Aliments Newly Weds
Ardent Mills
Daiya Foods
I-D Foods Corporation
Produits Alimentaires Sager (Les)
Vitoeuf

BRONZE
• 1 000 - 49 999 KG

Aliments Vie plus (Les)
Béké Bobo
Eaux Naya (Les)
Industries MKE (Les)
Intropak
Italpassion Canada
Produits Alimentaires Berthelet
Sena Ventes et marketing
Trésors du Terroir (Les)

Centraide of Greater Montreal

MOISSON MONTRÉAL REMERCIE CENTRAIDE, FIDÈLE PARTENAIRE, POUR SON APPUI INSDISPENSABLE.

MOISSON MONTRÉAL WISHES TO THANK CENTRAIDE, A LOYAL PARTNER, FOR ITS CRUCIAL SUPPORT.

DONATEURS MONÉTAIRES 2015 - 2016 FINANCIAL DONORS

PRESTIGE
• 500 000 $ +

Fondation Marcelle et Jean Coutu

ÉMÉRITE - EMERITUS
• 100 000 - 499 999 $

Banques alimentaires du Québec (Les)
Centraide du Grand Montréal
Fondation J.A. DeSève
Grande guignolée des médias (La)
RECYC-QUÉBEC
Ville de Montréal

OR - GOLD
• 50 000 - 99 999 $

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (PSOC)
CIRA / ACEI
Fondation J. Armand Bombardier
Walmart Canada

ARGENT - SILVER
• 10 000 - 49 999 $

Banque HSBC Canada
Banque Nationale du Canada
Canadian Pacific
Casino de Montréal
Entrepôt Frigorifique International
Fidelity Investments
Fondation Familiale Trottier
Fondation Lucie et André Chagnon
Fondation Ronald et George Simon
Groupe Jean Coutu (Le)
Loblaws
Malouf Family Fund
OSIsoft Canada ULC
Régulvar
Transforce
Uniprix
Zeller Family Foundation

BRONZE
• 1 000 - 9 999 $

3249531 Canada inc.
3M Canada Company
Aliments Ultima
Alliance Prével
Aramark Québec
Aristocrat Technologies
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro
Association des détaillants en alimentation du Québec
Association des locateurs de linge du Québec
Astra Zeneca Canada
AXOR Experts Conseils
Azelis Canada Chemicals
Banques alimentaires Canada
BDO Canada
Bentall Kennedy
Bitumar
Caisse de charité des employés de Merck Canada
Chicago Cares
Circonscription de Saint-Laurent
CL Causes
Club Social Dicom
Compugen
Confédération des Syndicats Nationaux
Congrégation des Petites Filles de Saint-François
Congrégation des Petites Filles de Saint-Joseph
Connor, Clark & Lunn Foundation
Conseil Formatechno
Conseil GG
Consortia
Delta Dailyfood Canada
Demers Beaulne
Développement des Bassins
Emballages CRE-O-PACK International
Fédération des caisses Desjardins du Québec
Fédération des médecins omnipraticiens du Québec
Financière Banque Nationale
Fondation Blue Bridge pour l'enfance (La)
Fondation Borden Ladner Gervais
Fondation Boucher-Lambert
Fondation de la Corporation des Concessionnaires d'Automobiles de Montréal
Fondation Denise & Robert Gibelleau
Fondation Denise et Guy St-Germain
Fondation du Grand Montréal
Fondation Henrichon-Goulet
Fondation Lép Brossard
Fondation St-Germain Kavanagh
Fondation Yvon Boulanger
Gestion LCyr
Gildan Activewear
Gouvernement du Québec
Great-West compagnie d'assurance-vie (La)
Grenier Gagnon, Notaires
Groupe de Courtage Omni
Hay Foundation (The)
IGT
ITF Technologies
Jewish Community Foundation of Montreal
Konami Gaming
La Fondation de bienfaisance T.A. Saint-Germain
Laboratoires Paladin
Lavo
Lorica Investment Counsel
Mackenzie Investments
Manoir d'Outremont
MedPlan Communications
Mercer
Ministère des Transports du Québec
Molson Coors
Morningstar Research
Northwest & Ethical Investments
OPSIS Gestion d'infrastructures
Paquette & Associés
Plaisirs gastronomiques
Produits Armodec (Les)
Produits Lubri-Delta
Produits Murphco (Les)
Protech Foundation
Province du Canada français et d'Haïti de la Compagnie de Jésus
Purolator
Rachel Ship Foundation
RBC CANADA
RBC- Centre d'approbation de crédit
Réseau des Femmes d'affaires du Québec
Richter Charitable Foundation (The)
Roxboro Excavation
S.T. Maçonnerie
Scotts Canada
SEP Technologies
Services de cartes et Monétique Desjardins
Services Financiers XN
Services Pro-Staging
Sœurs de la Sainte-Famille de Bordeaux
Sœurs de Sainte-Anne du Québec
Sœurs des saints noms de Jésus et de Marie du Québec
Stefano Faita INC
Stikeman Elliott
Syndicat des employé(e)s de l'IRSST
TBC Corporation
TransCanada PipeLines
Transvrac Montréal Laval
TVA Productions II
Unifor
WB Games Montréal
West End Building and Maintenance Reg'd

Stefano Faita INC
Stikeman Elliott
Syndicat des employé(e)s de l'IRSST
TBC Corporation
TransCanada PipeLines
TVA Productions II
Unifor
WB Games Montréal
West End Building and Maintenance Reg'd

DONATEURS DE DENRÉES 2015 - 2016 FOODSTUFF DONORS

PRESTIGE
• 500 000 KG +

Banques alimentaires Canada
Bonduelle Amérique du Nord
Canada Bread
Kraft Canada
Metro
Stericycle Canada

ÉMÉRITE - EMERITUS
• 200 000 - 499 999 KG

Agropur
Boulangerie St-Méthode
Campbell Company of Canada
Chenail Import Export
Courchesne, Larose
Fruits et Légumes Gaétan Bono
Loblaws
Parmalat Canada

OR - GOLD
• 100 000 - 199 999 KG

A. Lassonde
Botsis Fruits et Légumes
Défi Jeunesse Québec
Entreprise Bar Imex Int'l
Keurig Canada
MADA Community Center
Saputo
Second Harvest
Sobeys Québec
Société du Groupe d'embouteillage Pepsi

ARGENT - SILVER
• 50 000 - 99 000 KG

Accueil Bonneau (L')
Aliments Bercy (Les)
Aliments Ouimet-Cordon Bleu
Ardent Mills
Conglom
Ferme Gaston Roy & fils
Fruits et passion
General Mills Canada Corporation
Jardins Paul Cousineau & Fils
Moisson Laurentides
Moisson Rive-Sud
Nestlé Canada
Ocean Spray du Canada
Olymel
Procter and Gamble
Smucker Foods of Canada
Transport Logi-Pro

BRONZE
• 1 000 - 49 999 KG

3DM
4FC Food
A.V. 2000
AGT CLIC Montréal
Aliment Sélect
Aliments Conagra Canada
Aliments de consommation Maple Leaf
Aliments E.D. Foods
Aliments Esposito Foods (Les)
Aliments Frais Coupés (Les)
Aliments Frank and Dino
Aliments Mejicano
Aliments Multibar
Aliments Newly Weds
Aliments Pasta Romana
Aliments Rustica
Aliments Sofina Foods
Aliments Weins Foods
André Gemme et Fils
Arthur Roger & Associés
Boulangerie Au Pain Doré
Boulangerie Mie-Âme
Boulangerie Première Moisson
Boulangeries Weston Gadoua
Boulart
Boulder Brands
Bridor
Bruce R. Smith Transport
Bulk carriers
C. Isabelle & fils
Cargill Foods
Cascades Canada
Centre de Bénévolat et Moisson Laval
Colgate Palmolive Canada
Concord Premium Meats
Consortium des marques privées PBC (Les)
Corporation Baxter
Corporation d'aliments Ronzoni Canada
Courtiers 9 Starz (Les)
CTS Foods Broker
Daiya Foods
Deebee's SpecialTea Foods
Delta Dailyfood Canada
Déménagements Tremblay Express
Desserts Sublime
Dial Corporation
Distribution Horizon Nature
Eaux Naya (Les)
Entreprise commerciale Shah
Erb Transport
Exceldor
Farinex Distribution
Fédération des producteurs d'œufs de consommation du Québec
Ferme expérimentale de Ste-Clotilde, Agriculture Canada
Fermes Leclair et Frères
Fermes Lufa (Les)
Fermes V. Forino et fils (Les)
Fermes Van Velzen et Fils
Momentum Foods
Fresko Foods
Frigo Liberté
Fruits Dôme
Fruits et Légumes Can-Am
Fruits et Légumes J.S Daoust
Gastronomia Aliments Fins
Groupe alimentaire Miron
Groupe St-Hubert
HMS Host
Hôpital St-Anne
I-D Foods Corporation
Ippolito Montréal
Ital Passion Canada
J.D. Marketing
Jardino Marketing
Jardins D.Pro
JB Laverdure
Kellogg Canada
Kosma-Kare Canada
La Ronde
Lantic
Lavo
Le Chatel
LordFord
Maison Sami T. A. Fruits
McCain Foods Canada
McKesson Canada
McMahon distributeur pharmaceutique
Michael's St-Léonard 4968
Micom Laboratories
Midland Transport
Mission Bon Accueil
Moisson Estrie
Moisson Lanaudière
Moisson Maskoutaine
Moisson Mauricie/Centre du Québec
Moisson Outaouais
Moisson Saguenay–Lac-St-Jean
Moisson Sud-Ouest
Mondelez International
Montenac international
Montpak International
Old Brewery Mission
Petite Bretonne Distribution (La)
Plats du Chef (Les)
Produits Alimentaires Berthelet
Produits Alimentaires Sager
Produits Plaisirs Glacés
Produits Yousra
Rapid Snack
Regroupement des Magasins-Partage de l'Île de Montréal
Ropack
Saladexpress
Satau
Schonfeld Transport
SCL Canada
Sea Delight Canada
Sena Ventes et Marketing
Serres Van Morell
Services Logistiques Trans West
Servi-Pak
Sesamco
Shapiro Fruits
Signature Passion
Sœurs en Vrac (Les)
SOS Dépannage/Moisson Granby
Speroway
Tablée des Chefs (La)
Tartco
Transport Robert (1973)
Tree of Life Canada ULC- Canada Cares
Union Fruits
Van de Water-Raymond
Veg Pro international
Ventes Fermes Cavendish
Ventes Rudolph 2000
Vera Trima International
Versacold
Viandes Lacroix (Les)
Viandes Montcalm / Intercité (Les)
Vitoeuf
Vitran Express Canada
Walmart Canada
Western Harvest
Wong Wing Foods
Worldwide Food Distribution

FOURNISSEURS DE BIENS ET SERVICES 2015 - 2016
2015 - 2016 GOODS AND SERVICES SUPPLIERS

Adriana Palanca, Writer/Translator
Agence de Maquillage Thaly
Alfred
Alimex
Amusements Boréal
APL
Association des restaurateurs de rue du Québec
Avenue 8
Balance Interweigh
Banque Nationale
Betonel
Bottine souriante
BrandAlliance
Brasserie Labatt du Canada
Café Graffiti
Camion International Anjou
Camtek
Casino de Montréal
CineCast
Cisco
Contenants Jos. Le Bel (Les)
Corbeille-Bordeaux-Cartierville (Festigoût) (La)
Corrado
Déménagement La Capitale
Desjardins – service de cartes et monétique
Eaux Naya (Les)
Éclipse Conseil
Empress Location de camions
Équipement MCF
Fermes Lufa (Les)
Fibrenoire
Fourgon Leclair
Groupe Savoie – Les Résidences Soleil
Interfacing Technologies
La Ronde
Lavo
LINKBYNET
Location d'Outils Simplex
Location Légaré
Mary Poppins Animation (La)
Musique des cadets de la région de l'Est
Nordic Carrier
OVH Hébergement
Paquette & Associés
Petrie Raymond
Productions 3.2.1. cirque
Produits Plaisirs Glacés
Remorques Le Convoi
Ricardo Media
Sanimax
Service d'entretien Pro-Prêt
Servlinks Communication
Sodexo
Stikeman Elliott
SYRUS
Timberland

ENTREPRISES BÉNÉVOLES À VIE . LIFELONG VOLUNTEERING ENTERPRISES

PRESTIGE
• 2 000 H +

Bombardier
Centre de formation professionnelle des métiers de la santé
CRDITED
Deloitte
Desjardins
Groupe Aldo
Intact Assurance
KPMG
Mouvement pour l'intégration et la rétention en emploi
Resto Plateau
Richter
Summit School
TELUS
Valorisation Jeunesse

ÉMÉRITE - EMERITUS
• 1 000 -1 999 H

Air Canada
Banque Nationale
BDO Canada LLP
BMO Groupe financier
Collège Jean-De-Brébeuf
Corbeille-Bordeaux-Cartierville (La)
École Antoine de St-Exupéry
École Évangéline
École Secondaire Jean-Grou
École secondaire Soulanges
HP
Morgan Stanley
Pharmascience
PwC Canada
Rolls-Royce Canada
TD Assurance
UPS Canada
Y des Femmes de Montréal

OR - GOLD
• 500 - 999 H

Académie de Roberval
Aéroports de Montréal
Banque HSBC Canada
BELL Canada
Bristol-Myers Squibb Canada
Charles River Laboratories
Cirque du Soleil
Cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve
École St-Laurent
Giant Steps School
Kraft Canada
La Ronde
McGill University
Novartis Pharma Canada
West Island College

ARGENT - SILVER
• 200 - 499 H

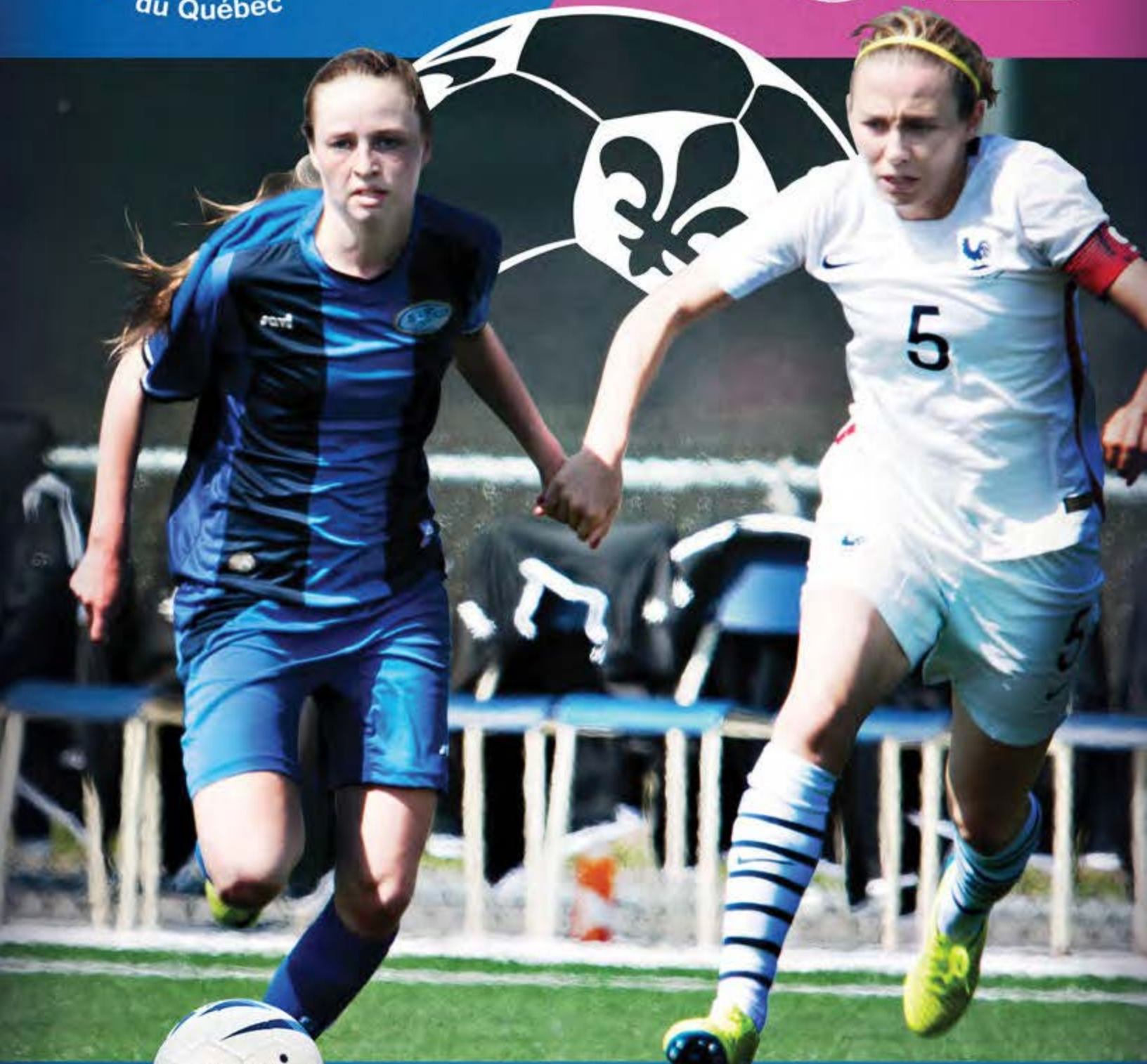
Air Transat
Arcelor Mittal
Ardent Mills
Association pour la défense des droits sociaux de Montréal Métropolitain
Association pour le développement jeunesse de Loyola
Auberge communautaire du Sud-Ouest
Auberge du cœur Le Tournant
Bonduelle Amérique du Nord
CAE
Carrefour Jeunesse Emploi Hochelaga-Maisonneuve
Carrefour populaire de Saint-Michel
Cats Lover Rescue Group
Centre d'entraide le Rameau d'Olivier
Centre des femmes de Montréal
Centre du Vieux Moulin de Lasalle
Centre François-Michelle
Centre Soutien Jeunesse de Saint-Laurent
Centre Ste-Croix
Cisco
Club Garçons et Filles de Lasalle
Collège Laurier
Compugen
Corporation Baxter
Corporation culturelle latino-américaine pour l'amitié
Croix Bleue Medavie
Cuisine collective à Toute Vapeur
Cuisines et vie collectives Saint-Roch
École Dalbé-Viau
École Georges-Vanier
École secondaire Henri-Bourassa
EMC Corporation
Emmanuel Christian School
Escale Notre-Dame (L')
Essilor Canada
GE Lighting Solutions
Good News Chapel
Groupe de course Octane
Groupe Dynamite
Groupe Pages Jaunes
Hôtels Marriott du Canada (Les)
IHS
Loblaws
Maison de Quartier Villeray (La)
Maison des jeunes de Lasalle
Maison du Pharillon (La)
Maisonnée (La)
McKesson Canad
McMaster University
Merck Canada
Mouvement Fraternité Multi-Ethnique
Opération Placement Jeunesse
Organisation des jeunes de Parc Extension (L')
Otera Capital
People's Potato (The)
Polyvalente des Quatre-vents
Quintiles Canada
Ricoh Canada
Sacred Heart School of Montreal (The)
Softchoice
Télio et Cie
Union United Church-Outreach Ministry
Vidéotron
Westcoast Connection
YMCA Hochelaga-Maisonneuve

BRONZE
• 25 - 199 H

AAF Canada
Action Centre-Ville
Action Secours, Vie d'espoir
Agence des services frontaliers du Canada
Aide alimentaire St-Victor
Aids Community Care Montreal
Amour en action (L')
Association de Montréal pour la Déficience Intellectuelle
Association Haïtiano-Canado-Québecoise de promotion culturelle et artistique d'aide aux démunis
Autisme et troubles envahissants du développement Montréal
Avaya
Belairdirect
Bentall Kennedy
C.A.D.R.E. - Échange de services de LaSalle
Carrefour d'entraide de Lachine
Centre communautaire la Patience
Centre communautaire multi-ethnique de Montréal-Nord
Centre d'aide à la famille
Centre de jour St-James
Centre d'Encadrement pour Jeunes Femmes Immigrantes
Centre des jeunes Boyce-Viau
Centre humanitaire d'organisation de ressources d'Anjou
Collège de Montréal
Continuité-Famille auprès des détenues
Coopérative d'habitation Giron d'aile (La)
DHL Global Forwarding
Dopamine
École Félix-Antoine
École Polytechnique
Entraide Léo Théorêt
Films Séville (Les)
Financière Sun Life
FM Global
Foyer des jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal
Groupe Savoie
Hirondelle Services d'accueil et d'intégration des immigrants (L')
Information alimentaire populaire Centre-Sud
Janssen Pharmaceutique
Lindt & Sprüngli Canada
Links High School
Maison des jeunes Bordeaux-Cartierville
Maison des jeunes l'Escampette
Maison du partage d'Youville (La)
Maison grise de Montréal (La)
Maxxam Analytics
Méta d'Âme
Mile End Community Mission
Mission Catholique Espagnole
Mission du Grand Berger
Mission Latino-Américaine Notre-Dame-de-la-Guadalupe
Mon Resto Saint-Michel
Nazareth House
NEI Investments
Nouvelle Vision des Jeunes
Open Door (The)
OSIsoft Canada ULC
Partageons l'espoir
Pas de la rue
Prise II
Professional Convention Management Association
Refuge en Action
Rencontres Cuisines
Ruelle de l'avenir
Salesforce.com
Service Myriam de la Miséricorde
Services Pro-Staging
Simonet, Réseau de soutien et de service pour mères monoparentales
Société St-Vincent-de-Paul
Yarmouth Colt's Soccer Club

Fédération de SOCCER du Québec

2015 ANNÉE DU SOCCER FÉMININ



RAPPORT ANNUEL 2015-2016

LES ASSOCIATIONS RÉGIONALES DE SOCCER

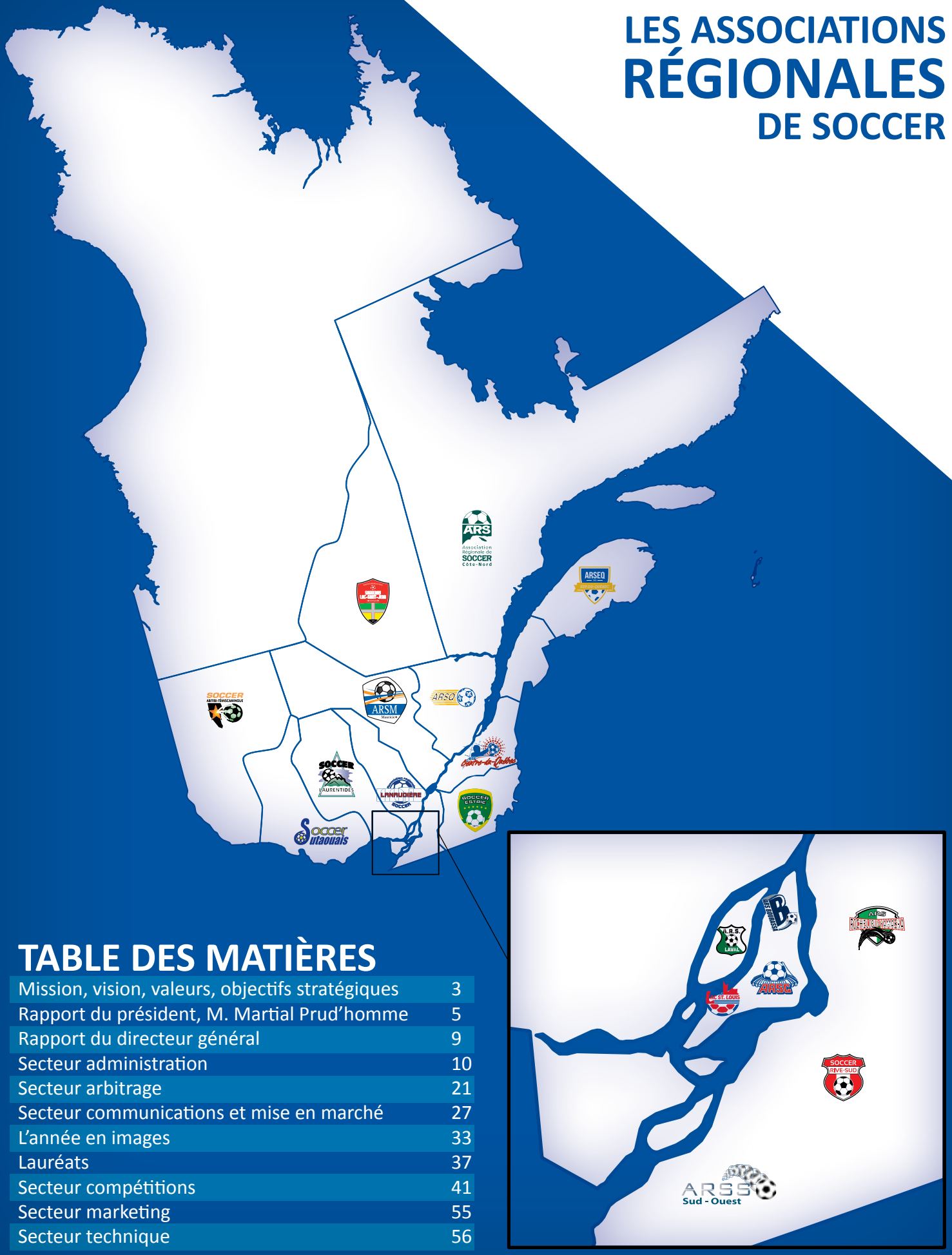


TABLE DES MATIÈRES

Mission, vision, valeurs, objectifs stratégiques	3
Rapport du président, M. Martial Prud'homme	5
Rapport du directeur général	9
Secteur administration	10
Secteur arbitrage	21
Secteur communications et mise en marché	27
L'année en images	33
Lauréats	37
Secteur compétitions	41
Secteur marketing	55
Secteur technique	56

MISSION, VISION, VALEURS, OBJECTIFS STRATÉGIQUES

VISION

Être un modèle de leadership pour nos partenaires dans la promotion et le développement à long terme du soccer en insufflant la passion.

VALEURS

1. Respect :
Suivre les valeurs, les règlements et s'ouvrir aux différences.

2. Intégrité :
En tout temps, tant sur le terrain qu'à l'extérieur, être un modèle digne de confiance.

3. Excellence :
Donner le meilleur de soi, toujours viser à se dépasser.

4. Équité :
En toutes circonstances, faire preuve d'impartialité et de justice.

5. Unité :
Tous solidaires, sans discrimination de la race et de la diversité.

6. Accessibilité :
Du soccer pour toutes et tous, sous toutes ses formes, pour toutes les conditions sociales.

OBJECTIFS

1. Favoriser le recrutement et la rétention afin d'accroître le membership, en collaboration avec nos partenaires.

2. Élaborer un plan de communication pour augmenter la visibilité du soccer et définir un processus de communication à l'interne avec ses membres.

3. Développer toutes les formes de soccer.

4. Maximiser le développement organisationnel des Associations régionales de soccer (ARS).

5. Susciter la passion du soccer et stimuler l'engagement à long terme.

MISSION

Promouvoir, développer et régir le soccer sous toutes ses formes au Québec; soutenir les Associations régionales de soccer (ARS) par des actions concertées et coordonnées; favoriser l'accès à ses programmes en harmonisation avec ses partenaires.


CANADA 2015
FIFA
COUPE DU MONDE FÉMININE
COUPE DU
MONDE FÉMININE DE LA
FIFA
CANADA
2015

RAPPORT DU PRÉSIDENT
M. Martial Prud'homme



Au 31 mars 2016, notre fédération a complété sa 105e année d'existence. En voici les principaux points saillants : notre progression stratégique, nos événements les plus distinctifs au sein de notre fédération et au sein de l'Association canadienne de soccer(ACS) et nos défis pour la prochaine année.

Progression stratégique

Nos réalisations 2015-2016 sont en ligne à plus de 85% avec notre planification stratégique et nos plans d'orientation 2013-2018 et ce, dans chacun des secteurs.

À la lumière des statistiques relevées par l'ACS, nous pouvons être fiers de nos programmes en arbitrage au sein de notre fédération, de nos ARS et de nos clubs. En effet, les données recueillies démontrent clairement que notre arbitrage est de loin en avance de ce qui se fait dans les autres provinces autant sur le plan qualité que sur la quantité.

Dès le 23 avril 2015, nous avons entrepris plusieurs séances de travail pour orchestrer un protocole d'entente avec l'Impact de Montréal qui sera finalement entériné et signé le 12 mars 2016. Pour cette première historique et remarquée dans plusieurs médias québécois, merci aux administrateurs et particulièrement aux membres du comité MM. Vincent Ruberto, Georges Tissot, Eric Leroy et Patrick Esparbès pour leur ouverture et leur esprit sportif.

Dès le 28 mai 2015, sous la présidence de Michel Choinière, le comité chargé d'évaluer le fonctionnement de nos ligues AA et plus particulièrement celui de la Ligue Nord-Est a entrepris plus concrètement ses travaux; de nombreuses sessions de consultation ont été réalisées jusqu'en décembre (Laval, Lachine, St-Hyacinthe, Charny) afin d'identifier des pistes de solution et des recommandations pertinentes pour le conseil d'administration; merci à Michel et à chacun des membres du comité qui ont mis l'épaule à la roue pour mieux organiser nos ligues AA en dépit des nombreuses embûches rencontrées.

Événements distinctifs au sein de notre fédération

Le 28 avril 2015, la Coupe du monde féminine a été soulignée à Montréal par une réception organisée par la CONCACAF, en présence des dirigeants canadiens et de la ligue professionnelle de soccer de la MLS; puis, nous avons eu le privilège d'organiser un match entre nos athlètes et l'équipe de France le 3 juin. La Coupe du Monde s'est déroulée du 9 au 30 juin chez nous, avec des matchs sublimes entre la France et l'Allemagne, puis entre cette dernière équipe contre les Américaines.

Le 10 mai, c'était le lancement de la saison LSEQ à Kirkland, avec le support logistique du club Lakeshore représenté par M. Pantemis et de l'ARS Lac St-Louis représentée par son président, M. Alain Wilson;

Lors d'une réception à Québec le 12 mai dernier, M. Dino Madonis a été honoré en recevant la médaille d'honneur de l'Assemblée nationale, pour sa contribution au soccer québécois.

Merci à l'équipe de l'ARS Côte-Nord et à sa présidente Mme Patricia Saindon qui nous a si bien reçus dans le cadre de l'Assemblée générale anuelle 2015 permettant de nous sensibiliser à la culture et aux coutumes de la région.

Lors du Gala Sports-Québec le 6 mai 2015, un Maurice a été remis à l'athlète en sport collectif niveau canadien Jean Yves Ballou Tabla et un autre à Catherine Dupuis, athlète en sport collectif niveau québécois. Mme Brigitte Frot y a reçu une mention spéciale à titre posthume.

Notre Tournoi des Sélections Régionales qui s'est tenu à Lachute a été un franc succès grâce aux organisateurs de l'événement dirigés par l'ARS Laurentides et son président M. Eduardo Cary, secondé par les administrateurs du club Lachute, les représentants de la ville ainsi que ceux de la commission scolaire.

Le 16 septembre, nous avons tenu une conférence de presse à Drummondville en compagnie du maire de la ville et de ses conseillers municipaux, ainsi que du président par intérim de l'ARS Centre-du-Québec, M. Jean Béliveau, pour annoncer la tenue de la Coupe des champions provinciaux Saputo AA prévue les 10,11 et 12 octobre. Cet événement nous a permis de souligner la grande contribution de M. Jacques Parr au sein de la communauté de soccer du Centre-du-Québec.

Les 10 et 11 octobre, la FSQ a été l'hôte de la première Coupe canadienne de futsal qui s'est tenue dans l'arrondissement Outremont. L'équipe québécoise Albiceleste a affronté l'équipe ontarienne FC Toronto, cette dernière ayant finalement remporté le trophée en présence du président ontarien, M. Ron Smale.

Pour une seconde année, à l'automne, notre saison de futsal (PLFQ) autant du côté masculin que féminin, s'est mise en branle dans plusieurs gymnases de la province. Puis, nous avons aussi tenu une conférence de presse qui s'est tenue à St-Hyacinthe le 9 février à l'aube des finales provinciales des 27 et 28 février, suivi du championnat Québec-Ontario à la mi-avril.

La Première Ligue de Soccer Québec, division 3 au niveau professionnel canadien, a réussi allègrement sa quatrième année d'existence en 2015 : la compétition Québec-Ontario s'est soldée par la victoire de l'équipe ontarienne contre le CS Mont-Royal Outremont; le club Lakeshore, quant à lui, a remporté le championnat de la PLSQ chaudement disputé par les 6 autres clubs de la ligue, soit FC Gatineau, CS Mont-Royal-Outremont, CS Longueuil, AS Blainville, FC L'Assomption-Lanaudière, en plus de la participation du Fury d'Ottawa. Chacun de ces clubs se prépare à participer au championnat canadien Amway prévu dans les plans de l'ACS en 2018.

Événements distinctifs au sein de l'ACS

Concernant les nouveautés à l'Association canadienne de soccer, signalons :

- L'immense succès de la Coupe du monde féminine 2015 tant sur le plan de la participation et de la mise en marché que sur le plan financier, malgré une gouvernance problématique au sein de la CONCACAF et de la FIFA;
- La tenue de l'Assemblée générale anuelle de l'Association canadienne du 1 au 3 mai à Ottawa; lors de cet événement, Me Paul-Claude Bérubé a été élu comme administrateur pour la zone Québec;
- Le comité chargé de définir le plan stratégique du futsal au niveau canadien, dont j'ai été participant, a tenu des sessions de travail téléphoniques au cours de l'été ainsi qu'une rencontre physique le 12 septembre; une résolution a été identifiée, présentée et entérinée en décembre 2015 pour la mise en place d'une structure canadienne de compétition afin de permettre la participation de nos clubs canadiens à des championnats CONCACAF et FIFA;
- En octobre 2015 à Ottawa et en février 2016 à Toronto, la structure des votes au niveau canadien, les objectifs et le fonctionnement du « Member's Forum » ainsi que la révision du mode de nomination des 6 administrateurs dits cooptés sont des sujets qui ont été directement abordés;
- À Woodbridge, Ontario, lors de la cérémonie Temple de la renommée du soccer canadien, le club Carsteel de Montréal (1924 à 1948) a été honoré ainsi que M. James E. Hubay de l'ARS Laurentides (Rosemère), comme bâtisseur émérite.

2016-2017, nos défis pour notre 106e année d'existence

Au cours de cette prochaine année, la Fédération de soccer du Québec poursuivra la réalisation de son plan stratégique ainsi que l'implantation de cette solidarité organisationnelle et sportive renouvelée qui permettront à la plus importante fédération sportive du Québec, la notre, de se distinguer davantage de nos concurrents quels qu'ils soient. Le tout devrait se refléter dans nos règlements généraux et surtout dans notre façon de gouverner notre organisation.

Sur le plan sportif, nous regardons une expansion de notre ligue PLSQ, la mise en place d'une PLSQ féminine impliquant la participation de 3 ou 4 clubs du sud-est ontarien, l'amélioration de notre structure de compétition AA et AAA et la consolidation de notre structure organisationnelle, de nos activités et de nos ligues de futsal.

Dans la même perspective, la FSQ se distingue déjà sur plusieurs plans de ce qui se fait dans les autres provinces canadiennes et je dis bravo pour cette saine compétition.

Enfin, pour réaliser la mission que le MELS a confié à la Fédération de soccer du Québec, notre défi consiste encore et toujours à s'aligner ensemble, FSQ, ARS et clubs, afin que notre arbre porte les fruits désirés pour le bénéfice de chacun de nos membres, de chacune de nos régions et de chacun de nos clubs. Nous gagnons tous à adhérer à une perspective provinciale pour le mieux-être de tous nos membres.

Remerciements

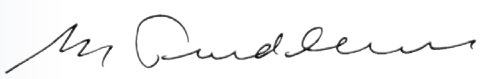
Je remercie chacun des membres du conseil d'administration pour leur partenariat et leur loyauté dans le développement du soccer partout au Québec ainsi que tous les membres de nos comités permanents et opérationnels pour leur créativité et leur disponibilité pour épauler les administrateurs et le personnel de la Fédération dans la gestion des nombreux dossiers. Un merci spécial aux administrateurs qui ont terminé leur mandat en cours d'année, soit M. Christian Berland, M. Jacques Duquette et M. Germain Gagnon, qui ont été remplacés par M. Francis Millien, M. Steve Delage, M. Jonathan Menouk et M. Jean Béliveau.

Je remercie chacun des membres du comité exécutif pour leur contribution soutenue au développement de notre fédération et au support de la direction générale. Un merci spécial à Me Paul-Claude Bérubé qui a contribué à la croissance du secteur communications jusqu'en décembre dernier.

Je remercie bien chaleureusement chacun des membres du personnel de la fédération pour leur grande disponibilité, leur résiliente écoute et leur inépuisable créativité dans la réalisation de nos objectifs stratégiques et dans l'optimisation de nos activités.

Je remercie particulièrement notre directeur général, M. Patrick Esparbès, pour son énergie, son sens de la clientèle et son désir d'amélioration. Patrick est un joueur clé de notre fédération pour la visée de la première place des organisations sportives les mieux gérées au Québec et au Canada.

Je souhaite à tous une excellente saison 2016!



Martial Prud'homme,
Président de la Fédération de soccer du Québec

CONSEIL D'ADMINISTRATION



RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
M. Patrick Esparbès



PHOTO PAR MARTIN ALARIE

2015 Année du soccer féminin

La Coupe du monde féminine au Canada : un catalyseur de réussite!

Avec plus de 228 000 spectateurs en neuf parties de la Coupe du monde féminine FIFA au Stade olympique, le Québec a vibré pour le soccer féminin en 2015. Le thème de l'année a eu écho de Gatineau à Sept-Îles en passant par Trois-Rivières et Sherbrooke. Partout, le dynamisme des clubs et des régions a fait de cette édition toute féminine de communications concertées un franc succès. Merci à vous!

Le plan stratégique suit quant à lui son cours. Depuis 2013, plusieurs dossiers ont pris naissance encadrés par les responsables des secteurs respectifs qui se sont assurés, en étroite collaboration avec leurs collègues, de bien implanter et véhiculer la saine gouvernance. Consultation, communication, implication et partenariat demeurent les défis de tous les jours.

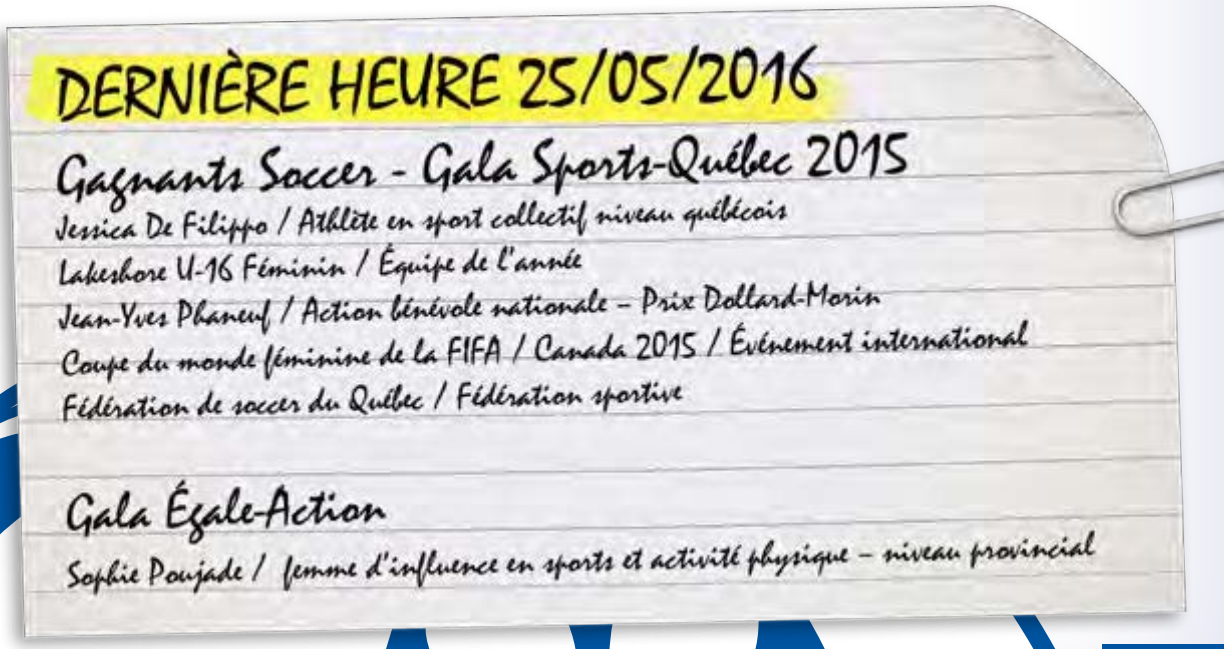
Si en 2014, «faire plus et mieux avec moins» était la devise de tous, 2015 aura été l'année de l'analyse des priorités et le maintien d'un service professionnel aux régions et aux clubs.

Monsieur le président, membres du conseil d'administration, du comité exécutif et de la commission des directeurs généraux de même que tout le personnel, un merci sincère. Patience, support et compréhension au quotidien sont gages de succès. Merci également aux membres, bénévoles, arbitres et entraîneurs sans qui le sport ne pourrait être en santé et continuer de grandir.

La saison 2016 est sous le thème de l'esprit sportif. Souhaitons-nous un été ensoleillé, du soccer empreint de camaraderie, de compétition saine, de victoires respectueuses et de plaisir partagé!

«Ceux qui ont jugé ma carrière ont dit que j'étais toujours Fair-Play. Cela me rend plus heureux que tous les buts que j'ai pu marquer.» - Edson Arantes do Nascimento, dit Pelé

Patrick Esparbès
Directeur général



MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

NOM	DATE DE NOMINATION	NOM	DATE DE NOMINATION
Jean Béliveau	2015	Anthony Mancini	2013
Christian Berland	(jusqu'en février 2016)	Jonathan Menhouk	2016
Roger Bernard	2015	André Mercier	2014
René Caron	2014	Francis Millien	2016
Eduardo Cary	2015	Jacques Parr	(jusqu'en septembre 2015)
Steve Delage	2016	Vincent Ruberto	2013
Bernard David	2012	Patricia Saindon	2003
Dany Drolet	2013	Nathalie Teso-Wagner	2009
Jacques Duquette	(jusqu'en février 2016)	Denis Voyer	2015
Germain Gagnon	(jusqu'en février 2016)	Alain Wilson	2012
Paul Gariépy	2011	et trois dirigeants :	
Jean-Paul Livenais	2014	Martial Prud'homme, président	
		Pierre Marchand, vice-président	
		Yvan Duceppe, trésorier	

MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

POSTE	DATE DE NOMINATION	NOM
Président	2011	Martial Prud'homme
Vice-président	2014	Pierre Marchand
Secrétaire-trésorier	2012	Yvan Duceppe
Responsable arbitrage	2013	Yannick Plante
Responsable communications	2013	Paul-Claude Bérubé (jusqu'en octobre 2015)
Responsable compétitions	2014	Michel Choinière
Responsable technique	2015	Luce Mongrain
Direction générale	2014	Patrick Esparbès

COMITÉS PERMANENTS

Comité de gouvernance et éthique

Nathalie Teso-Wagner (responsable)
Christian Berland
Jacques Duquette
Jean-Paul Livenais
Sophie Poujade
Martial Prud'homme

Comité de mise en candidature

Jean-Marc Chapotard (responsable)
Mathieu Laplante-Goulet
Sylvain Lepage
Laurent Marchal

Comité de l'appréciation du rendement du directeur général

Martial Prud'homme (responsable)
Christian Berland
René Caron
Yvan Duceppe
Pierre Marchand
André Mercier
Alain Wilson

Forum des présidents

Martial Prud'homme (responsable)
Roger Bernard (Abitibi-Témiscamingue)
Anthony Mancini (Bourassa)
Jacques Parr (jusqu'en septembre 2015) (Centre du Québec)
Jean Béliveau (depuis décembre 2015) (Centre du Québec)
Christian Berland (jusqu'en février 2016)(Concordia)
Francis Millien (depuis février 2016) (Concordia)
Patricia Saindon (Côte-Nord)
Germain Gagnon (jusqu'en février 2016)(Est du Québec)
Jonathan Menhouk (depuis février 2016) (Est du Québec)
Jacques Duquette (jusqu'en février 2016) (Estrie)
Steve Delage (depuis février 2016) (Estrie)
Alain Wilson (Lac St-Louis)
Nathalie Teso-Wagner (Lanaudière)
Eduardo Cary (Laurentides)
Bernard David (Laval)
André Mercier (Mauricie)
René Caron (Outaouais)
Paul Gariépy (Québec)
Denis Voyer (Richelieu-Yamaska)
Vincent Ruberto (Rive-Sud)
Dany Drolet (Saguenay Lac St-Jean)
Jean-Paul Livenais (Sud-Ouest)

Commission des directeurs généraux

Jean-Pascal Ladroue (responsable jusqu'en mars 2016)
Jean Béliveau (jusqu'en décembre 2015)
John Bellini
André Cabana
Thierry Chassery (depuis janvier 2016)
Stéphane Clémentoni
Anna Giglio
Louis Laperle
Marc-André Leblond
Tim Lebrasseur
Diane Lussier
Jean-Philippe Mayrand
Sophie Poujade
Manon Sasseville
Marc St-Amour
Georges Tissot
Marc Wilson

COMITÉS OPÉRATIONNELS

Comité technique

Luce Mongrain (responsable)
Éric Leroy (directeur technique)
Chantal Daigle
André Gagnon
Valério Gazzola
Armando Melo

Comité arbitrage

Yannick Plante (responsable)
Mathieu Chamberland
(directeur technique à l'arbitrage)
Marie-Julie Allaire
Lyes Arfa
François Berthiaume
Pierre Mackay
Jonathan Roof
Nick Théodorakis

Comité compétitions

Michel Choinière (responsable)
Kambiz Ebadi (directeur des compétitions)
Donato Centomo
Louis Courteau
André Dalpé
Manon Sasseville
Maya Spano

Comité communications/mise-en-marché

Paul-Claude Bérubé (jusqu'en octobre 2015) (responsable jusqu'en octobre 2015)
Michel Dugas
Patrick Esparbès
Francis Jetté
Sophie Poujade
Georges Tissot
Patrick Turgeon
Zachary Labrosse

AUTRES COMITÉS

Conseil médical

Dr. Daniel L'Abbé (responsable)
Nicolas Arcaro
Dr. David Baillargeon
Chantal Daigle
Catherine Duchesne
Dr. Hugo Hébert
Dr. Stéphane Ledoux
Éric Leroy

Comité de discipline provincial

Bruno Bédard
Bedik Charchafian
Diane Dalpé
Daniel Gagné
Carole Grant
Me Marie-Ève Huneau
Maya Spano
Claude Ste-Marie
Nathalie Teso-Wagner

Comité d'appel provincial

Bruno Bédard
Me Paul-Claude Bérubé
Daniel Gagné
Me Jean-François Guay
Me Marie-Ève Huneau
Xavier Pachake
Claude Ste-Marie

Collaboration de la région Saguenay Lac St-Jean

Denis Côté
Roch Lalancette
Denis Maltais
Ronald Martel

Collaboration de la région de Québec

François Arsenault
Anne-Marie Caron
Steve Gauvin
Claude Gravel
Réjean Martel



Les membres du comité exécutif présents lors du dernier gala.

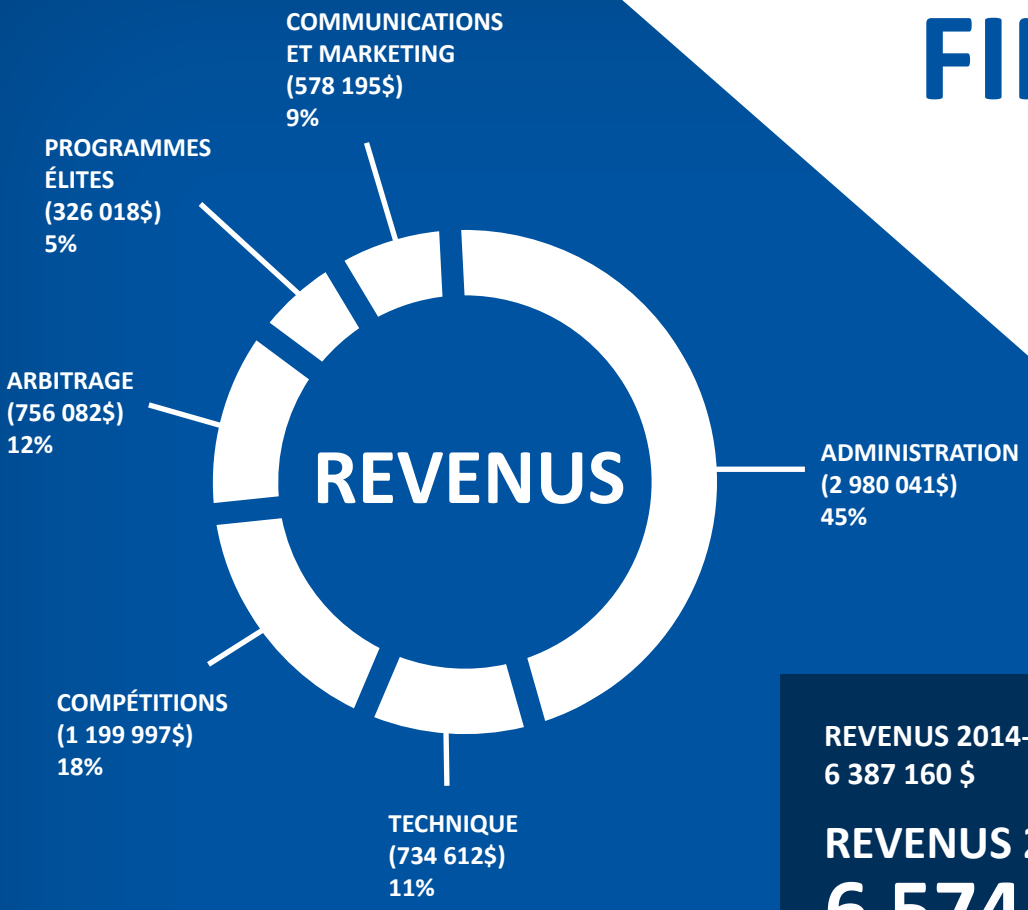
LE PERSONNEL DE LA FÉDÉRATION

Date d'embauche	Nom	Fonction
Administration		
Septembre 2012	Patrick Esparbès	Directeur général
Janvier 1996	Diane Dubé	Coordonnatrice administrative
Mars 2003	Linda Pepin	Comptable
Avril 2010	Maryse Castonguay	Adjointe à la direction générale
Mars 2015	Olivier Leduc	Graphiste
Février 2016	Patricia Gariépy-Rusk	Coordonnatrice aux événements
Arbitrage		
Janvier 2014	Mathieu Chamberland	Directeur à l'arbitrage
Mars 2015	Alex Mackay	Assignateur provincial
Janvier 2012	Valérie Cyr	Adjointe administrative à l'arbitrage
Janvier 2016	Sébastien Dubé	Adjoint administratif à l'arbitrage par intérim
Communications et mise en marché		
Mars 1998	Luis R. Galvez	Directeur développement des affaires et partenariats
Mai 2004	Michel Dugas	Coordonnateur aux communications
Compétitions		
Décembre 2008	Kambiz Ebadi	Directeur des compétitions et commissaire PLSQ
Mai 2008	Martin DesGroseilliers	Adjoint au directeur des compétitions
Janvier 2014	Marc-André Lord	Coordonnateur aux compétitions et registraire provincial
Mars 2015	Jaime Ventura	Adjoint administratif aux compétitions
Mars 2016	Marie-Claude Montreuil	Adjointe administrative aux compétitions
Technique		
Janvier 2004	Éric Leroy	Directeur technique
Juin 2002	Rudy Dolicat	Adjoint technique aux programmes
Février 2013	Mike Vitulano	Adjoint technique formation et développement
Avril 2008	Sophie Gauhier	Coordonnatrice aux programmes techniques
Février 2015	Jessica Silva	Adjointe technique en formation et développement féminin
Contractuel		
Février 2015	Jean-Pierre Cériani	Chargé de mission du développement des sources de financement et revenus

Nous remercions le personnel ayant quitté leur fonction en cours d'année : Christine Rehel et Émilie-Claude Leroux



FINANCES

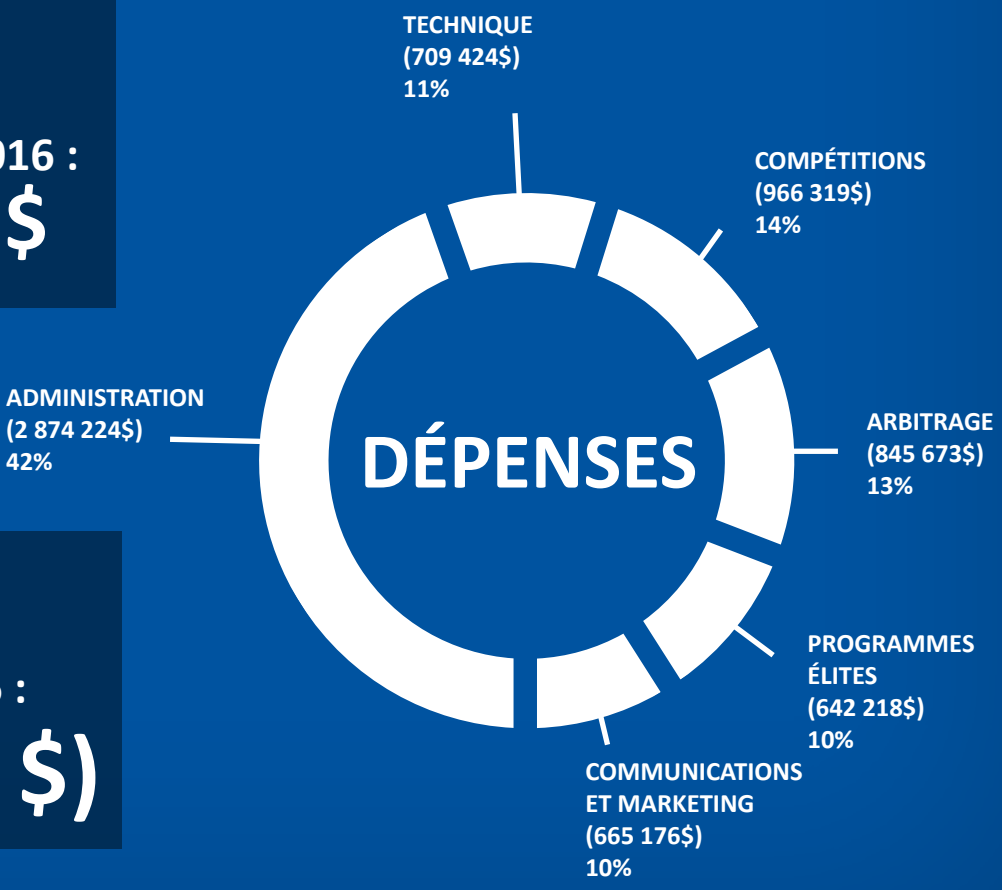


REVENUS 2014-2015 :
6 387 160 $

REVENUS 2015-2016 :
6 574 945 $

DÉPENSES 2013-2014 :
6 411 535 $

DÉPENSES 2015-2016 :
6 703 034 $



SURPLUS 2014-2015 :
70 625 $

DÉFICIT 2015-2016 :
(128 089 $)


Fédération de SOCCER du Québec
QUALITÉ DE JEU
ENGAGEMENT
RESPECT
PRO-ACTIVITÉ
Équipes du Québec
savi

STATISTIQUES JOUEURS/JOUEUSES PAR ARS 2015

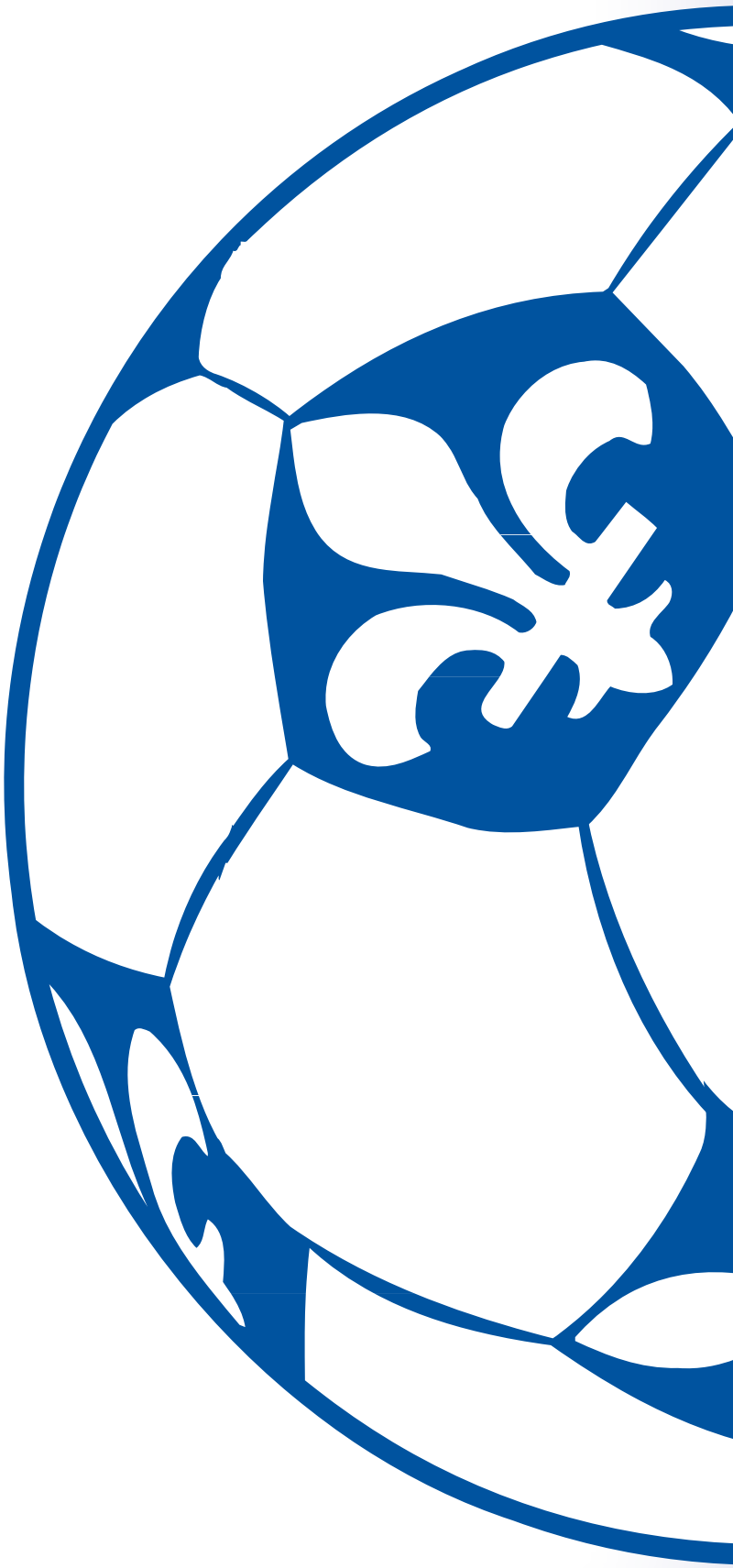
	U-4 - U-5 - U-6		U-7 - U-8 - U-9		U-10	U-10	U-11	U-11	U-12	U-12	U-13	U-13	U-14	U-14	U-15	U-15	U-16	U-16	U-17	U-17	U-18	U-18	U-21 - O-35 - Sen		
	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	TOTAL
RÉGION																									
Abitibi-Témiscamingue	168	401	94	385	26	101	35	61	33	57	21	39	18	38	21	32	18	23	3	11	2	16	41	146	1790
Bourassa	116	414	166	469	40	165	64	174	61	140	44	143	49	138	51	133	72	113	41	90	25	26	92	91	2917
Centre-du-Québec	225	446	361	724	140	206	150	177	166	123	133	109	138	97	96	76	89	47	40	41	30	18	133	152	3917
Concordia	672	1903	615	2103	177	612	173	586	175	521	166	450	207	367	152	335	128	289	52	220	60	169	370	1275	11777
Côte-Nord	130	251	119	279	33	72	25	93	40	57	24	48	18	29	18	14	10	22	0	11	2	11	39	194	1539
Est du Québec	273	623	411	934	159	264	134	248	126	260	94	184	98	148	69	88	48	47	13	17	12	23	88	222	4583
Estrie	418	901	475	1016	145	274	166	235	176	229	142	169	170	144	179	136	107	129	100	77	85	62	485	655	6675
Fédération (Académie)				30		17		20		23		8		15		18		26		23		24		58	267
Lac St-Louis	1682	3416	2007	3920	644	1137	636	1112	656	902	594	771	550	655	486	554	415	547	370	338	298	351	1754	1852	25647
Lanaudière	765	1656	783	1791	245	477	256	441	264	438	274	341	260	282	220	266	229	167	177	132	143	87	833	912	11439
Laurentides	1155	2570	1032	2609	329	650	305	598	369	531	332	453	349	339	285	302	257	260	238	172	161	141	686	899	15022
Laval	624	1660	831	2235	283	673	264	584	285	573	289	449	277	435	234	358	181	259	150	127	93	78	492	367	11801
Mauricie	426	782	404	803	118	150	120	192	87	152	101	108	76	116	81	67	85	47	65	35	52	37	241	426	4771
Outaouais	648	1437	693	1574	180	427	207	378	209	349	189	281	137	216	138	187	135	156	66	117	71	95	380	859	9129
Québec	2345	4577	1989	4301	572	912	538	869	583	744	561	618	533	520	497	423	463	346	344	224	307	210	1510	2286	26272
Richelieu-Yamaska	873	1672	1029	1968	328	483	311	424	333	396	329	340	337	246	252	233	239	209	203	159	72	73	286	794	11589
Rive-Sud	1587	3329	1678	3462	549	877	494	780	529	738	492	682	532	530	464	469	393	374	261	332	256	250	1385	2575	23018
Saguenay-Lac-St-Jean	530	996	423	924	126	229	100	148	99	158	118	96	105	95	75	58	80	53	41	33	52	34	293	493	5359
Sud-Ouest	389	729	384	796	131	199	111	150	107	143	90	98	102	115	106	113	86	81	82	35	68	20	304	310	4749
TOTAL	13026	27763	13494	30323	4225	7925	4089	7270	4298	6534	3993	5387	3956	4525	3424	3862	3035	3195	2246	2194	1789	1725	9412	14566	182261

STATISTIQUES ARBITRES PAR ARS 2015

	Soccer à 7		Juvénile		District		Régional		Provincial		National		International		Total	
RÉGION	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M
Abitibi-Témiscamingue	5	21		17											5	38
Bourassa	2	16	1	6	5	53		9		3		1			8	88
Centre-du-Québec	18	47	2	13	35	95		4				1			55	160
Concordia	3	17	4	11	50	205	1	19		10				1	58	263
Côte-Nord	1	14	1	1	9	15									11	30
Est du Québec	16	43	4	12	44	106		2		1					64	164
Estrie	3	4	13	22	71	152	1	7		1					88	186
Fédération						1			3	9				1		14
Lac St-Louis	175	320	4	24	79	281	1	23		7		3			259	658
Lanaudière	71	158	1	3	63	186	3	8		3		1	1		139	359
Laurentides	17	25	24	39	129	296	2	13		5					172	378
Laval	10	19	13	38	66	243	1	16	1	6		1			91	323
Mauricie	14	34	1	13	22	60		2		3	1	1			38	113
Outaouais	8	14	4	11	44	135		6		2					56	168
Québec	52	96	58	87	191	522	5	25	2	6		1		3	308	740
Richelieu-Yamaska	51	84	22	41	100	265		5				1			173	396
Rive-Sud	14	27	32	81	190	484	1	17	3	9		2	2	1	242	621
Saguenay-Lac-St-Jean	38	73	10	19	51	132		1							99	225
Sud-Ouest	21	29	3	10	54	122		1		2					78	164
TOTAL	519	1041	197	448	1203	3353	15	158	9	67	1	12	3	6	1944	5088
															7032	

STATISTIQUES ENTRAÎNEURS PAR ARS 2015

RÉGION	ENTRAÎNEURS
Abitibi-Témiscamingue	130
Bourassa	216
Centre-du-Québec	392
Concordia	1197
Côte-Nord	77
Est du Québec	433
Estrie	624
Fédération	29
Lac St-Louis	3065
Lanaudière	1662
Laurentides	1854
Laval	1513
Mauricie	191
Outaouais	896
Québec	2909
Richelieu-Yamaska	1582
Rive-Sud	2403
Saguenay-Lac-St-Jean	502
Sud-Ouest	402
Total	**20077**
Total 2014	**19748**
Total 2013	**20051**
Total 2012	**20329**
Total 2011	**21135**




KLM

SECTEUR ADMINISTRATION

Réunions du conseil d'administration

5 juin 2015
31 octobre 2015
19 décembre 2015 (conférence téléphonique)
2 mars 2016 (conférence téléphonique)
7 mars 2016 (conférence téléphonique)
11 mars 2016

Rencontres du comité exécutif :

20 avril 2015
16 juin 2015
17 août 2015
21 septembre 2015
26 octobre 2015
23 novembre 2015
18 janvier 2016
22 février 2016
29 mars 2016

Le comité provincial de discipline a traité au cours de l'année 2015-2016

64 dossiers de discipline, 6 cas d'appel et 4 plaintes



RAPPORT SECTEUR ARBITRAGE

L'année 2015-2016 fut une année exceptionelle sur la scène internationale. Un arbitre-assistant a fait son entrée sur la prestigieuse liste des arbitres internationaux, Richard Gamache. Lors de la Coupe du monde féminine, les officielles du Québec ont été présentes dans quatre parties dont le quart de finale France-Allemagne au Stade Olympique. Finalement, un quatuor québécois avec en tête Mathieu Bourdeau a officié le Trophée des Champions entre le Paris-St-Germain et l'Olympique de Lyon. En terme de formation, le Québec peut compter sur une préparatrice physique pour arbitre FIFA, Marie-Ève Bergeron.

Sur la scène nationale, Philippe Bettez-Quessy a été ajouté à la liste des arbitres nationaux. Il rejoint donc une liste composé de 16 officiels québécois.

Enfin, 2015 marque le début de la restructuration des programmes de développements. Le Progamme Excellence Provincial qui se veut un incontournable dans le cheminement d'un arbitre de haut niveau au Québec à quant à lui, vu le jour en 2016.

Sur le plan opérationnel, la FSQ se stabilise au niveau de son personnel avec la troisième année avec un directeur technique à l'arbitrage, Mathieu Chamberland, un coordonnateur à l'arbitrage, Alex MacKay et une adjointe-administrative, Valérie Cyr. Nous tenons à remercier Sébastien Dubé qui assure l'intérim durant le congé de maternité de Valérie Cyr.

Dans ce rapport, vous trouverez les faits saillants de l'année qui vient de s'écouler.

Finalement, merci à tous les membres du comité arbitrage et les responsables régionaux pour leur professionnalisme. Nous comptons plus que jamais sur vous pour veiller à la continuité du travail.

Mathieu Chamberland
Directeur technique à l'arbitrage

Yannick Plante
Responsable du secteur arbitrage



LES PROGRAMMES

LE PROGRAMME NATIONAL

L'Association canadienne de soccer compte 16 officiels sur la prestigieuse liste FIFA (8 arbitres et 8 arbitres-assistants). La Fédération de soccer du Québec est fière de compter parmi cette liste 1 arbitre et 6 arbitres-assistants. 44% des officiels FIFA canadiens proviennent du Québec.

Nom	Région	Rôle	Grade
BELLEAU, DANIEL	Québec	Arbitre-assistant	International
BOURDEAU, MATHIEU	Rive-Sud	Arbitre	International
BRIERE, PHILIPPE	Québec	Arbitre-assistant	International
CHARBONNEAU, MARIE-JOSEE	Lanaudière	Arbitre-assistant	International
GAGNON-CHRÉTIEN, MARIE-HAN	Rive-Sud	Arbitre-assistant	International
GAMACHE, RICHARD	Québec	Arbitre-assistant	International
MORISSET, SUZANNE	Rive-Sud	Arbitre-assistant	International

Sur la liste des arbitres nationaux, le Québec compte 4 arbitres et 5 arbitres-assistants.

Nom	Région	Rôle	Grade
ARFA, LYES	Laval	Arbitre-assistant	National
BETTEZ-QUESSY, PHILIPPE	Québec	Arbitre-assistant	National
GRABAS, CHRISTOPHER	Lanaudière	Arbitre	National
LATULIPPE, FRANCIS	Richelieu-Yamaska	Arbitre	National
LAUZIÈRE, PIERRE-LUC	Centre-du-Québec	Arbitre	National
MARCHAND, JEAN-FRANCOIS	Laval	Arbitre-assistant	National
MITCHELL-CARVALHO, OSCAR	Rive-Sud	Arbitre-assistant	National
PICKLER, ANDRE	Lac St-Louis	Arbitre-assistant	National
SCHAAP, ROBERT	Lac St-Louis	Arbitre	National

De plus, deux arbitres-assistants, Richard Gamache et Oscar Mitchell-Carvalho ont participé à un stage avec les arbitres nationaux de la Fédération Française de Football. Ce stage entre dans l'entente de collaboration qui lie nos deux fédérations.



Le Programme Top 10

2015 était la troisièmecohorte Programme Top 10 qui a pour but de sélectionner les 10 meilleurs arbitres provinciaux et de les classer pour déterminer les deux qui seront recommandés par la province pour une nomination nationale.

Nom	Région	Grade
ASSELIN, MATHIEU	Laurentides	Provincial
BARRIAULT, SYLVAIN	Rive-Sud	Provincial
BENBAKA, OKBA	Concordia	Provincial
CARDINAL, MATHIEU	Rive-Sud	Provincial
LALIBERTÉ, ERICK	Lac St-Louis	Provincial
LIU, KA-HO	Laval	Provincial
MALOUIN-TRUDEL, LAURENCE-OLIVIER	Laurentides	Provincial
SALIMOV, DAMIR	Lac St-Louis	Provincial
SOUARÉ, MATHIEU	Laval	Provincial
TOPALIAN, SERGE	Laval	Provincial

Pour l'année 2015-2016, les deux arbitres qui ont terminé en tête de ce programme sont Mathieu Asselin et Mathieu Cardinal.

Le programme de développement

Le programme de développement 2015 est composé de 11 arbitres (9 masculins, 2 féminins). Le but de ce programme est d'accompagner les arbitres dans l'obtention du grade provincial. Lyes Arfa et Marie-Ève Bergeron sont les responsables de ce programme. Voici la liste des arbitres dans le programme.

Nom	Région	Grade
BÉRUBÉ, ÉLOI	Rive-Sud	Régional
BLOUIN, MAXIME	Québec	Régional
BUCIORA, ANDREW	Bourassa	Régional
BUCIORA, IHOR	Bourassa	Régional
CHERID, YOUNES	Bourassa	Régional
CÔTÉ-LECLERC, FÉLIX	Québec	Régional
LEBUIS, GÉRARD-KADER	Lac St-Louis	Régional
LEMIEUX, GABRIELLE	Québec	Régional
NOSHINRAVANI, SEBASTIAN	Rive-Sud	Régional
PARENT, GENEVIÈVE	Laurentides	Régional
ROTHSCHILD, ALEX	Outaouais	Régional

De plus, lors de l'année 2015, le secteur arbitrage de la FSQ a procédé à une réflexion sur les orientations des programmes. Une structure a été présentée sous le nom du Programme Excellence Provincial. Une structure axée sur le coaching individuel, la formation continue et les attitudes des arbitres et intervenants. En début 2016, nous avons débuté le programme avec les divisions suivantes.

MASCULIN

- Élite (14 arbitres)
- Top 10 (10 arbitres)
- Provincial (7 arbitres)
- Régional 1 (11 arbitres)
- Régional 2 (20 arbitres)

FÉMININ

- Élite (3 arbitres)
- Groupe #1 (11 arbitres)
- Groupe #2 (12 arbitres)

Le programme féminin

Cette année, nous avons offert à toutes les Associations régionales d'organiser un stage destiné aux arbitres féminines :

- ARS Estrie (18 avril)
- Fédération de soccer du Québec (9 mai)
- ARS Québec (24 mai)
- ARS Laval (3 juillet)
- ARS Mauricie (17 juillet) en plus du Week-end Marie-Ève Nault (18-19 juillet)

De plus, dans le cadre de notre partenariat avec la Fédération Francaise de Football, 2 arbitres nationales françaises sont venues au Québec pour arbitrer, participer à des séances de formation et aller voir des matchs de la Coupe du monde féminine.



STAGES ARBITRES

Les stages « district »

105 stages « district » ont été dispensés à travers la province en 2015-2016, le même nombre qu'en 2014-2015. Ces 111 stages ont formé 2055 arbitres contre 1856 en 2014-2015.

RÉGION	GRADE	2015-2016		2014-2015	
		NOMBRE DE STAGES	NOMBRE DE RÉUSSITES	NOMBRE DE STAGES	NOMBRE DE RÉUSSITES
Abitibi-Témiscaminque	District	0	0	1	3
Bourassa	District	1	23	1	23
Centre-du-Québec	District	4	38	3	50
Concordia	District	8	139	6	111
Côte-Nord	District	2	19	1	9
Est du Québec	District	5	90	3	45
Estrie	District	7	132	5	100
Fédération	District	2	36	2	47
Lac-St-Louis	District	10	164	9	118
Lanaudière	District	7	139	8	91
Laurentides	District	11	222	9	197
Laval	District	6	133	5	106
Mauricie	District	5	62	2	32
Outaouais	District	6	96	5	67
Québec	District	14	270	18	334
Richelieu-Yamaska	District	6	124	7	138
Rive-Sud	District	9	228	10	234
Saguenay-Lac-St-Jean	District	3	58	6	85
Sud-Ouest	District	5	82	4	66
TOTAL		**111**	**2055**	**105**	**1856**

La région Québec arrive au 1er rang avec 270 arbitres formés devant les régions Rive-Sud (228 arbitres formés) et Laurentides (222 arbitres formés).



Le stage de promotion – Grade régional

Le stage de promotion a été donné au cours du mois de mars. Pour une première fois, l'accès au stage devait se confirmer via la réussite d'un examen en ligne.

DATE	ENDROIT	PARTICIPANTS À L'EXAMEN	EXAMENS RÉUSSIS
5-6 mars	Laval	58	44

Pour 2016-2017, voici la liste du nombre d'arbitres éligibles à la promotion régionale par région :

RÉGION	NOMBRE D'ARBITRE EN PROMOTION RÉGIONALE
Abitibi-Témiscamingue	0
Bourassa	4
Centre-du-Québec	0
Concordia	7
Côte-Nord	0
Est du Québec	1
Estrie	2
Lac St-Louis	11
Lanaudière	7
Laurentides	0
Laval	4
Mauricie	3
Outaouais	7
Québec	17
Richelieu-Yamaska	1
Rive-Sud	8
Saguenay-Lac-St-Jean	0
Sud-Ouest	1
TOTAL	73

Le stage de perfectionnement pour les nouveaux arbitres provinciaux

Le stage de perfectionnement qui s'adressait aux 115 nouveaux arbitres de la liste provinciale a eu lieu le 21 mars 2015 à Laval et le 29 mars 2015 à Québec. Les instructeurs impliqués furent Marie-Josée Charbonneau, Robert Schaap et Jean Godon.

Le stage perfectionnement futsal

Dans le cadre du Symposium du soccer québécois, la FSQ a organisé un stage de perfectionnement futsal pour les arbitres de la PLFQ et les différentes ligues régionales. 46 arbitres étaient présents. Les instructeurs de ce stage furent Bob Tibbo (Instructeur futsal FIFA) et Joe Audi (Instructeur futsal en Ontario).

Le stage de formation d'évaluateurs

Les stages de formation pour les nouveaux évaluateurs « district » ont eu lieu les 5 et 6 février 2016 à Laval, les 20 et 21 février à Sherbrooke et les 12 et 13 mars à Québec. Les formations ont été suivies par 63 participants. Les instructeurs furent Luis Pulgar, François Berthiaume, Jean Bossé et Nick Theodorakis. Un stage de formation pour les évaluateurs de grade régional a eu lieu les 13 et 14 février à Laval. La formation a été suivie par 13 participants. Les instructeurs furent Jean Godon et Manuel Sousa.

Le stage de promotion – grade provincial

En 2015-2016, 9 arbitres ont participé au stage provincial et 2 arbitres ont obtenus le grade arbitre provincial suite au processus d'évaluation :

ARBITRE	RÉGION
BLANCHETTE, JÉRÉMIE	Mauricie
ZAÏDI, KARIM	Bourassa

Les directeurs de cours

En 2015-2016, la liste des directeurs de cours provinciaux compte 92 personnes comparativement à 83 personnes en 2014-2015 et provenant de 17 régions sur 18.

RÉGION	INSTRUCTEURS 2015-16	INSTRUCTEURS 2014-15
Abitibi-Témiscamingue	1	0
Bourassa	4	4
Centre-du-Québec	5	3
Concordia	6	5
Cote-Nord	0	0
Est du Québec	2	2
Estrie	6	5
Lac St-Louis	4	5
Lanaudière	6	7
Laurentides	6	6
Laval	8	9
Mauricie	3	5
Outaouais	6	4
Québec	15	15
Richelieu-Yamaska	4	3
Rive-Sud	13	8
Saguenay-Lac-St-Jean	2	2
Sud-Ouest	1	0
Total	**92**	**83**

Les 3 régions avec le plus de directeurs de cours sont Québec (15), Rive-Sud (13) et Laval (8).

Cette année, 10 femmes sont directrices de cours (11%) comparativement à 5 l'an dernier.

Le stage de formation des instructeurs « district » a permis de former 15 nouveaux instructeurs.

De plus, pour une première fois, un stage intructeur régional a été dispensé pour 6 participants.



RAPPORT SECTEUR COMMUNICATIONS ET MISE EN MARCHÉ

Le comité « Communications – Mise en marché » est composé de 8 membres dont :

- Le directeur du secteur :	**Patrick Esparbès**
- Le responsable du secteur :	**Paul-Claude Bérubé (décembre 2015)**
- Deux membres provenant de la Commission des directeurs généraux :	**Sophie Poujade** **Georges Tissot**
- Trois membres nommés par le directeur et responsable du secteur ayant des connaissances spécialisées en communications :	**Patrick Turgeon** **Francis Jetté** **Zachary Labrosse** **Michel Dugas**
Quatre rencontres de travail ont été tenues :	**7 juillet 2015** **30 septembre 2015** **11 novembre 2015** **26 janvier 2016**

En soutien au coordonnateur du secteur Communications de la Fédération, le comité s'est penché au cours de la dernière année fiscale sur trois projets en particulier, à savoir : création d'un nouveau site web, mise en place de « 2016…Année de l'esprit sportif », création d'un guide sur « l'image » que devrait refléter un événement. Le comité a aussi fait le suivi et la promotion de « 2015…Année du soccer féminin ».

1 - Organiser pour le printemps 2016 une campagne provinciale de promotion de l'esprit sportif et des valeurs soccer

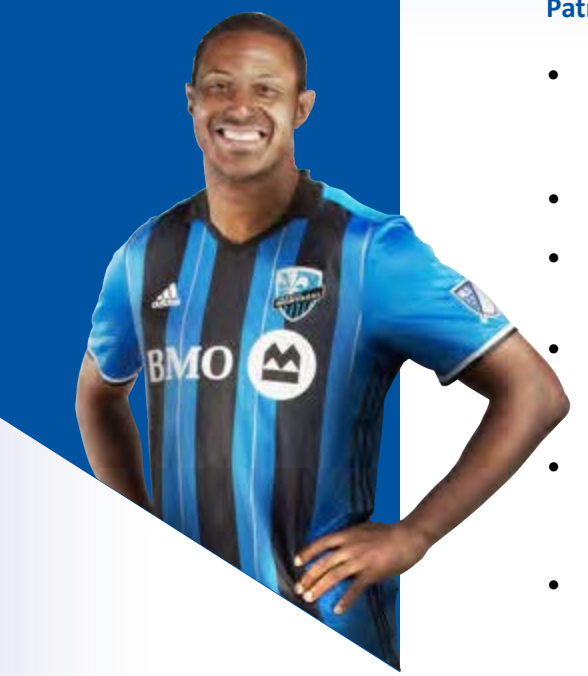
Cette campagne promotionnelle aura principalement comme mandat de promouvoir les saines habitudes de jeu. « 2016…Année de l'esprit sportif » se tiendra sur le modèle de l'année du soccer féminin. Il faudra donc impliquer chacune des régions.

Les grands thèmes traités seront : - INTÉGRITÉ - RESPECT - UNITÉ

Cette campagne devra toucher tant les joueurs, entraîneurs et arbitres sur le terrain que les spectateurs autour des terrains.

Plusieurs projets ont été lancés et les ARS et clubs ont été invités à se joindre à la campagne provinciale.





Patrice Bernier, porte-parole officiel

- Une vidéo promotionnelle ainsi que plusieurs capsules faisant la promotion de l'année de l'esprit sportif mettant en vedette Patrice Bernier en tant que porte-parole seront créées par la Fédération de soccer du Québec.
- Une campagne sur les médias sociaux sera également lancée.
- Les hashtags officiels #espritsportif2016 et #jesuiscapitaine accompagneront cette campagne
- La campagne aura comme contenu les différents aspects de l'esprit sportif :

  - LES JOUEURS - LES ENTRAÎNEURS - LES PARENTS
- La campagne fera la promotion des trois valeurs de l'esprit sportif :

  - UNITÉ - RESPECT - INTÉGRITÉ
- L'utilisation du statut de capitaine de l'Impact de Montréal de Patrice Bernier permettra de diffuser le message principal de la campagne : l'esprit sportif est l'affaire de tous.

Panneaux sur les terrains du Québec et écussons pour les arbitres (manches)

- Plus de 894 panneaux à être installés à l'entrée des terrains ont été distribués à travers la province. Deux modèles ont été offerts, un premier avec logo FSQ seulement et un autre avec les logos FSQ et ARS.



	Panneaux	Écussons
Région	**Grand Total**	**Grand Total**
Abitibi-Témiscamingue	17	50
Bourassa	12	100
Centre-du-Québec	34	20
Côte-Nord	5	60
Concordia	50	50
Est du Québec	26	75
Estrie	115	287
Lac St-Louis	49	802
Lanaudière	61	200
Laurentides	117	0
Laval	54	400
Mauricie	80	150
Outaouais	47	250
Québec	0	400
Richelieu-Yamaska	28	260
Rive-Sud	116	125
Saguenay-Lac-St-Jean	36	0
Sud-Ouest	47	200
FSQ	0	500
GRAND TOTAL	894	4079

Pour sa part, la LSEQ a choisi d'honorer ses équipes qui font le plus preuve d'une conduite exemplaire sur le terrain. Ainsi, tout au long de la saison, dans chacune des catégories, l'équipe qui recevra le moins de cartons et sanctions au cours de chacun des mois du calendrier sera nommée « Équipe du mois - Esprit sportif ».

En fin d'année, les équipes féminines et masculines Esprit Sportif seront désignées suite à un calcul fait sur l'année entière. Pour arriver à un résultat juste et surtout sans équivoque, le calcul sera fait en utilisant le coefficient « équipe = #points/#matchs ».

1 carton jaune = 1 point

1 carton rouge suite à 2 cartons jaunes = 2 points

1 carton rouge direct = 3 points

Match de suspension additionnel = 5 points

Coefficient/équipe = # points/# matchs

L'équipe avec le meilleur esprit sportif sera celle qui aura le plus petit coefficient

Concours « Montre-nous ton esprit sportif ! »

Dans le cadre de « 2016…Année de l'esprit sportif », quinze équipes de soccer représentant neuf des régions de la province inviteront le public à les découvrir et partageront avec eux leur passion pour le soccer et surtout démontreront les grandes valeurs de leur sport favori, via les réseaux sociaux. . Ce concours se tiendra du 26 mai au 22 juillet 2016 pour les jeunes de 9 à 16 ans.

Le 15 août, le nom de l'équipe gagnante sera dévoilé. Un jury (50%) et le nombre d'amis Facebook conquis (50%) détermineront l'équipe qui se sera la plus illustrée tout au long du concours.

Le prix : une soirée au Stade Saputo pour un match de l'Impact, soirée remplie de surprises!

RÈGLES DU CONCOURS

1- Seules les équipes fédérées sont autorisées à participer au concours.

2- Le concours se déroule exclusivement sur les réseaux sociaux.

3- Les gagnants seront déterminés à 50% selon la popularité de leur contenu et à 50% pour leur créativité, originalité et pertinence par un jury.

4- Les 3 aspects de l'esprit sportif (joueurs, entraîneurs et parents) devront être traités .

5- Le contenu pourra être sous n'importe quelle forme que ce soit photos, vidéos, entrevues, témoignages, publications sur les réseaux sociaux, etc.

6- Autant de publications que désiré pourront être publiées.

7- Le concours se déroulera entre le 26 mai et le 22 juillet.

8- Le contenu devrait être soumis à l'adresse suivante pour qu'il soit publié : communications@federation-soccer.qc.ca.

Koufran

La mascotte Koufran pourra aussi être intégrée au sein du projet. Une proposition a été envoyée aux ARS qui désirent faire appel à ce service.



2 - Développer un guide sur « l'image » que devrait refléter un événement (un pense-bête de choses à ne pas faire, à ne pas oublier sur le plan de l'image et du visuel).

Le projet de guide, « la préparation d'un événement et l'image » est prêt. Il sera étudié par les membres lors de la prochaine réunion du comité

3 - Nouveau site web – www.federation-soccer.qc.ca



Le nouveau site web est maintenant conçu à la fine pointe de la technologie et adaptatif. Ce changement important avait pour but de le rendre plus facile d'accès à nos nombreux visiteurs et plus encore, de le rendre donc adaptable aux nouvelles plateformes (iPhone, iPad et Androïd). Autre nouveauté, vous pouvez personnaliser votre site à votre image et selon vos intérêts http://www.federation-soccer.qc.ca/index.php?option=com_users&view=registration&Itemid=793&lang=fr

Il est primordial pour nous et nos différents partenaires que ce site suive la technologie de pointe. Très populaire chez nos membres, il a attiré au cours de la dernière année plus d'un million et demi de visiteurs et ce, grâce particulièrement à ses sections TV Vidéo, galerie de photos, équipe du mois, arbitre du mois, conseils techniques, nouvelles des régions, etc.

La prochain défi sera maintenant de créer une version spécifique avec une ''application mobile'' pour vos téléphones cellulaires et tablettes afin que vous puissiez si vous le désirez être au courant et ce en tout temps et en direct. Soyez assurés que nous y mettons tous nos efforts et que vous serez avisés dès que cette nouvelle étape sera franchie.

OJEU!

OJEU!

Notre webzine **OJEU!** a été publié en juin 2015, septembre 2015, décembre 2015 et mars 2016. Le concept sera modifié par la publication d'une infolettre et de capsules vidéo.

Statistiques PLSQ, LSEQ et compétitions majeures

Les statistiques de la PLSQ et LSEQ ont été acheminées quotidiennement et publiées dans les quotidiens tout au long de la saison, il en est de même pour tous nos événements majeurs. Nous remercions plus particulièrement les quotidiens : Journal de Montréal, Journal de Québec, Le Soleil, Le Nouvelliste, La Tribune, Le Droit et La voix de l'Est pour leur collaboration très appréciée.

Les programmes **« Joueur de la semaine LSEQ/Duproprio »** et les **« Trois étoiles PLSQ/RDS »** ont été lancés dès le début des saisons LSEQ et PLSQ 2015 et sont publiés tant sur notre site web, réseaux sociaux, sur le site www.rds.ca et dans les médias provinciaux.

Tapis rouge du soccer québécois et Gala de la Mi-Temps

Encore une fois, avec la participation de notre partenaire RDS, nos deux événements festifs de fin de saison ont été couronnés d'un très grand succès et ont pu profiter d'une très belle visibilité grâce à la collaboration de plusieurs hebdos régionaux.

le tapis rouge du soccer québécois

Michel Dugas
Coordonateur aux communications

Patrick Esparbès
Directeur général

RÉSEAUX SOCIAUX

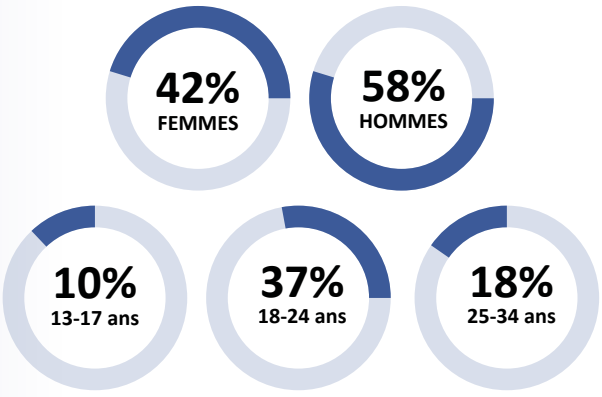
AVRIL 2015

TWITTER

	TWEETS	ABONNÉES
Fédération de soccer du Québec	5899	4036 ↑ 7%
Première Ligue de soccer du Québec	2331	2328 ↑ 12%
Première Ligue de futsal du Québec	1659	393 ↑ 3%
Capitaine Soccer	7097	930 ↑ 2%

FACEBOOK

	ABONNÉS	
Première Ligue de soccer du Québec	1651	↑ 64%
Première Ligue de futsal du Québec	1 951	↑ 72%
Capitaine Soccer	589	↑ 124%
Fédération de soccer du Québec	8898	↑ 102%



Plus de 3 100 000 personne atteinte

Nombre de visualisations 90 501 686

YouTube

	VIDÉOS	ABONNÉES	VISIONNEMENTS
Première Ligue de soccer du Québec	184	161	56 514
Fédération de soccer du Québec	335	232	48 959

SITES WEB

AVRIL 2015

FEDERATION-SOCCER.QC.CA

1 091 121 PAGES VUES

2015 - 2016

- 65% PAR ORDINATEURS — VS 75% 2014
- 21% PAR TÉLÉPHONES INTELLIGENTS — VS 14% 2014
- 14% PAR TABLETTES — VS 11% 2014

133 592 2015 - 2016

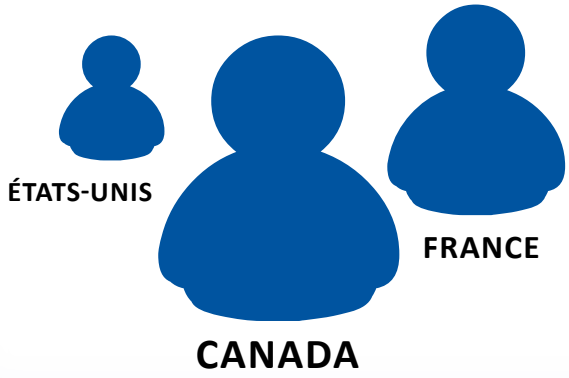
VS

130 108 2014 - 2015

NOUVEAUX VISITEURS

- 46% FEMMES
- 54% HOMME
- 61% ENTRE 18 ET 35 ANS

TOP 3 VISITEURS



PLFQ.CA

3 805 PAGES VUES

2 590 VISITEURS

PLSQ.CA

103 947 PAGES VUES

58 696 VISITEURS

Fédération de SOCCER du Québec

L'ANNÉE EN IMAGES




ccer.qc.ca
VIP
Fédération de
SOCCER


CENTRE DE FORMATION


LSEQ
SAISON
2015






18
22

LAURÉATS GALA DE LA MI-TEMPS 2015



Niveau excellence

Olivier Occean (Odds BK, Norvège)	Joueur professionnel
Josée Bélanger (FC Rosengard, Suède)	Joueuse professionnelle
Samuel Piette (Deportivo de La Coruna, Espagne)	Joueur senior excellence
Valérie Sanderson (Comètes de Laval/Memphis)	Joueuse senior excellence
Jean-Yves Ballou-Tabla (Académie de l'Impact)	Joueur juvénile excellence
Gabrielle Carle (Dynamo de Québec)	Joueuse juvénile excellence

Arbitres

Marie-Josée Charbonneau (ARS Lanaudière)	Arbitre féminin
Suzanne Morisset (ARS Rive-Sud)	Arbitre féminin
Mathieu Bourdeau (ARS Rive-Sud)	Arbitre masculin

ARS, club, bénévole et événement

ARS Mauricie	Association régionale de soccer de l'année
Louis-Michel Côté (ARS Estrie)	Bénévole de l'année
Jean-Yves Phaneuf (ARS Richelieu-Yamaska)	Bénévole de l'année
Phénix des Rivières (ARS Québec)	Club de l'année
Week-end Marie-Ève Nault (ARS Mauricie)	Événement de l'année

LAURÉATS TAPIS ROUGE DU QUÉBEC

	Ballon d'or	Ballon d'argent	Ballon de bronze	Soulier d'or
U14F	Julianne Vallerand (Terrebonne)	Wayny-Natasha Balata Nguenign (Notre-Dame-de-Grâce)	Cassandra Provost (Cosmos de Granby)	Julianne Vallerand (Terrebonne, 36 buts)
U14M	Kabamba Ngombo (Québec-Centre)	Mahdi Abbassi (Fabrose)	Bradley Balmir (Blainville)	Kabamba Ngombo (Québec-Centre, 26 buts)
U15F	Jessica De Filippo (Lakeshore)	Alexandra Isabel (Brossard)	Sophie Huard (Rapides de Chaudière-Ouest)	Jessica De Filippo (Lakeshore, 38 buts)
U15M	Mikale Fontaine (Sprint de Sherbrooke)	Yves Arnold Primael Kacou (St-Laurent)	Julien Noiret (Roussillon)	Julien Noiret (Roussillon, 27 buts)
U16F	Alexia Remillard (Lakeshore)	Emilie Fortin (Terrebonne)	Audrey Genois (Cap-Rouge/St-Augustin)	Maxyme Nobert (St-Eustache, 24 buts)
U16M	Mc Jeffrey Pierre (Lorraine-Rosemère)	Clement Bayiha (Blainville)	Timothe Makanzu (Québec-Centre)	Kerwin De Jesus Mendez Gomez (Panellinios, 28 buts)
U17F	Ariane Ducharme (Mascouche)	Marika Laurendeau (Sainte-Julie)	Megane Sauve (St-Hyacinthe)	Sarah Feola (Lakeshore, 28 buts)
U17M	Bebeto Alexis (Montréal-Nord)	Astrid Loic Eyenga (Charlesbourg)	Jordan Pierre-Gilles (Verts de Sherbrooke)	Bebeto Alexis (Montréal-Nord, 32 buts)
U18F	Chiara Babinski (Mont-Royal Outremont)	Dominique Fortin (Haute St-Charles)	Audrey Fortin (Gatineau)	Evelyne Viens (Haute St-Charles, 31 buts)
U18M	Samuel Gilbert (Rapides de Chaudière-Ouest)	Ronald Paulino Ramirez (Rivière-des-Prairies)	Patrick Imhoff (Monteuil)	George Lazure (Longueuil, 25 buts)
U21M	Omar Kreim (FS Salaberry)	Aboubacar Sissoko (Mont-Royal Outremont)	Marcelin Tavarez (Rivières de Québec)	Benjamin Fonseca (Blainville, 21 buts)
SFD1	Roxanne Lucchesi (Mascouche)	Stephie-Ann Dadaille (Mascouche)	Andreanne Gagne (Verts de Sherbrooke)	Kathleen Berube-Garneau (Royal Sélect Beauport, 18 buts)
SFD2	Holly Desiree Corcoran (Pierrefonds)	Tiffany Smith (Sprint de Sherbrooke)	Catherine Dupuis (Celtix du Haut-Richelieu)	Catherine Dupuis (Celtix du Haut-Richelieu, 31 buts)
SMD1	Joe Di Buono (Étoiles de l'Est)	Charles Arsenault (Charlesbourg)	Tresor Pene (Rapides de Chaudière-Ouest)	Pascal Aoun (Étoiles de l'Est, 14 buts)
SMD2	Simon Roussy (Rimouski)	Gabriel Moreau (Vallée-du-Richelieu)	Abdou Joseph Kane (Optimum Victoriaville)	Francois Eid (Celtix des Haut-Richelieu, 19 buts) et Yannick Rome-Gosselin (Celtix des Haut-Richelieu, 19 buts)
PLSQ	Dimitrios Anastasopoulos (CS Mont-Royal Outremont)	Mohamed Dagnogo (Ottawa Fury FC)	Pierre-Rudolph Mayard (FC L'Assomption-Lanaudière)	Frederico Moojen (Mont-Royal Outremont, 18 buts)
PLSQ-R	Johann Loe (CS Mont-Royal Outremont)	Djaty Ange Guede (Mont-Royal Outremont)	Alberto Correa (Lakeshore)	Johann Loe (Mont-Royal Outremont, 12 buts)

LSEQ	
Délégué de l'année	Suzanne Lebeau (Fabrose)
Équipe féminine LSEQ de l'année	Lakeshore 16F
Club LSEQ de l'année	Lakeshore
Entraîneur équipe masculine LSEQ de l'année	Gilbert Bayiha (Longueuil 18M)
Équipe masculine LSEQ de l'année	Longueuil 18M
Entraîneur équipe féminine LSEQ de l'année	Luigi Tarricone (Lakeshore 16F)

PLSQ	
Entraîneur de l'année	Emmanuel Macagno, AS Blainville

ARBITRES	
Espoir masculin	Jérémie Blanchette
Espoir féminin	Gabrielle Lemieux
Élite masculin	Philippe Bettez-Quessy
Élite féminin	Myriam Marcotte
PLSQ	Francis Latulippe





LSEQ
FÉDÉRATION DE SOCCER DU QUÉBEC

Couche-Tard

PREMIERE LIGUE
de soccer du Québec

PREMIÈRE LIGUE DE FUTSAL DU QUÉBEC

LIGUE EXCELLENCE
SPORT-ÉTUDES

RAPPORT SECTEUR COMPÉTITIONS

Le secteur des compétitions de la Fédération de soccer du Québec a vu son année 2015 être tout aussi chargée que celle de 2014. Avec ses tournois et événements organisés dans les différentes ligues ainsi que l'apparition de la ligue Excellence rassemblant la grande majorité des sport-études de la province, on peut dire sans se tromper que ça n'a pas chômé sur les terrains, encore moins dans nos bureaux! Au niveau administratif, l'instauration du nouveau module de registriariat du TSI Sports s'est avéré être un incontournable autant pour les utilisateurs membres que pour le personnel. Puisqu'il facilite le travail de tous, nous allons bien sûr continuer à l'utiliser, tout en demeurant soucieux de constamment l'améliorer. Pour ce qui est de la ligue AA, le comité provincial des compétitions a remis un premier rapport au conseil d'administration et il est toujours mandaté par ce dernier pour continuer son travail d'analyse.

Sept (7) clubs comprenant AS Blainville, CS Longueuil, CS Mont-Royal Outremont, FC L'Assomption-Lanaudière, FC Gatineau, Lakeshore SC et Ottawa Fury FC ont fait partie de la quatrième saison de la PLSQ et quatorze (14) équipes (PLSQ et la réserve) ont participé au championnat professionnel division 3 de notre fédération. Comme en 2014, les matchs de la Coupe PLSQ ont été diffusés en direct sur le site web de notre partenaire média RDS.ca. Le CS Mont-Royal Outremont a remporté le championnat, alors que Lakeshore SC, nouvelle équipe en 2015, a mis la main sur la Coupe PLSQ. Le CSMRO s'est incliné en finale de division 3 professionnelle face aux Oakville Blue Devils. La réserve créée cette année a répondu aux attentes.

D'autre part, soixante-deux (62) clubs et cent soixante-treize (173) équipes ont participé aux activités de la Ligue de soccer élite du Québec (LSEQ). Le championnat LSEQ a présenté un total de 1980 matchs dans les différentes catégories U14 à senior. À chaque semaine, le joueur de la semaine en LSEQ était présenté par Du Proprio en collaboration avec RDS.

Ligue Excellence : C'était une première année pour cette ligue qui touche à la majorité des sport-études de la province. Treize sport-études régionaux et l'Académie de l'Impact de Montréal ont participé à cette première édition. La ligue comprenait 16 équipes chez les U17M (373 joueurs) et 12 équipes chez les U17F (255 joueuses) pour un nombre total de 628 athlètes. L'ARS Concordia (masculin) et l'ARS Laurentides-École St-Gabriel (féminin) en ont été les premiers champions.

Pour la Coupe du Québec Saputo 2015, cent cinquante-huit (158) équipes se sont disputées un grand total de cent soixante-huit (168) matchs. Jusqu'aux quarts de finale, les matchs se sont joués en semaine et ont été disputés tout au long de l'été. Les demi-finales et finales ont eu lieu à Laval, les 5 et 6 septembre.

Le Circuit d'excellence des tournois a représenté pas moins de 86 tournois et festivals en 2015-2016 et plus de 7500 équipes y ont participé. Durant la période estivale 2015, le Circuit d'excellence a regroupé 9 tournois internationaux, 31 tournois nationaux, 25 tournois provinciaux et une sanction culturelle de tournoi pour la Coupe Centraide de l'Impact. Le volet intérieur des tournois en 2015-2016 comptait sur 6 tournois de futsal dont 5 nouveaux festivals et tournois dans la catégorie futsal. De plus, 14 tournois et festivals dans différents formats de jeu (soccer à 7, soccer à 9 et soccer à 11) se sont déroulés dans divers centres de soccer intérieurs aux quatre coins de la province. Les clubs organisateurs de l'ARS Rive-Sud ont fait de cette région la plus active avec un total de 15 tournois et festivals extérieurs et intérieurs.



C'est dans le Centre du Québec, et plus précisément à Drummondville, dans le cadre des 200 ans de la ville, que les 61 meilleures équipes féminines et masculines du Québec de classe AA se sont données rendez-vous à la Coupe des champions provinciaux Saputo AA qui se déroule annuellement lors du week-end de l'Action de Grâce. Plus de 64 matchs ont été joués dans les catégories U14, U15, U16, U17, U18 et senior. La compétition s'élargira lors de l'édition 2016 à Laval avec l'ajout des catégories U12 et U13.

La Coupe Promotion était de retour pour une quatrième année en 2015. Cette coupe a pour objectif de déterminer les équipes promues en LSEQ l'année suivante. Vingt-et-une équipes ont ainsi été promues en LSEQ. Comme vous le savez, cette compétition est ouverte aux équipes féminines et masculines U14, U15, U16, U17, U18 et senior inscrites dans une ligue AA reconnue.

La ville de Lachute fut l'hôtesse du Tournoi des sélections régionales du 28 juillet au 1er août 2015. L'ARS Laurentides et la MRC d'Argenteuil ont accueilli la première édition entièrement éco responsable. Cette 13e édition était composée de 20 équipes réparties en trois divisions. À l'issue de la compétition, la dernière équipe de chaque division est reléguée en division inférieure alors que celle qui termine au premier rang de sa division accède en division supérieure. Les sélections de Lac St-Louis (féminin) et Montréal (masculin) ont remporté le tournoi.
À la fin de la saison, lors du week-end de l'Action de Grâce, les équipes championnes des provinces canadiennes se rencontrent lors d'un rendez-vous annuel. Cette compétition se tient dans quatre endroits différents, soit une ville canadienne par catégorie d'âge. Les titres nationaux à l'enjeu sont : U14, U16, U18 et senior tant féminins que masculins. Les équipes qui y représentent le Québec sont les équipes championnes de la ligue Élite. En 2015, les championnats canadiens des clubs se sont tenus du 7 au 12 octobre à :

U14 : St. John's (Terre-Neuve)
U16 : Surrey (Colombie-Britannique)
U18 : Charlottetown (Ile-du-Prince-Édouard)
Senior : Calgary (Alberta)

Les équipes des clubs de Lakeshore U16F et Longueuil U18M ont remporté les grands honneurs des championnats canadiens des clubs avec la médaille d'or. Le Royal de Beauport s'est incliné en finale en senior féminin et a remporté la médaille d'argent. Les équipes de Haute St-Charles U18F, CS Repentigny U14 M et Panellinios U16 M ont terminé en 3e position et ont obtenu la médaille de bronze. À noter qu'en 2017, les nouvelles catégories des championnats canadiens des clubs seront les U15, U17 et senior.

Pour les maîtres, les championnats canadiens des Maîtres de l'Est et Classiques de l'Ouest se sont déroulés du 24 au 27 septembre à Halifax (O35M) et Vancouver (O30 F). Les Rebelles de l'Est ainsi que le Phénix des Rivières ont terminé la compétition à la 3e place. En 2016, des bourses seront remises aux équipes vainqueures de la Coupe des maîtres et la Mauricie sera la région hôtesse du championnat canadien des clubs des Maîtres de l'Est, qui se déroulera à Trois-Rivières du 22 au 25 septembre 2016.

Il n'y a pas eu de Coupe Québec-Ontario cette année. Cette « sabbatique » a été prise suite à la demande de l'Association de soccer de l'Ontario. Nous pouvons cependant confirmer qu'elle sera à nouveau disputée en 2016.

Plus de 469 joueurs ont participé à la deuxième saison de la PLFQ dans les 2 conférences (Grand Montréal et Capitale Nationale). Les champions de la PLFQ 2015, proviennent encore une fois cette année de la conférence Grand Montréal, alors que le Xtreme ADR a remporté le championnat féminin et le FC Sparte le championnat masculin. Le Kodiak de Charlesbourg, quant à lui, s'est faufilé jusqu'à la Coupe du Québec chez les filles alors que c'est l'équipe d'Albiceleste chez les garçons qui a réussi cet exploit, pour une deuxième année consécutive.

Pour s'assurer de transformer une année aussi remplie en réussite, il faut bien sûr l'appui d'un personnel dévoué ainsi que l'implication de bénévoles provenant de tous les comités. C'est à ce genre de dévouement de toutes ces personnes que nous avons eu droit en 2015 et nous tenons à les en remercier sincèrement. En terminant, quel que soit votre rôle, nous vous encourageons à continuer d'investir pleinement dans notre sport et nous vous souhaitons à tous et à toutes, une bonne saison 2016!

Kambiz Ebadi
Directeur des compétitions et commissaire PLSQ

Michel Choinière
Responsable du secteur compétitions



RÉSULTATS PREMIÈRE LIGUE DE SOCCER DU QUÉBEC

CLASSEMENT FINAL

ÉQUIPE	PJ	PG	PN	PP	BP	BC	+/-	PTS
CS Mont-Royal Outremont	18	11	3	4	44	24	20	36
Lakeshore SC	18	10	5	3	36	21	15	35
AS Blainville	18	8	6	4	32	26	6	30
CS Longueuil	18	7	5	6	27	28	-1	26
Ottawa Fury FC	18	6	0	12	23	32	-9	18
FC L'Assomption-Lanaudière	18	5	2	11	32	41	-9	17
FC Gatineau	18	4	3	11	24	46	-22	15

CLASSEMENT FINAL RÉSERVE

ÉQUIPE	PJ	PG	PN	PP	BP	BC	+/-	PTS
CS Longueuil-R	18	11	3	4	41	25	16	36
CS Mont-Royal Outremont-R	18	10	4	4	49	29	20	34
AS Blainville-R	18	9	4	5	43	34	9	31
FC L'Assomption-Lanaudière-R	18	10	1	7	42	43	-1	29
FC Gatineau-R	18	5	2	11	22	39	-17	17
Ottawa Fury FC-R	18	4	4	10	21	32	-11	16
Lakeshore SC-R	18	5	0	13	29	45	-16	15

BUTEURS

NOM	ÉQUIPE	PJ	BUTS
MOOJEN, FREDERICO AUGUSTO PIERUCCINI	CS Mont-Royal Outremont	17	18
MAYARD, PIERRE RUDOLPH	FC L'Assomption-Lanaudière	13	15
KANIKI, DEX	Lakeshore	18	11
JEAN-GILLES, BERLIN	AS Blainville	17	8
KABIRI, PAYMON	Lakeshore SC	17	8
CARRIE, CEDRIC	Lakeshore SC	15	8
RANCY, PIERRE JOLIN'S	AS Blainville	17	6
DAGNOGO, ZIE MOHAMED	Ottawa Fury FC	16	6
IBN BRAHIM, EL MEHDI	CS Longueuil	5	5
ROSA, SEAN	CS Mont-Royal Outremont	17	5

FINALE COUPE PLSQ

Vainqueur	Lakeshore SC	4
Finaliste	CS Mont-Royal Outremont	2

FINALE DE DIVISION 3 PROFESSIONNELLE

Vainqueur	Oakville Blue Devils	3	2
Finaliste	CS Mont-Royal Outremont	1	2

RÉSULTATS PREMIÈRE LIGUE DE FUTSAL DU QUÉBEC

GRAND MONTRÉAL EXCELLENCE FÉMININ

POS	ÉQUIPE	PJ	PG	PN	PP	BP	BC	+/-	PTS
1	XTREME ADR	12	12	0	0	78	20	58	36
2	UNDERDOGS FC	12	7	1	4	52	36	16	22
3	SOUTHSHORE VENDETTA	12	6	2	4	53	47	6	20
4	FOOTLOOSE	12	5	1	6	73	40	33	16
5	PIERREFONDS COBRAS	12	4	2	6	44	52	-8	14
6	FC TUNAS	12	4	0	8	42	67	-25	11
7	FC WARRIORS	12	1	0	11	21	101	-80	3

BUTEUSES

NOM	ÉQUIPE	PJ	BUTS
VALLIERES-MARANDA, VERONIQUE	SOUTHSHORE VENDETTA	12	15
BUSQUE, MELISSA	XTREME ADR	12	15
LEBLANC, JULIE	SOUTHSHORE VENDETTA	10	14
LAVERDIERE, VERONIQUE	FOOTLOOSE	9	14
MERCIER, EMILIE	FOOTLOOSE	11	12
KONTOGIANNOS, IOANNA	FC WARRIORS	11	11
DUSSAULT, CAROLINE	FC TUNAS	11	11
LABELLE, VALERIE	FO		

GRAND MONTRÉAL EXCELLENCE MASCULIN

POS	ÉQUIPE	PJ	PG	PN	PP	BP	BC	+/-	PTS
1	FC SPARTE	12	10	1	1	88	47	41	31
2	FC GINGA	12	7	3	2	65	53	12	24
3	OUTLAWS FC	12	7	1	4	79	56	23	22
4	ALBICELESTE	12	7	0	5	84	61	23	21
5	FC GRENADIERS	12	6	2	4	64	54	10	20
6	ARS LANAUDIÈRE	12	6	0	6	57	64	-7	18
7	CINQUE STELLE FC	12	5	2	5	53	47	6	17
8	LAKESHORE	12	3	2	7	50	57	-7	11
9	LUSITANO FUTSAL CLUBE	12	3	0	9	36	61	-25	9
10	PIERREFONDS COBRAS	12	0	1	11	32	108	-76	0

BUTEURS

NOM	ÉQUIPE	PJ	BUTS
JEAN-GILLES, BERLIN	FC SPARTE	13	42
RENAUD, ROBERT	ALBICELESTE	12	38
SYLA, MITCHELL	ARS LANAUDIÈRE	10	17
RANCY, PIERRE	OUTLAWS FC	9	17
BELGUENDOUZ, SITAYEB MOHAMED NAZIM	FC GRENADIERS	10	17
GACOUGNOLLE, MAXIME	FC GINGA	11	16
CONTRERAS, HECTOR	OUTLAWS FC	11	15

CAPITALE NATIONALE EXCELLENCE FÉMININ

POS	ÉQUIPE	PJ	PG	PN	PP	BP	BC	+/-	PTS
1	KODIAK DE CHARLESBOURG	14	12	2	0	101	29	72	38
2	ROYAL SELECT DE BEAUPORT (KG)	14	9	2	3	65	41	24	29
3	ROYAL SELECT DE BEAUPORT (JM)	14	6	5	3	71	58	13	23
4	DIABLES ROUGES DE LA HSC (AC)	14	5	4	5	60	50	10	19
5	RAPIDES DE CHAUDIÈRE-OUEST	14	4	5	5	41	47	-6	17
6	DIABLES ROUGES DE LA HSC (ED)	14	3	5	6	44	57	-13	14
7	OLYMPIQUE CRSA	14	3	2	9	47	92	-45	11
8	ARMADA CHAUDIÈRE-EST	14	1	1	12	28	83	-55	4

BUTEUSES

NOM	ÉQUIPE	PJ	BUTS
GOSSELIN, JOELLE	KODIAK DE CHARLESBOURG	13	29
VERRET, GABRIELLE	ROYAL SELECT DE BEAUPORT (KG)	13	22
GUY, MELISSANDE	KODIAK DE CHARLESBOURG	13	18
BERUBE-GARNEAU, KATHLEEN	ROYAL SELECT DE BEAUPORT (JM)	13	17
COLLARD, RACHEL	ROYAL SELECT DE BEAUPORT (KG)	13	17
LAVOIE, ANNE-SOPHIE	OLYMPIQUE CRSA	13	15

CAPITALE NATIONALE EXCELLENCE MASCULIN

POS	ÉQUIPE	PJ	PG	PN	PP	BP	BC	+/-	PTS
1	RAPIDES DE CHAUDIÈRE-OUEST (SL)	10	9	0	1	58	25	33	27
2	ARMADA CHAUDIÈRE-EST	10	8	0	2	52	27	25	24
3	KODIAK DE CHARLESBOURG	10	7	0	3	48	30	18	21
4	OLYMPIQUE CRSA	10	4	0	6	41	42	-1	12
5	ROYAL SELECT DE BEAUPORT	10	1	0	9	24	61	-37	3
6	DIABLES ROUGES DE LA HSC (OR)	10	1	0	9	21	59	-38	3

BUTEURS

NOM	ÉQUIPE	PJ	BUTS
ARSENAULT, CHARLES	KODIAK DE CHARLESBOURG	10	16
TREMBLAY, ALEXANDRE	RAPIDES DE CHAUDIÈRE-OUEST (SL)	8	13
DAUDELIN PELTIER, GUILLAUME	ARMADA CHAUDIÈRE-EST	10	10
LEPAGE, JACQUES-ALEXANDRE	RAPIDES DE CHAUDIÈRE-OUEST (SL)	10	10
LAPIERRE, JASON	RAPIDES DE CHAUDIÈRE-OUEST (SL)	10	9
LETARTE, SIMON	RAPIDES DE CHAUDIÈRE-OUEST (SL)	10	9
MILON, JEREMY	ARMADA CHAUDIÈRE-EST	9	9

COUPE DU QUÉBEC DE FUTSAL MASCULIN

Vainqueur	ALBICELESTE	6
Finaliste	CHAUDIÈRE-OUEST	4

COUPE DU QUÉBEC DE FUTSAL FÉMININ

Vainqueur	ALBICELESTE	6
Finaliste	CHAUDIÈRE-OUEST	4

CHAMPIONNAT PLFQ MASCULIN

Vainqueur	FC SPARTE	4	3
Finaliste	CHAUDIÈRE-OUEST	6	1

BOURSE

2 000$

CHAMPIONNAT PLFQ FÉMININ

Vainqueur	FC SPARTE	4	3
Finaliste	CHAUDIÈRE-OUEST	6	1

BOURSE

2 000$

CHAMPIONNAT CANADIEN DE FUTSAL MASCULIN

Vainqueur	TORONTO UNITED FUTSAL CLUB	4	4
Finaliste	FC SPARTE	3	3

LIGUE DE SOCCER ÉLITE DU QUÉBEC, COUPE DU QUÉBEC ET CHAMPIONNAT CANADIEN DES CLUBS

	CHAMPIONS LSEQ	CHAMPIONS CCC
14F	Brossard	5e
15F	Lakeshore	
16F	Lakeshore	Or
17F	Lakeshore	
18F	Haute St-Charles	Bronze
SFD1	Royal Select Beauport	Argent
SFD2	Celtix du Haut-Richelieu	
14M	Repentigny	Bronze
15M	Chomedey	
16M	Panellinios	Bronze
17M	Repentigny	
18M	Longueuil	Or
21M	Celtix du Haut-Richelieu	
SMD1	Rapides de Chaudière-Ouest	9e
SMD2	Vallée-du-Richelieu	

	VAINQUEUR COUPE DU QUÉBEC	BOURSES	FINALISTE COUPE DU QUÉBEC	BOURSES
14F	Fabrose	3 000 $	Lakeshore	1 000 $
14M	Repentigny	3 000 $	St-Hubert	1 000 $
15F	Lakeshore	3 000 $	Beauport	1 000 $
15M	Étoiles de l'Est	3 000 $	Québec Des Rivières	1 000 $
16F	Verts de Sherbrooke	3 000 $	Lakeshore	1 000 $
16M	Étoiles de l'Est	3 000 $	Blainville	1 000 $
18F	Haute St-Charles	3 000 $	Pierrefonds	1 000 $
18M	Lakeshore	3 000 $	Longueuil	1 000 $
Senior F	Royal Select Beauport	3 000 $	Rapides de Chaudière-Ouest	1 000 $
Senior M	Verts de Sherbrooke	3 000 $	Rapides de Chaudière-Ouest	1 000 $
TOTAL		30 000$		10 000$

TOURNOI DES SÉLECTIONS RÉGIONALES ET COUPE PROMOTION

RÉSULTATS TSR DUPROPRIO LACHUTE 2015 CLASSEMENT FINAL		
FÉMININ		MASCULIN
Lac St-Louis	1	Montréal
Rive-Sud	2	Rive-Sud
Capitale Nationale	3	Laval
Chaudière-Appalaches	4	Lac St-Louis
Richelieu-Yamaska	5	Lanaudière
Lanaudière	6	Capitale Nationale
Montréal	7	Laurentides
Laurentides	8	Bourassa
Laval	9	Richelieu-Yamaska
Centre-du-Québec	10	Outaouais
Outaouais	11	Mauricie
Estrie	12	Chaudière-Appalaches
Sud-Ouest	13	Estrie
Saguenay-Lac-St-Jean	14	Saguenay-Lac-St-Jean
Bourassa	15	Centre du Québec
Est du Québec	16	Abitibi-Témiscamingue
Mauricie	17	Est du Québec
Abitibi-Témiscamingue	18	Sud-Ouest
Côte-Nord	19	Côte-Nord

	ÉQUIPES PROMUES COUPE PROMOTION
U14F	Royal Select Beauport
	Varennes
	Dynamik de Sherbrooke
U14M	Arsenal de Chambly
	FS Salaberry
U15F	Repentigny
	Blainville
	CRSA
U15M	Gatineau
	Longueuil
	St-Hyacinthe
U16F	Optimum Victoriaville
	Rebelles de l'Est
U16M	Pointe-aux-Trembles
	St-Hyacinthe
	St-Hubert
U17M	St-Michel Pompéi
	Arsenal de Chambly
	Panellinios
Sen M	Boucherville
	Chambly

RÉSULTATS COUPE DES MAÎTRES		
MASCULIN	Rebelles de l'Est	1er
MASCULIN	St-Laurent # 2	Finaliste
FÉMININ	CS Rivières de Québec	1er
FÉMININ	Verts de Sherbrooke	Finaliste

RÉSULTATS MAÎTRES DE L'EST ET MAÎTRES CLASSIQUES		
MASCULIN	Rebelles de l'Est	3e
FÉMININ	CS Rivières de Québec	3e


savi
savi

RÉSULTATS COUPE DES CHAMPIONS PROVINCIAUX AA

U14F	
1	FC CHALLENGER
2	VALLÉE DU RICHELIEU
3	ROYAL SELECT ROYAL BEAUPORT
4	LACHINE
5	CS RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

U15F	
1	REPENTIGNY
2	FC TROIS-LACS
3	ARMADA CHAUDIÈRE-EST
4	ROUSSILLON
5	RIVIÈRE-DU-LOUP

U16F	
1	MASCOUCHE
2	ST-LAZARE HUDSON
3	VICTORIAVILLE
4	DRUMMONDVILLE
5	ANJOU

U17F	
1	RIVIÈRE-DU-LOUP
2	LAKESHORE
3	FC MONT-BRUNO

U18F	
1	LAKESHORE
2	RIMOUSKI
3	CAP ROUGE / ST-AUGUSTIN
4	GRANBY
5	FABROSE
6	CS RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

Senior F	
1	POINTE-CLAIRE
2	DRUMMONDVILLE
3	BOISBRIAND
4	FS SALABERRY
5	HAUTE ST-CHARLES
6	RIMOUSKI

U14M	
1	NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
2	CHAMBLY
3	FC CHALENGER
4	REBELLES DE L'EST
5	PIERREFONDS
6	CHICOUTIMI

U15M	
1	GATINEAU
2	FABROSE
3	SAINT-HYACINTHE
4	ANJOU
5	CHARLESBOURG
6	RIMOUSKI

U16M	
1	REPENTIGNY
2	RAPIDES DE CHAUDIÈRE-OUEST
3	POINTE-CLAIRE
4	GRANBY
5	AS POINTE-AUX-TEMBLES
6	ALMA

U17M	
1	AS SAINT-MICHEL POMPEI
2	CHAMBLY
3	DOLLARD

U18M	
1	POINTE-CLAIRE
2	NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
3	SPRINT DE SHERBROOKE
4	RIMOUSKI
5	RAPIDES DE CHAUDIÈRE-OUEST

Senior M	
1	MONTREAL CITY
2	GRANBY
3	CAP ROUGE / ST-AUGUSTIN
4	FABROSE
5	PIERREFONDS

STATISTIQUES LIGUES AA 2015

		LIZ2				Concordia		Lac St-Louis		Québec Metro			LLL			Nord-Est			Abitibi-Témiscamingue	TOTAL PAR CATÉGORIE 2015	TOTAL PAR CATÉGORIE 2014
		Rive-Sud	Sud-Ouest	Estrie	Richelieu-Yamaska	Concordia	Bourassa	Lac-St-Louis	Outaouais	Centre-du-Québec	Mauricie	Québec	Lanaudière	Laurentides	Laval	Côte-Nord	Est du Québec	Saguenay-Lac-St-Jean			
F	U12	9		2	4			7	3	2			5	6	5					43	43
	U13	5	1	3	3	2	1	5	1		2	5	3	4	3					38	44
	U14	7	1	2	1	3		8	3	1		5	3	5	2					41	35
	U15	3	1	2	2	2		7	1		2	5	2	4	3	1	2	2		39	48
	U16	3			2	5	2	7	1	1	1	4	3	4	2				1	36	28
	U17	2	1		3			6	1								1			14	16
	U18	6			2	4	1	6		1	1	4	4	1	3		1			34	33
	Senior	8			6	3	2	5	1	1	1	14	5	7	8		1			62	74
	total ARS	43	4	9	23	19	6	51	11	6	7	37	25	31	26	1	5	2	1	307	321
M	U12	11	1	4	2			11	3	2			4	6	6	2	1	2		55	69
	U13	8		3	2	7	2	9	3	1	2	7	3	5	5					57	51
	U14	4		2	2	5	1	6	3	1	1	8	3	4	5	1	2	3	1	52	54
	U15	6	1		2	7	2	6	1			9	4	4	5					47	45
	U16	6			2	5	3	9	1	1	1	4	2	1	5	1	2	1	1	45	40
	U17	4	1	1	2	6	2	4			1									21	13
	U18	3		1	2	4	1	5			1	5	4			1	1			28	30
	Senior	8	1	1	7	9	1	5	1	2	4	27	1	6	6					79	93
	total ARS	50	4	12	21	43	12	55	12	7	10	60	21	26	32	5	6	6	2	384	395

Total fém. juv.	245	Total masc. juv.	305	Total juv.	550
Total fém. sen.	62	Total masc. sen.	79	Total sen.	141
TOTAL FÉMININ	307	TOTAL MASCULIN	384	**TOTAL AA**	691

PROVENANCE DES ÉQUIPES AAA 2015

		LIZ2				Concordia		Lac St-Louis		Québec Metro			LLL			Nord-Est			(Concordia, LLL, LSL)	
		Rive-Sud	Sud-Ouest	Estrie	Richelieu-Yamaska	Concordia	Bourassa	Lac St-Louis	Outaouais	Centre-du-Québec	Mauricie	Québec	Lanaudière	Laurentides	Laval	Côte-Nord	Est du Québec	Saguenay-Lac-St-Jean	Abitibi-Témiscamingue	Équipes LSEQ/catégorie 2015
F	U14	2			1	1		3				4	1		2					14
	U15	4					1	3	1			2		1	2					14
	U16	2		1	1		1	1	1			2	1	1	1					12
	U17	2	1		1		1	3				2	2	1						13
	U18	1						2	1			1		2						7
	Senior	3		2			1	3			1	5	3	1						19
	Total ARS	14	1	3	3	1	4	15	3	0	1	16	7	6	5	0	0	0	0	**79**
M	U14	3				1	1	3				2	1	1	2					14
	U15	2		1		1		1	1		1	2	1	2	2					14
	U16	1		1		2	1	2				2		2	3					14
	U17	3		1		1	1		1			3	1	2	1					14
	U18	2			1	1		3	1			2		1	1					12
	U21	2				2	1	2				1		1						9
	Senior	3		1	1	2	1	3		1		3			1		1			17
	Total ARS	16	0	4	2	10	5	14	3	1	1	15	3	9	10	0	1	0	0	**94**

LIGUE EXCELLENCE SPORT-ETUDES

U17 F

CONFÉRENCE EST									
POS	ÉQUIPE	PJ	PG	PN	PP	BP	BC	+/-	PTS
1	Richelieu-Yamaska	7	6	0	1	17	7	10	18
2	Rive-Sud	7	5	0	2	21	9	12	15
3	Est du Québec	7	3	1	3	14	9	5	10
4	Mauricie	7	3	1	3	11	10	1	10
5	Québec	7	3	0	4	16	13	3	9
6	Centre-du-Québec	7	0	0	7	1	32	-31	0

CONFÉRENCE OUEST									
POS	ÉQUIPE	PJ	PG	PN	PP	BP	BC	+/-	PTS
1	Laurentides St-Gabriel	7	7	0	0	26	2	24	21
2	Concordia	7	2	4	1	7	13	-6	10
3	Lanaudière	7	2	2	3	9	8	1	8
4	Lac St-Louis	7	2	2	3	9	7	2	8
5	Laurentides PSJ	7	1	2	4	5	16	-11	5
6	Outaouais	7	1	2	4	4	14	-10	5

FINALE U17 F		
Vainqueurs	Laurentides St-Gab.	3
Finalistes	Richelieu-Yamaska	0

U17 M

CONFÉRENCE EST									
POS	ÉQUIPE	PJ	PG	PN	PP	BP	BC	+/-	PTS
1	Rive-Sud 1	7	6	1	0	19	5	14	19
2	Québec	7	5	1	1	22	10	12	16
3	Mauricie	7	4	0	3	18	11	7	12
4	Richelieu-Yamaska	7	3	2	2	19	9	10	11
5	Estrie	7	3	1	3	18	21	-3	10
6	Rive-Sud 2	7	2	2	3	7	12	-5	8
7	Est du Québec	7	1	0	6	7	21	-14	3
8	Centre-du-Québec	7	0	1	6	9	30	-21	1

CONFÉRENCE OUEST									
POS	ÉQUIPE	PJ	PG	PN	PP	BP	BC	+/-	PTS
1	Concordia	7	6	1	0	25	6	19	19
2	Lanaudière	7	5	1	1	27	9	18	16
3	Outaouais	7	5	0	2	27	6	21	15
4	Laurentides St-Gabriel	7	3	3	1	11	10	1	12
5	Impact	7	2	1	4	18	15	3	7
6	Lac St-Louis	7	1	2	4	8	27	-19	5
7	Bourassa	7	1	1	5	14	26	-12	4
8	Laurentides PSJ	7	0	1	6	5	36	-31	1

FINALE U17 M		
Vainqueurs	Concordia	4
Finalistes	Rive-Sud # 1	3



TOURNOIS

TOURNOIS INTÉRIEURS AVRIL 2015 À MARS 2016

ARS	Nom	Classe
Abitibi-Témiscamingue	Coupe du Nord	Provinciale
Bourassa	Tournoi international Futsal 2016 Bourassa	Internationale
Centre-du-Québec	Tournoi printanier Optimum Victoriaville	Provinciale
Concordia	36 heures de soccer Concordia	Provinciale
Estrie	Tournoi total futsal du Memphré	Provinciale
Impact	Tournoi Mauro Biello	Nationale
Lac St-Louis	Tournoi intérieur Lac St-Louis	Nationale
Lanaudière	Tournoi élite de Lanaudière	Nationale
Laurentides	Festival futsal Laurentides	Provinciale
Laurentides	Challenge hivernal St-Eustache	Nationale
Laval	Festival de futsal ARS Laval	Provinciale
Laval	ARS National BMO	Nationale
Laval	Coupe soccer Laval - intérieur	Internationale
Outaouais	1er tournoi futsal AS Buckingham	Nationale
Québec	Défi de la Capitale Normandin	Nationale
Richelieu-Yamaska	Défi futsal	Culturel
Rive-Sud	13e Tournoi national d'automne à 7x7 du Celtix	Nationale
Rive-Sud	13e Tournoi national de février à 7x7 du Celtix	Nationale
Rive-Sud	Tournoi hiver St-Hubert	Provinciale
Rive-Sud	13e Tournoi national d'avril à 7x7 du Celtix	Nationale

TOURNOIS EXTÉRIEURS 2015 AVRIL 2015 À MARS 2016

ARS	Nom	Classe
Bourassa	Tournoi St-Léonard	Internationale
Centre-du-Québec	Tournoi Kia-Desjardins Victoriaville	Nationale
Centre-du-Québec	Tournoi Subway Dragons de Drummondville	Provinciale
Concordia	Brise-Glace NDGSA Icebreaker	Nationale
Concordia	Défi soccer MHM	Provinciale
Concordia	Coupe A.S.T.M.P.	Provinciale
Est du Québec	Tournoi national Telus de Rimouski	Nationale
Estrie	Tournoi de soccer Lise Saint-Martin	Provinciale
Estrie	Festi-tour national de Magog	Nationale
Estrie	Tournoi provincial des Frontières	Provinciale
Impact	Coupe Centraide	Culturelle
Lac St-Louis	Tournoi international Lac St-Louis	Internationale
Lac St-Louis	Défi Pierrefonds Challenge 3vs3	Provinciale
Lac St-Louis	Défi Île-Bizard	Provinciale
Lac St-Louis	Tournoi Jean Mantha	Nationale
Lac St-Louis	Lakeshore Soccerfest	Nationale
Lanaudière	Festival brise-glace de Repentigny	Provinciale
Lanaudière	Tournoi de soccer senior des Moulins	Provinciale
Lanaudière	Tournoi national de soccer de Joliette	Nationale
Lanaudière	Festival / Tournoi IGA F. Cregheur de Laplaine	Provinciale
Lanaudière	Tournoi national de Mascouche	Nationale
Lanaudière	Festival 4x4 de Lavaltrie	Provinciale
Lanaudière	Provincial Metro Plus Berthierville	Provinciale
Lanaudière	Tournoi national de Terrebonne BMO	Nationale
Lanaudière	National de soccer de Repentigny	Nationale
Lanaudière	Tournoi national de l'Assomption	Nationale
Laurentides	Festival printanier FC Boisbriand	Nationale
Laurentides	Challenge printanier Mirabel	Nationale
Laurentides	Festi-tournoi Lorraine-Rosemère	Provinciale
Laurentides	Tournoi national de Lachute	Nationale
Laurentides	Tournoi estival St-Eustache	Nationale
Laurentides	Tournoi provincial de soccer senior St-Jérôme	Provinciale
Laurentides	Tournoi national de soccer de Deux-Montagnes	Nationale
Laurentides	Défi Boisbriand	Nationale
Laval	Coupe soccer international de Laval	Internationale
Mauricie	Week-end Marie-Ève Nault	Nationale
Mauricie	Défi Mundial	Nationale
Mauricie	Festival Atome Énergie	Provinciale
Mauricie	Défi Énergie	Nationale
Mauricie	Festival Louis-Francien	Provinciale
Mauricie	Coupe nationale de Trois-Rivières	Nationale
Outaouais	Coupe Soccer Outaouais	Nationale
Québec	Défi mise en forme Canac	Provinciale
Québec	Défi international Trait-Carré	Internationale
Québec	Challenge de la Capitale Desjardins	Internationale
Québec	Défi soccer McDonald de Beauport	Provinciale
Québec	Festi-tournoi national de soccer Tanguay	Nationale
Québec	Tournoi national CRSA - Soccer Sport Fitness	Nationale
Richelieu-Yamaska	Tournoi national de soccer St-Hyacinthe	Nationale
Richelieu-Yamaska	Défi entreprise Fondation Jean-Yves Phaneuf	Culturelle
Richelieu-Yamaska	Tournoi national de soccer Mario Robitaille	Nationale
Richelieu-Yamaska	International de soccer Jean-Yves Phaneuf Granby	Internationale
Rive-Sud	Amical haut-niveau du CSL	Nationale
Rive-Sud	Défi printanier de Varennes	Provinciale
Rive-Sud	Classique de l'Express de Boucherville	Nationale
Rive-Sud	Tournoi provincial du Roussillon	Provinciale
Rive-Sud	Tournoi national de soccer St-Hubert	Nationale
Rive-Sud	Grand défi du Mont-Bruno	Nationale
Rive-Sud	Challenge Brossard	Internationale
Rive-Sud	Coupe Celtix BMR internationale	Internationale
Rive-Sud	Tournoi provincial de Longueuil	Provinciale
Rive-Sud	Tournoi provincial de Sainte-Julie	Nationale
Rive-Sud	Amical haut-niveau	Provinciale
Saguenay-Lac-St-Jean	Coupe Nord du Québec	Provinciale
Saguenay-Lac-St-Jean	Coupe de soccer Chicoutimi	Provinciale
Saguenay-Lac-St-Jean	Tournoi d'Alma	Provinciale

Fédération de SOCCER du Québec

LSEQ

PREMIERE LIGUE de soccer du Québec

PREMIÈRE LIGUE DE FUTSAL DU QUÉBEC

Nos partenaires 2015-2016 :

Couche-Tard

Québec

RDS

Saputo

savi

tc MEDIA

VIS TA PASSION TSI SPORTS

Nos annonceurs, commanditaires et collaborateurs 2015-2016 :

duProprio

Montréal – Canada 2015 FIFA

Expertise Sports Design LG

FFF

Westmont Hospitality Group

iMPACT canopies canada

CF Montréal

KINATEX

Soccer & Performance Marys Soccer System

sports experts

Vestiaires

Vidéotron

RAPPORT SECTEUR MARKETING

Nous venons de terminer une autre très belle année sur le plan de la visibilité pour la fédération et pour nos partenaires. Par nos réseaux sociaux qui ont explosés lors du Tournoi des sélections régionales / DuProprio Lachute 2015, nous avons atteint un très grand succès sur plan «reach» auprès de nos abonnés Facebook et des statistiques de diffusion.

C'est un Wow pour la notoriété et pour notre visibilité. Cette vitrine nous permet de répondre aux attentes de nos membres et de nos partenaires. C'est la bonne vieille recette des saucisses Hygrade… Hum ! Je pense que je vais les contacter.

Mais c'est grâce au travail de toute l'équipe que nous arrivons à nous démarquer dans le milieu du SPORT au Québec. Oui, j'écris sport et non sport amateur, car aujourd'hui nous sommes en compétition avec tout ce qui s'appelle sport, que ce soit le patinage de vitesse ou le Grand prix de Montréal. Nous devons être à l'affût afin de nous positionner le mieux possible face aux autres.

Le marché de la commandite et des partenariats change d'année en année et la fédération doit s'adapter pour répondre aux attentes de nos partenaires actuels et futurs. Il faut se réinventer à chaque fois, innover et surprendre;voilà le mandat pour les prochaines années.

Cette année encore, nos partenaires nous ont fait confiance dans notre approche marketing. Afin d'illustrer l'année 2015, voici quelques-uns de nos programmes et les partenaires qui les soutiennent :

- La Ligue de soccer élite du Québec/Couche-Tard
- Les arbitres provinciaux présentés par Couche-Tard
- Les prestigieuses coupes Saputo (Coupe du Québec Saputo et Coupe des champions provinciaux Saputo AA)
- Les joueurs et joueuses de la semaine DuProprio présentés par RDS
- Le webzine OJEU ! présenté par Sports-Experts
- La vitrine du soccer québécois avec TC Média
- Le programme des équipes du Québec, Sport-études/CNHP présenté par SAVI
- Le Tournoi des sélections régionales DuProprio –Lachute 2015
- Le Futsal et la PLSQ présentés par TSI Sports et SAVI
- Et un partenaire important qui soutient le travail de la Fédération de soccer du Québec, le Gouvernement du Québec.

Voilà notre approche en action ! Ces programmes sont importants pour nous et pour nos membres. Nous devons nous assurer d'avoir une continuité année après année et c'est grâce à nos partenaires que nous pouvons le faire.

Comme à chaque année, il est important de souligner le travail qui se fait en club, particulièrement l'organisation des tournois. Les membres du Circuit d'excellence sont une vitrine importante pour le soccer québécois. Ces 90 tournois sont un moteur pour les clubs et les régions. Il s'agit d'une source de financement pour le club, mais c'est un apport important pour l'économie locale (restaurants, hôtels, etc.) qui n'est malheureusement pas toujours reconnu comme tel par les intervenants locaux. Il faudra, au cours des prochaines années, trouver des moyens pour aider les organisateurs et soutenir les bénévoles qui sont très souvent entièrement dédiés à la cause du soccer.

Je profite également de l'occasion pour remercier les partenaires, les commanditaires et les collaborateurs qui nous soutiennent années après années dans le développement de notre sport; leur contribution et leur soutien sont important pour nous, car ils nous permettent de continuer à offrir un service de qualité aux membres.

Nous avons déjà débuté nos démarches pour 2017. À la fédération, pas de pause, on se doit d'être toujours prêt et à l'écoute afin d'avoir toujours la première place.

Luis R. Galvez
Directeur développement des affaires et partenariats

RAPPORT SECTEUR TECHNIQUE

Vivre une Coupe du monde senior dans son propre pays, dans sa propre province, dans sa propre ville est un événement qu'on ne vit pas souvent ou jamais dans une vie! Pourtant, c'est ce que nous avons eu l'occasion de vivre l'été dernier. Un moment extraordinaire, mais également une opportunité de bien réaliser qu'il n'y aurait pas de Coupe du monde sans développement des joueurs de base, sans développement des entraîneurs, sans développement de clubs et sans support aux bénévoles.

C'est exactement ce qu'est la mission du département technique : développer le jeu (sous toutes ses formes) et développer le joueur (de tous les niveaux)!

- Développer le soccer de base (par l'entraînement et la compétition)
- Développer le soccer de haut niveau (par l'entraînement et la compétition)
- Développer les éducateurs et les entraîneurs (par l'entraînement et la compétition)
- Mesurer, développer et supporter la structure

Cette Coupe du monde a aussi permis des actions exceptionnelles avant, pendant et après l'événement :

- Organiser « Live your goals » pour le soccer de base
- Permettre à l'Équipe du Québec senior féminine de jouer contre l'Équipe de France senior féminine (dans le cadre du partenariat France-Québec)
- Préparer la nouvelle campagne « FIFA+ » dans le cadre de la prévention des blessures

Mais également et surtout la mise en place du nouveau programme PDEF piloté par Jessica Silva dont les missions principales sont :

PDEF

- Augmentation de la participation (rétention) des joueuses
- Développement des joueuses
- Promotion du soccer féminin
- Développement des entraîneurs féminins

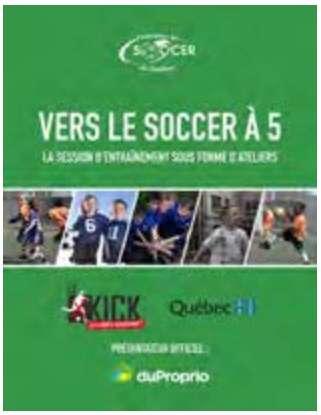
En dehors du cadre de la Coupe du monde 2015, d'autres programmes importants ont vu le jour.

Cette nouvelle initiative, qu'est la Ligue excellence sport-études, se veut une occasion unique pour tous les jeunes joueurs et joueuses de grand talent de se mesurer aux meilleurs de leurs âges et pouvoir ainsi progresser tout en ayant la chance d'être observés par les recruteurs des Équipes du Québec et autres. Dans le but d'établir une meilleure synergie et surtout de pouvoir profiter d'un meilleur système de détection vers le Sport-Études/CNHP et les Équipes du Québec, la Fédération de soccer du Québec a décidé de mettre sur pied une Ligue juvénile sport-études qui opposera la majorité des sport-études régionaux du Québec. Lors de la première année, ce sont les joueurs et joueuses de secondaire 4 et 5 qui s'y sont confrontés.

Mise en place de la première finale de futsal national (futsal masculin senior)

Introduction au soccer à 5 « U6-U8 »

STAGE ANNUEL DE RECYCLAGE 2015 POUR ENTRAÎNEURS ÉLITES





Éric Leroy
Directeur technique

Luce Mongrain
Responsable du secteur technique



STATISTIQUES
SECTEUR TECHNIQUE

Niveau	# Accepté	# Réussite
Éducateur stade 1	237	206
Directeur technique de club	45	33
DEP	152	65
Éducateur stade 2	1343	1194
Entraîneur de gardien de but niveau 1	15	14
Entraîneur de gardien de but niveau 2	14	12
Éducateur futsal niveau 1	69	61
Éducateur stade 3	1140	1112
Licence B provinciale (inscription)	31	12
Réévaluation Licence B provinciale (2e évaluation)	14	8
Réévaluation DEP (2e évaluation)	21	9
Réévaluation DEP pour accès à la Licence B	16	4
Stage de recyclage FSQ	571	523
Régional	0	0
Soccer 7	0	0
Éducateur stade 7	749	686

Total:	4448	3870



All Star Québec-Ontario

Calendrier des matchs
Stade Civic, Oshawa

Date	Division	Filles				Garçons			
Vendredi	U14	Ontario	3	3	Québec	Ontario	5	1	Québec
	U15	Ontario	2	2	Québec	Ontario	2	2	Québec
	U16	Ontario	5	1	Québec	Ontario	2	2	Québec
Samedi	U14	Ontario	1	2	Québec	Ontario	2	0	Québec
	U15	Ontario	4	0	Québec	Ontario	3	0	Québec
	U16	Ontario	5	2	Québec	Ontario	2	4	Québec
Dimanche	U14	Ontario	3	1	Québec	Ontario	1	1	Québec
	U15	Ontario	1	3	Québec	Ontario	3	2	Québec
	U16	Ontario	4	4	Québec	Ontario	5	1	Québec





FÉDÉRATION DE SOCCER DU QUÉBEC

955, avenue Bois-de-Boulogne, bureau 210
Laval (Québec) H7N 4G1

T. 450 975 3355 | F. 450 975 1001
courriel@federation-soccer.qc.ca

www.federation-soccer.qc.ca

Saputo Couche-Tard savi RDS tc Québec TSI SPORTS

Article 7.05



Rapport annuel 2015 - 2016
Maison D'Haïti

Table des matières

Mot du président 1
Structure organisationnelle 2
Notre approche 3
Profil de la population desservie 4
Notre année en un clin d'oeil ..... A
Tableaux, résultats des interventions 7
Éducation, accueil intégration, dossiers femmes, jeunesse, communications

Rapport d'activités

Accueil, intégration et immigration, Confie-toi 12

Éducation
Alphabétisation et francisation 15
Ateliers l'art d'être parent 17
Intégration socioprofessionnelle 19
Dossier Femmes 21
Au Futur 22
Réseau des jeunes parents 25
Bedondaine 26
Café rencontre 27
Halte-garderie 28
Jouer c'est grandir 29
Ligne Info mamme 31
Services aux femmes 32
Ma boite à provisions 33
Programmes Jeunesse
Juste pour Elles 35
Patrouilleurs de rue 38
Aide aux devoirs 40
Camp d'été Kan Lakay 41
Communications, ... 42
Mes finances, mes choix 44
Mémoires et histoires 46
Concertation 48
Campagne de financement 50
Remerciements 52

Mot du président du Conseil d'administration

2015, notre année de construction. Essoufflant mais combien excitant !

À force de répéter ce proverbe, *Il faut tout un village pour élever un enfant* et d'affirmer que ce village existe à Montréal et s'appelle la Maison d'Haïti, nous avons fini par lui donner une belle allure.
Oui chers membres en 2016 notre village prendra racine dans un nouvel espace taillé à notre image, accueillant, actif, dynamique, engagé, éthique, reflétant la diversité de la communauté montréalaise.
Après des moments difficiles consacrés à pérenniser nos programmes dont certains furent franchement fragilisés, l'avenir semble enfin plus serein et ceci, grâce au soutien des nombreux amis de la Maison d'Haïti.
Nous avons donc consacré l'année 2015/ 2016 à la construction de la nouvelle maison, elle a commencé en septembre 2015 en présence d'officiels gouvernementaux et amis sincères de la Maison d'Haïti, les ministres David Heurtel, Katleen Weil, le député Jean-François Lisée, le maire de Montréal Denis Coderre sans oublier nos élus d'arrondissement la maire Anie Samson et le conseiller Frantz Benjamin.
L'équipe de la Maison d'Haïti, la SDA et l'entrepreneur TEQ travaillent à la mise en œuvre du chantier, finalisent l'organisation de la construction avec les professionnels, architectes, ingénieurs. Actuellement les travaux vont bon train et la livraison de l'immeuble est prévue début juillet.
Les incidences bénéfiques du projet de redéploiement de la Maison d'Haïti sont évidentes, tant par son lien avec la démarche de revitalisation urbaine et sociale du quartier Saint Michel que par le fait qu'une multitude de partenaires le considèrent comme une contribution venant combler en premier lieu des besoins sociaux criants et en second lieu un déficit d'infrastructures culturelles, amplement constaté tant par les élus, les organismes locaux que par l'ensemble des citoyens.

Construire veut aussi dire procéder à des choix et c'est ce que nous avons fait, nous avons déterminé les espaces et par le fait même inscrit les priorités pour la prochaine décennie. Avec ses salles multifonction de diffusion et de création et son espace café, la Maison d'Haïti élargit ses horizons et devra inscrire dans ses documents officiels sa nouvelle mission culturelle en cohérence avec ses nouveaux espaces.
Cette nouvelle mission est le fruit de réflexions avec les membres de la communauté, avec les artistes et professionnels de la culture. C'est aussi le résultat de nos enquêtes lors de notre travail de planification, qui a fait ressortir l'immense vide culturel dont souffrent les citoyens qui ne connaissent pas, faute d'un lieu de diffusion adéquat, l'offre d'activités culturelles de leur arrondissement. Il n'existe pas de scène intermédiaire où les artistes peuvent se produire et pas d'avantage de lieu de création, de diffusion et d'échanges. Le choix de la Maison d'Haïti d'offrir aux communautés un espace et des locaux pour répondre aux besoins actuels et futurs, donne à la fois la possibilité d'améliorer les services à la population, d'accéder à des espaces culturels jusque-là quasi inexistants et de développer une plus grande synergie. L'impact de la nouvelle Maison d'Haïti dépassera largement les frontières de l'arrondissement tout en s'insérant très naturellement dans une volonté de revitalisation de St-Michel. C'est un projet urbain qui transformera le quartier, sera motif de fierté puisque notre Maison sera belle et ouverte à tous et à toutes. Bref, nous avons créé un lieu à l'image de la communauté.
Les activités de la Maison d'Haïti, son approche, son niveau de concertation ainsi que son intervention de proximité empruntant la médiation sous diverses formes, contribuent à résoudre diverses problématiques auxquelles font face les nouvelles personnes immigrantes et favorisent leur intégration à la société d'accueil.
Forte de cette formidable expérience je peux dire que nous sommes prêts à relever les défis que posera notre changement d'échelle, car notre nouvelle demeure veut dire des changements structuraux et de gouvernance. J'ai confiance dans l'équipe extraordinaire et dynamique que nous avons réunie pour faire une Maison d'Haïti innovante, bien ancrée dans le 21ème siècle.

Wladimir Jeanty
Président du Conseil d'administration

Conseil d'administration 2015/2016

Wladimir Jeanty, président
Gerald Calixte, vice-président
Alain Larochelle, trésorier
Marjorie Villefranche, secrétaire
Gilles Brodeur, membre
Sandra Rafman, membre
Mireille Métellus, membre
Maryse Delva, membre
Wilguie Volcy, membre

La direction

La Maison d'Haïti est dirigée par son Conseil d'administration, un comité exécutif et une directrice générale, Marjorie Villefranche

L'équipe des intervenantEs

Alix Jean, coordonnateur jeunesse, soutien scolaire, camp d'été
Clorianne Augustin, intervenante projet Juste pour Elles
Désiree Rochat, Projet archives de la Maison d"Haïti
Émilie Martinak, coordonnatrice projet Juste pour Elles
Émilie Pacciarella, responsable au développement et campagne de financement
Guerda Amazan, coordonnatrice du dossier femmes
James Thomas Alexandre, patrouilleur pivot
Laura Denis, éducatrice, enfants
Ludmia Garraud, intervenante auprès des mères adolescentes
Marie Andrée Baptiste, éducatrice alpha/francisation
Martine Augustin, réception
Mireille Métellus, intervenante, coordination administrative et ressources humaines
Monique Dauphin, coordonnatrice du dossier femmes
Pascale Marjorie Placide, éducatrice enfance
Peggy Larose, agente d'accueil et intégration
Ralph Maingrette, artiste, éducateur familles, chargé des communications
Richard Mazile, responsable financier
Rose Laure Dauphin, éducatrice enfance
Serge Théodore, éducateur, alpha/francisation
Soraya Toussaint, éducatrice, enfants
Suzie Boisrond, intervenante spécialisée auprès des familles

Équipe École Bienville

Agnès Charles, éducatrice
Andréanne Martin, éducatrice
Steeve Joseph, intervenant pivot jeunesse

Équipe École Montcalm

Mireille Métellus, coordonnatrice
Myrtha Aimée Baptiste, éducatrice
Soraya Toussaint, éducatrice
Martine Augustin, éducatrice

Équipe École Le Vitrail

Paul Petiny, intervenant pivot, jeunesse,

Sans oublier

Plus de 100 indéfectibles bénévoles dont une mention toute spéciale à notre infatigable André Joffe

L'équipe estivale des animateurs/animatrices et bénévoles du Kan Lakay

Les 35 stagiaires en travail social, éducation spécialisée, psychologie
Les partenaires de recherche
Les innombrables personnes ressources des organismes partenaires

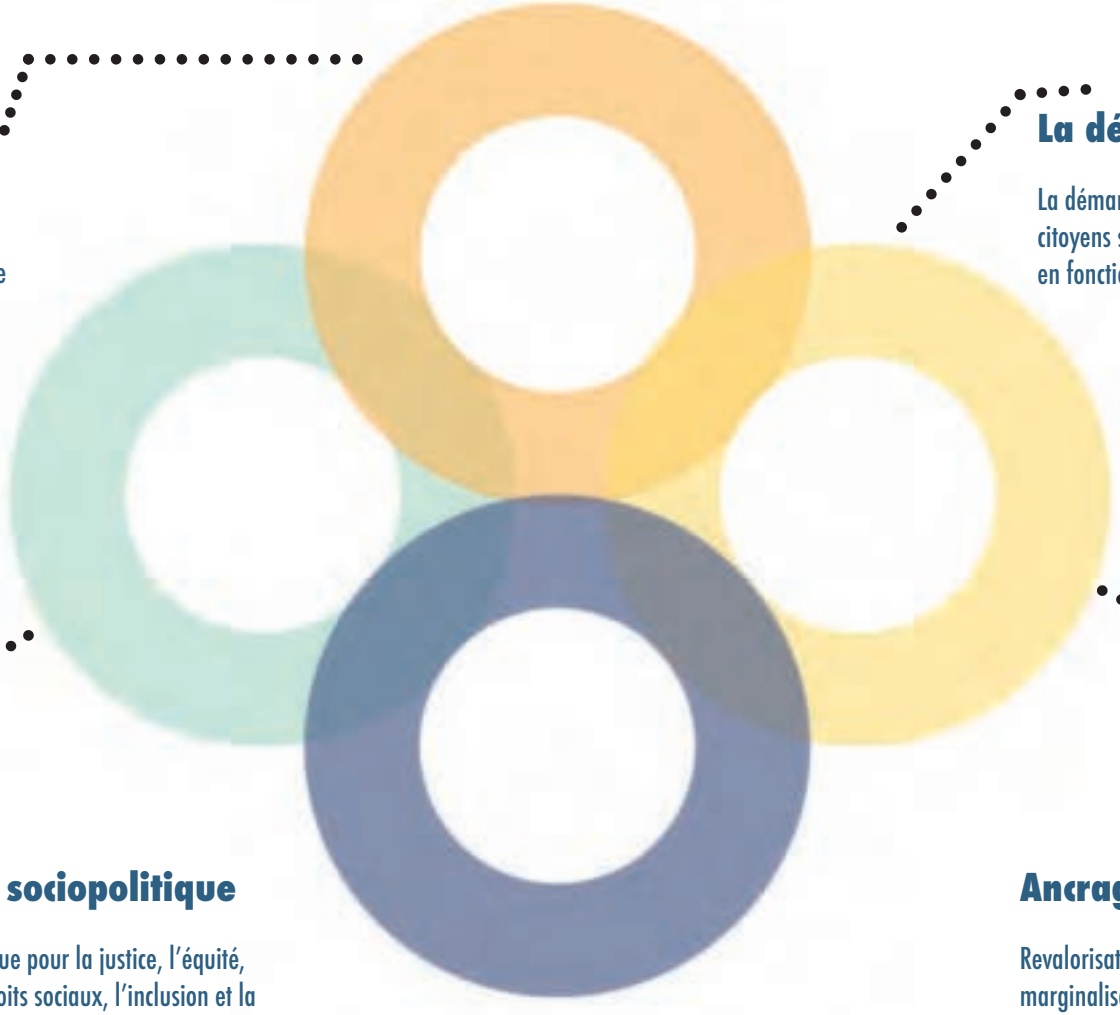
Le travail du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de la Maison d'Haïti s'est réuni sept (7) fois cette année, l'Exécutif quant à lui a eu la tâche de prendre les décisions administratives concernant le fonctionnement et le projet de redéploiement. Le CA a suivi les grandes orientations du plan d'actions, a pris connaissance, étudié et pris les décisions concernant les projets et programmes et s'est assuré de leur bon déroulement tout au long de l'année. Il a aussi participé à des comités et représenté l'organisme dans diverses rencontres et réunions.

Les comités mis en place par le CA : Comité de campagne, comité de la salle Multi.

NOTRE APPROCHE

« Accompagner pour rendre autonome », tel est le cadre d'action de la Maison d'Haïti, traversé par une éthique qui repose sur l'idée du citoyen comme personne autonome capable de critique et de changement. Notre action repose également sur une intervention centrée sur l'humain inscrit dans sa société d'appartenance. Que ce soit sous la forme d'accompagnement ou sous celle de l'engagement sociopolitique, l'éthique du citoyen est ce qui fait notre force, la constance et la cohérence de nos interventions depuis notre émergence.



L'approche citoyenne

L'approche citoyenne consistant à miser sur la capacité des citoyens à comprendre leur environnement, à le maîtriser et à procéder collectivement à des choix.

La démarche interculturelle

La démarche interculturelle qui suppose des citoyens s'organisant librement pour agir collectivement en fonction de leurs intérêts.

L'engagement sociopolitique

L'engagement sociopolitique pour la justice, l'équité, l'égalité, le respect des droits sociaux, l'inclusion et la participation citoyenne.

Ancrage dans la communauté

Revalorisation des citoyens, lutte contre la pauvreté, la marginalisation et l'exclusion, augmentation de la capacité collective d'agir, recours aux ressources du milieu

Profil de la population desservie



Sexe

Femmes	58%
Hommes	42%

Groupes d'âge

65 et +	5%
35 à 64 ans	20%
18 à 34 ans	24%
13 à 17 ans	26%
6 à 12 ans	22%
0 à 5 ans	3%

7 470 personnes à la Maison d'Haïti en 2015 - 2016

Pays d'origine des participantEs et usagèrEs

Algérie – Bangladesh – Cambodge- - Cameroun – Canada – Chine- Côte d'Ivoire – Cuba - El Salvador - États-Unis – Guam- Guatemala - Haïti - Honduras – Inde - Iran- Maroc – Maurice- Mexique – Nicaragua – Nigéria- Pakistan- République Démocratique du Congo - République Dominicaine -Ste Lucie – Togo - Turquie - Tunisie - Vietnam

Haïti : 66 % / Autres pays : 44 %

Quartier de provenance des participantEs

Ahuntsic-Cartierville, Anjou, Lasalle, Montréal-Nord, Pierrefonds, Plateau Mont-Royal, Rivière-des-Prairies/Point- aux-Trembles, Saint-Laurent, Saint-Léonard, Saint-Michel

Caractéristiques socio-économiques de la population de la Maison d'Haïti

Des jeunes et des jeunes familles en processus d'insertion ayant un revenu annuel inférieur à 20 000 $; ils sont au chômage ou ont des emplois dans des secteurs vulnérables et précaires ; vivent dans une pauvreté chronique et la majorité des ménages est locataire. Les familles sont souvent en difficulté d'intégration sociale, monoparentales, dirigées par des femmes.

Caractéristiques socio-économiques de la population à Saint-Michel

Sources : Portrait du quartier Saint-Michel, avril 2013 Statistique Canada, recensement 2006

La Maison d'Haïti est installée dans le quartier Saint-Michel, secteur largement défavorisé. Les conditions de vie précaires, le taux de chômage élevé ainsi que le nombre croissant de personnes et de familles vivant de la sécurité du revenu ne facilitent pas l'intégration et l'insertion économique, sociale et culturelle.
Les données du recensement de Statistique Canada révèlent que le quartier Saint-Michel est la région où se concentre le plus grand nombre de Québécois d'origine haïtienne, surtout des jeunes.

Portrait du quartier Saint-Michel

Population : 54 210 personnes
Logements : 9.9 % requièrent des réparations majeures
(Montréal = 8.6 %)
Communautés : 49.7 % d'immigrants (Montréal = 33.2 %)
Familles : 40.4 % de monoparentalité (Montréal = 32.9 %)
Scolarité : 34.5 % sans diplômes (Montréal = 18.9 %)
Emploi : Taux de chômage de 15.5 % (Montréal = 9.7 %)
Revenus : 34.6 % à faible revenus (Montréal = 24.6 %)



Sécurité alimentaire

Les familles du quartier vivent dans l'insécurité alimentaire. Il y a un manque d'aliments frais à peu de coût et disponibles à proximité. Beaucoup de familles comptent sur les banques alimentaires même si les membres travaillent dans des emplois réguliers.

Les jeunes

Les jeunes constituent la majorité de la population desservie par la Maison d'Haïti. Ces jeunes sont habités par un sentiment d'exclusion qui rend difficile l'appropriation de gestes citoyens. Refusant d'accepter cette situation comme une fatalité, la Maison d'Haïti élaborera en 2016/2017 avec ses partenaires et des organismes travaillant auprès des communautés noires un véritable plan d'intervention et de prévention à leur intention.

Criminalité

Le quartier compte un nombre élevé de crimes contre la personne, d'homicides, de tentatives de meurtre et d'infractions relatives aux armes à feu. Les jeunes des communautés noires sont particulièrement touchés. Cette situation nous inquiète beaucoup.

Emploi

La Cité des arts du cirque (Cirque du Soleil, Tohu) regroupe à elle seule environ 1 500 emplois dans l'arrondissement, plaçant l'industrie des arts et du spectacle parmi les secteurs d'activité économique locaux les plus florissants. Beaucoup de jeunes du quartier, d'origine haïtienne et immigrante, y travaillent. Le secteur du service et le secteur manufacturier représentent les autres grands employeurs du quartier.

L'immigration

Les nouvelles familles d'origines immigrantes exigent beaucoup de services et de soins car elles sont souvent sinistrées, traumatisées. Beaucoup vivent des sentiments contradictoires et sont incapables de formuler une vision d'avenir. À noter que depuis décembre 2014 le moratoire protégeant plus de 3 000 personnes à statut temporaire est levé. Ces personnes ont jusqu'au 4 août 2016 pour faire une demande de résidence ; les risques d'expulsion les rendent encore plus vulnérables et fragiles.

Notre année en un clin d'oeil

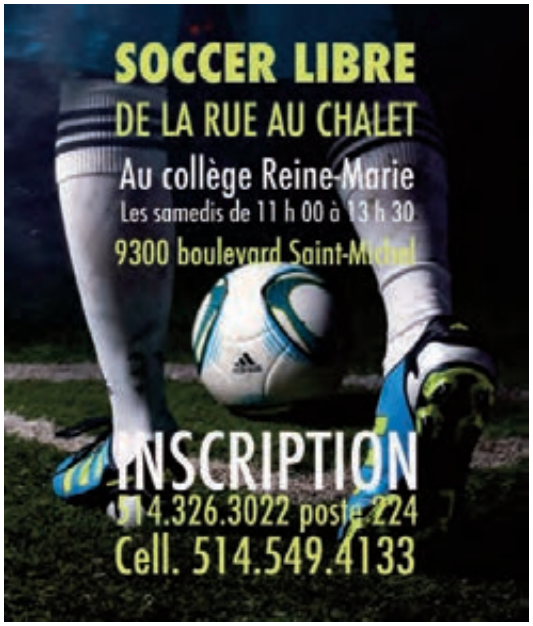












A

Notre année en un clin d'oeil









Notre année en un clin d'oeil







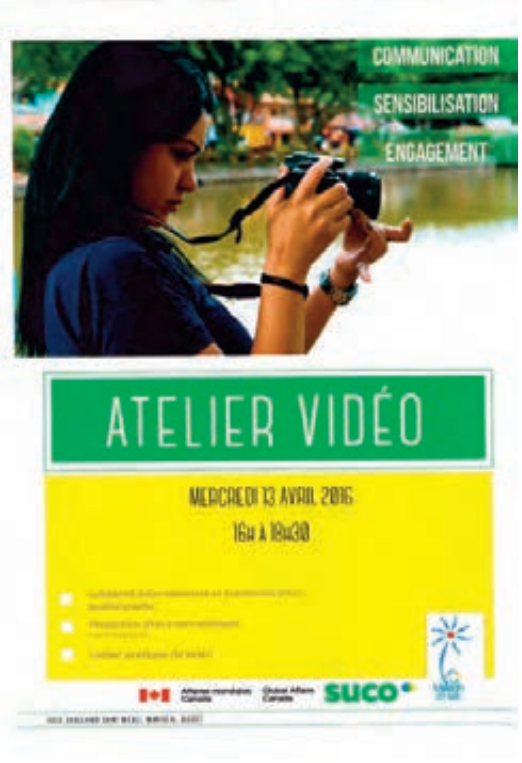




Notre année en un clin d'oeil







Notre année en un clin d'oeil



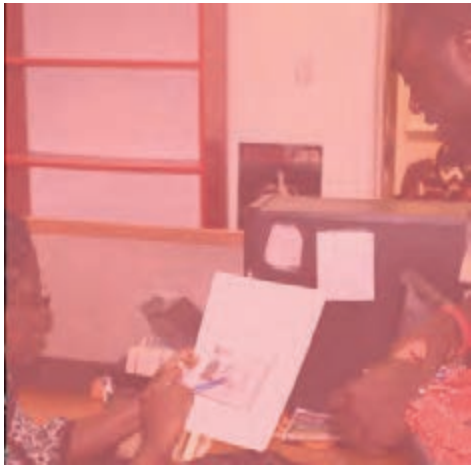








Accueil, intégration et immigration



Thèmes	Chiffres
Nombre de clients ayant nécessité un suivi	1926
Nombre de clients (résidents permanents)	293
Aide à l'établissement des nouveaux arrivants	252
Soutien technique lié à l'intégration	252
Personnes bénéficiant de suivi	115
Nombre de contacts téléphoniques	9 900
Nombre de clients reçus et rendez-vous donnés	3642
Alpha/Francisation inscriptions	129
Séances d' information	36
Programme Confie-toi, Nombre de participants	182
Foire Santé, Nombre de participants	300

Éducation



Alpha/francisation

Thèmes	Chiffres
Nombre de participantEs inscritEs	165
Nombre de participantEs	129
Nombre d'heures d'ateliers	2720
Nombre d'heures d'activités éducatives	165
Cours d'introduction à l'alphanumérique	20 séances, 19 participants



L'Art d'être parent

Thèmes	Chiffres
Rencontres - individuelles, parents, familles	82
Nombre de rencontres	320
Nombre de parents dans les ateliers	66
Nombre d'enfants dans les ateliers	54
Nombre d'ateliers	9



Intégration socioprofessionnelle

Thèmes	Chiffres
Nombre de participants au programme	337
En emploi	256
Recherche d'emploi	44
Retour aux études	37

Dossier Femmes



Au futur - insertion sociale des jeunes mères et développement des enfants

Thèmes	Chiffres
Nombre de participants ayant reçus des services	28
Nombre de personnes touchées indirectement	31
Nombre d'activités réalisées	16
Nombre de services donnés	257
Nombre de plams d'intervention	23



Réseau des Jeunes Parents

Thèmes	Chiffres
Nombre de parents	63
Nombre d'ateliers et de rencontres	23
Nombre d'enfants halte-garderie	70
nombre de suivis individuels	200



Programme Bedondaine

Thèmes	Chiffres
Nombre d'activités réalisées	40
Nombre de parents	35
Nombre de rencontres indivuduelles et de suivis	45
Nombre de rencontres avec le CIUSS	6



Café Rencontre

Thèmes	Chiffres
Nombre de participantes	17
Ateliers nutritions	2
Dîner causerie	1
Création documents	1



Ligne Info-Mammo en créole

Thèmes	Chiffres
Kiosque de sensibilisation	2
Nombre de femmes agent multiplicateur formées	15
Distribution affiches, dépliants	300
Émission radio	2

Dossier Femmes



Services aux femmes

Thèmes	Chiffres
Nombre de femmes accueillies	40
Nombre de suivis	75
Nombre de placements d'urgence	4



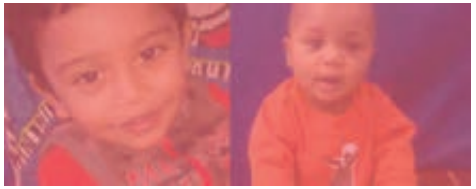
Ma boîte à provisions

Nombre de participantes	20
Nombre de rencontre de sensibilisation	2
Nombre de rencontre technique	2
Nombre d'activité, d'achat st de distribution	3



Programme Jouer, c'est grandir

Thèmes	Chiffres
Nombre d'ateliers	30
Nombre de visites de la conseillère pédagogique	8
Nombre d'enfants	18
Nombre de parents	14



Halte-garderie

Thèmes	Chiffres
Nombre de semaines par année:	40
Nombre d'heures par semaine:	14
Nombre d'enfants présents, en moyenne, durant un même bloc horaire	8
Total d'heures présence-enfant par année:	4 480

Jeunesse



Juste pour Elles

Thèmes	Chiffres
Nombre de filles participantes aux activités	102
Nombre de garçons participants	13
Nombre de jeunes rejoint en intervention	24
Suivis et accompagnement personnalisés	800
Nombre d'activités réalisées avec les filles	119
Sorties culturelles, éducatives, hors Montréal	22



Patrouille de rue

Thèmes	Chiffres
Nombre de participants ayant reçu des services	879
Activités sportives écoles secondaires du quartier	15
Nombre de participants Création numérique	50
Activités sportives dans les espaces des écoles secondaires du quartier St-Michel	30
Ateliers d'activités physiques Kan Lakay (Juillet à août)	8
Nombre d'ateliers Création numérique	10
Nombre d'ateliers Ateliers de soccer Collège Reine Marie	12
Nombre d'ateliers de littératie financière dans les écoles secondaires	5
Nombre d'ateliers de soccer stade de soccer de Montréal	12



Aide aux devoirs

Thèmes	Chiffres
Nombre de personnes inscrites	45
Nombre de bénévoles et de stagiaires	11
Nombre d'activités	18
Nombre de rencontres	200
Nombre d'activités salle d'ordinateurs	200



Kan Lakay

Thèmes	Chiffres
Nombre de personnes inscrites	44
Nombre de services de garde	22
Nombre de sorties	25
Nombre de stagiaires (Cegep Vieux-Montréal)	2
Nombre de bénévoles	5
Partenaires	26

Communications



Médias sociaux de la Maison d'Haïti

Thèmes	Chiffres
Facebook	12 081 adeptes
Twitter	667 followers
Flickr	1150 photos
You Tube	27 vidéos publiés
Infolettre	625 abonnés



Site web de la Maison d'Haïti

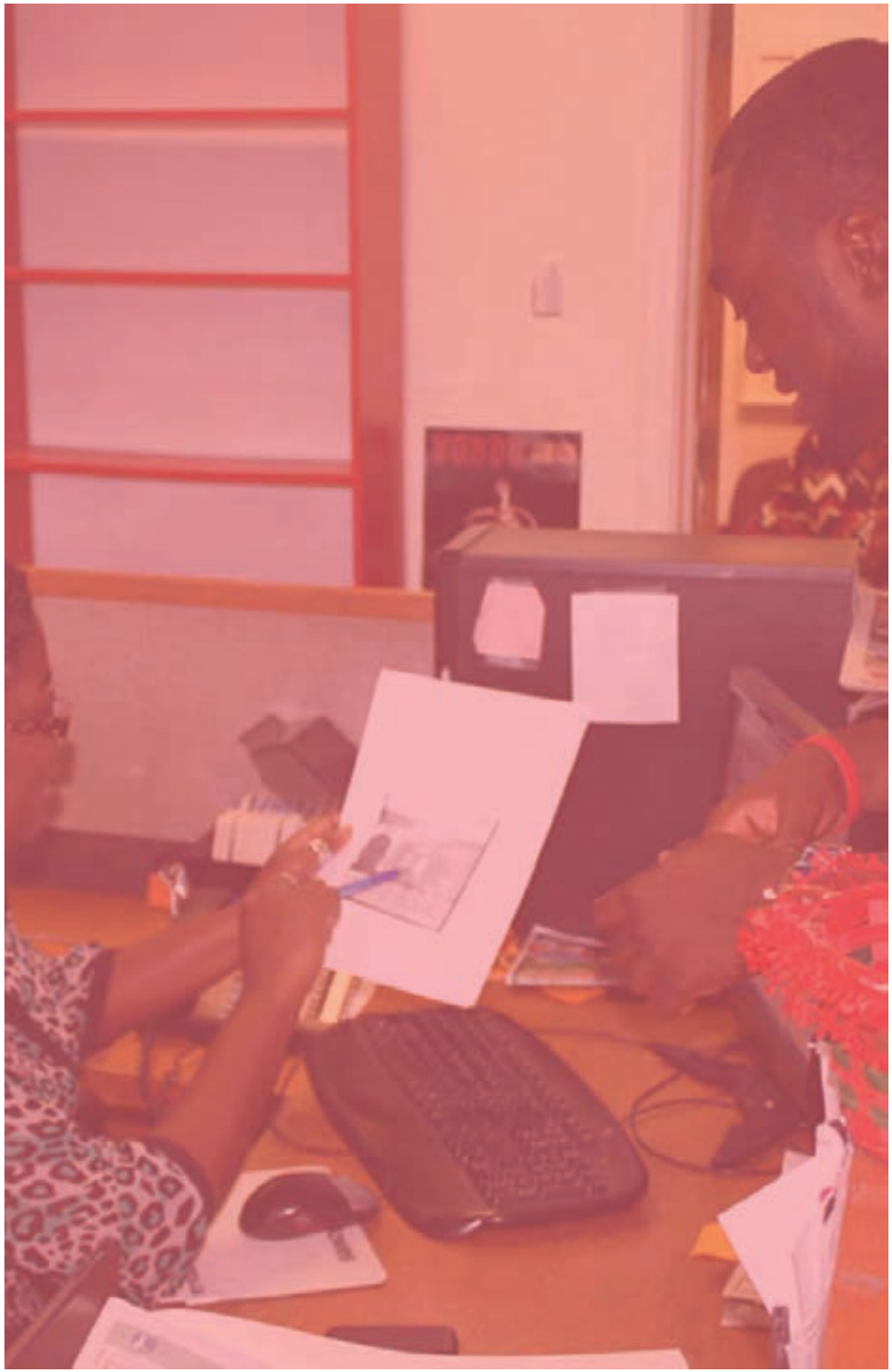
Thèmes	Chiffres
Site web	95 756 visiteurs uniques
Blog	36 publications
Annonces	31

Mes finances



Mes finances, mes choix

Thèmes	Chiffres
Nombre heures d'ateliers	1437
Nombre participants dans le Grand Montréal en anglais en français	300



Accueil, Intégration et Immigration

Intervenantes : Peggy Larose, Mireille Métellus, Martine Augustin

L'accueil des nouveaux arrivants consiste à évaluer leurs besoins et les accompagner dans leur cheminement vers leur intégration et leur insertion économique, sociale et culturelle, par l'évaluation des besoins, l'orientation, des séances d'information et des activités socioculturelles..

Objectifs

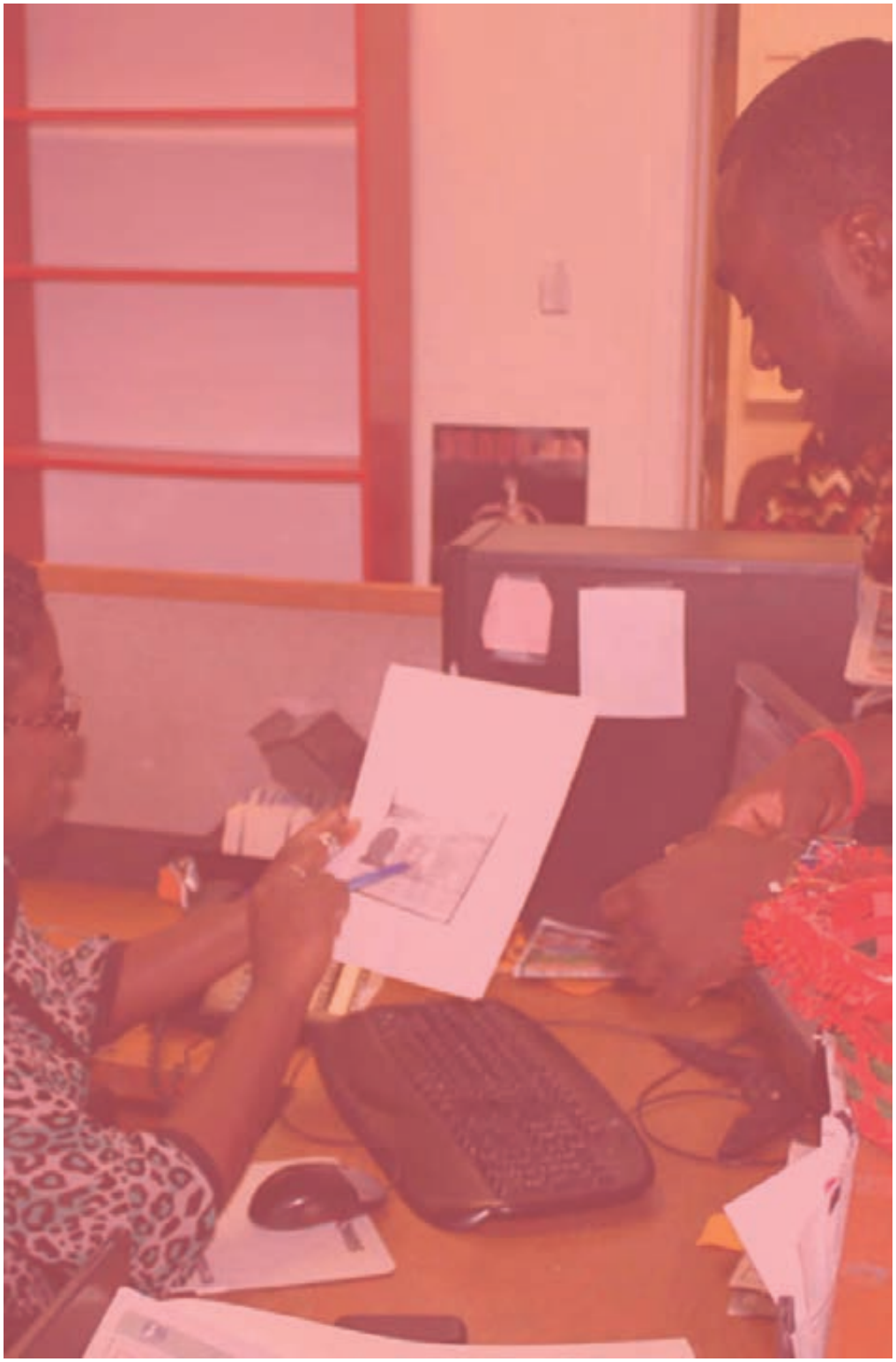
Accueillir et orienter toutes les personnes qui se présentent avec ou sans rendez-vous
Faire le pont entre les communautés et la société d'accueil,
Aider les personnes immigrantes à s'établir, s'intégrer et utiliser les services offerts
Favoriser l'intégration harmonieuse des nouveaux arrivants
Accueillir, évaluer les besoins des usagers, les accompagner dans leur cheminement vers leur intégration sociale et culturelle et leur insertion socioéconomique.

Les services

Services d'accueil individualisés et suivis continus
Aide et soutien à l'établissement : soutien technique pour tout type de formulaire, soutien dans les dossiers d'immigration, recherche de logement, vêtements, nourriture, inscription des enfants à l'école, recherche de garderie, etc.
Aide et soutien à l'intégration (séances d'information, sorties culturelles, etc.)
Orientation vers les ressources en emploi
Interprétation culturelle et linguistique
Soutien et suivi individuel et familial
Information et orientation vers des services publics
Orientation vers des cours de français et l'éducation aux adultes

Population ciblée

Population immigrante diversifiée en provenance du quartier Saint-Michel et des quartiers limitrophes.



Impacts

L'intégration sociale, le développement de l'autonomie, la participation citoyenne, la diffusion de l'information en vue d'un meilleur accès aux ressources pour les usagers.

Besoins exprimés :

Formation professionnelle, études et équivalences, santé, emploi, logement, garderie, soutien familial dans leur cheminement vers leur intégration sociale et culturelle et leur insertion socioéconomique.

Rapport des services données dans le cadre du programme spécial suite à la levée du moratoire pour les ressortissants d'Haïti et du Zimbabwe

Accueillir, ouvrir des dossiers et évaluer les besoins
Prendre connaissances des correspondances reçues par les clients
Recevoir des nouveaux clients référé par le CIC afin de corriger des erreurs commises par des tiers ayant mal remplis les dossiers Faires des demandes pour des clients ayant reçu une réponse négative à leur demande d'asile
Faire de demandes de permis de travail pour les clients en attente de réponse à leur demande pour considération humanitaire
Faire des demandes de parrainage pour regrouper les familles acceptées

Thèmes	Chiffres
Demande humanitaire famille	200
Demande humanitaire personne seul	185
Mesure de renvoi	22
Demande de permis de travail	110
Demande PFSI	30
CSQ pour demanseur d'asile	120
Dossiers ouverts pour 1er RDV	360
Suivi de dossiers déja rempli	240



Confie-Toi

Nom de l'intervenante, Peggy Larose

Objectifs du programme

Ateliers de discussion et de consultations privées gratuites avec des professionnels de la santé mentale et physique, offert à la communauté.

Description de la population ciblée

Nouveaux arrivants de St-Michel et des quartiers voisins n'ayant pour la plupart pas de médecin de famille, ayant des problèmes de santé ou souhaitant obtenir des conseils à titre préventif.

Descriptions des activités réalisées

Consultations privées avec physiothérapeute, infirmière en santé mentale, intervenante en santé sexuelle, médecin généraliste, santé cardiovasculaire;
Atelier de discussion thématique (diabète, hypertension, nutrition, santé mentale, santé des jeunes, santé des aînés, santé sexuelle, physiothérapie, aide-médicale pour nouveaux arrivants sans résidence, avec résidence en attente de carte d'assurance-maladie);
Foire Santé annuelle réunissant pour une journée des spécialistes et intervenants couvrant tous les aspects de la santé

Effets et impacts bénéfiques sur la population

Des nouveaux arrivants en santé, suite à un accès à un médecin de famille;
Des situations de crise évitées (hyperglycémie, hypertension artérielle), suite à l'intervention des personnes ressources;
Des personnes ayant un support psychologique suite à divers traumas (viols, violence conjugale, exploitation sexuelle, ITSS) ou situation familiale complexe.

Perspectives pour le plan d'action 2016/17

Il est nécessaire de conserver ce nouveau projet car plusieurs de nos bénéficiaires ne sont pas au courant de leurs droits et des ressources disponibles dans le quartier au niveau de leur santé. Plusieurs nouveaux arrivants restent isolés et n'ont donc pas accès à des services qui répondraient à leurs besoins. L'intervention de notre organisme, permet d'offrir un service essentiel, d'encadrer et de sécuriser les nouveaux arrivants.



Éducation

Alpha-francisation

IntervenantEs: Marie-Andrée Baptiste, Serge Théodore, Diane Lemire

Objectifs

Les ateliers d'Alpha-Francisation ont pour but d'outiller les participantEs pour qu'ils puissent comprendre, communiquer et devenir autonomes. Le programme est axé sur l'autonomisation et vise l'intégration active des nouveaux arrivants dans la société d'accueil. Mieux communiquer en français pour avoir accès aux ressources disponibles dans la Société Québécoise.

Les participantEs aux ateliers Alpha/francisation sont généralement des personnes allophones. Leurs besoins d'intégration et d'insertion sociale et leurs désirs de transformation deviennent autant d'occasions d'apprendre à poser des gestes citoyens à travers les activités. Des ateliers interactifs leur sont offerts ainsi que des séances d'informations thématiques et pratiques.

Communautés ciblés

Immigrants provenant majoritairement d'Haiti, du Salvador, de Cuba, du Viet Nam, de l'Afrique de l'ouest et du Bengladesh.

Programme des cours d'Alpha et de Francisation

Apprentissage de lecture, d'écriture, de grammaire, conversation française, pratiques écrites et verbales. Les mathématiques et les résolutions de problèmes, ainsi que l'histoire du Canada et du Québec.
Cette année, l'initiative de Diane Lemire une enseignante bénévole, a permis d'initier les participantes au cours de base en informatique, grâce à la mise en place d'une plateforme d'apprentissage sur le web ce qui a grandement contribué à l'émancipation des participantes. Elles sont plus autonomes et peuvent désormais aller chercher elles-mêmes les informations importantes sur internet.
Ce programme a pu être possible avec le concours de Tony Simard directeur de la Boîte à Innovation et des bénévoles de Grandir Sans frontière. Les participantes sont plus autonomes et surtout elles ont confiance et se sentent plus valorisées.



Nouveaux besoins

Vu l'intérêt suscité par les cours en informatique, le programme aura besoin de nouveaux ordinateurs et surtout de plus de bénévoles.

Activités de consolidation des acquis pour la période 2015-2016

Séances d'informations sur la santé mentale; les cliniques d'impôts; le système de transport; la sécurité, les saines habitudes de vie, le diabète, les maladies cardio-vasculaires, la santé mentale , l'Éducation financière.
Sorties Cabane à sucre, visites à la bibliothèque, spectacles à la Tohu et une grande sortie de fin de session à Québec
Toutes ces activités consolident les connaissances, et la cohésion sociale entre les participantes.

Témoignage

Je suis allée à la cabane à sucre. C'était une découverte pour moi, une très belle activité, j'ai beaucoup aimé participer, j'ai mis tous mes problèmes de côté, ce jour-là et je me suis beaucoup amusée avec les autres personnes. Un grand merci à la Maison d'Haiti` `. Madame B
confiance et se sentent plus valorisées.

Liens avec le plan d'action du quartier

Au programme Alpha-francisation, nous travaillons avec des groupes multiethniques en mettant l'emphase sur l'information et la communication, notre démarche s'intègre au niveau des priorités transversales du plan du quartier de Saint-Michel 2014-2018, telles : la diversité, l'information et la communication.

Perspectives pour le plan d'action 2016-2017

Intégrer les cours d'initiation à l'informatique ainsi que la Boîte à innovation dans les groupes du soir.



Éducation

L'Art d'être parent

Éducatrice : Suzie Boisrond
Animateurs : Ralph Maingrette et Soraya Toussaint

Objectifs du programme

Faciliter la transition de la culture d'origine à la culture de la société d'accueil dans un climat familial détendu et de confiance.
Outiller les parents pour leur permettre de faire cette transition d'une manière harmonieuse et respectueuse.
Offrir aux parents un lieu adéquat d'échange avec d'autres parents et des spécialistes.
Permettre une meilleure communication parents/enfants et par conséquent une meilleure intégration sociale.
Expliquer clairement aux parents la Loi de la protection de la jeunesse et ses conséquences légales.

Participants :

Tous les parents référés par les organismes de la région Montréalaise (CIUSS, organismes communautaires, écoles, Centre Jeunesse etc.)

Profil des participants:

Parents d'origines haïtienne et africaine dont la majorité fut recrutée par les intervenantes du bureau d'accueil de la Maison d'Haïti.

Interventions hors les murs

Rencontres – Orpères de la Maison de la Famille de St. Michel 20 participants
Rencontres – Écoles secondaires de Montréal

Résultats pour les parents : Ateliers

Ateliers de Renforcement des compétences parentales avec une psychoéducatrice.
Amener les parents à comprendre l'importance de respecter l'intégrité physique et psychologique de leur enfant.



Résultats pour les enfants : Ateliers d'art Amener les enfants à verbaliser les situations réelles et douloureuses vécues dans la famille à travers des jeux, des mimes, des marionnettes, des discussions et des jeux de rôle.

Résultats pour les parents et leurs enfants Activités d'art thérapie : création familiale d'oeuvres artistiques, au cours desquels les parents apprennent à tenir compte de l'opinion de leurs enfants

Impact sur les familles Prise de conscience des parents de l'importance de tisser des liens affectifs de qualité avec leurs enfants, présence aimante, accompagnement de qualité, tendresse et respect réciproques. Prise de conscience de l'incidence négative de toutes formes de violences - gestuelle, verbale et physique. Amélioration du climat familial, gestion pacifique des conflits et vie familiale plus harmonieuse.Baisse des cas de violence, résolution des cas impliquant la DPJ et les Centres Jeunesse. Des familles plus soudées, respectant le droit à l'intimité des enfants, meilleure communication.

Perpectives pour 2016 - 2017

Augmenter le nombre d'ateliers afin de toucher un plus grand nombre de familles.
Développer des outils plus performants pour la rencontre évaluative des intervenants après chaque série d'ateliers.

Mode d'évaluation :

Pour les intervenants : Rencontres d'évaluation à la fin de chaque groupe
Pour les participantEs : Évaluation individuelle, collective, orale et écrite
Remise d'un certificat à chaque parent ayant participé aux 4 rencontres.
N.B. : Le bureau d'accueil de la Maison d'Haïti recommande systématiquement à tous les nouveaux arrivants de s'inscrire à ce programme.

Témoignage d'une mère.

J'ai l'impression que ce projet a été conçu pour moi.
Immigrée au Canada avec ma fille de 6 ans en Aout 2015, je n'étais pas prête du tout à vider ma valise culturelle ou la réajuster. Je me sentais perdue et j'ai eu très peur des nouveaux comportements sociaux de ma fille. Pour moi, le meilleur moyen d'y remédier était de faire valoir mon autorité sur elle, même en utilisant la violence. Dès la deuxième rencontre de cette formation, c'était le début d'une paix, d'une tranquillité entre ma fille et moi.
Merci Maison D'Haiti pour ce beau cadeau inestimable de bienvenue. Grâce à cet atelier, mon quotidien est devenu comme un jardin au bord de l'eau et je me prépare à récolter de bons fruits. Sans cette formation, ma vie et celle de ma fille auraient été jalonnées de conflits et notre avenir serait incertain.
Je souhaiterais que ce programme continu afin de permettre aux familles immigrantes d'origine haïtienne d'éviter la douleur de voir la DPJ venir s'installer dans leur vie.



Éducation

Intégration socioprofessionnelle

Conseillers en intégration socioprofessionnelle : Jean-Sébastien Joannette, Marie lucie Lemieux et Samuel Lemieux

Objectifs

Développer l'employabilité des participants

Les services d'intégration socioprofessionnelle sont gratuits et ont été mis en place pour répondre à des besoins spécifiques de la population ciblée tels que :

Évaluation de la situation de chaque participantE :
Nombre d'années hors du marché du travail, expérience de travail au Canada et dans son pays, scolarité, problèmes de santé, situation familiale et financière, parrainage, capacité de travailler, notions en informatique, etc.
Identification des besoins en matière de formation et perfectionnement
Besoin d'aide à la rédaction du CV et de la lettre de motivation
Information sur le système scolaire au Québec : recherche d'une formation reconnue par une Commission scolaire et le ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport (MELS.)
Recherche d'emploi et/ou de formation (DES, DEP, DEC et Baccalauréat)
Ressources en reconnaissance de compétences et/ou reconnaissance des acquis
Information sur les lieux de recherche d'emploi et les exigences des employeurs
Recherche de garderie
Recherche de points d'aide alimentaire
Exploration du système de transport en commun

Population ciblée

Les personnes de 16 ans et plus, toutes les nationalités, hommes, femmes, de niveau alphabétisation, présecondaire, secondaire (avec ou sans DES), collégial et universitaire



Intégration socioprofessionnelle

Population ciblée

Les personnes de 16 ans et plus, de toutes nationalités, hommes, femmes, de niveau primaire, préscondaire, secondaire (avec ou sans DES), collégial et universitaire

Les activités :

Rencontres individuelles ou en groupe : information sur les exigences et les services offerts par le programmes ISP
Rencontre individuelles : inscription des personnes intéressées à participer au programme de préparation au marché du travail ou de retour aux études, rédaction des informations nécessaires à la conception des CV de chaque participant ainsi que des lettres de présentation
Participation active au cours : initiation à l'informatique (notions de base) et support informatique
Rencontre individuelle : établir un plan d'action des démarches à effectuer à court, moyen et long terme
Suivi individuel de chaque participantE de façon régulière ou selon les besoins
Rencontre individuelle : élaboration du plan d'action et planification des étapes à réaliser pour la recherche d'emploi et/ou la recherche d'un lieu de bénévolat en lien avec les intérêts afin dans le but de vivre une expérience de travail à Montréal
Formation en informatique : notions de base
Stage : assistant- enseignant en informatique

Accueil et références en tout temps

Au fil des dernières années, suite à la satisfaction des participants inscrits au programme de recherche d'emploi, de nombreuses personnes se présentent à l'accueil de La Maison d'Haïti pour demander un service rapide sans nécessairement adhérer au programme d'intégration socioprofessionnelle. Les services auxquels nous répondons le plus souvent sont:
Demande spécifique sur différents sujets tels que le retour aux études
Demande de mise à jour rapide du CV et lettre de motivation
Demande d'orientation générale concernant le marché du travail
Demande d'aide à l'informatique reliée à la recherche d'emploi
Demande de réorientation afin d'explorer un nouveau domaine de compétences



Dossier Femmes

Guerda Amazan, Coordonatrice

Le Dossier Femmes de la Maison d'Haiti structure axée exclusivement sur les femmes a été depuis des années l'étendard des services offerts à la Maison d'Haiti. Son approche féministe conciliant sexe et race est radicalement tournée vers la diversité. Ce programme est unique dans le quartier St-Michel par sa caractéristique fondamentale et singulière antiraciste et féministe. Il met l'accent sur le potentiel des femmes et leur capacité de croître et de prendre pouvoir sur leur vie.

Objectifs du Dossier Femmes

À travers ses six programmes, le dossier Femmes vise l'autonomie des femmes et l'amélioration de leur condition de vie

Programmes	Mission	Intervenante
Au Futur	Insertion sociale des jeunes mères et développement des enfants	Ludmia Garraud
Réseau des Jeunes Parents	Espace de rencontres, d'échanges, de formations, et lieu d'appartenance pour jeunes parents	Guerda Amazan
Bedondaine	Sécurité alimentaire et espace de préparation des femmes enceintes à leur nouveau-né	Guerda Amazan
Café-Rencontre	Espace de rencontre, d'échanges pour femmes en alpha-francisation	Guerda Amazan
Jouer c'est Grandir	Atelier de formation pour parents d'enfants de 0 à 5 ans, intervenante	Pascale Placide
Halte Garderie	Pour les participants de la Maison d'Haïti et pour les parents du quartier	Laurie -Rose Dauphin
Ligne Info-Mammo/Créole.	Réduire les inégalités sociales de santé en agissant sur les barrières à la participation des femmes	Guerda Amazan
Ma boîte à provisions	Combler les alimentaires du quartier en offrant la possibilité d'achats collectifs de nourriture	Guerda Amazan
Services aux femmes	Services individuels d'aide aux femmes et à leur famille, soutien technique, familial et psychologique	Guerda Amazan, Peguy larose, Mireille Métellus



Au futur

Intervenante : Ludmia Garraud

Présentation du programme

Au Futur est un programme de réinsertion sociale, offert à la Maison d'Haiti et à l'Association Jamaïcaine de Montréal, il a été fondé en 1992 dans le but de répondre aux besoins des mères adolescentes/ jeunes mères de la communauté noire de l'Île de Montréal et des environs.

Objectifs

Ce programme est axé sur le renforcement des liens sociaux et vise notamment l'insertion sociale des jeunes mères de 25 ans et moins et le développement psychosocial de leurs enfants. L'objectif est de soutenir les aspirations sociales des jeunes mères en facilitant leur émancipation affective et financière.

Clientèle Cible

La grande majorité, soit 85% de nos bénéficiaires sont mères monoparentales et ne sont pas ou plus en contact avec leurs familles ou partenaires. Elles vivent toutes sans exception des situations de détresse financière et affective, 63% sont immigrantes et 86% vivent sur l'île de Montréal.

Activités pour la période 2015-2016

Création de nouveaux outils d'interventions/(septembre 2015)
Identification et expression des besoins des jeunes mères Élaboration de réponses adéquates.
Constitution de listes pour / Référencement/Partenariats/ (octobre, nov. Déc.2105)
Nous faisons beaucoup de références vers des organismes partenaires.
Plusieurs partenaires ont été relancés dans le cadre de nos recherches de ressources pour nos jeunes mères
Formations des intervenantes/ (nov. 2015/janv, fev.2016)
Participation aux ateliers traitant les problématiques liées à la violence conjugale, à l'intervention auprès des pères immigrants, au renforcement des compétences parentales. Ces formations nous ont permis d'optimiser nos interventions individuelles et de groupe auprès des jeunes mères et de savoir comment dépister pour mieux prévenir ou intervenir auprès d'elles.



Ateliers du programme ``Y'app personne de parfait``

Pour les parents d'enfants de 0 à 5 ans. (Janv. 2016-Mars 2016)
Ce programme permet aux mamans de partager et d'augmenter leurs connaissances en matière de nutrition, de sécurité, de soins pour leurs enfants.
Activités parent-enfants (fev. 2016-mars 2016)
chants, jeux et lecture
Activités favorisant les liens d'attachement parents-enfants. Mieux identifier les sentiments exprimés par leurs enfants et mieux y répondre.
Activités de cohésion sociale/Groupe de discussion entre les parents (fev. 2016-mars 2016)
Séances de discussion entre jeunes mères, afin de recenser à travers des témoignages leurs besoins.
Promotion de la participation citoyenne, prise de position sur des sujets sociaux les touchant directement, iniquité salariale, coupures des programmes sociaux, égalité homme-femme etc. activités de partage de vêtements pour enfants, d'échanges, utilisation des réseaux sociaux
Mise en place d'une stratégie de recrutement/ (mars 2016)
Visite des écoles alternatives pour mères adolescentes, d'habitations supervisées pour jeunes mères aux études, des écoles pour adultes et centres communautaires

Nouveaux besoins du projet :

Rejoindre et soutenir les pères dans leur rôle parental, respect des temps de garde, participation aux soins de l'enfant etc. ces éléments freinent les démarches de retour aux études ou en emploi des jeunes mères même si elles ne sont plus en couple avec le père. Il s'agit d'un problème récurrent et il faudrait plus de ressources matérielles et financières pour offrir aux pères une intervention de qualité.

Témoignage

MJ, est une jeune mère de 23 ans, bénéficiaire du programme depuis 4 mois `. Elle est cheffe de famille et le père de ses enfants répond occasionnellement à ses obligations envers eux. Par manque de ressources financières, elle vivait en colocation, promiscuité et insalubrité énorme, elle ne pouvait louer qu'une chambre pour elle et ses deux (2) enfants. L'équipe de la Maison d'Haïti l'a accompagnée dans sa démarche qui consistait à trouver un logement salubre. Deux (2) mois après, elle a été admise dans un spacieux collectif d'habitation pour jeunes mères aux études. MJ participe aux ateliers du programme : `` Y'app personne de parfait`` et accepte de partager son expérience
`` Ma vie commence à prendre beaucoup plus de sens, j'ai l'opportunité de vraiment penser à moi et à mon futur, surtout celui de mes enfants. Avant, j'étais constamment en train de penser à comment faire pour vivre comment mes enfants pourraient aller mieux. On était coincé en colocation dans la même chambre, mais maintenant, nous avons chacun notre chambre et beaucoup plus de liberté et d'espace et surtout d'intimité ce qui est très important pour moi. Selon moi et du fait de pouvoir aller à l'école et payer beaucoup moins cher un loyer me donne un souffle de plus. Merci à la Maison d'Haïti et aux personnes qui l'ont financé pour cette belle opportunité !



Impacts bénéfiques sur la population

Près de la moitié de nos bénéficiaires ont pu réaliser leurs objectifs, retour aux études, emploi, logement décent etc. Elles deviennent également de meilleures mamans, suite à leur participation aux ateliers : ` ` Y'app personne de parfait ` ` . L'accompagnement et les suivis ont porté fruits, les conditions socio-économiques de ces jeunes mères se sont améliorées; elles sont mieux outillées pour éduquer leurs enfants qui sont plus épanouis, grandissent mieux et en santé. Nous avons développé un solide réseau de partenaires.

Liens avec le plan du quartier

Plusieurs de nos actions s'inscrivent dans le plan de quartier. Réinsertion en emploi et participation citoyenne, solutions collectives pour agir sur des réalités sociales.

Perspectives pour le plan d'action 2016/17

Maintenir et promouvoir la participation citoyenne
Mettre en place des partenariats : élargir notre base de ressources par des nouveaux partenariats.
Nous avons la capacité de rejoindre plus de mères adolescentes



Femmes

Réseau des Jeunes Parents

Intervenante : Guerda Amazan

Vise à mettre les jeunes parents en réseau tout en créant des espaces d'échanges, de partage et de socialisation.

Ojectifs

Mobiliser les jeunes parents âgés de 15 à 35 ans afin d' offrir à eux et à leurs enfants un lieu d'échanges et d'appartenance dans une atmosphère chaleureuse. Soutenir les très jeunes parents dans leur démarche d'autonomie tout en respectant leurs besoins et leurs valeurs. Offrir aux jeunes parents un mouvement rassembleur et solidaire adapté à leur réalité. Proposer des outils favorisant le développement physique et émotif des enfants.

Description de la population ciblée

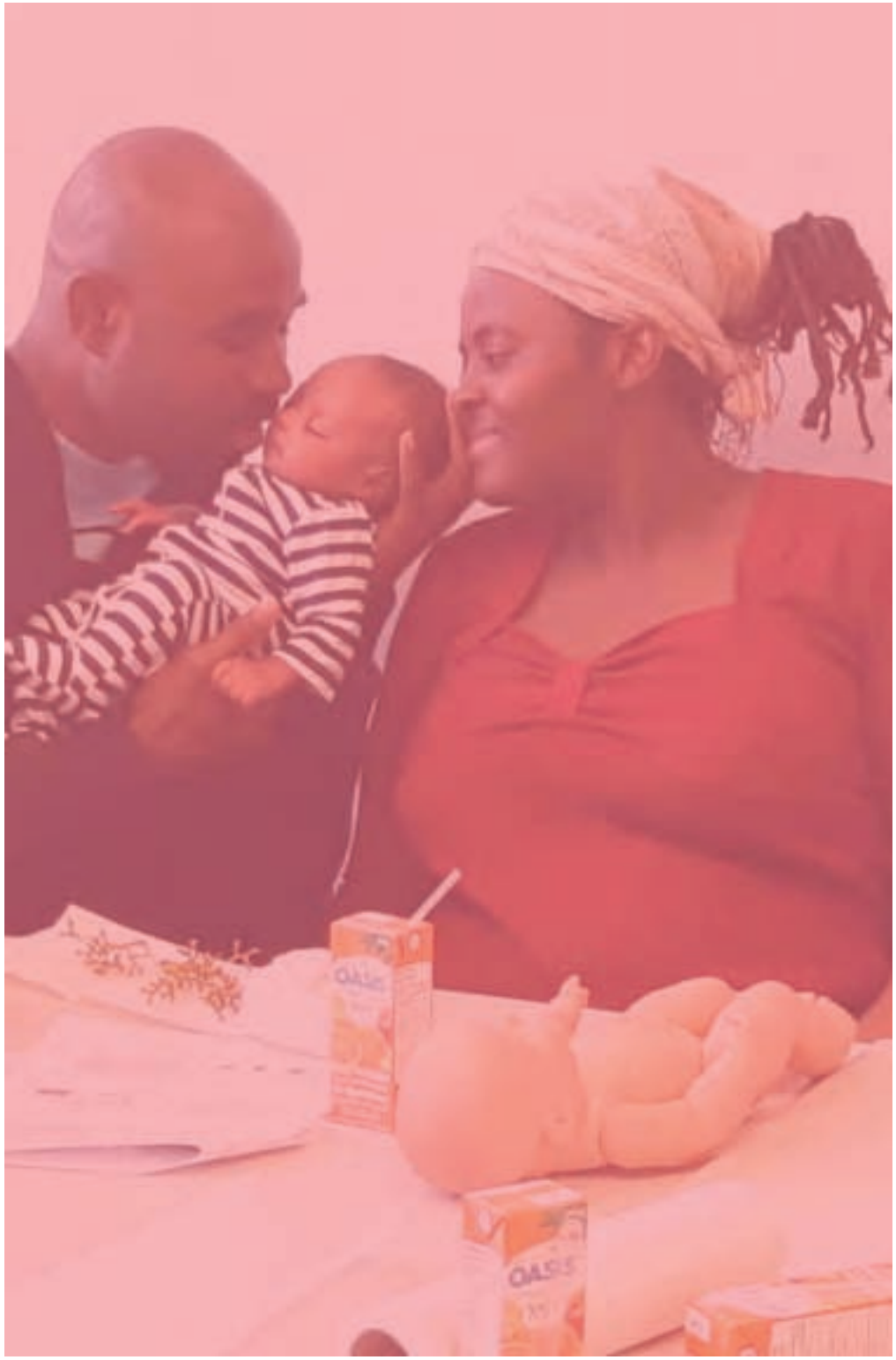
60 jeunes mamans, 70 enfants et 3 pères constituent le bassin actif du Réseau de Jeunes Parents. Ils sont originaires d'Haïti du Portugal, des pays du Maghreb, de l'Amérique Latine et de l'Afrique de l'ouest. La majorité des familles sont monoparentales avec une femme comme cheffe Elles sont salariées, étudiantes, entrepreneures.

Activités

Ateliers collectifs combinant :
1) Activités informelles sportives ou de socialisation,
2) Activités de transfert de connaissances, ateliers, sur les saines habitudes de vie, les compétences parentales, l'emploi.
3) Appropriation des connaissances, espace de discussions et d'entraide sur les sujets proposés.
Toutes les activités sont consolidées par un accompagnement individuel, personnalisé plus ou moins intensif.

Témoignage

Une participante nouvellement arrivée au Québec avec un enfant, faisait face à plusieurs problèmes : -processus de divorce -sans emploi- dossier d'immigration en traitement- etc. par un heureux hasard s'est retrouvée à la Maison d'Haïti. Suite à des suivis soutenus, elle s'est intégrée le RJP. Son témoignage audio (version disponible) manifeste sa gratitude pour le change-



Femmes

Bedondaine

Intervenantes : Guerda Amazan et Mireille Métellus

Le programme Bedondaine est développé en partenariat avec le CSSS de Saint-Michel, c'est un programme de sécurité pour femmes enceintes et de préparation à la maternité et à la parentalité. Ce programme vise les parents de bébés 0 à 6 mois et leur fraterie.

Objectifs

Offrir des services en périnatalité aux familles du quartier en développant un continuum de services, en développant un groupe de soutien entre mamans et entre parents pour briser l'isolement social.
Le projet vise entre autre à prévenir les carences alimentaires chez les tout-petits; en informant les parents des besoins alimentaires du nourrisson mais aussi de ses besoins bio/psycho/sociaux.

Les Thèmes abordés lors des rencontres:

Grossesse et accouchement,
Bien manger pour un bébé en santé;
Accouchement et nouveau-né,
Je porte bébé, L'allaitement,
Etre en couple-devenir parents,
Coucou me voilà,
Gala des nouveaux-nés,
Gestion budgétaire;
Conseils et alternatives naturelles entourant la grossesse et l'accouchement.

Les rencontres individuelles :

Ouverture du dossier, analyse des besoins, présentation du programme Bedondaine, présentation du carnet *En route avec Bébé*, présentation et référencement aux organismes du milieu avec l'aide de la carte ressource, référencement et présentation des différents services et activités de la Maison d'Haïti,



Effets du programme

Un continuum de services en périnatalité en brisant l'isolement, en développant un groupe de soutien entre mamans et en référant les participantes vers les ressources du quartier
Un moyen d'intégration pour les mamans nouvellement arrivées.
Un lieu pour rencontrer d'autres femmes vivant les mêmes situations,
Connaissance de l'organisme d'accueil et des ressources du quartier. ;
Le programme Bedondaines arrimé au projet Les Relevailles a constitué un remplacement de la famille en terre étrangère, ainsi les mamans se sentent entourées
Les mamans bedondaines allaitent leur bébé à 100% ; .
Lieu d'entraide et de partage d'informations et d'échange d'articles de bébés et de maternité;
Participation des mamans aux activités en post-natal
Participation progressive de certains conjoints dans le processus de grossesse de leur partenaire.
La Maison d'Haïti remplace le village, la communauté laissée au pays, les mamans ont découvert un lieu de socialisation et d'appartenance

Café-rencontre

Intervenante : Guerda Amazan

Dans une approche d'éducation et d'autonomisation, nous offrons aux participantes des cours d'alphabétisation et de francisation, des rencontres d'échange sur différents sujets tout en informant sur les différentes ressourcess.

Objectifs

Faciliter un espace de discussions et d'échanges tout en consolidant les notions acquises en situation d'apprentissage

Population ciblée

Le programme s'adresse aux apprenantes du cours alpha/francisation et se présente non seulement comme des activités de consolidation des acquis d'apprentissage, mais aussi comme des opportunités d'activités citoyennes. Le groupe d'âge va 20 ans à 70 ans. Les femmes sont originaires d'Haiti, du Viet Nam, du Pakistan et d'Amérique latine

Activités

Les activités sont axées sur la réflexion et l'épanouissement individuel et collectif.



Les participantes du programme ont organisé un diner communautaire en partageant des plats typiques de leur pays d'origine. Autour de ce repas, il y a eu un débat portant sur l'égalité femme-homme (ÉFH).
Le document sur la problématique de genre / Rapport Homme-Femme est adapté au profil des participantes en tenant compte du degré de litératie et du besoin d'apprentissages en français.

Témoignage

Toutes les participantes présentes à l'activité ont apporté t un plat de leur pays qu'elles ont cuisiné avec les recettes écrites en français. Durant le diner, elles ont à tour de rôle présenté leur plat en français. Le groupe était attentif et participait activement aux discussions.

Halte-garderie

Intervenante : Laurie-Rose Dauphin

Objectifs

Offrir un service de garde aux parents dont les enfants ne sont pas inscrits à une garderie; favoriser l'intégration des enfants nouvellement arrivés, offrir aux parents du quartier la possibilité de vaquer à leurs occupations en toute quiétude

Activités

Activité favorisant le développement global tout en respectant le rythme de chaque enfant.
Psychomotricité:.Danse, Jeux de mimes, ballon, labyrinthe
Activités Cognitives : Jeux de mémoire, dessin, bricolage, peinture, lecture
Développement du langage :Les animaux, les couleurs, les mots nouveaux, chansons et comptines, communiquer avec les amis qui ne parlent pas la même langue que nous.
Activités socio-affectives: s'exprimer et se faire comprendre, faire des câlins, partager,

Effets du programme

Les enfants et les bébés sont dans un lieu sécuritaire et aimant, ils apprennent à s'exprimer par des gestes, des gazouillements. Les enfants en général sont très bien socialisés et retrouvent chaque matin l'éducatrice et les amis avec plaisir.



Jouer, c'est grandir

Intervenante : Pascale Placide
Développé en partenariat avec la Joujouthèque de Saint-Michel

Objectifs du programme incluant Parent-conteur :

Permettre aux enfants qui ne fréquentent pas une garderie d'atteindre une certaine maturité scolaire en faisant des activités ludiques, développer leurs habiletés de communication, faire l'éveil à la lecture, resserrer les liens parents-enfants.

Description de la population ciblée, de sa situation socio-économique de ses besoins :

Les enfants âgés entre 0-5ans principalement, ceux qui ne vont pas en garderie. Cependant, la présence des parents au programme est obligatoire. Au fil du programme nous avons tissé un partenariat avec les écoles primaires permettant une meilleure adaptation des enfants en milieu scolaire.

Besoins exprimés :

Les parents désirent trouver des places en garderie.
Connaître les livres et les activités disponibles dans le milieu pour leurs enfants.
Besoin de points de repères pour mieux participer au développement de leurs enfants.
Connaître les ressources nécessaires dans certaines situations.

Brève descriptions des activités :

Les activités se déroulent sur 2 heures. D'abord la présentation des cinq sphères de développement et le train des comportements souhaités des parents pour le projet Parent-conteur. il y'a un temps réservé aux questions des parents. L'activité de psychomotricité dure 15 minutes, 5 minutes de transition pour le rangement du local et le lavage des mains, 15 minutes de pause pour la collation. La deuxième partie est réservée au Projet parent-conteur et l'activité prend fin avec le prêt des livres.



Effet ou impact des projets Jouer, c'est grandir et Parent-conteur :

Le projet JCG est à sa quatrième année, la fidélité de certaines familles a permis d'évaluer l'impact du projet au sein de ces foyers. La rétroaction est positive, les parents sont satisfaits d'avoir des outils pour mieux vivre avec leurs enfants. Les parents tiennent désormais compte des dimensions indispensables au développement de leur enfant soit le langage, la sociabilité, l'affectivité, le développement intellectuel et la motricité fine tout est pris en compte pour que que l'enfant soit bien encadré puisque toutes les sphères sont touchées. Les parents sont toujours reconnaissants de tous les changements positifs que ces ateliers apportent dans leur quotidien.
Le prêt des livres est devenu systématique, les enfants font leur choix de livre. L'impact du projet Parent-conteur auprès des enfants est positif. Les parents rapportent que leurs enfants sont toujours motivés, ils s'intègrent et s'adaptent facilement sur le plan social.

Témoignage :

En place et guise d'un témoignage, voici des images du déroulement d'un atelier Jouer, c'est Grandir. Le lien d'attachement parent-enfant est palpable, de plus l'enfant acquiert des nouveaux mots, un exemple parfait des résultats souhaités: l'amour du livre garant du développement intellectuel.

Nouveaux besoins du projet :

Faire une sensibilisation auprès des familles de la communauté.
Faire du recrutement dans les écoles primaires du quartier.
Publicité sur les réseaux sociaux de l'organisme
-Créer des activités pour les enfants de 6/12 ans.

Les liens avec le plan d'action et le plan du quartier

À Jouer, c'est Grandir, nous soutenons le parent dans son rôle d'éducateur auprès de son enfant. Nous lui fournissons les outils et conseils nécessaires afin de mieux l'aider à remplir son rôle et à favoriser la transition harmonieuse vers l'école. Avec Jouer, c'est Grandir, la maturité scolaire est acquise par l'enfant. En lui inculquant l'amour du livre, nous travaillons dès la petite enfance sur la persévérance scolaire afin justement de prévenir le décrochage scolaire à l'adolescence, bref, l'accent est mis sur la réussite éducative.
Maximiser le plein potentiel du développement de l'enfant
Soutenir le parent dans son rôle de premier éducateur auprès de son enfant
Favoriser les transitions harmonieuses lors des différentes étapes de vie de l'enfant
Augmenter le taux de diplomation chez les jeunes
Poursuivre la consolidation des actions concertées et favoriser leur arrimage



Ligne info-Mamo en créole

Intervenante : Guerda Amazan

Un Projet de développement et maintien du réseau multiplicateur en créole du Programme Québécois de Dépistage du Cancer du Sein est réalisé dans le cadre d'un partenariat social multi-stratégique entre l'Agence de la Santé et des Services Sociaux de Montréal et la Maison d'Haiti.

Objectifs

Assurer la permanence de la ligne téléphonique Info Mamo. Inciter plus de femmes immigrantes particulièrement les haïtiennes de l'arrondissement de St-Michel à participer activement au PQDCS

Description de la population ciblée

La majorité des bénéficiaires au PQDCS constitue de femmes âgées de 60 et plus issues de l'immigration; ne parlant pas le français ou l'anglais. Elles sont socialement isolées et sont très défavorisées au niveau socio-économique.

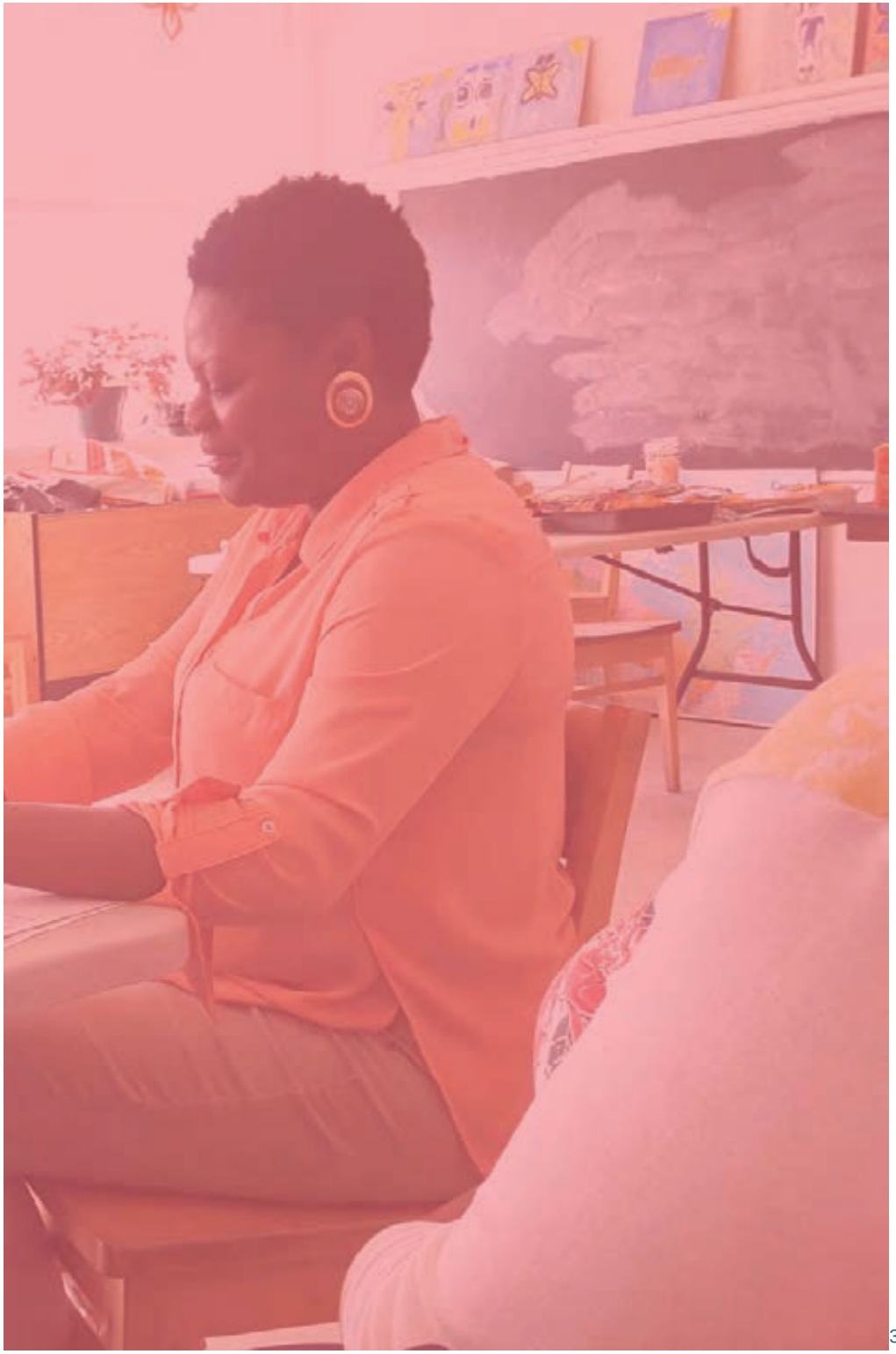
Activités

- 2 kiosques de sensibilisation
- 1 intervention sur la radio CKUT
- Ateliers de formation : 15 femmes agent multiplicateur au PQDCS
- Distribution de plus 300 (affiches, carton, dépliants)
- Répondre aux appels de la ligne créole info-mammo.

Témoignage

Lors de nos kiosques et de la formation pour les agents multiplicateurs, les femmes âgées ont confirmé avoir reçu la lettre du gouvernement leur demandant de passer une mammographie mais n'y accordaient pas d'importance.

D'autres ne savaient pas qu'il fallait passer la mammographie chaque 2 ans et ne comprenaient pas la lettre de rappel à une autre mammographie.



Services aux femmes

Intervenante : Guerda Amazan

Un service de première ligne donné à toute femme venant solliciter de l'aide à la Maison d'Haiti., sans rendez-vous.

Objectifs

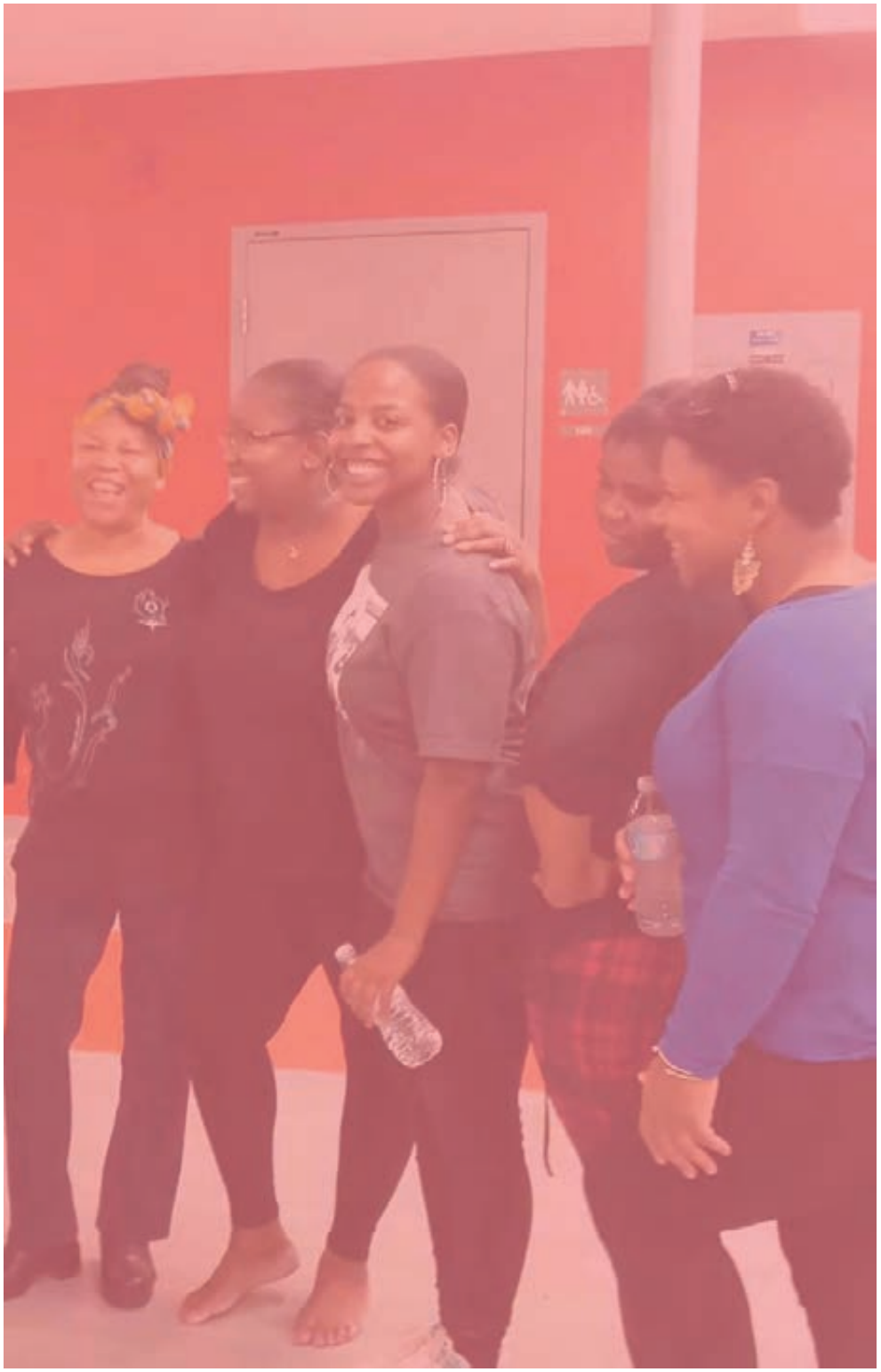
Répondre aux demandes et besoin des femmes en situation de vulnérabilité et de détresse ayant besoin d'une intervention d'urgence. Violence conjugale, DPJ, santé sexuelle, perte d'emploi, logements, grossesse non désirée, santé mentale etc.

Description de la population ciblée

Le profil des femmes est variable et non prévisible dû au caractère aléatoire du service (origine, âge, scolarité, profil socio-économique.)
Les femmes viennent de partout, municipal, régional, même hors du Québec.

Témoignage

Vu l'état de vulnérabilité des femmes, elles ne sont pas prêtes à témoigner de leur expérience.



Ma boite à provisions

Intervenante : Guerda Amazan

Nouveau projet : Groupe d'achats collectif et coopératif pour favoriser l'accessibilité physique, économique et éducative à une saine alimentation à moindre coût pour l'ensemble des communautés desservies.

Objectifs

Intégrer le projet dans le cadre du continuum de service de la Maison d'Haïti. Encourager la participation citoyenne

Effets du programme

Les participantes ont manifesté l'intérêt de continuer le programme car il correspond à un besoin et les aide à mieux nourrir leur famille. Certaines ont recruté d'autres personnes qui en avaient réellement besoin.



Les événements du Dossier Femmes

Camp familial 35 personnes 26 au 31 juillet 2015
Fête de Noel traditionnel pour les enfants 65 enfants, 50 parents 9 décembre 2015
Panier de cadeaux aux mères 24 paniers par famille décembre 2015
Expo-destination (Kiosque) 50 visiteurs 20 février 2016
Foire santé 90 visiteurs 26 septembre 2015
Mois d'activités féministes 300 personnes 5 mars au 2 avril 2016

Les partenaires

SIPPE, CSSS, Joujouthèque, Gap-vies, Mon Resto St-Michel, Équitas, La CLES,Citadelle de l'espoir, Village des Valeurs Montréal Nord, Expo-destination, FMCH, Info-logement, Collège Frontière, Un rayon de soleil, Congrès International des Études Féministes des Recherche dans la Francophonie (CIRFF)

Les stagiaires

Talia Rimpel Université de Montréal Laval
Danielle Kouhio Université de Montréal/ Université de Montréal / Bilkis Vissandjee
Martine Vital Réseau des Jeunes Parents
Natacha Jean Centre Gabrielle Roy
Georgine Mathieu Université de Montréal
Kerlyne Cegep Marie Victorien
Kianda Cegep Marie Victorien

Les bénévoles

Déna Noel
Danielle Kouhio
Martine Vital
Kattie Charmeil
Laurie-Rose Dauphin

Animatrices d'ateliers

Rose Alexis
Emmanuel Leborgne
Laurie-Rose Dauphin
Sherline Toussaint
Daisy Alcindor

Formations suivies

Personne de Parfait (Y'APP)
La violence conjugale
La gestion du temps, des activités et de priorités
Le défit d'accompagner les pères immigrants
Formation sur l'Analyse Différencier Selon le Sexe (ADS)



Juste pour Elles

Émilie Martinak coordonnatrice, Clorianne Augustin intervenante

Objectifs

Juste pour ''Elles'', est un programme destinée aux filles de 10 à 18ans. Il vise la prévention contre l'exploitation sexuelle et l'hypersexualisation, encourage une saine santé sexuelle, préconise les relations saines et égalitaires et agit pour la réduction de la violence et de la délinquance.
L'objectif est d'outiller les jeunes, de les faire réfléchir afin de les amener à se responsabiliser, se conscientiser et se positionner et qu'elles deviennent des agentes de changement.

Population ciblée

Les filles qui participent au programme sont âgées de 10 à 18 ans (la majorité a entre 10 et 15 ans), fréquentent les écoles primaires et secondaires du quartier Saint-Michel et des quartiers avoisinants. On constate beaucoup de violence, pauvreté, négligence au sein des familles de nos jeunes. Elles ont pour la plupart une faible estime d'elles-mêmes, sont en quête d'identité et adoptent souvent des comportements et attitudes agressives. Les filles sont confrontées à la banalisation du sexe, du viol, de l'exploitation sexuelle et de la criminalité, nuisant à leur développement personnel et scolaire.

Activités

2 groupes divisés par âge : 10-12 ans; 12-15 ans
2 activités par semaine : sensibilisation à travers l'art; projets artistiques; discussions de groupe entre filles; favoriser l'implication des jeunes.
Des activités de prévention, de sensibilisation, d'informations, de réflexions, avec les intervenantes et des professionnels de la santé.
Thématiques abordées : puberté, hypersexualisation, cyberintimidation, cyberprédation, relations amicales et amoureuses, saine santé sexuelle, violence faite aux filles, sexisme, relations égalitaires, consentement, exploitation sexuelle, recrutement
Des ateliers visant le renforcement positif, à rehausser l'estime de soi, à prendre confiance, la prise de parole, à s'affirmer et à s'impliquer.
Interventions personnalisées, suivis et accompagnement des jeunes, résolutions de conflits, suivis familiaux, prévention délinquance
Patrouille de rue : présence dans les parcs, rue, et écoles du quartier pour maintenir le lien et faire le suivi avec les jeunes.
Des sorties culturelles, en plein air et sportives et des rencontres de modèles



Foire santé avec un volet santé sexuelle des jeunes
1 semaine de Camp d'été; initiation à l'équitation; découverte de la nature
Activités de financement, bénévolat, implication citoyenne
Emission TV à Montréalités, et Émission Radio à Radio Canada
Journée des métiers , rencontres avec six modèles de femmes ayant réussi leur carrière, six métiers, et six parcours de vie
Spectacle de danse de sensibilisation autour de l'estime de soi
Photoshoot et diffusion des photos avec des messages de sensibilisation sur l'exploitation sexuelle, le sexisme, et l'estime de soi
éance d'informations destinée aux parents sur les risques de l'exploitation sexuelle.

Effets et impacts bénéfiques sur la population

Suite à leur participation aux activités de sensibilisation, les filles nous ont fait part de leur volonté de mener des actions de sensibilisation auprès du grand public. À partir de là, nous pouvons faire plusieurs constats sur l'impact du projet. Nous avons des jeunes impliquées qui participent activement dans des actions de changement ce qui renforce leur participation citoyenne. De plus, elles deviennent des actrices de changement auprès de leur pair en sensibilisant à leur tour leurs amis, leurs parents, professeurs et communauté. Finalement, les filles ont développé leur capacité de s'exprimer, leur empowerment et leur leadership, elles se sont affirmées et ont développé leur regard critique face aux phénomènes qui les touche de près comme l'hypersexualisation, le sexisme, la banalisation de la sexualité, les relations égalitaires, et l'exploitation sexuelle.
Les filles en sortent mieux outillées, car elles sont conscientes des réalités présentes dans leur quartier, sont capables de dénoncer et de dire non aux actes de recrutement à des fins de proxénétisme et surtout de trouver des mécanismes de réponses pour ne pas tomber dans les pièges des recruteurs présents dans le quartier.
Nous sommes en contact avec les parents et travaillons de près avec eux, ainsi il est plus facile d'agir et d'avoir un impact positif sur les jeunes filles. Les parents et la famille sont des partenaires majeurs dans nos interventions et nous les soutenons et accompagnons dans leur rôle de parents.

Témoignage

« Je conseille à toutes les filles de venir à Juste pour Elles, parce qu'on apprend beaucoup de choses, on peut parler de tout et se confier, les intervenantes sont là pour nous écouter et nous aider. J'ai appris à parler et ça fait du bien. Tout ce dont on parle dans les activités, des dangers et tout, ça nous aide dans notre vie et on est moins à risque après. Toutes les filles devraient venir. »



Lien avec le plan d'action du quartier

Cette année nous avons mis en place un comité spécial en santé sexuelle au sein de la table de concertation jeunesse qui répond à nos constats sur le terrain. Ensemble nous avons déterminé des priorités qui sont la santé sexuelle des jeunes, la prévention du recrutement à des fins d'exploitation sexuelle, la cyberprédation, l'éducation et la sensibilisation des parents. À cet effet, nous avons organisé une séance d'information sur l'exploitation sexuelle destinée aux parents qui a eu un grand succès.

Perspectives pour 2016/2017

Projet danse/théâtre/ marionnette avec la compagnie du Théâtre à l'envers sur le thème de l'hyper sexualisation autour du conte de la Petite sirène.
Renforcer nos actions auprès des jeunes du secondaire fréquentant les classes de CPF et cheminement professionnel.
Faire des ateliers de prévention au sein de groupes communautaires et des classes des écoles primaires et secondaires.
Faire des ateliers de prévention sur la santé sexuelle auprès des garçons.



Patrouille de rue

Intervenant : James Alexandre Thomas

Objectifs

Offrir aux jeunes garçons de 12-25 ans un lieu de rassemblement positif, sécuritaire et stimulant afin de les amener graduellement à sortir de la rue.

Activités réalisées

- Activité et équipes sportives estivales (soccer et basketball)
- Ateliers de création numérique (Djing)
- Interventions individuelle et références
- Développement de relations avec les familles des jeunes ciblés
- Patrouilles de rue dans le quartier, les parcs, les écoles et lieux de rassemblement des jeunes

Population ciblée

Jeunes du quartier St-Michel et des environs âgés entre 12-25 ans issus de diverses origines culturelles, dont plusieurs sont des décrocheurs, ont des conflits familiaux, en plus d'adopter des comportements et attitudes délinquants.

Effets et impacts sur la population

- Les jeunes se sentent plus en sécurité dans le quartier
- Accès à un lieu de rassemblement positif et stimulant permettant de développer et renforcer de saines relations
- Construction d'un réseau de pairs positif,
- Retourne à l'école ou en recherche d'emploi.

Nouveaux besoins du projet

- Équipement sportif
- Ressources humaines pour créer des groupes séparés par groupe s'âge



Témoignages

''Je viens chaque vendredi et samedi, ça m'a permis de mieux jouer et de m'aider à garder mon sang-froid. J'apprends aussi à jouer avec des gens que je ne connais pas, et à développer mon esprit d'équipe. Venir les vendredis et samedi, m'encourage aussi à continuer mes études car je suis en sport-études.''

''Avant je traînais dans la rue les samedis et dimanches, depuis qu'il y a le soccer, je viens souvent ici (...) ça me rapporte beaucoup (niveau technique et intensité). A l'école, je suis dans le programme sport-étude, je peux donc m'entraîner ici et me concentrer plus facilement sur mes études à l'école.''

''Le soccer m'a permis de passer du bon temps, de ne pas perdre mon temps de m'améliorer au soccer plutôt que perdre mon temps et trainer dans la rue. Je viens donc jouer au soccer les vendredis et samedis avec la Maison d'Haïti.''

Liens avec le plan d'action du quartier

Le programme de la Rue au Chalet s'inscrit particulièrement dans deux des priorités sectorielles du plan de quartier, soit l'aménagement urbain et la sécurité et les sports. La possibilité d'offrir un lieu de rassemblement et d'encadrement positif aux jeunes leur permet de se sentir plus en sécurité, de s'épanouir et de développer des liens avec des pairs prosociaux. De plus, ce programme permet de faciliter l'accès à des installations de qualité aux jeunes, qui normalement auraient plus de difficultés à utiliser ses lieux gratuitement. Le stade de soccer de Montréal et le collège Reine Marie, offrent non seulement des terrains, mais aussi l'équipement facilitant la tenue de l'activité. Cela permet de développer la pratique d'activité libre, de renforcer la persévérance scolaire des jeunes, grâce aux encouragements et à l'encadrement qu'ils reçoivent de nos intervenants.

Perspectives

Mettre en place une programmation plus complète pour les jeunes garçons, population la plus ciblée par les patrouilleurs. Le développement d'activités culturelles, de projet artistiques, d'ateliers thématiques ou de conférences les intéressent vraiment. Les jeunes ont besoin d'un lieu de rassemblement où ils peuvent être proactifs, sinon ils retournent directement dans la rue.



Jeunesse

Aide aux devoirs

Coordonnateur : Alix Jean

Objectifs

Ce projet permet de réduire l'abandon scolaire, facilite l'intégration des nouveaux arrivants, et encourage les élèves à mieux réussir.

Population ciblée et ses besoins

- Jeunes de 6 à 15 ans en risque de décrochage ou ayant besoin de soutien scolaire.
- Jeunes du quartier, nouveaux arrivants allophones
- Besoin d'encadrement pour les enfants et besoin de créer une routine scolaire impliquant tous les membres de la famille
- Besoin pour certains jeunes d'un suivi personnalisé et adapté

Les activités

Les jeunes du niveau primaire et secondaire se rencontrent cinq jours semaine après l'école pour étudier et s'épanouir. Une collation est offerte gracieuseté de la Fondation Générations.

- Accueil et suivi des devoirs des jeunes
- Jeux de société, cinéclub, club de lecture
- Salle d'ordinateurs
- Ateliers artistiques
- Création d'outils de gestions et suivi des jeunes en difficultés.

Effets du programme

Amélioration des résultats scolaire et l'assiduité et intérêts des jeunes participants.
Adoption d'attitudes pro sociales

Nous innovons cette année

Roulivre pour les 0-13 ans en partenariat avec l'arrondissement : une camionnette remplie de livres s'arrête une fois semaine et permet aux jeunes et aux familles d'emprunter des livres de bouquiner ou de se faire raconter une histoire par les animatrices.
Projet de jardin communautaire avec le soutien de professeurs et étudiants de l'Université de Montréal



Kan Lakay

Coordonnateur : Alix Jean

Objectifs

En collaboration avec la Ville de Montréal nous offrons aux jeunes la possibilité de vivre une expérience inoubliable pendant 8 semaines, en participant à des activités culturelles, sportives, artistiques, éducatives et scientifiques

Population ciblée

- Jeunes de 5 ans à 12 ans
- Depuis 33 ans le Kan Lakay offre un camp de jour aux enfants du quartier âgés de 5 à 12 ans
- Situation socio-économique : familles économiquement faibles et en majorité monoparentales
- Besoins exprimés : un endroit sécuritaire et familial visant le bien-être des enfants et la possibilité d'avoir un service de garde pendant la période estivale

Activités

Natation, sorties récréatives et éducatives, ateliers artistiques, ateliers d'informatique et scientifiques, rencontres de sensibilisation à la sécurité, à l'environnement, zoothérapie.
Sorties : Maisons de la culture, Festival de jazz, théâtre, activités sportives au parc Sainte- Lucie, des cours de natation offerts par la ville de Montréal. La grande sortie était aux glissades d'eau à Bromont. Sans oublier notre participation comme pôle de création pour la Falla 2014.

Effets ou impact

Le résultat du questionnaire d'évaluation des jeunes et leurs parents montre un taux de satisfaction de plus de 80 %. La participation des parents à la Falla montre bien leur désir de participer et l'influence bénéfique de la Maison d'Haïti sur leur niveau de participation.



Communications

Responsable : Ralph Maingrette

Objectifs

Concevoir et réaliser des publications institutionnelles et promotionnelles visant à soutenir les activités de mise en valeur des réalisations de la Maison d'Haïti.
Élaborer, proposer et mettre en place des outils de communication pour diffuser par Internet de l'information utile sur la Maison d'Haïti. Veiller à la cohérence et à la qualité de cette information
Offrir des conseils en matière de conception et de production du site Web de la Maison d'Haïti.
Aider à planifier et à mettre en oeuvre une stratégie web intégrée.

Services

Pour accroitre sa notoriété et maintenir une portée maximale auprès des partenaires et de la communauté web, la Maison d'Haïti a misé sur une vision Web évolutive et mesurable.
De plus l'organisme a lancé d'importantes initiatives, notamment en concevant une infolettre et en appliquant de nouvelles stratégies sur les médias sociaux, lancé een 2015, l'infolettre connait déjà un franc succès avec plus de 600 abonnés.

Médias sociaux

Dans la continuité des actions déployées en 2015, la Maison d'Haïti a poursuivi sa présence sur les médias sociaux, et ce, tout au long de l'année 2016. Une stratégie spécifique, un engagement avec les différentes communautés ont permis d'améliorer considérablement le positionnement de la Maison d'Haïti auprès des différentes communautés Web. Dans cette optique, afin d'augmenter l'engagement et la taille des communautés, des photos, des vidéos ainsi que certaines publications ont été mises de l'avant. Entre autres, la diffusion d'une publication de notre blogue sur Facebook a généré un article par un magazine web qui parle de notre page Facebook. La publication quotidienne sur Facebook ainsi que l'interaction avec les gens, a permis d'augmenter la communauté qui comptait plus de 5 875 adeptes à la fin 2015 etplus de 12 081 adeptes en avril 2016. La Maison d'Haïti poursuit sa lancée sur ces différentes plateformes, en stimulant toujours l'engagement des communautés, à l'aide d'actions qualifiées, réfléchies et ciblées



Communications

Bilan

2015-2016 a été synonyme d'actions et de dépassement grâce à la réalisation d'un grand nombre d'activités de communication effectuées tout au long de l'année.

12 081 abonnés à la page Facebook de la Maison d'Haïti, pour une portée estimée à 128 158 personnes

Croissance explosive des médias sociaux. En avril 2016, la Maison d'Haïti comptait 12 081 abonnés à sa page Facebook (contre 5 875 en 2014-2015), pour une portée estimée à 128 158 personnes. Twitter a aussi connu une croissance puisque les abonnés à la page de la Maison d'Haït sont au nombre de 667 (410 en 2015-2016).

Cette année, 95 756 internautes ont visité mhaiti.org. Ceux-ci y ont effectué plus de 110 911 visites et vu 321 331 pages.



Mes finances, mes choix

Responsable : Daisy Alcindor, Conseillère en Education Financier

Objectifs

Autonomie des individus par l'intermédiaire de l'éducation financière.

Population ciblée

16 ans et plus, nouvellement arrivée à Montréal ou non, fréquentant les écoles, des OBNL ou des institutions municipales, bibliothèques, etc.

Descriptions des activités

Ateliers d'éducation financière comprenant 16 thèmes. Les thèmes les plus prisés
Budget : les chiffres qui parlent, planification de projets personnels
Crédit : c'est dans mon intérêt d'y voir
Surendettement : des solutions pour s'en sortir
Alimentation : trucs et astuces pour économiser
Études : un investissement à planifier, les études subventionnées, les prêts et bourses etc.

Effets et Impact sur la population

Dans les questionnaires d'évaluation, 97% des participants aux ateliers se disent satisfait(e)s du matériel Une dizaine ont eu recours à des ressources externes pour les aider.
Tous les participants disent avoir développé des nouvelles habitudes de gestion de leurs finances personnelles.

Nouveau besoins du projet

Notre objectif de diffusion est de 2500 heures, pour y arriver nous aurions besoin d'une 2ieme personne certifiée pour animer les ateliers.



Une histoire

Lors d'un atelier intitulé Le surendettement : des solutions pour s'en sortir, une des participantes a partagé avec nous qu'il y avait 2 mois qu'elle ne pouvait plus payer le remboursement minimum de sa carte de crédit. Nous avons discuté des différentes façons de négocier avec les institutions financières. Une semaine après je l'ai accompagné pour qu'elle négocie avec sa banque. Résultat! elle a pu diminuer son taux d'intérêt de 50% et ses paiements de 55%.

Liens avec le plan d'action du quartier

Ce projet est en lien avec le plan d'action du quartier visant la réussite éducative, car informer et diriger les jeunes, adultes, nouveaux immigrants de toutes origines culturelles vers les ressources et projets de l'arrondissement est un objectif qui rejoint notre plan.

Perspectives pour 2016/17

Maintenir les partenariats avec CDFRDP, CJE Mtl Nord, école Louis Joseph Papineau, École Calixa Lavallée, Zone 16-24, Centre Gabrielle Roy, BCACDN, Carrefour Populaire St-Michel
Développer des nouveaux partenariats avec YMCA St-Charles, le Y des femmes, l'Association Jamaïcaine de Montréal, YMCA NDG.
Créer des liens de partenariat avec Cegep Marie Victorin, Dawson collège, CÉA anglais(2), CÉA français (1), Vanier collège, École Reine marie, École Henri Bourassa



Mémoires et histoires de notre Maison : les archives de la Maison d'Haïti.

Responsable : Désirée Rochat, candidate au doctorat Département d'Études Intégrées en Éducation, Université McGill

Le projet « Mémoires et histoires d'une Maison : les archives de la Maison d'Haïti » est l'aboutissement d'une réflexion entamée en 2013 sur le patrimoine historique matériel et immatériel de l'organisme. Le projet comporte deux volets interdépendants. Le premier implique l'organisation des archives institutionnelles depuis 1972. Le deuxième est une recherche collaborative* qui vise à retracer les approches pédagogiques développées par les éducatrices et éducateurs et de la Maison d'Haïti depuis ses débuts. En archivant leur mémoire et les documents de l'institution, la recherche va explorer et synthétiser leurs expériences et connaissances uniques qui pourront servir de ressources pour le futur. Ceci contribuera à assurer la continuité de l'histoire qui s'écrit et se fait à la Maison d'Haïti depuis plus de quatre décennies.

Les objectifs du volet archive

1. Établir le programme d'archive de la Maison d'Haïti.
2. Organiser, ranger et classifier les archives pour les rendre accessibles aux employé.e.s et participant.e.s.
2. Collecter et archiver des histoires orales d'anciens employé.e.s ou participant.e.s.

Les objectifs du volet recherche

1. Identifier les aspects clés des philosophies et pratiques pédagogiques d'éducateurs et éducatrices de la Maison d'Haïti.
2. Évaluer la pertinence du projet d'archive comme processus de réflexion collective sur les pratiques éducatives de la Maison d'Haïti.
3. Évaluer le potentiel du projet d'archive comme méthode de recherche collaborative.
4. Proposer de nouvelles stratégies pédagogiques.

Perspectives :

Faire connaitre l'histoire et l'expertise de la Maison d'Haïti.
Faire vivre les archives à travers des activités culturelles, intergénérationnelles artistiques et éducatives.
Valoriser le patrimoine de la communauté haïtienne à Montréal et du quartier St-Michel.



Fablab Maison d'Haïti

Un nouveau projet pour 2016 - 2017

Le Fablab Maison d'Haïti s'inscrit dans le champ de l'innovation créative, sociale et numérique. Sa vocation est de permettre à la communauté de Saint-Michel de s'approprier les technologies de fabrication par l'expérimentation et l'échange de connaissances. Mettre à la disposition des utilisateurs et utilisatrices une vaste gamme d'outils pilotés par ordinateur dont l'imprimante 3D, la découpe laser, la découpe vinyle ainsi que des outils manuels et d'électronique de base.

Les activités du Fablab seront structurées en trois domaines d'actions :

Médiation

Des ateliers de médiation numérique innovants
Fablab Maison d'Haïti animera un programme d'ateliers et de dispositifs ludiques qui s'appuiera sur le potentiel du numérique pour encourager la créativité de chacun. Ces ateliers permettront de découvrir et surtout manipuler la robotique, l'impression 3D, la fabrication personnelle, les jeux vidéos, la menuiserie moderne, l'image animée, les médias temps réels...

Transmission

Apprendre par le faire
Le pôle Transmission accompagnera le public dans l'appropriation des usages numériques émergents. (Fabrication numérique, interactivité, transmedia, fonctions créatives du web, papier et nouvelles fonctionnalités.) Ces actions (inspiration, pratique) se mettront en oeuvre avec la complicité de leurs publics et partenaires locaux, de façon à faciliter les initiatives et mises en pratique des usages découverts.

Facilitation

Des fabriques participatives pour rêver en vrai !
Nous mettrons à disposition des méthodes et outils ludiques, singuliers, constructifs permettant de structurer la pensée et faire converger des points de vue et propositions. Nous tenterons ainsi de faciliter des espaces d'échanges ouverts, structurés et créatifs.



Concertation

Dans le quartier Saint-Michel, la concertation avec les acteurs du milieu est essentielle au succès des interventions de la Maison d'Haïti qui exerce une présence active et dynamique, reflet de sa capacité d'exercer un réel leadership dans le milieu.
L'action de la Table de concertation de quartier «Vivre Saint-Michel en Santé» est primordiale, le plan intégré de quartier qu'elle a élaboré avec tous les partenaires est unique et la démarche d'évaluation en place nous permettra de mesurer notre capacité collective d'améliorer la qualité de vie des citoyens de Saint-Michel.
Nous avons à présent une vision commune de ce que nous voulons pour notre milieu, faire en sorte que Saint-Michel devienne un milieu de vie propice aux activités citoyennes, tranquille et sécuritaire pour tous. La Maison d'Haïti préside le Conseil d'administration de la Table de concertation Vivre Saint-Michel en Santé (VSMS) et participe à plusieurs clubs de partenaires
La concertation ne s'arrête pas au quartier, plusieurs intervenantEs de la Maison d'Haïti sont membres de conseils d'administration d'autres organismes, participent à différentes rencontres et tables de concertation, coalitions et groupes de travail, la liste des partenaires en annexe en témoigne. Cette année encore l'expertise développée par la Maison d'Haïti dans différents domaines a été mise à contribution, elle a animé des ateliers et fait des conférences lors de colloques et de rencontres.

Perspectives pour 2016- 2017

Comme nous l'a rappelé si justement notre président, construire et se redéployer dans un nouvel espace, veut aussi dire procéder à des choix et à des priorités pour la prochaine décennie. La Maison d'Haïti a opéré un changement d'échelle et élargi ses horizons, elle devra désormais inscrire officiellement sa nouvelle mission culturelle en cohérence avec ses nouveaux espaces.
Nous somme le village qui prend soin de ses habitants, nous connaissons leurs difficultés, leurs besoins et aussi leurs aspirations. Nous savons qu'il reste beaucoup à faire pour améliorer la qualité de vie dans le quartier, avec notre redéploiement, nous y contribuons.
Les grands défis qui nous attendent et auxquels nous nous attelons sont divers mais pas insurmontables. D'abord opérer notre changement d'échelle en mettant en place toutes les structures légales et administratives nécessaires. Ensuite mettre tout en œuvre pour intégrer et incarner notre nouvelle mission qui est de faire de la nouvelle Maison d'Haïti un véritable Espace Vie et Culture. Pour y arriver, enrichir l'équipe actuelle de professionnels compétents pour combler l'absence de diffusion culturelle et de création artistique dont le quartier souffre.
Les récentes recherches démontrent que les jeunes de nos communautés vivent un sentiment d'exclusion et qu'ils n'ont pas l'impression d'appartenir à un groupe, à une communauté. Nous avons la capacité de développer chez eux un sentiment d'appartenance, leur offrir cette mémoire collective dont ils sont privés en rendant vivante notre histoire à travers un projet collaboratif d'archives communautaire.
Parallèlement, continuer à améliorer les outils de travail du personnel de la Maison d'Haïti. Développer des programmes pour répondre aux besoins.

- Des programmes culturels de proximité offerts aux familles, aux jeunes et aux enfants
- Des programmes pour les jeunes, sécurité, insertion, prévention et soutien en persévérance scolaire
- Des programmes favorisant la vie associative et l'implication citoyenne
- Un programme d'insertion sociale et professionnelle pour les nouveaux arrivants
- Meilleur accès à des aliments de qualité et à des services de proximité
- Des programmes d'insertion sociale pour les femmes



Le projet de redéploiement de la nouvelle Maison d'Haïti

Un Espace Vie & Culture

La Maison d'Haïti veut renforcer sa présence comme acteur culturel dans le quartier Saint-Michel et dans la ville de Montréal en déployant un espace de diffusion et de création culturelle.
Cet espace lui permettra de donner plein essor au dynamisme et à la créativité qui ont toujours été ses signes distinctifs.

Activités de diffusion

- Danse;
- Expositions arts visuels;
- Musique;
- Créations multi media;
- Diffusion de créations cinématographiques;
- Théâtre.

Activités de création

Artistes en résidence

- Musique;
- Danse;
- Arts visuels.

Pour ce faire la Maison d'Haïti doit créer un organisme culturel de diffusion sans but lucratif qui sera chargé du développement et de la gestion des nouveaux espaces artistiques patrimoniaux.



Campagne de financement de la nouvelle Maison d'Haïti

La campagne de financement de la nouvelle Maison d'Haïti vise à amasser 1.5 millions d'ici 2018. Notre maison a pu être construite avec la subvention de 2$ millions de la Ville de Montréal et un prêt de la Caisse d'économie solidaire Desjardins. Maintenant qu'elle est si près du but, la Maison d'Haïti doit trouver un financement supplémentaire pour assumer les charges à venir pour le fonctionnement et l'entretien du nouvel immeuble, pour le développement du volet artistique, faire vivre et équiper sa salle de diffusion.

Au cours de la dernière année 88 000 $ ont été recueillis à travers divers activités de levée de fonds. Il y a eu Anko notre première grande activité annuelle mettant en vedette Emelyne Michel et Beethova Obas, lors de cet événement artistes et éditeurs nous ont fait des dons pour un encan silencieux. Mentionnons aussi le match Haïti Chérie en collaboration avec l'Impact de Montréal. Merci aux artistes, éditeurs, organisateurs et aux centaines de personnes qui ont contribué par des dons et par un nombre incalculable d'heures de bénévolat.

L'innovation et le pouvoir rassembleur de la Maison d'Haïti lui ont permis d'être sélectionnée dans le cadre du projet accélérateur, conçu par le Chantier en Économie Sociale pour les OSBL. La Maison d'Haïti a donc pu bénéficier de l'appui d'un réseau d'experts afin de consolider son projet et ce pendant plusieurs mois. Ateliers interactifs, conseillers en gestion et en communication, mentorat, étaient aux rendez-vous pour une nouvelle Maison d'Haït.

Remerciements à nos donateurs :

Gilles Brodeur
Frantz Saintellemy
André Joffe
Radu Juster
Christian D. Alcindor
Frantz Benjamin
Wladimir Jeanty
Lionel Prosper
Lisa Gibbs Life Pharmaprix
Carlos J.Leitao
David Heurtel
Serge Rousseau
Guy Nephtali
Jean-Michel Baptiste
Claude Béland
Gaby Jeanty
Jocelyne Légaré
AROHQC
Consulat Général de la République d'Haïti à Montréal
Apotex Foundation
FIQ
Mémoria
SOSAKA
Journal de Saint-Michel
Alliance Interprofessionelle
Impact de Montréal
Via Rail Canada
Promotion VPS
Mouvement Desjardins



Campagne de financement

PARRAIN

Dany Laferrière, écrivain, membre de l'Académie française

CO-PRÉSIDENTS

Claude Béland, conférencier, président du Mouvement Desjardins de 1983 à 2000
Régine Laurent, présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)

AMBASSADEURS

Dorothy Rhau, humoriste
B.U, auteur-compositeur-interprète
Jenny Salgado, auteure-compostrice-interprète
Wesli, auteur-compositeur-interprète, guitariste
Patrice Bernier, capitaine de l'Impact de Montréal
Keithy Antoine, graphiste, journaliste, dj, animatrice

COMITÉ DE CAMPAGNE

Wladimir Jeanty, président du CA, Maison d'Haïti
Gerald Calixte
Salim Jacaman
Valery Dantica
Jacques Lapommeray
Gérard Jeune



Remerciements

Les institutions et partenaires

- Caisse d'Économie Solidaire
- CIUSS de l'Est (Saint-Michel)
- Commission Scolaire de Montréal
- Développement Ressources humaines Canada
- Fiducie du Chantier d'Économie sociale
- Investissement Québec
- Ministère de l'Éducation du loisir et du sport du Québec
- Ministère de l'Immigration de la Diversité et de l'Inclusion
- Ministère de la famille et des aînés
- Ministère de la Sécurité Publique
- Pharmaprix
- Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal Centre
- RISQ
- Santé publique Canada
- Ville de Montréal

Les fondations

- Antoine Laoun Opticien
- Centraide
- Fondation canadienne des Femmes
- Fondation Dufresne Gauthier
- Mouvement Desjardin
- Fondation Sybilla Hess

Remerciements à nos partenaires et collaborateurs

- ACEF du Nord
- L'Anonyme
- Amarrages sans frontières
- AMECO Design
- AMIPS
- Arts racines et thérapies
- Association des ingénieurs haïtiens du Canada (AIHC)
- Association des enseignants haïtiens AREJ
- Association des médecins haïtiens du Québec (AMHE)
- Association des retraités d'origine haïtienne du Québec
- Bureau de la Communauté des Haïtiens de Montréal (BCHM)
- Bibliothèque municipale de Saint-Miche
- CECII
- CDEC Centre Nord
- CEGEP de Rosemont
- CEGEP Marie-Victorin
- CEGEP Maisonneuve
- CEGEP du Vieux Montréal
- Centre de Documentation (CDEACF)
- Centre Haïtien d'Animation et d'Intervention Sociale (CHAIS)
- Centre des agressions sexuelles de Montréal
- Centre Jeunesse de Montréal
- Centre International de Documentation et d'Information haïtienne, Caribéenne et Afro-canadienne (CIDIHCA)
- Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)
- Conseil Canadien pour les réfugiés
- CIUSS de l'est et CIUSS du Nord
- Conseil national des citoyens et citoyennes d'origine haïtienne (CONACOH)
- Conseil d'administration de VSMS
- ÉQUITAS
- Fédération des familles monoparentales du Québec
- Fédération des Femmes du Québec (FFQ)
- Femmes Relais
- Filles d'action
- Fondation Québécoise pour l'Alphabétisation
- Gap Vies
- Immobitek
- Institut de Coopération et d'Éducation des Adultes (ICEA)
- Jeunes Chambre de commerce Haïtienne
- Journal de Saint-Michel
- Kanpe
- L'Association Jamaïcaine
- Maison Jeunes l'Ouverture
- Maison de la Culture Saint-Michel
- Médecins du Monde
- Médecin sans Fontière
- METISS
- Mon Resto Saint-Michel
- MU
- Café Nou La
- PME Montréal
- Poste de quartier 30
- Praida
- Radio-Canada
- Rayside Labossière
- Regroupement des Groupes Populaires en Alphabétisation du Québec (RGPAQ)
- Relais Côte-des-Neiges
- Relais des jeunes familles
- ROMEL
- Sant N'a Rive
- Service de Police de Montréal
- Service des pompiers de Montréal
- Service de Transport de Montréal
- SETI, services informatiques
- Société de Développement Angus
- SUCO
- Table de Concertation Réfugiés et Immigrants TCRI
- Tandem Montréal
- Tohu, la cité des arts du cirque
- Université Concordia
- Université de Montréal
- Université McGill
- Université du Québec à Montréal
- Ville de Montréal
- Vivre Saint-Michel en Santé
- Vues d'Afrique
- Womens on the rise
- Y des femmes





3245 avenue Émile Journault, Montréal (Québec) H1Z 3G3
Tél: 514-326-3022 mhaiti@mhaiti.org

facebook@mhaiti.org twitter@mhaitiorg

Article 7.06

Les YMCA du Québec

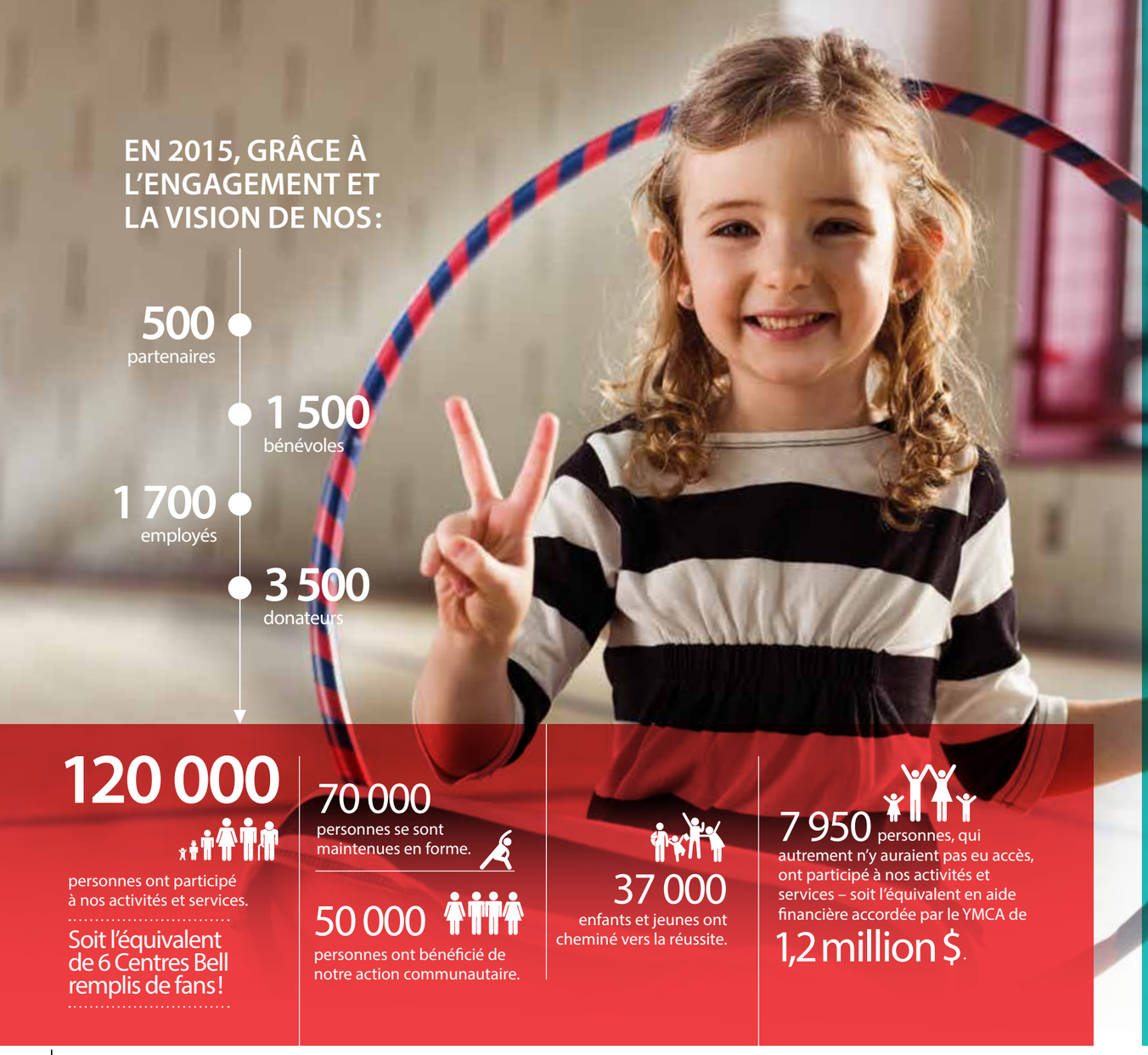
Fondation des YMCA du Québec



MCA

LE MEILLEUR DE NOUS-MÊMES

Rapport à la communauté 2015



EN 2015, GRÂCE À L'ENGAGEMENT ET LA VISION DE NOS :

500 partenaires

1 500 bénévoles

1 700 employés

3 500 donateurs

120 000 personnes ont participé à nos activités et services.

Soit l'équivalent de 6 Centres Bell remplis de fans !

70 000 personnes se sont maintenues en forme.

50 000 personnes ont bénéficié de notre action communautaire.

37 000 enfants et jeunes ont cheminé vers la réussite.

7 950 personnes, qui autrement n'y auraient pas eu accès, ont participé à nos activités et services – soit l'équivalent en aide financière accordée par le YMCA de **1,2 million $**.

NOTRE MISSION

Bâtir des communautés plus fortes en offrant des occasions d'épanouissement et de vie active, saine et engagée pour tous.



Merci d'être là pour les enfants, les jeunes et les familles de votre communauté

Apprendre, grandir, s'épanouir dans un environnement social accueillant et positif, tout le monde n'a pas cette chance. C'est pourquoi nous offrons une aide financière à ceux qui en ont le plus besoin.

À la fois organisme de bienfaisance et entreprise sociale, nous investissons dans des activités et services qui répondent aux besoins des communautés et qui sont accessibles au plus grand nombre. Votre soutien est capital pour nous aider à livrer ces initiatives dans les communautés que nous desservons.

En soutenant le YMCA, vous inspirez de nombreux enfants, jeunes et familles à atteindre le meilleur d'eux-mêmes en leur offrant les opportunités et le réseau de soutien nécessaires. C'est la communauté entière qui en sort plus forte. Une communauté active, inclusive et engagée.

Voici les histoires de Jirer, la famille Meflah et Alexander, seulement quelques-unes des milliers de personnes que vous aidez grâce à votre générosité.

Catherine Isabelle
Présidente du Conseil d'administration
Les YMCA du Québec

Gregory Chrispin
Président
Fondation des YMCA du Québec

Stéphane Vaillancourt
Président-directeur général
Les YMCA du Québec

BÂTIR UNE GÉNÉRATION ACTIVE ET EN SANTÉ

Les mauvaises habitudes de vie sont devenues l'ennemi public numéro 1 de la santé. Embonpoint, obésité, maladies chroniques... Aujourd'hui, le manque d'activité physique tue autant que le tabac !

Seulement 9 % des jeunes âgés de 5 à 17 ans font au moins 60 minutes d'activités physiques par jour. Les enfants devraient apprendre à bouger comme ils apprennent à lire et écrire !

Et ce, dès le plus jeune âge, que ce soit par le biais des garderies et des écoles bien sûr, mais aussi des loisirs, des activités parascolaires, des programmes après l'école, des camps ou encore des Zones jeunesse. D'autant plus que l'exercice et le sport n'aident pas seulement les jeunes à libérer leur énergie ; ils favorisent aussi la concentration, l'apprentissage et la socialisation.

« Quand je viens ici, j'apprends non seulement le basket, mais j'apprends la vie et je réussis à l'école. »
Jirer

Avant, les jeunes n'avaient pas d'autre endroit que la maison des jeunes ou la rue pour se retrouver. Depuis l'ouverture du Y, Jirer, 17 ans, ne manque aucune occasion de venir tous les mardis et les vendredis soirs avec la maison des jeunes du quartier et ce, gratuitement.

Au programme : basket-ball, soccer, danse, musculation, natation...

Il y retrouve notamment Matthew, le coordonnateur des activités physiques, qui est comme un grand frère pour lui.

En encourageant les enfants et les jeunes à développer très tôt leur « littératie physique » et leur goût de bouger, VOUS leur permettez d'améliorer leur qualité de vie et de devenir des adultes en santé.

UN Y POUR TOUS

C'est grâce à votre générosité et à celle d'entreprises comme le **CN**, la **Caisse populaire Desjardins des Versants du Mont-Royal**, **Mamie Clafoutis Inc.**, **Ubisoft Divertissements Inc.**, que le YMCA peut offrir des opportunités de santé et de vie active pour tous, indistinctement de l'âge, de la situation financière ou de la capacité physique.

MERCI DE CROIRE COMME NOUS QU'IL EST IMPORTANT QUE :

7 307 adultes, enfants et familles dans le besoin aient eu accès à nos programmes de santé, d'activités physiques et aquatiques

386 enfants issus de milieux défavorisés et **228 enfants ayant des besoins spéciaux** aient appris à nager dans le cadre de nos camps de jour et de vacances

2 900 jeunes aient participé à des activités sportives dans le cadre des Zones jeunesse et aient eu accès gratuitement à nos installations lors des vendredis soirs ados

2 000 adolescents aient participé à nos cliniques d'orientation pour utiliser nos salles d'entraînement et nos autres installations en toute sécurité

ET AUSSI :

- de permettre aux aînés de rester actifs, se rassembler et socialiser à travers nos activités
- d'offrir aux personnes ayant des limitations physiques des cours de conditionnement adapté et en douceur
- d'aider les personnes ayant des problèmes de santé, des handicaps ou des blessures à travers des programmes de conditionnement pré- et post-clinique
- de faciliter aux personnes à mobilité réduite l'accès à nos installations
- d'encourager les Montréalais à bouger en offrant des périodes de bain libre gratuites pour les résidents



AIDER LES JEUNES À RÉUSSIR

Isolement, décrochage scolaire, chômage, intimidation, criminalité, toxicomanie... Malheureusement, ce ne sont pas tous les enfants qui grandissent dans un environnement qui leur permet de développer leur potentiel. Or l'avenir de notre communauté repose sur la réussite de ses jeunes : des jeunes autonomes, ouverts aux autres et engagés envers leurs communautés.

C'est pourquoi nous aidons les enfants et les adolescents à se réaliser au maximum sur les plans scolaire, social, affectif et physique. Nos programmes de Zones jeunesse et de soutien scolaire entre autres encouragent leur estime de soi, développent des habiletés sociales qu'ils conserveront toute leur vie et favorisent leur réussite à l'école.

En donnant aux jeunes la chance de rencontrer des modèles adultes significatifs qui leur montrent comment faire des choix positifs et devenir de meilleures personnes, VOUS les aidez pendant les années décisives de leur jeunesse.

Quand on rencontre les enfants Meflah pour la première fois, on a du mal à croire qu'ils ne savaient pas parler français il y a à peine 12 mois quand ils ont débarqué de l'Algérie.

Inquiets des difficultés que leurs enfants rencontrent à l'école et incapables d'aider chacun individuellement avec leurs devoirs, leurs parents, Salim et Sinsabel, les inscrivent alors au programme d'aide aux devoirs du Y...

Là, c'est le soulagement. Apprentissage du français. Amélioration des résultats scolaires. Nouvelles amitiés. Les progrès sont rapides.

Mais au-delà de l'aide aux devoirs, c'est toute une famille qui s'intègre à son nouveau pays d'accueil.

ENSEMBLE POUR LES JEUNES

Un meilleur avenir pour **2 500** jeunes de nos communautés

« *Nous associer à un organisme reconnu pour son expérience auprès des jeunes à travers l'ensemble de la province était important pour nous. Du fait de leur histoire, de leur expertise, de leur présence au cœur des communautés et de leur impact, les YMCA du Québec se sont imposés comme un partenaire de choix.* »
David Nish, chef de la direction du groupe Standard Life

Grâce à un généreux don de 750 000 $, Standard Life offre la chance aux jeunes de nos Zones jeunesse d'apprendre à faire des choix, résister à la pression des pairs, résoudre des conflits, nouer des amitiés et interagir avec d'autres cultures. En plus de renforcer leur estime et d'acquérir des valeurs auprès de modèles adultes positifs dans un environnement sain et sécuritaire.

205 000$ récoltés aux Médailles de la paix du YMCA

« *C'est un honneur de travailler avec le YMCA afin de rendre hommage à ces personnes qui s'efforcent de rendre notre société plus harmonieuse et pacifique. Le succès remporté par les Médailles de la paix m'a démontré que les Québécois adhèrent vraiment à ces valeurs. C'est de bon augure pour l'avenir de nos enfants.* »
Brian Bronfman, Président, Réseau des donateurs pour la paix

Plusieurs milliers de jeunes vont ainsi pouvoir continuer de bénéficier de programmes communautaires du YMCA qui les aident à développer leurs habiletés sociales, leur leadership et leurs compétences en résolution de conflits. Pour une soirée inoubliable, merci à notre présentateur **Manuvie** et à nos commanditaires : Fondation de la famille Brian Bronfman, GDI Services (Québec) SEC, Ivanhoé Cambridge, Servicorp, Telus, Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L.,S.R.L. et Réseau des donateurs pour la paix.

Merci également à :

Corus Entertainment Inc., Fondation Céline et Jacques Lamarre, Fondation Claude Beaulieu, Fondation de la Pointe-de-l'Île, Fondation La Capitale Groupe Financier, Fondation Organix, Fondation pour la santé Medavie, Fondation Québec Jeunes, KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L., Réno-Métrix et SNC-Lavalin Inc.
Merci à feu Alfred Fred Muth et William Ridley de nous aider par leur don testamentaire à accomplir notre mission pendant encore des décennies.

IMPACT

120 000 PARTICIPANTS

SANTÉ ET VIE ACTIVE | **70 000** participants de tous âges

DÉVELOPPEMENT DES JEUNES | **15 000** participants entre 0 et 24 ans

INCLUSION ET COHÉSION SOCIALE | **35 000** participants de tous âges

ACCÈS POUR TOUS

SANTÉ ET VIE ACTIVE	DÉVELOPPEMENT DES JEUNES	ÉCOLE INTERNATIONALE DE LANGUES	TOTAL
7 307 PARTICIPANTS	**480** PARTICIPANTS	**163** PARTICIPANTS	**7 950** PARTICIPANTS
943 349 $	244 079 $	24 422 $	1 211 850 $



GRÂCE À VOUS,

5 300 enfants et jeunes ont appris à nager.

3 000 jeunes ont persévéré à l'école.

2 500 jeunes se sont épanouis dans nos Zones jeunesse.

2 750 enfants se sont fait des souvenirs au camp.

Le YMCA, un partenaire reconnu pour son impact et son innovation communautaire.

500 partenaires partout au Québec :

- **35+** ministères et institutions publiques / parapubliques au niveau municipal, provincial et fédéral
- **15+** municipalités
- **10+** commissions scolaires
- **90+** écoles
- **15+** institutions d'enseignement supérieur
- **10+** hôpitaux et centres de santé
- **50+** tables de concertation et regroupements
- **230+** organismes communautaires

Nous aimerions saluer plus particulièrement **Centraide du Grand Montréal** et la **Ville de Montréal** pour l'important soutien financier apporté à nos programmes communautaires.



BRISER L'ISOLEMENT DES DIFFÉRENTES COMMUNAUTÉS

« Sans le YMCA, il n'aurait jamais éprouvé le plaisir d'avoir des amis. »

Monique, mère d'Alexander

Solitude, dépression, isolement... voici ce qui attendrait Alexander, âgé de 10 ans et atteint d'autisme.

Établir des contacts, nouer des amitiés, se sentir accepté, être lui-même. Voilà ce qui est le plus important pour sa mère, qui l'a inscrit à cette fin au camp de jour et au programme après l'école du YMCA.

Maintenant, tout le monde connaît Alexander dans le quartier. Sa mère est soulagée de voir qu'il fait partie d'une communauté prête à lui tendre la main.

À l'heure où la paix sociale est constamment menacée, il est plus important que jamais de déployer quotidiennement des efforts pour instaurer un climat d'équité, d'inclusion, d'empathie, de sécurité et de respect envers les autres et la diversité. Briser l'isolement des différentes communautés est au cœur des valeurs du YMCA.

Au Y, nous mettons toute notre énergie et notre cœur à valoriser chaque individu à travers nos programmes en créant un climat positif et inclusif. Nous soutenons le développement de relations saines entre les individus et favorisons une meilleure communication avec autrui. Nous offrons un réseau de soutien accueillant, auprès duquel chacun peut trouver l'encouragement et les outils dont il a besoin pour devenir meilleur quel que soit son âge, son origine, sa capacité ou son revenu.

En facilitant l'accès et en favorisant l'inclusion de tous, VOUS contribuez à ce que chaque personne ait un sentiment d'appartenance à sa communauté et à bâtir des communautés plus harmonieuses.

NOUS CROYONS EN L'INCLUSION

Un merci spécial à des donateurs comme la **Fondation de la famille George Hogg**, la **Caisse Populaire Desjardins de Bois-Franc – Cartierville**, la **Fondation Écho** et la **Fondation Cowan** qui partagent notre vision du monde.

Le Y, c'est :

Des parents pressés… comme Nicole et Alexis, qui déposent leurs enfants de 3 et 7 ans, à la garderie et au camp de jour, avant de filer au boulot.

Des aînés qui se retrouvent autour d'un bon café après leurs exercices du matin… comme Louise, 65 ans, qui a des problèmes articulaires et est venue suivre son cours d'aqua-arthrite.

Des enfants dynamiques… comme Kevin qui est à son club de natation, pendant que sa maman s'entraîne.

Des étudiants sac sur le dos déterminés… comme Sebastian, nouvellement arrivé au Québec et désireux de s'intégrer dans son pays d'accueil, qui sort de son cours de français.

7h32 ► 8h45 ► 13h34 ► 16h39 ► 18h08 ► 19h31 ► 20h43

De jeunes élèves suspendus de leur école… comme Karim, accueilli au programme YMCA Alternative Suspension pour changer son attitude envers l'école.

Des ados du quartier désœuvrés… qui, comme Elie, une fois l'école terminée, retrouve tous les après-midi ses amis à la Zone jeunesse.

De jeunes adultes motivés… comme Nora, 19 ans, qui a passé ses 9 derniers étés au Camp YMCA Kanawana, et qui passe son entrevue pour être sauveteuse cet été au camp.

État des résultats

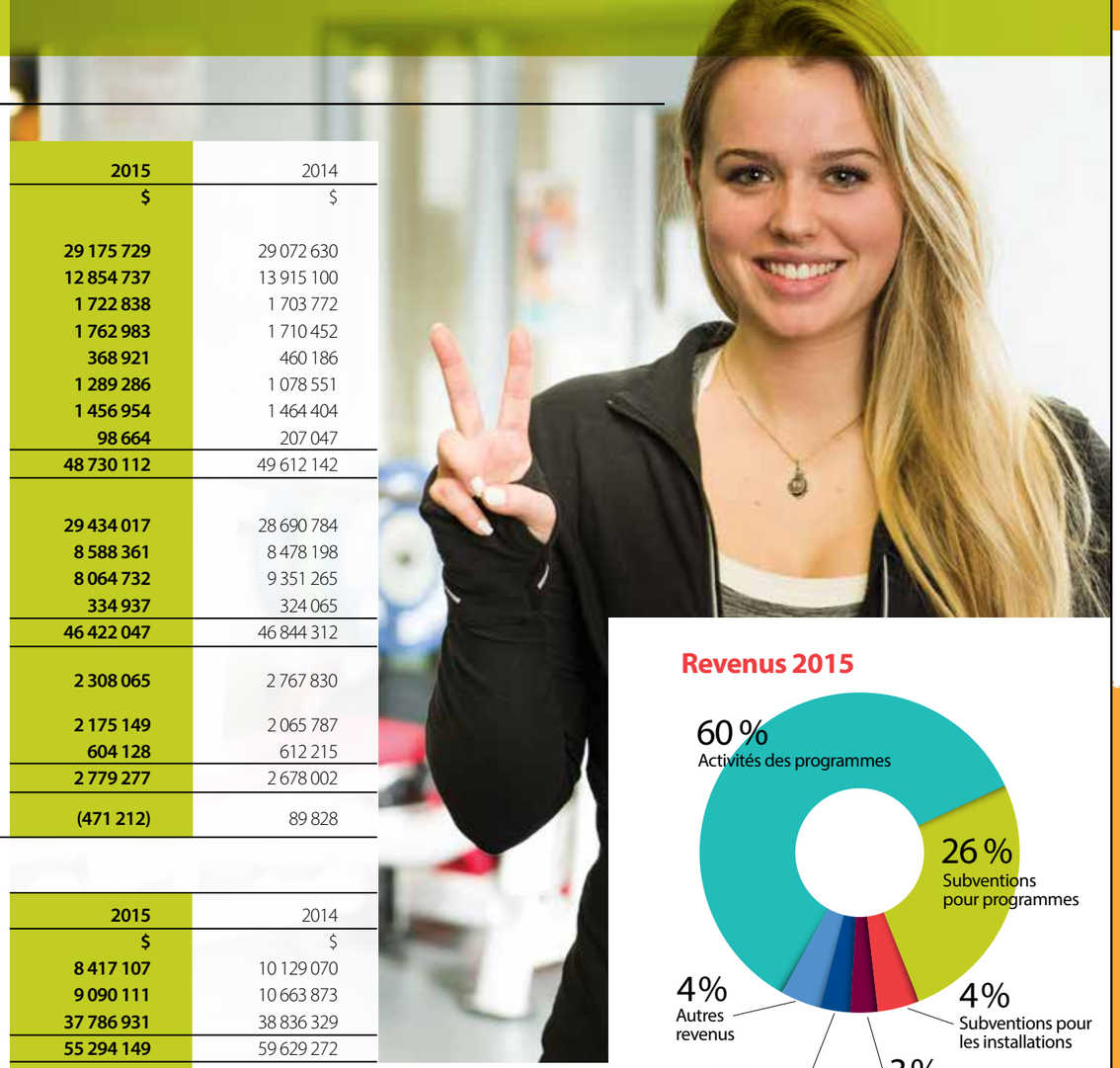
Exercice terminé le 31 décembre 2015

	2015	2014
	$	$
Produits		
Activités des programmes	**29 175 729**	29 072 630
Subventions pour programmes	**12 854 737**	13 915 100
Loyer	**1 722 838**	1 703 772
Subventions pour les installations	**1 762 983**	1 710 452
Subventions pour les installations - intérêts	**368 921**	460 186
Dons de la Fondation des YMCA du Québec	**1 289 286**	1 078 551
Autres dons pour les programmes communautaires	**1 456 954**	1 464 404
Revenus de placement	**98 664**	207 047
	48 730 112	49 612 142
Charges		
Salaires et charges sociales	**29 434 017**	28 690 784
Coûts d'occupation	**8 588 361**	8 478 198
Programmes et administration	**8 064 732**	9 351 265
Contributions aux opérations de la Fondation des YMCA du Québec	**334 937**	324 065
	46 422 047	46 844 312
Excédent des produits sur les charges avant les éléments suivants	**2 308 065**	2 767 830
Amortissement net	**2 175 149**	2 065 787
Frais de financement	**604 128**	612 215
	2 779 277	2 678 002
(Insuffisance) excédent des produits par rapport aux charges	**(471 212)**	89 828

État de la situation financière

Au 31 décembre 2015

	2015	2014
	$	$
Actif à court terme	**8 417 107**	10 129 070
Autres actifs à long terme	**9 090 111**	10 663 873
Immobilisations	**37 786 931**	38 836 329
Total de l'actif	**55 294 149**	59 629 272
Passif à court terme	**9 640 793**	11 114 291
Dettes à long terme et autres passifs	**11 550 527**	12 773 373
Apports reportés afférents aux immobilisations	**21 501 463**	22 669 030
Actif net	**12 601 366**	13 072 578
Total du passif et de l'actif net	**55 294 149**	59 629 272



Revenus 2015

Les états financiers audités par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sont disponibles sur ymcaquebec.org.

État des résultats

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Répartition des produits

91 %

1 970 162 $

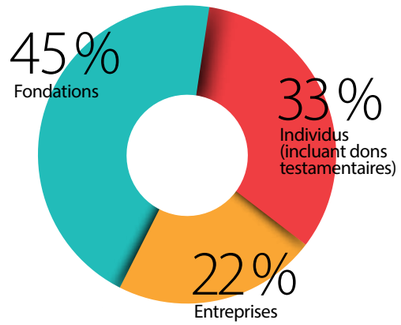
Dons et contributions

9 %

193 572 $

Revenus de placement

Sources des dons



Les états financiers audités par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. seront disponibles dès juin 2016 sur ymcaquebec.org.

	2015	2014
	$	$
Produits		
Dons et contributions	**1 970 162**	1 544 723
Revenus de placement	**193 572**	275 651
	2 163 734	1 820 374
Charges	**871 625**	657 512
Contributions des YMCA du Québec aux opérations de la Fondation	**(334 937)**	(324 065)
	536 688	333 447
Excédent des produits sur les charges avant les contributions	**1 627 046**	1 486 927
Contribution aux YMCA du Québec	**1 333 038**	1 273 758
Excédent des produits sur les charges	**294 008**	213 169

LEADERSHIP BÉNÉVOLE

LES YMCA DU QUÉBEC

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Beauséjour, Jasmyn
Boston Consulting Group Montréal

Brunet, Lyse
Consultante

Chiasson, Normand
Consultant

Dagenais, Fannie
Fondation Lucie et André Chagnon

De la Durantaye, Josée
De La Durantaye Management inc

Dubuc, Josée
Ivanhoé Cambridge

Isabelle, Catherine (*)
Présidente du Conseil
Investissements PSP

Karass, Larry (*)
1er vice-président du Conseil
Consultant

Lagarde, François
Fondation Lucie et André Chagnon

LeBrun, Geneviève (*)
Air Transat

Mac Allister, Julie
Consultante

Ménard, Luc
2e vice-président du Conseil
Desjardins Entreprises

Rabbat, Waguih
Consultant

Sirois, Luc
Hacking Health

Tremblay, Pierre (*)
Trésorier du Conseil
Bombardier Aérospatial

Trempe, Isabelle
Paladin Labs

MEMBRES HONORAIRES

Brennan, Nicole (2009)
Côté, Marcel (2010)
Novak, Michael (2012)

FONDATION DES YMCA DU QUÉBEC

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cardarelli, Sebastian

Chrispin, Gregory J. (*)
Président de la Fondation
Desjardins Gestion d'actifs, Mouvement Desjardins

Comeau, Diane
Telus

Fréchette, Maurice (**)
Power Corporation du Canada

Giguère, Laurent L.
KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Goodwin, Elisabeth
Grey Casgrain

Gourdeau, Jean-Guy
Fondation de l'Hôpital Général de Montréal

Imbleau-Chagnon, Claudie
Société québécoise des infrastructures

Isabelle, Catherine (*)
Investissements PSP

Krivicky, Paul
CEPSUM

Lamarre, Isabelle (**)
Transcontinental Inc.

Matte, Daniel (*)
TACT Intelligence-conseil

Mercier-Filteau, Nathalie
WSP Canada Inc.

Perkins, Benjamin Lynn
BNP Stratégies / LAP Consultants

Teodoresco, Serban
NSF International

Thélémaque, Janie
Trésorière de la Fondation
Investissements PSP

Trân, Thu-Cuc T.

CERCLE DES MENTORS

Afilalo, Armand
Birks, Jonathan H.
Boisvert, Daniel
Charbonneau, Christian
Charlebois, Cameron
Cleghorn, John E.
Drury, Victor M.
Dunne, Paul
Forget, Maurice
Gendron, Richard
Gillespie, Thomas Stuart
Goldbloom, Michael
Liben, Leonard
Nixon, Robert
Novak, Michael
O'Brien, Philip
Saint-Pierre, Guy
Sauriol, Caroline
Thompson, John D.
Vineberg, Robert S.
Webster, Meredith
Wener, Jonathan

COMITÉ ORGANISATEUR DES MÉDAILLES DE LA PAIX 2015

Beaudoin, Luc
Bilodeau, Michel
Bronfman, Brian
(coprésident)
Cheung, Liam
Gourdeau, Jean-Guy
Imbleau-Chagnon, Claudie
Landry, Marie-Claude
Laroche, Serge
Lortie, Pierre-Philippe
Mainville, Sylvie
Mercier-Filteau, Nathalie
(coprésidente)

CONSEILS CONSULTATIFS LOCAUX

YMCA Cartierville

Alsene, Éric
Charbonneau, Jean
(président)
Ferland, Lucie
Hubert, Serge
Lambert, Gilles
Limperis, Catherine
Tansey, Patricia
Trottier, Carole

YMCA Centre-ville

Bissonnette, Maryse
Dumont, Jean-Pierre
Fortin, Richer
Liepins, Catherine
(présidente)
Paquette, Roch
Piron, Marie-Christine
Sauriol, Chantal

YMCA du Parc

Alaoui, Mehdi
Aubé, Georges
(président)
Brown, Karen
Castonguay, Nicolas
Daoud, Malika
Dorion, Marguerite
Lavigne, Michel
Lavoie, Manon
Schirardin, Claudine

YMCA Hochelaga-Maisonneuve

Abanto-Florida, Andrés
Alvaro, Giovanna
Perin-Levasseur, Zoé-Gaëlle *(présidente)*

YMCA Notre-Dame-de-Grâce

Beaudry, Pierre
Ramus, Omar
Randa Abu, Hakima
Smith, Brian
Stabile, Gennaro
(président)

YMCA Ouest-de-l'Île

Clifford, Wayne
Hall, Trevor
Ishak, Nadine
Laursen, Sheila
Mossoba, Youssef
Myers, Nina
Steele, Rick *(président)*

YMCA Saint-Laurent

Daouni, Aziz
Jouanneau, Gina
Vanderby, Philippe
(président)

Camp YMCA Kanawana

Bennett, Don
Carter, Morgan
(président)
Cordemans, Valerie
Davis, Laura
Fullerton, Tom
Henle, Steven
Lyndsay, Derek
Maas, Adrian
Mannitt, Chris
Muszynski, Nick

(*) Membre du Comité exécutif

(**) Démission en cours de mandat

10 centres communautaires et sportifs

8 garderies et jardins d'enfants

10 camps de jour

6 Zones jeunesse pour les 12 à 17 ans

1 camp de vacances à Saint-Sauveur

1 école internationale de langues

1 résidence pour les populations vulnérables

40 points de service



Le YMCA, au cœur des communautés

Chaque centre YMCA est aussi unique que la communauté qu'il dessert.

Le YMCA, c'est pas seulement à **Montréal!**

Québec
Gatineau
Victoriaville
Chisasibi
Saint-Sauveur
Saint-Hubert
Laval
Trois-Rivières
Longueuil
Waskaganish
Mistissini
Plessisville



Version numérique disponible en ligne !
communautes.ymcaquebec.org

Vous voulez devenir bénévole ou faire un don ?
fondation@ymcaquebec.org ou **514 849-5331**, p. 1266

Crédits
Graphisme : Alegria Design
Photographie : Pages 3, 4, 6, 10, 16 © Justin Desforges 2016

Toutes les photos sont celles de nos participants.

Imprimé sur du papier contenant 30 % de fibres recyclées post-consommation.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

VOTRE COURTIER SOCIAL À MONTRÉAL

RAPPORT ANNUEL 2015

Résultats du 1er janvier au 31 décembre 2015



Exposition Ou Dormez-vous? Crédit photo - Réjean Harel

Sommaire

Mot de la présidente	2
Conseil d'administration et personnel	4
Historique de la SDSVM et Objectifs 2014	5
Nos partenaires	7
Résumé sommaire	9
Répartition territoriale des projets	10
Employabilité - détail des projets	11
Bénévolat - détail des projets	14
Donation - détail des projets	16
Pôle de service en itinérance	20
Action médiation - pilote et phase 1	22
Destination Emploi	25
Couverture médiatique	26

Mot de la présidente



Il me fait plaisir en tant que présidente du conseil d'administration de la société de développement social (SDS), de vous présenter le rapport de sa septième année d'activités.

2015 est une année riche en nouveaux défis pour la SDS, la signature d'une entente de 3 ans avec la ville de Montréal nous a permis de faire évoluer notre mandat et ainsi de passer de 1 à 19 arrondissements.

L'agrandissement de notre territoire s'est accompagné de nombreuses évolutions au sein de l'organisme. À commencer par son nom et son image, la Société de Développement Social Ville-Marie (SDSVM) est devenue Société de Développement Social (SDS). Une nouvelle équipe est en place depuis plusieurs mois et a déjà su démontré sa capacité à innover pour faire rayonner la SDS dans toute l'île de Montréal.

La planification stratégique, initiée en 2014, a été approuvé par le conseil d'administration pour répondre aux nouveaux enjeux de la SDS et ainsi donner des objectifs clairs à accomplir pour les 3 prochaines années.

En parralèle de cette restructuration opérationnelle, en 2015 la SDS a développé 120 projets de responsabilité sociale, dans 7 arrondissements différents, impliquant 64 entreprises. Ces résultats lui ont permis de dépasser les objectifs fixés dans le cadre de l'entente signée avec la ville de Montréal :

- 184 contrats de travail négociés pour des candidats issus de 10 programmes de réinsertion professionnelle (pour un objectif de 175 contrats).
- 397 230$ de donations financières et matérielles remises à 30 organismes communautaires (pour un objectif 325 000$).
- 345 personnes ont participé à plus de 1 809 heures de bénévolat pour une quinzaine d'organismes communautaires (contre 251 bénévoles en 2014).

La SDS a également pu démarré 2 nouveaux projets majeurs pour la cause de l'itinérance avec l'aide de nombreux partenaires du secteur privé :

- Action médiation : mise en place d'une équipe d'intervention psychosociale dans le centre ville de Montréal à proximité des hôtels. Projet développé en partenariat avec l'Association des Hôtels du Grand Montréal (AHGM) et Tourisme Montréal. 6 hôtels participant pour cette première phase pilote et déjà près de 20 partenaires engagés pour la suite du projet en 2016.
- Destination Emploi : à travers ce projet la SDS prouve sa capacité d'innovation avec la mise en ligne de la première agence d'emploi pour les sans-abri et les personnes éloignées du marché de l'emploi qui devrait permettre d'ici 3 ans la signature de 1000 contrats de travail à Montréal.

À travers tous ses projets, la SDS a su également faire parler d'elle avec plus de 30 apparitions dans la presse écrite, radiophonique ou télévisuelle à Montréal et partout dans le québec.

L’année 2015 s’est terminée en beauté avec l’annonce d’un partenariat majeur avec Starbucks Canada. L’entreprise s’engage à offrir près de 350 postes dans ses cafés à des jeunes défavorisés de l’île de Montréal d’ici 3 ans.

Il nous faut encore saluer le travail du personnel qui a contribué et collaboré à ces démarches, remercier la ville de Montréal, nos partenaires financiers et surtout les membres du conseil d’administration pour leur implication soutenue et exceptionnelle.



Oona Stock
Présidente du conseil d’administration

Membres du Conseil d'administration de la SDS

Oona Stock, présidente

Associée, KPMG

Damien Silès, trésorier

Directeur général, Quartier de l'Innovation

Margaret Bain

Directrice générale, Inter-Loge

Léonie Couture

Directrice générale, La rue des Femmes

Paul Dufresne, secrétaire

Consultant senior spécialisé en énergies et infrastructures

Benoit Lemieux

Conseiller Senior, Creos Experts-Conseils inc.

Stéphanie Gareau

Directrice, Tact Intelligence-Conseil

Emile Roux

Directeur général, Société de développement social

Personnel de la SDS

Emile Roux

Directeur général, Société de développement social

Sylvia M Rivès

Directrice des relations et des partenariats avec le secteur privé

Christiane Piché

Directrice des programmes en responsabilité sociale

Maude Raymond

Directrice du développement

Historique de la SDS

La Société de développement social a été fondée le 5 août 2008 à la suite du Forum économique et social tenu en mai 2008 dans l'arrondissement Ville-Marie. Initialement limité à l'arrondissement Ville-Marie, la Société de développement social Ville-Marie (SDSVM), a été mise sur pied afin de poursuivre les actions en matière de développement social et communautaire de l'arrondissement Ville-Marie.

Depuis janvier 2015, La SDS est un partenaire de la ville de Montréal dans le cadre de son plan montréalais en itinérance 2014-2017, elle a ainsi vu son mandat étendu à l'ensemble des 19 arrondissements que compte la ville de Montréal. Sa mission demeure la même, elle agit comme catalyseur auprès des entreprises et institutions afin de les aider à réaliser leur engagement social en investissant dans des projets concrets reliés à l'itinérance et l'exclusion sociale.

La SDS agit auprès des organisations privées et publiques à Montréal en les impliquant principalement dans 3 types de projets :

- Employabilité : Intégrer dans un emploi des personnes bénéficiant des services des refuges et des centres de jour de la ville de Montréal.

- Donation : Collecte de dons matériels pour des refuges et centres de jour de la ville de Montréal et de dons financiers pour le développement de projets concrets liés à l'itinérance.

- Bénévolat : Permettre à des entreprises montréalaises d'offrir à leurs employés l'opportunité de participer à des missions de bénévolat pour des organismes sociaux.

Ainsi, la SDS s'est vu confier le mandat d'identifier les besoins en développement social tout en mettant en œuvre les projets, les maillages et les initiatives nécessaires pour assurer une meilleure cohésion sociale à Montréal. La SDS se doit d'opérer selon deux axes, soit les activités de cohésion sociale et de résolution de problèmes et les activités d'information et de communication.

En matière de cohésion sociale et de résolution de problèmes, la SDS doit notamment organiser des activités pour développer une participation des entreprises et la réalisation de projets comportant plusieurs partenaires solidaires de la mission de la SDS. Son objectif en ce sens est de mettre en place **des maillages financiers, humains et techniques entre les entreprises et les organismes de lutte contre la pauvreté et contre l'itinérance.**

Quant à l'autre axe, soit l'information et la communication, la SDS doit assurer une veille des besoins en développement social du territoire de l'arrondissement ainsi qu'un suivi auprès des instances décisionnelles ou consultatives. De plus, elle doit identifier les besoins et concevoir les projets tout en assurant la communication et la publication d'un rapport d'activité et des recommandations.

Mission de la SDS pour 2015

La SDS a pour mission d'agir comme catalyseur auprès des entreprises et institutions afin de les aider à réaliser leur engagement social en investissant dans des projets concrets reliés à l'itinérance et l'exclusion sociale. L'objectif étant de contribuer à la résolution durable des problèmes sociaux reliés à la pauvreté, l'itinérance et toutes formes d'isolement et d'exclusion sociale pouvant être vécues à Montréal.

Depuis le 1er janvier 2015, la SDS a une entente avec la ville de Montréal et a donc élargit son territoire d'action à l'ensemble des 19 arrondissements que compte l'île de Montréal.

Employabilité : **OBJECTIF POUR 2015 : générer 175 contrats de travail pour des personnes éloignées du marché de l'emploi**

Description des tâches :

- Collaborer avec les organismes déjà existants afin de favoriser le placement de personnes défavorisées en entreprise pour y travailler.
- Chercher des entreprises intéressées à employer des personnes inscrites dans des programmes de réinsertion.
- Développer les habilités des organismes de réinsetion pour la promotion et le placement des candidats en entreprise.
- Faire le suivi du bon déroulement des projets.
- Permettre aux personnes en processus de bénéficier de formations complémentaires.
- Organiser et développer des visites ou des entretiens en entreprise pour les personnes défavorisées afin de créer des opportunités d'emploi.

Donation et bénévolat : **OBJECTIF POUR 2015 : collecter 325 000$ de contribution financière, humaine ou matérielle auprès des entreprises montréalaises**

Description des tâches :

- Solliciter des entreprises pour collecter des donations matérielles qui seront ensuite redistribuées à des organismes communautaires selon leurs besoin
- Convaincre des acteurs du secteur privé de participer à des projets de médiation terrain sur l'île de Montréal à travers le financement d'une équipe d'intervenants et de différents services à destination des personnes itinérantes
- Engager des employés du secteur privé ou public dans des activités de bénévolat afin d'aider les organismes communautaires dans la réalisation de différentes tâches (préaparation de repas, entretien intérieur et extérieur, triage de vêtements, animation)
- Entretenir un lien étroit avec les organismes communautaires afin de connaître leurs préoccupations et leurs besoins tout au long de l'année.

En 2015, 64 entreprises ont participé à des projets de responsabilité sociale :



En 2015, 21 organismes communautaires ont bénéficié de nos projets :

Mission St-Michael

Dialogue - YMCA

Groupe Information Travail

Sac à dos

Maison du père

Accueil Bonneau

Cactus

Spectre de rue

La rue des femmes

Dans la rue

Mission Bon Accueil

Moisson Montréal

Projets Autochtones du Québec

Sun Youth

Dianova

Logis Phare

Centre d’amitié Autochtone

Diner Saint Louis

En Marge 12-17

Chez Doris

Saint James Drop-in Center

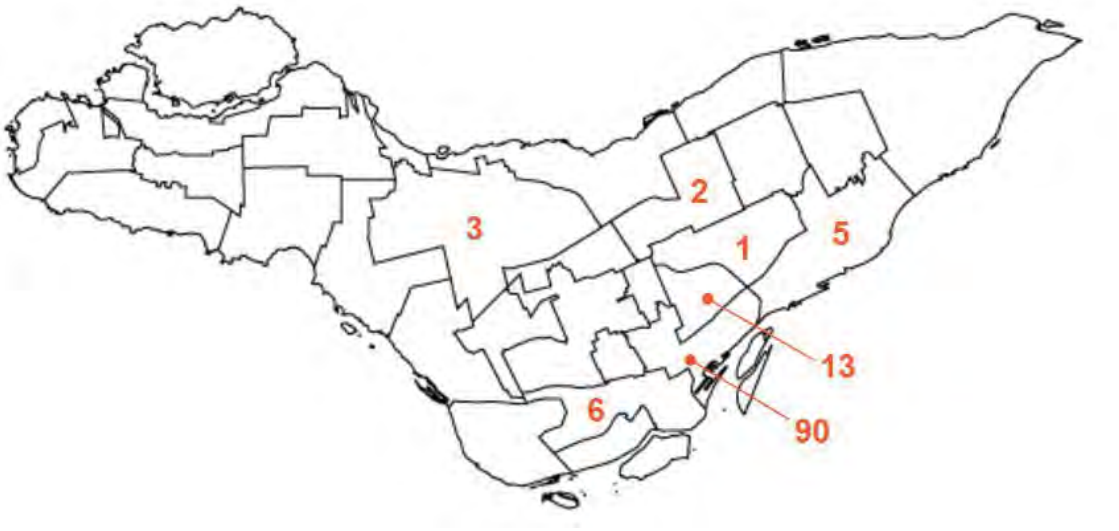
Résumé sommaire 2015

Vue d'ensemble des résultats réels au 31/12/2015 pour les 3 catégories de projets de la SDSVM - employabilité / bénévolat / donation :

En 2015, **64 entreprises montréalaises ont investi 543 000$** dans des projets en lien avec l'itinérance et l'exclusion sociale à Montréal.

Types de projets		Réel	Objectif	% atteint
Don	Projets spéciaux	$84 400,00	$325 000,00	122,23%
	MMFIM	$25 000,00		
	Donations matérielles	$240 826,39		
	Revenus autonomes	$5 690		
Bénévolat		$47 011		
Total donation + bénévolat Réel		$397 237,22		
Employabilité		184	175	105,14%
Total employabilité		$145 900		

Répartition des projets réalisés sur le territoire de la ville de Montréal



Le lieu du projet est déterminé par l'adresse physique de l'organisme communautaire bénéficiaire.

En 2015, un total de **120 projets ont été développés sur l'ensemble de l'île de Montréal** (employabilité , donation ou bénévolat). Voici la répartition par arrondissement :

Répartition des projets par arrondissement à Montréal	
Ville-Marie	**90**
Plateau	**13**
Rosemont Petite-Patrie	**1**
Saint-Laurent	**3**
Villeray	**2**
Sud-Ouest	**6**
Hochelaga Maisonneuve	**5**

En plus de ces projets réalisés, certains projets ont été développés en dehors de la ville de Montréal :

Répartition des projets par ville à l'extérieur de Montréal	
Québec	**1**
Terrebonne	**7**
Longueuil	**1**

Il y a 2 raisons qui expliquent la réalisation de ces projets en dehors de l'île :

- La personne bénéficiaire est originaire de Montréal mais fréquente un organisme à l'extérieur de Montréal (ex : Dianova à Terrebonne)
- L'entreprise partenaire est de Montréal mais sollicite la SDS pour un projet à l'extérieur de Montréal (ex: Consortium Echo-Logique à la foire de Québec)

Employabilité

L'objectif fixé en employabilité pour 2015 par la ville de Montréal est de 175 personnes à placer :

- **50 projets en employabilité ont été réalisés, représentant 184 contrats de travail (185 en 2014).**
- **5 contrats à durée indéterminée ont été signés (10 en 2014)**
- **10 organismes sont partenaires pour les projets en employabilité;**
- **Une valeur de 146 000$ de projets réalisés en employabilités soit 12 731 heures de travail;**
- **Une valeur de 10 500$ remis aux 11 organismes avec lesquels nous travaillons; (11 100$ en 2014)**

Ces chiffres ne font pas mention de l'entente avec les cafés Starbucks ni du nombre important d'entreprises rencontrées en 2015.

Entreprise	Organisme	Total	Homme	Femme	Heure
		184	163	21	12731,5
GDI	TAPAJ	1	1	/	237,25
SPECTRA	GIT	6	6	/	240
QUARTIER DES SPECTACLES - Jeux d'échecs	TAPAJ	1	1	/	232
QUARTIER DES SPECTACLES - 21 Balançoires	GIT	3	2	1	1271
QUARTIER DES SPECTACLES - Animation Sainte-Catherine	GIT	1	1	/	30,5
QUARTIER DES SPECTACLES - Ébénisterie	GIT	1	1	/	55,5
SDC PLAZA/ Printemps	TAPAJ	1	1	/	216
COMPLEXE DESJARDINS	Maison du Père	1	1	/	1120
COMPLEXE DESJARDINS	Mission Saint-Michael	1	1	/	400
SDC PLAZA/ Atmosph'air	Groupe Conseil Saint Denis	3	2	1	72

SDC PLAZA/ Atmosph'air	**TAPAJ**	**2**	**1**	**1**	**48**
SDC PLAZA/ Atmosph'air	**SAC A DOS**	**1**	**1**	**/**	**24**
SDC PLAZA/ Atmosph'air	**Accueil Bonneau**	**2**	**2**	**/**	**58,5**
SDC PLAZA/ Atmosph'air	**CJESO**	**1**	**1**	**/**	**24**
SDC PLAZA/ Atmosph'air	**DANS LA RUE**	**1**	**1**	**/**	**24**
SDC PLAZA/ Atmosph'air	**CACTUS**	**4**	**3**	**1**	**79**
SDC PLAZA/ Automne	**TAPAJ**	**1**	**1**	**/**	**306**
SDC PLAZA/ Défilé	**TAPAJ**	**1**	**1**	**/**	**60**
MODUS OPERANDI/ Formule 1	**Cactus**	**2**	**1**	**1**	**72**
MODUS OPERANDI/ Formule 1	**TAPAJ**	**4**	**4**	**/**	**144**
MODUS OPERANDI/ Formule 1	**YMCA Centre-Ville**	**2**	**2**	**/**	**72**
MODUS OPERANDI/ Formule 1	**Maison du Père**	**1**	**1**	**/**	**36**
MODUS OPERANDI/ Formule 1	**Mission Saint-Michael**	**1**	**1**	**/**	**36**
BOMA	**Centre d'amitié autochtone**	**10**	**10**	**/**	**140**
MODUS OPERANDI/ aide cuisinier place Émilie Gamelin	**GIT**	**1**	**/**	**1**	**682,25**
SPECTRA/ Franco	**GIT**	**1**	**1**	**/**	**70**
SPECTRA/ Jazz Fest	**GIT**	**3**	**2**	**1**	**193**
SPECTRA/ Fête Nationale	**GIT**	**2**	**1**	**1**	**13**
SPECTRA/ Osheaga	**GIT**	**1**	**1**	**/**	**30**
QUARTIER DES SPECTACLES - 21 balançoires	**GIT**	**4**	**3**	**1**	**375**

QUARTIER DES SPECTACLES - Jeux d'échecs	**GIT**	**4**	**3**	**1**	**375**
SAT	**TAPAJ**	**1**	**/**	**1**	**48**
Le miel de Bonneau	**Mission Saint-Michael**	**1**	**1**	**/**	**112**
Festival Présence Autochtone	**Mission Saint-Michael**	**5**	**4**	**1**	**108**
MODUS OPERANDI/ Osheaga	**3 organismes**	**10**	**10**	**/**	**330**
Consortium Echo Logique/ Osheaga	**3 organismes**	**13**	**11**	**2**	**585**
Défil Fierté Montréal	**TAPAJ**	**4**	**4**	**/**	**24**
RCI/ Coupe Rogers	**4 organismes**	**14**	**12**	**2**	**2142**
Plaza / Foire de la Rentrée	**5 organismes**	**15**	**13**	**2**	**360**
Consortium Echo Logique/ Expo Québec	**2 organismes**	**9**	**8**	**1**	**792**
Consortium Echo Logique/ Oyster Fest	**4 organismes**	**15**	**15**	**/**	**315**
MODUS OPERANDI/ Festival Yull Eat	**2 organismes**	**5**	**5**	**/**	**55**
Promenade Masson/ Promotion commerciale	**2 organismes**	**10**	**9**	**1**	**244**
RCI/ Événment Longueuil	**Accueil Bonneau**	**2**	**2**	**/**	**32**
COMPLEXE DESJARDINS	**Maison du Père**	**1**	**1**	**/**	**480**
Benny&Co	**TAPAJ**	**1**	**1**	**/**	**320**
BTB	**CACTUS**	**3**	**/**	**/**	**12**
Festival Montréal en Fêtes	**Diner Saint-Louis**	**1**	**1**	**/**	**8**
SDC Masson	**TAPAJ**	**1**	**1**	**/**	**28,5**

Bénévolat

Résultats atteints en bénévolat :

- **24 projets en bénévolat réalisés en 2015 avec 12 entreprises différentes (24 projets en 2014)**
- **345 bénévoles impliqués ce qui représente 1 809 heures d'activités (251 bénévoles en 2014)**
- **13 organismes communautaires ont reçu l'équivalent de 47 011$ de contribution humaine à leurs opérations.**

Ces chiffres ne font pas mention du nombre important d'entreprises rencontrées auxquelles la mission de la SDS a été présentée. Certaines d'entre elles préparent avec leurs employés une activité de bénévolat (Bell Cause pour la Cause 2016).

Entreprise	Organisme	Description activité	Nombre participants	Nombre d'heures
			345	1 809,50
STARBUCKS	SUN YOUTH	Corvée de printemps	50	300,00
BELL CANADA	BON ACCUEIL	Je compte Montréal	12	96,00
EY	YMCA CENTRE VILLE	Je compte Montréal	11	66,00
LUNDBECK	YMCA CENTRE VILLE	Je compte Montréal	25	150,00
PLACE MONTRÉAL TRUST	DIANOVA	Nettoyage de la terrasse	10	60,00
PALAIS DES CONGRÈS	MISSION ST MICHAEL'S	Opération coup de pouce	4	20
PALAIS DES CONGRÈS	SAC À DOS	Opération coup de pouce	6	24
PALAIS DES CONGRÈS	PRÉSENCE COMPASSION	Opération coup de pouce	8	18,00
PALAIS DES CONGRÈS	SOCIÉTÉ POUR LES ENFANTS HANDICAPÉS	Opération coup de pouce	11	66,00

COMMUNAUTO	**DIANOVA**	**Jardinage**	**15**	**120,00**
SODEC	**LOGIS PHARE**	**Peinture**	**6**	**36,00**
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA	**LOGIS PHARE**	**Peinture**	**8**	**48,00**
KPMG	**La Rue desFemmes**	**Plantation d'arbres**	**4**	**20,00**
KPMG	**auberge communautaire du S-O**	**Peinture intérieure**	**15**	**112,50**
KPMG	**Centre de jour St-James**	**Repas et peinture**	**10**	**60,00**
KPMG	**La Rue desFemmes**	**Tri de vetements**	**4**	**24,00**
Sheraton	**Jeunesse au Soleil**	**Tri de nourriture**	**14**	**56,00**
Sheraton	**Jeunesse au Soleil**	**Emballage cadeaux**	**12**	**48,00**
BELL CANADA	**Jeunesse au Soleil**	**Emballage cadeaux**	**16**	**64,00**
BELL CANADA	**Jeunesse au Soleil**	**Tri alimentaire**	**25**	**100,00**
TC Transcontinental	**Maison du Père**	**Préparation fête de noel**	**38**	**152,00**
Communauto	**DIANOVA**	**Peinture, menage,ramassage de feuille**	**9**	**63,00**
Engagement labs	**Moisson Montréal**	**Tri alimentaire**	**15**	**45,00**
Sheraton	**En marge 12-17**	**Preparation fete de noel**	**10**	**40,00**

Donation

L'objectif fixé en donation financière et matérielle (incluant les chiffres du bénévolat) pour 2015 par la ville de Montréal est de 375 000$:

- **13 organismes communautaires ont reçu un total de 397 237$ de donations financières, matérielles en 2015 (362 240$ en 2014)**
- **240 826$ de donation matérielle récoltés auprès de 20 entreprises différentes (163 800$ en 2014)**
- **109 400$ de donation financière récolté auprès de 20 entreprises pour le financement de projets spéciaux (102 100$ en 2014)**

Donation matérielle - détail

Nature du don	Entreprise	Organisme	Quantité
T-Shirt Je compte	Enfin Sports Mode	YMCA	1000
Literie oreillers/serviettes	Hôtel Westin	Sun Youth	70
Oreillers	Hôtel Le Crystal	Sun Youth	48
Manteaux neufs	Tourisme Montreal	Dans La Rue	300
Vêtements + tentures	Fairmont RE	Maison du Père	18
Vêtements neufs	Enfin Sports Mode	Dans La Rue	1 palette
Uniformes et vêtements	Hôtel Le Crystal	St-James Drop In	60
Couvertures polar	Enfin Sports Mode	Auberge Le Tournant	32
Peignoirs	Hôtel Westin	Maison Nazareth	25
Articles de bureau	Pl. Montréal Trust	Exeko	300
Chaises	Bell Mobilité	Exeko	13
Ordinateurs	Eidos	SDSVM	4
Ordinateurs	Vision Voyages	SDSVM	4
100 livres	Pl. Montréal Trust	Exeko	100

Vêtements	**Fairmont RE**	**Mission St-Michael's**	**10**
Shampoings conditionneurs	**Hôtel Westin**	**La Rue des Femmes**	**400**
Sculptures	**BOMA**	**Centre d'amitié autochtone**	**10**
Bouteilles d'eau 60cl	**Naya**	**Moisson Montréal**	**17000**
Savon liquide et crème	**Hôtel Crystal**	**GIT**	**200**
livres, dvd et divers médias	**EA**	**Dianova**	**500**
Cafetières et téléphones	**Hôtel Gouverneurs Place Dupuis**	**Dianova**	**104**
Argent	**Particuliers**	**Je Cours Montreal**	**1**
Literie/couvertures et douillettes	**Auberge Jardin d'Antoine**	**Maison du Père**	**15**
Bouteilles d'eau 60cl	**Naya**	**ATSA**	**10328**
Literie draperie linge	**Hôtel Place d'Armes**	**Maison du Père**	**1**
Shampoings conditionneurs, fers à repasser,oreillers,couvre-matelas	**Hotel Westin**	**La Rue des Femmes**	**1**
Huches,casiers,meubles,chaises,table	**Galderma**	**Armée du salut Abri espoir**	**1**
Couvertures	**Centre Sheraton**	**La nuit des sans abri**	**2**
Kit d'hygiene	**Clean the World via Scotia Bank**	**La nuit des sans abri**	**150**
ecran d'ordinateur	**Vision Voyages**	**Diner St-Louis**	**1**
jetés grandeur queen qualité supérieur	**Hotel Fairmont**	**Mission St-Michael's**	**120**
Draps	**Hotel Regency Hyatt**	**Le Chaînon**	**517**

5 ordinateurs	**Eidos**	**En marge 12-17**	**5**
Draps+tapis de bain+matelas mousse	**Hotel le Chrystal**	**Avenue Hébergement Héberjeune Mission St-Michael**	**1**
34 matelas et sommiers	**Centre Sheraton de Montréal**	**Dianova**	**34**
40 séchoirs à cheveux	**Centre Sheraton de Montréal**	**Dianova**	**40**
30 matelas et somier	**Centre Sheraton de Montréal**	**Dianova**	**30**
15 matelas et sommiers	**Centre Sheraton de Montréal**	**Dianova**	**15**
Coutellerie neuve	**Centre Sheraton de Montréal**	**St-Michael Mission**	**144**
Collecte de vetements	**TC Transcontinental**	**Maison du Père**	**10 boîtes**
15 matelas et sommiers	**Centre Sheraton de Montréal**	**Dianova**	**15**
350 jeux de Eve's Quest	**Jeux 555 inc**	**Moisson Montréal et Chez Doris**	**350**
15 boites de +200 shampoing, gel,rince	**Reine Élizabeth**	**En marge 12-17**	**15**
15 matelas et sommiers	**Centre Sheraton Montréal**	**Dianova**	**15**
14 boites de +200 shampoing, gel,rince	**Reine Élizabeth**	**Sac a dos**	**14**

Projets spéciaux - détail

PSI III = Pôle de service en itinérance - phase 3

AM = Action médiation

MMFIM = Mouvement pour mettre fin à l'itinérance

Nom du projet	Entreprise	Montant total
PSI III	**DE SERRES**	**$1 500**
PSI III	**PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST**	**$1 500**
PSI III	**Donateur anonyme**	**$8 100**
PSI III	**Ministère de la santé**	**$4 050**
PSI III	**FONDATION CORPORATION CONC.**	**$4 500**
PSI III	**WARNER BROS**	**$6 000**
MMFIM	**OTSUKA**	**$25 000**
PSI III	**METROCOM**	**$1 800**
PSI III	**MUSITECHNIC**	**$1 500**
PSI III	**Ministère de l'éducation**	**$450**
PSI III	**DE SERRES**	**$1 500**
PSI III	**BUSAC**	**$1 500**
PSI III	**MUSITECHNIC**	**$1 500**
AM2015	**Hôtel Marriott**	**$1 500**
AM2015	**Hôtel Zéro 1**	**$1 000**
AM2015	**Hôtel Travelodge**	**$1 000**
AM2015	**Hôtel Intercontinental**	**$1 500**
AM2015	**Hôtel Westin**	**$1 500**
AM2015	**Hôtel Delta**	**$1 500**
AM2015	**Ministère du tourisme**	**$5 000**
AM2015	**Tourisme Montréal**	**$5 000**

AM2015	**Minstère de la santé**	**$5 000**

Pôle de service en itinérance (phase 3)

Cette année encore, afin de répondre aux besoins croissants des sans-abris se réfugiant dans le métro, la SDS poursuit son partenariat avec la STM avec le déploiement de la phase 3 du pôle de service en itinérance. Les principales actions sont :

- Maintenir une présence quotidienne dans les 5 stations de métro couvertes par 4 intervenants du pôle de service en itinérance soit : Berri- Uqam, Place des Arts, Bonaventure, McGill, Atwater.
- Pérenniser le budget des services en itinérance St Michael's pour y maintenir des activités médicales, sociales et culturelles.
- Poursuivre le partenariat avec Médecins du monde et sa clinique mobile. Pour la phase 3 nous avions financé ce projet à hauteur de 15 000 $
- Continuer d'offrir des activités spécifiques pour les communautés inuites issues du pôle de services en itinérance (PAQ et Mission St-Michael).
- Quantifier les résultats de nos interventions et diffuser les résultats.

Les partenaires de la Société de Développement Social de Ville-Marie pour ce projet sont STM, Fondation Armand J. Bombardier, Société Makivik, Arrondissement Ville-Marie, National, Eidos Montréal, McKesson Canada ainsi qu'une donation privée.

Résultats atteints
Du 1er décembre 2014 au 30 Novembre 2015 :

- **1 790 interventions ont été menées auprès des itinérants présents dans les 5 stations de métros ciblées par le projet**.
- **351 femmes (19,6%), 1440 hommes (80,4%) dont 420 Autochtones (23,5%) ont été rejoint dans le cadre de ces interventions.**
- **261 soins médicaux ont été prodigués à 114 personnes itinérantes par le biais de la clinique mobile Médecins du monde.**
- **472 personnes sans-abri ont été accompagnés vers un refuge après la fermeture du métro grâce à la navette OBM.**

2016 : Projet Pair-aidant

Dans le cadre de la phase 4 du PSI qui a débuté en décembre 2015, la STM souhaite aller encore plus loin pour favoriser la réinsertion des personnes itinérantes qui fréquentent les stations en leur proposant des activités de bénévolat et ainsi contribuer à leur processus de réinsertion sociale.

Le programme Pair aidant vise à renforcer les interventions réalisées en station par les 5 intervenants du P.S.I avec la création d'une équipe de bénévoles recrutés dans des organismes de réinsertion partenaires et qui vivent eux-mêmes une situation d'itinérance.

Le pair aidant est membre à part entière de l'équipe d'intervention du P.S.I, il est toujours accompagné et sous la supervision d'un intervenant désigné. Il intervient donc aux mêmes heures et aux mêmes stations que l'intervenant qu'il accompagne.
Il vit ou il a vécu un problème de santé mentale, de consommation et doit toujours travailler en fonction de ses dépendances mais Il a entrepris une démarche de réinsertion sociale et professionnelle.
Le partage de son vécu et de son histoire de rétablissement a pour but de redonner de l'espoir, de servir de modèle d'identification, d'offrir de l'inspiration, du soutien et de l'information à des personnes qui vivent des situations similaires à l'intérieur du métro.

Objectif pour le candidat :

- Développer des habiletés, des attitudes ou des comportements favorables dans un contexte socioprofessionnel
- S'intégrer dans un milieu de travail ;
- Jouer un rôle actif pour la communauté et au sein de la STM
- Vivre une expérience positive de bénévolat participant à un meilleur sentiment de valorisation;
- Développer son autonomie.

Tâches à accomplir :

- aider à approcher les gens qui s'injectent ou qui consomment
- aider pour faire des références à différentes ressources
- aider à convaincre les gens en difficulté de se faire aider
- faciliter la création d'un lien de confiance avec l'intervenant
- augmenter le niveau de sécurité d'une intervention (toujours mieux à deux que seul)
- partager des trucs & astuces pour faciliter le contact avec des personnes normalement plus difficile d'approche.

Les 2 premiers candidats commenceront leur mandat de Pair-aidant dès le mois de janvier 2016 à la station Place des arts. Nous sommes très heureux de cette nouvelle étape franchie avec la STM.

Action Médiation 2015 (pilote)

MISE EN CONTEXTE

Les hôteliers montréalais doivent composer avec l'augmentation de la population itinérante aux abords de leurs établissements. Bien que généralement la cohabitation avec la clientèle touristique se fasse de manière harmonieuse, on constate que dans certains secteurs de la ville ce soit plus difficile, en particulier au centre-ville.

UN PROJET NÉ D'UN PARTENARIAT ENTRE L'AHGM ET LA SDS

Pour l'aider avec cette problématique, l'Association des hôtels du grand Montréal (AHGM) a demandé l'assistance des postes de police de quartier du centre-ville qui ont sensibilisé leur brigade de policiers à vélo. Souhaitant proposer une solution plus concrète qui permette d'améliorer la cohabitation, l'Association s'est alors tournée vers l'expertise de la Société de développement social (SDS) dans ce domaine. Ensemble, les deux organisations ont mis sur pied le projet Action Médiation 2015.

LE PROJET PILOTE ACTION MÉDIATION 2015

Basé sur des résultats rencontrés avec le Pôle de Services en Itinérance (métro de Montréal), Action Médiation 2015 a assuré la présence soutenue et constante d'une intervenante aux abords des hôtels aux heures de pointe de l'activité touristique grâce aux services de Lisa-Marie Scolack, une intervenante affiliée à la Mission St-Michaels. Cette dernière est intervenue en relation d'aide auprès de personnes en situation d'itinérance tout en travaillant en étroite collaboration avec les services de police, agents de sécurité et employés des établissements hôteliers, plus particulièrement le personnel à la réception. Avec pour missions principales le dialogue, la sensibilisation et l'accompagnement des populations itinérantes vers les ressources disponibles du centre-ville de Montréal, elle a 2 ainsi pu orienter les personnes rencontrées vers les ressources disponibles. Ce projet a contribué à réduire les coûts liés à l'itinérance (sécurité, urgence médicales, crime) en coordonnant efficacement les ressources déjà existantes.

PARTENAIRE DU PROJET PILOTE

Partenaires hôteliers	Partenaires institutionnels
Delta Montréal Hôtel InterContinental Montréal Marriott Château Champlain Hôtel Travelodge Montréal Centre Le Westin Montréal Hôtel Zéro1	Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère du tourisme Tourisme Montréal

RÉSULTATS

Nombre de contacts ont été réalisés avec des personnes itinérantes par l'intervenante sociale depuis la mise en place du projet Action Médiation aux abords des hôtels. Citons le cas du Delta Centre-ville aux prises avec de lourds cas, compte tenu de sa situation géographique et de la configuration de l'établissement. Au total, ce sont une vingtaine de situations, allant de la toxicomanie, à des problèmes de santé mentale en passant par des troubles du comportement, pour lesquelles une intervention a été effectuée. Au bénéfice de la population touristique de même que du personnel de l'hôtel et de ses résidents, la situation s'est beaucoup améliorée.

Action Médiation 2016 (phase 2)

Fort du succès du projet pilote mené pendant l'été 2015, Action Médiation sera reconduit en 2016 avec de nouveaux partenaires.

En plus du partenariat avec l'AHGM (hôteliers), la SDS a conclu une entente avec BOMA Québec afin d'intégrer les gestionnaires d'immeubles commerciaux du centre-ville de Montréal.

Dès le mois de janvier 2016, le projet Action Médiation se poursuivra donc avec 25 partenaires du milieu corporatif et institutionnel.

Partenaires AHGM (hôtels)	Partenaires BOMA (immeubles)	Partenaire institutionnel
Westin Marriott Chateau Champlain Intercontinental Travelodge L'appartement hôtel Square Philips Palais des congrès	1000 la gauchetière centre commerce mondial Place ville marie Centre CDP Capital Méco Montréal Hérald Centre Eaton 1500 Robert Bourassa Complexe Les Ailes Place Monréal Trust 2001 robert bourassa 1981 McGill College 2000 McGill College 2020 Bourassa 680 Sherbrooke ouest 2200 McGill College 977 Ste Catherine ouest	Tourisme Montréal

L'extension de ce projet auprès de ces nombreux partenaires démontre la volonté du secteur privé de s'impliquer concrètement pour la cause de l'itinérance au centre-ville de Montréal.

Projet Destination Emploi

Voir le vidéo : www.destinationemploi.ca

En 2016, la Société de développement social va poursuivre sa mission de réinsertion professionnelle et mettre en ligne la1ère agence d'emploi pour les sans-abri et les personnes éloignées du marché de l'emploi.

- ★ En novembre 2015, la SDS a complété une campagne de socio-financement qui lui a permis de récolter plus de 5000$ pour financer le développement de la version Beta.

- ★ En décembre 2015, le projet Destination Emploi est finaliste du concours Novae / Loto Québec, à ce titre la SDS participera à 2 journées de formation et aura l'occasion de présenter son projet au Monument National en février avant de connaître le verdict final.

- ★ En décembre 2015, suite à une présentation faite à la directrice de cabinet du ministre de l'emploi, un courrier a été envoyé pour présenter le projet Destination Emploi au cabinet du ministre.





Lancement prévu : 15 avril 2016

6 organismes partenaires pour le lancement : Maison du Père, Accueil Bonneau, GIT, TAPAJ, La Boussole, Sac à dos.

Couverture Médiatique 2015

18 articles, 12 entrevues radio et 2 entrevues télévisées



10 | lundi 27 avril 2015

24

Grand nettoyage à Jeunesse au Soleil

L'organisme caritatif Jeunesse au Soleil a pu bénéficier d'un nettoyage en profondeur hier, organisé par la Société de développement social de Ville-Marie. Une soixantaine de bénévoles ont lavé de fond en comble les trois étages et les extérieurs du bâtiment pendant 4 heures. Les nettoyeurs ont été recrutés parmi des employés de Starbucks. – PHOTO ANNE-MARIE PROVOST/24H

Festival Présence autochtone

Des statues fabriquées à l'angle de Saint-Laurent et d'Ontario

Une partie de l'art inuit du Vieux-Montréal est produite par de jeunes autochtones à quelques pas du Quartier des spectacles, bien loin du Grand Nord et des chiens de traîneau.

CAMILLE GAÏOR
24 Heures
camille.gaior
@quebecormedia.com

Une quinzaine de jeunes Montréalais d'origine inuite dans la trentaine et en quête d'intégration tentent de survivre grâce à l'œuvre de leurs ancêtres, la sculpture sur pierre à savon.

À partir de jeudi, alors que certains travailleront devant le public au festival Présence autochtone, d'autres participeront à taku (voir), une exposition d'œuvres de sculpteurs inuit. C'est le cas de Simiuni Nauya, un père de famille de 30 ans, né à Akulivik, à 1800 km au nord de Montréal, qui exposera cinq de ses œuvres, un hibou, deux phoques, un chien et un inukshuk.

«J'ai commencé à faire de la sculpture en 2012 et aujourd'hui, j'arrive à vivre de mon art», explique le résident du Plateau-Mont-Royal, arrivé il y a 20 ans.

Boulevard Saint-Laurent

Dans l'atelier situé au sous-sol du Centre d'amitié autochtone de Montréal, au coin du boulevard Saint-Laurent et de la rue Ontario, Simiuni et une demi-douzaine d'artistes travaillent à tour de rôle.

«Ils vendent dans des galeries d'art, au Vieux Montréal ou dans les rues, confirme Sylvie Cornez, consultante pour la société Makivik, qui défend les droits des Inuit. Ce sont des jeunes qui ont de la misère à s'établir, à se trouver un emploi et pour qui l'intégration est vraiment difficile.»

Défis d'intégration

Bien que Simiuni ait passé les deux tiers de sa vie dans la métropole, il continue de faire face à d'importants défis. «Chercher un appartement ou trouver un travail, c'est difficile. Je ne fréquente pas les restaurants ou les cafés, j'ai l'impression que le monde me regarde comme si j'étais une mauvaise personne.»

Après un secondaire inachevé et plusieurs années sur l'aide sociale, l'art s'est avéré être son unique porte de sortie. «Dans le nord, les filles apprennent la couture et les garçons à faire de la sculpture donc j'ai toujours su faire ça.»



Simiuni Nauya a commencé à vendre ses sculptures en 2012. – PHOTO CAMILLE GAÏOR/24H

Si Simiuni arrive à subvenir à ses besoins, ce n'est pas le cas de tous.

«À Montréal, 0,6 % de la population est autochtone et ils représentent 10 % de la population itinérante», rappelle Emile Roux, directeur général de la Société de développement social de Ville-Marie (SDSVM), qui organise depuis trois ans des ateliers de démonstration au festival Présence autochtone, auxquels participeront quatre sculpteurs inuit, tous usagers de La Mission Saint-Michael.

«C'est une façon de créer un lien, de briser la glace et tous les revenus de la vente d'objets leur reviendront», poursuit M. Roux.

Jusqu'au 5 août

Le festival Présence autochtone et l'exposition taku à la galerie Carte Blanche sur la rue Amherst se tiendront du 30 juillet au 5 août prochain.

Les ateliers de démonstrations auront lieu à la place des Festivals, jeudi et vendredi de midi à 20 h, samedi de 14 h à 20 h et dimanche de 15 h à 20 h.

La Fondation de la CCAM appuie la SDSVM

PAR LYNE BOISVERT 89 VUES · 1 SEPTEMBRE 2015 · AUCUN COMMENTAIRE
NOUVELLES, PERSONNES ET LIEUX · TAGGED: CCAM, ITINÉRANCE, MONTRÉAL, PARTENARIAT, SDSVM

Partagez-le !



Intervention de la SDSVM à la station de métro Berri-UQAM. (Photo SDSVM)

La Fondation de la Corporation des concessionnaires d'Automobiles de Montréal (CCAM) annonce son partenariat avec la Société de développement social de Ville-Marie (SDSVM), pour le projet Pôle de services en itinérance.

Ce projet compte plus de 1400 interventions menées dans les stations de métro du centre-ville de Montréal et des consultations médicales offertes à des personnes en situation d'itinérance. En 2014, la CCAM avait remis un montant de 5000 $ à cet organisme.

Ce nouveau partenariat correspond à la mission de la Fondation de la CCAM. Elle souhaite s'engager à plus long terme dans des projets innovants et appuyer des organismes sans but lucratif de son territoire oeuvrant principalement dans le milieu de la santé et auprès de personnes en difficulté.

Ses objectifs sont d'appuyer – par la remise de dons – des projets sociaux ou humanitaires et d'augmenter la présence et la visibilité des concessionnaires d'automobiles dans la communauté.

Émile Roux

directeur général de la Société de développement social de Ville-Marie (SDSVM)
Executive Director of the Société de développement social de Ville-Marie (SDSVM)

Émile Roux est devenu directeur général de la SDSVM, le 13 avril dernier. M. Roux détient une maîtrise en communication et marketing. Il a commencé sa carrière au Groupe Canal+ avant de devenir entrepreneur, au Québec, dans les nouvelles technologies. Il a participé au lancement de nombreuses applications web et mobiles qui ont reçu plusieurs prix (OCTAS, Mobiz). Sensible aux problèmes sociaux depuis un séjour prolongé sur le continent africain, il a décidé de s'y consacrer grâce à ce nouveau défi. / Émile Roux was appointed Executive Director of the SDSVM on April 13, 2015. Roux has a Master's in Communication and Marketing. He started his career with Groupe Canal+ before moving to Quebec and becoming an entrepreneur in new technology. He played an important role in the launch of several online and mobile apps that were awarded numerous prizes (OCTAS, Mobiz). Clued in to social issues following a prolonged stay in Africa, he decided to use this new challenge as an opportunity to get involved.

25 avril 2015



Émile Roux
Directeur général, Société de développement social de Ville-Marie

Émile Roux devient directeur général de la Société de développement social de Ville-Marie (SDSVM). Il a amorcé sa carrière en France et au Congo dans le secteur des médias avec le groupe télévisuel Canal+. Il était jusqu'à tout récemment directeur marketing et communication de Metix, où il accompagnait les PME dans l'élaboration de leur stratégie marketing et dans la valorisation de la mise en marché de leurs offres. Précédemment, M. Roux a été développeur d'affaires pour Taste Filter, un moteur de recherche intelligent et évolutif. Il possède une maîtrise en communication et marketing de l'ISTEC de Paris.

« On a tous un rôle à jouer pour réintégrer les itinérants, les entreprises aussi »

— **Émile Roux,** *directeur général de la Société de développement social de Ville-Marie*

Matthieu Charest
matthieu.charest@tc.tc

Entrevue 60 secondes – Vous revenez de Chicago, où vous avez assisté au lancement de l'initiative 100 000 Opportunities. Pourquoi était-ce important d'y être et qu'y avez-vous appris ?

Il y a trois ans, Starbucks a lancé un programme afin de créer 10 000 occasions (des stages, des emplois ou de la formation) pour les jeunes de 16 à 24 ans en situation précaire. Puis, le pdg de la chaîne, Howard Schultz, a convaincu d'autres chefs d'entreprise de se joindre à lui [comme Wal-Mart, Target et Microsoft], et l'objectif est passé à 100 000. Je suis donc allé voir comment ça se passe aux États-Unis, puisque nous voulons reproduire leur modèle à Montréal, mais sans restriction d'âge. Nous voulons atteindre 1 000 contrats de travail d'ici 2018, soit environ 50 % de plus que ce que nous faisons actuellement. D'ailleurs, nous avons été choisis par Starbucks pour nous occuper de leur programme de réinsertion dans la région de Montréal, pendant deux ans. Pour nous, c'est un contrat majeur. Nous allons commencer dès septembre, et nous voulons profiter de l'impulsion pour en faire le maximum, pour intéresser le plus d'entreprises possible, peu importe leur taille.

Quel intérêt cela représente-t-il pour une entreprise de participer à un tel programme ?

Il y a des retombées positives pour leur image de marque. Mais il n'y a pas que ça. Les avantages d'un programme de responsabilité sociale se font même sentir à l'interne. Ça permet aux employés de se rendre compte qu'ils ont un impact sur leur société. Et il faut briser la perception selon laquelle on ne peut pas réinsérer certains itinérants. Ce n'est pas vrai. La plupart veulent travailler, et on a tous un rôle à jouer pour les réintégrer, les entreprises aussi. Surtout dans un contexte d'austérité, la solution, c'est que le privé joue un rôle. Mais les entreprises ne sont pas seules, nous allons les accompagner et leur présenter de bons partenaires pour y arriver. Avec Starbucks, par exemple, nous avons commencé par organiser une journée de bénévolat avec une cinquantaine de personnes. Ça nous a permis d'aller plus loin avec eux. Je dis toujours aux entreprises : « Commencez par un candidat. On va y aller une étape à la fois ». Et ça fonctionne très bien.

Quels sont vos projets à court et moyen terme ?

En novembre, nous voulons lancer une agence d'emploi sur le Web pour les sans-abri ou les gens éloignés du marché du travail. Il y a toute une tranche de la population qui n'est pas visible dans les réseaux traditionnels, et en leur créant un profil en ligne, ça facilite grandement la recherche d'emploi. Comme aux États-Unis, il faut que nous réunissions une grande coalition, les gouvernements, les entreprises et les OBNL, autour d'une table afin de créer des occasions. La meilleure façon de sortir les gens de l'itinérance ou de la pauvreté, c'est par l'emploi et la formation.



CV

Émile Roux
Directeur général de la Société de développement social de Ville-Marie

Globe-trotter, Émile Roux a pris la direction de la Société de développement social de Ville-Marie en avril 2015. Cet organisme se définit comme le « premier courtier en valeurs sociales en Amérique du Nord ». Sa mission : agir en tant qu'intermédiaire entre les entreprises privées et les programmes de réinsertion, en trouvant des emplois, des stages et des formations aux personnes en situation d'itinérance ou éloignées du marché du travail.



PHOTO : ULYSSE LEMERISE BOUCHARD

Starbucks Canada

150 postes en trois ans

Les jeunes Montréalais âgés de 16 à 24 ans pourraient bénéficier d'un programme de placement professionnel proposé par Starbucks Canada. Ce programme est destiné aux jeunes défavorisés éprouvant des difficultés à intégrer le marché du travail en raison de problème social (décrochage scolaire, du chômage, violence, dépendances, santé mentale, etc.). La démarche, validée par un organisme de réinsertion professionnelle, leur permettra de bénéficier soit d'une formation de *barista* d'une durée de quatre semaines, soit d'un contrat permanent chez Starbucks Canada avec les mêmes conditions que les employés réguliers. Les jeunes auront aussi la possibilité d'être accompagnés dans le cadre d'un retour aux études ou d'une recherche d'un autre emploi. Une dizaine de candidatures seront sélectionnées chaque mois pour permettre à un maximum de jeunes de profiter de cette opportunité. ■



PHOTO D'ARCHIVES AFP

Starbucks embauchera des jeunes défavorisés

La chaîne de restaurants Starbucks pose un geste concret contre le chômage et l'itinérance à Montréal en réservant 10 % de ses postes vacants à des jeunes défavorisés. Starbucks Canada a annoncé hier avoir pris un engagement à cet effet avec la Société de développement social de Ville-Marie (SDSVM), à Montréal. Les jeunes visés sont âgés de 16 à 24 ans, ne travaillent pas et ne sont pas aux études. Ces jeunes sont motivés et désirent ardemment travailler, mais font face à diverses barrières systémiques à l'emploi et ont besoin d'encore plus de soutien pour trouver du travail.

ARTICLES RÉCENTS

2015-10-16 - La Vitrine 16 octobre – Cinémania



2015-10-16 - L'arrêt ministériel pourrait être signé vendredi



2015-10-15 - La colocation pour la réintégration



2015-10-15 - Réinventer le tango traditionnel

Réinsertion professionnelle des personnes itinérantes : le défi de la 2e chance

f 121 PARTAGEZ SUR FACEBOOK 12 PARTAGEZ SUR TWITTER AUTRES

CAMILLE GAIOR

Retrouver un statut et un emploi demeure tout un défi pour les personnes itinérantes. À l'occasion de la Nuit des sans-abri, le 24 Heures vous présente 3 portraits d'individus qui travaillent à se sortir de la rue.

Les vols, la drogue, la prison et la rue ont un peu toujours fait partie de la vie de Gilles Côté. Aujourd'hui, l'homme de 50 ans n'est pas peu fier de travailler depuis 4 ans au parc Émilie-Gamelin et d'être abstinent depuis 9 ans et 6 mois. «Je suis fier du chemin que j'ai accompli, mais si seulement j'avais pu le faire avant, je n'aurais pas perdu toutes ces années, regrette-t-il. Ma vie a vraiment commencé à 40 ans.»

Date	Nom de l'émission	Sujet abordé	Durée
12/12/2015	Les Oranges Pressées	Lancement de Action Médiation	10min
30/11/2015	Les Oranges Pressées	Lancement du PSI phase 4	10min
02/11/2015	Les Oranges Pressées	Congrès de l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance	10min
19/10/2015	Les Oranges Pressées	Itinérance et politique : les promessses des candidats	10min
05/10/2015	Les Oranges Pressées	Le temps d'une soupe et la nuit des sans-abri	10min
21/09/2015	Les Oranges Pressées	Campagne Destination Emploi - Ulule	10min
24/08/2015	Les Oranges Pressées	Le rôle du secteur privé dans la réinsertion des personnes éloignées du marché (Chicago)	10min
01/06/2015	Les Oranges Pressées	Itinérance et nouvelles technologies	10min
04/05/2015	Les Oranges Pressées	L'Art comme vecteur de réinsertion sociale	10min
20/04/2015	Les Oranges Pressées	Le travail: vecteur de réinsertion des personnes itinérantes	10min
09/02/2015	Les Oranges Pressées	Présentation de la SDSVM	10min

Date	Nom de l'émission	Sujet abordé	Durée
02/09/2015	Mag hebdo	Itinérance dans le métro et santé mentale	13min

Date	Nom de l'émission	Sujet abordé	Durée
15/11/2015	Info	Lancement Starbucks	06 min

Date	Nom de l'émission	Sujet abordé	Durée
27/11/2015	Le Bulletin	Destination Emploi	07 min

REMERCIEMENT



La Société de développement social tient à remercier la ville de Montréal et toute l’équipe du service développement social et communautaire ainsi que de l'itinérance pour leur précieux soutien dans la réalisation de sa mission à Montréal.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL
VOTRE COURTIER SOCIAL À MONTRÉAL

Pôle de Services en Itinérance (PSI) - PHASE 4



Rapport d'activité du 1er novembre 2015 au 30 mai 2016

MISSION, VISION, VALEURS

Mission

Déploiement d'une équipe de 4 intervenants sociaux dans 5 stations de métro à Montréal afin de dialoguer avec les personnes en situation d'itinérance et de les orienter, selon leurs besoins, vers les différentes ressources disponibles.

Vision

La médiation est la première étape dans le processus de réinsertion sociale, elle permet de mieux comprendre les personnes itinérantes pour leur offrir les outils et les services dont ils ont besoin pour envisager une sortie de la rue.

Valeurs

Médiation - Collaboration - Réinsertion









PARTENAIRES PSI IV

Partenaires du Pôle de Services en Itinérance (PSI) - phase 4 :

STM

Fondation J.A Bombardier

Fondation de la Corporation des concessionnaires d’ automobiles de Montréal

Député Jacques Chagnon

L'ÉQUIPE DU PSI IV

Elles sont sur le terrain chaque semaine et font battre le coeur du PSI :

1 Coordonnatrice



Brassard



Badge d'identification recto



Badge d'identification verso

Planning des interventions

Lundi	*Mardi*	*Mercredi*	*Jeudi*	*Vendredi*
	09h-12h	09h-12h		
13h - 17h	13h - 17h	13h - 17h	13h - 17h	

4 Intervenantes





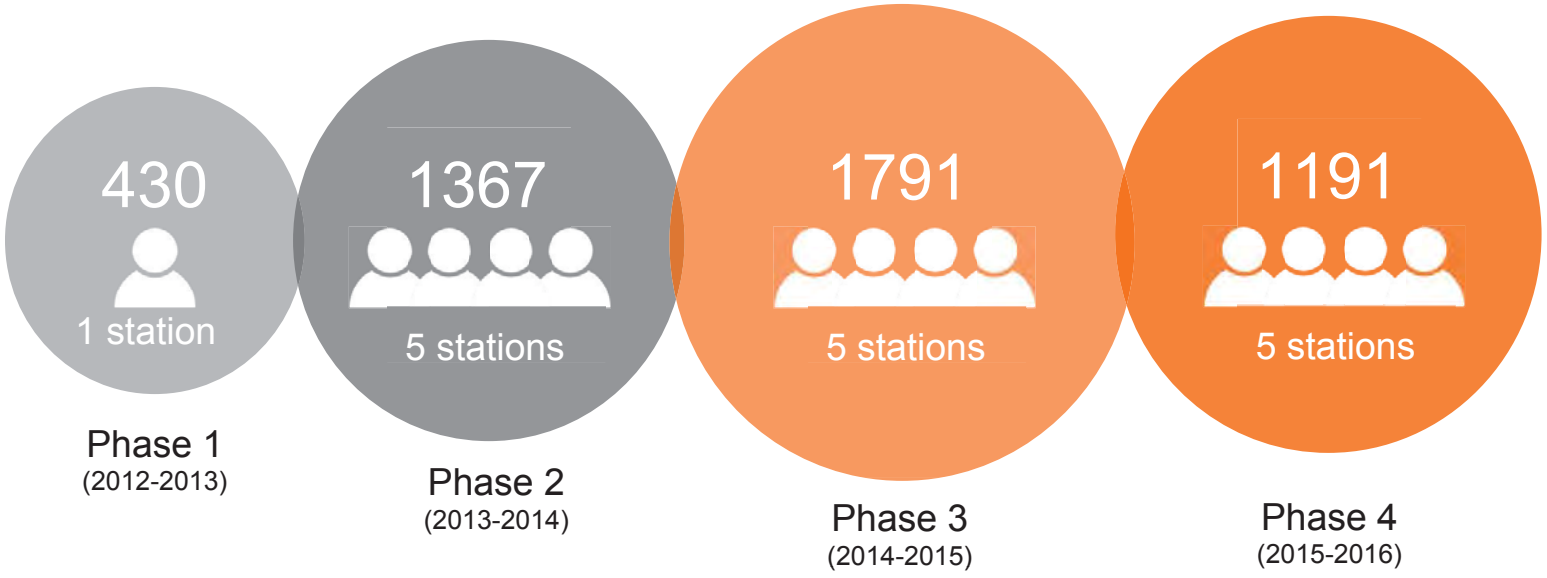






INTERVENTIONS RÉALISÉES

Nombre de contacts avec des personnes itinérantes réalisés par les intervenants depuis la mise en place du PSI dans les stations de métro de Montréal :



Nombre d'interventions réalisées / nombre de station / nombre d'intervenants

INTERVENTIONS PAR STATION

Répartition du nombre d'interventions réalisées par station de métro dans le cadre du PSI 4 (vs PSI 2 &3) :

	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Berri-Uqam	260	533	346
Place des Arts	230	328	238
McGill	355	567	269
Bonaventure	205	151	215
Atwater	230	205	75

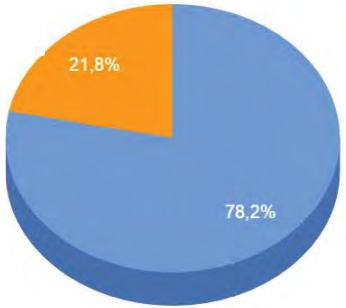


Autres stations visitées

Beaudry	11
Papineau	10
Square Victoria	3
Peel	1
Guy Concordia	1
Plamondon	1

PROFIL DES PERSONNES REJOINTES

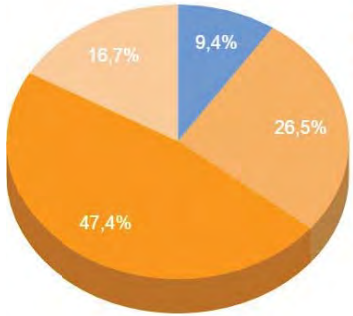
SEXE



Homme
Femme

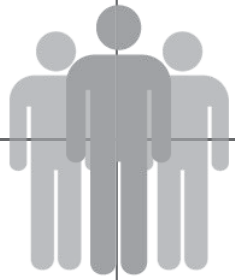
2014 - 2015
HOMME (80,4%)
FEMME (19,6%)

ÂGE

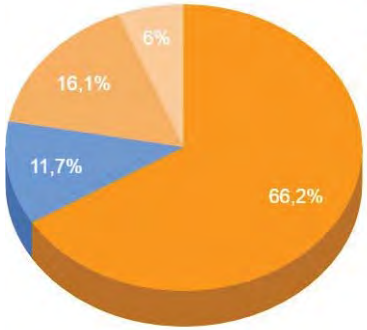


18-24 ans
25-39 ans
40-54 ans
55 et +

2014 - 2015
18-24 (3,9%)
25-34 (13,5%)
35-44 (23,1%)
45-54 (33.1%)
55-64 (20,6%)
+65 (3,9%)



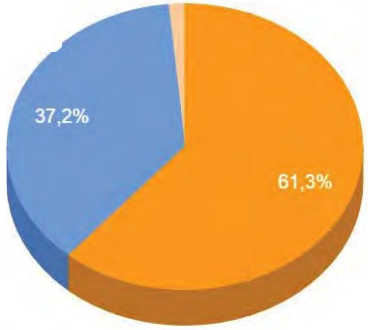
ORIGINE CULTURELLE



Canadien
Immigrant
Autochtone
Inuit

2014 - 2015
Can. Français (57,5%)
Can. Anglais (23,5%)
Autochtones (6,3%)
Inuits (8%)
Autre (4,8%)

LANGUE MATERNELLE

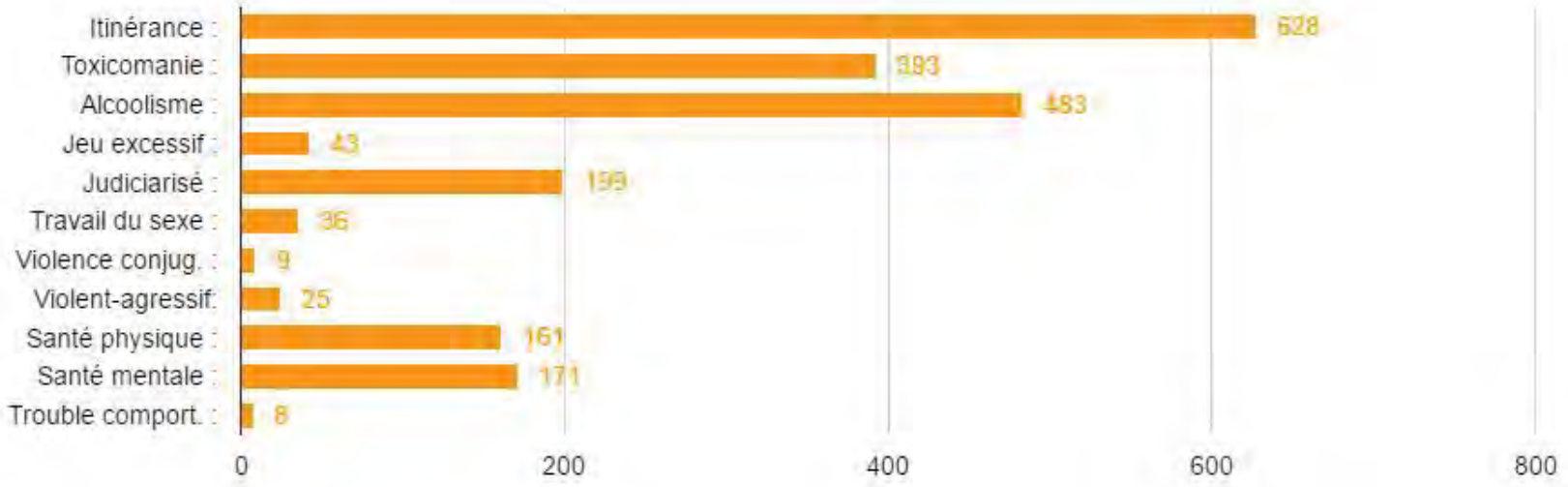


Francophone
Anglophone
Autre

2014 - 2015
Français (60,5%)
Anglais (28,2%)
Autre (11,3%)

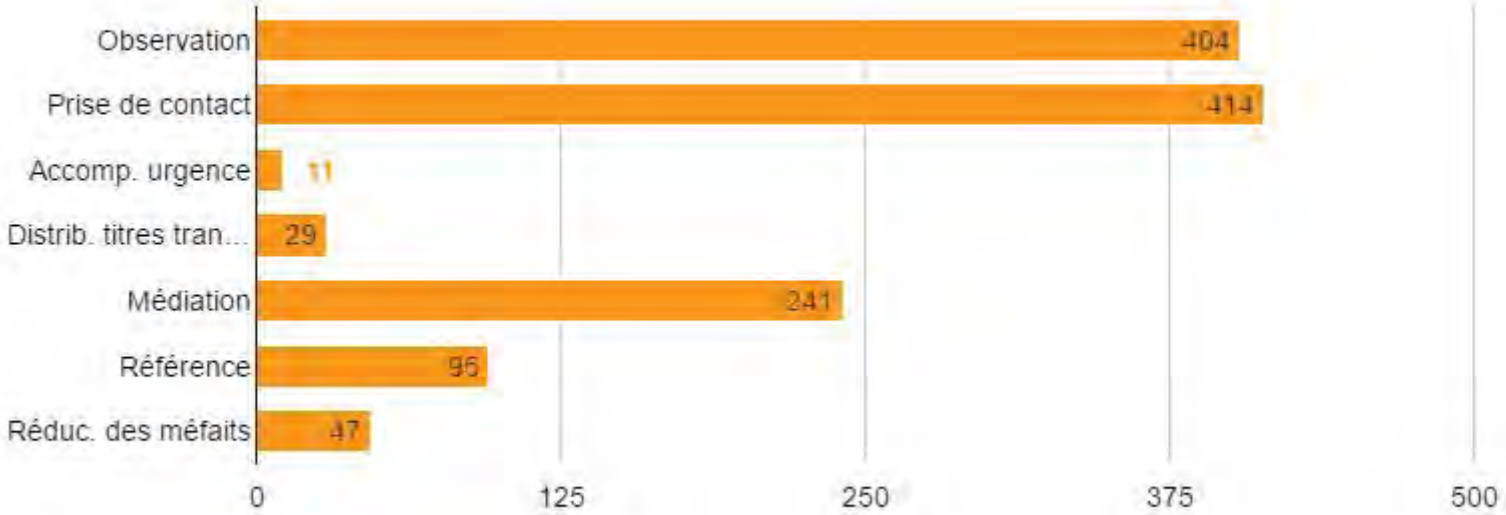
PROBLÉMATIQUES DES PERSONNES REJOINTES

Type et nombre de problématiques rencontrées



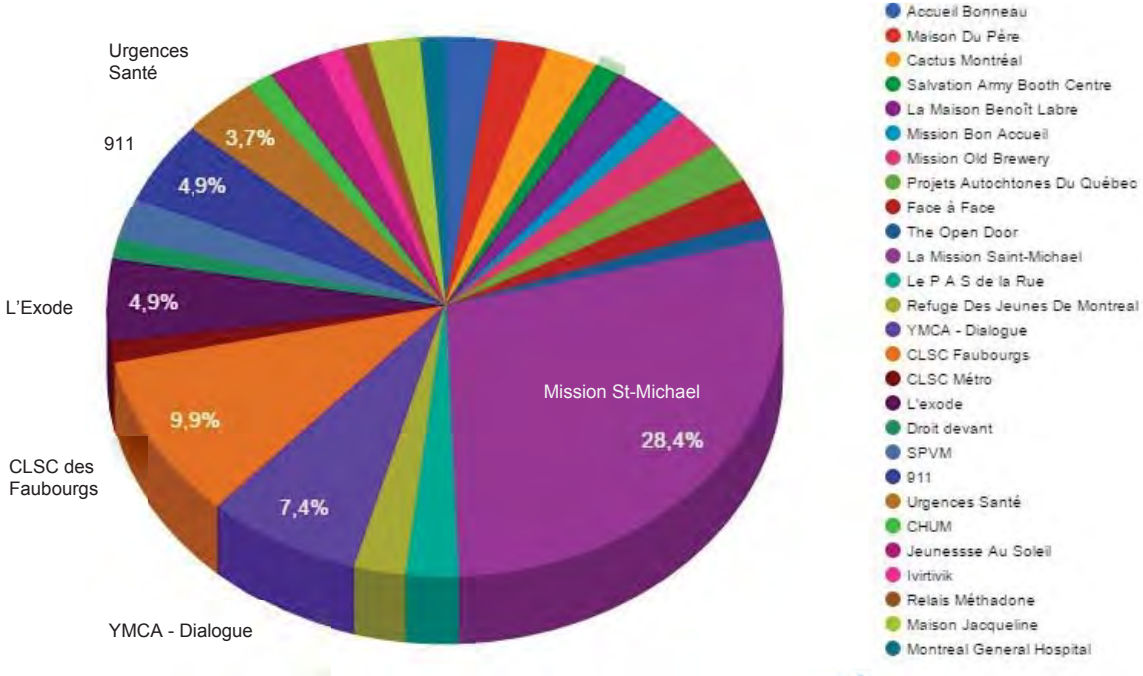
TYPES D'INTERVENTIONS RÉALISÉES

Type et nombre d'interventions réalisées



RÉFÉRENCES PAR ORGANISME

Répartition du nombre de références réalisées vers les différentes ressources et services pour les personnes en situation d'itinérance :



Répartition en %age du nombre de références par organisme



PROGRAMME PAIR AIDANT

Projet pilote de 4 semaines (14 mars - 08 avril 2016) pendant lesquelles un pair-aidant (personne ayant vécu une situation d'itinérance) a accompagné l'intervenante pendant ses tournées dans le métro.



UN BILAN POSITIF

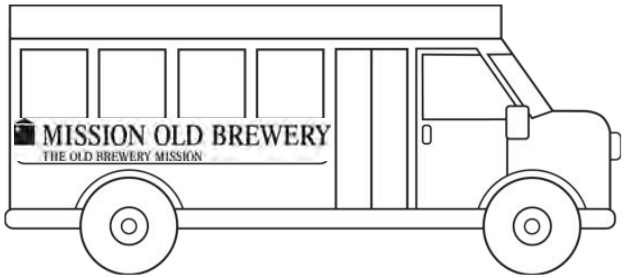
- Le pair-aidant prend très à coeur son rôle et est très fier de participer au programme.
- La pair-aidant a directement été impliqué dans la résolution de cas auprès de personnes intoxiquées en faisant preuve d'un professionnalisme qui a même étonné l'intervenante.
- Le pair-aidant a émis le souhait de pouvoir prolonger son expérience voir même de contribuer à la mise en place d'une équipe de pair-aidant qu'il souhaiterait former et entraîner à la pratique d' interventions sur le terrain.



"Mon expérience avec Jérôme comme pair-aidant a été très positive dans son ensemble. Jérôme était très enthousiaste à l'idée de travailler et motivé pour faire une différence dès le début et pendant les 4 semaines de son mandat. Jérôme a démontré de nombreuses qualités professionnelles dont la patience, le tact, des aptitudes à la communication interpersonnelle, la pensée logique et appropriée des renvois aux clients. Jérôme n'interfère pas avec les interventions que j'avais besoin de gérer; il a pris du recul jusqu'à ce qu'il sente que son implication soit utile."

Caitlin Murphy, intervenante PSI

NAVETTES DE LIAISON OBM



01/12/2015
01/04/2016

(123 jours d'activités)

317 personnes transportées

(308 hommes
9 femmes)

Présence de la navette de la mission Old Brewery à la station Bonaventure afin de diriger les personnes sans-abri qui le désirent vers des refuges disponibles :

- Tous les soirs, 30 minutes avant et 30 minutes après la fermeture de la station
- Tableau : nombre de transports par mois



SÉANCES DE MASSOTHÉRAPIE







Chaque vendredi entre 10h et 12h, l'équipe de thérapeutes bénévoles du *Spa de la rue* transforme la Mission St-Michael en un Spa d'un jour afin d' aider les usagers aux prises avec maux de dos, douleurs articulaires, stress et insomnies. Principaux avantages du programme :

- Prévenir ou retarder la dégradation progressive de l'état de santé, dans les cas de précarité sociale ;
- Soulager les bénéficiaires de leurs maux physiques et leur offrir une écoute bénéfique ;
- Orienter adéquatement la clientèle et l'assister dans le cheminement de son processus de mieux-être ;
- Informer les mères de familles de l'influence des habitudes alimentaires sur la santé.

PLATEFORME RECONNECT

20 › 30 %

du temps est dépensé par les acteurs sociaux à refaire les papiers.

La perte des papiers d'identité est une problématique récurrente chez les personnes en situation de grande précarité et représente un temps considérable dépensé par les acteurs sociaux à les refaire. En permettant de retrouver toutes les données relatives à la personne, Reconnect permet de recentrer le travail social sur l'accompagnement.

RECONNECT
Le nuage solidaire

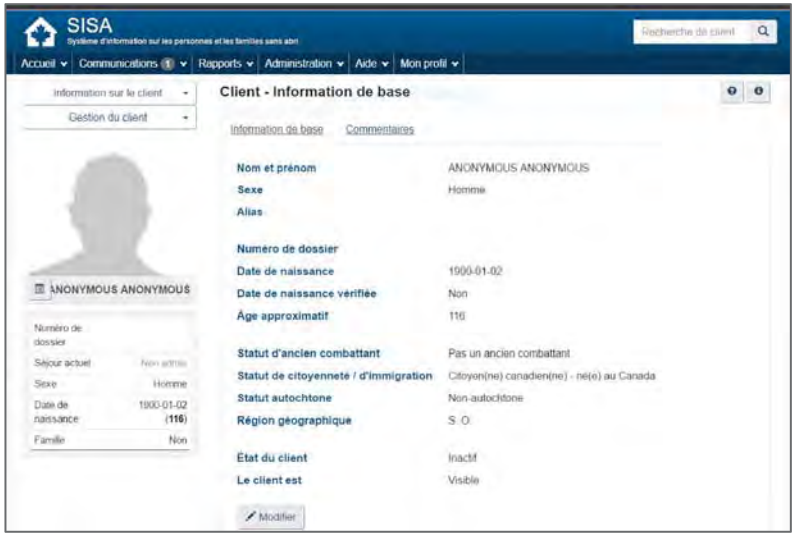
Cette année grâce au PSI, nous avons pu installer la plateforme *Reconnect* dans 4 relais du centre ville de Montréal : Mission St-Michael, Sac à dos, YMCA Dialogue et Maison Benoît Labre.

Reconnect est un service permettant aux personnes sans-abri de stocker et partager en toute sécurité leurs documents personnels (identité, CV, contrats, factures, photos, etc.) avec leurs intervenants pivots dans le cadre d'une démarche de réinsertion.

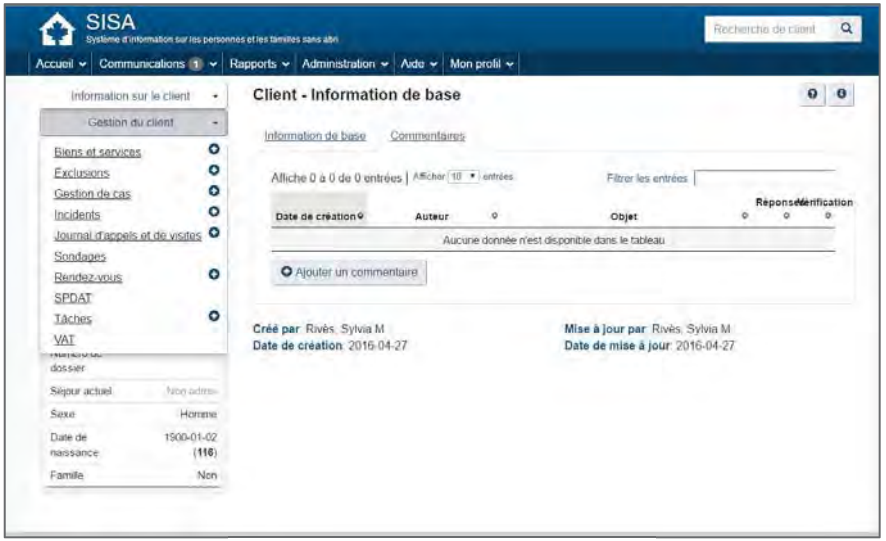


Capture d'écran Reconnect - tableau de bord du bénéficiaire

En 2016, le PSI est le premier projet d'intervention terrain à utiliser le système d'information sur les personnes et les familles sans-abri à Montréal (SISA).
SISA permet aux intervenants de compiler et de partager des informations reliées à des personnes rencontrées lors de leurs interventions avec le reste de l'équipe mais aussi, et surtout, avec d'autres ressources et services directement impliqués dans l'accompagnement de l'individu (hors services de police).



Capture d'écran SISA - information sur le client



Capture d'écran SISA - gestion du client

MERCI !

Pour plus d'informations sur le PSI, veuillez nous contacter :

info@courtier.social

514-312-7344

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

www.courtier.social

RAPPORT ANNUEL 2015-2016

Préparé par Sylvie Baillargeon, Directrice générale pour l'assemblée générale annuelle du 14 juin 2016

Article 7.08



DES OUTILS POUR L'AVENIR

MOT DE LA PRÉSIDENTE

L'année 2015-2016 fût encore une très bonne année pour Intégration Jeunesse du Québec.

Depuis 36 ans, l'organisme soutient l'intégration des jeunes adultes au marché du travail grâce à de multiples services orientés sur les besoins des jeunes et sur ceux du marché du travail. Cette année encore, plusieurs projets réalisés ont connu d'excellents résultats, non seulement au bénéfice des jeunes mais également auprès de nombreux partenaires et collaborateurs.

Grâce aux efforts concertés d'une équipe d'employés dédiés et du soutien des entreprises privées et des gouvernements concernés par le développement des compétences de la main-d'œuvre, c'est plus de 18 500 jeunes adultes qui ont pu accéder à l'un ou l'autre des services spécialisés de main-d'œuvre d'Intégration Jeunesse du Québec jusqu'à ce jour.

Au nom des membres du conseil d'administration il me fait plaisir de rendre hommage aux employés d'Intégration Jeunesse de Québec pour leurs efforts exceptionnels au quotidien dans l'accomplissement de la mission de l'organisme. Leur engagement, leur persévérance et leur dynamisme sont indéniables et il me fait plaisir de les remercier très chaleureusement.

Je souhaite également remercier sincèrement les membres du conseil d'administration qui se sont dévoués et impliqués tout au long de l'année et qui contribuent de façon remarquable aux succès de l'organisme. Merci d'y croire !

En terminant, nous souhaitons à Intégration Jeunesse du Québec de nombreuses et bonnes années à venir dans la continuité de sa mission auprès des jeunes adultes !



Claudine Otis
Présidente du Conseil d'Administration

Directrice financements
aux entreprises
Mouvement Desjardins

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 4
Faits saillants 5
Membres du conseil d'administration 6
Service d'aide à l'emploi 7
Service de formation 11
Service de main-d'œuvre aux individus et institutions 17
Perfectionnement de la main-d'œuvre 18
Communications 19
Levées de fonds, dons et commandites 23
Planification stratégique 24
Représentations 25
Conclusion 29
Annexe photos 30

INTRODUCTION

Au cours de l'exercice, les activités d'aide à l'emploi, de stages et de formation professionnelle ont permis à 706 jeunes adultes, d'intégrer le marché du travail, d'obtenir un emploi d'été, de retourner aux études, de bénéficier de l'aide d'un mentor ou d'être inscrit dans un autre mesure. Nos activités de suivi, d'accompagnement et d'aide à l'emploi à Gédéon-Ouimet ont bénéficié à 266 personnes et nous avons rejoint plus de 580 personnes dans les ateliers thématiques ou kiosques dans les Centres de formation. 588 jeunes ont participé aux ateliers pré-emploi. Plus de 150 entreprises ont été rejointes dans les différents projets.

L'année 2015-2016 fut marquée par la mise en œuvre de plusieurs projets dont certains n'étaient pas assurés au début de l'année. Plusieurs nouvelles mamans sont revenues, d'autres ont quitté temporairement IJQ. Une nouvelle recrue est venue se joindre à l'excellente équipe d'Intégration Jeunesse. Le conseil d'administration a accueilli plusieurs nouveaux membres, qui viennent compléter l'expertise précieuse du conseil, si importante pour l'organisme.

Soulignons les nombreux travaux entourant la démarche de planification stratégique et qui ont donnés lieu à plusieurs échanges fructueux ainsi qu'au développement d'un plan d'action ambitieux pour les prochaines années.

Les projets ont connus de très bons résultats à nouveau et nous avons dû adapter nos stratégies en fonction de certains nouveaux paramètres, notamment du côté des clientèles visées. Pour les activités de levées de fonds, l'édition de la 16ième édition du Souper-bénéfice fut une très belle réussite, sous le signe du 35ième d'IJQ. L'extraordinaire implication du conseil d'administration, accompagné des co-présidents a permis cette année encore, d'amasser des fonds qui sont cruciaux pour l'organisme. Nous avons aussi débuté une expérimentation dans le «sociofinancement » par le web pour soutenir un projet spécifique.

Les activités complémentaires que sont les ventes de services ont aussi connues une bonne année dans certains volets.

Les membres du conseil d'administration sont des acteurs stratégiques pour l'organisation et sans leur contribution notre survie serait fragilisée! Nous sommes privilégiés qu'ils soutiennent la cause des jeunes ! L'équipe d'employés est professionnelle, dynamique, axée sur la qualité et les résultats. La polyvalence qu'exige l'intervention auprès d'une multitude de partenaires est un atout significatif qui fait honneur à tout le personnel. Pour réaliser notre mission, c'est l'énergie et le désir de chacun qui permet de se mobiliser vers la réussite des jeunes ! La fierté doit nous animer et nous inspirer.

FAITS SAILLANTS

- 150 jeunes ont obtenu un emploi ou sont retournés aux études par notre Service d'aide à l'emploi.
- 31 jeunes immigrants ont bénéficié d'un mentor par le projet Mon avenir au Québec.
- 10 jeunes ont obtenu un stage durant le projet Carrière en tête.
- 18 personnes ont réalisé un stage avec le projet FIT.
- 15 jeunes ont obtenu un emploi de testeur de jeux vidéo.
- 8 participants ont obtenu un emploi d'agent administratif.
- 129 élèves de Gédéon-Ouimet ont bénéficié des services de suivi et d'accompagnement et 580 élèves ont participé à plus de 70 ateliers.
- 137 élèves de Gédéon-Ouimet ont bénéficié des projets 16/17-16/20 et participé à plus de 16 ateliers et 85 activités sportives, socio-culturelles, environnementales et d'employabilité.
- 16 élèves de Gédéon Ouimet ont participé au projet Vert en ville, 19 activités réalisées, 14 actions et totalisant 75 heures d'activités.
- 36 jeunes ont obtenu un emploi de moniteur de camp de jour.
- 19 jeunes ont obtenu un emploi de surveillant de pataugeoire.
- 29 jeunes ont obtenu un emploi de sauveteur de piscine.
- 588 jeunes ont bénéficié des ateliers de Valorisation Jeunesse, 390 jumelages employeurs-jeunes effectués dans 133 milieux d'emploi différents.
- Plus de 270 personnes ont bénéficié des services conseils professionnels en carrière dispensés par Formons et 11 personnes en Quincaillerie
- Réalisation de l'activité de reconnaissance. - Organisation de l'activité de clôture de Valorisation Jeunesse-Place à la relève.
- Participation de la corporation à 3 Salons
- Réalisation d'une vidéo pour les 35 ans d'existence de l'organisme
- Inauguration de la salle Jean-Guy Tremblay
- Réalisation de la Planification Stratégique
- Réalisation du Souper-bénéfice 16^{e} édition et organisation de la 17^{e} édition.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Otis, Claudine *	Directrice financement aux entreprises	Mouvement Desjardins
Comtois, Mario**	Directeur, Comptes majeurs et promotions	Réseau Uni-Sélect
Prévost, Alain ***	Directeur principal, Taxes indirectes	KPMG
Beaudet, Charles	Directeur général, Est du Canada	Barrett Xplore
Moreau, Jonathan	Directeur général	Bungalow Corporation
Stam, Jean-Michel	Vice-président, réseaux d'affaires électronique	Mediagrif
Bertrand, Diane	Associée	Fasken, Martineau, Dumoulin
Pomerleau, Francine	Présidente et Directrice générale	Cendrex
Fallon, Alexandre	Sociétaire	Osler, Hoskin & Halcourt
Langlois, Luc	Directeur exécution détail	Metro division Super C
Lamoureux, Éric	Directeur général	CAP Conseillers Affaires Publiques

* Présidente
** Vice-président
*** Secrétaire-trésorier

SERVICE D'AIDE A L'EMPLOI et MON AVENIR AU QUÉBEC

Le Service d'aide à l'emploi permet, depuis 32 ans, soit 1984, à des jeunes adultes sans emploi d'accéder à au marché du travail en développant une méthodologie, des techniques et des outils pour obtenir les emplois convoités. Pour ce faire, un plan personnalisé d'intervention est produit afin de permettre aux jeunes adultes de planifier, de décider et d'organiser leurs démarches de recherche d'emploi. Des ateliers sont aussi offerts depuis quelques années.

Ce service est financé par le biais d'un contrat avec Emploi-Québec du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec dans la mesure "Service d'aide à l'emploi".

La clientèle desservie, âgée de 18 à 35 ans. Une nouvelle demande d'Emploi-Québec cette année est d'augmenter la clientèle de personnes prestataires de l'Assistance-Emploi et de l'Assurance-Emploi et par conséquent de diminuer celle des « sans revenus ». Cette année le recrutement de la clientèle visée a été difficile. Emploi-Québec ne nous réfère pas de candidats. Toutefois, nous avons établis des stratégies qui devraient nous permettent de les rejoindre. Pour la clientèle « sans revenu », nous continuons d'avoir des références provenant du bouche-à-oreille. Nous attribuons ces références à la satisfaction des participants. Le recrutement est plus facile pour cette tranche de notre clientèle.

Sur le plan du financement, l'année 2014-2015 était la troisième année de l'entente triennale signée en 2013.

Les résultats présentés couvrent également le volet Mentorat qui permet le jumelage d'un mentor avec des nouveaux arrivants et des membres des communautés culturelles. L'entente s'échelonne du 1er juillet au 30 juin et le présent rapport couvre la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016. L'objectif était de 195 admissions et de 117 résultats positifs, soit retours en emploi, aux études ou transfert dans une autre mesure d'aide.

Les résultats obtenus sont les suivants : 222 admissions, 150 résultats positifs dont 89 placements en emploi, 28 retours aux études et 33 inscriptions à une autre mesure.

Pour le mentorat, l'objectif était de réaliser 35 jumelages*; les résultats sont de 31 jumelages.*

SERVICE D'AIDE À L'EMPLOI



CARRIÈRE EN TÊTE

Ce projet favorise l'embauche de personnes nouvellement diplômés de niveau post-secondaire par les petites et moyennes entreprises. Les participants acquièrent une première expérience significative dans le domaine de leurs études pendant de 12 à 16 semaines, période pendant laquelle l'employeur reçoit le remboursement d'une partie du salaire versé. Le maintien en emploi est visé après ces semaines initiales d'expérience de travail. Le projet a débuté en janvier 2015 et s'est terminé en août 2015.

Les objectifs visés étaient de placer 12 jeunes en emploi, dont 10 qui seront toujours en emploi à la fin du projet et 1 qui retournera aux études

Les résultats obtenus sont les suivants : 12 admissions, 9 placements en emploi et 1 retour aux études.

FIT (Formation- Intégration- Travail)

Le projet FIT Formation – Intégration – Travail) est un projet de soutien à l'intégration au travail qui fournit un accompagnement aux entreprises et à leurs employés nouvellement embauchés. La première édition du projet s'est terminée en septembre 2015. IJQ avait joué un rôle important dans son développement. Initiative d'envergure gérée par notre regroupement national (le RSSMO), la cible était l'intégration durable en emploi de 100 personnes au niveau provincial, au sein d'entreprises à la recherche de main-d'œuvre qualifiée.

Les participants suivent des formations générales et spécifiques pour faciliter leur intégration dans les secteurs de plastique, commerce de détail, bureautique/comptabilité, et agriculture. Ils travaillent pendant de 12 à 20 semaines pour un employeur de ces secteurs et l'employeur reçoit le remboursement d'une partie du salaire versé.

De la cible provinciale de 100, *IJQ était responsable de placer 11 participants en emploi. Finalement nous avons placé en en emploi 18 candidats.*

Un nouveau projet a débuté en mars 2016 et IJQ a une cible de 9 participants.

SERVICE D'AIDE À L'EMPLOI





EMPLOI MAINTENANT : Ce projet financé par le fédéral dans le cadre de Connexions Compétences favorise l'embauche de nouveaux employés pour les entreprise ou organismes. Les participants reçoivent cinq semaines de formation visant à développer les compétences de base essentielles pour la préparation, l'intégration et le maintien en emploi. Ensuite, ils acquièrent une expérience de travail significative dans le secteur du commerce de détail, de l'administration, de l'hébergement et l'hôtellerie durant 16 semaines, pendant laquelle l'employeur reçoit le remboursement de cinquante pourcent du salaire versé. Le maintien en emploi est visé après ces semaines d'expérience de travail.

La première cohorte a débuté en octobre 2015 et s'est terminée en février 2016. La deuxième cohorte a débuté en février 2016 et se terminera en août 2016. Les objectifs visés, pour les deux cohortes, sont de recruter 24 participants, de placer ceux-ci en emploi et qu'à la fin de l'expérience en emploi, 10 participants seront toujours en emploi et 7 participants retourneront aux études.

Au 31 mars sur 24 participants, 14 ont été placés en emploi avec subvention, 5 placés sans subvention, 4 sont toujours en emploi suite au stage. Plusieurs stages viennent de débuter et termineront leur expérience de travail vers la fin d'août 2016, les résultats seront présentés dans le prochain rapport annuel.

Nous sommes en attente d'un projet pour la prochaine année.

VALORISATION JEUNESSE /PLACE À LA RELÈVE





Issu d'un partenariat avec le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, la Ville de Montréal, le Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité sociale, le Secrétariat à la région métropolitaine et depuis deux ans du Forum Jeunesse de l'Île de Montréal, l'édition 2015 du projet était à sa septième édition.

Il vise toujours à permettre à 600 jeunes étudiants de niveau secondaire 4 et 5, principalement issus des minorités visibles, des communautés culturelles et des quartiers défavorisés d'occuper un emploi d'été valorisant. Depuis 2012, IJQ a été désigné mandataire pour réaliser l'ensemble des opérations du projet jusqu'en octobre 2015. Nous avons donc de nouveau réalisé des ateliers préparatoires à l'emploi avec les jeunes dans les écoles, avant qu'ils soient jumelés avec un employeur et qu'ils débutent leur emploi. L'atelier était de deux fois 2,5 heures par école et fut donné dans les écoles après les heures de classe, soit de 16h à 18h30 d'avril à mai 2015. Au total, 51 ateliers ont été donnés dans les écoles et 588 jeunes provenant de 34 écoles en ont bénéficié. Les participants se sont montrés très satisfaits du contenu des ateliers.

De plus, nous avons effectué cette année encore, le remboursement des forfaits accordés aux entreprises pour l'embauche des jeunes. *Plus de 122 employeurs dont 47 nouveaux, ont bénéficié de ce projet pour un total de 390 postes pour les jeunes.*

Enfin, nous avons également coordonné le recrutement des jeunes dans les 4 commissions scolaires participantes et effectuer le recrutement des employeurs, en plus de procéder au jumelage des jeunes et des employeurs. Nous avons assuré un suivi en emploi auprès de 346 jeunes dans 133 milieux d'emplois. Ce projet s'est terminé en octobre 2015.

Nous sommes aussi responsables de l'activité de reconnaissance qui clôture l'édition. 200 personnes étaient présentes. En 2015, nous avons aussi rendu aux hommages aux entreprises lors de la soirée. Une plaque de reconnaissance leur a été remise. De plus, des prix ont été décernés à 7 d'entre eux pour leur contribution particulière. Rappelons que nos projets des camps pédagogiques font aussi partie de Valorisation Jeunesse.

SERVICE DE FORMATION





Le service de formation comporte, depuis plusieurs années, différents volets. Le premier et le plus ancien est celui des programmes de formation conçus selon un modèle d'alternance travail-études. Ils s'adressent à des jeunes sans-emploi de Montréal uniquement, depuis mars 2004. Depuis 30 ans, soit 1985, ce service permet aux jeunes adultes d'acquérir rapidement des compétences leur permettant d'exercer des métiers en demande de main-d'œuvre.

Ce modèle d'alternance travail-études demeure toujours une formule gagnante qui a fait l'objet de projets pilotes de « conciliation travail-études ». Cette année, ce concept fait l'objet de plusieurs études dans le cadre des travaux portant sur l'adéquation formation-emploi. Nous sommes convaincus que notre formule mérite d'être davantage connue et documentée. Cette année avons eu la possibilité de réalisé deux projets de formation.

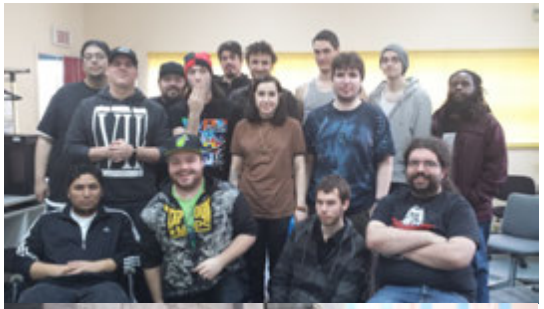
Le premier programme fut celui d'agents administratifs aux unités de soins. Il fut développé dans le cadre du projet 109, qui vise à faciliter l'embauche locale au sein du CHUM et du CSSS Jeanne Mance (maintenant le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal) par le biais de mécanismes de communication entre les organismes en employabilité et le département des ressources humaines de ces établissements.

La sixième édition de ce projet s'est déroulée du 21 septembre 2015 au 3 mars 2016. Plusieurs milieux ont participé cette année : CIUSSS Nord Montréal, Vigi Santé, CIUSSS Ouest de l'ile, CIUSSS Centre Sud de Montréal incluant : Hôpital Fleury, Hôpital du Sacré-Cœur, Clinique Médicale du Sacré-Cœur, Hôpital Jean-Talon, CHU Ste Justine, Vigi Reine-Élizabeth, Hôpital Douglas, CLSC Saint-Louis-du-Parc, CLSC des Faubourgs – Parthenais.

Le besoin de main-d'œuvre qualifiée est exprimé par les employeurs, toutefois, les dernières restructurations dans le domaine de la santé ont ralenti grandement l'embauche cette année encore du nouveau personnel. Les profils de clientèles ciblées par Emploi-Québec engendrent parfois aussi des difficultés de placement.

Les résultats attendus étaient : 15 admissions, 9 placements.
Les résultats obtenus sont : 15 admissions, 15 finissants, 8 placements.

SERVICE DE FORMATION







Le deuxième projet est celui de testeur de jeux vidéo qui en était à sa dixième édition et s'est déroulé du 19 octobre 2015 au 6 mai 2016. Cette formation répond toujours aux attentes du milieu et nous sommes de plus en plus reconnus dans le milieu. Cette année de nouveaux formateurs spécialisés se sont joints à nous et plusieurs cours ont été ajustés pour tenir compte des besoins de l'industrie. Pour une troisième anne Nous avons entre autres une simulation en temps réel de repérages de bogues.

Les résultats attendus étaient : 15 admissions, 9 placements.

Les résultats obtenus sont : 15 admissions, 15 finissants, 15 placements.

Il est toujours prévu que les tests d'évaluation de compétences de la norme professionnelle élaborée par le Comité sectoriel TechnoCompétences se tiennent dans nos locaux.

Ces deux projets de formation seront en principe reconduits au cours de l'année à l'automne 2016.

SUIVI ET ACCOMPAGNEMENT DANS LES ÉCOLES

Depuis l'an passé, certains volets ont pu s'ajouter au service de base offert. Le principal projet est celui du suivi et de l'accompagnement des étudiants du Centre de formation générale aux adultes Gédéon-Ouimet. Il s'est poursuivi pour une dixième année avec un financement d'Emploi-Québec qui accorde deux postes de conseillères. Il s'agit d'un projet s'inscrivant dans la politique d'éducation des adultes et de formation continue adoptée par le gouvernement il y a plusieurs années. Le projet s'est déroulé du 1 juillet 2014 au 30 juin 2015 et le service est rendu à raison de 35 heures semaine par deux ressources. L'objectif visé est de soutenir les élèves afin de les maintenir dans leurs démarches de formation en leur offrant un support psychosocial. De plus, le projet vise également à animer 8 ateliers pour la clientèle à trois reprises. Ces ateliers qui évoluent d'une année à l'autre portent sur divers thèmes intéressant les participants, en collaboration avec divers organismes.



Des activités sociales sont aussi organisées pour favoriser le sentiment d'appartenance au Centre. L'objectif était de rejoindre l'ensemble des participants d'Emploi-Québec.

Les résultats obtenus sont : 129 élèves dont 60 pour qui le suivi avait débuté dans le projet précédent. Réalisation de plus 70 ateliers et activités thématiques rejoignant 580 personnes.

Un autre projet a débuté en juillet 2015 et se terminera en juin 2016. L'entente avait reconduite dans les termes.

Rappelons que l'expertise développée au Centre Gédéon-Ouimet a aussi permis de se positionner dans la réalisation de projets pour rejoindre principalement les 16-25 ans. Ainsi d'octobre 2014 à juillet 2015, nous avons eu plusieurs partenaires financiers qui ont permis d'offrir un accompagnement psychosocial personnalisé et de réaliser des activités sportives et environnementales auprès des jeunes de 16-20 ans inscrits principalement, en français de transition au Centre Gédéon Ouimet. Dans ces projets, l'équipe de soccer a été formée, les jeunes ont pu s'entrainer, suivre des ateliers, bénéficiés d'un suivi personnalisé, participer et gagner le championnat Inter-Centre, en plus de développer leurs habiletés sociales et augmenter leur assiduité à l'école et leur réussite scolaire. Les partenaires ont été: la Fondation Québec Jeunes, le Comité de quartier scolaire Centre-Sud de la CSDM avec Réseau Réussite Montréal, la Table de concertation Jeunesse Centre-Sud et le Comité de travail sur la santé et les saines habitudes de vie de la Table de Développement social Centre-Sud en collaboration avec Québec en Forme.

VERT EN VILLE

Nous avons reçu du soutien financier de la Ville de Montréal pour une 4e édition du projet entre septembre et décembre 2015. Les participants du projet, tous des élèves du niveau secondaire, ont pu optimiser le fonctionnement du Comité Vert du Centre Gédéon-Ouimet tout en réalisant des activités et ateliers environnementaux. Ils ont appris à gérer un comité de façon durable, ils ont organisé des actions de verdissement, et ils ont surtout mené des campagnes de sensibilisation environnementale auprès de leurs pairs. Le projet offrait également un suivi psychosocial aux participants et la possibilité d'obtenir des crédits afin d'encourager la persévérance scolaire. L'objectif était de recruter 14 jeunes pour faire partie du comité, d'organiser un minimum de 10 activités*. Nous avons recruté 16 jeunes, organisé et animé 19 activités, réalisé 14 actions et totalisant 75 heures d'activités.*

SERVICE DE FORMATION

Tous ces partenaires ainsi que le Centre Gédéon Ouimet qui a également contribué cette année ont permis de cumuler les résultats suivants :

137 élèves du Centre Gédéon-Ouimet ont bénéficié des projets 16/17 et 16/20 en persévérance scolaire dont 42 en suivi psychosocial. Ils ont participé à plus de 85 activités sportives, 26 activités socio-culturelles, ateliers en employabilité et activités environnementales. 15 jeunes ont participé au projet sport-école en soccer.

De plus, nous avons convenu d'une nouvelle entente avec la Fondation Québec Jeunes pour la période du 24 août 2015 au 31 mars 2016 afin de poursuivre les activités auprès des jeunes de 16-20 ans, tant au niveau sportif qu'environnemental.

Les résultats obtenus sont : 107 élèves, dont 61 ont bénéficié de suivi psychosocial, 32 ateliers de groupe, 33 activités sportives incluant une partie des activités de l'équipe de soccer. Ces résultats tiennent compte aussi de la contribution des partenaires énoncés précédemment.











ATELIERS PRÉPARATOIRES À L'EMPLOI AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL

Moniteur de camp de jour et Surveillant de pataugeoire

Depuis 2007, les projets de ***camps pédagogiques*** ont permis de réaliser des projets de moniteurs de camp de jour, surveillants de pataugeoire et sauveteurs de piscine. L'année 2015 était la 9e édition des deux des projets. Rappelons que depuis 2009, ces projets s'inscrivent dans le cadre de Valorisation Jeunesse-Place à la relève. La réalisation des projets repose aussi sur une collaboration importante avec les différents représentants des arrondissements de la Ville de Montréal.

Les projets offrent une formation spécifique et générale aux jeunes (principalement des élèves au niveau secondaire) pour qu'ils puissent accéder à un emploi estival de qualité. Depuis 5 ans, les surveillants de pataugeoires sont qualifiés par le biais de la médaille et la croix de bronze afin qu'ils puissent obtenir un emploi d'assistant surveillant-sauveteur. Depuis l'année 2015, les moniteurs suivent une formation de techniques en animation en DAFA (Diplôme d'aptitude aux fonctions d'animateur) avec 30 heures de stages réalisés durant la semaine de relâche.

Cette année, les projets ont démarré en décembre 2014 et se sont terminés en août 2015.

Les projets visaient à admettre 65 jeunes et en placer 46 en emploi. Ainsi, au total, ce sont 66 jeunes qui ont participé durant l'été 2015, soit 41 moniteurs et 25 surveillants de pataugeoires.

Les résultats obtenus sont : 66 admissions, 55 placements (36 moniteurs, 19 surveillants)

La 10e édition des projets a débuté en janvier 2016.





Sauveteur de piscine

Ce projet s'inscrit également dans les camps pédagogiques et de Valorisation Jeunesse. Il a débuté en septembre 2014 et s'est terminé en juillet 2015. Le projet, à sa 8e édition, prépare des jeunes à devenir des sauveteurs de piscine. Cette année, nous devions recruter 24 nouveaux participants : 12 pour le programme aquatique intégral et 12 participants possédant déjà la croix de bronze pour le volet court. Nous avons sélectionné ces derniers parmi les finissants de l'édition 2014 du programme surveillant de pataugeoire. Au global, pour les deux groupes, la cible était donc 24 admissions et 17 placements.

Les résultats obtenus sont : 30 admissions, 23 ont obtenu l'accréditation de sauveteur, 29 placements comme sauveteurs de piscine ou surveillants de pataugeoires.

Pour ce projet, nous avons déjà obtenu du financement pour la prochaine édition du projet. Ainsi, un groupe de 32 futurs sauveteurs de piscine a débuté en septembre 2015 et se terminera en juillet 2016 (9e édition), et enfin une autre groupe autre débutera en septembre 2016 (10e édition).

SERVICES DE MAIN-D'ŒUVRE AUX INSTITUTIONS

Les services de main-d'œuvre qui visent les techniques de recherche d'emploi, le support et l'accompagnement individuel de participants, la formation générale, la formation professionnelle sur mesure, l'élaboration de plan de formation, le recrutement de personnel et la supervision de stages sont parfois commercialisés à Montréal sous le nom de Formons. Plusieurs de ces services sont aussi vendus aux organismes privés ou institutions spécialisées.

Les résultats attendus étaient : 10 000 $ de ventes

Les résultats obtenus sont : 13 150 $ de ventes

A ce montant, nous pouvons ajouter l'entente avec le RSSMO dont nous avons traité précédemment (34 758$).

Il s'agit principalement des étudiants du Cegep Saint-Laurent. Au total 8 cohortes de différents programmes de formation ont bénéficié d'une formation portant sur les méthodes de recherche d'emploi. Plus de 90 personnes ont bénéficié de ces ateliers.

Il inclut également 8 ateliers sur les Attitudes gagnantes en emploi pour des nouveaux employés de la Ville de Montréal. Au total 180 personnes ont reçu une formation d'une heure trente.

QUINCAILLERIE ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

L'Institut de Quincaillerie du Québec d'Intégration Jeunesse du Québec inc., à titre de société privée de formation, dispense un programme de perfectionnement en quincaillerie et matériaux de construction auprès de salariés qui désirent accroître leurs compétences. Depuis quelques années le partenariat avec l'Association québécoise de la quincaillerie et des matériaux de construction (AQMAT) permet une diffusion des activités de formation dans leur bulletin web et la revue Quart de Rond et nous permet d'avoir une tribune lors de leurs événements.

Aucun résultat n'était prévu car nous avions analysé et constaté une diminution importante depuis quelques années.

Finalement, nous avons réalisé 8 540$ de ventes pour des cours de pesticides pour un total 11 personnes dans deux entreprises.

COMMUNICATIONS

L'année 2015-2016 a été marquée par le traitement de plusieurs dossiers importants et récurrents pour l'organisme : participation à des salons de l'emploi, activités de levées de fonds, de recherche de dons et de commandites, réalisation de la 16ème édition du souper-bénéfice et l'organisation de la 17ème édition, organisation d'événements de l'organisme. La réalisation des projets par les membres de l'équipe a également nécessité le placement de publicité et des relations presse. Par ailleurs, l'utilisation des réseaux sociaux est maintenant parfaitement intégrée dans la stratégie de communication. Notre page Facebook (2 069 abonnés) est actualisée plusieurs fois par semaine en fonction des actualités et des projets de formation de l'organisme. Il en est de même pour notre compte Twitter (338 abonnés) et LinkedIn (1 530 abonnés) qui nous permettent d'être visible auprès d'autres cibles tels que les professionnels du domaine de l'emploi, les journalistes, de potentiels employeurs pour nos participants, et de trouver des offres d'emploi, de stage ou des mentors. Notre page Facebook quant à elle, a plus pour objectif de rejoindre nos actuels et/ou futurs participants, les écoles et d'autres organismes. L'utilisation des réseaux sociaux est un complément à la publicité que nous mettons dans les journaux.

La diversité de clientèles continue de poser un défi constant et les délais de recrutement sont souvent assez restreints, il nous faut constamment adapter nos stratégies promotionnelles. Notre capacité à rejoindre la clientèle visée demeure un atout majeur pour atteindre les taux de succès prévus.

Pour la première année, Intégration Jeunesse du Québec a lancé une campagne de sociofinancement, #DEFIJQ. Au moment de l'écriture de ce rapport annuel la campagne est toujours en cours de réalisation. Les résultats vous seront transmis dans le rapport annuel de l'année prochaine. L'entente avec Neev, porte-parole de l'organisme a également été renouvelée. Son rôle est d'être présent lors de nos événements (souper-bénéfice, activité de reconnaissance, etc.) en témoignant de son engagement en vers l'organisme, de rencontrer nos groupes de jeunes et de parler de nous dans les médias ou sur les réseaux sociaux.

Cette année, il y a eu 11 grandes campagnes de promotion : Testeur de jeux vidéo, Moniteur de camp de jour & Surveillant de pataugeoire, Sauveteur de piscine, Agent administratif aux unités de soins, Projet FIT, Carrière en tête, Valorisation Jeunesse – Place à la relève, Projet 16-17, Emploi Maintenant. Dans le cadre de ces campagnes, nous diffusons des feuillets promotionnels, des affiches et des fiches techniques. Ces outils sont envoyés aux Centres locaux d'emploi, aux entreprises, organismes et anciens participants. Des communiqués sont envoyés aux médias. Le site web de l'organisme est aussi constamment mis à jour au regard de l'actualité de notre organisme.

COMMUNICATIONS





Événements organisés pendant l'année 2015-2016

- **SALON DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTÉGRATION AU QUÉBEC (RSSMO)**
  mai 2015 au Palais des Congrès

Documents distribués et promotion des services : feuilles promotionnelles du Service d'aide à l'emploi, pour le mentorat Mon avenir au Québec

Résultat : L'équipe a rencontré près de 100 personnes intéressées par nos services.

- **SALON ÉVÉNEMENT CARRIÈRE**
  7 et 8 octobre 2015 au Palais des Congrès

Documents distribués et promotion des services : feuilles promotionnelles du Service d'aide à l'emploi, d'Agent administratif et pour Testeur de jeux vidéo.

Résultat : L'équipe a rencontré près de 100 personnes intéressées par nos services. Une quinzaine d'entre eux ont par la suite pris rendez-vous avec une conseillère.

- **SALON DE L'IMMIGRATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE**

  11 et 12 février 2016 au Palais des Congrès

Documents distribués et promotion des services : feuilles promotionnelles du Service d'aide à l'emploi, d'Emploi Maintenant et de FIT

Résultat : L'équipe a rencontré près de 50 personnes intéressées par nos services. Très peu ont donné suite.

COMMUNICATIONS







- **SOIRÉE DE RECONNAISSANCE**

  27 octobre 2015 à la Casa Italia

Assistance : environ 100 personnes. Cette année, la soirée de reconnaissance s'est déroulée à la Casa d'Italia. Cette soirée de reconnaissance soulignait les 35 ans d'existence de l'organisme. À cette occasion la vidéo « 35 mots pour IJQ » était diffusée pendant la cérémonie.

Groupe de finissants : Testeur de jeux vidéo / Agent Administratif / Camps pédagogiques / Service d'Aide à l'Emploi et de placement / Service de soutien et d'accompagnement dans les Centres de formations aux adultes / Carrière en tête / FIT ainsi que les finissants des projets de Moniteur de camp de jour, Surveillant de pataugeoire et Sauveteur de piscine.

- **ACTIVITÉS DE CLÔTURE DE VALORISATION JEUNESSE-PLACE À LA RELÈVE**

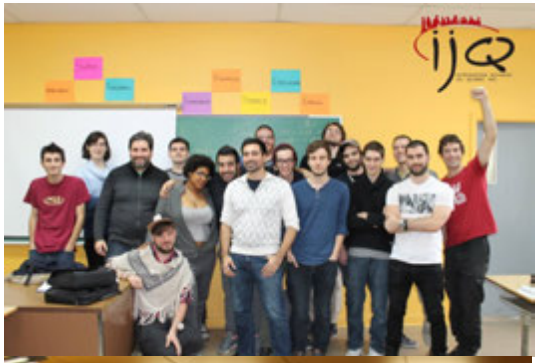
Organisation de l'activité de clôture le 21 septembre 2015 à la Grande Bibliothèque. Nous avons réalisé une cérémonie de remise de certificat pour les finissants, de plaque de reconnaissance et de prix spéciaux pour les employeurs. Plus de 200 personnes étaient présentes.

- **INAUGURATION :** Le 30 mars 2016, l'organisme a inauguré la **salle Jean-Guy Tremblay** dans ses locaux, pour souligner l'implication et l'engagement exceptionnel de Monsieur Tremblay au sein de l'organisme depuis plus de 20 ans !

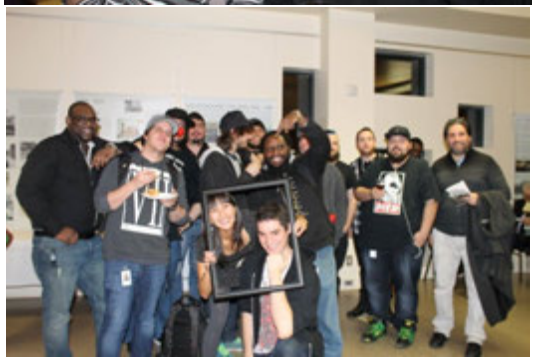
OUTILS PROMOTIONNELS

- **Divers bulletins électroniques.** Dans un objectif de recherche de mentors, d'offres de stage et autres, de plus en plus de promotion se fait par le biais de bulletins électroniques envoyés aux organismes, entreprises et anciens participants. L'un des avantages de cette méthode est que l'information peut être plus facilement retransmise à des tierces personnes, ce qui élargit encore davantage la portée de nos envois. Une quinzaine d'envois est réalisé par an.

COMMUNICATIONS







- **IJ Flash, bulletin d'informations d'intégration Jeunesse du Québec**
  2 parutions par année

- Vol. 18 n°2 en juin 2015, environ 500 envois par courriel
- Vol. 19 n°1 en février 2016, environ 500 envois par courriel

L'I.J. Flash a pour but d'informer toutes les personnes ayant un lien avec l'organisme de ses différentes activités, des nouveaux programmes, etc. Cette année les sujets traités ont été : les résultats de la campagne de financement 2015, le lancement de la 17ème édition du souper-bénéfice, Valorisation Jeunesse – Place à la relève, la recherche de mentors, le lancement de la campagne de sociofinancement

RELATIONS DE PRESSE

Pour la grande majorité des projets, des relations de presse sont effectuées auprès de médias ciblés. Cette année, la visibilité a été moins importante que l'an passé où nous avions organisé un spectacle bénéfice. Il est demeure important que des efforts soient faits pour la prochaine année afin d'offrir à l'organisme une plus grande visibilité. De plus, il y sans doute d'autres publications pour lesquelles nous n'avons pu recueillir l'information.

Internet		
Grenier aux nouvelles	23 juin 2015	Annonce du recrutement d'employeurs pour Valorisation Jeunesse
L'initiatie	3 juin 2015	Annonce Lancement Valorisation Jeunesse
Les Coulisses	1 octobre 2015	Recrutement de trois jeunes pour la finale des jeux du Québec

LEVÉES DE FONDS, DONS ET COMMANDITES





LEVÉES DE FONDS

SOUPER-BÉNÉFICE 16ième ÉDITION

Pour une seizième année, le souper-bénéfice « Festin de crabe des neiges » a eu lieu au Centre de réception Le Madison à Saint-Léonard. Clôturant la campagne de financement annuelle, cette soirée a réuni plus de 450 personnes le jeudi 21 mai 2015 et a permis d'amasser 113 000 $. L'objectif initial était de 88 000 $.

Le comité de financement se composait de nos co-présidents d'honneur, Monsieur Jean-Guy Tremblay, Vice-président et Directeur général chez Super C et de Monsieur Ghislain Parent, Chef des finances et premier Vice-président à la direction finances et Trésorerie chez Banque Nationale. Quatre membres du conseil d'administration faisaient également partie du comité, soit Mario Comtois, Jonathan Moreau, Claudine Otis et Luc Langlois.

Voici les résultats détaillés : 428 billets vendus, la somme de 39 756 $ a été recueillie en dons et commandites et 16 120 $ ont été amassés par le biais de l'encan silencieux et la vente de billets de tirage.

La 17ème édition du Souper-bénéfice a eu lieu le 26 mai 2016, sous la présidence honoraire de Monsieur Jean-Guy Tremblay, Vice-président et Directeur général chez Super C et la présidence d'honneur de Monsieur Ghislain Parent, Chef des finances et premier vice-président à la direction, Finances et Trésorerie de la Banque Nationale. Les objectifs étaient de 456 billets vendus et 110 000 $ de bénéfices nets. Les résultats ont été au-dessus de l'objectif initial. La Corporation est reconnaissante à nos co-présidents qui ont joué un rôle important durant cette campagne. Un grand merci également aux membres du conseil d'administration et du comité de financement. Les résultats détaillés vous seront présentés en détail dans le rapport 2016-2017.

PLANIFICATION STRATÉGIQUE

La Corporation réalise depuis de nombreuses années une planification stratégique. Un comité composé des membres du conseil d'administration est impliqué dans l'ensemble de la démarche et s'est réuni à plusieurs occasions. Les documents et les discussions sont ensuite présentés et poursuivies au conseil d'administration.

D'importants travaux sont également réalisés au sein des différentes équipes d'employés de la Corporation. La nouvelle planification couvre la période 2016-2018. Les divers documents et le plan d'action ont été complétés mars dernier.

Plusieurs changements ont été apportés notamment dans la présentation de certains documents et un plan d'action opérationnel a aussi été réalisé.

Voici les différentes étapes qui se sont déroulées de novembre 2015 à mars 2016.

Bilan du plan d'action 2012-2015
- 1.1 Mission
- 1.2 Profils et besoins des clientèles
- 1.3 Analyse des résultats des programmes actuels
- 1.4 Identification des champs de compétences et d'intervention
- 2.1 Description du contexte institutionnel et politique actuel
- 2.1.2 Bilan du scénario prospectif 2012-2015 et scénario prospectif pour 2016-2018

Plan d'action 2016-2018

Le bilan du plan d'action précédent s'est révélé très positif et les prochaines années seront bien remplies par le nouveau plan d'action 2016-2018 !

REPRÉSENTATIONS

Les activités de représentation de la Corporation demeurent fondamentales pour la survie et le développement de l'organisme. Au cours de l'année 2015-2016, beaucoup d'efforts ont été consacrés pour obtenir le financement permettant d'assurer une continuité des services. Notre implication au sein des diverses instances est toujours pertinente et cette année a été marquée par des changements au niveau local. Le réseau de contacts est une clé importante dans la compréhension des enjeux et la capacité de saisir les opportunités. Pour l'année qui vient de s'écouler les principales représentations auprès des partenaires gouvernementaux et des organismes sont présentées ci-après.

Les résultats attendus étaient :

- Maintenir le financement des Services d'aide à l'emploi et des programmes de formation professionnelle
- Obtenir du financement pour la continuité du projet environnemental et sportif à Gédéon Ouimet et poursuivre avec succès le projet de suivi et d'accompagnement déjà en place
- Obtenir un autre projet du Fédéral, soit celui du projet Emploi Maintenant avec Connexions Compétences de Service Canada
- Obtenir le financement pour la continuité de Valorisation Jeunesse-Place à la relève.
- Assurer la continuité du financement des camps pédagogiques.
- Participer au Réseau des services spécialisés de main-d'œuvre et obtenir une poursuite du projet FIT.
- Poursuivre la participation à la concertation locale et régionale concernant entre autres, la révision des programmes et mesures gouvernementales en matière d'aide à l'emploi.

Les résultats obtenus sont :

- Le financement de nos projets de formation est demeuré stable malgré la mise en œuvre de la réforme de la santé : deux programmes de formation ont eu lieu et les résultats sont positifs. Pour l'année qui débute, nous sommes positifs quant à la poursuite des 2 projets soit Agents administratifs en santé et Testeurs de jeux vidéo. Les critères en terme de clientèles cibles sont aussi maintenus; un maximum de prestataires de la sécurité du revenu ou de l'assurance emploi doit être admis. Nos démarches pour documenter davantage nos programmes de formation se poursuivent et doivent se concrétiser cette année. Notre concept d'alternances études-travail est plus que jamais d'actualité et il faut faire valoir cette expertise pour maintenir et accroître ce volet.

- Du côté des Services d'aide à l'emploi l'entente triennale se termine le 30 juin et sera reconduite avec une légère indexation apprise tout récemment. Cependant, nous devrons nous conformer à loi de novembre dernier qui nous oblige à obtenir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers pour signer cette entente qui dépasse un million sur trois ans. Les changements de profils de clientèles annoncées l'an dernier ont généré beaucoup d'efforts avec moins de collaboration que nous aurions souhaitée de la part d'Emploi-Québec. Le fait que nous soyons davantage d'organismes à viser la même clientèle sans avoir les mêmes conditions d'exercice génère de l'inéquité et des difficultés accrues. La question du recrutement sera de nouveau à l'ordre de jour pour la prochaine année. Soulignons que l'entrée en vigueur de la loi 70 qui prévoit notamment, par le programme Objectif Emploi, l'insertion des prestataires de l'aide sociale au marché du travail, aura potentiellement un impact sur nos projets.

- Concernant le Centre Gédéon Ouimet, depuis huit ans, nous avions le financement pour deux personnes à temps plein par Emploi-Québec. Malheureusement à compter de juillet nous serons coupés d'un demi-poste. Le plan d'action qui devait suivre les travaux réalisés par Emploi Québec sur les taux de réussite et d'abandons aux différentes mesures ne nous a pas été transmis ainsi que le « recueil de bonnes pratiques » qui devait être produit. Les références d'Emploi Québec à cette mesure de formation ont beaucoup diminué au cours des dernières années et nous ne pouvons pas effectuer de recrutement direct. Nous avons tenté sans beaucoup succès de rencontrer les Centres locaux d'emploi et devrons poursuivre nos efforts.

  Pour le volet sportif et environnemental à Gédéon Ouimet, la Ville de Montréal a financé le projet Vert en Ville et nous avons aussi pu compter de nouveau sur la Fondation Québec Jeunes. Un montant de « Milieux de vie favorables et Comité Santé et Saines habitudes de vie » a aussi été obtenu. De plus cette année, nous avons eu la contribution du Centre Gédéon Ouimet. Nous avons aussi démarré en début d'année un projet de « sociofinancement » sur le web, le DEFIJQ#. Le but étant de financer la poursuite des activités avec l'équipe de soccer de Gédéon Ouimet. Des démarches sont en cours pour assurer la continuité du projet, à ce jour, la Ville de Montréal a reconduit le projet qui se terminera à l'automne.

REPRÉSENTATIONS

- Concernant le financement du fédéral, le projet Carrières en tête s'est terminé en août 2015 et depuis ce temps nous sommes en attente d'un autre projet. Nous avons cependant obtenu en mai 2015, le projet Emploi Maintenant qui se terminera en août 2016. Nous espérons qu'il sera également reconduit. Les délais d'analyse et de réponses sont excessivement longs et exigent beaucoup de relances durant plusieurs mois. Des démarches doivent également se poursuivent afin d'accélérer le processus.

- Du côté de la Ville de Montréal le partenariat s'est maintenu avec la prolongation de l'entente VILLE-MTESS pour un an. Le statut de métropole n'étant toujours pas obtenu par la Ville, l'entente est reconduite un an à la fois au lieu de trois ans comme précédemment. L'impact est que les délais d'approbation sont plus incertains car l'entente se confirme en début d'année seulement. Rappelons que les projets des camps pédagogiques font partie de ces ententes ainsi qu'une portion de Valorisation Jeunesse/Place à la relève. Les camps ont donc débuté plus tard que prévu et nous sommes préoccupés par les délais pour l'an prochain.

- Pour Valorisation Jeunesse Place à la relève, nous avons terminé l'année dernière avec peu d'espoir d'obtenir du financement pour 2016 puisque l'entente triennale prenait fin à l'automne. En effet, le Secrétariat à la région métropolitaine et le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion avaient affirmé ne plus financer le programme. Cependant, suite à de nombreuses démarches, nous avons obtenu un financement dans le cadre de l'entente VILLE-MIDI. De plus, nous avons déposé à l'automne, au Secrétariat à la Jeunesse, un avis dans la cadre des consultations sur la Politique Jeunesse. La nouvelle Politique Jeunesse du gouvernement du Québec a été lancée ce printemps et nous avons déposé en décembre 2015, un projet dans le cadre de la Stratégie qui découlera de la Politique. Nous espérons recevoir une réponse positive à l'automne. Enfin, du côté du Secrétariat à la région métropolitaine, nous avons été informés qu'il était possible de déposer le projet. Pour les années antérieures c'était la Ville qui déposait, cette fois c'est l'organisme. L'année a donc été fructueuse car le programme 2016 est actuellement en cours même si le volume est moindre qu'auparavant. Pour la prochaine année nous souhaitons stabiliser le financement de ce programme.

REPRÉSENTATIONS

- Nos relations avec le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI), se sont poursuivies pour Valorisation Jeunesse. Pour la nouvelle politique du Ministère elle semble offrir peu de possibilités pour des projets nouveaux.

- La Corporation est membre du Réseau des services spécialisés de main-d'œuvre (RSSMO). Depuis six ans nous participons au conseil d'administration. Suite au développement du projet FIT l'an dernier, nous avons obtenu une partie des sommes obtenus par le RSSMO auprès de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Nous avons été très impliqués et performants. Un autre projet a débuté au printemps et nous avons de nouveau quelques postes à pourvoir auprès de candidats sans emploi qui veulent travailler dans des domaines en demande. De plus, des démarches ont été réalisées afin de s'inscrire dans le cadre de Stratégie maritime lancée l'été dernier par le gouvernement ainsi qu'auprès du secteur « logistique transports ». Nous croyons qu'il y a plusieurs opportunités pour favoriser l'embauche de nos participants et potentiellement le développement de projets. Enfin, le RSSMO est membre de la Coalition des organismes communautaires en développement de la main-d'œuvre (COCDMO) et participe à plusieurs instances avec Emploi-Québec. IJQ participe depuis plusieurs années, comme représentant de la Coalition au groupe de travail de la loi 150, qui relève de la CPMT. Ce groupe de travail traite de l'ensemble des mesures et services d'Emploi-Québec. Les priorités gouvernementales ont maintenues les objectifs d'économies de budget et les ministères sont mis à contribution. Le thème de l'adéquation formation-emploi mis de l'avant l'an passé s'élargit maintenant au concept **d'adéquation formation-compétences-emploi**, qui est davantage inclusif. La loi 70 a fait l'objet d'un mémoire déposé par le RSSMO et nous avons été en commission parlementaire à ce sujet. Cette loi prévoit accorder de nouveaux pouvoirs à la CPMT en termes de « coordinnation et d'élaboration » des analyses des besoins du marché du travail.

- Sur le plan régional, nous maintenons notre lien à Montréal, avec la Table régionale des organismes en employabilité du RSSMO. Cette instance permet d'obtenir les informations concernant les enjeux régionaux avec Emploi-Québec. Sur le plan local, la CDEC a été abolie. Une partie de ses activités, principalement celles liées au financement d'entreprises a été transférée à PME Montréal, qui est une des nouvelles entités. Pour ce qui est de la Table de promotion de la main-d'œuvre locale qui relevait de la CDEC Centre-Sud / Plateau Mont-Royal nous participons aux démarches pour assurer sa continuité. Nous continuons de participer au Comité de coordination du projet 109 qui vise l'embauche locale notamment avec le CHUM. Enfin, nous sommes présents à la Table de concertation jeunesse du Centre-Sud ainsi que sur le Conseil d'établissement du Centre Gédéon Ouimet.

CONCLUSION

L'année 2015-2016 s'est terminée dans la fébrilité de la mise en place de la 17ième édition du souper bénéfice et les dernières étapes pour assurer les placements et le maintien en emploi des participants dans les nombreux projets en cours **!** Que ce soit au Service d'aide à l'emploi, dans les projets de formation, de stages, ou d'emplois d'été; la compréhension des enjeux des employeurs, le support constant aux jeunes, la capacité d'innover et la ténacité dont fait preuve l'équipe d'employées est remarquable et c'est fabuleux.

Pour nos activités en persévérance scolaire, c'est aussi une période significative car non seulement les difficultés psychosociales des élèves sont omniprésentes, c'est également une fin de session qui approche. Ces situations sollicitent l'ardeur, le courage et la détermination qui sont exemplaires chez les employés affectés à leur soutien et leur accompagnement.

L'engagement extraordinaire du conseil d'administration et de tous les employés de la Corporation demeure un atout considérable pour la continuité et le développement de l'organisme. L'implication des membres du conseil, dans une variété de situations et par de multiples conseils est des plus aidantes pour IJQ.

Le personnel de la Corporation est investi dans la réalisation de la mission en prenant à cœur les projets, les besoins des jeunes dans leur épanouissement socioprofessionnel dans une perspective de projet de vie. Nos valeurs d'ouverture d'esprit, de responsabilisation, de coopération et d''implication sont toujours pertinentes et concrètes au quotidien.

Le nouveau plan d'action 2016-2018 nous interpelle tous dans de nouveaux défis à relever et c'est notre enthousiasme et notre détermination commune qui sera le gage de la réussite !

ANNEXE PHOTOS



Membres du Conseil d'Administration et Co-Présidents d'honneur 2015

ANNEXE PHOTOS



ANNEXE PHOTOS



















Revitalisation Saint-Pierre
183 rue des Érables, H8R 1B1
Lachine, Montréal, Québec
Tél: 514-365-7000

Marché Saint-Pierre
59 Avenue Saint-Pierre
Lachine, Montréal, Québec
514-439-3353

© Copyright RUI 2016

Article 7.09

Revitalisation Saint-Pierre
Bilan d'activités 2015



Déja 11 ans de présence dans Saint-Pierre!

L'organisme

Revitalisation Saint-Pierre est un organisme présent dans le quartier Saint-Pierre depuis maintenant 11 ans. Porteur d'une des 12 démarches de revitalisation urbaine intégrée (RUI) à Montréal, celui-ci a pour mission de susciter, coordonner et faciliter la mise en œuvre des initiatives, activités et projets susceptibles d'avoir pour effet la revitalisation urbaine intégrée du quartier Saint-Pierre, notamment par une contribution en ressources humaines, financières ou matérielles issue des subventions, des legs et d'autres apports.

Grâce à ses quatre comités, Revitalisation Saint-Pierre agit sur le territoire afin d'amélioer la qualité de vie des citoyens

Comité Loisirs :

Le comité loisirs est un comité réunissant une douzaine de clubs et d'associations du quartier en plus des nombreux citoyens qui y participent régulièrement. L'objectif général du comité est d'accroître les interactions entre les résidents de Saint-Pierre, en plus d'augmenter l'offre en sports, loisirs et culture dans le quartier. Le comité vise également à créer de nouveaux partenariats et à renforcer la prise en charge des événements par les citoyens et les partenaires du milieu.

Le Comité Sécurité :

En se basant sur le vécu citoyen, le comité sécurité a pour mission d'identifier les problèmes de sécurité réels et perçus tout en élaborant des actions concrètes pour y remédier. Le comité, accompagné également par le CASUAL, préconise des actions visant à augmenter la propreté du quartier, augmenter la sécurité des parcs et des rues de Saint-Pierre et augmenter la participation des citoyens à la vie publique dans une optique de réduction de la criminalité.



Comité de gestion du Marché Saint-Pierre:

Le Marché Saint-Pierre est géré par un comité de travail qui regroupe des représentants du milieu communautaire, de l'arrondissement Lachine ainsi que des citoyens. Ce dernier a pour mission d'augmenter l'autonomie alimentaire et financière des citoyens de Saint- Pierre.

Comité Rue Principale :

Ce comité, formé de différents intervenants du secteur communautaire, public et privé, travaille à renforcer le dynamisme économique de l'artère commerciale Saint-Jacques, ainsi que sa convivialité et son animation.

Les objectifs

Les objectifs qui sont poursuivis dans le cadre des activités de Revitalisation Saint-Pierre:

•L'expression et la participation directe des citoyens et citoyennes en tout temps et dans toutes les sphères d'action et de décision;
•La prise en charge, par les résidents, de la démarche de revitalisation;
•L'implication des différents partenaires locaux en appui à la démarche de revitalisation;
•La mise en commun des ressources et des expertises de tous les citoyens et intervenants;
•Le développement du leadership exercé par les citoyens.

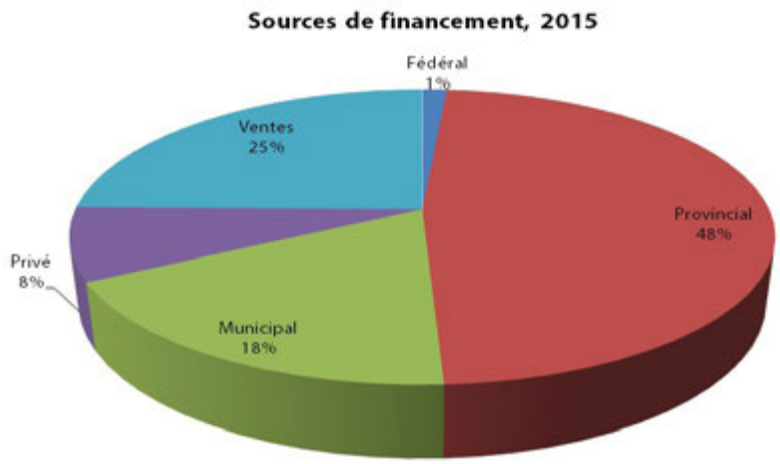
Prévisions budgétaires et perspectives 2016

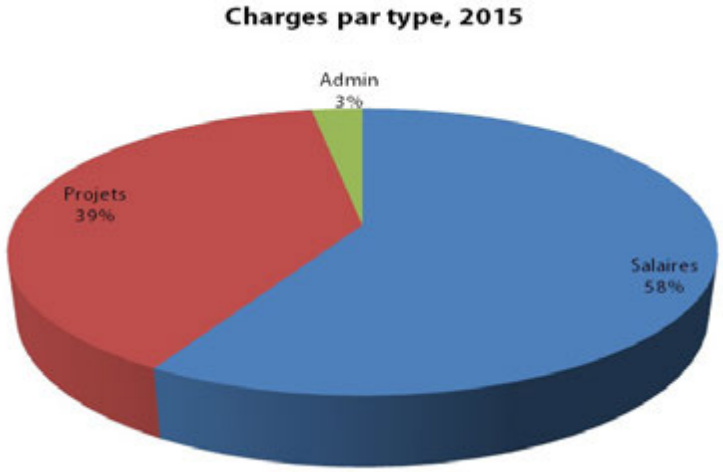
Produits	
Cooperators	20 000 $
Direction de la santé publique (GRAME)	7 500 $
Emploi-Québec	19 201 $
Entente Ville-MESS 2016	30 366 $
Imaginer Réaliser Montréal 2025	94 983 $
PME Montréal West Island	30 000 $
PRAM économie sociale	36 300 $
Programme RUi – Ville de Montréal	136 151 $
Proximité (MAPAQ)	40 950 $
Revenus reportés	42 000 $
Ventes estimées – Marché Saint-Pierre	182 235 $
	639 686$
Charges	
Administration	16 500 $
Approvisionnement	20 000 $
Carrefour vert	130 000 $
Innoweave	7 186 $
Loisirs	3 000 $
Marché Saint-Pierre	148 315 $
Sécurité	3 000 $
Salaires et avantages – RUI	146 625 $
Salaires et avantages – Marché	164 444 $
Total	**639 070 $**

Perspectives 2016

•Aboutissement du plan d'action 2013-15, évaluation et bilan triennal ;
•Planification stratégique 2016-20 ;
•Incorporation, autonomisation et pérennisation du Marché Saint-Pierre ;
•Planification finale et réaménagement du Marché Saint-Pierre : la réalisation du projet Carrefour Vert de Saint-Pierre ;
•Aménagement de deux îlots de fraîcheur le long de la rue Saint-Jacques en partenariat avec Pro-Vert Sud-ouest – i.e. la réalisation des aménagements extérieurs prévus dans le cadre du Carrefour Vert ;
•Planification de ruelles vertes en partenariat avec Pro-Vert Sud-Ouest, le Groupe de recherche appliquée en macroécologie (GRAME) et l'arrondissement Lachine ;
•Coordination du comité Mieux vivre à Saint-Pierre en collaboration avec Concert'Action Lachine et élaboration d'un nouveau plan d'action concerté pour le quartier ;
•Coordination du réseau régional d'approvisionnement alternatif dans le cadre de l'objectif no. 2 du Système alimentaire montréalais (SAM) ;
•Collaboration : Système alimentaire lachinois et Dans mon coin on mange sain ;
•Poursuite du projet Outreach communautaire ;
•Mise en place du projet Jardinage collaborative au jardin du triangle-fleuri, et ce en lien avec le Marché Saint-Pierre ;
•Coordination des comités Loisirs et Sécurité ; remise sur pied du comité Rue principale ;
•Mobilisation de la communauté en vue du réaménagement de l'échangeur Saint-Pierre ;
•Participation au Réseau québécois de revitalisation intégrée et au regroupement des RUI de Montréal.

Bilan Financier 2015





Budget global en 2015

Produits	633 608 $
Charges	643 509 $
Insuffisance des produits	9 901 $
Actif net à la fin	32 182 $

La gouvernance 2015

Revitalisation Saint-Pierre est administré par un conseil d'administration composé de huit membres : quatre citoyens, un représentant de l'arrondissement, un élu désigné par l'arrondissement, un membre partenaire et un membre coopté qui détient une connais¬sance particulière et recherchée. Les administrateurs du conseil d'administration en 2015 :

- François Achim, citoyen, président
- Huguette Labelle-Langlois, citoyenne, vice-présidente
- John Symon, citoyen, trésorier
- Marylène Audet, citoyenne, secrétaire
- Élizabeth Verge, pharmacienne et leader communautaire, membre cooptée
- France Ligez, directrice de la Maison des Jeunes l'Escalier, représentante élue des membres associés
- Maja Vodanovic, conseillère du district du Canal, représentante de l'Arrondissement Lachine
- Simon Racicot, représentant de la Ville de Montréal, membre observateur

Les administrateurs dont les mandats ont pris fin au cours de 2015 sont : Carolyn Arsenault, Martin Mousseau et Frédéric Nadeau.

L'équipe 2015

David Marshall, directeur général
Linton Garner, coordonnateur Outreach
Inass El Adnany, chargée de projet, loisirs et alimentation
Romain Rastoin, chargé de projet, Carrefour vert (jusqu'en octobre 2015)
Frédérique Gagné-Thibault, chargée de projet, loisirs (jusqu'en avril 2015)

En plus d'une équipe d'employés et de bénévoles au Marché Saint-Pierre :

Linda Grenier, coordonnatrice	Krystelle Charbonneau	Rebbeca Léveillé
Mariama Bah	Johanne Cromp	Émilie Savaria
Francesca Bayona	Olivier Forget	Tayyaba Sami Ullah
Suzanne Bégin	Valérie Huot	Diane Wilson
Fatu Castonguay	Marie-Eve Lebel	



Les bailleurs de fonds

Cooperators, Fonds de développement économique communautaire
Emploi et développement social Canada
M. François Ouimet, député de Marquette
Ministère des affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire
Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale du Québec
Ministère des ressources humaines et du développement des compétences du Canada
Québec en Forme (par le biais du Système alimentaire montréalais)
Ville de Montréal et Arrondissement de Lachine

Conseil d'administration et assemblée générale

En 2015, le conseil d'administration a tenu huit rencontres en plus de sa 11e assemblée annuelle de quartier, tenue le 21 avril à l'école Martin-Bélanger. Plus de 80 personnes étaient présentes dont 42 citoyens. L'année a été porteuse : en plus de passer à sa deuxième
décennie, 2015 représentait l'année ultime du plan stratégique triennal adopté en 2013. En plus de réalisations détaillées dans ce rapport d'activités, voilà quelques résultats dont les membres peuvent être fiers :

•Approbation de la politique d'emploi local du Marché Saint-Pierre.
•Mise en branle du projet d'incorporation du Marché Saint-Pierre.
•Mise à jour des politiques de conditions de travail y compris un régime RVER pour les employés à temps plein.
•Mise à jour des règlements généraux.
•Début de la réflexion de la planification stratégique 2016-2020.

Projets montréalais, québécois et canadiens

En 2015, la direction menée par David Marshall, en poste depuis 2011 a piloté de nombreuses initiatives pan-montréalaises, québécoises et canadiennes.



Diagnostic sur l'approvisionnement en fruits et légumes du réseau alternatif de Montréal dans le cadre du Système alimentaire montréalais :



Le diagnostic a comme objectif général de compléter un diagnostic de l'approvisionnement des initiatives alimentaires dites alternatives de la région métropolitaine et d'identifier différentes pistes de solutions à explorer. La réalisation de ce portrait est la première étape du projet 4: Soutenir la mise en place d'un réseau régional d'approvisionnement pour les initiatives solidaires et les réseaux alternatifs, de l'objectif 2 : favoriser l'accès physique à une saine alimentation, du plan d'action de la table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie (TIR-SHV), qui s'appelle Montréal, métropole en santé (et de l'orientation 3 du SAM-2025 : Favoriser l'accès à une saine alimentation).

Mémoire sur la possibilité de doter Montréal d'un conseil des politiques alimentaires

Dans le cadre de la Consultation publique sur l'opportunité pour l'agglomération de Montréal de se doter d'un conseil des politiques alimentaires, le Comité de gestion a contribué à l'élaboration d'un mémoire afin d'encourager la Ville à mettre en place un conseil des politiques alimentaires afin de porter la réflexion montréalaise autour de l'alimentation vers une vision globale mais cohérente.

Comité rue principale

En 2015, malgré des ressources qui ont été réduites de presque 50 000 $, Revitalisation Saint-Pierre a pu poursuivre le travail qu'il effectue en lien avec la quatrième priorité de son plan stratégique : la rue Saint-Jacques.

•Soutien aux commerçants de la rue Saint-Jacques dont les propriétaires de Fallafel Saint-Jacques, le café Bella Camellia et Paulo ainsi que la promotion de ceux-ci.
•Lien avec Pro-Vert du Sud-Ouest qui porte la phase 2 du projet Carrefour Vert soit la réalisation de nouveaux îlots de fraîcheur le long de la rue Saint-Jacques. Des îlots de fraicheur sont prévus en 2016 dans trois différents endroits stratégiques. De plus, une ruelle verte sera réalisée entre Boyer et Saint-Pierre en 2017.







Comité de gestion du Marché Saint-Pierre (suite)

Organisation de l'épluchette de blé d'inde

Revitalisation Saint-Pierre en collaboration avec le Marché Saint-Pierre a organisé la fête traditionnelle de l'épluchette de blés d'Inde afin de marquer la fin de l'été. Cette manifestation conviviale a réuni en familles et entre amis les résidents du secteur. Les participants ont eu droit à des épis de maïs et à des préparations servies par le marché. De même des dégustations de fruits et de légumes ont été proposées.

Consolidation des cuisines collectives organisées au Marché



Les locaux du Marché ont été le siège de l'essentiel des séances de cuisines collectives qui ont été encadrées par le personnel du Marché, des organismes partenaires ou par des bénévoles. Les ateliers organisés ont été destinés aux participants des jardins collectifs, aux adultes qui désirent apprendre à cuisiner sain et à moindre coût, aux femmes d'origines diverses et aux personnes qui ont des besoins particuliers telles les jeunes adultes et les jeunes mères …

•Ateliers de cuisine donnés par notre chef cuisinière Tayyaba : 8 ateliers avec 3 participants.

•Cuisine du Marché louée par l'organisme Vivre l'Écosse en fin de semaines.

•22 ateliers de cuisine donnés par le Carrefour d'Entraide Lachine / 20 participants



Participation au Groupe de travail en sécurité alimentaire (GTSAL)

Revitalisation Saint-Pierre a participé aux 3 chantiers mis sur place par le GTSAL. Ces chantiers visent à développer les stratégies à mettre en œuvre pour chacune des pistes d'actions déjà priorisées en avril 2015. Il faut noter que ces pistes ont été retenues lors de l'Assemblée des partenaires de Concert'Action, qui a débattu du thème : «les pistes d'actions pour le système alimentaire lachinois (SAL)».

Renforcement de la collaboration avec GRAME

La RUI a consolidé sa collaboration avec son partenaire GRAME Eco-quartier Lachine, qui s'est impliqué massivement pour mettre en œuvre le projet « Dans mon coin on mange sain », et pour le démarrage du « projet Dépanneur en santé ». Les projets, déployés sur un horizon de plusieurs années, visent à améliorer l'accessibilité des citoyens aux fruits et légumes et aux autres aliments de santé à une distance de marche des résidences, surtout dans les secteurs ciblés comme des déserts alimentaire, qui sont défavorisés et mal desservis.

•Mise en place du P'tit Marché du partage pour l'hiver en collaboration avec le GRAME et le COVIQ.

•Lancement du premier projet Dépanneur en santé « Au Coin de la 3 » sur St-Antoine à Lachine, qui offre des fruits et légumes frais, ainsi que des mets préparés provenant du Marché St-Pierre.

Réseau québécois de revitalisation intégrée (RQRI)

Participation au Réseau québécois de revitalisation intégrée (RQRI) dont le directeur-général David Marshall est président. En plus des représentations politiques du président – dont des rencontres avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale – cette implication consiste à être un membre actif dans le réseau. En permettant l'échange de pratiques et d'expertises et le développement des compétences, le RQRI est un acteur incontournable du développement des communautés au Québec. Plus particulièrement, en 2015, le RQRI a :

•Travaillé au développement de politiques publiques en appui à cette approche de développement et de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale en tenant compte de la diversité des membres du réseau ;

•Approfondi et articulé davantage l'approche de revitalisation intégrée ;

•Développé des outils de travail pour soutenir les pratiques et en assurer la disponibilité à tous les membres du réseau.



Vibrant Communities

Participation au réseau Vibrant Communities du Tamarack Institute au nom du RQRI. Tout comme le RQRI, cette implication ouvre la porte à un monde de réseautage, pratiques et outils pertinents au développement des communautés. En 2015, en tant que président du RQRI, David Marshall a assisté au congrès annuel de Vibrant Communities à Ottawa, a présenté l'approche du RQRI aux autres membres de VC par le biais d'appels conférences et webinars, et a contribué au comité consultatif chargé du congrès 2016, qui se tiendrait à Edmonton.

Projets locaux

En 2015, la direction a participé activement à participer aux concertations lachinoises tout en consolidant le travail du comité Mieux vivre à Saint-Pierre :

Participation aux tables de concertation sectorielles de Lachine

La direction a participé à plusieurs tables de concertation de Lachine dont la Table habitation et le Comité d'action en sécurité urbaine de l'arrondissement Lachine (CASUAL) ainsi que la Table de concertation de Lachine-Est, comité mis sur pied par la maire de Lachine, Claude Dauphin, afin de créer un espace de dialogue par rapport au secteur entre Saint-Pierre et le Vieux-Lachine.

Participation à et coordination du nouveau comité Mieux vivre à Saint-Pierre

Ce comité a été mis en branle en 2014 suite au constat de plusieurs problématiques liées à la santé de la population du quartier. Visant à améliorer la qualité de vie dans Saint-Pierre, cette stratégie repose sur un leadership partagé par l'ensemble des acteurs de la communauté. Le Centre International de Prévention de la Criminalité en partenariat avec Concert'Action Lachine, la direction de Revitalisation Saint-Pierre a contribué à animer les rencontres, rédiger les compte-rendu et bilans et en faire le suivi.

•Une dizaine de partenaires autour de la table.

La Caserne des Jeunes Saint-Pierre

En 2015, Revitalisation Saint-Pierre a soutenu financièrement la Maison des Jeunes l'Escalier de Saint-Pierre (La Caserne), avec un montant de 25 000$. La Caserne des Jeunes participe activement aux différents comités ainsi qu'à l'organisation des fêtes de quartier et c'est l'un de ses importants partenaires dans Saint-Pierre.

•80 jeunes de 12 à 17 ans, 109 jeunes de 9 à 12 et une trentaine de parents; ouvert toute l'année du lundi au vendredi après l'école et en soirée jusqu'à 21h30.
•40 ateliers culinaires
Participation au Concours Saine alimentation organisé par la Table de Concertation Jeunesse où ils ont gagné le prix du jury!
•2 collaborations sur les fêtes de quartier
•Les jeunes ont bénéficié de l'ouverture des gymnases à Martin-Bélanger après l'école et le soir
•Ateliers artistiques et des activités culturelles
•Implication des jeunes dans des activités de financement



Carrefour Vert de Saint-Pierre

En partenariat avec l'Arrondissement Lachine, la Ville de Montréal, le Secrétariat de la région métropolitaine et le Ministère des affaires municipales et de l'occupation du territoire, le Carrefour Vert est un projet qui consiste à consolider, augmenter et pérenniser les activités du Marché Saint-Pierre tout en soutenant la Caserne des Jeunes (située au 2e étage du Marché) et en réaménageant les terrains avoisinants (stationnements municipal, 59 et 69 ave Saint-Pierre, ruelles, toits, etc.). Bien que l'aboutissement du projet soit prévu en 2016, plusieurs résultats ont été atteints en 2015.

Plusieurs retards nous ont amenés à reporter le projet de réaménagement du Marché, dont une analyse préliminaire complétée en collaboration avec l'arrondissement sur le 59 avenue St-Pierre et le 345 rue St-Jacques. Un troisième local au 121 rue St-Jacques s'est ajouté aux possibilités. Enfin, il a été décidé de réaliser le projet tel que prévu, c'est-à-dire dans les locaux du 59 ave Saint-Pierre. Voilà les réalisations en détails :

•Soumissions reçues pour le remplacement du système de caisse du Marché et du four (un four à gaz remplacera le four électrique).
•Un appel d'offre lancé en avril 2015; soumissions analysées début juin; architecte recommandé par un comité de sélection et approuvé par le conseil d'administration en mi-juin.
•Analyses d'ingénierie et de design réalisées en été 2015.
•Consultation des partenaires le long de l'été : arrondissement Lachine, Maison des Jeunes l'Escalier, Carrefour d'entraide Lachine, GRAME.
•Présentation de trois scénarios de réaménagement selon les besoins, opportunités et facteurs identifiés lors de l'analyse de l'architecte, Rose Architecture.

Reconduction du service d'approvisionnement

Le Cogé a prolongé le service d'approvisionnement adopté par le Marché Saint-Pierre. Ce système, qui a déjà fait ses preuves, a permis au marché de négocier directement auprès des grossistes et des producteurs maraîchers québécois les fruits et les légumes. Les produits acquis sont redistribués à différents organismes de Montréal organisant des marchés extérieurs.
•**24 506$** de fruits et légumes distribués dans l'ouest de Montréal.

Développement du service traiteur

Le Marché a développé son service traiteur qui livre sur commande des gammes variés de buffets chauds ou froids et des cocktails dinatoires, afin d'agrémenter les réunions de bureau et pour célébrer les occasions. Ce service a diversifié son offre, en proposant plus de menus et de mets personnalisés.
•Service traiteur : **28 744$**



Projet d'incorporation du Marché Saint-Pierre

Le Cogé a contribué à la réalisation du projet d'incorporation du Marché, en collaboration avec une équipe de conseillers spécialisés. En effet, il a participé à déterminer les impacts et la clarté stratégique de cette initiative. En outre, il a aidé à planifier les étapes administratives et consultatives nécessaires à sa mise en œuvre.

Projet des règlements généraux du Marché Saint-Pierre

Le Cogé a participé à l'édification du projet des règlements généraux requis pour l'incorporation du Marché Saint-Pierre. L'ensemble des règlements proposés vise à asseoir les assises juridiques de l'incorporation du Marché en organisme à but non lucratif, pour lui permettre de voler de ses propres ailes. Toutefois, la RUI demeure toujours disposée à collaborer étroitement avec le Marché Saint-Pierre.

Planification stratégique en lien avec le programme Innoweave de la fondation McConnell

Revitalisation Saint-Pierre a fait appel à l'accélérateur d'impact Innoweave de la fondation McConnell qui aide à explorer, à choisir et à mettre en œuvre de nouvelles approches, visant notamment à accroître l'impact du Marché Saint-Pierre sur la communauté. Par ailleurs, il a été suggéré que l'accompagnement ponctuel se ferait par le biais d'ateliers, afin de développer la théorie du changement du Marché à l'aide d'outils d'innovation sociale.

Analyses des marges et du projet d'approvisionnement

Dû à l'augmentation des achats, notamment en frais de marchandises, une analyse a été complétée à ce sujet. En plus d'une augmentation de l'inflation sur les fruits et légumes de 14% selon Statistiques Canada, les nombreuses promotions (escomptes) offertes sur les produits en 2015 ont aussi été notées comme étant problématiques. Surtout, en 2016, il sera important de mettre en place de nouveaux contrôles sur les dépenses. À cette fin, un système d'inventaire sera installé et un processus de vérification sera envisagé.

Comité de gestion du Marché Saint-Pierre

Réunions du Comité de gestion du Marché Saint-Pierre

Le Comité de gestion du Marché Saint-Pierre réunit des représentants et des effecteurs communautaires de l'arrondissement de Lachine ainsi que de nombreux citoyens. Il est impliqué dans la gestion du Marché Saint-Pierre. Le Comité a organisé plusieurs rencontres pour consolider l'action du Marché qui vise à rendre accessible, géographiquement et financièrement, les produits frais (fruits, légumes, denrées non périssables et les produits alimentaires de base).

•5 rencontres
•6 membres
•10 membres du Marché

Mise en vigueur de la politique d'emploi local

Les activités du Marché Saint-Pierre ont permis de créer ou de maintenir plusieurs emplois locaux à temps partiel ou à temps plein. De ce fait, Le Marché contribue à consolider l'emploi local. Il offre actuellement le travail à 11 personnes qui sont tous des résidents de Lachine ou de ses quartiers avoisinants. En fait, trois des onze postes ont été créés en 2015 et sont à temps plein.

Coordination des activités du Marché Saint-Pierre : les ventes

Les chiffres de vente du Marché ont augmenté de 24% de 115 235 $ à 143 049 $ comparativement à l'année dernière. Ce résultat est attribuable à l'accroissement des ventes des fruits et des légumes, et aussi à l'accroissement des commandes des plats préparés qui se sont diversifiés plus cette année et qui peuvent même être faits sur mesure et livrés à domicile. Toutefois, malgré l'augmentation des ventes, il y a eu une croissance des achats équivalente à 40% (voir le point : Analyse des marges et projet d'approvisionnement).

•1 000 plats frais servis dans le cadre des fêtes de quartiers
•Don en nourriture équivalant à 7 596$
•4 459 heures de bénévolat, l'équivalant de 45 000$ en ressources humaines
•Fruiterie : 78 080$ de ventes, une augmentation de 24%

Reconduction du P'tit Marché



Le concept du « P'tit Marché Saint-Pierre », qui est tenu de façon hebdomadaire dans des secteurs ciblés des déserts alimentaires dans Lachine a été reconduit. En effet, en collaboration avec le GRAME Eco-quartier Lachine et l'arrondissement Lachine, une cinquantaine de marchés ambulants ont été tenus à travers le territoire. Cette initiative, qui réalise presque 11 199$ de ventes, a proposé la vente des fruits et légumes frais à des prix raisonnables et des produits préparés dans la cuisine du Marché Saint-Pierre, à distance de marche des lieux de résidence des habitants, ainsi qu'au pied des résidences pour personnes du troisième âge du quartier.

•Avec une augmentation de 100% !!!

•Une demande de financement déposée au programme fédéral Infrastructure communautaire Canada 150 en juillet pour financer les travaux de rénovation.

Le Carrefour Vert a entraîné d'importantes retombées dans le quartier, surtout le recrutement d'un nouveau partenaire, Pro-Vert Sud-Ouest. Cette collaboration a porté fruit à plusieurs niveaux :

•Une demande de financement acceptée par le programme fédéral Éco-Action pour financer le réaménagement des espaces extérieurs y compris le stationnement, la ruelle et les espaces extérieurs en face du Marché.100 000$ octroyés incluant la coordination qui sera assumée par Pro-Vert.
•L'élaboration des plans et devis.
•L'ultime réalisation de ce volet du projet impliquera sept partenaires publics, privés et communautaires et consistera entre autre en une proposition pour le réaménagement de l'intersection de la rue Saint-Jacques et de l'avenue Saint-Pierre. Cependant, un des deux propriétaires a décidé de limiter son implication dans le projet à quelques plantations d'arbustes; la plantation d'arbres ne sera donc pas sur le terrain de Vig Auto. Dans le cas de La Belle Province, le propriétaire – malgré un intérêt au départ et trois rencontres – a décidé de ne pas aller de l'avant avec le projet.
•Deux nouveaux emplacements ont ainsi été identifiés : le stationnement de la chapelle Saint-Pierre-aux-Liens et le stationnement de Lafleur, qui devrait démolir et rebâtir son immeuble sur la rue Saint-Jacques. Les deux projets seront réalisés en 2016.
•Le réaménagement de l'extérieur du Marché et du stationnement adjacent est prévu en même temps que le projet de réaménagement de l'intérieur du Marché – donc en 2016.
•L'aménagement de la ruelle en arrière du Marché – le volet ruelle verte – est en voie de planification et va voir le jour en 2017.

Scénario1







Comité loisirs

•13 rencontres
•Une trentaire de personnes mobilisées

Organisation des fêtes de quartier

Les fêtes de quartier organisées par le Comité loisirs visent à affermir le sentiment d'appartenance et la cohésion sociale en favorisant les échanges et les interactions entre les voisins et les différentes communautés culturelles du secteur et de son environnement. En plus, elles font la promotion du secteur et stimulent la participation de ses résidents et leur implication bénévole dans le quartier. Dans ce contexte le comité a contribué à l'organisation de :





2e édition de la Fête des neiges :

•250 participants
•160 repas ont été servis
•Les participants de tout âge ont profité du large éventail des activités proposées: traîneau, sports d'hiver, repas cabane à sucre, tire d'érable...



3e édition de la Fête de paix :

•700 participants
•400 repas servis pour le Festival de Cuisine international
•20 activités gratuites pour toutes tranches d'âges confondues
•16 partenaires organisationnels et financiers
•18 organismes lachinois présents
•70 bénévoles impliqués
•150 heures investies dans les cuisines du Marché Saint-Pierre

Merci à tous nos partenaires et aux bénévoles pour leurs précieuses implications !



Comité sécurité

Mise en place du projet d'Outreach communautaire

Un nouveau coordinateur est embauché pour soutenir et pour être à l'écoute des communautés anglophones, noires et ethnoculturelles du quartier. Dans cette perspective, de nombreuses initiatives ont été organisées afin d'atteindre cet objectif, telles : les Journées Sportives, le Friday Night Football, la fête de la Paix, la Fête des Neiges et le programme d'alphabétisation et de l'art. Voilà une description des projets en plus de détails :

Participation aux tables de concertation de Lachine suivantes : petite enfance et jeunesse

Cette année, le coordonnateur a participé régulièrement aux réunions de ces tables. Les partenariats ainsi créés ont abouti à l'obtention d'une subvention de 11,500$ au début 2016. Cette dotation a été accordée à la table de la petite enfance pour soutenir les jeunes mères, dans le but d'améliorer l'alphabétisation de leurs enfants âgés de 0-5 ans.

Alphabétisation et art

En partenariat avec l'école Martin-Bélanger et le Réseau de développement et prévention afro-canadienne, nous avons mis en place un programme d'alphabétisation et d'art au profit des jeunes mères d'expression anglaise du quartier. Cette initiative a instauré des ateliers de lecture et d'art qui ont été organisés tous les vendredis. Les participants font de la lecture avec leurs enfants et conçoivent des projets d'art plastique. De surcroît, nous nous attelons pour proposer des activités qui ambitionnent d'organiser des cours de français, des cuisines collectives et des cours de danse hip-hop pour ces familles.

Responsabilisation des parents et des familles

Suite aux préoccupations formulées par l'école Martin-Bélanger, Linton Garner, le coordonnateur d'Outreach a tissé de nouveaux liens entre l'école et le Centre de la jeunesse et de la famille Batshaw, grâce au programme appelé Empowering Parents and Families (responsabiliser les parents et les familles). Il s'agit d'un programme de support familial qui vise à faciliter la communication entre l'école et les familles d'expression anglaise. Le programme fait partie des services offerts par Batshaw déployé dans le quartier, après la réunion qui été organisée par notre coordonnateur et la table des parents avec Batshaw et le Centre jeunesse de Montréal.





Site web de Revitalisation Saint-Pierre

Revitalisation Saint-Pierre a mis en ligne son nouveau site web : revitalisationsaintpierre.ca. Cet outil de diffusion représente une appréciable source d'informations qui met en exergue l'implication de notre organisme et de ses partenaires au sein du quartier. De ce fait, le site web permet au comité de renforcer sa notoriété dans la mesure où il regorge d'informations consciencieusement actualisées: agendas des événements, publications, promotion du mois pour Marché St-Pierre.

Mise en ligne des pages Facebook de Revitalisation Saint-Pierre et du Marché Saint-Pierre

La mise en ligne de ces deux pages Facebook a permis l'édification d'un réseau social dédié au développement de la communauté du secteur. Cette action a contribué à la consolidation de ses membres autour d'une même plateforme d'échanges et de débats fructueux. En effet, cet outil a engendré un réseau social qui donne une nouvelle dimension à notre implication communautaire, en favorisant les discussions, les débats fructueux et en valorisant les compétences locales. En outre, cet outil de partage s'est révélé être un précieux instrument qui permet la diffusion des promotions du Marché et les spéciaux de chaque mois à une plus grande échelle.

Liens avec de nouveaux organismes : Association camerounaise de Lachine, église Résurrection, JAME, African-Canadian Developement & Prevention Network, CIPC, TRAC

Le coordonnateur a développé de nouveaux partenariats avec des organisations qui n'ont pas été précédemment impliquées dans notre communauté. Ces organismes seront sollicités pour contribuer au traitement des questions de l'alphabétisation, de l'inclusion, l'isolement, la petite enfance et la recherche communautaire…

Corvée de nettoyage

En collaboration avec GRAME, la campagne de nettoyage a été très réussie grâce à la participation remarquée de 20 bénévoles de l'Association Cameroun de Lachine. Effectivement, le groupe des participants ont couvert la partie qui s'étend de la communauté de la rue Camille au secteur des Érables et celle qui s'étale de la rue Saint-Pierre à la rue Ouellette. Ainsi, la campagne a pu ramasser plus de 100 sacs d'ordures.



Jardinage collectif

Comme à chaque année le jardin du Triangle Fleuri a encore suscité l'intérêt de nombreux jardiniers expérimentés et apprentis. La RUI a veillé à consolider ce projet du jardinage collectif en collaboration avec le GRAME. En plus de permettre aux participants d'accéder aux aliments frais issus de culture écologique et biologique, il génère aussi des lieux d'échanges et de solidarité, tout en affinant leur expertise en matière de connaissances et compétences horticoles et culinaires.

- 30 participants
- 28 sortes de fruits et légumes différents
- 250 kg de fruits et de légumes collectés
- 25 séances de jardinage
- 105 M^2 de superficie cultivée
- Surplus donné au Marché pour les cuisines collectives
- 340 heures investies par les participants
- Fête d'ouverture du jardin du Triangle-Fleuri : environ 40 participants
- Partenaire : Le GRAME-Éco-Quartier Lachine
- Financement : Entente Ville-MESS



Ateliers des cuisines collectives en lien avec le jardinage collectif

Revitalisation Saint-Pierre en collaboration avec le Marché St-Pierre continue à développer les ateliers de cuisines collectives, afin de promouvoir l'éducation populaire qui vise à affiner les connaissances et les compétences pratiques des participants sur les manières de choisir les aliments et de préparer des repas sains et abordables. Dans cette perspective, des ateliers de cuisines collectives sont offerts aux personnes qui participent aux activités des jardins collectifs, afin de leur apprendre des recettes simples et économiques à base des fruits et des légumes récoltés.

Ateliers de cuisine pour les jeunes adultes

En 2015, 17 ateliers de cuisines collectives ont été organisés par le Marché en faveur des jeunes adultes pour les aider à sortir de leur isolement, et pour qu'ils puissent mieux se nourrir à moindre coût. Ces ateliers leur offrent les outils nécessaires pour qu'ils puissent assurer, pour eux et aussi pour leurs familles, une saine alimentation à moindre coût. Ainsi, ils seront, éventuellement, en mesure de prendre en charge leurs enfants et de mieux les nourrir qualitativement et quantitativement en respectant les règles d'hygiène alimentaire requises.





Activités sportives

Le comité encourage les résidents du quartier de tout âge à pratiquer des activités sportives pour les motiver à profiter pleinement des nombreuses installations sportives du secteur et pour améliorer leur santé et leur bien-être. Dans cette perspective le comité a organisé, en plus des tournois inclus dans les fêtes du quartier, des journées sportives et des soirées de soccer en lien avec le comité sécurité dans le cadre du projet Outreach. À cela s'ajoute le tennis.

Journées sportives



Les journées sportives ont été organisées pour motiver les résidents à utiliser les espaces publics fournis par l'arrondissement et pour consolider le sentiment d'appartenance à la communauté. Effectivement, tous les deuxièmes samedis de chaque mois, nous avons eu le plaisir d'accueillir 60 enfants, issus de 20 familles. Pendant les 10 semaines de la programmation des journées, nos sportifs ont été ravis de pratiquer le football, le basketball, le frisbee et le rugby. Les activités organisées ont été encadrées par une douzaine de bénévoles qui n'ont pas hésité à offrir leur précieuse aide pour assurer le bon déroulement des journées.

Soirées de soccer



Chaque vendredi soir, pendant l'été, nous avons organisé l'accès gratuit aux soirées de soccer tenues au parc Kirkland. Ces soirées ont eu un franc succès.
En effet, pour chaque soirée, nous avons relevé, en moyenne, la participation de 40 enfants et d'adultes de tout âge, qui pratiquaient leur sport favori sur le domaine nouvellement rénové du parc.

Tennis



Sous l'initiative louable d'un ancien résident de Saint-Pierre, Yvon Lefebvre, le Comité loisirs a mis sur pied des sessions de tennis gratuites offertes tous les mardis aux résidents du quartier, et ce à partir du 1er juin. Les cours sont proposés pour les différentes tranches d'âges.
•40 enfants rejoints
•3 partenaires: Yvons Lefebvre, Camps de jour le Phoenix, Table de Concertation Jeunesse de Lachine.

Comité sécurité

Le comité sécurité a organisé 9 rencontres qui ont rassemblé une 50e de personnes. Cette année, les réunions ont été extrêmement importantes car nous avons abordé, en plus de la criminalité, divers autres sujets importants. En effet, le comité s'est focalisé en priorité sur l'échangeur Turcot et sur ses répercussions au sein de la collectivité, à savoir : la circulation routière sur St-Jacques, le stationnement, la sécurité des piétons et le problème des camions circulant à travers Saint-Pierre.

Soirée spéciale sur la sécurité en partenariat avec l'arrondissement Lachine et le SPVM



En partenariat avec Revitalisation Saint-Pierre et le CASUAL, les directeurs de l'arrondissement, ainsi que M. le maire ont été invités à une soirée exclusivement dédiée à la sécurité, qui a été marquée par une massive participation citoyenne. Cette soirée a été bonifiée par la présence du SPVM et de plusieurs intervenants lachinois qui ont discuté les problèmes réels et perçus liés à la sécurité dans le quartier, et qui ont également débattu des actions concrètes pour y remédier.

Séance d'information publique avec le SPVM



Le SPVM a tenu une séance d'information sur les différents services de la police offerts à la communauté. La réunion proposée a connu une grande mobilisation qui a rassemblé en grand nombre les résidents du quartier et les élus municipaux.

Journal le Lien de Saint-Pierre, déjà deux ans d'existence!

Ce média, mis sur place par Revitalisation Saint-Pierre depuis deux ans, permet aux citoyens désireux de prendre la parole d'exprimer leurs opinions et leurs visions du quartier. De surcroît, le journal met en relief les interventions de nos partenaires et leur implication. De même, il soulève les principaux enjeux de Saint-Pierre et annonce les différents projets et initiatives engagés dans le secteur.

- *3 éditions parues*
- *6000 copies distribuées*
- *10 citoyens participants*
- *16 bénévoles pour la distribution*

RAP JEUNESSE

BILAN ANNUEL 2015-2016






2016

RAP Jeunesse

Centraide

10780, RUE LAVERDURE, MONTREAL, QUEBEC, H3L 2L9

TABLE DES MATIÈRES

MOT DE LA PRÉSIDENTE .....

MOT DE LA DIRECTRICE ET DU DIRECTEUR ADJOINT .....

LA MISSION DE L'ORGANISME .....

RAP JEUNESSE EN BREF… .....

NOTRE PHILOSOPHIE D'INTERVENTION .....

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION .....

L'ÉQUIPE DE TRAVAIL .....

LE TRAVAIL DE RUE .....

LE TRAVAIL DE PROXIMITÉ .....

L'UNITÉ MOBILE D'INTERVENTION L'ACCÈS-SOIR .....

LA DISTRIBUTION DE MATÉRIEL SOCIO-SANITAIRE .....

L'INTERVENTION DE MILIEU EN ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ .....

LE PROJET M.A.R.C. .....

LES JEUX DE LA RUE .....

L'INTERVENTION DE MILIEU HLM MEUNIER-TOLHURST .....

STATISTIQUES .....

LA CONCERTATION ET LES REPRÉSENTATIONS ..... **ERREUR ! SIGNET NON DE**

NOS PARTENAIRES FINANCIERS .....

Mot de la Présidente

L'année 2015-2016 qui se termine à RAP Jeunesse fut une année riche en décisions et questionnements pour le conseil d'administration.

À vrai dire, la situation financière de l'organisme, les multiples projets portés par l'organisme et les ressources devenant de plus en plus difficiles et complexes, nous ont obligés à nous arrêter pour nous recentrer sur l'essentiel et l'incontournable.

De ces réflexions, fructueuses et intenses, nous avons mis en place un plan d'action pour tenter de renforcer et de stabiliser le financement de l'organisme. Plusieurs étapes dans l'année à venir se succéderont et prendront la forme d'actions nouvelles, de petites, moyennes et de plus grandes envergures, et qui permettront, nous le souhaitons, d'intégrer d'autres ressources financières et de nous aider dans l'orientation de nos choix futurs.

Afin d'être en mesure de supporter l'ensemble des actions que RAP Jeunesse mène avec coeur depuis des années, nous avons mis un point d'honneur à prendre des décisions qui permettront à la direction et à l'ensemble de l'équipe de poursuivre leur magnifique et gigantesque travail, tout en restant viable et humainement responsable, et ce même si certaines décisions peuvent être très difficiles à prendre, comme celle prise cette année pour stopper le déficit auquel nous étions confrontés depuis les deux dernières années. Je suis très fière d'admettre que ces décisions ont été les bonnes, car nous terminons notre année financière avec un léger surplus.

Je tiens à dire un grand merci à l'équipe de direction de RAP Jeunesse, grâce à qui toutes ces démarches prennent vie et s'articulent dans un contexte réaliste. Merci aussi à mes collègues du conseil d'administration Robert, Frédérick, François, Alexis, Marie-Lys et Nicholas pour les échanges, le partage d'idées et de point de vue, les pistes d'action et l'implication de toute sorte.

Je nous souhaite donc, à RAP Jeunesse, une prochaine année vivante, de clarté et d'actions porteuses de sens, de santé financière et de maintien de notre si essentielle implication dans la communauté.



Edith Barrière

MOT DE LA DIRECTRICE

Premièrement, c'est avec fierté que je partage cette page avec Jean-François St-Onge, directeur adjoint depuis le mois d'avril dernier. Partager la responsabilité de l'organisme avec cet homme d'exception est un vrai bonheur. Sa vision, son expérience, sa capacité à développer des approches novatrices nous permettent d'aller encore plus loin dans l'exécution de notre mandat, et ce autant avec l'équipe de travail qu'auprès des partenaires.

Encore cette année, nous avons subi des pertes et des diminutions de certains financements, avec comme conséquence, des mises à pied pour le projet MARC, des diminutions d'heures de travail dans l'équipe de l'Accès-Soir, ainsi que le non remplacement d'une ressource partie en congé préventif. Malgré ces pertes et ces incertitudes, l'engagement de l'équipe, du CA et de la direction est demeuré fort, ce qui nous a permis et nous permet encore de traverser cette zone de turbulence tous ensemble, de poursuivre notre mission et surtout de regarder vers l'avant.

À l'automne, nous avons organisé à la vitesse « grand V » le déménagement de nos locaux. Regrouper l'équipe dans des bureaux beaucoup plus adaptés à nos besoins, a fortement contribué à l'amélioration de la communication et par conséquent de renforcer l'esprit d'équipe.

L'année qui s'achève en a été une de réaction, de réorientation, de départs déchirants, une année qui nous a obligés à nous questionner, à nous challenger à déposer de nouvelles bases. Alors si l'on se fie à l'adage qui dit que c'est dans l'adversité que l'on devient plus fort, l'année qui débute sera des plus stimulantes.

MOT DU DIRECTEUR ADJOINT

Pour ma première année comme directeur adjoint, le premier mot qui me vient en tête : « apprentissage ». Tout d'abord, je me suis approprié les différents dossiers partagés avec Louise qui, je dois le mentionner, m'a beaucoup enseigné. J'ai aussi dû m'instruire sur les quartiers dans lesquels j'avais des projets. Évidemment j'avais une bonne connaissance du quartier Ahuntsic pour l'avoir arpenté de nombreuses années. C'était « ma rue ». Bien qu'ayant déjà découvert Bordeaux-Cartierville et St-Laurent à travers les yeux et les histoires de mes collègues, j'ai pris l'année pour re-découvrir ces deux quartiers. Me voilà de plus en plus au fait de leurs réalités, leurs demandes, leurs enjeux.

Cette année, j'ai donc fait de nombreuses découvertes, comme la charge de travail et les responsabilités liées à ce poste, mais aussi toutes les belles rencontres qui y sont associées. Je ne peux prévoir à quoi ressembleront les prochaines années, mais j'ai une certitude : Comme travailleur de rue, je m'engageais au quotidien à tisser du lien et à bâtir des zones de confiance afin de permettre aux personnes de se réaliser, de rêver, simplement d'exister. Je vais donc poursuivre sur cette voie; offrir à chaque membre de l'équipe l'ambiance et l'espace nécessaire pour construire d'autres possibles.



LA MISSION DE L'ORGANISME

1. Venir en aide, par le biais de l'action communautaire, du travail de rue et de proximité, aux adolescents, jeunes adultes et adultes, principalement issus des différentes communautés culturelles du nord de Montréal vivant des problèmes psycho-sociaux;

2. Intervenir dans divers lieux de rassemblement ainsi que dans les secteurs fortement défavorisés et vulnérables;

3. Poser des actions de prévention et de sensibilisation portant sur les problématiques psycho-sociales et socio-sanitaires.

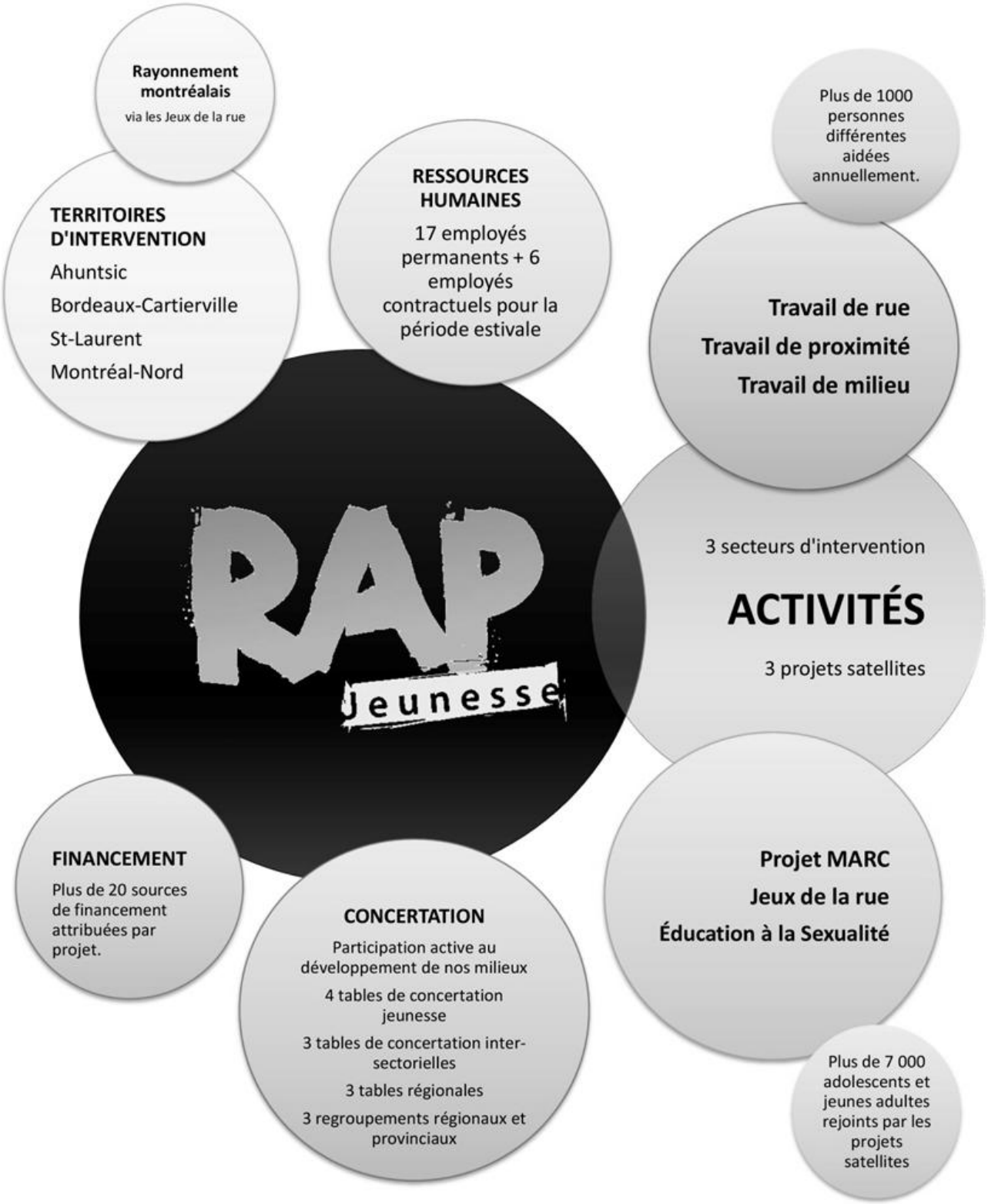
NOS TERRITOIRES D'INTERVENTION



Rap Jeunesse
10 780, rue
Laverdure
Ahuntsic,
Montréal

- Travail de rue : Ahuntsic, Bordeaux-Cartierville et Saint-Laurent
- Travail de proximité : Ahuntsic, Bordeaux-Cartierville, Saint-Laurent, Montréal-Nord, Parc-Extension et Pierrefonds
- Travail de milieu en éducation à la sexualité : Ahuntsic, Bordeaux-Cartierville et Saint-Laurent
- Projet M.A.R.C. : Ahuntsic, Bordeaux-Cartierville
- Projet Les Jeux de la Rue : Volet local; Ahuntsic, Bordeaux-Cartierville, Saint-Laurent. Volet régional; treize arrondissements montréalais

RAP JEUNESSE EN BREF…



NOTRE PHILOSOPHIE D'INTERVENTION

- Nous offrons une présence et une écoute non jugeante permettant la création de liens significatifs;
- Nous répondons aux besoins exprimés en respectant le rythme de chacun;
- Nous respectons les milieux dans lesquels nous intervenons ainsi que les personnes qui y gravitent;
- Nous adaptons nos interventions en fonction de la spécificité de chaque personne;
- Nous privilégions l'approche de la réduction des méfaits associée aux comportements à risque tels que la toxicomanie, les ITSS, les comportements déviants, etc.;
- Nous créons des liens partenariaux en respect des missions respectives afin de bien répondre aux besoins par des références et des accompagnements de qualité;
- Nous développons des projets structurants répondant aux besoins des personnes rejointes.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration s'assure de la bonne gestion de l'organisme et voit à sa viabilité et à son développement. Le conseil d'administration confie à la direction la gestion des activités de l'organisme.

LES MEMBRES DU C.A.

Édith Barrière	Présidente
Robert Paris	Vice-président
François Poulin	Secrétaire/trésorier
Frédérick Gagnon	Administrateur
Marie-Lys Turcotte	Administratrice
Alexis Tremblay	Administrateur
Nicolas Lépine	Administrateur et représentant des employés

Le conseil d'administration s'est réuni à six reprises

L'ÉQUIPE DE TRAVAIL

L'équipe de travail a été composée de dix-sept employés ainsi que six postes temporaires estivaux.

LES EMPLOYÉS À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL

Direction générale
Louise Giguère

Direction adjoint
Jean-François St-Onge

Travail de rue
Nicolas Lépine
Mélissa Lemay-Périard
Marc-André Lachapelle
Nicolas Lachance-Barbeau

Intervention (Accès-Soir)
Benjamin Rochon
Geneviève Gill
Joëlle Boivin

Travail de proximité
Patric Valiquette

Intervention de milieu en éducation à la sexualité
Anaïs Pinton-Labelle

Coordination Jeux de la rue
Marilou Martinez

Projet M.A.R.C.
Amandine Giot
Fabien Justel
Miguel Bergeron-Longpré

Intervention de milieu au HLM Meunier-Tholurst
Jonathan Meunier
Julien Jean-Lefebvre

Cinq employés nous sont quittés cette année. Nous les remercions pour leurs valeureux services et leur souhaitons bonne continuation.

.







LES EMPLOYÉS TEMPORAIRES

Coordonnatrice Jeux de la rue- volet local / Coordonnatrice projet K-Ravane Jeux de la rue

Joëlle Dorion Blain, Chantale Galimi

Agents de liaison sportifs locaux- Jeux de la rue

Djamel Zidani, Ansoumane Diallo, TShawn Jud Hepburn, Shervens Xavier

Stagiaires

Caroline Bédard, Joëlle Boivin

STAGE D'OBSERVATION ET D'INTERVENTION

Caroline Bédard, finissante au baccalauréat en sexologie a effectué un stage d'observation et d'intervention de septembre à avril, et ce, à raison de 14 heures/semaine pour un total de 400h.

Joëlle Boivin, étudiante de deuxième année en travail social a effectué, de septembre à décembre, un stage de 84h avec l'unité mobile d'intervention l'Accès-Soir. Elle a été embauchée par la suite à temps partiel.

Six étudiants de niveau collégial sont venus faire des soirées d'observation à bord de l'unité mobile d'intervention et avec les travailleurs de rue.

TRAVAUX COMMUNAUTAIRES

Trois personnes ont pu faire un total de 80h de travaux communautaires au sein de l'organisme ou par l'entremise de certains projets.

SUPERVISIONS ET FORMATION CONTINUE

L'équipe de travail a accès à de la formation continue par l'entremise de réunions d'équipe bimensuelles, des supervisions individuelles et des supervisions cliniques de groupe. Un contrat de service est établi avec l'organisme Médecins du Monde qui nous offre accès à un psychologue pour des rencontres cliniques de groupe sur une base mensuelle.

La directrice générale ainsi que le directeur adjoint direction assurent la supervision et l'encadrement de l'équipe de travail de l'organisme.

Les travailleurs de rue sont membres de l'ATTrueQ (association des travailleurs et travailleuses de rue du Québec) et participent à des rencontres regroupant les travailleurs de rue de la région de Montréal. Ces rencontres mensuelles sont un lieu d'échange, de réflexion et de formation sur la pratique.

Durant l'année, les intervenants ont participé à diverses formations en lien avec le travail de rue, les gangs de rue, la réduction des méfaits, les ITSS, la santé mentale, la toxicomanie, l'intervention en contexte de diversité culturelle.

LE TRAVAIL DE RUE

Les travailleurs de rue sont présents dans les divers lieux où les adolescents et jeunes adultes se rassemblent. Ils sont en lien avec ceux et celles qui utilisent l'espace public comme lieu de rassemblement, qui adoptent souvent des comportements déviants ou à risques, qui sont en bordure de la marge ou qui sont marginalisés. Les liens significatifs qu'ils développent sur le terrain, leur permettent d'être au fait des réalités ou des problèmes auxquels ils sont confrontés; consommation de drogues, problèmes d'argent, problèmes avec la justice, décrochage scolaire, relations amoureuses ou amicales en sont quelques exemples. Par l'entremise de l'écoute, de la discussion, du soutien, de la référence et de l'accompagnement, les travailleurs et travailleuses de rue peuvent offrir une réponse aux différents besoins exprimés. En assurant une présence continue, le travailleur de rue établit une relation de confiance basée sur le respect, le volontariat et la confidentialité. Il est aussi un agent de sensibilisation en donnant de l'information pertinente sur les diverses préoccupations qui touchent les gens avec qui il est en lien.

En offrant une présence dans les lieux où souvent aucune ressource n'est présente, le travail de rue s'inscrit en complémentarité des autres services jeunesse. La majorité du temps de présence se déroule dans les lieux publics tels que les parcs, l'extérieur des stations de métro, les restaurants et la rue elle-même. Par la suite, ce sont les écoles et sa périphérie ou la présence du travailleur de rue est la plus régulière. Les organismes jeunesse, tels que les ressources d'hébergements, les maisons des jeunes, les centres de jeunes en HLM, sont aussi investis par le travailleur de rue.

4 travailleurs/travailleuses de rue et un travailleur de milieu ont couvert nos trois territoires d'intervention (Ahuntsic, Bordeaux-Cartierville et Saint-Laurent).

UNE STABILITÉ QUI PROFITE ET NOUVEAU PROJET

L'année dernière, puisque la majorité des travailleurs de rue en était à leur première année de pratique, il y avait eu moins de présences soutenues aux diverses activités se déroulant dans les trois territoires d'intervention. Cette année, en plus d'une stabilité des intervenants dans l'équipe, depuis juin 2015, un autre intervenant s'est ajouté à l'équipe de travail de rue. En effet, l'an dernier, suite aux rencontres des partenaires jeunesse du secteur Chameran, RAP Jeunesse a reçu une demande de l'arrondissement pour mettre en place du travail de milieu dans ce secteur. Tout cela a contribué à considérablement augmenter le nombre de références et d'accompagnements faits par les travailleurs de rue. Ainsi, cela démontre qu'une équipe stable, qui prend de l'expérience fait nécessairement plus de rencontres et créée davantage de liens, car les travailleurs de rue et leur pratique deviennent de plus en plus connus et reconnus par les milieux qu'ils investissent.
Collectivement les travailleurs de rue et travailleuses de rue ont réalisé plus de 150 références (157 références) et le nombre d'accompagnements a doublé; il est passé de 29 accompagnements l'année dernière à 64 accompagnements en 2015-2016.

Principaux motifs de références et d'accompagnements pour 2015-2016 : Employabilité (enjeux travail/argent), hébergement, enjeux toxicomanies (centres de désintoxication) et défenses des droits.
Les travailleurs de rue font aussi beaucoup de références vers les autres services de l'organisme; Projet M.A.R.C., Accès-Soir et Jeux de la rue.

Finalement, les travailleurs de rue se sont complètement approprié les Jeux de la rue locaux. En plus de s'impliquer dans la promotion et le recrutement pour les préliminaires Bordeaux-Cartierville-St-Laurent et Ahuntsic, ils s'impliquent dans les différentes étapes d'organisation des tournois. Cette nouvelle approche permet de tisser davantage de liens avec les jeunes rencontrés, mais aussi avec les intervenants et intervenantes des autres organismes. En plus des présences soutenues dans la rue et les organismes, les travailleurs de rue sont actifs sur les tables de quartier et autres instances de

concertation. Ils sont aussi impliqués dans plusieurs activités sportives et culturelles des trois territoires.

QUELQUES ACTIVITÉS PAR SECTEUR

Ahuntsic

Présent dans le quartier depuis deux ans, le travailleur de rue d'Ahuntsic constate les retombées positives de ses présences soutenues dans les différents milieux fréquentés par les personnes ciblées. En ce qui concerne ces contacts, ils ont presque doublé (2015-2016 : 667 contacts). Le travailleur de rue est en constante adaptation, suivant l'évolution de sa rue et les changements dans son équipe! Cette année, il a dû « modifier sa rue » de façon importante. Il s'est adapté au départ de sa collègue en congé de maternité et au fait que le travailleur de rue de Bordeaux-Cartierville assure maintenant une présence dans le quartier Ahuntsic (voir Bordeaux-Cartierville).

Ces changements, bien qu'ils demandent une adaptation du travailleur de rue, ont permis d'ouvrir d'autres espaces (lieux moins fréquentés dans les dernières années) et ainsi favoriser de nouveaux contacts avec des jeunes et des intervenants. Par exemple, le partenariat qu'il a développé avec le travailleur de milieu du HLM St-Sulpice lui permet de participer à une activité hebdomadaire de basketball. Cette activité s'adresse aux adolescents et jeunes adultes qui fréquentent et/ou habitent les HLM St-Sulpice et André-Grasset. En fin d'année, il a aussi développé des liens très intéressants avec les intervenants et la direction de l'école secondaire Marie-Anne, ce qui est un avantage pour les années à venir. Le travailleur de rue d'Ahuntsic est aussi le fier représentant de RAP Jeunesse à la Table de concertation jeunesse d'Ahuntsic (TCJA).



"Marc-André, c'est quelqu'un qui a été là pour moi dans les moments difficiles pis qui m'accompagne là-dedans. J'trouve ça facile de parler avec lui, je me sens pas jugé. Il est bin compréhensif. Son travail est important parce que sans son aide, j'aurais fait beaucoup moins de démarches pour régler mes problèmes. J'sens que j'peux compter sur lui pis qu'il va être là si je lui demande. Je le vois pas comme un gars qui fait juste faire sa job, j'me sens proche de lui.

Georges

Bordeaux-Cartierville

Le travailleur de rue de Bordeaux-Cartierville a vécu quelques rebondissements cette année. Entre autres, il a appris, que son poste ne serait plus financé. Toutefois, cela est arrivé au même moment où sa collègue d'Ahuntsic obtenait un retrait préventif. Il est donc resté dans l'équipe des travailleurs de rue. Heureusement, car il est très impliqué auprès des jeunes, mais aussi auprès des différents partenaires de Bordeaux-Cartierville et d'Ahuntsic.

Quelques exemples de son implication

Cette année, le travailleur de rue a été très présent à la maison des jeunes de Bordeaux-Cartierville dans laquelle il en a profité pour donner des ateliers; un atelier sur la prévention des toxicomanies et un atelier sur les droits. Le travailleur de rue a aussi accompagné les jeunes et les intervenants de la maison des jeunes lors d'une sortie en camping. Également, il s'est impliqué dans le processus de l'évènement « ABC Showcase » qui est projet artistique qui offre la chance à des jeunes des quartiers

Ahuntsic et Bordeaux-Cartierville (ABC) d'exposer leurs différents talents. Il a notamment participé activement à l'organisation de l'événement, aux auditions et il a assuré une présence lors du spectacle. Ensuite, il a aussi accompagné des professeurs et intervenants des écoles secondaires Évangéline et La Dauversière lors du Camp Tim Horton (22 au 25 février 2016) auquel plus de 90 jeunes étaient présents. Finalement, il a participé à plusieurs instances de concertation comme la table de concertation jeunesse de Bordeaux-Cartierville (TCJBC) ainsi que « BC fait connaissance ».

En ce qui concerne le choix d'avoir un travailleur de rue qui couvre le territoire de Bordeaux-Cartierville et une partie du secteur Ahuntsic, il est important de mentionner que cela est le résultat d'observations terrain en plus d'une contrainte économique. RAP Jeunesse a donc dû trouver une façon de préserver l'intervention dans Cartierville tout en maintenant une présence significative dans Ahuntsic avec une ressource en moins! Les observations des intervenants et les commentaires de leurs partenaires ont orienté la décision de RAP Jeunesse de revoir le découpage du territoire afin de couvrir l'ensemble de l'arrondissement. Bien qu'il s'agit d'un changement stimulant, RAP Jeunesse reste persuadé de l'importance d'avoir trois ressources à temps plein pour l'arrondissement (2 pour Ahuntsic et 1 pour Cartierville) afin de répondre aux besoins et demandes des jeunes et partenaires du territoire.



« RAP est un organisme grâce auquel j'ai pu me sortir de plusieurs problèmes judiciaires. Le travailleur de rue m'a donné des conseils qui m'ont aidé à m'éloigner des personnes qui pouvaient être négatives pour moi. J'ai aussi apprécié la fois où il m'a aidé à rédiger une lettre d'excuses pour un problème que j'avais en justice »

Bill

St-Laurent

Quartier dans lequel on retrouve la travailleuse de rue avec le plus d'expérience dans la pratique à RAP Jeunesse. Cette année, elle s'est appliquée à trouver de nouvelles manières d'investir sa rue, d'ouvrir de nouveaux espaces, et si possible, de rejoindre davantage de jeunes filles. Bien que la création de liens avec les jeunes filles reste difficile dans St-Laurent, elle a considérablement augmenté son nombre de contacts. Il faut croire que ses nouvelles approches fonctionnent, puisqu'elle a créé plus de 955 contacts. De plus, elle collabore souvent aux ateliers de prévention en éducation à la sexualité de l'intervenante de milieu chargé du projet en éducation sexuelle à RAP Jeunesse. Comme nouvelles activités, elle a décidé d'investir une fois par semaine le café étudiant de l'école Émile-Legault et, en collaboration avec le nouveau travailleur de milieu, elle a développé le projet « Drop In » dans le secteur Chameran.

En effet, la travailleuse de rue et le travailleur de milieu sont présents tous les lundis au chalet du parc Painter pour le « Drop In ». Ce projet vise la mise en place de différents outils pour intervenir de façon la plus holistique et multidisciplinaire possible sur différentes problématiques complexes que peuvent vivre les jeunes du secteur Lebeau-Chameran. Principalement, ceux qui fréquentent le parc Painter. Si au départ, le projet visait les jeunes entre 13 et 17 ans fréquentant le secteur Chameran, il est maintenant orienté pour les 14-25 ans. Les discussions avec les jeunes et les différents intervenants du secteur, ainsi que nos observations terrain, ont démontré un manque important de support et de ressources pour les 14-25 ans dans le quartier. C'est un projet qui connaît beaucoup de succès.



« Je suis très content d'avoir rencontré vos soldats du hood St-Low depuis que votre organisation existe. J'ai eu la chance de passer du bon temps avec plusieurs d'entre eux. Mélissa est une personne qui a une très bonne écoute et elle m'a beaucoup aidé pendant mes moments difficiles. Elle est vraiment bonne coach de vie je trouve. Toutes les fois que j'ai passé du temps avec elle, j'ai senti qu'elle était là pour moi comme une grande sœur. Je vous remercie beaucoup pour toute l'aide que vous rapportez aux jeunes du coin de St-Laurent. Merci encore et continuez votre bon travail.

Mister G.

Travail de milieu secteur Chameran-Lebeau



Par ce projet, RAP Jeunesse s'engage à offrir la présence d'un travailleur de milieu 24 heures par semaine, afin de créer une zone d'influence positive autour des adolescents et jeunes adultes du secteur Chameran. Tel que mentionné précédemment, le travailleur de milieu est en poste depuis juin 2015. Comme pour le travail de rue, la première année de pratique en est souvent une d'observation pendant laquelle les premiers liens sont créés. Le nouveau travailleur de milieu n'a pas fait exception à cette règle. Il est aussi responsable, avec le directeur adjoint, de la communauté de pratique mise en place pour le secteur Chameran-Lebeau (voir communauté de pratique). À titre indicatif : Le Travailleur de milieu a réalisé plus de 600 contacts auprès des adolescents et jeunes adultes ciblés lors de ses présences terrain. Pour une première année, 633 contacts sont considérés comme une très belle réussite.

Une communauté de pratique se développe

Lors des rencontres RUI Chameran-Lebeau, nous avons constaté qu'il serait intéressant de rassembler toutes personnes qui travaillent en lien avec les jeunes (14-25 ans) de ce secteur qu'il soit intervenants ou non. Le but est de permettre aux membres de la communauté d'approfondir leurs connaissances en interagissant sur une base continue et à long terme. Nous voulons aussi développer et consolider des actions concertées inspirées de nos différentes pratiques, de nos différentes approches.

En plus de participer à cette communauté, nous avons pris le mandat d'organiser les rencontres et de mettre en place certaines formations si cela est nécessaire. En 2015-2016, il y a eu 3 rencontres. Pour 2016-2017, la communauté de pratiques devrait se concentrer sur le parc Painter, principalement les enjeux reliés au chalet du parc.

LE TRAVAIL DE PROXIMITÉ AUPRÈS DES ADULTES TOXICOMANES ET TRAVAILLEUSES DU SEXE.

Inspirés par notre travail terrain des dernières années, nos observations et les commentaires des usagés, nous avons choisi de rendre le travailleur de proximité mobile sur trois quartiers (Montréal-Nord, Ahuntsic, Cartierville). Cela nous a permis, comme nous l'avions envisagé lors de notre bilan de l'année dernière, d'augmenter nos contacts, d'améliorer notre distribution de matériel et d'ouvrir de nouveaux lieux de rencontres. À sujet, lors d'une rencontre d'équipe, le travailleur de proximité a mentionné avoir « ouvert » 26 nouveaux espaces.

Pour 2015-2016, nous avons enregistré une hausse importante du nombre de contacts, ainsi que de la quantité de matériel distribué. Nous sommes persuadés que la nouvelle approche mise en place l'année dernière, soit le fait que le travailleur de proximité se déplace dans trois secteurs et

l'importance accordée à la livraison de matériel, sont deux facteurs importants pour expliquer cette importante augmentation. Notre travailleur de proximité a comptabilisé plus de 1300 contacts, soit 1351 contacts. Il s'agit d'une augmentation de plus de 35%.

L'année qui vient de se terminer était notre première année complète avec notre nouvelle approche. Nous pouvons affirmer qu'il s'agit d'une grande réussite. Nous avons relevé deux défis importants ; être présent sur une plus grande partie de notre territoire afin de rendre le matériel davantage accessible et entrer en contact avec les personnes plus difficiles à rejoindre, les personnes très isolée

HAUSSE SIGNIFICATIVE DES ACCOMPAGNEMENTS

Le travailleur de proximité a augmenté de façon significative le nombre d'accompagnements en 2015-2016. Tout comme ceux et celles qui fréquentent l'unité mobile, les personnes utilisant les services du travailleur de proximité vivent des réalités et problématiques souvent complexes. Lors d'une demande d'aide pour des démarches, il n'est pas rare que cela nécessite, pour la même personne, de plusieurs références et/ou une série d'accompagnements. Malgré le fait qu'il s'agit d'une première année de déploiement de nos nouvelles approches, les accompagnements sont passés de 35 à 94 accompagnements.

En plus des accompagnements, le travailleur de proximité a réalisé 96 références formelles pour des ressources. Pour une première année complète, même s'il est difficile de comparer avec l'année dernière, car il y avait deux travailleurs de proximité, on peut parler d'une belle réussite.

Principaux motifs de références et d'accompagnement pour 2015-2016 : La santé, le logement/hébergement, la nourriture (dépannage alimentaire) et les droits.

ATELIER MATÉRIEL, FAVIRISER L'INTÉGRATION DES PAIRS

Comme pour les années précédentes, les participants forment un groupe où chacun participe pendant 1 heure à la confection de « kits d'inhalation » distribué dans la rue et par notre unité mobile d'intervention, l'Accès-Soir. Ils participent aussi aux discussions concernant le thème de la journée. Les séances se déroulent dans les locaux de l'organisme. Les personnes reçoivent une allocation de participation de 20$. Cette année nous avons impliqué certaines personnes pour nous aider lors de certains ateliers. Nous avons maintenu 10 ateliers pour un total de 77 participants.

Comme les participants l'avaient demandé, nous avons organisé des rencontres sur différents sujets : Comité logement (CLAC), Opiacés médicamenteux, atelier de création avec l'Injecteur, formation « Surdose», les filtres et autres matériel (messages de prévention), en plus de toutes les discussions informelles sur différents sujets lors des ateliers.

Élément nouveau : Au lieu de faire une rencontre par mois, nous en avons maintenant deux. Le but est de réduire le nombre de personnes lors des ateliers pour avoir plus d'espace pour les échanges et d'offrir deux moments différents. Résultat : 2 ateliers de 4-5 personnes au lieu d'un seul de 8-10 personnes.
Ces ateliers sont toujours très appréciés des participants et des intervenants, car il d'un espace neutre, d'un espace calme, où ils peuvent échanger sur les réalités et les enjeux, qui les touchent. L'an prochain, nous devrions mettre en place des ateliers à Montréal-Nord. Nous allons aussi amorcer, dès le mois de mai 2016, une réflexion, avec les participants, sur les orientations futures des ateliers. À ce sujet, nous sommes présentement en discussion avec Dopamine, organisme d'Hochelaga, pour réaliser un projet en partenariat.



Ce matin, j'ai un message téléphonique de Jacques qui me demande si je peux l'aider à avoir un billet d'autobus pour aller chercher son chèque d'aide sociale. Plus tard, Roseline m'appelle pour une livraison de matériel, elle aimerait aussi me parler d'une démarche qu'elle aimerait entreprendre auprès d'un organisme d'aide aux femmes victimes de violence. Marguerite, m'appelle en fin d'avant-midi et me fait une demande pour l'accompagner à un rendez-vous l'hôpital, je fixe le rendez-vous à mon agenda. En fin de journée, je rencontre Jean sur la rue qui me demande si je peux l'aider à remplir un formulaire. Je reçois un autre appel pour une livraison de matériel par une personne qui a été référé par une personne avec qui je suis en lien. Arrivé sur place, j'en profite pour jaser un peu et lui parler du service de l'Accès-Soir qui fait un arrêt près de chez lui.

L'UNITÉ MOBILE D'INTERVENTION L'ACCÈS-SOIR

.

PRÉSENCE TERRAIN

L'unité mobile d'intervention L'Accès-Soir se déplace directement sur le terrain, dans des secteurs où l'on retrouve une population largement défavorisée. Dans le but d'améliorer l'aide apportée aux personnes sur une trajectoire d'exclusion sociale, itinérantes ou à risque de le devenir, l'Accès-Soir offre une intervention de première ligne permettant de rejoindre les personnes là où elles se trouvent et évoluent et ainsi favoriser la prévention des situations de détresse et d'itinérance.

Ce type d'intervention permet de rejoindre progressivement des personnes âgées de 14 ans et plus, isolées socialement, vivant des difficultés personnelles importantes (pauvreté, toxicomanie, problèmes de santé mentale, difficultés d'adaptation sociale) et n'utilisant pas, pour la majorité, les services déjà existants dans la communauté. Notre intervention de première ligne, basée sur l'approche de réduction des méfaits, vise à créer un pont avec d'autres ressources du milieu.

Afin de réaliser sa mission, le véhicule est présent dans six quartiers différents à des arrêts fixes selon la journée de la semaine. Accueillis par l'équipe, les gens sont invités à s'assoir et peuvent prendre un breuvage. Le lieu et le contexte sont propices aux échanges informels et facilitent la création de lien. Les intervenants y offrent une écoute active, le non-jugement et le respect du rythme de chacun. La multitude des problématiques abordées à un même arrêt, amène les intervenants à adopter une vocation généraliste.

Un espace a été aménagé à l'arrière du camion pour permettre une conversation plus confidentielle avec un intervenant. C'est par le biais de distribution de condoms et de matériel socio-sanitaires qu'est fait un travail de prévention des ITSS. Ce mandat ouvre la porte à des discussions portant sur l'usage du matériel de façon sécuritaire, la consommation des drogues, la sexualité, les méthodes de contraception, etc.



C'est essentiellement dans le camion que se passe la majorité des interventions. Toutefois, l'équipe offre également des

suivis personnalisés avec certains usagers. Sur une base hebdomadaire, où des rencontres ont lieu afin d'élaborer des stratégies favorables au maintien en logement. Ce moment permet d'explorer davantage les possibilités de soutien à la personne.

Nombre d'arrêts dans les quartiers

Ahuntsic : 7 arrêts
Bordeaux-Cartierville : 4 arrêts
Montréal-Nord : 3 arrêts
Parc-Extension : 2 arrêts
St-Laurent : 1 arrêt
Pierrefonds : 1 arrêt

273 soirées de présence, plus de 5500 visites ont été effectuées à bord du motorisé pour une moyenne de 26 visites par soir. Ne tenant pas de dossiers individualisés, il est difficile de quantifier le nombre exact de personnes fréquentant l'Accès-Soir. Par contre, la diversité des arrêts et la fréquentation des divers services nous permettent d'estimer à plus de 500 le nombre d'usagers.

ACTIVITÉS ET SERVICES

Références et accompagnements

Les intervenants ont fait 99 références. Les références se font principalement vers des ressources de dépannage (alimentaire, vestimentaire), des ressources d'hébergement temporaire (toxicomanie, santé mentale), des centres de santé (hôpitaux, clinique, CLSC) et vers des ressources de défense des droits (comité logement).

Pour ce qui est des accompagnements, compte tenu du peu de ressources humaines disponibles en dehors des heures allouées au travail terrain, ils se font après une évaluation de la situation. Par exemple, les intervenants vont essayer, avec la personne concernée, de trouver quelqu'un dans son réseau qui serait apte à l'accompagner. Les accompagnements se font donc sur une base très ponctuelle, lorsque nécessaires pour la personne en suivi et pour le suivi lui-même. Durant l'année, 30 accompagnements par les intervenants ont été faits. Les accompagnements se font principalement pour des demandes médicales et psychosociales.

Distribution alimentaire d'urgence

En réponse à des besoins ponctuels, nous offrons un service de dépannage alimentaire d'urgence les deux dernières semaines de chaque mois. Une entente avec Moisson Montréal nous permet d'avoir des denrées alimentaires non périssables répondant à nos besoins. 3050 dépannages alimentaires d'urgence ont été remis. Le service de dépannage alimentaire au sein de l'Accès-soir, même s'il ne s'inscrit pas dans notre mission première, répond à un besoin très présent auprès des personnes que nous rejoignons, car comme pour les autres services, ils ne sont pas enclins à aller vers une ressource à vocation alimentaire. Cette année, nous avons été confrontés à une augmentation importante, et ce principalement dans un quartier en particulier (lors d'un arrêt d'une heure, 50 à 100 personnes peuvent venir chercher un dépannage). Sachant que nous ne pourrons, à long terme, maintenir cette cadence de distribution, nous allons interpeller les acteurs de ce quartier afin de réfléchir aux alternatives possibles.

Afin d'éviter le dédoublement de service et pour favoriser la référence vers les organismes de sécurité alimentaire des territoires, un protocole de référence personnalisée est établi avec les organismes le SNAC d'Ahuntsic, la Corbeille Bordeaux-Cartierville et les Fourchettes de l'espoir de Montréal-Nord.

Service de dépistage ITSS

En collaboration avec Médecins du Monde, l'Accès-soir peut référer à un service de dépistage ITSS et de service infirmier pour les gens qui ne possèdent pas de carte d'assurance maladie ou qui sont moins disposés à se rendre dans un service de santé traditionnel. Ayant leur propre véhicule stationné près de L'Accès-Soir, les intervenants peuvent y faire des références.

Clinique d'impôt

En collaboration avec le Centre d'Action Bénévole de Bordeaux-Cartierville (CABBC) encore cette année, nous avons été en mesure d'offrir un service de déclaration d'Impôt. Les usagers étaient référés par l'équipe de l'Accès-soir vers les locaux du Centre d'Action Bénévole afin de bénéficier de ce service gratuitement.

Souper de Noël

Comme la tradition le veut, nous avons, encore cette année, invité les usagers de l'Accès-Soir à un souper traditionnel de Noël qui s'est déroulé au centre communautaire Ahuntsic. Une nouveauté cette année, c'est une bénévole qui a pris en charge l'organisation de cette soirée. Elle a concocté un souper traditionnel complet pour plus de 30 personnes.

Les intervenants de l'Accès-Soir ont demandé à quelques usagers de l'Accès-Soir pourquoi ils utilisent les services. Voici quelques témoignages :




« J'aime venir faire du social, briser l'isolement, avec un support moral, un certain réconfort. Chercher des réponses à toute sorte de questions. »

« Je viens chercher du bonheur »

« J'aime être en petit groupe, venir ici ça me fait penser à autre chose »

« J'apprécie la clinique d'impôt, la nourriture qu'on me donne, je viens prendre des condoms et chercher des renseignements. Plusieurs petites choses qui font une grande différence. »

« Vous avez été là quand j'avais besoin de vous »

« Le goût de vivre, l'envie d'arrêter de boire, j'apprécie votre écoute »

« L'écoute, du non-jugement , de l'amour inconditionnel, du support, je suis reçu à bras ouvert et accepté dans tous mes états d'âme, vous êtes passionnés. On m'a souvent accompagné dans mes démarches j'en suis reconnaissante. »

LA DISTRIBUTION DE MATÉRIEL SOCIO-SANITAIRE

Un des mandats de l'organisme est de prévenir la propagation des infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS). Pour ce faire, diverses actions et interventions en lien avec les pratiques sexuelles sécuritaires ainsi que les techniques

sécuritaires d'injection et d'inhalation dont, la distribution de matériel socio-sanitaire, sont effectuées par les intervenants psychosociaux de notre unité mobile, l'intervenant de proximité et les travailleurs de rue. La distribution de matériel fait partie du programme de monitorage et d'accès au matériel stérile de la Direction de la Santé Publique de Montréal (DSP).

Inscrite dans l'approche de réduction des méfaits, la distribution de matériel contribue à minimiser les effets négatifs de la consommation de drogues en misant sur la réduction des problèmes individuels et sociaux ainsi que sur la réduction des risques de santé, dont les problèmes graves reliés aux infections transmissibles sexuellement et par le sang. Offrir un tel service permet aussi de rejoindre et de créer un lien de confiance auprès d'une population marginalisée et à haut risque de contracter une ITSS. En venant chercher du matériel, ces personnes sont en contact avec des intervenants qualifiés qui, au-delà du simple geste de donner du matériel, sont des agents d'information et de sensibilisation et de prévention crédibles auprès de cette population.

CHANGEMENTS STRUCTURELS, COLLABORATIONS AMÉLIORÉES

Cette année, nous avons aussi amélioré notre collaboration avec la santé publique et les organismes partenaires en prévention des ITSS, car plus de membres de l'équipe sont impliqués. Nos changements dans la structure de l'organisme favorisent les nouvelles initiatives, il est possible d'être plus actif dans la concertation et ainsi prendre davantage de responsabilités.

Notre directrice participe à la *Table des directeurs/directrices* où sont présents plusieurs organismes montréalais, alors que le directeur adjoint participe à toutes rencontres du comité *Groupe* sur les pratiques communautaires en prévention des ITSS (GPCP-ITSS). De plus, il participe aux réflexions sur les Surdoses; rencontres qui sont mises en place suite au signalement de plusieurs cas sévères de surdose en mai 2014. Surdoses dont le nombre et la proximité géographique étaient préoccupants et faisaient craindre une menace à la santé publique. Il est aussi important de mentionner que ces suites aux rencontres avec les partenaires, notamment celles en lien avec le projet Kit-mobile (bilan 2014-2015) que nous avons développé davantage le volet « livraison » offert par notre travailleur de proximité. Une offre de service qui a connu beaucoup de succès cette année.

De leur côté les intervenants participent davantage aux rencontres et formations offertes en lien avec le matériel socio-sanitaire et la prévention des ITSS. Voici quelques exemples : *Blender* (mélange de drogues et les risques associés), formation *Naloxone***,** Journée *Hépatite C* organisée par Stella (conférences) et formation *Injection opioïde*.

De plus, notre travailleur de proximité, en collaboration avec les pairs du projet Kit mobile et une intervenante de Plein Milieu, a réalisé deux présentations au CLSC Ahuntsic. Ces séances d'information, offertes aux infirmières du service courant UDI, avaient comme objectifs de faire connaître le projet Kit mobile et les enjeux de la distribution de matériel pour les consommateurs de drogues injectables.

Hausse importante du matériel distribué; des stratégies qui fonctionnent

Comme nous l'avons mentionné précédemment, notre nouvelle approche en travail de proximité, soit la présence du travailleur de proximité sur trois quartiers (Ahuntsic, Cartierville, Montréal-Nord) et l'ajout d'un service de livraison, a permis une meilleure collaboration avec l'équipe d'intervention de l'Accès-Soir et ainsi rejoindre davantage de personnes pour la distribution de matériel. En ce qui concerne le matériel, il est important de mentionner que nous avons enregistré une augmentation importante : nous sommes passés de 2837 seringues en 2014-2015 à 7832 seringues en 2015-2016 (une augmentation de 5000 seringues). En ce qui concerne les pipes en pyrex nous avons réalisé une augmentation significative bien que moins importantes : 3165 tubes cette année versus 2546 tubes en

2014-2015. Des chiffres très encourageants, car nous étions dans la première année de nos nouvelles approches. En ce qui concerne les condoms, comme nous avons une nouvelle façon de monitorer, pas de comparaison possible avec l'année dernière : 47 264 condoms**,** pour le travailleur de proximité une augmentation de 2286 condoms, soit 7730 en 2015-2016 comparativement à 5444 en 2014-2015.

L'INTERVENTION DE MILIEU EN ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ

Outre les diverses interventions effectuées par les intervenants de l'Accès-Soir et les travailleurs de rue, une intervenante de milieu en éducation à la sexualité travaille en collaboration avec les partenaires des quartiers Ahuntsic, Bordeaux-Cartierville et Saint-Laurent afin de soutenir et/ou mettre sur pied des initiatives concertées traitant des relations amoureuses saines et égalitaires, de la sexualité et de la prévention des ITSS.

OBJECTIFS VISÉS

L'objectif principal de ce projet vise à favoriser les relations amoureuses saines et égalitaires ainsi qu'à réduire le taux d'incidence des ITSS auprès des adolescents et jeunes adultes des quartiers ciblés avec une attention particulière pour rejoindre les jeunes plus vulnérables. Nous visons à les sensibiliser et à les outiller et à les référer afin qu'elles et qu'ils puissent faire des choix éclairés par le développement de la connaissance de soi, de l'estime de soi, de l'affirmation de soi, du respect des autres, et ce dans un esprit critique.

Pour ce faire, un projet d'une telle envergure nécessite une approche globale et concertée et doit s'arrimer aux besoins et préoccupations identifiés par les acteurs locaux. C'est pourquoi tout en assumant un leadership, nous travaillons en collégialité avec divers acteurs du milieu scolaire, institutionnel et communautaire.

LE PLAN D'ACTION CONCERTÉ EN MILIEU SCOLAIRE, UN OUTIL RASSEMBLEUR

Au printemps 2014, le comité sous-régional en éducation à la sexualité s'est doté d'un plan d'action en éducation à la sexualité en milieu scolaire. Cet outil permet de définir les diverses thématiques pour les animations en classe, et ce en respectant le développement psycho-sexuel des adolescents de 12 à 18 ans. De plus, il alimente les comités locaux dans le déploiement des activités tout en offrant une cohésion d'action dans les trois quartiers.

L'orientation transversale ce plan d'action est les relations saines et égalitaires. Plus concrètement, cela signifie que chaque animation, peu importe la thématique principale, aborde la notion de respect et d'égalité dans la relation amoureuse.

Les partenaires du comité sous-régional sont :

Écoles secondaires : Sophie-Barat, Évangéline, La Dauversière et Saint-Laurent
Commission scolaire Marguerite-Bourgeois
CIUSSS Nord de l'Ile de Montréal
SPVM : PDQ 27 Ahuntsic, PDQ 10 Bordeaux-Cartierville, PDQ 7 Saint-Laurent

LES PARTENAIRES SE MOBILISENT AUTOUR DU PROJET PILOTE EN ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

À l'été 2015, le Ministère de l'Éducation a fait l'annonce d'une nouvelle mesure, soit le déploiement en septembre 2017 dans l'ensemble des écoles primaires et secondaires au Québec, d'un volet obligatoire d'éducation à la sexualité. À ce moment, chaque école devra consacrer 5 à 15 heures à ces apprentissages chaque année.

Afin d'évaluer la place de notre projet concerté dans le déploiement de cette nouvelle mesure, nous avons invité des partenaires à venir y réfléchir avec nous. 10 personnes étaient présentes et représentant le CIUSSS NMTL, la commission scolaire Marguerite-Bourgeois, les directions d'école secondaire et la Direction Santé Publique de Montréal.

Un de nos constats est que les objectifs et les apprentissages poursuivis à travers notre plan d'action et les objectifs établis par le Ministère en éducation à la sexualité sont identiques, et ce autant au niveau des thématiques abordées qu'au niveau du respect de l'âge lié au développement psycho-sexuel chez les adolescents.

Il a été décidé de continuer à unir nos forces territoriales et planifier, avec les écoles et les partenaires de la communauté, une programmation solide et efficace d'activités préventives pour les écoles secondaires desservies et de s'assurer d'être le plus près possible du plan d'action du Ministère, et ce afin d'être prêt à soutenir nos milieux lors de l'arrivée de ce projet à l'automne 2017. Durant la prochaine année, nous garderons une vigie active sur le déploiement de cette mesure et sur les divers engagements (commission scolaire, écoles, partenaires) qui seront déterminés.

UNE ANNÉE CHARGÉE EN ANIMATION D'ATELIERS

La consolidation de l'intervenante en sexologie sur une base temps plein, conjugué à la réalisation du plan d'action concerté sous-régional, ont permis de sensibiliser un total 3685 élèves adolescents et adolescentes.

Tournées de classes en milieu scolaire

L'animation en classe est le véhicule idéal en matière de sensibilisation de masse. Elle permet de toucher un nombre important de jeunes dans un contexte structuré. Étant toujours créées de manière à ce qu'elles soient interactives et ludiques, ces animations permettent de donner de l'information, mais elles provoquent aussi la réflexion et la discussion.

Suite à la mobilisation autour du plan d'action en éducation à la sexualité, beaucoup de temps a été consacré à la planification, l'élaboration et l'animation d'ateliers en classe avec des résultats très intéressants. Lorsque l'année scolaire en cours (septembre à juin) se terminera, l'ensemble des étudiants de tous les niveaux sauf pour un niveau dans deux écoles secondaires (sec III), aura eu une activité de sensibilisation touchant l'éducation à la sexualité.



Aussi, cette année, la majorité des animations a été élaborée et animée en collaboration avec les infirmières scolaires du CIUSSS du Nord de l'Ile, les agentes sociocommunautaires des PDQ 7, 10 et 27 ainsi qu'avec des professeurs. Également, quatre rencontres avec des éducateurs spécialisés et psychoéducateurs des équipes écoles ont eu lieu afin d'adapter des ateliers à diverses problématiques en lien avec les relations amoureuses. D'ailleurs,

des classes spécialisées d'adaptation ont été rencontrées pour une série de 3 ateliers complémentaires au programme régulier proposé.

Activités hors classe

Ces activités sont utilisées comme des leviers complémentaires de sensibilisation et d'intervention. Suite à une réflexion qui découle de l'an dernier, il a été décidé que l'implication de RAP Jeunesse pour des activités hors classe se situerait davantage dans l'élaboration d'atelier conférence sur des thèmes bien précis. Cette année, seulement 4 kiosques thématiques ont été organisés. Un atelier conférence qui a attiré plus d'une quarantaine de personnes a également eu lieu sur l'heure du dîner dans une école. La formule sera à reproduire l'an prochain.

Ateliers dans les organismes communautaires

À la demande des partenaires, des animations sont effectuées à travers des activités organisées par l'organisme. Sous forme d'ateliers thématiques ou de soupers discussions, les animations sont adaptées en fonction de l'âge, de la réalité et de la vulnérabilité des jeunes rejoints. Cette année, la demande des organismes a augmenté, car 11 animations dans les milieux ont été réalisées, comparativement à 7 l'année dernière.





La présence de l'organisme Rap Jeunesse et de son implication engagée dans mes écoles du secteur de Bordeaux-Cartierville avec non seulement moi, mais aussi l'équipe école favorise et encadre une vision d'un plan commun de la sexualité et à son exécution. Un impact positif sur la clientèle et des retombés sur la visibilité et la promotion de l'infirmière à l'école en résulte. La coanimation demeure un atout et représente un gain pour tous. Toute une logistique est portée a bout de bras d'une main de maître par l'intervenante. La continuité de ce partenariat est plus que souhaitable et nécessaire.

Susan, infirmière scolaire

LE PROJET M.A.R.C.

LE PROJET M.A.R.C. (Mouvement vers des Alternatives Rémunérées et Constructives)

M.A.R.C est un projet de pré-employabilité adapté aux réalités des personnes âgées de 16 à 30 ans en situation d'exclusion et de précarité d'Ahuntsic-Cartierville et Saint Laurent. Par le biais de plateaux de travail payable à la journée, nous donnons l'opportunité aux jeunes de se mettre en action dans un réel contexte de travail. Ces expériences d'emploi cumulées permettent l'acquisition de nouvelles habiletés et le renforcement de leurs compétences.

L'accompagnement réalisé par les chargés de projet implique les jeunes en situation directe d'apprentissage au cours de plateaux de travail obtenus auprès d'entreprises et organismes communautaires. Agissant à titre de leaders positifs, les chargés de projet travaillent avec les jeunes afin de leur permettre de développer leurs habiletés sociales et professionnelles.

LA PÉRENNISATION DU PROJET

Après la perte en 2014 du financement en employabilité (BIL) et en économie sociale (CDEC), nous avons effectué des approches auprès de fondations, et ce afin d'éviter la disparition du projet.

La FONDATION INTACT a répondu positivement à notre demande d'aide ce qui a permis de maintenir notre saison en offrant des plateaux de travail du mois de mai à la fin novembre. Malheureusement, nos ressources financières insuffisantes, nous ont contraints à effectuer, à partir de janvier, une pause des activités, pour le projet, mais aussi pour les salariés en poste.

Au mois de décembre, et ce malgré l'incertitude à savoir si nous allions avoir le financement nécessaire pour redémarrer le projet au printemps 2016, l'Office Municipal d'Habitation de Montréal (OMHM), partenaire au projet depuis ses tout débuts, a réitéré son engagement de reconduire l'entente de service pour la saison estivale 2016.

La période hivernale a donc été consacrée à la recherche de financement. Malgré qu'à la fin du mois de mars nous étions toujours en attente d'une réponse de reconduction du financement de la Fondation Intact, nous avons décidé de relancer le projet et de redémarrer la saison au mois de mai.

UN ENGOUEMENT TOUJOURS AUSSI FORT CHEZ LES JEUNES

Depuis la mise en place en 2013, nous sommes témoins de la forte participation, de l'adhésion constante de nouveaux participants ainsi que de la fidélité des anciens. En effet, plus de 200 jeunes éloignés du marché de l'emploi ont travaillé et cheminé au sein du projet, soit 49% de nouveaux travailleurs, 37% issus de la cohorte 2014 et enfin 14% de la première cohorte de 2013.



Cette participation et cette rétention est intimement liée à la dynamique des plateaux de travail qui permet rejoindre des nouveaux participants, mais aussi de maintenir le lien avec les plus anciens, même après plusieurs saisons passées. Les intervenants accompagnateurs, en effectuant les mêmes tâches que les participants durant les plateaux de travail, les soutiennent concrètement dans les tâches à exécuter tout en multipliant les moments de discussions, tantôt en petit groupe, tantôt en individuel. Ces temps d'échanges facilitent la création du lien de confiance, et nous permettent de transmettre des références, des conseils dans leurs problématiques personnelles et répondre au mieux à leurs besoins.
C'est dans cette façon de faire que ce projet se démarque et prend tout son sens, c'est-à-dire dans la disponibilité et l'écoute des intervenants pendant une situation de travail, alliées à la répétition des plateaux de travail sur le long terme.

Nous réussissons à briser la routine de l'échec et de l'isolement chez ses jeunes. En créant un cadre de travail favorable à leur épanouissement et leur intégration, nous les aidons à trouver des solutions adaptées aux problématiques rencontrées et qui répondent réellement aux préoccupations premières des jeunes travailleurs : soit l'argent, le travail, les liens sociaux.

UN IMPACT RÉEL SUR LA MISE EN MOUVEMENT DES JEUNES

Près d'une centaine de références ont été transmises auprès des participants, et ce principalement vers des entreprises d'insertion socioprofessionnelle, des Carrefours Jeunesse Emploi (CJE), des programmes d'insertion. S'ajoutent aussi de nombreuses références données en réponse à des besoins urgents, tels que le dépannage alimentaire, le droit et l'accès au logement, des références judiciaires et/ou psychosociales, en parentalité, scolaire ou encore en loisirs.

Nous avons ainsi vu des jeunes réintégrer un emploi, soit par un programme en pré-employabilité ou non, intégré le programme Jeunes En action (piloté par les CJE), des retours aux études (en secondaire principalement), des entrevues d'emploi, des rendez-vous réguliers avec les CJE, mais aussi des pertes d'emploi ou de logement.

Des accompagnements plus personnalisés ont été effectués afin de répondre au mieux des besoins des participants au projet. Des démarches personnalisées auprès d'entreprises d'insertion socioprofessionnelles ont faites, et ce selon leur profil, leur parcours, leur motivation, et leur dynamique de mouvement à ce moment-là.



Cette mise en mouvement des jeunes se poursuit selon les parcours de chacun, selon une logique de construction cohérente à long terme, toujours en partenariat et en contact direct avec les organismes et institutions auxquels le projet MARC s'associe.

Observant les difficultés d'un grand nombre de participants à entrer en contact avec les ressources en employabilité existantes, l'équipe a développé des liens étroits de collaboration avec les Carrefour Jeunesse Emploi d'Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville et de Saint-Laurent.

UNE AUGMENTATION DES REVENUS AUTO-GÉNÉRÉS

Offrant ces services, telle une « agence de placement à vocation sociale », le projet a suscité, l'intérêt d'entreprises et organismes du secteur en leur proposant un service de main-d'œuvre « Clé en main » permettant de répondre à un surcroît de travail, ou à un besoin urgent.

Pour l'année 2015, le projet M.A.R.C a généré plus de 31 000 $ de revenus autonomes. Ces sommes ont été destinées principalement aux allocations des travailleurs et à la pérennisation du projet.

Ainsi pour 2015, le projet M.A.R.C est fier d'avoir collaboré et remercie de leur confiance :
- L'Office Municipal d'Habitation de Montréal OMHM - Secteur nord-ouest -
  (Entreprise Publique / Habitations à loyer modique)
- Le FESTIBLUES international de Montréal (OSBL - Festival musical) - Entretien extérieur -
- Le Journal des Voisins (OSBL - Journal de quartier Ahuntsic-Cartierville) - Distribution de journaux -
- Le TAZ (Entreprise de promotion des sports de roues et alternatifs) - Entretien extérieur -
- Le Carrefour Jeunesse Emploi Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville - Affichage de la promotion du CJE -





A son arrivée au Canada il y a 4 ans, son statut de réfugié politique d'un régime persécutant allié à une forme de repli sur soi le freine à aller vers les autres, vers les institutions. Ayant fait des études de niveau universitaire prouvant des capacités intellectuelles et sociales, il reste tout de même

emprisonné dans son passé. Persécutions, sa venue au Québec était synonyme de liberté, de possibilités et d'espoir.
Limité par son visa de travail fermé, il ne peut alors prétendre à des formations, des études, des programmes d'insertion tant que son statut n'évolue pas. Ses premiers plateaux de travail avec nous sont alors une bouffée d'air, puisqu'il réalise ses toutes premières expériences de travail avec le Projet MARC, sur ce nouveau continent qu'il essaie d'apprivoiser. S'enchainent des mois de présences assez régulières, il prend alors de l'assurance, travaille son stress, réfléchit à des projets pour finalement, en nous remerciant d'exister, de l'avoir soutenu durant cette période d'incertitude, nous annonce qu'il décide de reprendre des études en Droit à l'université, et parle peut-être de devenir avocat…

LES JEUX DE LA RUE



Le projet Jeux de la rue, bien connu pour ses compétitions sportives existantes depuis 2002, voit un élargissement de son intervention en 2015 avec l'ajout du projet K-ravane et de l'événement ZU en 2014. Ces deux nouvelles initiatives, qui visent toujours à diversifier et bonifier l'offre de service en matière de loisirs afin de répondre aux besoins et intérêts des adolescents et jeunes adultes plus ou moins en marges, s'inscrivent dans un cadre de pratique libre. Les activités des Jeux de la rue se divisent maintenant en deux volets complémentaires, le volet compétition et le volet pratique libre.

Ce projet est unique de par son concept dans le sens où il favorise l'accessibilité et la participation à des tournois de qualité gratuitement, où aucun niveau de performance n'est nécessaire et où l'inscription s'effectue sur place la journée même de la compétition, donc sans engagement. L'objectif principal est de favoriser la pratique d'activités sportives autonome et informelle dans un cadre urbain. Nos événements incitent les jeunes à utiliser davantage et positivement les installations publiques extérieures ainsi qu'à prendre en charge leur temps de loisir.

K-RAVANE; UN PROJET PILOTE PROMETTEUR

Un projet pilote d'animation urbaine axé sur la pratique sportive libre extérieure a été mis en place dans 7 quartiers, et ce, sur une période de 8 semaines. Ainsi du 29 juin au 21 août, l'équipe d'animation, formée de 1 chargé de projet, 1 agent de promotion et 10 agents de liaison, a sillonné 20 parcs montréalais à bord de la K-ravane des Jeux de la rue en proposant diverses formules d'activités. L'objectif était de favoriser la prise en charge par le jeu libre et de dynamiser les parcs.

Le choix des parcs, des plages horaires, des activités offertes ainsi que le choix des agents de liaison ont été déterminés par les partenaires de chaque milieu du projet pilote. Une vingtaine d'intervenants/organisations ont collaboré à la mise en place et au suivi de la K-ravane.

PORTRAIT GLOBAL DES ACTIVITÉS 2015-2016

VOLET
COMPÉTITION

VOLET
PRATIQUE LIBRE

TOURNOI ESTIVAL

12 tournois locaux et 1 finale montréalaise
12e édition
Du 30 mai au 12 août 2015
Basket, soccer, hockey de rue et cricket
Catégories 12-14 / 15-17 / 18-24 ans

La K-RAVANE

Animation de parc mobile, prêt d'équipement sportif, musique et concours.
Du 29 juin au 21 août 2015
1IÈRE édition

4 projets sportifs **MONTRÉALAIS**
pour les 12-24 ans visant à **bonifier et diversifier**
l'offre de service de loisir par la mise en place d'activités et événements **gratuits**
adaptés aux réalités urbaines.

6048 jeunes

93 partenaires mobilisés

Une structure de concertation locale et montréalaise 15 arrondissements participants

Une expérience d'emploi valorisante pour 34 jeunes recrutés
en tant qu'agent de liaison afin de prioriser
l'approche par les pairs.

TOURNOI HIVERNAL 3X3

9 tournois locaux, nouvelle formule 3X3
2e édition
Du 29 janvier au 5 mars 2016
Basketball et soccer
Catégories 12-14 / 15-17 / 18-24 ans
La finale montréalaise aura lieu en mai 2016.

ZU-La Zone Urbaine

Foire d'activités sportives et culturelles axées sur l'initiation et la découverte. L'événement favorise également le rassemblement de jeunes de tout horizon et rend accessible le TAZ, hôte de l'événement. *La prochaine édition aura lieu le vendredi 13 mai prochain.*

LES JEUX DE LA RUE; UN PROJET COLLECTIF D'ENVERGURE

Une des forces du projet est la mobilisation des partenaires autant au niveau local que montréalais. La diversité des acteurs et de leur expertise nous permet d'organiser et réaliser des compétitions adaptées aux besoins et intérêts des jeunes. En 2015, le projet Jeux de la rue regroupait 93 partenaires. Les compétitions sont réalisables grâce à un travail d'équipe entre l'arrondissement, qui souvent coordonne la concertation locale et met à disposition les installations nécessaires tandis que les organismes assurent le recrutement, la promotion et contribuent de par leur expertise dans certaines disciplines. La structure du comité de suivi se définit comme suit :

- Ahuntsic-Cartierville | Rap Jeunesse
- Anjou | Le SAC Anjou
- Lachine | Arrondissement
- LaSalle | Table de développement social de LaSalle
- Mercier-Hochelaga-Maisonneuve | L'Antre-Jeunes de Mercier
- Montréal-Nord | Table de concertation Jeunesse de Montréal-Nord
- Ouest-de-l'Île | AJOI (Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île)
- Rosemont-La Petite-Patrie |Tandem Rosemont-La Petite-Patrie
- Saint-Laurent | Rap Jeunesse
- Saint-Léonard | DOD Basketball
- Sud-Ouest | Arrondissement
- Ville-Marie | Arrondissement
- Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension | Arrondissement

AUTO-FINANCEMENT : DEUX NOUVEAUTÉS

Tournoi de cricket avec la Banque TD

Le 27 septembre dernier avait lieu le premier tournoi de cricket en partenariat avec la Banque TD auquel une cinquantaine d'employés ont participé. C'est grâce à l'implication d'un ancien joueur de cricket et maintenant employé de l'institution que l'événement a été possible. L'organisation est d'ailleurs le fruit d'une belle collaboration entre RAP Jeunesse et le comité interne MIN/VIS, dont ce joueur était porte-parole. Le nom fait référence aux minorités visibles visant à mettre en valeur la diversité et l'ouverture d'esprit. Le tournoi de cricket avait pour but d'immerger les employés de la Banque TD dans la culture Sud-Asiatique entre autres en s'initiant au cricket.

La LEHF, une nouvelle ligue extérieure de hockey féminin

Tous les mardis soirs entre le 8 juin et le 15 septembre, l'anneau du parc Jarry attirait les curieux. Peu commun, une quarantaine de femmes y jouaient au hockey. La LEHF, première ligue extérieure de ce genre à Montréal, a permis à 4 équipes de pratiquer leur sport à proximité de chez elle, à faible coût, en profitant du plein air, et ce, tout en contribuant à un projet communautaire. Étant une ligue totalement amicale et non arbitrée, tous les fonds ont été versés aux Jeux de la rue.

PÉRENNISER LES JEUX DE LA RUE

Les ressources étant de moins en moins suffisantes pour répondre à la constante croissance du projet, l'avenir des Jeux de la rue a été un des principaux enjeux, et ce, pour les années à venir.

Soutien des élus

Grâce au support de M. Harout Chitilian, conseiller municipal de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville et membre du comité exécutif à la Ville de Montréal, une rencontre a été organisée à l'hôtel de ville en compagnie de M. Jim Beis, également membre du comité exécutif et maire de Pierrefonds, laquelle s'est soldée par un partenariat plus étroit avec la Direction des sports de la Ville de Montréal.

Formation d'un comité stratégique

Invité par Québec en forme parmi 4 autres réalisations montréalaises afin de présenter leur projet à la délégation française de « l'Agence pour l'éducation par le sport », les Jeux de la rue se sont démarqués par l'aspect novateur et unique de son approche. Depuis, Québec en forme accompagne la coordination dans la mise sur pied d'un comité stratégique et autres actions de consolidation visant à pallier aux enjeux rencontrés.

L'INTERVENTION DE MILIEU HLM MEUNIER-TOLHURST ET LES STUDIOS

Intervention de milieu auprès des résidents d'Habitations à Loyer Modique (HLM) Meunier-Tolhurst, regroupant 114 ménages dans un contexte de mixité culturelle. Les intervenants (famille et jeunesse) s'impliquent au sein d'une démarche concertée qui réunit des partenaires issus du milieu communautaire et d'institutions publiques.

Les objectifs poursuivis par l'intervention de milieu regroupent 3 catégories distinctes, toutes trois inscrites dans une démarche *d'empowerment*. Il s'agit du développement du pouvoir d'agir individuel, de groupe et communautaire.

UNE ÉQUIPE IMPLIQUÉE

Depuis 2012, le partenariat entre les différents acteurs du milieu a permis de constituer une équipe engagée au sein de la communauté. Les intervenants par leur disponibilité et leur dévouement ont créé et développé des liens significatifs avec les résidents. Ces conditions ont favorisé non seulement le développement des compétences et du sentiment de pouvoir individuel, mais aussi le développement du pouvoir d'agir de groupe et communautaire.

2015-2016, une année chargée. En décembre, départ de l'intervenant jeunesse, une personne très appréciée des jeunes qui fréquentent le local communautaire et les partenaires. Suite à ce départ, il est important de mentionner la formidable implication des intervenants déjà en place, ainsi que de certains partenaires, pour maintenir les services et l'ouverture du local communautaire en soirée.

Début février, arrivé en poste du nouvel intervenant jeunesse. Rapidement, il a su s'intégrer à l'équipe et auprès des adolescents et jeunes adultes du milieu. Nouvellement arrivé, il a déjà en la chance de prendre connaissance de certains enjeux du milieu. Mobiliser davantage les plus jeunes (13-17 ans), les filles ainsi que continuer une programmation diversifiée, par et pour les jeunes. Malgré un changement d'équipe, les intervenants de milieu ont réussi à se faire connaître auprès des locataires et sont devenus des accompagnateurs pour plusieurs individus et familles dans les démarches améliorant leurs conditions de vie. Le nombre d'interventions, de références et d'accompagnements témoigne de ces liens de confiance.

La mise en mouvement des locataires a été facilitée par ailleurs par la création de plusieurs nouveaux partenariats. Par exemple, le développement d'un partenariat avec le guichet d'accès au CLSC, et notamment avec l'équipe de Services Intégrés en Périnatalité et Petite Enfance, a permis à l'intervenante familles de faire plusieurs suivis en co-intervention auprès de plusieurs femmes enceinte. En ce qui concerne l'intervenante famille, la mobilisation des locataires et le développement du pouvoir d'agir communautaire seront priorisés pour la prochaine année. Les liens de plus en plus significatifs qu'elle entretient avec certains devraient l'aider dans cette démarche.

Il est important de mentionner que malgré le départ d'un intervenant et certaines réorganisations, il n'y a pas eu une baisse des fréquentations et les activités se sont maintenues. Voici quelques exemples d'activités : Aide aux devoirs (2 fois par semaines), Hockey Cosom à l'école St-Benoît, Activités « de bon voisinage » (corvée de nettoyage, BBQ, cafés-rencontres, jardins collectifs, etc.), Soupers discussions pour les 16-25 ans sorties communautaires (cinéma, partie des Alouettes de Montréal).

Rencontres de supervision clinique

Depuis 2014, par l'entremise de notre directeur adjoint, notre organisme assume la coordination clinique des deux intervenants de milieu du secteur. Cette année, nous avons poursuivi les rencontres aux deux semaines, en plus d'offrir un support ponctuel selon les besoins des intervenants. Suite à une entente avec l'Entre-Maisons, en 2016-2017, nous poursuivrons les supervisions auprès de l'équipe de l'Entre-Maisons.

LES STUDIOS SUPPORTÉS PAR RAP JEUNESSE

Ce projet concerté porté par Rap Jeunesse, dans lequel plusieurs organismes se sont impliqués, offre la possibilité aux personnes qui habitent les différents HLM d'Ahuntsic de participer à différentes activités d'apprentissages réalisées au studio de musique Meunier-Tolhurst ou au studio musique-vidéo de St-Sulpice. Les différentes activités, qui sont offertes gratuitement, ont comme objectif de renforcer ou de développer certaines aptitudes chez les participants. Les aptitudes visées sont les suivantes: le respect, l'entraide, l'assiduité, l'ouverture d'esprit, l'organisation du travail et la persévérance. Nous pouvons aussi offrir des plages horaires pour des personnes du quartier ou pour des organismes, qui sont en lien avec les intervenants des différentes HLM d'Ahuntsic.

Cette année, le responsable des studios a mis en place une liste de formateurs selon les différentes demandes des jeunes participants Par exemple, un ingénieur de son est disponible pour le studio M-T ainsi qu'un spécialiste en cinéma à St-Sulpice.



Certains jeunes sont de plus en plus impliqués. Un jeune de la première année agit maintenant à titre de technicien de son. À noter qu'il est maintenant rémunéré et fait des contrats pour d'autres activités du quartier. Ce jeune avait participé à une formation que nous avions mise en place avec l'aide d'un technicien professionnel en son. Formation toujours disponible pour les jeunes résidents des HLM, qui sont intéressés. Un autre jeune, qui utilise le studio, offre de son temps comme « conseiller» sur les textes des plus jeunes qui viennent enregistrer.

Autres exemples d'implications fascinantes : Certains d'entre eux ont participé à une soirée bénéfice pour la fondation OMHM. Pour cet événement, d'autres jeunes ont créé une vidéo sur le Studio M-T avec comme thème la persévérance. Un des jeunes de la vidéo a chanté pour une première fois devant public. Au moment d'écrire ces lignes, il est sur le point de terminer son premier album. En finissant, il est important de mentionner que les textes écrits, par ceux et celles qui fréquentent le studio, sont de plus en plus positifs et on ressent d'une semaine à l'autre l'impact sur leur vie.



« Personnellement quand j'ai rien à faire, que je m'ennuie peu importe quels problèmes qui se passent dans ma tête, côté famille, que j'ai pas d'argent, que je me sens pas bien, le seul endroit que j'ai en tête pour venir vraiment me défouler, sans faire de bêtises, c'est de venir au studio, au lieu de mettre de la violence dans mes gestes je préfère la mettre dans mes paroles.»

STATISTIQUES

TRAVAIL DE RUE, TRAVAIL DE PROXIMITÉ ET ACCÈS-SOIR

PROFIL	Accès-Soir	Travail de proximité	Travail de rue
Hommes	68%	55%	86%
Femmes	32%	45%	14%
12-17 ans	5%	0%	67%
18-30 ans	25%	5%	19%
30 ans et +	70%	95%	14%
Issus des communautés culturelles (12 à 24 ans)	75%	n/a	80%

DISTRIBUTION DE MATÉRIEL	Accès-Soir	Travail de proximité	Travail de rue
Nombre de seringues distribuées	5985	1712	135
Nombre e condoms distribués	37584	7730	1915
Nombre de pipes à crack distribuées	1743	1324	98

RÉFÉRENCES ET ACCOMPAGNEMENTS	Accès-Soir	Travail de proximité	Travail de rue
Nombre de contacts/visites	5500	1381	2568
Nombre de références	99	96	157
Nombre d'accompagnements réalisés	30	94	64
Dépannage alimentaire	3050	10	15

PROJETS : M.A.R.C., ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ ET JEUX DE LA RUE

PROFIL	MARC	Éducation à la sexualité	Jeux de la rue
Hommes	65%	N/D	93
Femmes	35%	N/D	7%
12-17 ans	3%	92%	70%
18-25 ans	73%	7%	30%
25 ans et +	24%	1% (parents)	N/A
Issus des communautés culturelles	70%	85%	85%

Nombre de PARTICIPATIONS aux activités	MARC	Éducation à la sexualité	Jeux de la rue
Plateaux de travail	542	N/A	N/A
Ateliers sensibilisation en classe	N/A	3800	N/A
Ateliers sensibilisation hors classe et dans la communauté	N/A	310	N/A
Tournois préliminaires locaux Ahuntsic, Bordeaux-Cartierville et Saint-Laurent	N/A	N/A	1365
Tournois Locaux autres quartiers et tournoi inter-arrondissements	N/A	N/A	3500
Activités libres de la K-Ravane	N/A	N/A	1184

Nombre d'ACTIVITÉS RÉALISÉES	MARC	Éducation à la sexualité	Jeux de la rue
Nombre de plateaux de travail	121	N/A	N/A
Nombre d'ateliers de sensibilisation en classe	N/A	106	N/A
Nombre d'ateliers de sensibilisation hors classe et dans la communauté	N/A	19	N/A
Nombre de journées de tournois	N/A	N/A	41
Nombre d'arrêts de la K-Ravane	N/A	N/A	56
Nombre de références et d'accompagnements	95	N/A	N/A

Nombre de PARTENAIRES impliqués	MARC	Éducation à la sexualité	Jeux de la rue
Communautaires	4	9	63
Institutions publiques et parapubliques	1	13	1
Scolaires	0	10	2
Entreprises	0	0	15

LA CONCERTATION ET LES REPRÉSENTATIONS

ACTIVITÉS DE REPRÉSENTATION ET PARTICIPATION AUX DIFFÉRENTES INSTANCES DE CONCERTATION



Nous actualisons, en collaboration avec les organismes communautaires, institutionnels et scolaires, une offre de service touchant les problématiques reliées à l'exclusion sociale et la marginalité et ce, autant auprès de la clientèle jeunesse (13-30 ans) qu'adulte (30 ans et plus). La directrice et les intervenants s'impliquent aussi activement au

développement social et communautaire par l'entremise de différentes instances de concertation (locales et régionales) et /ou par des activités de représentation.

Notre participation active au développement social de nos milieux nous permet de demeurer cohérents avec les besoins des citoyens, des personnes ciblées par notre mission et aussi des partenaires. Cela permet aussi de connaître et\ou sensibiliser le milieu sur des problématiques émergentes. Tous les services et projets développés au fil des ans par l'organisme découlent de besoins identifiés au départ par des instances de concertation ou des comités locaux.

Comité itinérance d'Ahuntsic-Cartierville



Notre organisme coordonne le comité itinérance depuis plusieurs années. Il s'agit d'un comité ouvert aussi bien au milieu institutionnel qu'au milieu communautaire. Les résidents du quartier Ahuntsic sont aussi invités à participer. Les objectifs sont simples, consolider et bonifier les interventions réalisées dans le quartier en lien avec l'itinérance et améliorer nos connaissances et celles de la communauté sur ce phénomène. Cette année, il y a eu seulement deux rencontres. Malgré le peu de rencontres, nous avons eu la chance de mettre en place une activité pour partager sur les enjeux de l'itinérance et sur les réalités de ceux et celles qui vivent dans la rue ou de la rue. L'activité: Projection du film Chienne de vie, au Sous-sol de l'église St-Jude dans Ahuntsic. Plus d'une quarantaine de personnes étaient présentes, des citoyens et citoyennes que nous n'avons pas souvent la chance de rencontrer dans nos autres activités. La projection a été suivie d'un échange.

Formation « gangs de rue » dans la continuité de la communauté de pratique

Été 2014, notre directeur adjoint a participé à une communauté de pratique pilotée par le Centre jeunesse de Montréal : Prévention de la violence sexuelle associée aux gangs de rue. Suite à cette formation et aux échanges avec l'équipe de travailleur de rue, nous avons eu l'idée de mettre sur pied des formations « Gang de rue », qui touche différentes réalités observées dans nos quartiers d'intervention. Ces formations sont données par le criminologue René-André Brisebois, intervenant au Centre jeunesse et enseignant UdeM. Nous avons décidé d'ouvrir ces formations aux autres intervenants du quartier pour élargir la réflexion sur le phénomène des gangs de rue. Lors de la première rencontre, il y avait une dizaine d'intervenants et intervenantes du quartier Ahuntsic. Automne 2016, le thème de la formation sera « Rôles des Femmes/Filles dans les Gang de rue ».

Centraide

Encore une fois cette année, nous avons participé au programme porte-parole de Centraide. Des travailleurs de rue et des intervenants ont fait plusieurs présentations auprès d'employés de différentes entreprises pour expliquer l'importance de Centraide pour Rap Jeunesse.

Journée de manifestation contre l'austérité



Une vaste campagne de mobilisation à l'échelle du Québec « Je soutiens ma communauté, Je soutiens le communautaire », mobilisation afin que le gouvernement du Québec concrétise sa promesse aux organismes communautaires et leur accorde un financement stable

et récurrent en injectant un montant supplémentaire de 225M$ dans le programme de soutien aux organismes communautaires. L'organisme a fait diverses actions de mobilisation, dont la participation à l'événement « 2-3 novembre *on ferme ! Le communautaire, dehors contre l'austérité* », qui s'est soldé le 3 novembre par manifestation de l'ensemble des groupes communautaires montréalais.

AGA de l'ATTrueQ 2015

Pour l'année 2015, l'AGA de l'ATTRUEQ s'est déroulé au Saguenay, soit du 27 au 29 mai. Près de 200 travailleurs et travailleuses de rue, de partout au Québec se sont rassemblé-e-s pour échanger sur la pratique du Travail de rue. Tous nos TR étaient présents. Ils ont participé à plusieurs ateliers afin d'améliorer leurs connaissances sur la pratique. Certains ateliers où ils étaient présents: Rattraper une situation de crise, Psychotropes et drogues de synthèses 101, les 12 travaux du TR et les TIC et médias sociaux en travail de rue. En 2016, l'AGA va se dérouler dans la région de Québec



Autres activités de Représentation

- Journée des partenaires du PDQ 10
- Rencontre citoyenne « vivre-ensemble dans Saint-Simon »
- Présentation du travail lors des changements de patrouille « fall in » du PDQ 27
- Marche pour des logements sociaux organisée par le Comité Logement Ahuntsic-Cartierville
- Participation à la Nuit des sans-abris

Conseil d'administration

- CLIC Bordeaux-Cartierville
- Comité des Organismes Sociaux de St-Laurent (COSSL)
- Table de concertation jeunesse Ahuntsic (TCJA)

Tables de concertation intersectorielles

- Table de concertation intersectorielle et multi-réseaux Solidarité Ahuntsic
- Conseil Local des Intervenants Communautaires Bordeaux-Cartierville (CLIC)
- Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent (COSSL)

Tables de concertation locales

- Table de concertation jeunesse Ahuntsic
- Comité 12-25 ans de la Table de concertation jeunesse Bordeaux-Cartierville
- Table de concertation jeunesse Bordeaux-Cartierville
- Comité Jeunesse Saint-Laurent
- Table de concertation jeunesse Montréal-Nord
- Table en employabilité Ahuntsic-Cartierville
- Table de sécurité publique et civile de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville

Comités locaux

- Comité d'intérêt sur la prostitution du PDQ 27
- Comité itinérance Ahuntsic
- Comité Inter HLM Ahuntsic
- Comité planification stratégique Ahuntsic
- Comité sur l'inclusion et cohésion sociale dans St-Simon
- Comité local de Revitalisation Urbaine Intégrée Bordeaux-Cartierville

- Comité habitation CLIC Bordeaux-Cartierville
- Comité de planification stratégique interne COSSL
- Comité de sécurité de la Revitalisation Urbaine Intégrée Chameran-Lebeau
- Comité des partenaires projet « Équipe Quartier » de Montréal-Nord
- Comité local des Jeux de la rue
- Comité sous-régional en éducation à la sexualité
- Comités locaux en éducation à la sexualité

Comités régionaux et regroupements

- Comité Montréal Bouge
- Comité régional des jeux de la rue
- Comité des directeurs des organismes communautaires (Direction Santé Publique)
- Groupe sur les pratiques communautaires en prévention des ITSS (Direction Santé Publique)
- ATTRueQ
- ROCQTR (regroupement des organismes communautaires québécois en travail de rue)
- TOMS (Table des organismes communautaires montréalais de lutte contre le Sida)
- RAPSIM (Réseau d'Aide aux Personnes Seules et Itinérantes de Montréal)

NOS PARTENAIRES FINANCIERS

- Centraide
- Ville de Montréal
- Service Canada
- Citoyenneté et Immigration Canada
- Ministère de la Sécurité publique
- Ministère Immigration et Communautés culturelles
- Ministère Travail, Emploi et Solidarité sociale
- CIUSSS Centre-est-de-l'Ile-de-Montréal
- CIUSSS Nord-de-l'Ile-de-Montréal
- Office Municipal d'Habitation de Montréal (OMHM)
- Fondation Intact
- Québec en Forme
- CDEC Ahuntsic-Cartierville
- Députés locaux

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.11

2016/09/26
13:00

Dossier # : 1162937003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Bilan 2015 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal - dépôt pour information

Il est recommandé :
de prendre acte du dépôt pour information du : Bilan 2015 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-08-16 17:24

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1162937003**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Bilan 2015 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal - dépôt pour information

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014 (Plan directeur) a été adopté à l'unanimité, par le conseil d'agglomération, le 27 août 2009. Les actions du Plan directeur visent à diminuer les quantités de matières résiduelles destinées à l'élimination et à augmenter les quantités de matières récupérées conformément aux objectifs de récupération de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles. Le Plan directeur propose 49 actions. L'action 10.1 spécifie qu'un bilan de l'atteinte des objectifs de la Politique québécoise et de l'état d'avancement du Plan directeur doit être réalisé tous les ans, et qu'un portrait de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal doit être effectué aux deux ans. Le *bilan 2015 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal* a été rédigé pour réaliser cette action.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0588, le 29 octobre 2015 : déposer le document intitulé "Portrait 2014 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal".
CG09 0346, le 27 août 2009 : adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

Le *bilan 2015 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal* illustre graphiquement les données relatives à la récupération (matières recyclables, matières organiques, résidus domestiques dangereux, matériaux secs et encombrants), à l'élimination (ordures ménagères, matériaux secs et encombrants) et à la génération (récupération et élimination) des matières résiduelles, pour l'agglomération et pour chaque

administration locale. Il présente également la progression vers l'atteinte des objectifs gouvernementaux de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles - Plan d'action 2011-2015* .

- La collecte des matières recyclables a permis de détourner de l'élimination 165 755 tonnes de matières sur le territoire de l'agglomération, en baisse de 2 % par rapport à 2014. Le taux de récupération s'établit à 58,2 %, soit à moins de 12 % de l'objectif gouvernemental qui est de 70 %.
- La collecte des matières organiques a permis de récupérer 61 638 tonnes de matières, en hausse de 21 % par rapport à 2014. Le taux de récupération atteint 17 %, soit à 43 % de l'objectif gouvernemental qui est de 60 %.
- Sur le territoire de l'agglomération de Montréal, 3 441 tonnes de résidus domestiques dangereux (RDD) ont été détournées de l'élimination. Du total, 80 % de tous les RDD l'ont été par le réseau des écocentres. La *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles - Plan d'action 2011-2015* n'a pas d'objectif de récupération pour les RDD.
- Près de 147 600 tonnes de matériaux secs et d'encombrants ont été récupérées, en hausse de 8 % par rapport à 2014. Le taux de récupération s'établit à 64 %, soit à 6 % de l'objectif gouvernemental qui est de 70 %.
- Le grand total pour toutes les matières récupérées est de 380 428 tonnes, en hausse de 5 % par rapport à 2014.
- Le grand total pour toutes les matières éliminées est de 569 263 tonnes, en baisse de 2 % par rapport à 2014. Malgré cette baisse, il reste encore plus de 120 000 tonnes de matières recyclables dans les ordures ménagères.
- Le grand total généré est de 949 691 tonnes, en légère hausse de 0,5 % par rapport à 2014.

JUSTIFICATION

Cette publication est le seul document qui présente l'ensemble des informations sur les quantités de matières résiduelles récupérées et éliminées par les administrations locales. Les arrondissements, les villes liées et les services centraux peuvent utiliser des données fiables et comparables d'une année à l'autre. Sa diffusion permettra d'informer la Communauté métropolitaine de Montréal des résultats obtenus dans l'agglomération de Montréal comme prévu par le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Plan directeur s'inscrit dans le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 sous le troisième principe «Une protection accrue de l'environnement» dans l'orientation «Pratiquer une gestion responsable des ressources». La diffusion de ce bilan permet de rendre compte de l'action 23, soit : implanter des mesures de réduction et de valorisation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville de Montréal, en tant que municipalité centrale représentant l'agglomération de Montréal, doit transmettre annuellement à la Communauté métropolitaine de Montréal et à d'autres organismes (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, RECYC-QUÉBEC) les informations qui permettent de quantifier et de qualifier la gestion des matières résiduelles sur le territoire de

l'agglomération de Montréal. Chaque année, un bilan est publié afin d'informer les administrations locales, la population et les groupes intéressés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 14 septembre 2016
Conseil municipal : 26 septembre 2016
Conseil d'agglomération : 29 septembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie MAYER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-5287
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-15

Michel RABY
C/d controle des rejets industriels

Tél : 514 872-8878
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Éric BLAIN

C/d sout technique et infrastructures (mat residuelles)
Tél : 514 872-3935
Approuvé le : 2016-08-16

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1162937003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Objet :	Bilan 2015 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal - dépôt pour information



Bilan_GMR_2015_final.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie MAYER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-5287
Télécop. : 514 872-8146

BILAN 2015 DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

Réduire pour mieux grandir



Montréal



MATIÈRES RECYCLABLES RÉCUPÉRÉES EN 2015

OBJECTIF DE RÉCUPÉRATION : 70 % AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 58 %

L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève 1 956 59
Senneville 162 80
Pierrefonds-Roxboro 6 023 55
Dollard-Des Ormeaux 4 177 57
Sainte-Anne-de-Bellevue 576 67
Kirkland 2 368 68
Baie-D'Urfé 547 63
Beaconsfield 2 416 71
Pointe-Claire 3 821 74
Dorval 2 029 66
Saint-Laurent 6 952 55
Ahuntsic-Cartierville 9 504 54
Mont-Royal 2 258 68
Hampstead 686 64
Côte-Saint-Luc 2 394 56
Lachine 3 749 55
Montréal-Ouest 502 62
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 13 354 59
LaSalle 6 693 60
Verdun 7 280 67
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension 8 731 47
Outremont 2 337 64
Westmount 2 135 66
Le Sud-Ouest 6 708 60
Montréal-Nord 6 140 49
Saint-Léonard 5 260 49
Rosemont–La Petite-Patrie 13 267 64
Plateau-Mont-Royal 9 662 58
Ville-Marie 9 357 64
Anjou 2 894 50
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve 11 962 58
Montréal-Est 376 51
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles 9 478 59

La collecte des **matières recyclables** a permis de détourner de l'élimination 165 755 tonnes de matières sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Le taux de récupération a diminué de 0,3 % en 2015 pour s'établir à 58,2 %. Plusieurs territoires sont proches d'atteindre l'objectif gouvernemental et trois y sont parvenus.

Quantité (tonnes)

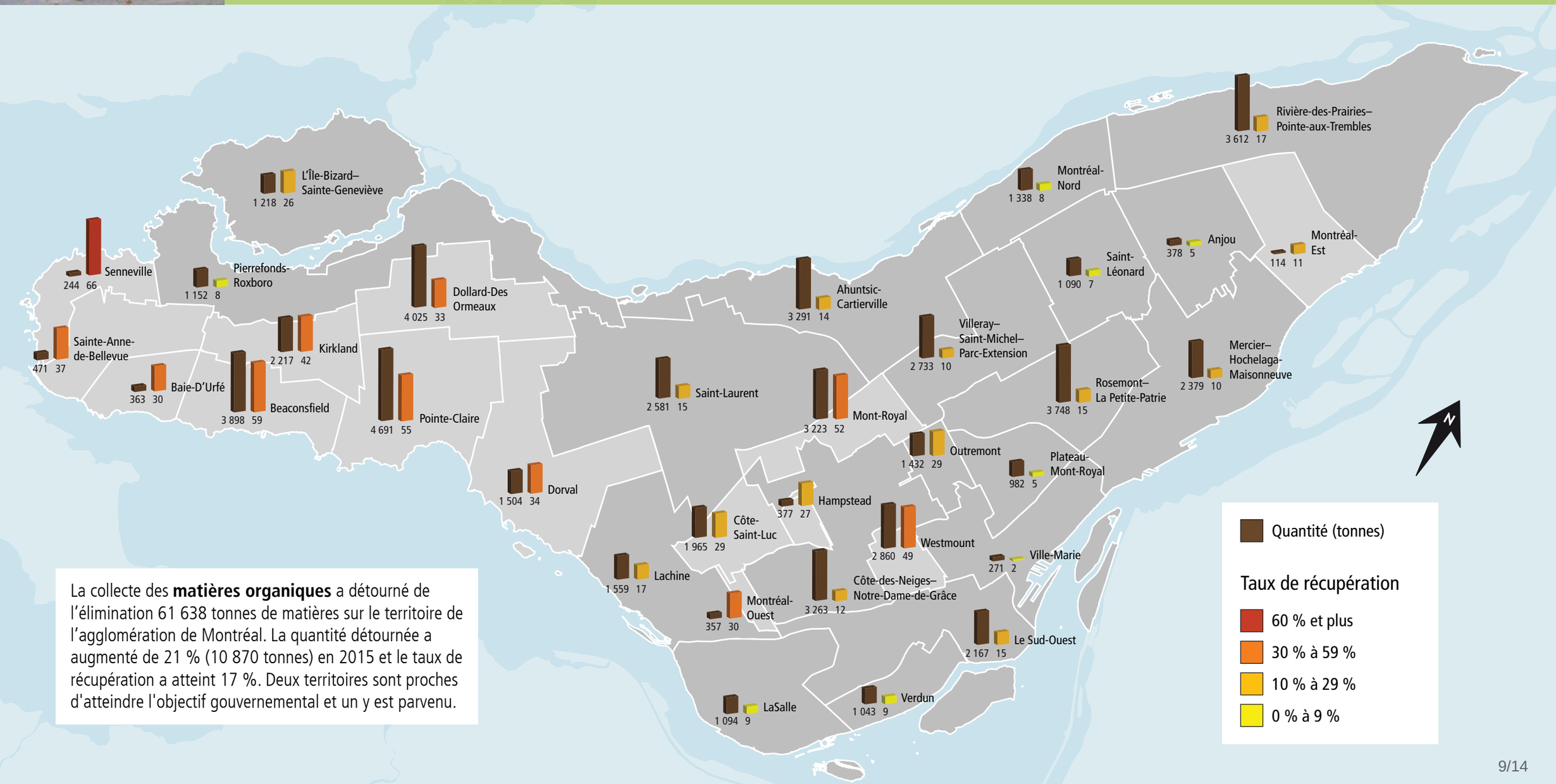
Taux de récupération

- 70 % et plus
- 60 % à 69 %
- 50 % à 59 %
- 40 % à 49 %



MATIÈRES ORGANIQUES RÉCUPÉRÉES EN 2015

OBJECTIF DE RÉCUPÉRATION : 60 % AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 17 %

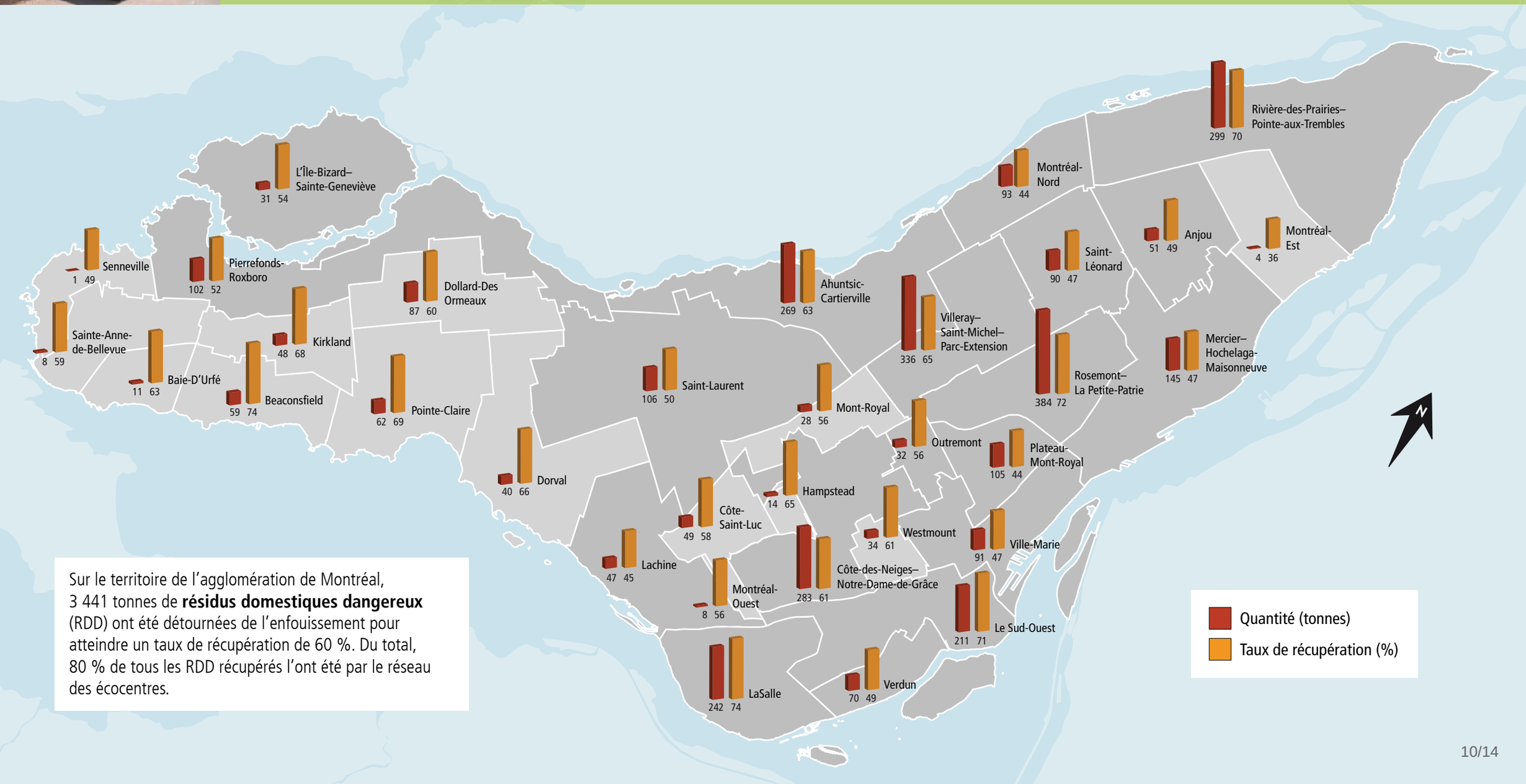


La collecte des **matières organiques** a détourné de l'élimination 61 638 tonnes de matières sur le territoire de l'agglomération de Montréal. La quantité détournée a augmenté de 21 % (10 870 tonnes) en 2015 et le taux de récupération a atteint 17 %. Deux territoires sont proches d'atteindre l'objectif gouvernemental et un y est parvenu.



RÉSIDUS DOMESTIQUES DANGEREUX RÉCUPÉRÉS EN 2015

AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 60 %



Sur le territoire de l'agglomération de Montréal, 3 441 tonnes de **résidus domestiques dangereux** (RDD) ont été détournées de l'enfouissement pour atteindre un taux de récupération de 60 %. Du total, 80 % de tous les RDD récupérés l'ont été par le réseau des écocentres.



MATÉRIAUX SECS ET ENCOMBRANTS RÉCUPÉRÉS EN 2015

OBJECTIF DE RÉCUPÉRATION : 70 % AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 64 %

L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
890 51

Senneville
36 56

Pierrefonds-Roxboro
3 399 63

Dollard-Des Ormeaux
3 078 72

Sainte-Anne-de-Bellevue
207 53

Kirkland
1 267 55

Baie-D'Urfé
224 56

Beaconsfield
1 393 53

Pointe-Claire
1 594 66

Ahuntsic-Cartierville
11 599 70

Saint-Laurent
4 307 58

Mont-Royal
972 57

Dorval
2 470 73

Hampstead
580 75

Côte-Saint-Luc
2 312 62

Lachine
2 014 63

Montréal-Ouest
200 63

Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
11 298 61

LaSalle
15 291 76

Verdun
2 939 61

Le Sud-Ouest
9 686 53

Westmount
1 155 64

Ville-Marie
4 441 52

Outremont
1 621 50

Plateau-Mont-Royal
4 020 58

Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
20 068 73

Rosemont–La Petite-Patrie
13 128 64

Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
5 188 61

Montréal-Nord
2 938 55

Saint-Léonard
3 366 59

Anjou
1 911 62

Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
13 724 67

Montréal-Est
273 45

Près de 147 600 tonnes de **matériaux secs et d'encombrants** ont été détournées de l'enfouissement sur le territoire de l'agglomération de Montréal, soit une augmentation de 8 % (11 205 tonnes) par rapport à 2014. Le taux de récupération a progressé pour s'établir à 64 %. Six territoires ont dépassé l'objectif gouvernemental.

Quantité (tonnes)

Taux de récupération

- 70 % et plus
- 60 % à 69 %
- 50 % à 59 %
- 40 % à 49 %



GRAND TOTAL RÉCUPÉRÉ EN 2015

AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL : 43 %

L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
4 095 42

Senneville
x6
443 72

Pierrefonds-Roxboro
10 682 36

Dollard-Des Ormeaux
11 484 49

Sainte-Anne-de-Bellevue
x3
1 273 51

Baie-D'Urfé
x3
1 151 47

Beaconsfield
7 804 63

Kirkland
5 944 54

Pointe-Claire
10 247 64

Dorval
6 054 57

Saint-Laurent
13 959 38

Ahuntsic-Cartierville
24 818 43

Montréal-Nord
10 510 30

Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
27 348 48

Saint-Léonard
9 814 31

Anjou
5 237 32

Montréal-Est
x6
766 33

Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
32 119 44

Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
19 793 37

Rosemont–La Petite-Patrie
30 726 47

Mont-Royal
6 482 59

Outremont
5 426 47

Plateau-Mont-Royal
14 799 35

Côte-Saint-Luc
6 762 46

Hampstead
x3
1 658 52

Westmount
6 247 58

Ville-Marie
14 161 38

Lachine
7 370 38

Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
28 431 42

Montréal-Ouest
x3
1 067 47

Le Sud-Ouest
18 913 44

LaSalle
23 505 55

Verdun
11 341 43

Le grand total pour toutes les **matières récupérées** sur le territoire de l'agglomération de Montréal est de 380 428 tonnes. Ce tonnage est légèrement en hausse de 5 % (18 884 tonnes) par rapport à 2014. Le taux de récupération global est de 43 %, en hausse de 5 % par rapport à 2014.

Matières recyclables (tonnes)
Matières organiques (tonnes)
Résidus domestiques dangereux (tonnes)
Matériaux secs et encombrants (tonnes)
Taux de récupération (%)

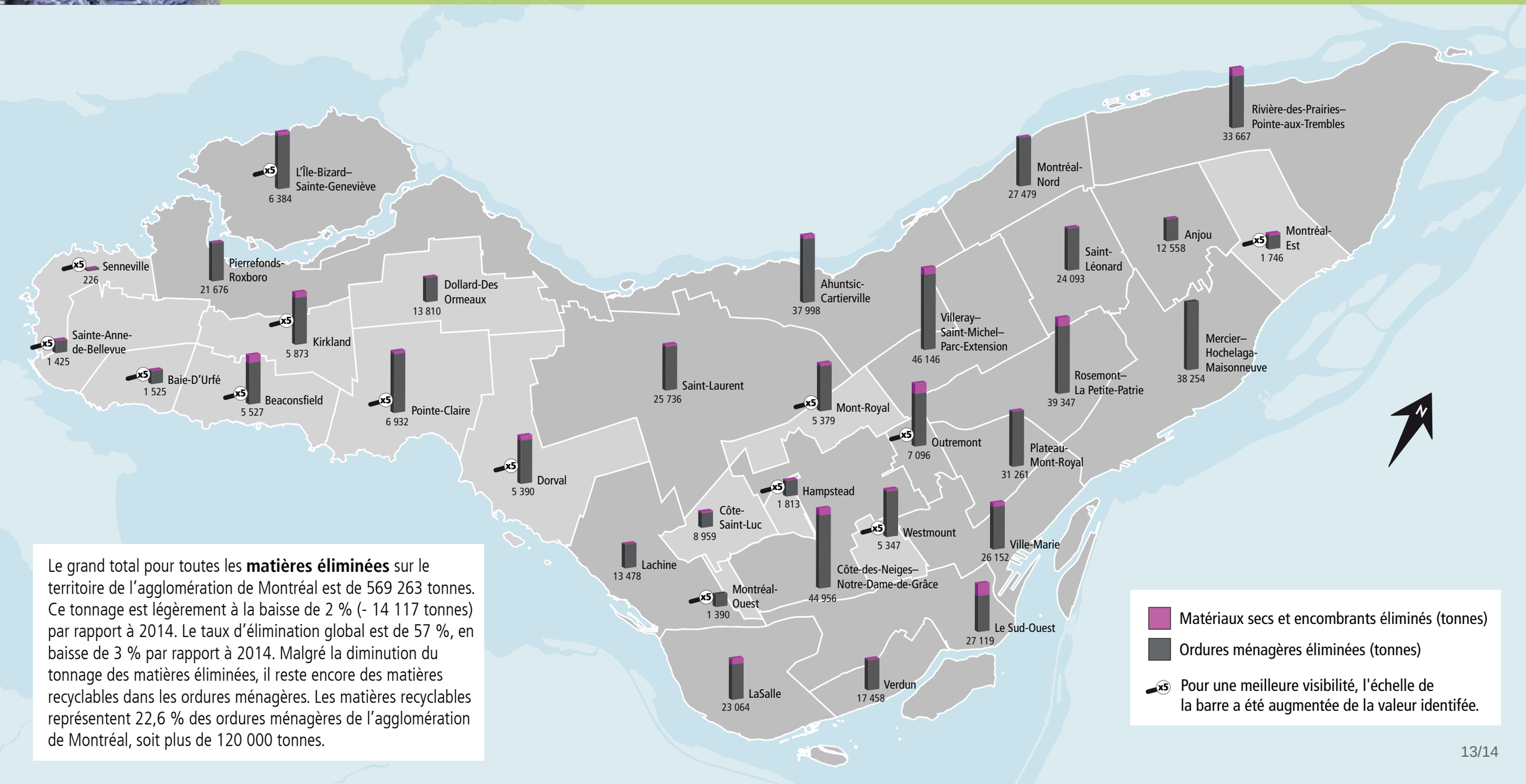
x6 Pour une meilleure visibilité, l'échelle de la barre a été augmentée de la valeur identifiée.

L'échelle de la barre a été diminuée de 3 fois.



GRAND TOTAL ÉLIMINÉ EN 2015

ORDURES MÉNAGÈRES / MATÉRIAUX SECS ET ENCOMBRANTS



Le grand total pour toutes les **matières éliminées** sur le territoire de l'agglomération de Montréal est de 569 263 tonnes. Ce tonnage est légèrement à la baisse de 2 % (- 14 117 tonnes) par rapport à 2014. Le taux d'élimination global est de 57 %, en baisse de 3 % par rapport à 2014. Malgré la diminution du tonnage des matières éliminées, il reste encore des matières recyclables dans les ordures ménagères. Les matières recyclables représentent 22,6 % des ordures ménagères de l'agglomération de Montréal, soit plus de 120 000 tonnes.



GRAND TOTAL GÉNÉRÉ EN 2015

ÉLIMINÉ ET RÉCUPÉRÉ

L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
10 480 RATIO

Senneville
669 RATIO x8

Pierrefonds-Roxboro
32 358 RATIO

Dollard-Des Ormeaux
25 295 RATIO

Sainte-Anne-de-Bellevue
2 698 RATIO x8

Baie-D'Urfé
2 676 RATIO x8

Beaconsfield
13 331 RATIO

Kirkland
11 817 RATIO

Pointe-Claire
17 180 RATIO

Dorval
11 444 RATIO

Ahuntsic-Cartierville
62 816 RATIO

Saint-Laurent
39 695 RATIO

Mont-Royal
11 861 RATIO

Montréal-Nord
37 989 RATIO

Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
78 265 RATIO

Saint-Léonard
33 906 RATIO

Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
61 015 RATIO

Anjou
17 795 RATIO

Montréal-Est
2 512 RATIO x8

Rosemont–La Petite-Patrie
70 073 RATIO

Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
58 047 RATIO

Outremont
12 522 RATIO

Plateau-Mont-Royal
46 060 RATIO

Côte-Saint-Luc
15 721 RATIO

Hampstead
3 471 RATIO x8

Westmount
11 594 RATIO

Ville-Marie
40 313 RATIO

Lachine
20 847 RATIO

Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
73 386 RATIO

Montréal-Ouest
2 457 RATIO x8

Le Sud-Ouest
46 031 RATIO

Verdun
28 799 RATIO

LaSalle
46 568 RATIO

Le grand total de **génération de matières résiduelles** sur le territoire de l'agglomération de Montréal est de 949 691 tonnes. La génération des matières résiduelles est légèrement à la hausse de 0,5 % (4 767 tonnes) par rapport à 2014.

- Grand total récupéré (tonnes)
- Grand total éliminé (tonnes)
- Taux de valorisation (%)
- Taux d'élimination (%)

x8 Pour une meilleure visibilité, l'échelle de la barre a été augmentée de 8 fois.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.12

2016/09/26 13:00

(1)

Dossier # : 1166960003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au Conseil municipal les bilans annuels 2014 et 2015 de l'arrondissement de Verdun sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041)

Il est recommandé :
De déposer au Conseil municipal, les bilans annuels 2014-2015 de l'arrondissement de Verdun, sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-09-09 14:35

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1166960003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au Conseil municipal les bilans annuels 2014 et 2015 de l'arrondissement de Verdun sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041)

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kim VIGNEAU
Agente de bureau

Tél : 514 765-7133
Télécop. : 000-0000

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 septembre 2016	Résolution: CA16 210271

Déposer au Conseil municipal les bilans annuels 2014 et 2015 de l'arrondissement de Verdun sur l'application du *Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041*). (1166960003)

Il est proposé par la conseillère Marie-Eve Brunet

appuyé par la conseillère Marie-Andrée Mauger

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

DE déposer au Conseil municipal, les bilans annuels 2014-2015 de l'arrondissement de Verdun, sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041).

60.01 1166960003

Jean-François PARENTEAU
_____
Maire d'arrondissement

Caroline FISETTE
_____
Directrice du bureau d'arrondissement et secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 septembre 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.12

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1166960003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au Conseil municipal les bilans annuels 2014 et 2015 de l'arrondissement de Verdun sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041)

Il est recommandé :
De déposer au Conseil municipal, les bilans annuels 2014-2015 de l'arrondissement de Verdun, sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041).

Signé par Pierre WINNER **Le** 2016-08-12 10:17

Signataire : Pierre WINNER

Directeur d'arrondissement
Verdun , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1166960003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au Conseil municipal les bilans annuels 2014 et 2015 de l'arrondissement de Verdun sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041)

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du règlement relatif à l'utilisation de pesticides (04-041), l'arrondissement de Verdun dépose les bilans annuels 2014 et 2015 en ce qui concerne l'application sur l'ensemble de son territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

RÉSOLUTION C04 2601, adopté par le Conseil municipal le 26 avril 2004, en ce qui concerne l'application du Règlement 04-041 relatif à l'utilisation de pesticides.
RÉSOLUTION CA04 210223, adopté par le Conseil d'arrondissement le 4 mai 2004, en ce qui concerne l'application du Règlement 04-041 sur le territoire de l'arrondissement.

RÉSOLUTION CA14 210403, adopté par le Conseil d'arrondissement le 7 octobre 2014, en ce qui concerne l'application du Règlement sur les pesticides de la Ville de Montréal (04-041).

DESCRIPTION

Voir les bilans annuels 2014 et 2015 annexés en pièces jointes.

JUSTIFICATION

Il est prévu au paragraphe 2 de l'article 32 du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides, qu'une fois le règlement devenu applicable dans un arrondissement, son conseil d'arrondissement, doit, avant le 28 février de chaque année, déposer un rapport au Conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.
Les bilans annuels 2014 et 2015 sont déposés après le délai prescrit, et ce, pour des raisons administratives.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt des bilans annuels 2014-2015 à la séance du Conseil d'arrondissement du 6 septembre 2016.
Dépôt des bilans annuels 2014-2015 à la séance du Comité exécutif du 12 octobre 2016.
Dépôt des bilans annuels 2014-2015 à la séance du Conseil municipal du 24 octobre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kim VIGNEAU
Agente de bureau

Tél : 514 765-7133
Télécop. : 514 765-7114

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-01

Stéphanie AUGY
c/d permis & inspections arrondissements

Tél : 514 765-7101
Télécop. : 514 765-7114

MONTRÉAL SANS PESTICIDES

BILAN ANNUEL DE L'ARRONDISSEMENT

Verdun

RELATIF À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES (R.V.M. 04-041)

2014

Préparé par :

VIGNEAU KIM

Division : DIVISION PERMIS ET INSPECTION

01 août 2016

Verdun Montréal

Historique

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du règlement 04-041

No résolution	*Date*	*Objet de la décision*	*Note complémentaire*
CA14 21040	07.10.2014	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	
CM12 0595	20.08.2012	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	
CA12 21033	03.07.2012	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	
CA04 21022	31.12.2011	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Date de la résolution du conseil d'arrondissement: 4 mai 2004
CA04 2604	31.12.2011	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Date de la résolution du conseil municipal: 26 avril 2004

Commentaires :

Recommandations :

Ressources budgétaires et humaines (Néant)

Personnel dédié à l'application du règlement (Néant)

Commentaires :

M. Yves Debonville, inspecteur du cadre bâti, agit en tant qu'expert pour les dossiers d'utilisation de pesticides pour des problématiques liées aux insectes et rongeurs.

M. Yvon Pagé, contremaître en horticulture et pars, agit en tant qu'expert pour les dossiers d'utilisation des pesticides pour des problématiques liées à l'horticulture.

Recommandations :

Campagnes de communication et de sensibilisation (Néant)

Commentaires :

Aucune

Recommandations :

Gestion des appels téléphoniques

A) Appels internes

Nature des appels : (Néant)

B) Appels externes

Nombre d'appels :
Nature des appels : (Néant)

Commentaires :

Aucun

Recommandations :

Formation des employés

Titre de la formation	*Formateur*	*Date*	*Nombre de participants*
Application des pesticides	Daniel Leblanc	07.04.2014	10
Nombre de séances de formation :	**1**	**Nombre total de participants :**	**10**

Commentaires :

Formation suivie par l'inspecteur Yves Debonville, date d'expiration du certificat 30-06-2019.

Recommandations :

Permis temporaire d'utilisation de pesticides

Nombre de demandes reçues : 0

Nature des permis octroyés : (Néant)

Type de pesticides qui ont été appliqués (selon permis octroyés) : (Néant)

Nature des permis refusés : (Néant)

Autorisations express : (Néant)

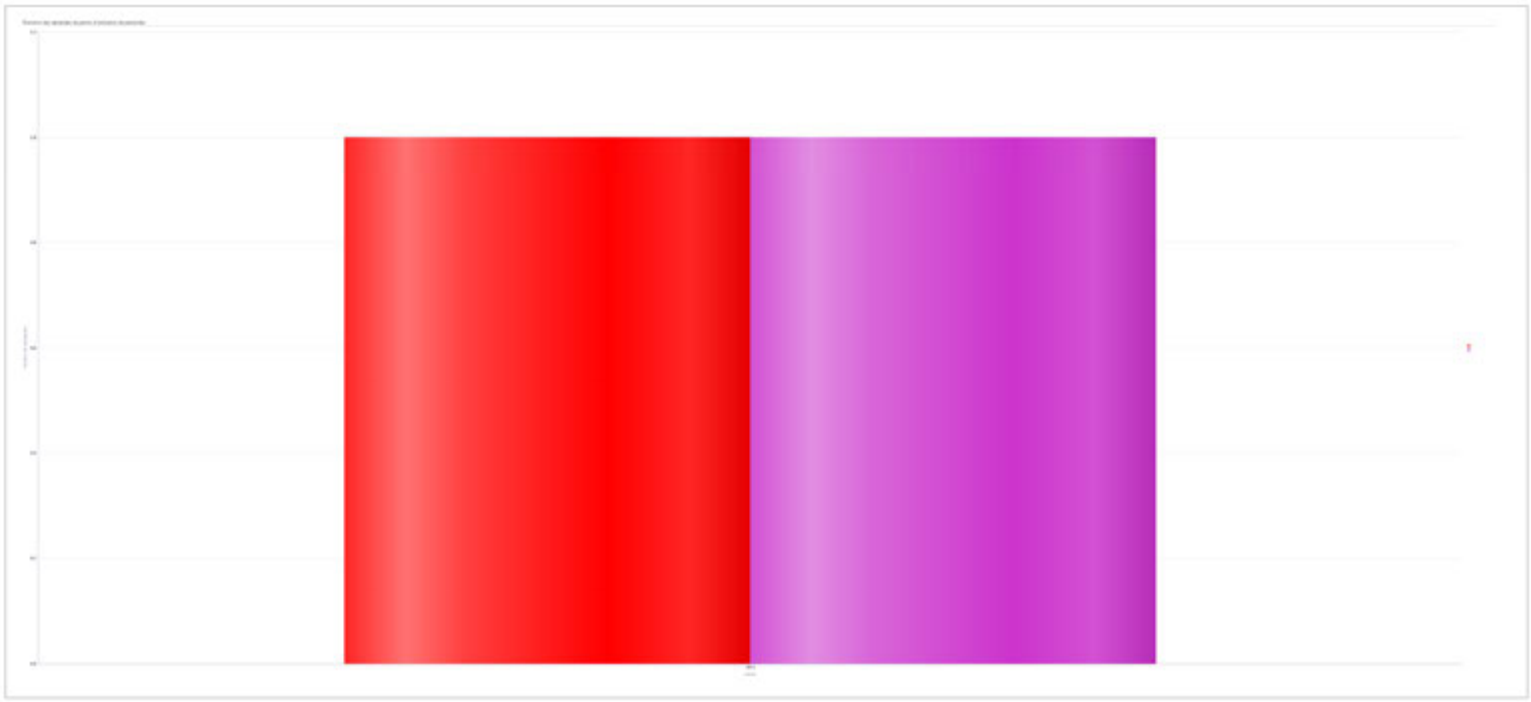
Commentaires :

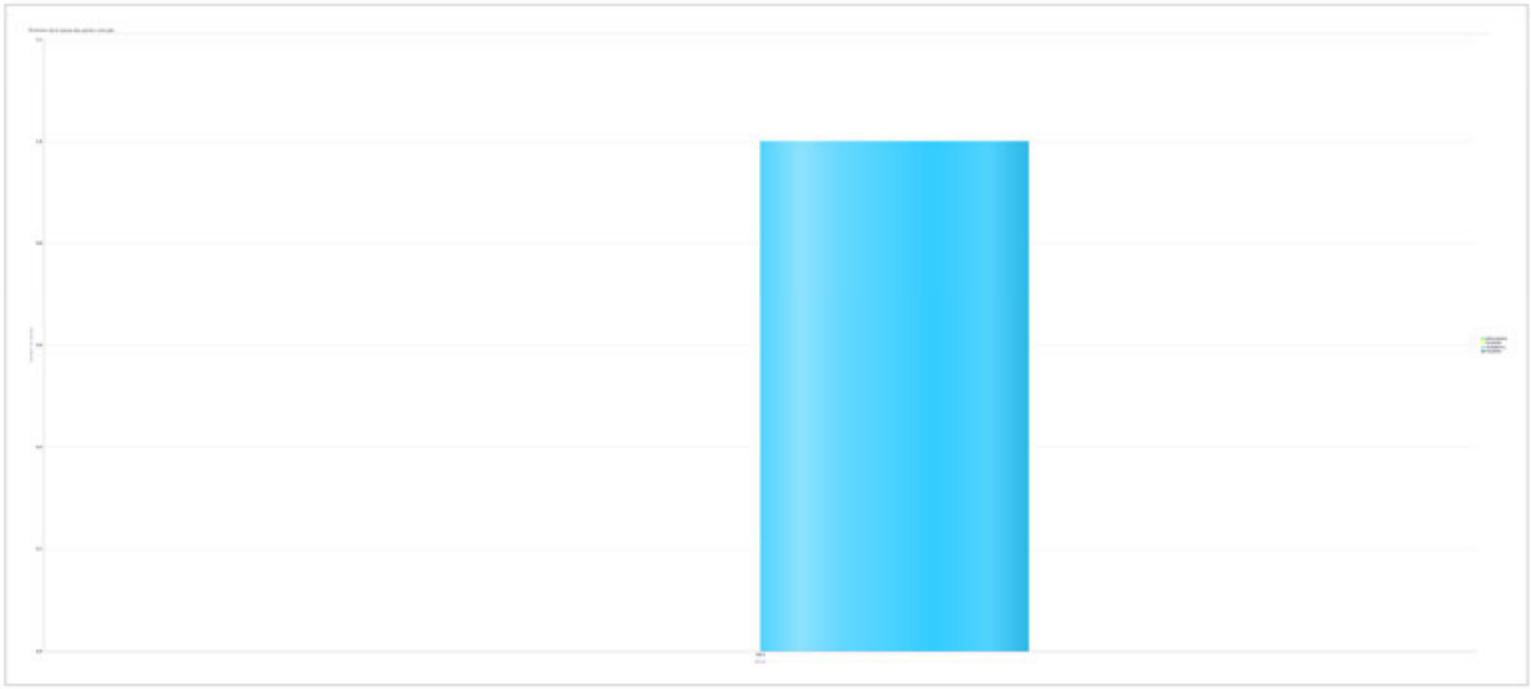
Aucune

Recommandations :

Évolution des demandes de permis depuis l'adoption du Règlement :

Année	*Permis octroyés*	*Permis refusés*	*Total*
2014	1	1	**2**
Total:	**1**	**1**	**2**





Commentaires :

Recommandations :

Terrains faisant l'objet de dispositions particulières

A) Terrains de golf :

Nom	*Déclaration écrite (article 9)*	*Registre (article 13)*	*Plan en vigueur de réduction des pesticides (article 14)*	*Rapport de progression du plan de réduction (article 14)*	*Remarque*
Golf Île-des-Soeurs	☐	☐	☐	☐	Article 350 - CA12 210260 : Un programme de gestion des épandages herbicides/insecticides. 05-06-2012
Nombre : ***1***	***0***	***0***	***0***	***0***	

B) Autres terrains : (Néant)

Commentaires :

Produit appliqué	Matière active	Quantité totale appliquée	Unité de mesure
Primo Maxx	Trinexapac-ethyl	0.3	litres
Acelepryn	Chlorantraniliprole	0.55	litres
Aliette Signature	Fosetyl-Al	9.04	kilogrammes
Quali-Pro Propiconazole 14,3 ME	Propiconazole	6.6	litres
Daonil Ultrex	Chlorothalonil	9.08	kilogrammes
Primo Maxx	Trinexapac-ethyl	0.15	litres
Daconil 2787	Chlorothalonil	20	litres
Orthene 75 SP	Acephate	0.9	kilogrammes
Senator 70 WSB	Thiophanate-methyl	2.6	kilogrammes
Quali-Pro Iprodione 240 SE	Iprodione	26	litres
Compass 50 WG	Trifloxystrobin	0.454	kilogrammes
Trilogy SC	Iprodione-Trifloxystrobin-Triticonazole	10	litres

Recommandations :

Infractions et poursuites judiciaires (Néant)

Commentaires :

Aucune

Recommandations :

Gestion intégrée des espaces verts (Néant)

Nom du projet	*Description*	*Partenaire*

Commentaires :

Recommandations :

MONTRÉAL SANS PESTICIDES

BILAN ANNUEL DE L'ARRONDISSEMENT

Verdun

RELATIF À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES (R.V.M. 04-041)

2015

Préparé par :

VIGNEAU KIM

Division : DIVISION PERMIS ET INSPECTION

01 août 2016

Verdun Montréal

Historique

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du règlement 04-041

No résolution	*Date*	*Objet de la décision*	*Note complémentaire*
CA14 21040	07.10.2014	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	
CM12 0595	20.08.2012	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	
CA12 21033	03.07.2012	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	
CA04 21022	31.12.2011	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Date de la résolution du conseil d'arrondissement: 4 mai 2004
CA04 2604	31.12.2011	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Date de la résolution du conseil municipal: 26 avril 2004

Commentaires :

Recommandations :

Ressources budgétaires et humaines (Néant)

Personnel dédié à l'application du règlement (Néant)

Commentaires :

M. Yves Debonville, inspecteur du cadre bâti, agit en tant qu'expert pour les dossiers d'utilisation de pesticides pour des problématiques liées aux insectes et rongeurs.

M. Yvon Pagé, contremaître en horticulture et pars, agit en tant qu'expert pour les dossiers d'utilisation des pesticides pour des problématiques liées à l'horticulture.

Recommandations :

Campagnes de communication et de sensibilisation (Néant)

Commentaires :

Aucune

Recommandations :

Gestion des appels téléphoniques

A) Appels internes

Nature des appels : (Néant)

B) Appels externes

Nombre d'appels :

Nature des appels : (Néant)

Commentaires :

Aucun

Recommandations :

Formation des employés (Néant)

Commentaires :

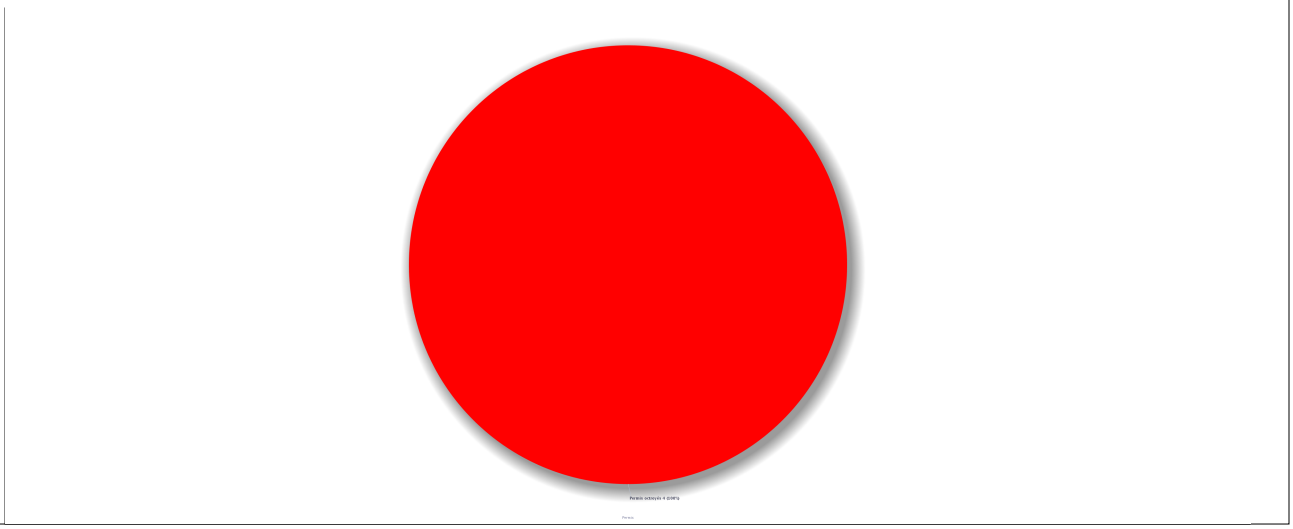
Aucune

Recommandations :

Permis temporaire d'utilisation de pesticides

Nombre de demandes reçues : 4

Permis temporaires octroyés et refusés



Nature des permis octroyés :

	Araignées	Fourmis	Total
Citoyens	**2**	**2**	**4**
Entreprises	**0**	**0**	**0**
Total	**2**	**2**	**4**

Type de pesticides qui ont été appliqués (selon permis octroyés) :

Applicateur	*Insecticides*	*Herbicides*	*Fongicides*	*Total*
Citoyens	4	0	0	**4**
Entreprises	0	0	0	**0**
Total:	**4**	**0**	**0**	**4**

Nature des permis refusés : (Néant)

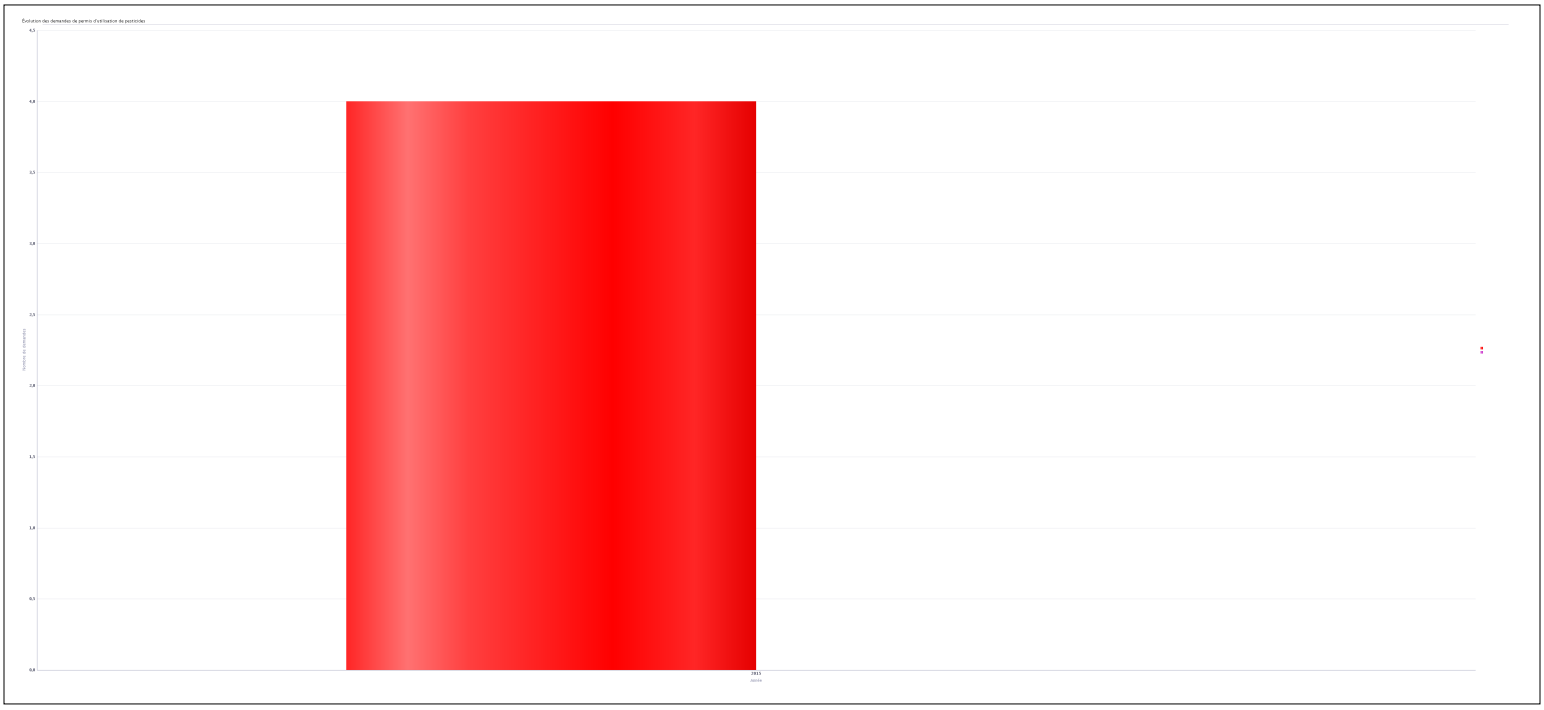
Autorisations express : **(Néant)**

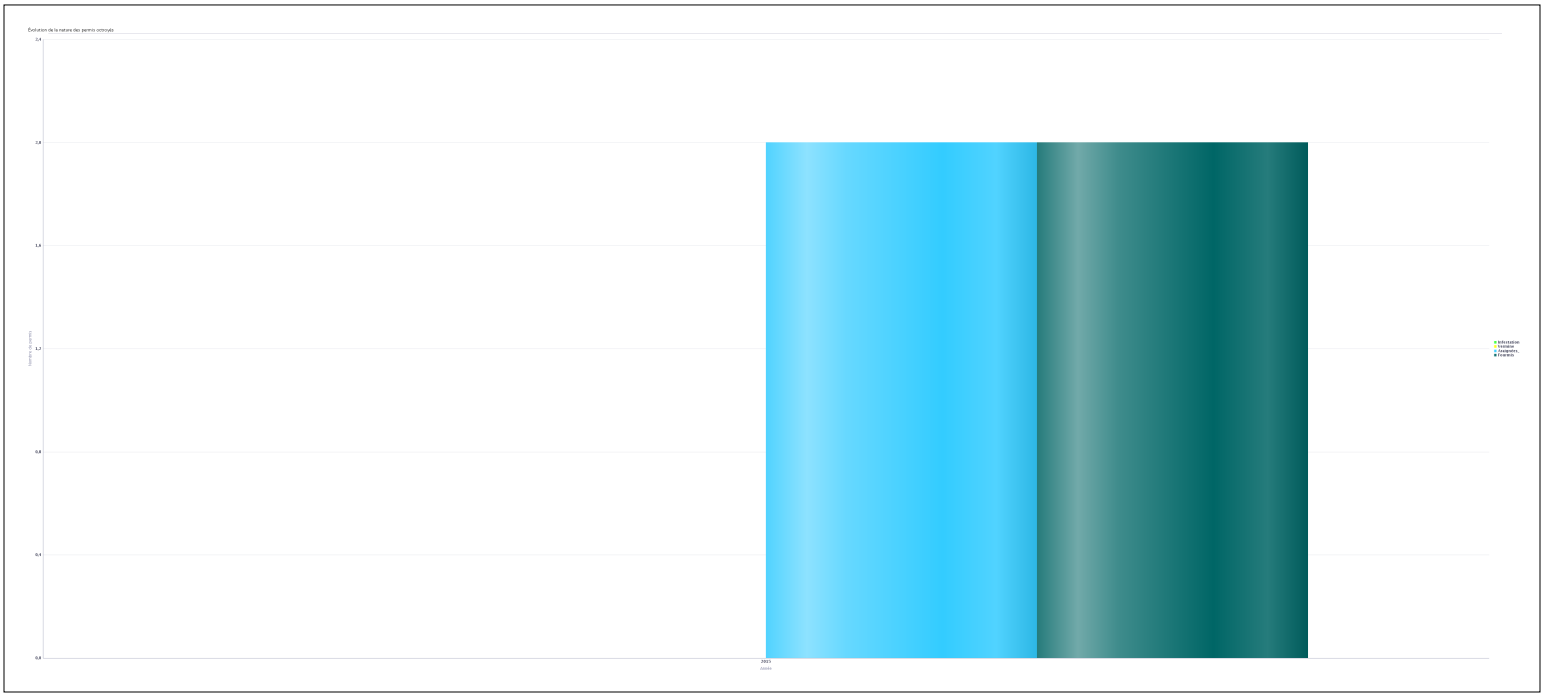
Commentaires :

Recommandations :

Évolution des demandes de permis depuis l'adoption du Règlement :

Année	*Permis octroyés*	*Permis refusés*	*Total*
2015	4	0	**4**
Total:	**4**	**0**	**4**





Commentaires :

Recommandations :

Terrains faisant l'objet de dispositions particulières

A) Terrains de golf :

Nom	*Déclaration écrite (article 9)*	*Registre (article 13)*	*Plan en vigueur de réduction des pesticides (article 14)*	*Rapport de progression du plan de réduction (article 14)*	*Remarque*
Golf Île-des-Soeurs	☐	☐	☐	☐	Article 350 - CA12 210260 : Un programme de gestion des épandages herbicides/insecticides. 05-06-2012
Nombre : 1	***0***	***0***	***0***	***0***	

B) Autres terrains : (Néant)

Commentaires :

Produit appliqué	Matière active	Quantité totale appliquée	Unité de mesure
Daconil Ultrex	Chlorothalonil	4.54	kilogrammes
Daconil 2787	Chlorothalonil	10	litres
Triton	Triticonazole	4.6	litres
Trilogy	Iprodione-Trifloxystrobin-Triticonazole	10	litres
Acephate	Orthene	0.55	kilogrammes

Recommandations :

Infractions et poursuites judiciaires (Néant)

Commentaires :

Aucune

Recommandations :

Gestion intégrée des espaces verts (Néant)

Nom du projet	*Description*	*Partenaire*

Commentaires :

Aucune

Recommandations :

CPRMV
CENTRE DE PRÉVENTION
DE LA RADICALISATION
MENANT À LA VIOLENCE

Article 7.13

Rapport d'activités

Gestion de l'entente entre la ville de Montréal, le gouvernement du Québec et le CPRMV
Période du 1er septembre 2015 au 31 mars 2016

Volet 1 : Implantation du CPRMV						
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (interne et externe)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performance**	**Échéance**	**Suivi de réalisation**
Structurer les services du CPRMV	Former le personnel quant aux compétences requises pour les interventions téléphoniques et relations avec les réseaux sociaux.	Tel-Aide	Définir les rôles et responsabilités des membres de l'équipe. Établir des modes de travail et de partage d'information. Développer des outils de travail et de suivi des dossiers. Acquérir, maintenir et optimiser les compétences du personnel en matière de prévention, de détection et d'intervention face au phénomène de la radicalisation violente.	Nombre d'employés du CPRMV rejoints.	Mars 2016	**92 % des employés ont été formés**
	Informer le personnel sur les enjeux de sécurité nationale	GRC			Décembre 2015	Du 1er au 3 décembre 2015, l'équipe d'intervention du CPRMV a reçu une formation du Centre Intégré de Menace Terroriste (CIMT)
	Former le personnel sur les enjeux et défis de l'intervention psychosociale	UQAM			À réaliser en mai 2016	
Mobiliser les partenaires et s'assurer de la cohérence et de la complémentarité des services	Élaborer des protocoles de collaboration avec les partenaires des milieux scolaires, de la santé et des services sociaux, les organisations nationales et internationales, de la sécurité et les ordres professionnels.	CPRMV et partenaires concernés	Assurer la concertation des partenaires. Établir et préciser les responsabilités de chacun ainsi que les zones de collaboration afin d'assurer la concertation et la complémentarité des services. Développer une banque de ressources spécialisées.	Nombre des protocoles signés.	En continu	**Protocoles signés avec :** - Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec - Le Service de police de la ville de Montréal. - Entente de collaboration de recherche avec le Conseil du statut de la femme. - Collège de Maisonneuve **Projet de protocoles en cours :** - GRC - Police de Laval - Police de Longueuil - CIUSSS - The Roméo Dallaire Child Soldiers Initiative

Volet 1 : Implantation du CPRMV						
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (interne et externe)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performance**	**Échéance**	**Suivi de réalisation**
						- Fédération des Collèges et des Cégeps du Québec
Faire connaître les services du CPRMV sur les plans local, national et international	Élaborer une série de publications et de dépliants sur les services offerts par le CPRMV.	CPRMV	Meilleure connaissance des services offerts par le CPRMV Plus grande visibilité et reconnaissance du CPRMV Faire connaître les travaux de recherche du CPRMV Développer une banque de ressources spécialisées.	Nombre de publications et de dépliants distribués.	En continu	Publications distribuées : - **1050 affiches** - **600 dépliants généraux** - **6000 signets**
	Présentation du CPRMV auprès de divers organismes et publics			Nombre de rencontres d'information		**Plus de 110 rencontres** ont été tenues auprès des organismes communautaires et institutionnels du Québec.
	Créer un site Web			Mise en fonction du site Web	11 novembre 2015	Site web a été lancé. En date au 31 mars 2016, le site web du CPRMV a reçu **plus de 26 000 visites**.
	Organiser une tournée médiatique			Nombre de médias rencontrés	En continu	Couverture médiatique exceptionnelle tant au niveau local, national et international. À ce jour, **plus de 54 médias** ont couvert les activités du Centre.
	Participer à des colloques			Nombre de contacts à l'échelle nationale et internationale. Nombre de participations à des colloques.	En continu	Présence tant au niveau local, national et international soit à titre de conférenciers ou consultants. À ce jour, le CPRMV a établi plus de **158 contacts** et a participé à **plus de 20 colloques.**

Volet 2 : Prévention						
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performance**	**Échéance**	**Suivi de réalisation**
Favoriser la mise en place d'activités de sensibilisation, de formation et d'information au sujet du phénomène de la radicalisation violente	Organiser une campagne de sensibilisation par la production d'une série de vidéos. Produire et diffuser des dépliants d'information à l'intention de chaque clientèle.	CPRMV	Prévenir le phénomène de radicalisation violente en diffusant des documents d'information accessibles et adaptés à différents publics cibles. Prévenir la stigmatisation de certains groupes. Éditer et diffuser, notamment sur Internet, divers outils pédagogiques et du matériel audiovisuel et multimédia.	Nombre de vidéos produites. Nombre de citoyens rejoints	En continu	- Réalisation d'une **vidéo-témoignage** d'un parent dont le fils est en situation de radicalisation. - Développement d'une série de **dépliants** destinés aux : - Parents - Intervenants - Gestionnaires d'entreprises - Établissements scolaires
	Développer et diffuser une formation continue et adaptée à la réalité des professionnels.		Développer les habiletés des professionnels à déceler, de façon précoce, les signes de la radicalisation violente. Outiller les professionnels afin qu'ils soient en mesure de mieux intervenir. -Prévenir la stigmatisation de certains groupes. -Améliorer l'expertise des professionnels. - -Amener les professionnels à devenir des partenaires engagés et efficaces dans la prévention, la détection et l'intervention. -	Nombre d'intervenants rencontrés		- Développement de **3 types de formations :** Service de police Services correctionnels Établissements scolaires/Intervenants du milieu - Nombre de personnes formées à ce jour : **232**
Accompagner le personnel des organismes scolaires, les intervenantes et intervenants, etc., et contribuer à diffuser auprès d'eux de l'information sur les approches les plus efficaces en matière de	Développer une trousse de formation à l'intention de la clientèle jeunesse.			Nombre de trousses distribuées	Avant juin 2016	- Réalisation de **3 groupes de discussion** (« focus groups ») avec des jeunes afin de connaître leurs préoccupations en matière de radicalisation menant à la violence
	Soutenir les initiatives des partenaires visant à				En continu	- Le centre a été consulté par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pour le développement de son guide destiné aux gestionnaires.

Volet 2 : Prévention						
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performance**	**Échéance**	**Suivi de réalisation**
prévention de la radicalisation violente.	prévenir la radicalisation violente.		-Faire connaître les ressources du milieu.			- Le centre a été consulté par la direction du Cégep de Maisonneuve dans l'élaboration de son plan d'action. - Rédaction d'un rapport d'analyse sur la radicalisation menant à la violence en milieu scolaire. - Collaboration avec le Conseil du statut de la femme et le Secrétariat de la condition féminine pour l'élaboration d'un rapport de recherche sur la radicalisation menant à la violence dans une perspective de genre. - Développement d'un guide d'information sur la radicalisation à l'intention des intervenants en collaboration avec l'Ordre de travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ)

Volet 3 : Assistance						
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (interne et externe)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performance**	**Échéance**	**Suivi de réalisation**
Assurer un soutien téléphonique professionnel par une approche globale qui intègre les dimensions psychologique et sociale, et qui s'adresse aux personnes qui ont un besoin d'information, de	Rendre opérationnels partout au Québec 24/7 les services d'assistance téléphonique et en ligne.		Permettre aux familles, proches, intervenants, etc. de signaler librement la situation inquiétante Offrir un soutien psychologique aux personnes inquiètes concernant un membre de leur entourage en raison du radicalisme Élaborer des plans d'intervention selon les besoins et la personne,	Nombre d'appels.		Nombre d'appels reçus au 31 de mars 2016 : **674**. Le centre reçoit des appels autant du reste du Canada que de l'international.

Volet 3 : Assistance						
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (interne et externe)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performance**	**Échéance**	**Suivi de réalisation**
référence-orientation, d'avis professionnels ou de conseils.		CPRMV	les facteurs de vulnérabilité, ou de danger (pour la personne ou la collectivité) Orienter la personne vers la ressource la plus appropriée, au besoin.		En continu	
Collaborer à la réinsertion sociale visant à sortir les individus des milieux radicaux, les protéger et s'assurer que la personne réintègre un environnement et un réseau social sain.	Développer un programme visant la réinsertion des personnes radicalisée.		Offrir un soutien psychologique auprès des individus voulant quitter un groupe radical ou ayant reçu une ordonnance de la cour pour suivre une intervention de désengagement ou de déradicalisation. Travailler avec la famille et les pairs afin d'assurer le succès des démarches. Offrir un soutien psychologique aux personnes ayant perdu un être cher en raison du radicalisme. Assurer un suivi psychologique auprès des personnes ayant suivi un traitement de déradicalisation et de ses proches. S'assurer que l'individu évolue dans un environnement familial et communautaire sain. Minimiser les facteurs de risque et s'assurer de la présence de facteurs de protection.	Nombre d'interventions ou de références.		- Nombre de demandes d'assistance pour des cas confirmés ou probables de début de radicalisation : **136** - Rédaction d'un plan de réinsertion psychosocial destiné aux tribunaux dans le cadre d'un cas de radicalisation violente et ce, dans une perspective de contribuer à l'établissement de la jurisprudence. - Le Centre a entamé un appel de contribution pour optimiser sa grille d'évaluation de la dangerosité dans les cas de la radicalisation menant à la violence.

Volet 3 : Assistance						
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (interne et externe)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performance**	**Échéance**	**Suivi de réalisation**
			Travailler avec les partenaires afin de faciliter et de coordonner l'insertion de l'individu.			

Commissions permanentes Montréal

8.01

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

Mandat CM15 0372 (et CM15 1290)

Motion concernant l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville de Mont-Royal

Deuxième rapport d'étape

Déposé au conseil municipal
Le 26 septembre 2016

Commissions permanentes Montréal

Service du greffe
Division des élections, du soutien aux commissions
et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La Commission :

Président

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

Vice-présidents

M. Michel Gibson
Ville de Kirkland

M^me^ Laurence Lavigne Lalonde
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Éric Alan Caldwell
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

M. Maurice Cohen
Arrondissement de Saint-Laurent

M. Robert Coutu
Ville de Montréal-Est

M^me^ Mary Deros
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

M. Richard Guay
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

M^me^ Sylvia Lo Bianco
Arrondissement de Montréal-Nord

M^me^ Marie Potvin
Arrondissement d'Outremont

M^me^ Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 26 septembre 2016

M. Franz Benjamin
Président du conseil
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le président,

Conformément à la résolution du conseil municipal CM15 0372 (et CM15 1290), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation, un deuxième rapport d'étape de la Commission traitant de l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville de Mont-Royal.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le président, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Richard Deschamps
Président

(ORIGINAL SIGNÉ)

Sylvie Lalonde
Secrétaire recherchiste

Table des matières

Introduction....4

Résolution CM15 0372....4

Résolution CM15 1290....4

Méthodologie....5

Analyse de la Commission....5

Conclusion....6

Annexes....7

1. Résolution CM15 0372 - Motion de l'opposition officielle contre l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40
2. Résolution CM15 1290 – Rapport d'étape du 23 novembre 2015 de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation
3. Lettre de M. Russell Copeman du 5 juillet 2016 adressée à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

Introduction

La Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation est chargée d'étudier les dossiers ayant une incidence sur le développement économique et urbain de la métropole et s'intéresse plus particulièrement aux orientations, aux stratégies, aux actions et aux outils qui visent le développement ainsi que la promotion du territoire. La Commission est compétente en matière d'analyse et d'examen de dossiers ayant trait à l'accueil des touristes dans l'agglomération; aux centres locaux de développement (CLD); aux centres de congrès, au port et à l'aéroport; aux parcs industriels; aux embranchements ferroviaires ainsi qu'à toute aide destinée spécifiquement à une entreprise.

Cette commission se penche également sur tout projet touchant l'urbanisme et l'habitation. Ainsi, les règlements de la Ville en matière de construction, d'habitation, de salubrité et d'entretien des logements ou les modifications qui y sont apportées ainsi que les bilans périodiques de la mise en œuvre du Plan d'urbanisme lui sont également soumis.

C'est pour ces raisons que la Commission s'est vue confier le présent mandat.

Résolution CM15 0372 (mandat – voir Annexe 1)

Le conseil municipal, à son assemblée du 23 mars 2015, recevait la motion suivante proposée par M. Luc Ferrandez et appuyée par M. Peter McQueen :

« 1. que la Ville de Montréal se positionne contre le projet du méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40;
2. que le conseil municipal demande à l'administration de Ville Mont-Royal d'annuler le développement du projet. »

Après discussion, le conseil a adopté à la majorité la motion amendée comme suit :

« de référer la présente motion à la Commission sur le développement économique, urbain et l'habitation, conformément au 5^{o} paragraphe de l'article 80 du Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051), avec un mandat qui se lit comme suit :

« 1. - analyser et documenter les enjeux suivants :

- analyser les impacts sur les déplacements locaux, à la lumière des données récentes depuis janvier 2013;
- analyser les impacts du projet sur les déplacements, notamment du réseau de transports en commun ainsi que sur le réseau routier élargi (englobant le réseau autoroutier et artériel) en tenant compte de la planification du projet Cavendish;
- évaluer l'impact du projet sur l'équilibre de la structure commerciale locale et d'agglomération;
- faire une évaluation financière et fiscale du projet en considérant les retombées fiscales municipales et les investissements publics à consentir;
- entreprendre une analyse de l'insertion urbaine du projet dans une perspective de densification et d'intensification des activités urbaines et du renforcement d'un pôle économique.

2. - faire rapport au conseil municipal dans 6 mois ».

Résolution CM 15 1290 (prolongation du mandat – voir Annexe 2)

Le conseil municipal, à son assemblée du 23 novembre 2015, a pris acte du dépôt du rapport d'étape de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation, par le conseiller Richard Deschamps, intitulé « Motion concernant l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville de Mont-Royal ».

Après discussion, le conseil a adopté la résolution suivante :

« d'accorder une prolongation d'une durée de sept mois, soit jusqu'en juin 2016, au mandat CM15 0372 donné à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation, telle que demandée par cette dernière dans le cadre de ce rapport.»

Méthodologie

Le conseil municipal a accordé à la commission, lors de sa séance du 23 novembre 2015, **une prolongation de ce mandat de sept mois,** soit jusqu'en juin 2016. Depuis le mois de décembre 2015, la Commission a abordé à diverses reprises en séances de travail la question de l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville de Mont-Royal. Les commissaires ont ainsi eu l'opportunité de discuter entre eux de l'avancement de ce projet et de prendre connaissance des différentes correspondances reçues du responsable politique, M. Russell Copeman ainsi que du directeur de la Direction de l'urbanisme M. Sylvain Ducas.

De décembre 2015 à août 2016, les membres de la Commission ont discuté de l'avancement de ce dossier aux séances de travail du 17 décembre 2015 et des 28 janvier, 22 juin et 24 août 2016. Par ailleurs, le président a reçu réponse à deux correspondances de la Commission adressées à M. Russell Copeman, soient les 18 novembre 2015 et 5 juillet 2016. De plus, en réponse à la transmission le 23 novembre 2015 du premier rapport d'étape de la Commission par le Service du greffe à la Direction de l'urbanisme, M. Sylvain Ducas a transmis, le 23 décembre 2015 au Service du greffe un courriel concernant le rapport d'étape avec la mention d'en faire part aux commissaires. Le président a fait lecture de toutes ces correspondances aux membres pour les informer au fur et à mesure du dossier.

Analyse de la Commission

Lors des séances de travail de la Commission du 17 décembre 2015 et des 28 janvier et 22 juin 2016, les membres ont pris connaissance des diverses correspondances portant sur l'avancement du projet de construction d'un mégacentre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40. Le constat suivant a été observé : des renseignements supplémentaires devront être fournis par le promoteur sur les trois aspects suivants : la structure commerciale, l'accessibilité et les infrastructures. À sa séance du 24 août 2016, à la lecture de la correspondance de M. Russell Copeman (voir Annexe 3) qui annonçait que les résultats des différentes études ne seraient disponibles qu'au tournant des années 2016 ou 2017, les commissaires ont décidé d'un commun accord de demander une seconde prolongation au conseil de ville.

Il s'avère qu'il reste beaucoup d'études et d'analyses à effectuer par les services centraux ainsi que des données à recevoir du promoteur avant qu'un avis technique puisse être préparé par le Service de la mise en valeur du territoire. Afin de bien répondre au mandat confié à la Commission, il est apparu essentiel de permettre aux différents services d'effectuer un travail rigoureux et sérieux et de leur donner le temps nécessaire pour apporter les éléments factuels requis à cette étude.

Toutefois, afin de mener à bien son mandat et formuler des recommandations aux instances dans un délai raisonnable, la Commission souhaite que les résultats des études d'impacts lorsque connus lui soient communiqués au fur et à mesure.

Conclusion

La Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation a reçu le mandat d'étudier, dans un délai initial de six mois auquel s'est ajouté une prolongation de sept mois, les aspects touchant notamment les infrastructures, la circulation, le réseau de transport, l'équilibre de la structure commerciale locale et d'agglomération, les retombées fiscales municipales et l'insertion urbaine reliés à l'implantation d'un mégacentre commercial à Ville de Mont-Royal.

Étant donné que les services n'ont pas été en mesure de fournir, à ce jour, un avis technique répondant aux aspects demandés par la motion du conseil municipal, la Commission n'a pu compléter son mandat dans les temps qui lui ont été impartis.

Par conséquent, la Commission adresse la demande suivante au conseil :

Considérant les renseignements préliminaires dont disposent présentement les services de la Ville;

Considérant que le projet immobilier du groupe Carbonleo, propriétaire de plus de 95 % des terrains visés, soit environ 300 000 m^2, est situé sur le territoire de la ville liée de Mont-Royal, serait conduit à terme en 2021 avec un investissement total de 2 milliards de dollars;

Considérant qu'en fonction du mandat de la Direction générale, les services devaient préciser, à la suite d'une rencontre du 3 juin 2016, les mandats d'études d'impact qui seront demandés au promoteur afin de demander les mesures d'amélioration ou de mitigation;

Considérant que ces études porteront notamment sur l'impact de la structure commerciale dans l'aire du marché du projet sur l'île de Montréal; sur l'accessibilité et les conditions de circulation sur le réseau routier - le MTQ ainsi que la STM seront aussi interpelés pour les impacts relatifs à leur réseau respectif; et finalement, sur l'impact sur les d'aqueduc et d'égouts;

Considérant que, selon les informations dont disposent présentement la Commission, que les résultats de ces études ne seraient disponibles qu'au tournant des années 2016 ou 2017;

La Commission demande :

Que le conseil municipal prolonge le mandat CM15 0372 (et CM15 1290) d'une durée de sept mois, soit jusqu'en mars 2017.

ANNEXE 1

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 23 mars 2015 Séance tenue le 24 mars 2015	Résolution: CM15 0372

Motion de l'opposition officielle contre l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40

Attendu l'annonce d'un projet de méga centre commercial qui occuperait une superficie de 3 millions de pieds carrés à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville Mont-Royal;

Attendu que les commerces locaux, contrairement aux grandes chaînes et autres formats commerciaux génériques, ont la capacité de révéler l'authenticité de ce qui caractérise Montréal et d'offrir une expérience unique et exceptionnelle qui bonifie l'offre touristique de la métropole;

Attendu que, s'il voit le jour, le complexe dit « Quinze40 » nuira à la santé économique du centre-ville et des autres rues commerciales de Montréal;

Attendu que les boutiques, hôtels et salles de spectacles souffrent déjà de la concurrence des autres complexes similaires situés en banlieue;

Attendu que les centres commerciaux de ce type sont planifiés en fonction de l'utilisation de la voiture, ce qui va à l'encontre des objectifs du Plan de transport de Montréal;

Attendu que l'aménagement de ce méga centre commercial entraînera inévitablement une augmentation de la circulation automobile dans un secteur déjà fortement congestionné;

Attendu que l'implantation d'un tel complexe est incompatible avec le développement des quartiers verts du secteur Le Triangle et du site de l'hippodrome;

Attendu que ce projet va à l'encontre des orientations du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, notamment de privilégier la consolidation et la valorisation des pôles commerciaux existants et le maintien des rues commerçantes à caractère traditionnel;

Il est proposé par M. Luc Ferrandez

appuyé par M. Peter McQueen

1 - que la Ville de Montréal se positionne contre le projet du méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40;

2 - que le conseil municipal demande à l'administration de Ville Mont-Royal d'annuler le développement du projet.

_____

Un débat s'engage.

_____

Le chef de l'opposition officielle dépose le document intitulé « Évolution récente du secteur du commerce de détail et analyse prospective, rapport final, novembre 2009 » de la Communauté métropolitaine de Montréal.

Le président du conseil demande au chef de l'opposition officielle de retirer les mots « faux » et « fausseté » qui sont antiparlementaires. Le chef de l'opposition officielle retire ses propos.

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Francesco Miele
M. Marvin Rotrand

de référer la présente motion à la Commission sur le développement économique, urbain et l'habitation, conformément au 5° paragraphe de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, avec un mandat qui se lit comme suit :

« 1- analyser et documenter les enjeux suivants :

- analyser les impacts sur les déplacements locaux, à la lumière des données récentes depuis janvier 2013;
- analyser les impacts du projet sur les déplacements, notamment du réseau de transports en commun ainsi que sur le réseau routier élargi (englobant le réseau autoroutier et artériel) en tenant compte de la planification du projet Cavendish;
- évaluer l'impact du projet sur l'équilibre de la structure commerciale locale et d'agglomération;
- faire une évaluation financière et fiscale du projet en considérant les retombées fiscales municipales et les investissements publics à consentir;
- entreprendre une analyse de l'insertion urbaine du projet dans une perspective de densification et d'intensification des activités urbaines et du renforcement d'un pôle économique.

2- faire rapport au conseil municipal dans 6 mois ».

À 14 h 18, le président du conseil suspend les travaux pour quelques minutes.

À 14 h 23, le conseil reprend ses travaux.

_____

Un débat s'engage sur la proposition du maire et des conseillers Miele et Rotrand.

_____

Le président du conseil rappelle aux membres que les interventions doivent porter sur la proposition de report.

Le conseiller Alex Norris soulève une question de privilège et se demande si le conseiller Steve Shanahan intervient au nom du Parti Conservateur ou à titre de conseiller municipal.

Le président du conseil invite le conseiller Shanahan à poursuivre son intervention. Il demande que la suite du débat se fasse avec sérénité.

Il est proposé par M. Marc-André Gadoury

appuyé par M. Valérie Plante

de procéder à un vote enregistré sur la proposition du maire et des conseillers Miele et Rotrand.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Coderre, Desrochers, Samson, Chitilian, Perez, Rouleau, Gauthier, Copeman, Ménard, Vallée, Beis, Salem, Bergeron, Miele, Gibeau, Deros, Parenteau, Guay, Boivin Roy, Décarie, Lefebvre, Rapanà, Gagnier, DeSousa, Deguire, Clément-Talbot, Celzi, Bissonnet, Dorais, Rotrand, Pagé, McIntyre, Marinacci, Dauphin, Cloutier, Deschamps, Hénault, Miranda et Shanahan (39)
Votent contre:	Mesdames et messieurs Ferrandez, Gadoury, Plante, Croteau, Sauvé, Popeanu, Lavoie, Duchesne, McQueen, Mainville, Ryan, Norris, Lavigne Lalonde, Limoges, Caldwell, Downey, Ouellet, Cinq-Mars et Searle (19)
Résultat:	En faveur : 39 Contre : 19

Le président du conseil déclare la proposition de référer la motion de l'article 65.01 à la Commission sur le développement économique, urbain et l'habitation du maire et des conseillers Miele et Rotrand adoptée à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.01
/cb

Denis CODERRE
_____
Maire

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 26 mars 2015

ANNEXE 2

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 23 novembre 2015 Séance tenue le 23 novembre 2015	Dépôt: CM15 1290

Dépôt du rapport d'étape de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation intitulé « Motion concernant l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville de Mont-Royal »

Le conseiller Richard Deschamps dépose le rapport d'étape de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation intitulé « Motion concernant l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville de Mont-Royal », et le conseil en prend acte.

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Richard Deschamps

d'accorder une prolongation d'une durée de sept mois, soit jusqu'en juin 2016, au mandat CM15 0372 donné à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation, telle que demandée par cette dernière dans le cadre de ce rapport.

Le président du conseil indique au chef de l'opposition officielle que le terme « induire en erreur » est antiparlementaire et invite celui-ci à plus de retenue dans ces propos.

08.01
/cb

Denis CODERRE
_____
Maire

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville
Signée électroniquement le 26 novembre 2015

ANNEXE 3

Montréal

Cabinet du maire
et du comité exécutif

Hôtel de Ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Le 5 juillet 2017

Monsieur Richard Deschamps
Président
Commission du développement économique et urbain et de l'habitation
Conseiller de l'arrondissement de LaSalle
55, avenue Dupras
LaSalle (Québec) H8R 4A8

Objet : Projet RoyalMount – État de situation

Cher collègue
Monsieur,

Par la présente, je tiens à vous informer, ainsi que les membres de la Commission du développement économique et urbain et de l'habitation, de l'état d'avancement du projet RoyalMount, prévu être construit à l'intersection des autoroutes 15 et 40, dans les limites de la ville de Mont-Royal.

La dernière rencontre avec les promoteurs du projet remontant au mois de mai 2015, une rencontre a donc été planifiée, en présence d'élus, le 29 avril 2016. Une autre fut planifiée avec les représentants des services municipaux le 3 juin 2016 où le promoteur Carbonleo a alors présenté l'état d'avancement du projet révisé.

Les principales caractéristiques du projet – juin 2016

Le projet immobilier du groupe Carbonleo serait conduit à terme en 2021 avec un investissement total de 2 milliards de dollars. Il consiste en un ensemble d'immeubles commerciaux haut de gamme et de bureaux comprenant :

- 140 000 m² de commerces (15 à 20 000 emplois);
- 2 salles de spectacles (7 000 sièges), un parc aquatique et 60 restaurants;
- 100 000 m² de bureaux;
- 4 à 6 hôtels (1 000 chambres et 350 suites);
- 8 000 places de stationnement (souterrain et étagé);
- une passerelle reliant le site à la station de métro De La Savane.

...2

Le groupe Carbonleo est propriétaire de plus de 95 % des terrains visés, soit environ 300 000 m².

Les prochaines étapes

En fonction du mandat de la Direction générale, les services préciseront, à la suite de la rencontre du 3 juin 2016, les mandats d'études d'impact qui seront demandés au promoteur afin de déterminer les mesures d'amélioration ou de mitigation. Ces études porteront sur les trois éléments suivants :

- l'impact sur la structure commerciale existante dans l'aire du marché du projet sur l'île de Montréal (commerces de quartier et régionaux, incluant le centre-ville);
- l'accessibilité et les conditions de circulation sur le réseau routier; le MTQ et la STM seront aussi interpellés pour les impacts relatifs à leur réseau respectif;
- l'impact sur les réseaux d'aqueduc et d'égouts.

Les résultats de ces études ne seraient disponibles qu'au tournant des années 2016 et 2017.

Au fur et à mesure que les résultats des études d'impact seront connus, je m'assurerai que la Commission en soit informée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Russell Copeman
Maire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Membre du comité exécutif, responsable de l'habitation,
de l'urbanisme et de la gestion et de la planification immobilière

Montréal

Déclaration
Séance du conseil municipal du 26 septembre 2016

Article 15.01

Déclaration marquant l'engagement de la Ville de Montréal à la « Vision Zéro »

Attendu que la sécurité routière est au cœur des préoccupations de la Ville et fait partie intégrante de sa mission;

Attendu qu'au cours des dernières années la Ville a mis en place plusieurs projets et programmes en matière d'amélioration de la sécurité routière, selon une approche à trois volets : l'ingénierie, la sensibilisation et l'application des règlements;

Attendu que les attentes de la collectivité en matière de sécurité routière sont légitimement toujours plus élevées; et ce malgré toutes les initiatives ci-haut mentionnées qui ont permis de réduire de 26 % les accidents corporels en 8 ans et de 53 % des accidents mortels au cours de la même période;

Attendu que la part modale liée aux transports actifs n'a cessé d'augmenter aux cours des dernières années, amenant du même coup des enjeux de cohabitation toujours plus grands entre les divers usagers du réseau routier et conduisant ainsi à la nécessité de revoir le partage de l'espace public sur une base plus équitable;

Attendu que la Ville doit maintenant se donner un nouvel élan dans son approche en matière de sécurité routière et que pour obtenir le succès souhaité, l'ensemble des partenaires et les usagers devront jouer un rôle de premier plan;

Attendu que la Ville compte doubler ses investissements en matière d'infrastructures de voirie au cours des trois prochaines années; ce qui constitue une formidable occasion pour y intégrer de nouvelles mesures qui amélioreront et sécuriseront la cohabitation entre tous les usagers de la rue;

Attendu que l'expérience mondiale, notamment celle des pays scandinaves, semble avoir donné des résultats plus qu'intéressants en regard de la « Vison Zéro » Accident, laquelle veut *que la vie humaine soit prioritaire encore plus que la mobilité*;

Attendu que Montréal veut se maintenir à l'avant-garde des villes nord-américaines et canadiennes en matière de sécurité routière et désire jouer un rôle de leader dans ce domaine en créant un réseau des villes canadiennes adeptes de la « Vision Zéro »;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Aref Salem
M. Marc-André Gadoury
Mme Elsie Lefebvre

Et résolu :

que le conseil municipal déclare s'engager formellement à la « Vision Zéro »; et que ce dernier demande aux services concernés de la Ville de tout mettre en œuvre pour mobiliser l'ensemble

des partenaires et usagers afin d’atteindre cet ultime objectif pour l’ensemble de son territoire au profit de toutes les Montréalaises et de tous les Montréalais.

Montréal

Déclaration
Séance du conseil municipal du 26 septembre 2016

Article 15.02

Déclaration désignant la semaine du 26 septembre 2016, Semaine internationale de l'aviation civile

Attendu que la présence à Montréal d'importants acteurs du secteur de l'aviation civile notamment l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'International Air Transport Association (IATA), l'Airport Council International (ACI) ou encore la Fédération Internationale des Associations de pilotes de ligne (IFALPA), lesquelles génèrent plus de 1200 emplois et attirent plus de 15 000 experts annuellement;

Attendu que le mois de septembre 2016 correspond à la tenue de la 39ème session de l'assemblée de l'OACI, ainsi que l'assemblée générale de l'ACI (*ACI-NA World Conference & Exhibition*), deux prestigieux événements qui accueilleront à Montréal un nombre important de chefs d'états, de ministres, de présidents et chefs d'entreprises, d'universitaires ainsi que de représentants de la société civile;

Attendu que la région métropolitaine de Montréal est le cœur de l'industrie aéronautique canadienne et l'un des 3 seuls endroits, avec Seattle et Toulouse, où peuvent se faire toutes les étapes de construction d'un avion;

Attendu que notre Métropole a l'immense privilège d'accueillir le siège social de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) depuis sa fondation en 1947;

Attendu que la tenue de la Semaine internationale de l'aviation civile de Montréal 2016, du 26 septembre au 3 octobre 2016, qui a pour objectif de favoriser une meilleure compréhension des grands enjeux de l'industrie à travers des activités et des rencontres permettant aux conférenciers et participants de haut niveau, venant de différentes régions du monde, de développer des liens avec les entreprises et gens d'affaires montréalais, les organisations internationales basées à Montréal, les universités montréalaises et les gouvernements provincial et fédéral;

Attendu que la Semaine internationale de l'aviation civile de Montréal 2016 a aussi pour objectif de promouvoir le statut de Montréal comme l'une des capitales de l'aviation civile;

Attendu que la Semaine internationale de l'aviation civile de Montréal 2016 valorise les industries aéronautique et aérospatiale en reconnaissant leur importance économique et stratégique;

Il est proposé par : M. Denis Coderre

Et appuyé par : M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que la Ville de Montréal désigne la semaine du 26 septembre 2016, la Semaine internationale de l'aviation civile.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.01

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1161353003

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du maire et du comité exécutif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totale de 60 000 $ en accordant un don à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire suivant le séisme survenue au centre de l'Italie. / Autoriser un virement budgétaire de 60 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de la Direction générale.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense non récurrente de 60 000 $ en accordant un don à La société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire suivant le séisme survenu en Italie;
2. d'autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale vers le budget 2016 de la Direction générale;
3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-08-29 10:33

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1161353003

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du maire et du comité exécutif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totale de 60 000 $ en accordant un don à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire suivant le séisme survenue au centre de l'Italie. / Autoriser un virement budgétaire de 60 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de la Direction générale.

CONTENU

CONTEXTE

Un séisme de magnitude 6,2 sur l'échelle de Richter a frappé le centre de l'Italie dans la nuit de mardi à mercredi le 24 août. En date de vendredi le 26 août, la protection civile italienne dresse un bilan de l'ordre de 267 morts et 400 blessés hospitalisés. Ce tremblement de terre, le trente-deuxième à frapper l'Italie depuis 1900, est le deuxième le plus meurtrier depuis celui de 1980, lorsque 4 689 personnes avaient péri dans la région de Naples. Quarante-huit heures après le tremblement de terre qui a détruit plusieurs villages, les opérations de secours se poursuivent pour tenter de retrouver des survivants dans les décombres. La terre a continué à trembler dans la nuit de jeudi à vendredi, au cours de laquelle une quarantaine de répliques ont été enregistrées.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

La Ville de Montréal souhaite apporter une aide financière à la Croix-Rouge pour soutenir la population sinistrée. La Croix-Rouge canadienne est actuellement en phase d'organisation d'une mission en Italie, pour offrir des secours, notamment sous forme d'hébergement, de vivres, d'eau et d'autres articles de première nécessité.

JUSTIFICATION

Cette tragédie a suscité une vive émotion au sein de la communauté montréalaise. La Ville de Montréal souhaite apporter son soutien dans un esprit de solidarité en d'entraide.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 60 000 $, sera financé par le budget de fonctionnement. Une somme de 60 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues

d'administration (chapitre corporatif) devra être virée au budget 2016 de la Direction générale. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution de la Ville de Montréal permettra de soutenir les interventions de première ligne déjà entreprises par les autorités locales.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Communiqué de presse à prévoir.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Arianne ALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lise ROUSSEL, Service des finances

Lecture :

Lise ROUSSEL, 26 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marc DEMERS
Conseiller gestion

Tél : 872-4626

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-26

Normand LAPOINTE
Directeur_ adjoint au directeur général

Tél : 514 872-6943

Télécop. : 872-2811

Télécop. : 514 872-2896

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161353003

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du maire et du comité exécutif
Objet :	Autoriser une dépense totale de 60 000 $ en accordant un don à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire suivant le séisme survenue au centre de l'Italie. / Autoriser un virement budgétaire de 60 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de la Direction générale.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1161353003 Informations budgétaires.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872 4785

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-29

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier
Tél : 514-872-6630
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.02

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1167342001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Centre de services partagés , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Approuver, un projet de convention de gré à gré entre la Ville de Montréal et ProQuest, pour le renouvellement de l'abonnement à la ressource numérique Library Press Display, pour les bibliothèques de Montréal participantes, du 1er août 2016 au 31 juillet 2019, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 105 036,56 $, U.S., taxes incluses, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré entre la Ville de Montréal et ProQuest, pour le renouvellement de l'abonnement à la ressource numérique Library Press Display, pour les bibliothèques de Montréal participantes, du 1er août 2016 au 31 juillet 2019, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 105 036,56 $, U.S., taxes incluses, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-08-08 12:39

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167342001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Centre de services partagés , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Approuver, un projet de convention de gré à gré entre la Ville de Montréal et ProQuest, pour le renouvellement de l'abonnement à la ressource numérique Library Press Display, pour les bibliothèques de Montréal participantes, du 1er août 2016 au 31 juillet 2019, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 105 036,56 $, U.S., taxes incluses, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CONTENU

CONTEXTE

L'abonnement des bibliothèques de Montréal à la ressource Library PressDisplay est venu à échéance le 31 juillet 2016. Il s'agit d'une demande de renouvellement de cet abonnement considéré comme une ressource essentielle pour les bibliothèques. L'accès à celle-ci est disponible à partir des bibliothèques de Montréal ou de la maison pour les usagers. ProQuest est le fournisseur exclusif de cette ressource numérique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1344 – 28 août 2013 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à PROQUEST, pour le renouvellement de l'abonnement à la ressource numérique Newspaper Direct Library Press Display, pour les bibliothèques de Montréal participantes, du 1er août 2013 au 31 juillet 2016, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 73 814,11 $, US, taxes incluses, conformément à son offre de services en date du 7 mai 2013, et aux termes et conditions joints au dossier décisionnel.
CM12 1111 - 21 décembre 2012 - Offrir la gestion de projets avec des organismes publics, parapublics ou privés au réseau des bibliothèques de Montréal des 19 arrondissements, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Library PressDisplay offre l'accès à plus de 2 600 titres de journaux et de revues en version intégrale sous format PDF couvrant 56 langues et une centaine de pays dans le monde. On y retrouve les titres des grands quotidiens québécois, canadiens et internationaux tels que

le journal La Presse, le Journal de Montréal, The Gazette, le Globe & Mail, le Toronto Star, The Herald et Le Figaro.
Les journaux de quartier sont également disponibles pour consultation.

On retrouve également des revues et journaux spécialisés tels que les Affaires, Elle Québec, Géo, Canadian Living, Food and Travel (México), Première, Québec Science et Jeune Afrique.

JUSTIFICATION

Il s'agit d'un renouvellement pour l'abonnement à la ressource Library PressDisplay. Library PressDisplay est une ressource très appréciée par les usagers des bibliothèques de Montréal. Au cours des deux dernières années, le nombre d'accès à la ressource Library PressDisplay a augmenté de 32 %.

Lors de la Table de concertation des bibliothèques de Montréal du 15 mars 2016, les gestionnaires ont recommandé à l'unanimité le renouvellement de la ressource Library PressDisplay.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 105 036,56 $ U.S. (taxes incluses) sera comptabilisé au budget de fonctionnement du Centre de services partagés — bibliothèques, de la Direction des bibliothèques, au Service de la culture.

Ce dossier présente une dépense récurrente sur le cadre financier des trois (3) exercices subséquents jusqu'en 2019.

Cette dépense est entièrement assumée par le Centre de services partagés – bibliothèques, de la Direction des bibliothèques, au Service de la culture.

Estimé des dépenses pour l'abonnement à Library PressDisplay du 1e août 2016 au 31 juillet 2019

Année	Prix U.S.	Taux de change (en date du 6 juin 2016)	Prix en $ can. (avant taxes)	TPS	TPS ($ U.S.)	TVQ	TVQ ($ U.S.)	Prix en $ can. (taxes incluses)
				5,0%		9,975%		
2016-2017	26 452,00 $	1,2856 $	34 006,69 $	1 700,33 $	1 322,60 $	3 392,17 $	2 638,59 $	39 099,19 $
2017-2018	30 452,00 $	1,2856 $	39 149,09 $	1 957,45 $	1 522,60 $	3 905,12 $	3 037,59 $	45 011,67 $
2018-2019	34 452,00 $	1,2856 $	44 291,49 $	2 214,57 $	1 722,60 $	4 418,08 $	3 436,59 $	50 924,14 $
TOTAL	91 356,00 $		117 447,27 $	5 872,36 $	4 567,80 $	11 715,37 $	9 112,76 $	135 035,00 $
Total TPS+TVQ	13 680,56 $							
Total $ US avec taxes	105 036,56 $							

Dépenses pour l'abonnement à Library PressDisplay pour les trois années précédentes, 2013 à 2016 et estimé des dépenses pour les trois années à venir, 2016 à 2019			
Période	Prix $ US sans taxes	Augmentation en $ US	Augmentation %
2013-2014	20 365 $	980 $	5%
2014-2015	21 383 $	1 018 $	5%
2015-2016	22 452 $	1 069 $	5%
2016-2017	26 452 $	4 000 $	15%
2017-2018	30 452 $	4 000 $	13%
2018-2019	34 452 $	4 000 $	12%

Lors du dernier contrat qui couvrait la période du 1er août 2013 au 31 juillet 2016, le montant de la dépense s'élevait à 73 814,11 $ U.S.

L'augmentation annuelle qui est demandée est motivée par un changement au niveau de la gestion des accès (nombre de licences : limités versus illimités) à Library PressDisplay.

Le contrat (2013-2016) permettait à 10 utilisateurs seulement d'accéder simultanément à Library PressDisplay. Le présent contrat propose un accès illimité, ce qui permettra à tous les usagers qui le désirent d'accéder simultanément à Library PressDisplay.

ProQuest offre maintenant un accès illimité à Library PressDisplay, ce qui explique la hausse des coûts.

Depuis novembre 2014, ProQuest a également commencé à intégrer à Library PressDisplay plusieurs centaines de périodiques et de revues (par exemple, Elle Québec).

L'ajout de ces ressources ont considérablement augmenté les redevances que ProQuest doit payer aux éditeurs.

Il faut également prendre en considération que durant la durée du précédent contrat, de nouveaux titres se sont ajoutés sans qu'il y ait eu une révision du coût au contrat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Agenda 21 de la culture appuie la culture comme quatrième pilier du développement durable.
L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, à la connaissance, à la culture et au loisir.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Library PressDisplay, offre des ressources, des journaux et des revues, dans plus de 56 langues et couvre une centaine de pays. L'accès à Library PressDisplay est possible en tout temps, que l'on soit en bibliothèque, ou à distance, à partir d'un ordinateur ou d'un appareil mobile, 24 heures par jour, 7 jours par semaine.
Cette ressource contribue au déploiement du volet virtuel du réseau des bibliothèques de Montréal en accord avec le Rapport et les recommandations concernant le Projet de bibliothèque du XXIe siècle, déposé au conseil municipal, le 20 septembre 2010, par la Commission du Conseil municipal sur le développement culturel et la qualité du milieu de vie. La recommandation no. 6 relevait l'importance « d'élargir l'offre de ressources électroniques du réseau des bibliothèques publiques de Montréal afin de permettre aux

citoyens de consulter, via le site Web de la bibliothèque, des bases de données, livres numériques et diverses autres ressources numériques ».

Le fait de ne pas renouveler l'abonnement de Library PressDisplay constituerait une diminution substantielle de l'offre de revues et journaux disponible en ligne.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communications en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Renouvellement de la ressource dès l'acceptation des contrats par les instances décisionnelles.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs, en lien avec les objectifs et la Politique de développement culturel de la Ville de Montréal 2005-2015. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie DESNOYERS
Conseillère en ressources documentaires

Tél : 514 872-1539
Télécop. : 514 872-4911

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-28

Alexandra COURT
Chef de division Centre de services partagés - bibliothèques

Tél : 514 872-6563
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ivan FILION
Directeur des bibliothèques
Tél : 514 872-1608
Approuvé le : 2016-08-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2016-08-08

PressReader - Library PressDisplay
Client: Bibliothèque de Montréal

Renouvellement 3 ans
Période de renouvellement: 1 août, 2016 - 31 juillet, 2019

Abonné	Prix du renouvellement 2015	Renouvellement 2016	Renouvellement 2017	Renouvellement 2018
Bibliothèque de Montréal - US1734083	$22,452	**$26,452**	**$30,452**	**$34,452**

Notes:
Dollars USD. TPS en sus

Autorisation par le client:

Signature: _____

Nom: _____

Titre: _____

Date: _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167342001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Centre de services partagés , -
Objet :	Approuver, un projet de convention de gré à gré entre la Ville de Montréal et ProQuest, pour le renouvellement de l'abonnement à la ressource numérique Library Press Display, pour les bibliothèques de Montréal participantes, du 1er août 2016 au 31 juillet 2019, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 105 036,56 $, U.S., taxes incluses, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1167342001 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposée au budget

Tél : 514 872 1155

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-04

Claudia MIRANDA CORCES
Agent(e) de gestion des ressources financieres materielles
Tél : 514-872-5872
Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.03

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1167389001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Centre de services partagés , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	1 - Conclure avec le Groupe Archambault inc., une entente-cadre de trente-six (36) mois, pour l'achat de CD-Rom, CD-Audio, DVD films documentaires et de fiction. 2 - Accorder au seul soumissionnaire « Groupe Archambault inc. », ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux pourcentages de majoration en regard à chaque groupe d'articles de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15154 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur. — Montant estimé de l'entente-cadre : 1 900 000 $.

Il est recommandé :

1. de conclure avec le Groupe Archambault inc., une entente-cadre de trente-six (36) mois, pour l'achat de CD-Rom, CD-Audio, DVD films documentaires et de fiction;
2. d'accorder au seul soumissionnaire « Groupe Archambault inc. », ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux pourcentages de majoration en regard à chaque groupe d'articles de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15154 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Centre des services partagés – bibliothèques, de la Direction des bibliothèques, au Service de la culture, ainsi que celui des ex-banlieues, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-02 16:55

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167389001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Centre de services partagés , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	1 - Conclure avec le Groupe Archambault inc., une entente-cadre de trente-six (36) mois, pour l'achat de CD-Rom, CD-Audio, DVD films documentaires et de fiction. 2 - Accorder au seul soumissionnaire « Groupe Archambault inc. », ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux pourcentages de majoration en regard à chaque groupe d'articles de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15154 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur. — Montant estimé de l'entente-cadre : 1 900 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre des services partagés – bibliothèques, de la Direction des bibliothèques, au Service de la culture, requiert l'achat de CD-Rom, CD-Audio, DVD films documentaires et de fiction pour le compte des 45 bibliothèques de la Ville de Montréal.
L'entente-cadre faisant l'objet du présent dossier vise donc à combler les besoins pour ces activités. Ces marchandises sont requises afin de compléter et de bonifier les collections audiovisuelles des bibliothèques de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0642- Autoriser la prolongation, pour une période de douze mois, de l'entente-cadre collective conclue avec le Groupe Archambault inc. (CM12 0718) pour la fourniture de jeux vidéo, CD-Rom, CD-Audio, DVD films documentaires et de fiction soit, du 27 août 2015 jusqu'au 26 août 2016.
CM12 0718 — 21 août 2012 — Conclure avec le Groupe Archambault inc. une entente-cadre d'une durée de trois ans (du 27 août 2012 au 26 août 2015) avec une année d'option, pour l'acquisition de CD-Rom, de DVD-Roms, de disques compacts audio, films documentaires et de fiction sur support, DVD ainsi que des jeux vidéo destinés au réseau des bibliothèques (1 soumissionnaire — montant estimé de l'entente : 2,1 M$)

CM12 1111 - 21 décembre 2012 - Offrir la gestion de projets avec des organismes publics, parapublics ou privés au réseau des bibliothèques de Montréal des 19 arrondissements, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

CM11 0616 — 22 août 2011 — Autoriser la prolongation de l'entente-cadre conclue avec le Groupe Archambault inc. pour la fourniture de CD-Rom, DVD-Roms, CD-Audio, DVD Films documentaires et de fiction, pour une période de 12 mois, du 27 août 2011 au 26 août 2012.

CM08 0614 — 25 août 2008 — Conclure avec le Groupe Archambault inc. une entente-cadre pour la fourniture de CD-Rom, DVD-Roms, CD-Audio, DVD-Films documentaires et de fiction pour une période de trente-six (36) mois à compter de la date de son émission, suite à l'appel d'offres public no 08-10701 (3 soum.).

DG071558002 — 9 janvier 2008 — Octroi de l'entente précédente pour la fourniture de CD-Audio pour une période n'excédant pas trois (3) mois.

DG071558003 — 9 janvier 2008 — Octroi de l'entente précédente pour la fourniture de DVD -Films documentaires et de fiction pour une période n'excédant pas trois (3) mois.

CE06 0985 — 14 juin 2006 — Autorisation de bonifier les collections audiovisuelles des bibliothèques de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Entente-cadre avec le Groupe Archambault inc. pour l'achat, sur demande, de CD-Rom, CD-Audio, DVD films documentaires et de fiction pour le compte des 45 bibliothèques de la Ville de Montréal, tel que décrit aux documents d'appel d'offres public 16-15154. Cette entente sera valide pour trente-six (36) mois à compter de la date de son émission.
Toutefois, à la fin de la période de validité de ladite entente-cadre et suite à l'accord des deux (2) parties, la Ville pourra exercer une option pour la prolongation de l'entente-cadre pour douze (12) mois, et ce, selon les mêmes modalités.

Le pourcentage de majoration par groupe d'articles inscrit au bordereau de soumission sera celui applicable pour la période de la validation de ladite entente-cadre.

JUSTIFICATION

La conclusion de l'entente-cadre avec le Groupe Archambault inc. permet d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement, et ce, tout en constituant des volumes d'achats économiques et profitables.
Les principales problématiques présentes pour mettre les fournisseurs en concurrence dans ce domaine sont :

> Chaque distributeur ayant ses propres ententes avec les producteurs, il n'existe pas de liste de prix unique à partir de laquelle nous pourrions mettre les soumissionnaires en concurrence sur une base uniforme.
>
> Même s'il en existait une, celle-ci serait en révision perpétuelle puisque les artistes produisent continuellement de nouveaux produits sur le marché et qu'il est impossible de prévoir leur coût et leur disponibilité.
>
> Il existe peu de fournisseurs en mesure d'offrir ce type de documents pour les bibliothèques.

En octobre 2007, un projet-pilote a été mené afin de tester une méthode d'approvisionnement pour les documents audiovisuels. Puisqu'il est impossible de connaître les titres qui seront achetés par les bibliothèques au cours des trois (3) prochaines années, la solution retenue a été de constituer un scénario dans lequel est énumérée une cinquantaine de titres déjà existants et acquis sur différents supports.

Les soumissionnaires doivent préciser un pourcentage de majoration uniforme applicable à leur propre prix coûtant pour chacun des titres. À partir de ce scénario, le soumissionnaire

conforme présentant la plus basse soumission est recommandé comme adjudicataire de l'entente-cadre. Cette méthode est utilisée depuis 2007.

En signant sa soumission, le soumissionnaire certifie que les prix coûtants qu'il indique sont les prix qu'il devrait réellement payer lui-même auprès de ses fournisseurs pour commander ces articles. Il s'engage à fournir, sur demande, les pièces justificatives confirmant l'authenticité des informations présentées dans le cadre du présent appel d'offres ainsi que pendant l'exécution de l'entente-cadre.

La Ville se réserve le droit, en tout temps, de faire des audits sans préavis pour des fins de vérifications des prix sur son site web ou sur le système informatique de l'adjudicataire afin de valider la majoration obtenue.

En référence à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Centre des services partagés – bibliothèques, de la Direction des bibliothèques, au Service de la culture, a effectué une estimation de coûts.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Majoration	Total avant taxes
Soumissionnaire 1 - Groupe Archambault • CD-Rom et DVD-Rom • CD-Audio • DVD Films documentaires et de fiction	1 793,07 $	18 %	2 115,82 $
Dernière estimation réalisée (acquisitions 2015) • CD-Rom et DVD-Rom • CD-Audio • DVD Films documentaires et de fiction	1 598,88 $	10 %	1 758,77 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			357,05 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			20 %

En 2012, le Groupe Archambault inc. a également été le seul soumissionnaire. Entre l'appel d'offres public 12-12045 et celui-ci le16-15154, le pourcentage de majoration des documents audiovisuels est passé de :

10 % à 20 % pour les CD-Rom et DVD-Rom;
8,9 % à 20 % pour les CD-Audio;
7,5 % à 20 % pour les DVD films documentaires et de fiction.

À la suite d'une négociation avec le Groupe Archambault inc., celui-ci a révisé son offre comme suit : prix coûtant plus 18 % de majoration en lieu et place du 20 % préalablement soumis pour toutes les catégories de produits demandés dans l'appel d'offres cité en objet :

10 % à 18 % pour les CD-Rom et DVD-Rom;
8,9 % à 18 % pour les CD-Audio;
7,5 % à 18 % pour les DVD films documentaires et de fiction.

L’augmentation du pourcentage de majoration est expliquée par le soumissionnaire par une évaluation de ses frais d’exploitation qui reflètent plus sa réalité à la suite de l’achat du Groupe Archambault inc. par Renaud-Bray. De plus, il mentionne qu’il y a une hausse du prix courant de l’audiovisuel et qu’il n’est pas en mesure d’identifier les facteurs ayant poussé les fabricants à modifier leur prix au cours des dernières années. Le marché du CD et du DVD est en décroissance marquée depuis des années, ce qui génère une baisse du volume d’achats annuel chez les fournisseurs due également à une baisse de l’offre. Selon un rapport de l’ADISQ (Source : Nielsen SoundScan, compilation par l’OCCQ. Analyse de l’ADISQ.), le nombre d’enregistrements sonores vendus sur support physique au Québec a diminué de 30 % entre 2011 et 2015. Les bibliothèques doivent continuer à offrir un produit physique accessible à ses usagers destinés aux prêts. De plus, contrairement aux livres numériques, il n’existe pas de plateforme destinée aux prêts de documents sonores pour les usagers des bibliothèques.

Aussi, la faiblesse du dollar canadien amène une fluctuation dans l’estimation des coûts. Plusieurs produits demandés par les bibliothèques viennent du marché américain. Actuellement, il en coûte 1,23 $ pour 1,00 $ brut donc une augmentation de 25 % de plus sur les produits.

Malgré tout, ce taux de majoration de 18 % nous permet tout de même d’obtenir une économie d’échelle par rapport aux prix de vente sur le marché. Nous estimons que la Ville bénéficie d'un rabais minimal de 30 % pour les CD-Audio et CD-Rom et minimalement de 15 % pour les documents DVD films documentaires et fiction et DVD-Rom par rapport aux prix de vente lors de la parution en magasin.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La bannière Groupe Archambault inc. est maintenue au sein de Renaud-Bray et est considérée comme une entité distincte.
L’approvisionnement offert par le Groupe Archambault inc. correspond aux ententes passées puisque le fournisseur d’origine conserve son créneau.

Il s’agit d’une entente-cadre valide pour trente-six (36) mois avec une option pour la prolongation de l’entente-cadre pour douze (12) mois, et ce, selon les mêmes modalités. Les achats seront effectués sur demande au fur et à mesure des besoins.

Les dépenses de consommation seront imputées aux budgets du Centre des services partagés – bibliothèques, de la Direction des bibliothèques, au Service de la culture.

En ce qui concerne les arrondissements des ex-banlieues, les dépenses de consommation seront imputées à même leurs budgets respectifs.

Les montants soumissionnés sont le résultat d’un scénario réalisé sur des titres déjà existants aux fins de l’octroi. Toutefois, la valeur du budget réel de l’entente-cadre est de 1,9 M$, taxes incluses, pour trente-six (36) mois. Ce montant a été estimé en fonction des dépenses prévisionnelles des arrondissements de même que sur les dépenses effectuées en 2014 et 2015.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Agenda 21 de la culture appuie la culture comme quatrième pilier du développement durable.
L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l’accès à la lecture, à l’information, à la connaissance, à la culture et au loisir.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La conclusion de l'entente-cadre avec le Groupe Archambault inc. permet d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement, et ce, tout en constituant des volumes d'achats économiques et profitables pour le compte des 45 bibliothèques de la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communications en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début :2016-08-28 Fin: 2019-08-28

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs, en lien avec les objectifs et la Politique de développement culturel de la Ville de Montréal 2005-2015. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Johanne LANGLOIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie BELLEMARE
Chef de section - Catalogage et analyse documentaire

Tél : 514 872-1542
Télécop. : 514 872-4911

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-06

Alexandra COURT
Chef de division - Centre des services partagés – bibliothèques

Tél : 514 872-6563
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc JODOIN
Chef de division planification développement
pour Ivan Filon, directeur des bibliothèques
Tél : 514 872-1610
Approuvé le : 2016-08-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice

Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2016-08-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1167389001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Centre de services partagés , -
Objet :	1 - Conclure avec le Groupe Archambault inc., une entente-cadre de trente-six (36) mois, pour l'achat de CD-Rom, CD-Audio, DVD films documentaires et de fiction. 2 - Accorder au seul soumissionnaire « Groupe Archambault inc. », ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux pourcentages de majoration en regard à chaque groupe d'articles de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15154 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur. — Montant estimé de l'entente-cadre : 1 900 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15154 tcp.pdf 16-15154 Intervention GDD 1167389001.pdf 16-15154 Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne LANGLOIS
Agente d'approvisionnement
Tél : 514-868-5957

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-09

Claude HOULE
Chef de section intérim
Tél : 514-872-5282
Division : Division acquisition de services professionnels

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15154 — No du GDD : 1167389001

Titre de l'appel d'offres : Fourniture sur demande de documents audiovisuels pour les bibliothèques de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	11 - 5 - 2016	Nombre d'addenda émis durant la période :	1
Ouverture originalement prévue le :	30 - 5 - 2016	Date du dernier addenda émis :	27 - 5 - 2016
Ouverture faite le :	30 - 5 - 2016	Délai total accordé aux soumissionnaires :	18 jrs
Date du comité de sélection :	- -		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	1	Nbre de soumissions reçues :	1	% de réponses :	100
		Nbre de soumissions rejetées :	0	% de rejets :	0

Durée de la validité initiale de la soumission :	180 jrs	Date d'échéance initiale :	26 - 11 - 2016
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	26 - 11 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Groupe Archambault inc.	2473,89	√	

Information additionnelle

Lors des vérifications administratives de la soumission reçue, la proposition du Groupe Archambault inc., ne possède pas d'attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics, cependant elle n'avait pas à le faire. Cette firme ne se trouve pas sur la liste des entreprises non admissibles du RENA, ni sur celle du DGEQ, et la vérification au Registre des entreprises du Québec confirme que les actionnaires et administrateurs ne figurent pas sur la liste des personnes devant être déclarées non conformes (LPNC) en vertu de l'article 2.2 de la Politique de gestion contractuelle. Ces vérifications ont été effectuées le 17 juin 2016.

Préparé par : Johanne Langlois — Le 8 - 8 - 2016

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe - Services institutionnels
9515, rue St-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Tableau de prix reçus

Soumission publique
N° 16-15154

Fourniture sur demande de documents audiovisuels pour les bibliothèques de la Ville de Montréal	**Ouverture des soumissions**		
	Jour	**Mois**	**Année**
	30	**mai**	**2016**
AGENT D'APPROVISIONNEMENT : **Johanne Langlois**			
NOM DU FOURNISSEUR :	**GROUPE ARCHAMBAULT INC.**		
Adjudicataire :			
Numéro de soumission :	**18264**		

		Prix coûtant	**% de majoration**	**Prix unitaire**
	Section 1 - DVD ET CD-ROMS			
1.8	Apprentissage des langues Tell Me More V10.5 Intensive Espagnol AURALOG DVDROM 2011	139,97 $	20,00%	167,96 $
1.12	Stratégie temps réel StarCraft II : Legacy of the Void (PC/MAC) Blizzard Entertainment DVDROM 2015	43,99 $	20,00%	52,79 $
	Section 2 - CD AUDIO			
2.1	Jazz & Blues Baron, Kenny Holland, Dave The Art of Conversation Impulse ! 2014	10,98 $	20,00%	13,18 $
2.2	Jazz & Blues Variés Jazz Manouche vol. 1 2015	18,47 $	20,00%	22,16 $
2.3	Jazz & Blues Variés Detrois Jazz city Blue Note 2016	11,98 $	20,00%	14,38 $
2.4	Jazz & Blues Hot Sardines, The The Hot Sardines Decca 2016	15,60 $	20,00%	18,72 $
2.5	Jazz & Blues Gilles Bernard Quartet 4 rue Durocher Effendi 2015	11,69 $	20,00%	14,03 $
2.6	Jazz & Blues Variés Guitar Heroes Stony Plain 2015	11,75 $	20,00%	14,10 $
2.7	Jazz & Blues Matt & Florence Quiest Nights Les Productions J 2016	10,93 $	20,00%	13,12 $
2.8	Jazz & Blues Laurie, Hugh Didn't it Rain WEA 2013	12,75 $	20,00%	15,30 $
2.9	Jazz & Blues Baker, Chet Early Chet : Lost Tapes Jazzhaus 2014	14,81 $	20,00%	17,77 $
2.10	Jazz & Blues Vaughan, Stevie Ray Happy New Year Blues Convevor 2016	17,75 $	20,00%	21,30 $
2.11	Jeunesse Annie Brocoli Annie Brocoli autour du monde Productions Benannah 2015	10,41 $	20,00%	12,49 $
2.12	Jeunesse Thibert, Marie-Élaine Mes berceuses Productions Méthibert 2015	13,55 $	20,00%	16,26 $
2.13	Jeunesse Arthur L'aventurier Arthur L'aventurier au Costa Rica Gregg Musique 2015	10,41 $	20,00%	12,49 $
2.14	Jeunesse Variés Disney Classics Disney Music 2013	34,09 $	20,00%	40,91 $
2.15	Populaire Cohen, Adam We Go Home Universal Music 2014	11,98 $	20,00%	14,38 $
2.16	Populaire Pelgag, Kiô L'alchimie des monstres Abuzive muzik 2013	11,99 $	20,00%	14,39 $
2.17	Populaire Cœur de pirate Roses Universal Music 2015	11,98 $	20,00%	14,38 $

NOM DU FOURNISSEUR :		GROUPE ARCHAMBAULT INC.		
Adjudicataire :				
Numéro de soumission :		18264		
2.18	Populaire Swift, Taylor 1989 Big Machine 2014	11,98 $	20,00%	14,38 $
2.19	Populaire Mika No Place In Heaven Universal Music 2015	10,98 $	20,00%	13,18 $
2.20	Populaire Jackson, Janet Unbreakable Universal Music 2015	10,98 $	20,00%	13,18 $
2.21	Populaire Leloup, Jean À paradis city Grosse boîte 2015	12,49 $	20,00%	14,99 $
2.22	Populaire Dufresne, Diane Intemporelle Les disques de la cordonnerie 2015	13,50 $	20,00%	16,20 $
2.23	Populaire Christine and th eQueens Chaleur humaine Because 2014	10,49 $	20,00%	12,59 $
2.24	Populaire Daraîche, Paul Laisse-moi te dire MP3 Disques 2015	12,49 $	20,00%	14,99 $
2.25	Musique de films Variés Amy Island 2015	10,98 $	20,00%	13,18 $
2.26	Musique de films Variés La guerre des tuques 3D Sony 2015	11,20 $	20,00%	13,44 $
2.27	Musique de films Cobain, Kurt Montage of Heck : The Home (éd. Deluxe) Universal Music 2015	14,99 $	20,00%	17,99 $
2.28	Musique de films Morricone, Ennio The Hateful Eight Decca 2015	10,98 $	20,00%	13,18 $
2.29	Musique de films Williams, John Star Wars : The Force Awakens Walt Disney Music 2015	10,98 $	20,00%	13,18 $
2.30	Rock Metric Pagans in Vegas Crystal Math Music 2015	10,98 $	20,00%	13,18 $
2.31	Rock Gonzalez, Chilly Chambers Maple Music Recordings 2015	11,98 $	20,00%	14,38 $
2.32	Rock The Besnard Lakes A Colisium Complex Museum Outside 2016	11,00 $	20,00%	13,20 $
2.33	Rock Bowie, David Blackstar Columbia 2016	11,20 $	20,00%	13,44 $
2.34	Rock Anonymus Deamonium BAM 2016	8,86 $	20,00%	10,63 $
2.35	Rock Rolling Stones Sticky Fingers Universal Music 2015	18,52 $	20,00%	22,22 $
2.36	Rock Beck Morning Phase EMI 2014	10,98 $	20,00%	13,18 $
2.37	Rock Arcade Fire Reflektor Merge 2013	11,98 $	20,00%	14,38 $
2.38	Musique classique Callas, Maria Pure Warmer Classics 2014	7,79 $	20,00%	9,35 $
2.39	Musique classique Lefèvre, Alain Alain Lefèvre joue Rachmaninov, Haydn & Ravel Analekta 2015	13,50 $	20,00%	16,20 $
2.40	Musique classique Verdi Aida Erato 2015	23,39 $	20,00%	28,07 $
2.41	Musique classique Wainwright, Rufus Prima donna Deutsche Gramophone 2015	17,14 $	20,00%	20,57 $

NOM DU FOURNISSEUR :		GROUPE ARCHAMBAULT INC.		
Adjudicataire :				
Numéro de soumission :		18264		
2.43	Musique du monde Variés Amalia, les voix du fado Capitol 2015	10,98 $	20,00%	13,18 $
2.44	Musique du monde Kwenders, Pierre Le dernier empereur bantou Bonsound Records 2015	11,45 $	20,00%	13,74 $
2.45	Musique du monde Variés Lost in Mali World Music 2015	11,97 $	20,00%	14,36 $
2.46	Musique du monde Variés Khiyo : Bengali Music With A London Sound Arc Music 2015	14,81 $	20,00%	17,77 $
2.47	Musique du monde Mapfumo, Thomas Rise Up Realworld 2015	9,65 $	20,00%	11,58 $
2.48	Musique de Noël Minogue, Kylie Kylie Christmas Parlophone 2015	12,75 $	20,00%	15,30 $
2.49	Musique de Noël Garou Xmas Blues Wolfgang Entertainment 2014	12,49 $	20,00%	14,99 $
2.50	Musique de Noël Cole, Nat King The Christmas Song Audio Fidelity 2015	24,99 $	20,00%	29,99 $
Section 3 - DVD ET BLU-RAY				
3.1	Santé 30 min par jour : cardio tonus	11,50 $	20,00%	13,80 $
3.2	Drame 99 homes	18,50 $	20,00%	22,20 $
3.3	Comédie A Walk in the Woods	15,75 $	20,00%	18,90 $
3.4	Suspense Anatomie d'un double crime (Marshland)	18,95 $	20,00%	22,74 $
3.5	Drame Antoine et Marie	18,95 $	20,00%	22,74 $
3.6	Action Assassination	18,47 $	20,00%	22,16 $
3.7	Comédie Attention les dégâts	11,67 $	20,00%	14,00 $
3.8	Animation Barbie Fairytopia	6,25 $	20,00%	7,50 $
3.9	Musique Baroque Christmas	16,09 $	20,00%	19,31 $
3.10	Drame Boomerang	18,95 $	20,00%	22,74 $
3.11	Séries Télé Downton Abbey (Season 6) (3 DVD)	38,75 $	20,00%	46,50 $
3.12	Aventure Dragon Blade	18,50 $	20,00%	22,20 $
3.13	Comédie Elle l'adore	11,67 $	20,00%	14,00 $
3.14	Drame Emigrants (The)/The New Land (3 DVD)	32,75 $	20,00%	39,30 $
3.15	Drame Eugénie + DVD (3 BRD)	30,75 $	20,00%	36,90 $
3.16	Drame Forever (season 1 Complete) (5 DVD)	24,72 $	20,00%	29,66 $
3.17	Action Game of Thrones (Season 5 complete)	45,49 $	20,00%	54,59 $
3.18	Aventure Halo : The Fall of Reach	14,28 $	20,00%	17,14 $
3.19	Horreur Hannibal (Season 3) (3 BRD)	15,75 $	20,00%	18,90 $
3.20	Action Hitman : Agent 47	12,60 $	20,00%	15,12 $
3.22	Drame Infinitely Polar Bear	12,25 $	20,00%	14,70 $
3.23	Horreur Intruders (2015)	15,75 $	20,00%	18,90 $
3.24	Drame Jane B. Par Agnes V. + Kung Fu Master !	28,09 $	20,00%	33,71 $
3.25	Famille La guerre des tuques (+DVD)	15,47 $	20,00%	18,56 $
3.26	Animation La guerre des tuques Animée	16,75 $	20,00%	20,10 $
3.27	Drame La Terre et l'ombre	15,50 $	20,00%	18,60 $
3.28	Comédie Le mirage	20,75 $	20,00%	24,90 $
3.29	Comédie Man Up	12,50 $	20,00%	15,00 $
3.30	Action Maze Runner The Scorch Trials + DVD	18,50 $	20,00%	22,20 $
3.31	Film musical Mosart - Requiem	31,69 $	20,00%	38,03 $
3.32	Sports et loisirs Official 2015 World Series Film	21,75 $	20,00%	26,10 $
3.33	Action Pan	12,88 $	20,00%	15,46 $

NOM DU FOURNISSEUR :		GROUPE ARCHAMBAULT INC.		
Adjudicataire :				
Numéro de soumission :		18264		
3.34	Comédie Paul à Québec	18,50 $	20,00%	22,20 $
3.35	Horreur Poltergeist (2015)	18,50 $	20,00%	22,20 $
3.36	Film musical Purcell - The Indian Queen	24,28 $	20,00%	29,14 $
3.37	Comédie Salut l'ami, adieu le trésor	11,67 $	20,00%	14,00 $
3.38	Suspense Sherlock : The Abominable Bride	24,84 $	20,00%	29,81 $
3.39	Suspense Sicario	16,75 $	20,00%	20,10 $
3.40	Action Spectre	24,40 $	20,00%	29,28 $
3.41	Science-fiction Star-Trek : Next generation motion picture collection	22,55 $	20,00%	27,06 $
3.42	Horreur The Green Inferno	15,75 $	20,00%	18,90 $
3.43	Comédie The Intern	13,73 $	20,00%	16,48 $
3.44	Action The Man From U.N.C.L.E. (2015)	12,88 $	20,00%	15,46 $
3.45	Action The Martian	24,40 $	20,00%	29,28 $
3.46	Séries Télé True Detective (season 2)	45,49 $	20,00%	54,59 $
3.47	Comédie Vacation (2015)	12,88 $	20,00%	15,46 $
3.48	Drame Ville-Marie	18,95 $	20,00%	22,74 $
3.49	Sports et loisirs WWE 2016: Best Pay-Per View Matches (3 DVD)	20,25 $	20,00%	24,30 $
3.50	Comédie Zoolander	11,50 $	20,00%	13,80 $
TOTAL AVANT TAXES :		2 151,68 $		
T.P.S. 5 % :		107,58 $		
T.V.Q. 9,975 % :		214,63 $		
MONTANT TOTAL :		**2 473,89 $**		
CONDITION DE PAIEMENT :		**30 jours après réception de la facture**		
DÉLAI DE LIVRAISON :		**Non spécifié**		
SIGNATURE :		**Oui**		
GARANTIE DE SOUMISSION :		**Non requise**		
CONFORMITÉ :		**Conforme**		

Remarque :

✓ L'astérisque (*) indique l'adjudicataire recommandé

(1) La soumission de ce fournisseur a été déclarée non conforme : aucune information d'escompte ou de marge

Rempli par :	Jour	Mois	Année
Annie Emond	8	6	2016

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15154
Numéro de référence : 979167
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture sur demande de documents audio-visuels pour les bibliothèques de la Ville de Montréal

	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
☐	Renaud-Bray Librairie 6255 rue St-Hubert Montréal, QC, H2S 2L9 NEQ : 1141926817	Madame Marie Josee Lacombe Téléphone : 514 342-3995 Télécopieur :	**Commande : (1126807)** 2016-05-18 11 h 21 **Transmission :** 2016-05-18 11 h 21	2603707 - 16-15154 Addenda No 1 (devis) 2016-05-27 14 h 40 - Courriel 2603708 - 16-15154 Addenda No 1 (bordereau) 2016-05-27 14 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Glossaire

Plan du site

Accessibilité

UPAC-Signaler un acte répréhensible

Nouvelles

Marchés publics hors Québec

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés financiers

Conditions d'utilisation

Polices supportées

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.04

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1160587004

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , Section du développement opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder le contrat PMR-204-1618 à la firme Martin Lefebvre Transport inc., pour des services de transport de neige pour une durée de deux ans - Dépense maximale totale de 674 071.34 $ taxes incluses, - Appel d'offres public 16-15062 - 2 soumissionnaires 1 seul conforme

1. d'accorder à la firme Martin Lefebvre Transport inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat de services de transport de neige PMR-204-1618 pour une durée de deux ans, pour la somme maximale de 674 071,34 $ taxes incluses, comme suite à l'appel d'offres public 16-15062 et aux tableaux des prix reçus joints à l'intervention du Service de l'approvisionnement:
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-08-25 14:18

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160587004**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , Section du développement opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder le contrat PMR-204-1618 à la firme Martin Lefebvre Transport inc., pour des services de transport de neige pour une durée de deux ans - Dépense maximale totale de 674 071.34 $ taxes incluses, - Appel d'offres public 16-15062 - 2 soumissionnaires 1 seul conforme

CONTENU

CONTEXTE

À l'automne 2015, le Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal déposait au conseil de la ville son rapport sur le déneigement et ses pratiques à Montréal. Dans ce rapport, l'Inspecteur général conclut à la présence de différents stratagèmes de nature collusoire et à des tentatives de contrôle du marché. Ses recommandations au conseil de la ville étaient les suivantes :

- Compléter la Politique de déneigement en centralisant la détermination d'exigences techniques obligatoires communes à tous les arrondissements et les devis;
- Concevoir et rédiger un cahier de charges spécifiquement dédié à cette activité, et;
- Fixer les modalités de lancement d'un seul appel d'offres applicable à l'ensemble des secteurs dont les contrats viennent à échéance.

Pour répondre à ces recommandations, le conseil de la ville a autorisé la modification du Règlement 08-055 sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissements afin de revoir le partage des rôles et des responsabilités des arrondissements en matière de déneigement, de façon à ce que le conseil de la ville détienne la compétence sur la planification intégrée des opérations, le lancement des appels d'offres et l'octroi des contrats.

A la suite de cette modification réglementaire, le Service de la concertation des arrondissements a entrepris la révision complète des cahiers des charges en vue d'un appel d'offres pour le transport de la neige regroupant neuf secteurs (donc neuf contrats) répartis dans quatre arrondissements. Le lancement a eu lieu le 15 juin 2016. Un avis a été publié dans SEAO et Le Devoir. Deux addendas ont été publiés :

- Addenda #1: Modification de la mise en page des formulaires de soumission;
- Addenda #2: Rappel concernant l'attestation de l'Autorité des marchés financiers.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0148 - 28 janvier 2016 - Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) afin de répondre aux principales recommandations du Bureau de l'inspecteur général sur le déneigement et ses pratiques à Montréal.
CM16 0770 - 21 juin 2016 - Accorder 18 contrats pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs, pour des périodes variant entre 2 et 5 ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 101 386 696,54 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15049 (24 soum.**)**

DESCRIPTION

Concernant l'appel d'offres de transport de la neige 16-15062, sept secteurs ont été présentés dans la sommaire #1164631006 en vue de l'octroi des contrats. L'analyse des soumissions a été complétée pour les secteurs VMA-201-1618 et PMR-204-1618. Pour le secteur PMR-204-1618 dans Plateau Mont-Royal, la Ville a reçu deux (2) soumissions. Suite à l'analyse de conformité, la soumission déposée par D.F. Transport en vrac SNC a été déclarée non conforme. Le présent sommaire décisionnel vise l'octroi du secteur PMR-204-1618 à la firme Martin Lefebvre Transport inc. qui a déposé la seule soumission conforme pour ce secteur. Quant au secteur VMA-201-1618 de Ville-Marie, suite à des changements en regard des besoins de la Ville, le secteur a été annulé et un nouvel appel d'offres sera lancé sous peu.
Ce renouvellement du contrat PMR-204-1618 touche un secteur où les opérations de déneigement sont réalisées en régie. Il débute le 15 novembre 2016 et se termine le 31 mars 2018 (durée de deux saisons hivernales).

JUSTIFICATION

Pour le contrat PMR-204-1618, la Ville a reçu une seule soumission conforme, soit celle de Martin Lefebvre Transport inc. Puisque le contrat a une valeur inférieure à 1 million de dollars, l'adjudicataire n'est pas tenu de détenir l'attestation de l'Autorité des marchés financiers.

Contrat PMR-204-1618

Soumissions conformes	**Coût de base annuel**	**Total (2 ans)**
Martin Lefebvre Transport inc.	275 330,63 $	550 661,26 $
Dernière estimation réalisée	302 606,84 $	605 213,68 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues *(total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumissions)*		n/a
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) X 100*		n/a
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme- la plus basse conforme)*		n/a
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme - la plus basse conforme)/ la plus basse) X 100*		n/a
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme - estimation)*		(54 552,42 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme - estimation)/ estimation) X 100*		-9%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse - la plus basse)*		n/a
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) X 100		n/a

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix du plus bas soumissionnaire conforme a été majoré pour compenser l'augmentation de l'IPC (1,5 % à partir de la deuxième année du contrat) et pour couvrir, en termes de précipitations, 75 % des hivers (majoration de 21,5 %). Le montant total demandé pour le contrat est de 674 071,33 $, toutes taxes comprises. Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe.
Le Service de la concertation des arrondissements ne possède pas, pour l'instant, les fonds nécessaires à l'octroi des contrats. Lors du budget 2017, Il devra être doté des crédits nécessaires afin d'assumer cette nouvelle responsabilité de gestion des contrats de déneigement. Également, un sommaire décisionnel devra être entériné par le conseil municipal afin d'obtenir la part du budget 2016 des arrondissements dédiée aux opérations de déneigement réalisées par l'entreprise privée pour les mois de novembre et décembre 2016.

À terme, tous les coûts reliés à ces contrats de déneigement seront assumés par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat avant l'automne permettra à la Ville d'effectuer l'inspection et l'enregistrement de tous les camions de l'entrepreneur, de former l'arrondissement sur les nouvelles normes du cahier des charges et d'accompagner les responsables de l'arrondissement lors des réunions de démarrage.
Aussi, la période de temps entre l'octroi et le début des opérations est suffisante pour permettre aux entrepreneurs de planifier et d'organiser leurs activités. Ceci répond à une des recommandations du Rapport sur le déneigement et ses pratiques à Montréal du BIG.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

15 novembre 2016: début du contrat

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Simona RADULESCU TOMESCU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Daniel BOUGIE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Ève BOIVIN, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel FRENETTE
Ingénieur,

Tél : 514-872-3302
Télécop. : 514-868-3692

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-18

André HAMEL
Directeur travaux publics

Tél : 514 872-8900
Télécop. : 514-868-3692

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice, Service de la Concertation des arrondissements
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2016-08-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1160587004

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , Section du développement opérationnel
Objet :	Accorder le contrat PMR-204-1618 à la firme Martin Lefebvre Transport inc., pour des services de transport de neige pour une durée de deux ans - Dépense maximale totale de 674 071.34 $ taxes incluses, - Appel d'offres public 16-15062 - 2 soumissionnaires 1 seul conforme

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15062 Intervention secteur PMR-204-1618.pdf
16-15062 tcp secteur PMR-204-1618.pdf
15062 Det Cah Final.pdf
15062 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Simona RADULESCU TOMESCU
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514-872-0486

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-23

Isabelle LAZURE
Chef de section
Tél : 514-872-6935
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15062 — No du GDD : 1160587004

Titre de l'appel d'offres : Transport de la neige, par secteur, dans le cadre des activités de déneigement pour quatre (4) arrondissements

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 6 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 11 - 7 - 2016

Ouverture faite le : 11 - 7 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 6 - 7 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 25 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 18

Nbre de soumissions reçues : 9

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 50

% de rejets : 11,11

Durée de la validité initiale de la soumission : 127 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 15 - 11 - 2016

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Secteur PMR-203-1618	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Martin Lefèbvre Transport Inc.	$ 784 428,44	√

Secteur PMR-204-1618	**Montant soumis (TTI)**	**Adjudicataire**
Martin Lefèbvre Transport Inc.	**$ 550 661,27**	√
D.F. Transport en Vrac SNC	**$ 761 364,45**	

Secteur MHM-205-1618	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Gestion Gérard Boutin Inc.	$ 709 234,79	√
Transporteurs en vrac Ste-Hyacinthe Inc.	$ 719 513,55	
Déneigement Moderne inc.	$ 753 776,10	

Secteur MHM-206-1618	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Les Entreprises K.L. Mainville Inc.	$ 603 572,76	√
Déneigement Moderne inc.	$ 788 084,64	

Secteur MHM-207-1618	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Les Entreprises K.L. Mainville Inc.	$ 430 765,34	√
Transporteurs en vrac Ste-Hyacinthe Inc.	$ 512 098,65	
Déneigement Moderne inc.	$ 518 123,34	
Gestion Gérard Boutin Inc.	$ 533 185,07	
Les Entreprises de Transport Charco Ltée	$ 596 444,31	
Transport Raynald Boulay et Fils inc.	$ 1 012 147,92	

Secteur VMA-201-1618	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
D.F. Transport en Vrac SNC	$ 796 224,87	
Transport Raynald Boulay et Fils inc.	$ 1 178 332,79	

Secteur VMA-202-1618	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
9124-4277 Québec Inc.	$ 754 373,97	√
Transporteurs en vrac Ste-Hyacinthe Inc.	$ 756 535,50	

Secteur VSP-205-1618	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Gestion Gérard Boutin Inc.	$ 447 206,76	√
Transporteurs en vrac Ste-Hyacinthe Inc.	$ 451 750,57	
9124-4277 Québec Inc.	$ 631 350,72	

Secteur VSP-206-1618	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Transporteurs en vrac Ste-Hyacinthe Inc.	$ 434 357,15	√
Les Entreprises de Transport Charco Ltée	$ 516 559,68	
Transport Raynald Boulay et Fils inc.	$ 841 892,94	

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue par secteur au plus bas soumissionnaire conforme ayant la capacité à rendre les services, afin d'obtenir le scénario global le plus économique pour la Ville. Comme tous les contrats ont une valeur inférieure à 1 million de dollars, les adjudicataires ne doivent pas détenir l'attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).
Les raisons invoquées pour le non-dépôt des soumissions sont: ne détient pas une autorisation de l'AMF; délai de soumission et d'octroi; carnet de commandes complet; détention du cahier des charges à titre informatif seulement; difficulté à obtenir la garantie requise; autres.

Il est important de préciser que le Service de l'approvisionnement n'a pas participé à l'élaboration de l'estimation du coût du projet, cette dernière relève du Service de la concertation des arrondissements.
Concernant l'appel d'offres de transport de la neige 16-15062, sept secteurs ont été présentés dans le sommaire #1164631006 en vue de l'octroi des contrats. Nous avons complété l'analyse des soumissions pour les secteurs VMA-201-1618 et PMR-204-1618.
Pour le secteur du Plateau Mont-Royal, la Ville a reçu deux (2) soumissions. Suite à l'analyse de conformité, la soumission déposée par D.F. Transport en vrac SNC a été déclarée non conforme. Le présent sommaire décisionnel vise l'octroi du secteur PMR-204-1618 à la firme Martin Lefebvre Transport inc. qui a déposé la seule soumission conforme pour ce secteur.
Quant au secteur VMA-201-1618, suite à des changements en regard des besoins de la Ville, le secteur a été annulé et un nouvel appel d'offre sera lancé sous peu.

Préparé par : Simona Radulescu Tomescu Le 18 - 8 - 2016

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe - Services institutionnels
9515, rue St-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Montréal

Tableau de prix reçus

Soumission publique

TITRE :
Transport de la neige, par secteur, dans le cadre des activités de déneigement pour quatre (4) arrondissements

Ouverture des soumissions		
Jour	Mois	Année
11	7	2016

No appel d'offres
16-15062

AGENT D'APPROVISIONNEMENT :
Simona Tomescu Radulescu

NOM DU FOURNISSEUR :			Martin Lefebvre Transport inc.		D.F. Transport en vrac SNC		Les Entreprises K.L. Mainville inc.		Déneigement Moderne inc.		Gestion Gérard Boutin inc.		9124-4277 Québec inc.		Transport Raynald Boulay & fils inc.		Les Entreprises de Transport Charco Itée		Transporteurs en vrac St-Hyacinthe inc.	
Adjudicataire :			Secteur PMR-203-1618 Secteur PMR-204-1618				Secteur MHM-206-1618 Secteur MHM-207-1618				Secteur MHM-205-1618 Secteur VSP-205-1618		Secteur VMA-202-1618						Secteur VSP-206-1618	
Numéro de soumission :			article 1 : 18568 article 2 : 18569		article 2 : 18570 article 6 : 18583		article 4 : 18575 article 5 : 18577		article 3 : 18571 article 4 : 18576 article 5 : 18578		article 3 : 18573 article 5 : 18579 article 8 : 18587		article 7 : 18585 article 8 : 18588		article 5 : 18580 article 6 : 18584 article 9 : 18590		article 5 : 18581 article 9 : 18591		article 3 : 18574 article 5 : 18582 article 7 : 18586 article 8 : 18589 article 9 : 18592	
Description	**Quantité prév. par saison hivernale**	**Nombre de saisons hivernales**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
1 - SECTEUR PMR-203-1618 _ 15 novembre 2016 au 31 mars 2018	83 000	2	4,11 $	682 260,00 $																
TOTAL AVANT TAXES :				682 260,00 $																
T.P.S. 5 % :				34 113,00 $																
T.V.Q. 9,975 % :				68 055,44 $																
MONTANT TOTAL :			*** 784 428,44 $**																	
2 - SECTEUR PMR-204-1618 _ 15 novembre 2016 au 31 mars 2018	77 000	2	3,11 $	478 940,00 $	4,30 $	662 200,00 $														
TOTAL AVANT TAXES :				478 940,00 $		662 200,00 $														
T.P.S. 5 % :				23 947,00 $		33 110,00 $														
T.V.Q. 9,975 % :				47 774,27 $		66 054,45 $														
MONTANT TOTAL :			*** 550 661,27 $**		**761 364,45 $**															
3 - SECTEUR MHM-205-1618 _ 15 novembre 2016 au 31 mars 2018	149 000	2							2,20 $	655 600,00 $	2,07 $	616 860,00 $							2,10 $	625 800,00 $
TOTAL AVANT TAXES :										655 600,00 $		616 860,00 $								625 800,00 $
T.P.S. 5 % :										32 780,00 $		30 843,00 $								31 290,00 $
T.V.Q. 9,975 % :										65 396,10 $		61 531,79 $								62 423,55 $
MONTANT TOTAL :										**753 776,10 $**		*** 709 234,79 $**								**719 513,55 $**
4 - SECTEUR MHM-206-1618 _ 15 novembre 2016 au 31 mars 2018	136 000	2					1,93 $	524 960,00 $	2,52 $	685 440,00 $										
TOTAL AVANT TAXES :								524 960,00 $		685 440,00 $										
T.P.S. 5 % :								26 248,00 $		34 272,00 $										
T.V.Q. 9,975 % :								52 364,76 $		68 372,64 $										
MONTANT TOTAL :							*** 603 572,76 $**		**788 084,64 $**											
5 - SECTEUR MHM-207-1618 _ 15 novembre 2016 au 31 mars 2018	131 000	2					1,43 $	374 660,00 $	1,72 $	450 640,00 $	1,77 $	463 740,00 $			3,36 $	880 320,00 $	1,98 $	518 760,00 $	1,70 $	445 400,00 $
TOTAL AVANT TAXES :								374 660,00 $		450 640,00 $		463 740,00 $				880 320,00 $		518 760,00 $		445 400,00 $
T.P.S. 5 % :								18 733,00 $		22 532,00 $		23 187,00 $				44 016,00 $		25 938,00 $		22 270,00 $
T.V.Q. 9,975 % :								37 372,34 $		44 951,34 $		46 258,07 $				87 811,92 $		51 746,31 $		44 428,65 $
MONTANT TOTAL :							*** 430 765,34 $**		**518 123,34 $**		**533 185,07 $**				**1 012 147,92 $**		**596 444,31 $**		**512 098,65 $**	
6 - SECTEUR VMA-201-1618 _ 15 novembre 2016 au 31 mars 2018	87 000	2			3,98 $	692 520,00 $									5,89 $	1 024 860,00 $				
TOTAL AVANT TAXES :						692 520,00 $										1 024 860,00 $				
T.P.S. 5 % :						34 626,00 $										51 243,00 $				
T.V.Q. 9,975 % :						69 078,87 $										102 229,79 $				
MONTANT TOTAL :						**796 224,87 $**										**1 178 332,79 $**				

NOM DU FOURNISSEUR :			Martin Lefebvre Transport inc.	D.F. Transport en vrac SNC	Les Entreprises K.L. Mainville inc.	Déneigement Moderne inc.	Gestion Gérard Boutin inc.	9124-4277 Québec inc.	Transport Raynald Boulay & fils inc.	Les Entreprises de Transport Charco Itée	Transporteurs en vrac St-Hyacinthe inc.
Adjudicataire :			Secteur PMR-203-1618 Secteur PMR-204-1618		Secteur MHM-206-1618 Secteur MHM-207-1618		Secteur MHM-205-1618 Secteur VSP-205-1618	Secteur VMA-202-1618			Secteur VSP-206-1618
Numéro de soumission :			article 1 : 18568 article 2 : 18569	article 2 : 18570 article 6 : 18583	article 4 : 18575 article 5 : 18577	article 3 : 18571 article 4 : 18576 article 5 : 18578	article 3 : 18573 article 5 : 18579 article 8 : 18587	article 7 : 18585 article 8 : 18588	article 5 : 18580 article 6 : 18584 article 9 : 18590	article 5 : 18581 article 9 : 18591	article 3 : 18574 article 5 : 18582 article 7 : 18586 article 8 : 18589 article 9 : 18592
7 - SECTEUR VMA-202-1618 _ 15 novembre 2016 au 31 mars 2018	94 000	2						3,49 $ 656 120,00 $			3,50 $ 658 000,00 $
TOTAL AVANT TAXES :								656 120,00 $			658 000,00 $
T.P.S. 5 % :								32 806,00 $			32 900,00 $
T.V.Q. 9,975 % :								65 447,97 $			65 635,50 $
MONTANT TOTAL :								* 754 373,97 $			756 535,50 $
8 - SECTEUR VSP-205-1618 _ 15 novembre 2016 au 31 mars 2018	104 000	2					1,87 $ 388 960,00 $	2,64 $ 549 120,00 $			1,889 $ 392 912,00 $
TOTAL AVANT TAXES :							388 960,00 $	549 120,00 $			392 912,00 $
T.P.S. 5 % :							19 448,00 $	27 456,00 $			19 645,60 $
T.V.Q. 9,975 % :							38 798,76 $	54 774,72 $			39 192,97 $
MONTANT TOTAL :							* 447 206,76 $	631 350,72 $			451 750,57 $
9 - SECTEUR VSP-206-1618 _ 15 novembre 2016 au 31 mars 2018	108 000	2							3,39 $ 732 240,00 $	2,08 $ 449 280,00 $	1,749 $ 377 784,00 $
TOTAL AVANT TAXES :									732 240,00 $	449 280,00 $	377 784,00 $
T.P.S. 5 % :									36 612,00 $	22 464,00 $	18 889,20 $
T.V.Q. 9,975 % :									73 040,94 $	44 815,68 $	37 683,95 $
MONTANT TOTAL :									841 892,94 $	516 559,68 $	* 434 357,15 $
CONFORMITÉ ADMINISTRATIVE :			Conforme	Non conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
CONFORMITÉ TECHNIQUE :											
CONDITION DE PAIEMENT :			Net 30 jours	Net 30 jours	Net 30 jours	Net 30 jours	Net 30 jours	Net 30 jours	Net 30 jours	Net 30 jours	Net 30 jours
SIGNATURE :			Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
GARANTIE DE SOUMISSION :			2 cautionnements de 15 000,00 $	chèque #48259512 au montant de 15 000,00 $	2 cautionnements de 15 000,00 $	3 cautionnements de 15 000,00 $	2 cautionnements de 15 000,00 $	chèque #29558 au montant de 15 000,00 $	1 cautionnement de 15 000,00 $	2 cautionnements de 15 000,00 $	chèques #48785193, 48785184, 48785202, 48785103 au montant de 15 000,00 $

Remarque :

* adjudicataire recommandé

Rempli par :	Jour	Mois	Année
Catherine Desmeules	20	7	2016

Approuvé par :	Jour	Mois	Année
	22	7	2016

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15062
Numéro de référence : 989848
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Transport de la neige, par secteur, dans le cadre des activiés de déneigement pour 4 arrondissements

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Déneigement Fontaine et Gadbois inc. 13170 rue Cherrier Montréal, QC, H1A 3T9 NEQ : 1163043400	Monsieur Mario Gadbois Téléphone : 514 645-1435 Télécopieur : 514 645-5322	**Commande : (1141660)** 2016-06-15 20 h 09 **Transmission :** 2016-06-15 20 h 09	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 07 - Télécopie 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 20 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DENEIGEMENT MALVIC INC. 660 RUE AUDETTE La Présentation, QC, J0H1B0 NEQ :	Monsieur Louis-Victor Michon Téléphone : 450 796-3479 Télécopieur : 450 796-3732	**Commande : (1144428)** 2016-06-22 9 h 51 **Transmission :** 2016-06-22 9 h 51	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 07 - Télécopie 2621789 - 16-15062 Addenda No 2

				2016-07-06 8 h 51 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Déneigement Moderne Inc. 2325 Rue Desautels Montréal, QC, H1N 3B5 NEQ : 1146027090	Monsieur Stéphane Cordeau Téléphone : 514 259-1308 Télécopieur : 514 252-0131	**Commande : (1141338)** 2016-06-15 12 h 09 **Transmission :** 2016-06-15 12 h 09	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 06 - Courriel 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	DF TRANSPORT 778 , Julien-GAgnon Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 3B4 NEQ : 3347802848	Madame MARGUERITE PROVENCHER Téléphone : 450 359-8251 Télécopieur : 450 359-9313	**Commande : (1143266)** 2016-06-20 11 h 50 **Transmission :** 2016-06-20 11 h 50	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 06 - Courriel 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Excavation P. Huot inc. 10900, route Sir-Wilfrid-Laurier Mirabel, QC, J7N 1L9 NEQ : 1161737854	Monsieur Philippe Huot Téléphone : 450 820-2424 Télécopieur : 450 436-7645	**Commande : (1146928)** 2016-06-28 20 h 27 **Transmission :** 2016-06-28 20 h 27	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 06 - Courriel 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) :

				Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Gestion Gérard Boutin Inc. 2644 rg st-jacques Saint-Jacques, QC, J0K 2R0 NEQ : 1144548741	Monsieur Bruno Boutin Téléphone : 450 839-6885 Télécopieur : 450 839-6889	**Commande : (1142970)** 2016-06-20 8 h 42 **Transmission :** 2016-06-20 8 h 42	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-29 9 h 30 - Télécopie 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 11 h 23 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Jean-Paul Trahan 1890 Ltée 18 rue de la Princesse-Caroline Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J2X 5P4 http://jeanpaultrahan@bellnet.ca NEQ : 1148320675	Monsieur Louis Trahan Téléphone : 514 821-3411 Télécopieur : 450 542-9947	**Commande : (1141789)** 2016-06-16 9 h 19 **Transmission :** 2016-06-16 9 h 19	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 06 - Courriel 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	JMV environnement / 9036 6626 quebec inc. 3550 boul. Laframboise Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9 NEQ : 1164798275	Monsieur Vincent Boulay Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1141669)** 2016-06-15 23 h 59 **Transmission :** 2016-06-15 23 h 59	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 06 - Courriel 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe Nepveu Inc. 75 daoust Saint-Eustache, QC, j7r5b7 NEQ : 1146557013	Monsieur Benoit Nepveu Téléphone : 450 491-5661 Télécopieur : 450 491-1668	**Commande : (1141231)** 2016-06-15 10 h 52 **Transmission :** 2016-06-15 10 h 52	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 07 - Télécopie 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 20 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4 NEQ : 1142106435	Monsieur Gustavo Cabanillas Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	**Commande : (1145306)** 2016-06-23 12 h 43 **Transmission :** 2016-06-23 12 h 43	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 06 - Courriel 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises de Transport Charco Ltée 333, route 137 La Présentation, QC, J0H 1B0 NEQ : 1144309367	Monsieur Michel Morin Téléphone : 450 796-2558 Télécopieur : 450 796-2554	**Commande : (1142412)** 2016-06-17 9 h 30 **Transmission :** 2016-06-17 9 h 30	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 06 - Courriel 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises K.L. Mainville	Monsieur Serge	**Commande**	2618932 - 16-

	12350 Service A2 Mirabel, QC, J7N1G5 NEQ : 1162065495	Mainville Téléphone : 450 476-0945 Télécopieur : 450 476-0946	**: (1144309)** 2016-06-22 8 h 32 **Transmission :** 2016-06-22 8 h 32	15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 07 - Télécopie 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 21 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Rejean Desgranges inc 589 Audette La Présentation, QC, J0H 1B0 NEQ : 1142234963	Madame Valérie Desgranges Téléphone : 450 768-6424 Télécopieur : 450 768-6495	**Commande : (1142834)** 2016-06-18 8 h 12 **Transmission :** 2016-06-18 8 h 12	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 06 - Courriel 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 NEQ : 1142215210	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1141466)** 2016-06-15 14 h 24 **Transmission :** 2016-06-15 14 h 24	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 48 - Télécopie 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 21 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Martin Lefebvre Transport inc. 173, rue Principale Saint-Louis-de-Gonzague, QC,	Monsieur Martin Lefebvre Téléphone	**Commande : (1141238)** 2016-06-15	2618932 - 16-15062 Addenda No 1

	J0S 1T0 NEQ : 1149408354	: 450 373-2457 Télécopieur : 450 377-5383	10 h 54 **Transmission :** 2016-06-15 10 h 54	2016-06-28 22 h 06 - Courriel 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Noël & Fils 9124-4277 Québec Inc. 227 principale Saint-Louis-de-Gonzague (Montérégie), QC, J0S 1T0 NEQ : 1161220711	Monsieur Georges Noël Téléphone : 450 373-6633 Télécopieur : 450 373-6634	**Commande : (1141335)** 2016-06-15 12 h 08 **Transmission :** 2016-06-15 12 h 08	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 06 - Courriel 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Transport Raynald Boulay & Fils Inc. 7015 boul. Laframboise, local no 4 Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1G8 NEQ : 1142187500	Madame Véronique Boulay Téléphone : 450 796-5941 Télécopieur : 450 796-4496	**Commande : (1141627)** 2016-06-15 16 h 57 **Transmission :** 2016-06-15 16 h 57	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 06 - Courriel 2621789 - 16-15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Transporteur en Vrac St-Hyacinthe Inc. 3275, rue de l'Industrie suite 5 Saint-Mathieu-de-Beloeil, QC, J3G 0M8	Monsieur Jean Plerre Garand Téléphone : 450 464-5000 Télécopieur : 450 464-2105	**Commande : (1143007)** 2016-06-20 9 h 01 **Transmission :**	2618932 - 16-15062 Addenda No 1 2016-06-28 22 h 06 - Courriel 2621789 - 16-

	NEQ : 1142788976	2016-06-20 9 h 01	15062 Addenda No 2 2016-07-06 8 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160587004

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , Section du développement opérationnel
Objet :	Accorder le contrat PMR-204-1618 à la firme Martin Lefebvre Transport inc., pour des services de transport de neige pour une durée de deux ans - Dépense maximale totale de 674 071.34 $ taxes incluses, - Appel d'offres public 16-15062 - 2 soumissionnaires 1 seul conforme

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1160587004 54 Neige transport.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel BOUGIE
Preposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-18

Pascal-Bernard DUCHARME
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-2059
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.05

2016/09/26 13:00

(1)

Dossier # : 1160025004

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet du projet de conversion P.I.Q.A. (Programme d'interventions en quartiers anciens) Saint-Gabriel, pour une somme maximale de 593 334,03 $, taxes incluses - Budget P.T.I.

il est recommandé:
1- d'accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron s.e.n.c. pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion P.I.Q.A. Saint-Gabriel, pour une somme maximale de 593 334.03 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

3- d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer tous les documents requis pour et au nom de la Ville;

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2016-08-29 10:29

Signataire : Serge A BOILEAU

_____

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160025004**

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet du projet de conversion P.I.Q.A. (Programme d'interventions en quartiers anciens) Saint-Gabriel, pour une somme maximale de 593 334,03 $, taxes incluses - Budget P.T.I.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2000, la CSEM s'est vu confier la gestion des ententes concernant certaines modalités des réseaux câblés entre la Ville de Montréal et les usagers possédant des câbles aériens présents dans les poteaux sur rue. Pour ce, elle est dotée d'un plan qui tient compte des prévisions budgétaires et de la capacité de réalisation de ses partenaires. Le projet du P.I.Q.A. (Programme d'interventions en quartiers anciens) Saint-Gabriel, prévue à l'entente 83-89, vise à faire le déplacement hors rue et l'enfouissement des réseaux câblés aériens et existants.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1282 - 17 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron, pour réaliser les travaux de démantèlement de leur réseau câblé aérien. Ces travaux visent l'enfouissement du réseau câblé par Vidéotron s.e.n.c. dans des structures existantes et à construire de la CSEM dans le secteur du P.I.Q.A. Saint-Gabriel dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

JUSTIFICATION

Ce contrat d'exécution de travaux doit être accordé de gré à gré, puisqu'il s'agit de travaux de nature exclusive que Vidéotron doit réaliser sur son réseau. Les travaux seront payés selon les coûts réels facturés avec factures à l'appui. La CSEM a validé l'estimation de Vidéotron en comparant les coûts à d'autres projets de nature similaire et en validant les quantités de câbles et d’équipements à démanteler.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense de 593 334,03 $, taxes incluses.

Les crédits sont prévus en 2016 au PTI 2016-2018 dans le projet «69900 - Conversion - Enfouissement des fils». (No d'imputation: 6101.7716041.802400.06819.57201.000000.0000.164456.000000.19520.0000)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet contribue à une meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Projet qui débutera au cours de l'année 2016 et qui se terminera au cours de l'année 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières (Vinh LUU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles G - Ext GAUDET
Directeur STI-Planification

Tél : 514-384-6840 poste 244
Télécop. : 514-384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-05-17

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

INGÉNIERIE GRAND MONTRÉAL
2155 BOUL PIE IX
MONTRÉAL, QUÉBEC
H1V 2E4

Groupe Ingénierie: Montréal

DESCRIPTION DU PROJET

Date de conception :	2009-05-21		
Concepteur:	JEAN-CLAUDE COULOM	Superviseur :	Mathieu Corriveau
Localisation des travaux :	de Port-Royal Est		

Description des travaux :	Déplacement hors rues à la demande de la ville de Montréal sur une distance de 3,85 Km. Le réseau sera déplacé en souterrain pour la majorité du Kilométrage en utilisant les conduits et bornes communes de la C.S.E.M. 650 portes impactées

ESTIMATION DES COÛTS

NATURE DU PROJET :	ING Réarr.-Externes Majeurs
GENRE DU PROJET :	2022
DEMANDEUR :	Mathieu Guibord
MUNICIPALITÉ :	Montréal
NO DE PROJET :	ING-071254
SECTEUR :	CF Câble
ÂGE MOYEN DES INSTALLATIONS EN PLACE :	7
DISTANCE DU RÉSEAU À REMPLACER (MÈTRES):	3850

Type de facturation
Client externe

SOMMAIRE DES COÛTS

		Nb. d'heure coût estimé	COÛT ESTIMÉ POUR FACT.	% FACTURABLE AU DEMANDEUR	COÛT ESTIMÉ FACTURABLE	COÛT SUPPORTÉ PAR VIDÉOTRON
1	Ingénierie du réseau de télécom. - interne	1 405,0	269 910,81 $	50%	134 955,41 $	134 955,41 $
2	Ingénierie civile		- $		- $	- $
3	Gestion C.C	34,5	6 614,40 $	50%	3 307,20 $	3 307,20 $
4	Constitution réseau TDL	25,0	4 800,00 $	50%	2 400,00 $	2 400,00 $
5	Acquisition des servitudes / droits de passage		7 400,00 $	50%	3 700,00 $	3 700,00 $
6	Constitution du nouveau réseau de télécom - interne	2 784,3	464 983,11 $	50%	232 491,56 $	232 491,56 $
7	Constitution du nouveau réseau de télécom - externe		- $		- $	- $
8	Constitution des ouvrages civils		- $		- $	- $
9	Coût des matériaux du réseau télécom		166 034,00 $	0%	- $	166 034,00 $
10	Frais de signalisation routière		- $	100%	- $	- $
11	Frais exigés par les entreprises de services publics		- $	100%	- $	- $
12	Démentellement de réseau	192,0	32 058,99 $	100%	32 058,99 $	- $
13	Transfert d'attaches	285,0	47 595,00 $	100%	47 595,00 $	- $
14	Valeur résiduelle du réseau en place		119 093,33 $	50%	59 546,67 $	59 546,67 $
15	Autres coûts non facturables					- $
	COÛT TOTAL		1 118 489,64 $		516 054,82 $	602 434,83 $

APPROBATIONS

PRÉPARÉ PAR : _____ DATE : _____
(concepteur)

APPROUVÉ PAR : _____ DATE : 2016.03.25 11:22:22 -04'00'
Mathieu Corriveau

APPROUVÉ PAR : _____ DATE : _____
Signature numérique de Alain Hamel
Date : 2016.03.30 12:21:56 -04'00'
Alain Hamel

VIDÉOTRON

Montréal, le 30 mars 2016

Monsieur Mathieu Guibord
Chargé de projets
Division Gestion des projets
Commission des services électriques de Montréal
75, rue Port-Royal Bureau 610
Montréal (Québec) H3L 3T1

Numéro de projet : ING-071254

Objet : Déplacement de réseau
De Port-Royal Est à Montréal

Monsieur,

Pour faire suite à votre récente demande concernant le déplacement de réseau, veuillez trouver ci-jointe **l'estimation budgétaire révisée** des coûts que Vidéotron s.e.n.c. devra encourir relativement au projet mentionné en rubrique. Ces coûts s'élèvent au montant de 516 054,82 $ **excluant les taxes**. Il est cependant entendu que le demandeur sera facturé au coût réel. Cette estimation est valide pour une période de soixante (60) jours.

Veuillez noter que cette estimation est basée sur les dernières informations que nous avons reçues. Cependant, si la CSEM devait apporter d'autres modifications à la demande ou dans l'éventualité où l'exécution des travaux devait différer de ceux pressentis par Vidéotron, un addenda vous sera émis afin de vous informer de toutes modifications, en plus ou en moins, à la présente estimation.

Si la CSEM est d'accord avec l'estimation, veuillez signer la présente lettre et nous la retourner.

VIDÉOTRON

30 mars 2016

Numéro de projet : ING-071254
Votre référence : 466-8 & 467-8

Pour toute question supplémentaire, n'hésitez pas à communiquer avec Madame Ingrid Corona, gestionnaire de projet, au 514 380-3791 ou par courriel à ingrid.corona@videotron.com. Veuillez cependant adresser toute correspondance à l'attention du soussigné au :

2155 boulevard Pie-IX
2e étage, Bloc A
Montréal Qc H1V 2E4

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.



Mathieu Corriveau
Superviseur, Conception
Ingénierie réseau filaire et bureau de projet
Videotron s.e.n.c.

Par la présente, j'autorise les frais de 593 334,03 $ **incluant les taxes.**

_____ Date : _____

Mathieu Guibord
Chargé de projets
Division Gestion des projets
Commission des services électriques de Montréal

MC/cr

p. j.

c. c. Ingrid Corona

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières

Dossier # : 1160025004

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet du projet de conversion P.I.Q.A. (Programme d'interventions en quartiers anciens) Saint-Gabriel, pour une somme maximale de 593 334,03 $, taxes incluses - Budget P.T.I.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certificat de fonds et de conformité GDD 1160025004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Vinh LUU
Chef comptable
Tél : 514-384-6840 poste 237

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-29

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.06

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1161630004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Norgéreq Ltée pour les travaux de réfection d'enveloppe et divers travaux intérieurs au Centre interculturel Strathearn (2453), situé au 3670-3680, rue Jeanne-Mance, pour une somme maximale de 1 358 291,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5770 - Contrat 14535 - 3 soumissionnaires - Autoriser une dépense 1 521 286,73 $.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 521 286,73 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection d'enveloppe et divers travaux au Centre interculturel Strathearn (2453), situé au 3670-3680, rue Jeanne-Mance à Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

1. d'accorder à Norgéreq Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 358 291,73 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (5770) ;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par la Ville Centre.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-08-31 21:28

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161630004**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Norgéreq Ltée pour les travaux de réfection d'enveloppe et divers travaux intérieurs au Centre interculturel Strathearn (2453), situé au 3670-3680, rue Jeanne-Mance, pour une somme maximale de 1 358 291,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5770 - Contrat 14535 - 3 soumissionnaires - Autoriser une dépense 1 521 286,73 $.

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre interculturel Strathearn a été construit en 1912 par les architectes Nobbs and Hyde pour abriter une école de la Commission des écoles protestantes du Grand Montréal. L'école Strathearn, telle que nommée jusqu'en 1977, a été acquise par la SHDM vers la fin des années 80 afin d'en faire un centre interculturel et ainsi perpétuer la vocation d'accueil, d'intégration des immigrants et de carrefour de la diversité culturelle Montréalaise. Ainsi, le bâtiment a été rénové et transformé en 1990 pour accueillir différents partenaires impliqués dans les domaines de la diversité sociale et de la culture. En 2001, il a été intégré au parc immobilier de la Ville lors des fusions municipales. Cette propriété est située sur un terrain de 1 556 m.c dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal dans le secteur d'intérêt patrimonial ''Mont Sainte-Famille'' à la limite de l'arrondissement historique du Mont-Royal. Actuellement, les suites louées dans l'immeuble sont occupées exclusivement par des partenaires municipaux (16).
Ce bâtiment de 4 étages, d'une superficie brute totale de plus de 4 846 m.c. a été l'objet de peu de travaux majeurs depuis son acquisition par la Ville en 2001. Des infiltrations d'eau sous la toiture de l'appentis arrière et autres signes de détérioration de l'enveloppe ont été relevés. Une équipe de consultants a été mandatée pour l'élaboration du cahier des charges et la réalisation de ces travaux. La planification a été effectuée de concert avec les intervenants en charge des opérations, de l'entretien, les occupants du bâtiment de même que les intervenants de l'arrondissement pour les autorisations réglementaires requises. Les exigences réglementaires ont été satisfaites et les permis requis ont été attribués.

Un appel d'offres public a été lancé sur le SÉAO et une annonce a été publiée dans Le Devoir le 28 juin dernier. Cet appel d'offres a laissé aux soumissionnaires un délai de 21 jours afin d'obtenir les documents nécessaires, effectuer la visite des lieux, l'étude des documents et déposer leurs soumissions. La validité des soumissions est pour une période de 120 jours à partir de la date de dépôt des soumissions le 18 juillet 2016. Durant cet appel d'offres, peu de questions ont été soulevés et un seul addenda a été émis :

- Addenda 1, 12 juillet 2016 : Précisions concernant les instructions à suivre pour les dénonciations.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG07 0295 - 30 août 2007 - Le Conseil d'agglomération accordait un contrat de services professionnels à l'équipe formée par Riopel + Associés, architectes, Nacev Consultant inc. en génie mécanique et électrique et à Pasquin St-Jean et associés, experts-conseils en structure et génie civil, pour la réalisation de projets de protection de bâtiments corporatifs - Dépense totale de 500 000,00 $ taxes incluses - Appel d'offres public 07-10398 (7 soum.) et approuvait un projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Norgéreq Ltée, le plus bas soumissionnaire conforme, pour les travaux de réfection d'enveloppe et divers travaux intérieurs pour améliorer le niveau de sécurité du bâtiment au Centre Strathearn situé au 3670-3680 Jeanne-Mance à Montréal. Ces travaux comprennent les éléments suivants, sans s'y restreindre :

- Restauration des portes d'entrées principales ;
- Remplacement des portes des cages d'escalier avant par des portes en bois ;
- Remplacement des portes extérieures en métal au périmètre du bâtiment ;
- Réfection de la toiture de l'appentis arrière de l'édifice ;
- Restauration des garde-corps, couronnant la toiture de l'appentis arrière, et de l'escalier d'issue du 2e étage ;
- Réfection des finis de crépi de ciment au périmètre de l'édifice (côté sud, ouest et nord) ;
- Travaux d'enlèvement des matières contenant de l'amiante notamment dans le revêtement de crépi du mur nord ;
- Réfection majeure du mur nord incluant des travaux de structure et une interprétation historique de la façade (maçonnerie, crépi et parapet) ;
- Installation d'un panneau d'appel programmable pour le contrôle d'accès au bâtiment ;
- Installation de garde-corps au sommet des cages d'escalier pour limiter les accès aux espaces dissimulées ;
- Divers travaux de réfection de la maçonnerie au périmètre du bâtiment :

Les preneurs de cahier de charges sont :

1. Beacon Roofing Supplies,
2. L'Association patronale des entreprises en construction du Québec (APECQ) ;
3. Afcor Construction inc.,
4. Développement Atrium inc.,
5. Norgéreq Ltée et,
6. Procova inc.

Les preneurs de cahier de charges qui ont remis une soumission sont :

1. Développement Atrium inc. ;
2. Norgéreq Ltée ;
3. Procova inc. ;

JUSTIFICATION

Il y a eu 6 preneurs du cahier des charges dont 3 ont remis une soumission. Parmi les preneurs mentionnés dans la description ci-dessus, le premier est sous-traitant ce qui

explique l'absence d'offre déposée à la Ville. Quant à L'APECQ, c'est une association offrant un service de salle de plan à ses membres pour la préparation des soumissions de sous-traitant. Tous les autres sont des entrepreneurs généraux (4). La soumission déposée par Développement Atrium inc. (1 119 145,18 $) n'était pas signé, ni accompagnée d'une résolution autorisant le signataire malgré qu'il s'agisse d'une compagnie incorporée. Cette soumission a donc été déclarée non conforme.
Les deux autres soumissionnaires sont conformes. L'analyse des soumissions n'a révélé aucune erreur significative dans les calculs au bordereau pouvant entraîner des vérifications supplémentaires (voir l'analyse de conformité des consultants en pièces jointes).

Firmes soumissionnaires (Résultat vérifié de l'appel d'offres)	Prix de base (tx. inc.)	Contingences (tx inc.)	Total (tx inc.)
Norgéreq Ltée	1 181 123,24 $	177 168,49 $	1 358 291,73 $
Procova inc.	1 232 532,00 $	184 879,80 $	1 417 411,80 $
Dernière estimation réalisée	1 478 625,78 $	221 793,87 $	1 700 419,64 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			1 387 851,76 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			2,2 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			59 120,07 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			4,4 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 342 127,91 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 20 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			59 120,07 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			4,4 %

Les montants des soumissions reçues comprennent les contingences et les taxes applicables en vigueur.

L'écart entre les deux soumissions déposées est de 4,4 %. L'écart entre l'évaluation des consultants et la plus basse soumission est de 20 %. En l'absence d'une troisième soumission déposée, la comparaison des résultats de l'appel d'offres avec l'évaluation des consultants est moins significative et présente celle-ci comme étant très conservatrice dans son approche. Une troisième soumission conforme auraient permis d'établir une meilleure base de comparaison, de mieux situer la position du coût moyen (son écart) par rapport aux soumissions déposées et à l'estimation des consultants.

L'analyse du résultat des soumissions par les consultants en comparaison avec leur évaluation des coûts souligne des écarts dont notamment avec les travaux de l'aménagement de l'emplacement (-69%), de maçonnerie (- 32 %), d'enlèvement de l'amiante (-49 %) et des portes et fenêtres (- 13 %). Toutefois, pour ces derniers chapitres

(portes fenêtres et amiante), le marché est actuellement très favorable et une baisse significative des prix a été constatée dans plusieurs projets avec différentes compagnies de construction. Ces projets ont été réalisés sans problème. D'autres part, les deux soumissionnaires au dossier ont déjà réalisés plusieurs contrats pour la Ville, l'évaluation des travaux réalisés est bonne dans les deux cas et le contexte général relatif à l'administration des dossiers n'est pas particulièrement problématique.

En définitive, l'analyse du dossier démontre que les soumissions reçues sont très compétitives, qu'une surveillance particulière devra être exercée sur les travaux au bordereau présentant des écarts substantiels. L'analyse des soumissions par les professionnels au dossier démontre que Norgéreq Ltée est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent donc d'octroyer le contrat à cette firme (voir la recommandation en pièces jointes).

L'adjudicataire recommandé ne figure pas sur la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec, ni sur le registre des entreprises non admissibles (RENA). La firme Norgéreq ltée détient une attestation de l'AMF, bien que ce ne soit pas requis dans le cadre de ce contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 1 521 286,73 $, taxes incluses, avant ristourne. Ces travaux sont prévus au programme de protection du PTI 2016-2018 du Service de la gestion et de la planification immobilière.
Les contingences de 15 % (177 168,49 $, taxes incluses) serviront à couvrir des imprévus qui pourraient survenir en cours de chantier.

Les incidences spécifiques de 6 % (81 497,50 $, taxes incluses) serviront à couvrir les dépenses connexes au chantier pour des frais de laboratoire (expertise, surveillance technique supplémentaire des matériaux et conditions, etc.). Un budget de dépenses incidentes générales de 6 % est également prévu au montant de 81 497,50 $ taxes incluses. Le budget total des dépenses incidentes est de 162 995,00 $ taxes incluses.

Le dépense totale maximale du projet de 1 521 286,73 $ sera assumé comme suit :

Service de la gestion et de la planification immobilière :

La part du projet 66030 - «Programme de protection des bâtiments administratifs et commerciaux» est de 1 521 286,73 $ taxes incluses et la totalité du montant sera financé par le règlement d’emprunt de compétence municipale 15-006».

Centre Strathearn	2016	2017	2018	Total
Travaux / Contrat 14535	400	1 072	50	1 522

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet se conformera à la Politique de développement durable de la Ville et appliquera les directives écologiques en vigueur. Lorsque cela est possible et pertinent, les travaux sont planifiés pour réduire les impacts sur l'environnement .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard dans l'octroi du contrat signifierait un retard dans la livraison des travaux et pourrait entraîner des dépenses supplémentaires pour les conditions d'hiver. Cette situation aurait également un impact sur les interventions subséquentes prévues sur cet immeuble notamment sur un projet de murale urbaine prévu en 2017.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise. Les directives sur l'habillage de chantier sont incluses dans le projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La durée des travaux sera de 317 jours de calendrier (incluant les jours fériés et les vacances de la construction).
Décision du CM : 26 septembre 2016
Réalisation des travaux : Octobre 2016 à juillet 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Françoise TURGEON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gina TREMBLAY, Service de la culture
Patrice ALLARD, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Patrice ALLARD, 12 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-08-12
Marc FERLAND Gestionnaire immobilier, architecte p.a. Leed BD+C	Normand GIRARD Chef de division / Gestion de projets immobiliers
Tél : 872-3782	**Tél :** 514 872-7853

Télécop. : 280-3597 **Télécop. :** 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Normand GIRARD
Chef de division
Tél : 514 872-7853

En remplacement de Mme Sophie Lalonde,
Directrice, Direction de la Gestion des projets immobiliers, SGPI.
(Vacances du 18 août au 9 septembre 2016)

Approuvé le : 2016-08-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049

Approuvé le : 2016-08-30

Montréal, le 10 août 2016

Monsieur Marc Ferland, Gestionnaire immobilier
Gestion et planification de projets
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Projet : **Centre Strathearn (2453)**
Réfection d'enveloppe et divers travaux
Mandat : 17669-2-001
Contrat : 14535
N/D : MTL-14-2440

Objet : **Soumission no. 5770 – Analyse de conformité des soumissions – Rev.1**

Monsieur,

Suite à l'ouverture des soumissions le 18 juillet 2016 à 14h00 pour le projet mentionné en titre, trois (3) soumissions ont été déposées. Nous avons procédé à l'examen des trois (3) soumissions reçues pour juger de leur conformité aux documents de l'appel d'offre. Vous trouverez ci-dessous le résultat des trois soumissionnaires, les montants incluent les taxes et les contingences de 15%.

	Firmes	Prix soumis	Statut
▪	Développement Atrium Inc.	1 191 866,87 $	Non Conforme
▪	**Norgéreq Ltée.**	**1 358 291,73 $**	**Conforme – Dérogation mineure**
▪	Procova Inc.	1 417 411,80 $	Conforme – Dérogation mineure

Nous avons examiné les documents des trois soumissions et plus particulièrement ceux des deux plus bas soumissionnaires, soit **Développement Atrium Inc.** et **Norgéreq Ltée.** Dans la soumission déposée par Développement Atrium Inc., nous remarquons deux défauts principaux, qu'après consultation avec vous, nous mènent à déclarer cette soumission « non conforme », soit à cause de l'absence de signature et de l'absence de résolution des actionnaires.

La soumission présentée par le deuxième plus bas soumissionnaire, Norgéreq Ltée., contient des défauts mineurs qui peuvent être dérogés ou corrigés par la Ville et qu'à notre avis, n'entrainent pas le rejet de la soumission (voir formulaire Analyse de conformité des soumissions ACS-Rev. 2014-05-22 ci-joint), par conséquence, la soumission de **Norgéreq Ltée.** nous apparait conforme aux documents d'appel d'offres public no. 5770.

Le prix déposé par Norgéreq Ltée. est 20,36 % inférieur à l'estimation des professionnels de 1 705 454,63 $ (taxes et contingences incluses). Le différentiel se situe particulièrement au niveau des chapitres suivants : chapitre 01-Charges générales, 02-Aménagement de l'emplacement et travaux de désamiantage, chapitre 04-Maçonnerie, 05-Métaux, chapitre 06-Bois et plastique, chapitre 09-Revêtements de finition, chapitre 15-Mécanique, chapitre 16- Électricité et aux Travaux de Structure. L'écart par rapport à la soumission des professionnels peut s'expliquer par la compréhension de l'entrepreneur quant à l'organisation du chantier, par son choix des méthodes de réalisation des travaux de démolition et des méthodes de réfection dans l'objectif de minimiser les coûts.

Avant d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, **Norgéreq Ltée.**, nous vous recommandons de demander à ce dernier de fournir la « déclaration de qualification du sous-entrepreneur en maçonnerie » dûment signée, de ventiler les montants du formulaire de soumission indiqués comme « inclus » et de valider avec lui qu'il a bien compris la portée des travaux lors de la préparation de sa soumission et qu'il est confiant de pouvoir compléter correctement tous les travaux décrits aux plans et devis des toutes les disciplines impliquées et plus particulièrement les travaux reliés aux fascicules 02-111, 02-8200, 04-050, 04-922, 04-923 et 05-500, ainsi que ceux reliés aux chapitres 15-Mécanique, 16-Électricité et Travaux de Structure.

Espérant le tout conforme et à votre satisfaction, veuillez agréer, Monsieur Ferland, nos salutations distinguées.

Ernesto Delgado, architecte

p.j. : - Fiche « Analyse de conformité des soumissions »
- Tableau comparatif des soumissions
- Analyses et recommandations des ingénieurs-conseils

RIOPEL DION ST-MARTIN INC. | 777 RUE DE LA COMMUNE O. SUITE 400 | MONTRÉAL | QUÉBEC | H3C 1Y1 | T. 514.521.2138 | F. 514.521.2139

RIOPEL+ASSOCIÉS ARCHITECTES

Montréal

CHANTIER

Services institutionnels
Gestion et planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

SOUMISSION NO : 5770

ANALYSE DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Date (a-m-j) : 2016 - 08 - 10

Contrat :	Mandat :	Bâtiment :
14535	17669-2-001	2453

Titre

Centre Strathearn - Réfection d'enveloppe et divers travaux

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	Développement Atrium Inc.	1 119 145,18 $	NON CONFORME

DÉFAUT

- [x] soumission non signée
- [ ] liste des addenda incomplète
- [ ] garantie de soumission — [ ] non conforme [ ] manquante
- [ ] licence de la Régie du bâtiment — [ ] non conforme [ ] manquante [ ] reçue après l'ouverture
- [ ] attestation fiscale — [ ] non conforme [ ] manquante [ ] reçue après l'ouverture
- [x] erreur de calcul — [ ] non conforme [ ] majeure [ ] mineure, corrigée par Ville
- [ ] montant non ventilé tel que prescrit — [ ] non conforme [ ] majeur [ ] mineur
- [ ] déclaration de liens d'affaires — [ ] affirmative [ ] manquante [ ] reçue après l'ouverture
- [ ] déclaration de conflit d'intérêts — [ ] affirmative [ ] manquante [ ] reçue après l'ouverture
- [ ] déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — [ ] affirmative [ ] manquante [ ] reçue après l'ouverture

Commentaire : Autres défauts:
- Résolution des actionnaires est absente.
- Déclaration de qualification du sous-entrepreneur et fabricant des portes d'époque en bois est absente.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
2	Norgéreq Ltée.	1 358 291,73 $	DÉROGATION MINEURE

DÉFAUT

- [ ] soumission non signée
- [ ] liste des addenda incomplète
- [ ] garantie de soumission — [ ] non conforme [ ] manquante
- [ ] licence de la Régie du bâtiment — [ ] non conforme [ ] manquante [ ] reçue après l'ouverture
- [ ] attestation fiscale — [ ] non conforme [ ] manquante [ ] reçue après l'ouverture
- [x] erreur de calcul — [ ] non conforme [ ] majeure [x] mineure, corrigée par Ville
- [x] montant non ventilé tel que prescrit — [ ] non conforme [ ] majeur [x] mineur
- [ ] déclaration de liens d'affaires — [ ] affirmative [ ] manquante [ ] reçue après l'ouverture
- [ ] déclaration de conflit d'intérêts — [ ] affirmative [ ] manquante [ ] reçue après l'ouverture
- [ ] déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — [ ] affirmative [ ] manquante [ ] reçue après l'ouverture

Commentaire : Autres défauts:
- Déclaration de qualification du sous-entrepreneur en maçonnerie non signée (page 30 de 33 du fascicule 01-000). L'Entrepreneur devra soumettre le formulaire signé avant l'octroi du contrat.
- Formulaire de soumission page 5 de 8, les montants aux fascicules 02-8200, 07-213, 07-520, 07-620, 08-892, 09-111, 15-260 et 23-0548 ne sont pas ventilés comme prescrit. (mention inclus). La Ville peut demander à l'Entrepreneur de ventiler ces items avant l'octroi du contrat en conformité à l'article 1.3 du Fascicule 01-000.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
3	Procova Inc.	1 417 411,80 $	DÉROGATION MINEURE

DÉFAUT

- [ ] soumission non signée
- [ ] liste des addenda incomplète
- [ ] garantie de soumission — [ ] non conforme [ ] manquante
- [ ] licence de la Régie du bâtiment — [ ] non conforme [ ] manquante [ ] reçue après l'ouverture
- [ ] attestation fiscale — [ ] non conforme [ ] manquante [ ] reçue après l'ouverture
- [ ] erreur de calcul — [ ] non conforme [ ] majeure [ ] mineure, corrigée par Ville
- [ ] montant non ventilé tel que prescrit — [ ] non conforme [ ] majeur [ ] mineur
- [ ] déclaration de liens d'affaires — [ ] affirmative [ ] manquante [ ] reçue après l'ouverture
- [ ] déclaration de conflit d'intérêts — [ ] affirmative [ ] manquante [ ] reçue après l'ouverture
- [ ] déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — [ ] affirmative [ ] manquante [ ] reçue après l'ouverture

Commentaire : Autres défauts:
- Déclaration de qualification du sous-entrepreneur manufacturier et du sous-entrepreneur installateur des portes d'époque en bois non signée (page 33 de 33 du fascicule 01-000). L'Entrepreneur devra soumettre le formulaire signé avant l'octroi du contrat.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
4	nil	_____$	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

5	nil	_____$	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

6	nil	_____$	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

+	autres soumissions, au-delà des 6 premières	_____$ plus haute soumission	voir statistiques ci-après

conformes : non conformes : en dérogation majeure : en dérogation mineure :

Signature

Firme : Riopel, Dion, St-Martin Inc.

Fonction : Architecte nom : Ernesto Delgado

BEAUDOIN HURENS

Le 9 août 2016

Monsieur Ernesto Delgado, M. Arch
Riopel + Associés architectes
777, rue de la Commune O, suite 400
Montréal (Québec) H3C 1Y1

✉ edelgado@riopel-associes.com

Projet : **Centre Strathearn**
Réfection d'enveloppe et divers travaux

Objet : **Recommandation d'octroi de contrat – Items en structure révision 1**

N/dossier : **P10318-04**

Monsieur,

À la suite de l'ouverture des soumissions qui a eu lieu le 18 juillet 2016 dans le cadre du projet de de réfection d'enveloppe et divers travaux au Centre Strathearn, nous avons procédé à l'analyse des items de structure des soumissions déposées. Le tableau suivant montre une comparaison des prix des items des sous-traitants d'acier et des autres items.

Items	Développement Atrium inc.	Norgéreq inc.	Procova inc.	Estimation Beaudoin Hurens
Support latéraux	5 000	41 460$	45 800$	7 500$
Renfort en C	45 000$	40 000$	45 800$	65 000$
Structure de support	15 000$	100 000$	45 800$	29 300$
Total sous-traitant acier	65 000$	181 460$	137 400$	101 800 $
Démolition	2 000$	2 000$	1 000$	3 500$
Excavation et remblai	2 000$	2 000$	7 800$	6 000$
Béton, armature et coffrage	2 000$	8 500$	13 300$	3 000$
Réparation de colonnes	10 000$	3 000$	8 000$	7 200$
TOTAL	**81 000$**	**196 960$**	**167 500$**	**121 500$**

Note : Développement Atrium inc a été jugé non-conforme par la ville de Montréal.

Bien que le prix de structure du plus bas soumissionnaire soit 30% moins cher que notre estimation, nous croyons qu'il est plus représentatif que les deux autres soumissionnaires. La différence observée entre les soumissionnaires se retrouve dans le prix de leur sous-traitant d'acier. Les deux autres soumissionnaires présentent des prix de sous-traitants d'acier plus élevés. Cependant, le soumissionnaire « Développement Atrium inc. » a été jugé non conforme par les représentants de la Ville de Montréal.

Le deuxième soumissionnaire a un prix élevé pour l'item « Structure de support ». Cet item est trois fois plus élevé que l'estimation de Beaudoin Hurens et deux fois plus élevée que le troisième soumissionnaire.

Suite à l'analyse de la soumission du plus bas soumissionnaire conforme, nous recommandons de questionner le soumissionnaire « Norgéreq inc. » concernant la représentativité de son coût pour l'item « Structure de support ». Une fois cette différence à l'item du bordereau réglé, vous pourrez octroyer le contrat à Norgereq inc.

Compagnie	Soumission
Développement Atrium inc.	81 000$
Norgéreq inc.	196 960 $
Procova inc.	167 500$
Estimation Beaudoin Hurens	121 500$

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Marc Haineault, ing.

\\zeus\projets\10300-10399\10318-04\structure\fichiers sources\correspondances (i)\lettres\e. delgado_2016-07-21_lettre de recommandation soumission.doc

BEAUDOIN HURENS

Le 10 août 2016

Monsieur Ernesto Delgado, architecte
Riopel + Associés Architectes
777, rue de la Commune Ouest, suite 400
Montréal (Québec) H3C 1Y1

☎ (514) 521-2138 poste 244
✉ edelgado@riopel-associes.com

Projet : **Ville de Montréal / Centre Strathearn – Réfection d'enveloppe et divers travaux**
Soumission : 5770 / Contrat : 14535 / Mandat : 17669-2-001

Objet : **Recommandation de soumission-rev.**

N/Dossier : **M9898-01**

Monsieur,

La présente fait suite à la réception des soumissions en mécanique et électricité, relativement au projet en titre.

Pour les travaux mécaniques, nous avions estimé le projet à 9 950,00 $. Les trois (3) soumissions reçues présentent des montants de 7 000,00 $, 21 500,00 $ et de 3 200,00 $. Il est difficile d'établir un diagnostic sur ces trois (3) montants, car selon ces montants il n'y avait pas lieu de déposer les soumissions au Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ). Alors les entrepreneurs généraux peuvent recevoir des prix de différents sous-traitants qui ne sont pas les même pour tous. De plus l'entrepreneur général peut également négocier le prix et modifier la portée des travaux en ajoutant ou enlevant certains travaux du sous-traitant concerné.

À ce qui a trait aux travaux d'électricité, notre estimation se chiffrait à 33 350,00 $ et le montant soumis est de 18 000,00 $. Nous n'avons pas d'autres montants comparatifs car il s'agit d'une spécialité qui doit acheminer sa soumission au Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ). Cela représente donc le prix le plus bas déposé et les entrepreneurs généraux sont tenus de retenir cette proposition. Nous croyons cette proposition faible mais cela fait partie des règles de soumission.

Nous recommandons donc d'accepter ces montants dans le cadre du présent appel d'offres. Cependant nous aimerions recevoir la ventilation des coûts de mécanique de la soumission de Norgéreq selon la demande du bordereau de soumission

Acceptez, Monsieur Delgado, nos salutations distinguées.

Beaudoin Hurens

Réjean Savard, M.Sc., MBA, M.Ing.
Directeur de projet et du développement

LE GROUPE GESFOR POIRIER, PINCHIN

La FORCE en GÉNIE-CONSEIL

Montréal, le 9 août 2016

Madame Sylvie St-Martin
Riopel, Dion, St-Martin inc.
777, rue de la Commune Ouest, bur. 400
Montréal (Québec) H3C 1Y1

Nº de projet Gesfor : M04-26375

OBJET : ANALYSE DES SOUMISSIONS RÉV02 – Réfection d'enveloppe et divers travaux; Centre interculturel Strathearn (2453)

Madame St-Martin,

En raison de la non-conformité de la soumission du plus bas soumissionnaire, nous vous retransmettons notre évaluation des soumissions dans le cadre du projet Réfection d'enveloppe et divers travaux devant avoir lieu au Centre interculturel Strathearn, sis au 3670 à 3680, rue Jeanne-Mance, Montréal (Québec).

APPEL D'OFFRES

Pour cet appel d'offres public, les soumissionnaires ont établi leur prix de soumission en se fondant sur les documents d'appel d'offres émis par Riopel, Dion, St-Martin inc. Ces documents incluent les travaux en condition Amiante décris dans les sections de devis Généralités, Faible, Modéré, Élevé que nous avons rédigées.

ÉVALUATIONS ET RECOMMANDATIONS

Voici un tableau de synthèse des prix fournis par les soumissionnaires pour la section des travaux de désamiantage :

SOUMISSIONNAIRE	PRIX SOUMIS (CHAPITRE 02- DÉSAMIANTAGE)
Développement Atrium inc.	Non-conforme (20 000,00 $)
Norgérec Ltée	30 501,00 $
Procova Inc.	30 980,00 $

Le prix fourni par Développement Atrium Inc. était très bas, soit 20 000,00 $. Comme ce soumissionnaire est maintenant disqualifié, le prochain soumissionnaire en lisse Norgérec Ltée a une soumission plus réaliste de 30 501,00 $ comparativement à l'estimé budgétaire qui était de 56 000,00$.

Les prix inscrits dans les soumissions pour l'item de la ventilation attribué aux travaux de désamiantage sont tout de même très bas. Il est possible par contre qu'une partie des travaux soit inclus dans une autre section de la soumission. Une grande partie des coûts de l'étude budgétaire est attribué aux préparatifs de chantier qui est exécuté sans condition Amiante alors il est probable que cette partie aille été inclue dans un autre chapitre.

Malgré que Norgérec Ltée aille une soumission plus approchée de l'estimé budgétaire des travaux, il serait tout de même plus prudent de demander à l'entrepreneur sa méthode de travail afin de s'assurer qu'il a bien compris la portée des travaux et les conditions de chantier.

Il faut comprendre que les soumissions des travaux en condition amiante varient énormément selon la disponibilité de la main d'œuvre ou en raison de l'effet de concurrence. Il est possible aussi que les prix soumis soient directement liés à ces raisons.

Enfin, les documents contractuels spécifient que d'autres documents doivent être soumis avant le début des travaux. Nous vous recommandons de vous assurer que l'entrepreneur fournit tous les documents demandés dans la section de devis 1.11 Documents à soumettre, notamment l'assurance Responsabilité civile ne comportant aucune exclusion ni restriction pour les travaux de désamiantage.

Pour de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Espérant le tout à votre entière satisfaction, nous vous prions d'agréer, Madame St-Martin l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Vincent Soulière, ing.
Chargé de projets
Amiante et matières dangereuses

Pour

Mélanie Ratté, ing.
Chargée de projets
Amiante et matières dangereuses

© Le Groupe Gesfor Poirier, Pinchin inc.

SGPI

Direction :
Gestion des projets immobiliers

Division :
Projets Corporatifs

Projet : Centre interculturel Strathearn (2453) - Appel d'offres 5770
Description : Contrat 14535 - Réfection d'enveloppe et divers travaux

					Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Chapitre:	**Travaux forfaitaires**		**%**	**$**					
			0,0%						
0	00 / Conditions générales		15,2%	156 301,01					
1	01 / Charges particulières		0,4%	4 500,00					
2	02 / Amén. de l'emplacement		6,8%	70 151,00					
3	04 / Maçonnerie		17,5%	180 000,00					
4	05 / Métaux		2,0%	20 300,00					
5	06 / Bois et plastique		4,3%	44 000,00					
6	07/ Isolation et étanchéité		14,7%	151 125,00					
7	08 / Portes et fenêtres		11,2%	115 450,00					
8	09 / Revêtement de finition		4,8%	49 000,00					
9	15 / Mécanique		2,1%	21 500,00					
10	16 / Électricité		1,8%	18 000,00					
12	Travaux de structure		19,2%	196 960,00					
15			0,0%	0,00					
16			0,0%	0,00					
	Sous-total :		100,0%	**1 027 287,01**	**51 364,35**		**102 471,88**		**1 181 123,24**
			0,0%	0,00	0,00		0,00		0,00
	Contingences		15,0%	154 093,05	7 704,65		15 370,78		177 168,49
	Total - Contrat :			**1 181 380,06**	**59 069,00**		**117 842,66**		**1 358 291,73**
Incidences:	Dépenses générales		6,0%	70 882,80					
	Dépenses spécifiques		6,0%	70 882,80					
	Total - Incidences :		15,0%	**141 765,61**	**7 088,28**		**14 141,12**		**162 995,01**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)			**1 323 145,67**	**66 157,28**		**131 983,78**		**1 521 286,73**
Ristournes:	Tps	100,00%			66 157,28				66 157,28
	Tvq	50,0%					65 991,89		65 991,89
	Coût après rist. (Montant à emprunter)			**1 323 145,67**	**0,00**		**65 991,89**		**1 389 137,56**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161630004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à Norgéreq Ltée pour les travaux de réfection d'enveloppe et divers travaux intérieurs au Centre interculturel Strathearn (2453), situé au 3670-3680, rue Jeanne-Mance, pour une somme maximale de 1 358 291,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5770 - Contrat 14535 - 3 soumissionnaires - Autoriser une dépense 1 521 286,73 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1161630004 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Françoise TURGEON
Conseillère analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-872-0946

Co-auteur
Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste
Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service HDV
Tél 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-29

Michel T TREMBLAY
Conseiller en gestion des ressources financières- C/E
Tél : 514 872-0470

Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.07

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1160025005

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion P.I.Q.A. (Programme d'interventions en quartiers anciens) Centre, pour une somme maximale de 899 864,27 $, taxes incluses - Budget P.T.I.

Il est recommandé:
1- d'accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron s.e.n.c. pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion P.I.Q.A. Centre, pour une somme maximale de 899 864,27 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

3- d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer tous les documents requis pour et au nom de la Ville.

.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2016-08-29 08:39

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160025005**

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion P.I.Q.A. (Programme d'interventions en quartiers anciens) Centre, pour une somme maximale de 899 864,27 $, taxes incluses - Budget P.T.I.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2000, la CSEM s'est vu confier la gestion des ententes concernant certaines modalités des réseaux câblés entre la Ville de Montréal et les usagers possédant des câbles aériens présents dans les poteaux sur rue. Pour ce, elle est dotée d'un plan qui tient compte des prévisions budgétaires et de la capacité de réalisation de ses partenaires. Le projet du P.I.Q.A. (Programme d'interventions en quartiers anciens) Centre, prévue à l'entente 83-89, vise à faire le déplacement hors rue et l'enfouissement des réseaux câblés aériens et existants.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1282 - 17 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron, pour réaliser les travaux de démantèlement de leur réseau câblé aérien. Ces travaux visent l'enfouissement du réseau câblé par Vidéotron s.e.n.c. dans des structures existantes et à construire de la CSEM dans le secteur du P.I.Q.A. Centre dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

JUSTIFICATION

Ce contrat d'exécution de travaux doit être accordé de gré à gré, puisqu'il s'agit de travaux de nature exclusive que Vidéotron doit réaliser sur son réseau. Les travaux seront payés selon les coûts réels facturés avec factures à l'appui. La CSEM a validé l'estimation de Vidéotron en comparant les coûts à d'autres projets de nature similaire et en validant les quantités de câbles et d’équipements à démanteler.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense de 899 864,27 $, taxes incluses.

Les crédits sont prévus en 2016 au PTI 2016-2018 dans le projet «69900 - Conversion - Enfouissement des fils». (No d'imputation: 6101.7716041.802400.06819.57201.000000.0000.164453.000000.19520.0000)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet contribue à une meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Projet qui débutera au cours de l'année 2016 et qui se terminera au cours de l'année 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières (Vinh LUU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles G - Ext GAUDET
Directeur STI-Planification

Tél : 514-384-6840 poste 244
Télécop. : 514-384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-22

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

INGÉNIERIE GRAND MONTRÉAL
2155 BOUL PIE IX
MONTRÉAL, QUÉBEC
H1V 2E4

Groupe Ingénierie: Montréal

DESCRIPTION DU PROJET

Date de conception :	2009-05-06		
Concepteur:	DANIEL RAJOTTE	Superviseur :	Mathieu Corriveau
Localisation des travaux :	Port-Royal Est		
Description des travaux :	Projet PIQA-Centre à Pointe-St-Charles - Projet d'enfouissement du réseau aérien avant-lot dans le quadrilatère des rues de Condé, Mullins, Island et Richardson. Déplacement du réseau en souterrain (35%) et en arrière-lot (65%). Re-segmentation des cellules existantes et création de 7 nouvelles cellules, 2185 portes impactées		

ESTIMATION DES COÛTS

NATURE DU PROJET :	ING Réarr.-Externes Majeurs
GENRE DU PROJET :	2022
DEMANDEUR :	Marlène Salgues, ing.
MUNICIPALITÉ :	Montréal
NO DE PROJET :	ING-069910
SECTEUR :	CF Câble
ÂGE MOYEN DES INSTALLATIONS EN PLACE :	7
DISTANCE DU RÉSEAU À REMPLACER (MÈTRES):	3875

Type de facturation
Client externe

SOMMAIRE DES COÛTS

		Nb. d'heure coût estimé	COÛT ESTIMÉ POUR FACT.	% FACTURABLE AU DEMANDEUR	COÛT ESTIMÉ FACTURABLE	COÛT SUPPORTÉ PAR VIDÉOTRON
1	Ingénierie du réseau de télécom. - interne	1 516,4	291 148,80 $	50%	145 574,40 $	145 574,40 $
2	Ingénierie civile	36,4	6 988,80 $	50%	3 494,40 $	3 494,40 $
3	Gestion C.C.	30,7	5 890,56 $	50%	2 945,28 $	2 945,28 $
4	Constitution réseau TDL	27,9	5 356,80 $	50%	2 678,40 $	2 678,40 $
5	Acquisition des servitudes / droits de passage		18 754,20 $	50%	9 377,10 $	9 377,10 $
6	Constitution du nouveau réseau de télécom - interne	2 366,4	395 180,45 $	50%	197 590,23 $	197 590,23 $
7	Constitution du nouveau réseau de télécom - externe		- $		- $	- $
8	Constitution des ouvrages civils		- $		- $	- $
9	Coût des matériaux du réseau télécom		135 647,36 $	0%	- $	135 647,36 $
10	Frais de signalisation routière		11 714,00 $	50%	5 857,00 $	5 857,00 $
11	Frais exigés par les entreprises de services publics		- $		- $	- $
12	Démentellement de réseau	160,5	26 805,17 $	100%	26 805,17 $	- $
13	Transfert d'attaches	1 966,5	328 405,50 $	100%	328 405,50 $	- $
14	Valeur résiduelle du réseau en place		119 866,67 $	50%	59 933,33 $	59 933,33 $
	COÛT TOTAL		1 345 758,31 $		782 660,81 $	563 097,50 $

APPROBATIONS

PRÉPARÉ PAR : _____ DATE : _____
(concepteur)

APPROUVÉ PAR : _____ DATE : 2016.03.30 09:19:10 -04'00'
Mathieu Corriveau

APPROUVÉ PAR : _____ DATE : _____
Signature numérique de Alain Hamel
Date : 2016.03.30 12:19:52 -04'00'
Alain Hamel

VIDÉOTRON

Montréal, le 30 mars 2016

Madame Marlène Salgues, ing.
Chargée de projets
Commission des services électriques de Montréal
75, rue Port-Royal Bureau 610
Montréal (Québec) H3L 3T1

Numéro de projet : ING-069910

Objet : Enfouissement du réseau
P.I.Q.A Centre à Pointe Saint-Charles

Madame,

Pour faire suite à votre récente demande concernant le déplacement de réseau, veuillez trouver ci-jointe **l'estimation budgétaire révisée** des coûts que Vidéotron s.e.n.c. devra encourir relativement au projet mentionné en rubrique. Ces coûts s'élèvent au montant de 782 660,81 $ **excluant les taxes**. Il est cependant entendu que le demandeur sera facturé au coût réel. Cette estimation est valide pour une période de soixante (60) jours.

Veuillez noter que cette estimation est basée sur les dernières informations que nous avons reçues. Cependant, si la CSEM devait apporter d'autres modifications à la demande ou dans l'éventualité où l'exécution des travaux devait différer de ceux pressentis par Vidéotron, un addenda vous sera émis afin de vous informer de toutes modifications, en plus ou en moins, à la présente estimation.

Si la CSEM est d'accord avec l'estimation, veuillez signer la présente lettre et nous la retourner.

VIDÉOTRON

30 mars 2016

Numéro de projet : ING-069910
Votre référence : 20101019

Pour toute question supplémentaire, n'hésitez pas à communiquer avec Madame Ingrid Corona, gestionnaire de projet, au 514 380-3791 ou par courriel à ingrid.corona@videotron.com. Veuillez cependant adresser toute correspondance à l'attention du soussigné au :

2155 boulevard Pie-IX
2e étage, Bloc A
Montréal Qc H1V 2E4

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.



Mathieu Corriveau
Superviseur, Conception
Ingénierie réseau filaire et bureau de projet
Videotron s.e.n.c.

Par la présente, j'autorise les frais de 899 864,27 $ **incluant les taxes.**

_____ Date : _____

Marlène Salgues, ing.
Chargée de projets
Commission des services électriques de Montréal

MC/cr

p. j.

c. c. Ingrid Corona

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Division de l'administration des ressources humaines et financières

Dossier # : 1160025005

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de conversion P.I.Q.A. (Programme d'interventions en quartiers anciens) Centre, pour une somme maximale de 899 864,27 $, taxes incluses - Budget P.T.I.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



Certificat de fonds et de conformité GDD 1160025005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Vinh LUU
Chef comptable
Tél : 514-384-6840 poste 237

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-29

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.08

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1167409001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour la réalisation des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Notre-Dame et le chemin Côte St-Paul. Dépense totale de 660 079,32$ taxes incluses (contrat: 573 982,16$ +incidences: 86 097,32$) - Appel d'offres public 221302 - 8 soumissionnaires.

Il est recommandé de:

1. d'autoriser une dépense de 660 079,32$, taxes incluses, pour des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Notre-Dame et le chemin Côte St-Paul, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à Eurovia Québec Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission soit pour une somme maximale de 573 982,16$ taxes incluses conformément au document de l'appel d'offres public 221302.
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-09-06 09:42

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167409001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour la réalisation des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Notre-Dame et le chemin Côte St-Paul. Dépense totale de 660 079,32$ taxes incluses (contrat: 573 982,16$ +incidences: 86 097,32$) - Appel d'offres public 221302 - 8 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de réfection de l'échangeur Turcot par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'électrification des transports (MTMDET) est en cours et devrait se terminer en 2020. Il vise la construction de quatre échangeurs, totalisant plus de 145 km de voies routières. Plus de 300 000 véhicules et camions le traversent à chaque jour. Plusieurs bretelles et voies de circulation sur le réseau supérieur seront fermées pour permettre leur reconstruction. La circulation est alors détournée sur le réseau artériel municipal (chemin de détour).
Déjà, plusieurs artères enregistrent une augmentation substantielle de la circulation. Il importe pour la Ville de Montréal de s'assurer que ces voies puissent accueillir ce volume de circulation tout en assurant la sécurité des usagers.

Au cours des trois prochaines années, les rues Notre-Dame et Côte-Saint-Paul seront utilisées comme chemin de détour au projet Turcot et comme voie de camionnage pour l'accès à certains chantiers majeurs du MTMDET. Compte tenu de l'état actuel de la chaussée et des trottoirs dans ce secteur, il importe pour la Ville d'assurer une surface de roulement adéquate et des trottoirs sécuritaires jusqu'en 2020.

Le présent sommaire décisionnel vise à octroyer un contrat de planage et revêtement à titre de mesure de mitigation mises de l'avant par la Ville de Montréal dans le cadre de la mise en place des chemins de détour pour ce projet du MTMDET sur les rues Notre-Dame et Côte -Saint-Paul (voir schéma de localisation en pièce jointe au présent dossier).

Un appel d'offre public a été publié du 18 Juillet 2016 au 17 Août 2016 dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 30 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

La soumission est valide pendant 120 jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 15 Décembre 2016.

Aucun addenda n'a été émis pour cet appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0236 - 21 Juin 2012: Règlement autorisant un emprunt de 19 100 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de reconstruction du complexe Turcot
CE15 0338 - 4 Mars 2015: Ratification de l'entente intervenue entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal visant la collaboration en ressources professionnelles municipales dans le cadre du projet Turcot, pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015, pour une somme maximale de 3 700 000 $, taxes non incluses, et d'approuver le document intitulé << Marché >> .

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat d'une valeur maximale de 573 982.16$ (taxes incluses) à Eurovia Québec Construction inc pour procéder à la réalisation des travaux de planage et de revêtement des chaussées, sur les différents tronçons de rues en mauvais état, tel qu'identifié ci-dessous.

Il s'agit de travaux de mitigation qui consistent, en grande partie, à réhabiliter la surface de roulement pour s'assurer que les rues puissent accueillir camions et autos et que les piétons puissent emprunter les trottoirs de façon sécuritaire.

Tronçons des rues:

Ville	Arrondissement	Rue	De	À	Commentaires	Superficie (m2)
Montréal	Sud-Ouest	Notre-Dame O	St-Rémi	Côte-St-Paul	Chaussée en mauvais état	4507
Montréal	Sud-Ouest	Ch. Côte-St-Paul	St-Rémi	Échangeur Turcot	Chaussée en mauvais état	9839

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 52 180,20$ (taxes incluses), soit 10% du coût des travaux taxes incluses, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Le montant des incidences s'élève à 86 097,32$ taxes incluses, soit 15% du montant du contrat. Celui-ci comprend des dépenses en matière d'utilités publiques, ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux pour la gestion des sols excavés.

Sur 9 preneurs du cahier des charges, 8 firmes ont déposé une soumission et 1 n'en a pas déposé, soit des proportions respectives de 89% et 11%. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

À la suite du constat de l'état des chaussées des rues de l'arrondissement, iI est important et nécessaire d'investir les sommes requises pour pallier à la dégradation accrue du réseau routier. Compte tenu de l'augmentation substantielle des débits de circulation sur ces rues, les travaux de réfection sont requis afin d'assurer des chemins de détour du projet Turcot et de maintenir la qualité de la surface de roulement. Une dégradation des chaussées pourrait compromettre le maintien des chemins de détour et pourrait avoir un impact sur la mobilité dans le secteur.
Le tableau des résultats d'analyse des soumissions ci-dessous présente la liste des

soumissionnaires et des prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder:

RÉSULTATS DE SOUMISSION *(taxes incluses)*

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	Eurovia Québec Construction inc. (Licence RBQ # 5681-2563-01) (Attestation Revenu Québec valide du 3 juin 2016 au 30 sept. 2016))	521 801,96 $	52 180,20 $	573 982,16 $
2	Sintra inc. (Région Montérégie-Rive-sud)	583 269,33 $	58 326,93 $	641 596,26 $
3	Construction Soter inc.	607 403,73 $	60 740,37 $	668 144,10 $
4	Construction Bau-Val inc.	614 240,25 $	61 424,03 $	675 664,28 $
5	Groupe TNT inc.	625 593,92 $	62 559,39 $	688 153,31 $
6	Les Constructions et Pavage Jeskar inc.	634 868,11 $	63 486,81 $	698 354,92 $
7	Les Pavages Chenail inc.	647 517,13 $	64 751,71 $	712 268,84 $
8	Les Entrepreneurs Bucaro inc.	866 894,25 $	86 689,43 $	953 583,68 $
	Estimation des professionnels internes	600 575,86 $	60 057,59 $	660 633,45 $
	Coût moyen des soumissions reçues ($)			**701 468,44 $**
	Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			**22,2%**
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		**($)**	**379 601,52 $**
			(%)	**66,1%**
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)**	**-86 651,29 $**
			(%)	**-13,1%**
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		**($)**	**67 614,10 $**
			(%)	**11,8%**

Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Également, les documents fournis lors du dépôt des soumissions furent vérifiés pour les trois plus basses soumissions conformes (licence de la Régie du bâtiment du Québec, attestation de Revenu Québec, déclaration relative aux conflits d'intérêts et autres).

Le coût total du contrat estimé par la Ville est de 660 633,45 $, plus taxes. L'offre déposée par le plus bas soumissionnaire est donc inférieure à l'estimation effectuée par la Ville de Montréal. La différence est de 86 651,29 $, écart favorable à la Ville, soit 13,1%. Cet écart peut être relié à de nombreux facteurs dont la situation des marchés au moment du dépôt des soumissions ainsi que des décisions d'affaires des entreprises ayant soumissionné.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Eurovia Québec Contruction inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 2 février 2015. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles, laquelle sera encore valide au moment de l'octroi du contrat.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour la réalisation des travaux s'élève à un montant maximum de 660 079,48$ taxes incluses, incluant un montant de 573 982,16$ pour les travaux à effectuer

par l'adjudicataire et un montant de 86 097,32$ pour les incidences. Le coût net à la charge des contribuables montréalais s'élève à 602 740,55$ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale. Cette dépense est prévue au budget PTI 2016-2018 de la division de la gestion des actifs de la Direction des transports. Elle sera assumée entièrement par la ville centrale via le règlement d'emprunt 16-010 - Travaux de réfection du réseau routier. Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réfection routière du présent sommaire décisionnel portant sur les travaux de chaussées principalement, visent à améliorer l'infrastructure routière et à assurer la sécurité du public ainsi que des usagers du réseau routier de l'arrondissement tout en utilisant les techniques, les matériaux et les matériels qui respectent les normes environnementales en vigueur.
Aussi, la réalisation de ces travaux s'inscrit dans le cadre suivant :

- maintenir des conditions de circulation dans les chemins de détour du Projet Turcot;
- améliorer l'état des infrastructures routières à moyen terme;
- assurer la sécurité du public;
- prolonger la pérennité des infrastructures routières.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision tardive ou défavorable pour l'octroi du contrat faisant l'objet du présent dossier aurait pour conséquence un délai pour la réalisation des travaux et ainsi des problèmes au niveau de la mobilité.

Une gestion rigoureuse et un suivi permanent seront assurés en ce qui a trait au volet "signalisation et circulation". Des mesures de mitigation seront élaborées.

Une coordination avec le Bureau d'intégration et de coordination des chantiers (BIC) et KPH Turcot sera assurée afin d'optimiser les plans de mobilité dans ce secteur et minimiser les entraves sur le domaine public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une coordination se fera auprès du service des communications de la Ville afin d'élaborer une stratégie de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par le conseil municipal
Début des travaux: 15 Octobre 2016
Fin des travaux: 29 Novembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 31 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hajar ABOUTAMMAM
Ingénieur

Tél : 514-872-0656
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-29

James BYRNS
Chef de Divison Grands Projets

Tél : 514 868-4400
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-09-02

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

9

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 221302
Numéro de référence : 998661
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux complémentaires de pavage et revêtement pour les chemins de détour du projet Turcot.

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com NEQ : 1143616580	Madame Ana Fernandes Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1159765)** 2016-08-01 13 h 58 **Transmission :** 2016-08-01 14 h 31	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1155499)** 2016-07-18 13 h 52 **Transmission :** 2016-07-18 16 h 13	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Soter Inc. 4915, rue Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 http://www.soter.com NEQ : 1143161066	Madame Mylène Poulin Téléphone : 450 664-2818 Télécopieur :	**Commande : (1157238)** 2016-07-21 14 h 05 **Transmission :** 2016-07-21 16 h 02	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3 NEQ : 1169491884	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Commande : (1157217)** 2016-07-21 13 h 39 **Transmission :** 2016-07-21 13 h 39	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1155142)** 2016-07-18 8 h 40 **Transmission :** 2016-07-18 9 h 03	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1145922051	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1155291)** 2016-07-18 10 h 25 **Transmission :** 2016-07-18 13 h 30	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6 NEQ : 1144756336	Monsieur Andrea BUcaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1156323)** 2016-07-19 17 h 48 **Transmission :** 2016-07-19 17 h 48	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0 NEQ : 1142533042	Madame Christine Barbeau Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1155314)** 2016-07-18 10 h 42 **Transmission :** 2016-07-18 15 h	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 9975. rue de Chateauneuf, local B Brossard, QC, J4Z3V6 NEQ : 1145755295	Madame Laetitia Carnevale Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1155287)** 2016-07-18 10 h 24 **Transmission :** 2016-07-18 14 h 43	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 février 2015

EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR PATRICK OCTAVE ACHILLE SULLIOT
1550, AMPÈRE, BUREAU 200
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7L4

N° de décision : 2015-CPSM-1006556
N° de client : 3000230492

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous EUROVIA QC CONSTRUCTION, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er février 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

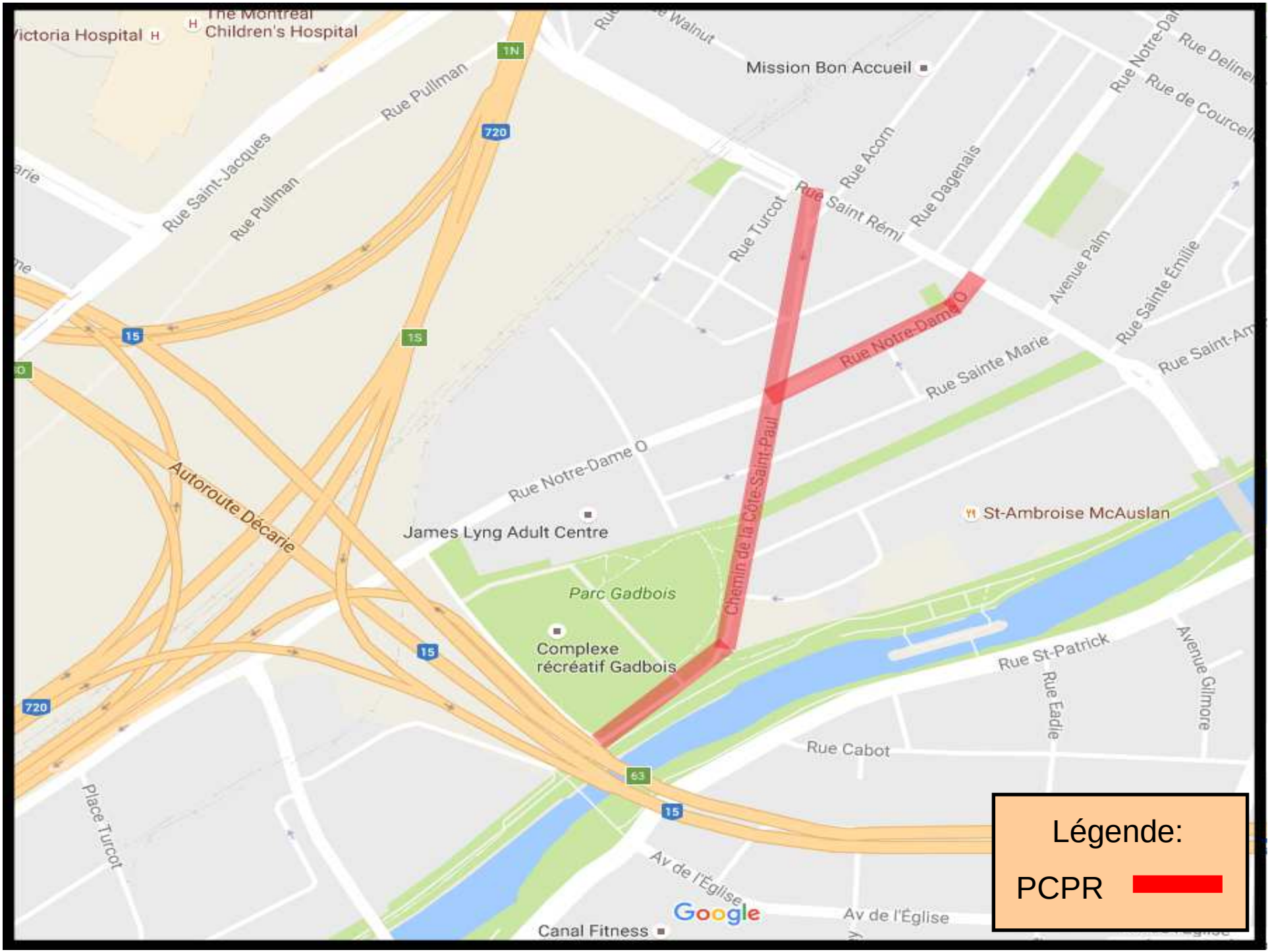
Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca


Victoria Hospital
The Montreal Children's Hospital
Mission Bon Accueil
Rue Pullman
Rue Saint-Jacques
Rue Walnut
Rue Acorn
Rue Turcot
Rue Saint Rémi
Rue Dagenais
Rue Notre-Dame O
Avenue Palm
Rue Sainte Émilie
Rue Sainte Marie
Autoroute Décarie
James Lyng Adult Centre
St-Ambroise McAuslan
Parc Gadbois
Chemin de la Côte-Saint-Paul
Complexe récréatif Gadbois
Rue St-Patrick
Rue Eadie
Avenue Gilmore
Rue Cabot
Place Turcot
Av de l'Église
Canal Fitness
Google
Légende:
PCPR

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167409001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour la réalisation des travaux de pavage et revêtement des chemins de détour du projet Turcot sur la rue Notre-Dame et le chemin Côte St-Paul. Dépense totale de 660 079,32$ taxes incluses (contrat: 573 982,16$ +incidences: 86 097,32$) - Appel d'offres public 221302 - 8 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1167409001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Preposé au budget

Tél : (514) 872-4014

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-01

André LECLERC
Conseiller en gestion des ressources financières C/É
Tél : 514-872-4136

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.09

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1166316016

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section réalisation de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Constructions Hydrospec Inc., pour la remise en état des sentiers et l'installation de mobiliers au parc de la Promenade-Bellerive pour une dépense totale de 1 540 214,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6927 - (6 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 540 214,40 $, taxes incluses, pour la remise en état des sentiers et l'installation de mobiliers au parc de la Promenade-Bellerive, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à Les Constructions Hydrospec Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 211 397,88 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-6927;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-06 11:50

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166316016**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section réalisation de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Constructions Hydrospec Inc., pour la remise en état des sentiers et l'installation de mobiliers au parc de la Promenade-Bellerive pour une dépense totale de 1 540 214,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6927 - (6 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Situé dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, le parc de la Promenade-Bellerive, d'une superficie de 22 hectares, est bordé par la rue Notre-Dame au nord, le fleuve Saint-Laurent au sud et traversé par la route verte n°5. Il est l'un des grands parcs métropolitains et dessert une population quotidienne principalement constituée d'aînés à laquelle viennent s'ajouter durant les fins de semaine et les jours fériés des familles et divers groupes. Dans le parc, on retrouve un quai d'embarquement pour une navette fluviale qui permet de se rendre à l'île Charron et au parc des îles de Boucherville. Il y a également un circuit de sentiers qui traverse le parc sur toute sa longueur. Présentement, plusieurs portions des sentiers sont très dégradées et problématiques. À certains endroits, il y a des dépressions importantes, de l'accumulation d'eau, des bordures entièrement dénudées de gazon ou des ornières considérables. Les déplacements fréquents des véhicules d'entretien ont contribué à la détérioration des sentiers. Les véhicules empiètent de façon répétitive sur les abords des sentiers en raison soit des rayons de braquage insuffisants, des sections de sentier trop étroites ou pour éviter des trous ou de l'accumulation d'eau. De façon à contourner ces obstacles, les piétons, les cyclistes et les triporteurs s'engagent également en bordure et même en dehors des sentiers, ce qui contribue aussi à la dégradation les lieux.

Dans le réseau de sentiers du parc se trouvent différentes haltes telles que le quai du Duc-d'Albes. La portion terrestre du quai montre des signes d'usure importante qui se manifestent à plusieurs endroits au niveau du platelage. Présentement, une portion du quai est fermée au public en raison de nombreux bris de la surface.

Ce projet est également l'occasion de compléter la démarche d'uniformisation et de mise à niveau du mobilier et des équipements de parc amorcé en 2013. Cette démarche visait à

faciliter les opérations d'entretien, à offrir de meilleurs services aux usagers et à répondre adéquatement à leurs besoins, à permettre l'accessibilité universelle et à rendre le parc plus sécuritaire.

Le processus suivi dans le présent dossier est un appel d'offres public, ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges. Un premier appel d'offres public 16-6888 a débuté le 15 juin et s'est terminé 22 jours de calendrier plus tard, soit le 6 juillet 2016. À la suite d'une révision des demandes au projet et de changements de la portée des travaux, il a été décidé de repartir en appel d'offres avec des documents modifiés. Aux travaux initialement prévus dans les documents du premier appel d'offres, s'est ajouté la réfection de la portion terrestre du quai du Duc-d'Albes. Pour cette raison l'appel d'offre 16-6888 a été annulé.

Un deuxième appel d'offres public 16-6927 a donc été lancé le 8 août 2016 et s'est terminé 17 jours de calendrier plus tard, soit le 24 août 2016. Les soumissions ont été ouvertes le 24 août 2016 à 14 heures. Aucun addenda n'a été produit durant cet appel d'offres. L'appel d'offres public a été publié dans le journal Le Devoir la première journée, sur le site Internet de la Ville et celui du SÉAO durant toute la période de l'appel d'offres.

Selon les termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 150 jours suivant la date d'ouverture. Les soumissions seront donc valides jusqu'au 20 janvier 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0807 – 26 août 2013 - Accorder un contrat à Urbex construction Inc., pour l'installation d'équipement requis pour les déchets et les matières recyclables et de mobiliers dans divers parcs (La Fontaine, Angrignon, Promenade Bellerive, Maisonneuve, Jarry et Jeanne-Mance) - Dépense totale de 2 403 167,21 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-6566 - (1 soumissionnaire).

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste à la remise en état des sentiers et d'une section du quai du Duc-d'Albes et à l'installation de mobiliers et d'équipement de parc.
Les interventions dans ce projet visent les objectifs suivants :

- Offrir des sentiers sécuritaires, fonctionnels et accessibles pour tous en effectuant la réfection des sentiers et de la section de quai, en uniformisant les largeurs de sentiers et en corrigeant les problématiques de drainage;
- Répondre à certaines demandes spécifiques des usagers avec l'ajout de mobilier dans l'ensemble du parc de façon à diminuer les distances de déplacements entre les bancs le long des sentiers;
- Améliorer l'ergonomie du mobilier existant par l'intégration d'appuis-bras (accoudoir) sur plusieurs bancs pour assurer le confort des usagers;
- Favoriser l'accès universel à différents mobiliers en modifiant les surfaces et les niveaux finis vers ceux-ci;
- Optimiser l'implantation du mobilier aux endroits stratégiques afin de favoriser l'expérience vécue en lien avec les percées visuelles existantes.

De façon générale et non limitative, les travaux prévus dans le cadre de ce projet sont :

- La réfection des sentiers en poussière de pierre;
- La réfection d'une section du platelage en bois du quai du Duc-d'Albes;
- La réfection de sections de sentiers en asphalte et en pavés préfabriqués;

- L'installation de bancs et de tables de pique-nique fournis par la Ville;
- L'installation de contenants à déchets et à récupération, de supports à vélos et de supports de panneaux d'interprétation;
- L'ajout de dalles préfabriquées en béton et des travaux bétonnage en place pour l'installation de mobilier;
- L'ajout d'empierrements le long des sentiers pour prévenir l'érosion des sentiers;
- L'ajout de filets anti-pigeons au niveau des plafonds des structures extérieures;
- La plantation d'arbres et d'arbustes pour créer des zones d'ombre.

Le pourcentage de contingences inscrit au bordereau de soumission a été fixé à 10 % en raison des facteurs de risque associés à la présence potentielle et non répertoriée de sols contaminés et d'infrastructures souterraines (électricité, eau et égout).

Les incidences représentent 23 % du total du contrat, soit 328 816,53 $, taxes incluses. Ce montant comprend des frais affectés aux catégories suivantes :

- Contrôle de la qualité des matériaux et des travaux;
- Expertises techniques environnementales;
- Achat de mobiliers produits par les ateliers municipaux de la Ville;
- Achat de panneaux de chantier pour informer les usagers des travaux en cours;
- Achat de paniers de broche et de barils en plastique que l'arrondissement installera au besoin lors d'événements dans le parc.

Ouverts à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les documents ont été pris par un total de dix entrepreneurs, sous-traitants ou fournisseurs, qui n'ont pas demandé l'anonymat. De ce nombre, six entrepreneurs généraux ont déposé leur soumission. Les six soumissions reçues étaient conformes.

Les preneurs du cahier des charges sont :

1. Les Constructions Hydrospec Inc.
2. Urbex Construction Inc.
3. Bau-Québec Ltée (1er).
4. Bau-Québec Ltée (2e).
5. E2R Inc.
6. Entreprises Daniel Robert Inc.
7. Lanco Aménagements Inc.
8. Les Constructions et Pavage Jeskar Inc.
9. Les Mains Vertes du Paysage Inc.
10. LV Construction

JUSTIFICATION

Sur la totalité des dix entrepreneurs généraux, six ont déposé une soumission conforme. Cela représente 60 % des preneurs des documents d'appel d'offres ayant déposé une soumission et 40 % n'ayant pas déposé de soumission. À la suite des vérifications auprès des preneurs de cahier de charges n'ayant pas déposé de soumission, le motif principal de non dépôt de soumission est celui que le carnet de commande de l'entrepreneur était trop chargé pour y ajouter l'ampleur des travaux demandés aux documents de soumissions.

Firmes soumissionnaires	Prix de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)

Les Constructions Hydrospec Inc.	1 101 270,80 $	110 127,08 $	1 211 397,88 $
Urbex Construction Inc.	1 146 716,96 $	114 671,70 $	1 261 388,66 $
Bau-Québec Ltée.	1 193 458,90 $	119 345,89 $	1 312 804,79 $
E2R Inc.	1 130 101,70 $	130 010,17 $	1 430 111,87 $
Les entreprises Daniel Robert Inc.	1 342 074,32 $	134 207,43 $	1 476 281,75 $
Lanco Aménagements Inc.	1 353 400,99 $	135 340,10 $	1 488 741,09 $
Dernière estimation réalisée à l'interne	1 429 637,09 $	142 963,71 $	1 572 600,80 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1 363 454,34 $ 13 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			277 343,21 $ 23 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-361 202,93 % -23 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			49 990,79 $ 4 %

Les prix déposés par le plus bas soumissionnaire sont inférieurs de 23 % à l'estimation réalisée à l'interne. Cet écart se situe principalement à deux niveaux. Premièrement au niveau des coûts pour les travaux de réfection des sentiers en poussière de pierre et, en second lieu, dans la fourniture et l'installation d'équipements de parc et de mobiliers. La grande superficie de sentiers à remettre en état et la quantité importante de mobilier et d'équipement à installer ont eu des incidences à la baisse sur les coûts unitaires et les prix de soumission ont été ajustés en conséquence. Également, un appel d'offres pour la réalisation de travaux en fin de saison peut constituer une occasion d'affaires pour une entreprise qui cherche à compléter son carnet de commande pour l'année en cours et assurer du travail pour ses employés et ce, avec une marge de profit plus basse.

Les validations requises ont été faites à l'effet que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ni de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec. Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics conformément au décret du 23 octobre 2013 (chapître V2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapître C-65.1). L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville. Une attestation valide délivrée le 1er août 2016 par Revenu Québec a été déposée avec sa soumission, laquelle sera revalidée au moment de l'octroi du

contrat. Le numéro de la licence RBQ de l'adjudicataire recommandé, Les Constructions Hydrospec Inc. est le suivant 8310-8407-37.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 1 540 214,40 $, taxes, incidences et contingences incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 1 406 421.04 $ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt de compétence corporative # RCM 15-079 - « Réaménagement du réseau des grands parcs », du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet à pour but de répondre également à des objectifs du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise :

- Favoriser la réduction et la récupération des déchets et matières recyclables dans le parc par l'ajout de contenants. Cet objectif vise également à sensibiliser et à développer un engagement auprès des employés du parc, des résidents à proximité et des visiteurs qui utilisent ce parc;
- Favoriser une plus grande durabilité des équipements de parc et du mobilier à la grandeur du site en facilitant un meilleur entretien en uniformisant les styles, les matériaux, les types d'ancrages, etc. L'amélioration de l'état du réseau des sentiers dans le parc contribue également à en favoriser l'entretien;
- Permettre une plus grande longévité du réseau des sentiers en favorisant l'évacuation des eaux de surfaces de ces derniers;
- Encourager une plus grande fréquentation du site et une meilleure participation aux activités qui s’y déroulent en améliorant les services offerts aux usagers, tout en favorisant leur confort, leur sécurité et l'accès à tous.

De façon générale, les interventions dans ce projet permettront de faciliter globalement un meilleur entretien des lieux, des équipements et du mobilier, ce qui, par conséquent, en augmentera la durée de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent projet doit être réalisé dans les meilleurs délais pour les raisons suivantes :

- Les véhicules d'entretien, les piétons, les cyclistes et les triporteurs continueront à empiéter dans le gazon afin d'éviter les dépressions et les accumulations d'eau dans les sentiers ce qui contribuera à détériorer davantage les abords des sentiers;
- Les sentiers et la section du quai du Duc-d'Albes se dégraderont davantage, ce qui viendra compromettre la sécurité des usagers dans le parc. La partie du quai qui est fermée restera inaccessible au public;
- Ne pas réaliser ce projet serait de ne pas répondre adéquatement à une source de mécontentement récurrente des citoyens qui engendre de nombreuses plaintes.
- Les portions de sentiers détériorés et de section du quai contribue à véhiculer une image négligée en plus d’offrir une expérience négative aux piétons et aux cyclistes. Cette situation va à l'encontre de la démarche actuelle du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) dont une des missions consiste à offrir à la population des milieux de vie de qualité.

Comme le projet est attendu en 2016, il est souhaitable que la Ville donne suite à ses

engagements envers les citoyens afin que les travaux d'aménagement se réalisent le plus tôt possible. Étant donné les nombreuses programmations d'activités qui se déroulent et l'achalandage élevé tout au long de l'été, il apparaît opportun d'entreprendre les travaux à l'automne. Advenant le cas où ce projet ne serait pas réalisé cet automne, il serait difficile d'effectuer les travaux au printemps prochain, et par conséquent, la réalisation en sera reportée à l'automne 2017.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 14 septembre 2016
Conseil municipal : 26 septembre 2016
Octroi du contrat : Fin Septembre 2016
Début des travaux : Début octobre 2016
Fin des travaux : Fin juin 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel PAQUETTE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Xavier ROUX
Architecte paysagiste

Tél : 514 872-0826
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-01

Jean-François NADON
Chef de division

Tél : 514 872-5638
Télécop. : 514 872-1416

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2016-09-06

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166316016

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section réalisation de projets
Objet :	Accorder un contrat à Les Constructions Hydrospec Inc., pour la remise en état des sentiers et l'installation de mobiliers au parc de la Promenade-Bellerive pour une dépense totale de 1 540 214,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6927 - (6 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1166316016.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 868-3203

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-02

François FABIEN
COnseiller budgétaire
Tél : 514 872-7174

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.10

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1166627004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de construction à Aranda Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le projet de Réfection du Chalet du Parc Maisonneuve, situé au 4601 rue Sherbrooke Est. Dépense totale de 1 856 733,75 $ - Appel d'offres public 5852 - huit (8) soumissionnaires, contrat travaux 14 768

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 856 733,75 $, taxes incluses, pour le projet de "Réfection du chalet du parc Maisonneuve (0099)", comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à Aranda Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 782 000,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5852;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-09-06 15:42

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166627004**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de construction à Aranda Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le projet de Réfection du Chalet du Parc Maisonneuve, situé au 4601 rue Sherbrooke Est. Dépense totale de 1 856 733,75 $ - Appel d'offres public 5852 - huit (8) soumissionnaires, contrat travaux 14 768

CONTENU

CONTEXTE

Le Chalet du parc Maisonneuve construit en 1966, est localisé au 4601 Sherbrooke Est dans l'arrondissement Rosemont Petite-Patrie. Ce bâtiment de style moderne à structure de béton est composé de façades de verre et de pierres et est identifié comme « Immeuble significatif » dans le PIIA de l'arrondissement. Il comportait à l'origine les fonctions nécessaires à l'opération d'un pavillon d'accueil du golf et certaines composantes d'origine sont demeurées en place tel que les boiseries du plafond et l'éclairage des salles principales. Le bâtiment compte deux (2) niveaux, soit un rez-de-chaussée et un sous-sol et a une superficie totale de 1 644 mètres carrés, soit approximativement 820 mètres carrés par étage.
Aujourd'hui, le chalet d'accueil est un élément fort du parc puisqu'il est le centre névralgique de tous les événements. Il est également la seule infrastructure publique accessible à la clientèle du parc. Principalement utilisé pour les services sanitaires pour les patineurs durant la saison hivernale et pour la logistique événementielle. Dans le cadre du projet de réfection du chalet du parc Maisonneuve, il est prévu de conserver le caractère original de l'enveloppe du bâtiment et apporter des modifications mineures à l'intérieur en conservant les composantes architecturales de style telles que les luminaires et les lambris.

Le présent projet vise à remettre l'actif du bâtiment (0099) en état et de moderniser les systèmes électromécaniques tout en y assurant la pérennité de l'enveloppe du bâtiment . Sont également inclus au projet des travaux d'agrandissement des services sanitaires au sous-sol, des travaux électriques mineurs (ajouts de prises électriques) au garage (0097). Sont exclus du projet: la réfection de la zone de l'ancien casse-croûte et le changement de vocation des anciens vestiaires du sous-sol qui feront l'objet d'un projet futur à long terme.

L'appel d'offres public pour le projet a été publié sur le système électronique d'appels d'offres (SEAO) ainsi que dans le quotidien Le Devoir le 08 août 2016 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 31 août 2016. La durée de la publication a été de 23 jours calendrier, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Dix (10) addenda ont été émis. Seul l'addenda no.2 avait une incidence monétaire alors que tous les autres apportaient des précisions techniques, des ajouts aux documents et

modifiaient certains détails de construction.

Addenda no 1. émis le 9 août 2016:
Architecture: ajouter nouveaux réceptacles à déchets et à récupération.
Addenda no 2. émis le 17 août 2016:
Architecture: Devis pour les travaux en condition d'amiante.
Addenda no 3. émis le 17 août 2016:
Architecture: Remplacement et corrections de notes suite aux différentes questions des soumissionnaires
Addenda no 4. émis le 18 août 2016:
Mécanique: Correction de section de devis (23548n et 15-920n)
Addenda no 5. émis le 19 août 2016:
Architecture: Remplacement de note pour type de composition
Addenda no 6. émis le 19 août 2016:
Électricité ME-2 et ME-4: Notes remplacées au plan E-252, section de devis ajoutées et retirées et panneaux à remplacer
Mécanique: Notes ajoutées au plan M-501
Addenda no 7. émis le 22 août 2016:
Architecture: Ajustement de notes, ajout d'une hauteur de plafond et ajout de la composition de toiture de l'édicule
Addenda no 8. émis le 24 août 2016:
Structure: Ajustement de notes et précision sur la section 033000 Béton coulé en place
Addenda no 9. émis le 24 août 2016:
Date de dépôt des soumissions reportée au mercredi 31 août 2016
Addenda no 10. émis le 24 août 2016:
Architecture: correction devis section 09-670- prescriptions spéciales

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 1115 24 novembre 2014
Accorder un contrat de services professionnels à Riopel, Dion et St-Martin inc., architectes, Beaudoin Hurens inc., ingénieurs en électromécanique et ingénieurs en structure et génie civil, afin de réaliser des projets de constructions, restauration et mise aux normes des bâtiments de parcs et corporatifs - Dépense totale de 1 230 305,51 $ - Appel d'offres public 14-12340 (6 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

À la suite de l'appel d'offres public, le présent dossier vise à octroyer un contrat de construction au plus bas soumissionnaire conforme, Aranda Construction inc., afin d'exécuter des travaux de réfection des systèmes électromécaniques, des toilettes publiques et diverses autres interventions au Chalet du parc Maisonneuve. Les travaux comprennent, sans s'y restreindre :
- des travaux d'enveloppe: toit et maçonnerie;
- l'agrandissement des toilettes du sous-sol;
- le remplacement du système de ventilation;
- plusieurs travaux de réaménagement intérieur et de mise aux normes.

L'entrepreneur est tenu d'avoir complété l'ensemble de ces travaux dans un délai de cent six jours (106) jours de calendrier suivant la date de l'ordre de débuter les travaux.

À la suite de l'appel d'offres public no 5852, il y a eu dix-huit (18) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO et huit (8) soumissions ont été déposées.

JUSTIFICATION

Sur les 18 firmes qui se sont procurées le cahier des charges, 10 (56%) d'entre elles n'ont pas déposé de soumissions et les 8 (44 %) autres ont déposé une soumission. Les huit (100%) soumissions déposées sont conformes, dont l'une avec une erreur de calcul. Cette erreur ne modifie pas le rang de classement.
Les entreprises n'ayant pas déposé de soumission ont mentionnés avoir manqué de temps ou mal évalué la charge de travail. D'autres étaient des sous-traitants ou associations.

Soumissions conformes	Prix de base (taxes incluses)	Contingences (15%)	Total (taxes incluses)
Aranda Construction inc.	1 549 565,22 $	232 434,78 $	1 782 000,00 $
Le Groupe St-Lambert	1 587 416,13 $	238 112,41 $	1 825 528,54 $
Procova Inc.	1 716 691,73 $	257 503,76 $	1 974 195,48 $
Construction Rocart Inc.	1 723 200,00 $	258 480,00 $	1 981 680,00 $
Afcor Construction Inc.	1 738 020,93 $	260 703,14 $	1 998 724,07 $
Axe Construction Inc.	1 916 504,48 $	287 475,67 $	2 203 980,15 $
Trempro Construction inc.	1 964 187,12 $	294 628,07 $	2 258 815,19 $
C. Gera construction et gérance de projets inc.	2 051 498,92 $	307 724,83 $	2 359 223,76 $
Dernière estimation réalisée par les professionnels	1 717 058,60 $	257 558,79 $	1 974 617,39 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			2 048 018,40 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			14,93 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			577 223,76 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			32,39 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(192 617,39 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-9,75 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			43 528,55 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			2,44 %

La dernière estimation réalisée par les professionnels externes était de 1 974 617,39 $, soit un écart positif d'un peu plus de 9,75 % par rapport à la plus basse soumission conforme.

L'analyse de la conformité des soumissions a été réalisée par les professionnels externes. La plus basse soumission déposée est conforme (voir la recommandation et le tableau d'analyse présenté en pièces jointes)

Par ailleurs, l'adjudicataire recommandé ne figure pas sur la liste des entreprises à licences

restreintes de la Régie du bâtiment du Québec, ni sur le registre des entreprises non admissibles (RENA) et détient une attestation de Revenu Québec (419130-KABZ-0319243).

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 232 434,78 $, soit 15 % du montant des travaux, taxes incluses, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pas pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis.

Un montant pour incidences de 74 733,75 $, représentant 4,02 % de la valeur du contrat, taxes et contingences incluses, est réservé pour couvrir si nécessaire et sans s'y restreindre, les éléments suivants :

- Surveillance de travaux de toiture;
- Surveillance de travaux de décontamination;
- Expertise en signalisation;
- Autres frais de laboratoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 1 856 733,75$. Ce montant comprend le prix forfaitaire de 1 549 565,21 $ (taxes incluses), un montant pour travaux contingents de 232 434,78 $ et un budget d'incidences de 74 733,75 $ (voir tableau des coûts en pièces jointes).
Ce montant sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 15-082 du règlement – « Travaux de rénovation et de protection d'immeubles ».
(Les montants seront dépensés à 30% en 2016 et à 70% en 2017)

Cette dépense est prévue au programme de protection du PTI 2016-2018 du SGPI et sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les documents ayant trait au développement durable sont inclus au devis du cahier des charges (gestion des déchets de construction et de démolition, protection de l'environnement).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est requis d'octroyer le contrat pour ces travaux avant la prochaine saison d'activités hivernales.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est prévue, en accord avec la direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat de construction au CM : 26 septembre 2016
Réalisation des travaux : octobre 2016 à mars 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dominique D CÔTÉ, Le Sud-Ouest
Brigitte LEFEBVRE, Rosemont - La Petite-Patrie
Ariane GOYETTE, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigite - Ext BRANCONNIER
Chargée de projet

Tél : 514-966-0342
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-01

Normand GIRARD
Chef de division

Tél : 514 872-7853
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Normand GIRARD
Chef de division en remplacement de Sophie Lalonde, directrice, Direction gestion des projets immobiliers
Tél : 514 872-7853
Approuvé le : 2016-09-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-09-06

Montréal, le 1er septembre 2016

Madame Brigite Branconnier, arch., MGP, PMP
Chargée de projet, externe
Ville de Montréal / Cima+
Gestion et planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Projet : **Chalet du parc Maisonneuve (0099)**
Travaux de réfection
Mandat : 16627-2-002
Contrat : 14768
N/D : MTL-15-2620

Objet : **Soumission no. 5852 – Travaux de réfection du chalet du parc Maisonneuve**

Madame,

Suite à l'ouverture des soumissions le 31 août 2016 à 14h00 pour le projet mentionné en titre, huit (8) soumissions ont été déposées. Nous avons procédé à l'examen de ces huit (8) soumissions reçues pour juger de leur conformité aux documents de l'appel d'offre. Vous trouverez ci-dessous le résultat des soumissionnaires :

Firmes	Prix soumis	Statut
▪ **Aranda Construction**	**1 549 565.23 $**	**Conforme**
▪ Le Groupe St-Lambert	1 587 416.13 $	Conforme
▪ Procova	1 716 691.73 $	Conforme **(1*)**
▪ Construction Rocart	1 723 200.00 $	Conforme
▪ Afcor Construction.	1 738 020.93 $	Conforme
▪ Axe Construction.	1 916 504.48 $	Conforme
▪ Trempro construction	1 964 187.12 $	Conforme
▪ C. Gera Construction	2 051 498.93$	Conforme
Estimation des professionnels.	*1 717 058.60 $*	

Les huit soumissions reçues ont été admises comme étant conformes. Après examen, nous vous informons que le plus bas soumissionnaire est **Aranda Construction** et que ses documents pour l'appel d'offre sont conformes.

Note 1* : Une erreur de calcul a été observée dans la ventilation des montants au chapitre 00. Cette erreur ne modifie pas le rang de classement du soumissionnaire.

Sébastien Majeau, architecte

p.j. : - Tableau comparatif des soumissions reçues
- Grille d'analyse de conformité

Montréal

CHANTIER

Services institutionnels
Gestion et planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

SOUMISSION NO : 5852

ANALYSE DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Date (a-m-j) : 2016 - 09 - 01

Contrat :	Mandat :	Bâtiment :
14768	16627-2-002	0099

Titre

Chalet du parc Maisonneuve, Travaux de réfection

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	Aranda Construction	1 549 565.23 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
2	Le Groupe St-Lambert	1 587 416.13 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
3	Procova	1 716 691.73 $	DÉROGATION MINEURE

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☒ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire : L'erreur de calcul est mineure et n'affecte pas le rang de classement du soumissionnaire.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
4	Construction Rocart	1 723 200.00 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

5	Afcor Construction	1 738 020.93 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

6	Axe Construction	1 916 504.48 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

+ 2	autres soumissions, au-delà des 6 premières	2 051 498.93 $ plus haute soumission	voir statistiques ci-après

conformes : 2 non conformes : en dérogation majeure : en dérogation mineure :

Signature Sébastien Majeau

Firme : Riopel + associés architectes

Fonction : Architecte nom : Sébastien Majeau

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : Chalet Parc Maisonneuve
Description : Travaux de rénovation générale + toilette publique
Date : 31 août 2016

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**					
	Prix forfaitaire d'Aranda construction		1 347 741,00					
	Sous-total :	100,0%	**1 347 741,00**	**67 387,05**		**134 437,16**		**1 549 565,21**
	Contingences	15,0%	202 161,15	10 108,06		20 165,57		232 434,78
	Total - Contrat :		**1 549 902,15**	**77 495,11**		**154 602,74**		**1 782 000,00**
Incidences:	Dépenses spécifiques							
	Surveillance de travaux de toiture		25 000,00					
	Surveillance travaux de décontamination		10 000,00					
	Expert en signalisation		10 000,00					
	Autres frais de laboratoire		20 000,00					
	Dépenses générales							
	Total - Incidences :		**65 000,00**	**3 250,00**		**6 483,75**		**74 733,75**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**1 614 902,15**	**80 745,11**		**161 086,49**		**1 856 733,75**
Ristournes:	Tps	100,00%		80 745,11				80 745,11
	Tvq	50,0%				80 543,24		80 543,24
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**1 614 902,15**	**0,00**		**161 086,49**		**1 695 445,39**

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet :
Description :
Date :

Valeur des travaux:	- $			**Tps** 5,0%		**Tvq** 9,975%		**Total**
Contrat:	**Contrat à %**	**%**	**$**					
		0,0%	0,00	**0,00**		**0,00**		**0,00**
		0,0%	0,00	**0,00**		**0,00**		**0,00**
		0,0%	0,00	**0,00**		**0,00**		**0,00**
		0,0%	0,00	**0,00**		**0,00**		**0,00**
	Admin et profits	0,0%	0,00	**0,00**		**0,00**		**0,00**
	Divers - Autres trav.	0,0%	0,00	**0,00**		**0,00**		**0,00**
	Sous-total :	100,0%	**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**
	Contingences	0,0%	0,00	0,00		0,00		0,00
	Total - Contrat :		**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**
Incidences:	Dépenses générales							
	Dépenses spécifiques							
	Total - Incidences :	0,0%	**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**
Ristournes:	Tps	100,00%		0,00				0,00
	Tvq	50,0%				0,00		0,00
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166627004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Objet :	Accorder un contrat de construction à Aranda Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le projet de Réfection du Chalet du Parc Maisonneuve, situé au 4601 rue Sherbrooke Est. Dépense totale de 1 856 733,75 $ - Appel d'offres public 5852 - huit (8) soumissionnaires, contrat travaux 14 768

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1166627004 - information comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-06

Françoise TURGEON
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-0946

Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.11

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1166368006

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des relations interculturelles et des clientèles spécifiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Concertation régionale de Montréal pour la réalisation du projet #JEUNESSE375MTL dans le cadre du 375e anniversaire de la ville de Montréal, pour une somme maximale de 300 000 $, taxes incluses / Contrat de gré à gré / Approuver un projet de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel Concertation régionale de Montréal s'engage à fournir à la Ville les services requis pour la réalisation du projet #JEUNESSE375MTL dans le cadre du 375e anniversaire de la ville de Montréal, pour une somme maximale de 300 000 $, taxes incluses, conformément à son offre de services et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-02 16:19

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166368006**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des relations interculturelles et des clientèles spécifiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Concertation régionale de Montréal pour la réalisation du projet #JEUNESSE375MTL dans le cadre du 375e anniversaire de la ville de Montréal, pour une somme maximale de 300 000 $, taxes incluses / Contrat de gré à gré / Approuver un projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montréal contribue à la réalisation d'actions concrètes permettant d'intégrer la vitalité de la jeunesse à l'essor de la métropole. De concert avec la société civile, les gouvernements et leurs ministères, les organismes communautaires, les services centraux et les arrondissements, elle désire offrir aux jeunes les conditions optimales du mieux-vivre et du mieux-être. (voir Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017, p. 9)
Ainsi, la Ville de Montréal veut encourager les actions permettant aux jeunes de s'engager sur la scène publique montréalaise et de contribuer au développement de leur ville. L'objectif premier est de leur permettre de se faire entendre et de faire évoluer les pratiques.

Afin de concrétiser cette vision, la Ville de Montréal a décidé de saisir l'occasion de créer une plateforme d'expression et de mettre ainsi en place le projet #JEUNESSE375MTL qui impliquera les jeunes à l'occasion du 375^{e} anniversaire de Montréal.

Pour mener à bien ce projet, le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) s'adjoint Concertation régionale de Montréal qui s'associe à Forum jeunesse de l'Île de Montréal et à quatre autres organismes à but non lucratif pour la réalisation du projet #JEUNESSE375MTL.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0820 - 11 mai 2016
Autoriser un virement budgétaire de 120 000 $ en provenance des dépenses contingentes

imprévues d'administration de compétence locale vers le budget 2016 du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) afin de financer la réalisation de la première phase du projet jeunesse #JEUNESSE375MTL, dans le cadre du 375e anniversaire de la ville de Montréal / Autoriser un ajustement non récurrent de la base budgétaire du SDSS de 180 000 $ en 2017, pour financer la réalisation de la deuxième phase du dit projet / Autoriser le SDSS à procéder au lancement d'un appel d'offres de services professionnels sur invitation pour l'organisation de ce projet

CM13 0341 - 23 avril 2013

Adopter le projet de Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017 / Mandater la Direction de la diversité sociale pour effectuer la coordination, le suivi et la mise en œuvre de cette stratégie

DESCRIPTION

Le projet déposé par Concertation régionale de Montréal est le fruit d'un partenariat qui rassemble Forum jeunesse de l'île de Montréal, Institut du Nouveau Monde, Les YMCA du Québec, Fondation des Offices jeunesse internationaux du Québec, Le projet-l'indifférence est ennuyeuse / The Apathy is Boring Project et le Conseil jeunesse de Montréal.
Il est proposé qu'un comité organisateur soit mis en place et soit chapeauté par le Forum jeunesse de l'Île de Montréal qui assurerait la coordination du projet. La Ville de Montréal ferait partie de ce comité, en tant qu'observateur, ainsi que les cinq autres partenaires susmentionnés qui mettront leurs expertises spécifiques à profit pour contribuer à la réussite du projet.

Concertation régionale de Montréal, porteur du projet, s'assurera de :

1. **Répondre aux objectifs généraux suivants :**

- Mobiliser des jeunes représentant la diversité de Montréal;
- Développer une culture de l'engagement citoyen chez les jeunes Montréalaises et Montréalais;
- Créer des liens entre les jeunes, les intervenants et les élus;
- Permettre le partage de pratiques innovantes en engagement civique d'ici et d'ailleurs;
- Permettre aux jeunes de faire connaître leurs rêves, de dessiner leur « Montréal Jeune » en vue du 400e anniversaire de Montréal;
- Faire connaître le fonctionnement de l'appareil municipal aux jeunes et développer leur sentiment d'appartenance à la Ville;
- Présenter le bilan de la stratégie jeunesse montréalaise de 2013-2017 de la Ville de Montréal;
- Faire connaître les enjeux prioritaires de la jeunesse aux citoyens et décideurs de Montréal.

2. Développer les éléments suivants pour la réalisation du Sommet jeunesse 375e :

- Présentations et ateliers des 19 ambassadeurs et ambassadrices de l'engagement;
- 375 participants âgés de 12 à 30 ans, recrutés lors des événements du calendrier de l'engagement;
- 25 participants de moins de 12 ans, recrutés dans les écoles primaires, qui feront le pont jusqu'au 400e de Montréal;
- Foire de l'engagement où technologies, arts et créativité seront au service de l'émergence de nouvelles idées;
- Des groupes de travail sur les thématiques ciblées par les ambassadeurs pour donner suite aux idées et rêves soumis par les jeunes Montréalais et Montréalaises;
- Des ateliers de formation sur la gouvernance municipale;

- Des partenariats avec des organisations technologiques et créatives;
- Un retour sur la stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017 ainsi que des recommandations pour la stratégie jeunesse 2018-2022.

JUSTIFICATION

Les partenaires du comité organisateur interviendront en fonction de leur expertise :

- Le Forum jeunesse de l'Île de Montréal est le mieux placé pour coordonner ce projet de par son expérience dans le domaine;
- L'Institut du Nouveau Monde avec ses processus d'animation créative qui serviront aux consultations des jeunes Montréalais et Montréalaises;
- Les YMCA du Québec qui ont un réseau de maisons de jeunes et de YMCA dans toutes les régions du Québec afin de mobiliser et de faire des liens entre les jeunes;
- Le Conseil jeunesse de Montréal contribuera par sa connaissance de l'appareil démocratique de la Ville de Montréal;
- Le Projet-l'indifférence est ennuyeuse / The Apathy is Boring Project fera le lien avec le 150^{e} anniversaire de la Confédération et avec des jeunes d'Ottawa, de Toronto, d'Edmonton et de Vancouver; et,
- La Fondation des Offices jeunesse internationaux du Québec permettra aux jeunes d'ici de partager leurs bons coups à l'international et d'être inspirés par ce qui se fait ailleurs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat est de 300 000 $, taxes incluses, et sera comptabilisé au budget du SDSS. De ce contrat, un montant de 120 000 $ sera payé à Concertation régionale de Montréal en 2016. Le solde de 180 000 $ sera payé en 2017 avec l'ajustement obtenu par le (CE16 0820 - GDD 1166368004). Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation du projet #JEUNESSE375MTL s'inscrit dans l'objectif :

- De renforcer le sentiment d'appartenance des jeunes Montréalais à leur ville;
- D'accroître l'engagement civique des jeunes;
- De créer des ponts entre les jeunes pour construire le Montréal de demain.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation du projet #JEUNESSE375MTL permettra aux jeunes de découvrir ou redécouvrir des aspects de leur ville, de ses arrondissements et de ses quartiers. Ils pourront s'exprimer, proposer des idées et enrichir le débat en vue de la tenue du Sommet jeunesse qui se déroulera durant le printemps 2017. La synthèse des propositions et des idées qui émergeront de cet événement sera prise en compte dans l'élaboration de la Stratégie jeunesse montréalaise 2018-2021.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Opérations de communication liées au projet
Opérations de promotion liées à la réalisation du Sommet jeunesse 375^{e}

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2016 Présentation au conseil municipal pour approbation
Septembre 2016 Début du contrat de l'OBNL
Sept. 2016 à avril 2017 Mobilisation des jeunes
Mai 2017 Réalisation du Sommet jeunesse 375e

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mokhtar Mehdi LEKEHAL
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 872-5614
Télécop. : 514 872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-04

Nadia BASTIEN
Chef de division au Service de la Diversité sociale et des sports.

Tél : 514-872-3979
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2016-08-19

Budget projet #Jeunesse375MTL

Revenus		
Contributions partenaires		
Ville de Montréal		300 000 $
	Sous total	300 000 $
Contributions organisateurs		
Forum jeunesse de l'île de Montréal		
Local pour la coordination		10 000 $
Matériel et fourniture de bureau		3 000 $
	Sous total	13 000 $
Conseil jeunesse de Montréal		
Honoraires - Correction et révision du rapport		2 000 $
Graphisme		6 000 $
	Sous total	8 000 $
YMCA du Québec		
Honoraires - Mobilisation des maisons de jeunes		5 500 $
	Sous total	5 500 $
Institut du Nouveau Monde		
Promotion - réseaux et diffusion		5 000 $
	Sous total	5 000 $
Apathy is boring		
Permis - installations créatives		1 500 $
Matériel - installations créatives		1 120 $
Honoraires - gestion du contenu créatif		1 280 $
	Sous total	3 900 $
Les offices jeunesse internationaux du Québec		
Voyages d'exploration		7 800 $
	Sous total	7 800 $
Total revenus		**343 200 $**

Dépenses		
Frais administratifs		
Salaire coordination du projet		55 000 $
Frais administratifs divers		3 000 $
Local pour la coordination *		10 000 $
Matériel et fourniture de bureau*		3 000 $
	Sous total	71 000 $
Coûts liés au projet		
19 ambassadeurs et ambassadrices de l'engagement		
Déplacements		2 000 $
Formations (4 formations: location de salle et repas)		10 000 $
Voyage villes sœurs de Montréal		30 000 $
Visites régionales		15 000 $
	Sous total	57 000 $
Calendrier de l'engagement		
Création animation et contenu - atelier Montréal jeune		6 000 $
Soutien aux activités dans les arrondissements		20 000 $
	Sous total	26 000 $
Sommet de la jeunesse 375e		
Location de salle		18 000 $
Sécurité		1 800 $
Technique		6 000 $
Traiteur		15 000 $
Contenu		10 000 $
Honoraires - Création des animations		15 000 $
Installations créatives - technologie et art numérique		25 000 $
Permis - installations créatives*		1 500 $
Matériel - installations créatives*		1 120 $
Honoraires - gestion du contenu créatif*		1 280 $
Matériel		10 000 $
Divertissements		10 000 $
Divers		5 000 $
	Sous total	119 700 $
Rapport		
Honoraires - Graphisme *		6 000 $
Honoraires - Correction et révision du rapport*		2 000 $
Impressions		6 000 $
	Sous total	14 000 $
Communications		
Honoraires - communications		10 000 $
Mobilisation*		5 500 $
Microsite intéractif		10 000 $
Graphisme		10 000 $
Publications et promotions (ex: publicité et médias)		10 000 $
	Sous total	45 500 $
Autres		10 000 $
Total dépenses		**343 200 $**

* Les postes de dépenses marqués d'un astérisques font référence à des contributions des partenaires organisateurs

Compléments d'informations au budget

Coûts liés au projet
19 ambassadeurs et ambassadrices de l'engagement
Voyage villes sœurs de Montréal

Le coût va varier selon les villes et la période choisie pour le voyage. Nous avons estimé le coût le plus élevé considérant une destination comme Shanghai où les billets d'avions sont plus couteux et étant donné que le prix exacte ne peut être connu sans savoir à quelle période ils vont partir. Le montant prévu au budget est basé sur les chiffres de Les Offices jeunesse Internationaux du Québec (LOJIQ) dont l'expertise est d'organiser des missions pour des jeunes québécois et québécoises. Le montant prévoie que 10 jeunes partiront à l'étranger dans le cadre de ce projet.

Des exemples de villes qui pourraient être ciblées dans le cadre du projet :
- Port-au-Prince
- Lyon
- Shanghai
- Vancouver
- Dakar
- Tunis
- Casablanca

Coûts liés au projet
19 ambassadeurs et ambassadrices de l'engagement
Visites régionales

Le coût va varier selon les villes choisies pour le voyage. Afin de répondre à l'objectif de réunir la diversité dans le cadre de ce projet, les organisateurs souhaitent que les participants puissent se rendre dans des régions du Québec qui sont différentes de Montréal et l'une de l'autre. Le réseau des YMCA du Québec va faciliter les liens avec les organisations locales dans chaque région. En tout, 9 jeunes ambassadeurs de l'engagement vont explorer les régions québécoises. Le choix final des destinations fera selon les coûts et les opportunités d'apprentissages à la destination. Il faut prévoir que certains jeunes ambassadeurs auront moins de 18 ans et devront donc être accompagnés.

Voici des exemples de régions qui pourront être visitées dans le cadre du projet :
- Gaspésie – coûts des billets d'autobus : 240 $
- Côte-Nord - coûts des billets d'avion : 700 $
- Chaudière-Appalaches : coûts des billets d'autobus : 100 $
- Outaouais – coûts des billets d'autobus : 100 $
- Nunavik – coûts des billets d'avion : 3 000 $
- Abitibi-Témiscamingne – coûts des billets d'avion : 700 $
- Capitale-Nationale – coûts des billets d'autobus : 100 $
- Trois-Rivières – coûts des billets d'autobus 70 $

Coûts liés au projet
Calendrier de l'engagement
Soutien aux activités dans les arrondissements

Afin de s'assurer d'atteindre l'objectif que deux activités prévoyant une intervention sur le 375e de Montréal soient organisées par arrondissement, les organisateurs ont prévu un budget**.** Par exemple, si certains arrondissements voulaient organiser des versions locales d'une simulation de conseil municipal, un petit budget pourrait être remis pour la réalisation de l'événement puisque c'est une activité qui permet de mieux comprendre les rouages de la ville et qui permet aux jeunes d'exprimer leurs priorités, répondant donc aux objectifs du projet **#JEUNESSE375MTL**. Des balises claires et des limites de financement seront fixées par le comité organisateur.

Coûts liés au projet
Sommet de la jeunesse
Contenu

Ce poste budgétaire réfère aux intervenants et conférenciers qui pourront être engagés pour répondre à un besoin précis lors du Sommet de la jeunesse.

Coûts liés au projet
Sommet de la jeunesse
Honoraires – Création des animations

L'organisation d'une foire de l'engagement demande la mise en place de processus d'animations créatives réfléchis et développés précisément pour le Sommet de la jeunesse.

C | MTL

NOTE EXTERNE

DATE :	16 août 2016
DESTINATAIRE :	M. Mehdi Lekehal Conseiller en développement communautaire, Service de la diversité sociale et des sports, Ville de Montréal
ORIGINE :	Mme Marie-Claire Dumas, directrice générale de Concertation Montréal
OBJET :	Note d'information – Projet #JEUNESSE375MTL

À la lumière de votre échange avec Mme Noémie Brière-Marquez, voici les précisions demandées sur la relation entre Concertation Montréal et son Forum jeunesse.

Le Forum jeunesse de l'île de Montréal (FJÎM) est une instance de Concertation Montréal et fonctionne donc à l'intérieur de la structure juridique de Concertation Montréal.

Le FJÎM s'était incorporé au début de l'année 2015 à la demande du gouvernement du Québec. Par la suite, le gouvernement du Québec a cessé de financer le Forum jeunesse. La structure juridique d'organisation sans but lucratif n'a donc jamais été utilisée et est restée inactive depuis sa création.

Dans le cadre du projet #JEUNESSE375MTL, Concertation Montréal sera signataire de l'entente et réalisera le projet grâce à son instance de concertation jeunesse qu'est le Forum jeunesse de l'île de Montréal.

N'hésitez pas à nous contacter pour toute autre question.

Au plaisir,

La directrice générale,

Marie-Claire Dumas

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166368006

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des relations interculturelles et des clientèles spécifiques
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Concertation régionale de Montréal pour la réalisation du projet #JEUNESSE375MTL dans le cadre du 375e anniversaire de la ville de Montréal, pour une somme maximale de 300 000 $, taxes incluses / Contrat de gré à gré / Approuver un projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds_GDD 1166368006.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposée au budget

Tél : 514 872 1155

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-22

Habib NOUARI
Agent de gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 514-872-1444
Division : Service des finances

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

POUR LA RÉALISATION DU PROJET #JEUNESSE375MTL
GDD 116 6368 006

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **CONCERTATION RÉGIONALE DE MONTRÉAL**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa principale place d'affaires au 810-1550, rue Metcalfe, Montréal, H3A 1X6, agissant et représentée par Mme Marie-Ève Brunet, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 28 juillet 2016;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : l'offre de services présentée par le Contractant le 11 juin 2016.
:

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à :

2.1 Répondre aux objectifs généraux suivants :
- Mobiliser des jeunes représentant la diversité de Montréal;

- Développer une culture de l'engagement citoyen chez les jeunes Montréalaises et Montréalais;
- Créer des liens entre les jeunes, les intervenants et les élus;
- Permettre le partage de pratiques innovantes en engagement civique d'ici et d'ailleurs;
- Permettre aux jeunes de faire connaître leurs rêves, de dessiner leur *Montréal Jeune* en vue du 400e anniversaire de Montréal;
- Faire connaître le fonctionnement de l'appareil municipal aux jeunes et développer leur sentiment d'appartenance à la Ville;
- Présenter le bilan de la stratégie jeunesse montréalaise de 2013-2017 de la Ville de Montréal;
- Faire connaître les enjeux prioritaires de la jeunesse aux citoyens et décideurs de Montréal.

2.2 Développer les éléments suivants pour la réalisation du Sommet jeunesse 375e :

- Présentations et ateliers des 19 ambassadeurs et ambassadrices de l'engagement;
- 375 participants âgés de 12 à 30 ans, recrutés lors des événements du calendrier de l'engagement;
- 25 participants de moins de 12 ans, recruté dans les écoles primaires, qui feront le pont jusqu'au 400e de Montréal;
- Foire de l'engagement où technologies, arts et créativité seront au service de l'émergence de nouvelles idées;
- Des groupes de travail sur les thématiques ciblées par les ambassadeurs suites aux idées et rêves soumis par les jeunes montréalais et montréalaises;
- Des ateliers de formation sur la gouvernance municipale;
- Des partenariats avec des organisations technologiques et créatives;
- Un retour sur la stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017 ainsi que des recommandations pour la stratégie jeunesse 2018-2022.

2.3 Produire un rapport, incluant des recommandations, à la suite du Sommet jeunesse 375e.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, au plus tard le 31 mai 2017, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et de l'Annexe 1;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou de l'Annexe 1;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **TROIS CENTS MILLE dollars (300 000 $)** couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

- un premier versement de 40 %, soit **CENT VINGT MILLE dollars (120 000 $)**, sur présentation de facture, dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux Parties;

- un deuxième versement de 40 %, soit **CENT VINGT MILLE dollars (120 000 $)**, sur présentation de facture, avant le **31 janvier 2017**;

- le solde de 20 %, soit **SOIXANTE MILLE dollars (60 000 $)**, sur présentation de facture, et dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur d'un rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être transmis au plus tard le **30 juin 2017.**

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2016

CONCERTATION RÉGIONALE DE MONTRÉAL

Par : _____
Mme Marie-Ève Brunet, présidente

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

ANNEXE 1













#JEUNESSE375MTL

Présenté par Concertation régionale de Montréal
à la Ville de Montréal

Mise en contexte

Le projet décrit dans les prochaines pages répond à la volonté claire de la Ville de Montréal, citée dans la stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017, d'organiser un événement jeunesse à l'occasion du 375e anniversaire de Montréal. Cette priorité est une occasion de travailler avec de nombreux partenaires jeunesse montréalais et de consulter les jeunes sur les enjeux qui les touchent de près, dans les lieux qu'ils fréquentent.[1] C'est aussi l'occasion de valoriser l'implication sociale des jeunes montréalais et montréalaises.

Gouvernance

Le projet **#JEUNESSE375MTL** est porté par la Ville de Montréal en collaboration avec une concertation d'organisations jeunesse bien implantées à Montréal. Ces partenaires ont imaginé un projet rassembleur et ancré dans la volonté de promouvoir l'engagement jeunesse.

Pour assurer la gouvernance et la réalisation du projet, deux comités seront impliqués.

1. Le comité organisateur, responsable de la réalisation du projet, sera chapeauté par le Forum jeunesse de l'île de Montréal (FJÎM), une instance de Concertation Montréal, qui assurera la coordination du projet. Le FJÎM a 250 organisations jeunesse membres et plus de 250 jeunes membres et cumule une vaste expérience en organisation d'événements d'envergure et en concertation.

   Le comité organisateur est complété par la Ville de Montréal ainsi que cinq autres partenaires qui mettront leurs expertises spécifiques à profit pour contribuer à la réussite du projet. Les partenaires sont : l'Institut du Nouveau Monde dont les processus d'animation créative serviront aux consultations des jeunes Montréalais et Montréalaises, les YMCA du Québec qui a un réseau de maisons de jeunes et de YMCA dans toutes les régions du Québec afin de mobiliser et de faire des liens entre les jeunes, le Conseil jeunesse de Montréal contribuera par sa connaissance de l'appareil démocratique de la Ville de Montréal, Apathy is Boring fera le lien avec le 150e anniversaire de la Confédération et avec des jeunes d'Ottawa, Toronto, Edmonton et Vancouver et finalement Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ) permettront aux jeunes d'ici de partager leurs bons coups à l'international et d'être inspiré par ce qui se fait ailleurs. Ces cinq organisations agiront donc à titre de consultants directs dans le cadre du projet.

2. Cette initiative compte aussi sur la collaboration d'un comité aviseur qui aura la responsabilité de contribuer aux orientations du projet, de sélectionner les jeunes ambassadeurs du projet et de participer à la mobilisation pour le calendrier de l'engagement et pour le Sommet jeunesse. Il s'agit ici de la Coalition des groupes jeunesse LGBT, la Fédération des Associations Étudiantes du Campus de l'Université de Montréal, la Jeune chambre de commerce de Montréal, le Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec, la Table des Carrefours jeunesse emploi de Montréal, Force jeunesse, l'Association du Jeune Montréal, la radio étudiante CISM, la Fédération étudiante collégiale du Québec, Exeko et Native Montréal.

La Société du 375e, soutient également le projet et propose qu'il soit inclus dans sa programmation officielle.

Concept du projet

Montréal regorge de jeunes talents engagés, compétents et ouverts sur le monde qui souhaitent contribuer concrètement au développement de leur quartier et de leur ville. Le 375e anniversaire de Montréal est l'occasion rêvée de leur donner une voix, de faire entendre leurs idées et de découvrir leur perception de ce qui constitue un *Montréal Jeune*. C'est aussi l'occasion de discuter avec eux des thématiques prioritaires pour la Ville de Montréal, soit l'engagement des jeunes à la vie démocratique municipale et au vivre ensemble.
Le projet proposé vise à faire connaître des modèles de jeunes engagés, tous différents, issus des 19 arrondissements et de créer des liens afin qu'il y ait un partage de bonnes pratiques. Il garantit aussi une

[1] Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017 GOUVERNANCE ET ENGAGEMENT CITOYEN, page 13.

mobilisation et une cueillette d'idées auprès des jeunes et des organisations jeunesse du territoire en vue du Sommet jeunesse 375e qui se tiendra au printemps 2017 et qui sera un tremplin pour la réalisation d'un *Montréal Jeune*.

Objectifs généraux

- Mobiliser des jeunes représentant la diversité de Montréal;
- Développer une culture de l'engagement citoyen chez les jeunes Montréalaises et Montréalais;
- Créer des liens entre les jeunes, les intervenants et les élus;
- Permettre le partage de pratiques innovantes en engagement civique d'ici et d'ailleurs;
- Permettre aux jeunes de faire connaître leurs rêves, de dessiner leur *Montréal Jeune* en vue du 400e anniversaire de Montréal;
- Faire connaître le fonctionnement de l'appareil municipal aux jeunes et développer leur sentiment d'appartenance à la Ville;
- Présenter le bilan de la stratégie jeunesse montréalaise de 2013-2017 de la Ville de Montréal;
- Faire connaître les enjeux prioritaires de la jeunesse aux citoyens et décideurs de Montréal.

Plan d'action

Recrutement de 19 jeunes ambassadeurs et ambassadrices de l'engagement (JAE)

La première étape de ce projet : le recrutement de 19 jeunes modèles impliqués dans des domaines variés, vivant dans chacun des 19 arrondissements de Montréal afin qu'ils deviennent des ambassadeurs et ambassadrices de Montréal l'engagement. Les ambassadeurs devront être âgés entre 12 et 30 ans et seront sélectionnés selon les critères suivants :

- Diversité d'âges
- Diversité culturelle
- Diversité sexuelle
- Personnes handicapées
- Parité femme-homme
- Différents parcours et contextes socio-économiques
- Communautés autochtones
- Thématiques d'implication

Les deux comités travailleront ensemble pour faire la sélection des 19 JAE. Ces derniers auront le mandat de consulter des jeunes de leurs arrondissements dès septembre 2016 et d'effectuer une mobilisation à grande échelle dans leurs arrondissements, le tout pour assurer le succès du Sommet jeunesse 375e. Ce mandat s'effectuera en grande partie grâce au calendrier de l'engagement qui est décrit plus bas.

Afin de réaliser son mandat, le groupe de JAE sera divisé en 3 sous-groupes. Chaque sous-groupe sera accompagné et formé par des membres du comité organisateur et ceux-ci auront pour mandat de préciser le rôle des jeunes ambassadeurs, de former ces derniers et de les accompagner tout au long du projet dans leurs fonctions.

Une des premières étapes de l'implication des JAE sera d'aller à la rencontre des élus de leur arrondissement pour mieux comprendre les enjeux et le fonctionnement de leur territoire. Ils devront ensuite publier leur profil de JAE sur le microsite du projet **#JEUNESSE375MTL** afin de servir de modèle d'engagement aux jeunes Montréalaises et Montréalais.

Par la suite, pour consolider cette volonté d'assurer un partage de bonnes pratiques et des échanges avec des jeunes d'ici et d'ailleurs, nous organiserons un maillage entre les jeunes ambassadeurs de Montréal et les villes sœurs de Montréal. Celles-ci seront choisies pour la qualité des liens entretenus entre nos deux villes, leur caractère innovant en matière de jeunesse et selon les enjeux prioritaires pour le Sommet jeunesse. Entre novembre 2016 et avril 2017, des voyages d'exploration d'une durée de 2 semaines seront donc organisés dans des villes sœurs de Montréal, grâce à l'expertise de LOJIQ, pour que chaque JAE puisse rencontrer des organisations jeunesse d'ailleurs, découvrir des projets inspirants et rapporter tout ce contenu de qualité au Sommet jeunesse 375e. Les 19 ambassadeurs seront aussi mis en relation avec des jeunes des différentes régions du Québec par le biais du réseau des YMCA.

Les découvertes et apprentissages des ambassadeurs, en particulier pendant leurs voyages exploratoires, pourront être suivis en temps réel tout au long de leur mandat. Ils auront la responsabilité de partager photos, vidéos et blogues sur le microsite. Les élus, intervenants et autres jeunes montréalaises et montréalais pourront alors réagir au contenu.

En résumé, les jeunes ambassadeurs auront pour mandats :

- Participer activement aux formations et sessions de travail proposées;
- Participer à au moins deux événements jeunesse de leur arrondissement afin de faire l'atelier du *Montréal jeune* et de mobiliser en vue du Sommet jeunesse;
- Participer à un voyage d'exploration et de représentation dans une ville sœur de Montréal;
- Participer à une rencontre avec des jeunes des grandes villes canadiennes;
- Participer à une rencontre avec des jeunes en région du Québec;
- Préparer des ateliers pour le Sommet jeunesse qui vont porter sur les thématiques qui les interpellent et sur les grands rêves qui sont ressortis pendant les événements jeunesse et les séjours à l'extérieur de la Ville;
- Assurer une présence virtuelle très active par le biais de partage de photos, vidéos et textes sur le microsite;
- Participer au Sommet jeunesse 375e comme animateurs et participants.

Calendrier de l'engagement

Il est primordial de bâtir un élan vers le Sommet jeunesse. Les participants doivent avoir l'occasion de réfléchir à l'avance à leur conception d'un *Montréal Jeune* pour que leurs propositions soient approfondies au moment de les transmettre.

La Ville de Montréal offre une programmation diversifiée et stimulante pour les jeunes et elle regorge d'organisations jeunesse qui proposent elles aussi des activités très intéressantes. Le projet **#JEUNESSE375MTL** prévoit donc la création d'un calendrier public répertoriant une panoplie d'activités jeunesse organisées entre septembre 2016 et le Sommet jeunesse 375e, en mai 2017. Afin d'inscrire un événement au calendrier, une condition s'impose : réserver un moment dans la programmation des activités pour que les JAE puissent mener un atelier avec les participants qui porte sur leur conception d'un *Montréal Jeune*. Il sera demandé aux participants de faire le pont vers le 400e avec des idées concrètes. Le contenu qui ressortira de ces ateliers servira de trame de fond au Sommet jeunesse 375e.

À titre d'exemple, voici des activités qui pourraient être inscrites au calendrier de l'engagement :

- Soirée des ados à la bibliothèque de l'Île Bizard-Sainte-Geneviève
- Simulation de conseil municipal par le Jeune conseil de Montréal
- Spectacles culturels jeune public
- Les jeux de la rue
- Événement régional jeunesse du Forum jeunesse de l'île de Montréal
- Dîner-causerie de la Jeune chambre de commerce de Montréal
- Maîtres chez vous de Force jeunesse
- Présentation de films de Wapikoni mobile
- Écoles de citoyenneté de l'INM (École d'hiver et Écoles itinérantes)
- Événements des maisons de jeunes
- Vendredi soir ados des YMCA
- Le souper de ces dames et messieurs de PACT de rue

Ce calendrier permettra donc de voir rapidement quelques exemples d'activités qui sont organisées dans chaque arrondissement par la ville et par des organisations jeunesse locales. Les jeunes ambassadeurs auront la responsabilité de participer à un minimum de deux activités de leur arrondissement ce qui permettra de rejoindre directement plus de 1000 jeunes montréalaises et montréalais et plusieurs milliers de plus, indirectement.

Microsite interactif

Pour faciliter l'interaction entre les jeunes d'ici et d'ailleurs pendant les mois qui précèderont le Sommet, un microsite sera créé. Il présentera les jeunes ambassadeurs, le calendrier de l'engagement ainsi que l'invitation et les modalités de participation au Sommet jeunesse 375ème. Ce sera aussi une plateforme où les jeunes qui se préoccupent du développement de Montréal pourront communiquer leurs rêves et aspirations pour leur Ville et interagir avec les autres participants. Cette plateforme sera liée aux plateformes de communications virtuelles les plus utilisées par les jeunes afin de facilité la conversation et les interactions. De cette façon, les jeunes qui ne se trouveront pas à Montréal au moment du Sommet auront pu tout de même transmettre leurs idées. Ce site sera animé par la coordination du projet et les jeunes ambassadeurs.

Sommet jeunesse 375e

Le Sommet jeunesse 375e sera donc le moment culminant, très attendu, du projet après plusieurs mois d'activités consacrées à la jeunesse. En multipliant les interactions avec la jeunesse montréalaise au cours des mois précédent le Sommet, nous sommes assurés d'atteindre l'objectif de 375 jeunes participants. Qui plus est, ceux-ci auront déjà entamé leur réflexion sur le *Montréal Jeune*. Cette préparation en amont garantira que le contenu présenté dans le rapport après l'événement sera réellement riche pour la Ville de Montréal.

Le Sommet se déroulera sur deux jours et visera à nourrir les réflexions qui vont menées à la nouvelle Stratégie jeunesse 2018-2022 et à dégager les acquis et les succès de la Stratégie jeunesse 2013-2017. Ce sera l'occasion de récolter les idées des jeunes, partager les pratiques innovantes et faire connaître au grand public les rêves des jeunes Montréalaises et Montréalais.

Un lien sera fait avec le 150e anniversaire du Canada par le biais du projet innovant d'Apathy is Boring qui porte sur l'engagement civique des jeunes dans cinq grandes villes canadiennes (Montréal, Ottawa, Toronto, Edmonton, Vancouver). Apathy is Boring sera responsable de transmettre les rêves des jeunes Montréalaises et Montréalais grâce à des installations artistiques et numériques qui projetteront des images sur des façades du centre-ville.

Au menu pour cet événement d'envergure :

- Présentations et ateliers des 19 ambassadeurs et ambassadrices de l'engagement;
- 375 participants âgés de 12 à 30 ans, recrutés lors des événements du calendrier de l'engagement;
- 25 participants de moins de 12 ans, recruté dans les écoles primaires, qui feront le pont jusqu'au 400e de Montréal;
- Foire de l'engagement où technologies, arts et créativité seront au service de l'émergence de nouvelles idées;
- Des groupes de travail sur les thématiques ciblées par les ambassadeurs suites aux idées et rêves soumis par les jeunes montréalais et montréalaises;
- Des ateliers de formation sur la gouvernance municipale;
- Des partenariats avec des organisations technologiques et créatives;
- Un retour sur la stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017 ainsi que des recommandations pour la stratégie jeunesse 2018-2022.

Les organisateurs souhaitent que les participants au Sommet vivent un moment fort, engageant et déterminant pour la suite de leur implication citoyenne à Montréal. Ils souhaitent aussi que les jeunes puissent profiter des événements tout au long de l'année et du Sommet jeunesse pour faire le lien avec leurs élus municipaux.

Thématiques ciblées

Deux thématiques majeures seront ciblées tout long du projet : l'engagement des jeunes à la vie démocratique municipale et le vivre ensemble. Ces deux thématiques seront vécues par les ambassadeurs qui seront les représentants de la riche diversité de Montréal et qui vont entreprendre auprès des jeunes des ateliers et des conversations sur ces thématiques. Il est important de noter qu'en plus de ces activités précises, ces thématiques sont une trame de fond dans l'ensemble de ce projet qui vise en premier lieu de créé des liens entre les jeunes et donc d'améliorer le vivre ensemble et qui vise aussi à créer une culture de l'engagement citoyen.

Les jeunes ambassadeurs cibleront aussi une troisième thématique en début de projet. Il était important, selon les organisateurs, que la troisième thématique puisse être laissée aux jeunes qui pourront s'entendre sur un enjeu qui les stimule tout particulièrement. Les jeunes ambassadeurs seront choisis pour représenter une diversité de thématique d'implication afin que la troisième thématique majeure soit riche et inspirée de leurs parcours.

Voici une liste de thématiques qui seront recherchées dans les profils des ambassadeurs :

Vivre ensemble, diversité et inclusion		**Participation citoyenne, démocratie et gouvernance**
Éducation	Sports et loisirs	Environnement et développement durable
Droits des populations autochtones et réconciliation	Saines habitudes de vie	Démocratie et gouvernance
Solidarité régionale et internationale	Pauvreté et justice sociale	Lutte contre l'homophobie et la transphobie
Intégration des nouveaux arrivants	Arts et culture	Égalité femme-homme
Entrepreneuriat	Employabilité et insertion professionnelle	Technologies et médias

Échéancier

Été 2016	Recrutement des 19 jeunes ambassadeurs et ambassadrices Prise de contact avec les organisations jeunesse pour la création du calendrier de l'engagement
Automne 2016	Recrutement d'organisations jeunesse partenaires dans chaque arrondissement Publication du calendrier de l'engagement Participation des ambassadeurs et ambassadrices dans des événements jeunesse Préparation de la visite exploratoire des ambassadeurs et ambassadrices dans une ville sœur de Montréal
Hiver 2017	Voyage de découvertes des ambassadeurs et ambassadrices Participation des ambassadeurs et ambassadrices dans des événements jeunesse
Printemps 2017	Sommet jeunesse
Été 2017	Rédaction du rapport du Sommet jeunesse
Automne 2017	Poursuite d'engagements en faveur d'un *Montréal Jeune*

Livrables

- 19 jeunes ambassadeurs et ambassadrices de 12 à 30 ans recrutés dans les 19 arrondissements, grâce aux réseaux des partenaires, et représentant la diversité des jeunes;
- 4 rencontres de suivis, partage de bonnes pratiques et formations organisées avec les jeunes ambassadeurs et ambassadrices;
- 1 microsite internet créé avec une plateforme interactive;
- Un minimum de deux organisations jeunesse de chaque arrondissement participant au projet;
- 1 calendrier de l'engagement jeunesse développé et intégré à la programmation du 375^{e} anniversaire;
- Présence de chaque jeune ambassadeur et ambassadrice à au moins 2 événements du calendrier de l'engagement jeunesse pour un total de 38 présences;
- 3 voyages d'exploration et de représentation organisés dans trois villes sœurs de Montréal;
- Une rencontre organisée entre les jeunes ambassadeurs et des jeunes impliqués d'Ottawa, Toronto, Edmonton et Vancouver;
- 3 rencontres (en personne ou virtuelle) organisées entre les ambassadeurs et des jeunes de différentes régions du Québec;
- 375 participants de 12 à 35 ans seront présents au Sommet jeunesse;
- 25 participants de moins de 12 ans seront présents au Sommet jeunesse;
- Le bilan de la Stratégie jeunesse montréalaise présenté au Sommet;

- Un rapport achevé, incluant des recommandations, à la suite du Sommet;
- Les rêves des jeunes Montréalaises et Montréalais documentés pour la poursuite d'engagements citoyens en vue du 400e anniversaire de Montréal;
- Les jeunes participantes et participants du Sommet jeunesse 375e mobilisés pour la poursuite d'engagements en faveur d'un *Montréal Jeune.*

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.12

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1160783001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel Développement Terramax inc. cède à la Ville pour fins de parc deux immeubles situés sur la rue Jean-Gascon, totalisant une superficie de 1 558,6 m² et par lequel la Ville cède au Promoteur trois immeubles situés sur les rues Pierre-Daviault et Claude-Henri-Grignon, totalisant une superficie de 1 508,2 m², dans l'arrondissement de Saint-Laurent, et ce, sans contrepartie financière / Retirer du domaine public les immeubles que la Ville cède au Promoteur et verser les immeubles que la Ville reçoit dans l'échange dans le domaine public de la Ville pour fins de parc. N/Réf : 31H12-005-0342-02

Il est recommandé :

1. de retirer du registre du domaine public de la Ville pour fins de parc les lots 5 617 298 et 5 791 581 du cadastre du Québec;
2. de retirer du registre du domaine public de la Ville pour fins de rue le lot 5 617 301 du cadastre du Québec;
3. d'approuver un projet d'acte par lequel Développement Terramax inc. cède à la Ville pour fins de parc une partie du lot 5 282 499 et une partie du lot 5 422 649 du cadastre du Québec (lots projetés 5 422 648 et 5 422 649), totalisant une superficie de 1 558,6 m² et par lequel la Ville cède au Promoteur les lots 5 617 298, 5 617 301 et 5 791 581 du cadastre du Québec, totalisant une superficie de 1 508,2 m², dans l'arrondissement de St-Laurent, sans contrepartie financière, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;
4. d'inscrire au registre du domaine public de la Ville pour fins de parc la partie du lot 5 282 499 et la partie du lot 5 422 649 du cadastre du Québec qui seront remplacées par les lots projetés 5 422 648 et 5 422 649 du cadastre du Québec.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-08-31 10:15

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160783001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel Développement Terramax inc. cède à la Ville pour fins de parc deux immeubles situés sur la rue Jean-Gascon, totalisant une superficie de 1 558,6 m² et par lequel la Ville cède au Promoteur trois immeubles situés sur les rues Pierre-Daviault et Claude-Henri-Grignon, totalisant une superficie de 1 508,2 m², dans l'arrondissement de Saint-Laurent, et ce, sans contrepartie financière / Retirer du domaine public les immeubles que la Ville cède au Promoteur et verser les immeubles que la Ville reçoit dans l'échange dans le domaine public de la Ville pour fins de parc. N/Réf : 31H12-005-0342-02

CONTENU

CONTEXTE

Suite à la venue d'une école primaire desservant ce secteur résidentiel, l'arrondissement de Saint-Laurent a dû procéder à une modification de son schéma d'aménagement avec la résultante que la localisation du réseau de sentiers piétionniers existants devait être revue pour desservir plus sécuritairement la clientèle étudiante.
En conséquence, l'Arrondissement a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») afin qu'il procède à un échange de terrains avec Développement Terramax inc. (le « Promoteur ») dans le secteur du « Nouveau Saint-Laurent ». Les terrains visés sont situés tout juste à l'ouest du boulevard Cavendish, entre les boulevards Henri-Bourassa et Thimens.

Le présent sommaire a donc pour but de faire approuver le projet d'acte pour la réalisation de cet échange de terrain.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 08 0247 - 3 mai 2016 - Approbation des crédits au paiement des taxes de vente pour cette transaction.

DESCRIPTION

Les terrains que le Promoteur cède à la Ville sont situés en front de la rue Jean-Gascon et ils sont identifiés par une trame ombragée sur les plans B et C disponibles en pièces jointes (les « Plans »). Ces terrains totalisent une superficie de 1 558,6 m^2 (16 776,3 pi²). Ils correspondent actuellement à une partie du lot 5 282 499 et une partie du lot 5 282 503 du cadastre du Québec, lesquelles seront remplacées par les lots projetés 5 422 648 et 5 422 649 du cadastre du Québec. Ces terrains seront versés dans le domaine public pour fins de parc suite à la signature et la publication de l'acte d'échange.

En échange, la Ville cède au Promoteur les lots 5 617 298, 5 617 301 et 5 791 581 du cadastre du Québec respectivement identifiés sur les Plans par une trame hachurée, une trame quadrillée et un trait liséré. Ces terrains totalisent une superficie 1 508,2 m^2 (16 234,1 pi²). Les lots 5 617 298 et 5 791 581 furent cédés à la Ville en guise de paiement de frais de parc, sur lesquels le sentier piétonnier et la piste cyclable devaient y être aménagés. Le lot 5 617 301 fut ajouté à la transaction afin d'équilibrer les valeurs d'échange dans le but de permettre une transaction sans soulte pour l'Arrondissement. Ledit lot 5 617 301 correspond à une partie de l'ancien tracé de la rue Claude-Henri Grignon, laquelle a été déplacée au nord-est en raison du réaménagement du secteur. Une servitude d'utilités publiques devra être créée à même l'acte d'échange sur une partie du lot 5 617 301 afin de légaliser la présence des installations de la CSEM. Cette servitude est illustrée par les lettres A, B, C, D, E, F, G et A sur le plan d'arpentage C-14 Saint-Laurent accompagnant la description technique préparée, le 2 février 2016, par Christian Viel, arpenteur-géomètre, portant le numéro de dossier 21673-1 du greffe commun des arpenteurs de la Ville et le numéro 181 de ses minutes. Ce plan et la description technique sont disponibles en pièces jointes. Ces terrains devront être retirés du domaine public.

Cet échange permettra l'aménagement du nouveau tracé du sentier piétonnier et de la piste cyclable requis par la venue de l'école primaire.

Le Règlement d'urbanisme applicable aux terrains échangés ne permet que la construction de bâtiments unifamiliaux.

L'étude de sol réalisée par une firme externe par l'entremise du laboratoire de la Ville indique que les sols des immeubles cédés par le Promoteur sont compatibles pour l'usage projeté. Une copie des conclusions et recommandations de cette étude est disponible en pièce jointe.

Chaque partie devra acquitter les taxes de vente sur les immeubles reçus dans cet échange.

Il est à noter que le Promoteur via une compagnie liée (Multiterre inc.) est propriétaire du lot 5 467 407 en partie adjacent au lot 5 617 301 cédé par la Ville. Ceci étant dit, le Promoteur et ladite compagnie ont convenu d'un échange de terrains avec le propriétaire voisin des lots 5 089 825 et 2 925 828, également propriétaire riverain du lot 5 617 301, afin de régulariser la forme de leur terrain respectif et ainsi en optimiser leur développement. Une copie de la promesse d'échange entre ces deux propriétaires est disponible en pièces jointes.

Toutes les autres clauses et conditions comprises dans l'acte d'échange sont usuelles pour ce type de transaction.

JUSTIFICATION

Cette transaction est requise pour les motifs suivants :

· Elle répond à la demande de l'Arrondissement, notre mandant.

· Elle permet de réaliser les aménagements requis par le nouveau schéma d'aménagement du secteur.

· Elle est négociée sur la base des valeurs marchandes des immeubles échangés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L’acquisition des immeubles cédés à la Ville dans cet échange est taxable et la responsabilité relative au paiement de la TPS et de la TVQ incombe à la Ville. La valeur marchande, telle qu'estimée par la Division de l'évaluation du SGPI attribuable aux immeubles cédés à la Ville dans cet échange, s'élève à 1 216 282 $ et le montant des taxes de vente nettes payables est de 60 662,06 $.
Le budget pour le paiement des taxes de vente liées à l'acquisition des immeubles du Promoteur sera financé par l'Arrondissement.

La valeur marchande probable des immeubles sans contrainte est de 72,50 $/pi², alors qu'elle est de 65,25/pi² pour les immeubles sous servitude. L'évaluation municipale (2014-2016) de ceux-ci est de 29,54 $/pi².

Cet échange est fait sans soulte de part et d'autre malgré que le fait que la valeur marchande des immeubles du Promoteur soit légèrement supérieure à la valeur marchande des immeubles cédés par la Ville. Un tableau résumant les valeurs marchandes de ces immeubles est disponible en pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Promoteur n'a pu mettre en valeur ces immeubles en raison de la révision du schéma d'aménagement. Il aimerait finaliser cette transaction dans le meilleur délai .

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe (Line ST-GERMAIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Robert COULOMBE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Francyne GEMME, Service des affaires juridiques
Isabelle BASTIEN, Saint-Laurent
Luc LÉVESQUE, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Isabelle BASTIEN, 7 mars 2016
Luc LÉVESQUE, 2 février 2016
Johanne CÔTÉ, 2 février 2016
Francyne GEMME, 2 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis CHARETTE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-7221
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-23

Denis SAUVÉ
Chef de section

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carl BEAULIEU
Chef de division, en remplacement de Francine Fortin, directrice des transactions immobilières et de la sécurité, jusqu'au 6 septembre 2016.
Tél : 514 872-2803
Approuvé le : 2016-08-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-08-30

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1160783001 / Mandat 14-0216-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Échange de terrains
- Localisation : Terrains situés sur les rues Jean-Gascon, Pierre-Daviault et Claude-Henri-Grignon, arrondissement de Saint-Laurent.
- Lots : Le Promoteur cède les lots projetés 5 422 648 et 5 422 649 et obtient les lots 5 617 298, 5 617 301 et 5 791 581 du cadastre du Québec.
- Superficie totale : Le Promoteur cède à la Ville 1 558,6 m^2 - (16 776,3 pi^2) et reçoit en échange 1 508,2 m^2 – (16 234,1 pi^2)
- Particularités : Malgré que la valeur marchande des terrains du Promoteur soit légèrement supérieure à celle de la Ville, cet échange est réalisé sans soulte de part et d'autre, chacune des parties assumant ses taxes de vente.

Cédant : Ville de Montréal

Promoteur :
Développement Terramax inc.
a/s de M^{e} Claude Gratton
Taschereau, Gratton, Blais, Acoca
774, boul. Décarie, bureau 200
Saint-Laurent (Québec) H4L 3L5
Tél. : 514 748-6539
Fax : 514 748-5495
cgratton@notarius.net

Prix de vente : Sans soulte de part et d'autre

Juste valeur marchande : Fourchette de valeur variant de 70,00 $ à 75,00 $/pi² pour les terrains sans servitude et de 63,00 $ à 67,50 $ avec servitude.

- En date du : 4 septembre 2015

Valeur au rôle foncier 2016 : 318 $/m² (29,54 $/pi²)

Valeur aux livres : 0,00 $

Raison du prix de vente : Cette transaction est réalisée sur la base de la valeur marchande des terrains échangés.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Denis Charette	Téléphone : 2-7221	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

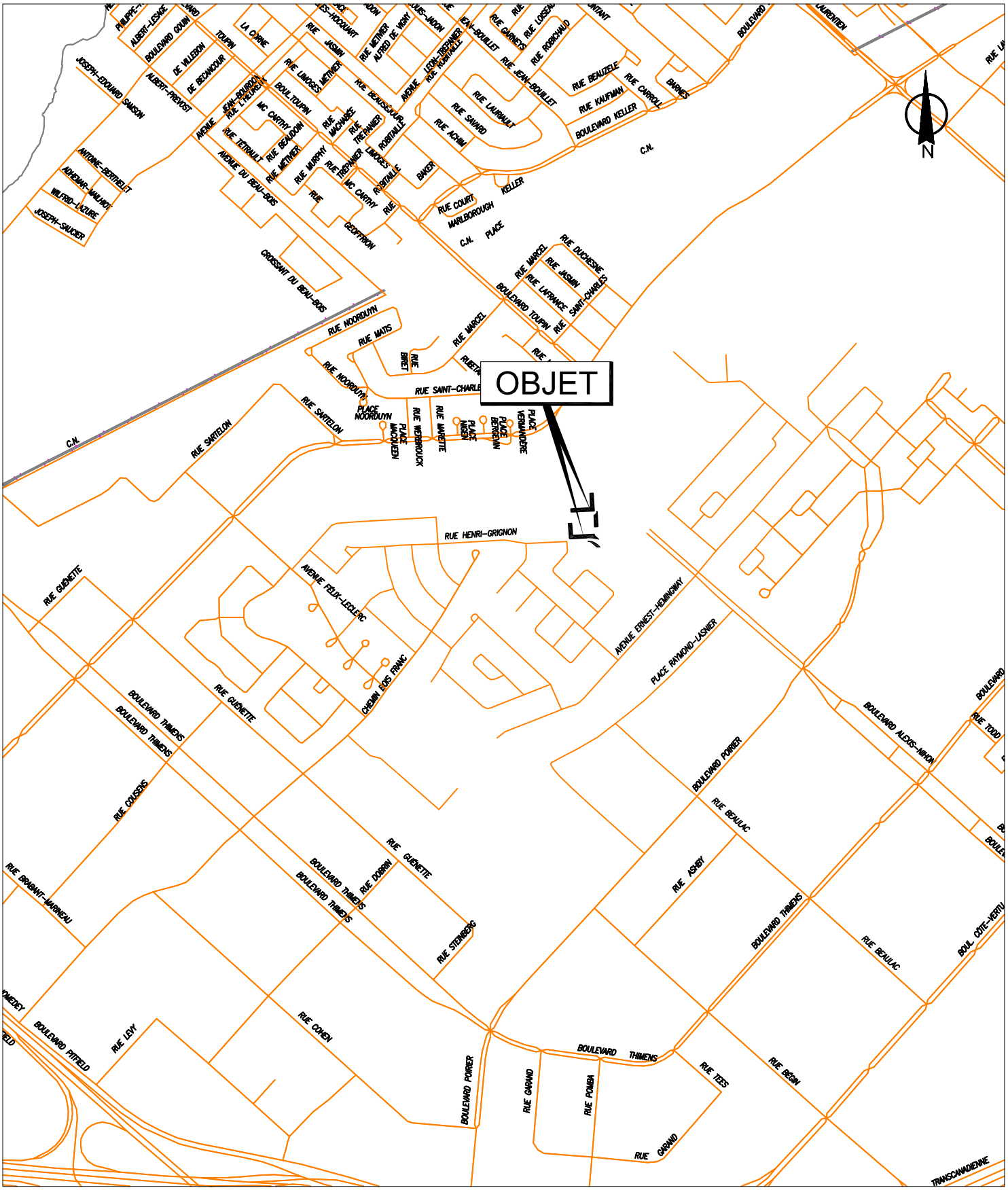


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Saint-Laurent
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-0343-02
Production : CL
Échelle : -
Date : 20-01-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

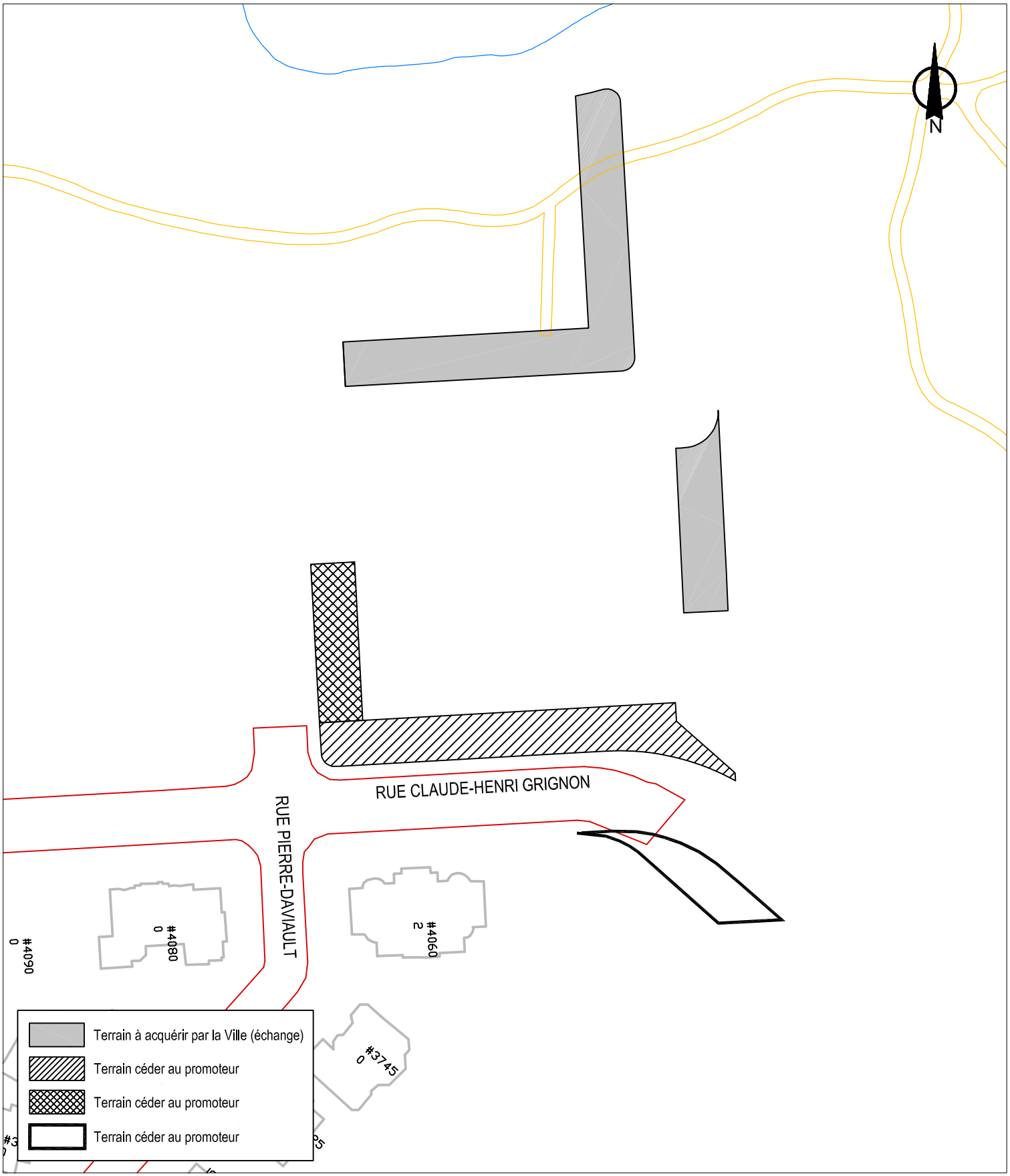


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Saint-Laurent
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-0343-02
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 20-01-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

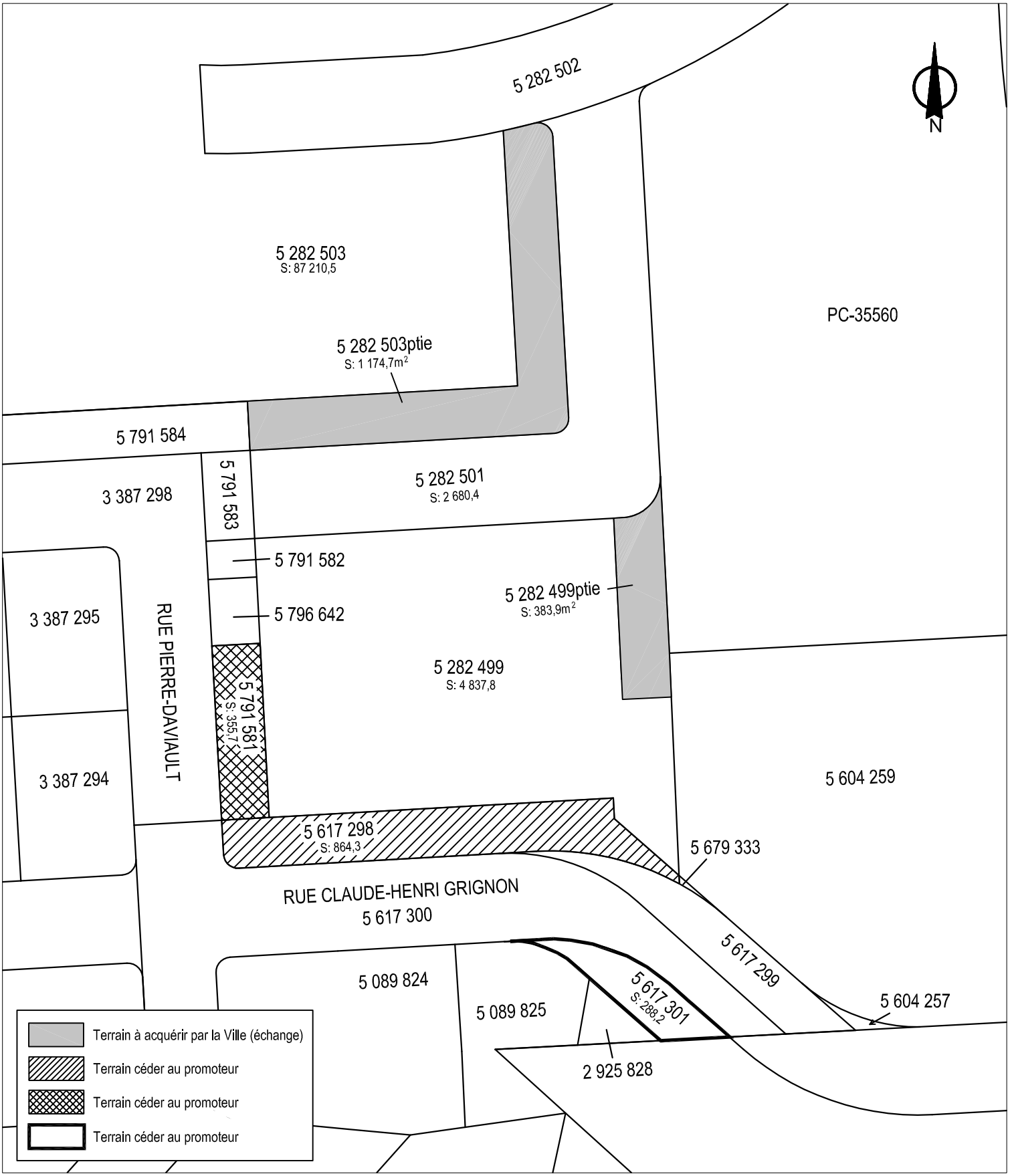


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Saint-Laurent
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-0343-02
Production : CL
Échelle : 1:1100
Date : 20-01-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Saint-Laurent
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-0343-02
Production : CL
Échelle : 1:1000
Date : 20-01-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Conclusions des évaluateurs de la Ville

Inclusion du surplus de la rue Claude-Henri Grignon 23 décembre 2015.

Immeubles	Lot no.	Article	Superficie		Superficie		Valeur/pi2	Valeur marchande	
Rue Jean-Gascon	5422648 projeté	2,1	1 174,70	m2	12 644	pi2	72,50 $	916 690 $	
Rue Jean-Gascon	5422649 projeté	2,1	383,9	m2	4 132,30	pi2	72,50 $	299 592 $	
			1558,6		16776,3	pi2		1 216 282 $	plus les taxes de vente

		Article	Superficie		Superficie		Valeur/pi2	Valeur marchande	
Rue Claude-Henri Grignon	5 617 298	2,2,1	864,3	m2	9 303,20	pi2	72,50 $	674 482 $	
Rue Pierre-Daviault	5 791 581	2,2,2	355,7	m2	3 828,7	pi2	72,50 $	277 581 $	
emprise Claude-Henri Grignon	5 617 301	2,2,3	259,8	m2	2 796,50		72,50 $	202 746 $	
emprise Claude-Henri Grignon sous servitude	5 617 301	2,2,3	28,4	m2	305,7		65,25 $	19 947 $	
			1508,2	m2	16 234,10	pi2		1 174 756 $	plus les taxes de vente

Différentiel	41 526 $

Note 1 : Fourchette de la valeur des immeubles sans servitude est de 70 $ à 75 $ - on retient la valeur la plus probable soit la valeur moyenne 72,50 $

Note 2 : Fourchette de la valeur des immeubles sous servitude est de 63 $ à 67,50 $ - on retient la valeur la plus probable soit la valeur moyenne 65,25 $

Tableau I : Résultats d'analyses chimiques pour les échantillons de sol

Échantillon	Date	Profondeur (m)	Paramètres d'analyses			Classe
			HP (C_{10}-C_{50})	HAP	Métaux	
14E077-001-2	2014-10-07	0,50 à 1,00	< A	< A	< A	< A
14E077-002-2	2014-08-08	0,50 à 1,00	< A	< A	< A	< A
14E077-002-4	2014-08-08	1,50 à 1,80	< A	< A	< A	< A
14E077-002-5	2014-08-08	1,80 à 2,00	< A	A-B	A-B	A-B
14E077-003-2	2014-10-07	0,50 à 1,00	< A	< A	< A	< A

- : non analysé

L'échantillon 14E077-002-5 ont présenté des concentrations en HAP et en métaux se situant dans la plage A-B de la Politique du MDDELCC. Tous les autres échantillons analysés ont présenté des concentrations en HP(C_{10}-C_{50}), HAP et métaux inférieures au critère A de la Politique. Ce critère est associé au bruit de fond régional pour les paramètres inorganiques et est fixé en fonction de la limite de détection des appareils analytiques pour les paramètres organiques.

3.1.7 Ampleur de la contamination des sols

À la lumière des informations obtenues au cours de cette présente caractérisation, il a été possible de mieux délimiter un (1) secteur de sols contaminés dans la plage A-B des critères de la Politique du MDDELCC.

En se basant sur la méthode des polygones de Thiessen, on retrouve des sols contaminés dans la plage A-B sur une superficie approximative de 471 m^2. En fonction des profondeurs, ces sols représentent un volume approximatif de 330 m^3, soit environ 660 tonnes métriques pour une masse volumique estimée à 2 000 kg/m^3. Les estimations sont présentées au **tableau IV**, tandis que les secteurs contaminés sont également délimités à la **figure** de l'**annexe II**.

Tableau II : Estimation des quantités de sols contaminés

Secteur contaminé	Classe	Profondeur moyenne (m)	Superficie approx. (m^2)	Volume / tonnage (m^3) / (t.m.)
14E077-002-5	A-B (HAP, Métaux)	1,80 à 2,50	467	327 / 654

4.0 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Au total, trois (3) sondages ont été réalisés les 8 août et 7 octobre 2014 à l'aide d'une excavatrice modèle Caterpillar 304D afin de vérifier la qualité environnementale des sols. Ces forages ont été réalisés de façon aléatoire afin de couvrir la totalité du site à l'étude.

Selon les informations obtenues au cours de cette caractérisation, tous les échantillons analysés ont démontré des teneurs inférieures au critère B de la Politique du MDDELCC pour les HP(C_{10}-C_{50}), HAP et métaux. Conséquemment, les sols prélevés aux endroits où des risques avaient été identifiés sont conformes aux usages projetés, soit le prolongement de la bande verte qui longe la rue Jean-Gascon et le lien vers la future école qui sera construite sur le lot 5 015 681.

Suite aux travaux de caractérisation environnementale sur les futurs lots 5 422 648 et 5 422 649, aucune autre intervention à caractère environnemental n'est recommandée sur cette propriété.

Au total, on retrouve des sols contaminés dans la plage A-B sur une superficie approximative de 471 m^2. En fonction des profondeurs, ces sols représentent un volume approximatif de 330 m^3, soit environ 660 tonnes métriques.

Il est important de noter que tous les sols excavés au cours des travaux doivent être gérés selon la *Grille de gestion des sols contaminés excavés intérimaire* (Grille) de la Politique du MDDELCC (**annexe VI**).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160783001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel Développement Terramax inc. cède à la Ville pour fins de parc deux immeubles situés sur la rue Jean-Gascon, totalisant une superficie de 1 558,6 m² et par lequel la Ville cède au Promoteur trois immeubles situés sur les rues Pierre-Daviault et Claude-Henri-Grignon, totalisant une superficie de 1 508,2 m², dans l'arrondissement de Saint-Laurent, et ce, sans contrepartie financière / Retirer du domaine public les immeubles que la Ville cède au Promoteur et verser les immeubles que la Ville reçoit dans l'échange dans le domaine public de la Ville pour fins de parc. N/Réf : 31H12-005-0342-02

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet d'acte d'échange ci-joint. Nous avons reçu une confirmation du président du Promoteur à l'effet qu'il est d'accord avec de projet. Par ailleurs, celui-ci sera signé uniquement lorsque les lots 5 422 648 et 5 422 649 auront été officiellement créés au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal.

FICHIERS JOINTS

Échange - Terramax - RC2.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert COULOMBE
notaire
Tél : 872-6854

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-29

Robert COULOMBE
notaire
Tél : 872-6854
Division : Droit contractuel

1160783001 (16-000310)

CODE: NC 3521

L'AN DEUX MILLE SEIZE,
le

DEVANT **M^e^ Robert COULOMBE**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT:

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) (ci-après nommée la «**Charte**»), étant aux droits de la VILLE DE SAINT-LAURENT en vertu de l'article 5 de la Charte, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves SAINDON, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte et des résolutions suivantes:

a) la résolution CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); une copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original de la minute 2 764 du notaire soussigné; et

b) la résolution CM16 , adoptée par le conseil municipal à sa séance du deux mille seize (2016); une copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la «**Ville**»

ET:

DÉVELOPPEMENT TERRAMAX INC., personne morale constituée en vertu de la Partie 1A de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38) et maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1), immatriculée sous le numéro 1160024700 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 1600, boulevard Henri-Bourassa Ouest, Bureau 600, à Montréal, province de Québec, H3M 3E2, agissant et représentée

par Rocco DI ZAZZO, son président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le deux mille seize (2016), laquelle est toujours en vigueur et n'a pas été modifiée ni révoquée; une copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la «**Société**»

LESQUELLES PARTIES, PRÉALABLEMENT À L'ÉCHANGE QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT:

ATTENDU que la Ville est propriétaire de terrains connus et désignés comme étant les lots 5 617 298, 5 617 301 et 5 791 581 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

ATTENDU que la Société est propriétaire de terrains connus et désignés comme étant les lots 5 422 648 et 5 422 649 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

ATTENDU que la Ville désire acquérir les terrains de la Société à des fins de parc.

ATTENDU que la Société désire acquérir les terrains de la Ville à des fins de développement résidentiel.

ATTENDU que la création d'une servitude réelle et perpétuelle d'utilités publiques est requise pour donner suite au présent échange et que la Société y consent.

ATTENDU que suite à la signature du présent acte d'échange, la Société et MULTITERRE INC. ont convenu d'un échange de terrains avec le propriétaire des lots 2 925 828 et 5 089 825 qui affecte notamment une partie du lot 5 617 301, le tout afin de régulariser la forme de leur propriété respective pour en optimiser le développement.

ATTENDU que la Ville a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi*

sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à la Société.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. PRÉAMBULE

1.1 Le préambule fait partie intégrante du présent acte.

2. ÉCHANGE

2.1 La Ville cède à la Société, à titre d'échange, les immeubles ci-après décrits, savoir:

DÉSIGNATION

Des terrains situés dans l'arrondissement de Saint-Laurent, à Montréal, province de Québec, connus et désignés comme étant les lots CINQ MILLIONS SIX CENT DIX-SEPT MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT (5 617 298), CINQ MILLIONS SIX CENT DIX-SEPT MILLE TROIS CENT UN (5 617 301) et CINQ MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-ONZE MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-UN (5 791 581) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après collectivement nommés «l'**Immeuble A**»

2.2 En échange, la Société cède à la Ville les immeubles ci-après décrits, savoir:

DESIGNATION

Des terrains situés dans l'arrondissement de Saint-Laurent, à Montréal, province de Québec, connus et désignés comme étant les lots CINQ MILLIONS QUATRE CENT VINGT-DEUX MILLE SIX CENT QUARANTE-HUIT (5 422 648) et CINQ MILLIONS QUATRE CENT VINGT-DEUX MILLE SIX CENT QUARANTE-NEUF (5 422 649) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après collectivement nommés «l'**Immeuble B**»

3. SERVITUDES

3.1 La Ville déclare que l'Immeuble A est notamment sujet aux servitudes suivantes, savoir:

a) Une servitude en faveur de PROVIGO DISTRIBUTION INC. prohibant l'exploitation de toute entreprise qui fait le commerce, la mise en marché ou la vente de produits d'épicerie ou de produits alimentaires quels qu'ils soient, y compris les fruits, légumes, viandes, poissons, volailles, produits laitiers et de boulangerie, ou une combinaison de ceux-ci, aux termes d'un acte reçu par M^{e} Earl MERLING, notaire, le trente (30) avril mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept (1997), et inscrit au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 925 262.

b) Le règlement de zonage de l'aéroport Cartierville inscrit au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 1 674 804, lequel impose certaines restrictions quant à la hauteur des bâtiments et structures qui peuvent être érigés sur les lots visés.

c) Une servitude d'utilités publiques en faveur de HYDRO-QUÉBEC résultant du dépôt d'un avis d'expropriation inscrit au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal le vingt-deux (22) août mil neuf cent soixante (1960) sous le numéro 1 488 286.

3.2 La Société déclare que l'Immeuble B est notamment sujet aux servitudes énumérées au paragraphe 3.1 ci-dessus.

4. ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

4.1 La Ville est propriétaire de l'Immeuble A pour l'avoir acquis aux termes des actes suivants, savoir:

a) Échange entre BOMBARDIER IMMOBILIER INC. et VILLE DE SAINT-LAURENT, reçu par M^{e} Claude GRATTON, notaire, le vingt-neuf (29) juillet mil neuf cent quatre-vingt-quatorze (1994), et inscrit au moyen d'un sommaire au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 724 476.

b) Correction entre BOMBARDIER IMMOBILIER INC. et VILLE DE SAINT-LAURENT, reçue par M^e^ Claude GRATTON, notaire, le quinze (15) avril mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept (1997), et inscrite au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 922 341.

c) Échange entre BOMBARDIER INC. et VILLE DE SAINT-LAURENT, reçu par M^e^ Claude GRATTON, notaire, le vingt-huit (28) novembre deux mille un (2001), et inscrit au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 5 305 575.

d) Correction entre BOMBARDIER INC. et VILLE DE MONTRÉAL, reçue par M^e^ Claude GRATTON, notaire, le vingt-cinq (25) avril deux mille deux (2002), et inscrite au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 5 342 227.

e) Cession par BOMBARDIER INC. en faveur de VILLE DE MONTRÉAL, reçue par M^e^ Jean-François DUGAS, notaire, le treize (13) avril deux mille quatre (2004), et inscrite au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 11 210 967.

4.2 La Société est propriétaire de l'Immeuble B pour l'avoir acquis de BOMBARDIER INC., aux termes d'un acte de vente reçu par M^e^ Claude GRATTON, notaire, le trente et un (31) octobre deux mille six (2006), et inscrit au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 13 765 719.

5. FERMETURE

5.1 La Ville déclare que l'Immeuble A a été fermé et retiré de son domaine public en vertu de la résolution mentionnée à l'alinéa b) de sa comparution.

5.2 La Société et ses ayants droit prendront fait et cause pour la Ville et tiendront cette dernière indemne de tout dommage et de toute réclamation de quelque nature découlant de la fermeture de l'Immeuble A comme domaine public et de la subsistance, le cas échéant, de tout droit de passage en faveur des propriétaires riverains, et ce, malgré cette fermeture et le présent échange. La Société s'engageant pour elle-même

et ses ayants droit renonce à faire quelque réclamation que ce soit contre la Ville découlant ou relative à tels retrait et fermeture.

6. GARANTIE

6.1 La cession de l'Immeuble A par la Ville à la Société est faite sans garantie et aux risques et périls de la Société. Notamment, la Société reconnaît qu'elle ne peut, en aucune manière, invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Société reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble A (ci-après nommés les «**Sols**»), incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble A, la Société l'acceptant à ses seuls risques et périls qu'elle ait effectué ou non une vérification des titres et une étude de caractérisation des Sols.

En conséquence, la Société renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble A, le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de la Société. En outre, la Société s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite du présent échange.

6.2 De même, la cession de l'Immeuble B par la Société à la Ville est faite sans garantie et aux risques et périls de la Ville. Notamment, la Ville reconnaît qu'elle ne peut, en aucune manière, invoquer la responsabilité de la Société pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Société.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Ville reconnaît que la Société n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble B (ci-après nommés les «**Sols**»), incluant, sans limitation, les matériaux

composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble B, la Ville l'acceptant à ses seuls risques et périls qu'elle ait effectué ou non une vérification des titres et une étude de caractérisation des Sols.

En conséquence, la Ville renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Société, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols, de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble B, le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de la Ville. En outre, la Ville s'engage à tenir la Société indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite du présent échange.

7. DOSSIER DE TITRES

7.1 Les parties conviennent de ne se remettre aucun dossier de titres, certificat de recherche, état certifié des droits réels, plan ou certificat de localisation relativement aux immeubles échangés.

8. POSSESSION

8.1 Chacune des parties devient propriétaire de l'immeuble reçu en échange à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

9. DÉCLARATIONS

9.1 La Ville fait les déclarations suivantes et s'en porte garante:

a) L'Immeuble A est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque.

b) Elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et au sens de la *Loi sur les impôts*.

c) Elle a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'Immeuble A sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

9.2 La Société fait les déclarations suivantes et s'en porte garante:

a) L'Immeuble B est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque.

b) Elle est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et au sens de la *Loi sur les impôts* et ne pas avoir l'intention de modifier cette résidence.

c) Elle a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'Immeuble B sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

d) Toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, imposées sur l'Immeuble B ont été acquittées jusqu'à ce jour, sans subrogation.

e) Tous les droits de mutation relatifs à l'Immeuble B ont été acquittés.

10. <u>OBLIGATIONS</u>

10.1 La Ville s'engage à:

a) Prendre l'Immeuble B dans l'état où il se trouve actuellement, avec toutes les servitudes s'y rattachant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction.

b) Vérifier elle-même auprès de toutes les autorités compétentes que tout aménagement, construction ou destination qu'elle entend réaliser sur l'Immeuble B ou lui donner est conforme aux lois et règlements en vigueur.

c) Assumer les frais et honoraires pour la préparation des plan et description technique requis pour la servitude créée ci-après.

d) Assumer les frais administratifs pour la préparation du

présent acte, de même que le coût de son inscription au registre foncier et des copies requises, dont une pour la Société. Chaque partie assumera les frais de ses propres conseillers juridiques, consultants et experts, le cas échéant.

10.2 La Société s'engage à:

a) Prendre l'Immeuble A dans l'état où il se trouve actuellement, avec toutes les servitudes s'y rattachant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction.

b) Vérifier elle-même auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement, construction ou destination qu'elle entend réaliser sur l'Immeuble A ou lui donner est conforme aux lois et règlements en vigueur.

c) Prendre à sa charge toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou qui pourront être imposées sur l'Immeuble A, pour toute période commençant à la date des présentes.

d) Ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble A du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, la Société se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif.

11. RENONCIATION AU DROIT DE REPRISE DES CO-ÉCHANGISTES

11.1 Chacune des parties renonce au droit des co-échangistes de reprendre l'immeuble transféré, tel que prévu à l'article 1797 du *Code civil du Québec*, sous la réserve expresse de son droit de réclamer des dommages-intérêts selon ce même article, au cas où elle serait évincée de l'immeuble reçu en échange.

12. RÉPARTITIONS

12.1 La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont

exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

12.2 En conséquence, la Ville remboursera à la Société, le cas échéant, toute portion des taxes municipales payées en trop sur l'Immeuble B à compter de la date des présentes.

12.3 Par ailleurs, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera à la Société, le cas échéant, toute portion des taxes scolaires payées en trop sur l'Immeuble B à compter de la date des présentes, sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

12.4 La Société reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant du présent échange.

13. SOULTE

13.1 Le présent échange est consenti sans soulte.

14. TAXES RELATIVES À L'ÉCHANGE

14.1 Les parties déclarent que si, selon les dispositions de la *Loi sur la taxe* d'accise et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*, la présente transaction est taxable, chacune des parties se chargera elle-même d'effectuer les remises de la taxes sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ) sur l'immeuble reçu en échange, à l'entière exonération de l'autre partie.

14.2 Aux fins de l'application des lois fiscales ci-dessus, la Ville déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants: TPS: 121364749; TVQ: 100600137; et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

14.3 Aux fins de l'application des lois fiscales ci-dessus, la Société déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants: TPS: ●; TVQ: ●; et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

15. DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

15.1 Les parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes ou conventions antérieures, écrites ou verbales, concernant les immeubles échangés.

16. SERVITUDE D'UTILITÉS PUBLIQUES

16.1 CRÉATION DE LA SERVITUDE

Conformément aux dispositions de l'article 140 de l'Annexe C de la Charte, la Ville et la Société, stipulant pour eux-mêmes, leurs représentants et ayants droit respectifs, créent par les présentes sur le Fonds servant ci-après désigné, une servitude réelle et perpétuelle d'utilités publiques, pour en permettre l'usage par la Ville, incluant la COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL (ci-après nommée la «**CSEM**»).

16.2 DROITS RATTACHÉS À LA SERVITUDE

La servitude comprend les droits suivants, savoir:

a) Le droit de construire, placer, remplacer, inspecter, ajouter, exploiter, maintenir, entretenir et réparer, sur, au-dessus et au-dessous du Fonds servant, un système de conduits, soit aérien, soit souterrain, soit à la fois aérien et souterrain, pour des lignes de télécommunications (téléphone, télégraphe ou autre), de distribution d'énergie électrique, de distribution de la force motrice ou de transmission, y compris les poteaux, haubans, ancres, conduits, câbles, fils, supports, bornes de distribution conjointe, kiosques, piédestaux, coffrets d'appareillage de pupinisation et d'amplification, puits d'accès, et tous autres appareils et accessoires nécessaires ou utiles au bon fonctionnement de ce système (ci-après collectivement nommés les «**Installations**»).

b) Le droit de permettre à d'autres personnes, sociétés, services publics ou municipalités (ci-après nommés les «**Bénéficiaires**») de placer, remplacer, maintenir, réparer et exploiter des Installations dans les limites du Fonds servant.

c) Le droit de transformer, en tout ou en partie, successivement et en tout temps, des Installations aériennes en Installations souterraines et vice-versa.

d) Le droit de couper, émonder, enlever et détruire de quelque manière que ce soit et en tout temps sur le Fonds servant, tous arbres, arbustes, branches et racines et déplacer hors de l'emprise tous objets, constructions ou structures qui pourraient nuire à l'exercice des droits présentement accordés ou au bon fonctionnement des Installations.

e) Le droit de circuler à pied ou en véhicule sur le Fonds servant et, si nécessaire, en dehors du Fonds servant, pour exercer tout droit accordé par les présentes et notamment, un droit d'accès pour communiquer du chemin public au Fonds servant.

f) Le droit comportant l'interdiction pour la Société et toute autre personne d'ériger quelque construction ou structure permanente sur, au-dessus ou au-dessous du Fonds servant, de modifier l'élévation actuelle du Fonds servant ou d'y empiler des matériaux sans le consentement écrit du président de la CSEM. Ce dernier pourra refuser tel consentement, si, à son avis, les travaux projetés peuvent nuire à l'exercice des droits conférés par la présente servitude. Toutefois, la Société ou tout autre propriétaire du Fonds servant pourra, sans ce consentement, ériger des clôtures de division, des barrières, des haies décoratives et des structures non permanentes qui peuvent être déplacées facilement et procéder à la pose de gazon et de revêtement d'asphalte, de béton ou autres pour les allées de garage.

g) Le droit de délaisser et abandonner les ouvrages souterrains tels quels et dans l'état du moment dans le Fonds servant au cas de désistement ou d'abandon total ou partiel des droits précités.

16.3 **PROPRIÉTÉ DES INSTALLATIONS**

La Ville de même que chaque Bénéficiaire demeureront propriétaires de leurs Installations faites dans les limites du Fonds servant.

16.4 **CESSION**

La Ville de même que chaque Bénéficiaire pourront céder, transporter ou autrement aliéner les droits réels et perpétuels qui leurs sont consentis en vertu de la présente servitude à toute entreprise de services publics.

De plus, chaque Bénéficiaire pourra, en ce qui a trait aux droits accordés pour la protection de ses intérêts et réseaux respectifs, sans le consentement de la Ville, annuler la présente servitude, en tout ou en partie, ou en modifier l'assiette ou les conditions d'exercice, le tout sans affecter les droits de toute autre Bénéficiaire, le cas échéant.

16.5 **TITRE**

La Société est propriétaire du Fonds servant en vertu du présent acte d'échange.

16.6 **FONDS SERVANT**

Le Fonds servant de la présente servitude est connu et désigné comme suit, savoir:

DÉSIGNATION

Une partie du lot CINQ MILLIONS SIX CENT DIX-SEPT MILLE TROIS CENT UN (5 617 301 Ptie) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

De figure irrégulière.

Bornée vers le nord par le lot 5 617 300 (rue Claude-Henri-Grignon); vers le nord-est et le sud-est par une autre partie du lot 5 617 301; et vers le sud-ouest par les lots 2 925 828 et 5 089 825.

Mesurant successivement vers le nord, sept mètres et quatre-vingt-cinq centièmes (7,85 m) et vingt-huit centièmes de mètre (0,28 m) le long d'une courbe ayant un rayon de trente-cinq mètres et soixante-seize centièmes (35,76 m); successivement vers le nord-est, neuf mètres et quarante et un centièmes (9,41 m) le long d'une courbe ayant un rayon de vingt-deux mètres et cinquante centièmes (22,50 m) et

sept mètres et vingt-cinq centièmes (7,25 m); vers le sud-est, un mètre et cinquante centièmes (1,50 m); successivement vers le sud-ouest, sept mètres et vingt-cinq centièmes (7,25 m) et seize mètres et cinquante centièmes (16,50 m) le long d'une courbe ayant un rayon de vingt et un mètres (21,00 m).

Contenant en superficie vingt-huit mètres carrés et quatre dixièmes (28,4 m²).

Les unités utilisées sont celles du système international (SI) et les bornes susmentionnées sont toutes du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Le tout tel que montré par l'article 1 et délimité par les lettres A-B-C-D-E-F-G-A sur le plan C-14 Saint-Laurent préparé par Christian VIEL, arpenteur-géomètre, le deux (2) février deux mille seize (2016) sous le numéro 181 de ses minutes, dossier 21673-1 du greffe commun des arpenteurs(es) de la Ville; une copie certifiée de ce plan et de la description technique qui l'accompagne demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties avec et en présence du notaire soussigné.

16.7 **FONDS DOMINANT**

En vertu des dispositions de l'article 140 de l'annexe C de la Charte, la présente servitude peut être constituée sans description du fonds dominant.

16.8 **CONDITIONS**

Cette servitude est consentie sous réserve des conditions suivantes que la Ville et les Bénéficiaires devront respecter:

a) Se tenir responsable de tous dommages découlant de la servitude et notamment de ceux causés par les actes ou omissions de leurs employés, préposés, consultants ou entrepreneurs, soit au Fonds servant, soit à la propriété de la Société, le tout conformément aux articles 1457 et suivants du *Code civil du Québec*, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence de la Société ou de tout autre

propriétaire subséquent ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droits.

b) Rétablir les lieux dans l'état où ils se trouvaient avant l'exécution de tous travaux et, sans limiter la généralité de ce qui précède, rétablir clôtures, barrières, haies décoratives, revêtement d'allée, aménagement paysager et gazon dans un état comparable à celui existant avant l'exécution des travaux. Toutefois, aucune indemnité ne sera payée pour la coupe, la destruction ou l'enlèvement des arbres, arbustes, branches, buissons et racines situés sur le Fonds servant ou à proximité nuisant à l'exercice de la servitude.

16.9 **CONSIDÉRATION**

La présente servitude est consentie en considération des avantages que la Société et le public en général retirent des Installations, dont et du tout quittance générale et finale.

16.10 **TRANSFERT**

À compter de la date de la signature du présent acte, les Bénéficiaires détiennent les droits ci-dessus relatés.

16.11 **TAXES RELATIVES À LA SERVITUDE**

Si la présente servitude est taxable selon les dispositions des lois applicables, la Ville effectuera elle-même le paiement de la TPS et la TVQ auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la Société.

17. AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

17.1 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous.

17.2 La Ville: à l'attention du Chef de division évaluation et transaction immobilières, au 303, rue Notre-Dame Est, 2^{e} étage, à

Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

17.3 La Société: à l'attention du président, au 1600, boulevard Henri-Bourassa Ouest, Bureau 600, à Montréal, province de Québec, H3M 3E2.

17.4 Pour le cas où elle changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, la Société fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

18. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

18.1 Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

18.2 L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

18.3 Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que si, l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

18.4 Le silence de la Ville ou de la Société ou leur retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

19. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les parties font les déclarations suivantes:

19.1 Le cédant de l'Immeuble A et cessionnaire de l'Immeuble B est: VILLE DE MONTRÉAL.

19.2 Le cédant de l'Immeuble B et cessionnaire de l'Immeuble A est: DÉVELOPPEMENT TERRAMAX INC.

19.3 Le siège de la VILLE DE MONTRÉAL est au: 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

19.4 Le siège de DÉVELOPPEMENT TERRAMAX INC. est au: 1600, boulevard Henri-Bourassa Ouest, Bureau 600, à Montréal, province de Québec, H3M 3E2.

19.5 Les immeubles échangés sont entièrement situés sur le territoire de la Ville de Montréal.

19.6 Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble A, selon le cédant et le cessionnaire, est de: UN MILLION CENT SOIXANTE-QUATORZE MILLE SEPT CENT CINQUANTE-SIX DOLLARS (1 174 756 $).

19.7 Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble B, selon le cédant et le cessionnaire, est de: UN MILLION DEUX CENT SEIZE MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-DEUX DOLLARS (1 216 282 $).

19.8 Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation de l'Immeuble A, selon le cédant et le cessionnaire, est de: UN MILLION CENT SOIXANTE-QUATORZE MILLE SEPT CENT CINQUANTE-SIX DOLLARS (1 174 756 $).

19.9 Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation de l'Immeuble B, selon le cédant et le cessionnaire, est de: UN MILLION DEUX CENT SEIZE MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-DEUX DOLLARS (1 216 282 $).

19.10 Le montant du droit de mutation pour l'Immeuble A est de: VINGT MILLE TROIS CENT SOIXANTE-HUIT DOLLARS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTS (20 368,90 $).

19.11 Le montant du droit de mutation pour l'Immeuble B est de:

VINGT ET UN MILLE QUATRE CENT SEPT DOLLARS ET CINQ CENTS (21 407,05 $).

19.12 **EXONÉRATION**: Il y a exonération du paiement du droit de mutation quant à l'Immeuble B cédé à la VILLE DE MONTRÉAL, cette dernière étant un organisme public définit à l'article 1 de la loi et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du paiement du droit de mutation conformément aux dispositions de l'article 17a) de la loi.

19.13 Le présent acte d'échange ne concerne pas un transfert à la fois d'immeubles corporels et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

LES PARTIES déclarent au notaire avoir pris connaissance du présent acte et avoir exempté le notaire soussigné d'en donner lecture, puis les parties signent en présence du notaire soussigné.

DÉVELOPPEMENT TERRAMAX INC.

Par : _____
Rocco DI ZAZZO, président

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves SAINDON, greffier

_____
M^e^ Robert COULOMBE, notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1160783001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel Développement Terramax inc. cède à la Ville pour fins de parc deux immeubles situés sur la rue Jean-Gascon, totalisant une superficie de 1 558,6 m² et par lequel la Ville cède au Promoteur trois immeubles situés sur les rues Pierre-Daviault et Claude-Henri-Grignon, totalisant une superficie de 1 508,2 m², dans l'arrondissement de Saint-Laurent, et ce, sans contrepartie financière / Retirer du domaine public les immeubles que la Ville cède au Promoteur et verser les immeubles que la Ville reçoit dans l'échange dans le domaine public de la Ville pour fins de parc. N/Réf : 31H12-005-0342-02

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

PJ_FP_GDD1160783001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Line ST-GERMAIN
Conseillère en ressources financières

Tél : (514) 855-6000 poste 4391

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-30

Isabelle BASTIEN
Directrice des services administratifs et du greffe et Secrétaire du Conseil d'arrondissement
Tél : (514) 855-6000
Division : Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.13

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1156037007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Les immobiliers Tripo inc. un terrain, considéré comme vacant, situé entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour un prix de 57 700 $ / Fermer et retirer du domaine public le terrain. N/Réf. : 31H12-005-4771-10

Il est recommandé :

1. de fermer et retirer du domaine public le lot 5 659 143 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

2. d'approuver le projet d'acte par lequel :

· La Ville de Montréal vend à Les immobiliers Tripo inc. un immeuble connu et désigné comme étant le lot 5 659 143 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, d'une superficie de 1 649 m^2, pour la somme de 57 700 $, plus les taxes applicables.

· Hydro-Québec crée en sa faveur une servitude d'utilités publiques affectant le lot 5 659 143 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le tout tel que décrit à la description technique et au plan préparés par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, le 5 mai 2015, sous sa minute numéro 1606.

Le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte.

3. d'imputer le revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-08-31 21:19

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1156037007**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Les immobiliers Tripo inc. un terrain, considéré comme vacant, situé entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour un prix de 57 700 $ / Fermer et retirer du domaine public le terrain. N/Réf. : 31H12-005-4771-10

CONTENU

CONTEXTE

Gestion V.A.M. inc. (le « Promettant-Acquéreur ») a approché la Ville de Montréal pour acquérir la portion du tracé prévu de la 58e Avenue situé à l'arrière de sa propriété. Le Promettant-Acquéreur avait manifesté son désir d'acquérir cette portion de terrain pour l'assembler à sa propriété. Suite aux vérifications faites auprès de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, il fut confirmé que la portion de la 58e Avenue située entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux ne sera jamais ouverte à la circulation et peut être vendue aux propriétaires riverains. En ce sens, le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a conclu une entente avec le Promettant-Acquéreur pour la vente de la portion de terrain située à l'arrière de sa propriété, dorénavant connue et désignée comme étant le lot 5 659 143 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (l'« Immeuble »). En complément de cette entente, le SGPI a convenu avec Hydro-Québec de grever d'une servitude d'utilités publiques, en faveur d'Hydro-Québec, une partie de l'Immeuble afin de régulariser la présence de lignes haute tension traversant le lot.
Il faut cependant noter que le Promettant-Acquéreur a vendu sa propriété le 6 avril 2016 à Les immobiliers Tripo inc. (l'« Acquéreur ») (voir l'acte de vente en pièces jointes), donc la poursuite de la transaction se fera avec l'Acquéreur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend l'Immeuble à l'Acquéreur pour un montant de 57 700 $, plus les taxes applicables, le tout selon les clauses stipulées à l'acte. De plus, Hydro-Québec interviendra à l'acte puisqu'une servitude d'utilités publiques en sa faveur devra grever l'Immeuble. À ce titre, une version électronique de la description

technique et du plan préparés par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, le 5 mai 2015, sous sa minute numéro 1606 sont présents en pièces jointes.

JUSTIFICATION

Le SGPI soumet ce dossier décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

· L'ensemble des intervenants de la Ville est en faveur de cette vente.

· Un accord a été prévu avec Hydro-Québec pour grever l'Immeuble d'une servitude d'utilités publiques en faveur d'Hydro-Québec.

· Le prix de vente de 57 700 $ (34,99 $/$m^2$), plus les taxes applicables, pour une superficie de 1 649 m^2, a été négocié de gré à gré avec le Promettant-Acquéreur le 9 mai 2014. En date de l'entente avec le Promettant-Acquéreur, la fourchette de la valeur marchande de l'Immeuble, établie par la Division de l'évaluation du SGPI, le 8 avril 2013, variait entre 54 250 $ (32,90 $/$m^2$) et 74 500 $ (45,18 $/$m^2$). Suite à cette entente, la Division de la géomatique fut mandatée pour réaliser la description technique de la servitude qui sera consentie à Hydro Québec. Cette dernière fut préparée le 5 mai 2015. Puisque les délais pour réaliser la transaction furent occasionnés par la Ville et que l'Acquéreur représente le seul acheteur potentiel, il fut décidé d'honorer les termes prévus à la promesse d'achat signée le 9 mai 2014 par le Promettant-Acquéreur. À titre indicatif, le prix de vente se situe en dessous de la fourchette de la valeur marchande de l'Immeuble, établie par la Division de l'évaluation du SGPI en date du 27 février 2015, variant entre 60 800 $ (36,87 $/$m^2$) et 111 000 $ (67,31 $/$m^2$).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette transaction représente une entrée de fonds de 57 700 $ que l'Acquéreur paiera à la signature de l'acte de vente. Un dépôt de 5 770 $ a été remis au représentant de la Ville. La différence sera versée au notaire de l'Acquéreur en fidéicommis.
L'Immeuble n'a aucune valeur aux livres.

Le produit de la vente 57 700 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du SGPI.

L'Immeuble n'est pas porté au rôle d'évaluation.

Le potentiel de revenus de taxe sur l'Immeuble est le suivant :

· Revenus de taxe à terme : 1 544,52 $ annuel

Étant donné que l'encadrement relatif au partage des revenus de vente n'est pas encore approuvé, les éventuelles règles de partage seront appliquées rétroactivement à la présente transaction.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus de l'approbation de ce dossier aux instances pourrait signifier un retrait de l'Acquéreur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n’est requise, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'acte de vente

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

Avis favorable :
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques (Sabin TREMBLAY)

Avis favorable avec commentaires :
Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures (Sylvie BLAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume TOPP
Conseiller en immobilier expertise immobilière

Tél : 514- 872-6129
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-07-07

Sylvie DESJARDINS
Directrice par intérim

Tél : 514 872-5493
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carl BEAULIEU
Chef de division
En remplacement de Francine FORTIN, directrice des transactions immobilières et de la sécurité, jusqu'au 2 septembre 2016.
Tél : 514 872-2803
Approuvé le : 2016-08-31

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-08-31

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéros de GDD et mandat : 1156037007 / Mandat 07-0033-S

Description de la transaction :

- Type de transaction : Vente de gré à gré
- Localisation : À l'ouest du boulevard Rivière-des-Prairies, entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux.
- Lot : 5 659 143 du cadastre du Québec
- Superficie totale : 1 649 m² (17 750 pi²)
- Zonage : Commercial
- Particularités : Hydro-Québec interviendra à l'acte pour enregistrer une servitude d'utilités publiques à être grevé sur le lot.

Vendeur : Ville de Montréal

Acquéreur : Les immobiliers Tripo inc.

Prix de vente : 57 700 $

Valeur au rôle foncier 2013 : N'est pas porté au rôle

Juste valeur marchande : Entre 54 250 $ et 74 500 $

- En date du : 8 avril 2013

  Entre 60 800 $ et 111 000 $
- En date du : 27 février 2015

Valeur aux livres : Ne s'applique pas

Raison du prix de vente : Le prix de vente entériné à la promesse d'achat signée en date du 9 mai 2014 se situait à l'intérieur de la fourchette de la valeur marchande valide pour cette période. Les délais encourus pour la conclusion de la transaction (opération cadastrale et servitude) sont de la responsabilité de la Ville.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Guillaume Topp	Téléphone : 2-6129	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 8-3844	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 8-1049	_____	_____

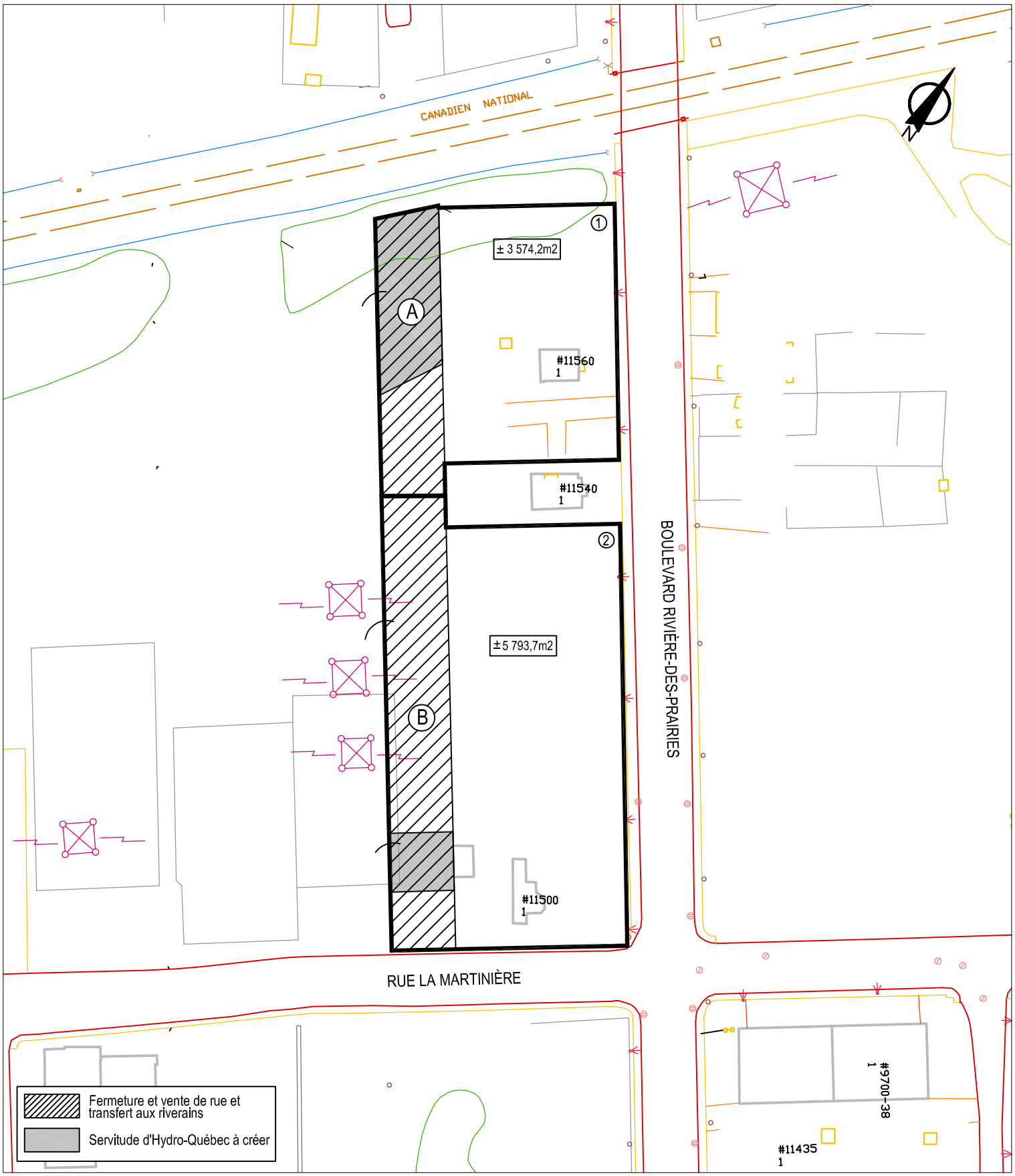


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-4771-10
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 16-06-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan B: plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-4771-10
Dessinateur : CL
Échelle : 1:1200
Date : 15-06-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan C: plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-4771-10
Dessinateur : CL
Échelle : 1:1200
Date : 15-06-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-4771-10
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 16-06-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

VENTE

Minute no: 20 778

L'AN DEUX MILLE SEIZE,
ce six avril
(2016-04-06).

DEVANT Me Francesco CAVALERI, Notaire exerçant à Montréal.

COMPARAISSENT:

GESTION V.A.M. INC., société constituée le quatorze mai deux mille huit (2008), sous la partie 1A de la Loi sur les compagnies et maintenant régie par la Loi sur les sociétés par actions, immatriculée au registre des entreprises (Québec), sous le numéro 1165177040, ayant son siège social au 11500, boulevard de la Rivière-des-Prairies, en la ville de Montréal, province de Québec, H1C 1P9, Canada, agissant aux présentes et ici représentée par **Joseph ARGENTO,** président, dûment autorisé aux fins des présentes, aux termes d'une résolution de l'administrateur unique, en date du six avril deux mille seize (2016) et dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée par les représentants en présence du notaire.

Ci-après nommée: "**LE VENDEUR**"

ET

LES IMMOBILIERS TRIPO INC., société constituée le neuf mars deux mille seize (2016), sous la partie 1A de la Loi sur les compagnies et maintenant régie par la Loi sur les sociétés par actions, immatriculée au registre des entreprises (Québec), sous le numéro 1171676670, ayant son siège social au 4658, boulevard de la Renaissance, en la ville de Laval, province de Québec, H7L 0A4, Canada, agissant aux présentes et ici représentée par **Leonardo IPPOLITO,** président, dûment autorisé aux fins des présentes aux termes d'une résolution de son conseil d'administration en date du six avril
deux mille seize (2016), et dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée par les représentants en présence du notaire.

Ci-après nommée : "**L'ACQUÉREUR**"

LESQUELS conviennent :

OBJET DU CONTRAT

Le Vendeur vend à l'Acquéreur l'immeuble dont la désignation suit:

DÉSIGNATION

Un immeuble situé sur le boulevard de la Rivière-des-Prairies, en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro **UN MILLION CINQ CENT DIX MILLE CENT QUATRE-VINGT-HUIT (1 510 188)**, au **CADASTRE DU QUÉBEC**, circonscription foncière de **Montréal.**

Avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique **11500, boulevard de la Rivière-des-Prairies, en la ville de Montréal, province de Québec, H1C 1P9.**

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

AVEC ET SUJET aux servitudes en faveur d'Hydro-Québec créées aux termes des actes publiés à Montréal, sous les numéros **3 942 203** et **4 116 946.**

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Vendeur est propriétaire dudit immeuble pour l'avoir acquis de PAVAGE ARGENTO FRERE LTEE aux termes d'un acte de cession reçu devant Me Giuseppe FONDACARO, notaire, le trente avril deux mille quinze (2015) et publié à Montréal, sous le numéro 21 500 473.

GARANTIE

Cette vente est faite sans aucune garantie légale.

DOSSIER DE TITRES

Le Vendeur s'engage à remettre à l'Acquéreur tous les titres en sa possession.

POSSESSION

L'Acquéreur devient propriétaire de l'immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

TRANSFERT DE RISQUES

Dans l'éventualité de la non-concomitance entre la date des présentes et la date de délivrance, il est convenu entre les parties que nonobstant l'alinéa 2 de l'article 1456 du Code civil du Québec, l'Acquéreur assumera les risques afférents à l'immeuble conformément à l'article 950 du Code civil du Québec à compter de la date des présentes.

DÉCLARATIONS DU VENDEUR

Le Vendeur fait les déclarations suivantes et s'en porte garant:

1. L'immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconques.

2. Il n'y a aucune autre servitude que celle(s) déjà mentionnée(s).

3. Tous les impôts fonciers échus ont été payés sans subrogation jusqu'au **trente juin deux mille seize (2016)** quant aux taxes municipales et jusqu'au **trente juin deux mille seize (2016)** quant aux taxes scolaires.

4. Tous les droits de mutation ont été acquittés.

5. Il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et au sens de la *Loi sur les impôts* et il n'a pas l'intention de modifier cette résidence. La corporation est principalement administrée et contrôlée au Canada. Il est en mesure de fournir un certificat de régularité de l'autorité qui le gouverne et il a validement acquis et a le pouvoir de posséder et de vendre l'immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été observées.

OBLIGATIONS

D'autre part, l'Acquéreur s'oblige à ce qui suit:

1. Prendre l'immeuble dans l'état où il se trouve, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction et avoir vérifié lui-même auprès des autorités compétentes que la destination qu'il entend donner à l'immeuble est conforme aux lois et règlements en vigueur.

2. Payer tous les impôts fonciers échus et à échoir, y compris la proportion de ceux-ci pour l'année courante à compter de la date des répartitions ci-après mentionnée et aussi payer à compter de la même date tous les versements en capital et intérêts à échoir sur toutes les taxes spéciales imposées avant ce jour dont le paiement est réparti sur plusieurs années.

3. Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publicité ainsi que des copies pour toutes les parties.

RÉPARTITIONS

Les parties déclarent avoir fait entre elles les répartitions d'usage en date du premier janvier deux mille seize (2016) suivant les états de compte fournis. Si d'autres répartitions s'avèrent nécessaires, elles seront effectuées à la même date.

PRIX

Cette vente est faite pour le prix de **TROIS CENT QUARANTE-HUIT MILLE SOIXANTE-DIX DOLLARS (348,070,00$)** payé partie ce jour et partie avant ce jour par l'Acquéreur, dont quittance finale de la part du Vendeur.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Cette vente est faite en exécution de l'avant contrat intervenu entre les parties. Sauf incompatibilité, les parties confirment les ententes qui y sont contenues mais non reproduites aux présentes.

DÉCLARATIONS DES PARTIES RELATIVEMENT À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (TVQ) VISANT UNE VENTE D'IMMEUBLE COMMERCIAL

Le vendeur déclare que l'immeuble n'est constitué d'aucune partie occupée à titre résidentiel.

En conséquence, la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*.

Les parties déclarent que la valeur de la contrepartie aux fins de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*, est de **trois cent quarante-huit mille soixante-dix dollars (348,070,00$).**

La TPS représente la somme de **dix-sept mille quatre cent trois dollars et cinquante cents (17,403,50$)**, et la TVQ représente la somme de **trente-quatre mille sept cent dix-neuf dollars et quatre-vingt-dix-huit cents (34,719,98$).**

L'acquéreur déclare que ses numéros d'inscription sont les suivants :

TPS: 779310929 RT 0001
TVQ: 1223654246 TQ 0001

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

En conséquence, l'obligation de percevoir les montants de TPS et de TVQ incombe à l'acquéreur.

CLAUSE INTERPRÉTATIVE

Chaque fois que le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et, vice-versa, tout mot écrit au genre masculin comprend également le genre féminin. Spécialement, le mot "immeuble", employé sans autre indication dans le présent acte, signifie chacun des immeubles vendus. Le mot "ACQUÉREUR" peut signifier une ou plusieurs personnes de sexe féminin ou masculin, ainsi qu'une ou plusieurs personnes morales ou physiques.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI AUTORISANT LES MUNICIPALITES A PERCEVOIR UN DROIT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Le Vendeur et l'Acquéreur aux présentes ci-après nommés le cédant et le cessionnaire aux fins de la présente déclaration, dans le but de se conformer aux prescriptions de la Loi ci-dessus relatée, établissent et reconnaissent les faits et mentions suivantes:

1) leurs noms, prénoms et résidence sont tels qu'énoncés ci-dessus.

2) l'immeuble ci-dessus décrit est situé dans la ville de **Montréal.**

3) la valeur de la contrepartie est de **TROIS CENT QUARANTE-HUIT MILLE SOIXANTE-DIX DOLLARS (348,070,00$).**

4) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation est de **TROIS CENT QUARANTE-HUIT MILLE SOIXANTE-DIX DOLLARS (348,070,00$).**

5) le montant du droit de mutation s'élève à la somme de **TROIS MILLE SEPT CENT VINGT ET UN DOLLARS ET CINQ CENTS (3,721,05$).**

6) il n'y a pas transfert de meubles visés à l'Article 1.01 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières et il n'y a que le transfert d'un immeuble.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro vingt mille sept cent soixante-dix-huit (20 778) des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les parties signent en présence du notaire soussigné.

GESTION V.A.M. INC.

_____

Par: Joseph ARGENTO

LES IMMOBILIERS TRIPO INC.

_____

Par : Leonardo IPPOLITO

_____

Me Francesco CAVALERI, notaire

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures

Dossier # : 1156037007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Les immobiliers Tripo inc. un terrain, considéré comme vacant, situé entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour un prix de 57 700 $ / Fermer et retirer du domaine public le terrain. N/Réf. : 31H12-005-4771-10

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La division de la Géomatique prend acte et est en accord avec le retrait du domaine public comme rue du lot 5 659 143 du cadastre du Québec en vue de sa vente. Les aspects techniques de ce dossier ont été traités par l'arrondissement.
Lors de la vente, l'acquéreur cédera directement à Hydro-Québec une servitude pour ligne de transport et de distribution d'énergie qui est indiquée les lettres EFGHE sur le plan R-503 Rivière-des-Prairies et à la description technique l'accompagnant, préparés par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre à la division de la géomatique de la ville de Montréal en date du 5 mai 2015, sous le numéro 1606 de ses minutes, dossier 21759.

Selon les documents consultés, il n'y a pas d'infrastructures municipales sur ou sous le lot 5 659 142 du cadastre du Québec. Aucune servitude en faveur de la ville de Montréal n'est requise pour ses infrastructures et aucune autre servitude n'a été prévue par l'arrondissement.

La division de la géomatique aimerait recevoir une copie de l'acte suite à sa publication au bureau de la circonscription foncière de Montréal afin de répertorier les documents concernant le retrait et la vente d'une rue faisant partie du domaine public.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2015-11-27

Sylvie BLAIS
Ingénieure
Tél : 514-872-2960

Daniel BROUSSEAU
Chef de section
Tél : 514-872-4036
Division : Division de la Géomatique

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1156037007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Les immobiliers Tripo inc. un terrain, considéré comme vacant, situé entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour un prix de 57 700 $ / Fermer et retirer du domaine public le terrain. N/Réf. : 31H12-005-4771-10

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et quant à sa forme, le projet d'acte de vente ci-joint, préparé par Me Michel Laliberté, notaire. Aucune vérification quant aux titres de propriété et à la capacité de l'autre partie à l'acte n'a été effectuée, ces vérifications relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant, en l'occurrence, Me Laliberté. Nous avons reçu la confirmation de ce dernier à l'effet que l'acquéreur de la propriété visée par le présent sommaire décisionnel, est en accord avec le projet d'acte soumis et qu'il s'engage à le signer sans modification.

Propre- Qvente vente finale TRIPO INC.doc
N/D : 15-002146

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-872-4159

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-29

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-872-4159
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1156037007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Les immobiliers Tripo inc. un terrain, considéré comme vacant, situé entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour un prix de 57 700 $ / Fermer et retirer du domaine public le terrain. N/Réf. : 31H12-005-4771-10

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte sur l'aspect financier relatif à la présente recommandation du Service.

Aucune valeur au rôle foncier 2015-2017 n'est attribuée au lot cédé 5 659 143, de même qu'aucune valeur aux livres.

Toutefois, étant donné que l'encadrement relatif au partage des revenus de vente n'est pas encore approuvé, les éventuelles règles de partage seront appliquées rétroactivement à la présente transaction.

Le produit de la vente sera comptabilisé au compte budgétaire indiqué au fichier joint.

GDD 1156037007 - information comptable.xls

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2015-07-09

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Finances - Point de service Chaussegros de Léry
Tél : 514-872-1021

Dominique BALLO
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-7344
Division : Finances - Point de service Chaussegros de Léry

L'AN DEUX MILLE SEIZE
le

DEVANT **M^e^ Michel LALIBERTÉ,** notaire à Montréal Province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) (ci-après nommée la « **Charte** »), étant aux droits de la Ville de Montréal en vertu de l'article 5 de la Charte, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et:

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit octobre deux mille trois (2003); et

b) de la résolution numéro CM
adoptée par le conseil municipal à sa séance du

copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Ville**»

ET :

LES IMMOBILIERS TRIPO INC. société constituée le neuf mars deux mille seize (2016), sous le régime de la Loi sur les Sociétés par Actions, immatriculée au Registre des Entreprises (Québec), sous le numéro 1171676670, ayant son siège au4658 Boulevard de la Renaissance, en la Ville de Laval, Province de Québec, HL7L 0A4, ici agissant et représentée par

dûment autorisé aux fins des présentes, aux termes d'une résolution du conseil d'administration adoptée lors d'une assemblée tenue le

et dont copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée l' « **Acquéreur** »

La Ville et l'Acquéreur sont également désignés collectivement comme les « Parties ».

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

OBJET DU CONTRAT

La Ville vend, à des fins d'assemblage, à l'Acquéreur qui accepte, un immeuble situé à Montréal, province de Québec, connu et désigné comme étant :

DÉSIGNATION

Le lot numéro CINQ MILLIONS SIX CENT CINQUANTE-NEUF MILLE CENT QUARANTE-TROIS (5 659 143) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, contenant une superficie de mille six cent quarante-neuf mètre carrés (1 649,0 mètres carrés).

Ci-après nommé l' «**Immeuble**»

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

La Ville est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis aux termes de l'acte suivant :

Bordereau par la Ville de Montréal, reçu devant Me Jean-Luc

Trempe, notaire, le dix-sept mars mil neuf cent soixante-cinq (1965), sous sa minute numéro 4878 et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 1819798.

FERMETURE

La Ville déclare que l'Immeuble a été fermé et retiré de son domaine public en vertu de la seconde résolution mentionnée dans sa comparution.

Il est convenu entre les Parties que l'Acquéreur et ses ayants droit prendront fait et cause pour la Ville et tiendront cette dernière indemne de tout dommage et de toute réclamation de quelque nature découlant de la fermeture de l'Immeuble comme rue et de la subsistance, le cas échéant, de tous droits de passage en faveur des propriétaires riverains malgré cette fermeture et la présente vente. L'Acquéreur s'engageant pour lui-même ainsi que ses ayants droit renonce de plus à faire quelque réclamation que ce soit contre la Ville découlant ou relative à tels retrait et fermeture.

GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de l'Acquéreur. Notamment, l'Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble (ci-après nommés les « **Sols** ») et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé, le cas échéant, incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble, l'Acquéreur l'achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres et une étude de caractérisation des Sols et une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage le cas échéant.

En conséquence, l'Acquéreur renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble

le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de l'Acquéreur. En outre, l'Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la présente vente.

POSSESSION

L'Acquéreur devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

DOSSIER DE TITRES

La Ville ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni certificat de localisation, ni plan à l'Acquéreur relativement à l'Immeuble.

DÉCLARATIONS DE LA VILLE

La Ville déclare :

a) Qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (RLRC. 1985 chapitre 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3).

b) Qu'elle a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et elle a remis une copie de ladite Politique à l'Acquéreur.

OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que l'Acquéreur s'engage à remplir, savoir :

a) Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction.

b) Vérifier lui-même auprès de toutes les autorités

compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur l'Immeuble ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur.

c) Prendre à sa charge toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou qui pourront être imposées sur l'Immeuble, pour toute période commençant à la date des présentes.

d) Ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, l'Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif.

e) Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publication et des copies requises, dont trois (3) pour la Ville, ainsi qu'une copie pour Hydro-Québec.

f) Prendre à sa charge les frais et honoraires de tout courtier ou professionnel qu'il a mandaté, le cas échéant pour l'assister aux fins des présentes.

g) Intégrer l'Immeuble à sa propriété connue et désignée comme étant le lot numéro UN MILLION CINQ CENT DIX MILLE CENT QUATRE-VINGT-HUIT (1 510 188) du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et l'aménager en conséquence.

PRIX

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de CINQUANTE-SEPT MILLE SEPT CENTS DOLLARS (57,700.00$), que la Ville reconnaît avoir reçu de l'Acquéreur à la signature des présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

CRÉATION D'UNE SERVITUDE D'UTILITÉS PUBLIQUES

L'Acquéreur, stipulant pour lui-même, ses représentants et ayants droit (également nommé le « **Cédant** » aux fins de la présente section),

ET

HYDRO-QUÉBEC, personne morale de droit public constituée en

vertu de «la Loi sur Hydro-Québec» (RLRQ), ayant son siège social au 75, Boulevard René Lévesque Ouest, Montréal (Québec), H2Z 1A4, ici agissant et ici représentée par Martin CHÉNIER, Chef Valorisation et expertise foncière, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée par le Comité exécutif de ladite corporation à une assemblée tenue à son siège social le vingt-six juin mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998), représenté par Yvon BLAIS, évaluateur, nommé aux termes d'une Procuration consentie sous l'autorité de ladite résolution le sept octobre deux mille quinze (2015) dont copies certifiées conformes demeurent annexées à l'original des présentes, après avoir été reconnues véritables et signées pour identification par ledit représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée le «Bénéficiaire»

LESQUELS créent et établissent sur le fonds servant au bénéfice du fonds dominant ci-après décrits, des droits réels et perpétuels de servitude pour l'établissement d'une servitude pour ligne de transport et de distribution d'énergie qui consiste en :

DÉSIGNATION DU FONDS SERVANT :

Une partie du lot numéro CINQ MILLIONS SIX CENT CINQUANTE-NEUF MILLE CENT QUARANTE-TROIS (5 659 143) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, délimitée par les lettres EFGHE.

De figure rectangulaire;

Bornée comme suit :

Vers le nord-est, par le lot numéro 1 510 188 dudit cadastre; vers le sud-est, par une partie restante dudit lot numéro 5 659 143 dudit cadastre; vers le sud-ouest, par le lot numéro 1 510 166 dudit cadastre; et vers le nord-ouest, par une partie restante dudit lot numéro 5 659 143 dudit cadastre.

Mesurant :

Vers le nord-est, quatorze mètres (14,00 m.); vers le sud-est, quinze mètres et vingt-quatre centièmes de mètre (15,24 m.); vers le sud-ouest, quatorze mètres (14,00 m.); et vers le nord-ouest, quinze mètres et vingt-quatre centièmes de mètre (15,24 m.); contenant en superficie deux cent treize mètres carrés et quatre dixièmes de mètre carré (213,4 mètres carrés).

Le point F se situe le long de la limite nord-est dudit lot 5 659 143 à une distance de dix-neuf mètres et quatre centièmes (19,04 m) vers le nord-ouest

du point B. Le point B étant l'intersection des limites nord-est et sud-est dudit lot 5 659 143.

Les unités de mesure utilisées sont celles du Système International (SI) et tous les lots auxquels il est fait référence sont du même cadastre.

Le tout tel qu'indiqué au plan NUMÉRO R-503 Rivière-des-Prairies accompagnant la description technique préparée par Sylvie Gauthier, arpenteur-géomètre, le cinq mai deux mille quinze (2015) sous le numéro 1606 de ses minutes (dossier numéro: 21 759), **une copie certifiée de ces documents est annexée à l'original du présent acte après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties avec et en présence du notaire soussigné.**

Ci-après nommée le « **Fonds servant** »

une servitude d'utilités publiques, laquelle servitude comprend les droits réels et perpétuels suivants en faveur du Bénéficiaire, savoir:

<u>Établissement d'une servitude pour ligne de transport et de distributions d'énergie :</u>

Les droits réels et perpétuels de servitude pour des lignes de Transport d'énergie électrique et de Distribution d'énergie électrique, consistent en ce qui suit, savoir :

1.Un droit de placer , remplacer, entretenir, ajouter et exploiter, sur, au dessus et en dessous des fonds servants, des lignes de transport et/ou de distribution d'énergie électrique à haut ou à faible voltage, des lignes et équipements de communications, soit aériennes, soit souterraines, soit à la fois aériennes et souterraines, sur ces parcelles y compris les pylônes, poteaux, haubans, câbles, fils, ancres, supports, conduits, bornes, kiosques, puis d'accès, contrepoids et tous les autre appareils et accessoires nécessaires ou utiles à leur bon fonctionnement.

2. Un droit de permettre à d'autres personnes, compagnies, services publics ou corporations municipales de placer, remplacer, entretenir, ajouter et exploiter, sur ces parcelles, des câbles, fils, ancres, conduits et tous autres appareils et accessoires nécessaires ou utiles au bon fonctionnement de leurs installations.

3. Un droit en tout temps de circuler sur ces parcelles, à pieds ou en véhicule de tout genre et, si nécessaire, en dehors de ces parcelles, pour exercer tous droits accordés par les présentes et, notamment, un droit d'accès pour communiquer du chemin public à ces fonds servants.

4. Un droit de couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, sur ces parcelles, tous arbres, arbrisseaux, arbustes, branches, buissons et racines et déplacer hors de ces emprises tout meuble ou toute construction ou structure situés sur ces parcelles.

5. Un droit de couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, en dehors de ces parcelles, tous arbres, arbustes, branches, buissons et racines qui pourraient entraver ou nuire au fonctionnement, construction, remplacement ou entretien des lignes et, à ces fins, un droit de circuler en dehors de ces fonds servants.

6. Une interdiction pour toute personne d'ériger et de placer quelque construction ou structure sur, au dessus et en dessous de ces parcelles, sauf l'érection des clôtures de division et leurs barrières et de modifier l'élévation actuelle des fonds servants.

7. Un droit, au cas de désistement ou d'abandon total ou partiel des droits précités, de délaisser et d'abandonner les ouvrages souterrains s'y rapportant tels quels et dans l'état du moment ; à cet effet le Cédant s'engage à tenir indemne le Bénéficiaire de toutes réclamations ou dommages relativement à la présence de ses ouvrages souterrains.

Sans limiter la généralité de ce qui précède et pour fins de précision, sont notamment interdites sur ladite parcelle les utilisations suivantes : les empilements de bois, de neige, de terre, de débris ou autres matériaux, l'entreposage de tous matériaux, le stationnement de tous camions et machineries lourdes, l'installation ou l'érection d'unités d'éclairage, de panneaux de signalisation, de piscines creusées ou hors-terre, de pistes de course pour véhicules à moteur, de clôtures excédant une hauteur de 2.5 mètres, de remises, cabanons, hangars, réservoirs ou autres constructions semblables.

Tout projet d'aménagement dans les emprises des lignes ci-haut décrites devra être approuvé au préalable par le Bénéficiaire qui ne pourra refuser sans motif raisonnable.

CONVENTIONS SPÉCIALES

Il est spécialement convenu et entendu entre le Cédant et le Bénéficiaire :

a) Que le Bénéficiaire est et demeurera propriétaire de ses Installations faites à l'intérieur des limites du Fonds servant.

b) Que le Bénéficiaire pourra céder, transporter ou autrement aliéner les droits réels et perpétuels qui lui sont consentis en vertu du présent acte

à toutes entreprises de services publics.

c) Que le Bénéficiaire pourra, en ce qui a trait aux droits accordés pour la protection de ses intérêts et réseaux respectifs, annuler la présente servitude, en tout ou en partie, ou en modifier l'assiette ou les conditions d'exercice, le tout sans affecter les droits de toute autre personne mentionnée à titre de Bénéficiaire, le cas échéant.

CONDITIONS

Cette servitude est consentie sous réserve des conditions suivantes que le Bénéficiaire devra respecter :

a) Se tenir responsable de tous dommages découlant de la servitude et notamment de ceux causés par les actes ou omissions de ses employés, préposés, consultants ou entrepreneurs, soit au Fonds servant, soit à la propriété du Cédant, le tout conformément aux articles 1457 et suivants du *Code civil du Québec*, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence du Cédant ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit et ne soient pas la conséquence inévitable de la présence à cet endroit des Installations.

b) Rétablir les lieux dans l'état où ils se trouvaient avant l'exécution des travaux et, sans limiter la généralité de ce qui précède, notamment rétablir clôtures, barrières, haies décoratives, revêtement d'allée et aménagement paysager dans un état comparable à celui existant avant l'exécution des travaux. Toutefois aucune indemnité ne sera payée pour la coupe, la destruction ou l'enlèvement des arbres, arbustes, branches, buissons ou racines situés sur le Fonds servant ou à proximité nuisant à l'exercice de la servitude.

DÉSIGNATION DU FONDS DOMINANT

Ligne d'énergie électrique

Le fond dominant au bénéfice duquel les droits de servitude sont établis est constitué d'un réseau de lignes électriques du Bénéficiaire qui correspond à la totalité de l'immeuble qui a fait l'établissement de la fiche immobilière sous le numéro d'ordre 65-B-74223 au registre des réseaux de service publics de la circonscription foncière de Montréal conformément à l'article 3034 al. 2 C.c.Q.

TRANSFERT

À compter de la date de la signature du présent acte, le Bénéficiaire détient les droits ci-dessus relatés.

CONSIDÉRATION

La présente servitude est consentie pour bonne et valable considération et des avantages que le Cédant et le public en général retirent des Installations, dont et du tout quittance générale et finale.

MODE D'ACQUISITION

Le Cédant est devenu propriétaire du Fonds servant aux termes du présent acte de vente.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC

Le prix de vente exclut la TPS et la TVQ

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (RLR 1985, chapitre E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), l'Acquéreur effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la Ville.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

TPS : 121364749RT 0001 ;
TVQ : 1006001374TQ 0002 ;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

L'Acquéreur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

TPS : 779310929 RT 0001;
TVQ : 1223654246 TQ 0001;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes précédentes.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

L'Acquéreur et la Ville déclarent ce qui suit :

a) Le cédant est : VILLE DE MONTRÉAL;

b) Le cessionnaire est : LES IMMOBILIERS TRIPO INC. ;

c) Le siège du cédant est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 ;

d) Le siège social du cessionnaire est au : 4658 Boulevard de la Renaissance, Ville de Laval, Province de Québec, H7L 0A4 ;

e) L'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal.

f) Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : CINQUANTE-SEPT MILLE SEPT CENTS DOLLARS (57,700.00$).

g) Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : CINQUANTE-SEPT MILLE SEPT CENTS DOLLARS (57,700.00$) ;

h) Le montant du droit de mutation est de : TROIS CENT VINGT-SEPT DOLLARS (327.00 $).

i) Il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, sauf au représentant de la Ville qui a expressément dispensé le notaire de lui faire lecture de l'acte, les parties signent en présence du notaire soussigné, à Montréal, comme suit :

LES IMMOBILIERS TRIPO INC.

Par : _____

HYDRO-QUÉBEC

Par : _____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

en date des présentes

_____
M^e^ Michel LALIBERTÉ, notaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.14

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1160515001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à Location Bench & Table inc. et monsieur Allan Vosko, et ce, rétroactivement du 1er juillet 2015 au 30 juin 2020, à des fins de stationnement non tarifé réservé pour sa clientèle, une partie de terrain située dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, au nord-est des avenues De Courtrai et Victoria, constitué du lot 2 651 605 du cadastre du Québec, ayant une superficie approximative de 459,1 m², et ce, au montant de 39 440,81$ pour le terme, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05 -005-8057-01 - Ouvrage 5110-101.

Il est recommandé :

1. d'approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à Location Bench & Table inc. et monsieur Allan Vosko, et ce, rétroactivement du 1er juillet 2015 au 30 juin 2020, à des fins de stationnement non tarifé réservé pour sa clientèle, une partie de terrain située dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, au nord-est des avenues De Courtrai et Victoria, constitué du numéro de lot 2 651 605 du cadastre du Québec, ayant une superficie approximative de 459,1 m², et ce, au montant de 39 440,81$ pour le terme, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;
2. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-08-18 08:42

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160515001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à Location Bench & Table inc. et monsieur Allan Vosko, et ce, rétroactivement du 1er juillet 2015 au 30 juin 2020, à des fins de stationnement non tarifé réservé pour sa clientèle, une partie de terrain située dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, au nord-est des avenues De Courtrai et Victoria, constitué du lot 2 651 605 du cadastre du Québec, ayant une superficie approximative de 459,1 m², et ce, au montant de 39 440,81$ pour le terme, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05 -005-8057-01 - Ouvrage 5110-101.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis de nombreuses années, la compagnie Location Bench & Table inc. et monsieur Allan Vosko louent un terrain situé à l'angle nord-est des avenues De Courtrai et Victoria dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. Les locataires ont pignon sur rue au 6999, avenue Victoria et se spécialisent dans la location d'équipements pour divers événements spéciaux. Ceux-ci utilisent une partie du terrain portant le numéro de lot 2 651 605 du cadastre du Québec à des fins de stationnement non tarifé dédié à leur clientèle.
À son assemblée du 21 juin 1983, le conseil municipal adoptait, par la résolution 83 04270, l'autorisation à la Ville de louer à Location d'accessoires de réception Banquet ltée, un emplacement connu et désigné comme étant une parcelle du lot 173 du cadastre de la paroisse du village incorporé de Côte-des-Neiges et utilisé à des fins de stationnement pour les véhicules de sa clientèle. De plus, compte tenu que le terrain sujet faisait partie de l'emprise de rue, un règlement de fermeture de rue (n°6156) fut adopté lors de ladite assemblée.

En 2000, Location d'accessoires de réception Banquet Ltée a changé de propriétaire et est devenue Location Bench & Table inc. En conséquence, il a été offert au nouveau propriétaire, monsieur Allan Vosko, de louer ledit terrain.

De plus, le propriétaire actuel a dû obtenir une autorisation personnelle et non transférable d'aménager une aire de stationnement en vertu de l'article 649 a) de la Charte de la Ville de Montréal approuvée par le comité exécutif le 22 août 2001, par la résolution CE01 02339. Ainsi, le bail est conjointement fait au nom de la compagnie Location Bench & Table inc. et de monsieur Allan Vosko (collectivement nommé le "Locataire").

Cette location était renouvelée sur une base annuelle depuis le 1er juillet 2001, selon la volonté de l'arrondissement. En 2015, le Locataire a manifesté son intérêt d'acquérir ledit

terrain. L'arrondissement y prévoit des projets, dont l'aménagement du Corridor Darlington qui longerait la voie de chemin de fer, et un second projet d'une piste cyclable dans le corridor de l'avenue De Courtrai. Il se réserve un délai d'environ 2 ans avant de décider de la vocation future du lot.

La présente a pour but d'approuver un bail pour un terme de cinq (5) ans, et ce, rétroactivement au 1er juillet 2015 jusqu'au 30 juin 2020 au montant de 7 655,04 $, plus les taxes applicables, pour la première année et une augmentation de 1,5 % annuellement pour les années subséquentes, plus les taxes applicables et selon les conditions généralement établies pour ce genre de location.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

D2020515004 – 11 février 2002 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, pour la somme de 5 940 $, plus les taxes applicables.
D2020515017 – 8 juillet 2002 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003, pour la somme de 6 000 $, plus les taxes applicables.

DB030515006 – 23 septembre 2003 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2003 au 30 juin 2004, pour la somme de 6 180 $, plus les taxes applicables.

DB040515009 – 9 juin 2004 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005, pour la somme de 6 240 $, plus les taxes applicables.

DB050515004 – 15 juillet 2005 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2005 au 30 juin 2006, pour la somme de 6 360 $, plus les taxes applicables.

DB060515003 – 20 juin 2006 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2006 au 30 juin 2007, pour la somme de 6 504 $, plus les taxes applicables.

DB070515008 – 14 juin 2007 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2007 au 30 juin 2008, pour la somme de 6 660 $, plus les taxes applicables.

DB080515006 – 26 juin 2008 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009, pour la somme de 6 780 $, plus les taxes applicables.

DB090515006 – 16 juin 2009 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010, pour la somme de 6 900 $, plus les taxes applicables.

DB100515008 – 19 juillet 2010 -Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011, pour la somme de 7 0000 $, plus les taxes applicables.

DB110515005 – 10 juin 2011 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012, pour la somme de 7 212 $, plus les taxes applicables.

DB120515002 - 18 juin 2012 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013, pour la somme de 7 350 $, plus les taxes applicables.

DB135373004 - 5 décembre 2013 - Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2013 au 30 juin 2014, pour la somme de 7 500 $, plus les taxes applicables.

DA140515009 – Bail d'une durée d'une année soit, du 1er juillet 2014 au 30 juin 2015, pour la somme de 7 655 $, plus les taxes applicables.

DESCRIPTION

Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue au Locataire, et ce, rétroactivement du 1er juillet 2015 au 30 juin 2020, à des fins de stationnement non tarifé, réservé pour sa clientèle, une partie de terrain située dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, au nord-est des avenues De Courtrai et Victoria, constitué du lot 2 651 605 du cadastre du Québec, ayant une superficie approximative de 459,1 m², comme illustré par un trait liséré sur le plan C inclus dans les pièces jointes.
Le loyer à payer sera au montant de 7 655,04 $ pour la première année, plus les taxes applicables. Il sera par la suite majoré annuellement de 1,5 % pour les années subséquentes.

Le bail ne prévoit pas de clause de renouvellement, ainsi, il se terminera de plein droit à la fin du terme.

Le bail pourra être résilié de part et d'autre sur réception d'un avis écrit dans un délai de trente (30) jours.

Le loyer respecte la valeur du marché.

JUSTIFICATION

La Direction des transactions immobilières et de la sécurité est favorable à recommander le présent bail pour les motifs suivants :

- Le Locataire occupe le terrain depuis 2000;
- Cette location permet d'offrir du stationnement non tarifé réservé à la clientèle du Locataire;
- La Ville économisera les frais d'entretien du terrain en raison de son occupation par le Locataire;
- Le Service des finances bénéficiera d'un revenu en taxation municipale;
- Les revenus de cette location de l'ordre de 39 440,81 $ plus taxes sont net de dépenses pour la Ville;
- L'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce se réserve un délai de 2 ans avant de décider de la vocation du lot consistant soit à l'aménagement du Corridor Darlington, soit d'une piste cyclable.

Ce dossier est présenté après la date de début du bail puisque le Locataire souhaitait acquérir le terrain.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le bail est d'une durée de cinq (5) ans, soit rétroactivement du 1er juillet 2015 au 30 juin 2020, et ce, au montant de 39 440,81 $, plus les taxes applicables pour le terme.
Tous les frais d'exploitation sont payables par le Locataire.

Calcul sommaire du loyer

LOCATION BENCH & TABLE		
TERME 2015-07-01 AU 2020-06-30		
DATE	**LOYER ANNUEL**	**LOYER MENSUEL**
2015-07-01 AU 2016-06-30	7 655,04 $	637,92 $
2016-07-01 au 2017-06-30	7 769,87 $	647,49 $

2017-07-01 au 2018-06-30	7 886,41 $	657,20 $
2018-07-01 au 2019-06-30	8 004,71 $	667,06 $
2019-07-01 au 2020-06-30	8 124,78 $	677,06 $
	39 440,81 $	
***Loyer taxable TPS et TVQ**		

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la politique de développement durable

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce bail obligerait le Locataire à trouver un autre site pour le stationnement non tarifé réservé à sa clientèle. De plus, la Ville serait privée de revenus puisqu'il s'agit d'une autorisation personnelle non transférable d'aménager une aire de stationnement en vertu de l'article 649 a) de la Charte de la Ville de Montréal et consentie par le comité exécutif le 22 août 2001.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication prévue, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Robert COULOMBE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Steve DESJARDINS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Steve DESJARDINS, 4 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carole TESSIER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-3016
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-04

Suzie DESMARAIS
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-6292
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Denis SAUVÉ
Chef de division - Transactions immobilières, directeur par intérim
Tél : 514 872-2125

Francine Fortin
Directrice - Direction des transactions immobilières et sécurité
Tél. : 514 872-3844
Approuvé le : 2016-08-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049

Approuvé le : 2016-08-17

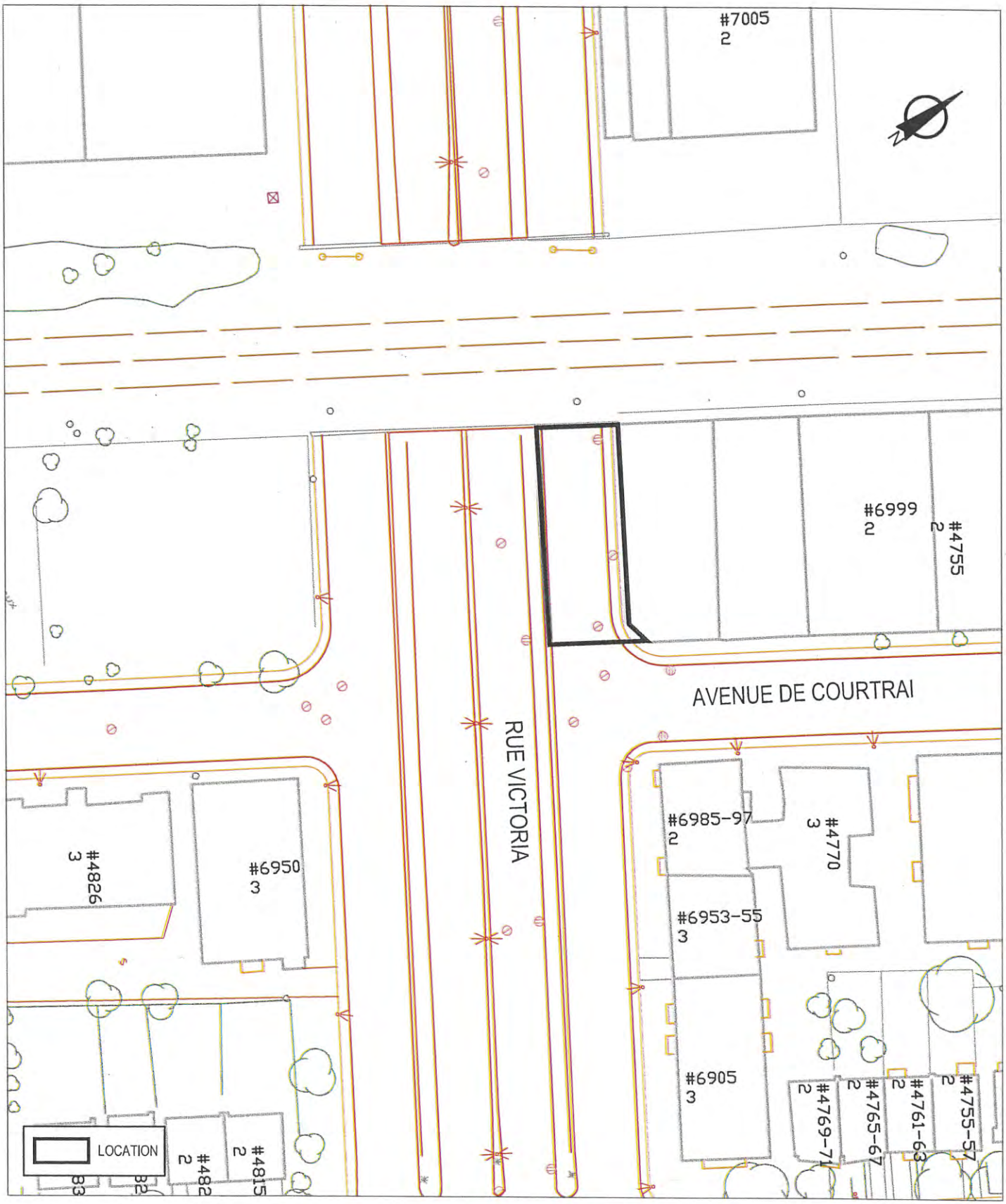


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION LOCATIONS

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H05-005-8057-01
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 05-06-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

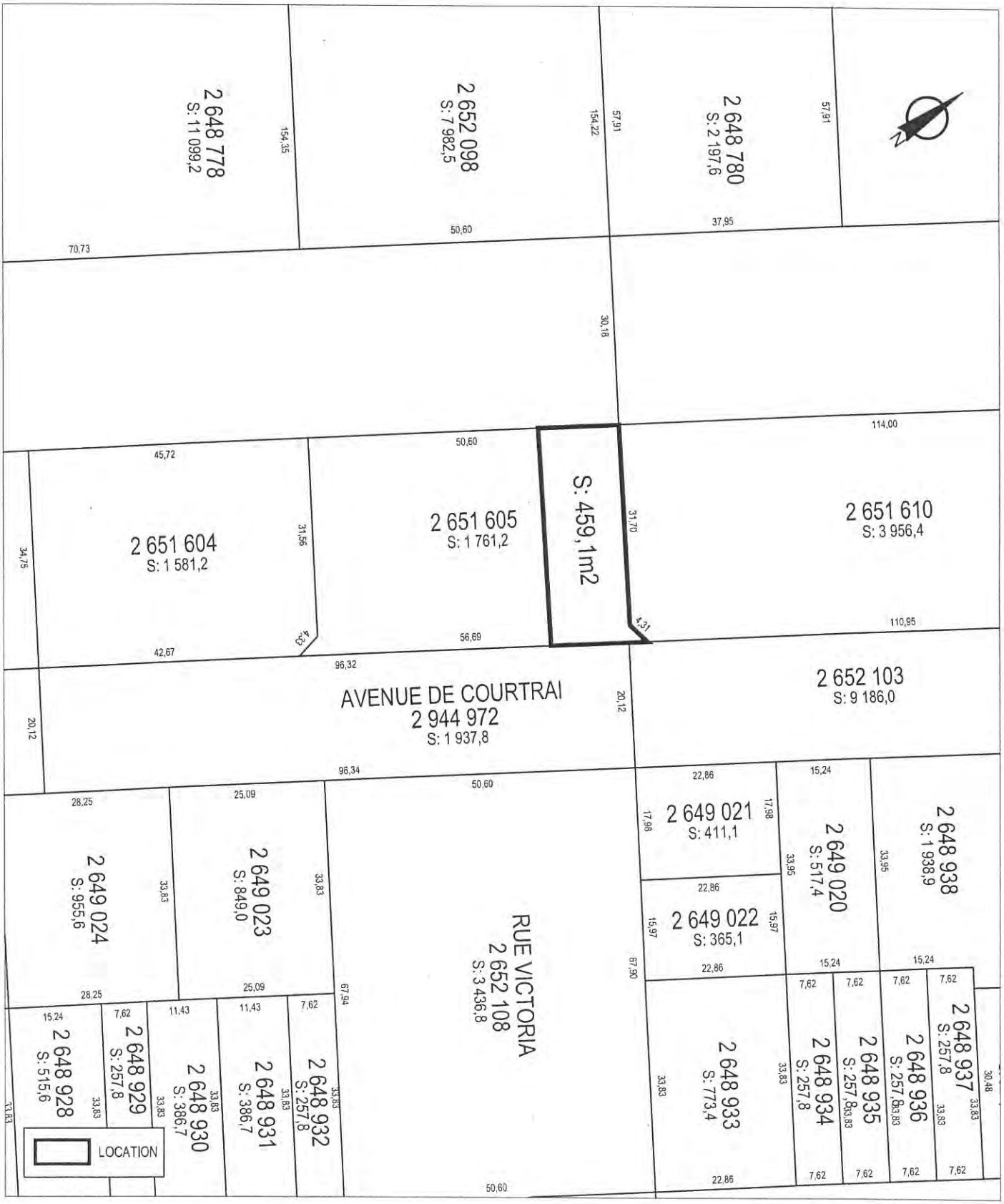


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION LOCATIONS

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Plan B: plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H05-005-8057-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:800
Date : 04-06-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION LOCATIONS

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Plan C: plan de cadastre
Dossier : 31H05-005-8057-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:800
Date : 04-06-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

N



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION LOCATIONS

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H05-005-8057-01
Dessinateur : CL
Date : 04-06-14

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.


Célébrez avec nous!
CELEBRATIONS
www.celebrationsgroup.com
CFX
ÉCLAIRAGE ▪ SON ▪ VIDÉO
WWW.CELEBRATIONSFX.COM



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160515001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à Location Bench & Table inc. et monsieur Allan Vosko, et ce, rétroactivement du 1er juillet 2015 au 30 juin 2020, à des fins de stationnement non tarifé réservé pour sa clientèle, une partie de terrain située dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, au nord-est des avenues De Courtrai et Victoria, constitué du lot 2 651 605 du cadastre du Québec, ayant une superficie approximative de 459,1 m², et ce, au montant de 39 440,81$ pour le terme, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05 -005-8057-01 - Ouvrage 5110-101.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet de bail ci-joint qui a été signé par le locataire.

FICHIERS JOINTS

Bail - Bench & Table Inc. - RC1.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert COULOMBE
notaire
Tél : 872-6854

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-05

Robert COULOMBE
notaire
Tél : 872-6854
Division : Droit contractuel

BAIL

ENTRE:

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves SAINDON, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) et de la résolution CM03 0836 adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003).

TPS: 121364749
TVQ: 1006001374

Ci-après nommée le «**Locateur**»

ET:

LOCATION BENCH & TABLE INC., personne morale constituée en vertu de la Partie 1 de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38) et maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1), immatriculée sous le numéro 1142485573 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 6999, avenue Victoria, à Montréal, province de Québec, H3W 3E9, agissant et représentée par Allan VOSKO, son président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration de la société en date du deux (2) mai deux mille seize (2016), laquelle n'a pas été modifiée ni révoquée; une copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes; et

Allan VOSKO, homme d'affaires, domicilié au 1455, rue Sherbrooke Ouest, #3101, à Montréal, province de Québec, H3G 1L2.

TPS: 100467380
TVQ: 1000329637

Ci-après collectivement nommés le «**Locataire**»

LESQUELLES PARTIES EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT:

ATTENDU que le Locataire loue du Locateur depuis le premier (1er) juillet deux mille un (2001), à des fins de stationnement non tarifé pour sa clientèle, un terrain situé à l'angle nord-est des avenues De Courtrai et Victoria, à Montréal, lequel terrain est adjacent au commerce exploité par le Locataire (ci-après nommé le «**Terrain**»).

ATTENDU que le bail du Locataire est échu depuis le premier (1er) juillet deux mille quinze (2015) et qu'il a néanmoins continué à occuper le Terrain avec le consentement du Locateur.

ATTENDU que les parties désirent conclure un nouveau bail pour le Terrain et ce, rétroactivement au premier (1er) juillet deux mille quinze (2015).

ATTENDU que le Locateur a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et qu'il a remis une copie de cette politique au Locataire.

Initiales	
Locataire	Locateur

CECI ÉTANT EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent bail.

2. LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot DEUX MILLIONS SIX CENT CINQUANTE ET UN MILLE SIX CENT CINQ (2 651 605 Ptie) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de quatre cent cinquante-neuf mètres carrés et un dixième (459,1 m²), le tout tel que montré sur les plans joints aux présentes comme Annexe «A» (ci-après nommé les «**Lieux Loués**»).

Le Locataire déclare bien connaître les Lieux Loués, les accepter sans plus ample désignation et dans l'état où ils se trouvent actuellement.

Le Locataire n'utilisera les Lieux Loués qu'à des fins de stationnement extérieur non tarifé pour sa clientèle, le tout en conformité avec toute loi ou règlement municipal applicable. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Locataire s'engage à respecter toutes les conditions imposées par le Locateur aux termes de la résolution CE01 02339 adoptée par le comité exécutif à sa séance du vingt-deux (22) août deux mille un (2001).

3. DURÉE

Ce bail est consenti pour un terme de cinq (5) ans commençant le premier (1er) juillet deux mille quinze (2015) et se terminant le trente (30) juin deux mille vingt (2020) (ci-après nommé le «**Terme initial**»).

Le bail se terminera de plein droit et sans avis à l'échéance du Terme initial et l'occupation des Lieux Loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux Loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de CENT CINQUANTE DOLLARS (150,00 $) sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date de réception d'un avis d'évacuation de la part du Locateur.

Nonobstant la durée stipulée ci-dessus, chacune des parties pourra, à tout moment, résilier le présent bail moyennant un préavis écrit de trente (30) jours à l'autre partie. La résiliation deviendra effective à l'expiration de ce délai de trente (30) jours. Toute telle résiliation du bail sera faite sans compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit de part et d'autre, à l'exception du loyer versé pour le mois en cours qui, si le bail est résilié par le Locateur, fera l'objet d'un ajustement au prorata du nombre de jours restant jusqu'à la fin du mois. Si le bail est résilié par le Locataire, le loyer versé pour le mois en cours ne fera l'objet d'aucun ajustement, le Locateur pouvant le conserver en totalité à titre de dommages-intérêts liquidés.

Initiales	
Locataire	Locateur

4. LOYER

Pour la première année, le bail est consenti en considération d'un loyer annuel de SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE-CINQ DOLLARS ET QUATRE CENTS (7 655,04 $), auquel s'ajoutent les taxes applicables.

Le loyer sera payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de SIX CENT TRENTE-SEPT DOLLARS ET QUATRE-VINGT-DOUZE CENTS (637,92 $), auxquels s'ajoutent les taxes applicables, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Terme initial.

Pour les années subséquentes, le loyer sera automatiquement majoré de UN ET CINQ DIXIÈMES POUR CENT (1,5 %) par année, à la date d'anniversaire de la première journée du Terme initial, auquel s'ajoutent les taxes applicables.

Le paiement du loyer sera effectué par le Locataire à l'ordre de la «Ville de Montréal» et délivré à l'adresse suivante: Ville de Montréal, Service des finances, C.P. 11043, Succursale Centre-Ville, Montréal, Québec, H3C 4X8, le tout sans demande préalable du Locateur et sans aucune réduction, compensation ni déduction.

Tout versement de loyer mensuel non payé à échéance portera intérêt quotidien, à compter de la date d'échéance jusqu'à la date du paiement, au taux fixé par le conseil municipal pour les sommes dues au Locateur.

Le Locateur reconnaît avoir reçu du Locataire le montant du loyer payable pour la période du premier (1er) juillet deux mille quinze (2015) au trente (30) juin deux mille seize (2016), dont quittance pour autant. De plus et nonobstant les dispositions de la présente clause, le loyer payable à compter du premier (1er) juillet deux mille seize (2016) sera versé par le Locataire au Locateur à la date de la signature du présent bail, le tout sans intérêt.

5. CONDITIONS

a) Le Locataire accepte les Lieux Loués à ses risques et périls et sans aucune représentation ni garantie de quelque nature que ce soit, implicite ou explicite, de la part du Locateur. De plus, le Locataire devra respecter toutes les servitudes publiées, apparentes ou de quelque nature que ce soit grevant les Lieux Loués.

b) À moins qu'il en soit décidé autrement par le Locateur, le Locataire devra, à l'échéance du bail ou à l'occasion de sa résiliation, le cas échéant, enlever et démanteler toutes ses installations et remettre les Lieux Loués dans leurs configuration et condition initiales, sauf l'usure normale, le tout aux frais du Locataire et à l'entière satisfaction du Locateur. En cas de défaut du Locataire de respecter le présent engagement, le Locateur pourra effectuer lui-même tous les travaux requis aux frais du Locataire.

c) Le Locataire devra respecter et devra s'assurer que tous ses mandataires, agents, employés, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, consultants, invités ou toute autre personne à qui il permet l'occupation ou

l'utilisation des Lieux Loués (ci-après collectivement désignés les «**Agents**»), respectent les lois et règlements applicables et obtiennent tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci. Le Locataire devra tenir le Locateur indemne et à couvert du non-respect, par le Locataire ou ses Agents, des lois et règlements applicables ou du défaut, par le Locataire ou ses Agents, d'obtenir tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci.

d) Tous les frais relatifs à l'entretien, la réparation, l'utilisation et l'occupation des Lieux Loués seront à la charge du Locataire, à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire sera responsable d'effectuer tels entretien et réparation, le tout à l'entière satisfaction du Locateur.

e) L'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire s'effectuera à ses seuls risques et périls et le Locateur ne saurait être tenu responsable de quelque réclamation que ce soit de la part du Locataire, de ses administrateurs, Agents, successeurs et ayants droit contre le Locateur; ce dernier se dégageant à cet égard de toute responsabilité envers ceux-ci, sauf en cas de faute ou négligence du Locateur ou des personnes dont il a la responsabilité. Le Locataire s'est assuré que les Lieux Loués conviennent à l'usage prévu et exonère le Locateur de toute responsabilité à cet égard.

f) Le Locataire s'engage à ce que l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués ne nuisent pas aux activités du Locateur sur les immeubles adjacents, n'entravent pas l'accès aux immeubles adjacents et ne causent pas de dommages à ceux-ci ou aux bâtiments ou aux équipements s'y trouvant et ne causent pas l'émission de contaminants dans l'environnement. Le Locataire s'engage à indemniser le Locateur pour tous les dommages subis par ce dernier qui résultent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

g) Le Locataire sera responsable de tout préjudice, incluant le décès, ainsi que de tout dommage à la propriété, mobilière ou immobilière, du Locateur qui découlent, sont causés par ou sont autrement reliés à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents et, relativement aux dommages à la propriété, le Locataire devra assumer le coût de la réparation de tout tel dommage ainsi que des pertes encourues par le Locateur en raison de tout tel dommage. Le Locateur aura le choix, à son entière discrétion, de réparer lui-même tout dommage visé par le présent paragraphe, ou de requérir que le Locataire effectue les réparations, dans les deux (2) cas aux frais du Locataire.

h) Le Locataire tiendra le Locateur à couvert de tous frais, dépenses et dommages occasionnés par l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou en raison du présent bail. Le Locataire indemnisera le Locateur et prendra fait et cause pour lui à l'égard de toute perte, réclamation, dépense et de tout dommage matériel ou corporel, frais et déboursé intenté ou subi par quiconque dans la mesure où ces derniers découlent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou des actes ou omissions, fautifs ou non, de ces derniers.

i) Le Locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du présent bail, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée du présent bail, et libérant le Locateur de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et

Initiales	
Locataire	Locateur

responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage ou l'occupation des Lieux Loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, à l'adresse indiquée ci-après à la section intitulée «AVIS», un préavis écrit de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur.

j) Le Locataire assumera les taxes municipales et scolaires ainsi que, s'il y a lieu, toutes autres taxes ou frais attribuables à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal, le tout à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire devra, sur demande du Locateur, produire une preuve du paiement de ces taxes et frais. Si les taxes et frais susmentionnés sont imposés au Locateur, le Locataire devra rembourser au Locateur tous montants ainsi déboursés dans les trente (30) jours de la réception d'une copie du compte dûment acquitté.

k) Le Locataire ne pourra modifier ni transformer les Lieux Loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur.

l) Le Locataire doit permettre au Locateur de réaliser toutes réparations urgentes et nécessaires sur les utilités publiques situées sur les Lieux Loués, le cas échéant, le tout sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

m) Le Locataire devra assumer tous les coûts inhérents à l'installation, au maintien et à l'utilisation des services d'utilités publiques installés pour ses besoins, y compris, le cas échéant, le coût de sa consommation électrique pour les Lieux Loués.

n) Le Locataire s'engage à occuper paisiblement les Lieux Loués et à les garder propres et convenables à la satisfaction du Locateur. De plus, le Locataire s'engage à se conformer aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant du Locateur.

6. CESSION ET SOUS-LOCATION

Les droits consentis au Locataire par le présent bail sont personnels au Locataire, et à ce titre, ne peuvent être cédés à un tiers, en totalité ou partie, et les Lieux Loués ne peuvent être sous-loués, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable et écrite du Locateur.

En cas de cession ou de sous-location approuvée par le Locateur, le Locataire demeurera responsable, le cas échéant, solidairement avec tout cessionnaire ou sous-locataire, de l'exécution des obligations du Locataire aux termes du présent bail.

Initiales	
Locataire	Locateur

7. DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

Le Locataire convient que tout aménagement sur les Lieux Loués, le cas échéant, devra être libre de tout contaminant et ne causer aucun dommage à l'environnement.

En aucun temps le Locataire ne laissera de déchets ou autres débris sur les Lieux Loués que le Locateur pourrait, à son entière discrétion, juger inadmissibles.

Le Locataire prendra immédiatement toutes les mesures que le Locateur, à son entière discrétion, jugera nécessaires afin de garder les Lieux Loués libres de toute contamination reliée, de quelque manière que ce soit, à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

Le Locataire devra dénoncer au Locateur toute contamination des Lieux Loués dès qu'il en a connaissance.

Advenant le déversement de tout contaminant, accidentel ou non, sur les Lieux Loués, le Locataire, à ses frais, devra immédiatement récupérer le produit en cause et produire au Locateur, sans délai, une étude de caractérisation environnementale préparée par un expert accrédité.

Le Locataire assumera le coût de tous les travaux de réhabilitation requis pour éliminer toute contamination des Lieux Loués ou des terrains contigus aux Lieux Loués résultant directement de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents. À défaut par le Locataire d'effectuer, à l'entière satisfaction du Locateur, les travaux de réhabilitation requis, et ce, dans les trente (30) jours de la réception d'un avis du Locateur à cet effet, alors le Locateur pourra, s'il le juge à propos, effectuer tous tels travaux aux frais du Locataire. Dans ce cas, le Locataire devra rembourser au Locateur, dans les dix (10) jours de la réception d'une facture à cet effet, tous les frais ainsi encourus par le Locateur plus QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration.

L'échéance ou la résiliation de ce bail n'aura pas pour effet d'éteindre la responsabilité du Locataire envers le Locateur à l'égard des obligations environnementales susmentionnées.

De plus, lorsque le Locataire aura définitivement libéré les Lieux Loués, il devra remettre au Locateur, dans les trente (30) jours suivant l'échéance ou la résiliation du bail, une étude de caractérisation environnementale des Lieux Loués préparée par un expert accrédité selon les exigences du Locateur, le tout aux frais du Locataire et à l'entière satisfaction du Locateur.

Si les conclusions de l'étude ainsi réalisée sont à l'effet que des contaminants sont présents dans les Lieux Loués au-delà des valeurs limites réglementaires de l'Annexe 1 du *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* (RLRQ, chapitre Q-2, r.37) pour un usage industriel et commercial en vigueur à la date d'échéance ou de résiliation du bail, alors le Locataire devra, à ses frais, réaliser les travaux de réhabilitation requis pour éliminer toute telle contamination des Lieux Loués. À défaut par le Locataire d'effectuer, à l'entière satisfaction du Locateur, les travaux de réhabilitation requis, et ce, dans les trente (30) jours de la réception par le Locateur de l'étude, alors le Locateur pourra, s'il le juge à propos, effectuer tous tels travaux aux frais du Locataire. Dans ce cas, le Locataire devra rembourser au Locateur, dans les

dix (10) jours de la réception d'une facture à cet effet, tous les frais ainsi encourus par le Locateur plus QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration.

8. DÉFAUT

Si le Locataire fait défaut de se conformer à toute disposition des présentes et qu'il n'a pas remédié à ce défaut dans un délai de dix (10) jours d'un avis écrit du Locateur à cet effet, ou tout autre délai plus court que le Locateur pourra stipuler en cas d'urgence, le Locateur pourra, s'il le désire, sans aucun autre avis au Locataire, prendre toutes mesures utiles ou nécessaires afin de remédier lui-même à ce défaut, le tout aux frais du Locataire. Toutefois, le Locataire sera réputé ne pas être en défaut si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire a entrepris de remédier au défaut avant l'expiration du délai et, par la suite, poursuit avec diligence et sans interruption les actions requises pour remédier à ce défaut.

Le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés encourus par le Locateur pour remédier à tout tel défaut, le cas échéant. Le total des montants sera majoré de QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration. De plus, le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés (incluant les honoraires juridiques raisonnables du Locateur) encourus par ce dernier afin de recouvrer ces montants.

Si le Locataire n'a pas remédié au défaut à l'expiration du délai stipulé dans l'avis du Locateur ou si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire n'a pas entrepris de remédier à ce défaut avant l'expiration de ce délai, le Locateur pourra, plutôt que de remédier lui-même au défaut du Locataire, résilier le bail et celui-ci sera résilié de plein droit sur la remise d'un simple avis écrit au Locataire. Dans ce cas, le Locateur pourra, sous réserve de tous ses autres droits et recours, conserver la totalité du loyer versé par le Locataire à titre de dommages-intérêts liquidés.

9. INSCRIPTION

Le Locataire pourra, à ses frais, inscrire ce bail au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous la forme d'un avis seulement. Toutefois, il devra au préalable faire préparer, à ses frais, une description technique des Lieux Loués afin de ne pas inscrire tout tel avis sur la totalité du Terrain.

10. FORCE MAJEURE

Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La

Initiales	
Locataire	Locateur

force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre.

11. AVIS

Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur:

Locateur: VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec H2Y 3Y8
Télécopieur: (514) 872-8350

Locataire: LOCATION BENCH & TABLE INC.
6999, avenue Victoria
Montréal, Québec H3W 3E9
Télécopieur: (514) 738-4750
Allan VOSKO
1455, rue Sherbrooke Ouest, #3101
Montréal, Québec H3G 1L2

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Les adresses ci-dessus indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district de Montréal.

12. ENTENTE COMPLÈTE

Les parties conviennent que ce bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

a) Les droits et obligations des parties en vertu de ce bail passeront à leurs successeurs et ayants droit respectifs.

Initiales	
Locataire	Locateur

b) Ce bail doit être interprété selon les lois de la province de Québec et tout litige se rapportant à l'interprétation ou à l'application des présentes sera décidé exclusivement par les tribunaux compétents du district judiciaire de Montréal.

c) Les titres, sous-titres, intertitres, numérotations d'articles, de paragraphes et de sous-paragraphes apparaissant aux présentes sont insérés uniquement à des fins de référence et ne définissent, ne limitent ou ne décrivent pas la portée de l'intention des parties au présent bail ni n'affectent ce bail de quelque façon que ce soit.

d) Lorsque le contexte le requiert, le singulier inclut le pluriel et le masculin inclut le féminin.

e) Si quelque disposition de ce bail devait être déclarée nulle ou non-applicable, elle sera réputée non-écrite et les autres dispositions auront plein effet.

f) Lorsque le délai pour faire toute chose ou donner tout avis aux termes de ce bail expire un jour de fin de semaine ou un jour férié, le délai sera réputé expirer le jour ouvrable suivant.

g) Le fait que le Locateur n'ait pas exigé du Locataire l'exécution d'une quelconque obligation contenue au bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou à l'exercice d'un droit du Locateur, qui garde son plein effet.

h) Si le terme «Locataire» comprend plus d'une personne, chacune d'elles est solidairement responsable envers le Locateur des obligations qui sont stipulées au présent bail.

Initiales	
Locataire	Locateur

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le ___ ème jour du mois de _____ 2016.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par: Yves SAINDON, greffier

Le ___ ème jour du mois de _____ 2016.

LOCATION BENCH & TABLE INC.

_____
Par: Allan VOSKO, président

Le ___ ème jour du mois de _____ 2016.

_____
Allan VOSKO

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160515001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à Location Bench & Table inc. et monsieur Allan Vosko, et ce, rétroactivement du 1er juillet 2015 au 30 juin 2020, à des fins de stationnement non tarifé réservé pour sa clientèle, une partie de terrain située dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, au nord-est des avenues De Courtrai et Victoria, constitué du lot 2 651 605 du cadastre du Québec, ayant une superficie approximative de 459,1 m², et ce, au montant de 39 440,81$ pour le terme, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05 -005-8057-01 - Ouvrage 5110-101.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1160515001 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-08

Lan-Huong DOAN
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-4674
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.15

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1165941006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation du bail par laquelle la Ville loue à Cie de Couvre-Plancher de Montréal inc. un terrain vacant d'une superficie de 1 280 m², situé sur la rue Bernard Est angle Saint-Dominique dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour une période de 5 ans, du 1er novembre 2016 au 31 octobre 2021, avec clause de résiliation prématurée, moyennant un loyer total de 95 518,32 $, excluant les taxes, à des fins de stationnement. Ouvrage 9050-101.

Il est recommandé:

1- d'approuver la prolongation du bail par laquelle la Ville loue à Cie de Couvre-Plancher de Montréal inc. un terrain vacant d'une superficie de 1280 m², situé sur la rue Bernard Est angle Saint-Dominique dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour une période de 5 ans, du 1er novembre 2016 au 31 octobre 2021, avec clause de résiliation prématurée, moyennant un loyer total de 95 518,32 $, excluant les taxes, à des fins de stationnement, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail;

2- d'imputer cette recette conformément aux informations inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-08-29 15:17

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165941006**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation du bail par laquelle la Ville loue à Cie de Couvre-Plancher de Montréal inc. un terrain vacant d'une superficie de 1 280 m², situé sur la rue Bernard Est angle Saint-Dominique dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour une période de 5 ans, du 1er novembre 2016 au 31 octobre 2021, avec clause de résiliation prématurée, moyennant un loyer total de 95 518,32 $, excluant les taxes, à des fins de stationnement. Ouvrage 9050-101.

CONTENU

CONTEXTE

Au moins depuis le 1er novembre 2011, la Cie de Couvre-Plancher de Montréal inc. loue le site indiqué en rubrique à des fins d'un stationnement, en vertu d'un bail qui vient à échéance le 31 octobre 2016.
Le locataire nous a fait part de son désir de continuer à occuper les lieux, ce qui facilite l'exploitation de son entreprise de couvre-plancher non loin de là. Voir le projet de prolongation ci-joint.

Le projet de cour de service pour l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, qui a déjà été envisagé pour ce site, est resté sans suite depuis un bon moment déjà, de telle sorte que l'espace n'est pas requis à des fins municipales à court terme, sous réserve d'un usage récréatif éventuel qui reste à définir.

Le bail avec l'occupant actuel peut donc être prolongé pour 5 ans, sans nuire aux projets municipaux tout en évitant les renouvellements à répétition, considérant la possibilité de résiliation avant le terme prévue dans la prolongation proposée. Une telle option peut s'avérer utile si un projet municipal prenait forme rapidement.

Cie de Couvre-Plancher de Montréal inc. est une entreprise incorporée en vertu de la Loi sur les sociétés par action du Québec qui existe depuis 1954 et dont le président est Stephen Skoda sr.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 1021 - 27 octobre 2014 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à Cie de Couvre-Plancher de Montréal inc. pour une période de 5 ans à compter du 1er novembre 2011 un terrain d'une superficie approximative de 1 280 m² à des fins de stationnement.

DESCRIPTION

Le projet de prolongation de bail proposé consiste à continuer l'occupation du locataire sur le site pour une durée de 5 ans à compter du 1er novembre 2016 afin de poursuivre l'utilisation du site comme stationnement avec clause de résiliation avant terme, de part et d'autre, pour permettre à la Ville de donner priorité à des projets municipaux qui pourraient se présenter.

JUSTIFICATION

- La prolongation proposée est nécessaire pour permettre le maintien en place du locataire au-delà du 31 octobre 2016;
- Cie de Couvre-Plancher de Montréal inc. loue le terrain depuis longtemps et jouit d'une bonne crédibilité comme occupant du site;
- Les revenus de cette location sont nets de dépenses et d'investissements pour la Ville;
- La durée de l'entente assure une occupation à moyen terme du site tout en offrant la possibilité tant à la Ville qu'au locataire d'y mettre fin avant terme si d'autres opportunités se présentent;
- L'occupation du site par Cie de Couvre-Plancher de Montréal inc. évite à la Ville la surveillance et l'entretien d'un site vacant localisé dans un environnement reculé;
- L'arrondissement du Plateau-Mont-Royal est en accord avec la prolongation proposée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le nouveau loyer annuel proposé pour la première année est de 18 725,45 $, basé sur le loyer de l'année antérieure augmenté de 1 %.

- Comme pour le bail qui se termine le 31 octobre 2016, le loyer proposé est au-delà de la valeur marchande obtenue auprès de la Division de l'évaluation immobilière de la Ville (11 500 $ à 14 800 $)
- Le loyer sera augmenté de 1 % par année. Le loyer annuel antérieur était de 18 540,00 $.
- Tous les frais d'exploitation sont payables par le locataire en sus du loyer; voir le calcul détaillé du revenu de loyer en pièce jointe.
- Le terrain pourrait éventuellement être utilisé pour un usage récréatif. L'Arrondissement n'a cependant pas de projet précis à court terme en ce sens.
- La recette sera imputée au budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») au compte : Location - Immeubles et terrains - bail ordinaire taxable.

Calcul sommaire du loyer (avant taxes)

Année	Période précédente 2015/2016	**2016/2017 1**	**2017 à 2021 2 à 5 augmenté de 1 %/an**	**Total**
Loyer annuel	18 540 $	18 725 $	76 792 $	95 518 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce projet de bail obligerait le locataire à analyser l'impact de la disparition du stationnement sur ses activités, obligerait la Ville à trouver rapidement un autre usage pour le site et la priverait de revenus qui ne nécessitent qu'une gestion minimale. Retarder l'approbation de ce dossier entraînerait le report de l'application du nouveau bail et entraînerait des risques d'une occupation sans bail pendant un certain temps.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication prévue, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2016 : approbations municipales et finalisation du bail.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michael TREMBLAY, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Michael TREMBLAY, 10 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-08-09
Guy BEAULIEU Conseiller en immobilier	Suzie DESMARAIS Chef de division par intérim
Tél : 514-872-3774	**Tél :** 514 872-6292

Télécop. : 514-872-5279 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carl BEAULIEU
Chef de division en remplacement de Francine Fortin, directrice jusqu'au 5 septembre 2016
Tél : 514 872-2803
Approuvé le : 2016-08-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-08-24

Service de la planification et de la gestion immobilière -Section locations
Dossier: 9050-101
Ptie 2 806 718 1280 m²/13778 pi². Couvre-plancher

Détail du loyer pour le terme

	Loyer précédent 2015/2016	**Année 2016-2017**	**Année 2017-2018**	**Année 2018-2019**	**Année 2019-2020**	**Année 2020-2021**	**Total**
Loyer mensuel	1 545.00 $	1 560.45 $	1 576.05 $	1 591.82 $	1 607.73 $	1 623.81 $	
TPS (5%)	77.25 $	78.02 $	78.80 $	79.59 $	80.39 $	81.19 $	
TVQ (9,975%)	154.11 $	155.65 $	157.21 $	158.78 $	160.37 $	161.98 $	
Total incluant les taxes	1 776.36 $	1 794.13 $	1 812.07 $	1 830.19 $	1 848.49 $	1 866.98 $	
Total avant taxes annuel	18 540.00 $	**18 725.40 $**	**18 912.65 $**	**19 101.78 $**	**19 292.80 $**	**19 485.73 $**	95 518.36 $

Taux du loyer: 1,35$/pi.ca : 1ère année du renouvellement
Évaluation : loyer de 11500$/14800$
Écart loyer effectif/évaluation: +25%
Augmentation annuelle de 1%

Loyer détaillé GDD

	Loyer annuel précédent	**Nov-déc 2016**	**Jan-déc 2017**	**Jan-déc 2018**	**Jan-déc 2019**	**Jan-dec 2020**	**Jan-oct 2021**	**Total**
Loyer net	18 540.00 $	3 120.90 $	18 756.60 $	18 944.14 $	19 133.66 $	19 324.92 $	16 238.10 $	95 518.32 $
Total	**18 540.00 $**	**3 120.90 $**	**18 756.60 $**	**18 944.14 $**	**19 133.66 $**	**19 324.92 $**	**16 238.10 $**	**95 518.32 $**
TPS	927.00 $	156.05 $	937.83 $	947.21 $	956.68 $	966.25 $	811.91 $	4 775.93 $
TVQ	1 849.37 $	311.31 $	1 870.97 $	1 889.68 $	1 908.58 $	1 927.66 $	1 619.75 $	9 527.95 $
Total taxes incluses	**21 316.37 $**	**3 588.25 $**	**21 565.40 $**	**21 781.03 $**	**21 998.92 $**	**22 218.83 $**	**18 669.76 $**	**109 822.20 $**

CONVENTION DE PROLONGATION DE BAIL #9050-101

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003).

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

CIE DE COUVRE-PLANCHER DE MONTRÉAL INC. personne morale constituée en vertu de la Partie 1 de la Loi sur les compagnies et maintenant régie par la Loi canadienne sur les sociétés par actions, dont l'adresse est 15 rue Bernard Est, Montréal, province de Québec, H2T 1A2, agissant et représenté par M. Stephen Skoda, président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une réslution du conseil d'administration en date du 14 JUIN 2016.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES, PRÉALABLEMENT À LA CONVENTION DE PROLONGATION QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE Le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail (ci-après appelé le « Bail initial»), concernant un terrain vacant d'une superficie de 1280 m² situé sur la rue Bernard, angle St-Dominique à Montréal, pour un terme de cinq (5) ans commençant le 1er novembre 2011 et se terminant le 31 octobre 2016.

ATTENDU QUE Le Locateur et le Locataire souhaitent prolonger le Bail initial, pour une période supplémentaire de cinq (5) ans, soit du 1er novembre 2016 au 31 octobre 2021, avec clause de résiliation prématurée, et souhaitent modifier certaines conditions du Bail initial.

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant.

Paraphes	
Locateur	Locataire

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

2. LIEUX LOUÉS

Les lieux loués sont tels que décrits à l'article 2 du Bail initial sous réserve toutefois qu'ils ne concernent qu'une parcelle de terrain vacant d'une superficie de 1 280 m² étant une partie du lot deux millions huit cent six mille sept cent dix-huit (ptie 2 806 718) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, montrée aux plans ABCP ci-joints.

3. DURÉE

La durée indiquée à l'article 3 du Bail initial est prolongée de cinq (5) ans débutant le 1er novembre 2016 et se terminant le 31 octobre 2021 sans autre avis. Malgré la durée fixée ci-dessus, tant le Locataire que le Locateur pourra mettre fin au Bail initial ainsi prolongé en tout temps, à compter du 1er mai 2018, en signifiant à l'autre partie un avis écrit d'au moins six (6) mois avant la date de résiliation prévue. La résiliation deviendra effective à l'expiration de ce délai de six (6) mois. Toute telle résiliation du bail sera faite sans compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit de part et d'autre, à l'exception du loyer versé pour le mois en cours qui fera l'objet d'un ajustement.

La présente prolongation ne comporte pas d'option de prolongation ou de renouvellement.

4. LOYER

L'article 4. du Bail initial est modifié ainsi qu'il suit :

Pour la période du 1er novembre 2016 au 31 octobre 2017, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de 18 725,40 $, payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de 1 560,45 $ payables d'avance au début de chaque mois à compter du 1er novembre 2016 ;

Pour la période du 1er novembre 2017 au 31 octobre 2018, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de 18 912,65 $, payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de 1 576,05$ chacun, payables d'avance au début de chaque mois à compter du 1er novembre 2017 ;

Pour la période du 1er novembre 2018 au 31 octobre 2019, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de 19 101,78 $, payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de 1 591,82$ chacun, payables d'avance au début de chaque mois à compter du 1er novembre 2018 ;

Pour la période du 1er novembre 2019 au 31 octobre 2020, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de 19 292,80 $, payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de 1 607,73$ chacun, payables d'avance au début de chaque mois à compter du 1er novembre 2019 ; et

Pour la période du 1er novembre 2020 au 31 octobre 2021, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de 19 485,73 $, payable en douze (12)

Paraphes	
Locateur	Locataire

versements mensuels, égaux et consécutifs de 1 623,81$ chacun, payables d'avance au début de chaque mois à compter du 1er novembre 2020.

Au loyer payable s'appliquent les taxes applicables.

Le paiement du loyer sera effectué par le Locataire sans demande préalable du Locateur et sans aucune réduction, compensation ni déduction.

Tout versement de loyer mensuel non payé à échéance portera intérêt quotidien, à compter de la date d'échéance jusqu'à la date du paiement, au taux fixé par le conseil municipal pour les sommes dues au Locateur.

5. RATIFICATION

Outre les modifications de la présente convention, les parties confirment toutes les autres clauses et conditions du Bail initial demeurent en vigueur et continuent de s'appliquer sans novation ni dérogation.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé les présentes en double exemplaire, à Montréal, province de Québec, comme suit :

Le 20 e jour du mois de JUILLET 2016.

CIE DE COUVRE-PLANCHER DE MONTRÉAL INC.

Par : Stephen Skoda

Nom : STEPHEN SKODA
Majuscules

Le _____e jour du mois de _____ 2016.

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Nom : _____
Majuscules

Numéro de la résolution : _____

Paraphes	
Locateur	Locataire

Bail #9050-101



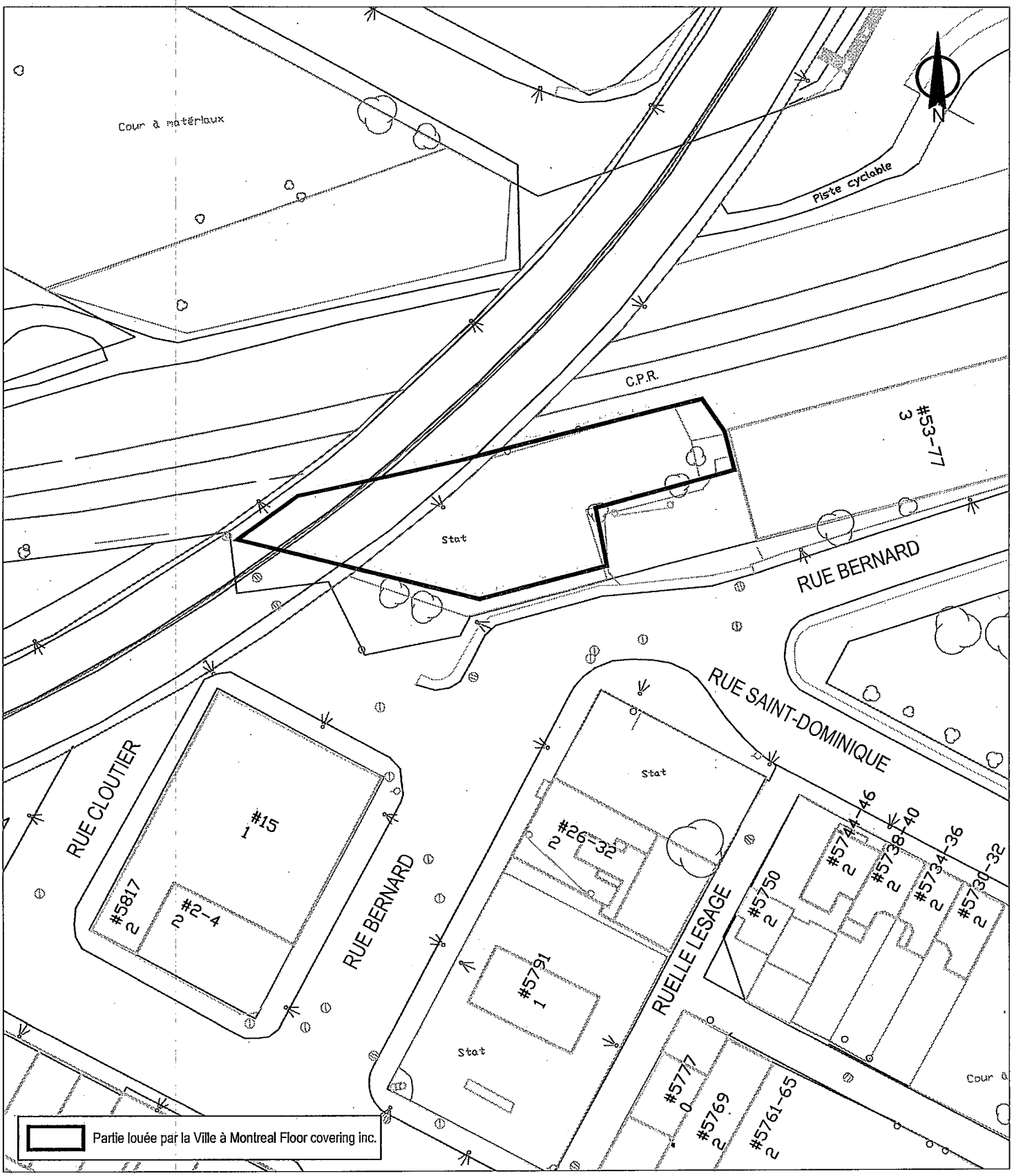
SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Le Plateau Mont-Royal
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-1065-03
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 18-03-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Bail #9050-101



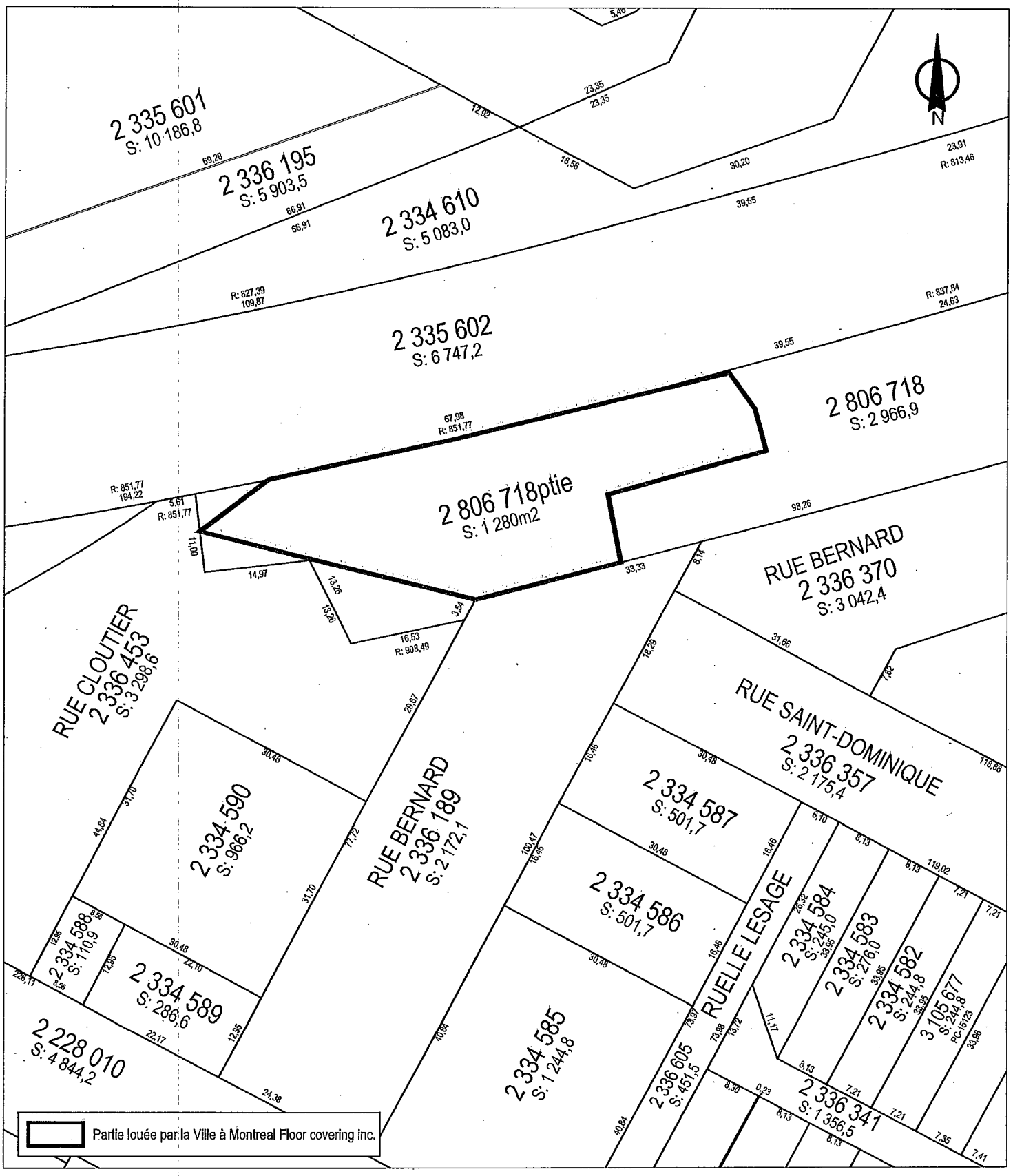
SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Le Plateau Mont-Royal
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-1065-03
Dessinateur : CL
Échelle : 1:700
Date : 17-03-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Bail #9050-101



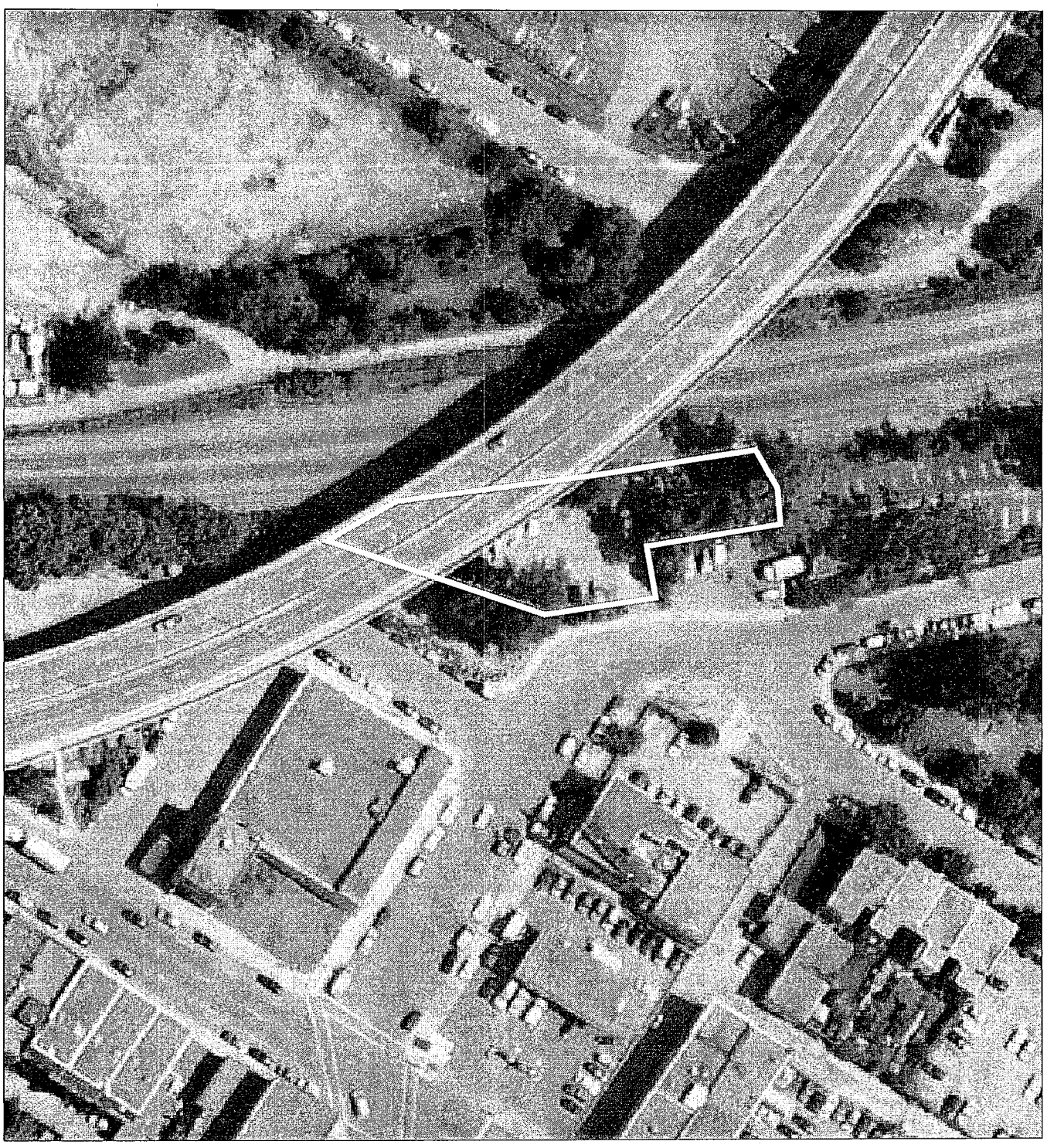
SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Le Plateau Mont-Royal
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-1065-03
Dessinateur : CL
Échelle : 1:700
Date : 17-03-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Bail #9050-101



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Le Plateau Mont-Royal
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-1065-03
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 18-03-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165941006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Objet :	Approuver la prolongation du bail par laquelle la Ville loue à Cie de Couvre-Plancher de Montréal inc. un terrain vacant d'une superficie de 1 280 m², situé sur la rue Bernard Est angle Saint-Dominique dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour une période de 5 ans, du 1er novembre 2016 au 31 octobre 2021, avec clause de résiliation prématurée, moyennant un loyer total de 95 518,32 $, excluant les taxes, à des fins de stationnement. Ouvrage 9050-101.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1165941006 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-11

Diane NGUYEN
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.16

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1160679016

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une contribution financière de 100 000 $ pour l'année 2016 au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec à même le budget de fonctionnement de la Ville et approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme à cet effet.

Il est recommandé :

- d'accorder un soutien financier de 100 000 $ au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec afin de réaliser son mandat de promotion pour l'année 2016;
- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-04 07:57

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160679016**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une contribution financière de 100 000 $ pour l'année 2016 au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec à même le budget de fonctionnement de la Ville et approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal soutient activement le développement de l'activité audiovisuelle sur son territoire depuis 1979. Grâce à ce soutien continu, elle jouit depuis de nombreuses années d'une reconnaissance nationale et internationale à ce niveau. Si l'année 2016 est très bien engagée, Montréal doit néanmoins demeurer en alerte dans une économie où la compétitivité internationale est de plus en plus importante. En témoigne, l'existence de 300 Bureaux du cinéma et de la télévision dans le monde, sans oublier le travail intensif de promotion internationale et de soutien effectué par Toronto et Vancouver.
Le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ) constitue un instrument privilégié pour faire la promotion de Montréal à l'étranger; les résultats de son travail en sont garants. Sa mise sur pied en 2006 a constitué le geste prioritaire pour que le Québec, et particulièrement Montréal, demeurent concurrentiels. Le BCTQ est basé à Montréal et il a pour mission de contribuer au développement et à la compétitivité de Montréal et du Québec comme centre de production audiovisuelle de calibre international.

L'industrie du cinéma et de la production audiovisuelle est une des grandes filières économiques du Québec et de Montréal, au même titre que les Sciences de la vie et l'Aérospatiale. Elle représente près de 35 000 emplois (équivalent temps plein) et 500 entreprises (production et diffusion). Autre particularité, ses activités sont très largement concentrées à Montréal (>85 %), ce qui en fait un centre de production majeur en Amérique du Nord avec un volume de production annuelle de l'ordre de 1,5 milliard $. La vitalité de notre centre de production repose sur trois piliers essentiels : la production locale, les tournages étrangers ainsi que les coproductions.

Les mutations liées à l'avènement du numérique sont aussi prises en compte par le BCTQ. Ce dernier a notamment identifié les créneaux de l'animation et des effets visuels comme importants et a mis sur pied un comité spécifique avec un plan d'action précis. De plus, des travaux ont été entrepris pour évaluer le potentiel et les stratégies à déployer en ce qui concerne le secteur de la réalité virtuelle et augmentée. Cela est particulièrement pertinent pour Montréal, puisqu'elle est reconnue mondialement comme un pôle de compétence dans ces deux secteurs.

Alors que le volume de la production locale dépend largement des institutions

subventionnaires, les tournages étrangers et coproductions nécessitent une intervention spécifique pour que leur niveau se maintienne et se développe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0975 du 18 août 2015 - Autoriser une contribution financière de 100 000 $ pour l'année 2015 au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec à même le budget de fonctionnement de la Ville et approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme à cet effet;
CM14 0804 du 18 août 2014 - Accorder un soutien financier de 100 000 $ pour l'année 2014 au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet;
CM13 0785 du 27 août 2013 - Accorder un soutien financier de 100 000 $ pour l'année 2013 au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet;

DESCRIPTION

Le BCTQ a un double mandat : 1) la promotion nécessaire du Québec et de Montréal tant au niveau national et international afin d'attirer des tournages étrangers et des opportunités d'affaires internationales et 2) la réalisation de projets porteurs et structurants pour le développement de l'ensemble de l'industrie locale. L'organisme a également été mandaté par la Communauté métropolitaine de Montréal pour agir comme Secrétariat de la Grappe du cinéma et de l'audiovisuel. La contribution recommandée de la Ville lui permettra, en particulier, de mener à bien le premier axe de son mandat.
Le BCTQ ne dédouble pas le travail du Bureau du cinéma et de la télévision de la Ville de Montréal. Il agit de façon complémentaire et en concertation avec celui-ci. En effet, le rôle principal du Bureau du cinéma municipal est d'assurer la coordination et la logistique pour plus de 680 tournages annuels sur le territoire montréalais et de livrer plus de 8 000 permis et autorisations nécessaires à cette fin. Quant à l'accueil des producteurs étrangers (tournées de repérage à Montréal, etc.), il se fait de façon conjointe et coordonnée entre les deux organisations.

La contribution de la Ville permet au BCTQ de réaliser son mandat de promotion et de prospection internationale ainsi que le développement d'outils de promotion adéquats, tel la mise à jour des lieux de tournages. Elle assure également que la Ville envoie un message clair de confiance envers le BCTQ et qu'elle affirme ainsi son leadership auprès de l'industrie.

JUSTIFICATION

Plusieurs raisons justifient la contribution de la Ville :

- Le Plan d'action 2007-2017 Montréal, métropole culturelle, ainsi que la Stratégie de développement économique de la Ville de Montréal 2011-2017 font clairement état de la nécessité de consolider Montréal comme centre international de production audiovisuelle;
- Les réalisations du BCTQ témoignent de son efficacité et de sa pertinence, notamment la présence significative des tournages internationaux au cours des dernières années à Montréal. Il a aussi joué un rôle décisif relativement à divers sujets menaçant et touchant l'industrie (conflit syndical, crédit d'impôts, etc.);
- En 2015, les retombées économiques directes des tournages étrangers ont atteint un record, soit 313 M$, une augmentation de plus de 66% par rapport à 2014.
- Le BCTQ utilise Montréal comme élément central pour la promotion internationale et il a inscrit, à la demande expresse de la Ville, la mention « Montréal » dans son logo. À

cet égard, il contribue au rayonnement international de Montréal et de ses créateurs et artisans;
- Le BCTQ a su développer une expertise qui lui permet de poser des gestes ciblés et efficaces. D'ailleurs, son plan d'action 2015-2017 identifie les enjeux et actions les plus pertinents sous sept axes d'intervention prioritaires, notamment:
    1. Attraction et tournages américains et internationaux en priorisant certains marchés
    2. Commercialisation des contenus créés à Montréal et au Québec
    3. Consolidation de la filière des effets visuels
    4. Augmentation des coproductions.
- À ces axes s'ajoutent le doublage, l'enregistrement sonore et la réalité virtuelle et augmentée;
- Ne pas soutenir le BCTQ affaiblirait la position de Montréal comme centre de production internationale face à une compétition de plus en plus diversifiée et internationale. En effet, les métropoles sont de plus en plus nombreuses à vouloir se démarquer comme lieu de tournage et à vouloir attirer des productions étrangères;
- De plus, le BCTQ est financé en concertation par tous les paliers de gouvernement, ainsi que par l'industrie privée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires sont prévus au budget de fonctionnement 2016 du Service de la culture. Ils seront versé en 4 versements: un premier de 75 000$, un deuxième et troisième de 10 000$ chacun et un quatrième de 5 000$, aux dates et sous réserves des conditions mentionnées à l'article 5.2 de la convention. Cette dépense est entièrement assumée par la ville centrale.
Exceptionnellement, la convention actuelle prend effet le 1er janvier 2016 et se termine le 31 mars 2017, soit une période de 15 mois. Cela, afin d'harmoniser la durée de la présente convention avec l'année financière du Bureau (1er avril au 31 mars) et de permettre une continuité avec la convention précédente, se terminant le 31 décembre 2015.

Depuis 2006, la contribution annuelle de la Ville de Montréal n'a pas augmenté. Pour la période 2016-2017, elle représente 7,7% du budget de promotion de l'organisme.

Voici le sommaire des contributions et revenus pour le dernier exercice financier disponible du BCTQ (2015-2016):

Gouvernement du Canada (DEC, MEIE) : 433 000 $
Gouvernement du Québec (MAMOT, SODEC) : 449 609 $
Communauté métropolitaine: 200 000 $
Ville de Montréal : 100 000 $
Ville de Québec : 20 000 $
Industrie privée : 320 705 $
Autres commandites et revenus divers: 152 352 $

TOTAL REVENUS : 1 520 784 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le plan d'action du BCTQ s'inscrit dans le principe du soutien à une croissance économique durable en:
· améliorant les conditions de vie des travailleurs de l'industrie qui ont généralement des emplois non permanents;
· soutenant l'innovation et le savoir, en particulier dans les marchés liés au numérique;
· contribuant à la compétitivité de Montréal sur le marché mondial de la production

audiovisuelle.

De plus, il vise à soutenir et éduquer la relève et à assurer un transfert de connaissances et de la formation continue pour la main d'œuvre existante. En effet, la présence significative de tournages étrangers à Montréal est un levier important pour la formation pratique de la main-d'œuvre dans cette industrie (apprendre des meilleurs) et pour la relève (les grosses équipes de tournage emploient une proportion significative de jeunes).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts des interventions de cet organisme sont très significatifs :

- Avec le BCTQ, la Ville dispose d'un organisme qui a les ressources nécessaires, grâce à un financement mixte, pour effectuer la promotion adéquate et requise sur les marchés internationaux compte tenu de la concurrence. Ceci lui permet d'être à niveau par rapport à nos principaux concurrents tout en ayant pour effet de générer davantage d'opportunités d'affaires internationales et de tournages étrangers à Montréal;
- Le BCTQ contribue significativement à la consolidation de Montréal comme centre international de production et il soutient ainsi à son rayonnement international;
- Montréal étant le seul centre de production au Québec et le siège de plus de 85 % de toute l'activité de l'ensemble de cette industrie, les retombées pour notre ville sont beaucoup plus significatives et plus importantes qu'ailleurs au Québec. C'est également à Montréal que sont concentrées toutes les ressources-clés de cette industrie (entreprises, techniciens, services, etc.);
- Le BCTQ étant reconnu par la Communauté métropolitaine de Montréal comme le Secrétariat de la grappe du cinéma et de l'audiovisuel, il dispose des leviers nécessaires pour permettre à la Grappe d'effectuer des interventions (ex. : en formation, en commercialisation) qui bénéficieront à l'ensemble de l'industrie montréalaise. L'organisme a donc un rôle clé dans le développement et le renforcement de l'industrie à long terme;
- Par son rôle de rassembleur lié au mandat accordé par la Communauté métropolitaine de Montréal, l'organisme assure également une meilleure cohésion de l'industrie montréalaise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité fait partie intégrante de la convention type et doit être appliqué par les organismes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conclure la convention requise avec l'organisme concerné.
Assurer un suivi quant à la reddition de compte.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Isabelle BESSETTE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline DUHAIME)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuelle HÉBERT
Conseiller(ère) en planification

Tél : 514 872-3731
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-08

Daniel BISSONNETTE
Directeur Cinéma - Festivals - Événements

Tél : 514 872-2884
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2016-09-02



Bureau du cinéma et de la télévision du Québec
MONTRÉAL

PLAN D'ACTION 2016-2017
ACTIVITÉS DE PROMOTION

Table des matières

1. Présentation du BCTQ 3
   a) Mission du BCTQ 3
   b) Conseil d'administration 4
   c) Équipe 5
2. Le projet 6
   a) Description 6
   b) Objectifs 6
   c) Rôle du BCTQ 6
   d) Marchés prioritaires 8
   e) Activités de développement de marché et représentations 9
      i. Activités de développement de marché à l'international 9
   f) Maintien de notre représentation à Los Angeles 13
   g) Activités d'accueil 14
      i. Organisation de visites de repérage pour les producteurs étrangers 14
      ii. Organisation d'un FAM-TOUR 15
      iii. Organisation de tournées de familiarisation dédiées aux effets visuels 15
      iv. Grand repérage de la couronne sud et nord de Montréal et la ville de Québec 15
   h) Matériel promotionnel 16
      i. Quebec Film Sourcebook 16
      ii. Outils promotionnels 17
      iii. Photothèque nationale 17
   i) Nouvelle image graphique 17
   j) Partenariats corporatifs et événements promotionnels 18
   k) Publicité 18
   l) Développement d'une approche marketing directe avec nos clients potentiels 18
   m) Veille statistique 19

ANNEXE 1 - **Budget 2016 – 2017 – Volet promotion (détails)** 20

1. Présentation du BCTQ

a) Mission du BCTQ

Le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ) est un organisme sans but lucratif, fondé en 2006, qui contribue au développement et à la compétitivité du Québec comme centre de production multi-écrans de calibre international. Il voit notamment :

À l'harmonisation et à la coordination des activités de promotion et des services d'accueil et de soutien nécessaires à la réalisation de productions internationales au Québec ;

À la mise en valeur des atouts du Québec sur les marchés étrangers afin d'attirer ici des occasions d'affaires intéressantes (tournages, coproductions, etc.) ;

Au développement et à la réalisation de projets structurants bénéfiques à l'ensemble de l'industrie

À l'information et à la sensibilisation auprès des décideurs publics et privés et de la population en général.

Enfin, le BCTQ joue également un rôle de représentation et de conseil stratégique auprès des instances gouvernementales.

b) Conseil d'administration



Sylvain Lafrance,
Président
HEC Montréal



Daniel Bissonnette,
Vice-Président
Ville de Montréal - Bureau du Cinéma et de la Télévision de Montréal (BCTM)



Maurice Prud'homme,
Trésorier
Fonds d'investissement de la culture et des communications (FICC)
Fonds Capital Culture Québec (FCCQ)



Dean Chenoy,
Secrétaire
Miller Thomson



Monique Simard,
Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)



Mylène Cyr,
La Guilde des musiciens et musiciennes du Québec (GMMQ)



Émilie Dussault,
MPC



Ronald Gilbert,
Entreprises Ronald Gilbert



Andrew Lapierre,
Vidéo MTL



Jean-Philippe Normandeau,
Incendo



Marie-Josée Pilon,
Bureau du cinéma et de la télévision des Laurentides (BCTL)



Jean-Claude Rocheleau,
Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS)

c) Équipe

Pierre Moreau
Directeur général et commissaire national

Cyril Loreau,
Commissaire adjoint

Pierre-Olivier Fortin
Services de production

Karl Boulé
Directeur du développement des affaires

Christina Rogers
Représente – Services de production, L.A

Anne Fossier
Adjointe exécutive

Andrée Gendron
Directrice des communications

Romain Paulais
Directeur du secrétariat de la Grappe audiovisuelle

Robert Plante
Contrôleur financier

2. Le projet

a) Description

Le projet vise à poursuivre les activités de représentation et de promotion auprès des producteurs étrangers afin de les convaincre de venir tourner, faire la post-production ou les effets visuels de leurs projets au Québec et ainsi injecter de l'argent frais dans l'économie.

En 2015, les retombées économiques ont atteint le montant de 313 M$, soit le record depuis l'ouverture du BCTQ en 2006. L'année 2016 s'annonce également productive pour le Québec avec déjà la confirmation du tournage de la série télé *The Alienist* pour Paramount.

De plus, le BCTQ maintiendra son rôle d'élément moteur et rassembleur au sein de la grappe afin de rehausser la compétitivité de l'offre québécoise en tant que destination privilégiée pour les tournages.

Le projet se déroulera du 1er avril 2016 au 31 mars 2017

b) Objectifs

Les objectifs annuels sont :

- Retombées économiques directes de 250 M$
- Accueil de 13 tournages (long métrage et/ou série télé)

c) Rôle du BCTQ

Le BCTQ est responsable de la planification des rencontres avec les différents producteurs et décideurs étrangers afin de leur fournir tous les renseignements nécessaires et de convaincre ces derniers de considérer le Québec comme centre de production complet.

Cependant, le BCTQ est confronté à un enjeu financier majeur. En effet, la chute du dollar canadien face au dollar américain limite sa capacité à mener des activités et des actions internationales. À ce jour, chaque dollar US représente 1,4 dollar canadien.

Ainsi, afin de continuer efficacement sa mission mais avec une capacité de rayonnement internationale bien plus faible, le BCTQ revoit sa stratégie de promotion et de participation aux marchés internationaux pour renforcer le nombre de ses rencontres en face à face avec les producteurs étrangers et le nombre de professionnels accueillis au Québec.
Le BCTQ entend également se rapprocher des grands fournisseurs de services québécois afin de mutualiser les actions de représentation.

Les responsabilités du BCTQ sont les suivantes :

Promotion des leviers d'attractions du Québec :

- Incitatifs fiscaux du Québec
- Diversité des lieux de tournage et les atouts du territoire québécois
- Main d'œuvre et expertise
- Infrastructures
- Compagnie d'effets visuels
- Services de Post-production
- Services financiers

Développement de la filière :

- Contribuer à l'amélioration constante de l'offre québécoise dans le secteur

Veille stratégique :

- Prendre connaissance des nouvelles tendances et avenues qui façonnent le monde culturel et connaître les nouveaux enjeux.

d) Marchés prioritaires

Depuis plusieurs années, le Québec a démontré sa capacité à accueillir des productions de toutes tailles. Que ce soit des projets comme les deux derniers X-Men qui ont dépensé plus de 100M$ chacun ou que ce soit des productions plus modestes de quelques millions.

L'analyse des retombées économiques directes des dernières années réaffirme que Los Angeles/Hollywood est le marché principal que doit cibler le BCTQ à travers ses actions.

Toutefois, le développement économique des producteurs et des entreprises québécois est aussi un enjeu et ce développement passe par le renforcement des projets de coproductions. Le BCTQ participera donc aussi à certains marchés européens.

De plus, au court de la dernière année, le BCTQ a été sollicité à plusieurs reprises pour faciliter la mise en relation entre des entreprises québécoises et chinoises afin de développer de nouvelles relations d'affaires.

Les marchés prioritaires sont les suivants :

1. États-Unis / Hollywood : 80% des retombées économiques
2. Europe : 15%
3. Asie : 5%

Enfin, avec une croissance de près de 300% en 5 ans des retombées économiques, le secteur des effets visuels constitue un des atouts majeurs du Québec dont le BCTQ fait la promotion à travers diverses activités.

e) Activités de développement de marché et représentations

Le BCTQ veut maintenir sa visibilité sur les différents marchés internationaux afin de promouvoir l'expertise québécoise et de générer de nouvelles opportunités d'affaires pour les entreprises œuvrant dans le secteur du cinéma et de la télévision, les effets visuels ainsi que de la postproduction. Le BCTQ participera aux marchés les plus importants du secteur afin de rencontrer les décideurs.

i. Activités de développement de marché à l'international

AFCI – Location and Global Finance Show – Los Angeles

Du 20 au 26 avril 2016
Le BCTQ participera à cet événement à titre d'exposant. Un espace avec kiosque promotionnel aménagé est prévu pour l'équipe du BCTQ, les partenaires et les représentants des bureaux de cinéma régionaux.
L'AFCI – LOCATIONS & GLOBAL FINANCE SHOW est considéré comme étant le plus important salon international annuel consacré aux lieux de tournage dans le monde. C'est donc une occasion incontournable, pour les directeurs de lieux de tournage et les commissaires qui sont les influenceurs directs auprès des producteurs dans le processus décisionnel.

Budget : 10 000 $

Marché du film de Cannes

Du 11 au 22 mai 2016

Le marché du film de Cannes est le plus important de l'industrie cinématographique mondiale. Le BCTQ compte être présent au Pavillon du Québec sur la Croisette (SODEC). Des délégations importantes de producteurs de plusieurs pays seront présentes. Il s'agit d'une des meilleures occasions pour mettre de l'avant les nombreux avantages de tourner au Québec et ce sur tous les marchés.

En partenariat avec Twist (délégation belge), le BCTQ ainsi que ces membres participants au festival seront invités à une importante activité de réseautage afin de maximiser la visibilité du Québec et favoriser le contact avec les producteurs belges.

Budget : 10 000 $

Produced by – Los Angeles

Du 4 au 9 juin 2016

Pendant deux jours, cet événement rassemble tous les professionnels du secteur de la production cinématographique autour de conférences dédiées aux derniers développements en termes de financement, de production, de distribution, de stratégie de marque et des nouveaux médias. Chaque année, *Produced By* est présenté à Los Angeles par *la Producer's Guild of America* (l'association professionnelle des producteurs américains) en collaboration avec un grand studio hollywoodien. En 2016, l'événement aura lieu dans les studios de Sony pictures à Culver City, Los Angeles.

Budget : 10 000 $

Banff World Media Festival

Du 7 au 10 juin 2016

Le Banff World Media Festival est le plus important marché de la production et du développement en Amérique du Nord pour la télévision, le contenu numérique et la publicité. Chaque année des dirigeants de l'industrie s'y réunissent pour participer à des rencontres et à des discussions, conclure des transactions et explorer de nouvelles occasions d'affaires.

Budget : 4 000 $

Événement Wine & Dine – Los Angeles

Juillet 2016

Au cours de l'année, selon des périodes propices, le BCTQ, en collaboration avec des partenaires québécois, organisera une soirée où plus de soixante producteurs hollywoodiens de long métrage et de télévision seront conviés. L'objectif principal est de promouvoir le Québec comme centre de production de calibre international. Le commissaire national fera une présentation afin de faire valoir les atouts du Québec. Des trousses promotionnelles seront remises à chaque participant. L'événement permettra également à des partenaires québécois de profiter d'une visibilité exceptionnelle.

Budget : 20 000$

Toronto International Film Festival

Du 8 au 18 septembre 2016

Le festival de Toronto est devenu au cours des dix dernières années l'un des plus importants festivals de films au monde et l'un des premiers en Amérique du Nord. Tous les studios et compagnies de production y assistent pour présenter leurs prochains films, trouver de nouveaux partenaires et assister aux conférences d'affaires.

Budget : 9 000$

Cineposium - Atlanta

22 au 24 Septembre 2016

Cineposium est le rendez-vous annuel de l'AFCI (Association of Films Commissioners International). Durant 2 jours de conférences et de panels, les commissaires discutent des nouvelles pratiques de développement économiques et du rôle des bureaux de films. De nombreux professionnels de l'industrie assistent à cet événement créant ainsi des occasions de réseautage et de mise en avant des atouts du Québec.

Budget : 6 000$

American Film Market – Los Angeles

Du 2 au 9 novembre 2016

- Le BCTQ accompagnera une délégation de partenaires (prestige) québécois à *l'American Film Market (AFM*). Considéré comme l'un des plus importants marchés de productions indépendantes au monde, cet événement attire annuellement plus 8 000 participants et 235 exposants en provenance de 27 pays différents.

Ce marché génère chaque année des ventes de plus de 800 M$ en production et en distribution. Le BCTQ souhaite réduire sa présence physique sur place sans pour autant délaisser notre mission de promotion. Le BCTQ mettra l'emphase sur des réunions ciblées avec les producteurs internationaux qui seront sur place.

Budget : 20 000 $

Producers Guild Awards – Los Angeles

Le 25 janvier 2017

La cérémonie est organisée par la PGA et vise à récompenser les meilleurs producteurs américains. Avec les Oscars et les Golden Globes, c'est l'un des événements les plus importants et prestigieux du cinéma

Chaque année, la liste des lauréats compte des producteurs célèbres. Plus de 1 000 invités triés sur le volet parmi les plus les personnalités les plus influentes d'Hollywood assistent chaque année à la cérémonie de remise de prix.

Budget : 5 000 $

Prime Time – Ottawa

1er au 3 février 2017

Prime time in Ottawa est organisé chaque année par la Canadian Media Production Association (CMPA). C'est un événement de réseautage pour plus de 700 leaders de l'industrie canadienne du long-métrage, de la télévision, des médias interactifs, de la diffusion et des télécommunications. Prime Time présente chaque année des conférences des leaders de l'industrie qui font part des évolutions du secteur et des tendances à venir.

Au cours du projet, le bureau pourra être amené à modifier la liste des événements auquel il va participer.

Budget : 3 000$

2 Visites en Europe

Afin d'accroitre sa visibilité auprès des de producteurs européens et plus précisément français, le commissaire national du BCTQ se rendra en Europe pour des réunions ciblées avec producteurs, distributeurs, studios d'effets visuels ainsi qu'avec des fournisseurs de services européens. Ces visites seront planifiées et réalisées dans l'optique de faire prévaloir le partenariat entre l'Europe et le Québec.

Budget : 12 000 $

4 visites de représentation à Los Angeles

Au cours de l'année 2016-2017, le BCTQ réalisera 6 voyages d'une durée approximative d'une semaine afin de rencontrer directement les producteurs, réalisateurs, directeurs de studios VFX et de maintenir, renforcer et développer des liens d'affaire avec eux.

Budget : 20 000 $

ii. Maintien de notre représentation à Los Angeles

Le BCTQ veut maintenir sa représentation à Los Angeles. La ville est sans contredit le point de départ de la majorité des productions avec lesquelles nous devons faire preuve de proactivité.

Le BCTQ fera cette année une dizaine de voyages de quelques jours afin de rencontrer directement les producteurs et de renforcer nos liens avec eux.

Ces voyages se feront notamment lors des événements organisés par l'industrie soit :

- Producers Guild Awards : cérémonie de récompense des meilleurs producteurs de l'année
- Produced by : conférence dédiée aux meilleures pratiques de production
- American Film Market : plus gros marché de film au monde après Cannes

De plus, la représentante du BCTQ à Los Angeles poursuivra ses activités de développement des affaires à raison de 2 jours par semaine.

f) Activités d'accueil

Pour attirer des tournages étrangers, le BCTQ propose aux producteurs de les faire venir pour quelques jours au Québec. Trois formules sont organisées :

- Une tournée pour un projet identifié lors de nos activités de représentation à Los Angeles.
- Une tournée de familiarisation pour plusieurs producteurs qui ne connaissent pas l'offre de services québécoise.
- Une tournée dédiée à la découverte des studios d'effets visuels.

i. Organisation de visites de repérage pour les producteurs étrangers

Lors de ses visites de prospection, le BCTQ identifie des projets à fort potentiel pour le Québec. Dans ce cas, il est proposé au producteur de venir faire du repérage pour lui démontrer les atouts de la province. Le producteur peut soumettre un scénario ou des notes/photos d'intentions qui sont alors analysés afin de trouver les endroits de tournages susceptibles de correspondre au scénario. Le BCTQ propose dans un deuxième temps, les ressources québécoises disponibles pour la production. Et finalement, une visite des infrastructures et de sites de repérage est alors organisée avec la production.

Le BCTQ est responsable de la coordination de la visite et s'assure que les représentants de la production ont accès à toute l'information qui leur est nécessaire dans leur processus d'analyse. Le BCTQ est également responsable de fournir tous les services nécessaires dans la prise de décision des producteurs étrangers :

- Organisation des rencontres avec les différents intervenants de l'industrie (SODEC, Banque, directeurs de production…etc.)
- Service de chauffeur afin de maximiser les temps de déplacements des visites de lieux potentiels de tournage
- Assumer les dépenses de transport aérien et/ou hébergement et les repas

Budget : 77 000$

ii. Organisation d'un FAM-TOUR

Ce programme (Fam tours) consiste à cibler des producteurs susceptibles de considérer le Québec comme lieu de tournage pour un prochain projet de film ou de série télévisuelle et de les inviter à découvrir l'ensemble de l'offre québécoise.

Durant quatre jours, l'équipe du BCTQ en collaboration avec les bureaux municipaux et régionaux fait visiter certains lieux de tournages potentiels, organise des rencontres avec les fournisseurs de services pour la postproduction, les studios de tournage et les maisons d'effets visuels ainsi que la SODEC. Cette visite commence par le territoire du Montréal métropolitain, poursuit sa course vers les Laurentides et se termine dans la ville de Québec

Nous prévoyons de faire une tournée de familiarisation à l'automne 2016 et 2017. Chaque année, quatre professionnels (Producteurs, exécutifs des studios, régisseurs (Location Manager), directeurs de production et réalisateurs) provenant des plus grandes sociétés de production seront invités. Il est important d'avoir une bonne représentation des différents décideurs.

Budget : 26 275$

iii. Organisation de tournées de familiarisation dédiées aux effets visuels

Le BCTQ poursuivra son initiative des tournées de familiarisation destinées aux producteurs d'effets visuels. En effet, Montréal représente aujourd'hui un pôle de compétence mondiale du secteur des effets visuels.

Au cours de leur visite, les producteurs rencontrent une dizaine de compagnies d'effets visuels locales qui sont en mesure de présenter leur travail et de se positionner sur un marché de plus en plus concurrentiel.

En 2015, la tournée organisée par le BCTQ a permis à la compagnie Digital Dimension de remporter un contrat pour les effets visuels de la série *Quantico* produite par ABC Studios.

Budget : 20 000$

iv. Grand repérage de la couronne sud et nord de Montréal et la ville de Québec

Compte tenu de l'importance d'avoir des lieux de tournages variés et situés à proximité des deux grands centres (Montréal et Québec) de production, pour les producteurs étrangers, le BCTQ organisera un grand repérage. Le Bureau compte retenir les services d'une ressource professionnelle de l'industrie locale qu'il supervisera tout au long de la réalisation du projet. Ainsi, le Bureau s'assure d'un contrôle de qualité des lieux répertoriés et du respect des échéanciers.

Budget : 20 000 $

g) Matériel promotionnel

i. Quebec Film Sourcebook

Au cours de l'année 2016, le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec met en place une nouvelle façon de produire le bottin *Quebec Film Sourcebook*. Ce répertoire, créé en 2010 et qui regroupe l'ensemble des services offerts par la filière audiovisuelle québécoise à l'intérieur de 300 pages, est remis chaque année à plus de 2 000 représentants, décideurs et partenaires.

Demeurant un outil de premier plan dédié aux marchés étrangers, la production papier est graduellement remplacée par une version numérique, faisant l'objet d'une mise à jour régulière tout au long de l'année. Lors des missions économiques et des événements auxquels le BCTQ participe, la version la plus récente du *Quebec Film Source Book* est téléchargée sur une clé USB et remise directement à une clientèle cible. Distribué dans les principaux marchés internationaux (Cannes, MIFA, Berlin, Locations Show, etc.), le *Quebec Film SourceBook* est un outil de promotion indispensable, d'une très grande qualité, qui répertorie les données les plus actuelles sur l'industrie audiovisuelle québécoise.

En 2015, la version en ligne a été consultée par plus de 4 400 visiteurs uniques avec près de 207 000 pages vues.

ii. Outils promotionnels

Présent aux principaux événements de l'industrie à l'échelle internationale, le BCTQ s'assure d'avoir une forte visibilité auprès des participants et des publics visés. Cette visibilité comprend la production et l'installation de bannières, d'affiches ainsi que la production de brochures (ex : dépliant VFX) et d'objets promotionnels spécifiques.

iii. Photothèque nationale

La photothèque numérique nationale est un outil incontournable pour les équipes de production qui sont à la recherche de lieux de tournage uniques. Accessible par le biais du site du BCTQ, la photothèque propose aux utilisateurs près de 5 000 lieux et 73 000 photos spécialisées.

Budget matériel promotionnel : 45 000 $

h) Nouvelle image graphique

En accord avec son plan stratégique et dans le cadre de son 10e anniversaire, le BCTQ développe un nouveau logotype. Misant sur la modernité, le Bureau se dote d'une image de marque renouvelée qu'il souhaite promouvoir auprès de ses membres, de ses partenaires, de sa clientèle locale et étrangère. Cette stratégie de promotion exige une production complète du matériel corporatif dans les deux langues (papeterie – lettre, lettre CA et lettre CG, communiqué et différentes sections du site internet).

Budget : 7 500 $

i) Partenariats corporatifs et événements promotionnels

Le BCTQ compte consolider sa participation à certains événements clés de l'industrie audiovisuelle québécoise. Depuis l'automne 2015, le BCTQ a également développé de nouvelles alliances stratégiques avec de prestigieux partenaires.
Des activités de relations publiques et de relations de presse sont donc planifiées afin d'appuyer et de faire grandir ces partenariats. Ces activités peuvent être développées sous forme de tribune publique, d'organisation de réseautage ou de présentation publique de documents exclusifs dédiés à l'industrie. Des tactiques de promotion peuvent être également prévues sur les différentes *plateformes médiatiques (médias traditionnels, médias numériques et réseaux sociaux).*

Budget : 18 000 $ - *É*vénements promotionnels
Budget : 10 000 $ - *É*vénements corporatifs

j) Publicité

Le BCTQ prévoit faire des achats publicitaires dans les magazines spécialisés canadiens et étrangers tels que *Beyond Cinema*, Écran Total, le magazine *Qui fait Quoi*. etc. Ces placements ainsi que la production graphique sont parfois réalisés en collaboration avec les bureaux de film régionaux et les membres du BCTQ.

Budget : 28 000 $

k) Développement d'une approche marketing directe avec nos clients potentiels

Le BCTQ entend poursuivre l'approche marketing directe avec les clients existants et les clients potentiels. Depuis 2012, le BCTQ exploite une base de données exhaustive afin d'informer les producteurs de façon périodique sur les avantages à considérer le Québec comme lieu de tournage et de postproduction.

Grâce à cette base de données, des bulletins personnalisés sont régulièrement envoyés par courriel. C'est une tactique efficace et économique qui permet au BCTQ de garder contact avec les producteurs. Au cours de l'année 2015, plusieurs nouvelles du BCTQ ont également été diffusées auprès des médias étrangers,

Aussi, depuis novembre 2015, le BCTQ publie une infolettre diffusée sur une base mensuelle à l'ensemble de la filière audiovisuelle du Québec.

l) Veille statistique

Nous poursuivons également, notre travail de compilation des statistiques sur les volumes de productions étrangères, coproduction, effets visuels et production locale, la création d'emploi et les retombées économiques que génère annuellement l'industrie cinématographique et audiovisuelle au Québec.
Voici ci-dessous un exemple des résultats 2015 des retombées économiques directes

	RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DIRECTES EN 2015					
	Productions	**Budget du film**	**Dépensé au Québec**	**% du budget**	**Jours de tournage**	**Emplois créés /maintenus ***
1	*X-Men: Apocalypse*	234	138	59%	128	2139
2	*Story of Your Life*	50	47	94%	72	729
3	*Quantico*	50	40	80%	145	620
4	*Nine Lives*	40	25	63%	68	388
5	*The Art of More*	21	15	71%	108	233
6	*Histoire de l'Amour*	22	8	36%	58	124
7	*Shut In*	18	7	39%	38	109
8	*Juste la Fin du Monde*	6	5	83%	28	78
9	*Les Tuche 2 - Le Rêve Américain*	10	5	50%	48	78
10	*Patriot*	6	5	83%	52	78
11	*Northpole: Open for Christmas*	6	4,5	75%	25	70
12	*La Nouvelle Vie de Paul Sneijder*	6,5	3,5	54%	59	54
13	*Wait Till Helen Comes*	10	3,3	33%	17	51
14	*Goon: Last of the Enforcers*	14	3	21%	15	47
15	*Hibou*	4,5	2	44%	37	31
16	*Billions*	25	1,5	4%	3	23
16	**TOTAL:**	**523**	**312,8**	**60%**	**901**	**4 848**

Dépenses et budgets estimés en millions $.

Notes:
* Incluant les retombées économiques directes et indirectes, chaque dépense de 10 M$ réalisée au Québec dans le cadre d'un tournage étranger représente l'équivalent de 155 emplois à temps plein, créés ou maintenus, et génère des revenus d'emploi de 5,6 M$ (Étude E&B Data 2004).

ANNEXE 1 - Budget 2016 – 2017 – Volet promotion (détails)

A. Activités de développement de marché à l'international

	ACTIVITÉS	2016/2017
1	AFCI – Locations & Global finance show	10 000 $
2	Marché du Film de Cannes - mai	10 000 $
3	Produced by – Los Angeles – juin	10 000 $
4	Banff World Media Festival - juin	4 000 $
5	Activité de réseautage Wine & Dine – Los Angeles - juillet	20 000 $
6	Toronto Film Festival TIFF - septembre	4 000 $
7	Cinéposium (AFCI) Atlanta - septembre	6 000 $
8	Mission American Film Market – novembre	20 000 $
9	Producer's Guild Awards - janvier	5 000 $
10	Prime Time (Ottawa) - mars	3 000 $
11	2 visites en Europe	12 000 $
12	4 visites ponctuelles à Los Angeles	20 000 $
	TOTAL	**124 000 $**

B. Représentante à Los Angeles

POSTE DE DÉPENSES	2016 / 2017
Représentante	85 000 $
TOTAL	**85 000 $**

C. Activités d'accueil de producteurs étrangers

ACTIVITÉS	2016 / 2017
Programme d'accueil	77 000 $
Fam tour	26 275 $
VFX Fam Tour	20 000 $
Grand Repérage – Québec (couronne Nord et Sud)	5 000 $
Grand Repérage – Montréal (couronne Nord et Sud)	15 000 $
TOTAL	**143 275 $**

D. Matériels promotionnels et publicités

POSTE DE DÉPENSES	2016 /2017
Objets promotionnels (incluant QFSB)	45 000 $
Nouvelle Image corporative	7 500 $
Événements promotionnels	18 000 $
Partenariats corporatifs	10 000 $
Site web BCTQ – Refonte et mise à jour	30 000 $
Production graphique, rédaction et traduction	40 000 $
Magazines spécialisés	28 000 $
TOTAL	**178 500 $**

E. Salaires

POSTE DE DÉPENSES	2016/2017
Salaires	540 280 $
TOTAL	**540 280 $**

F. Frais d'administration

POSTE DE DÉPENSES	2016/2017
Frais d'administration	234 445 $
TOTAL	**234 445 $**

TOTAL	1 305 500$

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160679016

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Objet :	Autoriser une contribution financière de 100 000 $ pour l'année 2016 au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec à même le budget de fonctionnement de la Ville et approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

BCTQ_document visé_02_09_16.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline DUHAIME
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-02

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division - droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division : Affaires civiles

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
02 SEP 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **BUREAU DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION DU QUÉBEC**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège social au 204, rue du Saint-Sacrement, bureau 500, Montréal, Québec, H2Y 1W8, agissant et représentée aux présentes par M. Pierre Moreau, directeur général et Commissaire national, dûment autorisé en vertu d'une résolution adoptée à une assemblée de son conseil d'administration tenue le 10 juin 2016;

Ci-après appelée le « **Bureau** »

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ladite politique au Bureau;

ATTENDU QUE la *Stratégie de développement économique 2011-2017* identifie le développement des activités de production cinématographique et audiovisuelle comme un élément de développement économique de la Ville et de la région métropolitaine;

ATTENDU QUE la *Politique de développement culturel*, adoptée le 29 août 2005, prévoit que la Ville soutiendra le Bureau (engagement n° 26);

ATTENDU QUE le *Plan d'action 2007-2017 Montréal, métropole culturelle*, ainsi que la *Stratégie de développement économique de la Ville 2011-2017* font clairement état de la nécessité de consolider la Ville comme centre international de production audiovisuelle;

ATTENDU QUE la Ville a adopté, le 8 juin 2005, la *Stratégie de développement économique 2005-2010*, laquelle reconnaît la production cinématographique comme un secteur industriel prioritaire, et laquelle prévoit explicitement une contribution de la Ville au Bureau;

ATTENDU QUE le Forum métropolitain de l'industrie cinématographique a retenu comme projet prioritaire pour l'industrie la mise en place du Bureau, et que les démarches de planification stratégique, d'organisation et de mise en place du Bureau ont été réalisées conformément aux attentes et aux principes directeurs de la Stratégie de développement économique 2005-2010 de la Ville;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît l'importance d'unifier les efforts d'accueil, de promotion et de développement de l'industrie, ainsi que de rassembler les ressources matérielles et financières requises pour accroître les retombées économiques liées à cette industrie;

ATTENDU QUE le Bureau, dans ses activités d'accueil, de promotion, de développement de l'industrie et des marchés, fait la promotion de Montréal et contribue au développement de l'industrie sur le territoire montréalais;

ATTENDU QUE la Communauté métropolitaine de Montréal reconnaît le Bureau comme le secrétariat de la Grappe du cinéma et de la télévision et que cette dernière réalise des projets porteurs assurant le développement cette industrie;

ATTENDU QUE les agglomérations métropolitaines sont maintenant le siège principal où se produit le développement économique et que la Ville est le seul centre de production au Québec reconnu internationalement;

ATTENDU QUE le Bureau sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 et à l'Annexe 1 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager le Bureau à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

LES DEUX PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les conditions et modalités des versements de la contribution financière maximale de la Ville au Bureau afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 2
DÉFINITION ET INTERPRÉTATION

2.1 Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

2.2 Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivant signifient :

2.2.1 « **Annexe 1** » : signifie le plan d'action 2016-2017, les activités de promotion dont notamment les représentations dans des événements, les foires et marchés internationaux, l'accueil de délégations étrangères et la production d'outils tels la promotion et le repérage de lieux de tournage;

2.2.2 « **Directrice** » : signifie la directrice du Service de la culture de la Ville ou son représentant autorisé;

2.2.3 « **Projet** » : signifie le projet du Bureau pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.2.4 « **Rapport annuel** » : signifie le document présentant le profil du Bureau, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements;

2.2.5 « **Reddition de compte** » : signifie la liste des interventions, projets ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion;

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DU BUREAU

En considération de la somme qui lui est versée par la Ville, le Bureau s'engage à :

3.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale du Bureau;

3.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente convention

3.3 obtenir toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

3.4 déposer la Reddition de compte auprès de la Directrice. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que la Directrice lui communiquera au moment de la signature de l'entente.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril 2017 et doit couvrir la période comprise entre le 1er janvier 2016 et le 31 mars 2017.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou lorsque les parties auront remplies leurs obligations (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise à la Directrice dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

3.5 dans les cent quinze (115) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès de la Directrice, le Rapport annuel requis par cette dernière et comportant les informations qu'elle requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

3.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où la Directrice en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

3.7 préparer et à présenter à la Ville, dès l'approbation par son conseil d'administration :

3.7.1 le plan annuel d'activités;

3.7.2 le plan annuel de marketing;

3.8 transmettre à la Directrice, au plus tard le 31 janvier 2017, un rapport préliminaire de ses activités pendant l'année précédente;

3.9 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), un état des produits et des charges du Projet de promotion ainsi que les états financiers vérifiés du Bureau signés par deux administrateurs. Ces états financiers seront transmis conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, avec une copie pour la Directrice, le tout au plus tard cent quinze (115) jours après la fin de son exercice financier. Les états financiers doivent comporter le nom des partenaires et le détail de toutes contributions financières, confirmées ou reçues, ventillées par les ministères;

3.10 dans les trente (30) jours de la date de remise des états financiers du Bureau, signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées aux seules fins de la réalisation du Projet ou des activités prévues.

3.11 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, le Bureau accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

3.12 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités du Bureau pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

3.13 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. Le Bureau s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

3.14 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur un contrat d'assurance responsabilité civile émise par une compagnie d'assurances ayant son siège ou place d'affaires au Québec, accordant une protection pour les administrateurs siégeant à son Conseil d'administration.

Ce contrat d'assurance doit également comporter un certificat stipulant qu'il ne pourra être modifié ou annulé sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

3.15 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

Ce contrat d'assurance doit également comporter un certificat stipulant qu'il ne pourra être modifié ou annulé sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

Le Bureau s'engage à remettre à la Directrice, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie des contrats d'assurances ou des certificats du Bureau prévues aux articles 3.14 et 3.15 de la présente convention. Le Bureau doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement du contrat d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

3.16 lorsque requis par la Directrice, répondre aux demandes de la Ville et soumettre des rapports et mémoires préparés par le Bureau sur des sujets d'intérêt public se rapportant à ses activités et compétences;

3.17 mettre à la disposition de la Ville un siège d'observateur à son conseil d'administration et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation d'au moins cinq (5) jours avant l'assemblée;

3.18 remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, toute somme non utilisée à la fin de l'exercice financier. De plus, la Directrice pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale;

3.19 transmettre, sans frais, à la Ville copie de tous les documents promotionnels, ainsi que les noms et adresses des personnes et entreprises sollicitées dans le cadre des programmes de promotion;

3.20 conserver pendant cinq (5) ans toutes les pièces comptables;

3.21 effectuer à l'aide de ressources appropriées et pendant la durée de la présente convention, un repérage de 250 nouveaux lieux de tournage potentiels répartis dans les couronnes nord et sud de Montréal, à l'intérieur de la zone dite «AQTIS», mais à l'extérieur de l'île de Montréal.

3.21.1 Le repérage de chaque lieu identifié devra répondre aux standards établis pour la Photothèque nationale et devra notamment inclure les éléments suivants :

- Pour chaque lieu identifié, un minimum de deux photos panoramiques (extérieur);
- Photos de toutes les pièces intérieures intéressantes, incluant des photos panoramiques selon les besoins (ex. lobby hôtel, etc.);
- Fiche-contact et coordonnées permettant une géocartographie (*geomapping*).

3.21.2 Le Bureau devra également effectuer une mise à niveau de certains lieux déjà répertoriés et identifiés par la Directrice.

3.21.3 Les choix des priorités, tant géographiques que sectorielles, pour les nouveaux lieux à répertorier et les mises à jour, devront être faits en collaboration avec la Directrice.

Nonobstant le paragraphe 1 du présent article, si le Bureau doit faire des repérages de lieux sur l'Île de Montréal, il convient d'en aviser la Directrice. Inversement, si la Ville doit faire des repérages de lieux, pour quelque raison que ce soit, à l'extérieur de l'Île de Montréal, elle convient d'en aviser le Bureau.

3.22 Maintenir, pour toute la durée de la présente convention, son statut d'organisme à but non lucratif (OBNL).

ARTICLE 4
COMMUNICATIONS

4.1 Le Bureau doit inclure de façon systématique, explicite et évidente le mot « Montréal » dans tout nom usuel, marque de commerce et logo qu'il utilisera. Cette signature devra être utilisée sur toute identification, sur tout matériel et outils promotionnels, de même que sur tous les documents publics du Bureau;

4.2 Le Bureau doit associer la Ville aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 5
CONTRIBUTION DE LA VILLE

5.1 En considération des engagements assumés par le Bureau, la Ville lui verse, pour la réalisation du Projet, une contribution financière maximale de cent mille dollars (100 000 $) incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables.

5.2 La somme prévue au paragraphe 5.1 est versée au Bureau comme suit :

5.2.1 Une somme de soixante-quinze mille dollars (75 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention par toutes les parties;

5.2.2 Une somme de dix mille dollars (10 000 $) dans les trente (30) jours suivant la remise et l'approbation par la Directrice, du rapport préliminaire prévu à l'article 3.8 faisant état des réalisations du Bureau. Ce bilan doit comprendre notamment, les activités en lien avec l'article 3.21.

5.2.3 Une somme de dix mille dollars (10 000$) dans les trente (30) jours suivant la remise à la Directrice de la Reddition de compte prévue à l'article 3.4.

5.2.4 Une somme de cinq mille dollars (5 000$) dans les trente (30) jours suivant la remise à la Directrice de ses états financiers annuels et du Rapport annuel pour l'année 2016 vérifiés prévus aux articles 3.5 et 3.9.

5.3 La Ville peut refuser de verser la somme convenue si le Bureau ne respecte pas ses engagements, notamment celui de maintenir son statut d'organisme à but non lucratif (OBNL).

5.4 Le Bureau ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet le 1er janvier 2016 et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2017.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 3.4, 3.5, 3.6. 3.9, 3.13 et 9 resteront en vigueur entre les parties.

ARTICLE 7
RÉSILIATION

7.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par le Bureau, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

7.2 Le Bureau convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 8
DÉFAUT

8.1 Il y a défaut :

8.1.1 si le Bureau n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

8.1.2 si le Bureau fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

8.1.3 si l'administration du Bureau passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Bureau pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

8.1.4 si le Bureau perd son statut d'organisme sans but lucratif.

8.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 8.1.1, la Directrice avise par écrit le Bureau du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. La Directrice peut retenir tout versement tant que le Bureau n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Bureau refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

8.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 et 8.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

8.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée au Bureau cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées au Bureau.

ARTICLE 9
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le Bureau concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment d'utiliser à des fins promotionnelles les photos de la Photothèque nationale du BCTQ.

La Ville concède au BCTQ, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale et irrévocable lui permettant d'utiliser à des fins promotionnelles les photos versées par la Ville dans la Photothèque nationale du BCTQ.

Le Bureau et la Ville s'engagent à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du présent article.

ARTICLE 10
CESSION

La présente convention ne peut être cédée, transportée, assignée ou donnée en garantie, en tout ou en partie, par le Bureau sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 11
DÉCLARATION ET GARANTIES

11.1 Le Bureau déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont

été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 9 de la présente convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 12
AVIS

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Pour la Ville :
À : Madame Suzanne Laverdière
Directrice
Service de la culture
801, rue Brennan, Pavillon Prince, 5e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Pour le Bureau :
À : Monsieur Pierre Moreau
Directeur général et commissaire national
Bureau du cinéma et de la télévision du Québec
204, rue du Saint-Sacrement, bureau 500
Montréal (Québec) H2Y 1W8

ARTICLE 13
AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties.

ARTICLE 14
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par la loi du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 16
REPRÉSENTATIONS DU BUREAU

Le Bureau n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le.....e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon
Greffier

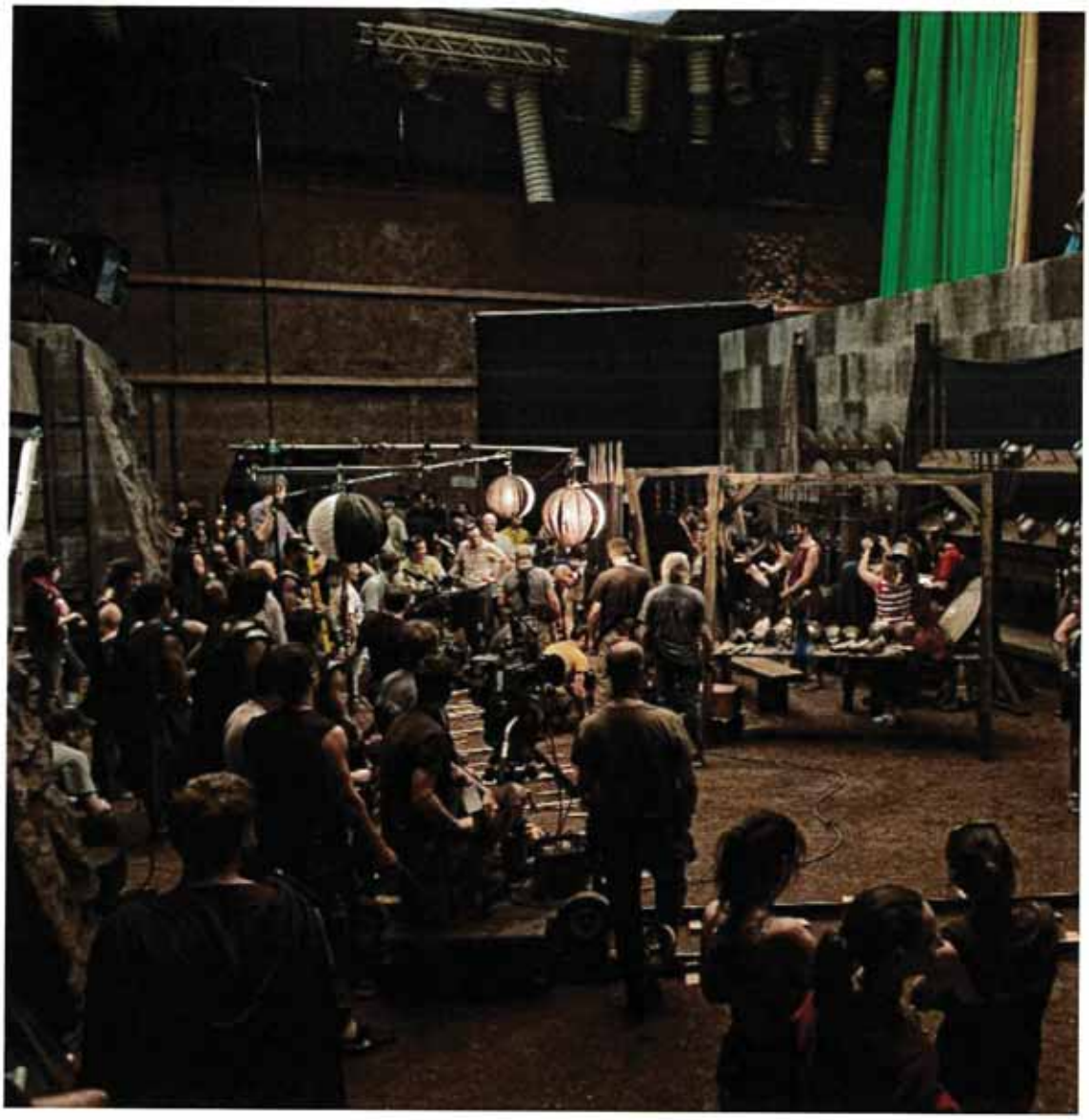
Le .....e jour de 2016

BUREAU DU CINÉMA ET
DE LA TÉLÉVISION DU QUÉBEC

Par : _____
Pierre Moreau
Directeur général et Commissaire national

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le .....e jour de ..... 2016 (Résolution CM16.....).

ANNEXE 1
PROJET



Bureau du cinéma et de la télévision du Québec
MONTRÉAL

PLAN D'ACTION 2016-2017
ACTIVITÉS DE PROMOTION

Table des matières

1. Présentation du BCTQ 3
   a) Mission du BCTQ 3
   b) Conseil d'administration 4
   c) Équipe 5
2. Le projet 6
   a) Description 6
   b) Objectifs 6
   c) Rôle du BCTQ 6
   d) Marchés prioritaires 8
   e) Activités de développement de marché et représentations 9
      i. Activités de développement de marché à l'international 9
   f) Maintien de notre représentation à Los Angeles 13
   g) Activités d'accueil 14
      i. Organisation de visites de repérage pour les producteurs étrangers 14
      ii. Organisation d'un FAM-TOUR 15
      iii. Organisation de tournées de familiarisation dédiées aux effets visuels 15
      iv. Grand repérage de la couronne sud et nord de Montréal et la ville de Québec 15
   h) Matériel promotionnel 16
      i. Quebec Film Sourcebook 16
      ii. Outils promotionnels 17
      iii. Photothèque nationale 17
   i) Nouvelle image graphique 17
   j) Partenariats corporatifs et événements promotionnels 18
   k) Publicité 18
   l) Développement d'une approche marketing directe avec nos clients potentiels 18
   m) Veille statistique 19

ANNEXE 1 - **Budget 2016 – 2017 – Volet promotion (détails)** 20

1. Présentation du BCTQ

a) Mission du BCTQ

Le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ) est un organisme sans but lucratif, fondé en 2006, qui contribue au développement et à la compétitivité du Québec comme centre de production multi-écrans de calibre international. Il voit notamment :

À l'harmonisation et à la coordination des activités de promotion et des services d'accueil et de soutien nécessaires à la réalisation de productions internationales au Québec ;

À la mise en valeur des atouts du Québec sur les marchés étrangers afin d'attirer ici des occasions d'affaires intéressantes (tournages, coproductions, etc.) ;

Au développement et à la réalisation de projets structurants bénéfiques à l'ensemble de l'industrie

À l'information et à la sensibilisation auprès des décideurs publics et privés et de la population en général.

Enfin, le BCTQ joue également un rôle de représentation et de conseil stratégique auprès des instances gouvernementales.

b) Conseil d'administration



Sylvain Lafrance,
Président
HEC Montréal



Dean Chenoy,
Secrétaire
Miller Thomson



Émilie Dussault,
MPC



Jean-Philippe Normandeau,
Incendo



Daniel Bissonnette,
Vice-Président
Ville de Montréal - Bureau du Cinéma et de la Télévision de Montréal (BCTM)



Monique Simard,
Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)



Ronald Gilbert,
Entreprises Ronald Gilbert



Marie-Josée Pilon,
Bureau du cinéma et de la télévision des Laurentides (BCTL)



Maurice Prud'homme,
Trésorier
Fonds d'investissement de la culture et des communications (FICC)
Fonds Capital Culture Québec (FCCQ)



Mylène Cyr,
La Guilde des musiciens et musiciennes du Québec (GMMQ)



Andrew Lapierre,
Vidéo MTL



Jean-Claude Rocheleau,
Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS)

c) Équipe

Pierre Moreau
Directeur général et commissaire national

Cyril Loreau,
Commissaire adjoint

Pierre-Olivier Fortin
Services de production

Karl Boulé
Directeur du développement des affaires

Christina Rogers
Représente – Services de production, L.A

Anne Fossier
Adjointe exécutive

Andrée Gendron
Directrice des communications

Romain Paulais
Directeur du secrétariat de la Grappe audiovisuelle

Robert Plante
Contrôleur financier

2. Le projet

a) Description

Le projet vise à poursuivre les activités de représentation et de promotion auprès des producteurs étrangers afin de les convaincre de venir tourner, faire la post-production ou les effets visuels de leurs projets au Québec et ainsi injecter de l'argent frais dans l'économie.

En 2015, les retombées économiques ont atteint le montant de 313 M$, soit le record depuis l'ouverture du BCTQ en 2006. L'année 2016 s'annonce également productive pour le Québec avec déjà la confirmation du tournage de la série télé *The Alienist* pour Paramount.

De plus, le BCTQ maintiendra son rôle d'élément moteur et rassembleur au sein de la grappe afin de rehausser la compétitivité de l'offre québécoise en tant que destination privilégiée pour les tournages.

Le projet se déroulera du 1er avril 2016 au 31 mars 2017

b) Objectifs

Les objectifs annuels sont :

- Retombées économiques directes de 250 M$
- Accueil de 13 tournages (long métrage et/ou série télé)

c) Rôle du BCTQ

Le BCTQ est responsable de la planification des rencontres avec les différents producteurs et décideurs étrangers afin de leur fournir tous les renseignements nécessaires et de convaincre ces derniers de considérer le Québec comme centre de production complet.

Cependant, le BCTQ est confronté à un enjeu financier majeur. En effet, la chute du dollar canadien face au dollar américain limite sa capacité à mener des activités et des actions internationales. À ce jour, chaque dollar US représente 1,4 dollar canadien.

Ainsi, afin de continuer efficacement sa mission mais avec une capacité de rayonnement internationale bien plus faible, le BCTQ revoit sa stratégie de promotion et de participation aux marchés internationaux pour renforcer le nombre de ses rencontres en face à face avec les producteurs étrangers et le nombre de professionnels accueillis au Québec.
Le BCTQ entend également se rapprocher des grands fournisseurs de services québécois afin de mutualiser les actions de représentation.

Les responsabilités du BCTQ sont les suivantes :

Promotion des leviers d'attractions du Québec :

- Incitatifs fiscaux du Québec
- Diversité des lieux de tournage et les atouts du territoire québécois
- Main d'œuvre et expertise
- Infrastructures
- Compagnie d'effets visuels
- Services de Post-production
- Services financiers

Développement de la filière :

- Contribuer à l'amélioration constante de l'offre québécoise dans le secteur

Veille stratégique :

- Prendre connaissance des nouvelles tendances et avenues qui façonnent le monde culturel et connaître les nouveaux enjeux.

d) Marchés prioritaires

Depuis plusieurs années, le Québec a démontré sa capacité à accueillir des productions de toutes tailles. Que ce soit des projets comme les deux derniers X-Men qui ont dépensé plus de 100M$ chacun ou que ce soit des productions plus modestes de quelques millions.

L'analyse des retombées économiques directes des dernières années réaffirme que Los Angeles/Hollywood est le marché principal que doit cibler le BCTQ à travers ses actions.

Toutefois, le développement économique des producteurs et des entreprises québécois est aussi un enjeu et ce développement passe par le renforcement des projets de coproductions. Le BCTQ participera donc aussi à certains marchés européens.

De plus, au court de la dernière année, le BCTQ a été sollicité à plusieurs reprises pour faciliter la mise en relation entre des entreprises québécoises et chinoises afin de développer de nouvelles relations d'affaires.

Les marchés prioritaires sont les suivants :

1. États-Unis / Hollywood : 80% des retombées économiques
2. Europe : 15%
3. Asie : 5%

Enfin, avec une croissance de près de 300% en 5 ans des retombées économiques, le secteur des effets visuels constitue un des atouts majeurs du Québec dont le BCTQ fait la promotion à travers diverses activités.

e) Activités de développement de marché et représentations

Le BCTQ veut maintenir sa visibilité sur les différents marchés internationaux afin de promouvoir l'expertise québécoise et de générer de nouvelles opportunités d'affaires pour les entreprises œuvrant dans le secteur du cinéma et de la télévision, les effets visuels ainsi que de la postproduction. Le BCTQ participera aux marchés les plus importants du secteur afin de rencontrer les décideurs.

i. Activités de développement de marché à l'international

AFCI – Location and Global Finance Show – Los Angeles

Du 20 au 26 avril 2016
Le BCTQ participera à cet événement à titre d'exposant. Un espace avec kiosque promotionnel aménagé est prévu pour l'équipe du BCTQ, les partenaires et les représentants des bureaux de cinéma régionaux.
L'AFCI – LOCATIONS & GLOBAL FINANCE SHOW est considéré comme étant le plus important salon international annuel consacré aux lieux de tournage dans le monde. C'est donc une occasion incontournable, pour les directeurs de lieux de tournage et les commissaires qui sont les influenceurs directs auprès des producteurs dans le processus décisionnel.

Budget : 10 000 $

Marché du film de Cannes

Du 11 au 22 mai 2016

Le marché du film de Cannes est le plus important de l'industrie cinématographique mondiale. Le BCTQ compte être présent au Pavillon du Québec sur la Croisette (SODEC). Des délégations importantes de producteurs de plusieurs pays seront présentes. Il s'agit d'une des meilleures occasions pour mettre de l'avant les nombreux avantages de tourner au Québec et ce sur tous les marchés.

En partenariat avec Twist (délégation belge), le BCTQ ainsi que ces membres participants au festival seront invités à une importante activité de réseautage afin de maximiser la visibilité du Québec et favoriser le contact avec les producteurs belges.

Budget : 10 000 $

Produced by – Los Angeles

Du 4 au 9 juin 2016

Pendant deux jours, cet événement rassemble tous les professionnels du secteur de la production cinématographique autour de conférences dédiées aux derniers développements en termes de financement, de production, de distribution, de stratégie de marque et des nouveaux médias. Chaque année, *Produced By* est présenté à Los Angeles par *la Producer's Guild of America* (l'association professionnelle des producteurs américains) en collaboration avec un grand studio hollywoodien. En 2016, l'événement aura lieu dans les studios de Sony pictures à Culver City, Los Angeles.

Budget : 10 000 $

Banff World Media Festival

Du 7 au 10 juin 2016

Le Banff World Media Festival est le plus important marché de la production et du développement en Amérique du Nord pour la télévision, le contenu numérique et la publicité. Chaque année des dirigeants de l'industrie s'y réunissent pour participer à des rencontres et à des discussions, conclure des transactions et explorer de nouvelles occasions d'affaires.

Budget : 4 000 $

Événement Wine & Dine – Los Angeles

Juillet 2016

Au cours de l'année, selon des périodes propices, le BCTQ, en collaboration avec des partenaires québécois, organisera une soirée où plus de soixante producteurs hollywoodiens de long métrage et de télévision seront conviés. L'objectif principal est de promouvoir le Québec comme centre de production de calibre international. Le commissaire national fera une présentation afin de faire valoir les atouts du Québec. Des trousses promotionnelles seront remises à chaque participant. L'événement permettra également à des partenaires québécois de profiter d'une visibilité exceptionnelle.

Budget : 20 000$

Toronto International Film Festival

Du 8 au 18 septembre 2016

Le festival de Toronto est devenu au cours des dix dernières années l'un des plus importants festivals de films au monde et l'un des premiers en Amérique du Nord. Tous les studios et compagnies de production y assistent pour présenter leurs prochains films, trouver de nouveaux partenaires et assister aux conférences d'affaires.

Budget : 9 000$

Cineposium - Atlanta

22 au 24 Septembre 2016

Cineposium est le rendez-vous annuel de l'AFCI (Association of Films Commissioners International). Durant 2 jours de conférences et de panels, les commissaires discutent des nouvelles pratiques de développement économiques et du rôle des bureaux de films. De nombreux professionnels de l'industrie assistent à cet événement créant ainsi des occasions de réseautage et de mise en avant des atouts du Québec.

Budget : 6 000$

American Film Market – Los Angeles

Du 2 au 9 novembre 2016

- Le BCTQ accompagnera une délégation de partenaires (prestige) québécois à *l'American Film Market (AFM)*. Considéré comme l'un des plus importants marchés de productions indépendantes au monde, cet événement attire annuellement plus 8 000 participants et 235 exposants en provenance de 27 pays différents.

Ce marché génère chaque année des ventes de plus de 800 M$ en production et en distribution. Le BCTQ souhaite réduire sa présence physique sur place sans pour autant délaisser notre mission de promotion. Le BCTQ mettra l'emphase sur des réunions ciblées avec les producteurs internationaux qui seront sur place.

Budget : 20 000 $

Producers Guild Awards – Los Angeles

Le 25 janvier 2017

La cérémonie est organisée par la PGA et vise à récompenser les meilleurs producteurs américains. Avec les Oscars et les Golden Globes, c'est l'un des événements les plus importants et prestigieux du cinéma

Chaque année, la liste des lauréats compte des producteurs célèbres. Plus de 1 000 invités triés sur le volet parmi les plus les personnalités les plus influentes d'Hollywood assistent chaque année à la cérémonie de remise de prix.

Budget : 5 000 $

Prime Time – Ottawa

1er au 3 février 2017

Prime time in Ottawa est organisé chaque année par la Canadian Media Production Association (CMPA). C'est un événement de réseautage pour plus de 700 leaders de l'industrie canadienne du long-métrage, de la télévision, des médias interactifs, de la diffusion et des télécommunications. Prime Time présente chaque année des conférences des leaders de l'industrie qui font part des évolutions du secteur et des tendances à venir.

Au cours du projet, le bureau pourra être amené à modifier la liste des événements auquel il va participer.

Budget : 3 000$

2 Visites en Europe

Afin d'accroitre sa visibilité auprès des de producteurs européens et plus précisément français, le commissaire national du BCTQ se rendra en Europe pour des réunions ciblées avec producteurs, distributeurs, studios d'effets visuels ainsi qu'avec des fournisseurs de services européens. Ces visites seront planifiées et réalisées dans l'optique de faire prévaloir le partenariat entre l'Europe et le Québec.

Budget : 12 000 $

4 visites de représentation à Los Angeles

Au cours de l'année 2016-2017, le BCTQ réalisera 6 voyages d'une durée approximative d'une semaine afin de rencontrer directement les producteurs, réalisateurs, directeurs de studios VFX et de maintenir, renforcer et développer des liens d'affaire avec eux.

Budget : 20 000 $

ii. Maintien de notre représentation à Los Angeles

Le BCTQ veut maintenir sa représentation à Los Angeles. La ville est sans contredit le point de départ de la majorité des productions avec lesquelles nous devons faire preuve de proactivité.

Le BCTQ fera cette année une dizaine de voyages de quelques jours afin de rencontrer directement les producteurs et de renforcer nos liens avec eux.

Ces voyages se feront notamment lors des événements organisés par l'industrie soit :

- Producers Guild Awards : cérémonie de récompense des meilleurs producteurs de l'année
- Produced by : conférence dédiée aux meilleures pratiques de production
- American Film Market : plus gros marché de film au monde après Cannes

De plus, la représentante du BCTQ à Los Angeles poursuivra ses activités de développement des affaires à raison de 2 jours par semaine.

f) Activités d'accueil

Pour attirer des tournages étrangers, le BCTQ propose aux producteurs de les faire venir pour quelques jours au Québec. Trois formules sont organisées :

- Une tournée pour un projet identifié lors de nos activités de représentation à Los Angeles.
- Une tournée de familiarisation pour plusieurs producteurs qui ne connaissent pas l'offre de services québécoise.
- Une tournée dédiée à la découverte des studios d'effets visuels.

i. Organisation de visites de repérage pour les producteurs étrangers

Lors de ses visites de prospection, le BCTQ identifie des projets à fort potentiel pour le Québec. Dans ce cas, il est proposé au producteur de venir faire du repérage pour lui démontrer les atouts de la province. Le producteur peut soumettre un scénario ou des notes/photos d'intentions qui sont alors analysés afin de trouver les endroits de tournages susceptibles de correspondre au scénario. Le BCTQ propose dans un deuxième temps, les ressources québécoises disponibles pour la production. Et finalement, une visite des infrastructures et de sites de repérage est alors organisée avec la production.

Le BCTQ est responsable de la coordination de la visite et s'assure que les représentants de la production ont accès à toute l'information qui leur est nécessaire dans leur processus d'analyse. Le BCTQ est également responsable de fournir tous les services nécessaires dans la prise de décision des producteurs étrangers :

- Organisation des rencontres avec les différents intervenants de l'industrie (SODEC, Banque, directeurs de production...etc.)
- Service de chauffeur afin de maximiser les temps de déplacements des visites de lieux potentiels de tournage
- Assumer les dépenses de transport aérien et/ou hébergement et les repas

Budget : 77 000$

ii. Organisation d'un FAM-TOUR

Ce programme (Fam tours) consiste à cibler des producteurs susceptibles de considérer le Québec comme lieu de tournage pour un prochain projet de film ou de série télévisuelle et de les inviter à découvrir l'ensemble de l'offre québécoise.

Durant quatre jours, l'équipe du BCTQ en collaboration avec les bureaux municipaux et régionaux fait visiter certains lieux de tournages potentiels, organise des rencontres avec les fournisseurs de services pour la postproduction, les studios de tournage et les maisons d'effets visuels ainsi que la SODEC. Cette visite commence par le territoire du Montréal métropolitain, poursuit sa course vers les Laurentides et se termine dans la ville de Québec

Nous prévoyons de faire une tournée de familiarisation à l'automne 2016 et 2017. Chaque année, quatre professionnels (Producteurs, exécutifs des studios, régisseurs (Location Manager), directeurs de production et réalisateurs) provenant des plus grandes sociétés de production seront invités. Il est important d'avoir une bonne représentation des différents décideurs.

Budget : 26 275$

iii. Organisation de tournées de familiarisation dédiées aux effets visuels

Le BCTQ poursuivra son initiative des tournées de familiarisation destinées aux producteurs d'effets visuels. En effet, Montréal représente aujourd'hui un pôle de compétence mondiale du secteur des effets visuels.

Au cours de leur visite, les producteurs rencontrent une dizaine de compagnies d'effets visuels locales qui sont en mesure de présenter leur travail et de se positionner sur un marché de plus en plus concurrentiel.

En 2015, la tournée organisée par le BCTQ a permis à la compagnie Digital Dimension de remporter un contrat pour les effets visuels de la série *Quantico* produite par ABC Studios.

Budget : 20 000$

iv. Grand repérage de la couronne sud et nord de Montréal et la ville de Québec

Compte tenu de l'importance d'avoir des lieux de tournages variés et situés à proximité des deux grands centres (Montréal et Québec) de production, pour les producteurs étrangers, le BCTQ organisera un grand repérage. Le Bureau compte retenir les services d'une ressource professionnelle de l'industrie locale qu'il supervisera tout au long de la réalisation du projet. Ainsi, le Bureau s'assure d'un contrôle de qualité des lieux répertoriés et du respect des échéanciers.

Budget : 20 000 $

g) Matériel promotionnel

i. Quebec Film Sourcebook

Au cours de l'année 2016, le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec met en place une nouvelle façon de produire le bottin *Quebec Film Sourcebook*. Ce répertoire, créé en 2010 et qui regroupe l'ensemble des services offerts par la filière audiovisuelle québécoise à l'intérieur de 300 pages, est remis chaque année à plus de 2 000 représentants, décideurs et partenaires.

Demeurant un outil de premier plan dédié aux marchés étrangers, la production papier est graduellement remplacée par une version numérique, faisant l'objet d'une mise à jour régulière tout au long de l'année. Lors des missions économiques et des événements auxquels le BCTQ participe, la version la plus récente du *Quebec Film Source Book* est téléchargée sur une clé USB et remise directement à une clientèle cible. Distribué dans les principaux marchés internationaux (Cannes, MIFA, Berlin, Locations Show, etc.), le *Quebec Film SourceBook* est un outil de promotion indispensable, d'une très grande qualité, qui répertorie les données les plus actuelles sur l'industrie audiovisuelle québécoise.

En 2015, la version en ligne a été consultée par plus de 4 400 visiteurs uniques avec près de 207 000 pages vues.

ii. Outils promotionnels

Présent aux principaux événements de l'industrie à l'échelle internationale, le BCTQ s'assure d'avoir une forte visibilité auprès des participants et des publics visés. Cette visibilité comprend la production et l'installation de bannières, d'affiches ainsi que la production de brochures (ex : dépliant VFX) et d'objets promotionnels spécifiques.

iii. Photothèque nationale

La photothèque numérique nationale est un outil incontournable pour les équipes de production qui sont à la recherche de lieux de tournage uniques. Accessible par le biais du site du BCTQ, la photothèque propose aux utilisateurs près de 5 000 lieux et 73 000 photos spécialisées.

Budget matériel promotionnel : 45 000 $

h) Nouvelle image graphique

En accord avec son plan stratégique et dans le cadre de son 10e anniversaire, le BCTQ développe un nouveau logotype. Misant sur la modernité, le Bureau se dote d'une image de marque renouvelée qu'il souhaite promouvoir auprès de ses membres, de ses partenaires, de sa clientèle locale et étrangère. Cette stratégie de promotion exige une production complète du matériel corporatif dans les deux langues (papeterie – lettre, lettre CA et lettre CG, communiqué et différentes sections du site internet).

Budget : 7 500 $

i) Partenariats corporatifs et événements promotionnels

Le BCTQ compte consolider sa participation à certains événements clés de l'industrie audiovisuelle québécoise. Depuis l'automne 2015, le BCTQ a également développé de nouvelles alliances stratégiques avec de prestigieux partenaires.
Des activités de relations publiques et de relations de presse sont donc planifiées afin d'appuyer et de faire grandir ces partenariats. Ces activités peuvent être développées sous forme de tribune publique, d'organisation de réseautage ou de présentation publique de documents exclusifs dédiés à l'industrie. Des tactiques de promotion peuvent être également prévues sur les différentes *plateformes médiatiques (médias traditionnels, médias numériques et réseaux sociaux).*

Budget : 18 000 $ - *Événements* promotionnels
Budget : 10 000 $ - *Événements* corporatifs

j) Publicité

Le BCTQ prévoit faire des achats publicitaires dans les magazines spécialisés canadiens et étrangers tels que *Beyond Cinema*, Écran Total, le magazine *Qui fait Quoi*. etc. Ces placements ainsi que la production graphique sont parfois réalisés en collaboration avec les bureaux de film régionaux et les membres du BCTQ.

Budget : 28 000 $

k) Développement d'une approche marketing directe avec nos clients potentiels

Le BCTQ entend poursuivre l'approche marketing directe avec les clients existants et les clients potentiels. Depuis 2012, le BCTQ exploite une base de données exhaustive afin d'informer les producteurs de façon périodique sur les avantages à considérer le Québec comme lieu de tournage et de postproduction.

Grâce à cette base de données, des bulletins personnalisés sont régulièrement envoyés par courriel. C'est une tactique efficace et économique qui permet au BCTQ de garder contact avec les producteurs. Au cours de l'année 2015, plusieurs nouvelles du BCTQ ont également été diffusées auprès des médias étrangers,

Aussi, depuis novembre 2015, le BCTQ publie une infolettre diffusée sur une base mensuelle à l'ensemble de la filière audiovisuelle du Québec.

I) Veille statistique

Nous poursuivons également, notre travail de compilation des statistiques sur les volumes de productions étrangères, coproduction, effets visuels et production locale, la création d'emploi et les retombées économiques que génère annuellement l'industrie cinématographique et audiovisuelle au Québec.
Voici ci-dessous un exemple des résultats 2015 des retombées économiques directes

RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DIRECTES EN 2015

	Productions	Budget du film	Dépensé au Québec	% du budget	Jours de tournage	Emplois créés /maintenus *
1	*X-Men: Apocalypse*	234	138	59%	128	2139
2	*Story of Your Life*	50	47	94%	72	729
3	*Quantico*	50	40	80%	145	620
4	*Nine Lives*	40	25	63%	68	388
5	*The Art of More*	21	15	71%	108	233
6	*Histoire de l'Amour*	22	8	36%	58	124
7	*Shut In*	18	7	39%	38	109
8	*Juste la Fin du Monde*	6	5	83%	28	78
9	*Les Tuche 2 - Le Rêve Américain*	10	5	50%	48	78
10	*Patriot*	6	5	83%	52	78
11	*Northpole: Open for Christmas*	6	4,5	75%	25	70
12	*La Nouvelle Vie de Paul Sneijder*	6,5	3,5	54%	59	54
13	*Wait Till Helen Comes*	10	3,3	33%	17	51
14	*Goon: Last of the Enforcers*	14	3	21%	15	47
15	*Hibou*	4,5	2	44%	37	31
16	*Billions*	25	1,5	4%	3	23
16	TOTAL:	523	312,8	60%	901	4 848

Dépenses et budgets estimés en millions $.

Notes:
* Incluant les retombées économiques directes et indirectes, chaque dépense de 10 M$ réalisée au Québec dans le cadre d'un tournage étranger représente l'équivalent de 155 emplois à temps plein, créés ou maintenus, et génère des revenus d'emploi de 5,6 M$ (Étude E&B Data 2004).

ANNEXE 1 - **Budget 2016 – 2017 – Volet promotion (détails)**

A. Activités de développement de marché à l'international

	ACTIVITÉS	2016/2017
1	AFCI – Locations & Global finance show	10 000 $
2	Marché du Film de Cannes - mai	10 000 $
3	Produced by – Los Angeles – juin	10 000 $
4	Banff World Media Festival - juin	4 000 $
5	Activité de réseautage Wine & Dine – Los Angeles - juillet	20 000 $
6	Toronto Film Festival TIFF - septembre	4 000 $
7	Cinéposium (AFCI) Atlanta - septembre	6 000 $
8	Mission American Film Market – novembre	20 000 $
9	Producer's Guild Awards - janvier	5 000 $
10	Prime Time (Ottawa) - mars	3 000 $
11	2 visites en Europe	12 000 $
12	4 visites ponctuelles à Los Angeles	20 000 $
	TOTAL	**124 000 $**

B. Représentante à Los Angeles

POSTE DE DÉPENSES	2016 / 2017
Représentante	85 000 $
TOTAL	**85 000 $**

C. Activités d'accueil de producteurs étrangers

ACTIVITÉS	2016 / 2017
Programme d'accueil	77 000 $
Fam tour	26 275 $
VFX Fam Tour	20 000 $
Grand Repérage – Québec (couronne Nord et Sud)	5 000 $
Grand Repérage – Montréal (couronne Nord et Sud)	15 000 $
TOTAL	**143 275 $**

D. Matériels promotionnels et publicités

POSTE DE DÉPENSES	2016 /2017
Objets promotionnels (incluant QFSB)	45 000 $
Nouvelle Image corporative	7 500 $
Événements promotionnels	18 000 $
Partenariats corporatifs	10 000 $
Site web BCTQ – Refonte et mise à jour	30 000 $
Production graphique, rédaction et traduction	40 000 $
Magazines spécialisés	28 000 $
TOTAL	**178 500 $**

E. Salaires

POSTE DE DÉPENSES	2016/2017
Salaires	540 280 $
TOTAL	**540 280 $**

F. Frais d'administration

POSTE DE DÉPENSES	2016/2017
Frais d'administration	234 445 $
TOTAL	**234 445 $**

TOTAL	**1 305 500$**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160679016

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Objet :	Autoriser une contribution financière de 100 000 $ pour l'année 2016 au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec à même le budget de fonctionnement de la Ville et approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1160679016.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle BESSETTE
Préposée au budget
Tél : 514-872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-25

Mathieu PERRIER
Chef de division
Tél : 514 868-3410
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.17

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1161535001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 585 000 $ à l'organisme Les YMCA du Québec pour la réalisation de trois études d'opportunité et le maintien, pour la période de janvier à juin 2017 inclusivement, des activités des trois centres locaux visés par ces études / Autoriser un ajustement de la base budgétaire 2017 du Service de la diversité sociale et des sports, à hauteur de 460 000 $ / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 585 000 $ à l'organisme Les YMCA du Québec pour la réalisation de trois études d'opportunité et le maintien, pour la période de janvier à juin 2017 inclusivement, des activités des trois centres locaux visés par ces études;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'autoriser un ajustement de la base budgétaire 2017 du Service de la diversité sociale et des sports à hauteur de 460 000 $;
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-06 11:35

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161535001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 585 000 $ à l'organisme Les YMCA du Québec pour la réalisation de trois études d'opportunité et le maintien, pour la période de janvier à juin 2017 inclusivement, des activités des trois centres locaux visés par ces études / Autoriser un ajustement de la base budgétaire 2017 du Service de la diversité sociale et des sports, à hauteur de 460 000 $ / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La mission de l'organisme Les YMCA du Québec (YMCA) est liée à l'évolution de la Ville de Montréal depuis 1851. Sur le territoire de la Ville, le YMCA exploite huit centres locaux (Les YMCA de Québec : Cartierville, Centre-ville, du Parc, Hochelaga-Maisonneuve, Pointe-Saint-Charles, Notre-Dame-de-Grâce, Saint-Laurent et Guy-Favreau) répartis dans plusieurs milieux de vie socialement et économiquement vulnérables. Ces centres locaux remplissent plusieurs fonctions, notamment sous la forme de plateaux sportifs, salles communautaires, arénas, garderies, centres de la petite enfance, cuisines collectives. À ces services de proximité, il faut ajouter plusieurs programmes communautaires intra et extra muraux dans les centres et dans plusieurs autres milieux de vie, notamment Montréal-Nord.

Le budget annuel du YMCA du Québec s'élève à 48,7 M$, dont la plus grande partie est constituée de revenus autonomes (de l'ordre de 64 % en 2015). Il peut ainsi être considéré comme un collaborateur exemplaire à la mission sociale de la collectivité montréalaise apportant, non seulement, une contribution locale, mais s'impliquant également par son réseau au développement social de la métropole.

Par ailleurs, des pressions immobilières, contractuelles et financières sur le YMCA, à Montréal, altèrent actuellement sa capacité à livrer à la hauteur nécessaire sa mission fondamentale et surtout à assurer une présence au cœur de certains quartiers vulnérables de Montréal. À la longue, le réseau actuel des centres locaux YMCA est affaibli et remet en cause à court terme le modèle opérationnel social existant.

En 2015, plus de 35 ententes individuelles avec la Ville régissent les actions locales et régionales du YMCA sur le territoire de la Ville de Montréal. Ces ententes variées, avec un soutien financier de près de 3,65 M$ annuellement, émanent à la fois de la ville centrale et des arrondissements sous diverses formes, comme des baux, subventions aux programmes ou subventions aux activités. Certaines de ces ententes totalisant une valeur globale de près d'un million de dollars seront appelées à être renouvelées au cours des trois prochaines années.

C'est dans ce contexte que Les YMCA du Québec et la Ville de Montréal considèrent comme important d'établir ensemble les prémisses d'une entente globale à intervenir. Dans cette optique, le YMCA adhère comme partenaire de la Ville à ses politiques, notamment à sa Politique du sport et de l'activité physique et à sa Politique de l'enfant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) souhaite soutenir financièrement la réalisation de trois études d'opportunité de trois centres YMCA les plus fragiles financièrement. Le YMCA veut revoir l'adéquation entre les fonctions actuelles de l'offre de ces centres avec les besoins de la population locale, les arrondissements et le milieu communautaire. Le soutien financier de la Ville servirait aussi au maintien, pour la période de janvier à juin 2017 inclusivement, des activités des trois centres locaux visés. Le tout permettant de spécifier les prémisses de base d'une entente globale à intervenir, laquelle aura pour but de soutenir d'une manière plus simplifiée le partenariat local et régional avec le réseau des centres YMCA dans l'ensemble du territoire montréalais.

Trois centres locaux YMCA (Les YMCA de Hochelaga-Maisonneuve, de Pointe-Saint-Charles et de Saint-Laurent) présentent plusieurs enjeux majeurs causés principalement par un vieillissement important des bâtiments au plan technique et fonctionnel, mais aussi du modèle d'entreprise sociale. Ces enjeux occasionnent des pertes financières récurrentes.

Le modèle d'entreprise sociale reconnu suppose un équilibre entre les revenus et les dépenses ou à tout le moins que certaines fonctions génèrent des revenus pour couvrir les pertes reliées à l'intervention communautaire. À la longue, le réseau actuel des centres YMCA est affaibli, d'où la nécessité de travailler à la consolidation des centres les plus fragiles. Le SDSS recommande d'accorder un soutien financier au YMCA, qui permettrait notamment de compléter les études afférentes aux trois centres visés déjà réalisées (études de vétusté et analyse de la situation actuelle) par trois études d'opportunité en collaboration étroite avec la ville centrale, les arrondissements concernés et le milieu communautaire. Le soutien financier de la Ville permettrait aussi d'assurer l'exploitation des centres ciblés pendant la période de réalisation des études, soit de janvier à juin 2017.

La contribution de la Ville se décline comme suit :

- Un soutien financier pour la réalisation de trois études d'opportunité financées par la Ville et le YMCA visant la transformation des centres YMCA de Hochelaga-Maisonneuve, de Pointe-Saint-Charles et de Saint-Laurent, incluant pour chaque centre concerné les éléments suivants :
    - révision de l'adéquation entre l'offre de services et l'infrastructure, sous l'angle des besoins renouvelés à l'échelle locale et régionale;
    - définition renouvelée du centre (offre de services – programmes, clientèles, services, équipements);
    - détermination des travaux de transformation, de construction ou de maintien des actifs nécessaires;
    - révision du modèle opérationnel social et du budget de fonctionnement;
    - montage financier prévisionnel associé au projet préconisé, si applicable (arrondissement, ville centrale, gouvernements supérieurs et autres fonds);
    - échéancier prévisionnel de réalisation des travaux et de mise en opération du centre;
- Un soutien financier ponctuel au fonctionnement de ces trois centres locaux.

JUSTIFICATION

Le soutien financier de la Ville de Montréal empêche qu'il y ait de rupture dans l'offre de services du YMCA et lui permet de conserver le soutien déjà accordé par d'autres organismes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 585 000 $ sera financé par le budget de fonctionnement. Bien que ce dossier soit sans incidence sur le cadre financier 2016, il présente un impact sur le cadre financier 2017. Ainsi, un ajustement à la base budgétaire du SDSS, à hauteur de 460 000 $ est requis pour l'exercice 2017, montant qui fait l'objet d'une demande additionnelle dans le cadre de confection du budget 2017.

Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centrale.

Organisme	Soutien recommandé	Répartition budgétaire - Versement	
		2016	2017
Les YMCA du Québec	585 000 $	125 000 $	460 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet s'inscrit dans une démarche inter établissements visant la cohésion sociale et la solidarité avec les populations et pour les milieux de vie où se situent l'intervention.

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan « Montréal durable 2016 -2020 » de la Ville de Montréal, soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs pour lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Afin de conserver à plus long terme la pérennité de l'intervention sociale des centres YMCA à Montréal, il faudra revoir pour les centres de Hochelaga-Maisonneuve, Pointe-Saint-Charles et Saint-Laurent l'adéquation entre l'offre de services et l'infrastructure (plateaux sportifs, salles communautaires et autres) sous l'angle des besoins renouvelés à l'échelle locale et régionale.
Sans le soutien financier la ville centrale il pourrait y avoir une rupture de certains services auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les opérations de communication se feront selon le Protocole de visibilité, tel que précisé au projet de convention à l'Annexe2.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2016 Présentation au conseil municipal pour approbation

Septembre 2016 Formation d'un comité de pilotage réunissant la Ville centre, le YMCA du Québec, les arrondissements et d'autres acteurs majeurs concernés

Septembre 2016 à Juin 2017 Réalisation de trois études d'opportunité visant la transformation des YMCA de Hochelaga-Maisonneuve, Pointe-St-Charles et Saint-Laurent

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline DUHAIME)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel SAVARD, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Patrick IGUAL, Saint-Laurent
Marie-Claude LEBLANC, Le Sud-Ouest

Lecture :

Marie-Claude LEBLANC, 25 août 2016
Daniel SAVARD, 25 août 2016
Patrick IGUAL, 25 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valentina VAKLINOVA
Conseiller(ere) en amenagement
Sylvie LEPAGE
Conseiller(ere) en développement communautaire

Tél : 514 872-2669
Télécop. : 514 872-9255

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-18

Luc DENIS
Chef de division

Tél : 514 872-0035
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME

Directrice
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2016-09-06

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161535001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 585 000 $ à l'organisme Les YMCA du Québec pour la réalisation de trois études d'opportunité et le maintien, pour la période de janvier à juin 2017 inclusivement, des activités des trois centres locaux visés par ces études / Autoriser un ajustement de la base budgétaire 2017 du Service de la diversité sociale et des sports, à hauteur de 460 000 $ / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

YMCA_document visé_02_09_16.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline DUHAIME
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-02

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division - droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division : Affaires civiles

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
02 SEP 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES YMCA DU QUÉBEC**, personne morale sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 1435, rue Drummond, Montréal, Québec, H3G 1W4, agissant et représentée par M. Stéphane Vaillancourt, président, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 119307031
N° d'inscription T.V.Q. : 1006243548
N° d'organisme : 11900 1790 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit afin de bâtir des communautés plus fortes en offrant des occasions d'épanouissement, de vie active, saine et engagée pour tous, le tout en visant les valeurs suivantes : l'inclusion, la collaboration, l'engagement, la bienveillance, l'excellence et le respect;

ATTENDU QUE la mission de l'Organisme est liée à l'évolution de la Ville depuis 1851;

ATTENDU QUE sur le territoire de la Ville, l'Organisme exploite huit centres locaux répartis dans plusieurs milieux de vie vulnérables socialement (ci-après collectivement appelés les « **Centres locaux montréalais** »);

ATTENDU QU'en 2015, plus de 35 ententes individuelles régissaient les actions locales et régionales entre l'Organisme et la Ville et que les Parties désirent travailler en collaboration afin de mettre en place une entente globale qui visera à inclure l'ensemble des ententes individuelles entre les Parties;

ATTENDU QUE certains Centres locaux montréalais localisés au cœur de quartiers vulnérables présentent plusieurs enjeux majeurs causés principalement par un vieillissement important des bâtiments au plan technique et fonctionnel et du modèle d'entreprise sociale de l'Organisme, occasionnant des pertes financières récurrentes;

ATTENDU QUE l'Organisme adhère à la Politique du sport et de l'activité physique ainsi qu'à la Politique de l'enfant de la Ville;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.2 « **Projet** » : le projet de l'Organisme, lequel est plus amplement décrit au point A de l'Annexe 1 pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention

2.3 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.4 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions, projets ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion;

2.5 « Responsable » : la Directrice, Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation des items décrits aux points A de l'Annexe 1. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 remettre au Responsable, au plus tard le 30 avril 2017, les documents énumérés à l'Annexe 1. Ces documents doivent comporter toutes les informations demandées par le Responsable;

4.1.4 travailler en collaboration avec la Ville dans le but de mettre en place une entente globale entre les Parties dont le but principal, les objectifs et les axes d'intervention sont plus amplement définis à l'Annexe 1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

Se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, et aux autres instructions, directives et recommandations d'usage provenant de la Ville, si applicable;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément à l'Annexe 2 jointe à la présente Convention et qui décrit les conditions de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») entre les Parties par rapport à tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif au Projet et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout document produit pour répondre aux différentes obligations contenues dans l'Annexe 2 doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable. Le Responsable s'engage à remettre ses commentaires dans les dix (10) jours ouvrables de la réception du document à approuver, étant entendu que si le Responsable ne remet pas ses commentaires dans les dix (10) jours ouvrables de la réception du document, les outils publicitaires et promotionnels seront jugés acceptables par le Responsable et l'Organisme pourra procéder à l'impression et diffusion desdits outils publicitaires et promotionnels;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec l'item A de l'Annexe 1;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 août 2017 et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente entente et le 30 juin 2017.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou lorsque les Parties auront rempli leurs obligations (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 suivant un préavis écrit de deux (2) jours ouvrables, autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, dans les deux (2) jours ouvrables d'une demande écrite et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Il est entendu que ce droit

d'examiner les livres et registres comptables et d'accès à des pièces justificatives est valide pour la durée de la présente Convention ainsi qu'une période expirant six (6) mois suivant la Date de terminaison;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel, les rapports d'activités ainsi que les rapports d'étape, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), les états financiers de l'Organisme vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours ouvrables d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation de l'item A de l'Annexe 1;

4.6 Présence d'un représentant de la Ville au sous-comité de développement du conseil d'administration de l'Organisme

À la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux rencontres du sous-comité de développement du conseil d'administration de l'Organisme, mais seulement pour les discussions concernant le Projet, et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation d'au moins cinq (5) jours avant toute rencontre pendant la durée de la présente Convention;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec l'item A de l'Annexe 1 ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cinq cent quatre-vingt-cinq mille dollars (585 000 $), incluant toutes les taxes applicables, devant être affectée à la réalisation de l'item A de l'Annexe 1.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en quatre versements :

- un premier versement au montant de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois cent mille dollars (300 000 $), au plus tard le 21 janvier 2017,

- un troisième versement au montant de cent mille dollars (100 000 $) dans les dix (10) jours après la remise des documents énumérés à l'Annexe 1, soit vers le 10 mai 2017,

- un quatrième versement au montant de soixante mille dollars (60 000 $), au plus tard trente (30) jours après la remise des documents énumérés à l'Annexe 1, à l'exception des états financiers vérifiés de l'Organisme.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Annulation

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation de l'item A de l'Annexe 1. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation de l'item A de l'Annexe 1 ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant toute convention avec un tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de trente (30) jours. Dans le cas où le délai serait insuffisant pour remédier entièrement au défaut soulevé par la Ville et si l'Organisme agit de manière diligente afin de remédier au défaut, la Ville pourra, à son entière discrétion, prolonger ou non le délai pour remedier au défaut... Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées concernant l'item A de l'Annexe 1.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2017.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police par l'Organisme. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, un certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec l'item A de l'Annexe 1 réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut donner une hypothèque ou en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1435, rue Drummond, Montréal (Québec) H3G 1W4, et tout avis doit être adressé à l'attention du président–directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE PAR RAPPORT À LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

LES YMCA DU QUÉBEC

Par : _____
Stéphane Vaillancourt, président–directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution CM .....).

ANNEXE 1
PROJET

A) Réalisation d'études d'opportunité par l'Organisme

L'Organisme doit réaliser trois études d'opportunité visant la transformation ainsi que les améliorations à apporter aux trois des Centres locaux montréalais, soit les centres Hochelaga-Maisonneuve, Pointe-Saint-Charles et Saint-Laurent.

Pour chaque centre concerné, l'Organisme doit fournir notamment les études afférentes suivantes : 1) un état de la situation actuelle; 2) une démarche de coopération avec les parties prenantes, et 3) une définition conceptuelle renouvelée pour chacun des trois centres.

1) Un état de la situation actuelle

Pour chacun des trois centres, plusieurs intrants devront être fournis s'ils sont déjà produits ou ajoutés selon le cas.

- Un état de vétusté du bâtiment et des installations;
- Un portrait des programmes et services;
- Une analyse financière des opérations (budget);
- Une analyse de l'environnement externe;
- Un relevé des plateaux ou espaces fonctionnels générateurs de revenus par secteurs d'activités (revenus-dépenses);
- Un relevé des initiatives sociales existantes les plus probantes avec leurs besoins en espaces, si applicable;
- Une synthèse illustrant les opportunités et les menaces.

2) Une démarche de coopération

Une démarche de coopération avec les parties prenantes (Ville, arrondissements, groupes communautaires, fondations, autres) devra être produite et être accompagnée d'une stratégie d'acceptabilité sociale et de communication.

3) Une définition conceptuelle renouvelée

- L'Organisme doit fournir les intrants et/ou les autres études suivantes :

  - Une revue des besoins potentiels à combler au plan local et régional avec les superficies afférentes (m^2);
  - Une sélection des besoins prioritaires et des superficies nécessaires (m^2);
  - Une révision de l'adéquation entre l'offre de services et l'infrastructure sous l'angle des nouveaux besoins à combler à l'échelle locale et régionale;
  - Une définition conceptuelle renouvelée du centre (offre de service, clientèles et programmes) avec les nouvelles fonctions à assumer au plan architectural et technique (espaces et équipements);

- La détermination des travaux de transformation, de construction ou de maintien des actifs nécessaires (budget – classe D).

De plus, les études doivent comprendre :

- Une révision du modèle opérationnel d'entreprise sociale et du budget pro-forma de fonctionnement (budget – classe D);
- Une description du programme des initiatives sociales;
- Le montage financier prévisionnel associé au projet préconisé, si applicable (arrondissement, ville centre, gouvernements supérieurs et autres fonds);
- L'échéancier prévisionnel de réalisation des travaux et de mise en opération des trois centres.

- L'Organisme doit compléter ces trois études d'opportunités et en avoir remis une copie à la Ville au plus tard le 30 avril 2017.

- L'Organisme doit contribuer financièrement au budget des études pour un montant global de vingt-cinq mille dollars (25 000$).

- L'Organisme doit, pour la durée de la présente Convention, assurer la continuité des opérations des centres locaux Hochelaga-Maisonneuve, Pointe-Saint-Charles et Saint-Laurent.

Collaboration de la Ville

La Ville accompagnera l'Organisme lors de la réalisation de ces études d'opportunités et fournira un soutien professionnel à l'Organisme pour leur réalisation.

À cet effet, elle assurera aussi:

- Une participation aux comités de pilotage;
- Des représentants du Service de la diversité sociale et des sports de la Ville et des arrondissements concernés seront membres du comité de pilotage de chacune des trois études.

B) Maintien des activités dans les Centres locaux montréalais

L'Organisme doit maintenir ses activités dans tous les Centres locaux montréalais dont l'Organisme est propriétaire ou qu'il detient le droit d'usage et ce, pour la durée de la présente Convention. Ceci dit, si l'Organisme perd le droit d'usage pour un des centres concernés pendant la durée de la Convention, cette exigence deviendra non-applicable.

C) Accessibilité aux centres locaux Hochelaga-Maisonneuve, Pointe-Saint-Charles et Saint-Laurent

L'Organisme doit, pour la durée de la présente Convention :

- Assumer les risques associés aux revenus autonomes dans ces trois centres locaux;

- Assumer les risques de bris majeurs dans ces trois centres locaux, les bris majeurs étant des bris en dehors du cours normal des activités et opérations qui nécessitent le cessement des activitités quelconques et ce, jusqu'à un montant maximal total de cent mille dollars (100 000 $) pour les trois centres locaux. L'Organisme, après un préavis écrit de cinq (5) jours envoyé à la Ville, pourra cesser une programmation ou un service ou encore fermer un plateau sportif ou un centre local si les coûts de rénovation - réparation associés à ce centre local amènent le montant maximal total dépensé par l'Organisme pour les bris majeurs des trois centres en dehors du cours normal des activités et opérations à plus de cent mille dollars (100 000 $). Les Parties conviennent que seul le centre local visé par les rénovations pourra être fermé ou voir sa programmation ou son service arrêté; et

- Travailler avec les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du Sud-Ouest et de Saint-Laurent afin d'assurer, dans les circonstances, une accessibilité des plateaux sportifs de ces centres locaux à la communauté en rendant les ententes ponctuelles pour de tels accès les plus abordables possibles.

D) Prémisse de l'entente globale à intervenir

Les Parties souhaitent mettre en place une entente globale qui aura pour but de soutenir la vie active et le développement social, et ce, afin de créer des milieux de vie de qualité et de concrétiser une vision commune des Parties qui vise à faire du territoire de Montréal un endroit où demeurent les enfants, les jeunes et les familles les plus en santé au Québec.

Les objectifs de l'entente globale à intervenir à moyen terme sont :

- Bâtir des communautés plus fortes qui offrent des occasions d'épanouissement et de vie active, saine et engagée pour tous;

- Bonifier l'offre de service communautaire notamment destinée aux jeunes, aux familles et aux aînés;

- Amplifier l'impact social des YMCA locaux et des programmes communautaires intra et extra muraux présents sur le territoire de la Ville, notamment dans les secteurs les plus vulnérables du territoire;

- Agir ensemble pour un partenariat et une concertation efficaces et durables en synergie avec les politiques et les stratégies municipales (ex. Politique de l'enfant, Montréal Durable 2016-2020, Politique du sport et de l'activité physique, etc.).

Les axes d'intervention préconisés par les Parties sont la santé et la vie active, le développement des jeunes, la persévérance scolaire et la réussite éducative ainsi que l'inclusion et la cohésion sociale.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. PRINCIPES DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION DU PROJET

Tout ce qui suit traite des activités de communication et de visibilité quant à la participation de la Ville et de l'Organisme au Projet seulement. À cet égard, l'Organisme et la Ville s'engagent à développer en collaboration un plan de communication spécifique dans le cadre du Projet. Ce plan pourra inclure, entre autres, les publics, les messages clés, les stratégies et les tactiques de communication associées. Le plan de communication sera une des premières étapes de travail du Projet et sera approuvé par les deux Parties. L'Organisme s'engage à ce que le plan de communication soit complété dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de signature de la présente Convention. Il sera ensuite revisité régulièrement par les Parties pour être mis à jour selon le déroulement du Projet et les enjeux de communication qui pourraient survenir. Le plan de communication devra répondre aux exigences du Protocole de visibilité, s'il y a lieu.

2. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme s'engage à respecter le Protocole de visibilité et les principes suivants :

2.1. Avec la Ville, réaliser le plan de communication du Projet en répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

2.2. Soumettre au Responsable pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du Projet;et

2.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, le protocole de visibilité et la Charte de la langue française comme cela est prévu en vertu du Protocole de visibilité.

3. COMMUNICATIONS

Dans le cadre du plan de communication du Projet ci-haut mentionné l'Organisme s'engage à réaliser et respecter les principes suivants :

3.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville dans le cadre du Projet:

- Faire état de la contribution de la Ville et les remercier dans toutes communications, verbales ou écrites, relatives au Projet ou à une activité reliée au Projet (y comprit notamment les médias sociaux);

- Apposer, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les lettres d'annonce, les bannières, les journaux, les sites internet, les bandeaux internet, les infolettres, les communiqués de presse relatifs à la présente Convention, la signature officielle ainsi que les logos de la Ville;

  Le logo de la Ville devra également figurer sur toutes les publicités et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

- S'il y a lieu, ajouter le logo de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Le logo de la Ville peut faire partie d'un regroupement des participants au Projet;

- S'il y a lieu, mentionner « Montréal » ou la « Ville de Montréal » dans les annonces publicitaires à la radio;

- Ajouter le logo de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

- Soumettre au Responsable pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion étant entendu que si le Responsable ne remet pas ses commentaires dans les dix (10) jours ouvrables de la réception du document, les textes seront jugés acceptables par le Responsable et l'Organisme pourra procéder à l'impression et diffusion desdits textes.

3.2. Relations publiques et médias dans le cadre du Projet:

- Dans le cadre de relations médias prévues au plan de communication du Projet, convenir au préalable, avec le Responsable, des opérations de communication, du scénario de déroulement et du contenu des communiqués concernant le Projet ou l'activité;

- Inviter un représentant de la Ville à participer aux annonces et aux conférences de presse organisées concernant le Projet. L'Organisme devra aviser le Responsable par écrit un minimum de dix (10) jours ouvrables à l'avance;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville, soumettre au Responsable le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

- Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation dans les communiqués ; et

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

3.3. Normes graphiques et linguistiques dans le cadre du Projet:

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (et de l'arrondissement, s'il y a lieu) disponibles sur le portail à l'adresse ville.montreal.qc.ca/logo;

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures de la Ville et des autres participants sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11).

3.4. Publicité et promotion dans le cadre du Projet:

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles au Responsable, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur son site Internet ou tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement pourront être également demandées;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet de l'Organisme ou de l'événement;

- Faire approuver par le Responsable les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion. Le Responsable s'engage à remettre ses commentaires dans les dix (10) jours ouvrables de la réception du document à approuver;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques reliés au Projet;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement relié au Projet. (ex. : écrans numériques géants);

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement à l'aide d'un message publicitaire ou d'une signature lorsque des présentations audiovisuelles accompagnent une annonce ou un événement de presse;

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet;

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité; et

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

3.5. Évenements publics dans le cadre du Projet:

- Inviter, au moins dix (10) jours ouvrables avant la tenue de l'événement, la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre de la présente Convention;

- Transmettre le plus rapidement possible au Responsable le scénario de déroulement de l'événement;

- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics;

- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie et des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au Responsable au moins **trois (3) semaines** avant la date limite de livraison du matériel;

- Offrir la possibilité aux élus municipaux de participer à des remises de médailles dans le cas d'un événement sportif; et

- Pour tous événements publics, coordonner et effectuer le suivi avec le Responsable.

3.6. Dans le cadre du Projet, remettre un bilan de la visibilité accordée à la Ville, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités prévues en vertu de la présente Convention :

- S'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;

- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme;

- S'il y a lieu, une photo des différents montages où figure le logo de la Ville (ex. : conférence de presse); et

- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161535001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 585 000 $ à l'organisme Les YMCA du Québec pour la réalisation de trois études d'opportunité et le maintien, pour la période de janvier à juin 2017 inclusivement, des activités des trois centres locaux visés par ces études / Autoriser un ajustement de la base budgétaire 2017 du Service de la diversité sociale et des sports, à hauteur de 460 000 $ / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1161535001 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposée au budget

Tél : 514 872 1155

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-06

Yves COURCHESNE

Directeur de service - finances et tresorier
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.18

2016/09/26 13:00

(1)

Dossier # : 1161103005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention entre la Ville et Les 7 doigts de la main concernant le versement d'une aide financière maximale de 353 000$, pour la réalisation du projet de construction de son centre de création et de production situé au 2111 boulevard St-Laurent. Autoriser un virement budgétaire de 300 000$ en 2016 en provenance des dépenses contingentes de compétence locale vers le budget de fonctionnement du Service de la culture et autoriser un ajustement de la base budgétaire au montant de 53 000$ pour l'année 2017.

Il est recommandé :

- d'accorder un soutien financier maximal de 353 000 $ à l'organisme Les 7 doigts de la main pour la réalisation du projet de construction de son centre de création et de production situé au 2111 boulevard St-Laurent;
- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et Les 7 doigts de la main;
- autoriser un virement budgétaire de 300 000$ en 2016 en provenance des dépenses contingentes de compétence locale vers le budget de fonctionnement du Service de la culture;
- autoriser un ajustement à la base budgétaire du Service de la culture à hauteur de 53 000$ pour 2017;
- d'imputer cette dépense conformément au informations financières inscrites au dossier décisionnel après avoir opéré le virement budgétaire requis. Cette dépense sera assumée par la compétence locale.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-02 14:07

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161103005**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention entre la Ville et Les 7 doigts de la main concernant le versement d'une aide financière maximale de 353 000$, pour la réalisation du projet de construction de son centre de création et de production situé au 2111 boulevard St-Laurent. Autoriser un virement budgétaire de 300 000$ en 2016 en provenance des dépenses contingentes de compétence locale vers le budget de fonctionnement du Service de la culture et autoriser un ajustement de la base budgétaire au montant de 53 000$ pour l'année 2017.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis sa création en 2002, le collectif de cirque Les 7 doigts de la main s'est taillé une réputation enviable sur les scènes nationale et internationale. Avec une quinzaine de créations à son actif, des collaborations internationales importantes à son crédit et plusieurs projets majeurs en gestation, cette compagnie en pleine croissance avait un besoin urgent de regrouper sous un même toit ses activités de création, de production et de gestion pour assurer efficacement son développement. Le projet retenu prévoit la réhabilitation de l'ancien Musée Juste pour Rire pour le regroupement des activités de l'organisme. En plus des fins propres à la compagnie, qui en fera son siège social, ce centre permettra de créer un port d'attache, un lieu de rencontre et d'identification pour la communauté du cirque dans le Quartier des spectacles et de contribuer à l'animation de celui-ci.
L'organisme est devenu propriétaire du bâtiment en vertu de l'achat de celui-ci de la SHDM en décembre 2013.
Un projet majeur de transformation de l'immeuble pour les besoins des 7 doigts de la main, de l'ordre de 18 M$ est en cours de réalisation.
D'une valeur patrimoniale reconnue, l'édifice de l'ancien Musée juste Rire faisait jadis partie intégrante d'un ensemble industriel qui fut érigé en 1894 : la Brasserie Ekers. Bien qu'il ne soit pas un bien culturel protégé en vertu de la loi, il présente une valeur patrimoniale en lien avec l'histoire du développement de la rue St-Laurent. Il est également situé dans l'aire de protection de 2 bâtiments classés (la maison Notman et le monastère du Bon-Pasteur) et dans un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle au Plan d'urbanisme de la Ville.
Les 7 doigts de la main, propriétaire du bâtiment, est un OBNL.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1130341002 - Autoriser la Société d'habitation et de développement de Montréal à vendre l'immeuble sis au 2109-2111 boulevard Saint-Laurent à l'organisme Les 7 doigts de la main pour un prix de 2,5 M$.

DESCRIPTION

Les travaux de construction du nouveau centre de création et de production des 7 doigts de la main ont débuté à l'automne 2015 suite à la tenue d'un concours d'architecture. La réhabilitation du bâtiment industriel centenaire a entraîné des coûts supplémentaires notamment pour la réfection des façades de l'édifice. Les coûts de celle-ci, comportant notamment la réfection de la façade de pierres sur la rue St-Laurent avaient initialement été évalués à 150 000 $ par la SHDM et sont maintenant estimés à 503 000 $. Les 7 doigts de la main demande une contribution financière de la Ville, au montant de 353 000 $, pour supporter l'augmentation des coûts liée à la réalisation de ces travaux. Ces derniers ne sont pas admissibles aux programmes existants.
Le projet majeur d'immobilisation des 7 doigts de la main a été principalement financé par les gouvernements fédéral et provincial.

JUSTIFICATION

Le Cirque Les 7 doigts de la main est un acteur majeur de la culture au Québec et est reconnu internationalement pour la qualité de ses productions circassiennes. Les spectacles des 7 doigts, en tournée dans plusieurs pays, contribuent au rayonnement international de Montréal et à sa réputation de métropole culturelle et créative.
L'implantation de l'organisme dans l'ancienne Brasserie Ekers contribue à la mise en valeur de cet édifice patrimonial significatif et participe à la revitalisation de la rue St-Laurent. Les impératifs de préservation et de mise en valeur des composantes patrimoniales du bâtiment ont entraîné des coûts supplémentaires non prévus.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 353 000 $ sera financé par le budget de fonctionnement. Pour l'année 2016, une somme de 300 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration devra être virée au budget du Service de la culture pour ce faire.
Bien que ce dossier soit sans incidence sur le cadre financier 2016, il représente un impact de 53 000$ sur le cadre financier de l'exercice 2017. Ainsi, un ajustement à la base budgétaire du Service de la culture, à hauteur de 53 000$ est requis pour l'exercice 2017. Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable.
Par ailleurs, le projet d'implantation des studios de création et de production des 7 doigts de la main répond directement aux critères suivants du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise,* dans la section «Une meilleure qualité de vie» :

- Protection du patrimoine
- Diversité et dynamisme culturel

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux doivent être réalisés rapidement afin de ne pas retarder le chantier de réalisation du projet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication a été élaborée en accord avec le service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline DUHAIME)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-08-25
Stéphane RICCI Adjoint à la directrice, coordonnateur du Quartier des spectacles	Suzanne LAVERDIÈRE Directrice
Tél : 514 868-5929 **Télécop. :** 514 872-5588	**Tél :** 514-872-4600 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2016-09-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161103005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver le projet de convention entre la Ville et Les 7 doigts de la main concernant le versement d'une aide financière maximale de 353 000$, pour la réalisation du projet de construction de son centre de création et de production situé au 2111 boulevard St-Laurent. Autoriser un virement budgétaire de 300 000$ en 2016 en provenance des dépenses contingentes de compétence locale vers le budget de fonctionnement du Service de la culture et autoriser un ajustement de la base budgétaire au montant de 53 000$ pour l'année 2017.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Les 7 doigts de la main - Convention visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline DUHAIME
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-31

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division - droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division : Affaires civiles

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
27 JUIL. 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement CM03 0836;

Ci-après désignée la « **Ville** »

ET : **LES 7 DOIGTS DE LA MAIN**, personne morale sans but lucratif constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) ayant sa principale place d'affaires au 225, rue Roy Est, bureau 205, Montréal, Québec, H2W 1M5, agissant et représentée aux présentes par monsieur Nassib Samir El-Husseini, directeur général, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 21 mai 2014;

Ci-après désignée « **7D**»

7D et la Ville sont également individuellement ou collectivement nommés une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE 7D est propriétaire de l'immeuble situé au 2111, boulevard Saint-Laurent à Montréal (ci-après l' « **Immeuble** »);

ATTENDU QUE l'Immeuble abritera le siège social de 7D ainsi que ses activités de création et de production;

ATTENDU QUE 7D est un organisme à but non lucratif;

ATTENDU QUE 7D réalise actuellement un important projet de rénovation et de mise à niveau de l'Immeuble;

ATTENDU QUE 7D doit effectuer des travaux supplémentaires imprévus à l'Immeuble;

ATTENDU QUE la Ville souhaite aider 7D dans la réalisation de ces travaux imprévus par une contribution financière et que les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie à 7D;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention.

Dans la présente Convention et les annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 **« Annexe 2 »** : le protocole de visibilité mentionné à l'article 6.1 de la présente convention;

1.2 **« Directrice »** : la Directrice du Service de la culture de la Ville;

1.3 **« Projet »** : le projet de 7D visant, notamment, la réalisation de travaux de restauration des façades de l'Immeuble, tel que décrit plus amplement à l'annexe 1 de la présente Convention;

1.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de 7D, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

1.5 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions, projets ou activités effectuées et des services rendus, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion.

ARTICLE 2
OBJET

La présente Convention établit les modalités et les conditions des versements de la contribution financière de la Ville devant être affectée exclusivement à la réalisation du Projet, conformément à la présente Convention.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 En considération de l'exécution par 7D de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de verser à 7D un montant maximal de trois cent cinquante-trois mille dollars (353 000 $) devant être affecté exclusivement à la réalisation du Projet, le tout conformément aux dispositions de la présente Convention. Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 7D ne peut en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.3 La somme prévue au paragraphe 3.1 sera versée à 7D comme suit :

3.3.1 une somme de trois cent mille dollars (300 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention par chacune des Parties;

3.3.2 une somme de cinquante-trois mille dollars (53 000 $) dans les trente (30) jours suivant la réception par la Directrice du rapport final du Projet, selon les lois et la réglementation en vigueur.

3.4 La Directrice peut exiger la remise par 7D de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, la Directrice pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation des activités ne requiert plus la somme maximale.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE 7D

En considération des sommes versées par la Ville, 7D doit :

4.1 réaliser le Projet conformément à la présente Convention, au plus tard le 1er septembre 2017;

4.2 assumer tous les coûts du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1 de la présente Convention;

4.3 utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à appuyer la mission globale du 7D ou à aucun autre but;

4.4 tenir, aux fins de la présente Convention, des comptes et des registres appropriés et distincts de ceux concernant les autres secteurs d'activités de 7D pour les sommes versées par la Ville en vertu de la présente Convention;

4.5 rendre accessibles à la Directrice et au directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, pendant les heures normales d'affaires et sur préavis d'au moins quarante-huit (48) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant aux sommes versées par la Ville pour la réalisation du Projet. De plus, 7D accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et pour fournir, sans frais additionnels, des photocopies, des documents sur simple demande. Les pièces justificatives originales et les registres afférents devront être conservés par 7D pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin de la présente Convention;

4.6 transmettre à la Directrice, dans les quinze (15) jours d'une demande faite par cette dernière, copie de tous documents en lien avec le Projet;

4.7 remettre à la Directrice, dans les cinq (5) jours de leur réception, cinq (5) copies de tout rapport d'étape concernant le Projet;

4.8 remettre à la Directrice, dans les cinq (5) jours de leur réception, cinq (5) copies de tout rapport final concernant le Projet;

4.9 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où la Directrice en fait la demande, être

présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.10 obtenir toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.11 payer directement aux organismes le coût de tous les permis et les droits exigés pour la réalisation du Projet;

4.12 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention, au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés et séparés de ceux des autres secteurs d'activités de 7D, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, en plus de transmettre, pour chaque année de la présente Convention, copie desdits états financiers vérifiés ainsi que le Rapport annuel à la Directrice, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.13 déposer la Reddition de compte auprès de la Directrice. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que la Directrice lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis de la Directrice. Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 30 novembre 2016 pour la première année et la période du 1er décembre d'une année au 30 novembre de l'année suivante pour les années subséquentes. Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme, la Reddition de compte doit être transmise à la Directrice dans les soixante (60) jours de la date de résiliation ou de la date de terminaison.

ARTICLE 5
COMITÉ DE SUIVI

5.1 Les Parties doivent constituer, dans les deux (2) jours de la signature de la présente Convention, un Comité de suivi dont le mandat est d'assurer la coordination entre 7D et la Ville. La Ville se réserve le droit d'avoir au moins un de ses représentants sur le Comité de suivi.

5.2 7D doit transmettre à la Directrice le compte rendu de chacune des réunions du Comité de suivi dans les sept (7) jours suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute autre information, renseignement, document ou rapport jugé nécessaire par lui.

ARTICLE 6
COMMUNICATION

6.1 7D doit faire état de la participation financière de la Ville conformément aux dispositions du Protocole de visibilité contenus dans l'Annexe 2 de la présente Convention, dans toute publicité ou document d'information relatif à l'objet de la présente Convention et

faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres contributeurs au Projet.

6.2 Tout document produit pour répondre aux différentes obligations contenues dans le protocole de visibilité doit être préalablement approuvé par écrit par la Directrice.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente Convention, 7D est en défaut :

7.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter l'une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis de la Directrice précisant son défaut et l'enjoignant d'y remédier;

7.1.2 si 7D perd son statut d'organisme à but non lucratif ou si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par 7D pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou encore s'il a fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.4 s'il a fait une fausse déclaration ou a commis une fraude en rapport avec la présente Convention.

7.2 Dans le cas mentionné au sous-paragraphe 7.1.1, la Ville peut à son entière discrétion, suspendre les versements et résilier la présente Convention sur simple avis écrit, à l'expiration du délai donné par la Directrice à 7D pour remédier à son défaut.

Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à 7D et la Ville se réserve le droit de réclamer en tout ou en partie les sommes déjà versées.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2 à 7.1.4 de la présente Convention, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai dès la survenance de l'événement.

Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à 7D et la Ville se réserve le droit de réclamer en tout ou en partie les sommes déjà versées.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

La Ville peut, à sa discrétion mettre fin en tout temps à la présente Convention sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par 7D, sur préavis écrit de trente (30) jours. Toute contribution financière non versée cesse d'être due à 7D.

7D convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 9
DÉCLARATION ET GARANTIES

9.1 7D déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente Convention.

9.2 7D reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé la présente Convention.

ARTICLE 10
GARANTIE ET ASSURANCES

10.1 7D doit souscrire et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention une police d'assurance responsabilité civile accordant par événement ou accident, une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, les dommages matériels et pour les préjudices. Cette police doit comporter un avenant qui désigne la Ville comme assuré additionnel de 7D. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville. 7D doit remettre à la Directrice, dans les quinze (15) jours suivant la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance et de cet avenant. 7D doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 7D tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente Convention; il prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque chaque Partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.9, 4.12, 4.13 et 10.3 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 12
DÉONTOLOGIE

12.1 7D doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

12.2 7D doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par la Directrice à cet égard. 7D doit notamment informer la Directrice, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec 7D.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de 7D

7D n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

7D ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente Convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

7D ne peut donner une hypothèque ou en garantie à un tiers, les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de 7D

7D fait élection de domicile au 225, rue Roy Est, Montréal, Québec, H2W 1M5, et tout avis doit être adressé à l'attention de monsieur Nassib El-Husseini, directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, 7D fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Pavillon Prince, 5e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le ..... e jour de 2016

LES 7 DOIGTS DE LA MAIN

Par : _____
Nassib Samir El-Husseini, directeur général

La présente Convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le ..... E jour du mois de ..... 2016 (Résolution CM16 .....).

ANNEXE 1
PROJET

LES 7 DOIGTS DE LA MAIN
COLLECTIF DE CIRQUE

Montréal, le 5 avril 2016

Monsieur Denis Coderre
Maire de la Ville de Montréal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal H2Y 1C6

Objet : Le centre de création et de production Les 7 doigts de la main sur le boulevard Saint-Laurent

Monsieur le Maire,

Le collectif Les 7 doigts de la main vient vous voir aujourd'hui pour vous faire part de l'avancement de leur projet de centre de création et de production dans l'ancienne brasserie Ekers sise au 2111 boulevard Saint-Laurent à Montréal. Nous venons, par la même occasion, solliciter votre aide pour mener à bien ce centre dont l'ouverture est prévue au printemps 2017, année du 375e de Montréal.

Les 7 doigts auront enfin leur toit, leur résidence artistique. Ils auront transformé cette ancienne brasserie abandonnée depuis la fermeture du Cabaret Juste pour rire à l'automne 2012 en un lieu de vie, de création, de renouveau sur le boulevard Saint-Laurent, artère centrale de la Ville qui coupe transversalement l'Île de Montréal en deux, celle qui depuis trois siècles est témoin de la vie de ses habitants, de leur culture, de leur histoire. Cette partie de *La Main* enfin se réanimera !

Depuis 2007, le collectif n'a ménagé aucun effort pour piloter ce projet. De nombreuses démarches ont été réalisées dont l'achat de l'édifice de la SHDM en décembre 2013. Le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCC) nous a confirmé l'octroi d'une subvention de 9,4 M$ en juillet 2014 et Patrimoine canadien a annoncé une participation d'un million de dollars en 2015. L'automne dernier démarraient les travaux de démolition après l'obtention de tous les permis de l'arrondissement Ville-Marie et du MCC. Dans les prochaines semaines, avril 2016, les travaux de construction débuteront.

Les coûts de ce projet avaient d'abord été évalués à 13,2 M$ en 2009. Ayant suivi tous les processus rigoureusement depuis 2007 et après une année de travail en conception intégrée, en étude, en analyse avec les professionnels, le projet est maintenant estimé à 18 M$ pour plusieurs raisons (inflation, amiante, dégradation des équipements mécaniques et de la maçonnerie, etc.). À ce sujet, l'étude réalisée pour le compte de la SHDM par Le groupe Murray Frankel en 2010 évaluait les coûts des travaux de maçonnerie pour l'enveloppe de l'édifice (façade de pierre à caractère patrimonial sur Saint-Laurent, mur de briques sur Saint-Dominique, mise à niveaux des fenêtres, etc.) à 150 000 $. Aujourd'hui, après une évaluation en profondeur, nous parlons plutôt de 503 000 $ de coûts directs pour ces travaux. L'édifice qui était en dormance depuis des années s'est dégradé. Les travaux d'entretien qui ont été faits durant les dernières années par les anciens propriétaires se réduisaient au strict minimum.

Notre objectif est de donner aux 7 doigts de la main et à la communauté artistique un lieu sain, de qualité et fonctionnel pour les 30 prochaines années, un centre de création et de production intelligent à l'image de la ville intelligente que Montréal est en train de bâtir. Une très grande attention a été apportée à la conception et à l'aménagement de ces espaces pour qu'ils puissent répondre aux meilleurs standards de qualité en tant que lieu de travail, de création, de répétition, d'entraînement, de gestion, de production et de diffusion pour les arts du cirque tout en ne négligeant rien sur la sécurité. Nous devons donc agir de façon responsable.

Nous avons entrepris et choisi de réhabiliter un édifice industriel centenaire en plein cœur du Quartier des spectacles. Le défi est énorme et nous l'assumons. La part d'investissement pour le collectif représente près de 41% du budget alors que dans des projets comparables, les compagnies artistiques participent pour environ 5% des coûts totaux. Pour assurer notre participation (7,4 M$ incluant l'achat de l'édifice), depuis l'automne dernier, une équipe travaille à mettre sur pied une fondation et une campagne de financement basée sur des dons et commandites. Près de 1,27 M$ ont été amassés à ce jour.

Par conséquent, nous sollicitons nos partenaires pour qu'ils nous aident à atteindre notre objectif.

La Ville nous supporte dans le développement de notre projet depuis le tout début et a consenti, via la SHDM, à nous vendre l'édifice à des conditions avantageuses. Nous en sommes très reconnaissants.

Aujourd'hui, nous venons vous solliciter, Monsieur le Maire, pour vous demander une contribution qui nous permettrait de couvrir les coûts réels de maçonnerie et d'entretien des façades sur Saint-Laurent et Saint-Dominique soit une aide de 353 000 $. Ce montant nous permettrait de combler la différence des coûts qui avait alors été prévus pour la restauration des façades de pierres et de briques

Nous nous sommes engagés dans un projet artistique pour animer la Cité, la construire, lui donner une vie. Nous voulons lui donner une âme. Nous souhaitons vivement qu'au printemps 2017, année du 375e de Montréal, l'ouverture du centre de création et de production des 7 doigts de la main vienne souffler un vent de fraîcheur sur *La Main*. Un coup de pouce de votre part nous aiderait grandement à y arriver.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Nassib El-Husseini
Directeur général

p. j. - Estimation du coût des travaux – 1 page
- Documents visuels / façade 2111, boul. St-Laurent – 2 pages

c. c. Mme Manon Gauthier, responsable de la culture, du patrimoine, du design, d'Espace pour la vie et du statut de la femme

CENTRE DE CRÉATION ET DE PRODUCTION LES 7 DOIGTS DE LA MAIN

FAÇADES BOUL. SAINT-LAURENT ET RUE SAINT-DOMINIQUE

ESTIMATION BUDGÉTAIRE

Sur la base des données disponibles et des observations faites
Lupien+Matteau estime les coûts des travaux de la façade à :

Façade Saint-Laurent :	**839 760 $**	
Façade Saint-Dominique :	**526 380 $**	
TOTAL façades Saint-Laurent + Saint-Dominique	**1 366 141 $**	
Sous-Total coûts direct façade Saint-Laurent	**653 510 $**	**281 200 $ ***
Sous-Total coûts direct façade Saint-Dominique	**409 630 $**	**221 810 $ ***
Total coûts directs façades Saint-Laurent + Saint-Dominique	**1 063 140 $**	**503 010 $ ***

Ce montant n'inclut pas les protections des piétons avant et durant les travaux
ni l'occupation du domaine public durant les travaux sur la façade et durant l'ensemble du chantier.
Il faut une inspection par un expert qui pourrait faire augmenter encore les coûts.

* Travaux pour lesquels nous demandons une participation de la Ville de montréal

RESTAURATION FAÇADE BOUL. SAINT-LAURENT

ESTIMATION DES COÛTS POSSIBLES

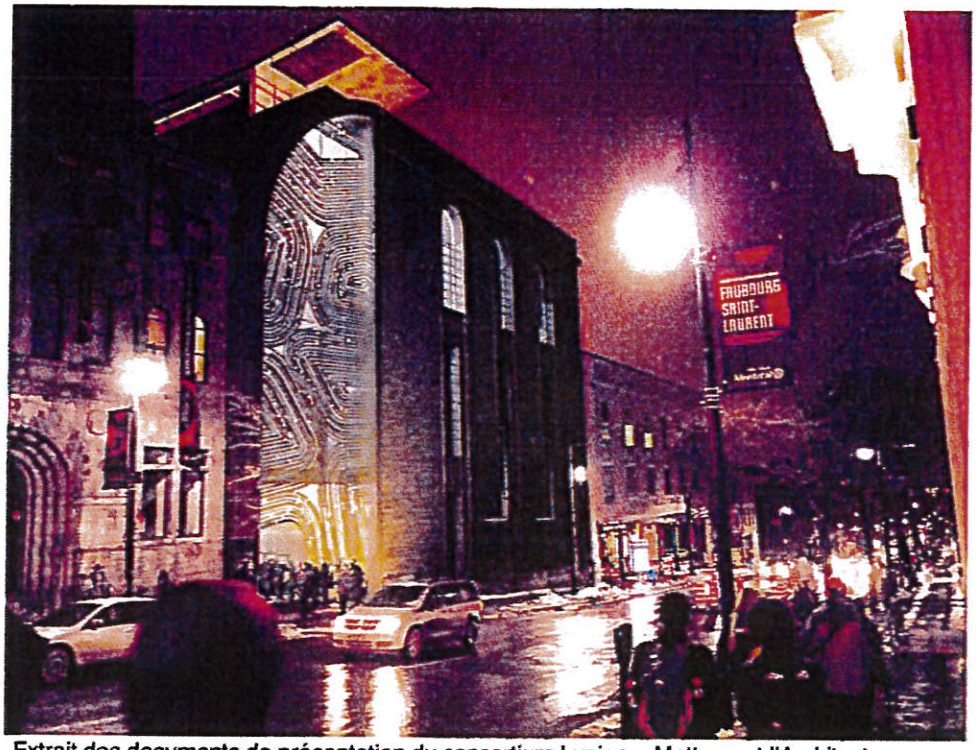
DESCRIPTION				
Travaux de démolition (vieux revêtements métal, entrées, fenêtres et accessoires		45 000 $		
			45 000 $	
Partie en pierres				
Réparation de fissures intérieures dans le mur massif et joints de contrôle		7 000 $		
Rejointoiement intérieur (face intérieure du mur extérieur, sur 25% de la surface)		22 000 $		
Rejointoiement extérieur de la maçonnerie (100% de la surface)		56 000 $		
Remplacement de pierres fissurées ou endommagées		83 600 $		
Resurfaçage au mortier spécialisé de pierres encore saines (abîmées en surface)		13 200 $		
Ravalement (nettoyage de la maçonnerie)		4 400 $		
Réfection de la couverture de cuivre (recouvrement de la corniche et du couronnement)		25 000 $		
			221 200 $	221 200 $ *
Partie en verre				
Parapet de cuivre autour mur rideau principal		20 000 $		
Travaux de fondation en béton coulé (assise du nouveau mur rideau)		6 200 $		
Travaux de structure (renforts d'acier et appui du mur rideau / efforts latéraux)		15 000 $		
Préparation des ouvertures (ragréages, pare-air / vapeur)		12 500 $		
Nouveau mur rideau principal et 6 fenestrations boul. St-Laurent		290 250 $		60 000 $ *
Nouvelles entrées en aluminium (portes extérieures PE101A et PE002		13 000 $		
Quincailleries de portes		3 400 $		
Contrôle d'accès (2 entrées)		2 500 $		
Caméras de surveillance (2 entrées)		10 000 $		
Finition (repeindre la face intérieure du mur extérieur		3 960 $		
Éclairage extérieur		10 000 $		
Signalisation minimale (no civique)		500 $		
Signalisation 7 doigts		- $		
Signalisation événement		- $		
Plaque MCC		- $		
			387 310 $	60 000 $ *
SOUS-TOTAL - COÛTS DIRECTS			653 510 $	281 200 $ *
Contingences de design	4%		26 140 $	11 248 $
Frais généraux	6%		39 211 $	16 872 $
Contingences de construction	10%		65 351 $	28 120 $
Frais d'administration / profits de l'entrepreneur	8,5%		55 548 $	23 902,00 $
COÛTS DES TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA FAÇADE ST-LAURENT			**839 760 $**	**361 342 $**
Taxes TPS et TVQ	en sus			
Honoraires professionnels	en sus			

RESTAURATION FAÇADE RUE ST-DOMINIQUE

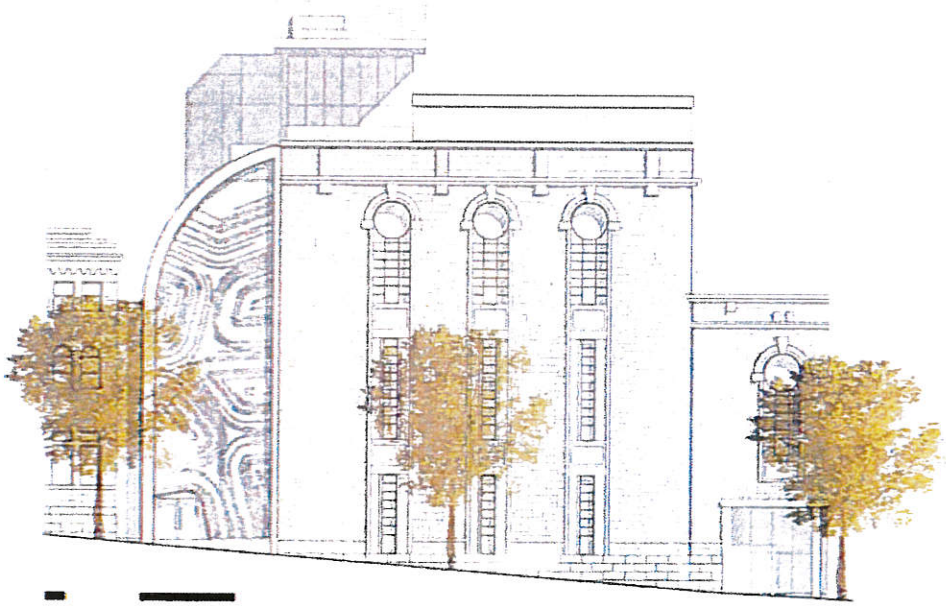
ESTIMATION DES COÛTS POSSIBLES

DESCRIPTION				
Travaux de démolition (vieille entrées, fenêtres et accessoires)		15 000 $		
			15 000 $	
Rejointement extérieur de la maçonnerie (25% de la surface St-Dominique		170 400 $		
			170 400 $	170 400 $ *
Autres travaux				
Travaux de structure (renforts structuraux pour fenestration		66 000 $		
Remplacement des fenêtres (St-Dominique)		30 000 $		
Nouveaux murs rideaux (St-Dominique)		51 250 $		
Nouvelles entrées en aluminium (Portes extérieures PE106)		4 750 $		
Nouvelle porte d'issue (Porte extérieure PEESC2)		850 $		
Quincailleries de portes		2 550 $		
Contrôle d'accès (1 entrée)		1 250 $		
Caméra de surveillance (1 entrée)		5 000 $		
Réfection du soffite (entrée St-Dominique)		4 550 $		4 550 $ *
Ragréage de l'isolation et étanchéité (face intérieure du mur extérieur)		46 860 $		46 860 $
Finition (Peinture de la face intérieure du mur extérieur)		7 670 $		
Éclairage extérieur		3 000 $		
Signalisation minimale (no civique)		500 $		
			224 230 $	51 410 $ *
SOUS-TOTAL - COÛTS DIRECTS			409 630 $	221 810 $ *
Contingences de design	4%		16 385 $	8 872 $
Frais généraux	6%		24 580 $	13 309 $
Contingences de construction	10%		40 965 $	22 181 $
Frais d'administration / profits de l'entrepreneur	8,5%		34 820 $	18 854 $
COÛTS DES TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA FAÇADE ST-DOMINIQUE			**526 380 $**	**285 026 $**
Taxes TPS et TVQ	en sus			
Honoraires professionnels	en sus			

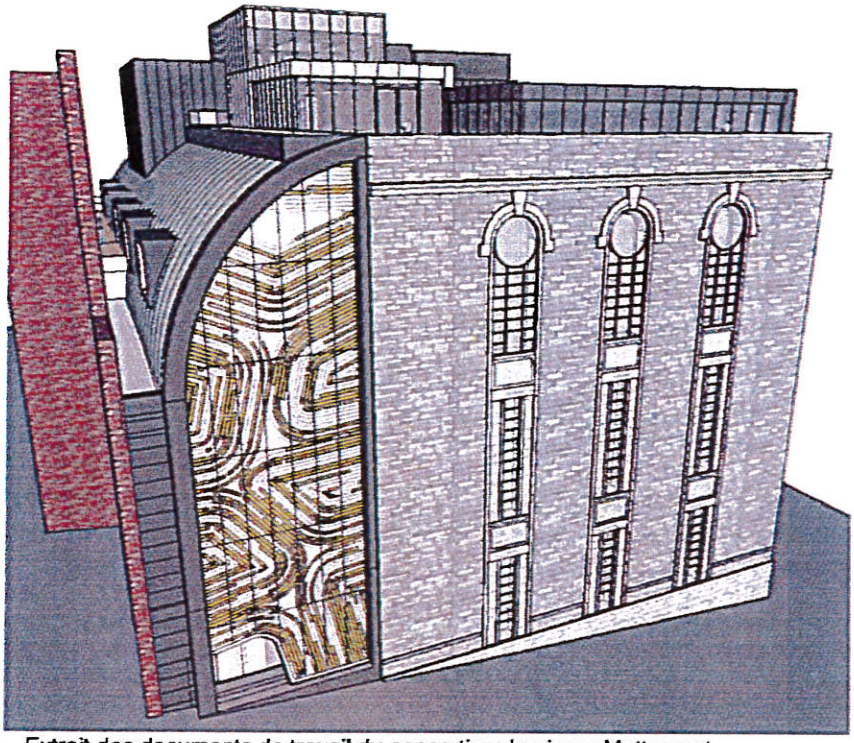
Façade du centre de création et de production Les 7 doigts de la main
2111, boulevard St-Laurent à Montréal



Extrait des documents de présentation du consortium Lupien + Matteau et l'Architecte Jacques Plante pour le concours d'architecture – février 2015.



Extrait des documents de présentation du consortium Lupien + Matteau et l'Architecte Jacques Plante pour le concours d'architecture – février 2015.



Extrait des documents de travail du consortium Lupien + Matteau et l'Architecte Jacques Plante – février 2016.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront 7D dans la mise en œuvre de la présente Convention.

1. OBLIGATIONS DE 7D

7D s'engage à respecter ce protocole de visibilité selon les principes suivants :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de ce protocole;

1.2. Convenir du partage de la visibilité avec la Ville lorsque des partenaires majeurs sont impliqués;

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par 7D respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu au protocole.

2. COMMUNICATIONS

7D s'engage à réaliser et respecter les principes suivants :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet ou à l'activité;

- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les bandeaux internet, les infolettres, les communiqués de presse;

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, 7D doit mentionner le partenariat de la Ville. Le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Ville de Montréal.

- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario de déroulement et du contenu des communiqués concernant le Projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (référence : Cahier des normes graphiques du logotype - 2004);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet, de 7D ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville.

2.5. Événements publics :

- Inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- Aviser le cabinet du maire au moins vingt (20) jours ouvrables à l'avance;

- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour le message du maire;

- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire;

- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics;

- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins vingt (20) jours ouvrables à l'avance.

2.6. Remettre un bilan de la visibilité accordée à la Ville, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet ou de l'événement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161103005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver le projet de convention entre la Ville et Les 7 doigts de la main concernant le versement d'une aide financière maximale de 353 000$, pour la réalisation du projet de construction de son centre de création et de production situé au 2111 boulevard St-Laurent. Autoriser un virement budgétaire de 300 000$ en 2016 en provenance des dépenses contingentes de compétence locale vers le budget de fonctionnement du Service de la culture et autoriser un ajustement de la base budgétaire au montant de 53 000$ pour l'année 2017.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1161103005 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872 1155

Co-auteur

Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

Sandrine Clément
Conseillère budgétaire
Direction du conseil et du soutien financier
Pôle Brennan
514 872-0709

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-01

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.19

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1164631010

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder trois contrats aux firmes A&O Gendron inc et Déneigement Moderne inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de trois ou cinq ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 14 718 174,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15477 - 13 soumissionnaires - Confirmer que l'entreprise J.L. Michon est écartée de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville en vertu de la Politique de gestion contractuelle pour une période de 5 ans à compter du 9 juin 2016

Il est recommandé:
D'accorder trois contrats aux firmes ci-après nommées, plus bas soumissionnaires conformes, pour des durées de trois ou cinq ans avec une option de prolongation d'une année, pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15477 et aux tableaux des prix reçus joints à l'intervention du Service de l'approvisionnement:

Adjuticataire	Contrat	Montant (TTC)
A&O Gendron Inc.	AHU-103-1619	3 480 720,68 $
Déneigement Moderne inc.	MHM-102-1621	5 483 712,95 $
	MHM-104-1621	5 753 740,39 $
TOTAL		**14 718 174,02 $**

TTC : Toutes taxes comprises

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

3. de confirmer que l'entreprise J.L. Michon Transports inc. est écartée de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville en vertu de la Politique de gestion contractuelle pour une période de 5 ans à compter du 9 juin 2016.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-09-12 10:20

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164631010**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder trois contrats aux firmes A&O Gendron inc et Déneigement Moderne inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de trois ou cinq ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 14 718 174,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15477 - 13 soumissionnaires - Confirmer que l'entreprise J.L. Michon est écartée de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville en vertu de la Politique de gestion contractuelle pour une période de 5 ans à compter du 9 juin 2016

CONTENU

CONTEXTE

Depuis janvier 2016, le Service de la concertation des arrondissements est responsable de la planification intégrée des opérations de déneigement, du lancement des appels d'offres et l'octroi des contrats s'y rattachant.

En avril dernier, un appel d'offres a été lancé en vue d'octroyer vingt contrats dans sept arrondissements pour des opérations de déneigement des chaussées et des trottoirs. Le renouvellement des contrats de déneigement touchait les arrondissements suivants :

- Ahuntsic-Cartierville;
- Lachine;
- Le Plateau-Mont-Royal;
- Le Sud-Ouest;
- Mercier-Hochelaga-Maisonneuve;
- Ville-Marie;
- Villeray - St-Michel - Parc-Extension.

Au moment de l'octroi des vingt contrats, le Bureau de l'inspecteur général (BIG) a déposé au conseil municipal son *Rapport de recommandations sur l'annulation du processus d'octroi de deux (2) contrats de déneigement dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve (MHM-102-1621 et MHM-104-1621).* Ce rapport fait état que dans le contexte de la préparation ou de la présentation de la soumission de l'entreprise J.L. Michon Transports inc. pour ces deux contrats, une tentative de collusion a été effectuée. En conséquence, cette entreprise a été avisée par le directeur de l'approvisionnement de la Ville, par lettre en date du 2 septembre-2016, qu'elle était écartée de tout appel d'offres et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant 5 ans à compter

du 9 juin 2016. Conséquemment, suite à cette recommandation de l'inspecteur général, seuls dix-huit des vingt contrats ont été octroyés. Le comité exécutif a d'ailleurs entériné l'annulation du processus d'appel d'offres pour ces deux contrats (résolution CE16 1393).

Afin d'assurer le début des opérations de déneigement à temps pour la prochaine saison hivernale, le Service de la concertation a procédé au lancement d'un nouvel appel d'offres pour ces deux secteurs de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, en plus d'ajouter un secteur de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Le lancement a eu lieu le 18 juillet 2016. Un avis a été publié dans SEAO et Le Devoir. Quatre addendas ont été publiés:

- Addenda #1: L'addenda #1 a permis de modifier le bordereau des prix pour le contrat AHU-103-1619 et de corriger des données présentées dans les Annexes.
- Addenda #2: L'addenda #2 a été publié afin de répondre à une question d'un preneur de cahier des charges.
- Addenda #3: Cet addenda a servi à informer les soumissionnaires potentiels de l'adoption de la nouvelle Politique de gestion contractuelle et de leur en remettre une copie.
- Addenda #4: L'addenda #4 a été publié afin de répondre à une question d'un preneur de cahier des charges.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 1393 - 24 août 2016 - Entériner l'annulation du processus d'appel d'offres 16-15049 pour le service de déneigement des chaussées et des trottoirs, par secteur, pour sept arrondissements, soit les contrats MHM-102-1621 et MHM-104-1621 à la suite au dépôt du rapport de l'inspecteur général lors de l'assemblée du conseil municipal du 20 juin 2016 et du dépôt du rapport de la Commission sur l'inspecteur général lors de l'assemblée du conseil municipal du 22 août 2016, et de lancer un nouvel appel d'offres.
CM16 0852 - 22 août 2016 - Dépôt des commentaires et des recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général faisant suite au Rapport de l'inspecteur général sur l'annulation du processus d'octroi de deux contrats de déneigement dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve (MHM-102-1621 et MHM-104-1621)

CM16 0770 - 21 juin 2016 - Accorder 18 contrats pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs, pour des périodes variant entre 2 et 5 ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 101 386 696,54 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15049 (24 soum.)

CM16 0644 - 20 juin 2016 - Dépôt du rapport de l'inspecteur général portant sur l'annulation du processus d'octroi de deux (2) contrats de déneigement dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (MHM-102-1621 et MHM-104-1621), conformément à l'article 57.1.23 de la Charte de la Ville de Montréal

DESCRIPTION

Le renouvellement des contrats de déneigement touche les arrondissements suivants :

- Ahuntsic-Cartierville;
- Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

Les contrats de déneigement incluent les opérations de déblaiement des chaussées, des trottoirs et de certaines ruelles, la fourniture et l'épandage de fondants et d'abrasifs sur les trottoirs et le chargement de la neige. Les normes contractuelles permettent également le soufflage de la neige en bordure de rue, si souhaité.

Toutes les normes opérationnelles sont désormais harmonisées afin de respecter les exigences de la Politique de déneigement de la Ville.

Le présent dossier vise aussi à faire confirmer que l'entreprise J.L. Michon Transports inc. est écartée de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pour une période de 5 ans à compter du 9 juin 2016, et ce, en vertu de la Politique de gestion contractuelle telle qu'adoptée par le conseil municipal, à sa séance du 23 août 2016.

JUSTIFICATION

Au total, le cahier des charges a été acheté 31 fois sur le site de SEAO. La Ville a reçu 13 soumissions, tous contrats confondus. 42 % des preneurs de cahiers des charges ont donc déposé une soumission.
Comme tous les contrats ont une valeur de plus de 1 million de dollars, les entrepreneurs devaient, pour être conformes, déposer au moment de l'ouverture des soumissions leur attestation de l'AMF.

Les entreprises pouvaient soumissionner sur le nombre de contrats qu'elles désiraient, mais il ne pouvait leur être accordé plus de contrats que le nombre de garanties de soumissions qu'elles détenaient

Les entreprises suivantes ont remportés les contrats :

Adjuticataire	Contrat
A&O Gendron Inc.	AHU-103-1619
Déneigement Moderne inc.	MHM-102-1621 MHM-104-1621

Le montant total des contrats est de 567 187 $ moins élevé que la dernière estimation réalisée.

Contrat AHU-103-1619

Soumissions conformes	Coût de base annuel	Total (3 ans)
A&O Gendron inc.	940 748,45 $	2 822 245,34 $
Le Groupe Nepveu inc.	950 619,05 $	2 851 857,15 $
Les entreprises Réjean Desgranges inc.	956 250,33 $	2 868 750,99 $
Les Excavations Gilbert Théoret inc.	1 004 145,66 $	3 012 436,98 $
Groupe IMOG inc.	1 021 087,23 $	3 063 261,68 $
Déneigement Fontane Gadbois inc.	1 041 213,60 $	3 123 640,80 $
Les Excavations Super inc.	1 115 676,93 $	3 347 030,79 $
Transport Raynald Boulay & fils inc.	1 382 229,45 $	4 146 688,35 $
Dernière estimation réalisée	857 987,47 $	2 573 962,40 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues *(total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumissions)*		3 154 489,01 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) X 100*		12%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme- la plus basse conforme)*		1 324 443,01 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme - la plus basse conforme)/ la plus basse) X 100*		47%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme - estimation)*		248 282,94 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme - estimation)/ estimation) X 100*		10%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse - la plus basse)*		29 611,81 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) X 100		1%

Contrat MHM-102-1621

Soumission non conforme		
J.L. Michon Transports inc.	985 106,95 $	4 925 534,75 $
Soumissions conformes	**Coût de base annuel**	**Total (5 ans)**
Déneigement Moderne	875 991,88 $	4 379 959,40 $
Les Excavations Gilbert Théoret inc.	978 560,04 $	4 892 800,22 $
Les entreprises Réjean Desgranges inc.	997 764,55 $	4 988 822,74 $
Transport Boulay & Fils inc.	1 553 622,68 $	7 768 113,41 $
Neigexpert Ltée	2 159 692,01 $	10 798 460,05 $
Dernière estimation réalisée	970 100,00 $	4 850 499,98 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues *(total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumissions)*		6 565 631,16 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) X 100*		50%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme- la plus basse conforme)*		6 418 500,65 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme - la plus basse conforme)/ la plus basse) X 100*		147%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme - estimation)*		(470 540,58 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme - estimation)/ estimation) X 100*		-10%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse - la plus basse)*		512 840,82 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) X 100		12%

Contrat MHM-104-1621

Soumission non conforme		
J.L. Michon Transports inc.	1 009 218,36 $	5 046 091,79 $
Soumissions conformes	**Coût de base annuel**	**Total (5 ans)**
Déneigement Moderne	919 127,22 $	4 595 636,12 $
Les Excavations Gilbert Théoret inc.	983 466,49 $	4 917 332,43 $
Les entreprises Réjean Desgranges inc.	1 021 716,37 $	5 108 581,85 $
9036-6626 Québec inc.	1 080 179,66 $	5 400 898,31 $
Excavation E.S.M. inc.	1 181 839,52 $	5 909 197,61 $
Transport Raynald Boulay & fils inc.	1 471 208,60 $	7 356 043,01 $
Neigexpert Ltée	2 464 537,99 $	12 322 689,95 $
Dernière estimation réalisée	988 113,00 $	4 940 565,01 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues *(total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumissions)*		6 515 768,47 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) X 100*		42%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme- la plus basse conforme)*		7 727 053,83 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme - la plus basse conforme)/ la plus basse) X 100*		168%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme - estimation)*		(344 928,89 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme - estimation)/ estimation) X 100*		-7%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse - la plus basse)*		321 696,31 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) X 100		7%

L'entreprise J.L Michon Transports inc est déclarée non conforme selon les termes de la Politique de gestion contractuelle de la Ville. J.L. Michon Transports inc. et est écartée de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville en vertu de la Politique de gestion contractuelle pour une période de 5 ans à compter du 9 juin 2016.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix du plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des contrats a été majoré pour compenser l'augmentation de l'IPC (1,5 % à partir de la deuxième année du contrat) et pour couvrir, en termes de précipitations, 75 % des hivers (majoration de 21,5 %). Le montant total demandé pour chacun des contrats est présenté dans le tableau suivant. Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe.

Adjuticataire	Contrat	Montant (TTC)
A&O Gendron Inc.	AHU-103-1619	3 480 720,68 $
Déneigement Moderne inc.	MHM-102-1621	5 483 712,95 $
Déneigement Moderne inc.	MHM-104-1621	5 753 740,39 $
TOTAL		14 718 174,02 $

TTC : Toutes taxes comprises

Le Service de la concertation des arrondissements ne possède pas, pour l'instant, les fonds nécessaires à l'octroi des contrats. Lors du budget 2017, Il devra être doté des crédits nécessaires afin d'assumer cette nouvelle responsabilité de gestion des contrats de déneigement.

À terme, tous les coûts reliés à ces contrats de déneigement seront assumés par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi des contrats plusieurs semaines avant le début de la saison hivernale permet à la Ville d'effectuer l'inspection et l'enregistrement de toute la machinerie des entrepreneurs, de former les arrondissements sur les nouvelles normes du cahier des charges et d'accompagner ces derniers lors des réunions de démarrage.
Cette période de temps entre l'octroi et le début des opérations permet aussi aux entrepreneurs de planifier et d'organiser leurs activités. Ceci répond à une des recommandations du Rapport sur le déneigement et ses pratiques à Montréal du BIG.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des contrats: 15 novembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Paule TANGUAY)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Simona RADULESCU TOMESCU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis LAPOINTE, Ahuntsic-Cartierville
Marc DUSSAULT, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

Marc DUSSAULT, 6 septembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie MATTEAU
Conseillère en planification

Tél : 514-872-7222
Télécop. : 514-868-3692

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-02

André HAMEL
Directeur travaux publics

Tél : 514 872-8900
Télécop. :

Coût - Octroi des contrats

Adjuticataire	Contrat	Montant (TTC)
A&O Gendron Inc.	AHU-103-1619	3 480 720,68 $
Déneigement Moderne inc.	MHM-102-1621	5 483 712,95 $
	MHM-104-1621	5 753 740,39 $
TOTAL		**14 718 174,02 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Coût - Octroi des contrats

Adjuticataire	Contrat	Montant (TTC)
A&O Gendron Inc.	AHU-103-1619	3 480 720,68 $
Déneigement Moderne inc.	MHM-102-1621	5 483 712,95 $
Déneigement Moderne inc.	MHM-104-1621	5 753 740,39 $
TOTAL		**14 718 174,02 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Ahuntsic-Cartierville			
Contrat :	AHU-103-1619	Entrepreneur :	A&O Gendron Inc.

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2016-2017	818 220,00 $	40 911,00 $	81 617,45 $	940 748,45 $
2017-2018 *	830 493,30 $	41 524,67 $	82 841,71 $	954 859,67 $
2018-2019 *	842 950,70 $	42 147,53 $	84 084,33 $	969 182,57 $
TOTAL	2 491 664,00 $	124 583,20 $	248 543,48 $	2 864 790,68 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
310 446,99 $	630 301,46 $
315 103,69 $	639 755,98 $
319 830,25 $	649 352,32 $

Coût - Annuel				
Année	Contrat (TTC)	Contingences (21,5 %)	TOTAL (TTC)	Contrat (Net) [1]
2016	310 446,99 $	66 746,10 $	377 193,09 $	344 427,57 $
2017	945 405,15 $	203 262,11 $	1 148 667,26 $	1 048 886,31 $
2018	959 586,23 $	206 311,04 $	1 165 897,27 $	1 064 619,61 $
2019	649 352,32 $	139 610,75 $	788 963,07 $	720 428,44 $
TOTAL	2 864 790,68 $	615 930,00 $	3 480 720,68 $	3 178 361,93 $

1. Application de la taxe net en vigueur pour l'année 2016.

** Majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) de 1,5% tel qu'indiqué au devis.*

TTC : Toutes taxes comprises

Mercier-Hochelaga-Maisonneuve			
Contrat :	MHM-102-1621	Entrepreneur :	Déneigement Moderne inc.

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2016-2017	761 897,70 $	38 094,89 $	75 999,30 $	875 991,88 $
2017-2018 *	773 326,17 $	38 666,31 $	77 139,29 $	889 131,76 $
2018-2019 *	784 926,06 $	39 246,30 $	78 296,37 $	902 468,74 $
2019-2020 *	796 699,95 $	39 835,00 $	79 470,82 $	916 005,77 $
2020-2021 *	808 650,45 $	40 432,52 $	80 662,88 $	929 745,85 $
TOTAL	3 925 500,32 $	196 275,02 $	391 568,66 $	4 513 343,99 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
289 077,32 $	586 914,56 $
293 413,48 $	595 718,28 $
297 814,68 $	604 654,05 $
302 281,90 $	613 723,86 $
306 816,13 $	622 929,72 $

Coût - Annuel				
Année	Contrat (TTC)	Contingences (21,5 %)	TOTAL (TTC)	Contrat (Net) [1]
2016	289 077,32 $	62 151,62 $	351 228,94 $	320 718,84 $
2017	880 328,04 $	189 270,53 $	1 069 598,57 $	976 686,06 $
2018	893 532,96 $	192 109,59 $	1 085 642,55 $	991 336,35 $
2019	906 935,96 $	194 991,23 $	1 101 927,19 $	1 006 206,40 $
2020	920 539,99 $	197 916,10 $	1 118 456,09 $	1 021 299,49 $
2021	622 929,72 $	133 929,89 $	756 859,61 $	691 113,71 $
TOTAL	4 513 343,99 $	970 368,96 $	5 483 712,95 $	5 007 360,85 $

Mercier-Hochelaga-Maisonneuve			
Contrat :	MHM-104-1621	Entrepreneur :	Déneigement Moderne inc.

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2016-2017	799 414,85 $	39 970,74 $	79 741,63 $	919 127,22 $
2017-2018 *	811 406,07 $	40 570,30 $	80 937,76 $	932 914,13 $
2018-2019 *	823 577,16 $	41 178,86 $	82 151,82 $	946 907,84 $
2019-2020 *	835 930,82 $	41 796,54 $	83 384,10 $	961 111,46 $
2020-2021 *	848 469,78 $	42 423,49 $	84 634,86 $	975 528,13 $
TOTAL	4 118 798,69 $	205 939,93 $	410 850,17 $	4 735 588,80 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
303 311,98 $	615 815,24 $
307 861,66 $	625 052,47 $
312 479,59 $	634 428,26 $
317 166,78 $	643 944,68 $
321 924,28 $	653 603,85 $

Coût - Annuel				
Année	Contrat (TTC)	Contingences (21,5 %)	TOTAL (TTC)	Contrat (Net) [1]
2016	303 311,98 $	65 212,08 $	368 524,06 $	336 511,59 $
2017	923 676,90 $	198 590,53 $	1 122 267,44 $	1 024 779,76 $
2018	937 532,06 $	201 569,39 $	1 139 101,45 $	1 040 151,45 $
2019	951 595,04 $	204 592,93 $	1 156 187,97 $	1 055 753,73 $
2020	965 868,96 $	207 661,83 $	1 173 530,79 $	1 071 590,03 $
2021	653 603,85 $	140 524,83 $	794 128,68 $	725 145,33 $
TOTAL	4 735 588,80 $	1 018 151,59 $	5 753 740,39 $	5 253 931,89 $

1. Application de la taxe net en vigueur pour l'année 2016.

** Majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) de 1,5% tel qu'indiqué au devis.*

TTC : Toutes taxes comprises

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 18 novembre 2015

DÉNEIGEMENT MODERNE INC.
A/S MADAME MANON CORDEAU
2325, DESAUTELS
MONTRÉAL (QC) H1N 3B5

N° de décision : 2015-CPSM-1058451
N° de client : 3000732618

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). DÉNEIGEMENT MODERNE INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **17 novembre 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 29 août 2016

A. & O. GENDRON INC.
A/S MONSIEUR OLIVIER LEGAULT
7225, WAVERLY
MONTRÉAL (QC) H2R 2Y7

N° de décision : 2016-CPSM-1046829
N° de client : 3000784642

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). A. & O. GENDRON INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 28 août 2019 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1164631010

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Objet :	Accorder trois contrats aux firmes A&O Gendron inc et Déneigement Moderne inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de trois ou cinq ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 14 718 174,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15477 - 13 soumissionnaires - Confirmer que l'entreprise J.L. Michon est écartée de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville en vertu de la Politique de gestion contractuelle pour une période de 5 ans à compter du 9 juin 2016

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15477 Intervention.pdf 15477-tcp.pdf 15477 -Det Cah Final.pdf 15477-PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Simona RADULESCU TOMESCU
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514-872-0486

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-06

Isabelle LAZURE
Chef de section
Tél : 514-872-6935
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15477 — No du GDD : 1164631010

Titre de l'appel d'offres : Service de déneigement des chaussées et des trottoirs, par secteur, pour deux (2) arrondissements

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 18 - 7 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 29 - 8 - 2016

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 25 - 8 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 41 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 31

Nbre de soumissions reçues : 13

% de réponses : 41,94

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 7,692

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
J.L.Michon transports inc.	L'entreprise est écartée de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure de contrats de gré à gré avec la Ville de Montréal pendant 5 ans à compter du 9 juin 2-16, soit jusqu'au 8 juin 2021 en vertu de l'article 17 et 39 de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Durée de la validité initiale de la soumission : 64 jrs

Date d'échéance initiale : 1 - 11 - 2016

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 1 - 11 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Secteur AHU-103-1619	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
A & O Gendron inc.	$ 2 822 245,34	√
Le Groupe Nepveu inc.	$ 2 851 857,15	
Les entreprises Réjean Desgranges inc.	$ 2 868 750,99	
Les Excavations Gilbert Théoret inc.	$ 3 012 436,98	
Groupe IMOG inc.	$ 3 063 261,68	
Deneigement Fontaine Gadbois inc.	$ 3 123 640,80	
Les Excavations Super inc.	$ 3 347 030,79	
Transport Raynald Boulay & fils inc.	$ 4 146 688,35	

Secteur MHM-102-1621	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Déneigement Moderne inc.	$ 4 379 959,40	√
Les Excavations Gilbert Théoret inc.	$ 4 892 800,22	

Les entreprises Réjean Desgranges inc.	$ 4 988 822,74	
Transport Raynald Boulay & fils inc.	$ 7 768 113,41	
Neigexpert Ltée	$ 10 798 460,05	

Secteur MHM-104-1621	Montant soumis (TTI)	Adjudicataire
Déneigement Moderne inc.	$ 4 595 636,12	√
Les Excavations Gilbert Théoret inc.	$ 4 917 332,43	
Les entreprises Réjean Desgranges inc.	$ 5 108 581,85	
9036-6626 Québec inc.	$ 5 400 898,32	
Excavation ESM inc.	$ 5 909 197,61	
Transport Raynald Boulay & fils inc.	$ 7 356 043,01	
Neigexpert Ltée	$ 12 322 689,95	

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue par secteur au plus bas soumissionnaire conforme ayant la capacité à rendre les services, afin d'obtenir le scénario global le plus économique pour la Ville. Les entreprises recommandées au présent sommaire décisionnel détiennent une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).
Les raisons invoquées pour le non-dépôt des soumissions sont: ne détient pas une autorisation de l'AMF; détention du cahier des charges à titre informatif seulement; garantie de soumission et d'exécution trop élevée; carnet de commandes complet. Il est important de préciser que le Service de l'approvisionnement n'a pas participé à l'élaboration de l'estimation du coût du projet, cette dernière relève du Service de la concertation des arrondissements.

Préparé par : Simona Radulescu Tomescu Le 6 - 9 - 2016

Montréal

Direction générale adjointe
Services institutionnels
Service de l'approvisionnement
9515, rue St-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Tableau de prix

Soumission publique

TITRE
Service de déneigement des chaussées et des trottoirs, par secteur, pour deux (2) arrondissements

Ouverture des soumissions			No d'appel d'offres
jour	mois	année	
29	8	2016	16-15477

AGENT D'APPROVISIONNEMENT : Simona Radulescu Tomescu

NOM DU FOURNISSEUR :		**A & O Gendro inc.**		**Les Excavations Super inc.**		**Les Entreprises Réjean Desgranges inc.**		**Excavation E.S.M. inc.**		**J.L. Michon Transports inc.**		**Déneigement Fontaine Gadbois inc.**		**Groupe IMOG inc**		**Les Excavations Gilbert Théorêt inc.**		**Neigexpert Ltée**		**Transport Raynald Boulay & Fils inc.**		**9036-6626 Québec inc.**		**Déneigement Moderne inc.**		**Le Groupe Nepveu inc.**	
Adjudicataire :		*** (secteur 1)**								NON-CONFORME														*** (secteurs 2 et 3)**			
Numéro de soumission :		**# 18760 (secteur 1)**		**# 18761 (secteur 1)**		**# 18762 (secteur 1) # 18773 (secteur 2) # 18774 (secteur 3)**		**# 18763 (secteur 3)**		**# 18764 (secteur 2) # 18775 (secteur 3)**		**# 18765 (secteur 1)**		**# 18766 (secteur 1)**		**# 18767 (secteur 1) # 18776 (secteur 2) # 18777 (secteur 3)**		**# 18768 (secteur 2) # 18778 (secteur 3)**		**# 18769 (secteur 1) # 18779 (secteur 2) # 18780 (secteur 3)**		**# 18770 (secteur 3)**		**# 18771 (secteur 2) # 18781 (secteur 3)**		**# 18772 (secteur 1)**	
	Quantité	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**		**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
CONTRAT AHU-103-1619 1er novembre 2016 au 15 avril 2019 (3 saisons hivernales)																											
Article 1: Déblaiement chaussées	33,6	3 700,00 $	124 320,00 $	5 468,00 $	183 724,80 $	3 000,00 $	100 800,00 $					3 000,00 $	100 800,00 $	3 500,00 $	117 600,00 $	3 850,00 $	129 360,00 $			7 500,00 $	252 000,00 $					3 350,00 $	112 560,00 $
Article 2: Déblaiement trottoirs	53,5	1 500,00 $	80 250,00 $	1 100,00 $	58 850,00 $	1 495,38 $	80 002,83 $					1 500,00 $	80 250,00 $	1 750,00 $	93 625,00 $	1 500,00 $	80 250,00 $			900,00 $	48 150,00 $					1 750,00 $	93 625,00 $
Article 3: Déblaiement des ruelles	0	- $	- $	- $	- $	- $	- $					- $	- $	- $	- $	2 500,00 $	- $			- $	- $					- $	- $
Sous-total # 1			**204 570,00 $**		**242 574,80 $**		**180 802,83 $**						**181 050,00 $**		**211 225,00 $**		**209 610,00 $**				**300 150,00 $**						**206 185,00 $**
Article 4: Épandage trottoirs	15	5 500,00 $	82 500,00 $	3 680,00 $	55 200,00 $	8 000,00 $	120 000,00 $					7 000,00 $	105 000,00 $	5 000,00 $	75 000,00 $	17 000,00 $	255 000,00 $			7 500,00 $	112 500,00 $					1 250,00 $	18 750,00 $
Article 5: Chargement et transport de la neige	136000	3,90 $	530 400,00 $	4,94 $	671 840,00 $	3,90 $	530 400,00 $					4,55 $	618 800,00 $	4,42 $	601 120,00 $	3,00 $	408 000,00 $			5,80 $	788 800,00 $					4,42 $	601 120,00 $
Article 6: Soufflage de la neige sur les terrains	1	750,00 $	750,00 $	750,00 $	750,00 $	500,00 $	500,00 $					750,00 $	750,00 $	750,00 $	750,00 $	750,00 $	750,00 $			750,00 $	750,00 $					750,00 $	750,00 $
Sous-total # 2			**613 650,00 $**		**727 790,00 $**		**650 900,00 $**						**724 550,00 $**		**676 870,00 $**		**663 750,00 $**				**902 050,00 $**						**620 620,00 $**
Nombre de saisons hivernales:		**3**	**818 220,00 $**	**3**	**970 364,80 $**	**3**	**831 702,83 $**	**3**			**3**	**3**	**905 600,00 $**	**3**	**888 095,00 $**	**3**	**873 360,00 $**			**3**	**1 202 200,00 $**	**3**		**3**		**3**	**826 805,00 $**
TOTAL AVANT TAXES :			2 454 660,00 $		2 911 094,40 $		2 495 108,49 $						2 716 800,00 $		2 664 285,00 $		2 620 080,00 $				3 606 600,00 $						2 480 415,00 $
T.P.S. 5 % :			122 733,00 $		145 554,72 $		124 755,42 $						135 840,00 $		133 214,25 $		131 004,00 $				180 330,00 $						124 020,75 $
T.V.Q. 9,975 % :			244 852,34 $		290 381,67 $		248 887,07 $						271 000,80 $		265 762,43 $		261 352,98 $				359 758,35 $						247 421,40 $
MONTANT TOTAL :			**2 822 245,34 $**		**3 347 030,79 $**		**2 868 750,99 $**						**3 123 640,80 $**		**3 063 261,68 $**		**3 012 436,98 $**				**4 146 688,35 $**						**2 851 857,15 $**
CONTRAT MHM-102-1621 1er novembre 2016 au 15 avril 2021 (5 saisons hivernales)																											
Article 1: Déblaiement chaussées	43,6					2 700,00 $	117 720,00 $			2 640,00 $	115 104,00 $					3 538,00 $	154 256,80 $	5 994,00 $	261 338,40 $	6 500,00 $	283 400,00 $			3 000,00 $	130 800,00 $		
Article 2: Déblaiement trottoirs	64,4					1 500,00 $	96 600,00 $			1 165,00 $	75 026,00 $					750,00 $	48 300,00 $	3 169,00 $	204 083,60 $	800,00 $	51 520,00 $			920,50 $	59 280,20 $		
Article 3: Déblaiement des ruelles	0,1					900,00 $	90,00 $			10,00 $	1,00 $					10 000,00 $	1 000,00 $	4 794,00 $	479,40 $	2 000,00 $	200,00 $			675,00 $	67,50 $		
Sous-total # 1							**214 410,00 $**				**190 131,00 $**						**203 556,80 $**		**465 901,40 $**		**335 120,00 $**				**190 147,70 $**		
Article 4: Épandage trottoirs	15					8 000,00 $	120 000,00 $			7 000,00 $	105 000,00 $					15 000,00 $	225 000,00 $	2 850,00 $	42 750,00 $	8 000,00 $	120 000,00 $			6 000,00 $	90 000,00 $		
Article 5: Chargement et transport de la neige	148000					3,60 $	532 800,00 $			3,79 $	560 920,00 $					2,85 $	421 800,00 $	9,25 $	1 369 000,00 $	6,05 $	895 400,00 $			3,25 $	481 000,00 $		
Article 6: Soufflage de la neige sur les terrains	1					600,00 $	600,00 $			750,00 $	750,00 $					750,00 $	750,00 $	750,00 $	750,00 $	750,00 $	750,00 $			750,00 $	750,00 $		
Sous-total # 2							**653 400,00 $**				**666 670,00 $**						**647 550,00 $**		**1 412 500,00 $**		**1 016 150,00 $**				**571 750,00 $**		
Nombre de saisons hivernales:		**5**		**5**		**5**	**867 810,00 $**	**5**		**5**	**856 801,00 $**	**5,00 $**		**5**		**5**	**851 106,80 $**	**5**	**1 878 401,40 $**	**5**	**1 351 270,00 $**	**5**		**5**	**761 897,70 $**	**5**	
TOTAL AVANT TAXES :							4 339 050,00 $				4 284 005,00 $						4 255 534,00 $		9 392 007,00 $		6 756 350,00 $				3 809 488,50 $		
T.P.S. 5 % :							216 952,50 $				214 200,25 $						212 776,70 $		469 600,35 $		337 817,50 $				190 474,43 $		
T.V.Q. 9,975 % :							432 820,24 $				427 329,50 $						424 489,52 $		936 852,70 $		673 945,91 $				379 996,48 $		
MONTANT TOTAL :							**4 988 822,74 $**				**4 925 534,75 $**						**4 892 800,22 $**		**10 798 460,05 $**		**7 768 113,41 $**				**4 379 959,40 $**		
CONTRAT MHM-104-1621 1er novembre 2016 au 15 avril 2021 (5 saisons hivernales)																											
Article 1: Déblaiement chaussées	43,4					2 608,00 $	113 187,20 $	3 500,00 $	151 900,00 $	2 455,00 $	106 547,00 $					3 538,00 $	153 549,20 $	5 994,00 $	260 139,60 $	5 600,00 $	243 040,00 $	3 340,00 $	144 956,00 $	2 825,00 $	122 605,00 $		
Article 2: Déblaiement trottoirs	71,7					1 350,00 $	96 795,00 $	1 300,00 $	93 210,00 $	1 030,00 $	73 851,00 $					750,00 $	53 775,00 $	3 569,00 $	255 897,30 $	1 000,00 $	71 700,00 $	1 197,00 $	85 824,90 $	920,50 $	65 999,85 $		
Article 3: Déblaiement des ruelles	2,4					900,00 $	2 160,00 $	3 000,00 $	7 200,00 $	10,00 $	24,00 $					2 000,00 $	4 800,00 $	4 794,00 $	11 505,60 $	1 500,00 $	3 600,00 $	900,00 $	2 160,00 $	650,00 $	1 560,00 $		
Sous-total # 1							**212 142,20 $**		**252 310,00 $**		**180 422,00 $**						**212 124,20 $**		**527 542,50 $**		**318 340,00 $**		**232 940,90 $**		**190 164,85 $**		
Article 4: Épandage trottoirs	15					8 000,00 $	120 000,00 $	3 500,00 $	52 500,00 $	7 000,00 $	105 000,00 $					14 500,00 $	217 500,00 $	2 850,00 $	42 750,00 $	8 500,00 $	127 500,00 $	9 200,00 $	138 000,00 $	6 000,00 $	90 000,00 $		
Article 5: Chargement et transport de la neige	170000					3,27 $	555 900,00 $	4,25 $	722 500,00 $	3,48 $	591 600,00 $					2,50 $	425 000,00 $	9,25 $	1 572 500,00 $	4,90 $	833 000,00 $	3,34 $	567 800,00 $	3,05 $	518 500,00 $		
Article 6: Soufflage de la neige sur les terrains	1					600,00 $	600,00 $	600,00 $	600,00 $	750,00 $	750,00 $					750,00 $	750,00 $	750,00 $	750,00 $	750,00 $	750,00 $	750,00 $	750,00 $	750,00 $	750,00 $		
Sous-total # 2							**676 500,00 $**		**775 600,00 $**		**697 350,00 $**						**643 250,00 $**		**1 616 000,00 $**		**961 250,00 $**		**706 550,00 $**		**609 250,00 $**		
Nombre de saisons hivernales:		**5**		**5**		**5**	**888 642,20 $**	**5**	**1 027 910,00 $**	**5**	**877 772,00 $**	**5**		**5**		**5**	**855 374,20 $**	**5**	**2 143 542,50 $**	**5**	**1 279 590,00 $**	**5**	**939 490,90 $**	**5**	**799 414,85 $**	**5**	
TOTAL AVANT TAXES :							4 443 211,00 $		5 139 550,00 $		4 388 860,00 $						4 276 871,00 $		10 717 712,50 $		6 397 950,00 $		4 697 454,50 $		3 997 074,25 $		
T.P.S. 5 % :							222 160,55 $		256 977,50 $		219 443,00 $						213 843,55 $		535 885,63 $		319 897,50 $		234 872,73 $		199 853,71 $		
T.V.Q. 9,975 % :							443 210,30 $		512 670,11 $		437 788,79 $						426 617,88 $		1 069 091,82 $		638 195,51 $		468 571,09 $		398 708,16 $		
MONTANT TOTAL :							**5 108 581,85 $**		**5 909 197,61 $**		**5 046 091,79 $**						**4 917 332,43 $**		**12 322 689,95 $**		**7 356 043,01 $**		**5 400 898,31 $**		**4 595 636,12 $**		
CONDITION DE PAIEMENT :		**30 jours**						**Net 30 jours**		**Net 30 jours**						**Net 30 jours**				**30 jours**		**Net 30 jours**		**Net 30 jours**		**Net 30 jours**	
DÉLAI DE LIVRAISON :		**---**		**---**		**---**		**---**		**---**		**---**		**---**		**---**		**---**		**---**		**---**		**---**		**---**	
SIGNATURE :		**OUI**		**OUI**		**OUI**		**OUI**		**OUI**		**OUI**		**OUI**		**OUI**		**OUI**		**OUI**		**OUI**		**OUI**		**OUI**	
GARANTIE DE SOUMISSION :		**Caution**		**Caution**		**Caution**		**Caution**		**Caution**		**Caution**		**Caution**		**Caution**		**Caution**		**Caution**		**Caution**		**Caution**		**Caution**	

Remarque :
✓ L'astérisque (*) indique l'adjudicataire recommandé
(1) La soumission de ce fournisseur a été déclarée non conforme : aucune information d'escompte ou de marge

Rempli par : SRT/ml		**Jour**	**Mois**	**Année**	**Vérifié par :**
		2	9	2016	

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15477
Numéro de référence : 995021
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service de déneigement des chaussées et des trottoirs, par secteur, pour deux (2) arrondissements

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9166-6222 Québec Inc 292 Bas de la Riviere 525 769 Saint-Pie, QC, j0h 1w0 NEQ : 1163566376	Monsieur Éric Gaucher Téléphone : 450 771-4032 Télécopieur : 450 771-0333	**Commande : (1157046)** 2016-07-21 9 h 57 **Transmission :** 2016-07-21 9 h 57	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 52 - Télécopie 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 15 - Télécopie 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 41 - Télécopie 2642176 - 16-

				15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 57 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	9213-4675 Qc Inc. 6856 Marie-Guyart Montréal, QC, H8N 3G7 NEQ : 1166088303	Monsieur Ralea Anatolie Téléphone : 514 677-4779 Télécopieur :	**Commande : (1155435)** 2016-07-18 12 h 32 **Transmission :** 2016-07-18 12 h 32	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 51 - Courriel 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	A & O Gendron Inc 7225 rue Waverly Montréal, QC, H2R 2Y7 NEQ : 1148549943	Monsieur Olivier Legault Téléphone : 514 274-9291 Télécopieur : 514 271-1990	**Commande : (1156749)** 2016-07-20 14 h 43 **Transmission :** 2016-07-20 14 h 43	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 51 - Courriel 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14

				h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	AEDQ 125 Place Brosseau # 1B Sainte-Thérèse, QC, J7E 4V4 http://www.aedq-neige.org NEQ : 1142067819	Monsieur Mario Trudeau Téléphone : 450 674-1225 Télécopieur :	**Commande : (1159283)** 2016-07-29 8 h 17 **Transmission :** 2016-07-29 8 h 17	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-29 8 h 17 - Téléchargement 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-29 8 h 17 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) :

				Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Déneigement Fontaine et Gadbois inc. 13170 rue Cherrier Montréal, QC, H1A 3T9 NEQ : 1163043400	Monsieur Mario Gadbois Téléphone : 514 645-1435 Télécopieur : 514 645-5322	**Commande : (1156313)** 2016-07-19 17 h 18 **Transmission :** 2016-07-19 17 h 18	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 15 h 23 - Télécopie 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 46 - Télécopie 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 14 h 16 - Télécopie 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 27 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Déneigement Fontaine et Gadbois inc. 13170 rue Cherrier Montréal, QC, H1A 3T9 NEQ : 1163043400	Monsieur Mario Gadbois Téléphone : 514 645-1435 Télécopieur : 514 645-5322	**Commande : (1156316)** 2016-07-19 17 h 26 **Transmission :** 2016-07-19 17 h 26	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 52 - Télécopie 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement

				2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 15 - Télécopie 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 12 - Télécopie 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 57 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Déneigement Moderne Inc. 2325 Rue Desautels Montréal, QC, H1N 3B5 NEQ : 1146027090	Monsieur Stéphane Cordeau Téléphone : 514 259-1308 Télécopieur : 514 252-0131	**Commande : (1155787)** 2016-07-19 8 h 32 **Transmission :** 2016-07-19 8 h 32	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 51 - Courriel 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Excavation Anjou Inc. 8755 boul des Sciences Montréal, QC, H1J 1H8 NEQ : 1142068031	Monsieur Yvan Dubé Téléphone : 514 351-5847 Télécopieur : 514 351-4149	**Commande : (1170710)** 2016-08-28 16 h 46 **Transmission :** 2016-08-28 16 h 46	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-08-28 16 h 46 - Téléchargement 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-08-28 16 h 46 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-28 16 h 46 - Téléchargement 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-28 16 h 46 - Téléchargement 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-28 16 h 46 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Excavation ESM Inc. 1361 boul. Lionel-Boulet Varennes, QC, J3X1P7 NEQ : 1163352314	Monsieur Olivier Morin Téléphone : 450 649-0442 Télécopieur : 450 649-0441	**Commande : (1157808)** 2016-07-23 10 h 52 **Transmission :** 2016-07-23 10 h 52	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-23 10 h 52 - Téléchargement 2630091 - 16-15477 Addenda no 1

				(bordereau) 2016-07-23 10 h 52 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GARAGE PIERRE LESSARD INC. 6200 BOULEVARD LAFRAMBOISE Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1E9 NEQ : 1163989362	Monsieur CLAUDE PÉLOQUIN Téléphone : 450 796-3442 Télécopieur : 450 796-3260	**Commande : (1156865)** 2016-07-20 17 h 22 **Transmission :** 2016-07-20 17 h 22	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 51 - Courriel 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) :

				Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe IMOG inc. 7400 Chemin St Francois Montréal, QC, h4s1b8 NEQ : 1165341471	Monsieur Jean Etienne Limoges Téléphone : 514 715-2627 Télécopieur : 514 745-8900	**Commande : (1156395)** 2016-07-20 8 h 26 **Transmission :** 2016-07-20 8 h 26	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 52 - Télécopie 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 18 - Télécopie 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 49 - Télécopie 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 26 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	J.L. MICHON TRANSPORTS INC. 660 Audette La Présentation, QC, J0H 1B0 NEQ : 1143929629	Monsieur Jean-Louis Michon Téléphone : 450 796-3479 Télécopieur : 450 796-3732	**Commande : (1156940)** 2016-07-21 8 h 19 **Transmission :** 2016-07-21 8 h 19	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 51 - Courriel 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement

				2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Jean-Paul Trahan 1890 Ltée 18 rue de la Princesse-Caroline Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J2X 5P4 http://jeanpaultrahan@bellnet.ca NEQ : 1148320675	Monsieur Louis Trahan Téléphone : 514 821-3411 Télécopieur : 450 542-9947	**Commande : (1162371)** 2016-08-09 13 h 35 **Transmission :** 2016-08-09 13 h 35	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-08-09 13 h 35 - Téléchargement 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-08-09 13 h 35 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	JMV environnement / 9036 6626 quebec inc. 3550 boul. Laframboise Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9 NEQ : 1164798275	Monsieur Vincent Boulay Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1155491)** 2016-07-18 13 h 44 **Transmission :** 2016-07-18 13 h 44	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 51 - Courriel 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe Nepveu Inc. 75 daoust Saint-Eustache, QC, j7r5b7 NEQ : 1146557013	Monsieur Benoit Nepveu Téléphone : 450 491-5661 Télécopieur : 450 491-1668	**Commande : (1156554)** 2016-07-20 10 h 57 **Transmission :** 2016-07-20 10 h 57	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 52 - Télécopie 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15

				h 15 - Télécopie 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 45 - Télécopie 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 26 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1145922051	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1156026)** 2016-07-19 11 h 44 **Transmission :** 2016-07-19 11 h 47	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 51 - Courriel 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6 NEQ : 1144756336	Monsieur Andrea BUcaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1161496)** 2016-08-08 11 h 24 **Transmission :** 2016-08-08 11 h 24	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-08-08 11 h 24 - Téléchargement 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-08-08 11 h 24 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 15 - Télécopie 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 42 - Télécopie 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 57 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4 NEQ : 1142106435	Monsieur Gustavo Cabanillas Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	**Commande : (1158502)** 2016-07-26 15 h 31 **Transmission :** 2016-07-26 15 h 31	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-26 15 h 31 - Téléchargement 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-26 15 h 31 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2

				2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises de Transport Charco Ltée 333, route 137 La Présentation, QC, J0H 1B0 NEQ : 1144309367	Monsieur Michel Morin Téléphone : 450 796-2558 Télécopieur : 450 796-2554	**Commande : (1157289)** 2016-07-21 15 h 05 **Transmission :** 2016-07-21 15 h 05	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 51 - Courriel 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises K.L. Mainville 12350 Service A2 Mirabel, QC, J7N1G5	Monsieur Serge Mainville	**Commande : (1155807)** 2016-07-19 8	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis)

	NEQ : 1162065495	Téléphone : 450 476-0945 Télécopieur : 450 476-0946	h 48 **Transmission :** 2016-07-19 8 h 48	2016-07-22 14 h 51 - Courriel 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1158603)** 2016-07-27 8 h 04 **Transmission :** 2016-07-27 8 h 04	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-27 8 h 04 - Téléchargement 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-27 8 h 04 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel

				2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Rejean Desgranges inc 589 Audette La Présentation, QC, J0H 1B0 NEQ : 1142234963	Madame Valérie Desgranges Téléphone : 450 768-6424 Télécopieur : 450 768-6495	**Commande : (1155549)** 2016-07-18 14 h 27 **Transmission :** 2016-07-18 14 h 27	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 51 - Courriel 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 NEQ : 1142215210	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1156142)** 2016-07-19 14 h 14 **Transmission :** 2016-07-19 14 h 14	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 52 - Télécopie 2630091 - 16-15477 Addenda

				no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 18 - Télécopie 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 15 - Télécopie 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 26 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Excavations Payette ltée 7900, rue Bombardier Montréal, QC, H1J1A4 NEQ : 1166482993	Monsieur Michel Viger Téléphone : 514 322-4800 Télécopieur : 514 322-1770	**Commande : (1156913)** 2016-07-21 7 h 43 **Transmission :** 2016-07-21 7 h 43	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 52 - Télécopie 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 18 - Télécopie 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 14 - Télécopie 2642176 - 16-

				15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 26 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Immeubles Y. Maheux Ltée 2925 Avenue Kepler, porte B Québec Québec, QC, G1X 3V4 NEQ : 1164836679	Monsieur Yvon Maheux Téléphone : 418 658-5844 Télécopieur : 418 658-9480	**Commande : (1157158)** 2016-07-21 11 h 36 **Transmission :** 2016-07-21 11 h 36	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 52 - Télécopie 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-11 10 h 08 - Télécopie 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 15 h 38 - Télécopie 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-26 9 h 55 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Montréal Excavation 8130, Pascal Gagnon Montréal Montréal, QC, H1P 1Y4 NEQ : 1145898459	Monsieur Tony DiFilippo Téléphone : 514 323-1441 Télécopieur : 514 326-	**Commande : (1156135)** 2016-07-19 14 h 10 **Transmission :** 2016-07-19	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-25 9 h 29 - Télécopie 2630091 - 16-15477 Addenda

			5215	15 h 54	no 1 (bordereau) 2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 16 h 21 - Télécopie 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 49 - Télécopie 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 27 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Neigexpert ltée C.P. 92, Pointe-aux-Trembles Montréal, QC, H1B 5K1 http://www.neigexpert.com NEQ : 1162419775	Madame Isabelle N Téléphone : 514 737-7669 Télécopieur :	**Commande : (1158190)** 2016-07-25 18 h 41 **Transmission :** 2016-07-25 18 h 41	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-25 18 h 41 - Téléchargement 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-25 18 h 41 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-	

				15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Neigexpert ltée C.P. 92, Pointe-aux-Trembles Montréal, QC, H1B 5K1 http://www.neigexpert.com NEQ : 1162419775	Madame Isabelle N Téléphone : 514 737-7669 Télécopieur :	**Commande : (1158191)** 2016-07-25 18 h 49 **Transmission :** 2016-07-25 18 h 49	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-25 18 h 49 - Téléchargement 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-07-25 18 h 49 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	NMP Golf Construction inc 2674, Ch. Plamondon Sainte-Madeleine, QC, J0H 1S0 NEQ : 1141962556	Madame Etienne Archambault Téléphone : 450 795-3373 Télécopieur :	**Commande : (1155426)** 2016-07-18 12 h 08 **Transmission :** 2016-07-18 12 h 08	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-07-22 14 h 51 - Courriel 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau)

				2016-07-22 14 h 51 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-10 15 h 14 - Courriel 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1 NEQ : 1161184792	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1164576)** 2016-08-15 7 h 44 **Transmission :** 2016-08-15 8 h 01	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-08-15 7 h 44 - Messagerie 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-08-15 7 h 44 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-15 7 h 44 - Messagerie 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 41 - Télécopie 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 26 - Télécopie

				Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9 NEQ : 1142493619	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1168310)** 2016-08-22 15 h 54 **Transmission :** 2016-08-22 15 h 57	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-08-22 15 h 54 - Messagerie 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-08-22 15 h 54 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-22 15 h 54 - Messagerie 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 11 - Télécopie 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 26 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Transport Raynald Boulay & Fils Inc. 7015 boul. Laframboise, local no 4 Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1G8 NEQ : 1142187500	Madame Véronique Boulay Téléphone : 450 796-5941 Télécopieur : 450 796-4496	**Commande : (1167153)** 2016-08-18 16 h **Transmission :** 2016-08-18 16 h	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-08-18 16 h - Téléchargement 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau)

				2016-08-18 16 h - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-18 16 h - Téléchargement 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4 2016-08-25 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Urbex construction inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com NEQ : 1161557807	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1167893)** 2016-08-22 9 h 52 **Transmission :** 2016-08-22 9 h 52	2630090 - 16-15477 Addenda no 1 (devis) 2016-08-22 9 h 52 - Téléchargement 2630091 - 16-15477 Addenda no 1 (bordereau) 2016-08-22 9 h 52 - Téléchargement 2635703 - 16-15477 Addenda no 2 2016-08-22 9 h 52 - Téléchargement 2642097 - 16-15477 Addenda No 3 2016-08-25 13 h 10 - Courriel 2642176 - 16-15477 Addenda No 4

				2016-08-25 14 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement 9515, rue St-Hubert Serv. Aff. Corpo. 1er étage réception Montréal, QC, H2M 1Z4 http://www.ville.montreal.qc.ca NEQ :	Madame Simona Radulescu Tomescu Téléphone : 514 872-0486 Télécopieur : 514 872-0863	**Commande : (1157583)** 2016-07-22 10 h 28 **Transmission :** 2016-07-22 10 h 28	Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164631010

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Objet :	Accorder trois contrats aux firmes A&O Gendron inc et Déneigement Moderne inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées de trois ou cinq ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 14 718 174,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15477 - 13 soumissionnaires - Confirmer que l'entreprise J.L. Michon est écartée de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville en vertu de la Politique de gestion contractuelle pour une période de 5 ans à compter du 9 juin 2016

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164631010 info cpt.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Paule TANGUAY
Préposée au budget
Tél : 514 872-3752

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-06

Pascal-Bernard DUCHARME
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-2059
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.20

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1160587005

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Transvrac Montréal-Laval inc. pour les services de transport de neige 2016-2017 dans 9 arrondissements de Montréal pour une somme maximale de 8 905 864 $, toutes taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré entre la Ville et **Transvrac Montréal-Laval inc.,** pour la fourniture de **services de transport de neige,** aux prix convenus dans la convention de services, soit pour une somme maximale de 8 905 864 $ pour l'hiver 2016-2017, taxes incluses, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel**.** Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-09-15 12:08

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160587005**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Transvrac Montréal-Laval inc. pour les services de transport de neige 2016-2017 dans 9 arrondissements de Montréal pour une somme maximale de 8 905 864 $, toutes taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Transvrac Montréal-Laval Inc. est un organisme sans but lucratif qui détient un permis de courtage en services de camionnage émis par le ministère des Transports du Québec. L'organisme est une association de camionneurs artisans oeuvrant dans la région de Montréal - Laval.
Dans 10 arrondissements de Montréal, le transport de neige est assuré, dans tous les secteurs de l'arrondissement ou seulement quelques uns, par Transvrac Montréal-Laval Inc. via des ententes propres à chaque arrondissement. Pour 9 de ces 10 arrondissements, les ententes se sont terminées à la fin de l'hiver 2015-2016. Il faut donc revoir les ententes pour s'assurer d'obtenir les services requis par la Ville au cours de l'hiver prochain.

À l'automne 2015, le Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal déposait au conseil de la ville son rapport sur le déneigement et ses pratiques à Montréal. Dans ce rapport, l'Inspecteur général conclut à la présence de différents stratagèmes de nature collusoire et à des tentatives de contrôle du marché. Ses recommandations au conseil de la ville étaient les suivantes :

- Compléter la Politique de déneigement en centralisant la détermination d'exigences techniques obligatoires communes à tous les arrondissements et les devis;
- Concevoir et rédiger un cahier de charges spécifiquement dédié à cette activité, et;
- Fixer les modalités de lancement d'un seul appel d'offres applicable à l'ensemble des secteurs dont les contrats viennent à échéance.

Pour répondre à ces recommandations, le conseil de la ville a autorisé la modification du Règlement 08-055 sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissements afin de revoir le partage des rôles et des responsabilités des arrondissements en matière de déneigement, de façon à ce que le conseil de la ville détienne la compétence sur la planification intégrée des opérations, le lancement des appels d'offres et l'octroi des contrats.

C'est dans cette perspective que le Service de la concertation des arrondissements a entrepris les démarches conduisant à une entente harmonisée, unique, regroupant les

besoins des 9 arrondissements concernés. Cette entente est une ***convention de service*** avec Transvrac Montréal-Laval inc., laquelle inclut les annexes pertinentes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 12294 - 4 novembre 2015 - D'autoriser une dépense totale approximative de 793 327,50 $, taxes incluses, relativement à la fourniture de camions avec opérateurs pour le transport de neige, pour la période du 4 novembre 2015 au 15 avril 2016. Le coût des travaux est établi à 1,86 $ du mètre cube de neige transportée et le coût final sera déterminé selon les quantités réellement exécutées.

CA15 170343 - 14 décembre 2015 - D'autoriser la signature d'une entente avec le courtier Transvrac-Montréal-Laval inc. pour le transport de la neige et de la glace lors des opérations de chargement sur le territoire T-71 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce pour la saison hivernale 2015-2016, et autoriser une dépense approximative de 628 124,07 $ taxes incluses. Entente numéro CDN-NDG-15-GG-TP-042.

CA15 19 0319 - 15 octobre 2015 - D'autoriser la signature d'une entente entre l'Arrondissement de Lachine et la compagnie Transvrac Montréal - Laval inc., pour la fourniture de camionneurs pour le transport de la neige lors des opérations de chargement sur le territoire de l'arrondissement de Lachine pour la saison 2015-2016.

CA11 20 0591 - 9 novembre 2011 - D'autoriser une dépense approximative de 8 500 000 $, soit 1 700 000 $ par année, pour le transport de la neige et de la glace dans l'arrondissement de LaSalle pour les saisons hivernales 2011-2012 à 2015-2016, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant.

CA13 20 0252 - 8 mai 2013 - D'entériner une dépense additionnelle de 528 016,51 $ taxes incluses à Transvrac Montréal-Laval Inc. pour le transport de neige et de glace pour les travaux de déneigement depuis le début de l'année 2013, conformément au cahier des charges préparé pour ce contrat.

CA14 20 0119 - 4 mars 2014 - D'entériner une dépense additionnelle de 1 766 057,24 $, taxes incluses, à Transvrac Montréal-Laval inc. pour le transport de neige et de la glace pour les travaux de déneigement depuis le début de l'année 2013, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant.

CA15 28 0232 - 3 novembre 2015 - D'autoriser le directeur des Travaux publics à signer un protocole d'entente entre la Ville de Montréal- Arrondissement de l'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et Transvrac Montréal - Laval inc. pour le transport de la neige pour la saison hivernale 2015-2016, conformément aux tarifs fixés par le ministère des Transports du Québec.

CA15 10410 - 12 novembre 2015 - Octroyer à Transvrac Montréal-Laval inc., au montant approximatif de 549 580,50 $,taxes incluses, un contrat pour la fourniture de camions avec opérateurs pour le transport de la neige pour la saison 2015-2016, pour le secteur fait en régie, et approuver un projet d'entente à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et Transvrac Montréal-Laval inc.

CA13 29 0280 - 3 septembre 2013 - D’autoriser la signature d’un protocole d’entente entre l’arrondissement de Pierrefonds-Roxboro et la compagnie Transvrac Montréal-Laval inc. pour la fourniture de camions avec opérateurs pour le transport de neige lors des opérations de chargement sur le territoire de l’arrondissement de Pierrefonds-Roxboro pour les saisons 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.

CA14 29 0152 - 5 mai 2014 - DE majorer de 72 735,75 $, taxes incluses, le montant initial de 557 875,93 $, taxes incluses, pour la fourniture de camions avec opérateurs par Transvrac Montréal-Laval inc. pour le transport de neige – Saisons 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 portant la dépense maximale à 630 611,68 $, taxes incluses.

CA16 29 0066 - 7 Mars 2016 - D'autoriser la majoration de 101 770,96 $, taxes incluses, de la dépense maximale dans le cadre de l'entente pour la fourniture de camions avec opérateurs par Transvrac Montréal-Laval inc. pour le transport de neige pour les saisons 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016.

CA11 08 0641 - 29 septembre 2011 - D'autoriser le renouvellement de l'entente avec le poste de courtage Transvrac Montréal-Laval inc. pour le transport de la neige lors des opérations de chargement pour les saisons hivernales 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.

CA11 08 0860 - 20 décembre 2011 - D'autoriser une dépense maximale de 500 000 $ pour terminer l'année 2011. De ratifier la dépense de 60 253 $ pour l'année 2011. D'autoriser une dépense maximale de 1 205 300 $ pour l'année 2012.

CA13 21 0293 - 5 septembre 2013 - Autoriser la signature d'un protocole d'entente entre la ville de Montréal, arrondissement de Verdun et Transvrac Montréal-Laval inc., pour la fourniture de camions avec chauffeurs, pour le transport de la neige et de la glace lors des opérations de chargement de neige sur le territoire de l'arrondissement de Verdun, pour les saisons 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 et autoriser une dépense pour un montant maximal de 2 877 328,77 $, taxes incluses. Autoriser une affectation du surplus déneigement d'un montant de 333 960 $.

DESCRIPTION

La nouvelle entente harmonisée touche les arrondissements suivants:

- Anjou (5 secteurs sur 8);
- Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce (1 secteur sur 4);
- Lachine (2 secteurs sur 4);
- Lasalle (ensemble de l'arrondissement);
- Ile-Bizard/Ste-Geneviève (ensemble de l'arrondissement);
- Montréal-Nord (2 secteurs sur 4);
- Pierrefonds/Roxboro (2 secteurs sur 3);
- St-Laurent (9 secteurs sur 11);
- Verdun (ensemble de l'arrondissement)

Pour les autres arrondissements ou pour les secteurs complémentaires aux arrondissements mentionnés ci-haut, le transport de neige est assuré soit par des entrepreneurs en déneigement "clés en mains" dont le transport de neige fait partie des travaux, soit par des contrats de transport établis avec des firmes.

Les services de transport de neige prévus à la convention de services se déroulent dans des secteurs où les opérations de déneigement sont réalisées en régie. La convention débute le 1er novembre 2016 et se termine le 31 octobre 2017. Une année supplémentaire en option peut s'ajouter, pour couvrir les besoins de l'hiver 2017-2018.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal ne possède par les camions nécessaires au transport de la neige. Elle doit recourir aux services d'entreprises privées. Transvrac Montréal-Laval Inc. ne requiert

pas d'être inscrit à l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) car elle agit à titre d'intermédiaire entre la Ville et les camionneurs en vrac. Ainsi, en vertu de la convention, aucun frais, majoration, sommes ou honoraires ne sont payables par la Ville à Transvrac Montréal-Laval inc. La somme maximale de 8 905 864$ couvre uniquement les services des camionneurs en vrac. En vertu de l'article 573.3 paragraphe 3 de la Loi sur les Cités et Villes, la Ville peut conclure de gré à gré un contrat pour la fourniture des services de camionnage en vrac avec un titulaire de permis de courtage.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour un hiver moyen (215 cm), le coût relié à la convention de services sont de 7 881 295 $ toutes taxes incluses. Si on ajoute des contingences pour couvrir les besoins reliés à 244 cm de neige (2/3 des hivers apportent moins de 244 cm de neige), le coût monte à 8 905 864 $. Le détail de la dépense est en pièce jointe à ce sommaire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si l'entente n'est pas conclue, les services de transport de neige ne pourront être réalisés dans les secteurs concernés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre ou octobre 2016: approbation de l'entente par le Conseil municipal;
Début Novembre 2016: vérification et mesurage des camions offerts, et début des travaux.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'entente (convention de services, termes de référence et annexes propres à chacun des arrondissements concernés) a été validée par le Contentieux.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Daniel BOUGIE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel FRENETTE
Ingénieur, chef d'équipe

Tél : 514-872-3302
Télécop. : 514-868-3692

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-14

André HAMEL
Directeur travaux publics

Tél : 514 872-8900
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2016-09-15

ESTIMATION DES COÛTS - TRANSPORT T-VRAC

Arrondissement	Évaluation - 215 cm (sans taxes)	Contingences	Montant (sans taxes)	Montant (TTC) [1]
Anjou	643 719 $	83 684 $	727 403 $	836 332 $
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	681 146 $	88 549 $	769 696 $	884 957 $
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	98 131 $	12 757 $	110 888 $	127 493 $
Lachine	517 522 $	67 278 $	584 800 $	672 374 $
LaSalle	1 774 911 $	230 738 $	2 005 650 $	2 305 996 $
Montréal-Nord	558 719 $	72 634 $	631 353 $	725 898 $
Pierrefonds-Roxboro	178 107 $	23 154 $	201 261 $	231 399 $
Saint-Laurent	1 516 271 $	197 115 $	1 713 386 $	1 969 965 $
Verdun	886 263 $	115 214 $	1 001 478 $	1 151 449 $
TOTAL	6 854 790 $	891 123 $	7 745 913 $	8 905 864 $

1. Toutes taxes comprises

ESTIMATION DES COÛTS - TRANSPORT T-VRAC

Arrondissement	Saison hivernale								Montant		
	2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016		Moyenne des hivers Pondéré et actualisé [2]		TOTAL avec contingences [3] (Toutes taxes comprises)
	Dépenses Réelles (Net)	Dépenses Pondéré [1] (Net)	Dépenses Réelles (Net)	Dépenses Pondéré [1] (Net)	Dépenses Réelles (Net)	Dépenses Pondéré [1] (Net)	Dépenses Réelles (Net)	Dépenses Pondéré [1] (Net)	Net	Toutes taxes comprises	
Anjou	947 720 $	741 015 $	675 244 $	567 934 $	710 747 $	670 516 $	590 712 $	685 197 $	675 825 $	740 116 $	836 332 $
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	700 377 $	534 734 $	793 822 $	687 915 $	942 245 $	895 196 $	643 648 $	701 746 $	715 119 $	783 148 $	884 957 $
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	182 227 $	139 129 $	99 880 $	86 555 $	100 755 $	95 724 $	77 782 $	84 803 $	103 025 $	112 826 $	127 493 $
Lachine	716 703 $	560 385 $	652 342 $	548 672 $	571 528 $	539 177 $	425 911 $	494 036 $	543 333 $	595 021 $	672 374 $
LaSalle	2 737 921 $	2 090 387 $	2 168 950 $	1 879 582 $	2 242 176 $	2 130 216 $	1 143 779 $	1 247 021 $	1 863 435 $	2 040 704 $	2 305 996 $
Montréal-Nord	808 679 $	632 300 $	694 008 $	583 716 $	587 894 $	554 617 $	467 410 $	542 173 $	586 586 $	642 388 $	725 898 $
Pierrefonds-Roxboro	238 815 $	186 728 $	222 508 $	187 147 $	190 616 $	179 826 $	158 254 $	183 567 $	186 990 $	204 778 $	231 399 $
Saint-Laurent	2 275 054 $	1 778 849 $	1 990 771 $	1 674 398 $	1 586 891 $	1 497 067 $	1 143 371 $	1 326 255 $	1 591 895 $	1 743 332 $	1 969 965 $
Verdun	1 162 246 $	887 368 $	1 249 981 $	1 083 216 $	1 049 875 $	997 451 $	642 627 $	700 633 $	930 466 $	1 018 981 $	1 151 449 $
TOTAL	9 769 742 $	7 550 896 $	8 547 506 $	7 299 135 $	7 982 727 $	7 559 790 $	5 293 494 $	5 965 430 $	7 196 673 $	7 881 295 $	8 905 864 $

Triangle de Montréal (CM)	281.6	248.1	226.3	197.2

1. Dépenses réelles (T-Vrac) pondéré selon précipitations 215 cm (Triangle)
2 . Actualisé d'un IPC de 1,45% (Moyenne des 5 dernières années) pour l'hiver 2016-2017
3 . Contigences de 13%, couvrant 2/3 des hivers possibles à Montréal (ou 244 cm)

ESTIMATION DES COÛTS - TRANSPORT T-VRAC

Arrondissement	Évaluation - 215 cm (sans taxes)	Contingences	Montant (sans taxes)	Montant (TTC) [1]	Montant Net	Répartition	
						Portion 2016 (33%)	Portion 2017 (67%)
Anjou	643 719 $	83 684 $	727 403 $	836 332 $	763 682 $	252 015 $	511 667 $
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	681 146 $	88 549 $	769 696 $	884 957 $	808 084 $	266 668 $	541 416 $
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	98 131 $	12 757 $	110 888 $	127 493 $	116 419 $	38 418 $	78 000 $
Lachine	517 522 $	67 278 $	584 800 $	672 374 $	613 967 $	202 609 $	411 358 $
LaSalle	1 774 911 $	230 738 $	2 005 650 $	2 305 996 $	2 105 682 $	694 875 $	1 410 807 $
Montréal-Nord	558 719 $	72 634 $	631 353 $	725 898 $	662 842 $	218 738 $	444 104 $
Pierrefonds-Roxboro	178 107 $	23 154 $	201 261 $	231 399 $	211 298 $	69 728 $	141 570 $
Saint-Laurent	1 516 271 $	197 115 $	1 713 386 $	1 969 965 $	1 798 841 $	593 617 $	1 205 223 $
Verdun	886 263 $	115 214 $	1 001 478 $	1 151 449 $	1 051 426 $	346 971 $	704 456 $
TOTAL	6 854 790 $	891 123 $	7 745 913 $	8 905 864 $	8 132 240 $	2 683 639 $	5 448 601 $

1. Toutes taxes comprises

GDD 1160587005

Information comptable (en dollars)

Imputation

(NOV- DÉC)

dépenses de contrat (local)	2016	2017	**Total**
2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055029.00000.00000 Anjou (79)	275 989.41 $	560 342.15 $	**836 331.56 $**
2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.050031.00000.00000 Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	292 035.96 $	592 921.49 $	**884 957.44 $**
2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055030.00000.00000 L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	42 072.85 $	85 420.64 $	**127 493.49 $**
2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055031.00000.00000 Lachine	221 883.30 $	450 490.33 $	**672 373.62 $**
2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055032.00000.00000 LaSalle	760 978.67 $	1 545 017.30 $	**2 305 995.97 $**
2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055028.00000.00000 Montréal-Nord	239 546.37 $	486 351.71 $	**725 898.08 $**
2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055034.00000.00000 Pierrefonds-Roxboro	76 361.76 $	155 037.51 $	**231 399.27 $**
2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055035.00000.00000 Saint-Laurent	650 088.54 $	1 319 876.73 $	**1 969 965.27 $**
2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055037.00000.00000 Verdun	379 978.13 $	771 470.74 $	**1 151 448.87 $**
TOTAL	**2 938 934.98 $**	**5 966 928.59 $**	**8 905 863.56 $**
Objet de dépense : Service technique - enlèvement de la neige - Contrat de transport de la neige : Contrat (T)			

Crédits budgétaires

(NOV- DÉC)

Crédits budgétaires (local)	2016	2017	Total
Les sources des crédits budgétaires sont à venir	2 683 639.36 $	5 448 601.13 $	**8 132 240.50 $**

Tel que mentionné dans l'aspect financier, le Service de la Concertation des arrondissements ne possède pas les fonds nécessaires à l'octroi des contrats.

Pour 2016
Le sommaire décisionnel 1164631005 sera prochainement présenté et enteriné par le conseil municipal août-septembre prochain afin d'obtenir la part du budget 2016 des arrondissements dédiée aux opérations de déneigement réalisées par les entreprises privées pour les mois de novembre et décembre 2016.

Pour 2017
Lors du budget 2017, il sera doté des crédits nécessaires pour assumer cette nouvelle responsabilité de gestion des contrats de déneigement.

À terme, tous les coûts reliés à ces contrats de déneigement seront assumés par la ville centre.

GDD 1160587005

Budget local

Contrats de transport de neige (T, T-Vrac) - pour 2016-2017

Montants toutes taxes incluses

			0.33	0.67	
Arrondissements	**Fournisseurs**		**2016**	**2017**	**Total**
			(Nov-Déc)		
Anjou	Transvrac Montréal-Laval Inc		275 989.41 $	560 342.15 $	**836 331.56 $**
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâc	Transvrac Montréal-Laval Inc		292 035.96 $	592 921.49 $	**884 957.44 $**
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	Transvrac Montréal-Laval Inc		42 072.85 $	85 420.64 $	**127 493.49 $**
Lachine	Transvrac Montréal-Laval Inc		221 883.30 $	450 490.33 $	**672 373.62 $**
LaSalle	Transvrac Montréal-Laval Inc		760 978.67 $	1 545 017.30 $	**2 305 995.97 $**
Montréal-Nord	Transvrac Montréal-Laval Inc		239 546.37 $	486 351.71 $	**725 898.08 $**
Pierrefonds-Roxboro	Transvrac Montréal-Laval Inc		76 361.76 $	155 037.51 $	**231 399.27 $**
Saint-Laurent	Transvrac Montréal-Laval Inc		650 088.54 $	1 319 876.73 $	**1 969 965.27 $**
Verdun	Transvrac Montréal-Laval Inc		379 978.13 $	771 470.74 $	**1 151 448.87 $**
Total budget local			**2 938 934.98 $**	**5 966 928.59 $**	**8 905 863.56 $**

Montants Nets (Crédits budgétaires à rapatrier)

Arrondissements	**Fournisseurs**		**2016**	**2017**	**Total**
			(Nov-Déc)		
Anjou	Transvrac Montréal-Laval Inc		252 015.12 $	511 667.07 $	**763 682.19 $**
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâc	Transvrac Montréal-Laval Inc		266 667.75 $	541 416.35 $	**808 084.10 $**
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	Transvrac Montréal-Laval Inc		38 418.12 $	78 000.43 $	**116 418.55 $**
Lachine	Transvrac Montréal-Laval Inc		202 609.02 $	411 357.71 $	**613 966.74 $**
LaSalle	Transvrac Montréal-Laval Inc		694 874.96 $	1 410 806.73 $	**2 105 681.68 $**
Montréal-Nord	Transvrac Montréal-Laval Inc		218 737.76 $	444 103.94 $	**662 841.70 $**
Pierrefonds-Roxboro	Transvrac Montréal-Laval Inc		69 728.46 $	141 569.91 $	**211 298.37 $**
Saint-Laurent	Transvrac Montréal-Laval Inc		593 617.49 $	1 205 223.38 $	**1 798 840.87 $**
Verdun	Transvrac Montréal-Laval Inc		346 970.68 $	704 455.61 $	**1 051 426.29 $**
Coût net de taxes			**2 683 639.36 $**	**5 448 601.13 $**	**8 132 240.50 $**
	Arrondi au $ supérieur		**2 683 640.00 $**	**5 448 602.00 $**	

ESTIMATION DES COÛTS - TRANSPORT T-VRAC

Arrondissement	Évaluation - 215 cm (sans taxes)	Contingences	Montant (sans taxes)	Montant (TTC) [1]
Anjou	643 719 $	83 684 $	727 403 $	836 332 $
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	681 146 $	88 549 $	769 696 $	884 957 $
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	98 131 $	12 757 $	110 888 $	127 493 $
Lachine	517 522 $	67 278 $	584 800 $	672 374 $
LaSalle	1 774 911 $	230 738 $	2 005 650 $	2 305 996 $
Montréal-Nord	558 719 $	72 634 $	631 353 $	725 898 $
Pierrefonds-Roxboro	178 107 $	23 154 $	201 261 $	231 399 $
Saint-Laurent	1 516 271 $	197 115 $	1 713 386 $	1 969 965 $
Verdun	886 263 $	115 214 $	1 001 478 $	1 151 449 $
TOTAL	6 854 790 $	891 123 $	7 745 913 $	8 905 864 $

1. Toutes taxes comprises

ESTIMATION DES COÛTS - TRANSPORT T-VRAC

Arrondissement	Saison hivernale								Montant		
	2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016		Moyenne des hivers Pondéré et actualisé [2]		TOTAL avec contingences [3] (Toutes taxes comprises)
	Dépenses Réelles (Net)	Dépenses Pondéré [1] (Net)	Dépenses Réelles (Net)	Dépenses Pondéré [1] (Net)	Dépenses Réelles (Net)	Dépenses Pondéré [1] (Net)	Dépenses Réelles (Net)	Dépenses Pondéré [1] (Net)	Net	Toutes taxes comprises	
Anjou	947 720 $	741 015 $	675 244 $	567 934 $	710 747 $	670 516 $	590 712 $	685 197 $	675 825 $	740 116 $	836 332 $
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	700 377 $	534 734 $	793 822 $	687 915 $	942 245 $	895 196 $	643 648 $	701 746 $	715 119 $	783 148 $	884 957 $
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	182 227 $	139 129 $	99 880 $	86 555 $	100 755 $	95 724 $	77 782 $	84 803 $	103 025 $	112 826 $	127 493 $
Lachine	716 703 $	560 385 $	652 342 $	548 672 $	571 528 $	539 177 $	425 911 $	494 036 $	543 333 $	595 021 $	672 374 $
LaSalle	2 737 921 $	2 090 387 $	2 168 950 $	1 879 582 $	2 242 176 $	2 130 216 $	1 143 779 $	1 247 021 $	1 863 435 $	2 040 704 $	2 305 996 $
Montréal-Nord	808 679 $	632 300 $	694 008 $	583 716 $	587 894 $	554 617 $	467 410 $	542 173 $	586 586 $	642 388 $	725 898 $
Pierrefonds-Roxboro	238 815 $	186 728 $	222 508 $	187 147 $	190 616 $	179 826 $	158 254 $	183 567 $	186 990 $	204 778 $	231 399 $
Saint-Laurent	2 275 054 $	1 778 849 $	1 990 771 $	1 674 398 $	1 586 891 $	1 497 067 $	1 143 371 $	1 326 255 $	1 591 895 $	1 743 332 $	1 969 965 $
Verdun	1 162 246 $	887 368 $	1 249 981 $	1 083 216 $	1 049 875 $	997 451 $	642 627 $	700 633 $	930 466 $	1 018 981 $	1 151 449 $
TOTAL	9 769 742 $	7 550 896 $	8 547 506 $	7 299 135 $	7 982 727 $	7 559 790 $	5 293 494 $	5 965 430 $	7 196 673 $	7 881 295 $	8 905 864 $

Triangle de Montréal (CM)	281.6	248.1	226.3	197.2

1. Dépenses réelles (T-Vrac) pondéré selon précipitations 215 cm (Triangle)
2 . Actualisé d'un IPC de 1,45% (Moyenne des 5 dernières années) pour l'hiver 2016-2017
3 . Contigences de 13%, couvrant 2/3 des hivers possibles à Montréal (ou 244 cm)

ESTIMATION DES COÛTS - TRANSPORT T-VRAC

Arrondissement	Évaluation - 215 cm (sans taxes)	Contingences	Montant (sans taxes)	Montant (TTC) [1]	Montant Net	Répartition	
						Portion 2016 (33%)	Portion 2017 (67%)
Anjou	643 719 $	83 684 $	727 403 $	836 332 $	763 682 $	252 015 $	511 667 $
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	681 146 $	88 549 $	769 696 $	884 957 $	808 084 $	266 668 $	541 416 $
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	98 131 $	12 757 $	110 888 $	127 493 $	116 419 $	38 418 $	78 000 $
Lachine	517 522 $	67 278 $	584 800 $	672 374 $	613 967 $	202 609 $	411 358 $
LaSalle	1 774 911 $	230 738 $	2 005 650 $	2 305 996 $	2 105 682 $	694 875 $	1 410 807 $
Montréal-Nord	558 719 $	72 634 $	631 353 $	725 898 $	662 842 $	218 738 $	444 104 $
Pierrefonds-Roxboro	178 107 $	23 154 $	201 261 $	231 399 $	211 298 $	69 728 $	141 570 $
Saint-Laurent	1 516 271 $	197 115 $	1 713 386 $	1 969 965 $	1 798 841 $	593 617 $	1 205 223 $
Verdun	886 263 $	115 214 $	1 001 478 $	1 151 449 $	1 051 426 $	346 971 $	704 456 $
TOTAL	6 854 790 $	891 123 $	7 745 913 $	8 905 864 $	8 132 240 $	2 683 639 $	5 448 601 $

1. Toutes taxes comprises

Clés comptables (SCA) pour les contrats clé en main (N) et de transport de neige (T, T-Vrac)

Arrondissements	Type contrat	Clé comptable
		Concatener
Ahuntsic-Cartierville	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.050030.00000.00000
	T	2101.0010000.114106.03121.54504.014409.0000.000000.050030.00000.00000
Anjou	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.055029.00000.00000
	T-VRAC	2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055029.00000.00000
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.050031.00000.00000
	T-VRAC	2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.050031.00000.00000
Lachine	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.055031.00000.00000
	T-VRAC	2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055031.00000.00000
Lasalle	T-VRAC	2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055032.00000.00000
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	T-VRAC	2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055030.00000.00000
Le Plateau-Mont-Royal	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.050033.00000.00000
	T	2101.0010000.114106.03121.54504.014409.0000.000000.050033.00000.00000
Le Sud-Ouest	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.050036.00000.00000
	T	2101.0010000.114106.03121.54504.014409.0000.000000.050036.00000.00000
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.050032.00000.00000
	T	2101.0010000.114106.03121.54504.014409.0000.000000.050032.00000.00000
Montréal-Nord	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.055028.00000.00000
	T-VRAC	2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055028.00000.00000
Outremont	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.055033.00000.00000
Pierrefonds-Roxboro	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.055034.00000.00000
	T-VRAC	2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055034.00000.00000
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.050034.00000.00000
	T	2101.0010000.114106.03121.54504.014409.0000.000000.050034.00000.00000
Rosemont-La Petite-Patrie	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.050035.00000.00000
	T	2101.0010000.114106.03121.54504.014409.0000.000000.050035.00000.00000
Saint-Laurent	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.055035.00000.00000
	T-VRAC	2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055035.00000.00000
Saint-Léonard	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.055036.00000.00000
	T-VRAC	2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055036.00000.00000
Verdun	T-VRAC	2101.0010000.114107.03121.54504.014409.0000.000000.055037.00000.00000
Ville-Marie	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.050037.00000.00000
	T	2101.0010000.114106.03121.54504.014409.0000.000000.050037.00000.00000
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	N	2101.0010000.114108.03121.54504.014408.0000.000000.050038.00000.00000
	T	2101.0010000.114106.03121.54504.014409.0000.000000.050038.00000.00000
Total - Déneigement:		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160587005

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Objet :	Accorder un contrat à Transvrac Montréal-Laval inc. pour les services de transport de neige 2016-2017 dans 9 arrondissements de Montréal pour une somme maximale de 8 905 864 $, toutes taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente convention est conforme quant à sa validité et sa forme. En vertu de l'article 573.3 paragraphe 3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ. c.C-19), la Ville peut conclure de gré à gré un contrat pour la fourniture de services de camionnage en vrac avec un titulaire d'un permis de courtage délivré en vertu de la Loi sur les transports (RLRQ. c.T-12).

FICHIERS JOINTS

Convention transport de la neige 2016 visé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel

Tél : 514-872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-15

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division, droit contractuel, Service des affaires juridiques
Tél : 514-872-1200
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
14 SEP 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE SERVICES POUR LE TRANSPORT DE LA NEIGE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **TRANSVRAC MONTREAL-LAVAL INC.,** personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies,* partie 3, ayant sa principale place d'affaires au 9260, boulevard Henri-Bourassa Ouest, Montréal, Québec H4S 1L5, agissant et représentée par Richard Forest, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution 16-062 de son conseil d'administration en date du 19 juillet 2016;

N° d'inscription T.P.S. : 141301674
N° d'inscription T.V.Q. : 1018934945

Ci-après appelée le « **Contractant** »

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au Contractant;

ATTENDU QUE le Contractant détient un permis de courtage délivré en vertu de la Loi sur les transports, RLRQ. c. T-12;

ATTENDU QUE le Contractant offre des services de courtage pour le transport de la neige;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Directeur** » : Le Directeur des Travaux publics (Service de la Concertation des Arrondissements), ou son représentant dûment autorisé;

« **Annexe 1** » : Les termes de référence pour services de transport de neige pour la saison hivernale 2016-2017. L'Annexe 1 est intégrée à la présente convention et est réputée en faire partie intégrante;

« **Annexes 2 à 10** » : Les particularités de transport de chacun des Arrondissements visés. Les Annexes 2 à 10 sont intégrées à la présente convention et sont réputées en faire partie intégrante;

« **Annexes 11 à 14** » : Renseignements généraux et formulaires à compléter par le Contractant. Les Annexes 11 à 14 sont intégrées à la présente convention et sont réputées en faire partie intégrante;

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant pour agir à titre d'intermédiaire et s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 à 10 jointes aux présentes, à faire effectuer par les camionneurs en vrac le transport de neige dans certains secteurs des Arrondissements suivants :

- Anjou;
- Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce;
- L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève;
- Lachine;
- LaSalle;
- Montréal-Nord;
- Pierrefonds-Roxboro;
- Saint-Laurent;
- Verdun.

La Ville n'a aucun lien ni obligation envers les camionneurs en vrac. Le Contractant est le seul et unique responsable envers la Ville des services effectués par les camionneurs en vrac.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 à 10 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte des Annexes 2 à 10 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.3 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 11 à 14 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à partir de la date d'autorisation de l'octroi et prend fin 12 mois suivant cette date.

Sur avis écrit de la Ville donné au Contractant au moins trente (30) jours calendrier avant la date présumée de fin de la convention, la présente convention pourra être prolongée d'une année, pour un maximum d'une (1) prolongation.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant tous les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter toutes les obligations et tous les termes de l'Annexe 1;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels les déplacements, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention par les camionneurs en vrac ou le nombre de mètres cubes de neige transportés par les camionneurs en vrac, selon le cas, et précisant le taux unitaire et le montant des taxes applicables aux services des camionneurs en vrac de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 le Contractant doit communiquer le contenu de la convention aux camionneurs en vrac concernés, faire respecter par ces derniers toutes les dispositions de la convention qui les concernent.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes.

ARTICLE 8
HONORAIRES DES CAMIONNEURS EN VRAC

La Ville s'engage à verser au Contractant un montant maximal de huit millions neuf cent cinq mille huit cent soixante-cinq dollars (8 905 865 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services effectués par les camionneurs en vrac. Cette somme est payable conformément à ce qui est prévu à l'Annexe 1.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires des camionneurs en vrac si les factures ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé par la Ville ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par les camionneurs en vrac sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

Aucuns frais, majoration, sommes ou honoraires ne sont payables par la Ville au Contractant en vertu de la présente convention. Par conséquent, le Contractant soumettra des factures couvrant uniquement les services des camionneurs en vrac.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

10.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

10.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
ASSURANCE

11.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance responsabilité civile, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00$) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

11.2 Le Contractant doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurances conforme aux exigences de l'article 11.1 et remettre, chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
DÉPÔT DE GARANTIE

12.1 Dès la signature de la convention, le Contractant doit remettre au Directeur une garantie de 100 000 $ par chèque visé de date récente, fait à l'ordre de la Ville de Montréal, tiré sur une banque à charte ou caisse populaire faisant affaire dans la province de Québec.

12.2 Une lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle, payable à vue à la première demande et émise à l'ordre de la Ville de Montréal, est également acceptée. La lettre ne doit porter aucune échéance venant à terme avant celle du contrat et doit mentionner le nom du Contractant.

12.3 Le chèque visé ou la lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle constitue le fonds de garantie de l'exécution de la convention. En cas de diminution de ce fonds au cours de la convention pour quelques raisons que ce soit, le Contractant devra le parfaire dans les huit (8) jours d'une demande à cet effet du Directeur.

12.4 Si le dépôt est fait sous forme de chèque, il sera remboursable, sans intérêt, à la fin de la présente convention, incluant la période de renouvellement le cas échéant.

ARTICLE 13
INDEMNISATION

13.1 Le Contractant assume tous les risques et responsabilités inhérents à l'exécution de ses obligations prévues aux présentes, ainsi que des obligations de ses employés, camionneurs en vrac, et doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que la Ville ou des tiers ne subissent de dommages. À cette fin, le Contractant s'engage à prendre fait et cause pour la Ville et à garantir et mettre à couvert contre toute réclamation, demande, poursuite, action ou responsabilité de tout ordre pour tous dommages, pertes, frais et dépenses, engagés par la Ville et résultant de :

13.1.1 quelque dommage personnel ou matériel, préjudice corporel ou décès attribuable à des actes, à des omissions ou à la faute du Contractant, de ses employés ou des camionneurs en vrac dans le cadre de la présente convention;

13.1.2 tout manquement par le Contractant à tout engagement, déclaration, garantie ou modalité de cette convention.

13.2 Le Contractant s'engage à fournir au Directeur :

- dès sa réception par le Contractant : copie de toutes réclamations qu'il reçoit en vertu de la présente convention;

- dès son émission par l'assureur : copie de la réponse écrite jointe aux réclamations mentionnées au paragraphe ci-haut mentionné.

ARTICLE 14
CONDITIONS GÉNÉRALES

14.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

14.2 HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

14.3 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

14.4 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

14.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2016

TRANSVRAC MONTREAL-LAVAL INC.

Par : _____
Richard Forest

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal le e jour de 2016 (CM16)

Annexe 1

Termes de référence

1. Définitions

À moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

Arrondissements visés : les arrondissements visés par la présente convention sont Anjou, Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, L'Île-Bizard – Ste-Geneviève, Lachine, LaSalle, Montréal-Nord, Pierrefonds-Roxboro, St-Laurent et Verdun.

Camionneur en vrac : Un exploitant de véhicule lourd, abonné ou non à des services de courtage, et dont le camion est mis à la disposition de la Ville par le Contractant.

Centroïde : Lieu défini par l'intersection de deux rues et situé généralement dans le centre géométrique d'un secteur.

Chargement de la neige : Action d'enlever la neige de la rue, de déglacer les cours d'eau, de charger la neige dans des camions en vue de son transport vers un lieu d'élimination de la neige.

Chaussée : Toute voie publique affectée à la circulation des véhicules et des bicyclettes. Ce terme inclut les pistes cyclables, les arrêts d'autobus, les débarcadères et les accotements.

C.V.M. : capacité volumétrique minimum de la flotte de camions servant au transport de neige pour un secteur ou un arrondissement donné.

Enlèvement de la neige : Action d'enlever la neige entassée en bordure de rue au moyen d'un équipement approprié. L'enlèvement de la neige se fait par chargement de la neige dans les camions ou par soufflage de la neige sur les terrains.

Lieu d'élimination de la neige (LEN) : Site où est transportée la neige usée.

Neige : Toute précipitation solide ou toute accumulation solide, incluant le verglas et la glace, issue d'une ou plusieurs précipitations de tout genre;

Recueil : La plus récente version du Recueil des tarifs de transport de neige et de glace du ministère des Transport, de la Mobilité Durable et de l'Électrification des Transports du Québec.

Rue : Une rue est composée de la chaussée et de ses trottoirs, le cas échéant.

Ruelle : Voie de desserte non nommée étroite, parallèle aux rues et permettant d'accéder à l'arrière de maisons ou de commerces. Certaines rues ayant l'aspect de ruelles sont incluses dans cette catégorie.

Saison hivernale : Une saison hivernale débute le 15 novembre d'une année et se termine le 31 mars de l'année suivante.

Secteur : Aux fins d'exécution des services de transport de neige, les arrondissements visés par cette convention peuvent être divisés en un certain nombre de secteurs définis.

Soufflage : Action d'enlever la neige de la rue en la soufflant sur les terrains adjacents à la voie publique, du même côté de rue.

Transport de la neige : Départ d'un lieu de chargement avec un voyage de neige dans la benne du camion, arrivée au lieu d'élimination de la neige, déchargement et retour à un lieu de chargement.

Trottoir : Tout trottoir ou trottoir-boulevard incluant les saillies, allée publique affectée à la circulation des piétons ainsi que les passages piétonniers et les pistes cyclables en site propre expressément nommés.

Volume demandé : La somme des volumes de toutes les bennes de camions demandée par le Directeur pour une période quelconque de transport.

2. Connaissance des lieux et des conditions

Le Contractant est réputé avoir fait l'examen des lieux où sont effectués les services de transport de neige par les camionneurs en vrac et avoir une entière connaissance de la nature et de la complexité des services à exécuter.

Il doit tenir compte de toutes les dispositions, circonstances et conditions générales et locales pouvant avoir une incidence sur l'exécution des services, notamment les conditions relatives à la circulation et au stationnement, l'état des rues, les trajets pour le transport de la neige aux LEN, les routes de camionnages ainsi que toutes les difficultés et les avantages qui peuvent influencer le travail à exécuter.

La signature de la présente convention est une présomption que le Contractant connaît les risques encourus et qu'il accepte les rues dans l'état où elles sont pour la durée de la convention.

3. Formule de prix

La tarification est basée sur le Recueil en vigueur pour le secteur de l'île de Montréal.

En fonction du secteur, la tarification peut être de deux types :

- Taux au mètre cube par kilomètre parcouru entre le centroïde d'un secteur et le lieu d'élimination de la neige.

- Taux horaire en fonction de la capacité de la benne du camion.

Les taux indiqués ci-dessus ne sont pas ajustés en fonction du pourcentage d'ajustement prévu par le ministère des Transports du Québec, entre autres pour le carburant.

Le mode de tarification choisi est précisé à l'Annexe dédiée à chacun des arrondissements visés.

3.1. Paiement au mètre cube par kilomètre

Pour les secteurs où le taux au mètre cube par kilomètre parcouru est utilisé, les distances sont précisées à l'Annexe de l'arrondissement visé. Ces distances, entre le centroïde d'un secteur et chacun des LEN, représentent la moyenne de la distance aller et de la distance retour, suivant le chemin le plus court obtenu automatiquement par Google Maps entre le centroïde du secteur et les LEN attitrés.

3.2. Paiement au taux horaire

Le Contractant doit s'assurer que le camionneur en vrac présente un bon de travail au Directeur au début de chaque quart de travail et le faire signer par ce dernier. Cela permet de certifier sa présence et de comptabiliser les heures de transport.

À moins d'indication contraire dans l'Annexe pertinente à un arrondissement visé, les heures de début et de fin qui seront comptées aux fins de paiement sont définies comme suit et sont arrondies aux 15 minutes près (ex. 6h45, 20h15, 21h30):

- Heure de début : cette heure correspond à l'heure où tous les camionneurs demandés par la Ville au Contractant doivent se rencontrer à l'endroit déterminé par le Directeur. Cette heure est inscrite sur le bon de travail de chacun des camionneurs en vrac. Ces bons de travail sont vérifiés et signés par le Directeur, et ceci pour chaque quart de travail.

- Heure de fin : signifie le moment où le camionneur en vrac est informé que le transport de neige qu'il s'apprête à effectuer est le dernier, l'heure de fin de chargement pour ce camion est définie comme l'heure du passage du camion à la guérite du LEN.

  Le Contractant doit s'assurer que, lorsqu'il est demandé au camionneur en vrac de retourner au lieu de chargement après son passage au LEN, mais que ce dernier n'effectue aucun autre transport de neige, l'heure de fin est celle à laquelle le Directeur met fin au quart de travail du camionneur en vrac. Cette heure est inscrite sur le bon de travail qui doit être signé par le Directeur.

En vue du paiement, et à moins d'indication contraire dans les annexes pertinentes aux Arrondissements, une période de 30 minutes par période de repas et par camionneur est déduite des heures travaillées par les camionneurs en vrac.

À moins que le Directeur en décide autrement suivant les circonstances, en cas de bris, d'accident ou de tout élément interrompant le service de transport pendant une période donnée, le Contractant doit s'assurer que le camionneur en vrac en informe le Directeur. Le temps correspondant à la plage horaire d'absence ne sera pas comptabilisé dans les heures de transports en vue du paiement.

Les bons de travail doivent être fournis par le Contractant à ses camionneurs en vrac.

4. Preuve de propriété des camions

Au plus tard le 15 octobre 2016, le Contractant doit fournir au Directeur, pour chacun des camions requis pour atteindre la capacité volumétrique minimale (CVM) de l'ensemble des arrondissements visés, les documents suivants ou un équivalent jugé acceptable par le Directeur:

- L'original de la fiche descriptive du camion, incluant le volume approximatif, qui doit être conforme aux exigences de l'article 22 *Caractéristiques des camions* de cette Annexe, dont un modèle est fourni à l'Annexe 11;
- L'original de la fiche d'engagement du camionneur en vrac en tout point conforme au modèle fourni à l'Annexe 12;
- Une copie de l'inscription du camionneur en vrac au Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds de la Commission des transports du Québec comprenant le numéro d'inscription (NIR) et l'attestation de la cote qui porte la mention « satisfaisant ».

- Une copie valide du certificat d'immatriculation émis par la Société de l'assurance automobile du Québec.
- Le territoire où sera assigné le camion.

Le Contractant est automatiquement en défaut de ses obligations s'il ne respecte pas les exigences prévues au présent article. La Ville peut, sans préjudice des autres droits et recours qu'elle pourrait avoir à l'encontre du Contractant, résilier la convention et confisquer la garantie d'exécution.

L'acceptation des documents par le Directeur ne constitue pas une reconnaissance du fait que les camions utilisés dans le cadre de l'exécution des services sont conformes aux termes de la présente convention ou sont, de l'avis du Directeur, satisfaisants en vertu de l'article 22 *Caractéristiques des camions* de la présente Annexe 1.

5. Lois, permis et autorisations

Le Contractant et ses camionneurs en vrac doivent se conformer aux lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil s'appliquant aux services qu'ils exécutent. Ils doivent de même se pourvoir, à leurs frais, de tous les permis et certificats exigibles. Par conséquent, le Contractant doit faire les vérifications qui s'imposent auprès des camionneurs en vrac.

Le Contractant doit s'inscrire à la liste des intermédiaires en services de transport de la Commission des transports du Québec. Il doit renouveler son inscription à cette liste de la Commission. À défaut d'une telle inscription ou d'un tel renouvellement, la présente convention est nulle de plein droit.

Le Contractant doit en tout temps utiliser les services des camionneurs en vrac et ce conformément aux lois, ordonnances, règlements, arrêtés en conseil et décrets en vigueur.

Si le Contractant ou un de ses camionneurs en vrac néglige de se conformer aux exigences du présent article, le Directeur peut retenir le paiement des honoraires qui lui est dû jusqu'à ce que le défaut soit remédié, s'il y a lieu.

Par ailleurs, toute infraction aux lois des véhicules moteurs ou à l'encontre des règlements de la Régie des transports du Québec, sera la responsabilité totale du Contractant.

5.1. Code de la sécurité routière

Les camions mis à la disposition de la Ville par le Contractant doivent respecter toutes les normes prescrites par le Code de la sécurité routière du Québec sous peine d'être immédiatement immobilisés, à la demande du Directeur.

Le Contractant doit s'assurer que tous les camionneurs en vrac respectent les lois et règlements de la circulation et en particulier les limites de vitesse ainsi que la signalisation routière. Le Contractant doit observer ou faire observer les obligations et les interdictions liées au réseau de camionnage sur le territoire de la Ville. Il doit notamment observer et faire observer tout règlement sur la circulation et le stationnement et tout règlement sur l'occupation du domaine public et leurs amendements.

5.2. Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds

Le Contractant et les camionneurs en vrac doivent se conformer aux prescriptions de la Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds et de ses règlements d'application.

Le Contractant doit mettre en place des moyens de contrôle pour s'assurer que les camionneurs en vrac se conforment aux prescriptions de la *Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds* (Loi). Il doit spécialement vérifier l'inscription de ceux-ci au Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds de la Commission des transports du Québec (CTQ). Il doit vérifier que la cote de sécurité attribuée par celle-ci à ces propriétaires ou exploitants porte en tout temps la mention «satisfaisant». À défaut d'une telle inscription ou d'une telle mention, le Contractant doit remplacer ces camionneurs en vrac par d'autres conformes à la loi et ayant une cote de sécurité portant la mention «satisfaisant». Le Contractant doit sans délai aviser par écrit le Directeur de ce remplacement.

5.3. Règlement sur les heures de conduite et de repos des conducteurs de véhicules lourds

Le Contractant doit obtenir un engagement du camionneur en vrac à respecter les dispositions du Règlement sur les heures de conduite et de repos des conducteurs de véhicules lourds.

6. Facturation

6.1. Adresse de facturation

Toutes les factures et les notes de crédit originales doivent parvenir à l'adresse suivante :

Division de la vérification et du paiement des factures
Service de la comptabilité et du contrôle financier
Services des Finances
Ville de Montréal
85, rue Notre-Dame Est, bureau 3.100
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Le Contractant doit envoyer une copie de chaque facture émise à l'adresse suivante :

Division soutien technique et opérationnel
Service de la concertation des arrondissements
425, place Jacques-Cartier, bureau 100
Montréal (Québec) H2Y 3B1

6.2. Renseignements sur la facture

Les factures adressées à la Ville doivent contenir les informations suivantes :

- Le numéro d'entreprise attribué par le registraire des entreprises telle qu'elle figure au registre des entreprises
- la dénomination sociale du Contractant;
- le nom d'emprunt ou autre nom en vigueur applicable (s'il y a lieu);
- le numéro de la facture;

- les quantités utilisées;
- les prix unitaires ;
- le pourcentage d'escompte alloué, s'il n'est pas déjà inclus dans les taux;
- les numéros de TPS et TVQ.

6.3. Fréquence de la facturation

Pour chaque arrondissement visé, le Contractant doit produire une facture mensuelle pour les mois de novembre à mars. Cette facture doit être subdivisée par arrondissement et, si nécessaire, par secteur.

La facture inclut le service de transport de la neige réellement effectué par les camionneurs en vrac au cours du mois, suivant le montant unitaire prévu et qui n'a pas été payé le mois précédent.

7. Priorité donnée à certains camionneurs en vrac

Dans le choix des camionneurs en vrac disponibles à travailler pour un arrondissement donné, ceux ayant leur domicile permanent dans l'arrondissement doivent être acceptés par le Contractant. Ceci ne change cependant rien à l'affectation et la répartition équitable du travail entre tous les camionneurs en vrac, peu importe leur domicile.

8. Responsabilité du Contractant

Le Contractant sera seul responsable des dommages ou accidents qui, de la part de ses agents, employés, ouvriers et camionneurs en vrac pourraient être causés aux personnes, aux objets ou aux propriétés de la Ville, d'une corporation, d'une compagnie ou de particuliers, durant l'exécution de la convention; la surveillance exercée par la Ville pour la bonne exécution des services ne dégagera aucunement le Contractant de sa responsabilité quant aux dommages et accidents.

9. Dommages et bris

Le Contractant doit s'assurer que les camionneurs en vrac prennent toutes les précautions nécessaires pour ne pas endommager le mobilier urbain (enseignes réglementant le stationnement et la circulation, lampadaires, bornes-fontaines, poteaux d'incendie, etc.), le mobilier privé ainsi que les arbres et les arbustes.

Si, au cours du chargement de la neige, un panneau interdisant le stationnement nuit aux manœuvres d'un camion, le camionneur en vrac doit en avertir le plus tôt possible un employé de l'équipe de chargement de la Ville, et éviter de l'endommager.

Le Contractant doit aviser le Directeur de tout dommage ou incident causé par les opérations effectuées par les camionneurs en vrac dans les douze (12) heures suivant l'incident. Si l'incident représente une menace à la sécurité, il doit en aviser immédiatement le Directeur et le propriétaire ou l'utilisateur du bien endommagé.

Pour tout bris aux propriétés de la Ville, le coût du remplacement ou de la réparation des biens sera déduit de la facturation.

10. Conduite des camionneurs en vrac

10.1. Conduite répréhensible

Le Contractant devra employer, pour les travaux, des opérateurs d'habileté reconnue. Advenant le cas où le Directeur jugerait à propos d'informer le Contractant de l'incompétence de la main-d'œuvre ou de la mauvaise attitude de l'un de ses camionneurs en vrac à l'égard des représentants de la Ville et du public, le Contractant devra cesser de faire appel à ses services et le remplacer dans les meilleurs délais.

10.2. Conduite au LEN

Au LEN, les camionneurs en vrac sont tenus à une bonne conduite et doivent suivre les instructions du personnel responsable. Aussi, toute personne qui refuse de se conformer aux directives de la personne responsable de la gestion du LEN peut s'en voir interdire l'accès.

11. Représentants autorisés du Contractant

Le Contractant doit transmettre au Directeur par écrit, au plus tard le 15 octobre 2016, les noms et numéros de téléphone de deux (2) représentants dont l'un ou l'autre peut être joint 24 heures sur 24, sept (7) jours sur sept (7), sans exception pendant la saison hivernale. Toute communication du Directeur concernant le déneigement est transmise à ce représentant.

Un de ces représentants doit aussi pouvoir être joint en permanence pendant la durée de la convention.

11.1. Représentants non joignables

Si le Directeur ne peut rejoindre aucun des représentants du Contractant à un moment donné pendant la saison hivernale, le Directeur pourrait, sans préavis, intervenir dans l'exécution de sa convention pour suppléer au défaut du Contractant, et ce, aux frais de ce dernier.

11.2. Changements de représentants

Le Contractant avise le Directeur immédiatement par téléphone de tout changement de représentant et confirme ce changement par écrit dans les vingt-quatre (24) heures.

Le Directeur se réserve le droit de demander de changer les représentants.

12. Obstruction

À moins d'une décision contraire prise par le Directeur, le Contractant doit subir, à ses frais, le temps d'attente sur les lieux des services ou au LEN.

Il doit également assumer à ses frais tous les dommages dus aux retards ou autres inconvénients résultant de réparations faites aux appareils de la Ville ou loués par la Ville sur les lieux du chargement de la neige, par le changement de souffleuse, par le remorquage des véhicules, par les difficultés de transport pour aller ou revenir du LEN, de chargement ou de déchargement au LEN, de l'état de la chaussée à l'intérieur du LEN, de la circulation, d'aménagement des chaussées et des trottoirs, par le soufflage sur des surfaces à l'arrière des trottoirs ou de toute autre forme d'obstruction ou d'empêchement quelle qu'en soit la cause. Aucune réclamation en compensation des frais dont il est question n'est recevable.

13. Résiliation de la convention par la Ville

Si le Contractant enfreint quelque disposition de la convention ou manque à quelque obligation qui en découle et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, mais plus particulièrement :

- A fait une fausse déclaration en relation avec la convention;
- Refuse de permettre l'inspection des camions ou néglige de donner une preuve suffisante sur l'état de fonctionnement des camions;
- N'a pas démontré au Directeur qu'il dispose des camions requis ou en bon état de fonctionnement pour la réalisation de la convention;
- N'a pas fourni au Directeur, à la date prévue, la garantie;
- Contrevient ou les camionneurs contreviennent régulièrement aux lois, ordonnances ou règlements ou aux ordres du Directeur et ne corrige pas les défauts dans les délais impartis;
- Les camionneurs en vrac poursuivent les services sans la célérité et la diligence requises;
- N'a pas été relevé d'une suspension des services dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'avis de suspension;
- Fait l'objet de plus d'une suspension de services au cours de la durée de la convention;
- Abandonne définitivement les services;
- En cas de liquidation ou de dissolution.
- Fait défaut de s'inscrire à la liste des intermédiaires ou fait défaut de renouveler son inscription.

La Ville peut, sur rapport du Directeur le constatant, résilier la convention, confisquer la garantie fournie et réclamer du Contractant les coûts supplémentaires que son défaut occasionne à la Ville, sans préjudice de tous les autres recours que la Ville peut exercer.

14. Gestion de contrat

Afin de développer une saine relation d'affaires avec le Contractant, la Ville souhaite inviter celui-ci à participer à des rencontres de gestion de la convention. Cette gestion contractuelle permettra de mieux coordonner la réalisation des services par les camionneurs en vrac.

Les personnes mandatées qui participeront à ces rencontres doivent posséder le niveau de délégation de pouvoir suffisant pour assurer le respect des normes, clauses et conditions portant sur les aspects contractuels de la convention.

Le Contractant est tenu de se présenter à une rencontre de démarrage organisée par la Ville, d'une durée maximale d'une demi-journée, à la date fixée par cette dernière.

À la suite de cette rencontre, le Contractant doit s'assurer que les camionneurs en vrac qui œuvrent aux opérations de déneigement auront également reçu l'information transmise par la Ville.

En plus de la rencontre de démarrage, la Ville peut convoquer le Contractant à n'importe quel autre moment au cours de l'exécution de la convention.

15. Instructions et renseignements

15.1. Instructions

Le Contractant doit s'assurer que les camionneurs en vrac se conforment à toutes les instructions du Directeur qui leur seront transmises par le Contractant. La Ville n'a aucun lien ni obligation envers les camionneurs en vrac.

Le Contractant doit se conformer aux instructions du Directeur en tout ce qui a trait à l'exécution de la convention.

Le Directeur décide de toute question relative aux clauses du présent cahier des charges et de leur application. Sa décision est finale et sans appel et le Contractant doit s'y conformer.

15.2. Renseignements

Le Contractant doit collaborer avec le Directeur et lui fournir tout renseignement verbal ou écrit et lui transmettre tout document qui peut être demandé pour assurer un contrôle et une exécution efficaces de la convention.

16. Description des secteurs

La description et les limites des secteurs visés par la convention sont données à l'Annexe de chacun des arrondissements visés. La longueur mentionnée à la description du secteur n'est donnée qu'à titre informatif. Elle représente le nombre approximatif de kilomètres linéaires où la neige est chargée dans des camions.

Le secteur pourrait être modifié par l'ajout ou le retrait de rues, ceci n'affectant en rien le prix unitaire.

17. Conditions d'exécution du service

Le Contractant doit s'assurer que les camionneurs en vrac continuent et complètent leur travail de transport de la neige si une accumulation de neige débute le ou avant le 31 mars et se poursuit après cette date.

Au cours de cette période supplémentaire, le Contractant doit s'assurer que les camionneurs en vrac poursuivent la réalisation des services en conformité avec les clauses de la présente convention.

18. Transport de neige en dehors de la saison hivernale

Si des opérations de transport de neige sont nécessaires avant le 15 novembre ou après le 31 mars, le Directeur peut requérir du Contractant que, suivant leur disponibilité, les camionneurs en vrac fournissent les services, et ce, conformément à la présente convention.

Les services fournis à la Ville avant le 15 novembre ou après le 31 mars seront rémunérés au prix unitaire de l'hiver en cours.

19. Soufflage de la neige sur les terrains

Le Directeur se réserve le droit de souffler la neige sur les surfaces à l'arrière des trottoirs dans certaines rues ou portions de rues faisant partie du secteur, quelle que soit l'accumulation de neige sur lesdites rues. Ainsi pour ces rues ou portions de rue, aucun transport n'est effectué.

20. Normes opérationnelles pour le transport de la neige

Généralement, des opérations de chargement de la neige sont déclenchées lorsque l'accumulation de neige résultant d'une ou de plusieurs précipitations crée un andain équivalant à une accumulation variant entre 10 et 15 cm. Malgré ce qui précède, le Directeur peut déclencher exceptionnellement une opération de chargement pour toute autre raison.

20.1. Début des opérations

Les opérations de transport de la neige débutent à la suite de l'appel du Directeur, à l'heure indiquée par ce dernier. Le Contractant en sera avisé au moins cinq (5) heures d'avance.

Le Contractant doit alors, avec les camions requis en fonction du volume demandé, s'assurer que les camionneurs en vrac commencent les opérations avec promptitude, les poursuivent avec diligence et travaillent de façon à ce que les opérations soient complétées selon les normes opérationnelles de la présente Annexe.

20.2. Horaires des opérations de transport de la neige

Les opérations de transport s'effectuent généralement selon un horaire de travail de 24 heures par jour, divisé en deux (2) quarts réguliers de travail, jour et nuit. Le début des opérations de transport peut se faire en tout temps au cours des dites périodes.

Le transport de la neige peut s'effectuer le jour, la nuit, les fins de semaine et les jours fériés.

Le Directeur peut suspendre le chargement de la neige temporairement pour une période donnée ou y mettre fin de façon définitive, pour quelque raison que ce soit.

Les heures de repas des camionneurs en vrac sont les mêmes que celles du personnel de l'équipe de chargement de la Ville.

Les horaires des opérations de transport de chaque arrondissement visé sont précisés à l'Annexe de chaque arrondissement. Le Directeur peut modifier ces horaires.

20.3. Déroulement des opérations

Le Contractant doit maintenir le volume exigé du début à la fin de la durée du chargement, à moins que le Directeur n'en décide autrement.

Au cours des opérations de transport de la neige, le Contractant doit signaler sans délai au Directeur tout changement d'utilisation des camions, tel que décrit à l'article 23.2 *Suivi pendant les opérations*. En cas de bris de camion, le Contractant doit fournir un autre camion dans un délai de cinq (5) heures maximum afin de respecter en tout temps le volume demandé par le Directeur et il doit transmettre une nouvelle liste des camions.

Le Directeur peut exiger que des camions associés à un secteur soient utilisés dans un autre secteur de la Ville.

20.4. Délais de réalisation

À titre informatif, le chargement de la neige est normalement réalisé sur l'ensemble du réseau dans le délai établi ci-dessous, en fonction des quantités de neige accumulées au sol :

- De 10 à 20 cm, le délai maximum est de 96 heures;
- De 21 à 25 cm, le délai maximum est de 108 heures;

- De 26 à 30 cm, le délai maximum est de 120 heures;
- Plus de 30 cm, le délai maximum est de 120 heures ou plus, selon le délai établi par le Directeur.

Ces délais peuvent être changés ou annulés dans le cas où une nouvelle précipitation surviendrait avant leur expiration. Le Directeur fixe alors les nouveaux délais de chargement de la neige.

Le Directeur peut prolonger le délai de chargement de la neige s'il décide de suspendre temporairement les opérations de chargement.

20.5. Lieu d'élimination de la neige attribué au secteur

Le LEN attribué à chaque secteur de déneigement est indiqué à l'Annexe correspondante à ce secteur. Les camionneurs en vrac doivent y transporter la neige directement.

Le Directeur se réserve le droit de modifier en tout temps le LEN attribué à un secteur. Au besoin, le prix au mètre cube payé est ajusté selon les dispositions prévues à la convention.

20.6. Déchargement de la neige

Pour un secteur donné, seule la neige provenant des rues visées par la convention peut être déchargée au LEN attribué à ce secteur. Dans le même ordre d'idée, la neige provenant d'un secteur donné ne peut être déposée à un autre LEN que celui attribué.

Si un camion n'est pas rempli selon sa pleine capacité, le Directeur peut évaluer visuellement la portion de la capacité du camion qui est remplie et ne compiler, aux fins de traitement, que le volume correspondant à celle-ci. Il peut aussi refuser de compiler le voyage.

Lors du déchargement, les camionneurs en vrac doivent vider entièrement la benne du camion et, si nécessaire, prendre les mesures adéquates pour enlever les résidus de neige et de glace qui sont demeurés collés.

Aucun frais n'est exigé aux camionneurs en vrac pour le déversement de la neige transportée au LEN de la Ville et provenant du secteur approprié.

Chaque camion doit prendre le temps nécessaire pour décharger son contenu, mais n'a pas à attendre un camion qui le précédait lors du chargement et dont le temps de déchargement est supérieur. Les camions n'ont pas à respecter un ordre de chargement; aussitôt arrivé, aussitôt chargé.

20.7. Fin des opérations

La fin du travail de transport de neige est déterminée par le Directeur.

20.8. Exceptions

Lors d'une précipitation mineure ou lorsque la neige est poussée en rafales par le vent, la Ville peut exécuter elle-même le chargement de cette neige et de la glace provenant du déglaçage des trottoirs ou des caniveaux.

En cours de saison hivernale, le Directeur se réserve le droit de ne pas avoir recours aux camionneurs en vrac du Contractant pour le transport de la neige dans une partie du secteur

faisant l'objet de la présente convention et d'utiliser les camions de la Ville en remplacement. Les camionneurs en vrac sont rémunérés seulement pour les services réellement effectués.

21. Capacité volumétrique minimale

21.1. Capacité volumétrique minimale en période de chargement

Pour chaque opération de chargement de la neige, le Contractant doit être en mesure de mettre en tout temps à la disposition de la Ville la flotte de camions dont le volume est égal ou supérieur à la totalité des CVM spécifiées aux Annexes de chacun des arrondissements visés.

En fonction des quantités de neige à charger, le Directeur peut permettre un volume inférieur à la CVM.

Le Contractant doit également respecter les catégories de camions acceptées dans chacun des secteurs et précisées aux Annexes correspondantes. Ces catégories sont décrites à l'article 22 *Caractéristiques des camions* de la présente Annexe 1.

Le Contractant doit mettre à l'œuvre simultanément dans chaque secteur de déneigement visé, tous les camions requis afin d'atteindre le volume demandé.

Pendant toute la durée de la convention, le Contractant doit avoir en tout temps l'usage du nombre et du type de camion requis, même pendant les réparations faites à ses camions.

21.2. Modification du volume demandé en cours de chargement

Au cours d'un chargement, il est possible, compte tenu des conditions de chargement de la neige, que le volume demandé par le Directeur doive changer. Le Directeur avisera le Contractant le plus tôt possible et ce dernier devra maintenir ce nouveau volume jusqu'à la fin du chargement.

21.3. Demande supérieure à la CVM

Pour terminer les travaux dans les délais fixés, et afin de ne pas retarder l'avancement des travaux, le Directeur se réserve le droit de mettre à l'œuvre des équipes de chargement additionnelles. Dans ce cas, si le volume demandé est supérieur à la CVM indiquée à l'Annexe de chacun des arrondissements visés, le Directeur fera d'abord appel au Contractant. Si le Contractant ne peut pas fournir les camions supplémentaires demandés, la Ville pourra opérer avec des camions lui appartenant ou loués par elle.

21.4. Besoins particuliers en cours de saison hivernale

À l'occasion, pour des besoins particuliers en déneigement (comme dans le cas de chargement de la neige au tracteur chargeur), le Directeur peut requérir du Contractant un volume réduit, décidé par le Directeur.

Le Directeur avisera alors le Contractant au minimum (3) heures avant le début des opérations.

22. Caractéristiques des camions

22.1. Camions acceptés

Pour le transport de neige, on entend par camion, l'un ou l'autre des appareils suivants :

- Catégorie A : un camion de six (6), dix (10) ou douze (12) roues (deux (2), trois (3) ou quatre (4) essieux), non articulé et muni d'une benne basculante;
- Catégorie B1 : semi-remorque dont la benne basculante possède deux ou trois essieux;
- Catégorie B2 : semi-remorque dont la benne basculante possède quatre essieux ou plus;
- Catégorie C : camion de catégorie A, tel que décrit ci-dessus, auquel on attache une remorque à benne basculante.

L'Annexe correspondant à chacun des arrondissements visés indique la ou les catégorie(s) de camions qui seront accepté(e)s en regard des lieux d'élimination de la neige associés à chacun des secteurs. Le Contractant doit aussi adapter le choix de ses camions en fonction du secteur de déneigement où il travaille.

À moins d'indication contraire par le Directeur, le Contractant est tenu d'utiliser les catégories de camions ci-haut mentionnées, sous peine de se voir refuser l'accès au LEN.

22.2. État des camions

Les bennes de camion doivent être propres et exemptes de résidus provenant du transport d'autres matières que la neige.

Les camions doivent être en bon état, exempts de rouille et opérationnels. Le Directeur peut refuser tout camion qu'il juge non approprié à la réalisation des services, même s'il correspond aux spécifications mentionnées ci-dessus.

En cours d'exécution, si de l'avis du Directeur, les camions fournis par les camionneurs en vrac ne peuvent accomplir de façon satisfaisante les services demandés, eu égard à l'état ou aux difficultés du stationnement, de la circulation, des trajets de transport et du LEN attribué au secteur visé, le Directeur peut obliger le Contractant à modifier la flotte de camions fournie, dans les délais et selon les modalités qu'il fixe, et ce, à l'intérieur des catégories spécifiées à l'Annexe de ce secteur.

22.3. Mesurage, enregistrement et identification des camions de transport de neige

Tous les camions que le Contractant entend utiliser pour une saison hivernale doivent être mesurés, enregistrés auprès de la Ville et identifiés avant le 15 novembre de chaque année.

Le mesurage est effectué par le Directeur, à la date et au lieu fixés par ce dernier. À cette occasion, les planches au haut de la benne du camion doivent avoir été installées et les renseignements fournis suivant l'article 4 *Preuves de propriété des camions* sont alors validés. Des photos de chaque camion sont aussi prises.

Le Contractant doit assurer la présence d'une personne lors du mesurage des camions.

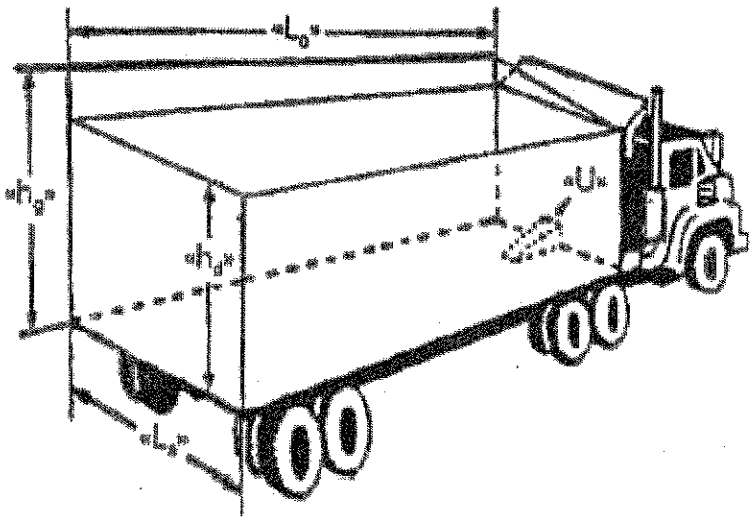
Tout camion qui n'est pas dûment mesuré, enregistré ou identifié se verra refuser l'accès au LEN. Exceptionnellement, le Directeur peut donner accès au LEN à un camion qui n'a pas été mesuré, à la condition que le camion soit mesuré, identifié et enregistré immédiatement après l'opération de chargement de la neige.

22.4. Détermination du volume d'une benne de camion

Le volume de la benne est déterminé par la formule ci-dessous, en soustrayant le volume de toute saillie, soit :

Volume = 0,5 [(h_d + h_g) X La X Lo] - U

- **Volume** : est exprimé en mètres cubes, au dixième (1/10) près.
- h_d : Profondeur intérieure de la benne du côté droit du camion exprimée en mètres, au centimètre près;
- h_g : Profondeur intérieure de la benne du côté gauche du camion exprimée en mètres, au centimètre près;
- **La** : Largeur intérieure de la benne du camion exprimée en mètres, au centimètre près;
- **Lo** : Longueur intérieure de la benne du camion exprimée en mètres, au centimètre près;
- **U** : Saillie



Peu importe le camion, le Contractant doit s'assurer que le camionneur en vrac adapte le côté gauche afin que ce dernier ait un minimum de 0,5 mètre de plus que le côté droit, sans toutefois l'excéder de plus de 0,8 mètre. À moins d'indication contraire dans l'Annexe relative à un arrondissement visé, la hauteur maximale du côté gauche à respecter à partir du sol est de 4,1 mètres, et du côté droit, de 3,6 mètres. Toute différence entre le côté droit et le côté gauche supérieure à 0,80 m sera limitée à 0,80 m dans le calcul.

Lorsque la benne comprend un espace de chargement situé à l'avant au-dessus de la cabine du chauffeur, cet espace est exclu dans le calcul du volume de la benne du camion.

Une fois que le volume d'un camion a été établi par le Directeur, le camionneur en vrac ne peut modifier ce volume sans autorisation.

La Ville se réserve le droit de déterminer le volume d'une benne à l'aide d'un instrument de mesure optique. Aucune compensation monétaire ne sera versée aux camionneurs en vrac pour une différence de volume.

22.5. Identification des camions

Le Directeur remet au Contractant une plaque pour l'identification de tous les camions qui seront utilisés par les camionneurs en vrac. La plaque d'identification doit être apposée sur le panneau latéral gauche. Lorsque le camion est composé de plus d'une benne, une plaque doit être apposée sur chacune des bennes.

Cette plaque doit être apposée sur les camions en vue du mesurage des camions, tel que décrit à l'article 22.3 *Mesurage, enregistrement et identification des camions de transport de neige.*

À la demande du Directeur, les plaques d'identification des camions de transport de neige doivent être retournées par le Contractant au plus tard le 15 mai de chaque année.

23. Suivi des opérations

23.1. Avant le début des opérations

Avant le début du chargement de la neige, le Contractant doit transmettre au Directeur, sur un document fourni par ce dernier, la liste des camions qu'il entend utiliser pour ce chargement et correspondant minimalement au volume demandé. Un même camion ne peut être utilisé, au même moment, dans plus d'un secteur à la fois.

Les camions choisis doivent faire partie des camions enregistrés en début de saison hivernale.

23.2. Suivi pendant les opérations

Si, pour quelque raison que ce soit, les camions utilisés en cours de chargement sont changés, le Contractant doit alors transmettre sans délai une nouvelle liste de camions au Directeur.

24. Contrôle électronique du transport de la neige

24.1. Fonctionnement général du système intelligent de transport de neige

Le contrôle des volumes de neige se fait grâce au système intelligent de transport de neige. Toutes les transactions de chargement et de déchargement de la neige sont gérées à l'aide d'équipements télémétriques installés dans la souffleuse, dans le camion de transport de neige et à la guérite du LEN.

Lors du chargement de la neige, la pagette du camion interagit avec l'équipement électronique installé dans la souffleuse pour confirmer une transaction de chargement de la neige. Cette transaction est par la suite téléchargée dans le système informatique de la Ville lors du passage du camion à la guérite du LEN.

24.2. Équipement requis dans les camions

Le Contractant doit s'assurer que chaque camionneur en vrac participant aux opérations de chargement de la neige possède sa propre pagette. Les pagettes sont fournies par la Ville au Contractant en début de saison hivernale.

Le Contractant est responsable des équipements prêtés par la Ville et doit les remettre à la Ville en bon état à la fin de la saison hivernale. Le remplacement des équipements prêtés est aux frais du Contractant, tel que précisé à l'article 28.1 Pénalités.

24.3. Vérifications préalables au chargement

Avant le début d'une opération de chargement, le Contractant doit s'assurer que chaque camionneur en vrac a la pagette correspondante à son camion et doit vérifier son bon fonctionnement.

En cas de problème, le Contractant doit immédiatement contacter le Directeur et aller récupérer un équipement additionnel.

24.4. Procédures à suivre lors des opérations de chargement de la neige

Avant de charger la neige dans un camion, le chauffeur de la souffleuse envoie une autorisation électronique au camion.

Avant de recevoir la neige dans son camion, le camionneur en vrac doit attendre d'avoir reçu l'autorisation électronique de la souffleuse.

À son arrivée au LEN, le camion doit s'arrêter à la guérite le temps de transférer la transaction électronique du chargement de la neige de la pagette vers le système de la Ville. Lorsque la guérite a reçu la confirmation du transfert de la transaction, le camion peut procéder au déchargement de la neige.

Tout camion qui ne dispose pas de sa pagette peut se voir interdire l'accès au LEN.

Advenant un problème avec la pagette, l'ordinateur de la guérite ou le système intelligent de transport de neige, le camionneur en vrac recevra lors de son passage à la guérite du LEN un billet de déversement en deux copies. Aux fins de paiement, une de ces copies devra être conservée par le Contractant comme preuve et envoyée au Directeur sur demande.

25. Inspection des camions

25.1. Annuelle

Au plus tard le 15 novembre de chaque année, le Directeur inspecte les camions des camionneurs en vrac pour s'assurer de leur bon état et de leur performance, ainsi que pour confirmer les volumes des camions.

Si le Contractant ne dispose pas de camions conformes aux dispositions de la présente convention, ou s'ils ne sont pas en bon état, le Directeur avise le Contractant par écrit. Ce dernier doit alors, dans les sept (7) jours à compter de la date de réception de la lettre, corriger le défaut invoqué.

25.2. Pendant la saison hivernale

En tout temps, en d'exécution, le Directeur peut vérifier les camions mis à la disposition de la Ville par le Contractant. Ce dernier doit permettre et faciliter l'accès du Directeur aux camions utilisés ainsi qu'aux endroits où ils sont remisés.

En tout temps, le Directeur peut refuser tout camion qu'il juge inadéquat.

En tout temps, le Contractant doit, suivant la demande du Directeur, fournir la preuve du bon état des camions et, par la suite, s'assurer du maintien du bon état.

26. Bruit

Le Contractant doit s'assurer que les camionneurs en vrac prennent toutes les mesures nécessaires pour faire le moins de bruit possible durant l'exécution des services, et particulièrement durant le déchargement.

Tous les camions mis à la disposition de la Ville par le Contractant doivent être conformes aux lois et règlements relatifs au bruit du secteur de déneigement où ils travaillent, sous peine d'être immédiatement immobilisés par le Directeur.

Le Contractant doit s'assurer que les camionneurs en vrac prennent toutes les mesures nécessaires pour minimiser le bruit généré par l'exécution de leurs services. Il est interdit, lors du déchargement de la neige, de faire claquer le panneau derrière la benne du camion pour provoquer la chute de la neige restée collée aux parois de la benne.

27. Sécurité

Si les camionneurs en vrac exécutent les services de façon non sécuritaire, le Directeur peut exiger l'arrêt immédiat des services, jusqu'à ce que le Contractant effectue les correctifs nécessaires à la sécurité des personnes et des biens.

Il est interdit de circuler avec la benne du camion qui n'est pas en position horizontale sur les lieux d'élimination de la neige.

27.1. Collision

Les principaux facteurs qui contribuent aux collisions majeures impliquant les véhicules lourds sont reliés à la vitesse, l'omission de céder le passage, les virages à droite, la capacité de conduite affaiblie et la distance non sécuritaire entre deux véhicules.

Dans le but de ne pas retarder les opérations de déneigement en cours, le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) a élaboré une procédure lors d'une collision ne causant aucune blessure et impliquant uniquement :

- un véhicule inoccupé dont le propriétaire ou son représentant ne peut être rejoint ;
- un objet fixe ;
- un objet inanimé ;
- un animal de plus de 25 kg et dont le propriétaire ne peut être rejoint sur les lieux.

La procédure est la suivante :

- Obligation pour le conducteur impliqué dans une collision telle que décrite de laisser une note sur le véhicule accroché en incluant l'identification du véhicule ayant causé la collision et le numéro de téléphone du Directeur;
- Obligation pour le conducteur impliqué dans une collision telle que décrite de prendre en note les informations pertinentes pour le rapport d'accident interne fourni par le SPVM (lieu, heure, immatriculation du véhicule accidenté, marque, modèle, couleur, description des dommages, circonstances de l'accident) et de les transmettre au Directeur dans les plus brefs délais.

Aucun autre type de collision ne peut faire partie de cette procédure. Un conducteur impliqué dans une collision qui n'entre pas dans l'une des situations décrites ci-dessus devra rédiger un constat à l'amiable. Toutefois, s'il y a blessure, un rapport de police sera requis.

Le SPVM peut modifier cette entente à tout moment. Dans ce cas, le Contractant devra suivre les nouvelles directives fournies.

28. Défaut d'exécution et pénalités

28.1. Pénalités

Sans préjudice quant à ses autres droits et recours, le Directeur pourra appliquer les pénalités suivantes :

- Ne pas fournir la preuve de propriété dans les délais requis. Un montant de mille dollars (1000$) par jour;
- Ne pas aviser le Directeur à la suite d'un bris ou d'un dommage (article 9 *Dommages et bris*): 200$ par période de 24 heures suivant le délai de 12h donné au Contractant pour informer le Directeur ou 500$ par heure dans le cas où le bris ou le dommage représente un danger pour la sécurité publique.
- Ne pas fournir le volume demandé à temps (article 21 *Capacité volumétrique minimale*): pour chaque heure où le volume n'est pas atteint, la pénalité est de 10$ par mètre cube manquant.
- Refus de permettre l'inspection des camions ou néglige de donner une preuve suffisante sur l'état de fonctionnement des camions (article 25 *Inspection des camions*): un montant de mille dollars (1000 $) par jour que dure ce défaut sera applicable.
- Ne pas corriger les défauts dans les délais impartis suivant l'inspection annuelle des camions (article 25 *Inspection des camions*): un montant de mille dollars (1000$) par jour que dure ce défaut par camion.
- Pour toute plaque d'identification des camions de transport de neige non retournée ou devenue inutilisable selon l'opinion du Directeur (article 22.5 *Identification des camions*) : 250$ chaque;
- Pour chaque pagette perdue ou endommagée par le Contractant ou les camionneurs en vrac (article 24.2 *Équipement requis dans les camions*) : 400$ chaque.

28.2. Procédure pour l'application d'une pénalité

Pour toute infraction à l'une des dispositions du devis technique :

- le Directeur émet un avertissement écrit au Contractant (avis d'infraction);
- le Contractant peut, dans les 48 heures suivant la réception de l'avis d'infraction, aviser par écrit le Directeur qu'il conteste l'avis d'infraction reçu;
- dans le cas où le Directeur reçoit la contestation écrite du Contractant dans le délai de 48 heures, il informe le Contractant s'il maintient ou non la pénalité;
- le fait que le Directeur ne reçoive aucune réponse dans le délai mentionné dans l'avis signifie que le Contractant ne conteste pas la pénalité afférente à l'infraction;
- s'il y a récidive de la part du Contractant le Directeur émet un nouvel avis d'infraction indiquant le montant de la pénalité correspondant à l'infraction;
- le Directeur déduira des honoraires dus au Contractant toute pénalité applicable en vertu du présent article.

28.3. Suspension des services

Si le Contractant ou un des camionneurs en vrac est en défaut d'exécuter quelque obligation de la présente convention, le Directeur peut à sa seule discrétion suspendre l'exécution de la convention avec le Contractant et en donner avis à ce dernier. Si le Contractant remédie au défaut avec diligence, à l'intérieur d'un délai de 10 jours depuis la date de l'avis de suspension, et ce, à la satisfaction du Directeur, ce dernier relève le Contractant de sa suspension et l'en avise. Le paiement des honoraires sont suspendus à compter de la date de l'avis de suspension jusqu'à la date de l'avis au Contractant l'en relevant.

Toutes les sommes dues par la Ville, pour une même saison hivernale, sont ajustées d'un pourcentage égal au nombre de jours pendant lesquels la convention a été suspendue pendant la saison hivernale.

Annexe 2

Arrondissement d'Anjou

Carte Anjou

Description des secteurs

La convention de transport de neige est en vigueur dans cinq secteurs de l'arrondissement d'Anjou :

SECTEURS	LONGUEURS	CENTROÏDES
ANJ-301-1617	10,6 km	ave. Bois-de-Coulonge / ave. Cairns
ANJ-302-1617	7,1 km	Place de la Malicorne / ave. De la Nantaise
ANJ-303-1617	9,4 km	boul. des Galeries d'Anjou / impasse de l'eau-Vive
ANJ-304-1617	57,0 km	boul. Parkway / rue Bombardier
ANJ-308-1617	11,5 km	boul. Yves-Prévost / boul. Joseph-Renaud

Capacité volumétrique minimale et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des secteurs la CVM demandée ainsi que les types de camions autorisés.

SECTEURS	CVM	CAMIONS AUTORISÉS
ANJ-301-1617	290	A B1 B2 C
ANJ-302-1617	350	A B1 B2 C
ANJ-303-1617	230	A B1 B2 C
ANJ-304-1617	800	A B1 B2 C
ANJ-308-1617	370	A B1 B2 C

Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de chargement de la neige se déroulent sur deux quarts de travail :

- De jour : 8 h à 19 h (tous les secteurs)
- De nuit : 20 h à 7 h (2 souffleuses dans le secteur ANJ-304-1617)

Chaque secteur a un horaire préétabli.

Lieu d'élimination de la neige par secteur

Tous les secteurs vont porter la neige au site Ray-Lawson.

Formule de prix

La formule de prix pour les secteurs de l'arrondissement d'Anjou est le taux au mètre cube par kilomètre. Les taux du tableau suivant sont ceux du Recueil 2016. Le cas échéant, on utilisera les taux du Recueil 2017 pour l'hiver 2017-2018.

SECTEURS	LEN	DISTANCE	PRIX AU MÈTRE CUBE
ANJ-301-1617	Ray-Lawson	4,7 km	1,999 $
ANJ-302-1617	Ray-Lawson	5,6 km	2,186 $
ANJ-303-1617	Ray-Lawson	3,2 km	1,812 $
ANJ-304-1617	Ray-Lawson	moyenne de 1,6 km	1,396 $
ANJ-308-1617	Ray-Lawson	4,1 km	1,999 $

Particularités

La hauteur du côté droit du camion doit être au maximum de 3,4 mètres par rapport au sol.

Annexe 3

Arrondissement de Côtes-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Carte CDN

Description des secteurs

La convention de transport de neige est en vigueur dans un secteur de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, le CDN-301-1617. La longueur est de 72,5 km.

Capacité volumétrique minimale et camions autorisés

Le tableau suivant présente la CVM demandée ainsi que les types de camions autorisés.

SECTEUR	CVM	CAMIONS AUTORISÉS
CDN-301-1617	1015	A B1 B2

Les camions B1 et B2 ne sont autorisés qu'au LEN St-Pierre #2.

Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de chargement de la neige se déroulent sur deux quarts de travail :

- 7 h à 19 h ;
- 19 h à 7 h.

Lieu d'élimination de la neige par secteur

SECTEUR	LEN	LEN ALTERNATIFS
CDN-301-1617	Anbar	Angrignon
	St-Pierre #2	Angrignon

Les LEN alternatifs sont principalement utilisés lors de problèmes aux chutes à l'égout. Le Directeur décide du LEN où le camionneur en vrac doit aller porter la neige. Un camionneur en vrac ne peut aller dans un LEN alternatif sans l'autorisation du Directeur.

Formule de prix

La formule de prix pour le secteur de l'arrondissement de Côtes-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce est le « taux horaire 2016-2017 suivant entente » indiqué à l'Annexe 14, selon la capacité du camion.

Particularités

La hauteur du côté droit du camion doit être au maximum de 3,2 mètres par rapport au sol.

Annexe 4

Arrondissement de Lachine

Carte Lachine

Description des secteurs

La convention de transport de neige est en vigueur dans deux secteurs de l'arrondissement de Lachine : LAC-301-1617 et LAC-303-1617.

SECTEURS	LONGUEURS
LAC-301-1617	22,1 km
LAC-303-1617	56,2 km

Capacité volumétrique minimale et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des secteurs la CVM demandée ainsi que les types de camions autorisés.

SECTEURS	CVM	CAMIONS AUTORISÉS
LAC-301-1617	Au total, CVM de 1030 le jour, et 300 mètres cubes la nuit	A B1 B2 C
LAC-303-1617		A B1

Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de chargement de la neige se déroulent sur deux quarts de travail :

- De jour : 7 h à 19 h ;
- De nuit : 19 h à 7 h.

Chaque secteur a un horaire préétabli :

HORAIRES	SECTEURS
Secteur de jour seulement	LAC-301-1617
Secteur de jour et de nuit	LAC-303-1617

Lieu d'élimination de la neige par secteur

SECTEURS	LEN	LEN ALTERNATIFS
LAC-301-1617	46e Avenue	N/A
LAC-303-1617	St-Pierre #1 et 46e Avenue	46e avenue

Le LEN alternatif est principalement utilisé lors de problèmes aux chutes à l'égout. Le Directeur décide du LEN où le camionneur en vrac doit aller porter la neige. Un camionneur ne peut aller dans un LEN alternatif sans l'autorisation du Directeur.

Formule de prix

La formule de prix pour les secteurs de l'arrondissement Lachine est le « taux horaire 2016-2017 suivant entente » indiqué à l'Annexe 14, selon la capacité du camion.

Particularités

Les hauteurs maximales du camion, par rapport au sol, sont de :

-côté droit : 3,0 mètres;

-côté gauche : 4,0 mètres.

Annexe 5

Arrondissement de LaSalle

Carte LaSalle

Description des secteurs

La convention de transport de neige est en vigueur dans dix secteurs de l'arrondissement de LaSalle :

SECTEURS	LONGUEURS
LAS-301-1617	15,1 km
LAS-303-1617	18,5 km
LAS-305-1617	18,2 km
LAS-306-1617	21,5 km
LAS-307-1617	16,7 km
LAS-308-1617	16,8 km
LAS-309-1617	22,8 km
LAS-310-1617	25,3 km
LAS-313-1617	23,2 km
LAS-360-1617	n/d

Le secteur LAS-360-1617 est composé d'une série d'endroits (terrasses, culs-de-sac) où la neige doit être chargée dans des camions au moyen d'un tracteur-chargeur.

Capacité volumétrique minimale et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des secteurs la CVM demandée ainsi que les types de camions autorisés.

Les seuls camions de type A autorisés sont des 10 ou 12 roues.

SECTEURS	CVM	CAMIONS AUTORISÉS
LAS-301-1617	455	A
LAS-303-1617	575	B1 B2
LAS-305-1617	460	A B1
LAS-306-1617	400	A B1
LAS-307-1617	405	A B1
LAS-308-1617	305	A B1
LAS-309-1617	390	A B1
LAS-310-1617	385	A B1
LAS-313-1617	440	A B1
LAS-360-1617	220	A B1

Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de chargement de la neige se déroulent sur deux quarts de travail :

- De jour : 7 h à 18 h
- De nuit : 19 h à 6 h.

Chaque secteur a un horaire préétabli.

HORAIRES	SECTEURS
Secteurs de jour	LAS-301-1617
	LAS-303-1617
	LAS-305-1617
	LAS-306-1617
	LAS-307-1617
	LAS-308-1617
	LAS-360-1617
Secteurs de nuit	LAS-309-1617
	LAS-310-1617
	LAS-313-1617

Lieu d'élimination de la neige par secteur

SECTEURS	LEN	LEN ALTERNATIFS
LAS-301-1617	Angrignon	n/a
LAS-303-1617	Angrignon	n/a
LAS-305-1617	Angrignon	n/a
LAS-306-1617	Angrignon	n/a
LAS-307-1617	Angrignon	n/a
LAS-308-1617	Angrignon	n/a
LAS-309-1617	Angrignon	n/a
LAS-310-1617	Angrignon	n/a
LAS-313-1617	Angrignon	n/a
LAS-360-1617	Angrignon	n/a

Formule de prix

La formule de prix pour les secteurs de l'arrondissement de LaSalle est le « taux horaire 2016-2017 suivant entente » indiqué à l'Annexe 14, selon la capacité du camion.

Particularités

Les camions utilisés pour le secteur LAS-360-1617 doivent avoir une hauteur maximale de 3,0 mètres à gauche et de 2,7 mètres à droite, par rapport au sol.

Annexe 6

Arrondissement de L'Île-Bizard – Ste- Geneviève

Carte IBI

Description des secteurs

La convention de transport de neige est en vigueur dans l'arrondissement de l'Ile-Bizard / Ste-Geneviève.

SECTEUR	LONGUEUR
IBI-300-1617	28,2 km

Capacité volumétrique minimale et camions autorisés

La capacité volumétrique minimale demandée est de 300 mètres cubes. Les types de camions autorisés sont A, B1, B2 et C.

Horaire des opérations de transport de la neige

L'horaire de travail est de jour, de 4h00 à 19h00.

Lieu d'élimination de la neige (LEN)

Le LEN est Château-Pierrefonds.

Formule de prix

La formule de prix pour le secteur de l'arrondissement de l'Ile-Bizard/Ste-Geneviève est le « taux horaire 2016-2017 suivant entente » indiqué à l'Annexe 14, selon la capacité du camion.

Particularités

Aucune.

Annexe 7

Arrondissement de Montréal-Nord

Carte MTN

Description des secteurs

La convention de transport de neige est en vigueur dans deux secteurs de l'arrondissement de Montréal-Nord.

SECTEURS	LONGUEURS
MTN-303-1617	45,9 km
MTN-304-1617	35,3 km

Capacité volumétrique minimale et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des secteurs la CVM demandée ainsi que les types de camions autorisés.

SECTEURS	CVM	CAMIONS AUTORISÉS
MTN-303-1617	Au total des 2 secteurs , CVM demandée:	A B1 B2
MTN-304-1617	850 de jour, 450 de nuit	A B1 B2

Les camions de types B1 et B2 ne sont pas admis à la chute à l'égout Lausanne.

La CVM pourrait être modifiée à l'automne, après des discussions concernant l'usage de la chute Lausanne.

Horaire des opérations de transport de la neige

Dans chacun des secteurs, les opérations de chargement de la neige se déroulent sur deux quarts de travail :

- De jour (7 h à 20 h);
- De nuit (21 h à 6 h).

Ces horaires sont sujets à changement avant le début de la saison hivernale pour être répartis sur deux périodes de douze heures, soit de 7 h à 19 h et de 19 h à 7 h.

Lieu d'élimination de la neige par secteur

SECTEURS	LEN	LEN ALTERNATIFS
MTN-303-1617	Lausanne Carrière St-Michel	n/a
MTN-304-1617	Lausanne Carrière St-Michel	n/a

Formule de prix

La formule de prix pour les secteurs de l'arrondissement Montréal-Nord est le « taux horaire 2016-2017 suivant entente » indiqué à l'Annexe 14, selon la capacité du camion.

Particularités

Les hauteurs maximales du camion, par rapport au sol, sont de :

-côté droit : 2,9 mètres;

-côté gauche : 3,8 mètres.

Annexe 8

Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

Carte Pierrefonds

Description des secteurs

La convention de transport de neige est en vigueur dans deux secteurs de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

SECTEURS	LONGUEURS
PRF-302-1617	60,1 km
PRF-303-1617	69,5 km

Capacité volumétrique minimale et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des secteurs la CVM demandée ainsi que les types de camions autorisés.

SECTEURS	CVM	CAMIONS AUTORISÉS
PRF-302-1617	370	A B1 B2 C
PRF-303-1617		A B1 B2 C

Les camions de type B2 et C ne sont pas admis au LEN Autoroute-13.

Horaire des opérations de transport de la neige

Dans chacun des secteurs, les opérations de chargement de la neige se déroulent sur deux quarts de travail :

- De jour : 7 h à 16 h 30 ;
- De nuit : 19 h à 4 h 30.

Lieu d'élimination de la neige par secteur

SECTEURS	LEN	LEN ALTERNATIFS
PRF-302-1617	Autoroute 13 Château-Pierrefonds	n/a
PRF-303-1617	Château-Pierrefonds	n/a

Formule de prix

La formule de prix pour les secteurs de l'arrondissement Pierrefonds/Roxboro est le « taux horaire 2016-2017 suivant entente » indiqué à l'Annexe 14, selon la capacité du camion.

Particularités

Les camions de la Ville sont utilisés pour le transport de la neige en même temps que les camions du Contractant.

Annexe 9

Arrondissement de St-Laurent

70/88

Carte SLA

Description des secteurs

La convention de transport de neige est en vigueur dans huit secteurs de l'arrondissement de St-Laurent.

SECTEURS	LONGUEURS	CENTROÏDES
SLA-352-1617	62,2 km	Boulevard de la Côte-Vertu et rue Bertrand
SLA-353-1617	32,2 km	Rues des Outardes et des Palmipèdes
SLA-354-1617	22,6 km	Rues Stanislas et de la Sorbonne
SLA-357-1617	26,8 km	Boulevard Keller et rue Jean-Bouillet
SLA-359-1617	23,7 km	Rues Manoogian et Petit
SLA-360-1617	25,2 km	Rue Bertrand et rue Stevens
SLA-361-1617	25,9 km	Rues Dutrisac et Tassé
SLA-362-1617	n/d	N/A

Le secteur SLA-302-1617 est composé des grandes artères de l'arrondissement.

Le secteur SLA-362-1617 est composé d'une série d'endroits (rues étroites, culs-de-sac, etc.) où la neige doit être chargée dans des camions au moyen d'un tracteur-chargeur.

Capacité volumétrique minimale et camions autorisés

Le tableau suivant présente pour chacun des secteurs la CVM demandée ainsi que les types de camions autorisés.

SECTEURS	CVM	CAMIONS AUTORISÉS
SLA-352-1617	1100	A B1 B2 C
SLA-353-1617	385	A B1 B2 C
SLA-354-1617	300	A B1
SLA-357-1617	335	A B1 B2 C
SLA-359-1617	320	A B1
SLA-360-1617	350	A B1 C
SLA-361-1617	425	A B1 B2 C
SLA-362-1617	165	A

Bien que le choix des camions, parmi les types de camions autorisés, soit à la discrétion du Contractant, certaines restrictions s'appliquent pour les secteurs SLA-361-1617 et SLA-352-1617.

Pour ces secteurs, un maximum de huit (8) camions de type B2 et un maximum de deux (2) camions de type C sont autorisés en même temps sur l'ensemble de ces deux secteurs. Les camions de types B2 et C doivent obligatoirement aller porter la neige au LEN Thimens.

Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de chargement de la neige se déroulent sur trois quarts de travail :

- De jour (7 h à 17 h);
- De soir (18 h à 22 h);
- De nuit (22 h à 7 h).

Chaque secteur a un horaire préétabli.

HORAIRES	SECTEURS
Secteurs de soir et de nuit	SLA-352-1617
	SLA-361-1617
Secteurs de jour et de soir	SLA-353-1617
	SLA-354-1617
	SLA-357-1617
	SLA-359-1617
	SLA-360-1617
	SLA-362-1617

Ces horaires sont sujets à changement avant le début de la saison hivernale pour être répartis sur deux périodes de douze heures, soit de 7 h à 19 h et de 19 h à 7 h.

Lieux d'élimination de la neige par secteur

SECTEURS	LEN	LEN ALTERNATIFS
SLA-352-1617	Thimens Stinson	Sartelon
SLA-353-1617	Thimens	N/A
SLA-354-1617	Jules-Poitras #2	Sartelon Thimens
SLA-357-1617	Sartelon	N/A
SLA-359-1617	Stinson	Sartelon Thimens
SLA-360-1617	Thimens	N/A
SLA-361-1617	Thimens	N/A
SLA-362-1617	Thimens Sartelon Stinson	N/A

Les LEN alternatifs sont principalement utilisés lors de problèmes aux chutes à l'égout. Le Directeur décide du LEN où le camionneur en vrac doit aller porter la neige. Un camionneur en vrac ne peut aller dans un LEN alternatif sans l'autorisation du Directeur.

Formule de prix

La formule de prix pour les secteurs de l'arrondissement de St-Laurent est le taux au mètre cube par kilomètre. Les taux du tableau suivants sont ceux du Recueil 2016. Le cas échéant, on utilisera les taux du Recueil 2017 pour l'hiver 2017-2018.

SECTEURS	LEN	DISTANCE	PRIX AU MÈTRE CUBE
SLA-352-1617	Thimens	2,9 km	1,625 $
	Stinson	5,3 km	2,186$
	Sartelon	4,6 km	1,999$
SLA-353-1617	Thimens	3,1 km	1,812 $
SLA-354-1617	Jules-Poitras #2	2,0 km	1,625$
	Sartelon	3,8 km	1,812$
	Thimens	4,9 km	1,999$
SLA-357-1617	Sartelon	2,8 km	1,625 $
SLA-359-1617	Stinson	1,0 km	1,396$
	Sartelon	9,7 km	2,934$
	Thimens	7,4 km	2,560$
SLA-360-1617	Thimens	3,3 km	1,812 $
SLA-361-1617	Thimens	4,6 km	1,999 $
SLA-362-1617	Thimens Sartelon Stinson	Application du tarif correspondant à 4,0 et 4,9 km en charge	1,999 $

Particularités

Les horaires de travail pourraient changer pour plusieurs secteurs.

Annexe 10

Arrondissement de Verdun

Carte Verdun

Description des secteurs

La convention de transport de neige est en vigueur pour l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Verdun.

Verdun compte 96,0 km.

Capacité volumétrique minimale et camions autorisés

Le tableau suivant présente la CVM demandée ainsi que les types de camions autorisés.

SECTEUR	CVM	CAMIONS AUTORISÉS
VER-310	2100	A B1

Horaire des opérations de transport de la neige

Les opérations de chargement de la neige se déroulent généralement de 4 h à 17 h.

À l'occasion, l'horaire peut être modifié pour être de 7 h à 15 h 15.

Lieu d'élimination de la neige

SECTEURS	LEN	LEN ALTERNATIFS
VER-310	Verdun	Angrignon, Newman Chutes Butler

Formule de prix

La formule de prix pour les secteurs de l'arrondissement Verdun est le « taux horaire 2016-2017 suivant entente » indiqué à l'Annexe 14, selon la capacité du camion.

Particularités

Les hauteurs maximales du camion, par rapport au sol, sont de :

-côté droit : 2,9 mètres;

-côté gauche : 3,8 mètres.

Annexe 11

Fiche descriptive du camion

78/88

Fiche *camion 20160607* dans :

R:\07.RessMatServices\SCA\Travaux publics\Déneigement\06 Contrats de déneigement\AO

Annexe 12

Engagement du camionneur

Voir *Engagement camionneur 20160607* dans

R:\07.RessMatServices\SCA\Travaux publics\Déneigement\06 Contrats de déneigement\AO

Annexe 13

Adresses des LEN

Sites de surface

46e Avenue

1025, 46e avenue, au nord de l'autoroute 20.

Angrignon

Deux entrées possibles:

b) 6700, rue Saint-Patrick, entre le boulevard Angrignon et la rue Irwin.

c) 2505, boulevard Angrignon, entre le boulevard Newman et la rue Saint-Patrick.

Armand-Chaput

Avenue Armand-Chaput côté est, entre les boulevards Henri-Bourassa et Maurice-Duplessis.

Autoroute 13

Face au 9283, rue Thimens, au nord de la rue Thimens et à l'est de l'autoroute 13.

Carrière Lafarge

L'entrée principale se situe au 9999, rue Sherbrooke Est à Montréal-Est. L'accès peut se faire également par la voie de service de l'autoroute Métropolitaine. L'adjudicataire peut être assigné à différents endroits, à l'intérieur du site, sans ajustement possible des distances de transport.

Château-Pierrefonds

Boulevard de Pierrefonds côté nord, à l'ouest de l'avenue du Château Pierrefonds.

Langelier

9505 boul. Langelier, dans le prolongement nord de Langelier, au nord de Grandes-Prairies.

Newman

3333, rue Irwin, au sud de la rue Saint-Patrick.

Norman

Rue Norman, à l'est de la 12e avenue.

Ray-Lawson

11200, boulevard Ray-Lawson, au sud du boulevard Henri-Bourassa.

Sartelon

3405, rue Sartelon, au coin de l'avenue Félix-Leclerc.

Thimens

4545, boulevard Thimens, au sud du boulevard Poirier.

Chutes à l'égout

Anbar

Rue Notre-Dame Ouest, côté nord, à l'ouest du boulevard Angrignon.

Butler

Rue Butler côté ouest, entre les rues Wellington et D'Argenson.

De La Salle

Rue Notre-Dame Est, côté sud, entre l'avenue de La Salle et l'avenue Letourneux.

Fullum

2100, rue Notre-Dame Est, côté sud de la rue Notre-Dame Est, à l'est de l'avenue de Lorimier, dans le prolongement de la rue Fullum.

Iberville

Rue d'Iberville, entre les rues De Rouen et Ontario.

Jules-Poitras #1 et #2

2595, boulevard Henri-Bourassa Ouest, dans le prolongement nord du boulevard Jules-Poitras, au nord du boulevard Henri-Bourassa.

Lausanne

Sur le boulevard Henri-Bourassa Est, côté nord, entre l'avenue Lausanne et l'avenue de Belleville.

Millen

Au nord-est de l'intersection de l'avenue Millen et du boulevard Henri-Bourassa.

Poincaré

Boulevard Henri-Bourassa Ouest, côté nord, entre la rue Meilleur et la voie ferrée.

Riverside

Près du 1156, rue Mill, à l'ouest de l'autoroute Bonaventure.

Saint-Pierre #1

Sur la rue Victoria, à l'intersection du boulevard Saint-Joseph.

Saint-Pierre #2

Rue Notre-Dame Ouest, côté sud, sous l'échangeur Turcot, à l'est du boulevard Monk.

Sauvé

Au nord-est de l'intersection des rues Sauvé et Meilleur.

Stinson

136, rue Stinson, près de l'intersection des rues Hodge et Stinson.

Verdun

Au sud de la bretelle d'accès au boulevard Gaétan-Laberge, à l'ouest de l'autoroute 15.

Carrière

Carrière Saint-Michel (anciennement Francon)

3949, boulevard Robert, à l'intersection avec la 19e avenue.

Deux entrées donnent accès aux quais de déchargement :

d) entrée au nord-ouest de la carrière par le boulevard Saint-Michel, dans le prolongement de l'avenue Charland;

e) entrée au sud-est de la carrière, à l'intersection du boulevard Robert et de la 19e avenue.

L'implantation d'une voie réservée aux autobus sur le boulevard Pie-IX limite la possibilité des virages à gauche. Ainsi, le chemin situé dans le prolongement de la 42e rue est opérationnel pour la sortie seulement.

Les camionneurs doivent se conformer aux directives du responsable de la carrière, afin de convenir des entrées et des sorties, des horaires d'utilisation de ces entrées et sorties ainsi que du quai de déchargement.

L'adjudicataire peut être assigné à différents endroits, à l'intérieur du site, sans ajustement possible des distances de transport.

Annexe 14

Tarifs horaires selon la capacité du camion

(Secteur de l'Île de Montréal)

CAPACITÉ EN CHARGE	TARIF HORAIRE inscrit au recueil 2016	TARIF HORAIRE 2016-2017 suivant entente
10,0 à 16,9 m. cubes	57,78 $	**56,62 $**
17,0 à 20,9 m. cubes	69,89 $	**68,49 $**
21,0 à 23,5 m. cubes	74,58 $	**73,09 $**
23,6 à 25,9 m. cubes	77,56 $	**76,01 $**
26,0 à 28,5 m. cubes	84,92 $	**83,22 $**
28,6 à 30, 9 m. cubes	92,25 $	**90,41 $**
31,0 à 34,9 m. cubes	95,13 $	**93,23 $**
35,0 à 38,9 m. cubes	101,22 $	**99,20 $**
39,0 à 42,9 m. cubes	105,23 $	**103,13 $**
43,0 à 46,9 m. cubes	110,26 $	**108,05 $**
47,0 à 50,9 m. cubes	112,16 $	**109,92 $**
51,0 à 54,9 m. cubes	115,02 $	**112,72 $**
55,0 m. cubes et plus	129,64 $	**127,05 $**

Note: les *"taux horaires 2016-2017 suivant entente"* ci-hauts sont les taux du recueil 2016 moins 2%. Dans l'éventualité où l'entente serait maintenue en 2017-2018, les *"taux horaires 2017-2018 suivant entente"* seraient ceux au recueil 2017, moins 2%.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160587005

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Objet :	Accorder un contrat à Transvrac Montréal-Laval inc. pour les services de transport de neige 2016-2017 dans 9 arrondissements de Montréal pour une somme maximale de 8 905 864 $, toutes taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1160587005 - 9 arnd.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel BOUGIE
Preposé au budget

Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-15

François BERGERON
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-0226
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.21

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1166676001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Norgereq Ltée, pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan - Dépense totale de 8 710 812,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public no5825 - sept (7) soumissionnaires conformes - contrat no 14758.

d'autoriser une dépense de 8 710 812,40 $, taxes incluses, pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan, comprenant tous les frais incidents;

1. d'accorder à Norgereq Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 296 012,10 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 5825;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 76,72 % par la ville centrale, pour un montant de 6 102 564,92 $, taxes incluses et de 23,28 % par l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce pour un montant de 1 851 568,14 $, taxes incluses.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-09-12 10:03

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166676001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Norgereq Ltée, pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan - Dépense totale de 8 710 812,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public no5825 - sept (7) soumissionnaires conformes - contrat no 14758.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal possède un réseau de quarante patinoires intérieures, réparties dans trente-quatre arénas ou complexes sportifs. En vertu du protocole de Montréal, de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et de la Loi du Québec sur la qualité de l'air et de l'environnement, la Ville doit remplacer l'ensemble des systèmes de réfrigération utilisant le fréon (HCFC-22), d'ici 2020.
Afin d'assurer le maintien de l'offre de services en sports de glace, le comité exécutif a adopté, le 7 juillet 2010 et modifié le 25 janvier 2012, le Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux qui s'adresse essentiellement aux arrondissements.

Depuis 2009, des projets visant vingt neuf (29) des quarante (40) patinoires intérieures ont démarré et en sont à divers stades de réalisation

Dans le cadre du Plan de relance économique du Canada de 2009 et avant l'adoption du Programme de soutien, cinq (5) projets de mise aux normes des systèmes de réfrigération ont été réalisés; ces patinoires ont été rouvertes au public.

Depuis l'adoption du Programme de soutien en 2010, dix (10) projets (12 patinoires) ont été livrés et dix (10) projets (12 patinoires) sont en cours. La liste des projets et leurs statuts sont fournis en pièce jointe.

Le présent dossier vise la réalisation des travaux de mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan dans l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. Un appel d'offres public a été lancé à cet effet, via le système électronique d'appel d'offres (SÉAO), entre le 11 juillet et le 17 août 2016. L'appel d'offres a été prolongé d'une semaine, soit jusqu'au 24 août 2016 pour permettre aux soumissionnaires de bien évaluer la portée des modifications décrites dans six (6) addendas émis pendant l'appel d'offres. La période de sollicitation du marché fut donc de vingt neuf (29) jours de calendrier.

Six (6) addendas ont été émis lors de cet appel d'offres en réponse aux questions posées par les soumissionnaires selon la procédure établie. Ces addendas ont permis de corriger certaines imprécisions aux plans et devis concernant la portée des travaux et de reporter la date de fermeture de l'appel d'offres:

- l'addenda no 1 du 20 juillet 2016 apporte des corrections et des précisions aux documents d'appel d'offres en architecture, en structure et en réfrigération (360 pages de devis et 38 feuillets de plans);

- l'addenda no 2 du 22 juillet 2016 a pour effet de prolonger la durée de l'appel d'offres du 17 au 24 août 2016 et de modifier la date de fermeture de l'appel d'offres mentionné dans la page une du formulaire de soumission (1 page);

- l'addenda no 3 du 08 août 2016 a pour effet d'ajouter deux jours supplémentaires pour les visites de l'aréna. Ces visites sont obligatoires pour déposer une soumission (2 pages);

- l'addenda no 4 du 15 août 2016 apporte des corrections et des précisions aux documents d'appel d'offres en architecture, en mécanique et en électricité (172 pages de devis et 1 feuille de plan);

- l'addenda no 5 du 18 août 2016 apporte des corrections et des précisions aux documents d'appel d'offres en architecture, en mécanique et en électricité (32 pages de devis);

- l'addenda no 6 du 23 août 2016 apporte des corrections et des précisions aux documents d'appel d'offres en architecture (4 pages de devis et 1 feuille de plan);

Les soumissions sont valides pour une période de 120 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 24 août 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0917	17 septembre 2014- Accorder un contrat de services professionnels à Services intégrés Lemay et associés inc., Bouthillette Parizeau inc., Pasquin St-Jean et associés inc. et Delisle Despaux et associés inc. pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour une somme maximale de 959 717,59 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13364.
CA14 170041	10 février 2014 - Adhérer au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux pour la réalisation du projet de mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan et accepter l'offre de service de la Direction des stratégies et transactions immobilières de la Ville centre pour la gestion du projet, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.
CE12 0095	Le 25 janvier 2012 - Approuver les modifications au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux.
CM11 0655	Le 23 août 2011 - Approuver l'offre de service de la DSTI aux arrondissements pour effectuer la gestion globale des projets de mise aux normes des arénas dans le cadre du Programme, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville.
CE10 1137	Le 7 juillet 2010 Adopter le Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux avec une aide financière de la Ville centre aux arrondissements.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat à Norgereq Ltée, pour la réalisation des travaux de mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan dans l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, soit :

- le remplacement du système de réfrigération existant par un nouveau système fonctionnant à l'ammoniac et la construction d'un agrandissement pour le loger;

- la réalisation de divers travaux de mise aux normes pour respecter la réglementation et assurer la sécurité des usagers et des employés;
- l'implantation de mesures en efficacité énergétique;
- les travaux requis pour la certification LEED-Argent et pour l'accessibilité universelle de base;
- les travaux d'amélioration locative.

Pour ce contrat, des contingences de construction de 15 % sont prévues au formulaire de soumission. Ce montant est requis afin de faire face aux imprévus qui pourraient surgir durant la réalisation des travaux, selon les recommandations des professionnels.

Par ailleurs, un budget de 5 **%** est également prévu pour des travaux incidents incluant notamment le contrôle de qualité par le laboratoire de la Ville (vérification des excavations, des sols compactés, du béton, de l'acier, etc.) et l'installation des nouvelles lignes de communication afin de relier l'aréna à une centrale de contrôle pour les alarmes.

Suite à l'appel d'offres public 5825, dix-sept (17) organisations se sont procurées le cahier des charges. Deux (2) associations patronales, six (6) fournisseurs ou entrepreneurs spécialisés, onze (11) entrepreneurs généraux : Corporation de construction Germano Inc., Entreprise de Construction TEQ inc., Gastier M.P. Inc., Groupe Decarel Inc., Groupe Geyser inc., GROUPE M.E.A.S. inc., Groupe Unigesco inc., KF Construction inc., Les Développements Trian inc., Les Entreprises QMD inc., Norgereq Ltée.

Parmi les onze (11) entrepreneurs généraux qui ont pris le cahier des charges, deux (02) d'entre eux, n'ont pas déposé de soumissions. L'un des deux a préféré soumissionner sur d'autres projets et l'autre n'avait pas assez de temps.

JUSTIFICATION

Parmi les neuf (9) soumissions déposées, sept (7) sont jugées conformes. Une soumission est non conforme, car la liste des addendas est incomplète et l'attestation fiscale est manquante. Une deuxième soumission est non conforme, car la liste des addendas est incomplète.
Voici ci-après les soumissions reçues par ordre croissant des prix.

Firmes soumissionnaires	Prix de base (taxes incluses)	Montant des contingences de 15 %	Total
Norgereq Ltée	7 213 923,56 $	1 082 088,53 $	8 296 012,09 $
Groupe Geyser inc.	7 360 124,63 $	1 104 018,69 $	8 464 143,32 $
Entreprise de Construction T.E.Q inc.	7 368 517,80 $	1 105 277,67 $	8 473 795,47 $
Le Groupe Decarel inc.	7 463 000,00 $	1 119 450,00 $	8 582 450,00 $
Les Entreprises QMD inc.	7 540 290,45 $	1 131 043,57 $	8 671 334,02 $
Corporation de construction Germano inc.	7 575 827,00 $	1 136 374,05 $	8 712 201,05 $
Développement Trian inc.	8 238 012,79 $	1 235 701,92 $	9 473 714,71 $
Estimation des professionnels (externes)	7 284 286,28 $	1 092 642,94 $	8 376 929,22 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			8 667 664,38 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			4,48 %

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* *(* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	1 177 702,61 $ 14,20 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	- 80 917,13 $ -0,97 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	168 131,23 $ 2,03 %

Tous les coûts indiqués comprennent les frais d'administration, le profit et les taxes.

Le prix du plus bas soumissionnaire conforme est de 8 296 012,09 $, soit 0,97 % inférieur à la dernière estimation réalisée par l'équipe des professionnels qui était de 8 376 929,22 $. L'écart entre le plus bas et le plus haut soumissionnaire conforme est de 1 177 702,61 $, soit 14,20 %. De plus, l'écart entre les deux plus bas soumissionnaires conformes est de 168 131,23 $, soit 2,03 %.

L'analyse détaillée et la recommandation des professionnels pour l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme : Norgereq Ltée, est jointe au présent sommaire décisionnel. On note principalement et malgré l'uniformité des soumissions, des écarts dans certaines divisions ventilées. Par exemple, pour la *division 04 maçonnerie* , l'estimation des professionnels est de 400 435,00$ tandis que les soumissionnaires ont évalué cette division à 180 114,29 $ en moyenne. Même choses pour la *division 07 thermique et humidité:* l'estimation des professionnels est de 59
920$ tandis que les soumissionnaires ont évalué cette division à 285 707,25 en moyenne. Dans l'estimation des professionnels, les montants pour la maçonnerie des murs extérieurs et l'isolation/pare-vapeur des murs extérieurs sont inscrits dans la division 4 maçonnerie. Lorsque nous comparons l'addition des deux divisions, autant chez les professionnels que les soumissionnaires (moyenne), nous obtenons un écart de 5 466,53$, soit 0,01%, entre l'estimé et les soumissions, ce qui est négligeable. L'explication des autres écarts peut être relative à l'attribution des mandats des soustraitants ou encore des charges prisent par l'entrepreneur général. Somme toute, les montants globaux concordent.

Le présent adjudicataire ne figure pas sur la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ), ni sur la liste des entreprises non admissibles (RENA) aux contrats publics du Secrétariat du Conseil du trésor au moment de la rédaction du présent sommaire (mise à jour en date du 25 août 2016). L'adjudicataire est assujetti à l'obligation d'obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) dans le cadre de ce contrat dont la valeur est supérieure à 1 M$. Cette attestation de conformité a été fournie avec la soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total de la dépense à autoriser est de **8 710 812,40 $** taxes incluses. Ce montant inclut 15 % de contingences de construction et 5 % d'incidences.

		Montant maximum (taxes incluses)
(1)	Montant de l'appel d'offres de construction	7 213 923,56 $

(2)	Montant pour travaux contingents de 15 %	1 082 088,53 $
(3)	**TOTAL du contrat**	**8 296 012,09 $**
(4)	Incidences de 5 % (taxes incluses)	414 800,60 $
(5)	**TOTAL (taxes incluses)**	**8 710 812,40 $**
(6)	Montant de la ristourne sur les travaux et les incidences (100% de la TPS et 50% de la TVQ)	756 679,64 $
(7)	**TOTAL net (après ristourne)**	**7 954 133,06 $**

Le montant net de l'emprunt à la charge des citoyens est de **7 954 133,06 $**.

Bien que le «Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux» prévoit une répartition de 80 % (ville centrale) et 20 % (arrondissement), les pourcentages globaux tiennent compte également des travaux non admissibles au Programme et qui sont assumés à 100 % par l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

Considérant les paramètres du programme, le montant total net après ristourne de **7 954 133,06 $** se répartit comme suit : (voir pièce jointe GDD 1166676001_Répartition des coûts des travaux, pour le détail)

- Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) pour un montant de 6 102 564,92 $ (76,72% pourcentage à titre indicatif), règlement d'emprunt 15-042 de compétence locale;
- Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce pour un montant de 1 851 568,14 $ (23,28 % pourcentage à titre indicatif);

Des virements de crédits doivent être effectués du SDSS (requérant) vers le Service de la Gestion et de la Planification Immobilière (SGPI) - (Exécutant).

En ce qui concerne les aides financières pour ce projet, des demandes de subventions vont être déposées auprès d'Hydro-Québec (HQ), Gaz Métro (GM), le Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) et du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), anciennement le MELS. Ces subventions viendront réduire la charge totale, dans les proportions déjà indiquées, lorsque les sommes correspondantes seront confirmées et reçues.

Ce projet fait l'objet d'une demande de soutien financier dans le cadre du Programme de remplacement des système de réfrigération 2016 du MEES. Malgré que l'octroi de ce contrat aura pour effet de rendre ses dépenses inadmissibles, il est recommandé de procéder à son octroi afin de rencontrer les échéances du Programme municipal des arénas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan vise le remplacement des systèmes de réfrigération utilisant le fréon, substance appauvrissant la couche d'ozone par l'émission de gaz à effet de serre (GES), par un système fonctionnant à l'ammoniac n'émettant aucun GES.
De plus, le projet vise la certification LEED-Argent, conformément à la politique de développement durable pour les édifices municipaux.

Le projet inclut également la mise en place de mesures en efficacité énergétique, telles que l'utilisation de la chaleur récupérée du système de réfrigération pour le chauffage de l'eau domestique, du bâtiment et le remplacement de l'éclairage au dessus de la patinoire par des ampoules à basse consommation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La soumission est valide jusqu'au 21 décembre 2016 (120 jours). Si le contrat est octroyé après cette date, la Ville devra négocier une prolongation avec l'entrepreneur. Par ailleurs, les travaux nécessitent la suspension des activités de sports de glace pour une durée d'une année (soit, entre septembre 2016 et septembre 2017). Selon cet échéancier, la réouverture complète de l'aréna doit s'effectuer avant le début de la saison d'automne 2017. Conséquemment, tout écart par rapport à l'échéancier prévu pourrait s'avérer préjudiciable pour les usagers de l'aréna.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tous les partenaires sont tenus au courant de l'évolution du projet et de l'échéancier de réalisation. L'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce a déjà communiqué aux utilisateurs de l'aréna les conditions de fermeture et les alternatives en fonction de l'échéancier de réalisation des travaux.
Deux panneaux de chantier conçus par La Ville seront installés pour informer les citoyens de l'envergure des travaux, des contributions financières et de l'échéancier de réalisation

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat de construction au conseil municipal 26 septembre 2016
Réalisation des travaux Octobre 2016 à août 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Salah HADIDI
Gestionnaire Immobilier

Tél : 514 280-3427
Télécop. : 514-872-0799

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-02

Biagio ZILEMBO
Chef de section, projets spéciaux
En remplacement de Carlos Manzoni Da Silva
Chef de division programmes de projets

Tél : 514 872-3904
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Normand GIRARD
Chef de division, Division de la gestion des projets immobiliers,
en remplacement de Sophie Lalonde, Directrice,
Direction de la gestion de projets immobiliers
Tél : 514 872-7853
Approuvé le : 2016-09-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-09-08

Programme de mise aux normes des arénas municipaux Statut des projets		
Aréna(s)	**Arrondissement concerné**	**État d'avancement du projet**
Projets réalisés dans le cadre du plan de relance économique du Canada 2009		
Henri-Bourassa	Montréal-Nord	Travaux terminés. Aréna ouvert au public
Howie-Morenz	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	Travaux terminés. Aréna ouvert au public
Jacques-Lemaire	La Salle	Travaux terminés. Aréna ouvert au public
Camillien-Houde	Ville-Marie	Travaux terminés. Aréna ouvert au public
Michel-Normandin	corporatif, dans Ahuntsic-Cartierville	Travaux terminés. Aréna ouvert au public
Projets de mise aux normes des installations de réfrigération depuis d'adoption du Programme en juillet 2010		
Père-Marquette	Rosemont-La Petite-Patrie	Aréna ouvert au public, divers travaux en cours de correction des déficiences
Pierre « Pete » Morin	Lachine	Aréna ouvert au public, divers travaux en cours de correction des déficiences
Martin-Brodeur	Saint-Léonard	Aréna ouvert au public, divers travaux en cours de correction des déficiences
Ahuntsic	Ahuntsic-Cartierville	Aréna ouvert au public, divers travaux en cours de correction des déficiences
Auditorium de Verdun et Denis-Savard	Verdun	Phase de conception en cours. Plans et devis à l'étape dossier définitif
Doug-Harvey	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Travaux terminés. Aréna ouvert au public
Clément-Jetté	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Aréna ouvert au public, divers travaux en cours de correction des déficiences
Centre sportif Saint-Charles	Sud–Ouest	Aréna ouvert au public, divers travaux en cours de correction des déficiences
Centre Rodrigue-Gilbert 1-2	Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	Travaux en cours. Fin prévue en décembre 2016
Roberto-Luongo	Saint-Léonard	Aréna ouvert au public, divers travaux en cours de correction des déficiences
Chaumont	Anjou	Aréna ouvert au public, divers travaux en cours de correction des déficiences
Patinoire d'Outremont	Outremont	Travaux en cours. Fin prévue octobre 2016
Francis-Bouillon	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Travaux en cours. Fin prévue en février 2017
Marcelin-Wilson	Ahuntsic-Cartierville	Phase de conception en cours. Plans et devis à l'étape dossier définitif
Étienne-Desmarteaux 1-2	Rosemont-La Petite-Patrie	Phase d'appel d'offres exécution de travaux de construction
Fleury	Montréal-Nord	Phase d'appel d'offres exécution de travaux de construction
Bill-Durnan	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Phase d'octroi de contrat d'exécution de travaux de construction
Mont-Royal	Plateau Mont-Royal	Phase de conception en cours. Étape esquisses
St-Donat	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Phase d'audit
René Masson	Rivière des Prairies - Pointe aux trembles	Phase de conception en cours. Étape esquisses
Maurice Richard	Batiment corporatif	Phase de conception en cours. Plans et devis à l'étape dossier définitif

Le 6 septembre 2016

Monsieur Salah Hadidi
Gestionnaire immobilier
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est, bureau 2A-04.11
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

projet : Aréna Bill-Durnan – Mise aux norme de l'aréna Bill-Durnan.
objet : Rapport de soumission – Appel d'offres
Contrat : 14758 – Mandat : 15867-2.001
opus : 14-0161

Monsieur,

Suite à l'ouverture des soumissions du **25 août 2016** pour le projet cité en rubrique, nous vous transmettons par la présente notre analyse et nos recommandations pour la désignation d'un adjudicataire.

1. Soumissions

Neuf (9) entrepreneurs, ont présentés une soumission. La liste suivante place par ordre de prix les soumissionnaires (toutes taxes et contingences incluses) :

1	***Norgéreq Ltée***	***8 296 012,10 $***
2.	*Groupe Unigesco Inc*	*8 317 895,98 $*
3.	*Groupe Geyser inc.*	*8 464 143,32 $*
4.	*Les Entreprises de Construction T.E.Q.*	*8 473 795,47 $*
5.	*Quadrax et Associée E.G.*	*8 547 605,00 $*
6.	*Le Groupe Decarel Inc.*	*8 582 450,00 $*
7.	*Les Entreprises QMD Inc.*	*8 671 334,02 $*
8.	*Corporation de Construction Germano*	*8 712 201,00 $*
9.	*Les Développements Trian Inc.*	*9 473 714,71 $*

2. Conformité des soumissions

Nous avons analysé les documents soumis par les six (6) plus bas soumissionnaires selon les critères contenus dans la grille d'analyse de conformité des soumissions de la Ville de Montréal jointe à cette lettre. Nous sommes en mesure de valider que les soumissions des soumissionnaires 1, 3, 4 et 6 sont conformes à la face même des documents soumis selon les critères de la grille d'analyse de conformité des soumissions. Toutefois, nous n'assumons aucune responsabilité quand à l'authenticité et la conformité des documents soumis. En conséquence, la Ville de Montréal devra s'assurer de l'authenticité et la conformité des documents soumis par les soumissionnaires en effectuant ses propres vérifications.

lemay® est une marque de commerce déposée des Services intégrés Lemay et associés inc.

projet : Mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan.
objet : Rapport de soumission – Appel d'offres
Contrat : 14758 – Mandat : 15867-2.001
opus : 14-0161

3. Budget

Le coût estimé par les professionnels pour les travaux de mise aux norme de l'aréna Bill-Durnan (ref.: estimation classe A, émission le 22 juillet 2016) est de **8 376 929,22 $** taxes et contingences de construction incluses.

Le montant de la soumission la plus basse conforme reçue de « **Norgéreq Ltée** » est de **8 296 012,10 $** taxes et contingences de constructions incluses. L'écart entre cette soumission et la dernière estimation des coûts préparée par les professionnels est de 80 917,12 $, soit moins de 1 %.

4. Analyse des soumissions

De façon générale, en excluant la soumission de *Les Développement Trian Inc.,* (dont deux des postes sont anormalement hauts), on remarque une constance dans le coût total des six (6) plus bas soumissionnaires conformes. De plus, de manière générale, l'estimation des professionnels est cohérente avec les montants soumis par tous les soumissionnaires.

Toujours en excluant la soumission de *Les Développement Trian Inc.,* nous constatons qu'entre les six (6) soumissionnaires les plus bas conformes, il y a une variation de prix de 3%. (286 437,00$). L'estimation des professionnels est 77 171,00$ $ en dessous de la moyenne des soumissions des six (6) plus bas soumissionnaires conformes, ce qui représente un écart de moins de 1%. Dans cette circonstance, nous pouvons conclure que les documents préparés par les professionnels sont complets, clairs et sans confusion.

Malgré l'uniformité des soumissions, nous remarquons des écarts dans certaines divisions ventilées. Par exemple, pour la *division 04 maçonnerie*, l'estimation des professionnels est de 400 435,00$ tandis que les soumissionnaires ont évalué cette division à 180 114,29$ en moyenne. Même choses pour la *division 07 thermique et humidité:* l'estimation des professionnels est de 59 920$ tandis que les soumissionnaires ont évalué cette division à 285 707,25$ en moyenne. L'écart dans chacune de ces deux divisions s'explique de cette manière: dans l'estimation des professionnels, les montants pour la maçonnerie des murs extérieurs et l'isolation/ pare-vapeur des murs extérieurs sont inscrits dans la division 4 maçonnerie. Lorsque nous comparons l'addition des deux divisions, autant chez les professionnels que les soumissionnaires (moyenne), nous obtenons un écart de 5 466,53$, soit 0,01%, entre l'estimé et les soumissions, ce qui est négligeable.

L'explication des autres écarts peut être relative à l'attribution des mandats des sous-traitants ou encore des charges prisent par l'entrepreneur général. Somme toute, les montants globaux concordent.

projet : **Mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan.**
objet : **Rapport de soumission – Appel d'offres**
Contrat : 14758 – Mandat : 15867-2.001
opus : 14-0161

5. Références sur l'entrepreneur le plus bas conforme

« Norgereq Ltée. » opère sous le numéro de licence **2666-7014-73**, dont le renouvellement annuel est due pour le 20 mars 2017 et possède les catégories requises l'autorisant à procéder au type de travaux prévus dans le présent contrat pour des édifices publics et dont copie est jointe à la formule de soumission.

6. Recommandation des professionnels

Sous réserve de confirmation par les services légaux de la Ville de Montréal de la conformité de la plus basse soumission, nous recommandons que le contrat pour la mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan soit accordé à: « *Norgéreq Ltée* » au montant de ***8 296 012,10*** $ incluant les taxes ainsi que les travaux contingents et supplémentaires requis par le directeur.

Espérant le tout conforme à vos attentes, recevez Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Marie-Claude Leblond, architecte associée, PA LEED BD+C

lemay®

P.J.:

- Tableau "Analyse de conformité des soumissions"
- Tableau "Analyse des soumissions"

Montréal

CHANTIER

Services institutionnels
Gestion et planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

SOUMISSION NO :5825

ANALYSE DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Date (a-m-j) : 2016 - 08 - 26

Contrat :	Mandat :	Bâtiment :
14758	15867-2.001	0610

Titre

Mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	Norgereq Ltée	8 296 012.10 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
2	Groupe Unigesco inc.	8 317 895,98 $	NON CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☒ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☒ attestation fiscale — ☐ non conforme ☒ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
3	Groupe Geyser inc.	8 464 143,32 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire :

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
4	Entreprise de Construction T.E.Q. Inc.	8 473 795,47 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire : aucun

5	Quadrax et Associés E.G.	8 547 605,00 $	NON CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☒ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire : aucun

6	Le Groupe Décarel inc.	8 582 450,00 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire : Autorité des marchés financiers est valide jusqu'au 18 juillet 2016 donc n'est plus valide.

+	autres soumissions, au-delà des 6 premières	9 473 714.71 $ plus haute soumission	voir statistiques ci-après

conformes : non conformes : en dérogation majeure : en dérogation mineure :

Signature

Firme : Lemay

Fonction : Architecte nom : Marie Claude Leblond

Montréal

CHANTIER

Services institutionnels
Gestion et planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

SOUMISSION NO :5825

ANALYSE DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Date (a-m-j) : 2016 - 08 - 26

Contrat :	Mandat :	Bâtiment :
14758	15867-2.001	0610

Titre

Mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
7	Les Entreprises QMD Inc.	8 671 334,02 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
8	Corporation de Construction Germano	8 712 201,00 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
9	Les développements Trian Inc.	9 473 714,71 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
		_____$	

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

		_____$	

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

		_____$	

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : Autorité des marchés financiers est valide jusqu'au 18 juillet 2016 donc n'est plus valide.

conformes : non conformes : en dérogation majeure : en dérogation mineure :

Signature

Firme : Alain Lemay

Fonction : architecte nom : Marie-Claude Leblond

Section des travaux pour le sommaire décisionnel numéro 1166676001

	An 0	An 1	An 2	An 3	Total
	2015	2016	2017	2018	
Travaux					
Répartition annuelle	0%	20%	70%	10%	100%
Direction des sports	0 $	1 162 393 $	4 068 377 $	581 197 $	**5 811 966,59 $**
Arrondissement	0 $	352 680 $	1 234 379 $	176 340 $	**1 763 398,23 $**
Sous-total	**0,00 $**	**1 515 072,96 $**	**5 302 755,37 $**	**757 536,48 $**	**7 575 364,82 $**
Incidences de construction					
Répartition annuelle	0%	20%	70%	10%	100%
Direction des sports	0 $	58 120 $	203 419 $	29 060 $	290 598,33 $
Arrondissement	0 $	17 634 $	61 719 $	8 817 $	88 169,91 $
Sous-total	**0 $**	**0 $**	**113 630,47 $**	**265 137,77 $**	**378 768,24 $**
Coût total net (investissement net) pour les travaux					
Répartition annuelle	0%	20%	70%	10%	100%
Direction des sports	0 $	1 220 513 $	4 271 795 $	610 256 $	6 102 564,92 $
Arrondissement	0 $	370 314 $	1 296 098 $	185 157 $	1 851 568,14 $
Total	**0 $**	**1 590 827 $**	**5 567 893 $**	**795 413 $**	**7 954 133,06 $**

Octroi de contrat de construction à la firme " Norgereq Ltée "

Contrat: 14758

Calcul du coût des travaux			**TPS 5,0%**	**TVQ 9,975%**	**Total**
Contrat					
	%	**$**			
Travaux forfaitaires					
Charpente					
Mécanique					
Électricité					
Électronique					
Services professionnels					
Divers - Autres travaux	100,0%				
Sous-total	100,0%	6 274 341,00 $	313 717,05 $	625 866 $	7 213 923,56 $
Contingences	15,0%	941 151,15 $	47 057,56 $	93 880 $	1 082 088,53 $
Total - Contrat		**7 215 492,15 $**	**360 774,61 $**	**719 745,34 $**	**8 296 012,10 $**
Dépenses incidentes					
Générales		360 774,61 $	18 038,73 $	35 987 $	414 800,60 $
Spécifiques		- $	- $	- $	- $
Coût des travaux (montant à autoriser)		**7 576 266,76 $**	**378 813,34 $**	**755 732,61 $**	**8 710 812,70 $**
Calcul du coût après la ristourne					
Ristourne TPS	100,00%		378 813,34 $		378 813,34 $
Ristourne TVQ	50,00%			377 866,30 $	377 866,30 $
Coût des travaux net de ristourne		**7 576 266,76 $**	**- $**	**377 866,30 $**	**7 954 133,06 $**

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 16 juillet 2014

NORGEREQ LTÉE
A/S MONSIEUR ANH-DUNG HOANG
4073, SAINT-HUBERT
MONTRÉAL (QC) H2L 4A7

N° de décision : 2014-CPSM-1038052
N° de client : 3000156982

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). NORGEREQ LTÉE est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **15 juillet 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame -de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1166676001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à Norgereq Ltée, pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan - Dépense totale de 8 710 812,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public no5825 - sept (7) soumissionnaires conformes - contrat no 14758.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Fichier des infos budg. et compt. - TRAVAUX de mise aux normes - Arèna BILL DURNA- Norgereq Ltée. GDD1166760001.xls

---

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-07

Denis GENDRON
Directeur
Tél : 514 868-3644
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166676001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à Norgereq Ltée, pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Bill-Durnan - Dépense totale de 8 710 812,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public no5825 - sept (7) soumissionnaires conformes - contrat no 14758.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1166676001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 868-3203

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-06

François FABIEN
COnseiller budgétaire
Tél : 514 872-7174

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.22

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1164815004

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Approuver la Convention d'échange de services entre la Ville de Montréal et le Cégep Marie-Victorin.

Il est recommandé :

1. d'approuver la Convention d'échange de services entre la Ville de Montréal et le Cégep Marie-Victorin;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-06 07:37

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164815004**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Approuver la Convention d'échange de services entre la Ville de Montréal et le Cégep Marie-Victorin.

CONTENU

CONTEXTE

En 2010, un complexe sportif a été construit sur un terrain appartenant au Cégep Marie-Victorin, situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal -Nord et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (le « Complexe »). Le Complexe comprend notamment des terrains de soccer intérieurs, un gymnase double, des salles polyvalentes, un centre d'entraînement, un comptoir restaurant et une boutique d'article de sports. Depuis son ouverture, le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (le « CAPCE »), un organisme à but non lucratif, n'a pu rentabiliser les opérations du Complexe malgré des prêts consentis par le Cégep et une flexibilité de remboursement du créancier hypothécaire. Considérant que certains services et activités sont actuellement offerts aux citoyens de ce secteur de la Ville dans le Complexe, les représentants du Cégep et du CAPCE ont approché la Ville à l'automne 2015 afin de vérifier son intérêt pour l'acquisition des droits du CAPCE dans l'emphytéose. Depuis octobre 2015, plusieurs rencontres entre représentants de la Ville du Service de la diversité sociale et des sports (le « SDSS ») et du Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI »), du CAPCE et du Cégep ont eu lieu afin de discuter des modalités d'acquisition du Complexe par la Ville.
Après analyse des besoins, le SDSS a constaté que l'acquisition du Complexe par la Ville permettrait une plus grande offre de services aux Montréalais à des tarifs plus accessibles, comparables à ceux qui sont normalement exigés par la Ville dans les équipements qui lui appartiennent.

La Ville, le Cégep et le CAPCE ont approuvé en mars 2016 une entente relativement à :

- L'acquisition par la Ville de tous les droits détenus par le Cégep et le CAPCE, incluant les équipements, dans l'immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis;
- Un usufruit à convenir entre la Ville et le Cégep pour les terrains de soccer extérieurs situés sur la partie nord du terrain du Cégep;
- Une convention d'échanges de services à convenir entre la Ville et le Cégep.

À la conclusion des actes de vente et d'usufruit, la Ville sera responsable du Complexe et des terrains de soccer extérieurs et en assumera notamment leur gestion.

Le présent dossier vise à approuver le projet de Convention d'échange de services entre la Ville et le Cégep.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0973	22 août 2016	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091), aux fins d'y ajouter les tarifs pour le Complexe sportif Marie-Victorin.
CM16 0349	21 mars 2016	Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal, le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (CMV) et le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) relativement à l'acquisition par la Ville de Montréal de tous les droits détenus par le CMV et le CAPCE, incluant les équipements, dans un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, au prix de 18 500 000 $, plus les taxes applicables, et selon les termes et conditions prévus au projet d'entente.
CM16 0487	18 avril 2016	Adopter un projet de règlement d'emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis.

DESCRIPTION

La Convention établit les modalités et les conditions relatives à l'échange de services entre la Ville et le Cégep pour une durée de trente ans.
En vertu de la Convention, la Ville utilisera les installations sportives du Cégep alors que ce dernier utilisera les plateaux sportifs, les espaces connexes et des bureaux localisés dans le Complexe. Le Cégep et la Ville ont également des obligations, notamment :

Obligations du Cégep :

- Investira une somme maximale de 3 250 000 $, taxes incluses, pour la rénovation de la piscine et des vestiaires. Il effectuera ces travaux d'ici le 31 décembre 2019;
- Réservera en tout temps douze espaces de stationnement localisés à proximité de ses installations sportives;
- Sera responsable du déneigement et de l'épandage d'abrasifs dans le stationnement et sur les trottoirs du Complexe ainsi que de la collecte extérieure des déchets et du recyclage du Complexe et de ses Installations sportives;
- Assumera les coûts d'énergie et de maintien en bon état de ses installations sportives.

Obligations de la Ville :

- S'engage à prioriser, pour les sessions automne, hiver et printemps, les besoins du Cégep pour l'utilisation du Complexe, des installations sportives du Cégep et des terrains de soccer extérieurs;
- Sera responsable de la gestion des terrains de soccer extérieur (l'approbation de l'acte d'usufruit est prévue en septembre 2016);
- Permettra au Cégep d'occuper de façon permanente certains locaux du Complexe pour des bureaux de professeurs et du responsable des activités sportives et s'engage à mettre à la disposition du Cégep des espaces de rangement distincts dans le Complexe;
- Assurera l'entretien ménager du Complexe ainsi que des installations sportives du Cégep;

- Sera responsable de l’organisation d’un camp de jour au Complexe et dans les installations sportives du Cégep;
- La Ville et le Cégep formeront un Comité de coordination qui aura notamment comme mandat de voir à l’application et au respect de la convention et d’assurer une utilisation optimale du Complexe et des installations sportives du Cégep.

JUSTIFICATION

La Ville et le Cégep souhaitent développer un partenariat stratégique basé sur la collaboration, notamment afin de favoriser une utilisation optimale du Complexe et des Installations sportives du Cégep. Tous deux ont pour objectifs de stimuler et d’encourager la pratique d’activités sportives et d’offrir des installations de qualité pour les étudiants et les employés du Cégep de même que pour les Montréalais.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale prévue est de 319 575,63 $ net de ristournes.
La valeur de l’échange de services entre la Ville et le Cégep sera réévaluée à la fin de chaque période de cinq ans. Pour la période du 1er septembre 2016 au 31 août 2021, la valeur des échanges est évaluée pour chaque partie à 279 000 $ par année. Toutefois, bien que la présente convention soit à coût nul, la Ville doit payer les taxes sur la valeur de l'échange de services. Compte tenu de la ristourne de 100 % sur la TPS et de la ristourne de 50 % sur la TVQ, la dépense pour la Ville pour les cinq premières années de la convention est de 69 575,63 $.

À ce montant s'ajoute un montant forfaitaire de 250 000 $ que la Ville versera au Cégep à la signature de la présente convention afin que le Cégep réalise les améliorations locatives demandées par la Ville lors de la réalisation des travaux de rénovation de la piscine.

Les crédits proviendront du budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l’orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal soit d’améliorer l’accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs et de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Convention d'échange de services entre la Ville et le Cégep est une composante essentielle de l'entente globale relative à l'acquisition du Complexe par la Ville. La non-approbation de la Convention par les instances compromettrait la conclusion de la vente du Complexe ainsi que de l'acte d'usufruit pour les terrains de soccer extérieurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En septembre 2016

- Approbation et signature de l'acte de vente et de l'acte d'usufruit pour les terrains de soccer extérieurs.

- Approbation de la convention d'échange de services entre la Ville et le Cégep Marie-Victorin.
- Octroi du contrat pour la gestion du Complexe sportif Marie-Victorin.
- Prise de possession et début des opérations par le gestionnaire retenu par la Ville.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline DUHAIME)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique LEMAY
Conseillère en planification

Tél : 514 872-5672
Télécop. : 514 872-9255

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-19

Luc DENIS
Chef de division

Tél : 514-872-0035
Télécop. : 514 872-9255

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2016-09-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164815004

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Approuver la Convention d'échange de services entre la Ville de Montréal et le Cégep Marie-Victorin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

CÉGEP Marie-Victorin - Convention visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline DUHAIME
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-01

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division - droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division : Affaires civiles

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
13 SEP 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION D'ÉCHANGE DE SERVICES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins de la présente convention en vertu de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS: 121364749RT0001
N° d'inscription TVQ: 1006001374TQ0002

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN**, personne morale de droit public ayant son siège au 7000, rue Marie-Victorin, à Montréal, province de Québec, H1G 2J6, agissant et représentée par M. Sylvain Mandeville, directeur général, et M. Serge Foucher, président du Conseil d'administration dûment autorisés aux fins de la présente convention en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 27 avril 2016 ;

N° d'inscription TPS : 136369-63RT0001
N° d'inscription TVQ : 1016025026

Ci-après appelé le « **Cégep** »

La VILLE et le Cégep sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** »;

ATTENDU que la VILLE, le Cégep et le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) ont approuvé en mars 2016 une entente relativement à l'acquisition par la VILLE de tous les droits détenus par le Cégep et le CAPCE, incluant des équipements, dans l'immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis (ci-après l' « **Entente tripartite** »);

ATTENDU que la VILLE sera propriétaire du complexe sportif Marie-Victorin, soit l'immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis à compter de l'approbation de l'acte de vente par les instances des Parties;

ATTENDU que la VILLE, à titre de propriétaire, sera responsable du complexe sportif Marie-Victorin, dont sa gestion;

ATTENDU que le Cégep est propriétaire d'une piscine et d'un gymnase simple localisés dans ses bâtiments situés au 7000, rue Marie-Victorin, à Montréal;

ATTENDU que les Parties ont des besoins et valeurs compatibles leur permettant d'envisager une collaboration au bénéfice des Montréalais et des étudiants du Cégep;

ATTENDU que la VILLE utilisera la piscine, le gymnase simple et des espaces connexes appartenant au Cégep;

ATTENDU que le Cégep utilisera les plateaux sportifs, les espaces connexes et des bureaux localisés dans le complexe sportif Marie-Victorin appartenant à la VILLE;

ATTENDU qu'un acte d'usufruit sera convenu entre la VILLE et le Cégep pour les terrains de soccer extérieurs situés sur la partie nord du terrain du Cégep (l'« **Usufruit** ») à compter de l'approbation par les Parties prévue en 2016;

ATTENDU que la VILLE confiera la gestion du complexe sportif Marie-Victorin à un tiers suite à un appel d'offres public (ci-après le « **Contrat** »);

ATTENDU que le Cégep souhaite que la VILLE prenne en charge la gestion des opérations de la piscine, du gymnase et des espaces connexes afin d'en confier la gestion dans le cadre du Contrat;

ATTENDU qu'à titre d'usufruitière la VILLE sera responsable de la gestion des terrains de soccer extérieur;

ATTENDU que la VILLE a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique au Cégep;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention et les annexes qui en font partie intégrante, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « Comité de coordination » :	comité de coordination décrit à l'article 11 de la présente convention;
1.2 « Complexe » :	le complexe sportif Marie-Victorin situé au 7000, rue Maurice-Duplessis à Montréal;
1.3 « Installations du Cégep » :	la piscine, le gymnase, les espaces connexes à la piscine et au gymnase situés dans le Cégep utilisés par la VILLE et dont la gestion lui est confiée en vertu de la présente convention;
1.4 « SDSS » :	le Service de la diversité sociale et des sports de la VILLE;
1.5 « Terrains de soccer » :	les terrains de soccer extérieurs situés sur la partie nord du terrain du Cégep dont la VILLE est usufruitière;
1.6 « Annexe 1 » :	installations du Cégep dont la gestion est déléguée à la VILLE;
1.7 « Annexe 2 » :	emplacement des Terrains de soccer;
1.8 « Annexe 3 » :	l'inventaire des équipements sportifs du Complexe et des Terrains de soccer acquis par la VILLE (ci-après les « **Équipements sportifs** »);
1.9 « Annexe 4 » :	espaces de rangement et bureaux du Complexe mis à la disposition du Cégep de façon permanente pour la durée de la présente convention;
1.10 « Annexe 5 » :	plans du Complexe;
1.11 « Annexe 6 » :	valeur des échanges de services;
1.12 « Annexe 7 » :	termes et conditions d'utilisation des Installations du Cégep par la VILLE;
1.13 « Annexe 8 » :	termes et conditions d'utilisation du Complexe par le Cégep.

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. Le texte de la présente convention a préséance sur toute disposition des annexes qui serait inconciliable avec ce dernier.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention établit les modalités et les conditions relatives à l'échange de services entre la VILLE et le Cégep.

ARTICLE 4
DURÉE

4.1 Sous réserve des autres dispositions de la présente convention, celle-ci prend effet à la date de la signature de l'acte de vente intervenu entre le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (C.A.P.C.E.) inc., le Cégep et la Ville pour l'immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, à Montréal et se termine le 31 décembre 2046.

4.2 La valeur de l'échange de services entre les Parties sera réévaluée à la fin de chaque période de cinq ans, soit les 1er septembre 2021, 1er septembre 2026, 1er septembre 2031, 1er septembre 2036 et 1er septembre 2041.

L'évaluation de la valeur de l'échange de services sera soumise au comité de coordination prévu à l'article 11 ci-après qui aura la charge de l'approuver. À défaut d'entente quant à la valeur des échanges lors des réévaluations, les Parties conviennent de suivre le processus d'arbitrage établi aux articles 11.6 et suivants. Une fois l'entente conclue, elle n'aura pas d'effet rétroactif, à moins d'entente écrite à l'effet contraire entre les Parties.

4.3 Aux termes de la présente convention, les Parties conviennent qu'elles pourront reconduire la présente convention pour une période à déterminer.

ARTICLE 5
PRINCIPES DIRECTEURS

5.1 Les Parties souhaitent développer une collaboration afin de favoriser une utilisation optimale du Complexe et des Installations du Cégep.

5.2 La VILLE et le Cégep reconnaissent que leurs valeurs, leurs missions et leurs besoins sont compatibles, soit de stimuler et d'encourager la pratique d'activités sportives et d'offrir des installations de qualité pour les étudiants et les employés du Cégep de même que pour les Montréalais, ainsi que de répondre aux besoins pédagogiques du Cégep à titre de collaborateur privilégié.

5.3 Les Parties veulent maintenir un environnement de qualité pour les étudiants et les employés du Cégep et la communauté montréalaise.

5.4 Considérant que le Complexe est une installation sportive à vocation régionale pour l'Est de Montréal, la collaboration avec les arrondissements de Montréal-Nord, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, de Saint-Léonard et d'Anjou sera favorisée.

5.5 Considérant que la VILLE doit gérer et utiliser les Installations du Cégep, elle devra accomplir cette obligation avec prudence et dans le respect des droits des Parties, de leurs missions et des lois et règlements applicables.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CÉGEP

6.1 Plateaux sportifs et espaces connexes du Cégep

6.1.1 Le Cégep confie à la VILLE la gestion des opérations des Installations du Cégep identifiées à l'Annexe 1.

6.1.2 Le Cégep s'engage à investir une somme maximale de trois millions deux cent cinquante mille dollars (3 250 000 $), taxes incluses, pour la rénovation de la piscine et des vestiaires et à effectuer ces travaux d'ici le 31 décembre 2019. La VILLE ne sera pas tenue d'assumer aucun dépassement de coûts des travaux de rénovation. Lors de ces travaux, la piscine sera fermée et aucune activité de la VILLE ne pourra s'y tenir. La VILLE ne sera pas tenue d'exécuter les obligations prévues à la présente convention à l'égard de la piscine durant les travaux de rénovation. La VILLE ne pourra bénéficier d'aucune compensation de la part du Cégep pendant cette fermeture.

La suspension des obligations de la VILLE eu égard à la piscine prendra fin à la livraison des travaux par l'entrepreneur général responsable, c'est-à-dire lorsque la piscine et les vestiaires seront opérationnels. Cette livraison devra être confirmée par écrit par les professionnels retenus par le Cégep et habilités, selon la loi, à émettre une telle confirmation.

6.1.3 Sujet aux paragraphes 7.1 et 7.12, le Cégep s'engage à maintenir en bon état les Installations du Cégep identifiées à l'Annexe 1 et à y effectuer les rénovations et réparations raisonnables requises pour la durée de la présente convention.

6.2 Réservation du Complexe, des Installations du Cégep et des Terrains de soccer par le Cégep

Le Cégep s'engage à transmettre à la VILLE la liste de ses besoins d'utilisation du Complexe, des Installations du Cégep et des Terrains de soccer au plus tard le :

- 21 novembre pour la session d'hiver (janvier à mai);
- 15 mars pour la session de printemps (mai à juin);
- 21 mai pour la session d'automne (mi-août à décembre).

6.3 Stationnement

Le Cégep réservera, pour la VILLE, en tout temps douze (12) espaces de stationnement dans le stationnement du Cégep, à proximité des Installations du Cégep, pour des activités spécifiques notamment pour les activités aquatiques pour les aînés et pour les mères avec leur bébé, ayant lieu dans les Installations du Cégep. Dès que ces espaces de stationnement seront choisis par les Parties, le Cégep permettra à la VILLE d'identifier, à ses frais, ces espaces de stationnement comme étant réservés en exclusivité aux usagers des Installations du Cégep, sous peine d'un remorquage. Ce nombre de places de stationnement pourra être revu à la baisse par la VILLE durant les travaux de rénovation de la piscine et des vestiaires des Installations sportives du Cégep.

6.4 Déneigement

En sus du déneigement de son site, le Cégep sera responsable du déneigement et de l'épandage d'abrasifs dans le stationnement et sur les trottoirs du Complexe, comme identifiés à l'Annexe 5-, étant entendu que le déneigement du toit du Complexe sera sous la responsabilité de la VILLE.

6.5 Surveillance et sécurité

6.5.1 Lors de ses activités au Complexe, le Cégep sera responsable de la supervision de ses usagers des plateaux du Complexe. À cet effet, les préposés à la sécurité du Cégep pourront intervenir lors de problématiques survenant lors des cours d'éducation physique et lors des activités, sportives ou non, du Service de la vie étudiante.

6.5.2 Sous réserve de l'article 7.11.2, le Cégep sera responsable de la sécurité générale des Installations du Cégep.

6.6 Entretien majeur

Le Cégep doit informer la VILLE de tout projet d'entretien majeur, de modification, de restauration ou de réparation des Installations du Cégep qui pourraient priver les usagers de son utilisation partielle ou totale. Avec l'objectif de minimiser l'impact des travaux sur les usagers, le Cégep consultera le Comité de coordination le plus tôt possible ou au minimum cent vingt (120) jours avant l'exécution des travaux, à moins que lesdits travaux ne soient nécessaires en raison d'une situation d'urgence.

6.7 Collecte des déchets et recyclage

Le Cégep sera responsable de la collecte extérieure des déchets et du recyclage dans le Complexe et dans les Installations du Cégep, sauf le ramassage de tous les débris en lien avec des travaux de rénovation ou de construction effectué par la VILLE.

6.8 Tarification

Le Cégep transmettra annuellement à la VILLE, au plus tard en mai, la grille de tarification pour l'utilisation des Installations du Cégep.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DE LA VILLE

7.1 Gestion des Installations du Cégep

7.1.1 La VILLE s'engage à assurer la gestion des opérations des Installations du Cégep identifiées à l'Annexe 1. Plus spécifiquement, la VILLE sera responsable :

- De la coordination de la programmation et de l'offre d'activités;
- Du contrôle de la qualité de l'eau de la piscine, du système de filtration et l'achat de produits pour l'entretien de la piscine;
- De l'entretien ménager;
- La VILLE n'est toutefois pas responsable de l'entretien, de la réparation et du remplacement des appareils associés aux systèmes de ventilation et de filtration.

7.1.2 La VILLE prévoit transformer le gymnase simple du Cégep en palestre de gymnastique. À cet effet, elle s'engage à ce que les aménagements soient compatibles avec une utilisation occasionnelle, environ quinze jours par année, pour des activités institutionnelles du Cégep autres que des cours d'éducation physique ou de toutes activités, sportives ou non, du Service de la vie étudiante.

7.1.3 La VILLE s'engage à respecter les termes et conditions d'utilisation des Installations du Cégep, comme précisés à l'Annexe 7.

7.1.4 Le Cégep pourra utiliser les Installations du Cégep selon le nombre d'heures prévues à l'Annexe 6 - Valeur des échanges de services mais cette utilisation n'affectera pas le nombre de jours d'activités institutionnelles prévu à l'article 7.1.2 ci-dessus.

7.2 Terrains de soccer

7.2.1 En sus des obligations de la VILLE aux termes de l'Usufruit à intervenir entre cette dernière et le Cégep, pour les Terrains de soccer identifiés à l'Annexe 2, la VILLE est responsable :

- d'aménager, d'entretenir et d'assurer une surveillance raisonnable des Terrains de soccer;

- d'aménager, à ses frais, un terrain de soccer/football éclairé avec gazon synthétique et à effectuer les travaux d'ici le 31 décembre 2019; et

- de déplacer les stationnements actuellement situés sur le site, si un tel déplacement est nécessaire.

7.2.2 Le Cégep pourra utiliser les Terrains de soccer, conformément aux valeurs identifiées à l'Annexe 6 - Valeur des échanges de services.

7.3 Équipements sportifs

La VILLE s'engage à maintenir les Équipements sportifs identifiés à l'Annexe 3 en bon état, à les réparer lorsque nécessaire et à s'assurer qu'ils sont conformes aux lois, règlements et autres directives relatifs à leur usage et à procéder à leur renouvellement lorsque requis, et ce, afin de répondre aux besoins des utilisateurs du Complexe.

7.4 Réservation du Complexe, des Installations du Cégep et des Terrains de soccer par le Cégep

7.4.1 La VILLE s'engage à prioriser pour les sessions automne, hiver et printemps, soit de la mi-août à juin, les besoins du Cégep pour l'utilisation du Complexe, des Installations du Cégep et des Terrains de soccer en lien avec :

- Les cours d'éducation physique à l'enseignement régulier;
- Les cours d'éducation physique de la formation continue;
- Les activités sportives organisées par le Service de la vie étudiante.

7.4.2 Lorsque le Cégep aura des besoins sporadiques, la VILLE tentera de répondre à ceux-ci, en autant que le Complexe ou les Installations du Cégep soient disponibles.

7.4.3 Lors de la modification du calendrier scolaire, la VILLE s'engage à assurer la disponibilité des locaux nécessaires à la tenue des cours d'éducation physique aux étudiants du Cégep. Toutefois, il est possible que certains locaux soient différents parce qu'il y a impossibilité de déplacer certaines activités prévues par la VILLE.

7.5 Coordination de l'utilisation des plateaux et espaces

7.5.1 Lors de l'élaboration des grilles d'utilisation du Complexe et des Installations du Cégep, la VILLE doit tenir compte de la cohabitation des utilisateurs, des besoins associés aux activités et des caractéristiques techniques des plateaux et espaces. Par exemple, considérant la faible insonorisation des salles polyvalentes, ne pas planifier la tenue d'un cours de relaxation dans une salle adjacente à une salle dans laquelle se donne un cours d'aérobie.

7.5.2 La VILLE est responsable du montage des plateaux et des espaces du Complexe et des Installations du Cégep en fonction des activités qui y sont planifiées. Le matériel requis sera installé pour les cours d'éducation physique et les activités sportives organisées par le Service de la vie étudiante.

7.5.3 La VILLE est responsable de fournir les surveillants sauveteurs pour toutes les activités aquatiques, tel que prévu à l'Annexe 6 – Valeur des échanges de services.

7.5.4 La salle d'entraînement du Complexe pourra être utilisée uniquement par les étudiants du Cégep lors des cours d'éducation physique à l'enseignement régulier.

7.5.5 La disposition physique des Équipements sportifs dans la salle d'entraînement du Complexe devra être convenue entre le gestionnaire des activités du Complexe et un cadre désigné par le Cégep, après consultation des enseignants en éducation physique.

7.6 Camp de jour

7.6.1 La VILLE est responsable de l'organisation d'un camp de jour au Complexe et dans les Installations du Cégep et autres locaux, salles et espaces du campus du Cégep. Il est souhaitable pour les Parties d'avoir un seul camp de jour au Complexe, dans les Installations du Cégep et sur son campus.

7.6.2 Advenant que la VILLE ne souhaite plus être responsable de l'organisation d'un camp de jour du Complexe et des Installations du Cégep, après un avis écrit de la VILLE l'informant de cette décision au plus tard le 10 décembre, le Cégep pourra organiser un camp de jour via un sous-traitant.

7.6.3 Il est souhaitable que le responsable du camp de jour soit membre de l'Association des camps de jour du Québec et qu'il ait une expérience dans le milieu de l'éducation.

7.7 Espaces de rangement

La VILLE s'engage à mettre à la disposition du Cégep des espaces de rangement distincts dans le Complexe, comme identifiés à l'Annexe 4.

7.8 Tarification

Les Parties conviennent que :

7.8.1 La VILLE transmettra annuellement au Cégep, au plus tard dans les quinze (15) jours ouvrables suivant son approbation, la grille de tarification adoptée par le conseil municipal.

7.8.2 Les étudiants et le personnel du Cégep bénéficieront d'un tarif préférentiel pour les activités offertes par la VILLE au Complexe.

7.9 Accès pour les enseignants d'éducation physique

7.9.1 La VILLE permet aux enseignants d'éducation physique du Cégep d'accéder, gratuitement, au Complexe et aux Installations du Cégep dans le cadre de leurs activités pédagogiques (préparation de cours, reprises d'évaluation pour les étudiants, aide à la réussite, etc.), selon la disponibilité de ces espaces.

7.9.2 La VILLE permet aux enseignants d'éducation physique du Cégep d'accéder gratuitement à la salle d'entrainement du Complexe à des fins d'entraînement personnel, selon la disponibilité de la salle.

7.10 Réservation des locaux, salles et espaces autres que les Installations sportives du Cégep par la VILLE

7.10.1 Si la VILLE a des besoins pour réserver des locaux, salles et espaces autres que les Installations du Cégep, elle s'engage à transmettre au Cégep ses besoins au plus tard le :

- 21 novembre pour la session d'hiver (janvier à mai);
- 15 mars pour la session de printemps (mai à juin) et été (juin à août);
- 21 mai pour la session d'automne (mi-août à décembre).

7.10.2 Le Cégep tentera de répondre aux besoins de la VILLE, en autant que ces locaux, salles et espaces sont disponibles.

7.10.3 La VILLE assumera les coûts inhérents à ces réservations selon la tarification du Cégep en vigueur.

7.11 Accueil, surveillance et sécurité

7.11.1 Sous réserve de l'article 6.5.1 de la présente convention, la VILLE est responsable de la surveillance et de la sécurité du Complexe.

7.11.2 La VILLE est responsable de la surveillance et de la sécurité de ses usagers dans les Installations du Cégep.

7.12 Entretien

7.12.1 La VILLE assure l'entretien ménager du Complexe ainsi que des Installations du Cégep selon les normes établies par la VILLE qui seront transmises au Cégep. Toutefois, en ce qui concerne les Installations du Cégep, de telles normes ne devront jamais être moindres que les normes établies par le Cégep ou imposées par les autorités gouvernementales pour de telles installations.

7.12.2 La VILLE est responsable de l'entretien régulier, préventif, correctif et majeur du Complexe et de l'ensemble de ses composantes.

7.12.3 À l'exception de ce qui est prévue à l'Annexe 6, la VILLE est responsable de l'entretien extérieur sur le site du Complexe ainsi que sur les Terrains de soccer.

7.12.4 La VILLE doit informer le Cégep de tout projet d'entretien majeur, de modification, de restauration ou de réparation du Complexe qui pourrait priver les usagers de son utilisation partielle ou totale. Avec l'objectif de minimiser l'impact des travaux sur les usagers, la VILLE consultera le Comité de coordination le plus tôt possible ou au minimum cent vingt (120) jours avant l'exécution des travaux, à moins que lesdits travaux ne soient nécessaires en raison d'une situation d'urgence.

7.13 Rénovation de la piscine et des vestiaires

La VILLE versera au Cégep un montant forfaitaire de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $), taxes incluses, dès la prise d'effet de la présente convention afin que le Cégep réalise les améliorations locatives demandées par la VILLE lors de la réalisation des travaux de rénovation identifiés à l'article 6.1.2 de la présente convention.

ARTICLE 8
OCCUPATION DE LOCAUX DU COMPLEXE PAR LE CÉGEP ET VALEUR DES LOCAUX

8.1 La VILLE permet au Cégep d'occuper de façon permanente pendant la durée de la présente convention, certains locaux du Complexe pour des bureaux de professeurs et du responsable des activités sportives. Ces locaux sont identifiés à l'Annexe 4.

8.2 Pendant la durée de la présente convention, l'utilisation par le Cégep de la salle CS-011 située dans le Complexe sera priorisée entre 8h et 18h du lundi au vendredi en soutien aux activités du Cégep.

8.3 L'occupation permanente des locaux pourra être annulée en tout temps par le Cégep par la transmission à la VILLE d'un préavis de six (6) mois.

8.4 Les termes et conditions de cette occupation sont précisés à l'Annexe 8.

ARTICLE 9
PRÊT DE SERVICE D'UN EMPLOYÉ DU CÉGEP À LA VILLE

9.1 Le Cégep prête à la VILLE un employé dont le mandat sera d'agir à titre d'agent de soutien administratif, classe principale pour la première année de la présente convention, avec possibilité de renouvellement.

9.2 La VILLE inclura dans l'appel d'offres public pour le Contrat qui comprendra la gestion du Complexe et des Installations du Cégep, l'obligation pour le tiers de prévoir dans son équipe chargée de l'exécution du Contrat, l'employé prêté à la VILLE par le Cégep pour la première année du Contrat.

9.3 Le remboursement par la VILLE au Cégep du salaire de l'employé prêté, incluant tous les avantages sociaux déjà prévus pour cet employé, sera facturé par le Cégep selon les modalités prévues à l'article 10.2 de la présente convention.

9.4 L'employé du Cégep doit, en tout temps, assumer les responsabilités dévolues à sa fonction et le Cégep doit prendre les mesures nécessaires à cet effet, en toutes circonstances.

9.5 Advenant que cet employé du Cégep soit victime d'un accident de travail dans le Complexe ou dans les Installations du Cégep, le Cégep indemnise la VILLE de toute responsabilité sauf en cas de négligence de la VILLE ou d'un tiers dont elle est responsable.

9.6 Les conditions de travail de l'employé sont celles prévues à la convention collective du personnel de soutien du Cégep et l'employé conservera son lien d'emploi avec le Cégep. Pour plus de précision, l'employé n'est pas une personne dont la VILLE est responsable au sens de l'article 15.4 de la présente convention.

9.7 La gestion des tâches et de l'horaire de l'employé seront sous la responsabilité de la VILLE.

ARTICLE 10
VALEUR DES ÉCHANGES

10.1 Coûts assumés par les Parties

Les coûts assumés par chacune des Parties sont décrits à l'Annexe 6 – Valeur des échanges de services.

10.2 Coûts additionnels assumés par la VILLE

La VILLE paiera au Cégep le salaire et les avantages sociaux de l'employé prêté par le Cégep en vertu de l'article 9.1 de la présente convention. Le paiement se fera une fois par trimestre.

10.3 Autres coûts assumés par les Parties

Les Parties conviennent que pour tous services et locations supplémentaires du Complexe ou des Installations du Cégep et des autres locaux, salles et espaces du Cégep et qui ne sont pas prévus à la présente convention, la Partie utilisatrice assumera le coût selon la grille de tarification approuvée par le conseil municipal de la VILLE et le Cégep et elle devra remettre un chèque à l'autre Partie dans un délai de quatre-vingt-dix jours (90) de la réception d'une facture.

ARTICLE 11
COMITÉ DE COORDINATION

11.1 Les Parties conviennent de former un Comité de coordination composé au maximum de deux (2) représentants de la VILLE mandatés par le SDSS, de deux (2) représentants du Cégep et du gestionnaire du Complexe et des Installations du Cégep dont les services seront retenus par la VILLE à la suite d'un appel d'offres public.

11.2 Le Comité de coordination doit être formé dès la signature de la présente convention.

11.3 Le Comité de coordination peut, après étude, mettre en place des mesures pour faire respecter les clauses de la présente convention.

11.4 Les membres du Comité de coordination ont l'obligation de se réunir un minimum de deux fois par année et à la demande d'une des Parties.

11.5 Le Comité de coordination a, notamment, comme mandat :

Cégep ___
VILLE ___

- de voir à l'application et au respect de la présente convention et d'assurer une utilisation optimale du Complexe et des Installations du Cégep par les Parties;
- de voir à l'organisation et de veiller au bon déroulement du camp de jour;
- d'identifier les meilleures périodes du calendrier pour effectuer les travaux d'entretien majeur, de modifications, de restauration ou de réparation du Complexe et des Installations du Cégep.

11.6 Les Parties s'engagent à référer tout différend relatif à l'application de la présente convention au Comité de coordination. Les Parties s'engagent à collaborer et négocier de bonne foi afin de trouver une solution en accord avec les principes directeurs établis dans la présente convention. Advenant le cas où le Comité ne serait pas en mesure de régler un différend dans un délai raisonnable suivant sa référence, celui-ci confiera à la directrice du SDSS ou son représentant dûment autorisé, représentant la VILLE, et au directeur général du Cégep, le soin de trouver une solution.

Si le différend ne peut pas être réglé dans un délai raisonnable, il doit être soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions du *Code de procédure civile*.

11.7 En tout temps pendant la durée de la présente convention, les Parties s'engagent à collaborer entre elles. Les Parties devront continuer de s'acquitter de leurs obligations, et ce, malgré tout différend jusqu'à ce que celui-ci soit résolu ou tranché conformément aux dispositions de la présente convention.

ARTICLE 12
AFFICHAGE

La VILLE s'engage à ce que l'affichage intérieur et extérieur qui sera fait dans le Complexe et dans les Installations du Cégep, soit respectueux des valeurs d'une administration publique et d'une institution d'enseignement.

ARTICLE 13
MODIFICATIONS

13.1 Certaines dispositions pourraient, à l'issue des négociations entre le Cégep et la VILLE, être modifiées, lesquelles devront être approuvées par les autorités compétentes des Parties.

13.2 Les Parties pourront revoir les conditions prévues à la présente convention à la fin de chaque période de cinq ans, soit les 1e septembre 2021, 1e septembre 2026, 1e septembre 2031, 1e septembre 2036 et 1e septembre 2041. Toutes modifications à la présente convention devront être approuvées par les autorités compétentes respectives.

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des Parties.

ARTICLE 14
BILAN ANNUEL

14.1 Les Parties conviennent qu'elles tiendront un suivi de l'utilisation du Complexe, des Installations du Cégep, des Terrains de soccer et autres locaux, salles et espaces qui auraient pu être requis par l'une d'elles en cours d'année et des services. À chaque année, au plus tard le 31 janvier, chacune des Parties transmettra à l'autre un bilan annuel comprenant le suivi et un état de la valeur de l'échange de services.

14.2 Les Parties devront inclure au bilan tous enjeux liés à l'application de la présente convention.

ARTICLE 15
ASSURANCES

15.1 Le Cégep s'engage à souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins cinq millions de dollars (5 000 000 $) par accident ou événement et dans laquelle la VILLE est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la VILLE, par courrier recommandé ou poste certifiée, un préavis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police par le Cégep. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la VILLE.

15.2 Le Cégep doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 15.1 et remettre, à chaque année, à la directrice du SCSS le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

15.3 La VILLE déclare qu'elle s'auto-assure et en conséquence, elle ne sera tenue de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit. Sujet à l'article 15.4, la VILLE devra assumer les responsabilités civiles inhérentes dans l'éventualité de dommages matériels au Complexe sportif et de dommages corporels survenus lors des activités organisées par la VILLE dans les Installations du Cégep ou dans les autres locaux, salles ou espaces du Cégep pouvant être utilisés par la VILLE.

15.4 À moins de disposition à l'effet contraire dans la présente convention, chacune des Parties est responsable de tout dommage matériel ou préjudice moral ou corporel découlant de ses activités visées à la présente convention, de ses biens, de son personnel et de toute personne dont elle est légalement responsable, y compris des manquements à un engagement en vertu de la présente entente.

Chacune des Parties s'engage à indemniser et à prendre fait et cause pour l'autre Partie lors de tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures de quelque nature que ce soit, intentés par toute personne en raison du dommage ou du préjudice causé, à moins que tel dommage ou préjudice ait été causé par l'autre Partie, ses employés, mandataires ou sous-traitants.

ARTICLE 16
FORCE MAJEURE

16.1 La VILLE n'est pas responsable de l'inexécution de l'une quelconque de ses obligations envers le Cégep ou des pertes ou dommages que pourrait subir le Cégep à la suite de telle inexécution si elle est due à un cas de force majeure, à un cas fortuit, au fait du Cégep ou d'un tiers, à une grève ou à une difficulté résultant des rapports entre employeurs et employés, à l'indisponibilité des matériaux ou de la main-d'œuvre, ou à toute autre cause dont elle n'a pas le contrôle. Dans un tel cas, la VILLE aide le Cégep, dans la mesure de ses disponibilités, à relocaliser les réservations des plateaux sportifs ailleurs sur son territoire.

16.2 Le Cégep n'est pas responsable de l'inexécution de l'une quelconque de ses obligations envers la VILLE ou des pertes ou dommages que pourrait subir la VILLE à la suite de telle inexécution si elle est due à un cas de force majeure, à un cas fortuit, au fait de la VILLE ou d'un tiers, à une grève, à une difficulté résultant des rapports entre employeurs et employés, à l'indisponibilité des matériaux ou de la main-d'œuvre, ou à toute autre cause dont il n'a pas le contrôle. Dans un tel cas, le Cégep propose à la VILLE des solutions raisonnables que cette dernière s'engage à considérer.

16.3 Advenant l'impossibilité de conclure l'Usufruit et de convenir des servitudes prévues à l'Entente tripartite mentionnée au premier ATTENDU de la présente convention, pour le 26 septembre 2016, et ce, pour quelque cause que ce soit, les Parties conviennent de faciliter leurs accès respectifs au Complexe et aux Installations du Cégep dans un esprit de collaboration afin de donner plein effet à la présente convention afin de ne pas pénaliser leurs clientèles respectives.

ARTICLE 17
REPRÉSENTANTS DES PARTIES

Aux fins de la présente convention, les représentants des Parties sont :

Pour la VILLE

Directrice
Service de la diversité sociale et des sports
Ville de Montréal
801, rue Brennan, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
jderome@ville.montreal.qc.ca

Pour le Cégep

Directeur général
Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin
7000, rue Marie-Victorin
Montréal (Québec) H1G 2J6
sylvain.mandeville@collegemv.qc.ca

ARTICLE 18
LOCAUX ENDOMMAGÉS SUITE À UN SINISTRE

18.1 Si le Complexe est rendu partiellement inutilisable à la suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la VILLE doit mettre en œuvre une solution après consultation du Cégep pour assurer dans les meilleurs délais la continuité des opérations du Complexe en lien avec les obligations de la VILLE définies dans la présente convention.

18.2 Si les Installations du Cégep sont rendues substantiellement inutilisables à la suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, le Cégep doit mettre en œuvre une solution après consultation de la VILLE pour assurer dans les meilleurs délais la continuité des opérations des Installations du Cégep en lien avec les obligations du Cégep définies dans la présente convention.

18.3 Dans les cas prévus aux paragraphes 18.1 et 18.2 ci-dessus, toute solution doit prendre en considération que les usagers du Complexe et des Installations du Cégep pourraient devoir se déplacer au moyen des transports en commun et en conséquence, afin de réduire le plus possible les temps de déplacement, toute solution doit favoriser, dans la mesure du possible, des installations à proximité du Complexe et des Installations du Cégep, et ce, toutefois, dans les limites des ressources disponibles.

Pendant la durée de la présente convention et de tout renouvellement de celle-ci, les Parties évalueront sérieusement l'option de réparer ou de reconstruire leurs installations endommagées dans les meilleurs délais afin d'assurer le maintien en vigueur de la présente convention et l'utilisation de leurs installations respectives afin de respecter les principes directeurs décrits à l'article 5 ci-dessus.

Sans limiter ce qui précède, advenant que les dommages au Complexe soient tels qu'il ne puisse être utilisé aux fins auxquelles il est destiné ou que les dommages représentent trente pour cent (30%) de la valeur du bâtiment, la VILLE pourra alors décider de ne pas réparer ou reconstruire le Complexe, la VILLE devra alors offrir au Cégep d'acquérir le Complexe et le terrain sur lequel il est localisé pour la somme de trois millions cent mille dollars (3 100 000$), étant entendu que si le Complexe est inutilisable, le terrain devra être vendu libre de débris du Complexe et prêt pour reconstruction. Dans ce cas, le Cégep doit informer la VILLE de son intention de s'en porter acquéreur dans les cent vingt (120) jours d'un avis écrit envoyé au Cégep par la VILLE, sujet toutefois par la suite à l'obtention de toutes les autorisations requises par le Cégep notamment auprès du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Québec.

Cégep ___
VILLE ___

ARTICLE 19
DÉFAUT

19.1 Aux fins de la présente convention, les Parties sont en défaut :

19.1.1 si l'administration de leurs affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'une des Parties, autre qu'une institution publique d'enseignement, une société gouvernementale, un mandataire ou un gestionnaire désigné par le ministère dont relève une des Parties à la présente convention ou tout autre organisme pouvant être mis en place ou autorisé par le Gouvernement du Québec;

19.1.2 si elle refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les délais mentionnés à la présente convention ou à défaut, cent vingt (120) jours suivant la réception d'un avis écrit l'enjoignant de s'exécuter ou tout délai plus long que l'autre Partie, agissant raisonnablement, pourra octroyer dans le cas où il ne peut raisonnablement être remédié à un tel défaut dans un délai de cent vingt (120) jours.

19.2 Advenant l'un ou l'autre ou les deux motifs de défaut décrits aux paragraphes 19.1, l'une des Parties peut, à son entière discrétion, résilier la présente convention si la Partie en défaut ne remédie pas à ce défaut suivant la réception d'un avis de cent vingt (120) jours transmis par l'autre Partie, sans préjudice quant à ses autres droits et recours.

19.3 Aucune des Parties n'est considérée en défaut si elle n'est pas en mesure de s'exécuter en cas de force majeure ou cas fortuit. En conséquence, dans de telles circonstances, les délais d'exécution sont prolongés et les dates modifiées, étant entendu que la Partie qui n'est pas en mesure de s'exécuter doit informer l'autre Partie sans tarder, par écrit, de l'existence d'un cas de force majeure ou d'un cas fortuit et du délai nécessaire pour remplir ses obligations.

ARTICLE 20
ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties relativement à ce qui fait l'objet de la présente convention.

ARTICLE 21
DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 22
ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

ARTICLE 23
REPRÉSENTATIONS DU CÉGEP

Le Cégep n'est pas le mandataire de la VILLE et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

ARTICLE 24
LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 25
AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

ARTICLE 26
CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

ARTICLE 27
AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Cégep

Le Cégep fait élection de domicile au 7000, rue Marie-Victorin, à Montréal, province de Québec, H1G 2J6 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la VILLE sa nouvelle adresse, le Cégep fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la VILLE

La VILLE fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice du SDSS.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Par : Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2016

COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN

_____

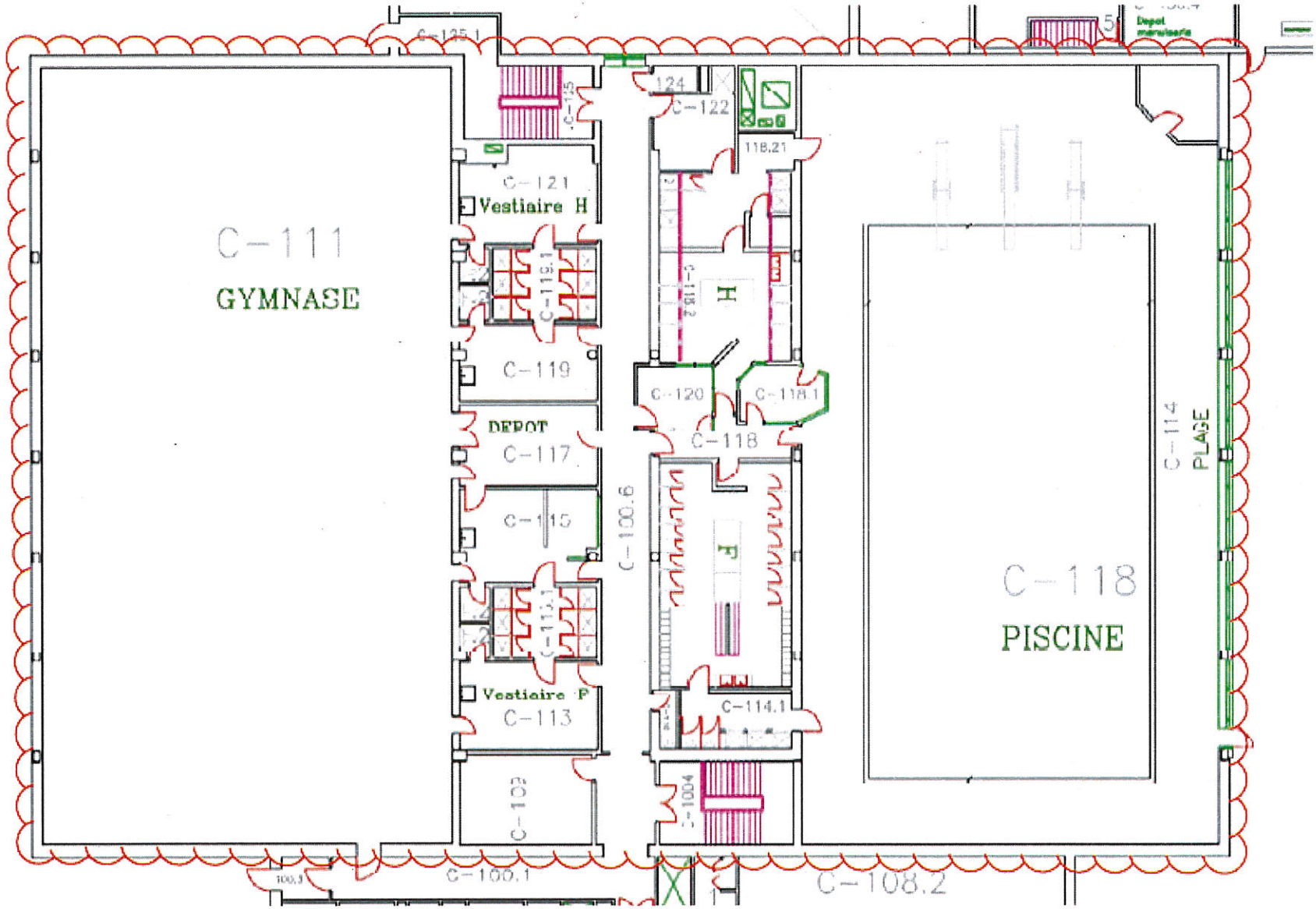
Par : Sylvain Mandeville, directeur général du Cégep Marie-Victorin

_____

Par : Serge Foucher, président du Conseil d'administration du Cégep Marie-Victorin

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le _____ e jour de _____ 20___.(Résolution no CM_____)

ANNEXE 1
PLATEAUX SPORTIFS ET ESPACES CONNEXES DU CÉGEP DONT LA GESTION EST DÉLÉGUÉE À LA VILLE



Cégep ___
VILLE ___

Plus spécifiquement, les Installations du Cégep dont la gestion est déléguée à la VILLE sont :

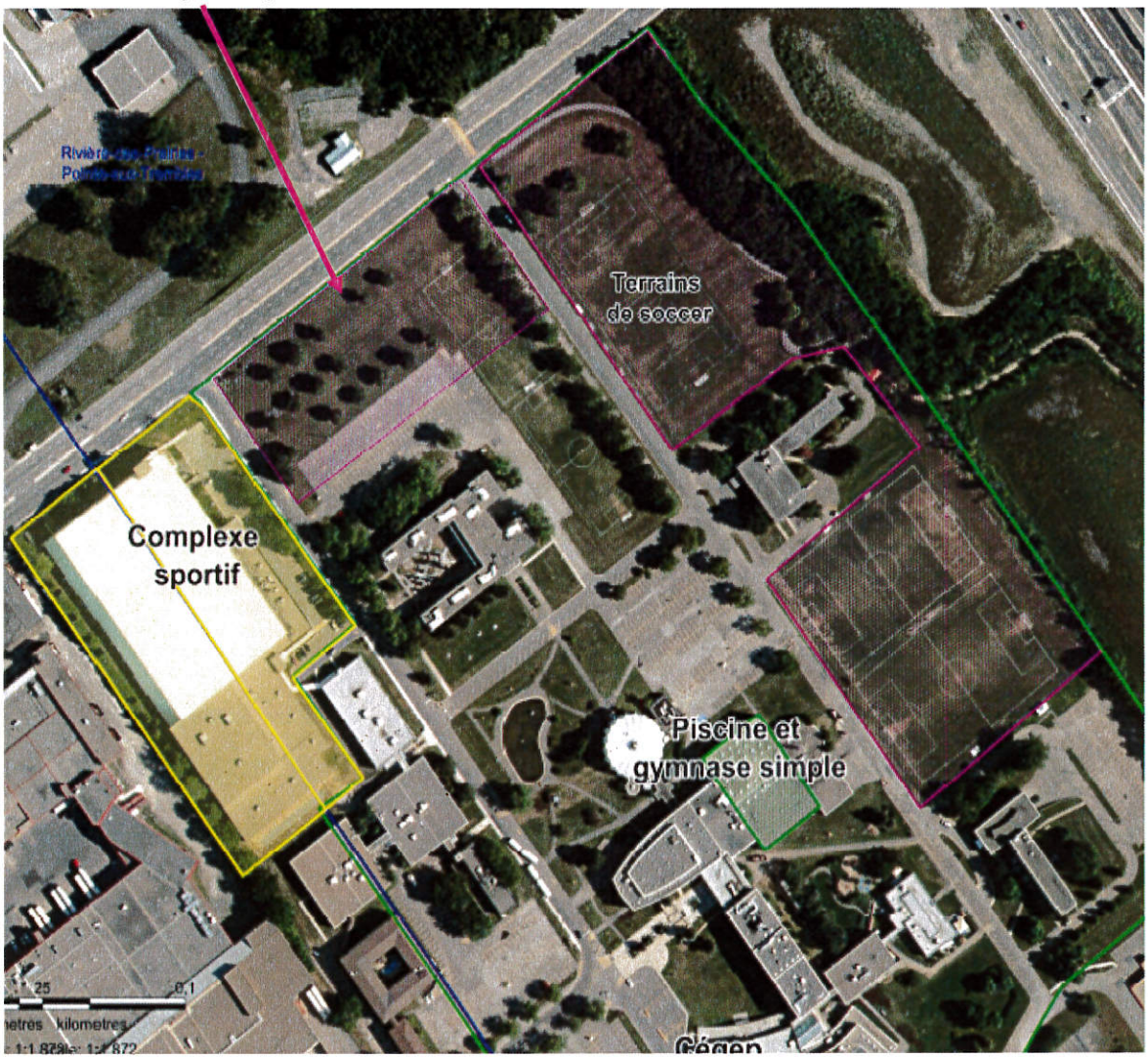
- le gymnase simple (C-111),
- la piscine (C-114 et C-118),
- les vestiaires (C-113, C-113.1, C-114.1, C-115, C-118.2, C-118.21, C-119, C-119.1, C-121),
- les bureaux, espaces de rangement, corridors et autres espaces connexes (C100.1, C-100.3, C-100.6, C110, C117, C-118, C-118.1, C-120, C-122, C-124).

Le plan sera sujet à des changements à la suite des travaux de rénovation des Installations du Cégep.

Cégep ___
VILLE ___

ANNEXE 2
TERRAINS DE SOCCER EXTÉRIEURS

Site potentiel pour le terrain de soccer/football synthétique



Cégep ___
VILLE ___

23/33

ANNEXE 3
INVENTAIRE DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Terrain de soccer intérieur

- Filets de soccer
- Bancs des joueurs

Terrains de soccer extérieur

- Filets de soccer
- Poteaux de football (un terrain)
- Bancs des joueurs
- Gradins

Gymnases

- Buts de hockey cosom
- Filets de badminton
- Filets de volleyball
- Poteaux volleyball avec poulie
- Poteaux volleyball sans poulie
- Poteaux de badminton
- Tables de ping-pong

Salle d'entraînement

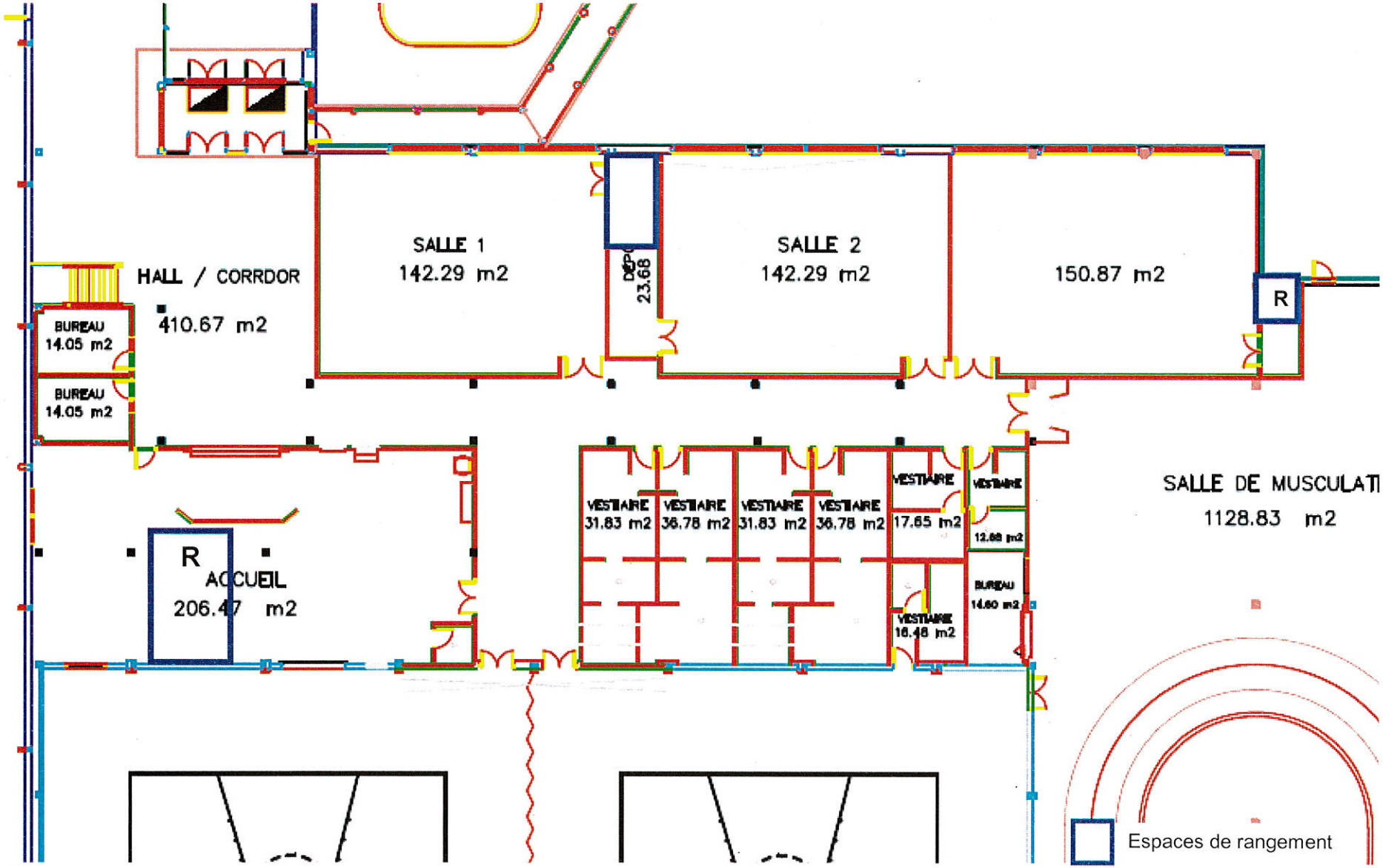
- Vélos spinning (40 au moment de la signature de la présente convention)
- Vélos stationnaires (4 au moment de la signature de la présente convention)
- Tapis roulant (6 au moment de la signature de la présente convention)
- Machines elliptiques (3 au moment de la signature de la présente convention)
- Rameurs (2 au moment de la signature de la présente convention)
- Simulateur d'escaliers (1 au moment de la signature de la présente convention)
- Différents appareils de musculation : abdominaux, hanches, dos, biceps, triceps, épaules, pectoraux, jambes, quadriceps et autres (24 appareils au moment de la signature de la présente convention)
- Poids et haltères divers (environ 400 au moment de la signature de la présente convention)
- Barres et poignées diverses (environ 60 au moment de la signature de la présente convention)
- Bancs de musculation (environ 20 au moment de la signature de la présente convention)
- Autres équipements : punching bag, anneaux, échelle, et autres physiquement présents sur les lieux et non spécifiquement énumérés.

Salles polyvalentes

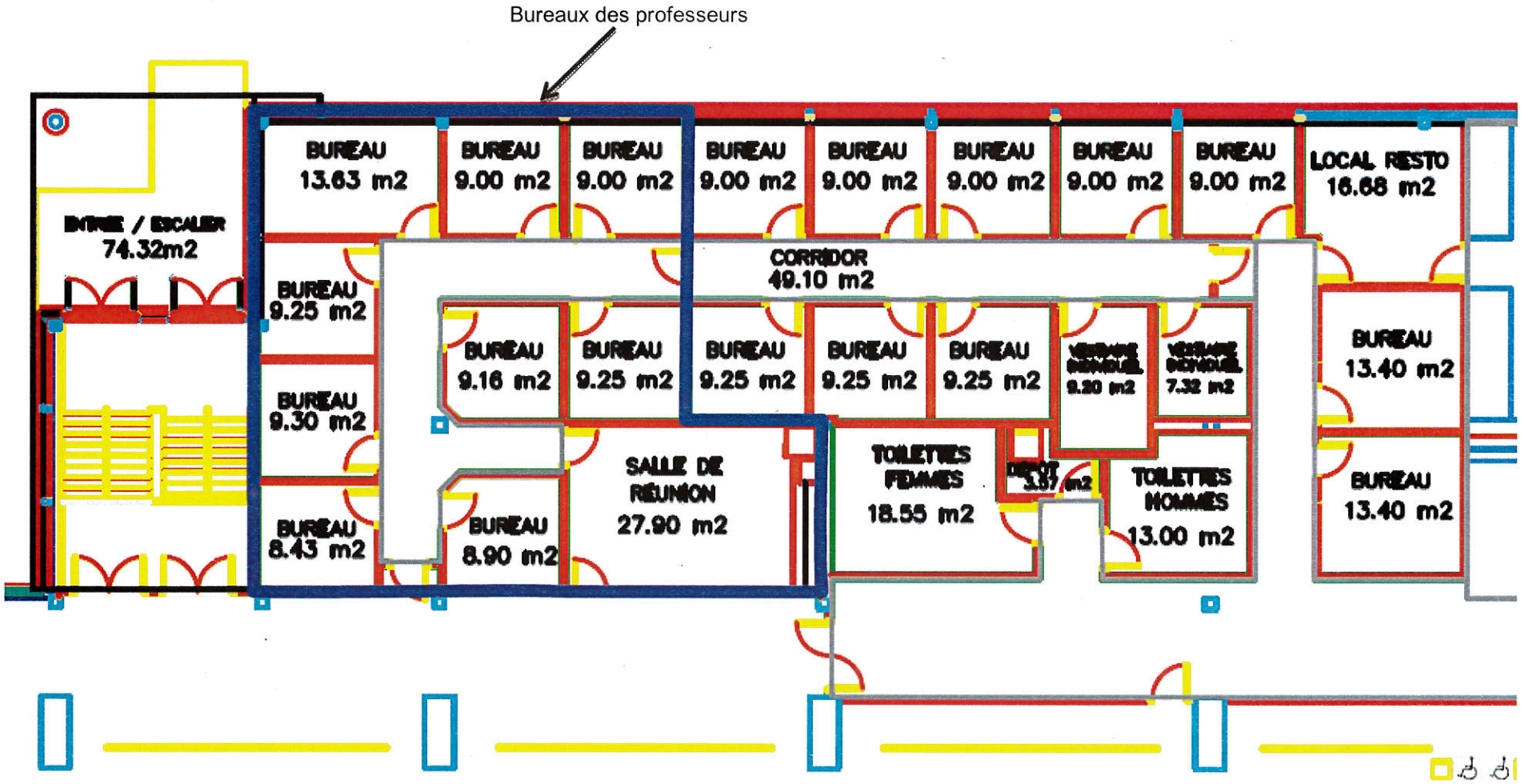
- Steps (27 au moment de l'acquisition)
- Tapis pour sports de combat

Cégep ___
VILLE ___

ANNEXE 4
ESPACES DE RANGEMENT ET BUREAUX MIS À LA DISPOSITION DU CÉGEP



Cégep ___
VILLE ___


Bureaux des professeurs
ENTRÉE / ESCALIER
74.32m2
BUREAU
13.63 m2
BUREAU
9.00 m2
BUREAU
9.00 m2
BUREAU
9.00 m2
BUREAU
9.00 m2
BUREAU
9.00 m2
BUREAU
9.00 m2
BUREAU
9.00 m2
LOCAL RESTO
16.68 m2
CORRIDOR
49.10 m2
BUREAU
9.25 m2
BUREAU
9.30 m2
BUREAU
8.43 m2
BUREAU
9.16 m2
BUREAU
9.25 m2
BUREAU
9.25 m2
BUREAU
9.25 m2
BUREAU
9.25 m2
BUREAU
9.25 m2
BUREAU
8.90 m2
SALLE DE
RÉUNION
27.90 m2
TOILETTES
FEMMES
18.55 m2
TOILETTES
HOMMES
13.00 m2
BUREAU
13.40 m2
BUREAU
13.40 m2

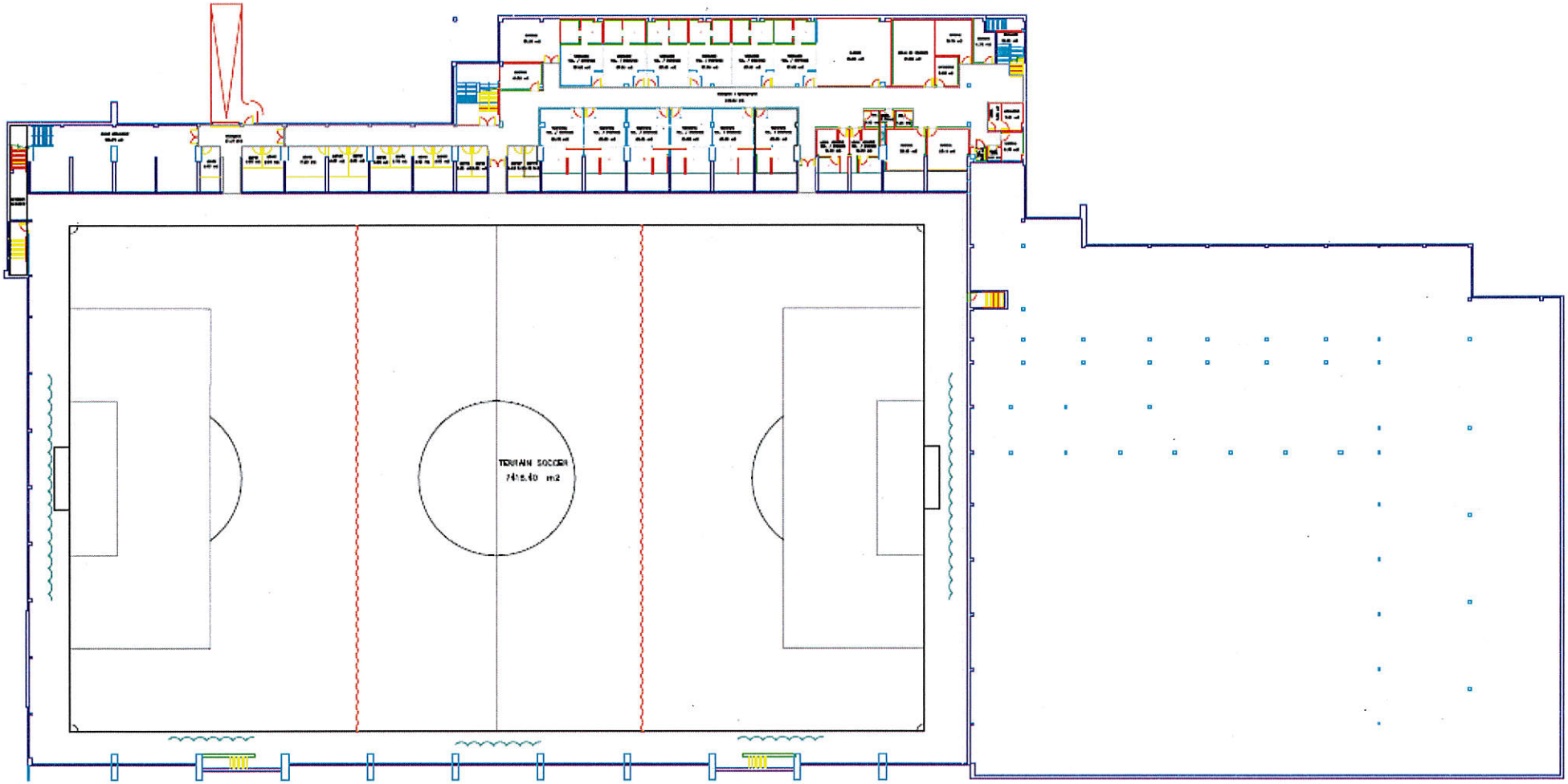
Cégep ___
VILLE ___

ANNEXE 5
PLANS DU COMPLEXE



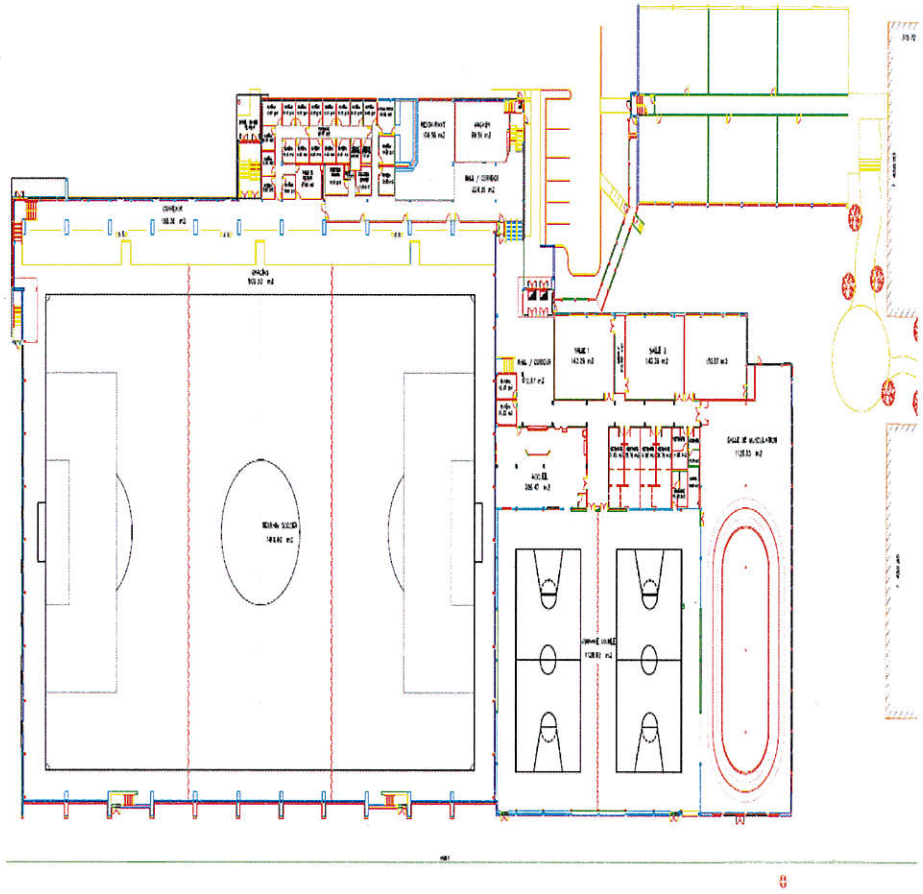
Cégep ___
VILLE ___

27/33



SOUS-SOL

Cégep ___
VILLE ___



PLAN RDC

29483

Cégep ___
VILLE ___

ANNEXE 6
VALEUR DES ÉCHANGES DE SERVICES

Services	Valeur annuelle	Notes
Rendu par la VILLE		
Bureaux des professeurs d'éducation physique et du responsable des activités sportives	22 000 $	128 m² X 170 $/m²
Espaces de rangement au Complexe sportif	3 000 $	30 m² X 100 $/m²
Utilisation des plateaux sportifs du Complexe sportif et de la salle pédagogique CS 011 (cours d'éducation physique à l'enseignement régulier et à la formation continue et activités sportives organisées par le Service de la vie étudiante)	220 000 $	Entre 7 600 et 8 000 heures/plateau sportif par année
Accès salle d'entraînement par professeurs d'éducation physique	4 000 $	Valeur de 400 $/professeur X 10 professeurs
Utilisation de la piscine, du gymnase simple et des terrains de soccer extérieurs	20 000 $	Entre 500 et 600 heures/plateau sportif par année
Surveillants sauveteurs	10 000 $	Lors des cours d'éducation physique pour le Cégep Marie-Victorin
Tarifs préférentiels pour les étudiants et le personnel du Cégep pour les activités offertes en régie au Complexe	- $	Économie pour les utilisateurs - valeur du rabais
TOTAL	**279 000 $**	
Rendu par le Cégep		
Frais énergétiques piscine et gymnase	83 500 $	Estimation
Entretien et réparation sur des Installations du Cégep – Bloc C	127 000 $	Valeur de remplacement X Taux annuel de réfection de 1,07% X Portion du Bloc C utilisée par la VILLE de 70,7%
Cueillette des déchets	10 900 $	
Gestion du recyclage	3 300 $	
Déneigement et épandage d'abrasifs du stationnement et des trottoirs du Complexe	25 000 $	
Stationnement	3 000 $	250 $ par case X 12 places X taux de roulement de 1,5
Perte de revenu Terrain de soccer extérieur	26 300 $	Revenus annuels - coût d'entretien avant Usufruit
Rabais, fixé par les Parties au besoin pour l'utilisation par la VILLE et les arrondissements des autres plateaux et espaces du Cégep (excluant les Installations du Cégep)	- $	
TOTAL	**279 000 $**	

Cégep ___
VILLE ___

ANNEXE 7
TERMES ET CONDITIONS D'UTILISATION DES INSTALLATIONS DU CÉGEP PAR LA VILLE

Les Installations du Cégep figurant à l'ANNEXE 1 sont mis à la disposition de la VILLE, aux conditions ci-après énoncées, pendant la durée de la présente convention. Plus spécifiquement, la VILLE s'engage à :

- prendre les espaces et Équipements sportifs dans l'état où ils se trouvent au début de la prise de possession des lieux;
- respecter les jours et heures d'ouverture établies par le Cégep;
- n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les espaces utilisés sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Cégep;
- ne placer aucun équipement lourd à l'intérieur du Cégep sans obtenir au préalable le consentement écrit du Cégep;
- ne pas entreposer ni garder des produits explosifs, inflammables ou dangereux dans les lieux;
- se conformer en tous points à toute législation, réglementation ou ordonnance applicables à lui-même, aux lieux ou aux activités qui y sont tenues, quelle que soit l'autorité compétente qui l'aura décrétée;
- veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des lieux par les autres occupants et ni celle des occupants des immeubles voisins;
- s'assurer que les espaces et équipements sportifs sont utilisés de façon sécuritaire et conforme aux règles en vigueur.
- Respecter le Règlement relatif aux conditions de vie au Cégep.

Cégep ___
VILLE ___

ANNEXE 8
TERMES ET CONDITIONS D'UTILISATION DU COMPLEXE PAR LE CÉGEP

Le Cégep s'engage à :

- prendre les espaces de rangement et bureaux dans l'état où ils se trouvent au début de la prise de possession des lieux;
- respecter les jours et heures d'ouverture établies par la VILLE;
- n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les espaces utilisés sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la VILLE;
- ne placer aucun équipement lourd à l'intérieur du Complexe sans obtenir au préalable le consentement écrit de la VILLE;
- ne pas entreposer ni garder des produits explosifs, inflammables ou dangereux dans les lieux;
- se conformer en tous points à toute législation, réglementation ou ordonnance applicables à lui-même, aux lieux ou aux activités qui y sont tenues, quelle que soit l'autorité compétente qui l'aura décrétée;
- veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des lieux par les autres occupants et ni celle des occupants des immeubles voisins;
- s'assurer que les espaces et Équipements sportifs sont utilisés de façon sécuritaire et conforme aux règles en vigueur.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164815004

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Approuver la Convention d'échange de services entre la Ville de Montréal et le Cégep Marie-Victorin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164815004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-02

Hong-Van TRAN
COnseillère budgétaire
Tél : 514 872-1094
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.23

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1161368003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) les droits détenus dans une emphytéose, pour la somme de 15 400 000 $, ainsi que les droits de la nue-propriété appartenant au Cégep Marie-Victorin (CMV) pour la somme de 3 100 000 $, relativement à un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, et obtient un droit d'usufruit en faveur de la Ville pour une durée de trente (30) années relativement à un immeuble adjacent appartenant au Cégep Marie-Victorin, situé au 7000, rue Marie-Victorin, dans l'arrondissements de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, le tout substantiellement conforme aux termes et conditions prévus à ce projet d'acte et à cet usufruit N/Réf. 31H12-005-3963-03

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert du Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est les droits détenus dans une emphytéose ainsi que des équipements, pour la somme de 15 400 000 $, ainsi qu'un terrain et des équipements appartenant au Cégep Marie-Victorin, pour la somme de 3 100 000 $, relativement à un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, connu et désigné comme étant le lot 3 936 656 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le tout substantiellement conforme au projet d'acte joint, de l'avis de la Direction des affaires civiles;

2. d'approuver un usufruit en faveur de la Ville de Montréal, pour une durée de trente (30) années, relativement à un terrain appartenant au Cégep Marie-Victorin, situé au 7000, rue Marie-Victorin, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, connu et désigné comme étant une partie du lot 3 936 657 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, représentant une superficie de 51 169,1 m² en contrepartie de l'engagement de la Ville d'aménager au moins un terrain de soccer synthétique avec éclairage et d'entretenir les cinq (5)

terrains de soccer/football, le tout substantiellement conforme au projet d'acte joint, de l'avis de la Direction des affaires civiles;

3. accepter les stipulations en faveur de la Ville contenues dans la convention de retenue signée par le Cégep Marie-Victorin, le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est et Me Stéphane Brunelle;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel après avoir opéré le virement budgétaire; Cette dépense sera assumée par le Service de la diversité sociale et des sports;

5. de décréter que le conseil municipal de la Ville exerce les compétences de la Ville à l'égard de cet équipement suivant son acquisition, et ce, conformément à l'article 94 de la Charte de la Ville de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-09-13 14:57

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161368003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) les droits détenus dans une emphytéose, pour la somme de 15 400 000 $, ainsi que les droits de la nue-propriété appartenant au Cégep Marie-Victorin (CMV) pour la somme de 3 100 000 $, relativement à un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, et obtient un droit d'usufruit en faveur de la Ville pour une durée de trente (30) années relativement à un immeuble adjacent appartenant au Cégep Marie-Victorin, situé au 7000, rue Marie-Victorin, dans l'arrondissements de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, le tout substantiellement conforme aux termes et conditions prévus à ce projet d'acte et à cet usufruit N/Réf. 31H12-005-3963-03

CONTENU

CONTEXTE

En 2010, un centre d'activités physiques, avec stade de soccer, a été construit sur un terrain appartenant au Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (le « CMV »), situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles (le « Centre »). Les plans montrant le lot concerné de même que des photos du Centre sont annexés dans les pièces jointes. Dans le cadre de ce projet, le CMV a consenti une partie de ses droits immobiliers par emphytéose au Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (le « CAPCE ») pour une durée de 25 ans débutant le 12 novembre 2008, ce qui a permis la construction du bâtiment.
Le Centre comprend notamment des terrains de soccer intérieurs avec estrades et une tour d'observation, des gymnases, des salles polyvalentes, un centre d'entraînement, un comptoir restaurant et une boutique de vêtements et d'équipements de soccer. Depuis son ouverture, le CAPCE n'a pu rentabiliser les opérations du Centre malgré des prêts consentis par le CMV et une flexibilité de remboursement du créancier hypothécaire. Considérant que certains services et activités sont actuellement offerts aux citoyens de ce secteur de la Ville dans le Centre, les représentants du CMV et du CAPCE ont approché la Ville à l'automne 2015 afin de vérifier son intérêt pour l'acquisition des droits du CAPCE dans l'emphytéose. Entre les mois d'octobre 2015 et janvier 2016, plusieurs rencontres des représentants de la Ville, du CAPCE et du CMV ont eu lieu afin de discuter des conditions d'une possible acquisition par la Ville de tous les droits détenus par le CAPCE et le CMV dans le Centre.

Après analyse des besoins des arrondissements voisins, soit les arrondissements de

Montréal-Nord, de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, de Saint-Léonard et d'Anjou (les « Arrondissements »), le Service de la diversité sociale et des sports (le « SDSS ») a constaté que l'acquisition du Centre par la Ville permettrait une plus grande offre de services aux citoyens des Arrondissements à des tarifs plus bas, semblables à ceux qui sont normalement exigés par la Ville dans les centres qui lui appartiennent. Ainsi, le SDSS a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») afin de procéder à cette acquisition ainsi qu'à la création d'un usufruit relativement à un terrain adjacent au Centre requis pour l'aménagement de terrains de soccer. Par ailleurs, en vertu du deuxième alinéa de l'article 94 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil municipal devra adopter une résolution pour prévoir qu'il exercera les compétences de la Ville à l'égard du Centre.

Une entente a donc été signée par la Ville, le CAPCE et le CMV le 15 juin 2016 afin de confirmer les conditions de l'acquisition du Centre par la Ville.

Le présent sommaire a donc pour but de faire approuver, sujet à des changements mineurs qui ne modifient par les conditions essentielles des contrats et ne change pas l'esprit de ces derniers, le projet d'acte pour l'acquisition du Centre par la Ville, incluant des équipements ainsi qu'un usufruit pour une durée de trente (30) années pour des terrains de soccer appartenant au CMV.

À titre d'information, l'emphytéose est le droit qui permet à une personne, pendant un certain temps, d'utiliser pleinement un immeuble appartenant à autrui et d'en tirer tous ses avantages, à la condition de ne pas en compromettre l'existence et à charge d'y faire des constructions, ouvrages ou plantations qui augmentent la valeur de façon durable. Quant à l'usufruit, il s'agit d'un droit d'user (usus), et de jouir (fructus), pendant un certain temps, d'un bien dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à charge d'en conserver la substance. Le propriétaire de l'immeuble qui fait l'objet d'une emphytéose ou d'un usufruit est nommé le nu-propriétaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

21 mars 2016 - CM16 0349 - Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal, le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (CMV) et le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) relativement à l'acquisition par la Ville de Montréal de tous les droits détenus par le CMV et le CAPCE, incluant les équipements, dans un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, au prix de 18 500 000 $, plus les taxes applicables, et selon les termes et conditions prévus au projet d'entente.
21 mars 2016 - CM16 0368 - Adopter un projet de règlement d'emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis.

DESCRIPTION

Suite à une approche d'intérêt auprès de la Ville par le CAPCE et le CMV pour l'acquisition des droits du CAPCE dans le Centre, à une analyse des besoins d'activités sportives et de loisirs des citoyens du secteur par le SDSS et à de nombreuses rencontres de négociations des représentants de la Ville, du CAPCE et du CMV relativement à l'acquisition du Centre par la Ville, le SDSS, accompagné du SGPI, a complété une analyse financière ainsi qu'un projet d'entente qui prévoit les conditions suivantes :

1. LA VILLE ACQUIERT TOUS LES DROITS DANS L'IMMEUBLE AINSI QUE LES ÉQUIPEMENTS : Considérant que le bâtiment est une construction récente et que la durée de l'emphytéose entre le CMV et le CAPCE se termine en

2033, le SGPI a recommandé d'acquérir les droits que détient l'emphytéote, soit le CAPCE, dans l'emphytéose de même que les droits détenus par le nu-propriétaire, soit le CMV. Ainsi, la Ville pourra gérer à long terme le Centre de façon indépendante. L'acquisition du bâtiment et du terrain permettra également à la Ville de recevoir une partie de la subvention qui a été octroyée par le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (le « MEESR ») lors de la construction du Centre, cette portion représentant une somme approximative de 4 200 000 $.

2. LE PRIX DE VENTE EST ÉTABLI À 18 500 000 $, PLUS LES TAXES APPLICABLES, SOIT 15 400 000 $ AU CAPCE et 3 100 000 $ AU CMV : La somme de 15 400 000 $ à être versée au CAPCE sert à acquérir les droits que détient le CAPCE dans l'emphytéose, incluant le bâtiment, ainsi que les équipements qui appartiennent au CAPCE dans le Centre. Ce prix permettra au CAPCE de radier toutes les créances cumulées à ce jour, soit la somme approximative de 15 250 000 $, ainsi que de résilier tous les contrats et ententes, dont certains des baux en vigueur, liant le CAPCE relativement au Centre. La somme de 3 100 000 $ à être versée au CMV sert à acquérir ses droits comme nu-propriétaire ainsi que tous les équipements appartenant au CMV qui sont dans le Centre. Cette somme servira à rénover la piscine et les vestiaires qui sont dans un bâtiment appartenant au CMV, adjacent au Centre. Cet équipement permettra de bonifier l'offre d'activités aquatiques au bénéfice des citoyens des Arrondissements, à des coûts semblables à ceux exigés dans d'autres centres sportifs de la Ville.
3. LE CMV CÉDERA À LA VILLE PAR USUFRUIT UNE PARTIE DE SES DROITS DANS DES TERRAINS ADJACENTS AU CENTRE PERMETTANT L'UTILISATION DE CINQ TERRAINS DE SOCCER EXTÉRIEURS : Le CMV possède cinq terrains de soccer extérieurs aux abords du Centre. Ces terrains sont sous-utilisés par le CMV. Par cet usufruit, consenti pour une durée de trente (30) années, les Arrondissements pourront combler des besoins à long terme. À noter qu'un des cinq terrains fera l'objet d'un aménagement en gazon synthétique par la Ville, incluant de l'éclairage. Ces terrains de soccer seront gérés par la Ville pendant la durée de l'usufruit. Ils pourraient également être utilisés pour du football au besoin. D'autres conditions d'utilisation sont prévues dans une convention d'échanges de services à être signée par la Ville et le CMV.
4. UNE CONVENTION D'ÉCHANGES DE SERVICES SERA CONCLUE PAR LA VILLE ET LE CMV DANS LE CADRE DE L'ACQUISITION DU CENTRE PAR LA VILLE : Cette convention prévoira notamment l'échange des espaces concernés, les jours et heures d'utilisation des plateaux, les tarifs, l'entretien, la surveillance, le stationnement et le personnel et pourra être révisée par la Ville et le CMV au moins une fois toutes les cinq (5) années. La Ville pourra ainsi avoir l'usage de la piscine et d'un gymnase situés dans un bâtiment voisin du Centre appartenant au CMV et le CMV pourra occuper des locaux situés dans le Centre appartenant à la Ville et les terrains de soccer extérieurs gérés par la Ville.
5. DROIT DE PREMIER REFUS ET SERVITUDES: Conformément au Règlement sur les normes, les conditions et la procédure d'aliénation d'un immeuble d'un collège d'enseignement général et professionnel, l'acte de vente contient une disposition par laquelle la Ville s'engage à offrir le Centre au CMV si elle décide de l'aliéner, au prix auquel elle l'a initialement acquis, soit 18 500 000 $ et ce, même si la cession des droits du CMV dans le Centre ne concerne que les droits de nu-propriété du Centre. Également, dans le cadre de la transaction, une servitude réciproque de passage sera créée par le CMV et la Ville afin de permettre aux clientèles respectives de

circuler entre le Centre et certains bâtiments appartenant au CMV. Enfin, des servitudes prévoiront que le Centre ne pourra être utilisé que pour les fins pour lesquelles il a été construit, soit un centre d'activités physiques et communautaires et garantiront au CMV l'usage d'une partie du Centre pour sa clientèle et à la Ville l'usage de la piscine et d'un gymnase par les citoyens.

6. SUBVENTION : Après l'acquisition du Centre, la Villle recevra du MEESR la balance de la subvention qui a été accordée au CAPCE pour la construction du Centre, cette portion représentant une somme approximative de 4 200 000 $ en quelques versements annuels à être confirmés préalablement à la signature de l'acte de vente faisant l'objet du présent sommaire décisionnel. Le prochain versement d'une partie de la subvention fournie par le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sera effectué le 29 septembre 2016.
7. AUTORISATIONS REQUISES : Outre les autorisations d'usage de la Ville, du CMV et du CAPCE, la vente du terrain appartenant au CMV à la Ville est sujette à l'approbation du MEESR.
8. CONTRAT DE GESTION : Le SDSS procédera au lancement d'un appel d'offres public pour confier la gestion du Centre à une entreprise privée ou à un organisme sans but lucratif selon les conditions usuelles de la Ville pour un tel équipement, et ce, préalablement à l'acquisition du Centre par la Ville.
9. VÉRIFICATIONS DILIGENTES : Une étude de caractérisation des sols a démontré une faible contamination dont les coût de réhabilitation sont estimés à 62 248,35 $ ainsi que quelques contaminants dans le bâtiment dont l'enlèvement non urgent représente un coût de 21 114 $, ce qui est acceptable pour la Ville considérant la valeur de la transaction. Également, une inspection du bâtiment et des systèmes mécaniques a été complétée par le SGPI. Certains travaux non urgents devront être réalisés afin que le bâtiment soient conformes aux exigences de la Ville. L'estimation des coûts de ces travaux s'élève à 340 700 $, somme qui a été considérée dans le budget du Service de la diversité sociale et des sports qui s'occupera de la gestion dès la prise de possession.
10. DATE DE PRISE DE POSSESSION : La Ville, le CAPCE et le CMV ont prévu que la prise de possession du Centre par la Ville le ou vers le 30 septembre 2016, vu le début des activités d'automne. Il est convenu que le CAPCE mettra fin à tous les contrats, baux et ententes signés par lui relativement au Centre, à l'exception de trois (3) baux signés avec l'Impact de Montréal F.C., le Resto Capucine inc. et Evangelista Sport RDP, lesquels génèrent des revenus intéressants pour la Ville sans que les activités de ces locataires ne soient en concurrence avec celles qui seront offertes par la Ville.

Pour plus de précisions, l'acquisition par la Ville des droits détenus par le CAPCE en sa qualité d'emphytéote et des droits détenus par le CMV en sa qualité de propriétaire, aura pour effet d'éteindre l'emphytéose par la réunion des qualités de propriétaire et d’emphytéote dans une même personne (article 1208 (4) du Code civil du Québec).

JUSTIFICATION

Il est recommandé d'approuver ces projets d'acte de vente et d'usufruit, pour les motifs suivants :
· L'acquisition du Centre par la Ville de même que l'usufruit à être consenti par le CMV à la Ville relativement à cinq terrains de soccer extérieurs permettra une offre bonifiée de services aux citoyens des Arrondissements, à des coûts raisonnables.

· Le prix de vente du Centre (terrain et bâtiment) est conforme à la valeur marchande, sans considérer la subvention qui sera versée par le MEESR à la Ville.

· Le bâtiment est de construction récente et l'acquisition de tous les droits dans l'immeuble (terrain et bâtiment) permettra une gestion autonome et efficace à long terme par la Ville.

· Le présent dossier décisionnel est présenté à la Commission permanente sur l'examen des contrats puisque le prix de vente est supérieur à 10 000 000 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'acte de vente qui fait l'objet du présent sommaire prévoit un prix d'acquisition pour le Centre (terrain et bâtiment) au montant de 18 500 000 $ (843,54 $/m² ou 78,37 $/pi²). Ce prix est divisé en deux parties, soit une somme de 15 400 000 $ qui sera versée au CAPCE pour l'acquisition de ses droits dans l'emphytéose, incluant le bâtiment, et des équipements qui lui appartiennent et une somme de 3 100 000 $ qui sera versée au CMV pour l'acquisition de ses droits comme nu-propriétaire dans l'emphytéose relativement au terrain et aux équipements qui lui appartiennent.
Selon la Division de l'évaluation immobilière du SGPI, la valeur marchande estimée du Centre (terrain et bâtiment) en date du 30 novembre 2015 oscille entre 17 806 250 $ (811,91 $/m² ou 75,43 $/pi²) et 20 693 750 $ (943,57 $/m² ou 87,66 $/pi²), plus les taxes applicables et excluant les équipements. Le prix de vente comprend tous les équipements qui sont dans le Centre.

Un montant maximal de 18 500 000 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt 16-036 de compétence locale Acquisition Centre Sportif CMV .''

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

Quant à l'usufruit, il n'est pas prévu le versement d'une rente par la Ville au CMV. Cependant, la Ville s'engage à aménager au moins un terrain de soccer synthétique avec éclairage et à entretenir les cinq terrains de soccer pendant la durée de l'usufruit.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Centre est un milieu où l'éducation à la santé et la mise en forme sont omniprésentes au bénéfice des citoyens et des étudiants du CMV. L'acquisition du Centre par la Ville permettra ainsi une amélioration des conditions et de la qualité de vie des citoyens des Arrondissements, représentant un bassin de plus de 300 000 personnes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'acquisition du Centre par la Ville, l'usufruit pour les terrains de soccer de même qu'une convention d'échange de services permettront aux Arrondissements d'offrir une gamme plus vaste d'activités sportives et culturelles à leurs citoyens, à des tarifs semblables à ceux exigés dans les autres centres appartenant à la Ville, lesquels sont généralement inférieurs à ceux qui sont actuellement exigés par le CAPCE.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute opération de communication, le cas échéant, sera traitée en collaboration avec le Service des communications et le Service de la diversité sociale et des sports.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Signature de l'acte de vente avec le CMV et le CAPCE, de l'usufruit pour les terrains de soccer avec le CMV et de la convention d'échanges de services avec le CMV : septembre 2016
· Prise de possession du Centre par la Ville et début des opérations par le gestionnaire retenu par la Ville : Le ou vers le 1er octobre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc DENIS, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzie DESMARAIS
Conseillère en immobilier, chef d'équipe

Tél : 514 872-6292
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-13

Denis SAUVÉ
Chef de section

Tél : 514 872-2125
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité
Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-09-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-09-13

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1161368003 / Mandat 16-0184-T

Description de la transaction : Approuver un projet d'acte entre la Ville de Montréal, le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (CMV) et le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) relativement à l'acquisition par la Ville de tous les droits détenus par le CMV et le CAPCE dans un immeuble (terrain et bâtiment) ainsi qu'à un usufruit pour une durée de trente (30) années pour des terrains de soccer-football

- Localisation : 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles (lot 3 936 656 pour l'acte de vente et lot 3 936 657 ptie pour l'usufruit)
- Superficie : 21 931,3 m² (236 067 pi²) pour l'acquisition et 51 169,1 m² (550 780 pi²) pour l'usufruit
- Zonage : Public et institutionnel
- Particularités : L'acquisition est conditionnelle aux vérifications diligentes satisfaisantes par la Ville, à la signature d'un acte d'usufruit en faveur de la Ville pour cinq (5) terrains de soccer/football et à la signature d'une convention d'échange de services entre la Ville et le CMV. L'usufruit prévoit que la contrepartie de la Ville sera d'aménager au moins un terrain de soccer synthétique et éclairage et d'entretenir les cinq (5) terrains de soccer/football.

Type de transaction : Acquisition d'un immeuble et usufruit

Acquéreur et usufruitier : Ville de Montréal

Vendeurs : CMV et CAPCE

Nu-propriétaire : CMV

Prix de vente : 18 500 000 $ réparti comme suit :

- 15 400 000 $ au CAPCE pour le bâtiment et des équipements
- 3 100 000 $ au CMV pour le terrain et des équipements

Valeur marchande : Entre 17 806 250 $ (811,91 $/m² ou 75,43 $/pi²)
Et 20 693 750 $ (943,57 $/m² ou 87,66 $/pi²), excluant les équipements.

- En date du : 30 novembre 2015

Valeur aux livres : Ne s'applique pas

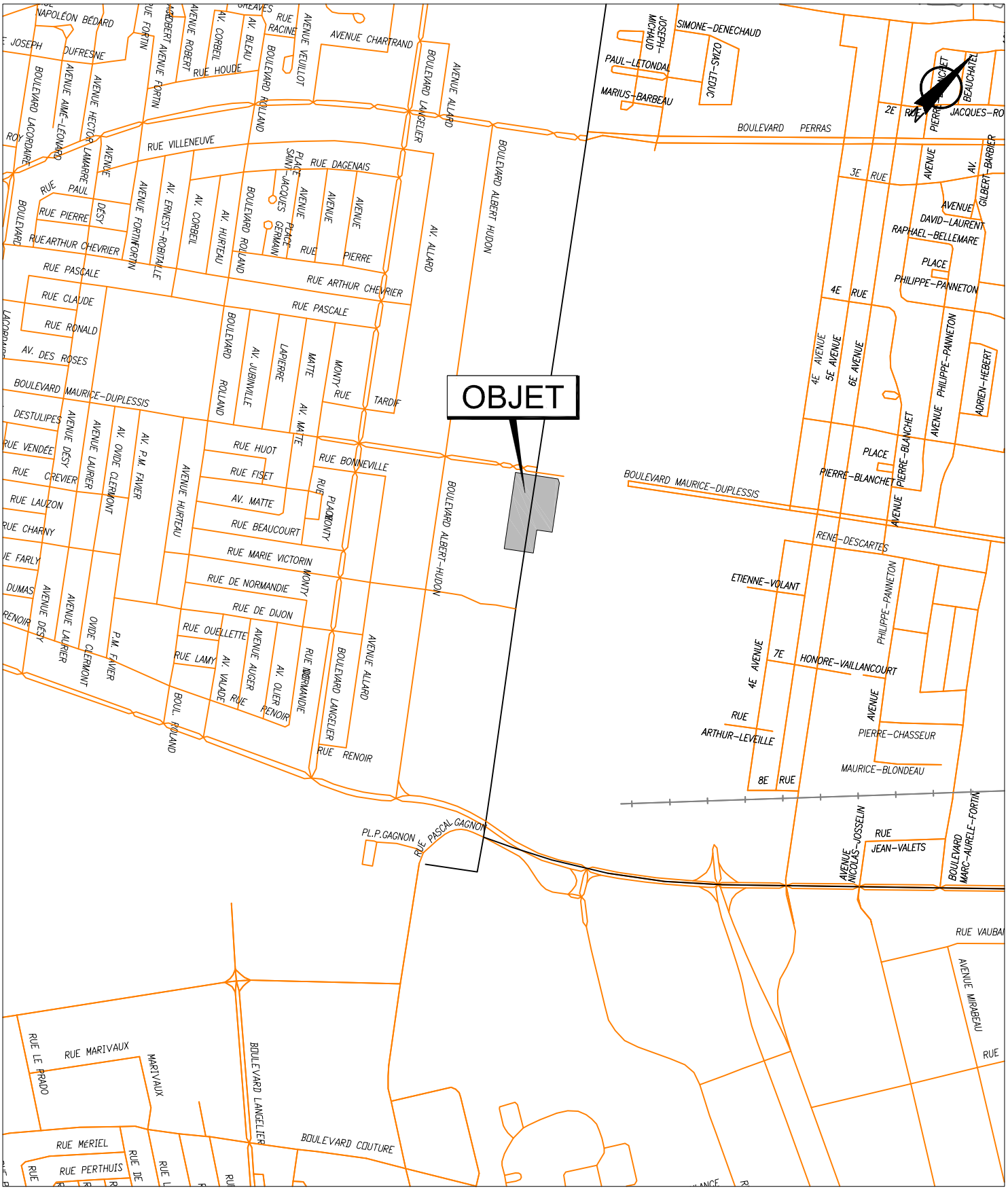
Valeur foncière : **Montréal-Nord** : 11 547 600 $
(10 684 200 $ bâtiment et 863 400 $ terrain)

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles : 7 155 000 $
(6 518 900 $ bâtiment et 636 100 $ terrain)

Total : 18 702 600 $ (17 203 100 $ bâtiment et 1 499 500 $ terrain)

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Suzie Desmarais	Téléphone : 2-6292	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____

Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____



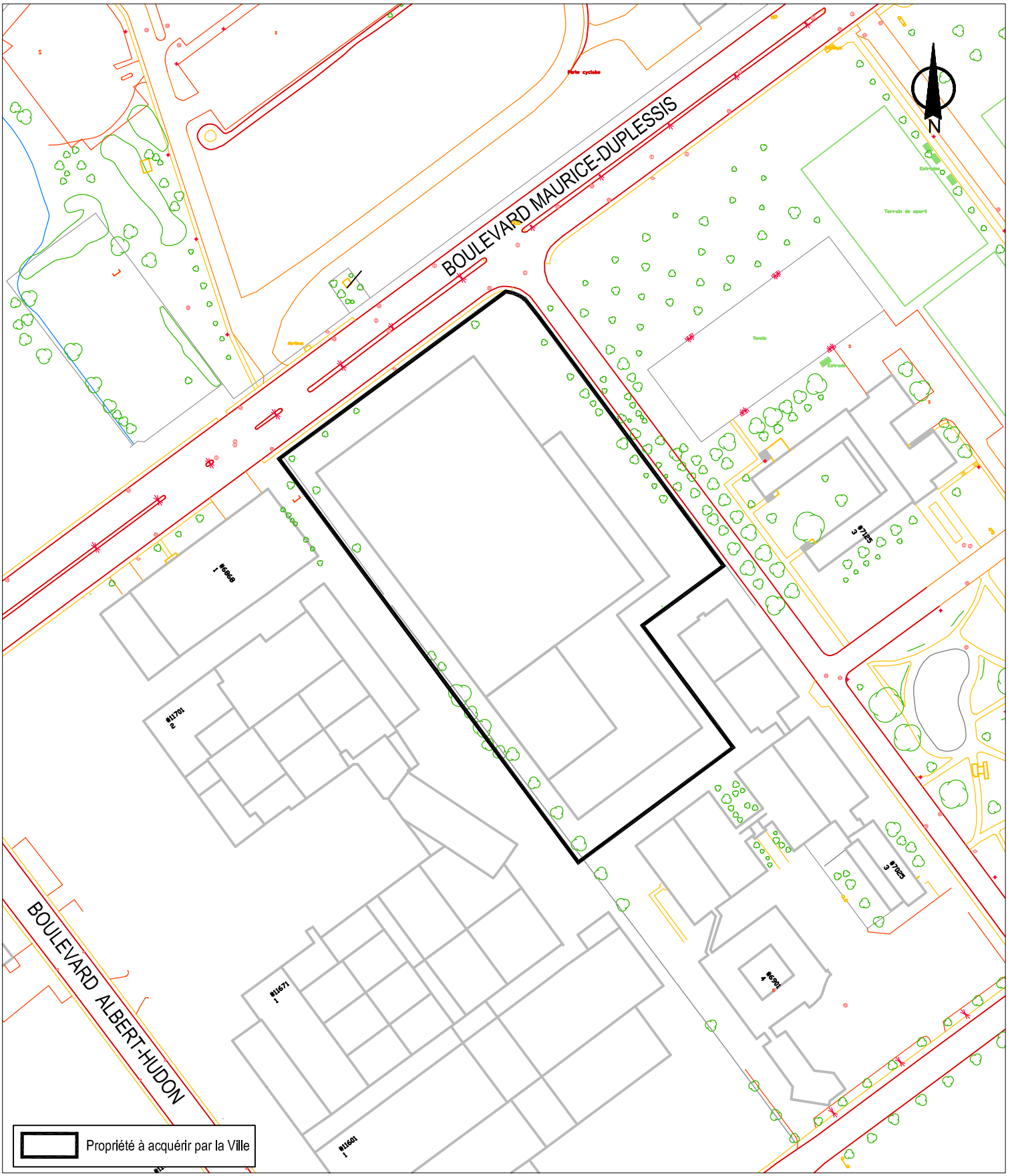
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Montréal-Nord / R.d.P.

Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-3963-02
Production : CL
Échelle : -
Date : 29-01-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



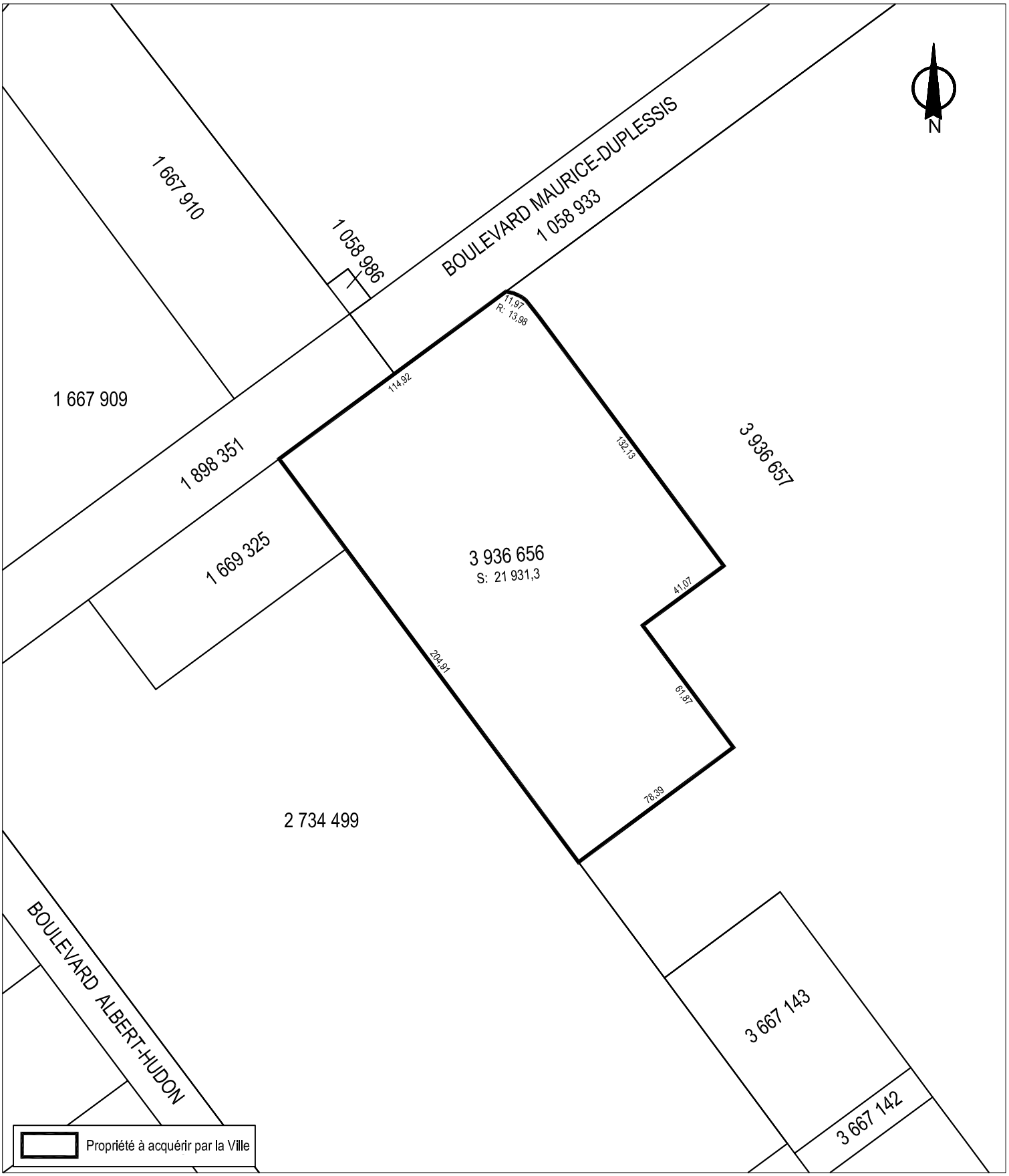
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Montréal-Nord / R.d.P

Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-3963-02
Production : CL
Échelle : 1:2000
Date : 29-01-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Montréal-Nord / R.d.P

Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-3963-02
Production : CL
Échelle : 1:2000
Date : 29-01-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

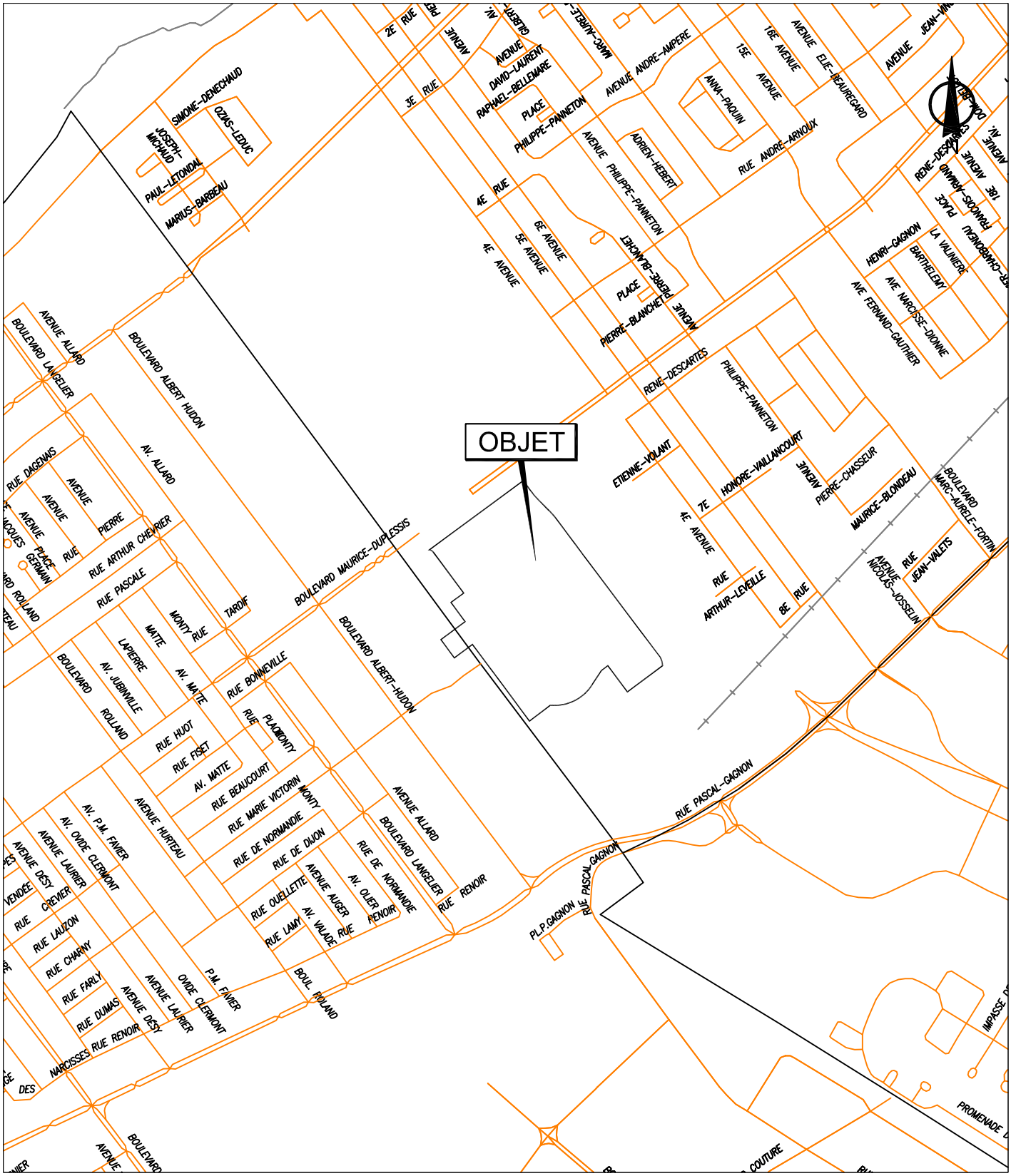


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Montréal-Nord / R.d.P.

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-3963-02
Production : CL
Échelle : -
Date : 01-02-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE

DIRECTION ÉVALUATION ET COURTAGE IMMOBILIER/ SÉCURITÉ

SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-3963-02
Dessinateur: LJC
Échelle: -
Date: 2016-05-06

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE

DIRECTION ÉVALUATION ET COURTAGE IMMOBILIER/ SÉCURITÉ

SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

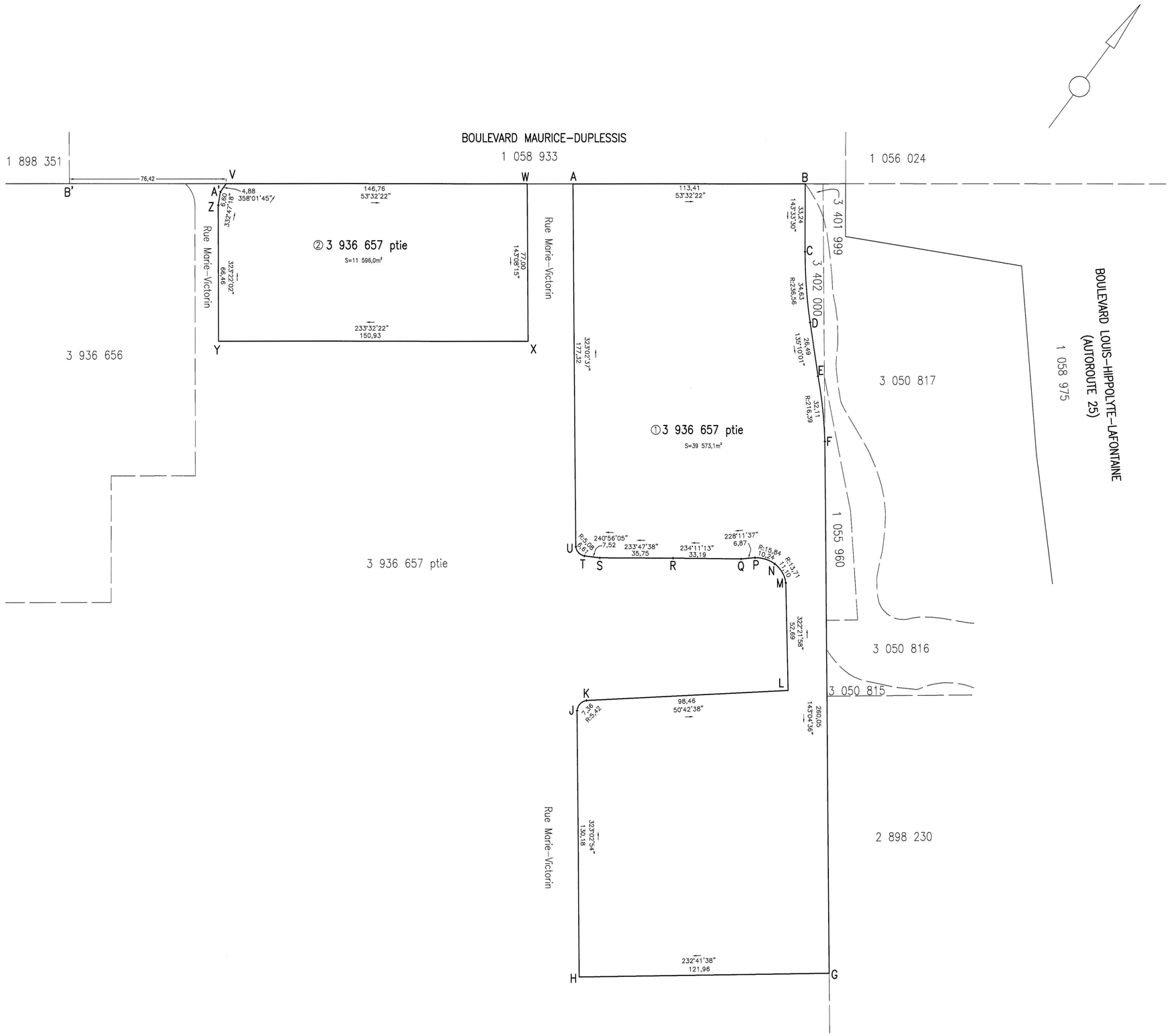
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-3963-02
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:3500
Date: 2016-05-06

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

AP25524



code du microfilm

A1

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 1000 0 10 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Des parties du lot 3 936 657

EMPLACEMENT:

Biens-fonds (Cégep Marie-Victorin) situés au sud-est du BOULEVARD MAURICE-DUPLESSIS
et au sud-ouest du
BOULEVARD LOUIS-HIPPOLYTE-LAFONTAINE (AUTOROUTE 25)

FINS DU DOCUMENT:

ARPENTAGE GÉNÉRAL

NOTES: 1- Le levé a été effectué les 11, 12, 13 et 16 mai 2016.

2- Les lignes de lot montrées sur ce plan sont issues des données du cadastre rénové. Un arpentage particulier devra être fait afin d'établir les limites du bien-fonds.

3- Les directions apparaissant sur ce document sont des gisements en référence au système SCOPQ (fuseau 8) NAD83 SCRS.

4- Système de référence utilisé: NAD83 SCOPQ SCRS.

5- Les biens-fonds faisant l'objet d'un usufruit sont indiqués par les lettres ABCDEFGHJKLMNPQRSTUA (article 1) et VWXYZA'V (article 2).

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, 31 mai 2016

Préparé par: MYLÈNE CORBEIL
Arpenteure-géomètre

COPIE CONFORME
Montréal, le _____
Arpenteur

2016-09-09

Minute Nº 627 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-3864, 31H12-005-3963, 31H12-005-3964 (31H12-010-1932, 31H12-010-2032) Dessin: M.Joyal

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 22130-1 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

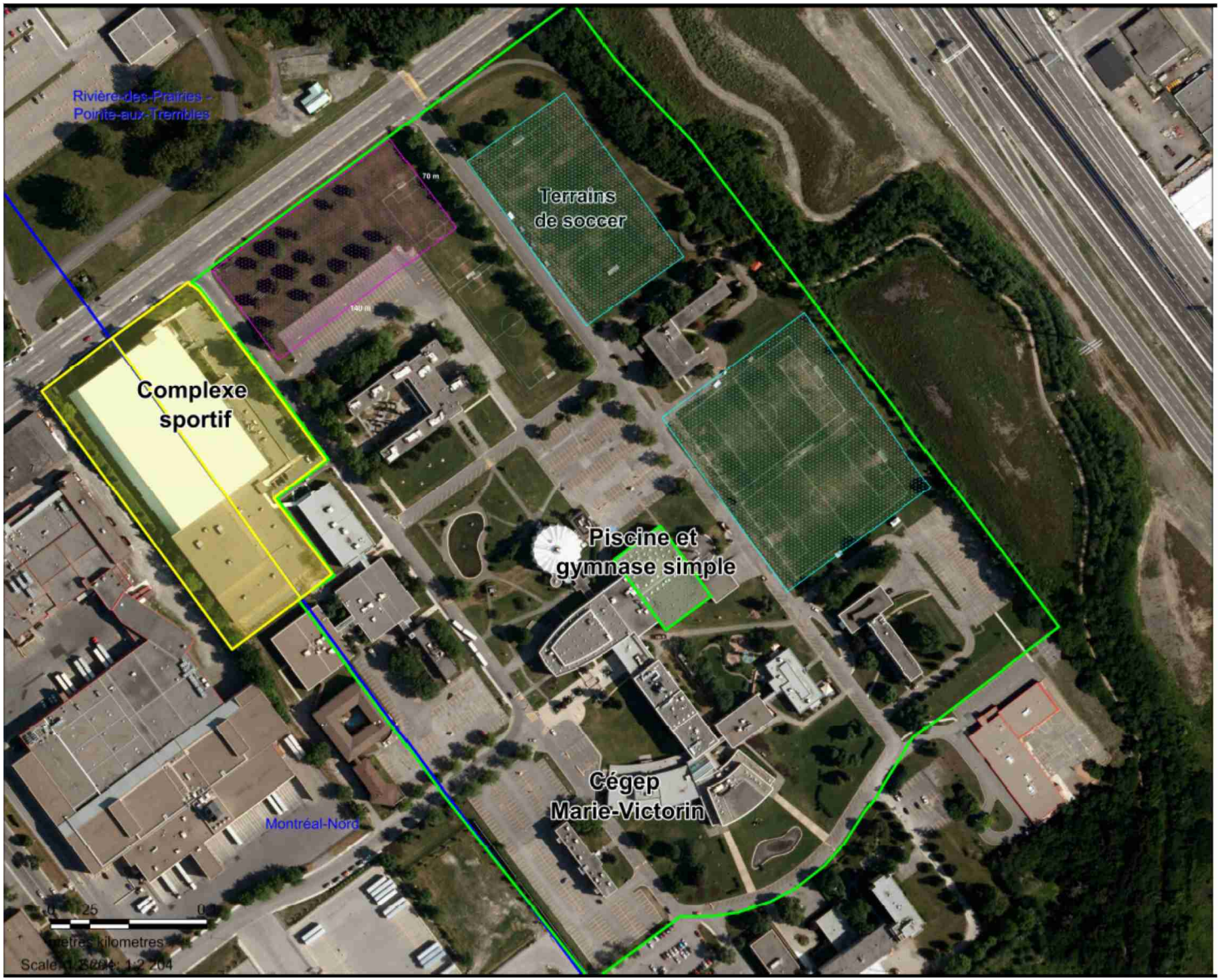
ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:

Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

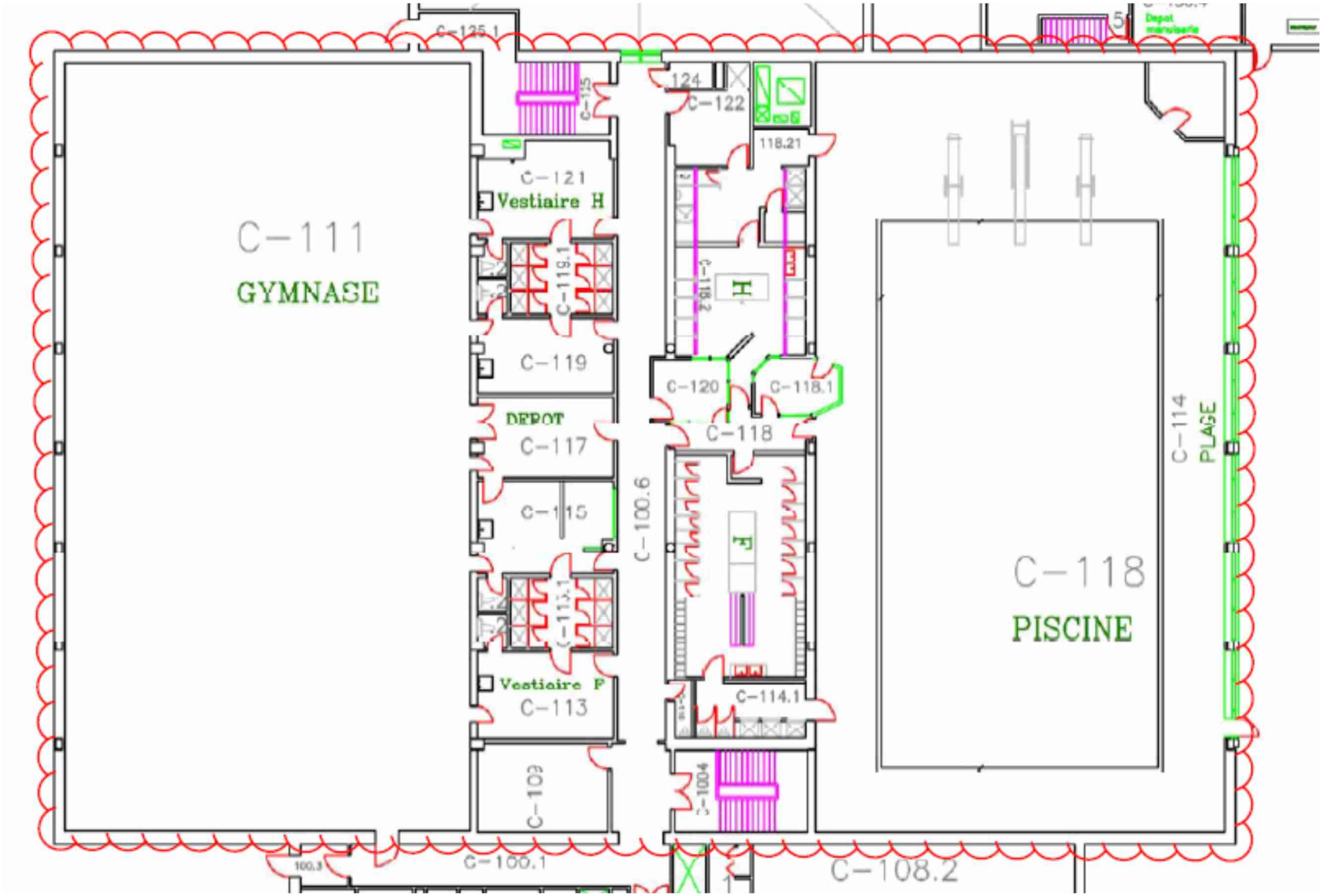
PLAN Nº M-174 RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

22130-1D.DWG

Terrains de soccer extérieurs



PLAN DES INSTALLATIONS SPORTIVES DU CÉGEP



Plus spécifiquement, les Installations sportives du Cégep dont la gestion est sous la responsabilité de l'Adjudicataire sont :

- le gymnase simple (C-111),
- la piscine (C-114 et C-118),
- les vestiaires (C-113, C-113.1, C-114.1, C-115, C-118.2, C-118.21, C-119, C-119.1, C-121),
- les bureaux, espaces de rangement, corridors et autres espaces connexes (C100.1, C-100.3, C-100.6, C110, C117, C-118, C-118.1, C-120, C-122, C-124).

Le plan sera sujet à des changements à la suite des travaux de rénovation des Installations sportives du Cégep prévus de janvier à la fin août 2017.

Québec

Gouvernement du Québec
Ministre responsable de l'Enseignement supérieur
Députée d'Outremont

Québec, le 11 juillet 2016

Monsieur Sylvain Mandeville
Directeur général
Cégep Marie-Victorin
7000, rue Marie-Victorin
Montréal (Québec) H1G 2J6

Monsieur le Directeur général,

Je réponds par la présente à la demande d'autorisation du Cégep Marie-Victorin d'aliéner de gré à gré à la Ville de Montréal ses droits dans le lot n° 3 936 656 du cadastre du Québec, situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, à Montréal (Québec) sur lequel est construit le Centre d'activés physiques et communautaires de l'est (CAPCE), dont la valeur excède 500 000 $.

En vertu du paragraphe 8 du premier alinéa de l'article 6 du Règlement sur les normes, les conditions et la procédure d'aliénation d'un immeuble d'un collège d'enseignement général et professionnel, j'autorise le Cégep Marie-Victorin à aliéner de gré à gré à la Ville de Montréal ses droits dans le lot n° 3 936 656 du cadastre du Québec, sur lequel est construit le CAPCE, pour un prix de 3 100 000 $.

Cependant, cette autorisation est conditionnelle à l'insertion au contrat de vente d'une clause de premier refus en faveur du Cégep Marie-Victorin, en vertu de laquelle le Ville de Montréal devra, si elle désire aliéner l'immeuble, l'offrir d'abord au Cégep Marie-Victorin selon les modalités suivantes :

- Un droit de premier refus en faveur du Cégep Marie-Victorin pour une somme de 3 100 000 $ si l'emphytéose n'est pas annulée ou si la Ville décide de disposer du terrain en cas de perte entière des constructions.

...2

Québec
1035, rue De La Chevrotière, 16e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
Téléphone : 418 266-3255
Télécopieur : 418 266-3257
ministre.enseignement.superieur@education.gouv.qc.ca

Montréal
600, rue Fullum, 9e étage
Montréal (Québec) H2K 4L1
Téléphone : 514 787-3581
Télécopieur : 514 873-1082

Circonscription
Bureau 115
5450, chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal (Québec) H3T 1Y6
Téléphone : 514 482-0199
Télécopieur : 514 482-9985

- Un droit de premier refus en faveur du Cégep Marie-Victorin pour les constructions, et ce, sans excéder la somme de 15 400 000 $ dans l'éventualité où la Ville décidait de disposer de l'ensemble (terrain et bâtisse).

- Le tout ne devant pas excéder une contrepartie de 18 500 000 $.

Par ailleurs, conformément à la Loi sur les infrastructures publiques, le Cégep Marie-Victorin devra exclusivement recourir aux services de la Société québécoise des infrastructures (SQI) pour disposer de cet immeuble. À cette fin, vous êtes invité à communiquer avec M^{me} Denise Trudel, directrice Évaluation et Transactions immobilières à la SQI, à l'adresse dtrudel@sqi.gouv.qc.ca ou au numéro de téléphone 418 646-1766, poste 3434.

Une copie de la présente d'autorisation devra être annexée à l'original de l'acte d'aliénation pour en faire partie intégrante et une copie de cet acte devra être transmise à la Direction générale des infrastructures de l'enseignement supérieur du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans les 30 jours suivant la date de son inscription.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, mes salutations distinguées.

La ministre,



HÉLÈNE DAVID

Ministère
de l'Éducation
et de l'Enseignement
supérieur
Québec
Bureau de la sous-ministre

Québec, le 20 mai 2016

M. Jean-Paul Lachapelle
Président
Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est inc.
7000, boul. Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1G 0A1

Monsieur le Président,

Je réponds par la présente à la demande d'autorisation du Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est inc. (CAPCE) afin :

- d'aliéner, en faveur de la Ville de Montréal, ses droits relatifs à l'installation, ses équipements ou son mobilier acquis par le biais de la subvention visée par la convention d'aide financière conclue le 20 février 2008 entre la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de l'époque et le CAPCE (Convention);
- de céder à la Ville de Montréal tous les droits et obligations résultant de la Convention.

Conformément au paragraphe 14 de la clause 4 et à la clause 15 de la Convention, j'autorise le CAPCE à :

- aliéner, en faveur de la Ville de Montréal, ses droits relatifs à l'installation, ses équipements ou son mobilier acquis par le biais de la subvention visée par la Convention, et ce, dans le respect du Règlement sur les normes, les conditions et la procédure d'aliénation d'un immeuble d'un collège d'enseignement général et professionnel;
- céder à la Ville de Montréal tous les droits et obligations résultant de la Convention.

...2

Québec
1035, rue De La Chevrotière, 15e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
Téléphone : 418 643-3810
Télécopieur : 418 644-4591
www.education.gouv.qc.ca

Montréal
600, rue Fullum, 9e étage
Montréal (Québec) H2K 4L1
Téléphone : 514 873-4792
Télécopieur : 514 873-1082

Une copie de la présente autorisation devra être annexée à l'original de l'acte d'aliénation et à celui de l'acte de cession pour en faire partie intégrante et une copie de ces actes devra être transmise au Ministère dans les 30 jours suivant la date de leur signature.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La sous-ministre,



Sylvie Barcelo, ASC

c. c. M^me^ Johanne Derome, directrice du Service de la diversité sociale et des sports, Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161368003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) les droits détenus dans une emphytéose, pour la somme de 15 400 000 $, ainsi que les droits de la nue-propriété appartenant au Cégep Marie-Victorin (CMV) pour la somme de 3 100 000 $, relativement à un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, et obtient un droit d'usufruit en faveur de la Ville pour une durée de trente (30) années relativement à un immeuble adjacent appartenant au Cégep Marie-Victorin, situé au 7000, rue Marie-Victorin, dans l'arrondissements de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, le tout substantiellement conforme aux termes et conditions prévus à ce projet d'acte et à cet usufruit N/Réf. 31H12-005-3963-03

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joints les projets d’acte de vente et d’usufruit que nous avons préparés suivant les instructions du service client et conformément à l’entente tripartite conclue antérieurement entre les parties. Nous avons reçu une confirmation de Me Stéphane Brunelle, notaire, représentant du cocontractant à l'effet qu'il est d'accord avec les projets d'acte et qu'il s'engage à les signer dans leurs formes actuelles sans aucune modification.

Toutefois, nous n'avons pas reçu confirmation de l'accord des autorités gouvernementales concernées pour les versions finales des projets d'acte.

Il est donc possible que des modifications de forme ou d’autres modifications mineures soient nécessaires. De plus, la situation financière précaire du CAPCE fait en sorte que des modifications de dernières minutes pourraient également être requises (par exemple : intervention du séquestre, ajout ou retrait de droits hypothécaires.)

L’approbation des actes «substantiellement conformes», de l’avis de la Direction des affaires civiles, permettra ainsi au notaire instrumentant de la Ville d’apporter ces modifications mineures sans requérir une nouvelle décision des instances municipales.

FICHIERS JOINTS

2016-09-13 Final-Acte de Vente.pdf2016-09-13 Final-Usufruit.pdf

---

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-872-4159

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-13

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

L'AN DEUX MILLE SEIZE

le ●

DEVANT **M^e^ Daphney ST-LOUIS** notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel* (RLRQ, c. C-29), ayant son siège au 7000, rue Marie-Victorin, à Montréal, province de Québec, H1G 2J6, agissant et représentée par _____ et par _____ dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le _____, et dont copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants avec et en présence de la notaire soussignée;

Ci-après appelée le « **CMV** »

-et-

CENTRE D'ACTIVITÉS PHYSIQUES ET COMMUNAUTAIRES DE L'EST (C.A.P.C.E.) INC., personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant son siège au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, à Montréal, province de Québec, H1G 0A1, agissant et représentée par _____ et par _____ dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution du son conseil d'administration adoptée le _____ et dont copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants avec et en présence de la notaire soussignée;

Ci-après appelée le « **CAPCE** »

Le CMV et le CAPCE sont ci-après collectivement appelés le « **Vendeur** ».

E T :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec,

H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé en vertu :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); et

b) de la résolution numéro CM● ●, adoptée par le conseil municipal à sa séance du ●,

copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Vendeur et la Ville, sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES PARTIES, PRÉALABLEMENT À LA VENTE FAISANT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville désire acquérir un immeuble connu et désigné comme étant le lot TROIS MILLIONS NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-SIX (3 936 656) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec bâtiment dessus érigé portant le numéro 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, à Montréal;

ATTENDU QUE l'immeuble ci-haut mentionné a été assujetti à une convention d'emphytéose reçue devant Me Jacques Morand, notaire, le douze (12) novembre deux mille huit (2008) et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 15 753 793, laquelle emphytéose ayant été consentie par le CMV à titre de propriétaire, en faveur du CAPCE, à titre d'emphytéote (ci-après l' « Emphytéose»).

ATTENDU QUE le Vendeur souhaite céder à la Ville tous les droits titres et intérêts qu'il détient dans ledit immeuble, et ce, afin que la Ville puisse procéder au remembrement du droit de propriété.

ATTENDU QUE la vente à la Ville des droits du Vendeur sur ledit immeuble

entraînera l'extinction de l'Emphytéose par la réunion des qualités de propriétaire et d'emphytéote et ce, sans formalité additionnelle;

ATTENDU QUE la Ville et le CMV ont signé une convention d'échange de services (ci-après la «**Convention**») en date de ce jour et dont copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants avec et en présence de la notaire soussignée.

ATTENDU QUE le CMV a obtenu l'autorisation requise du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pour signer le présent document. Copie de la lettre d'autorisation demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants avec et en présence de la notaire soussignée.

ATTENDU QUE le CAPCE a obtenu l'autorisation requise du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pour céder à la Ville ses droits dans l'immeuble incluant ses équipements ainsi que ses droits dans la convention d'aide financière ci-après relatée à la clause PRIX. Copie de la lettre d'autorisation demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants avec et en présence de la notaire soussignée.

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au Vendeur.

CES FAITS ÉTANT ÉTABLIS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

OBJET DU CONTRAT

Le Vendeur vend à la Ville qui accepte, tous les droits titres et intérêts qu'il détient dans l'immeuble, connu et désigné comme étant :

DÉSIGNATION

Le lot **TROIS MILLIONS NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-SIX (3 936 656)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec bâtiment dessus érigé portant le numéro 7000, boulevard Maurice-Duplessis, à Montréal, province de Québec, H1G 0A1.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** ».

Incluant les équipements libres de tous droits, et dont une liste est annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommés les « **Équipements** ».

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Vendeur est devenu propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis respectivement, comme suit :

1) Le CMV est titulaire de ses droits, titres et intérêts dans l'Immeuble pour l'avoir acquis aux termes d'un acte de vente par Collège Marie-Victorin à Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin, reçu devant Me Claude Laurent, notaire, le dix (10) septembre mil neuf cent quatre-vingt-treize (1993) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 642 177;

2) Le CAPCE est titulaire de ses droits, titres et intérêts dans l'Immeuble pour l'avoir acquis aux termes d'une convention d'emphytéose intervenue entre le CMV et le CAPCE, reçue devant Me Jacques Morand, notaire, le douze (12) novembre deux mille huit (2008) et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 15 753 793.

GARANTIE

Cette vente est faite avec la seule garantie du bon droit de propriété et sans aucune garantie et aux risques et périls de la Ville, en ce qui concerne l'état et la qualité des sols de l'Immeuble.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Ville reconnaît que le Vendeur n'a aucune responsabilité relativement à l'état et la qualité des sols de l'Immeuble, la Ville l'acquérant, à cet égard seulement, à ses seuls risques et périls, qu'elle ait effectué ou non une étude de caractérisation des sols.

Le Vendeur transfère à la Ville en date des présentes toutes les garanties de fabricants ou fournisseurs en vigueur pour le bâtiment et notamment celles visant la toiture.

POSSESSION

La Ville devient propriétaire de la totalité de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

DOSSIER DE TITRES

Le Vendeur ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, à la Ville relativement à l'Immeuble.

ATTESTATIONS

i) ATTESTATIONS DU VENDEUR

Le Vendeur atteste que :

a) L'Immeuble et les Équipements sont libres de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, à l'exception de :

- Une hypothèque immobilière, par CAPCE en faveur de Caisse Populaire Canadienne Italienne créée aux termes d'un acte de prêt reçu devant Me Stéphane Brunelle, notaire, le vingt-quatre (24) novembre deux mille huit (2008) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 15 780 824 et au registre des droits personnels et réels mobiliers sous le numéro 08-0678633-0001;

- Une hypothèque immobilière, par CAPCE en faveur de Caisse Populaire Canadienne Italienne créée aux termes d'un acte de prêt reçu devant Me Stéphane Brunelle, notaire, le vingt-quatre (24) novembre deux mille huit (2008) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 15 781 013;

- Une hypothèque immobilière, par CAPCE en faveur de Caisse Populaire Canadienne Italienne créée aux termes d'un acte de prêt reçu devant Me Stéphane Brunelle, notaire, le deux (2) septembre deux mille dix (2010) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 17 521 334 et au registre des droits personnels et réels mobiliers sous le numéro 10-0611939-0001;

- Une hypothèque mobilière affectant une créance spécifique signée par CAPCE en faveur de Caisse Populaire

Canadienne Italienne, le 1er novembre 2010 et inscrite au registre des droits personnels et réels mobiliers sous le numéro 10-0785873-0001;

- Une hypothèque mobilière affectant l'universalité des meubles et actifs mobiliers, corporels, incorporels, présents et futurs, signée par CAPCE en faveur de Caisse Populaire Canadienne Italienne, le vingt-quatre (24) novembre deux mille huit (2008) et inscrite au registre des droits personnels et réels mobiliers sous le numéro 08-0678633-0004;

- Une hypothèque mobilière affectant une créance spécifique, signée par CAPCE en faveur de la Caisse Populaire Canadienne Italienne, le vingt-quatre (24) novembre deux mille huit (2008) et inscrite au registre des droits personnels et réels mobiliers sous le numéro 08-0678633-0002 ;

- Une hypothèque mobilière ouverte affectant l'universalité des meubles et actifs mobiliers, corporels, incorporels, présents et futurs, signée par CAPCE en faveur de Caisse Populaire Canadienne Italienne, le 24 novembre 2008 et inscrite au registre des droits personnels et réels mobiliers sous le numéro 08-0678633-0003;

- Une hypothèque mobilière affectant l'universalité des meubles et actifs mobiliers, corporels, incorporels, présents et futurs, signée par CAPCE en faveur de Caisse Populaire Canadienne Italienne, le 2 septembre 2010 et inscrite au registre des droits personnels et réels mobiliers sous le numéro 10-0611939-0004; et

- Une hypothèque mobilière ouverte affectant l'universalité des meubles et actifs mobiliers, corporels, incorporels, présents et futurs, signée par CAPCE en faveur de Caisse Populaire Canadienne Italienne, le deux (2) septembre deux mille dix (2010) et inscrite au registre des droits personnels et réels mobiliers sous le numéro 10-0611939-0002.

Lesquelles hypothèques seront remboursées à même le produit des présentes et radiées incessamment par Me Stéphane Brunelle, notaire que le Vendeur a constitué comme son fiduciaire (ci-après le « **Fiduciaire** »), conformément à la convention de retenue intervenue entre le Vendeur et le Fiduciaire, le premier (1er) juin deux mille seize

(2016) (ci-après la « **Convention de retenue** »). Copie de cette Convention de retenue demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

b) L'Immeuble n'est l'objet d'aucune servitude, à l'exception de ce qui suit :

- un acte de servitude en faveur de Trans-Northern Pipe Line Company publié sous le numéro 2 399 284;

- un acte de servitude publié sous le numéro 15 682 433;

- un acte de servitude publié sous le numéro 17 521 335.

c) Les impôts fonciers échus relatifs à l'Immeuble ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour, le cas échéant;

d) Tous les droits de mutation ont été acquittés, le cas échéant;

e) Le certificat de localisation préparé par Gilles Dupont, arpenteur-géomètre, le douze (12) septembre deux mille seize (2016), sous le numéro 35 015 de ses minutes décrit l'état actuel de l'Immeuble;

f) Il n'existe aucun bail, offre de location, droit d'occupation, contrat de service, contrat d'emploi, contrat d'administration, contrat de gestion, entente d'achalandage ou autre contrat ou entente, de quelque nature que ce soit, pouvant lier la Ville suite à l'acquisition de l'Immeuble, lequel est totalement vacant et exempt de toutes activités commerciales ou industrielles à l'exception de:

- Les baux présentement en vigueur et signés avec les locataires suivants : 9083-4045 Québec inc. (Evangelista Sport RDP), Le Resto Capucine inc. et Impact de Montréal;

- Un bail en faveur de LOISIRS 3000 INC. dont l'avis de bail est publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 048 471, lequel bail ne liera pas la Ville suite à l'acquisition de l'Immeuble et dont l'avis de bail sera radié incessamment aux frais de CAPCE.

g) Aucun loyer n'a été perçu par anticipation, aucun avis susceptible de modifier lesdits baux n'a été envoyé par le Vendeur ou ses locataires et aucune instance n'est en cours devant les tribunaux;

h) L'Immeuble n'est pas assujetti à une clause d'option

ou de préférence d'achat dans tout bail ou autre document à laquelle la Ville pourrait être personnellement tenue;

i) L'Immeuble n'a subi aucune réparation, amélioration, embellissement ou transformation qui n'a pas été payé en entier et s'il existe de tels contrats non complétés à la date des présentes, ils seront entièrement acquittés par le Vendeur à ses frais;

j) L'Immeuble n'est pas un bien culturel classé ou reconnu et n'est pas situé dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé, ni dans une aire de protection selon la *Loi sur les biens culturels*;

k) L'Immeuble n'a pas fait partie d'un ensemble immobilier dont il se trouverait détaché par la suite d'une aliénation depuis la mise en vigueur des dispositions de la loi prohibant telle aliénation;

l) Il n'existe aucune requête ou action ni aucun recours, poursuite, enquête ou procédure en cours ou imminente devant quelque tribunal, ni devant quelque commission, conseil, bureau ou agence gouvernementale pouvant affecter négativement la valeur, l'usage ou la viabilité de l'Immeuble;

m) Il possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte de vente; la signature des présentes par le Vendeur et l'exécution des obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires ;

n) Le CAPCE déclare être une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5e suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3);

o) Le CVM déclare être une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de *la Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5e suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3);

ii) <u>ATTESTATIONS DE LA VILLE</u>

La Ville atteste :

a) Qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3) ;

b) Qu'elle a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies;

c) Qu'elle a pris connaissance du certificat de localisation préparé par Gilles Dupont, arpenteur-géomètre, le douze (12) septembre deux mille seize (2016), sous le numéro 35 015 de ses minutes.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que la Ville s'engage à remplir, savoir :

a) Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

b) Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publication et des copies requises.

c) Respecter les baux en vigueur avec droit d'en percevoir les loyers, le Vendeur subrogeant la Ville dans tous ses droits lui résultant desdits baux.

RÉPARTITIONS

Les Parties déclarent que les répartitions d'usage, notamment quant aux taxes foncières et aux loyers, seront effectuées en date des présentes, le tout conformément à la Convention de retenue.

De plus, la Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1). En conséquence, la Ville remboursera au Vendeur le cas échéant, toute portion de taxes municipales payée en trop. Par ailleurs, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Vendeur, le cas échéant, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée. De plus, le Vendeur reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant des présentes.

PRIX

Cette vente est ainsi consentie pour le prix total de **DIX-HUIT MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (18 500 000,00 $)**, lequel sera

réparti comme suit :

- QUINZE MILLIONS QUATRE CENT MILLE DOLLARS (15 400 000,00 $) pour l'acquisition par la Ville de tous les droits, titres et intérêts détenus par CAPCE dans l'Immeuble, incluant les Équipements.
- TROIS MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (3 100 000,00 $) pour l'acquisition par la Ville de tous les droits, titres et intérêts détenus par le CMV dans l'Immeuble, incluant les Équipements.

Le Vendeur charge le notaire instrumentant de remettre cette somme à la signature des présentes, à son acquit, à son Fiduciaire, M^{e} Stéphane Brunelle, notaire en fidéicommis. Les Parties consentent à ce que la considération soit remise au Fiduciaire afin qu'elle en soit disposée conformément aux termes de la Convention de retenue, DONT ET DU TOUT, QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

De plus, conformément à l'autorisation ministérielle relatée au septième ATTENDU des présentes, CAPCE cède purement et simplement à la Ville les droits et obligations lui revenant en vertu de la convention d'aide financière conclue le 20 février 2008 avec le Ministre de L'Éducation, du Loisir et du Sport (aujourd'hui Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur) et notamment le droit à la perception des versements à venir pour la subvention qui en résulte.

RECONNAISSANCE D'UNE SERVITUDE

Les Parties reconnaissent et ratifient à toutes fins que de droit l'ensemble des servitudes créées en vertu de l'acte reçu devant Me Stéphane Brunelle, notaire, le deux (2) septembre deux mille dix (2010) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 17 521 335, comme si elles avaient été décrites au long au présent acte. Ainsi les Parties reconnaissent que ces servitudes survivront malgré la fin de l'Emphytéose.

Ces servitudes ont été créées sur le lot TROIS MILLIONS NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-SEPT (3 936 657) (ci-après l'«Immeuble A») du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et le lot TROIS MILLIONS NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-SIX (3 936 656) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après l'«Immeuble B») et sont décrites ainsi :

1. Servitude réelle et perpétuelle de passage

Établie sur l'Immeuble A, étant le fonds servant, en faveur de l'Immeuble B, étant le fonds dominant, permettant aux usagers de l'Immeuble B d'accéder au bâtiment situé sur l'Immeuble B et à son stationnement par le biais de l'entrée existante située sur le boulevard Maurice-Duplessis.

2. Servitude de raccordement des systèmes

Établie sur l'Immeuble A, étant le fonds servant, en faveur de l'Immeuble B, étant le fonds dominant, permettant à l'Immeuble B d'utiliser les systèmes de surveillance, le système d'alarme-incendie, le système informatique ainsi que le système téléphonique de l'Immeuble A.

3. Servitude de passage par la passerelle au sol

Établie sur l'Immeuble A, étant le fonds servant, en faveur de l'Immeuble B, étant le fonds dominant, permettant aux étudiants de l'Immeuble A d'accéder au bâtiment situé sur l'Immeuble B par le biais de la passerelle construite entre les deux bâtiments.

4. Servitude architecturale

Établie sur l'Immeuble B, étant le fonds servant, en faveur de l'Immeuble A, étant le fonds dominant, obligeant l'Immeuble B à se conformer au style architectural de l'Immeuble A et de demander l'autorisation expresse et écrite du propriétaire de l'Immeuble A pour toute modification architecturale apportée à son bâtiment ou à son aménagement extérieur.

5. Servitude d'usage

Établie sur l'Immeuble B, étant le fonds servant, en faveur de l'Immeuble A, étant le fonds dominant, restreignant l'usage fait du bâtiment situé sur l'Immeuble B strictement aux usages prévus et décrits à l'Emphytéose.

6. Servitude de stationnement

Établie sur l'Immeuble A, étant le fonds servant, en faveur de l'Immeuble B, étant le fonds dominant, permettant aux usagers et clients de l'Immeuble B d'utiliser les stationnements situés sur l'Immeuble A en payant la tarification applicable.

RENONCIATION À LA SERVITUDE D'USAGE

Par les présentes les Parties renoncent spécifiquement à la servitude d'usage créée au paragraphe 1.5 dudit acte de servitude publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 17 521 335 et ce, en raison de la servitude personnelle de restriction d'usage créée ci-après.

CRÉATION DES SERVITUDES

1) SERVITUDE DE RESTRICTION D'USAGE

La Ville accorde par les présentes une servitude personnelle en faveur du CMV de restriction d'usage prohibant sur le fonds servant, ci-après décrit, tous les usages autres que ceux pour lesquels l'Immeuble a été construit, soit un centre d'activités physiques et communautaires. Dans l'éventualité où le CMV n'exerce plus ses activités ou ne garde pas sa vocation d'enseignement général et professionnel de niveau collégial, cette servitude s'éteindra d'elle-même et le CMV devra signer un acte d'extinction de cette servitude, à la demande de la Ville. Ne sera pas toutefois considérée comme une cessation d'activités par CMV, toute réorganisation étatique de l'enseignement de niveau collégial si les activités d'enseignement sont maintenues dans les lieux du CMV.

Fonds servant

Le fonds servant de cette servitude est constitué du lot suivant:

Le lot **TROIS MILLIONS NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-SIX (3 936 656)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2) SERVITUDE D'USAGE DES LOCAUX

La Ville accorde par les présentes une servitude d'usage réelle et perpétuelle en faveur du CMV, comprenant tous les droits d'accès et de passage utiles et nécessaires pour jouir pleinement de cette servitude, afin de permettre au CMV d'occuper certains locaux de l'Immeuble tels, des plateaux sportifs, une salle de classe et des bureaux, lesquels sont identifiés au plan annexé aux présentes après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les représentants avec et en présence de la notaire soussignée, et ce, afin de pouvoir maintenir en tout temps des services auprès de sa clientèle, le tout selon les conditions d'utilisation et les modalités prévues à la Convention. Par conséquent, la Ville s'engage à maintenir en tout temps dans le fonds servant, ci-après désigné, un environnement de qualité pour les clientèles respectives de la Ville et du CMV.

Fonds servant

Le fonds servant de cette servitude est constitué du lot suivant :

Le lot **TROIS MILLIONS NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-SIX (3 936 656)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Fonds dominant

Le fonds dominant de cette servitude est constitué du lot suivant :

Le lot **TROIS MILLIONS NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-SEPT (3 936 657)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3) SERVITUDE D'USAGE DE LA PISCINE

Le CMV accorde une servitude d'usage réelle et perpétuelle en faveur de la Ville, comprenant tous les droits d'accès et de passage utiles et nécessaires pour jouir pleinement de cette servitude, afin de permettre à la Ville d'occuper la piscine et les vestiaires, lesquels sont situés à l'intérieur du bâtiment portant le numéro 7250, boulevard Maurice-Duplessis, à Montréal, province de Québec, H1G 0A1, tels qu'identifiés au plan annexé aux présentes après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les représentants avec et en présence de la notaire soussignée, le tout selon les conditions d'utilisation et les modalités prévues à la Convention. Par conséquent, le CMV s'engage à maintenir en tout temps dans le fonds servant, ci-après désigné, un environnement de qualité pour les clientèles respectives de la Ville et du CMV.

Fonds servant

Le fonds servant de cette servitude est constitué du lot suivant :

Le lot **TROIS MILLIONS NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-SEPT (3 936 657)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal,

Fonds dominant

Le fonds dominant de cette servitude est constitué du lot suivant :

Le lot **TROIS MILLIONS NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE**

SIX CENT CINQUANTE-SIX (3 936 656) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

EXTINCTION DES SERVITUDES

Nonobstant le caractère perpétuel des servitudes constituées aux présentes, la Ville et le CMV, s'obligent à signer, sur simple demande, un acte d'extinction de ces servitudes, advenant la fin de la Convention.

CONSIDÉRATION DES SERVITUDES

Les présentes servitudes sont créées et établies aux termes des présentes sans contrepartie de part et d'autre, sujettes toutefois à la Convention quant au partage de services entre la Ville et le CMV.

CLAUSE PARTICULIÈRE

Le CMV s'engage aux termes des présentes à investir la somme prévue à la Convention pour la mise aux normes de la piscine et des vestiaires adjacents. Les travaux devront être réalisés selon les règles de l'art et devront assurer la pérennité de ces installations afin de les rendre accessibles aux citoyens et étudiants. À défaut de réaliser ces travaux à la satisfaction de la Ville au plus tard le trente et un (31) décembre deux mille dix-neuf (2019), la Ville pourra alors résilier la Convention pour non-respect des obligations en transmettant un préavis de CENT VINGT (120) jours au CMV, sans que ce dernier ne puisse réclamer quelque dommage à la Ville.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

Le prix de vente exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (LRC (1985), chapitre E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Vendeur.

Si les servitudes créées aux termes des présentes sont taxable selon les dispositions des lois mentionnées ci-dessus, la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du CMV.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

CMV déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 136369063RT001;
T.V.Q. : 1016025026;

CAPCE déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 137213088RT0001;
T.V.Q. : 1016394625TQ0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Cette vente est faite en exécution d'une entente signée par le CAPCE, le six (6) avril deux mille seize (2016), par le CMV, le sept (7) avril deux mille seize (2016) et par la Ville, le quinze (15) juin deux mille seize (2016). Sauf incompatibilité, les Parties confirment les ententes qui y sont contenues mais non reproduites aux présentes.

DROIT DE PREMIER REFUS

La Ville accorde au CMV, qui accepte, le droit de se porter acquéreur avant tout autre de l'Immeuble, si la Ville décidait de le vendre ou autrement l'aliéner, selon les modalités suivantes :

- La Ville devra offrir au CMV un droit de premier refus pour la somme de TROIS MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (3 100 000,00 $), si l'emphytéose n'est pas annulée ou si elle décide de disposer du terrain en cas de perte entière des constructions.

- La Ville devra offrir au CMV un droit de premier refus, et ce, sans excéder la somme de QUINZE MILLIONS QUATRE CENT MILLE DOLLARS (15 400 000,00 $), si elle décide de disposer des constructions érigées sur l'Immeuble.

La Ville devra offrir au CMV un droit de premier refus, et ce, sans excéder la somme de DIX-HUIT MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (18 500 000,00$) si elle décide de disposer de l'ensemble de l'Immeuble (terrain, constructions).

Ce droit dont bénéficie le CMV signifie qu'avant de procéder à la vente ou à l'aliénation de quelque manière que ce soit, à un tiers de bonne foi, la Ville s'engage à soumettre au CMV un avis écrit accompagné d'une copie de l'offre d'achat de tout tel tiers, et le CMV aura le droit prioritaire de se porter acquéreur de l'Immeuble, aux termes et conditions ci-après stipulés.

La décision du CMV d'exercer son droit de préemption devra se faire au moyen d'un avis écrit à cet effet, remis à la Ville dans un délai de cent vingt (120) jours de la réception de l'avis dont il est fait état au paragraphe précédent, à défaut de quoi le CMV sera présumé ne pas vouloir exercer son droit de préemption.

Si le CMV décide de ne pas exercer son droit de préemption ou s'il ne donne pas l'avis requis dans le délai prévu, la Ville pourra donner suite à telle offre et si, pour quelque motif que ce soit il n'est pas donné suite à cette offre d'achat, il est entendu entre les Parties que le droit de préemption du CMV renaîtra jusqu'à l'expiration de la période stipulée ci-dessus.

ÉLECTION DE DOMICILE

a) La Ville fait élection de domicile au bureau du greffier de la Ville de Montréal, au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

b) Le CMV fait élection de domicile au numéro 7000, rue Marie-Victorin, à Montréal, province de Québec, H1G 2J6

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le CMV fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

c) Le CAPCE fait élection de domicile au numéro 7000, boulevard Maurice-Duplessis, à Montréal, province de Québec, H1G 0A1

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le CAPCE fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Le Préambule fait partie intégrante de la présente vente.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

L'Acquéreur et la Ville déclarent ce qui suit :

a) les noms des cédants sont : COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN et CENTRE D'ACTIVITÉS PHYSIQUES ET COMMUNAUTAIRES DE L'EST (C.A.P.C.E.) INC.;

b) le nom du cessionnaire est : VILLE DE MONTRÉAL;

c) le siège du COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN est au : 7000, rue Marie-Victorin, à Montréal, province de Québec, H1G 2J6;

d) le siège du CENTRE D'ACTIVITÉS PHYSIQUES ET

COMMUNAUTAIRES DE L'EST (C.A.P.C.E.) INC est au : 7000, boulevard Maurice-Duplessis, à Montréal, province de Québec, H1G 0A1 en se qui concerne le CAPCE;

e) le siège de la VILLE DE MONTRÉAL est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

f) l'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal;

g) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : DIX-HUIT MILLIONS CINQ CENTS MILLE DOLLARS (18 500 000,00 $);

h) la valeur de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : DIX-NEUF MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-TROIS MILLE SIX CENT SOIXANTE-DIX-HUIT DOLLARS (19 263 678,00 $) [évaluation municipale (18 702 600,00 $) x facteur comparatif (1,03)];;

i) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : DIX-NEUF MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-TROIS MILLE SIX CENT SOIXANTE-DIX-HUIT DOLLARS (19 263 678,00 $) ;

j) le montant du droit de mutation s'élève à la somme de QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-ONZE DOLLARS (472 591,00 $);

k) le cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la loi précitée et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du droit de mutation conformément à l'article 17a) de ladite loi;

l) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

Les Parties déclarent à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture.

Les Parties signent en présence du notaire soussigné.

COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN

Par : _____

Par : _____

CENTRE D'ACTIVITÉS PHYSIQUES ET COMMUNAUTAIRES DE L'EST (C.A.P.C.E.) INC.,

Par : _____

Par : _____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

_____
M^e^ Daphney ST-LOUIS, notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.

20.

21.

L'AN DEUX MILLE SEIZE
le ●

DEVANT **M^e^ Daphney ST-LOUIS**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel* (RLRQ, c. C-29), ayant son siège au 7000, rue Marie-Victorin, à Montréal, province de Québec, H1G 2J6, agissant et représentée par _____, et par_____ dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le _____ ●, et dont copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants avec et en présence de la notaire soussignée;

Ci-après appelée le « **CMV** »

E T :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par
dûment autorisé en vertu :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); et

b) de la résolution numéro CM● ●, adoptée par le conseil municipal à sa séance du ●,

copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le CMV et la Ville, sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES PRÉALABLEMENT À L'USUFRUIT QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU que le CMV est propriétaire d'un immeuble connu et désigné comme étant le lot **TROIS MILLIONS NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-SEPT (3 936 657)**, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

ATTENDU que la Ville désire posséder sur deux (2) parties de cet immeuble des droits réels d'usage et de jouissance.

ATTENDU que les Parties ont signé une convention d'échange de services (ci après la «Convention») en date de ce jour et dont copie demeure annexée à l'original de la minute _____de la notaire soussignée et que c'est dans cette Convention que les Parties encadrent les conditions d'utilisation de cet immeuble.

ATTENDU QUE le CMV a obtenu l'autorisation requise du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pour signer le présent document. Copie de la lettre d'autorisation demeure annexée à l'original de la minute _____de la notaire soussignée.

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au CMV.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

OBJET DU CONTRAT

Le CMV cède et confère à la Ville, qui accepte, l'usufruit afférent à l'immeuble suivant, savoir :

DESCRIPTION DES LIEUX

1- Une partie du lot **TROIS MILLIONS NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-SEPT (3 936 657 ptie)**, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal:

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- vers le nord-ouest pour une première partie, par le lot 1 058 933, faisant partie du boulevard Maurice-Duplessis;

- Vers le nord-est pour une première partie, par les lots 3 402 000, 1 055 960, 3 050 816, 3 050 815 et 2 898 230;

- Vers le sud-est pour une première partie, par une autre partie du lot 3 936 657;

- Vers le sud-ouest pour une première partie, par une autre partie du lot 3 936 657, faisant partie de la rue Marie - Victorin;

- Vers l'ouest par une autre partie du lot 3 936 657, faisant partie de la rue Marie-Victorin;

- Vers le nord-ouest pour une deuxième partie, par une autre partie du lot 3 936 657;

- Vers le sud-ouest pour une deuxième partie, par une autre partie du lot 3 936 657;

- Vers le sud pour une première partie, par une autre partie du lot 3 936 657;

- Vers le sud-est pour une deuxième partie, par une partie du lot 3 936 657;

- Vers le sud pour une deuxième partie, par une autre partie du lot 3 936 657, faisant partie de la rue Marie-Victorin;

- Vers le sud-ouest pour une troisième partie, par une partie du lot 3 936 657, faisant partie de la rue Marie-Victorin;

MESURANT

À partir du point A;

- Vers le nord-ouest pour une première partie, cent treize mètres et quarante et un centièmes (113,41 m), selon un azimut de 53°32'22", jusqu'au point B;

- Vers le nord-est pour une première partie, par des longueurs et des azimuts consécutifs de:

    - Trente-trois mètres et vingt-quatre centièmes (33,24 m), selon un azimut de 143°33'30", jusqu'au point C, de là;

- Trente-quatre mètres et soixante-trois centièmes (34,63 m), mesurés le long d'un arc de cercle ayant un rayon de deux cent trente-six mètres et cinquante-six centièmes (236,56 m), jusqu'au point D, de là;

- Vingt-six mètres et quarante-neuf centièmes (26,49 m), selon un azimut de 135°10'01", jusqu'au point E, de là;

- Trente-deux mètres et onze centièmes (32,11 m), mesurés le long d'un arc de cercle ayant un rayon de deux cent seize mètres et trente-neuf centièmes (216,39 m), jusqu'au point F, de là;

- Deux cent soixante mètres et cinq centièmes (260,05 m), selon un azimut de 1'43°04'36", jusqu'au point G, de là;

- Vers le sud-est pour une première partie, cent vingt et un mètres et quatre-vingt-seize centièmes (121,96 m), selon un azimut de 232°41'38", jusqu'au point H, de là;

- Vers le sud-ouest pour une première partie, cent trente mètres et dix-huit centièmes (130,18 m), selon un azimut de 323°02'54", jusqu'au point J, de là;

- Vers l'ouest, sept mètres et trente-six centièmes (7,36 m), mesurés le long d'un arc de cercle ayant un rayon de cinq mètre et quarante-deux centièmes (5,42 m), jusqu'au point K, de là;

- Vers le nord-ouest pour une deuxième partie, quatre-vingt-dix-huit mètres et quarante-six centièmes (98,46 m), selon un azimut de 50°42'38", jusqu'au point L, de là;

- Vers le sud-ouest pour une deuxième partie, cinquante-deux

mètres et soixante-neuf centièmes (52,69 m), selon un azimut de 322°21'58", jusqu'au point M, de là;

- Vers le sud pour une première partie, par des longueurs consécutives de:

  - Onze mètres et dix centièmes (11,10 m), mesurés le long d'un arc de cercle ayant un rayon de treize mètres et soixante et onze centièmes (13,71 m), jusqu'au point N, de là;

  - Dix mètres et vingt-quatre centièmes (10,24 m), mesurés le long d'un arc de cercle ayant un rayon de quinze mètres et quatre-vingt-quatre centièmes (15,84 m), jusqu'au point P, de là;

- Vers le sud-est, pour une deuxième partie par des longueurs et azimuts consécutifs de :

  - Six mètres et quatre-vingt-sept centièmes (6,87 m), selon un azimut de 228°11'37", jusqu'au point Q, de là

  - Trente-trois mètres et dix-neuf centièmes (33,19 m), selon un azimut de 234°11'13", jusqu'au point R, de là;

  - Trente-cinq mètres et soixante-quinze centièmes (35,75 m), selon un azimut de 233°47'38", jusqu'au point S, de là;

  - Sept mètres et cinquante-deux centièmes (7,52 m), selon un azimut de 240°56'05", jusqu'au point T, de là;

- Vers le sud pour une deuxième partie, six mètres et soixante et un centièmes (6,61 m), mesurés le long d'un arc de cercle ayant un rayon de cinq mètres et huit centièmes (5,08 m), jusqu'au point U, de là;

- Vers le sud-ouest pour une troisième partie, cent soixante-dix-sept mètres et trente-deux centièmes (177,32 m), selon un azimut de 323°02'37", jusqu'au point de départ A;

CONTENANT en superficie trente-neuf mille cinq cent soixante-treize mètres carrés et un dixième (39 573,1 m2).

RATTACHEMENT

L'angle nord dudit lot (point B) coïncide avec l'angle ouest du lot 3 402 000.

2.- Une partie du lot **TROIS MILLIONS NEUF CENT TRENTE-SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE-SEPT (3 936 657 ptie)**, dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord-ouest par le lot 1 058 933, faisant partie du boulevard Maurice-Duplessis;

- Vers le nord-est par une autre partie du lot 3 936 657, faisant partie de la rue Marie-Victorin;

- Vers le sud-est par une autre partie du lot 3 936 657;

- Vers le sud-ouest par une autre partie du lot 3 936 657, faisant partie de la rue Marie-Victorin;

- Vers l'ouest par une autre partie du lot 3 936 657, faisant partie de la rue Marie-Victorin;

MESURANT:

À partir du point V;

- Vers le nord-ouest, cent quarante-six mètres et soixante-seize centièmes (146,76 m), selon un azimut de 53°32'22", jusqu'au point W, de là;
- Vers le nord-est, soixante-dix-sept mètres (77,00 m), selon un azimut de 143°08'15", jusqu'au point X, de là;

- Vers le sud-est, cent cinquante mètres et quatre-vingt-treize centièmes (150,93 m), selon un azimut de 233°32'22", jusqu'au point Y, de là;

- Vers le sud-ouest, par des longueurs et des azimuts consécutifs de :

    - Soixante-six mètres et quarante-six centièmes (66,46 m), selon un azimut de 323°22'02", jusqu'au point Z, de là;

    - Six mètres et soixante centièmes (6,60 m), selon un azimut de 332°47'18", jusqu'au point A', de là;

- Vers l'ouest, quatre mètres et quatre-vingt-huit centièmes (4,88 m), selon un azimut de 358°01'45", jusqu'au point V;

CONTENANT en superficie onze mille cinq cent quatre-vingt-seize mètres carrés (11 596,0 m 2).

RATTACHEMENT

Le point V est situé à une distance de soixante-seize mètres et quarante-deux centièmes (76,42 m) au nord-est de la limite séparatrice des lots 1 898 351 et 1 058 933 (point B'), cesdits lots faisant partie du boulevard Maurice-Duplessis. Ladite distance est mesurée le long de la

limite sud-est du lot 1 058 933, faisant partie du boulevard Maurice-Duplessis.

Ci-après collectivement nommées l' « **Immeuble** »

Le tout tel que montré sur un plan M-174 Rivière-des-Prairies annexé à une description technique préparée par Mylène Corbeil, arpenteure-géomètre, le trente et unième (31) jour du mois de juillet deux mille seize (2016), sous le numéro 627 de ses minutes, dossier 22130-1, une copie de ce plan et de cette description technique demeurant annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

TERME

Le présent usufruit est consenti pour un terme de trente (30) ans à compter de la date des présentes.

À l'arrivée du terme, le présent usufruit s'éteindra automatiquement conformément aux dispositions de l'article 1162 (1) du Code civil du Québec, et le CMV réunira alors l'usufruit à la nue-propriété par lui retenue.

Ainsi, le fait pour la Ville de continuer à occuper l'Immeuble après cette date n'aura pas pour effet de prolonger le terme de l'usufruit, de le renouveler ou de constituer un bail. La Ville sera alors présumée occuper l'Immeuble contre le gré du CMV.

TITRE

Le CMV a acquis cet immeuble aux termes d'un acte de vente par Collège Marie-Victorin à Collège d'enseignement général et

professionnel Marie-Victorin reçu devant Me Claude Laurent, notaire, le dix (10) septembre mil neuf cent quatre-vingt-treize (1993) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 642 177.

GARANTIE

Le présent usufruit est consenti sans aucune garantie autre que celle relative au titre, la Ville acceptant les droits d'usufruit à ses risques et périls quant à l'état et à la qualité des sols de l'Immeuble.

DOSSIER DE TITRES

Le CMV ne sera pas tenu de fournir de dossier de titres, ni certificats de recherche relativement à l'Immeuble.

POSSESSION

La Ville aura la jouissance des droits consentis par cette convention et la possession de l'Immeuble à compter de la date des présentes.

DÉCLARATIONS

Le CMV fait les déclarations suivantes, savoir :

1. il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et au sens de la *Loi sur les impôts* et n'a pas avoir l'intention de modifier cette résidence.

2. il est en mesure de fournir un certificat de régularité de l'autorité qui le gouverne et il a validement acquis et a le pouvoir de posséder et de céder les droits précités dans l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été observées.

3 Il a obtenu toutes les autorisations nécessaires pour conclure le présent contrat.

CONDITIONS

Le présent usufruit est consenti aux charges et conditions suivantes, que les parties s'obligent respectivement à remplir, savoir :

1. Le CMV s'engage à laisser la Ville jouir paisiblement de l'Immeuble.

2. La Ville s'engage à prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve et de subir les servitudes pouvant le grever, le cas échéant, avec la faculté cependant d'exercer celles établies en faveur de l'Immeuble.

3. La Ville devra aménager, à ses frais, un terrain de soccer/football avec gazon synthétique et avec éclairage dont l'emplacement est identifié au plan annexé aux présentes après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée (ci-après le «Terrain synthétique»). Cet aménagement devra être complété au plus tard le trente et un (31) décembre deux mille dix-neuf (2019). À défaut de réaliser l'aménagement du Terrain synthétique dans le délai susmentionné, le CMV pourra requérir que ledit Terrain synthétique soit soustrait de l'usufruit constitué aux présentes, en transmettant un préavis de CENT VINGT (120) jours à la Ville. La Ville s'engage alors à signer et à produire tout document à cet effet. Toutefois, pour déterminer le défaut de la Ville en raison dudit délai, on doit tenir compte de tout retard apporté par le CMV lui-même, lorsque tel retard peut raisonnablement empêcher ou retarder l'accomplissement par la Ville de cet engagement, ainsi que de toute force majeure, auquel cas le délai sera étendu d'autant.

4. La Ville s'engage à jouir des droits cédés comme le ferait une personne prudente et diligente, à maintenir l'Immeuble en bon état et à

y assurer une surveillance raisonnable, le tout conformément à la Convention.

5. La Ville devra utiliser l'Immeuble qu'à des de fins de terrains de soccer ou de football.

6. La Ville verra elle-même et à ses frais, à l'entretien et au nettoyage de l'Immeuble; elle fera également toutes réparations nécessaires, à moins qu'elles ne résultent du fait du CMV, le tout conformément à la Convention.

7. La Ville permettra au CMV de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, et à ces fins, d'accéder à l'Immeuble sans aucune compensation ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable compte tenu de leur nature.

8. La Ville devra tenir le CMV indemne de tout dommage de quelque nature que ce soit, de toute réclamation et de tout jugement, y compris les frais et prendre le fait et cause du CMV et intervenir dans toute action intentée contre le CMV résultant directement ou indirectement de l'usufruit créé aux termes des présentes, sauf en cas de négligence du CMV, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants.

9. La Ville se tiendra responsable de tout dommage qu'elle pourra causer à l'Immeuble, résultant de ses opérations ou de son occupation de l'Immeuble et celle de ses employés, fournisseurs, entrepreneurs, visiteurs.

10. La Ville devra, en tout temps, se conformer aux lois et règlements en vigueur.

11. La Ville assumera le paiement de tous permis ou taxes foncières afférents à l'Immeuble, pouvant être imposés au CMV ou à la

Ville, le cas échéant, en rapport avec l'utilisation de l'Immeuble par la Ville, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

12. Le CMV dispense la Ville de son obligation de souscrire une assurance ou de lui fournir une autre sûreté garantissant l'exécution de ses obligations, conformément aux dispositions de l'article 1144 du *Code civil du Québec*. La Ville déclare qu'elle s'auto-assure.

13. La Ville renonce à son droit de demander la conversion de son usufruit en rente.

14. À la fin de l'usufruit, la Ville rendra l'Immeuble au CMV dans l'état où il se trouve, compte tenu des dégradations causées par un usage normal de l'Immeuble.

15. Advenant un besoin d'agrandissement des installations, bâtiments, et autres accessoires du CMV, la superficie de l'Immeuble visée par le présent acte d'usufruit pourra, à la discrétion du CMV, être réduite et ce, sans compensation aucune en faveur de la Ville, en autant qu'un préavis raisonnable soit donné à cette dernière et que la partie de l'Immeuble ainsi retranchée ne concerne pas l'emplacement du Terrain synthétique. L'amendement du présent acte d'usufruit ainsi que les frais d'arpentage et de la nouvelle description technique seront à la charge du CMV.

16. La Ville ne pourra pas aliéner ses droits détenus dans l'Immeuble sans l'autorisation écrite du CMV.

17. La Ville ne délimitera pas physiquement les terrains naturels se trouvant sur l'Immeuble et permettra qu'ils soient utilisés sans frais par la clientèle de CMV pendant les heures normales de cours dispensés par CMV en autant que ces terrains ne soient pas utilisés par

la Ville, étant entendu que le Terrain synthétique pourra être clôturé à la discrétion de la Ville.

18. Si, lors de l'aménagement du Terrain synthétique, la Ville doit déplacer des espaces de stationnement et/ou couper des arbres sur le terrain du CMV, elle devra obtenir, au préalable, l'autorisation écrite de CMV et soumettre, avec sa demande, un plan de relocalisation et/ou de plantation de compensation acceptable au CMV.

INVENTAIRE

Le CMV dispense la Ville de l'obligation de faire l'inventaire requis aux termes de l'article 1142 du *Code civil du Québec*. Les Parties conviennent que la désignation de l'Immeuble faite aux présentes est suffisante à cet égard.

CONSIDÉRATION

Le présent usufruit est établi gratuitement par le CMV en faveur de la Ville, sujet toutefois à la Convention quant au partage de services.

FRAIS

La Ville prendra à sa charge le coût des présentes, de sa publication au bureau de la publicité des droits ainsi que les copies requises pour toutes les Parties.

DROIT DE PRÉEMPTION

Le CMV accorde à la Ville, qui accepte, pour la durée de l'usufruit et à compter de la date des présentes, le droit de se porter acquéreur avant tout autre de l'Immeuble, si le CMV décidait de le vendre ou autrement l'aliéner.

Ce droit dont bénéficie la Ville signifie qu'avant de procéder à la vente ou à l'aliénation de quelque manière que ce soit, à un tiers de bonne foi, le CMV s'engage à soumettre à la Ville un avis écrit accompagné d'une copie de l'offre d'achat de tout tel tiers, et la Ville aura le droit prioritaire de se porter acquéreur de l'Immeuble, aux termes et conditions ci-après stipulés.

La décision de la Ville d'exercer son droit de préemption devra se faire au moyen d'un avis écrit à cet effet, remis au CMV dans un délai de cent vingt (120) jours de la réception de l'avis dont il est fait état au paragraphe précédent, à défaut de quoi la Ville sera présumée ne pas vouloir exercer son droit de préemption.

Si la Ville décide de ne pas exercer son droit de préemption ou si elle ne donne pas l'avis requis dans le délai prévu, le CMV pourra donner suite à telle offre et si, pour quelque motif que ce soit il n'est pas donné suite à cette offre d'achat, il est entendu entre les Parties que le droit de préemption de la Ville renaîtra jusqu'à l'expiration de la période stipulée ci-dessus.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

La présente convention d'usufruit est faite en exécution d'une entente intitulée ENTENTE RELATIVE À LA VENTE D'UN IMMEUBLE, signée par le CMV le sept (7) avril deux mille seize (2016) et par la Ville le QUINZE (15) juin deux mille seize (2016). Sauf incompatibilité, les Parties confirment les ententes qui y sont contenues mais non reproduites aux présentes.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

1. Selon que le contexte le requerra, le singulier s'interprétera

comme le pluriel et le genre masculin comme le féminin, selon le cas.

2. Ce présent contrat de création et d'établissement d'usufruit doit être interprété selon les lois de la province de Québec et régi notamment par les articles 1120 à 1171 du *Code civil du Québec.*

3. Les titres et rubriques précédent les clauses du présent contrat n'y figurent que pour la commodité de sa consultation, à titre de référence uniquement et ne sauraient servir à l'interpréter.

4. Rien dans le présent acte ne modifie ou n'annule les termes et conditions contenus au bail conclu entre les parties et dont un avis de bail est publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 12 060 084.

VALIDITÉ

Si quelque disposition de cet usufruit était déclarée invalide ou incompatible avec le caractère de ce contrat et des dispositions impératives du *Code civil du Québec* par un jugement final d'un tribunal ayant juridiction, elle sera considérée séparée et retranchée de ce contrat, lequel restera en vigueur comme si telle disposition n'eut jamais été incluse, sous réserve de reprendre force et effet si, par la suite, elle venait à ne plus être invalide.

Cependant, les Parties conviennent de remplacer alors telle disposition par une disposition valide qui aura autant que possible la même incidence économique et juridique.

De plus, si ce contrat était déclaré invalide comme usufruit par un jugement final d'un tribunal ayant juridiction, les Parties s'engagent à signer tout acte ou document nécessaire, afin de conférer à la Ville des droits réels équivalant à ceux que les Parties ont voulu créer par les présentes pour autant que les droits de la Ville ne soient pas diminués.

ÉLECTION DE DOMICILE

La Ville fait élection de domicile au bureau du greffier de la Ville de Montréal, au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

Le CMV fait élection de domicile au numéro 7000, rue Marie-Victorin, à Montréal, province de Québec, H1G 2J6.

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le CMV fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

La présente convention d'usufruit est un démembrement du droit de propriété selon l'article 1119 du *Code civil du Québec* et non un transfert du droit de propriété au sens de l'article 1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro
du répertoire du notaire soussigné.

Les Parties déclarent à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture.

Les Parties signent avec et en présence de la notaire soussignée.

COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN

par : _____

par : _____

VILLE DE MONTRÉAL

par : _____

_____

Me Daphney ST-LOUIS, notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161368003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) les droits détenus dans une emphytéose, pour la somme de 15 400 000 $, ainsi que les droits de la nue-propriété appartenant au Cégep Marie-Victorin (CMV) pour la somme de 3 100 000 $, relativement à un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, et obtient un droit d'usufruit en faveur de la Ville pour une durée de trente (30) années relativement à un immeuble adjacent appartenant au Cégep Marie-Victorin, situé au 7000, rue Marie-Victorin, dans l'arrondissements de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, le tout substantiellement conforme aux termes et conditions prévus à ce projet d'acte et à cet usufruit N/Réf. 31H12-005-3963-03

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1161368003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872 1155

Mario Primard
Agent comptable analyste
514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-13

François FABIEN
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-7174

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 26 septembre 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE161368003

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) les droits détenus dans un emphytéose, pour la somme de 15 400 000 $, ainsi qu'un terrain appartenant au Cégep Marie-Victorin (CMV) pour la somme de 3 100 000 $, relativement à un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, et obtient un droit d'usufruit en faveur de la Ville pour une durée de trente (30) années relativement à un immeuble appartenant au Cégep Marie-Victorin, situé au 7000, rue Marie-Victorin, dans l'arrondissements de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, le tout selon les termes et conditions prévus à cet acte N/Réf. 31H12-005-3963-03.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE161368003

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) les droits détenus dans un emphytéose, pour la somme de 15 400 000 $, ainsi qu'un terrain appartenant au Cégep Marie-Victorin (CMV) pour la somme de 3 100 000 $, relativement à un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, et obtient un droit d'usufruit en faveur de la Ville pour une durée de trente (30) années relativement à un immeuble appartenant au Cégep Marie-Victorin, situé au 7000, rue Marie-Victorin, dans l'arrondissements de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, le tout selon les termes et conditions prévus à cet acte N/Réf. 31H12-005-3963-03.

À sa séance du 14 septembre 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

Le 14 septembre 2016, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier pour bien comprendre la nature des transactions immobilières dans ce dossier et leur impact sur l'offre de services à la population des arrondissements du nord-est de l'île de Montréal.

Ils ont jugé que le processus mis en place et le résultat obtenu étaient avantageux pour la Ville et ses citoyens.

Ils ont aussi compris que les quatre arrondissements situés à proximité du site ont été mis à contribution dans l'établissement des besoins et de l'éventuelle programmation des activités du Centre.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE161368003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1161368003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) les droits détenus dans une emphytéose, pour la somme de 15 400 000 $, ainsi que les droits de la nue-propriété appartenant au Cégep Marie-Victorin (CMV) pour la somme de 3 100 000 $, relativement à un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, et obtient un droit d'usufruit en faveur de la Ville pour une durée de trente (30) années relativement à un immeuble adjacent appartenant au Cégep Marie-Victorin, situé au 7000, rue Marie-Victorin, dans l'arrondissements de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, le tout substantiellement conforme aux termes et conditions prévus à ce projet d'acte et à cet usufruit N/Réf. 31H12-005-3963-03

Numéro du mandat
SMCE161368003

Date du mandat
2016-09-14

Objet du mandat

Commission sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007);

VU la résolution CM11 0170 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats;

VU que le contrat est d’une valeur de plus de 10 M$.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1161368003 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2016-09-14

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1161368003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.24

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1164815005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Conception et gestion intégrées Inc. pour la gestion du Complexe sportif Marie-Victorin pour une période de vingt-sept (27) mois pour une somme maximale de 3 692 003,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public n° 16-15187 - 2 soumissionnaires. Pour 2016, autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au montant de 219 026,07 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. D'accorder à Conception et gestion intégrées Inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de vingt-sept (27) mois, le contrat pour la gestion du Complexe sportif Marie-Victorin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 692 003,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15187;

2. D'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au montant de 219 026,07 $, taxes incluses;

3. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-06 07:37

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164815005**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Conception et gestion intégrées Inc. pour la gestion du Complexe sportif Marie-Victorin pour une période de vingt-sept (27) mois pour une somme maximale de 3 692 003,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public n° 16-15187 - 2 soumissionnaires. Pour 2016, autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au montant de 219 026,07 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

En 2010, un complexe sportif a été construit sur un terrain appartenant au Cégep Marie-Victorin, situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal -Nord et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (le « Complexe »). Le Complexe comprend notamment des terrains de soccer intérieurs, un gymnase double, des salles polyvalentes, un centre d'entraînement, un comptoir restaurant et une boutique d'articles de sports. Depuis son ouverture, le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (le « CAPCE »), un organisme à but non lucratif, n'a pu rentabiliser les opérations du Complexe. Considérant que certains services et activités sont actuellement offerts aux citoyens de ce secteur de la Ville dans le Complexe, les représentants du Cégep Marie-Victorin (le « Cégep ») et du CAPCE ont approché la Ville à l'automne 2015 afin de vérifier son intérêt pour l'acquisition des droits du CAPCE dans l'emphytéose. Après analyse des besoins, le Service de la diversité sociale et des sports a constaté que l'acquisition du Complexe par la Ville permettrait une plus grande offre de services aux Montréalais à des tarifs plus accessibles.
La Ville, le Cégep et le CAPCE » ont approuvé en mars 2016 une entente relativement à :

- L'acquisition par la Ville de tous les droits détenus par le Cégep et le CAPCE, incluant les équipements, dans l'immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis;
- Un usufruit à convenir entre la Ville et le Cégep pour les terrains de soccer extérieurs situés sur la partie nord du terrain du Cégep;
- Une convention d'échanges de services à convenir entre la Ville et le Cégep.

À la conclusion des actes de vente et d'usufruit (dossier 1161368003) ainsi que de la convention d'échange de services (dossier 1164815004) en septembre 2016, la Ville de Montréal sera responsable du Complexe, de la piscine et du gymnase simple appartenant au Cégep ainsi que des terrains de soccer extérieurs et en assumera notamment leur gestion. En vertu de la convention d'échange de services, il est également convenu que la Ville confiera la gestion de ces installations à un tiers suite à un appel d'offres public.

En vue d'octroyer le contrat de gestion du Complexe, de la piscine et du gymnase simple appartenant au Cégep ainsi que des terrains de soccer extérieurs, le Service de l'approvisionnement a lancé un appel d'offres public le 11 juillet 2016. La durée initiale de la période d'appel d'offres était de 15 jours, mais compte tenu du report de la date d'ouverture des soumissions, la durée réelle a été de 36 jours.

Un total de trois addendas ont été émis relativement :

- Au report de la date d'ouverture des soumissions du 27 juillet au 17 août 2016 - addenda 1 (13 juillet 2016);
- À des précisions et des réponses aux questions des soumissionnaires et à l'ajout de la tarification prévisionnelle du Complexe - addenda 2 (25 juillet 2016);
- À des précisions et des réponses aux questions des soumissionnaires - addenda 3 (10 août 2016).

Le délai de validité des soumissions est de 180 jours calendrier suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0973	22 août 2016	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091), aux fins d'y ajouter les tarifs pour le Complexe sportif Marie-Victorin.
CM16 0349	21 mars 2016	Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal, le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (CMV) et le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) relativement à l'acquisition par la Ville de Montréal de tous les droits détenus par le CMV et le CAPCE, incluant les équipements, dans un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, au prix de 18 500 000 $, plus les taxes applicables, et selon les termes et conditions prévus au projet d'entente.
CM16 0487	18 avril 2016	Adopter un projet de règlement d'emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel propose d'octroyer le contrat à la firme Conception et gestion intégrées Inc., soumissionnaire conforme ayant obtenu le plus haut pointage conformément à la grille d'évaluation.
Le présent contrat vise la fourniture des services d'administration, de gestion des opérations, d'entretien ménager, d'entretien régulier et d'entretien extérieur du Complexe sportif Marie-Victorin, des terrains de soccer extérieurs et des installations sportives du Cégep pour une durée de vingt-sept (27) mois.

JUSTIFICATION

Dix-huit (18) entreprises se sont procuré les documents au cours de la période d'appel d'offres et cinq (5) ont effectué la visite obligatoire. Deux (2) soumissions ont été reçues au moment de l'ouverture le 17 août 2016 à l'hôtel de ville de Montréal. Les raisons évoquées par les autres preneurs de documents pour ne pas avoir déposé de soumission sont, entre autres, le délai trop court pour déposer une soumission, un partenaire d'un soumissionnaire, la prise de possession des documents à titre informatif uniquement et de ne pas avoir réussi à obtenir dans les délais une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers.
Les cinq (5) preneurs de cahier des charges qui ont effectué la visite obligatoire ont été :

- Conception et gestion intégrées Inc.
- Groupe SODEM inc.
- GSF Canada inc.
- Loisirs 3000 inc.
- Sport Montréal

À la suite de l'analyse des soumissions, le présent sommaire décisionnel propose d'octroyer un contrat au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage conformément à la grille d'évaluation, lequel fut jugé conforme. Tous les soumissionnaires sont conformes par ailleurs.

Soumissions conformes	Note	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Conception et gestion intégrées Inc.	83,13	3 692 003,62 $		
SODEM Inc.	80,97	4 550 213,81 $		
Dernière estimation réalisée		3 736 687,50 $		
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				(44 683,88 $) -1,20 %
Écart entre la 2e meilleure note et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note – adjudicataire)* Écart entre la 2e meilleure note et l'adjudicataire (%) *((2 e meilleure note – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				858 210,19 $ 23,25 %

Les prix déposés par le plus bas soumissionnaire sont inférieurs de 1,2 % à l'estimation réalisée à l'externe.

Les principales explications de l'écart de 23,25 % entre les montants des deux soumissionnaires conformes sont :

- Le 2e soumissionnaire a considéré des dépenses associées à la piscine du Cégep pour la période d'octobre 2016 à août 2017 alors qu'il est mentionné au devis que l'adjudicataire prendra en charge la piscine à partir de septembre 2017 uniquement.
- Le 2e soumissionnaire a prévu générer des revenus largement supérieurs à ce qui était indiqué au devis. Des dépenses supplémentaires sont associées à ces revenus additionnels.

Le numéro d'identifiant Autorité des marchés financiers (AMF) du plus bas soumissionnaire conforme est le suivant : 3000232739 (attestation obtenue le 6 juin 2014).

Les validations requises ont été faites, selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie des listes des entreprises à licences restreintes.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007) et de la résolution CM11 0170, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude parce qu'il s'agit d'un contrat de biens et services de plus de 2 M$ et qu'il existe un écart de plus de 20% entre le prix du soumissionnaire ayant obtenu le meilleur pointage et le prix du soumissionnaire ayant obtenu le 2e meilleur pointage.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale prévue est de 3 371 291,41 $ net de ristournes (soit 3 692 003,62 $, taxes incluses).

2016	2017	2018
315 220,77 $	1 370 856,43 $	1 685 214,21 $

Conformément au devis technique, tous les revenus perçus par la firme Conception et gestion intégrées Inc. en lien avec le présent contrat appartiennent à la Ville. La firme devra respecter les procédures et encadrements, fournis par la Ville, liés à la perception des sommes associées à la tarification pour les activités et les locations. Le budget annuel lié au Complexe correspondra aux dépenses (contrat de gestion + énergie + autres dépenses) auquel il faudra soustraire les revenus perçus.

Pour 2016, les revenus associés à la location des plateaux sportifs et aux inscriptions aux activités sont évalués à 200 000 $. À cet effet, un budget additionnel de revenus et de dépenses au montant de 200 000 $, net de ristournes, est demandé. Les crédits de 115 220,77 $ (correspondant à la valeur du contrat pour 2016 auquel les revenus sont soustraits) proviendront du budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports.

Pour 2017, les dépenses associées au Complexe, incluant le présent contrat, sont prévues aux demandes additionnelles au budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs et de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prise de possession du Complexe par la Ville est prévue à la fin septembre 2016. Tout retard dans l'octroi du présent contrat pourrait occasionner une fermeture temporaire du Complexe et une rupture dans l'offre de services aux Montréalais et aux étudiants du Cégep.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En septembre 2016

- Approbation et signature de l'acte de vente et de l'acte d'usufruit pour les terrains de soccer extérieurs.
- Approbation de la convention d'échange de services entre la Ville et le Cégep Marie-Victorin.
- Octroi du contrat pour la gestion du Complexe sportif Marie-Victorin.
- Prise de possession et début des opérations par le gestionnaire retenu par la Ville.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Badre Eddine SAKHI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique LEMAY
Conseillère en planification

Tél : 514 872-5672
Télécop. : 514 872-9255

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-29

Luc DENIS
Chef de division

Tél : 514-872-0035
Télécop. : 514 872-9255

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2016-09-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1164815005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un contrat à la firme Conception et gestion intégrées Inc. pour la gestion du Complexe sportif Marie-Victorin pour une période de vingt-sept (27) mois pour une somme maximale de 3 692 003,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public n° 16-15187 - 2 soumissionnaires. Pour 2016, autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au montant de 219 026,07 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

15187 intervention.pdf16-15187 - tcp.pdf15187 tableau comité sélection.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-30

Danielle CHAURET
C/S app.strat.en biens
Tél : (514) 872-51027
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15187 — No du GDD : 1164815005

Titre de l'appel d'offres : Gestion du Complexe sportif Marie-Victorin

Type d'adjudication : Système de pondération incluant le prix (à une enveloppe)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 11 - 7 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 27 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 17 - 8 - 2016

Date du comité de sélection : 25 - 8 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 10 - 8 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 36 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 18

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 11,11

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 2 - 2017

Date d'échéance révisée : 13 - 2 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Conception et gestion intégrées inc.	3 692 003,62 $	√	
Sodem inc.	4 550 213,81 $		

Information additionnelle

16 désistements: (1) pas reçu la certification de l'AMF, (3) à titre informatif, (2) partenaire d'un soumissionnaire, (1) raison administrative, (2) temps de préparation est court, (7) aucun motif évoqué.

Préparé par : Sakhi Badre Eddine — Le 29 - 8 - 2016

16-15187 - Gestion du Complexe sportif Marie-Victorin

FIRME	Présentation générale de l'offre 5%	Compréhension du mandat 10%	Expérience de la firme, du mandataire principal et de l'équipe de gestion proposée 30%	Plan d'exploitation, organisation, gestion des ressources, mode de fonctionnement de l'équipe de gestion, capacité de relève, approche de gestion en ressources humaines 25%	Prix de la soumission 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix (taxes incluses) $		Rang	Comité
Conception et gestion intégrées	3,63	7,00	24,00	18,50	30,00	83,13	3 692 003,62 $		1	
Sodem inc	4,00	7,63	26,75	18,25	24,34	**80,97**	4 550 213,81 $		2	
						-		-		
						-		-		
						-		-		

Date	jeudi 25-08-2016
Heure	15 h 00
Lieu	R_18_4105_Duke/801 rue Brennan
Multiplicateur d'ajustement	

Agent d'approvisionnement	Sakhi Badre Eddine

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15187			Titre de l'appel d'offres:	Gestion du Complexe sportif Marie-Victorin			
Badre Eddine Sakhi		SODEM INC.				CONCEPTION ET GESTION INTEGREES INC.			
Articles		**B1 Prix forfaitaire (3 mois)**	**B2 Prix forfaitaire Année1 (12 mois)**	**B3 Prix forfaitaire Année2 (12 mois)**	**Montant total C = B1 + B2 + B3**	**B1 Prix forfaitaire (3 mois)**	**B2 Prix forfaitaire Année1 (12 mois)**	**B3 Prix forfaitaire Année2 (12 mois)**	**Montant total C = B1 + B2 + B3**
Section A – Complexe sportif Marie-Victorin.									
Gestion des opérations, conformément au devis technique		74 409,05 $	325 636,80 $	313 821,16 $	713 867,01 $	131 566,00 $	603 875,00 $	718 158,00 $	1 453 598,00 $
Entretien ménager, conformément au devis technique		74 409,05 $	325 636,80 $	313 821,16 $	713 867,01 $	36 262,00 $	152 058,00 $	167 410,00 $	355 730,00 $
Entretien et réparations, conformément au devis technique		74 410,40 $	325 636,80 $	313 821,18 $	713 868,38 $	108 021,00 $	431 042,00 $	457 066,00 $	996 129,00 $
Sous-total Section A		**223 228,50 $**	976 910,40 $	**941 463,50 $**	2 141 602,40 $	275 849,00 $	1 186 975,00 $	1 342 634,00 $	2 805 457,00 $
Section B – Installations sportives du Cégep									
Gestion des opérations, conformément au devis technique		59 527,00 $	162 818,40 $	251 056,93 $	473 402,33 $		38 496,00 $	160 603,00 $	160 603,00 $
Entretien ménager, conformément au devis technique		59 527,00 $	162 818,40 $	251 056,93 $	473 402,33 $		10 884,00 $	56 810,00 $	56 810,00 $
Entretien et réparations, conformément au devis technique		59 528,80 $	162 818,40 $	251 056,94 $	473 404,14 $		30 852,00 $	78 610,00 $	78 610,00 $
Sous-total Section B		**178 582,80 $**	**488 455,20 $**	**753 170,80 $**	1 420 208,80 $	0,00 $	80 232,00 $	296 023,00 $	296 023,00 $
Section C – Terrains de soccer extérieurs et autres espaces verts									
Entretien extérieur, conformément au devis technique		44 645,70 $	162 818,40 $	188 292,70 $	395 756,80 $	24 397,00 $	38 526,00 $	46 732,00 $	109 656,00 $
Sous-total Section C		**44 645,70 $**	162 818,40 $	188 292,70 $	395 756,80 $	24 397,00 $	38 526,00 $	46 732,00 $	109 656,00 $
MONTANT TOTAL AVANT TAXES (Sous-total Sections A + B + C)		446 457,00 $	1 628 184,00 $	1 882 927,00 $	3 957 568,00 $	300 246,00 $	1 305 733,00 $	1 685 389,00 $	3 211 136,00 $
	Total				3 957 568,00 $				3 211 136,00 $
	TPS				197 878,40 $				160 556,80 $
	TVQ				394 767,41 $				320 310,82 $
	TOTAL				4 550 213,81 $				3 692 003,62 $

Soumissionnaire le moins cher au total							
CONCEPTION ET GESTION INTEGREES INC.	3 211 136,00 $	+TPS	160 556,80 $	+TVQ	320 310,82 $	=	**3 692 003,62 $**

Direction de l'approvisionnement

Tableau comparatif des prix reçus

No l'appel d'offres	16-15187	Titre de l'appel d'offres	Gestion du Complexe sportif Marie-Victorin			Nom de l'agent d'approvisionnement	Badre Eddine Sakhi
Date d'ouverture	2016-08-17	Appel d'offres	Publique	Service requérant	19 - service de la divertsité sociale et	Requérant	Dominique Lemay

		Adjudicataire recommandé	
	SODEM INC.	CONCEPTION ET GESTION INTEGREES INC.	#REF!
Total avant taxes	3 957 568,00 $	3 211 136,00 $	#REF!
TPS	197 878,40 $	160 556,80 $	#REF!
TVQ	394 767,41 $	320 310,82 $	#REF!
TOTAL	**4 550 213,81 $**	**3 692 003,62 $**	**#REF!**

Commentaires	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164815005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un contrat à la firme Conception et gestion intégrées Inc. pour la gestion du Complexe sportif Marie-Victorin pour une période de vingt-sept (27) mois pour une somme maximale de 3 692 003,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public n° 16-15187 - 2 soumissionnaires. Pour 2016, autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au montant de 219 026,07 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164815005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget

Tél : 514 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-01

Habib NOUARI
Agent de gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 26 septembre 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE164815005

Accorder un contrat à la firme Conception et gestion intégrées Inc. pour la gestion du Complexe sportif Marie-Victorin pour une période de vingt-sept (27) mois pour une somme maximale de 3 692 003,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public n° 16-15187 - 2 soumissionnaires. Pour 2016, autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au montant de 219 026,07 $, taxes incluses.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE164815005

Accorder un contrat à la firme Conception et gestion intégrées Inc. pour la gestion du Complexe sportif Marie-Victorin pour une période de vingt-sept (27) mois pour une somme maximale de 3 692 003,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public n° 16-15187 - 2 soumissionnaires. Pour 2016, autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au montant de 219 026,07 $, taxes incluses.

À sa séance du 7 septembre 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Le 14 septembre 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la diversité sociale et des sports ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier et ont reçu des réponses satisfaisantes.

Ils ont bien compris que l'appel d'offres pour la gestion du complexe sportif était ouvert à toutes les entreprises intéressées et pas uniquement à des organismes à but non lucratif (OBNL). Cette approche, qui visait assurément à obtenir la meilleure offre possible, n'a peut-être pas joué en faveur des OBNL selon certains membres.

Les membres ont aussi estimé que les coûts d'opération et de gestion du complexe sportif seront sans doute plus élevés que les revenus générés par les activités. Cependant, ils ont reconnu que la Ville, en faisant l'acquisition des immeubles et des équipements (dossier 1161368003) possèdera un actif d'une grande valeur.

Enfin, les membres ont bien compris le lien entre le présent dossier et celui visant l'acquisition par la Ville des droits détenus dans une emphytéose par le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est et de la nue-propriété appartenant au Cégep Marie-Victorin.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la diversité sociale et des sports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE164815005 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1164815005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un contrat à la firme Conception et gestion intégrées Inc. pour la gestion du Complexe sportif Marie-Victorin pour une période de vingt-sept (27) mois pour une somme maximale de 3 692 003,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public n° 16-15187 - 2 soumissionnaires. Pour 2016, autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au montant de 219 026,07 $, taxes incluses.

Numéro du mandat
SMCE164815005

Date du mandat
2016-09-07

Objet du mandat

Mandat à la Commission sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007);

VU la résolution CM11 0170 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de biens et services est d'une valeur de plus de 2 M$ et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre le prix du soumissionnaire ayant obtenu le meilleur pointage et le prix du soumissionnaire ayant obtenu le 2e meilleur pointage;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1164815005 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2016-09-07

Jean-François MILOT

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1164815005

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.25

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1164320002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Projet :	-
Objet :	Accorder deux contrats de gré à gré, à l'organisme à but non lucratif La Coopérative de solidarité WebTV.COOP visant le sous-titrage des séances publiques du conseil municipal de la Ville de Montréal, pour les années 2016 et 2017 / Approuver les projets de convention à cet effet.

Il est recommandé :
1. d'approuver, conformément à la loi, un projet de convention de services professionnels, de gré à gré, pour l'année 2016, entre la Ville et l'organisme à but non lucratif, La Coopérative de solidarité WebTV.COOP visant le sous-titrage des séances publiques du conseil municipal, pour une somme maximale de 34 000 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2. d'approuver, conformément à la loi, un projet de convention de services professionnels, de gré à gré, pour l'année 2017, entre la Ville et l'organisme à but non lucratif, La Coopérative de solidarité WebTV.COOP visant le sous-titrage des séances publiques du conseil municipal, pour une somme maximale de 125 000 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3. d'ajuster la base budgétaire du Service du greffe d'un montant de 125 000 $ pour 2017 et les années subséquentes;

4. d'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-09-16 16:15

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164320002**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Projet :	-
Objet :	Accorder deux contrats de gré à gré, à l'organisme à but non lucratif La Coopérative de solidarité WebTV.COOP visant le sous-titrage des séances publiques du conseil municipal de la Ville de Montréal, pour les années 2016 et 2017 / Approuver les projets de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but d'améliorer l'accès aux instances décisionnelles par les citoyens, la Ville souhaite offrir un service additionnel aux personnes ayant des limitations auditives, ainsi qu'aux nouveaux arrivants en apprentissage du français, soit le sous-titrage des séances du conseil municipal.
Depuis 2010, les séances du conseil municipal sont webdiffusées sur le portail Internet de la Ville de Montréal tandis que celles du comité exécutif sont disponibles depuis décembre 2012. Pour chaque séance, le service de transmission est disponible sur le web, en direct et en différé. En 2015, un total de 28 614 visionnements a été effectué, des séances du conseil de ville tant pendant les séances qu'en différé.

La Ville a retenu les services de l'organisme à but non lucratif Coopérative de solidarité WebTV dès 2010 pour la webdiffusion.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Environ une personne sur dix, soit près de 770 000 citoyens, souffre de problèmes auditifs au Québec. Les difficultés recensées touchent le type de problématiques suivantes : une surdité très légère, une surdité significative et nécessitant des services d'adaptation, des personnes devenues sourdes, sourdes gestuelles ou oralistes.
La diffusion sur le portail de la Ville de Montréal d'une partie des séances du conseil de ville requiert les services externes de captation du son et des images (caméras et présentations) ainsi que de la diffusion en direct, puis en différé, sur le web (portail de la Ville et portail de

WebTV Coop de façon simultanée). À ce service, s'ajoutera le sous-titrage en direct et en différé des séances. La transcription sera disponible dans la langue du locuteur (français ou anglais) en direct et en différé. Par exemple, un citoyen intervenant en anglais lors de la période de question du public, sera sous-titré en anglais à l'écran avec cette option activée. Il est important de préciser que ce service n'est pas de la traduction simultanée.

En direct, le service de sous-titrage présentera un taux d'exactitude de 85 à 90 %, avec un délai de 4 à 7 secondes. Ce service correspond aux normes en télévision ou encore au Parlement canadien (en place depuis 2007). En différé, les sous-titres seront resynchronisés avec l'audio.

Le fournisseur retenu, Webtv.coop, est une entreprise d'économie sociale et offre des tarifs avantageux.

L'implantation du service est proposée en deux phases :

Phase 1 : mise en place du service de sous-titrage des interventions en langue française.
- Installation des infrastructures techniques : 1 journée.
- Tests et validation de la sécurité du service : 4 semaines.

Phase 2 : Mise en service du service de sous-titrage intégré des interventions en langue Française et Anglaise dans la même webdiffusion en direct.
- Développement de 4 mois après l'installation du service de sous-titrage des Interventions en langue française.

L'intégration dans un même flux vidéo de sous-titres français et anglais est une première au Canada. Il n’existe aucun fournisseur offrant un service dans les deux langues. Les fournisseurs offrent soit un service en français, soit un service en anglais et diffusent dans des canaux séparés. La mise en place d'une expertise dans les deux langues est un prérequis à l'intégration technique ultérieure dans une même webdiffusion en direct de deux flux linguistiques. Il est donc prévu une phase de transition de 4 mois entre la mise en place du service de sous-titrage des interventions en français et la mise en service du sous-titrage des interventions dans les deux langues.

Données ouvertes
Dans le but de favoriser la transparence et de répondre à la *Politique des données ouvertes* adoptée par la Ville, les statistiques de fréquentation et les sous-titres seront ajoutées au portail de données ouvertes de la Ville de Montréal.

Analyse technologique
Le Service des technologies de l'information a fait une analyse de la solution proposée par WebTV.coop pour le sous-titrage des séances du conseil de ville.
La solution proposée est fonctionnelle et permet de compléter l'ensemble des services déjà mis en place en collaboration avec le fournisseur. Il est toutefois important de noter que ce nouveau service de sous-titrage ajoute certains risques quant à la stabilité et pourrait occasionner des délais supplémentaires quant au temps de reprise en cas de difficultés techniques. En effet, les activités de sous-titrage impliquent la mise en place d'équipements supplémentaires, le doublement des régies techniques et le recours à des services distants (reconnaissance vocale).

Le sous-titrage des séances du comité exécutif est toujours à l'étude, compte tenu des particularités techniques de la salle Peter McGill.

JUSTIFICATION

Le recours à des services externes pour assurer le sous-titrage de la partie publique des séances du conseil de ville est nécessaire puisque la Ville ne dispose pas des équipements requis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant estimatif des services s'établit comme suit (taxes incluses) :
Pour 2016 :
Conseil municipal : 34 000 $

Les crédits nécessaires à ce dossier sont disponibles au budget du Service du greffe pour l'année 2016.

Pour 2017 : En fonction du nombre d'heure estimé, le montant des services s'établit à 125 000 $ pour le conseil municipal.

Un ajustement de 125 000 $ à la base budgétaire du Service du greffe est requis pour 2017 et les années subséquentes.

Le détail des imputations budgétaires est fourni à l'intervention ci-jointe du Service des finances.

Bien que seulement un des deux contrats requiert l'approbation du conseil municipal, il est souhaité par l'Administration de présenter l'ensemble du dossier aux élues et élus du conseil de ville par souci de transparence.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce nouveau service permettra de rencontrer plusieurs engagements du *Plan corporatif de développement durable* soit l'accessibilité universelle et l'accès au savoir.
Également, l'octroi du contrat à la Coopérative de solidarité WebTV contribue à l'engagement et à la promotion de l'économie sociale.

Par ailleurs, ce service additionnel permettra une plus grande accessibilité aux instances démocratiques pour les personnes sourdes ou malentendantes ainsi que pour les nouveaux arrivants ou citoyens peu alphabétisés ou toute personne qui apprend le français contribuant ainsi aux engagements de la Ville en matière d'accessibilité universelle. La diffusion des vidéos avec sous-titres est une action incluse à l'axe 3 (accessibilité des communications) du *Plan d'action en accessibilité universelle 2015-2018.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Améliorer l’accès aux instances

- Augmenter la participation citoyenne (démocratie)
- Accroître l’ouverture et la transparence
- Mettre en œuvre les principes d’accessibilité universelle
- Contribuer à l'ouverture de données ouvertes

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service des communications..

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en oeuvre du service de sous-titrage des séances du conseil municipal à compter d'octobre ou de novembre 2016. Le service sera pleinement opérationnel pour 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Alpha OKAKESEMA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François MILOT, Direction générale
Carle BEAUCHAMP, Service des technologies de l'information
Stéphane GUIDOIN, Direction générale

Lecture :

Carle BEAUCHAMP, 30 août 2016
Jean-François MILOT, 8 août 2016
Stéphane GUIDOIN, 5 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-26

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation
Tél : 514 872-6957
Approuvé le : 2016-09-02

WEBTV.COOP
7000 avenue du Parc, bureau 305,
Montréal (Qc), H3N 1X1



Description de l' offre de service de sous-titrage Français/Anglais

18 juillet 2016

Table des matières

1- **Description du service de sous-titrage du côté de l'usager**

- 1.1 Pour le direct
- 1.2 Pour le différé

2- **Description du dispositif technique.**

- 2.l La ligne technique A
- 2.2 La ligne technique B

3- **Description de la chaîne des interventions dans le dispositif de la ligne A**

4- **Description de la chaîne des interventions dans le dispositif de la ligne B**

5- **Description de la mise en ligne en vidéo sur demande**

- 5.1 Mise en ligne des sous-titres pendant la phase d'implantation
- 5.2 Mise en ligne des sous-titres après la phase d'implantation

6- **Statistiques de fréquentation**

7- **Remise du texte des sous-titres**

8- **Modification de l'infrastructure technique de la régie WEBTV à l'hôtel de ville et sur la plateforme webtv.coop**

- 8.1 Modification à la plateforme webtv.coop

9- **Installations techniques à être effectuée par la ville de Montréal pour la mise en service du sous-titrage**

9.1 Installation d'une ligne Internet dédiée haute vitesse avec ouverture de port

9.2 Installation d'une ligne téléphonique analogique

9.3 Installation d'une ligne Internet dédiée haute vitesse de 20 méga

10- Planification de la mise en service

10.1 Phase 1

10.2 Phase 2

Annexe 1 : Plan du dispositif technique

Annexe 2 : Coûts d'opération du service de sous-titrage et des services connexes

---

1- Description du service de sous-titrage du côté de l'usager

1.1 Pour le direct. L'usager se verra proposé par défaut tout comme dans le service actuel un lecteur vidéo diffusant le direct sans sous-titre. En cliquant sur un bouton identifié "**sous-titres**" à proximité du lecteur par défaut, le lecteur par défaut disparaît et est remplacé par un lecteur offrant le sous-titrage. Les sous-titres apparaissent dans le bas du lecteur vidéo. Selon les circonstances et l'état du réseau informatique, on relève un retard de 4 à 7 secondes entre le propos émis et l'apparition du sous-titre correspondant. Ce retard est incompressible. Il se situe habituellement à 4 secondes, mais ii peut arriver dans des situations exceptionnelles qu'il atteigne 7 secondes.

Pour la phase d'implantation du service de sous-titrage dans les deux langues d'une durée de 4 mois, le lecteur vidéo offrira uniquement le sous-titrage des interventions en langue française. Les interventions en langue anglaise seront accompagnées de la mention suivante ou de toute autre mention que la ville jugera pertinente "*For the development phase the english subtitles will be available within 24 hours*".

La phase d'implantation de 4 mois complétée, webtv.coop offrira dans le même flux vidéo en direct le sous-titrage des interventions en langue française et en langue anglaise.

Le sous-titrage en direct comporte un niveau d'exactitude orthographique pouvant varier de 85 à 90 % c'est-à-dire qu'il comporte de 10 à 15 % d'erreurs . Cette moyenne constitue le niveau de performance professionnel en télévision.

1.2 Pour le différé. La mise en ligne en vidéo sur demande débutera avec une heure de retard sur l'événement. Au cours de la phase d'implantation de 4 mois, webtv.coop effectuera la mise en ligne du conseil de ville avec les sous-titres en langue française tel que réalisé pour la webdiffusion en direct et à partir du même dispositif technique. Dans les 24 heures suivant la fin du conseil, webtv.coop procédera à une nouvelle mise en ligne du conseil de ville comportant cette fois l'édition des sous-titres en langue française et en langue anglaise. Cette seconde édition sera accompagnée d'une resynchronisation réduisant le délai de plus ou moins 4 secondes entre l'intervention verbale et l'apparition du sous-titre. Le dispositif technique accompagnant, cette seconde

édition est dite, "Close caption". Le lecteur offrira un bouton avec le sigle CC. L'activation de ce bouton affichera le sous-titrage dans le lecteur et sa désactivation, fera disparaître les sous-titres.

La phase d'implantation terminée, la mise en ligne en vidéo sur demande des conseils de ville comportant le sous-titrage intégré des interventions en langue française et en langue anglaise et leurs resynchronisations débutera dans l'heure qui suit la fin du conseil. Le dispositif accompagnant, cette mise en ligne est dite, "close caption". Le lecteur offrira un bouton avec le sigle CC. L'activation de ce bouton affichera le sous-titrage dans le lecteur et sa désactivation, fera disparaître les sous-titres.

2- Description du dispositif technique

Le signal audio et vidéo émis par la régie de tournage du conseil de ville est acheminé à la régie webtv.coop par câbles composites. 2- Le signal vidéo et audio est distribué sur une ligne technique A et sur une ligne technique B.

2.l La ligne technique A est constituée des éléments suivants. 1- Câbles composites A. 2-Régie d'encodage de webdiffusion A. 3- Ligne Internet A/B acheminant le flux vidéo A au serveur de webdiffusion en direct webtv.coop. 4- Lien Internet diffusant la webdiffusion aux internautes. 4'- Lien internet diffusant la webdiffusion au serveur EDGE. 5-Lien Internet diffusant la webdiffusion au réseau interne de la ville de Montréal.

2.2 La ligne technique B se dédouble en deux lignes techniques. Une ligne technique B et une ligne technique B'. La ligne technique B est constituée des éléments techniques suivants. 1- Câbles composites B. 2- Une régie d'encodage et de webdiffusion B. Une ligne internet A/B acheminant le flux vidéo B au serveur de webdiffusion en direct webtv.coop. 3- Lien Internet diffusant la webdiffusion aux internautes. 4- Lien internet diffusant la webdiffusion au serveur EDGE. 5- Lien Internet diffusant la webdiffusion au réseau interne de la ville de Montréal.

La ligne technique B' est constituée des éléments techniques suivants. 1- Câbles composites B' 2- Doubleur de câble composite audio B'. B'3- Encodeur audio Instreamer. B'4- Ligne Internet de liaison aux régies de sous-titrages distantes. B'5- Régie de sous-titrage langue française et régie de sous-titrage langue anglaise. B'6- Ligne téléphonique analogique. B'7- Encodeur ligne 21. B'8- Régie

d'incrustation, d'encodage et de webdiffusion B. B9- ligne Internet A/B acheminant le flux vidéo B au serveur de webdiffusion en direct webtv.coop. 10- Lien Internet diffusant la webdiffusion aux internautes. 10- Lien internet diffusant la webdiffusion au serveur EDGE. 5-Lien Internet diffusant la webdiffusion au réseau interne de la ville de Montréal.

3- Description de la chaîne des interventions dans le dispositif de la ligne A

La régie vidéo du comité exécutif émet le signal audio et vidéo. -Le signal audio et vidéo est reçu par la régie de webdiffusion A. -La régie encode le signal audio et vidéo pour l'Internet et le distribue au serveur webtv.coop qui le diffuse aux Internautes par le lecteur A qui offre la webdiffusion du conseil sans sous-titre.

4- Description de la chaîne des interventions dans le dispositif de la ligne B

Le signal audio et vidéo est émis par la régie de tournage du conseil de ville est acheminé à un doubleur de ligne. - Le doubleur de ligne achemine le signal vidéo et audio à la régie de webdiffusion B et le signal audio à un encodeur Instreamer qui distribue l'audio à la régie de sous-titrage en langue française et la régie de sous-titrage en langue anglaise. Dans les régies de sous-titrage, selon la langue des interventions les locuteurs présents dans chacune des régies répètent à voix haute le verbal échangé par les élus ou les citoyens à un logiciel de reconnaissance vocale qui transforme cette locution en sous-titre. -Le sous-titre est acheminé via une ligne téléphonique analogique à l'encodeur ligne 21, puis dans la régie webtv, qui incruste le flux des sous titres dans le flux vidéo et audio diffusé aux Internautes par le serveur de webdiffusion en direct webtv.coop via le lecteur B qui offre la webdiffusion du conseil avec sous-titres.

5- Description de la mise en ligne en vidéo sur demande

5.1 Mise en ligne des sous-titres pendant la phase d'implantation 1. La mise en ligne en vidéo sur demande débutera dans l'heure qui suit la fin de la webdiffusion du conseil en direct. Le réalisateur réalise la mise en ligne du conseil de ville avec les sous-titres en langue française telle que réalisée dans la webdiffusion en direct tout en segmentant en capsule selon les informations reçues de la ville, la vidéo du direct qui a été enregistrée.

Dans les 24 heures suivant la fin du conseil, webtv.coop procédera à une seconde édition du conseil de ville comportant cette fois les sous-titres en langue française et en langue anglaise. Cette seconde mise en ligne sera accompagnée d'une resynchronisation réduisant le délai de plus ou moins 4 secondes entre l'intervention verbale et l'apparition du sous-titre. Le dispositif technique accompagnant, cette seconde édition est dite, "Close caption". Le lecteur offrira un bouton avec le sigle CC. L'activation de ce bouton affichera le sous-titrage dans le lecteur et sa désactivation, fera disparaître les sous-titres.

5.2 Mise en ligne de sous-titres après la phase d'implantation. La régie de sous-titrage distante fait parvenir dans l'heure qui suit la fin de la webdiffusion en direct le fichier texte des sous-titres à la régie de webtv. Le réalisateur webtv place sur la ligne de montage la vidéo et l'audio du direct. Le réalisateur webtv segmente en capsule selon les informations reçues de la ville, la vidéo du direct qui a été enregistrée. Le réalisateur insère sur la ligne de montage le time code du dossier des sous-titres. Le réalisateur webtv segmente le dossier des sous-titres selon les segments vidéos réalisés. Comme chaque segment vidéo constitue une nouvelle vidéo dont le time code de départ est (0) le réalisateur corrige les times codes de chaque segment pour qu'ils correspondent à l'image tout en tentant de réduire le déphasage de 4 secondes en resynchronisant le time code des sous-titres avec l'audio correspondant. Le réalisateur édite alors le segment vidéo dans le service de webdiffusion en différé. L'internaute qui désire accéder au sous-titrage active le bouton CC (Closed caption) au bas du lecteur. L'internaute qui désire faire disparaître le sous-titrage désactive le bouton (closed caption).

6- Statistiques de fréquentation

Webtv.coop remettra une fois par mois au service concerné des statistiques de fréquentation en format ouvert comportant les informations suivantes:

-Date de l'enregistrement. -URL de l'enregistrement. -Nombre de visites en direct -Nombre de visionnement en différé- Nombre de consultations total par enregistrement.

7- Remise du texte des sous-titres

Dans la phase d'implantation, Webtv.coop remettra au service concerné le texte des sous-titres anglais et français dans les 12 heures suivant leurs mises en ligne en vidéo sur demande. Après la phase d'implantation, webtv.coop remettra le texte des sous-titres anglais et français dans les 12 heures suivant la fin du conseil de ville.

8- Modification de l'infrastructure technique de la régie WEBTV à l'hôtel de ville et sur la plateforme webtv.coop

Le déploiement du service de sous-titrage exige la mise en place d'infrastructures techniques et logiciels supplémentaires. Voici la liste du matériel requis pour dispenser ce service. En vue d'assurer la sécurité du service et de prévoir touts incidents techniques webtv.coop doublera l'infrastructure technique nécessaire au sous-titrage, en plus de sécuriser ses 2 régies de webdiffusion par une troisième régie en attente de relève.

- Doubleur de ligne
- Encodeur B. Instreamer
- Encodeur ligne 21
- Régie vidéo de webdiffusion A avec logiciel Wirecast
- Tour de régie vidéo de webdiffusion B pour incrustation avec logiciel Wirecast et Adobe première.

8.1 Modification à la plateforme webtv.coop

- Programmation permettant l'affichage sélectif de deux lecteurs un avec sous-titres et l'autre sans sous-titre dans la même page.
- Modification du lecteur pour le closed captioning

9- Installations techniques à être effectuées par la ville pour la mise en place du service de sous-titrage

La mise n place du service de sous-titrage du conseil de ville exige la mise en place et la fourniture par la ville de Montréal de 3 liens de communication.

9.1- Installation d'une ligne Internet dédié haute vitesse avec ouverture de port afin de permettre la liaison entre les régies de sous-titrage distantes et l'encodeur audio Instreamer.

9.2- Installation d'une ligne téléphonique analogique afin de faire la liaison entre les régies de sous-titrage distantes et l'encodeur ligne 21.

9.3- Installation d'une ligne Internet dédiée de 20 mégas afin de permettre la liaison entre les régies vidéo de webtv à l'hôtel de ville et le serveur de webdiffusion en direct webtv.coop.

10- Mise en place du service de sous-titrage: Planification de la mise en service

Webtv.coop à acquis, développé et testé le dispositif et les infrastructures techniques requises par le service de sous-titrage. Nous avons également complété et testé les programmations des lecteurs nécessaires pour diffuser le service de sous-titrage en direct et en différé sur Internet et entrepris la programmation permettant de relever les statistiques de fréquentations du conseil de ville.

Nous avons planifié deux phases d'implantation pour la mise en place du service de sous-titrage. Une phase 1 d'implantation pour le service de sous-titrage des interventions en langue française et une phase 2 d'implantation pour le service intégré de sous-titrage des interventions dans les deux langues. Cette deuxième phase est nécessaire.

L'intégration dans un même flux vidéo de sous-titres français et anglais est une première au Canada. Il n'existe aucun fournisseur offrant un service dans les deux langues. Les fournisseurs offrent soit un service en français, soit un service en anglais et diffusent dans des canaux séparés. La mise en place d'une expertise dans les deux langues est un prérequis à l'intégration technique ultérieure dans une même webdiffusion en direct de deux flux linguistiques. Nous avons donc prévu une phase de transition de 4 mois entre la mise en place du service de sous-titrage des interventions en français et la mise en service du sous-titrage des interventions dans les deux langues. Durant cette phase nous alons procédé à l'entraînement et à l' enrichissement du lexique du logiciel de reconnaissance vocale anglais à partir des transcriptions des interventions en langue anglaise réalisées pour le différé. Il est à noter qu'au cours de ces 4 mois le sous-titrage des interventions en langue anglaise est offert dans les 24 heures suivant la fin du conseil en vidéo sur demande.

10.1 Phase 1 : mise en place du service de sous-titrage des interventions en langue française.

- Installation des infrastructures techniques 1 journée.

- Tests et validation de la sécurité du service 4 semaines.

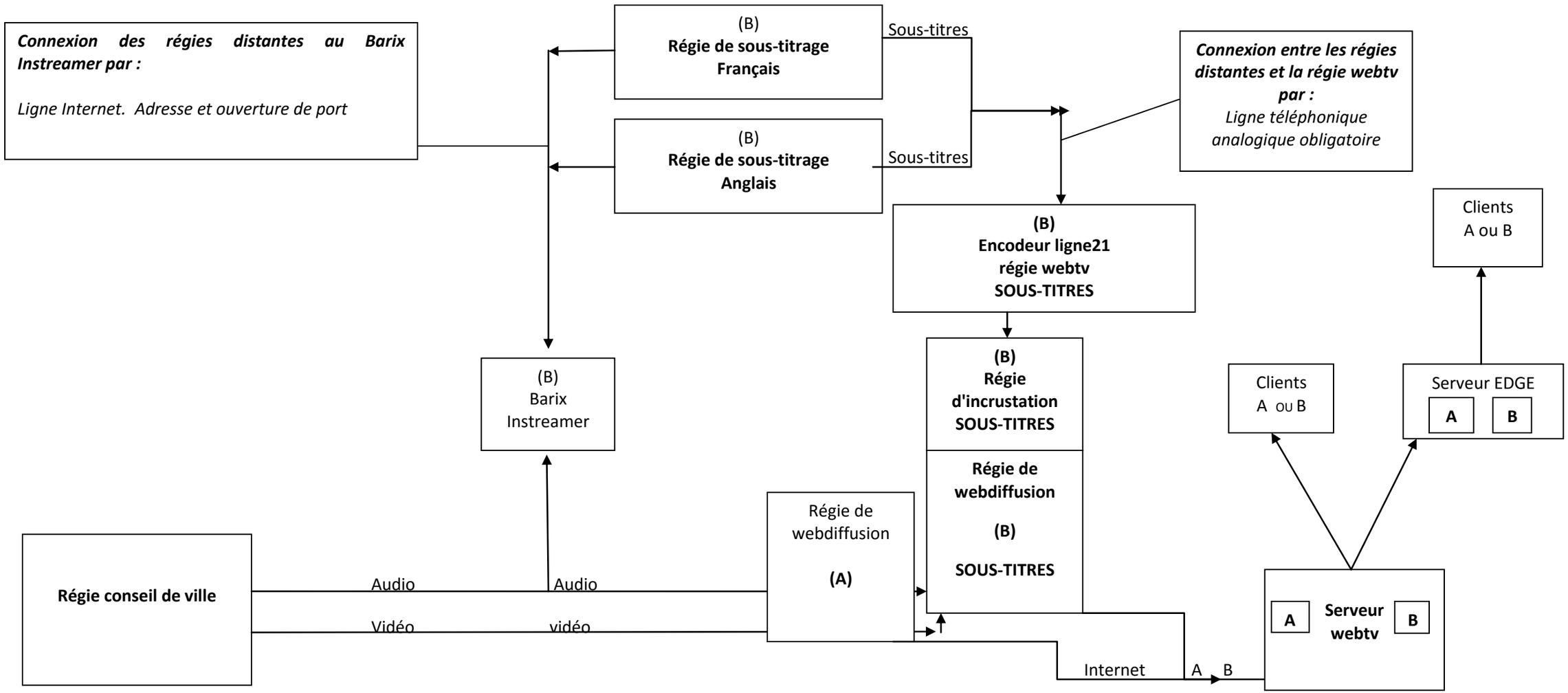
Phase 2 : Mise en service du service de sous-titrage intégré des interventions en angue Française et Anglaise dans la même webdiffusion en direct.

- Développement de 4 mois après l'installation du service de sous-titrage des Interventions en langue française.

Yvan Dubuc, Directeur général webtv.coop

ANNEXE 1
PLAN DU DISPOSITIF DE SOUS-TITRAGE WEBTV.COOP

La régie de webdiffusion A webdiffuse le Conseil de ville sans sous-titre - La régie de webdiffusion B webdiffuse le Conseil de ville avec les sous-titres



WEBTV.COOP
7000 avenue du Parc, bureau 305,
Montréal (Qc), H3N 1X1



Description de l'offre de service de sous-titrage Français/Anglais

ANNEXE 2
BUDGET D'OPÉRATION

18 juillet 2016

Budget d'opération

1- Statistiques de fréquentation

Webtv.coop remettra une fois par mois au service concerné des statistiques de fréquentation en format ouvert comportant les informations suivantes:
-Date de l'enregistrement. -URL de l'enregistrement. -Nombre de visites en direct - Nombre de visionnement en différé- Nombre de consultations total par enregistrement.

COÛTS INCLUS DANS LE SERVICE

2- Remise du texte des sous-titres

Dans la phase d'implantation, Webtv.coop remettra au service concerné le texte des sous-titres anglais et français dans les 12 heures suivant leurs mises en ligne en vidéo sur demande. Après la phase d'implantation, webtv.coop remettra le texte des sous-titres anglais et français dans les 12 heures suivant la fin du conseil de ville.

COÛTS INCLUS DANS LE SERVICE

3- Service de sous-titrage bilingue français/anglais

Coûts annuels de sous-titrage établis sur les données des webdiffusions du Conseil de ville de janvier 2015 à janvier 2016.

Service de sous-titrage du Conseil de ville des interventions en langue française et en langue anglaise dans le cadre des webdiffusions en direct et en différé du conseil de ville. Facturation minimum d'une heure par séance. Après la première heure tarification arrondie au quart d'heure supérieur. Pendant la phase d'implantation de 4 mois, le sous-titrage des interventions sera offert pour les webdiffusions en direct en français. En vidéo sur demande, le sous-titrage des interventions sera offert en français et en anglais. Après la phase d'implantation de 4 mois, le sous-titrage des interventions en langue française et en langue anglaise sera offert pour le direct et le différé.

Conseil de ville : 165 heures X 645$ de l'heure : 106 425.$

TPS	5 321.25 $
TVQ	10 615.89$

Total : 122 362.14 $

_____

Yvan Dubuc, Directeur général webtv.coop

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164320002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Objet :	Accorder deux contrats de gré à gré, à l'organisme à but non lucratif La Coopérative de solidarité WebTV.COOP visant le sous-titrage des séances publiques du conseil municipal de la Ville de Montréal, pour les années 2016 et 2017 / Approuver les projets de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164320002 Web Diffusion - Infos fin et compt_V2.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alpha OKAKESEMA
-Préposé au budget -
Tél : 514-872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-16

Ronald ST-VIL
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-2999
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal QC H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6,

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

La coopérative de solidarité WEBTV.COOP, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 7000, avenue du Parc, bureau 305, Montréal (Québec) H3N 1X1 agissant et représentée par Yvan Dubuc, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 81536 2553 RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1213546551pq0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service du greffe ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels relatifs à la mise sur pied du service de sous-titrage pour malentendant des séances du conseil de ville pour l'année 2017 (de janvier à décembre);

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 18 juillet 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à :

Offrir le service de sous-titrage des interventions en langue française et en langue anglaise dans le cadre de la webdiffusion, en direct et en différé, des séances du conseil de ville pour l'année 2017 selon les tarifs horaire présentés en annexe no 1 et 2 et dans le document Service de sous-titrage (18/07/2016).

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : sur présentation de facture détaillée (tarif horaire) déposée après chaque séance du conseil de ville. La facture sera déposée au gestionnaire responsable du Bureau de la présidence du conseil et au responsable identifié au Service des technologies de l'information.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Par : _____
Yvan Dubuc, Directeur général, coopérative de solidarité WEBTV.COOP

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal QC H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6,

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

La coopérative de solidarité WEBTV.COOP, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 7000, avenue du Parc, bureau 305, Montréal (Québec) H3N 1X1 agissant et représentée par Yvan Dubuc, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le
« **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 81536 2553 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1213546551pq0001

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

ATTENDU QUE les parties ont élu domicile aux adresses indiquées à la présente convention;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET ET DURÉE

1.1 La Ville retient les services professionnels du Contractant, qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes à :

Offrir le service de sous-titrage des interventions en langue française et en langue anglaise dans le cadre de la webdiffusion, en direct et en différé, des séances du conseil de ville pour l'année 2016 selon les tarifs horaire présentés en annexe 1 et 2 et dans le document Service de sous-titrage (18/07/2016).

1.2 Sous réserve de l'article 4 (Résiliation), la présente convention prend effet à compter de la date de la signature de la dernière des parties à signer et se termine le 31 décembre 2016.

ARTICLE 2

OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à :

2.1 rendre avec diligence les services professionnels ci-haut décrits et plus amplement détaillés, s'il y a lieu, à l'annexe ci-jointe;

2.2 réaliser les objectifs de la convention en respectant l'échéancier prévu à cette fin;

2.3 n'entreprendre aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

2.4 assumer tous les frais relatifs à l'exécution de la présente convention;

2.5 céder à la Ville tous ses droits d'auteur sur les documents réalisés dans le cadre de la présente convention, renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci et garantit être le titulaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

2.6 soumettre à la Ville, selon la fréquence déterminée par celle-ci, une ou des factures détaillées décrivant les services rendus et précisant le taux et le montant des taxes applicables à ceux-ci, de même que son numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ.

2.7 transmettre à la Ville, selon les modalités et la fréquence qu'elle lui indique, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

3.1 verser une somme maximale de Trente quatre mille dollars (34 000 $) incluant les taxes applicables sur les biens et services (TPS et TVQ), en paiement de tous les services rendus selon les modalités prévues à l'article 3.2, la responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention étant strictement limitée à cette somme maximale;

3.2 acquitter la ou les factures visées à l'article 2.6 dans les trente (30) jours de leur approbation, pourvu qu'elles comportent toutes les informations requises par l'article 2.6; aucun paiement ne constituant cependant une reconnaissance que les services rendus sont satisfaisants ou conformes.

ARTICLE 4
RÉSILIATION

4.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus.

4.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

4.3 Le Contractant renonce à tout recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ainsi que pour tout dommage occasionné du fait de cette résiliation.

ARTICLE 5
CLAUSES GÉNÉRALES

5.1 Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

5.2 Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

5.3 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

5.4 La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Par : _____
Yvan Dubuc, Directeur général, coopérative de solidarité WEBTV.COOP

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.26

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1166874001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le protocole d'entente concernant la tenue de l'assemblée générale annuelle de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent sur le territoire de la Ville de Montréal.

Il est recommandé d'approuver le protocole d'entente entre l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent et la Ville de Montréal relativement à la tenue de l'assemblée générale annuelle de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent sur le territoire de la Ville de Montréal.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-09-19 16:16

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166874001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le protocole d'entente concernant la tenue de l'assemblée générale annuelle de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent sur le territoire de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

L'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent (AVGLSL) fait entendre la voix des maires pour assurer la protection, la restauration et la mise en valeur des Grands Lacs et du Saint-Laurent, et ainsi améliorer la qualité de vie des citoyens à travers la région. Coalition binationale de 123 municipalités présentes dans deux provinces et huit états, l'AVGLSL travaille activement auprès des gouvernements fédéraux, d'États provinciaux et tribaux, des Premières nations et d'autres intéressés. Par leur approche intégrée des volets environnementaux, sociaux et économiques, les municipalités membres de l'AVGLSL assurent la viabilité et l'intégrité de la plus importante ressource d'eau douce au monde (source : www.glslcities.org).
La Ville de Montréal est membre de l'AVGLSL depuis 2006 et participe à plusieurs de ses initiatives, notamment le programme Villes VERDD « Villes en route vers un développement durable » qui met en valeur le leadership des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent pour orienter la région vers un avenir plus durable. D'ailleurs, la Ville a été lauréate du prix 2014 pour son Rapport sur la gestion durable des eaux municipales lors de l'assemblée générale annuelle à Thunder Bay.

Les sujets suivants ont fait l'objet de discussions au cours des dernières années :

- Crise de l'eau potable dans le lac Érié l'été dernier en raison de la prolifération de cyanobactéries;
- Demande de transfert d'eau hors du bassin versant des Grands Lacs par la Ville de Waukesha;
- Transport d'hydrocarbure et les risques de déversement pouvant influencer les écosystèmes des Grands Lacs et du Saint-Laurent qui y sont associés :
    a. Projet Énergie Est de TransCanada
    b. Projet d'inversion du flux de la ligne 9B d'Enbridge présenté à l'Office national de l'énergie du Canada;
- Exploration et exploitation des gaz de schiste;
- Pollution par les microbilles de plastique;
- Programme Villes VERDD (Villes en route vers un développement durable) mettant en valeur le leadership des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent pour orienter la région tout entière vers un avenir plus durable, notamment en ce qui a trait à la gestion durable des eaux municipales,

tout en donnant aux villes le soutien voulu pour poursuivre leur parcours vers la durabilité;
- Adaptation aux changements climatiques avec le Service municipal d'adaptation et de résilience (SMAR), un programme surtout pour les villes ontariennes et américaines;
- Prévention de l'introduction et contrôle des espèces envahissantes (dont la carpe asiatique);
- Transport du matériel radioactif et gestion des déchets radioactifs;
- Gestion des niveaux d'eau et dossiers de la Commission mixte internationale (CMI; Canada-USA).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Depuis 2007, un élu est délégué pour représenter le maire de Montréal lors de l'assemblée générale annuelle de la mi-juin et lors de la rencontre du conseil d'administration ayant généralement lieu en décembre.
CE15 1105 - 3 juin 2015 - Autoriser la dépense relative au déplacement de madame Chantal Rouleau, membre du comité exécutif responsable de l'eau et des infrastructures de l'eau, du 16 au 19 juin 2015, à Sarni (Ontario), afin de participer à la rencontre annuelle de l'Alliance des villes des grands lacs et du Saint-Laurent et d'appuyer la nomination du maire de Montréal au poste de vice-président au sein du conseil d'administration qui le mènera à la présidence de l'Alliance au cours du mandat 2016-2017.

CE14 0883 - 4 juin 2014 - Autoriser la dépense relative au déplacement de madame Chantal Rouleau, membre du comité exécutif responsable de l'eau et des infrastructures de l'eau, les 18, 19 et 20 juin 2014, à Thunder Bay (Ontario) afin de participer à la rencontre annuelle de l'Alliance des villes des grands lacs et du Saint-Laurent et d'appuyer la nomination du maire de Montréal au poste de secrétaire-trésorier au sein du conseil d'administration qui le mènera à la présidence de l'Alliance au cours du mandat 2016-2017.

CE14 0411 - 15 janvier 2014 - Autoriser une dépense de 931,30 $ relative au déplacement de Mme Chantal Rouleau, membre du comité exécutif responsable de l'eau et des infrastructures de l'eau, les 16 et 17 janvier 2014, à Windsor (Ontario), afin de participer à la rencontre biannuelle de l'Alliance des villes des grands lacs et du Saint-Laurent.

CE13 0823 - 5 juin 2013 - Autoriser la dépense relative au déplacement, du 19 au 21 juin 2013, de Mme Josée Duplessis, membre du comité exécutif, afin de participer au conseil d'administration et au congrès de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent qui se tiendra à Marquette, dans l'état du Michigan (États-Unis).

CE12 0684 - 9 mai 2012 - Autoriser le déplacement de M. Alan DeSousa, vice-président du comité exécutif, à Québec, du 26 au 28 juin 2012, afin de participer au conseil d'administration de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent.

CE11 1957 - 30 novembre 2011 - Autoriser une dépense estimée à 1 607,16 $, relative au déplacement de monsieur Alan DeSousa, vice-président du comité exécutif, afin de participer au conseil d'administration de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent qui se tiendra à Chicago du 2 au 3 décembre 2011.

DESCRIPTION

L'assemblée générale annuelle est divisée en trois parties : la rencontre du conseil d'administration, la rencontre de l'ensemble des membres (assemblée générale) et les conférences. Cet événement rassemble généralement entre 150 et 200 personnes (représentants des municipalités, des états, des provinces et des gouvernements fédéraux,

des citoyens engagés et plusieurs autres intervenants).
Cet événement représente une opportunité pour la Ville de Montréal de rencontrer divers représentants et maires de plusieurs villes. Cela permet d'échanger sur des sujets environnementaux préoccupants, des enjeux qui affectent la région et des solutions qui assureront la protection, la restauration et la promotion de l'inestimable ressource que constitue le bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent, où vivent 40 millions de citoyens.

JUSTIFICATION

Le maire de Montréal a été élu secrétaire-trésorier du conseil d'administration de l'AVGLSL en juin 2014. Ce poste d'une durée d'un an mène à la vice-présidence l'année suivante (2015-2016) et à la présidence l'année d'après (2016-2017). C'est pourquoi Montréal sera l'hôte de l'assemblée générale annuelle de l'AVGLSL qui aura lieu du 14 au 16 juin 2017 afin de profiter du momentum du 375e anniversaire de Montréal.
Afin d'organiser l'assemblée générale annuelle, un protocole d'entente doit être signé par la Ville de Montréal et l'Alliance de manière à définir leurs rôles et responsabilités respectifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Ville de Montréal et l'AVGLSL ont pour objectif que la tenue de l'assemblée générale annuelle se fasse à coût nul (autofinancement). Dans l'éventualité ou les revenus seraient supérieurs aux dépenses engagées, la Ville de Montréal remettra le surplus à l'Alliance. S'il s'avère que les revenus anticipés en 2017 sont insuffisants, les dépenses seraient assumées via les dépenses contingentes imprévues d'administration. Dans l'éventualité où les revenus seraient inférieurs aux dépenses engagées, la Ville de Montréal s'engage à assumer financièrement la différence.
Le budget préliminaire présenté à la Ville de Montréal par l'AVGLSL se résume en plusieurs volets.

1. Alimentation, breuvages et salles de réunion	Sous-total 1 : 61 000 $
2. Matériel de promotion et équipement	Sous-total 2 : 30 000 $
3. Honoraires professionnels	Sous-total 3 : 65 500 $
4. Divers	Sous-total 4 : 73 000 $
Imprévues	22 950 $
Dépenses totales	252 450 $
Revenus totaux	252 500 $

À noter que la ville hôtesse contribuera également en services, soit à travers le support logistique, le développement de la signature et logo de l'événement, le développement et mise à jour du site web, la gestion des relations média, le support logistique à la conférence de presse et l'aide à la recherche de subventions et commandites. De plus, un appel d'offres sur invitation a été lancé le 24 août 2016 pour l'embauche d'une firme de gestion d'événements et d'inscriptions comprenant un budget de 45 000$, inclus au point n^{o} 3 des honoraires professionnels du budget préliminaire.

Le budget de l'événement, pour lequel la Ville devra assumer la responsabilité d'un éventuel déficit, est préparé par l'Alliance et soumis à la Ville trente jours après la signature de la présente entente. La Ville de Montréal dispose alors de trente jours pour l'approuver.

Toute modification subséquente au budget devra être préalablement approuvée par les deux parties.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'AVGLSL a pour objectif de protéger, restaurer et mettre en valeur les Grands Lacs et le St -Laurent par une approche intégrée des volets environnementaux, sociaux et économiques afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens. Par la tenue de l'assemblée générale de l'Alliance, Montréal continue à affirmer son engagement dans la voie du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cet événement est une occasion pour Montréal de participer aux décisions concernant les Grands Lacs et le Saint-Laurent et de démontrer son rôle de leader pour les enjeux communs aux différentes municipalités de la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans le cadre de l'entente, la Ville de Montréal devra développer une signature graphique pour l'événement, voir à la conception graphique et à l'impression des documents d'information ainsi qu'à la conception d'un site internet dédié à l'information des congressistes potentiels et à leur inscription aux différentes activités. Tout le matériel graphique préparé par la Ville de Montréal sera approuvé par le comité de coordination qui sera mis en place pour l'événement. Les membres du comité seront désignés par l'Alliance et la ville de Montréal. Durant l'événement, de l'information pourra faire l'objet d'annonces publiques ou de publicités.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Trente jours après la signature de l'entente, l'Alliance soumettra à la ville de Montréal le budget de l'événement pour approbation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sylvain BOISSONNEAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien WAGNER
Ingénieur - chef d'équipe

Tél : 514 280-8668
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-29

Marieke CLOUTIER
Chef de division Planification et suivi environnmental

Tél : 514-872-6508
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2016-09-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1166874001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Objet :	Approuver le protocole d'entente concernant la tenue de l'assemblée générale annuelle de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent sur le territoire de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous validons quant à sa forme et à son contenu l'entente concernant la tenue de l'assemblée annuelle de l'Alliance des villes des Grands Lac et du Saint-Laurent sur le territoire de la Ville de Montréal entre la Ville de Montréal et l'Alliance des villes des Grands Lac et du Saint-Laurent.

FICHIERS JOINTS

Entente Alliance-Ville visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvain BOISSONNEAULT
Avocat
Tél : 514 872-6873

ENDOSSÉ PAR

Le : 2016-09-19

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514 872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
19 SEP 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE

CONCERNANT LA TENUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE
DE L'ALLIANCE DES VILLES DES GRANDS LACS ET DU SAINT-LAURENT
SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **L'ALLIANCE DES VILLES DES GRANDS LACS ET DU SAINT-LAURENT**, ayant son siège social au 20 North Wacker Drive, suite 2700, Chicago, Illinois, US, 60606, ici représentée par M. David A. Ullrich, directeur exécutif, dûment autorisé aux fins des présentes;

Ci-après appelée l' « **ALLIANCE** »

L'**ALLIANCE** et la **VILLE** sont ci-après collectivement désignées comme les « Parties ».

ATTENDU QUE l'assemblée annuelle de l'**ALLIANCE** se tient alternativement au Québec, en Ontario et aux États-Unis;

ATTENDU QUE la **VILLE** est une ville membre de l'**ALLIANCE**;

ATTENDU QUE la **VILLE** sera l'hôte de l'assemblée annuelle de l'**ALLIANCE** pour l'année 2017 qui se tiendra les 14, 15 et 16 juin 2017;

ATTENDU QUE l'Événement (tel que défini à l'article 1) aura pour effet de promouvoir une meilleure gestion de la ressource en eau et d'attirer à Montréal des représentants de l'ensemble du système Grands-Lacs/Saint-Laurent;

ATTENDU QUE l'**ALLIANCE** agira à titre d'organisatrice de l'Événement;

ATTENDU QU'en tant que ville hôtesse de l'Événement, la **VILLE** contribuera financièrement à la tenue de l'Événement par une participation devant être affectée exclusivement aux fins mentionnées dans la présente d'entente;

ATTENDU QU'en tant que ville hôtesse de l'Événement, la **VILLE** contribuera à une partie de l'organisation de l'Événement et que pour ce faire, elle se réserve la discrétion de recourir aux services d'une firme spécialisée en organisation d'événements;

ATTENDU QU'un des objectifs visés par l'**ALLIANCE** est l'autofinancement de l'Événement;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'**ALLIANCE**;

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

« Événement » : l'assemblée annuelle de l'**ALLIANCE** qui se tiendra à Montréal les 14, 15 et 16 juin 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La présente entente a pour objet de définir les responsabilités et les rôles respectifs des Parties relativement à l'Événement, y compris leurs responsabilités financières.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La **VILLE**, en tant que ville hôtesse de l'Événement, prendra en charge les activités suivantes :

3.1 Développer, à ses frais, une signature graphique pour l'Événement, voir à la conception graphique et à l'impression des documents d'information ainsi qu'à la conception d'un site Internet dédié à l'information des congressistes potentiels et à leur inscription aux différentes activités;

3.2 Solliciter, à ses frais, des participants potentiels à partir de listes fournies par l'**ALLIANCE**;

3.3 Traduire, à ses frais, la documentation relative à l'Événement (invitations, programme, site Web, etc.), à l'exception des documents prévus à l'article 4.10;

3.4 Prévoir les services d'interprétation simultanée durant l'Événement;

3.5 Prévoir les besoins en matériel audiovisuel et s'assurer de la disponibilité du matériel requis;

3.6 Prévoir les services d'un photographe pendant l'Événement;

3.7 Organiser la réception des membres le 14 juin 2017, en soirée;

3.8 Organiser la soirée de gala le 15 juin 2017;

3.9 Organiser les visites et les déplacements pour les accompagnateurs et les congressistes;

3.10 Fournir les ressources afin d'accueillir, informer et enregistrer les congressistes tout au long de l'Événement;

3.11 En collaboration avec l'**ALLIANCE**, assurer la liaison avec les médias, avant et durant l'Événement;

3.12 S'assurer de la mise en place d'un local fonctionnel incluant le mobilier, l'équipement de bureau et l'accès Internet afin d'héberger le secrétariat de l'Événement;

3.13 Assurer les communications avec l'hôtel ou le centre de congrès choisi pour la tenue de l'Événement;

3.14 Réserver l'hôtel ou le centre de congrès préalablement choisi en accord avec l'**ALLIANCE** et garantir le dépôt requis par l'établissement (ou les établissements) choisi(s);

3.15 Partager avec l'**ALLIANCE** toute information utile au bon déroulement de l'Événement;

3.16 Partager avec l'**ALLIANCE** la responsabilité de la recherche de commanditaires privés et publics pour L'Événement, notamment en assurant des contacts de gouvernement à gouvernement.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ALLIANCE

4.1 Choisir les salles requises et préparer leur aménagement à l'intérieur de l'hôtel ou du centre de congrès choisi en collaboration avec la **VILLE**;

4.2 Voir aux différentes fonctions alimentaires lors des activités tenues à l'intérieur de l'hôtel ou du centre des congrès choisi en collaboration avec la **VILLE**;

4.3 Dresser une liste de participants à l'Événement, en collaboration avec la **VILLE** pour le Québec;

4.4 Solliciter les maires des villes membres en collaboration avec la **VILLE**;

4.5 Préparer la programmation de l'Événement. À cet effet, une version préliminaire du programme devra être convenue avec la **VILLE** au plus tard le 20 février 2017;

4.6 Trouver et engager l'ensemble des conférenciers;

4.7 Gérer les inscriptions des participants aux différentes activités (conférences, excursions, gala, etc.) avant la tenue de l'Événement et transmettre périodiquement l'information recueillie à la **VILLE**;

4.8 Préparer, traduire et imprimer la documentation pour la conférence de presse, la réunion du conseil d'administration, les rencontres des caucus régionaux et l'assemblée générale annuelle de l'**ALLIANCE**;

4.9 Assurer la logistique pour la réunion du conseil d'administration, les rencontres des caucus régionaux et l'assemblée générale annuelle de l'**ALLIANCE**;

4.10 Organiser la conférence de presse en collaboration avec la **VILLE**;

4.11 Gérer les revenus des inscriptions et des commandites;

4.12 Faire la conciliation des revenus et des dépenses ainsi que la préparation des résultats financiers;

4.13 Partager avec la **VILLE** toute information utile au bon déroulement de l'Événement.

ARTICLE 5
DURÉE

À moins qu'il n'y soit mis fin par anticipation conformément à l'article 10, la présente entente entrera en vigueur lors de sa signature pour se terminer à la remise des résultats financiers qui aura lieu au plus tard soixante (60) jours après l'Événement.

ARTICLE 6
BUDGET

6.1 Les Parties s'engagent à travailler conjointement à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de commandite. Les Parties désigneront une personne responsable pour répondre aux demandes relatives à la commandite de l'Événement, incluant la prise de contact initiale avec des commanditaires potentiels.

6.2 Le budget de l'Événement est préparé par l'**ALLIANCE** et soumis à la **VILLE** trente (30) jours après la signature de la présente entente. La **VILLE** dispose alors de trente (30) jours pour l'approuver.

6.3 Toute modification subséquente au budget devra être préalablement approuvée par la **VILLE**.

6.4 L'**ALLIANCE** est responsable de la gestion du budget de l'Événement ainsi que de l'ensemble des revenus générés par celui-ci.

6.5 L'**ALLIANCE** devra payer directement aux organismes qui les imposent, tous impôts, taxes, permis et droits exigés en raison de la tenue de l'Événement et des activités qui y sont reliées.

6.6 Dans l'éventualité où les revenus seraient inférieurs aux dépenses engagées pour la tenue de l'Événement, la **VILLE** s'engage, sous réserve des approbations requises, à assurer une participation financière jusqu'à concurrence de deux cent cinquante-deux mille cinq cents dollars (252 500 $).

6.7 La participation financière de la **VILLE** est exclusivement aux fins des activités mentionnées à l'article 3 ainsi que dans l'éventualité où les revenues seraient inférieurs aux dépenses, tel que mentionné à l'article 6.6.

11/16

6.8 L'**ALLIANCE** verra à préparer et à remettre à la **VILLE** les résultats financiers de l'Événement, et ce, au plus tard soixante (60) jours après la tenue de l'Événement et se conformer à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* si la participation financière de la **VILLE** est de 100 000 $ ou plus.

6.9 L'**ALLIANCE** devra permettre aux représentants de la Ville de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et documents comptables et leur remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives leur permettant de s'assurer notamment du respect de l'article 6.8.

6.10 Les dépenses engagées par les Parties conformément au budget leur seront remboursées sur présentation des factures, à l'exception des dépenses suivantes qui seront entièrement assumées et payés par l'**ALLIANCE** :

i. Frais de traduction et d'impression de la documentation nécessaire à la réunion du conseil d'administration, des rencontres des caucus régionaux, de l'assemblée générale annuelle et de la conférence de presse;
ii. Frais de déplacement, de transport et d'hébergement pour les employés de l'Alliance.

6.11 L'inscription des personnes suivantes à l'Événement sera sans frais :

i. Inscriptions gratuites pour des panélistes et des conférenciers;
ii. Inscriptions gratuites pour les employés réguliers, contractuels et stagiaires de l'Alliance;
iii. 10 inscriptions gratuites pour la Ville de Montréal.

ARTICLE 7
COMITÉ DE COORDINATION

Un comité de coordination, dont les membres seront désignés par chacune des Parties, sera mis en place pour voir au bon déroulement de l'Événement et de la mise en œuvre des engagements respectifs.

Ce comité doit tenir des réunions toutes les deux semaines pendant la période comprise entre novembre 2016 et janvier 2017, et toutes les semaines à compter de février 2017. La fréquence de ces réunions peut être ajustée selon les besoins des Parties.

ARTICLE 8
VISIBILITÉ

8.1 La **VILLE** et l'**ALLIANCE** devront être identifiées en tout temps comme partenaires majeurs de l'Événement. Il est entendu que les Parties devront donner leur autorisation par le biais du comité de coordination avant que l'une ou l'autre des Parties puisse faire état de la participation de la **VILLE** ou de l'**ALLIANCE**, ou de celle d'un membre de leur personnel dans toute annonce publique, publicité, demande de financement ou information que les Parties souhaiteraient rendre publique.

8.2 Tout le matériel graphique préparé par **VILLE** devra faire l'objet d'une approbation du comité de coordination ou par écrit par l'**ALLIANCE** avant sa production et sa diffusion.

8.3 Une fois que les Parties se seront entendues sur le thème et la signature graphique de l'Événement, celles-ci pourront l'utiliser sans qu'il soit nécessaire à une partie d'obtenir le consentement de l'autre partie.

ARTICLE 9
INDEMNISATION ET ASSURANCES

9.1 À l'exception des activités prévues à l'article 3, L'**ALLIANCE** garantit et tient la **VILLE** indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de la tenue de l'Événement; elle prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemnise de tous jugements et de toute condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

9.2 L'**ALLIANCE** souscrit, à ses frais, auprès d'une compagnie d'assurances ayant son siège ou une place d'affaires au Québec et maintient en vigueur pendant la durée de l'Événement ainsi que pendant la période au cours de laquelle elle a accès au lieu où se tiendra l'Événement ou que la **VILLE** y dépose du matériel relatif à la présentation de celui-ci, que ce soit avant ou après la tenue de l'Événement, une police d'assurance responsabilité civile accordant, par événement ou accident, une protection minimale de deux (2) millions de dollars par événement pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels. Cette police doit comporter un avenant qui désigne la **VILLE** comme coassurée de l'**ALLIANCE**. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la **VILLE** et que la police ne pourra être résiliée sans un avis écrit de l'assureur à la **VILLE** d'au moins cinq (5) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement. L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police d'assurance et de cet avenant.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 Dans le cas d'un défaut à l'un des engagements pris en vertu de la présente entente, l'une des Parties peut mettre fin à celle-ci sur préavis écrit de cinq (5) jours donné à l'autre partie. Si la partie en défaut refuse ou néglige de s'amender à l'intérieur de ce délai, la résiliation sera effective sans autre avis ni délai.

10.2 La **VILLE** peut résilier la présente entente en donnant un préavis de résiliation de trente (30) jours à l'**ALLIANCE** si les orientations que veut donner celle-ci à l'Événement sont de nature à causer préjudice à la **VILLE** ou que celle-ci n'est plus en mesure de réaliser ou d'atteindre les objectifs de la présente entente.

10.3 Chaque partie peut en tout temps résilier la présente entente en donnant un préavis écrit de soixante (60) jours à l'autre partie. Dans une telle éventualité, chaque partie renonce expressément à toute réclamation ou recours en dommages ou en indemnité quelconque contre l'autre partie, en raison de l'exercice de ce droit de résiliation.

ARTICLE 11
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1 Cession

Une partie ne peut, de quelque façon que ce soit, céder ou transférer ses droits ou obligations en vertu de la présente entente ou autrement en disposer sans le consentement écrit préalable de l'autre partie.

11.2 Avis

Tout avis ou autre communication devant être signifié en vertu des présentes est donné correctement s'il est livré à son destinataire par messager ou par courrier recommandé aux adresses ci-dessous mentionnées :

POUR L'**ALLIANCE** :

Monsieur David A. Ullrich
Directeur exécutif
Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
20 North Wacker Drive, suite 2700
Chicago, Illinois, US, 60606
Courriel : david.ullrich@glslcities.org

POUR LA **VILLE** :

Monsieur Roger Lachance
Directeur du Service de l'environnement
1555, Carrie-Derick
2e étage
Montréal, Québec, H3C 6W2

À moins de stipulation contraire à la présente entente, tout avis qui aura été livré conformément aux présentes sera réputé avoir été reçu par son destinataire au moment de sa livraison, s'il est livré par messagerie, ou le troisième (3e) jour ouvrable suivant sa mise à la poste, s'il est recommandé.

11.3 Invalidité partielle

Si un tribunal compétent déclare l'une ou l'autre des dispositions de la présente entente invalide, en partie ou en totalité, seule la partie invalide de cette disposition sera inefficace et la partie valide de la disposition ainsi que toutes les autres dispositions de la présente entente seront appliquées intégralement.

11.4 Lois applicables

Les Parties conviennent et acceptent que la présente entente soit conclue et régie exclusivement selon les lois de la province de Québec, Canada.

11.5 District judiciaire

Sous réserve de l'article 14, tout différend, litige ou réclamation de la présente ou se rapportant à la présente sera porté devant les tribunaux compétents siégeant dans le district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada, à l'exclusion de tout autre district susceptible d'avoir compétence.

11.6 Résolution de litiges

Tout différend ou litige, à l'exception des procédures en injonction, qui viendrait à se produire à la suite ou à l'occasion de la présente, devra, dans un premier temps, être négocié à l'amiable et en toute bonne foi entre les Parties.

11.7 Intégralité et modifications

La présente lie les Parties et remplace toutes communications, représentations et accords antérieurs ayant trait à la réalisation de l'Événement. De plus, tout ajout ou modification doit être fait par écrit et signé par les Parties.

11.8 Renonciation

L'omission par l'une des Parties d'exercer un ou plusieurs de ses droits stipulés dans la présente à une occasion spécifique ne doit pas être interprété comme une renonciation à ses droits ni affecter en aucune manière la présente ou le droit de l'une des Parties d'exercer tout droit stipulé dans la présente.

11.9 Force majeure

Les Parties conviennent qu'aucune d'elles ne pourra être tenue responsable de tout défaut ou retard d'exécution causé par des circonstances de force majeure. La force majeure est un Événement extérieur, imprévisible et irrésistible, en ce qui comprend, sans toutefois s'y limiter, les désastres naturels, les incendies, les conflits de travail et les mesures gouvernementales.

11.10 Délai

Dans l'éventualité où il n'y aurait aucun délai prévu pour l'exécution de l'une ou l'autre des obligations souscrites aux termes des présentes, les Parties conviennent que le délai d'exécution sera de trente (30) jours ou tout autre délai convenu entre les Parties.

11.11 Indépendance

La présente ne crée aucune société, partenariat, coentreprise ou association entre les Parties.

11.12 Successeurs et ayants cause

La présente engage les Parties et s'applique au profit de leurs successeurs respectifs, cessionnaires, héritiers et ayants cause.

11.13 Original

La version française de la présente entente a préséance sur toute version rédigée dans une autre langue.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE ENTENTE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2016

L'ALLIANCE DES VILLES DES GRANDS LACS ET DU SAINT-LAURENT

Par : _____
David Ullrich, Directeur exécutif

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le .....e jour de ..... 2016 (résolution CM16.....).

16/16

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 30.01

2016/09/26 13:00

(1)

Dossier # : 1153515001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Approuver la modification des services offerts par la patrouille aqueduc de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve à compter du 1er janvier 2016 et le retour des charges inter-unités excédentaires aux arrondissements concernés.

Faisant suite à l'approbation de la modification des services offerts par la patrouille aqueduc de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve,
Je recommande :

1. d'approuver le retour des charges inter-unités excédentaires aux arrondissements concernés, conformément aux informations inscrites dans les interventions du dossier addenda.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-08-17 15:11

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1153515001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Approuver la modification des services offerts par la patrouille aqueduc de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve à compter du 1er janvier 2016 et le retour des charges inter-unités excédentaires aux arrondissements concernés.

CONTENU

CONTEXTE

À la demande du Service des finances, ce sommaire addenda est préparé afin que le Conseil municipal puisse approuver les virements budgétaires requis pour refléter la modification au niveau de services de la patrouille aqueduc entre les arrondissements qui est entrée en vigueur le 20 février 2016.
Les arrondissements concernés par cette modification ont déjà approuvé cette démarche et leurs interventions, comprenant le numéro d'imputation où ces virements doivent être effectués, font partie du dossier initial.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Mélanie BEAUDOIN)

Avis favorable avec commentaires :
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des services administratifs (Julien LIMOGES-GALARNEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya CALVO
Secretaire de direction

514 868-4102
Tél :
Télécop. : 514 8724186

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1153515001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Approuver la modification des services offerts par la patrouille aqueduc de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve à compter du 1er janvier 2016 et le retour des charges inter-unités excédentaires aux arrondissements concernés.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve présente un addenda à son sommaire décisionnel # 1153515001 afin de présenter au conseil municipal les virements budgétaires 2016 et 2017 nécessaires entre lui et quatre autres arrondissements suite à la modification des services offerts par sa patrouille aqueduc.
L'avis du Service des finances porte donc sur l'élément suivant de la recommandation addenda : approuver le retour des charges interunités excédentaires aux arrondissements concernés.

Bien que l'impact budgétaire 2016 et 2017 soit nul pour chacun des arrondissements concernés étant donné qu'une diminution des charges interunités des arrondissements clients sera compensée par une augmentation équivalente à leur budget de rémunération, les virements de charges interunités et de rémunération suite à une modification de services entre eux sont considérés comme des virements entre les arrondissements et ils requièrent l'approbation du conseil municipal.

Arrondissements	Impact 2016			Impact 2017		
	Charges interunités	Rémunération	Total	Charges interunités	Rémunération	Total
Clients						
Ahuntsic-Cartierville	(39 900) $	39 900 $	- $	(46 200) $	46 200 $	- $
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	(44 700) $	44 700 $	- $	(51 800) $	51 800 $	- $
Rosemont-La-Petite-Patrie	(29 300) $	29 300 $	- $	(34 000) $	34 000 $	- $
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	(30 600) $	30 600 $	- $	(35 500) $	35 500 $	- $
Fournisseur						
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	144 500 $	(144 500) $	- $	167 500 $	(167 500) $	- $

Pour l'année 2016, les virements seront effectués au budget modifié suite à l'approbation du conseil municipal et ils tiendront compte de la modification de l'offre de services à compter du 20 février 2016. Le détail du virement budgétaire est présenté sur l'intervention addenda de Mercier-Hochelaga-

Maisonneuve. Pour 2017, les ajustements devront être intégrés par les arrondissements à la confection de leur budget de fonctionnement 2017.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire

Tél : 514 872-1054

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-16

Martine HACHÉ
Chef de division

Tél : 514 872-2454
Division : Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale, Division mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif

Année 2016

Le Service de patrouille aqueduc est revu à la baisse, la nouvelle structure budgétaire requise sera de 50 % des budgets en rémunération globale, alors que le budget en autres familles de dépenses ne change pas.

1. Ci-joint, les montants prévus au budget 2016, ainsi que la nouvelle structure budgétaire qui était requise avec une mise en œuvre du service au 1er janvier 2016.

Objet	Budget 2016 ($)	Nouvelle structure budgétaire 2016 ($)
51102 - Salaire régulier - Structure variable	257000	128500
51142 - Primes - Diverses	8900	4500
51240 - Maladie courante	3400	1700
51300 - Temps supplémentaire	96100	48100
52100 - Cotisations de l'employeur - Taux moyen	98000	49000
Rémunération globale	463400	231800
Autres familles de dépenses	25800	25800
Budget total	489200	257600

2. La mise en œuvre du nouveau service réduit a été différée de quelques semaines. La date réelle de mise en service est le 20 février. Les coûts à assumer pour tous les arrondissements en 2016 doivent en tenir compte, si bien que le budget 2016 pondéré à la durée des 2 niveaux de services est requis. Les coûts sont donc basés sur le budget original pour 50 jours et la nouvelle structure budgétaire 2016 pour 316 jours.

Objet	Budget original 2016 ($)	Nouvelle structure budgétaire 2016 ($)	Budget requis pour l'année 2016 ($)	Ecart à partager entre les utilisateurs
51102 - Salaire régulier - Structure variable	257000	128500	146100	-110900
51142 - Primes - Diverses	8900	4500	5100	-3800
51240 - Maladie courante	3400	1700	1900	-1500
51300 - Temps supplémentaire	96100	48100	54700	-41400
52100 - Cotisations de l'employeur - Taux moyen	98000	49000	55700	-42300
Rémunération globale	463400	231800	263500	-199900
Autres familles de dépenses	25800	25800	25800	0
Budget total	489200	257600	289300	**-199900**

3. La réduction de 199 900 $ appartient à l'ensemble des payeurs au % d'implication initial. 55 400 $ représente l'économie de MHM et 144 500 $ l'économie des 4 autres arrondissements.

65100 - Charges interunités	Actuellement	% du budget assumé	**Retour de charge**	Nouvelles charges interunités 2016
Ahuntsic-Cartierville	-97600	19,95%	**39900**	-57700
RDP / PAT	-109500	22,38%	**44700**	-64800
Villeray / St-Michel	-74900	15,31%	**30600**	-44300
RSMT / Petite-Patrie	-71700	14,66%	**29300**	-42400
Solde à la charge de MHM	-135500	27,70%		
Budget total	-489200		144500	

4. Le budget de MHM doit être réduit d'un montant égal à la réduction des charges interunités, soit 144 500 $.

Objet	Écart à partager entre les utilisateurs	**Réduction du budget à MHM**
51102 - Salaire régulier - Structure variable	-110900	**-80200**
51142 - Primes - Diverses	-3800	**-2700**
51240 - Maladie courante	-1500	**-1100**
51300 - Temps supplémentaire	-41400	**-29900**
52100 - Cotisations de l'employeur - Taux moyen	-42300	**-30600**
Rémunération globale	-199900	**-144500**

2130-0010000-302152-04121-51102-050250-9950-000000-000000-00000-00000	-80200
2130-0010000-302152-04121-51142-050250-9950-000000-000000-00000-00000	-2700
2130-0010000-302152-04121-51240-050250-9950-000000-000000-00000-00000	-1100
2130-0010000-302152-04121-51300-050250-9950-000000-000000-00000-00000	-29900
2130-0010000-302152-04121-52100-050250-9950-000000-000000-00000-00000	-30600

Année 2017

Le nouveau Service de patrouille aqueduc est effectif depuis le 20 janvier 2016, il convient d'intégré celui-ci à la base budgétaire pour 2017.
Tous les budgets de rémunération sont réduits de moitié (arrondi au 100 $ près), alors que les budgets en autres familles ne sont pas touchés.

1. Voici ce qui est inscrit au SBA 2017, la nouvelle structure budgétaire requise, ainsi que l'économie résultante.

Objet	Budget 2017 ($)	Nouvelle structure budgétaire 2017 ($)	Ecart à partager entre les utilisateurs
51102 - Salaire régulier - Structure variable	263400	131700	-131700
51142 - Primes - Diverses	9100	4600	-4500
51240 - Maladie courante	3600	1800	-1800
51300 - Temps supplémentaire	98500	49300	-49200
52100 - Cotisations de l'employeur - Taux moyen	92100	46100	-46000
Rémunération globale	466700	233500	-233200

2. La réduction de 233 200 $ appartient à tous au % d'implication initial. 65 700 $ représente l'économie de MHM et 167 500 $ l'économie des 4 autres arrondissements.

65100 - Charges interunités	Actuellement	% du budget assumé	**Retour de charge**	Charges interunités 2017
Ahuntsic-Cartierville	-97600	19,95%	**46200**	-51400
RDP / PAT	-109500	22,38%	**51800**	-57700
Villeray / St-Michel	-74900	15,31%	**35500**	-39400
RSMT / Petite-Patrie	-71700	14,66%	**34000**	-37700
Solde à la charge de MHM	-138800	27,70%		
Budget total	-492500		167500	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 30.02

2016/09/26 13:00

(1)

Dossier # : 1160449005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division urbanisme_permis et inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la démolition partielle du bâtiment situé au 2901, boulevard Gouin Est et identifié lot 1 742 392 du Cadastre du Québec - Institut Pacifique - Parcours Gouin - Secteur significatif DD et Site patrimonial cité de l'ancien village du Sault-au-Récollet - Zone 0465 - (Dossier en référence 1160449004)

Recommander au conseil municipal d'autoriser la démolition partielle du bâtiment situé au 2901, boulevard Gouin Est, dans le Site du patrimoine cité de l'ancien village du Sault-au-Récollet.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-08-16 09:43

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 8 août 2016	Résolution: CA16 090211

Demander au conseil municipal d'autoriser la démolition partielle du bâtiment portant le numéro 2901, boulevard Gouin Est et érigé sur le lot 1742392 du cadastre du Québec - Institut Pacifique - Parcours Gouin - Secteur significatif DD - Site patrimonial cité de l'ancien village du Sault-au-Récollet - Zone 0465 (Dossier en référence 1160449004).

Il est proposé par la conseillère Lorraine Pagé

appuyé par le conseiller Pierre D Desrochers

et résolu

DE recommander au conseil municipal d'autoriser la démolition partielle du bâtiment portant le numéro 2901, boulevard Gouin Est, érigé sur le lot 1742392 du cadastre du Québec sur le Site du patrimoine cité de l'ancien village du Sault-au-Récollet.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

40.07 1160449005

Pierre GAGNIER
_____
Maire d'arrondissement

Chantal CHÂTEAUVERT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 août 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160449005**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division urbanisme_permis et inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision quant à la démolition partielle du bâtiment situé au 2901, boulevard Gouin Est et identifié lot 1 742 392 du Cadastre du Québec - Institut Pacifique - Parcours Gouin - Secteur significatif DD et Site patrimonial cité de l'ancien village du Sault-au-Récollet - Zone 0465 - (Dossier en référence 1160449004)

CONTENU

CONTEXTE

L'emplacement localisé au 2901, boulevard Gouin Est, identifié comme étant le lot 1 742 392 du Cadastre du Québec, est situé du côté nord du boulevard, dans l'axe de la rue J.-J.-Gagnier et il est bordé du côté nord et ouest par le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation. L'emplacement est occupé par un bâtiment de 1 et 2 étages construit en 1910 environ. Plusieurs agrandissements et modifications ont été apportés au cours des années. L'immeuble est la propriété de l'Institut Pacifique depuis 1976. Les activités à caractère communautaire dans ce bâtiment ont débutées en 1956 avec la création d'un orphelinat nommé Foyer de Mariebourg. De 1966 à 1976, le bâtiment est occupé par le Centre de psycho-éducation de l'université de Montréal. En 1976, c'est l'Institut Pacifique (alors le Centre Mariebourg) qui commence à exercer ses activités. L'Institut Pacifique est un organisme communautaire qui développe des programmes et des services afin de prévenir la violence et les problèmes psychosociaux auprès des jeunes en milieu scolaire et auprès des communautés. En raison de la vétusté des lieux et du manque d'espaces, cet organisme souhaite transformer et agrandir le bâtiment.

Cette occupation qui date de 40 ans, a été autorisée par un règlement particulier de permission spéciale en vertu de l'article 524 2d) de la Charte de l'ancienne Ville de Montréal. À la suite de la fusion municipale au premier janvier 2002, cet article a été abrogé. La disparition de ce pouvoir habilitant fait en sorte qu'il s'avère dorénavant impossible d'abroger ou de modifier un tel règlement. Aujourd'hui, selon le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274), la propriété est située à même un secteur de zonage résidentiel de la catégorie H.1-3, où une telle occupation ne peut être autorisée de plein droit. La seule façon de pouvoir autoriser l'agrandissement et l'occupation consiste à évaluer le projet selon la procédure de projet particulier en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 02 09007) (Sommaire décisionnel 1160449004).

Le projet vise notamment la démolition d'une partie du bâtiment qui a été agrandie dans les années 1960, mais puisque l'immeuble est situé à l'intérieur des limites du site patrimonial

cité de l'ancien village du Sault-au-Récollet, cette démolition partielle doit être approuvée par le Conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE12 0693 - 9 mai 2012 - Prendre acte de l'énoncé d'intérêt patrimonial portant sur le site du 2901, boulevard Gouin Est (arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville), conformément à l'ordonnance numéro un du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) régissant l'évaluation de l'intérêt patrimonial d'un lieu (Sommaire décisionnel numéro 1120525002).

DESCRIPTION

Le projet vise à démolir la partie avant et latérale du bâtiment, qui a été agrandie dans les années 1960, à conserver le volume du bâtiment d'origine et à agrandir le bâtiment vers l'arrière.
Cette démolition partielle du bâtiment permettra de mettre en valeur le carré d'origine et de mieux l'intégrer au voisinage.

JUSTIFICATION

Avis du Conseil du patrimoine de Montréal de la séance du 20 mai 2016
Le Conseil du patrimoine de Montréal a émis un avis favorable au projet de transformation (incluant la démolition partielle) de l'Institut Pacifique avec des recommandations et demande qu'on lui soumette un plan d'aménagement paysager détaillé et précis. Les recommandations sont les suivantes :

- la photographie d'époque doit servir de référence pour la réfection des portes et fenêtres, du moins pour leurs proportions et la réintroduction du pied-droit;
- pour le ruban, le matériau utilisé devrait être uniquement de la tôle d'une texture lisse et mate;
- pour les marquises du ruban, l'exécution devra faire l'objet d'une attention particulière en raison de leur apparente minceur;
- pour le bâtiment d'origine, le revêtement de la toiture doit être d'un modèle qui ressemble plus à l'apparence d'une tôle à baguette;
- le revêtement mural du ruban devrait se poursuivre sur le toit du ruban.

Avis du comité consultatif d'urbanisme de la séance du 8 juin 2016
Le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis un avis favorable au projet de transformation (incluant la démolition partielle) sous réserve:

- que la brique de la façade ouest soit complètement enlevée et nettoyée avant d'être réinstallée ou entièrement remplacée advenant que la quantité récupérée ne soit pas suffisante;
- de l'intégration des recommandations du CPM et de la DDT.

Le requérant a été informé des recommandations de ces instances consultatives et de la DDT et les plans ont été modifiés en conséquence. Le requérant tiendra en compte les recommandations ayant trait à l'exécution des travaux relatifs à la maçonnerie de brique et des marquises en bois.

Un plan d'aménagement détaillé devra être déposé en même temps que la demande de permis. Cependant, il est déjà prévu que les arbres existants à conserver seront protégés par des mesures de mitigation. De plus, environ une quinzaine d'arbres seront plantés de même que des bandes de plantation seront aménagées près du stationnement et près de

l'entrée principale au bâtiment.

La Direction du développement du territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville est favorable à cette démolition partielle pour les motifs suivants :

- la partie du bâtiment visée par la démolition n'est pas d'origine et elle n'a pas contribuée à l'enrichissement du lieu, au contraire;
- cette démolition partielle permettra avec le projet proposé de mettre en valeur le bâtiment d'origine et à assurer une meilleur intégration au voisinage, notamment la maison Louis-Dagenais;
- les avis favorables du Conseil du patrimoine de Montréal et du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et les modifications apportées au projet afin de répondre aux recommandations de ces instances consultatives;
- le projet dans son ensemble permet à l'Institut Pacifique de pouvoir continuer à exercer ses activités dans le même lieu et dans de meilleures conditions;
- ce projet, et notamment la démolition partielle, constitue aussi une nette amélioration pour le voisinage immédiat et les usagers du parc nature.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Résolution du conseil d'arrondissement
Résolution du comité exécutif
Résolution du conseil municipal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs. Le projet nécessite la délivrance d'un certificat de conformité par le greffier.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable; Conseil du patrimoine de Montréal / Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie CARON
Conseillère en aménagement

Tél : 000-000-0000
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-07

Richard BLAIS
Chef de division - urbanisme

Tél : 000-000-0000
Télécop. :

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL SUITE À SON ASSEMBLÉE DU 20 MAI 2016
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*

Projet de transformation – Institut Pacifique

A16-AC-01

Localisation :	2901, boulevard Gouin Est, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
Reconnaissance municipale :	Site patrimonial cité de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet Secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle Ancien village du Sault-au-Récollet
Reconnaissance provinciale :	Aucune
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis à la demande de l'Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, le projet comportant la démolition partielle d'un bâtiment situé dans le site patrimonial cité de l'Ancien-village-du-Sault-au-Récollet.

NATURE DES TRAVAUX

Le projet consiste en la rénovation et l'agrandissement du bâtiment de l'Institut Pacifique sis au 2901, boulevard Gouin Est. Cela implique la démolition partielle du bâtiment afin de conserver le volume de la maison datant de 1910. À cette maison à caractère patrimonial seront ajoutés deux volumes : l'un en fond de cour, qui abritera l'administration de l'Institut Pacifique, ainsi qu'un « ruban » reliant la maison au volume arrière.

AUTRES INSTANCES CONSULTÉES

Le projet a été soumis au Comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement, qui a émis un avis préliminaire favorable.

HISTORIQUE DES LIEUX[1]

La maison qui constitue le corps d'origine du bâtiment a été construite en 1910 sur l'ancienne propriété de la famille de Louis Dagenais. Elle est occupée par divers propriétaires jusqu'à son achat par l'Épiscopat de Montréal en 1956, qui y implante un orphelinat nommé Foyer de Mariebourg. De 1966 à 1976, l'Université de Montréal y implante son Centre

[1] Ville de Montréal, Division de l'expertise en patrimoine et de la toponymie, *Énoncé d'intérêt patrimonial: site du 2901 Gouin Est,* avril 2012.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136

Conseil du patrimoine de Montréal
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

de psychoéducation. En 1976, la propriété passe entre les mains de l'Institut Pacifique (alors le Centre Mariebourg), qui y poursuit les activités communautaires. L'organisme développe des programmes et services afin de prévenir la violence et les problèmes psychosociaux auprès de jeunes en milieu scolaire et auprès des communautés.

Les principales modifications au bâtiment ont probablement eu lieu entre 1976 et 1980, notamment un agrandissement du côté ouest. En 1976, la Ville acquiert des terrains au nord et à l'ouest de la propriété pour créer le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation. En 1992, le site patrimonial de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet, qui inclut la propriété, est constitué en vertu de la Loi sur les biens culturels (aujourd'hui la Loi sur le patrimoine culturel). Le Centre Mariebourg, devenu en 2005 l'Institut Pacifique, met la propriété en vente en 2011. Aujourd'hui, l'institution souhaite conserver ses activités sur le site et prévoit à cette fin de transformer et d'agrandir le bâtiment.

CONTEXTE DU PROJET

En 2012, le CPM a été consulté pour un projet sur le même site, consistant à démolir l'ensemble du bâtiment existant pour le remplacer par un nouvel immeuble de deux et trois étages comprenant 28 logements et un stationnement intérieur en sous-sol. Le CPM avait rendu un avis défavorable à cette demande de démolition, estimant que la démonstration du bien-fondé de celle-ci n'avait pas été faite et que le projet de remplacement ne respectait ni le caractère du milieu d'insertion ni la capacité d'accueil du site, et aurait constitué un précédent injustifié. De plus, il avait fait l'objet d'une vive opposition citoyenne.

En octobre 2015, un nouveau projet pour ce site a été présenté au CPM. Il visait à poursuivre l'occupation du lieu par l'Institut Pacifique en conservant le bâtiment d'origine et en remplaçant les agrandissements subséquents par un nouveau volume à l'arrière et sur le côté est. Le CPM a émis un avis préliminaire favorable à la demande de démolition partielle et au projet de transformation, mais a émis de sérieuses réserves quant aux choix des matériaux, à l'expression de la galerie avant ainsi qu'aux aménagements paysagers. Il a de plus demandé qu'un plan d'aménagement paysager détaillé soit réalisé dans son avis en date du 21 octobre 2015 (A15-AC-06).

Le projet a depuis été retravaillé selon les commentaires émis par le CPM et le CCU, et c'est une version modifiée du projet qui est présentée.

DESCRIPTION DU LIEU ET DU PROJET

Le bâtiment d'origine est une ancienne maison de deux étages, érigée en 1910, qui a été agrandie et modifiée à plusieurs reprises. Actuellement, la totalité des espaces extérieurs est pavée et utilisée à des fins de stationnement. Le terrain visé est directement adjacent au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation, du côté ouest et nord.

Le projet vise à démolir les agrandissements réalisés dans les années 1960 et 1970 du côté avant et du côté ouest du bâtiment principal, à conserver le volume du bâtiment d'origine, auquel une marquise et une galerie seront ajoutées, et à l'agrandir par un nouveau volume à l'arrière. Un nouveau lien comprenant une passerelle et une mezzanine, désigné le « ruban », reliera ce nouveau volume à la maison d'origine, sur le côté est. Les bâtiments encadreront une cour de jeux, alors qu'il est prévu d'aménager une nouvelle aire de stationnement du côté ouest ainsi qu'un débarcadère en façade avant.

ANALYSE DU PROJET

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) a reçu les représentantes de l'Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et les représentants de la firme d'architectes mandatée pour le projet lors de sa réunion du 20 mai 2016. La représentante de la firme d'architectes a fait état des modifications apportées au projet depuis la première présentation au CPM en octobre 2015. D'emblée, le CPM félicite les représentants pour les efforts qui ont permis de simplifier le projet. Il apprécie les modifications qui ont été apportées et croit que le projet a été grandement amélioré. Cela permet que l'institution demeure sur place et assure une pérennité au lieu, ce qui est fort positif pour le secteur. Le CPM formule dans les paragraphes suivants des commentaires quant à certains aspects du projet qui, selon lui, pourraient être améliorés.

Approche de conservation

Le projet prévoit la conservation du bâtiment de 1910 et la construction d'un volume latéral et arrière. L'Arrondissement se questionne sur le type d'approche de conservation à adopter afin de guider le projet. Devrait-on privilégier une approche de restauration plutôt que de réhabilitation ?[2] La restauration consiste à remettre le plus fidèlement possible un bâtiment à l'état d'une période choisie. Pour le CPM, en l'absence de documentation suffisante sur l'état d'origine du bâtiment ou sur une période donnée, il n'est pas possible de prévoir une restauration de la maison de 1910. Il est d'avis que le projet consiste plutôt en une réhabilitation, qui constitue l'adaptation d'un lieu patrimonial en vue de la continuité d'un usage ou d'une nouvelle utilisation compatible avec le lieu et pouvant comprendre le remplacement d'éléments existants. Le CPM recommande cependant que la photographie d'époque dont dispose l'Arrondissement serve de référence pour la réfection des portes et fenêtres, du moins pour leurs proportions et la réintroduction du pied-droit, bien que ce précédent ne soit pas nécessairement celui d'origine. Il croit que la valeur patrimoniale du bâtiment et du site repose surtout sur sa valeur contextuelle et qu'il est important d'assurer le maintien de cette valeur.

Ruban

En ce qui concerne les matériaux, le CPM apprécie le choix du revêtement de métal pour le ruban et l'agrandissement arrière. Il apprécie que la couleur du matériau de l'agrandissement arrière soit discrète, ce qui donne un résultat sobre et différencié du bâtiment d'origine et lui est subordonné, participant ainsi à sa mise en valeur. Toutefois, le CPM a une certaine réserve par rapport au jeu de contraste des panneaux métalliques monochromes choisis pour le ruban, composé de panneaux lisses gris (mats et brillants) et de panneaux ondulés. Le CPM reconnaît qu'il peut y avoir un certain intérêt à poser un tel geste graphique, mais il croit que cela n'est pas la place appropriée. Il est d'avis que le jeu de texture et de relief du revêtement surcharge le ruban et nuit à la mise en valeur du bâtiment d'origine. Il appuie cependant le choix de marquer le contour des fenêtres du ruban et de l'agrandissement arrière par un cadre intérieur noir et considère que le jeu de la disposition de la fenestration est suffisant pour donner du caractère au ruban. Le CPM

[2] Pour les définitions précises des termes « restauration » et « réhabilitation », le CPM s'appuie sur le document réalisé par Parcs Canada, *Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada*, deuxième édition, 2010, 288 p. (http://www.historicplaces.ca/fr/pages/standards-normes/document.aspx)

n'est donc pas en faveur de l'utilisation de la tôle ondulée et croit que l'on devrait s'en tenir à l'utilisation de la tôle lisse et mate afin de rendre l'effet du ruban plus silencieux. Il réitère donc son commentaire voulant que les matériaux, par leur texture, présentent une trop grande variété et que ceux-ci doivent être subordonnés au bâtiment d'origine.

Le CPM s'interroge également sur le choix d'installer des marquises au-dessus des portes du ruban, puisqu'il s'agit de portes secondaires et que ce volume se distingue des autres. Par ailleurs, le CPM souligne qu'il faudra porter une attention particulière lors de l'exécution de l'ensemble des marquises en bois, notamment en raison de leur apparente minceur, détail qui pourrait être perdu dans la réalisation.

Toiture

Concernant la toiture, le CPM craint que le produit retenu pour évoquer les toits en tôle à baguette soit un modèle qui corresponde plus à un bâtiment rural. Il recommande que l'on choisisse un modèle qui ressemble plus à l'apparence d'une tôle à baguette.

Le CPM note également qu'il est prévu d'utiliser le même type de recouvrement métallique pour la toiture du ruban que pour le bâtiment d'origine. Le CPM est d'avis que le matériau de revêtement du toit devrait être différent pour les deux parties. Il croit que le revêtement mural du ruban devrait se poursuivre sur le toit du ruban, de manière à ce que ce volume se distingue encore plus nettement du bâtiment d'origine. Le CPM est d'accord pour que l'on prévoie la même pente de toiture pour les deux parties (le bâtiment d'origine et le ruban), mais recommande que celles-ci se distinguent plutôt au niveau du fini. De plus, lors de la réalisation de la toiture du ruban, le CPM souligne la nécessité de porter attention aux détails au niveau de la corniche, puisqu'il importera d'empêcher le ruissellement des eaux de pluie depuis le toit sur les façades.

Aménagement paysager

Il est actuellement prévu d'abattre sept arbres sur le terrain, dont un frêne malade ainsi que des érables à Giguère qui se sont implantés naturellement et ne sont pas souhaitables à ces endroits. Ils seront remplacés par plusieurs arbres, dont le tiers sera des conifères. L'espace de stationnement, sous lequel des bassins de rétention seront aménagés, sera réalisé en pavé alvéolé afin d'assurer une perméabilité du sol. À cette étape, le CPM croit que les aménagements paysagers prévus se font dans le respect de ce qui se trouve dans l'Arrondissement et respectent le caractère du site patrimonial de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet. Cependant, il dispose de peu d'informations concernant les arbres à planter, la clôture, la gestion des eaux de pluie et l'aménagement de la cour. Il réitère donc qu'il souhaite qu'un plan d'aménagement détaillé et précis soit réalisé et lui soit soumis ultérieurement afin qu'il puisse mieux comprendre et analyser cet aspect du projet.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis favorable au projet de transformation de l'Institut Pacifique avec des commentaires qui figurent dans le présent document, mais désire revoir le projet lorsqu'un plan d'aménagement détaillé et précis aura été réalisé.

Président de séance et membre,

Original signé

Bernard Vallée

Le 3 juin 2016

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
DE L'ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE

Séance tenue le 8 juin 2016, à 18 h 00,
au 555, rue Chabanel Ouest, 6e étage.

5.1a) Dossier 1160449004 : Rendre une décision quant à une demande, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 09007), visant à autoriser une démolition partielle et un agrandissement du bâtiment situé au 2901, boulevard Gouin Est et identifié lot 1 742 392 du Cadastre du Québec - Institut Pacifique - Parcours Gouin - Secteur significatif DD et Site patrimonial cité de l'ancien village du Sault-au-Récollet - Zone 0465 - (Dossier en référence 1160449005).

Madame Marie Caron présente le dossier et émet un avis favorable avec recommandations au nom de la Direction du développement du territoire (DDT).

Considérant que le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) a donné un avis favorable au projet;

Considérant que l'analyse de la DDT est bien fondée;

Considérant que la récupération de la brique existante pourrait ne pas être possible;

Considérant que la façade ouest est très visible de la voie publique et qu'il faut de ce fait éviter que la maçonnerie ne soit que réparée en laissant des traces.

Il est proposé :

DE RECOMMANDER L'APPROBATION DU PROJET SOUS RÉSERVE QUE LA BRIQUE DE LA FAÇADE OUEST SOIT COMPLÈTEMENT ENLEVÉE ET NETTOYÉE AVANT D'ÊTRE RÉINSTALLÉE OU ENTIÈREMENT REMPLACÉE ADVENANT QUE LA QUANTITÉ RÉCUPÉRÉE NE SOIT PAS SUFFISANTE ET SOUS RÉSERVE DE L'INTÉGRATION DES RECOMMANDATIONS DU CPM ET DE LA DDT.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

5.1b) Dossier 1160449005 : Rendre une décision quant à la démolition partielle du bâtiment situé au 2901, boulevard Gouin Est et identifié lot 1 742 392 du Cadastre du Québec - Institut Pacifique - Parcours Gouin - Secteur significatif DD et Site patrimonial cité de l'ancien village du Sault-au-Récollet - zone 0465 - (Dossier en référence 1160449004).

Madame Marie Caron présente le dossier et émet un avis favorable au nom de la DDT.

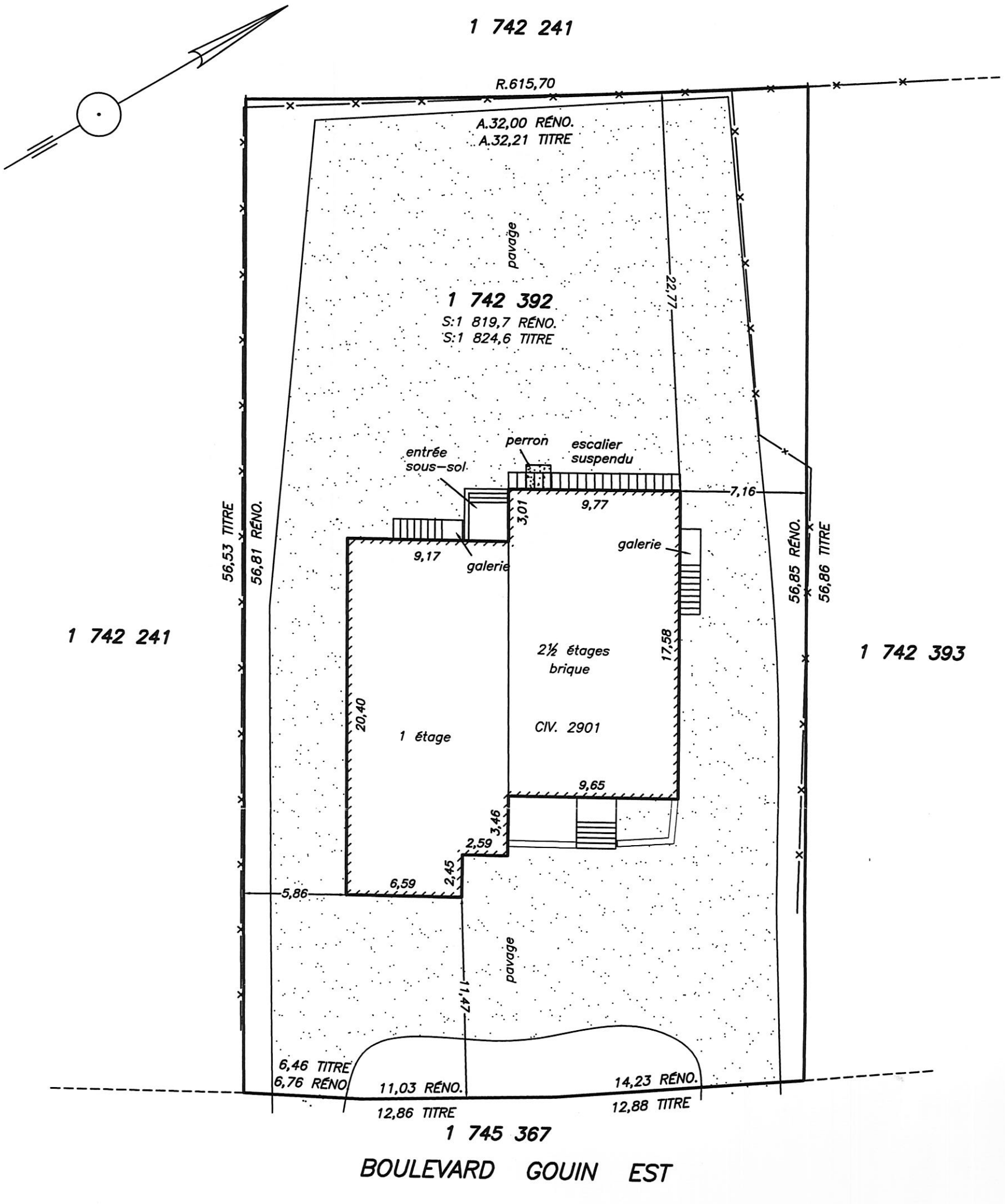
Considérant que l'analyse de la DDT est bien fondée;

Considérant que la partie du bâtiment à démolir ne contribuait pas à la mise en valeur du bâtiment d'origine

Il est proposé :

DE RECOMMANDER L'APPROBATION DE LA DÉMOLITION PARTIELLE TELLE QUE DEMANDÉE.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ



LÉGENDE :

: Haie

: Clôture

: Fils aériens

ÉCHELLE : 1 : 250

LEVÉ LE : 25 juin 2015

Notes :
- Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (SI).
- Toutes les mesures concernant les bâtiments sont prises sur la fondation.
- Toutes les mesures concernant les dépendances sont prises sur le revêtement.
- Ce plan, préparé pour des fins de transactions immobilières, ne devra pas être utilisé ou invoqué pour d'autres fins sans l'autorisation écrite du soussigné.
- Ce plan fait partie intégrante du certificat de localisation.

Le groupe XYZ
CIVITAS
DIVISION DE TERREBONNE
3465 De La Pinière, suite 205
Terrebonne, Québec , J6X 0A1
Sans frais : 1-888-399-6767
Fax:450-471-5537

Plan accompagnant un

CERTIFICAT DE LOCALISATION

Lot (s) : 1 742 392

Cadastre: du Québec

Circonscription foncière de: Montréal

Municipalité: Ville de Montréal

Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville

MINUTE : 14 049 | DOSSIER : Ter10702713 (2781)

Préparé par

ROLAND MICHAUD
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

Copie conforme à l'original,

émise le 30 JUIN 2015

Terrebonne, le 30 JUIN 2015

INSTITUT PACIFIQUE

AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

A001 PLAN D'IMPLANTATION
EXISTANT / DÉMOLITION

A002 PLANS DU NIVEAU COUR ET
REZ-DE-CHAUSSÉE
EXISTANT / DÉMOLITION

A003 PLANS DU 2E ET 3E ÉTAGE
EXISTANT / DÉMOLITION

A031 ÉLÉVATIONS AVANT ET ARRIÈRE
EXISTANT / DÉMOLITION

A032 ÉLÉVATIONS DROITE ET GAUCHE
EXISTANT / DÉMOLITION

A101 PLAN D'IMPLANTATION
CONSTRUCTION

A102 PLAN DU NIVEAU COUR
CONSTRUCTION

A103 PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE
CONSTRUCTION

A104 PLAN DU 2E ÉTAGE
CONSTRUCTION

A105 PLAN DU 3E ÉTAGE
CONSTRUCTION

A202 PLAN DE PLAFOND DU NIVEAU COUR
CONSTRUCTION

A203 PLAN DE PLAFOND DU
REZ-DE-CHAUSSÉE
CONSTRUCTION

A204 PLAN DE PLAFOND DU 2E ÉTAGE
CONSTRUCTION

A205 PLAN DE PLAFOND DU 3E ÉTAGE
CONSTRUCTION

A301 ÉLÉVATION AVANT ET
COUPE TRANSVERSALE AVANT
CONSTRUCTION

A302 ÉLÉVATION ARRIÈRE ET
COUPE TRANSVERSALE ARRIÈRE
CONSTRUCTION

A303 ÉLÉVATIONS DROITE ET GAUCHE
CONSTRUCTION

A304 COUPES LONGITUDINALE
ET TRANSVERSALE
CONSTRUCTION

A601 COUPES DE MUR TYPIQUES

A702 PLAN D'AMÉNAGEMENT DU
NIVEAU COUR

A703 PLAN D'AMÉNAGEMENT DU
REZ-DE-CHAUSSÉE

A704 PLAN D'AMÉNAGEMENT DU
2E ÉTAGE

A705 PLAN D'AMÉNAGEMENT DU
3E ÉTAGE

A802 PLAN DES FINIS DU
NIVEAU COUR

A803 PLAN DES FINIS DU
REZ-DE-CHAUSSÉE

A804 PLAN DES FINIS DU
2E ÉTAGE

A805 PLAN DES FINIS DU
3E ÉTAGE

A901 TABLEAU DES PORTES ET FENÊTRES

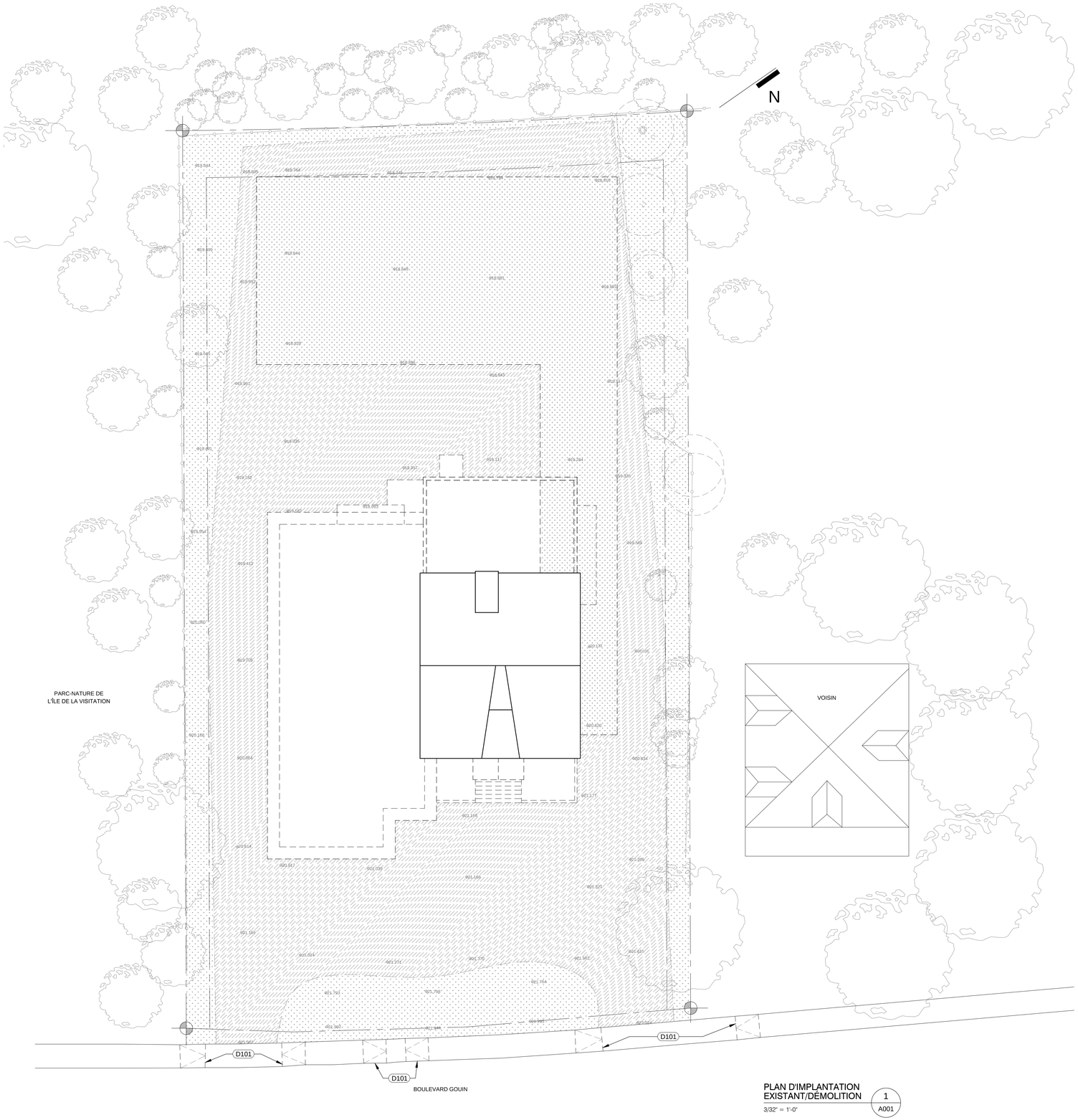
CB

ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

L'ARCHITECTURE À
DIMENSION HUMAINE



PLAN D'IMPLANTATION
EXISTANT/DÉMOLITION — 1 / A001

3/32" = 1'-0"

SUPERFICIE DU LOT:	19 651 pi²	1 826 m²
SUPERFICIE DU BÂTIMENT (AU SOL):	3 792 pi²	352 m²
SUPERFICIE DE PLANCHER À CONSERVER:	4 764 pi²	443 m²
SUPERFICIE DE PLANCHER À DÉMOLIR:	5 859 pi²	544 m²
TAUX D'IMPLANTATION:	19%	
DENSITÉ (ISP):	0,54	
% DE VERDURE:	18,5%	
SURFACE VÉGÉTALISÉE:	± 3 653 pi²	339 m²
SURFACE ASPHALTÉE:	±12 198 pi²	1 133 m²

NOTE: AUCUN ÉLÉMENT N'A ÉTÉ EXCLUS DES CALCULS DE SUPERFICIE DE PLANCHER.

NOTE GÉNÉRALE:

UNE ÉVALUTATION ENVIRONNEMENTALE PHASE 1 DU SITE A ÉTÉ EFFECTUÉE EN 2011 PAR LE GROUPE ENVIRO-CONSEIL G.S. INC.

CETTE ÉTUDE AVAIT POUR BUT DE DÉCELER LA PRÉSENCE RÉELLE OU POTENTIELLE DE CONTAMINATION DANS LE SOL ET/OU DE L'EAU SOUTERRAINE OU DE SURFACE À LA SUITE DES ACTIVITÉS ACTUELLES OU ANTÉRIEURES SUR LE SITE OU DANS LE VOISINAGE IMMÉDIAT.

LA MÉTHODOLOGIE UTILISÉE ÉTAIT UN MÉLANGE ENTRE L'ÉTUDE DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS CARTOGRAPHIQUES ET DES ÉTUDES DE TERRAIN.

LA CONCLUSION DE CE RAPPORT DÉMONTRE QUE LE SITE N'A PAS RÉVÉLÉ D'INDICES DE CONTAMINATION POTENTIELLE OU RÉELLE DES SOLS.

LÉGENDE D'IMPLANTATION - DÉMOLITION

- LIGNE DE LOT
- XX.XX NIVEAU ALTIMÉTRIQUE EXISTANT
- ASPHALTE À DÉMOLIR
- GAZON EXISTANT À ENLEVER
- ZONE À EXCAVER
- CLÔTURE EXISTANTE À DÉMOLIR
- ARBRE EXISTANT À CONSERVER. ASSURER UNE PROTECTION ADÉQUATE DES ARBRES À PROXIMITÉ DU CHANTIER.
- ARBRE EXISTANT À ABATTRE
- PARTIE DE BÂTIMENT À DÉMOLIR

NOTES DE DÉMOLITION - GÉNÉRALES

D001 TOUS LES NIVEAUX DE TERRAIN SONT À VÉRIFIER SUR PLACE ET À COORDONNER AVEC LES DESSINS DE L'INGÉNIEUR CIVIL.

NOTES DE DÉMOLITION - SPÉCIFIQUES

D101 ENTRÉE CHARRETIÈRE (BATEAU) À DÉMOLIR.

CB
ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, VÉRIFIER TOUTES LES MESURES SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON CONCORDANCE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER À TOUS LES CODES EXISTANTS EN VIGUEUR ET EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'ART. TOUS LES DESSINS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE CB ARCHITECTE ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS UN CONSENTEMENT ÉCRIT.

Projet
INSTITUT PACIFIQUE
AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

Adresse des travaux
2901 BOULEVARD GOUIN EST, MONTRÉAL, QC H2B 1Y3

Maître de l'ouvrage
INSTITUT PACIFIQUE

Dossier
2015-04

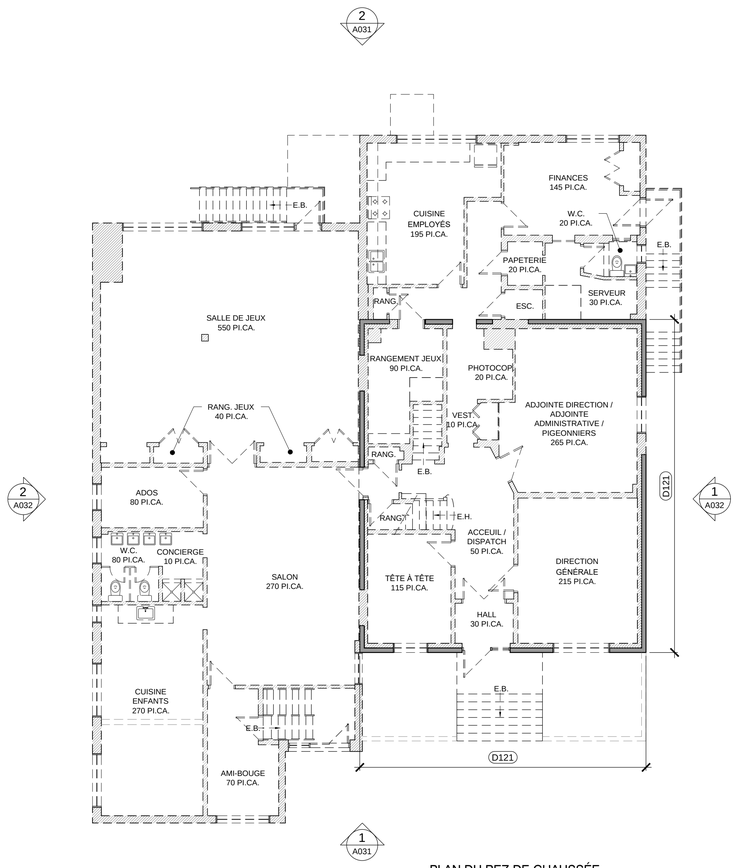
Date
2016.01.25

Vérifié par
C.B.

Dessiné par
D.S./A.S.T.

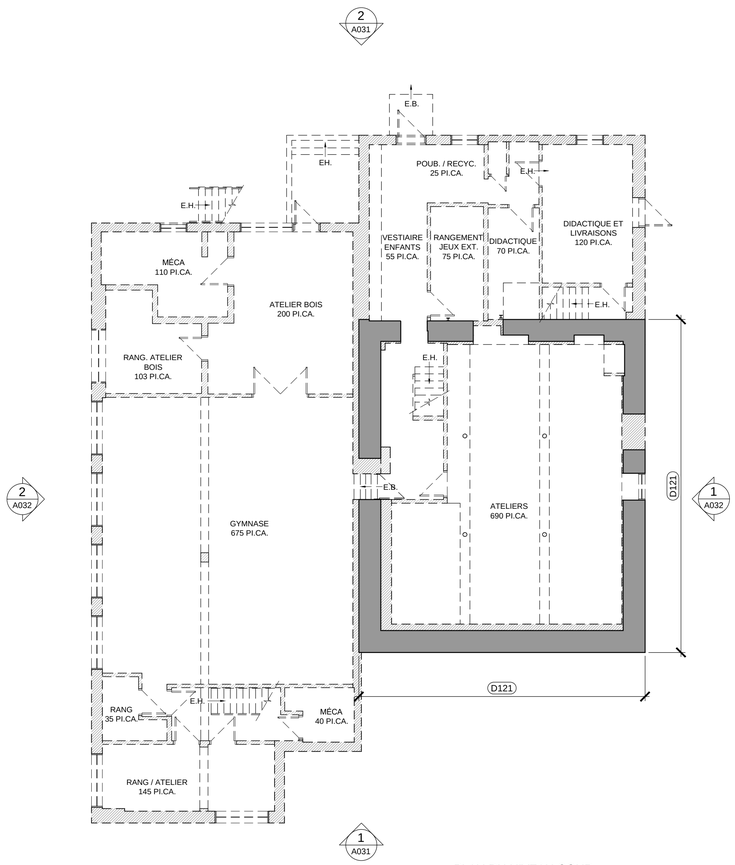
Titre du dessin
PLAN D'IMPLANTATION
EXISTANT/DÉMOLITION

Page
A001



PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE EXISTANT/DÉMOLITION 2

1/8" = 1'-0"



PLAN DU NIVEAU COUR EXISTANT/DÉMOLITION 1

1/8" = 1'-0"

LÉGENDE - DÉMOLITION

- CLOISON / MUR EXISTANT À CONSERVER.
- CLOISON / MUR EXISTANT À DÉMOLIR.
- PORTE, CADRE ET QUINCAILLERIE EXISTANTS À DÉMOLIR.
- FENÊTRE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR.
- COLONNE EXISTANTE À DÉMOLIR.

NOTES DE DÉMOLITION - GÉNÉRALES

- D011 DÉMOLIR TOUT LE MOBILIER FIXE, LES DIVISIONS INTÉRIEURES, LES ESCALIERS INTÉRIEURS, ETC. DE LA PORTION CONSERVÉE DU BÂTIMENT.
- D012 DÉMOLIR TOUTE LA MÉCANIQUE ET L'ÉLECTRICITÉ DE LA PORTION CONSERVÉE DU BÂTIMENT.
- D013 LA DÉMOLITION DOIT ÊTRE FAITE EN CONSIDÉRATION DE LA PRÉSENCE D'AMIANTE (MODÉRÉE) - VOIR RAPPORT ÉMIS PAR EXP EN DATE DU 16 MAI 2016.

NOTES DE DÉMOLITION - SPÉCIFIQUES

- D121 MAISON D'ORIGINE À CONSERVER. CONSERVER LES FONDATIONS, L'OSSATURE DE L'ENVELOPPE ET LA MAÇONNERIE. DÉMOLIR LA STRUCTURE INTÉRIEURE (VOIR ING.).

CB
ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour	
émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, VÉRIFIER TOUTES LES MESURES SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON CONCORDANCE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER À TOUS LES CODES EXISTANTS EN VIGUEUR ET EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'ART. TOUS LES DESSINS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE CB ARCHITECTE ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS UN CONSENTEMENT ÉCRIT.

Projet

INSTITUT PACIFIQUE

AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

Adresse des travaux

2901 BOULEVARD GOUIN EST, MONTRÉAL, QC H2B 1Y3

Maître de l'ouvrage

INSTITUT PACIFIQUE

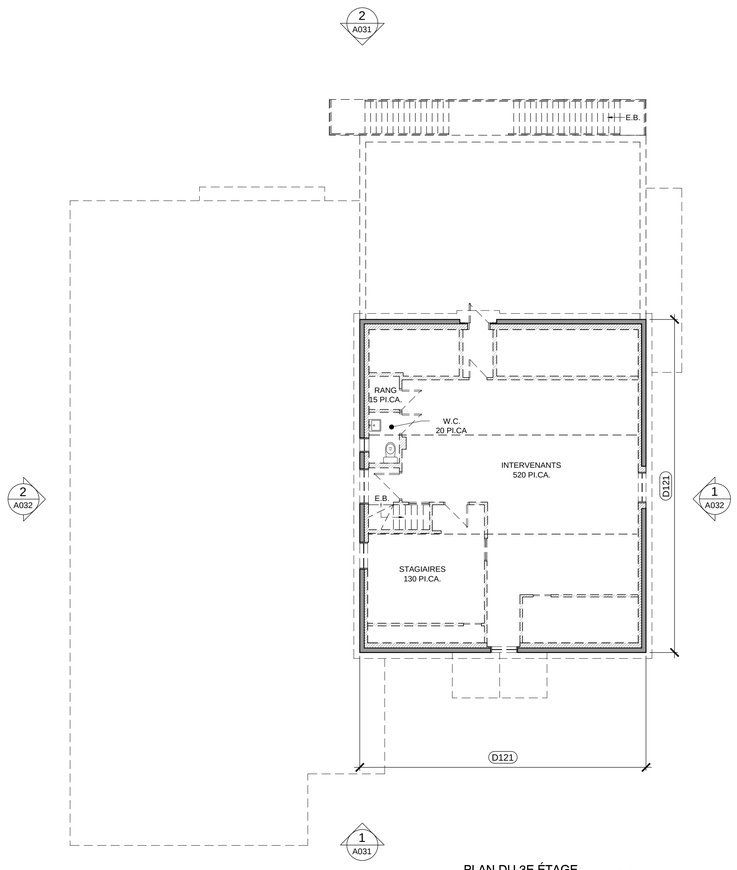
Dossier	Date
2015-04	2016.01.25
Vérifié par	Dessiné par
C.B.	D.S./A.S.T./O.N.

Titre du dessin

PLANS DU NIVEAU COUR ET REZ-DE-CHAUSSÉE EXISTANT/DÉMOLITION

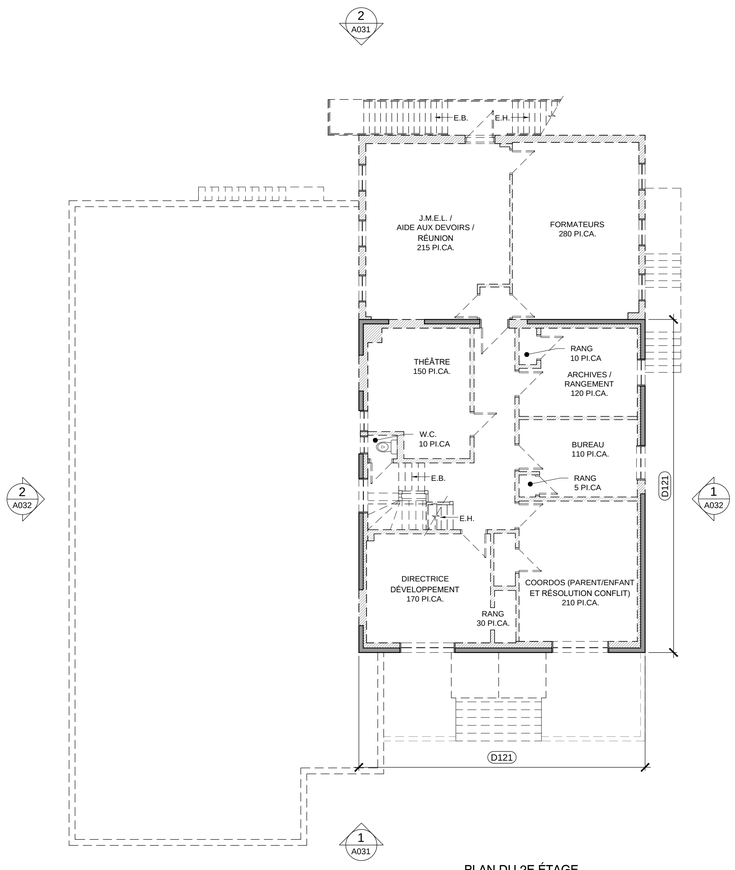
Page

A002



PLAN DU 3E ÉTAGE
EXISTANT/DÉMOLITION — 2 / A003

1/8" = 1'-0"



PLAN DU 2E ÉTAGE
EXISTANT/DÉMOLITION — 1 / A003

1/8" = 1'-0"

LÉGENDE - DÉMOLITION

- CLOISON / MUR EXISTANT À CONSERVER.
- CLOISON / MUR EXISTANT À DÉMOLIR.
- PORTE, CADRE ET QUINCAILLERIE EXISTANTS À DÉMOLIR.
- FENÊTRE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR.
- COLONNE EXISTANTE À DÉMOLIR.

NOTES DE DÉMOLITION - GÉNÉRALES

- D011 DÉMOLIR TOUT LE MOBILIER FIXE, LES DIVISIONS INTÉRIEURES, LES ESCALIERS INTÉRIEURS, ETC. DE LA PORTION CONSERVÉE DU BÂTIMENT.
- D012 DÉMOLIR TOUTE LA MÉCANIQUE ET L'ÉLECTRICITÉ DE LA PORTION CONSERVÉE DU BÂTIMENT.
- D013 LA DÉMOLITION DOIT ÊTRE FAITE EN CONSIDÉRATION DE LA PRÉSENCE D'AMIANTE (MODÉRÉE) - VOIR RAPPORT ÉMIS PAR EXP EN DATE DU 16 MAI 2016.

NOTES DE DÉMOLITION - SPÉCIFIQUES

- D121 MAISON D'ORIGINE À CONSERVER. CONSERVER LES FONDATIONS, L'OSSATURE DE L'ENVELOPPE ET LA MAÇONNERIE. DÉMOLIR LA STRUCTURE INTÉRIEURE (VOIR ING.).

CB
ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, VÉRIFIER TOUTES LES MESURES SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON CONCORDANCE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER À TOUS LES CODES EXISTANTS EN VIGUEUR ET EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'ART. TOUS LES DESSINS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE CB ARCHITECTE ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS UN CONSENTEMENT ÉCRIT.

Projet
INSTITUT PACIFIQUE
AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

Adresse des travaux
2901 BOULEVARD GOUIN EST, MONTRÉAL, QC H2B 1Y3

Maître de l'ouvrage
INSTITUT PACIFIQUE

Dossier
2015-04

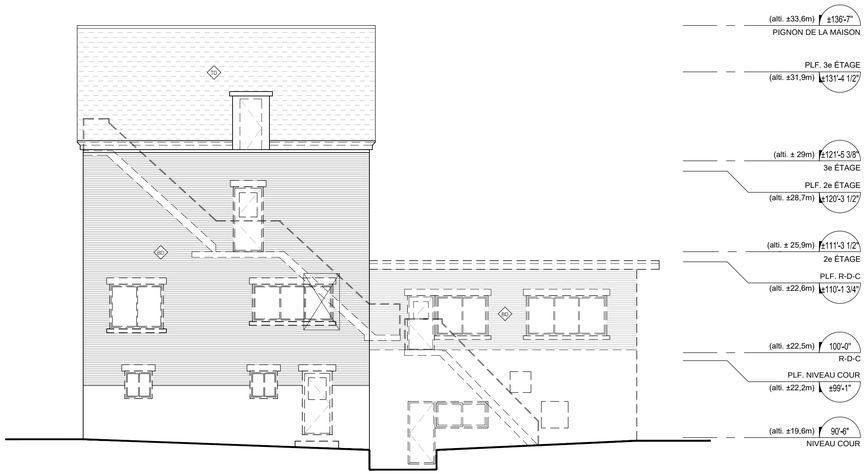
Date
2016.01.25

Vérifié par
C.B.

Dessiné par
D.S./A.S.T./O.N.

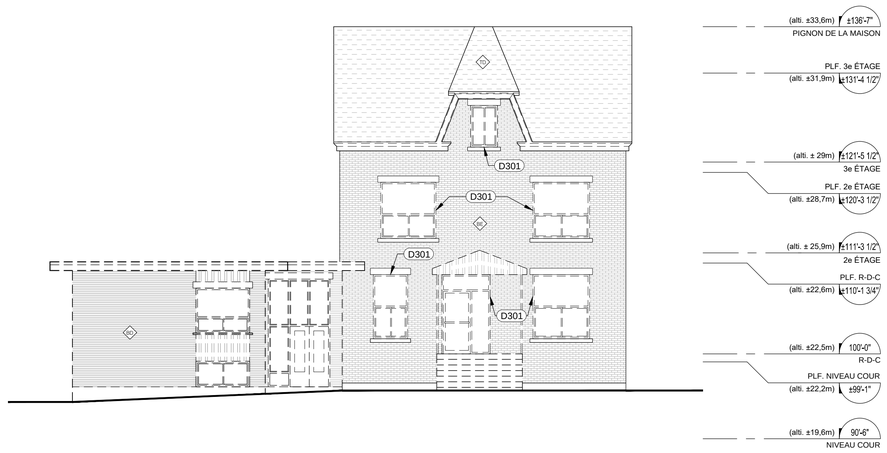
Titre du dessin
PLANS DU 2E ET 3E ÉTAGE
EXISTANT/DÉMOLITION

Page
A003



ÉLÉVATION ARRIÈRE
EXISTANT/DÉMOLITION — 2 / A031

1/8" = 1'-0"



ÉLÉVATION AVANT
EXISTANT/DÉMOLITION — 1 / A031

1/8" = 1'-0"

LÉGENDE DE DÉMOLITION - ÉLÉVATION

- D0 BRIQUE À CONSERVER
- D01 BRIQUE À DÉMOLIR AVEC SOIN POUR RÉUTILISATION
- D02 CRÉPIS SUR FONDATION À ENLEVER AVEC SOIN
- D03 REVÊTEMENT DE TOITURE EN BARDEAU D'ASPHALTE À DÉMOLIR JUSQU'AU PONTAGE EXISTANT.
- ÉLÉMENT À DÉMOLIR
- FENÊTRE À DÉMOLIR
- PORTION D'ENVELOPPE À DÉMOLIR (PERCEMENT)

NOTES DE DÉMOLITION GÉNÉRALES - ÉLÉVATIONS

- D031 CONSERVER TOUTE LA MAÇONNERIE ET LA NETTOYER POUR RÉUTILISATION.
- D032 DÉMOLIR TOUS LES ÉQUIPEMENTS AU TOIT / EN FAÇADE DE LA PORTION CONSERVÉE DU BÂTIMENT.

NOTES DE DÉMOLITION SPÉCIFIQUES - ÉLÉVATIONS

- D301 PORTE / FENÊTRE À DÉMOLIR AVEC SOIN (OUVERTURE CONSERVÉE).

CB
ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, VÉRIFIER TOUTES LES MESURES SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON CONCORDANCE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER À TOUS LES CODES EXISTANTS EN VIGUEUR ET EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'ART. TOUS LES DESSINS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE CB ARCHITECTE ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS UN CONSENTEMENT ÉCRIT.

Projet

INSTITUT PACIFIQUE

AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

Adresse des travaux

2901 BOULEVARD GOUIN EST, MONTRÉAL, QC H2B 1Y3

Maître de l'ouvrage

INSTITUT PACIFIQUE

Dossier	Date
2015-04	2016.01.25
Vérifié par	Dessiné par
C.B.	D.S./A.S.T./O.N.

Titre du dessin

ÉLÉVATIONS AVANT ET ARRIÈRE EXISTANT/DÉMOLITION

Page

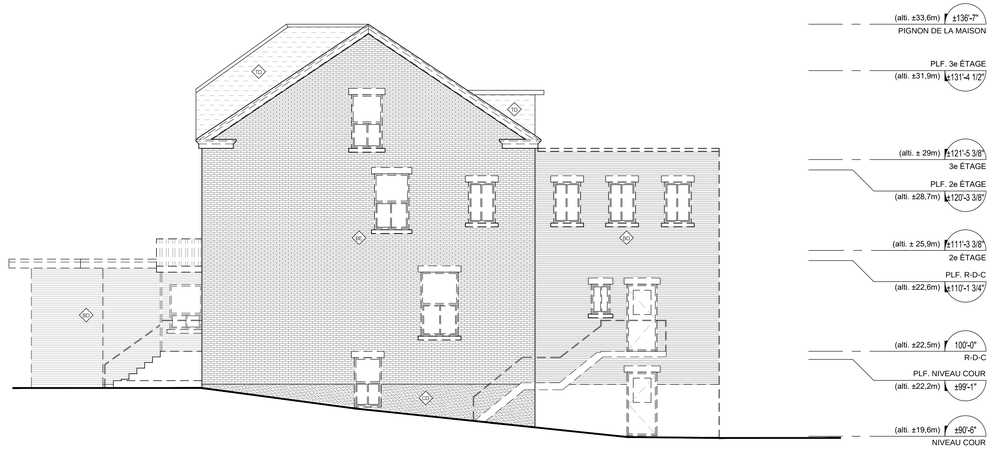
A031



ÉLÉVATION GAUCHE
EXISTANT/DÉMOLITION

2
A032

1/8" = 1'-0"



ÉLÉVATION DROITE
EXISTANT/DÉMOLITION

1
A032

1/8" = 1'-0"

LÉGENDE DE DÉMOLITION - ÉLÉVATION

- BRIQUE À CONSERVER
- BRIQUE À DÉMOLIR AVEC SOIN POUR RÉUTILISATION
- CRÉPIS SUR FONDATION À ENLEVER AVEC SOIN
- REVÊTEMENT DE TOITURE EN BARDEAU D'ASPHALTE À DÉMOLIR JUSQU'AU PONTAGE EXISTANT.
- ÉLÉMENT À DÉMOLIR
- FENÊTRE À DÉMOLIR
- PORTION D'ENVELOPPE À DÉMOLIR (PERCEMENT)

NOTES DE DÉMOLITION GÉNÉRALES - ÉLÉVATIONS

- D031 CONSERVER TOUTE LA MAÇONNERIE ET LA NETTOYER POUR RÉUTILISATION.
- D032 DÉMOLIR TOUS LES ÉQUIPEMENTS AU TOIT / EN FAÇADE DE LA PORTION CONSERVÉE DU BÂTIMENT.

NOTES DE DÉMOLITION SPÉCIFIQUES - ÉLÉVATIONS

- D301 PORTE / FENÊTRE À DÉMOLIR AVEC SOIN (OUVERTURE CONSERVÉE).

CB
ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, VÉRIFIER TOUTES LES MESURES SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON CONCORDANCE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER À TOUS LES CODES EXISTANTS EN VIGUEUR ET EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'ART. TOUS LES DESSINS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE CB ARCHITECTE ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS UN CONSENTEMENT ÉCRIT.

Projet

INSTITUT PACIFIQUE

AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

Adresse des travaux

2901 BOULEVARD GOUIN EST, MONTRÉAL, QC H2B 1Y3

Maître de l'ouvrage

INSTITUT PACIFIQUE

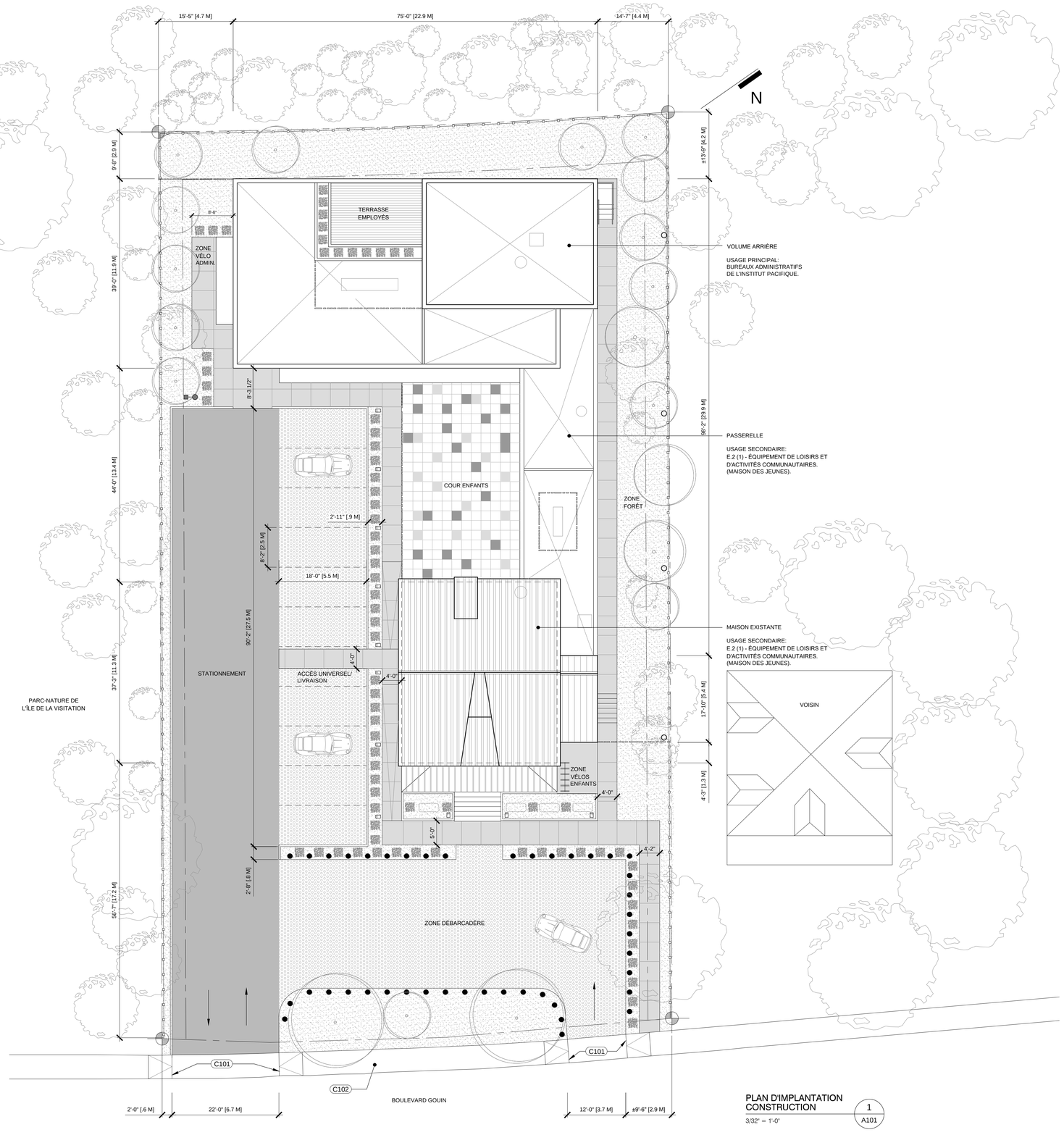
Dossier	Date
2015-04	2016.01.25
Vérifié par	Dessiné par
C.B.	D.S./A.S.T./O.N.

Titre du dessin

ÉLÉVATIONS DROITE ET GAUCHE
EXISTANT/DÉMOLITION

Page

A032



PLAN D'IMPLANTATION
CONSTRUCTION — 1 / A101

3/32" = 1'-0"

SUPERFICIE DU LOT:	19 651 pi²	1 826 m²
SUPERFICIE DU BÂTIMENT (AU SOL):	5 098 pi²	474 m²
SUPERFICIE DE PLANCHER À MODIFIER:	4 764 pi²	443 m²
SUPERFICIE DE PLANCHER À CONSTRUIRE:	11 851 pi²	1 101 m²
TAUX D'IMPLANTATION:	26%	
DENSITÉ (ISP):	0,86	
% DE VERDURE:	42%	
SURFACE VÉGÉTALISÉE:	8 307 pi²	772 m²
SURFACE ASPHALTÉE:	4 478 pi²	416 m²
SUPERFICIE DE STATIONNEMENT:	4 478 pi²	416 m²

NOTE: AUCUN ÉLÉMENT N'A ÉTÉ EXCLUS DES CALCULS DE SUPERFICIE DE PLANCHER.

LÉGENDE D'IMPLANTATION - CONSTRUCTION

- LIGNE DE LOT
- NOUVELLE SECTION D'ASPHALTE
- NOUVEAU TROTTOIR ET BORDURES DE BÉTON
- NOUVEAU PAVAGE DE BÉTON ALVÉOLÉ (PAVÉ DE GAZON)
- NOUVELLE SURFACE DE JEU SOUPLE EN CARREAUX COLORÉS
- NOUVELLE SECTION DE GAZON EN PLAQUE
- NOUVELLE CLÔTURE ET/OU ÉCRAN EN CÈDRE
- NOUVELLE CLÔTURE MÉTALLIQUE
- NOUVEL ARBUSTE ET PAILLIS
- NOUVELLE HAIE ET PAILLIS
- ARBRE EXISTANT CONSERVÉ
- NOUVEL ARBRE
- NOUVEAU BOLLARD ROND EN ACIER PEINT NOIR
- NOUVEAU LAMPADAIRE (VOIR ING.)
- NOUVEAU BOLLARD LUMINEUX (VOIR ING.)
- NOUVEAU LUMINAIRE ENCASTRÉ AU SOL (À FAISCEAU DIRIGÉ SUR LE BÂTIMENT) (VOIR ING.)

NOTES DE CONSTRUCTION - SPÉCIFIQUES

- C101 NOUVELLE ENTRÉE CHARRETIÈRE (BATEAU)
- C102 PORTION DE TROTTOIR À RAGRÉER.

CB ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, VÉRIFIER TOUTES LES MESURES SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON CONCORDANCE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER À TOUS LES CODES EXISTANTS EN VIGUEUR ET EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'ART. TOUS LES DESSINS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE CB ARCHITECTE ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS UN CONSENTEMENT ÉCRIT.

Projet

INSTITUT PACIFIQUE

AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

Adresse des travaux

2901 BOULEVARD GOUIN EST, MONTRÉAL, QC H2B 1Y3

Maître de l'ouvrage

INSTITUT PACIFIQUE

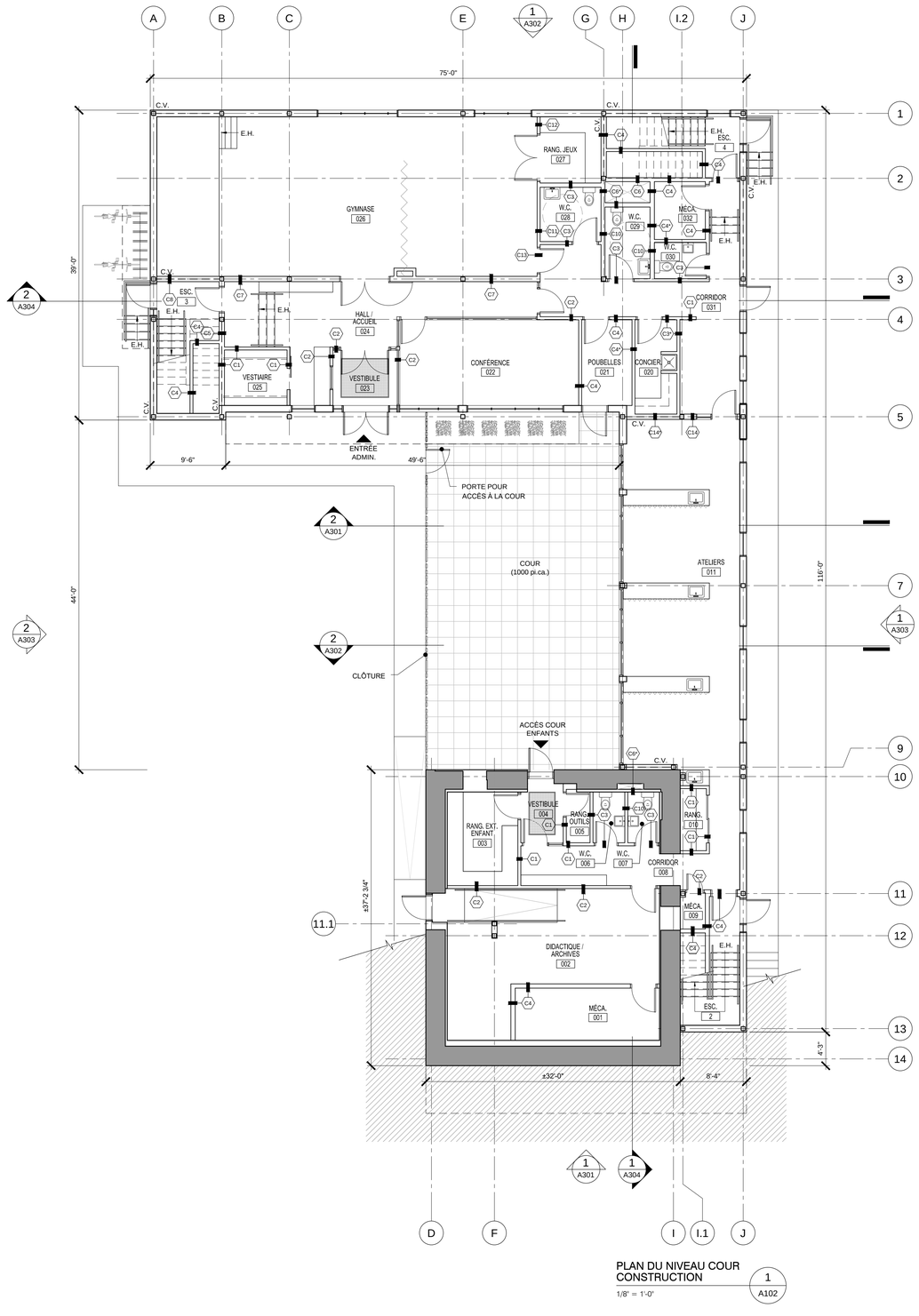
Dossier	Date
2015-04	2016.01.25
Vérifié par	Dessiné par
C.B.	D.S./A.S.T.

Titre du dessin

PLAN D'IMPLANTATION
CONSTRUCTION

Page

A101



PLAN DU NIVEAU COUR
CONSTRUCTION — 1 / A102

1/8" = 1'-0"

C1 — CLOISON TYPE

- GYPSE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- GYPSE 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C2 — CLOISON TYPE - ACOUSTIQUE (ITS 48)

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE TYPE X 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C3 — CLOISON TYPE - W.C. ET CONCIERGERIE

- GYPSE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE HYDROFUGE 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C4 — CLOISON TYPE - DRF 1H (ITS 53)

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- 2 GYPSES TYPE X 5/8"

*REMPLACER LE GYPSE CÔTÉ W.C./CONCIERGERIE PAR UN GYPSE HYDROFUGE TYPE X 5/8"

C5 — CLOISON TYPE - DRF 1H SOUFFLÉE (ITS 51)

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- LAINE MINÉRALE 6"
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- 2 GYPSES TYPE X 5/8"

*REMPLACER LE GYPSE CÔTÉ W.C./CONCIERGERIE PAR UN GYPSE HYDROFUGE TYPE X 5/8"

C6 — CLOISON TYPE - PUITS TECHNIQUE (DRF 1H/ITS 39)

- REVÊTEMENT DE PAROIS DE PUITS 1"
- MONTANTS MÉTALLIQUES C-H 2 1/2" @ 16" C/C
- GYPSE TYPE X 5/8"

*REMPLACER LE GYPSE PAR UN GYPSE HYDROFUGE TYPE X 5/8"

C7 — CLOISON TYPE - GYMNASE / CORRIDOR

- GYPSE TYPE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 16" C/C
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- GYPSE 5/8"
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS 5/8"

C8 — CLOISON TYPE - DRF 1H SOUFFLÉE / GYM

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- LAINE MINÉRALE 6"
- GYPSE TYPE X 5/8"
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS TYPE X 5/8" (CÔTÉ GYMNASE)

C9 — CLOISON TYPE - DRF 1H SUR EXISTANT

- 2 GYPSES TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C
- LAINE MINÉRALE 3 1/2"
- MADRIERS EXISTANTS
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- GYPSE TYPE X 5/8"

C10 — CLOISON TYPE - W.C. / W.C.

- GYPSE HYDROFUGE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE HYDROFUGE 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C11 — CLOISON TYPE - W.C. / GYMNASE

- GYPSE HYDROFUGE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS 5/8" (CÔTÉ GYMNASE)

C12 — CLOISON TYPE - RANGEMENT / GYMNASE

- GYPSE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS 5/8" (CÔTÉ GYMNASE)

C13 — CLOISON TYPE - ACOUSTIQUE / GYM (ITS 48)

- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS TYPE X 5/8" (CÔTÉ GYM)
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE TYPE X 5/8"

C14 — CLOISON TYPE - ACOUSTIQUE SOUFFLÉE

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- GYPSE TYPE X 5/8"

* REMPLACER LE GYPSE CÔTÉ CONCIERGERIE PAR UN GYPSE HYDROFUGE ET SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

LÉGENDE - CONSTRUCTION

- CLOISON / MUR EXISTANT À CONSERVER.
- NOUVELLE CLOISON / MUR.
- NOUVELLE PORTE, CADRE ET QUINCAILLERIE.
- NOUVELLE FENÊTRE ET CADRE.
- OUVERTURE DANS LE PLANCHER.
- GRILLE GRATTE-PIED.

NOTES GÉNÉRALES PORTES INTÉRIEURES

- PORTE À ÂME PLEINE FINI MERISIER VERNI (SAUF INDICATION CONTRAIRE)
- CADRE MÉTALLIQUE PEINT
- QUINCAILLERIE COMMERCIALE

NOTES SPÉCIFIQUES PORTES INTÉRIEURES

ISSUES
- DRF 45 MINUTES
- FERME-PORTE
- PLAQUE COUP DE PIED

VESTIBULES
- PORTES VITRÉES
- JOURS LATÉRAUX VITRÉS

W.C. ET CONCIERGERIES
- PLAQUE COUP DE PIED

GYMNASE
- PORTES PRINCIPALES À ÂME PLEINE FINI MERISIER AVEC PORTION VITRÉE
- CHARNIÈRE À 180° SUR L'UNE DES DEUX PORTES PRINCIPALES
- IMPOSTE VITRÉE (PORTES PRINCIPALES)

ATELIERS ET CUISINE ENFANTS ET EMPLOYÉS
- JOUR LATÉRAL (ATELIERS) ET IMPOSTE VITRÉE

PORTES COULISSANTES EN SURFACE
- RAIL EN INOX EN SURFACE

PORTES DE BUREAUX
- JOUR LATÉRAL VITRÉ

CB ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, VÉRIFIER TOUTES LES MESURES SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON CONCORDANCE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER À TOUS LES CODES EXISTANTS EN VIGUEUR ET EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'ART. TOUS LES DESSINS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE CB ARCHITECTE ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS UN CONSENTEMENT ÉCRIT.

Projet

INSTITUT PACIFIQUE

AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

Adresse des travaux

2901 BOULEVARD GOUIN EST, MONTRÉAL, QC H2B 1Y3

Maître de l'ouvrage

INSTITUT PACIFIQUE

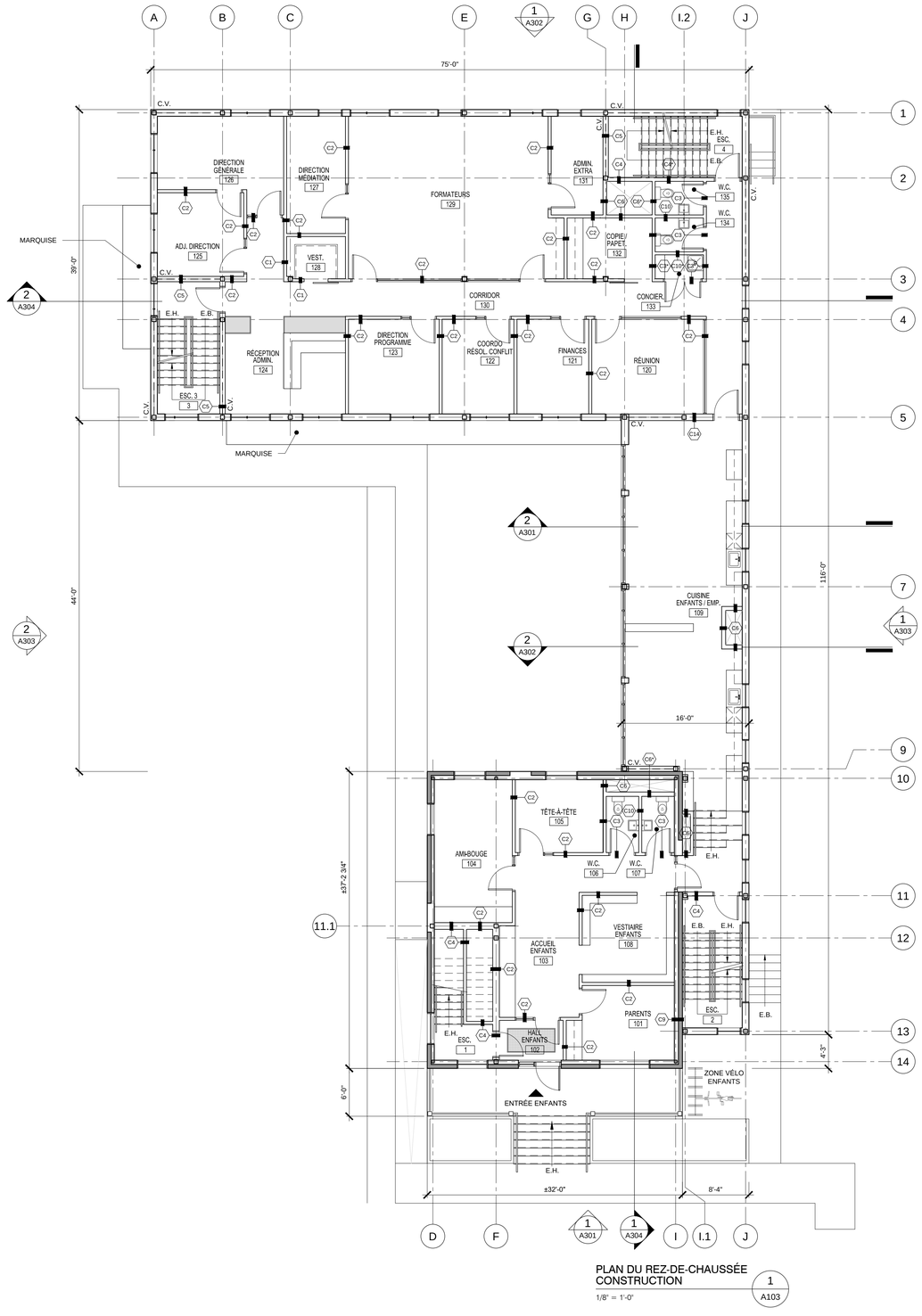
Dossier	Date
2015-04	2016.01.25
Vérifié par	Dessiné par
C.B.	D.S./A.S.T./O.N.

Titre du dessin

PLAN DU NIVEAU COUR
CONSTRUCTION

Page

A102



PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE CONSTRUCTION

1/8" = 1'-0"

1 A103

C1 CLOISON TYPE

- GYPSE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- GYPSE 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C2 CLOISON TYPE - ACOUSTIQUE (ITS 48)

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE TYPE X 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C3 CLOISON TYPE - W.C. ET CONCIERGERIE

- GYPSE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE HYDROFUGE 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C4 CLOISON TYPE - DRF 1H (ITS 53)

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- 2 GYPSES TYPE X 5/8"

*REMPLACER LE GYPSE CÔTÉ W.C./CONCIERGERIE PAR UN GYPSE HYDROFUGE TYPE X 5/8"

C5 CLOISON TYPE - DRF 1H SOUFFLÉE (ITS 51)

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- LAINE MINÉRALE 6"
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- 2 GYPSES TYPE X 5/8"

*REMPLACER LE GYPSE CÔTÉ W.C./CONCIERGERIE PAR UN GYPSE HYDROFUGE TYPE X 5/8"

C6 CLOISON TYPE - PUITS TECHNIQUE (DRF 1H/ITS 39)

- REVÊTEMENT DE PAROIS DE PUITS 1"
- MONTANTS MÉTALLIQUES C-H 2 1/2" @ 16" C/C
- GYPSE TYPE X 5/8"

*REMPLACER LE GYPSE PAR UN GYPSE HYDROFUGE TYPE X 5/8"

C7 CLOISON TYPE - GYMNASE / CORRIDOR

- GYPSE TYPE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 16" C/C
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- GYPSE 5/8"
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS 5/8"

C8 CLOISON TYPE - DRF 1H SOUFFLÉE / GYM

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- LAINE MINÉRALE 6"
- GYPSE TYPE X 5/8"
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS TYPE X 5/8" (CÔTÉ GYMNASE)

C9 CLOISON TYPE - DRF 1H SUR EXISTANT

- 2 GYPSES TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C
- LAINE MINÉRALE 3 1/2"
- MADRIERS EXISTANTS
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- GYPSE TYPE X 5/8"

C10 CLOISON TYPE - W.C. / W.C.

- GYPSE HYDROFUGE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE HYDROFUGE 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C11 CLOISON TYPE - W.C. / GYMNASE

- GYPSE HYDROFUGE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS 5/8" (CÔTÉ GYMNASE)

C12 CLOISON TYPE - RANGEMENT / GYMNASE

- GYPSE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS 5/8" (CÔTÉ GYMNASE)

C13 CLOISON TYPE - ACOUSTIQUE / GYM (ITS 48)

- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS TYPE X 5/8" (CÔTÉ GYM)
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE TYPE X 5/8"

C14 CLOISON TYPE - ACOUSTIQUE SOUFFLÉE

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- GYPSE TYPE X 5/8"

* REMPLACER LE GYPSE CÔTÉ CONCIERGERIE PAR UN GYPSE HYDROFUGE ET SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

LÉGENDE - CONSTRUCTION

- CLOISON / MUR EXISTANT À CONSERVER.
- NOUVELLE CLOISON / MUR.
- NOUVELLE PORTE, CADRE ET QUINCAILLERIE.
- NOUVELLE FENÊTRE ET CADRE.
- OUVERTURE DANS LE PLANCHER.
- GRILLE GRATTE-PIED.

NOTES GÉNÉRALES PORTES INTÉRIEURES

- PORTE À ÂME PLEINE FINI MERISIER VERNI (SAUF INDICATION CONTRAIRE)
- CADRE MÉTALLIQUE PEINT
- QUINCAILLERIE COMMERCIALE

NOTES SPÉCIFIQUES PORTES INTÉRIEURES

ISSUES
- DRF 45 MINUTES
- FERME-PORTE
- PLAQUE COUP DE PIED

VESTIBULES
- PORTES VITRÉES
- JOURS LATÉRAUX VITRÉS

W.C. ET CONCIERGERIES
- PLAQUE COUP DE PIED

GYMNASE
- PORTES PRINCIPALES À ÂME PLEINE FINI MERISIER AVEC PORTION VITRÉE
- CHARNIÈRE À 180° SUR L'UNE DES DEUX PORTES PRINCIPALES
- IMPOSTE VITRÉE (PORTES PRINCIPALES)

ATELIERS ET CUISINE ENFANTS ET EMPLOYÉS
- JOUR LATÉRAL (ATELIERS) ET IMPOSTE VITRÉE

PORTES COULISSANTES EN SURFACE
- RAIL EN INOX EN SURFACE

PORTES DE BUREAUX
- JOUR LATÉRAL VITRÉ

CB ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, VÉRIFIER TOUTES LES MESURES SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON CONCORDANCE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER À TOUS LES CODES EXISTANTS EN VIGUEUR ET EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'ART. TOUS LES DESSINS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE CB ARCHITECTE ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS UN CONSENTEMENT ÉCRIT.

Projet

INSTITUT PACIFIQUE

AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

Adresse des travaux

2901 BOULEVARD GOUIN EST, MONTRÉAL, QC H2B 1Y3

Maître de l'ouvrage

INSTITUT PACIFIQUE

Dossier: 2015-04

Date: 2016.01.25

Vérifié par: C.B.

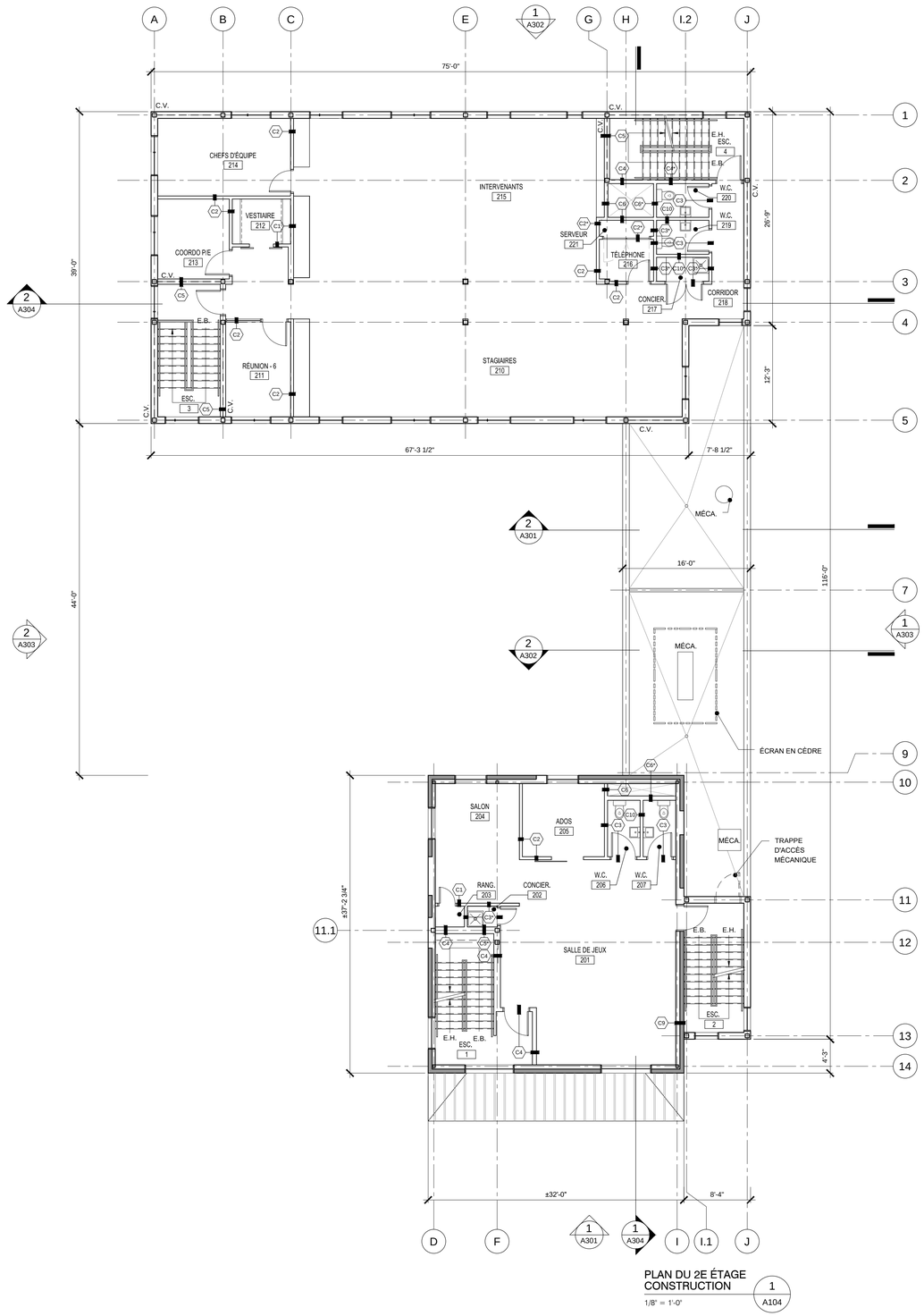
Dessiné par: D.S./A.S.T./O.N.

Titre du dessin

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE CONSTRUCTION

Page

A103



PLAN DU 2E ÉTAGE CONSTRUCTION

1/8" = 1'-0"

1 A104

C1 — CLOISON TYPE

- GYPSE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- GYPSE 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C2 — CLOISON TYPE - ACOUSTIQUE (ITS 48)

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE TYPE X 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C3 — CLOISON TYPE - W.C. ET CONCIERGERIE

- GYPSE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE HYDROFUGE 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C4 — CLOISON TYPE - DRF 1H (ITS 53)

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- 2 GYPSES TYPE X 5/8"

*REMPLACER LE GYPSE CÔTÉ W.C./CONCIERGERIE PAR UN GYPSE HYDROFUGE TYPE X 5/8"

C5 — CLOISON TYPE - DRF 1H SOUFFLÉE (ITS 51)

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- LAINE MINÉRALE 6"
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- 2 GYPSES TYPE X 5/8"

*REMPLACER LE GYPSE CÔTÉ W.C./CONCIERGERIE PAR UN GYPSE HYDROFUGE TYPE X 5/8"

C6 — CLOISON TYPE - PUITS TECHNIQUE (DRF 1H/ITS 39)

- REVÊTEMENT DE PAROIS DE PUITS 1"
- MONTANTS MÉTALLIQUES C-H 2 1/2" @ 16" C/C
- GYPSE TYPE X 5/8"

*REMPLACER LE GYPSE PAR UN GYPSE HYDROFUGE TYPE X 5/8"

C7 — CLOISON TYPE - GYMNASE / CORRIDOR

- GYPSE TYPE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 16" C/C
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- GYPSE 5/8"
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS 5/8"

C8 — CLOISON TYPE - DRF 1H SOUFFLÉE / GYM

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- LAINE MINÉRALE 6"
- GYPSE TYPE X 5/8"
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS TYPE X 5/8" (CÔTÉ GYMNASE)

C9 — CLOISON TYPE - DRF 1H SUR EXISTANT

- 2 GYPSES TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C
- LAINE MINÉRALE 3 1/2"
- MADRIERS EXISTANTS
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- GYPSE TYPE X 5/8"

C10 — CLOISON TYPE - W.C. / W.C.

- GYPSE HYDROFUGE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE HYDROFUGE 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C11 — CLOISON TYPE - W.C. / GYMNASE

- GYPSE HYDROFUGE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS 5/8" (CÔTÉ GYMNASE)

C12 — CLOISON TYPE - RANGEMENT / GYMNASE

- GYPSE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS 5/8" (CÔTÉ GYMNASE)

C13 — CLOISON TYPE - ACOUSTIQUE / GYM (ITS 48)

- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS TYPE X 5/8" (CÔTÉ GYM).
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE TYPE X 5/8"

C14 — CLOISON TYPE - ACOUSTIQUE SOUFFLÉE

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- GYPSE TYPE X 5/8"

* REMPLACER LE GYPSE CÔTÉ CONCIERGERIE PAR UN GYPSE HYDROFUGE ET SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

LÉGENDE - CONSTRUCTION

- CLOISON / MUR EXISTANT À CONSERVER.
- NOUVELLE CLOISON / MUR.
- NOUVELLE PORTE, CADRE ET QUINCAILLERIE.
- NOUVELLE FENÊTRE ET CADRE.
- OUVERTURE DANS LE PLANCHER.
- GRILLE GRATTE-PIED.

NOTES GÉNÉRALES PORTES INTÉRIEURES

- PORTE À ÂME PLEINE FINI MERISIER VERNI (SAUF INDICATION CONTRAIRE)
- CADRE MÉTALLIQUE PEINT
- QUINCAILLERIE COMMERCIALE

NOTES SPÉCIFIQUES PORTES INTÉRIEURES

ISSUES
- DRF 45 MINUTES
- FERME-PORTE
- PLAQUE COUP DE PIED

VESTIBULES
- PORTES VITRÉES
- JOURS LATÉRAUX VITRÉS

W.C. ET CONCIERGERIES
- PLAQUE COUP DE PIED

GYMNASE
- PORTES PRINCIPALES À ÂME PLEINE FINI MERISIER AVEC PORTION VITRÉE
- CHARNIÈRE À 180° SUR L'UNE DES DEUX PORTES PRINCIPALES
- IMPOSTE VITRÉE (PORTES PRINCIPALES)

ATELIERS ET CUISINE ENFANTS ET EMPLOYÉS
- JOUR LATÉRAL (ATELIERS) ET IMPOSTE VITRÉE

PORTES COULISSANTES EN SURFACE
- RAIL EN INOX EN SURFACE

PORTES DE BUREAUX
- JOUR LATÉRAL VITRÉ

CB ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, VÉRIFIER TOUTES LES MESURES SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON CONCORDANCE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER À TOUS LES CODES EXISTANTS EN VIGUEUR ET EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'ART. TOUS LES DESSINS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE CB ARCHITECTE ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS UN CONSENTEMENT ÉCRIT.

Projet

INSTITUT PACIFIQUE

AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

Adresse des travaux

2901 BOULEVARD GOUIN EST, MONTRÉAL, QC H2B 1Y3

Maître de l'ouvrage

INSTITUT PACIFIQUE

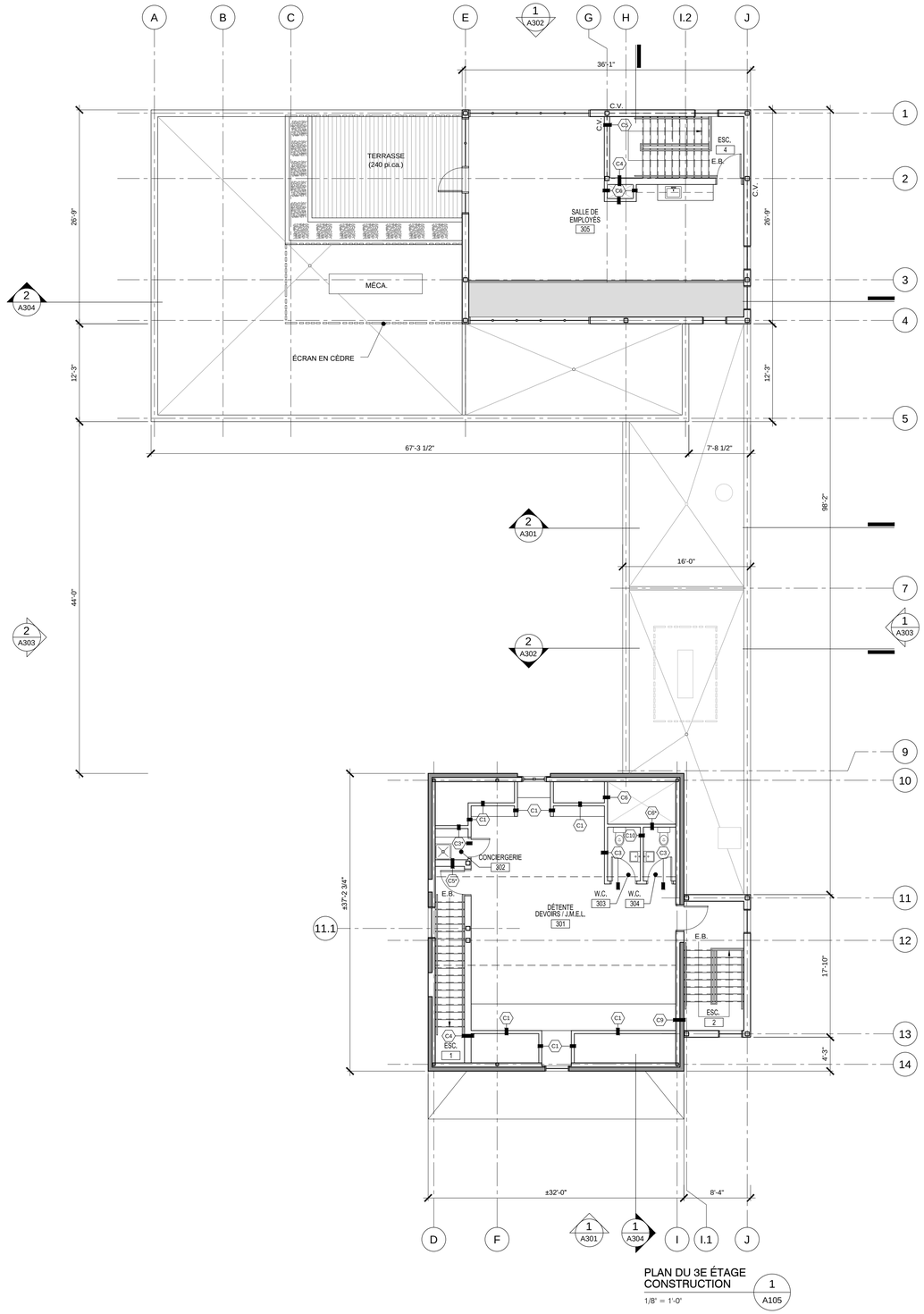
Dossier	Date
2015-04	2016.01.25
Vérifié par	Dessiné par
C.B.	D.S./A.S.T./O.N.

Titre du dessin

PLAN DU 2E ÉTAGE CONSTRUCTION

Page

A 1 0 4



PLAN DU 3E ÉTAGE
CONSTRUCTION — 1 / A105

1/8" = 1'-0"

C1 CLOISON TYPE

- GYPSE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- FOURRURES MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- GYPSE 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C2 CLOISON TYPE - ACOUSTIQUE (ITS 48)

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE TYPE X 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C3 CLOISON TYPE - W.C. ET CONCIERGERIE

- GYPSE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE HYDROFUGE 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C4 CLOISON TYPE - DRF 1H (ITS 53)

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- 2 GYPSES TYPE X 5/8"

*REMPLACER LE GYPSE CÔTÉ W.C./CONCIERGERIE PAR UN GYPSE HYDROFUGE TYPE X 5/8"

C5 CLOISON TYPE - DRF 1H SOUFFLÉE (ITS 51)

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- LAINE MINÉRALE 6"
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- 2 GYPSES TYPE X 5/8"

*REMPLACER LE GYPSE CÔTÉ W.C./CONCIERGERIE PAR UN GYPSE HYDROFUGE TYPE X 5/8"

C6 CLOISON TYPE - PUITS TECHNIQUE (DRF 1H/ITS 39)

- REVÊTEMENT DE PAROIS DE PUITS 1"
- MONTANTS MÉTALLIQUES C-H 2 1/2" @ 16" C/C
- GYPSE TYPE X 5/8"

*REMPLACER LE GYPSE PAR UN GYPSE HYDROFUGE TYPE X 5/8"

C7 CLOISON TYPE - GYMNASE / CORRIDOR

- GYPSE TYPE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 16" C/C
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- GYPSE 5/8"
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS 5/8"

C8 CLOISON TYPE - DRF 1H SOUFFLÉE / GYM

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- LAINE MINÉRALE 6"
- GYPSE TYPE X 5/8"
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS TYPE X 5/8" (CÔTÉ GYMNASE)

C9 CLOISON TYPE - DRF 1H SUR EXISTANT

- 2 GYPSES TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C
- LAINE MINÉRALE 3 1/2"
- MADRIERS EXISTANTS
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- GYPSE TYPE X 5/8"

C10 CLOISON TYPE - W.C. / W.C.

- GYPSE HYDROFUGE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE HYDROFUGE 5/8"

* SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

C11 CLOISON TYPE - W.C. / GYMNASE

- GYPSE HYDROFUGE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS 5/8" (CÔTÉ GYMNASE)

C12 CLOISON TYPE - RANGEMENT / GYMNASE

- GYPSE 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS 5/8" (CÔTÉ GYMNASE)

C13 CLOISON TYPE - ACOUSTIQUE / GYM (ITS 48)

- GYPSE HAUTE RÉSISTANCE AUX IMPACTS TYPE X 5/8" (CÔTÉ GYM).
- MONTANTS MÉTALLIQUES 3 5/8" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- GYPSE TYPE X 5/8"

C14 CLOISON TYPE - ACOUSTIQUE SOUFFLÉE

- GYPSE TYPE X 5/8"
- MONTANTS MÉTALLIQUES 6" @ 24" C/C (16" C/C AU NIVEAU COUR)
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3,5"
- FOURRURES MÉTALLIQUES 7/8" @ 16" C/C
- GYPSE TYPE X 5/8"

* REMPLACER LE GYPSE CÔTÉ CONCIERGERIE PAR UN GYPSE HYDROFUGE ET SCELLER TOUS LES JOINTS DE MANIÈRE À RENDRE LA CLOISON ÉTANCHE À LA FUMÉE (0H)

LÉGENDE - CONSTRUCTION

- CLOISON / MUR EXISTANT À CONSERVER.
- NOUVELLE CLOISON / MUR.
- NOUVELLE PORTE, CADRE ET QUINCAILLERIE.
- NOUVELLE FENÊTRE ET CADRE.
- OUVERTURE DANS LE PLANCHER.
- GRILLE GRATTE-PIED.

NOTES GÉNÉRALES PORTES INTÉRIEURES

- PORTE À ÂME PLEINE FINI MERISIER VERNI (SAUF INDICATION CONTRAIRE)
- CADRE MÉTALLIQUE PEINT
- QUINCAILLERIE COMMERCIALE

NOTES SPÉCIFIQUES PORTES INTÉRIEURES

ISSUES
- DRF 45 MINUTES
- FERME-PORTE
- PLAQUE COUP DE PIED

VESTIBULES
- PORTES VITRÉES
- JOURS LATÉRAUX VITRÉS

W.C. ET CONCIERGERIES
- PLAQUE COUP DE PIED

GYMNASE
- PORTES PRINCIPALES À ÂME PLEINE FINI MERISIER AVEC PORTION VITRÉE
- CHARNIÈRE À 180° SUR L'UNE DES DEUX PORTES PRINCIPALES
- IMPOSTE VITRÉE (PORTES PRINCIPALES)

ATELIERS ET CUISINE ENFANTS ET EMPLOYÉS
- JOUR LATÉRAL (ATELIERS) ET IMPOSTE VITRÉE

PORTES COULISSANTES EN SURFACE
- RAIL EN INOX EN SURFACE

PORTES DE BUREAUX
- JOUR LATÉRAL VITRÉ

CB ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, VÉRIFIER TOUTES LES MESURES SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON CONCORDANCE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER À TOUS LES CODES EXISTANTS EN VIGUEUR ET EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'ART. TOUS LES DESSINS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE CB ARCHITECTE ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS UN CONSENTEMENT ÉCRIT.

Projet

INSTITUT PACIFIQUE

AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

Adresse des travaux

2901 BOULEVARD GOUIN EST, MONTRÉAL, QC H2B 1Y3

Maître de l'ouvrage

INSTITUT PACIFIQUE

Dossier: 2015-04

Date: 2016.01.25

Vérifié par: C.B.

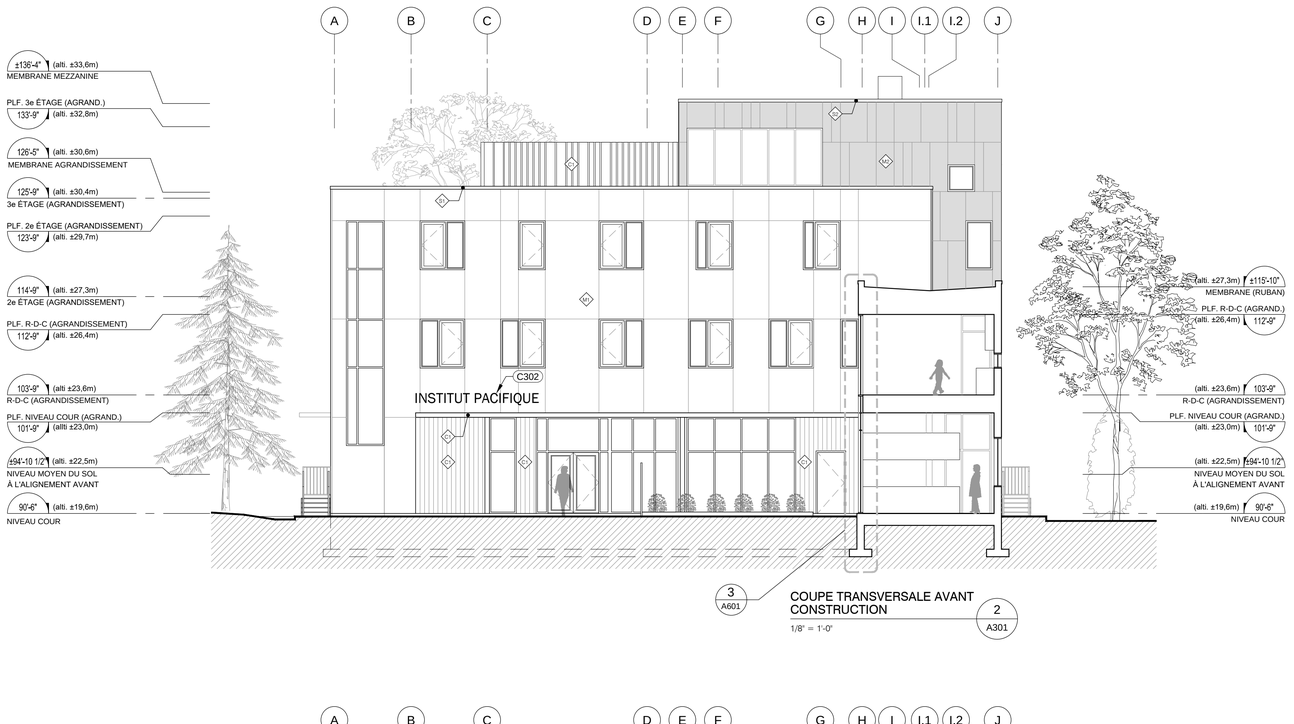
Dessiné par: D.S./A.S.T./O.N.

Titre du dessin

PLAN DU 3E ÉTAGE
CONSTRUCTION

Page

A105



3 / A601 — COUPE TRANSVERSALE AVANT CONSTRUCTION — 2 / A301

1/8" = 1'-0"



ÉLÉVATION AVANT CONSTRUCTION — 1 / A301

1/8" = 1'-0"

SPÉCIFICATIONS

TOITURE T1
PRESTIGE 16" SANS RAINURE COULEUR GRIS RÉGENT DE ***VICWEST***
INSTALLÉ SUR CONTREPLAQUÉ 5/8" RECOUVERT D'UNE MEMBRANE AUTOADHÉSIVE HAUTE TEMPÉRATURE AUTO-CICATRISANTE.

TOITURE T2
TÔLE CORRUGUÉE 7/8" À FIXATIONS APPARENTES COULEUR GRIS RÉGENT DE ***VICWEST***
INSTALLÉE SUR CONTREPLAQUÉ 5/8" RECOUVERT D'UNE MEMBRANE AUTOADHÉSIVE HAUTE TEMPÉRATURE AUTO-CICATRISANTE.

SOLIN TYPE 1
SOLIN MÉTALLIQUE BLANC.

SOLIN TYPE 2
SOLIN MÉTALLIQUE GRIS.

PANNEAUX MÉTALLIQUES M1
AD300SR ET AD275SR CALIBRE 20 COULEUR BLANC ROYAL DE ***VICWEST***

PANNEAUX MÉTALLIQUES M2
AD300SR ET AD275SR CALIBRE 20 COULEUR GRIS RÉGENT DE ***VICWEST***

LATTES DE BOIS C1
CÈDRE BLANC OU ROUGE AVEC TEINTURE ET SCELLANT.

CORNICHE EN BOIS C2
CORNICHE EN BOIS PEINT BLANC.

COLONNE EN BOIS C3
COLONNE EN BOIS PEINT NOIR.

LÉGENDE DE CONSTRUCTION - ÉLÉVATION

- MAÇONNERIE DE BRIQUE EXISTANTE CONSERVÉE À RAGRÉER ET NETTOYER.
- ZONE DE MAÇONNERIE À RECONSTRUIRE À L'AIDE DE BRIQUE RÉCUPÉRÉE.
- PORTION DE MUR À RECONSTRUIRE.
- REVÊTEMENT MÉTALLIQUE D'APPARENCE TÔLE À BAGUETTE.
- REVÊTEMENT MÉTALLIQUE CORRUGUÉ.
- SOLIN TYPE 1.
- SOLIN TYPE 2.
- PANNEAUX EN PROFILÉS MÉTALLIQUES LISSES. LES LIGNES VERTICALES REPRÉSENTENT DES RAINURES VERTICALES.
- PANNEAUX EN PROFILÉS MÉTALLIQUES LISSES. LES LIGNES VERTICALES REPRÉSENTENT DES RAINURES VERTICALES.
- MARQUISE, SOFFITE, ÉCRAN MÉCANIQUE, CLÔTURE ET REVÊTEMENT EN LATTES DE BOIS.
- CORNICHE EN BOIS PEINT.
- COLONNE EN BOIS PEINT.
- NOUVELLE FENÊTRE À BATTANT. VOIR TABLEAU DES PORTES ET FENÊTRES.
- NOUVELLE FENÊTRE À GUILLOTINE. VOIR TABLEAU DES PORTES ET FENÊTRES.

LÉGENDE DE CONSTRUCTION - COUPE

- MUR ET/OU TOITURE EXISTANT À CONSERVER.
- NOUVEAU MUR, PLANCHER ET/OU TOITURE.

NOTES DE CONSTRUCTION GÉNÉRALES - ÉLÉVATIONS

- C031 PRÉVOIR DES ALLÉGES ET LINTEAU EN PIERRE SAINT-MARC POUR TOUTES LES FENÊTRES SITUÉES DANS UN MUR DE MAÇONNERIE.

NOTES DE CONSTRUCTION SPÉCIFIQUES - ÉLÉVATIONS

- C301 GARDE-CORPS / MAIN COURANTE EN ALUMINIUM SOUDÉ NOIR.
- C302 SIGNALÉTHIQUE RÉTRO-ÉCLAIRÉE.
- C303 GRILLE DE VENTILATION (VOIR ING.)

CB
ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, VÉRIFIER TOUTES LES MESURES SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON CONCORDANCE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER À TOUS LES CODES EXISTANTS EN VIGUEUR ET EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'ART. TOUS LES DESSINS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE CB ARCHITECTE ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS UN CONSENTEMENT ÉCRIT.

Projet
INSTITUT PACIFIQUE
AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

Adresse des travaux
2901 BOULEVARD GOUIN EST, MONTRÉAL, QC H2B 1Y3

Maître de l'ouvrage
INSTITUT PACIFIQUE

Dossier	Date
2015-04	2016.01.25
Vérifié par	Dessiné par
C.B.	D.S./A.S.T./O.N.

Titre du dessin
ÉLÉVATION AVANT ET COUPE TRANSVERSALE AVANT CONSTRUCTION

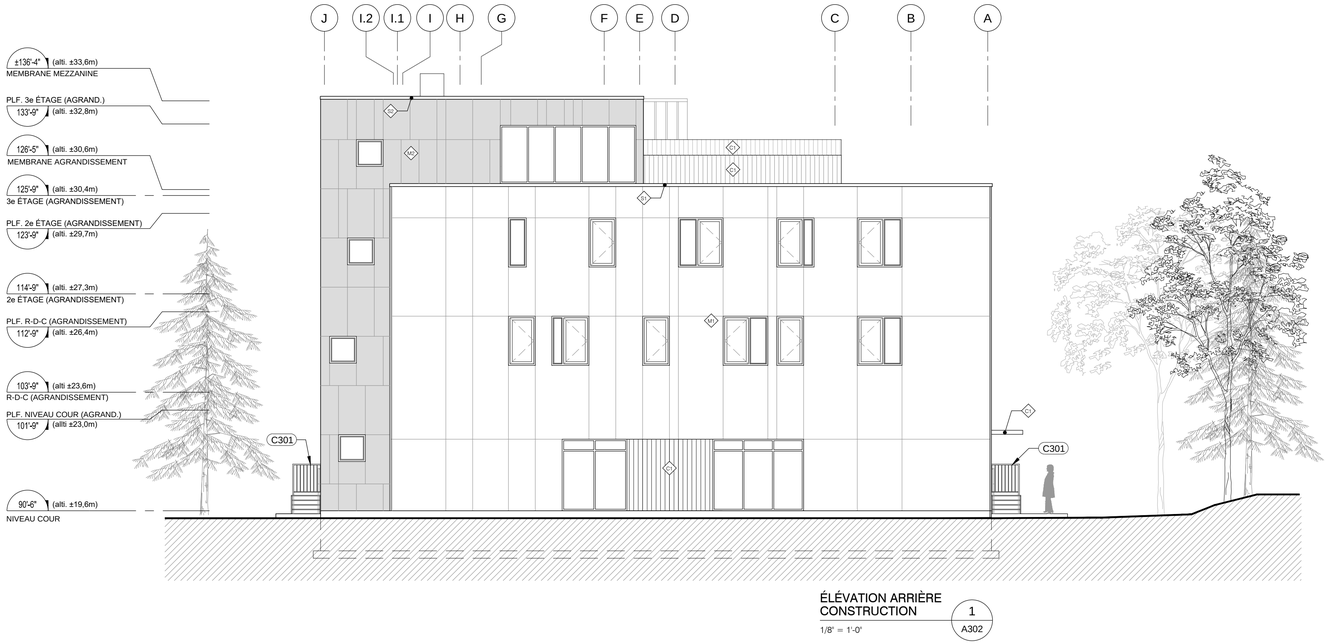
Page
A 3 0 1



COUPE TRANSVERSALE ARRIÈRE CONSTRUCTION

1/8" = 1'-0"

2
A302



ÉLÉVATION ARRIÈRE CONSTRUCTION

1/8" = 1'-0"

1
A302

SPÉCIFICATIONS

TOITURE T1
PRESTIGE 16" SANS RAINURE COULEUR GRIS RÉGENT DE ***VICWEST***
INSTALLÉ SUR CONTREPLAQUÉ 5/8" RECOUVERT D'UNE MEMBRANE AUTOADHÉSIVE HAUTE TEMPÉRATURE AUTO-CICATRISANTE.

TOITURE T2
TÔLE CORRUGUÉE 7/8" À FIXATIONS APPARENTES COULEUR GRIS RÉGENT DE ***VICWEST***
INSTALLÉE SUR CONTREPLAQUÉ 5/8" RECOUVERT D'UNE MEMBRANE AUTOADHÉSIVE HAUTE TEMPÉRATURE AUTO-CICATRISANTE.

SOLIN TYPE 1
SOLIN MÉTALLIQUE BLANC.

SOLIN TYPE 2
SOLIN MÉTALLIQUE GRIS.

PANNEAUX MÉTALLIQUES M1
AD300SR ET AD275SR CALIBRE 20 COULEUR BLANC ROYAL DE ***VICWEST***

PANNEAUX MÉTALLIQUES M2
AD300SR ET AD275SR CALIBRE 20 COULEUR GRIS RÉGENT DE ***VICWEST***

LATTES DE BOIS C1
CÈDRE BLANC OU ROUGE AVEC TEINTURE ET SCELLANT.

CORNICHE EN BOIS C2
CORNICHE EN BOIS PEINT BLANC.

COLONNE EN BOIS C3
COLONNE EN BOIS PEINT NOIR.

LÉGENDE DE CONSTRUCTION - ÉLÉVATION

- MAÇONNERIE DE BRIQUE EXISTANTE CONSERVÉE À RAGRÉER ET NETTOYER.
- ZONE DE MAÇONNERIE À RECONSTRUIRE À L'AIDE DE BRIQUE RÉCUPÉRÉE.
- PORTION DE MUR À RECONSTRUIRE.
- REVÊTEMENT MÉTALLIQUE D'APPARENCE TÔLE À BAGUETTE.
- REVÊTEMENT MÉTALLIQUE CORRUGUÉ.
- SOLIN TYPE 1.
- SOLIN TYPE 2.
- PANNEAUX EN PROFILÉS MÉTALLIQUES LISSES. LES LIGNES VERTICALES REPRÉSENTENT DES RAINURES VERTICALES.
- PANNEAUX EN PROFILÉS MÉTALLIQUES LISSES. LES LIGNES VERTICALES REPRÉSENTENT DES RAINURES VERTICALES.
- MARQUISE, SOFFITE, ÉCRAN MÉCANIQUE, CLÔTURE ET REVÊTEMENT EN LATTES DE BOIS.
- CORNICHE EN BOIS PEINT.
- COLONNE EN BOIS PEINT.
- NOUVELLE FENÊTRE À BATTANT. VOIR TABLEAU DES PORTES ET FENÊTRES.
- NOUVELLE FENÊTRE À GUILLOTINE. VOIR TABLEAU DES PORTES ET FENÊTRES.

LÉGENDE DE CONSTRUCTION - COUPE

- MUR ET/OU TOITURE EXISTANT À CONSERVER.
- NOUVEAU MUR, PLANCHER ET/OU TOITURE.

NOTES DE CONSTRUCTION GÉNÉRALES - ÉLÉVATIONS

- C031 PRÉVOIR DES ALLÉGES ET LINTEAU EN PIERRE SAINT-MARC POUR TOUTES LES FENÊTRES SITUÉES DANS UN MUR DE MAÇONNERIE.

NOTES DE CONSTRUCTION SPÉCIFIQUES - ÉLÉVATIONS

- C301 GARDE-CORPS / MAIN COURANTE EN ALUMINIUM SOUDÉ NOIR.
- C302 SIGNALÉTHIQUE RÉTRO-ÉCLAIRÉE.
- C303 GRILLE DE VENTILATION (VOIR ING.)

CB
ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, VÉRIFIER TOUTES LES MESURES SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON CONCORDANCE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER À TOUS LES CODES EXISTANTS EN VIGUEUR ET EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'ART. TOUS LES DESSINS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE CB ARCHITECTE ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS UN CONSENTEMENT ÉCRIT.

Projet

INSTITUT PACIFIQUE

AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

Adresse des travaux

2901 BOULEVARD GOUIN EST, MONTRÉAL, QC H2B 1Y3

Maître de l'ouvrage

INSTITUT PACIFIQUE

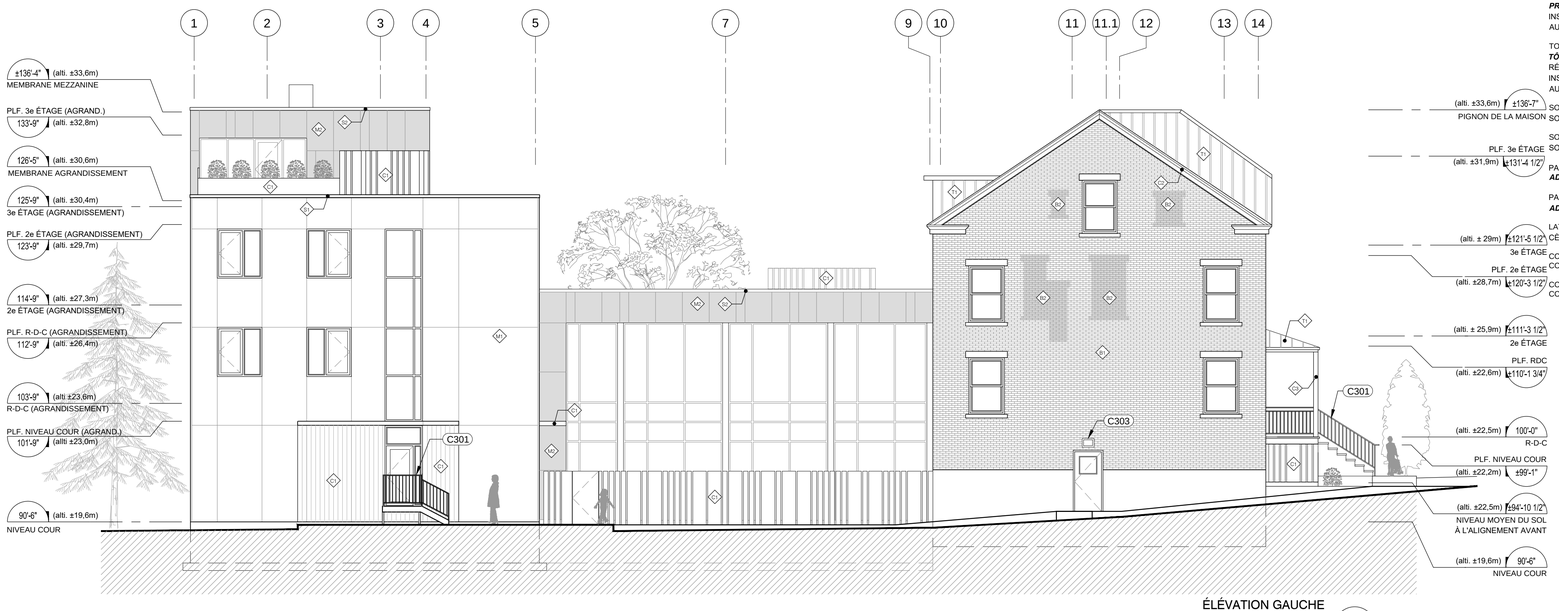
Dossier	Date
2015-04	2016.01.25
Vérifié par	Dessiné par
C.B.	D.S./A.S.T./O.N.

Titre du dessin

ÉLÉVATION ARRIÈRE ET
COUPE TRANSVERSALE ARRIÈRE
CONSTRUCTION

Page

A302



ÉLÉVATION GAUCHE CONSTRUCTION — 2 / A303

1/8" = 1'-0"

SPÉCIFICATIONS

TOITURE T1
PRESTIGE 16" SANS RAINURE COULEUR GRIS RÉGENT DE ***VICWEST***
INSTALLÉ SUR CONTREPLAQUÉ 5/8" RECOUVERT D'UNE MEMBRANE AUTOADHÉSIVE HAUTE TEMPÉRATURE AUTO-CICATRISANTE.

TOITURE T2
TÔLE CORRUGUÉE 7/8" À FIXATIONS APPARENTES COULEUR GRIS RÉGENT DE ***VICWEST***
INSTALLÉE SUR CONTREPLAQUÉ 5/8" RECOUVERT D'UNE MEMBRANE AUTOADHÉSIVE HAUTE TEMPÉRATURE AUTO-CICATRISANTE.

SOLIN TYPE 1
SOLIN MÉTALLIQUE BLANC.

SOLIN TYPE 2
SOLIN MÉTALLIQUE GRIS.

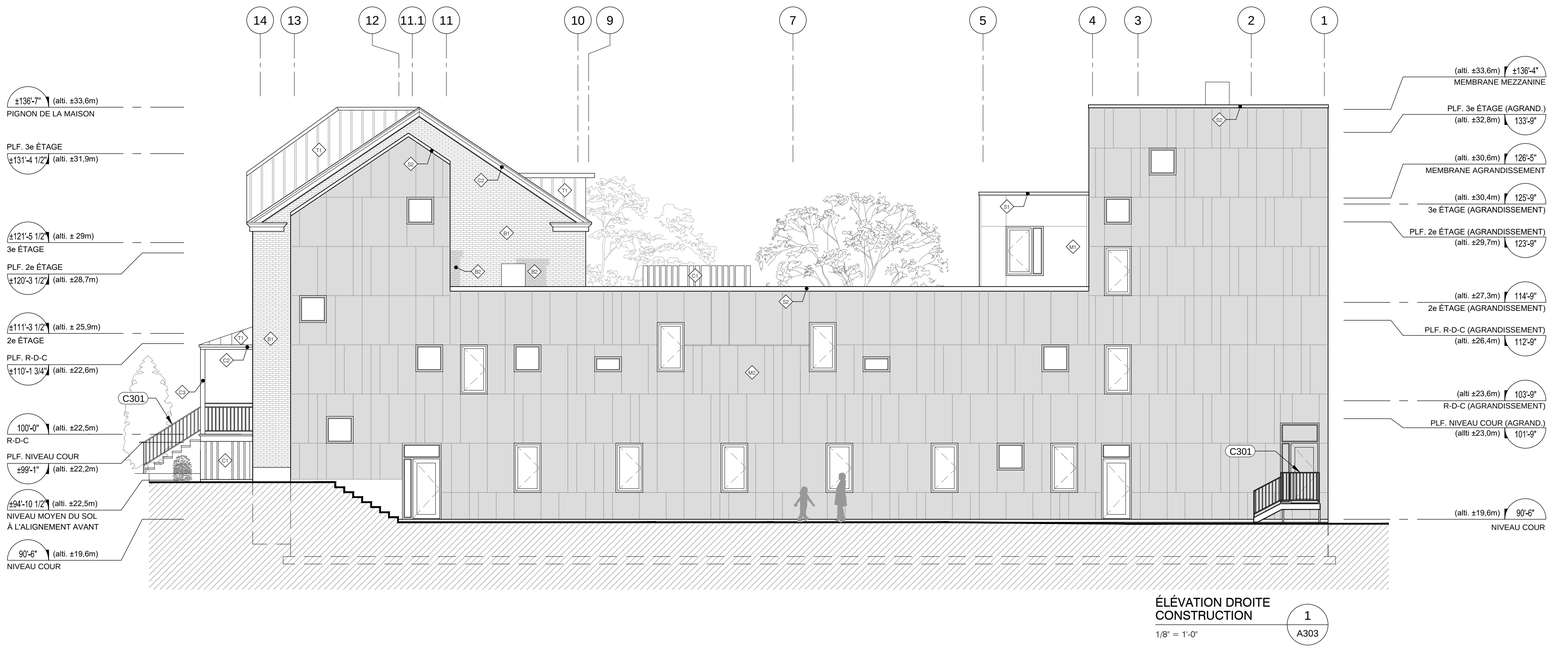
PANNEAUX MÉTALLIQUES M1
AD300SR ET AD275SR CALIBRE 20 COULEUR BLANC ROYAL DE ***VICWEST***

PANNEAUX MÉTALLIQUES M2
AD300SR ET AD275SR CALIBRE 20 COULEUR GRIS RÉGENT DE ***VICWEST***

LATTES DE BOIS C1
CÈDRE BLANC OU ROUGE AVEC TEINTURE ET SCELLANT.

CORNICHE EN BOIS C2
CORNICHE EN BOIS PEINT BLANC.

COLONNE EN BOIS C3
COLONNE EN BOIS PEINT NOIR.



ÉLÉVATION DROITE CONSTRUCTION — 1 / A303

1/8" = 1'-0"

LÉGENDE DE CONSTRUCTION - ÉLÉVATION

- MAÇONNERIE DE BRIQUE EXISTANTE CONSERVÉE À RAGRÉER ET NETTOYER.
- ZONE DE MAÇONNERIE À RECONSTRUIRE À L'AIDE DE BRIQUE RÉCUPÉRÉE.
- PORTION DE MUR À RECONSTRUIRE.
- REVÊTEMENT MÉTALLIQUE D'APPARENCE TÔLE À BAGUETTE.
- REVÊTEMENT MÉTALLIQUE CORRUGUÉ.
- SOLIN TYPE 1.
- SOLIN TYPE 2.
- PANNEAUX EN PROFILÉS MÉTALLIQUES LISSES. LES LIGNES VERTICALES REPRÉSENTENT DES RAINURES VERTICALES.
- PANNEAUX EN PROFILÉS MÉTALLIQUES LISSES. LES LIGNES VERTICALES REPRÉSENTENT DES RAINURES VERTICALES.
- MARQUISE, SOFFITE, ÉCRAN MÉCANIQUE, CLÔTURE ET REVÊTEMENT EN LATTES DE BOIS.
- CORNICHE EN BOIS PEINT.
- COLONNE EN BOIS PEINT.
- NOUVELLE FENÊTRE À BATTANT. VOIR TABLEAU DES PORTES ET FENÊTRES.
- NOUVELLE FENÊTRE À GUILLOTINE. VOIR TABLEAU DES PORTES ET FENÊTRES.

LÉGENDE DE CONSTRUCTION - COUPE

- MUR ET/OU TOITURE EXISTANT À CONSERVER.
- NOUVEAU MUR, PLANCHER ET/OU TOITURE.

NOTES DE CONSTRUCTION GÉNÉRALES - ÉLÉVATIONS

C031 PRÉVOIR DES ALLÉGES ET LINTEAU EN PIERRE SAINT-MARC POUR TOUTES LES FENÊTRES SITUÉES DANS UN MUR DE MAÇONNERIE.

NOTES DE CONSTRUCTION SPÉCIFIQUES - ÉLÉVATIONS

- C301 GARDE-CORPS / MAIN COURANTE EN ALUMINIUM SOUDÉ NOIR.
- C302 SIGNALÉTHIQUE RÉTRO-ÉCLAIRÉE.
- C303 GRILLE DE VENTILATION (VOIR ING.)

CB ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, VÉRIFIER TOUTES LES MESURES SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON CONCORDANCE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER À TOUS LES CODES EXISTANTS EN VIGUEUR ET EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'ART. TOUS LES DESSINS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE CB ARCHITECTE ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS UN CONSENTEMENT ÉCRIT.

Projet

INSTITUT PACIFIQUE

AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

Adresse des travaux

2901 BOULEVARD GOUIN EST, MONTRÉAL, QC H2B 1Y3

Maître de l'ouvrage

INSTITUT PACIFIQUE

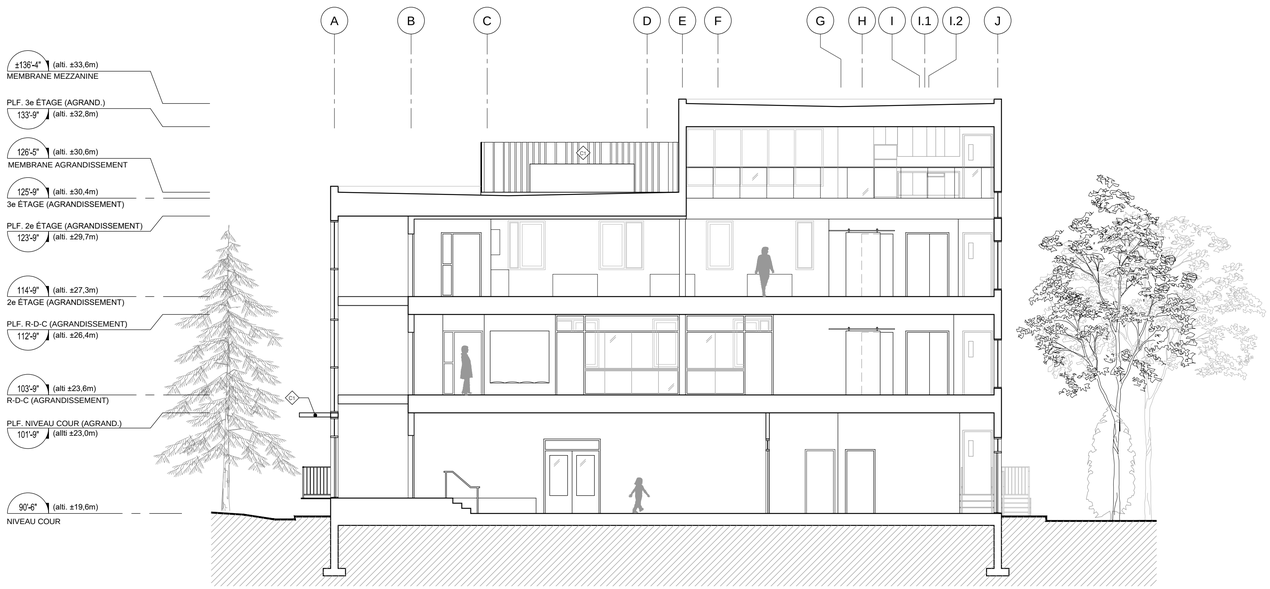
Dossier	Date
2015-04	2016.01.25
Vérifié par	Dessiné par
C.B.	D.S./A.S.T./O.N.

Titre du dessin

ÉLÉVATIONS DROITE ET GAUCHE CONSTRUCTION

Page

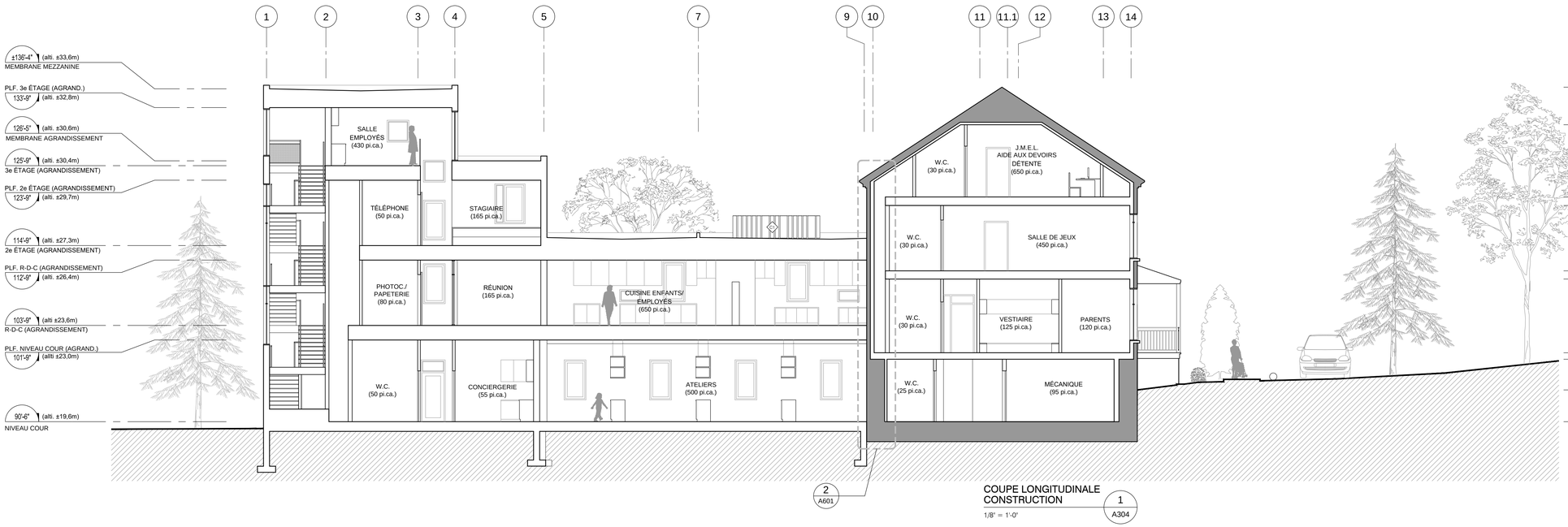
A303



COUPE TRANSVERSALE
CONSTRUCTION

1/8" = 1'-0"

2
A304



2
A601

COUPE LONGITUDINALE
CONSTRUCTION

1/8" = 1'-0"

1
A304

SPÉCIFICATIONS

TOITURE T1
PRESTIGE 16" SANS RAINURE COULEUR GRIS RÉGENT DE ***VICWEST***
INSTALLÉ SUR CONTREPLAQUÉ 5/8" RECOUVERT D'UNE MEMBRANE AUTOADHÉSIVE HAUTE TEMPÉRATURE AUTO-CICATRISANTE.

TOITURE T2
TÔLE CORRUGUÉE 7/8" À FIXATIONS APPARENTES COULEUR GRIS RÉGENT DE ***VICWEST***
INSTALLÉE SUR CONTREPLAQUÉ 5/8" RECOUVERT D'UNE MEMBRANE AUTOADHÉSIVE HAUTE TEMPÉRATURE AUTO-CICATRISANTE.

SOLIN TYPE 1
SOLIN MÉTALLIQUE BLANC.

SOLIN TYPE 2
SOLIN MÉTALLIQUE GRIS.

PANNEAUX MÉTALLIQUES M1
AD300SR ET AD275SR CALIBRE 20 COULEUR BLANC ROYAL DE ***VICWEST***

PANNEAUX MÉTALLIQUES M2
AD300SR ET AD275SR CALIBRE 20 COULEUR GRIS RÉGENT DE ***VICWEST***

LATTES DE BOIS C1
CÈDRE BLANC OU ROUGE AVEC TEINTURE ET SCELLANT.

CORNICHE EN BOIS C2
CORNICHE EN BOIS PEINT BLANC.

COLONNE EN BOIS C3
COLONNE EN BOIS PEINT NOIR.

LÉGENDE DE CONSTRUCTION - ÉLÉVATION

- MAÇONNERIE DE BRIQUE EXISTANTE CONSERVÉE À RAGRÉER ET NETTOYER.
- ZONE DE MAÇONNERIE À RECONSTRUIRE À L'AIDE DE BRIQUE RÉCUPÉRÉE.
- PORTION DE MUR À RECONSTRUIRE.
- REVÊTEMENT MÉTALLIQUE D'APPARENCE TÔLE À BAGUETTE.
- REVÊTEMENT MÉTALLIQUE CORRUGUÉ.
- SOLIN TYPE 1.
- SOLIN TYPE 2.
- PANNEAUX EN PROFILÉS MÉTALLIQUES LISSES. LES LIGNES VERTICALES REPRÉSENTENT DES RAINURES VERTICALES.
- PANNEAUX EN PROFILÉS MÉTALLIQUES LISSES. LES LIGNES VERTICALES REPRÉSENTENT DES RAINURES VERTICALES.
- MARQUISE, SOFFITE, ÉCRAN MÉCANIQUE, CLÔTURE ET REVÊTEMENT EN LATTES DE BOIS.
- CORNICHE EN BOIS PEINT.
- COLONNE EN BOIS PEINT.
- NOUVELLE FENÊTRE À BATTANT. VOIR TABLEAU DES PORTES ET FENÊTRES.
- NOUVELLE FENÊTRE À GUILLOTINE. VOIR TABLEAU DES PORTES ET FENÊTRES.

LÉGENDE DE CONSTRUCTION - COUPE

- MUR ET/OU TOITURE EXISTANT À CONSERVER.
- NOUVEAU MUR, PLANCHER ET/OU TOITURE.

NOTES DE CONSTRUCTION GÉNÉRALES - ÉLÉVATIONS

- C031 PRÉVOIR DES ALLÉGES ET LINTEAU EN PIERRE SAINT-MARC POUR TOUTES LES FENÊTRES SITUÉES DANS UN MUR DE MAÇONNERIE.

NOTES DE CONSTRUCTION SPÉCIFIQUES - ÉLÉVATIONS

- C301 GARDE-CORPS / MAIN COURANTE EN ALUMINIUM SOUDÉ NOIR.
- C302 SIGNALÉTHIQUE RÉTRO-ÉCLAIRÉE.
- C303 GRILLE DE VENTILATION (VOIR ING.)

CB
ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, VÉRIFIER TOUTES LES MESURES SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON CONCORDANCE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER À TOUS LES CODES EXISTANTS EN VIGUEUR ET EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'ART. TOUS LES DESSINS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE CB ARCHITECTE ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS UN CONSENTEMENT ÉCRIT.

Projet
INSTITUT PACIFIQUE
AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

Adresse des travaux
2901 BOULEVARD GOUIN EST, MONTRÉAL, QC H2B 1Y3

Maître de l'ouvrage
INSTITUT PACIFIQUE

Dossier
2015-04

Date
2016.01.25

Vérifié par
C.B.

Dessiné par
D.S./A.S.T./O.N.

Titre du dessin
COUPES LONGITUDINALE
ET TRANSVERSALE
CONSTRUCTION

Page
A 3 0 4

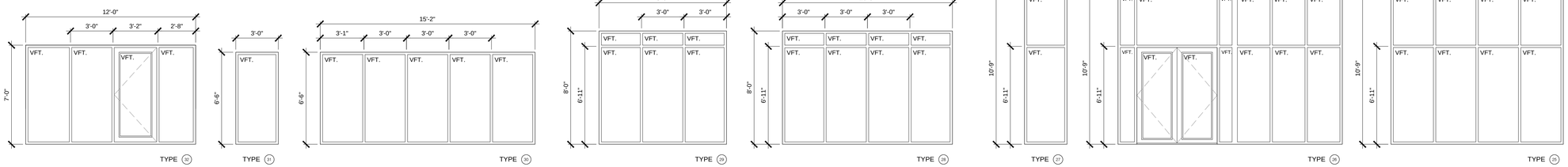
SPÉCIFICATIONS

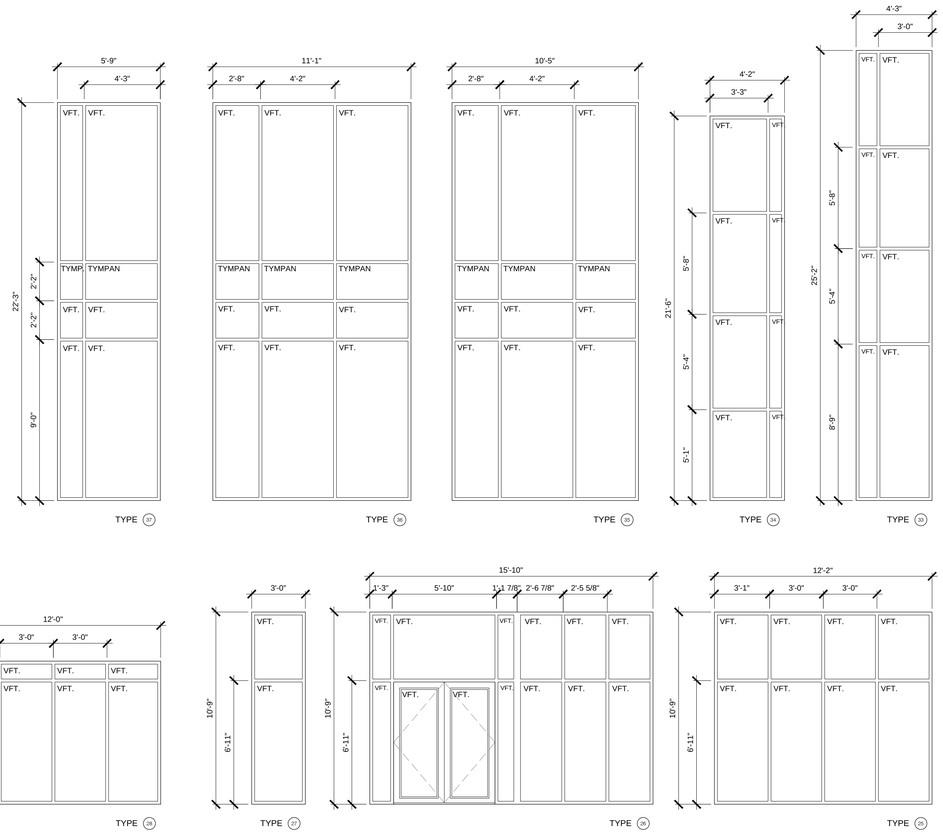
FENÊTRES EN ALUMINIUM, COULEUR NOIR
CERTIFIÉES ENERGY STAR
GAZ ARGON, PELLICULE LOW-E
SÉRIE B-45 DE ALTEK MODÈLE CONTEMPORAIN (BATTANT) OU ÉQUIVALENT.
SÉRIE PF-45 DE ALTEK MODÈLE CONTEMPORAIN (FIXE) OU ÉQUIVALENT.

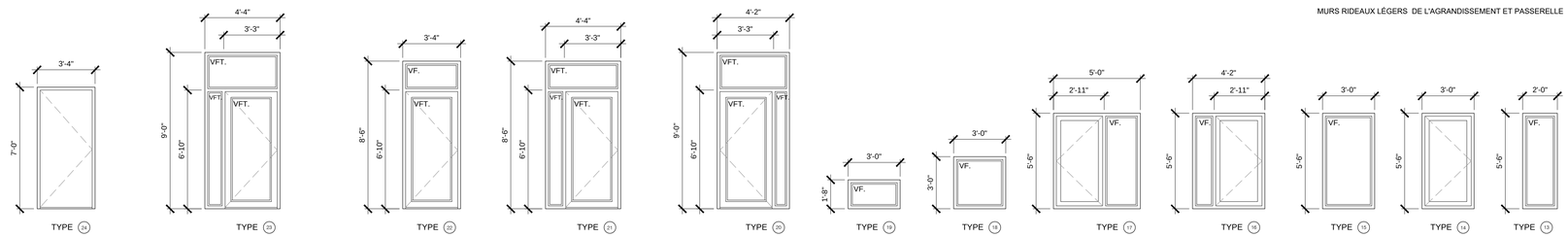
MUR RIDEAU COULEUR ALUMINIUM ANODISÉ TEL QUE AD PRÉVOST OU ÉQUIVALENT.

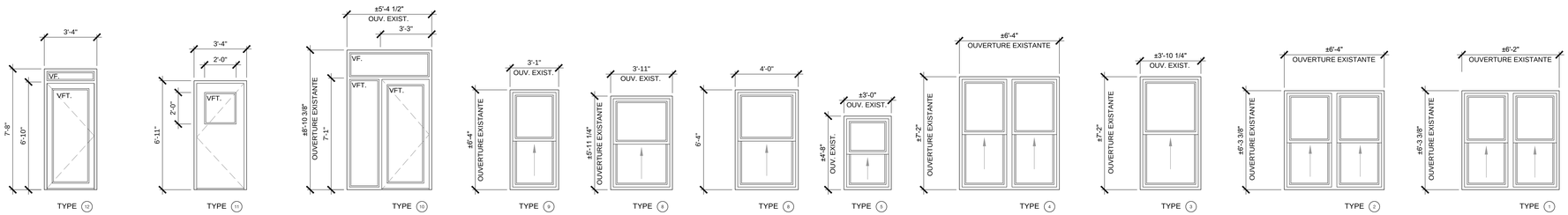
PORTES VITRÉES COMMERCIALES EN ALUMINIUM COULEUR NOIR TELLES QUE AD PRÉVOST OU ÉQUIVALENT.

PORTES D'ACIER ISOLÉES COULEUR NOIR TELLES QUE MÉTALBEC OU ÉQUIVALENT.









MURS RIDEAUX LÉGERS DE L'AGRANDISSEMENT ET PASSERELLE

PORTES ET FENÊTRES DE L'AGRANDISSEMENT ET PASSERELLE

PORTES ET FENÊTRES DE LA MAISON

TABLEAU DES PORTES ET FENÊTRES — 1 / A901

1/4" = 1'-0"

CB
ARCHITECTE

2019, rue Moreau, suite 213
Montréal, QC, H1W 2M1
514.904.0015
info@cbarchitecte.com
www.cbarchitecte.com

émis pour définitif 50% - pour coordination	30 juin 2016
émis pour définitif 40% - pour coordination	10 juin 2016
émis pour définitif 30% - pour coordination	30 mai 2016
émis pour définitif 20% - projet particulier	12 avril 2016
émis pour préliminaire 100%	28 mars 2016
émis pour préliminaire 90%	11 mars 2016
émis pour préliminaire 75% R1	19 février 2016
émis pour préliminaire 75%	15 février 2016
émis pour préliminaire 60% R1	5 février 2016
émis pour préliminaire 60%	29 janvier 2016

NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, VÉRIFIER TOUTES LES MESURES SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON CONCORDANCE. L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER À TOUS LES CODES EXISTANTS EN VIGUEUR ET EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'ART. TOUS LES DESSINS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE CB ARCHITECTE ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS UN CONSENTEMENT ÉCRIT.

Projet

INSTITUT PACIFIQUE

AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION

Adresse des travaux

2901 BOULEVARD GOUIN EST, MONTRÉAL, QC H2B 1Y3

Maître de l'ouvrage

INSTITUT PACIFIQUE

Dossier: 2015-04

Date: 2016.01.25

Vérifié par: C.B.

Dessiné par: D.S.

Titre du dessin

TABLEAU DES PORTES ET FENÊTRES

Page

A901

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.03

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1160335004

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division de la planification des transports et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accepter, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, l'offre de service de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'acquérir auprès du fournisseur AddÉnergie et d'installer à ses frais deux bornes de recharge doubles sur rue pour véhicules électriques, dans le cadre de la construction du pavillon d'accueil du parcours Gouin.

Il est recommandé :
d'accepter, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la ville de Montréal, l'offre de service de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'acquérir auprès du fournisseur AddÉnergie et d'installer à ses frais deux bornes de recharge doubles sur rue pour véhicules électriques, dans le cadre de la construction du pavillon d'accueil du parcours Gouin.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-09-08 09:55

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160335004**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division de la planification des transports et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accepter, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, l'offre de service de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'acquérir auprès du fournisseur AddÉnergie et d'installer à ses frais deux bornes de recharge doubles sur rue pour véhicules électriques, dans le cadre de la construction du pavillon d'accueil du parcours Gouin.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de sa stratégie d'électrification des transports, la Ville de Montréal souhaite implanter, d'ici 2020, 1000 points de recharge sur le domaine public, principalement sur rue, et ce, sur l'ensemble du territoire.

Depuis juin 2016, la Ville de Montréal a déjà installé 50 points de recharge sur rue dans l'arrondissement de Ville-Marie. D'ici la fin de l'année 2016, 100 autres bornes de recharge sont prévues dans les quartiers centraux sur des sites identifiés en collaboration avec les arrondissements. Ces bornes répondront ainsi aux besoins des citoyens vivant dans des quartiers denses et serviront également aux véhicules en libre-service qui devront, selon les orientations de la Ville, être convertis à l'électricité.

Dans le cadre du 375^{e} anniversaire de la fondation de la Ville de Montréal, l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville construit présentement un pavillon d'accueil pour le parcours Gouin, chantier qui vise la certification d'un bâtiment écologique LEED Or. De plus, ce bâtiment est de type « net zéro », c'est-à-dire qu'il produira son énergie de manière écologique. Dans le cadre de ce projet, deux bornes de recharge doubles sur rue sont prévues.

Étant donné que la Ville de Montréal a déjà identifié les sites pour les 100 bornes de recharge acquises en juin 2016, il est proposé de permettre à l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville d'acquérir et d'installer ces quatre bornes de recharge (deux bornes de recharge double), à ses frais, et ce, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, qui stipule qu'un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la Ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la Ville d'une résolution acceptant la fourniture de services.

Le présent sommaire décisionnel vise à accepter cette offre de service de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Afin de pouvoir acquérir les bornes de recharge, le décret 839-2013 du Gouvernement du Québec stipule que les municipalités qui adhèrent au Circuit électrique d'Hydro-Québec sont autorisées à se procurer les bornes de recharge auprès des soumissionnaires retenus par Hydro-Québec suite à un appel d'offres. AddÉnergie est le fournisseur sélectionné par Hydro -Québec. Les bornes de recharge de cette entreprise sont entièrement conçues, développées et fabriquées au Québec.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 1120 - 22 juin 2016 - Adopter la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 de la Ville de Montréal

CM16 0805 - 20 juin 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) », afin que le conseil de la Ville reprenne sa compétence à l'égard du stationnement sur le réseau de voirie artérielle des véhicules en libre-service n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi que des activités d'entretien en lien avec les bornes de recharge pour véhicules électriques, à l'exception de celles liées à la signalisation et au marquage de la chaussée

CM16 0759 - 20 juin 2016 - Accorder un contrat de gré à gré, conformément au Décret 839 -2013, à AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 100 bornes de recharge sur rue pour véhicules électriques, pour une somme maximale de 709 970,63 $, taxes incluses

CM16 0614 - 16 mai 2016 - Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la Ville compétent, pour une période de 2 ans, quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des véhicules en libre-service n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge

CM13 0963 - 23 septembre 2013 - Approuver une entente de partenariat entre la Ville et Hydro-Québec portant sur l'adhésion de la Ville au projet de Circuit électrique d'Hydro-Québec / Approuver une entente concernant la prise en charge de la responsabilité d'offrir un service de recharge public pour les véhicules électriques entre la Ville et la ministre des Ressources naturelles / Approuver les emplacements des bornes proposés par les arrondissements et Espace pour la vie / Accorder, conformément au Décret 839-2013, un contrat de gré à gré à AddÉnergie Technologies Inc. afin de procéder à l'acquisition de 80 bornes de recharge pour véhicules électriques, pour une somme maximale de 497 151,90 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

L'objet du présent dossier est l'acceptation par le conseil de Ville de l'offre de service du conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville de prendre en charge l'acquisition et l'installation sur rue de deux bornes de recharge doubles pour véhicules électriques en vue de les installer dans le cadre de la construction du nouveau pavillon du parcours Gouin, situé dans le parc Basile-Routhier. En installant ces bornes, l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville vise principalement l'obtention d'une certification LEED niveau Or (*Leadership in Energy and Environmental Design*) pour son pavillon d'accueil.

L'acquisition des bornes est une compétence qui relève du conseil de la Ville. Aussi, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, l'installation des bornes relève

dorénavant de cette instance qui s'est déclarée compétente, pour une période de 2 ans, à l'égard de certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge (CM16 0614). Toute autre compétence demeure inchangée.

Étant donné que l'acquisition et l'installation des bornes de recharge pour véhicules électriques relève de la compétence du conseil de la Ville, celui-ci doit adopter une résolution en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, afin d'accepter l'offre du conseil d'arrondissement à cet effet.

JUSTIFICATION

Dans le cadre du chantier pour la construction du pavillon d'accueil pour le parcours Gouin, le conseil de la Ville accepte l'offre de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville d'acquérir et d'installer des bornes de recharge pour véhicules électriques. Étant donné qu'il s'agit d'un projet particulier avec un échéancier précis, cette entente de service avec l'arrondissement lui permet d'obtenir des bornes de recharge plus rapidement. Les sites d'installation pour les 100 bornes de recharge dont l'acquisition a été approuvée récemment par le conseil de la Ville (CM16 0759) sont déjà identifiés pour les autres arrondissements. Dans ces circonstances, l'entente de service permet ainsi à l'arrondissement de compléter son projet selon l'échéancier prévu.
Par la suite, toute acquisition et installation de bornes de recharge publiques sera intégrée dans la programmation des services centraux pour le réseau de 1 000 bornes de recharge d'ici 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts d'acquisition et de pose de ces bornes seront entièrement à la charge de l'arrondissement, dans le cadre de ce projet particulier, afin de respecter son calendrier de réalisation.
L'entente signée entre Hydro-Québec et la Ville (voir pièce jointe) mentionne que les revenus provenant de l'utilisation des bornes acquises par la Ville restent la propriété exclusive de la Ville (montants versés par Hydro-Québec à la Ville suite à la facturation des utilisateurs). Aussi, la Ville n'exigera pas, pour le service de recharge, un montant plus élevé que le prix maximum fixé par Hydro-Québec. Aussi, les revenus que généreraient les bornes acquises et installées par l'arrondissement appartiendraient à la ville-centre. L'imputation de ces revenus se fera sur le même compte que pour les bornes précédemment acquises par le conseil de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville répond à l'objectif du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise qui vise à encourager l'électrification des transports et à réduire les émissions de gaz à effet de serre, tout en répondant aux orientations stratégiques de la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'acquisition et l'installation de quatre bornes de recharge (2 bornes doubles) sur rue par l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville contribuera à accroître le réseau des bornes de recharge.
Les travaux du bâtiment qui abritera le pavillon d'accueil pour le parcours Gouin sont déjà commencés. D'une part, il est plus judicieux d'installer les bornes pendant que le bâtiment est encore en chantier. D'autre part, pour que le bâtiment soit certifié LEED, il faut que les bornes soient déjà installées, d'où la nécessité de les acquérir le plus tôt possible afin de pouvoir les installer à l'automne 2016. Une décision tardive ou défavorable dans le présent

dossier compromettrait le respect de l'échéancier pour la livraison des bornes et, par conséquent, la certification LEED du bâtiment qui abritera le nouveau pavillon d'accueil.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

12 septembre 2016 : présentation au conseil d'arrondissement pour proposer l'entente de service.
26 septembre 2016 : présentation au conseil municipal pour accepter l'offre de l'arrondissement.

Automne 2016 : acquisition et installation des bornes par l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie LAPOINTE, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume LONGCHAMPS
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-3095
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-29

Gilles DUFORT
Chef de division

Tél : 514 872-1863
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain DUCAS
Directeur de l’urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2016-08-31

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2016-08-31

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
5 AOUT 2013
POUR
DIRECTEUR PRINCIPAL
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques
et de l'évaluation foncière

ENTENTE DE PARTENARIAT POUR LE DÉPLOIEMENT DE BORNES DE RECHARGE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant son siège à l'hôtel de ville, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 3B6, ici représentée par monsieur Claude Carette, Directeur des transports, dûment autorisé aux termes d'une résolution du conseil municipal adoptée le ..... 2013 sous le numéro .....;

Ci-après appelée « **la Ville** »

ET : **HYDRO-QUÉBEC**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Loi sur Hydro-Québec* (L.R.Q., c. H-5), ayant sa principale place d'affaires au 75, boul. René Lévesque Ouest, 21^{e} étage, Montréal, Québec, H2Z 1A4, agissant et représentée aux fins de la présente entente par monsieur Pierre-Luc Desgagné, Directeur principal – Planification stratégique, dûment autorisé aux fins des présentes;

Ci-après appelée « **HQ** »

(la Ville et HQ sont collectivement désignées les « **Parties** »)

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle (la « Politique ») en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de cette Politique à HQ;

ATTENDU le décret 839-2013 pris par le gouvernement du Québec concernant la conclusion d'une entente relative à la prise en charge par des municipalités de la responsabilité d'offrir un service de recharge public pour les véhicules électriques dans le cadre du Circuit électrique de HQ;

ATTENDU QUE le Plan d'action 2011-2020 sur les véhicules électriques du gouvernement du Québec mandate HQ pour les fins de l'élaboration d'un plan de déploiement d'une infrastructure de recharge pour véhicules électriques;

ATTENDU QUE HQ souhaite promouvoir le déploiement d'une infrastructure de bornes de recharge publique pour véhicules électriques sur les terrains de stationnement de certaines entreprises commerciales présentes sur l'ensemble du territoire du Québec ainsi que sur des espaces de stationnement appartenant aux municipalités ou à d'autres organismes publics pour favoriser l'autonomie des véhicules électriques (le « Circuit électrique »);

ATTENDU QUE dans le cadre de l'exercice de sa compétence dans les domaines de l'environnement et du transport, la Ville désire soutenir l'utilisation sur son territoire de véhicules électriques pour favoriser la réduction de la pollution atmosphérique dans l'intérêt de sa population;

ATTENDU QUE la Ville entend offrir, sur des espaces de stationnement lui appartenant, un service de recharge pour véhicules électriques et, acquérir des bornes de recharge et en assurer l'accès au public;

ATTENDU QUE HQ a déployé les premières bornes publiques du Circuit électrique avec des partenaires de renom (Les Rôtisseries St-Hubert Ltée, METRO RICHELIEU inc., RONA inc., l'Agence métropolitaine de transport (AMT)) (les « Partenaires fondateurs »);

ATTENDU QUE HQ souhaite élargir le nombre de partenaires membres du Circuit électrique pour favoriser le développement du Circuit électrique et l'accessibilité aux bornes de recharge publique (les Partenaires fondateurs et tout autre partenaire du Circuit électrique ci-après désignés « Membre(s) »);

ATTENDU QU'à ces fins, la Ville souhaite faire partie des Membres et HQ accepte que la Ville adhère au Circuit électrique, à condition que la Ville adhère à ses règles de fonctionnement;

ATTENDU QUE les deux Parties souscrivent aux principes du développement durable et qu'elles désirent par le présent partenariat en poursuivre la promotion auprès de leurs clientèles respectives;

ATTENDU QUE la Ville a indiqué dans son Plan de transport que des bornes de recharge pour véhicules électriques seront graduellement implantées à des endroits stratégiques, dès que le marché offrira des véhicules électriques homologués par Transports Canada et autorisés à circuler sur la voie publique;

ATTENDU QUE des véhicules électriques homologués par Transports Canada sont dorénavant offerts au public;

ATTENDU QUE la Ville a indiqué dans son Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010- 2015 qu'elle allait installer des bornes de recharge pour véhicules électriques ou hybrides rechargeables dans les stationnements publics ou sur la voirie publique;

ATTENDU QUE la grande majorité des arrondissements ont indiqué vouloir adhérer au Circuit électrique;

ATTENDU QUE, suite à un appel d'offres, HQ, au nom des Membres du Circuit électrique, a accordé un contrat d'approvisionnement en bornes de recharge à AddÉnergie Technologies Inc. (lequel et tout autre fournisseur retenu par HQ après un nouvel appel d'offres étant ci-après désigné(s) « Fournisseur recommandé »);

DQ

ATTENDU QUE la Ville a reçu copie dudit contrat d'approvisionnement et des prix des bornes en vigueur;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.

ARTICLE 2
OBJET

2.1 La Ville et HQ conviennent de collaborer au déploiement de bornes de recharge d'environ 240 volts pour la recharge de véhicules électriques (les « Bornes »), installées dans des espaces de stationnement appartenant à la Ville aux emplacements sélectionnés par celle-ci, sur son territoire, afin de favoriser l'autonomie de ces véhicules et ainsi d'en faire la promotion auprès du grand public dans une perspective de développement durable.

2.2 La Ville et HQ conviennent que tous les revenus provenant de l'utilisation des Bornes acquises par la Ville seront la propriété exclusive de la Ville.

ARTICLE 3
ENGAGEMENTS DE HQ

3.1 Dans l'éventualité où le Fournisseur recommandé devrait être remplacé, HQ s'engage à concevoir et à procéder à un ou plusieurs appels d'offres pour continuer de permettre à la Ville et aux autres Membres d'acquérir des Bornes à des prix et conditions compétitifs. HQ s'engage à exiger des soumissionnaires une garantie du fabricant (pièces et main-d'œuvre) d'au moins une année et une offre d'une garantie prolongée en option. HQ soumettra les documents d'appels d'offres pour information et commentaires à la Ville et aux autres Membres.

3.2 Dans l'éventualité évoquée à l'article 3.1, HQ s'engage à tester à son Institut de recherche les Bornes des fournisseurs qui répondent *a priori* aux critères du cahier de charges et qui pourraient être intéressés à approvisionner les Membres afin d'en mesurer la facilité d'utilisation et la performance pour une application commerciale dans les conditions climatiques du Québec. HQ rendra disponible sous le sceau de la confidentialité à la Ville, sur demande, les résultats des tests effectués à son Institut de recherche sur les Bornes des Fournisseurs retenus.

C.

DQ

La Ville comprend et accepte que HQ ne saurait être tenue responsable du mauvais fonctionnement, des défaillances, de la mauvaise performance ou de tout autre défaut des Bornes et que toute réclamation ou recours devra être exercé(e) par la Ville uniquement à l'encontre du fabricant ou du fournisseur des Bornes.

HQ s'engage à retenir, à ses frais, les services de CAA Québec pour offrir, par l'intermédiaire d'une ligne téléphonique dédiée, un service de support technique de premier niveau aux utilisateurs sur le fonctionnement des Bornes, un service d'information sur l'état des Bornes dans l'ensemble du Circuit électrique et un service de paiement par carte de crédit ou par carte RFID (« Radio Frequency Identification ») (les « Services »).

HQ s'engage à informer CAA Québec de toute plainte reçue par la Ville concernant la qualité des Services fournis par CAA Québec et à utiliser des efforts commercialement raisonnables pour que CAA Québec fasse les correctifs appropriés. Dans le cas où la majorité des Membres devait aviser HQ que les Services offerts par CAA Québec ne sont pas de qualité commerciale eu égard aux attentes raisonnables des utilisateurs du service de recharge, HQ s'engage à remplacer CAA Québec par une autre entreprise pouvant offrir les mêmes Services à des coûts comparables.

3.3 Après consultation des Membres, HQ fixera et révisera périodiquement, à sa discrétion, le prix maximum pour l'ensemble du territoire du Québec qui sera chargé aux utilisateurs des Bornes pour le service de recharge, étant entendu que ledit prix maximum devra couvrir le prix de l'électricité consommée par la recharge des véhicules électriques des utilisateurs des Bornes. HQ devra faire en sorte que ce prix maximum soit respecté par les Membres offrant un service de recharge avec des bornes de recharge comparables. Les Membres auront l'option, à leur entière discrétion, d'incorporer des offres promotionnelles destinées aux utilisateurs de Bornes.

3.4 HQ investira dans une campagne annuelle de notoriété grand public et tiendra la Ville informée des différentes activités prévues. HQ maintiendra une identification visuelle uniforme du service de recharge pour le Circuit électrique.

3.5 HQ s'engage à ne pas utiliser le nom, l'image, le logo et toute identification visuelle de la Ville sans son consentement écrit préalable et uniquement dans les limites d'utilisation prévues à ce consentement.

3.6 Dans le cadre de tout nouveau processus d'appel d'offres, Hydro-Québec explorera la faisabilité technique et économique d'ajouter aux Bornes une fonction permettant de créditer les diverses cartes de fidélisation de la clientèle des Partenaires suite à l'utilisation du service de recharge.

3.7 HQ s'assurera qu'une application Web d'info-localisation des Bornes soit fournie avec les Bornes pour le bénéfice des utilisateurs du service de recharge. HQ autorise par les présentes la Ville à rendre accessible le service d'info-localisation des Bornes via son site Web.

ARTICLE 4
ENGAGEMENTS DE LA VILLE

4.1 Sous réserve d'autres dispositions de la présente entente, la Ville s'engage, pendant la durée de celle-ci, à faire l'acquisition d'un minimum de quatre–vingts (80) Bornes auprès du Fournisseur recommandé, aux prix, termes et conditions négociés par HQ dans le cadre du processus d'appels d'offres, incluant tout avenant subséquent qui pourrait être requis aux contrats d'approvisionnement.

4.2 Sujet à la délivrance de tout permis exigible des autorités compétentes et de toute autorisation requise d'un tiers, le cas échéant, la Ville s'engage à installer les Bornes acquises dans un délai de trois mois suivant leur date de livraison, sauf dans la mesure où les conditions climatiques commandent une extension de ce délai. Les Bornes seront installées dans des espaces de stationnement appartenant à la Ville sur son territoire, aux emplacements, sélectionnés par cette dernière, en fonction de critères visant à en assurer la visibilité, l'utilisation sécuritaire et à en promouvoir l'utilisation.

Sur préavis écrit de trente (30) jours à HQ et à l'entreprise prestataire des Services, la Ville pourra relocaliser toutes Bornes déjà installées, sujet à ce que le nouvel emplacement rencontre les conditions ci-haut mentionnées.

4.3 La Ville assumera la responsabilité, ainsi que la totalité des coûts directs et indirects, de l'acquisition, l'installation, l'opération (à l'exception des Services) et l'entretien des Bornes et s'engage à se conformer aux normes et instructions du fabricant, et plus particulièrement celles relatives à la sécurité.

4.4 La Ville n'exigera pas, pour le service de recharge, un montant plus élevé que le prix maximum fixé par HQ, tel que modifié de temps à autre. La Ville pourra toutefois, à sa discrétion, récompenser les utilisateurs des Bornes par l'octroi d'avantages dans le cadre d'un programme de fidélisation ou de récompenses pour l'utilisation de ce service (autre qu'un programme spécifique limité à l'utilisation des Bornes).

4.5 Sous réserve des arrêts pour cause d'entretien, de sécurité ou à cause de tout problème majeur de fonctionnement d'une Borne, la Ville s'engage à rendre les Bornes accessibles sur la base du premier arrivé, premier servi, à toutes les personnes désirant les utiliser, qu'elles utilisent ou non les autres services de la Ville, des Partenaires fondateurs et des autres Membres.

4.6 La Ville déclinera le contenu de la campagne de notoriété grand public dans ses propres outils de communication, en se conformant aux encadrements et normes déterminés par HQ et approuvés par la Ville, chaque Partie agissant raisonnablement. La Ville s'engage à se conformer aux normes d'affichage d'HQ et à l'identification visuelle du Circuit électrique près des emplacements des Bornes de façon à favoriser l'uniformisation visuelle du Circuit électrique. La Ville s'engage à l'invitation de HQ ou du gouvernement du Québec à participer aux tribunes médiatiques visant la promotion du Circuit électrique.

4.7 La Ville s'engage à ne pas utiliser le nom, l'image, le logo et toute identification visuelle de HQ sans son consentement écrit préalable et uniquement dans les limites d'utilisation prévues à ce consentement.

ARTICLE 5
RESPONSABILITÉ ET INDEMNITÉ

5.1 Si des dommages sont causés aux utilisateurs des Bornes ou à leurs biens, pour quelque raison ou cause que ce soit, la Ville s'engage à indemniser HQ de tout montant que cette dernière serait condamnée à payer dans toute poursuite ou action relativement à ces dommages si les dommages résultent du non-respect par la Ville de ses responsabilités et obligations aux termes de la présente entente. L'indemnisation devra couvrir le capital, les intérêts et l'indemnité additionnelle prévue au *Code civil du Québec.*

5.2 Si des dommages sont causés aux utilisateurs des Bornes ou à leurs biens, pour quelque raison ou cause que ce soit, HQ s'engage à indemniser la Ville de tout montant que cette dernière serait condamnée à payer dans toute poursuite ou action relativement à ces dommages si les dommages résultent du non-respect par HQ de ses responsabilités et obligations aux termes de la présente entente. L'indemnisation devra couvrir le capital, les intérêts et l'indemnité additionnelle prévue au *Code civil du Québec.*

ARTICLE 6
DURÉE ET RÉSILIATION AVANT TERME

6.1 Conditionnellement à l'approbation d'une entente à intervenir entre la ministre des Ressources naturelles et la Ville, la présente entente prend effet à sa signature par les Parties et, sous réserve d'autres dispositions, se termine le 31 décembre 2016, à moins qu'elle ne soit prolongée pour une période additionnelle par entente écrite des Parties. Si à l'échéance de la présente entente, HQ devait conclure de nouvelles ententes de partenariat pour le maintien du Circuit électrique, HQ devra offrir à la Ville de continuer à participer au Circuit électrique aux mêmes conditions offertes aux autres partenaires d'HQ. Si la Ville ne conclut pas d'entente de partenariat avec HQ dans les soixante (60) jours de l'offre de HQ, elle sera réputée avoir renoncé à son droit de participation au Circuit électrique.

6.2 Dans le cas où la Ville est en défaut de se conformer à l'une ou l'autre de ses obligations prévues à la présente entente, HQ peut résilier la présente entente en lui faisant parvenir un avis préalable écrit de trente (30) jours. Si le défaut n'est pas corrigé à l'expiration du délai de trente (30) jours, la résiliation prend dès lors effet sous réserve de tous les autres droits et recours de HQ.

6.3 Dans le cas où HQ est en défaut de se conformer à l'une ou l'autre de ses obligations prévues à la présente entente, la Ville peut résilier la présente entente en

lui faisant parvenir un avis préalable écrit de trente (30) jours. Si le défaut n'est pas corrigé à l'expiration du délai de trente (30) jours, la résiliation prend dès lors effet, sous réserve de tous les droits et recours du Partenaire.

6.4 Si, à tout moment avant le 31 décembre 2014, des entreprises de commerce de détail ou des locateurs d'espaces commerciaux à de telles entreprises devaient offrir gratuitement un service de recharge au public ou devaient annoncer publiquement leur intention d'offrir gratuitement un tel service, nonobstant l'article 3.4, HQ s'engage, à la demande des Partenaires fondateurs, à organiser dans les plus brefs délais une rencontre avec tous les Membres pour soumettre au vote des Membres une proposition ayant pour objet d'offrir gratuitement le service de recharge, et ce, en spécifiant que chacun des Membres continuerait d'assumer lui-même la totalité des frais reliés à ce service. Dans un tel cas, HQ s'engage à fixer le prix maximum du service de recharge, conformément à la décision majoritaire des Membres dans la mesure où cette décision est conforme à la réglementation applicable. Si la Ville devait être en désaccord avec le nouveau prix, la Ville aura l'option de résilier la présente entente avec un préavis écrit de six (6) mois.

6.5 À la date d'échéance ou de résiliation de la présente entente, la Ville devra retirer à ses frais, toute publicité, affichage, identification visuelle sur les Bornes ou autre outil de communication pouvant laisser croire au public à sa participation continue au Circuit électrique, étant entendu que cette obligation de la Ville est restreinte à ses Bornes ainsi qu'à la publicité et aux outils de communication localisés sur ses sites ou dans ses installations.

ARTICLE 7
CESSION INTERDITE

La présente entente est incessible par l'une ou l'autre des Parties sans l'autorisation écrite préalable de l'autre Partie, étant par ailleurs entendu que chacune des Parties peut céder la présente entente à une de ses filiales en propriété exclusive sans obtenir au préalable l'autorisation de l'autre Partie, à condition que la filiale soit l'exploitante des Bornes.

ARTICLE 8
REPRÉSENTANTS

8.1 Aux fins de l'administration de la présente entente, le représentant d'HQ est monsieur Pierre-Luc Desgagné – Vice-président Affaires publiques et gouvernementales, Hydro-Québec. Ce dernier a l'autorité requise pour agir pour et au nom d' HQ relativement à toute question découlant de la présente entente.

8.2 Aux fins de l'administration de la présente entente, le représentant du Partenaire est monsieur Claude Carette – Directeur, Direction des Transports, Ville de Montréal. Ce dernier a l'autorité complète pour agir pour et au nom du Partenaire relativement à toute question administrative découlant de la présente entente.

ARTICLE 9
COMMUNICATION OU AVIS

4.3 Toute communication ou tout avis en rapport avec la présente entente doit être fait par écrit et est valablement transmis par livraison à son destinataire en mains propres, par courrier ou par courrier électronique aux adresses ci-après mentionnées :

Dans le cas de HQ

À l'attention de M^me^ Chantal Guimont, directrice – Planification stratégique et électrification des transports
Téléphone : 514 289-5883
Télécopieur : 514 289-3268
Adresse électronique : Guimont.chantal@hydro.qc.ca

Avec copie

À l'attention de: M^e^ Pamela McGovern, avocate en chef
Téléphone : 514 289-4080
Télécopieur : 514 289-4215
Adresse électronique : Mcgovern.pamela@hydro.qc.ca

Dans le cas de la Ville

À l'attention de M. Claude Carette, directeur, Direction des transports,
Téléphone : 514 872-6855
Fax : 514 872-6478
Adresse électronique : claude.carette@ville.montreal.qc.ca

9.2 Toute communication ou tout avis ainsi donné(e) sera reçu(e) le jour de sa livraison, si livré(e) en mains propres ou transmis(e) par télécopieur ou courrier électronique, ou cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si transmis(e) par courrier. Chaque Partie peut aviser l'autre partie de la manière précédemment mentionnée de tout changement de destinataire, d'adresse postale ou d'adresse électronique pour la signification d'une facture, de communications ou d'avis.

9.3 Advenant un changement du représentant de l'une ou l'autre des Parties aux présentes, chaque Partie doit en informer l'autre par avis écrit dans les cinq (5) jours qui suivent ce changement.

ARTICLE 10
CONFIDENTIALITÉ

10.1 Chacune des Parties pourra refuser de transmettre à l'autre Partie ses informations de nature commerciale, financière et technique qu'elle juge confidentielles, à moins

que cette dernière Partie n'ait besoin de ces informations aux fins de se conformer à ses obligations aux termes de la présente entente et qu'elle n'accepte de signer à cette fin un accord raisonnable de confidentialité et d'utilisation restreinte.

10.2 Chacune des Parties s'engage à ne pas divulguer les renseignements personnels des usagers et les informations, données techniques, documents ou plans sur support papier, informatique ou autre qui lui ont été communiqués par l'autre Partie ou un de ses représentants à l'occasion de l'exécution de la présente entente, à moins qu'elle n'ait eu au préalable l'autorisation écrite de l'autre Partie à procéder à la divulgation et seulement dans les limites de cette autorisation.

ARTICLE 11
LANGUE DE COMMUNICATION

Les Parties conviennent de ne rédiger qu'en français toute communication écrite, incluant les comptes rendus des rencontres, rapports et lettres préparés dans le cadre de la présente entente, sauf si telle communication est destinée à une personne hors Québec.

ARTICLE 12
DROIT APPLICABLE

Les Parties conviennent que la présente entente est soumise aux lois qui s'appliquent au Québec et se soumettent par la présente à la juridiction des tribunaux du district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 13
FORCE MAJEURE

13.1 Pour les fins du présent article et de la présente entente, « Force majeure » désigne une grève ou autre arrêt de travail, les mouvements populaires, les actes de sabotage ou de terrorisme, les incendies, les inondations, les explosions, les embargos, les actes de tout gouvernement ou organisme gouvernemental et les autres événements indépendants de la volonté d'une Partie qui l'empêche de se conformer à ses obligations prévues à la présente entente.

13.2 Sauf en ce qui a trait aux obligations relatives au paiement de sommes d'argent exigibles, aucune des Parties n'est responsable de quelque inexécution ou omission ou retard dans l'exécution de ses obligations prévues dans la présente entente, dans la mesure où cette inexécution, cette omission ou ce retard est imputable à un cas de Force majeure.

13.3 Si, en raison d'un cas de Force majeure, l'une des deux Parties ne peut exécuter ses obligations aux termes de la présente entente, l'exécution de ces obligations, sauf celles relatives au paiement de sommes d'argent exigibles, dans la mesure où l'exécution de ces obligations est touchée par le cas de Force majeure, sera suspendue pour la durée du cas de Force majeure. Toute Partie empêchée

d'exécuter un engagement pour cause de Force majeure doit, dans les meilleurs délais, donner avis à l'autre Partie de l'évènement de Force majeure et lui communiquer tous les détails raisonnables à cet égard, incluant la date prévue de la reprise de ses obligations.

ARTICLE 14
INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

14.1 La présente entente est la seule entente entre HQ et la Ville quant à son objet et annule et remplace toute entente ou convention antérieure.

14.2 Toute annexe ajoutée à la présente entente est réputée faire partie intégrante de la présente entente. En cas de divergence entre les annexes et l'entente, la présente entente à préséance.

ARTICLE 15
MODIFICATIONS

Aucune modification apportée aux dispositions de la présente entente ne lie les Parties, à moins d'avoir été constatée par un écrit signé par chacune des Parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2013

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Claude Carette
Directeur des transports

Le ...1... e jour de ...octobre..... 2013

HYDRO-QUÉBEC

Par : _____
Pierre-Luc Desgagné
Vice-président Affaires publiques et gouvernementales

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.04

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1165086005

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Offrir aux conseils d'arrondissement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la délivrance des permis spéciaux de garde de chiens de type Pit bull, entre le 1er octobre 2016 et le 1er mars 2017.

Il est recommandé au conseil de la ville:
D'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal de prendre en charge la délivrance des permis spéciaux de garde de chiens de type Pit bull, entre le 1er octobre 2016 et le 1er mars 2017.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-09-14 09:25

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165086005**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Offrir aux conseils d'arrondissement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la délivrance des permis spéciaux de garde de chiens de type Pit bull, entre le 1er octobre 2016 et le 1er mars 2017.

CONTENU

CONTEXTE

À la séance du conseil de la ville du 22 août 2016, ce dernier s'est déclaré compétent pour une période de 2 ans, à l'égard de tous les arrondissements, afin d'adopter un règlement relatif aux chiens et autres animaux domestiques, et ce, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal. Lors de cette séance, le conseil de la ville annonçait également la présentation, à une séance subséquente, d'un Règlement sur le contrôle des animaux ainsi qu'un Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissements (02-002). Par cette déclaration de compétence et la modification au Règlement de délégation 02-002, les arrondissements de la Ville de Montréal demeurent compétents pour appliquer le Règlement sur le contrôle des animaux à être adopté par le conseil de la ville.
Le projet de règlement sur le contrôle des animaux reprend plusieurs articles des règlements d'arrondissement présentement en vigueur et il prévoit de nouvelles règles visant à accroître le contrôle des chiens, notamment ceux définis comme étant "de type Pit bull". Des permis spéciaux de garde des chiens de type Pit bull seront délivrés sous certaines conditions et nécessiteront la fourniture, par leur gardien, de plusieurs preuves. Certaines d'entre elles seront exigées dès la demande d'un tel permis, qui devra être faite entre l'entrée en vigueur du règlement et le 31 décembre 2016, alors que d'autres pourront suivre, au plus tard le 1er mars 2017, pour la délivrance du permis spécial. Afin d'offrir à tous les citoyens montréalais propriétaires d'un chien de type Pit bull un service uniforme et d'obtenir l'encadrement désiré de ces chiens, il convient de proposer aux arrondissements les services de délivrance des permis spéciaux de garde des chiens de type Pit bull, entre le 1er octobre 2016 et le 1er mars 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM 16 0964 - Déclarer le conseil de la ville compétent pour une période de 2 ans, à l'égard de tous les arrondissements, afin d'adopter un règlement relatif aux chiens et autres animaux domestiques, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal*
CM 16 0976 - Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

CM 16-0970 - Avis de motion - Règlement sur le contrôle des animaux et Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

DESCRIPTION

Suivant la déclaration de compétence du conseil de la ville en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, chaque arrondissement demeure compétent pour l'application du Règlement sur le contrôle des animaux.
Le transfert de la responsabilité de la délivrance des permis spéciaux de garde de chien de type Pit bull des arrondissements vers le Service de la concertation des arrondissements passe donc par une offre de services du conseil de la ville à chacun de ses arrondissements, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

Les événements de l'été 2016 ont démontré l'importance de renforcer l'action municipale afin d'accroître le taux d'enregistrement des animaux de compagnie, le respect des règles relatives aux animaux et, conséquemment, la sécurité du public. Les arrondissements assument l'application quotidienne du Règlement sur le contrôle des animaux. Le Service de la concertation des arrondissements offre d'intervenir pour uniformiser la délivrance des permis spéciaux de garde de chiens de type Pit bul, entre le 1er octobre 2016 et le 1er mars 2017.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts pour les activités liées à l'émission des permis de type Pit bull seront assumés par le Service de la concertation des arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise ne s'applique pas dans le cadre du Règlement sur le contrôle des animaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La cohabitation harmonieuse entre les citoyens et les animaux de compagnie et l'accroissement de la sécurité publique sont les deux principaux impacts du plan de gestion animalière amélioré grâce à l'adoption d'un règlement uniforme et la constitution d'une équipe centrale vouée à la patrouille animale. Les changements réglementaires demanderont des ajustements aux habitudes de certains citoyens, d'où l'importance d'une campagne de communications étoffée mettant au premier plan la sécurité publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une campagne de sensibilisation au nouveau règlement sera développée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2016 :
Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur de conseil de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissements (02-002);
Adoption du Règlement sur le contrôle des animaux tel que modifié par l'addenda (GDD 116586003);
Adoption du Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091);
Adoption des ordonnances en lien avec le Règlement sur le contrôle des animaux.

Entrée en vigueur à la publication du règlement sur le contrôle des animaux et des ordonnances.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michèle GIROUX, Ahuntsic-Cartierville
Andrée DUQUETTE, Anjou
Stephane P PLANTE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Martin SAVARD, Lachine
Marc MORIN, LaSalle
Isabelle CADRIN, Le Plateau-Mont-Royal
Aurèle BLANCHETTE, Le Sud-Ouest
Jacques SAVARD, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Rachel LAPERRIÈRE, Montréal-Nord
Michel ALLEN, Outremont
Dominique JACOB, Pierrefonds-Roxboro
Dany BARBEAU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Josée BÉDARD, Rosemont - La Petite-Patrie
Véronique DOUCET, Saint-Laurent
Steve BEAUDOIN, Saint-Léonard
Pierre WINNER, Verdun
Stephane CHÉNIER, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Caroline FISETTE, Verdun
Guy OUELLET, Le Plateau-Mont-Royal
Marie-France PAQUET, Outremont

Lecture :

Marie-France PAQUET, 13 septembre 2016
Rachel LAPERRIÈRE, 12 septembre 2016
Steve BEAUDOIN, 12 septembre 2016
Dominique JACOB, 12 septembre 2016
Andrée DUQUETTE, 9 septembre 2016
Dany BARBEAU, 9 septembre 2016
Martin SAVARD, 9 septembre 2016

Isabelle CADRIN, 9 septembre 2016
Michèle GIROUX, 9 septembre 2016
Aurèle BLANCHETTE, 9 septembre 2016
Caroline FISETTE, 9 septembre 2016
Marc MORIN, 9 septembre 2016
Jacques SAVARD, 9 septembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie MILLETTE
Conseillère analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-0588
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-02

Jean-Marc BISSONNETTE
chef de division

Tél : 514 872-9696
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2016-09-09

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165086005

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Objet :	Offrir aux conseils d'arrondissement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la délivrance des permis spéciaux de garde de chiens de type Pit bull, entre le 1er octobre 2016 et le 1er mars 2017.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Conformément au premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), le conseil de la ville peut offrir à tous les arrondissements de prendre en charge un service relié à une compétence relevant de ces derniers, soit la délivrance des permis spéciaux de garde de chiens de type Pit bull, entre le 1er octobre 2016 et le 1er mars 2017. La résolution du conseil de la ville prend effet à compter de l'adoption par un conseil d'arrondissement d'une résolution acceptant la fourniture de services.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : (514) 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-09

Véronique BELPAIRE
Avocate - chef de division
Tél : 514 872-3832
Division : Droit public et de la législation

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 30.05

2016/09/26 13:00

(2)

Dossier # : 1166860001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement du lot 4 140 958, situé en bordure de la ruelle reliant les rues du Couvent et du Collège au nord de la rue Saint-Antoine, dans le domaine public afin de concrétiser l'aménagement de la ruelle verte et finaliser les aires de plantation proposées sur ce terrain

D'autoriser le versement dans le domaine public du lot 4 140 958 à des fins de parc et espace vert et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière. Cette dépense sera entièrement assumée par l'arrondissement.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-09-09 15:04

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 septembre 2016	Résolution: CA16 22 0370

Autoriser le versement du lot 4 140 958 dans le domaine public de la Ville de Montréal à des fins de parc (dossier 1166860001)

Il est proposé par Benoit Dorais

appuyé par Sophie Thiébaut

ET RÉSOLU :

D'autoriser le versement dans le domaine public du lot 4 140 958 à des fins de parc et espace vert;

Et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière. Cette dépense sera entièrement assumée par l'arrondissement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.25 1166860001

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Pascale SYNNOTT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 septembre 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.05

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1166860001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement du lot 4 140 958 dans le domaine public de la Ville de Montréal à des fins de parc.

D'autoriser le versement dans le domaine public du lot 4 140 958 à des fins de parc et espace vert et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière. Cette dépense sera entièrement assumée par l'arrondissement.

Signé par Aurèle BLANCHETTE **Le** 2016-08-26 14:08

Signataire : Aurèle BLANCHETTE

Directeur d'arrondissement par intérim
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166860001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement du lot 4 140 958 dans le domaine public de la Ville de Montréal à des fins de parc.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre d'un projet de ruelle verte en collaboration avec l'Éco-Quartier du Sud-Ouest, une demande d'aménagement d'un terrain appartenant à la Ville de Montréal a été soumise à l'aondissement du Sud-Ouest. Poursuivant des objectifs de verdissement visant la réduction des îlots de chaleur, le comité de citoyens propose l'aménagement d'aires de plantation sur ce terrain. Le lot 4 140 958 est inscrit dans la catégorie « résidus de terrain » par le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI). Afin que ce terrain puisse être formellement aménagé et accessible au public, il est proposé de verser le lot dans le domaine public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le lot 4 180 958 est situé en bordure de la ruelle reliant les rues du Couvent et du Collège, au nord de la rue Saint-Antoine, dans l'arrondissement du Sud-Ouest. N'étant pas adjacent à une voie publique, le terrain est enclavé à l'intérieur de ce quadrilatère et ne peut donc pas être développé. Actuellement, le terrain est recouvert de gravier et possède une superficie de 360,3m². La ruelle étant également recouvert de gravier, la configuration du terrain apparaît comme un élargissement de celle-ci ce qui contribue à une certaine confusion entre les propriétés.
À cet égard, la recherche de titre effectuée par la Division de la géomatique du Service des infrastructures, de la voirie et des transports confirme que le lot 4 145 005 qui compose la ruelle ne figure pas au registre des rues, ruelles, voies et places publiques de la Ville de Montréal. Bien que le lot ait toutes les caractéristiques d'une ruelle, celui-ci n'appartient pas à la Ville de Montréal. La Division de la géomatique a ainsi été mandaté afin d'entreprendre les procédures nécessaires pour que le lot 4 145 005 soit déclaré ruelle publique. Le 11 août 2016, la ruelle a donc été enregistrée dans le registre des rues, ruelles, voies et places publiques de la Ville de Montréal en vertu de l'article 191 de la Charte. En raison de cette inscription au registre, la Ville peut ainsi y agir à titre de propriétaire. Ultimement, cette procédure permettra à la Ville de Montréal de se porter acquéreur de la ruelle conformément aux dispositions de l'article 192 de la Charte.

JUSTIFICATION

Le versement du lot 4 140 958 dans le domaine public permettra de désigner ce terrain en tant que "parcs et terrains de jeux" dans l'inventaire de la SGPI. L'entretien normal de ce terrain sera assuré par la Direction des travaux publics de l'arrondissement du Sud-Ouest. Ce projet d'aménagement d'espaces verts cadre avec les actions 11 et 14 du Plan local de développement durable de l'arrondissement du Sud-Ouest :
Action 11. Aménager des quartiers durables

- *Réaliser des projets d'aménagement d'espaces verts et d'embellissement et verdir les ruelles;*
- *Appuyer les initiatives citoyennes de verdissement et d'embellissement et promouvoir les projets;*

Action 14. Contribuer à la réduction des îlots de chaleur

- *Poursuivre l'aménagement et créer des espaces verts, des toitures vertes, des ruelles, des murs et des stationnements verts dans les projets publics et privés.*

En permettant l'accès public à ce terrain, le Comité vert en collaboration avec l'Éco-Quartier pourra concrétiser l'aménagement de la ruelle verte et finaliser les aires de plantation proposées sur ce terrain.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le versement du lot 4 140 958 dans le domaine public représente un coût de **2 386,21 $** que l'arrondissement devra acquitter. Cette somme est établie selon la valeur au livre du terrain.
Lot 4 140 958
Dossier code: 31H05-005-7466-0
Dossier: 07-014-005-0
ID: 391
Catégorie immeubles: Résidus de terrains
Arrondissement: Le Sud-Ouest
Superficie: 360,30 m²
Coût d'origine au 01/01/2015: 2 326,81 $
Coût dévalué au 01/01/2015: 2 386,21 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le versement dans le domaine public du lot 4 140 958 permettra un accès public à ce terrain pour les résidents riverains. Le verdissement de ce terrain et de la ruelle contribuera à la réduction des îlots de chaleur conformément aux actions du Plan local de développement durable de l'Arrondissement du Sud-Ouest.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Odette NTAKARUTIMANA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle LUSSIER, Service de la gestion et de la planification immobilière
Luc LÉVESQUE, Service des infrastructures_voirie et transports
Sébastien LÉVESQUE, Le Sud-Ouest
Daniel BROUSSEAU, Service des infrastructures_voirie et transports
Sylvie BLAIS, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Sébastien LÉVESQUE, 19 août 2016
Luc LÉVESQUE, 17 août 2016
Isabelle LUSSIER, 16 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu DELAGE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-3795
Télécop. : 514 872-1945

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-16

Julie NADON
Chef de division

Tél : 514 868-5037
Télécop. : 514 872-1945

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514 872-8692
Approuvé le : 2016-08-26


Système d'information géographique et spatiale
rue du Collège
rue du Couvent
rue Saint-Antoine Ouest
#937-99
#4001
#4015-19
#4021-25
#4027-31
#4033-39
#4041-47
#4049-59
#4061-71
#4073-77
#4079-83
#4085-89
#4093-97
#4038
#872
#3975
#3979
#3969
#964-74
#954-62
#944-52
#934-36
#905-15
#904
iMap
0 5 10 15 m

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs

Dossier # : 1166860001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Objet :	Autoriser le versement du lot 4 140 958 dans le domaine public de la Ville de Montréal à des fins de parc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Dossier 1166860001- cadastre.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Odette NTAKARUTIMANA
Agente de gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 2-5267

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-25

Normand VANDAL
Chef de division

Tél : 514 872-9037
Division : Ressources financières et matérielles

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.06

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1164631005

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 20 043 490$, en provenance des budgets des arrondissements vers le budget du Service de la concertation des arrondissements pour financer le coût des contrats de déneigement pour les mois de novembre et décembre 2016.

Il est recommandé:
D'autoriser un virement budgétaire de 20 043 490$, en provenance des budgets des arrondissements vers le budget du Service de la concertation des arrondissements pour financer le coûts des contrats de déneigement pour les mois de novembre et décembre 2016.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-08-23 11:23

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164631005**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 20 043 490$, en provenance des budgets des arrondissements vers le budget du Service de la concertation des arrondissements pour financer le coût des contrats de déneigement pour les mois de novembre et décembre 2016.

CONTENU

CONTEXTE

À l'automne 2015, le Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal déposait au conseil de la ville son rapport sur le déneigement et ses pratiques à Montréal. Dans ce rapport, l'Inspecteur général conclut à la présence de différents stratagèmes de nature collusoire et à des tentatives de contrôle du marché. Ses recommandations au conseil de la ville étaient les suivantes :

- Compléter la Politique de déneigement en centralisant la détermination d'exigences techniques obligatoires communes à tous les arrondissements et les devis;
- Concevoir et rédiger un cahier de charges spécifiquement dédié à cette activité, et;
- Fixer les modalités de lancement d'un seul appel d'offres applicable à l'ensemble des secteurs dont les contrats viennent à échéance.

Pour répondre à ces recommandations, le conseil de la ville a autorisé la modification du Règlement 08-055 sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissements afin de revoir le partage des rôles et responsabilités des arrondissements en matière de déneigement. Le conseil de la ville détient depuis janvier 2016 la compétence sur la planification intégrée des opérations, le lancement des appels d'offre, l'octroi des contrats et la gestion contractuelle. Cette responsabilité est assumée par le Service de la concertation des arrondissements (SCA).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0951 - 25 août 2016 - Accorder neuf contrats aux firmes Martin Lefèbvre Transport inc., Gestion Gérard Boutin inc., Les Entreprises K.L. Mainville inc., D.F. Transport en vrac SNC, 9124-4277 Québec inc., Transporteurs en vrac Ste-Hyacinthe inc. pour des services de transport de neige pour une durée de deux ans - Dépense maximale totale de 6 745 870,23 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15062 - 9 soumissionnaires.
CM16 0770 - 21 juin 2016 - Accorder dix-huit contrats aux firmes 9055-0344 Québe inc. (DM Choquette), Déneigement Moderne inc., Groupe IMOG inc., Les Entrepreneurs Bucaro inc., Les Entreprises Michaudville inc., Les Excavations Payette ltée, Les Excavations Super inc., Pavages d'Amour inc., Marina Matériaux et Équipements (Pépinière et paysagiste

Marina inc.), Pépinière Michel Tanguay inc., Transport Rosemont inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées variant entre 2 et 5 ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 101 386 696,54 taxes incluses - Appel d'offres public 16-15049 - 24 soumissionnaires.

CM16 0148 - 26 janvier 2016 - Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) afin de répondre aux principales recommandations du Bureau de l'inspecteur général sur le déneigement et ses pratiques à Montréal.

CM15 1130 - 21 septembre 2015 - Dans le cadre de la révision et de l'amélioration du processus de déneigement à la Ville de Montréal, les actions suivantes se doivent d'être posées: 1. déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent à l'égard du déneigement sur le réseau de voirie locale pour une période de deux ans, 2. adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055), afin notamment d'approuver la Politique de déneigement de la Ville de Montréal par son introduction dans le Règlement 08-055.

DESCRIPTION

Lors de l'exercice de préparation du budget pour l'année 2016, les arrondissements ont été dotés des budgets nécessaires aux dépenses en lien avec les activités de déneigement, dont les contrats clé en main et les contrats de transport de neige (incluant les ententes de camionnage en vrac). Comme les modifications des rôles et responsabilités en matière de contrats de déneigement ont été effectuées durant la saison hivernale 2015-2016, les budgets reliés à cette activité sont demeurés en arrondissement afin de ne pas entraver le bon déroulement des opérations et des paiements aux entrepreneurs.
En prévision de l'hiver 2016-2017, un virement budgétaire est requis afin de permettre au SCA d'assumer ses nouvelles responsabilités et d'effectuer les paiements des contrats de déneigement pour la fin de l'année 2016 (novembre et décembre).

Pour déterminer les sommes d'argent nécessaires au transfert, le SCA a identifié une façon de faire juste, équitable et applicable à tous les arrondissements. Cette méthodologie a été présentée et discutée avec les arrondissements, à la suite de quoi certains ajustements ont été effectués.

Le virement budgétaire est uniquement requis pour terminer l'année 2016 puisque pour 2017, le budget du SCA devra être ajusté en conséquence.

JUSTIFICATION

Le SCA est maintenant responsable de la gestion contractuelle et il est primordial, pour mener à bien son mandat, qu'il obtienne les budgets nécessaires afin d'effectuer les paiements aux entrepreneurs pour les mois de novembre et décembre 2016.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant présente le montant du transfert budgétaire pour chaque arrondissement. En termes de déneigement, les mois de novembre et décembre représentent en moyenne 33% du coût total d'un hiver moyen.

Arrondissement	Montant (net)
	Transfert budgétaire 2016 (pour Nov.-Déc.)
Ahuntsic-Cartierville	2 061 641 $
Anjou	496 228 $
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	1 865 933 $
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	36 388 $
Lachine	569 306 $
LaSalle	605 675 $
Le Plateau-Mont-Royal	1 253 652 $
Le Sud-Ouest	976 212 $
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	1 656 254 $
Montréal-Nord	735 734 $
Outremont	674 399 $
Pierrefonds-Roxboro	158 719 $
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	1 724 176 $
Rosemont-La Petite-Patrie	1 753 701 $
Saint-Laurent	980 336 $
Saint-Léonard	1 216 897 $
Verdun	336 020 $
Ville-Marie	1 559 889 $
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	1 382 330 $
TOTAL	**20 043 490 $**

La valeur annuel des contrats de déneigement clé en main a été déterminée en prenant les coûts d'opération des contrats pour l'hiver 2015-2016 (pondérés pour un hiver moyen et ajustés en fonction de l'IPC). Au besoin, un taux au kilomètre a été calculé afin de prendre en considération la nouvelle configuration de certains secteurs. Pour les contrats de transport de neige, comme les quantités de neige transportées varient d'une saison hivernale à l'autre, la valeur annuelle a été établie par la moyenne des dépenses réelles des trois dernières saisons hivernales (pondérée pour un hiver moyen). Le virement qui sera fait correspond à 33% de la somme de ces deux montants.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans virement budgétaire, le SCA devra trouver, à même son budget, d'autres sources de financement pour payer les entrepreneurs pour les mois de novembre et décembre prochain.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Christian DICAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Corinne ANDRIEU, Ville-Marie
Michèle GIROUX, Ahuntsic-Cartierville
Andrée DUQUETTE, Anjou
Stephane P PLANTE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Martin SAVARD, Lachine
Marc MORIN, LaSalle
Guy OUELLET, Le Plateau-Mont-Royal
Aurèle BLANCHETTE, Le Sud-Ouest
Mohamed Saâd MOUMNI, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Jacques SAVARD, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Rachel LAPERRIÈRE, Montréal-Nord
Michel ALLEN, Outremont
Dominique JACOB, Pierrefonds-Roxboro
Dany BARBEAU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Josée BÉDARD, Rosemont - La Petite-Patrie
Véronique DOUCET, Saint-Laurent
Steve BEAUDOIN, Saint-Léonard
Pierre WINNER, Verdun
Stephane CHÉNIER, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Caroline FISETTE, Verdun

Lecture :

Corinne ANDRIEU, 9 juin 2016
Marc MORIN, 9 juin 2016
Véronique DOUCET, 9 juin 2016
Steve BEAUDOIN, 9 juin 2016
Pierre WINNER, 9 juin 2016
Stephane CHÉNIER, 9 juin 2016
Josée BÉDARD, 9 juin 2016
Mohamed Saâd MOUMNI, 9 juin 2016

Stephane P PLANTE, 9 juin 2016
Jacques SAVARD, 9 juin 2016
Martin SAVARD, 9 juin 2016
Guy OUELLET, 9 juin 2016
Andrée DUQUETTE, 9 juin 2016
Aurèle BLANCHETTE, 9 juin 2016
Michel ALLEN, 8 juin 2016
Rachel LAPERRIÈRE, 8 juin 2016
Dominique JACOB, 8 juin 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie MATTEAU
Conseillère en planification

Tél : 514-872-7222
Télécop. : 514-868-3692

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-08

André HAMEL
C/d - proprete_ deneigement et concertation des arrond

Tél : 514 872-8900
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2016-06-09

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164631005

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 20 043 490$, en provenance des budgets des arrondissements vers le budget du Service de la concertation des arrondissements pour financer le coût des contrats de déneigement pour les mois de novembre et décembre 2016.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164631005 - Virements budgétaire.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christian DICAIRE
Preposé au budget
Tél : (514) 872-3752

co-auteurs

Pascal-Bernard Ducharme
Conseiller budgétaire
514-872-2059

Daniel Bougie
Preposé au budget
514-872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-29

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 514 872-6630

Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.07

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1164834001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la participation de la Ville de Montréal à un Projet conjoint d'informatisation du registre foncier en Haïti avec la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et approuver la signature d'un accord de contribution avec le ministère des Affaires mondiales Canada.

1. approuver, sous réserve de l'autorisation du gouvernement du Québec, la conclusion d'un accord de contribution avec le ministère des Affaires mondiales du Canada concernant le Projet d'informatisation du Registre foncier Haïti;

2. autoriser le maire de Montréal à signer l'accord de contribution avec le ministère des Affaires mondiales du Canada;

3. autoriser uniquement les intervenants permanents de la Ville détenant une assurance collective qui répond aux besoins à bénéficier de congés autorisés à 100 % pour les absences liées aux vaccins, les visites médicales, les formalités pour l'obtention de passeports, la formation pré-départ, la prolongation du séjour pour des raisons incontrôlables et à aller en mission.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-08 07:55

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164834001**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la participation de la Ville de Montréal à un Projet conjoint d'informatisation du registre foncier en Haïti avec la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et approuver la signature d'un accord de contribution avec le ministère des Affaires mondiales Canada.

CONTENU

CONTEXTE

À l'invitation d'affaires mondiales Canada (AMC), la Ville de Montréal et la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM) proposent de mettre en œuvre conjointement le **projet d'informatisation du registre foncier de titres privés en Haïti (PIRFH)**.
La problématique de l'insécurité foncière en Haïti constitue un frein majeur au développement du pays. Près de 80 % de la population rurale possède des droits fonciers, mais seulement 60 % d'entre elle (soit 3 millions de personnes) aurait un titre de propriété valable (2012). Ces titres ne sont pratiquement pas géo référencés car moins de 5 % du territoire haïtien est régi par le cadastre, qui date de 1784. Les arpenteurs utilisent des méthodes anciennes et seuls les titres fonciers manuscrits ont force de loi. L'absence de numérisation rend d'autant plus difficile les requêtes et les vérifications ; les procédures d'enregistrement sont également longues et coûteuses.

Avec le séisme de 2010, un nombre incalculable de titres de propriétés et de dossiers du registre foncier ont été détruits, ce qui a davantage fragilisé le système foncier. Les efforts liés à la reconstruction n'ont pu s'appuyer sur les assises de la sécurité foncière, en raison de la difficulté d'identifier les personnes (état civil déficient), les biens et les titres de propriété dont peu sont reconnus légalement. Le séisme a donc mis en évidence les profondes lacunes institutionnelles dans le domaine du foncier et l'État s'est vu dans l'obligation d'en prioriser la réforme. Il a lancé en 2012 une stratégie de «sécurisation foncière et de création d'un véritable cadastre» en donnant au Comité interministériel d'aménagement du Territoire (CIAT) le rôle de coordonner le travail de l'Office national du cadastre (ONACA) et de la Direction générale des impôts
(DGI).

Le Projet appuiera le programme de réforme du foncier en Haïti au niveau de trois de ses six objectifs :
1- numériser et indexer les archives foncières privées (1 million à Port-au-Prince et 84 000 à Cap Haïtien);
2- renforcer les capacités des professionnels du foncier;
3- appuyer la nouvelle législation qui légitimera l'utilisation d'un système foncier informatisé.

Cette dernière composante est fondamentale dans la modernisation du système foncier. Un avant projet de loi visant à légaliser les registres électroniques en remplacement des titres manuscrits a été rédigé et déposé.

Autorisation gouvernementale

La Ville de Montréal sollicitera le décret d'autorisation du gouvernement du Québec puisque l'Accord de contribution est signé avec le Gouvernement fédéral.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM 14 0041 (27 janvier 2014) - Approuver la participation de la Ville de Montréal à un Projet conjoint de coopération décentralisée en Haïti dans le cadre de la deuxième phase du Programme de coopération municipale Haïti/Canada (PCM2) avec la Fédération canadienne des municipalités et l'Union des municipalités du Québec / Approuver la signature d'un accord de contribution avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD)
CE13 1818 (11 décembre 2013) - Approuver la cinquième modification de l'accord de contribution convenu avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), aux fins d'aider à réaliser le projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti du 31 décembre 2013 au 31 mars 2014 et mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ladite modification de l'accord pour et au nom de la Ville.

CE 13 1817 (11 décembre 2013) - Ratifier la quatrième modification de l'accord de contribution convenu avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), aux fins de modifier le budget du projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti et mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ladite modification de l'accord pour et au nom de la Ville.

CM13 0592 (17 juin 2013) - Abroger la résolution CE13 0902, datée du 12 juin 2013, compte tenu que le document de modification de l'accord de contribution transmis par l'ACDI contenait une omission administrative dans l'annexe C et approuver la modification de l'accord de contribution convenu avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), (CM10 0947 modifiée par CM13 0047), aux fins d'aider à réaliser le projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti et mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ledit document.

CE13 0902 (12 juin 2013) - Approuver la modification de l'accord de contribution convenu avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ), aux fins d'aider à réaliser le projet appelé « Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM) » en Haïti et mandater le directeur principal du Service des affaires institutionnelles pour signer ledit document.

DESCRIPTION

Le Projet vise à sécuriser, protéger, archiver les titres fonciers privés inscrits aux registres manuscrits centralisés à la Direction Générale des Impôts à Port-au-Prince. La numérisation et l'indexation des données à une base de données informatiques permettront de mettre sur pied un système informatisé, tout en assurant la protection et l'archivage des documents

manuscrits.
Le Projet appuiera le programme de réforme du foncier en Haïti, essentielle pour favoriser la croissance et le progrès. Parmi les résultats escomptés du Projet :
1) les manuscrits de titres fonciers privés en Haïti, centralisés à Port-au-Prince (estimés à 1 million de pages) et à Cap Haïtien (estimés à 84 000 pages), sont numérisés et sécurisés;
2) la recherche et l'indexation pour la mise en service d'un registre foncier national informatisé d'enregistrement des titres privés sont complétées;
3) les capacités techniques et de gestion des intervenants sont accrues, principalement le gouvernement, les associations de notaires et arpenteurs;
4) les institutions haïtiennes sont en mesure de mettre en œuvre le système informatisé qui répond à la nouvelle législation du secteur.

La Ville de Montréal fournira l'expertise technique à la mise en œuvre du projet par le biais de ses employés alors que la FCM sera chargée de la gestion générale de l'initiative.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal entretient des relations d'amitié privilégiées avec Port-au-Prince depuis plus de vingt ans. En effet, l'année 1995 marquait la signature du premier protocole de coopération qui stipule des échanges dans le domaine institutionnel, culturel et technique. Le protocole de 2008 quant à lui préconisait une collaboration pour la mise en place d'un plan d'adressage et de cadastre; le soutien à la gouvernance locale et la revitalisation d'un quartier ciblé.
En 2011, suite à l'urgence crée par le tremblement de terre, la Ville de Montréal, en partenariat avec la FCM, l'UMQ et grâce à un financement du gouvernement fédéral, mettait en œuvre le Programme de coopération municipale Haïti/Canada (PCM). L'objectif du PCM était de fournir une assistance immédiate à la reconstruction d'Haïti en redonnant une capacité institutionnelle de base à un groupe de collectivités territoriales haïtiennes et leurs fédérations nationales. Sur la base des résultats atteints, une deuxième phase du projet a été approuvée. Cette initiative, qui est actuellement en cours, vise à compléter le renforcement institutionnel de cinq collectivités territoriales haïtiennes (ville de Port-au-Prince et communes de Gressier, Léogâne, Grand-Goâve et Petit-Goâve dans la région des Palmes) et de trois fédérations nationales d'élus locaux), ainsi qu'à soutenir le ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales (MICT) dans son progrès vers la décentralisation. Grâce à leur présence positive aux côté des collectivités territoriales haïtiennes, la Ville de Montréal et la FCM bénéficient présentement d'un positionnement stratégique pour contribuer significativement aux efforts de l'état haïtien dans le domaine foncier et ainsi favoriser la croissance économique durable en Haïti.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget total envisagé et financé exclusivement par le gouvernement fédéral pour le Projet d'informatisation du registre foncier en Haïti (PIRFH) est de 9 191 654 millions de dollars.
Ce budget inclut l'achat d'équipements, le réaménagement des locaux, l'embauche d'employés, la formation du personnel, la rénovation des locaux des archives et un support opérationnel à la Direction générale des impôts, ainsi que les frais liés aux missions techniques des experts.

Contrairement au PCM et PCM2, les salaires des employés de la Ville de Montréal mobilisés seront remboursés par le Projet.

Les coûts indirects et les frais généraux seront indemnisés à un taux de 12% tel que reconnu par Affaires mondiales Canada (AMC). Ces coûts représentent toutes les autres dépenses qui ne sont pas admissibles comme étant une dépense directe au projet.

La Ville de Montréal est actuellement en négociation avec la Fédération canadienne des municipalités pour le partage des sommes allouées par AMC à titre de remboursement des frais généraux.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les missions de nos employés et nos actions en Haïti sont en conformité avec le volet social de l'article 35 du plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010 - 2015: « Montréal s'engage, entre autres, à encourager la participation d'employés à des missions de solidarité internationale.»

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent projet concrétise l'aide offert par Montréal à Port-au-Prince, ville soeur, dans le cadre d'une coopération historique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera élaboré.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Septembre 2016: signature de l'accord de contribution avec le MAECD
Septembre 2016: obtention du décret d'autorisation
Septembre 2016: Finalisation de l'entente avec Port-au-Prince
Septembre 2016: démarrage du Projet d'informatisation du registre foncier en Haïti.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (William Kronstrom RICHARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Seynabou Amy KA

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-29

Henri-Paul NORMANDIN

Agente en relations internationales

Tél : 514 872-6474
Télécop. : 514-872-6067

Directeur

Tél : 514 872 3512
Télécop. : 514 872 6067

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164834001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Objet :	Approuver la participation de la Ville de Montréal à un Projet conjoint d'informatisation du registre foncier en Haïti avec la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et approuver la signature d'un accord de contribution avec le ministère des Affaires mondiales Canada.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Nous approuvons la forme et la validité de la convention jointe dans la section "pièces jointes" du présent sommaire décisionnel sous réserve de l'obtention d'un décret du Ministère des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire (Québec) autorisant la signature de la convention avec le Ministère des Affaires Étrangères du Commerce et du Développement (Canada).

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

William Kronstrom RICHARD
Avocat
Tél : 514 872 2733

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-01

William Kronstrom RICHARD
Avocat
Tél : 514 872 2733
Division : Droit contractuel

ACCORD DE CONTRIBUTION

PROJET D'INFORMATISATION DU REGISTRE FONCIER EN HAÏTI (PIRFH)

Mis en œuvre par :

Fédération canadienne des municipalités

et

Ville de Montréal

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLES DE CONVENTION 5

1. Objet de l'Accord de contribution 5
1.1 Convention spéciale – Partenariat 5

2. L'Accord 6
2.1 Intégralité de l'accord 6
2.2 Interprétation 6
2.3 Divergences 6

3. Conditions de l'Accord 7
3.1 Entrée en vigueur 7
3.2 Date de fin 7
3.3 Clause de maintien 7

4. Le Projet 7
4.1 Mise en œuvre diligente 7
4.2 Environnement 7
4.3 Égalité entre les sexes 7

5. Financement du Projet 8
5.1 Contributions des Parties 8
5.2 Fonds provenant d'autres sources de financement pour le Projet 8

6. Paiements 9

7. États financiers 9

8. Établissement de rapports 9

9. Avis et communications 9
9.1 Formalités 9
9.2 Adresse du MAECD 10
9.3 Adresse de l'Organisation 10

10. Déclarations et garanties 10
10.1 Pouvoir et autorité 10
10.2 Signataires autorisés et obligations ayant force exécutoire 10
10.3 Absence de poursuites ou d'actions en instance 11
10.4 Lobbyistes 11
10.5 Déclaration de non-corruption 11
10.6 Déclaration antiterroriste 11
10.7 Sanctions internationales 12
10.8 Non-discrimination 12
10.9 Sommes dues à Sa Majesté 13

11. Dispositions générales 13
11.1 Signature de l'Accord 13
11.2 Loi applicable 13

11.3 Reconnaissance publique 13
11.4 Responsabilité et sécurité 14

12. Approbation des changements 16

ANNEXE A – DESCRIPTION DU PROJET 19

1. Résumé du Projet 19

2. Conception du Projet 19
2.1 Contexte 19
2.2 Modèle logique (ML) 20
2.3 Bénéficiaires ou Intermédiaires visés 22
2.4 Enjeu lié au développement 22
2.5 Solution proposée 22
2.6 Stratégie de mise en œuvre du Projet 23
2.7 Suivi et évaluation en fonction des résultats 24
2.8 Exigences environnementales 25
2.9 Organigramme technique du Projet (OTP) 25
2.10 Gouvernance du Projet 25
2.11 Gestion du risque 25

3. Gestion du Projet 26
3.1 Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement 26
3.2 Organisation 26

ANNEXE A-1 – MODÈLE LOGIQUE 27

ANNEXE A-2 – ORGANIGRAMME TECHNIQUE 32

ANNEXE A-3 – REGISTRE DES RISQUES 34

ANNEXE B – BUDGET DU PROJET 52

1. Budget du Projet 52
1.1 Tableau du Budget initial 52
1.2 Transfert de fonds entre les catégories budgétaires 52

2. Tableau du budget initial (exprimé en dollars canadiens) 53

ANNEXE C – MODALITÉS FINANCIÈRES 55

1. Éléments de coûts admissibles 55
1.1 Rémunération – Employés de l'Organisation 55
1.2 Rémunération – Employés locaux 56
1.3 Augmentations annuelles du salaire direct 57
1.4 Honoraires – Sous-traitants ayant une relation sans lien de dépendance avec l'Organisation 57
1.5 Temps de déplacement alloué 57
1.6 Dépenses remboursables admissibles au taux de compensation fixe des frais généraux 58
1.7 Dépenses remboursables non admissibles pour l'application du taux de compensation de frais généraux 60
1.8 Indemnité pour les coûts indirects et les frais généraux 60
1.9 Exclusion des profits de l'Organisation 60
1.10 Taxes applicables 60

2. Éléments de coûts non admissibles 61

3. Modalités de paiement 61
3.1 Paiements anticipés 61
3.2 Paiement final 62
3.3 Demandes de paiement 62

ANNEXE D – EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORTS 63

1. Calendrier de présentation des rapports 63

2. Consignes générales et lignes directrices 65
2.1 Consignes générales 65
2.2 Lignes directrices 65
2.3 Programmes multi-pays et autres projets comportant de multiples projets 65

3. Exigences spécifiques en matière de rapports 65
3.1 Plan de mise en œuvre du Projet 65
3.2 Rapport des données de base 66
3.3 Plan de travail annuel 67
3.4 Rapport initial sur les prévisions budgétaires 68
3.5 Deuxième rapport sur les prévisions budgétaires 68
3.6 Rapport de mi-année 69
3.7 Rapport annuel 70
3.8 Rapport sur les risques 73
3.9 Plan de disposition des biens 73
3.10 Rapport final 73

Articles de convention

Le présent Accord de contribution est fait en double

Entre — Sa Majesté la Reine du chef du Canada (« Sa Majesté »), représentée par le ministre du Développement international (« le ministre »), agissant par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (« MAECD »);

ET — un partenariat des organisations suivantes :

Fédération canadienne des municipalités (« FCM »), un organisme à but non lucratif dûment constitué sous le régime des lois du Canada, et dont le siège social est situé à Ottawa, représenté par Brock Carlton, Chef de la direction;

ET — Ville de Montréal, personne morale de droit public, dûment constituée sous le régime des lois du Québec, dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Denis Coderre, son Maire, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution no XXX(numéro à venir lors du Conseil);

CONJOINTEMENT et SOLIDAIREMENT ci-après appelé « l'Organisation »,

(nommées collectivement « les Parties »).

ATTENDU QUE — La Fédération canadienne des municipalités et la Ville de Montréal s'engagent conjointement et solidairement à réaliser le *Projet d'informatisation du registre foncier en Haïti* (« le Projet»), pour lequel elles demandent une contribution au MAECD;

ATTENDU QUE — Le MAECD désire verser une contribution à l'Organisation pour la réalisation du Projet;

EN CONSÉQUENCE Le MAECD et l'Organisation conviennent de ce qui suit :

1. Objet de l'Accord de contribution

Le MAECD accorde une contribution à l'Organisation (« la Contribution ») exclusivement pour la réalisation du Projet, selon les termes et conditions prévus dans le présent Accord (« l'Accord »).

1.1 Convention spéciale – Partenariat

1.1.1 L'Organisation nomme Sébastien Hamel, Directeur principal FCM International, à titre de porte-parole désigné pour l'application de cet Accord. Cette personne sera la seule autorisée à prendre les mesures nécessaires à la gestion du présent Accord de contribution au nom de l'Organisation.

1.1.2 Tout paiement versé à l'Organisation conformément au présent Accord constitue une quittance valide et complète des obligations de Sa Majesté à l'égard du paiement en question; les obligations de Sa Majesté selon cet Accord n'excéderont en aucun cas les sommes précisées à l'article 5.1.1.

1.1.3 Tout avis transmis ou devant être transmis à l'Organisation par le MAECD en vertu du présent Accord est réputé être valablement donné à la Fédération canadienne des municipalités et la Ville de Montréal si remis au porte-parole identifié à l'Article 1.1.1 ci-haut et conformément à l'Article 9 des articles de l'Accord.

1.1.4 Tout avis transmis au MAECD en vertu du présent Accord doit être remis par le porte-parole désigné et sera contraignant pour la Fédération canadienne des municipalités et la Ville de Montréal dans la mesure où l'avis est signé et daté par le porte-parole désigné.

2. L'Accord

2.1 **Intégralité de l'accord**

2.1.1 Le présent Accord et toute modification qui y est apportée constituent l'Accord entier et exclusif intervenu entre les Parties relativement au Projet susmentionné, annulant et remplaçant tous les accords, communications et ententes antérieurs, verbaux et écrits, intervenus à cet égard. Il n'existe pas d'autres garanties, accords ou déclarations entre les Parties, sauf ceux qui sont expressément énoncés dans le présent Accord.

2.1.2 L'Accord comprend les Articles de convention, les Modalités spécifiques, les formulaires de rapports ainsi que les Modalités générales – Accord de contribution applicables à la date de mise en vigueur de l'Accord (« les Modalités générales »).

2.2 **Interprétation**

2.2.1 Les définitions figurant à l'article 1 des Modalités générales s'appliquent à l'Accord.

2.2.2 Certains liens peuvent vous diriger vers des politiques et des documents publiés par l'ancienne Agence canadienne de développement international (ACDI). Ces politiques, lesquelles traitent de l'aide au développement international, continuent de s'appliquer à cet Accord.

2.3 **Divergences**

2.3.1 En cas de divergence entre les dispositions du présent Accord, l'ordre de préséance est le suivant :

a) Les **Articles de convention et toutes modifications** s'y rapportant;

b) Les **Modalités spécifiques**, dans l'ordre suivant :

i) Annexe A – Description du Projet;

ii) Annexe C – Modalités financières;

iii) Annexe B – Budget du Projet;

iv) Annexe D – Exigences en matière de rapports;

v) Autres annexes ajoutées à l'Accord;

c) Les **formulaires de rapports** (http://www.international.gc.ca/department-ministere/forms-formulaires.aspx?lang=fra);

d) Les **Modalités générales** (http://www.international.gc.ca/development-developpement/partners-partenaires/bt-oa/publications.aspx?lang=fra).

2.3.2 L'Organisation déclare et garantit qu'elle a lu et compris les Modalités générales et elle accepte d'y être assujettie.

3. Conditions de l'Accord

3.1 Entrée en vigueur

Le présent Accord prend effet à la date de mise en vigueur. La « date de mise en vigueur » est la date de la dernière signature de l'Accord. Les coûts engagés avant la date de mise en vigueur ne sont pas admissibles au terme de l'Accord.

3.2 Date de fin

3.2.1 Sous réserve de l'article 3.3 ci-après, le présent Accord prend fin le 31 mars 2020, date à laquelle toutes les activités du Projet indiquées à l'annexe A, Description du Projet, auront été réalisées et tous les rapports finaux indiqués à l'annexe D, Exigences en matière de rapports, auront été reçus et acceptés par le MAECD.

3.2.2 Toutes les activités du Projet indiquées à l'annexe A doivent prendre fin au plus tard le 30 novembre 2019 avant la date de fin précisée à l'article 3.2.1. Après cette date, seuls les coûts liés à la démobilisation du Personnel, à la disposition des biens et à la préparation des rapports finaux constitueront des coûts admissibles aux termes de l'Accord.

3.3 Clause de maintien

3.3.1 Les articles suivants demeurent en vigueur pendant trois (3) ans après la fin du présent Accord :

a) L'article 20 des Modalités générales – Manquement aux engagements et recours;

b) Les articles 15 et 16 des Modalités générales – Vérification;

c) L'article 13 des Modalités générales – Suivi et évaluation.

4. Le Projet

4.1 Mise en œuvre diligente

L'Organisation réalise les activités mentionnées à l'annexe A, Description du Projet, avec diligence et professionnalisme.

4.2 Environnement

L'Organisation va aviser le MAECD si des composantes pouvant avoir des effets environnementaux sont ajoutées au Projet. Dans ce cas, l'Organisation veillera à ce que toutes les activités énoncées dans le plan de travail respectent les lois et règlements applicables en matière de protection environnementale et prendra les mesures nécessaires pour s'assurer que le Projet ne soit pas susceptible d'entraîner des effets négatifs importants sur l'environnement.

4.3 Égalité entre les sexes

4.3.1 Conformément à la Politique de l'ACDI en matière d'égalité entre les sexes, l'Organisation tient compte, de manière explicite et systématique, des considérations liées à l'égalité entre les sexes (activités, extrants et résultats) à toutes les étapes du Projet, y compris les dispositions budgétaires si possible.

4.3.2 Dans ses rapports, et conformément à l'annexe D, Exigences en matière de rapports, du présent Accord, l'Organisation rend compte de l'application des dispositions susmentionnées.

5. Financement du Projet

5.1 Contributions des Parties

5.1.1 Sous réserve des termes et conditions de l'Accord, le MAECD s'engage à verser à l'Organisation une Contribution n'excédant pas le moindre des deux montants suivants :

a) Neuf millions cent quatre-vingt-onze mille six cent cinquante-quatre dollars canadiens (9 191 654 $CAN), tel qu'indiqué à l'annexe B, Budget du Projet.

b) Cent p. cent (100 %) de la valeur totale des coûts directs admissibles tels que détaillés à l'annexe B – Budget du Projet, plus toute indemnité applicable pour les coûts indirects et les frais généraux, telle que définie à l'Annexe C – Modalités financières.

5.2 Fonds provenant d'autres sources de financement pour le Projet

5.2.1 L'Organisation atteste que le financement suivant est confirmé par les autres donateurs et sera rendu disponible pour la réalisation du Projet:

a) Fédéral: 0 $

b) Provincial: 0 $

c) Municipal: 0 $

d) Autres fonds gouvernementaux canadiens: 0 $

TOTAL DES FONDS GOUVERNEMENTAUX CANADIENS : 0 $.

e) Fonds provenant de sources de financement autres que le gouvernement du Canada : 0 $

TOTAL GÉNÉRAL DES FONDS : 0 $

5.2.2 L'Organisation déclare et garantit que toutes les sources de financement proposées pour le Projet et les montants correspondants sont présentés fidèlement aux articles 5.1 et 5.2.1 et dans le budget initial du Projet (annexe B). Si des modifications ont lieu pendant la mise en œuvre du Projet, l'Organisation doit signaler ces changements dans ses rapports financiers conformément à l'annexe D – Exigences en matière de rapports.

5.2.3 Si l'Organisation reçoit des sommes supplémentaires d'autres donateurs pour couvrir les mêmes dépenses que celles qui sont financées dans le cadre de cet Accord, de sorte que la contribution des donateurs dépasse cent p. cent (100 %) de la valeur totale du Projet, le MAECD est en droit de modifier la Contribution ou de recouvrer toute somme excédentaire payée, jusqu'à concurrence de la valeur de la Contribution reçue aux termes de l'Accord.

6. Paiements

6.1 Conformément au présent Accord, la Contribution du MAECD est versée en fonction de l'analyse de la viabilité financière et de l'évaluation de l'Organisation.

6.2 L'Organisation convient que le MAECD réévaluera, chaque année, sa viabilité financière.

6.3 Si l'évaluation révèle un changement dans les risques financiers qui se posent pour le MAECD, ce dernier se réserve le droit de modifier les termes et conditions de l'Accord ou de mettre fin à l'Accord.

6.4 En contrepartie de la réalisation du Projet et du respect de toutes les autres obligations imposées à l'Organisation aux termes de l'Accord, à la satisfaction du MAECD, celui-ci s'engage à verser la Contribution à l'Organisation sur la base des coûts admissibles payés pour l'obtention des résultats exposés à l'annexe A, Description du Projet, et ce, sur présentation de demandes de paiement conformément aux dispositions énoncées à l'article 3, Modalités de paiement, de l'annexe C – Modalités financières.

7. États financiers

7.1 L'Organisation fournit au MAECD une copie de ses états financiers annuels vérifiés au plus tard le 30 septembre de chaque année.

7.2 Sur demande du MAECD, l'Organisation devra fournir tout autre document financier requis.

7.3 Les états financiers seront envoyés électroniquement à frau-uerf@international.gc.ca avec un exemplaire adressé au représentant du MAECD identifié à l'article 9.2 ci-dessous. Si les documents sont envoyés par courrier régulier, ils devront être soumis en double exemplaire dont l'un sera acheminé à l'Unité d'évaluation des risques financiers (UERF) à l'adresse suivante : 125 promenade Sussex, Ottawa, Ontario K1A 0G2 CANADA et le second exemplaire sera expédié selon les modalités prévues à l'article 9.2 ci-dessous.

8. Établissement de rapports

L'Organisation transmet au MAECD, pour examen et approbation, les rapports mentionnés à l'annexe D – Exigences en matière de rapports.

9. Avis et communications

9.1 Formalités

9.1.1 Tout avis dans le cadre de l'Accord doit être donné par écrit en indiquant le titre du Projet ainsi que le numéro de commande de l'accord de contribution, et remis en personne, transmis par courrier recommandé ou par télécopieur au destinataire, à l'adresse mentionnée à 9.2 ou 9.3.

9.1.2 Toute communication dans le cadre de l'Accord, à l'exception d'un avis prévu par l'article 9.1.1 ou des états financiers requis à l'Article 7 ci-dessus, doit être faite par écrit en indiquant le titre du Projet ainsi que le numéro de commande de l'accord de contribution, remise en personne ou transmise par courrier recommandé, télécopieur ou courriel envoyé au destinataire, à l'adresse mentionnée à 9.2 ou 9.3.

9.1.3 Toute communication ou tout avis est réputé avoir été reçu :

a) Le jour de sa livraison, si transmis en mains propres;

b) Lorsque l'autre partie en accuse réception, si envoyé par courrier recommandé;

c) Un jour ouvrable après sa transmission, selon le cas, si envoyé par télécopieur ou courriel.

9.1.4 Le changement d'adresse de l'une ou l'autre des parties doit être fait au moyen d'un avis envoyé conformément à l'article 9.1.1 ci-dessus.

9.2 **Adresse du MAECD**

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement
Distribution et service du courrier – AAG
Édifice Lester B. Pearson
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2
Canada

À l'attention de : Ioanna Sahas-Martin
Directrice, Programme d'Haïti
Téléphone: 343-203-4930
Courriel : ioanna.sahasmartin@international.gc.ca

9.3 **Adresse de l'Organisation**

Fédération canadienne des municipalités (FCM)
24, rue Clarence
Ottawa, Ontario
K1N 5P3

À l'attention de : Sébastien Hamel
Directeur principal FCM International

Téléphone : 613-907-6300
Télécopieur : 613-241-7117
Courriel : shame@fcm.ca

10. Déclarations et garanties

10.1 **Pouvoir et autorité**

L'Organisation déclare et garantit qu'elle est dûment constituée et jouit d'une existence juridique valide en vertu des lois du Canada ou d'une province canadienne, qu'elle est en règle avec les dites lois et qu'elle a les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour mener ses affaires, exercer des droits de propriété et conclure le présent Accord; elle s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir son statut et sa capacité juridique pendant la durée du présent Accord.

10.2 **Signataires autorisés et obligations ayant force exécutoire**

L'Organisation déclare et garantit que les signataires de l'Accord sont dûment autorisés à signer et à mettre en œuvre ledit Accord pour et en son nom.

10.3 **Absence de poursuites ou d'actions en instance**

L'Organisation déclare et garantit qu'elle n'est liée par aucune obligation ou interdiction et qu'elle ne fait l'objet ou n'est menacée d'aucune action, poursuite ou procédure susceptible ou ayant pour effet de l'empêcher de se conformer à l'Accord; elle s'engage à aviser le MAECD immédiatement si un tel évènement survient au cours de la durée de l'Accord.

10.4 **Lobbyistes**

10.4.1 Loi sur le lobbying

L'Organisation déclare et garantit que toute personne qui a fait du lobbying en son nom pour obtenir le financement visé par le présent Accord, et qui est tenue de s'enregistrer selon la *Loi sur le lobbying*, était dûment enregistrée au moment du lobbying.

10.4.2 Honoraires conditionnels

Sous réserve de l'article 10.4.1, l'Organisation déclare et garantit que ni elle-même, ni aucune autre personne mandatée par elle, n'a retenu les services de qui que ce soit pour assurer la signature de l'Accord en échange d'une commission, d'honoraires conditionnels ou de toute autre contrepartie conditionnelle à la passation de l'Accord.

10.5 **Déclaration de non-corruption**

10.5.1 L'Organisation déclare et garantit qu'aucune offre, aucun don ou paiement, aucune rémunération ni aucun avantage de quelque sorte que ce soit constituant un acte illicite ou de corruption n'a été ou ne sera accordé à qui que ce soit, directement ou indirectement, en vue ou en contrepartie de l'attribution ou de la passation du présent Accord.

10.5.2 L'Organisation déclare et garantit que ni elle-même, ni aucun de ses Employés participant au Projet :

a) n'ont, au cours des trois (3) années précédant la soumission de la proposition du Projet, été reconnus coupables d'une infraction liée à la corruption, par un tribunal canadien ou étranger;

b) n'ont pas fait l'objet d'une sanction relative à une infraction liée à la corruption, imposée par un gouvernement, une organisation gouvernementale ou une organisation fournissant de l'aide au développement.

10.5.3 Si des changements surviennent, l'Organisation doit promptement mettre à jour cette déclaration en remplissant le formulaire de déclaration de non-corruption qui se trouve sur le site Internet du MAECD à : http://www.international.gc.ca/department-ministere/forms-formulaires.aspx?lang=fra. Cette déclaration actualisée fait partie intégrante de l'Accord.

10.5.4 L'Organisation doit inclure une disposition similaire dans tout Sous-contrat ou Sous-accord qu'elle signe pour les besoins du Projet.

10.6 **Déclaration antiterroriste**

10.6.1 L'Organisation déclare et garantit que les fonds versés pour le Projet ne seront pas sciemment utilisés au profit de groupes terroristes tels que définis dans le Code criminel ni de membres de tels groupes ou d'activités terroristes, que ce soit

directement ou indirectement. La liste des entités terroristes dressée par le gouvernement canadien est disponible aux adresses suivantes sur le Web : http://www.osfi-bsif.gc.ca/Fra/fi-if/amlc-clrpc/atf-fat/Pages/default.aspx ou http://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrt/cntr-trrrsm/lstd-ntts/crrnt-lstd-ntts-fra.aspx;

10.6.2 L'Organisation doit consulter la liste afin d'être au fait des groupes terroristes qui y figurent pendant la durée de l'Accord;

10.6.3 L'Organisation doit inclure une disposition similaire dans tout Sous-contrat ou Sous-accord qu'elle signe pour les besoins du Projet.

10.7 **Sanctions internationales**

10.7.1 L'Organisation déclare et garantit que les fonds destinés au Projet ne seront pas sciemment utilisés, directement ou indirectement, pour faire des activités avec des États étrangers des personnes visés par des sanctions économiques imposées par le Canada ou les Nations Unies en vertu de la *Loi sur les mesures économiques spéciales* (LMÉS), LC (1985), ch. 17, la *Loi sur les Nations Unies* (LNU), LC (1985), ch. U-2, la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, LC (1985), ch. E-19, ainsi que toutes autres conventions internationales relatives aux sanctions économiques auxquelles le Canada a adhéré.

10.7.2 La liste et les détails relatifs aux sanctions en vigueur peuvent être consultés à l'adresse suivante : http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra.

10.7.3 L'Organisation doit consulter le lien ci-dessus afin d'être au fait des États étrangers, des personnes ainsi que des activités visés par des sanctions économiques pendant la durée de l'Accord.

10.7.4 L'Organisation doit inclure une disposition similaire dans tout Sous-contrat ou Sous-accord qu'elle signe pour les besoins du Projet.

10.7.5 L'Organisation se conformera aux lois et règlements relatifs aux sanctions économiques ainsi qu'à leurs modifications pendant la durée de l'Accord.

10.7.6 L'Organisation avisera immédiatement le MAECD si elle est dans l'impossibilité de compléter le Projet suite à l'imposition de sanctions économiques à un État étranger, une personne ou à une activité visé par une sanction économique. Si les Parties ne peuvent s'entendre sur un plan de redressement, l'Accord sera résilié conformément à l'article 19 des Modalités générales – Résiliation ou suspension pour des raisons de commodité.

10.8 **Non-discrimination**

10.8.1 Au cours de la mise en œuvre du Projet, l'Organisation respectera les normes de non-discrimination équivalant à celles établies dans la Charte canadienne des droits et libertés.

10.8.2 L'Organisation déclare et garantit que :

a) elle consent à respecter toute loi applicable protégeant les personnes contre toute forme de discrimination, sans égard au lieu de travail;

b) en ce qui a trait à l'admissibilité d'une personne à participer à titre de bénéficiaire du Projet de développement, elle ne doit pas faire preuve de discrimination selon d'autres critères que ceux stipulés dans la Description du Projet du présent Accord.

10.8.3 L'Organisation sera informée par écrit de toute plainte concernant la conduite préjudiciable des affaires ou de toute plainte de discrimination et aura le droit de répondre par écrit. À la réception de la réponse de l'Organisation, le MAECD déterminera, à son entière discrétion, si la plainte est fondée et décidera des mesures à prendre. Cela peut se traduire par la suspension du financement ou la résiliation de l'Accord pour manquement aux engagements et recours selon l'article 20 des Modalités générales – Manquement aux engagements et recours.

10.9 **Sommes dues à Sa Majesté**

10.9.1 L'Organisation déclare et garantit qu'au moment de signer l'Accord, elle ne doit aucune somme à Sa Majesté. Si des changements surviennent pendant la mise en œuvre du Projet, l'Organisation doit promptement mettre à jour cette déclaration en remplissant le formulaire de déclaration concernant les sommes dues à Sa Majesté qui se trouve sur le site Internet du MAECD à l'adresse suivante : http://www.international.gc.ca/department-ministere/forms-formulaires.aspx?lang=fra.

10.9.2 Cette déclaration actualisée fait partie intégrante de l'Accord.

11. Dispositions générales

11.1 **Signature de l'Accord**

Les Parties peuvent signer le présent Accord hors la présence l'une de l'autre. Chaque exemplaire ainsi signé par les Parties constitue l'Accord original.

11.2 **Loi applicable**

Le présent Accord est soumis aux lois applicables au Québec.

11.3 **Reconnaissance publique**

11.3.1 Annonces

L'Organisation ne fera aucune première déclaration publique, au Canada ou à l'étranger, concernant l'Accord, le Projet, ou toute autre information dans les documents ci-joints, sans d'abord donner un préavis de soixante (60) jours au MAECD et obtenir son approbation écrite. Dans des circonstances exceptionnelles, le MAECD peut, à sa discrétion exclusive, accepter une période de préavis inférieure à soixante (60) jours.

11.3.2 Documents

Une fois l'initiative annoncée, le contenu directement lié au Projet qui sera utilisé dans le cadre d'une activité publique devra contenir une reconnaissance appropriée de la Contribution du MAECD et de l'Organisation. L'Organisation pourrait informer et partager ce contenu avec le MAECD.

11.3.3 Reconnaissance de la Contribution

L'Organisation doit reconnaître la Contribution du MAECD de la manière suivante lorsque le contenu est lié au Projet ou à l'Accord :

a) en indiquant au public de façon claire et prédominante la Contribution en utilisant un libellé jugé satisfaisant par le MAECD, comme « Le gouvernement du Canada fournit des fonds pour la mise en œuvre de ce Projet »;

b) en reconnaissant la Contribution à chaque fois qu'il est fait allusion publiquement au Projet, par exemple, dans des annonces, des entrevues, des allocutions, des communiqués de presse, des publications, des affiches, des sites Web, du matériel et des annonces publicitaires;

c) en présentant tous les identificateurs graphiques du gouvernement du Canada dans tous les documents sur support papier et électronique d'une manière conforme au Programme de coordination de l'image de marque (PCIM), que l'on peut consulter à http://www.international.gc.ca/development-developpement/partners-partenaires/bt-oa/pub_recognition-reconnaissance_pub.aspx?lang=fra.

11.3.4 Affichage des documents

L'Organisation est tenue de mettre en évidence sur son site Web les identificateurs graphiques et le texte fournis par le MAECD et jugés acceptables par les deux parties, en indiquant clairement que le MAECD fournit un appui à ce Projet dans le cadre de l'Accord. L'Organisation est tenue d'offrir aux organisations et aux institutions qui participent au Projet la possibilité de télécharger à partir de son site Web les identificateurs graphiques fournis par le MAECD, et cela conformément à 11.3.3 c).

11.3.5 Communications

Le texte de tous les documents d'information publique produits conjointement par le MAECD et l'Organisation doit être jugé acceptable par les deux parties. Le MAECD assumera les coûts de la traduction de tous les documents d'information publique produits pour les fins du Projet.

11.4 **Responsabilité et sécurité**

11.4.1 Obligations liées à la sécurité

a) L'Organisation doit veiller à sa propre sécurité ainsi qu'à celle de son Personnel. Le MAECD n'assumera aucune responsabilité quant à la sécurité de l'Organisation et à celle de son Personnel.

b) L'Organisation reconnaît que le travail lié au Projet pourrait exposer son Personnel à un risque grave de blessures et/ou de décès.

c) L'Organisation doit communiquer avec son Personnel de manière transparente et ouverte en ce qui a trait aux risques inhérents au Projet.

d) L'Organisation doit également se tenir au courant et informer son Personnel des « Conseils aux voyageurs et Avertissements » émis par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement et respecter toutes les

restrictions relatives à l'évaluation du poste en ce qui concerne l'accompagnement familial présentées dans les « annexes au guide de l'assistance technique » publiées par le MAECD.

11.4.2 Mesures de sécurité

a) Il incombe exclusivement à l'Organisation de mener une évaluation de sécurité et de prendre toute mesure nécessaire pour veiller à sa propre sécurité ainsi qu'à celle de son Personnel. Si l'Organisation détermine qu'un plan de sécurité s'impose, l'Organisation élaborera, adaptera et mettra en œuvre un plan de sécurité fondé sur les pratiques exemplaires internationales dans ce domaine, compte tenu des facteurs suivants :

i) Problèmes et défis liés à la sécurité en Haïti en général, et dans la zone du Projet;

ii) Douanes, lois et règlements locaux;

iii) Restrictions et protocoles touchant les déplacements dans la zone du Projet, le cas échéant;

iv) Matériel de sécurité et protocoles relatifs au matériel (véhicules, communications, équipement de protection individuel, etc.), au besoin;

v) Protocoles de sécurité et de sécurité du Personnel (gardiens, bureaux, logements du personnel, zone du Projet, etc.);

vi) Évacuation, y compris les procédures d'évacuation médicale d'urgence;

vii) Protocole(s) relatif(s) aux enlèvements et aux personnes disparues;

viii) Processus de mise à jour de la sensibilisation à la sécurité, au besoin.

b) De plus, l'Organisation devrait mettre en place à l'égard de son Personnel des mesures touchant les aspects suivants, entre autres :

i) Dispositions en matière d'hospitalisation et de traitement médical;

ii) Arrangements relatifs aux affaires mortuaires;

iii) Procédures relatives à la conduite exigée et aux mesures disciplinaires;

iv) Questions et exigences en matière de santé, de sécurité et d'assurance;

v) Procédures de gestion des incidents critiques qui doivent être conformes aux politiques internes de l'Organisation et, si possible, harmonisées aux procédures consulaires de l'ambassade/Haut-Commissariat du Canada.

11.4.3 Personnel

a) Pour l'application de l'article 11.4, le terme « Personnel » englobe :

i) Toutes les personnes qui participent à la réalisation du Projet et qui ont été embauchées par l'Organisation;

ii) Toutes les personnes exclues de la section 11.4.3 a) i) qui ont été autorisées par l'Organisation à participer à la réalisation du Projet, y compris, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, les bénévoles et les stagiaires;

iii) Chacun des membres de la famille, le cas échéant, des personnes touchées par les sections 11.4.3 a) i) et ii).

b) Pour l'application de l'article 11.4, le terme « Personnel » exclut les Sous-traitants et les personnes participant à la réalisation du Projet qui ont été embauchées par des Sous-traitants ou qui ont conclu un marché de services avec des Sous-traitants.

11.4.4 Sous-traitants

L'Organisation doit veiller à insérer dans ses Sous-contrats des dispositions minimales similaires à celles mentionnées à l'article 11.4.

12. Approbation des changements

Les changements qui ont une incidence sur la portée ou la nature du Projet ou qui touchent aux résultats intermédiaires du Projet seront effectués conformément à l'article 3 des Modalités générales - Modifications;

Les changements qui ne modifient en rien la portée ou la nature du Projet ou les résultats intermédiaires du Projet seront approuvés par le MAECD soit à travers le(s) Plan(s) de travail annuel(s) ou les rapports, conformément à l'annexe D. Tout changement ayant une incidence quelconque sur le budget sera effectué conformément à l'article 1.2 de l'Annexe B.

En foi de quoi, l'Accord est signé au nom de Sa Majesté et en celui de l'Organisation par leurs représentants respectifs, dûment autorisés.

Fédération canadienne des municipalités

Signature

Nom

Titre

Date (jour mois année)

Ville de Montréal

Signature

Nom

Titre

Date (jour mois année)

Sa Majesté

Signature

Nom

Titre

Date (jour mois année)

ANNEXE A – DESCRIPTION DU PROJET

1. Résumé du Projet

Le Projet vise à sécuriser, protéger, archiver les titres fonciers privés inscrits aux registres manuscrits centralisés à la Direction Générale des Impôts à Port-au-Prince. La numérisation et l'indexation des données à une base de données informatiques permettront de mettre sur pied un système informatisé, tout en assurant la protection et l'archivage des documents manuscrits.

La problématique de l'insécurité foncière en Haïti constitue un frein majeur au développement du pays. Le Projet appuiera le programme de réforme du foncier en Haïti, essentielle pour favoriser la croissance et le progrès.

Parmi les résultats escomptés du Projet : 1) les manuscrits de titres fonciers privés en Haïti, centralisés à Port-au-Prince (estimés à 1 million de pages) et à Cap Haïtien (estimés à 84 000 pages), sont numérisés et sécurisés; 2) la recherche et l'indexation pour la mise en service d'un registre foncier national informatisé d'enregistrement des titres privés sont complétées; 3) les capacités techniques et de gestion des intervenants sont accrues, principalement le gouvernement, les associations de notaires et arpenteurs; 4) les institutions haïtiennes sont en mesure de mettre en œuvre le système informatisé qui répond à la nouvelle législation du secteur.

2. Conception du Projet

2.1 Contexte

La problématique de l'insécurité foncière en Haïti constitue un frein majeur au développement du pays. Près de 80 % de la population rurale possède des droits fonciers, seulement 60 % d'entre eux (soit 3 millions de personnes) auraient des titres de propriété valables (2012). Ces titres ne sont pratiquement pas géo-référencés car moins de 5 % du territoire haïtien est régi par le cadastre, qui date de 1784. Les arpenteurs utilisent des méthodes anciennes et seuls les titres fonciers manuscrits ont force de loi. L'absence de numérisation rend d'autant plus difficile les requêtes et les vérifications ; les procédures d'enregistrement sont également longues et coûteuses.

Avec le séisme de 2010, un nombre incalculable de titres de propriétés et de dossiers du registre foncier ont été détruits, ce qui a davantage fragilisé le système foncier. Les efforts liés à la reconstruction n'ont pu s'appuyer sur les assises de la sécurité foncière, en raison de la difficile capacité d'identifier les personnes (état civil déficient), les biens et les titres de propriété dont peu sont reconnus légalement. Le séisme a donc mis en évidence les profondes lacunes institutionnelles dans le domaine du foncier et l'État s'est vu dans l'obligation d'en prioriser la réforme. Il a lancé en 2012 une stratégie de «sécurisation foncière et de création d'un véritable cadastre» en donnant au Comité interministériel d'aménagement du Territoire (CIAT) le rôle de coordonner le travail de l'Office national du cadastre et de la Direction générale des impôts (DGI).

Le Projet appuiera le programme de réforme du foncier en Haïti au niveau de trois de ses six objectifs : 1) numériser et indexer les archives foncières privées (1 million à Port-au-Prince et 84 000 à Cap Haïtien), 2) renforcer les capacités des professionnels du foncier, et 3) appuyer la nouvelle législation qui légitimera l'utilisation d'un système foncier informatisé. Cette dernière composante est fondamentale dans la modernisation du système foncier. Un avant-projet de loi

visant à légaliser les registres électroniques en remplacement des titres manuscrits a été rédigé et déposé.

2.2 **Modèle logique (ML)**

Description du modèle logique (section narrative)

But ultime: Amélioration du système foncier favorisant la croissance économique durable en Haïti.

Résultat intermédiaire 1000: Numérisation et sécurisation des registres manuscrits de titres fonciers existants pour les propriétaires privés en Haïti et principalement centralisés à Port-au-Prince.

On évalue à environ 40 % (étude Papyrus 2014) les terrains privés pour lesquels il existe un titre de propriété en Haïti. Pour être reconnus légalement, les actes de propriétés émis par les notaires et arpenteurs opérant sur le territoire haïtien doivent être transmis à un bureau régional de la Direction de l'Enregistrement et de la Conservation Foncière (DECF) pour être retranscrits à la main dans des registres officiels. Compte tenu des capacités réduites des bureaux régionaux, la majorité des titres fonciers privés sont enregistrés au bureau central de la DECF à Port-au-Prince. On estime à près de 3 000 le nombre de volumes manuscrits centralisés à la DECF de la Direction Générale des Impôts (DGI) de Port-au-Prince. Afin de protéger l'information à caractère légal contenue dans ces volumes manuscrits, dont certains datent du début des années 1800, ceux-ci seront numérisés, protégés et sécurisés dans des conditions d'archivage à l'abri des risques.

On estime pouvoir numériser environ 1 500 pages par jour. À ce rythme, et compte tenu du million et plus de pages à être numérisées il faudrait compter environ 3 ans pour numériser l'inventaire actuel qui continue à augmenter puisque la retranscription manuscrite se poursuit. Le Projet augmentera, formera et encadrera les équipes de numérisation à la DECF afin de sécuriser les registres manuscrits de Port-au-Prince.

Résultat immédiat 1100 : Capacité accrue de la Direction de l'enregistrement et de la conservation foncière (DECF) d'assurer la numérisation et la sécurisation des registres fonciers manuscrits de titres privés.

Numérisation : Il y aura numérisation massive des registres manuscrits de titres privés centralisés au bureau de Port-au-Prince ainsi que ceux du bureau de Cap Haïtien en assignant une équipe mobile de numérisation. On estime à plus de 1 005 000 pages l'inventaire des archives de la DECF au bureau de Port-au-Prince et plus de 84 000 pages celles du bureau de Cap Haïtien. Quelques manuscrits provenant du bureau de St-Marc seront également numérisés. L'ajout d'appareils supplémentaires ainsi que l'embauche d'une dizaine d'employés permettra de compléter la numérisation sur une période maximale de 2 ans. Les locaux libérés par le DGI pour les activités de numérisation pourront être réaménagés afin d'installer des postes de travail pour les employés affectés aux appareils de numérisation. Après une analyse des opérations existantes, un plan d'action sera développé conjointement avec la DECF et les parties prenantes. Suivra le développement de normes, procédures et standards de numérisation auxquels sera formé le personnel ciblé. L'équipe composée d'employés de la DGI et de nouvelles recrues, fonctionnera avec 5 personnes affectées à la numérisation des pages tandis que l'autre moitié de l'équipe sera chargée de la manipulation et du déplacement des

manuscrits entre la voûte de conservation et la salle de numérisation ainsi qu'au contrôle de qualité de l'image saisie par la photographie. Un atelier se tiendra avec toutes les parties prenantes afin qu'elles assurent aux partenaires leur collaboration à toutes les étapes du processus. Une fois l'opération de numérisation massive complétée, ces parties seront mobilisées afin d'établir les modalités de pérennisation des opérations de numérisation à partir de l'équipe régulière.

Sécurisation : Un état des lieux des archives sera réalisé afin de préciser les besoins d'amélioration physique et organisationnelle des pratiques de conservation et de protection en cours. Les locaux des archives feront l'objet de réaménagement (amélioration des conditions matérielles de classement et de conservation) et le personnel sera formé aux normes et standards de sécurisation développés. Suite au réaménagement des locaux, l'équipe procédera à la conservation des registres manuscrits ainsi qu'à la stabilisation des nombreux manuscrits abîmés. Un personnel additionnel viendra appuyer le personnel des archives dans la réalisation des activités de protection.

Résultat intermédiaire 2000: Exploitation d'un registre foncier national informatisé servant à l'enregistrement et la recherche de titres fonciers privés délivrés sur l'ensemble du territoire haïtien.

Création d'une base de données informatisée contenant tous les titres fonciers numérisés indexés selon des paramètres déterminés de concert avec les parties prenantes et harmonisés au projet de réforme cadastrale. Cette base de données permettra l'enregistrement, la mise à jour, la recherche et l'accès à une grande source de données. Une fois mise sur pied et testée, cette base de données servira à l'implantation d'un registre foncier informatisé permettant l'abandon progressif de la retranscription manuscrite. Les actes délivrés par les notaires et arpenteurs pourront être enregistrés directement dans le registre informatisé et consultés par les parties prenantes et par le grand public.

Résultat immédiat 2100 : Capacité accrue de la Direction de l'enregistrement et de la conservation foncière d'effectuer des recherches et enregistrements numériques de titres fonciers privés.

La mise en opération d'une base de données dont les paramètres d'indexation seront déterminés en collaboration avec les parties prenantes haïtienne en vue d'une intégration au projet de réforme cadastrale et subséquemment l'implantation d'un registre foncier informatisé. Le système d'indexation sera développé avec les arpenteurs et notaires haïtiens afin d'assurer un classement des titres correspondant aux besoins du contexte haïtien (repérage par noms des propriétaires, dates de transaction, site et référence géographique, etc.).

L'équipe de Projet analysera chacune des millions de pages numérisées pour en extraire les informations de chaque titre reconnus par le moteur de recherche. Une équipe sera formée aux procédures d'indexation visant à extraire l'information du million de pages numérisées pour ensuite enregistrer chaque titre dans la base de données. Il est prévu d'amorcer les activités d'indexation dès le départ. La base de données et son moteur de recherche seront testés par la saisie préliminaire de données. Une fois le paramétrage complété, les données numériques seront enregistrées et le personnel de la DECF sera formé à l'opération du nouveau système d'enregistrement.

Résultat immédiat 2200 : Capacité accrue des parties prenantes à enregistrer et accéder aux titres fonciers privés par la mise en opération d'un registre foncier national informatisé.

Une fois les titres numérisés, indexés et enregistrés dans une base de données fonctionnelle, celle-ci servira de base au développement d'un registre foncier informatisé à partir de laquelle seront enregistrés directement les nouveaux actes sans retranscription manuscrite. L'équipe de Projet appuiera les institutions responsables et partenaires de la réforme cadastrale dans le développement d'une stratégie nationale visant l'adoption d'un registre foncier national numérique. Une période de transition permettra l'abandon progressif de la transcription manuscrite. Cette stratégie devra également prévoir la prise en charge des opérations de numérisation, sécurisation, indexation ainsi que des opérations du registre et du bureau de consultation par la responsabilisation d'institution nationales.

L'information concernant cette stratégie nationale et la mise en opération du nouveau registre foncier informatisé, sera diffusée à travers le pays par une campagne médiatique grand public qui ciblera la DECF, les notaires et les arpenteurs des régions. Ceux-ci seront formés aux modalités d'émissions et de délivrances de titres fonciers selon les paramètres établis dans la stratégie nationale. Le registre foncier national sera opéré par la DECF qui pourrait ouvrir un bureau de consultation selon un système de tarification.

2.3 **Bénéficiaires ou Intermédiaires visés**

Les bénéficiaires ultimes sont les haïtien-ne-s propriétaires détenteurs de titres fonciers. Les bénéficiaires directs seront d'abord le personnel de la Direction de l'enregistrement et la conservation foncière (DECF) et les employé-e-s de la Direction Générale des Impôts (DGI) ainsi que le personnel des Archives Nationales chargé de la protection et conservation des registres fonciers manuscrits. Compteront également parmi les bénéficiaires directs du Projet, les institutions nationales portant le grand projet de réforme foncière en Haïti, à savoir le Comité Interministériel pour l'Aménagement du Territoire (CIAT) et l'Office national du cadastre (ONACA); ainsi que les notaires et arpenteurs opérant sur le territoire d'Haïti que l'on estime au nombre approximatif de 700 et 600 respectivement.

2.4 **Enjeu lié au développement**

Le Canada est l'un des principaux donateurs bilatéraux en Haïti, ce qui lui confère une influence importante. Les activités de développement constituent la part la plus importante de l'engagement canadien. Les objectifs stratégiques du Canada en Haïti (2015-2020) visent à promouvoir une gouvernance démocratique, à soutenir la santé et le bien-être des femmes et des jeunes Haïtiens, à contribuer à la croissance économique durable et à contribuer au renforcement de la primauté du droit et de la sécurité. Le Projet contribuerait au 11^{ième} objectif de l'Agenda 2030 pour le développement durable concernant les villes et les communautés durables, et à la cible de « renforcer l'urbanisation durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains ».

2.5 **Solution proposée**

Afin d'assurer la durabilité, le Projet mettra l'accent sur le transfert des capacités aux partenaires haïtiens dans les activités de numérisation, de sécurisation et d'informatisation des titres fonciers, incluant la formation technique aux employés appelés à se moderniser et à passer de la transcription manuelle au système informatisé. La mise en place d'un comité de coordination regroupant les autorités gouvernementales assurera la prise en charge par la

partie haïtienne. Le Projet permettra également le recouvrement de coûts des services de consultation des archives manuscrites et informatiques par la mise en place d'un système de tarification inspiré de l'expérience développée au Québec.

2.6 **Stratégie de mise en œuvre du Projet**

2.6.1 Principes de base de la stratégie de mise en œuvre

La valeur du Projet reflète adéquatement le niveau d'effort qui devra être déployé pour entre autre assurer la formation du personnel à Port-au-Prince et à travers le pays, l'achat d'équipements spécialisés et l'aménagement de locaux, sur une période de 3 années.

Pérennisation et durabilité du Projet: Les résultats attendus, notamment ceux liés aux opérations massives de numérisation et d'indexation sur une période restreinte, exigent l'embauche d'employé-e-s. Cette équipe sera formée à toutes les étapes et selon les standards développés par le Projet : numérisation, sécurisation, archivage, indexation et enregistrement dans la base de donnée et utilisation du moteur de recherche. Certains employés seront assignés comme opérateurs du registre informatisés ainsi qu'au bureau de consultation. Les employés séniors formeront le personnel des bureaux régionaux de la DECF ainsi que des notaires et arpenteurs dans les régions.

Les parties prenantes haïtiennes seront impliquées dans toutes les étapes du Projet et notamment dans l'élaboration du plan d'action pour encadrer les activités de numérisation et sécurisation. Elles joueront un rôle central dans le développement d'une stratégie nationale de transition vers le registre foncier informatisé prévoyant la prise en charge des opérations par les institutions haïtiennes. Une fois la stratégie nationale développée, le Projet pourra appuyer la DECF/DGI dans le développement d'un plan de désengagement du personnel assigné à la retranscription manuscrite ainsi que d'assignation aux fonctions nouvelles associées à l'opération du nouveau registre.

Le Projet compte également s'appuyer sur la présence à Port-au-Prince de l'équipe du programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM2) et visera la création de synergies et le partage des ressources notamment en ce qui a trait à la gestion administrative et financière.

2.6.2 Stratégie en matière d'égalité entre les sexes

La gestion des droits de propriétés et titres fonciers est intrinsèquement liée au respect des droits des femmes. Le Projet se concentre spécifiquement sur les aspects techniques de la numérisation, de la sécurisation et de l'indexation des titres fonciers privés délivrés en Haïti. Dans ce contexte, la stratégie en matière d'égalité entre les sexes s'attardera sur les éléments suivants :

- La possibilité d'effectuer une recherche de titres fonciers par genre dans le registre foncier national informatisé qui sera mis sur pied;
- La sensibilisation des employé-e-s de la DGI impliqué-e-s dans le Projet à la stratégie en matière d'égalité entre les sexes, en particulier en vue d'éliminer les stéréotypes et préjugés négatifs sur les femmes;

- Lorsque possible et approprié, la mobilisation/embauche de femmes pour travailler sur le Projet à la DGI ainsi qu'au sein de l'équipe administration et finance.

Afin d'orienter les activités du Projet, une stratégie en matière d'égalité entre les sexes sera développée lors de la préparation du Plan de mise en œuvre du Projet (PMOP). Ainsi, le Projet s'assurera que toutes les activités programmées, et ce, dès l'étape de la planification, prendront en compte des considérations de la stratégie en matière d'égalité entre les sexes. Un portrait de la situation des femmes par rapport aux différentes composantes sera élaboré par le biais d'une analyse comparative entre les sexes. Ce portrait permettra d'identifier les principales mesures à mettre de l'avant, dans le cadre des composantes du Projet, pour améliorer la prise en compte de l'égalité entre les sexes en termes de participation et de prise de décision. Ainsi, les responsables du Projet pourront identifier les écarts à combler, les renforcements des capacités pertinents à offrir et toute autre action opportune pour favoriser l'intégration de l'égalité entre les sexes. Un plan de suivi sera élaboré. Dès le démarrage du Projet, les outils développés par l'Organisation, dont la liste de vérification pour l'égalité entre les sexes et autres guides pratiques, seront intégrées aux activités du Projet.

La stratégie en matière d'égalité entre les sexes sera arrimée aux composantes du modèle logique du Projet dont la mise en œuvre sera tout au long de son exécution agrémentée, au besoin, d'activités et d'outils spécifiques à l'égalité entre les sexes. Des mesures concrètes seront prises à cet effet au fur et à mesure que ces composantes seront initiées sur le terrain. Le bureau local du Projet se dotera d'une stratégie en matière d'égalité entre les sexes dès le démarrage du Projet. Celle-ci portera à la fois sur les activités, sur les relations avec les bénéficiaires du Projet, que sur les valeurs et lignes directrices valables tout au long de sa mise en œuvre. Le bureau local verra également à mettre en place un plan d'action accompagné de fiches de suivi d'égalité entre les sexes, agrémentées d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs. De plus, les membres du personnel local seront formés et accompagnés en vue de renforcer leurs capacités à mettre en œuvre la stratégie en matière d'égalité entre les sexes du Projet.

Le personnel canadien participant au Projet sera formé sur la mise en œuvre de la stratégie en matière d'égalité entre les sexes et l'intégrera, lorsque pertinent, dans les projets d'assistance technique. Les rapports de mission expliqueront comment l'égalité entre les sexes aura été prise en compte dans chaque projet.

2.7 **Suivi et évaluation en fonction des résultats**

Pendant la mise en œuvre du Projet, et conformément à l'annexe D, l'Organisation doit faire le suivi et rendre compte des progrès à l'égard de l'obtention des extrants et des résultats immédiats, intermédiaires et ultimes, tels qu'ils sont définis dans le dernier Modèle logique approuvé, au moyen de données ou d'indicateurs réels, comme il est précisé dans la plus récente version approuvée du Cadre de mesure du rendement (CMR).

2.7.1 Plan de suivi et d'évaluation

Un comité de suivi et un comité aviseur composés des partenaires institutionnels haïtiens assureront l'implantation du registre foncier informatisé. Le Canada est membre du Groupe de travail sur le droit foncier et ses interventions seraient entendues parmi le groupe de bailleurs de fonds. Le MAECD s'assurera aussi d'un suivi et d'une évaluation du Projet via les services d'un agent de suivi et d'un évaluateur.

2.8 **Exigences environnementales**

La nature du Projet fait en sorte qu'il n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux importants.

2.9 **Organigramme technique du Projet (OTP)**

L'Organigramme technique du Projet (OTP) se trouve à l'Annexe A-2.

2.10 **Gouvernance du Projet**

Afin d'assurer la durabilité, le Projet mettra l'accent sur le transfert des capacités aux partenaires haïtiens dans les activités de numérisation, de sécurisation et d'informatisation des titres fonciers, incluant la formation technique aux employés appelés à se moderniser et à passer de la transcription manuelle au système informatisé. La mise en place d'un comité de coordination regroupant les autorités gouvernementales assurera la prise en charge par la partie haïtienne. Le Projet permettra le recouvrement de coûts des services de consultation des archives manuscrites et informatiques par la mise en place d'un système de tarification inspiré de l'expérience développée au Québec. L'Organisation assurera la supervision et bonne gouvernance du Projet par l'entremise d'un accord de partenariat ainsi que par la tenue de rencontres trimestrielles du comité de gestion du Projet composé de membres de la direction deux organisations membres du partenariat.

2.11 **Gestion du risque**

2.11.1 Approche et stratégie en matière de risque

Les risques liés à la mise en œuvre du Projet ont été identifiés et une stratégie d'atténuation des risques a été développée. Le processus électoral en Haïti amorcé en 2015 se poursuit en 2016 et peut représenter des risques de ralentissement des activités. Le grand programme de réforme du foncier lancé par les autorités haïtiennes est considéré, tant par les citoyens, les organisations de la société civile que le secteur privé, comme étant incontournable pour le développement du pays. Deux initiatives complémentaires du Canada appuient le renforcement d'institutions publiques chargées du foncier : (1) le projet «Mobilisation des recettes fiscales et de modernisation» de la DGI, mis en œuvre par l'Agence de Revenu du Canada; et (2) le « Projet de Coopération municipale II », mis en œuvre par la FCM en partenariat avec la Ville de Montréal et l'Union des municipalités du Québec, qui comprend également un volet de recettes fiscales municipales avec la DGI.

2.11.2 Registre des risques

Le Registre des risques se trouve à l'Annexe A-3.

3. **Gestion du Projet**

3.1 **Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement**

En plus de procéder à l'évaluation, au suivi et à la vérification du Projet conformément à l'Accord, le MAECD appuie l'Organisation en :

3.1.1 Évaluant les progrès du Projet par rapport aux résultats attendus, et ce, par une révision périodique des rapports d'étape du Projet, en faisant appel à un représentant sur place ou en effectuant des visites sur le terrain selon les besoins, en maintenant une liaison continue avec l'Organisation et en facilitant la consultation comme elle le juge approprié;

3.1.2 Le cas échéant, participant, au besoin, aux réunions annuelles (ou autres) du comité directeur chargé du Projet;

3.1.3 Participant à d'autres réunions spéciales liées au Projet, au besoin.

3.2 **Organisation**

En plus de ses obligations aux termes de l'Accord, l'Organisation, lors de la mise en œuvre du Projet :

3.2.1 Assure, en fonction des résultats, la planification, la gestion, la mise en œuvre, le suivi et la présentation au MAECD de rapports sur le Projet fondés sur des données probantes, et veille à ce que les résultats, les extrants, les activités, les composantes et les étapes figurant dans la description du Projet plus haut, tels que mis à jour à travers les rapports approuvés, conformément à l'annexe D, soient tous menés à bien et réalisés selon les attentes du MAECD; l'Organisation fait un suivi des extrants et des résultats du Projet en utilisant les indicateurs figurant dans le Cadre de mesure du rendement;

3.2.2 Informe le MAECD, par écrit et aussitôt que possible, de toute circonstance ou tout problème exceptionnel qui pourrait avoir un impact sur la mise en œuvre du Projet;

3.2.3 Met en place des procédures budgétaires et des contrôles financiers pour permettre à l'Organisation d'assurer une saine gestion de la Contribution. Entre autre, s'assurer que les fonds reçus du MAECD pour le Projet sont utilisés uniquement pour les activités de ce Projet;

3.2.4 Assure la participation de toute autre organisation partenaire apportant une contribution financière à la planification axée sur les résultats, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de tous les aspects du Projet et à la préparation des rapports et/ou à la collecte de données qu'exige le MAECD.

ANNEXE A-1 – MODÈLE LOGIQUE

Résultat ultime	Amélioration du système foncier favorisant la croissance économique durable en Haïti.		
Résultats intermédiaires	1000 Numérisation et sécurisation des registres manuscrits de titres fonciers pour les propriétaires privés en Haïti et principalement centralisés à Port au Prince.	2000 Exploitation d'un registre foncier national informatisé servant à l'enregistrement et la recherche de titres fonciers privés délivrés sur l'ensemble du territoire haïtien.	
Résultats Immédiats	1100 Capacité accrue de la Direction de l'enregistrement et de la conservation foncière (DECF) d'assurer la numérisation et la sécurisation des registres fonciers manuscrits de titres privés. *(composante numérisation & sécurisation)*	2100 Capacité accrue de la Direction de l'enregistrement et de la conservation foncière d'effectuer des recherches et enregistrements numériques de titres fonciers privés. *(composante indexation & dév. de la base de données)*	2200 Capacité accrue des parties prenantes[1] à enregistrer et accéder aux titres fonciers privés par la mise en opération d'un registre foncier national informatisé. *(composante mise en service du nouveau registre foncier)*

[1] Grand public, DGI, CIAT, ONACA, associations des arpenteurs et notaires, archives nationales, etc.

Extrants	**1110** Un Plan d'action pour les activités de numérisation et sécurisation est développé avec les parties prenantes (DECF, CIAT, ONACA). **1120** Les locaux et espaces de travail pour la numérisation et l'archivage[2] des registres manuscrits et données numérisées sont fonctionnels. **1130** Le personnel de la DECF est capable de numériser et sécuriser les registres manuscrits de titres fonciers privés selon les procédures et standards de qualité (Port au Prince et Cap Haïtien). **1140** Les registres manuscrits de titres fonciers privés sont numérisés (Port au Prince:1, 005,000 pages, Cap Haïtien : 84,000 pages et manuscrits de St-Marc archivés à Port au Prince) **1150** L'opération de sécurisation des documents manuscrits et numériques est complétée (données de Port au Prince, Cap Haïtien et St-Marc).	**2110** Les paramètres et standards d'indexation destinés à enregistrer les titres privés numérisés sont définis en collaboration avec les parties prenantes[3] (en adéquation avec le projet de réforme cadastrale et intégrant des données sexo-spécifiques). **2120** La base de données et son moteur de recherche sont développés et paramétrés en adéquation avec le contexte législatif et la réforme cadastrale en collaboration avec les parties prenantes. **2130** Le personnel de la DECF est capable d'indexer et enregistrer dans la base de données les titres fonciers numérisés selon les procédures et standards de qualité. **2140** Les données numériques sont enregistrées et rendues exploitables dans un système fonctionnel et durable. **2150** Le nouveau système d'enregistrement et de recherche de titres privés est paramétré, fonctionnel et opéré par le personnel de la DECF.	**2210** L'appui au développement d'une stratégie de mise en service d'un registre national informatisé de titres fonciers privés est réalisé auprès des partenaires principaux[4] (en adéquation avec le projet de réforme cadastrale et le nouveau cadre législatif). **2220** Le registre national informatisé de titres fonciers privés est implanté en collaboration avec les parties prenantes[5] (en adéquation avec le projet de réforme cadastrale et le nouveau cadre législatif). **2230** Le personnel de la DECF ainsi que les notaires et arpenteurs accrédités appliquent les nouvelles modalités d'émissions de titres fonciers privés en fonction de leur enregistrement au registre foncier national informatisé. **2240** Le personnel de la DECF est capable d'enregistrer les nouveaux titres manuscrits/numériques et assurer la mise à jour du registre foncier national de titres privés. **2250** Les données du registre foncier informatisé de titres privés sont accessibles au public par l'entremise d'un bureau de consultation à Port au Prince et d'un système d'accès par internet.

[2] À la DGI ou aux Archives Nationales selon l'état d'avancement de la stratégie de déménagement.
[3] DGI, CIAT, ONACA, associations des arpenteurs et notaires, archives nationales, etc.
[4] DGI, CIAT, ONACA, associations des arpenteurs et notaires, archives nationales, etc.
[5] DGI, CIAT, ONACA, associations des arpenteurs et notaires, archives nationales, etc.

Activités	**1110 État des lieux et Plan d'Action harmonisé au grand projet de réforme cadastrale** 1111 Réaliser un diagnostic de la situation actuelle avec la *Direction de l'enregistrement et les Archives nationales* et partager les résultats du diagnostiques avec les parties prenantes. 1112 Mise en place d'un *Comité de suivi* regroupant des représentant-e-s des parties prenantes* (DECF, CIAT, ONACA, archives nationales, associations des notaires- arpenteurs, etc). 1113 Développer un plan d'action pour les activités de numérisation et sécurisation en collaboration le comité de suivi et harmonisé avec le projet de réforme cadastrale. 1114 Appuyer le *comité de suivi* dans la coordination des activités de suivi/rapportage sur l'état d'avancement des travaux auprès du *Groupe de travail sur le droit foncier* (comité foncier). **1120 Aménagement des espaces de travail de numérisation et locaux de sécurisation.** 1121 Acheter les équipements et matériaux pour réaménager les locaux et organiser les espaces de travail pour l'opération massive de numérisation. 1122 Rénover les locaux (voûte d'archivage ancienne ou nouvelle) et améliorer les conditions de conservation des manuscrits et des données numériques. **1130 Le personnel de la DECF est capable de numériser et sécuriser les registres manuscrits** 1131 Développer un guide de normes et procédures de numérisation (conditions de manipulation des manuscrits, contrôle de qualité). 1132 Développer les normes, politiques et standards de sécurisation (conditions d'archivage des registres manuscrits et des données numériques). 1133 Former le personnel cible aux procédures et standards d'archivage des registres manuscrits/numériques (sécurisation) et aux procédures de stabilisation des manuscrits abimés. 1134 Former le personnel cible aux procédures et standards de numérisation (Port au Prince et Cap Haïtien).	**2110 Définition des paramètres d'indexation avec les parties prenantes et harmonisé au projet de réforme cadastrale** 2111 Intégrer au mandat du *Comité de suivi* les nouveaux objectifs de développement de la base des données numériques, de son système d'indexation et d'enregistrement. 2112 Développer, en collaboration avec le *comité de suivi*, un plan d'action encadrant le développement de la base de données des titres fonciers numérisés. **2120 Base de données paramétrée en adéquation avec le contexte législatif et la réforme cadastrale** 2121 Réaliser un atelier avec le *comité de suivi* et autres parties prenantes clefs afin de définir les paramètres d'indexation de la base de données en adéquation au projet de réforme cadastrale et intégrant des données sexo- spécifiques). 2122 Concevoir et réaliser la structure de base du système (base de données, système d'indexation et moteur de recherche). 2123 Tester la base de données avec des données réelles et apporter les correctifs nécessaires. 2124 Faire une démonstration en temps réel de la base de données auprès des membres du comité de suivi et prévoir les ajustements souhaités. **2130 Personnel de la DECF capable d'indexer et enregistrer dans la base de données** 2131 Aménager les espaces servant aux opérations massives d'indexation et installer les équipements de la base de données (indexation et enregistrement des titres numériques). 2132 Développer un guide de normes, procédures et standards d'indexation et d'enregistrement des données numérisées à la base de données. 2133 Développer un manuel de formation destiné au personnel cible chargé des opérations d'indexation et d'enregistrement. 2134 Former le personnel cible aux opérations d'indexation, d'enregistrement et à l'utilisation du moteur de recherche.	**2210 Développement d'une stratégie d'implantation d'un registre foncier informatisé de titres privés** 2211 Transformer le *Comité de suivi* en *Comité Aviseur* chargé d'appuyer et d'encadrer l'implantation d'un registre foncier informatisé national de titres privés. 2212 Exposer les membres dirigeants du Comité Aviseur à l'expérience récente d'implantation du registre foncier informatisé (exemple de la Direction générale du Registre foncier du Québec[6]). 2213 Appuyer le *Comité Aviseur* dans le développement d'une stratégie d'implantation d'un registre foncier informatisé en Haïti et lié au projet de réforme cadastrale. 2214 Organiser un colloque national visant à faire le point sur les changements législatifs et diffuser l'information sur l'implantation du nouveau registre foncier informatisé. 2215 Appuyer le *Comité Aviseur* dans le développement d'un plan d'action encadrant l'implantation du registre foncier informatisé, et dans les activités de suivi/rapportage sur l'état d'avancement auprès du *Groupe de travail sur le droit foncier.*

Activités	**1140 Opération de numérisation des registres manuscrits de titres fonciers privés** 1141 Numériser 1 005 000 pages des registres manuscrits de Port au Prince, ainsi que les manuscrits de St-Marc archivés à Port au Prince. 1142 Numériser 84 000 pages des registres manuscrits de Cap Haïtien (Numérisation mobile effectuée sur place par le personnel de la DECF). **1150 Opération de sécurisation des documents manuscrits et numériques** 1151 Archiver les 3 000 volumes de registres manuscrits dans les locaux améliorés et voûte de conservation sécurisée. 1152 Stabiliser les volumes manuscrits abîmés et en mauvais état et archiver les documents stabilisés. 1153 Informer le *comité de suivi* et autres parties prenantes clefs sur l'état d'avancement des activités de numérisation et sécurisation des registres manuscrits/numériques et sur la phase de désengagement.	**2140 Données numériques enregistrées et rendues exploitables dans un système fonctionnel et durable** 2141 Réaliser l'opération massive d'indexation de plusieurs millions de titres numérisés. 2142 Réaliser l'opération massive de classification et d'enregistrement de plusieurs millions de titres numérisés dans la base de données selon les paramètres d'indexation. **2150 Nouveau système d'enregistrement/recherche de titres privés opéré par le personnel de la DECF** 2151 Former le personnel cible aux opérations du système d'enregistrement et d'exploitation des données. 2152 Présenter aux membres du *comité de suivi* et autres parties prenantes le nouveau système d'exploitation (base de données paramétrée, opérations d'indexation et d'enregistrement des titres, moteur de recherche, mise à jour). 2153 Appuyer le *comité de suivi* dans la coordination des activités de suivi/rapportage sur l'état d'avancement des travaux auprès du *Groupe de travail sur le droit foncier* (comité foncier).	**2220 Implantation du registre foncier informatisé de titres privés en collaboration avec les parties prenantes** 2221 Réaliser une démonstration du système (2152) auprès d'un *groupe focus* d'usagers (parties prenantes et membres du publique) afin de développer les fonctions d'exploitation souhaitées au registre foncier informatisé (données alpha- numériques et géo-référencées, diffuseur web et réseau, système de sécurité). 2222 Acheter les nouveaux logiciels et installer les fonctions l'exploitation destinées à transformer la base de données en un registre foncier informatisé (enregistrement sécurisé des procès-verbaux selon des données sexo-spécifiques, géo- référenciées harmonisé au projet du cadastre, émission de titres fonciers, de données statistiques, consultation publique). 2223 Tester, en compagnie des gestionnaires du système, le registre foncier à l'aide de données réelles (franchir toutes les étapes du processus d'enregistrement) et apporter correctifs. 2224 Appuyer le Comité Aviseur dans le développement du cadre d'opération et les modifications à l'organisation du travail assurant l'implantation du nouveau registre foncier. 2225 Appuyer le Comité Aviseur dans le développement d'un plan de transition vers l'adoption et l'implantation du nouveau registre foncier (incluant une politique tarifaire). **2230 Application de nouvelles modalités d'émissions de titres privés pour enregistrement au registre foncier** 2231 Appuyer le *Comité Aviseur* dans l'organisation d'un colloque national visant la diffusion de l'information sur le nouveau cadre législatif et le processus de transition vers l'enregistrement des titres privés au registre foncier. 2232 Appuyer le *Comité Aviseur* dans une campagne d'information grand public sur les changements législatifs et l'implantation d'un registre foncier informatisé. 2233 Développer un guide de normes, procédures et standards d'opération/exploitation du registre foncier. 2234 Réaliser de concert avec les 18 bureaux régionaux de la DECF des mini-colloques de formation pour les arpenteurs et notaires accrédités concernant les nouvelles normes d'émissions de procès-verbaux et nouvelles procédures d'enregistrement de titres fonciers.

Activités			**2240 Personnel de la DECF capable d'opérer le registre foncier informatisé de titres privés** 2241 Développer, de concert avec le *comité aviseur*, les politiques et guide d'opérations du registre foncier informatisé. 2242 Former et tester le personnel chargé d'opérer le registre foncier informatisé (tests pilot d'enregistrement de titres numérisés et de titres issus de nouveaux procès-verbaux émis selon le nouveau cadre législatif). 2243 Encadrer les opérations de mise en service et d'ajustements du nouveau registre foncier. 2244 Encadrer les opérations parallèles d'enregistrement de titres numérisés et d'émission de titres à partir des nouveaux procès-verbaux (période de transition). **2250 Données du registre foncier informatisé de titres privés sont accessibles au public** 2251 Élaborer un système de tarification des coûts pour le bureau de consultation (appui bureau du cadastre Québec). 2252 Aménager les locaux, installation des équipements et du bureau de consultation des registres. 2253 Tester la mise en service du système et du bureau de consultation (activités de portes ouvertes). 2254 Tester les accès internet au système et apporter les correctifs si nécessaire. 2255 Remettre l'opération du système aux autorités responsables tel que prévue dans le Plan d'Action (2215).
	*Parties prenantes : *DGI, CIAT, ONACA, associations des arpenteurs et notaires, archives nationales, etc.* DGI= Direction Générale des Impôts CIAT = Comité interministériel d'aménagement du territoire ONACA= Office national du cadastre		

ANNEXE A-2 – ORGANIGRAMME TECHNIQUE

Résultat ultime : Amélioration du système foncier favorisant la croissance économique durable en Haïti.

RI 1000: Numérisation et sécurisation des registres manuscrits de titres fonciers pour les propriétaires privés en Haïti et principalement centralisés à Port au Prince.	**RI 2000:** Exploitation d'un **registre foncier national informatisé** servant à l'enregistrement et la recherche de titres fonciers privés délivrés sur l'ensemble du territoire haïtien.	**3000: Coordination et Gestion**
1100 Capacité accrue de la *Direction de l'enregistrement et de la conservation foncière* (DECF) d'assurer la **numérisation et la sécurisation** des registres fonciers manuscrits de titres privés. ***(composante numérisation & sécurisation)*** **1110** Réalisation de l'étude sur l'état des lieux et du Plan d'Action harmonisé au grand projet de réforme cadastrale (de concert avec les parties prenantes- Comité de suivi). **1120** Aménagement des espaces de travail pour les opérations de numérisation de sécurisation et d'archivage. **1130** Développement des normes et politiques et formation du personnel ciblé de la DECF à la numérisation et sécurisation des registres manuscrits. **1140** Réalisation des opérations de « numérisation » des registres manuscrits de titres fonciers privés (à Port au Prince et possiblement dans les bureaux régionaux). **1150** Réalisation des opérations de « sécurisation » des documents manuscrits et numériques (y compris conditions d'archivage dans les voûtes).	**2100** Capacité accrue de la *Direction de l'enregistrement et de la conservation foncière* d'effectuer des recherches et enregistrements numériques de titres fonciers privés ***(composante indexation & dévelop.de la base de données)*** **2110** Définition des paramètres d'indexation avec les parties prenantes et harmonisé au grand projet de réforme cadastrale. **2120** Aménagement des espaces de travail des opérations d'indexation et mise sur pied d'une base de données paramétrée (en adéquation avec le contexte législatif et la réforme cadastrale). **2130** Développement des normes et politiques et formation du personnel de la DECF aux opérations d'indexation, d'enregistrement dans la base de données et d'utilisation du moteur de recherche. **2140** Réalisation des opérations d'enregistrement et d'exploitation du système des données numériques **(**opération massive d'indexation, de classification, d'enregistrement des millions de titres numérisés). **2150** Formation du personnel de la DECF à l'opération du nouveau système d'enregistrement/recherche de titres privés et présentation du système d'exploitation aux parties prenantes (base de données paramétrée, opérations d'indexation et d'enregistrement des titres, moteur de recherche, mise à jour). **2200** Capacité accrue des parties prenantes à enregistrer et accéder aux titres fonciers privés par la mise en opération d'un registre foncier national	**3100** Coordination avec parties prenantes (MAECD, partenaires, autres parties prenantes et projets) **3110** Mise en place du *comité de suivi* (1000) et appui aux activités de suivi/rapportage auprès du *Groupe de travail sur le droit foncier* (comité foncier). **3120** Mise en place du *comité Aviseur* (2000) et appui aux activités d'encadrement de l'implantation du registre foncier informatisé national. **3130** Organisation des rencontres du comité de gestion (chaque trimestre). **3140** Organisation des rencontres du comité directeur de Projet. **3150** Participation aux rencontres du *Groupe de travail sur le droit foncier* et coordination avec parties prenantes. **3160** Coordination & liaison avec le MAECD (Canada et en Haïti). **3200** Gestion des ressources humaines **3210** Recrutement/formation du personnel (Haïti et Canada). **3220** Mobilisation des expert-e-s de la ville de Montréal, gouvernement du Québec (registre foncier) et consultants locaux. **3230** Développement du manuel des employés et procédures de sécurité. **3240** Mise en place du système d'évaluation de la performance (objectifs annuels, supervision, rencontre mi-parcours/évaluation).

*Parties prenantes : *DGI, CIAT, ONACA, associations des arpenteurs et notaires, archives nationales, etc.* DGI= Direction Générale des Impôts CIAT = Comité interministériel d'aménagement du territoire ONACA= Office national du cadastre	informatisé. ***(composante mise en service du nouveau registre foncier)*** **2210** Développement d'une stratégie de mise en service d'un **registre national informatisé** à l'aide d'un *Comité Aviseur* facilitant l'adoption du registre informatisé de titres fonciers privés. **2220** Développement d'un plan de transition et appui à l'implantation de l'adoption du registre foncier national informatisé de titres privés en collaboration avec les parties prenantes (en adéquation avec le projet de réforme cadastrale et le nouveau cadre législatif). **2230** Appui à la DECF ainsi qu'aux notaires et arpenteurs accrédités dans le processus d'application de nouvelles modalités d'émissions de titres privés pour l'enregistrement au registre foncier. **2240** Encadrement de la période de transition, gestion des opérations parallèles d'enregistrement et appui à la mise en service du registre foncier de titres privés (opérations d'enregistrement, d'émission de titres et de mise à jour du registre foncier informatisé). **2250** Appuyer la mise en place d'un bureau de consultation et l'accès au public des données du registre foncier informatisé de titres privés coûts pour le bureau de consultation (appui bureau du cadastre Québec).	**3300** Gestion administrative et financière **3310** Mise en place de procédures administratives et financière au bureau de Port au Prince. **3320** Appui à l'activité de renforcement des capacités financières (MAECD-consultant). **3330** Soumission et approbation des budgets annuel-s. **3340** Réalisation/soumission des rapports financiers semi-annuel-s et annuel-s. **3400** Gestion axée sur les Résultats- GAR **3410** Développement /approbation du Plan de Mise en Œuvre (PMO). **3420** Réalisation/soumission du rapport des études de base (1110). **3430** Soumission et approbation des Plans de travail Annuel (PTA). **3440** Soumission des rapports annuel-s et semi-annuel-s. **3450** Développement du système de suivi-évaluation pour collecte de données au CMR. **3500** Gestion des équipements et actifs **3510** Achat et entretient de matériels et équipements. **3520** Développement et mise à jour des listes d'inventaires. **3530** Développement et soumission du Plan de disposition des actifs. **3600** Communication et gestion de la connaissance **3610** Activités de communication et gestion de la connaissance au Canada et en Haïti.

ANNEXE A-3 – REGISTRE DES RISQUES

Définition du risque		**Réponse au risque**	**Résultat selon le modèle logique de l'investissement**	**Risque résiduel –** **P = Probabilité** **I = Impact** **Très faible (1) / faible (2) / élevé (3) / très élevé (4).** Date 1 : Élaboration de la proposition
Risques opérationnels				
OP1 – Ressources humaines	Risque lié à l'ac	Le niveau d'intérêt et d'engagement de la ville de Montréal vis à vis du Projet est très élevé. De plus, afin d'assurer la coordination/négociation avec les différents départements de la ville chargés de libérer/fournir les expert-e-s en temps voulu, le Projet prévoit une personne désignée à temps plein pour gérer ses interactions et aider l'identification de ressources en emplacement. Le Projet aura la chance de pouvoir s'appuyer initialement sur l'équipe du programme PCM2 à Port au Prince et donc sur des appuis du personnel l'Organisation déjà sur place et pouvant aider aux activités de recrutement et autres activités liées au lancement du Projet.	**Résultats intermédiaires:** 1000 Numérisation et sécurisation des registres manuscrits de titres fonciers pour les propriétaires privés en Haïti et principalement centralisés à Port au Prince. 2000 Exploitation d'un registre foncier national informatisé servant à l'enregistrement et la recherche de titres fonciers privés délivrés sur l'ensemble du territoire haïtien.	P = 1 I = 3
OP2 – Ressources matérielles	Risque	Selon les données du CIAT, la DGI aurait mis un peu plus d'un mois à obtenir le matériel en provenance des États Unis. L'équipe du Projet propose de s'appuyer sur la même filière utilisée par la DGI pour sécuriser l'achat des numériseurs additionnels à temps tout en assurant une vigilance rapprochée sur le respect de procédures d'achats.	Résultat immédiat 1100 : Capacité accrue de la *Direction de l'enregistrement et de la conservation foncière* de la *DGI* d'assurer la numérisation et la sécurisation des registres fonciers manuscrits de titres privés.	P = 1 I = 3

OP3 – Gestion du rendement	Risque	Selon les données de la DGI et les essais effectués en mars 2015, un numériseur pourrait réaliser 1500 pages de photographies numériques par jour. Si ces données sont exactes, en étant très conservateur dans le nombre de jour de travail par an (200), le Projet prévoit pouvoir numériser les quelques 1 005 000 pages de manuscrits avec 5 appareils sur une période de 10 mois. De plus, selon une visite récente au bureau de la DGI, ce rythme de numérisation pourrait être amélioré si le personnel de la DGI serait rémunéré dans les temps prévus (et donc plus motivé). Voir DEV-3	Résultat immédiat 1100 : Capacité accrue de la *Direction de l'enregistrement et de la conservation foncière* de la *DGI* d'assurer la numérisation et la sécurisation des registres fonciers manuscrits de titres privés.	P = 1 I = 2
Risques financiers				
FIN2 – Fiduciaire	Risque	L'équipe Projet est très familière avec les procédures de redditions de compte et de rapportage telles que prescrites dans les accords de contribution du MAECD et les Modalités Générales de contrat. L'Organisation s'engage à faire respecter toutes les modalités prévues pour l'ensemble des investissements qui seront effectués dans le cadre du Projet, y compris en assurant un respect et suivi rapproché des dépenses effectuées par les partenaires si tel était le cas.	**Résultats intermédiaires:** 1000 Numérisation et sécurisation des registres manuscrits de titres fonciers pour les propriétaires privés en Haïti et principalement centralisés à Port au Prince. 2000 Exploitation d'un registre foncier national informatisé servant à l'enregistrement et la recherche de titres fonciers privés délivrés sur l'ensemble du territoire haïtien.	P = 3 I = 2
Risques liés au développement				
DEV2 – Socio- politique.- économique, l'égalité entre les sexes	L'année 2015 est	Le grand projet de *réforme foncière* lancé par le gouvernement haïtien joue un rôle tellement central dans le développement du pays que celui-ci risque peu de disparaître advenant l'arrivée de nouveaux élu-e-s d'autant plus que les grands partenaires techniques et financiers (PTF) du pays sont déjà bien engagés autour de ce Projet. Les estimés du temps nécessaire pour arriver à numériser 100% des registres	**Résultats intermédiaires:** 1000 Numérisation et sécurisation des registres manuscrits de titres fonciers pour les propriétaires privés en Haïti et principalement centralisés à Port au Prince. 2000 Exploitation d'un registre foncier national informatisé servant à l'enregistrement et la recherche de titres fonciers privés délivrés sur l'ensemble du territoire haïtien.	P = 1 I = 3

	Risque lié à l'obtention de	La sécurité demeure un enjeu dans certaines zones de Port au Prince et particulièrement dans le bas de la ville. Les mouvements et déplacements se feront en respectant des règles d'atténuation de risques déjà développés l'Organisation dans le cadre de leur programme PCM2. De plus	P = 2 I = 2
DEV3 – Capacités institutionnelles Gouvernance	Risque lié à l'obtention de	Les rencontres préliminaires avec le personnel responsable de la DGI indiquent que des espaces voisins de la voûte d'archivage seront libérés pour réaliser les activités de numérisations. Cela permettra la manipulation et le déplacement des registres manuscrits dans des conditions de sécurité souhaitée. Advenant que la DECF déménagement dans de nouveaux locaux, les espaces prévus seront plus grands et donc il sera plus facile de planifier l'organisation des activités de numérisation près des locaux où seront entreposés les registres manuscrits. D'entrée de jeux, le Projet prévoit l'élaboration du plan d'action de concerts	Résultat immédiat 1100 : Capacité accrue de la *Direction de l'enregistrement et de la conservation foncière* de la *DGI* d'assurer la numérisation et la sécurisation des registres fonciers manuscrits de titres privés.	P = 1 I = 1

	Risque lié au délai de l'adoption	Le CIAT, avec l'appui de la coopération française, travaille déjà à l'écriture d'un projet de loi visant la modernisation de l'administration publique: *«Avant-projet de loi sur l'administration électronique».* Ce projet de loi prévoit l'adoption de registres électroniques dans l'administration des affaires de l'état et les assises gouvernementales chargées d'encadrer ces changements (notamment le rôle du Conseil Supérieur de l'Administration et de la fonction publique; ainsi que du Conseil national des Télécommunications chargé des certifications électroniques). Étant donné l'importance de moderniser l'appareil de l'état, il serait surprenant que le projet de loi soit mis aux rencarts après l'avènement d'un nouveau gouvernement. Dans l'attente de l'adoption de ce projet de loi (qui pourrait être approuvé par décret), le registre informatisé pour	**Résultats intermédiaire 2000:** Exploitation d'un registre foncier national informatisé servant à l'enregistrement et la recherche de titres fonciers privés délivrés sur l'ensemble du territoire haïtien.	P = 3 I = 2
(suite) DEV3 – Capacités institutionnelles Gouvernance	Capacité de la	Beaucoup de fonctionnaires en Haïti ne sont pas payés à temps (plusieurs mois d'arriérés sur le paiement de salaires); ils sont par conséquent démotivés et sont souvent absents. De plus, bien que le niveau d'intérêt et d'engagement	1000 Numérisation et sécurisation des registres manuscrits de titres fonciers pour les propriétaires privés en Haïti et principalement centralisés à Port au Prince.	P = 2 I = 3

	DGI et des Archives Nationales à mot	de la DGI et du CIAT semble très élevé, ces organisations n'ont peut-être pas les ressources financières supplémentaires pour sécuriser l'embauche du personnel « additionnel » chargé de réaliser les opérations massives de numérisation et d'indexation. Le Projet propose donc de constituer des équipes mixtes (personnel de la DGI et nouveaux employés). Cependant, avant même le début des opérations à la DGI, le Projet facilitera le développement d'un plan d'action avec les parties prenantes qui devra prévoir la		

	i v e r e t m o b i l i s e r l e p e r s o n n e l nécessaire	prise en charge financière progressive du personnel de la DGI qui sera maintenu en poste après que les opérations massives de numérisation/indexation auront été réalisées.		

	re pour réaliser les opérations mass i			

	ves de numérisation, sécurisation et			

	indexation.			
	Capacité de la DGI et d	Au moment de la préparation de cette proposition, le niveau d'intérêt et d'engagement de la DGI et du CIAT était très élevé. Des discussions ont cours à l'effet que la DECF pourrait déménager et accueillir également l'ONACA. Que la DECF demeure dans les locaux actuels de la DGI ou déménage pour se jumeler à l'ONACA, les dirigeants de la DGI garantissent	**Résultats intermédiaires:** 1000 Numérisation et sécurisation des registres manuscrits de titres fonciers pour les propriétaires privés en Haïti et principalement centralisés à Port au Prince. 2000 Exploitation d'un registre foncier national informatisé servant à l'enregistrement et la recherche de titres fonciers privés délivrés sur l'ensemble du territoire haïtien.	P = 1 I = 1

	es Archives Nationales à fournir les	que les locaux voisins des voûtes où les registres manuscrits sont entreposés, seront dégagés pour les activités de numérisation. Les activités d'indexation seront quant à elles réalisées dans les locaux du bureau du Projet loué à cet effet.		

	espaces et locaux nécessaires entre			

	mps voulu pour réaliser les opération			

	s m a s s i v e s d e n u m é r i s a t i o n , s é c u r i s a			

	tion, d'indexation et d'installation			

	du bureau de consultation.			
DEV5 – Catastrophes	Haïti demeu	Le Projet sera mis en œuvre principalement à Port au Prince et malheureusement l'équipe du projet ne peut vraiment avoir d'influence sur l'incidence de catastrophes	Résultat immédiat 1100 : Capacité accrue de la *Direction de l'enregistrement et de la conservation foncière* de la *DGI* d'assurer la numérisation et la sécurisation des registres fonciers manuscrits de titres privés.	P = 1 I = 1

	r e u n p a y s à r i s q u e s d e t r e m b l e m e n t s d e	naturelles. Toutefois, dans son volet sécurisation, il est prévu d'assurer une meilleure protection des registres manuscrits conservés au sein des archives nationales d'une part par 1) par l'amélioration des locaux et équipements afin de réduire les risques notamment de tremblement de terre mais aussi contre le feu, l'humidité, l'eau et la vermine; et d'autre part 2) en numérisant l'information des registres manuscrits qui sera ensuite préservée dans une base de données.		

	terre et d'ouragans.			
		Niveau d'évaluation globale des risques		P = 2 I = 3

Critère	**Très Faible (1)**	**Faible (2)**	**Élevé (3)**	**Très élevé (4)**
Probabilité	Improbable	Peu probable	Probable	Très probable
Impact potentiel sur la capacité d'atteindre les résultats	Procédures habituelles sont suffisantes pour traiter les	Peut menacer l'atteinte de certains résultats et requiert des	Peu empêcher l'atteinte des résultats; une gestion serrée est nécessaire	Peu empêcher l'atteinte des résultats; une gestion serrée

	conséquences	ajustements		est nécessaire

ANNEXE B – BUDGET DU PROJET

1. Budget du Projet

1.1 Tableau du Budget initial

Les éléments de la section 2 - Tableau du Budget initial représentent le budget initial du Projet.

1.2 Transfert de fonds entre les catégories budgétaires

L'Organisation peut transférer des fonds entre les catégories budgétaires approuvées, dans les circonstances suivantes :

1.2.1 Suite à une modification officielle à l'Accord, conformément à l'article 3 des Modalités générales,

a) Lorsqu'il y a un transfert de fonds, du sous-total d'une quelconque catégorie budgétaire au sous-total de la catégorie de la rémunération/des honoraires;
b) Lorsqu'une modification est apportée au poste des fonds de transfert.

1.2.2 Suite à l'approbation préalable écrite du MAECD :

a) Si au moins un transfert à un poste budgétaire engendre une augmentation ou une diminution excédant vingt p. cent (20 %) des fonds pour ce poste;
b) Une telle approbation aurait la même importance et le même effet qu'une modification officielle à l'Accord.

1.2.3 Sans l'approbation du MAECD, à condition que ce transfert demeure inférieur ou égal à vingt p. cent (20 %) et qu'il n'y a aucune incidence sur la portée et la nature du Projet.

1.2.4 Les transferts budgétaires ne doivent, en aucun cas, entraîner une augmentation de la Contribution du MAECD.

2. Tableau du budget initial (exprimé en dollars canadiens)

Sommaire des catégories de coûts admissibles		Contribution par partenaire du Projet				
		MAECD	Organisation		Autres Organisations	Total
			Espèces	Nature		
1.1	Rémunération – Employés de l'Organisation					
	Employés de l'Organisation (à l'exception de 1.1 b) et 1.2)	*2 281 436$*	*0$*	*0$*	*0$*	*2 281 436$*
	Personnel faisant l'objet d'une affectation à long terme à l'étranger	*639 313$*	*0$*	*0$*	*0$*	*639 313$*
1.2	Rémunération – Employés locaux	1 754 915$	0$	0$	0$	1 754 915$
1.4	Honoraires – Sous-traitants					
	Sous-traitants canadiens et internationaux	*371 000$*	*0$*	*0$*	*0$*	*371 000$*
	Sous-traitants locaux	*62 500$*	*0$*	*0$*	*0$*	*62 500$*
	Sous-Total - Honoraires – Sous-traitants	**433 500$**	**0$**	**0$**	**0$**	**433 500$**
Sous-Total – Catégorie : Rémunération / Honoraires		*5 109 164$*	*0$*	*0$*	*0$*	*5 109 164$*
1.6	Dépenses remboursables admissibles à l'application du taux fixe de compensation de frais généraux					
1.6.1	*Frais de voyage*	*849 525$*	*0$*	*0$*	*0$*	*849 525$*
1.6.2	*Avantages et dépenses admissibles pour le Personnel faisant l'objet d'une affectation à long terme à l'étranger et d'une réinstallation de courte durée*	*496 805$*	*0$*	*0$*	*0$*	*496 805$*
1.6.3	*Frais de formation des étudiants et des stagiaires*	*0$*	*0$*	*0$*	*0$*	*0$*
1.6.4	*Autres frais de formation*	*189 500$*	*0$*	*0$*	*0$*	*189 500$*
1.6.5	*Employés du gouvernement du Pays*	*0$*	*0$*	*0$*	*0$*	*0$*

	bénéficiaire					
1.6.6	*Produits, biens et fournitures*	*1 035 375$*	*0$*	*0$*	*0$*	*1 035 375$*
1.6.7	*Frais d'administration directement liés au Projet*	*526 465$*	*0$*	*0$*	*0$*	*526 465$*
1.6.8	*Autres coûts directs précisés pour le Projet*	*0$*	*0$*	*0$*	*0$*	*0$*
Sous-Total – Catégorie : Coûts remboursables admissibles à l'application du taux fixe de compensation de frais généraux		**3 097 670$**	**0$**	**0$**	**0$**	**3 097 670$**
1.7	Coûts remboursables non admissibles pour l'application du taux de compensation de frais généraux					
1.7.1	*Fonds de transfert*	*0$*	*0$*	*0$*	*0$*	*0$*
1.7.2	*Dépenses élevées en capital/contrats de location de machines et d'équipement médical*	*0$*	*0$*	*0$*	*0$*	*0$*
Sous-Total – Catégorie : Coûts remboursables		**8 206 834$**	**0$**	**0$**	**0$**	**8 206 834$**
1.8	Compensation pour les frais généraux					
1.8.1	*Taux fixe sur 1.1 à 1.6*	*984 820$*				
Sous-Total – Catégorie : Compensation pour frais généraux		**984 820$**				
CONTRIBUTION TOTALE AU PROJET		**9 191 654$**	**0$**	**0$**	**0$**	**9 191 654$**
			0$			
VALEUR TOTALE DU PROJET						**9 191 654$**

ANNEXE C – MODALITÉS FINANCIÈRES

1. Éléments de coûts admissibles

Outre le remboursement des Coûts directs admissibles, le MAECD contribuera aux coûts indirects/frais généraux engagés par l'Organisation pendant la période visée par le présent Accord conformément au sous-article 1.8 ci-dessous.

Les coûts suivants, qui sont directement liés à la mise en œuvre du Projet et sont justifiés par l'Organisation conformément au présent Accord, peuvent être remboursés par le MAECD:

1.1 Rémunération – Employés de l'Organisation

1.1.1 Les taux quotidiens effectivement payés par l'Organisation à ses Employés (à l'exception des Employés locaux) pour les heures effectivement consacrées à la mise en œuvre du Projet. À moins d'une approbation écrite préalable du MAECD, les heures facturables pour le travail effectué dans le pays où l'Organisation a son siège social sont établies en fonction d'une journée et d'une semaine normale de travail, conformément au tableau ci-dessous. Les heures facturables pour une affectation à l'étranger sont facturées en conformité avec l'article 1.2.2 ci-dessous. Toutes les heures facturées doivent être justifiées par les feuilles de temps et le livre de paie. Les feuilles de temps doivent être signées par l'employé et le superviseur (si un système électronique n'est pas disponible à cette fin). Les feuilles de temps doivent préciser le Projet, le nom de l'employé, la date, le lieu, la nature des travaux, le nombre d'heures consacrées par jour spécifiquement au Projet ainsi que le nombre total d'heures travaillées par semaine sur tous les Projets. Si elle le désire, l'Organisation peut utiliser comme modèle la feuille de temps affichée sur le site Internet du MAECD (formulaire F).

Nom de l'Organisation	**Nombre d'heures travaillées par jour**	**Nombre maximum de journées de travail par semaine (à l'exception des affectations à l'étranger)**
Fédération canadienne des municipalités	7 (à partir du dernier lundi du mois de juin jusqu'au premier lundi du mois de septembre) 7.5 (durant le reste de l'année)	4 (à partir du dernier lundi du mois de juin jusqu'au premier lundi du mois de septembre) 5 (durant le reste de l'année)
Ville de Montréal	7	5

Le taux quotidien par Employé est calculé de la manière suivante :

[(Salaire direct annuel plus les avantages sociaux annuels payés) divisés par (260 jours moins les congés annuels payés admissibles)]

Les taux incluent les coûts suivants :

a) salaires directs : sommes réelles et justifiables versées par l'Organisation aux Employés conformément à ses échelles salariales à titre de salaire normal, à l'exclusion de la rémunération des heures supplémentaires et des primes.

b) avantages sociaux payés : conformément aux politiques de l'Organisation, soit :

i) congés payés : nombre de jours admissibles qui doivent être payés par l'Organisation pour les absences suivantes : jours fériés, congés annuels et congés de maladie;

ii) avantages sociaux payés : sommes réelles versées par l'Organisation pour les avantages sociaux (contributions de l'Organisation à l'assurance-emploi et au régime d'indemnisation des accidentés du travail (s'il y a lieu), à l'assurance-maladie, à l'assurance-vie collective et au régime de pension ou à d'autres avantages sociaux exigés par le gouvernement;

1.1.2 Les taux pour les journées de travail moindres que le nombre d'heures par jour indiqué dans le tableau à l'article 1.1.1 ci-dessus et de moins de 7.5 heures pour les Employés à l'étranger sont calculés au prorata du nombre d'heures effectivement travaillées.

1.2 **Rémunération – Employés locaux**

1.2.1 Les salaires et les avantages sociaux réels et justifiables des Employés locaux travaillant à la réalisation du Projet. Les taux de rémunération et les avantages sociaux de ces personnes, doivent respecter les lois et les pratiques locales, y compris les taux de rémunération en vigueur sur le marché local, ainsi que les échelles de salaire et les politiques de gestion du personnel de l'Organisation.

1.2.2 À moins d'une approbation écrite préalable du MAECD, les heures facturables accomplies par les Employés locaux sont établies en fonction d'une journée normale de travail selon les pratiques locales, tel qu'indiqués dans le tableau suivant et d'un maximum de six (6) jours par semaine, et doivent être justifiées par les feuilles de temps et le livre de paie.

Nom du pays	**Nombre d'heures**
Haïti	7.5

Les feuilles de temps doivent être signées par l'employé et le superviseur (si un système électronique n'est pas disponible à cette fin). Les feuilles de temps doivent préciser le Projet, le nom de l'employé, la date, le lieu, la nature des travaux, le nombre d'heures consacrées par jour spécifiquement au Projet ainsi que le nombre total d'heures travaillées par semaine sur tous les projets. Les taux pour les journées de travail de moins d'une journée normale de travail sont calculés au prorata du nombre d'heures effectivement travaillées.

1.2.3 Les taux pour les journées partielles de travail sont calculés au prorata du nombre d'heures effectivement travaillées dans chacun des pays ci-dessus.

1.3 **Augmentations annuelles du salaire direct**

Les salaires versés par l'Organisation à ses Employés et aux Employés locaux peuvent être augmentés conformément à la Politique sur les augmentations annuelles des honoraires et des salaires pour les marchés de services et les accords de contribution pluriannuels pour l'acheminement de l'aide au développement international. L'Organisation soumet au MAECD le détail de ces augmentations salariales prévues, le cas échéant, dans son plan de travail annuel ou autre document. Les augmentations salariales doivent être approuvées par écrit par le MAECD avant tout remboursement.

1.4 **Honoraires – Sous-traitants ayant une relation sans lien de dépendance avec l'Organisation**

1.4.1 Les coûts réels et justifiables liés aux honoraires des Sous-traitants en vertu d'un Sous-contrat conclu avec l'Organisation conformément à l'article 10 des Modalités générales – Sous-contrats et Sous-accords, si le Sous-traitant a une Relation sans lien de dépendance avec l'Organisation, selon la définition donnée dans les Modalités générales. Les sommes et taux individuels négociés n'excèdent pas la juste valeur marchande qui s'applique au type précis de services offerts au lieu d'affaires habituel du Sous-traitant, ou à un travail similaire effectué dans le cadre du présent Accord, et ils excluent tout taux majoré concernant les heures supplémentaires.

1.4.2 Le coût total de la sous-traitance n'excède pas vingt p. cent (20 %) de la valeur totale de la Contribution du MAECD dont il est fait mention à l'article 5.1.1 des Articles de convention.

1.4.3 À moins d'une approbation écrite préalable du MAECD, les honoraires quotidiens sont versés pour chaque jour consacré directement à la prestation des services, sur la base d'une journée de travail de sept heures et demie (7,5 h.) et d'un maximum de cinq (5) jours de travail par semaine au Canada, ainsi que d'une journée normale de travail de sept heures et demie (7,5 h.) et d'un maximum de six (6) jours par semaine à l'étranger, selon les pratiques locales. Les taux pour les journées de travail de moins de sept heures et demie (7,5 h.) au Canada et à l'étranger sont calculés au prorata du nombre d'heures effectivement travaillées.

1.5 **Temps de déplacement alloué**

1.5.1 Les journées de déplacement sont remboursées par le MAECD sur la base de la rémunération ou des honoraires quotidiens établis conformément aux sous-articles 1.1, 1.2, ou 1.4 qui précèdent. Lorsque le lieu de départ ou d'arrivée est le Canada, le nombre maximal de journées de déplacement et d'escales pour la nuit qui sont admissibles pour un aller simple est déterminé comme suit :

a) Afrique : deux (2) journées, une (1) escale pour la nuit.

b) Asie : deux (2) journées, une (1) escale pour la nuit.

c) Caraïbes : une journée, aucune escale pour la nuit. Les repas sont payés au besoin, selon le tarif canadien prévu par la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (« la Directive »). Une escale pour la nuit peut être autorisée

lorsqu'aucune correspondance offerte ne permet d'achever le voyage en une journée, sans que l'Organisation n'en soit responsable.

d) Europe centrale et Europe de l'Est : deux (2) journées, une (1) escale pour la nuit.

e) Amérique centrale : deux (2) journées, une (1) escale pour la nuit.

f) Îles du Pacifique : deux (2) journées, une (1) escale pour la nuit. Si la réservation indique que les correspondances nécessitent deux (2) escales pour la nuit, l'allocation est rajustée en conséquence.

g) Amérique du Sud : deux (2) journées, une (1) escale pour la nuit.

1.5.2 Pour les voyages entre des pays dont le Canada ne fait pas partie, le nombre de journées de déplacement admissible est déterminé en fonction du lieu de départ et du point d'arrivée, et il doit avoir été approuvé par écrit par le MAECD avant le voyage.

1.6 **Dépenses remboursables admissibles au taux de compensation fixe des frais généraux**

Les dépenses réelles et raisonnables liées directement à la réalisation du Projet, notamment :

1.6.1 Frais de voyage :

Les frais de voyage suivants, payés par l'Organisation, conformément aux dispositions de la Directive et des Autorisations spéciales de voyager du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada en vigueur au moment du voyage, ce dernier document ayant préséance sur la Directive :

a) les frais de transport commercial en fonction du plus bas tarif offert en suivant l'itinéraire le plus direct. L'Organisation doit s'efforcer d'obtenir le meilleur tarif possible, notamment en s'assurant de faire ses réservations aussitôt que possible. La norme concernant les voyages en avion est la classe économique, y compris le tarif APEX, les vols nolisés et les autres vols à tarifs réduits ou à rabais. Le MAECD remboursera à l'Organisation le tarif le plus bas disponible au moment de la réservation, mais jamais plus que le montant maximal prévu pour un billet de la classe économique au plein tarif. Le MAECD limitera le remboursement des billets d'avion au plus bas tarif offert au moment de la réservation même si l'Organisation choisit de ne pas retenir ce tarif. L'Organisation devra être en mesure de démontrer, à l'aide de pièces justificatives jugées satisfaisantes par le MAECD, quel était, au moment de la réservation, le plus bas tarif disponible. Le coût des changements ou annulations de vols nécessaires constitue une dépense remboursable valide dans le cadre du Projet, et les circonstances entourant ces changements doivent être documentées dans le dossier du Projet de l'Organisation;

b) le coût des repas, les faux frais ainsi que les frais d'utilisation d'un véhicule particulier, selon les indemnités de repas, de faux frais et de kilométrage mentionnées aux appendices B, C et D de la Directive.

c) le coût de l'enregistrement, des photos et des frais de messagerie liés à l'obtention d'un visa;

d) le coût réel et raisonnable d'une chambre individuelle dans un établissement commercial ou, s'il s'agit d'un hébergement particulier non commercial, le tarif d'un tel logement, conformément aux dispositions prévues à la clause 7.8 des Autorisations spéciales de voyager et de l'appendice D de la Directive;

e) tous les autres coûts réels et raisonnables représentant des dépenses légitimes liées au Projet, selon les dispositions de la Directive visant les « voyageurs » plutôt que les « fonctionnaires ».

1.6.2 Personnel faisant l'objet d'une affectation à long terme à l'étranger et d'une réinstallation de courte durée

Les avantages et les dépenses admissibles concernant le Personnel faisant l'objet d'une affectation à long terme à l'étranger et d'une réinstallation de courte durée, excluant les volontaires, conformément aux politiques de l'Organisation mais n'excédant pas les avantages et dépenses prévus au Guide de l'assistance technique du ministère.

1.6.3 Frais de formation des étudiants et des stagiaires

Les frais réels et raisonnables remboursés aux étudiants et aux stagiaires, conformément au manuel intitulé Gestion des boursiers et boursières au Canada : Manuel de l'agence d'exécution.

1.6.4 Autres frais de formation

Les coûts réels et raisonnables liés aux séances de formation, à l'élaboration des cours, aux consultations, comme la location de salles de classe hors campus, les ordinateurs et le réseautage, les manuels, le matériel didactique, la traduction des cours et des documents, les frais liés aux réunions et toute autre dépense nécessaire pour réaliser ces activités, qui ne font pas partie des catégories susmentionnées, mais que le MAECD a approuvés au préalable par écrit.

1.6.5 Employés du gouvernement du Pays bénéficiaire

Les dépenses (tels les frais de transport local et les frais de subsistance dans le cadre d'un déplacement) assumées par les employés du gouvernement du Pays bénéficiaire désignés par ce pays pour suivre une formation ou travailler avec le Personnel du Projet pour les besoins du Projet. (La Contribution ne doit pas servir à payer les honoraires ni les salaires des Employés du gouvernement du Pays bénéficiaire.)

1.6.6 Produits, biens et fournitures

Les coûts réels et admissibles liés à l'achat, à la location, à l'entretien et au transport de produits, de biens et de fournitures (à l'exception des fournitures de bureau), y compris les frais d'assurance connexes, conformément à l'article 11 des Modalités générales - Achats, à la condition que ces coûts n'excèdent pas la juste valeur marchande du type précis de produits, de biens et de fournitures.

1.6.7 Frais d'administration directement liés au Projet

a) Frais d'interurbain, incluant les communications par voie de télécommunication, les envois postaux et les services de messagerie;

b) Frais de traduction et de traitement de texte, frais d'imprimerie et de reprographie associés à la production de rapports du Projet et de documents;

c) Frais engagés à l'étranger, comme la location, les améliorations locatives, les services publics, les dépenses et fournitures de bureau, les ordinateurs du bureau et l'entretien général, sous réserve de l'approbation écrite préalable du MAECD;

d) Coûts liés aux réunions ou aux conférences;

e) Séminaires et ateliers non associés à des activités de formation; et

f) Frais de virements bancaires.

1.6.8 Toute autre dépense nécessaire à la réalisation du Projet qui n'est pas comprise dans les catégories ci-dessus, mais qui a reçu l'approbation écrite préalable du MAECD, soit à travers le Plan de travail ou tout autre document soumis.

1.7 **Dépenses remboursables non admissibles pour l'application du taux de compensation de frais généraux**

1.7.1 Fonds de transfert, tels que définis dans les Modalités générales;

1.7.2 Dépenses élevées en capital ou contrats de location de machines et d'équipement médical où chaque élément coûte 100 000 $ ou plus.

1.8 **Indemnité pour les coûts indirects et les frais généraux**

L'indemnité pour les coûts indirects et les frais généraux est calculée comme suit :

1.8.1 Un taux fixe de douze p. cent (12 %) applicable uniquement à la Contribution du MAECD relative aux coûts directs admissibles indiqués aux articles 1.1 à 1.6 qui précèdent.

1.9 **Exclusion des profits de l'Organisation**

L'Organisation ne peut, directement ou indirectement, inclure de profit dans le calcul de la rémunération ni des honoraires, ni dans aucun des autres coûts détaillés dans le budget du Projet, sauf, sous réserve de l'article 1.4 de la présente partie, dans les cas où ce profit est inclus dans un Sous-accord ou un Sous-contrat de sous-traitance jugé acceptable par le MAECD et conclu avec une entité à but lucratif dans laquelle l'Organisation ne possède aucun intérêt direct ou indirect, et où il n'existe pas de lien de dépendance, en vertu des Modalités générales, entre l'Organisation et le ou les Sous-traitants.

1.10 **Taxes applicables**

L'Organisation s'assure que tous les coûts de mise en œuvre du Projet incluent, le cas échéant, toutes les taxes qu'elle doit payer sur les biens et services, moins les crédits et remboursements auxquels elle est admissible.

2. Éléments de coûts non admissibles

Dans le cadre du Projet, les coûts non admissibles incluent notamment les suivants :

a) Dépenses liées au divertissement;

b) Coûts payés avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord;

c) Cadeaux;

d) Assurance voyage (santé, annulation, bagages, etc.), à l'exception de l'assurance pour soins médicaux d'urgence pour les volontaires et des cas qui auront été approuvés par le MAECD;

e) Frais de crédit;

f) Droits d'adhésion;

g) Brevets;

h) Immunisations ou médicaments pour le personnel du Projet, sauf ceux acceptés dans le Guide de l'assistance technique ou si approuvés par le MAECD pour les volontaires;

i) Frais d'intérêts; et

j) Coûts liés aux membres de la famille dans le cas d'une mission non accompagnée.

3. Modalités de paiement

3.1 **Paiements anticipés**

Le MAECD verse sa contribution à l'Organisation au moyen d'avances de fonds, selon les modalités suivantes :

3.1.1 Paiements anticipés : Le montant total de la Contribution est assujetti à une retenue de deux point cinq p. cent (2.5 %). Une avance initiale équivalente aux besoins de trésorerie évalués par l'Organisation pour les coûts admissibles prévus à la première période est versée à la signature de l'Accord. Les paiements subséquents se font par anticipation tous les six mois en fonction des besoins de trésorerie évalués par l'Organisation par rapport aux coûts admissibles et acceptés par le MAECD pour la période visée, jusqu'à concurrence de quatre-vingt-dix-sept p. cent (97.5 %) de la Contribution totale du MAECD. Une fois le Projet terminé, le MAECD paie le solde de la Contribution à l'Organisation pour les coûts admissibles payés, conformément à l'article 3.2 ci-après. Le montant total des paiements versés dans le cadre de cet Accord de contribution ne doit pas dépasser le pourcentage de la Contribution du MAECD dont il est fait mention à l'article 5.1.1 b) des Articles de convention.

3.1.2 Administration : Pour recevoir un paiement anticipé, l'Organisation doit présenter un formulaire de demande d'avance et de rapprochement (formulaire D), qui précise les sommes requises, et un formulaire sur les prévisions budgétaires (formulaire A), qui fournit une estimation détaillée des coûts admissibles et tout autre renseignement dont le MAECD pourrait avoir besoin. L'Organisation tient un registre de tous les fonds reçus du MAECD et des coûts admissibles payés et présente au MAECD un

rapport financier semestriel fondé sur la comptabilité de caisse, selon le modèle fourni à l'annexe D - Exigences en matière de rapports, qui fait le rapprochement de ces sommes conformément à ce qui suit :

a) Si le montant total des avances est inférieur aux coûts admissibles payés pour lesquels les avances ont été approuvées, le MAECD rembourse la différence à l'Organisation;

b) Si le montant total des avances dépasse les coûts admissibles payés pour lesquels les avances ont été approuvées, l'Organisation retranche le montant de l'excédent d'une demande d'avance courante ou rembourse la différence au MAECD.

3.1.3 Avances en cours : Les paiements anticipés ne peuvent couvrir plus de deux périodes et il ne doit y avoir à aucun moment des avances en cours qui couvrent les besoins de trésorerie de plus de deux périodes. Ainsi, avant qu'un paiement anticipé ne soit accordé pour une troisième période, il faut rendre compte des paiements anticipés versés pour la première période.

3.1.4 Intérêts sur les paiements anticipés : L'Organisation conserve les fonds reçus dans un compte bancaire portant intérêts et tient une comptabilité distincte pour les fonds du MAECD. Elle rend compte de tous les intérêts accumulés liés au Projet et les présente séparément dans ses rapports financiers. L'Organisation utilise les intérêts accumulés exclusivement pour la mise en œuvre du Projet, et ce, sous réserve de l'approbation préalable écrite du MAECD; sinon, le MAECD se réserve le droit de recouvrer le montant des intérêts accumulés à la fin du Projet. Les frais d'intérêt engagés ne peuvent être déduits du produit de l'intérêt réalisé sur les avances qui doit être déclaré au MAECD.

3.2 **Paiement final**

Le MAECD remet le paiement final à l'Organisation sous réserve de ce qui suit :

3.2.1 Le Projet a été achevé conformément aux termes et conditions de l'Accord;

3.2.2 Le MAECD a reçu et approuvé le Rapport final de l'Organisation;

3.2.3 L'Organisation a fourni au MAECD un certificat attestant qu'elle s'est acquittée de toutes ses obligations financières envers les Employés, les Sous-traitants ou les fournisseurs visés par la Contribution du MAECD au Projet.

3.3 **Demandes de paiement**

Toutes les demandes de paiement et les autres documents similaires soumis par l'Organisation sont envoyés au MAECD à l'adresse indiquée à l'article 9 des Articles de convention de l'Accord, et font mention du No de commande et du No du Projet.

ANNEXE D – EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORTS

1. Calendrier de présentation des rapports

RÉFÉRENCE	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE (jours civils)	FORMULAIRES	PÉRIODE VISÉE
3.1 Plan de mise en œuvre du Projet (PMOP)	Une fois	Dans les 120 jours suivant la signature de l'Accord.	-	Durée du Projet
3.2 Rapport des données de base	Une fois	Dans les 120 jours suivant la signature de l'Accord.	-	Durée du Projet
3.3 Plan de travail annuel	Une fois par an	Dans les 45 jours suivant la fin de l'année du Projet. Dans les 45 jours suivant la signature de l'Accord pour la première année du Projet.[1]	-	Un an
3.4 Prévisions budgétaires initiales	Une fois	Doit être joint à la 1re demande d'avance.	A, D	Six (6) mois
3.5 2e rapport sur les prévisions budgétaires	Une fois	Doit être joint à la 2e demande d'avance.	A, D	Six (6) mois
3.6 Rapport de mi-année	Semestriel (M6 ou T2)	Dans les 60 jours suivant la fin du 2e trimestre.	A, B, D	Le rapport couvre les premiers six mois de l'année du projet
3.7 Rapport annuel	Une fois par an (M12 ou T4)	Dans les 60 jours suivant la fin de l'année du Projet pour la section narrative. Dans les 90 jours suivant la fin de l'année du Projet pour la section financière. *Tous les rapports annuels doivent être accompagnés d'une annexe[2] sur les extrants et résultats.*	A, B[3], D, E	Du 1er avril au 31 mars

[1] Année du Projet = Du 1er avril au 31 mars.
[2] Veuillez communiquer avec votre agent de projet au MAECD pour obtenir cette annexe.
[3] Le formulaire B n'est pas requis dans le cas de paiements annuels. Il s'applique seulement à M12 ou T4.

3.8 Rapport sur les risques	Ce rapport n'est requis que lorsqu'un risque se concrétise.			
3.9 Plan de disposition des biens	Une fois	Au plus tard 90 jours avant la fin des activités du Projet.	-	-
3.10 Rapport final	Une fois, à l'achèvement du Projet	Dans les 90 jours suivant la fin des activités du Projet.	C, D	Durée du Projet

Remarque 1 : Tous les rapports mentionnés dans le tableau ci-dessus doivent être transmis au MAECD par l'Organisation à l'adresse indiquée à l'article 9.2 des Articles de convention.

Remarque 2 : Les formulaires A à F ainsi que la Déclaration relative au financement total se trouvent sur le site Internet du MAECD à l'adresse suivante : http://www.international.gc.ca/department-ministere/forms-formulaires.aspx?lang=fra

2. Consignes générales et lignes directrices

2.1 Consignes générales

Tous les rapports doivent être préparés selon le Calendrier de rapports et respecter les consignes suivantes :

a) Les rapports sont préparés dans la langue de l'Accord. Une partie membre de l'Organisation peut cependant s'entendre avec le MAECD pour produire les rapports dans une autre langue que celle de l'Accord.

b) Les rapports peuvent être envoyés par courriel, par télécopieur, par service de messagerie ou par courrier régulier;

c) Dans la mesure du possible, les rapports papier et la documentation connexe sont soumis en format recto-verso, sur du papier recyclé.

2.2 Lignes directrices

Des lignes directrices fournissant des conseils additionnels quant à la façon de satisfaire aux attentes spécifiées dans cette Annexe sont disponibles séparément et seront mis à jour sur une base régulière. Pour des renseignements complémentaires sur la préparation des rapports narratifs, veuillez vous référer aux «*Lignes directrices pour la rédaction des rapports narratifs des partenaires dans le cadre d'un accord de contribution avec le MAECD (programmes de développement international)*» qui fait également référence à d'autres guides plus détaillés. L'Organisation fera de son mieux pour ajuster ses rapports en fonction de l'évolution des exigences indiquées dans ces lignes directrices. L'Organisation peut communiquer avec son agent de projet au MAECD pour obtenir une copie de ces lignes directrices.

2.3 Programmes multi-pays et autres projets comportant de multiples projets

Le MAECD reconnaît les problèmes particuliers que pose l'établissement de rapports sur des ensembles de projets, chacun pouvant présenter un intérêt. Dans ce cas, le ministère exige que les partenaires trouvent des formules appropriées pour faire la distinction entre les Sous-projets. Dans la plupart des cas, il faudra soumettre un rapport en deux parties, soit un rapport d'ensemble (Partie I) et une série de rapports complémentaires par pays ou Sous-projets (Partie II). L'équilibre entre la Partie I et la Partie II sera déterminé par les spécificités des différents projets, comme il est expliqué dans les lignes directrices des partenaires sur les rapports narratifs.

3. Exigences spécifiques en matière de rapports

3.1 Plan de mise en œuvre du Projet

3.1.1 Le plan de mise en œuvre du Projet (PMOP) explique comment l'Organisation entend mettre en œuvre le Projet. L'approbation de ce document par le MAECD permet à l'Organisation de passer à la mise en œuvre intégrale du Projet, avec la Contribution du MAECD.

3.1.2 Le PMOP est un document autonome d'au plus 30 pages (à l'exclusion des annexes) qui inclut, entre autres, les éléments suivants :

a) Sommaire;

i) Introduction (contexte, méthode pour le PMOP);

b) Conception du Projet;

i) Contexte et bien-fondé;

ii) Modèle logique;

iii) Portée – bénéficiaires et intermédiaires (Identifier le(s) groupe(s), intermédiaires et/ou bénéficiaires qui expérimenteront des changements identifiés au niveau des résultats intermédiaires et fournir des estimations de cibles);

iv) Stratégie en matière d'égalité entre les sexes;

v) Thèmes transversaux (environnement, gouvernance);

vi) Registre des risques (liste des risques et des stratégies de réponse connexes);

c) Gestion du Projet et gouvernance

i) Approche et structure en matière de gestion axée sur les résultats;

ii) Rôles et responsabilités des parties prenantes au Projet;

iii) Comités du Projet;

iv) Plan d'approvisionnement du Projet;

d) Mise en œuvre du Projet

i) Organigramme technique du Projet;

ii) Diagramme de Gantt montrant les activités par exercice;

iii) Budget par catégories de coûts admissibles (à l'aide du même budget que celui de l'annexe B de l'Accord, mais ventilé par exercice);

iv) Budget par résultat intermédiaire (approximatif);

e) Suivi du Projet et rapports en fonction des résultats

i) Cadre de mesure du rendement;

ii) Cadre d'établissement de rapports sur le rendement;

iii) Plan de communication avec les parties prenantes.

3.2 **Rapport des données de base**

3.2.1 Seules les données de base sont requises.

3.2.2 Les données de base visent à tout le moins à évaluer chacun des indicateurs du cadre de mesure du rendement au niveau des résultats (résultats immédiats, résultats intermédiaires et résultat ultime) de même qu'au niveau des extrants, lorsqu'approprié, au sein des populations ciblées correspondantes. Cette évaluation est réalisée à l'aide de techniques qualitatives et quantitatives, selon un niveau de rigueur qui permet une comparaison des données avant et après l'évaluation. Les données de base peuvent inclure des données d'un groupe témoin afin de permettre de procéder à une mesure contrefactuelle. Les données de base concernant une

mesure de nature démographique devraient être ventilées par sexe. Lorsqu'il est question des femmes ou des filles dans les énoncés de résultats, ou que des résultats (immédiats ou intermédiaires) se rattachent expressément à l'égalité entre les sexes, il faut recueillir des données de base ventilées par sexe ou tenant compte des sexospécificités.

3.2.3 Les données de base devraient être validées et approuvées par les partenaires et les parties prenantes locales selon un processus officiel.

3.2.4 Les données de base, une fois validées et approuvées, seront intégrées à la plus récente version du cadre de mesure de rendement du Projet.

3.2.5 Outre les exigences ci-dessus concernant les données de base, ces projets exigent un rapport de base narratif complet. Un rapport de base narratif complet comprend les données de base mais y ajoute de l'information contextuelle rassemblée dans le cadre d'études diagnostiques ou provenir d'autres sources dont on pourrait avoir besoin pour la phase de conception du Projet et la préparation du Plan de mise en œuvre, y compris la planification du budget et des activités (OTP).

3.2.6 Le MAECD se réserve le droit de demander à examiner le mandat relatif à l'étude des données de base afin de formuler des commentaires ou de faire des suggestions s'il y a lieu.

3.3 **Plan de travail annuel**

3.3.1 Les plans de travail annuels servent à définir et à faire approuver par le MAECD, sur une base annuelle, les activités précises de mise en œuvre du Projet. Ce document oriente la mise en œuvre au jour le jour du Projet.

3.3.2 Le plan de travail annuel :

a) Précise les résultats (immédiats et intermédiaires) à obtenir ou auxquels on travaillera pendant l'année, les plans et les activités pour l'année à venir suivant l'organigramme technique du Projet;

b) Sert à présenter les modifications proposées aux extrants et résultats intermédiaires ou immédiats (changements proposés au modèle logique du Projet, et conséquemment au cadre de mesure du rendement), à les justifier et à les faire approuver par le MAECD;

c) Inclut des plans précis pour l'année relativement aux éléments du PMOP, comme la stratégie en matière d'égalité entre les sexes, un examen des principales questions de gestion, des recommandations quant aux mesures que doivent prendre tous les participants au Projet;

d) Fournit des informations pour l'examen et l'approbation du calendrier, de l'utilisation des ressources, du prix, des risques et des progrès escomptés vers les résultats et, à la fin de l'année, fournit une base à partir de laquelle évaluer le rendement en regard des plans et les analyses des écarts incluses dans les rapports sur le rendement et les rapports d'étape;

e) Est élaboré en collaboration avec les parties prenantes au Projet.

3.3.3 Le plan de travail annuel est un document autonome d'au plus 30 pages (à

l'exclusion des annexes) qui inclut, entre autres, les éléments suivants :

a) Sommaire;

b) Approche relative à la gestion du Projet et à la gestion administrative;

c) Mise en œuvre du Projet;

i) Principaux jalons et extrants escomptés (produits et services) liés à chaque groupe d'activités pour chaque trimestre de l'année du Projet;

ii) Mise à jour de la stratégie en matière d'égalité entre les sexes;

iii) Organigramme technique du Projet détaillé/mis à jour pour l'année du Projet;

iv) Diagramme de Gantt montrant les activités de l'année du Projet;

v) Budget par catégories de coûts admissibles détaillé/mis à jour;

vi) Plan d'approvisionnement mis à jour.

d) Annexes

i) Modèle logique mis à jour (s'il y a lieu);

ii) Matrice des extrants/activités mise à jour (s'il y a lieu);

iii) Cadre de mesure du rendement avec des cibles pour l'année du Projet mis à jour;

iv) Budget par résultats intermédiaires mis à jour (approximatif);

v) Registre des risques à jour (s'il y a lieu).

3.3.4 En outre, le plan de travail annuel renferme les éléments suivants :

a) Toute augmentation salariale attendue durant l'année du Projet;

b) Les dépenses pour lesquelles une approbation écrite préalable du MAECD est exigée;

c) Une section sur la stratégie de communication qui servira à faire connaître les résultats du Projet et la Contribution du MAECD. La stratégie doit aborder les points suivants : les groupes cibles au Canada et dans le pays bénéficiaire, une estimation de la population cible et les méthodes de communication qui seront utilisées. Le formulaire Planification d'activités de visibilité et de reconnaissance doit être inclus avec la stratégie de communication.

3.4 **Rapport initial sur les prévisions budgétaires**

Le rapport initial sur les prévisions budgétaires (formulaire A) fournit une estimation détaillée des coûts admissibles pour la première période. Il est soumis au MAECD en même temps que la première demande d'avance (formulaire D). Il sert également de base cumulative pour les rapports mensuels, trimestriels et de mi année, selon le cas.

3.5 **Deuxième rapport sur les prévisions budgétaires**

Le deuxième rapport sur les prévisions budgétaires (formulaire A) fournit les données financières réelles pour la période précédente, ainsi qu'une estimation détaillée des coûts admissibles pour la prochaine période. Il est soumis au MAECD en même temps que la

deuxième demande d'avance (formulaire D).

3.6 **Rapport de mi-année**

3.6.1 Le rapport de mi-année fournit des informations pour le dernier semestre (période de six mois). Il informe sur les progrès réalisés quant aux activités, aux extrants, aux résultats immédiats et aux renseignements financiers pour le dernier semestre et comporte les sections principales suivantes :

a) Page titre et table des matières : la page titre indique le type de rapport et la période visée par le rapport. Elle fournit les données de base du Projet, telles que mentionnées dans les Lignes directrices pour la rédaction des rapports narratifs des partenaires. Tous les rapports devraient comprendre une table des matières.

b) Résumé : le résumé souligne les messages clés et les enjeux issus du rapport. Il fournit une courte description du Projet et un survol des sections Opérations et Résultats atteints.

c) Description et mise en contexte du Projet : présentez une brève description du Projet, y compris la raison d'être du Projet et comment il pourra contribuer au développement, les résultats escomptés et la portée escomptée du Projet.

d) Opérations : la section Opérations du Rapport de mi-année renseigne sur les extrants et les progrès réalisés au regard des activités et fournit l'information financière pour le dernier semestre. La section Opérations comporte trois grandes composantes :

i) progrès à l'égard de la mise en œuvre : décrivez les activités mises en œuvre et les extrants obtenus par rapport au plan de travail annuel. Recensez les points forts et les faiblesses sur le plan de l'obtention des extrants et déterminez les points prioritaires qui doivent être améliorés. Expliquez les écarts entre ce qui a été prévu (plan de travail annuel) et ce qui a été accompli, en tenant compte des problèmes et des difficultés qui ont surgi.

ii) Problèmes de gestion et ajustements : traitez des problèmes de gestion immédiats ou à court terme qui nuisent à l'avancement du Projet et à sa capacité de générer les extrants escomptés. Expliquez comment on compose avec ces problèmes ou comment on propose de les régler, y compris la stratégie de gestion du risque du Projet. Abordez les ajustements à apporter au Modèle logique, au Registre des risques ou au Cadre de mesure du rendement.

- incluez une vue d'ensemble de l'approche du Projet relativement aux trois thèmes transversaux du MAECD que sont l'égalité entre les sexes, l'environnement et la gouvernance.
- en ce qui concerne les ajustements proposés ou apportés, présentez les leçons apprises et les changements majeurs qui ont été apportés ou qui devraient être apportés à la conception du Projet, en vue d'une consultation avec le MAECD. Décrivez les mesures correctrices prises

o

u envisagées.

iii) Rapport financier : l'Organisation soumet l'information financière conformément aux formulaires A et B (qui doivent être soumises ensemble) et fournit, par poste budgétaire, l'information qui suit :

- la contribution de l'Organisation ainsi que toute autre contribution reçue d'autres partenaires;
- les coûts réels payés pour la période écoulée, comparativement aux prévisions (formulaire B);
- les coûts réels depuis le début du Projet jusqu'à ce jour, comparativement au budget (formulaire A);
- les coûts depuis le début de l'année du Projet jusqu'à la date du rapport et les prévisions actualisées pour les autres trimestres de l'année en cours du Projet et le premier trimestre de l'année suivante (formulaire A);
- une explication de l'information financière relative aux écarts entre les dépenses prévues et les dépenses réelles, qui sont liés aux bons résultats obtenus ou aux problèmes rencontrés dans le cadre de la mise en œuvre des activités, et les mesures prises.

e) Résultats - la section Résultats du rapport de mi-année présente un aperçu des principales réalisations du Projet au niveau des résultats immédiats pour le semestre. Il n'est pas nécessaire d'inclure des renseignements sur les résultats intermédiaires dans les rapports de mi-année, mais on peut le faire si les renseignements sont disponibles.

f) Annexes : des annexes peuvent être ajoutées, selon les recommandations contenues dans les Lignes directrices pour la rédaction des rapports narratifs des partenaires dans le cadre d'un accord de contribution.

3.7 **Rapport annuel**

3.7.1 Le Rapport annuel comprend les sections principales suivantes:

a) Page titre et table des matières : La page titre indique le type de rapport et la période visée par le rapport. Elle fournit les données de base du Projet, telles que mentionnées dans les Lignes directrices pour la rédaction des rapports narratifs des partenaires. Tous les rapports devraient contenir une table des matières.

b) Résumé : Le résumé souligne les messages clés et les enjeux émergents du rapport. Il offre une courte description du Projet et fournit un rapport sur les opérations et les progrès accomplis jusqu'à ce jour ainsi que les difficultés rencontrées.

c) Description et mise en contexte du Projet : Présentez une brève description du Projet, y compris la raison d'être du Projet et comment il pourra contribuer au développement, les résultats escomptés et la portée escomptée du Projet.

d) Opérations : La section Opérations du rapport annuel renseigne sur les extrants et les progrès réalisés au regard des activités et fournit l'information financière

pour l'année écoulée. Cette section autonome vise essentiellement à examiner les opérations réalisées au cours de l'année par rapport au dernier plan de travail annuel et à en tirer des leçons; et à améliorer le prochain plan de travail annuel. La section Opérations comporte trois grandes composantes :

i) Mise en œuvre : décrivez les activités mises en œuvre et les extrants obtenus par rapport au plan de travail annuel. Recensez les points forts et les faiblesses sur le plan de l'obtention des extrants et déterminez les points prioritaires qui doivent être améliorés. Expliquez les écarts entre ce qui a été prévu (plan de travail annuel) et ce qui a été accompli, en tenant compte des problèmes et des difficultés qui ont surgi.

ii) Problèmes de gestion et ajustements

- Traitez des problèmes de gestion immédiats ou à court terme qui nuisent à l'avancement du Projet et à sa capacité de générer les extrants escomptés. Expliquez comment on compose avec ces problèmes ou comment on propose de les régler, y compris la stratégie de gestion du risque du Projet. Abordez les ajustements à apporter au modèle logique, au registre des risques ou au cadre de mesure du rendement.
- Incluez une vue d'ensemble de l'approche du Projet relativement aux trois thèmes transversaux du MAECD que sont l'égalité entre les sexes, l'environnement et la gouvernance.
- En ce qui concerne les ajustements proposés ou apportés, présentez les leçons apprises et les changements majeurs qui ont été apportés ou qui devraient être apportés à la conception du Projet, en vue d'une consultation avec le MAECD. Décrivez les mesures correctrices prises ou envisagées.

iii) Rapport financier : La sous-section financière du rapport annuel porte sur l'ensemble de l'année écoulée du Projet et est étroitement liée au plan de travail et aux coûts des activités. Le formulaire E doit être utilisé comme modèle de présentation. L'information suivante doit être fournie :

- Une comparaison des dépenses prévues et des dépenses réelles pour l'année écoulée;
- Une explication de l'information financière relative aux écarts entre les dépenses prévues et les dépenses réelles, qui sont liés aux bons résultats obtenus ou aux problèmes rencontrés dans le cadre de la mise en œuvre des activités, et les mesures prises;
- Les prévisions pour l'année à venir;
- Une liste des autres sources de financement pour l'année écoulée du Projet.

e) Résultats : La section Résultats du rapport annuel fournit des données sur le rendement, l'accent étant mis sur les résultats qui se sont concrétisés au cours de l'année écoulée. L'attention est mise sur un examen des résultats immédiats et intermédiaires. Elle contient deux parties principales :

i) Un aperçu des résultats obtenus, y compris une vue d'ensemble des principales réalisations du Projet sur le plan cumulatif et durant l'année écoulée, ainsi qu'un instantané des progrès à l'égard de l'obtention des résultats du Projet.

ii) Leçons apprises et prochaines étapes, y compris une réflexion sur l'expérience vécue jusqu'ici et des commentaires sur les prochaines étapes. Identifiez les domaines exigeant certaines améliorations et proposez des ajustements pour le prochain plan de travail.

f) Annexes

i) Annexe sur les communications : Cette annexe doit contenir de l'information que le MAECD peut utiliser pour publier, sur Internet, des renseignements de base au sujet du Projet, au moyen de la Banque de Projets. Entre autre information, mentionnons la description Web, des données sectorielles, les résultats escomptés et un énoncé des résultats cumulatifs obtenus. En outre, l'annexe sur les communications peut inclure des renvois à des documents additionnels préparés pour les communications ou à des témoignages qui servent à valider les résultats du Projet ou à confirmer leur importance pour les intervenants. Mentionnez toutes les activités de visibilité et reconnaissance, incluant tout communiqué de presse ou toute déclaration ayant servi à reconnaître la Contribution du MAECD au Projet en utilisant le formulaire de rapport sur les activités de visibilité et de reconnaissance et tel que défini à l'article 11.3 des Articles de convention.

ii) Outils de gestion axée sur les résultats : inclure dans cette section les toutes dernières versions du modèle logique, du CMR et du registre de risque, y compris les révisions. Idéalement, pour les projets multi-pays ou multi-projets, il devrait y avoir un modèle logique, un CMR et un registre de risque pour chaque pays ou sous-projet.

iii) Extrants et résultats : pour chaque extrant et résultat, veuillez fournir les renseignements suivants :

- Progrès réalisés durant la période de référence : fournissez un énoncé basé sur des données probantes qui décrit les progrès réalisés pendant la période de référence ou à l'égard de l'obtention du résultat ou de l'extrant, au moyen de données (qualitatives et quantitatives) sur le rendement qui ont été recueillies au sujet des indicateurs décrits dans le Cadre de mesure du rendement.
- Écarts et résultats imprévus : expliquez tout écart, en vous référant au guide des partenaires sur le rapport sur le rendement de l'investissement (RRI), qui explique comment procéder pour les extrants et différentes catégories de résultats. Incluez une description des résultats imprévus, le cas échéant.
- Progrès réalisés, de la mise en route du Projet à ce jour (données cumulatives) : fournissez un énoncé basé sur des données probantes qui décrit les progrès réalisés (de la mise en route du Projet à ce jour) à

l'égard de l'obtention de l'extrant ou du résultat, au moyen de données (qualitatives et quantitatives) sur le rendement qui ont été recueillies au sujet des indicateurs décrits dans le Cadre de mesure du rendement, pour cet extrant ou ce résultat. Vos explications doivent être claires et concises.

iv) Liste des partenaires : veuillez fournir une liste complète des partenaires, y compris, le cas échéant, les membres de coalition et les partenaires des pays en voie de développement (les gouvernements participants, les partenaires de la société civile ou du secteur privé) et une brève description du rôle que jouent ces partenaires principaux dans le Projet. Veuillez fournir les coordonnées complètes pour au moins un des partenaires dans chaque pays de mise en œuvre.

3.8 **Rapport sur les risques**

Lorsqu'un risque se concrétise, un rapport en temps réel doit être préparé sur le risque eu égard à la cause, à l'effet possible et actuel, aux mesures de réponse au risque et au rôle des parties responsables. Le cas échéant, l'Organisation communique immédiatement avec le MAECD et lui rend compte de la situation comme l'exige celui-ci.

3.9 **Plan de disposition des biens**

Conformément à l'article 12 des Modalités générales, l'Organisation soumet un plan de disposition des biens au MAECD, pour approbation, au plus tard 90 jours avant la fin des activités du Projet.

3.10 **Rapport final**

3.10.1 Le rapport final rassemble et actualise l'information tirée des rapports précédents, et ajoute des renseignements sur la conception, la méthodologie, la mise en œuvre du programme, les facteurs de réussite et les leçons apprises.

3.10.2 Le rapport est un document autonome qui peut servir de source d'information principale sur le Projet.

3.10.3 Le premier point de référence pour les questions à traiter dans le rapport final est PMOP, document grâce auquel la mise en œuvre du Projet a été approuvée (de même que les modifications autorisées).

3.10.4 Le rapport final comprend l'information suivante :

a) Page titre et table des matières : la page titre indique le type de rapport et la période visée par le rapport. Elle fournit les données de base du Projet, telles que mentionnées dans les Lignes directrices pour la rédaction des rapports narratifs des partenaires.

b) Résumé : le résumé souligne les messages clés et les enjeux émergents du rapport. Il offre une courte description du Projet et fournit un rapport sur les opérations et les résultats ainsi qu'une réflexion sur les leçons apprises. Il inclut un résumé du degré de succès du Projet

c) Description et mise en contexte du Projet : présentez une brève description du Projet, et

expliquez le bien-fondé de ce dernier, la façon dont il devait contribuer au développement et la portée escomptée du Projet.

d) Opérations : tout en gardant présent à l'esprit le caractère autonome de ce rapport, la section Opérations décrit le Projet et sa mise en œuvre, en utilisant les mêmes entêtes que ceux du rapport annuel. La section Opérations comprend trois grandes composantes :

   i) Mise en œuvre : décrivez les activités mises en œuvre et les extrants obtenus par rapport au PMOP. Recensez les points forts et les faiblesses sur le plan de l'obtention des extrants tout au long de la durée de vie du Projet. Expliquez les écarts entre ce qui a été prévu et ce qui a été accompli, en tenant compte des problèmes et des difficultés qui ont surgi.

   ii) Problèmes de gestion et ajustements : traitez des problèmes de gestion qui ont nui à l'avancement du Projet et à sa capacité d'obtenir les résultats escomptés du Projet. Expliquez comment on a composé avec ces problèmes et présentez les leçons apprises, y compris la stratégie de gestion des risques du Projet. Présentez les ajustements apportés au modèle logique, au registre des risques ou au cadre de mesure du rendement. Incluez une vue d'ensemble de l'approche du Projet relativement aux trois thèmes transversaux du MAECD que sont l'égalité entre les sexes, l'environnement et la gouvernance. Présentez les ajustements apportés pendant la durée de vie du Projet, et les changements majeurs qui ont été apportés à la conception du Projet.

   iii) Rapport financier : la section financière du rapport final présente les décaissements réels ventilés par ligne budgétaire, comparativement aux prévisions budgétaires. Elle comprend une analyse succincte des prévisions budgétaires initiales, selon les précisions données à l'annexe C de l'Accord, comparativement aux décaissements réels pour le Projet dans son ensemble, pour chaque ensemble principal d'activités et pour chacun des résultats intermédiaires. Elle fournit également une analyse des écarts importants. Le formulaire C doit être utilisé comme modèle de présentation pour ce rapport.

   iv) Demande d'avance et de rapprochement : Une demande d'avance et de rapprochement (formulaire D) doit être fournie, s'il y a lieu, à titre de document justificatif pour la somme finale due.

e) Résultats : La section Résultats du rapport final doit fournir une évaluation des résultats obtenus dans le cadre du Projet, y compris les résultats immédiats, intermédiaires et ultimes. Elle comporte trois parties principales :

   i) les faits saillants, y compris une récapitulation des résultats escomptés et un aperçu des principales réalisations pendant la durée de vie du Projet.

   ii) une analyse du rendement du Projet, qui comporte une auto-évaluation du Projet, en se fondant sur les critères suivants : a) pertinence et importance; b) pertinence du concept; c) durabilité; d) partenariat; e) innovation;

f) optimisation des ressources; g) mesures appropriées et opportunes;

iii) les leçons apprises et les prochaines étapes, y compris une réflexion sur l'expérience tirée du Projet et un exposé de tout plan à venir visant à faire fond sur les réalisations du Projet. Recensez les pratiques exemplaires et les enseignements qui se rapportent aux moyens éprouvés d'obtenir des résultats, et signalez toute recommandation de politique qui découle du Projet.

f) Annexes

i) Annexe sur les communications : Cette annexe doit contenir de l'information que le MAECD peut utiliser pour publier, sur Internet, des renseignements de base au sujet du Projet, au moyen de la Banque de projets. Entre autre information, mentionnons la description Web, des données sectorielles, les résultats escomptés et un énoncé des résultats cumulatifs obtenus. En outre, l'annexe sur les communications peut inclure des renvois à des documents additionnels préparés pour les communications ou à des témoignages qui servent à valider les résultats du Projet ou à confirmer leur importance pour les intervenants. Mentionnez toutes les activités de visibilité et reconnaissance, incluant tout communiqué de presse ou toute déclaration ayant servi à reconnaître la Contribution du MAECD au Projet en utilisant le formulaire de rapport sur les activités de visibilité et de reconnaissance et tel que défini à l'article 11.3 des Articles de convention.

ii) Outils de gestion des résultats et des risques : Incluez ici la version finale approuvée du Modèle logique, du Cadre de mesure du rendement et du Registre des risques, y compris toute modification. Des notes sur le suivi des changements peuvent être fournies si on le juge nécessaire. Pour les programmes multi-pays ou d'autres projets comportant de multiples projets, on peut fournir des Modèles logiques, des Cadres de mesure du rendement et des Registres des risques distincts pour chaque pays ou Sous-Projet.

iii) Annexe sur les extrants et les résultats : l'annexe sur les extrants et les résultats doit comporter les deux éléments suivants pour chaque résultat immédiat, intermédiaire et ultime :

- Résultats cumulatifs : Fournissez un énoncé basé sur des données probantes qui décrit les résultats cumulatifs obtenus, de la mise en route du Projet à ce jour, à l'égard de l'obtention de chaque résultat immédiat, intermédiaire ou ultime, au moyen des données qualitatives et quantitatives sur le rendement qui ont été recueillies au sujet des indicateurs décrits dans le Cadre de mesure du rendement.
- Écarts et résultats imprévus : Pour chaque résultat, expliquez tout écart. Si des cibles avaient été établies pour le Projet, présentez les commentaires analytiques se rapportant aux cas où les cibles réelles et escomptées diffèrent de plus de 10 % environ. Pour les indicateurs qualitatifs, commentez les écarts jugés importants.

iv) Liste des partenaires : Fournissez une liste complète des partenaires, y compris les membres d'une coalition et les partenaires de pays en développement (partenaires clés participants au sein du gouvernement, de la société civile ou du secteur privé), de même que des renseignements succincts sur leur rôle dans le cadre du Projet. Fournissez les coordonnées complètes pour au moins un partenaire dans chaque pays d'intervention.

v) Liste de tous les rapports techniques et du Projet, si applicable.

vi) Liste de tous les sous-traitants : Fournissez une liste des sous-traitants canadiens, non canadiens ou étrangers, et locaux, selon le soutien fourni.

vii) Partage des coûts : Une présentation finale détaillée des contributions financières et en nature fournies pour le Projet de l'Organisation et de toutes autres sources précisées à l'article 5 – Financement du Projet – des articles de l'Accord.

viii) Droits de propriété intellectuelle : Une description de chacun des objets visés par des droits de propriété intellectuelle créés dans le cadre de l'Accord, la désignation des personnes à qui seront ou ont été accordées des licences sur le territoire où le Projet est mise en œuvre, une description des exemplaires des objets à leur remettre et à remettre au MAECD; l'identification des titulaires des droits sur les objets créés dans le cadre de l'Accord et hors du cadre de l'Accord qui leur servent de composantes ou de compléments, et les coordonnées de ces titulaires (noms et adresses).

ix) Distribution et transfert des biens liés au Projet, y compris la location.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.01

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1160196003

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037), afin de rendre admissible les bâtiments résidentiels comportant un local où de l'hébergement temporaire est offert à des personnes ayant besoin d'aide ou de protection.

Il est recommandé d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal pour avis de motion le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037) » et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-09-01 16:09

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160196003**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037), afin de rendre admissible les bâtiments résidentiels comportant un local où de l'hébergement temporaire est offert à des personnes ayant besoin d'aide ou de protection.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le contexte de la mise en oeuvre du Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017, la Ville est soucieuse d'appuyer les organismes qui viennent en aide, de différentes manières, aux personnes en situation d'itinérance. En matière de logement, cette aide peut notamment prendre la forme d'une aide financière pour l'entretien et la rénovation de maisons de chambres ou de bâtiments offrant de l'hébergement temporaire, par exemple des places de lits dans des dortoirs.
Le programme municipal *Rénovation résidentielle majeure* prévoit des modalités financières pour qu'une aide puisse être versée pour un bâtiment résidentiel comportant un local où de l'hébergement temporaire est offert à des personnes ayant besoin d'aide ou de protection. Toutefois, ce n'est pas le cas du programme *Rénovation à la carte* . Il est donc proposé de modifier le programme *Rénovation à la carte* pour permettre aux organismes offrant des places de lit pour de l'hébergement temporaire d'y être admissibles.

Le présent sommaire est fait parallèlement au sommaire 1160196002 qui lui porte sur le règlement du programme municipal *Rénovation résidentielle majeure* pour y corriger une lacune technique qui empêche les bâtiments d'hébergement temporaire de bénéficier des modalités d'aide financière déjà établies.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE14 1646, 29 octobre 2014 : Adoption du Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017.
CM14 1044, 28 octobre 2014 : Adoption du règlement 14-037 sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés.

DESCRIPTION

Il s'agit de rendre admissibles sans égard à la valeur foncière du bâtiment et à son emplacement, au même titre que les maisons de chambres, les bâtiments résidentiels comportant un local où de l'hébergement temporaire est offert à des personnes ayant besoin d'aide ou de protection.
Six (6) articles du règlement sont visés par des modifications :

- **Article 1** : remplacement de la définition d'un bâtiment résidentiel (calquée sur celle du programme *Rénovation résidentielle majeure*), de manière à y inclure un bâtiment comportant un local où de l'hébergement temporaire est offert par un OBNL à des personnes ayant besoin d'aide ou de protection.
- **Article 2** : modifié de manière à rendre admissible ce type de bâtiment à une aide financière.
- **Article 4** : modifié pour rendre admissibles les travaux réalisés dans le cadre de la réfection d'une salle commune de douches et d'une salle commune de toilettes.
- **Article 7** : modifié pour fixer les forfaits à 1 400 $ par douche pour la réfection d'une salle commune de douches et à 1 200 $ par toilette pour la réfection d'une salle commune de toilettes. En vertu du règlement, ces forfaits sont majorés dans le cas où le propriétaire du bâtiment est un OBNL.
- **Article 8** : modifié pour fixer à 0 $ le montant minimum que doit totaliser l'aide financière pour un tel bâtiment.
- **Article 9** : modifié pour fixer à 275 000 $ par bâtiment résidentiel le montant maximal que la subvention peut atteindre pour ce type de bâtiment.

JUSTIFICATION

La modification du programme *Rénovation à la carte* s'inscrit dans la volonté d'appuyer les organismes offrant de l'hébergement temporaire pour des clientèles en difficulté - notamment, mais pas exclusivement, des personnes en situation d'itinérance - et dont les immeubles ont des besoins de rénovation. Le programme municipal *Rénovation à la carte* offre une souplesse d'intervention sur le bâtiment qui peut correspondre aux besoins de plusieurs organismes.
Les montants des forfaits du programme municipal *Rénovation à la carte* sont plus élevés que pour les maisons de chambres, mais ont été fixés de manière conservatrice en tenant compte des coûts plus élevés de la main d'oeuvre dans le secteur institutionnel, des matériaux utilisés qui devront résister à un usage intensif et à la présence d'espaces communs plus grands dans les salles de douches et de toilettes présents habituellement dans une maison de chambres. À terme, il est visé que ces forfaits, incluant la bonification pour les OBNL, représentent 40 % des coûts estimés pour de telles rénovations. Au besoin et en fonction des premiers résultats, les forfaits pourront être modifiés.

Compte-tenu de la taille potentiellement très variable du nombre de places de lits d'un bâtiment à l'autre et dans la perspective de faciliter l'admissibilité de tels bâtiments résidentiels, aucun minimum de subvention n'est exigé pour qu'une demande d'aide financière puisse être jugée admissible. Quant au montant maximum, il correspond à ce qui est déjà permis pour une maison de chambres et un OBNL.

Les modifications proposées au présent sommaire permettent de compléter l'éventail d'aide financière à la rénovation offert par la Ville pour les bâtiments d'hébergement temporaire pour les clientèles en difficulté. Cet éventail pourrait aussi s'élargir, le cas échéant, par l'adoption de la modification proposée pour le programme municipal *Rénovation résidentielle majeure* proposée parallèlement par le sommaire 1160196002.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette modification réglementaire n'a pas d'impact financier sur les budgets de subvention. Pour l'année en cours, la Direction de l'habitation dispose d'un budget de 13,78 M$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La rénovation et l'entretien régulier d'édifices anciens, en assurant leur conservation, contribue à l'utilisation optimale du cadre bâti existant.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La modification proposée au règlement 14-037 permettra de rendre admissibles au programme municipal *Rénovation à la carte* davantage d'immeubles destinés à des clientèles ayant besoin d'aide ou de protection.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion du Conseil municipal lors de la séance du 26 septembre 2016. Entrée en vigueur de la modification dans les jours suivant l'adoption, prévue lors de la séance du Conseil municipal du 24 octobre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Agnès PIGNOLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josée BÉLANGER, Service des finances
Paule TANGUAY, Service des finances

Lecture :

Josée BÉLANGER, 31 août 2016
Paule TANGUAY, 30 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin ALAIN
Conseiller en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-15

Martin WEXLER
C/d planification de l'habitation

Tél : 514 872-3454
Télécop. : 514-872-3883

Tél : 514 872-8237
Télécop. : 514 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Danielle CÉCILE
Directrice - habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2016-09-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2016-09-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160196003

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037), afin de rendre admissible les bâtiments résidentiels comportant un local où de l'hébergement temporaire est offert à des personnes ayant besoin d'aide ou de protection.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document joint.

FICHIERS JOINTS

Projet de modification 14-037 (REMI) 1160196003.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Agnès PIGNOLY
Avocate
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-01

Véronique BELPAIRE
Avocate et chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION MUNICIPALE À LA RÉNOVATION RÉSIDENTIELLE POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX CIBLÉS (14-037)

Vu les articles 82, 85, 86 et 87 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du , le conseil de la Ville de Montréal décrète:

1. L'article 1 du Règlement sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037) est modifié par le remplacement de la définition de « bâtiment résidentiel », par la suivante :

« bâtiment résidentiel » :

1° bâtiment comportant au moins un logement;
2° bâtiment comportant une maison de chambres;
3° bâtiment comportant un local où de l'hébergement temporaire est offert à des personnes ayant besoin d'aide ou de protection par un organisme visé au paragraphe 3° de la définition d' « organisme à but non lucratif ».

2. Le deuxième alinéa de l'article 2 de ce règlement est modifié par l'ajout, après les mots « maison de chambres », des mots « ou un bâtiment visé au paragraphe 3° de la définition de bâtiment résidentiel ».

3. L'article 4 de ce règlement est modifié par l'ajout au sous-paragraphe a) du paragraphe 2°, après les mots « maison de chambres », des mots « ou d'un bâtiment visé au paragraphe 3° de la définition de bâtiment résidentiel ».

4. Le paragraphe 6° de l'article 7 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le sous-paragraphe c), des sous-paragraphes suivants :

« d) 1 400 $ pour la réfection d'une salle commune de douches dans un bâtiment visé au paragraphe 3° de la définition de bâtiment résidentiel;
e) 1 200 $ pour la réfection d'une salle commune de toilettes dans un bâtiment visé au paragraphe 3° de la définition de bâtiment résidentiel; ».

5. L'article 8 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le paragraphe 4°, du paragraphe suivant :

« 5° 0 $ pour un bâtiment visé au paragraphe 3° de la définition de bâtiment résidentiel. ».

6. L'article 9 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le paragraphe 4°, du paragraphe suivant :

« 5° 275 000 $ pour un bâtiment visé au paragraphe 3° de la définition de bâtiment résidentiel. ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville est publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1160196003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.01

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1164386003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 43e Avenue, entre la rue Forsyth et la rue De Montigny, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-5380-02

Il est recommandé :

d'adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 43^{e} Avenue, entre la rue Forsyth et la rue De Montigny, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains » visant la ruelle formée des lots 5 833 349 à 5 833 375 inclusivement tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et délimitée par les lettres ABCDEFGHJKLMA sur le plan Q-129 Pointe-aux-Trembles, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, en date du 11 février 2016, sous le n° 1663 de ses minutes, dossier n° 21993.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-06-07 12:48

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1164386003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 43e Avenue, entre la rue Forsyth et la rue De Montigny, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-5380-02

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a reçu une demande d'un citoyen pour acquérir la ruelle riveraine à sa propriété. L'analyse de cette demande révèle que la ruelle montrée, à titre indicatif, par une trame ombrée sur les plans B et C annexés est entièrement occupée par l'ensemble des propriétaires riverains (27).
Les démarches nécessaires ont été entamées, en vue de procéder à la cession de cette ruelle, maintenant connue, selon le plan Q-129 Pointe-aux-Trembles, par les lots numéros 5 833 349 à 5 833 375 inclusivement du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Plus des deux tiers des propriétaires riverains en nombre ont signé une requête à cet effet, représentant plus des deux tiers du front des terrains longeant cette ruelle. Après compilation, un seul propriétaire a refusé sur 27 riverains.

Une action est requise pour permettre la fermeture, comme domaine public, des lots identifiés sur le plan numéro Q-129 Pointe-aux-Trembles ci-joint afin de les transférer aux propriétaires riverains en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

La Ville de Montréal est propriétaire de cette ruelle aux termes de l'acte suivant :

Pour les anciens lots (ruelle) 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 :

Par une cession de Mme Théresa H. Beardsell, suivant un acte intervenu devant M^{e} J. A Henri Deguay, notaire, sous le numéro 3408 de ses minutes et publié au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 10 avril 1917, sous le numéro 76 793 (MTL).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Adopter un règlement de fermeture de ruelle et transférer aux propriétaires riverains les lots 5 833 349 à 5 833 375 inclusivement du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et créer une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie sur les lots 5 833 349 à 5 833 351, 5 833 362 à 5 833 365, 5 833 366 ptie, 5 833 367 à 5 833 374 et 5 833 375 ptie tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, délimitée par les lettres ANPQRFGSTWZMA, tel qu'identifiés au plan Q-129 Pointe-aux-Trembles, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, en date du 11 février 2016, sous le n° 1663 de ses minutes, n° de dossier 21993.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande l'adoption du présent règlement pour les motifs suivants :

· Il n'est pas dans l'intérêt de la Ville de conserver cette ruelle non ouverte à la circulation, puisqu'elle n'est pas essentielle à l'accessibilité et à la desserte arrière des bâtiments riverains.

· Cette transaction permettra à la Ville de percevoir des taxes foncières sur les lots ainsi cédés.

· L'ensemble des intervenants municipaux est favorable à ce transfert, il y a lieu que les autorités municipales procèdent à l'approbation du transfert de ruelle aux propriétaires riverains, conformément à l'encadrement numéro C-OG-SCARM-D-11-001 « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions », en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément au Programme d'acquisition de ruelles non requises par la Ville, le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement, en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis d'adoption de ce règlement de fermeture, aux fins de transfert aux riverains, doit être signifié par le greffier de la Ville à chacun des propriétaires des immeubles riverains et doit être publié dans un quotidien distribué dans la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dès l'entrée en vigueur de ce règlement, le Service des affaires juridiques, Direction des affaires civiles de la Ville de Montréal en publie une copie dûment certifiée au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Céline DUMAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie BLAIS, Service des infrastructures_voirie et transports
Daniel DESHAIES, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Stéphane ROBITAILLE, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Daniel DESHAIES, 25 avril 2016
Stéphane ROBITAILLE, 13 avril 2016
Sylvie BLAIS, 13 avril 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne BOULANGER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2009
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-04-13

Suzie DESMARAIS
Chef d'équipe - conseillère en immobilier et expertise immobiliere, en remplacement de M. Denis Sauvé, chef de section

Tél : 514 872-6292
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité
Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-06-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-06-07

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéros de GDD/ mandat : 1164386003 / Mandat n° 13-0297-S

Description de la transaction :

- Type de transaction : Règlement de fermeture de ruelle selon les articles 179 et 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.
- Localisation : Ruelle située au sud-ouest de la 43e Avenue, entre la rue Forsyth et la rue De Montigny dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles.
- Lots : 5 833 349 à 5 833 375 inclusivement du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal
- Superficie à transférer : 1 308,2 m² (14 081 pi²)
- Zonage : Habitation
- Particularités : Ruelle non ouverte à la circulation et déjà intégrée aux propriétés riveraines, en plus d'être jugée non requise par l'Arrondissement.

Requérant : Ville de Montréal

Acquéreurs : Tous les propriétaires riverains (27)
Voir tableau de compilation de la pétition

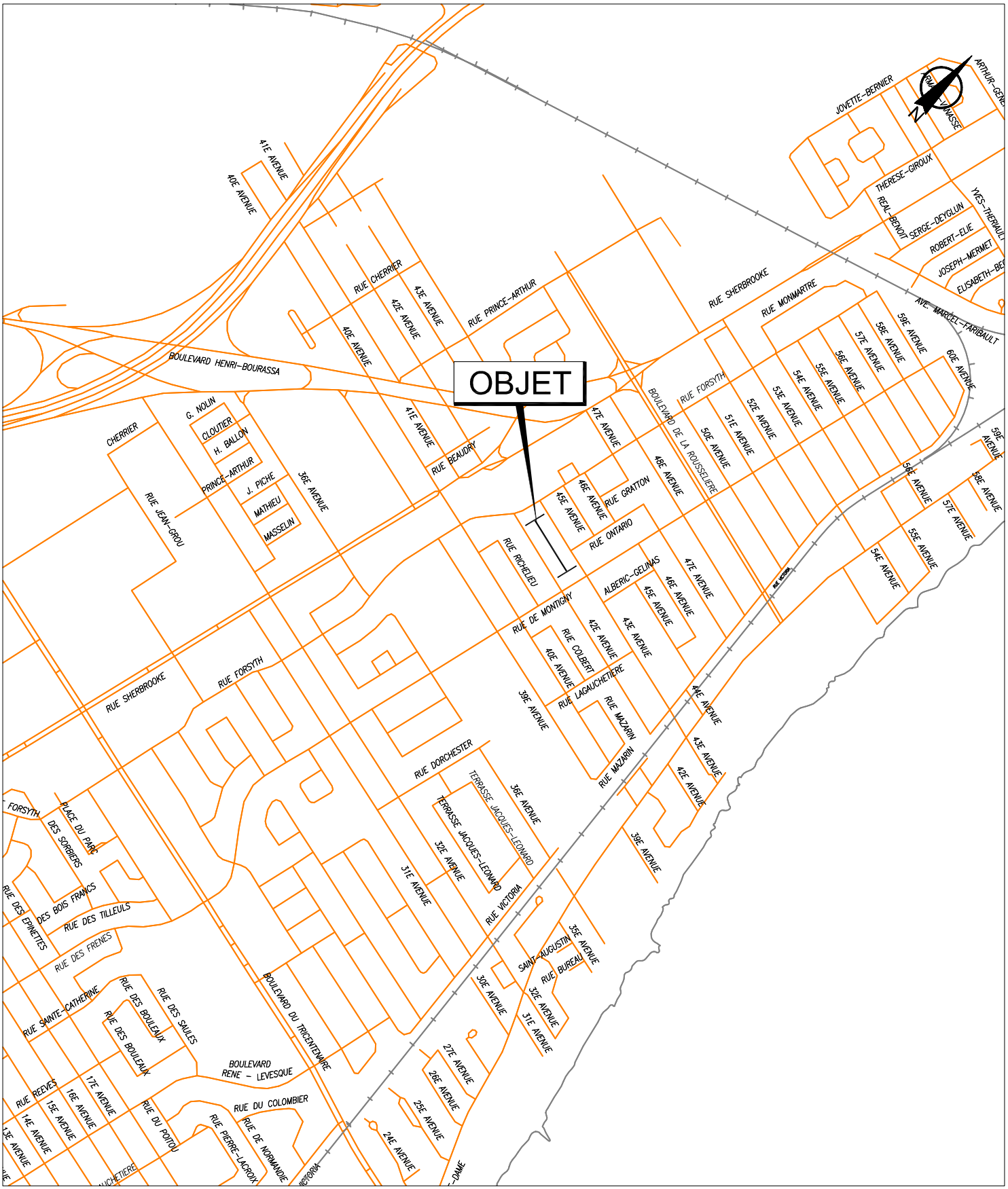
Prix de la cession : Sans contrepartie

Valeur au rôle foncier 2016 : Ne s'applique pas

Valeur aux livres : Ne s'applique pas – domaine public

Raison du prix de vente : Conformément au Programme d'acquisition de ruelles non requises par la Ville, le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Jocelyne Boulanger	Téléphone : 2-2009	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

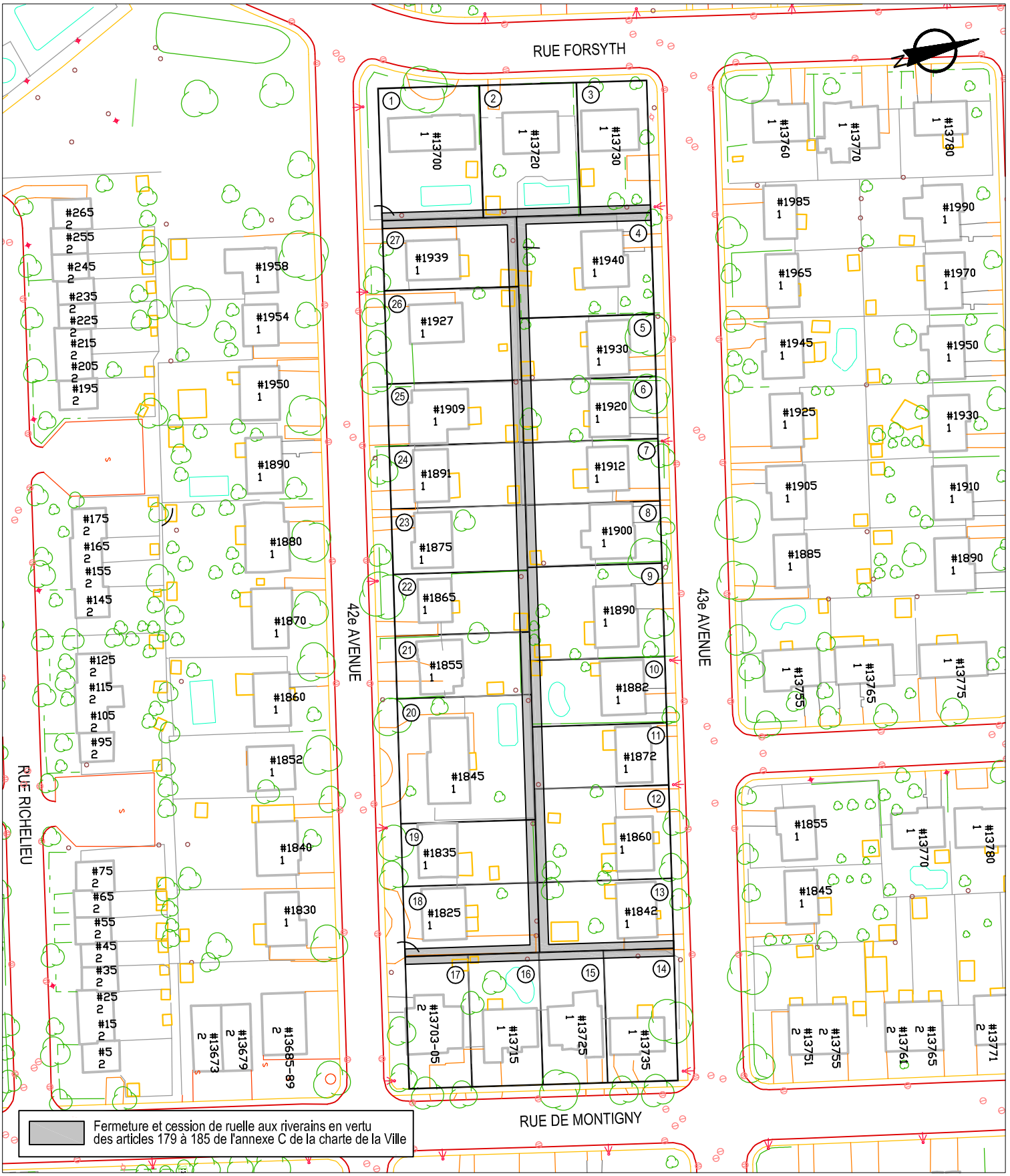


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-5380-02
Production : CL
Échelle : -
Date : 24-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

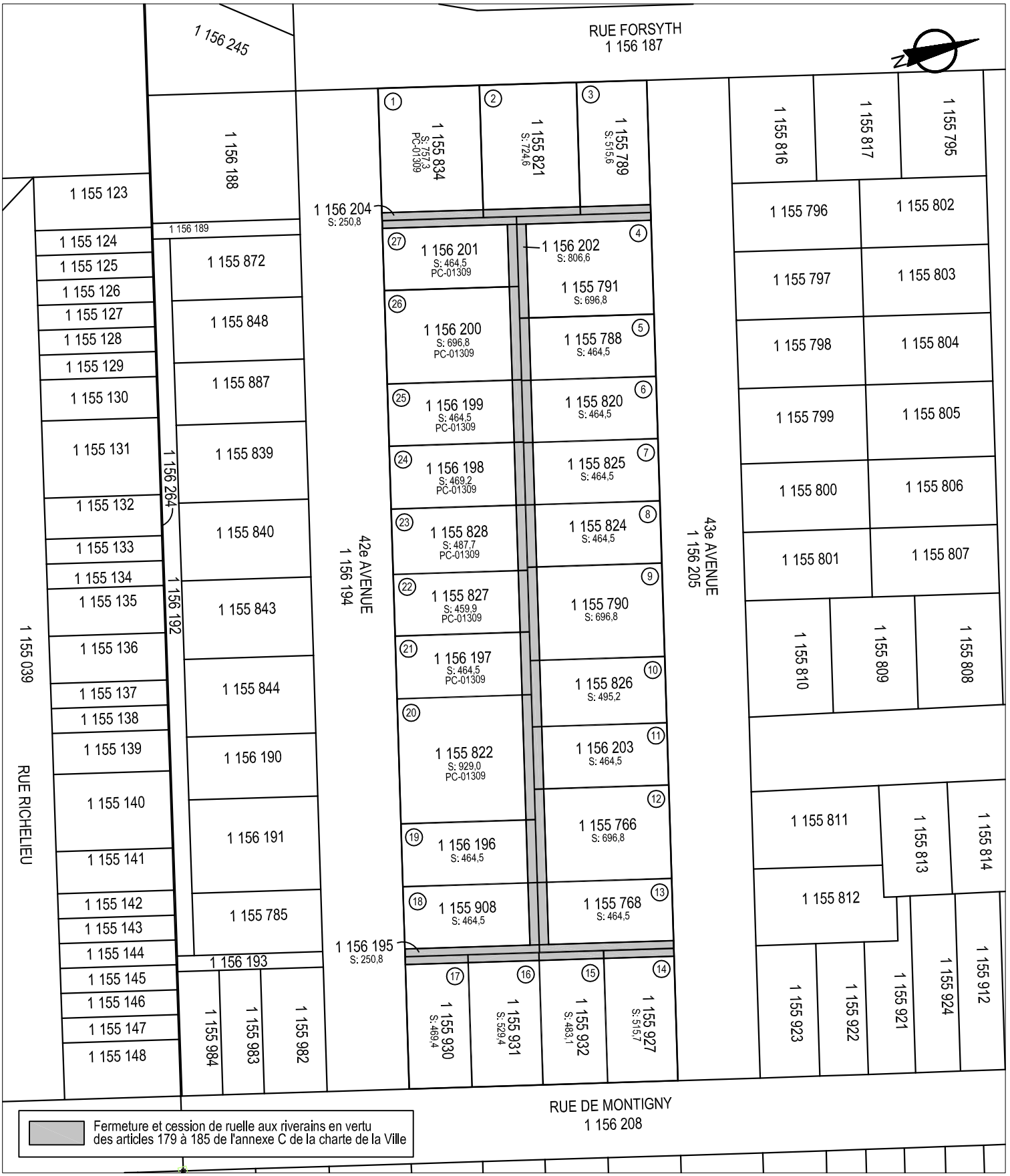


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-5380-02
Production : CL
Échelle : 1:1000
Date : 21-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

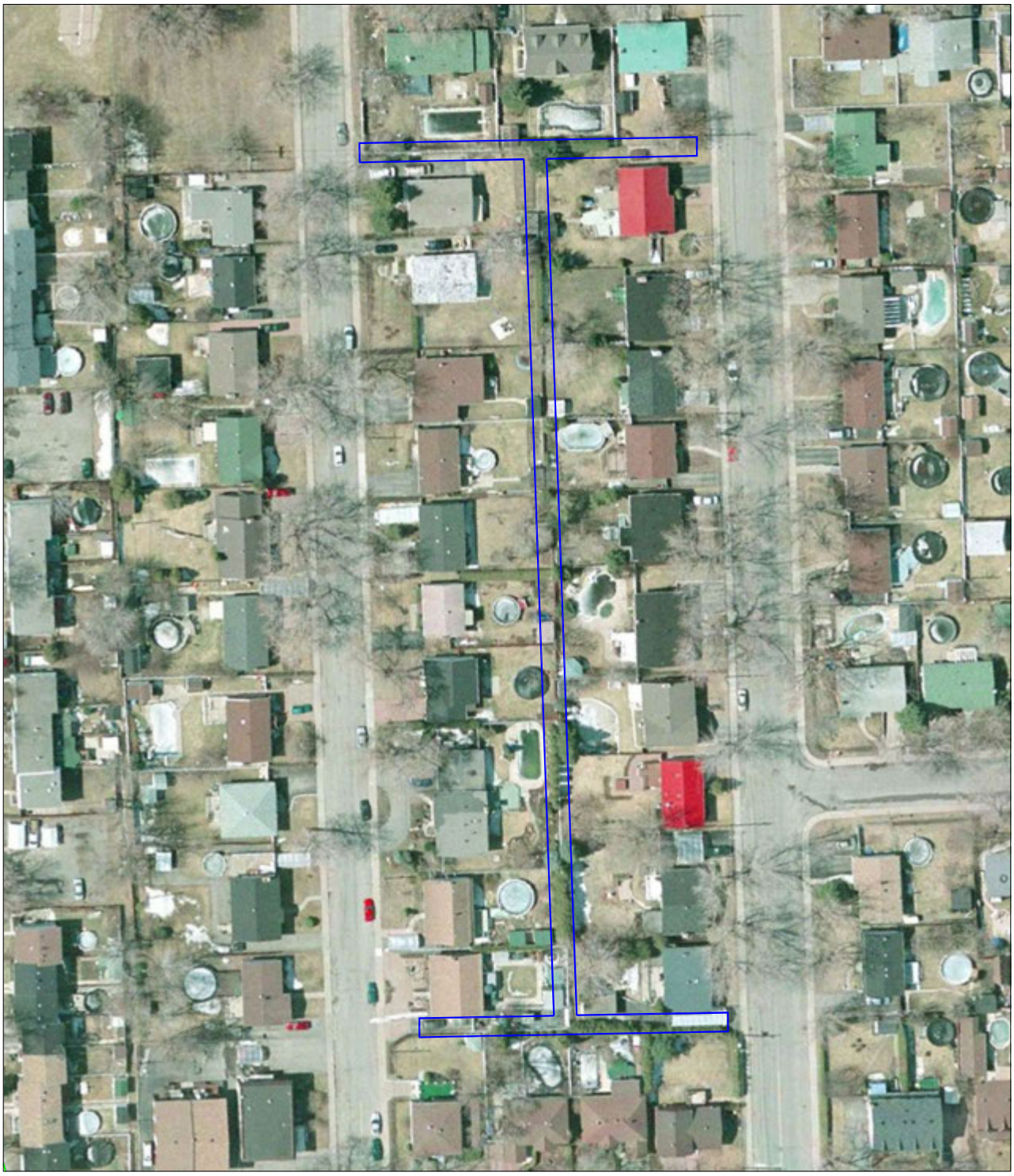


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-5380-02
Production : CL
Échelle : 1:1000
Date : 21-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-5380-02
Production : CL
Échelle : -
Date : 24-08-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
1	Manon Drouin Madame Manon Drouin 13700, rue Forsyth, Montréal (Québec) H1A 3T6 Votre n° tél. : 514-498-9992 Inscrire adresse courriel : manon.drouin@hotmail.com Compte de taxes : 802502-00	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 13700, rue Forsyth. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
2	Martin Jacques Monsieur Martin Jacques 13720, rue Forsyth, Montréal (Québec) H1A 3T6 Votre n° tél. : 514-759-7677 Inscrire adresse courriel : mj@videotron.ca Compte de taxes : 802502-02	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 13720, rue Forsyth. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
3	Marielle Bouchard Madame Marielle Bouchard 13730, rue Forsyth, Montréal (Québec) H1A 3T6 Votre n° tél. : 514-642-7408 Inscrire adresse courriel : bouchard.marielle@videotron.ca Compte de taxes : 802502-03	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 13730, rue Forsyth. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
4	✍ Marie-Eve P. Madame Marie-Ève Pelletier ✍ St Victor Daniel Monsieur Daniel St-Victor 1940, 43e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3A6 Votre n° tél. : 514-268-9189 Inscrire adresse courriel : dsvictordadou78@hotmail.com Compte de taxes : 803099-02	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1940, 43e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions Immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
5	Nicole Turcotte Richer Madame Nicole Turcotte-Richer 1930, 43e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3A6 Votre n° tél. : 514-642-8637 Inscrire adresse courriel : nicolericher@Hotmail.ca Compte de taxes : 803099-01	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1930, 43e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
6	Ginette Tardif Madame Ginette Tardif 1920, 43e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3A6 Votre n° tél. : 514-644-8277 Inscrire adresse courriel : ginette-tardif@sympatico.ca Compte de taxes : 803099-00	☒ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1920, 43e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
7	Madame Maryse Bernier Monsieur Karl Camirand 1912, 43e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3A6 Votre n° tél. : 514-642-7368 Inscrire adresse courriel : CAMIRANDKARL@HOTMAIL.COM Compte de taxes : 803098-01	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1912,43e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
8	✍ Mélanie Forget Madame Mélanie Forget ✍ Monsieur Frédéric Blainey 1900, 43e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3A6 Votre n° tél. : (514) 642-2062 Inscrire adresse courriel : f.blainey@hotmail.com Compte de taxes : 803098-00	☒ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1900, 43e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
9	Madame Marie-Claude Hogue Monsieur Stéphane Vigneault 1890, 43e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3A6 Votre n° tél. : 514-498-1427 Inscrire adresse courriel : marieclaudehogue@hotmail.com Compte de taxes : 803097-00	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1890, 43e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère De la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
10	Lucie Renaud-Laviolette Madame Lucie Renaud-Laviolette Jacques Laviolette Monsieur Jacques Laviolette 1882, 43e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3A6 Votre n° tél. : 514-642-4424 Inscrire adresse courriel : JACQUES.LUCIE@VIDEOTRON.CA Compte de taxes : 803096-01	☒ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1882, 43e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
11	✍ Lise Bombardier Madame Lise Bombardier ✍ Daniel Laurin Monsieur Daniel Laurin 1872, 43e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3A6 Votre n° tél. : 514 498-1805 Inscrire adresse courriel : danielrlaurin@videotron.ca Compte de taxes : 803096-00	☒ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1872, 43e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
12	Christyane Madon Madame Christyane Madon Chantal Beauséjour Madame Chantal Beauséjour 1860, 43e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3A6 Votre n° tél. : 514-642-9403 Inscrire adresse courriel : cha.beausejour@hotmail.com Compte de taxes : 803093-00	☒ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1860, 43e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
13	Johanne Therrien Madame Johanne Therrien Benoît Lalande Monsieur Benoît Lalande 1842, 43e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3A6 Votre n° tél. : 514-498-4820 Inscrire adresse courriel : benoitlalande@videotron.ca Compte de taxes : 803092-00	☒ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1842, 43e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
14	Monsieur Daniel Gratton 13735, rue de Montigny, Montréal (Québec) H1A 3Y8 Votre n° tél. : 514-642-9265 Inscrire adresse courriel : D.GRATTON@SYMPATICO.CA Compte de taxes : 802446-00	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 13735, rue de Montigny. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
15	Madame Anna Maria Proietti 13725, rue de Montigny, Montréal (Québec) H1A 3Y8 Votre n° tél. : 514-642-0136 Inscrire adresse courriel : Compte de taxes : 802445-01	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 13725, rue de Montigny. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
16	✍ France Pagé Madame France Pagé ✍ Sylvain Rondeau Monsieur Sylvain Rondeau 13715, rue de Montigny, Montréal (Québec) H1A 3Y8 Votre n° tél. : 514-642-1365 Inscrire adresse courriel : SYLVAINROUDEAU1@SYMPATICO.CA Compte de taxes : 802445-00	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 13715, rue de Montigny. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
17	✍ [signature] Madame Elena Daniela Stroe 9295-2787 Québec inc. 5025, rue Paré, # 519, Montréal, (Québec) H4P 1P4 Votre n° tél. : 514-642-1799 Inscrire adresse courriel : dredanielastroe@gmail.com Compte de taxes : 802443-00	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 13703 à 13705, rue de Montigny. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny

, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
19	Micheline Savignac Madame Micheline Savignac 1835, 42e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3B9 Votre n° tél. : 514 642-1215 Inscrire adresse courriel : micheline.savignac@videotron.ca Compte de taxes : 803048-01	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1835, 42e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

15 SEP 15 10 01

B.A.M.
PTE-AUX-TREMBLES

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
20	Jean Guy Gauthier Monsieur Jean-Guy Gauthier 1845, 42e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3B9 Votre n° tél. : 514-642-9305 Inscrire adresse courriel : Compte de taxes : 803049-00	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1845, 42e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
21	Nathalie Gagnon Madame Nathalie Gagnon Monsieur Stéphane Bouchard 1855, 42e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3B9 Votre n° tél. : 514-498-9654 Inscrire adresse courriel : Nathaliegagnon16@Hotmail.com Compte de taxes : 803050-00	☒ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1855, 42e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
22	Joanne Turmel Madame Joanne Turmel Jean-François Labrecque Monsieur Jean-François Labrecque 1865, 42e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3B9 Votre n° tél. : 514-966-1291 Inscrire adresse courriel : JFLabrecque@asstsas.qc.ca Compte de taxes : 803051-00	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1865, 42e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

15 SEP 15 13 05

B.A.M.
PTE-AUX-TREMBLES

FORMULAIRE DE PÉTITION EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
23	Ulna Etienne Josil Madame Ulna Etienne Josil 1875, 42e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3B9 Votre n° tél. : 514-498-3536 Inscrire adresse courriel : Compte de taxes : 803051-01	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1875, 42e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
24	Manon Vallières Madame Manon Vallières Martin Paradis Monsieur Martin Paradis 1891, 42e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3B9 Votre n° tél. : 514-498-1662 Inscrire adresse courriel : Compte de taxes : 803051-02	☒ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1891, 42e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
25	Madame Lucie Guay Monsieur Gilles Drolet 1909, 42e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3B9 Votre n° tél. : (514) 644-1991 Inscrire adresse courriel : gilles-drolet@cspi.qc.ca Compte de taxes : 803052-00	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1909, 42e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
26	Madame Richère Dompierre Monsieur André Louis-Seize 1927, 42e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3B9 Votre n° tél. : 514-498-9321 Inscrire adresse courriel : Andre.LouisSeize@Gmail.com Compte de taxes : 803052-50	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1927, 42e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
27 Jocelyne Tremblay Madame Jocelyne Tremblay Denis Larocque Monsieur Denis Larocque 1939, 42e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3B9 Votre n° tél. : 514/ 498-4945 Inscrire adresse courriel : ATCHA@VIDEOTRON.CA Compte de taxes : 803053-01	☒ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1939, 42e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilière
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLE

Dossier : 31H12-005-5380-02
Mandat : 13-0297-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

La ruelle est connue et désignée comme étant les lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, laquelle est située dans le quadrilatère de la 42e Avenue, la rue Forsyth, la 43e Avenue et la rue de Montigny, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
18	Luc Charlebois Monsieur Luc Charlebois 1825, 42e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3B9 Votre n° tél. : 514 642-8322 Inscrire adresse courriel : luccharlebois@videotron.ca Compte de taxes : 803048-00	☐ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1825, 42e Avenue. ☑ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. ☐ Je n'ai pas d'objection à la cession de la ruelle aux propriétaires riverains, et renonce à tous les droits d'acquisition que je possède, en vertu des articles 179 à 185 de la Charte de la Ville de Montréal, dans la ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec, représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES.**

26 août 2015

11 sept. 2015

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT(S)	:	LES LOTS 5 833 349, 5 833 350, 5 833 351, 5 833 352, 5 833 353, 5 833 354, 5 833 355, 5 833 356, 5 833 357, 5 833 358, 5 833 359, 5 833 360, 5 833 361, 5 833 362, 5 833 363, 5 833 364, 5 833 365, 5 833 366, 5 833 367, 5 833 368, 5 833 369, 5 833 370, 5 833 371, 5 833 372, 5 833 373, 5 833 374 ET 5 833 375
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL

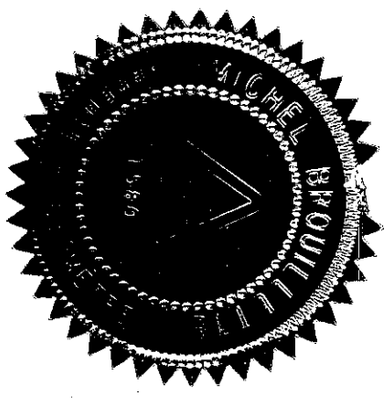
Ce bien-fonds, situé au sud-ouest de la 43e avenue entre la rue Forsyth et la rue De Montigny, est identifié par les lettres ABCDEFGHJKLMA sur le plan Q-129 Pointe-aux-Trembles préparé par l'arpenteure-géomètre soussignée en date du 11 février 2016.

Il se décrit comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de chaque description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT QUARANTE-NEUF (5 833 349), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie quarante-sept mètres carrés et deux dixièmes (47,2 m²).



/2

Ce lot est affecté en tréfonds par le lot 1 270 150.

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

2.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT CINQUANTE (5 833 350), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie quarante-cinq mètres carrés et deux dixièmes (45,2 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

3.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT CINQUANTE ET UN (5 833 351), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-deux mètres carrés et sept dixièmes (32,7 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

4.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT CINQUANTE-DEUX (5 833 352), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

/3

contenant en superficie cent quinze mètres carrés et quatre dixièmes (115,4 m²).

5.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT CINQUANTE-TROIS (5 833 353), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-quatre mètres carrés et neuf dixièmes (34,9 m²).

6.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT CINQUANTE-QUATRE (5 833 354), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-quatre mètres carrés et neuf dixièmes (34,9 m²).

7.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT CINQUANTE-CINQ (5 833 355), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-quatre mètres carrés et neuf dixièmes (34,9 m²).

8.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT CINQUANTE-SIX (5 833 356), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

/4

contenant en superficie trente-quatre mètres carrés et neuf dixièmes (34,9 m²).

9.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT CINQUANTE-SEPT (5 833 357), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie cinquante-deux mètres carrés et trois dixièmes (52,3 m²).

10.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT CINQUANTE-HUIT (5 833 358), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-sept mètres carrés et deux dixièmes (37,2 m²).

11.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT CINQUANTE-NEUF (5 833 359), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-quatre mètres carrés et neuf dixièmes (34,9 m²).

12.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE (5 833 360), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

/5

contenant en superficie cinquante-deux mètres carrés et trois dixièmes (52,3 m²).

13.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE ET UN (5 833 361), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

contenant en superficie quatre-vingt-dix-sept mètres carrés et six dixièmes (97,6 m²).

14.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DEUX (5 833 362), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-deux mètres carrés et sept dixièmes (32,7 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

15.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE-TROIS (5 833 363), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente mètres carrés et un dixième (30,1 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

/6

16.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUATRE (5 833 364), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-trois mètres carrés (33,0 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

17.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE-CINQ (5 833 365), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie vingt-neuf mètres carrés et trois dixièmes (29,3 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

18.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE-SIX (5 833 366), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

contenant en superficie quatre-vingt-dix-sept mètres carrés et six dixièmes (97,6 m²).

- Une partie dudit lot (5 833 366 ptie), devra être grevée d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

/7

Elle est délimitée par les lettres QTUVQ et se décrit comme suit :

de figure rectangulaire;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord-est, par le lot 5 833 361 (article 13);
- Vers le sud-est, par les lots 5 833 363 (article 15) et 5 833 364 (article 16);
- Vers le sud-ouest, par la partie restante du lot 5 833 366 et le lot 1 155 908;
- Vers le nord-ouest, par le lot 5 833 367 (article 19);

MESURANT :

- Vers le nord-est et le sud-ouest, dix-sept mètres et quinze centièmes (17,15 m);
- Vers le sud-est et le nord-ouest, deux mètres et vingt-neuf centièmes (2,29 m);

contenant en superficie trente-neuf mètres carrés et trois dixièmes (39,3 m²).

19.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE-SEPT (5 833 367), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-quatre mètres carrés et neuf dixièmes (34,9 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

/8

20.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE-HUIT (5 833 368), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie soixante-neuf mètres carrés et neuf dixièmes (69,9 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

21.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE-NEUF (5 833 369), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-quatre mètres carrés et neuf dixièmes (34,9 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

22.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX (5 833 370), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-quatre mètres carrés et six dixièmes (34,6 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

/9

23.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE ET ONZE (5 833 371), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-six mètres carrés et sept dixièmes (36,7 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

24.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DOUZE (5 833 372), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-cinq mètres carrés et trois dixièmes (35,3 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

25.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE-TREIZE (5 833 373), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie trente-quatre mètres carrés et neuf dixièmes (34,9 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

/10

26.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUATORZE (5 833 374), dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

contenant en superficie cinquante-deux mètres carrés et quatre dixièmes (52,4 m²).

Ce lot devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie.

27.- Le lot CINQ MILLIONS HUIT CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUINZE (5 833 375), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

contenant en superficie quatre-vingt-dix-sept mètres carrés et cinq dixièmes (97,5 m²).

- Une partie dudit lot (5 833 375 ptie), devra être grevée d'une servitude à des fins de télécommunication et de distribution d'énergie. Elle est délimitée par les lettres PXYWP et se décrit comme suit :

de figure rectangulaire;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord-est, par le lot 5 833 352 (article 4);
- Vers le sud-est, par le lot 5 833 374 (article 26);
- Vers le sud-ouest, par la partie restante du lot 5 833 375 et le lot 1 156 201;
- Vers le nord-ouest, par le lot 5 833 350 (article 2);

/11

MESURANT :

- Vers le nord-est et le sud-ouest, dix-sept mètres et dix-sept centièmes (17,17 m);
- Vers le sud-est et le nord-ouest, deux mètres et vingt-neuf centièmes (2,29 m);

contenant en superficie trente-neuf mètres carrés et trois dixièmes (39,3 m²).

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le onzième jour du mois de février de l'an deux mille seize sous le numéro 1663 de mes minutes au dossier 21993 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

SYLVIE GAUTHIER
Arpenteure-géomètre

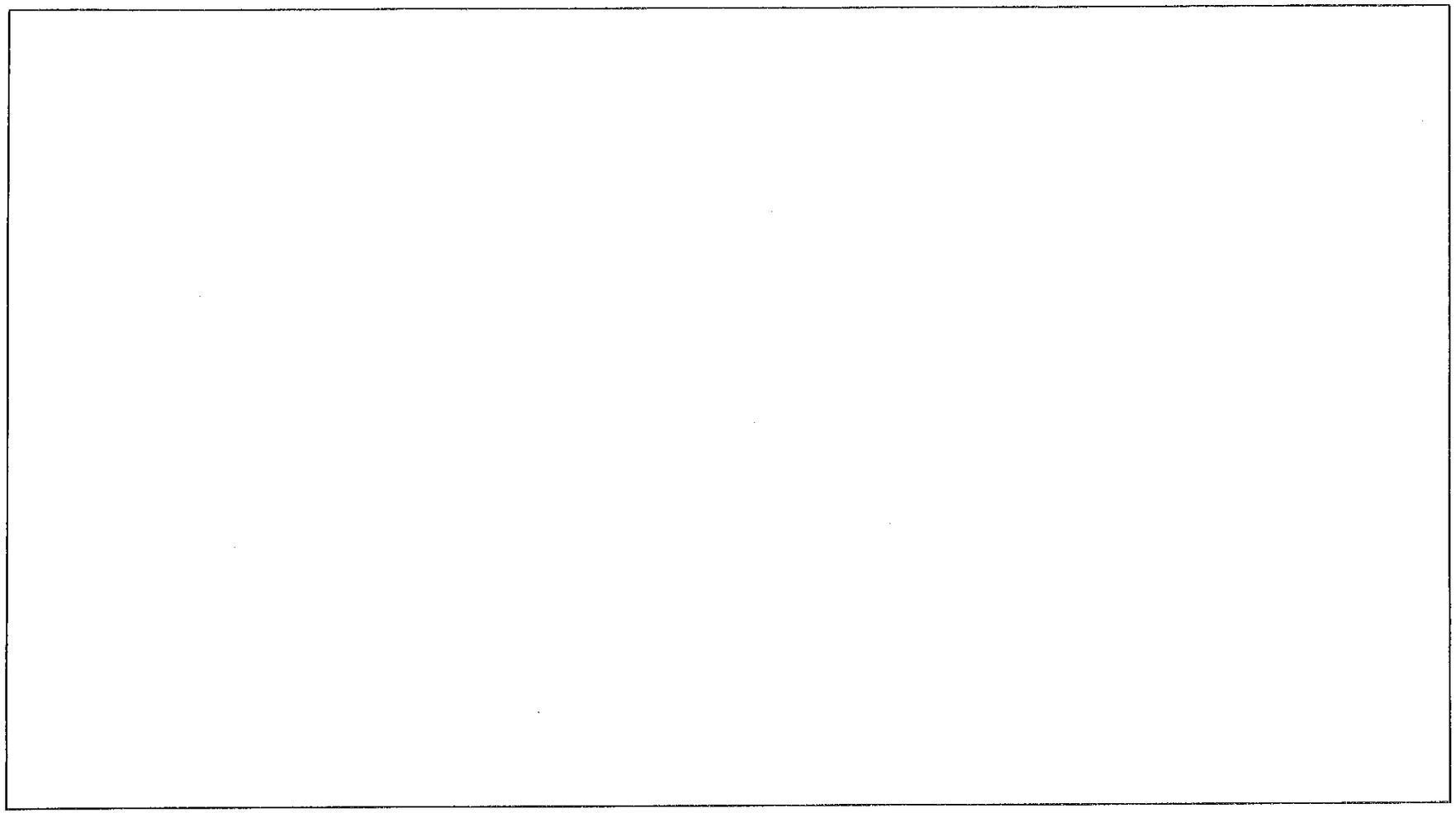
/cc

Dossier : 21993

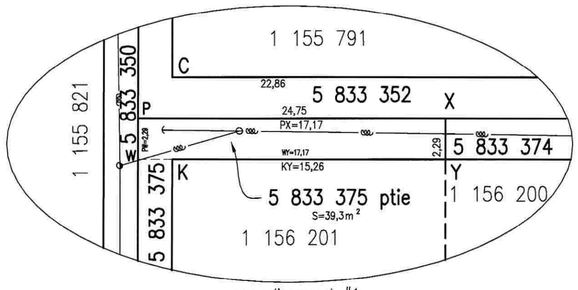
Copie conforme à l'original
Montréal, le 11 MARS 2016

Arpenteur(e)-géomètre

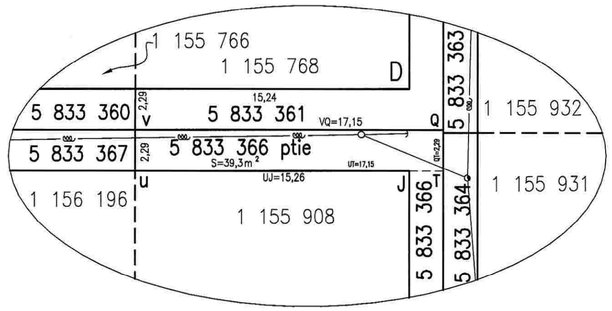
GARDIEN DU GREFFE COMMUN



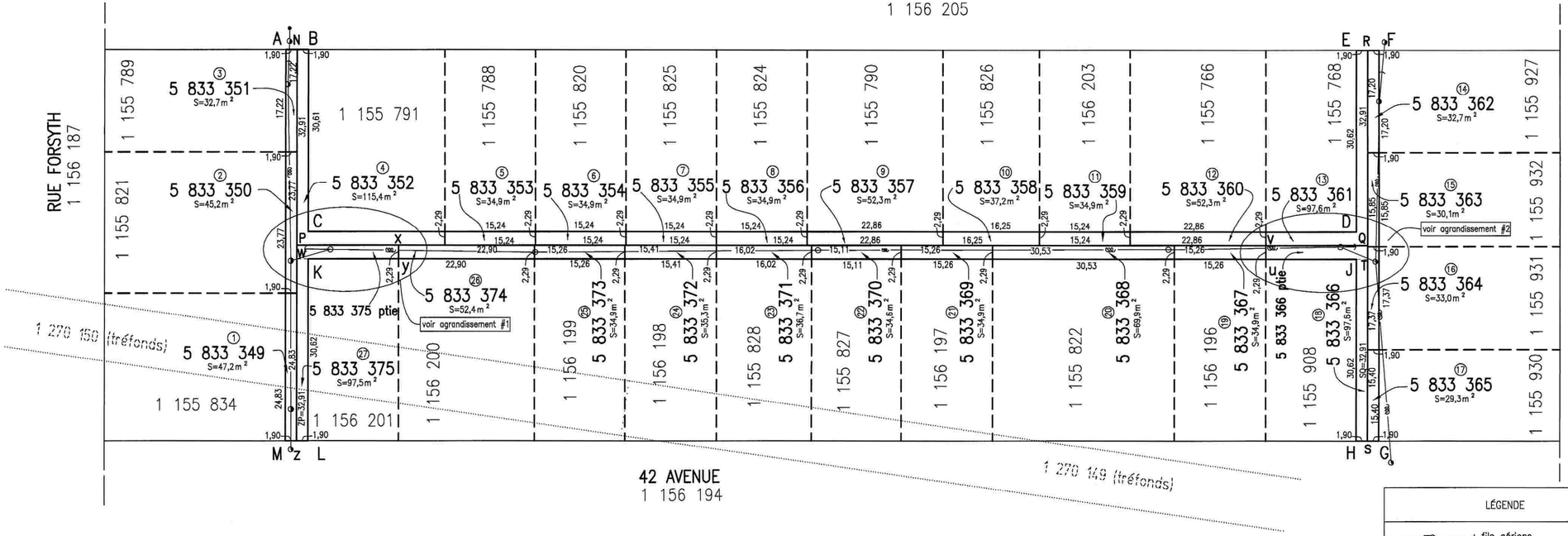
AP25467



agrandissement #1
échelle 1:200



agrandissement #2
échelle 1:200



LÉGENDE

- : fils aériens
- : hauban
- : poteau Hydro-Québec, Bell et Lampadaire
- : poteau Hydro-Québec et Bell
- : poteau Bell

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500
0 5 mètres
Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

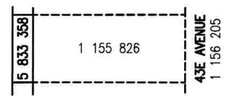
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S) Les lots 5 833 349, 5 833 350, 5 833 351, 5 833 352, 5 833 353, 5 833 354, 5 833 355, 5 833 356, 5 833 357, 5 833 358, 5 833 359, 5 833 360, 5 833 361, 5 833 362, 5 833 363, 5 833 364, 5 833 365, 5 833 366, 5 833 367, 5 833 368, 5 833 369, 5 833 370, 5 833 371, 5 833 372, 5 833 373, 5 833 374 et 5 833 375.

EMPLACEMENT:
Bien-fonds situé au sud-ouest de la 43E AVENUE entre LA RUE FORSYTH et la RUE DE MONTIGNY

LÉGENDE: Le remembrement d'un lot, anciennement partie d'une ruelle à une propriété riveraine est indiqué comme suit:



FINS DU DOCUMENT:
TRANSFERT DE RUELLE AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

NOTES: 1- Les lettres ABCDEFGHJKLMA délimitent la liséré indiquant le transfert de ruelle.
2- Le bien-fonds identifié par les lettres ANPQRFGSTWZMA devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunication et distribution d'énergie.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, 11 février 2016

Préparé par: SYLVIE GAUTHIER
Arpenteure-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le _____
_____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 1663 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-5380 (31H12-010-2740) Dessin:E. Egyed

Arpenteur-géomètre chef d'équipe: Richard Beaudoin a.g.

DOSSIER Nº 21993 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Arpenteur-géomètre en chef de la Ville: Yves Longpré a.g.

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

PLAN Nº Q-129 POINTE-AUX-TREMBLES

21993D.DWG

No	Appel	1er nom	2e nom	Adresse propriété	Adresse postale	Ville code postale
1	Madame, Monsieur,	Madame Manon Drouin		13700, rue Forsyth	11881, avenue Lamoureux	Montréal, H4H 1V1
2		Monsieur Martin Jacques		13720, rue Forsyth		
3		Madame Marielle Bouchard		13730, rue Forsyth		
4		Madame Marie-Ève Belletier	St-Victor	1940, 43e Avenue		
5		Madame Nicole Turcotte-Richer		1930, 43e Avenue		
6		Madame Ginette Tardif		1920, 43e Avenue		
7		Madame Maryse Bernier	Monsieur Karl Camirand	1912, 43e Avenue		
8		Madame Mélanie Forget	Monsieur Frederic Blainey	1900, 43e Avenue		
9		Madame Marie-Claude Hogue	Monsieur Stephane Vigneault	1890, 43e Avenue		
10		Madame Lucie Renaud-Laviolette	Monsieur Jacques Laviolette	1882, 43e Avenue		
11		Madame Lise Rombardier	Monsieur Daniel Laurin	1872, 43e Avenue		
12		Madame Christyane Madon	Madame Chantal Beausoleil	1860, 43e Avenue		
13		Madame Johanne Therrien	Monsieur Benoît Lalande	1842, 43e Avenue		
14		Monsieur Daniel Gratton		13735, rue de Montigny		

15		Madame Anna Maria Proietti		13725, rue de Montigny		
16		Madame France Pagé	Monsieur Sylvain Pondeau	13715, rue de Montigny		
17		Madame Elena Daniela Stroe 9295-2787 Québec inc.		13703 à 13705, rue de Montigny		
18		Monsieur Luc Charlebois		1825, 42e Avenue		
19		Madame Micheline Savignac		1835, 42e Avenue		
20		Monsieur Jean-Guy Gauthier		1845, 42e Avenue		
21		Madame Nathalie Gagnon	Monsieur Stéphane Bouchard	1855, 42e Avenue		
22		Madame Joanne Turmel	Monsieur Jean-François Labrecque	1865, 42e Avenue		
23		Madame Ulna Etienne Josil		1875, 42e Avenue		
24		Madame Manon Vallières	Monsieur Martin Paradis	1891, 42e Avenue		

25		Madame Lucie Guay	Monsieur Gilles Drolet	1909, 42e Avenue		
26		Madame Richère Dompierre	Monsieur André Louis-Seize	1927, 42e Avenue		
27		Madame Richère Dompierre	Monsieur Denis Larocque	1939, 42e Avenue		Montréal (Québec)

Lot propriété	Lot achat	Compte de taxes	No de téléphone du responsable	Adresse courriel du responsable	No de dossier	No de mandat
1 155 834		802502-00	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 821		802502-02	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 789		802502-03	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 791		803099-02	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 788		803099-01	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 820		803099-00	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 825		803098-01	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 824		803098-00	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 790		803097-00	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 826		803096-01	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 156 203		803096-00	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 766		803093-00	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 768		803092-00	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 927		802446-00	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T

1 155 932		802445-01	2009	jocelyneboula nger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 931		802445-00	2009	jocelyneboula nger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 930		802443-00	2009	jocelyneboula nger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 908		803048-00	2009	jocelyneboula nger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 156 196		803048-01	2009	jocelyneboula nger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 822		803049-00	2009	jocelyneboula nger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 156 197		803050-00	2009	jocelyneboula nger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 827		803051-00	2009	jocelyneboula nger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 155 828		803051-01	2009	jocelyneboula nger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 156 198		803051-02	2009	jocelyneboula nger	31H12-005-5380-02	13-0297-T

1 156 199		803052-00	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 156 200		803052-50	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T
1 156 201		803053-01	2009	jocelyneboulanger	31H12-005-5380-02	13-0297-T

Localisation de la ruelle	Arrondissement	Soussigné	Titre du professionnel	Initiales du responsable	Nom du directeur du DAUSE
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-	la soussignée	Chargée de soutien technique en	JB	M. Hugues Chantal
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue	Rivière-des-Prairies	la soussignée	Chargée de soutien	JB	
entre 42e Avenue	Rivière-des-Prairies	la soussignée	Chargée de soutien	JB	
entre 42e Avenue	Rivière-des-Prairies	la soussignée	Chargée de soutien	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue	Rivière-des-Prairies	la soussignée	Chargée de soutien	JB	
entre 42e Avenue	Rivière-des-Prairies	la soussignée	Chargée de soutien	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue	Rivière-des-Prairies -	la soussignée	Chargée de soutien	JB	

entre 42e Avenue	Rivière-des-Prairies	la soussignée	Chargée de soutien	JB	
entre 42e Avenue	Rivière-des-Prairies	la soussignée	Chargée de soutien	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	

entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	
entre 42e Avenue, Forsyth, 43e Avenue et rue de Montigny	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	la soussignée	Chargée de soutien technique en immobilier	JB	

CALCUL APPROXIMATIF DU SURPLUS DE TAXES

MANDAT: 13-0147-T **EXEMPLE**

Dossier : dans le quadrilatère de la 3e Avenue et la 4e Avenue, entre René-Lévesque et de la Gauchetière

					Superficie approx. ajoutée					Valeur terrain 2014 au cpte de taxes soit 20,44 $/pi²						
#	Nom des propriétaires		Lots	N° compte de taxes	Ruelle à ½ frontage m lin. arrière	0	2.235 4.47	Superf. en m²	10.7639 superficie ruelle en pi²	Coût approx. de plus selon évaluation 2014 33.00 $	0.006812	0.00106	0.000038	0.00098	0.00066	**Total**
1	Madame Manon Drouin	0	1 155 834	802502-00		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
2	Monsieur Martin Jacques	0	1 155 821	802502-02		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
3	Madame Marielle Bouchard	0	1 155 789	802502-03		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
4	Madame Marie-Ève Pelletier	Monsieur Daniel St-Victor	1 155 791	803099-02		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
5	Madame Nicole Turcotte-Richer	0	1 155 788	803099-01		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
6	Madame Ginette Tardif	0	1 155 820	803099-00		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
7	Madame Maryse Bernier	Monsieur Karl Camirand	1 155 825	803098-01		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**

CALCUL APPROXIMATIF DU SURPLUS DE TAXES

8	Madame Mélanie Forget	Monsieur Frédéric Blainey	1 155 824	803098-00		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
9	Madame Marie-Claude Hogue	Monsieur Stephane Vigneault	1 155 790	803097-00		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
10	Madame Lucie Renaud-Laviolette	Monsieur Jacques Laviolette	1 155 826	803096-01		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
11	Madame Lise Bombardier	Monsieur Daniel Laurin	1 156 203	803096-00		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
12	Madame Christyane Madon	Madame Chantal Beauséjour	1 155 766	803093-00		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
13	Madame Johanne Therrien	Monsieur Benoît Lalande	1 155 768	803092-00		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
14	Monsieur Daniel Gratton	0	1 155 927	802446-00		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
15	Madame Anna Maria Proietti	0	1 155 932	802445-01		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
16	Madame France Pagé	Monsieur Sylvain Rondeau	1 155 931	802445-00		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**

CALCUL APPROXIMATIF DU SURPLUS DE TAXES

17	Madame Elena Daniela Stroe 9295-2787 Québec inc.	0	1 155 930	802443-00		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
18	Monsieur Luc Charlebois	0	1 155 908	803048-00		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
19	Madame Micheline Savignac	0	1 156 196	803048-01		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
20	Monsieur Jean-Guy Gauthier	0	1 155 822	803049-00		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
21	Madame Nathalie Gagnon	Monsieur Stéphane Bouchard	1 156 197	803050-00		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
22	Madame Joanne Turmel	Monsieur Jean-François Labrecque	1 155 827	803051-00		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
23	Madame Ulna Etienne Josil	0	1 155 828	803051-01		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
24	Madame Manon Vallières	Monsieur Martin Paradis	1 156 198	803051-02		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
25	Madame Lucie Guay	Monsieur Gilles Drolet	1 156 199	803052-00		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**

CALCUL APPROXIMATIF DU SURPLUS DE TAXES

26	Madame Richère Dompierre	Monsieur Denis Larocque	1 156 200	803053-01		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
27	0	0	1 156 201	0		#DIV/0!	2.235	0.00	0.00	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**- $**
				mètre lin.	0.00	#DIV/0!			0.00	m² à inscrire sur le tableau de la compilation de la pétition pour superficie totale à transférer aux propriétaires riverains.						

24 riverains 66.6%

0.666 les 2/3 0.00 mètre lin. requis

15.984 arrondi à 16 riverains

OUI: ??/24 = 89,7 % #REF! #REF! mètres lin. de ceux qui sont favorables à la pétition

: ceux répondus favorables 0.00 mètres lin. du total de la ruelle

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée des lots 1 156 195, 1 156 202 et 1 156 204 du cadastre du Québec,
située au sud-ouest de la 43e Avenue, entre la rue Forsyth et la rue de Montigny

DOSSIER : 31H12-005-5380-02 N° mandat : 13-0297-T

N^{os}	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote
1	Madame Manon Drouin 13700, rue Forsyth Montréal (Québec) H1A 3T6	1 155 834	5 833 349	47.2	802502-00	13700, rue Forsyth Montréal (Québec) H1A 3T6	24.83	**OUI**
2	Monsieur Martin Jacques 13720, rue Forsyth Montréal (Québec) H1A 3T6	1 155 821	5 833 350	45.2	802502-02	13720, rue Forsyth Montréal (Québec) H1A 3T6	23.77	**OUI**
3	Madame Marielle Bouchard 13730, rue Forsyth Montréal (Québec) H1A 3T6	1 155 789	5 833 351	32.7	802502-03	13730, rue Forsyth Montréal (Québec) H1A 3T6	17.22	**OUI**
4	Madame Marie-Ève Pelletier Monsieur Daniel St-Victor 1940, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	1 155 791	5 833 352	115.4	803099-02	1940, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	55.61	**OUI**
5	Madame Nicole Turcotte-Richer 1930, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	1 155 788	5 833 353	34.9	803099-01	1930, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	15.24	**OUI**
6	Madame Ginette Tardif 1920, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	1 155 820	5 833 354	34.9	803099-00	1920, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	15.24	**OUI**

7	Madame Maryse Bernier Monsieur Karl Camirand 1912, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	1 155 825	5 833 355	34.9	803098-01	1912, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	15.24	**OUI**
8	Madame Mélanie Forget Monsieur Fredéric Blainey 1900, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	1 155 824	5 833 356	34.9	803098-00	1900, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	15.24	**OUI**
9	Madame Marie-Claude Hogue Monsieur Stephane Vigneault 1890, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	1 155 790	5 833 357	52.3	803097-00	1890, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	22.86	**OUI**
10	Madame Lucie Renaud-Laviolette Monsieur Jacques Laviolette 1882, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	1 155 826	5 833 358	37.2	803096-01	1882, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	16.25	**OUI**
11	Madame Lise Bombardier Monsieur Daniel Laurin 1872, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	1 156 203	5 833 359	34.9	803096-00	1872, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	15.24	**OUI**
12	Madame Christyane Madon Madame Chantal Beauséjour 1860, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	1 155 766	5 833 360	52.3	803093-00	1860, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	22.86	**OUI**

13	Madame Johanne Therrien Monsieur Benoît Lalande 1842, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	1 155 768	5 833 361	97.6	803092-00	1842, 43e Avenue Montréal (Québec) H1A 3A6	47.83	**OUI**
14	Monsieur Daniel Gratton 13735, rue de Montigny Montréal (Québec) H1A 3Y8	1 155 927	5 833 362	32.7	802446-00	13735, rue de Montigny Montréal (Québec) H1A 3Y8	17.20	**OUI**
15	Madame Anna Maria Proietti 13725, rue de Montigny Montréal (Québec) H1A 3Y8	1 155 932	5 833 363	30.1	802445-01	13725, rue de Montigny Montréal (Québec) H1A 3Y8	15.85	**OUI**
16	Madame France Pagé Monsieur Sylvain Rondeau 13715, rue de Montigny Montréal (Québec) H1A 3Y8	1 155 931	5 833 364	33.0	802445-00	13715, rue de Montigny Montréal (Québec) H1A 3Y8	17.37	**OUI**
17	Madame Elena Daniela Stroe 9295-2787 Québec inc. 5025, rue Paré, # 519 Montréal, (Québec) H4P 1P4	1 155 930	5 833 365	29.3	802443-00	13703 à 13705, rue de Montigny Montréal, (Québec) H4P 1P4	15.40	**OUI**
18	Monsieur Luc Charlebois 1825, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	1 155 908	5 833 366	97.6	803048-00	1825, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	47.83	**NON**

19	Madame Micheline Savignac 1835, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	1 156 196	5 833 367	34.9	803048-01	1835, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	15.26	**OUI**
20	Monsieur Jean-Guy Gauthier 1845, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	1 155 822	5 833 368	69.9	803049-00	1845, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	30.53	**OUI**
21	Madame Nathalie Gagnon Monsieur Stéphane Bouchard 1855, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	1 156 197	5 833 369	34.9	803050-00	1855, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	15.26	**OUI**
22	Madame Joanne Turmel Monsieur Jean-François Labrecque 1865, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	1 155 827	5 833 370	34.6	803051-00	1865, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	15.11	**OUI**
23	Madame Ulna Etienne Josil 1875, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	1 155 828	5 833 371	36.7	803051-01	1875, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	16.02	**OUI**
24	Madame Manon Vallières Monsieur Martin Paradis 1891, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	1 156 198	5 833 372	35.3	803051-02	1891, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	15.41	**OUI**

25	Madame Lucie Guay Monsieur Gilles Drolet 1909, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	1 156 199	5 833 373	34.9	803052-00	1909, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	15.26	**OUI**
26	Madame Richère Dompierre Monsieur André Louis-Seize 1939, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	1 156 200	5 833 374	52.4	803052-50	1927, 42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	22.90	**OUI**
27	Madame Jocelyne Tremblay Monsieur Denis Larocque 1939, 42e Avenue, Montréal (Québec) H1A 3B9	1 156 201	5 833 375	97.5	803053-01	1939,42e Avenue Montréal (Québec) H1A 3B9	47.79	**OUI**
				1308.2			614.62	

Total des votes favorables obtenus (96,3 %)	**26**

Nombre total de propriétaires:	**27**
Nombre minimum de signatures requises (66,6 %) :	**18**

Total mesure en front	**614.62 m**
Front requis 66.6%	**409.34 m**
Dimension du front obtenu	**566.79 m**
Superficie totale à transférer	**1308.20 m²**

Note: La dernière compilation des noms des propriétaires a été effectuée le 30 novembre 2015

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164386003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-ouest de la 43e Avenue, entre la rue Forsyth et la rue De Montigny, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-5380-02

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Règlement fermeture et transfert ruelle.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-02

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
16-

RÈGLEMENT SUR LA FERMETURE D'UNE RUELLE SITUÉE AU SUD-OUEST DE LA 43E AVENUE, ENTRE LA RUE FORSYTH ET LA RUE DE MONTIGNY, DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES – POINTE-AUX-TREMBLES, AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS

VU les articles 179 à 185 de l'annexe C de la charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) ;

À la séance du 2016, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La ruelle située au sud-ouest de la 43e Avenue, entre la rue Forsyth et la rue De Montigny, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, formée des lots 5 833 349, 5 833 350, 5 833 351, 5 833 352, 5 833 353, 5 833 354, 5 833 355, 5 833 356, 5 833 357, 5 833 358, 5 833 359, 5 833 360, 5 833 361, 5 833 362, 5 833 363, 5 833 364, 5 833 365, 5 833 366, 5 833 367, 5 833 368, 5 833 369, 5 833 370, 5 833 371, 5 833 372, 5 833 373, 5 833 374 et 5 833 375 tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, est fermée.

2. Les lots riverains de la ruelle sont les suivants : 1 155 834, 1 155 821, 1 155 789, 1 155 791, 1 155 788, 1 155 820, 1 155 825, 1 155 824, 1 155 790, 1 155 826, 1 156 203, 1 155 766, 1 155 768, 1 155 927, 1 155 932, 1 155 931, 1 155 930, 1 155 908, 1 156 196, 1 155 822, 1 156 197, 1 155 827, 1 155 828, 1 156 198, 1 156 199, 1 156 200 et 1 156 201 tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3. Les lots mentionnés à l'article 1 sont remembrés avec les lots mentionnés à l'article 2, conformément au plan Q-129 Pointe-aux-Trembles.

4. Lorsqu'un lot riverain auquel une partie de la ruelle est remembrée appartient à plus d'un propriétaire, tel lot remembré est transféré aux propriétaires de ce lot riverain dans la mesure de leurs intérêts respectifs dans ce lot.

5. Une partie de l'emprise de cette ruelle, composée des lots 5 833 349, 5 833 350, 5 833 351, 5 833 362, 5 833 363, 5 833 364, 5 833 365, 5 833 366 Ptie, 5 833 367, 5 833 368, 5 833 369, 5 833 370, 5 833 371, 5 833 372, 5 833 373, 5 833 374 et 5 833 375 Ptie tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et délimitée par les lettres ANPQRFGSTWZMA sur le plan Q-129 Pointe-aux-Trembles, est grevée d'une servitude d'utilités publiques pour fins de télécommunication et de distribution d'énergie, y compris la pose, l'installation et l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des entreprises d'utilités publiques.

6. Le propriétaire des lots riverains auxquels cette ruelle grevée de telle servitude d'utilités publiques est remembrée ne peut rien faire qui tende à diminuer l'exercice de cette servitude ou à le rendre moins commode et devra, le cas échéant, sur demande de la Ville ou de toute entreprise d'utilités publiques, déplacer toute construction et tout bien s'y trouvant à ses entiers frais.

ANNEXE

PLAN Q-129 POINTE-AUX-TREMBLES PRÉPARÉ PAR SYLVIE GAUTHIER, ARPENTEURE-GÉOMÈTRE, LE 11 FÉVRIER 2016, SOUS LE NUMÉRO 1663 DE SES MINUTES, DOSSIER 21993.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 2016.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.02

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1160390006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 $ afin de financer l'acquisition de matériel informatique » dont les dépenses relèvent du conseil municipal.

Il est recommandé :
1. d'adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 100 000 $ afin de financer l'acquisition de matériel informatique" pour des dépenses qui relèvent du conseil municipal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-06-27 12:52

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160390006**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 $ afin de financer l'acquisition de matériel informatique » dont les dépenses relèvent du conseil municipal.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (STI) fait l'acquisition du matériel informatique afin de contrer la désuétude des appareils et logiciels. Toutefois, lors de l'ajout d'employés, de l'identification de nouveaux besoins et lors de projets spécifiques, le STI laisse la responsabilité aux Services de faire les achats requis.
Le sommaire 1160390007 sera présenté simultanément pour les dépenses qui relèvent du conseil d'agglomération, le SGPI étant de compétence mixte.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but l'obtention d'un règlement d'emprunt de 100 000 $ afin de financer l'acquisition de matériel informatique pour les besoins supplémentaires du SGPI, besoins qui relèvent de la ville centrale.
L'acquisition du matériel et des logiciels respectera les règles d'approvisionnement.

JUSTIFICATION

Le règlement d'emprunt utilisé actuellement sera fermé par le Service des finances à court terme. Ce nouveau règlement permettra de faire les acquisitions plus rapidement, surtout dans le contexte de la mise en place d'un Bureau de projet. Certains logiciels sont requis afin de mieux suivre la gestion des projets et de développer des indicateurs de performances. La gestion de l'information devient alors essentielle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les activités du SGPI sont de responsabilité mixte - centrale et agglomération - deux sommaires sont alors nécessaires afin de donner les bonnes répartitions budgétaires.
La période de financement ne doit pas dépasser 5 ans.

Ce projet est inscrit au PTI 2016-2018

Règlement
RCM xx-xxx 6101 7716xxx 803403 01909 57401 000000 0000 112522 000000 98001 00000 100 000,00 $
Emprunt à long terme:
Emprunt
Règlement
RCM xx-xxx 6101 7716xxx 803403 01909 49200 000000 0000 112522 000000 98001 00000 (100 000,00) $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n.a.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans un nouveau règlement, des délais seront rencontrés pour fournir les équipements et logiciels requis pour l'optimisation des méthodes de travail, dont plus particulièrement la gestion de projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n.a.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion Août 2016
Adoption du règlement Septembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Josée BONIN
Chef de division

Tél : 514-872-1103
Télécop. : 514 872-5279

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-10

Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs

Tél : 514 872-5493
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2016-06-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-06-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160390006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 $ afin de financer l'acquisition de matériel informatique » dont les dépenses relèvent du conseil municipal.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1160390006 - Acquisition de matériel informatique.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-16

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 100 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE L'ACQUISITION DE MATÉRIEL INFORMATIQUE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 100 000 $ est autorisé pour le financement de l'acquisition de matériel informatique.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1160390006

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances ,
Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160390006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 $ afin de financer l'acquisition de matériel informatique » dont les dépenses relèvent du conseil municipal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1160390006 règlement d'emprunt.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-16

Michel T TREMBLAY
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-7344
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.03

2016/09/26 13:00

(1)

Dossier # : 1166316015

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018, un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du réseau des grands parcs relevant du conseil municipal".

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du réseau des grands parcs relevant du conseil municipal", sujet à son approbation par le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-06-27 15:59

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166316015**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018, un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du réseau des grands parcs relevant du conseil municipal".

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement d'emprunt de 10 000 000 $ afin de financer des travaux d'aménagement dans les grands parcs relevant de la compétence municipale de niveau corporatif. Ce règlement permettra de financer l'ensemble des projets inscrits au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 pour le programme 34300 - Réaménagement du réseau des grands parcs. Ce nouveau règlement d'emprunt prendra le relais du règlement d'emprunt N° 15-079 préparé antérieurement par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) et dont les fonds ont pratiquement tous été engagés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1270 - 27 octobre 2015 - Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018, un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du réseau des grands parcs relevant du conseil municipal" - (Règlement d'emprunt N° 15-079).
CG15 0199 - 26 mars 2015 - Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2015-2017, un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 7 500 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du réseau des grands parcs relevant du conseil d'agglomération" - (Règlement d'emprunt N° 15-026).

CM15 0354 - 24 mars 2015 - Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2015-2017, un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du réseau des grands parcs relevant du conseil municipal" - (Règlement d'emprunt N° 15-028).

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but d'adopter un règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer des travaux d'aménagement dans les grands parcs relevant du conseil municipal.

JUSTIFICATION

Les fonds du précédent règlement d'emprunt seront pratiquement tous engagés en cours d'année pour la réalisation des projets inscrits à la première année du PTI 2016-2018. L'approbation par le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et le conseil municipal (CM), du règlement d'emprunt à portée globale, permet de réduire les délais administratifs lors de l'octroi de contrats et par conséquent permet de réaliser plus rapidement les travaux d'aménagement dans les parcs de compétence de la ville centre du Réseau des grands parcs de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les différents projets visés par le présent règlement d'emprunt sont inscrits à l'année 2017 du programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal - volet corporatif.
La période de financement n'excédera pas 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Assurer le financement des travaux d'aménagement ou de réaménagement des grands parcs relevant du conseil municipal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le MAMOT.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu DRAPEAU
Chef de section

Tél : 514 872-1461
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-20

Jean-François NADON
Chef de division

Tél : 514 872-5638
Télécop. : 514 872-1416

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2016-06-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1166316015

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018, un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du réseau des grands parcs relevant du conseil municipal".

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1166316015 - réaménagement de parcs.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-27

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 10 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE PARCS

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 10 000 000 $ est autorisé pour le financement de travaux de réaménagement de parcs.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1166316015

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1166316015

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018, un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du réseau des grands parcs relevant du conseil municipal".

L'adoption du règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ servira à financer les même projets inscrits au PTI 2016 - 2018 et de nouveaux projets.
Ainsi la liste des projets inclus au sommaire est la suivante :

- Angrignon - Réaménagement du sentier Guy Blanchard (éclairage);
- Angrignon: Réfection du sentier Guy Blanchard;
- Des Rapides - Aménagement dans le secteur de la nouvelle oeuvre d'art et autres travaux;
- Jarry - Réaménagement - phase II;
- Jarry - Remplacement du revêtement en gazon synthétique sur le terrain de soccer no 2;
- La Fontaine - Aménagement du pôle famille;
- La Fontaine - Reconstruction des kiosques de perception des terrains de tennis;
- Divers parcs urbain - Remplacement de mobilier vétuste et divers travaux correctifs.

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu DRAPEAU
Chef de section

Tél : 514 872-1461
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166316015

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018, un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du réseau des grands parcs relevant du conseil municipal".

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1166316015.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste

Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-20

Laura VALCOURT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.04

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1161233001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement no 2501 adopté par l'ancienne Ville de Lachine décrétant la fermeture partielle de la ruelle sise entre les 17ème et 18ème Avenues au sud de la rue St-Antoine, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H05-005-6152 -11

Il est recommandé :

d'adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement n^{o} 2501 adopté par l'ancienne Ville de Lachine décrétant la fermeture partielle de la ruelle sise entre les 17ème et 18ème Avenues au sud de la rue St-Antoine, aux fins de transfert aux propriétaires riverains », visant la ruelle constituée des lots 5 828 294, 5 828 295, 5 828 296, 5 829 597 et 5 829 598 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et délimitée par les lettres ABCDA au plan A-2 Lachine, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, en date du 13 janvier 2016, sous le numéro 1653 de ses minutes, dossier numéro 21813.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-07-22 10:02

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161233001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement no 2501 adopté par l'ancienne Ville de Lachine décrétant la fermeture partielle de la ruelle sise entre les 17ème et 18ème Avenues au sud de la rue St-Antoine, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H05-005-6152-11

CONTENU

CONTEXTE

Les propriétaires des bâtiments sis au 590, 18e Avenue et au 1765, rue Saint-Antoine, dans l'arrondissement de Lachine, ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition de la ruelle riveraine à leur propriété. L'analyse de cette demande révèle que la ruelle, montrée à titre indicatif par une zone ombrée sur les plans B et C annexés, a été fermée par le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement no 2501 adopté par l'ancienne Ville de Lachine décrétant la fermeture partielle de la ruelle sise entre les 17ème et 18ème Avenues au sud de la rue St-Antoine, aux fins de transfert aux propriétaires riverains », et que l'Arrondissement a placé des blocs en béton pour empêcher la circulation automobile dans cette partie de ruelle.
Pour donner suite à leur requête, les démarches nécessaires ont été entamées en vue de procéder à la cession de ruelle, aujourd'hui connue comme étant les lots 5 828 294, 5 828 295, 5 828 296, 5 829 597 et 5 829 598 du cadastre du Québec. Après la compilation, la totalité des propriétaires riverains (4) a signé, favorablement, la pétition à cet effet.

Une action est requise pour permettre le transfert de cinq (5) lots identifiés sur le plan A-2 Lachine aux propriétaires riverains en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

La Ville de Montréal étant aux droits de l'ancienne Ville de Lachine, est propriétaire de cette ruelle, anciennement connue comme étant une partie du lot 293-442 du cadastre de la Ville de Lachine, pour l'avoir acquis aux termes de l'acte de vente publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 11 janvier 1932, sous le numéro 297 933.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

D1156895040 - 3 décembre 2015 - Approuver le projet de remplacement du lot 1 246 958 du cadastre du Québec, situé au sud de la rue Saint-Antoine et à l'ouest de la 17e avenue, dans l'arrondissement de Lachine, préparé par Mme Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, le 16 novembre 2015, minute 1642.

DESCRIPTION

Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement n^{o} 2501 adopté par l'ancienne Ville de Lachine décrétant la fermeture partielle de la ruelle sise entre les 17ème et 18ème Avenues au sud de la rue St-Antoine, aux fins de transfert aux propriétaires riverains » visant la ruelle constituée des lots 5 828 294, 5 828 295, 5 828 296, 5 829 597 et 5 829 598 du cadastre du Québec, tel que délimité par les lettres ABCDA au plan A-2 Lachine, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, en date du 13 janvier 2016, sous le numéro 1653 de ses minutes, dossier numéro 21813.

JUSTIFICATION

Il n'est pas dans l'intérêt de la Ville de conserver cette ruelle fermée par règlement par l'ancienne Ville de Lachine, puisqu'elle a déjà été jugée non essentielle à l'accessibilité et à la desserte arrière des bâtiments riverains au moment de sa fermeture.
Ce transfert permettra à la Ville de percevoir des taxes foncières sur les lots ainsi cédés.

En conséquence et en tenant compte du fait que tous les intervenants municipaux concernés sont favorables à ce transfert, il y a lieu que les autorités municipales procèdent à l'approbation du transfert de ruelle aux propriétaires riverains, conformément aux dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, et à l'encadrement C-OG-SCARM-D-11-001 intitulé « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions ».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'encadrement administratif mentionné ci-devant, le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis d'adoption de ce règlement de fermeture, aux fins de transfert aux riverains, doit être signifié par le greffier de la Ville à chacun des propriétaires des immeubles riverains et être publié dans un quotidien distribué dans la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dès l'entrée en vigueur de ce règlement, la Direction des affaires civiles de la Ville de Montréal en publie une copie dûment certifiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Céline DUMAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michel SÉGUIN, Lachine
Stéphane ROBITAILLE, Service de sécurité incendie de Montréal
Daniel BROUSSEAU, Service des infrastructures_voirie et transports
Sylvie BLAIS, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Sylvie BLAIS, 23 février 2016
Stéphane ROBITAILLE, 17 février 2016
Daniel BROUSSEAU, 12 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie GUILLEMETTE
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-3657
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-11

Suzie DESMARAIS
Conseiller(ere) en immobilier & expertise immobiliere
En remplacement de Denis Sauvé

Tél : 514 872-6292
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité

Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-07-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs, en remplacement de Mme Marie-Claude Lavoie, directrice du SGPI
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2016-07-21

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD/mandat : 1161233001 / Mandat 14-0462-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Transfert d'une partie de ruelle, aux propriétaires riverains, par règlement.
- Localisation : Ruelle située au sud de la rue Saint-Antoine et à l'est de la 18e Avenue.
- Lot : 5 828 294, 5 828 295, 5 828 296, 5 828 597 et 5 828 598 du cadastre du Québec
- Superficie totale : 136,3 m² (1 467 pi²)
- Zonage : Résidentiel
- Particularités : Ruelle fermée par règlement (no 2501) – ancienne Ville de Lachine

Vendeur : Ville de Montréal

Acquéreur : Les propriétaires riverains (4)

Prix de vente : Sans contrepartie

Valeur au rôle foncier 2014 : 1 $

Valeur marchande :

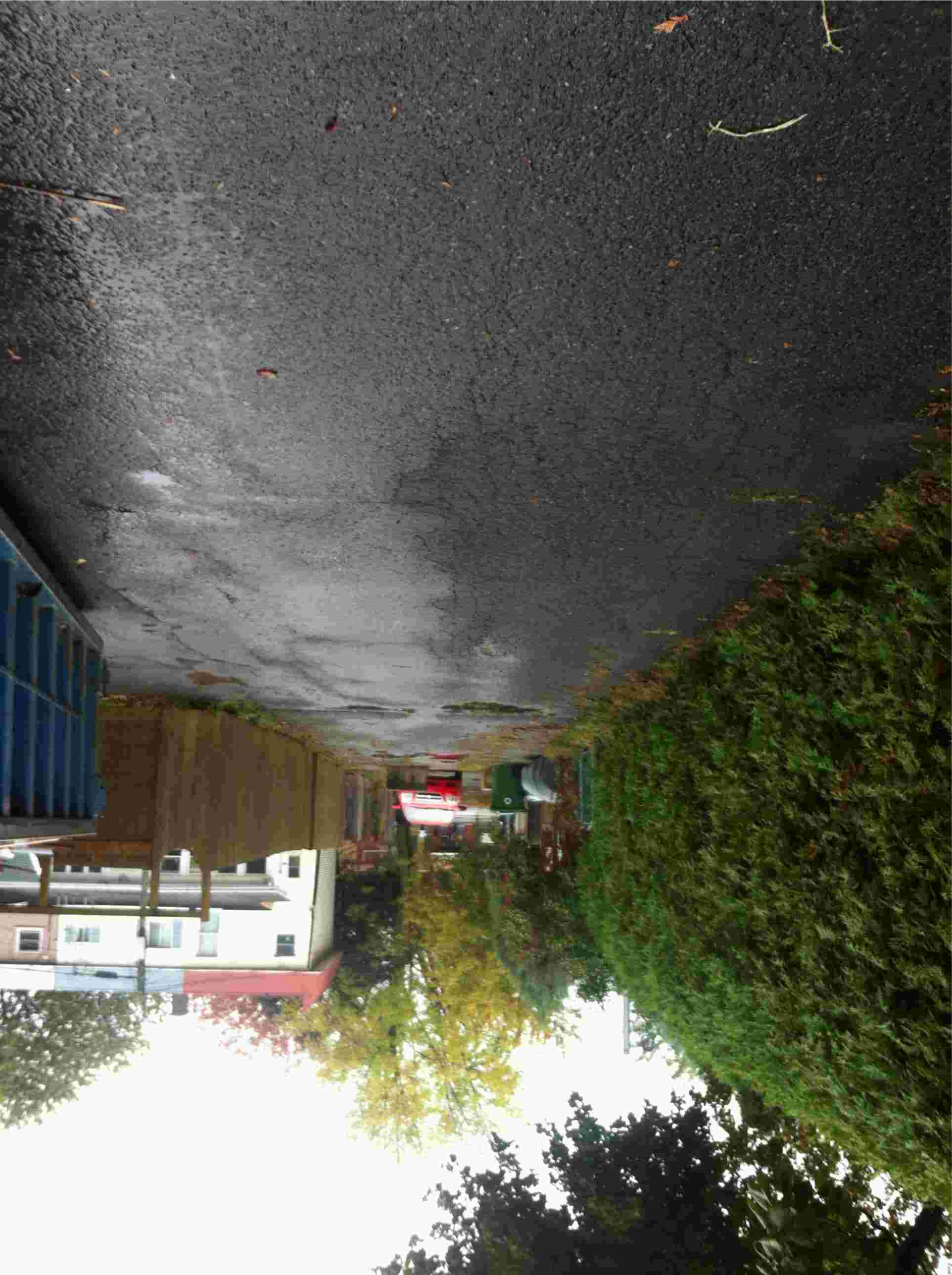
- En date du : Ne s'applique pas

Valeur aux livres : Ne s'applique pas

Raison du prix de vente : Conformément aux articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, et à l'encadrement C-OG-SCARM-D-11-001 intitulé « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions ».

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Julie Guillemette	Téléphone : 2-3657	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____







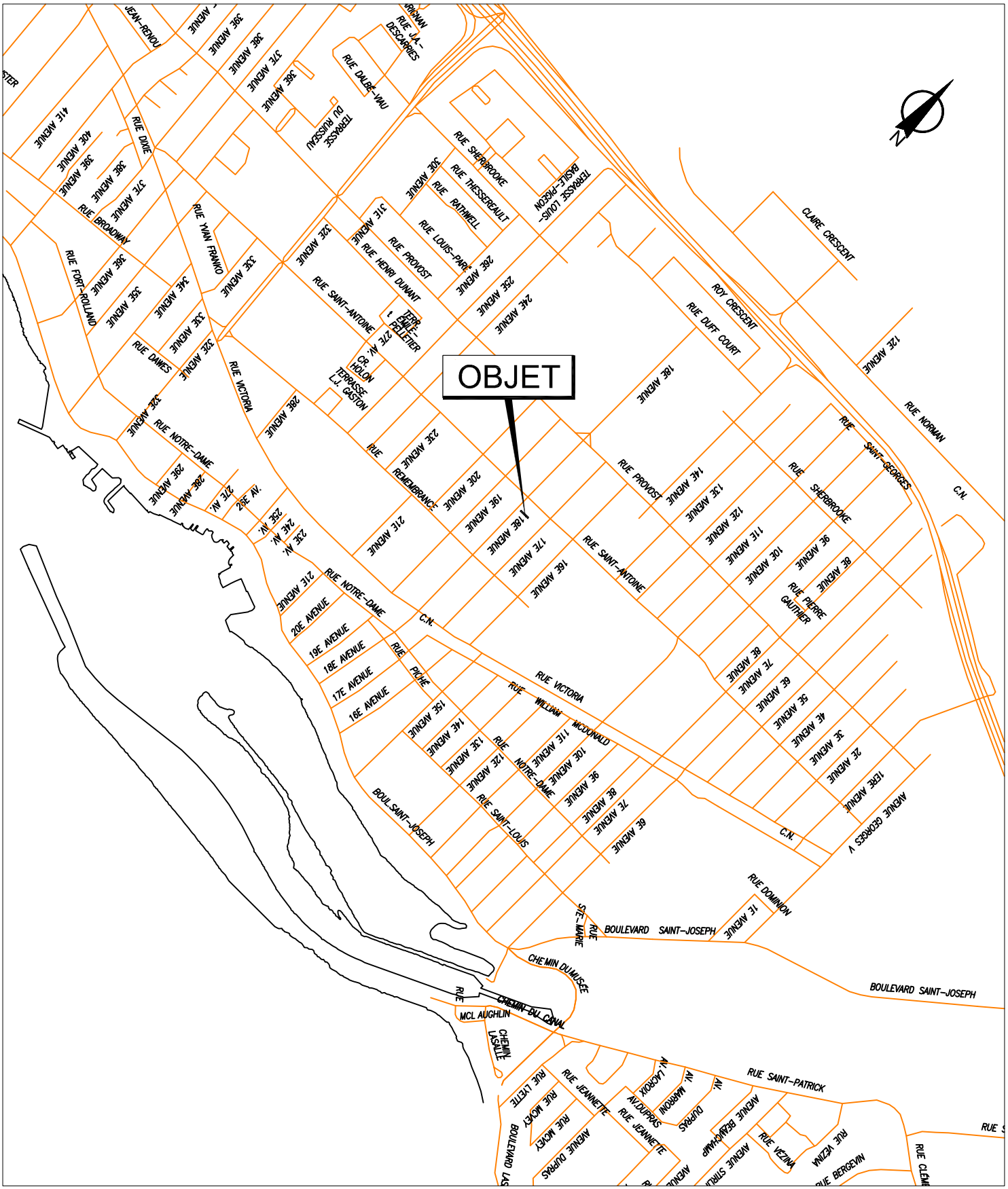





Montréal




CUL-DE-SAC

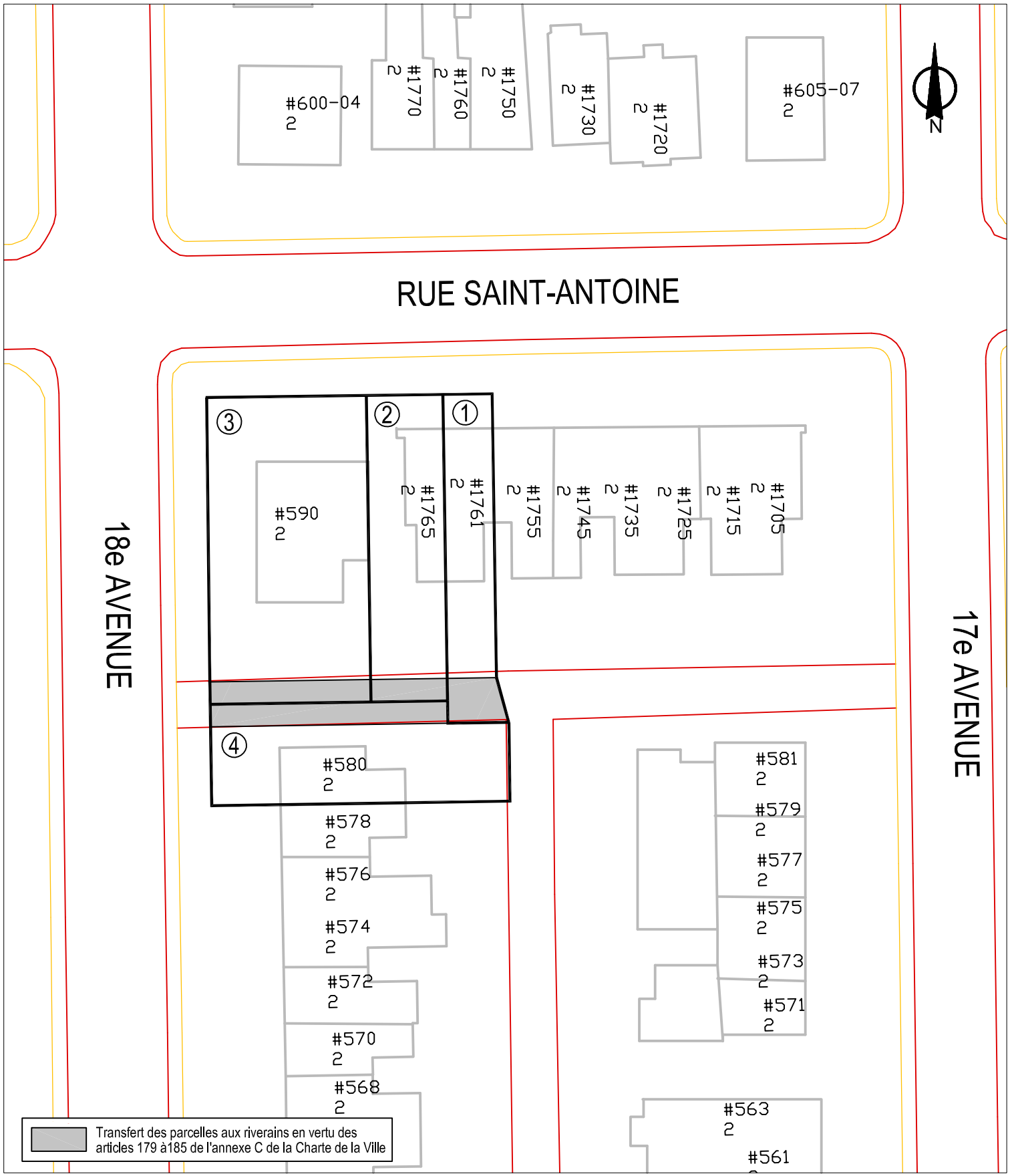


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Lachine
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H05-005-6152-11
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 15-10-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

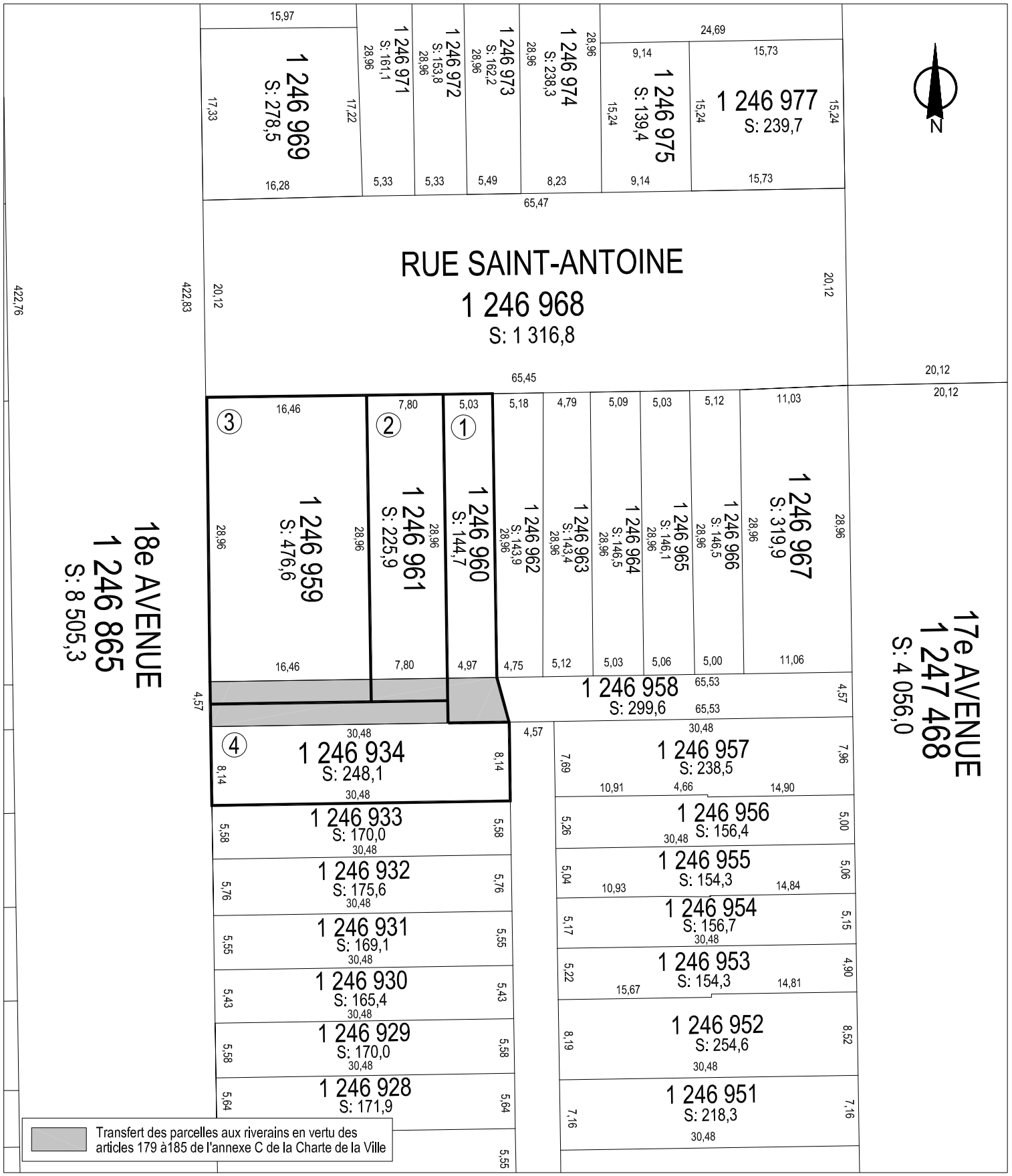


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Lachine
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H05-005-6152-11
Dessinateur : CL
Échelle : 1:500
Date : 15-04-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Lachine
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H05-005-6152-11
Dessinateur : CL
Échelle : 1:500
Date : 15-04-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



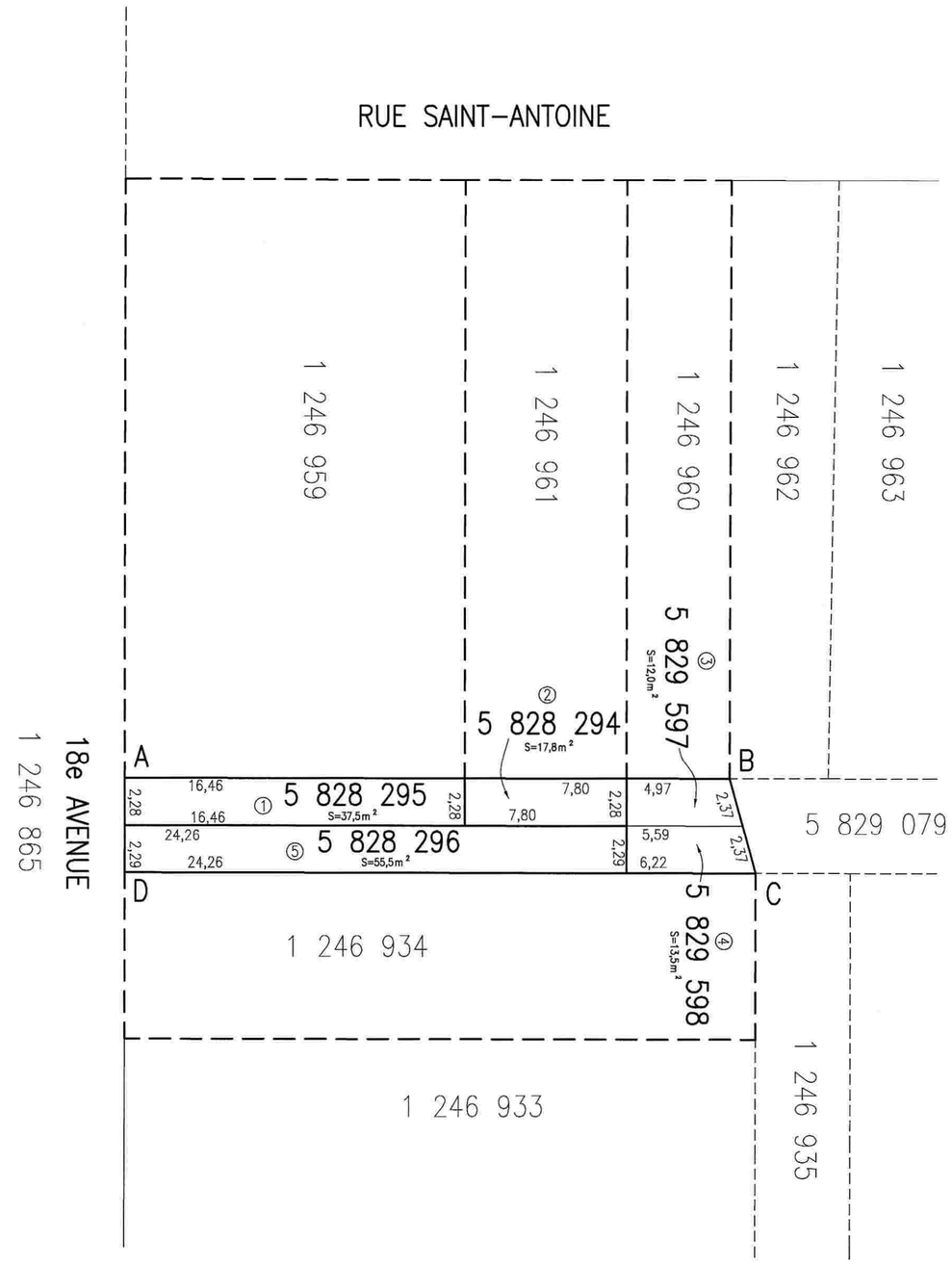
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Lachine
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H05-005-6152-11
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 15-10-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

AP25447



code du microfilm

A2

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200

0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

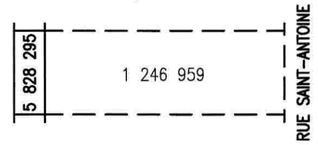
LOT(S)

Les lots 5 828 294, 5 828 295, 5 828 296
5 829 597 et 5 829 598

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au sud de la
RUE SAINT-ANTOINE
et à l'est de la
18e AVENUE

LÉGENDE: Le remembrement d'un lot, anciennement partie d'une ruelle à une propriété riveraine est indiqué comme suit:



FINS DU DOCUMENT:

TRANSFERT DE RUELLE AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

NOTES:

1- Les lettres ABCDA délimitent le liséré indiquant le transfert de ruelle.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 13 janvier 2016

Préparé par: Sylvie Gauthier a.g.
SYLVIE GAUTHIER
Arpenteure-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le _____
_____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 1653 Sceau

Références:

Feuillet(s) cartographique(s) 31H05-005-6152
(31H05-010-3126) Dessin: A.Serbaniuc

Arpenteur-géomètre chef d'équipe: Michel Lemieux 09.

DOSSIER Nº 21813 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Lachine

PLAN Nº A-2 LACHINE

21813D.DWG

Montréal

Division évaluation et transactions immobilières
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 31H05-005-6152-11
Mandat : 14-0462-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle de la ruelle telle qu'apparaissant au cadastre du Québec déposé en date du 4 novembre 1998 constituée du lot 1 246 958 située du côté est de la 18e Avenue, au sud de la rue Saint-Antoine telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
1	Jacques Beaulieu Monsieur Jacques Beaulieu 1761 rue Saint-Antoine Lachine (Québec) H8S 1V1 Votre n° tél. : 438-398-8174 Inscrire adresse courriel : Numéro de compte de taxes :050567-22:	☑ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1761, rue Saint-Antoine. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES .**

23 mars 2015

Montréal

Division évaluation et transactions immobilières
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 31H05-005-6152-11
Mandat : 14-0462-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle de la ruelle telle qu'apparaissant au cadastre du Québec déposé en date du 4 novembre 1998 constituée du lot 1 246 958 située du côté est de la 18e Avenue, au sud de la rue Saint-Antoine telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
2	Robert Alarie Monsieur Robert Alarie Francine Lapointe Madame Francine Lapointe 19 rue des Vignes Austin (Québec) J0B 1B0 Votre n° tél. : 438-794-3752 Inscrire adresse courriel : francine_lap@hotmail.com Numéro de compte de taxes :050567-23:	☒ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 1765, rue Saint-Antoine. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES .**

4 novembre 2014

Bonne adresse
Francine Lapointe
A :
jguillemette@ville.montreal.qc.ca
2014-11-21 19:42
Afficher détails

Bonjour Julie,

Pour ce qui concerne l'acquisition de ruelle pour le 1765 rue Saint Antoine Lachine, svp prendre note que vous avez envoyé les documents à notre ancienne adresse à Austin. Nous sommes déménagé depuis le mois de juin au 1765 rue Saint Antoine à Lachine. Présentement nous sommes en Floride jusqu'au milieu avril, donc notre vous devrez faire affaire avec Stéphanie Lavoie en notre nom.

Merci à l'avance,

Francine Lapointe

Montréal

Division évaluation et transactions immobilières
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 31H05-005-6152-11
Mandat : 14-0462-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle de la ruelle telle qu'apparaissant au cadastre du Québec déposé en date du 4 novembre 1998 constituée du lot 1 246 958 située du côté est de la 18e Avenue, au sud de la rue Saint-Antoine telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

	Signature du ou des propriétaires	Partage selon les limites du terrain
3	✍ _____ Madame Geneviève Auger ✍ _____ Monsieur Frédéric Côté 590, 18e Avenue Lachine (Québec) H8S 3R2 Votre n° tél. : 514-637-0721 Inscrire adresse courriel : GENEFRED@VIDEOTRON.CA Numéro de compte de taxes :050566-53:	☒ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 590, 18e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES .**

4 novembre 2014

Montréal

Division évaluation et transactions immobilières
Section transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

FORMULAIRE DE PÉTITION
EN VUE DE L'ACQUISITION DE RUELLES

Dossier : 31H05-005-6152-11
Mandat : 14-0462-T

Nous, soussignés, propriétaires des immeubles riverains des ruelles ci-dessous mentionnées, désirons acquérir en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, lesquelles nous déclarons connaître, la partie de la ruelle adjacente à notre propriété et, par les présentes, renonçons à tous nos droits dans ces ruelles. Nous reconnaissons qu'à compter de l'inscription au registre foncier du règlement de fermeture de ruelle aux fins de transfert, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur ledit immeuble à notre propriété seront à notre charge. La Ville conservera, le cas échéant, sur toute l'emprise de ruelle cédée, une servitude de passage aux fins d'installation, de maintien et d'entretien des services d'utilités publiques.

Désignation actuelle de la ruelle telle qu'apparaissant au cadastre du Québec déposé en date du 4 novembre 1998 constituée du lot 1 246 958 située du côté est de la 18e Avenue, au sud de la rue Saint-Antoine telle que représentée par une trame ombrée sur les plans B et C joints.

Signature du ou des propriétaires		Partage selon les limites du terrain
4	Monsieur Daniel Bonin 580, 18e Avenue Lachine (Québec) H8S 3R2 Votre n° tél. : 514-607-1433 Inscrire adresse courriel : bellounchat@hotmail.com Numéro de compte de taxes :050566-52	☒ Je désire acquérir de la Ville une partie de la ruelle située dans le prolongement des limites de mon terrain, au 580, 18e Avenue. ☐ Je refuse la fermeture et l'acquisition de la ruelle adjacente à ma propriété. **Note** : L'utilisation du « je » inclut le « nous » en y apportant les adaptations nécessaires.

SVP COCHEZ L'UNE DES CASES ET NOUS RETOURNER LE FORMULAIRE DÛMENT COMPLÉTÉ ET SIGNÉ **AU PLUS TARD DANS LES TRENTE (30) JOURS DES PRÉSENTES .**

2 février 2015

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161233001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement no 2501 adopté par l'ancienne Ville de Lachine décrétant la fermeture partielle de la ruelle sise entre les 17ème et 18ème Avenues au sud de la rue St-Antoine, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H05-005-6152 -11

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Règlement.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-15

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
16-

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT NO 2501 ADOPTÉ PAR L'ANCIENNE VILLE DE LACHINE DÉCRÉTANT LA FERMETURE PARTIELLE DE LA RUELLE SISE ENTRE LES 17ÈME ET 18ÈME AVENUES AU SUD DE LA RUE ST-ANTOINE, AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS

VU le règlement 2501 du 12 février 1990 qui décrétait la fermeture de la partie ouest de la ruelle est-ouest, sise entre les 17ème et 18ème Avenues, au sud de la rue St-Antoine, autrefois connue comme étant le lot P293-442 du cadastre officiel de la Ville de Lachine.

VU le cadre législatif des articles 179 à 185 de l'Annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4) qui permet le transfert d'une ruelle aux propriétaires riverains par une procédure réglementaire.

VU la requête produite par les propriétaires riverains pour obtenir le transfert de propriété des lots visés par le présent règlement, conformément à l'article 179 de l'Annexe C de *Charte de la Ville de Montréal*.

À la séance du 2016, le conseil municipal de la Ville de Montréal décrète :

1. L'ARTICLE 1er .- du Règlement no 2501 est modifié par l'ajout du texte suivant :

« - Cette partie de ruelle fermée, autrefois connue comme étant une partie du lot 293-442 du cadastre officiel de la Ville de Lachine, est maintenant décrite comme étant composée des lots 5 828 294, 5 828 295, 5 828 296, 5 829 597 et 5 829 598 tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après « lots ruelle »).

Les lots riverains de cette partie de ruelle sont les suivants : 1 246 961, 1 246 959, 1 246 934 et 1 246 960 tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après « lots riverains »).

Les lots ruelle ci-dessus mentionnés sont remembrés aux lots riverains ci-dessus mentionnés, conformément au plan A-2 Lachine, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, le 13 janvier 2016, sous le numéro 1653 de ses minutes, dossier numéro 21813, dont copie est jointe en annexe au présent règlement.

Lorsqu'un lot riverain auquel la partie de la ruelle est remembrée appartient à plus d'un

propriétaire, tel lot remembré est transféré aux propriétaires de ce lot riverain dans la mesure de leurs intérêts respectifs dans ce lot. »

2. Les ARTICLES 2.- et 3.- sont abrogés.

ANNEXE
PLAN A-2 LACHINE

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 2016.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 42.05

2016/09/26 13:00

(1)

Dossier # : 1150364004

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des services administratifs_des communications et des relations avec les citoyens , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement modifiant la clause d'imposition d'une taxe d'améliorations locales du Règlement 11-015 dans le but de répartir le coût des travaux relatifs à l'égout pluvial aux immeubles en bénéficiant

Il est recommandé:
De modifier la clause d'imposition du règlement 11-015 dans le but de répartir le coût des travaux relatifs à l'égout pluvial seulement aux immeubles en bénéficiant.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-07-11 11:08

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

L'Île-Bizard
Sainte-Geneviève
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 4 juillet 2016	Résolution: CA16 28 0188

Modifier le règlement d'emprunt 11-015 en adoptant le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 8 300 000 $ pour la réalisation de travaux de construction et de mise aux normes des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie dans le secteur des Avenues de l'arrondissement de l'Île-Bizard - Sainte-Geneviève ».

Il est proposé par Stéphane Côté

appuyé par Jean-Dominic Lévesque-René

Et résolu :

De modifier la clause d'imposition du règlement 11-015 dans le but de répartir le coût des travaux relatifs à l'égout pluvial seulement aux immeubles en bénéficiant.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

30.03 1150364004

Mohamed Saâd MOUMNI
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 juillet 2016

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.05

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1150364004

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des services administratifs_des communications et des relations avec les citoyens , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le règlement d'emprunt 11-015 en adoptant le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 8 300 000 $ pour la réalisation de travaux de construction et de mise aux normes des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie dans le secteur des Avenues de l'arrondissement de l'Île-Bizard – Sainte-Geneviève ».

Il est recommandé:
De modifier la clause d'imposition du règlement 11-015 dans le but de répartir le coût des travaux relatifs à l'égout pluvial seulement aux immeubles en bénéficiant.

Signé par Nancy B BERGERON **Le** 2016-06-30 12:12

Signataire : Nancy B BERGERON

Directrice d'arrondissement par intérim
L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1150364004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des services administratifs_des communications et des relations avec les citoyens , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le règlement d'emprunt 11-015 en adoptant le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 8 300 000 $ pour la réalisation de travaux de construction et de mise aux normes des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie dans le secteur des Avenues de l'arrondissement de l'Île-Bizard – Sainte-Geneviève ».

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement 11-015, adopté en juin 2011, prévoit la construction d'aqueduc, d'égouts sanitaire et pluvial ainsi que la reconstruction de chaussée dans le secteur des Avenues. Le règlement prévoit également l'imposition d'une taxe d'améliorations locales aux immeubles bénéficiant des travaux.
Suite à des problèmes imprévus, la construction d'un égout pluvial dans une partie du secteur visé n'a pu être réalisée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM11 0520 21 juin 2011 **Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 8 300 000 $ pour la réalisation de travaux de construction et de mise aux normes des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie dans le secteur Des Avenues de l'arrondissement de L'île-Bizard - Sainte-Geneviève**

DESCRIPTION

Modifier la clause d'imposition du règlement 11-015 dans le but de répartir le coût des travaux relatifs à l'égout pluvial seulement aux immeubles en bénéficiant. Un nouveau bassin de taxation regroupant les immeubles desservis par l'égout pluvial est ajouté en annexe B au règlement.

JUSTIFICATION

Permettre une juste imposition de la taxe d'amélioration locales en tenant compte des services rendus aux immeubles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Il est prévu de présenter ce dossier décisionnel au conseil d'arrondissement du 4 juillet 2016.
Étapes subséquentes:
Présentation de l'avis de motion au conseil municipal du 22 août 2016.
L'adoption du dossier décisionnel au conseil municipal du 26 septembre 2016.
L'approbation par le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Service des finances , Direction des revenus (Francis OUELLET)

Avis favorable avec commentaires :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Avis favorable :
L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des services administratifs_des communications et des relations avec les citoyens (Louise FRÉCHETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louise FRÉCHETTE
agente comptable analyste

Tél : 514-620-7168
Télécop. : 514-620-7521

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-16

Octavian Stefan ARDELEAN
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514 620-7102
Télécop. : 514 620-7521

Sommaire des dépenses et engagements au 2016-05-18 - Secteur des Avenues

Règlement	Dépenses totales	Engagements	Dép.+Eng.	Entite	Entite Desc	Activite	Activite Desc	Cat Actif	Cat Actif Desc	Projet	Projet Desc	Type travaux
06-036	16 670.20		16 670.20	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	131606	Sect des Ave Phase1,Blouin,Patenaude,Lefebvre,Ch Dutour,0 a 0-**SERV PRO** EG	Serv. pro. égout
06-036	70 407.69		70 407.69	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	131608	Sect des Ave Phase1,Blouin,Patenaude,Lefebvre,Ch Dutour,0 a 0-**MDO DTP**	Serv. pro.
06-036	50 673.00		50 673.00	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	133446	Sect des Ave -Ph 2- 1 à 5 ave, Ch Bord-du-lac,de 0 à 0-**MDO DTP** EG & AQ	Serv. pro.
06-036	9 649.51		9 649.51	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	133447	Secteur des avenues phase 1 et 2-Frais **ADM DRT** interne	Serv. pro.
06-060	876 025.19	65 954.44	941 979.63	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	131613	Sect des Ave -Ph 2-1 à 5 ave, Ch Bord-du-lac,de 0 à 0-Const **EG SAN** 252311	Sanitaire
06-060	258 629.26	12 298.66	270 927.92	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	140554	Sect des Ave- Ph2- 1re à 5e ave, Ch Bord-du-lac-**Serv Prof** ÉG-DGSRE 252311	Serv. pro. égout
06-062	298 499.05	17 920.70	316 419.75	6101	AI - Général - Ville de	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	131614	Sect ave, 1re à la 5e Ave & Ch Bord-du-Lac, Const **ÉG PLUV**(ph.2)-IBSG 252311	Pluvial
09-048	10 133.13		10 133.13	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	131606	Sect des Ave Phase1,Blouin,Patenaude,Lefebvre,Ch Dutour,0 a 0-**SERV PRO** EG	Serv. pro. égout
09-048	99 047.28		99 047.28	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	131607	Secteur des Avenues (Phase 1)-rues diverses-**servprof** ÉG (DGSRE)-soum 252307	Serv. pro. égout
09-048	38 612.24	2 175.88	40 788.12	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4121	Réseau de distribution de l'ea	13020	Conduites d'eau secondaires - Construction (D.V.40 ans)	131617	Sect des Ave - Ph 2- 1 à 5e Ave & Ch Bord-du-Lac - **sp** AQ - DGSRE S.252311	Aqueduc
09-048	2 905.22		2 905.22	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4121	Réseau de distribution de l'ea	13020	Conduites d'eau secondaires - Construction (D.V.40 ans)	137252	Sect des Ave Phase 1, Blouin, Patenaude, Lefebvre, Ch Dutour - **SERV PROF** AQ	Aqueduc
11-015	412 046.28	78 703.58	490 749.86	6101	AI - Général - Ville de	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	131604	Sect des Ave Phase1,Blouin,Patenaude,Lefebvre,Ch Dutour,0 a 0-Const **Ég pluv**	Pluvial
11-015	674 833.13	42 479.74	717 312.87	6101	AI - Général - Ville de	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	131614	Sect ave, 1re à la 5e Ave & Ch Bord-du-Lac, Const **ÉG PLUV**(ph.2)-IBSG 252311	Pluvial
11-015	727 254.66	45 489.21	772 743.87	6101	AI - Général - Ville de	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	142755	Secteur des avenues(phase 1), rues diverses CONST **EG SAN** - ILE BIZARD	Sanitaire
11-015	34 881.15		34 881.15	6101	AI - Général - Ville de	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	142756	Secteur des avenues - phase 1 **Serv. prof** EG - Ile Bizard	Serv. pro. égout
11-015	1 850 453.47	139 319.26	1 989 772.73	6101	AI - Général - Ville de	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	148699	Sect des Ave, 1re à 5e Ave & Ch Bord-du-Lac - **ÉG SAN** (ph.2)-IBSG 252311	Sanitaire
11-029	1 419 014.95	88 970.84	1 507 985.79	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	131602	Sect des Ave Phase1,Blouin,Patenaude,Lefebvre,Ch Dutour,0 a 0-Const **Ég san**	Sanitaire
11-029	441 188.32	25 064.68	466 253.00	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4121	Réseau de distribution de l'ea	13020	Conduites d'eau secondaires - Construction (D.V.40 ans)	131605	Sect des Ave Phase1,Blouin,Patenaude,Lefebvre,Ch Dutour,0 a 0-Const **AQ**	Aqueduc
11-029	4 054.88		4 054.88	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	131606	Sect des Ave Phase1,Blouin,Patenaude,Lefebvre,Ch Dutour,0 a 0-**SERV PRO** EG	Serv. pro. égout
11-029	16 651.50		16 651.50	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	131607	Secteur des Avenues (Phase 1)-rues diverses-**servprof** ÉG (DGSRE)-soum 252307	Serv. pro. égout
11-029	858 290.42	68 755.29	927 045.71	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4121	Réseau de distribution de l'ea	13020	Conduites d'eau secondaires - Construction (D.V.40 ans)	131615	Sect des Ave -Ph 2- 1 à 5 ave, Ch Bord-du-lac, de 0 à 0 - Const **AQ** S 252311	Aqueduc
11-029	1 254.42		1 254.42	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4121	Réseau de distribution de l'ea	13020	Conduites d'eau secondaires - Construction (D.V.40 ans)	137252	Sect des Ave Phase 1, Blouin, Patenaude, Lefebvre, Ch Dutour - **SERV PROF** AQ	Aqueduc
11-029	196 839.03	4 606.46	201 445.49	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	140551	Sect des Ave Ph1 Blouin, Patenaude, Lefebvre Ch Dutour-**servprof** ÉG-surv.	Serv. pro. égout
11-029	36 522.77		36 522.77	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4121	Réseau de distribution de l'ea	13020	Conduites d'eau secondaires - Construction (D.V.40 ans)	143909	Sect des Ave- Ph 1-Blouin,Patenaude,Lefebvre,Ch Dutour,0 à 0- **SERV PRO** AQ	Aqueduc
11-029	11 165.00		11 165.00	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4161	Réseaux d'égout	50090	Acquisition de terrains - autres fins municipales	155946	Sect Ave Phase1,Blouin,Patenaude,Lefebvre,Ch.Dutour-reconst **ÉG SAN Terrain**	Sanitaire
12-042	1 172 083.93	73 788.02	1 245 871.95	6101	AI - Général - Ville de	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	131614	Sect ave, 1re à la 5e Ave & Ch Bord-du-Lac, Const **ÉG PLUV**(ph.2)-IBSG 252311	Pluvial
12-042	35 546.04	5 342.93	40 888.97	6101	AI - Général - Ville de	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	140553	Sect Ave, 1re à 5e ave & Ch Bord-du-lac-**sp** ÉG PLUV (ph.2) - IBSG S.252311	Pluvial
12-042	25 449.50	3 816.03	29 265.53	6101	AI - Général - Ville de	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	148700	Sect des Ave, 1re à la 5e Ave & Ch Bord-du-Lac-**sp** ÉG SAN (ph.2)-IBSG 252311	Sanitaire
13-024	90 089.56		90 089.56	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4161	Réseaux d'égout	12010	Égouts pluviaux, combinés, sanitaires - Construction (D.V. 40 ans)	131607	Secteur des Avenues (Phase 1)-rues diverses-**servprof** ÉG (DGSRE)-soum 252307	Serv. pro. égout
13-024	71 497.67		71 497.67	6130	AI - Fonds de l'eau - V	4121	Réseau de distribution de l'ea	13020	Conduites d'eau secondaires - Construction (D.V.40 ans)	131617	Sect des Ave - Ph 2- 1 à 5e Ave & Ch Bord-du-Lac - **sp** AQ - DGSRE S.252311	Aqueduc
IFC	74 944.32		74 944.32	6130	Source 9500998					131608	Sect des Ave Phase1,Blouin,Patenaude,Lefebvre,Ch Dutour,0 a 0-**MDO DTP**	Serv. pro.
	9 885 312.77	**674 685.72**	**10 559 998.49**									

Aqueduc	1 546 266.91
Pluvial	2 811 243.40
Serv. pro égout	743 901.11
Sanitaire	5 252 912.55
Autres serv. pro. + Terrain	205 674.52

Partie AmLoc		
Autres règlements et immob. financées comptant	**Total 11-015**	**4 005 460.48**
	Total 06-036	**147 400.40**
	Total 09-048	**152 873.75**
	Total 11-029	**3 172 378.56**
	Total 12-042	**1 316 026.45**
	Total 13-024	**161 587.23**
	Total 06-062	**316 419.75**
	Total 06-060	**1 212 907.55**
	Total IFC	**74 944.32**
	Total autres	6 332 193.29

Répartition du coût des travaux - règlement 11-015-1

Travaux	Coûts		Pourcentage du coût total	Inscriptions au règl. 11-015	Répartition	
	Détail	Serv. prof. répartis			Bassin A (1)	Bassin B (2)
Égout pluvial	2 811 243.40	3 130 738.55	29.647%	1 187 498.87		1 187 498.87
Égout sanitaire	5 252 912.55	5 849 901.08	55.397%	2 218 904.94	2 218 904.94	
Aqueduc	1 546 266.91	1 579 358.87	14.956%	599 056.67	599 056.67	
Serv. pro. égout	743 901.11					
Autres serv. pro.	205 674.52					
Total	**10 559 998.49**	**10 559 998.50**		**4 005 460.48**	**2 817 961.61**	**1 187 498.87**

(1) Tous les immeubles du secteur des Avenues
(2) Immeubles desservis par l'égout pluvial

Règlement 11-015 amendé - secteur des Avenues
Estimation de la taxe d'améliorations locales

Rue	No. civique	Compte	Mesures (SI)		Code impos.	Imposition ($)				Montant total	Capital total
						Autres travaux		Égout pluvial			
			Front	Superficie		Front	Superficie	Front	Superficie		
1RE AVENUE		052381-03	15,24	493,30	TX	281,19	222,96	169,00	140,62	813,78	11 059,50
1RE AVENUE	959	040558-35	44,39	1 726,60	TX	819,04	780,40	492,24	492,20	2 583,88	35 115,73
1RE AVENUE	960	040558-50	30,91	1 000,40	TX	570,32	452,17	342,76	285,18	1 650,43	22 429,87
1RE AVENUE	962	040558-52	30,48	986,60	TX	562,38	445,93	337,99	281,25	1 627,56	22 119,01
1RE AVENUE	963	040558-37	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76
1RE AVENUE	964	040558-54	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76
1RE AVENUE	964A	040558-55	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76
1RE AVENUE	965	040558-39	60,96	1 516,50	TX	1 124,77	685,44	675,98	432,31	2 918,50	39 663,33
1RE AVENUE	966	040558-57	32,61	1 597,80	TX	601,68	722,18	361,61	455,48	2 140,96	29 096,40
1RE AVENUE	995	040558-41	57,34	1 563,10	TX	1 057,97	706,50	635,84	445,59	2 845,91	38 676,84
2E AVENUE		040559-07	15,24	740,00	TX	281,19	334,47	169,00	210,95	995,61	13 530,66
2E AVENUE		040558-84	7,62	246,70	EX	140,60	111,51	84,50	70,33	406,93	5 530,25
2E AVENUE		040558-86	30,48	740,00	EX	562,38	334,47	337,99	210,95	1 445,80	19 648,86
2E AVENUE		040558-83	7,62	246,70	EX	140,60	111,51	84,50	70,33	406,93	5 530,25
2E AVENUE	895	040510-11	30,91	1 000,50	TX	570,32	452,21	342,76	285,21	1 650,50	22 430,87
2E AVENUE	896	040558-93	39,01	1 262,90	TX	719,77	570,81	432,58	360,01	2 083,18	28 311,09
2E AVENUE	899	041379-88	45,72	1 479,90	TX	843,58	668,89	506,99	421,87	2 441,33	33 178,51
2E AVENUE	900	040558-95	38,10	1 094,00	TX	702,98	494,47	422,49	311,87	1 931,81	26 253,92

Rue	No. civique	Compte	Mesures (SI)		Code impos.	Imposition ($)				Montant total	Capital total
						Autres travaux		Égout pluvial			
			Front	Superficie		Front	Superficie	Front	Superficie		
2E AVENUE	906	040558-97	30,48	986,60	TX	562,38	445,93	337,99	281,25	1 627,56	22 119,01
2E AVENUE	915	041398-16	45,72	1 479,90	TX	843,58	668,89	506,99	421,87	2 441,33	33 178,51
2E AVENUE	920	040558-99	30,48	986,60	TX	562,38	445,93	337,99	281,25	1 627,56	22 119,01
2E AVENUE	946	040559-05	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76
2E AVENUE	950	040559-03	15,24	493,30	TX	281,19	222,96	169,00	140,62	813,78	11 059,50
2E AVENUE	959	040558-88	30,48	777,00	TX	562,38	351,19	337,99	221,50	1 473,07	20 019,48
2E AVENUE	960	040559-09	17,81	879,10	TX	328,61	397,34	197,49	250,60	1 174,05	15 955,74
3E AVENUE		040559-20	38,10	1 233,50	TX	702,98	557,53	422,49	351,63	2 034,63	27 651,26
3E AVENUE		040559-62	7,74	250,40	TX	142,81	113,18	85,83	71,38	413,20	5 615,49
3E AVENUE		040559-64	7,74	250,40	TX	142,81	113,18	85,83	71,38	413,20	5 615,49
3E AVENUE		040559-14	23,77	769,60	TX	438,58	347,85	263,58	219,39	1 269,40	17 251,58
3E AVENUE		040559-26	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76
3E AVENUE	880	040559-37	45,72	1 480,00	TX	843,58	668,94	506,99	421,90	2 441,41	33 179,51
3E AVENUE	884	040559-39	41,85	1 356,60	TX	772,17	613,16	464,07	386,73	2 236,13	30 389,80
3E AVENUE	888	041268-67	38,40	1 243,20	TX	708,51	561,91	425,82	354,40	2 050,64	27 868,86
3E AVENUE	892	041344-23	53,34	1 726,90	TX	984,17	780,54	591,49	492,29	2 848,48	38 711,77
3E AVENUE	895	040559-16	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76
3E AVENUE	896	040559-58	23,35	758,60	TX	430,83	342,88	258,93	216,25	1 248,89	16 972,78
3E AVENUE	900	040559-60	45,72	1 480,20	TX	843,58	669,03	506,99	421,96	2 441,55	33 181,52
3E AVENUE	901	040559-18	30,48	1 126,00	TX	562,38	508,94	337,99	320,99	1 730,30	23 515,36
3E AVENUE	915	040559-22	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76
3E AVENUE	925	040559-24	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76

Rue	No. civique	Compte	Mesures (SI)		Code impos.	Imposition ($)				Montant total	Capital total
						Autres travaux		Égout pluvial			
			Front	Superficie		Front	Superficie	Front	Superficie		
3E AVENUE	930	040559-66	15,48	500,80	TX	285,62	226,35	171,66	142,76	826,40	11 230,98
3E AVENUE	940	040559-68	31,06	996,00	TX	573,09	450,18	344,42	283,93	1 651,62	22 446,01
3E AVENUE	954	040559-70	30,48	1 114,90	TX	562,38	503,92	337,99	317,82	1 722,12	23 404,17
3E AVENUE	955	040559-28	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76
3E AVENUE	957	040559-30	30,48	740,00	TX	562,38	334,47	337,99	210,95	1 445,80	19 648,86
3E AVENUE	959	040559-32	30,48	771,90	TX	562,38	348,89	337,99	220,05	1 469,31	19 968,39
3E AVENUE	966	040559-72	25,26	1 239,50	TX	466,07	560,24	280,11	353,34	1 659,76	22 556,66
4E AVENUE		040559-76	30,48	986,80	TX	562,38	446,02	337,99	281,31	1 627,70	22 121,01
4E AVENUE		040560-05	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76
4E AVENUE		052482-56	15,24	493,40	TX	281,19	223,01	169,00	140,65	813,85	11 060,51
4E AVENUE		052435-33	21,62	700,00	TX	398,91	316,39	239,74	199,55	1 154,59	15 691,28
4E AVENUE	847	041447-83	38,42	1 243,40	TX	708,88	562,00	426,04	354,46	2 051,38	27 878,90
4E AVENUE	849	041447-84	15,24	493,30	TX	281,19	222,96	169,00	140,62	813,78	11 059,50
4E AVENUE	850	040560-00	38,10	1 233,50	TX	702,98	557,53	422,49	351,63	2 034,63	27 651,26
4E AVENUE	856	040560-02	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76
4E AVENUE	857	040559-78	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76
4E AVENUE	859	040559-80	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76
4E AVENUE	863	040559-83	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76
4E AVENUE	867	041447-56	38,65	1 251,50	TX	713,13	565,66	428,59	356,76	2 064,14	28 052,37
4E AVENUE	870	040560-06	45,72	1 479,90	TX	843,58	668,89	506,99	421,87	2 441,33	33 178,51
4E AVENUE	876	040514-36	45,72	1 479,90	TX	843,58	668,89	506,99	421,87	2 441,33	33 178,51
4E AVENUE	878	041209-87	45,72	1 480,00	TX	843,58	668,94	506,99	421,90	2 441,41	33 179,51

Rue	No. civique	Compte	Mesures (SI)		Code impos.	Imposition ($)				Montant total	Capital total
						Autres travaux		Égout pluvial			
			Front	Superficie		Front	Superficie	Front	Superficie		
4E AVENUE	884	041379-62	24,10	780,20	TX	444,67	352,64	267,24	222,41	1 286,96	17 490,24
4E AVENUE	900	040560-35	38,10	1 479,90	TX	702,98	668,89	422,49	421,87	2 216,24	30 119,41
4E AVENUE	947	040559-89	23,49	760,40	TX	433,41	343,69	260,48	216,77	1 254,35	17 047,02
4E AVENUE	949	040559-91	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76
4E AVENUE	951	050817-64	38,10	1 110,00	TX	702,98	501,71	422,49	316,43	1 943,60	26 414,19
4E AVENUE	965	040559-95	45,72	1 147,40	TX	843,58	518,61	506,99	327,09	2 196,26	29 847,91
4E AVENUE	968	040560-37	33,56	1 124,20	TX	619,21	508,12	372,15	320,48	1 819,96	24 733,81
5E AVENUE		040560-50	22,86	740,00	TX	421,79	334,47	253,49	210,95	1 220,70	16 589,76
5E AVENUE		040561-14	22,86	765,00	TX	421,79	345,77	253,49	218,08	1 239,13	16 840,18
5E AVENUE		040561-17	22,86	769,20	TX	421,79	347,67	253,49	219,28	1 242,23	16 882,25
5E AVENUE	840	040560-92	18,89	625,50	TX	348,54	282,72	209,47	178,31	1 019,04	13 849,05
5E AVENUE	841	050795-02	32,61	1 864,70	TX	601,68	842,82	361,61	531,57	2 337,68	31 769,89
5E AVENUE	845	040560-46	30,48	986,60	TX	562,38	445,93	337,99	281,25	1 627,56	22 119,01
5E AVENUE	846	040560-94	30,48	1 006,60	TX	562,38	454,97	337,99	286,95	1 642,30	22 319,35
5E AVENUE	847	040560-48	22,86	719,10	TX	421,79	325,02	253,49	204,99	1 205,30	16 380,41
5E AVENUE	848	040560-96	38,10	1 252,90	TX	702,98	566,29	422,49	357,16	2 048,93	27 845,59
5E AVENUE	852	040560-98	22,86	747,20	TX	421,79	337,72	253,49	213,00	1 226,01	16 661,88
5E AVENUE	854	040561-00	22,86	747,70	TX	421,79	337,95	253,49	213,15	1 226,38	16 666,89
5E AVENUE	856	040561-02	22,86	750,40	TX	421,79	339,17	253,49	213,92	1 228,37	16 693,93
5E AVENUE	860	040561-04	22,86	753,10	TX	421,79	340,39	253,49	214,69	1 230,36	16 720,98
5E AVENUE	861	041343-47	68,58	2 219,90	TX	1 265,36	1 003,36	760,48	632,83	3 662,04	49 768,27
5E AVENUE	866	040561-06	30,48	1 008,40	TX	562,38	455,78	337,99	287,46	1 643,62	22 337,38

Rue	No. civique	Compte	Mesures (SI)		Code impos.	Imposition ($)				Montant total	Capital total
						Autres travaux		Égout pluvial			
			Front	Superficie		Front	Superficie	Front	Superficie		
5E AVENUE	880	040561-08	30,48	1 012,40	TX	562,38	457,59	337,99	288,60	1 646,57	22 377,44
5E AVENUE	885	040560-56	60,96	1 973,20	TX	1 124,77	891,86	675,98	562,50	3 255,11	44 238,02
5E AVENUE	900	040561-10	45,72	1 524,60	TX	843,58	689,10	506,99	434,62	2 474,28	33 626,27
5E AVENUE	901	041420-93	34,29	1 110,00	TX	632,68	501,71	380,24	316,43	1 831,06	24 884,64
5E AVENUE	957	041431-14	34,29	1 110,10	TX	632,68	501,75	380,24	316,46	1 831,13	24 885,64
5E AVENUE	960	040561-16	30,48	1 022,80	TX	562,38	462,29	337,99	291,57	1 654,24	22 481,62
5E AVENUE	961	040560-86	68,58	1 973,50	TX	1 265,36	892,00	760,48	562,59	3 480,43	47 300,12
5E AVENUE	976	040561-20	22,86	771,00	TX	421,79	348,48	253,49	219,79	1 243,55	16 900,28
5E AVENUE	980	040561-22	15,24	772,90	TX	281,19	349,34	169,00	220,33	1 019,86	13 860,21
BIGRAS		041400-39	225,29	13 516,24	EX	4 156,80	6 109,16	2 498,24	3 853,07	16 617,27	225 834,12
BIGRAS	21	040510-07	32,37	1 370,40	TX	597,26	619,40	358,95	390,66	1 966,27	26 722,22
BIGRAS	25	040510-06	32,37	1 366,50	TX	597,26	617,64	358,95	389,55	1 963,39	26 683,16
BLOUIN		052412-82	22,86	644,40	TX	421,79	291,26			713,05	9 690,55
BLOUIN	935	040510-19	33,54	945,80	TX	618,84	427,49			1 046,33	14 220,00
BLOUIN	936	040510-29	58,22	1 375,20	TX	1 074,21	621,57			1 695,78	23 046,25
BLOUIN	938	040510-33	40,54	957,60	TX	748,00	432,82			1 180,82	16 047,76
BLOUIN	939	040510-17	45,43	1 280,90	TX	838,22	578,95			1 417,17	19 259,86
BLOUIN	940	041380-17	45,72	1 080,00	TX	843,58	488,15			1 331,72	18 098,52
BLOUIN	941	040510-15	22,86	644,40	TX	421,79	291,26			713,05	9 690,55
BLOUIN	945	040510-13	14,90	420,00	TX	274,92	189,83	165,23	119,73	749,71	10 188,77
BLOUIN	945	040510-13	30,82	869,10	TX	568,66	392,82			961,48	13 066,81
BLOUIN	957	040510-21	22,86	644,60	TX	421,79	291,35	253,49	183,76	1 150,39	15 634,15

Rue	No. civique	Compte	Mesures (SI)		Code impos.	Imposition ($)				Montant total	Capital total
						Autres travaux		Égout pluvial			
			Front	Superficie		Front	Superficie	Front	Superficie		
BLOUIN	958	040510-38	91,44	2 160,00	TX	1 687,15	976,29	1 013,98	615,75	4 293,17	58 345,56
BLOUIN	963	040510-23	22,86	644,60	TX	421,79	291,35	253,49	183,76	1 150,39	15 634,15
BLOUIN	969	040510-25	22,86	644,60	TX	421,79	291,35	253,49	183,76	1 150,39	15 634,15
BLOUIN	975	040510-27	22,86	644,40	TX	421,79	291,26	253,49	183,70	1 150,24	15 632,15
BLOUIN	978	040510-40	22,86	540,00	TX	421,79	244,07	253,49	153,94	1 073,29	14 586,39
BLOUIN	980	040510-42	22,96	564,40	TX	423,63	255,10	254,60	160,89	1 094,23	14 870,95
BORD-DU-LAC		052435-64	26,28	1 488,60	TX	484,89	672,83	291,42	424,35	1 873,49	25 461,34
BORD-DU-LAC		040514-53	5,66	45,20	TX	104,43	20,43	62,76	12,89	200,51	2 725,01
BORD-DU-LAC		040514-61	21,97	20,50	TX	405,37	9,27			414,63	5 634,99
BORD-DU-LAC		040514-51	56,99	645,00	EX	1 051,52	291,53	631,96	183,87	2 158,88	29 339,87
BORD-DU-LAC		040515-80	41,25	8 481,00	TX	761,10	3 833,30			4 594,40	62 439,36
BORD-DU-LAC		040515-57	20,85	1 327,60	TX	384,70	600,06	231,21	378,46	1 594,42	21 668,72
BORD-DU-LAC		041397-83	97,65	3 164,00	TX	1 801,73	1 430,09			3 231,82	43 921,44
BORD-DU-LAC	2354	040515-43	30,90	2 809,70	TX	570,13	1 269,95	342,65	800,96	2 983,69	40 549,31
BORD-DU-LAC	2360	051376-12	34,54	2 376,40	TX	637,29	1 074,10	383,01	677,44	2 771,85	37 670,32
BORD-DU-LAC	2366	040515-46	38,58	2 910,90	TX	711,84	1 315,69	427,81	829,81	3 285,15	44 646,20
BORD-DU-LAC	2370	040515-50	21,64	1 533,10	TX	399,28	692,94	239,97	437,04	1 769,22	24 044,33
BORD-DU-LAC	2374	040515-52	22,16	1 517,60	TX	408,87	685,93	245,73	432,62	1 773,16	24 097,83
BORD-DU-LAC	2376	040515-54	21,49	1 408,80	TX	396,51	636,76	238,30	401,61	1 673,18	22 739,02
BORD-DU-LAC	2380	040559-11	26,90	1 417,70	TX	496,33	640,78	298,29	404,14	1 839,55	25 000,05
BORD-DU-LAC	2384	040515-58	22,67	1 274,00	TX	418,28	575,83	251,39	363,18	1 608,68	21 862,47
BORD-DU-LAC	2388	040515-62	44,91	2 548,80	TX	828,63	1 152,02	498,01	726,59	3 205,25	43 560,33

Rue	No. civique	Compte	Mesures (SI)		Code impos.	Imposition ($)				Montant total	Capital total
						Autres travaux		Égout pluvial			
			Front	Superficie		Front	Superficie	Front	Superficie		
BORD-DU-LAC	2390	040558-60	22,98	1 277,00	TX	424,00	577,19	254,82	364,03	1 620,05	22 016,97
BORD-DU-LAC	2396	040515-64	60,07	12 852,30	TX	1 108,35	5 809,07	666,11	3 663,80	11 247,33	152 854,88
BORD-DU-LAC	2409	040514-55	14,23	187,90	TX	262,56	84,93	157,80	53,56	558,85	7 594,89
BORD-DU-LAC	2411	040514-57	45,86	723,70	TX	846,16	327,10	508,54	206,31	1 888,11	25 659,99
BORD-DU-LAC	2412	040515-68	43,25	953,30	TX	798,00	430,88	479,60	271,76	1 980,24	26 912,05
BORD-DU-LAC	2425	040514-59	37,58	605,50	TX	693,39	273,68			967,06	13 142,70
BORD-DU-LAC	2426	040515-75	13,71	537,70	TX	252,96	243,03	152,03	153,28	801,31	10 890,02
BORD-DU-LAC	2428	040515-77	14,79	405,50	TX	272,89	183,28			456,17	6 199,49
BORD-DU-LAC	2449	050278-79	72,87	1 984,50	TX	1 344,52	896,97			2 241,48	30 462,51
BORD-DU-LAC	2467	040514-70	12,84	2 093,40	TX	236,91	946,19			1 183,10	16 078,69
DUTOUR		041486-26	43,74	5 489,50	TX	807,04	2 481,18			3 288,22	44 688,02
DUTOUR		040543-70	30,75	778,00	TX	567,37	351,65			919,01	12 489,66
DUTOUR	2525	040514-72	67,20	1 771,00	TX	1 239,90	800,47			2 040,37	27 729,28
DUTOUR	2548	041486-24	77,71	2 160,40	TX	1 433,82	976,47			2 410,29	32 756,65
DUTOUR	2550	040514-74	25,62	1 258,80	TX	472,71	568,96			1 041,67	14 156,67
DUTOUR	2552	040514-76	25,62	1 258,80	TX	472,71	568,96			1 041,67	14 156,67
DUTOUR	2556	052356-40	15,61	1 384,10	TX	288,02	625,59			913,61	12 416,30
DUTOUR	2557	040542-76	38,27	1 963,50	TX	706,12	887,48			1 593,59	21 657,43
DUTOUR	2560	040543-51	37,25	2 031,90	TX	687,30	918,39			1 605,69	21 821,82
LEFEBVRE	919	040543-74	22,86	1 029,20	TX	421,79	465,18			886,97	12 054,24
LEFEBVRE	920	040543-63	36,58	1 389,00	TX	674,93	627,81			1 302,74	17 704,71
LEFEBVRE	923	040543-76	22,86	1 032,00	TX	421,79	466,45			888,24	12 071,44

Rue	No. civique	Compte	Mesures (SI)		Code impos.	Imposition ($)				Montant total	Capital total
						Autres travaux		Égout pluvial			
			Front	Superficie		Front	Superficie	Front	Superficie		
LEFEBVRE	924	040543-55	39,62	1 519,90	TX	731,02	686,97			1 418,00	19 271,07
LEFEBVRE	927	040543-53	30,48	1 379,00	TX	562,38	623,29			1 185,67	16 113,68
LEFEBVRE	931	040543-67	33,67	1 267,30	TX	621,24	572,80			1 194,04	16 227,45
LEFEBVRE	934	040543-57	36,57	1 406,80	TX	674,75	635,85			1 310,60	17 811,54
LEFEBVRE	935	040510-34	26,77	1 195,60	TX	493,93	540,40			1 034,33	14 056,83
LEFEBVRE	936	040543-59	37,40	1 417,80	TX	690,06	640,83			1 330,89	18 087,23
LEFEBVRE	940	040543-61	32,13	920,00	TX	592,83	415,83			1 008,66	13 707,95
LEFEBVRE	941	040543-68	30,76	1 063,60	TX	567,55	480,73			1 048,28	14 246,50
PATENAUDE		040620-32	71,25	5 010,08	EX	1 314,63	2 264,49			3 579,12	48 641,35
PATENAUDE		040551-76	47,93	854,70	EX	884,35	386,31			1 270,66	17 268,75
PATENAUDE	260	040551-80	5,12	1 661,70	TX	94,47	751,07			845,53	11 491,09
PATENAUDE	270	040551-83	29,63	1 656,90	TX	546,70	748,90			1 295,60	17 607,58
PATENAUDE	280	040551-85	29,63	1 936,80	TX	546,70	875,41			1 422,11	19 326,91
PATENAUDE	284	040551-89	36,58	1 463,00	TX	674,93	661,26			1 336,19	18 159,26
PATENAUDE	299	040551-74	29,63	1 363,50	TX	546,70	616,28			1 162,98	15 805,33
PATENAUDE	300	040551-86	59,68	4 291,50	TX	1 101,15	1 939,70			3 040,85	41 326,15
PATENAUDE	305	040542-80	59,25	1 613,10	TX	1 093,22	729,10			1 822,32	24 765,86
					Total	**103 675,27**	**103 675,27**	**43 689,12**	**43 689,12**	**294 728,79**	**4 005 460,48**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1150364004

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des services administratifs_des communications et des relations avec les citoyens , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Modifier le règlement d'emprunt 11-015 en adoptant le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 8 300 000 $ pour la réalisation de travaux de construction et de mise aux normes des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie dans le secteur des Avenues de l'arrondissement de l'Île-Bizard – Sainte-Geneviève ».

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

ci-joint, un projet de règlement:

AML - 1150364004 -Règlement modifiant le règlement 11-015.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-28

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 8 300 000 $ POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE MISE AUX NORMES DES RÉSEAUX D'AQUEDUC, D'ÉGOUT ET DE VOIRIE DANS LE SECTEUR DES AVENUES DE L'ARRONDISSEMENT DE L'ÎLE-BIZARD – SAINTE-GENEVIÈVE (11-015)

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du , le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 4 du Règlement autorisant un emprunt de 8 300 000 $ pour la réalisation de travaux de construction et de mise aux normes des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie dans le secteur des Avenues de l'arrondissement de l'Île-Bizard – Sainte-Geneviève (11-015), est remplacé par ce qui suit :

« **4**. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt :

1° sur tous les immeubles imposables, compris au bassin de taxation montré à l'annexe A une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement des coûts relatifs aux travaux d'égout sanitaire, d'aqueduc et de voirie s'y rapportant;

2° sur tous les immeubles imposables, compris au bassin de taxation montré à l'annexe B, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement des coûts relatifs aux travaux d'égout pluvial et de voirie s'y rapportant;

Pour chacun des bassins de taxation, la taxe spéciale sera répartie de la façon suivante :

1° 50 % des coûts seront répartis en fonction de l'étendue en front de ces immeubles;

2° 50 % des coûts seront répartis en fonction de la superficie de ces immeubles, telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Lorsqu'un immeuble compris à l'un ou l'autre des bassins de taxation est enclavé, l'étendue en front de l'immeuble riverain est partagée entre l'immeuble riverain et l'immeuble enclavé, proportionnellement à leurs superficies respectives aux fins du calcul de la partie du montant de la taxe prévue au paragraphe 1° de l'alinéa précédent.

Dans le cas d'immeubles non imposables compris à l'un ou l'autre des bassins de taxation, à l'exception des unités d'évaluation composées d'une voie publique, d'un ouvrage qui en fait partie ou du terrain qui constitue l'assiette d'une voie publique, le coût de l'emprunt attribuable à ces immeubles est à la charge de l'ensemble des immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement et réparti en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

La taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale. »

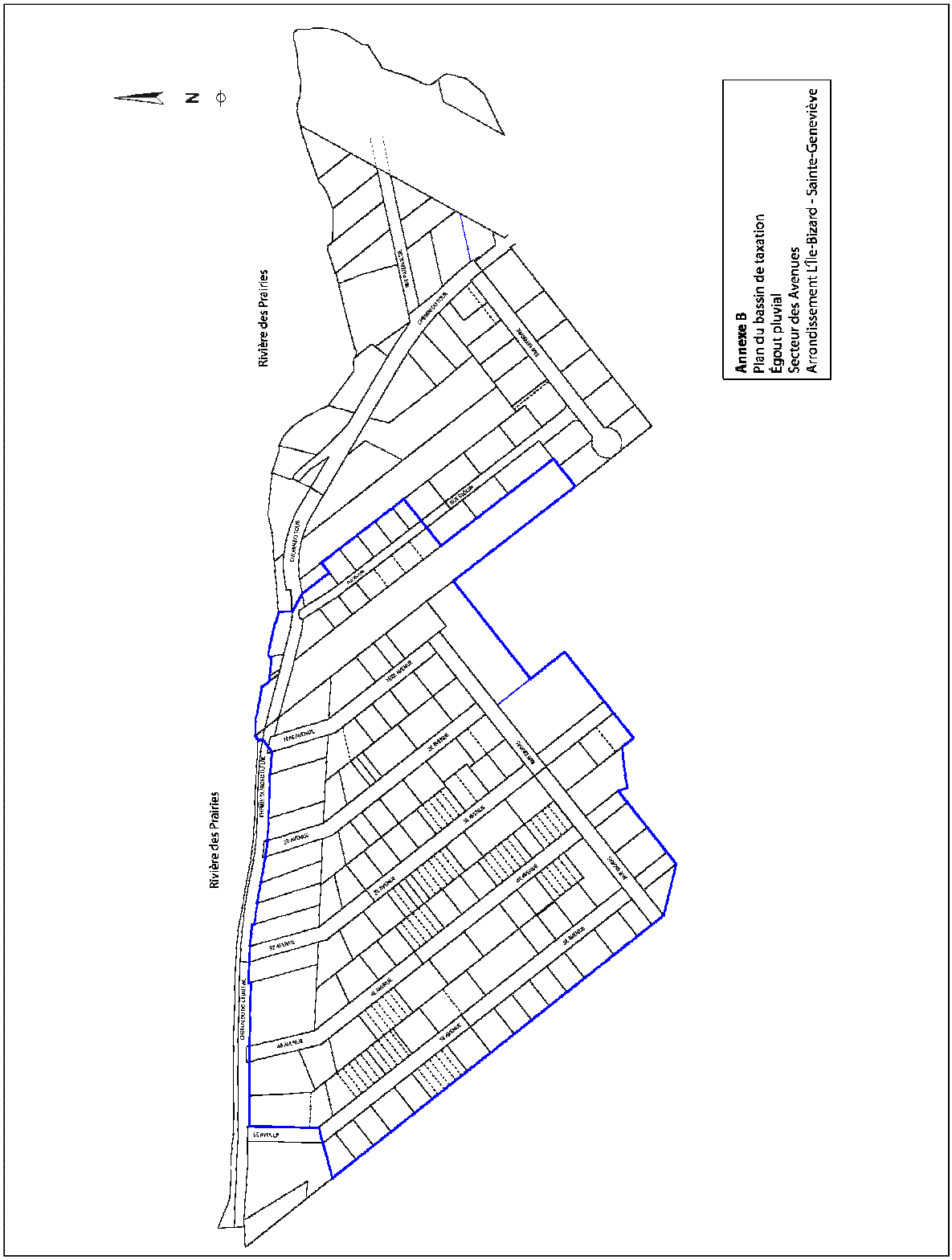
2. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe A, de l'annexe B intitulée : Plan du bassin de taxation – égout pluvial.

ANNEXE B
PLAN DU BASSIN DE TAXATION – ÉGOUT PLUVIAL

_____

GDD 1150364004

ANNEXE B
PLAN DU BASSIN DE TAXATION – ÉGOUT PLUVIAL



XX-XXX/3

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction des revenus

Dossier # : 1150364004

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des services administratifs_des communications et des relations avec les citoyens , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Modifier le règlement d'emprunt 11-015 en adoptant le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement autorisant un emprunt de 8 300 000 $ pour la réalisation de travaux de construction et de mise aux normes des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie dans le secteur des Avenues de l'arrondissement de l'Île-Bizard – Sainte-Geneviève ».

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable

COMMENTAIRES

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francis OUELLET
Chef de section - Taxation
Tél : 514-872-1166

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-27

Maxime VERRET
Chef de division - Imposition
Tél : 514-872-0933
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.06

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1164136001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le "Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales de la Ville de Montréal (C-1.1)".

Il est recommandé:
- d'adopter le règlement modifiant le "Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales de la Ville de Montréal (C-1.1)".

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-08-03 14:02

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1164136001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le "Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales de la Ville de Montréal (C-1.1)".

CONTENU

CONTEXTE

L'article 89.28 du Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales de la Ville de Montréal (C-1.1) stipule des normes visant l'aménagement d'un bassin de rétention des eaux pluviales en surface sur la propriété privée. Cet article limite la hauteur maximale d'eau dans le bassin à 600 mm et interdit sa construction en cour avant de la propriété. Ce règlement date de 2001. Il a donc été rédigé dans une structure administrative très différente de celle d'aujourd'hui. Actuellement, le Service de l'eau veille à l'application de ce règlement pour la rétention des eaux pluviales, ceci en s'intégrant aux permis de construction délivrés par les arrondissements. Les arrondissements, de manière général, gèrent les règles de sécurité et d'aménagement des bassin de surface via leurs règlements d'urbanisme. Pour qu'il y ait un guichet unique quant aux questions relevant de la sécurité dans l'aménagement du territoire, les intervenants du Service de l'eau et des arrondissements ont convenu d'abroger l'article 89.28. Suite à l'abrogation de l'article 89.28, les normes s'appliquant à l'aménagement d'un bassin de rétention en surface sur la propriété privée relèveront seulement des arrondissements. Le Service de l'eau continuera à vérifier les plans et calculs des systèmes de rétention sur les lots afin de s'assurer que le débit maximal de rejet des eaux pluviales à l'égout est respecté.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Abroger l'article 89.28 du Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales de la Ville de Montréal (C-1.1).

JUSTIFICATION

Cette abrogation est cohérente avec les responsabilités actuelles des arrondissements et la volonté d'avoir un guichet unique pour les questions relevant de la sécurité des aménagements de surface.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas approuver la présente abrogation maintiendrait une situation incohérente entre les responsabilités des arrondissements en matière d'aménagement de surface et un règlement central.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, tel que convenu avec la direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation de l'avis de motion: Juin 2016
Adoption du règlement: Août 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie MCSWEEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Clément CHARETTE, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Marthe BOUCHER, Ville-Marie
Richard BLAIS, Ahuntsic-Cartierville
Jean POISSON, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Daniel ROCH, Le Plateau-Mont-Royal
Daniel DESHAIES, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Steve DESJARDINS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Pascale TREMBLAY, Le Sud-Ouest
Pierre DUBOIS, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Jean POISSON, 10 juin 2016
Daniel DESHAIES, 31 mai 2016
Marthe BOUCHER, 26 mai 2016
Daniel ROCH, 26 mai 2016
Clément CHARETTE, 25 mai 2016
Steve DESJARDINS, 25 mai 2016
Richard BLAIS, 25 mai 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yves FAUCHER
Ingénieur

Tél : 514-872-6275
Télécop. : 514-872-3587

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-05-12

Hervé LOGÉ
Chef de division Gestion durable de l'eau

Tél : 514-872-3944
Télécop. : 514 872 8827

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2016-07-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-08-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164136001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction
Objet :	Adopter le règlement modifiant le "Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales de la Ville de Montréal (C-1.1)".

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Version_15 juillet.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie MCSWEEN
avocate
Tél : 514-872-4783

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-21

Annie GERBEAU
avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA CANALISATION DE L'EAU POTABLE, DES EAUX USÉES ET DES EAUX PLUVIALES DE LA VILLE DE MONTRÉAL (R.R.V.M. c. C-1.1)

Vu l'article 84 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4)

À l'assemblée du _____, le conseil de Ville de Montréal décrète :

1. L'article 89.28 du Règlement sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales (R.R.V.M. c. C-1.1) est abrogé.

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXX.

GDD 1164136001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.07

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1163643001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) » afin notamment de préciser les cas pour lesquels un projet de démolition visant un immeuble patrimonial cité ou situé dans un site patrimonial cité doit faire l'objet d'un avis du Conseil du patrimoine de Montréal

Il est recommandé :
d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) ».

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-07-29 15:37

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163643001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) » afin notamment de préciser les cas pour lesquels un projet de démolition visant un immeuble patrimonial cité ou situé dans un site patrimonial cité doit faire l'objet d'un avis du Conseil du patrimoine de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Constitué en vertu des articles 83.11 à 83.14 de la Charte de la Ville de Montréal, le Conseil du patrimoine de Montréal (ci-après le CPM) est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine. Il agit à titre de conseil local du patrimoine en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (ci-après LPC) lorsqu'une intervention sur un bien patrimonial protégé en vertu de cette loi nécessite une autorisation du conseil de la Ville. Le CPM a été instauré le 20 août 2002 lors de l'adoption du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136). Ce règlement prescrit notamment les cas pour lesquels le CPM donne son avis écrit au conseil de la Ville (article 12.1) et les cas pour lesquels un énoncé de l'intérêt patrimonial doit être produit aux fins d'un tel avis (article 12.2).
Le présent sommaire décisionnel vise à préciser les cas pour lesquels un projet de démolition de tout ou partie d'un immeuble patrimonial cité ou situé dans un site patrimonial cité doit faire l'objet d'un avis du CPM et à restreindre les cas pour lesquels un énoncé de l'intérêt patrimonial doit être produit aux fins d'un avis du CPM.

Notons que le règlement 02-136 est étroitement lié au Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002) en ce qui a trait aux projets visant des biens protégés en vertu de la LPC. Un projet de règlement modifiant le règlement 02-002 est également soumis pour adoption à la même séance du conseil municipal (voir le sommaire décisionnel 1163643002).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0789 (avis de motion) - 21 juin 2016 - Adopter les règlements intitulés « Règlement modifiant le Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022) » et « Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) » afin d'établir à 3 ans le mandat de toute personne nommée à la présidence ou à la vice-présidence du Comité Jacques-Viger ou du Conseil du patrimoine de Montréal.
CM13 1003 - 24 septembre 2013 (règlement 02-136-6) : Adopter les règlements intitulés «Règlement modifiant le règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136)» et le «Règlement modifiant le règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022)» afin de rendre possible, pour chacune des instances, la nomination d'un deuxième vice-président.

CM12 1126 - 18 décembre 2012 (règlement 02-136-5) : Modification du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) et du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002) pour tenir compte de l'entrée en vigueur le 19 octobre 2012 de la Loi sur le patrimoine culturel.

CM12 0407 - 15 mai 2012 (règlement 02-136-4) : Adopter un projet de règlement constituant le Comité Jacques-Viger, et un projet de règlement modifiant le règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-036) permettant d'harmoniser les pratiques de ces deux instances.

CM11 1053 - 20 décembre 2011 (règlement 02-136-3) : Adopter un projet de règlement modifiant le Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) afin de rendre obligatoire l'application du Processus d'évaluation de l'intérêt patrimonial d'un lieu à l'égard des projets qui requièrent un avis du CPM et de prévoir que les membres demeurent en fonction tant qu'ils n'ont pas été remplacés ou renommés.

CM05 0275 - 19 avril 2005 (règlement 02-136-2) : Règlement modifiant le règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) et nominations de membres au Conseil.

CM03 0674 - 26 août 2003 (règlement 02-136-1) : Adopter le règlement modifiant le Règlement sur le Conseil du patrimoine (02-136) et le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) et abrogeant le Règlement sur la protection des biens culturels (7272, modifié).

CM02 0653 - 20 août 2002 (règlement 02-136) : Adoption - Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal.

DESCRIPTION

Le règlement 02-136 est modifié afin :

- de préciser les cas pour lesquels un projet de démolition de tout ou partie d'un immeuble patrimonial cité ou situé dans un site patrimonial cité doit faire l'objet d'un avis du CPM (paragraphe 4 de l'article 12.1);
- de restreindre les cas pour lesquels un énoncé de l'intérêt patrimonial doit être produit aux fins d'un avis du CPM (article 12.2).

Un tableau (joint au présent sommaire) décrit plus en détails les modifications proposées et leur justification.

JUSTIFICATION

La modification du paragraphe 4 de l'article 12.1 est proposée à la lumière d'un avis du Service des affaires juridiques (ci-après le SAJ) qui souligne l'absence de définition du terme « démolition » (notamment dans la LPC). Conséquemment, selon l'analyse du SAJ, une transformation d'un bâtiment au sens de la réglementation d'arrondissement pourrait constituer une démolition. Cette conclusion fait en sorte que de nombreuses interventions (ex : changement de fenêtres ou de revêtement de toiture) seraient considérées comme une démolition partielle et devraient faire obligatoirement l'objet d'un avis du CPM et donc d'une autorisation du conseil municipal (en vertu de l'article 1, alinéa 4, paragraphe 2 du règlement 02-002). Cette situation a complexifié considérablement l'analyse des demandes de permis au cours de la dernière année et a pour conséquence de retarder le traitement de ces demandes. La modification proposée vise donc à identifier clairement et à restreindre les cas pour lesquels un avis du CPM et une autorisation du conseil municipal sont

obligatoires, les autres types d'interventions pouvant être autorisées par l'arrondissement. Les modifications proposées à l'article 12.2 visent à mieux cerner les cas pour lesquels la réalisation d'un énoncé de l'intérêt patrimonial aux fins d'un avis du CPM est obligatoire. Par exemple, certains projets de modification au Plan d'urbanisme qui n'impliquent pas de modifications majeures sur un bâtiment patrimonial (ex : changement d'usage sans modifications importantes) doivent actuellement faire l'objet d'un énoncé, bien que celui-ci ne soit pas toujours pertinent. Les modifications proposées permettront de corriger cette situation.

L'autre modification proposée au règlement 02-136 vise à mettre à jour les abréviations de la LPC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption des modifications proposées permettra entre autres d'identifier clairement les demandes de démolition pour lesquels un avis du CPM et une autorisation sont requis et de mieux cerner les cas pour lesquels un énoncé est requis. Ces changements visent à restreindre de telles obligations aux situations ayant potentiellement le plus d'impact sur la mise en valeur du patrimoine. Ceci permettra conséquemment d'alléger la gestion des demandes de permis et d'améliorer le service aux citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public promulguant le règlement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion du conseil municipal : 22 août 2016

- Adoption du règlement par le conseil municipal : 26 septembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Emmanuel TANI-MOORE, Service du greffe

Lecture :

Emmanuel TANI-MOORE, 25 juillet 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jennifer OUELLET
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 872-7050
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-12

Nathalie M MARTIN
Chef de division

Tél : 514 872-0352
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2016-07-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2016-07-29

Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136)
Modifications proposées

Article visé du règlement 02-136	Libellé actuel	Libellé proposé	Commentaires
L'ensemble du règlement	(…) Loi sur le patrimoine culturel (L.R.Q., chapitre P-9.002) (…)	(…) Loi sur le patrimoine culturel (**RLRQ**, chapitre P-9.002) (…)	La modification vise à mettre à jour la référence de la Loi (abréviation) partout dans le règlement.
12.1, paragraphe 4	Le conseil donne son avis écrit au conseil de la Ville sur: (…) 4° tout projet de démolition de tout ou partie d'un immeuble patrimonial cité ou d'un immeuble situé dans un site patrimonial cité ou de destruction de tout ou partie d'un document ou d'un objet patrimonial cité;	Le conseil donne son avis écrit au conseil de la Ville sur: (…) 4° tout projet de démolition de tout ou partie d'un immeuble patrimonial cité ou d'un immeuble situé dans un site patrimonial cité visant une des interventions suivantes, à l'exception de celles projetées à l'égard d'une dépendance construite après 1975 : a) la transformation ou le retrait d'une caractéristique architecturale d'un immeuble patrimonial cité, telle que le revêtement, le couronnement, la toiture, les ouvertures et les saillies, sauf si l'intervention vise à lui conserver sa forme, ses matériaux et son apparence actuels ou lui restituer sa forme, ses matériaux et son apparence d'origine; b) la démolition de plus de 40 % du volume hors sol d'un immeuble situé dans un site patrimonial cité;	Cette modification est proposée à la lumière d'un avis du Service des affaires juridiques (SAJ) émis en août 2014 qui souligne l'absence de définition du terme « démolition » (notamment dans la Loi sur le patrimoine culturel). Conséquemment, selon l'analyse du SAJ, une transformation d'un bâtiment au sens de la règlementation d'arrondissement pourrait constituer une démolition. Cette conclusion fait en sorte que de nombreuses interventions (ex : changement de fenêtres ou de revêtement de toiture) seraient considérées comme une démolition partielle et devraient faire obligatoirement l'objet d'un avis du Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et d'une autorisation du conseil municipal. Cette situation a complexifié considérablement l'analyse des demandes d'interventions au cours de la dernière année et a pour conséquence de retarder le traitement de demande de permis, notamment pour les bâtiments situés sur le mont Royal (qui est cité à titre de site patrimonial). La modification proposée vise donc à identifier clairement et restreindre les cas pour lesquels un avis du CPM et une autorisation du conseil municipal sont obligatoires, les autres types d'interventions pouvant être autorisées par l'arrondissement. Rappelons que le CPM peut de sa propre initiative émettre un avis sur une intervention qui ne serait pas visée par cette

Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136)
Modifications proposées

Article visé du règlement 02-136	Libellé actuel	Libellé proposé	Commentaires
			disposition. Précisons que le projet de règlement modifiant le règlement 02-002 (délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement), présenté en même temps que le présent projet de règlement, prévoit l'obligation pour un arrondissement de présenter un dossier au CPM (lors d'une de ses assemblées) lorsque celui-ci en fait la demande.
12.1	n/a	(*ajout du paragraphe suivant, après le paragraphe 5*°) 6° tout projet de destruction de tout ou partie d'un document ou d'un objet patrimonial cité;	Cette modification consiste à déplacer la mention de destruction d'un document ou d'un objet patrimonial cité actuellement incluse dans le paragraphe 4° dans un paragraphe distinct.
12.2, alinéa 1	Un énoncé de l'intérêt patrimonial doit être produit aux fins de tout avis qui : 1° doit être donné par le conseil en vertu des paragraphes 1° et 2° de l'article 12.1; (…) 3° concerne un projet de démolition de tout ou partie d'un immeuble patrimonial cité ou d'un immeuble situé dans un site patrimonial cité.	Un énoncé de l'intérêt patrimonial doit être produit aux fins de tout avis qui : 1° doit être donné par le conseil en vertu des paragraphes 1° et 2° de l'article 12.1 **lorsque le projet visé à ces paragraphes a pour effet de permettre la réalisation d'un projet impliquant la démolition de plus de 40 % du volume hors sol d'un bâtiment, sauf s'il s'agit d'une dépendance construite après 1975**; (…) 3° **doit être donné par le conseil en vertu du paragraphe 4° de l'article 12.1**.	Les modifications proposées visent à mieux cerner les cas pour lesquels la réalisation d'un énoncé de l'intérêt patrimonial est obligatoire. Par exemple, certains projets de modification au Plan d'urbanisme qui n'impliquent pas de modifications majeures sur un bâtiment patrimonial (ex : changement d'usage sans modifications importantes) doivent actuellement faire l'objet d'un énoncé, bien que celui-ci ne soit pas toujours pertinent. Pour corriger cette situation, il est proposé, pour les projets de modification au Plan d'urbanisme ou de règlement adopté en vertu des paragraphes 1,2,3 et 5 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (voir le paragraphe 1 et 2 de l'article 12.1), qu'un énoncé soit obligatoire seulement lorsqu'une démolition de plus de 40% du volume est prévue.

Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136)
Modifications proposées

Article visé du règlement 02-136	Libellé actuel	Libellé proposé	Commentaires
			Il est également proposé qu'un énoncé soit requis pour les projets de démolition visés au nouveau paragraphe 4 de l'article 12.1.
13.2	L'avis du conseil relatif au projet étudié est joint au dossier soumis pour décision au conseil de la Ville.	L'avis du conseil relatif au projet étudié est joint au dossier soumis pour décision **à l'instance décisionnelle compétente**.	Cette modification vise à inclure les autres instances compétentes telles les conseils d'arrondissement puisque certaines décisions leur sont déléguées (en vertu du règlement 02-002).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1163643001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) » afin notamment de préciser les cas pour lesquels un projet de démolition visant un immeuble patrimonial cité ou situé dans un site patrimonial cité doit faire l'objet d'un avis du Conseil du patrimoine de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

projet règl modifiant règl CPM 02-136 JF version 25-07-2016.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-25

Annie GERBEAU
Chef de division
Tél : 514 872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
02-136-

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL (02-136)

Vu les articles 83.12 et 83.13 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du 2016, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) est modifié par le remplacement, partout où elle se trouve, de l'abréviation « L.R.Q. » par l'abréviation « RLRQ ».

2. L'article 12.1 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe 4° par le suivant :

« 4° tout projet de démolition de tout ou partie d'un immeuble patrimonial cité ou d'un immeuble situé dans un site patrimonial cité visant une des interventions suivantes, à l'exception de celles projetées à l'égard d'une dépendance construite après 1975 :

a) la transformation ou le retrait d'une caractéristique architecturale d'un immeuble patrimonial cité, telle que le revêtement, le couronnement, la toiture, les ouvertures et les saillies, sauf si l'intervention vise à lui conserver sa forme, ses matériaux et son apparence actuels ou lui restituer sa forme, ses matériaux et son apparence d'origine;

b) la démolition de plus de 40 % du volume hors sol d'un immeuble situé dans un site patrimonial cité; ».

2° l'ajout, après le paragraphe 5°, du suivant :

« 6° tout projet de destruction de tout ou partie d'un document ou d'un objet patrimonial cité. ».

3. L'article 12.2 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, après les mots « de l'article 12.1 », des mots « lorsque le projet mentionné à ces paragraphes a pour effet de permettre la réalisation d'un projet impliquant la démolition de plus de 40 % du volume hors sol d'un bâtiment, sauf s'il s'agit d'une dépendance construite après 1975; »;

2° le remplacement du paragraphe 3° par le suivant :

« 3° doit être donné par le conseil en vertu du paragraphe 4° de l'article 12.1. ».

4. L'article 13.2 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « au conseil de la Ville » par les mots « à l'instance décisionnelle compétente ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX 2016.

GDD : 1163643001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.08

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1163643002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002) ».

Il est recommandé :
d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002) ».

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-07-29 16:16

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1163643002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002) ».

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002), adopté le 18 décembre 2001, vise à déléguer certains pouvoirs aux conseils d'arrondissement. Parmi les pouvoirs délégués, mentionnons l'émission des permis et certificats relatifs à une intervention projetée dans un secteur ou sur un immeuble bénéficiant d'une protection en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (ci -après LPC) (article 1, alinéa 1, paragraphe 3). Selon la version actuelle du règlement 02-002, l'émission d'un permis ou d'un certificat relatif à la démolition d'un immeuble visé au paragraphe 4 de l'article 12.1 du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal nécessite une autorisation du conseil de la Ville (démolition de tout ou partie d'un immeuble patrimonial cité ou situé dans un site patrimonial cité).
Ce sommaire décisionnel vise à déléguer aux conseils d'arrondissement l'émission d'une autorisation relative à un projet de démolition qui ne serait plus visé par le paragraphe 4 de l'article 12.1 du règlement 02-136 à la suite de la modification de ce dernier. Un projet de règlement à cet effet est également soumis pour adoption à la même séance du conseil municipal (voir le sommaire décisionnel 1163643001), puisque ces deux règlements sont étroitement liés. Le présent sommaire vise aussi à ajouter l'obligation pour un arrondissement de présenter, à la demande du Conseil du patrimoine de Montréal (ci-après le CPM), une demande de permis ou de certificat visant un bien assujetti à la LPC lors d'une assemblée du CPM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 1003 - 23 septembre 2013 : Adopter les règlements intitulés « Règlement modifiant le règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) » et le « Règlement modifiant le règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022) » afin de rendre possible, pour chacune des instances, la nomination d'un deuxième vice-président.
CM02 0653 - 20 août 2002 : Adoption - Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal.

CM01 00047 (modifié) - 18 décembre 2001 : Adoption du règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement .

DESCRIPTION

Le règlement 02-002 est modifié afin notamment :

- d'ajouter un paragraphe (paragraphe 3.1, alinéa 1, article 1) pour que soit déléguée aux conseils d'arrondissement l'autorisation relative à un projet de démolition qui ne serait plus visé par le paragraphe 4 de l'article 12.1 du règlement 02-136;
- d'ajouter l'obligation pour un arrondissement de présenter, à la demande du CPM, une demande de permis ou de certificat visant un bien assujetti à la LPC lors d'une assemblée du CPM (modification du paragraphe 1, alinéa 4, article 1).

Un tableau (joint au présent sommaire) décrit plus en détails les modifications proposées et leur justification.

JUSTIFICATION

L'ajout du paragraphe 3.1 à l'alinéa 1 de l'article 1 vise à déléguer aux conseils d'arrondissement l'autorisation relative à un projet de démolition ne nécessitant pas une autorisation du conseil de ville (voir l'article 1, alinéa 4, paragraphe 2° du règlement 02-002), suite à la modification proposée à l'article 12.1 du règlement 02-136.
La modification du paragraphe 1° de l'alinéa 4 de l'article 1 vise à ajouter l'obligation pour un arrondissement de présenter une demande de permis ou de certificat concernant un immeuble assujetti à la LPC au CPM lors d'une de ses assemblées, lorsque le CPM le demande (cette obligation n'était pas explicitement exprimée dans les règlements actuels).

Les autres modifications proposées au règlement 02-002 visent à assurer la cohérence entre les autres articles de ce règlement et les modifications proposées au règlement 02-136.

Ces modifications ont été apportées en vue de respecter l'esprit du législateur en accordant au Conseil du patrimoine les moyens d'appliquer les pouvoirs qui lui sont dévolus.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public promulguant le règlement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion du conseil municipal : 22 août 2016
- Adoption du règlement par le conseil municipal : 26 septembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Emmanuel TANI-MOORE, Service du greffe

Lecture :

Emmanuel TANI-MOORE, 25 juillet 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jennifer OUELLET
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 872-7050
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-13

Nathalie M MARTIN
Chef de division

Tél : 514 872-0352
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2016-07-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2016-07-29

Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs au conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)
Modifications proposées

Article visé du règlement 02-002	Libellé actuel	Libellé proposé	Commentaires
1, alinéa 1	n/a	*(Ajout du paragraphe suivant après le paragraphe 3°)* 3.1° l'autorisation requise en vertu de l'article 141 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) relative à un projet de démolition autre que celui visé au paragraphe 4° de l'article 12.1 du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136);	L'ajout de ce paragraphe vise à ce que l'autorisation relative à un projet de démolition ne nécessitant pas une autorisation du conseil de ville (voir l'article 1, alinéa 4, paragraphe 2° du règlement 02-002) soit déléguée au conseil d'arrondissement.
1, alinéa 4, paragraphe 1	1° le conseil d'arrondissement doit, conformément à l'article 12.3 du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136), informer le Conseil du patrimoine de Montréal de toute demande de permis ou certificat visée à ce paragraphe, et ce, au plus tard lors de la transmission de la demande au comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement;	1° le conseil d'arrondissement doit, conformément à l'article 12.3 du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) : a) informer le Conseil du patrimoine de Montréal de toute demande de permis ou certificat visée à ce paragraphe et ce, au plus tard lors de la transmission de la demande au comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement; **b) faire, lorsque le Conseil du patrimoine de Montréal le requiert aux fins du paragraphe 2° de l'article 13 du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136), la présentation de cette demande lors d'une assemblée de ce conseil;**	La modification du paragraphe 1° vise à ajouter l'obligation pour un arrondissement de présenter une demande de permis ou de certificat concernant un immeuble assujetti à la Loi sur le patrimoine culturel au Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) lors d'une de ses assemblées, lorsque le CPM le demande. Cette obligation ne porte que pour les demandes de permis ou de certificat dans un secteur ou sur un immeuble bénéficiant d'une protection en vertu de la LPC.
1, alinéa 4, paragraphe 2	Pour l'application des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu du paragraphe 3° du premier alinéa : (…) 2° le fonctionnaire responsable de l'émission des permis au sein de l'arrondissement, ne peut	Pour l'application des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu du paragraphe 3° du premier alinéa : (…) 2° le fonctionnaire responsable de l'émission des permis au sein de l'arrondissement, ne peut émettre un permis ou un certificat relatif à ~~la démolition d'un~~	La modification au paragraphe 2 vise à remplacer le terme « démolition d'un immeuble » par le terme « projet de démolition ».

Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs au conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002)
Modifications proposées

Article visé du règlement 02-002	Libellé actuel	Libellé proposé	Commentaires
	émettre un permis ou un certificat relatif à la démolition d'un immeuble visé au paragraphe 4° de l'article 12.1 du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) à moins que cette démolition ait été autorisée par le conseil de la Ville conformément à l'article 141 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002).	~~immeuble~~ **un projet de démolition** visé au paragraphe 4° de l'article 12.1 du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) à moins que ~~cette démolition~~ **ce projet** ait été autorisé~~e~~ par le conseil de la Ville conformément à l'article 141 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002).	
1, alinéa 5	Pour l'application des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu du paragraphe 11° du premier alinéa, le conseil d'arrondissement doit préalablement obtenir un avis favorable de la Direction de la culture et du patrimoine du Service de la qualité de vie.	Pour l'application des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu du paragraphe 11° du premier alinéa, le conseil d'arrondissement doit préalablement obtenir un avis favorable de la **Direction de l'urbanisme du Service de la mise en valeur du territoire**.	La modification vise à mettre à jour le nom de la direction concernée par l'application des pouvoirs délégués en vertu du paragraphe 11 de l'alinéa 1 (la dénomination d'un aménagement et d'une construction publics, à l'exception d'un bâtiment, dans un parc).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1163643002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Objet :	Adopter un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002) ».

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

projet règl modifiant règl 02-002_final.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-01

Annie GERBEAU
Chef de division
Tél : 514 872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
02-002-

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL DE LA VILLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (02-002)

Vu l'article 186 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du , le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 3°, du suivant :

« 3. 1° l'autorisation requise en vertu de l'article 141 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) relative à un projet de démolition autre que celui visé au paragraphe 4° de l'article 12.1 du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136); ».

2. Le quatrième alinéa de l'article 1 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° le conseil d'arrondissement doit, conformément à l'article 12.3 du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136) :

a) informer le Conseil du patrimoine de Montréal de toute demande de permis ou certificat visée à ce paragraphe et ce, au plus tard lors de la transmission de la demande au comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement;

b) faire, lorsque le Conseil du patrimoine de Montréal le requiert aux fins du paragraphe 2° de l'article 13 du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136), la présentation de cette demande lors d'une assemblée de ce conseil; ».

2° le remplacement, au paragraphe 2°, des mots « certificat relatif à la démolition d'un immeuble » par les mots « certificat relatif à un projet de démolition » et des mots « à moins que cette démolition ait été autorisée » par les mots « à moins que ce projet ait été autorisé ».

3. Le cinquième alinéa de l'article 1 est modifié par le remplacement des mots « Direction de la culture et du patrimoine du Service de la qualité de vie » par les mots « Direction de l'urbanisme du Service de la mise en valeur du territoire ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1163643002

02-002-/2

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.09

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1164815003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091), aux fins d'y ajouter les tarifs pour le Complexe sportif Marie-Victorin.

Il est recommandé :

1. d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091), aux fins d'y ajouter les tarifs visant le Complexe sportif Marie-Victorin.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-07-29 09:02

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1164815003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091), aux fins d'y ajouter les tarifs pour le Complexe sportif Marie-Victorin.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 244.1 de la Loi sur la fiscalité municipale L.R.Q., c. F-2.1, indique qu'une municipalité peut, par règlement, prévoir que ses biens, services ou activités, en tout ou en partie, seront financés au moyen d'un mode de tarification.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0349	21 mars 2016	Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal, le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (CMV) et le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) relativement à l'acquisition par la Ville de Montréal de tous les droits détenus par le CMV et le CAPCE, incluant les équipements, dans un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, au prix de 18 500 000 $, plus les taxes applicables, et selon les termes et conditions prévus au projet d'entente.
CM16 0487	18 avril 2016	Adopter un projet de règlement d'emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis.
CM15 1399	9 décembre 2015	Adopter le Règlement sur les tarifs de compétences locales relevant du conseil municipal pour l'exercice 2016.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'apporter une modification au Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) pour y ajouter les articles relatifs aux tarifs 2016 pour le Complexe sportif Marie-Victorin, équipement qui sera sous la responsabilité du conseil municipal dès son acquisition prévue en septembre 2016. On y retrouvera notamment les tarifs associés à la location de plateaux et d'inscriptions aux activités.

Les tarifs sont comparables à ceux exigés dans les autres centres appartenant à la Ville tels que le Stade de soccer et le complexe sportif Claude-Robillard.

JUSTIFICATION

Dans une perspective de planification responsable de la transition de propriétaire du Complexe sportif Marie-Victorin prévue en septembre 2016, il est important que les tarifs pour le Complexe soient adoptés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les tarifs proposés visent à maximiser les revenus pour le Complexe sportif Marie-Victorin tout en maintenant les tarifs accessibles pour les Montréalais. À cet effet, les Montréalais bénéficieront de tarifs privilégiés comparativement aux non-Montréalais.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal, soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs et de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard dans l'adoption du Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016), dont l'adoption en deuxième lecture est prévue au conseil municipal de septembre 2016, entraînerait un retard dans l'octroi des contrats de réservations des plateaux sportifs du Complexe sportif Marie-Victorin.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En septembre 2016 :

- Approbation en deuxième lecture du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091), aux fins d'y ajouter les tarifs visant le Complexe sportif Marie-Victorin.
- Approbation et signature de l'acte de vente et de l'acte d'usufruit pour les terrains de soccer extérieurs.
- Approbation de la convention d'échange de services entre la Ville et le Cégep Marie-Victorin.
- Octroi du contrat pour la gestion du Complexe sportif Marie-Victorin.
- Prise de possession et début des opérations par le gestionnaire retenu par la Ville.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique LEMAY
Conseillère en planification

Tél : 514 872-5672
Télécop. : 514 872-9255

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-21

Luc DENIS
Chef de division

Tél : 514-872-0035
Télécop. : 514 872-9255

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2016-07-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164815003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091), aux fins d'y ajouter les tarifs pour le Complexe sportif Marie-Victorin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1164815003- Règlement Tarifs Ville 2016 CSMV 20160727.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-27

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2016) (15-091)

Vu les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091) est modifié par l'insertion après l'article 30 des articles suivants :

« **30.1** Pour l'usage des locaux et des installations du Complexe sportif Marie-Victorin situé au 7000, rue Maurice-Duplessis, il sera perçu :

1° terrain de soccer intérieur à 7 joueurs, l'heure :

a) taux de base	204,00 $
b) taux réduit :	
i. compétition ou camp d'entraînement sanctionné	65,00 $
ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs	55,00 $
iii. partie ou entraînement d'une équipe, d'un club ou d'un organisme partenaire pour mineurs de la Ville de Montréal	55,00 $
iv. partie ou entraînement d'athlètes d'un centre d'entraînement de haute performance ou d'un centre national d'entraînement	80,00 $
v. partie ou entraînement d'un programme sport-études ou d'un programme de concentration scolaire	45,00 $
vi. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs de l'extérieur de la Ville de Montréal	120,00 $
vii. partie ou entraînement d'une institution d'enseignement (primaire et secondaire) située sur le territoire de la Ville de Montréal	80,00 $
c) taux réduit, pour les équipes ou clubs pour adultes :	
i. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes affilié à une association	

sportive régionale de la Ville de Montréal ou d'une institution d'enseignement (cégep et université) située sur le territoire de la Ville de Montréal :

1. samedi et dimanche, de 7h00 à 24h00	133,00 $
2. lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00	82,00 $
3. lundi au vendredi, de 16h00 à 24h00	133,00 $
4. lundi au dimanche, de 0h00 à 7h00	102,00 $

ii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal :

1. samedi et dimanche, de 7h00 à 24h00	173,00 $
2. lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00	82,00 $
3. lundi au vendredi, de 16h00 à 24h00	173,00 $
4. lundi au dimanche, de 0h00 à 7h00	112,00 $

iii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes de l'extérieur de la Ville de Montréal :

1. lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00	82,00 $
2. lundi au dimanche, de 0h00 à 7h00	122,00 $

d) montage et démontage des installations ou période de relâche 27,00 $

2° terrain de soccer intérieur à 11 joueurs, l'heure :

a) taux de base 612,00 $

b) taux réduit :

i. compétition ou camp d'entraînement sanctionné	195,00 $
ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs	165,00 $
iii. partie ou entraînement d'une équipe, d'un club ou d'un organisme partenaire pour mineurs de la Ville de Montréal	165,00 $
iv. partie ou entraînement d'athlètes d'un centre d'entraînement de haute performance ou d'un centre national d'entraînement	240,00 $
v. partie ou entraînement d'un programme sport-études ou d'un programme de concentration scolaire	135,00 $
vi. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs de l'extérieur de la Ville de Montréal	360,00 $

vii. partie ou entraînement d'une institution d'enseignement (primaire et secondaire) située sur le territoire de la Ville de Montréal — 240,00 $

c) taux réduit, pour les équipes ou clubs pour adultes :

i. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal ou d'une institution d'enseignement (cégep et université) située sur le territoire de la Ville de Montréal :

1. samedi et dimanche, de 7h00 à 24h00 — 398,00 $
2. lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00 — 245,00 $
3. lundi au vendredi, de 16h00 à 24h00 — 398,00 $
4. lundi au dimanche, de 0h00 à 7h00 — 306,00 $

ii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal

1. samedi et dimanche, de 7h00 à 24h00 — 520,00 $
2. lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00 — 245,00 $
3. lundi au vendredi, de 16h00 à 24h00 — 520,00 $
4. lundi au dimanche, de 0h00 à 7h00 — 337,00 $

iii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes de l'extérieur de la Ville de Montréal

1. lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00 — 245,00 $
2. lundi au dimanche, de 0h00 à 7h00 — 367,00 $

d) montage et démontage des installations ou période de relâche, pour la période du 1er septembre au 31 décembre — 80,00 $

3° terrain de soccer extérieur à 7 joueurs, l'heure :

a) taux de base — 306,00 $

b) taux réduit :

i. compétition ou camp d'entraînement sanctionné — 50,00 $
ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs — 0,00 $
iii. période d'entraînement d'athlètes, liée à une compétition — 26,00 $

iv. partie ou entraînement d'une équipe, d'un club ou d'un organisme partenaire pour mineurs de la Ville de Montréal 0,00 $

v. partie ou entraînement d'un programme sport-études ou d'un programme de concentration scolaire 0,00 $

vi. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs de l'extérieur de la Ville de Montréal 78,00 $

vii. partie ou entraînement d'une institution d'enseignement (primaire et secondaire) située sur le territoire de la Ville de Montréal 78,00 $

c) taux réduit, pour les équipes ou clubs pour adultes :

i. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal ou d'une institution d'enseignement (cégep et université) située sur le territoire de la Ville de Montréal 51,00 $

ii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal 80,00 $

iii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes de l'extérieur de la Ville de Montréal 153,00 $

d) montage et démontage des installations ou période de relâche 27,00 $

4° terrain de soccer extérieur à 9 ou 11 joueurs, l'heure :

a) taux de base 423,00 $

b) taux réduit :

i. compétition ou camp d'entraînement sanctionné 68,00 $

ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs 0,00 $

iii. période d'entraînement d'athlètes, liée à une compétition 26,00 $

iv. partie ou entraînement d'une équipe, d'un club ou d'un organisme partenaire pour mineurs de la Ville de Montréal 0,00 $

v. partie ou entraînement d'un programme sport-études ou d'un programme de concentration scolaire 0,00 $

vi. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs de l'extérieur de la Ville de Montréal	105,00 $
vii. partie ou entraînement d'une institution d'enseignement (primaire et secondaire) située sur le territoire de la Ville de Montréal	105,00 $
c) taux réduit, pour les équipes ou clubs pour adultes :	
i. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal ou d'une institution d'enseignement (cégep et université) située sur le territoire de la Ville de Montréal	77,00 $
ii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal	107,00 $
iii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes de l'extérieur de la Ville de Montréal	214,00 $
d) montage et démontage des installations ou période de relâche	27,00 $
5° gymnase simple, l'heure :	
a) taux de base	232,00 $
b) taux réduit :	
i. compétition ou camp d'entraînement sanctionné	40,00 $
ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs	35,00 $
iii. partie ou entraînement d'une équipe, d'un club ou d'un organisme partenaire pour mineurs de la Ville de Montréal	35,00 $
iv. partie ou entraînement d'athlètes d'un centre d'entraînement de haute performance ou d'un centre national d'entraînement	45,00 $
v. partie ou entraînement d'un programme sport-études ou d'un programme de concentration scolaire	35,00 $
vi. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs de l'extérieur de la Ville de Montréal	65,00 $

vii. partie ou entraînement d'une institution d'enseignement (primaire et secondaire) située sur le territoire de la Ville de Montréal — 45,00 $

c) taux réduit, pour les équipes ou clubs pour adultes :

i. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal ou d'une institution d'enseignement (cégep et université) située sur le territoire de la Ville de Montréal :

1. samedi et dimanche, de 7h00 à 24h00 — 65,00 $
2. lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00 — 45,00 $
3. lundi au vendredi, de 16h00 à 24h00 — 65,00 $
4. lundi au dimanche, de 0h00 à 7h00 — 45,00 $

ii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal :

1. samedi et dimanche, de 7h00 à 24h00 — 75,00 $
2. lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00 — 50,00 $
3. lundi au vendredi, de 16h00 à 24h00 — 75,00 $
4. lundi au dimanche, de 0h00 à 7h00 — 50,00 $

iii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes de l'extérieur de la Ville de Montréal :

1. lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00 — 75,00 $
2. lundi au dimanche, de 0h00 à 7h00 — 75,00 $

d) montage et démontage des installations ou période de relâche — 27,00 $

6° gymnase double, l'heure :

a) taux de base — 464,00 $

b) taux réduit :

i. compétition ou camp d'entraînement sanctionné — 80,00 $
ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs — 70,00 $
iii. partie ou entraînement d'une équipe, d'un club ou d'un organisme partenaire pour mineurs de la Ville de Montréal — 70,00 $

iv. partie ou entraînement d'athlètes d'un centre d'entraînement de haute performance ou d'un centre national d'entraînement 90,00 $

v. partie ou entraînement d'un programme sport-études ou d'un programme de concentration scolaire 70,00 $

vi. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs de l'extérieur de la Ville de Montréal 130,00 $

vii. partie ou entraînement d'une institution d'enseignement (primaire et secondaire) située sur le territoire de la Ville de Montréal 90,00 $

c) taux réduit, pour les équipes ou clubs pour adultes :

i. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal ou d'une institution d'enseignement (cégep et université) située sur le territoire de la Ville de Montréal :

1. samedi et dimanche, de 7h00 à 24h00 130,00 $
2. lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00 90,00 $
3. lundi au vendredi, de 16h00 à 24h00 130,00 $
4. lundi au dimanche, de 0h00 à 7h00 90,00 $

ii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal :

1. samedi et dimanche, de 7h00 à 24h00 150,00 $
2. lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00 100,00 $
3. lundi au vendredi, de 16h00 à 24h00 150,00 $
4. lundi au dimanche, de 0h00 à 7h00 100,00 $

iii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes de l'extérieur de la Ville de Montréal :

1. lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00 150,00 $
2. lundi au dimanche, de 0h00 à 7h00 150,00 $

d) montage et démontage des installations ou période de relâche 54,00 $

7° salle polyvalente ou autre plateau sportif équivalent :

a) taux de base 189,00 $

b) taux réduit :

i.	compétition ou camp d'entraînement sanctionné	30,00 $
ii.	compétition sanctionnée locale pour mineurs	25,00 $
iii.	partie ou entraînement d'une équipe, d'un club ou d'un organisme partenaire pour mineurs de la Ville de Montréal	25,00 $
iv.	partie ou entraînement d'athlètes d'un centre d'entraînement de haute performance ou d'un centre national d'entraînement	35,00 $
v.	partie ou entraînement d'un programme sport-études ou d'un programme de concentration scolaire	25,00 $
vi.	partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs de l'extérieur de la Ville de Montréal	55,00 $
vii.	partie ou entraînement d'une institution d'enseignement (primaire et secondaire) située sur le territoire de la Ville de Montréal	35,00 $

c) taux réduit, pour les équipes ou clubs pour adultes :

i. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal ou d'une institution d'enseignement (cégep et université) située sur le territoire de la Ville de Montréal :

1.	samedi et dimanche, de 7h00 à 24h00	55,00 $
2.	lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00	35,00 $
3.	lundi au vendredi, de 16h00 à 24h00	55,00 $
4.	lundi au dimanche, de 0h00 à 7h00	35,00 $

ii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal :

1.	samedi et dimanche, de 7h00 à 24h00	65,00 $
2.	lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00	40,00 $
3.	lundi au vendredi, de 16h00 à 24h00	65,00 $
4.	lundi au dimanche, de 0h00 à 7h00	40,00 $

iii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes de l'extérieur de la Ville de Montréal :

1.	lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00	65,00 $
2.	lundi au dimanche, de 0h00 à 7h00	65,00 $

d) montage et démontage des installations ou période de relâche 27,00 $

8° usage des locaux, installations et biens :

a) salle de réunion, l'heure :

i. taux de base 32,00 $
ii. lorsqu'une salle de réunion est louée en tant que local d'appoint à l'occasion de la location des installations sportives 0,00 $
iii. montage et démontage des installations ou période de relâche 27,00 $

b) salle de classe, l'heure :

i. taux de base 45,00 $
ii. lorsque la salle de classe est louée en tant que local d'appoint à l'occasion de la location des installations sportives 0,00 $
iii. montage et démontage des installations ou période de relâche 27,00 $

9° local d'entreposage, par mois :

a) taux de base 53,00 $

b) organisme pour mineurs de la Ville de Montréal 26,00 $

c) lorsque le local d'entreposage est loué en tant que local d'appoint à l'occasion de la location des installations sportives 0,00 $

30.2 Pour les droits d'entrée et frais d'inscription aux activités du Complexe sportif Marie-Victorin, il sera perçu :

1° droit d'entrée à la salle de conditionnement physique :

a) résident de la Ville de Montréal pour une période de 4 mois :

i. personne de 17 ans à 59 ans 150,00 $
ii. personne de 60 ans et plus 110,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu 110,00 $

b) résident de la Ville de Montréal pour une période de 6 mois :

i. personne de 17 ans à 59 ans 200,00 $
ii. personne de 60 ans et plus 150,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu 150,00 $

c) résident de la Ville de Montréal pour une période de 12 mois :

i. personne de 17 ans à 59 ans 265,00 $
ii. personne de 60 ans et plus 200,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu 200,00 $

d) non-résident de la Ville de Montréal pour une période de 4 mois :

i. personne de 17 ans à 59 ans 180,00 $
ii. personne de 60 ans et plus 140,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu 140,00 $

e) non-résident de la Ville de Montréal pour une période de 6 mois :

i. personne de 17 ans à 59 ans 230,00 $
ii. personne de 60 ans et plus 170,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu 170,00 $

f) non-résident de la Ville de Montréal pour une période de 12 mois :

i. personne de 17 ans à 59 ans 300,00 $
ii. personne de 60 ans et plus 230,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu 230,00 $

2° inscription aux cours en salle :

a) résident de la Ville de Montréal pour un cours une fois par semaine pour une session :

i. personne moins de 17 ans 50,00 $
ii. personne de 17 ans à 59 ans 80,00 $
iii. personne de 60 ans et plus 60,00 $
iv. prestataire de la Sécurité du revenu 60,00 $

b) résident de la Ville de Montréal pour un cours deux fois par semaine pour une session :

i. personne moins de 17 ans 80,00 $
ii. personne de 17 ans à 59 ans 120,00 $

iii. personne de 60 ans et plus	90,00 $
iv. prestataire de la Sécurité du revenu	90,00 $

c) résident de la Ville de Montréal pour une période de 4 mois – accès illimité :

i. personne de 17 ans à 59 ans	150,00 $
ii. personne de 60 ans et plus	110,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu	110,00 $

d) résident de la Ville de Montréal pour une période de 6 mois – accès illimité :

i. personne de 17 ans à 59 ans	200,00 $
ii. personne de 60 ans et plus	150,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu	150,00 $

e) résident de la Ville de Montréal pour une période de 12 mois – accès illimité :

i. personne de 17 ans à 59 ans	265,00 $
ii. personne de 60 ans et plus	200,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu	200,00 $

f) non-résident de la Ville de Montréal pour un cours une fois par semaine pour une session :

i. personne moins de 17 ans	70,00 $
ii. personne de 17 ans à 59 ans	100,00 $
iii. personne de 60 ans et plus	80,00 $
iv. prestataire de la Sécurité du revenu	80,00 $

g) non-résident de la Ville de Montréal pour un cours deux fois par semaine pour une session :

i. personne moins de 17 ans	100,00 $
ii. personne de 17 ans à 59 ans	150,00 $
iii. personne de 60 ans et plus	110,00 $
iv. prestataire de la Sécurité du revenu	110,00 $

h) non-résident de la Ville de Montréal pour une période de 4 mois – accès illimité :

i. personne de 17 ans à 59 ans	180,00 $
ii. personne de 60 ans et plus	140,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu	140,00 $

i) non-résident de la Ville de Montréal pour une période de 6 mois – accès illimité :

i. personne de 17 ans à 59 ans	230,00 $
ii. personne de 60 ans et plus	170,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu	170,00 $

j) non-résident de la Ville de Montréal pour une période de 12 mois – accès illimité :

i. personne de 17 ans à 59 ans	300,00 $
ii. personne de 60 ans et plus	230,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu	230,00 $

3° droit d'entrée à la salle de conditionnement physique et inscription aux cours en salle – accès illimité :

a) résident de la Ville de Montréal pour une période de 4 mois :

i. personne de 17 ans à 59 ans	180,00 $
ii. personne de 60 ans et plus	140,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu	140,00 $

b) résident de la Ville de Montréal pour une période de 6 mois :

i. personne de 17 ans à 59 ans	245,00 $
ii. personne de 60 ans et plus	195,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu	195,00 $

c) résident de la Ville de Montréal pour une période de 12 mois :

i. personne de 17 ans à 59 ans	325,00 $
ii. personne de 60 ans et plus	260,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu	260,00 $

d) non-résident de la Ville de Montréal pour une période de 4 mois :

i. personne de 17 ans à 59 ans	210,00 $
ii. personne de 60 ans et plus	170,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu	170,00 $

e) non-résident de la Ville de Montréal pour une période de 6 mois :

i. personne de 17 ans à 59 ans 275,00 $
ii. personne de 60 ans et plus 215,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu 215,00 $

f) non-résident de la Ville de Montréal pour une période de 12 mois :

i. personne de 17 ans à 59 ans 360,00 $
ii. personne de 60 ans et plus 290,00 $
iii. prestataire de la Sécurité du revenu 290,00 $

4° droit d'entrée pour une activité libre pratiquée à l'intérieur telle que le soccer, et le badminton, par période :

a) résident de la Ville de Montréal :

i. personne de moins de 17 ans 5,00 $
ii. personne de 17 ans à 59 ans 10,00 $
iii. personne de 60 ans et plus 7,00 $
iv. prestataire de la Sécurité du revenu 7,00 $

b) non-résident de la Ville de Montréal :

i. personne de moins de 17 ans 7,00 $
ii. personne de 17 ans à 59 ans 15,00 $
iii. personne de 60 ans et plus 10,00 $
iv. prestataire de la Sécurité du revenu 10,00 $

Pour un salarié de la Ville de Montréal, les tarifs prévus au présent article sont ceux d'une personne de 17 ans à 59 ans, résident de la Ville de Montréal, réduits de 25 %.

Dans le cadre de la convention d'échange de service conclue entre la Ville et le Cégep Marie-Victorin, à titre de partenaire de la Ville, les tarifs prévus au présent article sont, pour les étudiants et le personnel du Cégep, ceux d'une personne de 17 ans à 59 ans, résident de la Ville de Montréal, réduits de 25 %. De plus, aucun droit d'entrée à la salle de conditionnement physique n'est exigé pour les enseignants en éducation physique de ce Cégep. »

2. L'article 32 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement au premier alinéa des mots « à l'article 18 » par les mots « aux articles 18 et 30.2 »;

2° par le remplacement au troisième alinéa de « et 26 » par « , 26 et 30.1, »;

3° par l'addition, à la fin du septième alinéa, de la phrase suivante : « Cette location à titre gratuit n'est pas applicable au Complexe sportif Marie-Victorin ».

GDD 1164815003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.10

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1161179009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement établissant le programme de soutien financier aux artères en chantier (15-089)

Il est recommandé :
d' adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme de soutien financier aux artères en chantier (15-089).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-07-29 09:03

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161179009**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement établissant le programme de soutien financier aux artères en chantier (15-089)

CONTENU

CONTEXTE

Le Programme de soutien financier aux artères en chantier a été adopté le 23 novembre 2015 par le conseil municipal. Il consiste à accompagner les associations de gens d'affaires ou les SDC dans le but de contribuer au maintien, à la mise en valeur et à la dynamisation de l'offre commerciale pour assurer le dynamisme des artères sélectionnées pendant et après les travaux majeurs d'infrastructure. Le programme comporte deux volets :

- contribution financière maximale de 50 000 $ par année pendant trois ans pour l'embauche de ressources professionnelles et techniques, responsables de la mise en œuvre d'un plan d'action, de la prospection d'investisseurs, du recrutement commercial, de la promotion du programme de subvention, du démarchage en vue de faciliter la réalisation de projets d'investissement ainsi que de la réalisation de publicité, de promotion, de projets mobilisateurs et d'événements visant à consolider l'offre commerciale et à favoriser l'achalandage pendant les différentes phases du chantier ainsi que pendant l'année suivant sa complétion;
- contribution financière maximale de 100 000 $ par année pendant deux ans pour la réalisation de projets mobilisateurs visant à consolider l'offre commerciale et favoriser l'achalandage pendant les différentes phases du chantier.

Dans sa deuxième année d'application, le Service du développement économique (SDE) constate que le Règlement 15-089 restreint ou limite la portée du programme et que ce dernier bénéficierait d'une plus grande souplesse à l'égard de certains éléments. Le SDE recommande donc des modifications allant en ce sens.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1368 (23 novembre 2015) : Adopter le règlement établissant le programme de soutien aux artères en chantier (15-089)

DESCRIPTION

La majorité des modifications proposées au Règlement établissant le programme de soutien aux artères en chantier ont pour objectifs de :

1. permettre aux Sociétés de développement commercial (SDC) ou aux regroupements de gens d'affaires constitués en organisme à but non lucratif implantés dans les secteurs désignés d'octroyer des contrats de ressources professionnelles et techniques nécessaires à la planification et à la réalisation de projets mobilisateurs. Le Règlement actuel n'admettant pas ce type de dépense aux fins de la subvention, les organismes bénéficiaires doivent assumer le coût de telles ressources à même leur masse salariale;
2. permettre à ces même organismes de présenter leurs demandes de subventions séparément pour chacun des deux volets, soit le volet « ressources professionnelles » et le volet « projets mobilisateurs ». Le Règlement actuel oblige les organismes bénéficiaires à présenter leurs demandes de subventions dans les deux volets à la fois;
3. préciser que la subvention visant le volet « ressources professionnelles » s'applique pendant un maximum de trois exercices financiers consécutifs et que la subvention visant le volet « projets mobilisateurs » s'applique pendant un maximum de deux exercices financiers consécutifs.

JUSTIFICATION

Les modifications proposées à propos de l'engagement des ressources professionnelles et techniques donneront plus de souplesse aux organismes en leur permettant d'octroyer des contrats à des travailleurs autonomes. De jeunes organisations sans permanence qui bénéficient actuellement du programme seront ainsi libérées d'obligations et de coûts administratifs importants (obtention d'un numéro d'employeur, inscription à la CNESST, loyer ainsi que l'aménagement et les frais d'un bureau).
Quant aux modifications proposées relativement à la présentation des demandes de subvention, elles offriront plus de flexibilité aux organismes en leur permettant d'engager d'abord des ressources professionnelles au cours du premier exercice financier d'application de la subvention. Ces dernières pourraient ainsi planifier les projets mobilisateurs qui, eux, feraient l'objet d'une demande de subvention subséquente dans le cadre du second volet. Cela permettra également aux organisations bénéficiaires de planifier le moment du dépôt de leurs demandes des exercices financiers suivants en fonction des dépenses réelles encourues pour chacun des deux volets qui ne se déroulent pas nécessairement au même rythme.

Les modifications proposées respectent les motivations à l'origine de ce programme et faciliteront l'atteinte des objectifs poursuivis.

Enfin, les modifications proposées relativement à la durée d'application du programme dans les secteurs désignés permettront d'éliminer toute ambiguïté potentielle quant à la durée de l'application du programme dans un secteur désigné.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modifications proposées n'ont aucun impact financier. le fait de rendre certains frais admissibles au programme n'en change pas les paramètres ou limites.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Compte tenu du fait que le programme de soutien financier aux artères en chantier encourage la participation et la concertation des gens d'affaires d'un secteur commercial, il s'inscrit dans le principe qui vise une collectivité au coeur du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les modifications proposées au Règlement établissant le programme de soutien financier aux artères en chantier contribueront à rendre le soutien financier de la Ville plus performant dans l'objectif poursuivi de minimiser les impacts inhérents aux chantiers majeurs planifiés dans l'agglomération de Montréal, en améliorant la qualité des milieux de vie des citoyens et des travailleurs et en participant au développement économique local. Si les modifications proposées n'étaient pas adoptées ou si elles étaient retardées, ceci aurait pour effet de ne pas faire bénéficier notre programme d'une plus grande souplesse à l'égard des différents éléments exposées au présent dossier décisionnel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape, aucune opération de communication ne sera élaborée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Suite à l'adoption du règlement, informer les organismes bénéficiaires des modifications apportées.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller en développement économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-12

Martine ÉTHIER
Conseiller(ere) economique

Tél : 514 872-4137
Télécop. : 514 872-6249

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Alain HOUDE
Directeur
Tél : 514 872-1908
Approuvé le : 2016-07-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161179009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement établissant le programme de soutien financier aux artères en chantier (15-089)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Règlement modifiant 15-089 v finale.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-25

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX ARTÈRES EN CHANTIER (15-089)

Vu l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 7° de l'article 4 du Règlement établissant le programme de soutien aux artères en chantier (15-089) est modifié par l'insertion des mots « l'octroi d'un contrat de services professionnels et techniques » avant les mots « l'embauche » et l'ajout d'une virgule après le mot « techniques ».

2. L'article 5 du même règlement est modifié :

1° par l'ajout, au paragraphe 1°, à la suite du chiffre « 4 » de « , pour un maximum de trois exercices financiers consécutifs »;

2° par l'ajout, au paragraphe 2°, à la suite du chiffre « 4 » de « , pour un maximum de deux exercices financiers consécutifs ».

3. L'article 9 du même règlement est modifié par l'insertion des mots « pour chacun des volets » à la suite du mot « subvention ».

4. L'article 10 du même règlement est modifié par l'ajout des mots « Pour les deux premiers exercices financiers durant lesquels le programme est appliqué à un secteur désigné, » en début de phrase, avant les mots « Une demande ».

5. L'article 11 du même règlement est modifié :

1° par l'insertion, au paragraphe 1°, des mots « ou à qui un contrat a été octroyé » à la suite du mot « embauchées »;

2° par la suppression, au paragraphe 1°, des mots « , nécessaires à la planification et à la réalisation des interventions proposées au volet « projets mobilisateurs » de la demande de subvention »;

3° par l'insertion, au paragraphe 2°, des mots « ou, le montant total du coût des contrats de services professionnels et techniques, » à la suite du mot « techniques ».

6. Le même règlement est modifié par l'ajout, à la suite de l'article 12, de l'article suivant :

« 12.1 Pour le premier exercice financier durant lequel le programme est appliqué à un secteur désigné, la demande de subvention relative au volet « projets mobilisateurs » doit être présentée par l'association au plus tard 90 jours après la date à laquelle sa demande relative au volet « ressources professionnelles » a été approuvée conditionnellement par le directeur en vertu de l'article 18.

Pour l'exercice financier suivant celui visé au premier alinéa, la demande de subvention relative au volet « projets mobilisateurs » et celle relative au volet « ressources professionnelles » doivent être présentées par l'association au cours de cet exercice. »

7. L'article 15 du même règlement est modifié par l'insertion des mots « ou à qui un contrat a été octroyé, » à la suite du mot « association » et de l'ajout d'une virgule après le mot « techniques ».

8. L'article 18 du même règlement est modifié :

1° par l'ajout des mots « , le cas échéant » à la suite du mot « approuve »;

2° par l'insertion, au paragraphe 4°, des mots « ou à qui un contrat doit-être octroyé, » à la suite du mot « embauchée » et par l'ajout d'une virgule après le mot « association ».

3° par l'insertion, entre le premier et le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant :

« L'approbation d'une demande de subvention ne visant qu'un des volets « ressources professionnelles » et « projets mobilisateurs », présentée en vertu de l'article 12.1, est conditionnelle à la présentation d'une demande de subvention relative à l'autre volet, conforme aux dispositions de la section V. »

9. L'article 20 du même règlement est modifié par l'insertion des mots « , le coût des contrats de services professionnels et techniques » à la suite du mot « techniques » et par le remplacement du nombre « 17 » par le nombre « 18 ».

10. Le même règlement est modifié par l'ajout, à la suite de l'article 23, de l'article suivant :

« Lorsqu'en contravention des articles 10 et 12.1, aucune seconde demande de subvention n'est présentée par l'association dans les délais impartis, l'association doit remettre la subvention octroyée pour un premier volet, à la Ville, dans les 10 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet. »

11. L'article 25 du même règlement est modifié par le remplacement du nombre « 16 » par le nombre « 17 ».

GDD1161179009

XX-XXX/2

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.11

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1163430014

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le « Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (14-004) »

Il est recommandé au conseil municipal d'adopter le « Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (14-004) »

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-08-05 14:10

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163430014**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le « Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (14-004) »

CONTENU

CONTEXTE

Le gouvernement du Québec a adopté, le 30 novembre 2010, la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, chapitre E-15.1.0.1 – « la Loi »). Tel qu'il est mentionné dans les notes explicatives, "cette loi crée une obligation aux municipalités locales et aux municipalités régionales de comté dont le préfet est élu au suffrage universel d'adopter un code d'éthique et de déontologie applicable aux élus et de le réviser après chaque élection générale." La Loi prévoit que le conseil municipal devait adopter, par règlement, le code d'éthique et de déontologie applicable aux élus au plus tard le 2 décembre 2011.
Conformément à la loi, le conseil a adopté le règlement intitulé Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (11-031) à son assemblée du 24 octobre 2011. Comme édicté par l'article 13 de la Loi, le conseil a adopté un code d'éthique et de déontologie révisé avant le 1er mars qui a suivi l'élection générale, soit à son assemblée du 24 février 2014 (14-004).

Par ailleurs, le gouvernement a adopté, le 10 juin 2016, le projet de loi 83 - la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique* (L.Q. 2016, chapitre 17). Cette loi apporte diverses modifications concernant le domaine municipal. Elle modifie, entre autres, la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* afin de prévoir que les codes d'éthique et de déontologie des élus et des employés municipaux doivent interdire certaines annonces lors d'activités de financement politique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0181 – 24 février 2014 – Adoption - Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement
CM11 0827 – 24 octobre 2011 – Adoption – Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement et d'une résolution à l'effet de prolonger au 1er janvier 2015 la déclaration du conseil de la Ville à l'effet d'être compétent en matière d'éthique à l'égard de ses membres.

DESCRIPTION

L'article 101 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique* vise à donner suite à la recommandation no 46 de la Commission d'enquête sur l'industrie de la construction concernant le code d'éthique et de déontologie des élus. Il modifie la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* pour prévoir que ce code doit contenir une disposition obligatoire interdisant aux élus de faire des annonces à propos de projets, de contrats et de subventions lors d'activités de financement politique. Cette interdiction est effective tant que la décision finale sur la réalisation du projet, la conclusion du contrat et l'octroi de la subvention n'est pas prise par l'autorité compétente.
Par ailleurs, ces modifications législatives prévoient que les élus qui emploient du personnel de cabinet doivent veiller à ce que ces employés respectent cette même interdiction. En cas de non-respect de cette interdiction par l'un de ceux-ci, l'élu est imputable aux fins de toute sanction prévue au code.

L'article 102 de la Loi est en lien avec l'amendement précédent visant à rendre applicable aux employés municipaux la même interdiction que celle prévue pour les élus municipaux. Un dossier distinct sera soumis au conseil d'agglomération pour la modification requise au Règlement sur le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG 12-026) (dossier 1165019001).

Il est prévu que ces interdictions doivent être introduites dans les codes d'éthique et de déontologie des élus et des employés municipaux au plus tard le 30 septembre 2016 (article 155).

JUSTIFICATION

N/A

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La modification de l'actuel Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (14-004) est requise, d'ici le 30 septembre, pour se conformer à la Loi.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis de motion et présentation du projet de règlement à l'assemblée du 22 août 2016;
Avis public faisant suite à l'avis de motion et présentant un résumé du projet de règlement, la mention de la date, de l'heure et du lieu de la séance où est prévue l'adoption du règlement (RLRQ, c. E-15.1.0.1, art. 12);

Avis public annonçant l'entrée en vigueur du règlement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis public, faisant suite à l'avis de motion, présentant un résumé du projet, la mention de la date, de l'heure et du lieu de la séance où est prévue l'adoption du règlement (RLRQ, c. E -15.1.0.1, art. 12);

Adoption du règlement intitulé « Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (14-004) » - Conseil municipal - Assemblée du 26 septembre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-02

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-08-05

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1163430014

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Adopter le « Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (14-004) »

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Règl mod. Règl. 14-004_code éthique des élus.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-04

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514 872-3832
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE CODE D'ÉTHIQUE ET DE CONDUITE DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA VILLE ET DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (14-004)

Vu l'article 7.1 de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (RLRQ, chapitre E-15.1.0.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (14-004) est modifié par l'insertion, après l'article 16, de l'article suivant :

« **16.1.** Un membre du conseil ne doit pas faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la Ville, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente.

Le membre du conseil qui emploie du personnel de cabinet doit veiller à ce que ces employés respectent l'interdiction prévue au premier alinéa. En cas de non-respect de cette interdiction par l'un de ceux-ci, le membre du conseil en est imputable aux fins de l'imposition des sanctions prévues à l'article 28. ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD 1163430014

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.12

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1166379001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent, pour une période de deux (2) ans, à l'égard de tous les arrondissements, afin d'adopter un règlement relatif au contrôle des animaux unique applicable à l'ensemble de ceux-ci. Approuver le projet de règlement intitulé «Règlement modifiant le règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement»

Il est recommandé:

- de déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la Ville compétent à l'égard de l'adoption d'un règlement relatif aux chiens et autres animaux domestiques et ce, jusqu'au 22 août 2018, et

- de modifier le Règlement intérieur du conseil de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin de prévoir que seule l'application des règlements relatifs aux animaux autres que domestiques est déléguée.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-06-15 16:36

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166379001**
Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent, pour une période de deux (2) ans, à l'égard de tous les arrondissements, afin d'adopter un règlement relatif au contrôle des animaux unique applicable à l'ensemble de ceux-ci. Approuver le projet de règlement intitulé «Règlement modifiant le règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement»

CONTENU

CONTEXTE

Actuellement, l'adoption et l'application d'un règlement sur le contrôle des animaux relèvent de la compétence des arrondissements de la Ville de Montréal en vertu de l'article 185.1 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* (ci-après la « Charte »)pour les chiens et autres animaux domestiques et de l'article 1 paragraphe 1 b) du *Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement* (02-002) pour les animaux autres que domestiques.
En 2012, la Ville de Montréal a revu sa réglementation relative aux animaux en vue de proposer un règlement uniforme sur l'ensemble de son territoire. C'est en se basant sur l'avis d'experts et après analyse de différentes réglementations municipales qu'un Règlement sur le contrôle des animaux a été proposé aux arrondissements pour adoption. Ce règlement ne cible aucun type, ni race de chien, mais oblige plutôt le contrôle en tout temps de n'importe quel chien par son gardien et encadre spécifiquement les cas de morsure.

À ce jour, seize arrondissements ont adopté ce Règlement et certains d'entre eux y ont apporté des modifications. Parmi les trois arrondissements qui ne l'ont pas adopté, Outremont interdit la garde de chiens de race « pit-bull terrier ». Parmi les seize arrondissements qui l'ont adopté, deux ont ajouté des règles spécifiques pour certaines races de chiens :
- Anjou a ajouté des exigences pour les chiens de type « Pit-bull » : ils doivent être stérilisés, muselés en tout temps sur le domaine public et ils ne sont pas admis dans les aires d'exercice canin;
- Saint-Léonard a interdit les races Bull terrier, Staffordshire terrier, American pit-bull terrier et American stafford terrier (communément appelées « Pit-bull ») ou tout croisement de ces race.

Les récents événements impliquant des attaques de chiens de type « Pit-bull » amènent la Ville de Montréal à évaluer la réglementation en vigueur sur son territoire et déterminer les

mesures réglementaires à proposer pour s'assurer de la protection et de la sécurité des citoyens montréalais.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

La sécurité publique et la protection de l'ensemble des citoyens montréalais militent en faveur d'un contrôle adéquat des chiens et autres animaux. Afin que l'ensemble de la population montréalaise bénéficie d'un même niveau de sécurité, il est recommandé qu'une seule instance puisse réglementer en cette matière, et ce, pour l'ensemble du territoire de la Ville. Pour ce faire, il est requis que le conseil de la Ville, en vertu de l'article 85.5 de la Charte, se déclare compétent à l'égard de l'objet suivant : adoption d'un règlement sur les chiens et autres animaux domestiques. Il est en outre requis que le *Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement* (02 -002) soit modifié afin que le conseil de la Ville puisse exercer le pouvoir réglementaire à l'égard des animaux autres que domestiques.
Il n'est pas prévu de modifier la compétence quant au pouvoir d'application de la réglementation relative aux animaux. Les arrondissements exercent actuellement les pouvoirs liés à l'application d'un règlement relatif au contrôle des animaux et le présent dossier n'entraînera pas de changement à ce titre.

Les pouvoirs concernant l'application d'un règlement concernant les chiens et autres animaux domestiques ne sont donc pas visés par la résolution à être adoptée en vertu de l'article 85.5 de la Charte. La résolution à être adoptée ne vise que l'adoption d'un règlement relatif aux chiens et autres animaux domestiques.

Par ailleurs, pour ce qui est des animaux autres que domestiques, le *Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement* (02 -002) devra être modifié afin que les pouvoirs délégués aux arrondissements quant à cet objet, se limitent à l'application du règlement.

Par ces deux mesures, soit l'adoption de la résolution adoptée en vertu de l'article 85.5 de la Charte et la modification du *Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement* (02-002), l'adoption d'un règlement relatif au contrôle des animaux de tous types relèvera du conseil de la Ville alors que l'application d'un tel règlement relèvera des arrondissements.

JUSTIFICATION

Afin de s'assurer de la protection et de la sécurité de l'ensemble des citoyens montréalais, il en va de l'intérêt général de la Ville de Montréal, que le conseil de la ville se déclare compétent à l'égard de l'adoption d'un règlement relatif aux chiens et autres animaux domestiques.
Aussi, la modification du *Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement* (02-002) est requise afin qu'un seul règlement puisse être adopté par le conseil de la Ville de manière à prévoir toutes les règles relatives aux animaux de tous types.

Ce rapatriement se justifie par une volonté d'optimisation et d'harmonisation des règles relatives au contrôle des animaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

À court terme, le rapatriement de la compétence ne prévoit aucune dépense ni aucun revenu.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise ne s'applique pas dans le cadre du rapatriement d'une compétence.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'impact immédiat de ce rapatriement de compétence sera d'éviter que les arrondissements prennent des décisions divergentes à l'égard des chiens de type « Pit-bull ». L'adoption d'une réglementation uniforme relative aux animaux, prévue en septembre 2016, permettra de promouvoir les règles prescrites sur l'ensemble du territoire montréalais, ce qui facilitera grandement leur compréhension et leur respect par les propriétaires de chiens et de chats. On peut s'attendre notamment à un accroissement du taux d'enregistrement des animaux de compagnie. Les tarifs en application du règlement sur le contrôle des animaux pourront également être uniformisés.
Par l'uniformisation des pratiques, le travail des personnes chargées d'appliquer la réglementation dans plus d'un arrondissement de même que les procédures pénales relatives à cette réglementation seront grandement facilités.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une première campagne de communication sera déployée pour rassurer les citoyens sur la volonté de la Ville de Montréal d'exercer un contrôle accru des animaux sur son territoire et pour faire connaître les obligations actuelles des gardiens d'animaux de compagnie. Une seconde campagne annoncera les modifications au Règlement sur le contrôle des animaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2016 :
Rapatriement de la compétence à l'égard de la modification de la réglementation municipale relative au contrôle des animaux
Avis de motion pour la modification du Règlement intérieur de conseil de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissements (02-002)
Avis de motion pour la modification du Règlement sur le contrôle des animaux
Avis de motion pour la modification du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

Septembre 2016 :
Adoption de la modification du Règlement intérieur de conseil de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissements (02-002)
Adoption de la modification du Règlement sur le contrôle des animaux.
Adoption de la modification du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ghislain OUIMET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzanne LECOMTE
Conseiller(ere) en planification

Tél : 514 868-5139
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-15

Guylaine BRISSON
Directrice

Tél : 514-872-4757
Télécop. : 514-868-3692

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1166379001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Objet :	Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent, pour une période de deux (2) ans, à l'égard de tous les arrondissements, afin d'adopter un règlement relatif au contrôle des animaux unique applicable à l'ensemble de ceux-ci. Approuver le projet de règlement intitulé «Règlement modifiant le règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement

FICHIERS JOINTS

Modification 02-002_animaux_.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghislain OUIMET
Avocat
Tél : 514 872-0267

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-15

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514 872-4222
Division : Service des affaires juridiques, Droit public et de la législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL DE LA VILLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (02-002)

Vu l'article 186 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____ 2016, le conseil de la Ville décrète :

1. Le premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) est modifié :

   1° par la suppression du sous-paragraphe b) du paragraphe 1°;

   2° par l'ajout, après le sous-paragraphe p) du paragraphe 2°, du sous-paragraphe suivant :

   « q) aux animaux autres que domestiques; ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD 1166379001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 42.13

2016/09/26 13:00

(2)

Dossier # : 1165086003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Projet :	-
Objet :	Apporter une modification au règlement initial pour y adopter un addenda afin d'autoriser les animaux de ferme selon certaines conditions par les arrondissements

Il est recommandé:
1) d'adopter la version modifiée du Règlement sur le contrôle des animaux présenté le 23 août au conseil municipal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-09-06 11:22

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.13

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1165086003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Projet :	-
Objet :	Dans le cadre de la gestion animalière, 1. adopter un règlement sur le contrôle des animaux et 2. adopter un règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

Il est recommandé:
1) d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal pour avis de motion le projet de règlement intitulé « Règlement sur le contrôle des animaux» et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

2) d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal pour avis de motion le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)» et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-08-12 16:18

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 22 août 2016 Séance tenue le 23 août 2016	Avis de motion: CM16 0977

Avis de motion - Règlement sur le contrôle des animaux

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement sur le contrôle des animaux », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.13 1165086003
/cb

Denis CODERRE
_____
Maire

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 26 août 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1165086003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Projet :	-
Objet :	Apporter une modification au règlement initial pour y adopter un addenda afin d'autoriser les animaux de ferme selon certaines conditions par les arrondissements

CONTENU

CONTEXTE

À la séance du conseil municipal du 22 août 2016, un avis de motion a été donné de la présentation, à une séance subséquente, du règlement intitulé "Règlement sur le contrôle des animaux". Ce projet de règlement vise à uniformiser les règles relatives au contrôle des animaux sur l'ensemble de son territoire pour s'assurer de la protection et de la sécurité des citoyens montréalais.
Or, il fut constaté que le pouvoir d'ordonnance conféré au comité exécutif relativement à l'autorisation d'espèces animales autres que les animaux permis n'était pas complet. En effet, on n'y prévoyait que le pouvoir d'autoriser la présence de poules en certains endroits et à certaines conditions alors que des arrondissements permettent et encadrent la présence d'autres animaux de la ferme (exemple : moutons dans l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie).

Afin que les arrondissements puissent poursuivre leurs activités éducatives liées aux animaux de la ferme, le paragraphe 8 de l'article 54 du projet de règlement sur le contrôle des animaux doit être modifié de manière à permettre au comité exécutif de prévoir, par ordonnance, les endroits où la garde d'animaux de la ferme est autorisée et les conditions de garde applicables, le cas échéant.

Un projet de règlement révisé est joint à l'intervention addenda du Services des affaires juridiques.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michèle GIROUX, Ahuntsic-Cartierville
Andrée DUQUETTE, Anjou
Stephane P PLANTE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Martin SAVARD, Lachine
Marc MORIN, LaSalle
Isabelle CADRIN, Le Plateau-Mont-Royal
Aurèle BLANCHETTE, Le Sud-Ouest
Jacques SAVARD, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Rachel LAPERRIÈRE, Montréal-Nord
Michel ALLEN, Outremont
Dominique JACOB, Pierrefonds-Roxboro
Dany BARBEAU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Josée BÉDARD, Rosemont - La Petite-Patrie
Véronique DOUCET, Saint-Laurent
Steve BEAUDOIN, Saint-Léonard
Pierre WINNER, Verdun
Stephane CHÉNIER, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Caroline FISETTE, Verdun

Lecture :

Michel ALLEN, 2 septembre 2016
Aurèle BLANCHETTE, 1er septembre 2016
Isabelle CADRIN, 1er septembre 2016
Michèle GIROUX, 1er septembre 2016
Dominique JACOB, 1er septembre 2016
Stephane CHÉNIER, 1er septembre 2016
Pierre WINNER, 1er septembre 2016
Dany BARBEAU, 1er septembre 2016
Stephane P PLANTE, 1er septembre 2016
Jacques SAVARD, 1er septembre 2016
Martin SAVARD, 1er septembre 2016
Andrée DUQUETTE, 1er septembre 2016
Josée BÉDARD, 1er septembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie MILLETTE
Conseillère analyse et contrôle de gestion

514 872-0588
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165086003**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Projet :	-
Objet :	Dans le cadre de la gestion animalière, 1. adopter un règlement sur le contrôle des animaux et 2. adopter un règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre des récents événements impliquant des attaques de chiens de type « Pit bull », la Ville de Montréal veut uniformiser les règles relatives au contrôle des animaux sur l'ensemble de son territoire pour s'assurer de la protection et de la sécurité des citoyens montréalais.
La mise en place d'un règlement sur le contrôle des animaux requiert les gestes juridiques suivants :

- en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le rapatriement par le conseil de la ville des compétences à l'égard de l'ensemble des pouvoirs nécessaires à l'adoption d'un règlement relatif aux chiens et autres animaux domestiques;
- l'adoption par le conseil de la ville d'un règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs ;
- l'adoption par le conseil de la ville d'un règlement intitulé Règlement sur le contrôle des animaux ;
- l'adoption par le conseil de la ville d'un règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091) afin d'ajouter les tarifs en lien avec le contrôle des animaux.

Le présent sommaire vise les deux dernières étapes soit l'adoption du règlement relatif au contrôle animalier et du règlement venant modifier le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD 1166379001 - Séance visée: comité exécutif: 10 août 2016, conseil municipal: 22 août 2016 - Déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil municipal compétent à l'égard de l'ensemble des pouvoirs nécessaires à l'adoption d'un règlement relatif au contrôle des animaux et adopter le projet de règlement modifiant le règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement à cette fin

DESCRIPTION

Afin d'instaurer les meilleures pratiques en gestion animalière, le règlement prévoit le permis obligatoire pour tous les chiens et les chats dès l'entrée en vigueur du règlement, mais également la stérilisation et le micropuçage obligatoire de tous les chiens d'ici le 31 décembre 2019. Il prévoit également un nombre maximal de 2 chiens par unité d'occupation, un permis spécial pour détenir 3 chiens, ainsi qu'un permis pour les promeneurs de chiens.
De plus, le règlement interdit les chiens de type Pit bull sur le territoire de la ville de Montréal. Cependant, certaines mesures transitoires pour les citoyens ayant déjà ce type de chien sont prévues. En effet, les propriétaires devront obtenir un permis spécial de garde d'un chien de type Pit bull, lequel prévoit des mesures plus strictes que pour les autres types de chiens. Le règlement exige également des mesures particulières pour un chien qui a mordu et qui est considéré à risque.

En effet, certains permis spéciaux autorisant, soit la garde d'un plus grand nombre de chiens, soit la garde de chiens ayant un potentiel de dangerosité plus important (Pit bull ou chien à risque), il est important que les personnes qui bénéficient de ces autorisations soient des personnes qui peuvent démontrer un haut niveau de responsabilité. Ainsi, des conditions strictes d'obtention du permis spécial, ainsi que des conditions strictes de garde des animaux visés par ces permis ont été prévues afin que les autorisations particulières ne soient accordées et maintenues que dans les cas où le propriétaire se conforme à ces conditions. L'obtention de tels permis constitue un privilège qui ne pourra être obtenu et conservé que si les conditions strictes sont respectées.

Finalement, les amendes prévues pour les diverses infractions au règlement sont plus importantes que précédemment, et ce, particulièrement pour une infraction pouvant poser un risque à la sécurité.

JUSTIFICATION

Un Règlement sur le contrôle des animaux applicable à l'ensemble du territoire permet d'assurer la protection et la sécurité de l'ensemble des citoyens montréalais.
Considérant les craintes que peuvent entraîner certains chiens au sein de la population et afin d'assurer que la garde des chiens sur le territoire de la Ville ne porte pas atteinte au climat sécuritaire qu'il est souhaitable de maintenir, un resserrement des conditions de garde des chiens est justifié.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les tarifs applicables sont inclus au Règlement modifiant le règlement sur les tarifs (exercice 2016) (15-091). Le même tarif est applicable dans tous les arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise ne s'applique pas dans le cadre du Règlement sur le contrôle des animaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'harmonisation des pratiques en matière de contrôle animalier à l'échelle de la Ville permettra de promouvoir les règles prescrites sur l’ensemble du territoire montréalais, ce qui facilitera grandement leur compréhension et leur respect par les propriétaires de chiens et de chats. On peut s’attendre notamment à un accroissement du taux d’enregistrement des animaux de compagnie. Les tarifs en application du règlement sur le contrôle des animaux sont également uniformisés.
Par l'uniformisation des pratiques, le travail des personnes chargées d’appliquer la réglementation dans plus d’un arrondissement de même que les procédures pénales relatives à cette réglementation seront grandement facilités.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une campagne de sensibilisation au nouveau règlement sera développée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2016 :
Rapatriement de la compétence à l'égard de l'adoption de la réglementation municipale relative aux chiens et aux autres animaux domestiques
Avis de motion pour la modification du Règlement intérieur de conseil de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissements (02-002)
Avis de motion pour l'adoption du Règlement sur le contrôle des animaux
Avis de motion pour la modification du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

Septembre 2016 :
Adoption de la modification du Règlement intérieur de conseil de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissements (02-002)
Adoption du Règlement sur le contrôle des animaux.
Adoption du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)
Adoption d'une ordonnance relative à la période de validité des médailles

Entrée en vigueur des règlements: après publication d'un avis d'entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mélina MORIN, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie MILLETTE
Conseillère en planification

Tél : 514 872-0588
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-11

Guylaine BRISSON
Directrice

Tél : 514 872-4757
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165086003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Objet :	Apporter une modification au règlement initial pour y adopter un addenda afin d'autoriser les animaux de ferme selon certaines conditions par les arrondissements

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement sur le contrôle des animaux.

FICHIERS JOINTS

Règlement sur le contrôle des animaux_final_corrigé.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate

Tél : (514) 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-02

Véronique BELPAIRE
Avocate - chef de division

Tél : 514 872-3832
Division : Droit public et de la législation

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165086003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Objet :	Dans le cadre de la gestion animalière, 1. adopter un règlement sur le contrôle des animaux et 2. adopter un règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de Règlement sur le contrôle des animaux ainsi que le projet de Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091).

FICHIERS JOINTS

Projet_Règl. sur le contrôle des animaux_final1.doc

Projet_Règl. mod. règl. tarifs 15-091.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-17

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514 872-3832
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XXX

RÈGLEMENT SUR LE CONTRÔLE DES ANIMAUX

Vu les articles 6, 59, 62 et 63 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu les articles 369 et 411 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu l'article 136.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 47 et 185.1 de l'annexe C de ladite Charte;

Vu la résolution CMXX XXXX par laquelle le conseil de la ville se déclare compétent pour une période de 2 ans quant à l'adoption d'un règlement relatif aux chiens et autres animaux domestiques;

À l'assemblée du , le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DÉFINITIONS ET ADMINISTRATION

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« aire d'exercice canin » : désigne un terrain clôturé désigné par des panneaux apposés par la Ville indiquant qu'il s'agit d'un endroit où il est possible de laisser les chiens en liberté sans laisse;

« animal errant » : tout animal qui n'est pas tenu en laisse, qui n'est pas accompagné d'une personne capable de le maîtriser et qui n'est pas sur le terrain de son gardien, à l'exception d'un chat communautaire;

« autorité compétente » : tout fonctionnaire ou employé responsable de l'application du présent règlement, un agent de la paix ainsi que tout représentant d'une entreprise externe dont les services sont retenus par la Ville pour faire respecter les dispositions du présent règlement;

« certificat de recherche négatif de casier judiciaire » : document attestant de l'absence d'un casier judiciaire délivré par un corps de police canadien ou une agence accréditée ou certifiée par la Gendarmerie royale du Canada;

« certificat de recherche positif de casier judiciaire » : document attestant de l'existence d'un casier judiciaire délivré par un corps de police canadien ou une agence accréditée ou certifiée par la Gendarmerie royale du Canada;

« chat communautaire » : chat inscrit à un programme capture – stérilisation – vaccination – retour, c'est-à-dire un programme visant à stériliser, marquer et vacciner les chats féraux, soit des chats vivant dans un état semi-sauvage et qui ne peuvent être confinés à l'intérieur d'une unité d'habitation, puis à les retourner au lieu où ils ont été capturés et où au moins une personne agit auprès d'eux comme gardien;

« chenil » ou « chatterie » ou « clapier » : lieu où s'exerce la garde d'au moins trois chiens, trois chats ou trois lapins non stérilisés et où l'on annonce ou offre de vendre ou de donner un chien, un chat ou un lapin non stérilisé;

« chien d'assistance » : désigne un chien entraîné pour aider une personne atteinte d'un handicap, et pour lequel cette personne a obtenu un permis de la Ville sur présentation d'une preuve attestant de la nécessité de l'assistance d'un tel chien;

« chien dangereux » :

1° un chien qui a causé la mort d'une personne ou d'un animal d'une espèce permise conformément à l'article 3;

2° un chien à risque ayant été déclaré dangereux par l'autorité compétente;

« chien de type Pit bull » :

1° un chien de race Pit bull terrier américain (« American pit bull terrier »), Terrier américain du Staffordshire (« American Staffordshire terrier ») ou Bull terrier du Staffordshire (« Staffordshire bull terrier »);

2° un chien issu d'un croisement entre l'une des races énumérées au paragraphe 1° et un autre chien;

3° un chien qui présente plusieurs caractéristiques morphologiques de races et croisements énumérés aux paragraphes 1° et 2°;

« chien hybride » : un chien résultant d'un croisement entre un chien et un canidé autre que le chien;

« chien interdit » :

1° un chien dangereux;

2° un chien de type Pit bull dont le gardien ne possède pas de permis spécial de garde d'un chien de type Pit bull conformément au présent règlement;

3° un chien hybride;

4° un chien non stérilisé au 31 décembre 2019, à l'exception d'un chien qui ne peut être stérilisé sur avis écrit d'un médecin vétérinaire ou d'un chien reproducteur dont le gardien détient une preuve d'enregistrement d'une association de races reconnue;

5° un chien non muni d'une micropuce au 31 décembre 2019;

« chien à risque » : un chien qui tente de mordre ou d'attaquer, qui mord ou attaque, qui commet un geste susceptible de porter atteinte à la sécurité d'une personne ou d'un animal d'une espèce permise conformément à l'article 3;

« expert de la Ville » : médecin vétérinaire désigné par la Ville ou une personne compétente désignée par un médecin vétérinaire et par la Ville;

« gardien » : toute personne qui a la propriété, la possession ou la garde d'un animal. Dans le cas d'une personne physique âgée de moins de 14 ans, le père, la mère, le tuteur ou le répondant de celle-ci est réputé gardien;

« micropuce » : dispositif électronique encodé, inséré sous la peau d'un animal par un médecin vétérinaire ou sous sa supervision, qui contient un code unique lié à une base de données centrale reconnue par la Ville, servant à identifier et répertorier les animaux domestiques;

« museler » : mettre une muselière à un animal, soit un dispositif entourant le museau de l'animal d'une force suffisante pour l'empêcher de mordre;

« place publique » : désigne notamment une rue, une ruelle, une voie de promenade piétonne, un parc, un terrain de jeux public, une piscine publique, une cour d'école, un terre-plein, une piste cyclable, un espace vert, un jardin public;

« refuge » : établissement désigné par le mandataire de la Ville ou tout endroit déterminé par ordonnance conformément au paragraphe 1° de l'article 54;

« unité d'occupation » : un terrain ou immeuble privé et ses dépendances dont le gardien de l'animal est propriétaire, locataire ou occupant;

« Ville » : désigne la Ville de Montréal.

2. L'autorité compétente exerce les pouvoirs qui lui sont confiés par le présent règlement et notamment, elle peut :

1° visiter et examiner toute unité d'occupation aux fins d'application du présent règlement;

2° faire euthanasier ou ordonner l'euthanasie d'un animal dangereux, à risque, interdit, errant, mourant, gravement blessé ou hautement contagieux;

3° demander une preuve de stérilisation de tout chien et chat;

4° exiger du gardien tout document pertinent à l'application du présent règlement;

5° s'adresser à un juge pour obtenir la permission de capturer et saisir, à l'endroit où il est gardé, tout animal qui contrevient au présent règlement ou dont le gardien refuse ou néglige de se conformer à un ordre émis par l'autorité compétente.

Aux fins de l'application du paragraphe 1°, tout propriétaire, locataire ou occupant d'une unité d'occupation doit, sur présentation d'une pièce d'identité de l'autorité compétente, lui en permettre l'accès.

Nul ne peut entraver, de quelque façon, la capture d'un animal par l'autorité compétente.

Constitue une infraction au présent règlement le fait d'incommoder, d'injurier, d'interdire ou d'empêcher de quelque manière que ce soit l'accès visé au paragraphe 1° du 1er alinéa ou d'y faire autrement obstacle ainsi que le fait de refuser ou de négliger de se conformer à une demande qui lui est formulée en vertu du présent règlement.

CHAPITRE II
CONTRÔLE DES ANIMAUX ET NUISANCES

SECTION I
ANIMAUX PERMIS

3. Il est interdit à toute personne de posséder, d'être en possession ou de garder en captivité à quelque fin que ce soit un animal ne faisant pas partie d'une des espèces suivantes :

1° le chien, à l'exception du chien interdit;

2° le chat;

3° le lapin;

4° le furet;

5° le rongeur domestique de moins de 1,5 kg;

6° le phalanger volant né en captivité;

7° le hérisson né en captivité, à l'exception de celui du genre *Erinaceus*;

8° les oiseaux nés en captivité, à l'exception du canard, de l'oie, du canaroie, du cygne, du kamichi et autre ansériforme, de la poule, de la pintade, de la dinde, du faisan, du tétra et autre gallinacé, de l'autruche, du nandou, du kiwi, de l'émeu, du casoar, des oiseaux ratites et autre struthioniforme;

9° les reptiles nés en captivité, à l'exception des serpents dont la longueur, à l'âge adulte, atteint plus de 3 mètres, des serpents venimeux, des lézards dont la longueur, à l'âge adulte, atteint plus de 2 mètres, des lézards venimeux, des tortues marines, des tortues de la famille des Trionychidés et des alligators, crocodiles, gavials et autres crocodiliens;

10° le crapaud d'Amérique (*Bufo americanus*), la grenouille des bois (*Rana sylvatica*), la grenouille du Nord (*Rana septentrionalis*), la grenouille léopard (*Rana pipiens*), la grenouille verte (*Rana clamitans*), le necture tacheté (*Necturus maculosus*), le ouaouaron (*Rana catesbeiana*), le triton vert (*Notophthalmus viridescens*) et tous les amphibiens exotiques, à l'exception des amphibiens venimeux.

4. Malgré l'article 3, il est permis de garder, dans l'un ou l'autre des endroits suivants, un animal ne faisant pas partie d'une espèce permise en vertu du présent règlement :

1° un établissement vétérinaire, pourvu que l'animal soit sous la garde d'un médecin vétérinaire;

2° une institution affiliée à une université ou à un centre de recherche lorsque l'animal est gardé à des fins de recherche, d'étude ou d'enseignement;

3° un refuge.

SECTION II
PERMIS

5. Nul ne peut être le gardien d'un chien ou d'un chat sans avoir obtenu le permis obligatoire, conformément aux dispositions du présent règlement.

6. Le demandeur du permis doit être âgé de 16 ans ou plus.

7. Le permis prévu à l'article 5 doit être obtenu dans un délai de 15 jours suivant l'acquisition du chien ou du chat ou suivant le jour où le chien ou le chat atteint l'âge de 3 mois, le délai le plus long s'appliquant.

L'article 5 ne s'applique pas dans le cas d'un chien ou d'un chat gardé par un établissement vétérinaire ou un refuge ou à des fins de vente par un exploitant exerçant cet usage conformément aux exigences réglementaires applicables.

8. Malgré l'article 5, un chien ou un chat gardé de façon habituelle sur le territoire d'une autre municipalité peut être amené à l'intérieur des limites de la Ville sans avoir obtenu le permis obligatoire sous réserve des conditions suivantes :

1° le chien ou le chat est amené sur le territoire de la Ville pour une période maximale de 30 jours;

2° l'animal doit être muni d'un permis valide délivré par la municipalité où il est gardé habituellement dans la mesure où la municipalité l'exige en vertu de sa réglementation. Le gardien de l'animal doit, sur demande de la Ville, exhiber le permis valide délivré par la municipalité;

3° il ne s'agit pas d'un chien interdit.

9. Un permis est délivré à toute personne qui présente une demande conforme au présent règlement et qui paie le montant prévu au règlement sur les tarifs en vigueur.

Ce permis est valide pour la période déterminée par ordonnance du comité exécutif. Il est incessible et non transférable.

10. Le gardien d'un chien ou d'un chat doit procéder au renouvellement du permis avant sa date d'échéance. À défaut de le faire dans le délai imparti, des frais supplémentaires seront ajoutés au coût du permis, tel qu'il est établi par le règlement sur les tarifs en vigueur.

11. Toute demande de permis doit indiquer les nom, prénom, adresse et numéro de téléphone de la personne qui en fait la demande ainsi que, sauf pour le permis de promeneur, la race, le sexe, la couleur, l'année de naissance et le nom de l'animal. De plus, une preuve de stérilisation doit être fournie lorsque le chien ou le chat est stérilisé ainsi que le numéro de micropuce lorsque l'animal en possède une.

Commet une infraction, quiconque, aux fins visées au premier alinéa, fournit une information fausse, inexacte ou incomplète.

12. Suivant le paiement des droits exigibles, la Ville remet au gardien une médaille et un permis sur lequel est indiqué le numéro de la médaille. La médaille est valide pour la période déterminée par ordonnance du comité exécutif.

13. Le gardien du chien ou du chat pour lequel une médaille a été délivrée doit aviser la Ville de tout changement d'adresse ainsi que de la mort, de la disparition, du don ou de la vente de son animal dans les 15 jours suivant l'un de ces événements.

Le gardien du chien ou du chat muni d'une micropuce doit aviser le fournisseur de la micropuce de tout changement de ses coordonnées dans les 15 jours suivant un tel changement.

Le gardien d'un chien à risque doit aviser par écrit la Ville 48 heures avant de modifier le lieu de garde de l'animal.

14. Le gardien d'un chien ou d'un chat doit s'assurer que ce dernier porte la médaille qui a été délivrée, à l'exception d'un chat muni d'une micropuce dont l'information rattachée à la micropuce permet de vérifier le numéro du permis délivré pour le chat.

SECTION III

NOMBRE D'ANIMAUX ET CHENIL

15. Il est interdit :

1° de garder dans une unité d'occupation plus de 2 chiens;

2° de garder dans une unité d'occupation plus de 4 animaux, toutes espèces permises confondues;

3° d'opérer un chenil, une chatterie, un clapier, une bergerie, une volière, un poulailler ou toute autre forme d'élevage animal.

Malgré les paragraphes 1° et 2°, lorsqu'une chienne, une chatte ou une lapine met bas, les chiots, les chatons ou les lapereaux peuvent être gardés pendant une période n'excédant pas 3 mois.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas d'un refuge ou d'un établissement spécialisé dans la vente, la garde, l'entretien ou les soins aux animaux exerçant ce ou ces usages conformément aux exigences réglementaires applicables.

SECTION IV
PERMIS SPÉCIAUX DE GARDE

SOUS-SECTION 1
PERMIS SPÉCIAL DE GARDE D'UN CHIEN DE TYPE PIT BULL

16. Il est permis de posséder un chien de type Pit bull si le gardien de l'animal est détenteur d'un permis spécial de garde d'un chien de type Pit bull délivré par la Ville.

Sous réserve du troisième alinéa, la Ville délivre un permis spécial de garde d'un chien de type Pit bull si les conditions suivantes sont respectées :

1° la première demande est présentée avant le 31 décembre 2016;

2° le demandeur fournit une preuve de stérilisation du chien ou fournit un avis écrit du médecin vétérinaire à l'effet que l'animal ne peut pas être stérilisé;

3° le demandeur fournit une preuve de vaccination du chien contre la rage et toute preuve de renouvellement, le cas échéant, à la demande de la Ville;

4° le demandeur fournit une preuve que le chien est muni d'une micropuce;

5° le demandeur fournit un certificat de recherche négatif de casier judiciaire ou, dans le cas d'un certificat de recherche positif de casier judiciaire, une attestation délivrée par le Service de police de la Ville de Montréal à l'effet qu'il n'a pas été déclaré coupable dans les cinq ans précédant la date de la

demande de permis ou de son renouvellement, d'une infraction à une disposition prévue à l'annexe 1 du présent règlement;

6° le demandeur est âgé de 18 ans ou plus;

7° le demandeur fournit un document à l'effet qu'il était résidant de la Ville et propriétaire du chien qui fait l'objet de la demande à la date d'entrée en vigueur du présent règlement;

8° le demandeur a payé les droits exigibles en vertu du règlement sur les tarifs en vigueur.

Le gardien qui présente une première demande conformément au deuxième alinéa doit fournir à la Ville les documents mentionnés aux paragraphes 2° à 5° au plus tard le 1er mars 2017.

Le permis spécial de garde d'un chien de type Pit bull est renouvelé si les conditions de délivrance du permis sont toujours respectées à la date de renouvellement et que le gardien de l'animal détient le permis délivré par la Ville pour la période de validité précédente et que celui-ci n'a pas été révoqué.

Le permis spécial de garde d'un chien de type Pit bull vise le chien identifié dans la demande, il est incessible et non transférable. Ce permis est révoqué en cas de décès de l'animal qui en fait l'objet.

17. Le gardien d'un chien de type Pit bull détenant un permis spécial de garde doit respecter les conditions particulières de garde suivantes lorsque l'animal se trouve à l'extérieur d'un bâtiment :

1° l'animal est muselé en tout temps;

2° l'animal est tenu au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,25 mètre, sauf dans les aires d'exercice canin ou dans un endroit fermé par une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres, dont le maillage est suffisamment serré pour empêcher quiconque d'y introduire sa main ou son pied;

3° l'animal est sous la surveillance d'une personne âgée de 18 ans ou plus;

4° l'animal porte la médaille délivrée par la Ville lors de l'obtention du permis spécial de garde.

Le permis spécial de garde d'un chien de type Pit bull est révoqué lorsque son titulaire est reconnu coupable d'une infraction au présent article. Le cas échéant, le gardien doit faire euthanasier l'animal suivant l'ordre d'euthanasie émis par l'autorité compétente.

18. Commet une infraction :

1° le gardien d'un chien qui contrevient à une condition particulière de garde imposée en vertu de l'article 17;

2° le gardien d'un chien visé par l'article 17 qui n'a pas, au plus tard dans les 48 heures suivant l'ordre d'euthanasie émis par l'autorité compétente, apporté le chien chez un médecin vétérinaire ou à un refuge afin qu'il soit euthanasié;

3° le gardien, qui, dans les 72 heures de la mort de son chien, fait défaut de rapporter à l'autorité compétente, une attestation écrite de la personne qui a pratiqué l'euthanasie.

SOUS-SECTION 2
PERMIS SPÉCIAL DE GARDE DE 3 CHIENS

19. Malgré le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 15, 3 chiens peuvent être gardés dans une même unité d'occupation si le gardien obtient un permis spécial de garde de 3 chiens délivré par la Ville.

La Ville délivre un permis spécial de garde de 3 chiens si les conditions suivantes sont respectées :

1° le demandeur fournit une preuve de stérilisation des chiens ou fournit un avis écrit du médecin vétérinaire à l'effet que l'animal ne peut pas être stérilisé;

2° le demandeur fournit une preuve que les chiens sont munis d'une micropuce;

3° le demandeur fournit une preuve de vaccination des chiens contre la rage et toute preuve de renouvellement, le cas échéant, à la demande de la Ville;

4° le demandeur ne réside pas dans un immeuble de 3 logements et plus;

5° le demandeur n'a pas la garde d'un chien à risque ou d'un chien de type Pit bull;

6° le demandeur n'a pas été déclaré coupable d'une nuisance prévue au présent règlement;

7° le demandeur a payé les droits exigibles en vertu du règlement sur les tarifs en vigueur.

SECTION V
COMPORTEMENT À L'ÉGARD D'UN ANIMAL

20. Le gardien doit conserver, en tout temps, le contrôle de son chien afin que celui-ci ne lui échappe pas.

21. Tout chien doit être tenu au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,85 mètre. De plus, tout chien de 20 kg et plus doit porter un licou ou un harnais auquel est attachée ladite laisse.

Le premier alinéa ne s'applique pas lorsque le chien :

1° se trouve à l'intérieur d'un bâtiment;

2° est gardé sur un terrain ou un immeuble privé et ses dépendances au moyen d'un dispositif de contention l'empêchant de sortir lorsque le terrain n'est pas clôturé;

3° se trouve sur un terrain ou un immeuble privé et ses dépendances, lequel est clôturé de manière à le contenir à l'intérieur des limites de celui-ci;

4° se trouve dans une aire d'exercice canin aménagée à cette fin dans tout endroit désigné par la Ville.

22. Il est interdit de promener, sur le territoire de la Ville, à l'extérieur d'une unité d'occupation, plus de 2 animaux à la fois, à moins de détenir un permis spécial de garde de 3 chiens délivré conformément au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, une personne dont le travail consiste à promener des chiens peut promener plus de 2 animaux à la fois à la condition d'obtenir un permis de promeneur délivré par la Ville sur paiement des frais exigibles en vertu du règlement sur les tarifs en vigueur et sur présentation d'une preuve à cet effet.

Le détenteur d'un permis spécial de garde de 3 chiens ou d'un permis de promeneur doit en tout temps avoir en sa possession ledit permis lorsqu'il promène plus de 2 animaux à la fois, et ce, afin de pouvoir l'exhiber à la demande de l'autorité compétente.

23. Le gardien qui, en compagnie de son animal, se trouve ailleurs que sur le terrain sur lequel est située l'unité d'occupation qu'il occupe, doit être muni, en tout temps, des instruments lui permettant d'enlever immédiatement les matières fécales de son animal et d'en disposer dans un contenant autorisé pour les rebuts.

24. Le gardien doit s'assurer que sa dépendance, sa galerie ou son balcon soit exempt d'urine ou de matières fécales produites par un animal domestique.

25. Nul ne peut mettre fin à la vie d'un animal, sauf un médecin vétérinaire ou toute personne dûment autorisée par la loi.

26. Nul ne peut disposer d'un animal mort autrement qu'en le remettant à un vétérinaire, à un refuge ou à tout autre endroit légalement autorisé à recevoir les animaux morts.

27. Nul ne peut se départir d'un animal domestique autrement qu'en le confiant à un nouveau gardien, à un refuge ou à un médecin vétérinaire.

Malgré le premier alinéa, nul ne peut se départir d'un chien à risque ou de type Pit Bull autrement qu'en le confiant à un refuge ou à un médecin vétérinaire.

SECTION VI
NUISANCES

28. Constitue une nuisance et est interdit, le fait :

1° pour un animal de ne pas porter la médaille obligatoire en vertu du présent règlement, à l'exception d'un chat possédant une micropuce dont l'information rattachée à la micropuce permet de vérifier le numéro de permis délivré pour le chat;

2° pour un animal de causer des dommages à la propriété d'autrui;

3° que le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'une unité d'occupation et de ses dépendances garde des animaux domestiques dont la présence dégage des odeurs de nature à incommoder le voisinage ou cause des dommages à la propriété;

4° pour un chien d'aboyer, de gémir ou de hurler ou pour un chat de miauler de façon à troubler la paix ou la tranquillité d'une personne;

5° pour un animal de mordre ou d'attaquer, ou de tenter de mordre ou d'attaquer une personne ou un autre animal d'une espèce permise conformément à l'article 3;

6° pour un animal d'être errant;

7° pour un animal de se trouver sur un terrain privé sans le consentement du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain;

8° pour le gardien d'un animal d'omettre de nettoyer par tous les moyens appropriés tout lieu public ou privé sali par les matières fécales dudit animal et d'en disposer dans un contenant autorisé pour les rebuts, à l'exception des personnes accompagnées d'un chien-d'assistance;

9° d'attacher un animal de manière à ce que ce dernier ait accès à une place publique et de l'y laisser sans surveillance;

10° qu'un chien ou un chat fouille dans les ordures ménagères, les déplace, déchire les sacs ou renverse les contenants;

11° de nourrir sur le territoire de la Ville des animaux sauvages tel que les goélands, les mouettes, les pigeons, les corneilles, les écureuils, les ratons laveur, les canards ou les poissons, les animaux errants. Malgré ce qui

précède, le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'une unité d'occupation peut nourrir les oiseaux au moyen d'une mangeoire à oiseaux sur son unité d'occupation;

12° le fait de garder un animal ne faisant pas partie d'une espèce permise conformément à l'article 3;

13° le fait d'utiliser une trappe ou un piège pour capturer un animal à l'extérieur d'un bâtiment sauf lorsque permis par l'autorité compétente;

14° le fait de laisser un chien s'abreuver à une fontaine ou un bassin situé dans une place publique ou s'y baigner;

15° le fait de se trouver sur un terrain de jeux clôturé de la Ville, ou sur un terrain de la Ville où un panneau indique que la présence de chiens est interdite.

29. Le gardien d'un animal dont le fait constitue une nuisance contrevient au présent règlement.

SECTION VII
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU CHIEN À RISQUE

30. Le gardien d'un chien qui a mordu et causé la mort d'une personne ou d'un autre animal d'une espèce permise conformément à l'article 3 doit :

1° aviser l'autorité compétente de cet événement dans les 72 heures;

2° faire euthanasier l'animal suivant l'ordre d'euthanasie émis par l'autorité compétente;

3° museler l'animal en tout temps lorsqu'il se trouve à l'extérieur de l'unité d'occupation du gardien jusqu'à l'euthanasie de l'animal.

31. Le gardien d'un chien qui a mordu une personne ou qui, en mordant, a causé une lacération de la peau à un autre animal d'une espèce permise conformément à l'article 3 doit :

1° aviser l'autorité compétente de cet événement dans les 72 heures;

2° museler l'animal en tout temps lorsqu'il se trouve à l'extérieur de l'unité d'occupation du gardien jusqu'à avis contraire émis par l'autorité compétente;

3° se conformer, le cas échéant, à l'avis écrit transmis par l'autorité compétente et l'apporter au lieu et au jour indiqués afin que l'expert de la Ville procède à son évaluation.

32. Lorsque le chien à risque visé à l'article 31 est déclaré dangereux pour la sécurité du public par l'autorité compétente, le gardien du chien doit faire euthanasier l'animal suivant l'ordre d'euthanasie émis par l'autorité compétente.

Lorsque l'animal visé au premier alinéa n'est pas déclaré dangereux pour la sécurité du public par l'autorité compétente, cette dernière peut exiger du gardien qu'il se procure un permis spécial de garde d'un chien à risque et qu'il se conforme aux conditions particulières de garde d'un chien à risque émises conformément au présent règlement.

33. Commet une infraction le gardien d'un chien à risque qui omet ou néglige de se procurer un permis spécial de garde d'un chien à risque tel qu'exigé par l'autorité compétente.

34. La Ville délivre un permis spécial de garde d'un chien à risque si les conditions suivantes sont respectées :

1° le demandeur fournit une preuve de stérilisation du chien ou fournit un avis écrit du médecin vétérinaire à l'effet que l'animal ne peut pas être stérilisé;

2° le demandeur fournit une preuve de vaccination du chien contre la rage et toute preuve de renouvellement, le cas échéant, à la demande de la Ville;

3° le demandeur fournit une preuve que le chien est muni d'une micropuce;

4° le demandeur est âgé de 18 ans ou plus.

35. Lorsque l'animal visé par un permis spécial de garde de chien à risque a mordu de nouveau un animal ou une personne, le gardien du chien doit faire euthanasier l'animal suivant l'ordre d'euthanasie émis par l'autorité compétente.

36. Le gardien d'un chien à risque détenant un permis spécial de garde doit respecter les conditions particulières de garde suivantes lorsque l'animal se trouve à l'extérieur d'un bâtiment :

1° l'animal est muselé en tout temps;

2° l'animal est tenu au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,25 mètre, sauf dans les aires d'exercice canin;

3° l'animal est sous la surveillance d'une personne âgée de 18 ans ou plus;

4° l'animal porte la médaille délivrée par la Ville lors de l'obtention du permis spécial de garde.

En outre des conditions prévues au premier alinéa, l'autorité compétente peut imposer d'autres conditions particulières de garde, telles que :

1° le gardien du chien doit annoncer au moyen d'une affiche visible de la voie publique, la présence d'un chien à risque sur sa propriété. Cette affiche est fournie par la Ville aux frais du gardien et doit être maintenue en bon état, sans altération;

2° le gardien du chien doit lui faire suivre une thérapie comportementale;

3° le gardien du chien doit s'assurer de garder l'animal dans un endroit fermé par une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres, dont le maillage est suffisamment serré pour empêcher quiconque d'y introduire sa main ou son pied;

4° le chien doit être maintenu à une distance supérieure à 2 mètres d'un enfant âgé de moins de 16 ans, sauf ceux du gardien de l'animal.

Le permis spécial de garde d'un chien à risque est révoqué lorsque son titulaire est reconnu coupable d'une infraction au présent article. Le cas échéant, le gardien doit faire euthanasier l'animal suivant l'ordre d'euthanasie émis par l'autorité compétente.

37. Le chien à risque doit demeurer au lieu déterminé dans l'avis écrit par l'autorité compétente tant que des conditions particulières de garde n'ont pas été imposées à l'égard de l'animal, le cas échéant.

38. Toutes les dépenses encourues par la Ville en application de la présente section sont aux frais du gardien de l'animal.

39. Commet une infraction :

1° le gardien d'un chien qui contrevient à une condition particulière de garde imposée en vertu de l'article 36.

2° le gardien d'un chien visé par la présente section qui n'a pas, au plus tard dans les 48 heures suivant l'ordre d'euthanasie émis par l'autorité compétente, apporté le chien chez un médecin vétérinaire ou à un refuge afin qu'il soit euthanasié;

3° le gardien, qui, dans les 72 heures de la mort de son chien, fait défaut de rapporter à l'autorité compétente, une attestation écrite de la personne qui a pratiqué l'euthanasie.

SECTION VIII
AIRES D'EXERCICE CANIN

40. Les aires d'exercice canin sont réservées aux chiens et à leurs gardiens.

41. Dans une aire d'exercice canin, le gardien d'un chien doit en tout temps surveiller son chien et avoir le contrôle de ce dernier.

42. Il est interdit :

1° d'amener plus de 2 chiens à la fois dans l'aire d'exercice canin;

2° de nourrir son chien à l'intérieur de l'aire d'exercice canin;

3° d'utiliser une balle, un bâton ou tout autre objet dans le but d'exercer son chien lorsque le chien d'un autre gardien se trouve dans l'aire d'exercice canin;

4° d'amener dans l'aire d'exercice canin un chien qui présente des symptômes de maladie ou, dans le cas d'une femelle, qui est en chaleur.

SECTION IX
REFUGE

43. L'autorité compétente peut capturer et garder dans un refuge tout animal à risque, dangereux, errant, constituant une nuisance ou qui ne fait pas partie d'une espèce permise conformément à l'article 3.

44. Après un délai de 72 heures suivant l'émission d'un avis au gardien à la suite de la mise en refuge d'un animal, l'autorité compétente peut ordonner que l'animal soit euthanasié ou mis en adoption à son profit. Lorsque le gardien est inconnu ou introuvable, l'autorité compétente peut ordonner que l'animal soit euthanasié ou mis en adoption à son profit après un délai de 72 heures suivant la mise en refuge de l'animal.

Malgré le premier alinéa, un chat errant qui ne porte aucune identification et qui n'est pas stérilisé peut être mis en adoption après un délai de 24 heures suivant sa mise en refuge.

Malgré le premier alinéa, un chien à risque, dangereux, de type Pit Bull ou hybride ne peut être mis en adoption.

Malgré le premier alinéa, un animal mourant, gravement blessé ou hautement contagieux peut, sur avis d'un médecin vétérinaire, être euthanasié sans délai suivant sa mise au refuge.

45. Le gardien de l'animal, à l'exception d'un chien à risque, dangereux, de type Pit Bull ou hybride, peut en reprendre possession, à moins que le refuge ne s'en soit départi conformément à l'article 44, en remplissant les conditions suivantes :

1° en établissant qu'il est le propriétaire de l'animal;

2° en présentant le permis obligatoire en vertu du présent règlement et, à défaut de le détenir, en l'obtenant au préalable de la reprise de possession;

3° en acquittant au refuge les frais d'hébergement journalier ainsi que, le cas échéant, les frais de traitement, de stérilisation, de vaccination et les frais d'implantation d'une micropuce.

SECTION X
MALADIES

46. L'autorité compétente peut faire isoler jusqu'à guérison complète, tout animal soupçonné d'être atteint d'une maladie contagieuse pour les humains (zoonose), sur certificat d'un médecin vétérinaire. À défaut de telle guérison, il doit être euthanasié.

47. Un gardien qui sait ou soupçonne que son animal est atteint d'une maladie contagieuse pour les humains (zoonose), doit immédiatement prendre tous les moyens nécessaires pour le faire soigner ou euthanasier.

48. Toute personne est tenue de se conformer à une mesure prévue par ordonnance adoptée conformément au paragraphe 2° de l'article 54.

CHAPITRE III
DISPOSITIONS PÉNALES

49. Quiconque contrevient au présent règlement ou à une ordonnance adoptée en vertu du présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 300 $ à 600 $;

b) pour une récidive, d'une amende de 600 $ à 1 200 $;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 200 $ à 2 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 500 $ à 1 000 $;

b) pour une récidive, d'une amende de 1 000 $ à 2 500 $;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 2 500 $ à 4 000 $.

50. Malgré l'article 49, quiconque contrevient à l'un des articles 11, 17, aux paragraphes 1° et 2° de l'article 18, 21, 29 par le fait d'une nuisance mentionnée au paragraphe 5° de l'article 28, 36 et aux paragraphes 1° et 2° de l'article 39 commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 500 $ à 750 $;

b) pour une récidive, d'une amende de 750 $ à 1 500 $;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 500 $ à 2 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 800 $ à 1 500 $;

b) pour une récidive, d'une amende de 1 500 $ à 2 500 $;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 2 500 $ à 4 000 $.

51. Malgré l'article 49, quiconque contrevient au paragraphe 1° de l'article 3 du présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 750 $ à 1 000 $;

b) pour une récidive, d'une amende de 1 000 $ à 1 500 $;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 500 $ à 2 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000 $ à 1 500 $;

b) pour une récidive, d'une amende de 1 500 $ à 2 500 $;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 2 500 $ à 4 000 $.

52. Aucun permis ne peut être émis ou renouvelé à l'égard d'un gardien déclaré coupable de 3 infractions à l'article 29 par le fait d'une nuisance mentionnée au paragraphe 5° de l'article 28.

53. Le propriétaire d'un animal demeure responsable de toute infraction au présent règlement même si l'animal n'est pas sous sa garde à moins qu'il ne prouve que, lors de l'infraction, un tiers autre qu'un membre de sa famille âgé de moins de 18 ans accompagnait l'animal, et ce, sans sa connaissance et son consentement exprès ou implicite.

CHAPITRE IV
ORDONNANCES

54. Le comité exécutif peut par ordonnance :

1° déterminer tout refuge pour l'application du présent règlement;

2° prévoir, pour une période spécifique, les mesures nécessaires afin de prévenir ou réduire la propagation d'une maladie contagieuse pouvant mettre en danger la santé publique, lorsqu'il y a des motifs raisonnables de croire à une telle propagation, ainsi que les postes de quarantaine et les cliniques de vaccination désignés aux fins de la mise en œuvre des mesures;

3° déterminer la période de validité des permis et médailles;

4° modifier la liste des animaux permis ou interdits et, le cas échéant, déterminer des mesures transitoires;

5° modifier la définition de « chien interdit » et, le cas échéant, déterminer des mesures transitoires;

6° déterminer l'affiche annonçant la présence d'un chien à risque;

7° prévoir les endroits où la présence de chiens est interdite;

8° prévoir les endroits où la garde d'animaux de la ferme est autorisée et les conditions de garde applicables, le cas échéant;

9° modifier la liste des infractions mentionnées à l'annexe 1 du présent règlement.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

55. Le gardien d'un chien de type Pit bull doit, dès l'entrée en vigueur du présent règlement et jusqu'à l'obtention du permis de garde d'un chien de type Pit bull, le cas échéant, respecter les conditions suivantes :

1° l'animal est muselé en tout temps;

2° l'animal est tenu au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,25 mètre, sauf dans les aires d'exercice canin et dans un endroit fermé par une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres, dont le maillage est suffisamment serré pour empêcher quiconque d'y introduire sa main ou son pied;

3° l'animal est sous la surveillance d'une personne âgée de 18 ans ou plus.

56. Le présent règlement abroge et remplace toute disposition d'un règlement applicable sur le territoire de la Ville de Montréal relatif au contrôle des animaux.

57. Sous réserve du deuxième alinéa, les permis délivrés par un arrondissement en application d'un règlement sur le contrôle des animaux demeurent valides et sont réputés avoir été délivrés en vertu du présent règlement.

Le permis de chien dangereux délivré par un arrondissement en application d'un règlement sur le contrôle des animaux demeure valide et est considéré comme étant un permis spécial de garde d'un chien à risque au sens du présent règlement et les conditions particulières de garde se rattachant au permis de chien dangereux demeurent en vigueur jusqu'au renouvellement du permis.

ANNEXE 1
TABLEAU DES INFRACTIONS

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1165086003

ANNEXE 1
TABLEAU DES INFRACTIONS

Articles 76, 77 et 78.1 du Code criminel (L.R.C. (1985), ch. C-46) (C.cr.)	Infractions portant atteinte à la sécurité aérienne ou maritime
Article 81 C.cr.	Usage d'explosifs
Articles 83.18 C.cr., 83.181 C.cr., 83.19 C.cr., 83.191 C.cr., 83.2 C.cr., 83.201 C.cr, 83.202 C.cr., 83.21 C.cr., 83.22 C.cr., 83.221 C.cr., 83.231 C.cr.	Infractions reliées au terrorisme
Article 85 C.cr.	Usage d'une arme à feu ou d'une fausse arme à feu lors de la perpétration d'une infraction
Article 87 C.cr.	Braquer une arme à feu
Article 88 C.cr.	Port d'arme dans un dessein dangereux
Article 160 C.cr.	Bestialité
Article 182 b) C.cr.	Outrage, indécence ou indignité envers un cadavre humain
Article 215 C.cr.	Devoir de fournir les choses nécessaires à l'existence
Articles 220 et 221 C.cr.	Négligence criminelle
Article 231	Meurtre
Article 233 C.cr.	Infanticide
Article 234	Homicide involontaire coupable
Article 239 C.cr.	Tentative de meurtre
Article 244 C.cr.	Décharger une arme à feu avec une intention particulière
Article 244.1 C.cr.	Décharger un fusil à vent ou à air comprimé ou un pistolet à vent ou à air comprimé
Article 244.2 C.cr.	Décharger une arme à feu avec insouciance
Article 245 C.cr.	Fait d'administrer une substance délétère
Article 246 C.cr.	Fait de vaincre la résistance à la perpétration d'une infraction
Article 247 C.cr.	Trappes susceptibles de causer des lésions corporelles
Article 248 C.cr.	Fait de nuire aux moyens de transport
Article 264 C.cr.	Harcèlement criminel
Article 264.1 C.cr.	Menaces
Article 267 a) C.cr.	Voies de fait armées
Article 267 b) C.cr.	Voies de fait causant des lésions corporelles
Article 268 C.cr.	Voies de fait graves
Article 269 C.cr.	Causer illégalement des lésions corporelles
Article 269.1 C.cr.	Torture
Article 270.01 (1) a) C.cr.	Voies de fait armées contre un agent de la paix ou un fonctionnaire public

Article 270.01 (1) b) C.cr.	Voies de fait causant des lésions corporelles à un agent de la paix ou à un fonctionnaire public
Article 272 C.cr.	Agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles
Article 273 C.cr.	Agression sexuelle grave
Article 279(1) C.cr.	Enlèvement
Article 279.1 C.cr.	Prise d'otage
Article 280 C.cr.	Enlèvement d'une personne âgée de moins de 16 ans
Article 279(2) C.cr.	Séquestration
Article 279.01 C.cr.	Traite de personnes
Article 279.011 C.cr.	Traite de personnes âgées de moins de 18 ans
Article 318 C.cr.	Encouragement au génocide
Article 319 C.cr.	Incitation publique à la haine et fomenter volontairement la haine
Article 343	Vol qualifié
Article 423 C.cr.	Intimidation
Article 423.1 C.cr.	Intimidation d'une personne associée au système judiciaire ou d'un journaliste
Article 424 C.cr.	Menaces de commettre une infraction contre une personne jouissant d'une protection internationale
Article 424.1 C.cr.	Menaces contre le personnel des Nations Unies ou le personnel associé.
Articles 431 et 431.1 C.cr.	Attaque avec violence contre les locaux officiels, le logement privé ou les moyens de transport d'une personne jouissant d'une protection internationale, du personnel des Nations Unies ou du personnel associé
Articles 433 et 434.1 C.cr.	Incendie criminel
Article 445 C.cr.	Tuer ou blesser des animaux
Article 445.01 C.cr.	Tuer ou blesser certains animaux, notamment un animal d'assistance
Article 445.1 C.cr.	Faire souffrir inutilement un animal
Article 446 C.cr.	Causer blessure ou lésion à des animaux ou oiseaux
Article 465 C.cr.	Complot
Articles 467.11, 467.12 et 467.13 C.cr.	Participations aux activités d'une organisation criminelle
Article 5 de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (L.C. 1996, ch. 19)	Trafic de stupéfiants

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2016) (15-091)

Vu les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091) est modifié par l'ajout, après l'article 17, de l'article suivant :

« **17.1.** Aux fins du Règlement sur le contrôle des animaux (*insérer ici le numéro du règlement*), il sera perçu :

1°	pour la délivrance du permis annuel :	
	a) pour un chien stérilisé	25,00 $
	b) pour un chat stérilisé	10,00 $
	c) pour un chien non stérilisé	60,00 $
	d) pour un chat non stérilisé	30,00 $
2°	pour la délivrance d'un permis spécial de garde annuel :	
	a) d'un chien de type Pit bull	150,00 $
	b) de 3 chiens	50,00 $
	c) de promeneur	100,00 $
	d) d'un chien à risque	150,00 $
3°	pour le remplacement d'une médaille perdue, détruite ou endommagée :	10,00 $
4°	pour la fourniture de l'affiche annonçant la présence d'un chien à risque :	10,00 $

Les tarifs prévus au paragraphe 1° du premier alinéa sont réduits de 5,00 $ lorsque le chien ou le chat est identifié de façon permanente par micropuce.

Des frais de 10,00 $ sont ajoutés aux tarifs prévus aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa lorsque le renouvellement du permis annuel est effectué après l'échéance dudit permis.

Les tarifs prévus au paragraphe 1° du premier alinéa ne s'appliquent pas :

1° à la délivrance d'un permis demandé pour un chien d'assistance par une personne ayant un handicap nécessitant l'assistance d'un tel chien et qui présente une preuve à cet effet;

2° à la délivrance d'un premier permis demandé suivant l'adoption d'un chat ou d'un chien par toute personne l'ayant adopté dans un refuge ou auprès d'un organisme d'adoption dans les 15 jours précédant la demande de permis. ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1165086003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 43.01

2016/09/26 13:00

(2)

Dossier # : 1164570013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (14-049), afin de soustraire de son application les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels, qui ont fait l'objet d'une demande de permis de lotissement ou d'un projet d'opération cadastrale pour la création d'une copropriété divise.

IL EST RECOMMANDÉ :
De demander au conseil municipal d'adopter un règlement modifiant le *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte -des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce* (14-049) afin de soustraire de son application les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels qui ont fait l'objet d'une demande de permis de lotissement ou d'un projet d'opération cadastrale pour la création d'une copropriété divise.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-09-08 13:22

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 septembre 2016	Résolution: CA16 170263

DEMANDER AU CONSEIL MUNICIPAL – ADOPTER UN RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 14-049

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Lionel Perez

De demander au conseil municipal d'adopter un règlement modifiant le *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (14-049) afin de soustraire de son application les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels qui ont fait l'objet d'une demande de permis de lotissement ou d'un projet d'opération cadastrale pour la création d'une copropriété divise.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1164570013

Geneviève REEVES

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 septembre 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 43.01

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1164570013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (14-049), afin de soustraire de son application les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels, qui ont fait l'objet d'une demande de permis de lotissement ou d'un projet d'opération cadastrale pour la création d'une copropriété divise.

IL EST RECOMMANDÉ
De demander au conseil municipal d'adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (14-049) afin de soustraire de son application les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels qui ont fait l'objet d'une demande de permis de lotissement ou d'un projet d'opération cadastrale pour la création d'une copropriété divise.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2016-08-30 16:02

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1164570013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (14-049), afin de soustraire de son application les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels, qui ont fait l'objet d'une demande de permis de lotissement ou d'un projet d'opération cadastrale pour la création d'une copropriété divise.

CONTENU

CONTEXTE

À la suite de l'analyse des demandes visées par le *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (14-049) en vigueur depuis le 30 mars 2015, certaines modifications au règlement initial ont été apportées, lesquelles sont entrées en vigueur le 29 août 2016. Elles visent à soustraire de l'application du règlement 14-049 :

- Les immeubles de 3 logements et moins à la suite d'une opération cadastrale ayant pour effet de morceler un lot ou regrouper plusieurs lots, ou visant la création d'une copropriété divise (Paragraphe 1° de l'article 3 du Règlement 14-049);
- Les projets de redéveloppement dont l'utilisation principale projetée est l'une des suivantes: garderie, école primaire et préscolaire, école secondaire, collège d'enseignement général et professionnel, université, centre de services de santé et de services sociaux ou centre hospitalier. (Paragraphe 3° de l'article 3 du Règlement 14-049).

Or, dans la mesure où les équipements collectifs et institutionnels sont bénéfiques pour la communauté, il apparaît opportun de faire en sorte que le règlement 14-049 ne s'applique pas à leur égard dans tous les cas prévus au paragraphe 1° de l'article 3. Une modification supplémentaire au règlement initial doit donc être apportée à cet effet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0368 - Adoption du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces*

naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (Dossier 1141462012) - En vigueur depuis le 30 mars 2015.

Adoption du *Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (14 -049) afin de soustraire de son application les bâtiments de trois logements et moins ainsi que certains projets de redéveloppement à vocation collective et institutionnelle (Dossier 1166826003).

DESCRIPTION

Vous trouverez ci-dessous, **en caractères gras** les modifications apportées dans un premier temps à l'article 3 du Règlement 14-049 qui est entré en vigueur le 29 août dernier et, **en caractères gras et soulignées**, celles qui sont apportées par le présent dossier décisionnel, et dont l'entrée en vigueur projetée est décembre 2016.

> **3.** Les dispositions du présent règlement s'appliquent à :
>
> 1° toute demande de permis de lotissement visant l'approbation d'une opération cadastrale ayant pour effet de morceler un lot ou de regrouper plusieurs lots, ainsi que tout projet d'opération cadastrale relatif à la création d'une copropriété divise assujettie à la publication d'une déclaration en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec, **à l'exclusion des immeubles de 3 logements et moins et des projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels;**
>
> 2° toute demande de permis de construction relative à la mise en place d'un nouveau bâtiment principal sur un terrain dont l'immatriculation à titre de lot distinct n'a pas fait l'objet de la délivrance d'un permis de lotissement en raison du fait qu'elle a résulté de la rénovation cadastrale, mais qui, sans cette rénovation cadastrale, aurait occasionné des frais de parc;
>
> 3° toute demande de permis visant la réalisation d'un projet de redéveloppement **à l'exclusion d'un projet dont l'utilisation principale projetée est l'une des suivantes: garderie, école primaire et préscolaire, école secondaire, collège d'enseignement général et professionnel, université, centre de services de santé et de services sociaux ou centre hospitalier.**

JUSTIFICATION

Les modifications proposées ne compromettent pas l'augmentation du financement dédié aux parcs et espaces verts tout en assurant un meilleur équilibre avec la capacité financière des établissements à vocation collective.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Échéancier fixé :

6 septembre 2016	Adoption d'une résolution par le conseil d'arrondissement demandant au conseil municipal d'adopter le règlement modifiant le Règlement 14-049
21 septembre 2016	Présentation du dossier au comité exécutif
24 octobre 2016	Avis de motion et adoption du projet de règlement par le conseil municipal
Novembre 2016	Assemblée publique de consultation tenue par l'arrondissement
7 décembre 2016	Présentation du dossier au comité exécutif
19 décembre 2016	Adoption du règlement par le conseil municipal
Fin décembre 2016	Entrée en vigueur du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux articles 117.1 à 117.16 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LRQ , chapitre A-19.1).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Agnès PIGNOLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Monique TESSIER, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Monique TESSIER, 18 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-16

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Tél : 514 872-2345
Télécop. : 514 868-5050

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164570013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (14-049), afin de soustraire de son application les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels, qui ont fait l'objet d'une demande de permis de lotissement ou d'un projet d'opération cadastrale pour la création d'une copropriété divise.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document joint.

FICHIERS JOINTS

Règlement modificateur 14-049-X (AP).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Agnès PIGNOLY
Avocate
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-19

Véronique BELPAIRE
Avocate et chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF À LA CESSION POUR FINS D'ÉTABLISSEMENT, DE MAINTIEN ET D'AMÉLIORATION DE PARCS, DE TERRAINS DE JEUX ET DE PRÉSERVATION D'ESPACES NATURELS SUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (14-049)

Vu les articles 117.1 à 117.16 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme *(*RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du _____ 2016, le conseil de la Ville de Montréal décrète ce qui suit :

1. Le paragraphe 1° de l'article 3 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (14-049) est modifié par l'ajout, après les mots « à l'exclusion des immeubles de 3 logements et moins », des mots « et des projets dont l'usage principal appartient à la famille équipements collectifs et institutionnels; ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1164570013

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 44.01

2016/09/26 13:00

(2)

Dossier # : 1161010015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour y inclure les orientations du Programme particulier d'urbanisme (PPU) de la rue Jarry Est en modifiant la carte des affectations pour le secteur des Avenues et les paramètres de densité pour une propriété institutionnelle située en bordure de la Jarry Est

Il est recommandé de demander au conseil municipal :
d'adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour y inclure les orientations du Programme particulier d'urbanisme (PPU) de la rue Jarry Est en modifiant la carte des affectations pour le secteur des Avenues et les paramètres de densité pour une propriété institutionnelle située en bordure de la Jarry Est.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-08-03 14:18

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 septembre 2016	Résolution: CA16 14 0275

Recommander au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour y inclure les orientations du Programme particulier d'urbanisme (PPU) de la rue Jarry Est en modifiant la carte des affectations pour le secteur des avenues et les paramètres de densité pour une propriété institutionnelle Jarry Est et recevoir le procès-verbal de l'assemblée de consultation tenue le 26 juillet 2016.

CONSIDÉRANT qu'avis de motion du Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour y inclure les orientations du Programme particulier d'urbanisme (PPU) de la rue Jarry Est en modifiant la carte des affectations pour le secteur des avenues et les paramètres de densité pour une propriété institutionnelle Jarry Est a été donné le 5 juillet 2016 et le projet de règlement adopté lors de cette séance;

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation publique s'est tenue le 26 juillet 2016, dûment convoquée par avis paru dans le Journal Le Devoir, édition du 8 juillet 2016;

Il est proposé par Anie SAMSON

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de recevoir le procès-verbal de l'assemblée de consultation publique tenue le 26 juillet 2016.

De recommander au conseil municipal :

d'adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour y inclure les orientations du Programme particulier d'urbanisme (PPU) de la rue Jarry Est en modifiant la carte des affectations pour le secteur des Avenues et les paramètres de densité pour une propriété institutionnelle située en bordure de la Jarry Est.

Adopté à l'unanimité.

40.06 1161010015

Anie SAMSON
_____
Maire d'arrondissement

Danielle LAMARRE TRIGNAC
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 septembre 2016

PROCÈS-VERBAL
ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée de consultation publique tenue le mardi 26 juillet 2016 à 18 h 00, au 405, avenue Ogilvy relative au projet du Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) et au premier projet de résolution numéro PP16-14006.

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Mary Deros, conseillère de la ville - district de Parc-Extension

Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement

Manon Lapierre

2. Présentation et contexte du projet du Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)

Clothilde-Béré Pelletier présente le dossier.

Il s'agit d'« adopter le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour y inclure les orientations du Programme particulier d'urbanisme (PPU) de la rue Jarry Est en modifiant la carte des affectations pour le secteur des avenues et les paramètres de densité pour une propriété institutionnelle Jarry Est. »

3. Période de questions et de commentaires des citoyens

Les commentaires ont porté sur :

- les habitations seront-elles permises dans l'affectation «secteur d'activités diversifiées»?

4. Présentation et contexte du premier projet de règlement 01-283-89

Clothilde-Béré Pelletier présente le dossier.

Il s'agit d'« adopter le Règlement 01-283-89 modifié, modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) et visant à assurer la concordance au Plan d'urbanisme de Montréal (04-047).»

Une modification sera apportée à la carte des usages autorisés dans la zone 0201 puisque sur la carte qui a été adoptée en première lecture sont autorisés les usages de la catégorie d'usages I.3(C) alors que nous devrions lire I.3(4).

5. Période de questions et de commentaires des citoyens

Les commentaires ont porté sur :

- les zones où l'on augmentera la densité
- l'obligation d'aménager du stationnement en nombre suffisant pour les résidents et leurs visiteurs
- l'offre en stationnement sur rue
- les espaces de rangement à l'intérieur des logements et sur les terrasses au toit
- l'application du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale

6. Présentation et contexte du premier projet de résolution PP16-14006

Clothilde-Béré Pelletier présente le dossier.

Il s'agit d'« accorder, par résolution, la demande d'autorisation pour l'occupation du bâtiment situé aux 3537-3539, rue Bélair à des fins de clinique médicale en vertu du Règlement sur les

P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003). »

7. <u>Période de questions et de commentaires des citoyens</u>

Les commentaires ont porté sur :

- la propriété du droit de passage
- les travaux de transformation qui seront effectués à l'intérieur du bâtiment
- les appuis que l'organisme La Maison Bleue a obtenus de la part de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont et du CLSC

À 18h55, l'assemblée de consultation publique est levée.

Signé à Montréal, ce e jour du mois de 2016.

_____	_____
Mary Deros	Clothilde-Béré Pelletier
Conseillère de la ville - district de Parc-Extension	Secrétaire de l'assemblée

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 44.01

2016/09/26
13:00

(2)

Dossier # : 1161010015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption du Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour y inclure les orientations du Programme particulier d'urbanisme (PPU) de la rue Jarry Est en modifiant la carte des affectations pour le secteur des Avenues et les paramètres de densité pour une propriété institutionnelle Jarry Est.

Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour y inclure les orientations du Programme particulier d'urbanisme (PPU) de la rue Jarry Est en modifiant la carte des affectations pour le secteur des Avenues et les paramètres de densité pour une propriété institutionnelle située en bordure de la Jarry Est..

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2016-06-27 16:01

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1161010015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption du Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour y inclure les orientations du Programme particulier d'urbanisme (PPU) de la rue Jarry Est en modifiant la carte des affectations pour le secteur des Avenues et les paramètres de densité pour une propriété institutionnelle Jarry Est.

CONTENU

CONTEXTE

Une modification au plan d'urbanisme est proposée en lien avec la mise en vigueur du Programme particulier d'urbanisme de la rue Jarry Est (ci-après PPU) et avec les modifications réglementaires qui ont été apportées en conformité avec les orientations du schéma d'aménagement de l'agglomération de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0693 - 25 mai 2015 - Adoption, avec changement, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » pour introduire le PPU de la rue Jarry Est.
CM15 0694 - 25 mai 2015 - Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » pour y inclure les orientations du PPU de la rue Jarry Est en modifiant la carte des affectations pour le secteur des Avenues et les paramètres de densité pour l'ensemble du territoire du PPU.

CM16 0150 - 25 janvier 2016 - Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour fins notamment de concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal »

CA16 14 0102 - 5 avril 2016 - Adopter le Règlement RCA06-14001-11 modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement (RCA06-14001) et visant à assurer la concordance au Plan d'urbanisme de Montréal (04-047).

CA16 14 0101 - 5 avril 2016 - Adopter le Règlement 01-283-89 modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) visant à assurer la concordance au Programme particulier d'urbanisme de la rue Jarry Est et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 23 mars 2016.

CA16 14 0139 - 3 mai 2016 - Adopter le Règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble (RCA15-14007) afin d'assurer la concordance au Plan d'urbanisme de Montréal (04-047) - (PPU de la rue Jarry Est).

DESCRIPTION

À ses séances des mois d'avril et mai 2016, le conseil d'arrondissement a adopté des règlements visant à assurer la concordance de la réglementation d'urbanisme au Programme particulier d'urbanisme de la rue Jarry Est. Depuis leur adoption, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (ci-après DAUSE) en attente des certificats de conformité attestant leur cohérence avec le plan d'urbanisme de la ville de Montréal et le schéma d'aménagement et développement de l'agglomération de Montréal. Toutefois, l'arrondissement a été informé que certains de ces règlements ne pourront pas entrée en vigueur prochainement puisqu'ils ne sont pas conformes à ces documents. Ces règlements sont celui modifiant le Règlement de zonage 01-283 et celui sur les plans d'aménagement d'ensemble.

1- Densité

Lors de l'élaboration du PPU de la rue Jarry Est, l'arrondissement a décidé de rehausser les hauteurs permises des bâtiments pour densifier le secteur à l'étude et créer un milieu de vie dynamique. Entre autre, en bordure de la rue Jarry, les hauteurs ont été modifiées comme suit:
- norme actuelle: 2-4 étages hors-sol;
- norme projetée: 4-8 étages hors-sol.

Toutefois, des paramètres différents auraient dû être prévus pour le site de l'école Saint-Bernardin de Sienne (2950, rue Jarry Est) pour correspondre au projet de redéveloppement déposé par la Commission scolaire de Montréal (CSDM). En effet, l'organisme prévoit, à terme, reconstruire une nouvelle école primaire qui aurait au plus, 3 étages.

Pour ce motif, il y aurait lieu d'abaisser les paramètres de hauteur pour cette propriété afin de permettre son redéveloppement.

2- Affectation du sol

Toujours dans le cadre des travaux du PPU de la rue Jarry Est, il a été convenu avec les acteurs du milieu de modifier la vocation du secteur industriel situé à l'est du boulevard Saint-Michel et au nord de l'autoroute Métropolitaine, pour permettre l'introduction de la fonction résidentielle (mixité des usages). Le but étant de rehausser l'image du secteur pour stimuler sa mise en valeur en tant que secteur dynamique. Cette proposition avait par la suite été confirmée par une modification au plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.
Or, en janvier 2016, le conseil municipal a adopté un règlement modifiant le plan d'urbanisme afin d'assurer la concordance au schéma d'aménagement de l'agglomération de Montréal. Dans ce règlement, on est venu changer la vocation du secteur industriel en interdisant les usages résidentiels. Cette modification a été réalisée à l'encontre des orientations du PPU de la rue Jarry Est.
Pour cette raison, il est nécessaire de modifier de nouveau le plan d'urbanisme pour assurer la cohérence entre le plan d'urbanisme et les orientations du PPU de la rue Jarry Est.

JUSTIFICATION

Les modifications proposées au plan d'urbanisme sont nécessaires pour permettre la mise en vigueur du règlement de zonage 01-283-89 et du règlement sur les plans d'ensemble RCA15-14007.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report du dossier générerait des délais dans la mise en vigueur des règlements de concordances visant à assurer la cohérence avec les orientations du PPU de la rue Jarry Est.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant l'assemblée publique de consultation

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Assemblée publique de consultation
Adoption du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au PPU de la rue Jarry Est

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Agnès PIGNOLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Monique TESSIER, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-21

Alain BEAULIEU
Chef de division

Tél : 514-868-3512
Télécop. : 514 868-4706

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161010015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adoption du Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) pour y inclure les orientations du Programme particulier d'urbanisme (PPU) de la rue Jarry Est en modifiant la carte des affectations pour le secteur des Avenues et les paramètres de densité pour une propriété institutionnelle Jarry Est.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints.

FICHIERS JOINTS

04-047-XXX (Modification PU Villeray révisé).docAnnexe A.pdfAnnexe B.pdfAnnexe C.pdf
Annexe D.pdfAnnexe E.pdfAnnexe F.pdfAnnexe G.pdfAnnexe H.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Agnès PIGNOLY
Avocate
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-23

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
04-047-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1).

À l'assemblée du ……., le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La carte 2.4.1 intitulée « Le schéma des secteurs d'emplois » incluse à la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, par la carte jointe en annexe A au présent règlement.

2. L'illustration 2.4.1 intitulée « Les secteurs d'affaires et de commerce à densifier en relation avec la création de nouveaux corridors de transport collectif » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, par l'illustration jointe en annexe B au présent règlement.

3. L'illustration 2.4.2 intitulée « Les secteurs d'emplois à réaménager en relation avec des interventions structurantes sur le réseau routier » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, par l'illustration jointe en annexe C au présent règlement.

4. L'illustration 2.4.3 intitulée « Les grands sites industriels désaffectés à mettre en valeur à des fins d'emplois » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, par l'illustration jointe en annexe D au présent règlement.

5. La carte 3.1.1 intitulée « L'affectation du sol » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, par la carte jointe en annexe E au présent règlement.

6. La carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, par la carte jointe en annexe F au présent règlement.

7. La carte intitulée « L'affectation du sol - Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » incluse à la partie II de ce plan d'urbanisme est remplacée par la carte jointe en annexe G au présent règlement.

8. La carte intitulée « La densité de construction - Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » incluse à la partie II de ce plan d'urbanisme est remplacée par la carte jointe en annexe H au présent règlement.

9. Le chapitre 26 concernant l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de ce plan d'urbanisme est modifié par l'insertion d'un nouveau secteur à transformer « 26-T20 » dont les caractéristiques sont les suivantes :

« - bâti de 1 à 3 étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen.».

ANNEXE A
CARTE 2.4.1 INTITULÉE « LE SCHÉMA DES SECTEURS D'EMPLOIS »

ANNEXE B
ILLUSTRATION 2.4.1 INTITULÉE « LES SECTEURS D'AFFAIRES ET DE COMMERCE À DENSIFIER EN RELATION AVEC LA CRÉATION DE NOUVEAUX CORRIDORS DE TRANSPORT COLLECTIF »

ANNEXE C
ILLUSTRATION 2.4.2 INTITULÉE « LES SECTEURS D'EMPLOIS À RÉAMÉNAGER EN RELATION AVEC DES INTERVENTIONS STRUCTURANTES SUR LE RÉSEAU ROUTIER »

ANNEXE D
ILLUSTRATION 2.4.3 INTITULÉE « LES GRANDS SITES INDUSTRIELS DÉSAFFECTÉS À METTRE EN VALEUR À DES FINS D'EMPLOIS »

ANNEXE E
CARTE 3.1.1 INTITULÉE « L'AFFECTATION DU SOL »

ANNEXE F
CARTE 3.1.2 INTITULÉE « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION »

ANNEXE G
CARTE INTITULÉE « L'AFFECTATION DU SOL - VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION »

ANNEXE H
CARTE INTITULÉE « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION - VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION »

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXX.

GDD : 1161010015

Rivière des Mille Îles

Lac des Deux Montagnes

Rivière des Prairies

Fleuve Saint-Laurent

Lac Saint-Louis

Bassin de La Prairie

0 1 2 3 km

Carte résultante

Le schéma des secteurs d'emplois

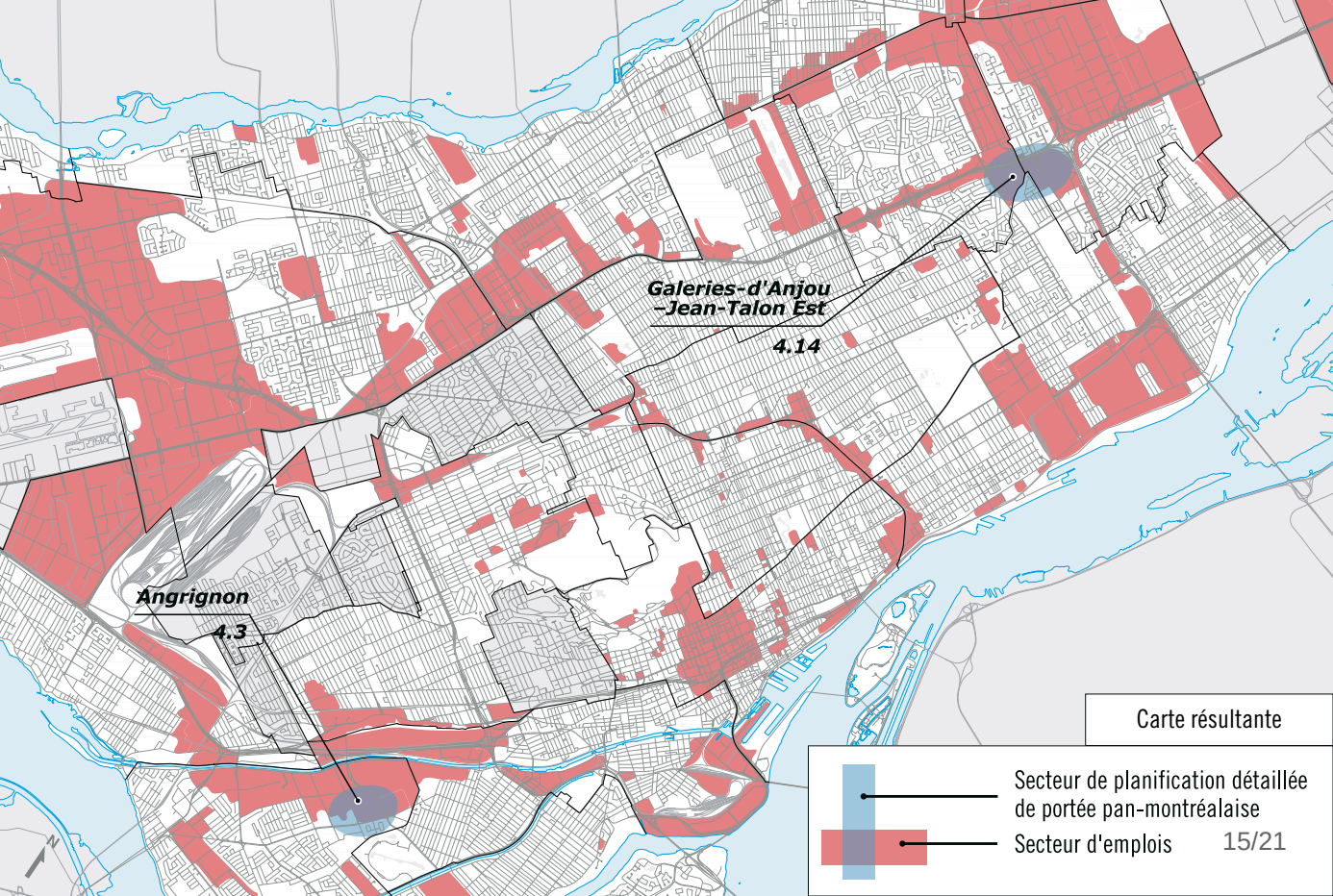
Carte 2.4.1

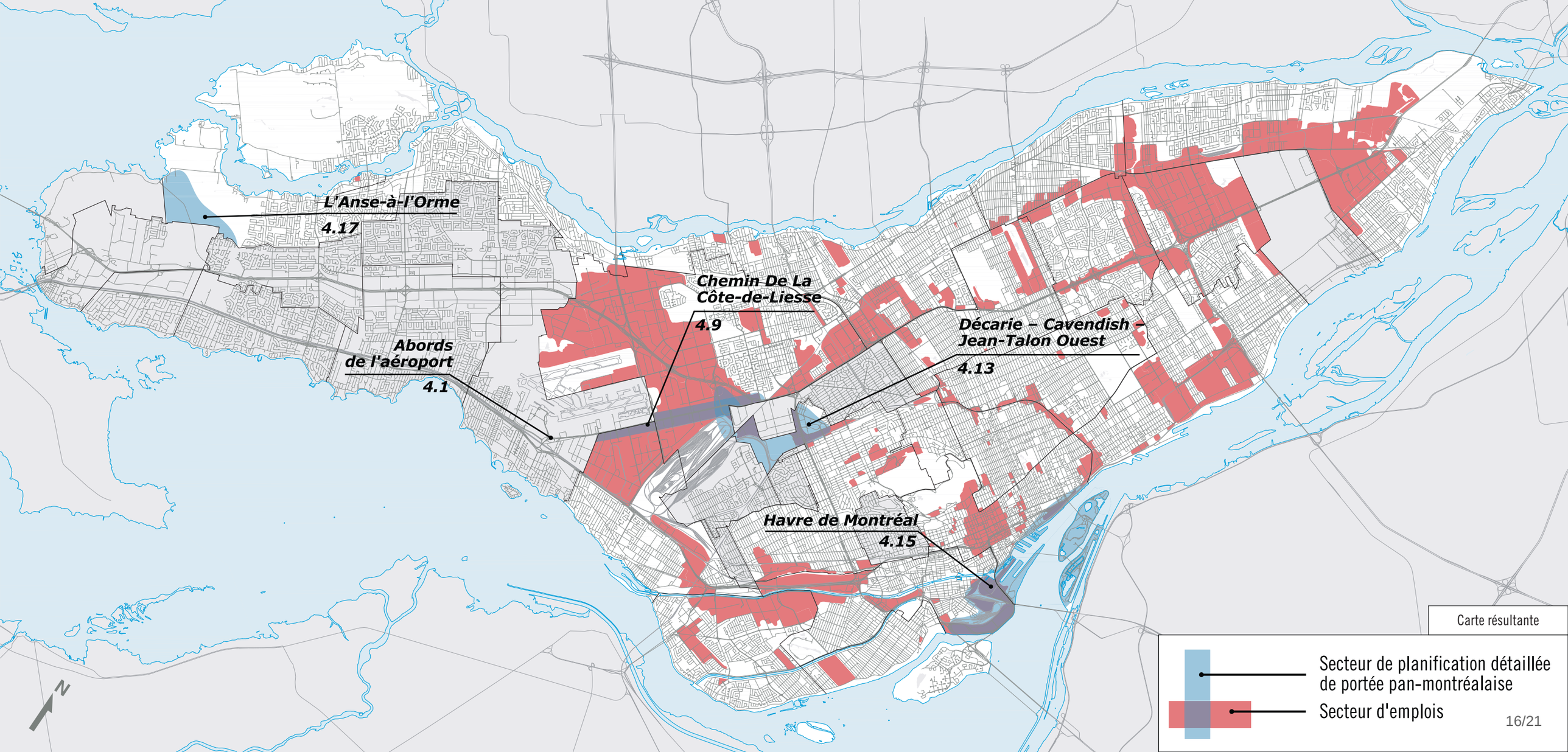
- Centre des affaires
- Secteur d'affaires et de commerce
- Secteur d'emplois institutionnels
- Secteur d'entreprises
- Secteur d'emplois diversifiés
- Secteur industriel
- Secteur industriel extensif
- Limite d'arrondissement

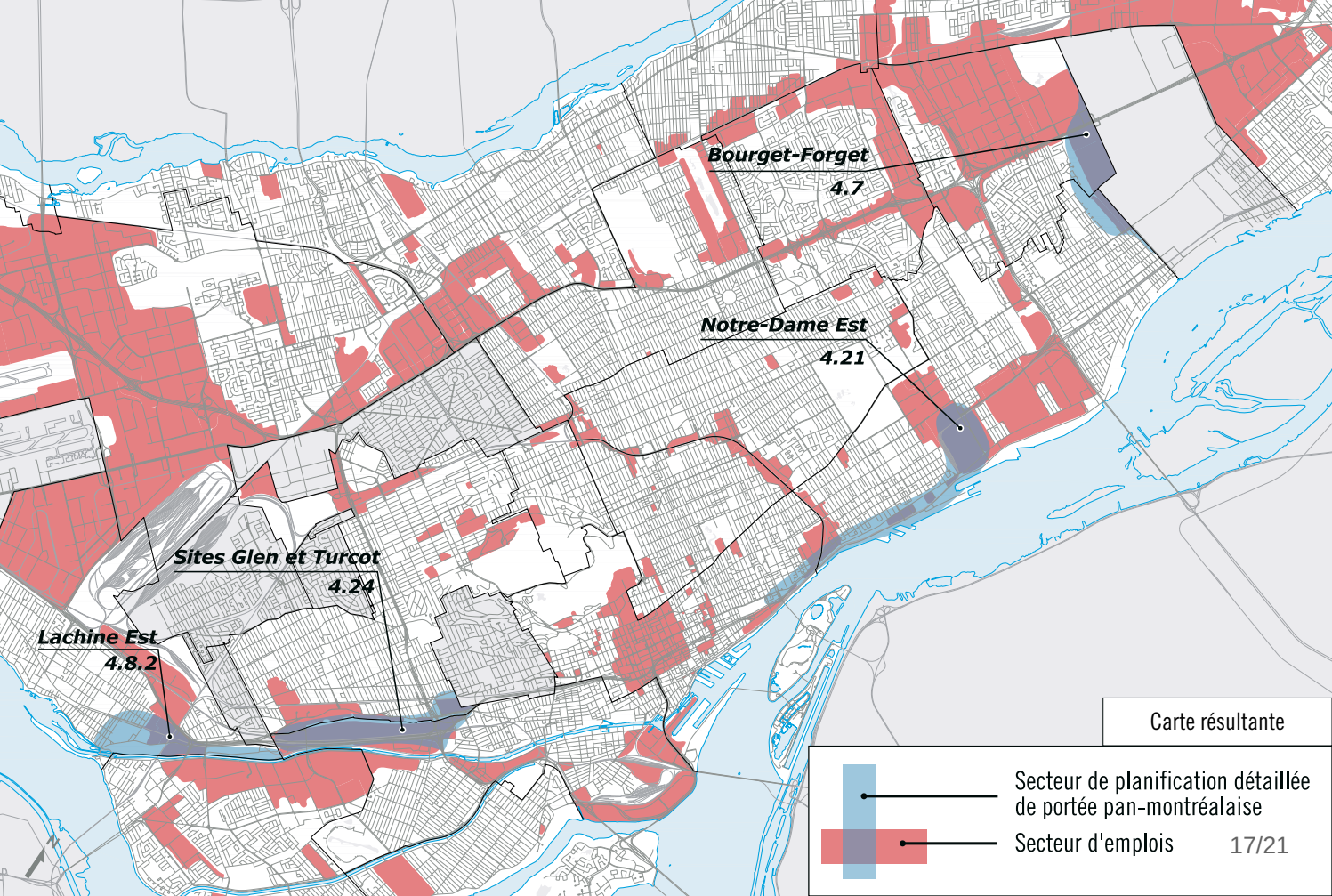
Mise en valeur du territoire et du patrimoine

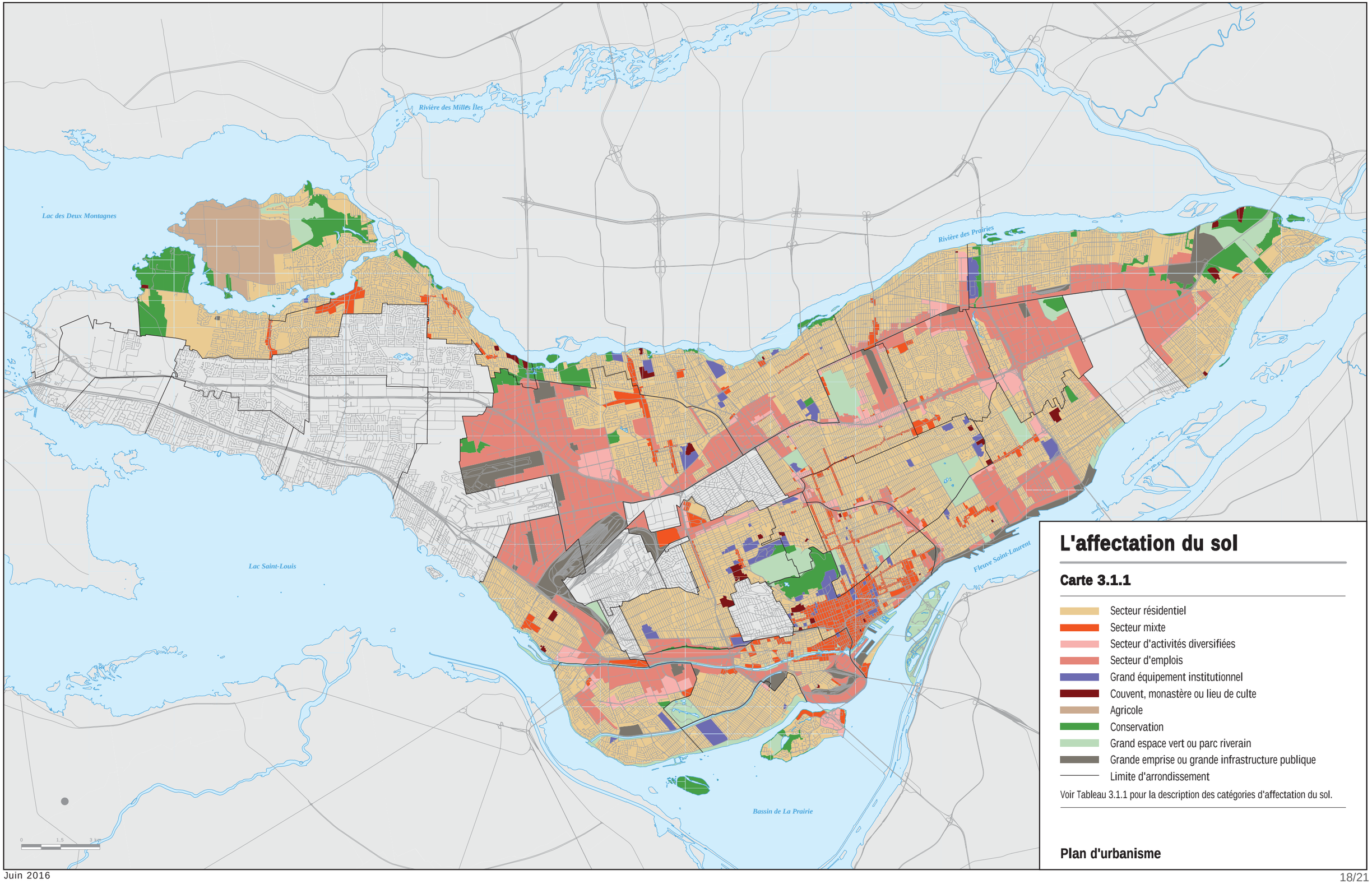
Plan d'urbanisme

Montréal


Galeries-d'Anjou
–Jean-Talon Est
4.14
Angrignon
4.3
Carte résultante
Secteur de planification détaillée
de portée pan-montréalaise
Secteur d'emplois
15/21


L'Anse-à-l'Orme
4.17
Abords
de l'aéroport
4.1
Chemin De La
Côte-de-Liesse
4.9
Décarie – Cavendish –
Jean-Talon Ouest
4.13
Havre de Montréal
4.15
N
Carte résultante
Secteur de planification détaillée
de portée pan-montréalaise
Secteur d'emplois
16/21


Bourget-Forget
4.7
Notre-Dame Est
4.21
Sites Glen et Turcot
4.24
Lachine Est
4.8.2
Carte résultante
Secteur de planification détaillée de portée pan-montréalaise
Secteur d'emplois
17/21



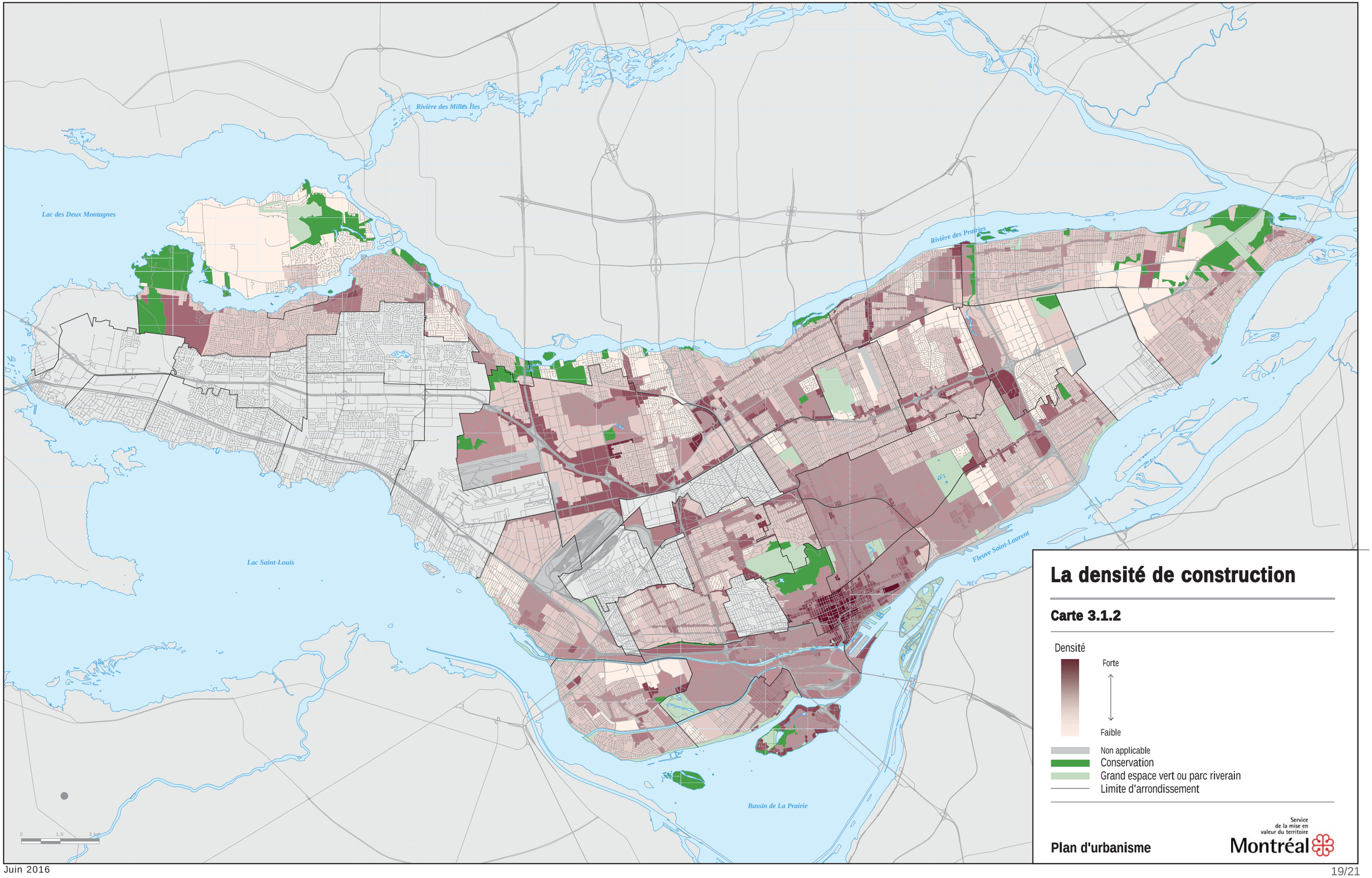
L'affectation du sol

Carte 3.1.1

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique
- Limite d'arrondissement

Voir Tableau 3.1.1 pour la description des catégories d'affectation du sol.

Plan d'urbanisme



La densité de construction

Carte 3.1.2

Densité

Forte

Faible

Non applicable

Conservation

Grand espace vert ou parc riverain

Limite d'arrondissement

Service de la mise en valeur du territoire

Montréal

Plan d'urbanisme

L'affectation du sol

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

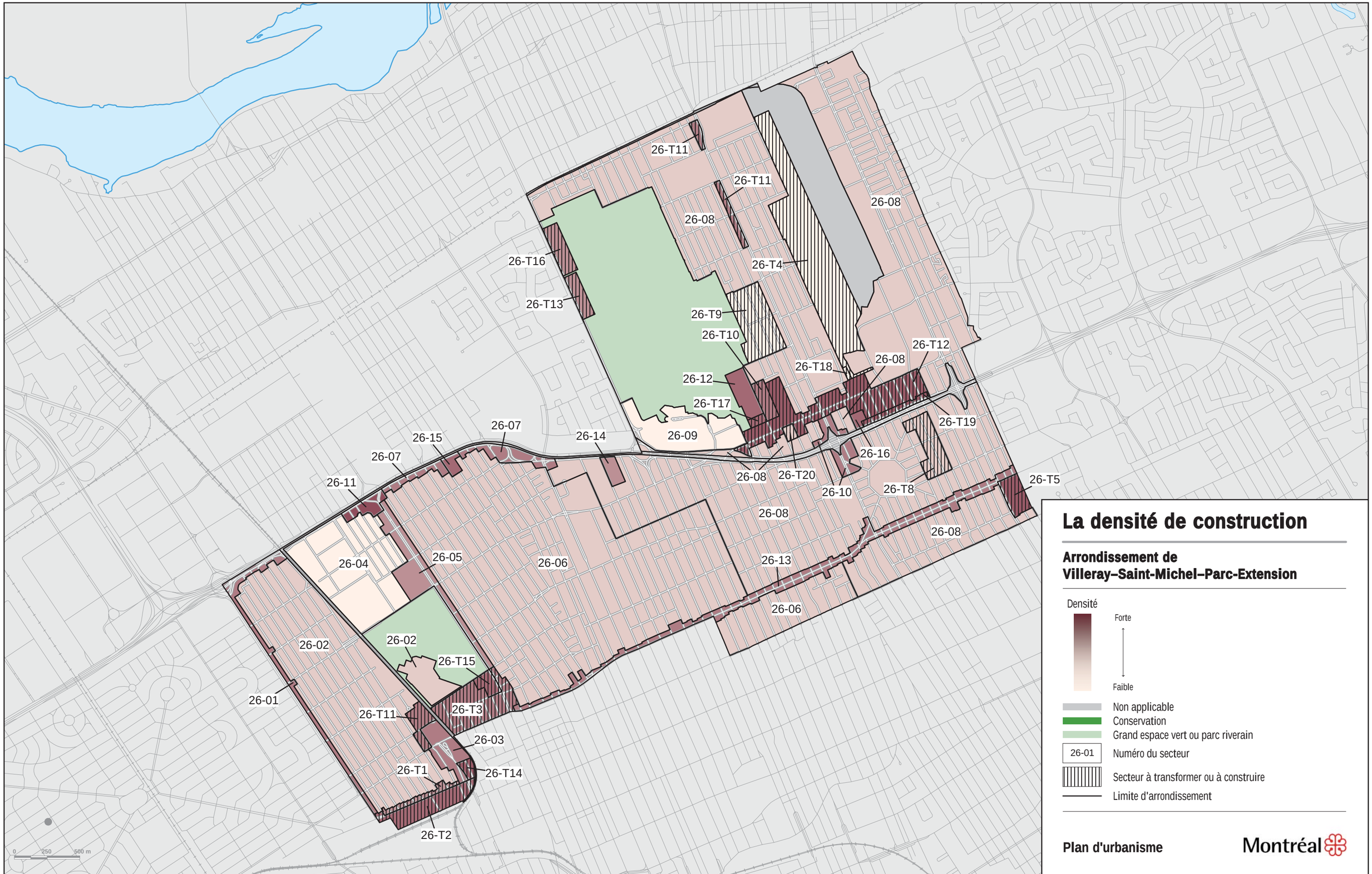
- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique
- Limite d'arrondissement

Voir Tableau 3.1.1 pour la description des catégories d'affectation du sol.

0 250 500 m

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire
Montréal



La densité de construction

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Densité

Forte

Faible

Non applicable

Conservation

Grand espace vert ou parc riverain

26-01 Numéro du secteur

Secteur à transformer ou à construire

Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Montréal

Juin 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.01

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1164521012

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer deux rues, un square, un passage et le prolongement d'une rue dans le secteur Bois-Franc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

Il est recommandé :
de nommer deux rues, un square, un passage et le prolongement d'une rue dans le secteur Bois-Franc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, comme illustré sur le plan joint au dossier :

- « rue Elsie-MacGill » la voie publique formée du lot numéro 5 521 812 du cadastre du Québec;
- « rue Kenneth-Patrick » la voie publique formée des lots numéros 5 628 940, 5 628 929 et 5 509 640 du cadastre du Québec;
- « square du Rambler » le square public formé du lot numéro 5 628 928 du cadastre du Québec;
- « passage Adélard-Raymond » le passage piéton formé des lots numéros 5 521 811 et 5 628 927 du cadastre du Québec;
- « rue des Équinoxes » le prolongement de la voie publique du même nom formé du lot numéro 5 521 810 du cadastre du Québec.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-09-01 13:51

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164521012**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer deux rues, un square, un passage et le prolongement d'une rue dans le secteur Bois-Franc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Saint-Laurent a demandé la collaboration de la Division du patrimoine pour nommer de nouvelles rues, un square, un passage et le prolongement d'une rue dans le secteur Bois-Franc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet.

DESCRIPTION

Nommer deux rues, un square, un passage et le prolongement d'une rue dans le secteur Bois-Franc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, comme illustré sur le plan joint au dossier :

- « rue Elsie-MacGill » la voie publique formée du lot numéro 5 521 812 du cadastre du Québec;
- « rue Kenneth-Patrick » la voie publique formée des lots numéros 5 628 940, 5 628 929 et 5 509 640 du cadastre du Québec;
- « square du Rambler » le square public formé du lot numéro 5 628 928 du cadastre du Québec;
- « passage Adélard-Raymond » le passage piéton formé des lots numéros 5 521 811 et 5 628 927 du cadastre du Québec;
- « rue des Équinoxes » le prolongement de la voie publique du même nom formé du lot numéro 5 521 810 du cadastre du Québec.

JUSTIFICATION

Elsie MacGill (1905-1980) : Première femme diplômée en ingénierie aéronautique en Amérique du Nord, cette Canadienne est aussi la première femme au monde à concevoir

des avions et à occuper un poste d'ingénieure en chef en aéronautique.

Kenneth (Ken) R. Patrick (1915-2001) : Aviateur, officier de l'Aviation royale canadienne et industriel dans le domaine de l'aéronautique. En 1947, il fonde la compagnie Canadian Aviation Electronics Ltd (CAE). En 1953, M. Patrick fait construire une nouvelle usine sur le territoire de Saint-Laurent regroupant alors 500 employés. Aujourd'hui, CAE est un chef de file mondial en prestation de formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Elle est notamment connue pour ses simulateurs de vol. Au cours de sa carrière, monsieur Patrick siégea à plusieurs conseils d'administration importants, notamment RCA Victor, Canadian Vertol Aircraft, Boeing of Canada et Avcorp Industries.

Rambler : Premier avion léger canadien (1929). Mécontent de sa situation au sein de Canadian Vickers, l'ingénieur W.T. Reid démissionne et fonde la Reid Aircraft Company en 1928. Achetée la même année par le géant Curtiss Aeroplane & Motor Company, la nouvelle société lance la production d'un avion d'entraînement, le Rambler. Utilisé par l'Aviation royale canadienne et plusieurs aéroclubs nouvellement formés, c'est le premier avion léger canadien.

Adélard Raymond (1889-1962) : Aviateur pour une compagnie de baptêmes de l'air et tours d'avion à Cartierville. Vice-amiral de l'air pendant la Seconde Guerre mondiale. Il sera aussi membre du conseil d'administration de Canadair.

Équinoxes : Équinoxe. Période de l'année où les jours sont égaux aux nuits. La première : équinoxe de printemps (« Vernal equinox »), se produit vers le 21 mars. La seconde : équinoxe d'automne (« autumnal equinox »), vers le 23 septembre. (Source : Office québécois de la langue française).

Les toponymes proposés s'inscrivent dans la thématique aéronautique choisie pour le secteur de Bois-Franc dans l'arrondissement de Saint-Laurent et font référence à l'histoire du lieu qui était autrefois occupé par l'aéroport de Cartierville.

La demande de l'arrondissement a été faite avant le lancement de l'opération Toponym'Elles en février 2016.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal s'est prononcé en faveur de l'adoption de ces toponymes lors des séances du 10 juillet 2013 et du 13 mai 2016.

À ce jour, les démarches entreprises pour identifier les proches et les familles des personnes honorées par les nouvelles dénominations toponymiques n'ont pas été concluantes. Si des membres de la famille ou des proches associés à ces personnes sont toujours vivants, ceux-ci n'ont donc pu être directement informés des intentions de la Ville. C'est par courtoisie que nous souhaitons joindre les familles, la Commission de toponymie du Québec ne considère pas qu'il s'agisse d'une obligation.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette action contribue à l'amélioration de la qualité de vie, car elle permet de mettre en valeur des lieux publics en reconnaissant l'usage antérieur du site où ils sont situés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'identification officielle et distincte des rues et espaces publics a pour objectif un repérage rapide et sécuritaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications et l'arrondissement de Saint-Laurent.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.
- L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que les nouveaux toponymes auront été officialisés par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Éric PAQUET, Saint-Laurent

Lecture :

Éric PAQUET, 28 mai 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-05-27

Nathalie M MARTIN
Chef de division

Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514-872-0049

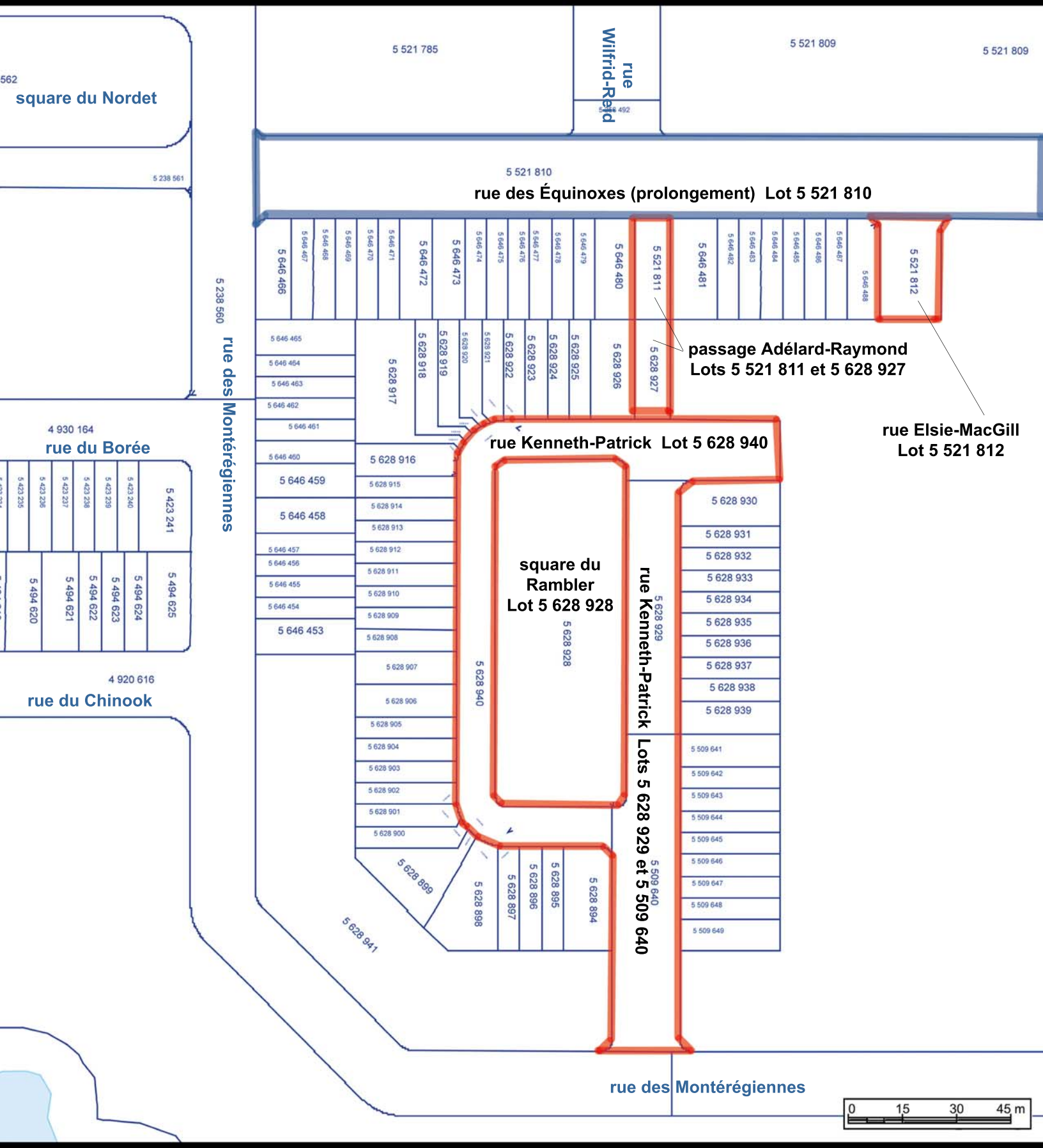
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2016-05-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2016-05-31

Nommer les rues Elsie-MacGill et Kenneth-Patrick, le square du Rambler, le passage Adélard-Raymond et le prolongement de la rue des Équinoxes, dans l'arrondissement de Saint-Laurent. Dossier numéro 1164521012.



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme,
Service de la mise en valeur du territoire, Ville de Montréal
26 mai 2016

Source : SIGS
Ville de Montréal

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 50.01

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1161633001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction partenaires d'affaires RH , Division partenaires d'affaires RH - DGA Développement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du protocole d'entente visant le prêt de services avec remboursement partiel à Technoparc Montréal de M. Arnold Beaudin à compter du 23 avril 2016 pour une période de 3 ans

Il est recommandé :
1 - d'approuver le renouvellement du protocole d'entente visant le prêt de service avec remboursement partiel à Technoparc Montréal de M. Arnold Beaudin, pour une durée de 3 ans à compter du 23 avril 2016 jusqu'au 22 avril 2019.

2 - de modifier, en conformité avec l'article 474.3.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q. c.C-19), le budget de revenus au Service des ressources humaines et le budget de dépenses au chapitre corporatif (prêt d'employé avec remboursement) afin de tenir compte du remboursement partiel de ce prêt par l'organisme, conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-02 16:53

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161633001**
Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction partenaires d'affaires RH , Division partenaires d'affaires RH - DGA Développement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du protocole d'entente visant le prêt de services avec remboursement partiel à Technoparc Montréal de M. Arnold Beaudin à compter du 23 avril 2016 pour une période de 3 ans

CONTENU

CONTEXTE

La réorganisation au sein du Service de la mise en valeur du territoire a été complétée. Dans le contexte de la nouvelle structure mise en place par le Service du développement économique, la Ville de Montréal et Technoparc Montréal ont convenu de renouveler le prêt de service de M. Arnold Beaudin auprès de Technoparc Montréal, pour une durée de 3 ans. De plus, les parties se sont entendues sur les termes du protocole d'entente relatifs à cette décision.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0265 du 22 février 2016 (dossier 1151633003) - Approbation du protocole d'entente entre la Ville de Montréal et Technoparc Montréal visant le prêt de service de M. Arnold Beaudin avec remboursement partiel, pour une durée de 6 mois.
CM12 0958 du 22 octobre 2012 (dossier 1120395013) - Approbation du protocole d'entente entre la Ville de Montréal et Technoparc Montréal visant le prêt de services de M. Arnold Beaudin avec remboursement partiel, pour une durée de 3 ans.

CM12 0245 du 26 mars 2012 (dossier 1120395004) - Approbation du Règlement sur les services (création du Service de la mise en valeur du territoire).

DESCRIPTION

Le protocole d'entente de prêt prévoit un remboursement à la Ville de Montréal par Technoparc Montréal d'une portion du salaire de M. Beaudin, majoré de 33,7 % suivant l'article 112 du *Règlement sur les tarifs* (exercice financier 2016) et lui consentir tous les droits qu'il possède comme cadre de direction, conformément aux conditions et avantages des cadres de direction et des cadres administratifs de la Ville de Montréal.
M. Beaudin occupera le poste de Vice-président Planification stratégique au sein de l'organisme.

JUSTIFICATION

La rémunération de l'employé prêté sera financée de deux façons, soit :

1. Remboursement de Technoparc Montréal à la Ville de Montréal						
		2016 23/04/2016 au 31/12/2016	2017	2018	2019 01/01/2019 au 22/04/2019	
Salaire annuel de base		46 222,19 $	66 765,38 $	69 216,69 $	21 829,88 $	
Charges sociales	33,7 %	15 576,88 $	22 499,93 $	23 326,02 $	7 356,67 $	
		61 799,06 $	89 265,31 $	92 542,72 $	29 186,55 $	
2. Contribution de Ville de Montréal						
		121 637,33 $	175 698,37 $	182 149,19 $	57 447,05 $	
Charges sociales	33,7 %	40 991,78 $	59 210,35 $	61 384,28 $	19 359,66 $	
		162 629,11 $	234 908,72 $	243 533,46 $	76 806,71 $	
Remboursement de Technocparc Montréal		(61 799,06) $	(89 265,31) $	(92 542,72) $	(29 186,55)$	
Contribution de la Ville de Montréal		100 830,05 $	145 643,40 $	150 990,75 $	47 620,16 $	445 084,36 $
Hypothèse augmentation de 2,5 % de 2016 à 2019						

Compte tenu que la contribution de la Ville de Montréal à ce prêt de service est basée sur le salaire annuel moins le remboursement de Technoparc Montréal, et que la durée du prêt est prévue pour 3 ans, le montant total de la contribution dans ce protocole équivaut à environ 445 084,36 $

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Josée BÉLANGER)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève BLOM)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josée LAPOINTE, Service des ressources humaines

Lecture :

Josée LAPOINTE, 15 juillet 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lisiane LAFORTUNE
Conseiller en ressources humaines
Division DGA Développement
Direction des partenaires d'affaires RH
Service du développement économique

Tél : 514 280-4259
Télécop. : 514 280-0180

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-05-24

Alain LARRIVÉE
C/D ressources humaines serv. dev.&operations
Division DGA Développement
Direction des partenaires d'affaires RH
Service des ressources humaines

Tél : 514-872-4331
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Serge GUÉRIN
Directeur de service
Service du développement économique
Tél : 514 872-0068
Approuvé le : 2016-09-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161633001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction partenaires d'affaires RH , Division partenaires d'affaires RH - DGA Développement , -
Objet :	Approuver le renouvellement du protocole d'entente visant le prêt de services avec remboursement partiel à Technoparc Montréal de M. Arnold Beaudin à compter du 23 avril 2016 pour une période de 3 ans

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente intervention se limite a constater la validité du contenu du protocole d'entente. Il s'agit d'un matière qui relève de la compétence du conseil municipal.

FICHIERS JOINTS

Protocole d'entente_Arnold Beaudin_GDD 1161633001.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève BLOM
Avocate, Droit du travail

Tél : 514 868-5257

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-02

Véronique BELPAIRE
Avocate chef d'équipe droit public et législation
Tél : 514 872-4222
Division : Service des affaires juridiques, Direction des affaires civiles

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, représentée aux fins des présentes par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836.

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **TECHNOPARC MONTRÉAL**, agissant et représenté par monsieur Mario Monette, président-directeur général, dont l'adresse principale est 7140, rue Albert Einstein, bureau 200, Montréal, Québec, H4S 2C1;

Ci-après appelé l' « **ORGANISME** »

ET : **ARNOLD BEAUDIN**, directeur – planification et interventions stratégiques au Service du développement économique;

Ci-après appelé l' « **EMPLOYÉ** »

ATTENDU que l'Organisme a manifesté le désir de bénéficier des services de l'Employé;

ATTENDU que la Ville entend répondre favorablement à cette demande et que l'Employé y consent;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
DÉFINITION

Dans le présent protocole d'entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, « Directeur » ou « Directrice » signifie le Directeur du Service du développement économique ou son représentant.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

3.1 permettre à l'Employé d'occuper un poste de Vice-président planification stratégique au sein de l'Organisme;

3.2 sous réserve des paragraphes 4.4 et 5.4, verser à l'Employé son traitement périodique et lui consentir tous les avantages et droits qu'il possède comme employé cadre de direction de la Ville, en vertu des Conditions et avantages des cadres administratifs et de direction de la Ville de Montréal et de la Politique de rémunération des cadres;

3.3 réintégrer l'Employé au sein du personnel permanent de la Ville quand il quittera l'Organisme, dans son poste ou celui qu'il aurait obtenu durant son absence, conformément aux règles de dotation concernant la réaffectation des employés permanents étant entendu que toute entente particulière relative aux conditions de travail de l'Employé intervenue entre ce dernier et l'Organisme ne lie pas la Ville, ni pendant la durée du prêt ni à son échéance;

3.4 verser à l'Employé, au 1er janvier de chaque année, un montant forfaitaire de 2,5 % du salaire annuel de base en compensation de la rémunération forfaitaire au mérite;

3.5 obtenir le remboursement convenu pour les services de l'Employé.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme s'engage à :

4.1 s'assurer que l'Employé remplisse les fonctions de Vice-président planification stratégique;

4.2 ce que l'Employé dans le cadre de ses fonctions agisse conformément au Code de conduite des employés de la Ville de Montréal, étant entendu que l'Employé n'est pas en situation de conflit d'intérêts du seul fait qu'il agit dans l'intérêt de l'Organisme;

4.3 prendre fait et cause pour l'Employé dans toute poursuite intentée contre ce dernier en raison de l'exécution de ses fonctions et le tenir indemne de tout jugement en capital, intérêts et frais, qui pourrait être prononcé contre lui;

4.4 défrayer tous les frais de déplacement ou autres dépenses encourus par l'Employé durant la période de prêt ainsi que les heures supplémentaires effectuées par ce dernier, étant entendu que la Ville ne paiera à l'Employé aucune heure supplémentaire ou n'acceptera aucune demande de l'Employé visant du temps à compenser;

4.5 verser mensuellement à la Ville une portion du salaire de l'Employé établie à 38% du salaire annuel de base (le salaire 2015-2016 de l'Employé est de 166 502.40 $) majoré de 33,7 % suivant l'article 112 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016). Ce salaire fera l'objet d'une indexation annuelle équivalente à l'augmentation économique consentie aux cadres de la Ville de Montréal. Les taxes fédérale et provinciale sur les produits et services (TPS et TVQ) s'appliquent à cette somme;

4.6 verser à l'Employé, en lieu et place de la Ville, une allocation automobile mensuelle.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'EMPLOYÉ

L'Employé s'engage à :

5.1 fournir à l'Organisme une prestation de services satisfaisante;

5.2 se conformer, en tout temps, au Code de conduite des employés de la Ville de Montréal, étant entendu que l'employé n'est pas en situation de conflit d'intérêts du seul fait qu'il agit dans l'intérêt de l'organisme;

5.3 prendre tous ses congés annuels durant la période de prêt, à moins d'obtenir l'autorisation du Directeur de service de l'unité d'affaires d'origine de les reporter en tout ou en partie;

5.4 renoncer, et il y renonce par les présentes, à réclamer de la Ville toute somme ou temps compensé pour des heures supplémentaires effectuées pendant la période de prêt;

5.5 transmettre au Directeur les formulaires d'assiduité faisant état de toutes les absences et congés utilisés durant la période de prêt, dûment autorisés par son supérieur immédiat à l'Organisme.

ARTICLE 6
DURÉE

Sous réserve de l'article 7, le présent protocole d'entente a effet du 23 avril 2016 au 22 avril 2019.

ARTICLE 7
RÉSILIATION

7.1 Chaque partie peut mettre fin au présent protocole d'entente en tout temps moyennant un préavis de trente (30) jours signifié aux autres parties par courrier recommandé.

7.2 Dans le cas d'une résiliation, l'Employé réintègre la Ville, selon les dispositions convenues à l'article 3.3 du présent protocole.

ARTICLE 8
DIVERS

Les obligations de la Ville à l'égard de l'Employé sont prévues aux présentes ainsi qu'aux Conditions et avantages des cadres administratifs et de direction et à la Politique de rémunération des cadres..

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, la Ville et l'Organisme élisent domicile à l'adresse indiquée à la première page du présent protocole d'entente ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

9.2 Incessibilité

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit des autres parties.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de ce protocole d'entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit de toutes les parties.

9.4 Validité

Une disposition du présent protocole d'entente jugée invalide par le tribunal, n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE (4) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2016

TECHNOPARC MONTRÉAL

Par : _____
Mario Monette
Président-directeur général

Le e jour de 2016

_____
Arnold Beaudin

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161633001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction partenaires d'affaires RH , Division partenaires d'affaires RH - DGA Développement , -
Objet :	Approuver le renouvellement du protocole d'entente visant le prêt de services avec remboursement partiel à Technoparc Montréal de M. Arnold Beaudin à compter du 23 avril 2016 pour une période de 3 ans

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1161633001 - A. Beaudin.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Josée BÉLANGER
Conseillère en gestion des ressources financières - Point Ser. Développement
Tél : (514) 872-3238

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-31

François BERGERON
Conseiller(ere) en gestion des ressources financieres - c/E
Tél : 514 872-0226
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Point Ser. Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 51.01

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1161079006

Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 c) s'assurer du caractère crédible, transparent et efficace des consultations publiques par l'adoption et le maintien de procédures à cet effet
Projet :	-
Objet :	Nominations de commissaires à l'Office de consultation publique de Montréal

Il est recommandé de renouveler, pour une période de trois (3) ans, le mandat des commissaires supplémentaires à l'Office de consultation publique de Montréal :
Jean Burton
Alain Duhamel
Hsbib El Hage
Peter Jacobs
Gaétan Lebeau
Marie Leahey
Jean Paré
Michel Séguin
Joshua Wolfe

et de nommer commissaires supplémentaires , pour une période de trois (3) ans, les personnes suivantes:

Mounia Benalil
Danielle Casara
Nadja Raphaël

et de fixer leur rémunération à 550 $ par jour pour les commissaires et à 750 $ par jour pour le commissaire désigné comme président d'une consultation, incluant les avantages sociaux, sous réserve de l'adoption, le cas échéant, d'un règlement adopté en vertu de l'article 79 de la Charte de la Ville d

Signé par Dominique OLLIVIER **Le** 2016-08-29 12:14

Signataire : Dominique OLLIVIER

Présidente de l'OPCM
Office de consultation publique de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161079006**
Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 c) s'assurer du caractère crédible, transparent et efficace des consultations publiques par l'adoption et le maintien de procédures à cet effet
Projet :	-
Objet :	Nominations de commissaires à l'Office de consultation publique de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

L'Office de consultation publique est institué en vertu de l'article 75 de la Charte de la Ville de Montréal. Les dispositions de la Charte prévoient que le conseil municipal peut nommer, aux deux tiers des voix, des commissaires supplémentaires qui épauleront la présidente de l'Office dans la réalisation des mandats de consultation confiés à l'Office par le comité exécutif ou le conseil municipal. Le présent dossier vise à soumettre au conseil municipal une liste de commissaires pour le renouvellement de leur mandat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le conseil a été appelé à nommer des commissaires sur une base régulière depuis la mise en place de l'Office en 2002.
CM14 0437, datée du 29 avril 2014 - nomination de commissaires supplémentaires.
CM14 0862, datée du 15 septembre 2014 - nomination de la présidente
CM15 0586, daté du 28 acril 205 - nomination de commissaires

DESCRIPTION

Le sommaire vise à renouveler le mandat, pour une période de trois (3) ans, les commissaires suivants :
Jean Burton
Alain Duhamel
Hsbib El Hage
Peter Jacobs
Gaétan Lebeau
Marie Leahey
Jean Paré
Michel Séguin
Joshua Wolfe

et à nommer trois nouvelles commissaires:

Mounia Benalil
Danielle Casara
Nadja Raphaël

JUSTIFICATION

La choix des commissaires est effectuée selon plusieurs critères :
- la nécessité de constituer une banque diversifiée de ressources professionnelles capables de comprendre les projets soumis à la consultation publique et les enjeux qu'ils soulèvent;
- la crédibilité professionnelle du candidat auprès de ses pairs et dans la société civile;
- une réputation de bon jugement et la capacité de faire la part des choses;
- la connaissance des processus de consultation publique et l'expérience dans la conduite de tels processus, tel que le prévoit l'article 77 de la Charte;
- l'absence de conflit d'intérêts réel ou perçu;
- la capacité d'écoute des parties et d'analyse des projets sans parti pris et dans l'intérêt public;
- la disponibilité;
- une bonne répartition homme/femme, anglophone/francophone et une présence signifiante en provenance des communautés culturelles.

Par ces nominations, l'Office retrouverait la parité homme/femme et un apport nouveau de commissaires issus de la diversité viendrait assurer que le bassin de commissaires reflète mieux la composition ethnoculturelle de la ville. Avec ces nominations les commissaires issus de groupes ethnoculturels représenteront 23% du total alors que les anglophones représenteront 12%

Au cours des années, certains commissaires ont su développer des compétences particulières dans la présidence de commissions. C'est pourquoi il est aussi nécessaire de s'assurer que des commissaires d'expérience puissent être renouvelés comme ceux qui sont proposés ici.

On trouve dans l'équipe de commissaires de l'OCPM notamment des urbanistes et des architectes, des ingénieurs, des avocats, des gestionnaires, des sociologues et des anthropologues, un biologiste, un spécialiste en droit immobilier, des spécialistes des affaires sociiales. Ils ont tous été, à un titre ou à un autre, impliqués dans leur milieu. Avec les renouvellements, les commissaires seront au nombre de 26 une baisse de 5 par rapport à 2015.

Pour ce qui est de la nomination des commissaires, l'article 77 de la Charte prévoit que le conseil peut, sur demande de la présidente, nommer des commissaires à partir d'une liste. Il est aussi prévu que la présidente puisse proposer une liste au comité exécutif.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La nomination de commissaires supplémentaires ne représente aucun déboursé financier puisque l'effet de cette nomination est de les rendre éligibles à siéger sur une commission de l'Office. La constitution d'une banque de commissaires éligibles permet à la présidente de former des commissions lorsque les mandats sont confiés à l'OCPM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La constitution et le maintien d'une solide équipe de commissaires aux profils variés contribue à la réalisation de consultations publiques utiles pour la ville et pour la société montréalaise en général.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'Office annoncera par voie de communiqué le renouvellement et la nomination des commissaires après la décision du CM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/o

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc DORAY
Secrétaire général

Tél : 2-3568
Télécop. : 2-2556

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-23

Dominique OLLIVIER
Présidente de l'OPCM

Tél : 514 872-6094
Télécop. : 22-2556

NOTES BIOGRAPHIQUES DES COMMISSAIRES DE L'OCPM À RENOUVELER ET À NOMMER
SEPTEMBRE 2016

COMMISSAIRES À RENOUVELER

JEAN BURTON

Détenteur d'un doctorat en Sciences biologiques de l'Université de Montréal, Jean Burton possède une vaste expérience dans le domaine de l'environnement en tant que conseiller et planificateur scientifique.

De décembre 2003 à juin 2007, il a travaillé pour l'Agence canadienne de développement international (en détachement) en tant que conseiller canadien à l'Initiative du bassin du fleuve Niger. De 1989 à 2003, il a agi comme conseiller, planificateur et coordonnateur scientifique et adjoint au directeur à Environnement Canada au Centre Saint-Laurent, où il a coprésidé le comité de concertation sur le suivi de l'état du Saint-Laurent. En 1999, il était responsable de la participation canadienne à la Maison du citoyen dans le cadre du deuxième Forum Mondial de l'eau à La Haye. M. Burton a également travaillé en tant que vice-président aux communications et ressources humaines à la SOQUEM. Il a débuté sa carrière comme professeur invité au Département de Sciences biologiques de l'Université de Montréal et attaché de recherches au Centre de recherches écologiques de Montréal de mai 1974 à juin 1982.

M. Burton a remporté plusieurs prix et mentions d'excellence au cours de sa carrière, notamment pour sa participation à Americana 2001 et pour la coordination du travail sur le bilan environnemental du fleuve Saint-Laurent.

Depuis 2007, il est commissaire *ad hoc* à l'office de consultation publique de Montréal (OCPM) et membre du conseil d'administration de la Corporation d'aménagement pour le développement de la rivière L'Assomption (CARA).

ALAIN DUHAMEL

Monsieur Duhamel a fait une longue carrière comme journaliste. Il est détenteur d'un baccalauréat en science politique de l'Université d'Ottawa et diplômé en communications de l'Université Saint-Paul.

Il a débuté sa carrière au journal Le Droit d'Ottawa, pour ensuite devenir correspondant parlementaire du réseau TVA à Ottawa et, par la suite, successivement journaliste au Jour, au Devoir et au Journal Les Affaires. Il a aussi été conseiller auprès du président du Comité exécutif de la Ville de Montréal de 1986 à 1994.

Alain Duhamel a été actif dans le mouvement coopératif. Il a été dirigeant élu de la caisse Desjardins d'Ahuntsic pendant près de 32 ans et a présidé son conseil d'administration pendant dix ans. Il a aussi été représentant au Conseil régional des caisses pour la région Ouest de Montréal du Mouvement Desjardins et enseignant formateur à l'Institut coopératif Desjardins.

Ces dernières années, M. Duhamel collabore aux travaux du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) en budgétisation et de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (IGOPP) en gouvernance.

HABIB EL□HAGE

Praticien et chercheur dans le domaine des relations interculturelles, M. Habib El□Hage est détenteur d'un doctorat en sociologie de l'UQAM. Ses intérêts portent sur les pratiques de prévention, d'intervention et de gestion de la diversité dans les entreprises et les institutions publiques. Il est chercheur associé au Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC) et membre de l'équipe Migration et ethnicité dans les interventions en santé et en services sociaux (METISS) du CSSS de la Montagne. Il est intervenant social au Collège de Rosemont et chargé de cours au programme de maîtrise en médiation interculturelle à l'Université de Sherbrooke.

Il était membre de plusieurs instances, dont le Conseil interculturel de Montréal, où il a coordonné, participé à la rédaction et présenté publiquement plusieurs avis et mémoires aux instances politiques de la Ville de Montréal. Aussi, il était impliqué au *Comité sur les services aux nouveaux arrivants et aux communautés culturelles* de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et le *Comité interculturel* de l'Association canadienne en santé mentale. Il collabore à plusieurs recherches portant sur la radicalisation. Il a publié récemment les résultats d'une étude portant sur les multiples barrières que vivent les personnes LGBTQ racisées à Montréal et son ouvrage sur l'intervention interculturelle en milieu collégial paraitra sous peu. Au sein de l'OCPM, M. El-Hage a collaboré à la consultation publique portant sur l'Agriculture urbaine.

PETER JACOBS

Monsieur Jacobs est professeur titulaire à la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal. Il a agi comme professeur invité et comme conférencier à travers l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Amérique latine.

À la suite de sa pratique en architecture, il s'est concentré sur la planification du paysage et le design urbain. En tant que consultant auprès de la Ville de Montréal, il a participé au développement des réseaux d'espaces libres, la restauration du parc du Mont-Royal, la réhabilitation des îles Sainte-Hélène et Notre-Dame, et sur le design de la place Émilie-Gamelin au centre-ville de Montréal. Il a collaboré aux projets de design urbain à travers le Canada et plusieurs de ces projets ont été reconnus et primés par les associations professionnelles.

Il a agi comme président de la Commission du développement viable au sein de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (IUCN) et comme président de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik au Nouveau-Québec (CQEK). Il est Fellow et ancien président de la Société canadienne des architectes paysagistes (SCAP) et Fellow de l'American Society of Landscape Architecture (ASLA). Il a été nommé président du Collège des « Senior Fellows », Landscape and Garden Studies, à Dumbarton Oaks, Washington D.C. et, plus récemment, comme membre de l'Académie royale des arts du Canada.

MARIE LEAHEY

Marie Leahey est coordonnatrice du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes. Auparavant, elle a travaillé à la Fédération québécoise des organismes communautaires famille et dans un service d'employabilité, le SORIF. Son intérêt pour le développement régional l'a amené à travailler à la Conférence régionale des élus de Montréal. Diplômée de l'UQAM en Éducation, elle est une administratrice certifiée de société par le Collège des administrateurs de l'Université Laval.

Préoccupée par l'autonomie financière des femmes et l'apport de celles-ci au développement social et économique, elle s'est impliquée dans plusieurs organismes, dont la présidence du Conseil des Montréalaises et le Réseau habitation femmes. Elle

est l'une des membres fondatrices de Vivacité, société immobilière équitable. Elle siège actuellement au conseil d'administration de la Régie des rentes du Québec et à la Fondation Béati.

GAÉTAN LEBEAU

Gaétan Lebeau s'intéresse depuis longtemps aux problématiques de vie en milieu urbain. En 1974, il participe à la fondation du Rassemblement des Citoyens de Montréal. Élu conseiller municipal (1974-1978), il s'intéresse particulièrement aux enjeux d'aménagement, de participation citoyenne et de démocratie.

Dans les années 1980, il œuvre en CLSC et participe à la mise sur pied de divers organismes communautaires ou de concertation.

À la Société de transport de Montréal pendant une vingtaine d'années, il exerce différents rôles professionnels senior en communication, en développement organisationnel, en gestion du changement ainsi qu'en amélioration des processus d'affaires et de la performance. Il a développé une expertise particulière pour l'animation des groupes qui s'engagent dans une démarche de résolution de problèmes ou d'amélioration.

Parallèlement, en tant que membre du Conseil d'administration de l'Institut d'administration publique du Grand Montréal (IAPGM-IAPC), de 1992 à 2004, il assume les fonctions de secrétaire, puis de président du comité de programmation. En 2000, il initie la mise sur pied de l'organisme *Jeunes Fonctionnaires d'un jour*, dont il préside la destinée jusqu'en 2008. Cet OBNL contribue à la persévérance scolaire, tout en valorisant la qualité des services publics en offrant des stages dans les organisations publiques pour les jeunes des écoles secondaires.

Il a mené des études de maîtrise en sociologie et détient une maîtrise en administration publique.

Il a été formateur associé à l'École nationale d'administration publique (ENAP) puis à l'École de technologie supérieure (ÉTS) où il enseigne toujours. Il poursuit aujourd'hui sa pratique comme consultant.

JEAN PARÉ

Jean Paré détient un baccalauréat ès arts, une licence en droit et une maîtrise en urbanisme de l'Université de Montréal. Outre des études en droit public et en science politique, il a suivi des formations en développement international, en gestion de projets et en géomatique.

Avant d'entreprendre ses études d'urbanisme, M. Paré a exercé la profession d'avocat au service juridique d'Expo 67. En 1970, il a été embauché par Jean-Claude La Haye et Associés, urbanistes-conseils. De 1974 à 1980, il a été directeur de la planification, puis directeur du développement de la Société d'aménagement de l'Outaouais. En 1980, il s'est joint au Groupe-conseil Coopers & Lybrand. De 1986 à 1988, il a travaillé chez Raymond Chabot Grant Thornton, mettant sur pied le service de planification stratégique.

Associé à des dossiers majeurs, il était secrétaire général adjoint du Groupe de travail sur Montréal et sa région en 1992-1993. Il a coordonné les dossiers sociaux et environnementaux de la Commission scientifique et technique sur la tempête de verglas de 1998. Entre 2000 et 2002, dans le cadre de la réorganisation municipale en Outaouais, il était adjoint du mandataire du gouvernement puis secrétaire du Comité de transition.

Commissaire à temps partiel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement de 1990 à 2015, M. Paré a siégé à l'Office de consultation publique de Montréal de 2002 à 2008 et d'octobre 2010 à ce jour. De mars 2008 à décembre 2009, il était conseiller technique à la wilaya de Tanger, au Maroc.

MICHEL SÉGUIN

Michel Séguin est détenteur d'un baccalauréat en sciences sociales de l'Université d'Ottawa, d'une maîtrise en études environnementales de l'Université York à Toronto et d'un doctorat en sociologie de l'Université de Montréal.

Il a œuvré dans le domaine des communications à la CBC, à Communications Canada et à la chaîne française de TVOntario, mais aussi dans le domaine de l'environnement, notamment à titre de représentant des groupes environnementaux au Conseil canadien des ministres de l'environnement ainsi qu'à Action RE-buts dont il a été le cofondateur. Il a coordonné le projet C-Vert de la Fondation de la famille Claudine et Stephen Bronfman entre 2005 et 2015, projet lauréat d'un P

hénix de l'environnement en 2012. En 2015, il préside la Commission indépendante de consultation publique du projet de Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles de la Communauté métropolitaine de Montréal.

Il a aussi été actif dans le domaine de l'enseignement et de la recherche, entre autres, comme chercheur associé aux universités de Sherbrooke et de Montréal et est l'auteur de nombreux livres et publications, principalement dans le domaine de l'environnement.

JOSHUA WOLFE

Joshua Wolfe détient une maîtrise en urbanisme de l'Université de Montréal, de même qu'un baccalauréat en Science & Human Affairs de l'Université Concordia. Il agit comme conseiller en développement durable pour les municipalités et les ONG. En 1990, il a été reçu membre de l'American Institute of Certified Planners. Il a enseigné le développement durable des villes et la participation publique à l'Université Concordia, à l'UCLA Extension Public Policy Program, à l'Université McGill, ainsi qu'à l'Institut international de gestion des grandes métropoles et l'International Association for Public Participation.

Natif de Montréal, M. Wolfe a aussi vécu en Californie où il a effectué des études d'impact environnemental et préparé des plans d'urbanisme pour diverses municipalités et autres organismes publics des régions de San Francisco et de San Diego. À Montréal, il a été directeur général de la Fondation Héritage Montréal et a contribué sur une base régulière à la chronique d'architecture et d'urbanisme du journal *The Gazette*. De plus, il est l'auteur d'une cinquantaine d'articles, chapitres de livres et papiers scientifiques. Il a mis sur pied le Comité du patrimoine bâti juif et a fait partie du conseil d'administration de la Fondation du patrimoine religieux du Québec. Il a été un des fondateurs de la coopérative d'habitation les Tourelles, à Milton-Parc, où il a vécu pendant plus de quinze ans. Ayant déjà siégé au conseil d'administration national de la Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP), il a été président de SNAP-Québec de 2013 à 2015.

NOUVELLES COMMISSAIRES

Mounia Benalil , chercheure et spécialiste d'études féminines

Docteure en études francophones, Mounia Benalil détient plus de quinze années d'expérience professionnelle en conduite de projets structurants jumelée à des habiletés politiques et à l'application du savoir aux problématiques sociales. Son expérience diversifiée au sein de grandes institutions aussi bien universitaires (les universités de la Colombie-Britannique, de McGill et de Montréal) qu'extra-universitaires (l'Organisation internationale de la francophonie, le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, la Conférence régionale des élus de Montréal et Condition féminine Canada) lui ont permis d'acquérir une expertise de pointe dans les domaines de la concertation, de la participation citoyenne, de la recherche appliquée et de la rédaction de documents de positionnements divers.

Bien au fait des enjeux actuels de la métropole, notamment en matière d'éducation, d'environnement, d'urbanisme, de gouvernance paritaire et de gestion du vivre ensemble, elle a dans maints mandats assumé des responsabilités de concertation, de développement collaboratif et partenarial ainsi que planification et de modération de débats. Elle s'intéresse particulièrement à la production d'outils didactiques destinés à divers publics et à la participation citoyenne, politique et sociale des groupes à risque d'exclusion.

Danielle Casara, gestionnaire

Danielle Casara compte plus de vingt années d 'engagement syndical et social. Elle a travaillé en concertation et développement de réseau en contextes divers notamment à la Conférence régionale des élus de Montréal et au Forum montréalais sur la métropole. L'essentiel de sa carrière s'est déroulée dans des grandes institutions financières comme la Banque Laurentienne du Canada et le Fonds de solidarité de la FTQ, où elle s'intéressait à la croissance de l'entreprenariat privé et social avant de présider le Conseil régional FTQ Montréal métropolitain, avec comme principal dossier de responsabilité, le développement local et régional. Depuis trois ans, elle concentre l'essentiel de ses énergies pour mener à bien des dossiers de consultation publique où elle interagit avec des représentants du monde économique, politique, universitaire et de la société civile dans des dossiers comme le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles ou la Table de consultation sur le développement social.

Nadja Raphaël, avocate et médiatrice

Nadja Raphaël a une formation pluridisciplinaire en droit, relations publiques et gestion des différends (médiation et négociation raisonnée). Au cours des 14 dernières années, elle a œuvré au sein d'organisations dont la mission est axée sur le citoyen. Elle a occupé des postes stratégiques tels que chef de cabinet de 3 bâtonniers du Québec, de responsable des relations avec les médias, de conseillère en communications de crise, de

responsable des relations avec les communautés dans divers ministères fédéraux ainsi que dans des milieux où se côtoient intimement des enjeux politiques et administratifs. Ses habiletés relationnelles et ses aptitudes en communication tant à l'oral qu'à l'écrit constituent des atouts importants dans des contextes de consultation publique lui permettant d'avoir une vision d'ensemble des dossiers, et une attitude résolument orientée vers les solutions.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 51.02

2016/09/26 13:00

(2)

Dossier # : 1161079007

Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Renouvellement d'un commissaire de l'Office de consultation publique de Montréal

Il est recommandé de renouveler, pour une période de trois (3) ans, le mandat du commissaire Jean Caouette à l'Office de consultation publique de Montréal et de fixer la rémunération à 550$ par jour pour les commissaires et à 750$ par jour pour le commissaire désigné comme président d'une consultation, incluant les avantages sociaux, sous réserve de l'adoption, le cas échéant, d'un règlement adopté en vertu de l'article 79 de la Charte de la Ville de Montréal.

Signé par Dominique OLLIVIER **Le** 2016-09-16 09:50

Signataire : Dominique OLLIVIER

Présidente de l'OPCM
Office de consultation publique de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161079007**
Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Renouvellement d'un commissaire de l'Office de consultation publique de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

L'Office de consultation publique est institué en vertu de l'article 75 de la Charte de la Ville de Montréal. Les dispositions de la Charte prévoient que le conseil municipal peut nommer, aux deux tiers des voix, des commissaires supplémentaires qui épauleront la présidente de l'Office dans la réalisation des mandats de consultation confiés à l'Office par le comité exécutif ou le conseil municipal. Le présent dossier vise à soumettre au conseil municipal une liste de commissaires pour le renouvellement de leur mandat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le conseil a été appelé à nommer des commissaires sur une base régulière depuis la mise en place de l'Office en 2002.
CM14 0437, datée du 29 avril 2014 - nomination de commissaires supplémentaires.
CM14 0862, datée du 15 septembre 2014 - nomination de la présidente
CM15 0586, datée du 28 avril 2015 - nomination de commissaires

DESCRIPTION

Renouveler le mandat du commissaire Jean Caouette.

JUSTIFICATION

Dans le sommaire décisionnel 1161079006 visant à renouveler le mandat de certains commissaires et en nommer de nouveaux, le nom de Monsieur Jean Caouette a été inopinément oublié. Le mandat de Monsieur Caouette expire aussi le 24 septembre et il siège actuellement sur la commission qui examine la Stratégie centre-ville. Il serait donc important que son mandat puisse être renouvelé lors du conseil de septembre comme cela sera le cas pour les autres commissaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La nomination de commissaires supplémentaires ne représente aucun déboursé financier puisque l'effet de cette nomination est de les rendre éligibles à siéger sur une commission de l'Office. La constitution d'une banque de commissaires éligibles permet à la présidente de former des commissions lorsque les mandats sont confiés à l'OCPM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Permettre à ce commissaire de poursuivre son travail dans le cadre de la commission de consultation sur la Stratégie centre-ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'Office annoncera par voie de communiqué le renouvellement et la nomination des commissaires après la décision du CM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc DORAY
Secrétaire général

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-16

Dominique OLLIVIER
Présidente de l'OPCM

Tél :	2-3568	**Tél :**	514 872-6094
Télécop. :	2-2556	**Télécop. :**	2-2556

Notes biographiques – Commissaire

JEAN CAOUETTE

Originaire de Québec, Jean Caouette a fait des études en philosophie à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et a, par la suite, complété un baccalauréat en architecture à l'Université Laval. Il a aussi terminé une maîtrise en administration des affaires (MBA) à l'École des hautes études commerciales.

Monsieur Caouette a entrepris sa carrière d'architecte auprès de divers bureaux de Montréal, Québec et Toronto. Il a ensuite occupé les fonctions de directeur des services immobiliers au sein d'une grande entreprise avant de fonder sa propre firme d'architectes en 1992. Un bon nombre des mandats qu'il a réalisés concernaient la réhabilitation/transformation de bâtiments existants ou la construction et l'agrandissement d'usines, ainsi que la réfection d'édifices scolaires. Ses travaux l'ont mené notamment aux États-Unis et en Algérie.

Son implication communautaire l'a conduit à siéger au conseil d'administration de l'Hôpital Jean-Talon, à celui de la CDEC Rosemont-Petite-Patrie, au comité consultatif d'urbanisme de Rosemont-La-Petite-Patrie et au Fonds d'assurance responsabilité de l'ordre des architectes du Québec.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 51.03

2016/09/26
13:00

(1)

Dossier # : 1166992005

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division recherche de talents et dotation - cadres
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de madame Julie Pépin à titre de présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal dans la classe salariale FM9 à compter du 3 octobre 2016, pour un mandat d'une durée déterminée de quatre (4) ans.

Approuver la nomination de madame Julie Pépin à titre de présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal dans la classe salariale FM9 (minimum normal : 99 948$ maximum normal: 124 937$ maximum mérite: 149 927$) à compter du 3 octobre 2016, pour un mandat d'une durée déterminée de quatre (4) ans.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-19 09:57

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166992005**
Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division recherche de talents et dotation - cadres
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de madame Julie Pépin à titre de présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal dans la classe salariale FM9 à compter du 3 octobre 2016, pour un mandat d'une durée déterminée de quatre (4) ans.

CONTENU

CONTEXTE

Le poste de président de la Commission de la fonction publique de Montréal est devenu vacant suite du départ de madame Sylvie Farand. En vertu de l'article 57.7 de la Charte, le conseil de la ville nomme les membres de la Commission publique de Montréal et désigne parmi ces membres un président. Le présent dossier recommande la nomination dudit président.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

En collaboration avec la Direction générale et le Service des ressources humaines, la firme André Filion inc a réalisé le processus de dotation pour le poste de président de la fonction publique de Montréal. Un processus de sélection interne et externe a été amorcé en mai 2016 afin de combler ce poste. Ce processus comptait deux étapes d'évaluation.
Une entrevue d'évaluation a été réalisée par un comité de sélection constitué de cinq (5) membres :

- M. Alain Marcoux, directeur général
- M. Pierre Desrochers, président du comité exécutif
- Mme Anie Samson, élue siégeant au comité exécutif
- M. Craig Sauvé, élu représentant de l'Opposition officielle
- M. Bernard Lapointe, consultant externe -André Filion et Associés inc.

Également, les compétences génériques de gestion de la Ville de Montréal ont été évaluées par la firme de psychologie organisationnelle, Société Pierre Boucher.

À la lumière du processus, le comité de sélection recommande la nomination de Mme Julie

Pépin pour exercer les fonction de présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal.

Psychologue organisationnelle, Mme Pépin cumule une vaste expérience en rôle-conseil et en gestion notamment en dotation et en développement organisationnel. En plus d'avoir œuvré dans le secteur de la consultation en psychologie du travail, Mme Pépin a occupé les postes de chef de service, développement organisationnel mondial au sein de Gildan et de chef d'équipe, recrutement et talent chez Rio Tinto. Elle est également chargée de cours en dotation au programme de Doctorat en psychologie organisationnelle de l'Université de Sherbrooke.

Les compétences de cette candidate viennent compléter celles de l'équipe de la Commission de la fonction publique de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Mme Pépin sera embauchée comme présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal dans la classe salariale FM9 (minimum: 99 948$, maximum normal : 124 937 $ et maximum mérite : 149 927 $).Son salaire annuel est établi à 124 937$. Tel que prévu au contrat de travail, le salaire sera ajusté annuellement de l'indexation économique consentie aux cadres et aucun boni à la performance ne sera versé à l'employée puisqu'elle ne participe pas au programme de Gestion de la performance des cadres.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La nomination de madame Julie Pépin est conforme à l'article 10.2.2 de la Politique de dotation et de gestion de la main-d'oeuvre de la Ville de Montréal et à l'article 2 des conditions et avantages des cadres.
De plus, à la suite des vérifications effectuées, le Service des ressources humaines atteste que ce dossier respecte les règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Éric E TREMBLAY
Conseiller en dotation

Tél : 514-872-6144
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-16

Marie-Christine PICHÉ
Conseiller (spécialité)

Tél : 514-687-8045
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée LAPOINTE
Directrice
Tél : 514 872-0609
Approuvé le : 2016-09-19

JULIE PEPIN, M.Sc., B.A.A.

Gestionnaire et psychologue organisationnelle bilingue cumulant une vaste expérience en rôle-conseil et en gestion, notamment en **dotation** et en **développement organisationnel**, tant en PME que dans des multinationales. Possède une connaissance approfondie des enjeux organisationnels, de même qu'une expérience significative en gestion de projet et en amélioration continue.

Excellente feuille de route et compétences établies dans les domaines suivants :

Leadership d'équipes diversifiées et multisites	Planification stratégique	Élaboration de stratégies de communication
Diagnostic organisationnel	Gestion de changement	Acquisition de talent et planification de la relève
Évaluation de potentiel	Gestion de la performance	Formation et perfectionnement

Reconnue pour son jugement, son énergie, son efficacité, son agilité organisationnelle, sa rigueur et son professionnalisme. Est également habile à communiquer de manière transparente et respectueuse, à desservir une clientèle variée et à établir et maintenir des partenariats et des relations interpersonnelles positives avec les gens. Axée sur les solutions et les résultats, tend à s'adapter au contexte et à encourager la collaboration des parties prenantes pour faire arriver les choses dans les délais prescrits.

EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

TRAVAILLEUR AUTONOME
Psychologue organisationnelle – Consultante Avril 2016 - présent

- Offre des services de consultation à des clients corporatifs. Principaux champs d'expertise :
  - Dotation : révision de processus ; évaluation de potentiel ; appui à la sélection ; développement d'outils tels canevas d'entrevues et simulations interactives.
  - Développement organisationnel : établissement des valeurs corporatives ; enquêtes de satisfaction et d'engagement des employés ; diagnostic organisationnel ; définition/modification de profils de compétences ; gestion du talent et de la performance ; planification de la relève.
  - Formation : analyse de besoins ; développement de matériel pédagogique ; animation de sessions de formation et de perfectionnement. Principaux champs d'intervention : dotation, développement organisationnel, gestion de changement, santé psychologique en milieu de travail.
- Offre également des services de consultation individuelle dans le cadre de mandats de transition et d'orientation de carrière, de bilan professionnel et de coaching.

GILDAN 2014 – 2016
Chef de service, Développement organisationnel mondial
Relevant de la vice-présidente des ressources humaines corporatives, veille à la planification, au développement et au déploiement d'initiatives de gestion de talent, de développement organisationnel (DO) et de formation supportant le plan stratégique long-terme de l'organisation et ayant une portée nationale et mondiale.

- Fait partie du comité de direction des ressources humaines qui couvre l'ensemble des unités d'affaires dont celles du Canada, des États-Unis, du Honduras, de la Barbade, de la République Dominicaine et du Bangladesh.
- Gère directement et indirectement et coordonne les activités d'une équipe de gestionnaires, de conseillers et de coordonnateurs dans le cadre de projets ayant une portée mondiale.
- Veille au processus annuel de planification stratégique des projets de DO en assurant l'harmonisation avec les objectifs, les priorités et les valeurs de l'organisation.

- En étroite collaboration avec les acteurs-clés des différentes régions, pilote la planification et le déploiement de projets d'envergure tels que l'établissement des valeurs corporatives, la révision des profils de compétences et le sondage d'engagement et de mobilisation des employés.
- En lien avec les meilleures pratiques et les stratégies organisationnelles, supervise les processus et facilite la mise en place des programmes de gestion de talent, notamment la gestion de la performance, la formation des employés, le développement du leadership et la planification de la relève.
- Assume l'identification des besoins de formation, développe les contenus et anime des sessions de formation au siège social et dans les centres névralgiques de l'organisation.
- Conçoit les plans de communication en matière de gestion du changement afin d'assurer l'adhésion des parties prenantes incluant les membres du comité exécutif, les équipes locales de direction et les employés.
- Collabore avec les intervenants clés lors de projets d'acquisitions.

RIO TINTO 2010 – 2013

Chef d'équipe, Recrutement et Talent - Rio Tinto Alcan (RTA) et Iron Ore Canada (IOC)

Dirige une équipe de conseillers et de coordonnateurs basés à Montréal, Sept-Îles et Labrador City.

- Assume la gestion d'une équipe de professionnels de la dotation et fournit les orientations nécessaires dans la réalisation des mandats en visant l'efficience et l'amélioration continue des pratiques et processus.
- Développe et implante des stratégies nationales et internationales de recrutement alignées aux objectifs organisationnels pour assurer l'embauche de candidats à des postes critiques.
- Participe au développement du programme de diversité et d'équité en matière de recrutement pour IOC.
- Suit de près les indicateurs clés de performance (KPI) de l'équipe.
- Dirige et collabore à des projets d'amélioration continue suivant la méthode *Six Sigma*, tels que le développement et l'implantation des centres d'évaluation au Canada, le changement de fournisseur d'outils psychométriques et la standardisation du processus d'acquisition de talent.
- Développe le contenu et anime des sessions de formation portant sur divers sujets reliés à la sélection.
- Assure la gestion budgétaire du service.

ANDRÉ FILION ET ASSOCIÉS INC. 2005 - 2010

Conseillère principale - Psychologie organisationnelle

Offre une expertise et des services de consultation à des clients corporatifs dans le but de définir des stratégies qui améliorent la performance d'équipe, l'acquisition de talent et la planification adéquate de la relève.

- Offre des services de consultation dans le cadre de mandats de sélection, de promotion, de perfectionnement et de planification de la relève en effectuant des évaluations de potentiel auprès de professionnels et de gestionnaires.
- Effectue des mandats de coaching de gestion, de formation, d'orientation et de transition de carrière, de même que de développement organisationnel.
- Principaux clients : moyennes et grandes organisations publiques et privées de divers secteurs d'activité.

EXPÉRIENCES COMPLÉMENTAIRES

Université de Sherbrooke : chargée de cours au Doctorat en psychologie organisationnelle 2015 - présent

- Enseigne le cours *Dotation* (Psy998) aux étudiants des programmes de Ph.D. et de D.Ps. via la méthode d'apprentissage par problème (APP)

Nutri-Centre LaSalle (OSBL en sécurité alimentaire) : membre du conseil d'administration 2013 - 2016

Saint Mary's University (Halifax) : conseillère académique et auxiliaire d'enseignement 2003 - 2005

Divers postes en marketing et publicité 1994 - 1999

ÉTUDES

Université de Sherbrooke — En cours
Microprogramme de 3e cycle en pédagogie de l'enseignement supérieur

Saint Mary's University (Halifax, NÉ) — 2005
Maîtrise en psychologie industrielle-organisationnelle (M.Sc.)

Université Concordia — 2003
Baccalauréat avec distinction en psychologie (B.A. Honours)

École des Hautes Études Commerciales — 1994
Baccalauréat en administration des affaires en marketing/management (B.A.A.)

École Supérieure de Commerce de Reims (France) — 1994
Programme d'échange en commerce international

DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL ET ACTIVITÉS DE RAYONNEMENT

Panéliste invitée au congrès 20ième anniversaire d'EPSI	2015
Conférence annuelle Loranger Marcoux (droit du travail)	2014
Congrès de l'Ordre des Psychologues du Québec	2014
Colloque de la SQPTO	2014
Le D.O. dialogique en action : DOD Québec	2013
Habiletés politiques - Votre rôle stratégique dans l'organisation : UQAM	2013
Formation de formateur sur la diversité en matière d'emploi : Pearn Kandola	2013
Panéliste invitée au colloque annuel de la SQPTO	2013
Accréditation pour l'utilisation des tests OPQ, Verify et WSQ : SHL	2013
Groupes de co-développement Troc-RH et IC Formation	Depuis 2013
20ième Congrès de la Canadian Aboriginal Minerals Association (CAMA)	2012
Activité de consolidation d'équipe pour chefs d'équipe : Deloitte	2012
Programme de formation (4 modules) pour les gestionnaires de premier niveau : Rio Tinto	2011 - 2012
Gérer des équipes virtuelles : Rio Tinto	2011
Passer de collègue à patron : CFC Dolmen	2011

AFFILIATIONS PROFESSIONNELLES ET ASSOCIATIONS

Membre de l'Ordre des Psychologues du Québec (OPQ)
Membre de la Société Québécoise de Psychologie du Travail et des Organisations (SQPTO)

BOURSES, MENTIONS, PUBLICATIONS ET RÉFÉRENCES

Disponibles sur demande

CONTRAT DE TRAVAIL - CADRE DE DIRECTION

INTERVENU

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège social au 275, rue Notre-Dame Est, dans les villes et districts de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, représentée aux fins des présentes par le greffier de la Ville et directeur du Service du greffe, Yves Saindon, dûment autorisé par résolution du conseil municipal.

Ci-après appelée « la Ville »

ET Julie Pepin

Ci-après appelée « l'Employé »

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

1. OBJET - FONCTION – OBJECTIFS

1.1 Objet

L'Employé rend disponibles et fournit à la Ville, qui les retient, ses services à plein temps pour occuper le poste de présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal (#122210).

L'Employé convient qu'il doit respecter les règles qui sont applicables à ses fonctions prévues par loi ou règlement. Il convient également de respecter les politiques, directives et encadrements administratifs de la Ville, tels que modifiés de temps à autre, y incluant notamment le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal. Il s'engage ainsi notamment à respecter ses valeurs d'intégrité, de loyauté et de respect et d'accomplir les devoirs de ses fonctions.

Le présent contrat de travail est régi par les *Conditions et avantages des cadres de direction et des cadres administratifs de la Ville de Montréal* (ci-après appelés « Conditions et avantages des cadres ») et la *Politique de rémunération des cadres* (ci-après appelée « Politique de rémunération »), tel que modifiés de temps à autre.

1.2 Description de la fonction

Relevant du conseil municipal, vous présidez la CFPM qui compte actuellement 5 employés. Vous aurez comme premiers défis de réaligner les opérations et l'organisation du travail de la CFPM en fonction de son mandat nouvellement ajusté. Vous aurez à favoriser le règlement harmonieux des plaintes des candidats par l'échange d'information et la médiation entre les intervenants concernés. Vous aurez également à privilégier une approche constructive et à faire en sorte que toute recommandation découlant d'une plainte puisse servir à améliorer de façon continue les processus de dotation administrés à la Ville.

1.3 Objectifs

Dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, l'Employé s'engage à consacrer tous ses efforts pour en assumer pleinement les charges et atteindre ses objectifs qui sont convenus annuellement avec son supérieur immédiat.

2. DURÉE

Le présent contrat est d'une durée déterminée de quatre (4) ans. Il entre en vigueur le 3 octobre 2016 et se termine le 2 octobre 2020.

L'Employé sera assujetti à la période de probation prévue aux Conditions et avantages des cadres, tels que modifiés de temps à autre.

3. RÉMUNÉRATION, CONDITIONS ET AVANTAGES

La rémunération et les conditions et avantages de l'Employé sont prévus aux Conditions et avantages des cadres et à la Politique de rémunération, tels que modifiés de temps à autre. Nonobstant ce qui précède, l'Employé est toutefois exclu du programme de Gestion de la performance des cadres et de toute forme de bonification qui pourrait y être liée.

3.1 Salaire annuel de base

Le salaire annuel de base est fixé à compter du 3 octobre 2016 à 124 937 $. Ce salaire sera ajusté annuellement selon l'indexation économique consentie aux cadres par le comité exécutif.

3.2 Régime de retraite

L'Employé adhère automatiquement au régime de retraite applicable aux cadres de direction de la Ville dès qu'il satisfait aux conditions d'adhésion de ce régime.

4. RÉSILIATION

Les parties peuvent résilier le présent contrat de la manière prévue pour les cadres de direction à l'article 16 des Conditions et avantages des cadres, tels que modifiés de temps à autre.

5. RÈGLES ÉTHIQUES APRÈS EMPLOI

5.1 Le cadre de direction ne peut, dans l'année qui suit la cessation de ses fonctions, accepter une nomination au conseil d'administration ou comme membre d'une entité avec laquelle il a eu des rapports officiels, directs et importants au cours de l'année qui a précédé la cessation de ses fonctions ou accepter d'exercer une fonction ou un emploi au sein d'une telle entité.

Le présent paragraphe ne s'applique pas à une nomination au conseil d'administration ou comme membre ou employé du gouvernement du Canada, du gouvernement du Québec ou d'une autre province, d'une ville autre que Montréal, ou d'une société ou organisme d'un de ces gouvernements; le présent paragraphe ne s'applique pas non plus à une nomination au conseil d'administration ou comme membre ou employé d'un organisme sans but lucratif.

5.2 Le cadre qui a cessé d'exercer ses fonctions au sein de l'administration municipale doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures.

Le cadre qui a cessé d'exercer ses fonctions au sein de l'administration municipale ne doit pas communiquer une information confidentielle. Il ne peut non plus donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant la Ville ou un tiers avec lequel il avait des rapports directs importants au cours de l'année qui a précédé la cessation de ses fonctions.

Le cadre qui a agi relativement à une procédure, une négociation ou une autre opération particulière ne peut, dans l'année qui suit la cessation de ses fonctions au sein de l'administration municipale, agir au nom ou pour le compte d'autrui à l'égard de la même procédure, négociation ou autre opération.

Le cadre ne peut, dans l'année qui suit la cessation de ses fonctions, intervenir pour le compte d'une entité auprès d'un service ou d'un arrondissement où il a travaillé au cours de l'année qui a précédé la cessation de ses fonctions.

6. AUTRES CONDITIONS

Toutes les politiques, directives, normes et méthodes de la Ville, telles que modifiées de temps à autre, régissent les relations entre les parties comme si elles étaient spécifiquement décrites aux présentes.

Le présent contrat est conditionnel à son approbation par l'autorité compétente.

7. SIGNATURES

LE PRÉSENT CONTRAT EST SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES.

La Ville:

_____ _____

Par : Yves Saindon Date :
Greffier de la Ville et directeur de service - greffe

L'Employé :

_____ _____

Par : Julie Pepin Date :

Cette nomination a été approuvée par le conseil municipal le _____ en vertu de la résolution CM16 XXXX.

Montréal

Motion de l'Opposition officielle
Séance du conseil municipal du 26 septembre 2016

Article 65.01

Motion contre le projet de loi sur les hydrocarbures

Attendu que le gouvernement du Québec a déposé le 7 juin dernier le projet de loi 106, intitulé *Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives*;

Attendu que ce projet de loi prévoit, à son chapitre IV, l'édiction de la *Loi sur les hydrocarbures*;

A. le retrait des compétences municipales sur tout puisement d'eau réalisé sur un territoire municipal lorsque le puisement est effectué à des fins d'exploration, de production et de stockage des hydrocarbures;

B. le maintien et l'élargissement des dispositions de l'article 246 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme,* qui consacre la primauté de la *Loi sur les mines* et de la *Loi sur les hydrocarbures* sur les schémas d'aménagement et sur tout règlement de zonage ou de lotissement;

Attendu que ce projet de loi transforme les permis d'exploration, de production ou de stockage d'hydrocarbures en droit réel immobilier et qu'est accordé à ce droit une prévalence sur le droit de propriété des résidents et résidentes de la municipalité;

Attendu que la Chambre des notaires du Québec est préoccupée par la menace que fait planer le projet de loi, dans sa forme actuelle, sur la sécurité juridique et financière des Québécois et des Québécoises;

Attendu que les dispositions de ce projet de loi vont à l'encontre du développement pérenne de nos communautés, ne respectent pas les normes et principes de la *Loi sur le développement durable* et privilégient un développement économique incompatible avec, entre autres, les objectifs de réduction des gaz à effet de serre (GES) du gouvernement du Québec;

Attendu que les gisements d'hydrocarbures du Québec étant de type non conventionnel, leur exploitation met à risque les sources d'eau potable des Québécois et Québécoises;

Attendu que les changements climatiques qui résulteront de l'augmentation des GES auront une incidence importante, directe et immédiate sur les municipalités en menaçant leurs infrastructures municipales ainsi que la santé et la sécurité de leur population;

Il est proposé par Sylvain Ouellet, conseiller de ville de François-Perrault, et appuyé par Valérie Plante, conseillère de ville Sainte-Marie :

Que le conseil municipal de Montréal se prononce contre le *Projet de loi sur les hydrocarbures* (chapitre IV du Projet de loi 106) et en demande le retrait pour des raisons de cohérence environnementale et de non-respect des compétences et des pouvoirs des municipalités;

Que le maire de Montréal, en tant que président de la CMM, propose à celle-ci d'en faire sa position officielle sur la question.

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du conseil municipal du 26 septembre 2016

Article 65.02

Motion pour entamer une démarche consultative préalable à la révision du Plan d'urbanisme de Montréal

Attendu que la Ville de Montréal a adopté son Plan d'urbanisme en novembre 2004 et qu'elle doit terminer le processus de révision de celui-ci en 2018;

Attendu que le Plan d'urbanisme est le document de référence pour guider et prévoir l'aménagement et la mise en valeur du territoire de la Ville de Montréal;

Attendu que le Plan d'urbanisme constitue l'outil privilégié pour améliorer le cadre de vie des Montréalaises et des Montréalais, et qu'il est une forme de contrat social liant l'ensemble des intervenants autour d'une vision et d'objectifs communs pour le développement de Montréal;

Attendu qu'il est prévu qu'une consultation publique précède l'adoption du Plan d'urbanisme révisé;

Attendu que l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) dispose des moyens et de l'expertise nécessaire pour consulter l'ensemble des citoyens et des intervenants de Montréal en amont de l'élaboration du Plan révisé;

Attendu que l'OCPM, dans son rapport sur la concordance du Plan d'urbanisme au Schéma d'agglomération, soulignait, en lien avec la révision du Plan d'urbanisme prévue pour 2018, l'importance « d'insuffler à l'exercice à venir une teneur résolument pédagogique afin d'impliquer le citoyen et lui donner confiance comme acteur du développement de son territoire »;

Attendu que dans leur rapport sur le projet de Schéma d'agglomération, les membres de la Commission permanente sur le schéma d'aménagement et de développement soulignaient l'importance « de prévoir pour la participation des citoyens et les travaux de la Commission responsable de la consultation, un volet d'information en amont à toute consultation pour une meilleure compréhension des enjeux et des différents outils de planification, et encourager la participation citoyenne »;

Attendu que plusieurs autres grandes villes ont profité du processus de révision pour vulgariser l'exercice et l'ensemble des composantes relatives au Plan d'urbanisme, ainsi que pour impliquer activement la population afin de favoriser son appropriation de cet outil de planification;

Il est proposé par Éric Alan Caldwell, conseiller de ville d'Hochelaga, et appuyé par Anne-Marie Sigouin, conseillère de ville de Saint-Paul–Émard :

Que le conseil municipal mandate l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) afin d'initier une démarche consultative préliminaire à la révision du Plan d'urbanisme et de l'ensemble des thématiques que celui-ci doit aborder en ce qui a trait à la vision et aux orientations de développement du territoire et des quartiers de Montréal.

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du conseil municipal du 26 septembre 2016

Article 65.03

Motion pour étudier la possibilité de communiquer avec le 911 par messagerie texte

Attendu que les services d'urgence doivent être accessibles et s'ajuster aux nouvelles technologies de communications;

Attendu qu'à la suite du massacre au club Pulse d'Orlando, plusieurs villes américaines, ainsi que Toronto évaluent la possibilité de permettre les communications au 911 par messagerie texte;

Attendu que, dans certaines circonstances, l'usage des messages texte pourrait permettre de garantir la sécurité de personnes victimes ou témoins d'un acte criminel;

Attendu que cette technologie existe déjà dans 650 centres d'appels d'urgence américains;

Attendu qu'un service similaire existe déjà pour desservir les personnes sourdes et muettes et qu'il pourrait être bonifié par la même occasion;

Il est proposé par François Limoges, conseiller de ville de Saint-Édouard, et appuyé par Peter McQueen, conseiller de ville de Notre-Dame-de-Grâce :

Que le comité exécutif demande au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) d'étudier la possibilité de permettre aux citoyens de communiquer avec le 911 par messagerie texte.

Motion de Vrai changement pour Montréal - 3e opposition officielle
Pour la séance du conseil municipal du 26 septembre 2016

Article 65.04

Motion pour l'adoption de l'objectif «Vision zéro»

ATTENDU QUE le nombre de cyclistes sur les routes à Montréal est en hausse constante avec une croissance de 57% entre 2008 et 2013 pour atteindre en 2013 (dernière chiffres disponibles) 2,5% de tous les déplacements effectués sur l'île de Montréal;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal souhaite se doter d'une promenade piétonne «Fleuve-Montagne» afin de relier ces deux lieux naturels emblématiques de la ville et à encourager l'exploration de la ville à pied;

ATTENDU QUE selon le Bilan routier de la SAAQ (Société de l'assurance automobile du Québec) pour l'année 2015, il y a eu 29 accidents mortels à Montréal impliquant des automobilistes, et le nombre d'accidents graves (nécessitant l'hospitalisation) était de 271;

ATTENDU QUE le SPVM, en collaboration avec la Ville de Montréal, mène depuis le 8 novembre 2012 une campagne «100% vigilant» dans le but de sensibiliser les citoyens au partage de la route ainsi qu'à la responsabilité à la vigilance de chacun(e) des usager(e)s;

ATTENDU QUE malgré cette campagne, il persiste une rivalité entre les différents usagers de la voie publique, résultant en tensions, agressions verbales et parfois physiques de part et d'autre;

ATTENDU QUE la Ville est responsable d'assurer la sécurité de ses infrastructures et le partage des voies publiques de par son urbanisme, notamment en déterminant des limites de vitesse et en assurant le maintien adéquat et l'aménagement sécuritaire des infrastructures;

ATTENDU QUE le SPVM doit travailler en étroite collaboration avec la Ville afin d'appliquer les règlements en place et d'assurer le respect, entre autres, des limites de vitesse et du Code de la sécurité routière;

ATTENDU QUE l'approche «Vision zéro», entériné par le gouvernement suédois en 1997, dont l'objectif ultime est d'atteindre un niveau de zéro morts et d'accidents graves sur les routes, a été adopté par plusieurs pays d'Europe ainsi que par plusieurs villes américaines, résultant dans une diminution importante du nombre d'accidents mortels sur les routes;

ATTENDU QUE les quatre (4) principes à l'origine du mouvement Vision zéro sont les suivants:

1) QUE la santé et la vie humaine sont primordiales et ont la priorité sur la mobilité et les autres objectifs du système de la circulation routière;
2) QUE les fournisseurs et les organismes de réglementation du système de la circulation routière partagent la responsabilité avec les usagers du système;
3) QUE les systèmes de circulation routière doivent tenir compte de la faillibilité humaine et doivent réduire à la fois la possibilité de commettre des erreurs ainsi que la gravité des événements éventuels;
4) QUE les fournisseurs et les organismes de réglementation du système de la circulation routière doivent faire tout leur possible afin de garantir la sécurité des citoyens; qu'ils doivent coopérer avec les usagers de la route; et que tous les trois doivent envisager un changement de comportement afin de d'assurer la sécurité de tous;

ET QUE quatre (4) principes ont été ajoutés afin d'assurer la compréhension de l'étendu de l'objectif du mouvement, soit:

1) QUE les décès et les blessures dû à la circulation routières sont évitables; par conséquent, aucun n'est acceptable;
2) QUE l'erreur est humaine; par conséquent le design du système de transport doit minimiser ses impacts;
3) QUE la sécurité est la considération primordiale lors des prises de décision en matière de transport;
4) QUE les solutions visant à sécuriser la circulation doivent être traités de manière holistique;

ATTENDU QUE le 22 septembre 2015, le conseil municipal de la Ville de Calgary a adopté la stratégie «Vision zéro», devenant ainsi la première ville canadienne à l'adopter;

Il est proposé par Justine McIntyre, Conseillère de Ville du district Bois-de-Liesse et appuyé par Steve Shanahan, Conseiller de Ville du district Peter-McGill

QUE la Ville de Montréal adopte formellement les principes et objectifs de la stratégie « Vision zéro ».

Motion de Vrai changement pour Montréal - 3e opposition officielle
Pour la séance du conseil municipal du 26 septembre 2016

Article 65.05

Motion pour le financement en ligne des partis politiques municipaux

ATTENDU QUE l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi 83 le 10 juin 2016 modifiant notamment la LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS;

ATTENDU QUE ce projet de loi modifie les règles encadrant le financement des partis politiques municipaux et des candidats indépendants;

ATTENDU QUE les transactions électroniques, en plus d'être de plus en plus privilégiées par les citoyens, sont retraçables et permettent de bien identifier les donateurs;

ATTENDU QUE lors de la réforme du financement des partis politiques provinciaux le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) a mis en ligne une application unique pour les contributions, disponible à l'ensemble des partis politiques provinciaux;

ATTENDU QUE le développement de telles applications comportent des difficultés techniques et des coûts importants, même pour les partis politiques des grandes villes;

ATTENDU QUE le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) est un organisme indépendant respecté et jugé crédible auprès des citoyens de Montréal et du Québec;

ATTENDU QUE l'uniformisation des fiches de contributions en ligne facilitera l'application de la loi par les villes en plus d'épargner des coûts de développement et d'éviter des problèmes de conformité aux partis municipaux;

Il est proposé par Steve Shanahan, Conseiller de Ville du district Peter-McGill
Appuyé par Justine McIntyre, Conseillère de Ville du district Bois-de-Liesse

QUE la Ville de Montréal demande au Directeur général des élections du Québec de mettre une application, pour les contributions en ligne, à la disposition de l'ensemble des partis politiques autorisés en vue des élections municipales de 2017.

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 20.01

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1165271002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Conclure 6 ententes d'achat contractuelles d'une durée de 36 mois pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. - Appel d'offres public 16-15090 - (1 à 3 soumissionnaires par contrat) - Montant total des ententes : 6 414 854,80 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'abroger la résolution CE16 1411 du 31 août 2016;

2. de conclure 6 ententes-cadres, d'une durée de 36 mois, pour la fourniture sur demande et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles J. Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval;

3. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour les biens mentionnés en regard de leur nom, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15090 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur;

Firme	Articles
Kemira Water solutions Canada Inc (Somme totale : 2 541 671,85 $, taxes incluses)	**Article 1** Alufer : 933 884,44 $ **Article 3** Aluminate SAX-23 : 240 734,66 $ **Article 9** PAX XL-3932 : 827 820 $ **Article 14** Sulfate d'aluminium acidifié à 5% : 539 232,75 $

Produits Chimiques CCC ltée. (Somme totale : 460 742,19 $**,** taxes incluses)	**Article 4** Charbon activé : 460 742,19 $
Brenntag Canada ltée. (Somme totale : 952 441,40 $**,** taxes incluses)	**Article 5** Chlore liquide 68 kg : 19 448,02 $ **Article 6** chlore liquide 907.2 kg : 572 431,78 $ **Article 13** soude caustique liquide 50 % : 360 561,60 $
Veolia Water Technologie Canada inc. (Somme totale : 249 380,78 $**,** taxes incluses)	**Article 11** Polymère Hydrex : 249 380,78 $
Univar Canada ltée. (Somme totale : 564 067,35 $**,** taxes incluses)	**Article 12** Silicate de sodium : 431 156,25 $ **Article 15** Thiosulfate de calcium 30 % : 132 911,10 $
K + S Sel Windsor ltée. (Somme totale : 1 646 551,23 $**,** taxes incluses) **Total des ententes : 6 414 854,80 $**	**Article 16** Sel-chlorure de sodium pour la production d'hypochlorite de sodium 0.08 % : 1 646 551,23 $

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-20 12:34

Signataire : Alain DG MARCOUX

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance ordinaire du mercredi 31 août 2016	Résolution: CE16 1411

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1 - de conclure des ententes-cadres, d'une durée de 36 mois, pour la fourniture sur demande et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles J. Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval;

2 - d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour les articles mentionnés en regard de leur nom, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15090 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

Firme	Articles
Kemira Water solutions Canada inc. (Somme totale : 2 541 671,85 $, taxes incluses)	**Article 1** Alufer : 933 884,44 $ **Article 3** Aluminate SAX-23 : 240 734,66 $ **Article 9** PAX XL-3932 : 827 820 $ **Article 14** Sulfate d'aluminium acidifié à 5% : 539 232,75 $
Produits Chimiques CCC ltée (Somme totale : 596 700,13 $**,** taxes incluses)	**Article 4** Charbon activé : 460 742,19 $ **Article 10.1** Polydadmac (en tote de 1000L) C-592 : 67 260,38 $ **Article 10.2** Polydadmac C-592 (en vrac de 10 tonnes métriques) : 68 697,56 $
Brenntag Canada ltée (Somme totale : 952 441,40 $**,** taxes incluses)	**Article 5** Chlore liquide 68 kg : 19 448,02 $ **Article 6** chlore liquide 907.2 kg : 572 431,78 $ **Article 13** soude caustique liquide 50 % : 360 561,60 $
Norkem inc. (Somme totale : 629 373,15 $, taxes incluses)	**Article 2** Aluminate de sodium SAX-20 : 109 686,15 $ **Article 8** PAX XL-1900 (PAX XL-19) : 519 687 $
Veolia Water Technologie Canada inc. (Somme totale : 249 380,78 $**,** taxes incluses)	**Article 11** Polymère Hydrex : 249 380,78 $
Univar Canada ltée	**Article 12** Silicate de sodium : 431 156,25 $

(Somme totale : 564 067,35 $**,** taxes incluses)

Article 15 Thiosulfate de calcium 30 % : 132 911,10 $

K + S Sel Windsor ltée
(Somme totale : 1 646 551,23 $**,** taxes incluses)

Article 16 Sel-chlorure de sodium pour la production d'hypochlorite de sodium 0.08 % : 1 646 551,23 $

SNF Canada ltée
(Somme totale : 164 989,12 $, taxes incluses)

Article 18.1 Polydadmac C-595 (en tote de 1000 L) : 82 494,56 $
Article 18.2 Polydadmac C-595 (en vrac de 10 tonnes métriques) : 82 494,56 $

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.001 1165271002
/lc

Pierre DESROCHERS
_____
Président du comité exécutif

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier adjoint

(certifié conforme)

_____
Emmanuel TANI-MOORE
Greffier adjoint

Signée électroniquement le 1er septembre 2016

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

PROJET

IDENTIFICATION **Dossier # :1165271002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Conclure 6 ententes d'achat contractuelles d'une durée de 36 mois pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. - Appel d'offres public 16-15090 - (1 à 3 soumissionnaires par contrat) - Montant total des ententes : 6 414 854,80 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet de recommander un octroi partiel des contrats visés par l'appel d'offres 16-15090.
Six (6) articles du bordereau de soumission sont annulés de l'appel d'offres concernant quatre (4) produits chimiques, soit :

Article 2 : Aluminate de sodium SAX-20
Article 8 : PAX XL-1900
Article 10.1 : Polydadmac C-592 (en tote de 1000 L)
Article 10.2 : Polydadmac C-592 (en vrac de 10 tonnes métriques)
Article 18.1 : Polydadmac C-595 (en tote de 1000 L)
Article 18.2 : Polydadmac C-595 (en vrac de 10 tonnes métriques)

L'article 10 du Cahier des clauses particulières du cahier de charges permet à la Ville d'annuler un ou plusieurs articles du bordereau de soumission.

L'annulation de ces six (6) articles au bordereau de prix permettra à la Direction de l'eau potable du Service de l'eau de revoir les exigences et spécifications techniques pour ces articles, de même que la possibilité de présenter ou non des produits équivalents, et de retourner en appel d'offres avant la fin de cette année.

L'annulation de ces six articles au bordereau des prix n'a pas d'impact à court terme sur les opérations des usines.

Puisque ces six (6) articles du bordereau sont annulés, six (6) ententes d'achat

contractuelles sont à conclure pour une durée de 36 mois, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés aux usines de production d'eau potable pour un montant total des ententes de 6 414 854,80 $, taxes incluses.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Francesca RABY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

André MARSAN
Chef de l'exploitation des usines

514 872-5090
Tél :
Télécop. : 514 872-8146

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1165271002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Conclure 6 ententes d'achat contractuelles d'une durée de 36 mois pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. - Appel d'offres public 16-15090 - (1 à 3 soumissionnaires par contrat) - Montant total des ententes : 6 414 854,80 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

AO16-15090 Intervention 20 sept 2016.pdf16-15090 tcp - 20 sept 2016.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francesca RABY
Agent d'approvisionnement II

Tél : 514-872-4907

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-20

Danielle CHAURET
Chef de section

Tél : 514-872-5282
Division : Division Acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15090 — No du GDD : 1165271002

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de produits chimiques pour les usines de production d'eau potable

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 30 - 5 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 20 - 6 - 2016

Ouverture faite le : 20 - 6 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 10 - 6 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15

Nbre de soumissions reçues : 10

% de réponses : 66,67

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 12 - 2016

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 17 - 12 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Produits chimiques Chemtrade Canada ltée	1 992 373,03 $		
K + S Sel Windsor ltée	1 646 551,23 $	√	Art 16
Veolia water technologies Canada Inc.	249 380,78 $	√	Art 11
Cleartech industries Inc.	163 264,50 $		
Produits chimiques CCC ltée	1 087 643,38 $	√	Art 4
Univar Canada ltée	1 642 274,16 $	√	Art 12 Art 15
Brenntag Canada Inc.	1 406 592,65 $	√	Art 5 Art 6 Art 13
SNF Canada ltée	329 978,25 $		
Norkem Inc.	629 373,15 $		
Kemira water solutions Canada Inc.	3 765 212,80 $	√	Art 1 Art 3 Art 9 Art 14

Information additionnelle

5 désistements: (2) aucune motif évoqué, (2) spécifications demandées du produit non rencontrées, (1) délai de soumission/d'octroi et délai de livraison hors d'atteinte

Préparé par : Francesca Raby — Le 20 - 9 - 2016

Montréal

Tableau de prix reçus

Soumission publique

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe - Services institutionnels
9515, rue St-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

TITRE : Fourniture et livraison de produits chimiques pour les usines d'eau potable		Ouverture des soumissions — Jour: 20	Mois: 6	Année: 2016		No soumission: 16-15090
AGENT D'APPROVISIONNEMENT : Francesca Raby						

NOM DU FOURNISSEUR :		**CLEARTECH INDUSTRIES INC.**	**VEOLIA WATER TECHNOLOGIES CANADA INC.**	**PRODUITS CHIMIQUES CCC LTÉE**	**BRENNTAG CANADA INC.**	**UNIVAR CANADA LTD.**	**K+S SEL WINDSOR LTÉE**	**PRODUITS CHIMIQUES CHEMTRADE CANADA LTÉE**	**KERIMA WATER SOLUTIONS CANADA INC.**
Adjudicataire :			**article 11**	**article 4**	**article 5 article 6 article 13**	**article 12 article 15**	**article 16**		**article 1 article 9 article 3 article 14**
Numéro de soumission :		**18428**	**18429**	**18432**	**18433**	**18434**	**18435**	**18436**	**18437**

N° art	Description	Quantité prév. (36 mois)	Unité	CLEARTECH INDUSTRIES INC.		VEOLIA WATER TECHNOLOGIES CANADA INC.		PRODUITS CHIMIQUES CCC LTÉE		BRENNTAG CANADA INC.		UNIVAR CANADA LTD.		K+S SEL WINDSOR LTÉE		PRODUITS CHIMIQUES CHEMTRADE CANADA LTÉE		KERIMA WATER SOLUTIONS CANADA INC.	
				Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
1	Alufer (ALS-2260)	5 415	T.M.													225,00 $	1 218 375,00 $	150,00 $	812 250,00 $
3	Aluminate de sodium « Han floc » (SAX-23)	380	T.M.															551,00 $	209 380,00 $
4	Charbon actif en poudre (Type COL-PL60-800)	175	T.M.					2 289,90 $	400 732,50 $			3 233,00 $	565 775,00 $						
5	Chlore liquide 68 kg (Cylindre retournable 68 kg)	125	Cylindre de 68 kg							135,32 $	16 915,00 $								
6	Chlore liquide 907,2 kg (Cylindre retournable 907,2 kg)	700	Cylindre de 907,2 kg							711,25 $	497 875,00 $								
7	Hypochlorite de sodium 12%, 20 L (Contenant retournable 20 L)	300	Contenant de 20 L																
9	PAX-XL 3932 G	600	T.M.															1 200,00 $	720 000,00 $
11	Polymères Hydrex 3511 (gros sac 750 kg)	30 000	KG			7,23 $	216 900,00 $												
12	Silicate de sodium	1 000	T.M. base liquide					427,00 $	427 000,00 $	395,00 $	395 000,00 $	375,00 $	375 000,00 $						
13	Soude caustique liquide 50%	800	T.M. base liquide							392,00 $	313 600,00 $	465,00 $	372 000,00 $						
14	Sulfate d'aluminium acidifié 5%	3 500	T.M.													147,00 $	514 500,00 $	134,00 $	469 000,00 $
15	Thiosulfate de calcium 30% P/V	100	T.M.	1 420,00 $	142 000,00 $							1 156,00 $	115 600,00 $						
16	Sel – Chlorure de sodium – pour la production d'hypochlorite	5 750	T.M.											249,06 $	1 432 095,00 $				
17	PAX-XL6 Poly-chlorure d'aluminium liquide (à titre indicatif seulement)	1	T.M.															325,00 $	
TOTAL AVANT TAXES :				142 000,00 $		216 900,00 $		827 732,50 $		1 223 390,00 $		1 428 375,00 $		1 432 095,00 $		1 732 875,00 $		2 210 630,00 $	
T.P.S. 5 % :				7 100,00 $		10 845,00 $		41 386,63 $		61 169,50 $		71 418,75 $		71 604,75 $		86 643,75 $		110 531,50 $	
T.V.Q. 9,975 % :				14 164,50 $		21 635,78 $		82 566,32 $		122 033,15 $		142 480,41 $		142 851,48 $		172 854,28 $		220 510,34 $	
MONTANT TOTAL :				**163 264,50 $**		**249 380,78 $**		**951 685,44 $**		**1 406 592,65 $**		**1 642 274,16 $**		**1 646 551,23 $**		**1 992 373,03 $**		**2 541 671,84 $**	
CONFORMITÉ ADMINISTRATIVE :				**Conforme**		**Conforme**		**Conforme**		**Conforme**		**Conforme**		**Conforme**		**Conforme**		**Conforme**	
CONFORMITÉ TECHNIQUE :				**Conforme**		**Conforme**		**Conforme**		**Conforme**		**Conforme**		**Conforme**		**Non-conformité article 1**		**Conforme**	
CONDITION DE PAIEMENT :				**Net 30 jours**		**Net 30 jours**		**Net 30 jours**		**Net 30 jours**		**Net 30 jours**		**Net 30 jours**		**Net 30 jours**		**Net 30 jours**	
DÉLAI DE LIVRAISON :				**Urgente : 1 à 2 jours ouv. Régulière : 3 à 4 jours ouv.**		**48 heures**		**Urgente : 3 jours ouv. Régulière : 7 jours ouv.**		**48 heures**		**Urgente : 2 à 3 jour ouv. Régulière : 5 jours ouv.**		**Urgente : 8 heures Régulière : 3 jours ouv.**		**48 heures**		**48 heures**	
SIGNATURE :				**Oui**		**Oui**		**Oui**		**Oui**		**Oui**		**Oui**		**Oui**		**Oui**	
GARANTIE DE SOUMISSION :				**Chèque #8403909 43 500,00 $**		**Cautionnement 5 %**		**Chèque #366408 100 000,00 $**		**Chèque #188395 116 489,22 $**		**Chèques #012746, #012729 13 000,00 $ et 70 000,00 $**		**Cautionnement 5 %**		**Cautionnement de 5 %**		**Cautionnement 5 %**	

Remarque :
adjudicataire recommandé

Rempli par :	**Jour**	**Mois**	**Année**
Catherine Desmeules	20	9	2016

Approuvé par :	**Jour**	**Mois**	**Année**
F. Raby	20	9	2016

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165271002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Conclure 6 ententes d'achat contractuelles d'une durée de 36 mois pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. - Appel d'offres public 16-15090 - (1 à 3 soumissionnaires par contrat) - Montant total des ententes : 6 414 854,80 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable DEP1165271002-ADDENDA.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget

Tél : (514) 280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-20

Kalina RYKOWSKA
Conseillère en gestion des ressources financieres

Tél : 514 872-7598
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1160206004

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Technomedia pour le renouvellement du service d'entretien du logiciel SIGAL utilisé par le SPVM, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 172 462,50 $, taxes incluses (fournisseur unique).

Il est recommandé :
1- D'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Technomedia pour le renouvellement du service d'entretien du logiciel SIGAL utilisé par le SPVM, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 172 462,50 $, taxes incluses (fournisseur unique).

2- D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-08-18 15:18

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160206004**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Technomedia pour le renouvellement du service d'entretien du logiciel SIGAL utilisé par le SPVM, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 172 462,50 $, taxes incluses (fournisseur unique).

CONTENU

CONTEXTE

En 2001, le SPVM a acquis les droits d'utilisation des applications du logiciel SIGAL de la firme Technomedia Formation inc.. Ce logiciel est une suite de solutions intégrées qui harmonise les outils notamment des processus d'évaluation de rendement, de gestion des compétences et des activités de formation. Il est utilisé pour les 4 300 policiers du SPVM depuis son implantation en 2002. En 2005, le même logiciel a été renouvelé sur la base d'une nouvelle version permettant la gestion du plan de développement professionnel des 2 700 employés civils du SPVM.
En 2008, le contrat d'entretien a été renouvelé pour 3 ans (31 août 2009 au 25 août 2012) avec l'ajout d'un nouveau module de gestion des activités de recrutement du personnel et pour la normalisation des deux versions du logiciel pour le personnel policier et civil.

En février 2010, Technomedia Formation inc. a procédé à l'harmonisation des applications pour les policiers et les civils afin d'avoir une seule application informatique pour l'ensemble du personnel du SPVM, soit 7 000 employés policiers et civils.

En novembre 2010, le SPVM exige de Technomedia Formation inc. la régularisation de nombreuses anomalies soulevées dans les trois modules (formation, rendement et recrutement) du logiciel.

En mars 2011, suite à l'insatisfaction du SPVM quant à la régularisation des anomalies identifiées, le SPVM exige auprès de Technomedia Formation inc. un plan de redressement balisé par des livrables spécifiques et des dates butoirs afin de résoudre l'intégralité des non -conformités dites essentielles pour le bon fonctionnement du logiciel SIGAL. Encadrée par

des suivis opérationnels périodiques, la firme Technomedia Formation inc. s'est engagée depuis avril 2011 à respecter les livrables du plan de redressement. Cette démarche était rattachée à des dispositions et des pénalités en cas de non-respect qualitatif et selon des échéances fixées.

En mars 2012, des pourparlers, ont permis d'aboutir dans un premier temps, à une prolongation sans frais du contrat du 31 août au 31 décembre 2012. Deuxièmement, à une proposition de renouvellement du contrat pour une période de 36 mois, soit du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015.

La soumission du fournisseur pour le service d'entretien du système SIGAL pour l'année 2017 sera au même coût qu'au contrat pour les années 2015 et 2016, soit 150 000,00 $ avant les taxes.

Le renouvellement du service d'entretien pour l'année 2017 permettra de maintenir l'application SIGAL fonctionnelle, et ce, jusqu'à l'arrivée du nouveau système de gestion des ressources humaines (Transfo-RH) de la Ville de Montréal. Le nouveau système viendra combler ultérieurement le besoin au niveau de la gestion de la performance. Pour ces raisons, le contrat avec Technomedia doit être maintenu.

L'objet de ce présent dossier décisionnel est d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Technomedia pour le renouvellement du service d'entretien du logiciel SIGAL utilisé par le SPVM, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 172 462,50 $, taxes incluses (fournisseur unique).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0623 - 29 octobre 2015 - Accorder un contrat de gré à gré à Technomedia Formation inc. pour le renouvellement du service d'entretien du logiciel SIGAL utilisé par le Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016, pour une somme maximale de 172 462,50 $, taxes incluses (fournisseur unique) / Approuver un projet de convention à cet effet
CG13 0153 – 30 mai 2013 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Technomedia Formation inc., fournisseur unique, pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015, pour le renouvellement du service d'entretien du logiciel SIGAL utilisé par le SPVM, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 517 387,50$, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 10 octobre 2012 et au tableau des prix reçus joint au rapport du directeur

CG08 0595 - 27 novembre 2008 - Octroyer un contrat à Technomedia Formation inc. pour l'ajout d'un nouveau module de recrutement du personnel et la normalisation des deux versions (personnel civil et policier) déjà disponibles dans le logiciel SIGAL utilisé par le SPVM et autoriser le renouvellement du contrat d'entretien du logiciel SIGAL pour la période du 31 août 2009 au 30 août 2012 - Dépense totale 785 611 $, taxes incluses (gré à gré - fournisseur unique).

DESCRIPTION

Il est recommandé d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Technomedia Formation inc. pour le renouvellement du service d'entretien du logiciel SIGAL utilisé par le SPVM, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 172 462,50 $, taxes incluses (fournisseur unique).
Le contrat, mentionné au présent dossier décisionnel, en étant un de services autres que professionnels, n'a pas été soumis à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics ou d'un décret adopté en vertu de cette loi, car non visé par cette loi. De ce fait, la firme Techomedia. n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers dans le

cadre de ce contrat.

La firme Technomedia n'est pas inscrite au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

JUSTIFICATION

Dès le début de l'implantation du progiciel par le fournisseur en 2001, plusieurs adaptations ont été faites afin de tenir compte du contexte spécifique du SPVM.
Le logiciel SIGAL permet au SPVM :

- de connaître en temps réel le pourcentage d'employés civils qui réalisent un processus de développement ;
- de faire des suivis du développement des compétences des employés du SPVM ;
- de permettre aux employés (policiers et civils) du SPVM le suivi du développement de leurs compétences dont le développement d'habiletés par le biais d'activités de formation et de leur performance par le moyen des appréciations du rendement ;
- de supporter les gestionnaires dans le développement des compétences de leurs employés par la gestion de la performance ;
- d'augmenter les performances globales de l'organisation ;
- d'alléger les tâches administratives et le suivi logistique ;
- d'évaluer la performance globale d'un employé en fonction de l'atteinte des objectifs fixés et de l'évaluation des compétences ;
- de gérer l'information dont l'accès et la diffusion sont limités aux personnes autorisées à la connaître ;
- de protéger l'intégrité des données et des transactions des opérations qui circulent sur le réseau du SPVM.

Le renouvellement du présent contrat est seulement d'un an, car un nouveau système qui remplacera la version actuelle de SIGAL est en cours d'analyse à la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Technomedia pour le renouvellement du service d'entretien du logiciel SIGAL utilisé par le SPVM, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 172 462,50 $, taxes incluses (fournisseur unique).
Les imputations budgétaires complètes sont inscrites dans l'intervention de la Division du conseil et du soutien financier du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique, Service de police, article 19 paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le bon fonctionnement du système SIGAL ne peut être assuré sans le renouvellement du contrat d'entretien.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'échéancier global du projet se résume comme suit :

· Octroi du contrat : septembre 2016;
· Période d'entretien : janvier 2017 au décembre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre ST-HILAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mary PETTI, Service des technologies de l'information

Lecture :

Mary PETTI, 17 mai 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2016-08-16
Tien-Dung LÊ Conseiller(ere) analyse - controle de gestion		Érik VINCENT Chef de division	
Tél : **Télécop. :**	514 244-2519 514 280-3451	**Tél :** **Télécop. :**	514 280-2947 514 280-3193

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**
Claude BUSSIÈRES Directeur adjoint - Police	Philippe PICHET Directeur

Tél :	514 280-6959	**Tél :**	514 280-2005
Approuvé le :	2016-08-17	**Approuvé le :**	2016-08-18

CONVENTION DE SERVICES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissante et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelées la « **Ville** »

ET : **TECHNOMEDIA FORMATION INC**., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1001, boul. De Maisonneuve Ouest, 5e étage, Montréal, QC H3A 3C8, agissant et représentée par Alain Latry, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **Contractant** »

N° d'inscription T.P.S. : 891812992
N° d'inscription T.V.Q. : 1019288958

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le Contractant rend des services d'entretien du logiciel SIGAL à la Ville en vertu d'un contrat intervenu entre la Ville et le Contractant, approuvé par la résolution CG15 0623, pour la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016 (ci-après le « Contrat d'entretien »);

ATTENDU QUE le Contrat d'entretien vient à échéance le 31 décembre 2016;

ATTENDU QUE les Parties désirent conclure une nouvelle convention pour les services d'entretien du logiciel SIGAL pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017;

ATTENDU QUE le Contractant est la seule entreprise qui possède tous les droits et autorisations requis pour distribuer, entretenir et offrir des services en relation avec le logiciel SIGAL;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le terme suivant signifie :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du service de police de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage à effectuer le service d'entretien du logiciel SIGAL utilisé par le Service de police de la Ville de Montréal et à accorder à la Ville une licence d'utilisation du logiciel SIGAL.

ARTICLE 3
DURÉE

La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 2017 et prend fin le 31 décembre 2017.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

4.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

4.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

4.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

5.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

5.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement déterminés par le Directeur;

5.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

5.4 obtenir l'autorisation écrite du Directeur avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

5.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

5.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

5.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

5.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

ARTICLE 6
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

6.1 coordonner l'exécution de la convention;

6.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention;

6.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention;

6.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 7
HONORAIRES

7.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cent soixante-douze mille quatre cent soixante-deux dollars et cinquante cents (172 462,50 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant à partir du 1er janvier 2017. Cette somme est payable en un seul versement, sur réception de la facture.

7.2 Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

7.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 8
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omission s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 7.1.

ARTICLE 9
DROIT D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 7, le Contractant:

9.1 Garantit à la Ville qu'il est le titulaire ou l'usager autorisé de tout droit de propriété intellectuelle qu'il utilise pour l'exécution de ses services et qu'il ne viole aucun brevet, marque de commerce, secret industriel ou droit d'auteur, ayant acquitté tous les droits ou redevances dus à cet égard.

9.2 accorde à la Ville une licence non-exclusive d'utilisation des fonctionnalités présentes ou futures des modules Formation et Rendement du logiciel SIGAL, aux fins internes du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM).

9.3 Tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

10.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

10.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

11.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

11.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, Greffier

Le e jour de 20

TECHNOMEDIA FORMATION INC.

Par : _____
Alain Latry, Président

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160206004

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources informationnelles
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Technomedia pour le renouvellement du service d'entretien du logiciel SIGAL utilisé par le SPVM, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 172 462,50 $, taxes incluses (fournisseur unique).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Code financier_GDD_1160206004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre ST-HILAIRE
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 280-2930

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-05-24

Line DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières - C/E
Tél : 514 280-2192
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Pôle sécurité publique - SPVM

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1165897003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec les firmes Électroméga Ltée (3 671 692,59$ avec taxes incluant un montant de 57 487.50$ de contingence), Orange Traffic Inc. (3 694 838,28$ avec taxes), Tacel Ltée (808 791,64$ avec taxes), Industries Precision Plus inc. (857 770,99$ avec taxes) et Les Ventes Techniques Trelec enr (676 053,00$ avec taxes), des ententes cadres pour une période de 24 mois, pour la fourniture des équipements de feux de circulation dans le cadre du projet de signalisation lumineuse de la Ville -Appel d'offres public # 15-14382 (8 soumissionnaires)

Il est recommandé :
1. de conclure des ententes cadres, pour une période de 24 mois, à compter de la date d'émission des ententes, pour la fourniture sur demande des équipements de feux de circulation dans le cadre du projet de signalisation lumineuse de la Ville;

2. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas ou seuls soumissionnaires conformes, ou fournisseur unique, pour les biens mentionnés en regard de leur nom, le contrat à cette fin aux prix unitaires de leur soumission respective, ajustés selon les dispositions prévues au cahier des charges, le tout conformément aux documents d'appel d'offres public # 15-14382 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

Firmes	**Prix** (Taxes et contingences incl.)	**Articles/ Description / Commentaire**
Électroméga ltée	3 671 692,59$	1: Tête de feux véhiculaires 2: Montage 5: Aldis / Fournisseur unique 11: Feux sonores (FS) / Fournisseur unique 13: LB 15: Coffret STI 18: Switch enfichable
Tacel ltée	808 791,64$	3: Btn piéton / Seul soumissionnaire conforme 14: Coffret 60A
Orange Trafic inc	3 694 838,28$	4: Détecteur véhiculaire 6: Wave Tronix / Fournisseur unique 8: Potences FS / Seul soumissionnaire conforme 12: GPS 19: Switch rail / Seul soumissionnaire conforme 20: Tête de feux piéton

Ventes Techniques Trelec enr.	676 053,00$	9: Metric / Fournisseur unique
Industries Précision Plus	857 770,99$	10: Struc. Spéciales

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités d'affaires, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-08-11 15:36

Signataire : Alain DG MARCOUX

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165897003**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec les firmes Électroméga Ltée (3 671 692,59$ avec taxes incluant un montant de 57 487.50$ de contingence), Orange Traffic Inc. (3 694 838,28$ avec taxes), Tacel Ltée (808 791,64$ avec taxes), Industries Precision Plus inc. (857 770,99$ avec taxes) et Les Ventes Techniques Trelec enr (676 053,00$ avec taxes), des ententes cadres pour une période de 24 mois, pour la fourniture des équipements de feux de circulation dans le cadre du projet de signalisation lumineuse de la Ville -Appel d'offres public # 15-14382 (8 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans ses pratiques usuelles, la ville tient un stock de pièces d'équipements de feux de circulation en prévision de ses besoins d'entretien des feux existant et d'installation de nouveaux feux. À cette fin, elle sollicite régulièrement le marché afin de renouveler son stock.
Le présent dossier fait suite à l'appel d'offre numéro 15-14382 et a pour objet de conclure cinq (5) ententes cadres pour une période de 24 mois, afin d'assurer l'approvisionnement des équipements de feux de circulation dans le cadre du projet de signalisation lumineuse de la Ville:

1. L'entente à conclure avec Électroméga Ltée concerne sept (7) articles de l'appel d'offre (1,2,5,11,13,15 et 18) et comporte une prévision de consommation estimée à 3 671 692.59$, avec taxes,

2. L'entente à conclure avec Orange Trafic inc. concerne six (6) articles de l'appel d'offre (4, 6, 8, 12, 19 et 20) et comporte une prévision de consommation estimée à 3 697 692.59$, avec taxes,

3. L'entente à conclure avecTacel Ltée concerne deux (2) articles de l'appel d'offre (3 et 14) et comporte une prévision de consommation estimée à 808 791.64$, avec taxes,

4. L'entente à conclure avec Industries Précision Plus inc. concerne l'article 10 de l'appel d'offre et comporte une prévision de consommation estimée à 857 770.99$, avec taxes,

5. L'entente à conclure avec Ventes Techniques Trelec enr. concerne l'article 9 de l'appel d'offre et comporte une prévision de consommation estimée à 676 053.00$, avec taxes.

Ces marchandises seront tenues en inventaire au Centre de distribution de la Ville de Montréal afin de préparer la prise en charge par l'entrepreneur désigné pour leur installation aux intersections spécifiées par la Ville.

L'appel d'offres a été lancé le 29 juin 2015 pour une période de 37 jours de calendrier et un report de la date initiale de soumission de 6 jours a eu lieu. L'ouverture des soumissions a donc été réalisée le 12 août 2015. Il a été publié dans SEAO et dans La Presse.

Initialement, les soumissions étaient valides pour une durée de 180 jours, soit jusqu'au 8 février 2016. Cette validité a ensuite été repoussée jusqu'au 31 octobre 2016 à la suite de l'acceptation des fournisseurs de maintenir le coût de leur soumission (voir les confirmations en pièces jointes).

Sept addenda en lien avec cet appel d'offres ont été publiés.

- Addenda 1 publié le 10 juillet 2015: Amendement
- Addenda 2 publié le 21 juillet 2015: Questions / Réponses
- Addenda 3 publié le 23 juillet 2015: Amendement et report de date d'ouverture au 12 août 2015
- Addenda 4 publié le 29 juillet 2015: Amendement
- Addenda 5 publié le 4 août 2015: Amendement
- Addenda 6 publié le 6 août 2015: Amendement
- Addenda 7 publié le 10 août 2015: Question / Réponses

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0033 - 29 janvier 2015 - Annuler le contrat accordé, pour l'article 13 seulement de l'appel d'offres # 12-12548, à Power-Lite Industries inc (CG13 0117) et conclure avec Lampadaires Feralux inc, une entente-cadre d'une durée de 24 mois, au montant de 3 303 214,72$ taxes comprises, pour la fourniture de fûts, potences et rallonges pour feux de circulation, suite à l'appel d'offres public 14-13744 (3 soumissionnaires).

CG13 0286 - 25 avril 2013 - Conclure avec chacune des firmes suivantes Power Lite Industrie Inc (1 388 162,16$), Électroméga Ltée (2 869 725,59$), Tacel Ltée (1 451 087,98 $), Métal Pôle-Lite Inc (419 405,81$), Pro Ballast Inc (6 478,85$) et Les Ventes Techniques Trelec enr (548 430,75$), une entente-cadre d'une durée de 24 mois, pour la fourniture de feux de circulation, fûts, potences et accessoires de signalisation, suite à l'appel d'offres public # 12-12548 (9 soum.) (Montant total estimé des ententes 6 683 291,14$).

CM12 0114 - 20 février 2012 - Autoriser la prolongation pour une période additionnelle de 12 mois, de 2 ententes-cadres conclues avec Électroméga ltée et Nedco div. Rexel Canada, pour la fourniture sur demande de feux de circulation, fûts, potences et accessoires de

signalisation, suite à l'appel d'offres public 09-11112.

CG09 0420 - 24 septembre 2009 - Conclure trois ententes-cadre d'une durée de 24 mois avec Électroméga Ltée, Nedco div. Rexel Canada et Métal Pôle-Lite pour la fourniture de feux de circulation, fûts, potences et accessoires de signalisation - Appel d'offres public 09-11112 (9 soum.)

DESCRIPTION

Fourniture sur demande des équipements de feux de circulation selon les spécifications et devis fournis par la Ville, pour une période de 24 mois, à compter de la date d'émission des ententes.
L'appel d'offre sous-jacent au présent dossier concernait vingt (20) articles d'équipement de feu de circulation:

1. Tête de feux de circulation à DEL,
2. Montages de feux de circulation,
3. Boutons piétons,
4. Détecteur véhiculaire par vidéo -TrafiCam,
5. Détecteur véhiculaire par vidéo - Aldis,
6. Détecteur véhiculaire par radar – WaveTronix,
7. Système de caméras motorisées de type PTZ,
8. Membrures (potences) pour feux sonores,
9. Ensemble de connecteurs Meltric,
10. Structures spécialisées,
11. Tête de feux sonores,
12. Interface GPS pour cabinet du contrôleur,
13. Bride d'alimentation pour cabinet sur fût,
14. Coffret de branchement 60A,
15. Coffret de télécommunication (coffret STI),
16. Étiquette d'identification de câbles,
17. Fibre optique (câble O),
18. Commutateur Ethernet enfichable,
19. Commutateur Ethernet sur rail,
20. Feux piétons à décompte numérique.

Sur un total de douze (12) preneurs du cahier des charges, huit (8) firmes ont déposé des offres dont une a été déclarée non-conforme.

Conformité administrative:

Excepté une soumission qui a été déclarée non conforme administrativement, car la firme n'a pas soumis de garantie de soumission selon les dispositions prévues au cahier des charges, toutes les offres déposées à la Ville ont été jugées conformes.

Des soumissions conformes ont été reçues pour dix-sept (17) des vingt (20) articles et aucune soumission n'a été reçue pour les articles 7, 16 et 17. Ces derniers articles sont des équipements spécialisés qui seront ajoutés dans le prochain appel d'offres des équipements de télécommunications.

Conformité technique:

À la suite de l'analyse de la conformité technique, les offres pour les articles 3 et 20 de Orange Traffic et Électroméga, respectivement, ont été déclarées non conformes.

JUSTIFICATION

Cet appel d'offres comprend une clause relative à l'absence de collusion, manœuvres frauduleuses ou malversation au cours des cinq ans précédant l'appel d'offres. Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Direction des transports a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 9 842 247.14 $, avec taxes, pour l'ensemble des articles. Cette estimation a été effectuée selon le prix des produits tenus en inventaire au Centre de distribution Montréal, ainsi que le prix payé pour des achats à la pièce effectués précédemment par le service utilisateur.

En excluant les trois articles (7, 16 et 17), pour lesquels aucune soumission a été reçues, l'estimé préalable à la dépense s'élève à 9 703 228.89 $. Pour les dix-sept articles, la dépense totale des cinq (5) ententes cadres pour une période de 24 mois est de 9 709 146.50 $, avec taxes. Ce montant inclut une contingence de 57 487.50 $, avec taxes, à l'entente avec Électroméga pour la modification, par l'adjudicataire, de câble électrique de l'article *11 -Tête de feux sonores* dans le but de satisfaire aux exigences du chantier. Ce montant représente dans l'ensemble une sommes des prix soumis à un coût supérieur de 0.06% aux estimations totales.

Résultats de l'appel d'offres

Article 1 - Tête de feux de circulation à DEL

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	1 296 183 $	0,00 $	1 490 287 $
2	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	1 477 712 $	0,00 $	1 698 999 $
3	TACEL LTÉE	Oui	1 955 056 $	0,00 $	2 247 825 $
4	GENERAL TRAFFIC EQUIPMENT	Non	979 145 $		
5					
Estimation des professionnels Internes ☑ Externes ☑			1 521 400 $	0 $	1 749 230 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)					1 812 370 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					**21,6%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)					757 538 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					**50,8%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)					-258 943 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					*-14,8%*
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)					208 713 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					*14,0%*
Notes : L'article 1.3 a été annulé -- > Voir addenda n° 4					

Article 2 - Montages de feux de circulation

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	697 775 $	0,00 $	802 266 $
2	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	804 351 $	0,00 $	924 802 $
3	TACEL LTÉE	Oui	818 133 $	0,00 $	940 648 $
4					
5					
Estimation des professionnels Internes ☑ Externes ☑			576 425 $	0 $	662 745 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)					889 239 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					**10,8%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)					138 382 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					**17,2%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)					139 522 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					*21,1%*
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)					122 536 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					*15,3%*

Les écarts entre l'estimation et les soumissions sont essentiellement dus à l'ajout des exigences de la Régie de bâtiment du Québec (RBQ).

Article 3 - Boutons piétons

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	TACEL LTÉE	Oui	148 750 $	0,00 $	171 025 $
2	ORANGE TRAFIC INC.	Non	137 550 $		
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			190 000 $	0 $	218 453 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) /la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					-47 428 $ -21,7%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Article 4 - Détecteur véhiculaire par vidéo -TrafiCam,

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	1 076 462 $	0,00 $	1 237 662 $
2	TACEL LTÉE	Oui	1 840 333 $	0,00 $	2 115 922 $
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			1 199 000 $	0 $	1 378 550 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)					1 676 792 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					**35,5%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)					878 261 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					**71,0%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)					-140 889 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					*-10,2%*
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)					878 261 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					*71,0%*

Article 5 – Détecteur véhiculaire par vidéo – Aldis

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	285 324 $	0,00 $	328 051 $
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			194 000 $	0 $	223 051 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					105 000 $ *47,1%*
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Pour cet article, un seul fournisseur a déposé une offre conforme puisqu'il est distributeur unique, voir fichier *15-14382 - soumissionnaire unique.xls* et *la lettre de confirmation de manufacturier* en pièce jointe.

L'écart entre l'estimation et la soumission est essentiellement dû au taux de change actuel ainsi qu'au faible volume d'achat.

Article 6 - Détecteur véhiculaire par radar – WaveTronix

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	634 876 $	0,00 $	729 948 $
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			585 800 $	0 $	673 523 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					56 425 $ **8,4%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Pour cet article, un seul fournisseur a déposé une offre conforme puisqu'il est distributeur unique, voir fichier *15-14382 - soumissionnaire unique.xls* et *la lettre de confirmation de manufacturier* en pièce jointe.

Article 7 - Système de caméras motorisées de type PTZ

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	AUCUN SOUMISSIONNAIRE POUR CET ARTICLE				
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑					68 985 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Article 8 - Membrures (potences) pour feux sonores

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	36 445 $	0,00 $	41 903 $
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels Internes ☑ Externes ☑			8 050 $	0 $	9 255 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					32 648 $ *352,8%*
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Pour cet article, un seul fournisseur a déposé une offre conforme et avec un écart très important entre l'estimation et la soumission en raison de son faible volume d'achat, l'ajout de nouvelles exigences sur sa conception et l'ajout des exigences de la Régie de bâtiment du Québec (RBQ).

Article 9 - Ensemble de connecteurs Meltric

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	VENTES TECHNIQUES TRELEC ENR.	Oui	588 000 $	0,00 $	676 053 $
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			510 000 $	0 $	586 373 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					89 680 $ *15,3%*
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Pour cet article, un seul fournisseur a déposé une offre conforme puisqu'il est distributeur unique, voir fichier *15-14382 - soumissionnaire unique.xls* et *la lettre de confirmation de manufacturier* en pièce jointe.

Article 10 - Structures spécialisées

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	INDUSTRIES PRECISION PLUS INC.	Oui	746 050 $	0,00 $	857 771 $
2	MÉTAL POLE-LITE INC.	Oui	901 290 $	0,00 $	1 036 258 $
3	LAMPADAIRES FERALUX INC.	Oui	988 543 $	0,00 $	1 136 577 $
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			786 750 $	0 $	904 566 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					1 010 202 $ **17,8%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					278 806 $ **32,5%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					-46 795 $ **-5,2%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					178 487 $ *20,8%*

Article 11 -Tête de feux sonores

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	239 580 $	50 000,00 $	332 945 $
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			285 000 $	50 000 $	385 166 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					-52 221 $ *-13,6%*
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Pour cet article, un seul fournisseur a déposé une offre conforme puisqu'il est distributeur unique, voir fichier *15-14382 - soumissionnaire unique.xls* et *la lettre de confirmation de manufacturier* en pièce jointe.

Article 12 - Interface GPS pour cabinet du contrôleur

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	152 000 $	0,00 $	174 762 $
2	TACEL LTÉE	Oui	265 000 $	0,00 $	304 684 $
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			55 000 $	0 $	63 237 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)					239 723 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					**37,2%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)					129 922 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					**74,3%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)					111 525 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					*176,4%*
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)					129 922 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					*74,3%*

L'écart entre l'estimation et la soumission est essentiellement dû au faible volume d'achat pour une pièce qui fait partie d'un ensemble d'équipement, soit une unité de contrôle de feux de circulation. Le prix unitaire estimé a été calculé selon le coût global d’achat de cet ensemble.

Article 13 - Bride d’alimentation pour cabinet sur fût

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	96 496 $	0,00 $	110 946 $
2	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	197 228 $	0,00 $	226 763 $
3	LAMPADAIRES FERALUX INC.	Oui	373 312 $	0,00 $	429 215 $
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			146 000 $	0 $	167 863 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)					255 642 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					**130,4%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)					318 269 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					**286,9%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)					-56 917 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					*-33,9%*
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)					115 817 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					*104,4%*

Article 14 - Coffret de branchement 60A

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	TACEL LTÉE	Oui	554 700 $	0,00 $	637 766 $
2	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	566 700 $	0,00 $	651 563 $
3	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	825 000 $	0,00 $	948 544 $
4					
5					
Estimation des professionnels Internes ☑ Externes ☑			600 000 $	0 $	689 850 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)					745 958 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					**17,0%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)					310 777 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					**48,7%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)					-52 083 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					**-7,5%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)					13 797 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					**2,2%**

Article 15 - Coffret de télécommunication (coffret STI)

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	472 250 $	0,00 $	542 969 $
2	TACEL LTÉE	Oui	512 250 $	0,00 $	588 959 $
3	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	642 858 $	0,00 $	739 125 $
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			500 000 $	0 $	574 875 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)					623 685 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					**14,9%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)					0 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					**36,1%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)					-31 906 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					**-5,6%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)					45 990 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					**8,5%**
Notes : Quantité requises = 250 --> Voir addenda n° 7					

Article 16 - Étiquette d'identification de câbles

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	AUCUN SOUMISSIONNAIRE POUR CET ARTICLE				
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑					86 231 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) /la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Article 17 - Fibre optique (câble O)

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	AUCUN SOUMISSIONNAIRE POUR CET ARTICLE				
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑					48 290 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) /la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Article 18 - Commutateur Ethernet enfichable

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	55 862 $	0,00 $	64 228 $
2	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	63 631 $	0,00 $	73 160 $
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			64 000 $	0 $	73 584 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)					68 694 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					**7,0%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)					0 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					**13,9%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)					-9 356 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					*-12,7%*
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)					8 932 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					*13,9%*

Article 19 - Commutateur Ethernet sur rail

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	45 459 $	0,00 $	52 266 $
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			48 000 $	0 $	55 188 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					-2 922 $ **-5,3%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Pour cette article, un seul fournisseur a déposé une offre conforme en raison de son faible volume d'achat pour un équipement très spécialisé.

Article 20 - Feux piétons à décompte numérique

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	1 268 360 $	0,00 $	1 458 297 $
2	TACEL LTÉE	Oui	1 356 000 $	0,00 $	1 559 061 $
3	ELECTROMEGA LTÉE	Non	939 400 $		
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			1 120 000 $	0 $	1 287 720 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)					1 508 679 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					**3,5%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)					100 764 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					**6,9%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)					170 577 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					*13,2%*
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)					100 764 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					**6,9%**
Notes : Article de remplacement de l'article 1.3 --> Voir addenda n° 4					

Pour cet article, l'écart entre l'estimation et la soumission est essentiellement dû au fait que c'est un nouveau produit conforme d'un nouveau fournisseur.

L'ensemble de produits est requis pour remplacer les feux de circulation à plusieurs intersections, dans le cadre du Projet de signalisation lumineuse de la Ville de Montréal. Dans un tel contexte, le service utilisateur doit s'assurer que les produits nécessaires pour la réalisation du projet visé sont disponibles au Centre de distribution de la Ville de Montréal, pour les entrepreneurs ayant obtenu le contrat d'installation de ces équipements.

Ces marchandises sont aussi requises par les équipes de la Ville chargées d'assurer l'entretien du réseau des feux de circulation. La conclusion des ententes-cadres permettra d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement tout en constituant des volumes économiques profitables.

De plus, en installant des feux à DEL, la Ville de Montréal pourra réduire sa facture de consommation d'électricité.

Les quantités inscrites au bordereau de soumission sont basées sur les historiques de consommation, ajustées en prévision des besoins pour les deux (2) prochaines années, et sont utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de

prix en vue de la conclusion des ententes cadres.

Les prix soumis demeurent fermes pour toutes commandes émises dans la première année suivant l'émission de l'entente.
Par la suite, une demande écrite de révision de prix accompagnée des pièces justificatives pourra être soumise à la Ville pour les douze mois subséquents selon les dispositions prévues au cahier des charges..

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes sans imputation budgétaire pour la fourniture, sur demande, des équipements de feux de circulation.
Les achats seront effectués sur demande au fur et à mesure des besoins des requérants. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une appropriation de crédits. La Direction des Transports est le principal utilisateur de ces ententes-cadres.

Les composantes de feux de circulation pourraient être requis pour des travaux réalisés dans le secteur du centre-ville et donc impliquer des dépenses d'agglomération.

Cette marchandise est tenue en inventaire au Centre de distribution de la Ville de Montréal et est accessible, sur demande soumise à la Direction des Transports, à l'ensemble des arrondissements et des services municipaux de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'ententes cadres alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce.
Si l'acquisition de lampes à diodes pour feux de circulation ne se réalise pas, la Ville ne pourra ni réduire sa facture de consommation d'électricité ni compléter son projet de signalisation lumineuse.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication interne sera transmise aux utilisateurs, afin de les informer de la conclusion des ententes cadres et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission des ententes cadres suite à l'approbation de la présente résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Daniel LÉGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Son Thu LÊ
C/d exploitation du reseau arteriel

Tél : 514-872-5181
Télécop. : 514-872-6767

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-05-31

Son Thu LÊ
C/d exploitation du reseau arteriel

Tél : 514 872-5181
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur des transports
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-07-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-08-11

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1165897003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Conclure avec les firmes Électroméga Ltée (3 671 692,59$ avec taxes incluant un montant de 57 487.50$ de contingence), Orange Traffic Inc. (3 694 838,28$ avec taxes), Tacel Ltée (808 791,64$ avec taxes), Industries Precision Plus inc. (857 770,99$ avec taxes) et Les Ventes Techniques Trelec enr (676 053,00$ avec taxes), des ententes cadres pour une période de 24 mois, pour la fourniture des équipements de feux de circulation dans le cadre du projet de signalisation lumineuse de la Ville -Appel d'offres public # 15-14382 (8 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Nouvelle Appel D'offres 06-06-2016.pdf

15-14382 Tableaux d'analyse finale - sans contigences CB 2016-06-28.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel LÉGER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1059

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-28

Richard DAGENAIS
Directeur de l'approvisionnement
Tél : 514 868 4433
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 15-14382 — No du GDD : 1165897003

Titre de l'appel d'offres : Préachat - feux de circulation à DEL, montages, caissons dde services ,,,, Projwet de signalisation lumineuse - 24 mois

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 6 - 2015

Ouverture originalement prévue le : 5 - 8 - 2015

Ouverture faite le : 12 - 8 - 2015

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 10 - 8 - 2015

Délai total accordé aux soumissionnaires : 43 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 66,67

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 12,5

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Général Traffic Equipment	Soumission incomplète et cette firme n'a pas fournie la garantie de soumission exigée.

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 2 - 2016

Prolongation de la validité de la soumission de : 206 jrs

Date d'échéance révisée : 1 - 9 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes		Montant soumis (TTI)	√	articles
Orange Trafic inc	(Articles 4, 6, 8, 12, 19 et 20)	3 694 838,28 $	√	
Électroméga ltée	(Articles 1, 2, 5, 11, 13, 15 et 18)	3 614 205,10 $	√	
Industries Précision Plus inc	(Article 10)	857 770,99 $	√	
Tacel ltée	(Articles 3 et 14)	808 791,64 $	√	
Ventes Techniques Trelec enr	(Article 9)	676 053,00 $	√	

Information additionnelle

Aucune offres n'a été déposée pour les articles 7, 16 et 17. Un article peut être composé de plusieurs sous - articles, Certains équipements très spécialisés sont proposés par des soumissionnaires unique. Les prix seront ajustés en cours de contrat et ce selon les dispositions prévues au cahier des charges,

Préparé par : Daniel Léger

Le 2 - 6 2016

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Daniel Léger
2	Titre de l'appel d'offres	PRÉACHAT - FEUX DE CIRCULATION À DEL, MONTAGES, CAISSONS DE SERVICES, COFFRETS DE BRANCHEMENT, DÉTECTEURS VÉHICULAIRES, TÊTES DE FEUX SONORES, SYSTÈMES DE CAMÉRAS MOTORISÉES, BOUTONS PIÉTONS, INTERFACE GPS ET ACCESSOIRES CONNEXES - PROJET SIGNALISATION LUMINEUSE - 24 MOIS
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	15-14382
5	**Préposée au secrétariat**	**Annie Emond (jeudi 10 septembre 2015)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	Mercredi 12 août 2015
8	Service requérant	Service des infrastructures, de la voirie et des transports
9	Requérant	Chheng Bun



#	Soumissionnaire	Commentaires	Conditions de paiement	Garantie de soumission	%/$	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	TACEL LTÉE	Cautionnement de soumission de 2 %	30 jours	Fournie	%	6 à 10 semaines	Conforme	15257
2	ORANGE TRAFIC INC.	Cautionnement de soumission de 2 %	Net 30 jours	Fournie	%	4 à 8 semaines	Conforme	15256
3	ELECTROMEGA LTÉE	Cautionnement de soumission de 2 %	Net 30 jours	Fournie	%	8 à 20 semaines	Conforme	15255
4	GENERAL TRAFFIC EQUIPMENT	Aucune garantie de soumission n'a été fournie	30 jours	Non fournie		Non spécifié	Non conforme	15252
5	VENTES TECHNIQUES TRELEC ENR.	Chèque au montant de 16 901,33 $	Net 30 jours	Fournie	$	4 à 6 semaines	Conforme	15258
6	INDUSTRIES PRECISION PLUS INC.	Chèque au montant de 17 162,32 $	Net 30 jours	Fournie	$	16 à 24 semaines	Conforme	15259
7	MÉTAL POLE-LITE INC.	Chèque au montant de 18 800,00 $	Net 30 jours	Fournie	$	10 semaines ou 70 jours calendriers	Conforme	15253
8	LAMPADAIRES FERALUX INC.	Cautionnement de soumission de 2 %	Net 30 jours	Fournie	%	14 semaines	Conforme	15254

Appel d'offres : 15-14382

Article 1

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	TACEL LTÉE	Oui	1 955 056 $	0,00 $	2 247 825 $
2	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	1 477 712 $	0,00 $	1 698 999 $
3	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	1 296 183 $	0,00 $	1 490 287 $
4	GENERAL TRAFFIC EQUIPMENT	Non	979 145 $		
5					
Estimation des professionnels **Internes** **Externes**			1 521 400 $	0 $	1 749 230 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					1 812 370 $ **21,6%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					757 538 $ **50,8%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					-258 943 $ ***-14,8%***
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					208 713 $ ***14,0%***

Notes : L'article 1.3 a été annulé -- > Voir addenda n° 4

Appel d'offres : 15-14382

Article 2

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	TACEL LTÉE	Oui	818 133 $	0,00 $	940 648 $
2	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	804 351 $	0,00 $	924 802 $
3	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	697 775 $	0,00 $	802 266 $
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			576 425 $	0 $	662 745 $

Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)	889 239 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)	**10,8%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)	138 382 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	**17,2%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)	139 522 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)	***21,1%***
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)	122 536 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)	***15,3%***

Appel d'offres 15-14382

Article 3

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	TACEL LTÉE	Oui	148 750 $	0,00 $	171 025 $
2	ORANGE TRAFIC INC.	Non	137 550 $		
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			190 000 $	0 $	218 453 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)					-47 428 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					***-21,7%***
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Appel d'offres : 15-14382

Article 4

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	TACEL LTÉE	Oui	1 840 333 $	0,00 $	2 115 922 $
2	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	1 076 462 $	0,00 $	1 237 662 $
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			1 199 000 $	0 $	1 378 550 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					1 676 792 $ **35,5%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					878 261 $ **71,0%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					-140 889 $ ***-10,2%***
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					878 261 $ ***71,0%***

Appel d'offres : 15-14382

Article 5

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	285 324 $	0,00 $	328 051 $
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			194 000 $	0 $	223 051 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					105 000 $ ***47,1%***
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Appel d'offres : 15-14382

Article 6

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	634 876 $	0,00 $	729 948 $
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			585 800 $	0 $	673 523 $

Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)	56 425 $ **8,4%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)	

Appel d'offres : 15-14382

Article 7

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	AUCUN SOUMISSIONNAIRE POUR CET ARTICLE				
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑					68 985 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Appel d'offres : 15-14382

Article 8

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	36 445 $	0,00 $	41 903 $
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			8 050 $	0 $	9 255 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					32 648 $ ***352,8%***
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Appel d'offres : 15-14382

Article 9

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	VENTES TECHNIQUES TRELEC ENR.	Oui	588 000 $	0,00 $	676 053 $
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			510 000 $	0 $	586 373 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)					89 680 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					***15,3%***
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Appel d'offres : 15-14382

Article 10

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	INDUSTRIES PRECISION PLUS INC.	Oui	746 050 $	0,00 $	857 771 $
2	MÉTAL POLE-LITE INC.	Oui	901 290 $	0,00 $	1 036 258 $
3	LAMPADAIRES FERALUX INC.	Oui	988 543 $	0,00 $	1 136 577 $
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			786 750 $	0 $	904 566 $

Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)	1 010 202 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)	**17,8%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)	278 806 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	**32,5%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)	-46 795 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)	**-5,2%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)	178 487 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)	***20,8%***

Appel d'offres : 15-14382

Article 11

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	239 580 $	50 000,00 $	332 945 $
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			285 000 $	50 000 $	385 166 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)					-52 221 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					***-13,6%***
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Appel d'offres : 15-14382

Article 12

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	TACEL LTÉE	Oui	265 000 $	0,00 $	304 684 $
2	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	152 000 $	0,00 $	174 762 $
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			55 000 $	0 $	63 237 $

Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)	239 723 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)	**37,2%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)	129 922 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	**74,3%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)	111 525 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)	***176,4%***
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)	129 922 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)	***74,3%***

Appel d'offres : 15-14382

Article 13

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	197 228 $	0,00 $	226 763 $
2	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	96 496 $	0,00 $	110 946 $
3	LAMPADAIRES FERALUX INC.	Oui	373 312 $	0,00 $	429 215 $
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			146 000 $	0 $	167 863 $

Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)	255 642 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)	**130,4%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)	318 269 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	**286,9%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)	-56 917 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)	***-33,9%***
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)	115 817 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)	***104,4%***

Appel d'offres : 15-14382

Article 14

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	TACEL LTÉE	Oui	554 700 $	0,00 $	637 766 $
2	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	825 000 $	0,00 $	948 544 $
3	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	566 700 $	0,00 $	651 563 $
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			600 000 $	0 $	689 850 $

Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)	745 958 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)	**17,0%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)	310 777 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	**48,7%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)	-52 083 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)	**-7,5%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)	13 797 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)	**2,2%**

Appel d'offres : 15-14382

Article 15

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	TACEL LTÉE	Oui	512 250 $	0,00 $	588 959 $
2	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	642 858 $	0,00 $	739 125 $
3	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	472 250 $	0,00 $	542 969 $
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			500 000 $	0 $	574 875 $

Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)	623 685 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)	**14,9%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)	0 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	**36,1%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)	-31 906 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)	**-5,6%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)	45 990 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)	**8,5%**

Notes : Quantité requises = 250 --> Voir addenda n° 7

Appel d'offres : 15-14382

Article 16

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	AUCUN SOUMISSIONNAIRE POUR CET ARTICLE				
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑					86 231 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Appel d'offres : 15-14382

Article 17

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	AUCUN SOUMISSIONNAIRE POUR CET ARTICLE				
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑					48 290 $
Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)					
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)					
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)					

Appel d'offres : 15-14382

Article 18

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	63 631 $	0,00 $	73 160 $
2	ELECTROMEGA LTÉE	Oui	55 862 $	0,00 $	64 228 $
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			64 000 $	0 $	73 584 $

Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)	68 694 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)	**7,0%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)	0 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	**13,9%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)	-9 356 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)	***-12,7%***
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)	8 932 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)	***13,9%***

Appel d'offres : 15-14382

Article 19

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	45 459 $	0,00 $	52 266 $
2					
3					
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			48 000 $	0 $	55 188 $

Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission) Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation) Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)	-2 922 $ **-5,3%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)	

Appel d'offres : 15-14382

Article 20

No	Soumissionnaires	Conforme	Prix (sans tx)	Contingences (sans tx)	Total (tx et contingences inc.)
1	TACEL LTÉE	Oui	1 356 000 $	0,00 $	1 559 061 $
2	ORANGE TRAFIC INC.	Oui	1 268 360 $	0,00 $	1 458 297 $
3	ELECTROMEGA LTÉE	Non	939 400 $		
4					
5					
Estimation des professionnels **Internes** ☑ **Externes** ☑			1 120 000 $	0 $	1 287 720 $

Coût moyen des soumissions reçues ($) (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumission)	1 508 679 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)	**3,5%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)	100 764 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	**6,9%**
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation ($) (la plus basse conforme - l'estimation)	170 577 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100)	***13,2%***
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($) (la deuxième plus basse conforme - la plus basse conforme)	100 764 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%) ((la deuxième plus basse conforme - la plus basse) / la plus basse x 100)	**6,9%**

Notes : Article de remplacement de l'article 1.3 --> Voir addenda n° 4

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 15-14382
Numéro de référence : 905844
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Préachat feux circ Del mont caissons serv coffret branc dét véh tête feux son sys caméras moto bouton piéton int gps acc conn proj sign lum - 24 mois

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Econolite Canada 2285, rue Michelin Laval, QC, h7l 5b8 http://www.econolite.ca NEQ : 1167220418	Monsieur Simon Benazdean Téléphone : 450 934-6535 Télécopieur : 877 855-7599	**Commande : (982594)** 2015-07-02 17 h 20 **Transmission :** 2015-07-02 17 h 20	2467362 - 15-14382 Addenda No. 1 2015-07-10 10 h 55 - Courriel 2475656 - 15-14382 Addenda No. 2 2015-07-21 10 h 18 - Courriel 2476623 - 15-14382 Addenda No. 3 (devis) 2015-07-23 10 h 02 - Courriel 2476624 - 15-14382 Addenda No. 3 (plan) 2015-07-23 10 h 02 - Courriel 2478476 - 15-14382 Addenda No. 4 2015-07-29 15 h 24 - Courriel 2480261 - 15-14382 Addenda No. 5 2015-08-04 14 h 21 - Courriel 2481141 - 15-14382

				Addenda No 6 2015-08-06 12 h 52 - Courriel 2482332 - 15-14382 Addenda No. 7 2015-08-10 22 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Électroméga Ltée. 105 Avenue Liberté Candiac, QC, J5R 3X8 http://www.electromega.com NEQ : 1143177658	Monsieur Pascal Lamoureux Téléphone : 450 635-1020 Télécopieur : 450 635-1021	**Commande : (984208)** 2015-07-07 15 h 37 **Transmission :** 2015-07-07 15 h 37	2467362 - 15-14382 Addenda No. 1 2015-07-10 10 h 55 - Courriel 2475656 - 15-14382 Addenda No. 2 2015-07-21 10 h 18 - Courriel 2476623 - 15-14382 Addenda No. 3 (devis) 2015-07-23 10 h 02 - Courriel 2476624 - 15-14382 Addenda No. 3 (plan) 2015-07-23 10 h 02 - Courriel 2478476 - 15-14382 Addenda No. 4 2015-07-29 15 h 24 - Courriel 2480261 - 15-14382 Addenda No. 5 2015-08-04 14 h 21 - Courriel 2481141 - 15-14382 Addenda No 6 2015-08-06 12 h 52 - Courriel 2482332 - 15-14382 Addenda No. 7 2015-08-10 22 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	franklin-empire inc 215 fortin Québec, QC, g1m 3m2	Monsieur Gino Breton Téléphone	**Commande : (985257)** 2015-07-09	2467362 - 15-14382 Addenda No. 1 2015-07-10 10 h 55

	http://www.feinc.com NEQ : 1143945633	: 418 683-1727 Télécopieur :	11 h **Transmission :** 2015-07-09 11 h	- Courriel 2475656 - 15-14382 Addenda No. 2 2015-07-21 10 h 18 - Courriel 2476623 - 15-14382 Addenda No. 3 (devis) 2015-07-23 10 h 02 - Courriel 2476624 - 15-14382 Addenda No. 3 (plan) 2015-07-23 10 h 02 - Courriel 2478476 - 15-14382 Addenda No. 4 2015-07-29 15 h 24 - Courriel 2480261 - 15-14382 Addenda No. 5 2015-08-04 14 h 21 - Courriel 2481141 - 15-14382 Addenda No 6 2015-08-06 12 h 52 - Courriel 2482332 - 15-14382 Addenda No. 7 2015-08-10 22 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	General Traffic Equipment Corp 259 Broadway 8455699000 Newburgh, NY, 12550 NEQ : 8455699000	Monsieur Raymond Staffon Téléphone : 845 569-9000 Télécopieur : 845 569-1800	**Commande : (990303)** 2015-07-22 11 h 39 **Transmission :** 2015-07-22 11 h 39	2467362 - 15-14382 Addenda No. 1 2015-07-22 11 h 39 - Téléchargement 2475656 - 15-14382 Addenda No. 2 2015-07-22 11 h 39 - Téléchargement 2476623 - 15-14382 Addenda No. 3 (devis) 2015-07-23 10 h 02 - Courriel 2476624 - 15-14382 Addenda No. 3 (plan) 2015-07-23 10 h 02 - Courriel 2478476 - 15-14382 Addenda No. 4

				2015-07-29 15 h 24 - Courriel 2480261 - 15-14382 Addenda No. 5 2015-08-04 14 h 21 - Courriel 2481141 - 15-14382 Addenda No 6 2015-08-06 12 h 52 - Courriel 2482332 - 15-14382 Addenda No. 7 2015-08-10 22 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Industries Precision Plus Inc. 1565 JEAN LACHAINE Sainte-Catherine, QC, J5C 1C2 NEQ : 1149662901	Monsieur SYLVAIN PELLAND Téléphone : 450 635-8685 Télécopieur : 450 635-8287	**Commande : (984607)** 2015-07-08 10 h 56 **Transmission :** 2015-07-08 10 h 56	2467362 - 15-14382 Addenda No. 1 2015-07-10 10 h 55 - Courriel 2475656 - 15-14382 Addenda No. 2 2015-07-21 10 h 18 - Courriel 2476623 - 15-14382 Addenda No. 3 (devis) 2015-07-23 10 h 02 - Courriel 2476624 - 15-14382 Addenda No. 3 (plan) 2015-07-23 10 h 02 - Courriel 2478476 - 15-14382 Addenda No. 4 2015-07-29 15 h 24 - Courriel 2480261 - 15-14382 Addenda No. 5 2015-08-04 14 h 21 - Courriel 2481141 - 15-14382 Addenda No 6 2015-08-06 12 h 52 - Courriel 2482332 - 15-14382 Addenda No. 7 2015-08-10 22 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Lampadaires Feralux Inc.. 2250 rue Bombardier Sainte-Julie, QC, J3E 2L6 NEQ : 1141918830	Madame Régine Gamache Téléphone : 450 649-4114 Télécopieur : 450 649-4940	**Commande : (985310)** 2015-07-09 11 h 47 **Transmission :** 2015-07-09 11 h 47	2467362 - 15-14382 Addenda No. 1 2015-07-10 10 h 55 - Courriel 2475656 - 15-14382 Addenda No. 2 2015-07-21 10 h 18 - Courriel 2476623 - 15-14382 Addenda No. 3 (devis) 2015-07-23 10 h 02 - Courriel 2476624 - 15-14382 Addenda No. 3 (plan) 2015-07-23 10 h 02 - Courriel 2478476 - 15-14382 Addenda No. 4 2015-07-29 15 h 24 - Courriel 2480261 - 15-14382 Addenda No. 5 2015-08-04 14 h 21 - Courriel 2481141 - 15-14382 Addenda No 6 2015-08-06 12 h 52 - Courriel 2482332 - 15-14382 Addenda No. 7 2015-08-10 22 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Métafab (1996) inc. 4155, Jean-Marchand Québec, QC, G2C 2J2 NEQ : 1142499764	Monsieur Michel Lamoureux Téléphone : 418 840-3684 Télécopieur : 418 840-4431	**Commande : (980829)** 2015-06-29 15 h 31 **Transmission :** 2015-06-29 15 h 31	2467362 - 15-14382 Addenda No. 1 2015-07-10 10 h 55 - Télécopie 2475656 - 15-14382 Addenda No. 2 2015-07-21 10 h 18 - Télécopie 2476623 - 15-14382 Addenda No. 3 (devis) 2015-07-23 14 h 29

				- Télécopie 2476624 - 15-14382 Addenda No. 3 (plan) 2015-07-23 10 h 18 - Messagerie 2478476 - 15-14382 Addenda No. 4 2015-07-29 15 h 25 - Télécopie 2480261 - 15-14382 Addenda No. 5 2015-08-04 15 h 05 - Messagerie 2481141 - 15-14382 Addenda No 6 2015-08-06 12 h 52 - Télécopie 2482332 - 15-14382 Addenda No. 7 2015-08-10 22 h 15 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Métal Pole-Lite Inc. 405, rue Saint-Louis Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B1Y6 NEQ : 1140611261	Madame Guylaine Toupin Téléphone : 514 312-7405 Télécopieur : 514 312-7409	**Commande : (992262)** 2015-07-30 11 h 26 **Transmission :** 2015-07-30 11 h 26	2467362 - 15-14382 Addenda No. 1 2015-07-30 11 h 26 - Téléchargement 2475656 - 15-14382 Addenda No. 2 2015-07-30 11 h 26 - Téléchargement 2476623 - 15-14382 Addenda No. 3 (devis) 2015-07-30 11 h 26 - Téléchargement 2476624 - 15-14382 Addenda No. 3 (plan) 2015-07-30 11 h 26 - Téléchargement 2478476 - 15-14382 Addenda No. 4 2015-07-30 11 h 26 - Téléchargement 2480261 - 15-14382 Addenda No. 5 2015-08-04 14 h 21 - Courriel 2481141 - 15-14382 Addenda No 6 2015-08-06 12 h 52 - Courriel

				2482332 - 15-14382 Addenda No. 7 2015-08-10 22 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Orange Traffic 18195 J.A. Bombardier Mirabel, QC, J7J0E7 NEQ : 1164353626	Madame Philippe Fugère Téléphone : 450 477-5262 Télécopieur :	**Commande : (981101)** 2015-06-30 9 h 30 **Transmission :** 2015-06-30 9 h 30	2467362 - 15-14382 Addenda No. 1 2015-07-10 10 h 54 - Courriel 2475656 - 15-14382 Addenda No. 2 2015-07-21 10 h 18 - Courriel 2476623 - 15-14382 Addenda No. 3 (devis) 2015-07-23 10 h 02 - Courriel 2476624 - 15-14382 Addenda No. 3 (plan) 2015-07-23 10 h 16 - Messagerie 2478476 - 15-14382 Addenda No. 4 2015-07-29 15 h 24 - Courriel 2480261 - 15-14382 Addenda No. 5 2015-08-04 14 h 21 - Courriel 2481141 - 15-14382 Addenda No 6 2015-08-06 12 h 52 - Courriel 2482332 - 15-14382 Addenda No. 7 2015-08-10 22 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Orange Traffic 18195 J.A. Bombardier Mirabel, QC, J7J0E7 NEQ : 1164353626	Monsieur Patrick Lauziere Téléphone : 450 477-5262	**Commande : (991016)** 2015-07-24 12 h 36 **Transmission :**	2467362 - 15-14382 Addenda No. 1 2015-07-24 12 h 36 - Téléchargement 2475656 - 15-14382 Addenda No. 2

		Télécopieur :	2015-07-24 12 h 36	2015-07-24 12 h 36 - Téléchargement 2476623 - 15-14382 Addenda No. 3 (devis) 2015-07-24 12 h 36 - Téléchargement 2476624 - 15-14382 Addenda No. 3 (plan) 2015-07-24 12 h 36 - Aucun 2478476 - 15-14382 Addenda No. 4 2015-07-29 15 h 24 - Courriel 2480261 - 15-14382 Addenda No. 5 2015-08-04 14 h 21 - Courriel 2481141 - 15-14382 Addenda No 6 2015-08-06 12 h 52 - Courriel 2482332 - 15-14382 Addenda No. 7 2015-08-10 22 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tacel ltée 8008 Jarry Montréal, QC, H1J 1H5 http://www.tacel.ca NEQ : 1147386263	Monsieur Gil Marques Téléphone : 514 252-4443 Télécopieur : 514 252-6915	**Commande : (983555)** 2015-07-06 17 h 09 **Transmission :** 2015-07-06 17 h 09	2467362 - 15-14382 Addenda No. 1 2015-07-10 10 h 55 - Télécopie 2475656 - 15-14382 Addenda No. 2 2015-07-21 10 h 18 - Télécopie 2476623 - 15-14382 Addenda No. 3 (devis) 2015-07-23 10 h 03 - Télécopie 2476624 - 15-14382 Addenda No. 3 (plan) 2015-07-23 10 h 17 - Messagerie 2478476 - 15-14382 Addenda No. 4 2015-07-29 15 h 25 - Télécopie

				2480261 - 15-14382 Addenda No. 5 2015-08-04 15 h 04 - Messagerie 2481141 - 15-14382 Addenda No 6 2015-08-06 12 h 52 - Télécopie 2482332 - 15-14382 Addenda No. 7 2015-08-10 22 h 15 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Trelec 324 Racette Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A 1R2 http://www.trelec.ca NEQ : 2240497752	Monsieur Michel Trepanier Téléphone : 418 878-8919 Télécopieur : 418 878-8920	**Commande : (981196)** 2015-06-30 11 h **Transmission :** 2015-06-30 11 h 58	2467362 - 15-14382 Addenda No. 1 2015-07-10 10 h 55 - Courriel 2475656 - 15-14382 Addenda No. 2 2015-07-21 10 h 18 - Courriel 2476623 - 15-14382 Addenda No. 3 (devis) 2015-07-23 10 h 02 - Courriel 2476624 - 15-14382 Addenda No. 3 (plan) 2015-07-23 10 h 16 - Messagerie 2478476 - 15-14382 Addenda No. 4 2015-07-29 15 h 24 - Courriel 2480261 - 15-14382 Addenda No. 5 2015-08-04 14 h 21 - Courriel 2481141 - 15-14382 Addenda No 6 2015-08-06 12 h 52 - Courriel 2482332 - 15-14382 Addenda No. 7 2015-08-10 22 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Ville de Montréal - Direction du greffe. 275 rue Notre-Dame Est Suite R-134 Montréal, QC, H2y 1c6 NEQ :	Madame MEYRANIE ST-HILAIRE Téléphone : 514 872-0509 Télécopieur : 514 872-5655	**Commande : (997715)** 2015-08-12 8 h 59 **Transmission :** 2015-08-12 8 h 59	2467362 - 15-14382 Addenda No. 1 2015-08-12 8 h 59 - Téléchargement 2475656 - 15-14382 Addenda No. 2 2015-08-12 8 h 59 - Téléchargement 2476623 - 15-14382 Addenda No. 3 (devis) 2015-08-12 8 h 59 - Téléchargement 2476624 - 15-14382 Addenda No. 3 (plan) 2015-08-12 8 h 59 - Téléchargement 2478476 - 15-14382 Addenda No. 4 2015-08-12 8 h 59 - Téléchargement 2480261 - 15-14382 Addenda No. 5 2015-08-12 8 h 59 - Téléchargement 2481141 - 15-14382 Addenda No 6 2015-08-12 8 h 59 - Téléchargement 2482332 - 15-14382 Addenda No. 7 2015-08-12 8 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

UPAC-Signaler un acte répréhensible

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés financiers

© 2003-2015 Tous droits réservés

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction de l'approvisionnement
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

PAR COURRIEL

Le 18 août 2016

Monsieur Sylvain Pelland
Industries Précision Plus inc.
1565, rue Jean Lachaîne
Sainte-Catherine (Québec) J5C 1C2

Courriel : s.pelland@iprecisionplus.com

Objet : **Demande de prolongation du délai initial de validité de la soumission déposée et avenant de la caution couvrant ce délai**
Appel d'offres n° 15-14382
FEUX DE CIRCULATION À DEL, MONTAGES, CAISSONS DE SERVICE, COFFRETS DE BRANCHEMENT, DÉTECTEURS VÉHICULAIRES, TÊTES DE FEUX SONORES, SYSTÈMES DE CAMÉRAS MOTORISÉES, BOUTONS PIÉTONS, INTERFACE GPS ET ACCESOIRES CONNEXES-PROJET DE SIGNALISATION LUMINEUSE-24 MOIS

Monsieur,

Dans le cadre de l'appel d'offres mentionné en objet, dont l'ouverture a eu lieu le 12 août 2015, le délai initial de validité de la soumission, spécifié à la clause 11 des clauses administratives particulières est insuffisant pour compléter le processus d'analyse des offres reçues.

La Ville de Montréal demande à chacun des soumissionnaires de transmettre son acceptation ou refus de maintenir intégralement, **jusqu'au 31 octobre 2016**, la soumission déposée par celui-ci. À cet effet, veuillez confirmer votre choix en apposant votre signature à l'endroit approprié sur le présent document.

Veuillez noter que seul un soumissionnaire ayant confirmé son acceptation du délai demandé pourra être considéré dans le processus d'octroi, d'un éventuel contrat dans le cadre de l'appel d'offres 15-14382. De plus si la garantie de soumission a été fournie sous la forme d'un cautionnement de soumission accompagné de la lettre d'engagement de la firme de caution, votre acceptation doit être accompagnée de l'avenant de la caution couvrant la période de prolongation demandée.

Veuillez nous retourner votre réponse, dans un délai raisonnable, avant le 22 août 2016, par télécopieur au numéro 514 872-9693.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation :

Signature — Date: 2016-août-17

Je refuse le délai de prolongation :

Signature — Date

Daniel Léger
Agent d'approvisionnement II

Courriel : dleger@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-1059
Téléc. : 514 872-9693

DL/ml

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction de l'approvisionnement
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

PAR COURRIEL

Le 18 août 2016

Monsieur Thierry Lamoureux
Vice-président opérations
Électroméga Ltée
105, avenue Laliberté,
Candiac (Québec) J5R 3X8

Courriel : tlamoureux@electromega.com

Objet : **Demande de prolongation du délai initial de validité de la soumission déposée et avenant de la caution couvrant ce délai**
Appel d'offres n° 15-14382
FEUX DE CIRCULATION À DEL, MONTAGES, CAISSONS DE SERVICE, COFFRETS DE BRANCHEMENT, DÉTECTEURS VÉHICULAIRES, TÊTES DE FEUX SONORES, SYSTÈMES DE CAMÉRAS MOTORISÉES, BOUTONS PIÉTONS, INTERFACE GPS ET ACCESOIRES CONNEXES-PROJET DE SIGNALISATION LUMINEUSE-24 MOIS

Monsieur,

Dans le cadre de l'appel d'offres mentionné en objet, dont l'ouverture a eu lieu le 12 août 2015, le délai initial de validité de la soumission, spécifié à la clause 11 des clauses administratives particulières est insuffisant pour compléter le processus d'analyse des offres reçues.

La Ville de Montréal demande à chacun des soumissionnaires de transmettre son acceptation ou refus de maintenir intégralement, **jusqu'au 31 octobre 2016**, la soumission déposée par celui-ci. À cet effet, veuillez confirmer votre choix en apposant votre signature à l'endroit approprié sur le présent document.

Veuillez noter que seul un soumissionnaire ayant confirmé son acceptation du délai demandé pourra être considéré dans le processus d'octroi, d'un éventuel contrat dans le cadre de l'appel d'offres 15-14382. De plus si la garantie de soumission a été fournie sous la forme d'un cautionnement de soumission accompagné de la lettre d'engagement de la firme de caution, votre acceptation doit être accompagnée de l'avenant de la caution couvrant la période de prolongation demandée.

Veuillez nous retourner votre réponse, dans un délai raisonnable, avant le 22 août 2016, par télécopieur au numéro 514 872-9693.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ Signature 2016-08-22 Date

Je refuse le délai de prolongation : _____ Signature _____ Date

Daniel Léger
Agent d'approvisionnement II

Courriel : dleger@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-1059
Téléc. : 514 872-9693

DL/ml

AOUT 22. 2016 3:57PM ELECTROMEGA N° 5142 P. 1/1

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction de l'approvisionnement
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

PAR COURRIEL

Le 18 août 2016

Monsieur Michel Trépanier, ing
Ventes Techniques Trelec enr.
324 route Racette
Saint-Augustin de-Desmaures (Québec) G3A 1R2

Courriel : michel@trelec.ca

Objet : **Demande de prolongation du délai initial de validité de la soumission déposée et avenant de la caution couvrant ce délai**
Appel d'offres n° 15-14382
FEUX DE CIRCULATION À DEL, MONTAGES, CAISSONS DE SERVICE, COFFRETS DE BRANCHEMENT, DÉTECTEURS VÉHICULAIRES, TÊTES DE FEUX SONORES, SYSTÈMES DE CAMÉRAS MOTORISÉES, BOUTONS PIÉTONS, INTERFACE GPS ET ACCESOIRES CONNEXES-PROJET DE SIGNALISATION LUMINEUSE-24 MOIS

Monsieur,

Dans le cadre de l'appel d'offres mentionné en objet, dont l'ouverture a eu lieu le 12 août 2015, le délai initial de validité de la soumission, spécifié à la clause 11 des clauses administratives particulières est insuffisant pour compléter le processus d'analyse des offres reçues.

La Ville de Montréal demande à chacun des soumissionnaires de transmettre son acceptation ou refus de maintenir intégralement, **jusqu'au 31 octobre 2016**, la soumission déposée par celui-ci. À cet effet, veuillez confirmer votre choix en apposant votre signature à l'endroit approprié sur le présent document.

Veuillez noter que seul un soumissionnaire ayant confirmé son acceptation du délai demandé pourra être considéré dans le processus d'octroi, d'un éventuel contrat dans le cadre de l'appel d'offres 15-14382. De plus si la garantie de soumission a été fournie sous la forme d'un cautionnement de soumission accompagné de la lettre d'engagement de la firme de caution, votre acceptation doit être accompagnée de l'avenant de la caution couvrant la période de prolongation demandée.

Veuillez nous retourner votre réponse, dans un délai raisonnable, avant le 22 août 2016, par télécopieur au numéro 514 872-9693.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ 18 AOÛT 2016
Signature Date

Je refuse le délai de prolongation : _____ _____
Signature Date

Daniel Léger
Agent d'approvisionnement II

Courriel : dleger@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-1059
Téléc. : 514 872-9693

DL/ml

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction de l'approvisionnement
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

PAR COURRIEL

Le 18 août 2016

Monsieur Yassine Benamghar
Directeur des opérations
Tacel ltée
8008, rue Jarry
Montréal (Québec) H1J 1H5

Courriel : yassine.benamghar@tacel.ca

Objet : **Demande de prolongation du délai initial de validité de la soumission déposée et avenant de la caution couvrant ce délai**
Appel d'offres n° 15-14382
FEUX DE CIRCULATION À DEL, MONTAGES, CAISSONS DE SERVICE, COFFRETS DE BRANCHEMENT, DÉTECTEURS VÉHICULAIRES, TÊTES DE FEUX SONORES, SYSTÈMES DE CAMÉRAS MOTORISÉES, BOUTONS PIÉTONS, INTERFACE GPS ET ACCESOIRES CONNEXES-PROJET DE SIGNALISATION LUMINEUSE-24 MOIS

Monsieur,

Dans le cadre de l'appel d'offres mentionné en objet, dont l'ouverture a eu lieu le 12 août 2015, le délai initial de validité de la soumission, spécifié à la clause 11 des clauses administratives particulières est insuffisant pour compléter le processus d'analyse des offres reçues.

La Ville de Montréal demande à chacun des soumissionnaires de transmettre son acceptation ou refus de maintenir intégralement, **jusqu'au 31 octobre 2016**, la soumission déposée par celui-ci. À cet effet, veuillez confirmer votre choix en apposant votre signature à l'endroit approprié sur le présent document.

Veuillez noter que seul un soumissionnaire ayant confirmé son acceptation du délai demandé pourra être considéré dans le processus d'octroi, d'un éventuel contrat dans le cadre de l'appel d'offres 15-14382. De plus si la garantie de soumission a été fournie sous la forme d'un cautionnement de soumission accompagné de la lettre d'engagement de la firme de caution, votre acceptation doit être accompagnée de l'avenant de la caution couvrant la période de prolongation demandée.

Veuillez nous retourner votre réponse, dans un délai raisonnable, avant le 22 août 2016, par télécopieur au numéro 514 872-9693.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ Signature — 2016-08-18 Date

Je refuse le délai de prolongation : _____ Signature — _____ Date

Daniel Léger
Agent d'approvisionnement II

Courriel : dleger@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-1059
Téléc. : 514 872-9693

DL/ml

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction de l'approvisionnement
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

PAR COURRIEL

Le 18 août 2016

Monsieur Philippe Fugère
VP Dév. Des affaires
Orange Traffic Inc
18195, rue J.-A.-Bombardier
Mirabel (Québec) J7J 0E7

Courriel : admin@orangetraffic.com

Objet : **Demande de prolongation du délai initial de validité de la soumission déposée et avenant de la caution couvrant ce délai**
Appel d'offres n° 15-14382
FEUX DE CIRCULATION À DEL, MONTAGES, CAISSONS DE SERVICE, COFFRETS DE BRANCHEMENT, DÉTECTEURS VÉHICULAIRES, TÊTES DE FEUX SONORES, SYSTÈMES DE CAMÉRAS MOTORISÉES, BOUTONS PIÉTONS, INTERFACE GPS ET ACCESOIRES CONNEXES-PROJET DE SIGNALISATION LUMINEUSE-24 MOIS

Monsieur,

Dans le cadre de l'appel d'offres mentionné en objet, dont l'ouverture a eu lieu le 12 août 2015, le délai initial de validité de la soumission, spécifié à la clause 11 des clauses administratives particulières est insuffisant pour compléter le processus d'analyse des offres reçues.

La Ville de Montréal demande à chacun des soumissionnaires de transmettre son acceptation ou refus de maintenir intégralement, **jusqu'au 31 octobre 2016**, la soumission déposée par celui-ci. À cet effet, veuillez confirmer votre choix en apposant votre signature à l'endroit approprié sur le présent document.

Veuillez noter que seul un soumissionnaire ayant confirmé son acceptation du délai demandé pourra être considéré dans le processus d'octroi, d'un éventuel contrat dans le cadre de l'appel d'offres 15-14382. De plus si la garantie de soumission a été fournie sous la forme d'un cautionnement de soumission accompagné de la lettre d'engagement de la firme de caution, votre acceptation doit être accompagnée de l'avenant de la caution couvrant la période de prolongation demandée.

Veuillez nous retourner votre réponse, dans un délai raisonnable, avant le 22 août 2016, par télécopieur au numéro 514 872-9693.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ Signature _____ 18-08-16 Date

Je refuse le délai de prolongation : _____ Signature _____ Date

Daniel Léger
Agent d'approvisionnement II

Courriel : dleger@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-1059
Téléc. : 514 872-9693

DL/ml

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1163838002

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Thibault & Associés, pour la fourniture d'un véhicule d'intervention en matières dangereuses, composé d'une boîte de type Walk-In/Walk-Around de 24' montée sur un châssis à cabine avancée et surbaissée avec partie arrière aménagée en poste de travail, de marque-modèle Pierce Impel (châssis) et Pierce HDR Walk-In (boîte en aluminium), pour une somme maximale de 1 116 293,88 $, incluant taxes et contingences - Appel d'offres public 16-15106 (2 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Thibault & Associés, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture d'un véhicule d'intervention en matières dangereuses, composé d'une boîte de type Walk-In/Walk-Around de 24' montée sur un châssis à cabine avancée et surbaissée avec partie arrière aménagée en poste de travail, de marque-modèle Pierce Impel (châssis) et Pierce HDR Walk-In (boîte en aluminium), au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 116 293.88 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15106;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-01 16:22

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163838002**

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Thibault & Associés, pour la fourniture d'un véhicule d'intervention en matières dangereuses, composé d'une boîte de type Walk-In/Walk-Around de 24' montée sur un châssis à cabine avancée et surbaissée avec partie arrière aménagée en poste de travail, de marque-modèle Pierce Impel (châssis) et Pierce HDR Walk-In (boîte en aluminium), pour une somme maximale de 1 116 293,88 $, incluant taxes et contingences - Appel d'offres public 16-15106 (2 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) dispose de ressources lui permettant de répondre à divers types d'intervention spécialisée. Parmi ces équipes, le groupe d'intervention en matières dangereuses (GIMD) est appelé à intervenir en présence d'une substance toxique. Ce groupe d'intervention en matières dangereuses dispose d'une vaste gamme d'outils lui permettant de déceler, de contrôler, de limiter et de stabiliser les déversements et fuites de matières dangereuses. Cette équipe est également formée pour décontaminer les gens ainsi que l'équipement, de même que pour intervenir lors d'un événement susceptible d'être un acte de terrorisme.
Le présent dossier vise le remplacement du véhicule d'intervention en matières dangereuses (unité 1729) qui a dépassé son espérance de vie utile. Le nouveau véhicule permettra de répondre à l'évolution des besoins de cette équipe spécialisée. Des techniciens experts en matières dangereuses et CBRN du SIM ont élaboré les besoins du nouveau véhicule.

L'appel d'offres public a été lancé sur SÉAO le 29 février 2016 pour une ouverture de soumissions le 25 avril 2016, permettant ainsi 55 jours aux preneurs de cahiers de charge pour déposer une proposition. Deux addenda ont été émis le 4 mars 2016 et le 12 avril 2016. Le premier addenda concerne le report de la date d'ouverture des soumissions du 30 mars au 25 avril 2016. Le deuxième addenda porte principalement sur l'augmentation de la capacité des essieux/suspension et pneus des ponts avant et arrière. Il y a aussi une précision concernant l'ajustement des sièges arrière.

Les soumissions sont valides 150 jours calendrier suivant la date d'ouverture des soumissions du 25 avril 2016. Une demande de prolongation du maintien de l'offre des soumissionnaires a été acceptée par les soumissionnaires jusqu'au 1er novembre 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s/o

DESCRIPTION

La présente acquisition d'un véhicule d'intervention en matières dangereuses permettra le remplacement de l'unité 1729 qui a dépassé sa vie utile. L'unité 1729 (382-91285) mise en service en 1991 atteint 25 années de service et sera mise au rancart.

JUSTIFICATION

Tableau des preneurs de cahiers de charge

Preneurs du cahier de charge	Soumissions déposées		% de preneurs soumissionnaires
	Oui	Non	
7	2	5	28,6%

Motifs de non dépôt de soumissions : Cinq des sept preneurs de cahiers des charges n'ont pas présenté d'offres pour les motifs suivants : le produit sollicité n'est pas dans leurs fabrications standards d'équipements.

Les soumissions ont été évaluées en fonction de la conformité technique par l'unité requérante.

Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme

Soumissions conformes	Total
Thibault & Associés (2968-8280 Québec inc.)	1 063 137,03 $
Super Vacuum Manufacuring Co., Inc.	1 073 875,70 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 052 021,25 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumissions)	1 068 506,37 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions confomes - la plus basse) / la plus basse) x 100	0,51%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)	10 738,67 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	1,01%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme - estimation)	11 115,78 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100	-0,50%

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 1 116 293,88 $, taxes incluses, sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 1 019 325,11 $ (net de ristourne) sera financé par les règlements d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 15-033 et RCG 16-018. Cette acquisition est prévu au programme de remplacement de véhicules du Service de sécurité incendie de Montréal (projet 71080).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Le décaissement sera effectué en 2018, compte tenu du délai de fabrication de 600 jours.

La dépense totale de 1 116 293,88 $ inclut des contingences de 5 %, soit de 53 156,85 $ pour des modifications apportées à la suite de la rencontre de préfabrication.

Les besoins technologiques et de radiocommunications pour ce véhicule feront l'objet d'un appel d'offres distinct.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce camion permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de particules fines puisque son moteur, si on le compare avec celui du véhicule à être remplacé, est :

- plus efficace au niveau de la consommation de carburant;
- muni d'une technologie à l'urée qui diminue encore plus les émissions de gaz nocifs pour l'environnement ;
- muni d'un filtre à particules qui empêche l'émission dans l'environnement de particules solides (suies) nocives pour la santé.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le remplacement de l'unité 1729 permettra :

- d'assurer la couverture de risques pour les équipes spécialisées;
- de réduire les coûts d'entretien et le temps d'immobilisation de l'unité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du bon de commande : septembre 2016

Délai de fabrication : 600 jours

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Renée VEILLETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Lyne LAMBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

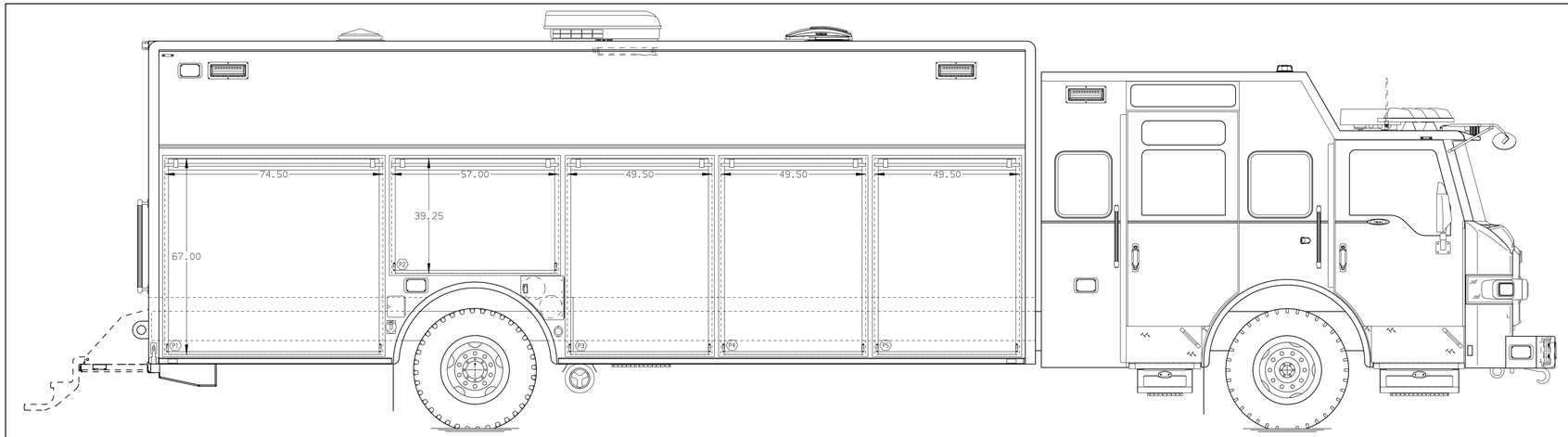
Lucie MC CUTCHEON, Service du matériel roulant et des ateliers

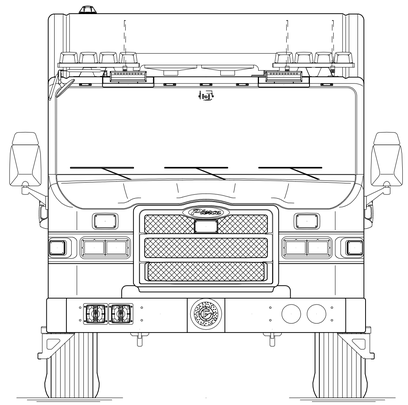
Lecture :

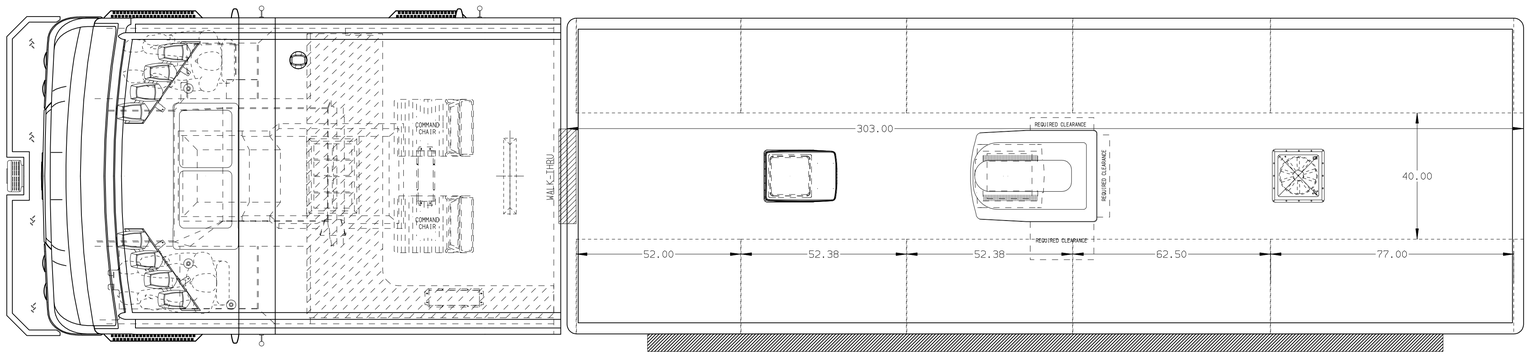
Lucie MC CUTCHEON, 23 août 2016

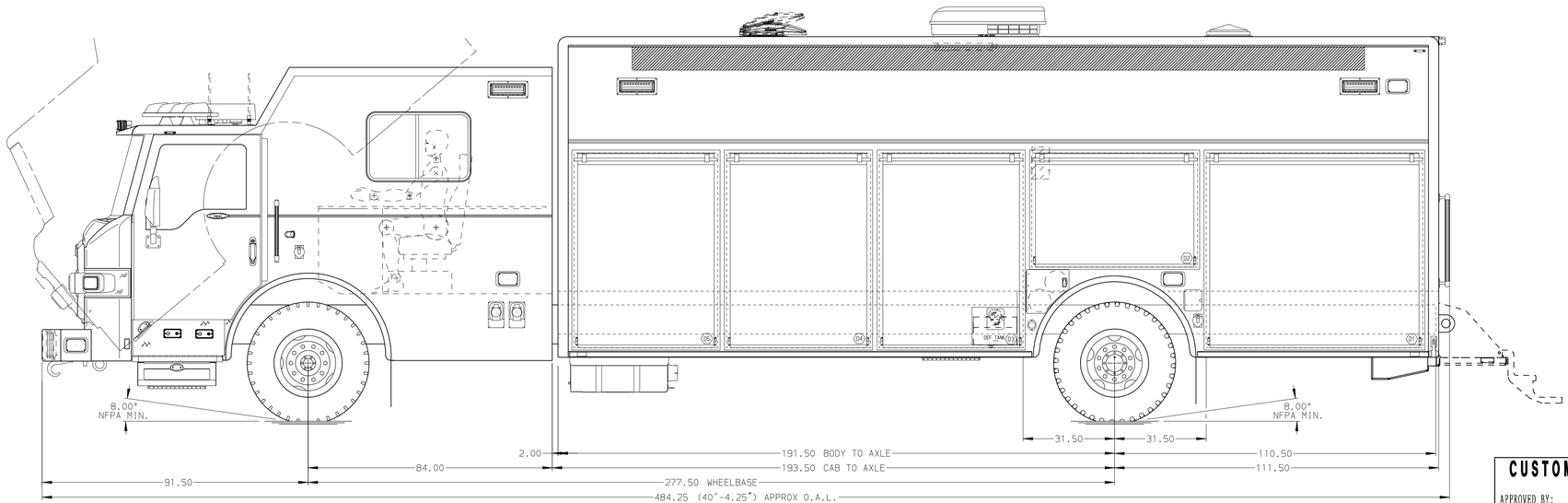
RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-06-21
Yves TOUSIGNANT Chef aux opérations	Sylvie GIRARD Chef de division
Tél : 514 872-8281 **Télécop. :** 514 872-6894	**Tél :** 514 872-4711 **Télécop. :** 514 872-6894

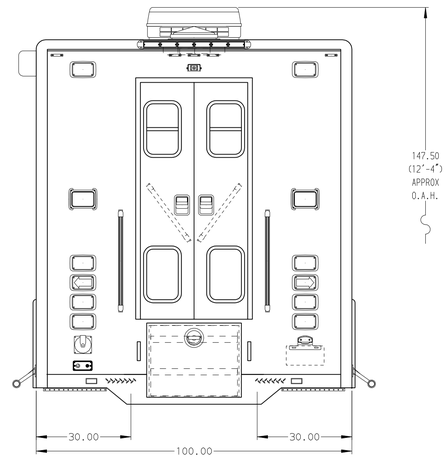
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**
Michel DENIS Directeur adjoint - Direction de la prévention et de la planification	François SIM MASSÉ Directeur
Tél : 514 872-8420 **Approuvé le :** 2016-09-01	**Tél :** 514 872-3761 **Approuvé le :** 2016-09-01











NOTE

DIMENSIONS SHOWN ARE APPROXIMATE AND ARE SUBJECT TO MINOR DEVIATIONS AS MAY OCCUR OR BE NECESSARY IN CONSTRUCTION.
MINOR DETAILS NOT SHOWN.

NOTES:
1. ONAN 25kW SINGLE PHASE PTO DRIVEN GENERATOR LOCATED BETWEEN THE FRAME RAILS

CLEAR DOOR WIDTH KEY

AMDOR ROLL UP DOORS:	-1 7/8"
GORTITE ROLL UP DOORS:	-2 3/4"
PIERCE DOUBLE LAP DOORS:	-4 1/4"
PIERCE LIFT-UP LAP DOORS:	-1 1/2"

(EX: 60"F-F - 1 7/8"= 58 1/8" CLEAR)
(F-F)= FRAME TO FRAME

REV	DATE	BY	CH
V	14APR16	DHE	-

CHASSIS DATA
MAKE: PIERCE
MODEL: IMFR8420

CUSTOMER APPROVAL

APPROVED BY: _____

DATE: _____

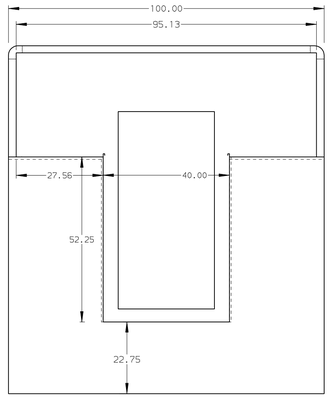
PIERCE MANUFACTURING INC.

TITLE: HEAVY DUTY RESCUE
WALKIN

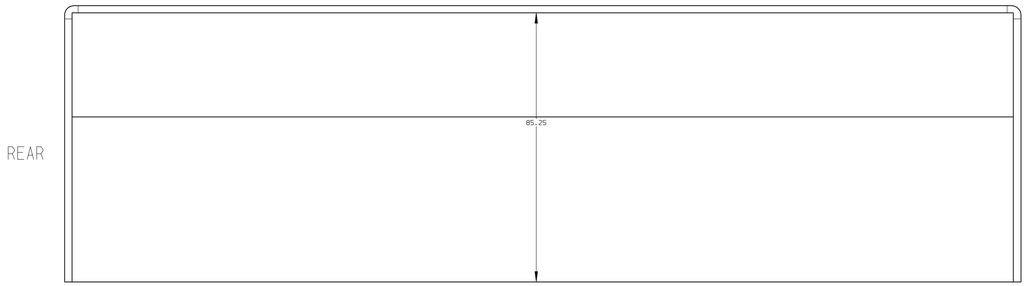
FOR: MONTREAL
BID #491

DWG NO. 04-2459-SH1

JOB NO. PRELIM
SCALE 1:24
DATE
DRAWN BY DHE 08APR16
CHECKED BY SBR 08APR16
SHEET SIZE D
SHEET NO. 1 OF 1

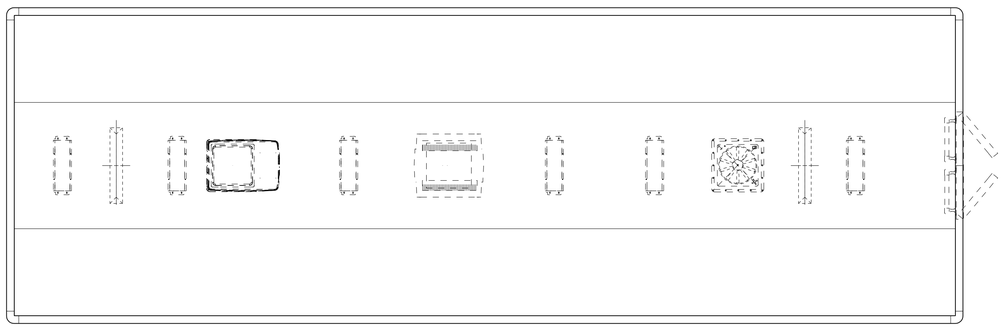


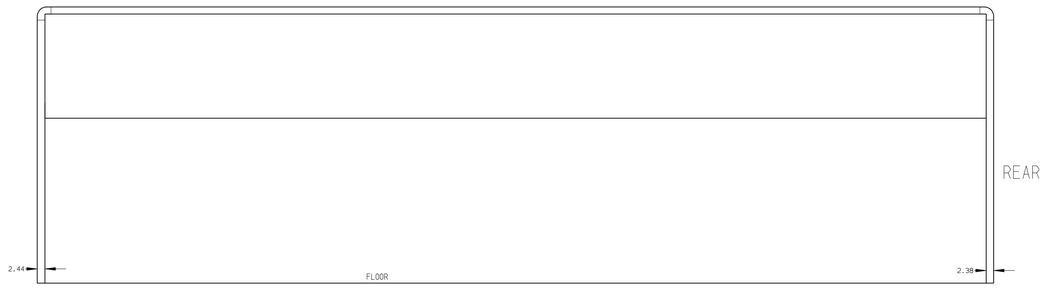
VIEWED FROM REAR
LOOKING TOWARDS THE FRONT



DRIVER SIDE INTERIOR SECT. B-B







PASSENGER SIDE INTERIOR SECT. A-A

NOTE
DIMENSIONS SHOWN ARE APPROXIMATE AND ARE SUBJECT TO MINOR DEVIATIONS AS MAY OCCUR OR BE NECESSARY IN CONSTRUCTION.
MINOR DETAILS NOT SHOWN.

NOTES:

CUSTOMER APPROVAL
APPROVED BY: _____
DATE: _____

REV	DATE	BY	CH
V	14APR16	DHE	-

CHASSIS DATA
MAKE: -
MODEL: -

Pierce MANUFACTURING INC.

TITLE: HEAVY DUTY RESCUE
WALKIN
FOR: MONTREAL
BID #491

DWG NO. 04-2459-SH2

JOB NO.	PRELIM
SCALE 1:24	DATE
DRAWN BY DHE	08APR16
CHECKED BY SBR	08APR16
SHEET SIZE D	SHEET NO. 2 OF 2

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1163838002

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Objet :	Accorder un contrat à Thibault & Associés, pour la fourniture d'un véhicule d'intervention en matières dangereuses, composé d'une boîte de type Walk-In/Walk-Around de 24' montée sur un châssis à cabine avancée et surbaissée avec partie arrière aménagée en poste de travail, de marque-modèle Pierce Impel (châssis) et Pierce HDR Walk-In (boîte en aluminium), pour une somme maximale de 1 116 293,88 $, incluant taxes et contingences - Appel d'offres public 16-15106 (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Intervention.pdf15106 DET CAH FINAL.pdf15106 PV.pdf16-15106 -tcp.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-22

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens
Tél : 514 872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15106 — No du GDD : 1163838002

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'un véhicule d'intervention en matières dangereuses pour les besoins du service de Sécurité incendie de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 2 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 25 - 4 - 2016

Ouverture faite le : 25 - 4 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 12 - 4 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 55 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 9 - 2016

Date d'échéance révisée : 22 - 9 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
2968-8280 QUÉBEC INC. (THIBAULT ET ASSOCIÉS)	1 063 137,03 $	√	
SUPER VACUUM MANUFACTURING CO.	1 073 875,70 $		

Information additionnelle

Raisons de non-dépôt de soumissions :
Cinq des sept preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offres pour les motifs suivants : le produit sollicité n'est pas dans leurs fabrications standards d'équipements.

Préparé par : Renée Veillette — Le 22 - 6 - 2016

Direction générale adjointe
Services institutionnels - Service de l'approvisionnement

9515, rue St-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Tableau de prix

Appel d'offres public

TITRE: **Acquisition d'un véhicule d'intervention en matières dangereuses pour les besoins du service de Sécurité incendie de Montréal**	**Ouverture des soumissions** **jour** 25 **mois** 4 **année** 2016	**No soumission** **16-15106**

			Thibault & Associés (2968-8280 QUÉBEC INC.) **17790** *		Super Vacuum Manufacuriing Co., Inc. **17791**	
Article		**Qtée**		**Motant total**	**Prix unitaire**	**Motant total**
1	Acquisition d'un véhicule d'intervention, composé d'une boîte en aluminium montée sur un châssis de camion à cabine avancée avec les caractéristiques, les équipements et les accessoires selon les caractéristiques décrites au devis.	1	924 650,00 $	924 650,00 $	933 990,00 $	933 990,00 $
2	Droit spécifique à tous les pneus neufs, selon les dimensions décrites à la clause n° 14 des clauses administratives particulières.	6	3,00 $	18,00 $	3,00 $	18,00 $
	TOTAL AVANT TAXES :			924 668,00 $		934 008,00 $
	T.P.S. 5 % :			46 233,40 $		46 700,40 $
	T.V.Q. 9,975 % :			92 235,63 $		93 167,30 $
	MONTANT TOTAL :			1 063 137,03 $		1 073 875,70 $
CONDITION DE PAIEMENT :			Net 30 jours		Net 30 jours	
DÉLAI DE LIVRAISON :			600 jours		360 à 390 jours	
CLAUSE PÉNALITÉ ACTIVE:			Oui		Oui	
SIGNATURE :			Oui		Oui	
GARANTIE DE SOUMISSION :			Oui		Oui	
ACHAT DU CAHIER DES CHARGES VIA SEAO			Oui		Oui	
VÉRIFICATIONS - REQ - AMF - RENA - LNPC			Oui		AMF	
Numéro de NEQ			1147359138		Entreprise Américaine	

Remarque :

Correction - Erreur de transcription

Plus bas soumisisonniare conforme administrativement

Vérifié par: Renée Veillette/hm	**Jour**	**Mois**	**Année**
	4	5	2016

Renée Veillette

Liste des commandes

Numéro : 16-15106
Numéro de référence : 958241
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'un véhicule d'intervention en matières dangereuses pour les besoins du Service de Sécurité incendie de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aréo-feu ltée 5205, J.A. Bombardier Longueuil, QC, J3Z 1G4 NEQ : 1145941218	Monsieur Éric Chagnon Téléphone : 450 651-2240 Télécopieur : 450 651-1970	**Commande : (1079680)** 2016-03-01 8 h 57 **Transmission :** 2016-03-01 8 h 57	2559224 - 16-15106 Addenda No 1 - Report de date 2016-03-04 9 h 51 - Télécopie 2578706 - 16-15106 Addenda No 2 2016-04-12 14 h 38 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Industries Lafleur Inc 2359 boul Fiset Sorel-Tracy, QC, J3P 5K2 http://www.industrieslafleur.com NEQ : 1148865182	Monsieur Pierre Thibault Téléphone : 450 743-3918 Télécopieur : 450 743-3906	**Commande : (1080031)** 2016-03-01 11 h 56 **Transmission :** 2016-03-01 11 h 56	2559224 - 16-15106 Addenda No 1 - Report de date 2016-03-04 9 h 51 - Télécopie 2578706 - 16-15106 Addenda No 2 2016-04-12 14 h 39 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan)

				: Messagerie (Purolator)
☐	Maxi Métal Inc.. 9345 25e Avenue est Saint-Georges, QC, G6A 1L1 http://www.maximetal.com NEQ : 1165903171	Madame Chantal Tanguay Téléphone : 418 228-6637 Télécopieur : 418 228-0493	**Commande : (1079484)** 2016-02-29 17 h 13 **Transmission :** 2016-02-29 17 h 13	2559224 - 16-15106 Addenda No 1 - Report de date 2016-03-04 9 h 50 - Courriel 2578706 - 16-15106 Addenda No 2 2016-04-12 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Super Vacuum Manufacuriing Co., Inc. 30686-A Matsqui Place Abbotsford, BC, V2T6L4 NEQ :	Monsieur Sean Montague Téléphone : 604 743-0090 Télécopieur : 604 504-2415	**Commande : (1080345)** 2016-03-01 16 h 32 **Transmission :** 2016-03-01 16 h 32	2559224 - 16-15106 Addenda No 1 - Report de date 2016-03-04 9 h 50 - Courriel 2578706 - 16-15106 Addenda No 2 2016-04-12 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Supervac 2000 1170 , chemin Industriel Lévis, QC, G7A 1B3 http://www.supervac2000.com NEQ : 1148087365	Monsieur Réjean Lachance Téléphone : 418 839-5702 Télécopieur : 418 839-1816	**Commande : (1093873)** 2016-03-23 11 h 48 **Transmission :** 2016-03-23 11 h 48	2559224 - 16-15106 Addenda No 1 - Report de date 2016-03-23 11 h 48 - Téléchargement 2578706 - 16-15106 Addenda No 2 2016-04-12 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Techno Feu inc 105 route Marie-Victorin Saint-François-du-Lac, QC, J0G 1M0 NEQ : 1165947418	Monsieur Francois Proulx Téléphone : 450 568-2777 Télécopieur : 450 568-0211	**Commande : (1079842)** 2016-03-01 10 h 18 **Transmission :** 2016-03-01 10 h 18	2559224 - 16-15106 Addenda No 1 - Report de date 2016-03-04 9 h 50 - Courriel 2578706 - 16-15106 Addenda No 2 2016-04-12 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Thibault & Associés. 2250 Andre C Hamel Drummondville, QC, J2C 8B1 NEQ : 1147359138	Monsieur Jean Thibault Téléphone : 819 474-2111 Télécopieur : 877 641-7605	**Commande : (1080084)** 2016-03-01 13 h 12 **Transmission :** 2016-03-01 13 h 12	2559224 - 16-15106 Addenda No 1 - Report de date 2016-03-04 9 h 50 - Courriel 2578706 - 16-15106 Addenda No 2 2016-04-12 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163838002

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Objet :	Accorder un contrat à Thibault & Associés, pour la fourniture d'un véhicule d'intervention en matières dangereuses, composé d'une boîte de type Walk-In/Walk-Around de 24' montée sur un châssis à cabine avancée et surbaissée avec partie arrière aménagée en poste de travail, de marque-modèle Pierce Impel (châssis) et Pierce HDR Walk-In (boîte en aluminium), pour une somme maximale de 1 116 293,88 $, incluant taxes et contingences - Appel d'offres public 16-15106 (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1163838002 Véhicule interv mat dangereuse SIM.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Lyne LAMBERT
Conseillère budgetaire

Tél : 514-872-1093

Co-auteur:
Abdel Yahyaoui
Agent comptable analyste
514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-25

Michel T TREMBLAY
Conseiller en gestion des ressources financière - C/E
Tél : 514 872-0470

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1160077001

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services d'entretien préventif et de réparations avec la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, d'une durée de 36 mois, pour l'entretien, la réparation et l'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 721 856,13 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois, pour l'entretien et la réparation des systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers;

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, s'engage à fournir à la Ville les services requis à cette fin, conformément aux documents de l'offre de cette firme en date du 22 août 2016 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;
2. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement du Service de sécurité incendie de Montréal et ce au rythme des besoins à combler. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-01 16:27

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160077001**

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services d'entretien préventif et de réparations avec la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, d'une durée de 36 mois, pour l'entretien, la réparation et l'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 721 856,13 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Le parc immobilier du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) compte 67 casernes. Afin de se conformer aux exigences du règlement sur la santé et la sécurité du travail, relativement aux normes d'exposition aux fumées de diesel dans les casernes de pompiers de Montréal, et à la demande de la CSST, le SIM s'est engagé à mettre en place un programme afin de doter l'ensemble des casernes d'un système de captation des gaz à la source d'ici la fin de 2018.
En 2015, 47 casernes étaient munies d'un système de captation des gaz à la source, soit l'équivalent de 105 baies de garage. À terme, 65 casernes seront munies d'un système de captation des gaz à la source, ce qui représente 181 baies de garage. Deux casernes font exception : la caserne 30, située dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, qui, vu l'étroitesse des baies de garage, sera munie d'un système de ventilation et d'extraction des gaz et la caserne saisonnière de l'Île Sainte-Hélène dont le camion est stationné à l'extérieur dans un abri temporaire.

Le programme d'entretien préventif, prévu dans la présente entente pour une durée de 36 mois, est en soi complémentaire et indissociable du programme d'acquisition des systèmes de captation des gaz à la source. Le SIM doit s'assurer que l'ensemble des systèmes est en bon état et que les réparations sont effectuées dans des délais restreints. Les systèmes de captation Nederman ont une durée de vie d'environ 25 ans. Les premiers systèmes ont été acquis dans les années 2000.

La firme Nederman Canada Limited, à titre de fabricant du système de captation des gaz Magna, est le seul entrepreneur autorisé à effectuer le service et les réparations de son système et est donc considéré comme fournisseur unique pour la présente entente. De plus, la garantie du système Magna n'est valable que si les réparations ou modifications sont effectuées par un représentant autorisé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0463 - 20 décembre 2012 - Conclure une entente-cadre de services d'entretien préventif et de réparations avec la firme Nederman Canada, fournisseur unique, d'une durée de 36 mois, pour l'entretien et la réparation des systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 406 089,83 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin
CE11 1025 - 6 juillet 2011 - Accorder un contrat à la firme Nederman Canada, pour l'entretien et la réparation des systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une durée d'un an, au prix total approximatif de 74 791,19 $ taxes incluses - (fournisseur unique)

DESCRIPTION

Cette entente d'une durée de 36 mois comprend deux volets, à savoir :

- **Les services de base**
  - quatre inspections d'entretien préventif
- **Les services additionnels**
  - main-d'oeuvre pour réparations diverses à la suite des inspections ou des bris occasionnels
  - acquisition de pièces de remplacement
  - acquisition de receveurs radio et transmetteurs afin d'assurer la compatibilité des systèmes de l'ancienne et de la nouvelle génération

Les services de base et les services additionnels sont définis dans la convention de services d'entretien préventif et de réparation. Les taux horaires pour les réparations et le coût des pièces sont définis dans les annexes de la convention.

JUSTIFICATION

L'entretien préventif assure le maintien de l'actif en bon état, prolonge la durée de vie et réduit les bris occasionnels tout en générant des économies. De plus, en concluant une entente d'entretien, le SIM bénéficie de rabais de l'ordre de 25 % sur les pièces de remplacement.

L'offre de la firme Nederman porte sur les services de base, comprenant les quatre entretiens préventifs. Les services additionnels, dont la main-d'oeuvre, les pièces et les matériaux seront facturés au coût selon la convention.

Soumissionnaire	**Prix de base** (avec taxes)	**Total**
Nederman Canada Limited	125 579,14 $	125 579,14 $
Dernière estimation réalisée (interne)	**123 627,42 $**	**123 627,42 $**
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (L'adjudicataire – l'estimation)		1 951,72 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire – estimation / estimation) X 100		1,58 %

L'écart entre l'offre de la firme Nederman pour les services de base et l'estimé interne du SIM est de l'ordre de 1,6 %, ce qui est très raisonnable. Les taux horaires pour les services additionnels ont quant à eux subi une hausse de 6 % par rapport aux taux de 2015, passant

de 105 $ à 111 $. Cette hausse s'explique par le fait que Nederman avait sous-estimé ses frais dans la dernière entente, l'augmentation de 6 % tient compte des coûts réels de l'historique des trois dernières années. Pour ce qui est du coût des pièces, une hausse d'environ 9 % est en grande partie attribuable au taux de change.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'estimation globale de l'entente tient compte de l'ajout progressif de nouveaux systèmes de captation d'ici 2018. Conséquemment, l'estimation du coût des entretiens préventifs, des réparations diverses et l'acquisition de pièces augmenteront proportionnellement en fonction des ajouts de nouveaux systèmes de captation.
Le montant total s'élève à 721 856,13 $ taxes incluses, selon la répartition suivante :

	2016	**2017**	**2018**	**2019**	**Total**
Services de base	30 477,57 $	47 440,98$	54 799,96 $	54 799,96 $	187 518,47 $
Services additionnels					
Réparations diverses	21 937,23 $	89 084,90 $	96 188,17 $	79 105,63 $	286 315,93 $
Pièces de remplacement	10 025,82 $	40 713,85 $	43 960,21 $	36 153,10 $	130 852,98 $
Receveurs et transmetteurs	82 794,65 $	-	-	-	82 794,65 $
Contingences 5 %	7 261,76 $	8 861,99 $	9 747,42 $	8 502,93 $	34 374,10 $
Total	**152 497,03 $**	**186 101,72 $**	**204 695,76 $**	**178 561,62 $**	**721 856,13 $**

Les crédits sont prévus au budget de fonctionnement du SIM, à même un budget prévu pour l'entretien préventif, les réparations et l'acquisition de pièces. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les systèmes de captation des gaz à la source améliore la qualité de vie, la santé et la sécurité des pompiers dans les casernes. Le programme d'entretien préventif permet de prolonger la durée de vie des systèmes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les systèmes de captation des gaz doivent être fonctionnels afin d'assurer la santé et la sécurité au travail des pompiers et de rencontrer les exigences du règlement sur la santé et la sécurité du travail.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de l'entente-cadre : 29 septembre 2016
Entrée en vigueur de l'entente-cadre : 30 septembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hélène MAURICE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Andrée SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Eliane CLAVETTE, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Eliane CLAVETTE, 29 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carole GUÉRIN
Chef de section - ressources matérielles

Tél : (514) 872-8196
Télécop. : (514) 868-1082

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-26

Sylvie GIRARD
Chef de division

Tél : 514 872-4711
Télécop. : 514 872-7507

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel DENIS
Directeur adjoint - Direction de la prévention et de la planification
Tél : 514 872-8420
Approuvé le : 2016-09-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

François SIM MASSÉ
Directeur

Tél : 514 872-3761
Approuvé le : 2016-09-01

LISTE DES INSTALLATIONS
SYSTÈME DE CAPTATION DES GAZ

Caserne	Date d'acquisition	Date d'installation	Installateur	Marque	Commentaires
3	1er octobre 2009	15 mars 2010	Carmichael	Nederman	
04	16 octobre 2002	17 octobre 2002	Gepro	Nederman	
05	10 septembre 2001		Gepro	Nederman	
08	31 août 2006		Gepro	Nederman	
09	3 octobre 2011	5 mars 2012	Carmichael	Nederman	
10	24 novembre 2004	08 décembre 2004	Gepro	Nederman	
13	23 août 2004	28 septembre 2004	Gepro	Nederman	
14		mai 2004	Syaroco	Nederman	
15	1er octobre 2009	22 mars 2010	Carmichael	Nederman	
16	1er octobre 2009	22 mars 2010	Carmichael	Nederman	
19	10 septembre 2001	2001	Gepro	Nederman	
20		22 février 2001	Gepro	Nederman	
21	18 novembre 2015	12 juillet 2016	Procova inc.	Nederman	
22	18 novembre 2015	12 juillet 2016	Procova inc.	Nederman	
25	23 août 2004	01 septembre 2004	Gepro	Nederman	
26	11 septembre 2008	07 novembre 2008	Carmichael	Nederman	
27	17 mai 2000		Gepro	Nederman	
28	14 octobre 2015	12 avril 2016	Roland Grenier Construction Ltée	Nederman	
29	16 octobre 2002	21 octobre 2002	Gepro	Nederman	
32		28 février 2014	Cosoltec inc.	Nederman	
33		décembre 2006	Gepro	Nederman	
34	17 octobre 2000		Gepro	Nederman	
35	29 août 2005	04 novembre 2005	Gepro	Nederman	
37	29 août 2005	13 novembre 2005	Gepro	Nederman	
38	11 septembre 2008	20 janvier 2009	Carmichael	Nederman	
39	31 août 2006		Gepro	Nederman	
40	31 août 2006	2006 et 10-10-2008	Gepro	Nederman	
41	24 novembre 2004	20 décembre 2004	Gepro	Nederman	
42	29 août 2005	24 novembre 2005	Gepro	Nederman	
44	11 septembre 2008	20 janvier 2009	Carmichael	Nederman	
46	31 août 2006		Gepro	Nederman	
47	27 octobre 2003	05 novembre 2003	Gepro	Nederman	
48		juillet 2002	Gepro	Nederman	
49	27 octobre 2003	05 novembre 2003	Gepro	Nederman	
50	17 octobre 2000		Gepro	Nederman	
52		avril 2006	Construction Gerpro inc.	Nederman	
53		avril 2006	Construction Des-Sard inc.	Nederman	
54		avril 2006	Construction Des-Sard inc.	Nederman	
56		2006	Gepro	Nederman	
	22 avril 2009	10 novembre 2011	Quadrax et ass.	Nederman	3e baie
57	04-Nov-15	06-May-16	Procova inc.	Nederman	
58		mars 2006	Autre	Nederman	
59		7 janvier 2014	Construction Vennes et fils	Nederman	
62	11 septembre 2008	30 octobre 2008	Carmichael	Nederman	
64	Inconnu		Inconnu	Inconnu	Non fonctionnel
65	20 mai 2009	21 janvier 2011	Norgéreq ltée	Nederman	
66	05 octobre 2005		Gepro	Nederman	
67	2011		Quadrax et ass.	Nederman	
72	1er octobre 2009	Fin août 2010	Carmichael	Nederman	
73	1er octobre 2009	12 mars 2010	Carmichael	Nederman	
74	3 octobre 2011	6 mars 2012	Carmichael	Nederman	
75		14 décembre 2015	Quadax et ass. EG	Nederman	
77	Inconnu	Inconnu	Inconnu	Nederman	
78	25 novembre 2015		Gaston Champoux inc.	Nederman	en cours d'installation
Services techniques		août 2003	Promecanic	Nederman	Mis hors fonction

Total	54

Nb de casernes ayant un système de capation fonctionnel	52
Nd de casernes ayant un sytème de captation à la source Nederman	52
Nb de caserne n'ayant pas de système de captation à la source	14

Nederman

Le 12 Novembre 2015/November 12, 2015

LETTRE DE SERVICE

Sujet: Service, manutention et réparation des systèmes d'extraction de gaz d'échappement pour les véhicules d'urgence du Service d'Incendie de la Ville de Montréal.

A qui de droit,

Cette correspondance est pour confirmer que Nederman Canada et le seul entrepreneur autorisé à effectuer le service, la manutention et les réparations des systèmes Magna de Nederman pour l'extraction des gaz d'échappement des véhicules d'urgence du Service d'Incendie de la Ville de Montréal.

L'équipement spécialisé et spécifique de Nederman est utilisé pour l'extraction de gaz d'échappement des véhicules d'urgences. A titre de manufacturier de l'équipement, Nederman Canada offre un service complet ainsi que l'entretien du système afin d'assurer une fonctionnalité optimale et ce en vertu de l'accord de service et d'entretien préventif coordonné avec la Ville de Montréal.

Nederman Canada est déterminé à maintenir les systèmes de captation en excellent état au plus grand bénéfice de la Ville de Montréal.

Sincèrement

Gerry Tracey
National Projects Manager

Nederman Canada 5775 McLaughlin Road, Mississauga, ON L5R 3P7 • Phone: 905-366-2200 • Fax: 905-366-2206
Toll Free: 1-866-332-2611 • infoCanada@nederman.com • www.nederman.ca

No GDD : 1160077001

Budget de fonctionnement

Imputation de la dépense :	**2016**
1001-0010000-106011-02203-55403-000000-0000-000000-060045-00000-00000	54 492.66
1001-0010000-'106011-02203-56508-000000-0000-000000-060045-00000-00000	84 757.46
Total dépense	**139 250.12**

2017	2018	2019	Total
132 758.50	146 772.97	130 037.97	464 062.10
37 177.17	40 141.53	33 012.60	195 088.76
169 935.68	**186 914.51**	**163 050.56**	**659 150.87**

Nederman Canada

Sommaire décisionnel : 1160077001

	2016	2017	2018	2019	Total
106011-02203-55403-000000-0000-000000-060045					
Entretien préventif	26 508.00	41 262.00	47 662.50	47 662.50	163 095.00
Réparations diverses	19 080.00	77 481.97	83 660.07	68 802.46	249 024.51
Contingences	6 315.95	7 707.75	8 477.86	7 395.46	29 897.02
Sous-Total	51 903.95	126 451.72	139 800.43	123 860.43	442 016.53
TPS	2 595.20	6 322.59	6 990.02	6 193.02	22 100.83
TVQ	5 177.42	12 613.56	13 945.09	12 355.08	44 091.15
	59 676.57	**145 387.87**	**160 735.54**	**142 408.53**	**508 208.50**
106011-02203-56508-000000-0000-000000-060045					
Pièces de remplacement	8 720.00	35 411.05	38 234.58	31 444.31	113 809.94
Émetteur et transmetteurs	72 011.00	0.00	0.00	0.00	72 011.00
Sous-Total	80 731.00	35 411.05	38 234.58	31 444.31	185 820.94
TPS	4 036.55	1 770.55	1 911.73	1 572.22	9 291.05
TVQ	8 052.92	3 532.25	3 813.90	3 136.57	18 535.64
	92 820.47	**40 713.85**	**43 960.21**	**36 153.10**	**213 647.63**
Total taxes incluses	**152 497.03**	**186 101.72**	**204 695.75**	**178 561.62**	**721 856.13**
Total crédits	**139 250.12**	**169 935.68**	**186 914.51**	**163 050.56**	**659 150.87**

ANNEXE 1

LISTE DES CASERNES DE POMPIERS POSSÉDANT UN SYSTÈME

List of Firehalls with a System

Caserne#	Adresse
3	256, rue Young, Montréal
4	5260, rue Van Horne, Montréal
5	75, rue Ontario, Montréal
8	11371, rue Notre-Dame Est, Montréal
9	8100, boul. Saint-Michel, Montréal
10	1445, rue St-Mathieu, Montréal
13	3250, rue Ste-Catherine Est, Montréal
14	8216, boul. Maurice-Duplessis, RDP, Montréal
15	1255, rue Richmond, Montréal
16	1041, rue Rachel Est, Montréal
19	2000, rue de Lorimier, Montréal
20	920, rue St-Urbain, Montréal
25	1212, rue Drummond, Montréal
26	2151, av. Mont-Royal Est, Montréal
27	5353, rue Gatineau, Montréal
29	5375, 1ère Avenue, Montréal
32	16101, rue Sherbrooke Est, RDP/PAT, Montréal
33	6040, boul. Monk, Montréal
34	5369, ch. De la Côte-St-Antoine, Montréal
35	10827 rue Lajeuness, Montréal
37	795, rue Jarry, Montréal
38	14201, rue Sherbrooke Est, Montréal
39	2915, rue Monsabre, Montréal
40	8639, av. Pierre-de-Coubertin, Montréal
41	7505, av. Champagneur, Montréal
42	4180, rue de Salaberry, Montréal
44	12145, Boul. Rivière-des-Prairies, Montréal
46	4760, av. Cumberland, Montréal
47	2111, rue St-Zotique, Montréal
48	3616, rue Hochelaga, Montréal
49	10, rue Chabanel, Montréal
50	6490, 30ième Avenue, Montréal
52	300, Surrey Drive, Baie d'Urfé
53	310, Beaurepaire Drive, Beaconsfield
54	3048, boul. St-Charles, Kirkland
56	230, boul. Chèvremont, Ile-Bizard
58	13, rue Centre Commercial, Roxboro
59	18661boul de Pierrefonds, Montréal
62	150, rue Avro, Dorval
65	1300, av. Dollard, LaSalle
66	4398, boul. LaSalle, Verdun

67	911, boul. René-Lévesque, Ile-des-Soeurs
72	2727, boul. Poirier, St-Laurent
73	820, rue St-Germain, St-Laurent
74	10, av. Roosevelt, Mont-Royal
75	40, av. St-Just, Outremont
77	114, av. Westminster Nord, Montréal-Ouest

Nederman

Date _____

ANNEXE 2

LISTE DES TÂCHES D'ENTRETIEN PRÉVENTIF

Systèmes d'extraction pour véhicule d'urgence, Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal.

Caserne # _____ Système pour camion # _____

	État :	1	2	3
1	Vérifier l'état général de l'embout. Nettoyer l'intérieur et les surfaces de contact de l'embout.			
2	Vérifier l'état général de l'électroaimant. Vérifier les raccords électriques et le fonctionnement du commutateur de l'électroaimant. Nettoyer la plaque d'ancrage et son support. Vérifier l'aspiration du ou des ventilateurs.			
3	Vérifier que le chariot roule librement sur toute la longueur du rail. Si nécessaire, nettoyer les chemins de roulement du chariot dans le rail.			
4	Vérifier que le tuyau remonte correctement et qu'il ne traîne pas sur le sol. Si nécessaire, régler la puissance du levage de l'équilibreur.			
5	Vérifier l'état général des roues de l'équilibreur et de la corde.			
6	Vérifier le bon fonctionnement du coupe-circuit.			
7	Vérifier l'état général de tous les boyaux, des raccords et des colliers de serrage. Vérifier que l'embout soit orienté vers l'avant, dans le sens de conduite, quand il n'est pas branché sur le véhicule.			
8	Vérifier le bon fonctionnement des aimants de débranchement. S'assurer de son positionnement, afin qu'il déconnecte le boyau, avant la porte de sortie du véhicule.			
9	Vérifier le bon fonctionnement de l'amortisseur de profilé et/ou de la butée.			
10	Vérifier l'état général et la solidité de la suspension mécanique du rail.			
11	Vérifier l'état général des conduits d'évacuation, incluant les joints d'expansion, les attaches et suspensions, les raccords mécaniques et les scellements des joints.			
12	Vérifier le ou les ventilateurs d'aspiration. Vérifier la condition de la ou des courroies, si applicable. Lubrifier selon les recommandations du fabricant, si applicable.			
13	Vérifier le bon fonctionnement du démarrage automatique du ou des ventilateurs d'aspiration, si les véhicules sont équipés d'un émetteur radio.			
14	Vérifier le bon fonctionnement du sélecteur localisé sur la façade du panneau de contrôles.			
15	Vérifier le bon fonctionnement du ou des démarreurs magnétiques. Vérifier pour la présence d'usure, de marques d'arc électrique ou de crevasses, sur les contacts.			
16	Vérifier le bon fonctionnement de tous les commutateurs, relais, démarreurs, disjoncteurs, transformateurs et raccords. Resserrer les raccords électriques, si nécessaire. Vérifier la condition générale du filage d'alimentation électrique.			
17	Pour le MagnaRail, s'assurer que les frotteurs en graphite, du boîtier de débranchement, se connectent correctement aux pistes du profilé d'alimentation sur le rail et ce, sur toute la longueur du rail.			
18	Mesurer au démarreur, et enregistrer le voltage et l'ampérage du ou des ventilateurs.			

Légende : 1 : Intervention immédiate requise

2 : Intervention requise durant les 9 prochains mois (Avant la prochaine visite d'entretien)

3 : Aucune intervention requise

Technicien : _____

ANNEXE 3

Coordonnées du contact de Ingénierie Carmichael Ltée

Phillipe Veillette
(514) 735-4361
(514) 805-6489

pveillette@carmichael-eng.ca

3822, avenue de Courtrai
Montréal, QC H3S 1C1
Canada

Nederman

ANNEXE 4

FRAIS POUR RÉPARATIONS ET SERVICES DE BASE
EN DEHORS DU CÂDRE D'ENTRETIEN PRÉVENTIF INDIQUÉS AUX ANNEXES 1 ET 2

Year 1/Année 1 (2016)

Repair/Service Rates//Réparations/Frais de service		
Date	Hourly Rate/Tarif horaire	Vehicle / Truck Charge-Frais de véhicule/camion
Regular/Régulier	$ 111.00/hr	$ 77.00/ service call/Appel de service
Overtime/Surtemps	$ 185.50/hr	$ 77.00/ service call/Appel de service

Year 2/Année 2 (2017)

Repair/Service Rates/ /Réparations/Frais de service		
Date	Hourly Rate/Tarif horaire	Vehicle / Truck Charge-Frais de véhicule/camion
Regular/ Régulier	$ 114.50/hr	$ 77.00/ service call/Appel de service
Overtime/Surtemps	$ 191.00/hr	$ 77.00/ service call/Appel de service

Year 3/Année 3 (2018)

Repair/Service Rates//Réparations/Frais de service		
Date	Hourly Rate/Tarif horaire	Vehicle / Truck Charge-Frais de véhicule/camion
Regular/ Régulier	$ 118.00/hr	$ 77.00/ service call/Appel de service
Overtime/Surtemps	$ 196.50/hr	$ 77.00/ service call/Appel de service

Nederman

SOUMISSION

Vendu à:	Ville de Montreal
Contact:	Nancy Goulet
Adresse:	2455 Vimont
Ville:	Montreal
Province:	Quebec
Code Postal:	H1V 3R1
Couriel:	ngoulet@ville.montreal.qc.ca
Tél :	(514) 872-8283
Téléc :	

Date	# de soumission
04/15/16	GXLTQ1207-04

Représentant	Termes	Transport
Gerry Tracey	Net 30 Days	**Collect**

Industry Code-Mandatory

EMST

Order Type - Mandatory

CDS

ANNEXE 5
Pieces de remplacement pour systeme Magna - Prix 2016

Prices discounted 25%

Prices shown reflect Net cost to Ville de Montreal - Toutes taxes et frais de transport extra

Qtée	# d'item	Description	Prix unitaire	Prix total
		Pieces Communes a tous les systemes Magna		
1	20371698	Nederman - Shock absorber for Trolley stop on exhaust rail 920. For speed 15 - 25 km/h. (To be fitted on the trolley stop at the end of the rail, where the disconnection takes place)	$696.46	$696.46
1	20373370	Nederman - Electromagnetic unit 6" incl. V.D.R	$1,071.63	$1,071.63
1	20802264	Nederman - Magna HB Nozzle for low level (LL) exhaust pipes. 160 mm diameter, 600 mm long	$939.73	$939.73
1	20372003	Nederman - Anchor plate standard.	$154.08	$154.08
1	20373374	Nederman - Nozzle Complete HL incl. electromagnet	$2,439.72	$2,439.72
1	20801369	Nederman - Radio transmitter for vehicle. Allows automatic start/stop of the fan. Control box not included.	$364.96	$364.96
1	20374635	Nederman - Automotive connectors Kit for Magna system. Consists of 4 male and 4 female connectors	$337.50	$337.50
1	20371195	Nederman - Spare Part MagnaSystem Hose.Lower.	$332.91	$332.91
		Added parts *		
1	20343396*	Nederman Spare Part Rails 915 Rail wheels. set.	$134.66	$134.66
1	20371194*	Nederman Spare Part MagnaSystem Nozzle frame and rubber collar	$285.63	$285.63
1	86900103*	Nederman Magna Oval Nozzle 160 mm (6") for dual exhaust	$1,041.38	$1,041.38
1	20814463*	Nederman Scoop Nozzle HB 600 for Magna system, 160 mm (6") diameter hose	$985.58	$985.58

Nous offrons une garantie limitée de 3 ans sur nos produits

Tout produit, service d'installation ou tout autre service émit en commande chez Nederman Canada sont sujet à des frais de cancellation de 25% si la commande est cancellée par la compagnie qui a émit le bon de commande ou par un de ses partenaires autorisés.

Qtée	# d'item	Description	Prix unitaire	Prix total
		Pieces pour systeme Magna Track		
1	20371959	Nederman - Spare Part MagnaSystem Disconnection box	$450.36	$450.36
1	20371856	Nederman - Spare Part MagnaSystem Horizontal hose 9m.	$2,366.01	$2,366.01
1	20371857	Nederman - Spare Part MagnaSystem Horizontal hose 11.5m	$3,019.68	$3,019.68
1	20371858	Nederman - Spare Part MagnaSystem Horizontal hose 15m.	$3,717.09	$3,717.09
1	20371859	Nederman - Spare Part MagnaSystem Transformer.	$447.93	$447.93
1	20345709	Nederman - Sliding blocks kit 20 pcs	$215.46	$215.46
1	20371977	Nederman - Mounting chain with bracket 2 pcs	$289.98	$289.98
1	20371975	Nederman - Spare Part MagnaSystem Disconnection magnet	$98.82	$98.82
1	20371972	Nederman - Length of Track, 1180 mm long, includes 1 track connection piece	$302.94	$302.94
1	20371974	Nederman - Length of Track for end section, 1180 mm long, includes 1 track connection piece and end cap	$303.75	$303.75
1	20373997	Nederman - Drum/wheel for 831	$527.31	$527.31
1	20371686	Nederman - Spare Part MagnaSystem Trolley incl. balancer and 90° bend	$1,772.28	$1,772.28
1	20346648	Nederman - Spare Part MagnaSystem Stop pipe with cord diameter 4mm.L=6.6m.	$133.65	$133.65
1	20371695	Nederman - Wheel set for trolley	$175.77	$175.77
1	20372153	Nederman - Spare Part MagnaSystem Vertical hose.	$1,212.57	$1,212.57
		***20372153 replaces 20374406**		
1	20801864	Nederman - MAGNATRACK® HS. Extraction unit for low level (LL) exhaust pipes. Includes vertical hose 160 mm diameter, length 4 m, trolley, balancer, electro-magnet assembly, anchor plate and disconnection box	$3,249.32	$3,249.32
		***20371864 replaces 20374280**		
1	20371968	Nederman - Spare Part MagnaSystem Vertical hose 6" 3m	$1,313.01	$1,313.01
1	20374137	Nederman - Vertical hose	$1,330.83	$1,330.83
1	20371699	Connection Hose from Magna Track to ducting, 1 m x 160 mm	$382.37	$382.37
		Pieces pour systeme Magna Rail		
1	20373809	Nederman - Rail 920/2,5m	$1,057.86	$1,057.86
1	20373810	Nederman - Rail 920/5m	$1,740.69	$1,740.69
1	20373811	Nederman - Mounting bracket for exhaust rail 920, kit of 5 pcs.	$470.61	$470.61
1	20373813	Nederman - Joint piece rail(2x)	$262.44	$262.44

Nous offrons une garantie limitée de 3 ans sur nos produits

Tout produit, service d'installation ou tout autre service émit en commande chez Nederman Canada sont sujet à des frais de cancellation de 25% si la commande est cancellée par la compagnie qui a émit le bon de commande ou par un de ses partenaires autorisés.

Qtée	# d'item	Description	Prix unitaire	Prix total
1	20373814	Nederman - End stop complete	$132.03	$132.03
1	20321437	Nederman - End cover with connection. Diam. 160mm Pair	$304.92	$304.92
1	20374026	Nederman - Collector band 2m piece	$262.44	$262.44
1	20373836	Nederman - Trolley stop for Rail 920	$287.30	$287.30
1	20373826	Nederman - Rubber lip 20 pair meter	$1,233.63	$1,233.63
1	20373830	Nederman - Rubber lip 30 pair meter	$1,909.98	$1,909.98
1	20374028	Nederman - Suction trolley MR complete	$2,890.08	$2,890.08
		20374028 replaces 20374429		
1	20374386	Nederman - Wheels, 2pcs, spare part 400/1500	$281.88	$281.88
1	20373371	Nederman - Hose vertical complete 6" 2m	$1,284.66	$1,284.66
1	20373329	Nederman - Hose vertical complete 6" 3m	$1,219.86	$1,219.86
1	20373330	Nederman - Hose vertical complete 6" 4m	$1,763.37	$1,763.37
1	20374027	Nederman - Balancer MR	$467.37	$467.37
1	20372157	Nederman - Spare Part MagnaSystem Transformer	$381.14	$381.14
1	20374031	Nederman - Disconnection box MR	$714.42	$714.42
1	20374030	Nederman - Collector arm complete	$175.77	$175.77
		New Generation Transmitters & Receivers Subject to special pricing consideration - 50% discount will be applied to all transmitters and receivers ordered as replacement parts in 2016 - Prices quoted below reflect a 50% discount applied		
1	20376723	Nederman Generation 3 radio transmitter for vehicle. Allows automatic start/stop of the fan. Control box supplied separately	$230.53	$230.53
1	20376724	Nederman Generation 3 radio receiver for automatic start/stop of the fan. Control box supplied separately	$744.94	$744.94

Nous offrons une garantie limitée de 3 ans sur nos produits

Tout produit, service d'installation ou tout autre service émit en commande chez Nederman Canada sont sujet à des frais de cancellation de 25% si la commande est cancellée par la compagnie qui a émit le bon de commande ou par un de ses partenaires autorisés.

Qtée	# d'item	Description	Prix unitaire	Prix total

SVP prenez note de la notice qui fait suite (Politique de Nederman)

a) Si aucune date n'a été spécifiée lors de la commande, la date de livraison sera automatiquement générée par le système comme étant le 31 Décembre, ceci sera confirmé au client. Une fois que le client nous aura transmis une date de livraison, celle-ci sera modifiée et reconfirmée avec le client.

b) Dû aux contraintes de fabrication et planification logistique, les changements aux dates de livraison ne seront pas acceptés dix (10) jours ouvrables avant la date prévue.

c) Les commandes affichant une date de livraison précise ou avec la mention ASAP seront livrées en conséquence et selon les disponibilités de l'inventaire.

Sous-total	$47,909.29
Total	**$47,909.29**

F.A.B. notre entrepôt, Mississauga, ON, taxes en sus
Soumission valide pour 60 jours
Net 30 jours

Nous offrons une garantie limitée de 3 ans sur nos produits

Tout produit, service d'installation ou tout autre service émit en commande chez Nederman Canada sont sujet à des frais de cancellation de 25% si la commande est cancellée par la compagnie qui a émit le bon de commande ou par un de ses partenaires autorisés.

Nederman

ANNEXE 6

COÛTS DES SERVICES ANNUELS

Cost for annual service

		Coût Annuel		
Caserne #	**Adresse**	**Annuel 1 (1 Visite) 2016**	**Annuel 2 (1 Visite) 2017**	**Annuel 3 (2 Visite) 2018**
3	256, rue Young, Montréal	$514	$525	$1,077
4	5260, rue Van Horne, Montréal	$514	$525	$1,077
5	75, rue Ontario, Montreal	$675	$692	$1,415
8	11371, rue Notre-Dame Est, Montréal	$675	$692	$1,415
9	8100, boul. Saint-Michel, Montréal	$514	$525	$1,077
10	1445 rue St-Mathieu, Montréal	$514	$525	$1,077
13	3250, rue Ste-Catherine Est, Montréal	$675	$692	$1,415
14	8216, boul. Maurice-Duplessis, RDP, Montréal	$514	$525	$1,077
15	1255, rue Richmond, Montréal	$514	$525	$1,077
16	1041, rue Rachel Est, Montréal	$514	$525	$1,077
19	2000, rue de Lorimier, Montréal	$959	$984	$2,015
20	920, rue St-Urbain, Montréal	$514	$525	$1,077
25	1212, rue Drummond, Montréal	$514	$525	$1,077
26	2151, av. Mont-royal Est, Montréal	$514	$525	$1,077
27	5353, rue Gatineau, Montréal	$463	$474	$972
29	5375, 1 ere Avenue, Montréal	$675	$692	$1,415
32	16101, rue Sherbrooke Est, RDP/PAT, Montreal	$514	$525	$1,077
33	6040, boul. Monk, Montréal	$514	$525	$1,077
34	5369, ch. De la Cote-St-Antoine, Montréal	$463	$474	$972
35	10827, rue Lajeunesse, Montréal	$514	$525	$1,077
37	795, rue Jarry, Montréal	$514	$525	$1,077

Nederman

38	14201, rue Sherbrooke Est, Montreal	$811	$831	$1,705
39	2915, rue Monsabre, Montréal	$514	$525	$1,077
40	8639, av. Pierre-de-Coubertin, Montréal	$514	$525	$1,077
41	7505, av. Champagneur, Montréal	$514	$525	$1,077
42	4180, rue deSalaberry, Montréal	$514	$525	$1,077
44	12145, boul. Rivière-des-Prairies, Montréal	$675	$692	$1,415
46	4760, av. Cumberland, Montréal	$514	$525	$1,077
47	2111, rue St-Zotique, Montréal	$675	$692	$1,415
48	3616, rue Hochelaga, Montréal	$514	$525	$1,077
49	10, rue Chabanel, Montréal	$514	$525	$1,077
50	6490, 30 eme Avenue, Montréal	$514	$525	$1,077
52	300, Surrey Drive, Baie d'Urfé	$514	$525	$1,077
53	310, Beaurepaire drive, Beaconsfield	$388	$398	$815
54	3048, boul. St-Charles, Kirkland	$388	$398	$815
56	230, boul. Chèvremont, Ile-Bizard	$675	$692	$1,415
58	13, rue Centre Commercial, Roxboro	$388	$398	$815
59	18661, boul de Pierrefonds, Montreal	$811	$831	$1,705
62	150, rue Avro, Dorval	$388	$398	$815
65	1300, av. Dollard, LaSalle	$811	$831	$1,705
66	4398, boul. LaSalle, Verdun	$811	$831	$1,705
67	911, boul. René-Lévesque, Ile-des-Soeurs	$514	$525	$1,077
72	2727, boul. Poirier, St-Laurent	$675	$692	$1,415

Nederman

73	820, rue St-Germain, St-Laurent	$675	$692	$1,415	
74	10, av. Roosevelt, Mont-Royal	$514	$525	$1,077	
75	40, av. St-Just, Outremont	$514	$525	$1,077	
77	114, av. Westminister Nord, Montréal- Ouest	$388	$398	$815	
	sous-total	**$26,508**	**$27,124**	**$55,591**	**$109,223.00**
	Taxes	**$3,969.57**	**$4,061.82**	**$8,324.75**	**$16,356.14**
	total	**$30,447.57**	**$31,185.82**	**$63,915.75**	**$125,579.14** *

*Coût de l'entretien préventif régulier visites. N'inclut pas le coût des pièces

*Cost of scheduled preventative maintenance visits, cost of parts not included

Annexe 7

MODALITÉS ET CONDITIONS DE VENTE DE PRODUITS ET SERVICES SUR LES LIEUX :

1) Les termes définis utilisés ici, sans définition, prendront le sens mis de l'avant dans la convention à laquelle l'Annexe 7 est jointe.

2) Nederman entreprendra et coordonnera les services sur les équipements prévus à la convention à laquelle cette Annexe est jointe. Ces services seront entrepris par un technicien qualifié et consistera en une série d'observations, relevés, diagnostiques, ajustements et le remplacement de filtres consommables et lubrifiants, déterminés à la discrétion de Nederman ou tel que convenu avec la Ville. Après chaque inspection, le technicien désigné soumettra une copie de son rapport d'inspection à la Ville, afin de rapporter ses observations.

3) Nederman fournira également des services de diagnostic, réparation et remplacement disponibles sur appel, à la demande de la Ville et ce vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine, avec un temps de réponse de quatre (4) heures, à être facturé sur une base horaire et matériel, selon les tarifs convenus au préalable entre les Parties. Après chaque appel de service, le technicien désigné soumettra à la Ville une copie de son rapport de bon de travail, afin de rapporter ses observations et réparations. Nederman peut également fournir les mêmes services sur une base forfaitaire, après entente préalable avec la Ville.

4) Tous les services seront effectués durant les heures normales de bureau, entre 8 h et 16 h 30, du lundi au vendredi, à l'exception des congés fériés. Le service d'urgence sera disponible en dehors de ces heures aux taux convenus au préalable entre les Parties.

5) Il est entendu que la Ville opérera le Système et tous les équipements selon le manuel publié par le manufacturier et selon les instructions de Nederman. De plus, la Ville devra aviser Nederman de toutes conditions anormales.

6) Lorsque le Système ou toute pièce d'équipement du Système devient désuète, et requiert au-delà d'une réparation normale, ou si des pièces ne sont pas raisonnablement faciles à obtenir, le remplacement de ces équipements sera effectué aux frais de la Ville sur acceptation du devis préparé par Nederman et, si non remplacé, Nederman ne sera plus dans l'obligation de réparer ou d'entretenir ces équipements.

7) Nederman ne sera pas tenue responsable des dépenses encourues pour retirer, remplacer ou remettre en état, toute partie de structure de bâtiment nécessaire pour effectuer ses services.

8) La Ville accepte d'assumer tous les coûts reliés aux appels de service ou tout travail supplémentaire dûment demandé et autorisé au préalable par son personnel, sur une base de temps et matériaux, qu'il soit demandé par écrit ou verbalement, le tout conformément aux dispositions déjà prévues dans la convention.

9) Il est de la responsabilité de la Ville d'assurer l'accès à tout le Système et tout équipement associé nécessaire pour que Nederman puisse remplir ses obligations découlant de la convention. Tout temps perdu dû à un accès inadéquat sera facturé en surplus de l'évaluation des coûts, selon les tarifs convenus entre les Parties.

10) Lorsque nécessaire et tel que requis, la Ville accepte de rendre disponible, sans frais, ses services à Nederman, les agents de Nederman, ses employés et sous-traitants aux emplacements figurant à l'Annexe 1. Ces services incluront l'électricité pour trois (3) phases, 110/220 volts, 60 hertz, suffisamment d'eau potable et d'eau à des fins de construction, un flux d'eau, de l'air comprimé en quantité suffisante pour opérer de l'équipement le nécessitant, du gaz combustible, des installations sanitaires et un service de téléphone.

11) La Ville sera responsable, à ses frais et dépens, d'obtenir toutes les licences et permis nécessaires afin que Nederman puisse effectuer les services et reconnaît que les coûts d'obtention de ces licences et permis ne sont pas inclus dans le prix.

12) Garantie

a) Nederman garantit que les services faisant l'objet des présentes sont fournis selon les règles de l'art. Cette garantie sera de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date des services effectués. Toutefois, si un vice ou une malfaçon devait exister ou apparaître en dedans de quatre-vingt-dix (90) jours après que les services aient été effectués, Nederman entreprendra, à ses frais, des mesures correctives rapides, tel que précisé ici, afin de corriger le vice ou la malfaçon, en autant, cependant, que Nederman ait reçu, dans les plus brefs délais, un avis écrit spécifiant un tel vice ou malfaçon. Les responsabilités de Nederman sous la garantie sont conditionnelles à ce que la Ville ait respecté ses obligations en vertu de la convention, cette Annexe 7, et toute autre convention entre la Ville et Nederman relative à cette convention, incluant, sans s'y limiter, le paiement en entier des produits et services.

b) Nederman garantit que les produits sont exempts de défauts. Cette garantie sera de douze (12) mois suivant la livraison du produit. Sur livraison, si tout produit ou toute pièce de celui-ci ne satisfait pas aux exigences des garanties, la Ville devra alors, sur découverte de tels défauts ou non-conformités, promptement (et dans tous les cas à l'intérieur de vingt (20) jours ouvrables de la découverte), aviser Nederman de tels défauts ou non-conformités. Pour autant que la Ville respecte toutes ses obligations en vertu de la convention, cette Annexe 7 et tout autre convention entérinée par la Ville et Nederman en rapport avec la convention, incluant, sans s'y limiter le paiement en entier pour les produits et services, Nederman réparera ou remplacera tout produit ou recommencera tout service non conforme, ou, si de l'avis de Nederman, agissant de façon raisonnable, la réparation, le remplacement ou la remise en état serait commercialement impraticable, Nederman émettra un remboursement ou un crédit à la Ville pour le montant du prix attribuable au défaut du produit ou service. La Ville devra accorder à Nederman l'occasion et le temps raisonnable nécessaire afin de corriger ces défectuosités ou non-conformités. Cette garantie ne s'appliquera pas à tout produit qui n'a pas été utilisé ou entretenu conformément au mode d'emploi ou qui a été endommagé accidentellement, ou tout produit ayant des défectuosités attribuables de quelque façon que ce soit à l'installation, la modification ou la réparation réalisée par toute autre partie que Nederman; ou si (i) la Ville ou un tiers modifie ou répare le produit sans l'approbation préalable écrite de Nederman; ou si (ii) après la découverte du défaut, la Ville ne parvient pas à prendre des mesures rapides et raisonnables afin de prévenir que la défectuosité devienne plus sérieuse. Cette garantie est sujette à et sera effective seulement si toutes les conditions suivantes sont rencontrées : (i) les directives de Nederman quant à l'utilisation et l'entretien ont été suivies; (ii) le produit et les produits associés, machinerie et équipement ont été utilisés dans des conditions normales d'opération ou dans des

conditions jusqu'ici spécifiées par Nederman ou la Ville et convenu par Nederman; ou si (iii) le produit a été entreposé, opéré et entretenu correctement et n'a pas été affecté par un mauvais usage, la négligence ou un accident; ou si (iv) la Ville n'a pas tenté de ou effectué des travaux correctifs sans avoir obtenu le consentement écrit de la nature des dépenses des dits travaux auprès de Nederman au préalable; et si (v) Nederman a reçu un avis de toute défectuosité au plus tard vingt (20) jours après que la Ville en ait pris connaissance pour la première fois. Les garanties précédentes dans les paragraphes (a) et (b) de cette **Section 12** seront nulles et ne s'appliqueront pas si toutes pièces non d'origine (incluant toutes pièces récupérées ou réutilisées) ont été utilisées dans le Système duquel ce produit fait partie.

(c) L'exécution de tous services par Nederman à l'égard de tout équipement, produits, accessoires, matériaux ou fournitures non fabriqués par Nederman, autre que le Système, sont spécifiquement exclus de la garantie figurant dans cette **Section 12**. Toutes garanties à l'égard de tout produit ou équipement fourni par Nederman, mais non fabriqué par Nederman, sera limité à leurs garanties respectives du manufacturier, s'il y en a une, que Nederman pourrait être autorisé à transférer à la Ville. Nederman ne donne aucune garantie concernant tout équipement, accessoires, matériaux ou fournitures fournis par la Ville.

(d) Nederman ne donne aucune garantie sur la main-d'œuvre et les matériaux de pièces récupérées ou réutilisées et, d'aucune façon, ne sera responsable dans l'éventualité de leur défaillance..

(e) LES GARANTIES DANS CETTE **SECTION 12** SONT EXCLUSIVES AU LIEU ET PLACE DE TOUT AUTRE, VISENT SEULEMENT LA VILLE ET NE COUVRENT PAS LES EFFETS D'ABRASION, CORROSION, EXPLOSION, ÉROSION OU CHIMIQUES, OU AUTRE DÉTÉRIORATION OU DÉGRADATION DES PRODUITS OU PIÈCES DE CELLES-CI DÛ À L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE OÙ LE PRODUIT EST SITUÉ, OU DÛ AU BRUIT ÉLECTRIQUE OU ÉLECTROMAGNÉTIQUE DE L'ENVIRONNEMENT OU DES CONDITIONS ANORMALES DE TEMPÉRATURES OU DE SALETÉS. SAUF POUR LES GARANTIES CONTENUES DANS LA **SECTION 12** DE CETTE CONVENTION, NEDERMAN DÉCLINE EXPRESSÉMENT ET LA VILLE RENONCE À TOUTES REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES, EXPRESSE OU IMPLICITE, PAR RAPPORT AU PRODUIT ET DOCUMENTATION ET SERVICES RELIÉS, DÉCOULANT DE LA CONDUITE HABITUELLE DES ACTIVITÉS OU DE PRATIQUES COMMERCIALES, INCLUANT, MAIS NON LIMITÉ AUX, GARANTIES IMPLICITES DE QUALITÉ MARCHANDE ET QU'ILS CONVIENNENT À UN USAGE PARTICULIER OU TOUT AUTRE SUJET, EXPRESSE OU IMPLICITE, DÉCOULANT D'UNE LOI (STATUTAIRE OU AUTRE). NEDERMAN NE GARANTIT PAS QUE L'UTILISATION DU PRODUIT SERA SANS FAUTES OU ININTERROMPU. AUCUNE INFORMATION ÉCRITE OU VERBALE OU CONSEILS DONNÉS PAR NEDERMAN OU SES EMPLOYÉS SERA CONSIDÉRÉ COMME GARANTIE OU, D'UNE FAÇON OU D'UNE AUTRE, N'AUGMENTERA LA PORTÉE DE CETTE GARANTIE. CE PARAGRAPHE SURVIVRA APRÈS LA RÉSILIATION OU L'ANNULATION DE CETTE CONVENTION.

(f) Les garanties dans cette **Section 12** constituent l'entière et exclusive responsabilité de Nederman pour toute réclamation ou dommages pour rupture de garantie reliée aux produits et services. NONOBSTANT TOUTE DISPOSITION CONTRAIRE CONTENUE DANS CETTE CONVENTION OU DANS TOUT AUTRE DOCUMENT OU CONVENTION RELIÉ AUX DISPOSITIONS DES PRODUITS ET SERVICES, DANS AUCUN CAS NEDERMAN NE DEVRA ÊTRE RESPONSABLE DE QUELQUE NATURE QUE CE SOIT ENVERS LA VILLE POUR TOUT DOMMAGES, ACCESSOIRES, SPÉCIAUX, PUNITIFS OU CONSÉCUTIFS, INCLUANT, SANS S'Y LIMITER, LA PERTE DE PROFITS OU REVENUS, PERTE DE VALEUR DE BIENS INCORPORELS

(GOODWILL) DE LA VILLE, COÛTS RELIÉS À L'INTERRUPTION D'ACTIVITÉ, FRAIS GÉNÉRAUX, PERTES DE PROFITS, COÛTS DE CAPITAL, OU PERTES D'USAGE SUITE À OU RELIÉS À TOUTE RUPTURE DE GARANTIE CONCERNANT LES PRODUITS ET SERVICES.

13) Nederman et/ou ses sous-traitants s'engagent à ne pas travailler à des heures impliquant le paiement de primes (tout taux de rémunération indiqué dans la feuille de frais, autre que le taux de rémunération normal) sans le consentement écrit préalable de la Ville, exception faite où l'approbation n'est pas nécessaire lorsque du travail en temps supplémentaire est requis sur une base irrégulière et rendu nécessaire par la nature intrinsèque des travaux impliqués, tels que terminer de verser du béton ou si du travail en temps supplémentaire est nécessaire afin de s'assurer un nombre adéquat de travailleurs en quantité et en qualité pour exécuter des services de façon soignée et professionnelle et afin de compléter le travail dans le plus court délai réalisable. Le taux est basé sur huit (8) heures de travail consécutives par jour, du lundi au vendredi inclusivement et n'inclut pas le montant des avantages salariaux pour le temps supplémentaire ou pour du travail effectué le samedi, dimanche ou les jours fériés. Le taux sera ajusté par la quantité d'avantages salariaux payés et les coûts afférant à l'égard de toutes les heures supplémentaires et tout le travail effectué le samedi, dimanche et les jours fériés à la demande de la Ville ou requis à cause d'omissions de la Ville ou ses autres sous-traitants ou dans le but de sécuriser ou maintenir une main-d'œuvre adéquate, en qualité et en quantité, afin d'effectuer une installation de manière soignée et professionnelle et pour terminer une installation dans le plus court délai réalisable.

14) Indemnisation

(a) Sous réserve de la Section 12 des présentes, Nederman s'engage à défendre, protéger, indemniser et dégager de toute responsabilité la Ville et ses dirigeants, directeurs, employés et agents contre toutes réclamations, pertes, dépenses (incluant les frais d'avocats raisonnables), dommages, demandes, jugements, causes d'action, recours et responsabilité civile, contrats ou cause de toute autre nature et toutes poursuites en diffamation, quels qu'ils soient (ci-après dans ce paragraphe et les suivants collectivement désignés « **réclamations** »), dans la mesure où ils sont causés par ou résultent de (i) tout manquement de Nederman à la présente convention ou (ii) toute négligence ou faute intentionnelle de la part de Nederman à l'égard de l'exécution de ses obligations en vertu de la présente convention. Une telle obligation d'indemniser ne s'appliquera pas dans la mesure où les résultats de la réclamation proviennent de la négligence ou de la faute intentionnelle de la Ville ou une partie liée.

(b) La Ville accepte de et défendra, protégera, indemnisera et tiendra indemne Nederman et ses dirigeants, directeurs, employés et agents de et envers toutes réclamations dans la mesure où elles sont causées par ou résultent de (i) tout manquement de la Ville à la présente convention, (ii) toute négligence ou faute intentionnelle de la part de la Ville à l'égard de l'exécution de ses obligations en vertu de la présente convention incluant, mais sans s'y limiter, la négligence de la Ville dans la mauvaise installation, assemblage, ajustement, modification, altération, réparation, usage, opération ou entretien de tout produit ou équipement ou composante de ceux-ci ou toutes conditions dans toutes les casernes identifiées à l'Annexe 1, sauf lorsqu'effectués conformément aux instructions de Nederman. Une telle obligation d'indemniser ne s'appliquera pas dans la mesure où toute réclamation résulte de la négligence ou de la faute intentionnelle de Nederman ou une partie liée.

(c) Pour toute réclamation d'indemnisation, provenant autant de la Ville que de Nederman, la Partie réclamante devra alors informer par écrit promptement l'autre Partie, décrivant la réclamation avec suffisamment de détails. La Partie indemnisante aura le droit de tenir et de contrôler, par l'intermédiaire d'un avocat de son propre choix, toute réclamation d'un tiers, recours ou poursuite, mais la Partie réclamante peut, à sa convenance, participer à la défense d'une telle réclamation, recours ou poursuite à ses propres frais et dépens.

15) NONOBSTANT TOUTES DISPOSITIONS CONTRAIRES CONTENUES DANS CETTE CONVENTION OU DANS TOUT AUTRE DOCUMENT OU CONVENTION RELIÉE À CETTE CONVENTION OU LA FOURNITURE DES PRODUITS ET SERVICES, EN AUCUN CAS NEDERMAN NE SERA TENUE RESPONSABLE ENVERS LA VILLE, SUR LA BASE DE TOUTE THÉORIE JURIDIQUE, POUR TOUT ACTE OU OMISSION, CONCERNANT LA PERFORMANCE OU L'INEXÉCUTION PAR NEDERMAN DE SES OBLIGATIONS EN VERTU DES DISPOSITIONS DE CETTE CONVENTION, SAUF ET EXCEPTÉ TEL QUE PRÉVU AUX PRÉSENTES. EN AUCUN CAS NEDERMAN NE SERA TENUE RESPONSABLE DES DOMMAGES SPÉCIAUX, INDIRECTS, PUNITIFS, EXEMPLAIRES, DOMMAGES-INTÉRÊTS DIRECTS OU CONSÉCUTIFS, MÊME SI NEDERMAN A ÉTÉ AVISÉ, DANS TOUS LES CAS, DE LA POSSIBILITÉ DE TELS DOMMAGES. Toute réclamation faite par la Ville à Nederman pour rupture de contrat ou garantie, responsabilité absolue ou basée sur la négligence, doit être faite à Nederman en dedans d'un (1) an suite à la cause de l'action et tout recouvrement en découlant sera limité au remplacement d'un produit défectueux, la réexécution de tous services défectueux ou pour les dommages n'excédant pas le moindre de (a) le montant du coût attribuable aux produits et services défectueux et (b) dix pourcent (10 %) du coût total payé pour les produits et services en vertu de la convention.

16) Tous les coûts, dessins, plans, divulgations, spécifications, modèles ou information technique ou d'affaire fournis à un moment quelconque par Nederman à la Ville, devront demeurer la propriété exclusive de Nederman. La Ville traitera l'ensemble de ces informations de façon strictement confidentielle, n'utilisera ni ne divulguera à aucune personne ou entité cette information confidentielle et retournera toutes copies de cette information confidentielle promptement à Nederman à sa demande, le tout sujet aux dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ c.A-2.1) .

17) Aucune Partie aux présentes ne sera tenue responsable de tout délai ou défaillance dans l'exécution de la présente convention, dans la mesure où de telles défaillances sont causées par un événement qui échappe à son contrôle raisonnable, incluant, mais sans s'y limiter, une action gouvernementale, le feu, une explosion, un désastre naturel, une inondation, une guerre, une émeute, un accident, des blocus, des insurrections, des émeutes, des épidémies, des tremblements de terre, des ouragans, des tornades, des inondations, des tempêtes de neige ou de grêle anormales, des conflits de travail, une pénurie de main-d'œuvre ou de matériaux, les augmentations de coûts de matériaux, les difficultés de transports, actions de l'ennemi public, l'existence de toute circonstance rendant l'exécution commerciale impraticable.

18) La renonciation par une Partie de toute violation ou dispositions contenues dans la convention ou cette Annexe 7, ne constitue pas une renonciation à d'autres violations par l'autre Partie. Le délai ou l'incapacité de toute Partie de faire respecter ses droits en vertu de la convention ou de l'Annexe 7, ne doit pas être considéré comme une renonciation audits droits.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160077001

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Objet :	Conclure une entente-cadre de services d'entretien préventif et de réparations avec la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, d'une durée de 36 mois, pour l'entretien, la réparation et l'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 721 856,13 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2016 08 30 convention visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, chef de division droit contractuel
Tél : 514-872-8323

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-30

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division - droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division : Affaires civiles

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
30 AOUT 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE SERVICES D'ENTRETIEN PRÉVENTIF ET DE RÉPARATIONS

ENTRE : **NEDERMAN CANADA LIMITED,** personne morale légalement constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* dont l'adresse est le 5865, McLaughlin Road, Unit 1, Mississauga, Ontario, L5R 1B8, agissant et représentée par M. Gerry Tracey, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

No d'inscription T.P.S. : 105836613
No d'inscription T.V.Q. : 1003859720

(ci-après désignée **« Nederman »** ou **« Firme »)**

ET : **VILLE DE MONTRÉAL** personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

No d'inscription T.P.S. : 121364749
No d'inscription T.V.Q. : 1006001374

(ci-après désignée **« Ville »**)

(ci-après également individuellement et collectivement désignées **« Partie »** et **« Parties »)**

ATTENDU QUE la Ville désire conclure un contrat d'entretien préventif et de réparations avec Nederman;

ATTENDU QUE le système d'extraction de fumée Magna est conçu et fabriqué par Nederman pour capter et évacuer les gaz directement à la sortie des gaz d'échappement des véhicules d'urgence, lequel système est installé dans plusieurs casernes de pompiers de la Ville (« **Système** »);

ATTENDU QUE les composantes principales du Système sont, sans limitation, le ventilateur d'évacuation ainsi que les conduits, les contrôles, le chariot (équipé d'un équilibreur en forme de cône), un boyau flexible vertical et/ou horizontal avec un embout HB Nederman ainsi qu'un électroaimant;

ATTENDU QUE Nederman est la seule entreprise autorisée et reconnue par le manufacturier pour effectuer l'entretien et les réparations sur le Système;

ATTENDU QUE Nederman effectuera toutes les inspections et ajustements nécessaires au bon fonctionnement du Système de chaque caserne de pompiers pour s'assurer que celui-ci respecte les normes du manufacturier;

ATTENDU QUE toute réparation ou tout appel de service non inclus dans le prix indiqué à l'article 4.1 des présentes et dont le coût total, excluant les taxes, dépasse mille dollars (1 000 $) doit être autorisé au préalable par le Directeur;

ATTENDU QUE le travail doit toujours être effectué par la Firme au meilleur coût possible (réparation ou remplacement) pour la Ville;

ATTENDU QUE la Ville maintiendra un inventaire de pièces de rechange dont la composition sera basée sur l'historique des besoins;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à Nederman;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

1.1 La Ville retient les services de la Firme qui accepte d'exécuter les travaux décrits à l'article 3 (Obligations de la Firme), conformément à la présente convention et à ses Annexes.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2.1 Dans la présente convention (en plus d'autres termes définis aux présentes), à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1.1 « **Annexe 1** »: Liste des casernes de pompiers possédant un Système;

2.1.2 « **Annexe 2** » : Liste des tâches d'entretien préventif;

2.1.3 « **Annexe 3** » : Coordonnées du contact de Ingénierie Carmichael Ltée;

2.1.4 « **Annexe 4** » : Frais pour réparations et service de base en dehors du cadre d'entretien préventif;

2.1.5 « **Annexe 5** » : Liste des pièces de remplacement pour le Système - prix 2016;

2.1.6 « **Annexe 6** » : Coût des services annuels;

2.1.7 « **Annexe 7** » : Modalités et conditions de vente de produits et services sur les lieux;

2.1.8 « **Directeur** » : Le directeur du Service de sécurité incendie de Montréal.

2.2 Le préambule et les Annexes font partie intégrante de la présente convention, sans qu'il soit nécessaire de les répéter tout au long.

2.3 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition inconciliable des Annexes.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA FIRME

En contrepartie du paiement par la Ville de la somme indiquée à l'article 4 (Prix), la Firme doit fournir à la Ville les services suivants :

Les Services de base :

3.1 Une (1) fois tous les deux cent soixante dix (270) jours de calendrier («**Période d'inspection** »), effectuer une inspection d'entretien préventif dans chaque caserne de pompiers listée à l'Annexe 1 pour un total de quatre (4) inspections dans chacune des dites casernes, durant toute la durée de la présente convention, afin d'y effectuer les tâches listées à l'Annexe 2 («**Services de base** »);

3.2 fournir au Directeur, pour approbation, dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, un calendrier écrit des Services de base pour la première Période d'inspection. Par la suite, au plus tard trente (30) jours avant la fin de chaque Période d'inspection subséquente, fournir au Directeur, pour approbation, un calendrier des Services de base pour la Période d'inspection suivante;

3.3 pour la première Période d'inspection, le calendrier de l'inspection d'entretien préventif sera flexible afin de permettre de devancer une inspection d'entretien préventif, si un appel de service est logé pour une caserne de pompiers dont l'inspection était prévue ultérieurement à l'horaire préalablement approuvé;

3.4 pour chacune des Périodes d'inspection subséquentes prévues à la convention, le calendrier d'inspection sera flexible afin de permettre de devancer une inspection si un appel de service est logé pour une caserne de pompiers dont l'inspection était due dans les soixante (60) jours suivant la date de l'appel de service;

3.5 advenant que de nouveaux Systèmes soient installés dans des casernes de pompiers existantes ou dans de nouvelles casernes durant la période de la convention, la Firme s'engage à fournir les mêmes services que ceux prévus à la présente convention, et ce, a des tarifs identiques selon le type de caserne (Annexe 6).

Les Services additionnels :

3.6 répondre a tout appel de service autre que de Services de base (« **Services additionnels** ») fait par le Directeur ou son représentant dans un délai de vingt-quatre (24) heures maximum et effectuer les réparations appropriées dans un délai convenu avec le Directeur, ou son représentant autorisé, aux tarifs des Annexes 4 et 5;

3.7 lors d'une inspection de l'entretien préventif, advenant un bris non inclus dans les Services de base ou si, en cours d'exécution de l'entretien préventif, la Firme se rend compte que des pièces endommagées ou brisées doivent être remplacées, elle doit effectuer la réparation. La Ville accepte d'assumer tous les coûts relatifs à l'appel de service ou le travail supplémentaire, pour les Services additionnels au coût de main-d'œuvre et matériaux, indiquées aux Annexes 4 et 5. À cet égard, si le coût total pour les Services additionnels avant taxes est de plus de mille dollars (1 000 $), il doit au préalable être autorisé par le Directeur, par écrit (incluant, sans y être limité, par courrier électronique);

Général :

3.8 lors d'un appel pour des Services de base ou des Services additionnels, si une réparation non-prévue doit être effectuée, offrir la première heure de main d'œuvre afférente à ce travail sans frais pour la Ville;

3.9 lorsqu'un Service de base ou un Service additionnel nécessite plus d'une (1) visite à une caserne, facturer un (1) seul frais de camion à la Ville;

3.10 élaborer un inventaire de pièces de rechange pour le Système basé sur l'historique des besoins, conjointement avec la Ville;

3.11 récupérer et réutiliser les pièces des Systèmes existants appartenant à la Ville si la qualité des pièces usagées fournies par la Ville permet de les remettre en fonction, sans que le bon fonctionnement des Systèmes ne

soit compromis. A cet égard, ces pièces usagées de même que des pièces neuves seront disponibles au dépôt situé au 6650, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec; s'il est impossible de réutiliser une pièce usagée, la Firme doit utiliser une pièce neuve de l'inventaire de la Ville, si cette dernière est disponible;

3.12 sur demande du Directeur, fournir à la Ville toute information, tout rapport ou document se rapportant exclusivement à l'exécution de tous les services;

3.13 toujours accorder à la Ville un rabais de vingt-cinq pour-cent (25%) sur le prix des pièces de remplacement des Systèmes. La Firme devra fournir à la Ville une nouvelle liste de prix (Annexe 5 uniquement) à chaque année pour la durée de la convention. Cette liste reflétera la variation de coût d'acquisition encourue et sera soumise au Directeur pour approbation préalable;

3.14 toutes les inspections, ajustements et essais des Systèmes seront réalisés conformément aux normes du manufacturier;

3.15 la Firme ne pourra, en aucun temps, facturer à la Ville les frais de service en surtemps indiqués à l'Annexe 4, sans avoir préalablement obtenu une autorisation écrite du Directeur;

ARTICLE 4
PRIX

4.1 En contrepartie de l'exécution par la Firme des Services de base et des obligations qui lui incombent en vertu de cette convention autres que les Services additionnels, la Ville s'engage à lui verser, pour toute la durée de la présente convention, une somme maximale de cent vingt cinq mille cinq cent soixante-dix neuf dollars et quatorze cents (125 579,14 $) incluant la taxe applicable sur les produits et services (**T.P.S.**) et la taxe de vente du Québec (**T.V.Q.**) étant entendu que les Services additionnels incluant, sans s'y limiter, la main-d'œuvre, les pièces et les matériaux, seront sujets à des frais supplémentaires indiqués à la présente convention;

4.2 la Firme doit présenter à la Ville une facture mensuelle pour les Services de base rendus dans le cadre de la présente convention;

4.3 la Firme doit présenter une facture mensuelle distincte de celle prévue à l'article 4.2 pour les Services additionnels et pour tout bien fourni dans le cadre de la présente convention;

4.4 la Ville ne paie une facture que si elle respecte toutes les modalités prévues à la présente convention et qu'elle correspond aux services effectivement rendus par la Firme;

4.5 aucun paiement effectué par la Ville ne doit être considéré comme une indication que les travaux ont été réalisés à la satisfaction de cette dernière.

ARTICLE 5
REPRÉSENTANTS DES PARTIES

5.1 Aux fins de l'exécution de la présente convention, les représentants des Parties sont :

POUR LA VILLE :

Carole Guérin
Chef de section – Section immobilière
Service de sécurité incendie de Montréal
514-872-8196 (téléphone)
514-868-1082 (télécopieur)
cguerin@ville.montreal.qc.ca

POUR LA FIRME :

Yvan Williams
Directeur régional des ventes Québec Ouest et la Vallée de l'Outaouais
905-366-2200 (téléphone)
905-366-2206 (télécopieur)
Yvan.williams@nederman.com

Une Partie à la présente convention peut changer de représentant. Dans ce cas, elle doit aviser l'autre Partie du nom du remplaçant de celui-ci, de son adresse et de toute autre information s'y rapportant.

ARTICLE 6
EXCLUSIVITÉ

6.1 La Firme et ses filiales représentent et garantissent à la Ville que la Firme est la seule entreprise autorisée par le manufacturier du Système à effectuer l'entretien préventif et toutes les réparations nécessaires au fonctionnement de celui-ci. En cours d'exécution de la présente convention, advenant qu'une autre entreprise que la Firme soit autorisée

par le manufacturier du Système à effectuer cet entretien ou toute réparation, la Firme devra en aviser la Ville sans délai.

ARTICLE 7
DURÉE, RENOUVELLEMENT ET RÉSILIATION

7.1 La présente convention prend effet à sa date de signature la plus tardive par toutes les Parties pour une durée de trente-six (36) mois;

7.2 chaque Partie peut résilier cette convention sans aucune responsabilité si l'autre Partie est en défaut de respecter toute obligation importante de cette convention. La résiliation sera effective trente (30) jours suivant l'avis de celle-ci à moins qu'il n'ait été remédié au défaut à l'intérieur de ce délai.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 La Firme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

8.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

8.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. La Firme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
INDEMNISATION

9.1 Nonobstant l'article 14 de l'Annexe 7 des présentes, la Firme garantit et tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de cette convention; elle prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemnise de tous

jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcées contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

ARTICLE 10
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

10.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 4 (Prix).

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Entente complète

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

11.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

11.4 Représentations de la Firme

La Firme n'est pas la mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des Parties.

11.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

11.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être transférés ni cédés sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

11.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de la Firme

La Firme fait élection de domicile au 5865 McLaughlin Road, Unit 1, Mississauga, Ontario, L5R 1B8 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur national de projets. Pour le cas où elle changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, la Firme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 4040 Avenue Du Parc, Montréal, Québec, H2W 1S8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

11.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

Cette convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE ET AUX ENDROITS INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

À _____

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

_____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2016

À _____

NEDERMAN CANADA LIMITED

Par :

_____
Gerry Tracey
Directeur national de projets

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération du ___ e jour de _____, 2016 (Résolution CG16 _____).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160077001

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification , Division des ressources matérielles
Objet :	Conclure une entente-cadre de services d'entretien préventif et de réparations avec la firme Nederman Canada Limited, fournisseur unique, d'une durée de 36 mois, pour l'entretien, la réparation et l'acquisition de pièces pour les systèmes de captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers, pour une somme maximale de 721 856,13 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Nederman 2016 à 2019.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hélène MAURICE
Conseillère en gestion des ressources financières
Direction du conseil et du soutien financier – Point de service Sécurité incendie
Tél : 514-872-6012

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-31

Hélène DÉRY
Conseiller(ere) chef d'équipe en gestion - finances

Tél : 514 872-9782
Division : Direction du conseil et du soutien financier – Point de service Sécurité incendie

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2016/09/29
17:00

(1)

Dossier # : 1161009003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	Autoroute Bonaventure
Objet :	Accorder un contrat à Électricité Grimard inc., pour l'implantation de la première phase du système de transport intelligent dans le cadre du projet Bonaventure – Dépense totale de 1 818 634,09 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 214716 (2 soumissionnaires conformes).

Il est recommandé :
1. d'accorder à Électricité Grimard inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'implantation de la première phase du système de transport intelligent dans le cadre du projet Bonaventure, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 818 634,09$, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro 214716;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-09-06 09:43

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161009003**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	Autoroute Bonaventure
Objet :	Accorder un contrat à Électricité Grimard inc., pour l'implantation de la première phase du système de transport intelligent dans le cadre du projet Bonaventure – Dépense totale de 1 818 634,09$, taxes incluses - Appel d'offres public no 214716 (2 soumissionnaires conformes).

CONTENU

CONTEXTE

Nature du projet

La Ville de Montréal est propriétaire du tronçon de l'autoroute Bonaventure situé entre le milieu du canal de Lachine et la rue Notre-Dame, où les voies rapides prennent fin. Plutôt que d'investir pour prolonger la vie utile de cette structure sur pilotis construite en 1966, la Ville a choisi de la remplacer par un boulevard urbain au niveau du sol. Cette opération d'envergure, qui constitue le cœur du Projet Bonaventure, contribuera à renouveler une entrée majeure du centre-ville et à retisser les liens entre les secteurs lui étant adjacents.

Historique et état d'avancement du projet - Développement du concept d'aménagement

Au printemps 2009, un avant-projet détaillé a été rendu public pour le Projet Bonaventure. La même année, l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) a été mandaté afin de mener une consultation sur cet avant-projet. À la lumière des recommandations de l'OCPM, trois séries d'ajustements au Projet Bonaventure ont été approuvées par la Ville respectivement en août 2010 (CE10 1239), en décembre 2012 (CE12 1994) et en décembre 2014 (CE14 1963).

Historique et état d'avancement du projet - Réalisation des travaux

Les principaux travaux relatifs à la mise en œuvre du Projet Bonaventure ont débuté à l'automne 2011. De façon générale, le chantier peut être divisé en trois grandes étapes portant respectivement sur :

1. le remplacement de la majorité des infrastructures souterraines du secteur de même que l'ajout d'un égout sanitaire dans certains tronçons de rues;

2. la réalisation des travaux associés à la construction du nouveau boulevard urbain et à la

destruction conséquente de l’autoroute sur pilotis;

3. le réaménagement des rues est-ouest du secteur d’intervention de même que l’aménagement de lieux publics.

L'étape 1 ayant été essentiellement complétée en décembre 2014, on complète avec le présent dossier les travaux de l'étape 2 qui correspond au remplacement de l'autoroute Bonaventure par un boulevard urbain.

Déjà, les travaux de reconfiguration de la bretelle de sortie reliant l’autoroute Ville-Marie au boulevard Robert-Bourassa sont en cours à la suite de la décision CG15 0413.

L'entente entre la Ville et le Ministère des transports, de la mobilité durable et de l’électrification des transports (MTMDET). adoptée par la décision CG15 0484 prévoit que l'implantation d'un système de transport intelligent est requis pour que cette bretelle puisse être ouverte à la circulation, ce qui est prévu en décembre prochain.

Le présent dossier porte sur ces travaux de système de transport intelligent (STI) qui comprennent la fourniture, le transport, l’installation, la mise en service, la configuration, le raccordement physique et l’intégration au « Centre de Gestion de la Mobilité Urbaine » (CGMU) de la Ville de Montréal ainsi que l'intégration au « Centre Intégré de Gestion de la Circulation (CIGC) » du MTMDET.

Les systèmes qui seront intégrés dans cette phase sont des caméras de télésurveillance PTZ et un système de détection de file d'attente à la sortie de la bretelle du tunnel Ville-Marie (Nazareth). Ces équipements seront reliés par un système de télécommunication par fibre optique qui fera le lien entre les différentes intersections ainsi que le CGMU et le CIGC.

En 2017, à la suite d'un deuxième appel d'offres, il est prévu de compléter le système de transport intelligent spécifique au projet Bonaventure qui mettra en réseau l'ensemble des feux de circulation du secteur.

Afin d’en faciliter la gestion et la réalisation, les travaux compris dans le Projet Bonaventure ont été divisés en lots. Le lot lié au présent dossier est décrit dans le tableau ci-dessous.

	Montant prévu au dossier décisionnel	**Date de début**	**Date de fin**
Lot 31T - Implantation des équipements et mise en réseau STI temporaire nécessaire à la réouverture de la bretelle de sortie de l’autoroute Ville-Marie vers le nouveau boulevard urbain.	1 818 634.09 $, taxes incluses	octobre 2016	Décembre 2016

Afin d'alléger le sommaire, la liste des travaux complétés et subséquents est présentée en pièce jointe.

La Division de la gestion de projets et économie de la construction de la DI du SIVT a procédé à l'appel d'offres pour les travaux mentionnés à l'objet du dossier.

La Division des grands projets (portefeuille 4) de la DI du SIVT assume pour sa part la responsabilité de procéder à l'octroi de contrat et d'en gérer la réalisation.

L'appel d'offres (qui porte le numéro 214716) s'est déroulé du 20 juillet 2016 au 24 août 2016. Précisons que les soumissions reçues demeurent valides pendant les cent vingt (120) jours qui suivent la date d'ouverture, soit jusqu'au 22 décembre 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal *Le Devoir* et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 36 jours, ce qui excède le délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Un (1) addenda a été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

NUMÉRO ADDENDA	DATE DE PUBLICATION	CONTENU
1	22 août 2016	Clarification au devis de feux de circulation ainsi que certaines clarifications au devis de maintien de la circulation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0465 - 20 août 2015 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la construction de la chute à neige Riverside, l'enlèvement du cintrage existant dans l'intercepteur sud et le réaménagement de surface afférent - Projet Bonaventure - Dépense totale de 2 273 000,00 $, taxes incluses.
CG15 0458 - 20 août 2015 - Accorder à Lumca inc. plus bas soumissionnaire conforme, un contrat d'une durée de 36 mois pour la fourniture des lampadaires requis pour assurer l'éclairage des rues et des trottoirs des rues Duke, de Nazareth et des rues transversales - Projet Bonaventure - Dépense totale de 916 324,84 $, taxes incluses.

CG15 0484 - 20 août 2015 - Approuver un protocole d'entente de collaboration entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports du Québec (MTQ) quant au réaménagement de certaines entrées et sorties de l'autoroute Ville-Marie, dans le cadre du Projet Bonaventure

CG15 0413 - 18 juin 2015 - Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour le réaménagement définitif de la rue Duke, entre les rues Wellington et Saint-Jacques, de la rue Notre-Dame, entre les rues de Nazareth et Duke ainsi que de l'entrée et de la sortie de l'autoroute Ville-Marie - Projet Bonaventure - Lots 5A-5C-5D-5E-5H-5J-22-24-25-30C-34A - Dépense totale de 19 114 603,56 $, taxes incluses.

CG15 0395 - 18 juin 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 875 841,75 $, taxes incluses, pour la prolongation d'une année du contrat intervenu avec Les Consultants S.M. inc. (CG14 0088) pour la réalisation d'activités liées principalement à l'élaboration des plans et devis d'ingénierie et à l'assistance technique relatives aux travaux prévus de 2015 à 2017, dans le cadre du Projet Bonaventure, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 569 259,54 $ à 4 445 101,29 $, taxes incluses.

CG15 0267 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat à Béton Bolduc inc. pour la fourniture des pavés et dalles de bétons requis pour la réalisation des travaux de trottoirs des rues Duke, de Nazareth et des rues transversales - Projet Bonaventure - Dépense totale de 1 012 646,34 $, taxes incluses.

CG15 0090 - 26 février 2015 - Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour la construction des futures rampes du boulevard urbain, la démolition de la structure actuelle et la réalisation des travaux connexes dans les rues Duke et de Nazareth, entre les rues de la Commune et William - Projet Bonaventure - Lots 8, 8A, 26A, 27 et 29 - Dépense totale de 24 218 587,47 $, taxes incluses.

CG15 0023 - 29 janvier 2015 - Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour la reconstruction d'infrastructures souterraines et réaménagement géométrique incluant des travaux de

reconstruction de trottoirs, de structures et pour les travaux d'éclairage et de feux de signalisation dans les rues de Nazareth et Notre-Dame - Lots 6A, 6D, 6E, 6F, 6G, 20D, 23 et 30A - Projet Bonaventure, dans les arrondissements de Ville-Marie et du Sud-Ouest - Dépense totale de 10 443 514,69 $, taxes incluses.

CE14 1963 - 17 décembre 2014 - Confirmer, dans le cadre du Projet Bonaventure, l'aménagement de nouveaux lieux publics permanents dans le quadrilatère formé des rues Wellington, de Nazareth, Saint-Paul et Duke / Prendre connaissance du concept d'aménagement élaboré pour l'ensemble des lieux publics prévus dans le cadre du projet.

CE14 1900 – 10 décembre 2014 - Autoriser le lancement d'appels d'offres publics visant l'acquisition des différents éléments de mobilier urbain requis dans le cadre de la réalisation du Projet Bonaventure.

CE14 1538 - 15 octobre 2014 - Autoriser le lancement d'appels d'offres publics pour la réalisation des travaux qui débuteront en 2015 dans le cadre du Projet Bonaventure.

CE14 1537 - 15 octobre 2014 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour des services professionnels visant la surveillance et l'assistance technique en ingénierie requises pour les travaux qui débuteront en 2015, dans le cadre du Projet Bonaventure.

CE14 1318 - 27 août 2014 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public visant à permettre l'acquisition des équipements d'éclairage de rue requis dans le cadre de la réalisation du Projet Bonaventure.

CE14 1032 - 25 juin 2014 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public de services professionnels pour la réalisation d'interventions archéologiques requises en 2014 dans le secteur délimité par les rues Brennan, de la Commune et de Nazareth - Projet Bonaventure - Arrondissements de Ville-Marie et du Sud-Ouest / Approuver les critères de sélection et leur pondération qui seront utilisés lors de l'évaluation des soumissions.

CG14 0205 - 1er mai 2014 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville Inc., pour la reconstruction de conduites d'égout unitaire (combiné) et de conduites d'eau secondaires, pour la construction de conduites d'égout sanitaires, pour le réaménagement géométrique incluant des travaux de reconstruction de trottoirs, de fourniture et de pose de bordures et de pavés et pour des travaux d'éclairage et de feux de signalisation, dans les rues Ottawa, de Nazareth et Wellington - Lots 1B, 6D, 15, 19 et 21 - Projet Bonaventure. Arrondissements : Ville-Marie et Le Sud-Ouest. Dépense totale de 14 457 641,57 $, taxes incluses (contrat : 12 960 000,00 $ + incidences : 1 497 641,57 $).

CE13 1382 - 11 septembre 2013 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour des services professionnels visant la livraison des plans et devis d'ingénierie requis relatifs aux travaux prévus en 2014 et 2015 dans le cadre du Projet Bonaventure.

CE12 1994 - 5 décembre 2012 - Approuver diverses modifications au scénario de référence du Projet Bonaventure, notamment quant aux trajets des autobus métropolitains. Mandater le Bureau de projet mixte Bonaventure (BPMB) et la Direction des transports afin de poursuivre, sur la base de ce scénario de référence révisé, le travail relatif au volet « gestion des déplacements » du Projet Bonaventure.

CG11 0320 - 28 septembre 2011 - Accorder un contrat à Les Constructions et Pavage Jeskar inc. pour des travaux d'élargissement des rues Duke et de Nazareth, de la rue Wellington à la rue Saint-Paul. Dépense totale de 2 686 783,92 $, taxes incluses.

CE11 0893 - 15 juin 2011 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la

réalisation de trois lots de travaux relatifs à l'aménagement de voies temporaires dans une partie des rues Dalhousie, de Nazareth et Duke, et ce, dans le cadre du Projet Bonaventure.

DESCRIPTION

Les travaux liés au présent dossier (voir croquis en pièce jointe) sont décrits au tableau « Principaux travaux faisant l'objet du présent dossier » de la section « Contexte ». Ils correspondent au:

· Lot 31T – Implantation des équipements et mise en réseau STI temporaire nécessaire à la réouverture de la bretelle de sortie de l'autoroute Ville-Marie vers le nouveau boulevard urbain.

L'implantation du lot 31T constitue la première phase d'implantation du STI. Cette phase initiale est nécessaire à la réouverture de la bretelle de sortie de Nazareth de l'autoroute Ville-Marie.

Dans une phase subséquente, le reste des équipements permettant une gestion optimale du réseau pourront être implantés. Comme mentionné précédemment, ces interventions s'inscrivent dans le cadre du protocole d'entente entre la Ville et le MTMDET (CG15 0484 - 20 août 2015).

Contingences et incidences

Le pourcentage de contingences inscrit au bordereau de soumission est de 15 %.

JUSTIFICATION

Justification des travaux prévus
Le cœur du Projet Bonaventure réside dans le remplacement de l'actuelle autoroute Bonaventure par un boulevard urbain au niveau du sol entre les rues Wellington et Notre-Dame. Pour assurer la mobilité adéquate et répondre au protocole d'entente liant la Ville de Montréal et le MTMDET, la Ville doit entre autres réaliser, à partir de la seconde moitié de 2016, les travaux liés au présent dossier et présentés dans la rubrique « Description ».

Analyse des soumissions

Sur 17 preneurs du cahier des charges, 2 firmes ont déposé une soumission et 15 n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 11.76% et 88.23%. Le faible pourcentage de soumissions s'explique part le fait que certains preneurs du cahier des charges sont des firmes d'ingénierie et que ce domaine étant hautement spécialisé plusieurs sous-traitants d'équipements sont nécessaires pour pouvoir soumissionner.

La liste des preneurs du cahier des charges apparaît en pièce jointe.

Le tableau suivant résume les résultats de soumission :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		(taxes incluses)		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	Électricité Grimard inc. (Licence RBQ # 1163-8350-95) (Attestation Revenu Québec valide du 19 août au 30 novembre 2016)	1 581 420,94 $	237 213,15 $	1 818 634,09 $
2	Systèmes Urbains inc.	2 461 582,32 $	369 237,35 $	2 830 819,67 $
Estimation des professionnels externes		1 251 729,37 $	187 759,41 $	1 439 488,78 $
Coût moyen des soumissions reçues ($)				**2 324 726,88 $**
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)				**27,8%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme			**($)**	**1 012 185,58 $**
			(%)	**55,7%**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)**	**379 145,31 $**
			(%)	**26,3%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse			**($)**	**1 012 185,58 $**
			(%)	**55,7%**

L'écart de 26,3% entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation externe est lié à la nature des travaux à réaliser. Il s'agit d'un domaine technologique spécialisé et les données de références sont rares. L'exactitude de l'estimation a donc été affectée par la complexité du projet.

Il est aussi important de souligner que l'estimation externe provient du concepteur responsable de l'élaboration des plans et devis puisqu'aucune firme spécialisée en estimation normalement mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction, ne se jugeait compétente pour effectuer le travail de façon assez précise vu la nature hautement spécialisée du mandat.

Le plus bas soumissionnaire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles) et n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ.

Ce dossier est assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics. Électricité Grimard inc. a obtenu son attestation de l'Autorité des marchés financiers le 21 février 2014.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 1 818 634,09 $ (taxes incluses), incluant un montant de 1 581 420,94 $ pour les travaux et un montant de 237 213,15 $ pour les contingences.
Le coût net à la charge des contribuables montréalais lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale est de 1 660 655,33 $.

Dépenses assumées par l'agglomération - Service des infrastructures, de la voirie et des transports

La dépense totale sera assumée à 100 % par le budget d'immobilisations du Service des infrastructures, de la voirie et des transports.

Cette dépense est prévue au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 du Service des infrastructures, de la voirie et des transports au projet 40501 - Havre de Montréal - Réaménagement de l'autoroute Bonaventure via le règlement d'emprunt RCG 11-018.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le but de répondre à l'orientation et aux objectifs du plan de développement durable de la Ville de Montréal ainsi qu'à la stratégie gouvernementale de développement durable révisée 2015-2020, qui visent notamment à créer une société sans gaspillage en maximisant la valeur ajoutée par une saine gestion de ses matières résiduelles, l'ensemble des lots de travaux liés au présent dossier en particulier et au Projet Bonaventure en général contribuera entre autres à :

· l'amélioration de la fiabilité des temps de parcours et de la ponctualité des autobus locaux et métropolitains;
· favoriser la mobilité urbaine efficiente au centre-ville;
· l'amélioration de l'accès des autobus métropolitains au terminus centre-ville.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Précisons que tout retard dans l'octroi du contrat faisant l'objet du présent dossier pourrait avoir un impact significatif sur le calendrier global de réalisation et l'échéance du Projet Bonaventure.
Afin de respecter le calendrier et l'échéance de réalisation du Projet Bonaventure, il est nécessaire que les travaux liés au présent dossier soient complétés d'ici la fin de 2016. .

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication particulière pour ce dossier en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates visées

· Octroi du contrat par le conseil d'agglomération : septembre 2016

· Début des travaux : octobre 2016

· Fin des travaux : décembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Son Thu LÊ, Service des infrastructures_voirie et transports
Sébastien LÉVESQUE, Le Sud-Ouest
Claude DUBOIS, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

François HUBERT
Ingénieur chargé de projets

Tél : 514 872-4371
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-01

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division

Tél : 514 872-4781
Télécop. : 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-09-02


RUE SAINT-JACQUES
RUE NOTRE-DAME
RUE SAINT-MAURICE
RUE SAINT-PAUL
RUE WILLIAM
RUE QUEEN
RUE PRINCE
RUE DUKE
RUE DE NAZARETH
RUE BRENNAN
RUE DE LA COMMUNE
RUE DALHOUSIE
RUE MANSFIELD
RUE MONTFORT
RUE ANN
RUE OTTAWA
RUE WELLINGTON
RUE DE LA CATHÉDRALE
RUE SHANNON
RUE PEEL
LÉGENDE
Lot 31T

Montréal

RÉSULTATS DE SOUMISSION

SOUMISSION NO 214716
ANNONCE NO 24 DATE DE L'ANNONCE: 20/07/2016
DATE D'OUVERTURE 24/08/2016
DÉCRET 1049-2013
CHARGÉ DE PROJET: Jérémie Carriére
CHARGÉ DE CONFORMITÉ: François Hubert

TITRE: Implantation d'un système de transport intelligent (STI) dans le cadre du projet Bonaventure.

PRÉPARÉ PAR: Majida Tabit DATE DE TRAITEMENT: 30-Aug-16

RÉSULTATS DE SOUMISSION *(taxes incluses)*

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	Électricité Grimard inc. (Licence RBQ # 1163-8350-95) (Attestation Revenu Québec valide du 19 août au 30 novembre 2016)	1 581 420.94 $	237 213.15 $	1 818 634.09 $
2	Systémes Urbains inc.	2 461 582.32 $	369 237.35 $	2 830 819.67 $
	Estimation des professionnels externes	1 251 729.37 $	187 759.41 $	1 439 488.78 $
	Coût moyen des soumissions reçues ($)			**2 324 726.88 $**
	Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			**27.8%**
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		**($)**	**1 012 185.58 $**
			(%)	**55.7%**
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)**	**379 145.31 $**
			(%)	**26.3%**
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		**($)**	**1 012 185.58 $**
			(%)	**55.7%**

En ce qui concerne les informations relatives à l'analyse des résultats de soumission, veuillez vous référer aux rubriques "Description" et "Justification" du document "Complément au guide de rédaction des dossiers décisionnels".

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES NON CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1				
2				
3				

Caution Conforme

Description	Coût	Date de début	Date de fin
Travaux complétés ou en cours			
Lot 1 - Rues Ottawa (entre les rues Dalhousie et Duke) et Dalhousie (entre les rues Ottawa et William) : remplacement des infrastructures souterraines et construction d'un égout sanitaire. (CG12 0010) *Note : le tronçon « Dalhousie - de Nazareth » a été retiré du contrat en raison d'imprévus survenus lors du chantier. Ces interventions ont été intégrées dans le contrat approuvé en vertu de la résolution CG14 0152.*	3 395 297,69 $, taxes incluses	février 2012	septembre 2012
Lot 1B - Rue Ottawa (entre les rues Dalhousie et de Nazareth) : construction d'un égout sanitaire. Lot 6D - Rue de Nazareth (entre les rues Wellington et Ottawa) : construction d'un égout sanitaire, remplacement des infrastructures souterraines, remplacement des trottoirs ouest et de la bordure des trottoirs est de même que réalisation de travaux de chaussée. Lot 15 - Rue de Nazareth (entre les rues Brennan et Wellington) : remplacement des infrastructures souterraines, construction d'un égout sanitaire et réalisation de travaux de chaussée. Lot 19 - Rue Wellington (entre les rues Ann et Prince) : remplacement des infrastructures souterraines de même que réalisation de travaux de chaussée. Lot 21 - Dessous de l'autoroute Bonaventure (entre les rues Brennan et Wellington) : prolongement de l'égout sanitaire jusqu'à la chute à neige « Wellington ». (CG14 0152) *Note : pour des raisons d'ordre administratif, la portion des travaux du lot 6D portant sur les trottoirs a été retirée du contrat et intégrée dans celui approuvé en vertu de la résolution CG15 0023.*	14 457 641,57 $, taxes incluses, pour les lots 1B, 6D, 15, 19 et 21 (un seul contrat)	avril 2014	décembre 2014
Lot 2 - Rue de Nazareth (entre les rues Wellington et Saint-Paul) : ajout d'une voie temporaire de circulation. Lot 3 - Rue Duke (entre les rues Wellington et Saint-Paul) : ajout d'une voie temporaire de circulation. (CG11 0320)	2 686 783,92 $, taxes incluses, pour les lots 2 et 3 (un seul contrat)	octobre 2011	mars 2012
Lot 2A - Rue de Nazareth (entre les rues Wellington et Saint-Paul) : éclairage de la voie temporaire de circulation. Lot 3A - Rue Duke (entre les rues Wellington et Saint-Paul) : éclairage de la voie temporaire de circulation. (CE11 1882)	195 632,01 $, taxes incluses, pour les lots 2A et 3A (un seul contrat)	février 2012	août 2012
Lot 5A - Rue Duke (entre les rues Ottawa et William) : remplacement des utilités publiques (Bell). Lot 5C - Rue Duke (entre les rues Ottawa et William) : remplacement des infrastructures souterraines. Lot 6C - Rue de Nazareth (entre les rues Ottawa et Notre-Dame) : construction d'un égout sanitaire, élargissement de la chaussée et remplacement des infrastructures souterraines. (CG12 0359) *Note : les lots 5A et 5C ont été en grande partie retirés du contrat en raison d'imprévus survenus lors du chantier. Ces lots sont intégrés dans le contrat faisant l'objet du présent dossier.*	3 119 819,81 $, taxes incluses, pour les lots 5A, 5C et 6C (un seul contrat)	décembre 2012	juillet 2013
Lot 6A - Rue de Nazareth (entre les rues William et Saint-Jacques) : remplacement d'infrastructures liées au réseau technique de Bell. Lot 6D - Rue de Nazareth (entre les rues Wellington et Ottawa) : remplacement des trottoirs ouest et de la bordure des trottoirs	10 443 514,69 $, taxes incluses, pour les lots 6A, 6D, 6E, 6F, 6G, 20D, 23 et 30A (un seul contrat)	février 2015	juillet 2015

est de même que réalisation de travaux de chaussée. Lot 6E - Rue de Nazareth (entre les rues Ottawa et Saint-Jacques) : remplacement des trottoirs ouest et de la bordure des trottoirs est, réalisation de travaux de chaussée et aménagement d'un embarcadère d'autobus. Lot 6F - Rue de Nazareth (entre les rues Notre-Dame et Saint-Jacques) : remplacement d'infrastructures souterraines. Lot 6G - Rues Notre-Dame, Saint-Maurice et Saint-Paul (entre la limite ouest du viaduc ferroviaire du Canadien National et la rue Duke) : construction de nouveaux massifs pour la Commission des services électriques de Montréal (CSEM). Lot 20D - Sortie « Mansfield » de l'autoroute Ville-Marie : aménagement d'une baie de virage à droite additionnelle pour les véhicules voulant accéder à la rue Saint-Jacques à partir de la sortie de l'autoroute. Lot 23 - Sortie « de Nazareth » de l'autoroute Ville-Marie : construction du mur ouest de la nouvelle rampe qui permettra d'accéder à la rue de Nazareth à partir de l'autoroute Ville-Marie. Lot 30A - Rue Notre-Dame (entre les rues de Nazareth et Duke) : reconstruction d'infrastructures souterraines. (CG15 0023)			
Lot 7 - Rue Brennan (entre les rues Ann et Duke) : remplacement des infrastructures souterraines et construction d'un égout sanitaire. (CG12 0273)	3 100 001,23 $, taxes incluses	novembre 2012	juillet 2013
Lot 8 - Autoroute Bonaventure (entre les rues de la Commune et Wellington) : construction des rampes du futur boulevard urbain (portion est). Lot 8A - Autoroute Bonaventure (entre les rues de la Commune et Wellington) : réalisation de travaux de structures préparatoires aux lots 8 et 27. Lot 26A - Secteur délimité par les rues Brennan et Duke de même que par la rampe de sortie de l'autoroute Bonaventure : réalisation de travaux de chaussée (aménagement d'une voie temporaire de circulation). Lot 27 - Autoroute Bonaventure (entre les rues de la Commune et Wellington) : construction des rampes du futur boulevard urbain (portion ouest). Lot 29 - Autoroute Bonaventure (entre les rues Wellington et William) : abattement.	24 218 587,47 $, taxes incluses	mars 2015	automne 2016
Lot 14 - Îlot délimité par les rues de la Commune et de Nazareth de même que par l'autoroute Bonaventure : réaménagement d'une cour de voirie (travaux relevant de la Direction des stratégies et transactions immobilières). (CG13 0230)	1 185 139,26 $, taxes incluses	juillet 2013	novembre 2013
Lot 17 - Rue William (entre les rues Dalhousie et Duke) : remplacement du collecteur d'égout. Lot 18 - Rue William (entre les rues Dalhousie et Duke) : remplacement des infrastructures autres que le collecteur d'égout et réalisation de travaux de chaussée. (CG14 0205)	5 231 100,00 $, taxes incluses, pour les lots 17 et 18 (un seul contrat)	juin 2014	décembre 2014
CSEM (contrat 1241) : déplacement de réseaux dans les rues William (entre les rues de l'Inspecteur et Prince) et Ottawa (entre les rues Ann et de Nazareth).	1 492 896,73 $, taxes incluses	février 2012	novembre 2012
CSEM (contrat 1242) : déplacement de réseaux dans les rues Wellington (entre les rues Ann et Prince) et de Nazareth (entre les rues Wellington et Ottawa).	333 742,68 $, taxes incluses	février 2012	septembre 2012
CSEM (contrat 1261) : déplacement de réseaux dans la rue de Nazareth (entre les rues William et Saint-Jacques).	165 941,73 $, taxes incluses	novembre 2012	mars 2013

Travaux à venir			
Lot 21A - Dessous de l'actuelle l'autoroute Bonaventure (entre les rues Brennan et Wellington) : branchement de l'égout sanitaire à la chute à neige « Wellington ».	à venir	2017	2017
Lot 26B - Secteur délimité par les rues Brennan et Duke de même que par l'actuelle rampe de sortie de l'autoroute Bonaventure : remplacement des infrastructures souterraines et réaménagement.	à venir	2017	2017
Lot 31 – Réseaux artériel et local (plusieurs tronçons situés principalement dans le quadrilatère « de Nazareth / Saint-Jacques / Duke / Wellington ») : réalisation de diverses interventions en matière de circulation afin d'assurer la fonctionnalité et la sécurité des liens entre le futur boulevard urbain et l'autoroute Ville-Marie.	à venir	2017	2017
Lot 32 - Îlots centraux (entre les rues Brennan et Saint-Jacques) : implantation d'œuvres d'art.	à venir	2017	2017
Lot 33 - Îlots centraux (entre les rues Brennan et Saint-Jacques) : aménagement de lieux publics et de trottoirs.	à venir	2017	2017
Lot 35 - Aire d'exercice canin située au coin nord-ouest de l'intersection « Duke-Brennan » : réaménagement.	à venir	2017	2017
Lot 36 - Rue Saint-Maurice (de l'ouest du viaduc du CN à la rue de Nazareth) : réaménagement des trottoirs et réalisation de travaux de chaussée.	à venir	2017	2017
Lot 37 - Rue Saint-Paul (de l'ouest du viaduc du CN à la rue de Nazareth) : réaménagement des trottoirs et réalisation de travaux de chaussée.	à venir	2017	2017
Lot 38 - Rue William (de l'ouest du viaduc du CN à la rue de Nazareth) : réaménagement des trottoirs.	à venir	2017	2017
Lot 39 - Rue Ottawa (de l'ouest du viaduc du CN à la rue de Nazareth) : réaménagement des trottoirs.	à venir	2017	2017
Lot 40A - Rue Wellington (de l'ouest du viaduc du CN à la rue de Nazareth) : réaménagement des trottoirs.	à venir	2017	2017
Lot 41A - Rue Brennan (entre la rue de la Commune et la rampe « Brennan ») : remplacement des trottoirs et réalisation de travaux de chaussée.	à venir	2017	2017
Lot 41B - Rue Brennan (entre les rues de Nazareth « est » et Duke) : remplacement des trottoirs et réalisation de travaux de chaussée.	à venir	2017	2017
Lot 42 - Rue de la Commune (entre les rues Wellington et Duke) : réalisation de travaux de chaussée.	à venir	2017	2017

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 21 février 2014

ÉLECTRICITÉ GRIMARD INC.
A/S MONSIEUR JACQUES GRIMARD
1235, RUE BERSIMIS
CHICOUTIMI (QC) G7K 1A4

N° de décision : 2014-CPSM-1011484
N° de client : 3000146066

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ÉLECTRONIQUE GRIMARD
- GRIMARD ÉLECTRICITÉ
- GRIMARD 2006

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). ÉLECTRICITÉ GRIMARD INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **20 février 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 214716
Numéro de référence : 999777
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Implantation d'un système de transport intelligent (STI) dans le cadre du projet Bonaventure.

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ Métropolitaine 8245, boul. du Golf, suite 100 Montréal, QC, H1J0B2 http://www.acq.org/region-metropolitaine.html NEQ :	Madame Sophie Quenneville Téléphone : 514 355-3245 Télécopieur :	**Commande : (1161771)** 2016-08-08 15 h 21 **Transmission :** 2016-08-08 15 h 21	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CIMA+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1156739)** 2016-07-20 14 h 32 **Transmission :** 2016-07-20 14 h 32	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8 NEQ : 1149495146	Madame Nathalie Côté Téléphone : 514 331-7944	**Commande : (1161544)** 2016-08-08 11 h 53 **Transmission :** 2016-08-08 17 h 25	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel

		Télécopieur : 514 331-2295		2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Daktronics Canada inc. 1130, rue Lévis, bureau 4 Terrebonne, QC, J6W 5S6 NEQ : 1142224667	Monsieur Daniel Brault Téléphone : 450 492-1003 Télécopieur : 450 492-6066	**Commande : (1156760)** 2016-07-20 14 h 56 **Transmission :** 2016-07-20 14 h 56	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Électricité Grimard Inc. 1235 Bersimis Chicoutimi, QC, G7K 1A4 http://www.grimard.ca NEQ : 1141847179	Monsieur Jacques Grimard Téléphone : 418 549-0745 Télécopieur : 418 545-7942	**Commande : (1156241)** 2016-07-19 15 h 50 **Transmission :** 2016-07-19 15 h 50	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Électroméga Ltée. 105 Avenue Liberté Candiac, QC, J5R 3X8 http://www.electromega.com NEQ : 1143177658	Monsieur Pascal Lamoureux Téléphone : 450 635-1020	**Commande : (1156567)** 2016-07-20 11 h 10 **Transmission :** 2016-07-20 11 h 10	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel

		Télécopieur : 450 635-1021		2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Gastier M.P. Inc. 10400 boul du Golf Montréal, QC, H1J 2Y7 http://www.gastier.com NEQ : 1168999176	Madame Nathalie Inkel Téléphone : 514 325-4220 Télécopieur : 514 325-3822	**Commande : (1161329)** 2016-08-08 10 h **Transmission :** 2016-08-08 15 h 11	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1 http://www.groupelml.ca NEQ : 1169018786	Madame Nancy Ross Téléphone : 450 347-1996 Télécopieur : 450 347-8509	**Commande : (1156509)** 2016-07-20 10 h 03 **Transmission :** 2016-07-20 10 h 03	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1145922051	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1156459)** 2016-07-20 9 h 22 **Transmission :** 2016-07-20 13 h 38	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau)

				2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les entreprises d'électricité Renaissance inc 23 avenue Milton Montréal, QC, H8R1K6 NEQ :	Madame Louise Genest Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1156466)** 2016-07-20 9 h 28 **Transmission :** 2016-07-20 9 h 28	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8 NEQ : 1166302126	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1155855)** 2016-07-19 9 h 28 **Transmission :** 2016-07-19 11 h 01	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Orange Traffic 18195 J.A. Bombardier Mirabel, QC, J7J0E7 http://www.orangetraffic.com NEQ : 1164353626	Monsieur Patrick Lauziere Téléphone : 450 477-5262 Télécopieur :	**Commande : (1157391)** 2016-07-21 23 h 41 **Transmission :** 2016-07-22 4 h 11	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement

				2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pomerleau Inc... 500, rue St-Jacques, 11e étage Montréal, QC, H2Y 0A2 NEQ : 1142005934	Madame Nancy Lazure Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1156454)** 2016-07-20 9 h 18 **Transmission :** 2016-07-20 9 h 18	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Rogers Solutions d'affaires 800 de la Gauchetière ouest Portail Nord-E Montréal, QC, H5A 1K3 NEQ : 3363131296	Monsieur Fabien Mariou Téléphone : 438 837-0542 Télécopieur :	**Commande : (1156480)** 2016-07-20 9 h 39 **Transmission :** 2016-07-20 9 h 39	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1157060)** 2016-07-21 10 h 05 **Transmission :** 2016-07-21 10 h 05	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel

			2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Systèmes Urbains Inc. 8345 Pascal Gagnon Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y5 http://www.systemesurbains.com NEQ : 1168008721	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1156354)** 2016-07-20 7 h 21 **Transmission :** 2016-07-20 7 h 21	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 34 - Courriel 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 10 - Courriel 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 10 h 31 - Courriel 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tacel ltée 8008 Jarry Montréal, QC, H1J 1H5 http://www.tacel.ca NEQ : 1147386263	Monsieur Yassine Benamghar Téléphone : 514 252-4443 Télécopieur : 514 252-6915	**Commande : (1160334)** 2016-08-03 12 h **Transmission :** 2016-08-03 12 h	2640172 - 214716_Addenda #1 2016-08-22 10 h 35 - Télécopie 2640177 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (devis) 2016-08-22 13 h 25 - Messagerie 2640178 - 214716_Formulaire de soumission ADDENDA #1 (bordereau) 2016-08-22 13 h 10 - Téléchargement 2640205 - 214716_Addenda #1-C 2016-08-22 11 h 02 - Télécopie 2640207 - 214716_Addenda #1-F 2016-08-22 10 h 30 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161009003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Objet :	Accorder un contrat à Électricité Grimard inc., pour l'implantation de la première phase du système de transport intelligent dans le cadre du projet Bonaventure – Dépense totale de 1 818 634,09$, taxes incluses - Appel d'offres public no 214716 (2 soumissionnaires conformes).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1161009003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Preposé au budget
Tél : (514) 872-4014

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-02

Paul KANAAN
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-2857

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1163334019

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises de Construction Refrabec inc., pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 2 et no 4 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 586 986,06 $, taxes incluses, - Appel d'offres 1935-AE-16 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Les Entreprises de construction Refrabec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 2 et no 4 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 586 986,08 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1935-AE-16;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-08-12 17:24

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163334019**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises de Construction Refrabec inc., pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 2 et no 4 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 586 986,06 $, taxes incluses, - Appel d'offres 1935-AE-16 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Station d'épuration des eaux usées Jean R.-Marcotte (Station) est dotée de quatre incinérateurs servant à brûler les boues recueillies au cours de ses opérations. Ces incinérateurs sont en opération depuis 1988 et requièrent régulièrement la remise à neuf de certaines composantes majeures. L'expérience acquise au cours des dernières années confirme la nécessité d'une remise à niveau majeure du réfractaire et de l'acier sur chacun des quatre incinérateurs de la Station à tous les deux ans. Les incinérateurs 2 et 4 sont remis à niveau en alternance avec les incinérateurs 1 et 3.

La planification des arrêts des incinérateurs nos 2 et 4 à planchers multiples est donc à nouveau effectué cette année pour leur remise à niveau à compter de la première semaine du mois de novembre 2016 pour le premier et en janvier 2017 pour le second. Lors de ces arrêts, l'inspection des différents planchers par le personnel expérimenté de la Station permettra de préciser lesquels doivent être reconstruits. L'ampleur des travaux ainsi que les travaux supplémentaires sont normalement couverts dans le coût du contrat.

Un appel d'offres a été lancé le 20 juin 2016 et publié sur le site SEAO et dans le journal La Presse. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 20 juillet 2016. La validité des soumissions est de 120 jours. Le montant des contingences prévu au contrat est de 10 %. Aucun addenda n'a été émis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0546 - 24 septembre 2015 - Accorder à Les Entreprises de construction Refrabec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 1 et no 3 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 653 675,65 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1924-AE-15 (1153334025);

CG14 0342 - 21 août 2014 - Accorder un contrat à Reftech International inc. pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 2 et no 4 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 553 013,65 $, taxes incluses - Appel d'offres public 1915-AE (2 soum.) 1143334018;

CG13 0316 - 29 août 2013 - Accorder un contrat à Les entreprises de construction Refrabec inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 1 et no 3 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit une somme maximale de 662 248,47 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1912-AE (1133334017).

DESCRIPTION

L'envergure des travaux à réaliser à l'intérieur de l'incinérateur nos 2 et 4 sera précisée lors de l'inspection après la mise hors service et le nettoyage de ceux-ci. Il est très probable que deux planchers sur les onze de l'incinérateur devront être reconstruits ainsi que les briques d'assises des planchers à reconstruire, que des bras racleurs, des cages des brûleurs et des arches d'autres planchers endommagés devront être remis à neuf. Toutefois, année après année, des travaux récurrents sont effectués et sont reliés à l'usage intensif des incinérateurs. À cet effet, le bordereau des prix comprend l'ensemble des travaux qui pourraient être exécutés mais qui ne seront confirmés qu'une fois les incinérateurs inspectés.

Certaines parties de parois des gaines des gaz et la cheminée d'urgence sont souvent corrodées de façon importante par les gaz de combustion. Le cas échéant, le remplacement des sections endommagées exigera obligatoirement la réfection du revêtement métallique, les ancrages, les blocs isolants, le béton réfractaire etc. Ces travaux permettront, le cas échéant, de maintenir l'intégrité de la structure métallique et d'éliminer les risques d'émission de gaz toxiques d'incinération dans le bâtiment des boues causés par des perforations dans les gaines d'acier, ce qui pourrait mettre en péril la santé et la sécurité de notre personnel.

Ce type de travaux exige une main-d'œuvre spécialisée, dans des conditions très difficiles et en majeure partie sous des conditions de haute sécurité reliées à des travaux en espaces clos.

JUSTIFICATION

Des mesures préventives ont été prises régulièrement pour conserver ces équipements en bon état depuis la mise en opération de ces incinérateurs. Cependant, des travaux de remise à neuf sont nécessaires afin d'éviter l'apparition de points chauds sur les parois d'acier de la gaine de dérivation des gaz et l'émission de gaz toxiques dans le bâtiment.

Durant une période d'environ six semaines, la capacité d'incinération de la Station d'épuration sera donc réduite de 25 %, rendant les opérations d'incinération plus vulnérables en cas d'imprévus sur les trois autres incinérateurs en activité.

Les arrêts planifiés de ces incinérateurs est prévu en novembre 2016 et en janvier 2017, périodes de l'année durant lesquelles la Station d'épuration reçoit normalement moins d'eaux usées à traiter, minimisant ainsi la vulnérabilité des opérations d'incinération en cas d'imprévus.

Cinq entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et deux ont présenté une soumission. Seuls des entrepreneurs spécialisés dans ce genre de travaux sont en mesure de soumissionner, ce qui explique le nombre relativement réduit de soumissionnaires.

Tableau d'analyse des soumissions			
Firmes soumissionnaires	**Prix** (avec taxes)	**Contingences** (avec taxes)	**Total** (avec taxes)
1. Les Entreprises de Construction Refrabec inc.	**533 623.69 $**	**53 362.37 $**	**586 986.06 $**
2. Reftech International inc.	548 235.29 $	54 823.53 $	603 058.82 $
Estimation interne des professionnels	552 581.35 $	55 258.13 $	607 839.48 $
Coût moyen des soumissions reçues			595 022.44 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			1.37%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			16 072.76 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			2.74%
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($)			(20 853.42 $)
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)			-3.43%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			16 072.76 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			2.74%

L'écart entre l'estimation interne et la plus basse soumission conforme est favorable de 3,43 %.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit la compagnie Les Entreprises de Construction Refrabec inc. au montant de sa soumission, soit 586 986,06 $, taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites - Les Entreprises de Construction Refrabec inc. 925 boul. Lionel-Boulet Varennes, Québec - no de licence 2755-8618-54 et l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec expirant le 31 octobre 2016 avec sa soumission.

Les soumissionnaires n'avaient pas à obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de ce contrat et Les Entreprises de Construction Refrabec inc. ne possède pas une telle attestation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat est de 586 986,06 $ taxes incluses incluant 53 562,37 $ pour

les contingences. Les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement 2016-2017 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau.

Cette dépense représente un coût net pour l'agglomération de 535 996,51 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense sera imputée comme suit :

Division : Entretien
Objet de dépenses : Entretien et réparation – Infrastructure municipales

DEEU	2016	2017	Total
1030.0010000.103065.04141.55402.000000.0000.000000.056003.00000.00000 (AF-Fonds de l'eau-Agglomération / budget régulier / Entretien / traitement des eaux usées / Entr.Rép. - Infrastructure municipales / Général/ secteur boues)	267 998.26 $	267 998.25 $	535 996.51 $
	267 998.26 $	267 998.25 $	535 996.51 $

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Recyclage des biosolides de la station d'épuration
La Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte génère annuellement 300 000 tonnes humides de gâteaux et ces gâteaux de boues, une fois incinérés, génèrent 45 000 tonnes de cendres, qui sont ensuite enfouies au lieu d'enfouissement technique.

· Le recyclage des biosolides de la station d'épuration est un élément important du développement durable compte tenu de leur quantité et qualité. Tout est mis en oeuvre pour identifier des avenues de recyclage.

· Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) a adopté en 2011 la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, dont l'objectif principal est d'atteindre un taux de recyclage de 100% pour 2020. La station d'épuration vise plutôt une stratégie de recyclage multiapproche et progressive de ses biosolides au cours des prochaines années.

· Le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles prévoit, à la Mesure no 3 : « Acheminer les boues valorisables vers une filière de valorisation ».

· La qualité et la quantité des boues de Montréal doivent être tenues en compte dans le choix des filières de recyclage. La situation de Montréal n'est pas la même que pour des municipalités qui génèrent moins de boues et ont moins d'établissements industriels.

Études sur le remplacement des incinérateurs

· Une première étude sur le remplacement des incinérateurs a été réalisée afin d'explorer diverses avenues et d'autres études sont nécessaires et à venir afin de raffiner les solutions en fonction de la grande production de boues de la station d'épuration.

· Diverses options au remplacement des incinérateurs sont à l'étude dont la biométhanisation, le séchage thermique ainsi que d'autres types de technologies d'incinération moins énergivores et émettant moins de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

- En cas de capacité d'incinération inférieure aux besoins, les boues devront être disposées dans un site d'enfouissement;

- La disposition au site d'enfouissement est cependant dispendieuse, soit ± 100 $ / tonne et le coût journalier d'enfouissement s'élève en moyenne à 15 000 $ (7 semi-remorques).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : novembre 2016

Fin des travaux : mars 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-08-05

Claude S MEUNIER
Ingénieur

Tél : 280-4418
Télécop. : 280-4387

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Surintendant de la Division Entretien
Tél : 514 280-4098
Approuvé le : 2016-08-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-08-12

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 1935-AE-16
Numéro de référence : 991979
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 2 et no 4 à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Axiome Construction inc. 1400, Sauvé Ouest , suite 250 Montréal, QC, H4N 1C5 NEQ : 1144235620	Monsieur Jean Rahme Téléphone : 514 856-2371 Télécopieur : 514 956-7852	**Commande : (1143866)** 2016-06-21 11 h 12 **Transmission :** 2016-06-21 13 h 16	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Refrabec 925, boul. Lionel-Boulet Varennes, QC, J3X 1P7 NEQ : 1142873794	Monsieur Sylvain Ouellet Téléphone : 450 449-5390 Télécopieur : 450 449-5520	**Commande : (1144253)** 2016-06-22 7 h 13 **Transmission :** 2016-06-22 7 h 55	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 1080, Beaver Hall, bureau 200 Montréal, QC, H2Z 1S8 http://www.englobecorp.com NEQ : 1167280206	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Commande : (1143947)** 2016-06-21 12 h 43 **Transmission :** 2016-06-21 12 h 43	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Nordmec Construction inc. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant, QC, J8E 2R2 NEQ : 1164575657	Monsieur Yanick Gougeon Téléphone : 819 429-5555 Télécopieur : 819 429-6555	**Commande : (1145520)** 2016-06-23 16 h 06 **Transmission :** 2016-06-23 21 h 04	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Reftech International Inc. 1700 50e Avenue Montréal, QC, H8T2V5 NEQ : 1169291144	Monsieur Paul Guillard Téléphone : 514 633-8665 Télécopieur : 514 633-8665	**Commande : (1144647)** 2016-06-22 13 h 38 **Transmission :** 2016-06-22 13 h 38	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163334019

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises de Construction Refrabec inc., pour les travaux de remise à niveau des systèmes d'incinération des boues no 2 et no 4 de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 586 986,06 $, taxes incluses, - Appel d'offres 1935-AE-16 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1163334019_InterventionFinancière1.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget

Tél : (514) 280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-08

Bruno LAGACÉ
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : (514) 280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1160660009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 250 000 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réfection de la toiture et autres travaux au 1800, Chemin Remembrance (218) dans le cadre du contrat accordé à la firme 9006-9311 Québec Inc. DEVCOR (1994) (CG16 0337) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 212 682,96 $ à 2 462 682,96 $, taxes incluses, et le montant total du budget d'incidences de 110 000,00 $ à 185 000,00$. taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense supplémentaire de 325 000 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réfection de la toiture et autres travaux au 1800, Chemin Remembrance (218) dans le cadre du contrat accordé à la firme 9006-9311 Québec Inc. DEVCOR (1994) (CG16 0337), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à la firme 9006-9311 Québec Inc. DEVCOR (1994) un surplus contractuel total de 250 000 $, majorant ainsi le montant total du contrat octroyé de 2 212 682,96 $ à 2 462 682,96 $, taxes incluses;
3. d'autoriser une somme supplémentaire de 75 000 $ pour les incidences, majorant ainsi le budget de celles-ci de 110 000 $ à 185 000 $;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'Agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-09-02 16:59

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160660009**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 250 000 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réfection de la toiture et autres travaux au 1800, Chemin Remembrance (218) dans le cadre du contrat accordé à la firme 9006-9311 Québec Inc. DEVCOR (1994) (CG16 0337) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 212 682,96 $ à 2 462 682,96 $, taxes incluses, et le montant total du budget d'incidences de 110 000,00 $ à 185 000,00$. taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le 1800, Chemin Remembrance, est le bâtiment de service du parc du Mont-Royal occupé par le Service des travaux publics de l'Arrondissement Ville-Marie, responsable de l'entretien du parc. Il s'agit d'un édifice de quelque 485 mètres carrés d'aire de bâtiment avec façades en pierres et toit en cuivre à double versants construit en 1961 dans le secteur de la clairière entre la maison Smith et le Pavillon du Lac-aux-Castors, tout près de la cavalerie. Il comporte un étage de bureaux et un sous-sol où sont situés les garages. Trois abris pour matériaux en vrac, construits de façon temporaire avec de gros blocs de béton massifs empilés, se retrouvent dans la cour de service située derrière le bâtiment, du côté sud.
Après 55 ans, la toiture de cuivre, les portes et fenêtres, les chaudières du système de chauffage, le réseau de plomberie et les appareils d'éclairage sont rendus à la limite de leur durée de vie utile et doivent être refaits. Des infiltrations d'eau au sous-sol sont à corrigées, des dalles de béton doivent être réparées. L'accessibilité universelle du bâtiment est à faire et les abris pour matériaux en vrac doivent être reconstruits de façon permanente, car ils ne sont plus sécuritaires dans leur état existant. En même temps, le magasin doit être réaménagé pour mieux satisfaire les besoins de l'occupant.

Des plans et devis ont donc été préparés à cet effet par des firmes externes. Suite à un appel d'offres public en février 2016, un contrat a été octroyé à la fin mai et les travaux ont débuté en juin 2016.

Cependant, dès le départ, plusieurs imprévus sont survenus et ont grevé rapidement les budgets pour travaux contingents et pour travaux incidents.

Dans ce contexte, les budgets pour travaux contingents et incidents seront vraisemblablement insuffisants pour terminer le chantier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0337 - 19 mai 2016 Accorder un contrat à 9006-9311 Québec inc. DEVCOR (1994) pour les travaux de réfection de la toiture et autres travaux au 1800, chemin Remembrance - Dépense totale de 2 322 682,96 $, taxes incluses.
CG15 0502 - 20 août 2015 Accorder un contrat de services professionnels à Cardin Ramirez Julien inc. et Stantec Experts-Conseils ltée pour la réalisation de divers projets de protection de bâtiments de parcs et corporatifs pour une somme maximale de 2 117 781,27 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'approbation d'une majoration :

1. du montant maximal du contrat de la firme 9006-9311 Québec Inc. DEVCOR (1994) afin de permettre à l'entrepreneur de finir la réfection de la toiture et autres travaux au 1800, Chemin Remembrance (218) incluse au contrat, mais dont les travaux sont d'une plus grande ampleur qu'initialement prévu en raison des imprévus de chantier;
2. du montant du budget d'incidences devenu trop restreint pour couvrir les frais de laboratoire, la surveillance en résidence des travaux de toiture, la location de roulottes pour la relocalisation temporaire des occupants durant les travaux, les frais de déménagement et l'achat d'équipements premiers suite aux travaux, pour lesquels il avait été prévu.

Le contrat initial au montant de 2 212 682,96 $ taxes incluses (TI) comportait un budget de contingences de 288 610,82 $ TI, soit 15 % du coût soumis pour les travaux. En raison de la quantité et des coûts importants des imprévus de chantier, ce budget de contingences est devenu insuffisant pour y faire face et pour terminer les travaux inclus au contrat avant l'hiver.

L'augmentation du budget de contingences requise est ventilée ainsi :

- 288 610,82 $ TI : budget de contingences initial, soit 15 % du coût soumis par DEVCOR, i.e. 1 924 072,14 $ TI;
- 250 000,00 $ TI : montant de l'augmentation du budget de contingences (soit + 86,6 % du coût du budget de contingences initial);
- 538 610,82 $ TI : nouveau budget de contingences après augmentation, soit 28,0 % du coût soumis par DEVCOR, i.e 1 924 072,14 $ TI.

La valeur du contrat sera ainsi majorée de 2 212 682,96 $ TI à 2 462 682,96 $ TI, soit une augmentation de 11,3 %.

L'augmentation du budget d'incidences requise est quant à elle ventilée ainsi :

- 110 000,00 $ TI : budget d'incidences initialement voté, soit 5 % du coût du contrat de construction initial;
- 75 000,00 $ TI : montant de l'augmentation du budget d'incidences (soit + 68,2 % du coût du budget d'incidences initial, i.e. 110 000,00 $ TI);
- 185 000,00 $ TI : nouveau budget d'incidences après augmentation, soit 7,5 % du coût du contrat de construction augmenté, i.e. 2 462 682,96 $ TI.

La dépense totale, après subvention, sera ainsi majorée de 1 978 206,62 $, taxes incluses, $ à 2 303 206,62 $, taxes incluses, soit une augmentation de 10,8 %.

JUSTIFICATION

Les imprévus ayant grevé le budget de contingences ont été de trois natures :

1. Des exigences rattachées à l'émission du permis de construction telle que celle du ministère de la Culture et des communications du Québec, émise après l'appel d'offres, d'installer une toiture de cuivre sur les abris pour matériaux en vrac;
2. Des coûts rattachés au déménagement des occupants dans des roulottes plutôt que dans les espaces disponibles au Chalet du Mont-Royal tel qu'ils l'avaient d'abord prévu;
3. Des coûts rattachés à des conditions de chantier non prévisibles telles qu'une cheminée devant être reconstruite et non simplement rejointoyée ou à des conditions de site différentes de celles envisagées à partir des expertises préalables.

Par ailleurs, les dépenses incidentes se sont aussi avérées plus importantes que prévues en raison notamment de conditions de sols différentes à réexpertiser ou le changement de scénario pour la relocalisation des occupants. De plus, les retards dans les travaux exigeront une relocalisation des occupants plus longue que prévue exigeant des frais additionnels de location de roulottes-bureaux et d'entretien des roulottes sanitaires les desservant.

En date du 31 juillet 2016 :

- le degré d'avancement des travaux était d'environ 17 %;
- le budget pour travaux contingents était déjà engagé à hauteur de quelque 45 % alors que d'autres imprévus tels que des sols contaminés pointaient à l'horizon;
- le budget d'incidences était déjà engagé à 99% alors que des frais additionnels relatifs à la prolongation de la relocalisation des occupants allaient devoir être encourus.

Dans ce contexte, le budget pour travaux contingents et le budget d'incidences seront vraisemblablement insuffisants pour terminer le chantier sans craindre d'avoir à l'arrêter soudainement en cas d'autres imprévus importants, faute d'argent pour continuer les travaux. En conséquence, les budgets de contingences et d'incidences doivent être augmentés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat de la firme 9006-9311 Québec Inc. DEVCOR (1994) sera augmenté de 250 000 $ TI (+11,3%). De plus, le budget d'incidences initial sera augmenté de 75 000$ (+ 68,2%). Les travaux sur lesquels portent ces augmentations ne sont pas subventionnables dans le cadre de l'Entente MCCQ-Ville.
L'augmentation de 325 000 $, taxes incluses, de la dépense initiale qui en découle sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 15-070 du règlement - Travaux de rénovation et de protection d'immeubles. Le total de la dépense sera alors porté à 2 303 206,62 $ TI. Le calcul des coûts est annexé en pièces jointes. Le coût net de l'augmentation, après ristourne de taxes, représente 296 768,32 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'Agglomération. Le montant sera entièrement dépensé en 2016.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les documents ayant trait au développement durable sont déjà inclus au devis du cahier des charges (gestion des déchets de construction et de démolition, protection de l'environnement).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'ensemble des travaux sont prévus pour être terminés pour décembre 2016. Un arrêt de chantier en raison de fonds insuffisants pour faire face aux nouveaux imprévus occasionnerait des coûts additionnels relatifs aux conditions d'hiver requises pour terminer le chantier ou des frais de démobilisation / remobilisation si le contrat était terminé au printemps suivant.
De plus, les travaux qui seraient retardés dans le cas d'un tel arrêt du chantier seraient ceux de la reconstruction des abris à matériaux en vrac. Or, les travaux publics de l'Arrondissement de Ville-Marie ont absolument besoin de ces abris pour l'entretien du parc du Mont-Royal dès le début de l'hiver.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non nécessaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Fin des travaux décembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Françoise TURGEON)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

José PIERRE, Ville-Marie
Liette CHARLAND, Service de la mise en valeur du territoire
Claude DUBOIS, Ville-Marie

Lecture :

Claude DUBOIS, 24 août 2016
Liette CHARLAND, 24 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrice POULIN
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-1019
Télécop. : 514-280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-23

Normand GIRARD
Chef de division
Division-projets corporatifs

Tél : 514 872-7853
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Normand GIRARD
Chef de division
Division-projets corporatifs
En remplacement de Sophie lalonde
Directrice-Direction gestion des projets immobiliers
Tél : 514 872-7853
Approuvé le : 2016-08-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-09-01

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : Appel d'offres 5796
Description : Contrat de construction à DEVCOR (1994) pour le 1800, ch. Remembrance (218), toiture et al.

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Prix forfaitaire	0,0%	1 673 470,01 $	**83 673,50 $**	**166 928,63 $**	**1 924 072,14 $**
		0,0%				
		0,0%				
		0,0%				
	Admin et profits	0,0%	inclus			
	Divers - Autres trav.	0,0%	inclus			
	Sous-total :	100,0%	**1 673 470,01 $**	**83 673,50 $**	**166 928,63 $**	**1 924 072,14 $**
	Contingences	15,0%	251 020,50 $	12 551,03 $	25 039,29 $	288 610,82 $
	Total - Contrat :		**1 924 490,51 $**	**96 224,53 $**	**191 967,93 $**	**2 212 682,96 $**
Incidences:	Dépenses générales					
	Dépenses spécifiques					
	Total - Incidences :	5,0%	**95 672,97 $**	**4 783,65 $**	**9 543,38 $**	**110 000,00 $**
	Subvention :		**299 609,78 $**	**14 980,49 $**	**29 886,08 $**	**344 476,34 $**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**1 720 553,70 $**	**86 027,69 $**	**171 625,23 $**	**1 978 206,62 $**
Ristournes:	Tps 100,00%			86 027,69 $		86 027,69 $
	Tvq 50,0%				85 812,62 $	85 812,62 $
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**1 720 553,70 $**	**- $**	**171 625,23 $**	**1 806 366,32 $**

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : Appel d'offres 5796
Description : Augmentation au contrat de construction à DEVCOR (1994) pour le 1800, ch. Rem.

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Prix forfaitaire	0,0%	- $	**- $**	**- $**	
		0,0%				
		0,0%				
		0,0%				
	Admin et profits	0,0%	inclus			
	Divers - Autres trav.	0,0%	inclus			
	Sous-total :	100,0%	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**
	Contingences		217 438,57 $	10 871,93 $	21 689,50 $	250 000,00 $
	Total - Contrat :		**217 438,57 $**	**10 871,93 $**	**21 689,50 $**	**250 000,00 $**
Incidences:	Dépenses générales					
	Dépenses spécifiques					
	Total - Incidences :		**65 231,57 $**	**3 261,58 $**	**6 506,85 $**	**75 000,00 $**
	Subvention :					
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**282 670,15 $**	**14 133,51 $**	**28 196,35 $**	**325 000,00 $**
Ristournes:	Tps	100,00%		14 133,51 $		14 133,51 $
	Tvq	50,0%			14 098,17 $	14 098,17 $
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**282 670,15 $**	**- $**	**28 196,35 $**	**296 768,32 $**

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : Appel d'offres 5796
Description : Contrat de construction à DEVCOR (1994) pour le 1800, ch. Rem., après augmentation.

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Prix forfaitaire	0,0%	1 673 470,01 $	**83 673,50 $**	**166 928,63 $**	**1 924 072,14 $**
		0,0%				
		0,0%				
		0,0%				
	Admin et profits	0,0%	inclus			
	Divers - Autres trav.	0,0%	inclus			
	Sous-total :	100,0%	**1 673 470,01 $**	**83 673,50 $**	**166 928,63 $**	**1 924 072,14 $**
	Contingences	28,0%	468 459,07 $	23 422,95 $	46 728,79 $	538 610,82 $
	Total - Contrat :		**2 141 929,08 $**	**107 096,45 $**	**213 657,43 $**	**2 462 682,96 $**
Incidences:	Dépenses générales					
	Dépenses spécifiques					
	Total - Incidences :	7,5%	**160 904,54 $**	**8 045,23 $**	**16 050,23 $**	**185 000,00 $**
	Subvention :		**299 609,78 $**	**14 980,49 $**	**29 886,08 $**	**344 476,34 $**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**2 003 223,85 $**	**100 161,19 $**	**199 821,58 $**	**2 303 206,62 $**
Ristournes:	Tps 100,00%			100 161,19 $		100 161,19 $
	Tvq 50,0%				99 910,79 $	99 910,79 $
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**2 003 223,85 $**	**- $**	**199 821,58 $**	**2 103 134,64 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160660009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 250 000 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réfection de la toiture et autres travaux au 1800, Chemin Remembrance (218) dans le cadre du contrat accordé à la firme 9006-9311 Québec Inc. DEVCOR (1994) (CG16 0337) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 212 682,96 $ à 2 462 682,96 $, taxes incluses, et le montant total du budget d'incidences de 110 000,00 $ à 185 000,00$. taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Nous sommes d'avis que l'augmentation des coûts rattachés au déménagement des occupants dans des roulottes, des conditions non prévisibles telles qu'une cheminée devant être reconstruite et non simplement rejointée et des exigences rattachées à l'émission du permis de construction constituent une modification accessoire à la convention. Cette modification ne change pas la nature de la convention quant à son objet et est accessoire en valeur, et ce, tel que permis en vertu de l'article 573.3.04 de la Loi sur les cités et villes.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel

Tél : 514-872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-31

Marie-Andrée SIMARD
Che de division, droit contractuel, Service des affaires juridiques
Tél : 514-872-1200
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160660009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 250 000 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réfection de la toiture et autres travaux au 1800, Chemin Remembrance (218) dans le cadre du contrat accordé à la firme 9006-9311 Québec Inc. DEVCOR (1994) (CG16 0337) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 212 682,96 $ à 2 462 682,96 $, taxes incluses, et le montant total du budget d'incidences de 110 000,00 $ à 185 000,00$. taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1160660009 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Françoise TURGEON
Conseillère analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-872-0946
Co-auteur
Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste
Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service HDV
Tél 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-25

Michel T TREMBLAY
Conseiller en gestion des ressources financières- C/E
Tél : 514 872-0470

Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1167231042

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Clean Water Works inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 2 721 000,00 $ (Contrat: 2 661 000,00 $ + incidences: 60 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 329408 - 5 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 2 721 000,00 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Clean Water Works inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 661 000,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 329408 ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 32,07 % par l'agglomération, pour un montant de 872 707,12 $.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-09-01 10:07

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167231042**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Clean Water Works inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 2 721 000,00 $ (Contrat: 2 661 000,00 $ + incidences: 60 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 329408 - 5 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
· Réduction de l'émission de gaz à effet de serre comparativement à la reconstruction par excavation;
· Maintien de la circulation durant les travaux.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'égout, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'égout.

Pour mesurer l'évolution du coût par kilomètre des contrats octroyés en travaux de réhabilitation de conduites d'égout depuis 2008, une liste est annexée en pièce jointe.

Déjà en 2016, trois (3) contrats d'envergure ont été octroyés pour des travaux de même nature sur le territoire de la Ville de Montréal (CM16 0607, CM16 0340, CG16 0198). Étant donné les besoins importants en réhabilitation de conduites d'égout, en particulier pour les arrondissements Plateau-Mont-Royal et Ville-Marie, le Service de l'eau a mandaté la Direction des infrastructures (DI) afin de préparer les documents requis au lancement d'un 4^{e} appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0607 - 16 mai 2016 - Accorder un contrat à Sade Canada inc., pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Anjou, de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de Montréal-Nord, d'Outremont, de Rosemont-La Petite-Patrie et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Dépense totale de 10 928 272,00 $, taxes incluses (Contrat - secteur Est : 10 728 272,00 $ + incidences : 200 000,00 $) - Appel d'offres public 329407 - 3 soumissionnaires (1164102005);
CM16 0340 - 21 mars 2016 - Accorder un contrat à Sade Canada inc. pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic–Cartierville, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent - Dépense totale de 3 948 323,80 $, taxes incluses (Contrat - secteur Ouest: 3 868 323,80 $ + incidences: 80 000,00$) - Appel d'offres public 329405 - 4 soumissionnaires (1154102008);

CG16 0198 - 24 mars 2016 - Accorder un contrat à Insituform Technologies limited pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie - Dépense totale de 11 477 000 $ (Contrat - secteur Centre: 11 277 000,00 $ + incidences: 200 000,00$) - Appel d'offres public 329406 - 4 soumissionnaires (1154102009);

CG15 0283 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat à Sade Canada inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage pour le secteur Est - Dépense totale de 11 604 938,58 $ taxes incluses (contrat 11 424 938,58 $ + incidences 180 000 $) - Appel d'offres public 322002 - 3 soumissionnaires (1154822009);

CG15 0281 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat à Clean Water Works inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage pour le secteur Ouest - Dépense totale de 11 840 000,22 $ taxes incluses (contrat 11 665 000,22 $ + incidences 175 000 $) - Appel d'offres public 322001 - 2 soumissionnaires (1154822010).

DESCRIPTION

La longueur totale des conduites d'égout à réhabiliter par chemisage structural en 2016 sera de 36,2 km, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0.84 % de l'ensemble du réseau. Le présent contrat prévoit 2,9 km. La liste des rues où les travaux de réhabilitation auront lieu est jointe au présent dossier ainsi que la liste des actifs visés par le projet.

Afin de s'assurer que l'adjudicataire possède l'expertise et les ressources nécessaires pour réaliser les travaux conformément au devis, des clauses de conformité sur l'expérience et les qualifications du soumissionnaire et des sous-traitants, sur les équipements, sur les produits de chemisage, sur la planification et la gestion des travaux sont insérées aux documents d'appel d'offres (articles 1.1 et 1.2 des clauses administratives particulières).

Il est prévu que les travaux devront être réalisés à l'intérieur de quatre-vingt-dix (90) jours mais la Ville se réserve le droit de reporter ou annuler certains travaux à sa demande sans coûts supplémentaires.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 241 909,09 $, taxes incluses, soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes au montant de 60 000,00 $, taxes incluses, comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté en annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder. Les prix de soumission ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les trois (3) plus basses soumissions ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la RBQ, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt ainsi que les exigences techniques des articles 1.1 et 1.2 des clauses administratives particulières).

L'estimation des professionnels de la Division de la conception des travaux est établie à partir de l'historique des appels d'offres de même nature depuis 2008 et ce en tenant compte de l'évolution du coût du marché.

L'écart défavorable de 439 377,17 $ (+19.8 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels peut s'expliquer par la complexité des secteurs (Ville-Marie et Plateau Mont-Royal) et par les carnets de commandes bien remplis des soumissionnaires à cette période de l'année.

Suite à une analyse plus détaillée des prix des bordereaux de soumission, l'écart pourrait aussi s'expliquer par la nécessité de l'installation d'une gaine plus performante, à prix unitaire plus élevé que l'estimation, à cause de l'état de dégradation avancée des conduites, ainsi que par les plus faibles quantités des items du bordereau avec des prix unitaires plus élevés par rapport à ceux des autres contrats déjà octroyés.

Malgré cet écart, le Service de l'eau appuie la recommandation de l'octroi du contrat. Les conduites d'égout à réhabiliter sont déjà en mauvais état et le report des travaux peut entraîner une plus grande détérioration des conduites et rendre le chemisage impossible. Le coût d'une reconstruction sera alors bien plus élevé. La Division de la conception des travaux appuie également la recommandation de l'octroi du contrat malgré l'écart.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 2 721 000,00 $ taxes incluses, incluant des incidences de 60 000,00 $, taxes incluses.
Cette dépense est assumée de la façon suivante :

· 67,93 % par la Ville centre pour un montant de 1 848 292,88 $ taxes incluses.
· 32,07 % par l'agglomération pour un montant de 872 707,12 $ taxes incluses puisqu'elle concerne l'aménagement du domaine public dans le territoire du Centre-Ville qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations»,

La dépense totale de 2 721 000,00 $, taxes incluses représente un coût net de 2 484 635,69 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants:

- # 16-026 « PG Renouv. Rés. second. AQ et ÉG », pour un montant de 1 687 737,77 $
- # RCG 16-026 « PG Renouv. Réseau AQ et ÉG » pour un montant de 796 897,92 $.

La dépense est admissible à une subvention estimée à 1 929 962,57 $ au programme d'aide financière du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU), laissant un emprunt net estimée à 554 673,12 $ à la charge spécifique des villes reconstituées.

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présenté en pièces jointes dans les documents « Incidences et ristournes » et « Budget requis ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :
· renouveler les réseaux de 1 % selon la politique nationale de l'eau;
· diminuer les infiltrations d'eau au réseau d'égout;
· réduire les émissions de gaz à effet de serre lors des travaux de réhabilitation par la diminution des excavations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, dans le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 15 décembre 2016, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances

décisionnelles visées
Début des travaux : octobre 2016
Fin des travaux : janvier 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mélanie BRISSON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Abdelwahid BEKKOUCHE, Service de l'eau
Kathy DAVID, Service de l'eau
Claude DUBOIS, Ville-Marie
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Claude DUBOIS, 25 août 2016
Kathy DAVID, 25 août 2016
Benoît MALETTE, 25 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique FILION
Ingénieur(e)

Tél : 514 872-3945
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-25

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures, en remplacement du directeur de service

Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-08-30

Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-08-30

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 329408 — No du GDD : 1167231042

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 18 - 7 - 2016 — Ouverture originalement prévue le : 17 - 8 - 2016

Ouverture faite le : 17 - 8 - 2016 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 29 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
10 - 8 - 2016	Modification au plan de la rue Plessis et de nouvelles inspections ont été ajoutées sur clé USB	aucun

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7 — Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 71

Nbre de soumissions rejetées : 1 — % de rejets : 20,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique
Les Excavations Lafontaine inc.	Informations manquantes pour respecter les exigences et l'expertise de la firme inscrites aux articles1.1 et 1.2 des clauses administratives particuliéres.

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 15 - 12 - 2016

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
CLEAN WATER WORKS INC.	2 419 090,91	241 909,09	2 661 000,00
INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED	2 450 000,00	245 000,00	2 695 000,00
SADE CANADA INC.	3 955 026,17	395 502,62	4 350 528,79
9215-2909 QUÉBEC INC. (FJORD FUSION)	4 995 234,89	499 523,49	5 494 758,38
Estimation interne	2 019 656,59	201 966,24	2 221 622,83

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **19,8%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **1,3%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	X	AMF	☐	X	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA	☐	X	Revenu Qc	☐	X	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : CLEAN WATER WORKS INC.

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 2 661 000,00

Montant des incidences ($) : 60 000,00

Date prévue de début des travaux : 17 - 10 - 2016 — Date prévue de fin des travaux : 27 - 01 - 2017

Montréal

29 août 2016

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

LISTE DES RUES - GLOBAL

Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage sur diverses rues - arrondissements Plateau Mont-Royal et Ville-Marie

Soumission 329408

Plan	Révision	Arrondissement	Rue	De	À	Corpo ou Agglo	Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)
PMR-2016-14A, 14B, 14C		Plateau-Mont-Royal	Saint-André	Mont-Royal	Boucher	Corpo	Rigide	600x900 / 750	985
PMR-2016-15		Plateau-Mont-Royal	Rachel	Saint-André	du Parc-Lafontaine	Corpo	Rigide	600x900	187
VM-2016-28		Ville-Marie	Jeanne-Mance	Président-Kennedy	Sherbrooke	Agglo	Rigide	600	187
VM-2016-29		Ville-Marie	Saint-Christophe	De Maisonneuve	Ontario	Agglo	Rigide	600x900	260
VM-2016-30		Ville-Marie	Seymour	René-Lévesque	Tupper	Agglo	Rigide	600x900	164
VM-2016-31		Ville-Marie	Plessis	De Maisonneuve	Logan	Corpo	Rigide	600x900	101
VM-2016-32A, 32B		Ville-Marie	Dorion	La Fontaine	Sherbrooke	Corpo	Rigide	600x900	690
VM-2016-33		Ville-Marie	Saint-Mathieu	Joseph-Manseau	Sainte-Catherine	Agglo	Rigide	600x900	307

Total (m) 2881

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LES TRAVAUX

Soumission: 329408
Titre: Travaux de réhabilitation des conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal.

Arrondissements: Le Plateau—Mont-Royal et Ville-Marie

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée				
Trottoir, Bordure et Mail				

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Égout réhabilitation sans tranchée 600 mm	187	m	
Égout réhabilitation sans tranchée 750 mm	25	m	
Égout réhabilitation sans tranchée 600 X 900 mm	2669	m	

Éclairage

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

CSEM

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires

Préparé par:	Dominique Filion ing.		Date:	24/08/2016

Liste des contrats octroyés - Travaux de réhabilitation de conduite secondaire d'égout

No GDD	Année d'octroi	No. Soumission	No Contrat	Partenariat	Entrepreneur	Montant octroyé ($)	Longueur octroyée (m)	Coût moyen au ml ($/m)	Remarques
1081140001	2008	9838	UX-08-001	DGSRE	M.S.C Réhabilitation	1 040 461,34 $	1 251	831,70 $	
1090746001	2009	9886	UX-09-001	DGSRE	M.S.C Réhabilitation	7 857 845,87 $	7 631	1 029,73 $	
1095106001	2009	9910	UX-09-004	DGSRE	M.S.C Réhabilitation	4 421 297,56 $	3 144	1 406,27 $	
1103228003	2010	9956	UX-10-001	DGSRE	Véolia	10 601 008,62 $	12 620	840,02 $	
1113228001	2011	9979	UX-11-001	DGSRE	Insituform	11 899 926,67 $	14 490	821,25 $	
1123228001	2012	10017	UX-12-001 OUEST	DGSRE	Clean Water Works	11 093 809,55 $	11 300	981,75 $	
1123228001	2012	10017	UX-12-001 EST	DGSRE	Clean Water Works	11 625 563,13 $	11 800	985,22 $	
1134551001	2013	10066	UX-13-001 EST	DGSRE	Clean Water Works	13 735 862,52 $	17 000	807,99 $	Contrat octroyé en 2013, travaux réalisés en 2013 et 2014.
1134551005	2013	10066	UX-13-002 OUEST	DGSRE	Insituform	12 824 384,04 $	15 000	854,96 $	Contrat octroyé en 2013, travaux réalisés en 2013 et 2015.
1134551009	2013	10125	UR-13-236	DGSRE	Clean Water Works	2 827 581,09 $	1 700	1 663,28 $	Travaux de gainage réalisés sur la rue Sainte-Catherine.
1144551001	2014	10139	UX-14-299	DGSRE	Insituform	14 868 969,27 $	17 000	874,65 $	Contrat octroyé en 2014, travaux réalisés en 2014 et 2015.
1144551001	2014	10139	UX-14-300	DGSRE	Clean Water Works	11 478 456,08 $	14 200	808,34 $	Contrat octroyé en 2014, travaux réalisés en 2014 et 2015.
1154822009	2015	322002	UX15252	DGSRE	Sade Canada	11 424 938,58 $	18 729	610,01 $	Contrat octroyé en 2015, travaux réalisés en 2015 et 2016.
1154822010	2015	322001	UX15253	DGSRE	Clean Water Works	11 665 000,22 $	17 680	659,79 $	Contrat octroyé en 2015, travaux réalisés en 2015 et 2016.
1154102009	2016	329406	329406	DGSRE	Insituform	11 277 000,00 $	14 420	782,04 $	Contrat en cours, octroyé en 2016.
1154102008	2016	329405	329405	DGSRE	Sade Canada	3 868 323,80 $	6 635	583,02 $	Contrat en cours, octroyé en 2016.
1164102005	2016	329407	329407	DGSRE	Sade Canada	10 728 272,00 $	13 250	809,68 $	Contrat en cours, octroyé en 2016.
1167231042	2016	329408	329408	DGSRE	Clean Water Works	2 661 000,00 $	2 881	923,64 $	Contrat en processus d'octroi.
					TOTAL	165 899 700 $	200 731		

Montréal

Soumission 329408 – Travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Secteur	Mesures de mitigation
Applicable à toutes les rues	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques sont décrites à l'annexe C1 du cahier C. - Protéger les aires de travail et les excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons ou des cyclistes; - Maintenir en tout temps les mouvements permis aux intersections à moins d'indication contraire tel que décrit à l'annexe C1; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles. Sinon fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - L'entrepreneur doit en tout temps laisser une voie carrossable pour les services d'urgence.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Présence de signaleur(s) qualifié(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes. - En présence d'école, de corridor scolaire et/ou de parc, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, réalisation des travaux en été, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - En présence d'hôpital, l'entrepreneur doit prévoir : présence d'un signaleur, maintien des accès aux services d'urgence, maintien de la circulation piétonnière et à mobilité réduite, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur commercial, l'entrepreneur doit prévoir : maintien des zones de livraison et débarcadères, maintien des accès aux commerces, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - Dans un secteur résidentiel, l'entrepreneur doit prévoir : stationnement interdit de 7h00 à 19h00 seulement, si possible, maintien de la circulation piétonnière, sécurisation des matériaux entreposés dans la rue; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec déplacement à pied et/ou présence d'un signaleur; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou relâchement sur un maximum d'un tronçon. La STM doit être avisée de la date et de la nature des entraves au moins trente (30) jours à l'avance, par courriel à l'adresse suivante : gestiondesreseaux@stm.info avec copie conforme à l'adresse suivante : info.entraves@stm.info. Si des arrêts d'autobus doivent être déplacés ou si une ligne d'autobus doit être détournée, la STM doit également en être avisé dix (10) jours à l'avance. - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si spécifié à l'annexe C1;

Préparé par : Annie Constantin, ing., Les Consultants SMi
Extrait du résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts 329407
Pour : Planification intégrée et gestion des impacts Direction des transports

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

RECEIVED JUN 2 7 2013

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0101

Québec, le 13 juin 2013

4-1

Clean Water Works Inc.
À l'attention de : Monsieur Jocelyn Chouinard
1800, Bantree Street
Ottawa (Ontario) K1B 5L6

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Clean Water Works Inc.
Autorisation n°2013-CPSM-0101 n° d'identification de l'Autorité : 2700007337

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous

- CWW RÉHABILITATION

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Clean Water Works Inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **12 juin 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

Code d'identification : 2700007937 Aide | Déconnexion

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

SERVICES EN LIGNE DE L'AUTORITÉ

1 877 525-0337

Accueil | Dossier client | Contrats publics | Autres

Suivi des demandes

- Le document a été ajouté à la demande.

Carte de crédit – Pour des raisons de sécurité, n'indiquez pas de numéro de carte de crédit dans un document électronique que vous transmettez à l'Autorité. Utilisez plutôt l'onglet État de compte/Paiement de votre dossier client ou procédez par la poste pour effectuer votre paiement.

La colonne « statut » indique l'état actuel de votre demande. Pour plus de détails sur les différents statuts possibles, veuillez consulter l'aide en ligne.

Département Afficher

Date	N° de demande	Type de demande	Statut	Date statut	Formulaire soumis	Ajout de document
2016-07-21	1631139815	Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics)	En attente d'un avis de l'UPAC	2016-08-22		
2016-07-21	1631139242	Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics)	Demande traitée	2016-07-21		
2016-07-04	1631122402	Demande d'information générale	Demande traitée	2016-07-13		
2016-02-09	1630968236	Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public	En analyse à l'Autorité	2016-02-10		
2016-02-09	1630968993	Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics)	En attente d'un avis de l'UPAC	2016-02-10		
2016-02-09	1630965633	Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics)	Demande traitée	2016-02-09		

Afficher les items 1 - 6 de 6

1

Retour au menu

© 2013 Autorité des marchés financiers | Conditions d'utilisation

7

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 329408
Numéro de référence : 998691
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.

☐	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
☐	Clean Water Works Inc. (CWW Réhabilitation) 1800 rue Bantree Ottawa, ON, K1B5L6 http://www.cwwcanada.com NEQ : 1164980162	Monsieur Nicolas Brennan Téléphone : 613 745-9536 Télécopieur : 613 745-9994	**Commande : (1155944)** 2016-07-19 10 h 40 **Transmission :** 2016-07-19 10 h 48	2635659 - 329408_Addenda 1 2016-08-10 15 h 44 - Courriel 2635661 - VM-2016-31 Rév 1 Plessis De Maisonneuve à Logan 2016-08-11 16 h 30 - Messagerie 2635663 - 329408_Formulaires de soumission (devis) 2016-08-10 15 h 47 - Courriel 2635664 - 329408_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-08-10 15 h 47 - Téléchargement 2635671 - 329408_ addenda no1_ support électronique 2016-08-11 14 h 41 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Camara 1041-5, route Harwood Vaudreuil-Dorion, QC, J7V 8P2 http://constructioncamara.ca NEQ : 1164339989	Monsieur Alexandre Dubé Téléphone : 450 455-9726 Télécopieur : 450 455-4165	**Commande : (1156869)** 2016-07-20 17 h 59 **Transmission :** 2016-07-21 2 h 41	2635659 - 329408_Addenda 1 2016-08-10 15 h 44 - Courriel 2635661 - VM-2016-31 Rév 1 Plessis De Maisonneuve à Logan 2016-08-11 16 h 29 - Messagerie 2635663 - 329408_Formulaires de soumission (devis) 2016-08-10 15 h 47 - Courriel 2635664 - 329408_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-08-10 15 h 47 - Téléchargement 2635671 - 329408_ addenda no1_ support électronique 2016-08-11 14 h 39 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fjord Fusion Inc. 581 Terrase Cyr Ste-Dorothee Laval, QC, H7X2H9 NEQ : 1166189440	Monsieur Eric Martin Téléphone : 418 545-1698 Télécopieur : 418 545-1206	**Commande : (1157329)** 2016-07-21 15 h 59 **Transmission :** 2016-07-21 16 h 06	2635659 - 329408_Addenda 1 2016-08-10 15 h 44 - Courriel 2635661 - VM-2016-31 Rév 1 Plessis De Maisonneuve à Logan 2016-08-11 16 h 28 - Messagerie 2635663 - 329408_Formulaires de soumission (devis) 2016-08-10 15 h 47 - Courriel 2635664 - 329408_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-08-10 15 h 47 - Téléchargement 2635671 - 329408_ addenda no1_ support électronique 2016-08-11 14 h 36 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com NEQ : 1144751931	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1156001)** 2016-07-19 11 h 25 **Transmission :** 2016-07-19 11 h 42	2635659 - 329408_Addenda 1 2016-08-10 15 h 44 - Courriel 2635661 - VM-2016-31 Rév 1 Plessis De Maisonneuve à Logan 2016-08-11 16 h 27 - Messagerie 2635663 - 329408_Formulaires de soumission (devis) 2016-08-10 15 h 47 - Courriel 2635664 - 329408_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-08-10 15 h 47 - Téléchargement 2635671 - 329408_ addenda no1_ support électronique 2016-08-11 14 h 35 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com NEQ : 1143662378	Monsieur Mathieu Lafontaine Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1156369)** 2016-07-20 8 h **Transmission :** 2016-07-20 8 h 15	2635659 - 329408_Addenda 1 2016-08-10 15 h 45 - Télécopie 2635661 - VM-2016-31 Rév 1 Plessis De Maisonneuve à Logan 2016-08-11 16 h 29 - Messagerie 2635663 - 329408_Formulaires de soumission (devis) 2016-08-10 15 h 48 - Télécopie 2635664 - 329408_Formulaires de soumission (bordereau)

				2016-08-10 15 h 47 - Téléchargement 2635671 - 329408_ addenda no1_ support électronique 2016-08-11 14 h 38 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Manorex Inc 1555 Chicoine Vaudreuil-Dorion, QC, J7V8P2 NEQ : 1170763842	Monsieur Luc Charbonneau Téléphone : 514 977-2688 Télécopieur :	**Commande : (1155684)** 2016-07-18 16 h 53 **Transmission :** 2016-07-18 17 h 46	2635659 - 329408_Addenda 1 2016-08-10 15 h 44 - Courriel 2635661 - VM-2016-31 Rév 1. Plessis De Maisonneuve à Logan 2016-08-11 16 h 31 - Messagerie 2635663 - 329408_Formulaires de soumission (devis) 2016-08-10 15 h 47 - Courriel 2635664 - 329408_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-08-10 15 h 47 - Téléchargement 2635671 - 329408_ addenda no1_ support électronique 2016-08-11 14 h 44 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9 NEQ : 1169540235	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1156320)** 2016-07-19 17 h 43 **Transmission :** 2016-07-19 17 h 58	2635659 - 329408_Addenda 1 2016-08-10 15 h 44 - Courriel 2635661 - VM-2016-31 Rév 1 Plessis De Maisonneuve à Logan 2016-08-11 16 h 27 - Messagerie 2635663 - 329408_Formulaires de soumission (devis) 2016-08-10 15 h 47 - Courriel 2635664 - 329408_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-08-10 15 h 47 - Téléchargement 2635671 - 329408_ addenda no1_ support électronique 2016-08-11 14 h 33 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167231042

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Clean Water Works inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 2 721 000,00 $ (Contrat: 2 661 000,00 $ + incidences: 60 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 329408 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1167231042 Info-Comptable.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion des ressources financières,
Tél : 514-872-6052

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-30

Lucie M PICARD
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4966
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2016/09/29
17:00

(1)

Dossier # : 1160298002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Pure Technologies pour l'évaluation de l'épaisseur résiduelle des parois des conduites principales d'aqueduc en béton-acier pour une somme maximale de 546 386,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16 15156 - (2 soumissionnaires - 1 conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel Pure Technologies ltd., seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour l'évaluation de l'épaisseur résiduelle des parois des conduites principales d'aqueduc en béton-acier, pour une somme maximale de 546 386, 49 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15156 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-08-17 13:54

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160298002**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Pure Technologies pour l'évaluation de l'épaisseur résiduelle des parois des conduites principales d'aqueduc en béton-acier pour une somme maximale de 546 386,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16 15156 - (2 soumissionnaires - 1 conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le réseau de conduites principales d'aqueduc comprend 771 km de conduites de différents matériaux; de ce nombre, environ 115 km sont en béton-acier de type SSP-381. L'intégrité structurale de ces conduites est assurée par un cylindre d'acier et des armatures enroulées en spirale autour de ce cylindre. L'exposition des tuyaux à des agents agressifs provoque une perte d'épaisseur des parois du cylindre d'acier et la corrosion des armatures. Une exposition prolongée à ces mêmes agents agressifs causera des fuites et un bris éventuel des tuyaux.
En effet, le 30 octobre 2015, un bris d'aqueduc est survenu sur le boulevard Pie-IX à l'intersection de la rue Villeray causant d'importants dégâts sur la chaussée, des impacts considérables sur la circulation, l'inondation de plusieurs résidences riveraines et des baisses de pression importantes. Afin d'évaluer le risque de bris sur ce type de conduite, la vérification de l'épaisseur résiduelle du cylindre d'acier est parmi les méthodes les plus utilisées. Ce mode d'inspection permettra d'identifier les zones de faiblesse et d'intervenir à temps. De plus, le coût d'inspection est évalué à environ 1,5% du coût d'un remplacement complet des conduites.

Actuellement la Ville ne dispose pas de contrat de services professionnels pour effectuer ce genre d'inspection. La Ville ne dispose pas non plus de ressources à l'interne pour effectuer ce type d'inspection, puisqu'il s'agit de travaux très spécialisés utilisant des technologies spécifiques qui sont pour la plupart brevetées.

L'appel d'offres public a été publié dans le quotidien le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 14 mars 2016. L'ouverture des soumissions a eu lieu au Service du greffe le 11 avril 2016. La durée de la publication a été de vingt-sept (27) jours. La durée initiale de validité des soumissions était de 180 jours, soit jusqu'au 8 octobre 2016. Toutefois, une prolongation de la validité des soumissions a été obtenue jusqu'au 6 avril 2017.

Quatre (4) addenda ont été publiés afin de clarifier certains articles du devis.

addenda 1 - 30 mars 2016 - Clarification sur les documents
addenda 2 - 30 mars 2016 - Modifications apportées au devis
addenda 3 - 30 mars 2016 - Report de la date d'ouverture des soumissions à la demande de la Direction de l'approvisionnement
addenda 4 - 31 mars 2016 - Report de la date d'ouverture des soumissions à la demande de la Direction de l'approvisionnement

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'accorder un contrat à la firme Pure Technologies Ltd., pour l'auscultation de plusieurs tronçons de conduites en béton-acier de type SSP-381 / C-303 , pour une période de deux ans débutant en 2016 et se terminant en 2018.
La méthode d'auscultation des conduites choisie est l'évaluation de l'épaisseur des cylindres d'acier avec une technique d'inspection électromagnétique. L'équipement d'inspection peut être introduit et véhiculé dans la conduite par un robot ou une équipe de techniciens.

Cette première campagne d'une durée de deux ans vise les conduites de plus grand diamètre, soit 900 mm et 1200 mm. Sur les 115 kilomètres de conduites, 10 km ont été sélectionnés pour auscultation. Le tableau suivant fournit un résumé des auscultations à venir dans le cadre du contrat à octroyer.

Auscultation prévue: Total de 10 km sur les 115 km				
Année	2016	2017	2018	Total du contrat
km par année	3,0 km	4,0 km	3,0 km	10 km
% par année	2,60 %	3,50 %	2,60 %	8,7 %

Parmi les conduites sélectionnées dans le cadre de ce mandat, nous trouvons la conduite de 1200 mm de diamètre du boulevard Pie-IX et la conduite de 1200 mm de la rue Adam.

Le fournisseur sera rémunéré en fonction de l'avancement réel des travaux en utilisant les prix unitaires décrits au bordereau des prix.

Des dépenses contingentes de 10 % du coût du contrat, soit 49 671,49 $, taxes incluses, ont été prévues dans le bordereau de soumission afin de couvrir les imprévus qui peuvent survenir durant les travaux.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public 16-15156, à deux (2) enveloppes, il y a eu cinq (5) preneurs du cahier des charges sur le site SEAO. La liste des preneurs du cahier des charges ainsi que les motifs de désistement se trouvent dans l'intervention du Service de l'approvisionnement. Deux (2) d'entre eux ont déposé une soumission, soient Pure Technologie Ltd et PICA Corp. Après établissement des pointages finaux, le comité de sélection recommande que le mandat soit accordé au seul soumissionnaire conforme ayant obtenu la note de passage, soit la firme Pure Technologie Ltd.
La firme Pure Technologies Ltd., une entreprise canadienne dont le siège social est à Calgary, est parmi les principaux fournisseurs de services à l'échelle mondiale pour l'évaluation des conduites en béton-acier en utilisant une inspection électromagnétique.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (Taxes incluses)	Contingences (Taxes incluses)	Total (Taxes incluses)
Pure Technologies Ltd.	76,7	2,32	496 715,00 $	49 671,49 $	546 386,49 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			412 760,25 $	41 276,03 $	454 036,28 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					92 350,21 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					20,34 %

L'écart défavorable de 20,34 % (92 350,21 $) entre l'estimation réalisée à l'interne et le seul soumissionnaire conforme est réparti dans tous les articles du bordereau, mais principalement aux articles ci-dessous :

- inspection et analyse des conduites 1200 mm et 900 mm : écart de 26 320 $ (+16 %);
- émission du rapport : 23 042,25 $ (+114 %);
- profilage au laser en même temps que l'inspection : 4 700 $ (+20 %);
- prise en charge des accès existants : 15 000 $ (+30 %);
- coût d'inspection au mètre : 20 243,37 $ (+ 10,7%).

Ce contrat n'est pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP).* L'adjudicataire recommandé n'a pas à obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Toutefois, la firme Pure Technologies Ltd détient une autorisation de l'AMF, en date du 8 août 2016, portant le numéro 3000872128, valide jusqu'au 7 août 2019, une copie est jointe au présent dossier.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de 546 386,49 $, taxes incluses. Aucune dépense incidente n'est prévue.
Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* »

Pour l'année 2016, la dépense s'élève à 200 000,00 $, et est prévue au budget de fonctionnement de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau. La balance du contrat, soit un montant de 346 386,49 $ sera priorisée aux budgets de fonctionnement des exercices 2017 et 2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier vise à pratiquer une gestion responsable des ressources en réduisant les fuites d'eau.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'auscultation qui découle du présent appel d'offres, permettra de connaître l'état réel de ces conduites et d'identifier à temps les zones de faiblesse pour ainsi éviter des situations lourdes de conséquences sur la sécurité publique et le bien-être des citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Septembre 2016
Début des travaux : Septembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Robert NORMANDEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Serge Martin PAUL
Ingénieur

Tél : 514 872-9557
Télécop. : 514 -872-2898

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-14

Christian MARCOUX
Chef de division Ingénierie

Tél : 514 872-3483
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-3411
Approuvé le : 2016-08-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-08-17

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1160298002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Pure Technologies pour l'évaluation de l'épaisseur résiduelle des parois des conduites principales d'aqueduc en béton-acier pour une somme maximale de 546 386,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16 15156 - (2 soumissionnaires - 1 conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

15156 Det Cah Final.pdf16-15156 intervention.pdf16-15156 tableau.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 868-3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-26

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5282
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15156 — No du GDD : 1160298002

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour l'évaluation de l'épaisseur résiduelle des conduites en béton acier – TYPE SSP-381 / C303

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 14 - 3 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 4 - 4 - 2016

Ouverture faite le : 11 - 4 - 2016

Date du comité de sélection : 26 - 4 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 31 - 3 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 27 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
PICA Corp.	pointage intérimaire inférieur à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 10 - 2016

Prolongation de la validité de la soumission de : 180 jrs

Date d'échéance révisée : 6 - 4 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Pure Technologie Ltd.	546 386,49 $	√	

Information additionnelle

Un preneur nous a indiqué avoir acheté les documents pour son information. Deux preneurs n'ont pas retourné le formulaire de désistement

Préparé par : Robert Normandeau — Le 26 - 7 - 2016

16-15156 - Services professionnels pour l'évaluation de l'épaisseur résiduelle des conduites en béton acier TYPE SSP-381 / C303

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux similaires 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 25%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Pure Technologies Ltd	3,67	8,00	16,00	16,00	18,33	14,67	76,7	546 386,49 $	2,32	1
PICA Corp.	2,83	6,67	13,33	8,00	17,50	13,67	62,0			Non conforme
							-		-	
							-		-	
							-		-	

Comité	
Date	26-04-2016
Heure	15 h 00
Lieu	9515 St-Hubert, Montréal,

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15156
Numéro de référence : 962290
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour l'évaluation de l'épaisseur résiduelle des conduites en béton acier - TYPE SSP-381 / C303

☐	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
☐	Englobe 1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 400 Laval, QC, H7S2E4 http://www.englobecorp.com NEQ : 1167280206	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Commande : (1088199)** 2016-03-15 10 h 39 **Transmission :** 2016-03-15 10 h 39	2571075 - 16-15156 Addenda 1 2016-03-30 7 h 03 - Courriel 2571382 - 16-15156 Addenda No 2 2016-03-30 9 h 26 - Courriel 2571487 - 16-15156 Addenda No 3 - Report de date 2016-03-30 10 h 57 - Courriel 2572259 - 16-15156 Addenda No 4 - Report de date 2016-03-31 9 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R	Madame Carole Haley Téléphone	**Commande : (1103990)** 2016-04-11 11 h 02	2571075 - 16-15156 Addenda 1 2016-04-11 11 h 02 - Messagerie

	6C3 NEQ : 1142136077	: 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Transmission :** 2016-04-11 11 h 02	2571382 - 16-15156 Addenda No 2 2016-04-11 11 h 02 - Messagerie 2571487 - 16-15156 Addenda No 3 - Report de date 2016-04-11 11 h 02 - Messagerie 2572259 - 16-15156 Addenda No 4 - Report de date 2016-04-11 11 h 02 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Norda Stelo Inc. (siège social) 1015, av. Wilfrid-Pelletier Québec, QC, G1W 0C4 http://www.norda.com NEQ : 1165310831	Madame Josée Laberge Téléphone : 418 654-9600 Télécopieur :	**Commande : (1088932)** 2016-03-16 9 h 02 **Transmission :** 2016-03-16 9 h 02	2571075 - 16-15156 Addenda 1 2016-03-30 7 h 03 - Courriel 2571382 - 16-15156 Addenda No 2 2016-03-30 9 h 26 - Courriel 2571487 - 16-15156 Addenda No 3 - Report de date 2016-03-30 10 h 57 - Courriel 2572259 - 16-15156 Addenda No 4 - Report de date 2016-03-31 9 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pica Corp. 4909 75 ave. Edmonton, AB, T6B 2S3 NEQ :	Monsieur Edward Brain Téléphone : 514 703-9009 Télécopieur :	**Commande : (1089177)** 2016-03-16 11 h 09 **Transmission :** 2016-03-16 11 h 09	2571075 - 16-15156 Addenda 1 2016-03-30 7 h 03 - Courriel 2571382 - 16-15156 Addenda No 2 2016-03-30 9 h 26 - Courriel 2571487 - 16-15156 Addenda No 3 - Report de date 2016-03-30 10 h 57 - Courriel 2572259 - 16-15156 Addenda No 4 - Report de date

				2016-03-31 9 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pure Technologies 6169 Cedar St Halifax, NS, B3H2J8 NEQ :	Monsieur Cameron White Téléphone : 905 624-1040 Télécopieur :	**Commande : (1089108)** 2016-03-16 10 h 31 **Transmission :** 2016-03-16 10 h 31	2571075 - 16-15156 Addenda 1 2016-03-30 7 h 03 - Courriel 2571382 - 16-15156 Addenda No 2 2016-03-30 9 h 26 - Courriel 2571487 - 16-15156 Addenda No 3 - Report de date 2016-03-30 10 h 57 - Courriel 2572259 - 16-15156 Addenda No 4 - Report de date 2016-03-31 9 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 8 août 2016

TECHNOLOGIES PURE CANADA
A/S MONSIEUR JOHN FRANCIS ELLIOTT
705, 11 AVE SW
CALGARY (AB) T2R 0E3

Nº de décision : 2016-CPSM-1043238
N° de client : 3000872128

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

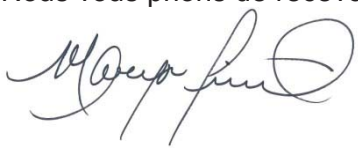
Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous PURE TECHNOLOGIES CANADA LTD, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). TECHNOLOGIES PURE CANADA est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 août 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Maryse Pineault, avocate
Directrice principale des opérations d'encadrement de la distribution

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160298002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Pure Technologies pour l'évaluation de l'épaisseur résiduelle des parois des conduites principales d'aqueduc en béton-acier pour une somme maximale de 546 386,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16 15156 - (2 soumissionnaires - 1 conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP1160298002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Conseil et soutien financier - PS EAU - Environnement
Tél : 514-872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-21

Kalina RYKOWSKA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-7598
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, Greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

PURE TECHNOLOGIES LTD, personne morale ayant son domicile au 855, 2nd Street S.W., suite 4500, Calgary, T2P 4K7, agissant et représenté par Reid McDougall, dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 20 août 2015 tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 892234154
N^{o} d'inscription T.V.Q. :

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service de l'eau ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 7 Mars 2016 relatifs à la détection de fuites sur les conduites principales à l'aide d'une technique intrusive;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 6 avril 2016;

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir des ressources techniques spécialisées dans l'évaluation de l'épaisseur résiduelle du cylindre d'acier sur des conduites principales d'aqueduc en béton-acier de type SSP-381 / C-303 à l'aide d'une méthode électromagnétique.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement du mandat en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier.

6.11 assurer la calibration de toute son instrumentation et ce, même si la Ville ne peut fournir de sections de conduites;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq cent quarante six mille trois cent quarante-six dollars et quarante-neuf sous (546 386,49 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : selon l'avancement réel des services professionnels fournis à chaque mois rémunérable en accord avec les prix unitaires fournis au bordereau des prix soumis dans son offre de service.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ……..e jour de ……..2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le ……..e jour de ……..2016

Pure Technologies ltd.

Par : _____
Reid McDougall, Vice-président

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1161630003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Riopel + Associés Architectes, société d'architectes et Beaudoin Hurens inc. ingénieurs en mécanique, électricité, électronique, ingénieur en structure et génie civil (CG07 0295) majorant ainsi le montant total du contrat de 500 000,00 $ à 550 000,00 $, taxes incluses - Contrat 12227. Autoriser une dépense additionnelle de 50 000,00 $, taxes incluses, pour augmenter le contrat de services professionnels des projets du programme de protection de bâtiment corporatifs : Réfection d'enveloppe et mise aux normes.

Il est recommandé :

1. d'approuver l'addenda no. 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Riopel + Associés, Architectes, société d'architectes et Beaudoin Hurens inc. ingénieur en mécanique, électricité, électronique, ingénieur en structure et génie civil (CG07 0295), majorant ainsi le montant total du contrat de 500 000,00 $ à 550 000,00 $, taxes incluses ;

2. d'autoriser une dépense additionnelle de 50 000,00 $, taxes incluses, pour augmenter le contrat de services professionnels des projets du programme de protection de bâtiment corporatifs : Réfection d'enveloppe et mise aux normes ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense supplémentaire sera assumée entièrement par les services corporatifs.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-09-02 16:08

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161630003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Riopel + Associés Architectes, société d'architectes et Beaudoin Hurens inc. ingénieurs en mécanique, électricité, électronique, ingénieur en structure et génie civil (CG07 0295) majorant ainsi le montant total du contrat de 500 000,00 $ à 550 000,00 $, taxes incluses - Contrat 12227. Autoriser une dépense additionnelle de 50 000,00 $, taxes incluses, pour augmenter le contrat de services professionnels des projets du programme de protection de bâtiment corporatifs : Réfection d'enveloppe et mise aux normes.

CONTENU

CONTEXTE

Pour la réalisation du programme triennal d'immobilisations 2007-2009 de la Ville de Montréal, la Division de la gestion immobilière a eu recours à des consultants externes pour la réalisation des projets de maintien d'actifs de bâtiments corporatifs. Ce processus identifie des ressources externes pour mettre en œuvre plusieurs projets.
Dans le cadre du contrat 12227 (octroyé le 30 août 2007), les professionnels ont été mandatés pour réaliser les trois projets suivants :

1. L'ex-station de pompage Graig (0171) - Réfection de la toiture de divers travaux,
2. Le 1500 Des Carrières (0105) - Réfection de la toiture et divers travaux,
3. Le Centre Strathearn (2453) - Réfection de la toiture, divers travaux et conformité du 4e étage.

À ce jour, tous les projets du mandat initial sont terminés et les services professionnels sont complétés à l'exception du projet de réfection de la toiture et divers travaux au Centre Strathearn. Ce projet a été divisé en deux phases distinctes. En 2012, un projet a été ajouté à cette liste pour des travaux d'aménagement d'une toilette dans un kiosque au Parc Jeanne-Mance (0395). Ce projet est également terminé. Actuellement, le solde des honoraires professionnels est utilisé pour réaliser le dernier projet au Centre Strathearn devant refaire la toiture de l'appentis arrière et divers travaux sur l'enveloppe du bâtiment. L'appel d'offres pour la construction de ce projet est complété. À ce niveau d'avancement, les besoins à couvrir par ce projet impliquent l'autorisation d'une dépense supplémentaire pour les services professionnels afin d'être en mesure de mettre en œuvre les travaux et de compléter le chantier.

Faits à souligner, le Centre Strathearn est un cas particulier dans le parc immobilier de la Ville de Montréal. L'école Strathearn a été acquise par la SHDM vers la fin des années 80 afin d'en faire un centre interculturel. Le bâtiment a été rénové et transformé en 1990 pour

accueillir différents partenaires impliqués dans les domaines de la diversité social et de la culture. Par la suite, il a été intégré au parc immobilier de la Ville en 2001 lors des fusions municipales. Il s'agit d'un immeuble de suites louées par la Ville et occupées exclusivement par des partenaires municipaux (16). En raison de son état (rénové) à l'époque, peu d'intervention importante ont été effectuée sur ce bâtiment depuis son intégration au parc immobilier de la Ville. Conséquemment, il y avait peu de documents attestant de l'état (seulement l'audit), aucun plan de la construction originale (datant de 1912 par le Cabinet Nobbs and Hyde) et peu de plan sur les interventions effectuées même lors de la transformation majeure de 1990 par la SHDM. Afin d'être en mesure de planifier adéquatement les travaux, des expertises en relation directe avec les travaux à faire devaient être effectuées sur l'immeuble. La Ville a aussi effectué des recherches auprès de différents fonds d'archives (SHDM, Fonds Nobbs de l'université McGill, etc.) pour enrichir la documentation sur cet édifice.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG07 0295 - 30 août 2007 - Le Conseil d'agglomération accordait un contrat de services professionnels à l'équipe formée par Riopel + Associés, architectes, Nacev Consultant inc. en génie mécanique et électrique et à Pasquin St-Jean et associés, experts-conseils en structure et génie civil, pour la réalisation de projets de protection de bâtiments corporatifs - Dépense totale de 500 000,00 $ taxes incluses - Appel d'offres public 07-10398 (7 soum.) et approuvait un projet de convention à cet effet.
CG16 0183 - 24 mars 2016 - Le Conseil d'agglomération autorisait la cession du contrat de services professionnels 12227 intervenu entre la Ville de Montréal et Nacev Consultants inc. (CG07 0295) en faveur de Beaudoin Hurens inc. pour le reste de l'entente, selon les mêmes termes et conditions et approuvait un projet de convention à cet effet.

CG16 0184 - 24 mars 2016 - Le Conseil d'agglomération autorisait la cession des droits et obligations du contrat de services professionnels 12227 intervenu entre la Ville de Montréal et Pasquin St-Jean et associés inc. (CG07 0295) en faveur de Beaudoin Hurens inc. pour le reste de l'entente, selon les mêmes termes et conditions et approuvait un projet de convention à cet effet de même que la fin du mandat de la firme Pasquin St-Jean et associés inc. à compter du 3 octobre 2014.

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste à augmenter le contrat de services professionnels des firmes Riopel + Associés Architectes et Beaudoin Hurens inc. ingénieurs en mécanique, électricité, électronique, ingénieur en structure et génie civil afin de leur permettre de rendre les services professionnels requis durant le chantier à l'édifice du Centre Strathearn, selon les plans et devis élaborés pour la phase 2 du projet à réaliser dans ce bâtiment.
Les clauses du contrat demeurent les mêmes à l'exception du montant maximal qui augmente de 50 000,00 $, taxes incluses.

JUSTIFICATION

Selon le contrat initial, l'état des dépenses et le solde disponible au contrat 12227 au début de la phase 2 du projet au Centre Strathearn sont tel qu'indiqué dans le tableau suivant :

Bâtiments	Statut	Projets	Honoraires (tx inc.)
1) Ex-station de pompage Craig (0171)	Terminé	Réfection de la toiture	50 715,53 $
2) Édifice du 1500 Des Carrières (0105)	Terminé	Réfection de la toiture	264 351,81 $

3) Kiosque du parc Jeanne-Mance (0395)	Terminé	Aménagement de services	15 075,89 $
4) Centre Strathearn (2453) - Phase 1	Terminé	Travaux de conformité au 4e	31 496,47 $
Sous-total :			**361 639,70 $**
Contrat initial * :			500 000,00 $
Solde disponible (tx inc.) :			**138 360,03 $**

* Note : Le montage financier au dossier décisionnel initial n'incluait pas de postes des dépenses incidentes pour la réalisation d'expertise ou de dépenses accessoires au contrat.

La phase 1 des travaux au Centre Strathearn consistait à compléter l'intégrité des séparations coupe-feu du 4e étage afin d'assurer un accès sécuritaire vers les issues. Ces travaux ont été réalisés dans un bâtiment occupé ce qui pourrait expliquer la division en deux phases distinctes. Les interventions à effectuer dans la phase 2 du projet au Centre Strathearn consistent à rénover les revêtements extérieurs (notamment celui de crépi des murs ouest et nord), à refaire la toiture de la partie arrière et à remplacer des portes extérieures à l'arrière. L'étude actualisée des besoins et de l'état de l'immeuble a permis de déceler d'autres problèmes devant être résolues à court terme soient :

1. Des réparations à effectuer sur certains murs, à la limite des propriétés voisines et du domaine public où l'espace est restreint.
2. L'état des portes extérieures avant, l'absence de système de contrôle d'accès efficace et une problématique d'intrusion possible.
3. L'état du mur nord, avec un massif de maçonnerie en surplomb et une fissure au parapet.
4. La présence d'amiante dans le crépi du mur nord et dans certains produits de toiture (scellant d'étanchéité).

Toutes ces problématiques et les interventions à effectuer dans la phase 2 ont entraînées l'exécution de relevés et d'expertises supplémentaires (avec sondages destructifs et travail en hauteur à 5 reprises). Les exigences réglementaires pour les travaux à effectuer sur l'enveloppe ont impliquées une révision architecturale au CCU de l'arrondissement considérant également que le mur nord est identifié par le Service de la Culture comme site prioritaire pour l'intégration d'une murale urbaine en 2017.

L'état de la situation et des besoins pour ce projet sont maintenant tel qu'indiqué au tableau suivant :

Centre Strathearn / Réfection d'enveloppe	**Honoraires (tx inc.)**
Services professionnels	
Relevés :	**9 433,03 $**
Services de base * :	**95 767,43 $**
Consultant en hygiène industrielle :	**12 605,86 $**
Sous-total :	**117 806,32 $**
Contingences (15%) :	**17 670,95 $**
Sous-total - Services de base :	**135 477,27 $**
Services supplémentaires - Expertises	
Maçonnerie, parapet et mur nord **:	**27 291,74 $**
Verdissement du toit :	**14 429,21 $**
Arpentage du site :	**3 161,81 $**
Sous-total - Services supplémentaires :	**44 882,76 $**

Provision pour services supplémentaires :	**8 000,00 $**
Total requis :	**188 360,03 $**
Solde disponible :	**138 360,03 $**
Dépenses additionnelles :	**50 000,00 $**

* Note : Les services de base incluent la surveillance en résidence de la toiture.
** Note : Montant total pour 4 expertises à des emplacements différents du bâtiment.

La dépense additionnelle à prévoir est de 50 000,00 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels, majorant ainsi le montant total du contrat de 500 000,00 $ à 550 000,00 $, taxes incluses, soit une augmentation de 10 % par rapport au montant de la convention originale. Comme il n'y avait pas de poste pour les dépenses incidentes au contrat, les services supplémentaires pour les expertises dans ce projet, impliquant le recours à des sous-traitants, totalisent 44 882,76 $ et sont puisées à même les honoraires professionnels. En considérant uniquement les dépenses de ce projet sans les dépenses requises pour les expertises en services supplémentaires, l'augmentation ne serait pas requise. La dépense additionnelle peut donc être directement reliée à l'état de l'édifice, au peu de documents de référence disponible et aux besoins de recourir à des expertises pour connaître l'état et la composition du bâtiment.

En définitive, la portée des travaux inclus au projet est principalement la même que celle définie dans le mandat original, c'est la complexité de réalisation qui est supérieure étant donné l'état de certaines composantes de l'immeuble et le peu d'informations sur les constituantes physiques. Les travaux planifiés sont tous requis sur le bâtiment dans les meilleurs délais car ils sont liés à des problématiques de vétusté et de sécurité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un montant maximal de 50 000,00 $ (taxes incluses) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence corporatif selon les instructions inscrites à l'intervention du Services des finances. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Lorsque applicable, la politique de développement durable dans les édifices de la Ville de Montréal (PDDÉVM) est mise en oeuvre. L'expertise sur le verdissement de la toiture est en lien avec les énoncés de la PDDÉVM. Les professionnels effectuent la planification du projet en appliquant les principes de développement durable, à savoir la sélection de matériaux moins dommageables pour la santé, la réduction des déchets de construction, etc.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'augmentation des honoraires professionnels demandée vise à compléter le projet en assurant la surveillance du chantier jusqu'à la fin des travaux. Ces travaux doivent être effectués préalablement à la mise en oeuvre d'une murale en 2017.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise. Les directives sur l'habillage de chantier sont incluses dans le projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décision du CG : 29 septembre 2016
Réalisation des travaux : Octobre 2016 à juillet 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Françoise TURGEON)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Guylaine VAILLANCOURT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gina TREMBLAY, Service de la culture
Patrice ALLARD, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marc FERLAND
Gestionnaire immobilier, architecte p.a. Leed BD+C

Tél : 872-3782
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-15

Normand GIRARD
Chef de division-projets corporatifs

Tél : 514 872-7853
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Normand GIRARD
Chef de division-projets corporatifs
Tél : 514 872-7853

En remplacement de Mme Sophie Lalonde,
Directrice, Direction de la gestion des projets immobiliers, SGPI.

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049

(Vacances du 18 août au 9 septembre 2016)

Approuvé le : 2016-09-01

Approuvé le : 2016-09-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161630003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Approuver l'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Riopel + Associés Architectes, société d'architectes et Beaudoin Hurens inc. ingénieurs en mécanique, électricité, électronique, ingénieur en structure et génie civil (CG07 0295) majorant ainsi le montant total du contrat de 500 000,00 $ à 550 000,00 $, taxes incluses - Contrat 12227. Autoriser une dépense additionnelle de 50 000,00 $, taxes incluses, pour augmenter le contrat de services professionnels des projets du programme de protection de bâtiment corporatifs : Réfection d'enveloppe et mise aux normes.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous sommes d'avis que la modification demandée, qui représente 10% de la valeur du contrat initial, peut être qualifiée d'accessoire au contrat au sens de la valeur, étant entendu par ailleurs que cette modification ne change pas la nature du contrat

FICHIERS JOINTS

05a2_C12227_ADD_No.1_CSP_A_IG_160812_vF 01-09-16.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guylaine VAILLANCOURT
avocate
Tél : 514-872-6875

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-01

Guylaine VAILLANCOURT
avocate
Tél : 514-872-6875
Division : droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
01 SEP. 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ADDENDA No. 1
CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

(CG07 0295)
Contrat 12227

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RIOPEL + ASSOCIÉS, ARCHITECTES**, société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 777, rue de la Commune Ouest, suite 400, Montréal, Québec, H3C 1Y1 agissant et représentée par Sylvie St-Martin, architecte, se déclarant elle-même être associée et être dûment autorisée à agir aux fins des présentes tel qu'elle le déclare ;

N° d'inscription T.P.S. : 805031341 RT 0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1211604791

Ci-après appelée l' « **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »

ET : **BEAUDOIN HURENS INC**, personne morale légalement constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social au 255, boul. Crémazie est, 9e étage, Montréal, Québec, H2M 1M2, représentée par Norman Hurens, Président du Conseil d'administration, dûment autorisé à agir aux fins de présentes tel qu'il le déclare ;

N° d'inscription T.P.S. : 143123495R
N° d'inscription T.V.Q. : 1022694789

Ci-après appelée l' « **Ingénieur**»

ATTENDU QUE les parties ont conclu une convention de services professionnels le 30 août 2007 (résolution CG07 0295 / Contrat 12227), ci-après appelée la « Convention initiale » ;

ATTENDU QUE la Ville a initié, tel que prévu à la Convention initiale, la phase 2 du projet au Centre Strathearn (#2453) afin d'effectuer la réfection de la toiture et divers travaux ;

ATTENDU QUE l'étude actualisée des besoins et de l'état de l'immeuble a permis de déceler des problèmes de sécurité et de vétusté devant être résolus à court terme ;

ATTENDU QUE les problématiques soulevées ont nécessités des relevés supplémentaires et des expertises avec sondages destructifs vu l'absence de documents sur la construction originale et vu le peu de documents disponibles des rénovations subséquentes ;

ATTENDU QUE la présence d'amiante dans les finis extérieurs à démolir a rendu nécessaire l'ajout de services professionnels pour un consultant en hygiène industrielle ;

ATTENDU QUE les exigences du CCU de l'arrondissement ont eu un impact sur la portée des travaux prévus pour l'enveloppe du bâtiment ;

ATTENDU QUE les exigences du CCU de l'arrondissement ont eu un impact à la hausse sur le coût des travaux ;

ATTENDU QUE la convention initiale doit être révisée afin d'augmenter le contrat de services professionnels de manière à assurer la surveillance de chantier et tenir compte des conditions particulières du projet ;

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2

Le premier alinéa de l'article 5.1 de la Convention modifié est remplacé par le suivant :

« 5.1 HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et l'Ingénieur de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal de cinq cent cinquante mille dollars (550 000,00 $), incluant toutes taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q). »

ARTICLE 3

Les autres dispositions de la Convention initiale demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2016
VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2016
RIOPEL + ASSOCIÉS, ARCHITECTES

Par : _____
Sylvie St-Martin, architecte associée

Le e jour de 2016
BEAUDOIN HURENS INC.

Par : _____
Normand Hurens
Président du conseil d'administration

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161630003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Approuver l'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Riopel + Associés Architectes, société d'architectes et Beaudoin Hurens inc. ingénieurs en mécanique, électricité, électronique, ingénieur en structure et génie civil (CG07 0295) majorant ainsi le montant total du contrat de 500 000,00 $ à 550 000,00 $, taxes incluses - Contrat 12227. Autoriser une dépense additionnelle de 50 000,00 $, taxes incluses, pour augmenter le contrat de services professionnels des projets du programme de protection de bâtiment corporatifs : Réfection d'enveloppe et mise aux normes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1161630003 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Françoise TURGEON
Conseillère analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-872-0946
Abdelkodous YAHYAOUI
Comptable analyste
514 872 5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-18

Michel T TREMBLAY
Conseiller en gestion des ressources financières- C/E
Tél : 514 872-0470

Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1163493002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente (30) mois avec les firmes suivantes: Axor Experts-Conseils Inc. (1 953 612,08$) et Les Services exp. Inc., (1 106 979,30$) incluant les taxes pour des services en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / appel d'offres public 16-15232 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de conventions à cette fin.

Il est recommandé :

1. de conclure deux (2) ententes-cadres pour la fourniture sur demande des services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (16-15232) et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions;
    - Axor Experts Conseils Inc ==> 1 953 612,08$
    - Les Services exp. Inc. ==> 1 106 976,30$

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-08-19 15:35

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163493002**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente (30) mois avec les firmes suivantes: Axor Experts-Conseils Inc. (1 953 612,08$) et Les Services exp. Inc., (1 106 979,30$) incluant les taxes pour des services en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / appel d'offres public 16-15232 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de conventions à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Afin d'atteindre les objectifs de réalisation visés dans son plan d'action, la Ville de Montréal s'adjoint le support de firmes d'experts-conseils relativement à des services professionnels ciblés en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public, en surveillance de travaux, en ingénierie des sols et géoenvironnement. Ces services professionnels sont requis en support au travail des équipes responsables de la gestion des grands projets d'envergures.
En vertu de la loi 76 "Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le processus d'attribution des contrats des organismes municipaux", l'appel d'offres auquel fait suite le présent dossier décisionnel a été publié du 22 juin 2016 au 20 juillet 2016 sur le site électronique d'appel d'offres SEAO (n. réf. 991776). La durée de publication a été de 28 jours, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Les soumissions sont valides pendant cent quatre-vingts (180) jours de calendriers qui suivent leur date d'ouverture, soit jusqu'au 16 janvier 2017.

Deux (2) addenda furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges de modifications faites aux documents d'appel d'offres:

- Addenda 1 émis le 7 juillet 2016: Report de date d'ouverture de soumission.
- Addenda 2 émis le 13 juillet 2016: Répondre à des questions techniques formulées par des preneurs de cahiers des charges et émission d'un nouveau bordereau des quantités et des prix.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0244 - Le 21 avril 2016 - Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trois ans avec les firmes suivantes: Les Services EXP. Inc. (1 980 444,38$), Axor Experts Conseils Inc. (1 185 392,25$), Stantec Experts-Conseils Ltée (815 000,29$) incluant les taxes pour des services en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / appel d'offres public 16-15079 - 8 soumissionnaires, et approuver les projets de conventions à cette fin.
CG16 0242 - Le 21 avril 2016 - Accorder un contrat de services professionnels à CIMA+ s.e.n.c. pour la surveillance des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul (phase 1 - lot 2B), pour une somme maximale de 724 923,12 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15056 (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet.

CM15 0987 - Le 18 août 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à WSP Canada inc. pour la surveillance et l'assistance technique pour les travaux de réaménagement du carrefour Pie IX - Sherbrooke, pour une somme maximale de 1 083 726,93 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14301 (5 soum.)

CG15 0406 **-** Le 18 juin 2015 - Accorder un contrat à Axor Experts-Conseils inc. pour la fourniture de services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux en lien avec le réaménagement du quartier Griffintown, pour une somme maximale de 783 094,73 $, taxes incluses / Appel d'offres public 15-14443 (8 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG14 0215 - Le 1 mai 2014 - Conclure trois ententes-cadres de services professionnels avec CIMA+, AXOR Experts-conseils et Les Consultants S.M. inc. pour des services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux, pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 14-13260 (11 soum.) / Approuver les projets de conventions à cette fin**.**

DESCRIPTION

Approuver les projets de conventions et conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public, en surveillance de travaux en ingénierie des sols et géoenvironnement pour les différents grands projets d'envergures sur le territoire de la Ville de Montréal. Ces services professionnels sont requis en support aux équipes des grands projets pour réaliser différents projets de natures diverses allant de l'aménagement du domaine public, à la mise à niveau des infrastructures, égout, aqueduc, à la construction de chaussée, de trottoir, de pistes cyclables, d'éclairage de rue, de signalisation lumineuse et de réaménagement géométrique.
Compte tenu des nombreux projets majeurs inscrits aux portefeuilles des Divisions des grands projets, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) désire conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels pour un montant total maximum de 3 060 591,38$ incluant les taxes et pour une période de trente (30) mois.

Suite au lancement de l'appel d'offres public no. 16-15252, il est recommandé de retenir les services des deux (2) firmes suivantes:

- Axor Experts Conseils Inc ==> 1 953 612,08$
- Les Services EXP. Inc. ==> 1 106 979,30$

Il s'agit d'ententes-cadres à taux horaires par catégorie d'employés. Contrairement au

contrat # 2, le contrat # 1 comprend les services d'ingénierie des sols et de géoenvironnement.

Les bordereaux de soumission ont été préparés en fonction des besoins prévisionnels pour les trente (30) prochains mois. Les heures provisionnelles inscrites aux bordereaux de soumissions pour chacune des ententes-cadres et pour chacune des catégories d'employés sont basées sur les besoins estimés et utilisés seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix. Les durées des ententes-cadres sont établies sur une période de trente (30) mois à compter de la signature de la convention ou pour des enveloppes budgétaires maximales telles que détaillées ci-haut, selon la première des deux éventualités.

Les projets de convention de services professionnels ont été rédigées à partir de la convention type du Service des affaires juridiques pour les conventions de services professionnels ayant un coût avec taxes excédant 50 000 $ et sont présentées en pièces jointes au présent dossier.

Sur treize (13) preneurs du cahier des charges dont la liste complète est présentée à l'intervention du Service de l'approvisionnement (Division de l'acquisition de biens et services), sept (7) firmes ont déposé une soumission pour chacune des ententes-cadres visées par l'appel d'offres. Sur ces sept (7) soumissions, six (6) soumissions étaient conformes aux exigences administratives du Service de l'approvisionnement et se sont qualifiées à l'issue de l'évaluation de leur offre technique (pointage intérimaire supérieur à 70 points sur 100).

JUSTIFICATION

Compte tenu des nombreux grands projets en cours de réalisation et des projets pour les années à venir, le SIVT anticipe une insuffisance de ressources techniques spécifiques au sein de ses directions pour répondre aux besoins lors des périodes de pointe en 2016, 2017 et 2018 Dans ce contexte, il est requis de retenir les services professionnels d'experts-conseils pour réaliser des mandats de services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement d domaine public et en surveillance de travaux, dans le cadre des différents grands projets à réaliser par la Ville de Montréal.
L'analyse des soumissions, dont le détail est présenté dans l'intervention du Service de l'approvisionnement, s'est conclue par la recommandation de deux (2) adjudicataires.

Contrat # 1 - AXOR Experts-Conseils inc.

Soumissionnaires	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1. AXOR Experts-Conseils inc.	0,818	0,67	1 953 612,08 $
2. Les services exp. Inc.	0,808	0,64	2 035 034,51 $
3. Beaudoin Hurens Inc.	0,8	0,59	2 201 685,02 $
4. WSP Canada inc.	0,787	0,58	2 216 859,42 $
5. Les consultants S.M. inc.	0,818	0,57	2 313 496,60 $
6. SNC-Lavalin inc.	0,802	0,55	2 355 418,00 $
7. CIMA S.E.N.C.	0,782	Non conforme *	
		Estimation interne	2 369 435,00 $
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) (l'adjudicataire - estimation)	(415 822,92 $)
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudicataire - estimation)/estimation)*100	-18%
		Écart entre celui ayant obtenu la 2 ième note finale et l'adjudicataire ($) (2 ième meilleure note finale - adjudicataire)	81 422,43 $
		Écart entre celui ayant obtenu la 2 ième note finale et l'adjudicataire (%) ((2 ième meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire)*100	4%

* La firme CIMA S.E.N.C. n'a pas utilisé le bordereau modifié par l'addenda, ainsi la firme s'est rendue non conforme.

Contrat # 2 - Les Services exp inc.

Soumissionnaires	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1. Les services exp. Inc.	0,808		1 106 979,30 $
2. Les consultants S.M. inc.	0,818		1 160 097,75 $
3. WSP Canada inc.	0,787		1 150 900,00 $
4. SNC-Lavalin inc.	0,802		1 211 123,66 $
5. Beaudoin Hurens Inc.	0,8		1 269 094,05 $
6. CIMA S.E.N.C.	0,782	Non conforme *	
7. AXOR Experts-Conseils inc.	0,818	adjudicataire contrat #1	
		Estimation interne	1 311 003,00 $
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) (l'adjudicataire - estimation)	(204 023,70 $)
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudicataire - estimation)/estimation)*100	-16%
		Écart entre celui ayant obtenu la 2 ième note finale et l'adjudicataire ($) (2 ième meilleure note finale - adjudicataire)	53 118,45 $
		Écart entre celui ayant obtenu la 2 ième note finale et l'adjudicataire (%) ((2 ième meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire)*100	5%

* La firme CIMA S.E.N.C. n'a pas utilisé le bordereau modifié par l'addenda, ainsi la firme s'est rendue non conforme.

Comme la firme Axor Experts Conseils inc., a été recommandée comme adjudicataire pour le contrat #1, elle devient non éligible pour le contrat #2. La firme Les Services exp. inc., a été recommandée comme adjudicataire pour le contrat # 2.

L'estimation interne préparée au moment de lancer l'appel d'offres a été établie en fonction des heures prévisionnelles prévues au bordereau de soumission selon les taux horaires établis lors des anciens processus pour des services équivalents. Les montants soumis par les firmes ayant obtenu les meilleurs pointages pour les deux (2) mandats au terme du comité d'évaluation son plus bas que les estimations internes. Cet écart est à l'avantage de la Ville pour ce scénario d'heures prévisionnelles.

L'écart favorable entre l'estimation interne et le plus bas soumissionnaires est de 18% pour le contrat # 1 et de 16% pour le contrat # 2.

Nous pouvons noter une légère baisse dans les taux horaires des ingénieurs, professionnels et techniciens dans chacun des deux (2) contrats par rapport aux estimations internes.

Toutes les firmes ayant fait l'objet de cette évaluation qualitative possèdent un certificat de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). La firme AXOR experts-conseils détient son autorisatio de l'AMF depuis le 5 mars 2015 et la firme exp., depuis le 14 mars 2014.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels concernant des mandats de préparation de plans et devis, de surveillance des travaux et de gestion de projets dans le cadre des grands projets à la Ville de Montréal. Les différents mandats seront effectués sur demande du SIVT qui assurera la gestion desdits services. Ces ententes pourraient donc impliquer des dépenses d'agglomération dans le cadre de projets situés au centre-ville ou relevant de la compétence de l'agglomération.
Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre.

La Division des grands projets - portefeuille #2 du SIVT s'assurera de la disponibilité des crédits et effectuera le suivi des enveloppes et la gestion contractuelle des ententes-cadres.

Les dépenses d'honoraires professionnels représenteront un coût total approximatif maximal de 3 060 591,38$ incluant les taxes sur une période de trente (30) mois.

Les fonds requis pour réaliser les mandats proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets des divisions des grands projets du SIVT ou d'autres unités municipales pour lesquels le SIVT offres ses services en appui. Il n'y a donc pas de budget ou de dépenses spécifiques liés à l'octroi de ces 2 ententes. Les crédits sont prévus au budget PTI 2016-2018 et au budget de fonctionnement 2016-2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les grands projets comporteront des aménagements particuliers qui permettront de:

- sécuriser et favoriser les déplacements par des modes actifs;
- augmenter la couverture arborescente le long des rues;
- déployer l'accessibilité universelle dans les nouveaux aménagements publics;
- améliorer la qualité physique, et donc la performance des infrastructures municipales.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de disposer de contrats de services professionnels avec des firmes expertes permettra de soutenir efficacement les divisions des Grands projets du SIVT dans les différentes phases de réalisation et de répondre à plusieurs demandes concurrentes, même en période de pointe. Advenant un retard ou un refus de conclure ces ententes-cadres, plusieurs grands projets seraient retardés et les divisions des Grands projets ne seraient pas en mesure de respecter les engagements de leur programmation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi des contrats : Suite à l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des contrats : Octobre 2016
Fin des contrats : Mars 2019 ou à l'épuisement des enveloppes budgétaires (selon la première occurrence).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Pierre BOSSÉ
ingenieur(e) charge(e) de planification

Tél : 514 280-2342
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-15

Alain TRUDEAU
Chef de division

Tél : 514 872-3683
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-08-19

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 mars 2015

AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.
A/S MONSIEUR JACQUES GRENIER
5101, BUCHAN, BUREAU 400
MONTRÉAL (QC) H4P 1S4

N° de décision : 2015-CPSM-1012553
N° de client : 3000392192

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la LCOP). AXOR EXPERTS-CONSEILS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 mars 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2015-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à :

AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.
5101, RUE BUCHAN, PORTE 400
MONTREAL (QUEBEC) H4P 1S4

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1168297498

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro de l'attestation : 008150-BKTB-0300423
Date et heure de délivrance de l'attestation : 10 juin 2016 à 8 h 23 min 22 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 30 septembre 2016

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse **www.revenuquebec.ca.**

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 mars 2016

ATELIER CIVILITI INC.
A/S MONSIEUR PETER SOLAND
5778, RUE SAINT-ANDRÉ
MONTRÉAL (QC) H2S 2K1

N° de décision : 2016-CPSM-1014158
N° de client : 3000648951

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). ATELIER CIVILITI INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 mars 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 3 octobre 2014

GROUPE ABS INC.
A/S MONSIEUR DOMINIC STE-MARIE
17, DE L'INDUSTRIE
SAINT-RÉMI (QC) J0L 2L0

N° de décision : 2014-CPSM-1051557
N° de client : 3000144512

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LABORATOIRE A.B.S., LABORATOIRE ABS et SOLUTIONS OCRE, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). GROUPE ABS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **2 octobre 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2014-CPSM-0010

Québec, le 14 mars 2014

Les Services EXP inc.
À l'attention de : Madame Amélie Bérard
150, rue de Vimy
Sherbrooke (Québec) J1J 3M7

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n° 2014-CPSM-0010 n° d'identification de l'Autorité : 2700027173

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXP SERVICES INC.
- DELSAER-GESTIONNAIRES DE PROJETS
- DELSAER-PROJECT MANAGERS
- GÉODÉFOR
- LABORATOIRE DE CONSTRUCTION 2000
- LES CONSULTANTS L.B.C.D.
- LES LABORATOIRES SHERMONT
- PROCD TECHNOLOGIES
- PROJI-CONTROLE
- TEKNIKA HBA

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Les Services EXP inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 5e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418 525-0337
ligne sans frais : 877 525-0337
téléc. : 418 525-9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514 395-0337
ligne sans frais : 877 525-0337
téléc. : 514 873-6090

www.lautorite.qc.ca

...2

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 mars 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1163493002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente (30) mois avec les firmes suivantes: Axor Experts-Conseils Inc. (1 953 612,08$) et Les Services exp. Inc., (1 106 979,30$) incluant les taxes pour des services en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / appel d'offres public 16-15232 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de conventions à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15232 Intervention contrat 1.xls
16-15232 Intervention contrat 2.xls
16-15232 Tableau de résultat contrat 1.pdf
16-15232 Tableau de résultat contrat 2.pdf
15232 Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-18

Claude HOULE
Chef de Section
Tél : 514 872-5282
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15232 — No du GDD : 1163493002

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en ingénierie, ingénierie des sols et aménagement du domaine public – Divers projets 2016-2018

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 6 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 11 - 7 - 2016

Ouverture faite le : 20 - 7 - 2016

Date du comité de sélection : 1 - 8 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 13 - 7 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 27 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13

Nbre de soumissions reçues : 7 — % de réponses : 53.85

Nbre de soumissions rejetées : 1 — % de rejets : 14.29

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
CIMA +S.E.N.C.	La proposition n'a pas été déposée avec le bordereau modifié par addenda

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs — Date d'échéance initiale : 16 - 1 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 16 - 1 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Axor Experts-Conseils inc.	1 953 612.08 $	√	contrat 1
Les Services EXP inc.	2 035 034.51 $		
Beaudoin Hurens inc.	2 201 685.02 $		
Les Consultants S.M. inc.	2 313 496.60 $		
SNC-Lavalin inc.	2 355 418.00 $		
WSP Canada inc.	2 216 859.42 $		

Information additionnelle

Des 13 preneurs de documents, 6 firmes n'ont pas déposées de proposition. Les raisons de désistement sont les suivantes: 2 firmes ont déposées à titre de sous-traitant pour une autre firme, 1 firme n'avait pas de ressources disponibles pour ce mandat. Au moment de rédiger cette intervention, les 3 autres firmes n'ont pas donné de motif malgré la relance.

Préparé par : Matthieu Crôteau Le 5 - 8 - 2016

16-15232 - Services professionnels en ingénierie, ingénierie des sols et aménagement du domaine public – Divers projets 2016-2018

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté à ce mandat 30%	Qualification et expérience du coordonnateur et du chargé de projet affecté à ce mandat 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les Services EXP inc.	3,50	8,33	7,00	16,00	23,67	22,33	80,8	2 035 034,51 $	0,64	2
Beaudoin Hurens inc.	3,67	8,00	7,33	16,00	23,67	21,33	80,0	2 201 685,02 $	0,59	3
Les Consultants S.M. inc.	3,83	8,00	7,00	17,00	23,67	22,33	81,8	2 313 496,60 $	0,57	5
SNC-Lavalin inc.	3,83	7,67	8,00	16,33	23,33	21,00	80,2	2 355 418,00 $	0,55	6
WSP Canada inc.	3,67	7,33	7,33	16,33	23,67	20,33	78,7	2 216 859,42 $	0,58	4
CIMA S.E.N.C.	3,67	8,00	7,33	15,33	22,33	21,50	78,2			non-conforme*
AXOR Experts-Conseils inc.	3,83	8,00	8,33	17,00	24,00	20,67	81,8	1 953 612,08 $	0,67	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Matthieu Crôteau**									

Comité	CONTRAT 1
Date	lundi 01-08-2016
Heure	14 h 00
Lieu	801 Brennan, salle 10145

Multiplicateur d'ajustement
10000

*n'a pas utilisé le bordereau modifié par addenda

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15232 — No du GDD : 1163493002

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en ingénierie, ingénierie des sols et aménagement du domaine public – Divers projets 2016-2018

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 6 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 11 - 7 - 2016

Ouverture faite le : 20 - 7 - 2016

Date du comité de sélection : 1 - 8 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 13 - 7 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 27 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13

Nbre de soumissions reçues : 7 — % de réponses : 53.85

Nbre de soumissions rejetées : 2 — % de rejets : 28.57

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
CIMA +S.E.N.C.	La proposition n'a pas été déposée avec le bordereau modifié par addenda
Axor Experts-Conseils inc.	adjudicataire contrat #1

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs — Date d'échéance initiale : 16 - 1 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 16 - 1 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Services EXP inc.	1 106 979.30 $	√	contrat 2
Beaudoin Hurens inc.	1 269 094.05 $		
Les Consultants S.M. inc.	1 160 097.75 $		
SNC-Lavalin inc.	1 211 123.66 $		
WSP Canada inc.	1 150 900.00 $		

Information additionnelle

Des 13 preneurs de documents, 6 firmes n'ont pas déposées de proposition. Les raisons de désistement sont les suivantes: 2 firmes ont déposées à titre de sous-traitant pour une autre firme, 1 firme n'avait pas de ressources disponibles pour ce mandat. Au moment de rédiger cette intervention, les 3 autres firmes n'ont pas donné de motif malgré la relance.

Préparé par : Matthieu Crôteau Le 5 - 8 - 2016

#N/A

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté à ce mandat 30%	Qualification et expérience du coordonnateur et du chargé de projet affecté à ce mandat 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les Services EXP inc.	3,50	8,33	7,00	16,00	23,67	22,33	80,8	1 106 979,30 $	1,182	**1**
Beaudoin Hurens inc.	3,67	8,00	7,33	16,00	23,67	21,33	80,0	1 269 094,05 $	1,024	**5**
Les Consultants S.M. inc.	3,83	8,00	7,00	17,00	23,67	22,33	81,8	1 160 097,75 $	1,136	**2**
SNC-Lavalin inc.	3,83	7,67	8,00	16,33	23,33	21,00	80,2	1 211 123,66 $	1,075	**4**
WSP Canada inc.	3,67	7,33	7,33	16,33	23,67	20,33	78,7	1 150 900,00 $	1,118	**3**
CIMA S.E.N.C.	3,67	8,00	7,33	15,33	22,33	21,50	78,2		-	**non-conforme***
AXOR Experts-Conseils inc.	3,83	8,00	8,33	17,00	24,00	20,67	81,8		-	adjudicataire contrat 1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Matthieu Crôteau

Comité — **CONTRAT 2**

Date	**lundi 01-08-2016**
Heure	**14 h 00**
Lieu	**801 Brennan, salle 10145**

Multiplicateur d'ajustement
10000

*n'a pas utilisé le bordereau modifié par addenda

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15232
Numéro de référence : 991776
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en ingénierie, ingénierie des sols et aménagement du domaine public - Divers projets 2016-2018

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com NEQ : 1161553129	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 287-8500 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1146084)** 2016-06-27 14 h 05 **Transmission :** 2016-06-27 14 h 05	2622802 - 16-15232 Addenda No 1 - Report de date 2016-07-07 11 h 21 - Courriel 2625744 - 16-15232 Addenda No 2 (devis) 2016-07-13 11 h 56 - Courriel 2625745 - 16-15232 Addenda No 2 (bordereau) 2016-07-13 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXOR Experts Conseils Inc.	Madame	**Commande**	2622802 - 16-

	5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**: (1144377)** 2016-06-22 9 h 14 **Transmission :** 2016-06-22 9 h 14	15232 Addenda No 1 - Report de date 2016-07-07 11 h 21 - Courriel 2625744 - 16-15232 Addenda No 2 (devis) 2016-07-13 11 h 56 - Courriel 2625745 - 16-15232 Addenda No 2 (bordereau) 2016-07-13 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1144483)** 2016-06-22 10 h 36 **Transmission :** 2016-06-22 13 h 33	2622802 - 16-15232 Addenda No 1 - Report de date 2016-07-07 11 h 21 - Courriel 2625744 - 16-15232 Addenda No 2 (devis) 2016-07-13 11 h 56 - Courriel 2625745 - 16-15232 Addenda No 2 (bordereau) 2016-07-13 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CIMA+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462	**Commande : (1148076)** 2016-06-30 13 h 33 **Transmission :**	2622802 - 16-15232 Addenda No 1 - Report de date 2016-07-07 11 h 21 - Courriel

		Télécopieur : 514 281-1632	2016-06-30 13 h 33	2625744 - 16-15232 Addenda No 2 (devis) 2016-07-13 11 h 56 - Courriel 2625745 - 16-15232 Addenda No 2 (bordereau) 2016-07-13 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GHD Consultants Limitée 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com NEQ : 1171077796	Monsieur Philippe Savoie Téléphone : 514 339-0602 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (1144539)** 2016-06-22 11 h 27 **Transmission :** 2016-06-22 11 h 27	2622802 - 16-15232 Addenda No 1 - Report de date 2016-07-07 11 h 22 - Télécopie 2625744 - 16-15232 Addenda No 2 (devis) 2016-07-13 11 h 57 - Télécopie 2625745 - 16-15232 Addenda No 2 (bordereau) 2016-07-13 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe ABS 7950, rue Vauban Montréal, QC, h1J 2X5 NEQ : 1165977969	Madame Diane Lajoie Téléphone : 450 454-5644 Télécopieur : 450 454-5645	**Commande : (1145553)** 2016-06-23 17 h 06 **Transmission :** 2016-06-23 17 h 06	2622802 - 16-15232 Addenda No 1 - Report de date 2016-07-07 11 h 21 - Courriel 2625744 - 16-15232 Addenda No 2 (devis)

				2016-07-13 11 h 56 - Courriel 2625745 - 16-15232 Addenda No 2 (bordereau) 2016-07-13 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed Serkhane Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1146166)** 2016-06-27 15 h 16 **Transmission :** 2016-06-27 15 h 16	2622802 - 16-15232 Addenda No 1 - Report de date 2016-07-07 11 h 21 - Courriel 2625744 - 16-15232 Addenda No 2 (devis) 2016-07-13 11 h 56 - Courriel 2625745 - 16-15232 Addenda No 2 (bordereau) 2016-07-13 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1144789)** 2016-06-22 15 h 38 **Transmission :** 2016-06-22 15 h 38	2622802 - 16-15232 Addenda No 1 - Report de date 2016-07-07 11 h 21 - Courriel 2625744 - 16-15232 Addenda No 2 (devis) 2016-07-13 11 h 56 - Courriel 2625745 - 16-15232 Addenda No 2

				(bordereau) 2016-07-13 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 425, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 1001 Montréal, QC, H3A 3G5 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1144454)** 2016-06-22 10 h 09 **Transmission :** 2016-06-22 10 h 09	2622802 - 16-15232 Addenda No 1 - Report de date 2016-07-07 11 h 21 - Courriel 2625744 - 16-15232 Addenda No 2 (devis) 2016-07-13 11 h 56 - Courriel 2625745 - 16-15232 Addenda No 2 (bordereau) 2016-07-13 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Services intégrés Lemay et associés inc. 780, ave Brewster, 4e étage Montréal, QC, H4C 2K1 http://www.lemayonline.com NEQ : 1149007115	Monsieur Jean Vachon Téléphone : 514 787-3322 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (1147276)** 2016-06-29 11 h 11 **Transmission :** 2016-06-29 11 h 11	2622802 - 16-15232 Addenda No 1 - Report de date 2016-07-07 11 h 21 - Courriel 2625744 - 16-15232 Addenda No 2 (devis) 2016-07-13 11 h 56 - Courriel 2625745 - 16-15232 Addenda No 2 (bordereau) 2016-07-13 11 h 56 - Téléchargement

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 100 Boul. Alexis-Nihon suite 110 Montréal, QC, H4M 2N6 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1145138)** 2016-06-23 10 h 10 **Transmission :** 2016-06-23 10 h 10	2622802 - 16-15232 Addenda No 1 - Report de date 2016-07-07 11 h 21 - Courriel 2625744 - 16-15232 Addenda No 2 (devis) 2016-07-13 11 h 56 - Courriel 2625745 - 16-15232 Addenda No 2 (bordereau) 2016-07-13 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 NEQ : 1169711510	Madame Rachel Pelletier Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1147070)** 2016-06-29 8 h 54 **Transmission :** 2016-06-29 8 h 54	2622802 - 16-15232 Addenda No 1 - Report de date 2016-07-07 11 h 21 - Télécopie 2625744 - 16-15232 Addenda No 2 (devis) 2016-07-13 11 h 57 - Télécopie 2625745 - 16-15232 Addenda No 2 (bordereau) 2016-07-13 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. *Important*: ce compte dessert tous les bureaux de WSP au Québec. Si vous désirez transmettre une invitation à soumissionner à un de nos bureaux en particulier ou obtenir la liste de nos bureaux, svp contacter martine.gagnon@wspgroup.com 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1144728)** 2016-06-22 14 h 49 **Transmission :** 2016-06-22 14 h 49	2622802 - 16-15232 Addenda No 1 - Report de date 2016-07-07 11 h 21 - Courriel 2625744 - 16-15232 Addenda No 2 (devis) 2016-07-13 11 h 56 - Courriel 2625745 - 16-15232 Addenda No 2 (bordereau) 2016-07-13 11 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

© 2003-2016 Tous droits réservés

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Division des grands projets

ANNEXE 3

CONVENTION

Avril 2016

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par madame Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CGxx xxxx et de l'article 96 de la loi sur les cités et villes;

CI-APRÈS APPELÉE LA "VILLE"

ET :

Axor experts-conseils inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 5101, rue Buchan, bureau 400, Montréal, QC. H4P 1S4., agissant et représentée par M. Denis Courchesne dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 4 juillet 2016;

CI-APRÈS APPELÉ(E) LE "CONTRACTANT"

No d'inscription T.P.S. : 101518958
No d'inscription T.V.Q. : 1002119508

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
GÉNÉRALITÉS

1.1 **Champ d'application:**

Cette convention s'applique à tous les services fournis à la Ville et requis pour réaliser le Projet.

1.2 **Politique de gestion contractuelle:**

La Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal (ci-après appelée « Politique ») s'applique à la présente convention en faisant les adaptations nécessaires;

1.3 **Définitions:**

Dans cette convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

1.3.1 **"Directeur":**

Le Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.3.2 **"Contractant":**

Personne morale, société ou individu auquel les travaux décrits à l'article 2 ont été confiés, ou leurs mandataires dûment habilités à agir en leur nom;

1.3.3 **"Ingénieur":**

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre qui, dans la pratique privée, exerce le génie-conseil;

1.3.4 **"Patron":**

Le professionnel désigné par le Contractant pour assumer la gérance, la coordination et la supervision des services prévus aux présentes, ce rôle pouvant être dévolu à différents professionnels, à tour de rôle;

1.3.5 **"Personnel auxiliaire":**

Le personnel du Contractant autre que le personnel professionnel ou technique; il comprend la dactylo, l'aide technique, le chaîneur, le jalonneur et l'homme de mire;

1.3.6 **"Personnel de soutien":**

Le personnel journalier employé par le Contractant, autre que le personnel professionnel, technique ou auxiliaire; il comprend le peseur, le pointeur et le commis;

1.3.7 **"Coût des salaires":**

La somme totale de la rémunération payée au personnel du Contractant assigné au travail technique, incluant les frais des services exécutifs, administratifs et de secrétariat;

1.3.8 **"Projet":**

Le Projet de construction ou de réfection de diverses infrastructures municipales;

1.3.9 **"Annexe A":**

Le devis technique de l'appel d'offres en ingénierie, ingénierie des sols et aménagement du domaine public – Divers projets 2016-2018 sur le territoire de la Ville de Montréal juin 2016;

1.3.10 **"Annexe B":**

L'offre de services, en date du 20 juillet 2016, présentée par le Contractant;

1.3.11 **"Annexe C":**

Politique de gestion contractuelle de la Ville

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes qui font partie intégrante des présentes sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement, à réaliser les travaux d'arpentage, de conception, de confection des plans et profils, d'implantation de repères, d'émission de listes des points d'alignement et de nivellement pour les travaux de trottoirs, de rues, d'égouts et d'aqueducs, de conception d'éclairage, d'aménagement géométrique particulier qui seront réalisés sur le territoire de la Ville de Montréal.

Avant chaque demande de prestation de services le Consultant devra proposer au Directeur une estimation budgétaire d'honoraires détaillé indiquant les ressources proposées ainsi que le nombre d'heures projetées pour chacune de celle-ci. Le Consultant n'est pas rémunéré pour la préparation d'une estimation budgétaire d'honoraires.

La Ville ne s'engage pas à confier au Consultant un nombre minimal de services professionnels à réaliser ni à lui payer un montant minimal d'honoraires.

ARTICLE 3

INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe A prévaut sur toute disposition de l'Annexe B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe C prévaut sur toute disposition de la Convention et des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4

DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, en conformité de l'échéancier spécifié à l'Annexe A, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à:

5.1 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui lui seront fournis par la Ville ou ses mandataires, sans l'autorisation écrite du Directeur;

5.2 collaborer entièrement avec la Ville et la Directrice, de même qu'avec les personnes à qui la Ville aurait confié certains éléments du Projet;

5.3 n'aliéner d'aucune façon les droits et prérogatives de la Ville;

5.4 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui lui sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit de la Ville;

5.5 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui lui seraient révélés à l'occasion de l'exécution; le Contractant devra obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à d'autres fins;

5.6 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire directement ou indirectement dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la construction ou l'exécution des ouvrages visés par la présente convention; toutefois, la possession de moins d'un pour cent (1 %) des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'est pas considérée comme intérêt pécuniaire;

5.7 fournir, à ses frais, une copie reproductible sur film polyester sensibilisé à émulsion d'argent d'une épaisseur minimum de 0,102 mm et sur support informatique réalisé avec le logiciel Microstation ou tout autre logiciel compatible avec Microstation, des plans et devis préliminaires et définitifs pour l'appel d'offres, des plans et devis définitifs pour fins de construction et des plans et devis «tels que construits», ainsi que copie papier de ceux-ci;

5.8 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation du Projet;

5.9 suivre les normes que le Directeur exige pour la présentation des dessins, des plans et de tout autre document nécessaire;

5.10 préparer et remettre, à l'intérieur de l'échéancier, les devis et autres documents nécessaires en conformité avec les exigences du Directeur;

5.11 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant le Projet, ainsi que tout rapport jugé nécessaire par le Directeur;

5.12 préparer tout rapport jugé nécessaire par la Ville et le transmettre au Directeur selon les modalités qu'il lui indique, notamment un rapport faisant état de

l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités ainsi que les rapports de surveillance de chantier;

5.13 conserver pendant une période de cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou après règlement ou jugement final, s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités, les paiements et les modifications aux plans et devis;

5.14 tenir un journal de ses opérations; ce journal devra être conservé durant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige et il sera mis, en tout temps, à la disposition de la Ville ou de ses représentants autorisés;

5.15 communiquer par écrit à la Ville le nom du Patron et du chargé de Projet, ainsi que la liste du personnel affecté aux différentes étapes du Projet, la qualification des membres de ce personnel et le salaire réellement versé à chacun d'eux;

5.16 commencer les travaux seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur et confirmation de l'acceptation du budget d'honoraires pour chaque commande;

5.17 agir avec compétence et diligence pour assurer le respect du calendrier des travaux;

5.18 voir à ce que les lois et tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux applicables au Projet soient respectés ainsi que les droits des tiers ou propriétaires riverains; le Contractant sera responsable des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non respect des droits des tiers;

5.19 planifier et superviser la mise en place de toutes les mesures nécessaires en vue de respecter la *Loi sur la qualité de l'environnement*;

5.20 coordonner activement la préparation du Projet avec les divers intervenants de la Ville ainsi qu'avec les diverses entreprises d'utilités publiques et autres organismes externes et municipalités impliqués dans le dossier;

5.21 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur la circulation des piétons et des véhicules lors des travaux;

5.22 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques existantes tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;

5.23 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et services, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

5.24 tenir compte des heures et des dépenses telles que définies, dévolues et encourues en relation avec le Projet;

5.25 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention et ce, sans frais supplémentaires;

5.26 planifier la réalisation du Projet de façon à ne pas gêner aucunement la circulation ferroviaires à moins d'obtenir une autorisation expresse du C.N. ou du C.P. selon le cas;

5.27 utiliser un appareil photographique doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), lorsque le Directeur demande la prise de photos;

ARTICLE 6

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit:

6.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

6.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

6.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 7

SERVICES COUVERTS PAR LA CONVENTION

Cette convention couvre notamment les divers services professionnels décrits ci-après:

7.1 Préparation de plans de « l'existant » et « tel que construit »

Le Contractant réalise le relevé complet de la situation existante, ainsi que la mise en plan complète de ce relevé selon les exigences de la Ville. Il fourni à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

Le Contractant procède également à un relevé final après construction et fourni un plan tel que construit. Il doit fournir à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

7.2 Implantation

Le Contractant effectue l'implantation des zones de réfections de pavage et de trottoir ainsi que l'implantation des points de repère requis en vue de la conception des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau, listes de pavages

(sections et intersections) et liste de points égout et d'aqueduc. Il doit fournir à la Ville une copie des documents (plans, carnets de notes, etc.) ayant servi à l'implantation.

7.3 Arpentage

Le Contractant effectue l'arpentage (nivellement) nécessaire à la conception des listes de points mentionnées au paragraphe précédent. Il doit fournir à la Ville une copie des carnets de notes (ou autre document) des relevés d'arpentage effectués.

7.4 Préparation de la liste de points

Le Contractant effectue la conception des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau et listes de pavages (sections et intersections). Il doit fournir une copie de ces listes à la Ville ainsi qu'aux entrepreneurs retenus par celle-ci pour l'exécution des travaux.

7.5 Calculs hydrauliques

Le Contractant réalise les différents calculs permettant l'analyse hydraulique d'un secteur donné. Il détermine pour des tronçons précis les diamètres, les pentes, ou toutes autres données techniques demandées par le Directeur.

7.6 Préparation des plans et devis et aménagement particulier

Le Contractant doit valider auprès des compagnies d'utilités publiques concernées l'état de leur réseau respectif. Il doit consulter les arrondissements concernés en ce qui a trait aux problématiques d'opération.

Les plans et devis doivent être réalisés en fonction des standards de la Division de la conception et de la réalisation des travaux. Ces standards sont fournis au Contractant par l'ingénieur du Projet de la Division, avant le début du mandat.

Les travaux de préparation des plans et devis comprennent, sans s'y limiter :

7.6.1 la préparation des plans et devis propres aux besoins du Projet;

7.6.2 les relevés de détails, les tracés et les profils nécessaires à la préparation des plans définitifs;

7.6.3 la préparation des devis complets et des documents de soumission, y compris les addendas;

7.6.4 les bordereaux de quantité avec prix unitaires estimatifs pour les travaux qu'il est d'usage d'accorder à prix unitaire;

7.6.5 la révision, s'il y a lieu, de l'estimation préliminaire;

7.6.6 l'analyse des soumissions, les explications des écarts, s'il y a lieu, et les recommandations appropriées quant à leur acceptation ou leur rejet;

Les demandes d'appels d'offres publics, les annonces dans les journaux, la publication dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que l'ouverture des soumissions seront réalisées par la Ville.

La vente des documents d'appel d'offres sera effectuée par SEAO.

7.7 Gestion d'exécution des travaux et surveillance

Le Contractant doit fournir un technicien inspecteur résidant, ayant au moins 10 ans d'expérience dans des travaux similaires.

Dans l'exécution de ses fonctions le technicien inspecteur :

- assure la surveillance des travaux selon les plans et devis;

- s'assure que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément au cahier des prescriptions normalisées de la Ville et aux plans et devis;

-procède aux mesurages appropriés, s'assure du respect des quantités et prépare la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

- émet les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

- assure un suivi photographique quotidien des progrès du chantier et en particulier des étapes cruciales, au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur);

- prépare tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville;

Si la gestion de l'exécution des travaux est confiée au Contractant, ce dernier prend en charge, par l'entremise de son chargé de Projet, notamment la coordination avec les différents intervenants, l'administration des travaux, la préparation des décomptes progressifs et l'analyse des réclamations, le tout tel que plus amplement détaillé ci-dessous.

Les services durant la construction comprennent :

7.7.1 Des services rendus au bureau qui sont :

7.7.1.1 les conseils à la Ville sur les problèmes techniques qui peuvent survenir au cours de la construction et nécessitent considération sans visite au chantier;

7.7.1.2 la vérification et l'approbation des dessins d'atelier et des dessins des fabricants afin de s'assurer qu'ils respectent les plans et devis émis par l'ingénieur;

7.7.1.3 la correspondance relative aux travaux de construction;

7.7.1.4 l'approbation de substituts dans les méthodes et les matériaux après entente avec le Directeur;

7.7.1.5 le contrôle du respect de l'échéancier des travaux et de ses enveloppes budgétaires.

7.7.2 Des services en résidence au chantier qui sont :

7.7.2.1 assurer la surveillance complète des travaux selon les plans et devis;

7.7.2.2 affecter au chantier le personnel en mesure de dispenser les conseils techniques requis pour la bonne exécution des travaux et d'en faire l'inspection, dont un ingénieur ayant au moins cinq (5) ans d'expérience dans des travaux similaires;

7.7.2.3 assurer la coordination des travaux entre les différents services de la Ville et les autres intervenants;

7.7.2.4 s'assurer que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément aux plans et devis;

7.7.2.5 émettre les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

7.7.2.6 procéder aux mesurages appropriés et préparer les pièces justificatives et la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

7.7.2.7 préparer tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville accompagnés de notes explicatives ou de croquis justifiant ces travaux;

7.7.2.8 faire la vérification des demandes de paiement, et préparer les décomptes progressifs et finals selon les formulaires de la Ville;

7.7.2.9 faire les recommandations quant à la réception provisoire et à la réception définitive des travaux;

7.7.2.10 rédiger et distribuer à qui de droit les procès-verbaux des réunions de chantier et de celles tenues avec la Ville;

7.7.2.11 prendre au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), des photos des ouvrages faisant partie du Projet, en s'assurant de conserver une illustration de chaque phase importante des travaux et de tout manquement ou anomalie dans l'exécution de ceux-ci;

7.7.2.12 procéder à l'enregistrement vidéo des lieux, avant le début des travaux, tenir en tout temps ces renseignements à la disposition du Directeur sur demande de celui-ci et les remettre à la Ville à la fin des travaux.

7.7.3 Le Contractant doit remettre à la Ville, au moment de l'acceptation provisoire des travaux, un certificat de conformité des travaux signé et scellé par l'ingénieur responsable.

7.7.4 Le Contractant prendra note que le contrôle de la qualité des matériaux, lorsque requis, sera assuré par le Laboratoire de la Ville.

7.8 Gestion des impacts et communication:

Consiste à fournir sur demande de la Ville certains services en communication.

Si la Ville requiert les services d'un chargé de communication, celui-ci sera responsable du volet information au citoyen, il devra posséder une excellente maîtrise du français parlé et écrit.

Le chargé de communication pourrait être appelé à exécuter en tout ou en partie les tâches décrites au devis technique de l'appel d'offres à savoir l'annexe A.

7.9 Assistance technique après la construction:

Les relevés des travaux tels que construits sont effectués par le Contractant et la mise à jour des plans et profils et ces mêmes plans sont préparés pour la Ville en prévision d'autres travaux dans les années à venir.

ARTICLE 8

QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJET ET DU PERSONNEL AFFECTÉ AU PROJET

Le chargé de Projet et tout le personnel présentés dans l'offre de services du Contractant (Annexe B), devront être effectivement affectés au Projet. Toute substitution éventuelle devra se faire sur approbation écrite préalable du Directeur, avec du personnel de formation et d'expérience équivalentes ou supérieures.

ARTICLE 9

HONORAIRES

9.1 Les honoraires dus au Contractant, en contrepartie des services rendus et des dépenses encourues par celui-ci, ne pourront excéder la somme maximale de un million six cent quatre-vingt-dix-neuf mille cent soixante-deux dollars (1 699 162.00 $), plus les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ).

9.2 Aucuns honoraires ne seront payables au Contractant pour les services applicables à des reprises de travaux de construction résultant d'erreurs ou d'omissions de la part du Contractant ou de son personnel.

9.3 Le Contractant est tenu d'aviser la Ville par écrit lorsque les coûts des services et des dépenses atteindront 15 %, 50 % et 75 % de la somme susdite.

9.4 La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 9.1.

9.5 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

9.6 À sa discrétion, la Ville pourra requérir du Contractant des services professionnels complémentaires dont le coût sera acquitté à même la somme maximale mentionnée à l'article 9.1. La nature et le coût de tous les services complémentaires devront faire l'objet d'une entente écrite entre le Consultant et le Directeur avant d'être exécutés.

ARTICLE 10

CALCUL DES HONORAIRES

La rémunération du Contractant pour la prestation des services prévus à la présente convention sera calculée sur une base horaire ou forfaitaire et se conformera aux critères suivants:

10.1 Méthode horaire: Si la méthode horaire est retenue par la Ville, le prix soumis dans la proposition de mandat ou dans le programme de travail constitue un maximum. Aucuns honoraires supplémentaires ne seront payés sauf si la Ville a accepté une modification du programme de travail avant la réalisation des travaux justifiant une augmentation des honoraires. Les honoraires seront payés mensuellement sur présentation d'une facture dûment justifiée.

10.2 Méthode forfaitaire: Si la méthode forfaitaire est retenue par la Ville, le forfait est négocié entre les représentants de la Ville et de la firme et est évalué à partir de l'estimation du nombre d'heures nécessaires à l'accomplissement du mandat, sur la base des taux prévus soumis au bordereau. Les forfaits convenus sont fixes et aucune révision de prix ne peut être exigée par la firme ou par la Ville. Les honoraires seront payés selon les modalités décrites dans le programme de travail accepté par la Ville.

10.3 La Ville convient de payer la firme selon les modalités décrites à l'article 9 «Honoraire» du présent document. Le Contractant doit s'y référer afin de s'assurer que les différents prix soumis couvrent l'ensemble des activités et des services requis.

10.4 Tous les honoraires et dépenses relatifs au personnel de gestion, de soutien et de secrétariat pour les tâches courantes effectuées par un bureau d'ingénieurs-conseils doivent être inclus et répartis équitablement dans les taux horaires indiqués au bordereau des prix.

10.5 Dans le cas où des employés de la firme travaillent dans les locaux de la Ville, les heures rémunérées sont des heures effectivement travaillées. Les jours fériés, les

vacances, les absences pour maladie et toutes les heures d'absence pour d'autres raisons ne seront pas payées.

10.6 Pour les fonctions non couvertes par les bordereaux de prix, les honoraires applicables sont convenus entre la Ville et la firme et doivent être acceptés par la Ville avant le début des travaux.

10.7 La Ville retiendra le paiement de toute facture qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes sur les biens et les services (TPS et TVQ), le montant réclamé à cet effet et le numéro d'inscription approprié.

ARTICLE 11

MODE DE PAIEMENT

11.1 Le Contractant est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par la Directrice de son relevé mensuel d'honoraires et de dépenses, eu égard à l'avancement du Projet.

11.2 Le paiement d'un compte ne constitue pas une acceptation sans réserve de ce compte. La Ville se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des comptes déjà payés.

11.3 Pour être conforme, tout compte devra être présenté selon les directives émises par la Directrice avec les pièces justificatives afférentes. Une photocopie des feuilles de temps, originalement signées par un responsable du Contractant, tiendra lieu de pièces justificatives pour les salaires et honoraires. Les activités effectuées par le Contractant durant la période de facturation devront être décrites et documentées à la satisfaction de la Directrice.

11.4 Le Contractant doit tenir un registre exact de tout le temps que le patron et le personnel de son cabinet consacrent à l'accomplissement des services à être rémunérés selon la méthode horaire ainsi que de toutes les dépenses remboursables et conserver les pièces à l'appui.

11.5 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont en totalité ou en partie complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 12

ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

12.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de:

12.1.1 deux millions de dollars (2 000 000 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

12.1.2 deux millions de dollars (2 000 000 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

Pour les travaux en chantier, la couverture des risques spéciaux devra être incluse.

12.2 À la signature de la convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

12.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

12.4 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

12.5 La Ville devra aussi être désignée comme coassurée du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

ARTICLE 13

ABANDON OU SUSPENSION DU PROJET / RÉSILIATION DE LA CONVENTION

13.1 Si le Projet est abandonné ou suspendu en tout ou en partie par la Ville, le Contractant sera payé pour les services rendus jusqu'à cette date en fonction de l'avancement du Projet, sur présentation de pièces justificatives.

13.2 Le Contractant devra alors livrer à la Ville toutes les données, notes, rapports et autres documents concernant le Projet, préparés à la date de l'avis de l'abandon ou de la suspension de celui-ci.

13.3 Le Contractant n'aura aucun recours contre la Ville pour la perte de tous profits anticipés ou dommages occasionnés du fait de l'abandon ou de la suspension du Projet.

13.4 Dans le cas d'impossibilité d'agir par la suite de maladie grave, d'incapacité légale ou de décès, le Contractant ou ses représentants légaux doivent, sans délai, faire continuer l'exécution de la convention par un autre contractant ou un autre

consultant accepté par écrit, par la Ville. À défaut, la Ville verra elle-même à son remplacement.

13.5 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps par avis écrit. Les dispositions des articles 13.1 à 13.3 s'appliquent en cas de telle résiliation, sous réserve des recours de la Ville pour les dommages résultant de l'inexécution par le Contractant de l'une ou l'autre des obligations contenues à la présente convention et aux Annexes.

ARTICLE 14

SIGNATURES LIANT LE CONTRACTANT

14.1 Vis-à-vis de la Ville, est censé valablement autorisé par le Contractant, tout écrit signé de sa part par la ou les personne(s) dûment autorisée(s) à signer, suivant la résolution fournie à la signature de la présente convention.

14.2 Le Contractant peut donner à la Ville un avis écrit l'informant qu'une ou plusieurs personnes, autres que celles mentionnées dans la résolution, sont autorisées à signer une ou plusieurs catégories d'écrits engageant la responsabilité du Contractant envers la Ville; s'il est signé par une des personnes mentionnées à la résolution, l'avis est censé valablement autorisé et donné par le Contractant et prend effet sur réception par la Ville.

14.3 En l'absence de tel avis, la Ville peut traiter comme valablement autorisé par le Contractant, tout autre écrit qui lui paraît l'être et qui est signé pour celui-ci, par une personne autre que celles mentionnées à la résolution.

ARTICLE 15

DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 9, le Contractant :

15.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

15.2 garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

15.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 16

ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins de la présente, la Ville et le Contractant élisent respectivement domicile comme suit :

La Ville : **VILLE DE MONTRÉAL**
Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec
H2Y 1C6

a/s de la Greffier de la Ville

Le Contractant: Axor experts-conseils inc.
5101, rue Buchan, bureau 400,
Montréal, Québec.
H4P 1S4

a/s M. Denis Courchesne

ARTICLE 17

CLAUSES GÉNÉRALES

17.1 Le Contractant n'aura aucun recours en recouvrement ou en dommages-intérêts contre la Ville pour des coûts dépassant la somme maximale mentionnée à l'article 9 (Honoraires).

17.2 La présente convention lie les héritiers et ayants droit des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

17.3 Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

17.4 Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

17.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

17.6 La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ième jour de ___, 20__

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Colette Fraser, greffière adjointe

Le ième jour de ____, 20__

Axor experts-conseils inc.

_____
Denis Courchesne.

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Division des grands projets

ANNEXE 3

CONVENTION

Avril 2016

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par madame Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CGxx xxxx et de l'article 96 de la loi sur les cités et villes;

CI-APRÈS APPELÉE LA "VILLE"

ET :

Les Services exp. inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 425, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 1001, Montréal, QC. H3A 3G5, agissant et représentée par M. Guillaume Halde dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 28 octobre 2013;

CI-APRÈS APPELÉ(E) LE "CONTRACTANT"

No d'inscription T.P.S. : 89463 7008 RT0001
No d'inscription T.V.Q. : 1217145241 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
GÉNÉRALITÉS

1.1 **Champ d'application:**

Cette convention s'applique à tous les services fournis à la Ville et requis pour réaliser le Projet.

1.2 **Politique de gestion contractuelle:**

La Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal (ci-après appelée « Politique ») s'applique à la présente convention en faisant les adaptations nécessaires;

1.3 **Définitions:**

Dans cette convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

1.3.1 **"Directeur":**

Le Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.3.2 **"Contractant":**

Personne morale, société ou individu auquel les travaux décrits à l'article 2 ont été confiés, ou leurs mandataires dûment habilités à agir en leur nom;

1.3.3 **"Ingénieur":**

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre qui, dans la pratique privée, exerce le génie-conseil;

1.3.4 **"Patron":**

Le professionnel désigné par le Contractant pour assumer la gérance, la coordination et la supervision des services prévus aux présentes, ce rôle pouvant être dévolu à différents professionnels, à tour de rôle;

1.3.5 **"Personnel auxiliaire":**

Le personnel du Contractant autre que le personnel professionnel ou technique; il comprend la dactylo, l'aide technique, le chaîneur, le jalonneur et l'homme de mire;

1.3.6 **"Personnel de soutien":**

Le personnel journalier employé par le Contractant, autre que le personnel professionnel, technique ou auxiliaire; il comprend le peseur, le pointeur et le commis;

1.3.7 **"Coût des salaires":**

La somme totale de la rémunération payée au personnel du Contractant assigné au travail technique, incluant les frais des services exécutifs, administratifs et de secrétariat;

1.3.8 **"Projet":**

Le Projet de construction ou de réfection de diverses infrastructures municipales;

1.3.9 **"Annexe A":**

Le devis technique de l'appel d'offres en ingénierie, ingénierie des sols et aménagement du domaine public – Divers projets 2016-2018 sur le territoire de la Ville de Montréal juin 2016;

1.3.10 **"Annexe B":**

L'offre de services, en date du 20 juillet 2016, présentée par le Contractant;

1.3.11 **"Annexe C":**

Politique de gestion contractuelle de la Ville

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes qui font partie intégrante des présentes sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement, à réaliser les travaux d'arpentage, de conception, de confection des plans et profils, d'implantation de repères, d'émission de listes des points d'alignement et de nivellement pour les travaux de trottoirs, de rues, d'égouts et d'aqueducs, de conception d'éclairage, d'aménagement géométrique particulier qui seront réalisés sur le territoire de la Ville de Montréal.

Avant chaque demande de prestation de services le Consultant devra proposer au Directeur une estimation budgétaire d'honoraires détaillé indiquant les ressources proposées ainsi que le nombre d'heures projetées pour chacune de celle-ci. Le Consultant n'est pas rémunéré pour la préparation d'une estimation budgétaire d'honoraires.

La Ville ne s'engage pas à confier au Consultant un nombre minimal de services professionnels à réaliser ni à lui payer un montant minimal d'honoraires.

ARTICLE 3

INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe A prévaut sur toute disposition de l'Annexe B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe C prévaut sur toute disposition de la Convention et des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4

DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, en conformité de l'échéancier spécifié à l'Annexe A, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à:

5.1 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui lui seront fournis par la Ville ou ses mandataires, sans l'autorisation écrite du Directeur;

5.2 collaborer entièrement avec la Ville et la Directrice, de même qu'avec les personnes à qui la Ville aurait confié certains éléments du Projet;

5.3 n'aliéner d'aucune façon les droits et prérogatives de la Ville;

5.4 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui lui sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit de la Ville;

5.5 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui lui seraient révélés à l'occasion de l'exécution; le Contractant devra obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à d'autres fins;

5.6 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire directement ou indirectement dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la construction ou l'exécution des ouvrages visés par la présente convention; toutefois, la possession de moins d'un pour cent (1 %) des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'est pas considérée comme intérêt pécuniaire;

5.7 fournir, à ses frais, une copie reproductible sur film polyester sensibilisé à émulsion d'argent d'une épaisseur minimum de 0,102 mm et sur support informatique réalisé avec le logiciel Microstation ou tout autre logiciel compatible avec Microstation, des plans et devis préliminaires et définitifs pour l'appel d'offres, des plans et devis définitifs pour fins de construction et des plans et devis «tels que construits», ainsi que copie papier de ceux-ci;

5.8 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation du Projet;

5.9 suivre les normes que le Directeur exige pour la présentation des dessins, des plans et de tout autre document nécessaire;

5.10 préparer et remettre, à l'intérieur de l'échéancier, les devis et autres documents nécessaires en conformité avec les exigences du Directeur;

5.11 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant le Projet, ainsi que tout rapport jugé nécessaire par le Directeur;

5.12 préparer tout rapport jugé nécessaire par la Ville et le transmettre au Directeur selon les modalités qu'il lui indique, notamment un rapport faisant état de

l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités ainsi que les rapports de surveillance de chantier;

5.13 conserver pendant une période de cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou après règlement ou jugement final, s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités, les paiements et les modifications aux plans et devis;

5.14 tenir un journal de ses opérations; ce journal devra être conservé durant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige et il sera mis, en tout temps, à la disposition de la Ville ou de ses représentants autorisés;

5.15 communiquer par écrit à la Ville le nom du Patron et du chargé de Projet, ainsi que la liste du personnel affecté aux différentes étapes du Projet, la qualification des membres de ce personnel et le salaire réellement versé à chacun d'eux;

5.16 commencer les travaux seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur et confirmation de l'acceptation du budget d'honoraires pour chaque commande;

5.17 agir avec compétence et diligence pour assurer le respect du calendrier des travaux;

5.18 voir à ce que les lois et tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux applicables au Projet soient respectés ainsi que les droits des tiers ou propriétaires riverains; le Contractant sera responsable des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non respect des droits des tiers;

5.19 planifier et superviser la mise en place de toutes les mesures nécessaires en vue de respecter la *Loi sur la qualité de l'environnement*;

5.20 coordonner activement la préparation du Projet avec les divers intervenants de la Ville ainsi qu'avec les diverses entreprises d'utilités publiques et autres organismes externes et municipalités impliqués dans le dossier;

5.21 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur la circulation des piétons et des véhicules lors des travaux;

5.22 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques existantes tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;

5.23 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et services, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

5.24 tenir compte des heures et des dépenses telles que définies, dévolues et encourues en relation avec le Projet;

5.25 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention et ce, sans frais supplémentaires;

5.26 planifier la réalisation du Projet de façon à ne pas gêner aucunement la circulation ferroviaires à moins d'obtenir une autorisation expresse du C.N. ou du C.P. selon le cas;

5.27 utiliser un appareil photographique doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), lorsque le Directeur demande la prise de photos;

ARTICLE 6

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit:

6.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

6.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

6.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 7

SERVICES COUVERTS PAR LA CONVENTION

Cette convention couvre notamment les divers services professionnels décrits ci-après:

7.1 Préparation de plans de « l'existant » et « tel que construit »

Le Contractant réalise le relevé complet de la situation existante, ainsi que la mise en plan complète de ce relevé selon les exigences de la Ville. Il fourni à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

Le Contractant procède également à un relevé final après construction et fourni un plan tel que construit. Il doit fournir à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

7.2 Implantation

Le Contractant effectue l'implantation des zones de réfections de pavage et de trottoir ainsi que l'implantation des points de repère requis en vue de la conception des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau, listes de pavages

(sections et intersections) et liste de points égout et d'aqueduc. Il doit fournir à la Ville une copie des documents (plans, carnets de notes, etc.) ayant servi à l'implantation.

7.3 Arpentage

Le Contractant effectue l'arpentage (nivellement) nécessaire à la conception des listes de points mentionnées au paragraphe précédent. Il doit fournir à la Ville une copie des carnets de notes (ou autre document) des relevés d'arpentage effectués.

7.4 Préparation de la liste de points

Le Contractant effectue la conception des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau et listes de pavages (sections et intersections). Il doit fournir une copie de ces listes à la Ville ainsi qu'aux entrepreneurs retenus par celle-ci pour l'exécution des travaux.

7.5 Calculs hydrauliques

Le Contractant réalise les différents calculs permettant l'analyse hydraulique d'un secteur donné. Il détermine pour des tronçons précis les diamètres, les pentes, ou toutes autres données techniques demandées par le Directeur.

7.6 Préparation des plans et devis et aménagement particulier

Le Contractant doit valider auprès des compagnies d'utilités publiques concernées l'état de leur réseau respectif. Il doit consulter les arrondissements concernés en ce qui a trait aux problématiques d'opération.

Les plans et devis doivent être réalisés en fonction des standards de la Division de la conception et de la réalisation des travaux. Ces standards sont fournis au Contractant par l'ingénieur du Projet de la Division, avant le début du mandat.

Les travaux de préparation des plans et devis comprennent, sans s'y limiter :

7.6.1 la préparation des plans et devis propres aux besoins du Projet;

7.6.2 les relevés de détails, les tracés et les profils nécessaires à la préparation des plans définitifs;

7.6.3 la préparation des devis complets et des documents de soumission, y compris les addendas;

7.6.4 les bordereaux de quantité avec prix unitaires estimatifs pour les travaux qu'il est d'usage d'accorder à prix unitaire;

7.6.5 la révision, s'il y a lieu, de l'estimation préliminaire;

7.6.6 l'analyse des soumissions, les explications des écarts, s'il y a lieu, et les recommandations appropriées quant à leur acceptation ou leur rejet;

Les demandes d'appels d'offres publics, les annonces dans les journaux, la publication dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que l'ouverture des soumissions seront réalisées par la Ville.

La vente des documents d'appel d'offres sera effectuée par SEAO.

7.7 Gestion d'exécution des travaux et surveillance

Le Contractant doit fournir un technicien inspecteur résidant, ayant au moins 10 ans d'expérience dans des travaux similaires.

Dans l'exécution de ses fonctions le technicien inspecteur :

- assure la surveillance des travaux selon les plans et devis;

- s'assure que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément au cahier des prescriptions normalisées de la Ville et aux plans et devis;

-procède aux mesurages appropriés, s'assure du respect des quantités et prépare la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

- émet les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

- assure un suivi photographique quotidien des progrès du chantier et en particulier des étapes cruciales, au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur);

- prépare tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville;

Si la gestion de l'exécution des travaux est confiée au Contractant, ce dernier prend en charge, par l'entremise de son chargé de Projet, notamment la coordination avec les différents intervenants, l'administration des travaux, la préparation des décomptes progressifs et l'analyse des réclamations, le tout tel que plus amplement détaillé ci-dessous.

Les services durant la construction comprennent :

7.7.1 Des services rendus au bureau qui sont :

7.7.1.1 les conseils à la Ville sur les problèmes techniques qui peuvent survenir au cours de la construction et nécessitent considération sans visite au chantier;

7.7.1.2 la vérification et l'approbation des dessins d'atelier et des dessins des fabricants afin de s'assurer qu'ils respectent les plans et devis émis par l'ingénieur;

7.7.1.3 la correspondance relative aux travaux de construction;

7.7.1.4 l'approbation de substituts dans les méthodes et les matériaux après entente avec le Directeur;

7.7.1.5 le contrôle du respect de l'échéancier des travaux et de ses enveloppes budgétaires.

7.7.2 Des services en résidence au chantier qui sont :

7.7.2.1 assurer la surveillance complète des travaux selon les plans et devis;

7.7.2.2 affecter au chantier le personnel en mesure de dispenser les conseils techniques requis pour la bonne exécution des travaux et d'en faire l'inspection, dont un ingénieur ayant au moins cinq (5) ans d'expérience dans des travaux similaires;

7.7.2.3 assurer la coordination des travaux entre les différents services de la Ville et les autres intervenants;

7.7.2.4 s'assurer que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément aux plans et devis;

7.7.2.5 émettre les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

7.7.2.6 procéder aux mesurages appropriés et préparer les pièces justificatives et la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

7.7.2.7 préparer tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville accompagnés de notes explicatives ou de croquis justifiant ces travaux;

7.7.2.8 faire la vérification des demandes de paiement, et préparer les décomptes progressifs et finals selon les formulaires de la Ville;

7.7.2.9 faire les recommandations quant à la réception provisoire et à la réception définitive des travaux;

7.7.2.10 rédiger et distribuer à qui de droit les procès-verbaux des réunions de chantier et de celles tenues avec la Ville;

7.7.2.11 prendre au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), des photos des ouvrages faisant partie du Projet, en s'assurant de conserver une illustration de chaque phase importante des travaux et de tout manquement ou anomalie dans l'exécution de ceux-ci;

7.7.2.12 procéder à l'enregistrement vidéo des lieux, avant le début des travaux, tenir en tout temps ces renseignements à la disposition du Directeur sur demande de celui-ci et les remettre à la Ville à la fin des travaux.

7.7.3 Le Contractant doit remettre à la Ville, au moment de l'acceptation provisoire des travaux, un certificat de conformité des travaux signé et scellé par l'ingénieur responsable.

7.7.4 Le Contractant prendra note que le contrôle de la qualité des matériaux, lorsque requis, sera assuré par le Laboratoire de la Ville.

7.8 Gestion des impacts et communication:

Consiste à fournir sur demande de la Ville certains services en communication.

Si la Ville requiert les services d'un chargé de communication, celui-ci sera responsable du volet information au citoyen, il devra posséder une excellente maîtrise du français parlé et écrit.

Le chargé de communication pourrait être appelé à exécuter en tout ou en partie les tâches décrites au devis technique de l'appel d'offres à savoir l'annexe A.

7.9 Assistance technique après la construction:

Les relevés des travaux tels que construits sont effectués par le Contractant et la mise à jour des plans et profils et ces mêmes plans sont préparés pour la Ville en prévision d'autres travaux dans les années à venir.

ARTICLE 8

QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJET ET DU PERSONNEL AFFECTÉ AU PROJET

Le chargé de Projet et tout le personnel présentés dans l'offre de services du Contractant (Annexe B), devront être effectivement affectés au Projet. Toute substitution éventuelle devra se faire sur approbation écrite préalable du Directeur, avec du personnel de formation et d'expérience équivalentes ou supérieures.

ARTICLE 9

HONORAIRES

9.1 Les honoraires dus au Contractant, en contrepartie des services rendus et des dépenses encourues par celui-ci, ne pourront excéder la somme maximale de neuf cent soixante-deux mille huit cents dollars (962 800.00 $), plus les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ).

9.2 Aucuns honoraires ne seront payables au Contractant pour les services applicables à des reprises de travaux de construction résultant d'erreurs ou d'omissions de la part du Contractant ou de son personnel.

9.3 Le Contractant est tenu d'aviser la Ville par écrit lorsque les coûts des services et des dépenses atteindront 15 %, 50 % et 75 % de la somme susdite.

9.4 La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 9.1.

9.5 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

9.6 À sa discrétion, la Ville pourra requérir du Contractant des services professionnels complémentaires dont le coût sera acquitté à même la somme maximale mentionnée à l'article 9.1. La nature et le coût de tous les services complémentaires devront faire l'objet d'une entente écrite entre le Consultant et le Directeur avant d'être exécutés.

ARTICLE 10

CALCUL DES HONORAIRES

La rémunération du Contractant pour la prestation des services prévus à la présente convention sera calculée sur une base horaire ou forfaitaire et se conformera aux critères suivants:

10.1 Méthode horaire: Si la méthode horaire est retenue par la Ville, le prix soumis dans la proposition de mandat ou dans le programme de travail constitue un maximum. Aucuns honoraires supplémentaires ne seront payés sauf si la Ville a accepté une modification du programme de travail avant la réalisation des travaux justifiant une augmentation des honoraires. Les honoraires seront payés mensuellement sur présentation d'une facture dûment justifiée.

10.2 Méthode forfaitaire: Si la méthode forfaitaire est retenue par la Ville, le forfait est négocié entre les représentants de la Ville et de la firme et est évalué à partir de l'estimation du nombre d'heures nécessaires à l'accomplissement du mandat, sur la base des taux prévus soumis au bordereau. Les forfaits convenus sont fixes et aucune révision de prix ne peut être exigée par la firme ou par la Ville. Les honoraires seront payés selon les modalités décrites dans le programme de travail accepté par la Ville.

10.3 La Ville convient de payer la firme selon les modalités décrites à l'article 9 «Honoraire» du présent document. Le Contractant doit s'y référer afin de s'assurer que les différents prix soumis couvrent l'ensemble des activités et des services requis.

10.4 Tous les honoraires et dépenses relatifs au personnel de gestion, de soutien et de secrétariat pour les tâches courantes effectuées par un bureau d'ingénieurs-conseils doivent être inclus et répartis équitablement dans les taux horaires indiqués au bordereau des prix.

10.5 Dans le cas où des employés de la firme travaillent dans les locaux de la Ville, les heures rémunérées sont des heures effectivement travaillées. Les jours fériés, les

vacances, les absences pour maladie et toutes les heures d'absence pour d'autres raisons ne seront pas payées.

10.6 Pour les fonctions non couvertes par les bordereaux de prix, les honoraires applicables sont convenus entre la Ville et la firme et doivent être acceptés par la Ville avant le début des travaux.

10.7 La Ville retiendra le paiement de toute facture qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes sur les biens et les services (TPS et TVQ), le montant réclamé à cet effet et le numéro d'inscription approprié.

ARTICLE 11

MODE DE PAIEMENT

11.1 Le Contractant est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par la Directrice de son relevé mensuel d'honoraires et de dépenses, eu égard à l'avancement du Projet.

11.2 Le paiement d'un compte ne constitue pas une acceptation sans réserve de ce compte. La Ville se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des comptes déjà payés.

11.3 Pour être conforme, tout compte devra être présenté selon les directives émises par la Directrice avec les pièces justificatives afférentes. Une photocopie des feuilles de temps, originalement signées par un responsable du Contractant, tiendra lieu de pièces justificatives pour les salaires et honoraires. Les activités effectuées par le Contractant durant la période de facturation devront être décrites et documentées à la satisfaction de la Directrice.

11.4 Le Contractant doit tenir un registre exact de tout le temps que le patron et le personnel de son cabinet consacrent à l'accomplissement des services à être rémunérés selon la méthode horaire ainsi que de toutes les dépenses remboursables et conserver les pièces à l'appui.

11.5 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont en totalité ou en partie complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 12

ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

12.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de:

12.1.1 deux millions de dollars (2 000 000 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

12.1.2 deux millions de dollars (2 000 000 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

Pour les travaux en chantier, la couverture des risques spéciaux devra être incluse.

12.2 À la signature de la convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

12.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

12.4 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

12.5 La Ville devra aussi être désignée comme coassurée du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

ARTICLE 13

ABANDON OU SUSPENSION DU PROJET / RÉSILIATION DE LA CONVENTION

13.1 Si le Projet est abandonné ou suspendu en tout ou en partie par la Ville, le Contractant sera payé pour les services rendus jusqu'à cette date en fonction de l'avancement du Projet, sur présentation de pièces justificatives.

13.2 Le Contractant devra alors livrer à la Ville toutes les données, notes, rapports et autres documents concernant le Projet, préparés à la date de l'avis de l'abandon ou de la suspension de celui-ci.

13.3 Le Contractant n'aura aucun recours contre la Ville pour la perte de tous profits anticipés ou dommages occasionnés du fait de l'abandon ou de la suspension du Projet.

13.4 Dans le cas d'impossibilité d'agir par la suite de maladie grave, d'incapacité légale ou de décès, le Contractant ou ses représentants légaux doivent, sans délai, faire continuer l'exécution de la convention par un autre contractant ou un autre

consultant accepté par écrit, par la Ville. À défaut, la Ville verra elle-même à son remplacement.

13.5 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps par avis écrit. Les dispositions des articles 13.1 à 13.3 s'appliquent en cas de telle résiliation, sous réserve des recours de la Ville pour les dommages résultant de l'inexécution par le Contractant de l'une ou l'autre des obligations contenues à la présente convention et aux Annexes.

ARTICLE 14

SIGNATURES LIANT LE CONTRACTANT

14.1 Vis-à-vis de la Ville, est censé valablement autorisé par le Contractant, tout écrit signé de sa part par la ou les personne(s) dûment autorisée(s) à signer, suivant la résolution fournie à la signature de la présente convention.

14.2 Le Contractant peut donner à la Ville un avis écrit l'informant qu'une ou plusieurs personnes, autres que celles mentionnées dans la résolution, sont autorisées à signer une ou plusieurs catégories d'écrits engageant la responsabilité du Contractant envers la Ville; s'il est signé par une des personnes mentionnées à la résolution, l'avis est censé valablement autorisé et donné par le Contractant et prend effet sur réception par la Ville.

14.3 En l'absence de tel avis, la Ville peut traiter comme valablement autorisé par le Contractant, tout autre écrit qui lui paraît l'être et qui est signé pour celui-ci, par une personne autre que celles mentionnées à la résolution.

ARTICLE 15

DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 9, le Contractant :

15.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

15.2 garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

15.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 16

ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins de la présente, la Ville et le Contractant élisent respectivement domicile comme suit :

La Ville : **VILLE DE MONTRÉAL**
Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec
H2Y 1C6

a/s de la Greffier de la Ville

Le Contractant: Les Services exp. inc.
425, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 1001,
Montréal, Québec.
H3A 3G5

a/s M. Guillaume Halde

ARTICLE 17

CLAUSES GÉNÉRALES

17.1 Le Contractant n'aura aucun recours en recouvrement ou en dommages-intérêts contre la Ville pour des coûts dépassant la somme maximale mentionnée à l'article 9 (Honoraires).

17.2 La présente convention lie les héritiers et ayants droit des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

17.3 Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

17.4 Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

17.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

17.6 La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ième jour de ___, 20__

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Colette Fraser, greffière adjointe

Le ième jour de ____, 20__

Les Services exp. inc.

_____
Guillaume Halde.

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1160230005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section de l'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat de services artistiques à Philippe Allard et Justin Duchesneau, artistes professionnels, au montant maximal de 126 472,50$, taxes et contingences incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art public "Le Joyau royal et le Mile doré", au site McTavish de la Promenade urbaine "Fleuve-Montagne" / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser une dépense totale de 137 970 $ incluant des incidences de 11 497,50$

Il est recommandé :

- d'approuver un projet de convention par lequel Philippe Allard et Justin Duchesneau, lauréats du concours, s'engagent à fournir à la Ville les services artistiques requis à cette fin pour une somme maximale de 126 472, 50 $, taxes incluses, conformément aux termes et conditions stipulés au projet de convention;

- d'approuver une dépense totale de 137 970 $, taxes incluses, incluant des incidences de 11 497,50$;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-02 16:45

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160230005**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section de l'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat de services artistiques à Philippe Allard et Justin Duchesneau, artistes professionnels, au montant maximal de 126 472,50$, taxes et contingences incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art public "Le Joyau royal et le Mile doré", au site McTavish de la Promenade urbaine "Fleuve-Montagne" / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser une dépense totale de 137 970 $ incluant des incidences de 11 497,50$

CONTENU

CONTEXTE

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'aménagement de la Promenade urbaine « Fleuve – Montagne. » Cette dernière est un projet de legs majeur du 375e anniversaire qui reliera deux lieux emblématiques de la ville. Le Bureau d'art public du Service de la culture (SC) a tenu un concours par avis public, en collaboration avec les cent mécènes de la Brigade Arts Affaires de Montréal (BAAM), le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) et le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR), dans le but d'acquérir une oeuvre d'art public pour le site McTavish de la Promenade.
Lors de la première rencontre du jury, tenue le 18 février 2016, les membres du jury ont analysé les 11 candidatures reçues et jugées conformes dans le cadre de l'avis public de concours : ils ont retenu 7 candidatures. Ces dernières ont été soumises aux mécènes de la BAAM qui les ont analysées et ont retenu trois finalistes. Il s'agissait de Philippe Allard et Justin Duchesneau, de Patrick Bérubé et de Cooke-Sasseville. Aux termes de la soirée de prestation des artistes tenue le 22 juin 2016, à laquelle les membres du jury ont également participé, les mécènes ont recommandé la proposition de Philippe Allard et Justin Duchesneau, dont le titre est *Le Joyau royal et le Mile doré.*

Le jury mis sur pied spécifiquement pour ce concours, qui a suivi le processus de sélection, était composé de : Marthe Carrier, directrice, centre d'artistes B-312; André-Louis Paré, directeur et rédacteur en chef, revue *Espace* ; Christine Ross, professeure en histoire de l'art, Université McGill; Marie-Claude Séguin, architecte paysagiste, SGPVMR; Laurent Vernet, commissaire à l'art public, SC.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 2359 - 23 décembre 2015 - Autoriser le Service de la culture à organiser, avec la collaboration du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et la Brigade Arts Affaires de Montréal (BAAM), un concours par avis public pour l'intégration d'une oeuvre d'art public au site McTavish de la Promenade urbaine "Fleuve-Montagne." Autoriser une dépense de 22 995$, taxes incluses, pour la réalisation du concours.
CE15 2339 - 16 décembre 2015 - Accepter les 85 dons individuels des mécènes de la Brigade Arts Affaires de Montréal (BAAM) à la Ville de Montréal, en vue de l'acquisition d'une oeuvre d'art public; autoriser l'émission d'un reçu officiel pour fins de l'impôt sur le revenu à chacun des mécènes de la BAAM, d'une valeur totale de 81 500 $.

CE15 0349 - 4 mars 2015 - Accepter des mécènes de la Brigade Arts Affaires de Montréal, en vertu de l'article 33 de la Charte de la Ville de Montréal, 27 dons individuels totalisant 18 500 $, à la Ville de Montréal, en vue de l'acquisition d'une oeuvre d'art public; autoriser l'émission de 27 reçus officiels pour fins d'impôts aux donateurs listés dans le dossier décisionnel, pour une somme totale de 18 500 $.

CM14 1248 - 16 décembre 2014 - Approuver le projet de protocole d'entente entre la Ville et la Brigade Arts Affaires Montréal (BAAM) relativement aux conditions d'accueil du don d'une oeuvre d'art public à l'occasion du 375e anniversaire de fondation de Montréal.

DESCRIPTION

Les services artistiques des artistes comprennent notamment : les honoraires et les droits d'auteur des artistes; les frais de production des plans, devis et estimations de coût (préliminaires et définitifs) de l'oeuvre; les honoraires des professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'oeuvre; l'achat et la transformation des matériaux; le transport, la fabrication, l'assemblage et l'installation de l'oeuvre; les permis et tous les frais de coordination relatifs à la réalisation et à l'installation de l'oeuvre; les frais d'administration et d'assurance. Les travaux de réalisation seront exécutés selon la maquette et les planches présentées par les artistes lors de la présentation aux mécènes et au jury.

JUSTIFICATION

La Promenade urbaine « Fleuve – Montagne » est un legs majeur du 375e anniversaire de fondation de Montréal. L'intégration de l'art public à ce projet d'aménagement urbain vise à appuyer la qualité des interventions qui seront réalisées et à en faire un élément identitaire majeur. C'est pourquoi la Ville a mis en oeuvre trois projets d'art public pour cette Promenade, afin de proposer des expériences singulières et inédites aux marcheurs pour les inciter à la parcourir et la redécouvrir.
De plus, ce projet met de l'avant l'implication du milieu des affaires dans le développement et le rayonnement de la ville et de l'art public, dans le but de sensibiliser les Montréalais à la question du mécénat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ces contrats de 137 970 $ sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 125 985 $, net de ristourne de taxes, sera financé par les mécènes de la BAAM et par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération "RCG 16--045 - Acquisition et restauration d'oeuvres d'art public."

La dépense de 125 985 $ est subventionnée à 79% par les mécènes de la BAAM, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 25 985$.

Cette dépense sera effectuée comme suit : 31 496, 25 $ en 2016 et 94 488, 75 $ en 2017.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est en accord avec les engagements du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015* , en particulier l'action no. 13 qui vise notamment à multiplier les interventions en art public pour aménager les quartiers durables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'oeuvre est composée de 15 éléments verticaux sobres qui se déploient de part et d'autre de la rue McTavish, à la manière d'un portail. Tout en restant accessibles à l'échelle humaine, l'oeuvre comprend sept colonnes dorées en laiton, une colonne centrale en béton translucide faite de cubes en rotation qui s'illumine à la tombée de la nuit, ainsi que sept éléments d'un ou deux pieds de haut en pierre grise de Montréal. Ainsi, cette installation est une métaphore du paysage qui se déploie entre le fleuve et la montagne, faisant la synthèse des bâtiments et de la topographie : la couleur dorée du laiton est une référence au quartier historique du Golden Square Mile, dans lequel l'oeuvre est installée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Installation de l'œuvre : printemps 2017
- Inauguration de l'œuvre : mai 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux politiques administratives des concours d'art public du Service de la culture.
Conforme aux pratiques administratives de la Ville en matière d'art public et à la Politique de capitalisation de la Ville (PTI).
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Claude SEGUIN, Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal
Patricia BOUCHARD, Service des communications
Louis-Philippe CHAREST, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Patricia BOUCHARD, 15 août 2016
Louis-Philippe CHAREST, 12 août 2016
Marie-Claude SEGUIN, 12 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laurent VERNET
Commissaire à l'art public

Tél : 514 872-1128
Télécop. : 514 872-1007

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-04

Gina TREMBLAY
Chef de division - Développement culturel

Tél : 514 872-5592
Télécop. : 514 872-4665

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2016-09-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160230005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section de l'art public
Objet :	Accorder un contrat de services artistiques à Philippe Allard et Justin Duchesneau, artistes professionnels, au montant maximal de 126 472,50$, taxes et contingences incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art public "Le Joyau royal et le Mile doré", au site McTavish de la Promenade urbaine "Fleuve-Montagne" / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser une dépense totale de 137 970 $ incluant des incidences de 11 497,50$

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1160230005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872 1155

Mario Primard
Agent comptable analyste
514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-16

Daniel D DESJARDINS
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-5597

Division : Service des finances

CONTRAT D'EXÉCUTION D'OEUVRE D'ART

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 ;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PHILIPPE ALLARD,** artiste en arts visuels, ayant sa principale place d'affaires au 2272, rue Reading, Montréal (Québec), H3K 1P5;

ET : **JUSTIN DUCHESNEAU**, artiste en arts visuels, ayant sa principale place d'affaires au 2272, rue Reading, Montréal (Québec), H3K 1P5;

TPS : 145438990
TVQ : 1030755410

Ci-après appelés ensemble le « **Contractant** »

ATTENDU QUE le conseil municipal, le comité exécutif de la Ville de Montréal a adopté, le 23 décembre 2015, une résolution visant la création d'une œuvre d'art public au site McTavish de la Promenade urbaine « Fleuve–Montagne », et qu'il a autorisé les crédits nécessaires à cette fin (CE15 2359);

ATTENDU QU'un concours a été organisé pour le choix de cette œuvre d'art;

ATTENDU QUE le 22 juin 2016, les mécènes de la Brigade Arts Affaires de Montréal ont retenu la proposition du Contractant;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans le présent contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

P.A.

1.1 7/79

1.1 « **Responsable** » : la chef de section, Équipements culturels, art public et patrimoine artistique du Service de la culture ou son représentant autorisé;

1.2 « **Œuvre d'art** » : l'œuvre intitulée *Le Joyau royal et le Mile doré* décrite à l'Annexe 1 du présent contrat;

1.3 « **Maquette** » : la représentation de l'œuvre d'art et du traitement paysager en trois dimensions à l'échelle de 1 :30;

1.4 « **Dessins** » : la représentation de l'œuvre d'art en deux dimensions sous forme de modélisations;

1.5 « **Annexe 1** » : le document préparé par le Contractant, décrivant l'œuvre d'art et daté du 13 juin 2016;

1.6 « **Annexe 2** » : le texte préparé par le Service de la culture de la Ville et intitulé *Cadeau MTL 375e. Règlement et programme du concours pour une œuvre d'art public au site McTavish* dans sa version finale datée du 23 décembre 2015;

1.7 « **Annexe 3** » le compte rendu de la rencontre d'information aux finalistes, daté du 12 avril 2016;

1.8 « **Annexe 4** » : le plan de localisation de l'œuvre d'art au site McTavish de la Promenade urbaine « Fleuve–Montagne ».

ARTICLE 2
OBJET

Aux fins des présentes, la Ville retient les services du Contractant qui s'engage à exécuter l'œuvre d'art conformément à la maquette, aux dessins et aux Annexes 1, 2 et 3 du présent contrat, et à l'installer à l'emplacement illustré à l'Annexe 4.

Toute modification aux Annexes 1, 2, 3 et 4 des présentes doit être préalablement approuvée par écrit par les parties.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS du CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à :

3.1 réaliser et installer l'œuvre d'art conformément à la maquette, aux dessins et aux Annexes 1, 2, 3 et 4, le cas échéant, à obtenir l'autorisation écrite du Responsable avant d'apporter des changements qui modifient le concept de l'œuvre d'art tel qu'accepté;

3.2 verser leurs honoraires ou leurs salaires, aux personnes dont il s'adjoint les services ou avec qui il collabore pour la réalisation et l'installation de l'œuvre d'art,

P.A

étant entendu qu'en cas de réclamation ou de poursuite de ces personnes contre la Ville, cette dernière se réserve le droit de retenir le montant réclamé sur les honoraires payables au Contractant;

3.3 présenter au Responsable, pour approbation écrite, les plans d'ingénieur et les dessins d'atelier pour la réalisation de l'œuvre d'art et à modifier, à ses frais, lesdits plans et dessins si, de l'avis du Responsable, l'œuvre d'art présente des dangers pour la sécurité du public;

3.4 fournir tous les matériaux nécessaires à l'exécution et à l'installation de l'œuvre et procéder à son installation au plus tard le 12 mai 2017 et, le cas échéant, remettre le site en état;

3.5 collaborer avec le Responsable et les autres représentants de la Ville, les consultants et les fournisseurs pour assurer, entre autres, le respect du calendrier des travaux;

3.6 transmettre au Responsable les rapports d'étape requis montrant l'avancement des travaux et, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, lui transmettre un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts et du respect du calendrier;

3.7 préparer un devis d'entretien de l'œuvre d'art;

3.8 transmettre au Responsable le devis d'entretien et un avis lui indiquant que l'œuvre d'art est prête pour l'acceptation finale par la Ville, selon la procédure établie par le Responsable;

3.9 prendre fait et cause pour la Ville, ses représentants ou ses employés, dans toute réclamation ou poursuite résultant directement ou indirectement du présent contrat, et à tenir la Ville, ses représentants ou ses employés indemnes de toute décision ou jugement qui pourrait être prononcé contre eux en capital, intérêts et frais;

3.10 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ; toute facture ne comportant pas ces informations sera retournée au Contractant pour correction, aux frais de ce dernier;

3.11 à la demande écrite du Responsable et pour le prix convenu par les parties, rendre des services connexes au présent contrat.

P.A.

1.1 9/79

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat, la Ville s'engage à :

4.1 lui verser une somme forfaitaire de CENT QUATORZE MILLE NEUF CENT SOIXANTE-QUINZE DOLLARS (114 975$) incluant toutes les taxes applicables, payable comme suit :

- TRENTE-QUATRE MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (34 492, 50$), lors de la signature du présent contrat;

- TRENTE-QUATRE MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (34 492, 50$), dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable d'un rapport d'étape démontrant que l'œuvre d'art a été réalisée à environ 50 %, accompagné d'une facture;

- TRENTE-QUATRE MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (34 492, 50$) dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable d'un rapport d'étape démontrant que l'œuvre d'art a été réalisée à environ 75%, accompagné dune facture;

- le solde de ONZE MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (11 497,50$), dans les trente (30) jours de la remise des documents prévus aux paragraphes 3.7 et 3.8 et de l'acceptation de l'œuvre d'art par le Responsable, accompagnés dune facture;

4.2 lui verser, le cas échéant, conformément aux articles 3.10 et 3.11, une somme n'excédant pas ONZE MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (11 497,50$), incluant toutes les taxes applicables;

4.3 fournir au Contractant la collaboration du Responsable pour toute question qui pourrait être soulevée quant aux obligations des parties prévues au présent contrat;

4.4 aviser immédiatement le Contractant si des modifications sont apportées à l'aménagement et que celles-ci ont une incidence sur l'œuvre d'art; dans ce cas, le Responsable doit voir avec le Contractant à ce que ces modifications respectent les principales données de l'œuvre d'art;

4.5 entretenir l'œuvre d'art, conformément au devis d'entretien déposé par le Contractant;

4.6 fournir et installer, à ses frais, une plaque d'identification de l'œuvre d'art faite dans un matériau durable, en indiquant le nom du Contractant ou son pseudonyme, le titre de l'œuvre et l'année de sa réalisation. La Ville consultera le Contractant sur la localisation et le texte de la plaque.

P.A.

ARTICLE 5
ASSURANCES

5.1 Le Contractant doit souscrire et maintenir en vigueur, pour la durée du présent contrat, à ses frais et à son nom, une assurance responsabilité civile de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par événement ou accident, dont une copie doit être remise au Responsable dans les dix (10) jours de la signature des présentes; si le Contractant détient déjà une police d'assurance, il s'engage à la modifier de façon à couvrir l'objet du présent contrat.

5.2 Dans tous les cas où le Contractant retient les services d'un sous-traitant aux fins de la réalisation de l'œuvre d'art, le Contractant doit s'assurer, préalablement à l'embauche de ce sous-traitant, que ce dernier détient une assurance responsabilité civile de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par événement ou accident. Le Contractant devra remettre au Responsable une copie certifiée de cette assurance dans les dix (10) jours de l'embauche de ce sous-traitant.

ARTICLE 6
DOMMAGES

6.1 Le Contractant est responsable du paiement des honoraires ou des salaires des personnes dont il s'adjoint les services ou avec qui il collabore pour la réalisation et l'installation de l'œuvre d'art. En cas de réclamation ou de poursuite à l'encontre de la Ville à cet égard, cette dernière se réserve le droit de retenir le montant réclamé sur les honoraires payable au Contractant, malgré le paragraphe 4.1 du présent contrat.

6.2 Le Contractant est responsable de toute perte ou dommage causé à ou par l'œuvre d'art, par sa faute ou négligence, ou par celle d'une personne agissant sous sa responsabilité, jusqu'à son acceptation finale par le Responsable.

6.3 Advenant que l'œuvre d'art soit endommagée ou détruite pendant la période décrite au paragraphe 7.1, le Contractant devra effectuer, à ses frais, le remplacement de l'œuvre d'art ou faire les réparations nécessaires à la satisfaction du Responsable.

6.4 La Ville s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour protéger l'œuvre d'art contre les dommages qui pourraient survenir du fait des travaux d'aménagement, jusqu'à la fin de ceux-ci; tout dommage ainsi causé sera réparé aux frais de la Ville après consultation avec le Contractant.

ARTICLE 7
GARANTIES APPLICABLES À L'OEUVRE D'ART

7.1 Le Contractant garantit l'œuvre d'art contre tous les bris et les détériorations, pendant une période de trois ans après l'acception finale de l'œuvre d'art par le Responsable, exception faite de ces bris et détériorations qui résultent de l'usure normale, du défaut d'entretien, de la négligence ou de l'incurie de la Ville.

P.A.

7.2 Durant cette période, le Contractant s'engage, sur réception d'un avis écrit du Responsable, à effectuer les réparations requises dans un délai convenable, accepté par les parties.

ARTICLE 8
ACCEPTATION DE L'OEUVRE D'ART

8.1 Le Responsable devra faire connaître son acceptation ou son refus des travaux dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis de remise de l'œuvre d'art et du devis d'entretien.

8.2 Le Responsable peut refuser la totalité des travaux ou une partie de ceux-ci s'ils ne sont pas conformes à la maquette, aux dessins ou à tout autre document fourni par le Contractant, et accepté par le Responsable; le Contractant doit, dans ces circonstances, reprendre, à ses frais, les travaux jusqu'à complète satisfaction du Responsable.

8.3 Lorsque l'exécution ou l'installation de l'œuvre d'art dépend de l'exécution de travaux préalables exécutés par d'autres personnes, le Contractant s'assurera qu'ils sont à son entière satisfaction et acceptés par le Responsable, avant de commencer son propre travail.

8.4 Le fait pour le Contractant de commencer l'exécution ou l'installation de l'œuvre d'art constitue en soi une acceptation du travail préalable.

ARTICLE 9
TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

9.1 L'œuvre d'art devient la propriété de la Ville à son acceptation finale par le Responsable et les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés par le Contractant, dès leur remise à la Ville.

9.2 La Ville s'engage à conserver l'œuvre d'art dans son cadre actuel pendant une période de vingt ans. Cependant, la Ville pourra, si l'intérêt public l'exige, après consultation des spécialistes de la Ville mentionnés au dernier paragraphe du présent article, déplacer, relocaliser, entreposer l'œuvre d'art, pourvu que telle mesure prise par la Ville concerne l'ensemble de l'œuvre. Après ladite période de vingt ans, la Ville pourra, en outre, à sa seule discrétion, aliéner ou disposer de l'œuvre d'art. Le Contractant reconnaît expressément que toutes les mesures prises par la Ville en vertu du présent article ne peuvent constituer en aucun cas une atteinte à ses droits moraux.

9.3 Si l'œuvre d'art est endommagée ou détériorée, la Ville peut, à son entière discrétion, la faire réparer; dans une telle éventualité, elle doit, sauf en cas d'urgence, demander au Contractant, par écrit, une consultation quant aux mesures à prendre. Si le Contractant ne donne pas suite à cet avis dans les trente (30) jours de son expédition, la Ville pourra procéder aux travaux de sa

P.A.

propre initiative, mais après consultation d'un de ses spécialistes en la matière, en essayant de respecter l'honneur et la réputation du Contractant.

9.4 Le comité exécutif de la Ville, selon l'instance compétente en vertu de la Charte, peut décider des mesures prévues au présent article. Une telle décision ne pourra cependant être prise sans que les spécialistes de la Ville en matière d'œuvres d'art, de planification urbaine et d'aménagement, n'aient été consultés. Les mesures résultant de l'entretien normal de l'œuvre d'art ne sont pas visées par le présent article.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut résilier en tout temps le présent contrat sur avis écrit au Contractant à cet effet. Sur réception de cet avis, le Contractant doit immédiatement cesser l'exécution de ses travaux. En pareil cas, le Contractant n'aura droit qu'au remboursement des dépenses faites en vertu du présent contrat et à une indemnité de dix pour cent (10 %) de la somme forfaitaire mentionnée à l'article 4 des présentes.

10.2 Si la somme déjà reçue par le Contractant en vertu du paragraphe 4.1 excède, au moment de telle résiliation, le montant devant lui être remis conformément au paragraphe 10.1, le Contractant devra rembourser cet excédent à la Ville.

10.3 L'œuvre d'art ainsi inachevée demeurera la propriété du Contractant. Si l'œuvre est réalisée sur les lieux mêmes de l'emplacement décrit à l'Annexe 4 des présentes, celle-ci demeurera la propriété du Contractant, à condition que ce dernier en prenne possession et procède, à ses frais, à son enlèvement dans les soixante (60) jours de l'avis de résiliation; à défaut par le Contractant de ce faire dans le délai prescrit, la Ville conservera l'œuvre d'art inachevée en pleine et entière propriété et pourra en disposer à sa guise.

10.4 Le Contractant n'a aucun recours à l'encontre de la Ville du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
DÉCÈS

11.1 En cas de décès du Contractant, le cas échéant, avant qu'il n'ait terminé l'œuvre ou d'une incapacité l'empêchant de la compléter, selon les termes et conditions des présentes, la Ville pourra, à sa discrétion :

11.1.1 démanteler ou démolir la partie de l'œuvre d'art déjà exécutée; ou

11.1.2 faire compléter l'exécution de l'œuvre par une autre personne de son choix, conformément aux plans et devis.

P.A.

11.2 La Ville devra commencer l'exécution de l'option retenue dans les six (6) mois de la date du décès ou du début de l'incapacité.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

12.1 Le Contractant garantit la Ville qu'il est le titulaire des droits d'auteur et de tous les autres droits de propriété intellectuelle sur l'œuvre d'art et sur les différents documents mentionnés au paragraphe 12.2 ou l'usager autorisé de tous ces droits et déclare qu'il a le pouvoir d'accorder à la Ville les licences ci-après.

12.2 Le Contractant conserve ses droits d'auteur sur l'œuvre terminée et accorde à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de représenter ou de reproduire cette œuvre d'art, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, la licence accordée par le Contractant comprend le droit d'intégrer l'œuvre au site Internet de la Ville.

12.3 Le Contractant accorde aussi à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de reproduire tous les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés dans le cadre du présent contrat aux seules fins de construction ou d'entretien de l'œuvre d'art; la Ville s'engage à respecter et à faire respecter les secrets de fabrication (savoir-faire) du Contractant.

12.4 Les licences décrites aux paragraphes 12.2 et 12.3 du présent article sont non exclusives, incessibles et sont accordées à des fins non commerciales, sans limite territoriale, pour une durée illimitée, en contrepartie d'une somme totale de VINGT MILLE DOLLARS (20 000$), tel que le déclare le Contractant, laquelle somme est comprise dans la somme forfaitaire prévue au paragraphe 4.1 des présentes. En cas d'aliénation de l'œuvre d'art, ces licences continueront de s'appliquer pour les fins d'archivage seulement.

12.5 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du Contractant et, s'il y a lieu, le titre de l'œuvre d'art lors de sa présentation, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

12.6 En cas d'utilisation de l'œuvre d'art ou de toute reproduction de celle-ci par des moyens audiovisuels par le Contractant ou par les personnes qu'il autorise à ce faire, ce dernier s'engage à mentionner ou à exiger de toute autre personne qu'elle mentionne le nom de la Ville comme propriétaire de l'œuvre et l'emplacement de celle-ci.

P.A.

ARTICLE 13
DÉLAI D'EXÉCUTION

L'œuvre d'art doit être installée sur l'emplacement indiqué à l'Annexe 4, au plus tard le 12 mai 2017, à moins que son installation ne soit retardée par le fait de la Ville, auquel cas, si l'installation devait en être retardée après le 12 mai 2017, la Ville paiera au Contractant, à compter de cette dernière date, les frais d'entreposage de l'œuvre si besoin est, ceux-ci devant être convenus par les parties.

ARTICLE 14
SUSPENSION OU RETARD DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

S'il y a, le cas échéant, suspension des travaux réalisés par la Ville, pour une période excédant six (6) mois, empêchant ainsi ou retardant l'exécution de l'œuvre d'art, la somme versée par la Ville, en vertu de l'article 4, devra être révisée pour tenir compte des nouveaux coûts.

ARTICLE 15
ARRÊT COMPLET DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Si un arrêt complet des travaux de la Ville survient, le cas échéant, la Ville doit aviser le Contractant que le contrat est résilié. Dans un tel cas, le Contractant aura droit aux sommes prévues à l'article 10 des présentes.

ARTICLE 16
AVIS

Tout avis ou envoi d'information ou de documents requis en vertu de quelque disposition des présentes, pour être valide et lier les parties, devra être donné par écrit et devra être envoyé aux adresses mentionnées ci-dessous, par huissier, par messager ou par courrier recommandé, auquel cas il sera considéré avoir été reçu le troisième (3e) jour suivant la date où il a été posté.

Adresse de la Ville :

Michèle Picard
Chef de section, Équipements culturels, art public et patrimoine artistique
Division du développement culturel, Service de la culture
801, rue Brennan, 5e étage
Montréal, Québec
H3C 0G4

P.A.

Adresse du Contractant :

Philippe Allard
2272, rue Reading
Montréal (Québec)
H3K 1P5

ARTICLE 17
DURÉE

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties et prend fin lorsque toutes les obligations qui y sont énoncées ont été accomplies, mais au plus tard le 12 mai 2017. Les dispositions relatives aux garanties et à la propriété intellectuelle continuent de s'appliquer.

ARTICLE 18
CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

18.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse apparaissant à la première page de la présente entente ou à toute autre adresse dont une partie pourra avertir l'autre partie, par avis écrit, dans le district judiciaire de Montréal.

18.2 Modification

La présente entente ne peut être modifiée qu'avec l'accord écrit des deux parties.

18.3 Invalidité d'une clause

Une disposition du présent contrat jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

18.4 Cession

Le Contractant ne peut céder en tout ou en partie les droits lui résultant du présent contrat sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Ville.

18.5 Lois applicables

Le présent contrat est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

P.A.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .... e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le 3.. e jour de Août 2016

LE CONTRACTANT

Par : _____
Philippe Allard

Par : _____
Justin Duchesneau

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

P.A.

Déclaration

Je soussigné, Justin Duchesneau, ayant lu et compris le présent contrat, déclare, à titre de membre du Collectif :

1. je désigne Philippe Allard pour me représenter comme le Contractant;

2. je reconnais :

   2.1 qu'un avis donné à la personne désignée au paragraphe 1) constitue un avis qui m'est donné;

   2.2 qu'un paiement fait à la personne désignée au paragraphe 1) constitue un paiement qui m'est fait et je renonce à toute réclamation ou poursuite à l'encontre de la Ville quant au paiement des honoraires prévus au présent contrat;

   2.3 être solidairement responsable de la réalisation du présent contrat;

3. je concède à la Ville la licence prévue à l'article 12 « Droits d'auteur » du présent contrat, dans les circonstances et aux conditions qui y sont prévues.

Le 3 e jour de août 2016

Par : _____
Justin Duchesneau

P.A



LE JOYAU ROYAL ET LE MILE DORÉ

PHILIPPE ALLARD ET JUSTIN DUCHESNEAU

Cadeau MTL 375 Concours d'oeuvre d'Art - Site McTavish 13 juin 2016

LE JOYAU ROYAL ET LE MILE DORÉ

UNE INSPIRATION NÉE DE LA MONTAGNE

Notre projet Le Joyau royal et le Mile doré s'inspire de la montagne et de l'énergie qui s'en émane sur toute la ville. Le Mont-Royal représente le joyau de la ville : la montagne est au cœur du développement et de l'évolution de la ville de Montréal. Elle culmine ici dans notre œuvre comme élément final du parcours Fleuve-Montagne et s'incarne en une sculpture verticale faite d'une forme centrale illuminée pour conclure le parcours de pixels étendu sur la place.

UN PORTAIL ACTUEL

Élément-clé du parcours Fleuve-montagne, Le Joyau royal et le Mile doré agit tel un portail de part et d'autre de la rue qui ouvre le chemin vers la montagne et la met en valeur en tant que source de vie. Notre installation a été conçue comme une entrée symbolique, mais aussi dynamique en guise d'ouverture vers la montagne. Œuvre double, elle est une porte contemporaine se situant à l'ouest et à l'est de la rue McTavish, tout en représentant la montagne elle-même qui émerge d'un côté et de l'autre. Elle se compose de plusieurs éléments sobres qui s'élancent vers le ciel tout en restant accessibles à l'échelle humaine : plusieurs colonnes dorées en laiton, une colonne centrale faite de cubes en rotation qui s'illumine à la tombée de la nuit et quatre colonnes de deux pieds de haut en pierre grise de Montréal qui servent de bancs aux passants.

Avec du recul, au sud de la rue Sherbrooke, les tours de laiton, qui rappellent les immeubles de la ville, deviennent indissociables de la montagne de la même façon qu'on perçoit Montréal vu du fleuve. En jouant de reflets bruns issus de l'oxydation, ces tours font aussi référence à la nature alentour, devenant des rappels visuels des arbres sur la montagne. Les cubes en rotation sur la colonne centrale dessinent quant à eux une courbe subtile pouvant représenter les chemins et les sentiers qui sillonnent le Mont-Royal jusqu'à son sommet.

DYNAMISER LE PARCOURS DE PIXELS

Dans le souci de venir s'intégrer à ce parcours de pixels, notre proposition vient littéralement émerger de celui-ci. La dimension exacte des pixels est reprise et déployée en trois dimensions pour créer un effet optique où les pixels semblent s'extruder du sol et surgir en une série de cubes empilés. Les pixels se métamorphosent en cubes puis en colonne : ils s'élèvent verticalement comme s'ils étaient poussés par une force géologique qui rappelle celle à l'origine du paysage du Mont-Royal.

La tour est composée de cubes de béton translucide éclairés la nuit. Elle se combine avec les bancs et certaines dalles au sol composées de pierres grises de Montréal dans un souci de créer une alliance de matières élégantes et vivantes. Le béton est ici utilisé comme un matériau contemporain qui évolue et permet de moduler de nombreuses variations possibles pour représenter l'évolution de la pierre en granulat : massif le jour, le béton devient lumineux et aérien la nuit. La pierre grise, de son côté, symbolise l'histoire de l'architecture et crée un lien avec le campus McGill et les premières constructions des riches marchands établis dans le quartier du Golden Square Mile.

UN HOMMAGE AU PATRIMOINE ET À L'HISTOIRE

Le Mile carré doré ou Golden Square Mile, fut fondé vers la fin du 18e siècle par les richissimes hommes d'affaires de la ville, alors qu'il n'y avait somme toute, pas de centre-ville. De 1850 à 1930, les bourgeois commencèrent à migrer à l'intérieur de Montréal dans cette partie de la ville. Cette période a vu aussi le développement dans la ville des plus belles résidences anglaises près de la rue Sherbrooke Ouest. La communauté comprenait majoritairement des hommes d'affaires venant des Highlands en Écosse. Le quartier a connu des démolitions. Des gratte-ciels ont émergé, mais on a toutefois conservé et parfois intégré des maisons anciennes à des complexes modernes. Lorsque l'on se promène sur la rue Sherbrooke, on peut voir devant quelques édifices jugés patrimoniaux des plaques qui rappellent l'histoire de ces maisons qui portent le nom de leur premier propriétaire. Notons parmi ceux-ci, le nom de Simon McTavish (1750-1804), maître de la Compagnie du Nord-Ouest.

UNE ŒUVRE PENSÉE À L'ÉCHELLE HUMAINE

Notre proposition offre une perspective métaphorique sur le paysage unique de Montréal entre fleuve et montagne. En tant que point culminant de cette traversée de la ville, elle s'en fait la synthèse, symbolisant une vue aérienne possible des immeubles et du relief de la montagne. Vues de loin, ses colonnes dorées évoquent ainsi une série de bâtiments d'un côté et de l'autre de la rue et le paysage architectural du Golden Square Mile. Situé au cœur de l'œuvre, le passant pourra circuler entre les formes verticales. Si elles évoquent de loin des bâtiments miniatures, elles deviennent vues de près des personnages statiques qui semblent peupler la place à l'échelle humaine. Ces sculptures géométriques s'humanisent et s'animent pour habiter le lieu et côtoyer les passants dans un souci de proximité et de dimension humaine retrouvée. Cette référence à l'échelle humaine est au cœur du projet. Elle évoque la ville comme un lieu de vie toujours en mouvement, défini par son paysage de fleuve et de montagne, mais aussi investi par ses habitants et modelé par leurs histoires successives depuis 375 années. Ainsi, notre projet est conçu pour être traversé par les Montréalais lors de leur déambulation vers la montagne ou leur parcours dans le centre urbain. L'installation devient deux haltes de repos pour les marcheurs. L'une se situe à l'ombre du Ginko Biloba et l'autre sous le févier, en équilibre subtil avec la nature : les feuilles jaunes qui se déposent au sol à l'automne se marient de couleur avec les tours dorées.

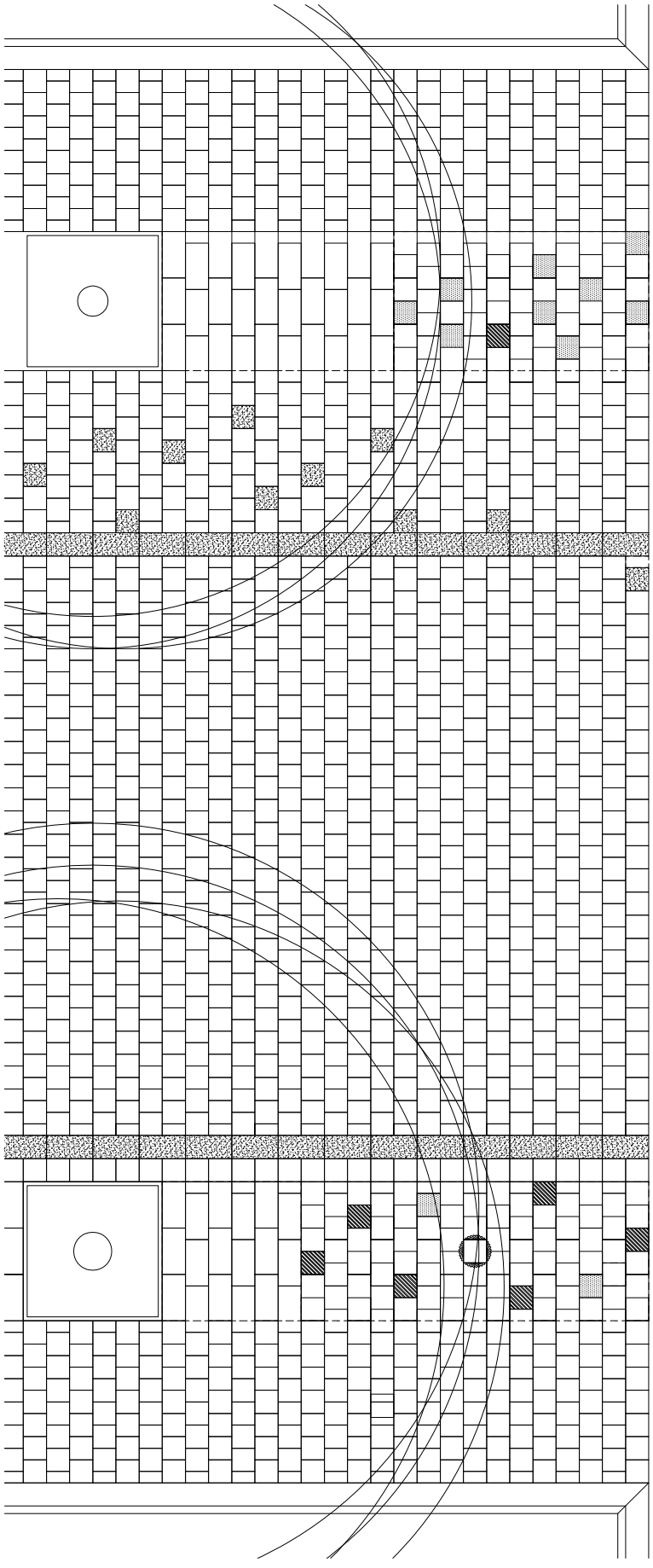
INTERVENTION DOUBLE ET MULTIPLE

En tant que portail symbolique, Le Joyau royal et le Mile doré est une œuvre double, mais aussi une œuvre multiple, qui réconcilie des matières et des formes à la fois simples et variées. En ce sens, elle incarne parfaitement l'idée de multiplication et l'esprit d'accumulation qui sont au cœur de notre pratique. À travers les colonnes qui se multiplient et les cubes qui s'empilent pour former un ensemble harmonieux, nous voulons figurer l'esprit collectif qui se bâtit grâce à la multiplication des forces. De la multiplication à l'unité, l'œuvre est conçue à l'image de l'intérêt collectif et de la force de l'initiative de la Brigade Art Affaire Montréal.



SUGGESTION DE LA DISPOSITION DES CENT NOMS DE LA BAAM

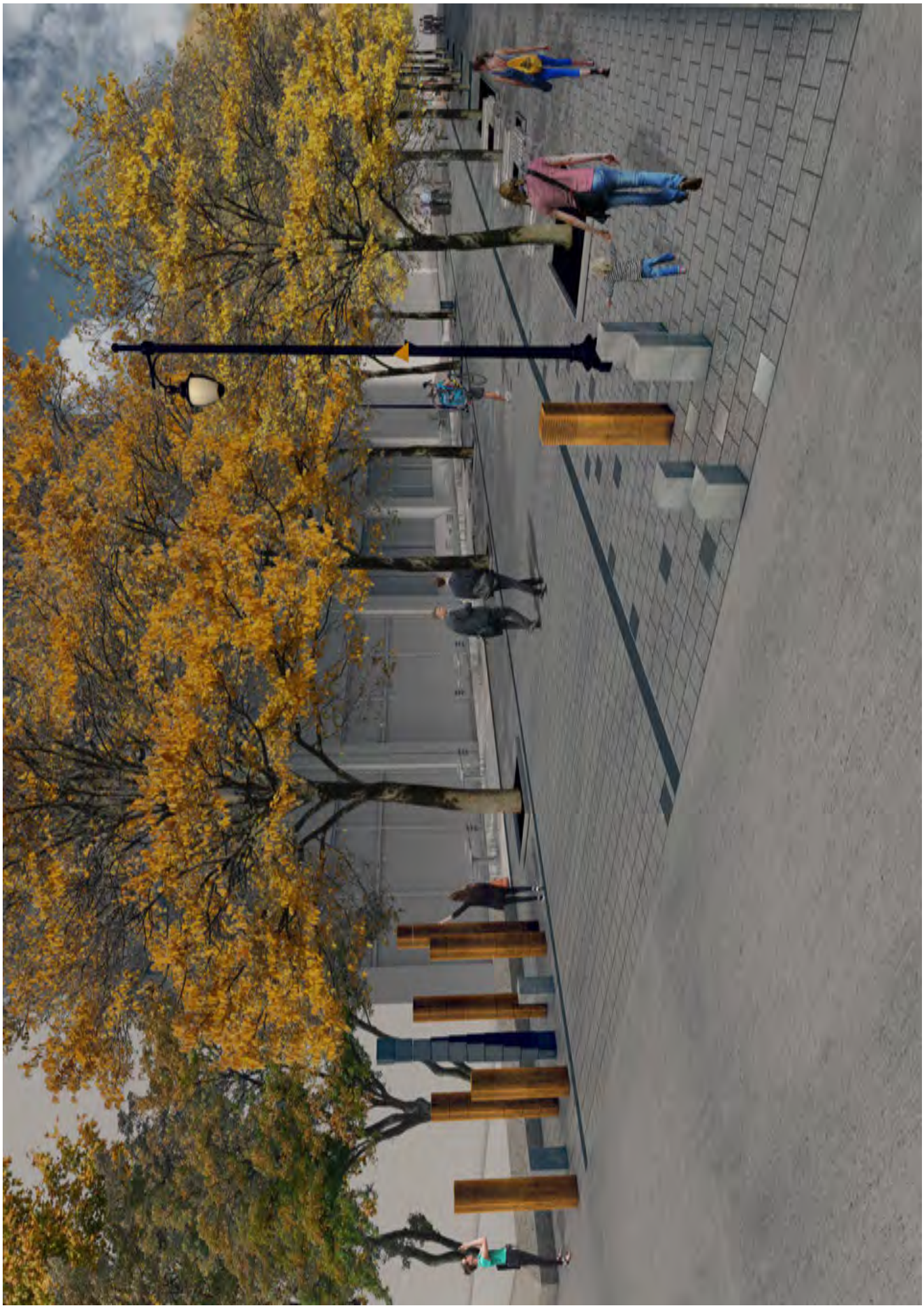
Tel que demandé, il nous fallait réfléchir à un support listant le nom des cent donateurs. Nous suggérons une intégration des noms qui fasse partie intégrale de l’œuvre. Les cent noms sont donc gravés directement sur le cube supérieur de la tour de laiton de quatre pieds de haut côté est de la rue McTavish.



PLAN D'IMPLANTATION DE L'OEUVRE

LÉGENDE

- PAVÉ & BORDURE DE GRANIT (RAMÉNAGEMENT FUTUR Mc TAVISH)
- PAVÉS ET ASSISES EN PIERRE CALCAIRE ANSA
- TOURS DE LAITON
- TOUR EN BÉTON TRANSLUCIDE
- ZONE D'INTERVENTION DE L'OEUVRE: PROPOSITION DE REMPLACER LES PAVÉS DE BÉTON 300X600 mm PAR DES PAVÉS DE BÉTON DE 300X300 mm AFIN DE RESPECTER L'ESPRIT DU PARCOURS DE PIXÉLISATION







Annexe technique

description technique: matériaux, finition et traitement et devis d’entretien détaillé
fiches techniques
lettre scellée des ingénieurs et dessins préliminaires
mode de fabrication et assemblage
calendrier de réalisation
budget détaillé

PIERRE CALCAIRE ANSA – PIERRE GRISE DE MONTRÉAL

Pavé au sol
Dimensions : 300 x 300 x 100mm

Assises
Dimensions : 300 x 300 x 400mm
300 x 300 x 700mm

Ancrage au sol
L'ancrage des éléments de pierre se fera au moyen de tiges d'ancrages en acier inoxydable et d'ancrages chimiques. (1)

Finition et traitement
La pierre calcaire aura une finition bouchardée à la main pour tous les éléments et sur toutes les faces visibles. Les joints sont simulés par des traits de scie et ne comportent aucun mortier.
La découpe des blocs se fera de manière à ce que les lits soient à l'horizontale. (2)
La pierre ne requiert aucun traitement, aucun scellement.

Devis d'entretien détaillé (2)
Pour entretenir adéquatement la partie de l'installation en pierre, s'assurer de procéder aux opérations suivantes.

- Inspecter l'œuvre chaque année ou aux 2 ans.
- Éliminer les éclaboussures et les saletés avec un chiffon ou une petite brosse de nylon et de l'eau savonneuse. Proscrire les brosses métalliques.
- Consulter un restaurateur pour le retrait de résidus de colle, de saleté incrustée et de graffitis.
- Confier à des spécialistes l'effacement des graffitis. Une intervention inappropriée peut faire pénétrer la peinture, laisser des fantômes de graffitis, endommager la surface et/ou modifier la porosité de la pierre. Il existe certains traitements protecteurs.
- Retirer les débris végétaux, les mousses et les moisissures noires sur les surfaces et dans les creux à l'aide d'eau et d'une brosse à poils de nylon.
- Dans le cas d'un nettoyage au jet d'eau sous pression, hausser graduellement la pression et ne jamais dépasser une pression de 1 000 PSI. Noter que le nettoyage au jet d'eau peut endommager l'œuvre si elle est en mauvais état. Par ailleurs, il n'a aucun effet sur les croûtes noires dues à la pollution.
- Le retrait des croûtes noires peut nécessiter l'emploi de techniques abrasives comme la microabrasion. Ces techniques doivent être appliquées par un restaurateur, car elles nécessitent plusieurs précautions.
- Éviter les nettoyeurs et produits industriels, parfois acides ou basiques, surtout pour les pierres calcaires qui sont très sensibles.
- S'abstenir d'appliquer de la cire ou tout autre produit dit « protecteur ». Ces produits disponibles dans le commerce modifient les propriétés et l'apparence de la pierre, en plus de provoquer parfois des altérations.
- Avant d'appliquer un enduit tel qu'un anti graffiti, un hydrofuge ou un scellant, consulter un restaurateur, car plusieurs facteurs doivent être considérés.
- Proscrire la pulvérisation d'abrasifs comme le sable ou le verre broyé de type industriel. Les interventions de microabrasion doivent être effectuées par un restaurateur à la suite d'un examen et de tests.

1. Voir lettre de l'ingénieur (Éléma Experts-Conseils inc.) pour la description de la stratégie structurale.
2. Centre de conservation du Québec ''Guide pour la conservation des œuvres d'art public'', Gouvernement du Québec, 2015, p. 247-260.

LAITON

Comme le laiton est la composante essentielle de l'œuvre, il était primordial de bien choisir le bon type de produit et à la bonne épaisseur. Avec les conseils de la Canadian Brass Company, nous avons choisi le laiton Muntz C280. C'est le seul alliage de laiton qui ne fera pas de vert-de-gris après vingt ans et qui assure une patine brune et brun-noir avec les années. Sa composition de 60 % de cuivre et de 40% de zinc assure la pérennité du matériau et lui permet aussi d'éviter l'effet de dézincification, ce qui produit habituellement des plaques blanchâtres. L'exemple le plus notoire d'application de cet alliage est celui du parement de l'édifice Seagram à New York de Mies van der Rohe. Construit en 1958. Ses panneaux et meneaux de Muntz sont patinés brun-noir et n'ont pas changé de teinte depuis 1980. Avec les réactions atmosphériques, le laiton va garder ses teintes dorées pour environ un an avant de commencer à brunir considérablement. Par contre, selon le contact des mains, les arrêtes des colonnes devraient conserver leur dorure au-delà de la première année.

Bien que majoritairement produit aux États-Unis, le laiton est considéré dans l'industrie métallurgique comme étant très canadien, car les mines de cuivre et de zinc se retrouvent principalement au Canada. C'est un matériau qui était d'ailleurs très présent dans la décoration et l'ornementation du début du siècle partout en Amérique du Nord.

Les cubes formant les tours métalliques seront réalisés en plaque de laiton de type Muntz C280 (60% cuivre / 40% zinc) d'une épaisseur de 3/16''.
La structure interne des tours sera réalisée en acier inoxydable ou galvanisé (2).

Dimensions :	300 x 300 x 1200mm x 1
des tours	300 x 300 x 1500mm x 1
	300 x 300 x 1800mm x 1
	300 x 300 x 2100mm x 2
	300 x 300 x 2400mm x 1
	300 x 300 x 2700mm x 1

Ancrage au sol

L'ancrage des éléments de pierre se fera au moyen de tiges d'ancrages en acier inoxydable et d'ancrages chimiques. (1)

Finition et traitement

Aucune finition ni traitement n'est requis.

Devis d'entretien détaillé (2)

Pour entretenir adéquatement la partie de l'installation en laiton, s'assurer de procéder aux opérations suivantes.

- Comme il n'y a aucune patine appliquée sur le laiton et que celui-ci est laissé à l'état brut, ce dernier ne requiert aucun entretient si ce n'est que de nettoyer au jet d'eau à pression de temps à autre pour y retirer des saletés.
- Éviter tout produit à base d'ammoniaque pour l'entretien régulier des laitons, surtout les laitons riches en zinc. Ces produits pourraient entraîner une fissuration par corrosion sous contrainte.
- Faire appel à des professionnels de la conservation pour l'élimination de graffitis sur des métaux cuivreux.
- Ne jamais poncer ni meuler.

1. Voir lettre de l'ingénieur (Éléma Experts-Conseils inc.) pour la description de la stratégie structurale.
2. Centre de conservation du Québec ''Guide pour la conservation des œuvres d'art public'', Gouvernement du Québec, 2015, p. 178-179

LE BÉTON TRANSLUCIDE

La tour centrale torsadée sera construite avec des cubes (10) de béton translucide superposés aux parois d'une épaisseur de 25mm. Elle sera évidée et la structure interne des tours sera réalisée en acier inoxydable ou galvanisé. (1)

Dimensions : 300 x 300 x 3000mm x 1

Ancrage au sol

L'ancrage des éléments de pierre se fera au moyen de tiges d'ancrages en acier inoxydable et d'un adhésif époxy. (1)

Finition et traitement

Le béton translucide possède un fini poli. Il est livré tel quel et aucun fini de protection n'est appliqué.

Devis d'entretien détaillé

Le béton translucide est un produit préfabriqué. C'est un matériel composé de béton standard haute performance (ciment portland + granulats fins) auquel on ajoute un pourcentage de fibres optiques (d'un diamètre de deux micromètres à deux millimètres) qui permettent de faire passer la lumière. Nous proposons donc le même type d'entretien que pour des œuvres en béton classique. (2)

Pour entretenir adéquatement les œuvres de béton, veiller à :

- Faire une inspection de l'œuvre au moins une fois par année.
- Consulter un restaurateur avant de retirer les graffitis. Le béton étant un matériau poreux, une intervention non appropriée pourrait laisser des traces. Elle risque de faire pénétrer les colorants plus avant dans la matière, pour créer ce qu'on appelle un fantôme de graffiti.
- Contacter également un restaurateur lorsque des taches de corrosion se forment sur la surface d'une œuvre en béton ou en ferrociment.
- Exiger un rinçage en profondeur quand des produits commerciaux sont utilisés pour nettoyer une œuvre ou en retirer un graffiti. Au besoin, demander à un restaurateur comment vérifier le pH de surface, surtout après le recours à des décapants fortement alcalins.
- Si une protection contre les graffitis est souhaitée, consulter un expert ou un restaurateur, pour le choix de l'anti graffiti approprié. La recommandation vaut également pour les protections hydrofuges.

1. Voir lettre de l'ingénieur (Éléma Experts-Conseils inc.) pour la description de la stratégie structurale.
2. Centre de conservation du Québec ''Guide pour la conservation des œuvres d'art public", Gouvernement du Québec, 2015, p. 85-102.



Société ANSA inc. est fière d'annoncer la disponibilité de la
PIERRE GRISE DE MONTRÉAL / MONTREAL STONE

Cette pierre dimensionnelle de calcaire, a façonné l'identité historique et culturelle de l'architecture de la Ville de Montréal. Elle est reconnue pour son apparence unique, sa texture, sa durabilité et sa grande polyvalence.
Depuis 2014, ANSA inc. produit des blocs bruts pour les entreprises de taille de pierre du Québec. La Pierre Grise est donc disponible pour vos projets :

- Construction
- Restauration
- Maçonnerie
- Aménagement paysager



HISTORIQUE

Depuis le début des années 1800, la pierre de taille a été produite par des carriers exploitant des lits épais de calcaire gris moyen à gris foncé, à teinte légèrement bleutée à grains dominants moyens et fossilifères. Elle est connue et spécifiée aux documents d'appels d'offres de l'époque comme la « Pierre Grise de Montréal »

La Pierre Grise, qui est exploitée dans les carrières ANSA Nord (St-Constant) et ANSA Sud (St-Jacques), est constituée de la même formation géologique de calcaire de St-Martin du groupe de Chazy d'où provenaient les lits de calcaire qui ont été exploités sur les iles de Montréal et de Laval pendant plus de 150 ans.

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES



La Pierre Grise est un calcaire cristallin réputé pour sa dureté et sa résistance au gel. Elle possède une couleur gris moyen avec une légère teinte bleutée.

ESSAIS	ST-JACQUES	ST-CONSTANT
Résistance en compression	130 ,1 Mpa	106,8 MPa
Module de rupture	17,52 MPa	18,81 MPa
Densité	169,4 lb/ft^3	168,6lb/ft^3
Absorption	0,17 %	0,24 %
Silice (SiO_2)	N/D	0,65 %

TYPES DE FINIS

- Face éclatée (1)
- Polie (2)
- Bouchardée (3)
- Meulée (4)
- Layée (5)











À PROPOS DE SOCIÉTÉ ANSA inc.

Fondée en 2007 par deux ingénieurs géologues, **ANSA inc.** est une entreprise spécialisée dans l'exploitation de carrières de pierre naturelle.

Le savoir-faire de notre équipe passionnée et expérimentée nous permet d'offrir des blocs bruts de grande qualité.

Notre vision est d'offrir une collaboration entière dédiée à la réussite de chacun des projets.





Muntz metal, UNS C28000, O61 Temper flat products

Categories: Metal; Nonferrous Metal; Copper Alloy

Material Notes: Fair to excellent corrosion resistance. Excellent hot formability and forgeability for blanking, forming and bending, hot forging and pressing, hot heading and upsetting, shearing.

Applications: architectural, large nuts and bolts, brazing rod, condenser plates, heat exchanger and condenser tubing, hot forgings.

Test specimen: flat products - 1mm thickness.

Key Words: CDA 280, CZ109, ISO CuZn40, CEN CW509L, yellow metal, 60/40 brass

Vendors: No vendors are listed for this material. Please click here if you are a supplier and would like information on how to add your listing to this material.

Physical Properties	Metric	English	Comments
Density	8.39 g/cc	0.303 lb/in³	

Mechanical Properties	Metric	English	Comments
Hardness, Rockwell F	80	80	
Tensile Strength, Ultimate	370 MPa	53700 psi	
Tensile Strength, Yield	145 MPa	21000 psi	
Elongation at Break	45 %	45 %	In 50 mm
Modulus of Elasticity	105 GPa	15200 ksi	
Poissons Ratio	0.346	0.346	
Machinability	40 %	40 %	UNS C36000 (free-cutting brass) = 100%
Shear Modulus	39.0 GPa	5660 ksi	
Shear Strength	275 MPa	39900 psi	

Electrical Properties	Metric	English	Comments
Electrical Resistivity	0.00000616 ohm-cm	0.00000616 ohm-cm	

Thermal Properties	Metric	English	Comments
CTE, linear	20.8 µm/m-°C @Temperature 20.0 - 300 °C	11.6 µin/in-°F @Temperature 68.0 - 572 °F	
Specific Heat Capacity	0.375 J/g-°C	0.0896 BTU/lb-°F	
Thermal Conductivity	123 W/m-K @Temperature 20.0 °C	854 BTU-in/hr-ft²-°F @Temperature 68.0 °F	
Melting Point	900 - 905 °C	1650 - 1660 °F	
Solidus	900 °C	1650 °F	
Liquidus	905 °C	1660 °F	

Processing Properties	Metric	English	Comments
Annealing Temperature	425 - 600 °C	797 - 1110 °F	
Hot-Working Temperature	625 - 800 °C	1160 - 1470 °F	

Component Elements Properties	Metric	English	Comments
Copper, Cu	59 - 63 %	59 - 63 %	
Iron, Fe	<= 0.070 %	<= 0.070 %	
Lead, Pb	<= 0.30 %	<= 0.30 %	
Zinc, Zn	40 %	40 %	

References for this datasheet.

Litracon

INTRODUCTION

• Concrete is one of the world's widely used building materials.

• And builders have been using concrete for thousands of years.

• Introduction of fiber optics into the concrete mix has given it a new dimension.

• Now, it seems as if the days of dull, grey concrete are about to end.

• Litracon is a light-transmitting or translucent concrete which is able to move light through concrete up to 20 meters thickness.

• It is a strong, solid material through which light can be easily transmitted.

• Light-transmitting concrete can be used in variety of ways.

OPTICAL FIBER

• Flexible, transparent fiber made up of glass or plastic (as thin as a human hair).

• It transmits light between two ends of the fiber by process of total internal reflection.

• Optical fiber transmits light so effectively that there is almost no loss of light conducted through the fibers.

PRINCIPLE OF OPERATION Optical fiber is made up of three sections:

1) CORE –(carries light signals) thin glass center of fiber where light travels

2) CLADDING –(keeps light in the core) made of a material which has a lower refractive index than the core(for light to pass from the core out through the cladding, it would have to slow down). Instead, the light waves takes the path of least resistance by reflecting only in the core.

3) COATING –(protects the cladding) Plastic coating that protects the fiber from damage.

MANUFACTURING

• Concrete mixture is made up of fine materials only, it contains no coarse aggregate.

• Strands of optical fibers are cast by thousands into concrete.

• Light-transmitting concrete is produced by adding 4% to 5% optical fibers (by volume) into the concrete mixture.

• The fibers run parallel to each other.

• Thickness of the optical fibers can be varied between 2 μm and 2 mm prefabricated according to the requirements.

• The most important requirement for the success of the product is assurance the fiber optic strands make contact with both surfaces; otherwise it loses the ability to transmit.

• An uninterrupted passage through the concrete is achieved by using long molds, which are filled with a thin layer of concrete, before layers of fiber optic strands and more concrete are added until the mold is full.

• From the long molds, the product can be removed, and then cut to length accordingly.

MIXING OF CONCRETE • COMPONENTS OF CONCRETE

1) Epoxy matrix from 0% to 90%

2) Polycarbonate matrix from 0% to 60%

3) Fiberglass from 0% to 10%

4) Colloidal silica sol from 0.5% to 5%

5) Silica from 0.5% to 10%

6) Diethylenetriamine (DETA) from 10% to 50%

7) Optical fibers from 0% to 3%

8) Portland cement from 0% to 15%

A manufacturing process for translucent concrete comprises of following stages:

a) Mixing the cement with water according to specific proportions.

b) Mixing the polymer matrices with the respective catalyst or hardener, and

c) Mixing the previous two mixtures with the other components in the specific proportions.

The ratio of the polymer matrices and the mortar is at least 1.5:1, and the mixing is done manually or mechanically.

The epoxy matrix or binder used for the formulation of this concrete is diglycidyl ether of bisphenol A (DGEBA). The setting agent used is diethylenediamine (DETA).Silica sol functions as a binding agent.

PRODUCTION METHOD 2.

In the second step, layer of fibers are arranged in the longitudinal direction of the mould.

1. Firstly, in an elongated mold e.g. steel or wood, concrete mix is added.

2. In the third step, the mould is subjected to a mechanical pressure and/or vibration such that the fiber layer is permitted to sink into the cast material to a desired depth.

3. Then, steps one to three is repeated, alternatively steps two to three, until the mold is filled with the cast material and several fiber layers

4. Each layer constitutes of a plurality of parallel fibers, for example some twenty fibers or more per layer.

5. The thickness of the layer and the fibers may suitably be about 1 mm and the number of layers can be some twenty or more.

6. The fiber layers are fed continuously in the mould from a fiber roll via a nozzle that provides for an even distribution.

7. When the cast material has become solidified, the solid moulded body is divided by cutting into separate building blocks.

PROPERTIES

Technical specifications

a) • Form: prefabricated blocks / panels
b) • Components: Concrete, Optical fiber
c) • Cast Material: Fiber Ratio: 1:15 to 1:8
d) • Density: 2100 – 2400 kg/m3
e) • Compressive strength varying
f) • Bending Strength: 7.7 N/mm2

Material performance

• Concrete retains its strength
• High density top layer concrete
• Infused with optical fibers
• Frost and de-icing salt resistant.
• Fire protection.
• Highest UV resistance.

Environment Impact

• When a solid wall has the ability to transmit light, it means that one can use fewer lights during daylight hours.

ADVANTAGES

1) Less energy consumption.

2) Illuminated Pavements.

3) Homogeneous in structure.

4) Finishing Surface.

5) Routine maintenance not required.



PRODUIT SIMILAIRE

THE FACTS

Available sizes:	Up to 2,500 x 1,200 mm; production of curved slabs is possible!
Thickness:	20 – 50 mm, depending on size of the slab
Colors:	Standard: „concrete-grey", „black" und „white"; Other colours on request
Surfaces:	Grinded, blasted, brushed, scorched, satined, factory-impregnated; Grinding, drilling, polishing, sawing, blasting
Concrete type:	High performance concrete UHFB / SCC, flowable / autocompressionable
Fibers:	Max. 360,000 fibers/m² possible
Fibers Ø:	0.25 – 0.60 mm
Compressive strength:	> 100 N/mm², C100/115
Bending tensile strength:	> 10 N/mm²
Apparent density:	2,300 – 2,400 kg/m³
Granulation:	0.50 – 2.0 mm
Capillary water absorption:	Water proof (class XC4 acc. to SN EN 206-1)
High freeze-thaw resistance:	High freeze-thaw resistance (class FX4 acc. to SN EN 206-1)
High chloride resistance:	High chloride resistance (class XD3 acc. to SN EN 206-1)



concrete-grey



black



white



Other colours on request

Specification Sheet

Fiche technique complète sur demande

lumenfacade™

REMOTE POWER SUPPLY
WHITE & STATIC COLORS

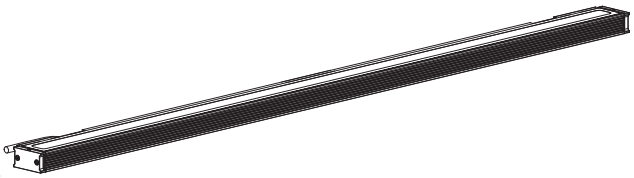
Client _____ **Project name** _____

Order#_____ **Type** _____ **Qty** _____

FEATURES AND BENEFITS

Physical :

- Low copper content extruded aluminum housing
- Electro-statically applied polyester powder coat finish
- Machined aluminum end caps and silicone gaskets
- Stainless steel hardware
- Clear tempered glass
- Asymmetric wallwash, 10° x 10°,10° x 60°, 30° x 60° or 60° x 60° optics
- IP66
- IK07 rated (asymmetric wallwash lens is IK06 rated)
- Meets 3G ANSI C136.31 Vibration standard for bridge applications
- Corrosion-resistant coating for hostile environments**



c UL us CE RoHS CIDET CERTIFICADO No.05884, 05885 RETILAP **IK07***

*Strain relief connectors and cables by others.

Performance :

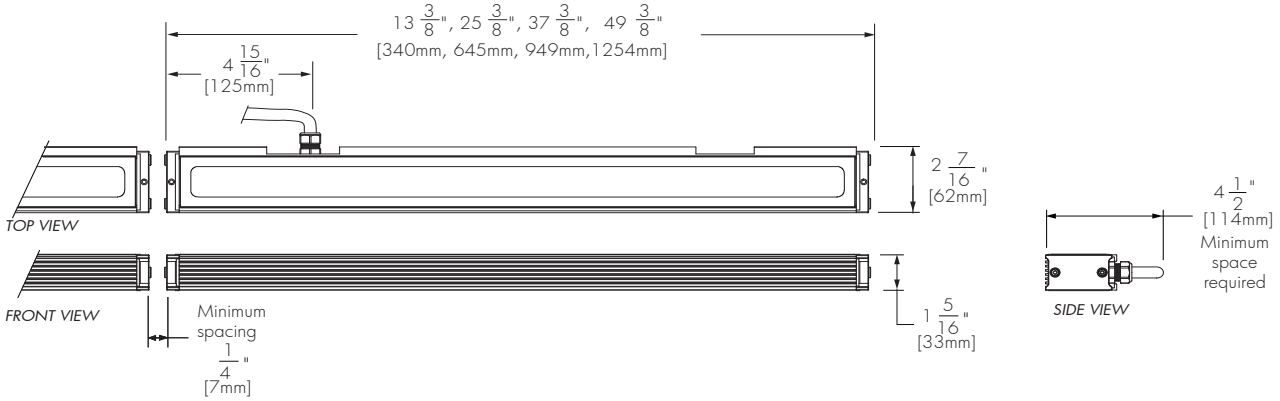
- CRI values: 85+ (2700K), 80+ (3000K), 78+ (4000K)
- Lumen maintenance 120,000 hrs [L70 @ 25°C]
- Lumen measurements comply with LM - 79 - 08 standard
- Resolution per foot or per fixture (see page 6)
- Operating temperatures: -25° C to 50° C [-13F to 122F]

4ft HO 4000K	Delivered Output [lm]	Intensity [peak cd]
10°x10°	-	-
10°x60°	3,692	19,654
30°x60°*	3,584	4,750
60°x60°*	3,676	3,137
WW	3,592	5,159

*Estimated. Consult lumenpulse website for the latest ies files.

Electrical :

- 24V DC luminaire, remote power & data supply for 100 to 277V (required but not included, see page 4 for details)
- Power and data in 1 cable (#16-4)
- 5W/ft version meets ASHRAE standards for linear lighting on building facades
- 8.5W/ft (15.25W/ft HO version)
- Dimming options: 0-10 volt, DMX or DALI



*Asymmetric wallwash lens is IK06 rated.
** Use only when exposed to salt spray and harsh chemicals. This option is not required for normal outdoor exposure!

© Copyright Lumenpulse 2016

1751 Richardson, Suite 1505
Montreal (Quebec) Canada
H3K 1G6

1.877.937.3003
P.514.937.3003
F. 514.937.6289
info@lumenpulse.com
www.lumenpulse.com

5-year limited warranty.

Consult www.lumenpulse.com for our complete Standard Terms and Conditions of Sales.

lumenpulse

Lumenpulse reserves the right to make changes to this product at any time without prior notice and such modification shall be effective immediately.

08/JN/2016
N.Kassabian - Rev.45

Specification Sheet

lumenfacade™

REMOTE POWER SUPPLY
WHITE & STATIC COLORS

ACCESSORIES
Order separately

Control Systems:

LTO2 Lumentouch is a wall mount DMX 512 controller keypad.

LCU Lumencue is a USB / mini SD DMX 512 controller.

LID LumenID is a diagnostic and addressing DMX 512 controller.
It must be specified on all DMX applications.
Refer to LID specification sheet for details.

LTN Lumentone is a simple pre-programmed DMX 512 controller
with a push button rotary dial and live feedback.

Power Supply and Dimming Boxes:

PSX60, PSX100 Power supply box.
Up to six low voltage power outputs to fixtures or fixture runs.
Refer to PSX60, PSX100 specification sheet for details.

Control and Power Supply Boxes:

CBX60, CBX100 DMX/RDM control box.
Up to six low voltage power and data outputs to fixtures or fixture runs.
Ethernet enabled option.
Refer to CBX60, CBX100 specification sheet for details.

Radial Louver :
Not suitable for asymmetric wallwash optic

LOGRRD___-___ Radial louver for Lumenfacade Remote.
Louver blade depth: 7/16" [11mm]; louver blade spacing: 1" [25mm]
1. Please specify desired nominal length: 1', 2', 3' or 4'.
2. Please specify finish as BK - Black Sandtex, SI - Silver Sandtex or WH - Smooth white
(Custom color available on request, please specify as CC together with RAL color : _____)

© Copyright Lumenpulse 2016

1751 Richardson, Suite 1505
Montreal (Quebec) Canada
H3K 1G6

1.877.937.3003
P.514.937.3003
F. 514.937.6289
info@lumenpulse.com
www.lumenpulse.com

5-year limited warranty.

Consult www.lumenpulse.com
for our complete Standard Terms
and Conditions of Sales.

lumenpulse

Lumenpulse reserves the right to make changes to this product at any time
without prior notice and such modification shall be effective immediately.

Specification Sheet

lumenfacade™

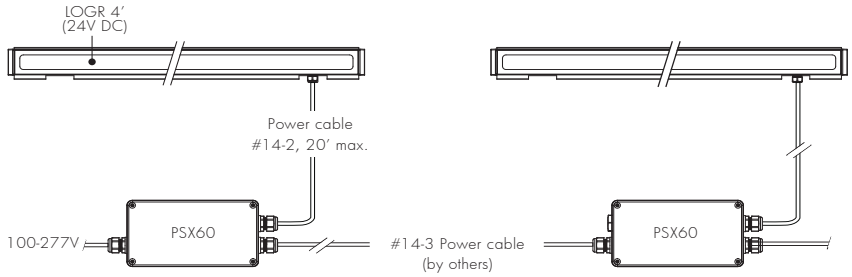
REMOTE POWER SUPPLY
WHITE & STATIC COLORS

TYPICAL WIRING DIAGRAMS

4ft Fixture Non-Dimming Version

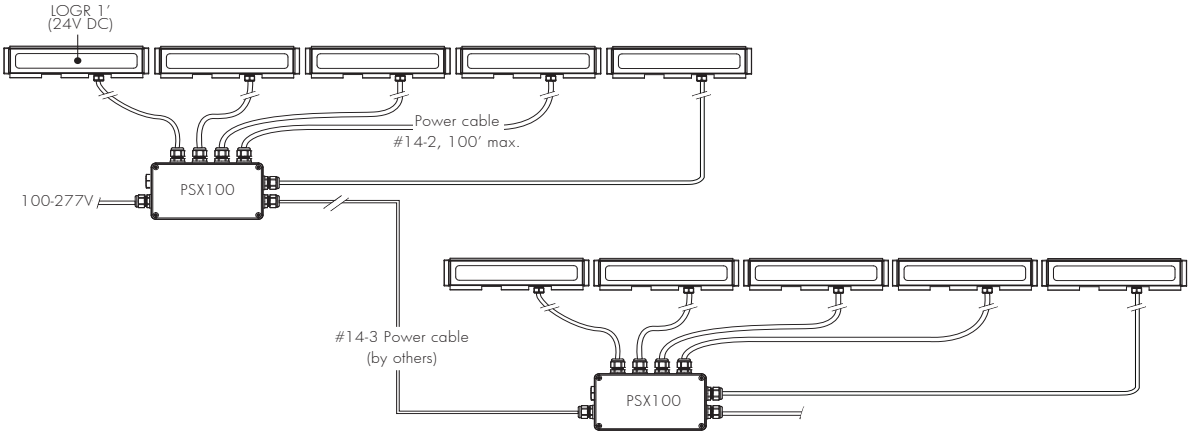
Maximum run length for non-dimming applications:
64 linear feet of fixture - 320' feet maximum cable length.
(Consult factory for custom applications).

American Color Code	*CE Color Code*	*USE*
Red	*Black*	*0-10V / Data +*
Green	*Grey*	*0-10V / Data -*
Black	*Brown*	*Live 100-277V*
White	*Blue*	*Neutral*



1ft Fixture Non-Dimming Version

Maximum run length for non-dimming applications:
64 linear feet of fixture - 320' feet maximum cable length.
(Consult factory for custom applications).



© Copyright Lumenpulse 2016

1751 Richardson, Suite 1505
Montreal (Quebec) Canada
H3K 1G6

1.877.937.3003
P.514.937.3003
F. 514.937.6289
info@lumenpulse.com
www.lumenpulse.com

5-year limited warranty.

Consult www.lumenpulse.com
for our complete Standard Terms
and Conditions of Sales.

lumenpulse

Lumenpulse reserves the right to make changes to this product at any time without prior notice and such modification shall be effective immediately.

Le 8 juin 2016

Laurent Vernet
Commissaire à l'art public
Bureau d'art public | Division du développement culturel
Service de la culture
801, rue Brennan, 5e étage, pavillon Duke (bureau 5128.20)
Montréal (Québec) H3C 0G4

projet : Proposition artistique Phil Allard – Rue McTavish
objet : Expertise préliminaire en ingénierie de structure
opus : 16-5510.

Monsieur,

À la demande M. Phil Allard, artiste, Elema a procédé à l'expertise préliminaire de la proposition artistique de ce dernier pour le réaménagement de la rue McTavish à Montréal.

La proposition consiste en l'érection de huit (8) hautes stèles, dont six (6) seront en laiton et d'une (1) en béton translucide. Sept (7) petites stèles en pierre seront également érigées.

Afin d'assurer la sécurité des occupants de l'espace McTavish ainsi que la pérennité de l'œuvre, une stratégie structurale préliminaire a été développée avec M. Allard.

ELEMA

La structure interne des hautes stèles sera réalisée en charpente métallique agissant en cadre rigide. Les modules du cadre seront fixés entre eux à l'aide de connexions boulonnées résistantes au desserrage. Les cadres seront réalisés en acier inoxydable ou en acier galvanisé afin d'assurer leur durabilité. Les cadres seront ancrés à la dalle sur sol en béton à l'aide d'ancrages chimiques et de tiges d'ancrage en acier inoxydable.

Les petites stèles en pierre seront également ancrées à la dalle de béton à l'aide d'ancrages chimiques et de tiges d'ancrage en acier inoxydable.

Les critères de conception pour la structure des stèles seront les suivantes :

- Poids propre
- Charges d'occupation
- Charges d'impact
- Charges de vent
- Charges sismiques

Dans l'éventualité que le projet aille de l'avant, la conception détaillée des éléments structuraux ainsi que des plans d'ingénierie seront réalisés.

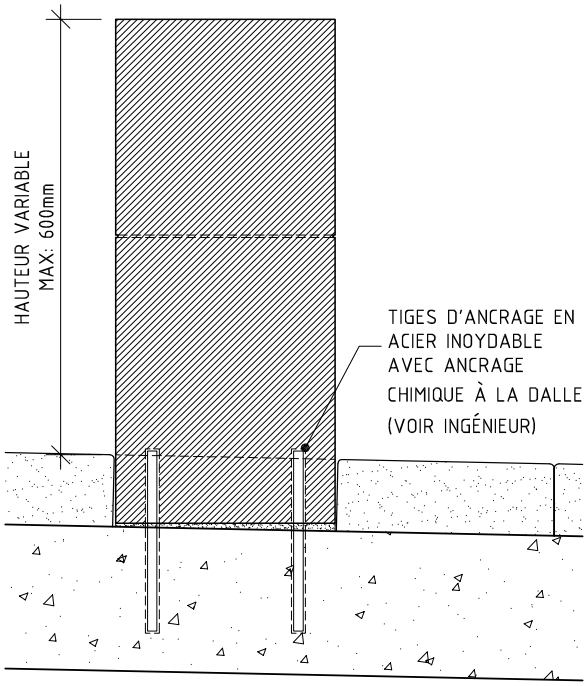
Nous terminons en vous remerciant de votre confiance et en espérant le tout conforme à vos attentes. N'hésitez pas, Monsieur, à communiquer avec le soussigné pour obtenir toute information complémentaire.



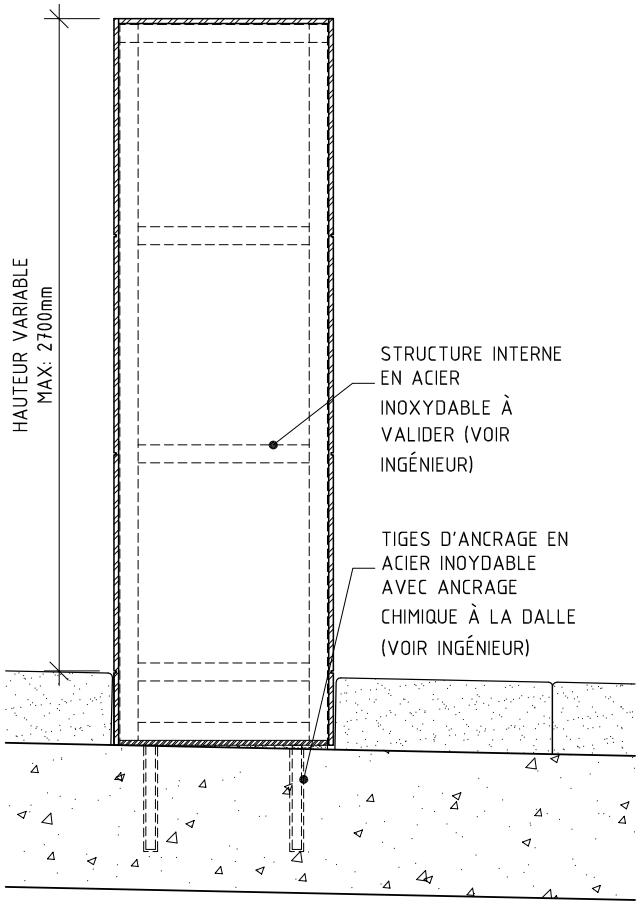
Félix Bédard, ingénieur
Membre OIQ 5007243
Vice-président | Cofondateur
Elema Experts-Conseils inc.

ELEMA

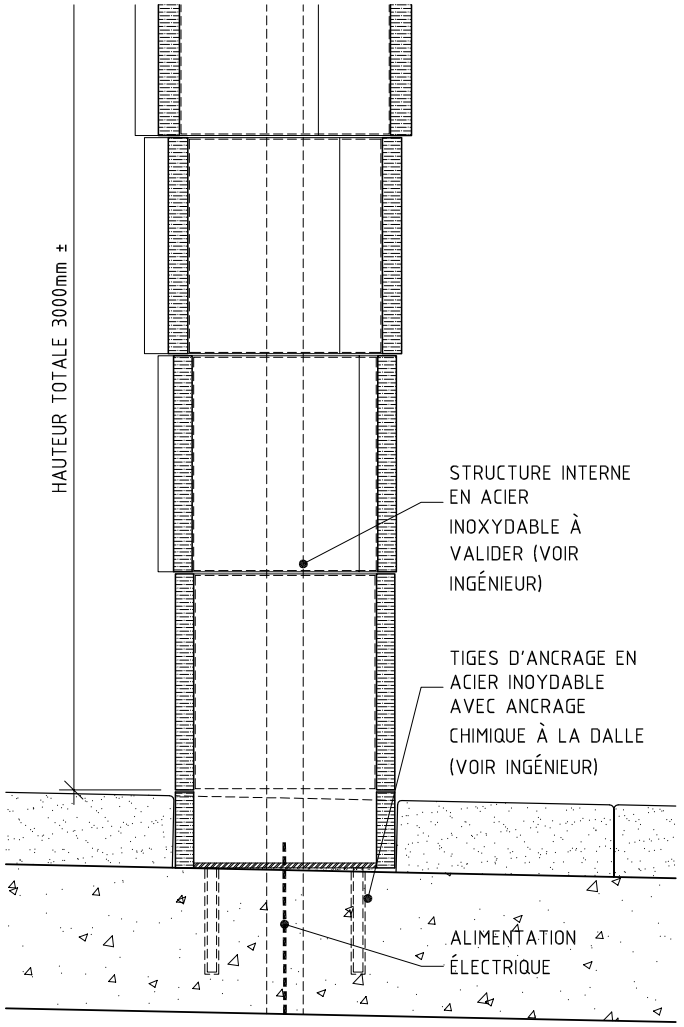
DESSINS TECHNIQUES PRÉLIMINAIRES



ASSISES DE PIERRE
DÉTAIL DE JONCTION AVEC LA DALLE
(À VALIDER AVEC INGÉNIEUR)



TOUR DE LAITON
DÉTAIL DE JONCTION AVEC LA DALLE
(À VALIDER AVEC INGÉNIEUR)



TOUR DE BÉTON TRANSLUCIDE
DÉTAIL DE JONCTION AVEC LA DALLE
(À VALIDER AVEC INGÉNIEUR)

MODE DE FABRICATION ET D'ASSEMBLAGE

Pierre Fournier est le principal sous-traitant qui s'occupera de la mise en œuvre de l'installation. L'assemblage de toutes les composantes sera fait à même son atelier. Selon les recommandations, les dessins techniques et les spécifications de l'ingénieur, des dessins d'ateliers seront produits pour valider la méthode de construction et l'assemblage des différentes parties de l'œuvre.

Assises de pierre calcaire ANSA - Pierre grise de Montréal

Les 7 blocs de pierre ainsi que les pavés seront taillés aux Carrières Ducharme qui prélève son calcaire à la carrière Ansa Nord à St-Constant. Nous avons choisi le fini bouchardé à la main pour créer un lien avec le travail de l'artisan, travail similaire qui se faisait au début du siècle. Chaque module de pierre est prépercé aux quatre coins pour recevoir les tiges d'ancrage lors de l'installation.

Structure interne des tours

La structure interne (charpente) sera fabriquée avec des profilés en acier inoxydable selon la stratégie structurale privilégiée (connexions boulonnée).

- Sept squelettes orthogonaux et réguliers seront construits selon les hauteurs spécifiques des tours de laiton ;
- Dix cubes seront construits indépendamment pour former ultérieurement la tour torsadée en béton translucide ;
- Des plaques en acier et leurs tiges d'ancrage en acier inoxydable seront ensuite soudées aux charpentes internes;
- Chaque charpente sera prépercée afin de fixer mécaniquement l'enveloppe extérieure (laiton ou béton translucide);
- Ces structures seront ensuite peintes à chaud (peinture de revêtement à poudre) pour éviter le contact diélectrique entre deux métaux de nature différente (acier inox et laiton) ;

Assemblage de l'enveloppe extérieure

Laiton

Après consultation avec l'atelier de Pierre Fournier où seront assemblées les tours, il fut décidé de choisir l'épaisseur 3/16 de pouce pour favoriser les soudures au TIG des panneaux de laiton en privilégiant les soudures du côté intérieur. Les coins des enveloppes de laiton seront arrondis afin d'éviter les arêtes vives qui pourraient causer des blessures.

Béton translucide

La compagnie Litracon se spécialise dans la fabrication de bétons composites. Notre choix s'est arrêté sur le Litracon Classic qui contient de la fibre optique ce qui lui permet de laisser passer la lumière.

- Chacun des dix cubes à quatre faces de béton sera préfabriqué selon les spécifications et les techniques de construction développées par Litracon.
- Les dix cubes seront ensuite fixés mécaniquement un à la suite de l'autre aux cadres en acier inoxydable, chaque cube de béton évidé s'y glissant l'un à la suite de l'autre.

Éclairage

Les huit (8) unités de lumière LED sont insérées par le haut, glissant dans leurs rails qui sont fixés à la structure centrale de la tour qui aura été préalablement intégrée à la charpente interne. Une trappe d'accès pour le contrôleur lumineux est prévue à la base de la tour de laiton à droite de la tour torsadée. Cette dernière est fermée à son sommet par une plaque de verre trempé qui laissera passer la lumière naturelle le jour.

Installation

Ancrage à la dalle de béton de toute les tours et assises – site d'implantation

Toutes les tours et les assises sont fixées à la dalle de béton à l'aide d'ancrages chimiques et de tiges d'acier inoxydable soudées aux cadres structuraux. Se référer à la lettre de l'ingénieur.

CALENDRIER DE RÉALISATION

JANVIER 2017
Coordination et préparation des dessins d'atelier (2-3 semaines)

- Coordination, préparation et finalisation des dessins d'atelier (pierre, laiton et béton translucide) selon les spécifications de l'ingénieur.
- Transmission des dessins et coordination avec le sous-traitant Pierre Fournier.
- Transmission des dessins et coordination avec le sous-traitant Litracon.

FÉRVRIER 2017
Commande de matériaux et début de la production (2 semaines)

- Coordination, mise en production et préfabrication des dix cubes de béton translucides chez Litracon.
- Commande et achat des feuilles de laiton provenant de chez CBC (fournisseur).
- Livraison, manipulation et découpage des feuilles de laiton chez Daniel Breton (sous-traitant).

MARS 2017
Livraison du matériel et continuité de la production (2 semaines)

- Commande et livraison de l'acier inoxydable pour les structures internes à l'atelier du sous-traitant Pierre Fournier.
- Livraison des feuilles de laiton pré coupées à l'atelier du sous-traitant Pierre Fournier.
- Livraison des dix cubes de béton translucide à l'atelier du sous-traitant Pierre Fournier.
- Coordination pour la gravure des cent noms sur les feuilles de laiton et livraison à l'atelier du sous-traitant Pierre Fournier.
- Coordination et commande des pavés et assises en pierre calcaire ANSA bouchardée avec les Carrières Ducharme.

AVRIL 2017
Production principale (3-4 semaines)

- Construction de la structure (squelettes) en acier inoxydable des huit tours.
- Construction des revêtements de laiton des sept tours.
- Insertion des quatre unités DEL dans la structure de la tour accueillant les cubes de béton translucide.
- Assemblage des huit tours (enveloppes et squelettes).
- Taille des sept assises et quatre pavés de pierre calcaire aux Carrières Ducharmes.

MAI 2017
Coordination et installation (1-2 semaines)

- Coordination avec les travaux publics pour les insertions de dalles de pierres grises de Montréal et de l'entrée électrique (à ajuster selon le calendrier et l'échéancier des travaux à la ville).
- Livraison des assises de pierre et des pavés sur le site de l'installation.
- Livraison des tours sur le site de l'installation.
- Raccordement de la conduite électrique dans la tour de laiton pour le contrôleur.
- Raccordement de la conduite électrique dans la tour torsadée en béton translucide.
- Installation de toutes les unités (tours et assises) avec les ancrages chimiques selon les spécifications de l'ingénieur.
- Raccordement de l'extension au sommet avec les huit unités DEL et tests de fonctionnement.
- Nettoyage et fin des travaux.

Montréal

Grille de présentation du budget

Concours pour une œuvre d'art public

Cadeau MTL 375e,

Site McTavish

No.			Coût
	PHILIPPE ALLARD ET JUSTIN DUCHESNEAU		
	Philippe Allard : No de fournisseur à la ville de Montréal : 134708		
	Honoraires des professionnels		
	Ingénieur en structure (conception et plans) Félix Bédard (firme Élema inc.)		2000 $
	Atelier Pierre Fournier. Construction et assemblages. 170 h @ 100/h		17 000 $
	4 luminaires encastrés + contrôleur (Lumenpulse)		3500 $
	Ancrages chimiques et Installation Pierre Fournier, estimation		2050 $
	Location camion-grue 500 $ / jour pour 2 jours		1000 $
		sous-total	**25 550 $**
	Œuvre		
	laiton Muntz C280 : 6 feuilles 120" (12 250 $) + 2 feuilles 96" (5100 $)		17 350 $
	Livraison laiton		500 $
	Découpe des feuilles de laiton (sheare) : Daniel Breton		500 $
	Litracon : 10 carrés de 1 x 1 pieds : 1750 $ l'unité		17 500 $
	7 blocs de pierres grises (1800 $) trouées (750 $) et livrées (250 $) + 4 pavés (200 $)		3000 $
	Assurances Pierre Tremblay / (œuvre 100 K)		1500 $
	Différents transports		1100 $
		sous-total	**41 450 $**
		sous-total Honoraires + œuvre	**67 000 $**
	Frais d'administration	**(3%)**	3000 $
	Honoraires et droits d'auteur de l'artiste	**(10%) + (10%)**	20 000 $
	Frais pour imprévus	**(10%)**	10 000 $
		sous-total	**$**
		Total partiel	**100 000 $**
		Taxes	
		TPS 5%	5000 $
		TVQ 9,975%	9975 $
		TOTAL GLOBAL	**114 975 $**

Bureau d’art public
Division du développement culturel

23 décembre 2015

Cadeau MTL 375e.
Règlement et programme du concours

pour une œuvre d’art public pour le site McTavish

Table des matières

1. Le contexte administratif **1**
1.1. La Brigade Arts Affaires de Montréal 1
1.2. Le projet du Cadeau MTL 375e 1

2. Le contexte du projet **2**

3. Le concours d'art public **3**
3.1. Les enjeux du concours 3
3.2. Le site d'implantation de l'œuvre 3
3.3. Le programme de l'œuvre 3

4. Les contraintes de l'œuvre **4**

5. La conformité 4

6. Le calendrier **4**

7. Le budget **5**

8. L'échéancier du concours et la date de dépôt **6**

9. Le dossier de candidature **6**
9.1. Contenu 6
9.2 Format et présentation 7

10. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes **7**
10.1 Admissibilité 7
10.2 Exclusion 8

11. La composition du jury **8**

12. Le déroulement du concours **9**
12.1. Le rôle du responsable du concours 9
12.2. Les étapes du concours 9

13. Le processus de sélection **10**
13.1. Le rôle du jury et des donateurs 10
13.2. Le rôle du comité technique 10
13.3. Les critères de sélection 10

14. La présentation des propositions des finalistes **11**

15. Les indemnités **12**
15.1. Appel de candidature 12
15.2. Prestation des finalistes 12
15.3. Remboursement de certains frais aux finalistes 12

16. Les suites données au concours **12**
16.1 Approbation 12
16.2 Mandat de réalisation 12

17. Les dispositions d'ordre général **13**
17.1. Clauses de non-conformité 13
17.2. Droits d'auteur 13
17.3. Clause linguistique 13
17.4. Consentement 13
17.5. Confidentialité 14
17.6. Examen des documents 14
17.7. Statut du finaliste 14

Table des annexes

Annexe 1.
Fiche d'identification du candidat

Annexe 2.
Tracé de la Promenade urbaine « Fleuve – Montagne »

Annexe 3.
Site d'implantation de l'œuvre d'art public au site McTavish

Cadeau MTL 375e :
Concours pour une œuvre d'art public pour le site McTavish

1. Le contexte administratif

Le présent concours s'inscrit dans les legs du 375e anniversaire de la fondation de Montréal, qui sera célébré en 2017. Il découle d'une initiative de la Brigade Arts Affaires de Montréal (BAAM), un groupe de professionnels de la relève d'affaires, qui souhaite offrir un cadeau aux Montréalais pour cette occasion. Cent donateurs ont ainsi donné mille dollars chacun, afin qu'un artiste professionnel réalise une œuvre d'art public d'une valeur de 100 000$. Ce sont ces donateurs qui vont choisir les finalistes et le lauréat du concours. Pour y arriver, ils bénéficient de la collaboration d'un jury de sélection, ainsi que du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) et du Service de la culture (SC), via son Bureau d'art public.

L'œuvre qui sera sélectionnée dans le cadre de ce concours sera intégrée à la Promenade urbaine « Fleuve – Montagne. » Il s'agit d'un projet de legs majeur du 375e anniversaire qui reliera deux lieux emblématiques de la ville. Destiné en premier lieu aux piétons, cette Promenade urbaine traduira la volonté municipale de rééquilibrer les rues en donnant une plus grande place à la mobilité active, en plus d'offrir des trajectoires riches en expériences, dévoilant l'histoire, le patrimoine et la spécificité culturelle des territoires traversés. Le SGPVMR est responsable du concept et du tracé de cette première promenade urbaine, et fournit l'expertise en paysage aux fins du présent concours. Les consultants Groupe SMi et Lemay+DAA sont chargés de la conception détaillée et de l'exécution de ce projet, dont la gestion a été confiée au Services des infrastructures, de la Voirie et des Transports (SIVT).

Dans le cas du présent partenariat, le Bureau d'art public met à profit son expertise en organisant le processus lié au choix du projet lauréat, puis en faisant le suivi de la réalisation et de l'installation de l'œuvre qui sera inaugurée en 2017. Les œuvres réalisées dans le contexte des projets d'aménagement municipaux font partie intégrante de la collection d'art public de la Ville de Montréal, et le Bureau d'art public en assure la pérennité.

1.1 La Brigade Arts Affaires de Montréal

BAAM est un organisme à but non-lucratif visant à favoriser l'engagement des jeunes professionnels dans la communauté artistique montréalaise, en les attirant vers l'art par des activités participatives et de sensibilisation, en les impliquant dans l'art par le bénévolat et en soutenant le développement philanthropique.

1.2 Le projet du Cadeau MTL 375e

À l'occasion du 375e anniversaire de Montréal, les professionnels de la relève d'affaires montréalais démontrent leur attachement à la ville et à sa créativité en offrant une œuvre d'art public qui sera une source de fierté pour toute la communauté et participera au rayonnement national et international de notre métropole.

Tous les comités de la relève des organismes culturels de Montréal se fédèrent pour trouver 100 mécènes de la relève d'affaires afin de réunir 100 000$.

2. Le contexte du projet

Le projet des Promenades urbaines vise à redonner une place aux piétons dans l'espace urbain, dans le but de renouveler la façon de vivre la ville à pied. Alors qu'un réseau de promenades urbaines sera à terme développé pour l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, le lien « Fleuve - Montagne » est le premier à se réaliser.

La vision des Promenades urbaines répond à un double objectif. D'une part, ce concept vise à encourager la mobilité : c'est pourquoi des trajectoires paysages suffisamment attrayantes seront proposées aux citoyens, afin de faire naître le plaisir de marcher davantage au quotidien. L'approche employée dans le cadre de la conception de cette première promenade est celle de la *marchabilité* (traduction de *walkability*), qui assure la prise en compte des facteurs environnementaux, humains et d'ambiances favorables à la marche en lien avec les besoins et les usages des piétons. D'autre part, ce concept répond à des préoccupations environnementales actuelles : cela se traduira notamment, dans les aménagements, par l'augmentation du verdissement et de la biodiversité dans les quartiers densément peuplés et par une gestion plus écologique des eaux de ruissellement.

Cinq enjeux ont été retenus pour la première promenade urbaine : l'urbanité, la mobilité active, l'environnement, la participation citoyenne et l'identité montréalaise. À travers ce dernier enjeu, la culture occupera une place importante dans l'expérience du lien « Fleuve – Montagne », comme le déclinent les objectifs qui lui ont été attribués :

- Mettre en valeur l'identité de Montréal en s'appuyant sur son histoire, son patrimoine architectural, ses paysages, son peuple, son caractère.
- Relier des lieux et des éléments identitaires du patrimoine montréalais.
- Favoriser la découverte des différents quartiers, en révélant ou en identifiant des lieux, des paysages, des composantes patrimoniales et culturelles d'intérêt, dans un contexte éducatif ou non.
- Encourager le développement de la culture.
- Améliorer l'attractivité de la ville.
- Projeter la ville dans l'avenir.

D'autres concours d'art public sont également en cours pour identifier, d'ici la fin de 2015, deux autres artistes qui contribueront à cette première Promenade urbaine : le programme du premier concours a pour enjeu de développer des interventions artistiques sur l'ensemble de la promenade; le second vise la conception d'une œuvre d'art numérique qui, via un site Internet ou une application mobile, incitera les marcheurs à faire une expérience singulière de la promenade.

Le tracé de la Promenade urbaine « Fleuve – Montagne » est composé de neuf tronçons (voir Annexe 2) :

- Rue McGill incluant la rue du Square-Victoria est et la Place D'Youville ouest.
- Côte du Beaver Hall.
- Place Phillips.
- Rue Sainte-Catherine (entre McGill College et square Phillips).
- Avenue McGill College (entre Sherbrooke et Cathcart).
- Rue Sherbrooke (entre University et Peel).
- Rue McTavish (entre Sherbrooke et des Pins).
- Avenue du Docteur-Penfield (entre Peel et l'extrémité de la rampe d'accès depuis McTavish)
- Avenue des Pins (entre Docteur-Penfield et Redpath Crescent).

3. Le concours d'art public

3.1. Les enjeux du concours

Le concours s'inscrit dans une démarche qui vise à enrichir la collection d'œuvres d'art public de la Ville de Montréal, ainsi qu'à promouvoir la qualité des interventions qui sont réalisées en milieu urbain et à développer le sens critique du public. De plus, le projet du Cadeau MTL 375e met de l'avant l'implication du milieu des affaires dans le développement et le rayonnement de la ville et de l'art public, dans le but de sensibiliser les Montréalais à la question du mécénat.

3.2. Le site d'implantation de l'œuvre

L'œuvre sera installée à l'intersection des rues Sherbrooke Ouest et McTavish et sera ainsi située dans le site patrimonial du Mont-Royal.

La rue McTavish fait partie, avec la rue Sherbrooke et les avenues des Pins et du Docteur-Penfield, d'un secteur où les interventions d'aménagement de la Promenade urbaine seront de nature importante : elles comprendront des travaux d'infrastructures et des modifications à la géométrie des rues. Les aménagements visent l'amélioration du lien entre le parc du Mont-Royal et le campus de l'Université McGill, la mise en valeur de vues donnant sur la montagne et sur le centre-ville et l'innovation en matière de réalisation. Plusieurs enjeux ont été identifiés pour cette section du projet : verdissement, gestion des eaux de pluie, bonification du mobilier urbain, révision de l'éclairage de rue, mise en place d'une signalétique propre à la Promenade « Fleuve – Montagne. »

Alors que la partie nord de la rue McTavish (entre les avenues des Pins et du Docteur-Penfield), fera l'objet d'un précédent positif de rue en partage qui limite la vitesse de circulation véhiculaire à 20 km/h et qui permet aux piétons de circuler en priorité, la partie sud (entre la rue Sherbrooke et l'avenue des Pins) sera réaménagée de manière à officialiser sa fonction de rue piétonne. Ouverte sur la montagne ainsi que sur le campus universitaire et son riche patrimoine, la partie sud de la rue McTavish sera un espace public multifonctionnel, qui pourra accueillir plusieurs activités et événements et reconduire notamment celui du marché public à la rentrée scolaire. Par ailleurs, l'escalier menant à l'avenue du Docteur-Penfield sera refait et comptera un nouvel éclairage.

3.3. Le programme de l'œuvre

L'œuvre d'art sera installée au sud de la rue McTavish, en bordure de la rue Sherbrooke, du côté ouest de la rue McTavish. Un rappel pourrait être installé du côté est (voir Annexe 3). L'œuvre sera en dialogue avec la rue Sherbrooke et sera perceptible par les automobilistes qui l'empruntent : son expérience privilégiée sera toutefois à l'échelle du piéton.

De nature sculpturale ou installative, l'œuvre sera constituée d'un ou de plusieurs éléments. La lumière sera utilisée, soit comme matériau dans la composition de l'œuvre ou à des fins de mise en lumière.

L'œuvre s'inscrira en cohérence avec son contexte de création, à savoir :

- les célébrations du 375e anniversaire de la fondation de Montréal et le projet porté par la BAAM du Cadeau MTL 375e;
- la Promenade urbaine « Fleuve – Montagne » et ses objectifs de développement durable et de mobilité active, et tiendra compte de son implantation dans le site McTavish.

Dans cette perspective, l'œuvre sera tournée vers l'avenir, tout en démontrant une sensibilité à l'histoire de Montréal. Elle sera cohérente avec le mouvement citoyen et inclusif que porte le groupe des mécènes, ainsi qu'avec l'engagement qu'il incarne.

Un support listant les cent donateurs qui ont contribué à ce projet accompagnera l'œuvre. Les finalistes pourront faire des propositions quant à l'emplacement et à la forme que prendra ce support.

4. Les contraintes de l'œuvre

Cette commande exclut l'utilisation de l'eau dans les composantes de l'œuvre d'art. Les pièces cinétiques et les mécanismes intégrés sont également exclus. Les pièces en mouvement, même non accessibles, sont exclues.

Le choix des matériaux et le traitement qui leur est accordé doivent tenir compte des exigences de pérennité de l'œuvre d'art. Le traitement, la finition et l'assemblage doivent également présenter une résistance au vandalisme et aux graffitis dans des conditions normales d'exposition dans un espace urbain. Les finalistes devront privilégier des matériaux qui ne nécessitent qu'un entretien minimal, dans les conditions d'exposition énoncées précédemment. L'utilisation de certains matériaux est par ailleurs rejetée ; il s'agit de l'acier peint, du bois et des plastiques. Pour ce qui est du cuivre, il peut être utilisé dans la mesure où le fini ne comporte pas de vernis pour stabiliser la couleur.

L'utilisation de la lumière, bien que permise tant comme matériau de l'œuvre qu'à des fins de mise en valeur, ne doit créer aucune pollution visuelle, *i. e.* que la lumière ne peut être dirigée vers le haut ou dans la rue.

5. La conformité

L'œuvre devra être conforme aux normes de sécurité généralement admises pour les espaces publics. Le traitement des matériaux ne doit pas présenter de surfaces rugueuses, d'arêtes coupantes, d'aspérités ou de fini présentant des risques de blessures, à moins qu'ils soient hors d'atteinte.

6. Le calendrier

Le calendrier suivant a été développé de manière à ce que l'œuvre d'art soit intégrée inaugurée à l'été 2017.

Date limite de dépôt des candidatures	**10 février 2016 à midi**
Rencontre du jury pour la sélection	semaine du 15 février 2016
d'un maximum de dix candidatures	
Envoi des résultats de la sélection préliminaire aux candidats	semaine du 15 février 2016

Sélection des finalistes	
Rencontre des donateurs pour la sélection de trois finalistes	24 février 2016
Envoi des réponses aux candidats	26 février 2016
Rencontre d'information aux finalistes	
et signature du contrat de concept artistique	mars 2016
Annonce publique des finalistes	mars 2016
Sélection du lauréat	
Dépôt des prestations des finalistes	mai 2016
Rencontre du comité technique	mai 2016
Rencontre des donateurs pour le choix de la proposition gagnante	mai 2016
Envoi des réponses aux finalistes	mai 2016
Octroi de contrat par le comité exécutif	juin 2016
Installation prévue de l'œuvre	printemps 2017
Inauguration	été 2017

Outre la date limite du dépôt des candidatures, le calendrier de travail est sujet à modifications sans préavis.

7. Le budget

Le budget total de l'œuvre d'art est de **100 000$**, avant taxes. Il comprend :

- Les honoraires et les droits d'auteur de l'artiste;
- Les frais de production des plans, devis et estimations de coût (préliminaires et définitifs) de l'œuvre;
- Les honoraires des professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'œuvre;
- Les honoraires d'un ingénieur en structure;
- Le coût des matériaux et des services (les matériaux, la main d'œuvre, la machinerie, l'outillage et les accessoires) requis pour la conception et la réalisation de l'œuvre;
- Les traitements spéciaux de protection anti-graffitis, s'il y a lieu.
- La sécurisation du site pendant l'installation de l'œuvre;
- Le coût des permis et tous les frais de coordination relatifs à l'installation et à la réalisation de l'œuvre;
- Le transport, l'installation et la sécurisation de l'œuvre pendant son installation;
- Les dépenses relatives aux déplacements, frais de messageries;
- Un budget d'imprévus d'au moins 10 %;
- Les frais relatifs à la participation aux rencontres de coordination avec le maître d'ouvrage;
- Une assurance responsabilité civile de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour la durée des travaux ainsi que des assurances contre les pertes d'exploitation, une couverture hors site, une assurance transport, une assurance flottante d'installation tous risques avec valeur de remplacement à neuf. Cette dernière doit couvrir la valeur de l'œuvre avant taxes;

- Les frais d'élaboration du dossier complet de l'œuvre comprenant les plans conformes à l'exécution et des photographies des différentes étapes de la fabrication pour des fins non commerciales.

Les coûts suivants seront pris en charge par la Ville, jusqu'à concurrence de 20 000$, avant taxes :

- Les fondations de l'œuvre en sous-sol;
- Les installations d'alimentation et de raccordement électrique;
- La fourniture des appareils électriques et leur installation, sauf si ceux-ci constituent une composante de l'œuvre.

De plus, la Ville prendra en charge :

- La conception, la réalisation et l'installation du support listant les donateurs;
- Le panneau d'identification de l'œuvre;

8. L'échéancier du concours et la date de dépôt

Le dossier complet doit être reçu par courriel, en un seul envoi, au plus tard le **mercredi 10 février 2016 à midi.**

Le dossier doit être envoyé par courriel (voir les précisions à cet effet au point 9.2) et doit être **reçu** à la date d'échéance.

Courriel : laurent.vernet@ville.montreal.qc.ca

9. Le dossier de candidature

9.1. Contenu

Le candidat doit présenter son dossier de candidature de façon à démontrer l'excellence de ses réalisations et/ou de ses compétences pour la réalisation du projet en concours. Le dossier de candidature doit être présenté en quatre parties. Comme le prévoit la clause linguistique au point 17.3 du présent document, le dossier de candidature doit être présenté en français.

Les documents à produire sont les suivants :

1. Fiche d'identification fournie à l'Annexe 1, remplie, datée et signée par l'artiste.

2. Curriculum vitae d'au plus 5 pages comprenant les données suivantes :

- La formation;
- Les expositions solos;
- Les expositions de groupe;
- Les collections;
- Les projets d'art public;
- Les prix, bourses et reconnaissances obtenus;

- Les publications.

3. Démarche artistique

Un texte d'au plus deux pages décrivant la démarche artistique du candidat et dans lequel il explique sa compréhension du projet de Cadeau MTL 375e de la BAAM. Le candidat est invité à préciser comment il entend aborder le projet d'art public; comment il perçoit son travail au regard du programme. Aucun concept ou projet précis, que ce soit sous la forme de texte ou d'image, ne sera présenté au jury.

4. Dossier visuel

Le candidat doit soumettre au maximum dix (10) illustrations d'œuvres qui démontrent son expertise et son expérience et qui sont significatives en regard du présent concours. Les projets présentés doivent mettre en relief ses réalisations datant d'au plus dix (10) ans. Ils doivent obligatoirement être présentés à partir de photographies identifiées et numérotées.

Le dossier visuel doit être accompagné d'une liste descriptive des 10 photographies détaillant, pour chacune d'entre elles:

- Le titre;
- L'année de réalisation;
- Les dimensions;
- Les matériaux;
- Le contexte (exposition solo ou groupe, commande, etc.);
- S'il s'agit d'une œuvre d'art public : le client, le lieu et le budget.

9.2. Format et présentation

Le dossier doit être envoyé par courriel et respecter les conditions suivantes :

- Les dossiers doivent être présentés en format lettre (8 ½ po x 11 po) vertical. Leur taille maximale est de 5 Mo;
- Les quatre parties du dossier doivent être envoyées dans un seul courriel et dans un seul document pdf, dans l'ordre indiqué ci-dessus;
- Les candidats sont responsables d'envoyer une copie papier du dossier si la version électronique ne peut être téléchargée correctement par le chargé de projet.

10. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes

10.1. Admissibilité

Le concours s'adresse à tout artiste professionnel de quarante-cinq (45) ans et moins au moment de déposer son dossier de candidature (voir la date au point 8), qui est citoyen canadien, immigrant reçu et habitant au Québec depuis au moins un an. * On entend par artiste professionnel : un créateur ayant acquis sa formation de base par lui-même ou grâce à un enseignement, ou les deux; qui crée des œuvres pour son propre compte; qui possède une compétence reconnue par ses pairs dans sa discipline; et q ui signe des œuvres qui sont diffusées dans un contexte professionnel, tel que le précise la *Loi sur le*

statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, et sur leurs contrats de diffuseurs.

Le contexte professionnel désigne des lieux et des organismes principalement voués à la diffusion de l'art. Il peut s'agir de centres d'artistes, de centres d'exposition, de galeries d'art, de musées ou d'autres lieux ou organismes de diffusion reconnus, ou encore de participations à des événements où la sélection des participants est faite par des professionnels des arts visuels. Le contexte professionnel exclut le milieu scolaire, c'est-à-dire qu'un étudiant ne peut être candidat au présent concours.

Le terme « artiste », peut désigner un individu seul, un regroupement, une personne morale. S'il s'agit d'un regroupement, un membre doit être désigné comme chargé de projet.

Les personnes ayant un lien d'emploi avec la Ville Montréal, qu'elles aient un statut permanent, occasionnel ou auxiliaire, ne sont pas admissibles au concours. Tout candidat ou finaliste qui se juge en conflit d'intérêt ou pouvant être considéré en conflit d'intérêt : 1) en raison de ses liens avec la Ville, son personnel, ses administrateurs, un membre du jury ou un membre d'une équipe professionnelle affectée au projet, ou 2) en raison de liens familiaux directs, d'un rapport actif de dépendance ou d'association professionnelle pendant la tenue du concours, ne peut participer au concours. Ne peuvent également y participer les associés de ces personnes ni leurs employés salariés.

*Une preuve de citoyenneté, un certificat de résidence permanente ou une preuve de résidence au Québec peut être exigé avant de passer à l'étape suivante du concours.

10.2 Exclusion

Toute candidature ou prestation reçue après les délais de dépôt prescrits à l'article 8 sera automatiquement exclue du concours. La Ville se réserve le droit d'exclure, s'il y a lieu, tout candidat ou finaliste pour non respect partiel ou total des dispositions et des règles du présent concours.

11. La composition du jury de sélection

Un jury est mis sur pied spécifiquement pour ce concours. Le même jury participe à toutes les étapes du processus de sélection. Il est composé de cinq membres dont plus de la moitié est composée de personnes indépendantes de la Ville de Montréal. Le jury réunit les personnes suivantes :

- Trois spécialistes en arts visuels (conservateurs, critiques d'art, commissaires indépendants, muséologues, professeurs) ayant une connaissance de l'art public;
- Un architecte paysagiste du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal;
- Le chargé de projet du Bureau d'art public.

Dans le cadre du présent concours, les cent donateurs qui ont contribué au financement du Cadeau MTL 375e sont impliqués dans le processus de sélection (voir articles 12 et 13).

12. Le déroulement du concours

12.1. Le rôle du responsable du concours

Toutes les questions relatives à ce concours doivent être adressées au chargé de projet. Celui-ci agit comme secrétaire du comité technique et du jury. Le chargé de projet du présent concours est :

Laurent Vernet, commissaire
Bureau d'art public
Courriel : laurent.vernet@ville.montreal.qc.ca

Toutes les demandes de documents et d'information devront lui être acheminées par courriel.

Tous les documents remis par un candidat ou un finaliste sont vérifiés par le chargé de projet quant au respect des éléments à fournir et à leur conformité aux articles 8 et 9 du présent règlement. Les candidatures non conformes ne sont pas soumises à l'analyse du jury et des donateurs

12.2. Les étapes du concours

L'évaluation se fait selon la procédure suivante :

Première étape : sélection des finalistes

- Le jury prend connaissance des dossiers de candidature;
- Il sélectionne un maximum de dix candidatures en vue du concours;
- Il émet des commentaires et des recommandations, s'il y a lieu.
- Les dix dossiers retenus sont transmis aux donateurs, qui en prennent connaissance;
- Le jury de sélection présente, au cours d'une rencontre avec les donateurs, les dix candidatures qu'il a retenues lors de la sélection préliminaire et répond aux questions des donateurs;
- Les donateurs sélectionnent un maximum de trois finalistes en vue du concours.

Au terme de la première étape, le nom des finalistes est divulgué dès que ceux-ci ont confirmé leur acceptation et signé le contrat de concept artistique.

Deuxième étape : prestations des finalistes

- Le comité technique procède à l'analyse des prestations;
- L'ordre des présentations des finalistes est préalablement déterminé, par tirage au sort ou par ordre alphabétique, au moment de la rencontre d'information avec les finalistes;
- Le jury et les donateurs prennent connaissance des prestations;
- Ils entendent le rapport du comité technique;
- Le jury et les donateurs reçoivent chaque finaliste en entrevue : chacun dispose d'une période de 45 minutes pour la présentation de son concept et pour la période de questions;
- Au terme de sa présentation, le finaliste quitte la salle;
- Au cours des délibérations, le jury revient sur chacune des prestations des finalistes et évalue les propositions au regard de son expertise. En plénière, les donateurs présents sont invités à partager leur évaluation des projets et peuvent questionner les membres de jury;

- Les donateurs recommandent, par scrutin électronique qui a lieu dans la semaine suivant les prestations, un projet lauréat à la Ville;
- Le chargé de projet enclenche le processus d'acceptation de la recommandation auprès des instances supérieures;
- L'identité et le concept du lauréat du concours sont dévoilés au moment de l'octroi du contrat par la Ville de Montréal.

Compte-rendu des travaux du jury

À l'issue du concours, les conclusions des délibérations du jury et des donateurs sont consignées par le chargé de projet dans un rapport signé par le représentant des donateurs.

13. Le processus de sélection

13.1. Le rôle du jury et des donateurs

Le jury est consultatif et la décision finale appartient aux donateurs. Le rôle du jury comporte, sans s'y limiter, la sélection de dix candidatures et leur présentation aux donateurs, ainsi que l'évaluation des propositions des finalistes pour le bénéfice des donateurs.

Le rôle des donateurs comprend la sélection de trois finalistes, ainsi que le choix d'un projet gagnant.

Le chargé de projet du Bureau d'art public agit à titre de secrétaire et d'animateur des séances du jury.

13.2. Le rôle du comité technique

Le rôle du comité technique consiste à effectuer une analyse de certains éléments techniques des prestations des finalistes.

Il évalue notamment :

- Les estimations de coût du projet en regard du budget prévisionnel;
- La faisabilité technique du projet;
- La faisabilité du projet en regard de la réglementation existante;
- L'entretien et la durabilité des éléments compris dans le projet.

Le chargé de projet présente par la suite le rapport sommaire du comité technique au jury du concours.

13.3. Les critères de sélection

Le jury et les donateurs utilisent les critères de sélection suivants comme outils d'évaluation des candidatures et des prestations :

Première étape du concours : sélection des candidats et finalistes

L'évaluation des dossiers de candidature porte sur les critères suivants :
- Excellence et qualité des projets réalisés;
- Créativité et innovation de la démarche artistique;
- Expérience dans la réalisation de projets comparables;
- Approche du projet Cadeau MTL 375e et originalité de l'énoncé d'intention pour le concours d'art public.

Deuxième étape du concours : prestations des finalistes

La deuxième étape du concours est centrée sur la mise en forme plus détaillée du projet artistique, sa réponse précise aux exigences du programme et sa faisabilité. Plus spécifiquement, les finalistes doivent démontrer la signifiance de leur projet sur le site, sa faisabilité technique, sa pérennité et son adéquation avec l'enveloppe budgétaire proposée.

Les prestations des finalistes sont évaluées sur la base des critères d'évaluation suivants :
- intérêt de l'approche conceptuelle;
- intégration du projet dans l'espace d'implantation;
- impact du projet le jour et la nuit, durant les 4 saisons;
- respect des règles de sécurité;
- aspects fonctionnels et techniques;
- pérennité des matériaux et facilité d'entretien de l'œuvre;
- adéquation du projet avec l'enveloppe budgétaire disponible.

14. La présentation des propositions des finalistes

Les finalistes sont invités à venir présenter leur proposition aux membres du jury et aux donateurs. Ils reçoivent une convocation écrite précisant le jour et l'heure de leur convocation, trois semaines avant la rencontre du jury et des donateurs.

Les finalistes doivent produire une maquette présentant l'œuvre d'art et son environnement immédiat. Ils doivent également produire un montage visuel à partir des élévations fournies par la Ville. La nature de ces éléments du matériel de prestation (échelle de la maquette, points de vue et format des montages visuels) sera précisée lors de la rencontre d'information aux finalistes.

Les finalistes doivent soumettre un échantillon de chaque matériau qui composera l'œuvre.

Les finalistes doivent également soumettre, en cinq exemplaires et en format électronique, un document descriptif qui doit comprendre :

- Un texte de présentation de l'œuvre exposant le concept et le parti choisi par l'artiste pour répondre à la commande;
- Une description technique (comprend la liste des matériaux et les fiches techniques si nécessaire, le traitement choisi et la finition, ainsi que le mode de fabrication et d'assemblage. Il doit préciser la solution retenue pour les ancrages, validée par un ingénieur en structure);
- Un calendrier de réalisation pour une installation de l'œuvre en 2017;
- Un budget détaillé à même la grille Excel fournie par la Ville;

- Un devis d'entretien détaillé de l'œuvre. Ce document servira à l'évaluation des propositions effectuée par le comité technique. Les artistes n'ont pas à produire de dessins d'atelier à cette étape.

15. Les indemnités

15.1. Appel de candidatures

Aucun honoraire ni indemnité ne sera versé à cette étape du concours.

15.2. Prestations des finalistes

Chaque finaliste ayant présenté devant jury et donateurs une prestation déclarée conforme, recevra en contrepartie, et à la condition d'avoir préalablement signé le contrat soumis par la Ville, des honoraires de **quatre mille cinq cent dollars (4 500$)**, taxes non comprises, qui lui seront versés à la fin du processus de sélection du projet gagnant et sur présentation d'une facture.

Les frais et honoraires octroyés en vertu du présent règlement sont soumis aux taxes réglementaires, dont la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente provinciale (TVQ). Les finalistes doivent fournir à la Ville, le cas échéant, leur numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ. La Ville retiendra le paiement de toute facturation qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q), les montants réclamés à cet effet ainsi que les numéros d'inscription appropriés.

15.3. Remboursement de certains frais aux finalistes

La Ville s'engage à défrayer les finalistes demeurant à plus de 100 km de Montréal des dépenses de déplacement et d'hébergement qu'ils auront engagées pour assister à la rencontre d'information et pour présenter leur projet devant jury. Les détails sont précisés lors de la rencontre d'information aux finalistes.

16. Les suites du concours

16.1. Approbation

Le projet gagnant doit être approuvé par la Ville de Montréal de même que par toutes les autorités compétentes quant aux codes et normes en vigueur, compte tenu des travaux projetés.

16.2. Mandat de réalisation

La Ville reçoit la décision des donateurs. Si elle endosse cette recommandation, elle négocie avec l'artiste et prépare le contenu du contrat de services artistiques pour la fabrication et l'installation complète de l'œuvre d'art. Par la suite, c'est le comité exécutif qui autorise le contrat de l'artiste.

La Ville de Montréal, par voie de ses instances décisionnelles, conserve la prérogative d'octroi du contrat au lauréat. Si elle n'endosse pas la recommandation des donateurs, elle doit motiver sa décision.

17. Les dispositions d'ordre général

17.1. Clauses de non-conformité

L'une ou l'autre des situations suivantes peut entraîner le rejet d'une candidature ou d'une prestation :

- L'absence de l'un ou l'autre des documents requis dans le dossier de candidature ou de prestation du finaliste;
- Le non-respect de toute autre condition indiquée comme étant essentielle dans les instructions remises aux candidats et finalistes, notamment l'omission ou le non respect d'une exigence relative aux éléments qui composent un dossier de candidature ou de prestation.

À la suite de l'analyse de conformité, le chargé de projet fera part de ses observations au jury. Aucune candidature ou prestation jugée non-conforme ne sera pas présentée au jury.

17.2. Droits d'auteur

Chaque finaliste accepte, de par le dépôt de sa prestation, de réserver son concept à la Ville de Montréal et de ne pas en faire ou permettre d'en faire quelque adaptation que ce soit aux fins d'un autre projet, jusqu'à la sélection du lauréat.

Tous les documents, prestations et travaux, quels que soient leur forme ou support, produits ou réalisés par l'artiste ayant conçu le projet lauréat, dans le cadre du présent concours, demeureront la propriété entière et exclusive de la Ville, qui pourra en disposer à son gré si le contrat de réalisation du projet est confié à cet artiste.

Le finaliste dont le projet est retenu garantit la Ville qu'il détient tous les droits lui permettant d'accorder cette cession. Il se porte garant également, en faveur de la Ville, contre tout recours, poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne qui contredirait une telle garantie ou les représentations qui s'y trouvent.

17.3. Clause linguistique

La rédaction de toute communication dans le cadre du concours doit obligatoirement être effectuée en français. Il en est de même de tous les documents exigés pour le dépôt de candidature ou de prestation des finalistes.

17.4. Consentement

En conformité avec la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (Lois refondues du Québec, chapitre A-2.1), toute personne physique ou morale qui présente sa candidature consent, de ce fait, à ce que les renseignements suivants puissent être divulgués :

- Son nom, que sa candidature soit retenue ou non;
- Si sa candidature était jugée non conforme, son nom, avec mention du fait que son offre a été jugée non-conforme, accompagnée des éléments spécifiques de non-conformité.

La Ville de Montréal pourra donc, si elle le juge opportun, donner accès à de tels renseignements à quiconque en fait la demande en vertu des dispositions de la Loi.

17.5. Confidentialité

Les finalistes doivent considérer comme strictement confidentiel le contenu des études effectuées dans le cadre de ce concours et ne devront, sans accord écrit préalable, communiquer ou divulguer à des tiers privés ou publics les renseignements globaux ou partiels.

Les membres du personnel de la Ville de Montréal de même que les membres du jury et du comité technique, ainsi que les donateurs sont tenus à la confidentialité durant tout le déroulement du concours.

17.6. Examen des documents

Par l'envoi et le dépôt de sa candidature, le candidat ou le finaliste reconnaît avoir pris connaissance de toutes les exigences du règlement du concours d'art public et il en accepte toutes les clauses, charges et conditions.

La Ville de Montréal se réserve le droit d'apporter des modifications, sous forme d'addenda, aux documents de prestation des finalistes avant l'heure et la date limite du dépôt des candidatures et, le cas échéant, de modifier la date limite de ce dépôt. Les modifications deviennent partie intégrante des documents d'appel de candidatures et sont transmises par écrit aux finalistes.

17.7 Statut du finaliste

Dans le cas ou le finaliste n'est pas une personne physique faisant affaires seule, sous son propre nom, et qui signe elle-même les documents d'appel de candidatures, une autorisation de signer les documents doit accompagner la prestation sous l'une des formes suivantes :

a) Si le finaliste est une personne morale (société incorporée), l'autorisation doit être constatée dans une copie de la résolution de la personne morale à cet effet.
b) Si le finaliste est une société (société enregistrée) ou fait affaires sous un autre nom que celui des associés, il doit produire une copie de la déclaration d'immatriculation présentée en application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (1993, c.48) du Québec ou tout autre document de même nature d'une autre province attestant l'existence de la société. De plus, dans le cas d'une société, lorsque les documents du finaliste ne sont pas signés par tous les associés, l'autorisation doit être constatée dans un mandat désignant la personne autorisée à signer et signée par tous les associés.
c) Si le finaliste est un collectif, chacun des membres du collectif doit signer le contrat et tout autre document représentant les intérêts du collectif et/ou du maître d'ouvrage.

Annexe 1.
Formulaire d'identification du candidat

Coordonnées du candidat

Nom du candidat

Date de naissance du candidat

Laurent Vernet, commissaire

Chargé de projet

Adresse complète (numéro/rue/ville/code postal)

Téléphone, télécopieur

Adresse de courrier électronique (toutes les communications seront effectuées par courriel dans le cadre de ce concours)

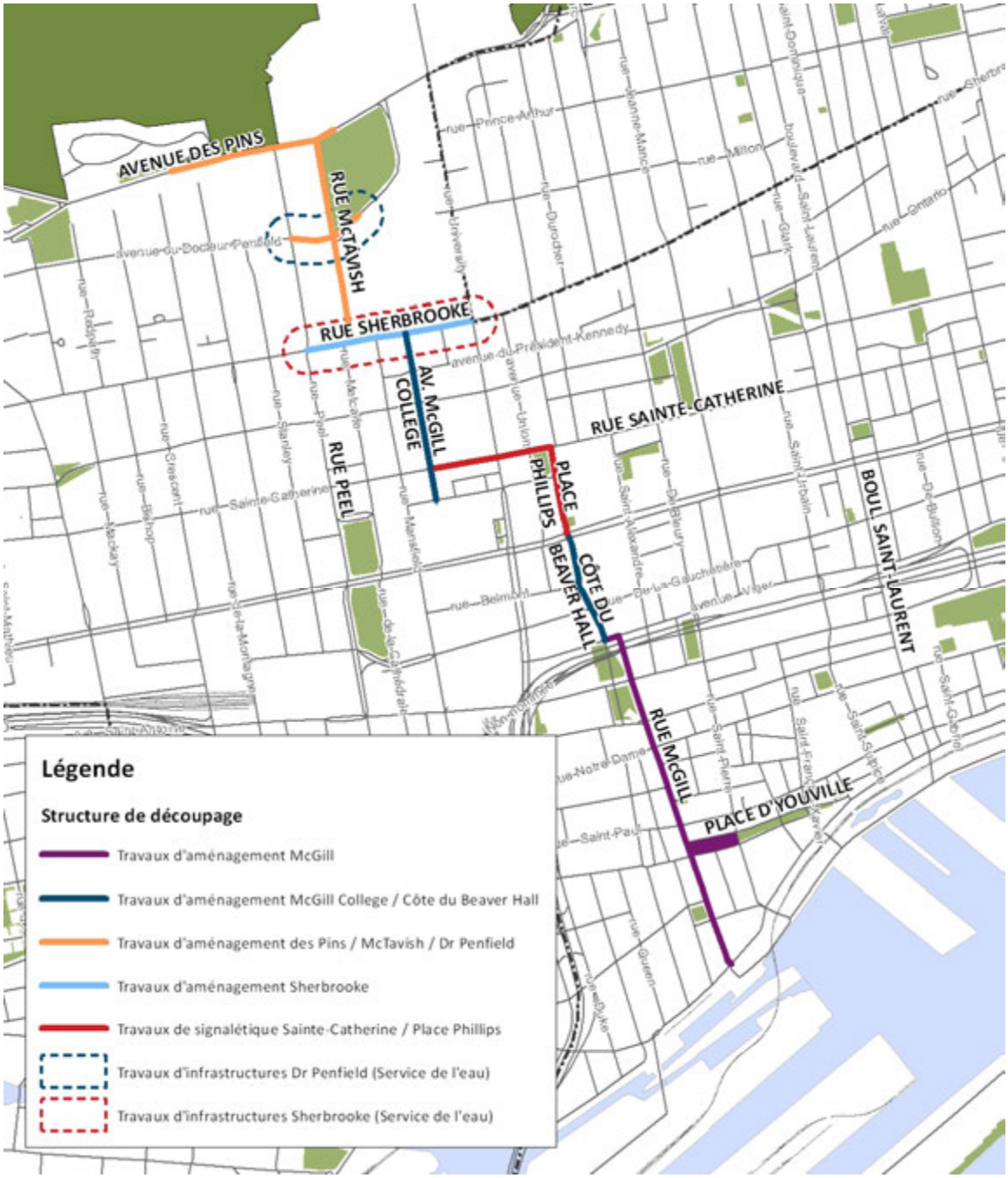
Déclaration de l'artiste

Je déclare, par la présente, que je suis citoyen(ne) canadien(ne) ou résident(e) permanent(e)

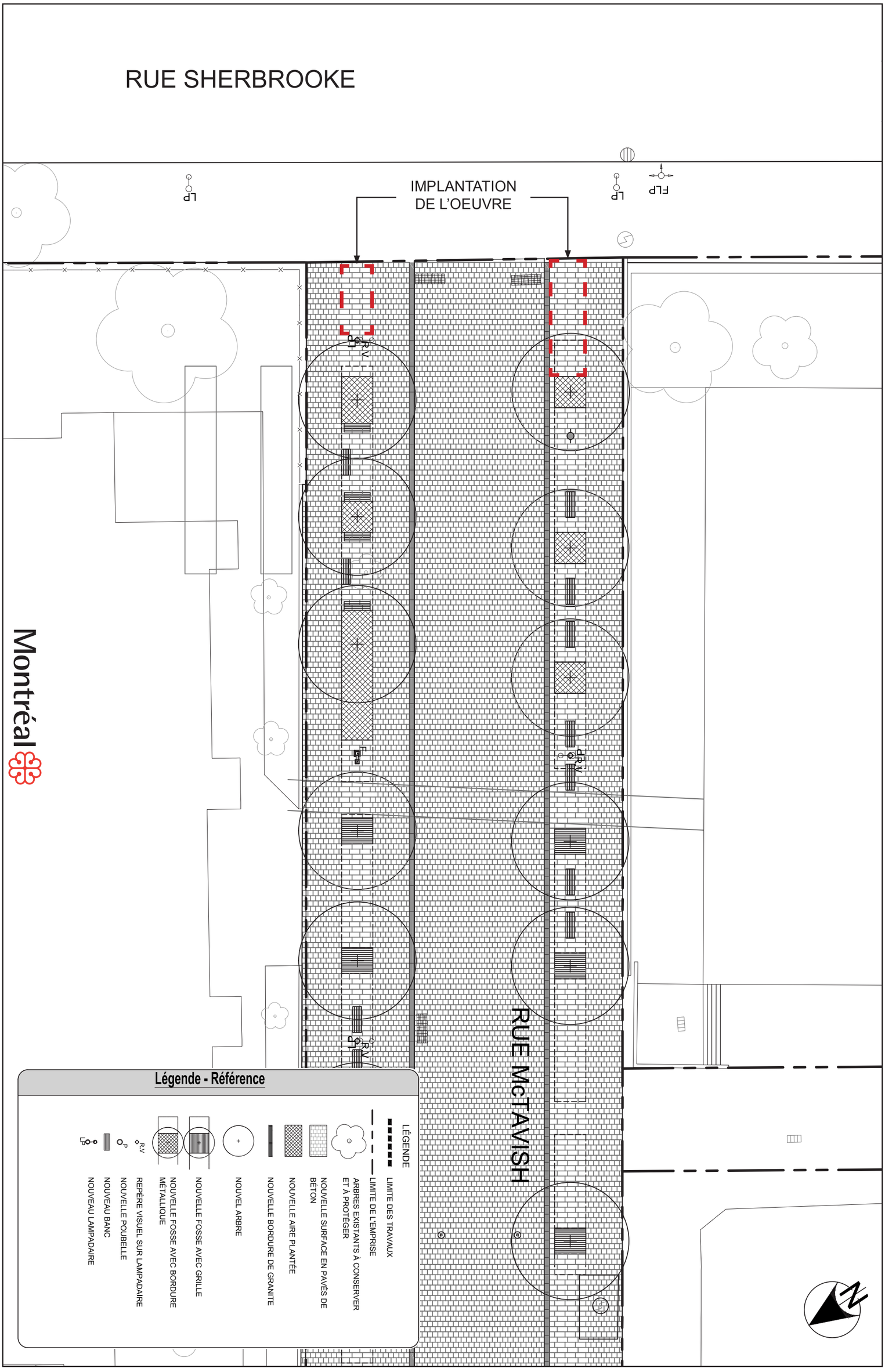
Signature Date

Montréal

Annexe 2.
Tracé de la Promenade urbaine « Fleuve – Montagne »



Annexe 3.
Site d’implantation de l’œuvre d’art public au site McTavish



ÉCHELLE 1:200
2015-11-10

EXTRAIT DU PLAN : FM-5 - PLAN DES SURFACES ET RÉFÉRENCES AUX DÉTAILS /
PLAN NO : 1521482FM5PSU / FEUILLET : 01 / ÉMIS-RÉV.: 05
PLAN **1521482FM5PSU** PRÉPARÉ PAR : GROUPE SM INC. ET SERVICES INTÉGRÉS LEMAY ET ASSOCIÉS

Bureau d'art public
Division du développement culturel

Compte rendu

Rencontre d'information aux finalistes

Cadeau MTL 375 : Concours d'art public pour une œuvre d'art public au site McTavish

Personnes convoquées

Philippe Allard, finaliste
Sébastien Barangé, représentant de la Brigade Arts Affaires de Montréal (par téléphone à la fin de la rencontre)
Patrick Bérubé, finaliste
Louis-Philippe Charest, chargé de projets, Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Jean-François Cooke, finaliste
Justin Duchesneau, finaliste
Isabelle Gay, agente de développement culturel, à titre d'observatrice
Marie-Claude Séguin, architecte paysagiste, Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal
Laurent Vernet, commissaire à l'art public, Service de la culture

Date : mercredi 23 mars 2016 de 13 h 30 à 15 h 30, suivi d'une visite de site
Lieu : Service de la culture de la Ville de Montréal
801, rue Brennan, 10e étage, salle 10105

Note :
Des précisions et des réponses à des enjeux soulevés lors de la rencontre ont été ajoutées directement dans le compte rendu. Pour faciliter la lecture, ils ont été mis en italique, dans des encadrés.

1. Précisions sur le règlement et le programme de l'œuvre

Laurent Vernet fait la présentation du projet de mécénat et de l'implication des mécènes de la BAAM dans toutes les étapes du processus. Il détaille notamment que ce sont eux qui voteront pour le lauréat du concours. À la toute fin de la rencontre d'information, Sébastien Barangé explique qui est le groupe de mécènes : ce sont des gens motivés, passionnés, impliqués, curieux, ouverts et enthousiastes.

Marie-Claude Séguin fait la présentation du projet d'aménagement de la Promenade urbaine, qui est un legs du 375e anniversaire de Montréal et qui sera

livré en 2017. L'objectif de la Promenade est de redonner une place au piéton dans la ville, tout en contribuant au verdissement dans les milieux denses. Plus précisément, la Promenade offrira des environnements variés, verts et offrant de multiples possibilités de pauses et de rencontres.

Le document de sa présentation, qui détaille entre autres le mobilier, la signalétique du projet et les traverses piétonnes, est joint en annexe à ce compte rendu.

Laurent Vernet informe les finalistes des deux autres projets d'art public dans la Promenade urbaine, soit celui des interventions artistiques, dont le concours a été remporté par Alexandre David, ainsi que celui de l'œuvre numérique, dont les lauréats sont Projet EVA.

Quant à la rue McTavish sud, où est le site de l'œuvre d'art du présent concours, il est expliqué que ce tronçon sera piétonnier : seuls les véhicules de livraison et d'urgence seront autorisés à y circuler. La chaussée sera rétrécie à 7,5 mètres de largeur et le piéton pourra circuler librement, au milieu de cet espace. Du côté est, il y a un véritable trottoir (à une certaine hauteur du sol), tandis que du côté ouest, il n'y aura pas de trottoir, même si un corridor sera délimité visuellement au sol par une bordure arasée. Louis-Philipe Charest explique que l'éclairage de rue sera au DEL et que la lumière sera blanche, et non jaune.

Sur le plan conceptuel, il est expliqué que cet espace a été réfléchi en lien avec le mont Royal. Il est le piedmont (jusqu'ici, on le percevait au niveau de la rue des Pins) et on vise à y créer une coulée verte symbolique; comme si la montagne se déversait dans la ville.

Il est précisé que pour les sections de la Promenade qui se trouve dans le site du Mont-Royal, comme c'est le cas pour une partie de la rue McTavish, certaines considérations doivent être prises en compte afin de respecter le caractère patrimonial et naturel du site. Par exemple, le choix des matériaux de certaines composantes des aménagements ne peut pas inclure des matériaux trop industriels, comme l'acier intempérique. Il est également précisé que le ministère de la Culture et des Communications (MCCQ) du gouvernement du Québec, qui a le mandat de garder une vue d'ensemble sur le site, doit approuver les aménagements proposés. Un plan des limites du site du Mont-Royal sera fourni aux finalistes. De plus, le MCCQ sera invité à s'impliquer dans le présent projet d'art public en participant au comité technique, ce qui permettra notamment de faire des recommandations, au besoin. En ce sens, les finalistes doivent démontrer qu'ils ont eu le souci de s'intégrer au site, dans le respect de ses caractéristiques patrimoniales et naturelles.

> ***Note :***
> *Les limites du site patrimonial du Mont-Royal sont visibles sur le site suivant : http://www.cpcq.gouv.qc.ca/index.php?id=74*

Marie-Claude Séguin précise que chacun des tronçons de la Promenade reflète l'identité du secteur. En ce sens, celui de la rue McTavish a été pensé en fonction

de la clientèle jeune et universitaire de McGill : le mobilier a été conçu de façon à accommoder cette clientèle. De manière générale, ce tronçon sera propice à la socialisation.

Au regard de la végétation, la fosse de plantation d'arbres se poursuit sous les trottoirs, pour optimiser la croissance et la santé des arbres (tant des systèmes racinaire que des parties apparentes). Les espèces indigènes sont privilégiées. La végétalisation est pensée en trois strates : arbres, arbustes et herbacés, là où cela est possible.

Des questions des finalistes portent sur le choix des pavages. Les choix sont précisés dans les plans et devis qui sont remis aux finalistes. Le gris a été choisi pour les pavés de béton (comme dans le Quartier international de Montréal). Les bordures de trottoir seront en granite noir.

Laurent Vernet revient sur le programme de l'œuvre d'art. Le site d'implantation principal est situé du côté ouest de la rue McTavish : un site secondaire se trouve du côté est. L'œuvre sera en dialogue avec les piétons, bien qu'elle sera perceptible par les automobilistes et profitera d'une grande visibilité. Les espaces d'intervention sont délimités, dans le document de concours, au sol, mais il n'y a pas de limite de hauteur : cela dit, l'œuvre ne pourra être exclusivement signalétique. Les finalistes doivent tenir compte du fait que la couronne de l'arbre à proximité sera, à maturité, à 10 ou 15 mètres de hauteur. L'essence de l'arbre sera précisée aux finalistes, ainsi que les caractéristiques de son déploiement.

Note :
Du coté ouest de la rue, l'arbre est un Ginkgo biloba (arbre aux 40 écus) dont la hauteur à maturité atteint 20 mètres et qui a une largeur de 10 à 12 mètres. Sa croissance est lente. (Pour plus d'informations, consultez ce site : http://www.psn3.com/Ginkgo,biloba/fiche,detaillee.html)

Du côté est, l'arbre est un Gleditsia triacanthos « Skyline » (Févier d'Amérique » Skyline ». Sa croissance est rapide. À l'âge adulte, sa hauteur atteint 14-15 mètres et avoir une largeur de 9 à10 mètres. (Pour plus d'informations, consultez sur ce site : http://www.psn3.com/Fevier,americain,Skyline/fiche,detaillee.html)

Les finalistes doivent faire une proposition pour le support qui sera conçu pour commémorer les cent mécènes qui ont participé au projet du Cadeau MTL 375 : les frais de conception et de réalisation de ce support seront assumés par le Bureau d'art public.

2. Questions concernant les aspects techniques (fondations, ancrages, matériaux prohibés, raccordements électriques)

Laurent Vernet revient sur les contraintes de l'œuvre d'art indiquées au document de concours. Il invite les finalistes à penser ce projet dans une logique de rue (et non de parc ou de place, comme c'est souvent le cas en art public). Les finalistes qui souhaitent utiliser un matériau nouveau, ou qui pourraient être problématiques au regard des contraintes de pérennité sont invités à en soumettre un échantillon à Laurent Vernet. Si ces échantillons lui proviennent dans un délai de deux mois (d'ici le 20 mai), celui-ci pourra obtenir un avis du laboratoire de la Ville.

Louis-Philippe Charest présente les contraintes techniques du site McTavish. En raison des préoccupations liées à l'accessibilité universelle et au déneigement, les finalistes doivent garder un dégagement de 1,8 mètre entre la ligne de lot (les bandes de l'Université McGill). Il ne faut également pas obstruer le corridor de la rue Sherbrooke. Le site est effectivement bordé par des terrasses et murets de l'université, qui feront l'objet d'un réaménagement. Des précisions sont apportées sur la question du déneigement : les finalistes doivent démontrer qu'ils ont réfléchi à la question. Par exemple, un élément de la composition pourrait permettre de permettre de protéger l'œuvre et d'éviter l'installation de balises de déneigement. Dans tous les cas, le Bureau d'art public devra obtenir l'avis des responsables du déneigement.

Les finalistes sont invités à s'ancrer à la dalle de trottoir, à travers les pavés de béton : un ancrage chimique pourrait être privilégié. La charge maximale morte leur sera envoyée. La Ville pourra demander à l'entrepreneur général de renforcer ou d'épaissir la dalle, en fonction des spécificités fournies par l'artiste lauréat du concours. Un montant de 20 000$ est prévu par la Ville à cet effet, mais les informations devront être envoyées rapidement à l'entrepreneur, dès la sélection du lauréat en juin 2016. Les frais de raccord électrique seraient, le cas échéant, pris dans cette même enveloppe budgétaire.

Note :
La charge morte uniforme maximale des trottoirs de la rue McTavish se présente comme suit :

1. Pour les dalles de béton sur sol des trottoirs, elle est de 9,6 kpa (200 lb/pi^2);
2. Pour les dalles de béton structurales des fosses, elle est de 4,8 kpa (100 lb/pi^2).

De plus, il n'est pas recommandé d'implanter l'œuvre d'art sur les dalles préfabriquées des fosses. Les finalistes sont responsables de faire une analyse des charges de leur proposition : en effet, des vérifications doivent être effectuées (dalle et remblai), ainsi que pour s'assurer qu'il n'y a pas de charges concentrées excessives une fois l'œuvre d'art conçue et implantée.

3. Précisions sur le budget

Laurent Vernet se réfère au point 7 du document de concours : il confirme que les montants et les allocations précisés n'ont pas changé.

4. Précisions sur le matériel à produire (documents, maquette (échelle), photomontage, échantillons)

Le contenu du document de présentation se trouve dans le document de concours. Les finalistes devront l'envoyer de manière électronique, en le scindant en eux :

- la première partie comprendra la présentation du concept artistique et le visuel de la proposition. Il sera envoyé aux mécènes, préalablement à la rencontre.
- la seconde partie comprendra tous les éléments techniques.

Les finalistes doivent préparer une maquette en trois dimensions. Il est décidé que les finalistes feront produire une seule maquette. Lors de la visite de site, il est décidé que les finalistes devront s'entendre et envoyer au chargé de projet, d'ici le 4 avril, leur décision quant à l'échelle de la maquette et le territoire couvert par celle-ci. Le chargé de projet pourra faire produire le plan à l'échelle demandée et leur envoyer rapidement.

> ***Note :***
> *Dans un courriel de Justin Duchesneau envoyé le 12 avril 2016, les finalistes indiquent qu'ils se sont entendus sur l'échelle de la maquette, qui sera de 1 :25. Un plan délimitant la zone incluse dans la maquette est également jointe au courriel. La Ville produira un plan en ce sens et l'enverra aux finalistes : ce document sera annexé au présent compte-rendu. Le fond de la maquette sera de format A1.*

Les finalistes devront produire trois planches, de format A1, montées sur un support rigide de type *foamcore*. Lors de la visite de site, il est décidé qu'un point de vue sera obligatoire : ce sera une vue de la rue McTavish vers le nord, depuis le côté sud de la rue Sherbrooke. Les deux autres vues seront au choix.

Louis-Philippe Charest fera produire les supports visuels pertinents (à déterminer : soit des vues, soit une maquette en format Sketchup). Ceux-ci seront envoyés aux finalistes dans un délai d'environ un mois. Il verra aussi à fournir, si disponible, des élévations des bâtiments environnants.

5. Calendrier (dépôt des propositions, jury, début du contrat du lauréat, de fin des travaux, inauguration)

Les propositions devront être déposées au Bureau d'art public le lundi 6 juin avant midi.

La présentation aux mécènes aura lieu en soirée, le mercredi 15 juin.

Chaque finaliste disposera d'un total de 30 minutes : la présentation devra durer au plus 15 minutes, afin de laisser un minimum de 15 minutes pour la période de question. Les membres du jury et les mécènes seront présents lors de cette rencontre. Il est difficile de prévoir combien de personnes y participeront, mais il sera possible pour les mécènes de voter électroniquement, s'ils sont absents à cette date.

Note :
Ce calendrier est décalé d'une semaine et les contrats ont été modifiés en ce sens. Ainsi :

- Les propositions devront être déposées au Bureau d'art public le lundi 13 juin avant midi;
- La présentation aux mécènes aura lieu en soirée, le mercredi 22 juin.

6. Précisions sur les contrats

Les contrats seront envoyés électroniquement aux finalistes à la suite de la rencontre. Les finalistes devront les imprimer en deux copies, recto seulement; parapher toutes les pages et signer à la dernière. Ils devront ensuite envoyer les deux copies signées à Laurent Vernet, par la poste, à l'adresse suivante :

Laurent Vernet
Commissaire à l'art public
Bureau d'art public | Division du développement culturel
Service de la culture

801, rue Brennan, 5e étage, pavillon Duke (bureau 5128.20)
Montréal (Québec) H3C 0G4

7. Séquence de présentation des propositions

Les présentations se feront par ordre alphabétique.

8. Liste des documents et des plans remis aux finalistes

Les documents suivants, qui ont été présentés ou mentionnés lors de la rencontre d'information, sont envoyés de manière électronique et s'ajoutent en annexe au présent compte rendu.

Annexe 1. Présentation : Promenade urbaine « Fleuve –Montagne » datée 23 mars 2016
Annexe 2. Plans et devis du tronçon de la rue McTavish sud.
Annexe 3. Grille budgétaire
Annexe 4. Plan pour la production de la maquette

9. Liste des personnes ressources

Dans le cadre de ce concours, toutes les questions devront être envoyées à Laurent Vernet, chargé de projet, par courriel (laurent.vernet@ville.montreal.qc.ca). Il se chargera d'obtenir les réponses et documents pertinents, qu'il transmettra à l'ensemble de finalistes.

Préparé par Laurent Vernet, 12 avril 2016

Addenda no 1 au Compte rendu

Rencontre d'information aux finalistes

Cadeau MTL 375 : Concours d'art public pour une œuvre d'art public au site McTavish

Nombre de page incluant celle-ci : 1

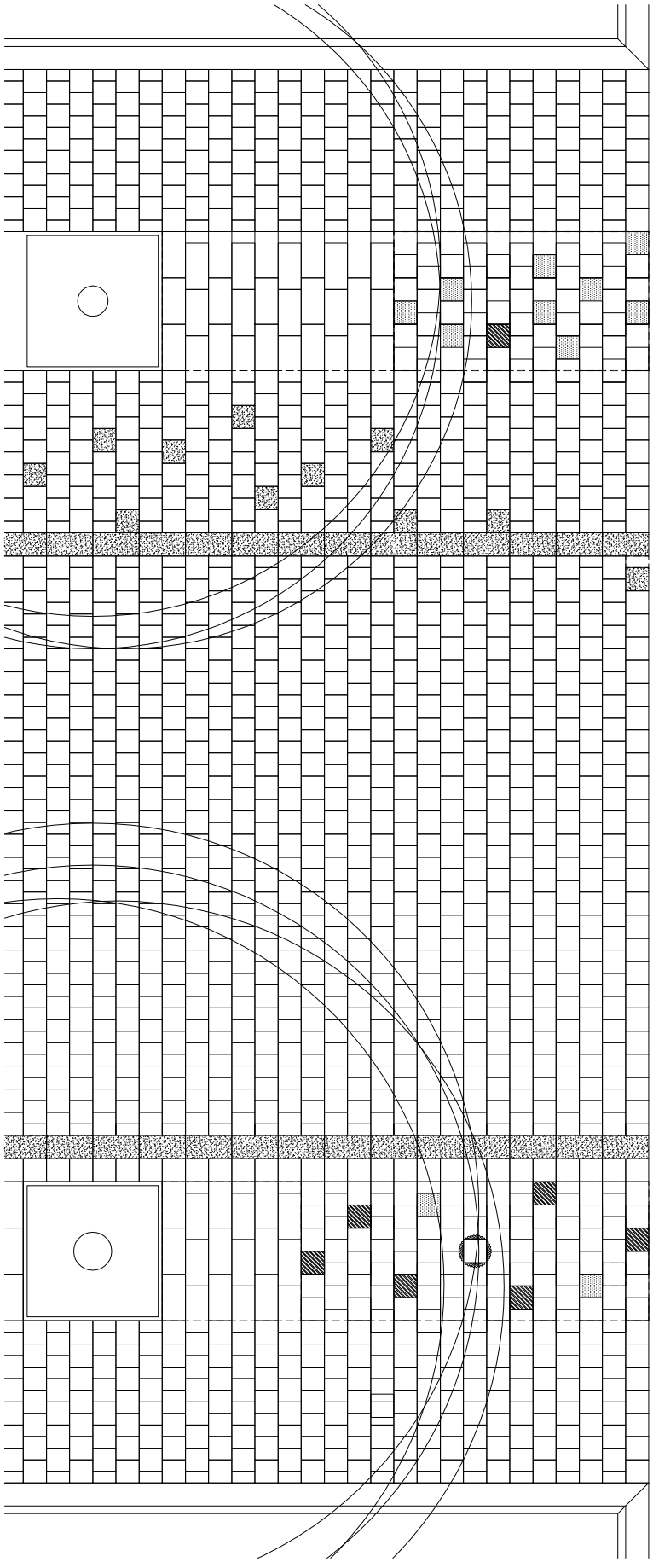
Dans un courriel envoyé le 18 avril 2016, Justin Duchesneau indique que les finalistes se sont entendus sur l'échelle de la maquette, qui sera finalement de 1 :30. Le plan produit par la Ville et transmis par Laurent Vernet par courriel le 13 avril convient et s'ajoute comme Annexe 4 au compte rendu de la réunion d'information aux finalistes. De plus, puisque les finalistes utiliseront tous la même maquette, il est accepté que son fond soit de format A0.

Préparé par :

Laurent Vernet, commissaire à l'art public
Division du développement culturel
Service de la culturel

19 avril 2016

Montréal



PLAN D'IMPLANTATION DE L'OEUVRE

LÉGENDE

- PAVÉ & BORDURE DE GRANIT (RAMÉNAGEMENT FUTUR Mc TAVISH)
- PAVÉS ET ASSISES EN PIERRE CALCAIRE ANSA
- TOURS DE LAITON
- TOUR EN BÉTON TRANSLUCIDE
- ZONE D'INTERVENTION DE L'OEUVRE: PROPOSITION DE REMPLACER LES PAVÉS DE BÉTON 300X600 mm PAR DES PAVÉS DE BÉTON DE 300X300 mm AFIN DE RESPECTER L'ESPRIT DU PARCOURS DE PIXÉLISATION

AVIS PRÉLIMINAIRE DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL SUITE À SON ASSEMBLÉE DU 22 AVRIL 2016
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*

Concours d'œuvre d'art – Site McTavish

A16-SC-02

Localisation :	Rue McTavish (côté ouest), au coin de la rue Sherbrooke Ouest.
Reconnaissance municipale :	Secteur de valeur exceptionnelle Domaine McTavish (Docteur-Penfield et Peel)
Reconnaissance provinciale :	Aucune
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis préliminaire à la demande du Bureau d'art public de la Ville de Montréal.

NATURE DES TRAVAUX

Le projet propose l'intégration d'une œuvre d'art public au site McTavish qui s'intègre à la Promenade urbaine « Fleuve Montagne ». La démarche du concours ainsi que trois artistes lauréats ont été présentés au Conseil du patrimoine de Montréal (CPM).

AUTRES INSTANCES CONSULTÉES

Le projet sera présenté au Ministère de la Culture et des Communications (MCC) à la demande du Bureau d'Art public de la Ville de Montréal. L'œuvre étant située du côté ouest de la rue McTavish, elle n'est pas comprise dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.

HISTORIQUE ET DESCRIPTION DES LIEUX

La rue McTavish est nommée en l'honneur de Simon McTavish (1750-1804), riche marchand de Montréal lié aux commerces des fourrures. La rue McTavish est ouverte dans les années 1850 lors de la construction du réservoir du même nom. À cette époque, les terres à l'ouest, situées sur l'ancienne propriété de Simon McTavish, sont subdivisées en lots rectangulaires. Le secteur résidentiel se développe principalement entre 1879 et 1900, après l'ouverture des rues Peel et Stanley au nord de la rue Sherbrooke. Les terres à l'est sont quant à elles occupées par le campus de l'Université McGill fondé en 1821 et développé sur l'ancienne propriété de James McGill dès 1829. La rue McTavish constitue une limite entre le secteur résidentiel et l'université jusqu'aux années 1930. Quelques bâtiments universitaires

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136

Conseil du patrimoine de Montréal
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

sont alors érigés du côté ouest de cette rue en remplacement de résidences. Vers la fin des années 1960, à l'angle nord-est des rues Sherbrooke Ouest et McTavish, la bibliothèque Mc Lennan est construite selon les plans des architectes Dobus, Stewart et Bourke, sur le site de l'ancien hôtel particulier de l'homme d'affaire Jesse Joseph (1865). À l'angle nord-ouest, le pavillon Samuel-Bronfman est construit en 1971, selon des plans des architectes Chadwick, Pope & Edge, à l'emplacement de la Prince of Wales Terrace (1860), l'une des plus prestigieuses du Square Mile.

Le campus de l'université McGill s'agrandit progressivement et comprend dorénavant la rue McTavish et ses bâtiments. En mai 2010, la rue est piétonnisée entre l'avenue du Docteur-Penfield et la rue Sherbrooke Ouest afin de rendre le campus plus convivial. Parallèlement, le site du patrimoine du Mont-Royal est créé en 1987 par la Ville de Montréal. Puis, l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal est décrété par le gouvernement du Québec en 2005 et devient le site patrimonial déclaré du Mont-Royal en 2012. La rue McTavish constitue une limite à la fois pour le site du patrimoine du Mont-Royal, au niveau municipal, et pour le site patrimonial déclaré du Mont-Royal, au niveau provincial.

DESCRIPTION DU PROJET

En avril 2014, la Brigade Arts Affaires de Montréal, un regroupement de jeunes professionnels du milieu des affaires, a approché le Service de la culture, via le Bureau d'art public, afin de proposer un projet de don d'une œuvre d'art public aux Montréalais dans le cadre du 375^{e} anniversaire de la fondation de Montréal.

L'œuvre d'art proposée doit s'implanter du côté ouest de la rue McTavish près de l'intersection de la rue Sherbrooke Ouest. Un rappel de l'œuvre est également possible du côté est de la rue. Le Bureau d'art public de la Ville de Montréal encadre le processus et guide les jeunes mécènes dans les étapes du concours. Ceux-ci ont jusqu'à maintenant sélectionné trois lauréats sur base de portfolio.

ANALYSE DU PROJET

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) a reçu les représentants du Bureau d'art public de la Ville de Montréal lors de sa réunion du 22 avril 2016. Le CPM souhaite d'emblée saluer l'initiative des jeunes investisseurs ainsi que la démarche exemplaire du Bureau d'art public de la Ville de Montréal. Il le félicite d'ailleurs d'être venu lui présenter le projet en amont de la démarche artistique, à une étape charnière du concours.

Bien que le CPM apprécie le choix du site pour la réalisation de l'œuvre d'art, il lui est difficile d'émettre des commentaires précis à ce stade du processus. Il rappelle l'importance du contexte et la nécessité que l'œuvre dialogue avec son milieu insertion. Le CPM suggère d'ailleurs de fournir aux trois artistes finalistes, en plus des informations techniques sur le carrefour et sur la promenade urbaine, les références sur les édifices actuels et ceux qu'ils ont remplacés. Le CPM croit également que les artistes devraient témoigner explicitement du dialogue qu'entretient l'œuvre d'art avec son environnement lors de la sélection finale et, si possible, que ce point devienne un critère de sélection.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le CPM émet un avis préliminaire dans lequel il suggère au Bureau d'art public de fournir aux artistes les références nécessaires à l'appropriation du contexte d'insertion de l'œuvre et recommande que le dialogue entre l'œuvre d'art et son environnement soit expliqué lors de la présentation finale de l'œuvre. Le CPM invite le Bureau d'art public de la Ville de Montréal à lui présenter le projet lauréat afin qu'il puisse émettre ses commentaires quant à l'intégration de l'œuvre à son contexte.

Président de séance et membre

Original signé

Bernard Vallée

Le 5 mai 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1167029002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue à Service Distri-Bouffe D.D. inc., pour l'exploitation de machines distributrices, à des fins de services alimentaires, un espace d'une superficie approximative de 11 m² au chalet d'accueil du parc du Mont-Royal, pour une période de 2 ans, débutant le 1er février 2016, pour une recette totale de 60 696 $, excluant les taxes.

Il est recommandé :
1 - d'approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue à Service Distri-Bouffe D.D. inc., un espace d'une superficie approximative de 11 m², pour l'exploitation de machines distributrices de produits alimentaires, au chalet d'accueil du parc du Mont-Royal, pour une période de 2 ans, débutant le 1er février 2016, pour une recette totale de 60 696 $, excluant les taxes;

2 - d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-08-29 10:36

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167029002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue à Service Distri-Bouffe D.D. inc., pour l'exploitation de machines distributrices, à des fins de services alimentaires, un espace d'une superficie approximative de 11 m² au chalet d'accueil du parc du Mont-Royal, pour une période de 2 ans, débutant le 1er février 2016, pour une recette totale de 60 696 $, excluant les taxes.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de la résolution CE11 1947, la Ville loue à Service Distri-Bouffe D.D. inc. (le « Locataire ») depuis le 1er janvier 2012, un espace d'une superficie approximative de 11 m², pour l'installation de machines distributrices à des fins de services alimentaires au chalet d'accueil du parc du Mont-Royal (les « Lieux Loués »). Le bail est échu depuis le 31 janvier 2016.
Le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (le « SGPVMR ») a mandaté le Service de la gestion immobilière et de la planification (le « SGPI ») afin de négocier un projet de prolongation de bail avec le Locataire.

Le SGPVMR projette aménager un café au chalet d'accueil du parc du Mont-Royal, et ce, afin de diversifier et d'améliorer l'offre alimentaire actuelle dans ce lieu emblématique du parc du Mont-Royal. Compte tenu de l'achalandage à cet endroit, il est important de fournir de façon continue un service alimentaire par machines distributrices aux usagers et visiteurs tant que le projet du café ne sera pas opérationnel. La prolongation du bail actuel permettra au SGPVMR de réaliser les différentes étapes en vue du design, de l'aménagement et du choix d'opération du nouveau café.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0084 - Le 26 février 2015 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à Service Distri-Bouffe D.D. inc. un espace d'une superficie approximative de 11 mètres carrés à des fins de services alimentaires, au chalet d'accueil du parc du Mont-Royal, pour une période de 13 mois, débutant le 1er janvier 2015 et se terminant au 31 janvier 2016, pour un montant total de 29 791,67 $, excluant les taxes

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue les Lieux Loués au locataire, à des fins de services alimentaires, pour une période de 2 ans, débutant le 1er février 2016, pour une recette totale de 60 696 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions du projet de convention de prolongation de bail.
Le bail initial comporte une clause de résiliation avant terme permettant aux deux parties de mettre fin au bail sur préavis de trente (30) jours.

JUSTIFICATION

Cette convention de prolongation a été négociée en collaboration avec le SGPVMR et le SGPI a préparé un projet de bail en regard des paramètres préétablis par le SGPVMR. Les machines distributrices contribuent à offrir à la clientèle qui fréquente ces installations des services alimentaires à un prix abordable.
Ce dossier est présenté après la date de début du bail en raison d'un court délai disponible pour compléter l'entente de prolongation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le SGPVMR est responsable de la gestion du bail, incluant la perception du loyer en vertu du bail initial. Voici un résumé des recettes qui seront perçues durant le terme de la location.

	Recette actuelle 1er février 2015 au 28 janvier 2016 (12 mois)	Recette 1er février au 31 décembre 2016 (11 mois)	Recette 1er janvier au 31 décembre 2017 (12 mois)	Recette 1er au 31 janvier 2018 (1 mois)	Recettes totales
Recettes	27 500,00 $	27 544,00 $	30 598,00 $	2 554,00 $	60 696,00 $
TPS (5 %)	1 375,00 $	1 377,00 $	1 529,90 $	127,70 $	3 034,80 $
TVQ (9,975 %)	2 743,13 $	2 747,51 $	3 052,15 $	254,76 $	6 054,43 $
Total incluant taxes	31 618,13 $	31 668,71 $	35 180,05 $	2 936,46 $	69 785,23 $

Le loyer de la première année de la prolongation a été augmenté de 10 % suivant le résultat des ventes de l'année précédente.

Le loyer négocié est payable d'avance le premier jour du mois, suivant les modalités prévues au projet de bail.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville met à la disposition des usagers des bacs de récupération pour les contenants recyclables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette approbation est requise afin de maintenir l'offre de services alimentaires pour répondre aux besoins de la clientèle qui fréquente le chalet du parc du Mont-Royal. Cela permettra au SGPVMR de planifier les appels de proposition en vue du design, de l'aménagement et de l'exploitation du nouveau café du chalet d'accueil du parc du Mont-Royal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est requise, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du sommaire au Comité exécutif du 14 septembre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

José FROMENT, Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal

Lecture :

José FROMENT, 15 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc AUCLAIR
Chargé de soutien technique en immobilier

Tél : 514.872.0205
Télécop. : 514.872.8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-28

Suzie DESMARAIS
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-6292
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carl BEAULIEU
Chef de division, en remplcement de Francine Fortin, directrice, jusqu'au 5 septembre 2016
Tél : 514 872-2803
Approuvé le : 2016-08-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

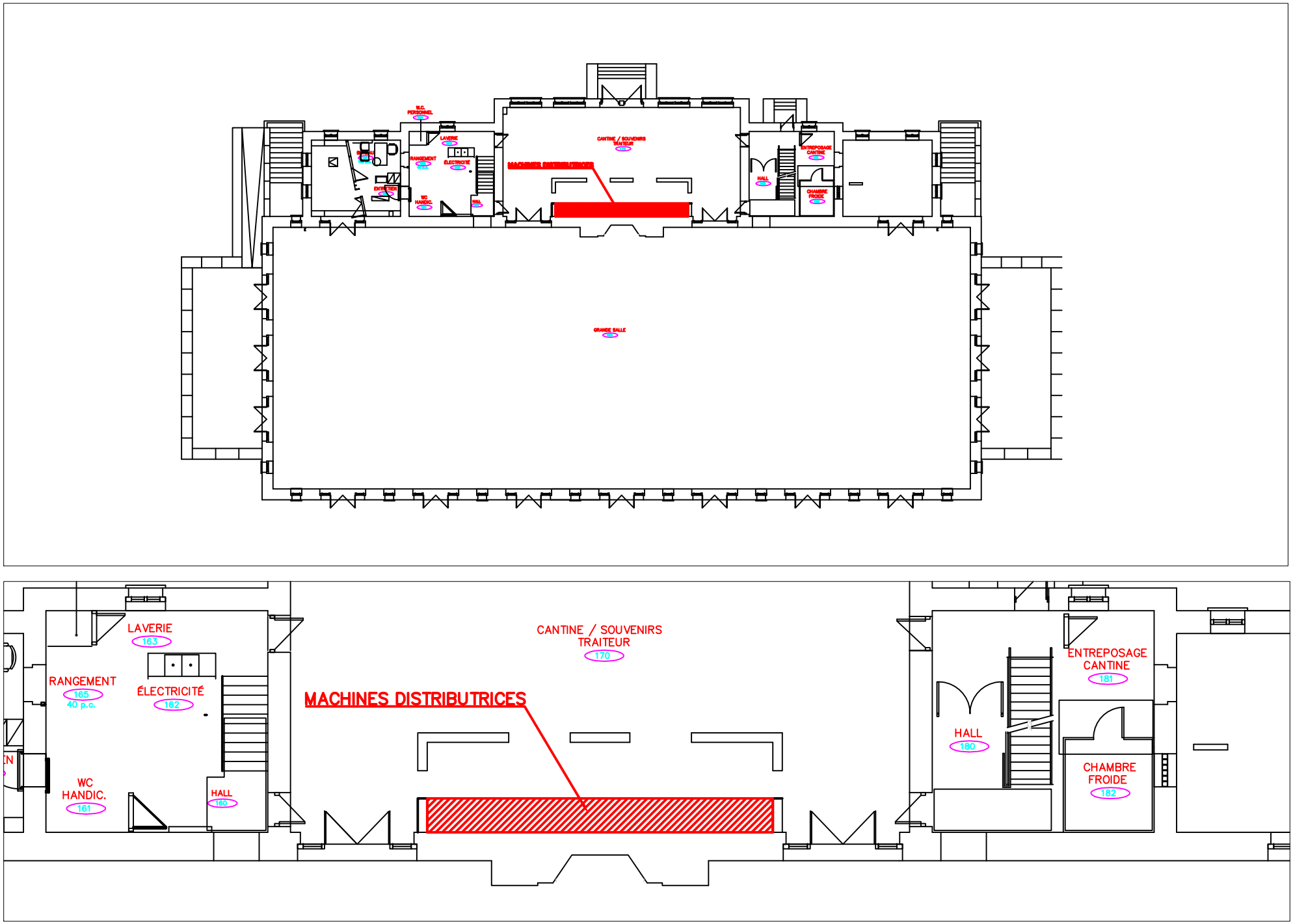
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-08-24



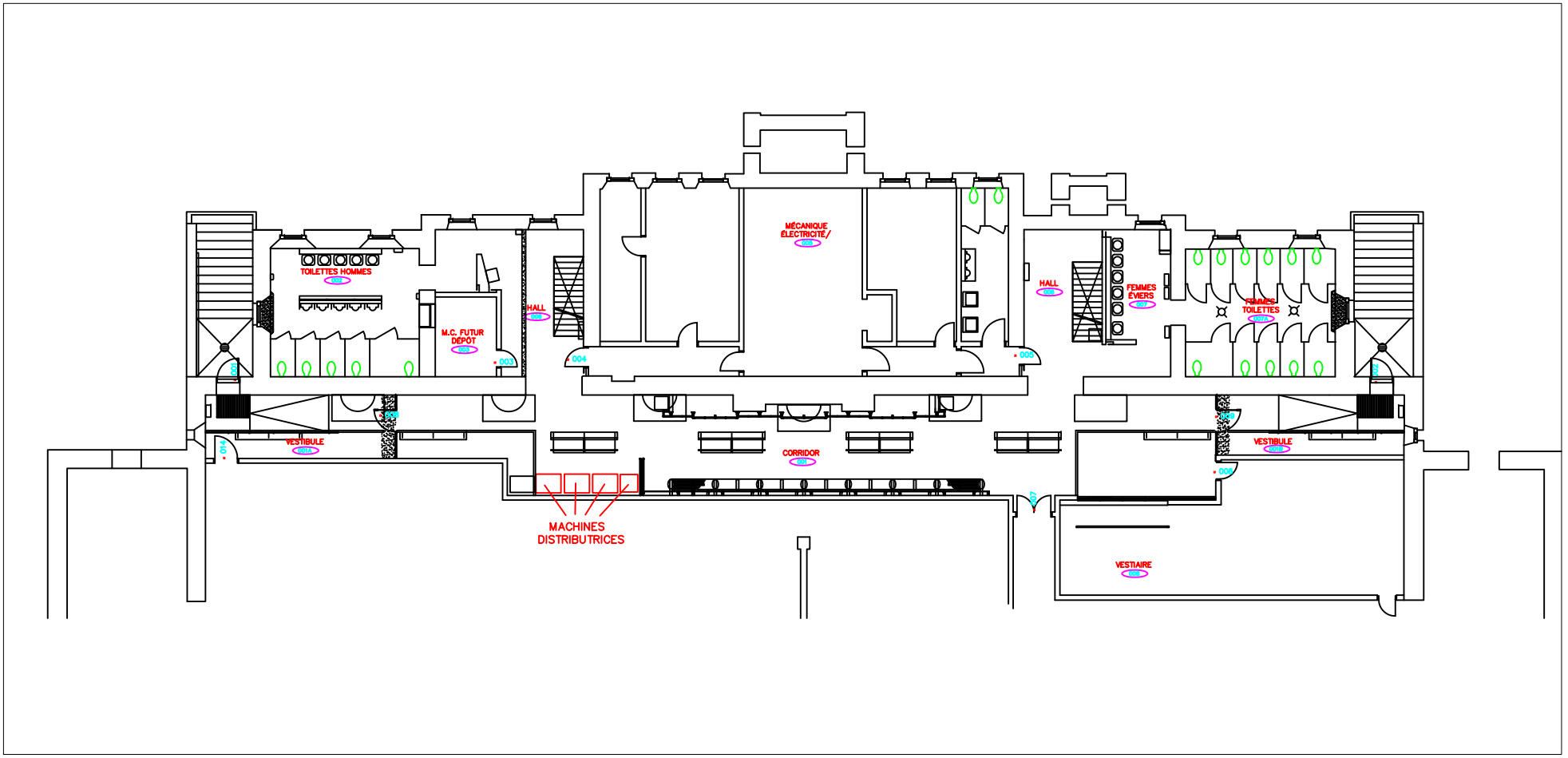
Rez-de-Chaussée

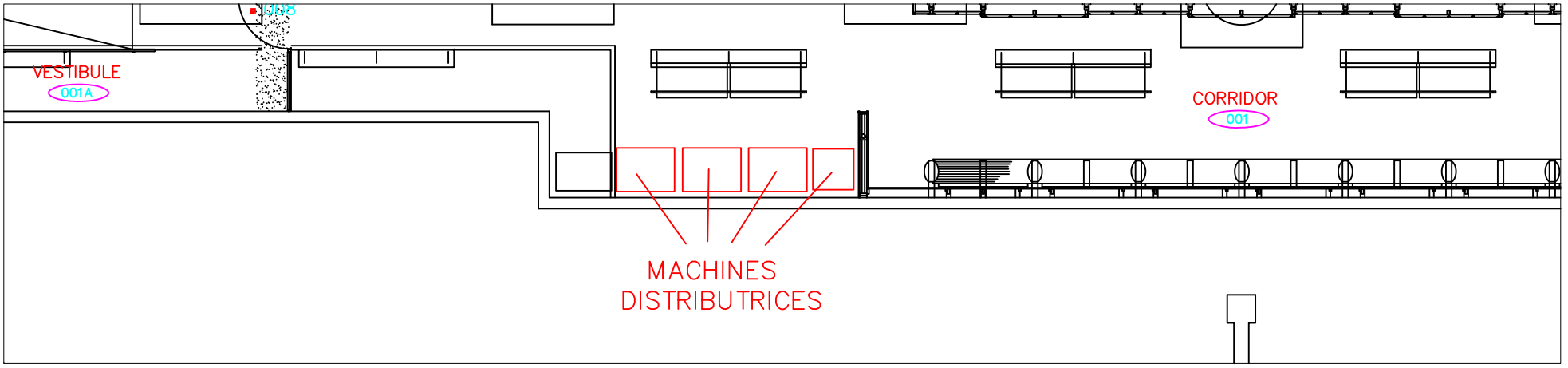
Sous-Sol





Chalet du Mont-Royal - Rez-de-Chaussé





Chalet du Mont-Royal - Sous-Sol

CONVENTION DE PROLONGATION DE BAIL

Bail # 0431-102

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____ dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

(Ci-après appelée le « Locateur »)

ET **SERVICE DISTRI-BOUFFE D.D. Inc.,** personne morale constituée en vertu de la Partie IA de la Loi sur les compagnies et maintenant régie par la Loi sur les sociétés par actions, ayant son siège au 3212, rue Francis Hughes, à Laval, province de Québec, H7L 5A7, agissant et représentée par Dominique Campeau, sa présidente, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du 4 Juillet 2016.

(Ci-après appelée le « Locataire »)

ATTENDU QUE le Locateur est propriétaire d'un immeuble connu comme étant le Chalet de la Montagne sis sur le lot 4 657 481 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et portant l'adresse civique 1196 Voie Camillien-Houde, Ville de Montréal, Province de Québec (l'« Immeuble »).

ATTENDU QU'aux termes d'un bail signé le 5 mars 2015, intervenu entre la Ville de Montréal et Service Distri-Bouffe D.D.Inc., le Locateur a loué au locataire, un espace situé au rez de chaussée et/ou au sous-sol du Chalet du parc du Mont-Royal, pour l'installation de machines distributrices, ainsi que l'ajout de deux fours micro-onde (ci-après appelé le « Bail »), pour un terme de 13 mois, débutant le 1er janvier 2015 et se terminant le 31 janvier 2016.

ATTENDU QUE les parties souhaitent prolonger la durée du Bail pour une période additionnelle de 2 ans, débutant le 1er février 2016 et se terminant le 31 janvier 2018.

ATTENDU QUE les parties désirent apporter des modifications au Bail.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1 Préambule

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du Bail.

2 Durée

Les parties conviennent de prolonger la durée du Bail pour une période additionnelle de deux (2) ans, débutant le 1er février 2016 et se terminant le 31 janvier 2018.

Paraphes	
Locateur	Locataire

3 Lover

L'article 6.1 du Renouvellement du Bail intitulé « **LOYER** » est annulé et remplacé comme suit :

Pour la période du 1er février 2016 au 31 janvier 2017, le Locataire s'engage à payer au Locateur, le loyer de base, une somme annuelle de trente mille trois cents dollars (30 048,00 $) auxquels s'ajoutent les taxes de ventes (TPS et TVQ ou toutes autres taxes, les remplaçant), payable en douze versements égaux et consécutifs de deux mille cinq cent vingt-cinq dollars (2 504,00 $), d'avance au début de chaque mois.

Pour la période du 1er février 2017 au 31 janvier 2018, le Locataire s'engage à payer au Locateur, le loyer de base, une somme annuelle de trente mille neuf cents dollars (30 648,00 $) auxquels s'ajoutent les taxes de ventes (TPS et TVQ ou toutes autres taxes, les remplaçant), payable en douze versements égaux et consécutifs de deux mille cinq cent soixante-quinze dollars (2 554,00 $), d'avance au début de chaque mois.

Les chèques devront être libellés au nom de la Ville de Montréal.

4 Confirmation

Les parties confirment que tous les autres termes et conditions du Bail demeurent inchangés.

POUR LE LOCATEUR :

Signé par le Locateur à Montréal ce _____e jour du mois de _____ 2016

Par _____
Yves Saindon, Greffier

POUR LA LOCATAIRE :

Signé par le Locataire à Montréal ce 4e jour du mois de Juillet 2016

Par _____

Nom : Dominique Campeau

Cette convention de prolongation de bail a été approuvé par le conseil municipal de la Ville de Montréal le _____ (CM _____).

Paraphes	
Locateur	Locataire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167029002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue à Service Distri-Bouffe D.D. inc., pour l'exploitation de machines distributrices, à des fins de services alimentaires, un espace d'une superficie approximative de 11 m² au chalet d'accueil du parc du Mont-Royal, pour une période de 2 ans, débutant le 1er février 2016, pour une recette totale de 60 696 $, excluant les taxes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1167029002 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposée au budget

Tél : 514 872 1155

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-01

Ghyslain WILSON
Conseiller en gestion des ressources financieres
Tél : 514-872-5586
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2016/09/29 17:00

(2)

Dossier # : 1163438004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat d'une durée de vingt-quatre mois à la compagnie Beauregard Environnement Ltée pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 993 897,48 $ toutes taxes incluses - Appel d'offres public 16-15321 - 2 soumissionnaires.

d'accorder à Beauregard Environnement Ltée, plus bas soumissionnaire conforme selon l'option choisie par la Ville, un contrat d'une durée de vingt-quatre mois pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 993 897,48 $ taxes incluses, conformément au document d'appel d'offres public 16-14981;

1. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-08-02 09:16

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163438004**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat d'une durée de vingt-quatre mois à la compagnie Beauregard Environnement Ltée pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 993 897,48 $ toutes taxes incluses - Appel d'offres public 16-15321 - 2 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre des opérations régulières de la Station d'épuration et lors d'arrêts annuels d'équipements pour entretien, des camions de pompage et de nettoyage (basse et haute pression) sont requis pour effectuer divers travaux tels que:

- pompage de résidus,
- nettoyage haute pression,
- déblocage de conduites,
- pompage des cendres d'incinérateurs,
- curage et pompage de puisards,
- pompage et disposition d'écumes.

Comme nos besoins sont variés en termes de capacité des véhicules ainsi que des pressions d'utilisation, il ne serait pas économiquement rentable d'acquérir ces types d'équipements.

Les fonds disponibles du contrat en cours seront épuisés à la fin du mois d'août. Il faut donc procéder au renouvellement de ce contrat pour répondre aux besoins opérationnels de la Station d'épuration. Un appel d'offres public a été lancé et publié par le Service des approvisionnements le 2 mai sur le site SEAO ainsi que dans le journal Le Devoir. Quatre addenda ont été émis, dont deux pour reporter la date d'ouverture et deux autres pour apporter des précisions au niveau des clauses particulières et du bordereau de soumission. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 30 mai 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 1365 - 13 août 2015 - Accorder un contrat d'une durée de douze mois à la compagnie Qualivac inc. pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 439 491,94 $ toutes taxes incluses - Appel d'offres public 040-033-AE15 - 4 soumissionnaires.

CG13 0008 - 31 janvier 2013 - Accorder à Vacuum National services municipaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 36 mois, le contrat pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage des résidus et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées, au prix total approximatif de 1 225 979.02 $, taxes incluses- Appel d'offres public 2047-AE - 2 soumissionnaires.

CG11 0074 - 24 mars 2011 - Octroyer un contrat à Chalifoux Sani-Laurentides inc. pour la location d'équipements avec opérateurs pour le pompage des résidus à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de deux ans, au prix total approximatif de 1 437 407,41 $, taxes incluses - Appel d'offres public 2044-AE - 3 soumissionnaires.

CG08 0296 - 19 juin 2008 - Octroyer à Chalifoux Sani-Laurentides inc. le contrat pour la location d'équipements avec opérateurs pour le pompage des résidus à la Station d'épuration des eaux usées de la Ville de Montréal, pour une durée de deux ans, au prix total approximatif de 842 785,81 $, taxes incluses - Appel d'offres public 2041-AE.

DESCRIPTION

Cet appel d'offres couvre la location sur demande d'équipements mobiles spécialisés avec opérateurs et main-d'oeuvre pour une période de douze (option 1), vingt-quatre (option 2) ou trente-six mois (option 3), selon l'option choisie par la Ville. Les équipements mobiles avec opérateur requis sont:

- unité de haute pression 5000 psi;
- unité vacuum conventionnelle 3000 gallons;
- unité de camion aspirateur/dépoussiéreur;
- unité de vacuum de type Supervac 6000 gallons.

JUSTIFICATION

Sept entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et quatre d’entre elles ont présenté une soumission pour l'une ou l'autre des options. Deux entreprises n'ont pas soumissionné parce qu'elles ne possédaient pas tous les équipements demandés et une autre n'a pas donné de raison.

Tableau d'analyse des soumissions			
Appel d'offres public 16-15321 Option 2			
Firmes soumissionnaires	**Prix** (avec taxes)	**Contingences** (avec taxes)	**Total** (avec taxes)
1. Beauregard Env. Ltée	**947 907,48 $**	**45 990,00 $**	**993 897,48 $**
2. ABC Environnement Inc.	1 094 310,00 $	45 990,00 $	1 140 300,00 $
Estimation interne des professionnels	1 265 069,93 $	45 990,00 $	1 311 059,93 $

Coût moyen des soumissions reçues	1 067 098,74 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	7,37%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	146 402,52 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	14,73%
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($)	(317 162,45 $)
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)	-24,19%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	146 402,52 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	14,73%

L'option 2 (vingt-quatre mois) représente l'option la moins coûteuse pour la Ville. L'écart entre le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation interne est favorable de 24,19 %. Le montant soumissionné s'explique par une augmentation du nombre d'heures au devis. Cette estimation est basée sur le coût moyen des soumissions reçues lors du dernier appel d'offres public effectué en 2015. Elle prend en considération l'ajout de nouvelles exigences dont, entre autres, l'obligation de munir les camions d'un système de repérage géographique (GPS) pour un meilleur suivi sur la disposition des résidus, de nouveaux contrôles sur les entrées et sorties des véhicules et l'ajout de pénalités applicables sur tout retard ou défaut d'exécution. Notre estimation tient compte des variations de prix du carburant.

À noter que la compagnie Beauregard Environnement Ltée fait présentement l'objet d'une poursuite pour avoir enfreint l'article 19 du Règlement RCG 08-41, qui stipule qu'"il est interdit de déverser aux ouvrages d'assainissement sur le territoire de l'agglomération de Montréal des mélanges de boues de fosses septiques avec des boues de toilettes chimiques ainsi que des boues de fosses septiques ou des boues de toilettes chimiques auxquelles ont été ajoutés d'autres types de déchets". En effet les 28 et 29 octobre 2014, le contenu des citernes de Beauregard Environnement déversé à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte était composé d'un liquide jaune qui est tout à fait anormal par rapport aux produits autorisés. Les Services de l'eau et de l'environnement ont conjointement émis un avis à la compagnie Beauregard les informant de l'infraction présumée, de la révocation de leurs permis de déversement et que le dossier sera transmis à la Direction des poursuites pénales et criminelles de la Ville.

Toutefois, il est recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme; soit Beauregard Environnement Ltée., pour la somme de sa soumission, soit 993 897,48 $, toutes taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de la RENA ont été faites: Beauregard Environnement Ltée., 18160 rue J.A. Bombardier, Mirabel, QC, J7J 0H5 - NEQ: 1141982521.

Les entreprises ne devaient pas détenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers pour présenter une soumission sur l'option 2 dans le cadre de cet appel d'offres en vertu du décret 795-2014 du 10 septembre 2014. Beauregard Environnement Ltée ne détient pas une telle attestation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits requis pour l'octroi de ce contrat sont de 993 897,48 $, taxes incluses. Les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement 2016 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau et seront priorisés au budget 2017-2018.

Cette dépense représente un coût net pour l'agglomération de 907 560,88 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale (43 222,33 $) et provinciale (43 114,27 $).

La répartition annuelle des coûts du contrat est la suivante :

DEEU		2016	2017	2018	Total
1030.0010000.103064.04141.54505.014411.0000.000000.056003.00000.00000		151 260.15 $	453 780.44 $	302 520.29 $	907 560.88 $
(AF-Fonds de l'eau-Agglomération / budget régulier / Opération / traitement des eaux usées / Serv. Techn.et matériel roulant avec opérateur / secteur boues)					
		151 260.15 $	453 780.44 $	302 520.29 $	907 560.88 $

Cette dépense sera imputée comme suit :

Division : Opération
Objet de dépenses : Service Technique - Équipement et Matériel Roulant / avec opérateur

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce contrat, nous ne pourrions pas effectuer la vidange des trémies à écumes, le nettoyage des incinérateurs et des décanteurs, le déblocage des conduites et autres. Dans une telle situation, ces équipements deviendraient non fonctionnels et nous serions dans l'obligation de déverser au fleuve Saint-Laurent des eaux usées non traitées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Octroi du contrat: 25 août 2016
- Début du contrat: 29 août 2016
- Fin du contrat: 28 août 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Eliane CLAVETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dahlia Linetsky, Service des affaires juridiques

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Responsable approvisionnement et magasins

Tél : 514-280-6559
Télécop. : 514-280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-14

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Surintendant de la Division Entretien
Tél : 514 280-4098
Approuvé le : 2016-08-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-08-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1163438004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat d'une durée de vingt-quatre mois à la compagnie Beauregard Environnement Ltée pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 993 897,48 $ toutes taxes incluses - Appel d'offres public 16-15321 - 2 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15321 Det Cah Final.pdf 16-15321 proces verbal.pdf 16-15321 tcp option 2.pdf

2016-08-01 Interv ÉC 1163438004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eliane CLAVETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514-872-1858

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-01

Claude HOULE
C/S approvisionnement stratégique en biens
Tél : 514-872-5282
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15321 — No du GDD : 1163438004

Titre de l'appel d'offres : Service de pompage de résidus pour la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2 - 5 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 18 - 5 - 2016

Ouverture faite le : 30 - 5 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 24 - 5 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 27 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 9 - 2016

Date d'échéance révisée : 27 - 9 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTÉE	993 897,48 $	√	Option 2
ABC ENVIRONNEMENT INC.	1 311 059,93 $		

Information additionnelle

Un (1) preneur nous dit que les spécifications demandées ne sont pas rencontrées, deux (2) que la période de soumission ne convient pas à la compagnie, deux (2) ne voulais pas soumissionner sur l'option 2 et un (1) municipalité.

Préparé par : Éliane Clavette — Le 1 - 8 - 2016

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Éliane Clavette
2	Titre de l'appel d'offres	Service de pompage de résidus pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, Option 2
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	Option 2
4	No de l'appel d'offres	16-15321
5	**Préposée au secrétariat**	**Annie Emond (Jeudi 2 juin 2016)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	Lundi 30 mai 2016
8	Service requérant	Service de l'eau
9	Requérant	Michel Shooner

#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTÉE	Cautionnement de soumission de 15 %	Net 30 jours	Fournie	%		Conforme	18233
2	ABC ENVIRONNEMENT INC.	Cautionnement de soumission de 15 %	Net 30 jours	Fournie	%		Conforme	18234
3								

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:	16-15321	Titre de l'appel d'offres:	Service de pompage de résidus pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, Option 2		
Éliane Clavette			BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTÉE		ABC ENVIRONNEMENT INC.		
No	Service de pompage de résidus pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, Option 2	Terme	Qtée	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	Option 2 - Pour la période du 1er août 2016 au 31 juillet 2018								
1	Unité de haute pression : 5000 psi (ou équivalent) avec 2 opérateurs Année 2016-2017	1	280	125,00 $	35 000,00 $	210,00 $	58 800,00 $		
	Unité de haute pression : 5000 psi (ou équivalent) avec 2 opérateurs Année 2017-2018	1	280	125,00 $	35 000,00 $	210,00 $	58 800,00 $		
1.5	Unité de haute pression : 5000 psi (ou équivalent) avec 2 opérateurs Année 2016-2017	1	28	167,00 $	4 676,00 $	300,00 $	8 400,00 $		
	Unité de haute pression : 5000 psi (ou équivalent) avec 2 opérateurs Année 2017-2018	1	28	171,00 $	4 788,00 $	300,00 $	8 400,00 $		
2	Unité vacuum conventionnel : 3000 gallons ou plus / 2000 cfm ou plus (ou équivalent) avec un (1) opérateur Année 2016-2017	1	355	138,00 $	48 990,00 $	150,00 $	53 250,00 $		
	Unité vacuum conventionnel : 3000 gallons ou plus / 2000 cfm ou plus (ou équivalent) avec un (1) opérateur Année 2017-2018	1	355	141,00 $	50 055,00 $	150,00 $	53 250,00 $		
3	Unité de supervision incluant superviseur et communication Année 2016-2017	1	20	53,65 $	1 073,00 $	60,00 $	1 200,00 $		
	Unité de supervision incluant superviseur et communication Année 2017-2018	1	20	56,33 $	1 126,60 $	60,00 $	1 200,00 $		
4	Aide-opérateur (si requis) Année 2016-2017	1	1300	40,00 $	52 000,00 $	40,00 $	52 000,00 $		
	Aide-opérateur (si requis) Année 2017-2018	1	1300	40,00 $	52 000,00 $	40,00 $	52 000,00 $		
4.5	Aide-opérateur (si requis) Année 2016-2017	1	40	54,00 $	2 160,00 $	60,00 $	2 400,00 $		
	Aide-opérateur (si requis) Année 2017-2018	1	40	56,70 $	2 268,00 $	60,00 $	2 400,00 $		
5	Unité de camion aspirateur/dépoussiéreur (bag house): 5000 gallons / 3500 cfm (ou équivalent) avec (1) opérateur Année 2016-2017	1	640	141,00 $	90 240,00 $	260,00 $	166 400,00 $		
	Unité de camion aspirateur/dépoussiéreur (bag house): 5000 gallons / 3500 cfm (ou équivalent) avec (1) opérateur Année 2017-2018	1	640	141,00 $	90 240,00 $	260,00 $	166 400,00 $		
5.5	Unité de camion aspirateur/dépoussiéreur (bag house): 5000 gallons / 3500 cfm (ou équivalent) avec (1) opérateur Année 2016-2017	1	45	164,00 $	7 380,00 $	330,00 $	14 850,00 $		

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:	16-15321	Titre de l'appel d'offres:	Service de pompage de résidus pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, Option 2		
Éliane Clavette			BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTÉE		ABC ENVIRONNEMENT INC.		
No	Service de pompage de résidus pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, Option 2	**Terme**	**Qtée**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	Unité de camion aspirateur/dépoussiéreur (bag house): 5000 gallons / 3500 cfm (ou équivalent) avec (1) opérateur Année 2017-2018	1	45	168,00 $	7 560,00 $	330,00 $	14 850,00 $		
6	Unité vacuum de type Supervac 6000 gallons (ou équivalent) avec opérateur Année 2016-2017	1	500	158,00 $	79 000,00 $	220,00 $	110 000,00 $		
	Unité vacuum de type Supervac 6000 gallons (ou équivalent) avec opérateur Année 2017-2018	1	500	161,00 $	80 500,00 $	220,00 $	110 000,00 $		
6.5	Unité vacuum de type Supervac 6000 gallons (ou équivalent) avec opérateur Année 2016-2017	1	35	175,00 $	6 125,00 $	310,00 $	10 850,00 $		
	Unité vacuum de type Supervac 6000 gallons (ou équivalent) avec opérateur Année 2017-2018	1	35	179,00 $	6 265,00 $	310,00 $	10 850,00 $		
7	Disposition écumes lieu d'enfouissement technique approuvé par le MDDELCC Année 2016-2017	1	600000	0,14 $	84 000,00 $	0,12 $	72 000,00 $		
	Disposition écumes lieu d'enfouissement technique approuvé par le MDDELCC Année 2017-2018	1	600000	0,14 $	84 000,00 $	0,12 $	72 000,00 $		
8	Contingences	1	1	40 000,00 $	40 000,00 $	40 000,00 $	40 000,00 $		
				Total	864 446,60 $	**Total**	1 140 300,00 $	**Total**	
				TPS	43 222,33 $	**TPS**	57 015,00 $	**TPS**	
				TVQ	86 228,55 $	**TVQ**	113 744,93 $	**TVQ**	
				TOTAL	993 897,48 $	**TOTAL**	1 311 059,93 $	**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total

BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTÉE	864 446,60 $	+ TPS	43 222,33 $	+ TVQ	86 228,55 $	=	**993 897,48 $**

Tableau comparatif des prix reçus

No l'appel d'offres	16-15321	Titre de l'appel d'offres	Service de pompage de résidus pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, Option 2			Nom de l'agent d'approvisionnement	Éliane Clavette
Date d'ouverture	Lundi 30 mai 2016	Appel d'offres	Publique	Service requérant	Service de l'eau	Requérant	Michel Shooner

de résidus pour la station d'épuration des

	Adjudicataire recommandé		
	BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTÉE	ABC ENVIRONNEMENT INC.	0
Total avant taxes	864 446,60 $	1 140 300,00 $	
TPS	43 222,33 $	57 015,00 $	
TVQ	86 228,55 $	113 744,93 $	
TOTAL	**993 897,48 $**	**1 311 059,93 $**	

Commentaires	

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15321
Numéro de référence : 977104
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service pompage résidus pour Station épuration eaux usées Jean-R.-Marcotte

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ABC Environnement inc 143, 21e Rue Crabtree, QC, J0K 1B0 http://www.abcenvironnement.ca NEQ : 1141969957	Monsieur Eugène David Téléphone : 450 754-4033 Télécopieur : 450 389-0983	**Commande : (1124658)** 2016-05-15 21 h 27 **Transmission :** 2016-05-15 21 h 27	2597810 - 16-15321 Addenda No 1 - Report de date 2016-05-17 8 h 22 - Courriel 2599441 - 16-15321 Addenda No. 2 2016-05-19 8 h 14 - Courriel 2600677 - 16-15321 Addenda No 3 2016-05-20 12 h 50 - Courriel 2601371 - 16-15321 Addenda No. 4 - Report de date 2016-05-24 14 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Beauregard Fosses Septiques. 18160 rue J.A. Bombardier Mirabel, QC, J7J 0H5 NEQ : 1141982521	Madame Dany Fréchette Téléphone : 450 436-1107 Télécopieur : 450 430-3638	**Commande : (1118079)** 2016-05-03 14 h 32 **Transmission :** 2016-05-03 14 h 32	2597810 - 16-15321 Addenda No 1 - Report de date 2016-05-17 8 h 23 - Télécopie 2599441 - 16-15321 Addenda No. 2 2016-05-19 8 h 14 - Télécopie 2600677 - 16-15321 Addenda No 3 2016-05-20 12 h 51 - Télécopie 2601371 - 16-15321 Addenda No. 4 - Report de date 2016-05-24 14 h 10 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	environnement rive-nord inc 342 Henry-Bessemer Bois-des-Filion, QC, j6z 4s7 NEQ : 1149480759	Monsieur mathieu madore Téléphone : 450 430-8666 Télécopieur : 450 435-9478	**Commande : (1123979)** 2016-05-13 8 h 15 **Transmission :** 2016-05-13 8 h 15	2597810 - 16-15321 Addenda No 1 - Report de date 2016-05-17 8 h 22 - Courriel 2599441 - 16-15321 Addenda No. 2 2016-05-19 8 h 14 - Courriel 2600677 - 16-15321 Addenda No 3 2016-05-20 12 h 50 - Courriel 2601371 - 16-15321 Addenda No. 4 - Report de date 2016-05-24 14 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	EXCA-VAC 570 desranleau Ouest Saint-Hyacinthe, QC, J2T 2M2 http://www.excavac.net NEQ : 1168352202	Monsieur Patrick De Sylva Téléphone : 514 647-5279 Télécopieur :	**Commande : (1129558)** 2016-05-24 14 h 40 **Transmission :** 2016-05-24 14 h 40	2597810 - 16-15321 Addenda No 1 - Report de date 2016-05-24 14 h 40 - Téléchargement 2599441 - 16-15321 Addenda No. 2 2016-05-24 14 h 40 - Téléchargement 2600677 - 16-15321 Addenda No 3 2016-05-24 14 h 40 - Téléchargement 2601371 - 16-15321 Addenda No. 4 - Report de date 2016-05-24 14 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Kelly Sani-Vac inc 100, rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 NEQ : 1144389088	Monsieur Alain Duchesne Téléphone : 514 453-2279 Télécopieur : 514 453-7388	**Commande : (1117354)** 2016-05-02 15 h 44 **Transmission :** 2016-05-02 15 h 44	2597810 - 16-15321 Addenda No 1 - Report de date 2016-05-17 8 h 23 - Télécopie 2599441 - 16-15321 Addenda No. 2 2016-05-19 8 h 15 - Télécopie 2600677 - 16-15321 Addenda No 3 2016-05-20 14 h 06 - Télécopie 2601371 - 16-15321 Addenda No. 4 - Report de date 2016-05-24 14 h 11 - Télécopie Mode privilégié (devis) :

				Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Qualivac Environnement inc. 2100 terry fox suite 315 Laval, QC, h7t3b8 NEQ : 1167567461	Monsieur David Richer Téléphone : 514 437-0900 Télécopieur :	**Commande : (1128836)** 2016-05-22 19 h 02 **Transmission :** 2016-05-22 19 h 02	2597810 - 16-15321 Addenda No 1 - Report de date 2016-05-22 19 h 02 - Téléchargement 2599441 - 16-15321 Addenda No. 2 2016-05-22 19 h 02 - Téléchargement 2600677 - 16-15321 Addenda No 3 2016-05-22 19 h 02 - Téléchargement 2601371 - 16-15321 Addenda No. 4 - Report de date 2016-05-24 14 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	VEOLIA ES CANADA Services Industriels Inc. 1705 - 3ième Avenue Montréal, QC, H1B 5M9 http://www.veolianorthamerica.com NEQ : 1166357260	Madame Beatrice Archambault Téléphone : 514 645-1045 Télécopieur : 514 645-5133	**Commande : (1124186)** 2016-05-13 10 h 45 **Transmission :** 2016-05-13 10 h 45	2597810 - 16-15321 Addenda No 1 - Report de date 2016-05-17 8 h 22 - Courriel 2599441 - 16-15321 Addenda No. 2 2016-05-19 8 h 14 - Courriel 2600677 - 16-15321 Addenda No 3 2016-05-20 12 h 50 - Courriel 2601371 - 16-15321 Addenda No. 4 - Report de date 2016-05-24 14 h

				10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Montréal - Service du Contrôleur général 1555 Peel, 14e étage Montréal, QC, H3A3l8 NEQ :	Madame CHantal Brisson Téléphone : 514 872-1881 Télécopieur : 514 872-3628	**Commande : (1122856)** 2016-05-11 13 h 58 **Transmission :** 2016-05-11 13 h 58	Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir

Sélectionner Annuler

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163438004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat d'une durée de vingt-quatre mois à la compagnie Beauregard Environnement Ltée pour la location sur demande d'équipements avec opérateurs pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 993 897,48 $ toutes taxes incluses - Appel d'offres public 16-15321 - 2 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1163438004_InterventionFinancière.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget

Tél : 514-280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-01

Sophie GASCON
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (514) 280-6614
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2016/09/29 17:00

(2)

Dossier # : 1163433004

Unité administrative responsable :	Service des communications , Direction partenaires d'affaires en communication
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme Distributions LG Inc., une entente cadre collective d'une durée de 24 mois avec option d'une prolongation de 12 mois supplémentaires, pour l'impression et la distribution porte-à-porte d'avis ou bulletins d'information aux résidents de l'île de Montréal - Appel d'offres public no. 16-15299 (1 soumissionnaire conforme) (montant estimé de l'entente 1 303 816,50 $)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente cadre collective d'une durée de 24 mois avec option d'une prolongation de 12 mois supplémentaires, pour l'impression et la distribution porte-à-porte d'avis ou bulletins d'information aux résidents de l'île de Montréal ;
2. d'accorder à « DISTRIBUTIONS LG INC. », le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public #AO16-15299 et au tableau de prix reçus;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-06 09:05

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163433004**

Unité administrative responsable :	Service des communications , Direction partenaires d'affaires en communication
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme Distributions LG Inc., une entente cadre collective d'une durée de 24 mois avec option d'une prolongation de 12 mois supplémentaires, pour l'impression et la distribution porte-à-porte d'avis ou bulletins d'information aux résidents de l'île de Montréal - Appel d'offres public no. 16-15299 (1 soumissionnaire conforme) (montant estimé de l'entente 1 303 816,50 $)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville est appelée à communiquer des informations aux résidents et citoyens des quartiers ou arrondissements où des travaux seront prochainement entrepris. Ces informations sont relatives à la nature et la durée des travaux, aux voies d'accès alternatives, à la fermeture temporaire de la distribution d'eau, etc. La transmission de ces informations essentielles est réalisée par la distribution d'avis ou de bulletin porte-à-porte aux résidents d'un ou des secteurs ciblés. Ce service sera aussi disponible en tout temps afin d'informer les résidents en cas de situation d'urgence et/ou pour distribution massive.
L'appel d'offres a été annoncé le 29 juin 2016 dans le journal « Le Devoir » et sur le site SÉAO. La fermeture de l'appel d'offres a eu lieu le 18 juillet 2016. Il y a donc eu un délai de 18 jours pour la préparation et le dépôt des documents par les soumissionnaires. Lors du processus, sept (7) firmes se sont procurées le cahier des charges et deux firmes (2) ont déposé une soumission.

Le délai de validité des soumissions est de cent quatre-vingt (180) jours calendrier à compter de la date de l'ouverture des soumissions.

Le Service de l'approvisionnement a entamé des recherches quelques mois avant le lancement du présent appel d'offres afin d'explorer et susciter l'intérêt des principales firmes aptes à répondre à notre besoin spécifique.

Il s'agit d'un très petit marché puisque peu de fournisseurs ont la capacité de coordonner l'impression et la distribution des avis porte-à-porte dans un délai pouvant être très court (12 -24 heures). Une réflexion sera entamée avec les principaux utilisateurs, dont la Direction des infrastructures, la Direction de l'eau, la Direction du transport, pour vérifier si l'utilisation des nouvelles technologies pourrait compléter la distribution de ces avis dans le futur.

Un conseiller en approvisionnement sera mandaté pour faire une veille de marché, élaborer une nouvelle stratégie et préparer le terrain pour le prochain appel d'offres.

Historique des Appels d'offres (AO)

Nous avons lancé depuis février 2015, trois AO. Celui de novembre 2015 n'a pas donné les résultats escomptés, puisque le montant estimé dépassait 1 M$ et les soumissionnaires devaient fournir une accréditation de l'AMF. Aucun n'a eu le temps nécessaire pour s'y souscrire.

Par ailleurs, compte tenu de l'urgence d'obtenir une nouvelle entente cadre, un des soumissionnaires étant un OSBL, nous avons conclu un contrat gré à gré de 400 515 $. Ce montant servait à nous dépanner, pendant qu'en parallèle, nous procédions à un nouvel AO. C'était la stratégie adoptée.

Il faut également préciser que le montant de 400 515 $ n'est pas encore "épuisé" mais bien engagé pour nous permettre de répondre dans un court délai à nos besoins d'information de chantiers.

En effet, il s'agit de sommes engagées pour des projets d'infrastructure urbaine prévus débuter cet été et prochainement. Nous estimons toujours à la hausse ces sommes, en plus de prévoir des contingences de 20%, afin d'être capable d'informer les riverains de toute éventualité sur les chantiers.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0569 - 13 avril 2016 - Accorder un contrat de gré à gré à Imprime-Emploi, pour la fourniture, sur demande, d'un service d'impression, de préparation et de distribution d'avis aux résidents de l'île de Montréal, aux prix unitaires de sa soumission, soit pour une somme maximale de 400 515,41 $, taxes incluses. Appel d'offres 15-14652 (3 soumissionnaires) (1163433001).
CG15 0076 - 26 février 2015 - Conclure avec la firme Distributions LG Inc., une entente cadre collective (772 632 $), d'une durée totale de 36 mois, pour l'impression et la distribution porte-à-porte d'avis et/ou bulletins d'information aux résidents de l'île de Montréal - Appel d'offres public no.14-13949 (1 soumissionnaire) (1156133001).

CG12 0342 - 27 septembre 2012 - Conclure une entente-cadre collective (579 474,00 $) d'une durée de 12 mois, avec option de 2 prolongations de 12 mois supplémentaires chacune, avec Distribution T.I.M. pour l'impression et la distribution porte-à-porte d'avis ou bulletin d'informations aux résidents de l'île de Montréal - Appel d'offres public 12-12135 (1 soumissionnaire) (1125983003).

CG09 0221 – 18 juin 2009 - Conclure avec la firme Distribution T.I.M. (327 332,50 $), une entente-cadre de 24 mois pour la préparation et la distribution d'avis ou bulletins d'information aux citoyens de l'île de Montréal, suite à l'appel d'offres public 09-11012 (1 soumissionnaire) (1094002002).

CE08 1087 – 11 juin 2008 - Conclure avec la firme Distribution T.I.M. (97 072,50 $), une entente-cadre pour l'impression, la préparation et la distribution d'avis ou bulletins d'information aux citoyens de l'île de Montréal, pour une période de douze (12) mois, suite à l'appel d'offres public 08-10721 (2 soumissionnaires) (1080343003).

DESCRIPTION

Conclusion d'une nouvelle entente pour le service d'impression et de distribution porte-à-porte d'avis ou de bulletin d'informations sur demande. Cette entente sera valide pour une

période de 24 mois à compter de la date de son émission. Toutefois, à la fin de la période de validité de l'entente et à la suite à l'accord de deux parties, la Ville pourra exercer une option pour la prolongation de l'entente selon les mêmes termes et conditions. L'option de prolongation prévue au contrat est de douze (12) mois pour un maximum d'une prolongation.
Le principal usager est le Service des communications. Les 19 arrondissements de Montréal et tous les services corporatifs pourront bénéficier des prix et conditions obtenus dans le présent appel d'offres.

Délais

Le fournisseur doit être en mesure de compléter une opération de préparation - distribution d'avis, généralement dans les 24 heures suivant l'appel, ou même 12 heures si requis. Aucune somme additionnelle n'est payée pour un traitement en moins de 24 heures.

Distribution

Le fournisseur doit être en mesure de distribuer les avis sur tout le territoire de l'Île-de-Montréal. (les 19 arrondissements de la Ville de Montréal et les villes liées)

Les avis et bulletins sont distribués de porte-à-porte et déposés dans les boîtes aux lettres des résidences, immeubles multi logements, commerces, etc. Dans les institutions et édifices à bureaux, les avis sont distribués aux occupants de chaque étage, si possible, ou déposés au comptoir d'accueil en nombre suffisant pour les occupants.

Les avis sont aussi déposés dans les boîtes aux lettres indiquant un refus de circulaires.

Les quantités d'avis à distribuer sont variables selon le nombre des résidences à rejoindre. Cependant la quantité moyenne d'avis livrés par distribution en 2015, a été de 1086 avis. À l'occasion, certaines distributions peuvent porter sur 10 000 à 15 000 documents.

Selon les prévisions de la campagne de travaux fin 2013, 2014 et 2015, la quantité d'avis à distribuer est estimée à environ 1 500 000 documents par année. Les périodes très actives de distribution sont l'été et l'automne, incluant la période de vacances de la construction. (La distribution se fait habituellement de jour, en semaine.)

Le soumissionnaire doit être en mesure de soutenir la ville, tant par :

- sa facilité d'être rejoint 24 hres/24 hres, 365 jours par année;
- sa rapidité de réaction à organiser ses ressources de production;
- sa capacité à organiser ses ressources de distribution et à augmenter les effectifs au besoin;
- son rythme de livraison d'avis sur 24 heures.

JUSTIFICATION

Service des communications

Direction des communications

Analyse des soumissions et recommandation d'octroi de contrat (Biens et services)

Appel d'offres public no : 16-15299

Titre : Impression et distribution d’avis aux résidents

Description et usage :

Fourniture, sur demande, d’un service d’impression, de préparation et de distribution d’avis aux résidents de l’île de Montréal

Date de lancement :

Date d'ouverture :

Preneurs de cahier des charges (7)

Il y a eu 7 preneurs de cahier de charges dont 5 désistements:

- (2) sans motif
- (2) pas de certification de l'Autorité des marchés financiers
- (1) ne fait pas de porte-à-porte

Soumissionnaires (2)

Analyse des soumissions :

Tel que stipulé aux documents d'appel d'offres, l'octroi est effectué au plus bas soumissionnaire conforme. Suite à l'ouverture des soumissions, le plus bas soumissionnaire, Imprime-emploi, s'est avéré non conforme administrativement, n'ayant pas répondu aux exigences minimales du devis d'appel d'offres.

L'offre de l'entreprise **Distributions LG Inc.** est la seule soumission jugée conforme. et cette entreprise est recommandée comme adjudicataire.

· En pièces jointes les tableaux des prix.

· Montant de l'offre de la firme « **Distributions LG** Inc. »

1 134 000,00 $ + TPS (5 %) 56 700,00 $ + TVQ (9,975 %) 113 116,50 $ = 1 303 816,50 $

Soumissionnaire conforme	Prix (hors taxes)	Montant total (taxes incluses)
Distributions LG Inc.	1 134 000,00 $	1 303 816,50 $
Estimation interne	1 293 815,00 $	1 487 563,80 $
Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)		1 303 816,50 $
Écart entre la plus basse soumission conforme reçue et la dernière estimation ($) (la plus basse soumission reçue - estimation interne)		(183 747,30) $
Écart entre la plus basse soumission conforme reçue et la dernière estimation (%) (la plus basse soumission reçue - estimation interne / estimation X 100)		-12,35%

Remarques:

Cet appel d'offres inclut les clauses traitant des dispositions générales visant à favoriser la transparence (prévision de la collusion et de la fraude).

Le présent dossier est conforme aux encadrements administratifs suivants :
· Politique de gestion contractuelle;
· Politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal

Pour ce qui est de la validité de l'estimation, nous sommes à la première année de la création du pôle d'information de chantiers Info-travaux. En effet, avec le rapatriement de la Section Info-travaux du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) au Service des communications, cette section s'occupe désormais de toutes les communications de chantiers des requérants de la Ville. Il est plutôt difficile de connaître avec grande précision le montant nécessaire pour les années à venir, afin de couvrir ce mandat. Et évidemment, l'augmentation du nombre de chantiers année après année vient ajouter un poids supplémentaire sur cette estimation.

Enfin, il est également quasi impossible d'offrir de garantie à savoir si le montant et/ou la durée est bien évaluée puisqu'il s'agit d'une entente cadre VILLE, dans laquelle tous les arrondissements/services centraux peuvent piger.

Voir le tableau qui nous a permis d'arriver à cette estimation dans la rubrique *Pièces jointes* (Calcul Estimation.xls).

Adjudicataire recommandé :

D'accorder à la la firme « **Distributions LG** Inc. » pour une période de vingt-quatre (24) mois avec possibilité de prolongation de 12 mois, aux prix unitaires soumis, la commande pour une somme maximale de **1 303 816,50 $** (taxes incluses), pour la fourniture, sur demande, d'un service d'impression, de préparation et de distribution d'avis aux résidents de l'île de Montréal, le tout conformément à l'appel d'offres public no **16-15299**.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et ville, le Service des communications a effectué une estimé de la dépense en se basant sur les derniers prix du marché (novembre 2015) et sur l'historique de consommation des trois dernières années. L'analyse des prix soumis révèle un écart entre le seul soumissionnaire conforme « **Distributions LG Inc. »** et l'estimation interne de -12,35%.

En effet « **Distributions LG Inc .»** a présenté des prix unitaires par article semblables aux prix de l'entente actuelle et l'écart de -12,35% représente un écart raisonnable.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce service répond aux besoins exprimés par les arrondissements et services centraux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'information aux résidents soulève des questions sur les impacts des travaux, et peut retarder le démarrage de travaux déjà planifiés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs pour les informer de la conclusion de l'entente ainsi que des modalités convenues. L'entente sera incluse dans la banque de donnés du moteur de recherche des ententes valides.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : octobre 2016
Début de contrat : octobre 2016

Une entente-cadre auprès de l'adjudicataire sera émise par le Service de l'approvisionnement suite à l'adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce sommaire décisionnel est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur, notamment la Politique contractuelle et la Politique d'approvisionnement. L'appel d'offres a inclus les clauses traitant des dispositions générales visant à favoriser la transparence (prévision de la collusion et de la fraude)

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Badre Eddine SAKHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Francesca RABY, Service de l'approvisionnement
Badre Eddine SAKHI, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Francesca RABY, 31 août 2016
Badre Eddine SAKHI, 24 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia BEAUCHEMIN
Chef de section - projets de communication

Tél : 514 872-0710
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-23

Louise M TREMBLAY
C/d aff.pub.<<ssmi>>

Tél : 514 872-8653
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Véronique LUSSIER
Directrice - partenaires d'affaires en communication
Tél : 514 872-9285
Approuvé le : 2016-08-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louis BEAUCHAMP
Directeur de service

Tél : 514 872-3275
Approuvé le : 2016-08-25

Dépenses réelles

2015 456 K$ (avec LG)

Dépenses réelles

2016 352 K$ (avec LG)

+116 K$ (avec Imprime Emploi)

468 K$ en date d'aujourd'hui, auquel on ajoute

+180 K$ pour couvrir les besoins des autres services/arrondissements

648 K$ et les nôtres jusuq'en décembre 2016

l'entente prévue est de 1,2 M$ soit 2 ans * 648 K$

No. Client : **16-15299** Jun-16

No. Interne : **APPEL D'OFFRES** Description : Préparer et distribuer porte-à porte les avis aux résidents de l'Île de Montréal

AVEC QUANTITÉS ARRONDIES

Numéro	Description	Quantité bordereau	Unité bordereau	Prix final	Montant final	Prix LG (TIM) ancien AO		Prix Imprime-Emploi (OBNL)		Prix DXP POSTEXPERTS	
						P.U.	Total	P.U.	Total	P.U.	Total
1	Impression seulement du message variable sur les avis, RECTO VERSO	**4 500 000,00**	/1000	$44,89	$202 005,00	50	225000	52	234000	55	247500
2	Impression sur du papier blanc ordinaire pour les secondes pages, RECTO seulement (papier fourni par l'adjudicataire)	**1 500 000,00**	/1000	$33,67	$50 505,00	50	75000	60	90000	30	45000
3	Impression sur du papier blanc ordinaire pour les secondes pages, RECTO VERSO (papier fourni par l'adjudicataire)	**500 000,00**	/1000	$50,50	$25 250,00	70	35000	67	33500	47	23500
4	Pliage	**4 500 000,00**	/1000	$28,06	$126 270,00	50	225000	24	108000	30,88	138960
5	Distribution porte-à-porte des avis et des bulletins d'information	**4 500 000,00**	/1000	$197,73	$889 785,00	200	900000	150	675000	165	742500
		Sous total :			**$1 293 815,00**		1460000		1140500		1197460
		Taxe 1 :									
		Sous total avec									
		Taxe 2 :									
		Grand total :			**$1 487 563,80**		**$1 678 635,00**		**$1 311 289,88**		**$1 376 779,64**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1163433004

Unité administrative responsable :	Service des communications , Direction partenaires d'affaires en communication
Objet :	Conclure avec la firme Distributions LG Inc., une entente cadre collective d'une durée de 24 mois avec option d'une prolongation de 12 mois supplémentaires, pour l'impression et la distribution porte-à-porte d'avis ou bulletins d'information aux résidents de l'île de Montréal - Appel d'offres public no. 16-15299 (1 soumissionnaire conforme) (montant estimé de l'entente 1 303 816,50 $)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

AO16-15299-Tcp.pdf 15299 Det Cah Final.pdf AO16-15299_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-24

Danielle CHAURET
C/S app.strat.en biens
Tél : (514) 872-1027
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15299 — No du GDD : 1163433004

Titre de l'appel d'offres : Impression et distribution d'avis aux résidents

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 6 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 18 - 7 - 2016

Ouverture faite le : 18 - 7 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 7 - 7 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 28,57

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Imprime-Emploi	Non-conforme aux conditions d'admissibilité #1 et #2 de la clause particulière 16

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 14 - 1 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 14 - 1 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Distributions L.G. inc.	1 303 816,50 $	√	

Information additionnelle

5 désistements: (2) aucun motif évoqué, (2) pas reçu leur certification de l'AMF, (1) ne fait pas de porte-à-porte

Préparé par : Francesca Raby — Le 4 - 8 - 2016

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Francesca Raby
2	Titre de l'appel d'offres	**Impression et distribution d'avis aux résidents**
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	16-15299
5	**Préposée au secrétariat**	**Hafida Mouhandiz (25 juillet 2016)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	18-07-2016
8	Service requérant	27 - Service de communication
9	Requérant	Sonia Beauchemin

#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	**IMPRIME-EMPLOI**		30 jours	Non requises			Non conforme	**18644**
2	**DISTRIBUTIONS LG INC**		30 jours	Non requises			Conforme	**18645**

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:	16-15299	Titre de l'appel d'offres:	Impression et distribution d'avis aux résidents	
Francesca Raby			Non conforme IMPRIME-EMPLOI		DISTRIBUTIONS LG INC	
No	**Articles**	**Terme**	**Qté**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
1	Impression sur le document de base seulement du message variable sur les avis, recto verso, conformément au devis technique, #1.1a) et #1.1b). (papier fourni par la Ville de Montréal)		4500	52,00 $	234 000,00 $	20,00 $	90 000,00 $
2	Impression sur du papier blanc recyclé pour les secondes feuilles recto seulement, conformément au devis technique. Papier copie 100% recyclé et contenu 100 % postconsommation. Indice de brillance 92. (papier fourni par l'adjudicataire)		1500	60,00 $	90 000,00 $	40,00 $	60 000,00 $
3	Impression sur du papier blanc recyclé pour les secondes feuilles recto verso, conformément au devis technique. Papier copie 100% recyclé et contenu 100 % postconsommation. Indice de brillance 92. (papier fourni par l'adjudicataire)		500	67,00 $	33 500,00 $	60,00 $	30 000,00 $
4	Pliage, conformément au devis technique, #1.1d).		4500	22,00 $	99 000,00 $	12,00 $	54 000,00 $
5	Distribution porte-à-porte des avis et autres documents, conformément au devis technique, #1.2) et #3)		4500	149,00 $	670 500,00 $	200,00 $	900 000,00 $
				Total	1 127 000,00 $	**Total**	1 134 000,00 $
				TPS	56 350,00 $	**TPS**	56 700,00 $
				TVQ	112 418,25 $	**TVQ**	113 116,50 $
				TOTAL	1 295 768,25 $	**TOTAL**	1 303 816,50 $

Soumissionnaire le moins cher au total						
DISTRIBUTIONS LG INC	1 134 000,00 $	+ TPS	56 700,00 $	+ TVQ	113 116,50 $	**1 303 816,50 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15299
Numéro de référence : 994442
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Impression et distribution d'avis aux résidents

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
157678 Canada inc / cmi2000 1937 Avenue Garden Mascouche, QC, j7l4a9 NEQ : 1145047750	Monsieur Serge Charbonneau Téléphone : 450 417-3323 Télécopieur :	**Commande : (1152472)** 2016-07-11 16 h 15 **Transmission :** 2016-07-11 16 h 15	2623140 - 16-15299 Addenda N° 1 2016-07-11 16 h 15 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ateliers TAQ Inc. 515, rue Michel-Fragasso Québec, QC, G2E 5K6 NEQ : 1143013473	Monsieur Richard Emond Téléphone : 418 871-4912 Télécopieur :	**Commande : (1149751)** 2016-07-05 14 h 57 **Transmission :** 2016-07-05 14 h 57	2623140 - 16-15299 Addenda N° 1 2016-07-07 21 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Distributions LG Inc. 24, rue Mérineau Kirkland, QC, H9J3V8 http://www.distributionlg.com NEQ : 1170388541	Madame Lise Goulet Téléphone : 514 779-0956 Télécopieur : 514 630-9254	**Commande : (1147537)** 2016-06-29 15 h 44 **Transmission :** 2016-06-29 15 h 44	2623140 - 16-15299 Addenda N° 1 2016-07-07 21 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DXP Postexperts	Monsieur	**Commande**	2623140 - 16-15299

	(anciennement Poste Destination) 4575 rue Hickmore Montréal, QC, H4T 1S5 http://www.dxp-postexperts.com NEQ : 1167518886	Francois Evraire Téléphone : 514 934-4545 Télécopieur : 514 934-5908	**: (1149068)** 2016-07-04 14 h 52 **Transmission :** 2016-07-04 14 h 52	Addenda N° 1 2016-07-07 21 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Enveloppe Laurentide inc. 4880, Hickmore Montréal, QC, H4T 1K6 NEQ : 1144035145	Monsieur Damien Rolland Téléphone : 514 345-9870 Télécopieur : 514 345-0793	**Commande : (1151123)** 2016-07-07 16 h 23 **Transmission :** 2016-07-07 16 h 23	2623140 - 16-15299 Addenda N° 1 2016-07-07 21 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Imprime Emploi 5500 rue Fullum bureau 318 Montréal, QC, H2G 2H3 NEQ : 1145581071	Monsieur Michel Morin Téléphone : 514 277-7535 Télécopieur : 514 277-2273	**Commande : (1147992)** 2016-06-30 11 h 37 **Transmission :** 2016-06-30 11 h 37	2623140 - 16-15299 Addenda N° 1 2016-07-07 21 h 31 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Kayjon Graphiques 1550 Jules Poitras Montréal, QC, H4N 1X7 NEQ : 1143525658	Monsieur Steven James Téléphone : 514 333-1933 Télécopieur : 514 333-3110	**Commande : (1148128)** 2016-06-30 14 h 24 **Transmission :** 2016-06-30 14 h 24	2623140 - 16-15299 Addenda N° 1 2016-07-07 21 h 32 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

l'éducation.

admissibles

Autorité des marchés financiers

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2016/09/29 17:00

(2)

Dossier # : 1162621003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 827 820 $, taxes incluses, pour exercer l'option de 10 000 tonnes supplémentaires par année pour le compostage des résidus mélangés octroyé à la firme 142975 Canada Ltée (Mironor), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 311 280 $ à 4 139 100 $.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 827 820 $, taxes incluses, pour exercer l'option de traitement de 10 000 tonnes supplémentaires par année de résidus mélangés pour la dernière année du contrat, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 311 280 $ à 4 139 100 $;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

3. cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-09-12 17:59

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162621003**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 827 820 $, taxes incluses, pour exercer l'option de 10 000 tonnes supplémentaires par année pour le compostage des résidus mélangés octroyé à la firme 142975 Canada Ltée (Mironor), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 311 280 $ à 4 139 100 $.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RRLQ, chapitre E- 20. 001), la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. Cette compétence est exercée par la Division planification et opérations - Gestion des matières résiduelles du Service de l'environnement.
D'ici 2019, le traitement des matières organiques collectées (résidus alimentaires et mélangés) est confié à des sites de compostage accrédités du secteur privé.

À cet effet, un premier contrat de traitement de résidus mélangés (40 000 tonnes) pour la zone « Ouest » de l'agglomération (voir « Carte_secteurs_E-O.pdf » en pièce jointe) a été octroyé en 2011 et un second contrat a été attribué en 2015 pour une durée de 2 ans (2015 -2017).

Le bilan pour les seize mois du contrat, soit du 14 avril 2015 au 31 juillet 2016, est le suivant : 28 191 tonnes de résidus mélangés traités par compostage, donc une balance de 11 809 tonnes. Seulement au cours de la période des feuilles (octobre et novembre), c'est environ 9 000 tonnes qui seront traitées. C'est donc dire que la quantité restante au contrat de 40 000 tonnes sera utilisée d'ici la fin novembre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0158 - 26 mars 2015 Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 30 000 tonnes de résidus verts, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 2 359 287 $, taxes incluses et un contrat pour le traitement de 40 000 tonnes de résidus mélangés, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 3 311 280 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13349 (1 soum.).

DESCRIPTION

Le contrat de traitement par compostage des résidus mélangés prévoit le chargement de la matière livrée par les territoires de la zone « Ouest » de l'agglomération à un site de transfert, le transport vers le site de traitement ainsi que le compostage de la matière. Afin de faire face à l'augmentation de la desserte de la collecte chez les citoyens, l'option de traitement par compostage de 10 000 tonnes de résidus mélangés supplémentaires a été inscrite dans les spécifications du Devis technique à l'**Article 3. Objet des contrat**s et se lit comme suit :

La Ville demande des soumissions pour le traitement par compostage des matières organiques dans un lieu de compostage certifié par le MDDELCC. Les résidus verts seront récupérés par l'adjudicataire directement au lieu de réception-transfert de la Ville (CESM) alors que les résidus mélangés seront livrés à l'adjudicataire, à son choix, soit dans un lieu de compostage ou au lieu de réception-livraison de celui-ci.
CONTRAT 2 : Compostage de 20 000 tonnes de résidus mélangés par année avec une option de 10 000 tonnes supplémentaires par année.

L'option de traitement par compostage de 10 000 tonnes de résidus mélangés supplémentaires par année permettra de poursuivre l'implantation de ce service de collecte jusqu'au prochain contrat.

JUSTIFICATION

La zone « Ouest » de l'agglomération compte seize (16) territoires, soit quatre (4) arrondissements de la Ville de Montréal et douze (12) villes liées. À la fin de l'année 2015, 56 400 unités d'occupation (u.o.) étaient desservies par la collecte de résidus mélangés à l'intérieur de neuf territoires. L'implantation est graduelle.
En 2016, trois (3) arrondissements et trois (3) villes liées s'ajoutent aux administrations locales déjà participantes pour la collecte des résidus mélangés (voir tableau RM_implantation 2016.pdf en pièce jointe).

En tout, 87 872 u.o. devraient être desservies à la fin 2016. À 300 kg/u.o./année, soit le rendement observé en 2015, c'est plus de 26 000 tonnes de résidus mélangés qui devraient être générées et qui devront être traitées par compostage.

L'octroi de l'option de traitement de 10 000 tonnes supplémentaires permettra de maintenir les services de traitement en plus de permettre la poursuite des implantations de cette collecte jusqu'au prochain contrat en avril 2017.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme requise pour l'option de 10 000 tonnes supplémentaire s'élève à 827 820 $ taxes incluses. La répartition des dépenses sera de 579 474 $ pour l'année 2016 et de 248 346 $ pour les 3 premiers mois de l'année 2017. Les détails des aspects financiers se retrouvent en pièce jointe.
Cette option n'occasionnera pas d'augmentation du coût unitaire de traitement par compostage des résidus mélangés pour l'agglomération, car le contrat ne prévoit pas de hausse et ni d'ajustement du coût de traitement à la tonne.

Cette dépense est prévue en 2016 au budget de fonctionnement du Service de l'environnement au poste budgétaire des services techniques - gestion des matières résiduelles - traitement des résidus mélangés. Elle sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le traitement par compostage des résidus mélangés, suite à leur collecte par les territoires la zone « Ouest » de l'agglomération, répond aux objectifs du développement durable (DD). Ce contrat de traitement fait partie intégrante de la priorité *Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources, Action 6 - Réduire et valoriser les matières résiduelles - Instaurer la collecte des matières organiques dans 100 % des immeubles de huit logements et moins* , inscrite au plan d'action de l'administration dans le document *Montréal Durable 2016-2020* .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les résidus mélangés (résidus verts + résidus alimentaires) représentent environ 47 % des ordures ménagères à Montréal. Le potentiel de valorisation de ces matières doit être exploité à son maximum dans le but de respecter, sur le territoire de l'agglomération, les mesures inscrites dans le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).
La collecte et le compostage des matières organiques constituent les actions nécessaires pour atteindre l'objectif de 60 % de valorisation de ces matières fixé par la *Politique québécoise de gestion de matières résiduelles* et par le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR).

L'augmentation du tonnage à traiter permettra la poursuite de la *Stratégie montréalaise d'implantation de la collecte des résidus alimentaires - 2015-2019* présentée par l'administration en août 2015.

Si ce service n'est pas bonifié, les collectes devront être suspendues et un nouveau contrat devra être octroyé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de la prolongation du contrat par le conseil d'agglomération : octobre 2016
Début prévu de la prolongation du contrat : novembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois LESAGE
Agent de recherche

Tél : 514 872-0161
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-30

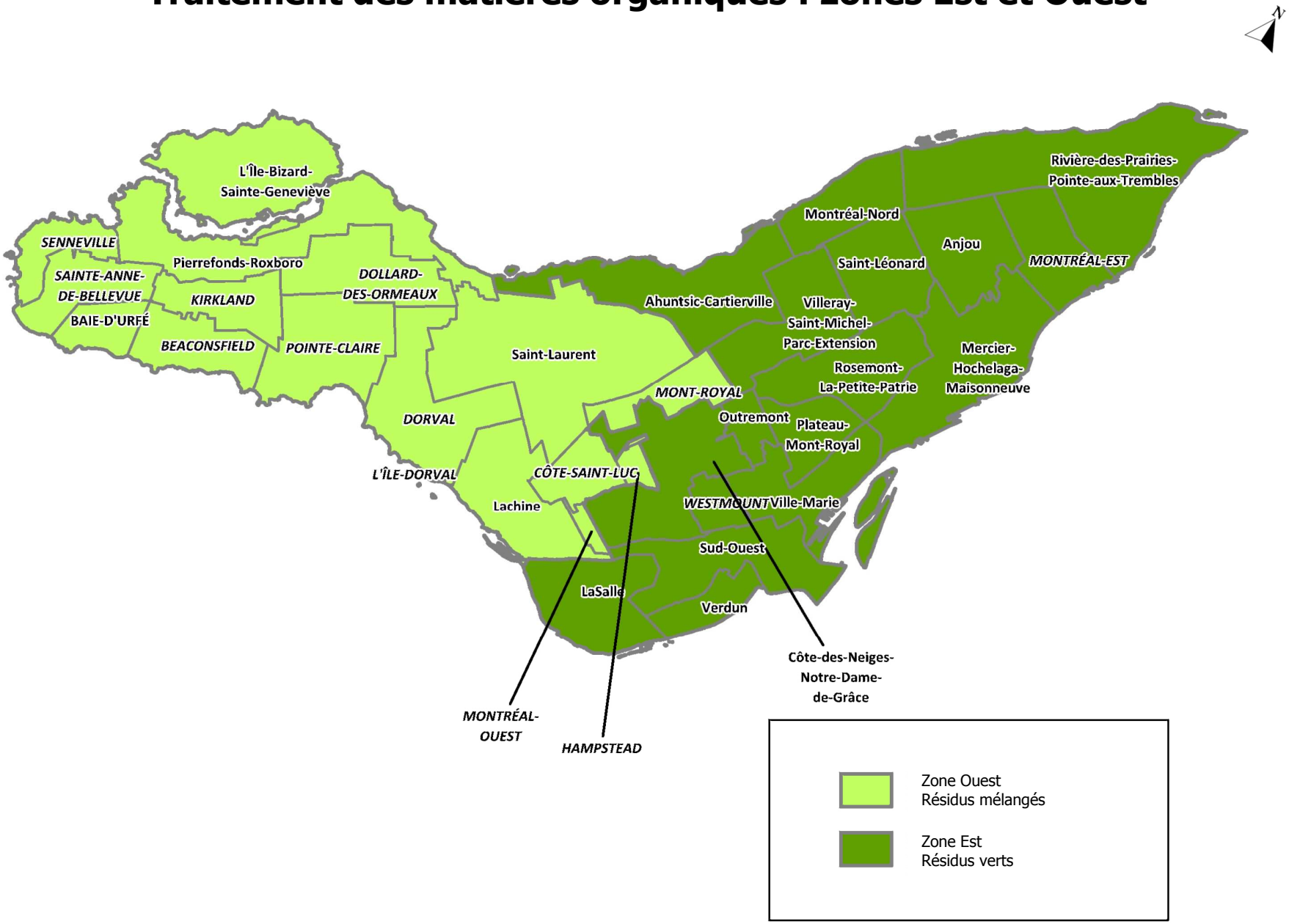
Michel RABY
C/d contrôle des rejets industriels

Tél : 514 872-8878
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2016-09-12

Traitement des matières organiques : zones Est et Ouest



Résidus mélangés

Unités d'occupation (u.o.) desservies

	Territoires	Début de la collecte	Nb d'u.o. prévu fin 2016
RM - Secteur Ouest	Baie-D'Urfé	2016	1 321
	Beaconsfield	-	-
	Côte Saint-Luc	Mai 2008	5 000
	DDO	Juin 2012	12 966
	Dorval	Juin 2011	4 846
	Hampstead	Avril 2016	2 012
	Kirkland	Juin 2012	6 200
	Lachine	Mai 2016	6 501
	L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève	Mai 2016	6 049
	Montréal-Ouest	Oct. 2013	1 976
	Mont-Royal	Fév. 2016	1 600
	Pierrefonds - Roxboro	Mai 2016	9 201
	Pointe-Claire	Juillet 2008	9 300
	Sainte-Anne-de-Bellevue	Mai 2013	1 585
	Saint-Laurent	Oct. 2015	18 951
	Senneville	Janv. 2013	364
	Total		**87 872**

Service de l'environnement
Division Planification et Opération - Gestion des matières Résiduelles
Évaluation du coût de traitement pour les résidus mélangés 2016 - 2017
GDD 1162621003

Territoires de l'agglomération	Période / année	Taux	2016	2017	Total
	Mois		**2**	**3.5**	**5.5**
Secteur Ouest	**Contrat 2 - Résidus mélangés (C) / Tonnage prévisionnel**	Tonne	7 000	3 000	10 000
	Article 1 - Traitement	72.00 $	504 000 $	216 000 $	720 000 $
	TPS	5%	25 200 $	10 800 $	36 000 $
	TVQ	9.975%	50 274 $	21 546 $	71 820 $
	Total taxes incluses - contrat 2		**579 474 $**	**248 346 $**	**827 820 $**
	Total taxe nette - contrat 2		**529 137 $**	**226 773 $**	**755 910 $**

IMPUTATION et PROVENANCE : 1001.0010000.103161.04333.54503.014479

Note: Aucune indexation n'est prévue pour le contrat de traitement des résidus mélangés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1162621003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 827 820 $, taxes incluses, pour exercer l'option de 10 000 tonnes supplémentaires par année pour le compostage des résidus mélangés octroyé à la firme 142975 Canada Ltée (Mironor), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 311 280 $ à 4 139 100 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Environnement - GDD 1162621003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Préposé au budget
Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement
Tél : (514) 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-06

Janet MARCEAU
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-3354
Division : Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2016/09/29 17:00

(2)

Dossier # : 1166086001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 d) prendre des mesures visant à limiter les nuisances et les obstacles entravant l'accès sécuritaire des citoyennes et des citoyens à leur domicile et au réseau piétonnier
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de services professionnels en design à Kanva architecure inc., lauréat du concours «Vivre le chantier Sainte-Cath!», pour concevoir, élaborer des plans et devis et effectuer le suivi de la fabrication et de l'implantation du projet d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest pour une somme maximale de 800 000,00$, taxes et contingences incluses.

Il est recommandé:
1. d'octroyer un contrat de services professionnels en design à Kanva, lauréat du concours «Vivre le chantier Sainte-Cath!», pour concevoir, élaborer des plans et devis et effectuer le suivi de la fabrication et de l'implantation du projet d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest, conformément aux conditions prescrites au règlement du concours.

2. d'autoriser à cette fin une dépense totale de 800 000,00 $, taxes et contingences incluses.

3. Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier. Cette dépense sera assumée entièrement par l'Agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-09-06 10:08

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166086001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 d) prendre des mesures visant à limiter les nuisances et les obstacles entravant l'accès sécuritaire des citoyennes et des citoyens à leur domicile et au réseau piétonnier
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de services professionnels en design à Kanva architecure inc., lauréat du concours «Vivre le chantier Sainte-Cath!», pour concevoir, élaborer des plans et devis et effectuer le suivi de la fabrication et de l'implantation du projet d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest pour une somme maximale de 800 000,00$, taxes et contingences incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le Projet rue Sainte-Catherine Ouest
En 2013, la Ville de Montréal a entrepris la planification d'un important projet de réaménagement et de remplacement des infrastructures souterraines centenaires de la rue Sainte-Catherine Ouest. La réfection de cette artère emblématique au coeur du plus important pôle économique du Québec est une occasion unique d'offrir aux Montréalais un nouvel aménagement de qualité qui ravive cette destination commerciale, institutionnelle, culturelle, festive et touristique par excellence. Étant donné la complexité du projet, la planification et les travaux se dérouleront en plusieurs phases. La première vise le tronçon de la rue Sainte-Catherine entre les rues De Bleury et Mansfield, incluant le réaménagement du square Phillips, la place du Frère-André et les rues les bordant.

La valorisation des abords du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest
L'ampleur des travaux à effectuer implique l'ouverture de la rue (excavation) sur toute sa largeur et entraîne des entraves majeures à la circulation tant véhiculaire que piétonne durant une longue période. Ces impondérables exigent une sensibilité particulière quant aux impacts et aux inconvénients que subiront les riverains pendant le chantier. Une étude et un atelier de travail portant spécifiquement sur l'atténuation des impacts des travaux de la rue Sainte-Catherine Ouest a démontré la faisabilité d'une intervention permettant d'assurer la sécurité, l'orientation et le confort des usagers aux abords du chantier.

Le concours Vivre le chantier Sainte-Cath!

Le 24 février 2016, nous recevions la lettre du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) jointe à ce dossier, autorisant la Ville de Montréal à tenir un concours et octroyer au lauréat un mandat *en vertu d'un règlement de concours substantiellement conforme au Règlement type pour un concours d'architecture, pluridisciplinaire ou de design - version du 16 décembre 2015.*

Le 16 mars 2016, le Comité exécutif autorisait que soit lancé le concours Vivre le chantier Sainte-Cath! portant sur l'atténuation des impacts et la mise en valeur des abords du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest, organisé en deux étapes.

Le concours a été organisé et animé par les conseillères professionnelles Véronique Rioux et Sophie Julien. Lors de la première étape, lancée le 18 mars 2016 par le biais de SÉAO, 48 firmes se sont procuré les documents. Le concours a été annoncé dans le journal le Devoir le 18 mars 2016, sur les sites Internet du projet de la rue Sainte Catherine Ouest (http://realisonsmtl.ca/saintecath), de Design Montreal (https://designmontreal.com/concours/vivre-le-chantier-sainte-cath), ainsi que sur les médias sociaux qu'utilise la Ville de Montréal (facebook et twitter).

Le jury, composé de neuf personnes, s'est réuni une première fois le 18 mai 2016 pour l'analyse des 18 propositions conformes reçues, afin de désigner cinq finalistes.
Le jury était composé des neuf personnes suivantes:
Romain Bonifay, ingénieur civil, responsable de l'ingénierie et de la construction du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, Division des Grands projets, Ville de Montréal
•Marie-Chantal Croft, architecte associée, Coarchitecture;
•Fanny Duguay-Lefebvre, designer urbain associée, Atelier Civiliti;
•Mario Mercier, directeur de création et associé, Compagnie et cie.;
•Emilie F. Grenier, designer d'expériences narratives, récipiendaire de la Bourse Phyllis-Lambert Design Montréal;
•Pascal Lefebvre, président et co-fondateur, Piknic Électronik;
•Benoit Lemieux, conseiller senior, Creos;
•André Poulin, directeur général, Société de développement commercial, Destination centre-ville;
•Claude Sirois, vice-président exécutif, centres commerciaux, Amérique du Nord, Ivanhoé Cambridge.
Pascal Lefebre s'étant retiré suite à la première étape, il a été remplacé pour la deuxième étape par Patrick Morand, architecte et directeur de création, Patrick Morand architecte.

Au terme de la première étape, le jury a désigné les cinq équipes finalistes. Lors de la seconde étape, ces derniers ont préparé puis déposé avant le 15 août 2016 à midi, des prestations, soumises au même jury. Le 24 août dernier, une présentation publique des interventions devant jury a eu lieu au Gesù. Le jury se réunissait par la suite le 25 août 2016 pour l'analyse des prestations des finalistes afin de désigner un projet lauréat, concluant la deuxième étape du concours.

Ce sommaire vise l'octroi d'un contrat de services professionnels à l'équipe lauréate du concours, selon la recommandation du jury, pour qu'elle puisse finaliser la conception, l'élaboration des plans et devis et le suivi de fabrication et d'implantation d'un projet visant l'atténuation des impacts et la mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0402 - 16 mars 2016 - Approuver le règlement du concours pluridisciplinaire en deux étapes visant l'atténuation des
impacts par la mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest; Autoriser le lancement du concours. (GDD 1157064001)

CE15 0520 - 25 mars 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme AGC Communications pour la concertation dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest pour une
somme maximale de 395 877,03$, taxes incluses (GDD 1156707002)

CE15 0345 - 4 mars 2015 - Adopter une résolution demandant au ministre des Affaires municipales et
de l'occupation du territoire une dérogation à l'application de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chap.
C-19), en vertu de l'article 573.3.1 de celle-ci afin d'octroyer un contrat au lauréat du concours
d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest. (GGD
1156086001)

CG15 0207 - 26 février 2015 - Adopter un règlement d'emprunt de 95 000 000$ afin de financer le projet
de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) incluant notamment la mise à niveau des infrastructures
souterraines et l'aménagement urbain, sujet à approbation par le ministre des Affaires municipales et de
l'Occupation du territoire. (GDD 1156707001)

CG14 0307 - 19 juin 2014 - Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et
d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet
de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 $, taxes incluses (GDD 1145921001)

DESCRIPTION

Il est recommandé d'entériner le choix fait par le jury et d'octroyer un contrat de services professionnels en design requis pour la réalisation du projet d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest, selon les balises décrites dans le Règlement et le Programme du concours. Ce contrat comprendrait les services nécessaires pour compléter la conception de l'intervention, l'élaboration des plans et devis, et le suivi de fabrication et d'implantation des mesures pendant le chantier.
La convention balisant le mandat forfaitaire octroyé au mandataire est jointe au dossier. Celle-ci est basée sur le projet de convention visée par le Service des affaires juridiques dans le cadre du concours à l'origine de ce mandat (GDD 1157064001).

JUSTIFICATION

L'atténuation des impacts négatifs des grands chantiers
Depuis maintenant plus de 5 ans, le Ville a entamé une réflexion sur l'atténuation des impacts de ses grands chantiers en milieu urbain. En plus de la perspective internationale apportée lors du colloque *Quel chantier! Le design au secours des grands chantiers urbain* où un atelier spécifique au chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest avait été organisé, une étude recensant les outils et mobiliers actuellement utilisés et une réflexion sur le positionnement corporatif de l'identité visuelle des chantiers ont été entrepris. Tous appuient la conclusion qu'un chantier comme celui de la rue Sainte-Catherine Ouest devrait bénéficier d'une intervention exceptionnelle visant l'atténuation des impacts et la mise en valeur des abords du chantier. Ce sont la conception et l'accompagnement de la mise en oeuvre de cette intervention qui font l'objet du contrat décrit en ce sommaire décisionnel.

Le résultat du concours
Au terme de la première étape, le jury a désigné les cinq équipes finalistes suivantes:
•Groupe A / Annexe U
•Intégral Jean Beaudoin en collaboration avec Arup, Humà Design & Architecture et Novalux
•Kanva architecture inc.
•McComber, Encore heureux, Atelier Chinotto et Hub Studio
•Workshop Architecture

Toutes ces équipes ont déposées des prestations conformes à la deuxième étape. Le projet lauréat désigné par le jury a été proposé par l'équipe Kanva architecture inc.
Le rapport du jury figure en pièces jointes.

Le mandat du lauréat
La formule du concours décrit dès son lancement les livrables et conditions financières du mandat. Les propositions anonymes de la première étape et prestations des finalistes à la deuxième étape sont donc évaluées en fonction de la qualité des concepts et des équipes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les honoraires professionnels maximum pour la réalisation du mandat de services professionnels décrit par la convention du lauréat sont de six cent quatre vingt quinze mille dollars (695 000,00 $), taxes incluses. Ils comprennent les services de base:
- la conception et la préparation des plans et devis, évalués à 60% du mandat de base, soit 357 000$;
- le suivi de fabrication et d'implantation pour 4 ans, évalué à 40% du montant de base, soit 238 000$
Se rajoutent à ce montant un montant de 100 000$ pour des services supplémentaires, non prévus au mandat initial.
Ces montants comprennent toutes les dépenses et taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ).

Le tableau ci-dessous résume les montants prévus à la convention du mandataire:

Description	Montant taxes incluses
Finalisation de la conception et des plans et devis	357 000 $
Suivi de fabrication et d'implantation pour 4 ans	238 000 $
SOUS-TOTAL	595 000 $
Services supplémentaires au besoin	100 000 $
MAXIMUM TOTAL	695 000 $

Un budget de dépenses contingentes au contrat, de 105 000 $ taxes incluses servira à couvrir les honoraires des professionnels relatifs à toute variation mineure du programme établi par la Ville.
Aucune dépense incidente n'est prévue, dans la mesure où tous les services nécessaires à la réalisation du mandat y sont compris. Ce sommaire vise donc l'autorisation des montants suivants:

Description	Montant taxes incluses
Montant au contrat	695 000 $

Contingences	105 000 $
SOUS-TOTAL	800 000 $
Dépenses incidentes	0 $
TOTAL	800 000 $

Ces montants seront imputés au PTI du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest selon le calendrier suivant:
2016: 100 000$
2017: 282 000$
2018: 104 500$
2019: 104 500$
2020: 104 500$
2021: 104 500$

Cette dépense sera assumée entièrement par l'Agglomération

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'atténuation des impacts et la mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest vise à faciliter les déplacements piétons des utilisateurs quotidiens et occasionnels de la rue, qu'ils soient travailleurs, commerçant, étudiants, ou touristes. Elle contribue donc:
- à favoriser l'utilisation des modes de transport actifs, et donc réduire la dépendance aux énergies fossiles et l'émission des gaz à effets de serre;
- à encourager la convergence des activités urbaines vers des pôles desservis par les services publics, à consolider les pôles d'activité économique, sociale et culturelle, et donc à limiter l'étalement urbain; et
- à permettre l'information et donc indirectement la participation des citoyens à la vie démocratique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La livraison du projet aux dates attendues
Tout retard dans l'octroi du contrat aurait un impact négatif sur la capacité de la Ville à finaliser les plans et devis et la planification de la gestion des impacts du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest. Conséquemment, les travaux seraient directement retardés et l'échéancier global de livraison compromis.

Le dynamisme du secteur
S'il advenait que le dossier ne soit pas approuvé, les abords du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest ne pourraient tirer parti d'une intervention de mise en valeur réfléchie pour leurs spécificités.

Le maintien de la relation de confiance avec les parties prenantes
Les échanges avec les parties prenantes à propos de la vitalité des abords du chantier demandent un engagement concret de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:

Octroi du contrat: fin septembre 2016

Début du mandat: octobre 2016

Conception : octobre 2016 à mars 2017

Plans et devis: avril 2017 à août 2017

Mise en oeuvre: décembre 2017 à 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anjali MISHRA
Chargé projet - grand projet

Tél : 514-872-3449
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-23

Christianne RAIL
Chef de section

Tél : 514 872-4854
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE

Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-09-06

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Occupation
du territoire
Québec

Le sous-ministre

Québec, le 24 février 2016

Monsieur Alain Marcoux
Directeur général
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, bureau 4.105
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le Directeur général,

En application de l'article 573.3.1 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), je permets à la Ville de Montréal d'octroyer des contrats de services professionnels aux lauréats d'un concours :

- d'architecture pour la construction de la bibliothèque de Villeray dans l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (lettre de l'arrondissement du 26 août 2014);
- de design pour l'atténuation des impacts et la mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest (résolution du 4 mars 2015 de la Ville de Montréal);
- d'architecture de paysage visant la conception de l'aménagement d'une nouvelle place publique aux abords de la station de métro Champ-de-Mars, suite au recouvrement de l'autoroute Ville-Marie (résolution du 11 mars 2015 de la Ville de Montréal).

De plus, ces trois concours devront répondre aux conditions suivantes :

- chaque concours doit être tenu en vertu d'un règlement de concours substantiellement conforme au Règlement type pour un concours d'architecture, pluridisciplinaire ou de design – Version du 16 décembre 2015;

...2

Québec
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamot.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863

- la somme forfaitaire attribuée à chaque équipe finaliste et au lauréat, advenant le cas où la Ville ne lui octroierait pas un contrat pour la réalisation de son projet, doit être inférieure à 100 000 $, incluant les taxes;
- dans les 60 jours suivants le dépôt du rapport du jury, la Ville de Montréal doit publier sur son site Internet une déclaration à l'effet que le concours en question a été tenu en conformité avec le *Règlement type* et y joindre les renseignements pertinents à cet effet.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Sylvain Boucher

RAPPORT DU JURY

Vivre le chantier Sainte-Cath

Concours de design pour l'atténuation des impacts par la mise en valeur du chantier du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest

Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la Ville de Montréal
en collaboration avec le Bureau du design de la Ville de Montréal

Véronique Rioux, designer industriel et
Sophie Julien, architecte paysagiste et designer urbain
Conseillères professionnelles du concours

Approuvé par le jury le 6 septembre 2016

Montréal

Secrétariat à la région métropolitaine Québec

ÉTAPE 1 : PROPOSITIONS ANONYMES DES CONCURRENTS

1. COMPOSITION DU JURY À L'ÉTAPE 1

La composition du jury est la suivante à l'étape 1. Notons que Monsieur André Poulin n'a pu être présent à ce jury et qu'il a été décidé de ne pas le remplacer. Monsieur Romain Bonifay était également absent en raison de la grève des ingénieurs de la Ville de Montréal qui avait lieu ce jour là. Il n'a pas été remplacé. Le jury s'est tenu à sept (7) personnes. Les membres du jury ont désigné Émilie F. Grenier comme présidente du jury.

- Romain Bonifay, ingénieur civil, responsable de l'ingénierie et de la construction du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, Division des Grands projets, Ville de Montréal - ABSENT
- Marie-Chantal Croft, architecte associée, Coarchitecture
- Fannie Duguay-Lefebvre, designer urbain associée, Atelier Civiliti
- Mario Mercier, directeur de création et associé, Compagnie et cie.
- Emilie F. Grenier, designer d'expériences narratives, récipiendaire de la Bourse Phyllis-Lambert Design Montréal
- Pascal Lefebvre, président et co-fondateur, Piknic Electronik
- Benoit Lemieux, conseiller senior, Creos
- André Poulin, directeur général, Société de développement commercial, Destination centre-ville - ABSENT
- Claude Sirois, président, Centres commerciaux, Ivanhoé Cambridge

2. CONFORMITÉ DES PROPOSITIONS

L'analyse de la conformité des propositions s'est effectuée les 5 et 6 mai 2016 en présence des deux conseillères professionnelles du concours et de la responsable de l'aménagement du Projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, Anjali Mishra, urbaniste, Service des infrastructures, de la voirie et des transports, Division des Grands Projets, Ville de Montréal.

Des non-conformités mineures ont été relevées sur sept (7) des dix-neuf (19) propositions déposées. Les non-conformités concernaient des documents numériques manquants qui ont été transmis dans les 48 heures de la demande des conseillères professionnelle (conformément à l'article 6.3.3 du Règlement du concours).

La proposition 627AL a été déclarée non-conforme pour la raison suivante :

La firme ou l'équipe n'était pas composée d'au moins un designer qui possède minimalement cinq (5) années d'expérience professionnelle dans le domaine de l'aménagement sur le domaine public. La date d'obtention du diplôme dans les domaines mentionnés au Règlement (architecture, architecture de paysage, urbanisme, design urbain, design d'intérieur, design de l'environnement, design industriel ou design graphique) ne démontrait pas une expérience professionnelle de cinq (5) ans.

La proposition 627AL n'a donc pas été présentée au jury.

3. RÉUNION DU JURY À L'ÉTAPE 1

La réunion du jury s'est tenue le 18 mai 2016, à la Ville de Montréal, au 303, rue Notre-Dame Est, 6e étage.

4. ÉVALUATION DES PROPOSITIONS

Les membres du jury ont pris connaissance des documents des propositions sur place. Les planches ont été affichées sur les murs d'une grande salle. En premier lieu, les membres du jury ont examiné individuellement l'ensemble des planches déposées afin d'avoir une vue d'ensemble. Les membres du jury ont procédé par la suite à la lecture des propositions. Le jury a procédé d'abord par élimination puis a argumenté pour choisir les cinq (5) propositions finalistes.

Les propositions finalistes sont : 025RU, 067SL, 683HM, 827JF et 992QU.

Les noms des finalistes ont été dévoilés seulement après le choix définitif des membres du jury.

5. COMMENTAIRES DU JURY RELATIFS AUX PROPOSITIONS

Un rapport préliminaire du jury a été transmis aux finalistes concernant leur proposition respective uniquement, afin de les informer des arguments exprimés en faveur et en défaveur de celle-ci par le jury.

Les commentaires du jury sont présentés dans les pages qui suivent.

Les critères d'évaluation de l'étape 1 sont les suivants :

Enjeux expérientiels et perceptuels : la pertinence et l'originalité de l'expérience proposée; la capacité d'évolution du projet dans le temps et à travers les saisons; la mise en place d'aménagements qui favorisent l'attractivité et l'intérêt du site pendant toute la durée des travaux; la convivialité des lieux; l'ordre et la lisibilité de l'espace public; la création d'une intervention forte et emblématique; le potentiel d'appropriation par les usagers et les riverains.

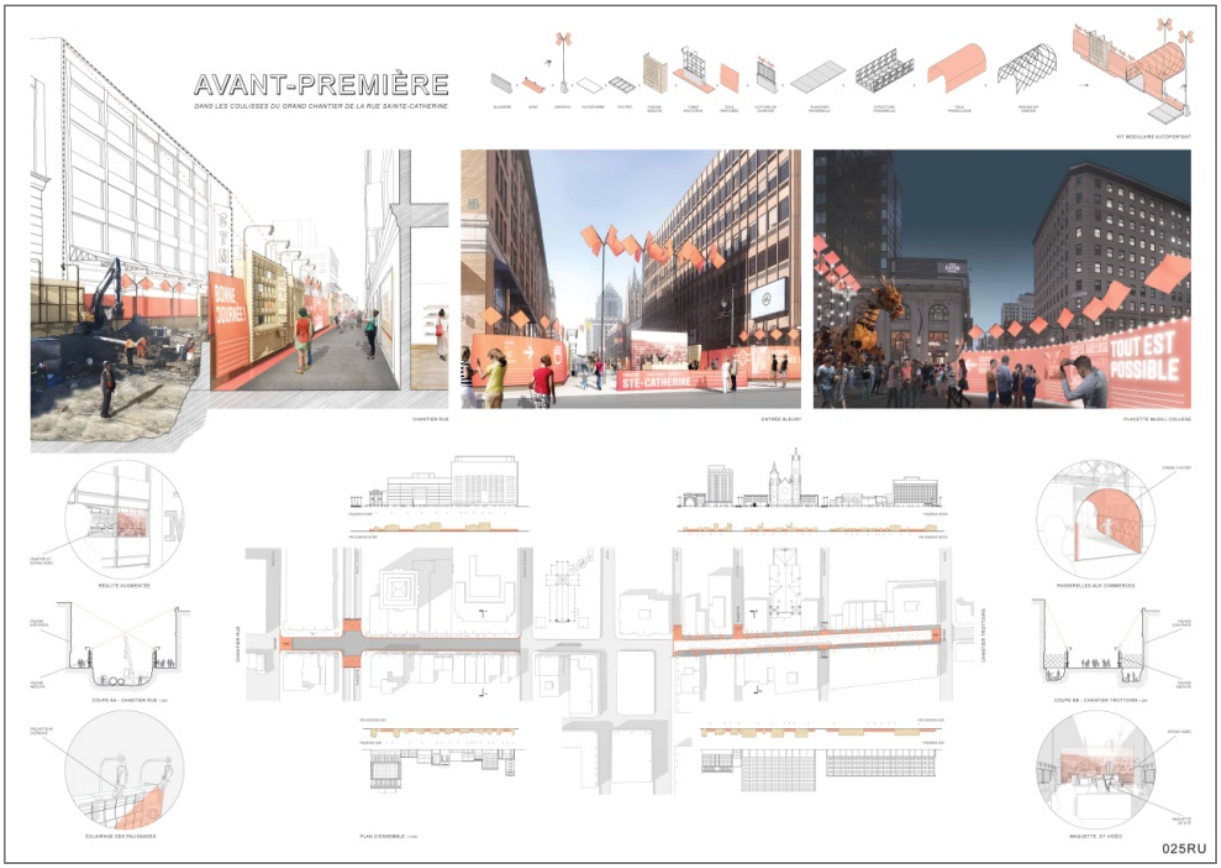
Enjeux esthétiques : le juste rapport d'échelle avec les lieux; l'intégration de l'intervention et la mise en valeur des lieux en lien avec le milieu bâti existant; la résonance avec l'identité de la rue Sainte-Catherine; les qualités visuelles de l'intervention en toute saison, autant de jour que de nuit.

Enjeux de signalétique, communication et diffusion : la capacité de l'intervention à faciliter le déplacement et l'orientation des usagers; la création d'un système de communication innovant et efficace avec les riverains et les visiteurs; le volet informatif du chantier et du futur projet d'aménagement.

Enjeux fonctionnels et opérationnels : la polyvalence et la flexibilité de l'intervention en regard du phasage des travaux et des activités de chantier qui peuvent changer à tout moment; la non-entrave de l'intervention pour l'ensemble des travaux; la capacité de l'intervention à résoudre les principaux irritants du chantier; la conformité aux règles de sécurité des espaces publics; la faisabilité technique et technologique de l'intervention; les faibles exigences d'entretien.

Enjeux environnementaux et écologiques : la sensibilité quant à la cohabitation des différents usagers ainsi que la prise en compte des riverains du secteur; la réduction de l'empreinte écologique liée à la fabrication, au montage, à la période de mise en œuvre et à la fin de vie de l'intervention.

Proposition : 025RU - Avant-première



La proposition a été appréciée par le jury puisqu'elle est bien ancrée dans le contexte de la rue Sainte-Catherine. L'histoire architecturale de la rue, mise en scène sur les éléments structuraux délimitant la zone des travaux, présente un grand potentiel. Les membres du jury ont également souligné la modularité des différentes structures présentées et la réponse probable aux enjeux fonctionnels et opérationnels, les installations étant en surcouche du chantier. Le volet nocturne est aussi bien développé.

Le jury souligne toutefois que les éléments narratifs présentés sur les clôtures et les structures autoportantes devront être conçus de manière à être interchangeables de position sur le chantier (changement de côté de rue ou changement de position est-ouest) puisque des imprévus peuvent contraindre l'entrepreneur à repositionner les éléments rapidement, de même qu'à augmenter ou diminuer leur nombre. À cet effet, les éléments structuraux devront être développés pour être facilement manipulables par la machinerie standard des entrepreneurs. Par le fait même, il est conseillé que les éléments signalétiques de repérage pour les piétons et les commerces puissent se déplacer et se repositionner encore plus rapidement (et sans machinerie lourde) que les structures.

L'équipe doit également réfléchir à son concept de façades réduites, dont celles-ci semblent actuellement positionnées vis-à-vis les bâtiments correspondants. Sachant que ces façades réduites pourraient être amenées à changer de lieu sur le chantier, l'équipe doit proposer une évolution de son concept qui tiendra compte de cette contrainte. Le jury souligne d'ailleurs que la trame narrative derrière la proposition doit être approfondie. Le critère d'évaluation portant sur les enjeux expérientiels a été jugé le plus faible dans la proposition. La proposition doit être bonifiée de manière à créer une intervention plus emblématique afin d'inciter les visiteurs à aller et revenir sur les lieux.

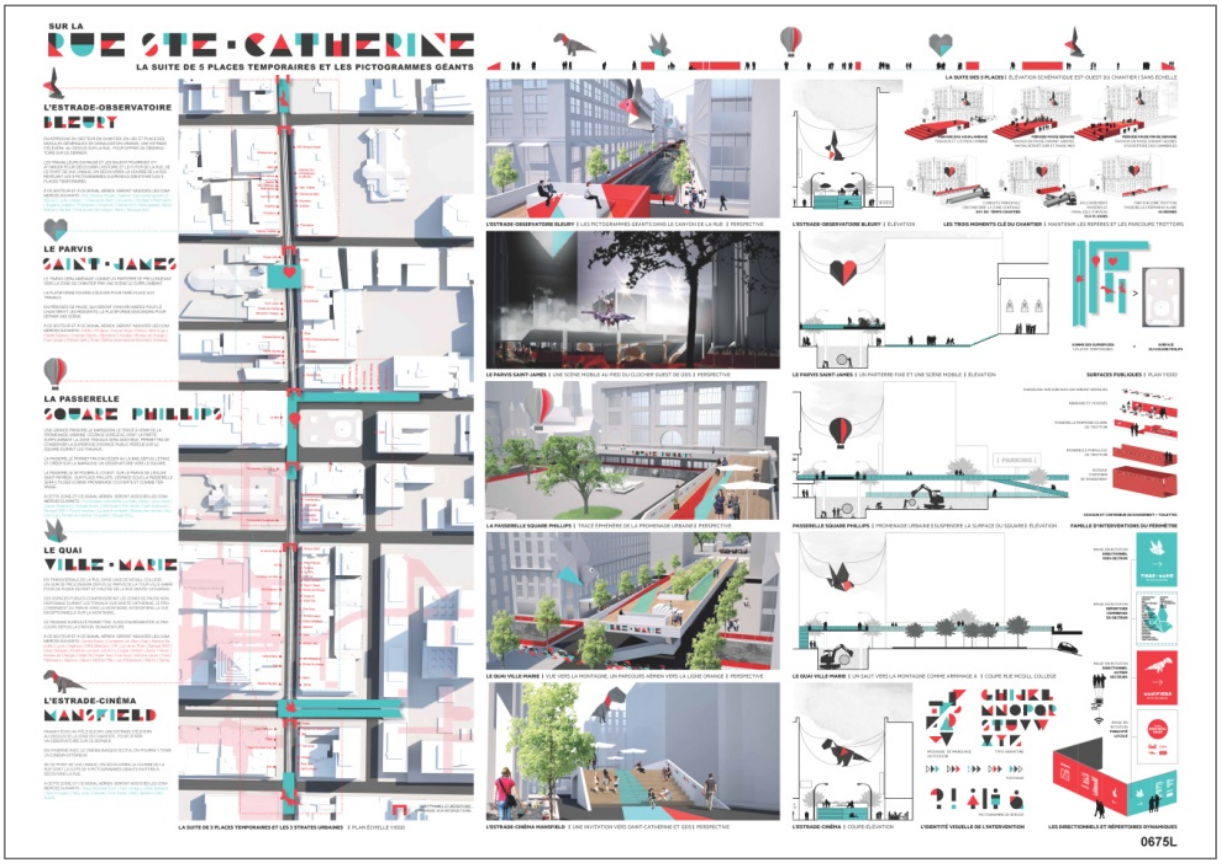
Avis sur les différentes configurations de travaux traitées :

- Travaux au centre de la rue pris en compte
- Travaux sous/sur les trottoirs pris en compte
- Travaux dans les intersections pris en compte
- Travaux ponctuels (type puits d'accès) à développer
- Lacune sur les dispositions prévues lors des travaux du lot 2. À noter que le lot 2 est composé de travaux sur/sous les rues, les trottoirs, mais aussi le réaménagement complet du square Phillips et de la place du Frère André.

Les concepteurs devront détailler un peu plus le fonctionnement des « entrées » à l'étape 2. Celles-ci se déplacent-elles avec le chantier ? La circulation ne sera pas entravée sur toute la longueur de la phase 1 mais uniquement sur la (les) zone(s) des travaux, et ce, pour permettre les détours. Ainsi, on ne peut imaginer que les entrées indiquées au plan soient à ces endroits précis pour toute la durée du chantier. De la même façon, les éléments prévus aux intersections ne pourront pas être présents en permanence.

L'équipe devra également prévoir le passage des véhicules d'urgence au besoin. L'entrepreneur organise son chantier pour permettre l'accès aux véhicules d'urgence.

Proposition : 067SL - Sur la rue Ste-Catherine



Ce qui a plu au jury dans la proposition présentée est le geste fort, emblématique, à l'échelle de la rue Sainte-Catherine. L'intervention se présente sur plusieurs niveaux, ce qui donnera une perspective intéressante et différents points de vue sur le chantier pour les usagers.

Un des défis du projet sera d'inciter les gens à continuer à se déplacer et à consommer sur l'artère. La proposition aborde peu ce point et s'adresse surtout aux personnes avec une mobilité complète. Les personnes à mobilité réduite ou les familles avec poussette ne pourront pas accéder à une grande partie des installations. De plus, qu'en est-il des commerces qui ont pignon sur rue sous la passerelle en termes de lumière naturelle ou de visibilité ?

Au plan signalétique, graphique et identitaire, le jury met en doute l'efficacité et la pérennité, sur quatre ans, du concept graphique et typographique. Le concept visuel, les icônes et la trame narrative auraient avantage à être mieux ancrés dans l'identité de la rue Sainte-Catherine. Les icônes et l'approche graphique ne viennent pas supporter adéquatement le propos conceptuel, soulignent les membres du jury.

Le jury souligne également que plusieurs éléments (les icônes) semblent accrochés sur les édifices. L'équipe doit avoir les autorisations des propriétaires des édifices concernés pour proposer un tel concept ou soumettre un système qui pourra s'ancrer sur le domaine public.

Le jury souligne que le projet est très ambitieux et sa faisabilité économique a été soulevée comme une incertitude majeure à cette étape-ci. Le prix de ce concept semble hors budget. L'équipe devra démontrer, à la deuxième étape, la faisabilité d'un tel projet, tant au plan constructif que budgétaire.

Plusieurs points ont été soulevés quant aux places temporaires. Le jury souligne que le « Parvis Saint-James », qui se transforme en scène, est un des éléments les moins intéressants de la proposition, d'autant plus que les performances artistiques, qui devront être financées à même le projet, ne semblent pas réalisables sur une période de quatre ans, à l'intérieur du budget disponible.

La « Passerelle square Phillips » est très invasive. Les coupes sur la planche montrent une machinerie qui travaille sous la passerelle dans une excavation, mais il ne faut pas oublier que celle-ci va également rouler et opérer sur du sol remblayé. Cette remarque est d'autant plus importante si l'on considère la largeur de la passerelle représentée sur la vue en plan, largeur quasiment équivalente à la largeur de la rue, ce qui entraine forcément des travaux au-dessous. Enfin, comment la passerelle sera-t-elle supportée ? Les supports ne vont- ils pas entrer en conflit avec les travaux ?

Le « Quai Ville-Marie » a été apprécié par les membres du jury mais le jury soulève quelques incertitudes. Premièrement, l'accès au stationnement de la Place Ville-Marie en venant du nord sur McGill College sera-il possible ? Deuxièmement, les Promenades urbaines souhaitent aménager McGill College en 2017 au sud de Sainte-Catherine Ouest. Le quai va donc cacher les aménagements prévus. Là encore, comment cette passerelle sera-t-elle supportée ? Les supports ne vont-ils pas entrer en conflit avec les travaux, notamment dans l'intersection Sainte-Catherine Ouest et McGill College ?

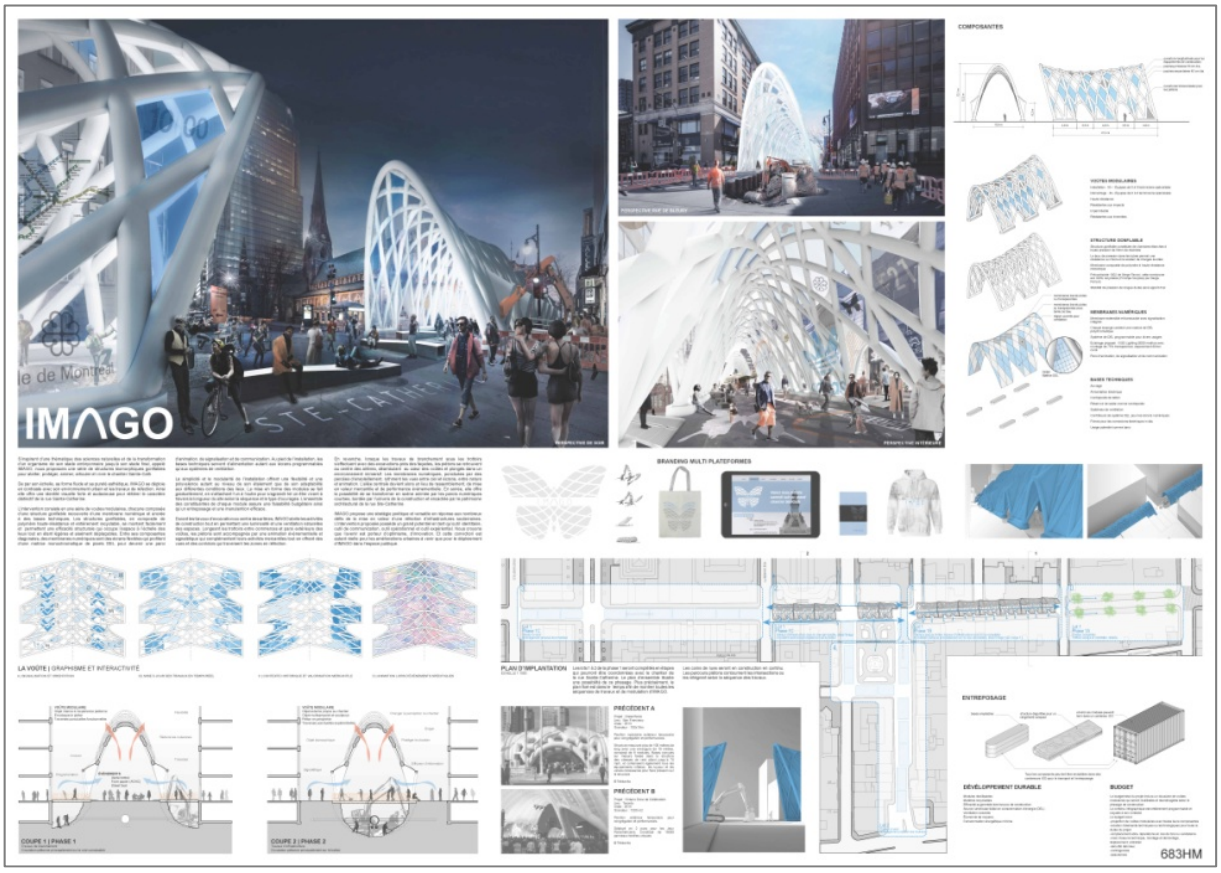
Concernant « L'estrade-observatoire Bleury », faudra-t-il prévoir des accords avec le Quartier des spectacles ? De façon générale, le jury se demande si les places temporaires pourront être montées et démontées rapidement.

Avis sur les différentes configurations de travaux traitées :

- Travaux au centre de la rue pris en compte
- Travaux sous/sur les trottoirs pris en compte
- Travaux dans les intersections à développer
- Travaux ponctuels (type puits d'accès) à développer
- Travaux du lot 2 pris en compte au moins autour du square Phillips mais la place du Frère André n'est pas traitée. À noter que le lot 2 est composé de travaux sur/sous les rues, les trottoirs, mais aussi le réaménagement complet du square Phillips et de la place du Frère André.

Le concept prend pour acquis une temporalité du chantier rythmée par l'activité de la rue. Nous ne pouvons présumer du phasage du chantier, voire il y a une possibilité pour des travaux en continu sur 20 ou 24h par jour et 6 ou 7 jours semaines. L'objectif est de diminuer la durée du chantier.

Proposition : 683HM - Imago



Ce qui a plu au jury dans la proposition présentée est le grand geste, emblématique, à l'échelle de la rue Sainte-Catherine. L'intervention est attractive, inédite. L'appel est fort. Les gens vont certainement se déplacer pour voir les installations. La structure est enveloppante, permettant aux usagers de vivre une expérience riche. Le branding multiplateforme est également un élément complémentaire intéressant, souligne le jury. À cet effet, les membres du jury mentionnent que l'équipe aurait avantage à s'adjoindre les services d'un spécialiste en branding et communication, si cette facette du projet souhaite être développée.

À la deuxième étape, les membres du jury voudront mieux comprendre comment fonctionnent les membranes numériques et comment celles-ci pourront être utilisées efficacement pour diriger et informer les usagers, notamment dans un environnement de jour.

Au plan technique et opérationnel, la proposition, telle que soumise, présente plusieurs lacunes. La compréhension du fonctionnement et des contraintes d'un chantier n'est pas démontrée à l'intérieur de la proposition. Des règles strictes encadrent notamment la délimitation des aires de travail et la proposition ne s'y conforme pas dans sa forme actuelle. Qu'apportent les structures au plan fonctionnel, dans un contexte de chantier ? En quoi répondent-elles aux besoins ? Comment celles-ci pourront se remiser et se déplacer aisément et rapidement (d'est en ouest ou du nord au sud) lors de changement de phase ou d'imprévus ? Comment gère-t-on les imprévus de chantier, le déplacement rapide des clôtures et autres mobiliers règlementaires, qui ne pourront être remplacés par les structures gonflables ? Les structures étant monumentales et comportant des éléments électriques et électroniques, la modularité et la robustesse de la proposition sont à démontrer.

Le jury souligne également que l'équipe devra faire des validations de la fonctionnalité de son concept, notamment pour la configuration lorsque les travaux sont au centre de l'artère. Les entrepreneurs peuvent-il effectuer avec sécurité et efficacité toutes les manœuvres nécessaires ? Ont-ils le dégagement latéral et en hauteur requis ? Le jury s'inquiète également de la sécurité en lien avec l'accumulation de neige et de glace sur de telles structures. La proposition devra évoluée pour prendre en compte les différentes contraintes du projet à l'étape 2.

Avis sur les différentes configurations de travaux traitées :

- Travaux au centre de la rue pris en compte
- Travaux sous/sur les trottoirs pris en compte
- Travaux dans les intersections à développer
- Travaux ponctuels (type puits d'accès) à développer
- Travaux du lot 2 pris en compte pour la partie rue/trottoirs, mais rien de prévu pour la partie square Phillips et place du Frère André. À noter que le lot 2 est composé de travaux sur/sous les rues, les trottoirs, mais aussi le réaménagement complet du square Phillips et de la place du Frère André.

Proposition : 827JF - Haute Couture



La proposition a plu au jury pour son impact considérable dans l'espace. L'intervention se présente sur plusieurs niveaux, ce qui donnera une perspective intéressante et différents points de vue sur le chantier pour les usagers. Les solutions présentées sont en lien avec les contraintes d'un chantier et la modularité est un élément fort de la proposition. Les traverses et entrées pour les commerces sont mises en valeur et témoignent d'une bonne compréhension des besoins.

Les interventions sont en surcouche du chantier, ce qui présente un avantage appréciable au niveau opérationnel. Le volet nocturne est aussi bien développé. Les toiles gigantesques sont intéressantes puisqu'elles incitent les gens à traverser le chantier. Il y a un enjeu de renouvellement et d'attrait maintenu pendant 4 ans. À cet effet, le jury voudra mieux comprendre les intentions conceptuelles et la mise en œuvre des surfaces de vidéoprojections.

Le jury souligne également que les toiles gigantesques semblent accrochées sur les édifices. L'équipe doit avoir les autorisations des propriétaires des édifices concernés pour proposer un tel concept ou soumettre un système qui pourra s'ancrer sur le domaine public. De plus, la hauteur des toiles sera à préciser et à revoir. La machinerie représentée est beaucoup plus petite que celle qui sera réellement utilisée sur le chantier. La représentation graphique montre de la machinerie dans une excavation, mais il ne faut pas oublier que celle-ci va également rouler et opérer sur du sol remblayé. Le dégagement semble insuffisant.

Les passerelles qui traversent le chantier doivent être rapidement amovibles pour permettre le passage des véhicules d'urgence au besoin. L'entrepreneur organise son chantier pour permettre l'accès aux véhicules d'urgence. Est-ce que les pavillons marqueurs d'entrée (De Bleury, Union) permettent le passage des véhicules d'urgence, de la circulation ? Dans le cas contraire, les pavillons se déplacent-ils

avec le chantier ? La circulation ne sera pas entravée sur toute la longueur de la phase 1 mais uniquement sur la (les) zone(s) des travaux, et ce, pour permettre les détours. Ainsi, on ne peut imaginer que les pavillons indiqués au plan soient à ces endroits précis pour toute la durée du chantier s'ils ne permettent pas la circulation de véhicules.

Le jury mentionne que le projet est ambitieux et sa faisabilité économique a été soulevée comme une incertitude à cette étape-ci. L'équipe devra démontrer, à la deuxième étape, la faisabilité d'un tel projet, tant au plan constructif que budgétaire. Une rationalisation pourrait s'avérer nécessaire dans le déploiement. À l'étape 2, le jury aimerait aussi mieux comprendre la matérialité des interventions proposées.

Avis sur les différentes configurations de travaux traitées :

- Travaux au centre de la rue pris en compte
- Travaux sous/sur les trottoirs pris en compte
- Travaux dans les intersections à développer
- Travaux ponctuels (type puits d'accès) à développer
- Lacune sur les dispositions prévues lors des travaux du lot 2. À noter que le lot 2 est composé de travaux sur/sous les rues, les trottoirs, mais aussi le réaménagement complet du square Phillips et de la place du Frère André.

Proposition : 992QU - Les places sur le ciel



La proposition a plu au jury pour son impact considérable dans l'espace. Les vues en plongée sur le chantier et l'expérience qui sera vécue par les usagers sont des points forts du concept et permettront de faire vivre la rue Sainte-Catherine autrement. L'intervention présentée est également en surcouche du chantier, ce qui est également appréciable au plan opérationnel.

Le jury souligne toutefois que la proposition devra être bonifiée afin d'enrichir l'expérience au sol.
« Les places sur le ciel » devraient être conçues pour faciliter la déambulation des usagers, dans les airs puis au sol. Leur fonction doit être adaptée en fonction du volume important de personnes qui transitent par la rue Sainte-Catherine. Les interventions s'adressent surtout aux personnes avec une mobilité complète. Les personnes à mobilité réduite ou les familles avec poussette ne pourront pas accéder à une grande partie des installations.

Les membres du jury voudront savoir combien de « places sur le ciel » seront possibles au même moment sur le chantier ? Il faut prévoir plusieurs zones de travaux simultanées et plusieurs entrées de commerces entravées en même temps. De plus, la largeur de la structure sera-t-elle réglable pour s'adapter aux conditions du chantier ?

La proposition actuelle est davantage axée sur le volet événementiel. Ce volet permet certes un renouvellement du contenu mais compte tenu du budget disponible et de la durée de quatre ans des travaux, les interventions doivent plutôt mettre l'emphase sur l'expérience au quotidien des usagers. Le volet événementiel avec tenue de spectacles n'est pas à favoriser sur une base régulière.

Les membres du jury tiennent également à ce que l'équipe présente sa stratégie en termes de signalétique et de communication pour la phase 2. Ce volet important doit être mieux défini et ancré dans la trame narrative du projet, qui doit, elle aussi, être développée et raffinée.

Avis sur les différentes configurations de travaux traitées :

- Travaux au centre de la rue pris en compte
- Travaux sous/sur les trottoirs pris en compte mais à développer
- Travaux dans les intersections à développer
- Travaux ponctuels (type puits d'accès) à développer
- Lacune sur les dispositions prévues lors des travaux du lot 2. À noter que le lot 2 est composé de travaux sur/sous les rues, les trottoirs, mais aussi le réaménagement complet du square Phillips et de la place du Frère André.

ÉTAPE 2 : PRESTATIONS DES FINALISTES

6. BONIFICATION DES ÉQUIPES

En vue de l'étape 2, et conformément aux clauses du Règlement, certaines équipes ont ajouté des collaborateurs. La composition finale des équipes pour l'étape 2 est la suivante :

- 025RU - L. McComber, Encore heureux, Atelier Chinotto et Hub Studio
- 067SL - Intégral Jean Beaudoin en collaboration avec Arup, Humà Design & Architecture et Novalux
- 683HM - Kanva
- 827JF - Groupe A / Annexe U en collaboration avec Générique Design
- 992QU- Workshop Architecture en collaboration avec La Camaraderie, Daily tous les jours, NCK, Infravert et Udo Design

7. COMPOSITION DU JURY À L'ÉTAPE 2

Le jury est complet à l'étape 2. Notons que la composition du jury a été modifiée. Un addenda a été envoyé aux finalistes le 4 juillet 2016. Monsieur Patrick Morand remplace Monsieur Pascal Lefebvre. Madame Émilie F. Grenier agit toujours à titre de présidente du jury.

- Romain Bonifay, ingénieur civil, responsable de l'ingénierie et de la construction du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, Division des Grands projets, Ville de Montréal
- Marie-Chantal Croft, architecte associée, Coarchitecture
- Fannie Duguay-Lefebvre, designer urbain associée, Atelier Civiliti
- Mario Mercier, directeur de création et associé, Compagnie et cie.
- Emilie F. Grenier, designer d'expériences narratives, récipiendaire de la Bourse Phyllis-Lambert Design Montréal
- Benoit Lemieux, conseiller senior, Creos
- Patrick Morand, architecte et directeur de création, Patrick Morand architecte
- André Poulin, directeur général, Société de développement commercial, Destination centre-ville
- Claude Sirois, président, Centres commerciaux, Ivanhoé Cambridge

8. CONFORMITÉ DES PRESTATIONS

Suite au dépôt des prestations, l'analyse de la conformité des prestations s'est effectuée le 15 août 2016 en présence des deux conseillères professionnelles du concours et de la responsable de l'aménagement du Projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, Anjali Mishra, urbaniste, Service des infrastructures, de la voirie et des transports, Division des Grands Projets, Ville de Montréal. Les prestations ont été jugées conformes.

La conformité des documents de présentation visuelle en support à l'audition s'est effectuée les 22 et 23 août. Les documents ont été jugés conformes.

9. AUDITIONS PUBLIQUES ET RÉUNION DU JURY À L'ÉTAPE 2

Les auditions publiques ont eu lieu le 24 août, au Gesù, au 1202, rue De Bleury, à Montréal, de 17 h 15 à 21 h 20. Le déroulement des présentations était le suivant :

17 h	Introduction et mots de bienvenue des dignitaires
17 h 10	Présentation du déroulement de l'événement et des règles de conduite
17 h 15	Présentation du premier finaliste : Kanva
18 h 00	Présentation du deuxième finaliste : L. McComber, Encore heureux, Atelier Chinotto et Hub Studio
18 h 40	Pause
19 h 10	Présentation du troisième finaliste : Workshop Architecture en collaboration avec La Camaraderie, Daily tous les jours, NCK, Infravert et Udo Design
19 h 55	Présentation du quatrième finaliste : Groupe A / Annexe U en collaboration avec Générique Design
20 h 40	Présentation du cinquième finaliste : Intégral Jean Beaudoin en collaboration avec Arup, Humà Design & Architecture et Novalux
21 h 20	Remerciements et prochaines étapes

Les auditions des finalistes devant le jury faisaient partie intégrante de leur prestation. Celles-ci ont eu lieu devant public qui ne pouvait toutefois intervenir. Chaque Finaliste disposait d'une période de vingt (20) minutes pour présenter son projet, suivie d'une période de questions de dix-huit (18) minutes de la part du jury. L'ordre de passage a été tiré au sort et transmis aux finalistes au moins une semaine avant la présentation orale.

Les délibérations des membres du jury en vue de recommander un lauréat à la Ville ont eu lieu le 25 août, de 9 h à 14 h, à la Ville de Montréal, au 303, rue Notre-Dame Est, 6e étage.

10. ÉVALUATION DES PRESTATIONS

Les membres du jury ont reçu, une semaine à l'avance, par courrier et par courriel, les prestations des finalistes afin d'en faire une lecture approfondie avant la tenue des auditions publiques et des délibérations.

Les deux nouveaux membres du jury de la seconde étape ont été rencontrés avant l'audition publique en présence de la présidente du jury afin de les informer de l'évolution des concepts entre la première et la deuxième étape et des motivations et réserves exprimées par le jury à l'égard de chacune des propositions. Le jury a également eu une rencontre de préparation avant le début des présentations.

Le lendemain des auditions publiques, le jury s'est réuni à huit clos. Il a d'abord évalué la qualification de l'équipe pour réaliser le mandat et les autres critères d'évaluation par la suite (article 6.2.6 du Règlement). Ces évaluations sont présentées aux sections 11 et 12 du présent rapport.

11. COMMENTAIRES DU JURY RELATIFS AUX PRESTATIONS - VOLET COMPOSITION DE L'ÉQUIPE

La qualification de l'équipe pour réaliser le mandat a été évaluée en appliquant les pondérations suivantes, conformément au Règlement du concours.

- Expérience et expertise des designers ou de la firme de design 30 %
- Expérience et expertise du coordonnateur 15%
- Pertinence des projets antérieurs soumis 30%
- Organisation et structure de l'équipe 25 %

De façon générale, l'expérience et l'expertise des designers ont été jugées comme étant satisfaisantes et très satisfaisantes par le jury pour l'ensemble des équipes.

Quant à l'expertise du coordonnateur, celle-ci n'était pas toujours bien démontrée dans le dossier de présentation de l'équipe et les pointages ont été attribués en conséquence.

En ce qui concerne la pertinence des projets antérieurs soumis, le jury a attribué des pointages supérieurs aux équipes dont les projets ou un des projets répondaient le mieux à plusieurs des sous-critères suivants : pertinence des projets réalisés sur le domaine public en lien avec les défis du concours, envergure des projets conçus et réalisés, complexité en termes de gestion d'équipe multidisciplinaire, quelques projets de nature éphémère et évolutive, projets avec suivi de chantier et lien avec des entrepreneurs.

L'organisation et la structure de l'équipe ont pour leur part été évaluées à l'aide de l'organigramme soumis et du texte présenté dans le dossier de présentation de l'équipe.

Critères	**Finalistes**				
	025RU L.McComber, Encore heureux et équipe	**067SL** Intégral Jean Beaudoin et équipe	**683HM** Kanva	**827JF** Groupe A / Annexe U et équipe	**992QU** Workshop Architecture et équipe
Expérience et expertise des designers ou de la firme de design 30 %	23/30	25/30	25/30	25/30	25/30
Expérience et expertise du coordonnateur 15%	9/15	9/15	11/15	14/15	12/15
Pertinence des projets antérieurs soumis 30%	20/30	25/30	25/30	25/30	25/30
Organisation et structure de l'équipe 25 %	18/25	18/25	22/25	22/25	20/25
Pointage	**70/100**	**77/100**	**83/100**	**86/100**	**82/100**

12. COMMENTAIRES DU JURY RELATIFS AUX PRESTATIONS - VOLET QUALITATIF

Les arguments qui ont présidés à la décision du jury sont résumés dans les pages qui suivent. La prestation lauréate est d'abord présentée, suivie des autres prestations, dans l'ordre de leur numéro d'identification.

Les critères d'évaluation sont les mêmes que ceux de l'étape 1, auxquels s'ajoutent la faisabilité et la qualification de l'équipe pour réaliser le mandat (voir section 11 du présent document pour ce critère) :

Enjeux expérientiels et perceptuels : la pertinence et l'originalité de l'expérience proposée; la capacité d'évolution du projet dans le temps et à travers les saisons; la mise en place d'aménagements qui favorisent l'attractivité et l'intérêt du site pendant toute la durée des travaux; la convivialité des lieux; l'ordre et la lisibilité de l'espace public; la création d'une intervention forte et emblématique; le potentiel d'appropriation par les usagers et les riverains.

Enjeux esthétiques : le juste rapport d'échelle avec les lieux; l'intégration de l'intervention et la mise en valeur des lieux en lien avec le milieu bâti existant; la résonance avec l'identité de la rue Sainte-Catherine; les qualités visuelles de l'intervention en toute saison, autant de jour que de nuit.

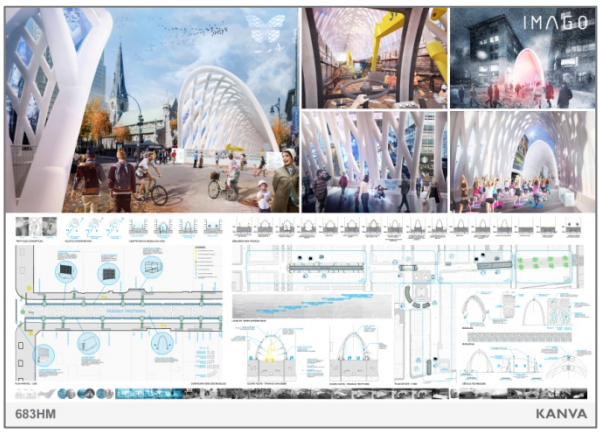
Enjeux de signalétique, communication et diffusion : la capacité de l'intervention à faciliter le déplacement et l'orientation des usagers; la création d'un système de communication innovant et efficace avec les riverains et les visiteurs; le volet informatif du chantier et du futur projet d'aménagement.

Enjeux fonctionnels et opérationnels : la polyvalence et la flexibilité de l'intervention en regard du phasage des travaux et des activités de chantier qui peuvent changer à tout moment; la non-entrave de l'intervention pour l'ensemble des travaux; la capacité de l'intervention à résoudre les principaux irritants du chantier; la conformité aux règles de sécurité des espaces publics; la faisabilité technique et technologique de l'intervention; les faibles exigences d'entretien.

Enjeux environnementaux et écologiques : la sensibilité quant à la cohabitation des différents usagers ainsi que la prise en compte des riverains du secteur; la réduction de l'empreinte écologique liée à la fabrication, au montage, à la période de mise en œuvre et à la fin de vie de l'intervention.

Faisabilité : faisabilité technique et technologique du projet en tenant compte des exigences de l'innovation et des incertitudes; usage de matériaux, de main-d'œuvre et de technologies accessibles et disponibles; respect du cadre budgétaire global; réalisme de la prestation en tenant compte de l'échéancier et des travaux d'aménagement et d'infrastructures de la Ville.

Prestation : 683HM - Imago
Équipe : Kanva - **LAURÉAT**





Ce qui a beaucoup plu au jury dans la prestation présentée est le grand geste, emblématique, à l'échelle de la rue Sainte-Catherine et de son importance. L'intervention est attractive, inédite, audacieuse. L'appel est fort. Les gens vont certainement se déplacer pour voir les installations. La structure est enveloppante, permettant aux usagers de vivre une déambulation surprenante et une expérience riche. En ce sens, la prestation est sans contredit celle qui répond le mieux aux enjeux expérientiels, perceptuels et esthétiques du projet.

Au plan de la signalétique et de la communication, l'intervention répond à plusieurs besoins et présente également beaucoup de potentiel, notamment par ses multiples surfaces d'affichages et son branding multiplateforme.

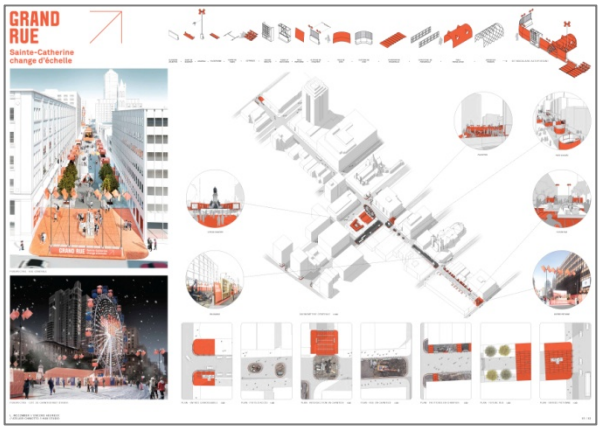
En ce qui a trait aux enjeux fonctionnels et techniques du projet, la proposition de l'étape 1 présentait plusieurs lacunes. Celles-ci ont néanmoins été corrigées en partie par l'utilisation de mobilier de chantier usuel et réglementaire, utilisé de façon complémentaire. La modularité et la flexibilité de l'intervention ont aussi été traitées dans la phase 2. Les structures gonflables offrent différentes configurations aussi bien pour les interventions longitudinales que ponctuelles. Elles contribuent également à réduire le bruit et la poussière, un irritant majeur sur les chantiers sur rue commerciale.

Les membres du jury soulignent également que l'équipe fut une des seules à prendre en compte les enjeux environnementaux et écologiques, de manière réaliste et novatrice, et ce tant dans leur approche matérielle que narrative.

Au plan de la faisabilité, l'équipe a su démontrer par la présentation de comparables réalisés, qu'une telle installation peut être durable et adaptée à la rigueur de notre climat. Les interventions sont toutefois novatrices et du développement et des étapes de validation restent à effectuer en vue d'en arriver aux solutions finales. Les défis sont présents mais la modularité de la structure laisse place à l'optimisation et à l'adaptation du concept, au besoin et selon les commentaires des experts en chantier. Les attributs fonctionnels et le caractère hautement emblématique pour la rue Sainte-Catherine en valent l'effort de développement, soulignent les membres du jury, qui mentionnent par ailleurs que l'équipe possède l'expertise et l'expérience requises pour mener ce projet à terme.

Prestation : 025RU - Grand rue
Équipe : L. McComber, Encore heureux, Atelier Chinotto et Hub Studio

---





Plusieurs idées intéressantes ont été apportées dans la prestation de cette deuxième étape, notamment la cité de chantier où cohabitent travailleurs et usagers, la grande roue qui offre un point de vue d'ensemble sur le chantier, et la maquette du chantier qui permet aux usagers de mieux comprendre les travaux et d'anticiper leur déplacement.

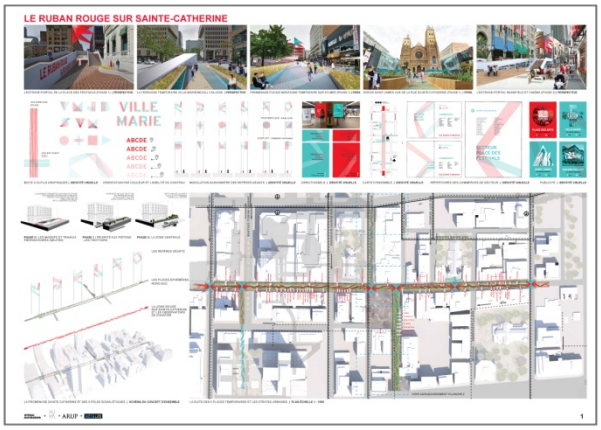
L'identité graphique de la prestation est aussi l'une des mieux contrôlée de l'ensemble des prestations. La signalétique est sobre, efficace et chic comme la rue Sainte-Catherine. Les affiches qui présentent l'histoire de l'artère, les travaux en cours et l'aménagement de la future rue contribuent également à enrichir l'expérience narrative.

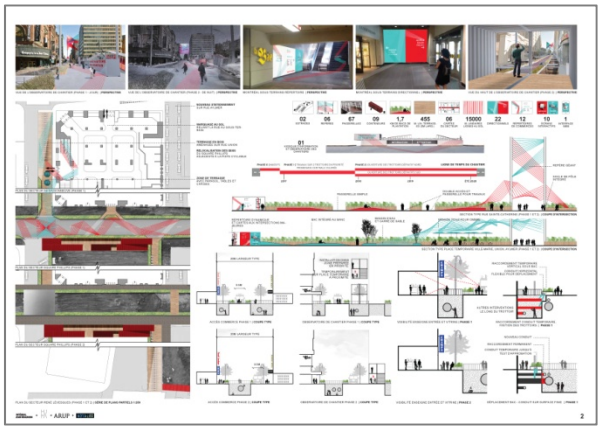
Au plan fonctionnel et opérationnel, les installations sont modulaires, facilement déplaçables et tiennent compte de la réalité du chantier. Ces dernières, étant composées de mobilier de chantier usuel, facilitent également la gestion au quotidien par les entrepreneurs.

À la première étape, le critère d'évaluation portant sur les enjeux expérientiels et perceptuels avait été jugé le plus faible dans la proposition. La prestation a apporté des pistes de bonification à ce chapitre mais cela demeure insuffisant pour créer un concept attractif dont l'intérêt sera maintenu sur quatre ans, mentionne le jury. La grande roue perdra sans doute de son attrait pendant toute cette durée et plusieurs éléments sont retirés l'hiver. Comme pour d'autres prestations, les interventions se caractérisent par plusieurs gestes de moindre envergure qui ne sont pas à l'échelle de la grande artère commerciale qu'est Sainte-Catherine.

Prestation : 067SL - Le ruban rouge sur Sainte-Catherine
Équipe : Intégral Jean Beaudoin en collaboration avec Arup, Humà Design & Architecture et Novalux

---





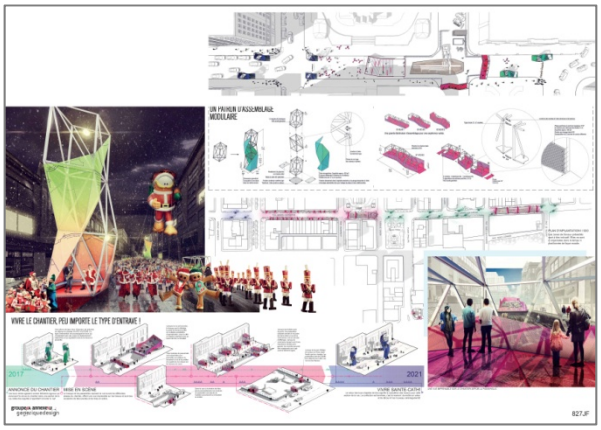
Ce qui avait particulièrement plu au jury dans la proposition présentée à l'étape 1 était le geste fort, emblématique, à l'échelle de la rue Sainte-Catherine. La prestation de la phase 2 s'est rationnalisée selon les commentaires du jury tout en conservant l'identité forte du concept. L'équipe a également fait une analyse détaillée des types d'usagers, ce qui se traduit par des expériences assez variées pour ces derniers. C'est une grande force de la prestation, soulignent les membres du jury.

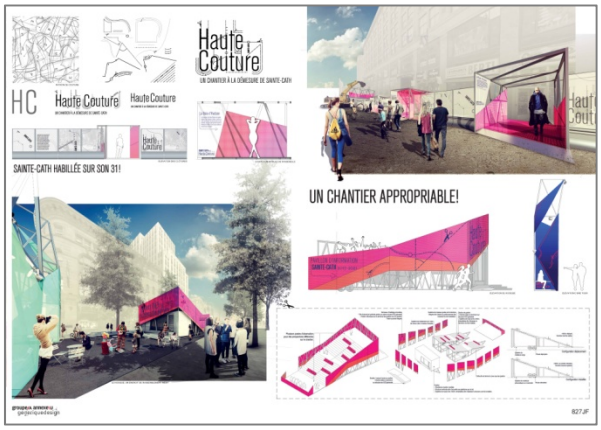
Au plan de la signalétique et de la communication, le concept a également bien évolué entre la première et la deuxième phase. La signature graphique est plus sobre, efficace, adaptable sur plusieurs plateformes et laisse entrevoir des possibilités d'appropriation pour les commerçants.

En ce qui a trait aux enjeux fonctionnels et opérationnels, la prestation ne rencontre toutefois pas les objectifs du projet. Les lourdes et massives structures ne présentent pas la modularité et la flexibilité nécessaires dans le cadre d'un chantier en évolution. Les installations contribuent d'ailleurs peu à amenuiser les impacts négatifs du chantier et elles ne sont pas conçues en tenant compte du contexte contraignant et changeant associé à une artère en travaux. Il s'agit en fait davantage d'une proposition de plusieurs places publiques éphémères disposées autour du chantier. Ce projet aurait pu tout aussi bien voir le jour dans un autre contexte et ne rép0nd pas aux attentes formulées dans le programme du concours.

Prestation : 827JF - Haute Couture
Équipe : Groupe A / Annexe U en collaboration avec Générique Design

---





Ce concept met en scène le chantier, et il le très fait bien. L'esthétique des installations et le langage formel sont également une des forces de la prestation. Les interventions se présentent sur plusieurs niveaux, ce qui donnera une perspective intéressante et différents points de vue sur le chantier pour les usagers.

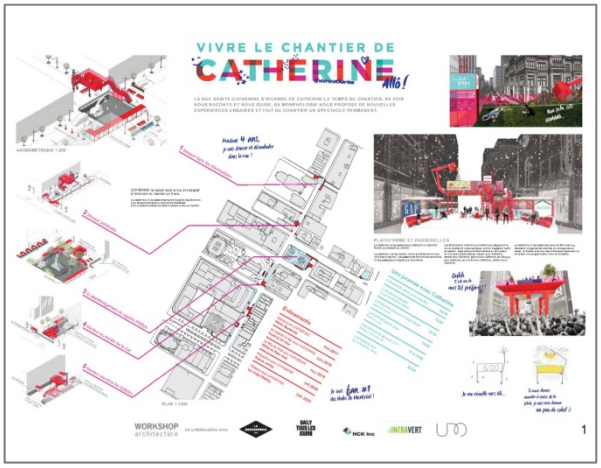
Au plan des enjeux fonctionnels et opérationnels, la prestation est très bien aboutie. L'équipe maîtrise les contraintes associées au chantier et l'intelligence de conception des structures modulaires en témoigne. L'équipe est de plus très expérimentée et possède l'expertise requise pour réaliser ce projet.

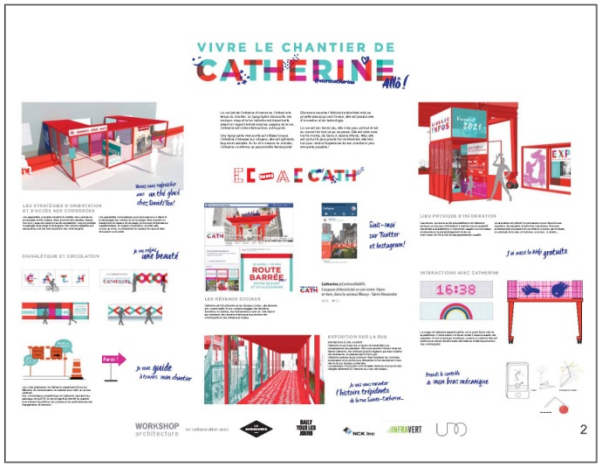
Les enjeux de signalétique, de communication et de diffusion ont toutefois été peu abordés dans la prestation alors que c'est un aspect important pour la réussite du projet et l'adhésion des usagers. Le propos narratif et le contenu sont une lacune du concept présenté.

La prestation répond aux enjeux du programme mais elle ne livre toutefois pas la démesure et l'effervescence dont parle l'équipe. L'expérience des usagers est également peu variée. Elle se situe davantage dans la contemplation et traite peu de la déambulation. La proposition avait plu au jury en phase 1 pour son impact considérable dans l'espace, en adéquation avec l'échelle de la rue Sainte-Catherine. Le projet s'est toutefois dilué depuis, perdant ainsi quelque peu l'enchantement qu'il avait suscité à la première étape.

Prestation : 992QU - Vivre le chantier de Catherine
Équipe : Workshop Architecture en collaboration avec La Camaraderie, Daily tous les jours, NCK, Infravert et Udo Design

---





Cette prestation a beaucoup évolué entre les deux étapes du concours et elle s'est enrichie considérablement au plan expérientiel notamment. Les vues en plongée sur le chantier et l'expérience qui sera vécue par les usagers sont des points forts du concept et permettront de faire vivre la rue Sainte-Catherine autrement, notamment par cette troisième dimension de la hauteur. Le côté ludique des interventions a également plu au jury, de même que l'aspect narratif.

En ce qui concerne les enjeux de signalétique, de communication et de diffusion, le jury souligne la pertinence des vitrines ou boutiques éphémères en termes de visibilité et d'attrait pour les commerces. En contrepartie, ces vitrines, combinées aux passerelles, complexifient considérablement les opérations des entrepreneurs dû aux déplacements fréquents des passerelles.

Au plan fonctionnel et opérationnel, les installations utilisent des matériaux et des équipements de chantier, ce qui représente un avantage en termes d'utilisation, de manipulation et de robustesse. Les interventions sont toutefois davantage insérées de façon ponctuelle, et prennent peu en compte les réalités du chantier afin d'en amoindrir les impacts. Le jury perçoit mal l'intégration entre les installations et le chantier. D'ailleurs, les planches montrent très peu le contexte varié des travaux.

Ces interventions ponctuelles ne sont pas à l'échelle de la rue Sainte-Catherine et incitent peu les usagers à traverser le chantier, soulignent les membres du jury. Les idées foisonnent mais on ne sent pas de propos conceptuel global et unifié derrière cette prestation.

13. RECOMMANDATIONS DU JURY

En conclusion d'un processus rigoureux et transparent, le jury recommande à la Ville de Montréal de confier un mandat à la firme **Kanva** pour finaliser la conception, faire les plans et devis et assurer un suivi auprès d'un fournisseur qui fabriquera, déploiera et entretiendra les éléments du concept.

Le jury recommande également la création d'un panel de design et d'experts qui pourra accompagner la Ville et le lauréat aux étapes clés de la conception, du développement et du prototypage.

Ce panel sera particulièrement responsable de :

- s'assurer de la continuité du développement dans le respect des attributs du concept et selon les commentaires du jury;
- s'assurer de la cohérence du volet identitaire et communicationnel en lien avec les commentaires du jury;
- veiller à ce que le développement du concept prenne en compte les enjeux de chantier et de production au fil des ans.

14. COMMENTAIRES DU JURY SPÉCIFIQUES AU DÉVELOPPEMENT DE LA PRESTATION LAURÉATE

Les commentaires suivants sont formulés par le jury en vue de la finalisation de la conception par l'équipe lauréate Kanva.

- Faire rapidement des validations avec le Service de sécurité incendie de Montréal.
- Tester rapidement en prototypage une partie de l'installation (structure gonflable) sur un autre chantier d'infrastructures souterraines (ou en faire une simulation) afin de procéder aux ajustements requis avant la production de plans et devis finaux.
- S'assurer, lors de la déambulation, que les usagers perçoivent l'activité commerciale. Le projet doit être en ce sens plus poreux et transparent pour la visibilité des commerces.
- Revoir le kiosque d'information et les modules, qui sont des objets anecdotiques par rapport au geste principal. Une réflexion devrait être entamée par l'équipe afin de procurer un caractère plus emblématique à ces interventions.
- Faire en sorte que le branding du projet soit associé plus spécifiquement à la rue Sainte-Catherine en travaux et non à l'intervention en design elle-même.
- Questionner la pertinence des produits dérivés associés au branding.
- Ne pas consacrer une grande partie du budget à l'application mobile. Le concept peut vivre très bien sans ce volet numérique, qui apparait coûteux à réaliser et dont les sommes consacrées semblent insuffisantes au budget.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

CI-APRÈS APPELÉE LA « **VILLE** »

ET : **KANVA ARCHITECTURE INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 4060 boulevard Saint-Laurent, bureau 103, Montréal, Québec, H2W 1Y9, agissant et représentée par Rami Bebawi, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 145189353 RT 0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1204841574 TQ 0001

CI-APRÈS APPELÉE LE « **DESIGNER** »

ET : **BLACKWELL BOWICK PARTNERSHIP LIMITED**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au Suite 405 – 19 Duncan Street, Toronto, Ontario, M5H 3H1, agissant et représentée par Anthony Spick, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

CI-APRÈS APPELÉE L' « **INGÉNIEUR** »

LE DESIGNER ET L'INGÉNIEUR SONT CI-APRÈS APPELÉS COLLECTIVEMENT LE « **CONTRACTANT** »

ATTENDU QUE la *Ville* de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Concours** » : concours de design pluridisciplinaire pour l'atténuation des impacts par la mise en valeur du chantier du projet de la rue Sainte-Catherine ouest, phase 1;

1.2 « **Directeur** » : le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou son représentant dûment autorisé;

1.3 « **Coordonnateur** » : le Designer qui assume dans le cadre de la présente convention la coordination et la conciliation de tous les livrables pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation du Projet, sous réserve des droits et obligations réservés exclusivement à l'Ingénieur en vertu de la loi. Le Coordonnateur sera répondant de la Ville pour l'ensemble des professionnels impliqués à la réalisation du Projet;

1.4 « **Projet** » : concept de design visant l'atténuation des impacts par la mise en valeur du chantier du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest – Phase 1;

1.5 « **Annexe 1** » : le Règlement de Concours et ses annexes en date du 17 mars 2016;

1.6 « **Annexe 2** » : le programme de Concours et ses annexes en date du 17 mars 2016;

1.7 « **Annexe 3** » : la Proposition du Contractant déposée le 5 mai 2016 en conformité avec le Règlement du Concours;

1.8 « **Annexe 4** » : la Prestation du Concurrent déposée le 15 août 2016 en conformité avec le Règlement du Concours;

1.9 « **Annexe 5** » : les rapports du Jury portant sur la Proposition et sur la Prestation du Contractant;

1.10 « **Annexe 6** » Guide d'évaluation des fournisseurs pour le domaine d'affaires des services professionnels.

ARTICLE 2
OBJET

2.1 La Ville retient les services du Contractant qui s'engage à réaliser le *Projet* conformément aux termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2, 3, 4 et 5.

2.2 Le Designer s'engage en outre à agir comme Coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant au Coordonnateur un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'Ingénieur.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de la présente convention et des Annexes 2, 3, 4 et 5 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 2, 3, 4 et 5 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.3 Le texte de l'Annexe 2 prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 3, 4 et 5 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.4 Le texte de l'Annexe 5 prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 3 et 4 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.5 Le texte de l'Annexe 4 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties, suivant la date la plus tardive de signature ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin, sous réserve de l'article 16, lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville, notamment en matière de confidentialité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Coordonnateur la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Coordonateur s'engage à :

6.1 assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis pour compléter le Projet. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits;

6.2 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant les travaux visés à l'article 2 (« Objet ») et les transmettre au Directeur selon les modalités indiquées par ce dernier.

Le Contractant s'engage à :

6.3 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1, 2, 3, 4 et 5;

6.4 collaborer entièrement avec la Ville et le Directeur, de même qu'avec les personnes, sociétés ou corporations désignées par ceux-ci;

6.5 s'assurer de l'exactitude des plans, croquis ou autres documents qui lui sont remis par la Ville et signaler sans délai au Directeur toute erreur ou inexactitude qu'ils pourraient contenir;

6.6 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui lui sont remis par la Ville ou ses représentants, sans l'autorisation écrite du Directeur;

6.7 ne pas agir de manière à porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville;

6.8 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui lui sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit de la Ville;

6.9 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui leur seraient révélés à l'occasion de l'exécution de leurs services, s'abstenir de les utiliser à d'autres fins, à moins d'avoir obtenu, au préalable l'autorisation écrite du Directeur;

6.10 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire direct ou indirect dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la réalisation du Projet ou l'exécution des travaux visés par la présente convention; la possession de moins de un pour cent (1 %) des actions d'une compagnie dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'étant toutefois pas considérée comme intérêt pécuniaire;

6.11 fournir, à ses frais, sur support informatique (disques compacts ou clé USB) les plans, le cahier des charges et les rapports préparés dans le cadre de l'exécution de la présente convention ;

6.12 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation du Projet;

6.13 suivre les normes que la Ville exige pour la présentation des dessins, des plans et tout autre document nécessaire;

6.14 conserver pendant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités et les paiements aux entrepreneurs ou les modifications à apporter aux plans et devis;

6.15 voir à ce que tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux soient respectés ainsi que les droits des tiers, notamment des propriétaires riverains, le Contractant étant responsable des frais encourus par la *Ville* qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non-respect des droits des tiers;

6.16 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur la circulation des véhicules et le déplacement des piétons lors des travaux;

6.17 commencer les travaux seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur;

6.18 tenir compte de toutes les instructions ou recommandations du Directeur sur la façon de préparer et d'exécuter le travail confié;

6.19 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.20 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;

6.21 dans le cas où la Ville l'a spécifiquement chargé d'obtenir des documents ou de procéder à un relevé nécessaire à l'exécution des présentes, assumer tous les coûts supplémentaires encourus pour la réalisation du Projet découlant de l'inexactitude de ces documents ou relevés;

6.22 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant celle-ci à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention, et ce, sans frais supplémentaires;

6.23 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.24 soumettre à la Ville, pour approbation, toute demande de substitution ou de changement de rôle d'un membre de l'équipe du Contractant. Le curriculum vitae de la personne proposée devra être transmis avec la demande d'approbation;

6.25 n'entreprendre aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale mentionnée à l'article 8.1, sans avoir obtenu au préalable, l'autorisation de la Ville;

6.26 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui auront été livrés.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation et à l'application de la convention et des Annexes 1, 2, 3, 4 et 5;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge insatisfaisants ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1, 2, 3, 4 et 5;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier;

7.5 exiger du Contractant qu'il reprenne, en tout ou en partie, à ses frais, les plans et le cahier des charges lorsque, à la suite de l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme excède le coût estimé des travaux tel que prévu lors du dépôt des plans et devis finaux.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à verser un montant maximal de six cent quatre-vingt-quinze mille dollars (695 000,00 $) couvrant tous les services rendus aux termes de la présente convention, notamment tous les honoraires ainsi que toutes les dépenses et taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ) ainsi que les contingences et les services supplémentaires, s'il y a lieu.

Les honoraires professionnels maximums pour la réalisation du Projet sont de six cent quatre-vingt-quinze mille dollars (695 000,00 $), taxes incluses, et sont répartis comme suit :

Description	Montant taxes incluses
Finalisation de la conception et des plans et devis	357 000,00 $
Suivi de fabrication et d'implantation pour 4 ans	238 000,00 $
TOTAL	**595 000,00 $**
Services supplémentaires au besoin	100 000,00 $
MAXIMUM TOTAL	**695 000,00 $**

8.2 Cette somme est payable sur présentation de factures, au prorata du pourcentage d'avancement des travaux.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Aucuns honoraires ne seront versés au Contractant pour les services qu'ils pourraient avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission d'un des membres de l'équipe du Contractant mandatée au Projet, du personnel ou d'un tiers dont il retient les services.

ARTICLE 9
SERVICES DE BASE

9.1 Les services de base visés comprendront notamment :

Étape 1: Finalisation de la conception

- Réaliser les recherches supplémentaires au besoin;
- Proposer un plan de travail de la conception du Projet;
- Mettre à jour l'échéancier de conception;
- Développer le design définitif en tenant compte des commentaires des différents intervenants;
- Identifier les messages principaux et les grands objectifs du concept;
- Identifier les contenus ou les objets phares du Projet;
- Développer le design de l'environnement du Projet;
- Orienter le mandat de façon à ce que sa réalisation se fasse à l'intérieur du budget disponible;
- Consulter et s'adjoindre si requis les intervenants techniques pertinents afin d'assurer la Faisabilité de la réalisation du concept à déployer;
- Informer le Directeur des risques potentiels et tenter d'en réduire l'occurrence;
- Faire l'évaluation auprès du comité d'accompagnement de certains éléments;
- Rédiger les comptes rendus des réunions tenues (remis dans un délai maximum de cinq jours ouvrables suivant la réunion).

Étape 2: Plans et devis

- Mettre à jour le plan de travail de la conception du Projet;
- Mettre à jour l'échéancier de conception;
- Procéder à la rédaction des textes finaux;
- Produire des plans et devis finaux, des fichiers d'impressions, des fichiers vidéo ou sonores, des spécifications techniques en vue de la fabrication, de l'installation et de la maintenance (instructions à l'entrepreneur ou au producteur selon la configuration du chantier) de tous les éléments d'aménagement et des éléments graphiques du concept;
- Soumettre une évaluation détaillée des coûts de l'intervention;
- Produire des instructions (devis technique) qui seront incluses dans les documents d'appel d'offres de l'entrepreneur en construction (ou du producteur) qui sera responsable de l'implantation et de la gestion quotidienne de l'intervention sur le site;
- Ajuster les plans et devis en fonction des commentaires de l'entrepreneur (ou du producteur), le cas échéant;
- Informer le Directeur des risques potentiels et tenter d'en réduire l'occurrence;
- Rédiger les comptes rendus des réunions tenues (remis dans un délai maximum de cinq jours ouvrables suivant la réunion).

Étape 3: Suivi de fabrication et implantation

- Mettre à jour le budget et l'échéancier;
- Procéder au rodage du Projet réalisé en invitant les groupes-tests issus des clientèles qui posent des défis;
- Proposer et soumettre la documentation nécessaire concernant les ajustements qui découlent des groupes-tests et qui sont jugés souhaitables par la Ville;
- Fournir le manuel définitif pour l'entretien et l'opération;
- Monter le cahier de Projet comportant toutes les garanties, les programmes d'entretien et de maintenance;
- Accompagner et former l'entrepreneur (ou le producteur) pour assurer le fonctionnement du Projet;
- Soutenir l'entrepreneur en cas de demande de précisions pour la phase de fabrication des éléments de l'intervention;
- Assurer le suivi de l'implantation de l'intervention sur le terrain en début de chantier, lors d'imprévus, lors de changement de phase, lors de moments spécifiques liés à l'évolution du concept, lors de la fin du chantier. L'entrepreneur ou le producteur est responsable de produire, d'installer, de déplacer et d'entretenir le concept d'aménagement de chantier sur une base quotidienne. Le Contractant doit supporter l'entrepreneur dans les moments clés du chantier, et ce, pour une durée de quatre (4) ans;
- Rédiger les comptes rendus des réunions tenues (remis dans un délai maximum de cinq jours ouvrables suivant la réunion).

ARTICLE 10
SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

10.1 Si la Ville requiert du Contractant des services supplémentaires, le Directeur fixe une somme forfaitaire à être payée par la Ville pour l'exécution de ces services, en tenant compte, entre autres, des taux horaires mentionnés à l'Annexe 4 et du temps qu'elle estime raisonnablement requis à cette fin.

10.2 La somme ainsi fixée inclut les dépenses du Contractant et les taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ).

10.3 Le Contractant ne doit entreprendre l'exécution d'aucun service supplémentaire sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Directeur.

10.4 La Ville ne versera au Contractant aucune somme excédant la somme forfaitaire préalablement déterminée par le Directeur pour l'exécution d'un service supplémentaire.

10.5 Le montant total d'honoraires payables pour l'ensemble des services supplémentaires requis dans le cadre de la présente convention, le cas échéant, ne peut en aucun cas excéder la somme maximale de cent mille dollars (100 000,00 $), incluant TPS et TVQ. Cette somme est incluse dans le montant total d'honoraires prévu à l'article 8.1 de la présente convention.

ARTICLE 11
MODALITÉS DE PAIEMENT

11.1 Le Contractant est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de sa facture et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard.

11.2 Pour des raisons administratives et de coordination de l'ensemble du Projet dont les responsabilités relèvent du Coordonnateur, les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre du Coordonnateur. Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville au Contractant et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard du Contractant. Le Contractant renonce par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

11.3 Le Contractant doit soumettre ses factures conformément au calendrier de paiement qui sera établi avec le Directeur suivant la signature de la présente convention par l'ensemble des parties. Le calendrier de paiement sera organisé selon le plan de travail par livrables prévu à l'article 9 de la présente convention.

11.3.1 85% du montant affecté à un livrable est facturable au moment de la remise du livrable par le Contractant.

11.3.2 15% du montant affecté à un livrable est facturable au moment de l'acceptation du livrable par le Directeur.

11.4 Les factures doivent préciser le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ) ainsi que les numéros d'inscription du Contractant attribués par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ.

11.5 Toute facture présentée par le Coordonnateur doit être accompagnée de toutes les pièces justificatives afférentes et comporter toutes les informations relatives à la TPS et à la TVQ, à défaut de quoi, elle sera retournée au Coordonnateur pour correction.

ARTICLE 12
ABANDON OU SUSPENSION DES TRAVAUX

12.1 Si les travaux visés par la présente convention sont abandonnés ou suspendus en tout ou en partie par la Ville, le Contractant sera payé pour les services effectivement rendus en date de cet abandon ou de cette suspension, selon les termes et conditions de la présente convention.

12.2 Si l'abandon ou la suspension des travaux ne vise qu'un seul des signataires, les prescriptions du présent article ne concernent que ce dernier et n'impliquent en rien l'autre signataire.

12.3 Tous les documents, plans et études alors réalisés devront être remis au Directeur sans délai.

12.4 Le Designer et l'Ingénieur doit cesser immédiatement l'exécution de la convention, en attendant la décision de la Ville, lorsque le Directeur avise le Coordonnateur de son intention de recommander l'abandon ou la suspension des travaux.

12.5 L'abandon ou la suspension des travaux ne donne droit ni au Designer, ni à l'Ingénieur, à aucune compensation ou indemnité pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de tel abandon ou de telle suspension.

12.6 Lorsque la Ville demande au Coordonnateur de reprendre ses services après une suspension, le Designer et l'Ingénieur doit le faire dans un délai raisonnable n'excédant pas dix (10) jours.

ARTICLE 13
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant, ne peut en aucun cas excéder la somme maximale prévue à l'article 8 (« Honoraires »).

ARTICLE 14
ASSURANCES

14.1 Le Contractant doit démontrer qu'il est assuré en matière de responsabilité civile générale ou de responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, par des polices d'assurance.

Les polices d'assurance doivent comporter une protection d'au moins :

14.1.1 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile générale; ou

14.1.2 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation, dans le cas de la responsabilité professionnelle.

À la signature de la convention, le Designer et l'Ingénieur doit remettre au Directeur une attestation de ces polices d'assurance ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de celles-ci. Par la suite, le Designer et l'Ingénieur devra soumettre annuellement au Directeur une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de certificat de renouvellement. À défaut par le Designer et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

14.2 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Designer et de l'Ingénieur à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

14.3 Chaque police d'assurance doit comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

14.4 La Ville doit être désignée comme coassurée du Designer et de l'Ingénieur sur les polices des responsabilités civiles générales qui ne doivent compter aucune franchise applicable à la Ville.

ARTICLE 15
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément au Règlement de Concours (Annexe 1) et en contrepartie des honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention, le Contractant :

15.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci;

15.2 garantit à la Ville qu'il détient tous les droits lui permettant de céder tous les droits de propriété intellectuelle et de renoncer à l'exercice de ses droits moraux et à cet égard, il prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite, réclamation ou demande découlant de cette cession des droits et la tient indemne de toute condamnation ou de jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais.

15.3 s'engage à obtenir de tous ses sous-traitants les droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et autres documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention.

Par ailleurs, la Ville :

15.4 concède gratuitement au Contractant une licence libre de redevances et non exclusive pour une durée illimitée l'autorisant à reproduire sa prestation, en totalité ou en partie, sur quelque support que ce soit à des fins promotionnelles seulement.

ARTICLE 16
RÉSILIATION

16.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

16.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

16.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 17
CONDITIONS GÉNÉRALES

17.1 **VÉRIFICATION**

Le Directeur peut vérifier les pièces, relevés et registres relatifs aux montants qui lui sont facturés et en prendre copie. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux du Contractant et ce dernier doit prendre toute mesure nécessaire pour faciliter cette vérification.

17.2 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

17.3 **AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

17.4 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

17.5 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

17.6 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

17.7 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

17.8 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

17.9 **AVIS**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Pour le Contractant

Tout avis doit être adressé au Coordonateur, à l'attention du Rami Bebawi, à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention. Pour le cas où le Coordonateur

changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, les avis au Contractant seront envoyés au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Pour la Ville

Tout avis doit être adressé à l'attention de madame Christiane Rail, au 801, rue Brennan, 10^{e} étage, Montréal (Québec), H3C 0G4.

17.10 **ÉVALUATION DU CONTRACTANT**

Le gouvernement du Québec adoptait en décembre 2012 le projet de loi no 8 intitulé Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale, par lequel il a notamment modifié l'article 573 de la Loi sur les cités et villes, en y insérant le paragraphe 2.0.1 qui permet aux municipalités de refuser, à certaines conditions, toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant. Cette disposition est entrée en vigueur par décret gouvernemental le 26 juin 2013.

Conséquemment, un suivi rigoureux et documenté sera effectué pendant la durée de la présente convention. Par la suite, à la fin de la convention, le rendement du Contractant sera évalué sur un ensemble de critères prédéfinis regroupés par thèmes. La grille de thèmes, incluant la pondération et les critères sous-tendus des thèmes, est fournie à l'Annexe 6 de la présente convention.

Si le rendement du Contractant s'avère non satisfaisant, un rapport de cette évaluation lui sera transmis au plus tard soixante (60) jours après la fin de la convention. Suite à la réception du rapport, le Contractant disposera d'une période de trente (30) jours pour faire parvenir ses commentaires à la personne désignée responsable de l'évaluation. Suite à la réception de ces commentaires, et si la personne désignée en maintient les conclusions, elle pourra faire entériner l'évaluation de rendement insatisfaisant par le comité exécutif de la Ville dans un délai de soixante (60) jours.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 201

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 201

KANVA ARCHITECTURE INC.

Par : _____

Le e jour de 201

BLACKWELL BOWICK PARTNERSHIP LIMITED

Par : _____

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 201.. (Résolution CG…….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166086001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Octroyer un contrat de services professionnels en design à Kanva architecure inc., lauréat du concours «Vivre le chantier Sainte-Cath!», pour concevoir, élaborer des plans et devis et effectuer le suivi de la fabrication et de l'implantation du projet d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest pour une somme maximale de 800 000,00$, taxes et contingences incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1166086001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-7232

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-31

Paul KANAAN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-2857

Division : Direction conseil et soutien financier - Point de service Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 20.19

2016/09/29 17:00

(2)

Dossier # : 1167353001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les services intégrés Lemay et associés inc., pour des services professionnels en architecture de paysage et ingénierie pour l'élaboration de plans et devis et la surveillance requis pour l'aménagement du parc du Bassin-à-Bois(nord et sud)et de la place publique - Dépense totale de 618 237,19 $, taxes incluses (contrat de 588 797,32 $ + contingences de 29 439,87 $) - Appel d'offres public 211613 (3 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense de 618 237,19 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture de paysage et ingénierie reliés à l'élaboration des plans et devis et la surveillance environnementale requis pour l'aménagement du parc du Bassin-à- Bois (nord et sud) et la place des Quatre-Bassins du projet Les Bassins du Nouveau Havre, conditionnellement à ce que le comité exécutif autorise la dépense;

D'accorder à la firme Les services intégrés Lemay et associés inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 588 797,32 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public numéro 211613.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 15% par l'agglomération et à 85% par la ville centre.

De demander au comité exécutif d'autoriser une dépense de 618 237,19 $, taxes incluses, à cette fin et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-09-09 15:16

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 septembre 2016	Résolution: CA16 22 0336

Octroyer un contrat à la firme Les services intégrés Lemay et associés inc., pour des services professionnels en architecture de paysage et ingénierie, pour l'élaboration de plans et devis et la surveillance requise pour l'aménagement du parc du Bassin-à-Bois (nord et sud) et de la place publique - Dépense totale de 618 237,19 $, taxes incluses (contrat de 588 797,32 $ + contingences de 29 439,87 $). Appel d'offres public numéro 211613 (3 soumissionnaires) (dossier 1167353001)

Il est proposé par Benoit Dorais

appuyé par Craig Sauvé

ET RÉSOLU :

D'autoriser une dépense de 618 237,19 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture de paysage et ingénierie reliés à l'élaboration des plans et devis et la surveillance environnementale requis pour l'aménagement du parc du Bassin-à- Bois (nord et sud) et la place des Quatre-Bassins du projet Les Bassins du Nouveau Havre, conditionnellement à ce que le comité exécutif autorise la dépense;

D'accorder à la firme Les services intégrés Lemay et associés inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 588 797,32 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public numéro 211613;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 15% par l'agglomération et à 85% par la ville centre;

De demander au comité exécutif d'autoriser une dépense de 618 237,19 $, taxes incluses, à cette fin et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.01 1167353001

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Pascale SYNNOTT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 septembre 2016

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2016/09/29 17:00

(2)

Dossier # : 1167353001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à la firme Les services intégrés Lemay et associés inc, pour des services professionnels en architecture de paysage et ingénierie pour l'élaboration de plans et devis et la surveillance requis pour l'aménagement du parc du Bassin-à-Bois (nord et sud) et de la place publique - Dépense totale de 618 237,19 $, taxes incluses (contrat de 588 797,32 $ + contingences de 29 439,87 $). Appel d'offres public numéro 211613 (3 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense de 618 237,19 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture de paysage et ingénierie reliés à l'élaboration des plans et devis et la surveillance environnementale requis pour l'aménagement du parc du Bassin-à- Bois (nord et sud) et la place des Quatre-Bassins du projet Les Bassins du Nouveau Havre, conditionnellement à ce que le comité exécutif autorise la dépense;

D'accorder à la firme Les services intégrés Lemay et associés inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 588 797,32 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public numéro 211613.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 15% par l'agglomération et à 85% par la ville centre.

De demander au comité exécutif d'autoriser une dépense de 618 237,19 $, taxes incluses, à cette fin et d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière.

Signé par Aurèle BLANCHETTE **Le** 2016-08-18 18:00

Signataire : Aurèle BLANCHETTE

Directeur d'arrondissement par intérim
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167353001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à la firme Les services intégrés Lemay et associés inc, pour des services professionnels en architecture de paysage et ingénierie pour l'élaboration de plans et devis et la surveillance requis pour l'aménagement du parc du Bassin-à-Bois (nord et sud) et de la place publique - Dépense totale de 618 237,19 $, taxes incluses (contrat de 588 797,32 $ + contingences de 29 439,87 $). Appel d'offres public numéro 211613 (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le parc du Bassin-à-Bois (parties nord et sud) et la place des Quatre-Bassins se situent en bordure nord du canal de Lachine, à l'intérieur du périmètre compris entre les rues Richmond, Ottawa et du Séminaire. Ces lieux publics constituent une partie des espaces verts prévus dans le projet de développement immobilier d'envergure « Les Bassins du Nouveau Havre », initié par la Société Immobilière du Canada (SIC).
L'actuel mandat s'inscrit dans la continuité des travaux d'infrastructures et d'aménagements ayant eu lieu sur le domaine public dans le secteur depuis 2012, incluant:

- l'aménagement de la rue Basin et allées piétonnes (SIC-2013 - 2016);
- l'aménagement du bassin de biorétention (SIC-2013);
- le déplacement d'un aqueduc 600 mm (Ville - 2015-2016);
- l'aménagement du parc 3 nord (parc du Bassin-à-Gravier) (Ville- 2015-2016).

L'arrondissement a procédé à un appel d'offres public selon les règles en vigueur. L'appel d'offres a été publié le 19 mai 2016 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le journal La Presse. Les soumissions ont été reçues et ouvertes le 13 juin 2016. La durée de validité des offres est de 180 jours. Trois (3) offres de services ont été déposées et évaluées selon les critères d'évaluation de la grille d'évaluation préapprouvée et selon la pondération indiquée aux documents d'appel d'offres. Deux firmes

sur trois se sont qualifiées. Le comité de sélection, composé de trois membres, s'est tenu le jeudi 23 juin 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM09 0674 - 24 août 2009 - Adoption de l'accord de développement pour le projet « Les Bassins du Nouveau Havre » » (dossier 1094175003)
CM09 0702 - 24 août 2009 - Adoption du Règlement autorisant la construction d'immeubles à des fins résidentielles et commerciales sur le lot 1 852 819 du cadastre du Québec (dossier 1083468009).
CG10 0408 - 25 novembre 2010 - Adoption d'une entente sur les travaux municipaux avec la Société immobilière du Canada pour la réalisation du projet « Les Bassins du Nouveau Havre » (dossier 1104175002).
CA13 22 0217- 4 juin 2013- Octroi d'un contrat à « Atelier Urban Soland », au montant de 264 321,78 $, pour l'élaboration de plans et devis et la surveillance des travaux, requis pour l'aménagement du parc 3 nord dans le projet « Les bassins du Nouveau Havre (dossier 1130725001) » .
CA15 22 0147 - 27 avril 2015 - Octroi d'un contrat à « Groupe Dubé entrepreneur général inc. » au montant de 2 877 881,74$ pour la réalisation de l'aménagement du parc 3 nord sur le site des Bassins du Nouveau Havre (dossier 1150331002)
CE-CG15 0468 - 20 août 2015- Accorder un contrat à Catalogna et Frères Ltée, pour la construction d'une conduite d'eau principale de 600 mm de diamètre et abandon de la conduite d'eau existante dans l'axe de la rue Guy, du Canal de Lachine à la rue William (Les Bassins du Nouveau Havre). Arrondissement: Le Sud-Ouest. Dépense totale de 1 551 380,39 $ (contrat: 1 374 380,39 $ + incidences: 177 000,00 $), taxes incluses (dossier 1154822045).

DESCRIPTION

L'actuel mandat consiste à fournir des services professionnels en architecture de paysage, en ingénierie (civile et électrique) et en arpentage pour l'aménagement du parc du Bassin-à-Bois (parties nord et sud) et de la place publique. Le travail comprend l'élaboration des plans et devis et la surveillance pour les travaux d'aménagements, qui sont scindés en trois volets :

· **volet 1** | les travaux d'aménagement de la partie sud du parc du Bassin-à-Bois, prévus au printemps 2017 ;

· **volet 2** | les travaux d'aménagement de la partie nord du parc du Bassin-à-Bois, prévus au printemps 2018 ;

· **volet 3** | les travaux d'aménagement de la place publique, prévus en 2018-2019, suite à la construction du bâtiment, rue Ottawa, donnant sur la place.

JUSTIFICATION

Soumissions conformes	**Note Intérim**	**Note finale**	**Prix de base (TTI)**	**Contingences (TTI)**	**Total**
Les services intégrés Lemay et ass. Inc.	78 %	2,07	588 797,32 $	29 439, 87 $	618 237,19 $
Atelier civiliti inc.	81,83 %	2,04	614 805,81 $	30 740,29 $	645 546,11 $
Dernière estimation réalisée			605 288,18 $	30 264,41 $	635 552,59 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					- 17 315, 40 $

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*	- 3 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	27 308,92 $ 4,5 %

Le comité de sélection recommande de retenir l'offre de services de la firme Les services intégrés Lemay et associés inc. Cette équipe a obtenu le plus haut pointage après la deuxième étape, selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires.
L'estimation pour les honoraires professionnels était de 526 452, 00 $ avant contingences et taxes. Cette estimation correspond à 13,5 % de la valeur estimée des travaux et a été effectuée à partir du barème des honoraires de l'AAPQ, en considérant la valeur du projet et son degré de complexité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant des honoraires prévus au contrat représente une somme de 618 237,19 $, taxes incluses, comprenant un budget pour des contingences de 29 439,87 $, taxes incluses.
Le coût total maximal de ce contrat de 618 237,19 $ (taxes incluses) sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 564 532,96 $ (net des ristournes), correspondant à l'investissement. Un montant de 477 827,79 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence corporative #15-097 « Travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans le cadre du projet les Bassins du Nouveau-Havre » et un montant 86 705,17 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération #RCG 15 -090 «Travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans le cadre du projet les Bassins du Nouveau-Havre».

Cette dépense sera assumée à 85% par la ville centre et 15% par l'agglomération.

Les crédits nécessaires à la réalisation de ce mandat proviendront des budgets prévus au programme triennal d'immobilisation 2016-2018 de la Direction de l'habitation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet « Les Bassins du Nouveau Havre » vise à avoir une accréditation LEED-ND Or. En ce qui a trait à l'aménagement des parcs, des engagements en regard au développement durable ont été formulés tels que :
· une gestion écologique des eaux;
· l'infiltration des pluies de 0 à 2 ans lorsque possible;
· les eaux de pluie de récurrence de 2 à 25 ans seront acheminées vers le canal de Lachine;
· lors de l'aménagement des parcs, des mesures seront mises en place afin d'assurer une gestion des sédiments;
· l'irrigation des plantes prévue dans les parcs sera minimisée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le parc du Bassin-à-Bois et la place publique s'inscrivent dans la continuité des aménagements prévus dans le cadre du projet « Les Bassins du Nouveau Havre » et leur construction est étroitement liée aux allées piétonnes qui les borderont. Un retard dans l'octroi de contrat pour l'élaboration du parc et de la place aura des répercussions sur les autres aménagements prévus pour le projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par la Direction des communications de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Automne 2016: (approx. 20 % du coût des honoraires)
Plans d'aménagement détaillés pour les 3 volets
Plans et devis volet 1 (début)

Année 2017 : (approx. 35 % du coût des honoraires)
Plans et devis volet 1 (suite)
Documents d'appel d'offres pour réalisation / volet 1
Surveillance des travaux / volet 1
Plans et devis volet 2 (début)

Année 2018: (approx. 28 % du coût des honoraires)
Plans et devis volet 2 (suite)
Documents d'appel d'offres pour réalisation / volet 2
Surveillance des travaux / volet 2
Plans et devis volet 2 (début)

Année 2019: (approx. 17 % du coût des honoraires)
Plans et devis volet 3 (suite)
Documents d'appel d'offres pour réalisation / volet 3
Surveillance des travaux / volet 3

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La politique de gestion contractuelle, adoptée en juillet 2013, a été incluse aux documents d'appel d'offres. Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses dans le cahier des charges ou dans les instructions aux soumissionnaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Daniel BOUGIE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

François CADOTTE, Service de la mise en valeur du territoire
Fatima LYAKHLOUFI, Le Sud-Ouest

Lecture :

Fatima LYAKHLOUFI, 8 août 2016
François CADOTTE, 27 juillet 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique BARIL
Architecte paysagiste

Tél : 514 872-5948
Télécop. : 514 872-6661

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-27

Stéphane CARON
Chef de division

Tél : 514 872-6931
Télécop. : 514 872-6661

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sébastien LÉVESQUE
Directeur
Tél : 514 872-3673
Approuvé le : 2016-08-11

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167353001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Octroyer un contrat à la firme Les services intégrés Lemay et associés inc, pour des services professionnels en architecture de paysage et ingénierie pour l'élaboration de plans et devis et la surveillance requis pour l'aménagement du parc du Bassin-à-Bois (nord et sud) et de la place publique - Dépense totale de 618 237,19 $, taxes incluses (contrat de 588 797,32 $ + contingences de 29 439,87 $). Appel d'offres public numéro 211613 (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1167353001 - 53 Bassin-à-Bois Lemay et associés inc.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel BOUGIE
Preposé au budget

Tél : (514) 872-4254

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

Mario Primard
Agent comptable analyste
514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-04

Josée BÉLANGER
Conseiller en gestion des ressources financières - Chef d'équipe
Tél : 514 872-0226

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2016/09/29 17:00

(2)

Dossier # : 1164435011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	De décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé dans le prolongement ouest de la 47e Rue, à l'ouest du boulevard Pie-IX, constitué du lot 2 213 508 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc -Extension, aux fins de construction d'un bassin de rétention des eaux et d'utilisation d'une cour de services temporaire. N/Réf. : 31H12-005-2661-01

Il est recommandé :

1. de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé dans le prolongement ouest de la 47^{e} Rue, à l'ouest du boulevard Pie-IX, constitué du lot 2 213 508 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, aux fins de construction d'un bassin de rétention des eaux et d'utilisation d'une cour de services temporaire;

2. de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toute procédure requise à cette fin;

3. d'autoriser une dépense de 3 794 1755 $, taxes incluses, pour cette acquisition;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-09-20 17:02

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164435011**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	De décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé dans le prolongement ouest de la 47e Rue, à l'ouest du boulevard Pie-IX, constitué du lot 2 213 508 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc -Extension, aux fins de construction d'un bassin de rétention des eaux et d'utilisation d'une cour de services temporaire. N/Réf. : 31H12-005-2661-01

CONTENU

CONTEXTE

Une étude sur le bassin de drainage Curotte-Papineau (Villeray - St-Michel - Parc-Extension) a été réalisée par la firme BPR en 2008. Parmi les recommandations du consultant pour améliorer la capacité hydraulique du secteur, la construction d'un bassin de rétention en bordure du boulevard Pie-IX, à l'intersection de la 47^{e} Rue (point bas), était préconisée. Le bassin Curotte-Papineau n'a pas la capacité hydraulique nécessaire pour véhiculer le ruissellement provoqué par une pluie de récurrence décennale. Cette insuffisance hydraulique entraîne un débordement sur la chaussée, au point bas, du boulevard Pie-IX à la 47^{e} Rue.
La Ville désire acquérir le terrain situé à l'ouest du boulevard Pie-IX, au coin de la 47^{e} Rue, constitué du lot 2 213 508 du cadastre du Québec (l'« Immeuble »), tel qu'illustré par un liséré au plan de localisation en pièce jointe. Ce terrain est requis pour la construction d'un nouveau bassin de rétention des eaux de pluie.

En 2010, en attente de la construction de la future cour de services de l'arrondissement et par manque d'espace vacant sur le territoire de l'arrondissement de Villeray - St-Michel - Parc-Extention (VSMPE), la cour de services nécessaire aux activités de la Division des parcs de l'arrondissement a été installée temporairement sur le terrain adjacent de l'Immeuble, soit le lot 2 213 578 du cadastre du Québec. En 2014, ce lot a été identifié pour recevoir le Centre de services animaliers municipal (CSAM). Le projet du CSAM étant tributaire de la relocalisation de la Division des parcs, l'acquisition rapide de l'Immeuble convoité permettrait de déplacer (temporairement) la Division des parcs sur ce lot, et ce, jusqu'à son déménagement permanent dans la future cour de services VSMPE.

Antérieurement, la Ville de Montréal avait une entente de location avec le propriétaire de

l'Immeuble qui permettait d'accéder à la cour de services de VSMPE. Or, cette location n'a pas pu être renouvelée puisqu'il n'y a pas eu d'entente sur le loyer entre les parties. Temporairement, les employés de la VSMPE peuvent circuler sur un terrain adjacent longeant l'ancienne carrière St-Michel. Toutefois, dès l'arrivée de la neige, cet accès ne pourra plus être utilisé par ceux-ci. Afin de permettre aux opérations de la cour de services de se poursuivre, il est urgent d'acquérir l'Immeuble pour maintenir son accessibilité.

Considérant que cet Immeuble est requis pour la construction d'un bassin de rétention et qu'il servira, temporairement, au besoin de relocalisation de la Division des parcs de l'arrondissement VSMPE, le présent dossier décisionnel vise à obtenir l'aval des autorités municipales afin de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen et de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toute procédure requise à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Le terrain, identifié pour la construction du bassin de rétention, est situé dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, est désigné par le numéro de lot 2 213 508 du cadastre du Québec et a une superficie de 9 973,1 m^2. Ce terrain est la propriété de la compagnie Cacciatore & Fils inc. et est présentement considéré comme un terrain vacant, pouvant être utilisé à des fins de stationnement pour les véhicules lourds et sur lequel on retrouve des panneaux publicitaires situés en frontage sur le boulevard Pie-IX. La réalisation du plan d'expropriation se fera sous peu. Lorsque ce plan sera finalisé, une copie sera transmise au Service des affaires juridiques de la Ville afin qu'il puisse entamer les procédures pour signifier l'avis d'expropriation au propriétaire.

L'adoption du Décret d'expropriation par la Ville permettra d'entreprendre les procédures d'expropriation, si requises.

JUSTIFICATION

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») recommande l'acquisition de l'Immeuble pour les motifs suivants :

- Ce terrain est requis pour la construction d'un bassin de rétention des eaux afin de soulager le réseau hydraulique de la Ville.
- Ce terrain permettra de relocaliser, temporairement, la Division des parcs de l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, prérequis incontournable pour le début des travaux de construction du CSAM.
- Ce terrain permettra également de maintenir l'accessibilité au lot 2 213 578 du cadastre du Québec, permettant ainsi de maintenir les opérations de la cour de services.
- La Ville n'est pas en mesure de s'entendre de gré à gré avec le propriétaire.

Pour ces motifs, il y aurait lieu d'obtenir l'aval des autorités municipales afin de décréter l'acquisition du terrain de gré à gré ou par expropriation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon la Division de l'évaluation du SGPI, le coût potentiel d'acquisition par voie d'expropriation est estimé à 3 300 000 $, plus les taxes applicables. Ce coût potentiel

d'acquisition inclut les frais d'achat, les dommages potentiels, les honoraires d'experts et autres, mais exclut les montants associés à toute restauration des sols. Ce coût d'acquisition n'équivaut pas à la valeur marchande de l'Immeuble, ni à la valeur au propriétaire, ni à une fourchette maximale de la valeur pour une acquisition de gré à gré ni à l'indemnité d'expropriation. Il ne peut donc être utilisé à une fin autre que budgétaire. Un montant maximal de 3 794 175 $ taxes incluses sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 16-021 « Acquisition de terrains dans le but de constituer une réserve foncière à des fins de développement urbain ».

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération et 70 % devrait être décaissée en 2016 et 30 % en 2017.

Les crédits requis pour l'acquisition de ce terrain de gré à gré ou par le Décret d'expropriation seront imputés de la façon mentionnée à l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La construction du bassin de rétention permettra de favoriser le captage, la rétention et l'infiltration des eaux de pluie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut de donner suite à cette recommandation, la Ville ne pourra pas construire de bassin de rétention, ce qui entraînera des débordements de plus en plus fréquents sur le boulevard Pie-IX. De plus, les travaux du CSAM ne pourront pas débuter sans la relocalisation temporaire de la cour de services de la Division des parcs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue à cette étape.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation du présent dossier : septembre 2016
Prise de possession du terrain visée : dès que possible.
Aménagement du bassin de rétention : dès que possible.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Cassandre LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

André LEMIEUX, Service de l'eau
Brigitte BEAUDREAULT, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Sylvain DANSEREAU, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Luc LÉVESQUE, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Brigitte BEAUDREAULT, 19 septembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dany LAROCHE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-0070
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-19

Denis SAUVÉ
Chef de section

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-09-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-09-20

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéros de GDD/DD et mandat : 1164435011 / Mandat 15-0489-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen.
- Localisation : Situé dans le prolongement ouest de la 47e Rue, à l'ouest du boulevard Pie-IX.
- Lot : 2 213 508 du cadastre du Québec
- Superficie totale : 9 973,1 m² (10 735 pi²)
- Zonage : C.6(1)B, C.7B, C.4C et I.2C
- Particularités : Acquisition nécessaire pour la construction d'un nouveau bassin de rétention et permettre d'accéder au terrain de la cour de services.

Vendeur : Cacciatore & Fils inc.

Acquéreur : Ville de Montréal

Coût potentiel d'expropriation : 3 300 000 $, plus les taxes applicables

- En date du : 6 août 2016

Valeur au rôle foncier 2014 :
Terrain : 1 075 100 $
Bâtiment : 27 000 $
Total : 1 102 700 $ (110,57 $/m^2)

Valeur aux livres : Ne s'applique pas

Raison du décret d'expropriation : L'adoption du Décret d'expropriation par la Ville permettra d'entreprendre les procédures d'expropriation pour répondre à des besoins de la Ville. L'aménagement d'un nouveau bassin de rétention dans ce secteur permettra de soulager le réseau hydraulique de la Ville, contribuant ainsi à éviter les débordements sur la rue Pie-IX de plus en plus fréquent.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Dany Laroche	Téléphone : 2-0070	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____



plan localisation

Date: 16-09-16 17:55

Échelle 1:1500

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164435011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	De décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé dans le prolongement ouest de la 47e Rue, à l'ouest du boulevard Pie-IX, constitué du lot 2 213 508 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, aux fins de construction d'un bassin de rétention des eaux et d'utilisation d'une cour de services temporaire. N/Réf. : 31H12-005-2661-01

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

La fin pour laquelle l'expropriation est demandée est conforme à la Loi.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cassandre LOUIS
Avocate

Tél : 514-872-2675

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-20

Annie GERBEAU
Avocate et Chef de division, Droit fiscal, évaluation et transaction financière
Tél : 514-872-3093
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164435011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	De décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé dans le prolongement ouest de la 47e Rue, à l'ouest du boulevard Pie-IX, constitué du lot 2 213 508 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, aux fins de construction d'un bassin de rétention des eaux et d'utilisation d'une cour de services temporaire. N/Réf. : 31H12-005-2661-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164435011 - information comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-20

Françoise TURGEON
Conseillère analyse - controle de gestion

Tél : 514 872-0946

Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2016/09/29 17:00

(2)

Dossier # : 1166751001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Programmation ainsi que toute modification à celle-ci selon l'entente avec le MAMOT
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non-récurrente maximale de 98 000 $ à PME MTL Grand Sud-Ouest pour les années 2016 et 2017 afin d'assurer la promotion de l'image de marque de PME MTL et d'en accroître la notoriété dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

- d'accorder une contribution financière non-récurrente maximale de 98 000 $ à PME MTL Grand Sud-Ouest afin d'assurer la promotion de l'image de marque et accroître la notoriété du réseau PME MTL en 2016 et 2017, dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du Gouvernement du Québec;
- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et les conditions de versement de ce soutien financier;
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-06 08:51

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166751001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Programmation ainsi que toute modification à celle-ci selon l'entente avec le MAMOT
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non-récurrente maximale de 98 000 $ à PME MTL Grand Sud-Ouest pour les années 2016 et 2017 afin d'assurer la promotion de l'image de marque de PME MTL et d'en accroître la notoriété dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Depuis l'entrée en vigueur de la *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après la Loi), l'agglomération de Montréal a la responsabilité de prendre toute mesure afin de favoriser le développement économique local et régional sur son territoire. À cette fin, elle a constitué les six organismes PME MTL qui assurent le développement économique local sur le territoire montréalais. Ceux-ci offrent un service de soutien, d'accompagnement et de financement aux entreprises et aux entrepreneurs établis sur le territoire.
PME MTL est maintenant l'outil privilégié de la Ville de Montréal en matière de développement économique local. Nouvelle entité dans un environnement déjà occupé par de nombreux acteurs, il importe de faire connaître et positionner la marque PME MTL auprès des entrepreneurs (les clients) et des autres instances (les partenaires). Afin de renforcer son rôle et d'accroître sa notoriété, il est proposé d'octroyer une contribution à PME MTL Grand Sud-Ouest, un organisme à but non lucratif, afin qu'il réalise une série d'activités de promotion et de communication en 2016 et 2017 qui seront déployées pour tous les organismes PME MTL.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0264 – 22 avril 2016 – Approuver l'inscription du projet de développement et de consolidation du réseau PME MTL à la programmation des activités financées dans l'entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec / Approuver le budget de financement 2016-2017 du projet.
CG16 0347 – 20 mai 2016 – Approuver la répartition de l'enveloppe 2016-2021 dédiée aux organismes PME MTL / Accorder une contribution financière annuelle totale de 7 761 578 $ aux organismes PME MTL afin d'offrir l'accompagnement et le financement aux entreprises durant les années 2016-2021, dans le cadre de l'entente relative au Fonds de développement du territoire entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation

du territoire et la Ville et de l'entente relative au Fonds d'investissement PME MTL / Accorder une contribution financière non récurrente de 7 181 833,80 $ à titre de partage des actifs nets des anciens organismes CLD/CDEC / Accorder un prêt de 25 674 192 $ dans le cadre du Fonds d'investissement PME MTL et de 4 176 376 $ dans le cadre des Fonds locaux de solidarité FTQ / Approuver les projets d'entente de délégation à cet effet.

CE15 2201 - 2 décembre 2015 - Accorder une contribution financière maximale de 48 000 $ à PME MTL Grand Sud-Ouest pour l'année 2016 pour l'organisation du concours Défi OSEntreprendre dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du gouvernement du Québec. / Approuver un projet de convention à cet effet.

CE14 0799 (21 mai 2014) : Approuver le cadre général de la programmation du projet « Stratégie de développement économique » en lien avec l'entente de 175 M$ conclue avec le gouvernement du
Québec/Approuver les règles des contributions financières pour le volet « soutien aux projets structurants ».

CG12 0369 (27 septembre 2012) : Adopter de la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie *Imaginer - Réaliser Montréal 2025* à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$.

CE12 1131 (4 juillet 2012) : Approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière de 175 M$ à la Ville, en vue de permettre la réalisation de projets s'inscrivant dans la stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025.*

CE11 0975 (22 juin 2011) : Approuver la nouvelle stratégie de développement économique 2011-2017.

DESCRIPTION

Le Projet soutenu par la contribution vise à faire la promotion de l'entrepreneuriat et le développement et la promotion de l'image de marque et la notoriété des organismes PME MTL, le nouveau modèle de développement économique local mis en place par la Ville de Montréal.
En acceptant cette contribution, PME MTL Grand Sud-Ouest prendra en charge la rédaction stratégique de contenus pour assurer une image et une identité forte de PME MTL. À cet effet, il :

- assumera toutes les activités susceptibles d'accroître la notoriété de la marque PME MTL et d'en assurer la promotion;
- coordonnera la conception et la mise à jour d'outils de communication, en plus de gérer et animer les médias sociaux de PME MTL.

La contribution financière reçue de la Ville devra être utilisée aux seules fins :

- de rémunération de la personne mandatée pour corrdonner les activités de promotion de PME MTL;
- de développement, réalisation et mise à jour d'outils de communication en lien avec le Projet;
- de financement d'autres services professionnels en lien avec le Projet.

JUSTIFICATION

La contribution permettra :

- d'assurer la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de contenu favorisant la notoriété et la reconnaissance de PME MTL;
- de promouvoir les activités de PME MTL;
- de renforcer les liens entre PME MTL et ses partenaires.

PME MTL Grand Sud-Ouest a déjà démontré son expertise en matière de communication et de promotion en assurant notamment l'organisation et la promotion du volet régional de la 18e édition du Défi OSEntreprendre pour le compte des six organismes PME MTL.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires au versement de la contribution de 98 000 $ sont prévus à la programmation des activités de PME MTL dans l'entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

- Assurer la promotion de l'entrepreneuriat montréalais
- Accroître la notoriété de la marque PME MTL

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les obligations de l'organisme en matière de visibilité ont été incluses dans la convention signée avec la Ville de Montréal (voir annexe 3 pour plus d'information).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités liées à la contribution se dérouleront entre le 1er octobre 2016 et le 31 décembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Christian DICAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine ÉTHIER
Chef d'équipe

Tél : 514 872-4137
Télécop. : 514 872-6249

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-01

Alain HOUDE
Directeur

Tél : 514 872-1908
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Serge GUÉRIN
Directeur
Tél : 514 872-0068
Approuvé le : 2016-09-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166751001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder une contribution financière non-récurrente maximale de 98 000 $ à PME MTL Grand Sud-Ouest pour les années 2016 et 2017 afin d'assurer la promotion de l'image de marque de PME MTL et d'en accroître la notoriété dans le cadre de l'enveloppe de 175 M$ du Gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1166751001 - PME MTL Grand Sud-Ouest.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christian DICAIRE
Préposé au budget

Tél : 514 872-3752

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-02

François BERGERON
Conseiller(ere) en gestion des ressources financieres - C/E
Tél : 514 872-0226
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION

Contribution à un organisme pour un programme d'activités

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **PME MTL GRAND SUD-OUEST**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 3617, rue Wellington, Verdun (Québec) H4G 1T9, agissant et représentée par Marie-Claude Dauray, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le ……....., dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

N° d'inscription TPS : S/O
N° d'inscription TVQ : S/O
N° d'inscription d'organisme de charité : S/O

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012 (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 378-2014, pris par le gouvernement du Québec le 24 avril 2014, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

ATTENDU QUE l'Organisme peut représenter et faire la promotion du réseau PME MTL dans les communications liées au Projet;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 « **Directeur** » : le Directeur du Service du développement économique;

1.5 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des dispositions de l'article 12 des présentes en considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale quatre-vingt-dix-huit milles dollars (98 000 $), incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

Pour l'année 2016 :

3.2.1 une somme de soixante-trois mille dollars (63 000 $) dans les trente (30) jours suivants la signature de la présente convention;

3.3 Pour l'année 2017 :

3.3.1 une somme de vingt-cinq mille dollars (25 000 $) le 31 mars 2017;

3.3.2 le solde de dix mille dollars (10 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan final de la réalisation du projet.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.5 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.6 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.7 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur, pour approbation, une description détaillée des activités du Projet 15 jours suivant la signature de la convention par les parties;

4.3 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de cette convention ou l'approbation par le Directeur prévue à l'article 4.2;

4.4 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.5 transmettre au Directeur,

- au plus tard le 1er mars 2017, un bilan faisant état de l'utilisation de la somme versée en 2016;
- au plus tard le 1er mars 2018, un bilan faisant état de l'utilisation de la somme versée en 2017;

les bilans faisant état de l'utilisation des sommes versées doivent comprendre notamment les indicateurs suivants :

- Progression des abonnements aux médias sociaux du réseau PME MTL
- Progression des abonnements à l'infolettre du réseau PME MTL
- Nombre de visites sur le site Internet pmemtl.com
- Nombre de portraits d'entrepreneurs diffusés

4.6 transmettre au Directeur, au plus tard les 1er mars 2016 et 2017, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.7 transmettre au Directeur, au plus tard le 31 janvier 2017, les prévisions budgétaires du projet pour l'année suivante lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année; ces prévisions doivent faire état de toutes les subventions obtenues;

4.8 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.9 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.10 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.11 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des

travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.12 transmettre au Directeur, pour chaque année de la présente convention, des états financiers accompagnés d'un rapport de mission d'examen, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, et une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiquées à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, au lieu des états financiers, un état des revenus et dépenses accompagné d'un rapport de mission d'examen du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.13 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.14 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.15 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.16 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.17 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.18 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.19 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

4.20 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent

mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.1, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été

versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.2, 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier cette convention sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00 $), par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 Avis

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :

Ville de Montréal
Service du développement économique
À l'attention de M. Serge Guérin, directeur

303, rue Notre-Dame Est,
6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

POUR L'ORGANISME :

PME MTL Grand Sud-Ouest
À l'attention de Mme Marie-Claude Dauray, directrice générale

3617, rue Wellington
Verdun (Québec)
H4G 1T9

11.3 Cession

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 Absence de mandat

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.7 Exemplaire ayant valeur originale

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a la valeur d'un original.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

12.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Le …… e jour de …… 20

PME MTL GRAND SUD-OUEST

Par : _____
Marie-Claude Dauray
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2016 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

Le Projet vise à faire la promotion de l'entrepreneuriat ainsi qu'à développer et promouvoir l'image de marque et la notoriété du réseau PME MTL, le nouveau modèle de développement économique local mis en place par la Ville de Montréal.

Objectifs

- Assurer la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de contenu favorisant la notoriété et la reconnaissance du réseau PME MTL
- Promouvoir les activités du réseau PME MTL
- Renforcer les liens et contribuer au développement des partenariats

Activités

- Prendre en charge la rédaction stratégique de contenus pour assurer une image et une identité forte
- Coordonner la conception et la mise à jour d'outils de communication
- Gérer et animer les médias sociaux du réseau PME MTL
- Prendre en charge toutes activités susceptibles d'accroître la notoriété de la marque PME MTL et d'assurer la promotion du réseau PME MTL

Utilisation de la contribution financière

- Utiliser la contribution financière reçue de la Ville aux seules fins suivantes :
  - Rémunération de la personne mandatée pour coordonner les activités de promotion du réseau PME MTL
  - Développement, réalisation et mise à jour d'outils de communication en lien avec le Projet
  - Autres services professionnels en lien avec le Projet.

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME PME MTL GRAND SUD-OUEST

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.
- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **visibilite@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.

- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2016/09/29 17:00

(2)

Dossier # : 1163447002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme J. René Lafond inc. d'une période de quatre (4) ans, pour l'acquisition sur demande de tracteurs compacts articulés d'une puissance minimale de 47 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière — Appel d'offres no 16-15257 (1 soumissionnaire conforme). (Montant estimé de 2 507 866.89 $ taxes incluses).

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
1. de conclure une entente-cadre d'une période de quatre (4), pour l'acquisition sur demande de tracteurs compacts articulés de 47 hp à voie étroite et à poste de conduite arrière;

2. d'accorder à J. René Lafond inc., seul soumissionnaire, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15257 et au tableau des prix reçus ;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-07-29 16:24

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163447002**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme J. René Lafond inc. d'une période de quatre (4) ans, pour l'acquisition sur demande de tracteurs compacts articulés d'une puissance minimale de 47 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière — Appel d'offres no 16-15257 (1 soumissionnaire conforme). (Montant estimé de 2 507 866.89 $ taxes incluses).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'approvisionnement a procédé à un appel d'offres public qui s'inscrit dans l'alignement de la Ville de Montréal et sa nouvelle politique du déneigement adopté en septembre 2015. De ce fait, les unités d'affaires doivent s'équiper d'appareils permettant d'améliorer leurs opérations de déneigement.
Par le passé, les arrondissements s'approvisionnaient de façon ponctuelle ou en utilisant les ententes -cadre produits par le Service de l'approvisionnement. Toutefois, les appareils achetés étaient plus gros et plus puissants que ce que nous désirons acquérir avec ce dossier décisionnel.

Il a été décidé de faire une entente-cadre pour l'acquisition d'appareils de déneigement plus petits afin de faciliter le travail d'entretien des trottoirs en période hivernale. En étant plus petits, les appareils sont plus maniables et risquent moins d'endommager le mobilier urbain. Pour comprendre la stratégie de sollicitation du marché, il faut prendre en considération qu'il existe quatre (4) catégories d'appareils de trottoirs comparables au niveau de la grosseur et du prix et qui sont utilisées à la Ville dont voici les descriptions.

Tracteur compact articulé à voie étroite d'une puissance minimale de 47 HP et à poste de conduite arrière (Wacker Neuson WL-32, Gehl AL540);
Tracteur compact articulé à voie étroite d'une puissance minimale de 90 HP et à poste de conduite arrière (VTC TU-900 ou TN-900, Panthère);
Tracteur compact articulé à voie étroite d'une puissance minimale de 90 HP et à poste de conduite avant (Maclean MV4, Trackless MT6, Holder C-992, Caméléon);
Chenillette (Prinoth, Caméléon).

La stratégie a été de solliciter le marché par catégorie parce que les coûts des appareils sont compétitifs. Le présent appel d'offres visait à combler les besoins pour la première catégorie, soit celle des tracteurs compacts articulés à voie étroite et à poste de conduite

arrière avec une motorisation de 47 HP.

Deux modèles d'appareils de 47 HP et plus à conduite arrière ont été indiqués comme modèle de référence soit le Wacker Neuson WL-32 et le Gehl AL540. Toute marque et modèle répondant aux spécifications pouvaient soumissionner comme équivalent. Cette catégorie d'appareils est moins dispendieuse que ceux avec des motorisations de 90 HP. Sans être en mesure de remplacer tous les appareils de 90 HP et plus, ces tracteurs vont faire partie d'une gestion équilibrée des appareils assignés au déblaiement des trottoirs. Ces tracteurs compacts sont également plus polyvalents que les chenillettes (Caméléon, Prinoth), car ils pourront être utilisés pour le nettoyage printanier des trottoirs, lorsqu'équipés d'une remorque-citerne et d'une rampe frontale de lavage. D'ailleurs, la Ville possède actuellement 17 tracteurs compacts Wacker Neuson WL-30/32 qu'elle a acquis de façon ponctuelle et qui ont permis de confirmer le besoin.

Les besoins qualitatifs et prévisionnels correspondent aux attentes exprimées par les représentants des arrondissements à la Table de consultation/comité des experts en matériel roulant et suite à l'analyse de la flotte de véhicules à la Ville par le Service du matériel roulant et des ateliers.

Il y a eu une publication dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) comme prescrit par la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) et dans le journal « Le Devoir ». Le délai de réception des soumissions a été de 20 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions, soit du 20 avril 2016 au 9 mai 2016.

La période de validité des soumissions reçues est de cent cinquante (150) jours civils suivant la date d'ouverture des soumissions. La date limite de validité est donc le 6 octobre 2016, elle pourra être respectée puisque l'entente-cadre devrait être transmise à l'adjudicataire en août à la suite de la présentation et à l'approbation du dossier décisionnel par le Conseil d'agglomération.

Durant la période de sollicitation, aucun addenda n'a été produit.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente-cadre visant à combler les besoins des différents arrondissements et des services centraux pour la fourniture sur demande de tracteurs compacts articulés de 47 HP minimum, à voie étroite et à poste de conduite arrière pour une période de quatre (4) ans à partir de la date de son entrée en vigueur. Ces appareils serviront aux déneigements et aux nettoyages saisonniers des trottoirs des arrondissements.
Les quantités exprimées au bordereau ont été fournies à titre indicatif seulement, elles ont été utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer les meilleures propositions en vue de la conclusion de l'entente contractuelle. Les acquisitions pourront être des tracteurs en inventaire chez le concessionnaire ou à être fabriqués par le manufacturier. Ils pourront être commandés avec d'autres équipements comme un épandeur à abrasifs remorqué, un équipement pour laver les trottoirs au printemps ou autre, etc.

La détermination du prix soumis pour chaque tracteur s'effectue en fonction du prix de détail suggéré par le manufacturier au concessionnaire pour un tracteur répondant au devis proposé, le pourcentage de rabais fixe du manufacturier, les options du concessionnaire et les frais ajoutés pour des accessoires additionnels installés chez le concessionnaire, le transport, la préparation, ainsi que les taxes.

Tous les prix soumis seront fermes jusqu'au 31 octobre 2016. Afin de contrôler les coûts d'acquisition, la Ville autorisera un ajustement de prix à la hausse ou à la baisse tous les six mois (1er novembre et 1er mai), en fonction de la liste de prix officielle du manufacturier Wacker Neuson et selon la variation de l'indice des prix à la consommation entre deux périodes (accessoires locaux). La raison de ces ajustements aux six (6) mois est due au fait que le manufacturier publie une nouvelle liste de prix deux (2) fois par an (printemps et automne) et que pour faciliter la gestion et le contrôle des coûts (demandes d'octroi, période des commandes, réception pour la période de déneigement).

JUSTIFICATION

Analyse administrative des soumissions
Appel d'offres public no 16-15257

Titre : ACQUISITION SUR DEMANDE DE TRACTEURS COMPACTS ARTICULÉS 47 HP À VOIE ÉTROITE ET À POSTE DE CONDUITE ARRIÈRE – ENTENTE D'APPROVISIONNEMENT 4 ANS

Date de lancement : 20 avril 2016

Date d'ouverture : 9 mai 2016

Preneurs du cahier des charges (5) :

Équipements Twin inc.;
J. René Lafond inc..;
Les Équipements Colpron inc.;
Multi Pression L.C. inc.;
Vacuum Trucks of Canada.

Soumissionnaire (1) :

J. René Lafond inc.

Raisons du non-dépôt de soumissions :

Quatre des cinq preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offres pour les motifs suivants : un des manufacturiers a cessé la production pour un an pour faire place à un nouveau modèle, un autre ne pouvait rencontrer les spécifications et les autres firmes sont spécialisées dans les composantes exigées au devis technique.

Il faut noter que d'autres marques d'appareils comme Benco ou Panthère auraient pu soumissionner dans ce dossier, car nous demandions des appareils avec une puissance minimale de 47 HP. Toutefois, ces produits ne sont pas compétitifs monétairement et c'est pour cette raison que les firmes n'ont pas soumissionné.

Le tableau ci-dessous présente le résultat de l'appel d'offres public pour lequel il y a eu un (1) seul soumissionnaire. Conformément aux dispositions de l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes, la Ville s'est entendue avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les obligations.

Soumission conforme	**Total taxes incluses**	**Total négocié taxes incluses**
J. René Lafond inc.	2 565 124,44 $	2 507 866,89 $

Dernière estimation réalisée à l'interne ($)	2 359 287,00 $	2 359 287,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire — estimation)	205 837,44 $	148 579,89 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire — estimation)/estimation x 100	8,7 %	6,3 %

Le processus d'appel d'offres public et le présent dossier sont conformes aux encadrements administratifs suivants :

— Les politiques, règlements et encadrements administratifs en vigueur à la Ville de Montréal.
— La politique de gestion contractuelle et à la politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal.
— L'encadrement « Confidentialité des estimations des contrats ».

Analyse des soumissions :

Cet appel d'offres inclut les clauses traitant des dispositions générales visant à favoriser la transparence (prévention de la collusion et de la fraude).

Lors de la vérification administrative de la soumission reçue, nous constatons que la proposition de la firme J.-René Lafond inc. ne possède pas d'attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF), mais celle-ci n'était toutefois pas requise dans le cadre de ce contrat. Cette firme ne se trouve pas sur la liste des entreprises non admissibles du RENA et la vérification au Registre des entreprises du Québec confirme que les actionnaires et administrateurs ne figurent pas sur la liste des personnes devant être déclarées non conformes (LPNC) en vertu de l'article 2.2 de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal. Ces vérifications ont été effectuées le 10 mai 2016.

La proposition qui a franchi avec succès la conformité administrative a été transmise pour valider sa conformité technique en fonction du devis et des critères de spécifications techniques. La conformité technique a été effectuée par le Service du matériel roulant et des ateliers. Celui-ci a trouvé des non conformités dans l'offre du soumissionnaire mais après discussion pour éclaircir certains points d'incompréhension, ceux-ci ont été jugés mineurs.

La soumission de la firme J. René Lafond inc. est conforme aux devis et aux conditions du cahier des charges.

Conformité technique : Voir pièces jointes

Tableau des prix reçus : Voir pièces jointes

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, parce qu'il s'agit d'un contrat total de biens d'une valeur de plus de 2 M$ et qu'une seule soumission conforme a été reçue.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total brut estimé de ce contrat est de 2 507 866,89 $.
Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande. Tous les services corporatifs et les arrondissements de la Ville pourront utiliser cette entente-cadre, cette dernière pourrait donc engager des dépenses d'agglomération.

Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une appropriation de crédits. Les dépenses de consommation seront imputées aux budgets des unités requérantes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les normes d'émission ont conduit les fabricants à développer des technologies pour réduire les émissions tout en améliorant l'économie de carburant. Dans l'élaboration de moteurs conformes aux normes des émissions polluantes des véhicules routiers, on peut noter une série d'améliorations qui aident l'environnement sans pour autant sacrifier la puissance et l'économie de carburant. Cela signifie que le modèle de tracteur choisi par cet appel d'offres permettra de limiter l'empreinte de carbone et du coup, améliorera la performance environnementale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-conclusion de cette entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement quant à la demande des biens en obligeant des appels d'offres répétitifs en plus de faire perdre à la Ville des économies de volume. De plus, cela pourrait retarder l'acquisition des équipements de déneigements pouvant affecter l'efficacité, la fluidité et la sécurité des citoyens lors de leurs déplacements sur les trottoirs cet hiver.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise par le bulletin Info-Achats aux utilisateurs pour les informer de la conclusion de l'entente ainsi que des modalités d'acquisition convenues. Cette entente sera visible par le moteur de recherche du site Intranet de la Ville ainsi que dans le rapport des ententes valides du système informatique SIMON.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats.
Émission de l'entente-cadre à la suite de l'adoption de la présente résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain SAVARD, Service du matériel roulant et des ateliers
Serge BRANCONNIER, Service du matériel roulant et des ateliers
Normand CHRÉTIEN, Service de l'approvisionnement
Lucie MC CUTCHEON, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

Serge BRANCONNIER, 12 juillet 2016
Alain SAVARD, 12 juillet 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II

Tél : 514 872-1057
Télécop. : 514 872-8140

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-12

Denis LECLERC
Chef de section

Tél : 514-872-5241
Télécop. : 514 872-8140

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise CHARTRAND
Chef de division
Tél : 514-872-1082
Approuvé le : 2016-07-29

Direction générale adjointe
Services institutionnels - Service de l'approvisionnement

9515, rue St-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Montréal

Tableau de prix

Soumission publique

TITRE:	Ouverture des soumissions			No soumission
	jour	mois	année	
Acquisition sur demande de tracteurs compacts articulés 47 hp à voie étroite et à poste de conduite arrière – Entente d'approvisionnement 4 ans	9	5	2016	**16-15257**

			J. RENÉ LAFOND INC. # 17840			
			Avant négociation		Après négociation (1)	
Article		**Qtée**	**Prix unitaire**	**Motant total**	**Prix unitaire**	**Motant total**
1	Acquisition de tracteur compact de 47 hp à voie étroite et à poste de conduite arrière, selon les caractéristiques décrites au devis no 41415C111.	24	69 435,00 $	1 666 440,00 $	68 460,00 $	1 643 040,00 $
1,1	Fourniture d'un jeu de quatre (4) pneus d'hiver monté sur jantes, tel que décrit à l'article 3.6 du devis.	24	4 100,00 $	98 400,00 $	3 000,00 $	72 000,00 $
1,2	Droit environnemental sur les pneus neufs (tracteur et pneus hiver).	96	3,00 $	288,00 $	3,00 $	288,00 $
2	Fourniture d'un chasse-neige frontal d'une largeur de 60 pouces avec châssis poussoir, tel que décrit à l'article 8 (sauf 8.2.1) du devis.	14	5 439,00 $	76 146,00 $	5 439,00 $	76 146,00 $
2,1	Fourniture d'un chasse-neige frontal d'une largeur de 60 pouces réduit à 56 pouces avec châssis poussoir, tel que décrit à l'article 8.2.1 du devis.	8	5 992,00 $	47 936,00 $	5 992,00 $	47 936,00 $
3	Fourniture d'un chasse-neige frontal d'une largeur de 60 pouces réduit à 56 pouces avec châssis attache rapide, tel que décrit à l'article 9 du devis.	2	6 579,00 $	13 158,00 $	6 579,00 $	13 158,00 $
4	Fourniture et installation d'un épandeur d'abrasifs monté en arrière du tracteur tel que décrit à l'article 10 du devis.	12	5 900,00 $	70 800,00 $	5 900,00 $	70 800,00 $
5	Fourniture d'un épandeur d'abrasifs remorqué, tel que décrit à l'article 11 du devis.	6	14 535,00 $	87 210,00 $	14 535,00 $	87 210,00 $
6	Fourniture d'une citerne à eau remorquée, tel que décrit à l'article 12 du devis.	8	13 695,00 $	109 560,00 $	13 695,00 $	109 560,00 $
7	Fourniture d'un système de rampe frontale de rinçage à trottoir, tel que décrit à l'article 13 du devis.	8	3 965,00 $	31 720,00 $	3 965,00 $	31 720,00 $
8	Fourniture d'un chargeur muni d'un godet à usage général, tel que décrit à l'article 14 du devis.	2	4 185,00 $	8 370,00 $	4 185,00 $	8 370,00 $
9	Fourniture d'un jeu de quatre (4) pneus d'été monté sur jantes en version chargeur, tel que décrit à l'article 15 du devis.	2	2 480,00 $	4 960,00 $	2 480,00 $	4 960,00 $
9,1	Droit environnemental sur les pneus neufs.	8	3,00 $	24,00 $	3,00 $	24,00 $
10	Fourniture d'un jeu de quatre (4) pneus d'été monté sur jantes pour voie étroite, tel que décrit à l'article 16 du devis.	8	1 990,00 $	15 920,00 $	1 990,00 $	15 920,00 $
10,1	Droit environnemental sur les pneus neufs.	32	3,00 $	96,00 $	3,00 $	96,00 $
	TOTAL AVANT TAXES :			2 231 028,00 $		2 181 228,00 $
	T.P.S. 5 % :			111 551,40 $		109 061,40 $
	T.V.Q. 9,975 % :			222 545,04 $		217 577,49 $
	MONTANT TOTAL :			2 565 124,44 $		2 507 866,89 $

CONDITION DE PAIEMENT :	Net 30 jours
DÉLAI DE LIVRAISON :	30 à 60 jours
SIGNATURE :	Oui
GARANTIE DE SOUMISSION :	Oui
ACHAT DU CAHIER DES CHARGES VIA SEAO	Oui
VÉRIFICATIONS - REQ- RENA- AMF - LNPC	Oui

Erreur de multiplication

Plus bas soumisisonniare conforme administrativement

Vérifié par Renée Veillette RV/cd	Jour	Mois	Année	
	10	5	2016	Renée Veillette

	J. RENÉ LAFOND INC. # 17840

(1) Prix négocié en référence à Art 573.3.3 de la L.C.V. – Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumission reçue une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15257 Appel d'offres
Numéro de référence : 972931
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition sur demande de tracteurs compacts articulés 47 hp à voie étroite et à poste de conduite arrière - Entente d'approvisionnement 4 ans

☐	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
☐	Équipements Twin Inc. 10401 BOUL. PARKWAY Montréal, QC, H1J 1R4 http://www.equipementstwin.ca NEQ : 1170813936	Monsieur Louis Beaulieu Téléphone : 514 353-1190 Télécopieur : 514 353-1119	**Commande : (1114275)** 2016-04-27 7 h 31 **Transmission :** 2016-04-27 7 h 37	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	J.-René Lafond inc. 3203, Chemin Charles-Leonard Mirabel, QC, J7N 2Y7 http://www.jrenelafond.com NEQ : 1142574475	Monsieur Francis Lessard Téléphone : 450 258-2448 Télécopieur :	**Commande : (1110805)** 2016-04-21 8 h 15 **Transmission :** 2016-04-21 8 h 15	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Équipements Colpron Inc. 5, chemin Beauce Sainte-Martine, QC, J0S 1V0 NEQ : 1160364270	Monsieur Jean Babin Téléphone : 450 427-2339 Télécopieur : 450 427-3487	**Commande : (1111302)** 2016-04-21 12 h 33 **Transmission :** 2016-04-21 12 h 33	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	MULTI PRESSION L.C. INC.	Monsieur	**Commande**	Mode privilégié

	1551, rue De Coulomb, local 110 Boucherville, QC, J4B 8J7 http://www.multipressionlc.com NEQ : 1147228085	Pierre Lalonde Téléphone : 450 641-6633 Télécopieur : 450 641-2633	**: (1111212)** 2016-04-21 11 h 24 **Transmission :** 2016-04-21 16 h 31	(devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Vavuum Trucks of Canada 11700 Boul Saint Jean Baptiste Montréal, QC, H1C 2J3 NEQ :	Monsieur Richard Allen Téléphone : 888 816-8862 Télécopieur :	**Commande : (1113948)** 2016-04-26 13 h 48 **Transmission :** 2016-04-26 13 h 48	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1163447002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme J. René Lafond inc. d'une période de quatre (4) ans, pour l'acquisition sur demande de tracteurs compacts articulés d'une puissance minimale de 47 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière — Appel d'offres no 16-15257 (1 soumissionnaire conforme). (Montant estimé de 2 507 866.89 $ taxes incluses).

Numéro du mandat
SMCE163447002

Date du mandat
2016-09-07

Objet du mandat

Mandat à la Commission sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de service professionnel est d'une valeur de plus de 2 M$ et qu'une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1163447002 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2016-09-07

Jean-François MILOT

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1163447002

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.006

2016/09/21
08:30

Dossier # : 1163447002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme J. René Lafond inc. d'une période de quatre (4) ans, pour l'acquisition sur demande de tracteurs compacts articulés d'une puissance minimale de 47 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière — Appel d'offres no 16-15257 (1 soumissionnaire conforme). (Montant estimé de 2 507 866.89 $ taxes incluses).



Rapport- mandat SMCE163447002 - J. René Lafond inc..pdf

Dossier # :1163447002

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 29 septembre 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE163447002

Conclure une entente-cadre avec la firme J. René Lafond inc. d'une période de quatre (4) ans, pour l'acquisition sur demande de tracteurs compacts articulés d'une puissance minimale de 47 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière — Appel d'offres no 16-15257 (1 soumissionnaire conforme). (Montant estimé de 2 507 866.89 $ taxes incluses).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE163447002
Conclure une entente-cadre avec la firme J. René Lafond inc. d'une période de quatre (4) ans, pour l'acquisition sur demande de tracteurs compacts articulés d'une puissance minimale de 47 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière — Appel d'offres no 16-15257 (1 soumissionnaire conforme). (Montant estimé de 2 507 866.89 $ taxes incluses).

À sa séance du 7 septembre 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Le 14 septembre 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'approvisionnement et du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Face à la présence d'un seul soumissionnaire conforme, les membres ont demandé si d'autres entreprises auraient pu être en mesure de déposer une soumission. Les explications données par le Service ont été jugées rassurantes.

De même, des membres de la Commission ont demandé pourquoi il était spécifié dans les documents d'appel d'offres que la Ville demandait un tracteur avec poste de conduite à l'arrière. Le Service a expliqué que le poste de conduite arrière était la meilleure option pour répondre aux besoins de la Ville

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'approvisionnement et du Service du matériel roulant et des ateliers pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE163447002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2016/09/29 17:00

(2)

Dossier # : 1163334015

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme EBC inc. pour la construction du bassin de rétention Rockfield d'une capacité de 45 000 m3 dans l'arrondissement de Lachine pour une somme maximale de 21 951 419,52 $ taxes incluses - Dépenses totales de 23 951 419,52 $ taxes incluses - appel d'offres 5005-EC-143-02-06C - 13 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 23 951 419,52 $, taxes incluses, pour la construction du bassin de rétention Rockfield d'une capacié de 45 000 m3 dans l'arrondissement Lachine, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à EBC inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 21 951 419,52 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5005-EC-143-02-06C;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-08-12 17:26

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163334015**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme EBC inc. pour la construction du bassin de rétention Rockfield d'une capacité de 45 000 m3 dans l'arrondissement de Lachine pour une somme maximale de 21 951 419,52 $ taxes incluses - Dépenses totales de 23 951 419,52 $ taxes incluses - appel d'offres 5005-EC-143-02-06C - 13 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

En 2001, le ministère des Affaires municipales et de la Métropole a mis en place le « Programme de suivi des débordements ». Ce programme définit, limite et encadre la quantité d'eaux usées qui peut être déversée dans le milieu naturel sans traitement. Ces paramètres sont établis en considérant le cours d'eau récepteur. Un non-respect de ces exigences peut entraîner des pénalités.

Le collecteur Saint-Pierre dessert l'un des plus importants bassins de drainage de l'île de Montréal (superficie de 5440 ha.) dont les arrondissements du Sud-Ouest, de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle et de Verdun (partiel) ainsi que les villes reconstituées de Hampstead, Montréal-Ouest, Westmount et Côte-Saint-Luc. La population desservie par ce collecteur est estimée à 285 000 personnes.

Dans la situation actuelle, la Ville enregistre en moyenne 15 débordements d'eaux usées par année au canal de Lachine via le trop-plein Rockfield lors d'importants épisodes de pluie. Avec la modernisation de la structure de régulation Rockfield effectuée au cours de la dernière année, le nombre de débordements passera à 5 ou 6 par année suite à son intégration au système CIDI (contrôle intégré des intercepteurs). Cette fréquence passerait à 8 épisodes par année au stade ultime de développement du territoire si le bassin de rétention Rockfield n'était pas construit.

Le projet de construction du bassin de rétention Rockfield est divisé en quatre phases :

Phase I Réhabilitation des sols sur le lot 1 706 039 (site du futur bassin);

Phase II Mise à niveau de la structure de régulation Rockfield dans l'arrondissement de Lachine;

Phase III Construction d'un bassin de rétention d'environ 45 000 m³ et infrastructures souterraines connexes;

Phase IV Construction du bâtiment du poste de pompage d'une capacité de 1200 m³/heure, fourniture et installation des systèmes électromécaniques (pompes, vannes, instrumentation, contrôle et électricité) et construction des structures de dérivation et de raccordement.

Les phases I et II ont été réalisées en 2014 et 2015. Le présent projet vise uniquement la phase III, soit la construction du bassin de rétention Rockfield dans l'arrondissement de Lachine.

Le site choisi est situé face au 40, boulevard Saint-Joseph, au sud de ce dernier, dans l'arrondissement de Lachine (lot 1 706 039). Le site est bordé par plusieurs bâtiments à usage commercial ou industriel et a été utilisé comme lieu d'élimination de neige dans le passé par l'arrondissement de Lachine. Le site a fait l'objet d'une réhabilitation environnementale en 2014 afin d'éliminer les sols dépassant la valeur C des critères génériques de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du MDDELCC. Le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec a produit un avis de décontamination du site le 12 juin 2015 à cet effet.

Un appel d'offres public avec système de pointage a été lancé le 12 novembre 2015 et publié sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 9 mars 2016. La validité des soumissions est de180 jours. Six addenda ont été émis:

Addenda no 1 - 24 novembre 2015 : ajout de dates de visite, ajout de l'annexe A, questions/réponses;
Addenda no 2 - 15 décembre 2015 : modifications au devis, aux plans et au bordereau, questions/réponses;
Addenda no 3 - 14 janvier 2016 : report de date d'ouverture;
Addenda no 4 - 2 février 2016 : modifications au bordereau et au devis, questions/réponses;
Addenda no 5 - 12 février 2016 : report de date d'ouverture;
Addenda no 6 - 1er mars 2016 : questions/réponses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0341 – 28 mai 2015 – Accorder un contrat à Socomec Industriel inc. pour la mise à niveau de la structure de régulation Rockfield dans l'arrondissement de Lachine – Dépense totale de 1 448 169,05 $, taxes incluses – Appel d'offres public 5005-EC-143-02-06B (7 soumissions) 1153334006;

CG13 0317 – 29 août 2013 – Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour les travaux de réhabilitation environnementale d'un terrain situé sur le boulevard Saint-Joseph dans l'arrondissement de Lachine, pour une somme maximale de 762 542,41 $, taxes incluses – Dépense totale de 877 517,41 $, taxes incluses – Appel d'offres public 5005-EC-143-02-06A (10 soumissions) 1133334016.

DESCRIPTION

Les travaux de construction du bassin de rétention comprennent sans s'y limiter :

· l'excavation, la manutention et le transport d'environ 28 600 tonnes métriques de sols contaminés dans un site autorisé;
· l'excavation, la manutention et le transport d'environ 15 180 tonnes métriques de sols contaminés B-C dans un site autorisé;
· l'excavation, la manutention et le transport d'environ 4 380 tonnes métriques de matières résiduelles dangereuses dans un site autorisé;
· l'excavation, la manutention et le transport d'environ 1 070 tonnes métriques de matières résiduelles de béton bitumineux dans un site autorisé;
· l'excavation d'environ 45 000 m³ de roc incluant le chargement et le transport hors site;
· la conception et la mise en place d'un système de soutènement;
· la construction (coffrage, ferraillage et bétonnage) d'un bassin de rétention d'une capacité d'environ 45 000 mètres cubes de 80 m x 60 m et 10 m de profondeur comprenant 9 cuves et 9 caniveaux;
pour assurer le nettoyage;
· la construction, intégrée au bassin de rétention, d'une structure d'accès (coffrage, ferraillage et bétonnage) d'environ 8 m x 6,5 m x 6 m de profondeur;
· la construction des assises et fondations intégrées au bassin de rétention du futur poste de pompage (coffrage, ferraillage et bétonnage) d'environ 21 m x 12 m et atteignant par endroit une profondeur de 16,7 m;
· la construction, à proximité du bassin de rétention (coffrage, ferraillage et bétonnage), d'une structure de déversement de 7 m de largeur par 15 m de longueur et 12,5 m de profondeur;
· la construction d'environ 12 m de conduite de 2100 mm de diamètre entre la structure de déversement et le bassin de rétention;
· la construction de 72 mètres linéaires de massifs électriques;
· le remblayage de toutes les structures et la remise en état du site.

JUSTIFICATION

Suite à la mise en activité du bassin de rétention Rockfield, les débordements seront réduits à un épisode une fois toutes les cinq années. Cette diminution des débordements réduira les effets négatifs des polluants sur la santé humaine et l'environnement. De plus, l'offre récréotouristique du canal de Lachine sera bonifiée. Ce projet s'inscrit dans le plan d'action déposé en mai 2009 par la Direction de l'épuration des eaux usées pour répondre aux demandes du MDDELCC relativement à l'entente sur le cheminement des demandes d'autorisation pour les réseaux d'égout en application de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement et le protocole d'entente conclu avec les divers paliers gouvernementaux.

L'objectif secondaire lié à la construction du bassin est la rétention fréquente d'épisodes de pluie de faible récurrence afin de diminuer les débits qui transitent via le collecteur Saint-Pierre Bas-Niveau et par conséquent, les débordements au fleuve Saint-Laurent via la structure de régulation Saint-Pierre en aval.

Quarante-neuf entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et treize ont déposé une soumission. Un avis de désistement a été reçu dans le cadre de ce projet. Quelques entreprises sont des sous-traitants.

Tableau d'analyse des soumissions				

Firmes soumissionnaires	**Prix** (avec taxes)	**Contingences** (avec taxes)	**Total** (avec taxes)	**Pointage final**
1. EBC inc.	**19 955 835.93 $**	**1 995 583.59 $**	**21 951 419.52 $**	**90.33**
2. Pomerleau inc.	23 807 857.47 $	2 380 785.75 $	26 188 643.22 $	84.03
3. Groupe TNT inc.	25 245 711.97 $	2 524 571.20 $	27 770 283.17 $	81.95
4. Groupe Magil-Alta 16-03 S.E.N.C.	24 236 936.95 $	2 423 693.69 $	26 660 630.64 $	81.60
5. Excavation Loiselle inc.	27 707 028.45 $	2 770 702.85 $	30 477 731.30 $	79.48
6. Le Groupe Vespo	22 537 271.54 $	2 253 727.15 $	24 790 998.69 $	78.25
7. Cegerco inc.	26 464 843.88 $	2 646 484.39 $	29 111 328.27 $	77.33
8. Coffrage Alliance Ltée	26 946 430.33 $	2 694 643.03 $	29 641 073.36 $	74.12
9. Construction Demathieu et Bard inc.	31 880 256.50 $	3 188 025.65 $	35 068 282.15 $	73.87
10. Roxboro Excavation inc.	27 033 057.73 $	2 703 305.77 $	29 736 363.50 $	71.53
11. CRT Construction inc.	30 997 260.00 $	3 099 726.00 $	34 096 986.00 $	71.42
12. Construction Bau-Val inc.	23 886 651.94 $	2 388 665.19 $	26 275 317.13 $	70.25
13. Hamel Construction inc.	24 698 929.50 $	2 469 892.95 $	27 168 822.45 $	69.95
Estimation interne des professionnels	39 077 701.54 $	3 907 770.15 $	42 985 471.69 $	
Coût moyen des soumissions reçues			28 379 836.88 $	
Écart entre la moyenne et la firme ayant obtenu le plus haut pointage			29.28%	
Écart entre la firme ayant obtenu le plus haut pointage final et l'estimation interne ($)			(21 034 052.17 $)	
Écart entre la firme ayant obtenu le plus haut pointage et l'estimation interne (%)			-48.93%	

L’écart entre le soumissionnaire conforme ayant obtenu la plus haute note finale et l’estimation réalisée est favorable de 48,93 %. Afin de donner un portrait plus complet de la situation, l’écart de l'estimation par rapport à la moyenne des soumissions reçues est de 34 % et de 18,4 % par rapport au plus haut soumissionnaire. Les montants soumissionnés varient de 21 951 419,52 $ à 35 068 282,15 $ et peuvent s’expliquer par des enjeux stratégiques, la période de l’année, le carnet de commandes, les risques associés au projet et les profits potentiels de chaque soumissionnaire.

L’estimation interne a été faite à partir de coûts de matériaux, machinerie, main-d’œuvre, taux de réalisation, etc. Cette estimation représente la fourchette de coûts la plus élevée pour ce projet puisqu’elle n’intègre pas les escomptes potentiels que certains entrepreneurs peuvent obtenir et les actifs que les entrepreneurs peuvent posséder pour réaliser les travaux à moindre coût.

Les explications suivantes expliquent en partie l’écart de 16,5 M$ avant taxes et

contingences :

- Travaux d'excavation et de remblayage

La réutilisation des matériaux d'excavation (écart estimé de -2,9 M$ / -8,6 %).

- Travaux de construction du bassin

Crédits consentis aux entrepreneurs par les fournisseurs et fabricants, taux de machinerie réels inférieurs à ceux indiqués dans le cahier des « Taux de location de la machinerie lourde » des publications du Québec utilisé pour la préparation de l'estimation et réutilisation de certains matériaux comme les coffrages et pièces de soutènement (écart estimé de -4,9 M$ / -14,6 %).

- Niveau administratif

Un meilleur taux de productivité qu'anticipé ainsi qu'une marge de profit inférieure à celle utilisée dans les calculs (écart estimé de – 2,9 M$ / -8,6 %).

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat au soumissionnaire conforme ayant obtenu la plus haute note finale, soit EBC inc., pour la somme de sa soumission, soit 21 951 419,52 $, toutes taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de la RENA ont été faites : EBC inc., 1095, rue du Valet, L'Ancienne-Lorette (Québec) – no de licence 2971-7428-73. De plus, l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec ayant une date d'échéance le 30 septembre 2016.

Les entreprises devaient détenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour soumissionner dans le cadre de cet appel d'offres en vertu du décret 795-2014 du 10 septembre 2014. EBC inc. détient une telle attestation et une demande de renouvellement de l'autorisation de contracter / sous-contracter avec un organisme public a été acheminée à l'AMF dans les délais prescrits.

L'entreprise EBC inc. a fourni un cautionnement de soumission valide jusqu'au 15 octobre 2016.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (référence 1110573002) et de la résolution numéro CG11 0131, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude puisque le montant du contrat est de plus de 10 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts pour la construction du bassin de rétention Rockfield d'une capacité de 45 000 m3 dans l'arrondissement de Lachine sont de 23 951 419,52 $ taxes incluses, incluant 2 000 000 $ pour les frais incidents, ou 21 870 838,50 $ net de ristournes de taxes. Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 14 580 559 $ au programme Chantiers Canada – Volet Grands Projets. La portion non subventionnée de 7 290 279,50 $ sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources en réduisant les débordements au fleuve.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux de construction du bassin Rockfield assureront un meilleur contrôle des eaux se déversant dans le collecteur Saint-Pierre et permettront de réduire le nombre de déversements d'eaux usées vers le canal de Lachine.

Si ce contrat n'est pas octroyé :

· les débordements continueront à avoir lieu de façon régulière;

· ceci compromettra l'utilisation d'un droit de passage sur un terrain fédéral de la conduite de débordement vers le canal de Lachine;

· l'entente conclue avec les différents gouvernements quant aux exigences de rejets ne sera pas respectée;

· ceci limitera dans le futur l'obtention de certificats d'autorisation pour la construction de conduites d'aqueduc et d'égouts pour les projets de développement.

C

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication a été préparé en accord avec le Service des communications.

Un plan de communication sera également produit en collaboration avec l'arrondissement de Lachine.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : octobre 2016

Fin des travaux : octobre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

Dans le cadre de ce projet, la formation de consortiums n'était pas interdite. Toutefois, en

vertu de l'article 7.2 de la Politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal, cet élément aurait dû être approuvé par les instances avant le lancement de l'appel d'offres. De l'avis du Service des affaires juridiques, le processus d'octroi de contrat peut se poursuivre.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Martin SAVARD, Lachine

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude S MEUNIER
Ingénieur

Tél : 280-4418
Télécop. : 280-4387

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-21

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees

Tél : 514 280-3706
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2016-07-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-08-12

1.3 TEXTE DE L'ARTICLE 573.1.0.1 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

Afin d'informer le soumissionnaire, le texte de l'article de la Loi des cités et villes portant sur le système de pondération est reproduit ci-après :

> « 573.1.0.1. Sous réserve de l'article 573.1.0.1.1, le conseil peut choisir d'utiliser un système de pondération et d'évaluation des offres en vertu duquel chacune obtient un nombre de points basé, outre le prix, sur la qualité ou la quantité des biens, des services ou des travaux, sur les modalités de livraison, sur les services d'entretien, sur l'expérience et la capacité financière requises de l'assureur, du fournisseur ou de l'entrepreneur ou sur tout autre critère directement relié au marché. »

1.3.1 Soumissions

Lorsque le conseil choisit d'utiliser un tel système, la demande de soumissions ou un document auquel elle renvoie doit mentionner toutes les exigences et tous les critères qui seront utilisés pour évaluer les offres, ainsi que les méthodes de pondération et d'évaluation fondées sur ces critères.

1.3.2 Contrat

Dans un tel cas, le conseil ne peut accorder le contrat à un soumissionnaire autre que celui qui a fait, dans le délai fixé, la soumission ayant obtenu le pointage le plus élevé.

1.3.3 Meilleur pointage

Pour l'application du paragraphe 8 de l'article 573 de la Loi des cités et villes, la soumission ayant obtenu le pointage le plus élevé est assimilée à la soumission la plus basse.

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX ET DÉLAI DE LIVRAISON

La Ville de Montréal souligne que le délai de livraison est l'essence de ce contrat.

Les soumissionnaires sont donc invités à établir avec sérieux et réalisme leur programme détaillé des travaux tels que définis à l'article 2.12 «Programme des travaux» du Cahier des clauses administratives spéciales. Le délai maximal de livraison du bassin de rétention, du poste de pompage, des bâtiments et travaux connexes est fixé à **740 jours de calendrier** suivant l'ordre de débuter les travaux.

1.5 PROCESSUS DE SOUMISSION

La mise en place du processus de soumissions vise donc à évaluer l'expertise et la compétence des soumissionnaires tout en maximisant l'atteinte des objectifs visés.

En conséquence, le soumissionnaire doit déposer une soumission répondant en tous points aux objectifs de la Ville, qui respecte les exigences contenues dans les plans, les devis et qui tient compte des restrictions identifiées aux documents de cet appel d'offres.

Il revient au soumissionnaire de fournir toutes informations et éléments nécessaires à l'évaluation de ladite soumission. La description suivante et l'article 6 ci-après, guident le soumissionnaire dans la préparation de sa soumission. Chaque soumissionnaire est tenu de démontrer qu'il détient :

- l'expertise et de la compétence dans la conception et la mise en place de divers systèmes de soutènement dans des sols à des profondeurs considérables et en présence de la nappe phréatique ;
- l'expertise et de la compétence dans le contrôle des eaux souterraines et la connaissance du comportement des sols à des profondeurs et conditions de terrain comparables à ceux du contrat ;
- la capacité à établir des méthodes de travail afin d'élaborer des plans d'excavation efficaces, bien définis et réalisables en fonction des problématiques de terrain et des structures à mettre en place ;
- l'expertise et de la compétence à construire des structures en béton de dimensions comparables à celles du présent contrat ;
- une approche de construction et de coordination des différentes activités bonifiant les objectifs visés ; les ressources humaines compétentes, suffisantes et disponibles à la réalisation du projet ; les ressources matérielles appropriées, suffisantes et disponibles à la bonne réalisation du projet.

Pour ce faire, le soumissionnaire est tenu de répondre à chacun des éléments prévus à l'article 6 «Schéma de la proposition et critères d'évaluation », de ce document et de remettre tous les prix ainsi que le prix total de la proposition au bordereau des prix prévu à cet effet.

1.6 SCHÉMA DE LA PROPOSITION ET DESCRIPTION DES CRITÈRES D'ÉVALUATION

Le soumissionnaire doit respecter le schéma suivant dans l'élaboration de sa proposition. Ainsi, l'ordre de présentation de sa proposition doit respecter la même séquence que les critères d'évaluation présentés dans le tableau ci-dessous. Le soumissionnaire doit porter une attention particulière aux critères d'évaluation et il est de sa responsabilité d'y répondre clairement et complètement, de façon à en permettre l'évaluation. Le tableau qui suit résume les critères d'évaluation et leur pondération.

Grille d'évaluation

Numéro	Éléments d'évaluation	Pointage
6.1	Contenu et qualité des documents techniques	**25**
6.2	Expérience et compétence de la firme à l'égard de ce projet	**10**
6.3	Capacité de réalisation du projet	**15**
6.4	Durée et calendrier des travaux	**10**
6.5	Coût des travaux	**40**
	Total:	**100**

Les critères d'évaluation sont appliqués à chacune des soumissions présentées par chacun des soumissionnaires. Les soumissionnaires sont tenus de répondre à chacun des éléments demandés au présent cahier des clauses administratives particulières ainsi qu'à tous les autres cahiers ou autres composantes des documents de l'appel d'offres.

Chaque critère et leur description sont expliqués ou identifiés ci-après :

Le format 8 ½ " x 11" doit être respecté pour tous les documents demandés, à l'exception du calendrier des travaux et des plans et croquis pour lesquels le format A2 est requis.

1.6.1 CONTENU ET QUALITÉ DES DOCUMENTS TECHNIQUES

Pointage maximum pour l'article 6.1 : 25

Nombre de pages maximum : 50

Le soumissionnaire doit fournir tous les documents techniques demandés à l'article 2.7.1 « Documents techniques à remettre lors du dépôt de la soumission » du Cahier des clauses administratives spéciales de ce contrat.

Sont évalués :

- La compréhension des problématiques et des particularités du projet par le contenu, entre autres, des documents présentés sur :
- le contrôle des eaux souterraines, de l'infiltration et du ruissellement à l'intérieur des excavations durant toute la durée des travaux ;
- le soutènement des différentes excavations profondes, dont celui prévu pour la construction du bassin de rétention (incluant la partie souterraine du poste de pompage) et la structure de chute ;
- la ou les méthodes de travail retenue(s) pour l'excavation des sols et le dynamitage du roc nécessaires à la construction du bassin de rétention, du poste de pompage et la structure de déversement ;
- la méthode de remblayage et de remise en état des lieux ;
- le site de disposition des sols (le soumissionnaire doit joindre l'attestation de conformité du site retenu). Si le site proposé est non conforme, la Ville se réserve le droit de disqualifier le soumissionnaire ;
- L'accès au fond de l'excavation ;
- La méthode de mise en place du béton, les séquences de coulées et l'étanchéité des différents éléments des structures ;
- La méthode ou les méthodes de travail retenue(s) pour assurer la protection des bâtiments avoisinants ;
- Le retrait ou l'enlèvement partiel du système de soutènement des terres ;
- Le respect des informations techniques demandées ;
- La véracité des données et résultats ;
- La précision des informations ;
- La facilité de lecture et la clarté des informations.

Note : Un pointage inférieur à 21 à l'article 6.1 entraîne automatiquement le rejet de la proposition du soumissionnaire et sa disqualification.

1.6.2 EXPÉRIENCE ET COMPÉTENCE DE L'ENTREPRISE À L'ÉGARD DE CE PROJET

Pointage maximum pour l'article 6.2 : 10

Nombre de pages maximum : 10

Sont évalués :

- L'expérience et la compétence de l'Entrepreneur général et des sous-traitants spécialisés ;
- Le respect des informations demandées ;
- La précision des informations transmises ;
- La facilité de lecture et la clarté des documents remis ;
- Le système assurance qualité ;
- La capacité d'innovation et de résolution de problèmes complexes.

Informations à présenter par **le soumissionnaire :**

- Présentation et description de l'entreprise : année de fondation, localisation du siège social, description du ou des secteurs d'activités principales, nombre d'employés permanents, etc. ;
- Identification et description de trois (3) contrats qui ont été concluants et similaires à ceux du présent contrat et qui démontrent une solide expérience acquise dans des travaux d'excavation (à des profondeurs et conditions de terrain similaires à ceux du contrat), de soutènement, de construction d'ouvrages en béton armé coulé en place ;
- Indiquer pour ces projets l'année de construction, la durée des travaux prévus vs la durée de construction, le lieu du projet, la description des conditions de sols, les structures à construire, le montant total de projet, le nom du client et du concepteur, les types d'étançonnement utilisés, les profondeurs d'excavation, etc.

Informations à présenter par l'Entrepreneur spécialisé ou le sous-traitant **en soutènement :**

- Présentation de la firme spécialisée dans la conception et dans la mise en place de système d'étançonnements utilisés pour soutenir les sols des tranchées, en vue de la construction du bassin de rétention et de la partie souterraine du poste de pompage. Indiquer le nom, l'année de fondation de l'entreprise, la localisation du siège social ;
- Identification et la description des ouvrages similaires ou comparables en complexité au présent contrat, conçus et mis en place au cours des cinq (5) dernières années ;
- Identification, s'il y a lieu, des sous-traitants de l'Entrepreneur spécialisé en soutènement et une description de leur contribution au projet ainsi qu'une description de leur expérience ;
- S'il y a lieu, le nom de la firme spécialisée et de l'ingénieur-concepteur en post-tension accompagné d'une liste et d'une brève description des projets pour lesquels cette firme et l'ingénieur ont réalisé la conception de tirants, d'étais ou d'ancrages au roc pour des travaux similaires à ceux du présent contrat. Ceci en y incluant les dates d'exécution ainsi que les noms et les coordonnées des clients.

Informations à présenter par l'Entrepreneur spécialisé ou le sous-traitant en **coffrage et en étaiement** :

- Présentation et description de la firme spécialisée dans la conception et dans la mise en place des coffrages et des étais qui sont utilisés pour la construction du bassin de rétention et le poste de pompage. Indiquer l'année de fondation, la localisation du siège social, le nombre d'employés permanents, etc. ;
- Identification et description des contrats concluants comparables en complexité au présent appel d'offres et démontrant une solide expérience acquise dans la construction d'ouvrages en béton armé et coulé en place.

Informations à présenter par l'Entrepreneur spécialisé ou le sous-traitant pour les travaux de **dynamitage** :

- Présentation et description de la firme spécialisée dans les travaux de dynamitage. La firme doit notamment démontrer sa capacité à œuvrer en toute sécurité dans l'environnement urbain. Indiquer l'année de fondation, la localisation du siège social, l'identification et la description des contrats effectués au cours des cinq (5) dernières années, comparables en complexité au présent contrat.

1.6.3 CAPACITÉ DE RÉALISATION DU PROJET

Pointage maximum pour l'article 6.3 : 15

Nombre de pages maximum : 5

Sont évalués :

- La capacité à absorber un contrat de cette envergure, compte tenu de la charge de travail actuelle ;
- Niveau d'expérience des principaux employés et professionnels qui seront affectés à ce projet.

Documents et informations à présenter :

- Contrats en cours et prévus pour les vingt-quatre prochains mois (donner une brève description de chacun des contrats, le lieu des travaux, la durée prévue, le montant total des contrats, etc.) ;
- Nom, disponibilité, formation et description de l'expérience du chargé de projet, des ingénieurs spécialisés et concepteurs, des techniciens, du surintendant et des contremaîtres qui seront affectés à ce contrat (une liste ou encore une énumération de projets ne constitue pas une preuve valable). Le soumissionnaire doit présenter un curriculum vitae complet pour chacune des personnes qui seront affectées au projet. Indiquer quelles sont les valeurs ajoutées pour la Ville, associées à la présence de ces personnes dans le projet, etc. ;
- Description et disponibilité des principaux équipements pour les travaux d'excavation, de mise en place et du retrait du système de soutènement pour les deux prochaines années ;
- Lettre d'entente démontrant que l'Entrepreneur général a pris engagement avec les sous-traitants spécialisés identifiés ci-dessus, pour effectuer les travaux de soutènement, de coffrage et d'étaiement du bassin de rétention et du poste de pompage.

Note : Dans le cas d'une décision menant l'Entrepreneur à employer des sous-traitants spécialisés autres que ceux identifiés dans la soumission une fois le contrat octroyé, la Ville se réserve le droit de résilier le présent contrat avec l'Entrepreneur général.

1.6.4 DURÉE ET CALENDRIER DES TRAVAUX

L'Entrepreneur doit fournir un calendrier détaillé des travaux tels que décrits à l'article 2.12 «Programme des travaux» du Cahier des clauses administratives spéciales.

Pointage maximum pour l'article 6.4 : 10

Nombre de pages maximum : 10

Sont évalués :

- Le respect du délai de **sept cent quarante (740) jours de calendrier** accordé pour réaliser les travaux ;
- Le niveau de détail des activités du calendrier ;
- La séquence et durée des activités ;
- Le réalisme de l'échéancier ;
- Le respect des prescriptions techniques.

Note : Un pointage de zéro (0) est attribué à tout soumissionnaire dont la soumission n'inclue pas un programme des travaux conforme aux exigences de l'article 2.12.1 du Cahier des clauses administratives spéciales, lors du dépôt de celle-ci. Un pointage de zéro (0) pour l'article 6.4 entraîne automatiquement le rejet de la proposition du soumissionnaire et sa disqualification.

1.6.5 PRIX DES TRAVAUX

Pointage maximum pour l'article 6.5 : 40

Nombre de pages maximum : Compléter le bordereau de soumission

Sont évalués :

- Le prix total soumis au bordereau, comprenant tous les coûts des matériaux, des travaux et des services nécessaires à la construction d'un bassin de rétention étanche des eaux d'égout, d'un poste de pompage et de tous les travaux connexes, tels que décrits aux plans et devis du contrat incluant les contingences et les taxes.

Sous réserve de l'article 9.0, le soumissionnaire ayant présenté la plus basse soumission conforme se voit attribuer la note maximale de 40.

Pour les autres soumissions, le nombre de points attribués au coût des travaux est calculé de la façon suivante :

$$\frac{\text{Prix le plus bas de toutes les soumissions conformes}}{\text{Prix de la soumission conforme}} \times 40 \text{ points}$$

1.7 PROCESSUS D'ÉVALUATION

Chaque soumission est évaluée afin de vérifier si elle satisfait aux exigences administratives et techniques minimales décrites dans les documents de l'appel d'offres. Une soumission qui ne satisfait pas à une ou plusieurs conditions minimales n'est pas retenue pour considération ultérieure.

La Ville forme un comité d'évaluation d'au moins trois (3) membres qui procèdent à l'évaluation des soumissions selon la grille des critères d'évaluation et leur pondération présentée à l'article précédent.

Seules les soumissions conformes sont étudiées par ce comité d'évaluation.

Une note est attribuée à chaque élément de la soumission pour un critère donné. Le total des notes constitue le pointage de chaque soumission.

Sous réserve de ce qui est prévu au présent appel d'offres, la soumission ayant obtenu le pointage le plus élevé fait l'objet de la recommandation d'octroi aux instances municipales.

La Ville évalue chaque soumission à partir des seuls renseignements qu'elle contient. S'il s'avérait nécessaire d'obtenir des précisions sur l'un ou l'autre des renseignements fournis dans la soumission, ces précisions deviendraient partie intégrante de la soumission. De plus, à la discrétion du comité d'évaluation et après une première analyse des soumissions, une entrevue avec chacun des soumissionnaires conformes peut être exigée afin de compléter l'évaluation des soumissions. Chaque soumissionnaire doit se tenir disponible pour qu'une telle entrevue puisse avoir lieu. Ces précisions n'ont toutefois pas pour objet de bonifier la soumission, mais bien d'en assurer une bonne compréhension. Elles n'améliorent ni l'aspect quantitatif ou qualitatif de la soumission et ne modifient en rien les prix de la formule de soumission, laquelle prévaut en tout temps.

L'évaluation que fait la Ville des renseignements contenus dans les soumissions est finale et sans appel.

Les membres du comité d'évaluation évaluent individuellement chacune des soumissions selon les critères prévus ci-dessus et rendent compte, en comité, du résultat de leur analyse. Après discussion entre eux, les membres du comité d'évaluation procèdent par consensus de manière à attribuer une seule note par critère.

Les membres du comité d'évaluation agissent de façon objective et impartiale. Ils doivent dénoncer tout conflit d'intérêts et, dans l'affirmative, refuser la charge qui leur a été confiée. Ils doivent de plus assurer la confidentialité de leurs délibérations.

De façon à informer le marché, à encadrer le processus d'évaluation et à soutenir le travail des membres du comité d'évaluation, l'attribution des notes par critère se fait selon le barème présenté à la page suivante.

LA GARANTIE

AVENANT NO : **1**

Devant être attaché et faire partie du cautionnement no : **MS8021019-04** émis en faveur de **VILLE DE MONTRÉAL** en tant que BÉNÉFICIAIRE, pour **EBC INC.** en tant qu'ENTREPRENEUR, par **LA GARANTIE, COMPAGNIE D'ASSURANCE DE L'AMÉRIQUE DU NORD**, à titre de CAUTION.

IL EST PAR LA PRÉSENTE ENTENDU ET CONVENU QUE DANS LE CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION NO. MS8021019-04 ET DANS LA LETTRE D'ENGAGEMENT PORTANT LE MÊME NUMÉRO, LA DURÉE DE VALIDITÉ EST PROLONGÉE JUSQU'AU 15 OCTOBRE 2016.

Les autres termes et conditions demeurent cependant inchangés.

Signé et scellé à Québec, ce 14 juillet 2016

EBC INC.

Entrepreneur

LA GARANTIE, COMPAGNIE D'ASSURANCE DE L'AMÉRIQUE DU NORD

Andréa Michaud, Témoin

Nathalie Simard, Mandataire

B90F

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 14 janvier 2016

EBC INC.
1095, RUE VALETS
L'ANCIENNE-LORETTE QC G2E 4M7

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700000012
N° de demande :	1530886914
N° de confirmation de paiement :	000181173088

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2015-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à :

EBC INC.
1095, RUE VALET
QUEBEC (QUEBEC) G2E 3M3

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1140169609

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro de l'attestation : 711180-MBHF-0299239
Date et heure de délivrance de l'attestation : 6 juin 2016 à 14 h 20 min 20 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 30 septembre 2016

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse **www.revenuquebec.ca**.

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 5005-EC-143-02-06C
Numéro de référence : 934221
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Construction du bassin de rétention Rockfield d'une capacité de 45 000 mètres cubes dans l'arrondissement Lachine

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ Métropolitaine 7900 avenue Jean-Desprez Montréal, QC, H1K0H4 http://www.acq.org/region-metropolitaine.html NEQ :	Madame Sophie Quenneville Téléphone : 514 355-3245 Télécopieur :	**Commande : (1039816)** 2015-11-24 12 h **Transmission :** 2015-11-24 12 h	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 17 h 26 - Messagerie 2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 12 h 08 - Courriel 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 29 - Courriel 2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel 2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 07 - Courriel 2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel 2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 10 - Courriel 2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 15 - Courriel 2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 25 - Messagerie 2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel 2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Ali Construction inc. 760 Boul. Des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 NEQ : 1145884509	Monsieur Jean-François Beaulieu Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1047392)** 2015-12-17 8 h 56 **Transmission :** 2015-12-17 10 h 24	2521977 - Addenda no 1 2015-12-17 8 h 56 - Téléchargement 2522012 - Addenda no 1 2015-12-17 8 h 56 - Téléchargement 2522013 - Addenda no 1 2015-12-17 8 h 56 - Messagerie 2529315 - Addenda no 2 2015-12-17 8 h 56 - Téléchargement 2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel 2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 25 - Messagerie 2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel 2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 47 - Messagerie 2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 37 - Messagerie 2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 09 - Messagerie 2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel 2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com NEQ : 1142398784	Madame Sara Tremblay Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	**Commande : (1038621)** 2015-11-20 11 h 21 **Transmission :** 2015-11-20 13 h 35	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 14 h 31 - Télécopie 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 17 h 58 - Messagerie 2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 15 h 33 - Messagerie 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 36 - Télécopie

2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 17 h 12 - Télécopie

2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 34 - Messagerie

2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 11 h 16 - Télécopie

2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 15 h 03 - Messagerie

2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 56 - Messagerie

2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 35 - Messagerie

2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 54 - Télécopie

2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 44 - Télécopie

Mode privilégié (devis) : Télécopieur
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Alta Construction (2011) Ltée
1655 rue de Beauharnois ouest
Montréal, QC, H4N1J6
http://www.altaconstruction.ca NEQ : 1163332498

Madame Isabelle Cardin
Téléphone : 514 748-8881
Télécopieur : 514 748-5240

Commande : (1036745)
2015-11-16 16 h 32
Transmission :
2015-11-16 17 h 39

2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel

2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 14 h 47 - Messagerie

2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 15 h 18 - Messagerie

2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 29 - Courriel

2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel

2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 19 - Messagerie

2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel

2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 42 - Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 26 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 02 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 09 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Messagerie (Purolator)

☐ Armatures Bois-Francs Inc (ABF)
249 boul de la Bonaventure
Victoriaville, QC, G6T 1V5
http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842

Madame Geneviève Beaudoin
Téléphone : 819 758-7501
Télécopieur : 819 758-7629

Commande : (1035949)
2015-11-13 10 h 43
Transmission :
2015-11-13 10 h 43

2521977 - Addenda no 1
2015-11-24 13 h 26 -
Courriel

2522012 - Addenda no 1
2015-11-24 17 h 39 -
Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 12 h 08 -
Courriel

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 37 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 07 -
Courriel

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 10 -
Courriel

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 15 -
Courriel

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 31 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 10 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Blasteck International Inc.. 16 rue Greenlay Nord Windsor, QC, J1S 2K2 NEQ : 2625062109	Monsieur René Laflamme Téléphone : 819 845-2007 Télécopieur : 819 845-2725	**Commande : (1036077)** 2015-11-13 13 h 39 **Transmission :** 2015-11-13 15 h 55	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 14 h 32 - Télécopie 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 17 h 33 - Messagerie 2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 15 h 26 - Messagerie 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 31 - Télécopie 2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 39 - Télécopie 2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 30 - Messagerie 2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 45 - Télécopie 2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 54 - Messagerie 2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 47 - Messagerie 2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 28 - Messagerie 2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 24 - Télécopie 2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 11 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Catalogna et Frères Ltée 2330 rue Norman, Lachine Montréal, QC, H8S 1B1 NEQ : 1144049070	Monsieur Luc Catalogna Téléphone : 514 484-1101 Télécopieur : 514 637-7088	**Commande : (1037578)** 2015-11-18 11 h 46 **Transmission :** 2015-11-18 13 h 34	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 14 h 31 - Télécopie 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 17 h 32 - Messagerie 2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 15 h 25 - Messagerie 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 35 - Télécopie

2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 56 - Télécopie

2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 29 - Messagerie

2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 11 h 23 - Télécopie

2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 51 - Messagerie

2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 43 - Messagerie

2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 28 - Messagerie

2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 26 - Télécopie

2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 14 - Télécopie

Mode privilégié (devis) : Télécopieur
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Cegerco Inc.
1180 rue Bersimis
Chicoutimi, QC, G7H 5C2
NEQ : 1144600781

Madame Marcelle Bolduc
Téléphone : 418 543-6159
Télécopieur : 418 543-0706

Commande : (1036102)
2015-11-13 14 h 12
Transmission :
2015-11-13 14 h 12

2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel

2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 15 h 10 - Messagerie

2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 12 h 08 - Courriel

2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 29 - Courriel

2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel

2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 07 - Courriel

2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel

2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 10 - Courriel

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 14 -
Courriel

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 05 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 09 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Courrier électronique

☐ Charex
14940 rue Louis M Taillon
Mirabel, QC, J7N 2K4
NEQ : 1167167742

Monsieur Stéphan Charette
Téléphone : 450 475-1135
Télécopieur : 450 475-1137

Commande : (1036346)
2015-11-16 9 h 16
Transmission :
2015-11-16 9 h 16

2521977 - Addenda no 1
2015-11-24 13 h 26 -
Courriel

2522012 - Addenda no 1
2015-11-24 15 h 07 -
Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 12 h 08 -
Courriel

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 37 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 07 -
Courriel

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 10 -
Courriel

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 14 -
Courriel

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 03 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 09 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Coffrage Alliance Ltée, Entrepreneur Général 2000 rue De Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 http://www.coffrage-alliance.ca NEQ : 1161836276	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Commande : (1035677)** 2015-11-12 15 h 15 **Transmission :** 2015-11-12 15 h 43	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 14 h 52 - Messagerie 2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 15 h 20 - Messagerie 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 29 - Courriel 2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel 2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 19 - Messagerie 2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel 2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 42 - Messagerie 2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 26 - Messagerie 2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 02 - Messagerie 2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel 2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Congeres Inc. 1541 Jean-Lachaîne Sainte-Catherine, QC, J5C 1C2 http://congeres.com NEQ : 1145621349	Monsieur Pascal Patrice Téléphone : 450 638-2677 Télécopieur : 450 638-1750	**Commande : (1037808)** 2015-11-18 16 h 51 **Transmission :** 2015-11-18 18 h 04	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 14 h 30 - Télécopie 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 16 h 50 - Messagerie 2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 15 h 23 - Messagerie 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 30 - Télécopie

2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 38 - Télécopie

2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 25 - Messagerie

2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 45 - Télécopie

2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 46 - Messagerie

2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 36 - Messagerie

2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 08 - Messagerie

2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 23 - Télécopie

2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 10 - Télécopie

Mode privilégié (devis) : Télécopieur
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Construction Bau-Val Inc.
87 Emilien Marcoux, Suite#101
Blainville, QC, J7C 0B4
http://www.bauval.com NEQ : 1143718063

Madame France Laverdure
Téléphone : 514 636-4400
Télécopieur : 514 636-9937

Commande : (1035979)
2015-11-13 11 h 11
Transmission :
2015-11-13 14 h 04

2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel

2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 17 h 36 - Messagerie

2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 15 h 26 - Messagerie

2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 29 - Courriel

2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel

2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 30 - Messagerie

2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel

2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 55 - Messagerie

			2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 48 - Messagerie 2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 29 - Messagerie 2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel 2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Demathieu & Bard (CDB) Inc. 170 boul Roland-Godard Saint-Jérôme, QC, J7Y 4P7 NEQ : 1147057740	Monsieur Nicolas Lauzier Téléphone : 450 569-8043 Télécopieur : 450 431-4235	**Commande : (1035807)** 2015-11-13 8 h 27 **Transmission :** 2015-11-13 8 h 27	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 17 h 41 - Messagerie 2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 12 h 08 - Courriel 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 29 - Courriel 2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel 2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 07 - Courriel 2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel 2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 10 - Courriel 2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 15 - Courriel 2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 32 - Messagerie 2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel 2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Demathieu & Bard (CDB) Inc. 170 boul Roland-Godard Saint-Jérôme, QC, J7Y 4P7 NEQ : 1147057740	Monsieur Nicolas Lauzier Téléphone : 450 569-8043 Télécopieur : 450 431-4235	**Commande : (1036009)** 2015-11-13 11 h 55 **Transmission :** 2015-11-13 11 h 55	Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir
☐	Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Daniel Cormier Téléphone : 514 260-2942 Télécopieur :	**Commande : (1035888)** 2015-11-13 9 h 40 **Transmission :** 2015-11-13 9 h 52	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 14 h 43 - Messagerie 2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 15 h 16 - Messagerie 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 29 - Courriel 2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel 2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 18 - Messagerie 2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel 2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 40 - Messagerie 2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 24 - Messagerie 2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 59 - Messagerie 2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel 2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Genephi Inc 15 rue du Comte Saint-Sauveur, QC, J0R 1R4 NEQ : 1161248274	Monsieur Daniel Lefebvre Téléphone : 450 227-4343 Télécopieur : 450 227-4303	**Commande : (1037810)** 2015-11-18 16 h 54 **Transmission :** 2015-11-18 16 h 54	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 15 h 02 - Télécopie 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 16 h 38 - Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 15 h 22 -
Messagerie

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 32 -
Télécopie

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 39 -
Télécopie

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 23 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 11 h 20 -
Télécopie

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 45 -
Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 36 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 08 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 26 -
Télécopie

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 14 -
Télécopie

Mode privilégié (devis) :
Télécopieur
Mode privilégié (plan) :
Messagerie (Purolator)

☐ Construction Interlag Inc.
8165 rue du Creusot
Montréal, QC, H1P 2A3
NEQ : 1142124859

Madame Francine Luquette
Téléphone : 514 323-6710
Télécopieur : 514 323-3882

Commande : (1036615)
2015-11-16 14 h 12
Transmission :
2015-11-16 14 h 17

2521977 - Addenda no 1
2015-11-24 13 h 26 -
Courriel

2522012 - Addenda no 1
2015-11-24 17 h 43 -
Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 12 h 08 -
Courriel

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 38 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 07 -
Courriel

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 10 -
Courriel

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 15 -
Courriel

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 33 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 10 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Courrier électronique

☐ Construction Raynald Tisseur
1660, route 117
Val-David, QC, J0T 2N0
http://construction-tisseur.com/ NEQ :
1149222300

Monsieur Gabriel Bélanger
Téléphone : 819 322-1523
Télécopieur :

Commande : (1036282)
2015-11-16 8 h 05
Transmission :
2015-11-16 8 h 05

2521977 - Addenda no 1
2015-11-24 13 h 26 -
Courriel

2522012 - Addenda no 1
2015-11-24 17 h 46 -
Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 12 h 08 -
Courriel

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 38 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 07 -
Courriel

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 10 -
Courriel

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 15 -
Courriel

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 33 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

			2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ CRT Construction inc. 870 rue Archimede Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.crtconstruction.ca NEQ : 1143655034	Monsieur Jean-François Turgeon Téléphone : 418 833-8073 Télécopieur : 418 833-9629	**Commande : (1040541)** 2015-11-25 17 h 09 **Transmission :** 2015-11-25 17 h 09	2521977 - Addenda no 1 2015-11-25 17 h 09 - Téléchargement 2522012 - Addenda no 1 2015-11-25 17 h 09 - Téléchargement 2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 17 h 09 - Téléchargement 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 30 - Télécopie 2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 17 h 12 - Télécopie 2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 32 - Messagerie 2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 11 h 19 - Télécopie 2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 59 - Messagerie 2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 50 - Messagerie 2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 31 - Messagerie 2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 53 - Télécopie 2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 44 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 370, rue Larry-Ball Saint-Jérôme, QC, J5L 2P6 http://www.duroking.com NEQ : 1165343220	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 436-3474 Télécopieur : 450 436-2273	**Commande : (1035726)** 2015-11-12 16 h 50 **Transmission :** 2015-11-12 16 h 56	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 17 h 48 - Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 15 h 32 -
Messagerie

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 38 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 33 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 15 h 01 -
Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 52 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 34 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 10 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Messagerie (Purolator)

☐ EBC Inc
750-740, Notre-Dame ouest
Montréal, QC, H3C 3X6
http://www.ebcinc.qc.ca NEQ : 1140169609

Monsieur Jean-Serge D'Aoust
Téléphone : 514 844-0660
Télécopieur : 514 844-9249

Commande : (1046313)
2015-12-14 14 h 31
Transmission :
2015-12-14 14 h 31

2521977 - Addenda no 1
2015-12-14 14 h 31 -
Téléchargement

2522012 - Addenda no 1
2015-12-14 14 h 31 -
Téléchargement

2522013 - Addenda no 1
2015-12-14 14 h 31 -
Téléchargement

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 37 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 21 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 44 -
Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 34 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 05 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 09 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Messagerie (Purolator)

☐ EBC Inc.
3900 rue Isabelle
Brossard, QC, J4Y 2R3
NEQ : 1140169609

Monsieur Mathieu Chamberland
Téléphone : 450 444-9333
Télécopieur : 450 444-9330

Commande : (1035885)
2015-11-13 9 h 38
Transmission :
2015-11-13 9 h 38

2521977 - Addenda no 1
2015-11-24 13 h 26 -
Courriel

2522012 - Addenda no 1
2015-11-24 14 h 52 -
Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 12 h 08 -
Courriel

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 37 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 07 -
Courriel

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 10 -
Courriel

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 14 -
Courriel

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 03 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 09 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Courrier électronique

☐ ETPO Canada
1151 marie vara
Carignan, QC, j3l 3p9
NEQ : 5149286527

Monsieur yves lortie
Téléphone : 450 447-6527
Télécopieur :

Commande : (1040728)
2015-11-26 10 h 14
Transmission :
2015-11-26 10 h 50

2521977 - Addenda no 1
2015-11-26 10 h 14 -
Téléchargement

2522012 - Addenda no 1
2015-11-26 10 h 14 -
Téléchargement

2522013 - Addenda no 1
2015-11-26 10 h 14 -
Messagerie

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 37 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 07 -
Courriel

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 10 -
Courriel

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 14 -
Courriel

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 09 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Courrier électronique

☐ Eurovia Québec Grands Projets Inc.
1550 rue Ampère, bureau 305
Boucherville, QC, J4B7L4
NEQ : 1169491801

Monsieur Benoit Perron-Ruel
Téléphone : 450 641-8000
Télécopieur : 450 641-0826

Commande : (1039899)
2015-11-24 14 h 15
Transmission :
2015-11-24 14 h 15

2521977 - Addenda no 1
2015-11-24 14 h 15 -
Téléchargement

2522012 - Addenda no 1
2015-11-24 17 h 21 -
Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 12 h 08 -
Courriel

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 37 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 07 -
Courriel

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 10 -
Courriel

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 14 -
Courriel

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 24 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 09 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Courrier électronique

☐ Excavasphalte (6422845 canada inc)
217, chemin St-Joseph
Val-des-Monts, QC, J8n7J1
http://www.excavasphalte.ca NEQ :
1163262232

Madame Christiane Lebeau
Téléphone : 819 230-3417
Télécopieur : 819 671-5564

Commande : (1049196)
2016-01-04 9 h 06
Transmission :
2016-01-04 9 h 08

2521977 - Addenda no 1
2016-01-04 9 h 06 -
Téléchargement

2522012 - Addenda no 1
2016-01-04 9 h 06 -
Téléchargement

2522013 - Addenda no 1
2016-01-04 9 h 06 -
Messagerie

2529315 - Addenda no 2
2016-01-04 9 h 06 -
Téléchargement

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 37 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 27 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel

2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 48 - Messagerie

2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 38 - Messagerie

2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 25 - Messagerie

2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel

2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 09 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Excavation JNA inc
863 boulevard L'Ange Gardien Nord
L'Assomption, QC, J5W1P3
NEQ : 1142512962

Monsieur Jean Larivière
Téléphone : 514 835-7213
Télécopieur :

Commande : (1043269)
2015-12-03 12 h 01
Transmission :
2015-12-03 12 h 59

2521977 - Addenda no 1 2015-12-03 12 h 01 - Téléchargement

2522012 - Addenda no 1 2015-12-03 12 h 01 - Téléchargement

2522013 - Addenda no 1 2015-12-03 12 h 01 - Messagerie

2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 29 - Courriel

2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel

2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 31 - Messagerie

2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel

2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 58 - Messagerie

2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 49 - Messagerie

2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 29 - Messagerie

2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel

			2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Excavation Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca NEQ : 1142482703	Monsieur Michel Laberge Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1036031)** 2015-11-13 12 h 34 **Transmission :** 2015-11-13 12 h 34	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 16 h 34 - Messagerie 2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 12 h 08 - Courriel 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 29 - Courriel 2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel 2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 07 - Courriel 2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel 2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 10 - Courriel 2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 14 - Courriel 2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 07 - Messagerie 2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel 2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Monsieur Alain Robert Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1036203)** 2015-11-13 16 h 22 **Transmission :** 2015-11-13 16 h 51	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 15 h 15 - Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 15 h 21 -
Messagerie

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 37 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 23 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 45 -
Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 35 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 06 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 09 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Messagerie (Purolator)

☐ G-Tek (3427951 Canada inc.)
180 boul Bellerose O
Laval, QC, H7L 6A2
http://www.gtek.ca NEQ : 1147472659

Monsieur Stephane Fortin
Téléphone : 450 628-4835
Télécopieur : 450 963-4835

Commande : (1058526)
2016-01-25 8 h 46
Transmission :
2016-01-25 8 h 46

2521977 - Addenda no 1
2016-01-25 8 h 46 -
Téléchargement

2522012 - Addenda no 1
2016-01-25 8 h 46 -
Téléchargement

2522013 - Addenda no 1
2016-01-25 8 h 46 -
Téléchargement

2529315 - Addenda no 2
2016-01-25 8 h 46 -
Téléchargement

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-25 8 h 46 -
Téléchargement

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-25 8 h 46 -
Téléchargement

2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel

2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 10 - Courriel

2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 14 - Courriel

2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 23 - Messagerie

2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel

2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 09 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Hamel Construction inc
2106 Route Principale
Saint-Édouard-de-Lotbinière, QC, G0S 1Y0
http://www.hamelconstruction.com NEQ : 1147881040

Monsieur Guy Hamel
Téléphone : 418 796-2074
Télécopieur : 418 796-3066

Commande : (1040328)
2015-11-25 11 h 38
Transmission :
2015-11-25 15 h 13

2521977 - Addenda no 1 2015-11-25 11 h 38 - Téléchargement

2522012 - Addenda no 1 2015-11-25 11 h 38 - Téléchargement

2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 12 h 08 - Courriel

2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 29 - Courriel

2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel

2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 07 - Courriel

2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel

2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 10 - Courriel

2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 15 - Courriel

2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h - Messagerie

2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel

			2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Hanson 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3 NEQ : 1142136077	Madame Carole Haley Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1045870)** 2015-12-11 15 h 43 **Transmission :** 2015-12-11 17 h 26	2521977 - Addenda no 1 2015-12-11 15 h 43 - Messagerie 2522012 - Addenda no 1 2015-12-11 15 h 43 - Messagerie 2522013 - Addenda no 1 2015-12-11 15 h 43 - Messagerie 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 29 - Courriel 2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel 2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 28 - Messagerie 2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel 2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 50 - Messagerie 2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 40 - Messagerie 2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 04 - Messagerie 2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel 2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ L.A. Hébert Ltée 9700 Place Jade Brossard, QC, J4Y 3C1 NEQ : 1143421148	Madame Louise Brisson Téléphone : 450 444-4847 Télécopieur : 450 444-3578	**Commande : (1035867)** 2015-11-13 9 h 13 **Transmission :** 2015-11-13 9 h 13	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 15 h 03 - Télécopie 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 17 h 37 - Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 15 h 30 -
Messagerie

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 36 -
Télécopie

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 58 -
Télécopie

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 30 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 11 h 46 -
Télécopie

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 56 -
Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 48 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 07 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 26 -
Télécopie

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 14 -
Télécopie

Mode privilégié (devis) :
Télécopieur
Mode privilégié (plan) :
Messagerie (Purolator)

☐ Le Groupe Vespo
17, boul. Saint-Joseph
Lachine
Montréal, QC, H8S 2K9
NEQ : 1146922820

Monsieur Matthew Ruta
Téléphone : 514 933-5057
Télécopieur :

Commande : (1036986)
2015-11-17 10 h 55
Transmission :
2015-11-17 10 h 55

2521977 - Addenda no 1
2015-11-24 13 h 26 -
Courriel

2522012 - Addenda no 1
2015-11-24 14 h 47 -
Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 12 h 08 -
Courriel

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 37 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 07 -
Courriel

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 10 -
Courriel

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 14 -
Courriel

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 02 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 09 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Courrier électronique

☐ Les Constructions et Pavage Jeskar Inc.
5181 Amiens, suite 202
Montréal, QC, H1G 6N9
NEQ : 1145922051

Monsieur Richard Morin
Téléphone : 514 327-5454
Télécopieur : 514 327-4198

Commande : (1037598)
2015-11-18 12 h 01
Transmission :
2015-11-18 13 h 10

2521977 - Addenda no 1
2015-11-24 13 h 26 -
Courriel

2522012 - Addenda no 1
2015-11-24 15 h 09 -
Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 15 h 21 -
Messagerie

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 37 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 20 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 44 -
Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 32 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 04 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

			2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1 NEQ : 1142284380	Madame Guylaine Despins Téléphone : 450 773-5515 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (1035781)** 2015-11-13 7 h 47 **Transmission :** 2015-11-13 7 h 50	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 14 h 45 - Messagerie 2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 15 h 17 - Messagerie 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 29 - Courriel 2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel 2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 18 - Messagerie 2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel 2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 41 - Messagerie 2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 25 - Messagerie 2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 01 - Messagerie 2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel 2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1035799)** 2015-11-13 8 h 19 **Transmission :** 2015-11-13 8 h 24	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 17 h 53 - Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 12 h 08 -
Courriel

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 37 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 07 -
Courriel

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 10 -
Courriel

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 14 -
Courriel

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 07 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 09 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Courrier électronique

☐ Les Excavations Gilbert Théorêt Inc.
124 rue Huot
Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8
NEQ : 1142215210

Monsieur David Hodgson
Téléphone : 514 425-2600
Télécopieur : 514 425-4784

Commande : (1036648)
2015-11-16 14 h 42
Transmission :
2015-11-16 14 h 42

2521977 - Addenda no 1
2015-11-24 15 h 02 -
Télécopie

2522012 - Addenda no 1
2015-11-24 17 h 27 -
Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 15 h 25 -
Messagerie

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 30 -
Télécopie

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 51 -
Télécopie

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 28 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 11 h 21 -
Télécopie

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 49 -
Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 39 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 26 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 26 -
Télécopie

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 14 -
Télécopie

Mode privilégié (devis) :
Télécopieur
Mode privilégié (plan) :
Messagerie (Purolator)

☐ Les Excavations Payette ltée
7900, rue Bombardier
Montréal, QC, H1J1A4
NEQ : 1166482993

Monsieur Michel Viger
Téléphone : 514 322-4800
Télécopieur : 514 322-1770

Commande : (1036035)
2015-11-13 12 h 47
Transmission :
2015-11-13 12 h 47

2521977 - Addenda no 1
2015-11-24 14 h 32 -
Télécopie

2522012 - Addenda no 1
2015-11-24 14 h 42 -
Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 15 h 13 -
Messagerie

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 31 -
Télécopie

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 38 -
Télécopie

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 16 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 56 -
Télécopie

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 40 -
Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 24 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 59 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 25 -
Télécopie

				2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 14 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com NEQ : 1142398818	Madame Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Commande : (1036362)** 2015-11-16 9 h 28 **Transmission :** 2015-11-16 10 h 09	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 14 h 31 - Télécopie 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 14 h 42 - Messagerie 2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 15 h 12 - Messagerie 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 30 - Télécopie 2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 38 - Télécopie 2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 33 - Messagerie 2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Télécopie 2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 15 h 03 - Messagerie 2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 53 - Messagerie 2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 35 - Messagerie 2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 23 - Télécopie 2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 10 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Nahtac Construction Inc. 42, rue des Menuisiers Sainte-Anne-des-Plaines, QC, J0N 1H0 NEQ : 1161499679	Monsieur Lester La Haye Téléphone : 450 838-9041 Télécopieur : 450 838-9042	**Commande : (1036564)** 2015-11-16 13 h 23 **Transmission :** 2015-11-16 13 h 23	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 17 h 50 - Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 12 h 08 -
Courriel

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 38 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 07 -
Courriel

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 10 -
Courriel

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 15 -
Courriel

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 34 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 10 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Courrier électronique

☐ P.N.G. Projets d'aménagements Inc
200 rue Cormier
Sorel-Tracy, QC, J3R 1V2
NEQ : 1144475226

Monsieur Nicolas Guertin
Téléphone : 450 742-7888
Télécopieur : 450 742-7889

Commande : (1047452)
2015-12-17 9 h 53
Transmission :
2015-12-17 12 h 57

2521977 - Addenda no 1
2015-12-17 9 h 53 -
Messagerie

2522012 - Addenda no 1
2015-12-17 9 h 53 -
Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-12-17 9 h 53 -
Messagerie

2529315 - Addenda no 2
2015-12-17 9 h 53 -
Messagerie

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 38 -
Télécopie

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 29 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 45 -
Télécopie

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 51 -
Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 42 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 27 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 23 -
Télécopie

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 11 -
Télécopie

Mode privilégié (devis) :
Télécopieur
Mode privilégié (plan) :
Messagerie (Purolator)

☐ Pavage Chenail
104, St-Rémi, C.P. 3220
Saint-Rémi, QC, J0L2L0
NEQ : 1142533042

Monsieur Pierre-Yvon Legault
Téléphone : 450 454-0000
Télécopieur : 450 454-5219

Commande : (1036560)
2015-11-16 13 h 20
Transmission :
2015-11-16 13 h 31

2521977 - Addenda no 1
2015-11-24 14 h 33 -
Télécopie

2522012 - Addenda no 1
2015-11-24 17 h 24 -
Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 15 h 24 -
Messagerie

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 32 -
Télécopie

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 38 -
Télécopie

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 27 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 45 -
Télécopie

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 49 -
Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 39 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 25 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 23 -
Télécopie

			2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 10 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Pomerleau Inc... 500, rue St-Jacques, 11e étage Montréal, QC, H2Y 0A2 NEQ : 1142005934	Monsieur Francis Beaujault Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1035922)** 2015-11-13 10 h 11 **Transmission :** 2015-11-13 10 h 11	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 17 h 34 - Messagerie 2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 12 h 08 - Courriel 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 29 - Courriel 2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel 2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 07 - Courriel 2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel 2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 10 - Courriel 2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 15 - Courriel 2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 28 - Messagerie 2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel 2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Pomerleau Inc... 500, rue St-Jacques, 11e étage Montréal, QC, H2Y 0A2 NEQ : 1142005934	Madame Nancy Lazure Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1039275)** 2015-11-23 13 h 23 **Transmission :** 2015-11-23 13 h 23	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 17 h 31 - Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 12 h 08 -
Courriel

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 37 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 07 -
Courriel

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 10 -
Courriel

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 15 -
Courriel

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 27 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 09 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Courrier électronique

☐ Quadrax et associés E.G.
1875 rue gutenberg
Laval, QC, H7S 1A1
http://www.quadrax.com NEQ :
1165339939

Monsieur Marc-André Parent
Téléphone : 450 681-7000
Télécopieur : 450 681-7003

Commande : (1047269)
2015-12-16 15 h 41
Transmission :
2015-12-16 15 h 59

2521977 - Addenda no 1
2015-12-16 15 h 41 -
Messagerie

2522012 - Addenda no 1
2015-12-16 15 h 41 -
Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-12-16 15 h 41 -
Téléchargement

2529315 - Addenda no 2
2015-12-16 15 h 41 -
Messagerie

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 59 -
Télécopie

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 32 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 20 -
Télécopie

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 15 h 01 -
Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 51 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 32 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 14 h 36 -
Télécopie

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 15 -
Télécopie

Mode privilégié (devis) :
Télécopieur
Mode privilégié (plan) :
Messagerie (Purolator)

☐ Ramcor Construction Inc.
8085 rue Champ D'Eau
Arrondissement Saint-Léonard
Montréal, QC, H1P 1Y1
NEQ : 1161184792

Monsieur Guy Cormier
Téléphone : 514 329-4545
Télécopieur : 514 329-4818

Commande : (1046161)
2015-12-14 11 h 16
Transmission :
2015-12-14 11 h 35

2521977 - Addenda no 1
2015-12-14 11 h 16 -
Messagerie

2522012 - Addenda no 1
2015-12-14 11 h 16 -
Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-12-14 11 h 16 -
Messagerie

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 30 -
Télécopie

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 38 -
Télécopie

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 20 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 45 -
Télécopie

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 43 -
Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 27 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 03 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 23 -
Télécopie

			2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 10 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8 NEQ : 1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1035875)** 2015-11-13 9 h 22 **Transmission :** 2015-11-13 9 h 22	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 17 h 22 - Messagerie 2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 12 h 08 - Courriel 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 29 - Courriel 2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel 2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 07 - Courriel 2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel 2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 10 - Courriel 2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 14 - Courriel 2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 24 - Messagerie 2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel 2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 7 rang St-Régis Sud Saint-Isidore (Montérégie), QC, J0L2A0 NEQ : 1145755295	Madame Laetitia Carnevale Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1035967)** 2015-11-13 10 h 59 **Transmission :** 2015-11-13 14 h 03	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 17 h 49 - Messagerie

2522013 - Addenda no 1
2015-11-25 15 h 32 -
Messagerie

2529315 - Addenda no 2
2015-12-15 11 h 29 -
Courriel

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 38 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 33 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 15 h 02 -
Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 52 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 34 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 10 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Messagerie (Purolator)

☐ Société générale de construction BPF inc.
2075 Industriel
Chambly, QC, J3L 4C5
NEQ : 1164726003

Monsieur Éric Beaumier
Téléphone : 450 435-8383
Télécopieur : 450 437-3232

Commande : (1050108)
2016-01-05 16 h 03
Transmission :
2016-01-05 16 h 06

2521977 - Addenda no 1
2016-01-05 16 h 03 -
Téléchargement

2522012 - Addenda no 1
2016-01-05 16 h 03 -
Téléchargement

2522013 - Addenda no 1
2016-01-05 16 h 03 -
Autocueillette

2529315 - Addenda no 2
2016-01-05 16 h 03 -
Téléchargement

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 42 -
Télécopie

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 26 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 11 h 07 -
Télécopie

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 47 -
Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 37 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 24 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 26 -
Télécopie

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 14 -
Télécopie

Mode privilégié (devis) :
Télécopieur
Mode privilégié (plan) :
Messagerie (Purolator)

☐ Télécon Inc
13500 Boul Métropolitain Est
Montréal, QC, H1A 3W1
NEQ : 1167837492

Madame Isabelle Bissonnette
Téléphone : 514 644-2333
Télécopieur : 514 644-9236

Commande : (1047679)
2015-12-17 15 h 11
Transmission :
2015-12-17 15 h 11

2521977 - Addenda no 1
2015-12-17 15 h 11 -
Téléchargement

2522012 - Addenda no 1
2015-12-17 15 h 11 -
Téléchargement

2522013 - Addenda no 1
2015-12-17 15 h 11 -
Téléchargement

2529315 - Addenda no 2
2015-12-17 15 h 11 -
Téléchargement

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 37 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 31 -
Messagerie

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 57 -
Messagerie

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 49 -
Messagerie

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 29 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

			2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Unigertec Inc. 415 rue Adanac Québec, QC, G1C 6B9 NEQ : 1166651753	Madame Soumission Unigertec Téléphone : 418 664-1177 Télécopieur : 418 664-1688	**Commande : (1035855)** 2015-11-13 9 h 04 **Transmission :** 2015-11-13 9 h 04	2521977 - Addenda no 1 2015-11-24 13 h 26 - Courriel 2522012 - Addenda no 1 2015-11-24 18 h 01 - Messagerie 2522013 - Addenda no 1 2015-11-25 12 h 08 - Courriel 2529315 - Addenda no 2 2015-12-15 11 h 29 - Courriel 2535735 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 16 h 37 - Courriel 2535738 - Addenda no 3 - Report de date 2016-01-14 20 h 07 - Courriel 2543488 - Addenda no 4 2016-02-02 10 h 41 - Courriel 2543490 - Addenda no 4 2016-02-02 14 h 10 - Courriel 2543493 - Addenda no 4 2016-02-03 9 h 14 - Courriel 2543509 - Addenda no 4 2016-02-03 10 h 09 - Messagerie 2549106 - Addenda no 5 - Report de date 2016-02-12 11 h 22 - Courriel 2557438 - Addenda no 6 2016-03-01 10 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Veolia Water Technologies Canada Inc. 4105 rue Sartelon St-Laurent Montréal, QC, H4S 2B3 NEQ : 1143713056	Monsieur Denis Girard et Ghislaine Campeau Téléphone : 514 334-7230 Télécopieur : 514 334-2574	**Commande : (1053302)** 2016-01-13 12 h 02 **Transmission :** 2016-01-13 12 h 02	2521977 - Addenda no 1 2016-01-13 12 h 02 - Téléchargement 2522012 - Addenda no 1 2016-01-13 12 h 02 - Téléchargement

2522013 - Addenda no 1
2016-01-13 12 h 02 -
Téléchargement

2529315 - Addenda no 2
2016-01-13 12 h 02 -
Téléchargement

2535735 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 16 h 37 -
Courriel

2535738 - Addenda no 3 -
Report de date
2016-01-14 20 h 07 -
Courriel

2543488 - Addenda no 4
2016-02-02 10 h 41 -
Courriel

2543490 - Addenda no 4
2016-02-02 14 h 10 -
Courriel

2543493 - Addenda no 4
2016-02-03 9 h 15 -
Courriel

2543509 - Addenda no 4
2016-02-03 10 h 01 -
Messagerie

2549106 - Addenda no 5 -
Report de date
2016-02-12 11 h 22 -
Courriel

2557438 - Addenda no 6
2016-03-01 10 h 10 -
Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Courrier électronique

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163334015

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à la firme EBC inc. pour la construction du bassin de rétention Rockfield d'une capacité de 45 000 m3 dans l'arrondissement de Lachine pour une somme maximale de 21 951 419,52 $ taxes incluses - Dépenses totales de 23 951 419,52 $ taxes incluses - appel d'offres 5005-EC-143-02-06C - 13 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1163334015InfoCompt_DEEU_117385.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget

Tél : 514-280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-22

Sylvie L GOUPIL
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1163334015

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à la firme EBC inc. pour la construction du bassin de rétention Rockfield d'une capacité de 45 000 m3 dans l'arrondissement de Lachine pour une somme maximale de 21 951 419,52 $ taxes incluses - Dépenses totales de 23 951 419,52 $ taxes incluses - appel d'offres 5005-EC-143-02-06C - 13 soumissionnaires.

Numéro du mandat
SMCE163334015

Date du mandat
2016-09-07

Objet du mandat

Mandat à la Commission sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat est de plus de 10 M$;

VU que le contrat d'exécution de travaux est de plus de 2 M$ et qu'il présente un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1163334015 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2016-09-07

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1163334015

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.011

2016/09/21
08:30

Dossier # : 1163334015

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à la firme EBC inc. pour la construction du bassin de rétention Rockfield d'une capacité de 45 000 m3 dans l'arrondissement de Lachine pour une somme maximale de 21 951 419,52 $ taxes incluses - Dépenses totales de 23 951 419,52 $ taxes incluses - appel d'offres 5005-EC-143-02-06C - 13 soumissionnaires.

Rapport- mandat SMCE166334015 - EBC inc..pdf

Dossier # :1163334015

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 29 septembre 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE163334015

Accorder un contrat à la firme EBC inc. pour la construction du bassin de rétention Rockfield d'une capacité de 45 000 m^3 dans l'arrondissement de Lachine pour une somme maximale de 21 951 419,52 $ taxes incluses - Dépenses totales de 23 951 419,52 $ taxes incluses - appel d'offres 5005-EC-143-02-06C - 13 soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE163334015
Accorder un contrat à la firme EBC inc. pour la construction du bassin de rétention Rockfield d'une capacité de 45 000 m^3 dans l'arrondissement de Lachine pour une somme maximale de 21 951 419,52 $ taxes incluses - Dépenses totales de 23 951 419,52 $ taxes incluses - appel d'offres 5005-EC-143-02-06C - 13 soumissionnaires.

À sa séance du 7 septembre 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire*

Le 14 septembre 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'eau et du Service des affaires juridiques ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Ils ont posé plusieurs questions sur l'écart très important entre le prix soumis par l'adjudicataire et l'estimation. Le Service a expliqué que l'estimation de contrôle avait été réalisée en tenant compte du calcul des coûts de tous les matériaux, sans présumer des rabais possibles que pourraient obtenir les entrepreneurs. Cette explication a été jugée satisfaisante par la majorité des membres. Ces derniers ont cependant souligné qu'il aurait été intéressant de retrouver au sommaire décisionnel un tableau détaillant l'estimation et les prix soumis pour les divers articles du contrat.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'eau et du Service des affaires juridiques pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE163334015 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2016/09/29 17:00

(2)

Dossier # : 1163334021

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Allia Infrastructures ltée pour la préparation de sites (ozonation et poste électrique) dans le cadre du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 546 696,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 7309-AE - 8 soumissionnaires.

Il est recommandé:

1. d'accorder à la firme Allia Infrastructures Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la préparation de sites (ozonation et poste électrique) dans le cadre du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 546 696, 38 $, taxes incluses, conformément au document de l'appel d'offres public 7309-AE;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-08-30 07:52

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163334021**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Allia Infrastructures ltée pour la préparation de sites (ozonation et poste électrique) dans le cadre du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 546 696,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 7309-AE - 8 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Différents rejets contribuent à altérer la qualité de l'eau du fleuve. Une des principales causes de la contamination microbiologique des eaux du fleuve demeure les rejets de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station), correspondant à 75 % du volume d'eaux usées domestiques de la grande région de Montréal et à près de 50 % des eaux usées domestiques du Québec.

Bien qu'un système de désinfection des eaux usées au chlore ait été installé à la Station lors de sa construction au début des années 1980, celui-ci n'a toutefois jamais été mis en opération à la demande du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP). Les préoccupations du MDDEP s'appuyaient principalement sur les impacts appréhendés découlant de la formation des sous-produits organochlorés dont certains sont potentiellement cancérogènes. Mais, faute de procédés de désinfection alternatifs valables à l'époque pour une station d'épuration physico-chimique de grande taille comme celle de la Ville de Montréal, aucun système de désinfection de remplacement n'a pu être mis en place.

En 1997, un comité tripartite constitué d'experts du MDDEP, du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et de l'ex-Communauté urbaine de Montréal fut créé afin de statuer sur la nécessité d'une désinfection. Ce comité estimait que la désinfection des eaux usées traitées par la Ville de Montréal était une nécessité et qu'elle devrait être mise en œuvre dans les meilleurs délais.

Après des milliers d’analyses et d’observations effectuées lors des essais pilotes de 2005 et 2007, le comité tripartite est arrivé à la conclusion que l’ozonation était la meilleure technologie pour désinfecter les eaux usées acheminées à la Station. Le comité tripartite a alors recommandé à la Ville de Montréal de retenir un tel projet basé notamment sur un débit de conception de 40 m3/s et une dose de mise en contact de conception de 16,5 milligrammes d’ozone par litre (mg-O3/L) d’eau à désinfecter.

Les conclusions et recommandations du comité tripartite ont été présentées à la Commission permanente du conseil d’agglomération sur l’environnement, le transport et les infrastructures en mars et avril 2008. Ces recommandations comprenaient la réalisation de diverses études technico-économiques. Les recommandations ont été entérinées le 23 avril 2008 par la Commission et la réponse du CE au rapport de la Commission portant sur la désinfection a été déposée à la séance du conseil d’agglomération du 28 mai 2008 qui en a pris acte.

La seconde recommandation du rapport demandait à la Direction de l’épuration des eaux usées (DEEU) d’élaborer un plan d’action visant à doter la Station de la meilleure unité d’ozonation en matière de fiabilité, de longévité, de simplicité d'entretien, de remisage et d’adaptation à ses infrastructures.

Ce plan d’action prévoyait cinq étapes principales :

1. la qualification des fournisseurs;
2. l'acquisition du système d'ozonation complet;
3. l'ingénierie préliminaire;
4. l'ingénierie détaillée;
5. la réalisation des ouvrages.

L’historique du projet de désinfection est présenté au tableau ci-dessous :

		Coût	Date de début	Date de fin
Étapes terminées				
	Qualification des fournisseurs de systèmes d'ozonation (Phase 1)	N.A.	Juin 2010	Août 2011
	Analyse de la capacité financière	22 785 $	Avril 2011	Mai 2011
	Actualisation de l'estimation des coûts	24 950 $	Oct. 2011	Déc. 2011
	Études comparatives IGBT vs Thyristors	24 634 $	Sept. 2012	Mars 2013
	Étude des courants d'induction	23 664 $	Mars 2013	Sept. 2013
	Revue technique des DAO pour la fourniture de l'unité d'ozonation	21 533 $	Avr. 2013	Juin 2013
	Évaluation des limites d'émission harmonique	23 172 $	Mai 2013	Août 2013
	Soutien à la réalisation d'études technico-économiques et des travaux d'ingénierie relatif à l'appel d'offres pour la fourniture de l'unité d'ozonation	2 622 298 $	Févr. 2012	Oct. 2015
	Approbation du protocole d'aide financière entre la Ville et le MAMOT pour la réalisation de travaux pour la production d'oxygène		Mars 2015	Juin 2015
	Adoption d'un projet d'emprunt pour la réalisation d'un poste de transformation électrique 315/25 kV		Mars 2015	Déc. 2018
	Approbation d'un protocole d'entente avec Hydro-Québec pour réaliser une étude d'avant-projet pour l'alimentation électrique 315 kV		Mars 2015	Déc. 2018

Étapes en cours de réalisation		**Coût**	**Date de début**	**Date de fin**
	Expertise technique	447 681 $	Oct. 2010	Déc. 2018
	Contrat pour services professionnels pour les travaux d'ingénierie et d'architecture	12 025 783 $	Jan. 2015	Déc. 2018
	Contrat de fourniture de l'unité d'ozonation (Phase 2)	98 950 000 $	Mars 2015	Déc. 2018
	Appel d'offres pour la conception et construction d'un poste électrique 315/25 kV		Juin 2016	Sept. 2016

Étapes faisant l'objet du présent dossier			**Date de début**	**Date de fin**
	Préparation des sites	4 546 696 $	Oct 2015	Mars 2018

Étapes à venir			**Date de début**	**Date de fin**
	Appel d'offres pour la construction de l'unité d'ozonation		Déc. 2016	Mars 2017
	Appel d'offres de biens et services pour la fourniture de l'unité de production d'oxygène		Janvier 2017	Juin 2017
	Approbation d'une entente de contribution avec Hydro-Québec pour la réalisation d'une ligne d'alimentation 315 kV		Janvier 2017	Janvier 2017

Conséquemment et conformément au plan d'action, un appel d'offres public a été publié le 22 juin 2016 sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir pour commencer la réalisation des ouvrages dans le cadre du projet de désinfection. L'ouverture des soumissions s'est

effectuée le 17 août 2016. La période de validité des soumissions est de 180 jours. Le montant des contingences prévues est de 10 %. Sept (7) addenda ont été émis. Le 1er addenda (4 juillet 2016) concernait le report (1er) de date de l'ouverture des soumissions et ajoutait des dates de visite. Le 2e addenda (6 juillet 2016) rendait disponible un plan topographique en format natif. Le 3e addenda (19 juillet 2016) concernait le report (2e) de date de l'ouverture des soumissions et apportait des précisions techniques au devis. Le 4e addenda (28 juillet 2016) apportait des précisions techniques au devis. Le 5e addenda (3 août 2016) apportait des précisions aux clauses administratives. Le 6^{e} addenda (12 août 2016) apportait des précisions techniques au devis. Le 7e addenda apportait des précisions aux clauses administratives.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0163 – 26 mars 2015 : Octroyer un contrat à la firme Degrémont ltée, pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 98 950 000 $ (1153334001).
CG14 0470 – 30 octobre 2014 : Octroyer un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. et Réal Paul Architecte pour les travaux d'ingénierie et d'architecture relatifs à l'unité d'ozonation et l'unité de production d'oxygène de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au montant maximal de 12 025 783 $ (1143334014).

CE13 0932 – 19 juin 2013 : Autoriser la présentation d'une demande d'aide financière au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire dans le cadre du sous-volet 2.1 : Infrastructures du programme d'eau potable ou d'eaux usées du programme Fonds Chantiers Canada-Québec pour la réalisation de travaux pour la production d'oxygène requis au projet de désinfection des eaux usées (FCCQ 807050) à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (1133334010).

CE13 0927- 19 juin 2013: Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'obtention de services professionnels pour les travaux d'ingénierie et d'architecture relatifs à l'unité d'ozonation et de production d'oxygène de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et approuver les critères d'évaluation (1133334009).

CE13 0926 - 19 juin 2013: Autoriser le lancement de la phase 2 de l'appel d'offres auprès des fournisseurs qualifiés pour l'acquisition de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (1133334007).

CG12 0015 – 26 janvier 2012 : Octroyer un contrat de services professionnels à la firme Dessau pour des services professionnels de soutien à la réalisation d'études technico-éconmiques et de travaux d'ingénierie dans le cadre de l'acquisition de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au prix de 2 741 520 $ (1113334057).

CE11 1468 – 21 septembre 2011 : Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour des services professionnels de soutien à la réalisation d'études technico-économiques et de travaux d'ingénierie dans le cadre de l'acquisition de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et approuver les critères de sélection (1113334007).

CE11 1092 - 3 août 2011 : Informer le CE du résultat des délibérations du comité de sélection visant à qualifier des fournisseurs suite à l'appel d'offres public de qualification des fournisseurs de système d'ozonation et confirmer la poursuite du processus d'acquisition d'un système d'ozonation pour la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (1113334024);

CG10 0362 - 28 octobre 2010 : Octroyer un contrat de services professionnels à M. Pierre-André Liechti de la firme Ozone Knowhow pour une expertise technique en ozonation - Dépense totale de 468 431,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10-11277 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin (1103334054);

CE10 0946 - 16 juin 2010 : Autorisation de lancer un appel d'offres public pour la qualification des fournisseurs de systèmes d'ozonation pour la Station Jean-R.-Marcotte no 10-11257 (1093334018);

CE10 0945 – 16 juin 2010 : Autoriser le lancement d'un appel d'offres pour services professionnels d'expertise technique en ozonation relatifs au projet de désinfection à l'ozone à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (1103334025).

CG10 0192 - 20 mai 2010 : Approbation et signature du protocole d'entente de financement entre le MAMROT et la Ville de Montréal pour le projet de désinfection (1103334014);

CG09 0355 - 24 septembre 2009 : Autorisation d'un règlement d'emprunt de 200 M$ pour la conception, l'acquisition et l'installation des équipements de désinfection de l'effluent de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte de la Ville de Montréal (1083474001).

CG08 0507 – 28 octobre 2008 : Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'environnement, le transport et les infrastructures portant sur la désinfection des eaux usées à la Station d'épuration de Montréal (1082714016).

CE08 1779 – 1er octobre 2008 : Il est résolu de déposer, à la prochaine assemblée du conseil d'agglomération, la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'environnement, le transport et les infrastructures portant sur la désinfection des eaux usées à la Station d'épuration de Montréal (1082714016).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à accorder un contrat à Allia Infrastructures ltée pour la préparation de sites (ozonation et poste électrique) en vue de la construction des bâtiments d'ozonation et du poste électrique 315/25 kV du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. La préparation de sites comprend, entre autres :

· Préparation des zones de stationnement, d'entreposage et de roulottes de chantier ;
· Construction de la route temporaire (750 mètres) pour accéder aux zones de chantier ;
· Fourniture et installation de 3 guérites d'accès et de 6 barrières ;
· Fourniture du matériel et installation des raccordements d'aqueduc et d'égout pour les installations sanitaires ;
· Fourniture et installation des réservoirs sanitaires de récupération des eaux usées ;
· Fourniture du matériel et installation des raccordements électriques pour les zones de travail des différents secteurs et pour les roulottes ;
· Fourniture et installation du matériel d'éclairage pour la route d'accès ;
· Excavation d'environ 100 000 mètres cubes (couvert végétal, remblai granulaire et argile) pour les fondations des bâtiments d'ozonation ;
· Fourniture et mise en place du remblai granulaire (45 000 mètres cubes) dans le fonds des zones d'excavation ;
· Transport de l'argile excavée au lieu d'enfouissement technique (LET) de la Station ;

· Fourniture et installation d'une clôture permanente, similaire à celle déjà installée à la Station, le long du canal des émissaires ;

Des dépenses contingentes de 10 % du coût de base des travaux, soit 359 500,00 $, taxes incluses, ont été prévues dans le bordereau de soumission afin de couvrir les imprévus.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de la réalisation du projet de désinfection, il est requis de procéder à des travaux majeurs d'excavation en préparation pour les travaux de construction des bâtiments d'ozonation et du poste électrique 315/25 kV à la Station.

Dix-huit (18) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et huit (8) ont présenté une soumission.

Tableau d'analyse des soumissions

Firmes soumissionnaires	Prix (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total (avec taxes)
1. Allia Infrastructures Ltée	**4 133 351,25 $**	**413 335,13 $**	**4 546 686,38 $**
2. 9052-1170 Québec Inc. (Le groupe Vespo)	4 209 130,23 $	420 913,02 $	4 630 043,25 $
3. Les Excavations Payette Ltée.	4 540 909,09 $	454 090,91 $	4 995 000,00 $
4. Deric Construction Inc.	4 819 866,98 $	481 986,70 $	5 301 853,67 $
5. Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc	4 992 556,46 $	499 255,64 $	5 491 812,10 $
6. Charex inc.	5 527 653,08 $	552 765,31 $	6 080 418,38 $
7. Roxboro Excavation inc.	5 626 876,50 $	562 687,65 $	6 189 564,15 $
8. Les Entreprises Michaudville inc.	5 858 181,84 $	585 818,18 $	6 444 000,02 $
Estimation externe	7 742 452,84 $	774 245,28 $	8 516 698,13 $
Coût moyen des soumissions reçues			5 459 922,24 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			20,09%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			1 897 313,64 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			41,73%
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($)			(3 970 011,75 $)
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)			-46,61%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			83 356,88 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			1,83%

L'écart entre le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation externe est favorable de 46,61 %.

Les écarts principaux entre la soumission d'Allia Infrastructures ltée et l'estimation de la firme SNC-Lavalin se situent au niveau des articles du bordereau relatifs à la préparation

des zones de stationnements et d'entreposages (- 75,5 %) et l'excavation et le remblayage pour les bâtiments d'ozonation (- 32,1 %) et représentent un montant de 2 742 869 $ avant taxes.

L'estimation externe comprenait une estimation détaillée des quantités et des coûts des matériaux à fournir ainsi que des heures requises de main d'œuvre et d'équipement pour la mise en place. Des taux d'équipement équivalents aux taux de location en vigueur ont été utilisés pour l'estimation des coûts d'équipement. L'estimation ne comprenait aucun escompte applicable aux entrepreneurs sur le prix des matériaux. Certains facteurs de risque tels les variations du prix du carburant et les pertes de matériaux granulaires ont été tenues en compte. La méthode d'estimation utilisée par SNC-Lavalin est une méthode détaillée et classique d'estimation, mais qui donne parfois des résultats conservateurs selon les conditions du marché. Considérant l'envergure des travaux et la période de l'année, il faut conclure que le marché pour ce genre de travaux est présentement très compétitif, surtout en saison automnale pour cette catégorie d'entrepreneurs. Il est de notre opinion que les travaux pourront se réaliser au montant soumissionné.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, parce qu'il s'agit d'un contrat total de biens d'une valeur de plus de 2 M$ et présente un écart de plus de 20 % entre l'estimé externe.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit Allia Infrastructures ltée, pour la somme de sa soumission, soit 4 546 686,38 $, toutes taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de la RENA ont été faites: Allia Infrastructures ltée. 2000, rue de Lierre, Laval (Québec) H7G 4Y4 - numéro de licence 5638-2215-01. De plus, l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec en date du 1er juin 2016 avec sa soumission.

Ce contrat ne nécessitait pas que l'adjudicataire soit détenteur d'une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Toutefois conformément au Décret 796-2014 du 24 octobre 2014, Allia Infrastructures ltée détient une attestation de l'AMF.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts pour la préparation de sites (ozonation et poste électrique) dans le cadre du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées sont de 4 546 696,38 $ taxes incluses, incluant 413 335,13 $ pour les contingences, ou 4 151 739,82 $ net de ristourne de taxes. Cette dépense est admissible à la subvention Chantiers Canada - Volet Grands Projets estimé à 3 528 971,09 $. La portion non subventionnée de 622 758,73 $ sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de désinfection à l'ozone de l'effluent de la Station permettra d'éliminer grandement les quantités de bactéries, virus et autres produits émergents des eaux rejetées au fleuve par la Station. Ainsi, la qualité de l'eau du fleuve pour les municipalités, la faune et les autres usagers de l'eau en aval de l'île aux Vaches sera nettement améliorée et permettra des usages jusqu'à maintenant grevés à cause de la qualité de l'effluent.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas approuver l'octroi du contrat de préparation des sites pourrait engendrer des retards significatifs dans la mise en œuvre du projet de désinfection de l'effluent. Un tel retard pourrait compromettre l'objectif d'obtenir le meilleur système d'ozonation aux meilleurs coûts possible et, vraisemblablement, pourrait mettre en péril le versement d'une partie ou de la totalité de la subvention accordée.

Il est utile de rappeler que, dans l'intervalle, la Ville continue de rejeter dans le fleuve différents contaminants qui altèrent la qualité de l'eau du fleuve.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Octroi du contrat: Septembre 2016;
- Travaux de préparation du site :
    - Phase 1 – Ozonation : octobre à décembre 2016;
    - Phase 2 – Poste électrique 315/25 kV : mars à mai 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Richard ÉTHIER
Chef de projet - Désinfection

Tél : 514 280-4366
Télécop. : 514 280-4387

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-29

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees

Tél : 514 280-3706
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2016-08-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-08-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163334021

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Allia Infrastructures ltée pour la préparation de sites (ozonation et poste électrique) dans le cadre du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 546 696,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 7309-AE - 8 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1163334021InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Conseil et soutien financier - PS EAU-Environnement
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-29

Sophie GASCON
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514-280-6614
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 7309-AE
Numéro de référence : 992038
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Préparation de sites pour le projet de désinfection

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
175784 Canada Inc. 585, rue Sagard Saint-Bruno-de-Montarville, QC, J3V 6C1 NEQ : 1168332451	Monsieur Jean-Philippe Brissette Téléphone : 450 461-3310 Télécopieur : 450 461-0877	**Commande : (1145034)** 2016-06-23 8 h 54 **Transmission :** 2016-06-23 9 h 04	2620997 - Addenda no 1 2016-07-04 11 h 06 - Courriel 2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 18 h 08 - Messagerie 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 12 - Courriel 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 18 - Courriel 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 19 - Courriel 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 52 - Courriel 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 20 - Messagerie 2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 28 - Messagerie 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 8 h 42 - Télécopie 2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 31 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 47 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4	Madame Ana Fernandes Téléphone : 450 373-	**Commande : (1150738)** 2016-07-07 10 h 16	2620997 - Addenda no 1 2016-07-07 10 h 16 - Téléchargement

http://www.aliexcavation.com NEQ : 1143616580	2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Transmission :** 2016-07-07 10 h 47	2622041 - Addenda no 2 2016-07-07 10 h 16 - Messagerie 2622049 - Addenda no 2 2016-07-07 10 h 16 - Téléchargement 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 18 - Courriel 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 19 - Courriel 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 52 - Courriel 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 20 - Messagerie 2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 27 - Messagerie 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 8 h 39 - Télécopie 2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 32 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 48 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 NEQ : 1169875342	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Commande : (1144767)** 2016-06-22 15 h 23 **Transmission :** 2016-06-22 16 h 23	2620997 - Addenda no 1 2016-07-04 11 h 06 - Courriel 2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 18 h 04 - Messagerie 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 12 - Courriel 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 18 - Courriel 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 19 - Courriel 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 52 - Courriel 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 15 - Messagerie 2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 31 - Messagerie

				2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 8 h 39 - Télécopie 2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 29 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 45 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Charex 14940 rue Louis M Taillon Mirabel, QC, J7N 2K4 NEQ : 1167167742	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1145857)** 2016-06-27 10 h 18 **Transmission :** 2016-06-27 10 h 18.	2620997 - Addenda no 1 2016-07-04 11 h 06 - Courriel 2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 13 h 46 - Courriel 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 12 - Courriel 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 18 - Courriel 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 19 - Courriel 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 52 - Courriel 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 14 - Messagerie 2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 31 - Messagerie 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 8 h 38 - Télécopie 2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 29 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 45 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Deric Inc 975, Boulevard Champlain	Monsieur Daniel Cormier	**Commande : (1145324)** 2016-06-23 13 h 09	2620997 - Addenda no 1 2016-07-04 11 h 06 - Courriel

Québec, QC, G1K 4J9 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Téléphone : 514 260-2942 Télécopieur :	**Transmission :** 2016-06-23 16 h 22	2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 18 h 11 - Messagerie 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 12 - Courriel 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 18 - Courriel 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 19 - Courriel 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 52 - Courriel 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 24 - Messagerie 2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 22 - Messagerie 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 8 h 44 - Messagerie 2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 35 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 51 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 NEQ : 1167215343	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1145437)** 2016-06-23 14 h 42 **Transmission :** 2016-06-23 14 h 42	2620997 - Addenda no 1 2016-07-04 11 h 06 - Courriel 2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 13 h 46 - Courriel 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 12 - Courriel 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 18 - Courriel 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 19 - Courriel 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 52 - Courriel 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 24 - Messagerie 2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 21 - Messagerie 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 9 h 13 - Télécopie

				2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 36 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 51 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 370, rue Larry-Ball Saint-Jérôme, QC, J5L 2P6 http://www.duroking.com NEQ : 1165343220	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 436-3474 Télécopieur : 450 436-2273	**Commande : (1147788)** 2016-06-30 9 h 07 **Transmission :** 2016-06-30 9 h 49	2620997 - Addenda no 1 2016-07-04 11 h 06 - Courriel 2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 18 h 07 - Messagerie 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 12 - Courriel 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 18 - Courriel 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 19 - Courriel 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 52 - Courriel 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 19 - Messagerie 2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 29 - Messagerie 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 8 h 39 - Télécopie 2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 31 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 47 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Englobe 1080, Beaver Hall, bureau 200 Montréal, QC, H2Z 1S8	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-	**Commande : (1145785)** 2016-06-27 9 h 30	2620997 - Addenda no 1 2016-07-04 11 h 06 - Courriel

http://www.englobecorp.com NEQ : 1167280206	5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Transmission :** 2016-06-27 9 h 30	2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 13 h 46 - Courriel 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 12 - Courriel 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 18 - Courriel 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 19 - Courriel 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 52 - Courriel 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 23 - Messagerie 2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 24 - Messagerie 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 8 h 42 - Télécopie 2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 34 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 50 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Environnement Routier NRJ Inc. 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Louise Genest Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1145701)** 2016-06-27 8 h 31 **Transmission :** 2016-06-27 8 h 31	2620997 - Addenda no 1 2016-07-04 11 h 06 - Courriel 2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 13 h 46 - Courriel 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 12 - Courriel 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 18 - Courriel 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 19 - Courriel 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 52 - Courriel 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 16 - Messagerie 2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 30 - Messagerie 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 8 h 38 - Télécopie

			2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 30 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 46 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ G-Tek (3427951 Canada inc.) 180 boul Bellerose O Laval, QC, H7L 6A2 http://www.gtek.ca NEQ : 1147472659	Monsieur Stephane Fortin Téléphone : 450 628-4835 Télécopieur : 450 963-4835	**Commande : (1148567)** 2016-07-04 9 h 10 **Transmission :** 2016-07-04 9 h 10	2620997 - Addenda no 1 2016-07-04 11 h 06 - Courriel 2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 13 h 46 - Courriel 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 12 - Courriel 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 18 - Courriel 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 19 - Courriel 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 52 - Courriel 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 16 - Messagerie 2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 30 - Messagerie 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 8 h 38 - Télécopie 2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 30 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 46 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Le Groupe Vespo 17, boul. Saint-Joseph Lachine	Monsieur Matthew Ruta Téléphone : 514 933-	**Commande : (1156853)** 2016-07-20 16 h 55 **Transmission :** 2016-07-20 16 h 55	2620997 - Addenda no 1 2016-07-20 16 h 55 - Téléchargement

Montréal, QC, H8S 2K9 NEQ : 1146928206	5057 Télécopieur :		2622041 - Addenda no 2 2016-07-20 16 h 55 - Téléchargement 2622049 - Addenda no 2 2016-07-20 16 h 55 - Téléchargement 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-20 16 h 55 - Téléchargement 2628321 - Addenda no 3 2016-07-20 16 h 55 - Téléchargement 2628322 - Addenda no 3 2016-07-20 16 h 55 - Téléchargement 2628336 - Addenda no 3 2016-07-20 16 h 55 - Téléchargement 2628339 - Addenda no 3 2016-07-20 16 h 55 - Téléchargement 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 8 h 43 - Messagerie 2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 29 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 45 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1146713)** 2016-06-28 14 h 02 **Transmission :** 2016-06-28 14 h 02	2620997 - Addenda no 1 2016-07-04 11 h 06 - Courriel 2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 13 h 46 - Courriel 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 12 - Courriel 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 17 - Courriel 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 19 - Courriel 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 52 - Courriel 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 14 - Messagerie

			2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 32 - Messagerie 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 8 h 38 - Télécopie 2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 28 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 44 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1145922051	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1145431)** 2016-06-23 14 h 37 **Transmission :** 2016-06-23 17 h 17	2620997 - Addenda no 1 2016-07-04 11 h 06 - Courriel 2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 18 h 11 - Messagerie 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 12 - Courriel 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 18 - Courriel 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 19 - Courriel 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 52 - Courriel 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 22 - Messagerie 2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 25 - Messagerie 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 9 h 12 - Télécopie 2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 34 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 49 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1149121)** 2016-07-04 15 h 33 **Transmission :** 2016-07-04 15 h 33	2620997 - Addenda no 1 2016-07-04 15 h 33 - Téléchargement 2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 13 h 46 - Courriel 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 12 - Courriel 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 18 - Courriel 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 19 - Courriel 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 52 - Courriel 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 23 - Messagerie 2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 23 - Messagerie 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 8 h 42 - Télécopie 2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 35 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 50 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1149506)** 2016-07-05 10 h 43 **Transmission :** 2016-07-05 15 h 38	2620997 - Addenda no 1 2016-07-05 10 h 43 - Aucun 2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 18 h 09 - Messagerie 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 12 - Courriel 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 18 - Courriel 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 19 - Courriel 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 52 - Courriel 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 21 - Messagerie

			2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 26 - Messagerie 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 9 h 12 - Télécopie 2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 33 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 49 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Excavations Payette ltée 7900, rue Bombardier Montréal, QC, H1J1A4 NEQ : 1166482993	Monsieur Michel Viger Téléphone : 514 322-4800 Télécopieur : 514 322-1770	**Commande : (1150086)** 2016-07-06 10 h 10 **Transmission :** 2016-07-06 10 h 10
			2620997 - Addenda no 1 2016-07-06 10 h 10 - Téléchargement 2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 18 h 05 - Messagerie 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 13 - Télécopie 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 18 - Télécopie 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 20 - Télécopie 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 53 - Télécopie 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 17 - Messagerie 2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 29 - Messagerie 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 8 h 42 - Télécopie 2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 30 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Télécopie 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 47 - Messagerie

			2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 36 - Télécopie 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 33 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pomerleau Inc... 500, rue St-Jacques, 11e étage Montréal, QC, H2Y 0A2 NEQ : 1142005934	Madame Nancy Lazure Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1145413)** 2016-06-23 14 h 26 **Transmission :** 2016-06-23 14 h 26	2620997 - Addenda no 1 2016-07-04 11 h 06 - Courriel 2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 13 h 46 - Courriel 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 12 - Courriel 2628319 - Addneda no 3 - Report de date 2016-07-19 13 h 18 - Courriel 2628321 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 19 - Courriel 2628322 - Addenda no 3 2016-07-19 13 h 52 - Courriel 2628336 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 20 - Messagerie 2628339 - Addenda no 3 2016-07-19 16 h 27 - Messagerie 2631576 - Addenda no 4 2016-07-28 9 h 12 - Télécopie 2631578 - Addenda no 4 2016-07-28 11 h 32 - Messagerie 2633050 - Addenda no 5 2016-08-03 8 h 02 - Courriel 2636761 - Addenda no 6 2016-08-12 14 h 48 - Messagerie 2636792 - Addenda no 6 2016-08-12 11 h 35 - Courriel 2637519 - Addenda no 7 2016-08-15 15 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1 NEQ : 1161184792	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1148163)** 2016-06-30 14 h 54 **Transmission :** 2016-06-30 22 h 10	2620997 - Addenda no 1 2016-07-04 11 h 07 - Télécopie 2622041 - Addenda no 2 2016-07-06 18 h 10 - Messagerie 2622049 - Addenda no 2 2016-07-06 10 h 13 - Télécopie

2628319 - Addneda no 3 - Report de date
2016-07-19 13 h 18 - Télécopie

2628321 - Addenda no 3
2016-07-19 13 h 51 - Télécopie

2628322 - Addenda no 3
2016-07-19 13 h 53 - Télécopie

2628336 - Addenda no 3
2016-07-19 16 h 21 - Messagerie

2628339 - Addenda no 3
2016-07-19 16 h 26 - Messagerie

2631576 - Addenda no 4
2016-07-28 9 h 13 - Télécopie

2631578 - Addenda no 4
2016-07-28 11 h 33 - Messagerie

2633050 - Addenda no 5
2016-08-03 8 h 02 - Télécopie

2636761 - Addenda no 6
2016-08-12 14 h 49 - Messagerie

2636792 - Addenda no 6
2016-08-12 11 h 36 - Télécopie

2637519 - Addenda no 7
2016-08-15 15 h 33 - Télécopie

Mode privilégié (devis) : Télécopieur
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Roxboro Excavation INC..
1620 Croissant Newman
Dorval, QC, H9P 2R8
NEQ : 1142760280

Monsieur Yvon Théoret
Téléphone : 514 631-1888
Télécopieur : 514 631-1055

Commande : (1145921)
2016-06-27 11 h 07
Transmission :
2016-06-27 11 h 07

2620997 - Addenda no 1
2016-07-04 11 h 06 - Courriel

2622041 - Addenda no 2
2016-07-06 13 h 46 - Courriel

2622049 - Addenda no 2
2016-07-06 10 h 12 - Courriel

2628319 - Addneda no 3 - Report de date
2016-07-19 13 h 18 - Courriel

2628321 - Addenda no 3
2016-07-19 13 h 19 - Courriel

2628322 - Addenda no 3
2016-07-19 13 h 52 - Courriel

2628336 - Addenda no 3
2016-07-19 16 h 23 - Messagerie

2628339 - Addenda no 3
2016-07-19 16 h 23 - Messagerie

2631576 - Addenda no 4
2016-07-28 8 h 39 - Télécopie

2631578 - Addenda no 4
2016-07-28 11 h 35 -
Messagerie

2633050 - Addenda no 5
2016-08-03 8 h 02 - Courriel

2636761 - Addenda no 6
2016-08-12 14 h 50 -
Messagerie

2636792 - Addenda no 6
2016-08-12 11 h 35 - Courriel

2637519 - Addenda no 7
2016-08-15 15 h 32 - Courriel

Mode privilégié (devis) :
Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Courrier électronique

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1163334021

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Allia Infrastructures ltée pour la préparation de sites (ozonation et poste électrique) dans le cadre du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 546 696,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 7309-AE - 8 soumissionnaires.

Numéro du mandat
SMCE163334021

Date du mandat
2016-09-07

Objet du mandat

Mandat à la Commission sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de construction est d'une valeur de plus de 2 M$ et qu'il présente un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation externe effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1163334021 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2016-09-07

Jean-François MILOT

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1163334021

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.012

2016/09/21
08:30

Dossier # : 1163334021

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Allia Infrastructures ltée pour la préparation de sites (ozonation et poste électrique) dans le cadre du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 546 696,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 7309-AE - 8 soumissionnaires.

Rapport- mandat SMCE166334021- Allia Infrastructures..pdf

Dossier # :1163334021

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 29 septembre 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE163334021

Accorder un contrat à Allia Infrastructures ltée pour la préparation de sites (ozonation et poste électrique) dans le cadre du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 546 696,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 7309-AE - 8 soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE163334021
Accorder un contrat à Allia Infrastructures ltée pour la préparation de sites (ozonation et poste électrique) dans le cadre du projet de désinfection à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 546 696,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 7309-AE - 8 soumissionnaires.

À sa séance du 7 septembre 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire*

Le 14 septembre 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'eau ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Ils ont posé plusieurs questions sur l'écart très important entre le prix soumis par l'adjudicataire et l'estimation. Le Service a expliqué que l'estimation de contrôle avait été réalisée en tenant compte du calcul des coûts de tous les matériaux, sans présumer des rabais possibles que pourraient obtenir les entrepreneurs. Cette explication a été jugée satisfaisante par la majorité des membres. Ces derniers ont cependant souligné qu'il aurait été intéressant de retrouver au sommaire décisionnel un tableau détaillant l'estimation et les prix soumis pour les divers articles du contrat.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE163334021 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2016/09/29
17:00

(2)

Dossier # : 1164069005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue du locateur 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 ans à compter du 1er juin 2017, des espaces situés au 1er, 2e, 3e, 4e et 6e étages de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie d'environ 94 795 pi², à des fins de bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale pour ce projet est de 38 838 895,14 $ taxes incluses.

Il est recommandé :

1- d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 an, à compter du 1er juin 2017, des espaces situés au 1er, 2e, 3e, 4e et 6e étages, de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie d'environ 94 795 pi², à des fins bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2- d'ajuster la base budgétaire du Service des finances à la hauteur de 32 264 008,83 $, net des ristournes de taxes, pour les exercices de 2017 à 2026 conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel;

3- d'autoriser la dépense de 549 304,44 $, taxes incluses, pour les travaux d'aménagement et les contingences payables à 630 René-Lévesque West Property Co.;

4- d'autoriser la dépense de 2 956 294,69 $, taxes incluses, en incidence;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera assumée à 51,2 % par l'agglomération, pour un montant de 1 794 866,75 $ taxes incluses.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-07-08 14:04

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164069005**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue du locateur 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 ans à compter du 1er juin 2017, des espaces situés au 1er, 2e, 3e, 4e et 6e étages de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie d'environ 94 795 pi², à des fins de bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale pour ce projet est de 38 838 895,14 $ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la stratégie immobilière visant à effectuer les travaux requis de conservation et de préservation des aspects patrimoniaux des édifices de la Cité administrative pour les années 2016 à 2020, d'importants travaux de mises aux normes et de restauration sont requis, notamment dans l'hôtel de ville. Cet édifice, inauguré en 1926, présente des signes avancés de détérioration majeure. Dans ce contexte, il est recommandé, dans un objectif de préservation et de maintient d'actif, de le rénover. Il a été décidé de relocaliser les occupants de l'hôtel de ville durant les travaux dans le bâtiment voisin, soit l'Édifice Lucien-Saulnier qui répond aux besoins pour accueillir temporairement les fonctions et services de l'hôtel de ville. Pour ce faire, le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») recommande de relocaliser les employés du Service des finances (le « SDF ») qui occupe actuellement l'édifice Lucien-Saulnier.
En avril dernier, dans le but de loger les employés du SDF, le SGPI a invité des propriétaires immobiliers à soumettre une déclaration d'intérêt pour des espaces locatifs d'une superficie d'environ 95 000 pi² à l'intérieur du périmètre délimité par la rue Sherbrooke, la rue Saint-Hubert, le Fleuve et la rue Peel. Cette démarche a permis au SGPI de recueillir 4 sites potentiels.

Le 6 juin dernier, outre un des sites potentiels qui n'avait pas la totalité de l'espace requis, le SGPI a reçu trois offres financières et considère que la meilleure offre pour la Ville est celle proposée par le propriétaire de l'immeuble situé au 630, boulevard René-Lévesque Ouest.

Conséquemment, le présent sommaire a pour but de faire approuver auprès des autorités compétentes de la Ville de Montréal un projet de bail entre la Ville de Montréal et 630 René-

Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 ans à compter du 1er juin 2017, pour des locaux d'une superficie totale de 94 795 pi².

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0756 - 15 juin 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Affleck de la Riva architectes, WSP Global inc., Williams, Asselin, Ackaoui et associés inc. ainsi que Blouin Tardif architecture environnement pour les services professionnels de firmes en architecture, ingénierie électromécanique ainsi qu'en ingénierie de charpente et civil et en architecture de paysage afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance des travaux liés à la réfection de l'enveloppe, à la mise aux normes, à la restauration patrimoniale et à la certification LEED BE E&E niveau Or de l'hôtel de ville (0001) pour une somme maximale de 4 596 285,58 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à faire approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co. pour un terme de 9 ans, à compter du 1er juin 2017, des espaces situés au 1er, 2e, 3e, 4e et 6e étages, de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie d'environ 94 795 pi², à des fins de bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. Le projet de bail prévoit une option de résiliation avant terme en faveur du locataire à la fin de la 6e année (31 mai 2023), exerçable sur préavis de douze mois, moyennant une pénalité de 5,6 M$ plus les taxes applicables à remettre au locateur. Cette pénalité représente une compensation pour la portion des travaux d'aménagement non amortis payés par le locateur à laquelle s'ajoute 9 mois de loyer brut.
De plus, le locateur a remis à la Ville une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle de 1 M$ qui sera maintenue en vigueur pour son plein montant jusqu'à la date de fin des travaux d'aménagement des lieux loués. En cas de défaut du locateur de livrer l'ensemble des lieux loués stipulés dans le bail, la Ville pourra résilier le bail et encaisser la lettre de garantie bancaire en sa possession, en tout ou en partie, après avoir signifié au locateur un préavis de 5 jours précisant la nature du défaut reproché.

Comme la valeur de ce contrat dépasse la somme de 10 000 000 $, ce dossier devra être soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats le 10 août prochain pour son approbation.

JUSTIFICATION

Cette location est la première étape requise pour réaliser la stratégie de rénovation et de mise aux normes de l'hôtel de ville. Le marché immobilier actuel procure à la Ville l'opportunité de loger des fonctionnaires à moindre coût. En effet, le loyer marchand, incluant tous les frais d'exploitation, pour ce type d'immeuble dans le secteur oscille entre 38,00 $/pi² et 43,00 $/pi² alors que la Ville a l'opportunité de payer un loyer entre 32,66 $/pi² et 38,16 $/pi², incluant plusieurs incitatifs, pour toute la durée du terme.

Le tableau suivant représente les scénarios étudiés pour une durée de 9 ans. Afin d'assurer la confidentialité des offres de location, le SGPI a intentionnellement nommé les propriétés analysées : Immeubles A, B et C.

	Valeur actuelle du loyer (cette valeur inclut tous les incitatifs)	**Valeur actuelle des travaux d'aménagement**	**Valeur actuelle totale**

630, boulevard René-Lévesque Ouest (immeuble retenu)	17 738 284 $	4 507 169 $	**22 245 453 $**
Immeuble "A"	19 269 450 $	3 648 738 $	**22 918 188 $**
Immeuble "B"	28 367 036 $	5 188 730 $	**33 555 766 $**

Concernant l'immeuble « C », à la suite de l'élaboration des plans de blocage, la superficie disponible dans l'immeuble ne permettait pas d'accueillir le Service des finances, alors aucune offre n'a été soumise.

Considérant que la valeur actuelle pour l'immeuble situé au 630, boulevard René-Lévesque Ouest est la plus économique, il est recommandé par le SGPI de louer cet espace.

Le propriétaire du site retenu offre les incitatifs suivants :

- 6 mois de loyer de base gratuit pour la première année;
- il construit, à ses frais, les aménagements locatifs initiaux selon les besoins de la Ville;
- il accorde un rabais de 50 % sur le loyer des espaces de stationnement (10 espaces réservés et 10 espaces non-réservés) pour la durée du bail;
- il construit, à ses frais, une salle à vélos avec douches exclusive au 2^{e} sous-sol de l'immeuble;
- il accorde une allocation monétaire de 30 $/pi² lors de la première option de renouvellement afin de rafraîchir les locaux de la Ville;
- il accorde l'accès gratuit à son centre de conférence pour 112 heures par mois (192 jours de 7 heures / année);
- il construit, à ses frais, de nouvelles salles de toilettes sur chacun des étages.

Avant la fin des travaux à l'hôtel de ville prévue en 2020, le SGPI établira une stratégie immobilière pour l'immeuble Lucien-Saulnier et présentera les différents scénarios à l'administration.

De plus, le locateur confirme que l'accessibilité universelle se fait par la rue Union et que tous les étages seront desservis par une toilette pour handicapé.

Le périmètre de recherche a été déterminé de façon à conserver l'ensemble des employés de la Ville dans le centre des affaires et à proximité de l'hôtel de ville. La Ville loue plusieurs espaces dans le centre des affaires tels que, le 700 de la Gauchetière O, le 740 Notre-Dame Ouest, 801 Brenan. Cette location viendra renforcer le pôle administratif et permettra de créer une synergie opérationnelle pour l'ensemble des services de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉPENSE LOCATION

Le tableau suivant représente la dépense en loyer pour la location d'une période de 9 ans à compter du 1er juin 2017 jusqu'au 31 mai 2026.

	du 1er juin 2017 au 31 mai 2026
Superficie (pi²)	**94 795,00**
Loyer de base	12 678 831,25 $
Frais d'exploitation	9 171 416,25 $
Taxes foncières	8 523 018,45 $
Stationnement	358 020,00 $
Total avant taxes	30 731 285,95 $

TPS (5%)	1 536 564,30 $
TVQ (9,975%)	3 065 445,76 $
Total incluant taxes	**35 333 296,01 $**
Ristourne de TPS	(1 536 564,30) $
Ristourne de TVQ	(1 532 722,88) $
Coût total net	32 264 008,83 $

Pour le détail complet des loyers annuels, voir le document « Détail annuel du loyer » en pièce jointe.

Le taux unitaire annuel moyen incluant les frais d'exploitation pour les 9 premières années de cette location est de 36,02 $/pi².

Dans le but de protéger les investissements de la Ville, le SGPI a négocié deux options de renouvellement de bail pour 2 termes additionnels et consécutifs de 9 ans chacun, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer de base qui sera alors :

- Pour le terme de la première option, du 1er juin 2026 au 31 mai 2029 inclusivement, le loyer de base annuel sera de 18,00 $/pi². Du 1er juin 2029 au 31 mai 2032 inclusivement, le loyer de base annuel sera de 19,00 $/pi² et finalement du 1er juin 2032 au 31 mai 2035 inclusivement, le loyer de base annuel sera de 20,00 $/pi², le tout sous réserve de l’approbation des autorités compétentes de la Ville au moment de ce renouvellement.

- Pour le terme de la deuxième option, le loyer sera à négocier selon le taux du marché.

La dépense totale de loyer pour le terme de 9 ans représente un montant de 32 264 008,83 $, net des ristournes de taxes, et sera financée par le budget de fonctionnement du SDF.

Ce dossier présente un impact récurrent sur le cadre financier des années 2017 à 2026 (6 mois en 2026). Ainsi, un ajustement à la base budgétaire du SDF à la hauteur de 32 264 008,83 $, net des ristournes de taxes, est requis pour les exercices de 2017 à 2026.

BUDGET D'ENTRETIEN ET D'ÉNERGIE

Actuellement le Service des finances, des ressources humaines, de la Technologie de l'information et le Bureau du vérificateur occupent l'édifice Lucien Saulnier et son annexe et leur budget pour l'entretien, le transport vertical et la sécurité totalise 449 052 $ et pour l'énergie, 227 200 $ pour un total de 676 252 $ par année (basé sur le budget 2016). Ces services seront relocalisés durant la réfection de l'édifice Lucien Saulnier et de son annexe.

Basé sur les informations de 2016, l'ajustement budgétaire en 2017 vers le SGPI en provenance de ces services serait estimé à 338 126 $ (6 mois).

Pour les années 2018 et suivantes, l'ajustement serait estimé à 676 252 $. Les montants à transférer seront ajustés avec la facturation immobilière et les budgets des années concernées.

DÉPENSES DES TRAVAUX D’AMÉNAGEMENT

Le tableau suivant représente les dépenses reliées aux travaux d'aménagement pour cette location.

	Coûts estimés
Travaux d'aménagement	Assumé à 100 % par le propriétaire *

Contingences (10 % de 4 777 599 $)	477 759,90 $
Incidences	2 571 250 $
Total avant taxes	3 049 009,90 $
TPS (5 %)	152 450,50 $
TVQ (9.975 %)	304 138,74 $
Total taxes incluses	**3 505 599,13 $**
Ristourne de TPS	(152 450,50 $)
Ristourne de TVQ	(152 069,37 $)
Coût total net	3 201 079,27 $

* Les travaux d'aménagement sont estimés par le propriétaire à 4 777 599 $ avant taxes et sont entièrement assumés par celui-ci.

Le coût des incidences inclut l'achat du mobilier, la télécommunication ainsi que le déménagement.

Le coût des travaux d'aménagement incluant les contingences, les incidences, la TPS et la TVQ est de 3 505 599,13 $.

Les travaux sont prévus au PTI du SGPI.

Cette dépense sera assumée à 51,2 % par l'agglomération, pour un montant de 1 794 866,75 $ taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le propriétaire s'engage à faire les démarches nécessaires afin d'obtenir la certification LEED design intérieur Argent. De plus, l'immeuble détient la certification BOMA niveau 3.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au présent dossier impliquerait que les travaux de mise aux normes prévus à l'hôtel de ville ne pourront être réalisés dans les délais. De plus, si le dossier n'est pas présenté au conseil d'agglomération du 29 septembre 2016, l'entente de location est nulle et non avenue et le SGPI devra reprendre le processus afin de trouver un emplacement permettant d'accueillir le SDF. Comme la superficie pour relocaliser le SDF est importante, les sites potentiels analysés ne seront probablement plus disponibles sur le marché après cette date.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du bail : CE du 24 août 2016
Approbation du bail : Commission permanente sur l'examen des contrats le 14 septembre 2016
Approbation du bail : CE du 21 septembre 2016
Approbation du bail : CM du 26 septembre 2016
Approbation du bail : CG du 29 septembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Yves COURCHESNE, Service des finances
Ximena - Ext DIAZ, Service de la gestion et de la planification immobilière
Annie LONGPRÉ, Service de la gestion et de la planification immobilière
Francine LAVERDIÈRE, Service des finances
Raoul CYR, Service des finances
Isabelle HÉBERT, Service des finances
Jacques MARLEAU, Service des finances
Sylvie M MONETTE, Service des finances
Luc GIROUX, Service des technologies de l'information
Pamela - Ext MICHAUD, Service de la gestion et de la planification immobilière
Pierre LÉVESQUE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Mélanie GAGNÉ, Service des communications
Marthe LAWRENCE, Service des communications

Lecture :

Mélanie GAGNÉ, 23 juin 2016
Annie LONGPRÉ, 20 juin 2016
Francine LAVERDIÈRE, 20 juin 2016
Yves COURCHESNE, 17 juin 2016
Jacques MARLEAU, 17 juin 2016
Pierre LÉVESQUE, 17 juin 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-0324
Télécop. : 514-280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-15

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-06-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-06-30

Détail annuel du loyer

	2017 (7 mois)	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 (5 mois)	Total
Superficie (pi²)	**94 795,00**										
Loyer de base	114 543,96 $	1 374 527,50 $	1 374 527,50 $	1 429 824,58 $	1 469 322,50 $	1 469 322,50 $	1 552 268,13 $	1 611 515,00 $	1 611 515,00 $	671 464,58 $	12 678 831,25 $
Frais d'exploitation	594 443,65 $	1 019 046,25 $	1 019 046,25 $	1 019 046,25 $	1 019 046,25 $	1 019 046,25 $	1 019 046,25 $	1 019 046,25 $	1 019 046,25 $	424 602,60 $	9 171 416,25 $
Taxes foncières	552 417,86 $	947 002,05 $	947 002,05 $	947 002,05 $	947 002,05 $	947 002,05 $	947 002,05 $	947 002,05 $	947 002,05 $	394 584,19 $	8 523 018,45 $
Stationnement	23 205,00 $	39 780,00 $	39 780,00 $	39 780,00 $	39 780,00 $	39 780,00 $	39 780,00 $	39 780,00 $	39 780,00 $	16 575,00 $	358 020,00 $
Total avant taxes	1 284 610,47 $	3 380 355,80 $	3 380 355,80 $	3 435 652,88 $	3 475 150,80 $	3 475 150,80 $	3 558 096,43 $	3 617 343,30 $	3 617 343,30 $	1 507 226,38 $	30 731 285,95 $
TPS (5%)	64 230,52 $	169 017,79 $	169 017,79 $	171 782,64 $	173 757,54 $	173 757,54 $	177 904,82 $	180 867,17 $	180 867,17 $	75 361,32 $	1 536 564,30 $
TVQ (9,975%)	128 139,89 $	337 190,49 $	337 190,49 $	342 706,38 $	346 646,29 $	346 646,29 $	354 920,12 $	360 829,99 $	360 829,99 $	150 345,83 $	3 065 445,76 $
Total incluant taxes	**1 476 980,88 $**	**3 886 564,08 $**	**3 886 564,08 $**	**3 950 141,90 $**	**3 995 554,63 $**	**3 995 554,63 $**	**4 090 921,37 $**	**4 159 040,46 $**	**4 159 040,46 $**	**1 732 933,53 $**	**35 333 296,01 $**
Ristourne de TPS	(64 230,52) $	(169 017,79) $	(169 017,79) $	(171 782,64) $	(173 757,54) $	(173 757,54) $	(177 904,82) $	(180 867,17) $	(180 867,17) $	(75 361,32) $	(1 536 564,30) $
Ristourne de TVQ (50%)	(64 069,95) $	(168 595,25) $	(168 595,25) $	(171 353,19) $	(173 323,15) $	(173 323,15) $	(177 460,06) $	(180 415,00) $	(180 415,00) $	(75 172,92) $	(1 532 722,88) $
Coût total net	1 348 680,41 $	3 548 951,04 $	3 548 951,04 $	3 607 006,07 $	3 648 473,94 $	3 648 473,94 $	3 735 556,49 $	3 797 758,29 $	3 797 758,29 $	1 582 399,29 $	32 264 008,83 $

AVIS D'APPEL D'INTÉRÊT
VILLE DE MONTRÉAL

Service de la gestion et de la planification immobilière

INVITATION À SOUMETTRE UNE DÉCLARATION D'INTÉRÊTS POUR DES ESPACES LOCATIFS À MONTRÉAL

Avis d'appel d'intérêt	16-LOC02
Date d'ouverture :	18 avril 2016
Renseignements :	Joel Gaudet, Conseiller en immobilier : joelgaudet@ville.montreal.qc.ca
Documents :	Les documents relatifs à cet avis d'appel d'intérêt seront disponibles à compter du 7 avril 2016

La Ville de Montréal invite toutes parties intéressées à soumettre une déclaration d'intérêt, au plus tard le 18 avril 2016, concernant des espaces à louer pour un usage « bureau », d'une superficie locative d'environ de 8 825,8 m² (95 000 pi²), pour une période de 9 ans renouvelable. Ces espaces devront être situés à l'intérieur du périmètre suivant : au nord, la rue Sherbrooke, à l'est la rue St- Hubert, au sud, le fleuve, à l'ouest, la rue Peel. Les locaux devront être aménagés et utilisables le ou avant le 1er juin 2017.

Pour répondre à cet avis d'appel d'intérêts public et pour consulter la version intégrale, veuillez consulter le site www.seao.ca. Le document sera disponible au coût déterminé par le SEAO.

Montréal, 7 avril 2016

Le greffier de la Ville
Me Yves Saindon

Journaux de publication : Autre X — La Presse __ — Le Devoir _X_
Le Journal de Montréal __ — The Gazette __

Montréal

Invitation à soumettre une déclaration d'intérêt pour un projet de location

Le Service de la Gestion et de la Planification immobilière (le « SGPI ») de la Ville de Montréal souhaite obtenir des renseignements sur la possibilité de louer des espaces dans **un édifice existant.** Toutes les parties intéressées sont invitées à déclarer leur intérêt en soumettant une offre de location concernant ce projet en respectant les critères suivants :

Section A – Prérequis obligatoires

- Les locaux proposés doivent respecter où pouvoir respecter les critères obligatoires ci-dessous :

    - Respect de la date limite pour répondre à cette déclaration d'intérêt.

    - Espace total requis: la superficie locative des espaces devra être d'environ de 8 825,8 m² (95 000 pi²).

    - Ces espaces devront être tous dans un seul immeuble, situé sur plusieurs étages à la condition qu'un ascenseur desserve ces étages.

    - Les emplacements devront se retrouver dans le quadrilatère suivant :
        - Au nord : la rue Sherbrooke
        - Au sud : le Fleuve
        - À l'est : la rue St-Hubert
        - À l'ouest : la rue Peel

    - Les lieux loués ne pourront être situés au sous-sol à l'exception des espaces de stationnement.

    - L'immeuble devra être universellement accessible et respecter les normes municipales en la matière.

    - Le promoteur devra s'engager à signer le bail de la Ville de Montréal

    - Le propriétaire doit être en mesure de se conformer aux critères de développement durable suivants :

        - Devra atteindre les critères d'aménagement écologique établis par LEED et viser minimalement la certification LEED Canada CI, de niveau argent.

        - Le propriétaire s'engagera à obtenir la certification BOMA BEST de niveau 3 ou 4 dans un délai de 12 mois suivant

l'entrée en vigueur du bail et devra s'engager à maintenir ladite certification durant toute la durée du bail.

- Le propriétaire s'engage à construire une salle à vélo et des douches exclusives au locataire à l'extérieur des Lieux loués.

- Les réponses à cet avis doivent être reçues au plus tard le 18 avril 2016 avant midi. Toute réponse reçue après cette date ne sera pas considérée.

Section B : Renseignements additionnels du projet

- Un bail d'une durée de 9 ans incluant des options de renouvellement commençant le ou vers le 1er juin 2017.
- Les locaux proposés devront être livrés prêts pour l'occupation à la date d'entrée en vigueur du bail, sous un concept « clé en main » incluant les améliorations locatives.
- Les limites géographiques incluent les emplacements situés d'un côté ou de l'autre des rues spécifiées.
- L'immeuble doit offrir une bonne visibilité au locataire et doit être desservi adéquatement par le transport en commun pendant les heures d'opération du locataire.
- Les immeubles proposés doivent offrir une configuration acceptable au locataire.
- Les documents tels que les baux seront ceux approuvés au préalable par la Ville.

Section C – Réponses

Les parties intéressées doivent soumettre leur réponse par écrit à l'adresse suivante :

Service de la gestion et de la planification immobilière
a/s Joel Gaudet
303 rue Notre-Dame Est
2e étage
Montréal, Québec
H2Y 3Y8

Par courriel : joelgaudet@ville.montreal.qc.ca

Seul les propriétaires ou les mandataires seront autorisés à soumettre une offre.

Veuillez indiquer le numéro de dossier 16-LOC02 sur toutes les correspondances.

Section D – Renseignements supplémentaires

Pour plus d'information, veuillez communiquer avec monsieur Joel Gaudet, conseiller en immobilier par courriel à joelgaudet@ville.montreal.qc.ca.

La présente demande de renseignements ne constitue pas un appel d'offres ni une demande de proposition. Cette démarche vise à recueillir des renseignements sur la capacité du marché immobilier de fournir des espaces locatifs de cette envergure à la Ville de Montréal dans un secteur donné.

Une fois reçus, les renseignements des sites potentiels feront l'objet d'une première analyse en fonction des prérequis obligatoires. Une fois cette étape finalisée, le SGPI travaillera en collaboration avec le ou les représentants des sites retenus afin de conclure une entente à long terme.

De plus, le SGPI se réserve le droit de relancer un autre avis d'intérêt ou même d'annuler cet avis d'intérêt à tout moment. La Ville ne sera pas tenue de conclure une entente ou de demander des soumissions pour la location d'espaces et ne s'engage pas à accepter l'une ou l'autres des propositions reçues.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164069005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue du locateur 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 ans à compter du 1er juin 2017, des espaces situés au 1er, 2e, 3e, 4e et 6e étages de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie d'environ 94 795 pi², à des fins de bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale pour ce projet est de 38 838 895,14 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164069005 - information comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

Co-auteur:
Lan Huong Doan
Conseillère - analyse et contrôle de gestion
Service des finances - Point de service HDV
514-872-4674

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-27

Michel T TREMBLAY
Conseiller en gestion des ressources financières - c/e
Tél : 514 872-0470

Division : Service des finances - Point de service HDV

BAIL

ENTRE : **630 RENE-LEVESQUE WEST PROPERTY CO.,** personne morale légalement constituée, ayant son siège au 900 - 1959 Upper Water Street, Halifax, province de la Nouvelle Écosse, B3J 2X2, agissant et représentés par John Sullivan et / ou Peter Coughlin, dûment autorisé aux fin des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration.

.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) octobre deux mille six (2006); et

b) la résolution numéro CG16_____, adoptée par le conseil agglomération à sa séance du_____ 2016;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, excluant les stationnements intérieur et extérieur, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les

Paraphes	
Locateur	Locataire

pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'administration et de gestion** : dépenses du Locateur pour gérer l'Immeuble et administrer le Bail qui ne peuvent représenter plus de dix pour cent (10%) des Frais d'exploitation.

1.7 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, mais excluant la consommation électrique exclusive des Lieux loués, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager, les primes d'assurance, la surveillance, l'entretien et les réparations mineures de l'Immeuble et des Lieux loués. Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues par le Locateur pour le compte des autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

1.8 **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.5.

1.9 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.10 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.11 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.12 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.13 **Travaux d'aménagement initiaux** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant, selon les exigences décrites au document intitulé « Programme fonctionnel et technique » lequel est joint au Bail comme Annexe A et amendé par l'Annexe G, et réalisés par le Locateur ou le Locataire, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locateur ou le Locataire pendant la durée du Bail.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Un local situé au 1er , 2e, 3e, 4e et 6e du bâtiment sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, à Montréal, province de Québec, H3B 1S6 tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe B. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 1 179 387 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Paraphes	
Locateur	Locataire

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux loués est fixée à quatre-vingt-quatorze sept cent quatre-vingt-quinze pieds carrés (94 795 pi^2).

La Superficie locative des Lieux loués sera mesurée par un Expert selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, au plus tard trois (3) mois de la date de début du Bail et liera les parties rétroactivement à compter de la première journée du Bail. Le Locateur doit faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention. Les parties conviennent que nonobstant le mesurage des Lieux loués, la Superficie locative des Lieux loués ne peut excéder celle fixée ci-dessus.

2.3 **Superficie locative de l'Édifice :** La Superficie locative de l'Édifice est fixée à six cent vingt-deux mille cent soixante-quinze pieds carrés (622 175 pi^2).

La superficie de tous les espaces de l'Édifice destinés à la location, qu'ils soient loués ou non, sera mesurée par un Expert selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, au plus tard trois (3) mois de la date de signature du Bail et liera les parties à compter de la première journée du Bail. Le Locateur doit faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention.]

2.4 **Quote-part d'occupation :** La Superficie locative des Lieux loués équivaut à quinze virgule vingt-quatre pour cent (15,24%) de la Superficie locative de l'Édifice.

Cette quote-part sera ajustée à la suite du mesurage effectué conformément aux dispositions des articles 2.2 et 2.3, le cas échéant.

Par ailleurs, si la Superficie locative de l'Édifice est augmentée, le Locateur devra faire mesurer par un Expert, selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, la superficie de tous les espaces de l'Édifice destinés à la location incluant cette augmentation de superficie, qu'ils soient loués ou non, au plus tard trois (3) mois de la fin des travaux visant toute telle augmentation de la Superficie locative de l'Édifice. Cette modification liera les parties à compter de la date de la fin des travaux et le Locateur devra faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention.

2.5 **Stationnement :** Pendant la Durée, le Locateur fournira au Locataire un maximum de dix (10) places de stationnement réservées et dix (10) places de stationnement non-réservées dans l'installation de stationnement souterrain localisé sous l'Édifice à Bureaux au coût de cinquante pour cent (50 %) des coûts de stationnement en vigueur, payable par le Locataire.

À titre d'information uniquement, pour février 2016, le coût d'une place de stationnement non-réservée s'élève à trois cent vingt-deux dollars et cinquante cents (322,50 $) par mois, incluant les taxes de vente et le coût d'une place de stationnement réservée s'élève à quatre cent trente-neuf dollars et soixante-dix-huit cents (439,78 $) par mois, incluant les taxes de vente.

Le Locataire aura le droit durant toute la durée du bail et de ses renouvellements de bénéficier de 18 espaces de stationnement non réservés additionnels selon le taux en vigueur. Le ratio est de 1 espace par 2500 pieds carrés loués pour un total de 38 espaces de stationnement.

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de neuf (9) ans, commençant après la période d'emménagement prévue à l'article 5.5, soit le premier (1er) juin deux mille dix-sept (2017) et se terminant le trente et un (31) mai deux mille vingt-six (2026). Si le Bail débute à une date différente de celle indiquée ci-dessus, le Locateur confirmera par écrit au Locataire les nouvelles dates qui constitueront la première

Paraphes	
Locateur	Locataire

et la dernière journée du Bail, tel que prévu à l'article 5,5.

3.2 **Droit de résiliation :** Le Locataire pourra résilier le Bail le 30 juin 2023 (la « Date de Résiliation »), en donnant un avis écrit (l'« Avis de Résiliation ») au Locateur douze (12) mois avant la Date de Résiliation, soit au plus tard le 30 juin 2022.

Dans l'éventualité où le Locataire exercerait son droit de résilier le Bail, il devra payer au Locateur une pénalité, concernant la totalité des Lieux Loués, de cinq millions six cent mille dollars (5 600 000 $), plus les taxes applicables qu'il devra avoir transmis avec l'Avis de Résiliation au plus tard le 30 juin 2022, sans quoi le droit de résiliation devient nul et non avenu.

Ce droit est personnel au Locataire.

3.3 **Renouvellement** : Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour un (2) termes additionnels et consécutifs de neuf (9) ans chacun, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer de base qui sera alors :

Pour la première ($1^{ère}$) option de renouvellement

a) Pour le terme du 1er juin 2026 au 31 mai 2029, le loyer de base annuel sera de dix-huit dollars le pied carré (18,00$ / pi^2);

b) Pour le terme du 1er juin 2029 au 31 mai 2032, le loyer de base annuel sera de dix-neuf dollars le pied carré (19,00$ / pi^2);

c) Pour le terme du 1er juin 2032 au 31 mai 2035, le loyer de base annuel sera de vingt dollars le pied carré (20,00$ / pi^2);

Le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour la deuxième ($2^{ième}$) option de renouvellement

Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à l'échéance de première option de renouvellement, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer qui sera alors à négocier selon le taux du marché, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins vingt-quatre (24) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de cent vingt (120) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

3.4 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de soixante (60) jours.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Pour la première année du terme, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de trois million trois cent quarante mille cinq cent soixante-quinze dollars et quatre-vingt-quatre cents (3 340 575,84 $), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de deux cent soixante-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-un dollars et trente-deux cents (278 381,32 $) chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail. Si cette date ne coïncide pas avec le premier (1er) jour du mois, un ajustement du loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant. Le loyer sera ajusté selon les modalités contenues au Bail et au prorata d'occupation tel qu'établi à l'article 2.4 et à l'article 4.2.

4.2 **Loyer unitaire et Taxes foncières** : Le loyer se compose des coûts unitaires suivants :

► Loyer de base	
du 1er juin 2017 au 31 mai 2020	14,50 $/pi^2
du 1er juin 2020 au 31 mai 2023	15,50 $/pi^2
du 1er juin 2023 au 31 mai 2026	17,00 $/pi^2
► Taxes foncières	9,99 $/pi^2
► Loyer électricité exclusive dans les Lieux loués	1,06 $/pi^2
► Frais d'exploitation	9,69 $/pi^2
Total :	35,24 $/pi^2

Les Taxes foncières seront ajustées annuellement à la date d'anniversaire du Bail selon le coût réel défrayé par le Locateur, le tout calculé au prorata d'occupation établi conformément aux dispositions de l'article 2.4. À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire, une copie des comptes de Taxes foncières acquittés; à défaut, le Locataire pourra retenir tout versement de loyer jusqu'à production des documents requis.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même ses versements de loyer jusqu'à pleine compensation.

Pour ces ajustements, les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la durée du Bail suite à une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant l'organisme compétent. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire, sans délai, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

4.3 **Ajustement des Frais d'exploitation** : Chaque année, à la date d'anniversaire du Bail, un ajustement automatique des Frais d'exploitation sera fait selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la première

Paraphes	
Locateur	Locataire

journée du Bail et le troisième mois précédant la date d'anniversaire du Bail. Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation est ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada (Montréal).

Ajustement de l'électricité exclusive dans les Lieux loués : Pour toute la durée du Bail, le Locataire s'engage à verser au Locateur, à titre de loyer additionnel pour la consommation d'électricité dans les Lieux loués, un dollars et six cents le pi² carré (1,06 $/pi²), excluant les Frais d'administration et gestion mais excluant les Taxes de vente. Ce montant sera ajusté annuellement à la date anniversaire du Bail selon le coût réel défrayé par le Locateur, À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire, une copie du compte d'électricité démontrant la consommation du Locataire dans les Lieux loués, à défaut, le Locataire pourra retenir tout versement de loyer jusqu'à production des documents requis.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant d'électricité exclusive dans les Lieux loués versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une facture à cet effet.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant de l'électricité exclusive dans les Lieux loués versé par le Locataire au Locateur, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même ses versements de loyer jusqu'à pleine compensation.

À noter qu'aucun Frais d'administration et de gestion ne sera facturé par le Locateur pour l'ajustement de d'électricité exclusive dans les Lieux loués.

4.4 Période de gratuité

Le Locataire ne sera pas tenu de payer le Loyer de base prévu à l'article 4,2 pour les six (6) premier le mois du Bail.

4.5 Allocation pour travaux

Si le Locataire exercer la première option de renouvellement, celui-ci bénéficiera d'une allocation de trente dollars pied carré (30 $/pi²) pour les Lieux loués au 1er ,2e, 3e 4e et 6e étages pour faire effectuer par le Locateur, pour le compte du Locataire, des travaux d'améliorations locatives aux Lieux loués pendant la durée du Bail, tel que prévu à l'article 6,2. Des frais de supervision, d'administration et de coordination des travaux de dix pour cent (10 %) seront payables au Locateur. Le montant de cette allocation sera réduit automatiquement du montant des factures payables de temps à autre par le Locateur (plus les frais de supervision, d'administration et de coordination susmentionnés) relativement aux travaux d'améliorations locatives effectués par le Locateur pour le compte du Locataire en vertu des dispositions de l'article 6.2. Tous montants requis pour payer tous tels travaux en sus du montant de l'allocation seront payables par le Locataire. Le Locataire pourra utiliser le montant de cette allocation, à sa discrétion, pendant tout le premier (1er) terme de renouvellement. Si, à la fin du premier (1er) terme de renouvellement du Bail, le Locataire n'a pas utilisé cette allocation, en tout ou en partie, alors le Locateur devra verser au Locataire, dans les dix (10) jours de la fin du premier (1er) terme de renouvellement du Bail, tout montant qui n'aura pas été ainsi utilisé par le Locataire.

ARTICLE 5
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 Modalités : Le Locateur devra effectuer, à ses frais, selon un projet clé en main et conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique, à l'exception des clarifications décrites dans la lettre relative aux critères de construction (Annexe G), les Travaux d'aménagement requis par le

Paraphes	
Locateur	Locataire

Locataire et livrer les Lieux loués dans un bon état de propreté générale dans les délais et selon les modalités suivantes :

5.1.1. Les plans préliminaires approuvés par le Locataire serviront de base aux plans d'exécution qui devront être préparés par un Expert. Afin de respecter la date de début du Bail, les plans préliminaires devront être approuvés au plus tard le 26 août 2016.

5.1.2. Les plans d'exécution devront être soumis au Locataire pour approbation préalable. Ces plans, une fois approuvés par le Locataire, seront considérés comme finaux et les travaux du Locateur devront être conformes à ceux-ci. L'approbation du Locataire se limite toutefois à l'aspect architectural des Lieux loués et n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité d'effectuer les travaux conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique.

5.1.3. Le Locateur et le Locataire conviennent qu'aucun coût supplémentaire (extra), s'il y a lieu, ne sera payé sans avoir fait préalablement l'objet d'une approbation écrite du Locataire.

5.1.4. Si le Locateur effectue des travaux non conformes au Programme fonctionnel et technique ou aux plans d'exécution, il sera responsable de tous les coûts supplémentaires résultant de tous tels travaux.

5.1.5. Dans tous les cas, le Locateur sera responsable de conclure les contrats avec les architectes, ingénieurs, consultants, entrepreneurs, surveillants de travaux et autres intervenants, le tout en son nom et pour son compte. Le Locateur tiendra indemne le Locataire de toute poursuite, action ou réclamation, de quelque nature que ce soit, qui pourrait lui être adressée relativement aux Travaux d'aménagement initaux.

5.1.6. L'entrepreneur et les principaux sous-traitants devront être des entreprises connues, faisant affaires au Québec et ayant une réputation établie dans le domaine. Le Locataire pourra soumettre une liste d'entrepreneurs que le Locateur s'engage à inviter à soumissionner s'ils lui sont acceptables. Le Locateur s'engage à communiquer au Locataire, par écrit, le nom de l'entrepreneur choisi.

5.1.7. Le Locateur devra obtenir un permis de construction et tout autre permis nécessaire dont il assumera les frais.

5.1.8. Le Locataire pourra suivre l'évolution des Travaux d'aménagement initiaux afin de s'assurer, notamment, que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes. La présence du représentant du Locataire, le cas échéant, n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité quant aux Travaux d'aménagement initiaux.

5.1.9. Le Locateur s'engage à faire en sorte que l'architecte, l'entrepreneur, les sous-traitants, fournisseurs de matériaux et de services, ouvriers et tout autre intervenant coopèrent raisonnablement avec le représentant du Locataire pour permettre à ce dernier de suivre l'évolution des Travaux d'aménagement initiaux afin de s'assurer que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes.

5.1.10. Le Locataire pourra désigner toute autre personne que son représentant désigné pour visiter le chantier pendant les travaux, pour prendre des mesures ou pour faire toute inspection concernant les travaux. Un tel geste ne devra pas être interprété comme étant une prise de possession de la part du Locataire, ni une renonciation à quelque droit prévu au Bail.

5.2 **Fin des travaux** : Les Travaux d'aménagement initiaux devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire selon les modalités prévues à l'article 5.3 au plus tard le 15 mai 2017.

Paraphes	
Locateur	Locataire

5.3 **Acceptation provisoire** : Dès que les Travaux d'aménagement initiaux seront terminés et que les Lieux loués seront prêts à l'usage auxquels ils sont destinés, un Expert accompagné du représentant du Locataire en fera l'examen en vue de leur acceptation provisoire. L'Expert attestera par écrit la conformité des Travaux d'aménagement, sous réserve de certains travaux à corriger ou à parachever dont il dressera une liste. Le certificat de parachèvement des Travaux, lequel indiquera les délais dans lesquels les déficiences devront être corrigées par le Locateur, devra être approuvé par le Locataire. Le délai maximum sera de quinze (15) jours, à moins qu'il s'agisse de travaux d'une complexité nécessitant un délai plus long.

5.4 **Acceptation définitive** : Lorsque tous les Travaux d'aménagement initiaux à corriger et à parachever mentionnés à la liste dressée lors de l'acceptation provisoire auront été complétés, l'Expert attestera par écrit l'acceptation définitive des Travaux d'aménagement.

Cette acceptation définitive des travaux ne couvre pas les vices ou malfaçons non apparents, de même que les travaux pour lesquels une inspection raisonnable ne peut être faite à cause d'une non-utilisation temporaire ou autre raison similaire, tel que le système de chauffage lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'été ou la climatisation et l'état du stationnement lorsque l'acceptation des travaux a lieu en hiver.

5.5 **Période d'emménagement** : Après l'acceptation provisoire, le Locataire bénéficiera d'une période d'emménagement de quinze (15) jours pendant laquelle il ne paiera aucun loyer ni compensation de quelque nature que ce soit.

Le Bail débutera à la fin de la période d'emménagement. À cet effet, le Locateur devra confirmer par écrit au Locataire les dates qui constitueront la première et la dernière journée du Bail si celles-ci ne coïncident pas avec les dates stipulées à l'article 3.1.

5.6 **Retard** : Si les Travaux d'aménagement initiaux ne sont pas terminés à la date prévue à l'article 5.2, le Locataire pourra, à sa seule et entière discrétion, exercer l'une ou l'autre des options suivantes:

a) consentir au Locateur un délai supplémentaire pour lui permettre de terminer les Travaux d'aménagement, auquel cas la date de début du terme du Bail et la date de fin de Bail seront reportées en conséquence; ou

b) terminer lui-même les Travaux d'aménagement initiaux, aux frais du Locateur. Le Locataire devra être remboursé pour les coûts de construction encourus (qui comprennent, entre autres, les coûts de base et les coûts accessoires), plus des frais d'administration et de gestion de cinq pour cent (5%) sur les coûts encourus. Le Locataire sera autorisé à opérer compensation, contre toute somme payable au Locateur en vertu du Bail. Dans le cas échéant, la date de début du terme du Bail et la date de fin de terme du Bail seront reportées en conséquence.

5.6.1 Si les Travaux d'aménagement initiaux ne sont pas terminés à la date prévue à l'article 5.2, et que le retard est causé par une faute et/ou à cause d'un changement du Locataire, le Locateur s'engage à poursuivre les Travaux d'aménagement initiaux et le terme du Bail sera reporté comme suit :

a) si le retard est moins que 59 jours, alors la date du début et la date de fin prévues au Bail seront reportées par le même nombre de jours équivalents au retard;

b) si le retard est supérieur à 60 jours alors le terme du Bail débutera le (1er) août deux mille dix-sept (2017) et se terminera le trente et un (31) juillet deux mille vingt-six (2026).

5.7 **Paiement des Travaux d'aménagement initiaux** : Le coût des Travaux

Paraphes	
Locateur	Locataire

d'aménagement initiaux, incluant les honoraires professionnels, sera entièrement assumé par le Locateur à l'exception des coûts supplémentaires (extra) ayant fait l'objet d'une approbation écrite du Locataire au préalable conformément aux dispositions de l'article 5.1.3.

5.8 **Remise en état** : À l'échéance du Bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale. De plus, le Locateur devra, sans frais, remettre au Locataire dans les dix (10) jours suivants la fin du Bail, toute la signalisation du Locataire et, dans la mesure où ceux-ci appartiennent au Locataire, les serrures numériques, les chemins de clés, ainsi que toutes les composantes du système d'alarme.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement additionnels à ceux réalisés au début du Bail dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés.

Toutefois, si ces travaux influent sur la structure ou les systèmes électromécaniques des Lieux loués, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission du Locateur, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans motifs raisonnables.

Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

6.2 **Travaux sous la responsabilité du Locateur** : Si le Locataire demande au Locateur d'effectuer ces Travaux d'aménagement additionnels, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Locateur.

Dans tous ces cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus dix pour cent (10%) ce prix, incluant les Frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Locateur devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Locataire.

6.3 **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Locateur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur et le coût de financement, seront amortis sur la période comprise entre la fin des travaux et la fin du Bail ou payés comptant, au choix du Locataire.

ARTICLE 7

Paraphes	
Locateur	Locataire

OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur s'engage à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du Bail.

7.2 **Heures normales d'occupation** : fournir à l'occasion dans les Lieux loués, sur demande du Locataire, en dehors des heures normales d'occupation, sans frais additionnels, les mêmes conditions que durant les heures normales d'occupation. Les heures normales d'occupation sont : du lundi au vendredi, entre 8h 00 heures et 19 h 00 heures.

7.3 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables ainsi qu'à celles décrites au Programme fonctionnel et technique, le cas échéant. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

7.4 **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager des Lieux loués et de l'Immeuble tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe C. De plus, le Locateur devra, sur demande, fournir avec diligence un registre des travaux d'entretien, à l'exception des travaux quotidiens.

7.5 **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations. De plus, le Locateur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe D.

7.6 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides ; et

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis.

7.7 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

7.8 **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une température et un taux d'humidité selon les besoins du Locataire, respectant les normes définies dans le Programme fonctionnel et technique.

7.9 **Air frais** : maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une gestion d'air frais respectant les normes généralement applicables pour les immeubles locatifs de cette catégorie.

7.10 **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

7.11 **Éclairage** : remplacer, à ses frais, tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

7.12 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire. Le Locateur peut offrir 3,5 watts par pied carré en pouvoir direct au Locataire. Les 3,5 watts excluent le chauffage, CVAC, et l'éclairage pour

Paraphes	
Locateur	Locataire

les Lieux Loués.

7.13 **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et un certificat d'assurance devra être fournie au Locataire.

7.14 **Sécurité incendie** : assurer la protection des occupants des Lieux loués et fournir, à ses frais, un plan d'évacuation des Lieux loués, le tout conformément aux règles en vigueur.

7.15 **Développement durable** : respecter les directives 01, 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable du Locataire qui est joint au Bail comme Annexe E.

7.16 **Voies d'accès** : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé et que l'accès des piétons soit séparé de celui des véhicules motorisés.

7.17 **Drapeau et signalisation** : installer, à ses frais, l'équipement requis pour la signalisation du Locataire aux endroits qui lui seront désignés par le Locataire. De plus, le Locateur doit installer et fournir, à ses frais, à l'extérieur, aux étages, une signalisation conforme aux normes du Locataire. Le Locataire pourra à sa demande et à ses frais installer une enseigne extérieure à l'angle des rues Robert Bourassa et boul. René-Lévesque Ouest; plus précisément sur la façade de la rue Robert Bourassa situé entre le 1er et le rez-de-chaussée, façade ouest de l'Édifice, le tout devant être déterminé entre les deux parties agissant raisonnablement et sujet à l'approbation des autorités municipales.

7.18 **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements. Le Locataire bénéficiera, sans frais de l'installation initiale de son identification sur le répertoire du hall d'entrée de l'Édifice à Bureaux, du hall d'ascenseurs, et à l'entrée des Lieux Loués du Locataire. Tout changement après l'installation initiale sera au frais du Locataire.

7.19 **Désignation de responsables et remise des clés** : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

7.20 **Transformations** : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Locataire s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

7.21 **Stationnement et remisage** : assurer au Locataire la pleine jouissance des espaces de stationnement et de remisage, le cas échéant.

7.22 **Travaux de base :** Effectuer, à ses frais, les travaux de base tels que décrits à l'Annexe F.

Paraphes	
Locateur	Locataire

7.23 **Centre de Conférence** : Permettre au Locataire d'utiliser les salles de conférence dans le centre de conférence situé dans l'Édifice à Bureaux pendant les heures d'affaires du centre de conférence désigné de temps à autre par le Locateur, qui sont présentement du lundi au vendredi de 8h30 à 17h00, à l'exception des jours fériés, sous réserve de leur disponibilité et après réservation préalable conformément aux procédures usuelles du Locateur de temps à autre. Le Locataire se verra alloué un nombre d'heures chaque mois équivalant à sa quote-part des heures d'affaires du centre de conférence pour chaque salle de conférence disponible au cours de ce mois. Le Locataire peut reporter les heures inutilisées d'un mois à l'autre à l'intérieur de la même année de calendrier. Le Locataire aura le droit d'utiliser le centre de conférence à l'extérieur des heures normales du centre de conférence et en excédant du nombre d'heures qui sont alloués au Locataire, pour un taux établi de temps à autre par le Locateur, lequel est présentement de soixante-quinze dollars (75 $), plus les taxes de vente. Si le Locataire devait utiliser le centre de conférence à l'extérieur des heures normales du centre de conférence, le Locataire devra également payer au Locateur le coût de toute sécurité additionnelle fournie à cet égard, tel que déterminé par le Locateur.

Allocation du nombre d'heures par mois :

(Quote part X 8,832 hrs/an)/12 mois = 112 heures, soit le total des heures disponibles au Locataire par mois.

7.24 **Sous-location et cession** : permettre et par les présentes, permet au Locataire de sous-louer les Lieux loués, en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

a) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail ;

b) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux loués, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur ; et

c) le Locataire et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au Bail.

Par ailleurs, le Locataire ne pourra céder ses droits dans le Bail à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans motif raisonnable.

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement.

8.2 **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureau.

8.3 **Responsabilité et assurance** : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de

Paraphes	
Locateur	Locataire

quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

8.4 **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.5 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.6 **Visites** : permettre, pendant les six (6) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locateur et du Locataire, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, les règles suivantes s'appliqueront.

9.1.1 Les Lieux loués seront réparés par le Locateur au plus tard à l'intérieur d'une période de quinze (15) mois suivant la date de destruction partielle des Lieux loués

9.1.2 Le Locateur devra aviser par écrit le Locataire, dans un délai de soixante (60) jours suivant cette destruction partielle, de la durée des travaux de réparation. Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la plus proche de (i) la date de la relocalisation du Locataire tel que prévue à l'article 9.1.3 si des locaux sont disponible dans l'édifice, ci-après; et (ii) la date de l'acceptation provisoire des travaux attestée par un Expert.

9.1.3 Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

9.1.4 Le Locateur devra réaliser tous les travaux de réparation des Lieux loués, incluant les améliorations locatives. Les travaux reliés à la réparation des améliorations locatives, dont le coût sera assumé par le Locataire, seront réalisés conformément aux dispositions de l'article 6.2, en faisant les

Paraphes	
Locateur	Locataire

adaptations nécessaires.

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, alors les règles suivantes s'appliqueront.

9.2.1 Le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués. Dans les soixante (60) jours suivant la destruction totale, le Locateur devra aviser le Locataire par écrit de son intention ou non de procéder aux réparations des Lieux Loués, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute lourde de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de cette destruction totale.

9.2.2 S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de cette destruction totale jusqu'à la plus proche de (i) la date de la relocalisation du Locataire telle que prévue ci-après; et (ii) la date de l'acceptation provisoire des travaux attestée par un Expert.

9.2.3 Le Locateur devra entre-temps, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

9.2.4 Le Locateur devra réaliser tous les travaux de réparation des Lieux loués, incluant les améliorations locatives. Les travaux reliés à la réparation des améliorations locatives, dont le coût sera assumé par le Locataire, seront réalisés conformément aux dispositions de l'article 6.2, en faisant les adaptations nécessaires.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, si la durée des travaux de réparation de destruction totale excède vingt-quatre mois (24) mois, le Locataire aura alors le droit, dans le cas d'une destruction totale, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

10.2 **Recours du Locataire** : Nonobstant ce qui précède, et suivant un avis écrit du Locataire donnant au Locateur un délai de trente (30) jours pour corriger le défaut, advenant que le défaut ne soit pas corrigé dans le délai de 30 jours le Locataire ne sera pas tenu de payer le loyer au prorata de la superficie touchée par le défaut et ce de la date de l'inexécution jusqu'à la remédiation du défaut.

ARTICLE 11
DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

ARTICLE 12
AMIANTE

12.1 **Déclaration** : Le Locateur déclare qu'il n'y a pas actuellement d'amiante friable dans l'Édifice.

12.2 **Test d'air** : Le Locateur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice, à en informer le Locataire. Le Locateur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CSST). Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

12.3 **Correctifs** : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

Paraphes	
Locateur	Locataire

12.4 Défaut : Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 Rubriques : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 Renonciation : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 Accord complet : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13.4 Force majeure : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

13.5 Lois applicables : Le Bail est régi par les lois du Québec.

ARTICLE 14
POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 Remise : Le Locataire a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19) et il a remis une copie de cette politique au Locateur.

ARTICLE 15
ANNEXES

15.1 Énumération : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- ► Annexe A : Programme fonctionnel et technique.
- ► Annexe B : Plan des Lieux loués.
- ► Annexe C : Devis d'entretien ménager.
- ► Annexe D : Devis d'entretien électromécanique.
- ► Annexe E : Plan stratégique de développement durable.
- ► Annexe F : Détail des travaux de base
- ► Annexe G : Lettre relative aux critères de construction

15.2 Interprétation : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

Paraphes	
Locateur	Locataire

à l'exception des textes des annexes A et G qui prévaudront.

ARTICLE 16
ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 **Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur ou courrier électronique :

► Pour le Locateur :

630 RENÉ-LEVESQUE WEST PROPERTY Co.
1555 rue, Peel, bureau 700
Montréal, Québec, H3A 3L8

► Pour le Locataire :

VILLE DE MONTRÉAL
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section Locations
303, rue Notre Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

16.2 **Modification** : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

16.3 **Avis** : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur ou par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur ou courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par télécopieur ou courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

ARTICLE 17
COURTIER

17.1 **Commission** : Toute commission ou autre rémunération de quelque nature que ce soit payable à un courtier ou agent relativement à la présente location sera assumée exclusivement par le Locateur, le tout à la complète exonération du Locataire.

ARTICLE 18
GARANTIE

18.1 Le Locateur s'engage à remettre au Locataire dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la signature du Locateur du présent Bail, une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle au montant de un million de dollars (1 000 000,00 $) émise par une banque à charte canadienne ou par une caisse populaire du Mouvement Desjardins au nom de la «Ville de Montréal» et

Paraphes	
Locateur	Locataire

encaissable sur le territoire de la Ville. Cette lettre de garantie bancaire sera maintenue en vigueur pour son plein montant jusqu'au 1er janvier 2018.

18.2 Pourvu que le Locateur ait reçu (i) la renonciation de TELUS Communication Company de son droit de premier refus sur les Lieux loués le ou avant le 30 juin 2016 et (ii) la résolution du Locataire confirmant l'approbation inconditionnelle du bail, le ou avant le 3 octobre 2016, alors le Locateur s'engage à ne pas louer à quiconque autre que le Locataire l'ensemble des Lieux loués tel que décrits à l'Article 2 du présent Bail.

Sujet à ce qui précède, dans le cas où le Locateur ne respecte pas son obligation de ne pas louer à quiconque autre que le Locataire l'ensemble des Lieux loués, tel que décrits à l'article 2 du présent Bail alors le Locataire pourra, sous réserve de tous ses autres droits et recours, résilier le Bail et encaisser la lettre de garantie bancaire en sa possession, en tout ou en partie, après avoir signifié au Locateur un préavis de cinq (5) jours précisant la nature du défaut reproché, sans que le Locateur ne puisse réclamer quelque dommage au Locataire.

18.3 Par ailleurs, si le Locataire n'a pas accepté (de façon provisoire) les Lieux loués le ou avant le 1er juillet 2017 et le Locateur omet de remettre au Locataire, au moins trente (30) jours avant l'expiration de toute lettre de garantie bancaire alors en vigueur, une nouvelle lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle au même effet et pour le même montant avec une date d'expiration étant le 1er Janvier 2018, le Locataire pourra alors encaisser la lettre de garantie bancaire en sa possession, et ce, sans avis ni mise en demeure, le tout, sous réserve de tous ses autres droits et recours.

18.4 Le Locataire devra remettre au Locateur la lettre de garantie bancaire au montant d'un million de dollars (1 000 000,00 $) qu'il a en sa possession, dans les éventualités suivantes:

a) dans les cinq (5) jours suivant l'exercice du droit de premier refus de TELUS Communications Company; ou

b) dans les cinq (5) jours suivant le refus des autorités compétentes du Locataire de donner suite à l'approbation inconditionnelle du présent Bail laquelle approbation ou refus devra être reçu par le Locateur le ou avant le 3 octobre 2016; ou

c) dans les cinq (5) jours suivant l'acceptation provisoire des Travaux d'aménagement initiaux des Lieux loués.

18.5 <u>Conditions spéciales</u>

a) La signature du Bail et son acceptation par le Conseil d'agglomération devront être entérinées au plus tard le 29 septembre 2016. Le Locataire devra faire parvenir au Locateur la confirmation de son approbation plus tard, le 3 octobre 2016, à défaut le bail devient nul et non avenu.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2016

LOCATEUR

Paraphes	
Locateur	Locataire

_____
par : Peter Coughlin

Le _____ 2016

LOCATAIRE

_____
par : Yves Saindon

Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe B

Plan des Lieux loués



VILLE DE MONTRÉAL
ÉTUDE DE PLANIFICATION

02	2016-05-30	COORDINATION
02	2016-05-19	COORDINATION
01	2016-05-17	COORDINATION

PROVENCHER_ROY

PLAN DU MOBILIER
ÉTAGE TYPE A
SECT 02A / 07

630 RENÉ-LÉVESQUE O		TYPE
1/8" = 1'-0"	V.M.	A.M
160180	800	00

DATE D'IMPRESSION: 20 mai 2016 PAR: VINCENT MAILLÉ



DATE D'IMPRESSION: 20 mai 2016 PAR: VINCENT MAILLÉ

VILLE DE MONTRÉAL
ÉTUDE DE PLANIFICATION

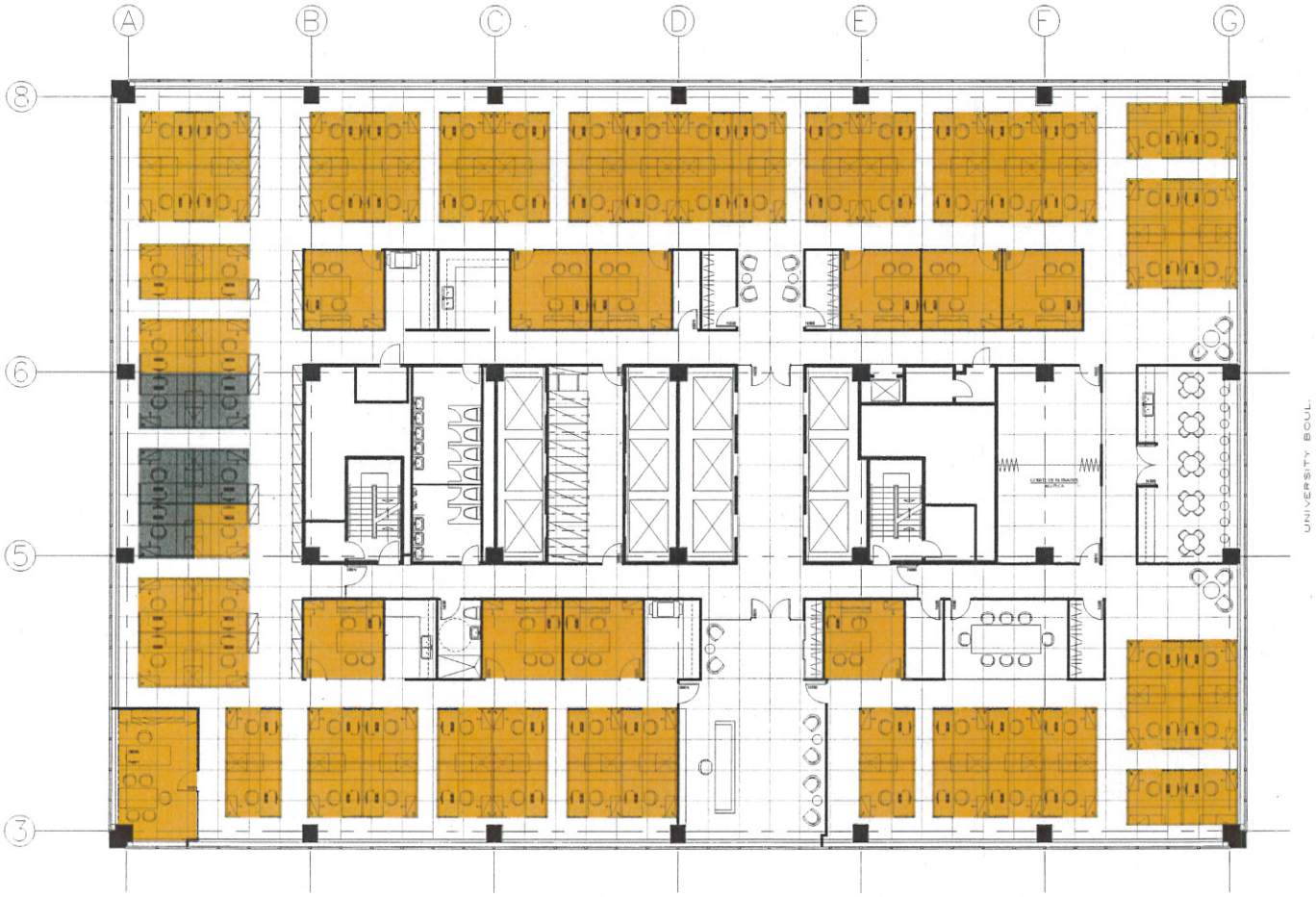
R2 2016-05-20 COORDINATION
02 2016-05-19 COORDINATION
01 2016-05-17 COORDINATION

PROVENCHER_ROY

PLAN DU MOBILIER
ÉTAGE TYPE B
SECT. 01 / 03 / 06

630 RENÉ-LÉVESQUE O. ÉTAGE
1/8"= 1'-0" V.M. A.M. 2
160180 801 00

VILLE DE MONTRÉAL
ÉTUDE DE PLANIFICATION



02 2016-05-30 COORDINATION
01 2016-03-19 COORDINATION

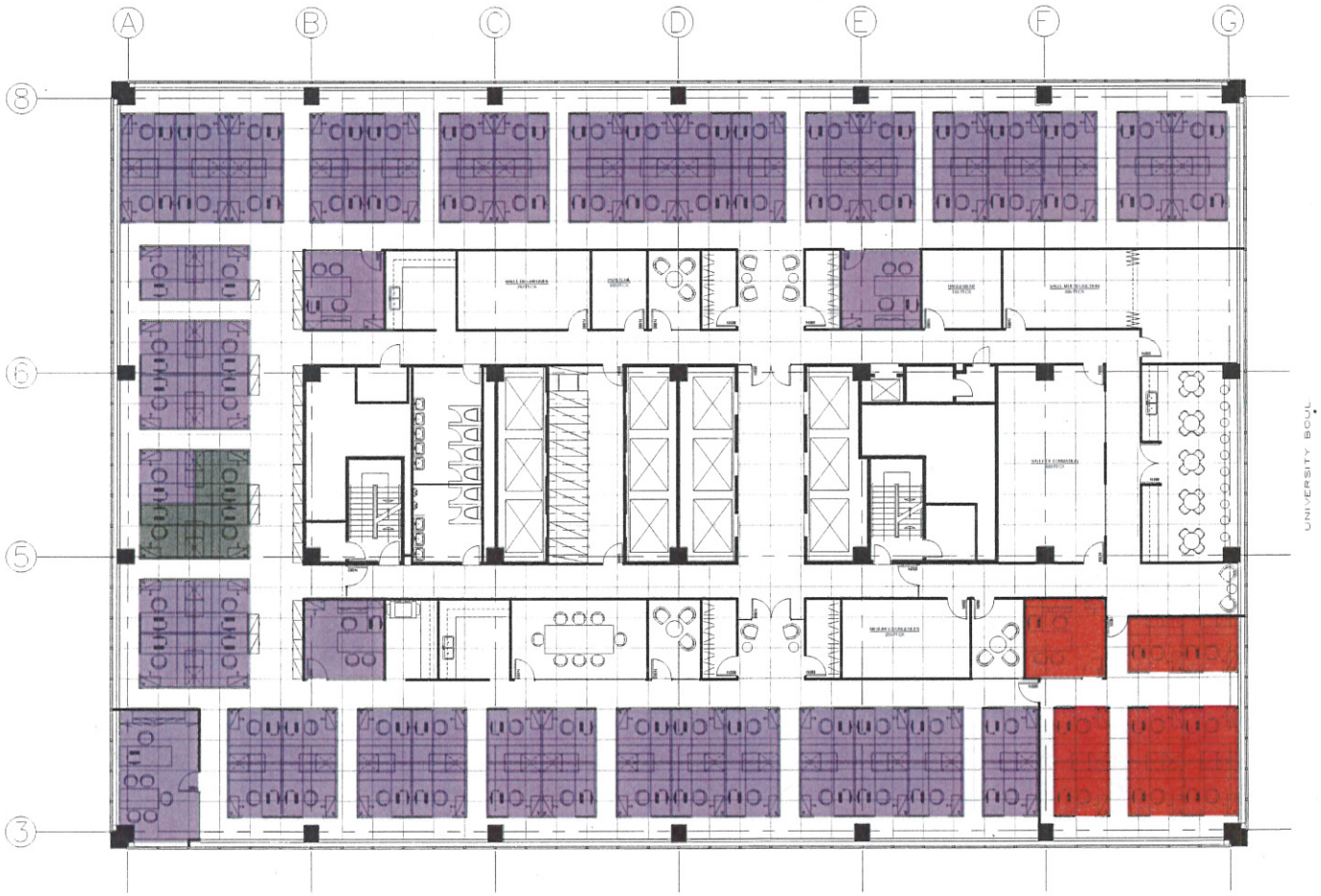
PROVENCHER_ROY

PLAN DU MOBILIER
ÉTAGE TYPE C
SECT .04

630 RENÉ-LÉVESQUE O. ÉTAGE
1/8"=1'-0" V.M. A.M. 3
160180 802 00

DATE D'IMPRESSION: 20 mai 2016 PAR VINCENT MAILLÉ

VILLE DE MONTRÉAL
ÉTUDE DE PLANIFICATION



02 2016-05-20 COORDINATION
01 2016-05-19 COORDINATION

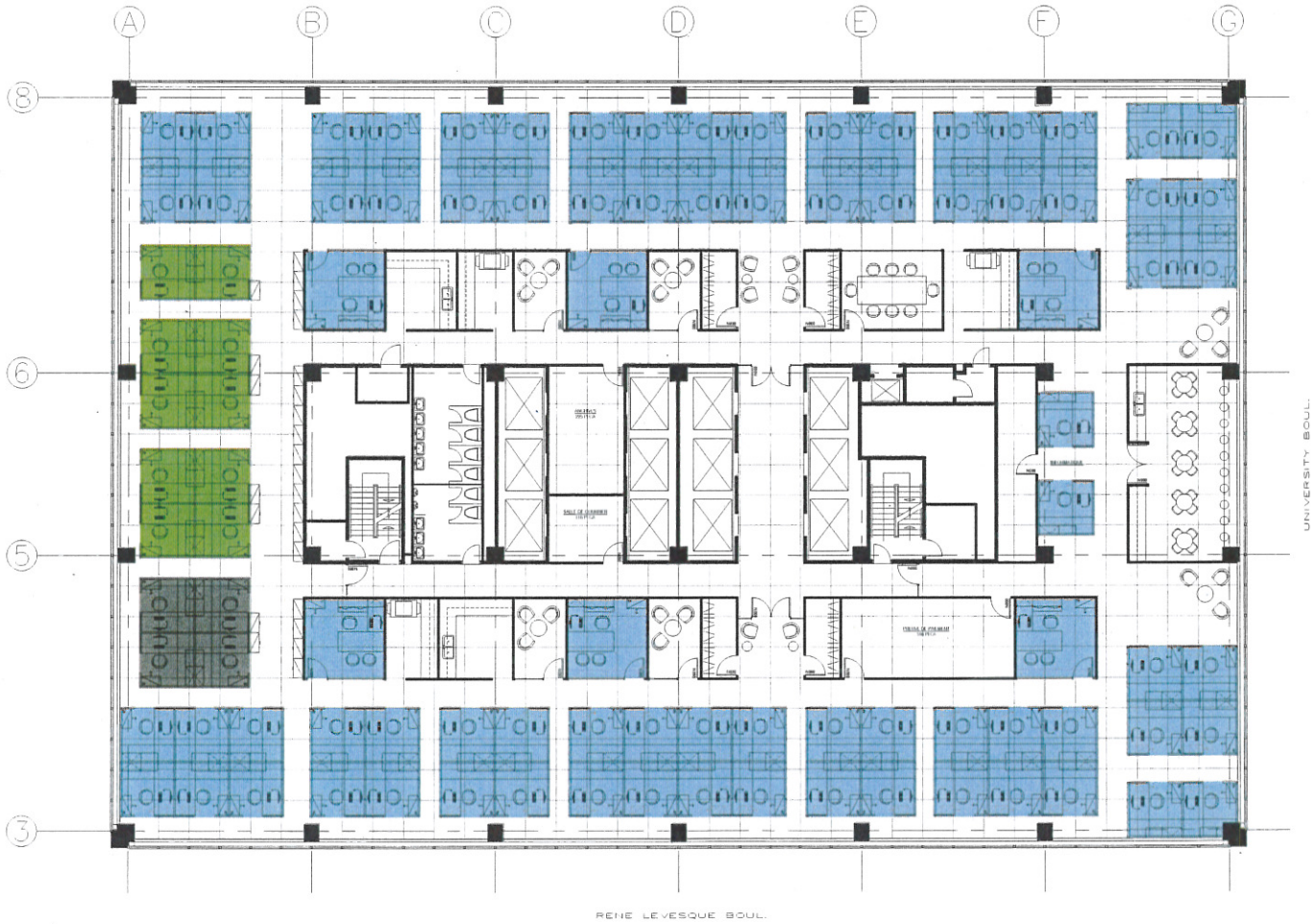
PROVENCHER_ROY

PLAN DU MOBILIER
ÉTAGE TYPE E
SECT .05 / .06

630 RENÉ-LÉVESQUE O. ÉTAGE
1/8" = 1'-0" V.M. A.M. 4
160180 804 00

TE D'IMPRESSION: 20 mai 2016 PAR : VINCENT MAILLÉ

VILLE DE MONTRÉAL
ÉTUDE DE PLANIFICATION



02 2016-09-20 COORDINATION
01 2016-09-19 COORDINATION

PROVENCHER_ROY

PROVENCHER ROY DESIGN INTÉRIEUR INC
275, RUE SAINT-JACQUES, BUREAU 700
MONTRÉAL, QUÉBEC, CANADA H2Y 1N3
T 514 844 3538
F 514 844 8526
PROVENCHERROY.CA

PLAN DU MOBILIER
ÉTAGE TYPE D
SECT .02B / 09

630 RENÉ-LÉVESQUE O. ÉTAGE
1/8" = 1'-0" V.M. A.M. 5
160180 803 00

TE D'IMPRESSION: 20 mai 2016 PAR VINCENT MAILLÉ

Annexe C

Devis d’entretien ménager

TABLE DES MATIÈRES

6.1 GÉNÉRALITÉS
- 6.1.1 PORTÉE
- 6.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX
- 6.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ
- 6.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS
- 6.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

6.2 EXIGENCES FONCTIONNELLES
- 6.2.1 DISPOSITION DES ORDURES
- 6.2.2 APPAREILS D'ÉCLAIRAGE
- 6.2.3 LOCAL POUR ENTRETIEN MÉNAGER
- 6.2.4 ENTRÉES
- 6.2.5 STATIONNEMENT

6.3 TRAVAUX
- 6.3.1 DÉTACHAGE QUOTIDIEN
- 6.3.2 LUMINAIRES
- 6.3.3 FOURNITURES
- 6.3.4 PLANCHERS
- 6.3.5 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES
- 6.3.6 GARNITURES DE FENÊTRES

6.4 TÂCHES À ACCOMPLIR
- 6.4.1 LISTE
- 6.4.2 FRÉQUENCE

6.1 GÉNÉRALITÉS

6.1.1 PORTÉE

Le Locateur doit fournir toute la main-d'oeuvre, les matériaux, les échafaudages, les outils et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits au présent chapitre au même niveau de qualité, quelles que soient les fluctuations d'occupation et d'achalandage et la période de l'année. Les matériaux utilisés ne doivent pas détériorer les biens du Locataire, ni être nocifs pour la santé.

6.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien ménager doivent être effectués après 23 h 00 ou avant 8 h 000-, tous les jours indiqués au tableau intitulé "LISTE DES TRAVAUX ET FRÉQUENCES". A son départ, le responsable de l'entretien ménager doit vérifier les portes et les fenêtres afin qu'elles soient fermées et verrouillées.

Toutefois, le Locataire pourra en tout temps, par avis écrit au Locateur, changer cet horaire en tout ou en partie. Cet avis devra toutefois parvenir au Locateur sept (7) jours avant son entrée en vigueur.

6.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Les employés du Locateur ne doivent déplacer aucun papier, document ou objet laissé sur le mobilier. En aucune circonstance, il n'est permis aux employés du Locateur d'ouvrir les tiroirs du mobilier.

Il est strictement interdit de déposer les chaises, paniers à papier, etc., sur le mobilier, à moins d'avoir, au préalable, recouvert les meubles d'une toile protectrice appropriée. En aucun cas, le personnel ne doit se servir du mobilier, comme échafaudage pour exécuter ses travaux.

6.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS

Le Locateur doit fournir sur demande du Locataire les renseignements énumérés ci-dessous au Locataire, pour chaque employé, dès le début d'occupation des lieux par le locataire. Par la suite, il doit faire de même pour toute modification de personnel.

Renseignements requis:

- le nom de l'employé
- sa date de naissance

6.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

Le Locateur doit fournir trente (30) jours après l'occupation des lieux par le Locataire un registre des travaux d'entretien à l'exception des travaux quotidiens.

6.2 EXIGENCES FONCTIONNELLES

6.2.1 DISPOSITION DES ORDURES

Toute ordure doit être transportée quotidiennement en dehors des espaces loués au point central d'entreposage des ordures. Le Locateur doit disposer des ordures en se conformant au service de collecte des ordures et à son calendrier et défrayer le coût de tout service additionnel. De plus, le Locateur devra s'assurer que la collecte des ordures à l'intérieur des lieux loués inclut un processus de recyclage de papier. À cet effet, le Locataire ne doit avoir aucune intervention à effectuer sauf de demander à ses employés de récupérer le papier.

6.2.2 APPAREILS D'ÉCLAIRAGE

Le Locateur doit remplacer à ses frais les ampoules, les

démarreurs, les régulateurs et les tubes fluorescents dès qu'ils sont défectueux ou brûlés et nettoyer en même temps les luminaires.

6.2.3 LOCAL POUR ENTRETIEN MÉNAGER

Les locaux mis à la disposition des préposés à l'entretien ménager doivent être propres en tout temps; ils ne doivent pas dégager de mauvaises odeurs et doivent être désinfectés au besoin.

6.2.4 ENTRÉES

Du 15 mai au 1er novembre, les entrées extérieures doivent être balayées et lavées aussi souvent que nécessaire.

De plus, du 1er novembre au 15 mai, les entrées extérieures doivent être déneigées et maintenues libres de toute glace, boue et sable. Le Locateur doit fournir, installer et entretenir des tapis absorbants, avec bordure de caoutchouc, dans les vestibules, les halls d'entrée, etc. Dans des conditions particulières, le Locataire pourra exiger des tapis supplémentaires.

En tout temps, les entrées principales et de service seront maintenues libres de débris tels que papiers, cartons, boites vides etc.

6.2.5 STATIONNEMENT

Le stationnement sera nettoyé en tout temps et maintenu libre de glace.

6.3 TRAVAUX

6.3.1 DÉTACHAGE QUOTIDIEN

En plus des activités journalières indiquées dans ce chapitre, le Locateur doit effectuer le détachage quotidien de toute surface qui le nécessite. Tout élément chromé ou en acier inoxydable doit être tenu exempt de taches et d'empreintes digitales.

6.3.2 LUMINAIRES

Au besoin, le Locateur doit nettoyer les diffuseurs intérieurs et extérieurs de toute accumulation d'insectes.

6.3.3 FOURNITURES

Les poubelles et récipients doivent être munis de sacs de plastique.

Ces derniers devront être remplacés une fois par semaine ou plus fréquemment, à la demande du Locataire, lorsqu'il y a des risques de contamination et de dégagement de mauvaises odeurs.

Le Locateur doit, à ses frais, installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de toilette: essuie-mains ou séchoirs, savon liquide ou autres, papier hygiénique, désinfectant, miroir, poubelle sanitaire, gobelets de papier, réceptacle et distributeur de serviettes sanitaires. De plus, le Locateur doit également à ses frais installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de repos spécifiquement les essuie-mains et le savon liquide ou autres.

Pour tout urinoir non pourvu d'une chasse d'eau automatique, un désinfectant solide doit être continuellement maintenu. Le remplacement des sacs de plastique des réceptacles de serviettes sanitaires doit être effectué chaque jour.

6.3.4 PLANCHERS

Pour le décapage des planchers recouverts de linoléum, de carreaux de linoléum ou de vinyle etc., de même que pour le lavage des tapis à la machine, tout le mobilier y compris les écrans

acoustiques, les plantes, etc. à l'exception des classeurs et des armoires, doivent être déplacés et replacés au même endroit par le Locateur sauf si autrement spécifié par le Locataire.

Toutefois, étant donné leur fragilité, les appareils informatiques et les meubles avec annexe ne seront pas déplacés.

Le Locateur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir les taches de rouille ou autres sur le plancher. Il sera de plus tenu responsable de tout bris et de toute détérioration causés au mobilier et au revêtement au cours de ces travaux.

6.3.5 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES

Le lavage de vitres comprend le lavage des vitres proprement dites, des meneaux, des cadres et des châssis.

Lorsque les fenêtres sont ouvrantes et non scellées, toutes les surfaces de verre et de cadre doivent être lavées. Le démontage et la remise en place des contre-fenêtres, moustiquaires ou autres, requis pour le lavage doit se faire en assurant une coordination du lavage des deux côtés de la surface vitrée (intérieure ou extérieure).

6.3.6 GARNITURES DE FENÊTRES

Dans le cas de garnitures de fenêtres qui appartiennent au Locataire, toute défectuosité qui nécessite une réparation doit être rapportée par écrit à ce dernier. Si les défectuosités ne sont pas rapportées avant d'enlever le store ou les tentures, le Locataire considérera qu'ils ont été endommagés durant le nettoyage et le Locateur devra les remettre en bon état à ses propres frais.

Le nettoyage doit être fait selon les recommandations du fabricant. De plus, le Locateur doit faire des essais de nettoyage sur les draperies afin de prévenir toute détérioration, en particulier le rétrécissement, la décoloration et la dégradation du traitement ignifuge des draperies.

Les garnitures doivent être réinstallées à leur place respective.

Au besoin, les ajuster afin d'en assurer le bon fonctionnement.

6.4 TÂCHES À ACCOMPLIR

6.4.1 LISTE

Les tâches à accomplir sont énumérées à la liste des tâches et fréquences ci-jointes.

Les exigences minimales établies dans cette liste ne limitent en rien la responsabilité du Locateur d'effectuer, selon les règles du métier, tous les travaux d'entretien requis pour assurer toute la qualité et la continuité de service exigées au présent chapitre, en tenant compte des fluctuations physiques périodiques et irrégulières.

6.4.2 FRÉQUENCE

Les fréquences énoncées pour chaque tâche sont un strict minimum requis que le Locateur doit ajuster selon les besoins. Quelle que soit l'utilisation, le taux d'occupation, l'achalandage du public, la période de l'année, etc., il doit assurer toute la qualité et la continuité de services exigés au présent chapitre et cela à la satisfaction du Locataire.

LISTE DES TÂCHES ET FRÉQUENCES

ARTICLE	ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
1.	PLANCHERS SANS TAPIS	- vadrouillage humide	J+B
		- lavage et rinçage	J+B
		- cirage	M
		- polissage	M
		- décapage, cirage et polissage	2A

2.	ESCALIERS - rampes pour handicapés	- vadrouillage - lavage	J S
3.	PLANCHERS AVEC TAPIS - aires de circulation - aspiration au complet - aires de bureaux - aspiration au complet	- nettoyage à la machine	2A J 2S
4.	PLANCHER SURÉLEVÉ DE SALLE D'INFORMATIQUE	- aspiration - nettoyage au linge humide et vadrouille	J B
5.	GRILLE ET BASSIN GRATTE-PIEDS, PERRON, GALERIE, ESCALIERS, ETC.	- nettoyage	S+B

ARTICLE	ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
6.	PLAFOND	- nettoyage ou détachage (si requis)	B
7.	MURS ET CLOISONS - fini tapis - fini plâtre, bois placoplâtre - fini brique	- aspiration - époussetage et lavage - détachage - aspiration	M 1A B M
8.	ÉCRANS ACOUSTIQUES	- détachage - aspiration - époussetage	B 1A M
9.	VITRES - portes et cloisons d'entrée vitrées - portes et cloisons intérieures vitrées - fenêtres: vitres intérieures	- lavage - lavage - lavage (mai et octobre)	S 2S+B 2A

	vitres extérieures		
		- lavage (mai,oct.)	2A
	- cloisons vitrées de sécurité	- nettoyage	S+B
	- rez-de-chaussée extérieures	- lavage	M
10.	FENÊTRES		
	- appui et rebord	- époussetage	M
		- nettoyage	M
11.	STORES -verticaux	- nettoyage	1A
	-horizontaux	- nettoyage	2A
12.	PORTES et cadre de portes	- nettoyage	M+B

ARTICLE	**ENDROIT OU APPAREIL**	**TÂCHES**	**FRÉQ./MIN.**
13.	SALLES		
	- polyvalente, rencontre de groupes et entrevues (multiservice)	- entretien et nettoyage régulier	J
14.	CUISINE - AIRES DE REPOS		
	- planchers	- lavage	J+B
	- murs	- époussetage et détachage	B
		- lavage	J
	- mobilier (comptoir)	- lavage	J
	- céramique	- lavage	S+B
	- papier, serviettes	- approvisionnement	J
	savon	- approvisionnement	J
15.	SALLES DE TOILETTES		
	- planchers	- lavage et balayage	J+B
		- décapage	M
	- murs (céramique)	- lavage	J
	- cloisons (intér.)	- détachage	B
		- lavage complet	S
	- cloisons (extér.)	- lavage	S
	- murs	- lavage	S
	- urinoirs	- lavage et désinfection	J
	- cuvettes et sièges	- lavage et désinfection	J
	- éviers et douches	- lavage et désinfection	J
	- miroirs	- lavage	J
	- réceptacle à savon	- lavage	J

	- séchoirs à mains	- lavage	J
	- poubelles + accessoire	- désinfection	J
	- sacs de plastique	- remplacement	J
	- papier et serviettes	- approvisionnement	J
	- savon	- approvisionnement	J
	- désinfectant	- approvisionnement	J
16.	ASCENSEURS		
	- planchers, mains courantes	- nettoyage	J

ARTICLE	ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
	- intérieur	- nettoyage complet	S
	- rainures de portes	- nettoyage où requis	S
	- portes et encadrement	- nettoyage complet	J
	- plafond	- nettoyage complet	1A
17.	ESCALIERS MÉCANIQUES		
	- rainures, mains cour.	- nettoyage et aspiration	J
	- panneaux métalliques	- nettoyage	S
18.	MONTE-CHARGE		
	- plancher	- nettoyage	J
	- cabine	- nettoyage	M
19.	MOBILIER		
	- chaises et fauteuils bois, cuirette, plastique, fibre de verre:	- lavage	4A
	tissus:	- aspiration,	1A
		- détachage	B
	- bureaux, tables, classeurs et étagères	- époussetage	S
		- détachage	B
	- bureaux, tables	- lavage	1A
20.	FONTAINES À BOIRE	- nettoyage	J
		- désinfection	2S
21.	Poubelles		
	- corbeilles à rebuts	- vider et nettoyer	J

	- poubelles à déchets alimentaires	- vider et nettoyer - désinfecter	J J
22.	TÉLÉPHONES - appareils de bureau - appareils dans la salle multiservice	- nettoyage - nettoyage en profondeur	M S

ARTICLE	ENDROIT OU APPAREIL	TÂCHES	FRÉQ./MIN.
23.	TABLEAUX POUR ECRIRE	- nettoyage - lavage	J J
24.	BABILLARDS D'AFFICHAGE	- époussetage	M
25.	EXTINCTEURS	- époussetage - lavage	M 1A
26	ARMOIRES BOYAUX INCENDIE	- époussetage - lavage	1A 1A
27.	PANNEAUX - SIGNALISATION (interne) Panneaux- signalisation (externe)	- époussetage - lavage	2A 2A
28.	RADIATEURS, CALORIFÈRES, CONVECTEURS	- époussetage - nettoyage	S 2A
29.	GRILLES, DIFFUSEURS D'AIR	- nettoyage	1A
30.	GARAGE ET ENTREPÔT	- lavage du plancher - nettoyage des murs	B+2A 1A
31.	ÉCLAIRAGE INCANDESCENT ET FLUORESCENT (luminaires, diffuseur, réflecteur, lampe)	- nettoyage à l'aide d'une solution anti-statique	A+B
32.	AIRES PAVÉES, COURS INTÉRIEURS, STATIONNEMENT	- nettoyage	B

Récupération des matières recyclables

L'entreprise doit effectuer quotidiennement la collecte du papier et du carton recyclables dans les contenants prévus à cet effet et à chaque poste de travail.
Il faut vérifier les poubelles à double compartiments (ou autre

type de contenant) de chaque poste de travail et en vider le contenu de papier et de carton au besoin, séparément des autres déchets, dans un contenant spécifique à la récupération (sac de jute, bac roulant, etc.)

La collecte des autres matières recyclables telles les contenants de verre, plastique et métal, cartons de lait et de jus, pellicules de plastique souple doit être effectuée au moins 1 fois par semaine.

Le papier, le carton et les autres matières recyclables doivent être transportés sans délai, selon les instructions du répondant du Programme dans le bâtiment, et ce à l'endroit prévu d'entreposage et suivant l'horaire prédéterminé pour que le récupérateur y ait accès facilement.

LÉGENDE:	J	:	tous les jours
	2J	:	tous les 2 jours
	S	:	toutes les semaines
	2S	:	toutes les 2 semaines
	M	:	tous les mois
	4A	:	4 fois par année(aux 3 mois)
	2A	:	2 fois par année(aux 6 mois)
	1A	:	1 fois par année
	B	:	au besoin (à la demande du locataire)

NOTE: (1) (article 3.) si compatible avec le revêtement.

Annexe D

Devis d'entretien électromécanique

TABLE DES MATIÈRES

7.1 GÉNÉRALITÉS

7.1.1 PORTÉE
7.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX
7.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ
7.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS
7.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

7.2 TRAVAUX

7.2.1 COMPÉTENCE DU PERSONNEL
7.2.2 RELAMPAGE PONCTUEL
7.2.3 CERTIFICATION DES TRAVAUX

7.1 GÉNÉRALITÉS

7.1.1 PORTÉE

Le Locateur doit fournir toute la main-d'oeuvre, les matériaux, les pièces de remplacement, les échafaudages, les outils spécialisés et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits au présent chapitre quelle que soit la période de l'année. Les matériaux ou les méthodes utilisés ne doivent pas détériorer la qualité de vie des usagers des locaux loués ni être nocifs pour la santé.

7.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien d'équipement et de protection qui risquent d'affecter significativement la bonne opération des systèmes devront être effectués après les heures normales de travail, sauf en cas d'impondérable majeur. Dans ce cas, le Locateur devra prendre les mesures nécessaires afin de limiter les inconvénients au Locataire. À son départ, le responsable de l'entretien doit s'assurer que tous les systèmes soient opérationnels.

Toutefois, le Locateur pourra, après entente avec le Locataire et confirmé par avis écrit, modifier raisonnablement cet horaire. Cet avis devra toutefois parvenir au Locataire dix (10) jours avant son application.

7.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Le Locateur et/ou ses représentants doivent assurer la protection des biens du Locataire et de ses occupants.

7.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS

Dès le début de l'occupation des locaux loués par le Locataire et à sa demande, le Locateur doit lui fournir la liste du personnel ou des entrepreneurs qui assureront

l'entretien des équipements électromécaniques. Par la suite, il doit faire de même pour toute modification de cette liste.

Renseignements requis pour les responsables: noms, numéros de téléphone, adresses postales, adresses Internet (si disponible).

7.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

Trente (30) jours après l'occupation des lieux par le Locataire, le Locateur doit lui remettre un registre des travaux d'entretien électromécanique ainsi que la fréquence de ces travaux.

7.2 TRAVAUX

7.2.1 COMPÉTENCE DU PERSONNEL

Le Locateur devra à ses frais assurer l'entretien de tous les équipements électromécaniques du bâtiment. Les travaux devront être exécutés par du personnel qualifié ou par des entrepreneurs externes qualifiés.

7.2.2 RELAMPAGE PONCTUEL

Le Locateur procédera, suite à sa vérification, dans un délai raisonnable au remplacement de fluorescent et transformateur d'allumage (ballast) défectueux.

7.2.3 CERTIFICATION DES TRAVAUX

Un certificat écrit et signé par le Locateur ou par l'entrepreneur externe devra être envoyé par courrier certifié une fois l'an, confirmant que les travaux d'entretien des disciplines ci-dessous mentionnées ont été effectués ainsi que la fréquence de cet

entretien respectée ;

- transport vertical;
- alarme-intrusion;
- protection-incendie;
- alarme-incendie;
- éclairage d'urgence;
- tous les équipements électriques (entrée principale, distribution, etc.) ;
- tous les équipements mécaniques (ventilation, chauffage, climatisation, plomberie, circuit d'eau chaude et réfrigérée, pompes, filtres, humidificateur, volets, persiennes, et tous les autres équipements nécessitant de l'entretien);
- toute la régulation automatique (micro-climat etc.).

Annexe E

Plan stratégique de développement durable

Directive # 01
Peinture sans composés organiques volatiles

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains *(ou écologiques)* pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

1. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de réaménagement, de rénovation, d'agrandissement ou de construction des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

2. DÉFINITIONS

C.O.V. : composés organiques volatiles qui sont considérés comme un danger pour l'environnement car ils contribuent à réduire la qualité de l'air intérieur. Les C.O.V. peuvent s'avérer un irritant avec des effets variables sur la santé d'une personne à l'autre. Les effets comprennent la toux, les maux de tête, les étourdissements ou des malaises plus graves. (sources : Environnement Canada et SCHL)

Peinture sans C.O.V. : peinture ne dégageant pas de composés organiques volatiles.

3. OBJET

Lorsque l'usage permet l'utilisation de peinture à base d'eau, utiliser des peintures sans C.O.V. Les peintures sélectionnées devront avoir obtenu le certificat environnemental « Green seal » émis par le « Master Painters Institute » (MPI).
Lorsque l'usage requiert des peintures à base de solvant chimique, favoriser les produits avec la plus faible teneur de C.O.V. disponible sur le marché et figurant sur la liste des produits approuvés du MPI Green Performance Standard. Pour information consultez le site internet : http://www.specifygreen.com/APL/ProductIdxByMPInum.asp

4. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais (acazelais @ville.montreal.qc.ca) qui les acheminera au comité.

5. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types ou par l'approvisionnement de peintures sans C.O.V. pour les projets en régie.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction de immeubles. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

Directive # 04
Utilisation de produits d'entretien sains et produits de papiers

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains *(ou écologiques)* pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

1. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

2. DÉFINITIONS

(Produits sains ou écologique). Produits identifiés avec le sceaux (Green Seal) ou avec le logo programme choix environnemental du (P.C.E.)

3. OBJET

Obliger les entrepreneurs/locateurs à utiliser les produits écologiques disponibles afin de minimiser l'impact environnemental aussi bien à partir de la production que leur utilisation et finalement leur disposition.
Les entrepreneurs/locateurs doivent fournir la liste des produits avec leur soumission au représentant du directeur.

Les produits d'entretien sains et les produits de papiers homologués possibles sont:

- (Green Seal) veuillez consulter la liste à l'adresse suivante *http://www.greenseal.org/findaproduct/index.cfm*
- (P.C.E.) choix environnemental veuillez consulter l'adresse suivante *http://www.environmentalchoice.com*

Dans le cas des produits non listés, tels que les nettoyants à tapis et des décapants à planchers, le soumissionnaire doit favoriser les produits répondant aux normes les plus strictes. De plus l'utilisation de produit sans composé organique volatile (COV) et sans chlore doit être préférée. L'acceptation de produits ne répondant pas à une des normes citées précédemment est à la discrétion du directeur.

RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. Pour tout commentaire relatif à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais qui les acheminera au comité.

4. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types ou par l'approvisionnement de produits sains pour les projets en régie.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction de immeubles. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

Directive # 05
Gestion des déchets de construction

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal. Elle vise à détourner de l'élimination dans un site d'enfouissement les déchets de CRD (déchets issus de la construction, de la rénovation ou de la démolition) dans les projets d'entretien / construction / rénovation / agrandissement / démolition de bâtiments de la Ville de Montréal.

L'importance de cette directive découle du fait que les déchets de CRD représentent environ 30% des matières résiduelles générées au Québec, soit 3,5 millions de tonnes produites chaque année. Or, on estime que 90% de ces résidus de CRD peuvent être mis en valeur et, ainsi, détournés de l'enfouissement (source : Recyc-Québec).

Le recyclage des résidus de CRD permet de réduire l'impact sur l'environnement créé lorsqu'ils sont enfouis (par exemple, contamination de la nappe phréatique par les liquides qui se dégagent de la décomposition du gypse ou du bois, biogaz dégagés dans l'atmosphère par la décomposition du bois)

De plus, dans certains cas, la récupération des matériaux permet de réduire les coûts de démolition, notamment lorsque la quantité de métaux non ferreux à récupérer est importante. Cette affirmation sera d'autant plus vraie que les coûts de disposition des déchets dans les sites d'enfouissement augmenteront bientôt de façon significative en raison de la fermeture du site d'enfouissement au Complexe environnemental Saint-Michel.

2. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de construction, de rénovation, d'agrandissement ou de démolition des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

3. DÉFINITIONS

Déchets de CRD : déchets de construction, rénovation, démolition. Ce terme désigne toutes les matières résiduelles amenées et produites sur un chantier ainsi que les éléments non-utilisés laissés sur place. Les déchets de CRD inclus également les déchets générés par les travailleurs (canettes, papiers, etc.) et les emballages.

Valorisation des déchets de CRD : la collecte, la transformation, la commercialisation et l'utilisation de matériaux qui ont été détournés ou récupérés du volume des déchets

solides qui autrement auraient été éliminés dans les sites d'enfouissement. Y est incluse la valorisation énergétique autant que le recyclage et la réutilisation.

Réutilisation : la stratégie de remettre les matériaux ou équipements en utilisation active dans la même capacité ou dans une capacité similaire avec ou sans restauration / ré usinage.

Déconstruction sélective : Façon d'effectuer la démolition en tout ou en partie d'un bâtiment en démantelant et en triant les composantes et les matériaux résiduels sur place lors des travaux. Le but est d'améliorer la valeur des matières en augmentant leur possibilité de réemploi et de favoriser les conditions de mise en marché. L'entrepreneur s'occupe alors lui-même de trouver des débouchés pour ces différents matériaux. Il en va de son propre profit. Le processus peut être un peu plus long qu'une démolition conventionnelle mais il est généralement moins dispendieux.

Filière d'élimination : Lieux d'élimination des déchets (récupération, recyclage, enfouissement, etc.).

Séparation à la source : le tri des déchets de CRD directement au chantier en fonction du type de matière (ex. : bois, métal, granulats, etc.) en vue d'une réutilisation immédiate, de leur revente à des récupérateurs / recycleurs pour fin de valorisation.

Métaux non-ferreux : aluminium, cuivre, plomb, zinc. Ces métaux ont une grande valeur de revente. La valeur de revente des métaux non-ferreux diminue beaucoup s'ils sont mélangés dans un même conteneur avec des métaux ferreux. Les métaux ferreux transformés tels que l'acier inoxydable et le laiton ont une valeur moindre sur le marché.

4. OBJET

- **Pour les travaux d'entretien** effectués par le personnel de la Ville, les déchets de CRD doivent être envoyés dans l'un des six (6) écocentres. Les résidus de CRD y sont acceptés gratuitement dans la mesure où ils sont livrés par un véhicule municipal de taille moyenne (les véhicules à benne versante sont refusés). Les catégories de déchets triés récupérés dans les écocentres pour valorisation sont :

Le bois	La terre
Le métal	Les résidus verts
Le roc et le béton	Les matières recyclables (carton, papier, verre, plastique)

Les matériaux ou objets réutilisables tels que lavabos ou autres peuvent également être déposés dans les entrepôts du réemploi des écocentres qui favoriseront par la suite leur réutilisation. Ils peuvent également être envoyés dans un centre de réemploi tels que ceux cités plus loin (Boytech, Habitat pour l'Humanité).

Les déchets dangereux tels que peintures, tubes fluorescents, détecteurs de fumée et batteries ne sont acceptés par les écocentres qu'en petite quantité. Les quantités plus importantes doivent être envoyées chez des récupérateurs spécialisés tels que :

- AMB inc.
  4450, rue Garand, St-Laurent Qc (514) 332-7577
- Consortium Écho-Logique
  9705, rue Clément, LaSalle Qc (514) 323-2999
- Recycleur de lampes fluorescentes Contech inc.
  725, av. Meloche, Dorval Qc (514) 637-3111

Pour plus d'informations et pour les adresses, consulter le guide de gestion des Écocentres (voir les références Internet).

- **Pour les chantiers de construction neuve et de rénovation,** il faut planifier les travaux et rédiger les documents d'appels d'offres de façon à :
  - Spécifier le maximum de matériaux fabriqués à partir de produits recyclés et le maximum de matériaux / équipements réutilisés tels quels ou restaurés / ré usinés;
  - Penser dès le départ à faciliter la déconstruction sélective à la fin de la vie utile du projet de façon faciliter la récupération des résidus de CRD (par exemple en favorisant des assemblages mécaniques au lieu d'utiliser de la colle, en ne favorisant pas l'utilisation de matériaux composites qui ne peuvent être séparés lors de leur disposition);
  - Récupérer le maximum de déchets de CRD produits par le chantier pour fin de valorisation (au minimum viser un taux de 50%). Dans la plupart des cas, la façon la plus simple est d'exiger que l'entrepreneur retienne les services d'une compagnie spécialisée qui fournit les conteneurs, les récupèrent et, dans leurs ateliers, font le tri des résidus de CRD en vrac. Il faut alors exiger un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité. Il est cependant profitable que les métaux (notamment les non ferreux) soient triés immédiatement au chantier dans un conteneur distinct car il est très payant de les revendre directement.

Actuellement, les deux principales entreprises à offrir ce genre de service intégré sont :

- Centre de tri Mélimax inc.
  210-b, boul. Industriel, Châteauguay Qc (450) 699-6862
- Multi-recyclage S.D. inc.
  3630, Montée St-François, Laval Qc (450) 625-9191

Pour les matériaux et équipements en bon état et réutilisables (lavabos, armoires de cuisine, portes, moulures, etc.), le chargé de projet est invité à :

- Trouver une nouvelle utilisation dans le même ou un autre bâtiment;
- À vérifier avec les équipes d'entretien s'ils veulent en garder comme pièces de remplacement;
- À vérifier s'ils peuvent être envoyés dans un centre de réemploi tel que :
  - Éco-Réno
    6631, ave. Papineau, Montréal Qc (514) 725-9990
  - Boytech Démolition
    5, rue des noyers, Mercier Qc (514) 918-0248
  - Habitat pour l'humanité / ReStore
    7177, boul. Newman, LaSalle Qc (514) 907-8991

- **Pour la démolition** en tout ou en partie de bâtiments, il faut spécifier la déconstruction sélective et exiger de l'entrepreneur un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité.

5. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. À la fin de chaque projet, il faut fournir le bilan par écrit des matériaux recyclés. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais qui les acheminera au comité.

6. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la Direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types, l'ajout d'exigences spécifiques additionnelles dans les documents contractuels d'un projet ou par la planification de travaux d'entretien exécutés en régie ou à contrats.

Pour fins de statistiques, les chargés de projet doivent transmettre le bilan de la récupération des déchets de CRD pour chacun de leurs projets à André Cazelais.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction des immeubles comme requérant. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

7. RÉFÉRENCES INTERNET

SITE D'INFORMATION GÉNÉRALE
Écocentres, guide de gestion :
http:/ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRONNEMENT_FR/MEDIA/DOCUMENTS/GUIDE%20%C9COCENTRES%20VERSUIB%208.PDF

SITES OFFRANT LISTE DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS
Recyc-Québec : www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/repertoires/rep-recuperateurs.asp.
Regroupement des récupérateurs et des recycleurs de matériaux de construction et de démolition du Québec (3R MCDQ) : www.3rmcdq.qc.ca/membres.htlm

SITES DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS
Mélimax : www.mélimax.com
Multi Recyclage S.D. : www.multirecyclage.com
Éco-réno : www.ecoreno.com
Boytech Démolition : www.boytechdemolition.com
Habitat pour l'Humanité / Re Store : www.habitatmontreal.qc.ca

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

Annexe F

Détail des travaux de base

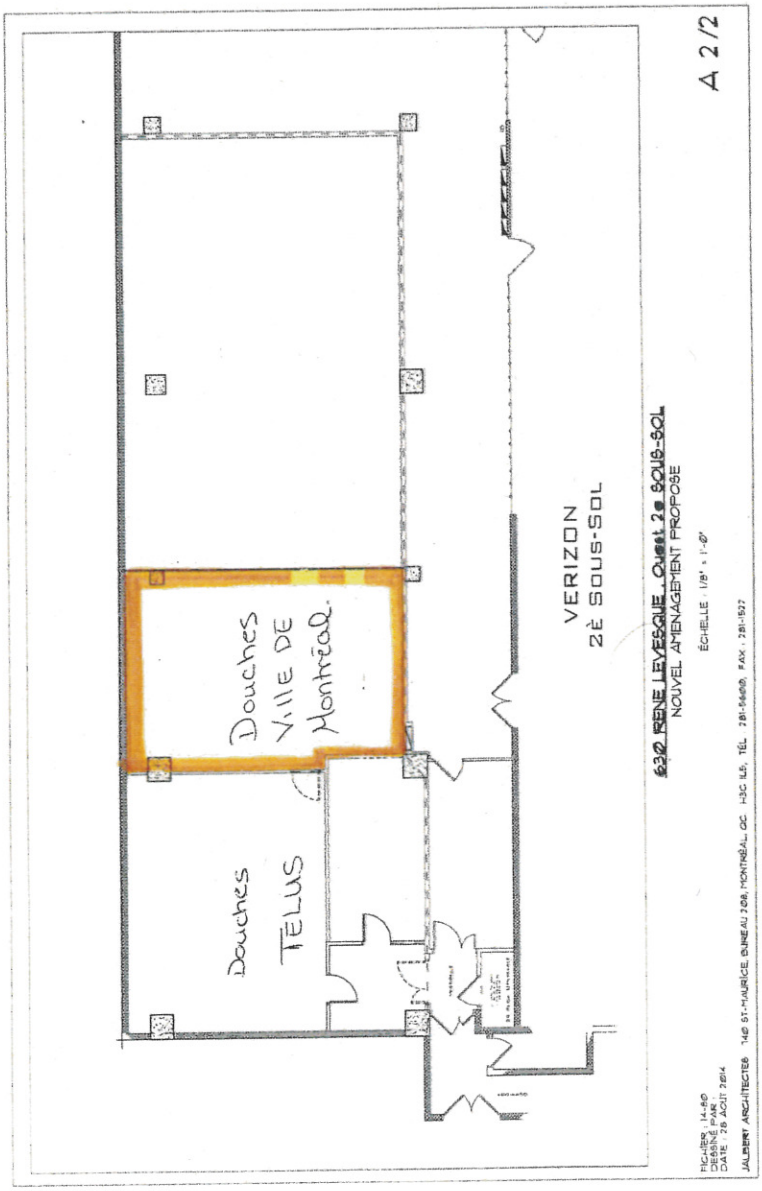
630 René-Lévesque Ouest
Base Building costs estimate for City of Montreal project
Floors 1,2,3,4 and 6

	Base building cost estimates		Estimate
ITEM (1)	**Base Building**		
		Basic architectural demolition :	4,00 $ /sqft
		Basic electro-mechanical demolition:	5,00 $ /sqft
		Painting and repairs heating induction plates:	1,08 $ /sqft
		New ceiling suspension (ceiling tiles not include):	2,43 $ /sqft
		Distribution sprinklers open concept	1,25 $ /sqft
		New ceiling tiles (OPTIMA low NRC):	4,91 $ /sqft
		average cost:	18,67 $ /sqft
		Total cost o put the 5 floors back to Base building	1 776 500 $
ITEM (2)	**New common areas**		
		average cost per floor of 70 000$	350 000 $
ITEM (3)	**New washroom finishes**		
		average cost per floor of 60 000$ (Floors 2,3,4 and 6)	240 000 $
ITEM (4)	**New showers and lockers**		
	with private room for bick		250 000 $
ITEM (5)	**Code conformity**		250 000 $
		TOTAL LANDLORD WORKS	**2 866 500 $**

Notes:

ANNEXE « D »

PLAN POUR LA LOCALISATION DES DOUCHES ET VESTIAIRES



Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe G

Lettre relative aux critères de construction

LETTRE RELATIVE AUX CRITÈRES DE CONSTRUCTION

GESTION 630 RENÉ-LÉVESQUE INC.
1555, rue Peel
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3L8

Le 3 juin 2016

Ville de Montréal **remise en main**
propre
Service de la gestion et de la planification immobilière
Division gestion immobilière
Monsieur Joël Gaudet
Conseiller en immobilier
303, rue Notre Dame Est
3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Objet : Budget pour le site des employés de la SDFVM et plans préliminaires des étages 1,2,3,4 et 6e au 630 René-Lévesque Ouest, Montréal

---

Monsieur Gaudet,

En réponse à votre demande de proposition de location, nous vous soumettons par la présente notre proposition de location ainsi qu'un budget pour la construction de vos futurs bureaux situés au 630 René-Lévesque Ouest.

Nous et notre équipe d'experts avons révisé avec soin chacune des informations soumises pour l'aménagement de vos besoins en espace. Nous sommes convaincus que notre proposition respecte, et ce, de façon fidèle vos critères d'exigences et l'organisation fonctionnelle de vos locaux. Le 630 René-Lévesque Ouest dispose d'une très grande densité d'aménagement, respecte les principes de développement durable et bénéficie d'une fenestration abondante offrant une luminosité extérieure remarquable. Un lieu unique pour l'aménagement de vos bureaux.

Nous avons préparé à votre intention, un premier jet de plans préliminaires reflétant les demandes de votre programme fonctionnel et technique du chapitre 1 au chapitre 4. Soyez assurés que nous respecterons la norme du code national du bâtiment version 2010 pour l'aménagement de vos aménagements de bureaux. En ce qui a trait aux systèmes CVC, nous nous engageons à exécuter les travaux selon les normes ASHRAE 62.1-2004,55. Nonobstant l'aménagement de vos nouveaux bureaux, Gestion 630 René-Lévesque Inc. confirme être aussi en conformité avec les normes attribuables au bâtiment.

Suite à la lecture du programme fonctionnel et technique et ses annexes, nous aimerions apporter certaines clarifications et/ou précisions qui modifieront quelque peu certains éléments;

1. Prescription techniques et générales, clause 2.1.3, le 630 René-Lévesque Ouest n'est pas exempt d'amiante. Bien qu'un programme élaboré d'enlèvement fût réalisé, il y a encore certains endroits où l'on retrouve des traces d'amiante. Les espaces bureaux ne contiennent pas d'amiante à l'exception des colonnes verticales structurales traversant les étages. Veuillez noter que lesdites colonnes respectent la réglementation en vigueur. L'inspection et la gestion du registre requis par la loi est effectuée par la compagnie Stantec. Une copie du registre de vos étages vous sera remise avant votre emménagement, tel que prévu par la loi. Bien évidemment, le registre sera produit par la compagnie Stantec et fera état de la conformité de vos locaux.

2. Chapitre 2, clause 2.1.1.3, nous ne pouvons pas garantir la certification finale LEED, toutefois, nous confirmons que le propriétaire s'engage à livrer votre projet au 630 René-Lévesque Ouest LEED design intérieur'' et fera avec ses consultants tous les choix nécessaires pour essayer d'obtenir la certification ''LEED design intérieur Argent'' et que vos aménagements seront effectués dans le respect de la norme BOMA niveau 3, puisque l'immeuble détient cette certification.

3. Chapitre 2, clause 2.2.2, nous confirmons que le 630 René-Lévesque Ouest est accessible universellement, mais pas par l'entrée principale. L'accès universel se fait par la rue Union.

4. Chapitre 2, clause 2.3.4.3, nous tenons à préciser que la hauteur libre des plafonds est de 8,5'' à partir du plancher au plafond suspendu.

5. Chapitre 2, clause 2.3.8.1, les toiles à rouleau correspondent aux demandes du Locataire sauf que la sélection de couleur sera celle des standards de l'immeuble (gris pâle).

6. Chapitre 4, clause 2.1.1.11 concernant les espaces douches, vestiaires et vélos ne figurent pas sur les plans préliminaires. Cet espace sera aménagé selon vos critères et il sera localisé au 2^{e} sous-sol, dans l'espace mentionné à l'annexe F de Bail. Votre espace pour les vestiaires et les douches se trouvera juste à côté de l'espace réservé à Telus Communications et sera conforme à vos demandes.

Conséquemment, Gestion 630 René-Lévesque Inc. s'engage à exécuter le tout selon les termes énoncés. Néanmoins, pour assurer la fluidité et assurer les délais de la livraison, Ville de Montréal devra être en mesure d'accepter les dispositions suivantes;

- Les plans préliminaires pour l'élaboration des plans émis pour soumission devront être finaux au plus tard le 26 août 2016. .
- L'approbation des ordres de changements devra être effectuée en 24 heures.
- L'approbation des dessins d'atelier devra être effectuée dans un délai maximal de 48 heures.
- Après l'approbation des plans finaux, aucun changement modifiant le délai de livraison ne pourra être fait sans que la Ville de Montréal est approuvée lesdits changements par écrit.
- Les choix des matériaux et finis, si autres que ceux soumis, devront être choisis afin de respecter les délais de livraison prévus afin de ne pas engendrer de retard.
- Seuls les professionnels architectes et ingénieurs en titre au projet seront tributaires pour l'acceptation provisoire et définitive des locaux.

Un projet de cette envergure peut cumuler beaucoup de retard si les décisions tardent.

Finalement, en ce qui concerne vos exigences en entretien ménager à l'annexe C, vos exigences d'entretien électromécanique à l'annexe D et du plan stratégique de développement durable de l'annexe E, soyez assurés que le Gestion 630 René-Lévesque Inc. s'engage à respecter ceux-ci selon le devis et les annexes soumises.

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1164069005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue du locateur 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 ans à compter du 1er juin 2017, des espaces situés au 1er, 2e, 3e, 4e et 6e étages de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie d'environ 94 795 pi², à des fins de bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale pour ce projet est de 38 838 895,14 $ taxes incluses.

Numéro du mandat
SMCE164069005

Date du mandat
2016-08-24

Objet du mandat

Mandat à la Commission sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que la valeur de ce contrat dépasse la somme de 10 M$ et qu'il s'agit d'une transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1164069005 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2016-08-24

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1164069005

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.022

2016/09/21
08:30

Dossier # : 1164069005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue du locateur 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 ans à compter du 1er juin 2017, des espaces situés au 1er, 2e, 3e, 4e et 6e étages de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie d'environ 94 795 pi², à des fins de bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale pour ce projet est de 38 838 895,14 $ taxes incluses.

Rapport- mandat SMCE164069005 - 630 René-Lévesque.pdf

Dossier # :1164069005

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 29 septembre 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE164069005

Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 ans à compter du 1er juin 2017, des espaces situés au 1er, 2e, 3e, 4e et 6e étages de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie d'environ 94 795 pi², à des fins de bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale pour ce projet est de 38 838 895,14 $ taxes incluses.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE164069005
Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 ans à compter du 1er juin 2017, des espaces situés au 1er, 2e, 3e, 4e et 6e étages de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie d'environ 94 795 pi², à des fins de bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale pour ce projet est de 38 838 895,14 $ taxes incluses.

À sa séance du 24 août 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

Le 14 septembre 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Ils ont bien compris qu'un contrat de location d'une telle envergure n'était pas monnaie courante à la Ville et ils ont aussi bien compris les circonstances menant au présent contrat.

Ils ont cependant posé de nombreuses questions pour bien comprendre le choix de l'adjudicataire (critères retenus, valeur de l'offre en tenant compte des divers avantages proposés par chaque propriétaire immobilier, etc.).

Ils ont jugé satisfaisantes les explications données sur l'état du marché locatif et sur le caractère atypique de la démarche utilisée pour la location à long terme d'espaces à bureaux par rapport aux processus d'appel d'offres généralement mis en place.

Les membres ont aussi questionné la dimension de confidentialité dans un tel dossier et demandé pourquoi l'identité des propriétaires ayant déposé des offres non retenues n'était pas inscrite au sommaire décisionnel. Le Service a expliqué que cette façon de faire était la norme dans le milieu immobilier.

Enfin, les membres sont d'avis qu'il serait pertinent, à l'avenir, dans les sommaires décisionnels portant sur des baux ou des acquisitions immobilières, de mettre en contexte les dossiers dans le cadre de la stratégie immobilière globale de la Ville.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE164069005 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Recommandations d'amélioration des processus et de l'information menant à la prise de décisions des élus

R-1
La Commission recommande que, dans chaque dossier à caractère immobilier (acquisitions, locations), les contrats soient expliqués et justifiés à la lumière de la stratégie immobilière globale de la Ville.

R-2
La Commission recommande que la stratégie immobilière de la Ville fasse l'objet d'une présentation à l'ensemble des élus des conseils municipal et d'agglomération.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.26

2016/09/29 17:00

(2)

Dossier # : 1161084002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Promotion du territoire de toute municipalité liée effectuée hors du territoire
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et l'Organisation du Sommet Mondial du Design (OSMD) à l'égard des dates de remise des documents et de la date de fin de la convention

Il est recommandé d'approuver le projet d'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et l'Organisation du Sommet Mondial du Design (OSMD) (CG15 0409) à l'égard des dates de remise des documents et de la date de fin de la convention.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-09-17 15:02

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161084002**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Promotion du territoire de toute municipalité liée effectuée hors du territoire
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et l'Organisation du Sommet Mondial du Design (OSMD) à l'égard des dates de remise des documents et de la date de fin de la convention

CONTENU

CONTEXTE

Les responsables de l'Organisation du Sommet Mondial du Design (OSMD) ont déposé une demande auprès de l'Administration à l'effet de modifier la convention concernant le versement 2.

Le présent sommaire vise à faire entériner un addenda à la convention en ce qui concerne les dates de remise de documents et de fin de la convention car plus de temps est nécessaire à l'Organisation du Sommet Mondial du Design (OSMD) afin de présenter les documents exigés selon le calendrier initial des versements prévu à l'Annexe 4 de la Convention.

La convention initiale entre la Ville et l'Organisation du Sommet Mondial du Design établissant les modalités de versement d'une contribution financière de 500 000 $ a fait l'objet d'une approbation par le conseil d'agglomération le 18 juin 2015.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0409 - 18 juin 2015 - Accorder un soutien financier d'un maximum de 500 000 $ à l'Organisation du Sommet mondial du design pour l'organisation du Sommet mondial et congrès Architecture + Design + Paysage + Urbanisme Montréal 2017, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet.
CE15 0849 - 29 avril 2015 - Mandater le Service du développement économique afin qu'il négocie avec Organisation du Sommet mondial du design une entente de financement pour l'organisation du Sommet mondial du design 2017.

CE14 0799 - 21 mai 2014 - Approuver le cadre général de la programmation du projet « Stratégie de développement économique » dans le cadre de l'entente de 175 M$, et les règles d'attribution des contributions financières pour le volet « Soutien aux projets structurants ».

CG12 0369 - 27 septembre 2012 - Approuver la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$.

CE12 1131 - 4 juillet 2012 - Approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville de 175 M$, en vue de permettre la réalisation de projets s'inscrivant dans la stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025.*

CE11 0975 - 22 juin 2011 - Approuver la nouvelle stratégie de développement économique 2011-2017.

DESCRIPTION

L'Annexe 4 de la convention initiale spécifie que le versement 2 est conditionnel au dépôt du montage financier complet. Par la modification proposée, cette exigence serait reportée au versement 3. La date du versement 2 passerait du 1 février 2016 au 1 octobre 2016. La date du versement 3 passerait du 1 août 2016 au 1 décembre 2016.
L'article 8 de la convention initiale spécifie que la date de fin de l'entente est le 30 avril 2018. Étant donné que l'Organisme dispose de quatre-vingt-dix (90) jours pour présenter les états financiers vérifiés de son exercice financier se terminant le 30 juin 2018, la date de fin sera modifiée pour «le 30 septembre 2018».

JUSTIFICATION

Les changements survenus à la suite des élections fédérales de 2015 ont retardé le processus d'étude du dossier de l'OSMD auprès des ministères fédéraux sollicités. Également, le décès du directeur des ventes de l'OSMD, un employé clé, a ralenti le démarchage de commanditaires. L'octroi du versement 2 est essentiel au fonds de roulement de l'Organisation pour la planification et la réalisation du Projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce dossier n'apporte aucun changement aux aspects financiers.
Les crédits nécessaires au versement de la contribution financière de 500 000 $ à l'Organisation du Sommet Mondial du Design (OSMD), sont prévus au budget de fonctionnement d'agglomération du Service du développement économique selon les informations indiquées à l'intervention du Service des finances (CG15 0409).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les modifications apportées à la convention sont nécessaires pour faciliter la planification et la réalisation du Projet. Un report de la décision visée par les présentes ou un refus d'approuver l'addenda mettraient en péril le montage financier du projet et sa réalisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement au présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline DUHAIME)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Henri-Paul NORMANDIN, Direction générale

Lecture :

Henri-Paul NORMANDIN, 6 septembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoît TURGEON
Conseiller en planification

Tél : 514 872-0119
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-01

Serge GUÉRIN
Directeur

Tél : 514 872-0068
Télécop. : 514 872-0049

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161084002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Objet :	Approuver le projet d'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et l'Organisation du Sommet Mondial du Design (OSMD) à l'égard des dates de remise des documents et de la date de fin de la convention

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

document visé- OSMD_16_09_2016.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline DUHAIME
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-16

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division - droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division : Affaires civiles

APPROUVÉ
QUANT À SA VA ITÉ
ET À SA FO E
16 SEP. 2016
DIR
Service des jues

ADDENDA N° 1
À la convention approuvée par la résolution CG15 0409 du 18 juin 2015

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Organisation du Sommet Mondial du Design (OSMD)**, personne morale sans but lucratif constituée sous l'autorité de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* (L.C. 2009, ch. 23), dont l'adresse principale est le 403-420, rue McGill, Montréal, Québec, H2Y 2G1, agissant et représentée par M. Jacques Ouimette, co-directeur dûment autorisé tel qu'il le déclare;

No d'inscription TPS : 843173584 RT0001
No d'inscription TVQ : 1222645774 TQ0001
No d'inscription d'organisme de charité : S/O

ci-après appelée l' « **Organisme** »

ATTENDU QUE les parties ont conclu une convention de contribution financière qui a fait l'objet d'une approbation par le conseil d'agglomération de la Ville le 18 juin 2015 (résolution CG15 0409) («**Convention initiale »**) ;

ATTENDU QUE la Convention initiale a été conclue entre la Ville et l'Organisation du Sommet mondial du design Montréal 2017;

ATTENDU QUE le nom légal de l'Organisme est « Organisation du Sommet Mondial du Design (OSMD) » d'où le changement de nom de l'Organisme dans la présente convention;

ATTENDU QUE l'Organisme a présenté une demande de modification de la Convention initiale à la Ville afin de modifier la liste de certains documents exigés pour les versements 2 et 3 de la contribution financière de la Ville et de modifier la date de leur remise;

ATTENDU QUE pour donner suite à la demande de l'Organisme, il est nécessaire de modifier certains articles de la Convention initiale ;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie à l'Organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

2.1 Les articles 3.2 et 3.3 de la Convention initiale sont remplacés par les suivants :

« 3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

Pour la période du 1er juillet 2015 au 30 avril 2016:

3.2.1 une somme de cent mille dollars (100 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention et l'approbation par le Directeur des documents exigés à l'Annexe 4 pour le versement 1.

3.3 Pour la période du 1er mai 2016 au 30 avril 2017:

3.3.1 une somme de cent mille dollars (100 000 $) dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le Directeur des documents exigés à l'Annexe 4 pour le versement 2.

3.3.2 une somme de cent cinquante mille dollars (150 000 $) dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le Directeur des documents exigés à l'Annexe 4 pour le versement 3. »

2.2 L'article 8 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

« La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2018. »

2.3 Les paragraphes « Versement 2 » et « Versement 3 » de l'Annexe 4 de la Convention initiale sont remplacés par les suivants :

« Versement 2	Les documents exigés sont : 1. La mise à jour du bilan des démarches réalisées; 2. Les lettres d'engagement de chacun des partenaires impliqués à ce jour; 3. Une copie des conventions signées avec les partenaires publics à ce jour; 4. Une mise à jour de l'échéancier de travail; 5. La description de ce à quoi les fonds du versement 2 seront utilisés; 6. Les pièces justificatives relatives aux dépenses faites avec le versement 1 de la contribution financière; 7. Les états financiers vérifiés pour l'exercice se terminant le 30 juin 2016.	1 octobre 2016
Versement 3	Les documents exigés sont : 1. Le bilan des démarches réalisées; 2. Le montage financier complet; 3. Les lettres d'engagement de chacun des partenaires impliqués à ce jour; 4. Une copie des conventions signées avec les partenaires publics à ce jour; 5. Une mise à jour de l'échéancier de travail; 6. Une mise à jour du budget prévisionnel; 7. La description de ce à quoi les fonds du versement 3 seront utilisés; 8. Les pièces justificatives relatives aux dépenses faites avec le versement 2 de la contribution financière; 9. Un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3.	1 décembre 2016 »

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

ARTICLE 4
PRISE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le ..... e jour de 2016

ORGANISATION DU SOMMET MONDIAL DU DESIGN (OSMD)

Par : _____
Jacques Ouimette, co-directeur

Cet addenda a été approuvé par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le ..... e jour du mois de ..... 2016 (CG16 .....).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2016/09/29 17:00

(2)

Dossier # : 1163113003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, au conseil d'arrondissement de Ville-Marie que la Division sécurité et aménagement du réseau artériel - Direction des transports- Service des infrastructures, de la voirie, et des transports prenne en charge l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal et ce, en date de la signature du présent dossier.

Il est recommandé d'offrir au conseil d'arrondissement de Ville-Marie, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, que la Division sécurité et aménagement du réseau artériel - Direction des transports -Service des infrastructures, de la voirie, et des transports prenne en charge l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-09-02 10:49

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163113003**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, au conseil d'arrondissement de Ville-Marie que la Division sécurité et aménagement du réseau artériel - Direction des transports- Service des infrastructures, de la voirie, et des transports prenne en charge l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal et ce, en date de la signature du présent dossier.

CONTENU

CONTEXTE

En janvier 2013, le Service de la culture remettait certaines responsabilités administratives liées à la coordination du Vieux-Montréal à l'arrondissement de Ville-Marie. Il lui transférait également la responsabilité de l'entretien du Plan lumière jusqu'alors assumée par la Division du patrimoine.
L'arrondissement Ville-Marie, à titre de requérant, a alors pris entente avec la Division sécurité et aménagement du réseau artériel, à titre d'exécutant, afin que cette dernière effectue les tâches reliées à l'entretien du Plan lumière compte tenu de l'expertise de la Division sécurité et aménagement en éclairage et comme gestionnaire du Plan lumière de 1998 à 2005.

Puisque l'arrondissement n'a aucun spécialiste en éclairage architectural, la Division sécurité et aménagement du réseau artériel propose à l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge à titre de requérant et d'exécutant l'ensemble des activités d'entretien annuel du Plan lumière du Vieux-Montréal. Suite à des discussions préalables, l'arrondissement de Ville -Marie est d'accord pour céder cette responsabilité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 240408 adoptée le 8 août 2016 - Accepter l'offre du conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, afin que le Service des infrastructures, de la voirie, et des transports prenne en charge l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal. GDD 1166442007

DESCRIPTION

Les orientations du Plan lumière ont été adoptées en mars 1999 par le Comité exécutif de la Ville de Montréal. Sa mise en place s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui avec le

parachèvement récent de la mise en lumière de la rue McGill. À l'été 2016, il est estimé que le Plan lumière est complété à près de 80%. La mise en lumière du Vieux-Montréal comprend celle des places publiques, des bâtiments publics et d'un certain nombre de bâtiments d'intérêts, situé notamment sur les rues Saint-Paul et de la Commune. Alimentés par le réseau électrique public ou privé, les appareils d'éclairage sont en bonne partie installés sur des bâtiments privés ou institutionnels suite à une entente intervenue avec chacun des propriétaires d'immeubles. Pour cette raison, les travaux d'entretien du Plan lumière sont réalisés par une entreprise privée.
L'arrondissement de Ville-Marie a retenu au cours des années 2013-2014-2015 les services d'une entreprise spécialisée et a réalisé ainsi le bilan de l'état des installations qui avaient été laissées sans entretien continu depuis quelques années. Un entretien sommaire a été réalisé en collaboration étroite avec le SIVT grâce à leur expertise interne.

La prise en charge par le SIVT de l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal consistera d'une part, à titre de requérant, à définir la liste des tâches prioritaires et d'autre part, à titre d'exécutant, à rédiger les devis d'appels d'offres pour l'embauche d'un entrepreneur électricien annuellement afin d'effectuer les travaux de remplacement d'équipement défectueux, d'assurer le suivi et la gestion du contrat de l'entrepreneur et d'assurer la coordination entre l'entrepreneur et les propriétaires des bâtiments impliqués.

JUSTIFICATION

La Division sécurité et aménagement du réseau artériel, responsable de l'éclairage urbain au sein de la Direction des transports, regroupe le personnel expert qui depuis l'origine a assumé, en collaboration avec le bureau de promotion du Vieux-Montréal et le ministère de la Culture et des Communications, le développement du Plan lumière. Elle a également assuré son entretien jusqu'aux changements structurels qui ont accompagné la création de la nouvelle ville de Montréal. Il apparaît donc judicieux et plus efficace que le SIVT assume les responsabilités complètes d'entretien du Plan lumière. L'arrondissement partage ce point de vue.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un transfert budgétaire annuel de 35 000 $ représentant la somme dédiée à l'entretien du Plan lumière inscrite au budget de l'arrondissement de Ville-Marie (306128-06101-54590) sera effectué vers le SIVT par le Service des finances de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est important que la Division sécurité et aménagement du réseau artériel - Direction des transports- Service des infrastructures, de la voirie et des transports devienne rapidement l'entité responsable de l'entretien du Plan lumière afin qu'elle puisse intégrer et prioriser les activités d'entretien du Plan lumière dans son calendrier de travail pour que celui-ci soit en état de fonctionnement optimal à l'occasion des célébrations du 375^{e} anniversaire de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de la prise en charge par le SIVT : 26 septembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie M MARTIN, Service de la mise en valeur du territoire
Ronald DELCOURT, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LESSARD
Ingénieure

Tél : 514 872-5961
Télécop. : 514-872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-24

Guy PELLERIN
Chef de division - sécurité et aménagement du réseau artériel

Tél : 514 872-7486
Télécop. : 514 872-9458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-08-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-09-01

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1160390007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 $ afin de financer l'acquisition de matériel informatique » dont les dépenses relèvent du conseil d'agglomération.

Il est recommandé :
1. d'adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 100 000 $ afin de financer l'acquisition de matériel informatique" pour des dépenses qui relèvent du conseil d'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-06-27 12:51

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160390007**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 $ afin de financer l'acquisition de matériel informatique » dont les dépenses relèvent du conseil d'agglomération.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (STI) fait l'acquisition du matériel informatique afin de contrer la désuétude des appareils et logiciels. Toutefois, lors de l'ajout d'employés, de l'identification de nouveaux besoins et lors de projets spécifiques, le STI laisse la responsabilité aux Services de faire les achats requis.
Le sommaire 1160390006 sera présenté simultanément pour les dépenses qui relèvent de la ville centre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but l'obtention d'un règlement d'emprunt de 100 000 $ afin de financer l'acquisition de matériel informatique pour les besoins supplémentaires du SGPI, besoins qui relèvent de l'agglomération.
L'acquisition du matériel et des logiciels respectera les règles d'approvisionnement.

JUSTIFICATION

Le règlement d'emprunt utilisé actuellement sera fermé par le Service des finances à court terme. Ce nouveau règlement permettra de faire les acquisitions plus rapidement, surtout dans le contexte de la mise en place d'un Bureau de projet. Certains logiciels sont requis afin de mieux suivre la gestion des projets et de développer des indicateurs de performances. La gestion de l'information devient alors essentielle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le travail du Service de la gestion et de la planification immobilière est considéré comme une activité mixte au sens des responsabilités d'agglomération. Par exemple, le SGPI est

responsable des immeubles du SIM, du SPVM, de la Direction de l'eau potable et du Service de l'environnement.
La période de financement ne doit pas dépasser 5 ans.

Le projet est inscrit au PTI 2016-2018

Règlement

Règlement RCGxx-xxx
5001.5016XXX.803403.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000 100 000$

Emprunt

Règlement RCGxx-xxx
5001.5016XXX.803403.01909.49200.000000.0000.115470.000000.98001.00000 100 000$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n.a.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans un nouveau règlement, des délais seront rencontrés pour fournir les équipements et logiciels requis pour l'optimisation des méthodes de travail, dont plus particulièrement la gestion de projets.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n.a.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion Août 2016
Adoption du règlement Septembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Josée BONIN
Chef de division

Tél : 514-872-1103
Télécop. : 514 872-5279

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-10

Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs

Tél : 514 872-5493
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2016-06-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-06-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160390007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 $ afin de financer l'acquisition de matériel informatique » dont les dépenses relèvent du conseil d'agglomération.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1160390007 - matériel informatique.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-16

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 100 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE L'ACQUISITION DE MATÉRIEL INFORMATIQUE

Vu les articles 19 et 54 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 100 000 $ est autorisé pour le financement de l'acquisition de matériel informatique.

2. Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1160390007

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160390007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 $ afin de financer l'acquisition de matériel informatique » dont les dépenses relèvent du conseil d'agglomération.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1160390007 règlement d'emprunt.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-06-16

Michel T TREMBLAY
Conseiller(ere) en gestion des ressources financieres - c/E
Tél : (514) 872-0470
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1166316018

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018, un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 17 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de parcs-nature relevant du conseil d'agglomération".

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 17 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de parcs-nature relevant du conseil d'agglomération", sujet à son approbation par le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-08-03 09:30

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166316018**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018, un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 17 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de parcs-nature relevant du conseil d'agglomération".

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement d'emprunt de 17 000 000 $ afin de financer des travaux d'aménagement dans des parcs-nature relevant de la compétence d'agglomération. Ce règlement permettra de financer l'ensemble des projets inscrits au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 pour le programme 34300 - Réaménagement du réseau des grands parcs. Ce nouveau règlement d'emprunt prendra le relais des règlements d'emprunt N° RCG 15-026 et RCG 15-076 préparés antérieurement par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) et dont les fonds ont pratiquement tous été engagés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0647 - 29 octobre 2015 - Adoption dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2015-2017 d'un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 17 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du réseau des grands parcs relevant de l'agglomération" (Règlement d'emprunt N° RCG 15-076).
CM15 1270 - 27 octobre 2015 - Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018, un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du réseau des grands parcs relevant du conseil municipal" - (Règlement d'emprunt N° 15-079).

CG15 0199 - 26 mars 2015 - Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2015-2017, un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 7 500 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du réseau des grands parcs relevant du conseil d'agglomération" - (Règlement d'emprunt N° RCG 15-026).

CM15 0354 - 24 mars 2015 - Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2015-2017, un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un

emprunt de 5 300 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement du réseau des grands parcs relevant du conseil municipal" - (Règlement d'emprunt N° 15-028).

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but d'adopter un règlement autorisant un emprunt de 17 000 000 $ afin de financer des travaux d'aménagement dans des parcs-nature relevant du conseil d'agglomération.
Sans s'y limiter, la liste des projets inclus au sommaire est la suivante :

- Parc-nature du Bois-de-Liesse - Reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers;
- Parc-nature du Bois-de-Liesse - Aménagement du sentier des attraits - phase II;
- Parc-nature du Bois-de-Saraguay - Aménagement de sentiers - phase II;
- Parc-nature du Cap-Saint-Jacques - Réaménagement du secteur de la plage et du secteur de la ferme;
- Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation - Mise en valeur du site des Moulins;
- Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies - Reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers;
- Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies - Aménagement d'une piste cyclable dans l'emprise d'Hydro-Québec;
- Programme de réfection du parc immobilier dans les parcs-nature;
- Divers parcs-nature - Acquisition de mobilier urbain;
- Divers parcs-nature - Réhabilitation de divers sites.

JUSTIFICATION

Les fonds des précédents règlements d'emprunt seront pratiquement tous engagés en cours d'année pour la réalisation des projets inscrits à la première année du PTI 2016-2018. L'approbation par le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et le conseil d'agglomération (CG), du règlement d'emprunt à portée globale, permet de réduire les délais administratifs lors de l'octroi de contrats et par conséquent permet de réaliser plus rapidement les travaux d'aménagement dans les parcs-nature de compétence d'agglomération du Réseau des grands parcs de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les différents projets visés par le présent règlement d'emprunt sont inscrits à l'année 2017 du programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal - volet agglomération.
La période de financement n'excédera pas 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Assurer le financement des travaux d'aménagement ou de réaménagement des parcs-nature relevant du conseil d'agglomération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le MAMOT.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mario MASSON
Chef de section

Tél : 514 872-8689
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-18

Mathieu DRAPEAU
Chef de section

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), Jean-François Nadon désigne monsieur Mathieu Drapeau – chef de section, gestion des projets, pour le remplacer du 18 su 31 juillet 2016 inclusivement, dans ses fonctions de chef de division du Bureau de projets d'aménagement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

Tél : 514 872-1461
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2016-08-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1166316018

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018, un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 17 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de parcs-nature relevant du conseil d'agglomération".

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1166316018- Parcs nature.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-01

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 17 000 000 $ AFIN DE FINANCER DES TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE PARCS-NATURE RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

Vu l'article et 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 148 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 17 000 000 $ est autorisé afin de financer des travaux de réaménagement de parcs-nature relevant de la compétence du conseil d'agglomération.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1166316018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166316018

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018, un projet de règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 17 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de parcs-nature relevant du conseil d'agglomération".

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1166316018.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-01

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1161213004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Entente-cadre avec la Bibliothèque nationale du Québec
Projet :	-
Objet :	Approuver un règlement d'emprunt spécifique de 17 M$ pour la restauration, la transformation et la mise aux normes de la bibliothèque Saint-Sulpice par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)

Il est recommandé :

1. d'approuver un règlement d'emprunt spécifique de 17 M$ pour la restauration, la transformation et la mise aux normes de la bibliothèque Saint-Sulpice par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-07-29 09:02

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161213004**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Entente-cadre avec la Bibliothèque nationale du Québec
Projet :	-
Objet :	Approuver un règlement d'emprunt spécifique de 17 M$ pour la restauration, la transformation et la mise aux normes de la bibliothèque Saint-Sulpice par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)

CONTENU

CONTEXTE

Une entente de principe est intervenue le 31 janvier 2016, entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et la ministre de la Culture et des Communications, visant à faire revivre la bibliothèque Saint-Sulpice sous la forme de deux (2) espaces à la fois distincts et communicants : une première zone destinée aux adolescents, composée d'une bibliothèque et d'un médialab et, dans une seconde zone, un laboratoire de fabrication ancré dans les technologies de pointe, mais également traditionnelles, qui accueillent les citoyens de tous les âges et de tous les parcours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0471 - 20 décembre 2012- Approuver l'Entente de développement culturel 2012-2015 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.
CE16 1167 - 6 juillet 2016 - Approuver la programmation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

La Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et la ministre de la Culture et des Communications (Hélène David) ont convenu que la Ville de Montréal avance à BAnQ la somme de 17 M$, provenant de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville pour consolider le réseau des bibliothèques de Montréal.
En effet, le ministère de la Culture et des Communications (MCC) a décidé d'investir 17 M$ dans la restauration et la mise aux normes de la bibliothèque Saint-Sulpice en utilisant les soldes de l'Axe 3 de l'Entente.

Des soldes sont disponibles pour qu'une somme de 17 M$ soit prélevée pour la restauration, la transformation et la mise aux normes de la bibliothèque Saint-Sulpice par BAnQ.

JUSTIFICATION

Une demande de règlement d'emprunt spécifique est nécessaire puisque l'édifice de la bibliothèque Saint-Sulpice n'est pas une propriété de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt spécifique de 17 M$ servira à la restauration, à la transformation et à la mise aux normes de la bibliothèque Saint-Sulpice par BAnQ. Cet emprunt de 17M$ sera remboursé en capital et intérêts par le ministère de la Culture et des Communications. Ainsi, cet emprunt ne sera pas à la charge des contribuables montréalais.
Le règlement d'emprunt spécifique est d'une durée maximale de (cinq) 5 ans.

Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) investira 17 M$ dans la restauration et la mise aux normes de la bibliothèque Saint-Sulpice en utilisant les soldes de l'Axe 3 de l'Entente.

Les coûts d'entretien et de fonctionnement récurrents feront l'objet, tel qu'évoqués avec le ministère, d'un partage 50% - 50%

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.
L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, à la connaissance, à la culture et au loisir.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt spécifique est liée au processus d'optimisation de la gestion de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.
Cette aide financière à BAnQ permettra d'offrir aux Montréalais(e)s des espaces d'innovation et de création ainsi que des espaces destinés aux adolescents (bibliothèque et médialab).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans le cadre de demande de règlement d'emprunt, aucune opération de communications n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion au Conseil d'agglomération : 25 août 2016

1. Adoption du règlement par le Conseil d'agglomération: 29 septembre 2016
2. Approbation d'un protocole d'entente au Conseil municipal et au Conseil d'agglomération entre la Ville et BAnQ pour le projet de restauration, de transformation et de mise aux normes de la bibliothèque Saint-Sulpice : septembre ou octobre 2016
3. Approbation du règlement d'emprunt par le MAMOT
4. Mise en vigueur du règlement
5. Versement de la contribution à BAnQ

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ivan FILION
Directeur des bibliothèques

Tél : 514 872-1608
Télécop. : 514 872-5588

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-22

Ivan FILION
Directeur des bibliothèques

Tél : 514 872-1608
Télécop. : 514 872-5588

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Daniel BISSONNETTE
Pour Suzanne Laverdière, directrice du Service de la culture
Tél : 514 872-2884
Approuvé le : 2016-07-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161213004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , -
Objet :	Approuver un règlement d'emprunt spécifique de 17 M$ pour la restauration, la transformation et la mise aux normes de la bibliothèque Saint-Sulpice par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1161213004 - contribution BAnQ- biblio St-Sulpice.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-26

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 17 000 000 $ POUR LE VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE À LA BIBLILOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC POUR LE FINANCEMENT DE LA RESTAURATION, DE LA TRANSFORMATION ET DE LA MISE AUX NORMES DE LA BIBLIOTHÈQUE SAINT-SULPICE DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2012-2015

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ., chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 17 000 000 $ est autorisé pour le versement d'une contribution financière à la Biblilothèque et Archives nationales du Québec pour le financement de la restauration, de la transformation et de la mise aux normes de la Bibliothèque Saint-Sulpice dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

3. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

_____

GDD 1161213004

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161213004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , -
Objet :	Approuver un règlement d'emprunt spécifique de 17 M$ pour la restauration, la transformation et la mise aux normes de la bibliothèque Saint-Sulpice par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1161213004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
Tél : (514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-27

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.04

2016/09/29 17:00

(1)

Dossier # : 1165019001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Contrôleur général , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le « Règlement modifiant le Règlement sur le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG12-026) »

Il est recommandé au conseil d'agglomération d'adopter le « Règlement modifiant le Règlement sur le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal ».

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-08-09 11:09

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165019001**
Unité administrative responsable :	Direction générale , Contrôleur général , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le « Règlement modifiant le Règlement sur le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG12-026) »

CONTENU

CONTEXTE

Le gouvernement du Québec a adopté, le 30 novembre 2010, la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, chapitre E-15.1.0.1 - « la Loi »). Tel que mentionné dans les notes explicatives, « *cette loi crée une obligation aux municipalités locales et aux municipalités régionales de comté dont le préfet est élu au suffrage universel d'adopter un code d'éthique et de déontologie applicable aux élus et de le réviser après chaque élection générale. Elle prévoit également une obligation d'adopter un code d'éthique et de déontologie d es employés municipaux.* »
Conformément à la Loi, le conseil d'agglomération a adopté le règlement intitulé Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG12-026) à son assemblée du 20 décembre 2012.

Par ailleurs, le gouvernement a adopté, le 10 juin 2016, le projet de loi 83 - la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique* (L.Q. 2016, chapitre 17). Cette loi apporte diverses modifications concernant le domaine municipal. Elle modifie, entre autres, la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale afin* de prévoir que les codes d'éthique et de déontologie des élus et des employés municipaux doivent interdire certaines annonces lors d'activités de financement politique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0495 - 20 décembre 2012 - Adoption - Règlement sur le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal

DESCRIPTION

L'article 101 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique* (« la loi modificatrice ») vise à donner suite à la recommandation no 46 de la Commission d'enquête sur l'industrie de la construction (« la CEIC ») concernant le code d'éthique et de déontologie des élus. Il modifie la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* pour prévoir que ce code doit contenir une disposition obligatoire interdisant aux élus de faire des annonces à propos de projets, de

contrats et de subventions lors d'activités de financement politique. Cette interdiction est effective tant que la décision finale sur la réalisation du projet, la conclusion du contrat et l'octroi de la subvention n'est pas prise par l'autorité compétente.
Par ailleurs, ces modifications législatives prévoient que les élus qui emploient du personnel de cabinet doivent veiller à ce que ces employés respectent cette même interdiction. En cas de non-respect de cette interdiction par l'un de ceux-ci, l'élu est imputable aux fins de toute sanction prévue au code.

Un dossier distinct sera soumis au conseil municipal pour la modification requise au Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (14-004) (dossier 1163430014).

L'article 102 de la loi modificatrice est en lien avec l'amendement précédent, visant à rendre applicable aux employés municipaux la même interdiction que celle prévue pour les élus municipaux.

Bien que la recommandation no 46 de la CEIC vise les élus et leur personnel politique, la modification introduite par l'article 102 à l'égard des employés s'explique par le remplacement, par cette même loi modificatrice, de l'article 284 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2) : alors que cette disposition interdisait aux employés municipaux toute activité de nature partisane à l'occasion d'une élection tenue dans la municipalité qui les emploie, la nouvelle disposition permet maintenant à un employé municipal d'exercer une activité de nature partisane « *lorsque cette activité n'est pas susceptible de porter atteinte à sa capacité d'exercer ses fonctions avec loyauté et impartialité* » (par exception, les titulaires de certains postes identifiés ne peuvent pas exercer une activité de nature partisane) (article 49 de la loi modificatrice).

Il est prévu que ces interdictions doivent être introduites dans les codes d'éthique et de déontologie des élus et des employés municipaux au plus tard le 30 septembre 2016 (article 155).

De plus, en conséquence du remplacement de l'article 284 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalité,* l'Annexe A du Règlement sur le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal doit être modifiée afin de refléter ce remplacement.

JUSTIFICATION

La modification à l'actuel Règlement sur le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG12-026) est requise d'ici le 30 septembre 2016 pour se conformer à loi modificatrice.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis de motion et présentation du projet de règlement à l'assemblée du conseil municipal du 22 août 2016

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et présentation du projet de règlement à l'assemblée du conseil du 22 août 2016
Adoption du projet de règlement à l'assemblée du conseil du 26 septembre 2016
Adoption du projet de règlement à l'assemblée du conseil d'agglomération du 29 septembre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karine MARTEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yves GRIMARD
c/d enquetes et analyses

Tél : 514 872-2961
Télécop. : 514 872-9619

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-02

Alain BOND
contrôleur général

Tél : 514 872-1232
Télécop. : 514 872-9619

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Alain BOND
controleur general
Tél : 514 872-1232
Approuvé le : 2016-08-09

Direction générale
Bureau du contrôleur général

Dossier : 1165019001

Objet : Adopter le « Règlement modifiant le Règlement sur le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG12-026)

Tableau des modifications

TEXTE ACTUEL À L'ANNEXE A	TEXTE MODIFIÉ
Chapitre 4, section 1	Chapitre 4, section 1
5° L'employé ne peut se livrer à un travail de nature partisane relativement à une élection à un poste de membre du conseil de la Ville ou d'un arrondissement de la manière prévue à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (L.R.Q., chapitre E-2.2	5° *L'employé peut se livrer à une activité de nature partisane relativement à une élection à un poste de membre du conseil de la Ville ou d'un arrondissement uniquement lorsque cette activité n'est pas susceptible de porter atteinte à sa capacité d'exercer ses fonctions avec loyauté et impartialité.*
	Malgré le premier alinéa, ne peuvent se livrer à aucune activité de nature partisane : *a) le directeur général et ses adjoints;* *b) le trésorier et son adjoint;* *c) le greffier et son adjoint;*

	d) le vérificateur général; *e) l'inspecteur général.*
Ne constitue pas un travail de nature partisane le fait d'assister à une réunion politique, de verser une contribution à un parti ou à un candidat indépendant autorisé, d'être membre d'un parti ou d'apposer une signature d'appui sur une déclaration de candidature ou d'une demande d'autorisation.	Ne constitue pas *une activité* de nature partisane le fait d'assister à une réunion politique, de verser une contribution à un parti ou à un candidat indépendant autorisé, d'être membre d'un parti ou d'apposer une signature d'appui sur une déclaration de candidature ou d'une demande d'autorisation.
	Le troisième alinéa ne s'applique pas au greffier de la Ville ou à son adjoint ni, pendant qu'il est membre de son personnel électoral, à tout autre fonctionnaire ou employé de celle-ci, ni au trésorier.
	6° *L'employé ne doit pas faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la Ville, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente.*

15.08.2016

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165019001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Contrôleur général , -
Objet :	Adopter le « Règlement modifiant le Règlement sur le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG12-026) »

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Avis favorable.

FICHIERS JOINTS

Règlement modifiant le Code de conduite.final.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Karine MARTEL
Avocate
Tél : 514-872-1319

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-16

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Affaires civiles

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE CODE DE CONDUITE DES EMPLOYÉS DE LA VILLE DE MONTRÉAL (RCG 12-026)

Vu l'article 16.1 de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (RLRQ, chapitre E-15.1.0.1);

Vu l'article 284 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 5° de la section I du chapitre 4 de l'annexe A du Règlement sur le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG12-026) est modifié par :

1° le remplacement du 1er alinéa par le suivant :

« 5° L'employé peut se livrer à une activité de nature partisane relativement à une élection à un poste de membre du conseil de la Ville ou d'un arrondissement uniquement lorsque cette activité n'est pas susceptible de porter atteinte à sa capacité d'exercer ses fonctions avec loyauté et impartialité.

Malgré le premier alinéa, ne peuvent se livrer à aucune activité de nature partisane :

a) le directeur général et ses adjoints;

b) le trésorier et son adjoint;

c) le greffier et son adjoint;

d) le vérificateur général;

e) l'inspecteur général. »;

2° le remplacement, au 2e alinéa, des mots « un travail » par les mots « une activité »;

3° l'ajout, après le 2e alinéa, de l'alinéa suivant :

« Le troisième alinéa ne s'applique pas au greffier de la Ville ou à son adjoint, ni, pendant qu'il est membre de son personnel électoral, à tout autre fonctionnaire ou employé de celle-ci, ni au trésorier.»

2. L'annexe A de ce règlement est modifiée par l'insertion, après le paragraphe 5° de la section 1 du Chapitre 4, du paragraphe suivant :

« 6° L'employé ne doit pas faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la Ville, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente. »

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1165019001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 43.01

2016/09/29 17:00

(2)

Dossier # : 1162622007

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement visant à modifier le Schéma d'aménagement et de développement (RCG 14-029) pour ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de Verdun (parties des lots 3 943 640, 1 619 416, 1 619 415 et 1 260 156) situé sur le territoire de l'arrondissement de Verdun

Il est recommandé :

1. d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » quant aux dispositions du document complémentaire portant sur les normes relatives aux interventions à l'intérieur de la plaine inondable;
2. d'approuver le document d'accompagnement ci-joint intitulé : « Modification à la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement de Verdun aux fins de conformité au Schéma d'aménagement et de développement modifié de l'agglomération de Montréal » qui spécifie également que seul l'arrondissement de Verdun devra modifier sa réglementation d'urbanisme, suite à l'entrée en vigueur du règlement;
3. de demander l'avis au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire conformément à l'article 50 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;
4. de mandater la Commission sur le Schéma d'aménagement et de développement de Montréal pour tenir les assemblées publiques de consultation nécessaires sur le territoire de l'agglomération de Montréal;
5. de déléguer au greffier de la Ville les pouvoirs de fixer la date, l'heure et le lieu sur le territoire de l'agglomération de Montréal de toute assemblée publique de consultation à tenir aux fins de l'adoption du règlement pour faire suite au présent projet de règlement, et d'inclure dans l'avis public à publier dans un journal diffusé sur le territoire le résumé prévu au deuxième alinéa de l'article 53.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-09-14 14:09

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162622007**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement visant à modifier le Schéma d'aménagement et de développement (RCG 14-029) pour ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de Verdun (parties des lots 3 943 640, 1 619 416, 1 619 415 et 1 260 156) situé sur le territoire de l'arrondissement de Verdun

CONTENU

CONTEXTE

Le 6 septembre 2016, le conseil d'arrondissement de Verdun a adopté la résolution CA16 210264 demandant au conseil d'agglomération de modifier le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma) (RCG 14-029) pour ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de Verdun (parties des lots 3 943 640, 1 619 416 et 1 619 415). Ces parties de ces trois lots sont situées en plaine inondable selon les cotes de crues du risque d'inondation applicables pour le fleuve Saint-Laurent. Rappelons que ces cotes de crues sont intégrées au Schéma depuis 2009 et au Règlement de zonage de l'arrondissement depuis 2012.
Dans le présent dossier, le lot adjacent situé dans le lit du fleuve (lot 1 260 156), étant le littoral, doit aussi être intégré dans l'énumération des numérations des parties de lots comprises dans la dérogation à la plaine inondable, puisqu'aux fins de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI), la plaine inondable inclut également le littoral des lacs et cours d'eau.

Par ailleurs, il est à noter que l'arrondissement s'apprête à transmettre à la Direction régionale de l'analyse et de l'expertise du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) un ensemble d'informations concernant le projet pour avis préliminaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 210264 - 6 septembre 2016 - Résolution du conseil d'arrondissement de Verdun demandant au conseil d'agglomération de modifier le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal afin d'ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de Verdun (parties des lots 3 943 640, 1 619 416 et 1 619 415) situé sur le territoire de l'arrondissement de Verdun (sommaire décisionnel 1167211002).

DESCRIPTION

Les parties de lots visées par la phase 1 du projet d'aménagement de la Plage de Verdun sont situées en bordure du fleuve Saint-Laurent à partir d'un point se trouvant à l'arrière de l'Auditorium de Verdun situé dans l'axe de la rue de l'Église en continuant vers l'est sur une distance d'environ 300 mètres se rendant jusqu'à l'espace derrière la piscine Therrien. Ces parties de lots du parc Arthur-Therrien se trouvent à l'intérieur d'une aire d'affectation « Grand espace vert ou récréation » au Schéma. La phase 2 du projet (pataugeoire et île) s'étend plus à l'est sur une distance approximative de 200 mètres.
Le projet de règlement modifiant le Schéma, tel que proposé, vise à ajouter une dérogation à la plaine inondable afin de permettre à court terme les travaux d'aménagement de la phase 1 de la Plage de Verdun comprenant, entre autres, le remblaiement de la surface de baignade, l'aménagement d'une digue de protection des courants qui empiète dans la plaine inondable et le littoral, le tout d'une superficie totale d'environ 3 450 mètres carrés, de zones d'intervention en rive et en plaine inondable, l'enlèvement de blocs de béton, et de surfaces asphaltées, vestiges de la période de remblai et de la création par remblai du site de l'ancienne marina et déblai d'un milieu de compensation, incluant des plantations, sur une superficie totale d'environ 3 000 mètres carrés, le tout tel qu'illustré sur le plan intitulé « Plage de Verdun - Plan concept » joint à l'annexe « F » et expliqué dans les notes jointes à l'annexe « G ». Des parties des lots 3 943 640, 1 619 416, 1 619 415 et 1 260 156 du cadastre du Québec sont visées par la dérogation, et ce, telles qu'elles sont illustrées sur la carte jointe à l'annexe « E » du projet de règlement, tel que proposé.

Le projet de règlement modifiant le Schéma fait état d'une superficie totale de 4 800 mètres carrés pour couvrir à terme la totalité des interventions projetées dans le milieu riverain (rive, littoral et plaine inondable), de façon à inclure les travaux de la phase 2 du projet, dont la création d'une pataugeoire et d'une petite île, à réaliser ultérieurement, et ce, dans le but d'éviter une modification additionnelle au Schéma à ce sujet.

JUSTIFICATION

Une plage est considérée comme un aménagement de récréation intensive au sens du Schéma. Selon les prescriptions applicables à l'aire d'affectation « Grand espace vert ou récréation », il s'agit d'une composante autorisée. Le projet d'aménagement de la Plage de Verdun proposé par l'arrondissement de Verdun s'inscrit dans le cadre de la vision stratégique du Schéma, soit de favoriser un cadre de vie de qualité et mettre en valeur la trame verte et bleue. Une description détaillée du projet de la Plage de Verdun est jointe à l'annexe « G » du projet de règlement.
Considérant l'ensemble des pourparlers que l'arrondissement a eus jusqu'à ce jour avec le MDDELCC, la Direction de l'urbanisme du Service de la mise en valeur du territoire est d'avis que cette demande de modification du Schéma respecte les critères énoncés dans le document complémentaire du Schéma pour juger de l'acceptabilité d'une demande de dérogation. Rappelons que ces critères découlent des objectifs de la PPRLPI en lien avec la sécurité publique et la protection de l'environnement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet à venir devra faire, avant sa réalisation, l'objet d'un certificat d'autorisation par le MDDELCC qui fera foi de l'application d'exigences en cette matière, comme préconisé par le MDDELCC, le cas échéant, dans ce type de projet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Permettre la réalisation des travaux prévus dans le littoral et la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de Verdun, notamment l'aménagement d'une digue de protection des courants ainsi que des modifications à la bathymétrie d'une partie de la plage.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée à la décision vu la nature du présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission du projet de règlement et du document d'accompagnement aux arrondissements, aux municipalités reconstituées, aux MRC dont le territoire est contigu à celui du territoire de l'agglomération de Montréal et à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) : les municipalités reconstituées et les arrondissements pourront donner leur avis sur le projet de règlement dans un délai de 45 jours suivant la transmission des documents afférents.

- Transmission du projet de règlement pour avis au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMOT) (60 jours maximum) : cette demande est effectuée dans le but de favoriser l'entrée en vigueur rapide du règlement à venir.
- Tenue d'au moins une assemblée publique par la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal sur le projet de règlement, et ce, avant l'adoption du règlement par le conseil d'agglomération lors d'une séance ultérieure.
- Adoption du règlement, avec ou sans changement, par le conseil d'agglomération.
- Transmission du règlement au MAMOT pour examen de sa conformité aux orientations gouvernementales, ainsi qu'aux arrondissements, aux municipalités reconstituées et aux MRC dont le territoire est contigu à celui du territoire de l'agglomération.
- Transmission du règlement à la CMM pour examen de conformité au Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) et approbation, le cas échéant.
- Entrée en vigueur du règlement conformément aux dispositions de l'article 53.11.14 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme : 60 jours maximum pour l'émission de l'avis gouvernemental et du certificat de conformité de la CMM.
- Publication d'un avis dans les journaux par le greffier indiquant l'entrée en vigueur du règlement à la date la plus tardive de l'avis et du certificat de conformité susmentionnés.
- Transmission du règlement entré en vigueur aux arrondissements, aux municipalités et aux MRC dont le territoire est contigu à celui du territoire de l'agglomération et à la CMM.
- Adoption par le conseil d'agglomération du document d'accompagnement par renvoi à celui adopté avec le projet de règlement.

Pour que cette dérogation à la plaine inondable puisse devenir effective, elle doit être intégrée dans le règlement de zonage de l'arrondissement. Cette modification au règlement de zonage doit faire l'objet de la délivrance d'un certificat de conformité pour permettre son entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire MORISSETTE
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7488
Télécop. : 514 872-1598

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-13

Monique TESSIER
Chef de division

Tél : 514-872-9688
Télécop. : 514 872-1458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2016-09-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2016-09-14

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1162622007

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Objet :	Adopter un projet de règlement visant à modifier le Schéma d'aménagement et de développement (RCG 14-029) pour ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de Verdun (parties des lots 3 943 640, 1 619 416, 1 619 415 et 1 260 156) situé sur le territoire de l'arrondissement de Verdun

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir pièce jointe

FICHIERS JOINTS

Projet de règlement modifiant le Schéma_Plage Verdun.doc AnnexeE.pdf AnnexeF.pdf
AnnexeG.pdf Document d'accompagnement - Septembre 2016.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-14

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514 872-4222
Division : Division du droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 14-029-2

RÈGLEMENT MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (RCG 14-029)

ATTENDU que le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal est entré en vigueur le 1er avril 2015 ;

ATTENDU que le conseil d'arrondissement de Verdun a demandé au conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, par la résolution numéro CA16 210264 adoptée le 6 septembre 2016, de modifier le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal pour ajouter une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la Plage de Verdun (partie des lots 3 943 640, 1 619 416 et 1 619 415 du cadastre du Québec) situé sur le territoire de l'arrondissement de Verdun;

ATTENDU que le lot 1 260 156 est situé dans le lit du fleuve et qu'il doit aussi faire l'objet de la dérogation à la plaine inondable, puisqu'aux fins de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables, la plaine inondable inclut également le littoral des lacs et des cours d'eau;

ATTENDU que les dispositions de l'article 4.8.2 du document complémentaire du Schéma d'aménagement et de développement permettent les travaux dans une plaine inondable qui sont prévus à l'annexe VIII intitulée « Plaines inondables – Travaux autorisés en dérogation aux normes », dont l'aménagement d'un fonds de terre à des fins récréatives, avec des ouvrages nécessitant des travaux de remblai ou de déblai, s'ils font l'objet d'une dérogation conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

ATTENDU qu'une modification au Schéma d'aménagement et de développement est requise afin que ladite dérogation à la plaine inondable puisse par la suite être incluse dans le règlement de zonage de l'arrondissement de Verdun;

VU les articles 6, 47 et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

VU le paragraphe 12° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À la séance du ....., le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'annexe VIII intitulée « Plaines inondables – Travaux autorisés en dérogation aux normes » du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal est modifiée par :

1° l'ajout, après le point 3, de la dérogation suivante :

« 4. Les travaux d'aménagement de la plage de Verdun incluant, entre autres, le remblaiement de la surface de baignade; l'aménagement d'une digue de protection des courants, d'une pataugeoire et d'une île dans le littoral, de zones d'intervention en rive et en plaine inondable, incluant des plantations, le tout sur une superficie totale d'environ 4 800 mètres carrés (phases 1 et 2 du projet); l'enlèvement de blocs de béton, et de surface asphaltées vestiges de la période de remblai et de la création par remblai du site de l'ancienne marina de même que le déblai d'un milieu de compensation, incluant des plantations, d'une superficie totale d'environ 3 000 mètres carrés, le tout tel qu'indiqué sur le plan intitulé « Annexe F – Plage de Verdun – Plan concept » en lien avec la note explicative jointe en annexe G. Des parties des lots 3 943 640, 1 619 416, 1 619 415 et 1 260 156 et 1 260 156 du cadastre du Québec sont visées par la dérogation, et ce, tel qu'ils sont illustrés sur les cartes jointes en annexe E et F. ».

2° l'ajout des annexes suivantes :

a) Annexe E intitulée « Emplacement des parties des lots visés par la dérogation à la plaine inondable », jointe en annexe 1 au présent règlement;

b) Annexe F intitulée « Plage de Verdun – Plan concept », jointe en annexe 2 au présent règlement;

c) Annexe G intitulée « Informations additionnelles », jointe en annexe 3 au présent règlement.

ANNEXE 1
ANNEXE E - EMPLACEMENT DES PARTIES DES LOTS VISÉES PAR LA DÉROGATION À LA PLAINE INONDABLE

ANNEXE 2
ANNEXE F - PLAGE DE VERDUN – PLAN CONCEPT

ANNEXE 3
ANNEXE G - INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXX

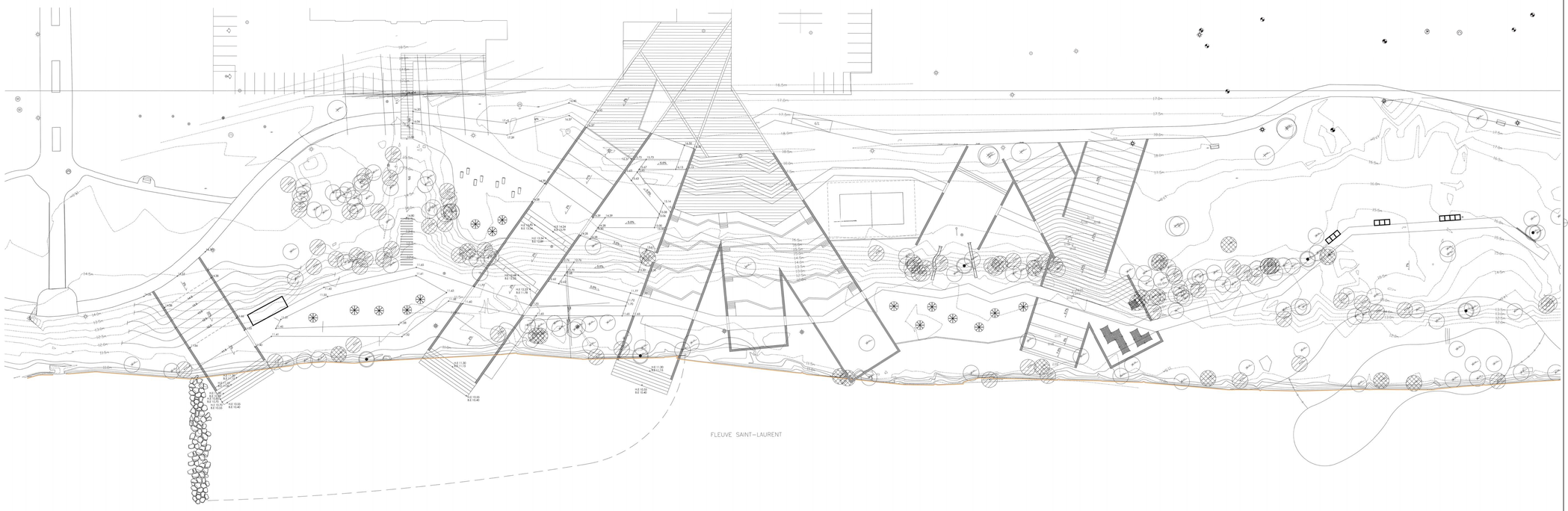
GDD : 1162622007

XX-XXX/2

ANNEXE « E » - EMPLACEMENT DES PARTIES DES LOTS VISÉES PAR LA DÉROGATION À LA PLAINE INONDABLE



ANNEXE « F » - PLAGE DE VERDUN - PLAN CONCEPT



Émis pour dérogation seulement, ne pas utiliser ces plans pour construction.
Ces plans sont à titre indicatif, pour des fins de dérogation seulement.

Fichier:

No de

Remarques:

No	Description	Date	Par
1			

Révisions

B.M.

Élévation:

Échelle: ١:٤٠٠

Date: ٢٠١٦/٠٨/٣٠

Concept:
WAA

Responsable du projet:
SONIA THOMPSON, B.A.P.

Approbation:
JEAN CARDIN, ing.

Nom du projet:
PLAGE DE VERDUN

No de contrat: ٢٢٢٢

Titre du plan:
PLAN CONCEPT

Arrondissement de Verdun
Direction adjointe des projets d'infrastructure et du génie municipal

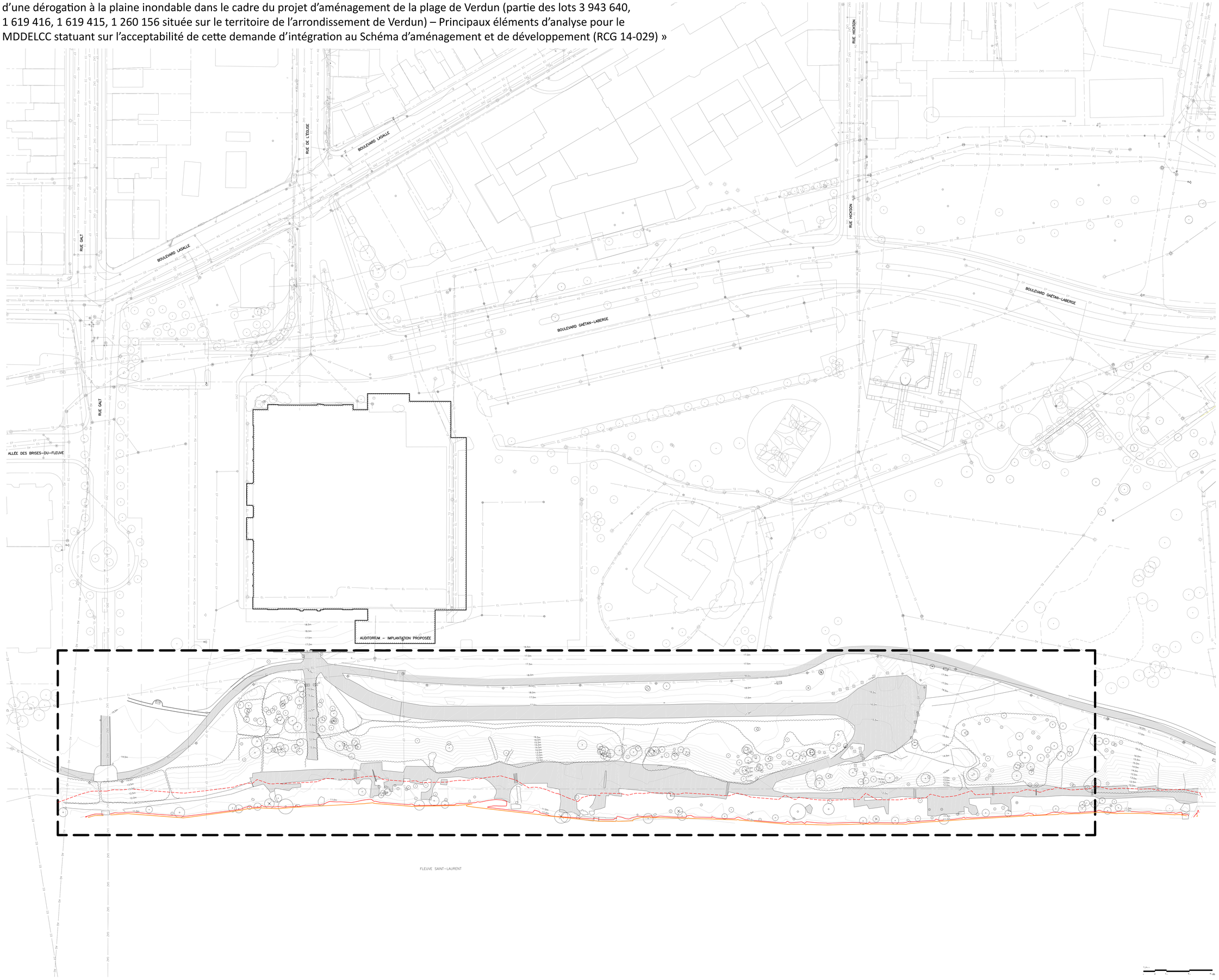
Verdun
Montréal

No du plan: ٦٤١٥

No de l'index:

No ٠١ / ٠١

- Plan intitulé « REPÈRES DE NIVELLEMENT »
- Notes explicatives intitulées : « Ajout au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal d'une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la plage de Verdun (partie des lots 3 943 640, 1 619 416, 1 619 415, 1 260 156 située sur le territoire de l'arrondissement de Verdun) – Principaux éléments d'analyse pour le MDDELCC statuant sur l'acceptabilité de cette demande d'intégration au Schéma d'aménagement et de développement (RCG 14-029) »



Verdun Montréal

DIVISION INGÉNIERIE

4555 RUE DE VERDUN, VERDUN, QUÉBEC H4G 1M4
TEL : 765-7075 FAX : 765-7007

REPÈRES DE NIVELLEMENT

No.	DESCRIPTION	ALTITUDE

LÉGENDE

- LIGNE DES HAUTES EAUX 0-2 ANS
- LIGNE DES HAUTES EAUX 0-20 ANS, ÉLÉVATION 10.4m
- LIGNE DES HAUTES EAUX 0-100 ANS, ÉLÉVATION 10.8m
- BANDE DE PROTECTION 10m
- AQUEDUC
- ÉGOUT COMBINÉ
- ÉGOUT PLUVIAL
- ÉLECTRIQUE
- GAZ
- VÉGÉTATION
- BORNE D'INCENDIE
- BOÎTE DE VANNE
- CHAMBRE DE VANNE
- PUISARD
- REGARD ÉGOUT COMBINÉ
- REGARD ÉGOUT PLUVIAL
- REGARD ÉGOUT
- LAMPADAIRE
- POTEAU HYDRO-QUÉBEC
- CLOCHE DE BÉTON
- BLOC DE BÉTON
- ARBRE
- ARBRE MORT

PROJET DE PLAGE

DESSINÉ PAR :
SIMON THOUIN, tech.

ARPENTÉ PAR:
ANDRIY GOVORUM ET GENEVIÈVE RONDENAY

VÉRIFIÉ PAR:
SONIA THOMPSON, B.A.P.

APPROUVÉ PAR:

AUTORISÉ PAR:

ÉCHELLE :	DATE :
1 = 500	2016-08-01
No. DOSSIER :	No. PLAN :
XX-XX	6415

Direction d'arrondissement
4555, rue de Verdun, bureau 212
Verdun (Québec) H4G 1M4
Téléphone: 514 765-7001

Le 12 septembre 2016

Objet : **Ajout au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal d'une dérogation à la plaine inondable dans le cadre du projet d'aménagement de la plage de Verdun (partie des lots 3 943 640, 1 619 416, 1 619 415, 1 260 156 située sur le territoire de l'arrondissement de Verdun) – Principaux éléments d'analyse pour le MDDELCC statuant sur l'acceptabilité de cette demande d'intégration au Schéma d'aménagement et de développement (RCG 14-029)**

Le projet d'aménagement de la plage de Verdun s'inscrit dans la volonté de mettre en valeur et de rendre plus accessibles les berges, d'y pratiquer des activités récréatives et de redonner aux citoyens une opportunité de s'approprier le plan d'eau et ses attraits.

Idéalement située à deux pas du cœur économique de Verdun et à quelques minutes du centre-ville de Montréal, la future plage combinera urbanité et milieu naturel. À quelques minutes du métro et longé par une piste multifonctionnelle, son emplacement jouit d'une très bonne desserte en transport collectif et actif. Elle complète le pôle récréotouristique situé dans le secteur. Les nombreuses installations récréosportives avoisinantes viendront bonifier l'expérience de ses usagers.

Participant au projet d'ensemble regroupant la berge, le fleuve et le parc riverain de Verdun long de 14 km, le projet d'aménagement de la plage met l'accent sur la proximité et l'accès sécuritaire à l'eau, les activités familiales et de détente. Le projet s'intègre dans une vision plus large de l'aménagement du parc et du secteur adjacent.

Le potentiel du site de la plage de Verdun et sa visibilité pour l'arrondissement commandent une attention particulière et une conception originale qui font en sorte de donner à ce lieu une identité propre et singulière qui se démarquera à l'intérieur de l'offre d'accès aux cours d'eau, non seulement de l'arrondissement, mais sur l'ensemble du périmètre de l'île de Montréal.

L'intention de la présente [note] est de démontrer l'acceptabilité du projet d'aménagement de la plage de Verdun à l'adoption d'une dérogation qui permettra sa réalisation dans l'intérêt de la communauté et des milieux urbains et naturels dans lesquels il s'insère.

La proposition d'aménagement présentée a été développée de manière à satisfaire les six (6) critères requis au respect des objectifs de la *Politique en matière de sécurité publique et de protection de l'environnement*.

1- Localisation

Le site de la future plage éco-urbaine de Verdun est localisé en bordure du fleuve Saint-Laurent dans l'arrondissement de Verdun. Il est situé dans le quartier « Wellington-de-L'Église » et il est délimité par les rues Hickson et Galt ainsi que par le fleuve Saint-Laurent et le boulevard Gaétan-Laberge. Le site fait partie du parc Arthur-Therrien.

Le terrain en question est constitué d'une partie des lots 3 943 640, 1 619 416, 1 619 415, 1 260 1561 du cadastre du Québec. La superficie approximative du site est de 26 000 m^2, soit 23 350 m^2 sur la berge et 2 500 m^2 dans le littoral (zone de baignade, pataugeoire, île). Les aménagements dans la plaine inondable couvrent une superficie totale de 4 800 m^2 et une superficie de 3 450 m^2 (2 300 m^2 zone de baignade, digue de protection en phase 1 et 1 150 m^2 zone pataugeoire en phase 2) dans le littoral (ceci comprend le remblayage prévu dans le fleuve).

La plage s'insère dans un parc riverain exceptionnel d'une longueur de plus de 14 km comprenant des pistes cyclables et bordé par des berges publiques. Les citoyens se sont appropriés ce vaste parc ouvert sur le fleuve, ponctué d'installations récréatives, sportives, de détente et d'observation.

Le terrain a déjà été occupé par une ancienne marina, fermée il y a plus de vingt (20) ans. Il est principalement constitué de remblai hétérogène, comprenant du béton, de l'asphalte et d'autres matériaux déposés dans les années '60. Certains de ces matériaux sont visibles en surface et démontrent l'origine anthropique de ce site. Le couvert végétal, composé d'arbres et d'arbustes de première génération, est maintenant en grande partie reconstitué.

Le terrain s'élève à moins de 20 m du niveau moyen des mers. Nous y retrouvons un terrain relativement plat, puis le niveau s'abaisse rapidement le long d'une pente forte pour rejoindre un palier d'environ 20 m qui se prolonge jusqu'au fleuve.

2- Mesures d'immunisation et protection des personnes

Le projet porte une attention particulière à la sécurité des personnes en restaurant la rive qui fut antérieurement déstabilisée par les ouvrages et les activités de l'ancienne marina. Le projet suit le profil de la berge et prévoit le remblayage d'une partie du littoral afin d'améliorer la sécurité des baigneurs. La plaine inondable est préservée. Le projet permet l'accessibilité universelle jusqu'au bord de l'eau et un accès plus sécuritaire vers l'eau.

La bande riveraine dégradée sera restaurée dans une vaste proportion à l'aide de plantes indigènes sur toute la longueur de la zone d'intervention et sur une largeur approximative de 10 m. La rive et la plaine inondable seront occupées principalement par de la végétation de rivage, des galets, du sable, une promenade et une digue dont la fonction est de réduire la vitesse du courant dans la zone de baignade.

Les détails d'implantation et de construction de la digue de protection du courant seront précisés lors de la réalisation des plans et devis. La digue sera majoritairement constituée de remblai rocheux dont la granulométrie reste à établir.

La caractérisation environnementale des sols et de l'eau souterraine effectuée en 2015 sur le site a révélé un niveau de contamination des sols qui n'est pas compatible avec l'utilisation projetée du terrain, ce qui oblige des travaux de décontamination et de réhabilitation. Ces travaux seront réalisés en respect des exigences de la *Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés* et auront pour but de rendre conformes les sols de manière à permettre les activités projetées en toute sécurité pour les personnes fréquentant le site.

Un programme d'échantillonnage d'eau et de suivi de la qualité de l'eau sera mis en place dès le début de l'exploitation du site à des fins de plage. Les prélèvements effectués par la Ville de Montréal dans le cadre de son programme de suivi du milieu aquatique (RSMA) en 2013 indiquent que le site est propice à la baignade. Cependant, les résultats de la dernière année, affectés par la présence de fortes pluies, ont eu pour conséquence une baisse de la qualité de l'eau. Un programme plus précis d'échantillonnage d'eau et de suivi de la qualité de l'eau est en cours afin de déterminer les facteurs d'influence et d'établir des mécanismes préventifs afin de réagir lors de détérioration de la qualité de l'eau. Un plan de communication sera mis en place pour faire connaître au public de façon quotidienne la qualité de l'eau durant la période de baignade. D'autres mesures de gestion du site seront également planifiées.

En parallèle au projet d'aménagement de la plage de Verdun, la Ville de Montréal prévoit des travaux de rénovation des réseaux d'égouts situés en amont qui vont graduellement conduire à la réduction des débits de surverses en particulier par l'élimination de certains trop-pleins. La Ville doit également réviser la répartition des débits de surverses de l'intercepteur pour tenir compte de la présence de la future plage. Ces travaux pourraient notamment impliquer la non-utilisation de certains points de rejet situés en amont du site, dans certaines conditions.

3- Solutions de rechange

Les ouvrages de remblais prévus dans la proposition d'aménagement consistent au remblaiement de la zone de baignade afin d'obtenir une bathymétrie et une pente adaptée à cet usage. Ces ouvrages empiètent dans la plaine inondable, la rive et le littoral sur une superficie totale de 3 350 m². Toutefois, comme le démontrent les ouvrages proposés, ces empiètements sont partiellement compensés par le retrait de blocs de béton en bordure de la berge et par le déblai d'une partie de la berge totalisant environ 3 000 m² en superficie ainsi que la naturalisation des berges sur une partie du secteur.

L'ensemble du site couvre une superficie approximative de 26 000 m² et la superficie entre la ligne naturelle des hautes eaux et la ligne de récurrence 100 ans est d'environ 6 000 m², soit 23 % de l'espace occupé par la proposition d'aménagement. Dans ces circonstances, les travaux, ouvrages et constructions ne peuvent raisonnablement être localisés en totalité hors de la plaine inondable.

Le site ayant été utilisé dans le passé à des fins d'enfouissement, il est déraisonnable d'envisager le déblaiement comme alternative à la proposition retenue. La présence de matériaux hétéroclites en grandes quantité impose des contraintes financières et techniques trop importantes et cette option a été abandonnée dès l'analyse préliminaire.

4- Régime hydraulique

La vitesse d'écoulement du fleuve Saint-Laurent à cet endroit varie entre 0,10 m/sec et 0,75 m/sec dans la zone visée. La création d'une digue de protection est donc essentielle pour assurer la sécurité des baigneurs. Cette proposition d'aménagement crée une contrainte à l'écoulement des eaux cependant, nous croyons que l'impact sera dans le domaine de l'acceptable en proportion de la largeur importante du Fleuve à cet endroit. Le ralentissement de la vitesse du courant aux abords de la digue pourrait même s'avérer favorable à l'établissement d'intéressants milieux à potentiel faunique.

Le profil de la rive et les aménagements prévus ont pour effet de bénéficier à la diminution des risques d'érosion, du moins, pour une partie de la berge, voire à leur interruption complète.

Le rapport faisant état du régime hydraulique et des forces des glaces auxquelles les ouvrages proposés seront exposés ainsi que les effets de la digue de protection est actuellement en rédaction et les résultats sont attendus prochainement. Les recommandations préliminaires ont cependant déjà été intégrées au projet. Enfin, notons que la digue proposée a été conçue de manière à résister aux efforts dus aux glaces comme l'ont démontré le rapport et les calculs préliminaires. Ceux-ci seront complétés une fois la conception de la structure projetée complétée.

Les installations et les composantes projetées ainsi que leur impact sont compensés par des mesures visant à améliorer le potentiel faunique du secteur.

Les matériaux mis en place sur la plage seront d'une granulométrie adaptée aux conditions du site afin d'éviter leurs pertes par érosion.

5- Impacts environnementaux et fauniques

La zone d'étude terrestre est constituée à 47,4 % de milieux anthropiques, soit des zones gazonnées, une piste cyclable, des sentiers pédestres et une ancienne route. Les autres milieux comprennent le fleuve Saint-Laurent et trois types de groupements végétaux terrestres, peupleraie deltoïde, friche arborescente et friche herbacée dans une moindre proportion. De nombreux arbres morts et à faible valeur ont été recensés. Le caractère perturbé de la berge, l'absence de marais ou de plaine inondable et l'absence de végétation émergente ont été constatés.

Il n'existe aucune occurrence récente d'espèce floristique menacée, vulnérable ou susceptible d'être ainsi désignée dans ou à proximité de la zone à l'étude. L'occurrence d'espèces fauniques menacées se limite à la présence de couleuvres brunes dans la zone à l'étude.

La stabilisation du littoral et de la rive par la plantation d'espèces végétales indigènes permettra, non seulement de contrer l'apport de particules dans le cours d'eau, mais apportera à cette partie de la rive tous les autres bienfaits connus d'une bande végétale en rive.

La réhabilitation des sols bénéficiera au milieu aquatique en réduisant les risques de détachement de portion de sols pouvant contaminer le fleuve. Durant les travaux, des mesures d'atténuation sont prévues pour éviter une remise en suspension des sédiments.

Dans le cadre du projet le remplacement des arbres est prévu dans un ratio de deux (2) arbres plantés pour un (1) arbre coupé.

6- Intérêt public

L'entière justification du projet d'aménagement de la plage de Verdun repose sur la volonté d'offrir un accès public aux berges de Verdun et à un parc riverain exceptionnel.

Lors de sondages et de séances de consultation citoyenne réalisés en 2014, une majorité de verdunois se sont prononcés en faveur de l'aménagement de la plage pour mettre en valeur des berges de Verdun.

Le projet de la plage de Verdun fait partie des actions prioritaires identifiées au *Plan de développement stratégique 2015-2025 de* l'arrondissement, lequel a été adopté par le conseil d'arrondissement en février 2015. L'appropriation publique des parcs, espaces verts et des berges s'inscrit dans cette vision définie dans le plan.

Le site de la plage de Verdun se situe dans un secteur résidentiel à haute densité, à proximité de l'artère commerciale de la Promenade Wellington. Ce site est desservi par une station de métro, les pistes cyclables de la Route Verte et des sentiers pédestres. La qualité de la desserte en transport actif et collectif caractérise le projet dans une optique de développement durable.

Le projet de la plage de Verdun, grâce à sa situation stratégique s'inscrit en continuité au sein de la Trame Verte et Bleue de la Communauté Métropolitaine de Montréal ainsi qu'avec le Corridor vert.

La vision est de faire de la plage de Verdun une halte, une fenêtre participant au projet d'ensemble regroupant la berge, le fleuve et le parc riverain.

En résumé, la demande de dérogation au schéma d'aménagement formulée en vue de l'aménagement de la plage de Verdun vise à répondre aux cinq (5) critères énoncés pour un tel projet, et ce, en vertu de la *Politique de protection des rives et du littoral*.

Le projet vise à assurer la sécurité des personnes et la protection des biens grâce aux mesures telles que l'aménagement de la digue et du remblai présentés. L'écoulement des eaux est assuré puisque l'impact de la digue de protection en raison du courant existant et de la largeur du fleuve à cet endroit demeure proportionnellement de faible importance.

Le caractère anthropique des lieux actuels, vestiges de l'ancienne marina et du lieu d'enfouissement, est remplacé par divers aménagements naturels et urbains. La naturalisation des berges sur une partie du site, les plantations, l'enlèvement de débris de béton contribueront à améliorer les lieux. Le site ayant été utilisé dans le passé à des fins d'enfouissement et étant constitué de remblai, le déblaiement n'a pas pu être considéré comme alternative à la proposition retenue.

La protection de la qualité de l'eau sera assurée grâce à certains travaux prévus. La protection de la flore et de la faune typique seront assurés grâce aux mesures de mitigation prévues, telles que les périodes de réalisation des travaux, les bénéfices liés aux plantations qui viendront s'ajouter et l'amélioration de l'état de la rive en général. D'autres mesures s'ajouteront suite aux discussions avec les diverses instances.

L'intérêt public pour ce projet demeure l'appropriation des berges du fleuve pour la population et la mise en valeur d'un parc riverain exceptionnel facilement accessible en transport actif et collectif, à quelques minutes du métro et du centre-ville de Montréal.

MODIFICATION À LA RÉGLEMENTATION D'URBANISME
DE L'ARRONDISSEMENT DE VERDUN
AUX FINS DE CONFORMITÉ
AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT MODIFIÉ
DE L'AGGLOMATION DE MONTRÉAL

DOCUMENT D'ACCOMPAGNEMENT

RÈGLEMENT MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (RCG 14-029)

Le présent document accompagne le projet de règlement numéro _____ modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029), et précise que, dans le seul territoire de l'arrondissement de Verdun, une modification doit être apportée à son règlement de zonage conformément au Schéma modifié afin d'y intégrer la dérogation aux normes relatives aux interventions à l'intérieur des plaines inondables afin de permettre les travaux d'aménagement de la plage de Verdun incluant entre autres le remblaiement de la surface de baignade, l'aménagement d'une digue de protection des courants, d'une pataugeoire et d'une île dans le littoral, de zones d'interventions en rive et en plaine inondable, incluant des plantations et l'enlèvement de blocs de béton, de surface asphaltées vestiges de la période de remblai et de la création par remblai du site de l'ancienne marina et déblai d'un milieu de compensation, incluant des plantations, le tout tel qu'illustré sur le plan intitulé « Plage de Verdun – Plan concept » et ce, sur les partie des lots 3 943 640, 1 619 416, 1 619 415 et 1 260 156 du cadastre du Québec.

Article 51.01

Nominations aux commissions permanentes

Aucun document ne sera livré.